







4 . 1 . 281 .

4. N. A.

XVII 1/2

1756

1756

7. 1.

9

~~XXXX~~ S

1848

HISTOIRE
DU LIVRE
DES
REFLEXIONS MORALES
SUR LE
NOUVEAU TESTAMENT
ET
DE LA
CONSTITUTION
UNIGENITUS.

Servant de Preface

AUX HEXAPLES.
PREMIERE PARTIE.

Depuis que les Reflexions Morales ont paru jusqu'à l'Appel des IV, Evêques.



A AMSTERDAM.
Chez NICOLAS POTGIETER.
MDCC. XXVI.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

500 FIFTH AVENUE NEW YORK 10017

1900

1901

1902

1903

1904

TABLE DES PARAGRAPHES CONTENUS DANS CE VOLUME.

PARAGRAPHE PREMIER. Particularité touchant l'Auteur des Reflexions morales sur le Nouveau Testament. Origine du livre. Approbations qu'il a reçues sans aucune contradiction pendant plus de 27. ans. *Page* 1

§. II. Animosité des Jésuites contre M. le Cardinal de Noailles, cause des contestations arrivées sur le livre des Reflexions morales. Première attaque contre le livre par l'Auteur du Problème en 1698. vingt & sept ans après qu'il eut commencé à paroître. 12

§. III. Seconde attaque contre le livre des Reflexions en 1703. & 1704. par une Consultation de M. l'Ev. d'Albi, & par deux libelles des Jésuites. 17

§. IV. Troisième attaque contre le livre des Reflexions en 1708. par un Brel du Pape. Ecrits contre ce Brel. 19

§. V. Quatrième attaque contre le livre des Reflexions en 1710. par le Mandement de M.M. les Evêques de Luçon & de la Rochelle, & par celui de M. l'Ev. de Gap. Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles contre ces Mandemens. 23

§. VI. Projet d'une nouvelle attaque contre M. le Cardinal de Noailles, & contre le livre des Reflexions, qui est decouvert par une lettre de M. l'Abbi Bachard de Saran. Pouvoirs de prêcher & de confesser ôtez aux Jésuites. On imprime la Justification des Reflexions par M. Bossuet. 26

§. VII. Le P. Tellier engage le Roi à révoquer le Privilège des Reflexions morales, & à en demander la condamnation à Rome. Mouvements qui se font en France à cette occasion. Suite de l'affaire du Mandement de Luçon & de la Rochelle. 29

§. VIII. Apologies & lettre du P. Q. au Pape. Cinquième attaque contre les Reflexions morales par le livre du Sr. Gailland. Réfutations de ce livre. Ecrit de M. de Gap. 33

§. IX. Ecrits faits en France par rapport à la Constitution qu'on y attendoit. Réponse à l'Instruction Pastorale de M.M. de Luçon & de la Rochelle. 38

§. X. Mouvements qui se font à Rome par rapport au livre du P. Q. Congregation établie pour l'examiner. On y dénonce jusqu'à 155. Propositions. On en censure 101. par une Bulle qui est publiée à Rome & envoyée en France. 46

§. XI. Liste des 54. Propositions qui n'ont point été insérées dans la Constitution. Observations sur les Vaux des Consultants. 52

§. XII. Le Roy se détermine à faire recevoir la Bulle par une Assemblée d'Evêques. Mandement de M. le C. de Noailles qui révoque l'approbation qu'il avoit donnée aux Reflexions morales. Premiers soulèvements contre la Constitution. M. de Bissi fait chercher les mauvais sens des Propositions qu'elle condamne. 66

§. XIII. Ouverture de l'Assemblée des Evêques. On nomme six Commissaires pour examiner les moyens d'accepter la Constitution. Relation de leurs premières séances. Soulèvement général que cause l'impression de la Constitution. 71

§. XIV. Suite de ce qui se passa aux Bureaux des Commissaires jusqu'à la fin du mois de Novembre 1713. 77

§. XV. Ecrits faits contre la Constitution & pour sa défense pendant la tenue de l'Assemblée des Evêques, ou peu de tems après. 80

§. XVI. Ecrits publiés par le P. Q. pour sa défense pendant l'Assemblée des Evêques. 102

§. XVII. Inquiétude que tout ce qui se passe en France, donne à la Cour de Rome. Instructions qu'elle envoie à M. le Nonce. 105

§. XVIII. Conférences des Commissaires sur le rapport qu'ils devoient faire à l'Assemblée, & sur les Actes qu'ils y devoient présenter. M. l'Ev. de Langres travaille à l'Instruction Pastorale. Efforts des Jésuites, & intrigue de M. l'Abbe de Bréglia pour faire accepter la Constitution purement & simplement : moyens employés pour gagner les suffrages des Evêques. Ils se divisent en trois Parties. 109

§. XIX. Huit Evêques prennent la résolution de s'adresser au Pape pour lui demander des Explications. Procès verbal de toute l'Assemblée dressé par eux-mêmes. Leurs Lettres au Roy &

an Pape. Particularitez des dernières séances de l'Assemblée des Evêques. Changement de M.M. d'Auxerre & de Laon. Exil des autres Evêques opposans. 118

§. XX. La Constitution est revêue des Lettres Patentes & enregistrée au Parlement. On envoie à Rome l'acte d'acceptation des XL. Evêques. 'Bref du Pape à ces Prelats. Ecris sur ce Bref. 137

§. XXI. Le Roi envoie la Constitution à la Faculté de Theologie de Paris pour l'enregistrer. Relation des trois Assemblées qui se tiennent sur ce sujet. Le Syndic substitue une fausse Conclusion à celle qui avoit été arrêtée par la Faculté. 140

§. XXII. Le Syndic fabrique une seconde Conclusion qu'il fait lire dans la quatrième Assemblée. Relation de cette Assemblée. Approbation du Livre du P. Q. revocée par M. Hideux. Pretendue retraitation du P. Alexandre. Murmures des Docteurs contre la fausse Conclusion. Deputation au Roi. Impression de la Conclusion. Comparaison des différentes formes sous lesquelles elle a paru. 149

§. XXIII. Plusieurs Docteurs se préparent à réclamer contre la fausse Conclusion. Assemblée du 4. Avril. Déclaration du P. Alexandre sur la prétendue retraitation. Verification de la Conclusion demandée par M. Bidal, & plusieurs autres. Lettres de Cachet pour exiler M. Habert & M. Wintasse. Lettres de M. de Ponchartrain à M. de Bragelonne & à M. Bidal. 151

§. XXIV. Assemblée extraordinaire du 17. Avril. Exclusion de six Docteurs des Assemblées. Publication de la Conclusion. Assemblée du 2. Mai. Requisition de M. Hulot: son exil, & celui de M. Bidal & de M. de Bragelonne. 155

§. XXV. Lettres de plusieurs Docteurs à M. le C. de Noailles sur les Assemblées de Sorbonne. Relation de ce qui se passa au sujet de la Chaire de M. Wintasse. Particularitez touchant les quatre autres Docteurs exilés. 158

§. XXVI. Relation de ce qui se passa dans la Faculté de Reims & dans celle de Nantes. 162

§. XXVII. Publication de l'Instruction Pastorale. Portraits de M. Targny, qui eût soin de cette impression. Reflexions du Public sur cette pièce. Ecris publiés pour en relever les défauts. Elle est reçue par la plupart des Evêques; &

d'autres ne s'en servent point. 173

§. XXVIII. La Constitution est acceptée & publiée dans 112. Diocèses de France. Différences qui se trouvent sur ce sujet dans les Mandemens des Evêques. 180

§. XXIX. Mandemens de M.M. les Evêques de Sisteron & de Metz au sujet de la Constitution Unigenitus. 187

§. XXX. Différences dans la conduite des Evêques par rapport & à la publication & à l'acceptation de la Constitution. Examen de l'obéissance que leur rendent les inférieurs. Exemples de plusieurs Corps & de plusieurs particuliers qui refusent de se conformer à leurs Mandemens. 208

§. XXXI. Arrêt du Conseil, & Decret de l'Inquisition de Rome contre le Mandement de M. de Metz. Eclaircissement sur la prétendue revocation du Mandement d'Ambrun. 224

§. XXXII. Mandement des Evêques opposans, & de M. l'Evêque de Mirepoix, qui se joint à eux. Lettre de M. l'Evêque de Montpellier à M. de la Vrillière. Decrets de l'Inquisition de Rome contre ces Mandemens. Brevis du Pape à leur occasion. Ecris publiés pour les combattre. 233

§. XXXIII. Publication & acceptation de la Constitution dans les Eglises étrangères à la France. Inutilité de ces acceptations. Dissertation sur ce sujet. 246

§. XXXIV. Conduite du Clergé inférieur dans les Eglises étrangères par rapport à l'acceptation de la Constitution. Des Eglises entières s'abstiennent de la publier. Des Curez s'y opposent formellement en Flandres. Scandale qu'elle cause parmi les Heretiques qui la combattent par des Ecris publics. 267

§. XXXV. Accommodement négocié par M.M. les Cardinaux d'Etrees & de Polignac entre les Evêques Acceptans & Opposans. 278

§. XXXVI. Rupture de l'accommodement. Sentiment du public & des Prelats intéressés sur cette rupture. Lettre de M. l'Ev. de Chalons sur le projet d'accepter avec des Explications. Lettre de M. l'Ev. de Montpellier à M. le C. de Noailles sur le même sujet. 292

§. XXXVII. M. Amelot envoyé à Rome pour convenir de la convocation d'un Concile national. Plan de ce Concile, selon M. de Biffi. Asteoire à M. Amelot sur le sujet de son voya-

ge. Remarques sur ce Memoire. Disposition du Roy de Sicile touchant la Constitution. 305

§. XXXVIII. Nouveaux Projets d'Accommodement proposez à M. le C. de Noailles, qui ne renfermoient point. 310

§. XXXIX. Particularitez de ce qui se passa à Rome & en France par rapport à la negociation de M. Amelot jusqu'au mois de Juillet 1715. Predicateurs celebres de Paris emprisonnez ou exiliez avec éclat. M. de Bissi fait Cardinal. Ecrits sur le dessein d'assembler un Concile national. 321

§. XL. On pense à livrer le P. d'Albizi à l'Inquisition d'Avignon. Prison de D. Trudan, Feuillant. Dispersion des Filles de Ste. Agathe. Nouveau Formulaire propose aux Religieuses de Marseille. Benedictins inquietez. Histoire de Dom Chappetet & de Dom Varoquean. 332

§. XLI. On veut engager plusieurs Savans, qu'on connoissoit opposez à la Constitution, à écrire en sa faveur, & à refuser le Traité de l'Allion de Dieu, les Hexaples & le Temoignage de la verité. Idée de ces livres. Recit de ce qui arriva à cette occasion à M. Duguet, à M. Couet, aux Benedictins & aux Chanoines Reguliers de Ste. Geneviève. M. le Card. de Polignac se charge d'écrire contre le Temoignage de la verité, & en est recompense. 342

§. XLII. Autres personnes inquietées à l'occasion de la Constitution, M. Duguet le jeune, M. Bellanger, trois Ecclesiastiques de Provence, des Chanoines & Curez de Reims, une Communauté de Prêtres à l'Isle-Adam, deux Docteurs de Poitiers, M. Emergon; & même des Evêques. 358

§. XLIII. Detail de ce qui se passa au sujet de la Declaration du Roi contre les Evêques Opposans jusqu'au 20. Août 1715. Fin de la negociation de M. Amelot. Lettre de ce Ministre au Roi. 366

§. XLIV. Suite des mouvemens qui se firent au sujet de la Declaration. Mort du Roi, & ses principales circonstances. 379

§. XLV. Changement favorable aux Evêques Opposans au commencement du regne de Louis XV. On rappelle les exiliez, & on élargit les prisonniers pour les affaires de l'Eglise. Liste des uns & des autres. * 387

§. XLVI. Marques que le Prince Regent donne de ses dispositions favorables pour la cau

se des Evêques Opposans. Liberté rendue aux Parlemens & aux Universitez. Usage qu'en fait l'Université de Paris dans l'élection de son Recteur. 385

§. XLVII. Relation des Assemblées de Sorbonne depuis le 2. Septembre 1715. jusqu'au 4. Janvier 1716. M. le Rongé est accusé d'avoir prévauché dans son Syndicat. M. Ravechet est élu à sa place. Portrait de ce Docteur. Affaires de M. le Moine & de M. Hambelot. Le decret du 5. Mars 1714. portant acceptation de la Constitution par la Faculté, est déclaré faux, & biffé des Registres. 388

§. XLVIII. Suite des Assemblées de Sorbonne jusqu'au 11. Mars 1716. La Cour persiste dans la resolution d'empêcher la Faculté de parler de la Bulle. Affaire de M. le Roze. Appel interjeté par les Docteurs opposans. Alce donné au Syndic par lequel la Faculté approuve tout ce qu'il avoit fait pour la défense & l'exécution des dernieres Conclusions. Retraction de M. d'Yory. 403

§. XLIX. La Faculté de Theologie de Nantes casse le Decret par lequel elle paroist avoir accepté la Constitution. Suites qu'a cette démarche. Mandement de M. l'Evêque de Vannes qui défend à ses diocésains d'étudier dans cette Université. M. l'Ev. de Nantes fait la même chose: les Docteurs demeurent fermes, & ont recours à la Sorbonne. 411

§. L. La Faculté de Theologie de Reims casse le Decret par lequel elle s'essoit pour avoir reçu la Constitution. L'Université de Caën déclare qu'elle ne l'a point regardée comme regle de foi. 418

§. LI. Ecrits publiez à la fin de 1715. & au commencement de 1716. au sujet des disputes presentes. 421

§. LII. Censures des Hexaples & du Temoignage de la verité par l'Assemblée du Clergé. Méprise de M. l'Ev. de Langres dans le projet de la premiere de ces Censures. Publication de ces mêmes Censures. Les Parlemens de Dijon, de Rennes & de Paris s'opposent aux Evêques qui donnent la Constitution pour regle de foi. 455

§. LIII. Ecrits publiez contre la Censure des Hexaples. 465

§. LIV. Tosins publiez en faveur de la Constitution. Ecrits faits pour les refuter. Articles rendus pour les supprimer. 471

§. LV. Sermons séditions en faveur de la Constitution. Associations de Soldats formées par les Jésuites. Pouvoirs de ces Peres revokez à Paris & ailleurs. Ecrits faits à cette occasion. Rescrit du Cardinal Paulucci. 480

§. LVI. Lettres de plusieurs Evêques acceptans qui se rapprochent des Evêques opposans, en déclarant qu'ils n'ont point reçu la Constitution, que relativement aux explications contenues dans leurs Mandemens. 488

§. LVII. Déclarations d'un grand nombre d'Ecclesiastiques de différens Diocèses de France qui attestent qu'ils n'ont point reçu la Constitution, ou qui revokez l'acceptation apparente qu'ils en avoient faite. 497

§. LVIII. Lettres & Déclarations de presqu'un tout le Clergé séculier de Paris contre l'acceptation de la Constitution, même relative à des Explications. Députation solennelle de la Sorbonne à M. le C. de Naail. sur ce sujet. 509

§. LIX. Efforts de la Cour de Rome pour arrêter en France le cours des réclamations contre la Constitution. Plaintes des Evêques en divers Diocèses: poursuivies qu'ils employent pour punir les Rétractans, & empêcher les progrès des rétractations. 520

§. LX. Relation des Assemblées de Sorbonne depuis le 12. Mars 1716. jusqu'au 5. Mars 1717. Suite de l'affaire de M. le Rouge, ancien Syndic, & de celle de M. le Roux. Déclaration de M. l'Abbé Leger. M. le Syndic prouve que la Constitution n'est pas reçue par l'Eglise. Défenses que la Faculté oppose aux entreprises de M. les Evêques de Toulon, Châlons sur Saône, Marseille, Apt, Orléans, & de M. l'Arch. de Reims. La Faculté commence à travailler à un Corps de Doctrine. Divers Tosfins où la Faculté est attaquée, refusez. Propositions des Recolets de Douai, & du P. Affrmet dénoncées. Procédés Lettres de Salamancque & d'Alcala. On lit un Decret de l'Université de Caen. Ordre de la Cour de rayer la conclusion du 12. Janvier. 538

§. LXI. Mandemens de Marseille, Grasse, Apt &c. Arrêts des Parlemens contre ces Mandemens. Nouveaux Tosfins contre ces Arrêts. Défenses faites par les Parlemens d'introduire de nouvelles signatures. Arrêt de Douai contre la Thèse des Recolets. Brefs du Pape à l'Université de Cologne, à M. de Marseille & à

M. d'Angers.

§. LXII. vexations faites aux Non-Acceptans dans le Diocèse de Reims. Ils en appellent au Parlement de Paris, qui rend en leur faveur deux Arrêts. Autre Arrêt du Parlement de Metz en faveur du Curé de Monzon. Procès du Curé de Douzy. 576

§. LXIII. Evénemens qui concernent l'Eglise de Tours. Mort de M. l'Arch. de Tours. Lettre de cet Archevêque à M. l'Evêque de Pamiers. Retraction du P. Dervieux Jésuite. Lettre du Chapitre à M. le Card. de Noailles. 595

§. LXIV. Affaires arrivées dans le Diocèse de Poitiers, & dans la Ville de Douai en Flandres, à l'occasion de la Doctrine qui autorise la pratique de la lecture de l'Ecriture sainte. Lettre du P. Q. à M. l'Ev. de Poitiers. Reclamation d'un Catechiste à Louviers. 598

§. LXV. Perplexités où la Constitution jette diverses sortes de personnes. Lettre de M. l'Evêque de Montpellier. Décision de M. l'Evêque de Senes. Réponse du P. Q. à une consultation sur le devoir d'une Religieuse. Lettre de M. l'Abbé Lambert. 603

§. LXVI. Divers événemens particuliers: sermons séditions à Grasse & à Nantes. Sédition populaire à Grasse. Affaire du Prevôt du Chapitre de Toulon avec l'Evêque de cette Ville. Religieuses qui prennent part aux disputes. Procès de M. l'Evêque de Nevers à l'égard des PP. de l'Oratoire. Chanoine de Beauvais qui renonce à son Canonicate. Histoires de deux Gentilhommes, & d'un Conseiller au Parlement de Toulouse, Particularitez touchant le P. d'Albizi. Dom Ckoppes interrogé au lit de la mort sur la Constitution. Chapitre general des Feuillans. Edition des Conciles du P. Hardoinin dressée & soumise à un examen. Mort du Curé de Ste. Catherine de Bruxelles. Mort de la Mère de Ste. Anastase Prieure de Port-Royal des champs. Exil de M. de la Croix, de Beauvais. 609

§. LXVII. Ecrits publiez en 1716. & 1717. jusqu'à l'Appel au futur Concile, pour & contre la Constitution. On en rapporte aussi quelques-uns antérieurs, qui avoient été omis. 622

§. LXVIII. Ecrits publiez dans les mêmes années 1716. & 1717. pour & contre la Constitution dans les Pays-bas. Formulaire dont on

exigea la signature dans la Nord-Hollande. 630

§. LXXIX. Analyse abrégée du Corps des difficultés des Evêques opposans. 636

§. LXX. Le P. Tellier est envoyé à Amiens & le P. Doncin à Orléans. Le public leur attribue les Tocsins. M. le Cardinal de Rohan va à son Abbaye de S. Pail d'Aras, voit le P. Tellier en passant. Entrevue de ce Cardinal & du Curé de Corvin-Epinoi. 641

§. LXXI. Situation des esprits. Deux ou même quatre Partis différens. Arrivée des Evêques opposans à Paris. On travaille de leur côté à un Corps de Difficultez, & à un Corps de Doctrine. Disposition de M. le Cardinal de Noailles. Ce que l'on entendoit par accepter avec explication. Contestation à l'occasion du Corps de difficulté. Conférence chez M. l'Archevêque de Bordeaux. Relation de M. l'Evêque de Mirepoix. Commencement de cette Relation jusqu'à l'arrivée de M. l'Abbé Chevalier à Rome. Disposition de M. l'Evêque de Pamiers. M. l'Evêque du Bellay écrit à M. le Regent. Plaintes du Pape contre les Evêques Opposans. 646

§. LXXII. Choix de M. l'Abbé Chevalier & du P. de la Borde pour les envoyer à Rome. Lettre circulaire de M. le Cardinal de Bissy à ce sujet. Instructions dont M. Chevalier est chargé. Situation des esprits à Rome. Audience du Card. Paulucci. Consistoire solennel que le Pape tint la veille de S. Pierre. M. Chevalier voit les Cardinaux l'un après l'autre. 659

§. LXXIII. Précautions contre le refus des expéditions de Rome pour les Diocèses où la Constitution n'étoit pas reçue. Conférences de M. Chevalier avec les Cardinaux Ferrari & Tolomei. Impression que font les difficultés sur le Cardinal Ferrari; sa mort. Le Cardinal Tolomei avance que la Constitution n'étoit pas règle de foi, mais de discipline. Le Pape suspend toute négociation. Suite de la Relation de M. de Mirepoix. 669

§. LXXIV. Proposition rejetée par M. le Cardinal de Noailles. Disposition des esprits en France. Lettre anonyme aux Evêques Acceptans. Voyage du P. Lassiteau en France. Particularitez touchant ce Jésuite. Conférences de M. Chevalier avec Aldovrandi. Le Pape, après y avoir consenti, les interrompt. Sa Sainteté prend le parti de faire écrire au nom du sacré College

une lettre au Cardinal de Noailles, qu'elle devoit accompagner de divers Brefs. 673

§. LXXV. Suite de la Relation de M. de Mirepoix. M. le Cardinal de Rohan passe environ un mois à Paris. Il examine d'ant des Conférences le Corps ou Précis de Doctrine de M. le Cardinal de Noailles. Il propose de dresser l'VIII. Articles de Doctrine, & de faire écrire à M. le Regent une lettre signée de 33. Evêques. Après le départ de M. le Cardinal de Rohan pour Strasbourg, on examine un Ecrit à trois Colonnes. Mandement de M. l'Adot Evêque de Chalon. M. Fleury choisi pour Confesseur du Roi. Nouveau voyage de M. le Cardinal de Rohan à Paris. Conférences entre les Evêques de Chalon. M. Fleury choisi pour Confesseur du Roi. Lettre des Cardinaux & les Brefs arrivent en France. On fait défense de les recevoir. On presse l'Accommodement. On regardoit alors les Evêques comme divisés en trois Partis. Sentimens des différens Partis sur ce qui se passoit. Lettre du P. Q. à M. le C. de Rohan. Lettre de M. l'Arch. de Reims aux Evêques assemblée à Paris. 679

§. LXXVI. On rend compte de la Lettre des Cardinaux au Card. de Noailles, du Bref contre la Sorbonne, & du Bref adressé aux Evêques de France. Première & seconde Lettre des Agens du Clergé pour notifier la défense de recevoir ces Brefs. Arrêts des Parlemens pour le même sujet. Quelques Evêques demandent la cassation de quelques Arrêts rendus pendant l'Eté de 1716. Libelle intitulé, Lettre d'un Evêque Anglois à M. le Cardinal de Noailles. 696

§. LXXVII. Congregation du S. Office, où l'on délibère touchant le Corps des difficultés. Particularitez touchant les Jésuites de Rome, & touchant le P. Lassiteau en particulier. On oblige M. Maille de se retirer de Rome. Explications de la Bulle EX ILIA DIE désirées par les Jésuites. Le Roi de Portugal demande au Pape la révision de l'affaire des Ceremonies Chinoises, sur laquelle cette Bulle avoit prononcé. 707

§. LXXVIII. Suite de la Relation de M. de Mirepoix. Conférence chez M. le Card. de Noailles le 18. Decembre après midi. Lettre de M. de Mirepoix au même Cardinal. Son Eminence va le matin du même jour au Palais Royal. Le Lendemain 19. M. le Procureur

General va voir M. de Mirepoix. Lettre de M. l'Ev. de Montpellier au P. Q. Dispositions des Evêques des differens Partis, Propositions faites à M. le Card. de Noailles : autres propositions de la part de ce Cardinal. Allarme generale. 710

§. LXXIX. Démarches de l'Université de Paris. Discours du Recteur, qui attaque l'acceptation de la Constitution. L'Université insere ce Discours dans ses Registres, & ensuite le fait imprimer. Particularitez, touchant les Universitez, de Caën & d'Aix, & la Faculté de Theologie de Poitiers. Extraits de la Lettre du Doyen de la Faculté de Theologie d'Aix au Doyen de celle de Caën. Discours de M. Albert, & Decret de la Faculté de Poitiers en sa faveur. 723

§. LXXX. Projet d'acceptation de la Bulle proposée en 1716. & au commencement de 1717. aux Evêques opposans. Comparaison de ce Projet avec deux autres. Remarques sur ce même Projet faites au Bureau de M. de Mirepoix & de M. de Boulogne. Suite de la Relation de M. de Mirepoix. Observations par rapport à quelques endroits de cette Relation. Conférences du Palais Royal. Particularitez, concernant les Conférences des 3. 14. & 27. Janvier & des 19. & 26. Fevrier. Extraits de l'Ecrit de M. le Card. de Rohan

intitulé, Avis ; & de l'Instruction Pastorale de M. le Cardinal de Noailles, touchant ces Conférences. Rupture des Negociations dans la Conférence du 26. Fevrier. 732

§. LXXXI. Dispositions de M. l'Evêque de Chalons. Le P. Q. écrit à M. le Regent. Lettre de M. l'Evêque de Castres à M. le Regent. Le Chapitre de Lellone revoke l'acceptation de la Constitution. Sermon d'un Jesuite à Rome en presence des Cardinaux. Lettre de la part du Pape aux Cardinaux de Rohan & de Bissi. Lettres des Curez & autres Ecclesiastiques condamnées à l'Inquisition. On les fait bruler publiquement à Rome avec des Solemnitez extraordinaires. 755

§. LXXXII. Appel des IV. Evêques. Dernière portion de la Relation de M. de Mirepoix qui contient l'histoire de cet Appel. Acte d'Appel. Diverses circonstances touchant l'Assemblée de Sorbonne du 5. Mars. Adhesion de la Faculté de Theologie à l'Appel. Les Ecclesiastiques des Paroisses de Paris, & plusieurs Communautés, adherent pareillement. Retraite & Exil de M. Ravetot. Les IV. Evêques reçoivent ordre de sortir de Paris. Ils écrivent à M. le Regent. Ils reçoivent des ordres reiterez, de retourner dans leurs Dioceses. Leur départ de l'Abbaye de S. Denis. Conclusion de cette Partie de noire Histoire. 760

HISTOIRE

DU LIVRE

DES REFLEXIONS MORALES SUR LE

NOUVEAU TESTAMENT,

ET

De tout ce qui s'est passé au sujet de la Constitution UNIGENITUS
de N. S. P. le Pape CLEMENT XI.

Pour servir de Préface aux

H E X A P L E S.

LE livre des Reflexions morales du Pere Quesnel sur le nouveau Testament a été l'occasion de si grands événemens, qu'on a cru devoir en recueillir les plus considérables dans une Histoire qui servira de Préface à cette nouvelle édition des Hexaples. L'abrégé historique qui étoit à la tête de la première édition, a été si bien reçu du public, qu'on ne s'est point proposé d'autre dessein que de le suivre & de le continuer, en suppléant néanmoins diverses circonstances qu'on y a omises. On s'est appliqué à n'y rien insérer que de très-certain. Presque tout ce qu'on rapporte, a été extrait, ou de livres imprimés qui n'ont point été contredits, ou de mémoires & lettres écrites dans le tems même par des personnes exactes, qui étoient au fait de ce qui se passoit.

§. I.

Particularités touchant l'auteur des Reflexions morales sur le nouveau Testament. Origine de ce Livre. Approbations qu'il a reçues sans aucune contradiction pendant plus de 27 ans.

LE Pere Pasquier Quesnel, auteur du livre des Reflexions, naquit à Paris le 14.

Juillet 1634. d'une honnête famille, qui cultiva par une éducation chrétienne les heureuses inclinations qu'il fit paroître dès son enfance. Les calomnies qu'on a répandues contre lui dans ces derniers tems, l'ont obligé de se rendre à lui même le témoignage, que cette éducation avoit préservé ses premières années des péchés où tombent ordinairement les jeunes gens. Il fit le cours de ses études dans l'Université de Paris, où il fut reçu maître ès arts le 29 novembre 1653. Après avoir achevé son cours de Théologie dans les écoles de Sorbonne, il entra dans la Congregation des Prêtres de l'Oratoire le 17. Novembre 1657. Il y reçut l'ordre de prêtrise en 1659, & celebra sa première Messe le 29 Septembre de la même année. Il nous apprend lui-même dans sa Lettre apologétique à M. l'Eveque de Beauvais, imprimée en 1716, une partie de ce qui lui est arrivé pendant le tems qu'il a demeuré dans cette pieuse & savante Congregation.

Un des premiers ouvrages auquel il s'appliqua, après les Reflexions morales sur le nouveau Testament, fut l'édition des œuvres de S. Leon Pape. Il en revit exactement le texte sur plusieurs manuscrits, & en particulier sur un très ancien apporté de Venise, qui avoit

A

appartenu au Cardinal Grimani, & qui avoit été donné à la maison de l'Institution de l'Oratoire de Paris par le Pere de Berziau, & il l'accompagna de notes, d'observations & de savantes dissertations. Il acheva cette nouvelle édition, qui est regardée comme la meilleure qu'on ait de S. Leon, en 1675, & la fit imprimer à Paris. „ J'eus l'honneur, „ dit-il, de la présenter à mon Archevêque, „ feu M. de Harlay, à M. le Tellier Arche- „ vêque de Reims, à M. Bossuet Evêque de „ Meaux, à M. le Camus Evêque de Grenoble, depuis Cardinal, à M. l'Evêque de „ Castorie, Vicaire Apostolique pour les „ Catholiques des Provinces-unies, à M. de „ Rancé Abbé de la Trappe &c. Ils témoi- „ nerent tous être contents de mon travail & „ de mes sentimens, quoique sur la matière „ de la grace & du libre arbitre, je m'y „ sois expliqué dans l'occasion, conformé- „ ment à la doctrine des propositions de la „ Bulle qui concernent ces questions.

„ Après cette édition mes Superieurs, „ continue-t-il, m'employèrent avec d'autres „ à des conférences domestiques sur le dog- „ me, sur la morale & sur la discipline de „ l'Eglise. Le troisième lot m'étoit échu; & „ ce que j'avois commencé à jeter sur le „ papier pour me servir de memoires, en „ parcourant les Actes des Apôtres & les „ premiers Canons du code de l'Eglise uni- „ verselle, a été imprimé à Lyon contre mon „ intention & sans ma participation en deux „ volumes *in quarto*, dont j'ay desavoué „ publiquement l'impression, comme de „ memoires trop impartiaux, & que je n'a- „ vois point revus.

„ M. de Harlay, Archevêque de Paris, „ qui croyoit que j'aurois dû lui dedier mon „ édition de S. Leon, me fit proposer en ce „ tems-là successivement de travailler à deux „ ouvrages de contestation qui n'étoient pas „ de mon goût.... Sur ce que je refusai „ honnêtement, & pour de bonnes raisons, „ de m'y engager, il me prit en degoût, & „ résolut en 1681, de me faire quitter Paris; „ & il le fit en obligeant mes superieurs (de „ la part du Roi, disoit-il à son ordinaire) „ de m'envoyer ailleurs.... On me laissa le „ choix d'une maison, & je choisis celle

„ d'Orleans, où feu M. de Coislin, Evêque „ de ce Diocèse, & qui depuis fut Cardinal „ & grand Aumônier de France, me reçut „ avec toutes les marques de bonté que je „ pouvois désirer, & qu'il m'a toujours con- „ tinuées depuis.

„ Il me donna de son propre mouvement „ & sans que je le lui demandasse, tous les „ pouvoirs pour exercer les fonctions Eccle- „ siastiques dans son Diocèse; & dans le tems „ de trois ans & quelques mois que j'y de- „ meurai, M. des Mahis, qui étoit Ministre „ Protestant dans son diocèse, ayant fait à „ Paris entre ses mains abjuration du Cal- „ vinisme & profession de la foi Catholique, „ ce sage Prelat voulut bien me donner cette „ marque de sa confiance, de m'adresser „ ce pieux Profelyte, pour avoir soin de sa „ conscience. Ce dépôt fut pour moi un „ grand sujet de consolation & d'édification, „ par la connoissance que j'eus du fond de „ son cœur, & de la sincérité de sa con- „ duite dans le changement qu'il avoit fait „ avec grande connoissance de cause, & „ après un sérieux examen, longtems avant „ la revocation de l'Edit de Nantes. Il con- „ tinua après ma retraite d'avoir commerce „ de lettres avec moi; & c'est par ce moyen „ que j'ai eu lieu de faire connoître quel- „ ques-unes de ses saintes dispositions, & „ d'en rendre temoignage dans le discours „ qui est à la tête de son ouvrage, *De la „ vérité de la Religion Catholique*.

„ Je demeurai dans le Diocèse & dans la „ maison de l'Oratoire d'Orleans jusque dans „ le mois de fevrier de 1685. Les bontés „ avec lesquelles M. d'Orleans me traitoit, „ ne s'accordoient pas avec les intentions de „ M. de Paris. J'essuyai de sa part plusieurs „ chicanneries; & voyant qu'il ne cessoit de „ fatiguer les superieurs majeurs de l'Ora- „ toire, par des plaintes sans fondement, „ étant de plus suffisamment averti qu'il me „ pousseroit à bout, je crus devoir chercher „ ailleurs mon repos, & le procurer à mes „ superieurs, en me retirant pour quelque „ tems dans un pays où il n'eût aucun credit. „ Ma pensée étoit de demeurer dans la „ maison de l'Oratoire de Mons, où le Su- „ perieur & d'autres amis que j'y avois,

„ m'invitoient avec affection ; mais j'eus des
 „ raifons pour ne pas prendre ce parti , & je
 „ pris celui d'aller à Bruxelles , où j'ai de-
 „ meuré près de dix-neuf ans de fuire , c'eſt-
 „ à-dire , juſques dans le mois d'octobre
 „ 1703.

Le P. Q. rapporte au même endroit une
 des raifons de la mauvaife volonté que M.
 de Harlay avoit conçue contre lui , & celle
 qui le détermina à fortir de France. „ Ce
 „ Prelat , dit-il , pour ſe rendre maître de
 „ la Congregation , lui avoit voulu donner
 „ un General , après la mort du R. P.
 „ Senault. Quoi qu'il eût fait donner l'ex-
 „ cluſion à pluſieurs des meilleurs ſujets , &
 „ entre les autres au R. P. du Breuil , que
 „ l'on pouvoit appeller *les delices de la Con-*
 „ *gregation* , afin d'en faire élire un autre ,
 „ qui étoit tout à lui , homme fort honnête ,
 „ mais peu propre pour cette charge , il n'en
 „ put venir à bout. Le P. de S. Marthe ayant
 „ été député au Roi par l'Assemblée generale,
 „ eut une audience très favorable de S. M.
 „ obtint d'elle une entiere liberté pour l'élec-
 „ tion , & le P. de S. Marthe lui-même fut
 „ élu malgré lui. Le dépit qu'eut ce Prelat
 „ de voir que ce Perſe avoit rompu ſes me-
 „ ſures , & ſe trouvoit dans la place qu'il
 „ avoit deſtinée à un autre , fit qu'il ne lui
 „ pardonna jamais. On ſait qu'il ſe perfecuta
 „ juſqu'à la mort , & avec lui tous ceux
 „ qui avoient part à ſon amitié & à ſa con-
 „ fiance. J'avois l'honneur d'être de ce nom-
 „ bre , & je l'avois franchement déclaré à
 „ M. l'Archevêque dans une audience qu'il
 „ voulut me donner en particulier dans ſa
 „ chambre. Après cette déclaration , il me
 „ congédia avec un ſigne de tête qui me fit
 „ comprendre que mes affaires étoient faites
 „ avec lui , & que j'allais éprouver les effets
 „ de ſon mécontentement , & être pouſſé à
 „ bout.

La retraite du P. Q. à Orléans ne fit que
 ſuſpendre l'exécution de cette menace. Après
 les chagrins qu'on vient de voir qu'il lui
 donna dans cette ville même , voici l'occa-
 ſion qu'il trouva de l'en faire fortir. „ Ce
 „ Prelat , ajoute le P. Q. après avoir fait
 „ faire dans l'Assemblée de 1678. le fameux
 „ & honteux Decret touchant les opinions

„ qu'on devoit ſuivre , ou ne pas ſuivre dans
 „ les Ecoles , même philoſophiques , de
 „ l'Oratoire , ſit enſorte après l'Assemblée
 „ de 1684. qu'on voulut obliger les parti-
 „ culiers de ſouſcrire à ce Decret. Le Viſiteur
 „ étant venu à Orléans fut par moi-même
 „ que je n'étois pas diſpoſé à plier ſous ce
 „ nouveau joug ; & on proſentit que je
 „ prendrois plutôt le parti de me retirer.

„ C'eſt ainſi , ſinit-il , que je me ſuis
 „ trouvé contraint de demeurer de corps hors
 „ des maiſons de l'Oratoire , ſans ceſſer un
 „ moment d'y demeurer en eſprit & de
 „ cœur. Dieu m'y a appellé ; & la fidelité
 „ que je dois à ſes ordres , m'y feroit rentrer
 „ avec joie , ſi je n'en étois empêché par de
 „ bonnes raifons , ſoit de ma part , ſoit du
 „ côté des Superieurs. Quand un Prêtre de
 „ l'Oratoire eſt dans cette diſpoſition , il ne
 „ ceſſe pas d'être membre de cette Compag-
 „ nie eccléſiaſtique : & nous avons connu des
 „ Prêtres de l'Oratoire , qui étoient Cha-
 „ noines d'Eglifes Cathedrales , d'Eglifes
 „ Collegiales , Théologaux , Penitenciers ,
 „ Curés , Directeurs d'hôpitaux &c. ſans
 „ ceſſer d'être cenſés du corps de la Congre-
 „ gation , quoi qu'ils ne demeuraſſent dans
 „ aucune de ſes maiſons. Il eſt vrai qu'ils en
 „ avoient permiſſion des Superieurs ; & moi
 „ j'y ai été forcé par la neceſſité qui eſt ſupe-
 „ rieure à toute permiſſion.

Pendant une partie du ſéjour que le P. Q.
 ſit à Bruxelles , c'eſt-à-dire depuis 1683.
 juſqu'au mois d'Aouſt 1694. que mourut
 M. Arnauld , il demeura dans la même mai-
 ſon avec ce celebre Docteur , & il eut beau-
 coup de part à ſes travaux pour la déſenſe de
 la vérité. Tout le monde ſait quelle fut l'oc-
 caſion qui l'en fit fortir en 1703. „ Feu M.
 „ l'Archevêque de Malines , dit-il , par com-
 „ plot avec les Jeſuites , à qui il étoit tout
 „ dévoué , m'avoit fait arrêter & retenir
 „ priſonnier dans ſon palais de Bruxelles ,
 „ ſans vouloir me faire juger canoniquement ,
 „ comme on l'en preſſa durant trois mois.
 „ Dieu me tira de ſes mains le treizième de
 „ Septembre 1703. par un moyen que je
 „ n'avois ni recherché ni ſollicité , & que
 „ ſa bonté me préſenta. (Il auroit pu ajou-
 „ ter , & qui tenoit du miracle ; car il n'y

avait qu'une providence particuliere de Dieu qui eût pu réunir toutes les circonstances qui concoururent à son évasion.) "N'aurois-je pas, ajoute-t-il, visiblement tenté Dieu, si j'avois refusé de sortir de prison par la porte que la providence m'ouvroit ? Ne l'aurois-je pas tenté une seconde fois, si j'étois demeuré dans le pais, ou que je fusse retourné en France ? . . . La Hollande me pressentoit seule une retraite sûre & commode. Je n'y connoissois aucun Protestant, & j'y avois des amis parmi les Catholiques. Je m'y transportai donc, après avoir séjourné quelques mois à Liege.

La vie qu'il y mène depuis 16. ans, comme celle qu'il avoit menée pendant 18. ans dans le Brabant, est peu différente de celle qu'il auroit menée dans une maison de l'Oratoire, à la réserve qu'il est privé des secours & des consolations qu'il auroit trouvées au milieu de ses Freres. Son tems y est distribué à peu près comme dans les maisons de l'Oratoire où il n'y a point de College ni de Séminaire. Il y pratique en particulier les mêmes exercices de piété. Il donne le même tems à la recitation de l'Office divin, à la méditation, à la lecture de l'Ecriture Sainte : le reste est employé à la composition des ouvrages auxquels son zèle pour l'instruction des fidèles, & la nécessité de défendre la vérité, ou de défendre sa propre foi & son innocence, l'obligent de s'appliquer. Nous avons de lui un grand nombre d'ouvrages du premier genre : deux volumes de *Prieres Chrétiennes* sur les fêtes des mystères de nôtre Seigneur, & sur celles de la sainte Vierge : *L'idée du sacerdoce : Les trois consecrations du Batême, de la virginité & du sacerdoce : Le bonheur de la mort chrétienne*, &c. Mais le plus considérable & celui qui lui a donné plus de réputation, a été les *Reflexions Morales* sur le Nouveau Testament : voici quelle fut l'occasion qui l'engagea à l'entreprendre.

C'est encore lui-même qui nous l'apprend dans une de ses Apologies. "On se servoit, dit-il, à l'Institution des P. P. de l'Oratoire d'un petit Recueil des paroles de Jesus-Christ, auxquelles le P. Jourdain, premier Supérieur de cette Maison, & qui étoit un homme de Dieu, avoit joint quelques

reflexions de piété fort courtes pour en faciliter l'intelligence, ou plutôt pour en faire goûter l'esprit & l'onction. Elles étoient en Latin, insérées entre un certain nombre de versets ; & leur brièveté n'empêchoit pas qu'elles ne jettassent quelquefois beau-

coup de lumière dans l'esprit. Feu M. de Lomenie Comte de Brienne, Ministre & Secrétaire d'Etat, ayant quitté la Cour & le monde, & étant entré dans l'Oratoire, eut la pensée de faire imprimer en François ce Recueil des paroles de Nôtre Seigneur, & il m'engagea à traduire ces courtes Reflexions, & à y mettre une petite Preface : je le fis ; j'y en ajoutai même quelques-unes, & ce Recueil fut imprimé chez Savreux.

M. le Marquis de Laigue, qui s'étoit retiré à l'Institution, & y occupoit un corps de logis qui est au dehors, voyant ce petit livre, le goûta, & dit dans une conversation où j'étois, qu'il seroit bon de faire la même chose sur le texte entier des quatre Evangelistes, & que de semblables Reflexions pourroient beaucoup aider ceux qui n'ont pas assez d'ouverture d'esprit pour en faire par eux-mêmes, & pour tirer toutes les instructions qu'on peut tirer de ce Livre adorable. Il m'invita à y travailler, il m'en pressa, je m'y rendis : & comme les Reflexions sur les seules paroles du Sauveur, étoient placées entre les versets, je conservai cette disposition dans la première Edition.

M. de Laigue, qui avoit été comme le Promoteur de ce Livre, ayant rendu visite à feu M. Felix Vialart, Evêque de Châlons sur Marne, que je n'avois pas encore l'honneur de connoître alors, lui en parla par manière d'entretien : & ce grand Evêque, qui embrassoit volontiers tout ce qui pouvoit contribuer à l'instruction & à la sanctification de son peuple, eut la pensée de le donner à son Diocèse, en cas qu'après l'avoir examiné, il le juger propre à édifier les fidèles confiés à ses soins. Il en emporta un exemplaire à Châlons, le lut lui-même, le fit lire & examiner par d'autres personnes éclairées, & même par un Religieux fort pieux & très-capable d'en bien

„juger : & aucun d'entre eux n'y ayant rien
„trouvé à redire , M. de Châlons envoya au
„Marquis de Laigue son Mandement pour
„mettre à la tête du Livre , & voulut bien
„qu'il fût imprimé sous le Privilège qu'il
„avoit pour faire imprimer les Instructions
„qu'il publioit pour son Diocèse.

„Mais comme ce grand Evêque étoit d'u-
„ne sagesse & d'une circonspection admira-
„ble, il ne voulut point que ce Livre fût
„imprimé à Paris, sans l'agrément de M.
„l'Archevêque, qui étoit alors M. de Harlai.
„M. de Laigue se chargea d'en parler à ce
„Prélat, qui reçut la proposition avec beau-
„coup de bonté, & donna de fort bonne gra-
„ce son agrément, priant ce Marquis de té-
„moigner à M. de Châlons, qu'il seroit tou-
„jours le maître dans le Diocèse de Paris,
„tant que lui y auroit autorité. Voilà, con-
„tinuë le Pere Quesnel, comment s'est for-
„mée la prétendue cabale pour publier le
„plus pernicieux livre que l'herésie ait enfanté.
„En vérité, un complot où entroit M. de
„Harlai, n'étoit-il pas bien propre à rétablir
„le Jansénisme, & à mettre en vogue les cinq
„propositions ?

Cet ouvrage fut achevé en 1671. le P. Q.
n'ayant encore pour lors que 37. ans, & il
parut cette même année sous le titre d' *Abregé
de la Morale de l'Evangile, ou, Pensées Chré-
tiennes sur le Texte des quatre Evangelistes, pour
en rendre la lecture & la meditation plus facile à
ceux qui commencent à s'y appliquer.*

On trouve déjà dans cette premiere édi-
tion des Réflexions, plusieurs des proposi-
tions qui sont condamnées dans la Consti-
tution ; & quoique ce Livre, qui eut un
cours prodigieux, fût entre les mains de tout
le monde, personne n'en fut blessé, & ne
pensa à s'en plaindre pendant plus de 27. ans.

Quinze ans après, le P. Q. fit sur le reste
du Nouveau Testament, ce qu'il avoit fait
sur les quatre Evangelistes. On trouve dans cet-
te seconde édition qui parut en 1687. jus-
qu'à cinquante-trois des propositions con-
damnées, sur lesquelles toute l'Eglise de Fran-
ce continua pendant plusieurs années de gar-
der un profond silence ; & quelque répandu
que fût ce Livre, aucun Evêque, ni aucun

Théologien ne contredit les éloges qu'on ne
celloit point de lui donner.

Nous croyons devoir insérer ici celui qu'en
fait le celebre M. Nicole dans une Lettre écri-
te au P. Q. même au mois d'Octobre 1689. Nouvel-
les lettres
de M.
Nicole
let. 40.
pag. 1644
afin qu'on puisse juger par l'idée qu'en avoit
un homme de ce merite & de cette reputa-
tion, de ce qu'en pensoient les autres. “ Je
„suis si persuadé, dit-il, de la bonté de l'ou-
„vrage total sur le Nouveau Testament, que
„je n'en trouve point de plus digne d'un
„Prêtre, de plus utile à l'Eglise, de plus
„propre à tout le monde. Et si j'avois à
„choisir un Livre avec le Nouveau Testa-
„ment, à l'exclusion de tout autre, je vous
„avoüe que ce seroit celui-là. Tout m'y pa-
„roît non-seulement solide, mais ravissant.
„Les lumieres y sont vives, profondes, &
„dans une abondance prodigieuse. Enfin,
„c'est un Livre à l'égard duquel je ne me
„saurois épuiser. Il remplit & passe infini-
„ment toutes mes idées, & quand il n'y au-
„roit que ce seul lien, je me croirois obligé
„d'avoir une reconnaissance continuelle pour
„celui qui en est auteur, & de lui être in-
„violablement attaché.

L'édition de 1687. fut suivie en 1693.
d'une troisième, que l'Auteur rendit encore
plus parfaite par diverses additions, & enfin
d'une quatrième en 1695. & d'une cinquié-
me en 1699. dont nous aurons occasion de
parler dans la suite.

Messire Felix Vialart Evêque de Châlons-
sur Marne, si celebre par la part qu'il eut à
la paix de l'Eglise sous Clement IX. & enco-
re plus par la sainteté que Dieu a attestée par
des miracles, ayant resolu de prendre le Li-
vre des Réflexions sous sa protection, & de
l'adopter en quelque sorte pour son Diocè-
se, il le fit par un Mandement qui fut mis à
la tête du Livre, lorsqu'il parut pour la pre-
miere fois en 1671. Il y recommande la lec-
ture de ce Livre à tous les Curez & Vicaires
de son Diocèse, comme “ d'un excellent ou-
„vrage que la Providence, dit-il, nous a mis
„entre les mains, & que nous avons exami-
„né avec beaucoup d'application & de soin.
„Il faut, ajoute-t-il, que l'Auteur ait eu
„cette charité lumineuse, dont parle St. Au-

„ gustin , & qu'il ait été long-tems dans l'é-
 „ cole de l'Esprit saint qui a dicté ce livre di-
 „ vin , pour avoir pénétré avec tant de clarté
 „ & d'onction dans l'intelligence des myste-
 „ res & des enseignemens du Verbe incar-
 „ né.

Messire Louis Antoine de Noailles , au-
 „ jourd'hui Archevêque de Paris & Cardinal ,
 „ que M. Vialart avoit ardemment désiré pour
 „ Coadjuteur , & qu'il avoit même demandé
 „ au Roy , lui ayant succédé en 1680. entra
 „ dans les sentimens de son Prédecesseur à l'é-
 „ gard du livre des reflexions. C'est ce que nous
 „ apprend avec plusieurs autres particularités
 „ touchant ce livre, feu M. Bossuet, Evêque de
 „ Meaux , dans la *justification* qu'il en fit en
 „ 1699, & qui n'a paru qu'après sa mort. Cet
 „ endroit est trop important pour ne le pas
 „ transcrire ici tout entier. “ M. l'Archevêque
 „ de Paris étant encore Evêque de Chaalons
 „ crut, dit-il, trouver un trésor pour son
 „ Eglise dans le livre qui a pour titre : *Le nou-*
 „ *veau Testament en François &c.*... Ce livre
 „ qui ne contenoit encore que le texte
 „ de l'Evangile avec les notes dessus ,
 „ étoit reçu dans le diocèse de Chaalons ,
 „ avec une telle avidité & une telle édifica-
 „ tion , que l'on crut voir renouveler en nos
 „ jours l'ancien zèle des Chrétiens pour la
 „ continuelle méditation de la parole de
 „ Dieu, les nuits & les jours. Et quand on
 „ eût ajouté les notes sur le reste du nou-
 „ veau Testament, la perfection de l'ouvrage
 „ eut un effet si heureux , que tous les pais
 „ où la langue François est connue, & en
 „ particulier la Ville Roiale, en furent rem-
 „ plis , & que les libraires ne pouvoient four-
 „ nir à la dévotion des fidèles : ce qui paroît
 „ par les éditions innombrables qu'on en
 „ faisoit coup sur coup , & qui à l'instant
 „ étoient enlevées. Feu M. l'Archevêque ,
 „ d'heureuse mémoire (M. de Harlay) loin
 „ de s'opposer au débit d'un livre dont le
 „ fruit se multiplioit à ses yeux, en a souvent
 „ reçu les presens avec un agrément déclaré ;
 „ en sorte que l'on pouvoit appliquer à cet
 „ heureux événement ce qui est écrit dans
 „ les Actes , que *la parole de Dieu alloit*
 „ *croissant*, & que le nombre de ses zelés lec-

„ teurs s'augmentoît tous les jours.

Ce que M. Bossuet rapporte ici de la con-
 „ duite de M. de Harlay à l'égard du livre des
 „ Reflexions , est d'autant plus remarquable
 „ qu'on ne peut le soupçonner d'avoir favorisé
 „ le Jansenisme , ni le P. Q. en particulier ,
 „ après le traitement que nous avons vu qu'il
 „ lui fit & dans son diocèse , & hors de son
 „ diocèse.

Ce ne fut qu'en 1695. que M. de Noailles
 „ voulant ajouter son approbation à celle de M.
 „ Vialart , se crut obligé de revoir tout l'ou-
 „ vrage avec un nouveau soin. “ Apres ce pi-
 „ eux travail, dit M. Bossuet dans l'écrit que
 „ nous venons de citer, il l'adressa à l'e-
 „ xemple de son Predecesseur aux curés , vi-
 „ caires & autres ecclésiastiques de son dio-
 „ cèse, c'est-à-dire à tous les ministres & pre-
 „ dicateurs de la sainte parole, pour être la
 „ matière de leurs instructions : afin que les
 „ peuples qui étoient commis à leurs soins la
 „ reçussent par leur ministère , sous l'auto-
 „ rité de l'Evêque , qui , selon l'esprit de
 „ l'Eglise, en devenoit par ce moyen le distri-
 „ buteur.

Voici de quelle maniere M. de Noailles
 „ s'explique lui-même sur ce livre dans la Let-
 „ tre pastorale du 25. Fevrier 1695. “ Notre
 „ predecesseur , dit-il , crut vous faire un
 „ grand present en vous le donnant , dans
 „ le tems qu'il n'étoit encore qu'imparfait.
 „ Quel fruit donc n'en devons-nous pas es-
 „ perer pour vous, présentement que l'Au-
 „ teur l'a augmenté & enrichi de plusieurs
 „ saintes & savantes réflexions, qu'il a ramas-
 „ sé ce que les saints Peres ont écrit de plus
 „ beau & de plus touchant sur le N. T. &
 „ en a fait un extrait plein d'onction & de
 „ lumiere. . . Vous y verrez le pain de la pa-
 „ role dont vous devez nourrir les peuples,
 „ tout rompu & tout prêt à leur être distri-
 „ bué. . . Ce livre vous remplira de l'émi-
 „ nente science de Jesus-Christ &c.

Messire Jean-Baptiste Gaston de Noail-
 „ les, frere de M. le Cardinal, lui ayant succédé
 „ en 1696, dans l'Evêché de Chaalons, crut
 „ devoir suivre l'exemple de ses illustres préde-
 „ cesseurs. Je ne puis, dit-il dans sa Lettre pa-
 „ storale du 25 fevrier 1697. aux curés &

autres ecclesiastiques de son diocèse, „ m'em-
„ pêcher de vous conseiller les Réflexions
„ sur le N. T. dont l'Eglise de France est re-
„ devable à feu M. de Chaalons, qui les a
„ fait imprimer dans le tems qu'elles n'é-
„ toient encore qu'imparfaites, que M. l'Ar-
„ chevêque de Paris a approuvées, après que
„ l'Auteur y a mis la dernière main, & qu'il
„ vous a laissés en vous quittant, comme un
„ riche dépôt & un témoignage du zèle qu'il
„ avoit pour vous instruire de vos devoirs.

M. M. de Noailles n'étoient pas seuls dans
ces sentimens favorables pour le livre des Ré-
flexions; voici le témoignage que nous en rend
M. le Cardinal dans la lettre du 20. Decem-
bre 1711. à M. l'Evêque d'Agén : „ Plusieurs
„ grands Prelats, dit-il, distingués par leur
„ piété & par leur application au gouverne-
„ ment des ames, autant que par leur oppo-
„ sition aux nouveautés, dont quelques-uns
„ sont morts en odeur de sainteté, m'excito-
„ rent à appuyer cet ouvrage, le trouvant
„ propre à inspirer la piété au peuple, & à
„ éclairer les Pasteurs chargés de son instru-
„ ction.

En particulier M. d'Urfé, Evêque de Li-
moges, élevé dans le seminaire de S. Sulpice,
& dont la conscience, le seminaire & le
diocèse étoient gouvernés par des Ecclesiasti-
ques de ce corps, en écrivit en 1694. à M. de
Noailles, en ces termes : „ Agréez que je vous
„ expose une vue que je soumets à votre ju-
„ gement; mais que je croirois d'une gran-
„ de commodité & utilité pour le Clergé, à
„ l'occasion des Réflexions du P. Q. sur le
„ nouveau Testament, qui me paroissent so-
„ lides & pleines d'onction, quand elles sont
„ digérées à loisir, & dont l'usage seroit plus
„ facile, si l'Auteur vouloit s'appliquer à ex-
„ traire tout ce qui concerne seulement les
„ Evangiles & Epîtres de l'année... Vous don-
„ nez une approbation si authentique à cet
„ ouvrage, & à si juste titre &c. Ce projet
fut exécuté. Le P. Q. joignit même aux Epi-
tres du N. T. des Réflexions sur celles qui
sont tirées de l'ancien Testament, & qui se
trouvent dans le Missel Romain. Mais le ma-
nuscrit s'étant perdu entre Bruxelles & Paris,
& l'Auteur n'en ayant point d'autre copie,
cet ouvrage n'a point été publié. On a depuis

imprimé à Paris un simple extrait des ré-
flexions sur les Epîtres & les Evangiles, telles
qu'elles sont dans l'ouvrage entier, qui peut
suppléer en partie à cette perte.

M. Girard, Evêque de Poitiers, a tou-
jours parlé de cet ouvrage d'une manière fort
avantageuse. Il y puisoit les sujets de ses
meditations & predications. Lorsqu'il venoit
à son seminaire, il exhortoit les ecclesiasti-
ques qui y étoient, à *menager sur leurs de-
pensés cet excellent livre pour se mettre en état,
après avoir bien médité la morale qu'il renfer-
me, de la prêcher aux peuples dont ils pour-
roient un jour être chargés.* C'est ce que nous
apprenons d'une Lettre d'un Curé de ce
diocèse à M. de Poitiers d'aujourd'hui; & il
ajoute que le *Diocèse entier en pourroit rendre
témoignage.*

Nous mettons aussi de ce nombre feu M.
de Montgaillard, Evêque de S. Pons. Tous
ceux qui l'ont connu, savent qu'il faisoit une
estime particuliere du livre des Réflexions &
de l'Auteur. Nous trouvons dans une lettre
manuscrite d'un Gentilhomme de S. Pons,
au sujet de la mort de ce Prelat, & dont il
courut dans le tems plusieurs copies, „ que
„ M. de S. Pons faisoit lire à table publique-
„ ment le livre des Réflexions; & un jour,
„ dit le Gentilhomme, que j'avois l'hon-
„ neur de dîner avec lui, il me dit : Plus
„ je lis ce livre, plus je le trouve beau; j'en
„ fais mes meditations, & j'y trouve tous
„ les jours de quoi m'instruire de mes obli-
„ gations, & de quoi m'édifier. On crie
„ contre ce livre, & je défie tous les enne-
„ mis du P. Quesnel d'en faire un qui vaille
„ celui-là, où il y ait plus de religion &
„ plus d'onction.

On peut bien mettre au nombre des ap-
probateurs du livre des Réflexions ceux qui
se sont élevés contre le fameux Probleme, &
qui approuverent les quatre Lettres d'un
Theologien contre le Probleme. Un de ceux-là
est le P. François Janssens Elinga, Docteur
& Professeur en Theologie, Provincial des
Dominicains dans le Pays-bas, & superieur
de ceux de cet Ordre qui travaillent dans
l'Eglise Catholique des Provinces-unies : „
J'ai lu, dit-il, les quatre Lettres intitulées,
„ *Lettres d'un Theologien à un de ses amis,* à

Le Cri de
la foi
Tom II.
Page 468

l'occasion du Probleme ecclesiastique adressé à M. l'Abbé Boileau ; & après les avoir examinées & pesées avec soin, j'ai admiré la temerité audacieuse de l'Auteur du Probleme, qui accuse Monseigneur l'Illustrissime & Reverendissime Archevêque de Paris, d'heresie & de Janfenisme, par rapport aux cinq fameuses propositions condamnées, à cause que ce Seigneur Archevêque a approuvé certaines Reflexions morales sur le nouveau Testament, imprimées en François à Paris il y a déjà longtemps. Or loin qu'on puisse dire que ces Reflexions morales contiennent quelque chose de ces cinq propositions, ou qu'elles en aient la moindre teinture, qu'au contraire elles leur sont diametralement opposées, quand on les compare l'une avec l'autre. Car elles s'expliquent mutuellement en la maniere qu'on les a rapportées dans ces quatre lettres, & elles sont entièrement conformes à la doctrine & aux expressions des illustres Docteurs de l'Eglise, S. Augustin & S. Thomas, & de tous leurs disciples. C'est donc avec grande justice que ce Probleme a été condamné au feu, & effectivement brûlé en public par Arrêt du Parlement de Paris, comme plein de mensonges & comme outrageux & injurieux à l'Illustrissime & Reverendissime Archevêque de Paris. Ce qui est arrivé de là est que non seulement ce Probleme a perdu toute créance ; mais que l'Approbation de cet Illustrissime & Reverendissime Archevêque, & ces Reflexions morales ont par cela même été plus visiblement reconnues pour catholiques, de même que l'or sort plus pur de la fournaise. C'est le jugement que j'ai porté à Bruges dans

le couvent des Freres Prêcheurs, le 16. Mars, l'an 1700.

M. Eyben Chanoine Theologal de la Cathedral d'Anvers & Censeur des livres, atteste pareillement, par son approbation du 18. Mars de la même année, qu'il n'a trouvé dans ces 4. Lettres qu'une doctrine solide & une explication très claire du mystere de la Grace de Jesus-Christ, conforme aux sentimens de S. Augustin & de S. Thomas, avec une parfaite justification de Monseigneur l'Archevêque de Paris contre le Probleme calomnieux.

Enfin le fameux M. Theodore de Cock qui est à Rome, & pour qui Rome est si déclarée en fait de doctrine, par son approbation donnée à Leyde le 19. de Mars de la même année, declare que ces lettres d'un Theologien defendent & justifient M. l'Archevêque de Paris d'une maniere respectueuse, savante & orthodoxe contre l'accusation calomnieuse du Janfenisme.

On pourroit encore mettre M. de Bissi, Evêque de Meaux, aujourd'hui Cardinal, au nombre des Prelats qui ont donné des marques publiques d'approbation au livre des Reflexions. Lorsqu'il gouvernoit l'Eglise de Toul, il fit mettre pendant plusieurs années à la fin du Directoire, ou *Ordo officii divini recitandi*, un avertissement (b) où il exhortoit les curés, les vicaires & les autres ecclesiastiques de son diocèse à se faire une petite bibliotheque de bons livres, dont il leur donnoit la liste. Il y marque le livre des Reflexions morales au nombre de ceux qu'il jugeoit leur être absolument necessaires, & dont il vouloit qu'ils se servissent pour faire leurs meditations tous les jours, & leurs prières tous les dimanches. Il est vray que ce Cardinal a

(b) Voici ce que porte celui de 1699. Ce que l'on mit l'année passée à la fin du Directoire, étoit un avertissement de Monseigneur de Toul à Messieurs les curés, vicaires & ecclesiastiques de son diocèse, pour les faire souvenir de l'obligation dans laquelle ils sont d'étudier & de se rendre capables de faire avec honneur un ministère, duquel, sans la science & la doctrine, on ne peut s'acquitter que mal. Sa Grandeur a voulu qu'on mit encore cette année ce même avertissement à la fin du Directoire, ... On a déjà donné le ca-

talogue des livres absolument necessaires à un curé, le voici encore une fois ; & l'intention de Monseigneur est qu'il n'y ait point de curé chez qui on ne trouve au moins cette petite Bibliotheque. 1. *Biblia sacra*. 2. *Tyrinus ou Memorialis in Sacram Scripturam*. 3. Le nouveau Testament en françois. 4. Le Concile de Trente. : : 9. *La Morale de l'Evangile, ou Pensées chretiennes sur le texte & chaque verset du N. T. par ordre de M. de Chales &c.*

depuis

depuis changé de sentimens , & qu'il est devenu comme le chef des ennemis du livre qu'il recommandoit alors. Mais le livre, remarque le P. Q. est toujours le même ; & le changement ne sert qu'à rendre moins suspect le jugement qu'il en portoit dans un tems , où il ne consultoit que la connoissance qu'il avoit de son utilité , & de la pureté de la doctrine qu'il contient.

Il seroit inutile de recueillir ici les témoignages que des personnes de toute condition ont rendu à la pureté de la doctrine de ce livre , & aux fruits qu'il a produits. Les XL. Evêques conviennent eux-mêmes dans leur lettre circulaire aux Evêques du Roiaume , qu'il n'avoit paru depuis long-tems aucun livre qui eût été tant applaudi. Et M. le Cardinal de Noailles s'exprime encore plus fortement dans sa lettre à M. d'Agen : „ Ce livre , dit-il , fut lu avec édification pendant 30. ans , sans que ni Prêtres , ni Docteurs , ni laïques , ni Religieux , ni Evêques , ni Cardinaux , ni amis , ni ennemis ; personne „ en un mot eût remarqué le poison dangereux que l'on a voulu y découvrir depuis. Mais nous ne croions pas devoir omettre ici quelques preuves qui montrent que même plusieurs Jesuites des plus considérables étoient du nombre de ses approbateurs , avant que la Société fût entrée dans l'engagement d'en poursuivre la condamnation.

M. l'Evêque d'Agen dans sa lettre à M. M. de Luçon & de la Rochelle , imprimée en 1711. nous apprend que le P. de la Chaize , Jesuite & Confesseur du Roi , se servoit de ce livre pour y faire ses lectures de piété. Il y fait le détail d'une aventure qu'un des plus illustres Seigneurs de la Cour l'avoit assuré lui „ être arrivée à Fontainebleau. J'allai un jour , lui dit-il , rendre visite au P. de la Chaize , qui demeuroit dans la Maison des Matourins. Je ne le rencontrai point dans son appartement , & je résolus de l'attendre. J'aperçus un livre sur sa table. La curiosité me porta à l'ouvrir , & à en lire quelques pages : c'étoit le N. Testament du P. Q. Cependant le P. Confesseur revint. Après quelques discours je lui dis : Mon Pere , j'ai été un peu surpris de trouver „ sur votre bureau un livre qu'on dit être

„ suspect de Janfénisme , au moins a-t-il été „ composé par un auteur qui en est justement „ accusé : ce qui me doit faire croire que ce „ livre n'est pas si mauvais qu'on le veut „ faire entendre. Comment , répondit le P. de la Chaize , peut-on condamner un si „ bon livre ? Je vous avouerai franchement , „ que depuis deux ans j'y prens chaque jour „ le sujet de ma méditation , me sentant „ fort touché de ce qu'il contient.

Le même Prelat dans la lettre à M. le Comte de Pont-Chartrin , du 15. octobre 1711. à cette histoire en ajoute deux autres : l'une du P. N. Prédicateur Jesuite , qui alluroit avoir tiré ses meilleurs sermons de ce livre , qu'il empruntoit d'une Dame de ses amies , & qui le gardoit quelque-fois pendant six mois ; & l'autre d'un Recteur du Noviciat des Jesuites d'une des premières villes du Royaume , qui permettoit qu'on le lût à ses Novices , & qu'on y prit le sujet de leurs méditations.

L'Auteur des Entretiens sur le Decret de Rome contre le N. T. du P. Q. qui est le P. Q. lui-même , & qui n'a point été contredit dans ce fait ni dans quelques autres que nous emprunterons de lui , rapporte que le *seu P. Bourdaloue* , le plus celebre predicateur qu'aient eu les Jesuites , avoit parlé autre-fois fort avantageusement des *Réflexions morales* en bonne compagnie chez M. de Lamoignon , alors Avocat general , & presentement President à mortier au Parlement de Paris : ce qui n'est pas surprenant , puis qu'on fait d'ailleurs qu'entre les penitens de ce Pere , il y avoit des laïques & des dames de distinction qui étoient dans l'usage de lire le livre du P. Q. sans qu'il y trouvât à redire. Et en cela il étoit imité par plusieurs autres confesseurs des Jesuites de Paris.

Le P. François d'Avril mérite encore plus que tout autre d'être mis nommément au nombre des approbateurs des *Réflexions morales*. Ce Pere fit imprimer à Paris en 1709. chez Couterot , & en 1711. chez Valleyre , un livre intitulé : *Saints & heureux Retours sur soi-même pour chaque jour de l'année*. On voit à la tête des deux premiers , l'approbation de M. Regeri Docteur de Sorbonne , que les Jesuites ont fait nommer Censeur

Relation
du diffi-
cent. pag.
112. & 113.

22. 187.

Royal, & la permission du P. de Laistre Provincial, qui atteste qu'ils ont été revus par trois Théologiens de sa Compagnie; & à la tête du troisième tome, celle du P. le Tellier, alors Provincial & Confesseur du Roi, qui atteste de même, qu'il a été revu & approuvé par trois Théologiens de sa Compagnie. Or ce livre ne peut avoir été composé que par un homme très-persuadé que celui du P. Q. étoit non seulement exempt du poison qu'on a prétendu depuis y avoir découvert, mais qu'il étoit rempli des vérités les plus solides & les plus capables d'édifier. Car l'Auteur, pour le composer, n'a fait qu'extraire de

différens livres de piété les endroits qui avoient rapport à son dessein; & il n'y en a aucun qui lui en ait fourni un plus grand nombre, que l'ouvrage du P. Q. qu'il a copié presque par tout mot pour mot; & dont il a fait le commencement & le capital de la plupart de ses *Saints Retours*, sans en excepter les endroits qui contiennent les propositions condamnées par la Constitution, dont quelques-unes s'y trouvent presque dans les mêmes termes, comme on le peut voir par les exemples que nous avons mis au bas de la page. (*) On auroit droit de joindre au P. d'Avril, M. Regeri & les trois ou six Théologiens

Proposition du P. d'Avril. Pour le 19. avril, pag. 203. ad. 1721.

Effets du Bapteme, fait mourir au péché, en sorte que l'esprit, le cœur & les sens n'aient non plus de vie pour le péché, que ceux d'un mort pour les choses du monde.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 12. février, pag. 71.

C'est la charité qui seule fait le bien.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 26. mai, pag. 108.

Dieu ne couronne que la charité. Qui court par un autre mouvement & un autre motif, court en vain.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 12. Août, pag. 336.

La grace est le principe de toute sorte de bien, de toute bonne action surnaturelle, grande ou petite, facile ou difficile, pour la commencer, la continuer, & l'achever.

Le P. d'Avril change ici quelques termes du P. Q. & l'attention qu'il a eue sur cette proposition, fait voir qu'a-

43. Proposition condamnée.

Le premier effet du Bapteme est de nous faire mourir au péché, en sorte que l'esprit, le cœur, les sens n'aient non plus de vie pour le péché, que ceux d'un mort pour les choses du monde.

13. Proposition condamnée.

La seule charité les fait faire, les actions chrétiennes, et siennement par rapport à Dieu & à J. C.

55. Proposition condamnée.

Dieu ne couronne que la charité. Qui court par un autre mouvement & un autre motif, court en vain.

2. Proposition condamnée.

La grace de J. C. principe efficace de toute sorte de bien, est nécessaire pour toute bonne action, grande ou petite, facile ou difficile, pour la commencer, la continuer & l'achever. Sans elle non seulement on ne fait rien, mais on ne peut rien faire.

qu'ayant examiné les autres, il n'y a rien trouvé à redire.

Proposition du P. d'Avril. Ad. de défiance de soi-même, pag. 16. du 1. Tome.

Je l'avoue, Seigneur, je le confesse, je le declare hautement que je ne suis rien, que je n'ai rien, que je ne puis rien, pas même former la moindre pensée, la moindre desir pour le bien, sans le secours de votre grace; n'ayant que la pauvreté & l'indigence pour partage.

Et pour le 2. Janvier 2. Retour pag. 10.

Il faut reconnoître qu'on est dans une entière impuissance de faire le bien (quand on n'a pas la grace.)

Proposition du P. d'Avril. Pour le 19. mai, 2. retour, pag. 100.

Quand Dieu veut gagner le cœur, sa grace est plus forte que tous les attraits du monde.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 19. janvier, 2. retour, pag. 36.

En vain l'on fléchit le genou, si ce n'est point par amour, comme dans le ciel.

1. Proposition condamnée.

Que reste-t-il à une ame qui a perdu Dieu? Sa grace, sinon le péché & ses suites, une orgueilleuse pauvreté & une indigence pressante, c'est-à-dire, une impuissance generale au travail, à la priere & à tout bien?

16. Proposition condamnée.

Il n'y a point de charmes qui ne cedent à ceux de la grace, parceque rien ne résiste au Tout puissant.

50. Proposition condamnée.

C'est en vain qu'on crie à Dieu: Mon Pere, mon pere, si ce n'est point l'esprit de charité qui crie.

logiens de la Société qui ont approuvé son livre. Car ils n'ont pu le faire, sans approuver aussi le livre du P. Q. dans les endroits mêmes que le Pape a déclaré depuis en être l'ouvrage qu'il a séparé du bon grain. Et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que ce livre du P. d'Avril n'a été imprimé que depuis le Decret donné par le Pape le 13. Juillet 1708. par lequel les Réflexions morales avoient été condamnées avec défenses à toutes sortes de personnes de les lire & de les transcrire sous peine d'excommunication, ipso facto, dont l'absolution étoit réservée à sa Sainteté.

Nous ne pourrions mieux terminer cette longue liste de témoignages en faveur des Réflexions morales, que par celui que nous fournit encore l'auteur des *Entretiens sur le Decret de Rome*, s'il avoit bien voulu nous faire part des preuves, sur lesquelles il l'a produit : j'ajouterai, fait-il dire à un de ses Interlocuteurs, qu'enfin le Pape d'aujourd'hui, ouï Clement XI. lui-même, sous le nom de qui

le Decret a été publié, n'a pas toujours eu de ce livre aussi mauvaise opinion qu'il paroît en avoir dans le Decret. S. S. en a parlé comme d'un livre, dont la doctrine étoit bonne ; & quelque incroyable que cela paroisse, je l'ai appris de sa bonne part, que je ne puis m'empêcher de le croire.

Cet Auteur a voulu apparemment parler de M. Fromentin, grand Vicaire du Cardinal de Coislin, à qui on a ouï raconter plus d'une fois l'aventure suivante.

Ce vertueux & savant Diacre, qui étoit la candeur même, accompagna M. le Cardinal de Coislin à Rome en 1700. & fut son Conclaviste pour l'élection de Clement XI. Il contracta dans le Conclave, & pendant le séjour qu'il fit à Rome, une grande familiarité avec le Pape, qui avoit coutume de l'appeler, *Signor Vicario*, & l'admettoit souvent à son audience. Un jour qu'il l'alloit voir, il le trouva qu'il avoit devant lui sur sa table, & qu'il lisoit le N. T. du P. Q. ce qui

p. 28. & 29.
1. édit.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 14. décembre, 1. Retour, pag. 511.

L'amour divin & l'amour propre ont une opposition essentielle. .. ainsi veut-on que Dieu regne dans un cœur, il faut en chasser l'amour propre.

Proposition du P. d'Avril. Retour sur l'Epître du 4. Dim. de Carême pag. 40. du 2. tome.

Celui qui n'aime point & n'observe point la loi par amour, n'agit point en enfant, mais en esclave.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 22. octobre, 1. retour, pag. 452. du 1. tome.

Entendre la Messe ne suffit pas pour observer le précepte que Dieu nous fait de sanctifier le Dimanche. Il faut assister à tout l'office, autant qu'il est possible, .. & le reste du temps auquel on n'est

45. Proposition condamnée.

Quand l'ameur de Dieu ne regne plus dans le cœur, il est nécessaire que la cupidité charnelle y regne & corrompe toutes les actions.

63 Proposition condamnée.

Un Baptisé est encore sous la loi comme un Juif, s'il n'accomplit point la loi, ou s'il l'accomplit par la seule crainte.

81. Proposition condamnée.

Le Dimanche doit être sanctifié par des lectures de pieu & sur tous des saintes Ecritures.

point dans l'Eglise, on doit l'employer ou à la lecture des livres saints, ou en œuvres de piété ou de charité envers le prochain.

Proposition du P. d'Avril. Pour le 1. Juin, 1. Retour, p. 222

88. Proposition condamnée

Le pécheur doit se préparer par une pénitence volontaire, avant que de s'approcher des SS. Autels pour y recevoir Jesus-Christ. Recevoit Jesus-Christ dans son cœur, sans avoir expié par la pénitence son péché, c'est livrer Jesus-Christ à son ennemi, & se livrer soi-même à son juge.

On ne sait ce que c'est que le péché & la vraie pénitence quand on veut être restable d'abord dans la possession des biens dans le péché sans s'en déprendre, & qu'on ne veut point porter la confusion de cette séparation.

point

ce qui donna occasion à S. S. de lui parler avec éloges du grand nombre de livres solides sur la religion qu'on avoit composés en France dans ces derniers tems, & particulièrement de celui qu'il avoit actuellement devant les yeux, dont il témoigna être singulièrement édifié. Ce sont les remes dont on se souvient que se servoit M. Fromentin, & qui n'excluent point ceux que rapporte l'auteur des *Entretiens*.

Il est vrai, comme cet Auteur l'avoue lui-même, qu'on ne doit pas tirer à conséquence un témoignage qui peut n'avoir pas été rendu avec toute la connoissance ni tout l'examen nécessaire pour appuyer un jugement : mais il suffit pour nous faire connoître quelle étoit la disposition du Pape même à l'égard de ce livre, avant qu'il eût été prévenu & aigri par les ennemis & du livre & de M. le Cardinal de Noailles.

On pourroit néanmoins dire que cet éloges du Pape n'étoit pas donné sans connoissance de cause. Il pouvoit être fondé sur celle qu'il avoit de ce qui s'étoit passé à la fin du Pontificat d'Innocent XII. à l'occasion du Probleme dont nous parlerons bientôt. S. S. pouvoit aussi avoir connoissance d'une autre accusation qu'on avoit formée quelques années auparavant contre ce livre, & qui avoit tourné de même à son avantage. C'est encore l'Auteur des *Entretiens* qui nous apprend cette particularité. „ Ceux, dit-il, „ qui ont toujours regardé les Reflexions „ d'un œil malin ou prevenu, parce qu'ils y „ trouvent des maximes contraires à celles „ de leur école, les avoient déferées au S. „ Office, peu de tems après que l'ouvrage „ eût été achevé. (C'est-à-dire apparemment vers l'année 1693.) Parmi ceux qui „ composoient alors cette Congregation, il „ se trouva des personnes sages qui examinerent de bonne foi les chefs d'accusation „ avancés contre ces Reflexions. Ils y trouverent bien de la bigarrure, quelques „ accusations visiblement fausses ; & à l'égard „ de celles qui leur parurent demander quelque éclaircissement, ils jugerent qu'il n'étoit pas de l'équité de s'en rapporter aux „ dénonciateurs, & qu'en s'adressant à „ l'Auteur, il pourroit en peu de mots don-

ner tout l'éclaircissement nécessaire : c'est „ ce qui arriva. L'Auteur eut communication de ces difficultés ; il y satisfait pleinement, & ces officiers du S. Office ne trouvant plus aucun fondement raisonnable de „ censure ni de prohibition, il n'en fut plus „ parlé.... Le plus fort de l'accusation, „ ajoute-t-il, tomboit sur ce qu'on alleguoit „ que l'Auteur n'admettoit aucune autre „ grace que celle qui est absolument efficace, „ & qu'il n'avoit fait aucune mention des „ grâces excitantes & inefficaces, que les „ Thomistes modernes ont appelé suffisantes, quoique de leur aveu elles ne produisent „ jamais l'effet entier auquel elles tendent de leur nature, & qui sans la „ résistance libre de la volonté seroit effectivement produit. L'Auteur fit voir sans „ peine „ que cette accusation étoit calomnieuse, en „ marquant plusieurs endroits des Reflexions, „ & en particulier celle sur le vers. 3. du 8. „ chap. de S. Matthieu, où il admet distinctement, & explique, comme l'on dit „ *ex professo*, cette sorte de grâces. „ Mais „ il est tems de reprendre la suite de notre „ narration.

§. II.

Animosité des Jesuites contre M. le Cardinal de Noailles, cause des contestations arrivées sur le livre des Reflexions morales. Première attaque contre le livre par l'Auteur du Probleme en 1698. vingt-sept ans après qu'il eût commencé à paraître.

M. de Noailles étoit passé sur la fin de l'année 1695. de l'Evêché de Châlons à l'Archevêché de Paris, le dépôt qu'il avoit laissé à sa première Eglise fut, pour nous servir des termes de M. Boffuet, comme transféré à l'Eglise de Paris. „ Ce fut „ alors, ajoute ce Prelat, qu'il se sentit une „ nouvelle obligation de perfectionner cet „ ouvrage ; & prévoyant que l'édition, qui „ courroit avec tant de fruit, seroit bientôt „ épuisée, il préparoit la suivante, qui est „ celle de 1699, avec une attention inexplorable, sans ménager son travail, au „ milieu de tant de pénibles occupations.

„ desirant avec S. Paul de donner à un trou-
 „ peu qui lui est si cher, non seulement
 „ l'Evangile, mais encore la proprio vie. Car
 „ encore qu'il nous fit l'honneur, continue
 „ M. Bossuet, de nous appeller en partage
 „ d'une si sainte sollicitude, loin de se vou-
 „ loir décharger lui-même, non seulement
 „ il guidoit nos pas, mais encore il donnoit
 „ à ce saint ouvrage tout le tems que lui
 „ laissoient tant d'occupations inévitables ;
 „ & s'il nous est permis de reveler ce secret,
 „ il y employoit encore plus la priere conti-
 „ nuëlle, que l'étude. La premiere chose
 „ que Dieu lui mit dans l'esprit, fut non
 „ seulement de recevoir de toutes parts les
 „ avis de ses amis, mais encore de profiter
 „ de la malignité des contredifans, pour aller
 „ au devant de tous les scrupules tant soit
 „ peu fondés, & amener cet ouvrage à la
 „ perfection.

14. M. Bossuet entre ensuite dans le détail des
 changemens que M. de Paris fit faire à la
 nouvelle édition des Réflexions morales, &
 de ceux qui furent jugés inutiles ; & il finit
 ainsi cet examen. „ On voit par-là, dit-il,

„ combien est correcte la Théologie de l'Au-
 „ teur dans tous ces passages. On trouve dans
 „ les Réflexions tous les principes de la reli-
 „ gion dispensés & distribués dans les en-
 „ droits convenables, & selon que le de-
 „ mande le texte sacré. S'il se rencontre quel-
 „ que part de l'obscurité, ou même quel-
 „ ques défauts, le plus souvent dans l'expres-
 „ sion, comme une suite inséparable de
 „ l'humanité, nous osons bien assurer, &
 „ ces remarques le font assez voir, que notre
 „ illustre Archevêque les a recherchés avec
 „ plus de severité que les plus rigoureux
 „ censeurs.

M. Bossuet n'est pas le seul témoin du soin
 que M. le Cardinal apporta pour mettre cet
 ouvrage hors de toute atteinte. M. Hebert,
 Evêque d'Agen, dans la Lettre déjà citée,
 nous assure aussi, qu'il chargea d'habiles Doc-
 teurs & très éloignés de tout soupçon de nou-
 velles doctrines, d'en faire un très sérieux exa-
 men, & d'en retrancher tout ce qui pouvoit
 être le moins suspect d'innovation. La premiere
 des quatre lettres sur le Probleme, ajoute,
 que parmi les Théologiens qui travaillerent à la

révision de ce livre, il y en avoit de peu favo-
 rablement prévenus pour l'ouvrage & pour
 l'Auteur.

Et tout cela, dit le P. Q. dans la Lettre
 au Pape du 22. Juillet 1712. se fit sans ma-
 participation ; mais il ne se trouvera pas que j'y
 aye jamais contredit ; & je n'avois garde de le
 faire, l'ouvrage n'étant plus tant à moi qu'aux
 Illustrissimes Evêques à qui je l'avois abandonné
 il y avoit déjà longtems, pour en juger & pour
 le corriger, & me me pour en disposer comme
 ils le jugeroient à propos. Aussi l'Auteur des
 quatre lettres sur le Probleme lui rend-il ce
 témoignage : Je dois dire à sa louange, dit-il,
 que jamais Ecrivain n'a été moins jaloux que
 lui de ses expressions & de ses pensées ; & qu'on
 ne peut apporter plus de facilité qu'il a fait, pour
 concourir au dessein qu'on se proposoit (d'y
 faire quelques changemens.)

Il semble après cela qu'un livre qui étoit
 déjà si generalement approuvé, & depuis
 tant d'années, ne devoit jamais être exposé à
 la critique, ou du moins que la protection
 que lui donnoit l'Archevêque de la capitale
 du Royaume, devoit l'en mettre à couvert.
 Mais ce fut cette approbation même qui lui
 attira l'orage : *Personne*, dit-il lui-même dans
 la Lettre à M. d'Agen, n'y ayant rien trouvé
 à reprendre, tant que mon Mandement, ou
 si l'on veut, mon approbation n'y a point
 paru.

M. l'Evêque d'Agen a expliqué dans sa
 Lettre à M. le Comte de Pont-Chartrain les
 raisons de cette espece de paradoxe. Il y fait
 voir par un grand nombre de faits très cu-
 rieux, dont la qualité de Curé de Versailles,
 & la considération qu'il avoit à la Cour, l'a-
 voient mis à portée d'être instruit, que la
 tempête excitée contre le livre des Réflexions
 morales a été uniquement l'effet de l'aversion
 ancienne que les Jesuites conservoient dans
 leur cœur contre M. le Cardinal de Noailles,
 & du dessein qu'ils concurrent de le perdre,
 dès qu'ils le virent élevé sur le Siege de Paris,
 & en état de s'opposer à leur ambition & au
 progrès de leur mauvaise doctrine.

En effet, nous apprenons par d'autres
 memoires, que ce Prelat devint l'objet de
 l'attention des Jesuites dès le tems qu'il n'é-
 toit que simple Abbé. Ils virent avec peine

Lectre à
M. d'A-
gen.

que contre la coutume des autres Abbés qui se destinoient aux dignités ecclésiastiques, il ne leur faisoit point la cour. Ils en eurent encore davantage des sentimens éloignés de leurs relâchemens, dans lesquels ils voyoient qu'il se formoit sous le P. Amelotte, prêtre de l'Oratoire, qui fut, pour nous servir de son expression, comme son Gamaliel, & qui l'aïda dans le cours de ses études. M. l'Abbé de Noailles ne craignit point de mettre ces mêmes sentimens dans ses Thèses de Licence. Ce ne fut qu'après bien des difficultés que M. Grandin, alors Syndic de la Faculté de Théologie, & ami des Jésuites, lui permit de soutenir la nécessité de l'amour de Dieu pour être justifié. Il voulut d'abord effacer cet article d'une de ses Thèses comme une erreur, & il le passa à la fin comme une opinion probable. L'amitié dont le feu Roi honoroit M. le Duc de Noailles, ne laissa pas de procurer à Monsieur son Fils un Evêché, mais très éloigné : ce fut celui de Cahors, auquel il fut nommé en 1679. Les Jésuites n'eurent pas plus de part à la translation de Cahors à Chalons, qui se fit dès l'année suivante. Il y vécut cependant en paix avec eux, à l'exception d'une affaire qu'ils voulurent lui susciter, comme nous l'apprend M. d'Agén, à l'occasion d'un petit seminaire qu'il établit pour le bien de son diocèse, & qu'il leur plut de regarder comme préjudiciable à leur collège. Il fut enfin nommé à l'Archevêché de Paris en 1695 ; & le motif qui déterminâ le choix du Roi en sa faveur, fait également honneur à la générosité du Prince, & à la vertu du Prélat. Celui-ci avoit pris la liberté quelques jours auparavant d'écrire une lettre à S. M. au sujet des sommes extraordinaires qu'elle venoit de demander à l'Assemblée générale du Clergé qui se tenoit alors ; où il lui représentoit avec autant de force que de respect, les maux que la multiplication des emprunts que le Clergé étoit obligé de faire pour fournir ces sommes, produisoit dans l'Eglise & dans l'Etat. Le Roi avoit été blessé de cette lettre, & il en avoit parlé avec beaucoup de vivacité à Madame de Maintenon. Ce fut dans ces circonstances que M. de Harlay Archevêque de Paris fut emporté par une mort subite, Ma-

dame de Maintenon en avertit la première le Roi par un billet qu'elle lui écrivit, & qu'elle finissoit à peu près en ces termes : *Cette mort laisse une grande place vacante, & je ne connois personne qui soit plus capable de la remplir que l'Evêque contre lequel V. M. étoit, il n'y a que quelques jours, si fort en colere.* Le Roi y fit réflexion, & il se porta à donner l'Archevêché de Paris à M. de Noailles, par la raison même qui sembloit devoir l'en détourner. On juge assez que les Jésuites ne furent point encore consultés sur ce choix, & qu'ils n'y contribuèrent en rien. Ce qui dans ce tems-là suffisoit pour leur devenir suspect.

L'aliénation de leur cœur contre M. de Noailles s'accrut à proportion que son élévation les chagrinoit. Ils affectèrent néanmoins dans le commencement de paroître penser sur la sagesse du choix du Roi, comme tous les autres ; de donner des marques extérieures de respect au nouvel Archevêque, de prodiguer en sa faveur les louanges de leurs orateurs & de leurs poètes, de lui faire toutes sortes de protestations d'attachement. Mais bientôt après, ils ne cessèrent de le fatiguer par des plaintes artificieuses contre les entreprises supposées des prétendus Jansénistes, & par des accusations secrètes de Jansénisme qu'ils formoient contre lui-même à la Cour & à la ville. Ils vouloient le forcer par là à acheter le repos, en se rendant dépendant d'eux, & en partageant avec eux le gouvernement de son diocèse. Mais ils ne furent pas longtems sans s'apercevoir qu'ils travailloient en vain. La déclaration pleine de franchise qu'il fit au P. Bourdaloue, & qui est rapportée par M. d'Agén, *qu'il vouloit toujours être l'ami des Jésuites, & jamais leur vater*, fut regardée par ces Peres comme une déclaration de guerre. Ils arrachèrent cependant de lui par leurs importunités la censure qu'il fit le 20. Août 1696, du livre de l'*Exposition de la foi catholique sur la grace & la predestination*, qu'ils n'avoient sollicitée que pour lui tendre un piège. L'Instruction admirable qu'il y joignit sur les matières de la grace & sur l'amour de Dieu, & que l'auteur du Probleme appelle, *La profession de foi de tous les prétendus Jansénistes*, acheva de les déterminer à le pousser à bout ;

& le bruit courut que dès-lors le P. de la Chaize jura, qu'il lui feroit boire jusqu'à la lie le calice de la colere de la Société.

Cette animosité enfanta deux ans après le fameux libelle intitulé : *Probleme ecclesiastique adressé à M. l'Abbé Boileau de l'Archevêché*. Le but de ce libelle étoit de faire conclure de la conformité qu'il montrait qu'il y avoit entre le livre nouvellement condamné par M. de Paris, & différentes propositions du livre des Réflexions morales qu'il avoit approuvées, que ce dernier livre contenoit le pur Jansenisme, & que M. de Paris en étoit le fauteur. Tous les gens de bien furent indignés de la malignité de l'Auteur. *Que pretenoit-il ?* demande M. Bossuet. *Si le zèle de la vérité le pressoit, d'où vient qu'il attendit trois ans à se déclarer ? Depuis l'an 1695, les Réflexions morales devoient commencer à paroître avec l'approbation de M. de Châlons ; pourquoi garder le silence jusqu'en 1698. ? Le Jansenisme qu'on ose imputer à M. l'Archevêque de Paris, n'étoit-il à craindre qu'alors ?*

C'est ici l'époque de la première de toutes les attaques qu'on a formées contre le livre du P. Q. Car l'accusation faite au S. Office dont nous avons parlé plus haut, demeura secrète, & n'eut aucune suite. Toutes les autres attaques qu'on a renouvelées depuis, n'ont été qu'une répétition de cette première. On présentait dans le Probleme un nombre de propositions extraites du livre du P. Q. & choisies avec adresse pour établir indirectement, par la condamnation qu'on projettoit d'en faire faire, le système de Molina sur les ruines de la doctrine de Saint Augustin, & substituer la morale relâchée des Casuistes à celle de l'Evangile. Ou n'a fait que suivre le même dessein dans les autres attaques ; & plusieurs des propositions qu'on reprenoit dans le Probleme, sont les mêmes qu'on lit aujourd'hui dans la Constitution.

Le succès de cette première tentative ne fut pas heureux. Le libelle fut brûlé à Paris par arrêt du Parlement du 10. Janvier 1699. & il procura au livre des Réflexions, dans l'illustre M. Bossuet, un nouveau défenseur, qu'il n'auroit peut-être jamais eu sans cela. Car nous apprenons de M. le Cardinal de Noailles, que cet écrit scandaleux fut une

des grandes raisons qui obligèrent ce Prelat à entreprendre la Justification des Réflexions. Il la fit sous le nom des Theologiens qui avoient travaillé par les ordres de M. le Cardinal de Noailles à la révision de l'ouvrage ; & elle devoit servir d'Avertissement à l'édition de 1699. Elle ne fut pas néanmoins, comme nous l'avons déjà remarqué, rendue alors publique, & on se contenta d'en insérer une partie dans les quatre Lettres apologetiques au sujet du Probleme, qui furent imprimées en 1700.

On porta cette même année le Probleme à Rome. Aux 29. propositions extraites du livre des Réflexions qui y étoient relevées, on en joignit plusieurs autres jusqu'au nombre de 63. qui furent dénoncées en même tems à la congregation du S. Office. Les ennemis du Livre & de M. le Cardinal de Noailles esperoient qu'il leur seroit aisé de les faire censurer par un Tribunal à qui il suffisoit souvent qu'on lui denonce des propositions, & qu'elles causent quelque bruit, pour en faire la condamnation. Mais Dieu voulut que leurs mauvais desseins fussent encore confondus. Le Probleme fut pros crit par un Decret du S. Office, daté du 2. Juillet 1700 ; & le livre des Réflexions sortit des mains des censeurs plus pur & plus autorisé qu'il n'y étoit entré : *Us purior ac vegetior exiverit, quam intraverit* ; ce sont les paroles d'un celebre Dominicain qui étoit alors à Rome, & qui eut communication des écritures de quelques-uns des Consultants, pour en dire son sentiment.

Au reste ce Decret, étant non de la Congregation de l'Indice, mais de celle du S. Office, ne peut être regardé comme une simple ordonnance de police, mais comme un jugement, par lequel la dénonciation qu'on faisoit dans le Probleme des propositions des Réflexions morales, fut déclarée erronée ; & par conséquent les propositions dénoncées furent jugées irrépréhensibles. Aussi n'étoient-elles pas, du moins pour les principes, différentes de celles qu'on attaqua dans le même tems dans l'édition de S. Augustin par les PP. Benedictins, & dont ces Peres firent imprimer l'apologie à Rome même, après y avoir fait condamner le libelle qui les accusoit.

Justificat.
p. 1. p. 9.

Cette observation n'est pas de nous, mais de M. le Cardinal dans sa Lettre à M. d'Agen. „ On regarda, dit-il, cette censure, comme „ une approbation, du moins indirecte & „ tacite, du livre des Reflexions, que le „ Probleme attaquoit; & on se croyoit en „ effet bien autorisé à penser, que de con- „ damner à Rome un ouvrage fait précisé- „ ment pour dénoncer & pour combattre les „ Reflexions, c'étoit assez visiblement les „ approuver.

Ce libelle ayant été si mal reçu du public, fut aussi désavoué par ses propres auteurs : & ce fut pendant quelque tems un nouveau problème de savoir quel étoit le pere de ce malheureux enfant.

Cependant le public demeura convaincu qu'il étoit des Jésuites. *Le P. Souastre*, dit M. d'Agen dans sa Lettre à M. de Pontchartrain, *le fit imprimer à Bruxelles, & en envoya un grand nombre d'exemplaires à Paris, qui furent distribués par les Jésuites.* Un Auteur qui a fait des observations sur cette lettre de M. d'Agen, & qui paroît fort instruit, remarque sur cet endroit, que le Père Souastre, qui demeurait à Lille, fit exprès le voyage de Lille à Bruxelles au mois de Septembre 1698. pour faire imprimer ce Libelle dans cette dernière ville; que M. de Bagnols Intendant de Flandres eut des preuves certaines qu'il étoit l'Auteur de cette impression, par des épreuves qu'il en surprit corrigées de la propre main de ce Jésuite, & qu'il en arrêta un gros ballot qu'il envoyoit à Paris. „ Ce Jésuite, ajoute-t-il, ayant reçu „ le manuscrit par la poste, se persuada que „ le P. Daniel en étoit l'Auteur, & que „ n'osant le faire imprimer à Paris, il le lui „ avoir adressé, pour rendre ce service à la „ Société. Avant que de le mettre sous la „ presse, il le communiqua à son Provincial, „ à son Recteur & aux principaux de sa „ Province, du secret desquels il pouvoit „ être sûr; & ce ne fut que de leur avis & „ de concert avec eux qu'il le rendit public.

Après cela, pouvoit-on, ajoute M. d'Agen, ne pas croire que ce seditieux ouvrage avoit été composé par quelqu'un de cette Compagnie ? Le soin que ces Peres prenoient de le répandre par tout & dans toutes les provinces, faisoit

juger à tout le monde, qu'ils y avoient eux seuls toute la part. „ En effet, dit sur ces paroles l'Auteur des Observations, „ les Jésuites en „ étoient les maîtres : il ne tenoit qu'à eux „ de le supprimer; & s'ils l'ont publié, s'ils „ l'ont distribué avec tant d'affectation, & „ même avec des louanges dans les commen- „ cemens : si d'abord le P. Daniel se fit hon- „ neur qu'on l'en crût auteur, & en reçut „ les compliments d'une manière à affermir „ cette créance; c'est une preuve invincible „ que les Jésuites pensoient au moins & „ croyoient tout ce qui étoit écrit dans le „ Probleme, & qu'ils étoient bien aises que „ chacun crût & pensât comme eux.

Ce que M. d'Agen dit ensuite pour décharger les Jésuites de la composition de cet écrit, & pour ne les laisser coupables que de l'avoir fait imprimer & distribuer, ne vient que de ce qu'il a été mal informé du mystère d'iniquité qu'on lui avoit fait entendre avoir été decouvert cinq ans après la naissance du Probleme. Il est vrai que les Jésuites tâchèrent de se décharger de la honte de cette satire sur les Bénédictins de la Congrégation de S. Vannes. On avoit trouvé dans les papiers de D. Thierry de Viaixnes, Religieux de l'Abbaye d'Hautvillé, lorsqu'il fut arrêté en 1703. des lettres par lesquelles il paroîsoit qu'après la mort de D. Barthelemy Senoq, Religieux de la Congrégation, on avoit trouvé dans sa chambre une copie de ce libelle écrite de la main de D. Thierry; & que ce Pere en avoit envoyé d'autres copies écrites de la main de ses écoliers à quelques-uns de ses amis. On avoit trouvé de plus une lettre de feu M. le Tellier, Archevêque de Reims, écrite à ce même Pere, où étoient ces paroles : *Je n'ai point oui parler que personne attribue l'ouvrage à D. Senoq ni à D. Petitdidier. Si j'en entends dire quelque chose, j'en ferai soin d'en desabuser. N'ayez point d'inquiétude là-dessus.* Les Jésuites profitèrent de cette heureuse découverte; & ce fut un des articles sur lequel on insista davantage dans les différens interrogatoires qu'on fit subir à D. Thierry pendant sa détention au Chateau de Vincennes.

Mais il assura toujours constamment, & apporta des preuves invincibles, comme il l'a raconté

raconté lui-même plusieurs fois à ses amis, que ni lui, ni les deux autres Religieux qu'on soupçonnoit, ni aucun autre de sa connoissance, n'y avoient eu aucune part : Qu'eux & lui avoient cru dans le commencement, que cette piece venoit des Jesuites, qu'ils étoient toujours demeurés dans cette opinion, & que luy y persistoit encore : Que s'il s'en étoit trouvé une copie écrite de la main parmi les papiers de D. Senoq, c'est que dans la nouveauté du Probleme, il l'avoit transcrit sur le premier exemplaire imprimé qui lui étoit tombé entre les mains pour l'envoyer à ce Pere, qui avoit été son maître, comme une piece qui commençoit à faire du bruit ; que c'étoit par la même raison qu'il en avoit fait faire d'autres copies par de jeunes Religieux qui étudioient sous lui, pour les envoyer à quelques autres de ses amis, qui les lui demandoient avec empressement, & qu'il savoit être incapables d'en abuser : Que la date des lettres qu'on lui objectoit, justifioit que tout cela s'étoit fait depuis l'impression du Probleme, & avant qu'il eût été condamné par le Parlement : Que cette distribution même étoit une preuve que ni lui, ni aucun de ses amis, n'avoit composé le Probleme, étant très certain que si cela eût été, il auroit pris plus de précautions, sur tout à l'égard de ses écoliers : Que quant à la lettre de M. de Reims, la simple exposition du sujet qui l'avoit occasionnée, suffisoit pour faire voir la fausseté de l'induction qu'on en tiroit : Qu'on avoit dû aussi trouver parmi ses papiers une lettre du P. Esterlin, Chanoine Regulier de Ste. Genevieve, écrite 15. jours avant celle de M. de Reims, par laquelle il lui mandoit, qu'on faisoit courir le bruit à Paris, (& c'étoit sans doute les Jesuites qui en étoient les auteurs) que le Probleme venoit de la Congregation de S. Vannes ; d'où ce Pere prenoit occasion de lui demander si cette piece n'étoit pas de D. Senoq ou de D. Petididier, ou de lui D. Thierry, ou des trois ensemble ; & il lui promettoit le secret, en cas que cela fût, & qu'il voulût bien lui en faire confidence : Que cette lettre l'ayant allarmé par la crainte qu'il eut que cette fausse nouvelle, qui avoit déjà fait impression sur un homme sage, ne trou-

vât créance dans l'esprit de bien des gens qui ne seroient pas disposés comme lui à leur égard, & ne fit un grand tort à la Congregation, il avoit pris la liberté, en écrivant pour autres choses à M. de Reims, de lui temoigner l'inquietude que celle-là lui donnoit, & de le prier de contribuer à dissiper ce bruit dont il lui certifioit la fausseté dans sa lettre : Que c'étoit à cette occasion que ce Prelat lui avoit fait la réponse dont il s'agissoit : Que c'en étoit là le sens veritable, & le seul qu'on pût lui donner ; ce qui se confirmoit par toutes les autres lettres qui avoient suivi celle-là, & sur tout par celle que le P. Esterlin lui avoit écrite, après avoir reçu sa réponse, où il lui certifioit aussi la fausseté du bruit dont ce Pere lui avoit donné le premier avis : Que dans cette lettre, qui étoit cômme toutes les autres entre les mains de M. d'Argenson, le P. Esterlin marquoit expressément, que sur ce qu'il lui avoit mandé, il voyoit bien que la nouvelle étoit absolument fausse, & promettoit d'en desabuser ceux de ses amis qui pouvoient l'avoir crue ; ajoutant même qu'on avoit fait de nouvelles decouvertes qu'il lui apprenoit, & qui prouvoient que ce libelle venoit de chez les Jesuites.

§. III.

Seconde attaque contre le livre des Réflexions en 1703. & 1704. par une censure de M. l'Evêque d'Apt, & par deux libelles des Jesuites.

LE mauvais succès qu'avoit eu le Probleme força les Jesuites à retenir quelque tems dans leur cœur leur mécontentement. La promotion de M. de Noailles au Cardinalat, qui arriva dans ce même tems, leur ôta aussi l'esperance de pouvoir réussir si-tôt à lui faire perdre les bonnes grâces du Roi. Mais le fameux Cas-de-conscience publié en 1702. leur ouvrit une si vaste carrière, & fit naître tant d'occasions pour satisfaire leurs passions, qu'ils se virent bien-tôt en état de renouveler leurs poursuites contre le livre, contre l'Auteur & contre son illustre Protecteur, avec une vigueur toute nouvelle.

Leur colere tomba d'abord sur la personne du P. Q. qui étoit retiré à Bruxelles, comme nous l'avons dit dans le commencement. Ils surprirent un ordre de la Cour d'Espagne, pour le faire arrêter. M. l'Archevêque de Malines se chargea de l'exécution. C'étoit Guillaume Humbert de Precipian, fort connu par ses démêlés avec la Cour de Rome au sujet du Doyenné du Chapitre Metropolitain de Besançon, dont il s'étoit emparé malgré les excommunications lancées plusieurs fois contre lui, par des Brefs où il étoit traité, *d'enfant d'iniquité, de bronillon, d'opiniâtre, d'homme sans soumission, de rebelle qui se soulève contre le S. Siege avec des discours tout bannis d'orgueil, de séducteur &c.* Enfin, après avoir été rebelle & contumace au S. Siege durant près de vingt-ans sous quatre Papes, & en avoir demandé pardon dans une confession juridique en 1680; il avoit obtenu un Bref d'absolution, pour parvenir à l'Evêché de Bruges, d'où il passa peu de tems après à l'Archevêché de Malines.

Ce fut ce Prelat qui voulut bien servir en cette occasion d'instrument à la vengeance des Jesuites ses bienfaiteurs. Le P. Q. fut arrêté le 30. Mai 1703. Tous ses papiers furent saisis & mis entre les mains des Jesuites de Bruxelles, d'où ils passèrent bientôt dans celles du P. de la Chaize. Pour lui il fut mis dans les prisons du Palais Archiepiscopal à Bruxelles, où il nous apprend qu'on le traita avec beaucoup de dureté. On lui refusa plusieurs soulagemens necessaires à un homme de 70. ans. Mais ce qui lui fut plus sensible que tout le reste, il ne put avoir la consolation d'assister au Saint Sacrifice de la Messe, pas même le jour de l'Assomption. Un de ses freres qui s'étoit rendu à Bruxelles, ne put obtenir que l'on jugeât son affaire, suivant les formes ordinaires de la Justice: mais Dieu le delivra la même année le 13. de Septembre, des mains de ses persecuteurs, de la maniere que nous l'avons remarqué au commencement; & il se retira bientôt après en Hollande, où il est toujours demeuré depuis.

Ses ennemis ne pouvant plus rien contre sa personne, entreprirent d'attaquer sa reputation & sa doctrine. On s'attendoit qu'ils

tireroient de ses papiers, de ses lettres, de celles de M. Arnauld & de ses amis, qu'ils avoient entre les mains, les preuves des intrigues pernicieuses & des noires intentions qu'ils lui avoient imputées jusqu'alors. Mais lorsqu'on vit paroître peu de tems après (en 1704.) les deux libelles intitulés, l'un *Le P. Q. seditionnaire*; & l'autre, *Le P. Q. heretique*, on fut bien surpris de voir qu'ils n'appuyoient leurs nouvelles accusations contre la doctrine, que sur des propositions tirées de son livre, qui sont presque toutes les mêmes que celles qu'on lit aujourd'hui dans la Constitution.

Ainsi après avoir inutilement cherché dans ses papiers les plus secrets, des preuves des sentimens corrompus dont ils s'étoient ventés de le convaincre, ils furent obligés, suivant la judicieuse reflexion de feu M. de Lionne, Evêque de Rosalie, d'en revenir à son livre, & de fournir eux-mêmes par cette conduite à tous les gens de bon sens, une preuve convaincante de l'innocence du P. Q. „ Former „ d'abord des plaintes contre un livre, disoit „ ce saint Evêque; aller ensuite fouiller dans „ le cœur de l'Auteur pour y chercher ce qu'il „ n'a point exprimé dans son livre; examiner ses papiers les plus secrets pour y trouver des heresies; de là être réduit à en revenir au livre, & à y restreindre toutes „ les preuves de son hereticité: que ce procédé est suspect, & qu'il marque d'envie „ de décrier la doctrine de l'Auteur & de son „ livre, & d'impuissance de le faire!

Quelque tems auparavant pour donner plus d'autorité à leur nouvelle accusation, ils avoient emprunté le nom de M. de Forella de Colongue, Evêque d'Apt, & l'avoient engagé à publier contre le livre des Reflexions une Ordonnance, dont il y a lieu de croire qu'ils étoient les veritables auteurs. Ce Prelat étoit déjà connu par l'approbation qu'il avoit donnée aux visions de Marie d'Agreda, & par une autre Ordonnance qu'il avoit publiée en 1697. & où entre autres choses, il permettoit la chassé à ses Ecclesiastiques, excepté les dimanches & les fêtes, l'aveut & le carême. Il l'étoit encore plus par celle qu'il avoit publiée depuis peu contre le Cas de conscience, & dont on relève les

Bref d'Absolution
du 10.
Mai &
du 1.
Decembre
1661.

Motif de
droit,
Pag. 79.

excès dans un écrit intitulé, *Considérations sur la censure faite par M. l'Evêque d'Apt, qui fut la cause de la retraite de M. Fouillou, à qui on l'attribua.*

Cette dernière Ordonnance contre le livre des Réflexions, qui est datée du 15. octobre 1703. ne demeura pas non plus sans réponse. Le P. Q. la refusa par un Memoire qui est inséré dans l'*Idee generale du Libelle intitulé, CAUSA QUESNELLIANA.* Il y fait voir qu'elle est remplie d'erreurs intolérables. Il en découvre jusques dans le titre, par lequel il paroît que cet Evêque n'avoit pas même vu le livre qu'il censuroit, car il le designe ainsi : *Le nouveau Testament en françois... imprimé à Trevoux ou à Lyon, & se vendant à Paris chez André Pralard à l'Occasion.* Et le nouveau Testament dont il s'agit, ne fut jamais imprimé à Trevoux. Le frontispice des éditions même contrefaites porte qu'il est imprimé à Paris chez André Pralard. Le même frontispice marque de plus, qu'il est imprimé par l'ordre de M. l'Evêque Comte de Chalon, Pair de France, avec Privilege & approbation des Docteurs. Et M. l'Evêque d'Apt omettoit toutes ces paroles essentielles, ou plutôt les Jesuites de son seminaire qui avoient fabriqué cette Ordonnance, les lui avoient cachées, peut-être pour lui faire croire que le nouveau Testament qu'ils lui proposoient de censurer, étoit celui de M. Simon, imprimé à Trevoux, & déjà condamné par M. le Cardinal de Noailles & par M. Bossuet, & non celui du P. Quesnel, autorisé, & pour ainsi dire, adopté par les trois derniers Evêques de Chalon. En effet, ce Prelat étant l'année suivante (1704) à Marseille, dir plusieurs fois à M. l'Evêque de Marseille & à son grand Vicaire, qu'il n'étoit pas vrai, comme le bruit en couroit, qu'il eût fait une Ordonnance contre les Réflexions morales du P. Q. imprimées par l'ordre de M. le Cardinal de Noailles.

C'étoit pourtant ce livre que les Jesuites lui avoient fait condamner, comme favorisant & fomentant le Jansenisme par des propositions téméraires, erronées &c. livre estimé généralement depuis plus de 30 ans, approuvé avec éloges par cinq Docteurs des plus habiles, & par plusieurs Evêques ; examiné & autorisé

de nouveau par M. le Cardinal de Noailles, & enfin justifié par le plus savant Prelat des derniers siècles.

M. le Cardinal de Noailles crut devoir negliger cette entreprise ; & son silence aiant rendu les Jesuites plus hardis, ils dressèrent d'autres Ordonnances semblables qu'ils firent adopter par quelques Evêques du même caractère que M. d'Apt. On y interdisoit avec la lecture de plusieurs livres qu'il leur plaisoit de regarder comme suspects, celle des Réflexions morales qui n'y étoient encore condamnées que d'une maniere generale, le tems d'en faire censurer par les Evêques des propositions en particulier n'étant pas encore venu.

Ces nouveaux coups ne remuent point encore M. le Cardinal de Noailles, qui espéroit qu'à force de menagement, il feroit tomber les armes des mains de ceux qui ne cherchoient que des prétextes pour faire du bruit, & échauffer la dispute : & il n'écouta point les conseils de plusieurs Evêques qui vouloient qu'il se plaignît à l'Assemblée du Clergé de 1705. Feu M. Felix, Evêque de Chalon sur Saône, lui fit même proposer de faire censurer le Mandement d'Apt par cette Assemblée, qui auroit en même tems fait faire une nouvelle édition des Réflexions, qui auroit paru sous son autorité. Il se croioit si assuré de réussir dans ce dessein, qu'il ne demandoit à M. le Cardinal que de ne s'y point opposer. Mais son Eminence suivant toujours le penchant de sa douceur naturelle & de son caractère pacifique, ne put le résoudre à entrer dans cette proposition, dont le succès auroit pu prévenir les troubles qui sont arrivés depuis : au lieu que nous allons voir que les ennemis de M. le Cardinal, & du livre qu'il avoit approuvé, prirent l'occasion de cette Assemblée même pour pousser les choses à l'extrémité.

§. IV.

Troisième attaque contre le livre des Réflexions en 1708, par un Bref du Pape. Ecrits contre ce Bref.

LA Bulle Vincam Domini Sabaoth contre le Cas de conscience étant arrivée en France, au mois de Juillet 1705, elle fut portée

à l'Assemblée générale du Clergé qui se tenoit à Paris, & à laquelle présidoit M. le Cardinal de Noailles. Avant que de la recevoir, cette Assemblée crut devoir établir ces trois maximes, conformes aux Libertés de l'Eglise Gallicane.

1. *Que les Evêques ont droit par infirmitas divina de juger des matières d. doctrine.*

2. *Que les Constitutions des Papes obligent toute l'Eglise, lorsqu'elles ont été acceptées par le corps des Pasteurs.*

3. *Que cette acceptation, de la part des Evêques, se fait toujours par voie de jugement.*

Cette précaution si juste par elle-même, & si nécessaire sous un Pape qui passoit pour avoir plus d'opposition lui seul aux maximes de France, que tous les Ultramontains ensemble, blessa la Cour de Rome par l'endroit le plus sensible. Mais son ressentiment n'éclata que l'année suivante, lors qu'après la levée du siège de Turin, la deroute de nos affaires en Italie donna la liberté au Pape de se plaindre hautement, comme il fit dans deux Brefs qu'il adressa l'un au Roi, & l'autre aux Evêques, de la conduite des Prelats de cette Assemblée. Il disoit entre autres choses dans celui adressé au Roi, ces paroles remarquables : (a) *Qu'ils apprennent à reverer & à exécuter les Decrets du S. Siege touchant la foi Catholique, loin d'avoir la présomption de les examiner ou d'en juger.*

Il ne s'exprimoit pas moins fortement dans celui adressé aux Evêques, dont il n'a paru que des extraits. (b) *Toute l'Eglise universelle, y disoit-il, sais que le Siege du Bienheureux Pierre Apôtre a droit de juger de toute l'Eglise, & qu'il n'est permis à aucun de juger de son jugement. . . . Notre Constitution n'a point été faite pour être examinée, mais pour être exécutée & observée avec l'obéissance que les Evêques ont promise dans leur sacre. On n'attend pas, & on ne vous demande pas vos avis ; mais on vous commande d'obéir &c.*

Ces deux Brefs furent renvoyés successivement

à la Sainteté, & M. le Cardinal de Noailles lui écrivit une lettre où il justifioit la conduite de l'Assemblée, en retranchant les conséquences odieuses qu'on vouloit tirer des maximes qu'elle avoit établies. Cette résistance, quoique respectueuse, ne servit qu'à irriter davantage le Pape. Son indignation retomba principalement sur M. le Cardinal de Noailles, président de l'Assemblée, & un homme de poids qui étoit alors à Rome, se souvint, & rend témoignage depuis plusieurs années, au milieu de Paris, que M. le Cardinal Fabroni dans l'audience de congé qu'il lui donna, lui dit entre autres choses, que l'on sauroit bien trouver dans les Reflexions du P. Q. sur le nouveau Testament, de quoi faire repentir M. de Noailles de la conduite qu'il avoit tenue dans cette Assemblée.

Ce n'étoit pas le premier mécontentement que M. le Cardinal de Noailles eût donné à la Cour de Rome & au Pape Clement XI. en particulier. Il avoit été un des cinq Prelats de France (c) qui dénoncerent à Innocent XII, en 1697. le livre du Cardinal Sfondrate intitulé, *Nodus prædestinationis dissolutus*, & les propositions abominables qui étoient une suite du système de Molina qu'il suivoit dans toute son étendue. 1. *Que du côté de Dieu tous les hommes sont chéris ; que tous sont destinés à la vie éternelle ou à quelque chose de meilleur.* 2. *Que les enfans morts sans baptême étoient à la vérité privés du royaume celeste, mais qu'ils jouissoient d'une félicité naturelle, & étoient préservés du péché : ce qui étoit un bien préférable au royaume celeste même.* 3. *Que si on vous admette que des peuples Barbares aient été dans une ignorance invincible de Dieu, cela même est une grande grâce ET UN GRAND BIENFAIT ; parce que le péché étant essentiellement une offense & une injure faite à Dieu, il suit nécessairement que la connoissance de Dieu ôrée, il n'y a plus ni injure, ni péché, ni peine éternelle.*

D'où les Prelats dénonciateurs concluoient

dicase judicio Non expectare sententiam, sed obedientiam injungere.

(c) Les quatre autres étoient M M. le Tellier Archevêque de Reims ; Bouquet Evêque de Meaux ; de Seve de Rochecouart Evêque d'Asas ; Feydeau de Brou Evêque d'Amiens.

(a) Eiusdem [sanctæ Sedis] de catholicâ fide decreta exequi dicant, non verò discutere aut judicare.

(b) Cuncta per mundum novit Ecclesia, quod fratres B. Petri apostoli de omni Ecclesiâ ius habebat iudicandi, neque cuiquam de ejus liceat ju-

avec justice, que suivant ces principes, les parricides, les meurtriers de leurs rois, les hommes livrés aux excès les plus monstrueux sans impecables, & exemtes des peines éternelles, lorsque Dieu leur a fait cette grace signalée de les laisser dans l'avenglement de leur esprit, & dans une ignorance parfaite à son égard.

L'Assemblée du Clergé de 1700, dont M. le Cardinal de Noailles fut encore sur la fin le président, adopta publiquement cette dénonciation. „ A l'égard du traité composé „ par le Cardinal Celestin Sfondrate, portant les actes de cette Assemblée, la dénonciation qui en a été faite au S. Siege & au Pape, nous doit mettre en repos; le grand „ & saint Pontife aiant reçu cette affaire pour la juger par son autorité Apostolique, „ comme il l'a temoigné lui-même par le „ Bref qu'il en a écrit à cinq d'entre nous „ le 6. de Mai, la sixième année de son „ Pontificat : c'est ce que nous pouvions le „ plus désirer. C'est pourquoi il ne nous parait pas nécessaire d'examiner ce livre. Ce „ pendant nous ne devons pas oublier la „ doctrine que S. Augustin a défendue contre les Semi-pélagiens, que l'Eglise Romaine a adoptée, & qu'elle a recommandé dans les premiers siècles à l'Eglise „ Gallicane.

Ces différens coups portés contre le livre du Cardinal Sfondrate retomboient sur le Cardinal ALBANO, qui fut élevé cette même année au souverain Pontificat sous le nom de Clement XI. On fait qu'il étoit le protecteur déclaré de cet ouvrage qu'il avoit fait imprimer, & que sur les premiers bruits qu'il avoit excités, il avoit écrit plusieurs lettres à M. le Cardinal de Noailles, pour empêcher qu'il ne fût condamné en France. Fabroni, alors secrétaire de la Propagande, & aujourd'hui Cardinal, s'étoit joint à lui, pour engager le P. Gabrieli Feuillant, à faire un gros livre pour sa défense, contre un écrit qui en attaquoit 40. propositions. * Ils ne distribuèrent que très peu d'exemplaires de ce livre, & ils en refusèrent un à l'auteur

même de l'Ecrit des 40. propositions; ce qui fit qu'il demeura sans réplique : circonstance qu'ils furent si bien faire valoir auprès du bon Pape Innocent XII, qu'il donna le Chapeau au P. Gabrieli dans la promotion des quatre Cardinaux qu'il fit dans sa maladie. Ce Feuillant étoit Thomiste, & convaincu des sentimens de S. Augustin sur la grace : mais soit qu'il eût changé de sentiment, soit à la faveur de la probabilité, il crut pouvoir défendre le livre de Sfondrate par un ample recueil de passages des nouveaux scholastiques qui avoient enseigné des opinions semblables, & s'élever par là au Cardinalat. C'étoit un fait si connu à Rome qu'il n'y étoit parvenu que par cette intrigue, que l'auteur de l'Ecrit des 40 propositions étant allé voir le lendemain de la promotion, le Cardinal Casanate, cette Eminence lui dit aussi-tôt, en parlant de Gabrieli, *Vosira signoria l'ha fatto Cardinale.*

Le Cardinal ALBANO, devenu Pape, n'avoit pas oublié l'inquietude que le zèle de M. le Cardinal de Noailles lui avoit causé pour un livre qui lui étoit si cher; & les avis sérieux qu'il prit la liberté de lui donner aussitôt après son élévation à la Papauté, au sujet des affaires de la Chine, avoient encore augmenté son ressentiment à son égard.

D'un autre côté, le livre des Réflexions déjà odieux par lui-même à la Cour de Rome, parce qu'il soutenoit hautement les droits des Evêques, & l'indépendance des Rois, l'étoit devenu bien davantage, depuis que l'Auteur avoit donné au public le livre intitulé : *Avis sinceres aux Catholiques de Hollande* ; & celui des *Abus & Nullités des decrets du 4. Octobre 1707, contre M. l'Archevêque de Sebasie* ; où il decouvroit toute l'injustice de la conduite de Rome à l'égard de ce pieux Archevêque, & de l'Eglise catholique de Hollande.

Toutes ces raisons jointes aux sollicitations puissantes des Jésuites, qui firent agir toutes sortes de ressorts, déterminèrent la Cour de Rome à éclater contre les Réflexions du P.

* M. du Vauzel, qui avoit été Théologal d'Alais sous M. Poyvillon, & qui depuis la mort de ce saint Evêque, s'étoit retiré à Rome, où il étoit connu sous le nom de Valoni, avoit com-

posé cet écrit, qui se trouve avec quelques autres dans un Recueil imprimé en 1700. sous le titre de *Augustiniana Ecclesia Romana doctrina*, contre le livre de Sfondrate.

PAG. 226
266. 301.

Q. & lui firent fermer les yeux aux inconveniens auxquels elle s'exposoit, en condamnant un livre qu'elle avoit jugé irrépréhensible sous Innocent XII. On nomma pour l'examiner *quelques Cardinaux & quelques Qualificateurs*, qu'on avoit été disposés à le trouver condamnable. L'auteur des *Entretiens sur le Decret de Rome* semble marquer que ces Cardinaux étoient Fabroni & Gabrieli : le premier, déclaré partisan du Molinisme, & recusable par plusieurs autres endroits ; & le second encore plus recusable par l'apologie qu'il avoit faite du livre du Cardinal Sfondrate dénoncé par M. le Cardinal de Noailles : & qu'entre les Qualificateurs étoient le P. Damascene, Franciscain, premier approbateur du même livre de Sfondrate, & qui en avoit fait par ordre du Cardinal ALBANO la préface & l'éloge.

Mais le Theologien qui fut chargé de la relation ou du rapport du livre, & qui par là eut le plus de part à cette affaire, fut, selon le même Auteur, un Prêtre Italien, nommé Castelli, de la Congregation de la Mission. Sur quoi cet Auteur fait remarquer par un de ses interlocuteurs, que c'est un spectacle „ assez singulier & assez surprenant, que de „ voir un Lazariste établi examinateur, juge „ & censeur de l'Archevêque de Paris, qui „ avant que d'être Docteur par le caractère „ Episcopal, étoit déjà Docteur de Sorbonne „ ne ; d'autres Evêques qui étoient aussi „ Docteurs de la même Faculté, & de plusieurs Curés de Paris, & d'autres Docteurs „ distingués par leur capacité & par leur „ mérite.

Quoique de pareils examinateurs ne dussent pas naturellement être fort difficiles à se déclarer contre un livre, contre lequel plusieurs d'entr'eux étoient déjà prévenus, cependant, si on en croit le même Auteur, ils furent partagés, & la condamnation ne l'emporta que de deux suffrages. C'est ainsi que fut formé le Bref ou le Decret du 13. Juillet 1708. contre le nouveau Testament du P. Q. qui y est chargé sans aucun discernement,

des qualifications les plus atroces, & condamné au feu comme le livre le plus pernicieux qui eût encore paru. On eut seulement l'attention, par rapport à la forme, de n'y point insérer les clauses ultramontaines qui sont ordinaires dans ces sortes de Decrets, parceque ceux qui en avoient été les promoteurs, avoient flatté la Cour de Rome, qu'ils avoient assez de credit pour le faire recevoir en France, pourvu qu'il n'y eût point de clauses contraires aux usages de ce royaume. Mais tout ce qu'ils purent obtenir fut d'empêcher qu'il ne fût supprimé par les Parlements. On assura même dans le tems, que le Parlement de Paris aiant sçu qu'on en repandoit des copies manuscrites, en avoit ordonné la suppression par un arrêt donné sur la requisition de MM. les Gens du Roi. Mais si le fait est vrai, l'arrêt ne fut point publié.

Une circonstance remarquable dans ce Bref, c'est qu'afin que M. le Cardinal de Noailles ne pût douter du véritable motif qui l'avoit attiré, le Pape y affectoit de s'y servir des mêmes expressions dont s'étoit servi M. de Noailles dans la lettre qu'il avoit écrite avec ses quatre collègues à Innocent XII. contre le livre du Cardinal Sfondrate. Il l'avoit accusé d'avoir abusé des divines Ecritures pour appuyer ses opinions nouvelles. Ce même reproche, qui est répété dans la Constitution, regnoit dans tout le Bref du Pape contre le livre du P. Q. Il avoit comparé les sentimens pernicieux de Sfondrate *a des toiles d'araignées tendues pour surprendre les simples* (a) ; le Pape s'élevait de même contre les esprits orgueilleux qui sous prétexte de piété *tendent des pieges pour surprendre les âmes innocentes & peu attentives* (b). Il avoit demandé la condamnation de ces sentimens *relâchés qui sous l'apparence de piété en ruinoient tout l'esprit* (c) ; le Pape à son tour condamnoit sur le rapport des examinateurs le livre du P. Q. comme renfermant des notes & des réflexions qui avoient à la vérité l'apparence de piété, mais qui conduisoient artificieusement à en ruiner l'esprit (d). Et pour rendre le pa-

Paroles de la Lettre des Evêques,

(a) *Telas aranea tenentur quibus innocentes animae capiuntur.*

Paroles du Bref.

(b) *Si praesertim pietatis obtentu ipsam pietatis sententiam incantant.*

(c) *Degeneres mollesque sententias quae pietatis speciem pietatis, sed ad obtentu rem ipsam pietatis virtutem ejus adnegandam infringunt.*

(d) *Habentes quidem speciem pietatis, sed ad obtentu ejus adnegandam subdole deducunt.*

rallele plus parfait , & encherir même sur l'idée que les Evêques avoient donnée du livre de Sfondrate, le Pape ajoutoit que parmi les Réflexions du P. Q. il se trouvoit un grand nombre de propositions & de maximes séditieuses, temeraires, dangereuses, erronées, déjà condamnées, & qui résentoient & même exprimoient ouvertement l'hérésie jansenienne.

Ce Bref qui n'avoit été annoncé que peu de tems auparavant, surprit lorsqu'il parut en France. On ne reconnoissoit point la politique, la sagesse & la lenteur ordinaire à la Cour de Rome, dans la précipitation dont elle avoit usé dans une affaire de cette importance. On devinoit encore moins sur quoi on avoit pu appuyer la censure outrée qui y étoit portée. Mais, comme ce Decret ne fut point reçu, il fut bientôt négligé, & il ne diminua rien de l'estime des personnes éclairées dont le livre qui y étoit flétri, étoit en possession depuis près de 40. ans. Il servit seulement à donner plus de hardiesse aux Jésuites, & à préparer les voies à la Constitution qu'ils obtinrent cinq ans après.

On vit bientôt paroître pour réponse à ce Bref un petit écrit sans nom d'Auteur, mais que le public crut avoir été composé par l'ordre de M. le Cardinal de Noailles. On justifioit le P. Q. des principales accusations que l'on formoit contre son livre, en faisant voir :

1, Qu'il y enseignoit les maximes les plus exactes sur l'indépendance des Rois, & sur l'obéissance qui leur est due : ce qu'on prouvoit par une longue suite de passages, qui en étoient extraits, pendant qu'on lisoit avec horreur dans une colonne opposée, les excès où étoient tombés sur ce point les principaux Jésuites qui étoient cités à la marge, & qui enseignoient, (a) *Que le Pape a une puissance souveraine sur les Rois & sur les Roiaumes ; qu'il peut les déposséder de leurs Etats, & en mettre d'autres plus capables à leur place ; (b) Qu'il peut imposer des tributs dans un royaume étranger ; (c) Que le Roi de France n'a pas plus d'autorité sur les Ecclesiastiques de son royaume que sur les peuples d'Angleterre ; Que*

*les sujets ne peuvent obéir à un Roi qui favorise l'hérésie ; (d) Qu'il est permis à un particulier de tuer un Roi qui s'est injustement emparé de la Couronne &c.**

2, Que la traduction du N. T. du P. Q. étoit différente de celle de Mons : ce qu'on prouvoit aussi par la confrontation d'un grand nombre de passages.

3, Que l'auteur n'avoit soutenu aucunes V. propositions : ce qu'on prouvoit d'ailleurs même par plusieurs endroits de son livre qui disoient nettement le contraire.

Il parut au milieu de l'année suivante (1709.) un ouvrage plus important sur ce même Bref. C'est celui que nous avons souvent cité, & qui a pour titre : *Entretiens sur le Decret de Rome contre le N.T. de Châlons &c.* On y découvroit les véritables motifs de ce Decret, qui sont les mêmes que ceux que nous venons de rapporter ; & on en faisoit voir les abus dans la matière & dans la forme. On y justifioit la conduite sage & irrépréhensible de M. le Cardinal de Noailles, dans la manière dont il avoit autorisé la traduction du N. T. & les Réflexions qui l'accompagnoient. On y soutenoit les droits sacrés des Evêques, & on appuioit tout cela d'un recueil de pieces anciennes & modernes qui achevoient de mettre dans la dernière évidence l'injustice & l'irregularité de ce Bref. Mais tout est inutile quand on a affaire à des adversaires du caractère des Jésuites. Les raisons les plus fortes, & les preuves les plus convaincantes ne servent qu'à leur faire redoubler leurs efforts pour venir à bout de leurs desseins.

§. V.

Quatrième attaque contre le livre des Réflexions en 1710, par le mandement de M. M. les Evêques de Luçon & de la Rochelle, & par celui de M. l'Evêque de Gap. Ordonnance de M. le Cardinal de Noailles contre ces Mandemens.

CE n'étoit pas assez pour les ennemis implacables, & alors tout-puissans, de M. le Cardinal de Noailles, que le livre du P. Q.

cette horrible tradition à l'an 1661. & la conduir jusqu'à notre tems. Il est imprimé dans le Recueil des pieces qui regardent l'Histoire du P. Jouvenoy.

* On peut voir cette matière traitée avec étendue dans un écrit de près de 300. pages intitulé : *Sentimens des Jesuites permiseux à l'autorité & à la vie des Souverains*, qui commence

(a) ASOT

(b) Lef. bul.

(c) Sali. m. 1000.

parût avoir été flétri publiquement par le S. Siège, avec lequel ils confondent toujours le Pape, de quelque maniere qu'il agisse. Il falloit que ce Cardinal bût jusqu'à la lie le calice de la colere de la Société, & qu'il condannât lui-même le livre qu'il avoit approuvé. Le P. de la Chaife en avoit prononcé l'arrêt, & le P. Tellier, qui lui avoit succédé en 1709. & qui joignoit à une plus grande animosité une habileté déjà éprouvée dans les intrigues, étoit fort propre à le faire exécuter.

Le moyen qu'il imagina pour y réussir, fut de faire disparaître les Jesuites de la dispute, & de se servir du nom des Evêques qui leur étoient dévoués pour faire la guerre à celui qu'ils haïssoient. M. de Lescure Evêque de Luçon, & M. de Champflour Evêque de la Rochelle furent choisis pour porter le premier coup. M. de Malissoles Evêque de Gap, & quelques autres que la découverte de l'intrigue empêcha de se déclarer, furent destinés pour les soutenir. Cependant les Jesuites devoient se contenter de continuer à insinuer en secret à toutes les personnes qu'ils dirigeoient, que la doctrine de M. le Cardinal de Noailles étoit suspecte; que quelque conduite qu'il affectât de tenir en public à l'égard du Jansenisme, il le favorisoit en secret, & ne paroïssoit le condamner que pour se conserver les bonnes grâces du Prince.

Le projet ainsi formé, le P. Tellier fit adopter & signer le 15. Juillet 1710, par M. M. de Luçon & de la Rochelle une Ordonnance & Instruction Pastorale composée par les Théologiens de la Société, où pour nous servir des termes d'un Memoire qui parut dans ce tems-là, ces deux Evêques avec une supériorité de lumieres que n'avoient point eues les deux M. M. de Noailles, M. Vialart, M. d'Urfe, M. Boissuet, & tant d'autres qui avoient regardé les Reflexions morales comme un livre excellent, vinrent apprendre au public, après 40 ans d'illusion; que ce livre étoit plein de dogmes impies, & d'un poison qui portoit la mort dans le cœur : *Que les blasphemes de l'herésie de Jansenius y sont répandus en ces endroits : Que toutes les*

Secte s'y trouvent enseignées presque à chaque page : Que l'on voit évidemment que c'est par tout la même doctrine, par tout le système impie, qui fait Dieu injuste & cruel ; qui de soi anéantit la charité, l'espérance, la vigilance chrétienne, qui inspire à l'homme l'indolence pour le bien, la tranquillité dans le crime, &c.

Pour insulter plus ouvertement à M. le Cardinal de Noailles, les neveux de ces deux Prelats, qui demeuroient à Paris au séminaire de S. Sulpice, distribuèrent cette piece scandaleuse, & la firent afficher avec affectation à tous les coins des rues de Paris, & sur tout aux environs de l'Eglise Metropolitaine de Notre Dame, & aux portes mêmes de l'Archevêché, où l'on compta plus de vingt affiches.

A ce coup son Eminence se reveilla, & commença à agir. Il fit sortir les deux neveux du séminaire de S. Sulpice. Les oncles s'en plaignirent par une lettre au Roi dans les termes les plus outrageux contre M. le Cardinal. Ils s'efforçoient de rendre sa foi suspecte, à cause de l'approbation qu'il avoit donnée au livre du P. Q. & comme s'il avoit déjà été à la tête d'un parti prêt à se déclarer contre la religion, ils faisoient faire au Roi cette reflexion : *Que les nouveautés, en matière de Religion, n'ont jamais prévalu dans les Etats qu'autant qu'elles ont été appuyées par des Evêques puissans & redoutables à leurs confreres ; & que les plus grands maux de l'Eglise sous les Empereurs chrétiens, étoient venus des Evêques des villes impériales, qui abusèrent de l'autorité que leur place leur donnoit. Il y a lieu de croire, ajoutoient-ils, que M. le Cardinal cédera à ce zèle auquel rien n'a résisté. Mais si Votre Majesté n'étoit pas assez heureuse, pour faire passer enfin ce Prelat du côté qu'il faut, nous osons espérer de votre piété, Sire, que vous ferez retrancher votre privilège DU PLUS PERNICIEUX LIVRE QUE L'HERESIE AIT ENFANTÉ.*

M. l'Evêque de Gap vint au secours de ses illustres Confreres, l'année suivante. Son Mandement daté du 4 Mars 1711 fut imprimé à Paris, où selon les apparences il avoit été composé, & où on en débita presque tous les exemplaires. Il y appuyoit de son autorité la condamnation que ces Prelats avoient faite

du

du livre du P. Q. l'année précédente. Mais ayant voulu joindre à cette condamnation celle de plusieurs autres livres odieux aux Jeſuites, le choix de ces livres & des ſentimens qu'il y cenſuroit, trahit les véritables auteurs de ſon Mandement; & tout le monde reconnut aiſément qu'il n'avoit fait que prêter ſon nom aux Apologiftes des Caluiſtes, & aux ennemis de la doctrine de S. Auguſtin. Il y enſeignoit, ſi l'on peut juger de la doctrine par les propoſitions qu'il condamnoit dans le P. Juénin :

Que la fornication peut être commiſe par une ignorance invincible, lors même qu'elle eſt la punition d'un péché ;

Qu'on doit donner l'abſolution à celui qui après avoir commis le péché de fornication, s'eſt efforcé durant pluſieurs heures d'en concevoir la douleur qu'a méritée une telle offenſe ;

Qu'on doit l'accorder à celui qui ne ſuccombe plus qu'une fois le mois à une mauvaiſe habitude, au lieu qu'il y ſuccomboit auparavant toutes les ſemaines.

Il y déclaroit enſuite que les écrits de S. Auguſtin ſont dangereux ſur les matieres de la grace, & ſi obſcurs que l'on ne ſait encore qui des Thomiſtes ou des Moliniſtes les ont mieux entendus, auſſi-bien que ceux de S. Thomas.

La conduite ſi irrégulière de ces Prelats, & les maximes dangereuſes renfermées dans leurs Mandemens, leur attirerent l'indignation publique. Les Chanoines de Paris, par délibération capitulaire du 24. Avril 1711, députerent à M. le Cardinal fix d'entre eux avec leur Doyen, pour lui marquer leur juſte douleur & la part qu'ils prenoient à l'injure qui lui étoit faite par la lettre adreſſée au Roi. Les Curés, les Supérieurs de Communautés, quelques Communautés même en corps, & une foule de Docteurs remplirent ſes audiences pour lui porter leurs plaintes des deux Mandemens. A leurs inſtances réitérées S. E. ſe determina enſin à faire une Ordonnance contre ces deux écrits. Elle eſt datée du 28 Avril 1711, & elle fut affichée le dimanche ſuivant 3 de Mai aux portes de toutes les Eglifeſ, avant que les Jeſuites en euſſent eu connoiſſance.

M. le Cardinal y expoſoit d'abord en abrégé les erreurs & les maximes dangereuſes qui étoient repandues dans ces Mandemens, dont, diſoit-il, les Protécteurs de la morale relâchée tiroient déjà un grand avantage. Puis il rappelloit ce qu'il avoit fait en différens tems contre toutes les nouveautés qu'on avoit voulu introduire dans ſon diocèſe, afin de ſe mettre à couvert des reproches de Janſeniſme que cette démarche pouvoit lui attirer. Enſuite pour prévenir l'objection qu'il prevoit bien qu'on lui feroit, que n'ayant point de juridiction ſur les confreres, il n'avoit pas droit de condamner leurs Mandemens, il marquoit, qu'il ne pouvoit imputer à des Evêques du Clergé de France une conduite & des écrits ſi peu dignes de leur caractère : & que c'étoit un artifice viſible des ENNEMIS DE L'EPISCOPAT, qui avoient oſé ſe ſervir du nom même des Evêques pour les diviſer, & pour attaquer la doctrine de l'Egliſe. Enſin il défendoit ſous les peines de droit aux fidèles de ſon diocèſe de lire & de garder ces écrits.

Cette Ordonnance fut reçue dans Paris & dans toute la France avec beaucoup d'applauſſement, non ſeulement par les perſonnes inſtruites de ces matieres, mais même par les perſonnes indifférentes ſur le fond de la diſpute, mais deſintereſſées, qui avoient été choquées du procédé indécent des trois Evêques à l'égard de M. le Cardinal de Noailles. Mais elle attira de grandes plaintes de la part de ceux qui avoient fait agir ces Prelats & de leurs amis : ce qui comprend tous ceux qui étoient attachés aux Jeſuites ou à S. Sulpice. Ils n'oſerent pas prendre ouvertement la déſenſe de la doctrine des Mandemens, ni s'élever contre la cenſure que M. le Cardinal de Noailles en avoit faite; mais ils lui conſtenterent le droit de cenſurer des Mandemens d'Evêques, ſur leſquels il n'avoit aucune juridiction, & ſoutinrent que ſon Ordonnance étoit une entrepriſe contraire aux droits de l'Epifcopat & à toutes les loix, & une injure faite à ſes Collegues, dont il ne pouvoit ſe diſpenſer de leur faire ſatisfaction. Ils la démanderent au Roi qui renvoya à M. le Dauphin l'examen de l'affaire, & nomma des Commiſſaires pour y travailler ſous ſes ordres.

Nous verrons dans la suite jusqu'où cette affaire fut poussée, & les incidens qui y survinrent jusqu'à la mort prématurée de ce Prince, qui la laissa indécise.

Cependant cette question devint aussi un sujet de dispute entre les Théologiens. Il se fit quelques écrits pour & contre la prétention des Evêques. On soutenoit dans les premiers, qu'un Evêque étoit bien en droit de défendre la lecture d'un livre d'un autre Evêque, qui seroit affiché & répandu dans son diocèse, mais qu'il ne pouvoit en user de même à l'égard d'un Mandement, qui étoit un acte de juridiction, auquel on ne pouvoit toucher à moins que l'on ne fût le Supérieur de l'Evêque qui avoit fait cet acte; & qu'à l'égard de l'affiche des Mandemens qu'on avoit faite à Paris, c'étoit un fait de simple police, dont le libraire seul étoit responsable, & qui n'étoit point un exercice de juridiction de la part des auteurs de ces Mandemens, mais seulement une suite du pouvoir qu'ils avoient, en vertu du privilège du Roi, de les faire imprimer & débiter dans tout le Royaume.

On soutenoit au contraire dans les écrits faits en faveur de M. le Cardinal de Noailles, que ces distinctions de livres & de Mandemens étoient inconnues avant ces derniers siècles; puisque tout ce qu'un Evêque enseignoit à son peuple, il l'enseignoit comme Evêque, comme interprète de la foi, & comme juge de la doctrine: Que lorsque ces Mandemens avoient été affichés dans Paris, & que M. le Cardinal s'en étoit plaint, on avoit répondu que les Evêques qu'ils avoient fait afficher, n'avoient fait que ce qui étoit permis à tous les Auteurs qui faisoient de même afficher leurs livres: Qu'ainsi, lorsque ces Mandemens avoient été affichés, ils n'étoient que des livres; & que lors qu'ils avoient été censurés, ils étoient devenus des Mandemens & des actes de juridiction: Que s'ils n'étoient que des simples livres, M. le Cardinal avoit pu les censurer; & que s'ils étoient des actes de juridiction, les Evêques n'avoient pu les faire afficher & publier dans le diocèse de M. le Cardinal sans sa permission: Qu'en tout cas, soit qu'ils fussent livres ou mandemens, c'étoit une mauvaise doctrine

affichée & publiée, & par conséquent un délit commis dans le diocèse de Paris: Que tout Evêque étoit juge des délits de cette nature commis dans son diocèse, & avoit le pouvoir de s'opposer qu'on n'infestât son diocèse par des nouveautés dangereuses: Que chaque Evêque avoit droit d'instruire son peuple de vive voix & par écrit; mais qu'il n'avoit point reçu le pouvoir d'instruire les fideles d'un autre diocèse: Que comme il ne pouvoit faire aucune instruction de vive voix dans un diocèse étranger, sans la permission de l'Ordinaire, il ne pouvoit aussi y faire publier des instructions par écrit, qui portoient les marques de son autorité: Que l'on ne permettoit pas même aux Papes de publier & de faire afficher en France leurs Constitutions, qu'elles n'eussent été acceptées par les Evêques: Que la défense que fait un Evêque, de lire un livre ou un Mandement, n'étoit point un acte de juridiction qu'il exerçât sur le livre ou sur le Mandement, mais seulement sur son peuple; ce qui paroîtroit par les défenses qui avoient été faites en quelques occasions à certaines personnes de lire certains livres de l'Ecriture: Que d'ailleurs M. le Cardinal n'avoit pas condamné ces Mandemens, comme des Mandemens d'Evêques, mais comme des écrits de Jésuites; & qu'ainsi l'autorité Episcopale étoit à couvert. On appuyoit tous ces principes par un grand nombre d'exemples de l'histoire Ecclesiastique & de faits récents, qui paroîsoient mettre ce point de discipline dans une évidence à laquelle il étoit difficile de ne se pas rendre.

§. VI.

Projet d'une nouvelle attaque contre M. le Cardinal de Noailles, & contre le livre des Reflexions qui est decouvert par une lettre de l'Abbé Bochart de Saron. Pouvoirs de prêcher & de confesser ôtés aux Jésuites. On imprime la Justification des Reflexions par M. Bossuet.

LE coup d'éclat & de vigueur que M. le Cardinal de Noailles avoit fait en condamnant le Mandement de M. M. de Luçon

& de la Rochelle, & celui de M. de Gap, ne rallentit point les attaques du P. Tellier : il lui fit seulement changer quelque chose aux mesures qu'il avoit prises. Au lieu de Mandemens semblables, que les autres Evêques devoient à la Société devoient publier, il fut résolu dans son conseil, qu'on seroit écrire secrètement par tous ces Prelats des lettres au Roi contre la conduite de M. le Cardinal de Noailles & contre le livre du P. Q. qu'ils prévien droient ainsi l'esprit de sa Majesté, & accableroient infailliblement par ce moyen leur ennemi. Les ordres furent aussitôt dépêchés aux Evêques. On ne s'en remit pas même à eux pour la lettre qu'ils devoient écrire, elle leur fut envoyée toute dressée : on ne leur laissa que la peine de la signer. Déjà trente avoient obéi, si on en croit l'Abbé Bochart de Saron, On attendoit incessamment la signature des autres, & le P. Tellier s'applaudissoit déjà du succès de son intrigue, lorsque par un coup singulier de la providence le mystère de tenebres & d'iniquité fut dévoilé aux yeux de toute la France.

Une personne qui est demeurée inconnue jusqu'ici, fit remettre entre les mains de M. le Cardinal de Noailles un paquet que M. l'Abbé Bochart de Saron, Tresorier de la sainte chapelle de Vincennes, & Ex-Jésuite, envoioit à M. l'Evêque de Clermont son oncle. Il renfermoit deux pieces ; une lettre de cet Abbé, datée du 15 Juillet 1711, & un projet de lettre au Roi.

La lettre de l'Abbé de Saron étoit conçue en ces termes.

„ J'ai eu d'assez longues conferences avec
„ le R. P. touchant l'affaire des deux Evê
„ ques & de son Eminence. Voici, mon très
„ honoré Seigneur & Oncle, où les choses
„ en sont. M. le Dauphin, Mrs. l'Archevê
„ que de Bourdeaux, l'Evêque de Meaux, de
„ Beauvilliers, Voisin, & Desmaretz, tra
„ vaillent par l'ordre du Roi à examiner le
„ fond de l'affaire ; & quand ils auront trou
„ vé les biais nécessaires pour finir la con
„ testation, ils en feront le rapport à sa
„ Majesté. Pour les procédés personnels, on
„ est dans la résolution de donner quelque
„ satisfaction à son Eminence. Mais pour le

„ fond, les deux Evêques gagneront leur
„ procès. Le livre du P. Q. sera proscrit, &
„ l'on fera justice aux Evêques que le Man
„ dement de son Eminence attaque. J'ai vu
„ entre les mains du P. le Tellier plus de
„ Lettres des meilleures têtes du Clergé, qui
„ demandent justice au Roi du procédé
„ son Eminence ; & le P. le Tellier m'a dit
„ qu'avant huit jours il en auroit encore au
„ tant. Le secret est promis à tous ceux qui
„ en écriront ; & jamais son Eminence n'en
„ public n'en auront aucune connoissance
„ J'ai l'honneur de vous envoyer la lettre au
„ Roi, que le P. le Tellier vous prie de
„ signer. Il en a gardé une copie pour l'en
„ voir sans signature à plusieurs Prelats qui
„ lui demandent un modele. Il faut, s'il
„ vous plaît, que vous y mettiez une enve
„ loppe & un cachet volant . . . Le P. le
„ Tellier n'a point vu le préambule du Man
„ dement que vous devez signer avec M. de
„ S. Flour. Il trouve votre precaution sage
„ de souhai ter qu'il soit vu ici avant que d'en
„ paroître : vous pourrez me l'adresser, si
„ vous le souhaitez. Je le donnerai à des
„ bons REVISSEURS qui l'éplucheront exac
„ tement Dans l'impatience où est
„ le P. le Tellier de votre lettre au Roi, vous
„ ne pouvez l'envoyer trop tôt.

La lettre au Roi, dont parle l'Abbé de Saron, étoit conçue en ces termes :

SIRE.

„ Je ne prendrois pas la liberté de faire
„ mes très humbles remontrances à votre
„ Majesté sur le procédé de M. le Cardina
„ de Noailles, à l'égard des Evêques de
„ Luçon & de la Rochelle, si le devoi
„ Episcopal, & ma conscience pouvoit in
„ permettre de demeurer dans le silence.
„ ne me convient point d'entret dans le dé
„ tail de tout ce qui s'est passé entre son Emi
„ nence & les deux Evêques. Ils ont e
„ l'honneur d'écrire à votre Majesté, dor
„ nous respectons les lumieres & la sagesse
„ & dont nous admirons le zèle pour la reli
„ gion & pour la bonne doctrine. Nous n
„ nous plaignons, Sire, que de l'entrepris
„ de M. le Cardinal contre l'autorité Episco

„ pale , & contre les regles inviolables de la
 „ discipline Ecclesiastique. Il ne lui est pas
 „ permis de condamner leurs opinions, ni de
 „ flétrir leurs Mandemens par des censures
 „ publiques. Les Assemblées Provinciales ,
 „ les Conciles generaux peuvent reformer les
 „ jugemens des Sieges particuliers : chaque
 „ Evêque dans son diocèse n'a aucune puis-
 „ sance legitime pour le faire. Tel est l'ordre
 „ prescrit par les canons. Tels sont les privi-
 „ leges de l'Eglise de France , dont vous
 „ êtes, Sire , le glorieux protecteur. M. le
 „ Cardinal l'a voit jugé ainsi , lorsque l'on vit
 „ paroître le Mandement de M. l'Evêque de
 „ S. Po. is sur le Cas de conscience. Le man-
 „ dement des Evêques de Luçon & de la Ro-
 „ chelle contre un livre condamné par un
 „ Bref Apostolique , censuré par un grand
 „ nombre d'Evêques de votre royaume , me-
 „ ritoit du moins les mêmes égards.

„ Cependant , Sire , les fidèles sont
 „ scandalisés , les novateurs , dont tout l'es-
 „ poir & toute la ressource sont dans le trouble
 „ & la division , profitent de la mesin-
 „ telligence qui se trouve dans le corps même
 „ des Pasteurs ; le zele devient plus timide
 „ par la crainte des contradictions , les peu-
 „ ples perdent la confiance & la soumission
 „ qu'ils doivent à ceux qui sont établis de
 „ Dieu pour les conduire , & la liberté du
 „ saint ministère est affoiblie. J'ai cru , Sire ,
 „ que le caractère dont il vous a plu de
 „ m'honorer , l'amour de la verité & de la
 „ paix , l'experience que j'ai acquise dans le
 „ long gouvernement d'un grand diocèse ,
 „ l'attention que j'ai toujours apportée à
 „ établir la saine doctrine , & à préserver le
 „ troupeau qui m'a été confié , de la conta-
 „ gion des nouvelles erreurs : j'ai cru , Sire ,
 „ que toutes ces raisons pouvoient autoriser
 „ la liberté que je prens aujourd'hui d'im-
 „ plorer la protection de votre Majesté , &
 „ d'avoir recours à la sagesse de ses conseils
 „ dans une occasion où la religion , la cha-
 „ rité chretienne , l'unité de l'Episcopat , la
 „ hierarchie Apostolique , & l'édification
 „ publique sont également interessées. J'ai
 „ l'honneur d'être avec la plus sincere vene-
 „ ration , & le plus profond respect , &c.

Ces deux lettres furent aussi-tôt rendues

publiques par l'impression qu'on en fit sans
 la participation de M. le Cardinal , qui tenoit
 dans un grand secret les originaux qu'on lui
 avoit envoyés , & à qui même le public re-
 procha de n'avoir pas tiré de cet événement
 l'avantage qu'il en devoit naturellement tirer
 pour faire entierement échouer ce complot
 par la punition de celui qui en étoit l'auteur.

L'Abbé de Saron voyant toute l'intrigue
 ainsi decouverte , voulut bien décharger à
 ses dépens le P. Tellier de la honte de cette
 affaire. Il le fit par une lettre qu'il lui écrivit
 aussitôt , & dont il répandit des copies dans
 le public. *Il est faux , y disoit-il à ce Pere ,
 que ce soit vous ni aucun Jesuite qui m'aiez
 porté à prier mon oncle de la signer (la lettre
 au Roi) & à l'écrire. Je l'avoue & la soutiens
 toute entiere de moi. Pourquoi en rougirais-je ?
 C'est pour la défense de la verité & de la saine
 doctrine.* Mais comme la premiere lettre in-
 sinuoit le contraire , cette protestation ne fit
 point changer de sentiment au public , qui
 s'opiniâtra à croire que le projet de lettre au
 Roi étoit veritablement du P. Tellier.

M. le Cardinal aiant aussi reconnu évidem-
 ment par cette decouverte , que les Jesuites
 étoient les auteurs de ce noir complot , ne
 crut pas devoir continuer à plusieurs d'en-
 tr'eux les pouvoirs de prêcher & de confes-
 ser , qui expiroient cette année 1711 pour
 la Maison professe. Il en fit autant l'année
 suivante , à l'égard du College & du No-
 viciat.

Toute la Societé fut solidairement outrée
 de cette reforme , & aiant trouvé M. le
 Cardinal inflexible sur le rétablissement de
 ceux qu'il avoit interdits , ils se réunirent
 tous pour travailler à sa perte. Le P. Tellier
 plus aigri lui seul que tout le reste ensemble ,
 dit à un de ses amis , qu'il falloit absolu-
 ment , ou que le Cardinal de Noailles fût
 déposé de son Archevêché , ou que lui Pere
 Tellier perdît sa place de Confesseur du
 Roi.

Pendant tous ces demêlés on avoit fait
 imprimer en 1710. la *Justification des Refle-
 xions morales* par M. Bossuet Evêque de
 Meaux. Nous avons remarqué au commen-
 cement , qu'il la composa en 1699. pour
 l'opposer au Probleme ; & la Providence ,

Proteſ-
tation,
pag. 4.

dit le P. Q. dans l'un de ſes Ecrits, en fit différer la publication juſqu'en-1710. pour conſolider l'injuſte cenſure de Luçon & de la Rochelle, & pour prévenir & éclairer les Cenſeurs de Rome, s'ils avoient eu la liberté ou la capacité pour en profiter.

Ce ſavant Prelat y fait d'abord le recit des premiers ſuccès qu'avoit eu le livre des Réflexions, & des différens examens par où il avoit paſſé. Enſuite il le juſtifie en particulier ſur les propoſitions que l'on y reprenoit, & qui ſe trouvent preſque toutes aujourd'hui dans la Conſtitution, comme ſont celles où il eſt parlé de la foibleſſe de la volonté, de la force de la grace, de la charité & de la cupidité, de la crainte ſans amour, de l'E-

pag. 71.

gliſe, des perſecutions &c. „ On ne con-
„ tredit les Réflexions, dit-il, que par un
„ eſprit de contention : & nous oſons dire
„ que pour peu qu'on apportât à cette lec-
„ ture un eſprit d'équité, & que l'on s'at-
„ tachât à conſiderer toute la ſuite du diſ-
„ cours ; au lieu du trouble que quelques-
„ uns voudroient inſpirer, on n'y trouve-
„ roit qu'édiſication & bon conſeil.

pag. 45.

„ N'eſt-ce pas, ajoute-t-il ailleurs, une
„ maniſeſte calomnie de faire un procès à
„ l'auteur des Réflexions, pour avoir parlé
„ comme tant de Saints ; & n'eſt-ce pas faire
„ coupables tous les SS. Peres, que de le
„ reprendre pour n'avoir fait que repeter
„ leurs propres paroles ? ... Si ce langage
„ eſt ſuſpect. on ſera toujours en garde
„ contre les expreſſions de l'Evangile, de
„ peur qu'un chicaneur ne nous vienne dire :
„ Vous êtes Janseniste, en les prenant avec les
„ Saints ſelon qu'elles ſonnent.

pag. 11.
19.

Les ennemis du P. Queſnel auroient bien ſouhaité pouvoir revokeur en doute que ce livre fût de ce Prelat : mais cinq copies authentiques qui s'en trouverent entre les mains de perſonnes de conſideration, du nombre deſquelles étoit M. le Cardinal, leur en ôtèrent tout moyen. Tout ce qu'ils purent faire, ſe reduiſit à prétendre que ce Prelat avoit dans la ſuite changé de ſentiment. C'eſt ce que ſoutinrent M. M. de Luçon & de la Rochelle dans une Ordonnance du 14. Mai 1711. par des preuves qui ne firent pas beaucoup d'impreſſion ſur le public. Il ne

put croire qu'un Prelat du ſavoir & du mérite de M. Boſſuet eût été capable, ni de prendre le change ſur un livre dont il paroifſoit avoir fait une étude particulière, ni de l'abandonner après en avoir pris la déſenſe.

§. VII.

Le P. Tellier engage le Roi à revokeur le privilege des Réflexions morales, & à en demander la condamnation à Rome. Mouvements qui ſe font en France à cette occaſion. Suite de l'affaire du Mandement de Luçon & de la Rochelle.

LE Pere Tellier voyant que ſa mine étoit évanée par la découverte de la lettre de l'Abbé de Saron, & que dans la ſuite nul Evêque un peu circonſpect n'entreprendroit aiſément de cenſurer les Réflexions morales, engagea le Roi ſur la fin de l'année 1711. de demander au Pape une Conſtitution contre ce livre ; & avant cela, pour chagriner M. le Cardinal, qui n'avoit pas rendu à la Touſſaints les pouvoirs aux Jeſuites, comme ils l'avoient eſpéré, il porta ſa Majeſté à revokeur le privilege qu'elle avoit donné pour l'impreſſion du livre : ce qu'elle fit par un arrêt du Conſeil du 11. Novembre 1711.

On ne ſait point au vrai quels motifs le P. Tellier emploia pour déterminer le Roi à renvoyer à Rome, ſans conſulter les Evêques de ſon royaume, le jugement d'une affaire dont ils devoient naturellement être les juges en premiere inſtance : mais il eſt très certain qu'aucun Evêque, excepté les deux ou trois qui s'étoient avilis juſqu'à ſe rendre les ſimples ſecrétaires de ce Pere, ne ſe joignit au Roi pour demander cette Bulle au Pape. Ainſi à conſidérer la manière dont elle a été ſollicitée & accordée, on pourroit dire, ſuivant la réflexion d'un Docteur dans une lettre qui parut en 1713, qu'elle eſt l'ouvrage d'un ſeul Jeſuite qui s'étoit préparé à ce chef-d'œuvre, par cent ſauſſetés avancées avec la dernière impudence dans ſa Déſenſe des Chrétiens de la Chine, par la fourberie de Douai, dont la lettre interceptée du P. de Vaudrillon ſait voir qu'il avoit été le conducteur ; & par l'intrigue

bonne receuue de l'Abbé de Saron.

Nous rapporterons ailleurs ce qu'on a pu savoir des suites que la demande faite par le Roi eut à Rome. Il faut auparavant rendre compte de ce qui se passa vers ce même tems-là en France. Nous trouvons premierement dans des lettres écrites de Paris par des personnes fort instruites, que le P. Tellier ne proposa au Roi de demander au Pape une Constitution, qu'après avoir fait bien des manœuvres pour s'assurer du succès de cette démarche, tant du côté de Rome que de celui de France. Il trouva la Cour de Rome disposée à entrer dans ses vues. Les mêmes raisons qui lui avoient fait donner le Decret du 13. Juillet 1708. subsistoient encore : on eut soin de leur donner une nouvelle force & d'aigrir de plus en plus le ressentiment qu'on conservoit toujours contre M. le Cardinal de Noailles. Le seul motif de soutenir la premiere condamnation des Reflexions comme tombée, étoit suffisant pour porter le Pape à entendre volontiers la proposition de donner une Constitution solennelle, qu'on l'assuroit devoir être reçue sans examen, & où il eseroit qu'il auroit la liberté d'insérer des propositions & des clauses qui porteroient un coup mortel à nos Libertés qui lui étoient si odieuses.

Du côté de France, le P. Tellier & les Jésuites interessèrent dans l'affaire deux Prelats, qui seconderent de toutes leurs forces leurs desseins. Le premier étoit feu M. de Fenelon, Archevêque de Cambrai, qui du fond de son diocèse où les ordres du Roi le retenoient, mit en mouvement M. le Duc de Chevreuse & M. le Duc de Beauvilliers auprès de Monseigneur le Dauphin, n'épargnant ni les memoires, ni les couriers, pour gagner l'esprit de ce Prince. C'étoit pour lui une idée bien flatteuse, que de penser qu'il y auroit une Bulle contre un livre approuvé par le Cardinal de Noailles, comme il y en avoit une contre son livre des *Maximes des Saints*. On peut s'imaginer si l'intrigue fut conduite vivement & habilement, étant entre les mains d'un homme que l'elevation de son genie & les interets de son amour propre rendoient si capable de la faire réussir. Le second acteur fut M. de Bissi, Evêque de Meaux, aujour-

d'hui Cardinal. Sa fonction fut d'exécuter de près & à decouvert ce qui étoit projeté de loin & sourdement par le premier acteur. L'esperance qu'on lui donna, que la faveur qu'il alloit s'acquérir auprès du Prince, & les liaisons qu'il auroit avec le Pape, lui procureroient infailliblement le Chapeau, fit une telle impression sur son esprit qu'il s'abandonna sans reserve aux promoteurs de cette affaire ; & son zele fit tous les jours de nouveaux progrès. On dit qu'il commença par avancer à M. le Dauphin que M. le Cardinal de Noailles souhaitoit lui même une Constitution qui terminât cette dispute. Pour en détromper le Prince, il fallut que S. E. eût avec lui un éclaircissement, qui le persuada bien que le fait qu'on lui avoit supposé, n'avoit aucun fondement ; mais qui ne lui fit pas perdre la prévention qu'on lui avoit déjà inspirée pour le recours à Rome.

Cependant plusieurs Evêques, qui virent que cette cause devenoit de jour en jour plus importante pour l'Eglise, commencèrent à y prendre part. M. l'Evêque d'Agen se déclara publiquement pour M. le Cardinal de Noailles contre M. M. de Luçon & de la Rochelle par une lettre adressée à ces deux Prelats, où il explique les raisons qu'il avoit de desaprouver la conduite qu'ils avoient tenue à son égard. Dans une seconde lettre datée du 15 Octobre 1711, adressée à M. le Comte de Pontchartrin, Secrétaire d'Etat, il soutint la verité de ce qu'il avoit avancé dans la premiere, & justifia M. le Cardinal de toutes les accusations de Janfenisme, que l'on formoit contre lui, en faisant voir qu'elles n'avoient d'autre fondement que la mauvaise disposition des Jésuites à son égard.

Feu M. Brulart de Genlis, Archevêque d'Ambrun, prit en même tems la défense de la doctrine de S. Augustin, à laquelle il voioit qu'on donnoit atteinte en différentes manieres. C'est le sujet d'une lettre qu'il écrivit le 17. Juillet 1711. à M. de Gap, son suffragant. Il lui déclara que si son Mandement se répandoit dans son diocèse, il ne pourroit en conscience se dispenser de lui opposer un écrit, où il représentoit la doctrine de l'incomparable saint Augustin sur la grace & la prédestination, comme reconnue par toute l'Eglise

pour vraiment Apostolique. Il promettoit que cette lettre seroit bientôt suivie d'un autre écrit plus considérable. Mais on eut soin apparemment de faire naître des obstacles qui l'empêchèrent de le publier.

M. le Clermont, Evêque de Laon & de Langres, s'adressèrent à M. le Dauphin, & lui présentèrent un Memoire datté du 3 Février 1712. où ils justifioient la conduite de son Eminence à l'égard des Mandemens de Luçon, la Rochelle & Gap, & faisoient voir la nécessité & la facilité qu'il y avoit de juger cette contestation en France.

M. le Cardinal reçut en son particulier des lettres d'un grand nombre de Prelats sur cette affaire : mais il les a tenues jusqu'à présent dans un secret inviolable.

Il se crut ensuite obligé de rendre compte lui-même au public de ses sentimens, sur une contestation où il avoit le principal intérêt. Il le fit dans une lettre dattée du 20. Decembre 1711, qu'il adressa à M. l'Evêque d'Agen. Après y avoir fait en peu de mots l'histoire de ses premieres études qui l'avoient déterminé à s'attacher aux sentimens de S. Augustin & de S. Thomas, quoiqu'il prévît bien à quoi il s'exposoit par ce chemin-là, il justifioit sa conduite au sujet du Mandement qui paroissoit à la tête du livre des Réflexions, en marquant avec quelle circonspection & qu'elles précautions il s'étoit cõduit à l'égard de ce livre. „ Je ne crains pas d'assurer, „ ajoutoit-il ensuite, que de soutenir, comme „ quelques gens ont osé faire, qu'il n'y a rien „ de sain dans cet ouvrage, que tout est corrompu „ jusques dans les moëles ; c'est un „ discours absolument insensé, qui ne peut „ partir que de personnes ou qui n'ont pas lu „ le livre, ou qui sont dans une prévention „ sans exemple. Quel prodige ! On veut que „ ce livre soit rempli du poison mortel de „ l'heresie, que ce soit le plus pernicieux „ livre que l'hérésie ait enfanté ; & durant „ trente ans, ni Prêtres, ni Docteurs, ni „ Laïcs, ni Religieux, ni Evêques, ni Cardinaux, ni amis, ni ennemis, personne ne „ s'en est aperçu. Tous ont bu dans la coupe „ empoisonnée de Babylone, tous en ont été „ enivrés, sans le savoir. Je n'ai pas balancé, „ continuoit-il, à dire à tous ceux qui ont

„ voulu l'entendre, qu'on ne me verroit ja- „ mais, ni mettre ni souffrir de division dans „ l'Eglise, pour un livre dont la Religion „ peut se passer : que si N. S. P. le Pape ju- „ geoit à propos de censurer celui-ci dans les „ formes, je recevrois sa Constitution & sa „ censure avec tout le respect possible ; & „ que je serois le premier à donner l'exemple „ d'une parfaite soumission d'esprit & de „ cœur. Je me serois en effet une vraie joie „ de profiter des instructions que Sa Sainteté „ nous auroit données ; & je tiendrois à „ honneur d'avoir appris d'elle la maniere „ de parler correctement sur des matieres si „ delicates & si importantes. Car pour le „ fond de la doctrine, il avoit déclaré quel- „ ques pages auparavant, „ que si c'est être Jan- „ seniste ou fauteur des Jansenistes, que de „ suivre exactement & litteralement la doc- „ trine de saint Augustin & de S. Thomas „ (qui n'est autre que la doctrine de la pre- „ destination gratuite & de la grace efficace „ par elle-même) quelque chose qui pût ar- „ river, il seroit en ce sens-là Janseniste, ou „ fauteur des Jansenistes, comme on voudra, „ jusqu'au dernier soupir de sa vie : qu'il „ demeureroit toujours attaché à la doctrine „ de ces grands Saints, qu'il ne craignoit „ point de nommer la verité que le S. Siege, „ en suivant l'Ecriture & la Tradition, avoit „ toujours le plus fortement appuïée, & le „ plus visiblement favorisée ; qu'il regardoit „ en son particulier comme l'Evangile de la „ grace, & qu'il appelleroit volontiers l'E- „ VANGILE DE S. PAUL : ce qui ne l'empê- „ choit pas cependant, de tolerer avec l'E- „ glise, tout ce que l'Eglise toleroit, & d'em- „ ployer tous les jours dans son diocèse des „ gens à qui l'on donnoit le nom de Moli- „ nistes, & qu'il savoit qui le meritoient „ pourvu que par ce nom l'on n'entendît pas „ un homme relâché dans la conduite des „ ames.

On vit paroître quelques tems après un livre, sans nom d'auteur & sans privilege ; mais que le public se persuada avoir été composé par les ordres de M. le Cardinal. Il étoit intitulé : *Réflexions sur les Ordonnances & Instructions Pastorales, publiées sous le nom de Messieurs les Evêques de Luçon, la Rochelle,*

Gap. *Première partie.* L'Auteur remarquoit d'abord, qu'il s'étoit cru obligé de „ communiquer ces Reflexions aux Prelats, „ pour reveiller leur attention ; car certainement, disoit-il, la verité est en peril, le „ depôt de la foi sur les dogmes & sur la „ morale, est ouvertement attaqué ; il n'est „ plus permis de dissimuler ni de garder le „ silence. En des siecles plus courageux, on „ auroit vu paroître des protestations ou des „ denonciations publiques. Il refusoit ensuite avec beaucoup de solidité, les erreurs renfermées dans ces Mandemens sur les matieres de la grace & sur la morale.

Mais s'étant autorisé de l'approbation de M. le Dauphin, dans un avertissement de quelques lignes qui étoit à la tête, & prétendant que ce Prince avoit reconnu *que les Mandemens des deux Evêques avoient besoin de correction* ; il en fut desavoué publiquement : & cette première partie que l'on se préparoit à envoyer à tous les Evêques de France, fut supprimée le 3 de Fevrier 1712. par un arrêt du Parlement, qui étoit principalement fondé sur l'imputation que cet auteur avoit faite à l'auguste personne qu'il citoit, d'une parole & d'un sentiment qu'elle desavouoit.

L'Ecrit que l'on trouva dans les papiers de ce Prince après sa mort, & qui fut imprimé par ordre de sa Majesté en 1712. fit encore mieux connoître quelles étoient ses dispositions à l'égard de M. le Cardinal, & quelle idée affreuse on lui avoit donnée des prétendus Jansenistes. C'étoit une déclaration de ses sentimens sur les affaires présentes, adressée au Pape. „ Il est vrai, y étoit-il dit, que les Evêques de Luçon & de la „ Rochelle, doivent écrire une lettre de satisfaction au Cardinal de Noailles, sur „ celles qu'ils ont écrite au Roi : mais cette „ lettre ne doit être rendue publique que „ lorsque le Cardinal sera d'accord de „ mettre la lecture des Mandemens ; & le „ Roi ne l'a demandée aux Evêques, que sur „ l'assurance du Cardinal qu'il agiroit effectivement contre le livre du P. Q. ce qui a „ été regardé comme une preuve qu'il ne favoriserait point le parti, & devoit donner „ lieu aux Evêques de lui faire des excuses de „ ce qu'ils en avoient dit.

Cet Ecrit fut envoyé à tous les Evêques & Intendans des Provinces, pour le répandre plus promptement, avec ordre de mander à la Cour quel effet il auroit produit. Le P. Q. se crut obligé d'y opposer une déclaration publique de ses sentimens, par laquelle il desavoue toutes les erreurs qui lui étoient imputées dans ce Memoire, dont il n'avoit garde d'attribuer la composition à M. le Dauphin.

Après la mort de ce Prince, le Roi se chargea de l'affaire des Evêques. Et comme il cherchoit une personne éclairée & desintéressée, qui lui suggerât des propositions raisonnables qu'on pût faire à M. le Cardinal de Noailles pour terminer à l'amiable ce différend, Madame de Maintenon lui presenta feu M. de la Chetardie, Curé de S. Sulpice. S. M. l'engagea à dresser quelques articles qui fussent conformes à ses intentions : mais on a sçu de lui-même qu'il n'osa les donner au Roi, sans les communiquer auparavant à M. de Bisly, qui les fit passer jusqu'au P. Téliier ; & que celui-ci y fit des changemens si considérables, qu'il les rendit plus propres à aigrir qu'à concilier les esprits. Ce fut néanmoins dans cet état que le bon Curé les presenta au Roi. Lorsque S. M. les remit entre les mains de M. le Cardinal, il parut qu'elle ne les avoit pas encore lus : car les ayant fait lire au Cardinal en sa présence ; à ces premiers mots, *Je veux qu'on vous remette*, elle dit aussitôt en interrompant la lecture, *Je crois qu'ils me font parler*. M. le Cardinal emporta ce memoire, pour y faire réponse. Voici les propositions qu'il contenoit.

1. *JE VEUX qu'on vous remette la satisfaction que les Evêques vous ont écrite par mon ordre, en même tems que vous aurez fait de voire part ce que je vous marque.*

2. *Vous vous consenterez de la déclaration que vous feront les trois Evêques dans une lettre, qu'ils sont très éloignés des erreurs que contre leur intention on a voulu tirer de leurs Mandemens ; & ils pourront dire dans cette déclaration que les Mandemens sont véritablement d'eux. Les Evêques pourront faire cette déclaration dans une lettre qu'ils écriront au Roi, suivant le modele qui leur sera envoyé de la part de sa Majesté.*

3. Le Provincial & les Supérieurs des trois maisons des Jésuites iront chez vous, & vous feront la déclaration dont on a dressé le modèle par écrit.

[M. le Cardinal dira de bouche au Roi, qu'il rendra aux Jésuites interdits les pouvoirs au commencement de la quinzaine de Pâques.]

4. Vous condamnerez le Testament de Quesnel, sans aucun délai.

5. Vous ferez une déclaration si forte de votre opposition au Jansénisme, que personne n'ose plus à l'avenir vous en soupçonner avec fondement. Je souhaite aussi que vous communiquiez l'Ordonnance que vous ferez sur ces deux choses, avant qu'elle parvienne ; & que vous y fassiez les changemens que je vous marquerai, après avoir pris secrètement l'avis de personnes éclairées & desintéressées.

[M. le Cardinal de Noailles pourra condamner Quesnel, & faire cette déclaration en general contre le Jansénisme dans une même Ordonnance, qu'il faudra qu'il donne sans délai, pour n'être pas prévenu par la Constitution qu'on attend du S. Siege contre le livre de Quesnel.]

6. Je desire encore que vous leviez la défense que vous avez portée de lire les Mandemens des Evêques, attendu la déclaration qu'ils font de ne point tenir ce mauvais sens qu'on veut, contre leur intention, leur donner ; & je souhaite aussi que vous me communiquiez le Mandement que vous ferez pour lever cette défense avant que de le rendre public.

M. le Cardinal de Noailles fit réponse à chacun de ces articles. Nous ne rapporterons que celle qu'il fit au troisième & au quatrième. Il répondit à celui-ci :

La condamnation que le Cardinal de N. feroit du livre du P. Quesnel, dans les circonstances présentes, seroit inutile pour l'Eglise, & deshonorable pour lui, le compromettrait avec le Pape, &c. Rien ne convient donc mieux que d'attendre le jugement du Pape, auquel ce Cardinal sera très soumis. Il est son supérieur : il ne peut que lui être très honorable de se soumettre à ses décisions.

Il répondit au troisième. Ce n'est pas par humeur ni par ressentiment que le Cardinal de N. n'a pas continué ses pouvoirs à quelques Jésuites ; mais parce qu'ils enseignent dans son

diocèse une mauvaise morale, & qu'ils soulevent le troupeau contre le Pasteur ; qu'en combattant le Jansénisme, en quoi ils sont très louables, ils négligent & favorisent même plusieurs autres erreurs ; qu'ils soutiennent hautement les superstitions & les idolâtries de la Chine, & qu'ils ne sont soumis aux Constitutions des Papes, qu'autant qu'elles favorisent leurs intérêts... Sa Majesté voudroit-elle confier les intérêts de son Etat à un Ministre auquel elle n'auroit aucune confiance, & qu'elle auroit juste sujet de soupçonner de faire un mauvais usage de l'autorité qu'elle lui confieroit ? Un Evêque ne doit pas prendre moins de précaution pour les intérêts de l'Eglise ; & les merites du sang de J. C. que l'on confie aux confesseurs, sont en dépôt d'une nature à ne devoir point entrer en négociation.

Ces articles avec les réponses ayant été imprimés sans permission, furent aussi-tôt supprimés par arrêt du Parlement le 15. Juin 1711.

M. le Cardinal souffrit avec patience cette mortification ; & voyant que la licence augmentoit de jour en jour, & que la doctrine de S. Augustin étoit publiquement attaquée par ceux-mêmes que leur caractère engageoit d'une manière particulière à en être les défenseurs, il crut ne pouvoir opposer un remède plus efficace à ce mal, que de rendre plus communs les ouvrages de ce S. Docteur sur les matieres de la grace. Il en fit faire une édition qui fut achevée à la fin de cette même année. Mais des obstacles qui survinrent, ou des raisons qui nous sont inconnues, ont empêché jusqu'à présent de la rendre publique.

§. VIII.

Apologies & lettre du P. Q. au Pape. Cinquième attaque contre les Réflexions morales par le livre du sieur Gaillande. Réfutations de ce livre. Ecrit de M. de Gap.

Cependant le P. Q. informé que l'on travailloit sérieusement à la condamnation de son livre, crut devoir le justifier lui-même contre la principale accusation que les deux Evêques de Luçon & de la Rochelle avoient

formée contre les Réflexions morales. On y voit, disoient-ils, les hérésies des V. Propositions clairement enseignées... & la doctrine que l'Eglise y a condamnée.... On l'y défend ouvertement.... Toutes les erreurs & toutes les maximes de la nouvelle secte s'y trouvent enseignées presque à chaque page. C'est pour détruire cette accusation de Jansénisme, qu'il publia cette même année (1712) une Apologie de ses sentimens divisée en deux parties, sous ce titre: *Explication Apologétique des sentimens du P. Q. dans ses Reflexions sur le N. T. par rapport à l'Ordonnance de M. M. les Evêques de Luçon & de la Rochelle, du 15. Juillet 1710.*

Il fait voir dans la première partie, en examinant chacune des V. Propositions, l'une après l'autre, qu'il n'a rien enseigné sur la matière des V. Propositions que ce qui s'enseigne communément dans l'Ecole de S. Thomas, & que toute sa doctrine se réduit à celle des V. Articles celebres qui servent de fondement à la paix de l'Eglise sous Clement IX.

Il donne dans la seconde partie l'histoire de ces Articles & des différentes approbations qu'ils ont reçues des Papes, des Evêques & des Théologiens. Il les justifie contre toutes les objections anciennes & nouvelles qu'on avoit faites, soit contre leur authenticité, soit contre la doctrine qui y est exprimée: & il se justifie en même tems lui-même, par les nouvelles preuves qu'il donne, que sa doctrine n'est pas différente de celle de ces Articles.

Il écrivit dans ce même tems une lettre respectueuse au Pape, dont il envoya à Rome un premier original le 22. Juillet, & un second le 22. Septembre 1712. Il y supplioit très humblement sa Sainteté:

„ 1. Que conformément à la dixième
„ règle de l'Index, il plût à sa Sainteté d'or-
„ donner qu'entre ceux qui devoient donner
„ leurs suffrages ou sur le livre même, ou
„ sur les propositions qui en étoient ou qui
„ en seroient extraites, il n'y en eût aucun
„ qui ne fût recommandable par sa doctrine &
„ par une probité à toute épreuve; aucun qui
„ fût le moins du monde suspect ou partial.

„ 2. Il demandoit en grace que l'examen

„ ne se fit point sur une certaine traduction
„ Latine, qu'il n'avoit jamais lue, qui n'a-
„ voit été ni faite par des François, ni cor-
„ rigée sur les dernières éditions de France.

„ 3. La troisième grace, Très S. Pere,
„ ajoutoit-il, est beaucoup plus importante,
„ & n'est plus nécessaire que les autres. C'est
„ pourquoi je supplie instamment Votre
„ Sainteté, & la conjure par son amour
„ pour la justice, d'avoir la bonté de me
„ l'accorder. C'est que je ne sois pas con-
„ damné dans ma doctrine, sans avoir été
„ écouté, ni sans avoir eu la liberté & le
„ moyen de me défendre. Car si on ne refuse
„ jamais aux criminels les plus odieux, même
„ parmi les peuples barbares, cette juste li-
„ berté de défendre leur innocence; combien
„ est-il plus de la justice, qu'un Prêtre ne
„ soit pas condamné par le S. Siège apostoli-
„ que, sans qu'il soit oui dans ses défenses,
„ sur tout dans cette occasion, où il ne s'agit
„ pas d'un libelle obscur & sans conséquence,
„ mais d'un livre qui est de quelque consi-
„ dération, par l'estime publique des fideles
„ qui en sont en possession depuis long-tems,
„ par la part que les Supérieurs légitimes y
„ ont prise, par l'autorité de plusieurs Evê-
„ ques très distingués, dont il est appuyé, &
„ par l'approbation de plusieurs Docteurs des
„ plus habiles. On ne sauroit mépriser le ju-
„ gement de tant de personnes d'un si grand
„ poids, sans flétrir celui de presque toute la
„ France, où ce livre se lit depuis plus de
„ 40 ans, avec une satisfaction dont j'ai
„ honte de parler.

„ Enfin, il supplioit très respectueuse-
„ ment Sa Sainteté de lui faire communiquer
„ les propositions extraites de son livre, qu'on
„ avoit dénoncées, comme dignes de cen-
„ sure, à son tribunal; afin, disoit-il, que
„ s'il y en a quelqu'une qui soit évidemment
„ erronée, ou bien qui porte, ou paroisse
„ porter à l'erreur, je puisse ou l'expliquer,
„ ou la retracter absolument, comme je suis
„ prêt à le faire sans hésiter, & dans les ter-
„ mes les plus clairs & les plus précis.

Les Jésuites de leur côté, afin de ne point
laisser M. le Cardinal de Noailles sans quel-
que nouvelle mortification, emprunterent le
nom d'un jeune Docteur de la maison &

société de Sorbonne, nommé Jean Noel Gaillande, pour porter une cinquième & dernière attaque aux Réflexions morales, par un livre qu'ils firent paroître à la fin de cette même année sous le titre d'*Eclaircissements sur quelques ouvrages de Théologie*.

Le Docteur qui voulut bien s'en avouer l'auteur, étoit un des moindres sujets de la Licence. Il avoit eu beaucoup de peine à passer pour la maison de Sorbonne, où un de ses inquisiteurs s'étoit opposé à sa réception. Il n'avoit pas rencontré de moindres difficultés à la Faculté où il avoit été refusé à un de ses examens de Licence, & obligé d'en soutenir un public. Mais cette intrigue & plusieurs autres où il est entré depuis, l'ont fait regarder comme un des plus importants Théologiens de son parti. Le jour qu'on fait chez les Jésuites de la Maison professe la fête des Missions, il alla chez ces Peres où il porta son livre qui ne faisoit encore que de paroître. On le fit diner avec M. le Cardinal de Rohan; & au sermon on le plaça dans le sanctuaire dans un fauteuil distingué. Il commença aussi à se lier dès-lors avec M. le Nonce, à qui il présenta plusieurs exemplaires de son livre pour le Pape.

Le dessein de ce libelle, qui est expliqué dans la préface, étoit de montrer, 1. Que les Réflexions morales n'avoient point eu l'approbation universelle que le P. Q. prétendoit qu'elles avoient eu jusqu'en 1698. qu'elles furent attaquées par le fameux Problème. 2. Qu'elles contenoient la même doctrine que celle que l'Eglise avoit condamnée dans les V. propositions. 3. Que tout ce qu'on alleguoit pour les justifier, étoit insuffisant.

Ce que l'Auteur rapportoit pour prouver le premier article, se réduisoit à ces deux preuves. La première, qu'il étoit vrai que les Réflexions morales avoient eu dans leur origine quelque approbation; mais que le P. Q. convenoit lui-même qu'alors ce n'étoit encore qu'un *livret*, & une ébauche: son grand ouvrage en 4. tomes qui étoit celui dont il s'agissoit, n'ayant été achevé & mis dans l'état où il est, qu'en 1693. & que dès l'année suivante M. Fromageau, celebre Docteur de la maison de Sorbonne, avoit fait

un extrait de 199. mauvaises propositions qu'il y avoit remarquées. Et pour rendre cette preuve plus vraisemblable, l'Auteur mettoit le recueil de ces propositions à la fin de son ouvrage. La 2. preuve étoit, que M. Bossuet aiant été prié de composer un Avertissement pour mettre à la tête de la nouvelle édition des Réflexions qu'on préparoit, qui est celle de 1699. avoit examiné ce livre & jugé que pour le corriger il falloit y mettre au moins six vingt cartons: Que ce n'étoit été que sur la promesse qu'on lui fit de mettre ces cartons, qu'il s'étoit chargé d'expliquer les autres endroits qui pourroient encore faire de la peine: & qu'ayant vu ensuite qu'on n'avoit pas exécuté ce qu'on lui avoit promis, il avoit condamné son écrit ne paroître jamais au jour. Nous verrons bien-tôt ce qu'on doit penser de ces deux preuves, en rendant compte de la refutation que le P. Q. fit de ce livre.

Nous ne nous arrêterons point à rapporter les preuves que le sieur Gaillande employoit pour prouver les deux autres articles: parce que ce n'étoit qu'une répétition de chicanes que les Molinistes ont coutume de faire sur tout livre où on établit le plus exactement la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas, qui dans leur esprit n'est pas différente du Janféisme. Mais nous ne pouvons nous dispenser de rapporter ici quelques endroits qui choquent le plus dans ce libelle.

1. Il y faisoit passer le Decret de 1705. contre les Réflexions morales, quoique non reçu en France, pour une Constitution à laquelle on étoit obligé de se soumettre. Ce Decret, disoit-il, est une Constitution en forme de Bref aussi authentique & aussi solennelle que l'étoit celle d'Innocent XII. contre les écrits de Molinos.... Une Constitution du souverain Pontife portée sans contradiction, sans opposition de la part d'un seul Evêque;.... après laquelle.... vouloir encore louer ce livre, seroit parler le langage d'un homme séparé du centre de l'unité, qui ne reconnoit point la voix du premier & souverain Pasteur, du Chef de l'Eglise & du Vicaire de J. C. &c.

2. Il avoit la temerité d'annoncer que

Pape étoit près de condamner encore ce livre par une nouvelle Constitution, & l'insolence de prescrire aux Supérieurs ecclésiastiques, & aux Magistrats séculiers, de quelle manière ils devoient se conduire. Ils doivent, disoit-il, se préparer à faire recevoir avec toute la soumission requise cette Constitution si nécessaire pour la foi de l'Eglise, & pour la tranquillité publique.

3. Il ruinoit d'un seul trait de plume les Libertés de l'Eglise Gallicane, en faisant entendre qu'elles n'étoient que des concessions des Papes : C'est, disoit-il, par son inviolable attachement au S. Siège, & son zèle contre les hérésies, que l'Eglise de France se les est acquises ; c'est par cela seul qu'elle les maintiendra.

4. Il établissoit clairement l'infailibilité du Pape, en parlant de la Constitution qu'il annonçoit comme devant être, à la sortie des mains du Pape, indépendamment de l'acceptation de l'Eglise, un jugement souverain & définitif. *L'on ne doit point, ajoutoit-il, appeller du jugement du Chef de l'Eglise aux Tribunaux particuliers. . . . Nous avons en terre celui qui tient la place de J. C. . . . C'est la voix que tous les fidèles doivent écouter : c'est à ses jugemens qu'ils doivent obéir, & il n'est point d'approbation qui puisse rendre orthodoxe la doctrine qu'il condamne.*

5. Il érigeoit en dogmes de foi des opinions nouvelles & même erronées sur la grâce, établissant comme une doctrine souvent & clairement décidée, comme un point de foi, le système de la grâce suffisante qui donne un véritable pouvoir complet & relatif à la concupiscence présente & actuelle, pour faire le bien.

Enfin, il se servoit dans tout son ouvrage de termes non seulement peu respectueux, mais même insultans contre M. le Cardinal de Noailles, son Archevêque, contre M. Bossuet & les autres Evêques qui avoient approuvé les Reflexions morales. *Que ceux, disoit-il, qui ont une sincère affection pour la foi . . . ne soient point touchés de voir une longue suite de personnes qui ont approuvé ce livre. Il les traitoit de partisans d'un livre hérétique, de chefs du parti jansénien, de défenseurs d'un Hérésie.* Il se vantoit de prendre la plume

pour leur fermer la bouche. Il mettoit la justification de M. Bossuet au nombre des libelles du parti. Ses explications étoient, selon lui, des *désaires vaines & inutiles, des puerilités, des vains efforts qui ne prouvoient rien.* Il y trouvoit l'erreur de la *grâce nécessitante, une ignorance grossière de la doctrine de S. Augustin, & une mauvaise foi affectée* qu'il relevoit avec des expressions qui conviendroient à peine à un Maître à l'égard d'un petit écolier.

Un libelle de cette nature ne sembloit mériter que l'indignation du public, & le mépris des supérieurs. Les circonstances du tems où il parut, y firent faire une attention qui l'a rendu fameux, & qui nous oblige à rapporter plus exactement tout ce qui se passa à son occasion. M. le Chancelier ôta à M. Quinot qui avoit eu la facilité de l'approuver, l'emploi de Censeur Royal, & écrivit à ce sujet une lettre à M. l'Abbé Bignon, qui contient une censure également forte du livre & de son Approbateur.

La Société de Sorbonne avoit déjà prévenu cette lettre par la satisfaction publique qu'elle s'étoit crue obligée de faire à M. le Cardinal son Proviseur, de l'injure qui lui avoit été faite par un de ses membres. La Faculté de Théologie se disposoit à faire aussi une députation vers M. le Cardinal ; mais le Syndic l'empêcha & déclara à l'assemblée de la Faculté qu'il étoit venu de la part du Roi défendre de parler de l'affaire du livre de Gaillande, & ordre de fermer la bouche à quiconque en voudroit parler. Et M. Quinot, complice de cette faute, l'a aussi réparée depuis d'une manière qui l'a fait oublier à ceux-mêmes qui en furent le plus offensés, comme nous le verrons dans la suite de cette Histoire. Nous trouvons même dans une lettre écrite de Paris au mois de Janvier 1713, que ce Docteur déclara dès-lors à M. l'Abbé Bignon, que lorsqu'il avoit approuvé ce livre, il ne l'avoit pas fait par aucun attachement aux mauvais sentimens qui y étoient répandus ; mais uniquement parce que le P. Tellier le lui avoit ordonné de la part du Roi.

Il parut au même mois de Janvier, un écrit-contre ce libelle qu'on attribua à M.

Du Pin, & qui, quoique court, en contient une juste réfutation. Il a pour titre : *Observations sur le livre intitulé ECLAIRCISSEMENTS &c. L'Auteur y renferme dans huit observations ce qu'il y a de plus répréhensible dans les Eclaircissements ; & nous n'avons fait que l'abréger dans l'extrait que nous venons de donner de ce libelle.*

Le P. Q. en fit au mois d'Avril de la même année (1713) une réfutation plus étendue. Elle a pour titre : *Vains efforts des Jésuites contre la Justification des Réflexions sur le N. T. composée par son Messire Jacques Benigne Bossuet Evêque de Meaux.* Le P. Q. s'y attache principalement à examiner les faits avancés par le sieur Gaillande pour démentir le témoignage que M. le Cardinal de Noailles & M. Boiluet avoient rendu de l'approbation générale que les Réflexions avoient reçue durant 20 ou 30 ans, & pour se défaire de l'autorité de M. Bossuet, & eluder la force de la Justification qu'il en avoit faite. Il fait voir que tous ces faits sont autant de mensonges, dont il convainc l'Auteur des Eclaircissements, par des preuves qui jusqu'ici sont demeurées sans réponse, quelque intérêt que cet Auteur eût de se décharger de la honte dont tant de faussetés publiées avec confiance, le laissent couvert dans l'esprit de tous ceux qui ont suivi cette dispute. Nous allons encore une fois rapporter en abrégé les principaux de ces faits avec les réponses du P. Quelnel.

Le 1^{er} fait avancé par le sieur Gaillande, c'est que de l'aveu même du P. Q. le livre des Réflexions n'étoit encore qu'un livret & une ébauche, lorsqu'il a eu quelque approbation ; qu'il n'a été fini & n'a mérité le nom de livre qu'en 1693, & qu'il a été contredit dès 1694.

1. Ce que j'ai appelé livret, répond le P. Q. c'étoit le petit recueil des seules paroles de J. C. accompagnées de quelques réflexions, qui fut l'occasion de mon livre, comme on le peut voir dans l'endroit même cité par le sieur Gaillande. 2. Il est faux que l'édition des Réflexions sur les quatre Evangiles faite en 1671, & approuvée par M. Vialart, Evêque de Châlons, puisse s'appeler un simple livret. 3. Il y a une mauvaise foi insigne à

donner pour un livret les trois gros volumes qui comprenoient le N. T. entier & qui furent imprimés en 1687. à Paris, à Bruxelles & ailleurs, & approuvés par des Evêques & des Docteurs. 4. Puisque l'Auteur des Eclaircissements ne place qu'en 1694, la première époque de la contradiction que mon livre a reçue, il nous abandonne donc l'approbation des vingt-deux années précédentes.

Le second fait avancé par le sieur Gaillande, c'est que le recueil qu'il a donné de 199 propositions extraites des Réflexions, étoit l'ouvrage de feu M. Fromageau, qui le composa en 1694.

Le P. Q. répond à ce fait, qu'outre que l'auteur n'en apporte aucune preuve, il est notoire que la plus grande partie des propositions de ce recueil sont extraites des éditions de 1699, & années suivantes ; & qu'ainsi c'est au moins un mensonge grossier de soutenir que M. Fromageau ait composé ce recueil en 1694.

Le troisieme fait avancé par le sieur Gaillande, & que le P. Q. appelle son chef-d'œuvre en fait d'imposture, c'est le roman fabuleux des six vingt cartons, & ce qu'il rapporte au sujet du livre de M. Bossuet.

Le Lecteur, répond le P. Q. attend une foule de preuves pour appuyer la vérité d'un fait si important, & sur lequel roule le libelle du sieur Gaillande. Mais cet aventurier croit qu'il se feroit tort de se mettre en frais pour en fournir les preuves : sa parole suffit, appuyée du credit de ceux qui l'ont mis en besogne. Et moi je lui soutiens, que c'est là une fausseté toute pure, & pour appeller la chose par son nom, une insigne friponnerie. Car au contraire il est notoire qu'on n'a produit encore jusqu'ici aucun memoire qui fasse mention de la convention des six-vingt cartons, ni aucune retraction des sentimens de M. Bossuet, qui se soit trouvée dans les papiers de cet illustre Evêque. Il est notoire qu'il a laissé à la posterité des copies originales de son écrit, qu'il a corrigées de sa main, où il a mis lui même les titres des chapitres ou paragraphes, où il a laissé toutes les marques d'un écrit avoué, tel qu'un auteur le laisse, quand il a dessein qu'il soit publié, ou de son vivant ou après sa mort. Enfin il est

notoire qu'il a donné lui même, ou laissé prendre des copies de son écrit à ses amis, à des Evêques, (j'en sai plusieurs) à d'autres personnes constituées en dignité; & cela depuis que ces personnes avoient vu que le livre pour des raisons particulières, & peut-être par des considérations de ménagement, ne seroit pas alors donné au public par l'impression.

Le P. Q. emploie le reste de son ouvrage à répondre aux endroits des Reflexions que le sieur Gaillande accusoit d'erreur, & à la censure qu'il faisoit des 199 propositions du recueil attribué à M. Fromageau.

Il parut presque dans le même tems que le livre du sieur Gaillande, un nouvel écrit sous le nom de M. l'Evêque de Gap. Ce Prelat y réfutoit certains articles donnés à M. le Dauphin, qu'il attribuoit expressément à M. le Cardinal de Noailles, qui les a desavoués comme lui étant faussement imputés. Il y soutenoit la doctrine qu'il avoit avancée dans son premier Mandement sur la Penitence, & l'autorisait d'une ancienne remontrance présentée autrefois à la Reine Mere par le P. Bourgoing General de l'Oratoire. C'étoit une pièce enlevée depuis long-tems dans l'oubli, où d'un stile Gaulois, ce bon Pere, qu'on prétend qui étoit alors en enfance, déclamoit fortement contre l'usage du délai de l'absolution. M. de Gap affectoit de remarquer que ce Pere pouvoit sa doctrine encore plus loin que lui, & il laissoit à la celebre Congregation de l'Oratoire à la défendre contre ceux qui prétendroient qu'il y auroit de l'excès.

Cet écrit où il n'y avoit rien d'épiscopal que le nom de celui à qui on l'attribuoit, causa tant d'horreur à ceux qui le virent, que ses auteurs furent obligés de supprimer ce nouveau monstre dans sa naissance, & il ne s'en échappa que quelques exemplaires qui tomberent entre les mains de personnes sages, qui permirent à peine à leurs amis d'en prendre la lecture.

§. IX.

Ecrits faits en France par rapport à la Constitution qu'on y attendoit. Réponse à l'Instruction pastorale de M. M. de Luçon & de la Rochelle.

Il parut encore vers le même tems d'autres écrits dont nous croions devoir rendre compte tout de suite. Il y en a deux qui regardent la Constitution même qu'on attendoit, & qu'on annonçoit comme prochaine. Le premier qui courut d'abord en manuscrit, a pour titre : *Lettre d'un Avocat à un Magistrat sur la Constitution qu'on demande à Rome contre le livre des Reflexions sur le nouveau Testament*; & le second, qui paroît être du même auteur, quoiqu'il s'y donne une qualité différente est intitulé : *Seconde lettre d'un Magistrat du Parlements de * à un Evêque qui l'avoit consulté sur la reception de la Constitution que l'on attend de Rome, pour la condamnation du livre du P. Q.* Ces deux lettres sont écrites d'un style aisé & noble, & remplies de beaucoup de traits d'érudition & de réflexions exprimées en termes peut-être trop hardis pour ce temps-là.

L'auteur examine dans la premiere ces deux questions; 1. Ce qu'on doit penser du dessein qu'on avoit pris de faire changer en une Constitution le decret que le Pape avoit ci-devant rendu contre le livre du P. Q. 2. Dans quelle forme il faudroit que fût cette Constitution pour être reçue en France, sans donner atteinte à nos maximes.

Il répond à la premiere question, que la demande d'une Constitution pour terminer les contestations présentes, est une voie également dangereuse à l'Eglise & à l'Etat.

Il prouve qu'elle est très certainement dangereuse pour l'Eglise, par les mauvais effets de cette multitude de Bulles, que l'on a sollicitées depuis 50 ans de la part de la France; & qu'en cela on a tenu une conduite entièrement opposée à celle de nos Peres, qui sans chercher de secours étranger trouvoient chez eux une autorité suffisante pour terminer les disputes & bannir les erreurs qui s'élevoient dans nos Eglises. Il fait voir que

toutes ces Bulles, loin d'avoir remedié à nos maux, & rendu la tranquillité à l'Eglise de France, n'avoient servi au contraire qu'à aigrir davantage les contestations, qu'à étendre la domination injuste de la Cour de Rome; qu'à affermir de jour en jour les fondemens de notre ancienne discipline; qu'à dépouiller insensiblement nos Evêques du droit que J. C. leur a donné de juger les questions de doctrine; qu'à faire passer l'Eglise de France parmi les étrangers pour une pépinière d'erreurs, suffisante pour occuper toute seule l'Eglise Romaine à décider sur les dogmes qu'elle produit; qu'à decrier nos Evêques dans l'esprit de leurs peuples, qui perdent insensiblement la confiance qu'ils avoient en leurs jugemens, & dont ils ne sont presque plus regardés que comme des pasteurs du second Ordre, lors qu'ils les voient recourir sans cesse & en première instance à Rome, comme au seul oracle qu'on doive consulter sur les matieres de doctrine.

Qu'inutilement font-ils valoir ces assemblées où ils ont soutenu avec quelque force les droits de leur caractère, les maximes & les privilèges de notre royaume, pendant qu'on les voit démentir ces principes par le gros de leur conduite dans des occasions essentielles; faire au Pape des satisfactions indécentes de la generosité qu'ils ont témoigné en quelque rencontre; reconnoître par des actes solennels & souvent réitérés, l'unique & suprême autorité du S. Siege dans les questions de doctrine; & s'abbaïsser aux pieds des Papes dans des lettres flatteuses écrites au nom du Clergé de France: lettres dans lesquelles ils ne craignoient pas de dire, que les jugemens que le Pape rend sur les contestations des Evêques sont animés de l'autorité souveraine que Dieu leur a donnée sur toute l'Eglise: *Autorité à laquelle, ajoutoient-ils, tous les chrétiens sont obligés par le devoir de leur conscience de se soumettre.* Et ils promettoient eux mêmes de rendre à la Constitution le même honneur qu'on a autrefois rendu aux Synodes œcumeniques.

Qu'on ne veut pas voir que la Cour de Rome ne neglige aucune occasion de punir & de mortifier ceux qui lui sont opposés, mais sur tout les Evêques des grands Sieges,

comme M. le Cardinal de Noailles en est un exemple éclatant: Que le même esprit la rend également attentive à récompenser ceux qui se déclarent pour ses pretentions, comme on peut en juger par la conduite qu'elle tient à l'égard des Jesuites, à qui par une espece de convention tacite elle passe les idolatries de la Chine en faveur de leur devouement à ses intérêts.

L'auteur fait voir ensuite que ces sortes de Constitutions, dont la France est inondée depuis 50 ans, ne sont pas moins pernicieuses à l'Etat, que dangereuses pour l'Eglise: Qu'on s'apperçoit tous les jours qu'une multitude de personnes simples & de conscience timorée, instruites par des Religieux devoués à la Cour de Rome, ou par des Ecclesiastiques peu éclairés, qui font consigner toute la pieté à donner au Pape une autorité sans bornes, se nourrissent insensiblement dans ces préventions dangereuses, qu'elles s'accoutument à regarder l'obéissance aveugle pour le S. Siege, comme le point le plus essentiel de la religion: Qu'il n'en faut point d'autre preuve que ce qui s'est passé depuis 3 ou 4 ans à l'occasion du Bref de 1708 contre le livre des Reflexions; qu'on a publié hardiment dans les Monasteres, & par tout à qui l'a voulu entendre, qu'indépendamment de toutes les formalités qu'on a coutume d'observer en France pour recevoir les Constitutions sur la doctrine, il suffit aux Chrétiens de savoir que le Pape a parlé, pour être obligé dans son interieur de le soumettre: Que sur ces principes téméraires débités par des Théologiens, par une foule de Religieux, par des Prélats mêmes, contre la disposition expresse de nos loix, on a eu la hardiesse de faire imprimer ce Bref, d'en remplir les Communautés, & même de le repandre dans le public: que dans quelques dioceses on a poussé l'insolence jusqu'à le citer dans les chaires publiques; que sous les yeux du Parlement & à la vue de tout Paris le Nonce l'a fait exécuter hautement dans de certaines Maisons Religieuses indépendantes de l'autorité de l'Ordinaire, & soumises à celle du S. Siege; & qu'en conséquence des Prêtres constitués en dignité n'ont pas rougi de prêcher à ces filles, qu'elles ne

pourvoient plus lire ni garder le livre des Réflexions, sans encourir par le seul fait les peines portées par le Bref.

Qu'on s'abuse grossièrement si l'on regarde les partisans de la Cour de Rome, & ceux qui le disent exemts dans le Royaume, comme une poignée de gens dont on sera toujours maître, & qu'on reduira quand on voudra à leurs justes devoirs : qu'on ne songe pas que ces Moines & ces devoirs prévenus gouvernent les consciences de presque tout le peuple, qu'ils remplissent les chaires, qu'ils occupent les tribunaux de la pénitence, & que dans des conjonctures de foiblesse & d'ignorance, que la vicissitude des choses humaines peut ramener, ils sont en état de faire revivre ces malheureux tems dont il seroit à souhaiter pour le bien de la France, pour le véritable honneur du S. Siege, & pour l'intérêt même de la religion, que la memoire encore trop recente pût être enlevée dans un éternel oubli.

Qu'on n'est point assez en garde contre les entreprises d'un Pape qui a écrit un Bref sanglant au Clergé de ce royaume, parce que les Evêques ont cru devoir accepter par voie d'examen & de jugement sa dernière Constitution ; d'un Pape qui a menacé avec indignation de porter des censures & contre les Evêques qui ont assisté à l'Assemblée de 1705, & contre les maximes qu'ils y ont soutenues ; d'un Pape qui fait au Roi des plaintes ameres de ce que sa majesté a employé son autorité, pour bannir le scandale d'un Monastere qui auroit mérité une entière destruction ; d'un Pape si jaloux de sa puissance, qu'il porte son attention jusqu'à censurer, ce qui ne s'étoit jamais fait à Rome, de simples thèses de nos Bacheliers de Sorbonne, pour y avoir soutenu nos maximes les plus certaines, que le Pape n'est point infallible, qu'il n'est point supérieur au Concile, qu'il n'a point d'autorité sur le temporel des Rois, point de droit de les déposer, ni de délier leurs sujets du serment de fidélité ; d'un Pape qui ne trouve rien de condamnable dans les livres qui soutiennent ces sortes de prétentions, quelques erreurs qu'ils contiennent d'ailleurs contre la bonne morale & contre les dogmes de la foi ; & qui au contraire censure de la maniere du

monde la plus sévère, les auteurs qui ont osé écrire moins favorablement pour les chimeriques prétentions de la Cour de Rome ; d'un Pape enfin qui semble être endormi lors qu'il s'agit de faire executer les decrets du S. Siege contre les idolâtres que les Jesuites pratiquent à la Chine ; qui paroît de même sans force & sans autorité, lors qu'il faudroit punir l'injure faite à son Legat, & arracher ce saint Cardinal d'entre les mains de ses persecuteurs pour lui conserver la vie, tandis qu'il emploie les foudres du Vatican pour flétrir un Ministre d'Espagne qui n'a commis d'autre crime que de soutenir avec zele les intérêts de son Maître contre les entreprises de la politique Romaine.

L'auteur de la lettre vient ensuite à la seconde question proposée sur la forme que devoit avoir la Bulle demandée pour être reçue. Il répond par une énumération des défauts essentiels que pourroit avoir cette Bulle, & qui en devroient absolument empêcher l'acceptation ; mais il s'attache particulièrement à un abus capital, qui seroit, si cette Constitution condamnoit le livre des Réflexions d'une maniere vague & generale, sans en extraire ni qualifier en particulier les propositions qui auroient été trouvées dignes de censure. Que si on ne tient ferme à demander cette condition essentielle, on donnera au Pape un avantage dont on ne se relevera jamais : qu'une Constitution qui renfermeroit un pareil vice, ne pourroit être donnée que pour le plaisir d'exercer une jurisdiction arbitraire contre l'auteur & contre son ouvrage, plutôt que pour préserver le peuple chretien des erreurs que l'on prétendrait y avoir reconnues ; puis qu'après une pareille censure, personne ne seroit en état de discerner ces erreurs : que rien ne seroit plus directement opposé à l'esprit essentiel du gouvernement ecclésiastique, qui est un ministère de douceur, d'instruction, de persuasion : que cette maniere de condamner les ouvrages est si nouvelle, qu'on en chercheroit inutilement des exemples dans l'antiquité, & qu'il n'y en a aucun que jamais de pareilles condamnations aient été acceptées dans ce Royaume ; que c'est cet abus qui a fait rejeter les Brefs contre le Nouveau Testament de

Mons,

Mons, contre le Rituel d'Alet, & contre le Cas-de-conscience, & tout recemment le Bref contre le livre des Réflexions.

Que plus on réfléchit sur les suites que peut avoir cette maniere de condamner les livres, plus on reconnoit que rien ne seroit plus avantageux pour Rome que de l'établir, & rien de plus ruineux pour nous que de s'y soumettre : Que le Pape étant une fois dans cette possession, rien ne l'empêcherait à l'avenir de censurer à son gré tous les livres qui renfermèrent nos maximes les plus importantes, c'est-à-dire, les preuves mêmes de nos libertés ; de fermer par sa défense aux sujets les voies de s'instruire des droits incontestables de leurs Rois, & de leur patrie ; & de livrer aux Prêtres peu éclairés & aux Moines dévoués à ses intérêts, toutes les consciences des peuples, pour leur interdire severement dans le tribunal de la penitence l'usage de ces livres comme injurieux au S. Siege, séditions & herétiques : que le *Traité de la puissance ecclesiastique* de M. Du Pin, si rigoureusement censuré par le Pape depuis quelques années, en est un exemple trop éclatant pour ne pas se précautionner contre un pareil abus.

Dans la seconde Lettre l'auteur examine encore deux questions. Dans la supposition que le Pape alloit publier une Constitution pour condamner dans les formes le livre du P. Q. le Prelat à qui il écrit, avoit demandé, s'ils seroient obligés de recevoir cette Constitution ; 2. de quelle maniere se devoit faire cette acceptation.

L'auteur répond, que la decision du premier point dépend de trois choses, du fond même de la Bulle, de sa forme & de la maniere dont on voudra la faire recevoir. Il dit par rapport au fond, que si le livre étoit condamné injustement, il seroit du devoir d'un Evêque de s'exposer à tout plutôt que d'accepter une pareille Constitution : par rapport à la forme, que si, par exemple, elle ne qualifioit pas des propositions en particulier, les maximes du Roiaume ne perdroient pas de la recevoir ; parce qu'une censure generale & indéterminée à l'égard d'un livre comme celui du P. Q. qui renferme les principes les plus importants de nos

Libertés, seroit d'une très dangereuse conséquence. Enfin, il dit, par rapport à la voie dont on se serviroit pour faire recevoir cette Bulle, que si, par exemple, on ne vouloit convoquer ni assemblées generales ni provinciales, & que l'on se contentât d'adresser la Bulle aux Evêques pour la faire accepter par un simple Mandement dans chaque diocèse, comme le dernier Nonce publicoit qu'on l'avoit promis, il ne seroit nullement permis de consentir à une nouveauté si contraire aux regles.

Il s'applique principalement à faire sentir les inconveniens d'une pareille acceptation. Il le fait en montrant que le caractère du Pape d'aujourd'hui, & celui de nos Evêques, nous obligent également à suivre plus scrupuleusement que jamais les formes canoniques ; parce que d'un côté le Pape n'a que trop fait connoître par ses Brefs à l'occasion de l'assemblée de 1705, jusqu'où il porte les idées de sa puissance, & le desir qu'il auroit de renverser absolument nos Libertés ; & parceque d'un autre côté nous aurions tout à craindre pour ces mêmes Libertés, pour les droits de l'Episcopat, & pour le dogme de l'Eglise, si l'acceptation de la Constitution se faisoit dans chaque diocèse & sans assemblée du Clergé, par le peu de concert qui est entre les Evêques, & par le peu de lumieres de ceux qui ont été élevés depuis quelques années à cette dignité : que l'on verroit encore paroître une foule de Mandemens sans suite, sans principes, tout differens les uns des autres pour la doctrine & pour les maximes, & qui ne seroient propres par leur variété, qu'à entretenir une espece de schisme parmi les fidèles, à donner des avantages à Rome, & à achever de deshonorer le Clergé de France aux yeux de toute l'Eglise.

Que les Jesuites pour faire recevoir dans chaque diocèse la Constitution à leur gré, ne manqueroient pas de mettre encore en usage toutes les intrigues dont ils se sont déjà servis pour engager plusieurs Evêques à condamner le livre du P. Q. Qu'ils auroient encore à leur disposition des Evêques de Gap, de Luçon, de la Rochelle, de Clermont, & d'autres vils esclaves de la Société, qui n'ont d'autre regle de leur croiance & de leur

conduite , que la volonté des Jesuites.

Il convient qu'il y a encore dans le Clergé plusieurs Prelats qui se conduiroient avec droiture , si on les laissoit agir selon leurs lumieres ; qu'il y en a même un petit nombre dont l'attachement pour la verité & le zele pour nos Libertés sont à toute épreuve : mais il ne laisse pas d'être persuadé que si l'on prenoit le parti de faire recevoir la Constitution par chaque Evêque en particulier , les uns & les autres de ces Evêques seroient exposés à de grands dangers.

Que les premiers , moins en état de résister aux grandes tentations , réduits à délibérer avec des grands Vicaires livrés aux Jesuites sur la reception de la Bulle , menacés par ces Peres de tous les foudres du Vatican , & d'une disgrâce certaine du côté de la Cour , s'ils osoient parler en Evêques , deviendroient bientôt foibles & timides , & que s'ils n'abandonnoient pas absolument nos principes , du moins pour ménager les Puissances , couvriroient-ils la verité de tant de voiles & d'énigmes , qu'il ne seroit presque plus possible de la reconnoître.

Que les seconds , incapables d'être ébranlés par les menaces & par les promesses , voudroient , pour conserver les maximes du Roiaume & les droits de l'Episcopat , en recevant la Bulle , s'expliquer comme le Clergé de France a fait dans l'acceptation des dernieres Constitutions ; qu'ils seroient dès lors décriés en France par les Jesuites , comme des Prelats d'un esprit singulier & d'une doctrine suspecte , regardés presque comme les ennemis de l'Etat ; & du côté de Rome , qu'on verroit tomber sur eux toute l'indignation du Pape , comme s'ils s'étoient revoltés contre le S. Siege , & qu'ils se fussent séparés de la communion.

Il fait valoir ensuite les avantages d'une acceptation faite dans des assemblées soit generales , soit provinciales : qu'on éprouve tous les jours que dans ces assemblées un Evêque instruit & zélé , ouvrant un avis conforme au bon ordre & à la dignité de l'Episcopat , le plus grand nombre suit ordinairement la lumiere qui lui est présentée : que les cabales sont plus aisément découvertes , & font moins d'impression : que ceux mêmes

qui sont les plus livrés à la fortune , rougisent de s'opposer ouvertement à la verité mise dans tout son jour ; & que les foibles qui paroissent accablés de la crainte d'une disgrâce qui les menace seuls , s'exposent avec intrepidité à des evenemens qui doivent leur être communs avec leurs confreres ; que l'uniformité de conduite & de sentimens les met tous à couvert de ces accusations vagues & odieuses de singularité , de nouveauté , de mauvaise doctrine , que l'esprit de calomnie met si souvent en usage ; & que le Pape ne peut faire de peine ni de reproche à un Evêque qui ne fait que suivre & executer ce que tous ont arrêté en commun ; que sa cause devient la cause de tout le Clergé , & que par là même il est hors d'atteinte ; que ce ne sont que nos divisions & les discordes continuelles des Evêques , qui augmentent la puissance du Pape , & qui le rendent tous les jours plus entreprenant.

Il passe ensuite à la 2. question , savoir de quelle maniere on devoit accepter la Constitution , suppose que la censure du livre des Reflexions soit juste & bien fondée ; suppose que le Pape qualifie en détail toutes les propositions de cet Auteur qu'il aura cru mauvaises , suppose enfin que l'on suive en France dans l'acceptation de la Constitution les regles que nos Peres nous ont laissées.

Il répond , que dans quelque forme que la Constitution soit donnée , & que quelque clause qu'elle contienne , si les Evêques croient devoir l'accepter , ils sont indispensablement obligés de marquer nettement le droit qu'ils ont par l'institution de J. C. de juger des questions de foi , & qu'ils doivent user de ce droit dans l'acceptation même de la Bulle , en jugeant & en condamnant avec le Pape le livre des Reflexions : Qu'il est des conjonctures où le silence sur certaines verités peut être un ménagement raisonnable & une sage condescendance ; mais qu'il est aussi des occasions où l'on trahit la verité , si on ne la défend hautement , comme lorsque la verité est vivement attaquée , & que ses ennemis tirent des avantages contre elle du silence même de ceux qui sont établis pour la défendre ; & que nous sommes précisément dans ces circonstances par rapport à cette maxime ,

que les Evêques ont droit d'accepter par voie de jugement les décisions du S. Siege.

Qu'on est bien éloigné de prétendre par là, que nos Evêques s'engient en juges & en superieurs du Pape, pour réformer son jugement ; que leur pouvoir , par rapport à ce point , se borne à arrêter les suites d'un pareil jugement par des remontrances respectueuses au S. Siege , ou à en empêcher la publication & l'exécution dans leurs Eglises ; & si les contestations s'animoient davantage , à en appeler au Concile general , comme au tribunal infallible , & qui seul peut corriger & condamner ce que le Pape auroit avancé de contraire à la doctrine orthodoxe.

Il répond en second lieu , que Rome , pour ménager les intérêts sans nous blesser ouvertement , mettra apparemment dans la Bulle la clause , *Non intendentes* ; clause par laquelle les Papes déclarent que quoi qu'ils n'aient exprimé dans leurs censures qu'un certain nombre de propositions , ils ne prétendent pas approuver pour cela le reste du livre : Qu'il est important de faire observer que si cette clause est innocente à l'égard de tous les livres qui n'enseignent rien qui ait rapport à nos maximes , elle seroit très dangereuse dans la condamnation de celui du P. Q. qui renferme presque toutes les verités touchant le pouvoir des Rois , la puissance des Papes , l'autorité des Conciles & des Evêques , que nous regardons comme les fondemens de nos Libertés ; & que si l'on toleroit dans l'affaire presente cette clause generale , les Ultramontains ne manqueroient pas d'en conclure que le Pape a enveloppé toutes nos maximes dans la condamnation generale du livre des Réflexions : Que pour prévenir cette conséquence , on ne peut se dispenser en recevant la condamnation , d'user d'une modification , qui mette à couvert & qui excepte de la censure tous ces grands principes que nos Peres nous ont laissés par tradition.

Nous nous sommes peut-être trop étendus sur les deux écrits dont nous venons de donner l'extrait. Nous serons moins longs sur un ouvrage de plus de 700 pages , attribué à M. Fouillou , que nous croions devoir placer ici , quoiqu'il n'ait paru que sur la fin de 1713. C'est une ample réfutation de l'Instruction

Pastorale de M.M. de Luçon & de la Rochelle , qui a pour titre , *Renversement de la doctrine de S. Augustin sur la grace par l'Instruction Pastorale de M.M. les Evêques de Luçon & de la Rochelle.*

L'Auteur commence par donner une idée generale du système des deux Evêques sur la grace. Voici en abrégé en quoi il le fait consister. Les Prelats poient d'abord comme un principe incontestable , qu'il n'y a de pouvoir d'accomplir les commandemens que par la grace , & que tout autre pouvoir par rapport au bien est un pouvoir *imaginaire* : d'où ils concluent que tous les chretiens , fideles & infideles , ont toutes les fois qu'ils pèchent une mesure suffisante de grace actuelle , qu'ils appellent du nom de bonne volonté , qui leur donne un pouvoir plein & parfait pour agir , ou du moins pour prier Dieu & obtenir par la priere son divin secours : que sans une telle grace Dieu ne pourroit les punir avec justice , parcequ'ils n'auroient eu aucun pouvoir ni aucune liberte réelle pour faire le bien & pour éviter le mal , & que par conséquent ils n'auroient pu commettre de péchés proprement dits. Tel est le plan que ces deux Prelats se sont formés de la veritable doctrine qu'il faut tenir sur la matiere de la grace. Ils ne craignent point de l'attribuer à S. Augustin & de le proposer comme la foi de l'Eglise : *Protestans hautement qu'ils ne fontent qu'a instruire les fideles de ce qu'ils doivent croire ; que c'est comme juges de la doctrine , & comme interpretes de la foi de l'Eglise , qu'ils parlent & qu'ils marquent les points décidés.*

L'Auteur refute avec étendue ce système , & en particulier l'attribution qui en est faite à S. Augustin. Il prouve par ce Pere , par les Papes , les Conciles & les autres saints défenseurs de la grace , que dans la dispute de l'Eglise avec les Pelagiens , on a toujours attaché à la grace efficace le pouvoir plein & parfait de bien vivre , que les deux Evêques prétendent rier de leur grace suffisante generale.

Il répond à divers passages de S. Augustin , dont les deux Prelats abusoient pour y trouver leur prétendue grace generale. Il montre que leur idée d'une grace generale est une pure imagination , contraire à tous les prin-

cipes de S. Augustin ; ce saint enseignant par tout très clairement , que la grace n'est pas donnée à tous : ce qu'il regarde même comme une vérité de la foi catholique ; & que pour résoudre les objections des Pelagiens , il n'a jamais eu recours à cette prétendue grace suffisante : ce qu'il n'auroit pas manqué de faire , s'il l'eût eue dans l'esprit.

Il passe ensuite à des preuves particulières , & fait voir par une foule de passages de S. Augustin , que dans ses principes , tous ceux qui sont infidèles , étant privés de la foi qui est la première grace & la source de toutes les autres , doivent être regardés comme privés de toute grace intérieure de J. C. que la grace donnée généralement à tous pour la foi , est une chimère , sans vraisemblance , qui contredit formellement tous les principes des SS. Docteurs contre les ennemis de la grace , & qui anéantit toutes les notions que l'Ecriture nous donne sur l'état des païens : que la généralité de la grace de la foi étant renversée , la généralité de la grace de prière des deux Prelats , l'est aussi , puisque pour prier il faut croire.

Que les Juifs , purement Juifs , selon S. Augustin , ou plutôt selon S. Paul lui-même , sont encore un exemple sensible de la fausseté de ce principe capital des deux Prelats , que la grace accompagne toujours le commandement.

Que la doctrine de S. Augustin touchant l'état des pécheurs aveuglés & endurcis , n'est pas moins opposée au Molinisme des deux Prelats ; puis que ce S. Docteur enseigne par tout formellement ces deux points : L'un , que ceux qui sont aveuglés & endurcis , sont privés de toute grace intérieure de J. C. l'endurcissement ne consistant que dans la soustraction de la grace : L'autre , que tous ceux qui par un terrible effet de la vengeance divine sont réduits à ce funeste état , n'en sont pas moins criminels devant Dieu , lorsqu'ils péchent.

L'Auteur emploie un chapitre à montrer par l'exemple des Sauvages , des Athées , des Idolâtres , des Philosophes payens , des Juifs , des Libertins , &c. que rien n'est plus absurde que de s'imaginer que tous ces hommes aient toutes les fois qu'ils sont tentés de pécher ,

des graces intérieures suffisantes qui leur donnent un pouvoir surnaturel de ne point pécher.

Il examine à fond ce principe propre aux deux Prelats , qu'il n'y a de pouvoir réel par rapport au bien , que par la grace , & que tout autre pouvoir est un pouvoir imaginaire : & il fait voir dans un chapitre exprès , que la distinction du pouvoir éloigné qui vient de la nature , & du pouvoir prochain qui vient de la grace , est autorisée par le suffrage des plus habiles Théologiens & de toute l'école de S. Thomas , que c'est la doctrine de S. Augustin & des autres SS. Docteurs , & qu'enfin , c'est détruire le libre arbitre que de vouloir qu'il soit donné par la grace.

Il ramasse dans les chapitres 22 & 23 les erreurs monstrueuses qui suivent du système Théologique des deux Evêques. Les principales de ces erreurs sont , que le libre arbitre n'est point un don naturel ; que le libre arbitre est péri par le péché d'Adam , que J. C. est mort en vain ; que la grace est due ; que la grace de la prière , & de la foi par conséquent , est un don aussi commun à tous les hommes que la nature ; que les Juifs & les Païens mêmes sont aussi favorisés que les Chrétiens ; que les Athées & les Idolâtres sont actuellement capables de la plus haute perfection par la grace qu'ils ont ; que l'ignorance du droit naturel excuseroit de péché , si Dieu refusoit sa grace ; que l'endurcissement des pécheurs est un état chimerique ; qu'il n'y a point de servitude du péché ; & qu'enfin la Théologie Molinienne de ces Prelats anéantit d'une part les devoirs les plus essentiels de la religion , comme la prière , la crainte , la vigilance , la fuite des occasions , l'humilité , la reconnaissance envers J. C. & que de l'autre elle justifie les pécheurs les plus abandonnés & les plus expressément condamnés par l'Ecriture , comme sont tous ceux qui ne connoissent point Dieu , & qui par la corruption de leur cœur en ont effacé le souvenir de leur esprit.

Cependant les Jésuites qui dès que la Bulle avoit été demandée au Pape de la part du Roi , n'avoient point douté qu'elle ne fût accordée , & que le livre du P. Q. ne fût condamné , avoient eu la précaution , pour

se conformer au goût du public, d'en faite composer un semblable par le P. Lallemand, qui aiant la forme extérieure de celui du P. Q. n'en eût pas le venin. Après bien des obstacles qu'il rencontra à sa naissance, il parut enfin en 1713 avec l'approbation d'un grand nombre de Prelats, dont plusieurs eurent tant d'empressement de lui donner des marques de leur estime, qu'ils voulurent se mettre au nombre de ses approbateurs, avant même que d'en avoir pu juger par eux-mêmes.

Nos occupations, dit l'un deux, qui est M. de Crillon Archevêque de Vienne, alors Evêque de Vence, ne nous aiant pas permis ni donné le tems d'examiner par nous-mêmes le livre nous avons prié & chargé des personnes habiles &c.

M. de Vintimille du Luc Archevêque d'Aix, se sert à peu près des mêmes termes: Plusieurs Docteurs de la Maison & Société de Sorbonne, d'un mérite & d'un savoir connu, nous certifient, dit-il, avoir lu, &c.

Mon tems est si rempli, dit M. le Cardinal de Rohan dans la lettre qui contient son approbation, qu'il ne m'a pas été possible d'apporter à cette lecture toute l'attention qu'avoit demandé la dignité & l'importance de la matière. L'esprit de critique qui règne aujourd'hui, & mon attachement à tout ce qui vous interesse &c.

Ce qui est plus remarquable, c'est que ces Prelats conviennent tous dans un point, qu'on pourroit dire être une improbation anticipée de la censure que la Constitution fait des propositions touchant la lecture de l'Ecriture sainte. Ils recommandent tous cette même lecture en des termes qui ne sont gueres moins forts que ceux du P. Quesnel.

Comme l'Evangile, dit M. l'Evêque de la Rochelle, est ce qu'il y a de plus excellent dans toutes les divines Ecritures, & que c'est proprement le livre des Chrétiens, qu'ils devoient étudier continuellement, on ne sauroit rien faire de plus important dans le christianisme, que de donner aux fidèles le moyen de bien entendre ce divin livre, & de leur en faire goûter les maximes toutes saintes.

Tous les Chrétiens, dit M. l'Evêque de Comenge, devant regarder le livre des SS.

Evangiles, comme la source seconde, où ils doivent puiser les regles & les préceptes salutaires de leur sanctification; s'on ne sauroit trop louer le zèle de ceux qui consacrent leurs veilles, leur tems & leur application à en rendre l'intelligence facile aux fidèles, & à leur en développer tous les sens.

Le saint Evangile de J. C. étant, dit M. l'Evêque de Marseille, la regle infaillible de nos mœurs, comme de notre foi, rien n'est plus à désirer dans l'Eglise, que d'y voir revivre le louable & saint empressement des premiers chrétiens pour la lecture de ce livre sacré &c.

Au reste le jugement des Evêques, même amis des Jesuites, ne fut pas uniforme sur le livre. M. l'Evêque de T. dit alors à des Docteurs de qui on l'a appris, qu'on l'avoit sollicité comme les autres d'approuver le N. T. du P. Lallemand; qu'il s'étoit donné la peine de le lire, & que tout ce qu'il y avoit trouvé de neuf & qui fut de lui, se pouvoit reduire à ces trois choses; à des puérilités, au pur Molinisme qui y étoit insinué par tout, & à des principes qui conduisoient à tous les relâchemens des mauvais Casuistes.

En effet, des censeurs plus exacts & moins occupés que les Prelats approbateurs de cet ouvrage, après l'avoir examiné avec attention, n'y ont aussi presque rien trouvé de bon que les pensées mêmes du P. Quesnel, exprimées en d'autres termes & d'une manière qui leur fait perdre une partie de leur onction; mais ils y ont trouvé par tout le style & les principes de la doctrine Pelagienne & de la morale corrompue de l'Auteur du libelle intitulé, *Esprit des nouveaux disciples de S. Augustin*, & cette conformité seule les a convaincus que ces deux ouvrages ne sont pas de differens auteurs. C'est ce qu'ils ont fait voir par des observations qui paroissent également justes & solides, mais qu'ils n'ont pas jugé à propos jusqu'à present de donner au public.

Les Quietistes suivirent de près les Molinistes. Ils voulurent aussi avoir un N. T. avec des Réflexions qui leur fussent propres. On en vit paroître un presque en même tems, qui remplit parfaitement leurs desirs. Il étoit imprimé en Hollande, & on l'attribuoit à Madame Guyon; mais d'autres pouvoient aussi y avoir travaillé.

§. X.

Mouvements qui se font à Rome par rapport au livre du P. Q. Congregation établie pour l'examiner. On y dénonce jusqu'à 155. propositions. On en censure 101 par une Bulle qui est publiée à Rome, & envoyée en France.

L est tems de quitter la France & de retourner à Rome pour voir ce qui s'y passa depuis le mois de decembre 1711, que la Constitution fut demandée par le Roi, jusqu'au mois de septembre 1713 qu'elle fut envoyée à sa Majesté.

Ce fut le 12 decembre 1711 que M. le Cardinal de la Tremoille reçut la lettre du Roi par laquelle S. M. demandoit au Pape une Constitution contre le N. T. du P. Q. L'instruction qu'on lui envoya sur cette affaire, portoit expressément, qu'il suppleroit S. S. de faire extraire & qualifier les plus mauvaises propositions du livre, & de ne point rendre sa Bulle publique, qu'il n'en eût auparavant communiqué le projet en France. A ces conditions S. M. promettoit d'employer toute son autorité pour la faire recevoir dans son royaume.

Ce qui porta la Cour de France à prendre ces précautions, fut sans doute la juste crainte qu'on avoit, que le Pape par quelque censure generale du livre, ne cherchât à envelopper dans sa Bulle la condamnation de la doctrine de France sur la distinction, sur l'indépendance & les bornes de l'autorité spirituelle & temporelle, qu'on n'ignoroit pas y être enseignée par-tout d'une maniere très-exacte & très-précise. Car à la reserve du venin du Jansenisme, qu'on avoit fait entendre au Roi y être repandu avec adresse, on convenoit aisément que sur tous les autres points, & particulièrement sur ceux qui sont contestés par les Ultramontains, la doctrine en étoit saine & très-conforme à nos maximes : l'Auteur, disoit-on, aiant même affecté d'être exact sur ces points, & de les inculquer jusqu'à l'ennui dans tout son livre, afin de faire passer à leur faveur le poison de ses erreurs, & d'en rendre le discernement & la condamnation plus difficiles.

Le Pape reçut très-gracieusement la priere que lui faisoit le Roi. Il promit de faire travailler incessamment à cette affaire, & qu'il feroit tout communiquer à M. le Cardinal de la Tremoille. Il forma peu de tems après une Congregation particuliere pour l'examen du livre du P. Q. qu'il composa des deux Cardinaux Ferrari & Fabroni, de M. Banchieri Assesseur du S. Office, du P. Damascene Franciscain, Commissaire du même S. Office, & de neuf Théologiens ou Consultants. Les Théologiens, suivant des lettres de Rome, étoient M. le Drou, Augustin Liegeois, Evêque de Porphyre & Sacriste du Pape ; M. Tedeschi Benedictin, Evêque de Lipari, le P. Bernardini Dominicain, Maitre du sacré Palais, le P. Selleri aussi Dominicain & secretaire de la Congregation de l'Indice, le P. Palermo Franciscain Observantin ou Cordelier, le P. de S. Elie Franciscain du tiers Ordre, le P. Castelli prêtre de la Mission, le P. Terroni Barnabite, & le P. Alfaro Jesuite. D'autres lettres mettoient aussi le P. Pipia Dominicain au nombre des Consultants. Et comme il paroît par leur *vœux* qu'il n'y en avoit que neuf, il faut que ce Pere ait été mis à la place de quelqu'un de ceux que nous venons de nommer, ou que le Maitre du sacré Palais, qui étoit de droit de cette Congregation, ne doive pas être compris entre les Consultants.

Ce qui pourra paroître surprenant, c'est que de tous les consultants, il n'y avoit que M. l'Evêque de Porphyre, & peut-être un ou deux autres qui entendissent le françois, quoiqu'il s'agit d'examiner un livre françois, écrit d'un style coupé, & dont il n'y a guères que des François naturels qui puissent comprendre toute l'énergie, & de juger d'une version françoise du N. T. en la comparant avec celle de Mons & avec la Vulgate.

Il seroit à desirer, que des personnes bien au fait de la Cour de Rome, & sur le témoignage de qui on pût compter, nous eussent expliqué quelle étoit la capacité & le merite de ces differens Deputés, & les motifs particuliers qui les avoient fait choisir. Le P. Q. dans sa Protestation nous donne une idée peu favorable de ces Théologiens.

„Tous les Consultants, dit-il, hormis un P. 11

„seul qu'on trouva moien d'éloigner dans
 „la suite, étoient dévoués à la cabale du
 „Cardinal Fabroni & des Jésuites. Aussi ai-
 „je sçu, ajoute-t-il, qu'un Ministre de la
 „Cour de Rome, qui étoit alors dans une
 „Cour étrangère, aiant vu la liste de ceux
 „qui devoient composer cette Congrega-
 „tion, s'écria en présence de plusieurs per-
 „sonnes : *C'est fait du Cardinal de Noailles :*
 „*je connois, dit-il, tous ces Consultants ;*
 „*ce sont gens peu capables & dévoués aux*
 „*Jésuites.*

Nous trouvons en des mémoires faits sur des lettres de Rome, quelques particularités sur la plupart de ces juges. On y rend ce témoignage au Cardinal Ferrari Dominicain, qui est mort depuis, qu'il joignoit à la science de la théologie scholastique, de la probité & de la droiture, & un attachement déclaré pour la doctrine de son Ecole : ce qui le rendoit plus propre qu'un autre à bien juger du livre d'un Auteur qui prétendoit n'avoir point eu d'autre intention que de suivre les principes de S. Augustin & de S. Thomas. Mais comme ce Cardinal étoit le seul avec M. le Drou qui eut ces qualités, & que par là son suffrage devenoit inutile, on disoit publiquement, que le Pape ne l'avait choisi que pour faire honneur à la Commission.

Pour le Cardinal Fabroni*, sa partialité contre M. le Cardinal de Noailles & contre l'auteur des Réflexions, & son dévouement pour les Jésuites & pour le Molinisme, étoient si publics, que la bienfaisance auroit demandé qu'il se fût abstenu de connoître de cette affaire. Cependant ce fut lui que le Pape mit à la tête de la Congregation, & à qui il en confia tout le secret.

M. Banchieri, alors Assesseur du S. Office, & aujourd'hui secrétaire de la Consulte, est un gentilhomme Pisoyen, d'une famille médiocrement riche, mais relevée par l'honneur qu'elle a de tenir à celle des Roispignoli. Il avoit été élevé, aussi-bien que le Cardinal Fabroni, au f minaire Romain, où l'on croit que l'un & l'autre avoient rempli une des Bourses secrètes qui y ont été fondées par le Cardinal de Lugo, pour des gentilhommes qui y sont nommés, sans qu'on les fasse connoître, ni qu'ils soient en rien distingués de

ceux qui paient pension. Ce séminaire est gouverné par les Jésuites, & divisé en deux Communautés, dont l'une est un véritable Collège pour des Nobles, & l'autre un séminaire pour les Clercs qui se préparent aux Ordres : cette éducation ne pouvoit que le rendre très suspect. Aussi passoit-il pour être très attaché aux Jésuites ses anciens maîtres, & il n'avoit pas la réputation d'être fort savant dans la Théologie.

Le P. Damascène, qui est mort depuis quelques années, étoit encore plus suspect. Nous avons vu plus haut qu'il avoit eu part au Decret de 1708 contre les Réflexions morales, & qu'à la prière du Pape, alors Cardinal, il avoit présidé, comme il le dit lui-même, à l'impression du livre du Cardinal Sfondrate, qu'il appelle un ouvrage sacré & divin : *Sacrum & divinum opus.*

M. le Drou qui paroît le premier dans la liste des Théologiens, étoit aussi le meilleur de tous. Il entendoit bien, comme nous l'avons déjà remarqué, la langue du livre & les matières qu'il s'agissoit d'examiner. Formé dans la célèbre Ecole de Louvain, qui n'étoit pas encore tombée dans la confusion où elle est aujourd'hui, il étoit le plus zélé défenseur qu'il y eût à Rome de la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas ; & il en avoit donné des preuves récentes par le livre qu'il avoit fait imprimer à Rome même en 1707 contre les relâchemens monstrueux du P. Francolin Jésuite.

M. Tedeschi, Benoîtin Sicilien, avoit professé la théologie dans son Ordre, avant que d'être promu à l'Evêché de Lipari, Ile adjacente de la Sicile. C'est lui qui a le premier donné occasion aux derniers troubles de ce royaume par les censures précipitées qu'il affecta de lancer contre les officiers du Roi, sous prétexte qu'ils avoient violé les immunités ecclésiastiques, parce qu'ils avoient exigé les droits ordinaires sur des poix chiches, qu'ils avoient trouvés exposés dans la boutique d'un marchand, & qu'ils ne favoient pas provenir du domaine de l'Evêché. Ce fait est au moins une preuve de son zèle pour les prétensions de la Cour de Rome. Il en a été récompensé depuis par la charge de Secrétaire de la Congregation des Rites, à laquelle le Pape l'a nommé.

Le P. Bernardini Maître du sacré Palais, s'il étoit du nombre des Consulteurs, n'en avoit été mis qu'à cause de sa charge, qui lui donnoit naturellement entrée dans cette Congregation. Car il étoit alors nonagenaire, & hors d'état de vaquer à la discussion de matieres aussi importantes & aussi difficiles que celles sur lesquelles il devoit porter son jugement.

Le P. Sellei qui étoit alors son compagnon, & qui est devenu son successeur, étoit aussi très peu propre à cet examen, & par le caractère de son esprit, & par les fonctions dissippantes de son emploi, qui consistoient principalement à courir de boutique en boutique de libraires, pour observer les livres qui s'y imprimoient ou qui s'y débitaient.

Le P. Palermo, Franciscain, étoit un vieillard, grand Scotiste & encore plus grand ami des Jésuites. On peut juger de ses sentimens par un livre qu'il a donné au public, où pour défendre la Censure de la trentième des propositions du Decret d'Alexandre VIII, rouchant l'autorité de S. Augustin, il applique sérieusement à ce saint Docteur ce proverbe injurieux, *Aliquando bonus dormitat Homerus*. Il y soutient aussi l'attrition, non seulement comme une opinion probable, mais comme la seule probable, par ce raisonnement, que l'Eglise permettant de là suivre, & s'agissant d'un sacrement où il n'est pas permis d'employer une matiere ou une forme douteuse, il faut par conséquent que cette opinion soit la seule probable, & que l'opinion contraire n'ait aucune probabilité.

Le P. de S. Elie, autre Franciscain Sicilien, étoit encore un plus outré partisan des Jésuites & du Cardinal Fabroni. Aussi mérita-t-il, lorsqu'il mourut à Palerme, qu'un Jésuite fit son oraison funebre.

Le P. Castelli, de la Congregation de la Mission, passoit pour avoir plus de théologie que n'en ont d'ordinaire les Italiens, & ceux de cette Congregation qui sont appliqués à des fonctions qu'ils croient ne pas demander des études si profondes; & il savoit assez le François, ayant demeuré quelque tems en France auprès de son General. Mais il étoit

déjà déclaré contre le livre du P. Q. de la relation duquel nous avons vu qu'il avoit été chargé lors du Decret du 13 Juillet 1708.

Le P. Terroni, Barnabite, étoit Fabroniste déclaré & dévoué aux Jésuites. Depuis cette affaire, le Pape pour le récompenser, l'avoit nommé à un Evêché du royaume de Naples; mais l'Empereur l'ayant refusé comme n'étant pas Napolitain, sa Sainteté lui a assigné vingt écus Romains par mois, & l'a fait administrateur d'un autre Evêché en qualité de Commissaire Apostolique.

Le P. Alfaro, quoiqu'opposé à la probabilité dans un livre qu'il a composé, & que les Jésuites l'ont empêché par cette raison de faire imprimer, étoit Jésuite; & c'est tout dire.

Enfin le P. Pipia Dominicain, natif de l'Isle de Sardaigne, aujourd'hui secretaire de la Congregation de l'Indice, en qualité de Théologien, avoit rempli celle des places fondées par le Cardinal Casanate au Couvent de la Minerve, qui est affectée aux Espagnols; mais toute la théologie se réduisoit à une scolastique sèche sans érudition & sans aucune connoissance de la positive.

Voilà, disent les Auteurs des Memoires que nous avons cités, quels furent dans cette affaire les juges en premiere instance & dernier ressort des Evêques approbateurs des Reflexions morales, les arbitres souverains de la foi, & les conseillers à qui le Pape confia son infailibilité.

Leur sentiment dans les premieres assemblées fut que le moien le plus court pour tout terminer, étoit de confirmer par une Bulle le Decret du 13 Juillet 1708, parce que si on en venoit à qualifier des propositions, on ne pourroit se dispenser d'entrer dans l'examen du livre entier, pour appuyer sur la suite & la liaison des principes de l'Auteur, les qualifications dont peut-être les propositions qu'on voudroit dénoncer, prises en elles-mêmes, ne seroient pas susceptibles. Mais, comme le Pape s'étoit engagé à qualifier un nombre de propositions particulieres, cet avis ne fut point écouté: & les Jésuites se chargerent auprès du Cardinal Fabroni, de lui fournir les extraits de celles sur lesquelles les Consulteurs pourroient travailler.

Le premier extrait qui contenoit 33 propositions, fut pris dans le Mandement de Luçon & de la Rochelle. Cet extrait souffrit d'abord quelques difficultés. On avoit mis entre les mains de quelques-uns des Consultants l'Ecrit de feu M. Bossuet. Plusieurs des propositions dénoncées s'y trouvoient justifiées. L'autorité & la réputation de ce grand homme retenoient ces Théologiens, & ils avoient de la peine à trouver condamnable ce qu'il avoit approuvé. Mais M. l'Archevêque de Cambrai, qui ne cessoit point de s'intéresser à l'affaire, quoiqu'il n'agit qu'en secret, ayant envoyé à Rome dès le mois de mai 1712, des observations qu'il avoit faites sur l'ouvrage du P. Q. l'estime & la faveur qu'il s'étoit acquise dans cette Cour-là, balancerent l'autorité de M. Bossuet. Le S. Pere lut avec empressement ces observations, qui le confirmèrent dans ses dispositions. Tout ce qu'on put employer pour détruire l'impression qu'elles avoient fait sur son esprit; l'Ecrit de M. Bossuet; les Justifications de M. le Cardinal de Noailles; les remontrances du P. Raullet Minime, agent de S. E.; les sentimens & les discours de la plupart des Cardinaux qui se declaroient ouvertement en la faveur, rien ne fut capable de le faire changer, quoiqu'il avouât quelquefois que le Cardinal de Noailles se défendoit avec des raisons solides, & qu'il sembloit rendre justice à la pureté de ses sentimens.

Vers le 15 d'Août 1712 on défera 103 nouvelles propositions extraites du Livre; & on pressa le Pape de les faire examiner avec les autres qu'on avoit déjà dénoncées. Une lettre écrite de Rome dans ce tems-là porte, que S. S. parlant de cette nouvelle dénonciation à M. le Cardinal de la Tremoille, lui dit avec quelque émotion : *Je ne sais comment l'entend le P. le Tellier. Il me fait écrire tous les ordinaires par le Roi & par l'ancien Auditeur de la Nonciature, pour accélérer la Constitution; & il fait faire par cette dernière dénonciation tout ce qui est capable de la reculer. S'il a fallu tant de mois pour examiner 33 propositions, il en faut bien plus pour en examiner 103.* Cependant on en ajouta encore 19 autres, de manière qu'il y eut en tout 155 qui furent examinées.

De ces 155 propositions on en a 101 dans la Constitution. Nous donnerons dans l'Article suivant la liste des 54 autres qui avoient été dénoncées par les Jésuites, & qui ne furent point insérées dans la Constitution, afin qu'on soit instruit de tout ce qui avoit déplu aux Jésuites, & qu'on puisse mieux juger du nouveau système de doctrine qu'ils prétendoient établir sur la condamnation de tant de propositions.

Malgré le secret rigoureux du S. Office qui avoit été imposé sur toute cette affaire, il transpira au commencement d'octobre 1712 par des voies sûres, que presque tous les Examineurs convenoient que de 155 propositions dénoncées la plupart demandoient explication, & que sur plusieurs ils ne répondoient que par un *explicet*, ou un *transfert*. On apprit encore que le Cardinal Ferrari & M. l'Evêque de Porphyre, qui étoient proprement les seuls qui entendoient la matiere, s'opposoient de toutes leurs forces à la censure précipitée que les autres vouloient faire de quelques propositions, que ceux-là soutenoient être la pure doctrine de S. Augustin & de S. Thomas : *Questo è la dottrina medesima di Sant Tomaso*, avoit-on entendu crier plusieurs fois au Cardinal Ferrari. Ce fut apparemment ce qui obligea le parti du Cardinal Fabroni à se défaire de M. l'Evêque de Porphyre. On ne sait pas de quels moyens ils se servirent pour cela. Mais le Pape pour l'engager à se retirer, ou pour le congédier d'une manière honorable, l'envoya à Liege sa patrie, sous prétexte de gouverner cette Eglise en qualité de Vicaire General. Par la retraite de cet habile Théologien les Consultants se trouverent réduits à huit; & ce fut sur les suffrages de ce petit nombre de Théologiens tous Italiens, tous Reguliers, & par là dépendants d'une manière particuliere du Pape, que la Bulle fut dressée, comme nous le dirons bientôt.

A chaque audience que M. le Cardinal de la Tremoille avoit du Pape, il avoit ordre de le presser sur la Constitution; & il le faisoit toujours souvenir qu'il s'étoit obligé de lui en remettre le projet, pour l'envoyer aussitôt en France. Mais la conclusion de l'affaire fut poursuivie avec bien d'autres empressements

par le P. d'Aubenton, lorsqu'il eut reçu vers le mois de Février 1713, une lettre du P. Tellier, où il lui mandoit la persécution qu'on leur faisoit au Parlement de Paris à l'occasion de l'Histoire de la Société par le P. Jouvenci, où il n'y avoit pas, disoit-il, de quoi fouter un chat. Il ajoutoit que cette persécution leur étoit suscitée par les Jansenistes, qui par cette diversion pretendoit empêcher ou reculer la Constitution ; qu'il étoit par cette raison d'une conséquence infinie de l'avancer le plus qu'il seroit possible ; que le Pape n'avoit point à craindre qu'elle ne fût pas acceptée, parce que lui P. Tellier avoit pris des mesures sûres pour la faire recevoir, & qu'étant plus que jamais dans la confiance du Roi, l'exécution ne souffriroit point de difficulté. Le rapport que le P. d'Aubenton fit de cette lettre, fut appuyé par les instances des Cardinaux Fabroni, Ottoni & Tolomei Jésuite. L'affaire traina néanmoins encore quelques mois par divers incidens & par l'opposition perpétuelle qu'il y avoit entre les Cardinaux Ferrari & Fabroni, qui furent les seuls du Sacré College qui assistèrent aux assemblées des Théologiens de la Congregation. Le Cardinal Panciatichi qui devoit naturellement s'y trouver, comme étant du St. Office, s'en excusa ; & le grand âge & les incommodités des Cardinaux Acciaïoli & Marefcotti ne leur permirent pas d'y assister.

Enfin les huit Consulteurs remirent leurs suffrages, ou comme ils les appellent, leurs *vœux* à la Congregation, & on commença à travailler sérieusement à dresser la Constitution. Ce seroit une chose curieuse que d'avoir une copie de ces *vœux*, pour juger des motifs différens qui déterminèrent les Théologiens à condamner ce grand nombre de propositions. Il ne s'est échappé que des copies du précis, ou de l'extrait qu'on a coutume de faire pour les Cardinaux, qui y voyent d'un coup d'œil quels ont été les avis des Consulteurs, & combien il y en a eu qui aient concouru dans la même censure. Ce précis ne contient donc que les simples qualifications que les Consulteurs ont jugé à propos de donner à chacune des propositions dénoncées, sans rendre aucune raison de ces qualifications ; ou si on en marque quel-

qu'une, ce n'est ordinairement que la conformité vraie ou apparente que les propositions ont avec quelques-unes des propositions déjà condamnées par la Bulle contre Baïus, ou par quelque autre des Constitutions modernes des Papes. C'est aussi à cela que se réduit toute la Théologie de la plupart de ces Qualificateurs.

Des 155 propositions qualifiées par les Consulteurs, on n'en choisit que 101. pour les comprendre dans la Constitution, & on épargna, comme nous l'avons déjà observé, les 54 autres, dont nous donnerons plus bas la liste. A comparer la doctrine de celles-ci, & même les qualifications dont les Consulteurs les avoient notées, avec la doctrine & les qualifications des propositions censurées, il est assez difficile de deviner la raison de cette indulgence. Car entre ces 54 propositions il y en a plusieurs qu'il semble qu'on auroit dû également condamner, la doctrine qu'elles contiennent n'étant pas différente de celle de 101 propositions, & les *vœux* des Consulteurs ne leur ayant pas été plus favorables. Mais, quoique le Pape les ait retranchées, peut-être ne les a-t-il pas jugées moins dignes de censure, & que c'est de ces propositions qu'on doit entendre ce qu'il dit à la fin de la Constitution, *que dans le cours de l'examen du Livre il avoit trouvé beaucoup d'autres propositions, semblables ou approchantes de celles qu'il a condamnées, & qui étoient remplies des mêmes erreurs.*

Il ne paroît point par les *vœux*, que les Consulteurs aient fait aucun examen de la version Françoisse du N. T. ni qu'ils l'aient comparée avec celle imprimée à Mons. Ainsi on ne voit pas sur quel fondement le Pape a pu déclarer, que *dans l'examen qu'il a fait faire du Livre, il a trouvé que le texte même du N. T. y étoit detestablement corrompu, qu'il étoit conforme en plusieurs endroits à la version reprouvée de Mons, & considérablement différent de la Vulgate.* Cependant le S. Pere remarque avec raison, que c'est ce qu'il y a de plus intolérable, *quod intolerabilius est.* La justice qui étoit due au P. Q. & l'instruction même des fidèles sembloit donc demander, que comme il avoit fait extraire un grand nombre de propositions, pour faire

voir les erreurs qu'il avoit enseignées ; il eût aussi fait spécifier quelques-uns des endroits où il avoit corrompu le texte sacré , & méprisé la vulgate.

Quand tout fut arrêté , que la Constitution fut dressée , & que le Pape fut déterminé à la publier , telle qu'elle étoit , il indiqua quelques jours auparavant des prières publiques , pour implorer l'assistance du S. Esprit ; c'est à dire que les prières qui auroient dû se faire dès le commencement de l'affaire , n'étoient , disent des lettres écrites en ce tems-là de Rome , *que pour l'ostentation & pour la forme*. Cependant le Pape dans la Bulle a fait mention de ces prières , comme d'un des principaux moyens qu'il a employé pour terminer cette grande affaire d'une manière avantageuse à l'Eglise : *Après avoir sur tout imploré , dit-il , le secours de la lumière divine par des prières particulières , & même par des prières publiques que nous avons ordonnées à cette intention , nous condamnons &c.*

Voici les autres solemnités qu'il rapporte avoir observées. Il dit dans le préambule de la Constitution ; 1. " Qu'il a fait extraire „ avec fidélité des éditions du Livre , faites „ en 1693 & 1699 , plusieurs propositions , „ & les a fait remettre , tant en françois „ qu'en latin , à plusieurs Docteurs en Théologie ; 2. " Qu'il les a fait examiner avec „ soin par ces Théologiens , premierement en „ présence de deux Cardinaux , & ensuite en „ la présence dans plusieurs Congrégations „ où il a pris l'avis de plusieurs autres Cardinaux. „ Enfin , il ajoute dans le dispositif de la Constitution „ qu'il a pris de vive „ voix & par écrit les avis des sùldits Cardinaux & des autres Théologiens , & que „ c'est après toutes ces précautions qu'il a „ prononcé son jugement.

Ces dernières paroles paroissent insinuer que le Pape communiqua la Constitution avant que de la publier , sinon à tout le Sacré College , du moins à un grand nombre de Cardinaux. Cependant ces mêmes lettres de Rome marquent qu'il ne la fit point *courir par les mains* , comme on parle dans ce pais-là ; c'est à dire qu'il ne la communiqua point selon la coutume , aux Cardinaux , à la réserve des Cardinaux Ferrari , Fabroni , Otto-

boni , Albani , & peut-être Tolomei. Nous avons vu combien Ferrari avoit réclamé sur la censure de plusieurs propositions , & que Fabroni méritoit plutôt la qualité de partie que celle de juge. A l'égard des autres , ces mêmes lettres ajoutent , comme une chose qui n'étoit ignorée de personne , que le Cardinal Ottonboni n'entendoit rien à ces matières , & que s'il avoit eu à donner son suffrage , il l'auroit fait composer par le Jésuite qui lui servoit de Théologien : Et que le Pere d'Aubenton , pour s'en assurer davantage , avoit établi entre lui & le P. Tellier un commerce de lettres qui contribua beaucoup à lui procurer les Abbâtes de Montierend & de Marchiennes ; que le Cardinal Albani ne seulement n'entendoit rien non plus aux matières théologiques , mais qu'il n'avoit pas la moindre disposition prochaine ou éloignée pour y rien entendre : & qu'enfin , le Cardinal Tolomei étoit Jésuite , regardoit cette cause , comme celle de la Société , & par conséquent comme la sienne. Cependant le Pape content de cette instruction si peu capable d'assurer la vérité & la régularité de son jugement , signa la Constitution le vendredi 8 Septembre 1713 , jour de la Nativité de la Ste Vierge , & la fit publier dès le lundi suivant. Cette précipitation lui fit apparemment oublier qu'il avoit promis d'en remettre le projet entre les mains de M. le Cardinal de la Tremoille , pour l'envoyer en France , avant qu'elle fût publiée. On ne lui en montra point les propositions , mais seulement le préambule & le dispositif , & cela dans le tems qu'on l'imprimoit. Ce Cardinal y fit quelques remarques auxquelles le Pape eut égard : mais comme il n'avoit vu aucune des propositions qu'on y censuroit , & qu'il n'avoit pu envoyer le projet en France , il n'assura pas S. S. qu'elle y fût aussi bien reçue qu'elle le desiroit.

Voici les raisons que donna le Pape , ou pour s'excuser , ou pour soutenir qu'il ne devoit rien faire davantage : 1. Que ce que souhaitoit le Roi , c'étoit que la Bulle ne contint rien de contraire aux maximes des Parlemens ; qu'on avoit eu beaucoup d'attention à n'y rien mettre qui pût bleffer leurs usages : que S. M. ayant envoyé un memoire

deschofes qu'elle defiroit qui n'y fuflent point, on l'avoit exactement fuivi : que d'ailleurs on avoit communiqué le préambule & le difpofitif au Cardinal de la Tremoille, dont les obfervations avoient été bien reçues : 2. Qu'il étoit inouï & même offenfant pour le S. Siege, qu'on exigeât de lui qu'il communiquât à la Cour de France une décifion dogmatique, qui étoit faite pour toute l'Eglife ; qu'une pareille décifion ne pouvoit être examinée que par les Magiftrats ou par les Evêques ; que les premiers n'étoient ni compétens ni capables d'en prendre connoiffance ; & que les feconds devoient obéir au S. Siege, fans examiner fes décifions, ni entreprendre de les expliquer ou de les corriger : Et qu'enfin il y avoit à Rome des lumieres fuffifantes pour connoître ce qui étoit utile au bien de l'Eglife univerfelle, fans qu'on fût obligé d'en chercher en France.

Le lendemain que le Pape eût figné fa Bulle, il en remit des exemplaires à M. le Cardinal de la Tremoille, pour les envoyer au Roi, avant qu'elle fût publiée à Rome ; & quelques jours après le Cardinal dépêcha un courier extraordinaire pour la porter en France.

Liste des propofitions extraites des Reflexions morales, & dénoncées par les Jefuites, qui n'ont point été inférées dans la Conftitution Unigenitus.

VI.
Ce
nombre
marque
le rang
qu'avait
la propo-
fition en-
tre les
137.

¹ Nations fine lege & fine gratia relictæ
sunt paſſionibus maxime brutalibus.

² Fuit a quinque Qualificatoribus judicata er-
ronea ; ab altero hæretica, & ab altero blaſ-
phéma.

VII.

¹ Spiritui Sancto apartè contradicit, qui
imaginatur quod Ethnicus, ut plurimum, non
peccat abique cognitione aliqua, aut fine
conſcientiæ ſtimulis, quibus debiti ſui admo-
neantur.

*Hanc omnes præter unum conſentient eſſe dam-
nabilem, ſed non conſentient in gradu censure,
quædam dixerunt eſſe remanentem ; & ex tribus
aliis, unus dixit de hæreſi ſuſpectam, alter er-
roneam, alter verò blaſphemam & ſauilitati di-
vine injurioſam.*

§. XI.

*Liste des 54 propoſitions qui n'ont point été
inférées dans la Conſtitution. Obſervations
ſur les vœux des Conſulteurs.*

Pour ne point interrompre la ſuite de ce
qui ſe paſſa à Rome au ſujet de la Conſti-
tution, nous avons renvoyé ici la liſte des 54
propoſitions extraites des Réflexions, & dé-
noncées par les Jefuites, que le Pape ne ju-
gea pas à propos d'inſérer dans ſa Conſtitu-
tion. Nous allons donner cette liſte en latin
& en françois, avec les qualifications que les
Conſulteurs avoient appoſées à chaque pro-
poſition, & rendre compte de pluſieurs ob-
ſervations qu'on a faites ſur cette cenſure des
Qualificateurs Romains. Nous avertisſons en
même tems que n'ayant pu trouver dans le
livre pluſieurs propoſitions, quoiqu'elles en
ſoient apparemment toutes extraites, nous
les avons traduites du Latin. Celles qui ne
ſeront point citées, ſont celles que nous avons
traduit.

¹ Les nations ſans loi Et ſans grace, ont été aban-
données aux paſſions les plus brutales.

Cinq Qualificateurs ont jugé cette pro-
poſition erronée : un l'a jugée heretique, &
un autre blaſphématoire.

² Celui-là contredit manifeſtement au S. Ef-
prit, qui ſ' imagine que les Payens, pour le plus
ſouvent, ne pechent point, ſans quelque con-
noiſſance ; ou ſans quelques remords de conſci-
ence, par leſquels ils ſont avertis de leur devoir.

Tous excepté un ſeul ont trouvé celle-ci con-
damnable, mais ils ne ſont pas convenus ſur le
degré de cenſure : quatre la déclarant temeraire,
& des trois autres l'un la jugeant ſuſpecte d'he-
reſie, un autre erronée, & le troiſième blaſphé-
matoire & injurioſe à la ſainté divine.

3.

Quando semel Deum obliti sumus, & ille nos nobis ipsis reliquit, tentari & superari idem penè est.

Hanc duo ex Qualificatoribus censuerunt esse dimittendam, sex verò alii existimarunt aliquà notà confingendam.

4

Primitiæ istius gratiæ victricis datæ sunt tribus Mariis. Petrus sibi ipsi relictus abnegat Christum.

Prima pars omnes dixerunt quòd esset dimittenda: secunda verò fuit iudicata suspecta de heresi.

5

Manus viva Salvatoris & manus mortua puellæ insimul junctæ, symbolum sunt gratiæ & voluntatis quæ uniuntur & inseparabiliter concurrunt ad justificationem & bona opera.

Duo Censores dixerunt esse hereticam: alii verò iudicarunt eam dicendam esse suspectam de heresi; aut ad minus quòd sit malè sonans.

6

Quando Deus nos eligit & nos querit ut se à nobis queri faciat, invenitur infallibiliter.

Hanc Qualificatores dimittendam esse censuere; duobus exceptis qui de heresi suspectam notarunt, è quibus tamen unus dimissioni adhaesit, sicut & alter subscribere se paratum præbuit.

3.

Quand on a une fois oublié Dieu, & qu'il nous laisse à nous-mêmes, être tenté & être vaincu, c'est presque la même chose. Matth. 26. 71.

Deux des Qualificateurs ont dit que celle-ci doit être renvoyée, & les six autres qu'elle mérite quelque note.

4.

Les prémices de cette grace victorieuse sont données aux trois Maries. Pierre laisse à lui-même, vient de renoncer J.C. par la crainte d'une servante & de quelques valets. Joan 19. 25,

Tous ont dit que la première partie de cette proposition doit être renvoyée, & que la seconde est suspecte d'herésie.

5

La main vivante du S. -veur & la main morte de la fille, jointes ensemble, sont un symbole de la grace & de la volonté, qui s'unissent & concourent inseparablement à la justification & aux bonnes œuvres, par le consentement que la grace opère dans la volonté, & que la volonté donne par la grace, qui la ravive, la sanctifie & la fait agir. Matth. 9. 25.

Deux des Censeurs ont jugé cette proposition herétique, & les autres suspecte d'herésie, ou du moins mal-sonnante.

6

Quand Dieu nous choisit & nous cherche pour se faire chercher, on le trouve infalliblement. Roman. 11; 7.

* Tous les Qualificateurs ont jugé que celle-ci devoit être renvoyée, à la réserve de deux qui l'ont notée comme suspecte d'herésie, & néanmoins l'un d'eux a consenti au renvoi, & l'autre a aussi témoigné être disposé à y souscrire.

XXX Nihil resistit voluntati Christi, quando vult solvere peccatorem, aut eo uti in suis operibus.

Duo dimittendam censuerunt, quibus addi potest & tertius qui ex Urde discessit: tres hereticam constanter sustinuerunt; reliqui verò tres suspectam de heresi dixerunt.

8

XXXI. Veritas nos certos facit, nec resisti nec contradici posse ejus Spiritui, quando electos suos vult reddere victores inimicorum salutis suæ.

Hanc propositionem tres censuerunt esse damnandam: unus quidem eorum tanquam hereticam; ceterum quinque alii censuerunt esse dimittendam.

9

XXXII. Nulla creata voluntas impedire potest quod omnipotens voluntas vult ut ego faciam, operando ut illud velim.

Sex Qualificatores censent hanc propositionem esse dimittendam: unus verò esse suspectam de heresi, & alter hereticam arbitratur.

10

Sub imperio gratiæ, ubi quis impellitur à Spiritu, bonum fit infallibiliter.

Divisi ex aquo Qualificatores; quatuor censent esse dimittendam, & alii quatuor censurandam.

11

voci nos ad Christum vocanti obedire non possumus, nisi nos ipsemet ad se trahat faciens velle quod minimè volebamus.

Hæc propositio fuit ab omnibus judicata suspecta de heresi.

Rien ne résiste à la volonté, (de Jesus-Christ) quand il veut delivrer le pecheur, ou s'en servir dans ses œuvres. Matth. 21. 3.

Deux auxquels on peut ajouter un 3. qui est sorti de Rome, ont jugé que celle-ci doit être renvoyée; trois l'ont soutenue constamment heretique; & les trois autres l'ont declarée suspecte d'heresie.

8.

La Verité nous assure, que rien ne peut résister ni contredire à son Esprit, quand il veut rendre ses élus victorieux des ennemis de leur salut. Luc, 21. 15.

Trois on jugé que celle-ci doit être condamnée, & l'un d'eux avec la note d'heretique; & les cinq autres ont cru qu'on doit la renvoyer.

9

Nulla volonté créée ne peut empêcher ce que la volonté toute-puissante veut que je fasse, en operant que je le veuille.

Six jugent que celle-cy doit être renvoyée: un la croit suspecte d'heresie, & un, heretique.

10.

Sous l'empire de la grace on fait le bien infalliblement, lorsqu'on est poussé, pour le S. Esprit. XXXIII.

Les Qualificateurs sont également partagés sur celle-ci; quatre jugeant qu'on la doit renvoyer, & quatre qu'on la doit censurer.

11.

On ne peut obéir à la voix qui nous appelle à Jesus-Christ, si lui-même ne nous tire à lui, en nous faisant vouloir ce que nous ne voulions pas. Jean, 6. 44. XXXVII.

Tous on jugé celle-cy suspecte d'heresie.

12.

Chriſtus eſt ſemper exauditus, quia ſecundum ſuas diverſas naturas, ipſe eſt eodem tempore qui precatur & qui exaudit.

Omnes fuerunt in voto eſſe dimittendam, uno excepto qui judicavit eſſe ſuſpectam de heresi.

13.

Oves Chriſti perire non poſſunt.

Hac ab uno fuit judicata heretica, ab aliis autem de heresi ſuſpecta.

14.

In vocatione peccatoris ſemper adoranda eſt & laudanda veritas & liberalitas Dei, & implementum promiſſionum quas fecit Filio ſuo de ipſi donando Electos ſuos.

Hanc Prop. omnes Qualificatores prater unum, cenſent ut minimum eſſe ſuſpectam de heresi Janſeniana; ſer vero dicis dimittendam eſſe.

15.

XLVIII Deus dedit Filio ſuo pro membris omnes nationes in ſuis Electis.

Duo Qualificatores hanc cenſent eſſe dimittendam: ceteri vero ſex putant eſſe ſuſpectam de heresi.

16.

Gratiam Creatoris homo recipit in ſe ipſo, gratiam Salvatoris recipit in Jeſu Chriſto.

Hac à tribus Patribus fuit dicta abſolute heretica, ab aliis tribus erronea, & ſapiens heresi, & ab aliis duobus ſolum de heresi ſuſpecta.

12.

J.C. eſt toujours exaucé, parceque ſelon ſes différentes natures, il eſt en même temps celui qui prie & qui exauce. Jean, 11. 42.

Tous ont été d'avis d'abandonner celle-ci, excepté un ſeul qui la juge ſuſpecte d'heresie.

13.

Les brebis de J. C. ne peuvent perir.

Celle-ci eſt jugée heretique par l'un des cenſeurs, & ſuſpecte d'heresie par les autres.

14.

Dans la vacation du pécheur il ſaut toujours adorer & louer la verité & la liberalité de Dieu, & l'accompliſſement des promeſſes qu'il a fait à ſon Fils de lui donner ſes Elus.

Tous jugent que celle-ci eſt au moins ſuſpecte de l'heresie Janſenienne, excepté un qui croit qu'on la doit renvoyer.

15.

Dieu a donné à ſon Fils pour membres toutes les nations dans ſes Elus.

Deux des Qualificateurs jugent qu'on doit renvoyer celle-ci, & les autres la croient ſuſpecte d'heresie.

16.

L'homme reçoit en luy-même la grace du Createur; il reçoit en J. C. la grace du Sauveur.

Trois des Pères déclarent abſolument celle-ci heretique; & trois la diſent erronee; & les deux autres la croyent ſeulement ſuſpecte d'heresie.

17.

- LIV. Misera voluntas cujus homo est adeo studiosus & amans, quæ tamen per se ipsam ad nihil valet, nisi ad resistendum voluntati Dei

Hanc propositionem omnes ab initio reprobarunt, excepto uno qui dimittendam autumat, & Qualificatore absente qui habuit damnatam in Baïo.

18.

- LVI. Quidquid ex cordis cupiditate nascitur, malum est.

Omnes fuerunt in voto dimittendum esse propositionem.

19.

Deus non salvat nos gratis, si in nobis est aliquid boni quod non proveniat ab ejus gratiâ, ut quod possit ejus gratiam mereri.

Tres Censores dixerunt esse dimittendam, alii quatuor illam habent suspectam de heresi, & alter dixit esse damnatam in Baïo tanquam erroneam.

20.

Qui se fundat super eo quod Deus sibi debet, nullum alium habet fundum quam suam propriam ingratitudinem, suam cæcitatem & suam præsumptionem.

Hæc à duobus Censoribus fuit judicata suspecta de heresi, alii vero dimittendam esse judicarunt.

21.

Ne quæramus prorsus in nobis ipsis fundamentum gratiarum quæ nobis Deus facit: sola misericordia est Eorum principium & causa misericordia in justificatione peccatorum misericordia in coronatione justorum.

17.

Misérable volonté dont l'homme est si jaloux & si amoureux; & qui cependant, n'est bonne par elle-même qu'à résister à la volonté de Dieu.

Tous ont improuvé dès le commencement cette proposition excepté un seul qui croit qu'on doit la renvoyer, & le Qualificateur absent qui l'a regardée comme condamnée dans Baïus.

18.

Tout ce qui naît de la cupidité du cœur, est mauvais.

Tous sont de sentiment qu'on doit renvoyer celle-cy.

19.

Dieu ne nous sauve point gratuitement, s'il y a quelque chose de bon en nous qui ne vienne point de sa grace, ou qui la puisse mériter. Roman. 4. 4.

Trois des Censeurs jugent qu'on doit renvoyer celle-ci; quatre la trouvent suspecte d'hérésie, & un la croit condamnée dans Baïus comme erronée.

20.

Quiconque se fonde sur ce que Dieu lui doit, n'a point d'autre fond que sa propre ingratitude, son aveuglement & sa présomption. Roman. 4. 4.

Deux croient celle-ci suspecte d'hérésie, & les autres qu'on doit la renvoyer.

21.

Né cherchons point en nous-mêmes le fondement des grâces que Dieu nous fait; c'est la seule miséricorde qui en est la source & le motif; miséricorde dans la justification des pécheurs; miséricorde dans le couronnement des justes. Rom. 9. 15.

Hanc prop. omnes Qualificatores cenſuerunt, uno dumtaxat excepto, damnatione dignam tanquam periculofam in fide & ſuſpectam de hereſi; alter autem cenſuit eſſe dimittendam.

21.

Felicitas hominis eſt non invenire niſi in Deo & non in ſemetipſo ſuam virtutem & ſuam juſticiam.

Tres Qualificatores cenſent hanc eſſe dimittendam, reliqui verò quinque eam reprobant tanquam ſuſpectam de hereſi.

23.

LXXI

Peccatum procedendo de humanæ ſuperbie fundo punitur ex juſtitiâ ; ſed merita cum ſint donum miſericordiæ & effectus gratiæ, ad gratiam & miſericordiam pertinent ut recompenſentur. Quæcumque merita homo acquiſiverit, non habet juſ niſi ſe humiliandi, quia niſi habet quod non acceperit.

In hujus propoſitionis cenſura diverſi ſunt Qualificatores ex æquo in quatuor claſſes : duo enim ut hereticam, duo erroneam in uſſere, alii duo ſuſpectam de hereſi dixerunt, reliqui verò dimittendam eſſe exiſtimarunt.

24.

LXXII.

Omnia jura noſtra apud Deum non nituntur niſi bonitate & liberalitate Domini noſtri.

Pernicioſam in fide dicebat unus, hereticam alter ; ſed major pars exiſtimavit periculofam in fide.

25

LXX.

Sola charitas non peccat.

Tous les qualificateurs excepté un ſeul qui croit qu'on doit renvoyer celle-ci, jugent qu'elle merite d'être condamnée comme dangereuſe dans la foi & ſuſpecte d'hereſie.

22.

La bonheur de l'homme, c'eſt de ne trouver ſa force & ſa juſtice qu'en Dieu & non en lui-même.

Trois des Qualificateurs jugent qu'on doit renvoyer celle-ci, & les cinq autres la condamnent comme ſuſpecte d'hereſie.

23

Circonſpection admirable de l'Apôtre contre l'orgueil humain. Le peché venant de ſon fond eſt puni par juſtice ; mais les merites étant un don de la miſericorde & un effet de la grace, c'eſt par grace & par miſericorde qu'ils ſont recompenſés. Quelques merites que l'homme ait acquis, il n'a droit que de ſ'humilier, puis qu'il n'a rien qu'il n'ait reçu, Rom. 6. 23.

Les Qualificateurs ſe ſont également partagés en quatre claſſes ſur la cenſure de cette prop. Car deux la condamnent comme heretique, deux autres comme erronée, deux autres comme ſuſpecte d'hereſie, & les autres croient qu'on doit la renvoyer.

24.

Tout nos droits auprès de Dieu ne ſont appuies que ſur la bonté & la liberalité de notre Seigneur.

Un des Qualificateurs declaroit celle-ci pernitiueuſe dans la foi, & un autre heretique ; mais le plus grand nombre l'a jugée dangereuſe dans la foi.

25.

La charité ſeule ne peche point. 1. Epit. Jean. 2. 10. parce qu'elle ſeule accomplit la

loi 1. Corinth. 16. 14. Ed. 1693.

26.

Charitas est sola quæ non peccat.

Unanimes Qualificatores has propositiones reprobant tanquam in Baïo damnatas, nec non in Decreto Alexandri VIII, ac tanquam erroneas.

27.

Non fit sicut oportet, quod non refertur ad charitatem; & non facere sicut oportet id quod fieri debet, peccare est.

Sex Censores fuerunt in voto propositionem esse dimittendam quoad utramque partem: unus habuit illum suspectum de heresi, & alter damnatum in Baïo existimans.

28.

Non sumus sub gratia, nisi quatenus gratia nos subijcit per amorem legi Dei, & nos reddit fideles ad pugnandum & ad superandum nostras passionis.

Quinque dixerunt esse dimittendam, duo suspectum de heresi, unus captiosum inscripsit.

29.

Deus non audit nisi charitatem.

Utrunque prop. unanimiter censui omnes Qualificatores non solum temerariam, sed & erroneam; & duo ex ipsis adduci esse impiam & scandalosam.

30.

Sola charitas querit Deum sicut oportet.

26.

C'est la charité seule qui ne peche point. Matth. 12. 35. Ed. 1693.

Les Qualificateurs reprovent unanimement ces deux propositions, comme condamnée dans Baïus & dans le Decret d'Alexandre VIII, & comme erronees.

27.

On ne fait pas comme il faut, ce qu'on ne rapporte pas à la charité; & c'est pecher que de ne pas faire comme on doit, tout ce que l'on doit faire. 1. Cor. 16. 14. Ed. 1693.

Six des Censeurs jugent que cette proposition doit être renvoyée quant à les deux parties: un la regarde comme suspecte d'herésie, & l'autre comme condamnée dans Baïus.

28.

Nous ne sommes sous la grace qu'autant que la grace nous assujettit par amour à la loi de Dieu, & nous rend fideles à combattre & à surmonter nos passions. Rom. 6. 15.

Cinq on dit qu'on doit renvoyer cette proposition, deux l'ont jugée suspecte d'herésie, & un autre captieuse.

29.

Dieu n'écoute que la charité. Marc. 11. 21. LXXXI.

Tous les Qualificateurs pensent unanimement que cette proposition & la précédente (qui est la 54 de la Bulle,) sont non seulement temeraires, mais même erronee; & deux d'entr'eux ajoutent qu'elles son impies & scandaleuses.

30.

La charité seule cherche Dieu comme il faut. LXXXIII.

Hanc prop. quinque sunt in voto esse falsam, reliqui duo esse erroneam, & alter dixit esse hæreticam.

31.

LXXXV. Quod non fuit purificatum igne charitatis, consumetur igne justitiæ.

Pleni votis hac prop. fuit judicium erroneum, & quatuor ex Patribus addiderunt esse hæresi proximam.

32.

LXXXVI. Nequaquam diligitur Deus, si aliquid cum ipso diligitur quod non propter ipsum diligitur.

Hæc ab uno censorio erronea, scandalosa, & hæresi proxima; alter judicavit esse scandalosam & erroneam; duo dixerunt dimittendam, ac reliqui quatuor dixerunt erroneam.

33.

LXXXVII. Non datur medium inter subesse dominio charitatis, aut dominio cupiditatis.

Quatuor Censores judicarunt hanc erroneam à Pio V. damnatam in 38. Baïi, alii verò quatuor existimant esse dimittendam.

34.

LXXXVIII. Aut Deo inhaeremus per charitatem, aut mundo per cupiditatem.

Hæc prop. à quatuor Censoribus reputatur damnata in Baïo, ab altero suspecta de hæresi, ac à reliquis tribus dimittenda.

Cinq des Qualificateurs déclarent cette prop. fautive, deux erronée, & un hétérodoxe

31.

Ce qui n'a pas été purifié par le feu de la charité, sera consumé par le feu de la justice.

Les Censeurs ont jugé tout d'une voix celle-ci erronée, & quatre ont ajouté qu'elle est approchante de l'hérésie.

32.

On n'aime nullement Dieu, si on aime quelque chose avec lui, qu'on n'aime point à cause de lui.

Un des Qualificateurs juge cette prop. erronée, scandaleuse & approchant de l'hérésie; un qu'elle est scandaleuse & erronée; deux qu'on doit la renvoyer, & les quatre autres qu'elle est erronée.

33.

Point de milieu entre aimer Dieu & être son ennemi, être à Jésus-Christ ou au démon, être dominé par la charité, ou par la cupidité Matth. 12. 30.

Quatre des Censeurs jugent que celle-ci est erronée & condamnée par Pie V. dans la 38 prop. de Baïus, & les quatre autres qu'on doit la renvoyer.

34.

Nous nous attachons ou bien à Dieu par la charité, ou bien au monde par la cupidité.

Quatre des Censeurs pensent que celle-ci est condamnée dans Baïus, un qu'elle est suspecte d'hérésie, & le reste qu'on doit la renvoyer.

35.

Nullum sacrificium Deo gratum esse potest, nisi jungatur sacrificio lincerae charitatis.

Hanc prop. duo censent esse dimittendam ; duo alii suspectam de errore , reliqui vero quatuor esse erroneam & damnatam in Baïus.

36.

Charitas proprio commodo spectare non debet, si ab eo remuneranda qui proprio seposito commodo nos dilexit.

Quinque Censores existimant esse dimittendam, alii vero tres existimant nullius censura esse capacem.

37.

Operamur ut filii Adam & ut servi peccati ac legis, quando operamur ex ratione corruptâ & ex solo metu poenarum.

Esse dimittendam duxerunt fere omnes.

38.

Christianus accepit Spiritum amoris sicut filius ; & declinat ad timorem ut captivus ? Quæ oblitio ! Quæ cæcitas !

Six Censores putarunt esse suspectam de heresi, alter hereticam, alter denique erroneam.

39.

XII. Amor vite præsentis est contrarius salutis.

Hac à duobus censoribus prætermittenda, à reliquis, reprobanda, è quibus duo habent maledicentem, duo scandalosam, unus in voto

35.

Nul sacrifice ne peut être agréable à Dieu, X C. s'il n'est uni au sacrifice d'une charité sincère.

Deux jugent qu'on doit renvoyer cette proposition ; deux qu'elle est suspecte d'erreur, & le reste qu'elle est erronée & condamnée dans Baïus.

36.

La charité ne doit pas regarder son propre avantage, pour qu'elle soit récompensée par celui qui nous a aimés sans regarder son propre avantage.

Cinq des Censeurs sont d'avis qu'on doit renvoyer celle-ci ; & les trois autres qu'elle n'est susceptible d'aucune censure.

37.

Nous agissons comme des enfans d'Adam & des esclaves du péché & de la loi, lorsque nous agissons par la raison corrompue & par la seule crainte des peines.

Presque tous ont trouvé qu'on doit renvoyer cette proposition.

38.

Un Chrétien a reçu l'Esprit d'amour comme un enfant ; & il prend le parti de la crainte comme un esclave ? Quel oubli ! Quel aveuglement ! Galat. IV. 4.

Six des Censeurs jugent celle-ci suspecte d'herésie, un hérétique, & l'autre erronée.

39.

L'amour de la vie présente est contraire au salut. Marc, 8. 35.

Deux croient qu'on doit passer cette proposition, & les autres qu'elle doit être censurée, deux comme malsonante, deux comme

erroneis atis perſiſtens, alter ſcandalo addens conſcientia perturbationem quam parere poteſt.

ſcandaleuſe, un comme erronee, & un autre comme ſcandaleuſe & comme pouvant troubler les conſciences,

30.

40.

CXIII. Ubique docet Evangelium quòd contemptus vitæ mortalitatis eſt remedium neceſſarium ad obtinendam immortalitatem.

L'Evangile enſeigne par tout, que le mépris de la vie mortelle eſt un moyen neceſſaire pour en obtenir une immortelle. Marc. 8. 35.

Tres ex Patribus dixerunt hanc prop. eſſe dimittendam, reliqui verò eſſe damnabilem & erroneam.

Trois des Peres on déclaré que cette propoſition doit être renvoyée, & tous les autres qu'elle eſt condamnable & erronée.

41.

41.

CXIV. Deo æque ac hominibus impoſſibile eſt divitem cum amore divitiarum ſalvum facere : Deus nihilominus amorem hunc poteſt evelere è corde divitis, quod homo nequaquam poteſt.

Il eſt auſſi impoſſible à Dieu qu'aux hommes de ſauver un riche avec l'amour des richèſſes : mais Dieu peut arracher cet amour du cœur du riche : ce que l'homme ne peut pas. Matth. 19. 26.

CXV. Omnes Qualificatores cenſent hanc propoſitionem eſſe dimittendam.

Tous les qualificateurs ſont d'avis de renvoyer cette propoſition.

42.

42.

Fides quæ nos non diſponit ad relinquendum totum pro Deo, & ad ſacrificandum totum ejus voluntati, nequaquam eſt fides filii Abraham.

La foi qui ne nous diſpoſe pas à tout quitter pour Dieu, & tout ſacrifier à ſa volonté, n'eſt nullement une foi d'un fils d'Abraham.

Hanc prop. omnes fuerunt in voto eſſe dimittendam.

Les vœux de tous les Cenſeurs ſont réunis à renvoyer cette propoſition.

43.

43.

CXVIII. Nimis divites ſumus ante Deum, quando ſcimus bene orare, cum omnia bona affixa ſint orationi.

Nous ſommes trop riches devant Dieu, lorſque nous ſavons bien prier, puis que tous les biens ſont attachés à la prière.

Hanc prop. tres dixerunt tranſmittendam, alii verò quinque dimittendam cenſuerunt.

Trois des Cenſeurs jugent qu'on doit remettre cette propoſition, & les cinq autres qu'on doit la renvoyer.

44.

44.

CXIX. Salus ita gratis data innocentibus infanti-

Le ſalut donné ſi gratuitement à ſes enfans.
H iij

bus, docet nos nostram esse non posse nisi donum Dei. Gratia prevenit omne meritum in iis quos facit velle æque ac in iis infantibus qui nil poterant liberè velle.

Quoad primam partem omnes existimant dimittendam. Pro secunda verò parte duo habent hereticam, alii duo suspectam de heresi, & reliqui putant esse dimittendam.

45.

Peccatum est origo omnium infirmitatum corporalium.

Unus hanc prop. judicavit erroneam. alii verò septem dixerunt esse dimittendam.

46.

Obedire Jesu-Christo, & ejus doctrinis, est donum Dei, & effectus ejus electionis æternæ.

Prop. hanc omnes Qualificatores dixerunt esse dimittendam quoad utrumque partem.

47.

Sacrificium pacificum & expiatorium est imperfectum, & sine fructu, nisi communio victimæ immolatæ; & communio aut manducatio debet esse æquæ exterior, quando oblatio, immolatio, aliaque partes sunt tales.

nous apprend que le nôtre ne peut être qu'un don de Dieu. La grace prévient tout mérite dans ceux qu'elle fait vouloir aussi bien que dans ces enfans qui ne pouvoient rien vouloir librement. Matt. 2. 16.

Tous pensent qu'on doit renvoyer cette prop. quant à la première partie; & quant à la seconde, deux la jugent herétique, & deux autres suspecte d'herésie, & les autres: qu'on doit aussi la renvoyer.

45.

Le péché est la source de toute les infirmités cxxi. corporelles. Marc. 2. 5.

Un des Censeurs juge celle-ci erronée, & les sept autres qu'on doit la renvoyer.

46.

Obeir à Jesus-Christ & à sa doctrine, est un cxxvi. don de Dieu & l'effet de son election éternelle.

Tous les Qualificateurs ont été d'avis qu'on doit renvoyer cette proposition quand à ses deux parties.

47.

Le sacrifice pacifique & expiatorie est imparfait & sans fruit, si on ne communie à la victime immolée: & la communion ou manducation doit être extérieure, aussi-bien qu'intérieure, quand l'oblation, l'immolation & les autres parties sont telles. L'Eglise militante de tous les siècles, n'auroit pu communier extérieurement à la victime (du sacrifice) de la croix si cette victime n'avoit été représentée dans tous les siècles par des sacrifices réels qui promettoient une communion encore plus réelle à un sacrifice réel & subsistant. C'est à quoi vous avez pourvu, ô Jesus, par l'invention admirable du sacrifice & de la communion Eucharistique, qui est le supplément du sacrifice de la croix, auquel la communion extérieure manquoit, communion ineffable &

Ab omnibus Patribus reprobata fuit hac propositio; tres enim ipsam judicant hereticam, ceteri verò heresi Lutherana aut Calviniana infectam & erroneam.

48.

CCCC. Confusio coram hominibus in confusione peccatorum, non est molesta nisi iis.

Hanc propositionem omnes dixerunt esse præmittendam, excepto uno qui vult esse perniciosam animabus.

49.

CXL. Frequentes & iteratos lapsus provenire quandoque ex nimia Confessatorum indulgentia, vi cujus eadem facilitate, quâ penitentes ad peccata eadem quæ confessi sunt laxissime redeunt, eos absolvant, nullo experimento præhabito per dilationem absolutionis de veritate & soliditate contritionis, quâ de commissis dolent, quod etiam valeat ad futurorum præservacionem, non videtur hæsitandum.

Hac judicata fuit ab omnibus temeraria & scandalosa.

50.

CXLV. Nihil debetur famæ injustè acquisitæ.

Hac propositio tres Patres propendunt ut præmittatur scæteri verò proscribunt eam ut scandalosam.

51.

CXLVI. Quandoque fit commotio, & magni excitantur clamores in navi Ecclesiæ ad conspectum veritatem, quasi essent errores, atque ipsimet ejus rectores perturbantur phantasi-

nécessaire, au moins par un desir ou formel ou implicite, pour le salut : toute grace de Jésus-Christ aiant un rapport de dépendance à l'Eucharistie. Jean, 6. 55.

Tous les Peres censurent cette proposition; trois comme heretique, & les autres comme infectée de l'heresie Lutherienne ou Calvinienne, & comme erronée.

48.

La confusion qu'on a de confesser ses péchés devant les hommes, n'est penible qu'à ceux.....

Tous jugent que cette proposition doit être renvoyée à l'exception d'un qui veut qu'elle soit pernicieuse aux ames.

49.

On ne doit pas hésiter de croire que les rechutes frequentes & reiterées proviennent quelquefois de la trop grande indulgence des Confesseurs, qui les porte à les absoudre avec la même facilité que les penitens retombent dans les mêmes péchés dont ils se sont confessés, sans s'être assurés par le delai de l'absolution de la verité & de la solidité de la contrition qu'ils ont de leurs péchés commis; ce qui serviroit aussi à les préserver des futurs.

Tous jugent celle-ci temeraire & scandaleuse.

50

On ne doit rien à une reputation injustement acquise.

Trois des Peres inclinent à laisser passer cette proposition; tous les autres la proscrivent comme scandaleuse.

51.

Quelquefois on se souleve & il se fait de grands cris dans la barque de l'Eglise à la vue des verités, comme si c'étoit des erreurs, & ceux mêmes qui la gouvernent, s'allarment d'un phantôme,

mate quod sibi videntur conspiceret. Quando Jesus loquitur & intelligitur, ejus veritas apparer, & ad tranquillitatem cuncta redeunt.

Duo Qualificatores existimarent hanc prop. ut jaceret esse dimittendam aut pratermittendam, ac reliqui existimant esse non modo subdolum & capciosum, sed insuper contumeliosissimum erga Ecclesiam.

§2.

O Deus ! proh quantus zelus, qui non est secundum scientiam, communis est in Ecclesia, & quot illi gignit mala !

Arrogans & in Ecclesiam contumeliosa ab omnibus judicata est.

§3.

Nausea & spretus veritatis sæpius puniuntur infœlici facilitate ad audiendum & recipiendum mendacium : devotio superstitiosa, puerilis, superficialis, inuile, erronea & fabulosa majori parte temporis habet spectatores sine numero ; dum è contra verò pietas religiosa, solida, interior, necessaria, incontestabiliter & immutabiliter vera, forsitan deseritur.

Duo Qualificatores censuerunt esse maximè contumeliosam in Ecclesiam : unus dixit posse dimitti, alter pratermittendam, ac alio duo dimittendam.

§4.

Sæpe tanquam clandestina conspiratio aut periculosa dissimulatio traducitur sapientia & discretio in minimè exponenda veritate illis, qui capaces non sunt nisi latrandi contra ipsam ut cavies, & eam pedibus conculcandi, ut porci, & discependi ac persequendi eos qui illam docent.

Hanc assertionem, ut jaces, dolosam, fran-

qu'ils s'imaginent voir. Quand Jesus Christ parle & qu'on le fait entendre, sa vérité paroît, & tout se rassure. Marc, 6.49 & 50.

Deux des Qualificateurs sont d'avis que cette proposition, comme elle est couchée, doit être renvoyée, ou qu'on la doit passer ; & tous les autres la trouvent non seulement artificieuse & captieuse, mais de plus très injurieuse à l'Eglise.

§2.

Eh mon Dieu ! que le zele qui n'est point selon la science est commun dans l'Eglise, & combien il y cause de maux ! Rom. 10.1. & 2.

Tous ont jugé que celle-ci est arrogante & injurieuse à l'Eglise.

§3.

Le dégoût & le mépris de la vérité sont souvent punis par une malheureuse facilité à écouter & à recevoir le mensonge : une dévotion superficielle, puerile, superficielle, inutile, erronée & fabuleuse, à la plupart du tems des sectateurs sans nombre ; pendant que la piété véritablement religieuse, solide, intérieure, nécessaire, incontestablement & immuablement vraie, est peut-être abandonnée. 2. Timoth. 4.4.

Deux des Qualificateurs ont jugé cette proposition très outrageuse à l'Eglise : un a dit qu'on peut la renvoyer, un autre qu'on doit la passer, & les deux autres qu'on doit la renvoyer.

§4.

On fait souvent passer pour une conduite de cabale, ou pour une dissimulation dangereuse, la sagesse & la discretion à ne pas dispenser la vérité à ceux qui ne sont capables que d'aboyer contre elle comme des chiens, de la fouler aux pieds comme des porceux, & de déchirer ou persécuter ceux qui l'enseignent. Matth. 7.6.

Sept des Censeurs notent cette proposition

dulentiam , atque Ecclesia in iurifiam taxant septem Censores , unus vero dimittendam putavit.

Nous trouvons dans un Memoire qui n'a point été imprimé , diverses observations très judicieuses sur cette censure , ou sur les vœux que les Consultants Romains ont portés , tant des 54 propositions qui n'ont point été insérées dans la Constitution , que sur les 101 propositions qui y ont été comprises. Il y en a plusieurs qui sont purement théologiques , & que nous croyons devoir passer ; mais il y en a trois qui étant en partie historiques , ont plus de rapport à nôtre dessein , & que nous croyons devoir rapporter ici en les abregeant.

La premiere est , qu'il y a peu d'apparence que le Pape , pour condamner les 101 propositions qu'il a choisies entre les 155 qui lui avoient été dénoncées , se soit conduit par les avis seuls des Théologiens à qui il en avoit confié l'examen. Car , si cela étoit , il auroit dû , suivant le style de l'Inquisition , comprendre dans sa condamnation toutes celles que les Qualificateurs , à la pluralité des suffrages , avoient jugées meriter quelques-unes des notes dont il les a flétries ; & en exempter toutes celles qu'ils avoient jugé innocentes , ou sur lesquelles ils s'étoient trouvés tellement partagés , qu'ils n'avoient pu convenir dans aucune de ces notes. Or on voit par leurs vœux que le Pape n'en a point usé ainsi : qu'entre les 101 propositions condamnées il y en a quelques-unes qu'il auroit dû épargner ; & qu'entre les 54 propositions qu'il a épargnées , il y en a plusieurs qu'il auroit dû condamner , s'il s'en étoit uniquement rapporté à la pluralité des suffrages des Consultants. Il auroit dû , par exemple , épargner la 63 des 101 propositions , qui n'avoit été jugée digne de censure , que par un seul Consultant , qui même ne lui avoit appliqué que la moins for-

tion , de la maniere dont elle est couchée , comme artificieuse , frauduleuse & injurieuse à l'Eglise ; & un croit qu'on doit la renvoyer.

re de toutes les qualifications (A). Il auroit dû condamner au contraire un grand nombre de propositions d'entre les 54 ; comme la 1, la 13, la 15, la 26, la 29, la 30, la 31. &c. que les Consultants avoient jugées unanimement meriter d'être flétries avec des qualifications beaucoup plus rigoureuses. La 29 sur tout qui avoit été censurée conjointement avec la 54 de la Bulle , auroit dû être traitée de la même maniere.

L'auteur du Memoire leve cette difficulté par la revelation d'un fait qu'il donne pour constant : c'est que le Cardinal Fabroni , qui conduisoit toute cette affaire , après avoir concerté avec ceux qui le faisoient agir , le choix des propositions qu'on infereroit dans la Constitution , appella chez lui douze Jesuites pour savoir d'eux si chacune de ces propositions meritoit d'être censurée avec quelque-une des notes dont on avoit projeté de les flétrir toutes *in globo* & respectivement ; & qu'ayant été assuré par ces Peres qu'elles le meritoient , il s'étoit mis peu en peine du jugement qu'en avoient porté les Qualificateurs.

La seconde observation est , qu'entre les 101 propositions il n'y en a que six qui ayent été qualifiées unanimement par les huit Consultants comme hérétiques , qui sont la 17 , la 18 , la 58 , la 68 , la 73 , & la 78 , neuf autres auxquelles le plus grand nombre ait attribué la même note d'hérésie , & vingt qu'ils ayent condamnées comme erronées : Que toutes les autres n'ont été rejetées que sous des qualifications , qui , en n'y supposant point d'erreur , les justifient plutôt qu'elles ne les accusent ; d'autant plus

(A) PROPOSITION 63. *Un Baptisé est encore sensé la loi , comme un Juif , s'il n'accomplit point la loi , ou s'il l'accomplit par la seule crainte.*

VOEUX des Consultants. Tous les Qualificateurs ont dit que cette proposition doit être renvoyée , comme *vaine* , excepté un seul qui a été d'avis que dans les termes dans lesquels elle est conçue , elle est *mauvaise*.

que quelque portés que les Censeurs fussent à tout condamner, il s'en est néanmoins ordinairement trouvé parmi eux d'assez éclairés & d'assez équitables, pour exempter de toute censure un grand nombre de ces propositions.

L'auteur du Memoire fait sur cela plusieurs réflexions pour démêler les differens motifs qui ont pu engager ces Théologiens à se faire de toutes ces propositions une idée si affreuse, & il entre dans l'examen de plusieurs propositions qu'il justifie par le jugement que ces mêmes Théologiens ont porté d'autres propositions qu'ils ont trouvées innocentes, quoiqu'elles contiennent la même doctrine que celles qu'ils ont condamnées. Mais nous ne pouvons suivre cet Auteur dans toutes ces discussions.

La 3 observation est, que des 101 propositions il y en a vingt & une qui avoient été corrigées ou supprimées dans les éditions qui avoient suivi celle de 1693, que le Pape avoit sous les yeux, puis qu'il les cite dans sa Bulle.

Dix qui sont traduites infidèlement & dans un sens different de celui qu'elles ont en françois. Treize qui sont tronquées ou extraites avec infidélité, ou qui étant lues dans le Livre même, avec ce qui les suit & les précède, ne sont susceptibles d'aucun des mauvais sens qu'on leur a attribués, & ne peuvent être absolument condamnées, comme cet Auteur assure que MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissy en sont convenus eux mêmes.

Et vingt qui sont identiques avec des propositions de l'Ecriture Sainte ou des SS. Peres, & qui n'en sont qu'une simple traduction; sans y comprendre celles touchant la lecture de l'Ecriture Sainte, la penitence & l'excommunication, qui ne font qu'exprimer en d'autres termes les sentimens des Peres.

La conséquence que l'auteur du Memoire tire de cette observation, c'est que les propositions des trois dernières classes n'ont pu être comprises dans la censure, sans faire injure à la vérité, ou injustice à l'auteur des Reflexions; & qu'il y a peu d'équité d'y comprendre celles de la 1. classe, quand même on les supposeroit condamna-

bles, puis qu'elles avoient été corrigées ou supprimées par M. le Cardinal de Noailles dans l'édition qu'il avoit approuvée.

Revenons à la suite de notre histoire.

§. XII.

Le Roi se determine à faire recevoir la Bulle par une Assemblée d'Evêques. Mandement de M. le Cardinal de Noailles qui révoque l'approbation qu'il avoit donnée aux Reflexions morales. Premiers soulevemens contre la Constitution. M. de Bissy fait chercher les mauvais sens des propositions qu'elle condamne.

Lorsque M. le Cardinal de la Tremoille envoya la nouvelle Constitution en France, la Cour étoit à Fontainebleau, où le courrier arriva le 24 de septembre. La joie qui parut à son arrivée, fit assez juger que la piece qu'il apportoit, y étoit attendue bien impatiemment. Le Roi chargea M. le Marquis de Torcy d'en envoyer aussitôt un exemplaire à M. le Cardinal de Noailles, & un autre à M. le premier President. Il donna ordre en même tems à M. Voisin, alors Ministre & Secrétaire d'Etat de la guerre, & depuis Chancelier, d'aller à Paris pour conférer avec M. le Cardinal sur la maniere de faire accepter la nouvelle Bulle, ou plutôt pour le porter à consentir à celle que M. de Bissy & le P. Tellier avoient déjà inspirée à S. M.

Ce Ministre écrivit sur le champ à M. le Cardinal pour l'avertir du jour qu'il se rendroit à Paris, & pour lui demander son heure. Sa lettre étoit conçue en termes pleins d'égards pour S. E. Il lui marquoit entre autres choses, que le Roi avoit qu'il lui fût rien fait pour l'acceptation de la Bulle dans le Royaume, estimoit qu'il étoit à propos de concevoir avec lui un projet de Mandement qui pût servir de modèle, & être uniforme pour tous les Evêques. Il vit M. le Cardinal le jeudi matin 28 septembre, & lui présenta ce projet de Mandement tout dressé, & pour ne point avouer qu'il fût de la façon de M. de Bissy & du P. Confesseur, il s'en dit lui-même l'auteur. Il étoit conçu en ces termes.

„ N. S. P. le Pape Clement XI , ayant
 „ examiné mûrement , à la priere du Roi , &
 „ ensuite condamné par la Constitution du....
 „ un grand nombre de propositions qu'il a
 „ extraites du livre intitulé &c : Nous avons
 „ reconnu avec une extreme consolation la
 „ tradition de notre Eglise dans la censure
 „ que le S. Siege Apostolique a faite tant du
 „ livre que des propositions ; & comme
 „ rien ne sert plus à ôter tout moyen d'éva-
 „ sion aux Novateurs , & à détruire par
 „ tout les erreurs , nous nous croyons obli-
 „ gés de faire connoître sans délai à tous
 „ les fidèles de notre Diocèse , que nos
 „ sentimens sont conformes au jugement du
 „ S. Siege. A ces causes après avoir fait les
 „ réflexions nécessaires sur une affaire aussi
 „ importante , & après en avoir conféré
 „ avec . . . le Saint nom de Dieu invoqué,
 „ nous condamnons de cœur & d'esprit, sim-
 „ plement, absolument & sans aucune restric-
 „ tion, les propositions & le livre avec les
 „ mêmes qualifications qui leur sont données
 „ dans ladite Constitution : Nous défendons
 „ à tous les fidèles de notre Diocèse de lire
 „ & de garder le dit livre : Nous déclarons
 „ que nous procederons par les voies de droit
 „ contre ceux qui oseront parler , enseigner
 „ ou écrire contre la dite Constitution , ou
 „ soutenir les propositions qui sont censurées,
 „ & que nous decernerons contre eux les
 „ peines qui y sont portées. Nous ordonnons
 „ que la dite Constitution de N.S.P. le Pa-
 „ pe , avec notre présente Ordonnance , soit
 „ enregistrée au Greffe de nostre Officialité,
 „ afin que l'on s'y conforme dans les Juge-
 „ mens Ecclesiastiques, & que les exemplaires
 „ du dit Livre intitulé &c. soient rappor-
 „ tés au dit Greffe ; que le dispositif de la
 „ dite Constitution avec notre Ordonnance
 „ sera lu aux prônes des Messes Paroissia-
 „ les , & que l'on fera lecture de la dite
 „ Constitution en entier dans toutes les
 „ Communautés , tant regulieres que secu-
 „ lieres , de notre Diocèse , soi disant
 „ exemptes ou non exemptes. &c.

Pour ne rien laisser à suppléer à M. le Cardinal , à la fin de ce projet , il y avoit cette addition pour lui seul : „ Revoquons
 „ expressement l'approbation que nous avons

„ donnée au livre de Quefne', dans un tems
 „ où les erreurs cachées & enveloppées sous
 „ des apparences de sentimens de pieté & de
 „ religion , n'avoient pas été examinées avec
 „ assez d'attention , ni censurées.

M. le Cardinal après avoir fait d'un air
 souriant compliment à M. Voisin sur la net-
 teté & la précision de son ouvrage , lui re-
 présenta serieusement , qu'il seroit très dan-
 gereux , & tout à fait contraire à la dis-
 cipline ecclesiastique de faire recevoir une
 Constitution séparément par tous les Evêques
 dans chaque diocèse : que les affaires gene-
 rales de l'Eglise devoient être traitées en
 commun ; que quelque jour on pourroit abu-
 ser contre la Religion & contre l'Etat d'un
 pareil exemple : que les Mandemens uni-
 formes n'avoient jamais été suivis par les
 Evêques , qui avoient toujours voulu user de
 leur droit : que rien ne seroit plus capable
 d'avilir l'Episcopat & d'en anéantir l'autorité,
 que de voir un Mandement uniforme, com-
 posé par un Ministre d'Etat , & circulaire-
 ment envoyé aux Evêques , pour devenir la
 formule d'acceptation d'une Bulle en matie-
 re de foi : que jamais rien de semblable n'é-
 toit arrivé dans l'Eglise , pas même peut-
 être dans l'Eglise Anglicane ; & qu'en un
 mot , il ne pouvoit approuver une accep-
 tation si peu reguliere. Il ajouta , que puis-
 que le Roi lui faisoit l'honneur de lui de-
 mander son sentiment , il diroit sur cette
 Constitution ce qu'il avoit dit sur celle qui
 condamnoit le livre de M. l'Archevêque de
 Cambrai ; qu'ainsi il ne seroit point pour
 une acceptation faite dans une Assemblée
 d'Evêques trouvés à Paris , & qu'il ne ju-
 geoit rien de meilleur que des Assemblées
 provinciales.

M. Voisin parut goûter ces raisons , &
 promit de les appuyer auprès du Roi : il
 ne trouva qu'une seule chose qui pourroit
 arrêter S. M. c'étoit qu'apparemment elle
 souhaiteroit savoir ce que S. E. se proposé-
 roit de dire & de faire regler dans l'Assem-
 blée de sa Metropole. M. le Cardinal répon-
 dit qu'il n'étoit pas homme à prévoir les
 choses de si loin ; qu'à peine avoit - il eu
 le tems de parcourir la Constitution ; & que
 d'ailleurs il ne savoit point ce que pense-

roient les Suffragans. Mais que cela ne devoit point empêcher de prendre la voie qui étoit sans contredire la plus canonique ; & que pour déferer à l'empressement qu'auroit peut-être le Roi de voir le livre des Reflexions hors des mains de ses sujets, il étoit résolu de donner sans différer un Mandement pour révoquer son approbation & en défendre la lecture. *Je l'ai promis au Roi, lui dit-il, & je m'y suis engagé envers le public.*

M. Voisin apprit cette nouvelle avec grand plaisir. Il dit néanmoins que pour la rendre encore plus agréable au Roi, S. E. feroit bien de lui envoyer le projet de son Mandement, avant que de le publier, que cette proposition ne lui devoit point sembler étrange, puisque S. E. même & quelques autres Evêques avoient porté S. M. à demander au Pape le projet de sa Constitution, avant que de la rendre publique. Il ajouta qu'il croyoit même que si le Roi prenoit le parti des Assemblées provinciales, il exigeroit que les Procès verbaux lui en fussent communiqués, & qu'en cela elle pourroit bien avoir en vue les intérêts propres de S. E. & vouloir arrêter le zèle indiscret de quelques Evêques que les Jésuites pourroient exciter à parler mal à propos.

M. le Cardinal qui n'avoit dessein de faire qu'un Mandement très simple, promit de le faire à l'heure même, & en l'envoyant le lendemain à M. voisin, il l'accompagna de la lettre suivante, où l'on voit qu'il avoit prié ce Ministre de supplier le Roy de ne le point communiquer à M. de Bissy ni au P. Teller.

„A Paris ce 29 septembre 1713,

„Voilà, Monsieur, le projet de Mandement que je vous ai promis. Je ne puis „donner une plus forte marque de mon „respect & de ma soumission pour le Roy, „que d'attendre ses ordres pour le publier, „ayant une vraie impatience de faire mon „devoir sur cela. Mais je vous conjure, M. „de supplier instamment S. M. de ne le point „communiquer aux deux personnes que je „vous ai nommées. Elles sont trop déclarées „contre moi pour pouvoir être juges dans

„ce qui me regarde. Il ne convient ni à mon „caractère ni à mon âge de soumettre mes „ouvrages à la correction, sur tout de gens „aussi prévenus à mon égard. Il n'y a d'ailleurs „rien de plus simple, ce me semble, ni de „plus net que ce Mandement. On n'y peut „trouver d'équivoque, j'abandonne le Livre „de la meilleure foi du monde, & ne „mande qu'à le voir tomber dans l'oubli.

„Quant à la forme de l'acceptation de „la Constitution, je persiste dans ce que j'ai „eu l'honneur de vous dire, que de tous les „moyens qui ont été proposés à S. M. il n'y „en a point de meilleur que celui des Assemblées provinciales. C'est le plus conforme à la règle & à l'usage : il a été employé „avec succès dans l'affaire de M. de Cambray, & il sera plus approuvé qu'aucun „autre. Je compte d'avoir dimanche prochain au Sacre de M. de Beauvais, plusieurs Evêques de ma Province. J'en conférerai avec eux, & vous rendrai compte de leurs sentimens. Mais M. il y a encore plusieurs Archevêques & Evêques de „merite & d'exemple, que le Roi pourroit consulter sur cela. Je supplie même S. „M. de le faire ; je ne prétens pas mon avis „le meilleur, & ne veux point prendre sur „moi une décision de cette importance. Je „neveux que le bien de la religion, la paix „de l'Eglise, & la satisfaction de S. M. Que „ne ferois-je pas pour la procurer ! Si je „pouvois lui faire connoître les sentimens „de mon cœur, elle verroit que personne „dans son royaume n'a plus d'envie que „moi d'y contribuer en toutes choses. Aidez-moi à l'en persuader, & croyez que „je merite vos bons offices &c.

Le projet de Mandement plut fort au Roi, qui dépêcha un courrier pour le reporter à M. le Cardinal, afin qu'il le fit publier incessamment. Par ce Mandement qui est daté du 28 septembre, mais qui ne parut que quelques jours, après S. E. revoque simplement l'approbation qu'il avoit donnée au livre des Reflexions, le condamne & en défend la lecture à ses Diocésains, sans taxer le livre d'aucune erreur, & fondant seulement la condamnation & la prohibition qu'il

en fait, sur ce qu'il a appris que le Pape l'a jugé digne de censure, & qu'il avoit promis de le condamner aussitôt que S. S. le condamneroit.

Quoi qu'il fût aisé de voir que le dessein de ménager l'esprit du Roi, & le desir de procurer la paix, étoient les seuls motifs de ce Mandement, il ne laissa pas de contrister ceux qui avoient de l'estime pour ce livre. Ils ne pouvoient regarder comme une chose indifférente qu'on condamnat ainsi un livre si généralement approuvé, persuadés qu'on ne pouvoit le faire sans donner quelque atteinte aux vérités qu'il renfermoit, & sans couvrir l'Eglise Gallicane, qui n'y avoit point aperçu autre chose, du reproche ou d'une ignorance grossière, ou d'un devouement universel à l'erreur.

Cependant M. le Premier President qui étoit malade à sa Campagne, où il avoit reçu l'exemplaire de la Constitution, qui lui avoit été adressé par M. de Torcy, se dispoisoit à aller à Fontainebleau, où il ne put se rendre avec MM. les Gens du Roy que le premier octobre. Ils y présentèrent à S. M. le mémoire qu'ils avoient dressé, où après diverses observations sur la forme & sur le fond de la Constitution par rapport aux propositions qui concernoient l'excommunication & la lecture de l'Ecriture Sainte, ils propoisoient aussi la voie des Assemblées provinciales, comme la plus régulière de procéder à son acceptation.

Ce ne fut qu'après toutes ces démarches que le Nonce qui n'avoit reçu que ce jour là l'original de la Constitution, le présenta au Roi de la part du Pape. Il lui dit dans son compliment, que son Maître ne doutoit point que S. M. ne fit incessamment recevoir une Constitution qu'elle avoit si ardemment souhaitée, & si vivement sollicitée.

On ne fut pas long-tems sans persuader au Roy que le parti des Assemblées provinciales proposé par M. Car. de Noailles & par les premiers Magistrats, n'étoit pas le plus convenable; car dès le Jeudi suivant 5. Octobre, S. M. décida qu'il se feroit une Assemblée des Prelats qui se trouvoient à Paris ou à la Cour, & que les Evêques non sacrés & ceux qui étoient sans titre, y seroient admis comme les autres. Cette dernière clause y appelloit M. le Cardinal

d'Estrées; mais il fut prié, dit-on, de s'en excuser, pour laisser la présidence à M. le Cardinal de Noailles. M. d'Aquin ancien Evêque de Frejus, & M. Hervé ancien Evêque de Gap, furent aussi avertis de ne s'y point trouver, & on obligea le P. de Morin Capucin & coadjuteur de Quebec, & le P. le Bel Recollet nommé à l'Evêché de Bethléem, à ne point demander à y être admis. On invita en récompense les Evêques les moins éloignés de Paris de s'y rendre, & dans la suite quelques-uns y vinrent d'eux-mêmes, & d'autres y furent appelés par le P. Tellier pour appuyer les résolutions qu'il avoit dessein d'y faire prendre.

Les Agens généraux du Clergé eurent ordre de la convoquer pour le 16. octobre, & M. le Cardinal de Noailles fut averti le premier de cette résolution par la lettre suivante de M. Voisin.

„ A Fontainebleau le 5. octobre 1713.

„ V. E. saura par M. de Pontchartrain, „ Monseigneur, qu'entre les différens partis „ qui pouvoient être pris pour parvenir à l'ac- „ ceptation de la Constitution, le Roy a choisi „ l'Assemblée extraordinaire des Evêques qui „ se trouvent à Paris. Ils peuvent être au „ nombre de trente. Il a paru que cette voie „ seroit la plus sûre & la plus courte. „ Votre Eminence y présidera. Je ne puis „ assez vous dire les bons effets qu'a pro- „ duits la démarche que V. E. a faite si à „ propos, non seulement par rapport au „ Roi, mais aussi par rapport à beaucoup de „ personnes, qui par différens motifs étoient „ en quelque doute. Ceux qui en jugeront „ mieux & qui ont l'honneur de vous connoî- „ tre, ne seront pas susceptibles de ces sen- „ timens : j'ai toujours été de ce nombre & „ de ceux qui sont avec plus de respect & „ d'attachement de V. E.

„ Monseigneur le très- humble & très- „ obéissant serviteur. VOISIN.

Cependant on ne peut exprimer combien divers extraits qui se repandoient dans Paris & dans les Provinces des propositions condamnées par la Constitution, y causèrent de surprise. Ceux-mêmes qui sont devenus de-

le P. du
Vau
Ché-
nié Ré-
gulier,
Abbé de
Landeve

puis les défenseurs les plus ardens de ce Decret, ne purent croire qu'il condannât véritablement des propositions ou non seulement ils n'appercevoient rien de reprehensible, mais qui n'exprimoient que les sentimens les plus édifiants de la piété chretienne. Une lettre écrite dans ce tems-là de Reims par une personne qui n'est point suspecte, marque que lors qu'on présenta à un des Grands Vicaires de ce Diocèse, qui s'est le plus signalé pour la reception de la Constitution, un de ces extraits qui contenoit une vingtaine de propositions, que l'on disoit être du nombre de celles qui étoient condannées par la nouvelle Bulle, il se moqua de la simplicité de ceux qui croyoient cet extrait véritable; & il dit que c'étoit-là un des tours des Janсениstes, qui vouloient rendre le Pape ridicule. Mais la vérité de cet extrait lui ayant été confirmée par d'autres personnes, il changea de langage, & dit que ces propositions méritoient d'être examinées; & enfin elles devinrent dans son esprit trois ou quatre mois après, dignes de tous les anathêmes dont le Pape les avoit chargées. Ce qui arriva à cet Abbé, arriva à une infinité d'autres personnes, qui chacune à leur maniere ne temoignerent pas moins d'étonnement au recit qu'on leur faisoit, que telle & telle proposition étoient du nombre des 101. que la Bulle condannoit. Nous verrons dans la suite que le soulèvement fut encore bien plus grand & plus general, lorsque la Constitution parut imprimée en Latin & en François.

Nous croyons devoir rapporter ici un fait touchant M. le Cardinal de Bissy, qui est aussi curieux qu'il est important par les suites qu'il a eues. Ce Prelat étant Evêque de Toul avoit fait une liaison particuliere avec un Benedictin de la Congregation de S. Vanes, nommé D. Benoit Fontaine. Ce Pere a beaucoup d'esprit & de mérite. Il a professé longtems la Théologie & a occupé les premieres places de sa Congregation, & même celle de Président ou de general. Il est à present Prieur titulaire & claustral de Novi au diocèse de Reims. Ayant été chargé en 1703, lors de l'emprisonnement de D. Thierry de Vaux son confesseur, d'aller à Paris pour y prendre l'admission de sa Congregation, qu'on accusoit d'être

toute infectée de Janсениsme, il ne put éviter quelque-tems après d'être lui-même exilé sous le même prétexte à l'Abbaie de Landevenech en basse Bretagne. M. de Bissy ne l'abandonna point dans la disgrâce. Il obtint d'abord du Roy en 17.... qu'il fût transféré de Landevenech à l'Abbaie de S. Faron de Meaux; & en 1713, il fit requerré absolument sa lettre de cachet, & lui fit rendre la liberté de retourner à son Prieuré. Il ne fut pas long-tems sans lui faire payer ce bienfait. La reconnaissance que le Prelat exigea de ce Religieux, après lui avoir fait voir la Bulle qui étoit toute nouvellement arrivée, fut qu'il travaillât à chercher avec lui les mauvais sens qu'on pouvoit donner aux 101 propositions qui y étoient condannées. Dom Benoit s'excusa inutilement d'entreprendre ce travail, en lui représentant que plusieurs de ces propositions étant identiques avec des propositions de l'Ecriture Sainte & des SS. Peres, & d'autres n'exprimant que des vérités certaines sans aucune ambiguïté, ni dans le sens ni dans les termes, il n'étoit pas possible d'y trouver de mauvais sens, qui ne fussent forcés, & aussi éloignés de la signification naturelle des paroles, que des intentions du P. Q. M. de Meaux dit qu'il seroit content, pourvu qu'il y trouvât des sens selon lesquels on pût les condannner tels qu'ils pussent être. C'est sur ce plan que D. Benoit eut la complaisance de travailler à une interpretation arbitraire des 101 propositions sans se mettre en peine de l'abus qu'on en pourroit faire. Il eut seulement la bonne foi, en la remettant au Prelat, de l'avertir qu'autant en emporroit le vent, ce furent ses termes, & qu'il n'y avoit rien de solide, & qu'il ne put renverser en un moment. On ne peut douter que dans la suite M. de Meaux ne se soit servi utilement pour ses desseins de cette interpretation, qui étant faite par un homme d'esprit & instruit des matieres, devoit être plus propre à faire illusion, que celles que l'on vit paroître peu de tems après, & qui étant faites par des gens prevenus de tous les principes du Molinisme, étoient, quoique plus naturelles & plus conformes au véritable sens de la Bulle, remplies d'erreurs & de contradictions grossières. Le premier usage qu'en fit M. de Meaux, fut de la commu-

niquer à M. le Cardinal de Noailles, pour apparemment le disposer par-là à concourir à la réception de la Bulle, que cette explication donnée par un Théologien qui passoit pour Janféniste, faisoit voir qu'il n'étoit pas absolument impossible de réduire à un sens qui n'eût rien de contraire aux sentimens de S. E. Mais nous ne voyons point que cette communication ait produit d'autres effets, si ce n'est peut-être de contribuer à inspirer à M. le Cardinal la pensée de demander, comme il fit ensuite, de semblables explications au Pape même.

§. XIII.

Ouverture de l'Assemblée des Evêques. On nomme six Commissaires pour examiner les moyens d'accepter la Constitution. Relation de leurs premières séances. Soulèvement général que cause l'impression de la Constitution.

LE 16. octobre 1713. qui étoit le jour auquel l'Assemblée étoit indiquée, vingt-neuf Evêques qui étoient actuellement à Paris, s'assemblèrent l'après midi à l'Archevêché pour en faire l'ouverture. M. le Cardinal de Noailles qui y présidoit comme le plus ancien Evêque Cardinal, y fit d'abord lire par M. l'Abbé de Broglia, l'un des Agens, la lettre du Roi aux Agens, & celle que S. M. lui avoit adressée pour l'Assemblée. S. M. y marquoit expressément, qu'Elle desiroit que les Eglises de son Royaume jouissent promptement de la tranquillité qui devoit être le fruit de la Constitution, en observant les formes établies par les saints decrets, & par les usages de son Royaume.

Ensuite M. le Cardinal crut devoir donner aux Prélats assemblés un éclaircissement sur la conduite qu'il avoit tenue à l'égard du livre des Réflexions. Il rapporta de quelle manière & par quels motifs cet ouvrage avoit été approuvé à Châlons par M. Vialart son prédécesseur dans cet Evêché ; la réputation qu'il avoit eue dans le public ; le nombre extraordinaire d'éditions qui en avoient été faites, & qui avoient toutes été épuisées ; le mérite des cinq Docteurs de Sorbonne qui l'avoient approuvé ; le cours libre qu'en avoit

permis dans le diocèse de Paris M. de Harlay, dont on connoissoit les lumières & l'attention particulière contre le Janfénisme ; l'examen & la justification qu'en avoit faite avec tant de soin feu M. Bollaët, dont le suffrage étoit d'un si grand poids dans l'Eglise de France, & même dans l'Eglise universelle ; l'estime qu'avoient témoigné en faire plusieurs autres Prelats qui vivoient encore : Que pour lui ayant toujours regardé ce livre comme une instruction de piété, où les expressions ne se prennent pas à la rigueur de l'école, il l'avoit aussi approuvé dans un temps où tout s'interprétoit simplement & équitablement, n'ayant pu croire que la lecture en fut dangereuse à ses peuples : mais que dès-qu'il avoit appris que le Pape en jugeoit autrement, il n'avoit point hésité à en ordonner la suppression : qu'il avoit même eu dessein de le faire plutôt. Mais, je fus, dit-il, arrêté par l'éclat que tout le monde a reçu. On voulut m'arracher à force de duretés, d'injures & de calomnies une condamnation de ce livre. Quel poids auroit-elle eu dans le monde, portée dans cette circonstance ? Aucun sans doute. Elle n'auroit été ni honorable pour moi, ni utile à la bonne doctrine. Je lui me rendre à l'autorité légitime, mais jamais à la vexation ni aux injures. Je ne veux de triomphe que celui de la vérité. Je croirai toujours triompher avec elle, persuadé de cette parole de S. Augustin : *Non est bonum homine homines vincere, sed bonum est homini ut cum veritas vincat.*

Après ce discours S. E. proposa de remercier S. M. de la lettre qu'elle avoit fait l'honneur d'écrire à l'Assemblée, & de la considération qu'elle continuoit d'avoir pour les Evêques, d'attendre leur sentiment pour l'expédition de ses Lettres Patentes au sujet de la Constitution. 2. De nommer des Commissaires pour travailler au plutôt sur les moyens qu'ils trouveroient les plus convenables pour l'acceptation de la Constitution. 3. D'ordonner l'impression de la Constitution pour en pouvoir remettre un exemplaire à chacun des Prelats. Ces trois choses furent approuvées d'une voix unanime, & S. E. fut priée de nommer les Commissaires. Cependant quelques Prelats Sulpiciens, & d'autres

livrés aux Jésuites, auroient fort souhaité qu'on eût retranché ces solemnités, & que tout se fût terminé dans une seule séance, pour acquiescer la parole que le P. Tellier en avoit donnée au Pape. M. l'Archevêque de Vienne, alors Evêque de Vence, ne pensoit pas différemment de ces Prelats; car s'entretenant le lendemain avec M. l'Evêque de Boulogne, il lui demanda en bon Avignonois, *Si on prétendoit ici corriger le Pape. A quoi M. de Boulogne lui fit cette réponse qui courut dans le monde : Est-ce que vous croyez que le Pape soit incorrigible ?*

Quoi que l'Assemblée eût délégué la nomination des Commissaires à M. le Cardinal, il crut ne pouvoir pas se dispenser de les choisir du nombre de ceux que le Roi lui avoit marqué desirer qu'on nommât. Ainsi il nomma M. le Cardinal de Rohan, MM. les Archevêques de Bordeaux & d'Auch, & MM. les Evêques de Meaux, de Soissons & de Blois.

PROCES
VERBAL DE
L'ASSEMBLÉE

M. le Cardinal de Rohan qui a le talent de répandre des grâces sur toutes les paroles, se distingua dans cette séance par sa politesse. Il crut n'étant pas du Clergé de France, devoir avant que d'opiner, témoigner aux Prelats combien il étoit sensible à l'honneur qu'il recevoit d'avoir part aux délibérations d'une Assemblée si auguste. Il ajouta, *qu'élevé dans le sein de l'Eglise de France & pénétré de ses maximes, il ne pouvoit se regarder comme étranger : & il pria la Compagnie de recevoir les assurances qu'il lui donnoit d'une parfaite unanimité, qui seroit toujours l'objet de ses desirs les plus ardens & les plus sinceres.*

Le public prevenu par ce debut eut d'abord de la joie de le voir à la tête de la Commission. On espiroit que réunissant en lui toutes les qualités qui étoient propres à lui concilier la confiance des deux Partis, & n'ayant rien à desirer qu'une éclatante réputation, il conduiroit tous les esprits à concourir à une résolution digne de lui, honorable à la Nation, & favorable à la vérité & à la paix. Peut-être eut-il dans les commencemens des intentions conformes à cette attente; mais il fit bien-tôt connoître qu'il se livroit sans réserve aux Jésuites. Il ne

prit pas même de mesures pour le cacher au Public. Le P. Tellier pendant la commission venoit ordinairement à Paris à la fin des Bureaux, pour se faire rendre compte de ce qui s'y étoit fait, & pouvoit donner les ordres sur ce qu'il y avoit à faire. On croit même que ce fut par le conseil de ce Pere, qu'à la sortie de la première séance, M. le Cardinal de Rohan écrivit un billet au Roi pour l'informer de ce qui s'y étoit passé, & lui marquer que M. le Cardinal de Noailles en parlant fort en détail du livre des Réflexions, avoit beaucoup ménagé l'Auteur; mais qu'il falloit excuser ce reste d'inclination dans un Prelat qui se voyoit contraint de révoquer une approbation qu'il avoit donnée. Ce billet fit une forte impression sur l'esprit du Roi, & M. le Cardinal de Noailles ne devoit pas s'attendre à un pareil désagrément de la part d'un Confrere qui publioit par tout la parfaite reconnaissance qu'il lui devoit, & l'ordre que Madame sa mere lui avoit donné à la mort, de n'oublier jamais les bons offices qu'il avoit rendus à toute sa famille & à lui personnellement.

Ce Cardinal se déclara encore davantage dans la suite. Il prit pour ses principaux Théologiens le P. Doucin Jésuite, & M. Vivant, alors Curé de S. Mery, connus l'un & l'autre par des aventures qui avoient éclaté, & qui les auroient fait rejeter non seulement par un homme qui auroit cherché sincèrement la vérité, mais qui auroit été tant soit peu délicat sur les apparences. Il entra avec ardeur dans l'affaire que les Ultramontains de Sorbonne suscitèrent dans le même tems à un Bachelier qui avoit fait imprimer une thèse où il soutenoit que les Evêques avoient droit d'accepter les Constitutions des Papes par voie de jugement, & il fit supprimer cette thèse par ordre du Roi. Enfin, durant tout le cours de la Commission, il eut pour M. le Cardinal de Noailles une réserve qui alla jusqu'à ne lui donner aucune connoissance de ce qui se traitoit dans les Bureaux, en quoi il fut imité par les autres Commissaires, qui pour excuser une conduite si extraordinaire à l'égard de leur Président, ne cessèrent de leur côté de se plaindre qu'il ne s'ouvroit sur rien avec eux. Il n'y eut que sur la fin de la

Com-

Commission, que pour se conformer aux ordres exprès du Roi, M. le Cardinal de Rohan fut obligé de lui communiquer son rapport & les autres actes qu'il avoit dressés avec le Bureau, ainsi que nous le dirons en son tems.

M. l'Evêque de Meaux qui étoit regardé comme tenant par son crédit le second rang dans la Commission, étoit plus suspect. Il s'étoit déjà déclaré contre le Livre des Réflexions, quoiqu'il l'eût autrefois honoré de son estime; il avoit d'ailleurs signalé son zèle contre le Jansenisme par de gros Mandemens, où la bizarrerie même des sentimens qu'il suivait sur la grace, faisoit voir l'envie qu'il avoit d'éloigner de lui, à quelque prix que ce fût, ce fantôme odieux; c'étoient-là autant de préjugés favorables pour la Constitution. Cependant le public qui ignoroit encore alors les engagements & les prétentions secrètes de ce Prélat, en jugea d'abord presque aussi avantageusement que de M. le Cardinal de Rohan.

Pour ce qui est des autres Commissaires, quoi qu'on rendit justice à leur mérite, qu'on sçût qu'ils croyoient intérieurement la Bulle mauvaise, & qu'ils s'en fussent même expliqués à leurs amis, on étoit néanmoins persuadé qu'ils suivroient toutes les impressions qui leur seroient communiquées par les deux dont nous venons de parler. M. l'Archevêque de Bourdeaux étoit trop, disoit-on, porté pour les partis modérez, pour ne pas donner dans quelque un qu'on lui proposeroit, & par lequel il s'imagineroit accorder la vérité avec les égards qu'il avoit pour Rome, pour la Cour & pour les Jésuites. M. l'Archevêque d'Auch étoit trop redevable, & trop récemment, au crédit de son frere M. Desmaretz, & d'ailleurs trop tendre pour un jeune neveu Abbé, à la fortune duquel il ne falloit pas mettre obstacle, pour ne pas se rendre à ce qu'exigeroit la Cour de France, & à ce qui seroit agreable à celle de Rome, de qui il attendoit les Bulles de son nouvel Archevêché. M. l'Evêque de Blois étoit trop sensible aux relations pieuses qu'il conservoit toujours à la Cour pour vouloir lui déplaire; & M. l'Evêque de Soissons, à qui il ne manquoit rien pour bien faire, n'avoit pas assez de force pour en venir à l'exécution, lorsqu'il se trouveroit seul. En effet, on l'a vu quelque-fois pleurer de dépit de n'avoir pas le courage de faire ce qu'il croyoit juste, & avouer que toute cette affaire, depuis son commencement, n'étoit qu'un mystère d'iniquité. Il est incompréhensible comment il pouvoit accorder ensemble tant de droiture, & tant de foiblesse. Aussi verrons-nous dans la suite, que sa santé ne pût résister à la mélancolie où les réflexions tristes qu'il faisoit sans cesse sur la conduite qu'il avoit tenue dans cette affaire, le firent tomber.

Ces Prélats tinrent leur première séance le 18. Octobre chez M. le Cardinal de Rohan. Ils commencèrent par vérifier les propositions condamnées sur le livre du P. Q. Ils en demeurèrent à la trentième; & quelques-uns d'entre eux dirent en sortant, qu'ils les avoient trouvées encore plus innocentes dans le livre, que dans la Constitution.

Nous ne savons si c'est à cette séance ou à une des suivantes, qu'on doit rapporter ce qui arriva à M. l'Evêque de Blois. Ce Prélat ayant voulu faire remarquer qu'une des propositions n'étoit pas exactement tirée du Livre, il fut vivement relevé par M. l'Evêque de Meaux qui s'offensa fort de cette remarque, & lui dit, *qu'ils étoient assemblés pour condamner le Livre de Quesnel, & non pas pour le justifier.* Ainsi toutes les propositions furent trouvées fidèlement extraites, sans en excepter même la 29. la 72. & la 100. qui sont grossièrement tronquées.

Tous les Prélats se rassemblèrent le lendemain jeudi à l'Archevêché; & après que M. le Cardinal de Noailles leur eût rendu compte de la manière dont le Roi avoit reçu le remerciement qu'il avoit eu l'honneur de lui faire au nom de l'Assemblée, & du desir qu'avoit S. M. qu'on observât dans cette Assemblée toutes les ceremonies qui pouvoient la rendre plus solennelle, il fut résolu qu'il seroit célébré une Messe du saint-Esprit, où tous les Prélats communieroient en rochet & camail. Cela s'exécuta le samedi suivant. Les Prélats prêterent dans cette même séance le serment accoutumé, par lequel ils s'engagent de n'opiner & de ne donner leur avis que selon leurs consciences, à l'honneur de Dieu, au bien & à la conservation de son Eglise, sans se laisser

ser aller à la faveur à l'importunité, à la crainte, à l'intérêt particulier, ni aux passions humaines.

Depuis cette séance il y eut une interruption jusqu'au lundy 15. Janvier, afin de donner le tems aux Commissaires de préparer la matiere dont-ils devoient faire leur raport à l'Assemblée.

Pour faciliter leur travail & pour exécuter ce que l'Assemblée avoit ordonné dès la premiere séance, ils firent traduire la Bulle en françois, & la firent imprimer. On ne se borna pas à n'en tirer que le nombre d'exemplaires necessaires pour les Evêques. Le Roi, contre l'usage ordinaire du Royaume, qui ne permet pas qu'on rende ces sortes de pieces publiques jusqu'à ce qu'elles soient revêtues de Lettres Patentes, ayant trouvé bon qu'on répandît celle-ci, elle passa bien-tôt entre les mains de tout le monde.

Dès qu'elle fût ainsi devenuë commune, chacun y ayant vu de ses propres yeux ce qu'il n'avoit pu croire jusqu'alors, la surprise & l'indignation furent universelles. Ceux qui avoient été jusqu'alors les plus indifferens sur ces matieres, cessèrent de l'être; & il n'y eut personne qui ne s'intéressât à une affaire où l'on croyoit qu'il ne s'agissoit pas moins que du renversement entier de la religion, que chacun avoit apris dans son enfance.

Les heretiques en triompherent hautement, & en prirent sujet d'insulter à l'Eglise d'une maniere sanglante: les liberrins en firent le sujet de leurs railleries: tous les fidèles en furent scandalisés, les nouveaux catholiques sur-tout, voyant que le Pape y condamnoit en souverain des verités qui leur paroissoient certaines, & qu'il leur ôtoit des mains les livres saints, crurent qu'on les avoit trompés en les réunissant à l'Eglise; les gens de bien en gemirent amèrement devant Dieu, comme du plus grand malheur qui fût jamais arrivé à la religion. Tous penserent ce que la douleur fit exprimer à un homme celebre, (a) par cette parole remarquable, *Qu'il au-*

(a) Le feu P. de Malinghen, Prêtre de l'Oratoire, qui avoit été Supérieur du Seminaire du St. Magloire à Paris, connu par sa moderation sur les disputes presentes, & estimé par feu M. le Curé de St. Sulpice même, quoiqu'il prouvât contre sa Congregation.

roit mieux valû pour l'Eglise d'avoir un Pape comme Jean XII. ou Jean XXIII. que d'en avoir un comme Clement XI. Les personnes même les plus opoîées à ce qu'on appelle Jansenisme, eurent honte de leur propre victoire; & celles qui n'étoient épouvantées de cette prétendû heresie que parce qu'elles n'en avoient aucune connoissance distincte, ouvriront enfin les yeux sur l'état present de l'Eglise: Est-ce donc là, disoient-elles, ce que l'on persecute avec tant de fureur depuis plus de 60. ans sous le nom affreux de Jansenisme; & n'a-t-on pu jusqu'à present donner de corps à ce fantôme invisible, sans le confondre avec la doctrine contraire aux nouveautez & aux relâchemens des Jesuites & des Casuistes?

On a voulu dans ces derniers tems faire douter de cette consternation, où nous venons de dire que la Constitution avoit jetté tous les esprits à son arrivée, ou reduire ces troubles à de simples clameurs populaires excitées par une poignée de Jansenistes. Mais outre que le fait est encore trop recent & trop present à la memoire de tout le monde, qui l'a vu de ses yeux & entendu de ses oreilles, pour pouvoir être sérieusement contredit, il est appuyé sur des témoignages qu'on ne peut rejeter: "La Bulle, disent les Evêques opposés, sans dans leur lettre au Pape, n'a pas été, plutôt entre les mains des fidèles, qu'il s'est excité de grands troubles dans Paris, & dans tout le Royaume; que les heretiques en ont pris occasion de s'élever avec un mépris insolent contre le saint Siege, & contre toute l'Eglise Catholique; que la foi des nouveaux convertis en a été ébranlée; qu'un grand nombre de personnes de la plus haute pieté en ont été alarmées; de sorte que tous les corps, tant de l'Eglise, que de l'Etat, se sont trouvés plus portés à s'en offenser qu'à s'y soumettre.

Les Evêques acceptans dans leurs premiers écrits sont sur cela d'accord avec les opoîans. Voici comme M. le Cardinal de Bisly, témoin de ce soulèvement, en parle dans sa Lettre à M. l'Evêque de Montpellier du 26. Mars 1714. "Si vous aviez, dit-il, entendu & lu tout ce qui s'est passé dans Paris cet hiver contre la Bulle, vous auriez jugé

„ qu'on ne pouvoit pas la traiter plus indignement à Geneve même.

M. l'Archevêque de Cambrai dans le Mandement particulier qu'il publia le 29. Juin 1714. pour la partie de ce Diocèse qui est soumise à l'Empereur, ne s'exprime pas en termes moins forts & moins énergiques. Pour détruire l'objection qu'il supose que le prétendu parti auroit pu faire, que la plupart des Eglises ignoroient encore alors le décret de Rome, il en établit principalement la notoriété sur le scandale qu'il avoit excité dans toute l'Europe; scandale, dont, à la vérité, il attribue en partie la cause aux écrits publiés par le Parti; mais cette supposition quand elle seroit véritable, n'empêche point la vérité du fait, qui est la généralité du scandale.

„ Ce Jugement solennel n'a-t-il pas été, dit-il, répandu dès le premier mois jusqu'aux extrémités du Nord, jusqu'aux nations les plus ennemies de l'Eglise Romaine? Ne l'a-t-on point traduit dans toutes les principales langues de l'Europe? Ne l'a-t-on pas inséré jusque dans les Gazettes, jusques dans les libelles les plus satyriques? Ne l'a-t-on pas tourné en dérision par des recueils de chansons impies? Toutes les sectes d'hérétiques n'en ont-elles pas triomphé? Et les libertains ne s'en sont-ils pas joué malignement dans toutes les nations? Le Parti, qui contestera peut-être cette singularité notoriété, n'en est-il pas le principal auteur? N'est-ce pas lui qui a excité par cent libelles dont il a inondé l'Europe, la teméraire critique du peuple le plus grossier & des femmes les plus ignorantes? Quel est le pays connu où le scandale n'ait point encore pénétré?

Ce n'est pas que la Constitution n'eût ses partisans. Les Jésuites ses auteurs, sans ofer encore faire valoir en public les avantages qu'ils esperoient en tirer dans la suite, la regardoient en leur particulier comme une piece admirable & décisive, qui foudroyoit ouvertement tout ce qui s'étoit opposé jusqu'alors à leurs nouvelles maximes sur le dogme & sur la morale; qui reparoit avantageusement tous les échecs qu'ils avoient reçus dans les Congregations de *auxiliis*; & qui leur

donnoit enfin une pleine & entiere victoire sur tous leurs ennemis.

Tous ceux qui étoient absolument vendus à la doctrine ou au crédit de la Société, prenoient part à ce triomphe, & ne voyoient dans les propositions condamnées que ce qu'ils condamnoient eux-mêmes depuis long-tems, suivant les principes de leur théologie.

A ceux-là se joignoient tous ceux qui sans adopter les maximes intolérables de la Société, mais prévenus pour le Pape d'un faux respect, qui alloit presque jusqu'à l'adoration, & le regardant comme un Dieu en terre, se faisoient un mérite d'étouffer toutes les lumières de leur esprit, & les remords de leurs consciences, pour recevoir sa décision comme un oracle de l'Esprit Saint.

Mais les sentimens de surprise & d'indignation furent presque les seuls qui oferent d'abord paroître dans toute leur étendue.

Il est vrai qu'après le premier cri de la pitié publique, qui s'étoit reveillée tout d'un coup, lors qu'on avoit voulu l'annéantir, l'autorité à son tour, & d'autres vûes de prudence firent leurs impressions; & la conscience entrant en accommodement avec ces intérêts humains, le grand nombre retomba naturellement dans un parti mitoyen, qui paroissant les concilier, ne pouvoit dans le fond satisfaire pleinement ni à l'un, ni à l'autre. Ce fut celui de recevoir la Constitution avec des explications. Quelques-uns même furent conduits à cet expédient par un raffinement de prudence en faveur de la doctrine à laquelle ils ne pouvoient se dissimuler que la Bulle ne donnât atteinte. Persuadés qu'il étoit impossible dans les circonstances présentes, de conserver en même tems, & le livre & la doctrine, ils commencerent sagement par condamner le premier, pour se réserver la liberté de défendre plus aisément la doctrine, qui faisoit le sujet de la condamnation. Il s'en trouva qui poussant plus loin leur politique, crurent qu'il falloit encore abandonner une partie de la vérité pour sauver le reste.

Un petit nombre fidèle à ce premier cri de la conscience, sans le laisser partager par d'autre vûes; persuadé au contraire que dans

ces occasions décisives, ce que l'Apôtre appelle *la simplicité dans le mal*, est plus sage que toute la sagesse du siècle, qui n'est que folie & abomination aux yeux de Dieu, persista à croire que puisque l'on voyoit de nos jours ce que l'on avoit toujours cru possible, & qui n'étoit pas sans exemples dans les siècles passés, il falloit avoir recours aux derniers remèdes; qu'il étoit à souhaiter que les Evêques demandassent un Concile général pour y juger canoniquement d'une piece qui ébranloit tous les fondemens de la religion, & tout le culte intérieur du christianisme: que c'étoit une illusion de prétendre détruire par des explications forcées, ce que l'on approuveroit en termes clairs & précis; & mettre à couvert le dépôt de la foi, en condamnant les expressions par lesquelles le saint Esprit l'avoit consigné à l'Eglise dans les Ecritures, & par lesquelles les Saints Peres nous l'avoient transmis, que c'étoit évidemment favoriser des erreurs essentielles sur le dogme & sur la morale, tendre un piège aux simples, proférer tous les bons Livres, fermer la bouche aux gens de biens, ouvrir la porte à une infinité de persécutions, mettre en main aux ennemis de la vérité des armes sous lesquelles ses plus zélés défenseurs seroient un jour obligés de succomber, toutes les Puissances se trouvant intéressées à détruire peu à peu des explications que les termes de la Constitution rejeteroient toujours assez d'eux-mêmes.

Qu'après tout, en admettant même ces explications, sous quel prétexte, ajoutoient-ils, pouvoit-on condamner comme contenant des propositions impies, blasphematoires, hérétiques, un Livre dans lequel, de l'aveu même des premiers Pasteurs, on n'avoit trouvé pendant plus de quarante ans, après les plus rigoureux examens, que de saintes & sages réflexions; où l'Auteur avoit ramassé ce que les Saints Peres ont écrit de plus beau & de plus touchant sur le nouveau Testament, & dont il avoit fait un extrait plein d'unction & de lumière, dans lequel la plus maligne & la plus sévère censure n'avoit pu reprendre, après tant de tems, que des propositions très orthodoxes, tirées presque tou-

tes mot pour mot de l'Ecriture & des Peres, & auxquelles il falloit faire violence, pour y attacher de mauvais sens; sens entièrement forcés & étrangers, que les termes mêmes des propositions rejetoient, que le P. Quelnel déavoit publiquement, & dont la lecture seule de son Livre feroit évidemment connoître à toutes les personnes équitables, qu'il avoit toujours été fort éloigné.

Enfin, supposé même que le Livre fût condamnable, ajoutoient-ils encore, pourroit-on jamais consentir à regarder comme un *loup ravissant, un faux prophète, un maître de mensonge, un séducteur des simples, un fourbe hypocrite, un inventeur de sectes de perdition, un falsificateur des saintes Ecritures, un corrupteur de l'Evangile, un empoisonneur des âmes, un disciple, un imitateur, un enfant du diable, instruit dans son école, & poussé par son esprit à l'entreprise infernale de séduire les fidèles, & de pervertir leur foi & leur piété à la faveur de la parole de Dieu, qu'il avoit, disoit la Bulle, méchamment corrompue & falsifiée, en se couvrant de sentimens tendres de pitié, comme un loup de la peau de brebis*: Pourroit-on sérieusement & en conscience regarder comme tel un Prêtre dont la conduite avoit toujours été irréprochable, & en qui l'on ne trouvoit à reprendre que des erreurs qu'il avoit toujours dévouées, & qu'il dévouoit encore à la face de toute la terre?

La liberté que chacun se donna en cette occasion de faire paroître publiquement ses sentimens, ne demeura pas impunie dans quelques particuliers, qui furent plus maltraités que les autres, sans être plus coupables. Quelques paroles semblables échappées à M. Parquet, Bachelier de la Maison de Sorbonne, le firent mettre au Château de Vincennes, le 28. Octobre 1713. & servirent de prétexte à ses ennemis pour lui fermer l'entrée de la Société de Sorbonne, où il devoit être reçu la veille de la Toussaints, & dont ils avoient tenté inutilement de l'exclure par d'autres moyens.

Dom Thierry de Viaixnes, celebre Benedictin de la Congregation de S. Vannes, eut le 30. Decembre suivant, le même sort que M. Parquet. Après avoir été retenu près de

sept ans au même Château de Vincennes à l'occasion du Cas-de-conscience, il avoit été élargi en 1710. & relegué à S. Florent lez-Saurmur, Abbaye de la Congregation de S. Maur, où il demouroit depuis trois ans. Une de ses lettres dans laquelle il marquoit librement ses sentimens sur la nouvelle Constitution, croyant ne parler qu'à un ami, fut remise entre les mains de M. l'Evêque d'Angers, d'où elle passa bien-tôt dans celles du P. Tellier, qui fut ravi de trouver le pretexte pour se saisir de nouveau de ce savant & vertueux Religieux, que sa premiere prison avoit rendu encore plus ferme dans ses premiers sentimens. Il fut donc arrêté le dernier jour de l'année 1713. & ramené à Vincennes.

Ces exemples n'empêcherent point une infinité d'autres personnes de s'élever contre la Constitution d'une maniere encore moins mesurée. Paris fut rempli de quantité de vers & de chançons, & rien ne manifeste peut-être davantage quelle étoit la disposition generale des esprits à l'égard de la Constitution, que la joie & l'approbation avec laquelle toutes ces satyres étoient reçues du Public. Les personnes sages blâmoient à la verité la licence & la malignité qui regnoit dans plusieurs de ces piéces. Mais elles étoient obligées de convenir en même tems, que la Bulle étoit encore plus extraordinaire & plus insoutenable que ces vers ne la représentoient. C'est le jugement que le P. Quesnel ne put s'empêcher d'en porter lui-même dans l'Avertissement de son troisiéme Memoire, où quoiqu'il veuille éloigner le soupçon qu'on auroit pu avoir, qu'il fût capable d'approuver ces fortes d'écrits, il se contenta de dire, *qu'ils ne peuvent venir de cette sainte colere, que la charité ne peut refuser à la verité blessée & dishonorée, mais d'une indignation trop naturelle & d'un zele qui n'est ni éclairé ni mesuré, ce qui étant contraire à la charité, ne peut plaire à la verité; elle n'a pas besoin, ajoute-t-il, de tels secours, & c'est lui faire de nouvelles plaie, que de s'élever avec aigreur & emportement contre l'autorité qui en est depositaire.*

§. XIV.

Suite de ce qui se passa aux bureaux des Commissaires jusqu'à la fin du mois de Novembre 1713.

Cependant les Bureaux continuoient chez M. le Cardinal de Rohan. Après qu'on y eût chevé les verifications des propositions sur le livre de l'Auteur, on passa à leur examen. On commença par celles qui concernoient la grace; & l'examen s'en fit plûtôt pour la forme, que pour juger serieusement de leur opposition ou de leur conformité à la doctrine & au langage de l'Eglise. Quoique l'Auteur eût souvent protesté que dans toutes ces propositions, il n'avoit voulu enseigner autre chose que la grace efficace par elle-même, aucun des Commissaires n'osa ni avoir égard à cette protestation, ni se declarer ouvertement en faveur de cette doctrine, dans la crainte de paroître Janféeniste, & d'être déferé au Pere Tellier & au Roi. Voici, selon le bruit public de ce tems-là, comme les choses se passoient.

Quand M. le Cardinal de Rohan avoit proposé ce qu'on devoit examiner, les Commissaires faisoient les uns après les autres sur chaque proposition, quelques observations qui tendoient toutes à consentir à leur condamnation, en les reduisant au sens de la grace necessitante, ou en les chargeant du soupçon vague du Janféenisme. M. l'Evêque de Soissons seul entroit un peu dans la discussion des propositions, qu'il paroissoit avoir plus étudiées que les autres Commissaires; mais lors qu'après en avoir distingué les differens sens, il sembloit vouloir mettre à couvert ceux que les Jésuites avoient dessein d'envelopper dans la censure, il étoit aussitôt interrompu par M. l'Evêque de Meaux, qui se rendoit maitre du bureau, & ne permettoit plus qu'on écoutât personne que lui seul.

C'est le caractère que ce dernier Prélat soutint dans tout le cours de ces conférences. Il y parla, il y agit comme intimement persuadé que la Bulle devoit être reçue avec le même respect que si elle fût descendue du Ciel, & comme déterminé à la faire recevoir par

quelque voie que ce pût être. Il n'étoit parvenu là que par différens degrés. Nous avons vu qu'étant Evêque de Toul, il avoit donné cours dans son Diocèse au Livre du P. Q. Quoique des vûes de fortune l'eussent ensuite engagé à se lier avec les Jésuites, pour en pourl suivre la condamnation, il s'en falloit beaucoup qu'il pensât encore comme eux. A l'arrivée de la Bulle, elle ne lui avoit pas paru moins qu'à tous les autres, opposée à toutes les idées théologiques qu'il avoit eues jusqu'alors; & il avoit eu besoin d'un interprète pour découvrir les mauvais sens des propositions qui y étoient condamnées. Mais bien-tôt, à force de desirer qu'elle fût reçue comme ses intérêts le demandoient, les scrupules s'étoient peu à peu évanouis. Il avoit trouvé des Théologiens encore plus souples & plus complaisans que D. Benoit Fontaine, qui lui en avoient dévoilé les motifs & les sens cachés. Enfin, il étoit insensiblement passé à une telle admiration de ce Decret, qu'il lui paroissoit un ouvrage de la plus profonde érudition & d'une sagesse plus qu'humaine, dont les beautés échappoient aux esprits superficiels. C'est M. Targny, dont nous aurons occasion de parler dans la suite, qui l'avoit principalement aidé à pénétrer dans ce sanctuaire.

M. de Bissy étoit déjà dans cette disposition, lorsque les assemblées chez M. le Cardinal de Rohan commencèrent. Ainsi on ne doit pas être surpris s'il prit un ton de maître, & qu'il y décidât sur-tout ce qui étoit proposé, avec la confiance qui lui inspiroit l'opinion qu'il s'étoit formée de ses nouvelles idées théologiques, & le degré de crédit où il se voyoit parvenu auprès du Roi. M. le Cardinal de Rohan que son rang & ses lumières mettoient en état de le contrebalancer, & même de le primer, étoit le premier à l'écouter avec une docilité modeste, & à n'oser s'écarter de ses décisions. Les autres Commissaires avoient encore plus de déférences pour tous ses sentimens, prévenus qu'ils étoient que c'étoit le moyen le plus sûr de plaire au Roi.

C'est ainsi qu'on procéda à l'examen des propositions sur la grace. Celui des autres propositions se fit un peu plus régulièrement,

parce qu'il ne s'agissoit plus de Jansénisme, & que M. le Cardinal de Rohan parut vouloir changer de conduite. Un jour après le bureau il arrêta les Commissaires, & leur parla comme s'il avoit eu les meilleures intentions du monde; il leur dit que toute la France avoit les yeux ouverts sur eux, qu'ils devoient à Dieu, à l'Eglise, au Roi, & à tous les peuples une décision précise, exacte, propre à instruire & rétablir la paix; qu'on paroïssoit se défier de leur amour pour la vérité, & qu'il n'y avoit qu'une perilleuse décision qui put faire voir que cette défiance étoit injuste. Chacun des Commissaires parut d'abord entrer dans ces vûes, & vouloir même prendre le parti de demander des explications au Pape, comme le parti le plus simple & le moins d'inconveniens; mais on les fit bien-tôt revenir à celui d'en donner eux-mêmes, parce qu'on leur persuada qu'il seroit plus facile & plus honorable pour le caractère Episcopal, de terminer cette affaire en France, que de s'adresser encore à Rome.

Il est certain que tous ces Commissaires, à la réserve de M. l'Evêque de Meaux, auroient désiré de mettre à couvert la saine doctrine & les droits des Evêques. Mais ils avoient pour premier objet, de plaire à la Cour: & c'est ce qui rendit dans toute la suite de l'affaire leurs bonnes intentions inutiles. Au reste celles que M. le Cardinal de Rohan leur avoit témoigné avoir, n'étoient qu'apparentes & de pure cérémonie; car il étoit alors entièrement livré à M. de Bissy & au Pere Tellier. Ils travailloient souvent tous deux avec lui, & ils avoient beaucoup plus de part que lui-même à son rapport, qu'il ne dressoit que sur leurs idées; comme il ne proposoit rien à examiner aux Commissaires, que sur les décisions de Théologiens dévoués aux Jésuites.

On avoit examiné déjà plus de la moitié des propositions, quand la goutte & la fièvre retinrent ce Cardinal au lit, & firent interrompre pour quelques jours les bureaux. Dans cet intervalle, M. le Cardinal de Noailles lui rendit visite le 11. de Novembre. Il ne l'avoit point vu depuis le commencement des bureaux, qu'un demi-quart d'heure

l'Archevêché, où il vint à neuf heures du soir en allant à Versailles. Ces deux Eminences s'éclaircirent ensemble sur plusieurs procédés. M. le Cardinal de Noailles se plaignit avec douceur, de ce qu'on ne le regardoit plus comme Président de l'Assemblée, puis qu'il ne lui communiquoit rien. Il représenta qu'il ne devoit pas être indifférent à un homme du rang du Cardinal de Rohan, de bien finir la première affaire publique qu'il eût eu à traiter, & que pour cela le concert étoit absolument nécessaire, sans quoi il pourroit bien avoir la pluralité, mais qu'il n'auroit pas l'unanimité.

M. le Cardinal de Rohan parut se rendre à ce que lui remontoit son Confrère ; & pour lui témoigner sa confiance, il lui donna plusieurs cahiers de son rapport à examiner. Ils convinrent aussi que puisque la santé de M. le Cardinal de Rohan ne lui permettoit pas d'aller à l'Archevêché M. le Cardinal de Noailles viendrait à l'Hôtel de Soubize, pour assister au reste des conférences. Sa qualité de Président & sa modération ne l'y mirent pas toujours à couvert de la vivacité de M. l'Evêque de Meaux. Nous trouvons dans un Mémoire, que dans une de ces conférences, où après avoir condamné une proposition, parce qu'il y étoit trop parlé de la charité, on en jugeoit une autre digne de la censure, parce qu'il n'y étoit pas parlé de la charité avec la foi. M. le Cardinal ayant dit simplement à ces Messieurs, qu'ils prissent garde à ne se pas contredire, il fut interrompu par M. l'Evêque de Meaux, qui dit, que c'étoit l'ordinaire des hérétiques de se contredire, & qu'ils n'étoient pas assemblés pour concilier les contradictions de Quesnel, mais pour condamner toutes ses erreurs. M. le Cardinal se contenta de répondre très-froidement, qu'il craignoit fort que le public ne trouvât plus de contradictions dans la censure que dans le Livre. Les autres Commissaires appuyèrent son observation, en priant M. le Cardinal de Rohan d'y avoir attention dans son rapport. Mais M. l'Abbé de Broglie en fut tellement scandalisé, qu'après que S. E. fut sortie, il exhorta plusieurs des Commissaires de n'avoir nul égard à ses remontrances, ajoutant, que si on les suivoit, on n'entreroit pas

dans les vûes du Roi. " Chacun, porte le " Mémoire que nous venons de citer, enten- " dit aisément ce que *les vûes du Roy* signi- " fioient en cette occasion, & ne put en mé- " me tems s'empêcher de rire en secret de " voir cet Abbé se mêler d'opiner sur une " matiere ecclésiastique, lui qui parloit aussi " rarement le langage de son état qu'il en " portoit l'habit, & qui auroit beaucoup " mieux décidé une question sur le jeu, sur " les liqueurs, ou sur la chasse.

La mauvaise santé de M. le Cardinal de Rohan ayant encore fait interrompre pendant quelques jours les conférences, M. le Cardinal de Noailles lui rendit une seconde visite particulière, où il lui remit les cahiers de son rapport qu'il lui avoit confiés. Sur les instances que M. le Cardinal de Rohan lui fit de lui en dire son sentiment, il ne put se dispenser de lui faire part de quelques-unes des observations qu'il avoit faites. Il lui dit entre autres choses, qu'il croyoit pouvoir l'avertir de ne pas absolument se fier à ceux dont il recevoit des Mémoires, parcequ'il y avoit peu de critique, & qu'on y voyoit un dessein formé d'y établir le pur Molinisme comme la seule doctrine de l'Eglise : que pour lui donner lieu d'en juger, il lui marquoit seulement l'article où l'on s'attachoit à prouver que S. Augustin avoit admis des grâces suffisantes, par un passage d'un Livre qui n'étoit pas de ce Père. Il lui dit encore, qu'on ne le menageoit guères dans cet écrit, puis qu'en parlant des corrections faites au Livre du P. Q. on disoit que ces changemens avoient été faits plutôt pour déguiser les erreurs, que pour les retrancher. M. le Cardinal de Rohan parut extrêmement surpris de ces remarques, & il promit de corriger ces endroits dans la révision qu'il feroit de tout l'ouvrage.

Depuis cette visite M. le Cardinal de Noailles assista encore à quelques séances de l'Hôtel de Soubize, où l'examen des propositions s'acheva vers la fin du mois de Novembre. Celles qui suivirent, furent principalement employées, à examiner le rapport de M. le Cardinal de Rohan : mais avant que d'entrer dans le détail de ce qui s'y passa, l'ordre des tems nous oblige de dire quelque chose

des differens écrits qui furent adressés pendant tout ce tems-là aux Evêques, & de l'inquietude que ces écrits & la longueur des conférences des Evêques, donnoient à la Cour de Rome.

§. XV.

Ecrits faits contre la Constitution & pour sa défense, pendant la tenue de l'Assemblée des Evêques, ou peu de tems après

L'Assemblée n'eut pas plutôt pris la résolution d'examiner sérieusement la Constitution, & nommé des Commissaires pour procéder à cet examen avec plus de maturité, que des Savans, qui sont demeurés inconnus, touchés profondément, comme ils le temoignent, des excès de cette étouffante Bulle, crurent devoir instruire la religion des Evêques, & faciliter leur travail. Ils leur adressèrent dans cette vue un grand nombre de Memoires, qui, quoique faits à la hâte, n'en furent pas trouvés ni moins solides ni moins remplis d'érudition. Leur zele les porta non seulement à les composer, mais encore à faire la dépense de les faire imprimer, ou d'en faire faire plusieurs copies, & de les envoyer à la porte des Prelats.

Nous n'osons nous promettre d'en donner ici une liste fidelle. Comme nous ne pensâmes pas à les recueillir dans le tems, quelques-uns peuvent avoir échappé à la recherche que nous en avons faite depuis. Voici au moins les plus considerables.

I. MEMOIRE présenté à l'Assemblée du Clergé sur la nécessité de revoir la Constitution UNIGENITUS, présenté en manuscrit aux six Commissaires & à M. de Langres, le 16 octobre 1713, & imprimé le 13 novembre suivant.

L'auteur y montre d'abord par l'exemple de plusieurs d'entre les 101 propositions, que la Bulle en les condamnant, donne atteinte à un grand nombre de verités certaines & inébranlables, sur tout à celles concernant la grace efficace & la predestination gratuite, qu'il appelle, après M. le Cardinal de Noailles, l'Evangile de S. Paul. Puis il conclut de

cette preuve, "qu'étant constant qu'il faut
" dire anatheme à quiconque annonce un
" autre Evangile que celui que Saint Paul a
" annoncé, il n'y a point par conséquent
" de fideles qui ne doivent desirer, point
" d'Evêques qui ne dût élever la voix
" pour demander que l'Eglise s'assemble
" pour juger Clement XI, pour recon-
" noître que la Bulle détruit l'Evangi-
" le, pour l'obliger à la retracter; & au
" cas qu'il le refusât, pour le déposer &
" substituer à sa place un successeur de
" Saint Pierre qui gardât plus fidèlement
" le dépôt confié à son Siege, transmis
" jusqu'à lui par la succession de tous
" les Papes, & si indignement dissipé dans
" cette dernière Constitution; & que ce ne
" seroit nullement remplir les paroles de S.
" Paul, que de se contenter d'éluder la Bulle
" par des explications forcées & contraires
" au sens naturel des paroles: S. Paul ne di-
" sant pas, si un Ange ou un Apôtre en-
" seigne un nouvel Evangile, expliquez-le;
" mais disant nettement, qu'il soit anathe-
" me.

Il s'explique plus précisément dans la suite, lors qu'il represente aux Evêques que dans une telle conjoncture il n'y avoit point d'autre voie de servir utilement l'Eglise, que de rejeter ouvertement la Bulle, & de commencer par demander un Concile de la Nation pour deliberer sur les moyens d'empêcher le progrès des erreurs qui y étoient autorisées: moyen qu'il insinue assez clairement se reduire à la tenue d'un Concile general. C'est dans la même vue qu'à la fin de son écrit il a apporté encore divers motifs qui pouvoient engager les Evêques à embrasser cette voie. Le premier est la comparaison qu'il fait entre Clement XI & Jean XXIII, à qui le Concile de Constance avoit fait le procès, & qu'il avoit déposé; quoique, selon l'auteur, la raison de le traiter ainsi, ne fût ni si pressante ni si intéressante: " Ce Pape,
" dit-il, en se souillant par la corruption de
" ses mœurs, ne faisoit tort qu'à sa person-
" ne, & ne perdoit que son ame; mais il
" ne corrompoit pas la foy, il ne condam-
" noit pas les dogmes les plus essentiels, il
" ne forçoit pas sous peine d'excommunication

tion *ipso facto* d'y renoncer. Un autre motif, c'est la forme irreguliere dont Rome se mettoit en possession de décider les matieres les plus importantes du christianisme, qui étoient abandonnées au caprice d'une douzaine de Moines ignorans, qui puisoient toute leur Théologie dans les regles de l'*Index*, & dans les decrets de l'*Inquisition* : „ C'est, dit-il, à un tribunal de gens de cet-
„ te trempe, qu'on a fait comparoître, pour
„ ainsi dire, l'Eglise de France, interessée dans
„ la défense d'un livre que ses principaux
„ prelates avoient approuvé, que presque
„ tous avoient admiré, & dont feu M. l'E-
„ vêque de Meaux, la lumiere de l'Eglise
„ de son siècle, avoit fait l'apologie.

II. LA Constitution Unigenitus en quatre colonnes. . . . Novembre 1713.

Cet écrit a été comme l'ébauche des Hexaples. Les 101. propositions en latin & en françois occupent la premiere & la seconde colonnes; le jugement des SS. Peres & les Remarques remplissent la troisieme & la quatrieme, auxquelles on en a ajouté deux autres pour former les Hexaples. Mais comme dans cet essai la 3. & la 4. colonnes ne presentent encore qu'un petit nombre de passages & de remarques, l'ouvrage entier ne contient que 41. pages in 4°. Il fut distribué avec l'écrit qui suit celui-ci, dans un même jour aux Evêques, aux Communautes & aux Curés de Paris. Il se trouva ainsi tout d'un coup entre les mains de tous ceux qui y étoient les plus interessés, & il fit sur tous les esprits une impression prodigieuse par le contraste des propositions condamnées par le Pape, & de celles des SS. Peres, qu'il mettoit d'abord sous les yeux. Ceux mêmes qui ne se donnerent peut-être pas la peine de le lire entier, furent frappés du passage de S. Chrysostome qui paroît à la tête sur la lecture de l'Ecriture sainte : „ C'est

„ encore, dit ce Pere, une plus mauvaise chose de ne pas croire qu'on ait besoin de
„ l'Ecriture, & de la regarder comme su-
„ persue, que de ne la point lire du tout. Il
„ n'y a que le diable qui puisse inspirer une
„ pareille pensée . . . C'est ce qui fait qu'au-
„ jourd'hui tout est renversé . . . C'est le dia-
„ ble qui en détourne les Chrétiens parce

„ qu'il ne peut souffrir qu'ils aient de l'esti-
„ me pour un tresor qui les peut rendre ri-
„ ches. C'est cet ennemi de notre salut
„ qui leur persuade qu'ils n'ont pas besoin
„ de s'instruire des loix divines, écrites dans
„ les Livres sacrés, par la peur qu'il a qu'en
„ les connoissant, ils ne les observent. Ayant
„ donc compris ce malicieux artifice du
„ deraon, faisons en sorte que la science
„ des Ecritures nous serve comme d'un rem-
„ part contre les attaques, & qu'étant re-
„ vêtus de ces armes spirituelles, nous so-
„ yons à couvert de ses coups, & que nous
„ lui égarions la tête.

III. MEMOIRE présenté à l'Assemblée du Clergé sur la Constitution : S'il est à propos de se contenter d'explications pour la recevoir . . . Novembre 1713.

L'auteur commence par supposer qu'il ne se presentoit que deux partis que l'on pût prendre au sujet de la Constitution, dont l'un étoit de l'accepter avec des explications, & l'autre de ne la point accepter : „ Car
„ pour le troisieme, dit-il, qui est celui de
„ l'accepter purement & simplement, ce se-
„ roit trahir trop visiblement la conscience
„ & la religion ; & il n'est point à craindre
„ que des personnes qui ont de la lumiere
„ & de l'amour pour la verité, soient tentées
„ de l'embrasser. Il remarque ensuite que ces
deux partis se réunissoient en ce que tous les deux choqueroient la Cour de Rome. D'où il conclut que dans cette affaire toutes les vues devoient se tourner à chercher le parti le plus conforme à la loi de Dieu, & à le suivre avec une confiance assurée que Dieu qui preside à son Eglise, le feroit triompher. Bientôt après il se declare contre les explications, & il se fonde principalement sur ces deux principes.

1. Afin que les explications puissent avoir lieu, il faut en trouver sur toutes les Propositions condamnées : une seule dont le sens sera précis & la condamnation injuste doit obliger d'abandonner ce parti & de recourir à l'autre.

2. Il faut mettre une grande difference entre expliquer certaines propositions, & leur faire violence. L'explication n'a lieu que lorsqu'une proposition est obscure &

embarrassée: en lever l'équivoque & la développer, c'est l'expliquer. Mais lors qu'elle est claire, & que le sens en est fixé par l'usage de l'Ecriture & de la Tradition, vouloir par des subtilités la détourner à un autre sens, c'est lui faire violence.

Or l'auteur fait voir par l'examen d'un grand nombre de propositions, où nous ne pouvons pas le suivre, qu'il y en a non seulement une, mais plusieurs, où l'explication est absolument impossible, & que l'interprétation qu'on tenteroit de leur donner pour en rendre la condamnation recevable, n'est point une véritable explication, mais un détour violent & forcé, & un abus visible du langage, toujours condamné par l'Eglise, & avec lequel, s'il étoit permis, il n'y a nulle proposition de l'Ecriture ou des Peres qu'on ne pût condamner, & nul symbole heretique, nulle profession de religion Mahometane ou Payenne, qu'on ne pût accepter.

Il accepte le reste du Memoire à exposer les autres inconveniens des explications, à répondre aux difficultés qu'on objectoit, & à représenter que le parti qu'il préféreroit à celui des explications, ne manqueroit pas de ressources qui donnoient sujet d'espérer que le succès en seroit aussi heureux qu'il étoit par lui-même avantageux à l'Eglise. Mais il n'est pas de notre dessein d'entrer dans tous ces details.

IV. MEMOIRE en forme de lettre sur le projet d'une acceptation de la Bulle Unigenitus, relative à des explications connues dans un Mandement, 7. mai 1714.

Nous plaçons ici ce Memoire quoi qu'il n'ait paru que quelques mois après le precedent; parce que tout ce que nous avons à en dire se réduit à observer que cet Ecrit fut fait à l'occasion du bruit qui se répandit peu de tems après la clôture de l'assemblée des Evêques, que M. le Cardinal de Noailles entroit dans l'expedient marqué dans le titre. Au surplus la matiere des explications y est traitée dans les mêmes principes que ceux du Memoire precedent, & l'on s'y sert des mêmes raisons pour faire sentir les defauts & l'insuffisance de ce moyen. L'auteur insiste principalement sur l'o-

bligation particuliere qu'ont les Evêques de garder une conduite droite, sincere & raisonnable: „ Les Evêques, dit-il, pour avoir reçu de Dieu l'autorité sacrée jointe „ à leur ministère, ne se doivent pas croire „ dispensés, non plus que les autres hommes, „ de suivre les regles de la raison & du bon „ sens. Si leur autorité est toute divine, elle „ n'est pas pour cela déraisonnable: au contraire elle doit être d'autant plus conforme „ me à la droite raison, qu'elle n'est autre „ chose qu'une participation de l'autorité de „ Jesus-Christ, qui est la souveraine raison. „ J'ai vu, ajoute-t-il, un Prélat du nombre „ de ceux qui étoient à la dernière Assemblée, soutenir un jour à un Ecclesiastique, „ en lui montrant une muraille blanche, que „ si son Evêque lui disoit qu'elle est noire, „ il devroit renoncer au temoignage de ses „ yeux, pour se conformer au jugement de „ son supérieur. On eut beau porter la „ condescendance jusqu'à dire, qu'on devroit „ peut-être par respect pour un supérieur „ ne le point contredire sur un point de cette nature. Le Prélat soutint qu'il falloit „ porter la déférence jusqu'à la persuasion, „ si le supérieur le vouloit ainsi. L'exemple „ d'une muraille blanche dont il se servoit, „ fait assez voir qu'il ne s'agissoit d'aucun „ point qui appartint ou pût appartenir à „ la foi: mais en quelque matiere que ce „ soit, c'est bien deshonorner l'autorité, que „ d'en parler d'une maniere si déraisonnable. „ Après cela, continue-t-il, je ne m'étonne „ pas qu'un tel Prélat soit du nombre des „ XL qui ont accepté la Bulle, & qui ont „ approuvé l'Instruction Pastorale, qu'on „ peut regarder comme un renversement de „ la raison, & comme un chef d'œuvre d'injustice & de mauvaise foi.

Il s'étend ensuite à prouver que le Mandement explicatif, dont il étoit question, par cela même qu'il seroit plus correct que l'Instruction pastorale, & que les erreurs y seroient exposées avec plus de netteté & sans attribution au livre des Reflexions ni à son auteur, n'en seroit qu'un abus d'autant plus grand de la raison; parce qu'en cela il seroit d'autant plus éloigné du sens propre & naturel de la Constitution.

V. MEMOIRE pour les Evêques assemblés, où l'on examine s'il est permis de condamner des propositions véritables & orthodoxes à cause de l'abus. . . 29 novembre 1713.

Ce Memoire a beaucoup de rapport aux deux precedens. Il est parfaitement bien écrit, & on peut dire que la matiere y est épuisée. L'auteur expose d'abord l'occasion qui le lui avoit fait entreprendre. L'interêt que bien des gens avoient de recevoir la Constitution, où néanmoins ils ne pouvoient disconvenir qu'il n'y eût un grand nombre de propositions vraies condamnées, avoit fait imaginer une opinion pour les tirer d'embarras : elle auroit paru extraordinaire dans tout autre tems ; mais la difficulté de la conjoncture où l'on se trouvoit, commençoit à lui donner du credit. Elle consistoit à pretendre qu'il étoit permis de condamner, du moins comme captieuses ou malsonnantes, des propositions vraies & orthodoxes, dans des auteurs suspects qui en abusoient ; & que lors que cette condamnation étoit portée, c'étoit un devoir de s'y conformer. C'est cette opinion que nôtre auteur se propose d'examiner.

Il commence par écarter toutes les équivoques, en expliquant les termes, & en dé mêlant les idées. Voici en abrégé comment il le fait : " Une proposition, dit-il, ne renferme que deux choses, le fond & l'expression, la chose exprimée & la maniere de l'exprimer ; ou pour parler le langage de l'Ecole, la matiere & la forme. Pour être condamnable, il n'est pas à la verité toujours nécessaire qu'elle soit faussée & mauvaise quant à la matiere ; mais il faut toujours qu'elle soit au moins vicieuse quant à la forme, c'est-à-dire qu'elle soit conçue en termes répréhensibles. De là il s'ensuit qu'il faut distinguer deux sortes d'abus par rapport à une proposition : l'un renfermé dans la proposition même, qui consiste à exprimer une verité d'une maniere peu exacte, ou en termes qui y sont pris dans un sens différent de leur signification ordinaire : l'autre étranger à la proposition, & qui ne vient que de ce que l'Auteur abuse de la verité qui y est exprimée. C'est de ce dernier genre d'abus dont il s'agit uniquement ici ; & la question se

reduit à savoir si on peut condamner des propositions vraies en elles-mêmes & exactes dans l'expression, précisément à cause de l'abus qu'en a fait l'auteur, ou que d'autres en pourroient faire ; si, dis-je, on peut les condamner, sinon comme heretiques ou erronnées, du moins comme malsonnantes, captieuses ou suspectes d'heresie.

L'auteur soutient la negative, & pour la prouver il renferme son sentiment dans ces deux points : 1, Qu'il n'est pas permis de condamner des propositions véritables & orthodoxes à cause d'un abus qui leur est étranger. 2, Que quand même cela seroit permis, on n'en pourroit faire aucune application aux propositions condamnées par la Constitution.

Il prouve le premier point : 1, Par la Tradition ou la pratique de l'Eglise qui n'a jamais condamné les propositions saines & orthodoxes dont les heretiques abusoient, mais seulement l'abus qu'ils en faisoient ; 2, Par les maximes des Peres, & en particulier de Saint Augustin qui nous enseigne que toute verité venant de Dieu, par quelque canal qu'elle coule jusqu'à nous, nous devons l'aimer pour elle-même, & non pour les livres ou pour les personnes qui nous l'annoncent ; la recevoir avec respect & avec humilité par qui que ce soit qu'elle nous soit montrée, supérieur ou inférieur, homme d'entre nous ou étranger, ami ou ennemi ; & enfin ne la jamais rejeter en quelque lieu que nous la trouvions, quand ce seroit même dans les payens ; 3, Par la nature des censures dont le but n'a jamais été d'inspirer de l'éloignement pour des propositions innocentes, mais de faire éviter celles qui sont vicieuses, & d'en faire connoître exactement le vice par les différentes especes des qualifications qu'on y a apposées dans les derniers tems : 4, Par les conséquences affreuses qui suivent de la maxime contraire ; suivant laquelle on pourroit admettre le oui & le non dans l'Eglise, faire des définitions contradictoires, & condamner toute verité, n'y en ayant aucune dont on ne puisse abuser.

Il prouve le second point par les termes mêmes de la Constitution qui ne permettent pas de croire que le Pape ait prétendu condamner les 101 propositions ou certaines

d'entre elles, simplement à cause de l'abus, ou par rapport à l'intention de l'auteur. Car s'il n'avoit eu que ce dessein, il n'auroit pas manqué d'en avertir : or non seulement il n'en avertit point ; mais il fait entendre par tout , que c'est en elles-mêmes , & pour leur vice intrinsèque , qu'il a condamné toutes & chacune de ces propositions , conjointement & séparément. Il les représente comme renfermant *le venin & la pourriture*, qui étoit cachée dans le livre des Reflexions, comme l'ivroie qu'il a séparée du bon grain , comme *les erreurs les plus pernicieuses* qu'il en a extraites. Il les condamne par tout où elles se trouveront ; dans l'auteur le moins suspect , aussi-bien que dans le P. Q. Il défend enfin sous la plus rigoureuse de toutes les peines , à toutes sortes de personnes , à ceux qui seroient incapables d'en abuser , comme aux autres ; à ceux qui tiennent la grace congrüe comme à ceux qui tiennent le sentiment opposé , de les enseigner en public , d'en parler en secret , de les croire même dans le fond de leur cœur. Tout cela ensemble paroît former une preuve plus que suffisante , que le Pape les a jugées condamnables en elles-mêmes.

L'auteur néanmoins fortifie encore cette preuve par une seconde observation. C'est que quand même on supposeroit que le Pape auroit regardé les 101 propositions comme des vérités condamnables seulement à cause de l'abus , une telle forme de jugement si contraire à la Religion & à nos Libertés , ne pourroit être admise dans le Royaume ; & que d'ailleurs la justice ne permettroit pas qu'on accusât le P. Q. d'avoir abusé de plusieurs vérités , sans examiner si véritablement il en seroit coupable. Or il fait voir par la discussion d'un grand nombre de propositions , que si on les compare avec le livre d'où elles sont extraites , avec ce qui précède & ce qui suit ; si on en juge par l'esprit de l'auteur qui se decouvre dans toute la suite de son texte , il ne seroit pas possible d'y trouver aucun abus.

Il termine enfin sa dissertation par une énumération courte , mais vive & pathétique des maux que la condamnation de ces propositions telle qu'elle puisse être , causeroit dans l'Eglise , & des abus infinis qu'en seroient les

ennemis ; & il la conclut par ces paroles remarquables : Si, dit-il , *des propositions orthodoxes étoient condamnables par l'abus , combien par cet endroit leur condamnation , dont on doit faire un tel usage , seroit-elle elle-même plus condamnable ?*

VI. REFLEXIONS sur les propositions de la Constitution qui regardent la lecture de l'Ecriture sainte. 6 decembre 1713.

L'auteur fait d'abord quatre réflexions generales. La 1, que les Evêques qui aimoient l'Eglise , & qui desiroient la réunion des brebis égarées , ne pouvoient examiner ce que le Pape prononçoit contre la lecture de l'Ecriture sainte , sans faire une attention particuliere aux reproches que les Protestans avoient faits sur cet article à l'Eglise Romaine , & aux Réponses que nos Controversistes y avoient faites. La 2, qu'il étoit hors de doute que la discipline de l'Eglise de France étoit de permettre aux laïques & aux femmes mêmes la lecture de l'Ecriture sainte. La 3, qu'il étoit d'une dangereuse conséquence , tant par rapport aux heretiques , que par rapport aux fideles , de proposer des maximes directement opposées à ce que les Peres nous avoient enseigné ; telles que seroient celles qui tendroient à détourner de la lecture de l'Ecriture sainte. La 4, que c'étoit une vérité incontestable que l'Ecriture sainte est le livre où tous les fideles doivent apprendre leurs devoirs à l'égard de Dieu & du prochain ; quoi que cette regle generale souffrit en certains cas des exceptions que les circonstances des tems , ou les dispositions des personnes faisoient juger necessaires.

Après avoir disposé par ces réflexions generales qu'il appuie de preuves solides & de l'autorité même des Jesuites, les Prelats à être très réservés dans les resolutions qu'ils prendroient sur cette matiere , il entre dans l'examen particulier des propositions 79, 80, 81, 82, 83, 84, & 85, & il fait voir que le Pape en les condamnant , attaquoit la regle generale établie dans la 4 reflexion , renversoit les loix de nôtre discipline , contredisoit les SS. Peres , affligeoit les anciens Catholiques , scandalisoit les nouveaux , fournissoit des armes contre l'Eglise aux heretiques , & mettoit un obstacle invincible à leur conversion.

L'Auteur perſuadé que cet examen devoit faire impreſſion ſur nos Evêques, le finit par demander, ſ'ils voudroient, en acceptant la Conſtitution, ſe rendre complices de tous ces excès. " Voudroient-ils, ce ſont ſes termes, introduire dans leurs diocèſes la même ignorance que celle qui regne dans les païs où la lecture de l'Ecriture ſainte eſt défendue, comme dans l'Eſpagne & dans l'Italie ? Oſeront-ils déclarer que cette Conſtitution ne contient rien de contraire aux uſages de leurs Eglifeſ, & à la Tradition de leurs predeceſſeurs ? Il eſt des veritez de foi abſtraites & propres aux Theologiens, ſur leſquelles les Evêques peuvent parler, ſans craindre d'être démentis par le public. Mais il ſ'agit ici d'une verité de pratique. Les ignorans & les ſavans, les pauvres & les riches, les hommes & les femmes, tout le monde ſait que depuis que le Roi a réparé dans ſon Roiaume, de l'avis des Evêques, des milliers de Nouveaux Teſtaments, tous les fidelles ont ſi fort goûté cette divine parole, qu'elle eſt aujourd'hui entre les mains de tous ceux qui ſavent lire ; & que les bons Curés la diſtribuent gratuitement à ceux qui ne peuvent l'acheter. Cenſurer ce que le P. Q. enſeigne ſur la lecture de l'Ecriture ſainte, c'eſt donc cenſurer la libéralité du Roi, la conduite des Evêques, le zele des Curés, la ſainte avidité des peuples pour la parole de Dieu ; en un mot, c'eſt cenſurer toute la Tradition.

L'Auteur répond enſuite à l'objection tirée de la cenſure de la Faculté de Théologie de Paris contre Eraſme ; & c'eſt par là qu'il termine ſon Memoire. Il remarque que cette Cenſure n'a rien de contraire aux principes qu'il a établis, ni à la doctrine du P. Q. ſi on conſidere les circonſtances du tems où elle fut faite, & les ſages précautions que les Docteurs y ont appoſées. Ils établirent d'abord la regle, que les *Ecritures en quelque langue qu'elles ſoient traduites, ſont ſaintes & bonnes par elles-mêmes* ; & ils y mettent enſuite des exceptions : elles ne ſont ni generales ni univerſelles, & quelques-unes ſe trouvent auſſi dans le P. Q. Ils demandent 1, *qu'on y joigne des explications pour les ſimples* ; 2, *Qu'on ôte certains livres de l'Ecriture à ceux qui en*

abusent ; 3, *Que les fidelles la liſent avec humilité & avec dépendance des Paſteurs* ; 4, *qu'ils n'en prennent pas occaſion de mépriſer les predications & les inſtructions de leurs Paſteurs*.

VII. MEMOIRE ſur les propoſitions 6, 7 & 65, qui concernent la différence des deux teſtaments.

VIII. MEMOIRE ſur les propoſitions 61, 62 & 63, qui concernent la crainte des peines.

IX. MEMOIRE ſur les propoſitions 1, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 54, 55, 56, 57 & 58, que l'on prétend ſautorifer le Baſiliſme.

X. MEMOIRE ſur les propoſitions 91 & 92, qui regardent la matiere de l'excommunication.

XI. MEMOIRE ſur les onze dernières propoſitions de la Conſtitution touchant les perſecutions & la multiplication des ſermons. 8. dec. 1713.

Nous ne nous arrêtons point à faire des extraits de ces cinq Memoires, parce que ce ne ſeroit preſque qu'une répétition des autorités & des obſervations par leſquelles toutes ces propoſitions ſont juſtifiées dans le corps de cet ouvrage.

Nous nous contenterons par rapport aux propoſitions qui regardent les perſecutions, de renvoyer ici, après l'auteur du dernier de ces Memoires, au §. 22 de la *juſtification des Reflexions* par ſeu M. l'Evêque de Meaux, qu'il tranſcrit tout entier. On y verra avec plaiſir l'idée noble & élevée que ce grand homme avoit de la doctrine renfermée dans ces propoſitions ; & combien il étoit éloigné d'y trouver des leçons de revolte & de ſédition.

XII. MEMOIRE ſur l'amour naturel de Dieu & les œuvres faites ſans grace 1713. & 1714.

Ce Memoire avoit été dreſſé pendant la tenue de l'Assemblée pour être preſenté à tous les Evêques ; mais n'ayant pu être imprimé aſſez tôt, on ne put le communiquer qu'à quelques-uns en manſcrit. Le deſſein que l'auteur ſ'y propoſe eſt de montrer que pluſieurs des propoſitions du P. Q. qu'on avoit n'être condamnables que parce qu'elles excluient un amour de Dieu formé par la nature, & un bien moral, pour lequel on n'a pas beſoin de grace, ne pouvoient être condamnées ſur ce fondement, & qu'elles étoient

par conséquent irrépréhensibles.

Il commence par expliquer la question en faisant observer que plusieurs d'entre ceux qui sont persuadés que l'homme, par les seules forces de la nature, peut aimer Dieu comme auteur de son être, & faire sans le secours de la grace des actions moralement bonnes & exemptes de tout péché, ne laissent pas de croire que l'homme est obligé de rapporter à Dieu toutes ses actions, & qu'il pèche toutes les fois qu'il manque à en faire quelques-unes par l'impression actuelle ou virtuelle de son amour. Ainsi ils conservent en quelque sorte ce grand principe de la morale chrétienne qui nous enseigne, *que nous devons rapporter toutes nos actions à Dieu*; mais ils prétendent que nous pouvons les lui rapporter par un amour naturel différent de l'amour que le Saint Esprit forme dans le cœur par la grace; au lieu que ceux qui soutiennent le sentiment opposé, croient que l'homme sans la grace, & par les seules forces de la nature, n'a jamais d'amour de Dieu, & que n'ayant point cet amour, il pèche dans toutes ses actions, parce qu'il manque de les rapporter à Dieu, c'est-à-dire de les faire par quelque impression de l'amour de Dieu. Ils ajoutent pour expliquer davantage leur sentiment, que ceux qui n'ont point la grace, peuvent bien réussir à faire des actions qui soient bonnes en elles-mêmes, & quant à l'office, comme parle S. Augustin; mais que jamais ils ne réussissent à en faire pour une bonne fin, parce que jamais ils ne les font pour l'amour de Dieu.

L'Auteur pose ensuite des règles générales sur les propositions que l'Eglise peut définir ou censurer, & il en fait l'application à la mariere. Il en établit deux par rapport aux définitions de foi, qu'il tire du P. Veron. La 1, que l'Eglise ne peut définir comme de foi une doctrine qui est fondée dans l'Ecriture, lorsqu'elle est expliquée différemment par les Peres & par les Théologiens. La 2, qu'elle ne peut définir une doctrine qui n'est pas de nature à être définie, comme sont des vérités purement philosophiques. Or l'auteur prouve par Molina même, & que telle est l'opinion de l'amour naturel qu'il avoue n'être enseignée ni par l'Ecriture ni par les Pe-

res, & être un point qui regarde uniquement la philosophie. D'où il s'ensuit que cette opinion ne peut jamais devenir article de foi, ni le sentiment contraire être censuré comme herétique.

Il propose deux autres règles par rapport aux Constitutions des Papes. Il tire encore la première du P. Veron; c'est que les Bulles des Papes ne sont pas suffisantes par elles-mêmes pour établir un article de foi. La 2, qu'il ajoute, c'est qu'on ne peut dire qu'une doctrine soit condamnée par une Bulle, lorsque le sens de cette Bulle sur cet article n'est point clair & déterminé, mais qu'il est pris différemment par différens auteurs, & cela à la face de l'Eglise. De là il conclut, que quand même on supposeroit que le sentiment contraire à l'amour naturel seroit condamné par la Bulle contre Baius, cette condamnation ne seroit pas suffisante pour le faire regarder comme herétique, cette Bulle n'ayant été reçue ni en France ni dans l'Eglise. Mais il prouve par Vasqués, le P. Bagot, le Cardinal Noris & plusieurs autres auteurs non suspects, qu'on ne peut dire que ce sentiment y soit véritablement condamné; le sens de la Bulle sur ce point n'étant point fixé & ayant toujours été expliqué différemment, sans que les Papes s'y soient opposés.

Enfin il établit encore deux règles par rapport à la Tradition, qu'il tire de Melchior Canus. La 1, Que lors qu'il y a une chaîne de tradition sur une doctrine, qu'on trouve cette doctrine enseignée par le consentement des Peres de tous les siècles, & qu'on voit même une suite de Théologiens qui la soutiennent, jamais il n'est permis de la condamner. La 2, Quelorsqu'il y a sur une doctrine des Scholastiques qui sont d'un avis, & que les SS. Peres, aussi-bien qu'un grand nombre de Théologiens, sont d'un autre, ce dernier parti doit être préféré. Or il fait voir que telle est la doctrine qui exclut l'amour naturel.

La tradition qu'il rapporte sur cela est des plus nombreuses; il la commence par les Théologiens de notre tems, & la fait remonter jusqu'à celui des Apôtres. Il cite jusqu'à 98 Théologiens ou Peres de l'Eglise, dont il produit les autorités, qui enseignent tous

que sans la grace on ne peut faire aucun vrai bien, c'est-à-dire qui soit tel qu'au à la fin *et fine* (car c'est de cela dont il s'agissoit) & qui ont même conclu de ce principe, sur tout les SS. Peres, que parmi les Infidelles il n'y avoit point de bonnes œuvres ni de vraies vertus. Il est vrai que plusieurs d'entre les Théologiens qui reconnoissent que sans la grace on ne peut faire aucun bien, croient en même tems que la grace est donnée ou offerte à tous. Mais comme ce sont des sentimens differens, & qu'il n'étoit question que du premier, qu'ils établissent clairement, l'auteur a cru pouvoir les faire entrer dans cette tradition; persuadé que lorsque ce premier point seroit bien constant, il ne seroit pas difficile de démontrer la vérité de cette autre doctrine, qui est également enseignée par les SS. Peres, savoir que la grace actuelle de J. C. n'est pas donnée à tous les hommes, & d'en tirer la conséquence qu'ils ont tirée de ces deux principes réunis ensemble, que les actions de ceux qui n'ont point la grace, comme les Infidelles, quoique bonnes quant à l'*office*, ne le sont point quant à la fin, & qu'ils pèchent en les faisant.

XIII. IDE'E GENERALE de la *Constitution*.
.. à M. l'Evêque de *... 1713.

Cet écrit, quoi qu'extremement court, a été un des plus goûtés. L'Auteur y peint naturellement l'impression qu'avoit formé dans les esprits la première vûe de la Constitution, & en met tous les yeux les principaux défauts. Il conserve dans tout son ouvrage un caractère singulier de douceur & de modération, qui prévient encore en sa faveur. M. Decker Docteur de l'Eglise de Malines, qui a entrepris de le réfuter, est obligé lui-même d'en convenir. Au reste comme il ne fait que rapporter ce que presque tout le monde a senti & éprouvé à la première lecture de la Constitution, il nous paroît inutile d'entrer ici dans aucun détail. Nous nous contenterons de remarquer que l'Auteur y réduit à certaines classes les différentes propositions condamnées : ce qui repand une grande lumière sur l'examen qu'il en fait.

Il y a eu trois éditions de cet écrit, & l'auteur avertit à la tête de la troisième, qu'il est bien aisé qu'on s'en tienne à celle-là, où il a

changé & même corrigé plusieurs choses; & on trouvera en comparant ces éditions, que ce qu'il a changé ou corrigé, ce ne sont point des expressions trop fortes contre le S. Pere, ou contre la Bulle qu'il ait adoucies, mais plutôt des endroits où il avoit parlé de celle-ci avec trop de ménagement, qu'il a rectifiés comme capables de nuire à la vérité.

XIV. CONSTITUTION de N. S. P. le Pape avec des OBSERVATIONS sur les propositions censurées. ... 1714.

Cet écrit qui forme un volume in 12 de 376 pages, est composé de la Constitution qu'on a mise à la tête en latin & en françois, d'un avertissement, & d'une observation sur chacune des 101 propositions qui y sont rapportées dans le même ordre qu'elles sont dans la Constitution. L'Auteur après avoir fait voir dans l'Avertissement, que la Bulle condamne les 101 propositions en elles-mêmes & selon leur sens naturel, insiste sur l'avantage que cette condamnation, si elle est reçue, donnera aux Molinistes & aux partisans de la morale relâchée, qui en prendront droit de dire que leur doctrine y est canonisée, sans qu'on puisse leur opposer aucune explication, par l'impossibilité qu'il y a d'en donner qui soient naturelles : "On le verra, dit-il, traité par eux d'heretiques pour être attaché à la doctrine de la Tradition, parce que la doctrine de la Tradition se trouve, vera réellement contraire à la Constitution." Le corps de l'ouvrage peut-être regardé comme un court abrégé des Hexaples; car l'auteur justifie les propositions condamnées par des passages choisis des SS. Peres, auxquels il ajoute des observations. Il finit par une longue conclusion; qu'il avoue être vehemente, mais qu'il juge nécessaire parce que le mal étoit monté à son comble. Il y rappelle les preuves particulières par lesquelles il a justifié dans le corps du livre les propositions censurées, pour en tirer des preuves générales contre la Constitution, dans quelque sens qu'on pût la prendre. Après quoi il ne craint point d'assurer que cette Constitution est elle-même une preuve sensible de la faillibilité du Pape; une justification complete, plutôt qu'une censure, du livre des Reflexions morales, & une apologie éclatante du prétendu Jansenisme.

XV. LETTRE d'un Evêque de France à M. le Cardinal Fabroni sur la Constitution Unigenitus. 10 Janvier 1714.

Cette lettre écrite sous le nom d'un Evêque de l'Assemblée qui feint d'être dans les intérêts du Pape & des Jésuites, est une satire aussi caustique que spirituelle de la Constitution. Le Prelat suppose, sous prétexte de rendre compte à M. le Cardinal Fabroni, de ce qui se passoit en France, tant au dedans qu'au dehors de l'Assemblée au sujet de la Constitution, & de le consulter sur les difficultés qu'il trouvoit à la faire recevoir purement & simplement, comme on le désireroit, en relève les principaux défauts de la forme & du fond, & fait sentir que toute cette affaire n'étoit qu'une intrigue de la Société, & un vrai mystère d'iniquité. On en peut juger par le seul debut que voici :

„ Monseigneur, Je n'ai pas long-tems dé-
„ libéré sur qui je devois jeter les yeux pour
„ lui proposer des doutes très-considérables
„ que j'ai sur la nouvelle Constitution. Après
„ le Pape, que je n'ai pas crû devoir détour-
„ ner de ses occupations importantes, per-
„ sonne n'est plus en état que V. E. de les
„ éclaircir. Toute l'Europe fait que vous êtes
„ l'un des deux Cardinaux, & le principal, sur
„ qui S. S. remonte s'être reposée de l'exécu-
„ tion de cette grande & sainte entreprise. Elle a
„ jugé avec raison, que vos lumières valaient
„ seules celles de tout le sacré Collège, &
„ qu'après tout vous auriez la docilité de
„ vous laisser conduire, & de ne lui rien sug-
„ gerer que suivant les avis toujours surs, &
„ (s'il est permis de le dire sans faire injure à
„ l'oracle du Vatican) toujours infaillible
„ des Théologiens de la pieuse & savante
„ Compagnie de Jesus.

Ces doutes prétendus roulent principale-
ment (& c'est ce qui occupe presque toute
la lettre) sur ce qu'on trouvoit dans les seize
homelies du Pape, qu'on avoit fait imprimer en Latin & en Grec, jusqu'à 17 ou 18
propositions semblables, du moins pour le
sens, à celles que S. S. avoit condamnées
dans le P. Q. L'Auteur compare ces propo-
sitions les unes avec les autres, & il trouve
toujours que celles du Pape sont même plus

fortes que celles du P. Q. Nous nous con-
tenterons d'en rapporter un seul exemple, &
nous le rapporterons dans les propres termes
de l'auteur de la lettre, afin de donner une
idée de sa méthode.

Après avoir comparé un endroit d'une des
homelies où S. S. exhorte à bannir la crainte
& à mettre la charité à sa place, *abscedat
timor, succedat amor*, avec la LXVI propo-
sition des Réflexions, * & avoir montré que
les paroles du Pape renferment tout ce qu'on
peut avoir eu intention de censurer dans
celles du P. Q. il continue ainsi : „ La seule
„ bonne raison qu'on pourroit apporter pour
„ justifier la proposition du Pape, seroit de
„ dire, que lorsqu'il bannit ainsi d'un air si
„ sévère la crainte à l'exemple de Janſenius,
„ il ne s'agit point alors de s'approcher de
„ Dieu, comme dans la proposition censu-
„ rée ; mais par malheur il s'agit précisément
„ de cela dans sa 3 homelie, où il s'exprime
„ en ces termes : † *N'approchons point autre-
„ ment du Seigneur qu'avec les parfums des
„ vertus, c'est à dire, avec les œuvres d'une
„ foi ferme, d'une espérance assurée & d'une
„ charité sincère*. Selon ces expressions, pour
„ s'approcher du Seigneur, il faut absolument
„ avoir la foi, l'espérance & la charité : il faut
„ même que cette foi soit ferme, que cette
„ espérance soit assurée, & que cette charité
„ soit sincère. Il faut de plus que toutes ces
„ vertus répandent la bonne odeur par tout,
„ & sur tout qu'elles soient accompagnées
„ de bonnes œuvres. Sans tout cela le souve-
„ rain Pontife nous défend de nous appro-
„ cher du Seigneur : *Nec aliâs accedamus ad
„ Dominum*. Ainsi nous ne devons plus être
„ si téméraires que d'aller à Dieu avec des
„ passions brutales, par un instinct naturel,
„ ou par crainte comme des bêtes ; & c'est
„ précisément, Monseigneur, ce que vous
„ avez fait foudroyer dans le pauvre P. Q.

qui

* Qui veut s'approcher de Dieu, ne doit ni
venir à lui avec des passions brutales, ni se con-
duire par un instinct naturel, ou par la crainte
comme les bêtes, mais par la foi & par l'amour
comme les enfans.

† *Nec aliâs quàm cum virtutum odoramentis, hoc
est firma fidei, certa spei, ac sincera charitatis ope-
ribus, accedamus ad Dominum.*

„ qui d'ailleurs ne nous demande pas tant de
„ conditions pour nous approcher utilement
„ du Seigneur. Comment donc vous dis-
„ per sur cet article ? Pour moi je vous
„ avoue ingenuement que je n'y vois goutte ;
„ mais un Linx clairvoyant comme V. E. qui
„ a découvert tant d'heresies dans un livre
„ que tant de gens & d'Evêques même,
„ d'ailleurs éclairés, ont eu la simplicité de
„ trouver excellent & rempli de saintes ma-
„ ximes, saura bien concilier ces contradi-
„ ctions apparentes.

Il ajoute plus bas, que ce qui augmentoit son embarras, c'étoit les Memoires apologetiques que publioit le P. Q. où il soutenoit hautement que dans son livre il n'avoit fait que copier les paroles des SS. Peres, & protestoient qu'il n'avoit point eu intention d'enseigner une autre doctrine que la leur.

„ Nous sommes, dit-il, allarmés à cha-
„ que écrit qui sort de la plume de cet infa-
„ tigable Ecrivain ; & je vous avouerai en
„ confiance, que non-obstant la parole
„ donnée que nous recevrons la Bulle, la
„ plupart des Evêques mes Confreres ont
„ souvent la tête démontée par ces écrits,
„ V. E. auroit une vraie compassion du pau-
„ vre Pere le Tellier, si elle étoit témoin de
„ la peine incroyable qu'il a à nous soutenir
„ & à nous remettre dans les voies. Il s'en
„ plaint quelquefois, le bon homme, &
„ avec raison. Il disoit il y a deux jours, qu'il
„ avoit affaire à 40 oisons bridés, à qui le
„ moindre petit prêtre qu'ils rencontroient,
„ la moindre lettre, le moindre écrit met-
„ toit la cervelle à l'envers. Mais il ne se re-
„ butte de rien, & sa Reverence trouve
„ réponse à tout.

Sur la fin de la lettre l'Auteur, pour faire encore mieux sentir l'étrange surprise qu'on avoit faite au Pape, fait un autre parallèle des propositions du P. Q. & de leurs contradictoires, & voici ce qu'il dit des unes & des autres ; „ Presque tous les Theolo-
„ giens, & il éne un grand nombre d'Evê-
„ ques regardent, dit-il en parlant des pre-
„ mieres, toutes ces propositions comme
„ autant de verités, ou comme de très-belles
„ sentences pieuses & spirituelles sur lesquel-
„ les quelques-uns de nos plus devots font

„ leur meditation chaque matin depuis l'im-
„ pression de la Bulle. Ceux-ci loin d'être
„ disposés à les condamner avec les quali-
„ fications dont il a plu à V. E. de les faire
„ flétrir, disent hautement qu'ils aimeroient
„ mieux mourir mille fois que de dire ana-
„ thème à des choses si saintes. Ils osent
„ même défier le Pape d'y appliquer un
„ seule de ses qualifications, ajoutant avec
„ une effronterie insupportable, que s'il s'a-
„ visoit de le faire par une nouvelle Consti-
„ tution ils le défereroient aussi-tôt au pre-
„ mier futur Concile, lui & sa Constitution ;
„ & ils sont assez temeraires pour vouloir
„ prouver que ces qualifications conviennent
„ au contraire aux contradictoires de ces
„ propositions.

„ En effet, continue-t-il, je vous avoue
„ franchement, Monseigneur, que quelque
„ envie que j'aye de faire recevoir la Consti-
„ tution de la maniere dont je sai que vous
„ le désirez, ces contradictoires m'ont fait
„ quelquefois de la peine. Je vois plusieurs
„ de mes confreres, d'ailleurs bien intention-
„ nés & prêts à tout faire pour le Pape &
„ pour les Jésuites, qui m'avouent aussi en
„ particulier, que la plupart de ces contra-
„ dictoires leur paroissent des hérésies & des
„ blasphêmes, dont la lecture seule les fait
„ fremir. Leur conseil de ne point trop
„ approfondir ces matieres pour ne point
„ s'exposer aux scrupules.... mais d'écou-
„ ter Rome, comme l'interprète de la divi-
„ nité, & la maîtresse de la vérité, de se
„ soumettre aveuglément à son doux en-
„ pire, & de redouter ce pouvoir absolu
„ qu'elle a dans tout l'univers, de lier & de
„ delier qui elle veut. Ce n'est pas à nous
„ à examiner si elle le fait justement ou in-
„ justement. Je me fers pour cela de ces
„ admirables paroles de la 16 homelie du
„ Pape : (a) *Hac si quidem verba, popularum*

(a) Cette ville, l'abregé admirable de tous les peuples & de toutes les nations, a reçu une telle dignité de la présence de cette Pierre solide dont elle a été honorée, que de défigurée qu'elle étoit autrefois par les crimes & par les erreurs de toutes sortes qui y venoient fondre de toutes parts, elle est maintenant reconnue pour être l'interprète de la divinité & la main ess de la vérité, & elle étend jusqu'au Ciel, par la

„*terrarumque omnium grande compendium*,
 „*talent ac tantum à propiori solidissima illius*
 „*Petra conspectu dignitatem accepit, ut qua*
 „*olim omni scelerum errorumque colluvione de-*
 „*formabatur, nunc divinitus interpretis, veri-*
 „*tas magistra praeclaretur; suumque totum jam*
 „*orbem majus imperium nova ligandi atque sol-*
 „*vendi potestate ad cunctum usque protulerit.*
 „Je crie aussi de toutes mes forces à l'ex-
 „communication & à l'anathème. (a) Ti-
 „meant igitur ligari, timeant solvi: qui
 „solvi sunt, timeant ne ligentur; qui ligari
 „sunt, orent ut solvantur. Mais je m'aper-
 „çois, Monseigneur, que ces raisons gene-
 „rales ne me suffisent pas, & que ces mena-
 „ces vagues d'excommunication ne les épou-
 „vantent point. J'ai donc besoin, M. que
 „V. E. m'envoye promptement d'amples
 „éclaircissements sur toutes ces difficultés. Je
 „les communiquerai à tous ceux de mes
 „Confreres qui sont dans les mêmes senti-
 „mens que moi, & sur tout aux Prélats de
 „la Commission qui cherchent des explica-
 „tions depuis plus de deux mois. C'est pour
 „dresser une Instruction Pastorale unifor-
 „me, où ils tâcheront, disent-ils, de don-
 „ner à la Bulle un sens catholique, pour la
 „faire publier avec cette précaution dans nos
 „diocèses, après que nous l'aurons reçue
 „puëment & simplement dans notre Assem-
 „blée.

Cette lettre fut traduite quelque tems après
 en Italien; & on fut par des lettres de Rome,
 que ce fut une des pièces dont les Romains
 furent plus piqués, & qui fit le plus de peine
 au Pape.

XVI. ANALYSE exacte & véritable de la
 doctrine contenue dans la Constitution. 15 Jan-
 vier 1714.

L'Auteur de cet écrit pour exécuter l'idée
 qu'il présente dans le titre, réduit à sept
 classes les propositions condamnées dans la
 Constitution, par rapport aux différentes

puissance de lier & de delier qui lui a été accor-
 dée, le nouvel empire qu'elle a dans tout l'univer-
 sel. H. m. 16. pag. 218.

(a) Que ceux qui sont liés, craignent; que
 ceux qui sont deliés, craignent encore: que
 ceux-ci craignent d'être liés, & que ceux-là
 craignent pour être deliés. H. m. 10. pag. 184.

matieres auxquelles on peut les rappeler; &
 il expose sur chacune de ces classes les consé-
 quences naturelles qui suivent de la condam-
 nation des propositions qui y sont contenues;
 conséquences qui en general ne vont pas à
 moins qu'à ériger en dogmes les nouveautés
 du Molinisme, & les maximes les plus dan-
 gereuses de la morale relâchée. Il fait voir
 que ces conséquences ne sont pas tirées en
 l'air, en montrant que plusieurs sont tirées
 des libelles intitulés, *Quesnel seditieux*, &
Quesnel heretique, dont nous avons parlé
 ailleurs, que les Jésuites avoient fait rim-
 primer avec des additions, & qu'ils avoient
 soin de distribuer aux Evêques comme le
 commentaire naturel de la Constitution. Il
 n'impute pas néanmoins au Pape le dessein
 formé de condamner la doctrine de l'Eglise;
 mais il soutient que si ce n'a pas été son in-
 tention, on ne peut douter que ce n'ait été
 celle de ceux qui avoient surpris son decret:
 qu'ils en triomphoient déjà, & qu'ils sau-
 roient bien un jour s'en prévaloir ouvertement.
 „C'est par cette raison, dir-il, qu'ils
 „empêchent le Pape de s'expliquer, & qu'ils
 „ne veulent pas même que les Evêques le
 „fassent nettement. Maintenant, ajoutez-
 „t-il, les Evêques s'efforcent de reduire à de
 „mauvais sens les paroles du P. Q. & pour
 „les rendre criminelles ils les separent de son
 „livre, où elles en ont trop visiblement un
 „bon, qu'ils paroissent vouloir épargner;
 „mais un jour viendra que les Jésuites seront
 „plus sincères, & que réunissant les propo-
 „sitions au livre, ils prouveront que le sens
 „naturel du P. Q. n'est autre chose que ce
 „qu'il est en effet, c'est à dire, le sens de
 „S. Augustin & des SS. Peres; & c'est sur ce
 „sens qu'ils feront retomber la condamna-
 „tion qu'ils détournent aujourd'hui contre
 „des sens forcés & étrangers.

XVII. LETTRE à un Archevêque contenant
 des regles & des reflexions touchant la Consti-
 tution du 8. septembre 1713... 1714.

L'Auteur de cette lettre y fait sentir d'a-
 bord l'importance de la Constitution, qui
 n'embrasse pas moins de matieres elle seule
 que le Concile de Trente; le soulèvement du
 public qui regardoit toute cette affaire com-
 me une intrigue des Jésuites pour faire

triompher leur doctrine, & humilier M. le Card. de Noailles ; & le respect d'une autre part que l'on devoit conserver, autant qu'il étoit possible, pour tout ce qui vient du chef visible de l'Eglise. Et après avoir conclu de tout cela que les Evêques étoient dans une situation fort embarrassante, & qui demandoit d'eux autant de lumière que de droiture, il établit des regles très-judicieuses au sujet de la censure des propositions ; mais il n'en tire pas des conséquences aussi fortes qu'il sembleroit naturel de le faire ; & il donne par là, sans le vouloir, sujet de penser qu'il n'avoit pas une grande confiance dans le courage des Evêques, & que ce n'est que par cette raison qu'il se réduit à proposer la voie de recourir au Pape pour lui demander des éclaircissemens.

XVIII. REGLES de l'équité naturelle & du bon sens pour l'examen de la Constitution du 8 septembre 1713, & des propositions qui y sont condamnées comme extraites des *Reflexions morales* &c. 1714.

C'est le Nouveau Testament du P. Lalle-mant, dont nous avons parlé en son lieu, qui a fait naître l'idée de cet écrit. Ce Pere, pour mettre son livre à l'abri de la censure & de la critique, avoit eu la précaution d'établir dans la preface des regles d'équité, nécessaires pour bien juger d'un ouvrage de cette nature, où l'Auteur par la nécessité de suivre son texte & de dire beaucoup en peu de mots, se trouvoit souvent obligé de partager les verités de la religion & de les distribuer selon les endroits où il convenoit le mieux de les expliquer ; quelquefois de ne les montrer qu'à demi, pour faire plus d'impression, & pour donner au lecteur attentif & fidelle la consolation de penetrer plus avant, & de decouvrir comme de lui-même de plus profonds mysteres. Ces regles étoient au nombre de huit. L'auteur de cet écrit les a recueillies, comme des regles non-seulement conformes en elles-mêmes à l'équité naturelle & au bon sens, mais qui étant proposées par un Jesuite avoient encore l'avantage extérieur de ne pouvoir être suspectes. Et il fait voir en les appliquant au livre & aux propositions du P. Q. que suivant ces regles rien n'est plus injuste que la censure

qu'en fait la Constitution, qu'on savoit néanmoins être le fruit des intrigues des Jesuites. Cette application est si naturelle, & la conséquence qu'il en tire, si évidente, qu'il ne craint point de dire que ces regles seront dans tous les siècles un témoignage subsistant contre les Jesuites, qui dans le tems même qu'ils les faisoient valoir en leur faveur, les violoient si ouvertement à l'égard du P. Q. dont ils ne rougissoient point d'être tout à la fois les singes & les accusateurs. On voit bien par-là que le dessein principal de son ouvrage est de justifier le P. Q. & voici la raison qu'il en apporte : „ Je sai, dit-il, que par un me-
„ nagement politique, quelques personnes
„ ont proposé de défendre en elles-mêmes les
„ verités que la Bulle condamne, & de sa-
„ crifier le livre & l'Auteur aux passions des
„ hommes : partage injuste, très indigne de
„ la droiture & de la magnanimité épiscopa-
„ le, qui doit embrasser & défendre la ve-
„ rité toute entiere. Jamais on n'a dû sous-
„ crire à la condamnation d'Athanase sous
„ prétexte de défendre avec moins de danger
„ & plus d'avantage la confession de foi de
„ Nicée. Que si après tant d'éclaircissemens,
„ ajoute-t-il, les Evêques abandonnoient la
„ verité, ou l'exposaient à demeurer obscurcie
„ & livrée à la contradiction, il ne nous resteroit plus que de dire avec le Prophete, en attendant le secours du Ciel (a) : *Omnes isti Principes declinantes, ambulantes fraudulentem, as & ferrum, universi corrupti sunt.*

Au reste cet ouvrage a été considéré comme un des plus sages, des plus solides & des plus moderés. Il merite d'être lu tout entier ; & en particulier le commencement, où l'Auteur peint admirablement l'embarras où la Cour de Rome s'étoit jetée par la Constitution ; & la fin, où il propose aux Evêques le moyen le plus court pour se tirer de celui où les mettoit l'ordre qu'ils avoient de l'accepter.

XIX. MEMOIRE pour Rome sur la Constitution, où l'on decouvre l'abus que les adversaires

(.) Les Princes mêmes d'entr'eux se sont détournés du chemin, leurs démarches sont pleines de deguilement ; ce n'est que de l'ai ain & que du fer, & ils se sont tous corrompus. Jer. 6, 28.

de la pure morale & de la doctrine des SS. Peres font de la censure des propositions condamnées par cette Constitution. Fevrier 1714.

Le titre de cet écrit marque suffisamment quel en est le sujet. L'Auteur n'entre point dans le détail de toutes les propositions : il se borne à celles qui regardent les principaux devoirs de la morale, & les points les plus importants de la doctrine chrétienne, tel qu'est celui de la redemption de J. C. & les secours qu'il nous a mérités. Sa méthode est d'établir d'abord sur chaque article le dogme de l'Eglise par l'autorité des SS. Peres & de plusieurs Théologiens non suspects à la Cour de Rome. Après quoi il fait sentir l'embarras qu'il y a à accorder leurs maximes avec la censure des propositions ; & afin de rendre ce qu'il dit sur cela plus utile, il écarte toutes les questions odieuses, pour ne s'arrêter qu'aux vérités universellement reconnues jusqu'à la Constitution ; & il témoigne par tout un respect singulier pour le S. Siege. Il ne laisse pas de se plaindre dès le commencement de son ouvrage, de ce qu'au lieu que dans les contestations semblables arrivées dans les siècles précédents, on avoit trouvé dans cette Eglise mere une consolation & une ressource, c'étoit du sein même de cette Eglise que paroissoit partir le coup qui faisoit le sujet present de notre douleur. Mais il proteste en même tems, qu'il est bien éloigné non-seulement d'imputer au S. Siege tout ce qui porte le nom de celui qui le remplit, & de regarder même comme émané de l'Eglise de Rome un decret qui n'est point revêtu de l'approbation du corps des Cardinaux ; mais encore d'attribuer au souverain Pontife des intentions aussi facheuses que le sont les suites de la Constitution. Il aime mieux croire qu'on a surpris sa religion, & que ceux qui abusent de la confiance, l'ont empêché de voir l'impression naturelle que la Constitution devoit produire, & les mauvais effets dont elle seroit suivie. C'est pourquoi il appuie beaucoup dans tout son Memoire sur l'usage que ces personnes seroient naturellement de la Constitution. Il finit par un passage de S. Bernard, où il dit que la principale gloire que le Siege Apostolique ait connue d'avoir, est de ne point faire difficulté de renvoyer ce qu'il peut décou-

vrir qu'on a tiré de lui par surprise, & qu'on ne devoit point en obtenir selon la vérité.

XX. EXAMEN de la Constitution du 8 Sept. 1713, selon la methode des Geometres. I. Dissertation contenant des maximes generales. Fevrier 1714.

Quoique cet écrit soit intitulé, *Premiere dissertation*, il n'a point été suivi de la seconde que l'Auteur promettoit, supposé que le public agréât la premiere. Ce n'est pas le défaut de cette condition qui l'a empêché de continuer ; car entre tous les ouvrages qui ont paru sur cette dispute, il n'y en a point que le public ait reçu avec un accueil plus favorable. Aussi le style en est-il net, vif, & enjoué ; & quoique l'Auteur proteste dès le commencement, que c'est avec bien de la peine qu'il écrit contre une autorité aussi respectable que celle du Pape, il le fait néanmoins d'une maniere qui ne ressent point l'homme chagrin. C'est principalement au sujet des Jesuites qu'il égaye sa matiere. Il prouve dans l'Avertissement ce que tous les autres supposoient, savoir que c'étoient eux qui étoient les auteurs de toute l'intrigue de la Constitution. Dans le corps du livre il se propose de montrer que le seul parti raisonnable qu'il y eût à prendre sur la Constitution, c'étoit celui de la rejeter, & que la voie des explications étoit impraticable. Ce qu'il prouve en établissant d'abord, suivant la methode des Geometres, des faits avoués de part & d'autre, sur lesquels il fait des observations ; & en posant ensuite des maximes qu'il prouve, & dont il tire des corollaires. On juge bien par ce plan qu'il seroit difficile de faire un extrait juste d'un ouvrage écrit avec tant de précision ; & le mieux que nous puissions faire est d'exhorter à le lire tout entier. On sera bien dédommagé de la peine qu'on prendra, par le plaisir que fera cette lecture.

XXI. DISSERTATION sur la Constitution, où l'on examine I, Si une grande Eglise, comme celle de France, est obligée d'accepter purement & simplement toutes les Constitutions dogmatiques des Papes, ou si elle a droit de modifier, ou même de rejeter entièrement celles de ces Constitutions qu'elle ne approuveroit point.

II, Si l'Eglise de France doit user de ce droit

à l'égard de la nouvelle Constitution. 22 Janv. 1714.

On explique dans l'Avertissement mis à la tête de cet écrit, à quelle occasion il fut composé. Les Promoteurs de la Constitution s'étoient flattés d'abord qu'ils ne trouveroient aucune résistance de la part des Evêques, & que tout se soumettroit au seul nom du Pape & à l'autorité de la Société. Mais la fermeté de quelques Evêques leur ayant fait connoître qu'ils s'étoient trompés, ils crurent que s'ils ne pouvoient s'assurer de leur complaisance, il falloit contester leur autorité, & les forcer d'accorder par principes de doctrine, ce qu'ils n'avoient pu obtenir d'eux par intrigues. Ils firent donc suggerer aux Evêques par des Docteurs de leur cabale, & soutenir dans des écrits, que quand le Chef de l'Eglise a prononcé, comme il avoit fait dans cette occasion, sur des matières de doctrine, il ne restoit plus aux autres Pasteurs que la liberté de se conformer à son jugement par voie d'acquiescement & de soumission: qu'ils n'avoient point droit d'examiner les définitions de foi émanées du S. Siege, & qu'ils ne pouvoient les rejeter sans devenir schismatiques, en se separant du centre de l'unité. C'est la refutation de ces maximes qu'on s'est proposée dans cette Dissertation, où le public a cru reconnoître le style, la précision & l'érudition de l'Auteur de plusieurs autres ouvrages qui ont paru devant & depuis celui-ci.

La 1. partie, ainsi que le titre l'annonce, est employée à prouver qu'une grande Eglise, comme celle de France, n'est point obligée d'accepter aveuglément toutes les décisions du Pape en matière de doctrine: qu'elle a droit de les examiner: qu'elle peut expliquer celles qui sont obscures & équivoques; modifier celles que les Evêques ne trouveroient pas conformes à la croyance & à la tradition de leurs Eglises, ou utiles à leurs peuples.

L'Auteur le prouve d'abord par le IV article de la declaration de l'Assemblée de 1682, dont cette proposition n'est qu'une conséquence nécessaire. *Le Pape*, suivant cet article, *a la principale part*, & non toute la part, dans les questions de foi. Et quoique ses

decrets regardent toutes les Eglises, & chaque Eglise en particulier, parce qu'il a droit de les leur proposer, son jugement n'est pourtant point irrésolvable, si le consentement de l'Eglise ne s'y oppose. La nécessité du consentement de l'Eglise universelle, fait assez entendre qu'il s'agit d'un consentement libre qui met chaque Eglise particulière en droit d'examiner & de rejeter ce qu'elle n'approuve pas: car si l'usage que le concile general n'est point assemblé, chaque Eglise particulière étoit obligée de recevoir par provision tout ce qui seroit décidé par le Pape, ses décisions par la réunion des suffrages nécessaires de toutes les Eglises, seroient toujours irrésolubles, & le concile oecuménique ne pourroit plus les reformer, & si ses décisions étoient erronées, les Eglises seroient obligées par provision d'adopter l'erreur. Chaque Eglise, objet de-t-on, peut donc s'ériger un tribunal supérieur à celui du Pape, & y juger son jugement? Pour dissiper cette équivoque & toutes les autres dont on embarrassé cette matière, il n'y a, répond l'Auteur après Gerson, qu'à bien expliquer la différence qu'il y a entre l'autorité du Concile general à l'égard des jugemens du Pape, & le pouvoir de chaque Eglise particulière. Le Concile general supérieur au Pape examine en juge & en supérieur les décisions du Pape, pour les confirmer si elles sont exactes, pour les annuler & les condamner s'il les trouve contraires à la saine doctrine, & pour déposer même le Pape s'il persistoit avec opiniâtreté dans l'erreur. Une Eglise particulière examine aussi les décisions dogmatiques du Pape; mais elle se souvient toujours dans cet examen, que le Pape est son supérieur: ainsi elle examine, non pour casser & annuler le jugement du Pape; mais pour refuser d'y consentir & de l'accepter, si elle ne le trouve pas conforme à la Tradition; pour empêcher en un mot par le refus de son consentement, qu'il ne devienne irrésolvable: mais elle ne s'attribue point le droit de le reformer elle-même, & elle le réserve au Concile general.

Après cette preuve generale l'Auteur entre dans l'examen de ce qui s'est pratiqué à cet égard depuis les Apôtres, tant dans l'E-

glise de France, que dans les autres Eglises, comme celles d'Afrique & d'Espagne. Le détail des exemples qu'il rapporte, nous meneroit trop loin : nous dirons seulement qu'il en résulte 1, Que les Constitutions des Papes sur des matieres de doctrine ne doivent être acceptées par les Eglises particulieres, qu'après qu'on les a examinées, & trouvées conformes à l'Ecriture sainte & à la Tradition : 2, Que lorsque de grandes Eglises, comme celles que nous venons de nommer, ne les ont pas approuvées, elles se sont crû en droit de les rejeter, sans rompre l'unité : 3, Que quelquefois on s'est contenté d'un simple refus de les recevoir ; & par là elles sont tombées dans l'oubli : c'est ce qui est arrivé aux decretales de Gregoire II (a), Gregoire III (b), Etienne II (c), & Clement III (d), & à la Bulle de Leon X (e) : 4, Que dans d'autres occasions on a crû devoir informer le S. Siege des difficultés que l'on trouvoit dans les jugemens doctrinaux ; & les remontrances ont quelquefois fait abandonner aux Papes ce qu'ils avoient soutenu d'abord ; comme il est arrivé dans l'affaire de Celestius, & dans celle de Jean XXII : 5, Que lorsqu'on a craint les suites de ces Constitutions, on s'y est formellement opposé ; comme on a fait en France au sujet des lettres & decretales de Boniface VIII, & dans les derniers tems à l'égard de la Bulle d'Alexandre VII contre les censures de la Faculté de Paris.

L'Auteur dans la seconde partie de sa Dissertation applique à la Constitution les maximes qu'il a établies dans la premiere. Il pose donc d'abord le principe general, qui est qu'une Constitution du Pape, & toute Or-

(a) Qui permet à un mari dont la femme est devenue infirme, d'en épouser une autre.

(b) Qui decide qu'il faut rebaptiser ceux qui auroient été baptisés par les Payens.

(c) Qui approuve le baptême donné avec du vin.

(d) Qui déclare qu'une femme heretique qui se convertit à la foi, peut se separer de son mari qui demeure dans l'heresie, & contracter un autre mariage.

(e) Bulle contre Luther qui n'a jamais eu la moindre autorité dans le Royaume, & à laquelle la Faculté de Paris ne s'est point conformée dans la Censure de 1521.

donnance des autres Evêques, pour être reçue, doit avoir les deux caracteres marqués par S. Paul, être conforme à la verité, & être propre à édifier. Puis il entre dans l'examen si la Constitution a ces deux caracteres. Il ne traite néanmoins que le second point, parce que le premier avoit été suffisamment examiné dans plusieurs autres Memoires ; & voici le plan qu'il suit.

Après avoir supposé comme une maxime qui n'avoit pas besoin de preuves, qu'une définition de doctrine ne peut contribuer à l'édification qu'autant qu'elle sert 1, à soutenir & à fortifier la pieté : 2, Qu'elle affermit la regle : 3, Qu'elle conserve la paix : 4, Qu'elle fait respecter l'autorité de l'Eglise ; il fait voir en autant d'articles, que la Constitution ne fait rien de tout cela : 1, Qu'elle ne peut servir à soutenir la pieté, parce qu'elle attaque la doctrine qui en est le fondement ; qu'elle change toutes les idées des instructions & des livres de pieté, & qu'elle ôte aux fidèles les Livres saints qui sont la source de toute pieté : 2, Qu'elle n'est pas propre à affermir la regle ; puis qu'elle ruine & qu'elle renverse toutes les loix de la penitence, d'où dépend la conversion des pécheurs & la sanctification des fidèles : 3, Qu'elle ne peut que troubler la paix dans les Ecoles catholiques, dans l'Ordre épiscopal, & dans l'Etat, par les divisions qu'elle ne peut manquer d'y causer : 4, Qu'elle fournit enfin des argumens aux heretiques, pour attaquer l'autorité de l'Eglise ; & que plus on voudra lui donner d'autorité, plus on fera de tort à la reputation & à l'honneur du S. Siege. " Les Evêques qui n'ont reçu de puissance que pour édifier, & non pour détruire, ne peuvent donc, conclut l'auteur, employer leur autorité pour accepter une Constitution capable de produire de tels effets.

XXII. REPONSE au Memoire attribué à M. Tournely, sur la maniere dont les Evêques doivent recevoir la Constitution Unigenitus, 1714.

Cette Réponse étant du même Auteur que la Dissertation precedente, y a été jointe dans l'impression, & elle en fait la 3 partie. Le Memoire qui y est refusé, n'a point été im-

primé, & nous ne le connoissons que par les extraits que nôtre Auteur nous en donne. Nous trouvons dans une lettre écrite de Paris à la fin de 1713, que M. Tournely le composa de concert avec le P. Tellier pour porter les Evêques à ne point entrer dans l'examen de la Constitution, où l'on trouvoit de jour en jour de nouvelles difficultés : que les premiers Magistrats en aiant eu une copie en portèrent leurs plaintes au Roi : que S. M. fut prête d'en punir l'Auteur ; & que M. le Cardinal de Rohan detourna le coup, en représentant au Roi, que c'étoit à sa priere que M. Tournely avoit fait cet écrit, & qu'il étoit utile pour l'affaire dont il se trouvoit chargé, qu'on lui laissât la liberté de consulter des Théologiens de tous les partis, & à eux celle de lui répondre selon leurs sentimens.

On voit par les extraits rapportés dans la Réponse, que le but de ce Memoire étoit de prouver que les Evêques après avoir consulté le S. Siège, & lui avoir déferé le jugement de la contestation qu'ils avoient touchant le livre des Reflexions, n'étoient plus libres pour accepter ou ne pas accepter son jugement. „ Ils pouvoient d'abord, disoit-il, se saisir de „ la cause & la juger en premiere instance ; „ mais après qu'ils l'ont eux-mêmes portée „ au tribunal du S. Siège, & que le souverain „ Pontife a prononcé, il n'est plus tems de „ disputer, mais d'obéir : la cause est finie ; „ l'acquiescement des Evêques à la décision „ de leur chef est nécessaire, & il ne leur est „ pas loisible de s'en éloigner. En effet, ajoutoit-il, si les Evêques après une mure deliberation & une discussion exacte de la matière contestée, se croyent en droit d'abandonner la décision du S. Siège, & d'en faire une opposée, que deviendront alors ou le centre de l'unité, qui est l'Eglise Romaine, ou la communion si nécessaire des Evêques avec elle ? Ou Rome cesseroit d'être le centre de l'unité à cause de l'erreur où l'on supposeroit qu'elle seroit tombée : ou les Evêques cesseroient d'être unis par les liens d'une même foi à ce centre de la communion Catholique ; ce qui conduiroit au schisme. „ Tout ce qu'il accordoit aux Evêques dans ce cas, c'étoit l'honneur de

donner leur consentement à la définition du Pape, & d'exercer en cela un jugement de „ la même manière que les Evêques qui n'ont „ point assisté aux décisions des Conciles généraux, & qui les reçoivent dans la suite, „ exercent un jugement d'acceptation & d'obéissance nécessaire ; ou de la même manière à peu près „ que les Parlemens l'exercent en enregistrant les Edits dont le Roi „ par ses lettres de jussion a ordonné l'enregistrement : cet enregistrement, quoiqu'il soit forcé, ne laissant pas d'être nécessaire, „ re.

L'Auteur de la Réponse démêle tous les faux principes qui sont renfermés dans ces paroles, discute toutes les preuves dont M. Tournely les appuyoit, & les refute avec l'exactitude que nous avons remarquée dans sa Dissertation. Il commence par observer qu'il étoit faux dans le fait, que l'Eglise de France eût consulté le S. Siège sur le livre du P. Q. Les lettres clandestines écrites par quelques Evêques particuliers, sans pouvoir & sans aveu du Clergé, ne pouvoient pas s'appeller une consultation de l'Eglise Gallicane. Les Romains eux-mêmes, dit-il, n'en ont pas eu cette idée ; & l'on a sçu par une voie sûre, que d'abord le Pape vouloit nommer dans la Constitution les Evêques de Luçon & de la Rochelle : mais que sur ce qu'on lui représenta que ces seuls noms ne seroient propres qu'à décréditer la Constitution, il se détermina à n'en point faire de mention, & à dire seulement que quelques Evêques de France s'étoient plaints, sans en citer aucun en particulier.

Il prouve ensuite que quand même le Pape décide une question de foi, après avoir été consulté par les Evêques d'une grande Eglise, son jugement n'est point irréfutable, & que la cause n'est point finie jusqu'à ce que toute l'Eglise y ait consenti par une acceptation libre, & qui peut être refusée. Pour ne point charger inutilement son écrit d'une multitude de faits & d'exemples de l'histoire Ecclesiastique, par lesquels il auroit pu établir sa proposition, il se retranche dans trois preuves. La premiere est prise des réponses des Papes données sur des consulta-

tions, qui ont été revues & examinées dans les Conciles généraux, dont il rapporte pour exemple la réponse de S. Celestin à S. Cyrille, qui fut revue dans le Concile general d'Ephèse. La seconde, des décisions de doctrine faites par des Conciles reçus & approuvés du Pape, qui n'ont été acceptées par des Eglises particulieres, qu'après un nouvel examen & par voie de jugement, & qui même ont été quelquefois rejetées par ces Eglises. Il en rapporte pour exemples la décision du VI Concile, que l'Eglise d'Espagne n'approuva qu'après qu'elle l'eût examinée & trouvée conforme aux quatre premiers Conciles; & celle du second Concile de Nicée, qui fut examinée & d'abord rejetée par l'Eglise de France. La troisième, des décisions des Papes faites sur des consultations d'Evêques, qui ont été rejetées dans l'Eglise à cause des erreurs qu'elles renfermoient, dont il cite pour exemple les lettres d'Honorius, qui avoit été consulté par Sergius Patriarche de Constantinople.

Enfin, il répond aux raisonnemens & aux exemples allégués par M. Tournely. Mais nous ne pouvons le suivre dans cette discussion. Nous nous contenterons d'insérer ici la conclusion par laquelle il la termine. " Cette vivacité, dit-il, des Docteurs dévoués aux Jésuites pour donner au Pape une autorité sans bornes; pour anéantir les droits de l'Episcopat; pour renverser toutes nos libertés, pourvu que la Constitution soit reçue, ne confirmée-t-elle pas l'idée que quelques personnes ont eue que cette Constitution est le fruit d'une convention secrète entre la Société & la Cour de Rome? Voici ce mystère de politique, tel qu'il m'a été révélé par un homme qui a de grands commerces à Rome, & qui est fort instruit de ce qui s'y passe. Les vûes de cette Cour se sont trouvées réunies avec celles de la Société, pour condamner un livre & flétrir un Auteur aussi odieux aux Romains qu'aux Jésuites. L'objet principal des Jésuites a été de faire décider solennellement par cette Constitution les principes de leur Theologie sur la grace, sur l'a-

mour de Dieu, sur l'attrition & sur la penitence. La Cour de Rome s'est proposée d'introduire en France la discipline d'Italie, & les regles de l'Index sur la lecture de l'Ecriture sainte; de flétrir la doctrine du Royaume sur l'autorité de l'Eglise par rapport aux censures; de se rendre à jamais redoutable, & de se mettre en état de tout entreprendre, en forçant les fidèles à craindre les censures injustes, & à abandonner leur devoir plutôt que d'encourir une excommunication. Enfin, le Pape a voulu profiter de cette conjoncture pour établir son autorité dans les matieres de foi, en obligeant les Evêques d'accepter les Constitutions avec une soumission aveugle, sans aucun examen & sans jugement. Le Pape a tout promis sur les dogmes si chers aux Jésuites, pourvu qu'on fit réussir des prétensions dont il est uniquement occupé. Les Jésuites ont flaté le Pape de faire passer en France ce qu'il vouloit établir, pourvu qu'on confirmât leur doctrine. Le Pape élevé parmi les Jésuites, attaché aux sentimens de Sfondrate sur la grace, & aux maximes du Jésuite Francolin sur la penitence, s'est laissé facilement éblouir par les artifices des Jésuites. Ceux-ci naturellement ennemis de l'Episcopat & de la doctrine de France, Ultramontains par inclination, se sont engagés volontiers à faire réussir ce que le Pape desiroit. Ainsi par ce concert d'intérêts, par cette complaisance mutuelle, s'est formé cet ouvrage surprenant de la Constitution, où des dogmes si importants sont condamnés par le Pape pour faire plaisir aux Jésuites; & les droits de l'Episcopat, les regles de la discipline, les principes de nos Libertés sont sacrifiés à la Cour de Rome, comme la récompense du Molinisme érigé en dogme de foi.

XXIII. MEMOIRE sur les propositions renfermées dans la Constitution qui regardent la nature de l'ancienne & de la nouvelle alliance. 1714.

Il y a jusqu'à neuf Memoires sur les deux Alliances, qui ont paru successivement, & qui réunis ensemble composent deux volumes in 11. Les propositions du P. Q. qui regardent la nature de l'ancienne & de la nouvelle alliance y sont non seulement justifiées; mais cette matiere, sur laquelle on avoit peu écrit depuis les SS. Peres, y est traitée à fond. C'étoit un sujet en quelque sorte tout neuf, & qui est éclairci & approfondi de maniere dans ces Memoires, que des Theologiens très habiles ont avoué, après les avoir lus, qu'ils s'y étoient pleinement instruits de ce point important, dont ils n'avoient auparavant que des idées très imparfaites. Nous n'entreprendrons point d'en donner ici un extrait, qui seroit trop long, s'il étoit exact; & trop sec, s'il ne faisoit qu'indiquer les differens sujets qu'on trouve expliqués dans cet ouvrage. Nous remarquerons seulement, que de tous les écrits qui ont paru à l'occasion de la Constitution, celui-ci est peut-être le plus éloigné de tout esprit de contention & de dispute. L'Auteur se renferme dans la simple explication des sujets qu'il traite, sans faire presque mention de la Bulle que pour ne la pas oublier tout à fait. Les preuves qu'il employe sont tirées pour la plupart de l'Ecriture sainte, qu'il explique dogmatiquement, & dont il fait profession de developper les endroits les plus obscurs qui ont rapport à sa matiere; & la methode la plus ordinaire dont il se sert pour cela, est d'en comparer ensemble les passages qui renferment les mêmes verités, sur tout les passages de l'ancien Testament avec ceux du nouveau, de les rapprocher les uns des autres, & de tirer des ressemblances ou des differences qui s'y rencontrent, des rapports qui répandent une lumiere merveilleuse sur les uns & sur les autres, & en decouvrent le véritable sens.

XXIV. QUATRIEME GEMISSEMENT
d'une ame vraiment touchée de la Constitution
de N. S. P. le Pape du 8 septembre 1713.

Cet écrit est intitulé, *Quatrieme Gemissement*, par rapport à trois autres qui avoient precedé, & qui étoient faits au sujet de la destruction de l'Abbaïe de Port-Royal. Comme l'Auteur y envisage la Constitution

comme une suite des evenemens arrivés dans l'Eglise depuis plus de 60 ans, sur tout à l'égard des personnes unies à cette celebre Abbaïe, on ne doit pas être surpris qu'il ait lié ce dernier Gemissement aux trois autres. Il insiste fort sur ce rapport dans son Avertissement, où il avoue d'un côté que MM. de Port-Royal avoient combattu pour tout ce que la Bulle *Unigenitus* condamnoit; & de l'autre, que cette Bulle renfermoit un précis assez exact de ce que MM. de Port-Royal avoient enseigné. L'Auteur unit ainsi d'ins tout son ouvrage les verités attaquées dans ces derniers tems, avec ceux que Dieu avoit suscités pour les défendre; & c'est presque le seul livre avec celui des *Regles de l'équité*, qui n'ait point séparé ces deux choses. Il deplore d'abord l'attentat que les Jesuites avoient commis contre le S. Siège, en faisant servir le nom du Pape pour flétrir les verités les plus respectables, & en même tems les défenseurs les plus zelés de ces verités. De là il remonte vers l'origine des deux mysteres cachés dans les Ecritures, l'un de grace & de salut, & l'autre d'iniquité, qui se trouvoient aujourd'hui dévoilés. Il compare avec assez d'étendue le traitement que J. C. recevoit dans sa verité par la Constitution, avec celui qu'il avoit éprouvé autrefois dans sa personne. Il ne dissimule point la grandeur de la tentation où les fidelles se trouvoient exposés; & il leur prepare des remèdes contre cette tentation par un grand nombre d'exemples tirés de l'Ecriture. Enfin, l'Auteur pour se consoler des maux qui l'affligent, tourne ses yeux vers les consolations promises à l'Eglise par S. Paul; & les malheurs de ce tems l'ayant porté à mediter plus serieusement sur ces promesses, il trace divers traits de l'idée qu'en donnent les Prophètes & les autres livres de l'Ecriture, dont on voit qu'il a fait une étude particuliere. Quoique tout son ouvrage soit un gemissement continuél, & qu'il semble qu'il soit difficile de gemir si long-tems, sans devenir ennuyeux; le style néanmoins en est si vif, les pensées si relevées & si variées, qu'il se fait lire avec beaucoup de plaisir. Aucun écrit ne paroïssoit devoir être plus exposé à la contradiction; aucun ne portoit des caracteres plus singu-

liers & plus capables de reveiller l'attention: & cependant nous ne voyons point que jusqu'à présent personne l'ait critiqué. Nous laissons à ceux qui se donneront la peine de le lire, à juger des raisons qui peuvent l'avoir fait épargner; & nous ne faisons cette remarque qu'afin qu'ils y prennent garde.

XXV. MEMOIRE sur la publication de la Bulle Unigenitus dans les Pais-bas; on l'expose les raisons qui doivent empêcher de permettre cette publication &c. 1714.

Ce Memoire, comme l'annonce le titre, fait pour empêcher les Conseils souverains des Pais-bas d'accorder le *Placet* ou la permission qu'on sollicitoit pour la reception ou la publication de la Bulle. Il est très court, & se réduit presque au simple exposé des troubles que cette publication causoit en France, & des maximes préjudiciables à la sûreté & au service de tout Prince souverain qui étoient enseignées ou autorisées par cette Bulle. D'où l'on conclut qu'il étoit du devoir des Seigneurs qui composoient les Conseils & le Ministère de S. M. I. d'empêcher que les Pais-bas ne fussent livrés à tous ces inconveniens. „ Si l'on prend avec raison, dit-on, tant de précautions pour empêcher „ que les maladies qui regnent parmi les „ hommes, ne passent d'un Etat à l'autre; „ combien en doit-on prendre davantage, „ pour empêcher qu'une Bulle qui peut causer la ruine d'un Etat, qui au moins y met „ d'abord le trouble & la division obscurcit „ les vérités de la Religion, & affoiblit la „ fidélité des sujets, y soit publiée avec le „ *Placet* & la permission du Souverain ?

XXVI. RESOLUTION de quelques doctes sur le devoir des Docteurs de Sorbonne par rapport à l'enregistrement de la Constitution du 8 septembre 1713. 1714.

Nous devrions peut-être différer à faire mention de cet écrit au tems que nous parlerons des assemblées de Sorbonne: mais comme il n'influa point dans les résolutions qu'y prirent les Docteurs, parce qu'il ne parut qu'après ces assemblées, nous l'ajouterons ici à la suite des autres écrits qui furent publiés à l'occasion de la Constitution à la fin de 1713, & au commencement de 1714. Le but que s'y proposoit l'Auteur, étoit de

detourner les Docteurs de consentir à l'enregistrement de la Constitution, qu'il leur faisoit voir n'être pas réellement différent de l'acceptation. Quoique l'affaire fût déjà conclue dans le tems qu'il le fit imprimer, il crut ne devoir pas laisser de le publier, parce qu'il pourroit engager plusieurs Docteurs à faire des reflexions plus serieuses sur la facilité qu'ils avoient eue, & qui étoit, selon lui, une faute beaucoup plus grande qu'ils ne le pensoient eux-mêmes. L'Auteur examine donc dans cet écrit, quel étoit le devoir d'un Docteur, & le parti qu'il devoit prendre au sujet de la Constitution, en supposant, ce qui étoit le sentiment le plus commun, que cette Bulle attaquoit la foi dans ses points les plus essentiels, aussi bien que la morale & la discipline de l'Eglise. Et il décide nettement qu'il n'y avoit point d'autre parti qu'on pût embrasser, que celui de s'opposer de toutes ses forces à une pareille Constitution, & qu'il n'étoit permis ni de se taire, ni de s'absenter des assemblées. Il le prouve par des raisonnemens qui paroissent également solides & convaincans, & qui sont tirés de l'importance des vérités attaquées par la Constitution, & des obligations étroites qu'impose aux Docteurs de Sorbonne le serment solennel qu'ils font sur l'autel des saints Martyrs, de défendre la vérité jusqu'à l'effusion de leur sang.

Les Jesuites de leur côté, quoiqu'ils eussent d'autres moiens plus efficaces pour persuader, ne laisserent pas de produire aussi leurs memoires en faveur de la Constitution. Nous avons vu qu'ils en firent dresser un par M. Tournely, pour prouver aux Evêques, qu'après avoir porté, comme ils avoient fait, cette affaire au tribunal du Pape qui l'avoit jugée, ils n'étoient plus en droit de l'examiner, & que l'unique devoir qui leur restoit à remplir, étoit d'accepter avec soumission le jugement qu'il avoit prononcé. Mais ce Memoire, & la plupart des autres qu'ils composèrent alors par eux-mêmes, ou par les Docteurs qui leur étoient dévoués, sont demeurés manuscrits. Comme ils n'étoient faits que pour les Evêques qui leur étoient attachés, ils se contenterent de les communiquer à ces Prelats, pour les calmer

sur le soulèvement du public, dont ils ne pouvoient s'empêcher d'être touchés. Ils en firent néanmoins imprimer quelques-uns, même avec privilège du Roi, mais sans nom d'auteur. Nous allons donner des extraits des trois plus considérables qui sont les seuls que nous ayons pu recouvrer.

I. *VENIN des 101 propositions tirées des Réflexions morales du P. Q.* 1713.

Le dessein de cet écrit est de decouvrir & d'exposer d'une maniere sommaire, en quoi consistent les erreurs des 101 propositions que le S. Siège venoit enfin de condamner. On le fait, en mettant à côté de chaque proposition qu'on rapporte en latin, une traduction libre ou une paraphrase de cette même proposition, dans laquelle on developpe les mauvais sens qu'on pretend que le P. Q. y a renfermés; à quoi on a ajouté quelquefois des notes particulieres pour expliquer les raisons qu'on a eues d'attribuer cette intention au P. Q. ou pour faire sentir le danger de sa doctrine, & sa conformité avec celle de Luther, de Calvin, de Baïus & de Janfenius. Nous ne rapporterons point d'exemples particuliers de la methode que suit l'Auteur: cela nous meneroit trop loin. Nous observerons seulement que cette methode est principalement fondée sur cette regle generale qu'il donne à la fin de son écrit. "Notez, dit-il, que pour decouvrir tout le venin des propositions condamnées du P. Q. il ne faut pas considerer chacune de ses propositions séparément, sans avoir égard aux autres. Il faut prendre tout ensemble celles qui ont rapport aux mêmes dogmes, & tous ces dogmes comme faisant partie du système de Janfenius. C'est de l'assemblage de ces dogmes & des propositions du P. Q. qui les établissent, que résulte l'idée qu'on doit avoir de son ouvrage, qui est comme un cours complet de la theologie speculative & de la morale du Parti. Quand quelques-unes de ces propositions considerées en elles-mêmes seroient susceptibles d'une explication rolerable, il suffit qu'il y en ait d'autres qui l'excluent & qui les déterminent au sens de l'heresie.

II. *LETTRES d'un Abbé à un Evêque, où l'on demontre l'équité de la Constitution Unigenitus.*

nitus, & qui peuvent servir de réponse aux libelles qui ont paru contre cette Constitution, à Paris en 1714, avec approbation & privilege.

Ces lettres sont au nombre de douze. L'Auteur declare dans la preface qu'il les donne au public, pour confondre les Novateurs & pour affermir dans la foi les véritables fidèles. Il explique quelques lignes plus bas que ces Novateurs sont les Janenistes; & voici la peinture qu'il en fait: "Cette sorte de pieté, dit-il, par où ils avoient imposé à tant de personnes, s'est quasi presque toujours trouvé, lorsqu'on s'est donné la peine de l'étudier, une pieté sans fond & toute extérieure. Mais aujourd'hui cet extérieur lui-même est si mal gardé; on les a percés tant de fois ces prétendus gens de bien; tant de fois on leur a fait tomber le masque, qu'on les discerne presque au premier coup d'œil, & qu'il n'est plus pardonnable de s'y méprendre. Ces hommes si modestes, si doux, si mortifiés, quand on ne les voit que de loin, & pour ainsi dire, en perspective; pour peu qu'on les approche, on les trouve communément hautains, aigres, sensibiles, amateurs de leurs aises; c'est l'orgueil, c'est la sensualité même. Ces Predicateurs, ces Directeurs de la morale severe, ne se contentent presque plus. Ils croyent en faire assez pour l'honneur & pour l'intérêt commun du Parti, que de parler à propos & hors de propos de la charité, de l'humilité, de la penitence: la grace manque pour aller plus loin; il en coûteroit trop pour être véritablement charitable, humble, penitent. Pour peu qu'on entre dans le secret des sociétés où l'erreur a pénétré plus avant, à peine y reconnoît-on les traces de la regularité ancienne, & dans ces maisons mêmes que le Parti s'appuie à former pour montre de regularité, on trouve-t-on cet esprit de simplicité, de douceur, d'humilité, de docilité, d'unction, de mortification interieure qui caractérise la pieté veritable?"

L'Auteur après ce portrait, où nous n'avons garde de vouloir deviner les personnes & les sociétés qu'il a eues particulièrement en vue, s'emporte vivement contre le livre des Regles de l'équité naturelle, dont nous avons

parlé plus haut ; & si le promet qu'en lisant les Lettres on trouvera qu'*autant que les regles sont vraies, autant l'application aux propositions du P. Q. en est vaine & frivole.*

Dans ces lettres il fait le recit des conférences vraies ou supposées qu'il a eues avec un Docteur & un Chanoine, où l'on a examiné les propositions du P. Q. les unes après les autres. C'est le Chanoine qui les défend & qui attaque la Constitution ; & le Docteur qui soutient le parti opposé, en montrant par la même methode qu'on a suivie dans le *Vénin*, que les propositions cachent, sous des expressions dont plusieurs paroissent innocentes, toutes les erreurs & les excès qu'on a jamais imputé aux Jansenistes.

Si le public a méprisé ces lettres comme de pures satyres sans aucune solidité, elles sont au moins écrites d'un style intéressant & agréable. L'Auteur a soin d'ajouter des nouvelles à la fin de chacune, pour les rendre encore plus divertissantes. Voici quelques-unes de celles qu'il a mises dans la XI. lettre :
 „ Voilà, dit-il, la Constitution reçue *purement & simplement* par l'Assemblée du Clergé. Ce fut hier au soir après midi 23 janvier 1714, qu'il y fut déclaré, qu'elle *convenoit avec une extrême joie la doctrine de l'Eglise dans la Constitution*. &c. M. le Cardinal de Noailles & huit autres Prelats se sont réservés à opiner sur l'acceptation de la Bulle jusqu'à ce que l'instruction pastorale ait été lue dans l'Assemblée. Mais le reste des Prelats au nombre de 40, ont conclu à l'acceptation *PURE ET SIMPLE*, ainsi que je l'ai dit, &c.

Après les lettres est un petit *Ecrit Théologique par demandes & par réponses sur la maniere de recevoir les Constitutions dogmatiques des souverains Pontifes*. Il suffira d'en rapporter les deux premiers articles pour juger du reste. „ *Demande.* Comment reçoit-on les Constitutions Apostoliques ? *Réponse.* On les reçoit purement & simplement. D. Qu'est-ce que recevoir une Constitution purement & simplement, R. C'est la recevoir sans aucune limitation ni restriction ; c'est rejeter & condamner les propositions censurées, de la même maniere qu'elles sont condamnées dans la Constitution,

III. JUSTIFICATION de la Constitution où l'on refuse tout ce que le P. Q. & ses partisans ont écrit pour justifier les 101 propositions condamnées, & pour combattre l'Instruction pastorale des Evêques de France. A Lyon 1715. avec privilege du Roi.

Il seroit difficile de promettre davantage que le fait le titre de cet ouvrage. L'Auteur néanmoins assure qu'il l'a rempli : j'ai, dit-il dans son Avertissement, *montré avec évidence que toutes les propositions condamnées prises en elles-mêmes dans leur sens naturel, indépendamment des conséquences, & dans le sens que le P. Q. leur donne, sont très censurables. Je l'ai prouvé par des dogmes de foi & par des principes incontestables qui contiennent la réponse à toutes les objections des adversaires.* Il n'y a qu'une seule chose à laquelle il avoue qu'il n'a pas répondu, qui est aux invectives & aux injures des partisans du P. Q. Mais en recompense il leur en dit tout le plus qu'il peut, & ne craint point de leur appliquer les paroles de S. Jude dans son épître, touchant les impies que le Seigneur devoit convaincre dans son jugement. Le lecteur n'attend pas de nous que nous donnions ici un extrait complet d'un ouvrage qui embrasse tant de matieres disparates. Il suffira d'en mettre ici un échantillon, par où l'on pourra juger de toute la piece. Nous choisissons la reflexion que l'auteur fait sur la proposition 87 du P. Q. *C'est une conduite pleine de sagesse, de lumiere, & de charité &c.*

„ Ce langage, dit-il, est insensé dans les principes du P. Q. & détruit la pratique du delai de l'absolution marquée dans tous nos Rituels. Ou ce pécheur en portant avec humilité l'état du péché, en demandant l'esprit de penitence, en commençant de satisfaire à la justice de Dieu, fera ces actes sans grace, ou avec grace : s'il les fait sans grace, ce sont autant de péchés selon la proposition 38 & suivantes. Il les fera sans grace, parce que selon la proposition 28 la *premiere grace que Dieu accorde au pecheur, c'est le pardon de ses peches*. Alors comment trouvera-t-on de la sagesse & de la charité à donner aux âmes le tems de commettre de nouveaux péchés, & à les laisser non seulement dans l'état du péché, mais dans

„une situation où elles ne peuvent que pé-
 „cher ? Si le pécheur fait les actes par le
 „mouvement de la grace, dès qu'il aura
 „commencé à sentir avec humilité l'état du
 „péché, dès qu'il aura fait le moindre acte
 „de vertu animé de la grace, il sera justifié,
 „parce que selon le P. Quesnel, *La grace*
 „*est un mouvement de charité actuelle, & que,*
 „selon la proposition 44, tout ce qui ne
 „vient pas de l'amour dominant de Dieu,
 „est un péché. Or l'amour de Dieu domi-
 „nant, la charité justifie ; car (propo-
 „tion 51) la foi opérante par la charité ju-
 „stifie ; & par conséquent tout amour de
 „Dieu dominant, tout acte de charité
 „justifie. Alors il sera impossible que le pé-
 „cheur sente l'état du péché pendant long-
 „tems, parce qu'il sera justifié par le pre-
 „mier mouvement de grace. Alors il sera
 „inutile à ce pécheur qui a porté un instant
 „avec humilité l'état du péché, de deman-
 „der l'esprit de pénitence & de contrition,
 „parce qu'il sera justifié sans cela. Alors il
 „lui sera impossible de commencer à satis-
 „faire à la justice de Dieu avant que d'être
 „reconcilié, parce qu'il aura été justifié par
 „le premier acte de vertu. Alors il n'y aura
 „plus de sagesse, ni de charité à ne pas re-
 „concilier sans délai le pécheur, parce qu'il
 „sera reconcilié avec Dieu dès qu'il aura fait
 „la moindre démarche vers le bien, le moi-
 „dre acte de vertu. Y a-t-il des Confesseurs
 „qui ne puissent donner sans délai l'absolu-
 „tion à ceux à qui Dieu l'a donnée par avan-
 „ce ? Alors quelque pécheur qui se présente
 „au tribunal de la pénitence, il pourra être
 „absous sans délai dès qu'il confessa qu'il fait
 „un acte de vertu, quoiqu'il retienne le bien
 „d'autrui, qu'il conserve de la haine avec son
 „prochain, qu'il demeure volontairement
 „dans l'occasion prochaine du péché ; quoi-
 „qu'il soit dans des habitudes invétérées, qu'il
 „ne soit pas instruit de la religion, & qu'il
 „ait donné des scandales sans les avoir repa-
 „rés. C'est ainsi qu'on détruit toutes les re-
 „gles de l'Eglise touchant le délai de l'absolu-
 „tion : règles saintes & inviolables que
 „tout Confesseur doit observer. C'est ainsi
 „que le P. Quesnel renverse la pratique de
 „l'Eglise dans une matière de la dernière

„importance, lors même qu'il fait semblant
 „de la favoriser,

En même tems que les Ecrivains de la So-
 cieté défendoient la Constitution par des
 écrits publics & particuliers, ou plutôt qu'ils
 s'en servoient pour auroser la doctrine de
 leur école, leurs Professeurs faisoient la
 même chose dans les leçons qu'ils donnoient
 dans les colleges & dans les séminaires con-
 fiés à leur conduite. C'est ce qui paroît par
 divers extraits de leurs cayers & de leurs
 thèses. Nous nous contenterons d'insérer ici
 celui qui parut le premier de tous, & dont
 il courut dans le tems des copies à Paris. Il
 est tiré du traité sur le decalogue que le P. du
 Pexrai dicta au mois de novembre 1713, au
 Séminaire de Séz.

Il y foudroyait que " c'est à la vérité un con-
 „seil très salutaire, de faire toutes les actions
 „pour l'amour & la gloire de Dieu, mais
 „que ce n'est point un précepte. Ce qui est
 „évident dit-il, par la condamnation qu'A-
 „lexandre VIII a faite de cette doctrine, que
 „le P. Q. a renouvelée depuis en disant ; *Si*
 „*l'amour de Dieu ne domine point comme prin-*
 „*cipe, & comme motif dans l'usage que nous*
 „*faisons de notre esprit, de notre volonté &*
 „*de nos sens, de nos talens, de notre santé,*
 „*de nos forces &c. nous manquons à ce pré-*
 „*cepte.* : Il ajoute ensuite après quelques de-
 „clamations : " J'ai dit que l'Apôtre exhorte
 „les fidèles à faire toutes leurs actions pour
 „l'amour de Dieu, mais qu'il ne leur en
 „fait pas un précepte. Car tous les Interpré-
 „tes conviennent qu'il s'agit de conseil dans
 „les passages rapportés ci-dessus. C'est ainsi
 „que Cornelius à Lapidé & Suarez s'en ex-
 „pliquent. Je sai, continue-t-il, qu'il y a des
 „Peres qui ont quelquefois parlé, comme s'il
 „y avoit en effet une obligation de faire tou-
 „tes les actions par un motif de charité ; mais
 „il faut entendre leurs paroles d'un conseil &
 „non d'un précepte ; ou si elles ne sont pas
 „susceptibles de cette interprétation, il faut
 „les excuser. D'où il est clair comment il faut
 „entendre ce que dit S. Augustin, livre 1 de
 „la doctrine chretienne, chap. 2, ou il s'ex-
 „prime ainsi : Cette regle de l'amour a été
 „établie de Dieu même. Vous aimerez, dit-il,
 „votre prochain comme vous-même, mais vous

„ aimez Dieu de tout votre cœur, de toute
 „ votre ame & de tout votre esprit ; en
 „ sorte que vous lui rapportiez toutes vos
 „ pensées, toute votre vie & tout votre enten-
 „ dement.

§. XVI.

*Ecrits publiés par le P. Q. pour sa défense pen-
 dant l'Assemblée des Evêques.*

LE P. Q. âgé alors de 30 ans, après quel-
 que tems de silence, cedant enfin aux
 instances de ses amis, prit de nouveau la plu-
 me pour sa défense, ou plutôt, comme il le
 declare par tout, pour celle de la verité. Il
 commença par publier deux Memoires, dont
 le premier est daté du jour de S. Martin, &
 le second du jour de saint Thomas Apôtre
 1713. Ils furent suivis dans le cours des deux
 années suivantes de quatre autres, & d'un
 septième en 1716. Après les deux premiers,
 il adressa une Lettre Apologetique aux Evê-
 ques assemblés, & une autre à l'un d'entr'eux
 qu'il fit aussi imprimer. Il ajouta dans la suite
 plusieurs autres écrits : mais comme ils ne
 regardent pas le tems dont nous parlons,
 nous nous bornerons presentement à ceux
 dont nous venons de marquer les titres.

I. MEMOIRE pour servir à l'examen de la
 Constitution du Pape contre le N. T. en français
 avec des Reflexions morales 1713 & 1714 &
 1715 & 1716.

Ce titre est commun au sept Memoires du
 P. Q. Après avoir rendu dans la preface du
 premier, compte de la methode qu'il y a
 suivie, & s'être plaint en peu de mots du re-
 fus qu'on lui avoit fait de l'entendre avant
 que de le condamner, sur tout, après l'avoir
 demandé par une lettre respectueuse, il se
 justifie des intentions diaboliques qu'on lui
 imputoit dans le préambule de la Constitu-
 tion : " Il n'y a que Dieu & moi, dit-il, qui
 „ sachent ce qui est caché dans mon cœur ;
 „ & il n'y a aussi que moi, après Dieu, qui
 „ puisse juger de mes intentions & en rendre
 „ temoignage ; & par la misericorde de Dieu
 „ ma conscience ne me reproche point d'a-
 „ voir jamais eu la moindre teinture de ces
 „ noires intentions auxquelles j'ai même
 „ horreur de penser. Je vois bien, par l'af-
 „ freuse idée que mes ennemis ont donnée

„ de moi à Rome & ailleurs, qu'on ne fera
 „ pas disposé à m'en croire sur ma parole ;
 „ mais peut-être aura-t-on scrupule de n'y
 „ pas ajouter foi, si je la confirme par ce qu'il
 „ y a de plus sacré dans la religion. C'est où
 „ ne sâcheuse necessité que d'être obligé d'ent-
 „ venir-là : je tremble de m'y voir forcé, &
 „ j'en demande très-humblement pardon au
 „ souverain scrutateur des cœurs, & au seul
 „ juge adorable du secret des consciences, si
 „ j'ose le prendre à temoin ; comme je le fais ;
 „ protestant de cœur devant sa divine Majes-
 „ té avec tout le respect & toute la religion
 „ dont par sa grace je suis capable : Dieu est,
 „ dis-je, temoin que je n'ai jamais eu aucu-
 „ ne de ces sinistres & sacrilèges intentions
 „ qu'on m'impute dans ce préambule, ni rien
 „ qu'en approche. Le seul motif que j'ai
 „ eu de faire ces Reflexions sur le N. T. a été
 „ de rendre ce service aux fidelles ; à qui on
 „ m'avoit fait entendre qu'elles pourroient
 „ être utiles ; & j'ai toujours eu trop d'atta-
 „ chement à la verité & à l'unité, pour avoir
 „ eu la pensée de m'engager à ce petit tra-
 „ vail par un esprit de cabale & de parti,
 „ comme on m'en accuse sans aucun fonde-
 „ ment, sans nulle ombre de vraisemblance.
 „ L'accusation de Janseinisme n'est pas
 „ mieux fondée : Je me suis assez justifié ail-
 „ leurs de ce qu'on peut s'imaginer d'erreurs
 „ réelles dans cette accusation. Je n'en par-
 „ lerai pas ici davantage. Je remarquerai
 „ seulement, que si le Janseinisme des Refle-
 „ xions morales, que les ennemis de M. le
 „ Cardinal de Noailles ont fait sonner si
 „ haut, & dont on a voulu sans doute ramas-
 „ ser jusqu'aux moindres parcelles dans cer-
 „ te Constitution, n'est autre chose que ce
 „ qui y est rapporté des Reflexions sur la
 „ matiere de la grace, on ne peut plus douter
 „ que ce que nos adversaires appellent
 „ Janseinisme, ne soit uniquement la doctrine
 „ très-sainte de S. Augustin sur la grace effi-
 „ cace par elle-même, qu'il a défendue du-
 „ rant vingt ans au nom de l'Eglise. Je prie
 „ Dieu de tout mon cœur de daigner me fai-
 „ re la grace d'en faire profession jusqu'au
 „ dernier soupir, & de pouvoir au dernier
 „ moment dire au moins au fond de mon
 „ ame : Grâces soient rendues à Dieu pour la

„ victoire qu'il nous donne par Notre Seigneur
„ Jesus - Christ. AMEN, VENI DOMINE JE-
„ su.

Il justifie ensuite chaque proposition par un grand nombre de passages de l'Ecriture & des Peres, auxquels il confronte ses propositions, & en fait voir l'entiere conformité tant pour les expressions que pour le sens. C'est la methode qu'il suit dans les sept Memoires, à la fin de chacun desquels il ajoute quelques monumens de l'antiquité ou quelques pièces modernes qui servent comme de preuves de la doctrine ou des faits qu'il a avancés.

Le second Memoire a été imprimé deux fois, & il est considerablement augmenté dans la seconde edition. Le P. Q. se pressa de publier la premiere, parce qu'il apprit que l'Assemblée des Evêques devoit bientôt se terminer. C'est ce qui l'engagea à écrire en même tems à l'Assemblée la lettre dont nous donnerons l'extrait dans l'article suivant. Il nous apprend dans l'avertissement de cette seconde édition, que M. le Cardinal de Rohan promit d'abord de la faire lire dans l'Assemblée, mais que loin de tenir sa parole, il chargea son rapport d'injures violentes contre lui & contre son livre: qu'un des Commissaires voulut dire un mot en sa faveur, mais qu'on lui ferma la bouche aussi-bien qu'à un des Prelats opposans qui s'étoit cru obligé de rendre quelque témoignage à son innocence & à sa foi, qu'enfin toute la formalité qu'on avoit observée, avoit été de mettre sur le bureau le livre des Reflexions morales, mais sans qu'on en fit aucun usage pour verifier les propositions & pour en examiner le sens; & que cependant les XL Evêques ne firent pas difficulté de mettre dans la lettre circulaire qu'ils adresserent à tous les Prelats du Royaume: *Qu'il s'élevât ouvertement contre l'Eglise, qu'il ne s'autoit pas seulement ses décisions par de faux fuyans & de vaines subtilités, mais qu'il attaquât directement son autorité pour la rendre inutile; qu'il entreprenoit de decrir sa conduite, qu'il méprisât ses excommunications, & qu'il apprenoit à ses enfans rebelles à ne les pas apprehender, & à persister dans leur desobéissance.* C'est ce que nous verrons plus en détail dans la suite.

Il y a deux Avertissemens au commencement du VI Memoire, & dans le second le P. Q. refuse ce que M. le Cardinal de Bissy avoit avancé dans son Mandement, que *feu M. Bossuet son predecesseur avoit cru d'abord pouvoir justifier en plusieurs endroits le livre des Reflexions morales, mais qu'après en avoir fait un examen plus exact, il reconnut & déclara que cet ouvrage étoit si rempli d'erreurs qu'il n'étoit pas possible de le corriger, & qu'il falloit le refondre d'un bout à l'autre.*

Enfin, on est étonné en lisant le 7 & dernier Memoire du P. Q. d'y trouver encore plus de feu & de vivacité que dans tous les autres: il y a un Avertissement fort long, mais tout à fait interessant, dans lequel il relève plusieurs endroits des Mandemens de M. Fleury, ancien Evêque de Frejus; après quoi il prouve par des faits importants, & qui se trouvent répandus dans cette histoire, que la Constitution n'a été jugée recevable dans le fond, que par un très petit nombre de personnes, & qu'elle n'a point été acceptée véritablement par l'Eglise. Comme on se servoit de quelques endroits tirés de ses ouvrages, l'un d'une lettre d'un Evêque à un Evêque écrite en 1703, à l'occasion du fameux Cas de Conscience, l'autre de l'Avertissement du 1 Tome de la Tradition de l'Eglise Romaine sur la predestination des SS. & sur la grace efficace, pour prouver que tout ce qui est nécessaire pour former une véritable acceptation de l'Eglise se trouvoit aujourd'hui réuni à l'égard de la Bulle *Unigenitus*, il explique ces endroits, & refuse la fausse application qu'on en faisoit à l'affaire presente. Il ne paroît pas convenir néanmoins que la lettre citée soit de lui, mais il avoue hautement le livre de la Tradition de l'Eglise Romaine.

II. LETTRE du P. Q. à Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques de France assemblés à Paris au sujet de la Constitution du 8 septembre 1713, 5 janvier 1714.

Le P. Q. commence cette lettre par demander la grace & la justice que tous les „ Juges équitables ne refusoient jamais aux „ criminels les plus vils & les plus odieux, „ & qui auroient même été pris sur le fait, „ & que les loix divines & humaines deman-

„doient pour lui : qu'il étoit de n'être pas
 „jugé sans être entendu. Puis il protesta de
 „nouveau devant Dieu, qu'il n'avoit eu au-
 „cune de ces intentions criminelles & dia-
 „boliques qui lui étoient imputées dans le
 „préambule de la Constitution. Puisqu'il se
 „trouve, dit-il, des personnes, qui sans
 „considérer que Dieu seul est le scrutateur
 „des cœurs, veulent fouiller dans le mien,
 „pour y chercher, ou plutôt pour y mettre
 „certains sens étrangers & forgés à plaisir,
 „aussi contraires au sens des Peres qu'à mes
 „intentions veritables ; je declare & proteste
 „devant Dieu, que mon intention a toujours
 „été de suivre & d'inspirer dans mes Refle-
 „xions la doctrine & les sentimens des SS.
 „Peres de l'Eglise : & que quand j'ai em-
 „prunté leurs expressions, aussi-bien que
 „celles de l'Ecriture, je les ai prises & les ai
 „voulu faire prendre aux autres dans le sens
 „même de ces saints Docteurs & du texte
 „sacré, soit en ce qui regarde le dogme, soit
 „en ce qui concerne les regles de la discipli-
 „ne universelle de l'Eglise, ou les principes
 „de la morale chrétienne.

Il fait voir ensuite qu'il a toujours con-
 damné dès sincèrement les erreurs renfer-
 mées dans les V propositions ; & qu'il a tou-
 jours été fort éloigné de toutes celles que l'on
 pretendoit attacher aux propositions con-
 damnées. " Il me semble après cela, ajoû-
 te-t-il, que j'ai rouché à peu près tous les
 „points sur lesquels on a paru attendre de
 „moi une declaration de mes sentimens. Je
 „l'ai fait de la meilleure foi du monde,
 „comme parlant sous les yeux de Dieu à mes
 „Maîtres, à mes Peres & à mes Juges : si
 „vos Eminences & vos Granteurs en des-
 „sent de moi davantage, elles me trouve-
 „ront toujours prêt à leur rendre compte de
 „ma foi & de mes sentimens, avec la même
 „sincérité. . . & à leur donner tous les
 „éclaircissements & routes les explications
 „qu'elles voudront exiger de moi sur tous les
 „autres points, si par vos ordres, Messie-
 „gneurs, j'en pouvois être informé. Et
 „quand même il s'en trouveroit dans les
 „Reflexions ou ailleurs, qui demandas-
 „sent une retractation absolue, j'espère de la
 „misericorde de Dieu que je ne trouverois

„prêt à la faire à la face de toute l'Eglise.
 „Mais avant que de rentrer dans le silen-
 „ce à votre égard, dit-il encore vers la fin
 „de la lettre, ne me sera-t-il pas permis de
 „vous représenter avec une humble soumis-
 „sion la maniere cruelle dont j'ai été traité
 „dans le préambule de la Constitution ? Je
 „ne sçai si on auroit pu dire plus de mal de
 „l'Antechrist, ou de quelqu'un de cette
 „troupe de Prêtres, qui, selon saint Gregoire
 „Pape, vont au-devant de ce monstre d'ini-
 „quité. On voit bien que c'est une passion
 „violente qui a dicté cette longue suite d'in-
 „jures. Elles sont trop differentes d'un lan-
 „gage paternel pour être attribuées à celui
 „qui fait gloire d'être le premier pere des
 „Chrétiens. . . Je fais bien que devant
 „Dieu je ne suis qu'un miserable ; mais cela
 „n'est pas du ressort des hommes, quelque
 „autorité qu'ils aient sur la terre. Et pour
 „ce qui est de la competence des juges mor-
 „tels, si j'ai donné sujet au traitement ou-
 „trageux qu'on me fait, il faut que ce soit
 „ou dans la conduite de ma vie ou dans
 „quelqu'un de mes Ecris.

Pour ce qui est de ma conduite, con-
 "tinue-t-il, on peut s'en informer dans tous
 "les endroits où la Providence m'a conduit.
 "Graces à la misericorde de Dieu je suis ar-
 "rivé à l'âge de 80 ans, à six mois près, &
 "à la 54 de mon sacerdoce, sans avoir me-
 "né une vie scandaleuse. Je puis dire, pour
 "rendre gloire à la grace du Seigneur, que
 "dès ma jeunesse il m'a fait aimer la vertu
 " & la pieté, & m'a préservé de la corruption
 "du siecle.

"Que si on prétend que c'est dans mes
 "écrits que j'y ai donné lieu, j'en ai fait plu-
 "sieurs, & jusqu'à la celebre *Instruction pas-*
 "*torale* du 20 d'août 1696, je n'ai pas ouï
 "dire qu'on s'en soit plaint à aucun supe-
 "rieur ecclésiastique ou seculier. Ce n'est
 "que depuis cette année-là que les Refle-
 "xions morales, après avoir été lues durant
 "25 ans, comme un livre pieux & catholi-
 "que, sont devenues impies & heretiques.
 "On fait par qui & par quelles vues. Et sans
 "m'en apercevoir je suis devenu plus que
 "suspect en la foi, afin que mon Archevêque
 "se fut avec moi, & moi avec lui, &c.

III. LETTRE du P. Q. au sujet de la Constitution à un des Evêques de l'Assemblée. 25 janvier 1714.

Le P. Q. expose dans cette lettre les sentimens du Pape S. Gregoire le grand touchant ce que les Evêques doivent à la justice & à l'innocence. Il fait une nouvelle profession de sa foi, comme il avoit fait dans la première. Il témoigne assez qu'il prévoyoit ce qui arriva, qu'on s'efforceroit de séparer sa cause de celle de l'Eglise, en lui attribuant des sens forcés & bizarres pour pouvoir le condamner; mais il proteste qu'il s'élèvera devant le tribunal de Dieu contre ses interprètes malins, qui pour le rendre heretique malgré lui, forgeoient des sens heretiques auxquels il n'avoit jamais pensé, & les lui imputoient soit pour favoriser les mauvais desseins de ses ennemis, & le sacrifier à l'indignation des Puissances; soit par d'autres vues qu'il étoit inutile de vouloir deviner. "C'est trop long-temps, Monseigneur, ajoute-t-il en finissant, abuser de votre patience par une si longue lettre: je vous en demande très-humblement pardon. En prenant la liberté de repandre ainsi mon cœur dans le vôtre, j'ai cru le repandre aussi dans le sein de tous Messieurs de la présente Assemblée. En cas que par quelque accident la grande lettre que j'ai eu l'honneur de leur écrire, ne fût pas venue jusqu'à eux, ou que la lecture n'en eût pas été faite, celle-ci y suppléera, & fera une nouvelle profession de ma foi.

§. XVII.

Inquiétude que tout ce qui se passe en France, donne à la Cour de Rome. Instructions qu'elle envoie à M. le Nonce.

Tous ces écrits qui de Paris & de Hollande, où la plupart étoient imprimés, se répandoient dans les différentes provinces du Royaume, & même dans les pays étrangers, étoient aussi envoyés à Rome. Ils y étoient lus avec d'autant plus de curiosité & d'empressement, que l'affaire intéressoit de plus près la Cour Romaine. Quelque chagrin qu'ils y causassent, on ne pouvoit s'empêcher d'admirer d'un côté l'érudition & la

solidité avec laquelle tant de matières différentes, & presque ignorées à Rome, y étoient traitées; & d'un autre côté, la rapidité avec laquelle des ouvrages de cette nature, & qui ne paroissent pouvoir être que le fruit de longues études, se suivoient les uns les autres. On y voyoit prouvé démonstrativement, que les propositions condamnées comme des erreurs évidentes, étoient les propositions même de l'Ecriture, des Conciles, des anciens Papes & des Peres; que quelques-unes mêmes se trouvoient dans les homélies de Clement XI; que la doctrine qui y étoit enseignée, étoit la doctrine de toute la Tradition; que les principes qu'elles renfermoient, étoient les fondemens de toute la Theologie; & que par conséquent, accepter la Constitution selon son sens naturel & littéral, eût été adopter un nouveau système de doctrine, & renverser toute la religion. Et comme on n'avoit point encore inventé alors les subtilités par lesquelles on a tâché depuis de jeter des nuages sur toutes les preuves, l'évidence & la simplicité avec laquelle la vérité se presentoit dans ces écrits, faisoient les esprits. Le Pape & les promoteurs de la Bulle, qui ne voyoient point encore de parti se déclarer en leur faveur, craignoient que la lecture de ces mêmes écrits, qui avoit déjà soulevé le peuple & les Theologiens, ne soulevât aussi les Evêques & les Magistrats, pour la défense de l'ancienne doctrine & des maximes du Royaume, qu'on faisoit voir être également ébranlées par la Constitution.

Mais ce qui donnoit plus d'inquiétude à la Cour de Rome, c'étoit la voie qu'on avoit prise pour procéder à l'acceptation de la Constitution. Elle s'étoit flattée sur les promesses des Jésuites, & sur la parole qu'ils avoient engagé le Roi même à lui en donner, que la Constitution seroit reçue sans examen, & publiée par tout le Royaume par voie d'autorité: au lieu de cela, elle voyoit une nombreuse assemblée d'Evêques convoquée dans la capitale du Royaume, présidée par le Cardinal approuvateur du livre condamné, & éclairée par les Docteurs de Sorbonne & par les autres sçavans de tout Ordre qui se trouvoient à Paris; une commission de six Prelats établie, qui sous prétexte de chercher les

moins les plus convenables d'accepter la Constitution, en faisoit un examen rigoureux; des conférences qui duroient depuis plus de deux mois, & dont on n'annonçoit point encore la fin; des projets d'explications qui le formoient, & qui ne pouvoient s'exécuter sans la frustrer des droits dont elle avoit espéré que la Constitution la mettoit en possession en France, & sans anéantir la Constitution même. Toutes ces circonstances n'alarmoient pas peu le S. Père. Les lettres qu'on recevoit chaque ordinaire d'Italie, ne parloient que des frayeurs que lui causoient les moindres démarches des Evêques, & les nouvelles publiques des gazettes qui rapportoient très naïvement ce qui se passoit au sujet de la Constitution. Tout Rome étoit dans une ardeur générale de la fin qu'auroient ces préparatifs. Il n'arrivoit point de courrier extraordinaire qu'on n'allât au-devant de lui pour savoir si l'affaire étoit enfin terminée. Il faudroit avoir eu communication des lettres secrètes qui s'écrivoient de Paris par les protecteurs de la Bulle, & de celles qu'on leur écrivoit de Rome; il faudroit être entré dans les conseils qu'ils tenoient, pour être instruit plus particulièrement de leurs inquiétudes reciproques & des différents ressorts qu'on faisoit jouer de part & d'autre pour surmonter tous les obstacles qui s'opposoient à l'acceptation pure & simple de la Constitution.

M. le Nonce qui avoit été averti dès le commencement, que tous les Evêques étoient convenus unanimement de l'obscurité de la Bulle & de la nécessité des explications, & que le plus grand nombre étoit dans le dessein d'en donner ou d'en demander au Pape, avoit promptement mandé cette nouvelle à Rome, d'où il reçut plusieurs instructions. Nous en insérerons ici les deux seuls échantillons qui soient tombez entre nos mains. Le premier, par une traduction qu'on en fit sur l'Italien; & le second, parce qu'il fut communiqué à tous les Evêques. Mais ils suffiront pour confirmer tout ce que nous venons de dire, & pour faire connoître l'esprit de la cour de Rome.

LETTRE du Ministre du Pape à M. Ben-

voglio Nonce en France. A Rome le 23 novembre 1713.

" Il paroît étrange qu'après les longues & connues brouilleries causées les années passées par la conduite que tint l'Assemblée du Clergé de l'année 1705 à l'occasion de l'acceptation de l'autre Constitution sur le Janféisme, qui fut alors publiée par Sa Sainteté; & après que les mêmes brouilleries ont été à la fin assoupies par les lettres écrites à ce sujet en 1711 à Sa Sainteté tant par Sa Majesté que par Monf. le Cardinal de Noailles, dont M. le Cardinal de Polignac & autres ont parfaite connoissance, on me dit à présent de renouveler les mêmes chagrins, & encore de plus grands, en exposant à un long & douteux sindicat de tant d'Evêques assemblés par province, ou autre manière que ce soit, le jugement si murement & si solennellement porté par le S. Siège, sur ce grand nombre de propositions qu'on voit avoir été condamnées par la Constitution.

" Je n'ai pas dit par hazard, ni sans raison, que les chagrins seroient présentement beaucoup plus grands, puisque si alors la seule apparence qu'on eût remis à l'examen des Evêques la Constitution Apostolique pour être par eux jugée, bien que les sentimens des mêmes Evêques fussent en tout conformes à la décision de Sa Sainteté, fut néanmoins réputée si injurieuse à l'autorité du S. Siège, qu'il fût besoin que M. le Cardinal de Noailles en fit dans la lettre susdite, comme vous pouvez le connoître, la déclaration suivante, *Non sibi arrogavit Clerus sanctiones Pontificis examini suo judicandas subicere, sed in ipsis, quod olim scribens Leoni magno Episcopi Gallicani, gaudens exultans fidei suae sensum recognovit, & ita se semper tenuisse, ut vestri Apostolatus exposuit, jure latatus est.* (a)

(a) Le Clergé ne s'est point attribué le droit de soumettre à son examen les décisions du Pape pour les juger, mais c'est avec joie, & transport qu'il y a reconnu les véritables sentimens de la foi, ainsi que les Evêques de France l'écrivoient autrefois au grand S. Leon, & il s'est même applaudi d'avoir toujours eu la même doctrine que celle qui étoit exposée par votre Sainteté.

" Or que seroit-ce, comme raisonnable-
" ment on peut le craindre dans un si grand
" nombre de propositions & dans une si gran-
" de diversité de censures, que les opinions
" des Evêques fussent différentes, & que leurs
" sentimens ne fussent pas entièrement uni-
" formes à la décision Apostolique.

" C'est pour cela que je vous répète,
" Monsieur, qu'il est tout à fait nécessaire
" que vous insistiez que la Constitution ne se
" critique point, qu'elle ne s'interprète point
" par les Evêques; mais qu'elle soit par eux
" reçue avec soumission & avec obéissance.
" C'est uniquement ce que vous devez de-
" mander; & pour l'obtenir, vous ne devez
" vous adresser à d'autre qu'au Roi. Sa
" Majesté l'a promis, Sa Majesté saura aussi
" le tenir.

" De tout ce que dessus vous infererez très-
" aisément, Monsieur, que c'est de cette
" manière, & point d'autre, que vous devez
" vous comporter par rapport aux différents
" projets qu'on fait, résistants toujours à tou-
" tes sortes d'expressions par lesquelles on pût
" prétendre directement ou indirectement de
" modifier ou d'expliquer l'acceptation de la
" Constitution.

" Je ne laisse pas cependant d'espérer que
" les Ministres & les Prelats faisant plus mure
" attention aux propositions marquées dans
" le Memoire que vous nous avez envoyé, &
" que pesant bien les termes avec lesquels les
" mêmes propositions sont conçues, ils au-
" roient bien sçu connoître qu'elles méritent
" censure, même absolument, *prout jacent*,
" (a) sans avoir recours à la précaution de les
" reputed censurables seulement *in sensu ab*
" *autore intento*; (b) d'autant plus que pour
" mériter quelque'une des moindres censures
" exprimées dans le §. *Andiris itaque*, de la
" Constitution, comme sont par exemple
" celles de *capricieuses, malsonnantes, pernicio-*
" *ses, suspectes &c.*, il n'est point nécessaire
" qu'elles soient condamnables en tout sens;
" mais il suffit qu'elles soient censurables en
" quelque sens, comme l'avouent ceux-mêmes
" qui proposent de les censurer, *in sensu*
" *ab autore intento*: ce qui suffit pour soute-
" nir la Constitution dans laquelle les censu-
" res sont portées *respectivement*, comme il aura

" été bien observé; & en consequence il n'en
" faut pas davantage pour que la Constitu-
" tion doive être acceptée simplement & sans
" aucune addition ou déclaration; une telle
" acceptation ainsi faite, *simpliciter & sine ad-*
" *ditio*, étant à la vérité compatible, même
" avec l'opinion que quelques-unes des pro-
" positions méritassent d'être seulement con-
" damnées *in sensu ab autore intento*; puisqu'il
" n'est point dit dans la Constitution, qu'on
" y condamne absolument les propositions,
" *prout jacent*. Mais la condamnation en
" étant simple, sans cette expression, on
" donne lieu au sentiment de ceux qui vou-
" droient en croire quelques-unes condam-
" nées, *prout jacent*, & d'autres con-
" damnées *in sensu auctoris, non attenta sententiarum*
" *connexione* (c); & de plus, ne faisant au-
" cune mention du sens de l'auteur, ni de la
" connexion de ses sentimens, on évite une
" infinité de disputes qui arriveroient, pareil-
" les à celles causées par la formule dont se
" servit le S. Siege, pour condamner les er-
" reurs de Baïus. Je reviens pourtant encore
" à vous dire qu'il faut que la Constitution
" s'accepte *simpliciter* (d). & sans aucune ad-
" dition ou déclaration.

" L'exemple allégué par les bien-intention-
" nés, & que vous nous écrivez avoir été
" pratiqué par les Evêques de France à l'oc-
" casion de la Constitution publiée par Inno-
" cent X en 1653, pour la condamnation
" des cinq fameuses propositions de Janse-
" nius, non seulement n'y est pas opposé,
" mais même vient beaucoup à notre dessein,
" puis qu'alors les Evêques de France, avant
" toute autre chose, par leur lettre écrite au
" Pape du 15 juillet 1653, qui commence
" par les mots, *Operata pervenit ad nos tan-*
" *dem &c.* acceptèrent purement & simple-
" ment, & sans aucune explication ou refer-
" ve, la Constitution publiée par Sa Sainteté,
" avec tout le respect & la soumission imagi-
" nable, en promirent même l'exécution avec
" la plus grande exactitude & obéissance; &

(a) Dans les termes qu'elles sont couchées.
(b) Dans le sens de l'Auteur
(c) Dans le sens de l'Auteur, sans égard au
sens littéral que présente la suite de ses paroles.
(d) Simplement.

" quoique par une autre lettre qu'ils écrivirent au même Pape le 28 mars de l'année suivante 1654, qui commence par ces mots, *Post promulgationem ab universis Gallicanarum Episcopis*, ils lui firent entendre que pour éloigner les disputes excitées contre la susdite Constitution, & pour en promouvoir l'entière & sincère exécution, comme il étoit de leur devoir; ils avoient cru à propos, *Post promulgationem ab universis Gallicanarum Episcopis Constitutionem* (a), de déclarer, *propositiones illas esse Cornelii Jansenii, & in sensu ejusdem Jansenii à Sanctissimæ vestræ damnatas desertis verbis &c.*; ils protestèrent néanmoins dans la même lettre qu'ils n'avoient fait qu'agir en vigueur de la commission qui leur étoit donnée d'exécuter ladite Constitution, & pour se conformer en tout & par tout à l'esprit & à la volonté du Pape qui l'avoit faite.

" A la vérité, en disant *propositiones illas & opinioniones esse Cornelii Jansenii, & in sensu ejusdem Jansenii esse damnatas*, que dirent-ils de plus ou de moins que ce que le Pape même avoit clairement dit dans sa Constitution, tant au commencement, *Cum occasione impressionis libri cui insidus est, Augustinus Cornelii Jansenii Episc. Iprensis, inter alios ejus opinioniones nota fuerit presertim in Callis controversia, super quinque ex illis &c.*; qu'à la fin, *Non intendimus tamen per hanc declarationem & definitionem super prefatis quinque propositionibus approbare ulatenus illas opinioniones qua continentur in prædicto libro Cornelii Jansenii*. C'est pourquoi ils furent justement loués & approuvés du Pape, de tout ce qu'ils avoient fait pour remplir les devoirs de leur obéissance, & pour établir l'exécution qui leur étoit enjoindre de la Constitution, comme il est dit dans le Bref qui fut écrit le 29 septembre 1654.

" Que les Evêques fissent donc aujourd'hui ce que firent les Evêques leurs prédécesseurs à l'occasion de la Constitution d'Innocent

(a) Après la promulgation faite de la Constitution par tous les Evêques de France, de déclarer que ces propositions étoient de Cornelius Jansenius, & que S. S. les avoit condamnées expressément dans son sens.

" X, afin que tout ait à finir avec satisfaction; & sur tout qu'ils s'abstiennent tout-à-fait des expressions de l'Assemblée de l'année 1705, qui déplurent tant, & qui sont bien connues à M. le Cardinal de Polignac, avec lequel il vous fut écrit, Monsieur, que vous eussiez particulièrement à vous entendre.

AUTRE LETTRE à M. le Nonce, A Rome le 21 decembre 1713.

" On a écrit si au long par les Ordinaires passés, qu'il reste peu de réponse à faire à la lettre en chiffre de votre Seigneurie Illustrissime, en date du 15 octobre, laquelle n'arriva ici qu'avant hier au soir. On y répond qu'il ne s'agit à présent que de parler d'acceptation & de promulgation de la Bulle. Quand cela sera fait, chaque Evêque aura le champ libre, & pourra faire briller son érudition, en expliquant ou défendant, & même, si bon lui semble, en faisant un commentaire sur la Bulle, ainsi qu'on en a fait sur les Canons, & même sur la sainte Ecriture. Que V. S. Illust. insiste sur ce point avec toute l'efficacité & par toutes les voies qu'elle jugera plus convenables: qu'elle ne souffre en aucune manière ni déclaration ni interprétation, ni limitation; parce que c'est-là l'intention précise de N. S. P. & ainsi qu'elle se donne bien de garde d'entrer dans aucunes disputes sur les qualités des propositions; au contraire, qu'elle déclare qu'elle ne veut ni ne doit disputer sur ce qui a été décidé par le Pape, & que nul autre ne le doit faire. A toutes les difficultés qu'on pourra lui objecter, qu'elle tranche net par ces réponses générales, qu'à Rome on n'ignore point la Theologie, qu'on y lit & qu'on y entend saint Augustin & les autres Peres; que chacun fait que même Calvin & Luther avoient sans cesse ce saint Docteur en bouche, & que Jansenius lui-même s'est tellement figuré avoir puisé sa doctrine dans les ouvrages de ce Pere, qu'il a intitulé son livre, *Cornelius Augustinus*; & cependant l'Eglise qui entend

„ mieux S. Augustin qu'eux, n'a pas laissé de
 „ les condamner : Qu'on a examiné cette au-
 „ tre matiere pendant plus de cinq années, &
 „ qu'enfin le chef de l'Eglise l'a ainsi décidé ;
 „ lui auquel tout bon Catholique doit une
 „ soumission parfaite. C'est ce qu'ont decla-
 „ ré les Evêques de France, & ce qu'ils ont
 „ pratiqué dès le temps d'Innocent X ; & il
 „ n'est point d'homme de bon sens qui puisse
 „ s'imaginer, ou que les Evêques d'aujourd'hui
 „ aient plus d'autorité que ceux-là, ou
 „ que le Pape d'alors en eut plus que celui
 „ d'aujourd'hui. V. S. Ill. pourra avec une
 „ certaine franchise & une certaine superio-
 „ rité qui la met au-dessus de toutes craintes,
 „ se servir de ces raisons, tant auprès des Evê-
 „ ques, principalement de ceux qui sont bien
 „ affectionnés, qu'auprès des Ministres, du
 „ Pere Confesseur & du Roi même, dans la
 „ vue de faire terminer cette affaire d'une
 „ maniere prompte & convenable ; & qu'elle
 „ ne se laisse point tromper par les promesses
 „ qu'on pourroit lui faire de ne se point ser-
 „ vir de ces termes de *judicantes* & *examinan-*
 „ *tes*. Car enfin, si N. S. P. auroit un juste
 „ sujet d'être choqué de ces paroles, combien
 „ plus doit-il l'être de toutes ces assemblées
 „ & de toutes ces longueurs, qui donnent à
 „ entendre à tout le monde, que dans la réa-
 „ lité on fait ce qu'on n'ose dire. Et en effet
 „ toutes les gazettes publient que les Evêques
 „ examinent la Constitution, & disputent sur
 „ les propositions. A quoi servira donc de
 „ supprimer les termes, *judicantes* & *exami-*
 „ *nantes*, lorsque ce qui se fait, est une évi-
 „ dence du contraire ? Que V. S. Ill. supplie
 „ Sa Majesté de faire au plutôt terminer cette
 „ affaire, & qu'elle la prie de se souvenir de
 „ tout ce qu'elle a fait espérer à Sa Sainteté,
 „ & qu'enfin le S. P. s'est lié à sa parole ro-
 „ yale ; qu'il n'ignore pas qu'on trouveroit,
 „ ainsi que par le passé, parmi les Evêques,
 „ de ces esprits intraitables, mais que S. M.
 „ avoit toujours assuré qu'elle les feroit sou-
 „ mettre à sa décision : & qu'elle ne doit a-
 „ voir en cela aucun scrupule ; puis que c'est
 „ à la prière du Pape qui est leur supérieur
 „ légitime, & pour les reduire à l'obéissan-
 „ ce qu'ils lui ont plusieurs fois jurée avant
 „ leur sacre.

Le Pape quoi qu'alors abandonné en ap-
 arence par le plus grand nombre des Evê-
 ques qui ne pouvoient résister à l'impression
 que le cri du public & celui de leur propre
 conscience, leur donnoient de la Bulle, ne
 laissoit pas d'avoir parmi eux plusieurs parti-
 sans qui étoient par intérêt ou par l'éduca-
 tion qu'ils avoient reçue, de tous les sen-
 timens que S. S. chargeoit son Nonce de leur
 inspirer. M. l'Archevêque de Rouen fut tout
 étoit par cette dernière raison un des plus
 zelés. Depuis le commencement de l'Assem-
 blée, quelque langage qu'il pût tenir, il ca-
 baloit en secret pour une acceptation pure &
 simple, & il s'étoit mis, comme nous le
 dirons dans la suite, à la tête de tous les
 Evêques Sulpiciens. La grande raison qu'il
 donnoit aux autres pour les engager dans le
 même parti, c'est qu'un si bon Pape n'avoit
 pas pu faire une mauvaise Constitution. Nous
 allons voir que l'acceptation simple & abso-
 lue fut aussi en un sens le terme, auquel les
 chefs de la Commission conduisirent, par
 des voies indirectes, leurs Collegues, dans
 les dernières conférences dont il nous reste à
 faire le récit.

§. XVIII.

*Conférences des Commissaires sur le rapport
 qu'ils doivent faire à l'Assemblée, & sur
 les actes qu'ils y doivent présenter. M. l'Evê-
 que de Langres travaille à l'Instruction pa-
 storale. Efforts des Jésuites & intrigues de
 M. l'Abbé de Broglie pour faire accepter la
 Constitution purement & simplement. Moïens
 employés pour gagner les suffrages des Evê-
 ques. Ils se divisent en trois partis.*

Ces conférences ne furent pas moins rem-
 plies d'incidens que les précédentes ;
 elles ne roulerent pas uniquement sur le rap-
 port que M. le Cardinal de Rohan s'étoit
 chargé de dresser des deliberations commu-
 nes de la Commission. On y agita tout ce
 qui devoit être proposé à l'Assemblée des
 Evêques, & on y prépara les moïens de faire
 recevoir la Bulle par cette Assemblée suivant
 la forme d'acceptation à laquelle on se redui-
 sit, après bien des projets qui furent rejet-

tés ; mais ce fut par l'examen du rapport qu'on commença. Les Commissaires qui l'avoient vu par parties, le trouverent fort changé & entièrement different en quelques endroits de ce qui avoit été arrêté entr'eux. Aussi M. le Cardinal de Rohan n'avoit-il pas été le maître de le faire tel qu'il l'auroit voulu : il avoit été obligé de souffrir que M. l'Evêque de Meaux & le P. Tellier y fissent toutes les additions & tous les retranchemens qu'ils avoient jugé à propos. Par-là ce rapport étant plus l'ouvrage de M. de Bissy, que celui de M. de Rohan, ce Prelat le soutint avec la même chaleur qu'il avoit fait paroître dans les autres conférences, & se fit un point d'honneur de le faire passer dans l'état où il l'avoit mis.

M. l'Evêque de Soissons fut un jour le voir pour l'exhorter d'être moins vif dans les Bureaux, & en même tems pour lui demander s'il avoit concerté avec les Magistrats, comme l'on en étoit convenu, les réflexions qu'on devoit faire sur les propositions touchant l'excommunication. Il répondit qu'il étoit inutile de se concilier avec eux, parce qu'au cas qu'ils ne voulussent pas se conformer à ce que les Commissaires auroient arrêté, il se chargeoit de donner un Memoire au Roi, qui les feroit obéir malgré qu'ils en eussent, quand il leur parleroient : c'est ce qu'il appelloit *faire sonner la grosse cloche* ; & cet expedient étoit ordinairement la dernière réponse qu'il alléguoit, quand on lui objectoit contre quelque parti qu'il vouloit faire passer, des difficultés qui le rendoient impraticable.

M. le Cardinal de Noailles, qui assistoit de tems en tems à ces Conférences, continua aussi à éprouver les mêmes procédés de la part de ce Prelat. Il ne proposoit rien qu'il ne fût aussitôt contrarié par M. de Bissy. Un jour qu'on examinoit un endroit du Rapport, où après avoir loué succintement & en termes generaux la lecture des Ecritures saintes, on faisoit une tradition depuis S. Irenée jusqu'aux docteurs des derniers tems, pour montrer les dangers de cette même lecture, M. le Cardinal de Noailles dit que ce feroit soulever les fidèles que d'appuyer si fort contre cette lecture. Comme cette tradition,

extraite apparemment des livres de M. Mallet, étoit une des additions que M. l'Evêque de Meaux avoit fait insérer dans le Rapport, il en prit avec feu la défense, & il prétendit que, comme le public s'étoit sur tout élevé contre la condamnation de ces propositions, il étoit nécessaire d'en charger davantage la censure, pour le contraindre par autorité de s'y soumettre. Mais il ne fut suivi par aucun des Commissaires, qui entrèrent tous dans le sentiment de M. le Cardinal de Noailles.

Le grand nombre d'observations semblables qui s'étoient faites sur le Rapport dans l'état où M. de Meaux & les Jesuites l'avoient mis, firent comprendre à M. le Cardinal de Rohan & aux Commissaires, que s'il paroïssoit imprimé en entier, même avec les legeres corrections qu'on avoit resolu d'y faire, malgré les oppositions de M. de Bissy, il ne seroit propre qu'à couvrir la Commission de deshonneur devant le public, & à faire mépriser l'acceptation de la Bulle, qui auroit pour motif une pièce si reprehensive. On craignoit même que plusieurs Evêques de l'Assemblée, & encore plus les Evêques absens, plutôt que d'approuver un Ecrit si contraire à leurs sentimens connus, ne prissent un parti tout opposé à celui auquel on vouloit les engager. Ainsi à peine la lecture du Rapport fut-elle achevée, que M. le Cardinal de Rohan commença à negocier avec M. le Cardinal de Noailles pour le faire consentir qu'il ne fût point imprimé dans le Procès verbal de l'Assemblée, & qu'on y substituât un Précis de ce même Rapport & une Instruction pastorale, où l'on éviteroit de rien mettre de ce qui avoit offensé S. E. dans le Rapport.

Outre ces motifs qui paroïssent alors les seuls qu'on eût de supprimer le Rapport, le P. Tellier qui dirigeoit toute cette manœuvre, en avoit un plus secret & plus intéressant, sur lequel il regloit toutes les démarches qu'il inspiroit aux Evêques qui lui étoient dévoués. Ce motif étoit de faire recevoir la Bulle purement & simplement, ainsi que la Société & Rome le desiroient. Il n'avoit pu empêcher les Evêques de trouver d'abord la Constitution obscure, & de juger qu'elle ne pouvoit être reçue qu'avec des ex-

plications. Il auroit tout gâté s'il s'étoit opposé ouvertement à ce préjugé où étoit le plus grand nombre. Il y avoit donc fait consentir les Evêques mêmes, sauf à regagner par adresse ce qu'il cedioit par prudence, en menageant tellement les choses, que si on ne pouvoit pas éviter absolument les explications, elles ne fussent liées avec l'acceptation qu'avec des liens si subtils qu'on pût les faire disparaître quand on voudroit. Pour cela il étoit nécessaire que l'acceptation ne fût précédée ni du Rapport, ni du Précis, ni de quelque autre Instruction que ce fût; & toutes celles qu'on proposeroit, devoient être finalement exclues, ou renvoyées après l'acceptation.

M. le Cardinal de Rohan communiqua en même tems à M. le Cardinal de Noailles un projet d'acceptation, où ce dessein du P. Tellier commençoit à se développer. Ce Projet étoit sur trois colonnes. Dans la première on mettoit la forme de l'acceptation qui étoit absolue. On faisoit voir dans la seconde que par de certaines clauses on conservoit les droits du Royaume & de l'Episcopat; & on deduisoit dans la troisième les raisons qui devoient faire agréer au Pape cette manière d'accepter la Bulle.

M. le Cardinal de Noailles trouva ce projet si plein de duplicité, d'équivoques & de restrictions mentales, qu'il reconnût aisément qu'il ne pouvoit avoir été fabriqué que dans l'école d'Escobar. A l'égard de la suppression du Rapport, il représenta qu'elle seroit contraire à ce qui avoit été pratiqué en d'autres Assemblées: qu'indépendamment de cet usage il seroit bien extraordinaire qu'une si nombreuse Assemblée d'Evêques acceptât une Bulle si importante, dont il étoit au moins si facile d'abuser, & si difficile de découvrir le véritable sens, sans instruire leurs Confreres absens & toute la posterité de toutes les raisons sur lesquelles elle auroit été acceptée; & que l'acceptation uniforme qu'on prétendoit demander ensuite aux Evêques absens, seroit encore plus extraordinaire, s'ils ignoroient les motifs sur lesquels l'Assemblée le seroit fondée.

Cependant nous verrons bientôt que tout cela est arrivé; que le plan formé par le P.

Tellier a été exécuté; que le Rapport a été supprimé; qu'on n'y a point substitué de Précis: qu'il n'est resté que l'Instruction pastorale, qu'on a séparée autant qu'on l'a pu de l'acceptation, en ne la proposant à l'Assemblée qu'après l'acceptation conclue, afin de donner l'idée que cette acceptation en étoit indépendante, & qu'elle étoit pure & simple; & qu'enfin la plupart des Evêques absens qui n'avoient point de connoissance du Rapport, n'ont pas laissé d'adhérer aveuglément à toutes les délibérations de l'Assemblée.

M. le Cardinal de Rohan après avoir rendu compte aux Commissaires de la réponse que son Colleague lui avoit faite sur le projet d'acceptation & sur la suppression du Rapport, fit de nouvelles instances à cette Eminence pour l'engager à consentir au moins à la substitution d'un Précis à la place du Rapport: c'est ce que nous voyons par une lettre qu'il lui écrivit le 12 decembre. Nous l'insérerons ici en entier, parce qu'elle jette de grandes lumieres sur cette partie de notre Histoire, & qu'elle nous rend temoignage d'autres faits interessans, & entre autres de l'estime que le Roi conservoit encore pour M. le Cardinal de Noailles, malgré tous les mauvais offices qu'on lui avoit rendus, & de la déférence que Sa Majesté vouloit qu'on eût pour ses avis dans la conclusion de cette affaire.

LETTRE de M. le Cardinal de Rohan à M. le Cardinal de Noailles du 12 decembre 1713.

„ Je suis touché de la lettre que je reçus „ hier de V. Eminence; elle me marquoit une „ bonté & une confiance que j'ai toujours „ désiré ardemment. J'y ai répondu, & „ j'ose vous assurer, Monsieur, que j'y ré- „ pondrai certainement comme je le dois „ & , s'il plaît à Dieu, l'affaire présente ne „ finira point que V. E. ne soit convaincue „ de mon attachement pour Elle. Elle m'a „ fait un grand plaisir de m'indiquer l'Or- „ donnance du Cardinal Denhoff; elle est „ bien précisée sur la matiere. Je rendis com- „ pte hier au Bureau de ce dont j'étois con-

„venu avec V. E. & je leur expliquai qu'elle
 „ne se départiroit d'aucune des propositions,
 „c'est-à-dire, Rapport entier imprimé,
 „Instruction pastorale, & dans l'accepta-
 „tion quelque chose de délicat pour lier
 „cette acceptation avec l'Instruction pasto-
 „rale & le Rapport ; Que cependant j'avois
 „compris que si vous étiez content du Rap-
 „port, & que vous vissiez une Instruction
 „bien faite, vous vous rapprocheriez de no-
 „tre avis. Je leur ajoutai même que si l'on
 „vous montrait un précis du Rapport dont
 „vous fussiez satisfait, j'espérois que par
 „amitié pour moi V. E. se départiroit du
 „Rapport entier ; & qu'à l'égard de la liai-
 „son qu'elle demandoit dans l'acceptation,
 „en supposant toujours que V. E. trouvât
 „& l'Instruction pastorale & le Précis à son
 „gré, on chercheroit tous les expédiens
 „pour le mettre de façon que le Pape ne pût
 „s'en formaliser ; que cependant sur tout
 „cela vous ne m'aviez laissé qu'à entrevoir,
 „sans me dire rien de positif. J'avois reçu un
 „moment avant le Bureau une lettre de la
 „Cour, dont je crus aussi devoir leur rendre
 „compte. Elle portoit en substance que S.
 „M. croïoit que la revision des propositions
 „devant V. E. devoit être finie ou presque
 „finie : qu'il étoit tems de songer au projet
 „d'acceptation, & à le communiquer à V.
 „E. que le Roi souhaitoit extrêmement que
 „l'affaire finit avant Noël ; & que cela pour-
 „roit être, si on convenoit de tout cette se-
 „maine-ci, parce qu'on avoit la semaine
 „suivante pour le Rapport ; qu'enfin Sa Ma-
 „jesté souhaitoit d'être informée de la situa-
 „tion de l'affaire. Le Bureau sur tout cela
 „prit le parti de surseoir à tout ouvrage,
 „autre que l'Instruction pastorale & le Pré-
 „cis, afin d'être en état de porter l'un &
 „l'autre à V. E. avant la fin de la semaine,
 „vendredi s'il est possible ; en sorte que si
 „Elle n'étoit pas contente, on pût les refor-
 „mer ; & que quand elle sera satisfaite, je
 „puisse, si Elle le veut, lui déposer le tout
 „entre les mains signé du Bureau : ce qui
 „serviroit de gages à l'exécution de ce dont
 „on seroit convenu, & feroit que l'on pour-
 „roit aller en avant. Je me chargeai en mê-
 „me tems d'en rendre compte à V. E. &

„d'écrire aussi à la Cour, pour marquer la
 „situation de l'affaire ; ce que je dois faire
 „ce soir. V. E. voit par cet exposé qu'elle
 „n'entendra parler de moi que jeudi ou ven-
 „dredi. Elle peut être assurée qu'il ne se pas-
 „séra rien dont je n'aie l'honneur de l'infor-
 „mer. Je suis assurément de V. E. le très hum-
 „ble & très obéissant serviteur, & avec un
 „attachement bien sincère & bien respectu-
 „eux, signé, LE CARDINAL DE ROHAN.

On vient de voir que dans le moment que
 M. le Cardinal de Rohan écrivoit cette let-
 tre, il faisoit déjà travailler au Précis & à
 l'Instruction pastorale, M. l'Evêque de Meaux
 s'étoit chargé du premier : il l'apporta quel-
 ques jours après au Bureau. Il étoit si peu con-
 venable, que la lecture, qu'on en fit, jeta
 tous les Commissaires dans l'étonnement. Le
 Prelat s'en aperçut, & il en fut si offensé
 qu'il dit en colere, qu'on avoit raison de ne
 le pas goûter, qu'il étoit inutile, & que le
 seul parti qu'il y avoit à prendre, étoit de
 recevoir purement & simplement la Consti-
 tution. Ce discours d'un Prelat qui avoit le
 secret de l'affaire, étonna encore plus les
 Commissaires que n'avoit fait son Ecrit. Ils
 ne comprennoient pas qu'après être tous con-
 venus d'abord que la Bulle avoit besoin d'ex-
 plications, & s'être donné la peine de tra-
 vailler sur ce pied-là pendant deux mois, on
 pût leur tenir un pareil langage : mais les
 événemens qui suivirent bientôt après, leur
 en donnèrent l'intelligence. Le Précis néan-
 moins reparut encore sous différentes formes,
 jusqu'à ce qu'il fut aussi résolu de le suppri-
 mer, comme nous le dirons en son lieu.

Pour l'Instruction pastorale, M. le Cardinal
 de Rohan aiant reçu quelques jours aupara-
 vant ordre de la Cour de travailler sur cette
 affaire avec M. l'Evêque de Langres, il crut
 ne pouvoir rien faire qui fût plus agréable à
 ce Prelat, que de lui proposer de dresser en-
 semble cette Instruction. M. de Langres fut
 charmé de pouvoir annoncer par un pareil
 travail son changement au public qui s'ob-
 stinoit encore à en douter. Nous avons vu
 qu'au commencement de l'affaire il s'étoit
 joint à M. l'Evêque de Laon pour représenter
 les raisons qui devoient empêcher Sa Majesté
 de la porter à Rome en première instance.

Averti

Averti par M. le Cardinal de Noailles il s'étoit rendu à Paris la veille de l'Assemblée. Ses premières démarches avoient donné lieu de croire qu'il n'y étoit venu que pour y défendre la cause de la Religion. Il témoignoit par tout un zèle merveilleux contre la Constitution : il ne parloit que de s'y opposer & de la renvoyer à Rome. Les partis les plus violens étoient ceux qui paroissoient le plus de son goût : Trop heureux, disoit-il, s'il pouvoit jamais souffrir pour la vérité ; il bruloit d'amour pour les persecutions ; mais à peine eût-il demeuré huit jours à Paris, qu'on commença à s'appercevoir qu'il changeoit de langage & de conduite, qu'il s'éloignoit de M. le Cardinal de Noailles, & qu'il se lioit avec M. le Cardinal de Rohan, qui le gagna ; en le flattant beaucoup sur sa naissance & sur son savoir, & en lui faisant considérer qu'il pouvoit devenir l'arbitre de l'Assemblée & le pacificateur de l'Eglise. D'ailleurs l'espérance qu'il conçut d'être décoré de l'Ordre du S. Esprit, fut pour lui une tentation éblouissante qu'il n'eût pas la force de combattre. Il alla jusqu'à se féliciter de sa desertion, jusqu'à tourner en raillerie la crédulité du Cardinal de Noailles, qui faisoit venir des Evêques dont il étoit bien sûr. Et un si grand changement se fit avec une telle facilité, que ceux-mêmes qui y eurent plus de part, en furent surpris ; ce qui fit dire publiquement à un Jésuite : " Je crois présentement la grace efficace. Le Roi parle ; une grace forte accompagne ses paroles : & celui qui étoit venu pour terrasser la Bulle, devient son plus ardent défenseur. Mais la bête étrange où Dieu permit que ce Prelat tomba dans l'Assemblée de 1715, & la maladie humiliante dont il fut attaqué quelque tems après, ont vengé bien tristement ceux qu'il avoit abandonnés, & confondu ceux qui se glorifioient de cette conquête.

Quand l'ouvrage dont il s'étoit chargé avec M. le Cardinal de Rohan, fut achevé & en état d'être revu, on arrêta que la révision s'en feroit le 27 decembre. Le Bureau s'assembla exprès ce jour-là ; mais dans l'intervalle les choses avoient entièrement changé de face par une intrigue secrète dont on verra plus bas le denouement.

M. le Cardinal de Rohan ouvrit la séance par déclarer qu'il venoit de recevoir par M. Voisin des ordres du Roi, qui vouloit que l'Assemblée finit, & que pour cela non seulement elle fut convoquée pour le 8 de janvier sans plus de délai, mais encore que la Constitution y fût acceptée purement & simplement, sans parler ni d'explication ni de précis. A ce discours on ne peut exprimer quelle fut la surprise des Commissaires. Tous demeurèrent dans un profond & morne silence, jusqu'à ce que M. le Cardinal de Rohan adressant la parole à M. l'Archevêque de Bourdeaux, le pria de dire ce qu'il pensoit sur un pareil ordre : Puis que vous me pressez, répondit-il, je vous dirai, Monseigneur, que lorsque le Roi s'explique de la sorte, nous n'avons plus à délibérer. Je ne change pas néanmoins de sentiment ; & je suis toujours également persuadé que le Clergé ne sauroit se tirer de cette affaire avec honneur que par des explications. Les autres Commissaires appuierent cet avis à la reserve de M. l'Evêque de Meaux, qui brédouilla quelques paroles entre les dents, & ne dit rien d'intelligible.

La matière s'étant ensuite tournée en conversation, chacun fit ses réflexions avec plus de liberté sur ce qui pouvoit avoir attiré cet ordre. Il échapa à quelqu'un de jeter le soupçon sur M. l'Archevêque de Rouen, qui l'auroit peut-être sollicité auprès de M. Voisin, de Madame de Maintenon ou du Roi même, qu'il avoit la facilité de voir à S. Cyr. Sur cette conjecture on convint que M. l'Archevêque de Bourdeaux & M. l'Evêque de Blois seroient priés d'éclaircir le fait, & de voir M. l'Archevêque de Rouen, en cas qu'il eût effectivement procuré l'ordre, pour lui en représenter tous les inconveniens, & l'engager à concourir à sa revocation ; & on résolut de se rassembler le lendemain pour entendre le succès de cette negociation. M. l'Archevêque de Bourdeaux, qui ne pouvoit croire qu'elle réussit, ne l'accepta qu'avec repugnance ; & pour se faire davantage autoriser, il interpella par deux fois les Commissaires en leur disant : Vous nous ordonnez donc, MM. d'aller représenter la nécessité d'un Précis. Tous répondirent à pleine voix, qu'ils l'en prioient très instamment. Il n'y

eur que M. l'Evêque de Meaux qui demeura muet.

Après cet arrêté, on crut devoir employer le reste de la séance à lire l'Instruction pastorale de M. l'Evêque de Langres. Elle parut bien faite & judicieuse à tous les Commissaires, excepté à M. l'Evêque de Meaux qui en avoit fait une de son chef, à laquelle il auroit bien voulu qu'on eût donné la préférence : mais il eut encore le chagrin de voir qu'elle n'entra pas même en concurrence avec celle de M. de Langres, tant elle fut trouvée mauvaise.

Le lendemain, comme les deux Prélats députés se préparoiert à s'acquitter de leur commission, M. l'Evêque d'Evreux vint voir M. l'Archevêque de Bourdeaux, & l'assura dans la conversation, que M. l'Archevêque de Rouen lui avoit déclaré tout récemment, qu'il ne croioit pas qu'il fût possible d'accepter la Constitution sans quelques éclaircissemens. M. le Cardinal de Rohan consulté sur cette ouverture, fut d'avis que M. l'Archevêque de Bourdeaux après son dîné menât M. l'Evêque d'Evreux avec lui chez M. l'Archevêque de Rouen, où devoit se trouver M. l'Evêque de Blois. La chose s'exécuta ainsi. M. l'Archevêque de Rouen surpris à son tour de voir chez lui deux des Commissaires qui insistoient encore en faveur du Précis qu'il pensoit qu'ils eussent abandonné : " Accordez-vous donc avec vous-mêmes, leur dit-il. J'avois d'abord été d'avis du Précis ; mais aiant vu hier entre les mains de M. Voisin le projet que vous en avez dressé avec une lettre de l'Abbé de Broglio écrite en votre nom, contenant qu'après y avoir bien réfléchi vous ne jugez plus à propos d'en faire usage ; que vous trouviez plus convenable de revenir à l'acceptation pure & simple ; que c'étoit la disposition présente du Bureau, & qu'on le prioit d'en rendre compte au Roi : Je vous avoue, continua-t-il, qu'après cela je ne héritai point à me déclarer pour votre sentiment, & à le faire marquer à S. M. Les députés voulurent lui faire entendre qu'ils étoient d'un sentiment tout opposé, qu'ils desiroient qu'il y voulût revenir lui-

même ; mais ils le trouverent inflexible, & il leur ferma la bouche en leur disant, que les autres feroient tout ce qui leur plairoit, mais que pour lui il ne pouvoit pas changer tous les jours.

Cette réponse fit bien entrevoir aux deux Prélats qu'il y avoit beaucoup de manège en cette affaire, & même de quelle part il venoit ; mais ils n'en sûrent toutes les circonstances qu'après qu'ils s'en furent éclaircis avec M. Voisin. En voici le détail qui achèvera de faire connoître M. l'Abbé de Broglio. Cet Abbé aiant surpris une copie du Précis l'avoit envoyé de son chef à M. Voisin avec une lettre écrite au nom du Bureau, non seulement sans aveu, mais encore dans des sentimens entierement opposés à ceux des Commissaires ; se persuadant que par cet artifice il surprendroit des ordres du Roi pour une acceptation pure & simple ; que les Evêques s'y foudroient, & qu'un service si essentiel qui mettroit le P. Tellier au comble de ses vœux, ne demeureroit pas sans être promptement recompensé d'une seconde Abbaye qu'il vouloit joindre à celle de Vaux de Cernai, & qu'il a en effet obtenue. Ce noir projet réussit en partie, car M. Voisin donna de bonne foi dans le piège ; & après qu'il eût rendu compte au Roi de cette dépêche comme venant directement du Bureau : " Puis qu'ils sont d'accord, dit S. M. je le veux bien ; mais avant que de rien faire, ajouta-t-il, communiquez ce paquet à l'Archevêque de Rouen qui est à S. Cyr ; & s'il est de cet avis, expédiez mes ordres au Cardinal de Rohan pour une acceptation pure & simple, sans qu'il soit parlé davantage ni d'explications ni de Précis.

Cette intrigue aiant été découverte, il fut aisé aux Commissaires de faire agréer au Roi qu'ils suivissent leurs premières vues. Ainsi ils travaillerent à mettre le Précis & l'Instruction pastorale en état d'être communiqué à M. le Cardinal de Noailles, suivant les intentions de S. M. qui dans l'audience qu'elle lui avoit donné le 1 jour de l'an, lui avoit encore parlé avec la même bonté, & avoit marqué desirer qu'on

lui donnât communication de tous les actes qui seroient arrêtés par la Commission.

M. le Cardinal de Rohan lui envoya dès le lendemain de cette audience les dernières feuilles de l'Instruction, & le pria par un billet d'agréer qu'ils la revissent toute entière ensemble, conjointement avec M. l'Evêque de Langres. Quoique M. le Cardinal de Noailles ne prévît pas que ces conférences dussent produire beaucoup d'effet, il ne laissa pas de les accepter. On employa quatre jours à cette révision ; & M. le Cardinal de Noailles dans une conversation particulière qu'il eut avec M. le Cardinal de Rohan, lui expliqua avec franchise tout ce qu'il pensoit de cette pièce. Il lui représenta que le style d'aigreur & d'invective qui y regnoit par tout, revolteroit le public ; qu'il ne seroit pas moins choqué du peu de ménagement avec lequel on attribuoit à l'Auteur du Livre tous les mauvais sens & toutes les mauvaises intentions qu'on avoit cru trouver dans les 101 propositions & dans celles-mêmes qui n'étoient pas fidèlement extraites du livre ; que le public y trouveroit aussi l'Episcopat avili par la soumission trop servile avec laquelle on adoptoit tout ce qu'avoit fait le Pape, sans en excepter même par des termes généraux & mesurés, les clauses de la Bulle les plus contraires aux droits des Evêques & à nos libertés. Il lui ajouta enfin, par rapport aux dogmes, qu'il n'en avoit pas fait une discussion suffisante : que si l'on desiroit qu'il la fit, il faudroit lui donner le tems de communiquer cette Instruction à divers Theologiens ; & que jusques-là il ne pouvoit en aucune manière l'adopter ; un Archevêque de Paris aiant à répondre à d'autres sortes de personnes, qu'un Evêque de Strasbourg & un Evêque de Langres. C'est ée qu'il lui répéta en abrégé dans une lettre qu'il lui écrivit quelques jours après, & que nous donnerons ici ~~selon~~ une copie qui en est tombée entre nos mains.

LETTRE de M. le Cardinal de Noailles à M. le Cardinal de Rohan. Le 14 janvier 1714.

„ J'avoue que je suis surpris que V. E. paroisse ignorer les changemens que je desiré

„ dans le projet de l'Instruction pastorale, „ J'ai eu l'honneur de lui dire plusieurs fois ; „ 1, Que le style n'est pas assez paternel pour „ des Evêques qui parlent à leurs diocésains, „ & qui doivent le faire avec charité & onction ; 2, Qu'il faut éviter la question de „ fait plus dangereuse dâs cette occasion que „ dans celle du livre de Jansenius : 3, Qu'au „ regard de la doctrine, quoique les principes m'en parussent bons, & qu'il fût aisé „ de racommoder ce qu'il y avoit à corriger, „ je croiois qu'il falloit prendre l'avis des „ Theologiens des différentes Ecoles, pour „ n'en blesser aucune : V. E. a la memoire „ trop bonne pour avoir oublié tout cela. J'ai „ toujours de fortes raisons pour ne pas travailler à cet ouvrage. Je les ai d'abord expliquées à V. E. Je la prie donc de m'en „ dispenser.

Quant au Précis, celui qui avoit été présenté par M. de Bissi n'ayant pas été approuvé par le Bureau, on y fit travailler différents ouvriers qui ne réussirent pas mieux. Enfin M. le Cardinal de Rohan y travailla lui-même, & il fit revoir son travail par M. l'Archevêque de Bourdeaux & par M. l'Evêque de Blois ; mais lors qu'il fut communiqué aux Commissaires, ils le trouverent si farci d'injures contre le Livre & contre l'Auteur, & si chargé de louanges excessives pour le Pape, qu'ils jugerent bien que M. le Cardinal de Noailles l'approuveroit encore moins que l'Instruction pastorale. Ainsi on couvrit qu'on le supprimeroit entierement. On parla d'y substituer un court préambule qui contiendrait seulement en gros les explications, & seroit entendu d'une maniere generale, que ces explications faisoient partie de l'acceptation. Mais le P. Tellier consulté sur ce dessein, eut encore le secret de faire disparaître le préambule, afin qu'il ne restât rien dans le Procès verbal qui pût empêcher les Jesuites & leurs adhérens d'écrire dès-lors à Rome, & de soutenir dans la suite en France, que l'acceptation avoit été pure & simple, & entierement indépendante des explications de l'Instruction pastorale, qui n'auroient été données que pour prémunir les simples contre les interprétations malignes des Jansenistes. M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evê-

que de Meaux inspirés par ce Pere persuaderent aux Commissaires, que pour ne point s'exposer à la critique du public mal disposé, il falloit se contenter de l'Instruction pastorale; & que pour lier cette Instruction avec l'acte d'acceptation, il suffiroit que l'un & l'autre se trouvât compris dans un même Procès verbal & sous une même signature. C'est ainsi, comme le disoit M. l'Evêque de Laon, qu'on cherchoit des liens imperceptibles pour unir deux actes qu'il auroit fallu joindre avec des cables.

Il ne restoit plus après tant de difficultés levées, & que l'affaire avoit été avancée au point que nous venons de le marquer, que de faire accepter ce projet par tous les Evêques. M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux secondant en cela les Jesuites, avoient pris de loin leurs mesures pour les y disposer: promesses, menaces, caresses; rien n'avoit été épargné. M. l'Evêque de Meaux, quoi qu'il prît le ton de maître avec les Commissaires, avoit su employer auprès de ses autres confrères des manières plus insinuates & plus persuasives. Il se conformoit aux dispositions de ceux à qui il parloit. La forme ambiguë & équivoque dans laquelle on vouloit faire accepter la Constitution, lui donnoit lieu de tenir le langage qu'il convenoit à chacun. Il faisoit entendre à ceux qui avoient lu le livre du P. Q. ou du moins les endroits où les propositions étoient extraites, & qui paroissent convaincus de la pureté de ses sentimens, qu'on ne prétendoit condamner les propositions qu'en elles-mêmes & selon le sens qui seroit déterminé par l'Instruction pastorale. Auprès de ceux qui étoient frappés de la ressemblance qu'ils trouvoient entre les propositions condamnées, & celles des Ecritures, des Conciles & des Peres, qui étoient citées dans les écrits qu'on leur avoit adreſſés, il avoit recours aux mauvaises intentions du P. Q. dans la bouche duquel ce qui étoit innocent dans les Peres, devenoit dangereux & criminel. Tantôt il avouoit franchement que la Constitution étoit obscure & avoir besoin d'explications. D'autrefois il soutenoit qu'elle ne l'étoit nullement, mais qu'on pouvoit dire qu'elle étoit profonde, & en même tems claire, nette & précise

pour ceux qui avoient de l'intelligence; & qu'on n'accordoit les explications que par condescendance. En trouvoit-il qui eussent quelque zèle pour l'honneur & les droits de l'Episcopat; il faisoit valoir l'examen de la Constitution; que l'on tenoit, disoit-il, sur la sellette depuis trois mois. Aux autres qui vouloient que la décision du Pape fût reçue avec une soumission aveugle, il faisoit remarquer que la forme d'acceptation qu'on devoit leur proposer, n'avoit rien qui pût blesser la Cour de Rome: qu'on avoit évité avec grand soin les termes odieux d'examen & de jugement, dont s'étoit servi l'Assemblée de 1705: qu'on portoit l'attention jusqu'à ne point faire imprimer ni le Rapport ni aucun Préels; qui présentât des explications préalables à l'acceptation: qu'on commençoit par déclarer absolument qu'on acceptoit la Constitution comme conforme à la doctrine de l'Eglise: que l'Instruction pastorale ne venoit qu'en suite, & qu'on lui donnoit un motif qui n'emportoit aucune relation avec l'acceptation. C'est ainsi qu'il tâchoit de remédier à tous les scrupules, se faisant tout à tous pour gagner tout le monde aux Jesuites & à la Constitution. Mais ce qui faisoit encore plus d'impression sur les esprits, c'est le soin qu'il avoit d'avertir, & la connoissance qu'on avoit d'ailleurs, que de ne pas se rendre au sentiment de la Commission, ce seroit se déclarer contre la volonté absolue du Roi; & s'exposer à une disgrâce certaine.

Cependant tout cela ne fut pas encore capable de donner à ce Prélat & à M. le Cardinal de Rohan une pleine assurance; que l'avis de la Commission seroit suivi par l'Assemblée. La fermeté avec laquelle M. le Cardinal de Noailles avoit rejeté tous les parais qui ne lui paroissent pas mettre sans ambiguë la vérité & les droits des Evêques à couvert, & la réserve avec laquelle d'autres Prélats étoient expliqués, leur faisoient craindre un partage considérable dans les suffrages de l'Assemblée. Ainsi il fut résolu qu'on distribueroit en quatre troupes tous les Evêques de l'Assemblée, & qu'on les invitât successivement pendant quatre jours à venir dîner à l'hôtel de Soubise, sous prétexte de leur communiquer le Projet d'acceptation

& l'Instruction pastorale : mais en effet pour les engager à y donner leur approbation, afin que les deliberations qui se feroient ensuite dans l'Assemblée generale, ne fussent plus qu'une simple ceremonie, & qu'on pût dès auparavant compter avec certitude sur la pluralité des voix. On employa le mardi 9 janvier (1714) & les trois jours suivans à ces fêtes Pontificales. La délicatesse, la profusion, la magnificence y regnoient également, & étoient assaisonnées par des conversations vives & legeres. Avant le dîner, les Agens faisoient à tous les Prelats ensemble la lecture du Projet d'acceptation & de l'Instruction pastorale. Après le dîner on les separoit en deux bandes pour leur en faire une seconde lecture, & écrire les observations qu'ils jugeroient à propos de faire. Mais cette double lecture se faisoit d'une maniere si rapide que plusieurs sont convenus, qu'ils n'avoient pu y rien comprendre ; & les autres, qu'il n'étoit pas possible de juger d'un ouvrage dogmatique de cette étendue sur une pareille lecture. Aussi quelques-uns demandoient-ils qu'on leur en donnât copie ; mais on fut éluider leur demande. Tous les Prelats se réunissoient ensuite, & M. le Cardinal de Rohan les joignoit, pour entendre leurs réflexions. Après les complimens vagues que les Prelats les plus complaisans ne manquoient pas de lui faire sur ce qui venoit d'être lu, S. E. étoloit tout ce que son éloquence, & la facilité naturelle lui fournissoient de plus éblouissant, & mettoit en usage tout l'art séduisant d'une politesse ingénieuse pour persuader que la relation étoit suffisamment marquée dans le projet d'acceptation, & obliger chacun à l'approuver. Il représentoit avec adresse la nécessité des menagemens ; il monstroît le Pape & le Roi réunis pour punir ceux qui s'écartoient de l'avis commun ; il faisoit espérer que le concert aplanirait tout ce qui pouvoit rester de difficultés, & étoufferoit pour toujours cette dispute. Comment résister à toutes ces attaques ? Les Prelats les plus fermes ont avoué qu'ils s'étoient sentis ébranlés. Aussi la plupart se rendirent-ils de bonne grace, & ceux qui purent résister, ne le firent que parce qu'ils auroient souhaité que la Commission eût encore été plus loip.

Car il est nécessaire de remarquer ici que les Prelats qui composoient l'Assemblée, étoient divisés en trois partis. Le premier étoit celui des Sulpiciens qui avoient à leur tête feu M. l'Archevêque de Rouen, que ses frequens voyages à S. Cyr & les audiences particulieres qu'il y avoit du Roi, avoient souvent rendu terrible à M. le Cardinal de Rohan. Ceux-là vouloient recevoir la Constitution purement & simplement. Ils prétendoient qu'on devoit ce respect à une autorité qu'ils croyoient infallible. L'examen leur paroissant une exception, & les explications un attentat. Ils cherchoient d'ailleurs à canoniser plusieurs de leurs opinions, en se tenant exactement attachés au sens littéral de la Constitution. Ils trouvoient plusieurs des explications trop forcées ; elles énermoient ou obscurissoient des dogmes qui leur étoient chers, & qui étoient clairement établis par la Bulle. Ils poussèrent leur zele jusqu'à vouloir faire signifier aux Commissaires une protestation en forme contre leurs explications ; & ce ne fut pas sans peine qu'on les en détourna. M. le Cardinal de Rohan fut obligé d'en avertir M. Voisin, qui engagea Madame de Maintenon à en écrire au feu Curé de S. Sulpice. Enfin, les ordres absolus de la Cour, & le peu d'apparence de succès leur firent sacrifier leurs scrupules au bien de la paix & de la concorde.

Le second parti étoit celui des Commissaires, qui croyoient devoir traiter la chose en politiques, & en negociateurs plutôt qu'en Theologiens. Ils savoient que le Pape demandoit une acceptation pure & simple, & que le public en seroit indigné. Ils convinrent donc qu'il falloit, pour satisfaire en quelque sorte le public, insérer des explications dans l'Instruction pastorale ; & pour contenter le Pape, separer ces explications de l'acceptation, & dresser un acte d'acceptation qui pût être entendu d'une maniere à Rome, & d'une autre en France.

Enfin le troisième parti étoit celui de M. le Cardinal de Noailles & de quelques autres Evêques qui croyoient devoir absolument rejeter toutes ces équivoques. Ils regardoient l'acceptation d'une pareille Bulle comme une profession de foi, qui ne devoit avoir ni am-

biguité ni duplicité; ils vouloient parler un même langage en France & à Rome; ne point tromper le Pape, en paroissant accepter purement & simplement ce qu'ils n'accepteroient que relativement à des explications; & ne point tromper les fidèles, en déclarant qu'ils n'acceptoient qu'avec des explications, ce que l'acte qu'ils auroient signé donneroit à entendre avoir été reçu d'une manière absolue.

Nous allons voir quelles suites cette division eut avant & depuis que l'affaire fut portée au jugement de l'assemblée générale, qui ne reprit les séances que trois jours après les petites assemblées de l'hôtel de Soubize,

§. XIX.

Huit Prelats prennent la resolution de s'adresser au Pape pour lui demander des explications. Procès verbal de toute l'affaire dressé par eux-mêmes. Leurs Lettres au Roi & au Pape. Particularités des dernières séances de l'assemblée des Evêques. Changement de MM. d'Auxerre & de Laon, Exil des autres Evêques opposans.

Le jour même que les dernières assemblées finirent ou le lendemain, Monf. le Cardinal de Noailles rendit visite à Monf. le Cardinal de Rohan. Nous n'en trouvons aucune particularité dans nos Memoires, sinon que ces deux Eminences se parlerent avec beaucoup de vivacité, & employèrent reciproquement les raisons les plus fortes pour se rapprocher l'une de l'autre; mais sans serien persuader.

Cependant les mesures qu'on avoit prises dans les assemblées de l'hôtel de Soubize, ayant fait juger à huit d'entre les Prelats, que l'assemblée générale qui étoit indiquée pour le lundi 15 janvier, ne se tiendroit plus que pour la forme, & que sans aucune autre discussion on approuveroit tout ce qui avoit été réglé par les Commissaires, ils s'assemblerent en particulier le vendredi 12, pour deliberer ensemble sur ce qu'ils devoient faire dans une conjoncture si délicate, & si décisive pour le maintien de l'ancienne doctrine de l'Eglise de France.

Comme ils dresserent eux-mêmes, avant

que de se separer pour retourner dans leurs diocèses, un procès verbal de ce qui s'étoit passé depuis le commencement de l'Assemblée, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de l'insérer ici en entier, avec les actes qui y ont rapport. On y trouvera la confirmation des principaux faits que nous avons rapportés jusqu'à présent, & la suite de ceux dont nous avons à faire le recit. Nous sommes persuadés que la repetition des premiers, faite par des Prelats si respectables, ne déplaira point aux lecteurs de bon goût; & que la relation abrégée qu'ils font ensuite de ce qui leur est arrivé depuis leur union jusqu'à leur départ de Paris, ne rendra que plus agréable celle que nous y ajouterons de différentes circonstances qu'ils ont omises, & que nous suppléerons par les Memoires de ce tems-là.

PROCES verbal des Evêques Opposans.

Les Cardinaux, Archevêques & Evêques qui se trouverent à Paris le 16 octobre 1713, s'étant assemblés par ordre du Roi pour aviser aux moyens de recevoir la Constitution de N. S. P. le Pape du 8 septembre dernier, avec le respect dû à S. S. & aussi avec une attention convenable à l'instruction des fidèles, M. le Cardinal de Noailles President de l'Assemblée dit, que pour y proceder dans les formes ordinaires, il falloit nommer des Commissaires à qui ladite Constitution seroit remise pour l'examiner, & en faire leur rapport à l'Assemblée, & en même tems S. E. nomma M. le Cardinal de Rohan, MM. les Archevêques de Bordeaux & d'Auch, & MM. les Evêques de Soissons, de Blois & de Meaux: ce qui fut agréé de toute l'Assemblée.

Ces Commissaires ont travaillé durant près de trois mois, tant en particulier que dans plus de 30 séances, pour fixer & déterminer les mauvais sens dont ils ont crû que les 101 propositions étoient susceptibles, & qui ont porté N. S. P. le Pape à les condamner; & ce long travail les a tous convaincus, que les erreurs censurées dans les 101 propositions ne se présentant pas d'elles-mêmes, il étoit nécessaire pour prévenir le trouble des consciences, de les expliquer nettement au peuple.

Ils avoient d'abord fait espérer que les explications jugées nécessaires, seroient insérées dans leur Rapport, lequel seroit imprimé, après que les Evêques l'auroient approuvé, pour être un monument public des sentimens de l'Eglise de France.

Ils ont cru ensuite que l'on pourroit se contenter d'en donner un simple précis; après quoi on proposa un court préambule.

Tous ces premiers projets ont disparu, & enfin ils ont été d'avis de renfermer les différens sens des propositions censurées, dans une Instruction pastorale, qui seroit faite après l'acceptation, mais publiée avec la Constitution.

Tous les Prelats qui étoient à Paris, furent invités de venir chez M. le Cardinal de Rohan, les 9, 10, 11 & 12 janvier, douze ou quinze, ou environ par jour, afin d'y examiner le projet d'Instruction pastorale, qui avoit été dressé & arrêté dans leur bureau.

La manière dont plusieurs Prelats avoient délibéré dans ces assemblées préliminaires, fit comprendre à quelques-uns, que lorsque l'on s'assembleroit à l'Archevêché, ce ne seroit plus que pour la forme: que presque tous les Prelats étoient déterminés à accepter la Constitution suivant le projet des Commissaires, & à adopter leur Instruction pastorale. Comme ces deux actes néanmoins leur paroïssent insuffisans pour mettre à couvert les vérités de la foi, la paix de l'Eglise, & les maximes de l'Etat, ils s'assemblerent chez M. le Cardinal de Noailles le 12 janvier, pour délibérer ensemble sur ce qu'ils auroient à faire. Leur résolution fut de ne se point trouver à l'Assemblée, qui devoit reprendre ses séances à l'Archevêché le 15 janvier, & de le notifier aux autres Prelats; alléguant pour motifs, que ne pouvant être de leur avis, ni regarder les deux Actes proposés, comme suffisans pour mettre à couvert les intérêts de l'Eglise & de l'Etat, ils éviteroient au moins de donner occasion à des altercations que la diversité des sentimens ne manque guères d'exciter dans des assemblées nombreuses. Mais ils ne crurent pas devoir notifier cette déclaration de leurs sentimens à l'Assemblée, sans en avoir aupara-

vant rendu compte au Roi. Ainsi il fut arrêté qu'ils écriroient une lettre très respectueuse à S. M. & que l'on s'assembleroit le dimanche matin pour la signer.

Cette lettre fut signée le dimanche, comme on l'avoit proposé. M. le Cardinal fut prié de l'envoyer le soir à M. Voisin, & de faire notifier le lundi matin aux Agens la déclaration qu'ils avoient signée.

La nuit du dimanche au lundi M. le Cardinal de Noailles reçut à Conflans, où il s'étoit retiré pour laisser son palais libre aux Evêques de l'Assemblée, un courier de M. Voisin, qui lui marquoit qu'il étoit revenu au Roi, que S. E. avoit assemblé chez Elle six ou sept Evêques le vendredi, avec lesquels elle avoit résolu de ne se point trouver à l'Assemblée, sur le prétexte qu'il ne pouvoit pas être de l'avis que les autres Prelats temoignoient vouloir prendre: Que l'on disoit même qu'il vouloit en faire faire le lundi une signification aux Agens; que S. M. lui avoir commandé de faire savoir à S. E. qu'elle vouloit que lui & les autres Archevêques & Evêques se trouvassent le lendemain à l'Assemblée, & tous les jours suivans, avec toute liberté d'expliquer leurs sentimens: Que comme elle le garderoit bien d'employer son autorité pour exclure de l'Assemblée ceux qui ont droit d'en être, elle croyoit aussi devoir soutenir par la protection royale cette même Assemblée, à laquelle on faisoit injure: Que M. le Cardinal de Noailles en étant élu seul président, & en faisant les fonctions depuis trois mois, il n'avoit nulle raison de quitter, & ne le pouvoit faire.

M. le Cardinal de Noailles sur le champ fit réponse à M. Voisin, qu'il ne doutoit point qu'il n'eût appris par la lettre qu'il devoit avoir reçue de lui, les raisons qui le portoit lui & les sept Prelats, qui avoient signé avec lui, à quitter l'Assemblée: Que cependant dès que le Roi l'ordonnoit, il n'avoit qu'à obéir; qu'il alloit mander à ces Prelats les ordres qu'il recevoit, & qu'il ne doutoit point qu'ils n'y fussent soumis comme lui. Au reste qu'il n'avoit point été élu Président de cette Assemblée, qu'il ne l'étoit que par son ancienneté, & que franchement il ne l'avoit été que de nom; presque tout

s'étant fait sans lui, & même beaucoup de choses contre lui: Que plusieurs Evêques assuroient que le Roi vouloit une acceptation pure & simple de la Constitution, & qu'ils faisoient paroître tant de vivacité pour soutenir cet avis, qu'il avoit cru qu'il seroit plus sage de s'absenter, afin d'éviter des altercations indécentes pour des Evêques; & qu'enfin, l'on ne seroit point notifier aux Agens la déclaration qui avoit été signée.

Le lundi 15. janvier l'on commença les séances, pour délibérer sur l'acceptation de la Constitution. Il s'y trouva 49. Cardinaux, Archevêques & Evêques, du nombre desquels furent MM. de S. Malo & de Senez, qui n'étoient arrivés que depuis très peu de jours.

M. le Cardinal de Rohan commença ce jour-là son rapport, & le continua le mardi, vendredi, & samedi suivans.

M. le Cardinal de Noailles reçut pendant cette semaine plusieurs lettres de M. Voisin, qui exhortoit fort à une décision unanime, & demandoit à M. le Cardinal un projet d'acceptation, qu'il proposeroit aux Commissaires. Ce Ministre vint lui-même à Paris, pour tâcher de concilier les choses. M. le Cardinal de Noailles lui donna son projet d'acceptation: mais une heure après, il reçut pour réponse que ce projet n'avoit pu être adopté par les Commissaires.

Le lundi 22. M. le Cardinal de Rohan finit son rapport, & ensuite M. le Cardinal de Noailles fit lire la Constitution. Après qu'elle eût été lue, il demanda à MM. les Commissaires l'avis du Bureau. M. le Cardinal de Rohan prit la parole, & dit que l'avis du Bureau étoit, " que les Evêques „ devoient reconnoître dans la Constitution „ la doctrine de l'Eglise, la recevoir avec „ respect & soumission, & en conséquence „ condamner avec le Pape le livre des Ré- „ flexions, & les 101. propositions qui en „ ont été extraites, de la manière & avec les „ mêmes qualifications que le Pape les a con- „ damnées: Qu'il seroit fait un modèle „ d'Instruction Pastorale que les Prélats de „ l'Assemblée adopteroient, & que les au- „ tres seroient exhortés de recevoir & de „ publier dans leurs diocèses: Qu'on écri-

roit au Pape pour le remercier du zèle „ qu'il a fait paroître dans la condamnation „ du livre des Réflexions, & au Roi pour „ le remercier de la protection continuelle „ qu'il donne à l'Eglise, & le supplier d'ac- „ corder ses Lettres patentes pour la publi- „ cation de la Constitution.

Après que M. le Cardinal de Rohan eût dit l'avis de la Commission, & que les cinq Commissaires y eurent adhéré; M. le Cardinal de Noailles, avant que de mettre la matière en délibération dit, qu'encore que le rapport de M. le Cardinal de Rohan eût été fait avec beaucoup d'adresse & de capacité, S. E. n'avoit pu diminuer l'idée qu'on doit avoir de l'importance & de l'étendue des questions décidées dans la Constitution; que les plus grands Conciles n'avoient pas eu tant de points de doctrine à discuter. Il ajouta, que s'il ne s'agissoit que du livre des Réflexions, la délibération seroit facile & bientôt terminée, personne ne voulant défendre cet ouvrage: qu'en son particulier il étoit tout prêt de le condamner de nouveau; mais que la proscription de ce livre, qui étoit d'abord le premier, ou plutôt l'unique objet de l'affaire dont il étoit question, en étoit devenu le dernier & le moindre: Que s'il n'étoit encore question que de la condamnation du Janсенизм, déjà si formellement & si fortement condamné, il n'y avoit personne dans l'Assemblée qui ne fût ravi de lui donner le dernier coup; mais qu'outre le Janсенизм on trouvoit dans la Constitution bien d'autres questions sur la morale, la discipline, la juridiction, les vertus theologales, & le reste: qu'il s'agissoit de 101. propositions dont l'erreur, du moins en quelques-unes, n'étoit pas bien sensible, & dont la condamnation avoit alarmé le public, non seulement les Novateurs & les esprits inquiets, mais des gens de bien, ennemis de la nouveauté & de toute partialité: que dans une conjoncture si importante & si difficile, il croyoit devoir proposer le conseil que S. Leon donna à Théodose: *Major ex toto orbe sacerdotum Epist. 19. numerus congregetur, generalique synodus celebretur, qua omnes offensiones ita aut repel-* chap. 2.
& 1.
lari, aut mitiget, ne misra aliquid sit vel in
side

fide dubium, vel in charitate diſiſion : Que ſi le Roi, digne par ſes vertus d'être comparé à ce grand Empereur, avoit eſtimé que dans l'occafion preſente il ſuffiſoit de prendre l'avis des illuſtres Prelats qui compoſoient cette Aſſemblée, ils devoient au moins ſe ſouvenir que S. M. étoit très éloignée de vouloir prévenir leurs ſuffrages, & qu'elle leur laiſſoit une entière liberté de s'expliquer ſuivant les lumières de leurs conſciences : Que l'on ne pouvoit trop peſer ſur la conſéquence d'une délibération que les Herétiques attendoient avec malignité, & les Catholiques avec inquiétude ; Et que l'on ne pouvoit terminer heureuſement cette grande affaire, ſi l'on n'avoit eu vue ces paroles de S. Lebn : *Eclaircir la doctrine, en ſorte qu'il ne reſte aucun doute ſur la foi ; apaiſer les eſprits, en ſorte qu'il n'y ait aucune diſiſion contre la charité* : *NE ULTRA aliquid ſit vel in fide dubium, vel in charitate diſiſion* : Que les Theologiſiens effrayés à la ſeule lecture de la Conſtitution, craignoient que les principes de leurs écoles ne fuſſent envelopés dans la condamnation des 101 propoſitions ; & que ſi cinq propoſitions juſtement cenſurées avoient troublé ſi long-tems l'Egliſe, que ne devoit-on pas craindre de la condamnation de 101 propoſitions, faite avec des qualifications vagues & indéterminées, dont chacun pourroit, ſelon ſon caprice, faire des applications abuſives. S. E. finit en exhortant les Evêques à défendre la vérité & à rendre au Pape & au Roi le reſpect & l'obéiſſance qui leur ſont dus. Enſuite il mit la matiere en délibération.

M. l'Archevêque de Tours, premier opinant, dit, que par le rapport de MM. les Commiſſaires, & par leurs avis ; il paroifſoit certain que l'on ne devoit point publier la Conſtitution, ſans en même tems expliquer aux fidelles les erreurs condamnées dans les 101 propoſitions : Que pour déterminer ces explications, ils propoſoient une Inſtruction Paſtorale, dans laquelle on marqueroit les bons & les mauvais ſens de ces propoſitions, & où l'on fixeroit nettement les erreurs dignes de cenſure : Que la Conſtitution ayant pour principal objet la condamnation de ces erreurs, on ne pouvoit

propoſer à des Evêques de l'accepter, ſans avoir auparavant fixé & déterminé ces erreurs, dont il falloit qu'ils euſſent des idées claires & nettes : Que puis qu'on étoit reſolu de les fixer & déterminer dans une Inſtruction Paſtorale, il croyoit que l'on devoit commencer par dreſſer cette Inſtruction, qui devoit être le fondement & le principal motif de l'acceptation : Qu'ainſi avant que d'opiner il demandoit que l'on y travaillât de telle manière qu'on mit à couvert les vérités de la foi, la paix de l'Egliſe, & les maximes de l'Etat ; & que c'étoit-là un préalable qu'il croyoit abſolument néceſſaire.

Il n'y eut que M. le Cardinal de Noailles & MM. les Evêques de Verduin, Laon, Châlons, S. Malo, Senes, Boulogne & Bayonne, qui furent de ſon avis ; & tous les autres, même M. l'Evêque d'Auxerre, conclurent à commencer par opiner ſur le fond de l'acceptation, ſauf à faire enſuite une Inſtruction paſtorale. On arrêta cependant qu'il ſeroit dreſſé un projet de cette Inſtruction.

Le mardi on ſ'aſſembla après la meſſe du S. Eſprit, & M. le Cardinal de Noailles commença la ſéance par dire, que toute l'Aſſemblée étant unanimement convenue de la néceſſité d'une Inſtruction paſtorale, il croyoit que MM. les Commiſſaires voudroient bien ſe charger d'en dreſſer un projet. Enſuite M. l'Archevêque de Tours dit, que c'étoit pour le bien de la paix, & par conſéquence pour les Commiſſaires, qu'il ſ'étoit rendu à leurs avis d'expliquer dans une Inſtruction Paſtorale les différens ſens de la Bulle, au lieu de ſ'adreſſer au Pape pour recevoir de Sa Sainteté ces explications : mais que comme c'étoit par cette Inſtruction que devoient être déterminés les mauvais ſens, ſelon leſquels les 101 propoſitions ſont condamnées, il ſe reſervoit à dire ſon avis ſur le fond de la Conſtitution, lorſque cette Inſtruction auroit été vue & approuvée par les Evêques de l'Aſſemblée.

Cet avis ne fut ſuivi que des huit Prelats qui la veille avoient été du même ſentiment que M. de Tours ; & les 40 autres furent de l'avis des Commiſſaires, c'eſt-à-dire de reconnoître la foi de l'Egliſe dans la Conſtitu-

tion, de l'accepter, avec respect & soumission, de condamner les 101 propositions en la maniere & avec les mêmes qualifications que S. S. & qu'il seroit fait une Instruction Pastorale, dans laquelle on expliqueroit les propositions censurées.

Les Commissaires qui avoient été chargés d'y travailler, assurèrent quelques-uns des neuf Evêques, qu'ils alloient le faire de bonne foi, & qu'ils esperoient la rendre si parfaite, qu'aucun d'eux ne pourroit se dispenser de l'adopter. Les premières feuilles n'en furent envoyées à M. le Cardinal de Noailles que le dimanche au soir, le lundi les suivantes, & le mardi le reste.

Mais comme M. Voisin écrivit le lundi à M. le Cardinal de Noailles : qu'ele Roi vouloit que l'Assemblée se tint le jeudi matin 1^{er} fevrier, on lut dans cette séance l'Instruction Pastorale, & l'on remit à l'après midi à deliberer. A la séance du soir, M. le Cardinal de Noailles, avant que de mettre la matiere en deliberation dit, qu'il étoit chargé de faire connoître à l'Assemblée que les huit Prelats qui s'étoient déclarés ne pouvoir être de l'avis commun, non plus que lui, ne pouvoient aussi opiner sur l'Instruction Pastorale, parce qu'ils se voyoient obligés de prendre un parti different : Que ce parti étoit de recourir au Pape, pour lui proposer leurs difficultés, & de supplier S. S. de leur donner le moyen de calmer les consciences alarmées, de soutenir la liberté des Ecoles catholiques, & de conserver la paix dans leurs Eglises : qu'ils avoient dès le commencement désiré que tous les Evêques se réunissent à cet avis, l'ayant toujours cru le meilleur : qu'il est en effet le plus regulier & le plus canonique, le plus respectueux pour le Pape, & le plus conforme aux exemples, & à la pratique soit des Evêques particuliers, soit des Conciles, quand ils le sont trouvés en pareils cas : Qu'il est aussi le plus sûr pour ceux qui le suivront, & le plus utile pour l'Eglise, au bien de laquelle le concert entre le chef & les membres est toujours necessaire : Qu'étant déterminés à suivre ce sentiment, leur presence ne seroit pas necessaire à la deliberation qu'on alloit prendre : qu'ils y assisteroient néanmoins

jusqu'à la fin, parce que le Roi l'ordonnoit, & qu'ils ne vouloient perdre aucune occasion de lui donner des preuves de leur obéissance ; mais, qu'ils ne seroient que de simples temoins de ce qu'y seroient leurs Confreres ; bien fâchés de ne pouvoir y prendre plus de part : Qu'au surplus il les assuroit que la difference d'avis ne les empêcheroit pas de conserver les sentimens qui étoient dus à leur caractère & à leurs personnes, & qu'ils n'auroient pas moins de zele que les autres pour combattre les erreurs que le S. Pere avoit prétendu condamner par sa Constitution, lorsqu'ils en seroient éclaircis par lui-même ; sentimens, dont ils ne se départiroient jamais, & qu'ils seroient paroître en toute occasion & selon toute l'étendue de leur devoir : Qu'en un mot ils n'auroient point dans la suite de cette affaire d'autre intention que de conserver la verité, l'unité & la paix.

Les huit Prelats en délibérant à leur tour ne firent qu'adhérer à ce que M. le Cardinal de Noailles avoit dit ; & les 40. après avoir accepté l'Instruction Pastorale, convinrent de s'assembler le lundi 5 de fevrier pour signer le procès verbal, & lire la lettre au Pape, & celle qu'ils proposoient d'écrire aux Evêques absens.

Après l'Assemblée M. le Cardinal de Noailles se retira avec les huit Evêques qui avoient adhéré à son avis, pour écrire au Roi & lui rendre compte des raisons qui les avoient empêchés de suivre l'avis du reste de l'Assemblée.

M. Voisin rendit cette lettre au Roi le jeudi au soir ; & le vendredi matin il écrivit à M. le Cardinal de Noailles, que S. M. ne lui avoit donné aucun ordre particulier de lui répondre ; mais que si S. E. écrivoit au Pape avec les Evêques qui pensoient comme lui, il étoit necessaire que la lettre fût montrée au Roi, non pas pour avoir son approbation, puis que cette lettre seroit écrite dans un sens different de ce que l'Assemblée avoit deliberé à la pluralité, mais au moins pour en avoir la simple permission avant que la lettre fût envoyée.

Les neuf Prelats s'assemblerent le dimanche 7. fevrier pour arrêter un projet de lettre au Pape, qui pût être envoyée le lundi

matin au Roi, & partir le mardi pour Rome.

Tous les Evêques s'assemblerent le lundi après midi à l'Archevêché, pour signer le procès verbal. La séance commença par la lecture de la lettre de l'Assemblée au Pape, ensuite on lut celle aux Evêques absens. Mais avant que de les lire, M. le Cardinal de Rohan dit, qu'il avoit fait tout ce qui dépendoit de lui, pour finir l'affaire de la Constitution d'une manière convenable : Qu'il étoit très sensible aux éloges qui lui avoient été donnés par l'Assemblée, mais qu'il ne pouvoit s'empêcher de témoigner la douleur qu'il avoit que la délibération n'eût pas été unanime. Les 40 Evêques délibérèrent sur ces lettres ; & en les approuvant, ils ajoutèrent, que le dire ci-dessus de M. le Cardinal de Rohan seroit inséré dans le procès verbal ; & ils prièrent M. le Cardinal de Rohan & les cinq autres Commissaires de porter au Roi la délibération de l'Assemblée, & de remercier S. M. de la protection continuëlle qu'il donnoit à l'Eglise : ce qui fut exécuté le mercredi suivant.

Après que le procès verbal eût été lu, M. le Cardinal de Noailles & les huit autres Evêques qui pensoient comme lui, signèrent seulement la déclaration que S. E. avoit faite le jour precedent, tant en son nom qu'au leur, & que l'on avoit insérée dans le procès verbal. Les 40. signèrent le procès verbal ; dont toutes les délibérations & les actes, même l'Instruction pastorale & les lettres tant au Pape qu'aux Evêques, avoient été écrites de suite, pour être le tout renfermé sous une seule & même signature.

Lorsque l'Assemblée fut finie, les neuf Prelats se retirèrent pour arrêter & signer leur lettre au Pape. Mais comme M. le Cardinal de Noailles n'avoit pas encore eu de nouvelles du projet envoyé le matin au Roi, on différa jusqu'au mardi à mettre la lettre à la poste.

La réponse de M. Voisin, à qui le projet de lettre au Pape avoit été adressé, arriva le lundi à 11 heures du soir. Il marquoit à M. le Cardinal, que le Roi avoit gardé le projet de la lettre au Pape, parce qu'il vouloit, avant que l'on écrivit à Rome, voir le procès verbal de l'Assemblée entièrement fini & signé :

Que S. M. ne vouloit pas que cette lettre fut écrite en nom collectif par les neuf Evêques, ni même par Son Eminence en leur nom ; & que quand au lieu des huit, il n'y en auroit qu'un seul qui écrirait & signeroit la même lettre avec M. le Cardinal ; le Roi ne le permettroit pas : Que l'Assemblée étoit seule en droit d'écrire en commun, & non ceux qui s'en séparoient en quelque manière, par la diversité de leurs sentimens : qu'il étoit d'une nécessité indispensable que S. E. fit un autre projet de lettre pour elle seule : Que les huit autres Evêques pouvoient aussi demander à S. M. la permission d'écrire, chacun d'eux pour soi, sans se pouvoir joindre plusieurs ensemble : Que S. M. chargeoit M. le Cardinal de leur bien expliquer ses intentions : Que lorsque S. E. lui auroit adressé son nouveau projet de lettre pour le faire voir au Roi, comme S. M. le desiroit, avant qu'il pût être envoyé à Rome, ni par l'Ordinaire, ni par un courier extraordinaire, il ne manqueroit pas de lui faire savoir aussitôt les intentions de S. M.

La lettre de M. Voisin fut communiquée aux huit Prelats. Comme ils ne crurent pas qu'il leur convint d'écrire au Pape des lettres séparées, ils prièrent M. le Cardinal de Noailles de représenter au Roi que l'esprit de J. C. étant un esprit d'union & de concorde, les Canons & les exemples des plus zélés défenseurs de la vérité apprennoient aux Pasteurs qui étoient d'un même avis, qu'ils devoient s'unir pour traiter en commun les affaires de la religion : Que demandant au Pape des éclaircissemens sur la Constitution, ils ne pourroient plus sûrement en obtenir de convenables pour les besoins de leurs Eglises, qu'en s'unissant pour lui proposer leurs difficultés : Qu'il n'y avoit aucun exemple qu'un Prince Chrétien eût refusé à des Evêques de proposer au Pape en commun leurs doutes sur des matières qui n'avoient de rapport qu'à la religion : Que S. M. l'avoit permis à 85 Evêques au commencement de son regne, pour consulter le Pape Innocent X sur les cinq propositions de Jansenius : Que cette même permission avoit été accordée à cinq Evêques qui avoient deféré le livre du Cardinal Sfondrate, & à trois qui avoient écrit au

Pape Innocent XII contre le livre des *Maximes des Saints* : Que l'Assemblée qui venoit de se tenir, étoit de telle nature, que le nombre ne décidoit rien : Que sans en relever certaines circonstances qui diminuoient extrêmement l'impression que le plus grand nombre pouvoit faire, les autres Evêques n'avoient pas plus de droit de soumettre les neuf à leur sentiment, que les derniers en avoient de leur faire embrasser leur avis : Que si S. M. protegeoit de toute son autorité la deliberation des 40, & empêchoit les neuf de se pourvoir en commun au S. Siège, elle se rendoit juge entre les Evêques partagés sur des points de religion : Qu'ils étoient persuadés que ce n'étoit point là l'intention de S. M. : Qu'ainsi ils esperoient qu'elle leur laisseroit la liberté de s'adresser au Pape en commun : pour le supplier de déterminer le sens d'une Constitution que S. S. leur envoyoit pour être la regle de la foi dans leurs Eglises, & que les 40 Evêques mêmes reconnoissoient avoir besoin d'explications : Qu'il n'y avoit point de parti plus naturel, plus legitime ni plus juridique.

M. le Cardinal de Noailles se chargea à leur priere de faire ces remontrances au Roi : & comme il y avoit quelques-uns de ces huit Evêques qui étoient déjà depuis long-tems à Paris, & que le tems de Carême les pressoit de retourner à leurs diocèses, ils laisserent à M. le Cardinal de Noailles une procuration pour agir en leur nom & faire toutes oppositions, remontrances, protestations, appels, tant simples que comme d'abus, & tous autres actes qu'il jugeroit nécessaires, pour maintenir la verité & la paix de l'Eglise; promettant au eas que la ditte procuration ne fût pas suffisante de donner tel autre pouvoir qu'il conviendrait. Et afin d'être uniformes entre eux sur la condamnation du livre des *Reflexions*, ils dressèrent un Mandement, avant que de se separer, dans lequel ils défendent sous les peines de droit, de lire, retenir, ou debiter ce livre, & ordonnent que les exemplaires en seront portés au greffe de leurs Officialités.

Messieurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques, par l'ordre desquels a été dressé le présent procès verbal, après l'avoir lu &

signé se sont embrassés, & séparés. A Paris ce 8 fevrier 1714.

ACTE qui devoit être signifié à M. M. les Agens du Clergé le lundi 15 janvier 1714.

Les Cardinaux, Archevêques & Evêques soussignés déclarent aux Cardinaux, Archevêques & Evêques qui s'assembleront lundi prochain, pour deliberer sur l'acceptation de la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI, du 8 septembre dernier, qu'ils sont sensiblement touchés de ne pouvoir assister à leur deliberation. Ils se trouvent dans cette triste necessité, parce que les actes qui leur ont été communiqués, ne leur paroissent pas suffisans pour conserver la verité, la paix de l'Eglise & les maximes du Royaume. Après l'avoir representé en différentes occasions sans avoir pu faire changer les resolutions prises par la plupart des Evêques, ils déclarent qu'ils ne peuvent s'y conformer, & ils croient devoir s'abstenir de dire leur sentiment dans l'Assemblée, afin de ne pas donner occasion à des disputes qui, sans éclaircir la verité, pourroient blesser l'honneur du caractère : ce sont-là les motifs de leur retraite.

Ils déclarent en même tems, qu'étant très éloignés de vouloir favoriser le livre des *Reflexions*, ni l'Auteur, ils reconnoissent que le livre doit être ôté des mains des fidèles, & ils ont résolu de le condamner & d'en défendre la lecture dans leurs diocèses : Qu'ils s'opposeront toujours aux progrès du Janfénisme avec tout le zele & toute la fermeté que demande leur caractère ; & qu'ils n'épargneront rien pour soutenir & pour faire exécuter dans toute leur force les Constitutions d'Innocent X, d'Alexandre VII, & celle de Clement XI du mois de Juillet 1705, données contre l'herésie de Janfénus : heureux de ce que remplissant le devoir de leur ministère, ils ont l'avantage de seconder les pieuses intentions du Roi. Ce n'est donc point pour des questions qui aient rapport au Janfénisme, qu'ils se separent de leurs Confreres, avec qui malgré l'opposition presente, ils veulent être toujours unis par les liens de la même foi, & par l'esprit de la paix & de la charité de J. C.

Ils auroient voulu d'abord proposer au Pape leurs difficultés sur plusieurs points renfermés dans les 101 propositions condamnées par S. S.; persuadés qu'ils ne pourroient mieux faire paroître le respect & la soumission dues si légitimement au Pere commun des fideles, qu'en s'adressant à lui, afin qu'étant aidés de lui par les lumieres & par l'autorité du S. Siège Apostolique, ils fussent en état de lever les doutes des fideles, & de réprimer les esprits inquiets qui voudroient troubler la paix de l'Eglise; ils étoient d'autant plus portés à embrasser ce parti, que leurs Prédécesseurs l'ont pris en plusieurs occasions, & en 1650 ils supplient le Pape

Innocent X, d'appliquer aux cinq propositions les qualifications particulières qui leur convenoient.

Ils protestent enfin qu'ils se réuniront toujours avec plaisir, lorsqu'on leur proposera des moyens convenables pour donner la paix à l'Eglise, sans alterer le dépôt de la vérité. A Paris le 12 janvier 1714. *Signé*, LOUIS-ANTOINE Cardinal de Noailles Archevêque de Paris. MATTHIEU Archevêque de Tours. HIPPOLITE Evêque Comte de Verdun. L. DE CLERMONT Evêque Duc de Laon. GASTON J. B. Evêque Comte de Châlons. PIERRE Evêque de Boulogne. CHARLES Evêque d'Auxerre. ANDRÉ Evêque de Bayonne.

LETTRE des Evêques Opposans au Pape, du 5 Fevrier 1714.

Beatussime Pater.

Quam primum Constitutio, quam mense septembris proxime elapsi V. S. edidit, Regis nostri christianissimi jussu perlata est ad Cardinales, Archiepiscopos & Episcopos, qui in hâc regia urbe degabant, illud imprimis habuimus in animo, ut Apostolica Sedi debitam observantiam exhiberemus, & vestigiis Majorum nostrorum insistentes, primæ Sedis majestatem impensis etiam quam cetera nationes coleremus.

Quod ut rectius pleniusque præstaremus, errores meritis notandos censura derogere, antiqua dogmata firmare, acriter & plerumque periculosas Theologorum concertationes frangere, & intra certos justosque limites coercere, salva tamen opinionum qua in Scholis vigent Libertate, juxta Tridentinæ Synodi summorumque Pontificum prudens consilium; Ecclesiis denique, quibus divinâ dispensatione prepositi sumus, pacem ac concordiam minime fuscata, adeoque stabilem & perpetuam duraturam procurare, omni labore, studio, diligentia enixi sumus.

Très saint Pere.

Aussi-tôt que la Constitution donnée par V. S. au mois de septembre dernier, eût été remise par ordre de notre Roi très Chrétien aux Cardinaux, Archevêques & Evêques qui se trouvoient dans cette ville royale, notre première pensée fut de témoigner au Siège Apostolique le respect que nous lui devons, & de lui donner, en suivant les traces de nos Peres, des marques plus éclatantes même qu'aucune autre nation, de notre zèle pour la majesté du premier Siège.

C'est dans le dessein d'exécuter cette résolution d'une manière plus régulière & plus parfaite, que nous nous sommes appliqués avec tout le soin & toute l'attention possible, à decouvrir les erreurs qui meritoient d'être censurées, à affermir les anciens dogmes; à adoucir l'amertume & la chaleur des contestations, souvent dangereuses, qui divisoient les Théologiens, & à les contenir dans leurs justes bornes, en conservant néanmoins, selon la sage conduite des Peres du Concile de Trente & des Papes, la liberté des opinions qui étoient reçues dans les Ecoles; & à procurer enfin aux Eglises que la providence divine nous a confiées, une paix & une concorde, qui n'en eût pas seulement les apparences, mais qui fût stable, & qui durât toujours.

It fuit procul dubio, B. P. critique semper vestra Sanctitatis animus, hec sententia; idem omnium nostrum propositum, eadem voluntas. At ubi quibus ad prefinitum finem perveniremus, querenda media fuerunt, tunc in varias sententias abiitum est. Porro duon fidei nihil, S. Sedis dignati simul & auctoritati nihil derogetur, quid-ni liceat, ut loquitur Apostolus, uicuique in suo sensu abundare?

Principio quidem CERTUM APUD OMNES FUIT, Beatitudinis vestra Constitutionem nonnullis explanationibus elucidandam, quò fideles nostre cure concediti illam & intelligerent facilius, & reverentius susceperent. Has multo labore totoque trium mensium spatio elucubratas amplexi sunt Episcopi quadraginta; deinde Constitutioni subscribere, eamque una cum adjunctis interpretationibus promulgare decreverunt. Nobis verò nec interpretatio, nec ipsorum susceptum consilium probanda visa sunt, cum jam tum ab initio totius negotii duxerimus omnino supersedendum; rati Sanctitatem vestram prius consulendam quam commisso nobis regi ipsius censuram exponeremus.

Hanc nunc viam amplectimur, numero quidem inferiores, at sincero in proligandis omnibus iis quos in Jansenio Petri cathedra damnavit erroribus, zelo, & promptè animi alacritate in proscribendo quem vestra Sanctitas proscripsit libro, non impares; ut tuenda veritatis, unitatis fovende, Apostolica Sedis colenda studio, verbo absitis injuria, superiores.

Nefas sanò foret si celaremus Sanctitatem vestram quantum perturbacionis, cum in hac urbe regia, tum in toto regno sit exortum, ex quo data Constitutione omnium manibus teri cepit. Nimirum aliquot abhinc annis recrudescere contentionum est, prout in offensionem animos plerumque videmus adduci. Instantem ac quotidianam, Beatissime Pater, quam cunctarum Ecclesiarum geris, sollicitudinem præstare

C'a été là sans doute; T. S. P. & ce sera toujours l'intention & le desir de V. S. ç'a été aussi notre dessein, & le sentiment commun de tous les Evêques. Mais quand il a fallu chercher les moyens pour arriver à cette fin, on s'est partagé en differens avis. Mais pourvû qu'on ne donne aucune atteinte à la foi, ni à la dignité & à l'autorité du S. Siege, pourquoi, suivant l'expression de l'Apôtre, ne lera-t-il pas permis à un chacun d'abonder en son sens?

On est d'abord convenu entre tous les Evêques, & ils ont tous reconnu, T. S. P., que votre Constitution avoit besoin de quelques explanations, afin qu'elle fût plus facilement entendue par les fideles confiés à nos soins, & qu'elle en fût plus respectueusement reçue. On en a dressé avec beaucoup de travail pendant l'espace de trois mois; & 40 Evêques, après les avoir approuvées, ont résolu de souscrire à votre Constitution, & de la faire publier avec ces mêmes explanations. Pour nous, nous n'avons pas pu pouvoir approuver ni les explanations de ces Evêques, ni le parti qu'ils embrassent; ayant jugé dès le commencement de cette affaire, qu'avant que de publier votre Constitution, & de faire aucune démarche sur ce sujet, il falloit s'adresser à V. S. pour la consulter.

C'est la voie que nous prenons aujourd'hui, inférieurs à la vérité pour le nombre aux Evêques qui ont eu d'autres vues; mais égaux à eux par notre zèle sincère à combattre toutes les erreurs que la chaire de Pierre a condamnées dans Jansenius, & par la resolution que nous avons prise, comme eux, de proscrire le livre que V. S. a pros crit; & superieurs même, si nous l'osons dire, par notre ardeur à défendre la vérité, à conserver l'unité, & à rendre au Siege Apôtolique le respect qui lui est dû.

Ce seroit manquer à notre devoir, si nous cachions à V. S. qu'il s'est élevé de grands troubles dans cette ville capitale & dans tout le Royaume, depuis que tout le monde a eu entre les mains votre Constitution; & que nous voyons dans la plupart des esprits une disposition à s'en bleffer, d'autant plus grande, qu'elle est la suite des disputes, qui depuis quelques années se sont renouvelées

putamus, quam contumeliose, quam procaciter accepta occasione in sanctam Sedem, adeoque in totam Ecclesiam catholicam insurgant heretici; neophytorum mutantem ac dubiam fidem; turbatos animos plurimorum, qui magna proventus christiani sunt; anxias sollicita conscientia curas; omnium denique ut Regni ita Ecclesia ordinum, parum morigeram & offensionem proximam voluntatem:

Quamobrem fluctuantium Ecclesiarum nostrarum statu graviter commoti, merentesque ne presentia mala majorum sint turbarum preludia, nec non & sensina, ad amantissimum Patrem confugiimus, ut maestis rebus opem ferat. Horum omnium qua nobis difficultatem parimus, indiculum texere, acceptam Decessorum traditione doctrinam, rectumque disciplinam nostra Ecclesiastica ordinem exprimere statuimus, sperantesque fore ut propediem laborem hunc nostrum ad Sanclitatem vestram transmittamus.

Et sane veriorum, Beatissime Pater, quem de tua mente interrogemus interpretem requirat nemo. Quid quod precipuum istud est prime Sedis decus, ut ad ipsam tanquam unitatis & veritatis centrum cetera conveniant. Hoc juxta paternam consuetudinis normam Tridentina Synodus, hoc summi Pontifices observandum docuerunt; hac membrorum eam capite consensione veritas firmitus stabilitur, pacis & unanimis concordia vinculum fortius stringitur, ac solidius roboratur. Multum denique, inquit S. Leo, sacerdotalis officii meritum splendescit, cum ita summorum servatur auctoritas, ut in nullo inferiorum videatur imminuta libertas.

His instituti disciplinis Episcopi Gallicani S. Innocentium X. data epistola rogaverunt, ut singulas & quinque Jansenii propositionibus singulari censura nota inureret, eo quod S. Pii,

avec chaleur. Nous croyons que V. S. continuellement appliquée au soin de toutes les Eglises, duquel vous êtes chargé, n'a pas été informée que les heretiques en prennent occasion de s'élever avec mepris & avec insolence contre le S. Siège, & contre toute l'Eglise Catholique; que la foi des nouveaux convertis en est ébranlée; qu'un grand nombre de personnes d'une haute piété en sont allarquées; que les consciences tendres en sont troublées, & que tous les corps tant de l'Eglise que de l'Etat sont plus portés à s'en offenser, que disposés à s'y soumettre.

C'est pourquoi vivement touchés de la situation où nous voyons nos Eglises inquiètes, & craignant que les maux présents ne soient que comme les préludes & les semences de troubles encore plus grands, nous avons recours à un Pere plein de tendresse, pour lui demander du secours dans l'affliction où nous sommes. Nous avons pris la résolution de dresser pour cet effet un memoire de tout ce qui fait de la difficulté, & de rediger par ordre avec la doctrine qui nous a été transmise par nos Predecesseurs, tout l'ordre de la discipline de nos Eglises, & nous espérons que dans peu notre travail pourrâtre envoyé à V. S.

Il est bien certain, T. S. P. que nous ne pouvons nous adresser à personne qui puisse mieux que vous même nous expliquer vos intentions. Et n'est ce pas là ce qui fait la principale gloire du premier Siège, que tous les autres y aient recours comme au centre de l'unité & de la verité? N'est-ce pas ce que les Peres du Concile de Trente & les souverains Pontifes nous ont enseigné, conformément aux exemples de l'antiquité? C'est ce rapport des membres avec leur chef, qui affermit la verité, qui assure & fortifie les liens de la paix & de la concorde; & Jamais, suivant la parole de S. Leon, l'excellence du ministère sacerdotal ne parait avec plus d'éclat, que lors qu'on conserve tellement l'autorité des premiers superieurs, qu'on ne donne aucune atteinte à la liberté des inferieurs.

C'est sur ces principes que S. Evêques prièrent par une lettre commune Innocent X. de censurer avec des qualifications distinctes & particulieres chacune des cinq pro-

*Gregorii XIII & Urbani VIII Bulle, propter indeterminatam censuram errori semper suffragium relinquerent. Eorum votis annuit benignè summus Pontifex. Nostri quoque, Beatissime Pater, annuit, & solutis dubiis redeat ea responsio, quæ aptissima nobis, quibus imminenti-
bus malis mederi, infirmos in fide suscipere ac solari possimus, remedia suppeditet.*

Ne verò Sanctitatis vestra Constitutio tot interpretes patiatur quot Episcopos, imò quot Theologos, opportuna cautione provideas rogamus atque obtestamur. Quæ ex hac tam variâ quam multiplici interpretatione secutura toti Ecclesiæ incommoda facile prospiciat, si paternâ caritate bonus nos audiat, Deo favente, non multo labore poteris avertire.

Habes, Beatissime Pater, omnem consiliorum nostrorum rationem; habes & intimos animi nostri sensus. Itaque illud unum profitemur, summam scilicet erga S. Sedem, & vestram Beatitudinem, observantiam, summum studium.

Beatissime Pater

V. S.

Devotissimi &c.

I. LETTRE des Evêques Opposans au Roi.

S I R E,

Le respect dont nous sommes pénétrés pour V. M. & notre attachement plein de reconnaissance pour Elle, que nous conserverons jusqu'à la mort, ne nous permettent pas de différer d'un moment à lui rendre compte de la déclaration que nous nous sommes crus obligés d'adresser aux Evêques qui doivent s'assembler demain, & que nous prenons la liberté de joindre à cette lettre.

positions de Jansénius; parce que la censure générale & indéterminée portée par les Bulles du S. Pape Pie, de Gregoire XIII, & d'Urbain VIII, laissoit toujours quelque ressource à l'erreur. Ce Pape leur accorda leur demande. Accordez-nous aussi la nôtre, T. S. P. éclaircissez nos doutes, & nous fournissez par votre réponse des remèdes propres à prévenir les maux dont nous sommes menacés, à soutenir & à consoler ceux qui sont foibles dans la foi.

Nous supplions en même tems V. S. & nous la conjurons de prendre les précautions nécessaires pour empêcher que la Constitution ne soit exposée à autant d'interprétations différentes qu'il y a d'Evêques, ou même qu'il y a de Theologiens. Si V. S. veut bien nous écouter avec cette bonté paternelle qui lui convient, elle pourra avec la bénédiction de Dieu, détourner sans beaucoup de peine les suites fâcheuses qu'il lui est aisé de prévoir que cette multiplicité & cette contrariété d'explications auroit pour l'Eglise.

Voilà, T. S. P. quelles sont les raisons de notre conduite. Voilà quels sont les sentimens les plus secrets de notre cœur. Ainsi c'est avec le plus profond respect pour le S. Siège & pour vous, & avec le zèle le plus sincère que nous vous protestons que nous sommes

Très S. Pere

De V. S.

Les très humbles &c.

Ce n'est point une résolution précipitée. Attentifs depuis trois mois à tout ce qui se passe au sujet de la Constitution du Pape, nous voyons avec douleur que les Prelats se disposent à prendre un parti que nous croyons ne convenir ni au bien de l'Eglise, ni au service de V. M. ni aux intérêts de son Etat. Nous en avons plusieurs fois représenté les inconveniens; & nos raisons n'ont pas fait d'impression. Nous avouons aussi à V. M., que tout ce qu'on nous a dit, ne nous a pas persuadés.

Nous avons crû, Sire, que cette diver-

sité

sité de vues & de sentimens, soutenue de part & d'autre avec fermeté, pourroit produire dans l'Assemblée des altercations fâcheuses, qui blefferoient la majesté de la Religion, & qui nous exposeroient peut-être à donner au public un spectacle capable d'affoiblir la veneration que les peuples doivent conserver pour la sainteté de notre ministère.

Cette crainte est la raison qui nous fait prévenir le jour marqué pour l'Assemblée generale; persuadés qu'il y a plus de sagesse & de bienfaisance à faire connoître par écrit nos dispositions, qu'à les déclarer de nouveau & publiquement, sans esperance de pouvoir ramener à notre avis ceux qui ont déjà fait paroître un zele trop amer.

Les Commissaires qui ont été choisis pour faire le rapport de la Constitution, & qui ne sont point suspects à V. M. *sont unanimement convenus, que la condamnation des propositions est obscure*: nous demandons, Sire, qu'on l'explique.

Ils sont encore convenus de la nécessité des explications; & ils travaillent depuis trois mois à en dresser des projets; nous demandons que l'on ne paroisse pas accepter purement & simplement ce qu'on n'accepte qu'avec des explications.

Tous les Evêques sont persuadés qu'ils acceptent les Constitutions des Papes en qualité de juges de la foi. nous demandons que l'on ne donne point à la Cour de Rome un juste sujet de croire que nous n'agissons que comme de simples exécuteurs de ses decrets.

Nous regardons enfin comme un devoir de religion & de la fidélité que nous avons jurée à V. M. de ne rien souffrir qui puisse donner dans l'esprit des peuples la moindre atteinte aux droits du Royaume & à la sûreté de la personne sacrée des Rois: peut-on nous blâmer dans une matiere de telle importance de vouloir prendre des precautions justes & nécessaires?

Voilà, Sire, tout ce que nous avons dessein de soutenir en faveur de V. M. même. C'est ce que les autres Evêques pensent comme nous: mais ce qu'ils ne croient pas devoir expliquer clairement comme nous. Car personne ne peut en disconvenir. Il n'y a

entre nous aucune contestation sur les vérités de la foi. Nous sommes tous d'accord de condamner non seulement les heresies profrites dans les cinq fameuses propositions tirées du livre de Jansenius, mais encore toutes les autres erreurs que nous croyons que le Pape a condamné par sa Constitution. Il s'agit donc uniquement de savoir, si des Evêques doivent parler comme ils pensent. Eh pourquoi n'oser le faire sous les yeux d'un Prince qui aime la vérité, & qui est si sensible aux intérêts de la Religion?

V. M. verra par l'acte même que nous adressons aux Prelats, que notre resolution a toujours été de proscrire dans nos dioceses le livre des Réflexions; & nous y sommes portés d'autant plus volontiers, que par cette condamnation nous nous unissons avec le Pape dans le principal objet de sa Constitution, & que nous faisons en même tems ce que V. M. a eu uniquement en vue, lorsqu'elle l'a sollicitée, & que nous savons qu'elle a eu plus à cœur.

Nous vous protestons, Sire, avec une entiere sincerité, que nous n'avons pas moins de zele pour condamner tout ce qui seroit capable de favoriser ou renouveler l'heresie de Jansenius, & que nous entrerons toujours avec un très grand plaisir dans tous les temperamens propres à pacifier l'Eglise, sans donner atteinte à la vérité.

Nous ne cesserons jamais de demander à Dieu pour V. M. avec toute l'ardeur dont nous sommes capables, une santé & une vie aussi longue qu'elle est precieuse & necessaire à tous ses sujets; & nous serons toujours avec le respect le plus profond, & l'attachement le plus inviolable

SIRE,

De V. M.

Les très-humbles, très-obéissans & très-fideles serviteurs & sujets,

† LOUIS-ANT. CARD. DE NOAILLES
Archevêque de Paris.

† MATTHIEU Archevêque de Tours.

† HIPPOLITE DE BETHUNE E. C. de Verdun.

- † L. Evêque de Laon.
- † GASTON J. B. Ev. C. de Chaalons.
- † PIERRE Ev. de Boulogne.
- † CHARLES Ev. d'Auxerre.
- † ANDRÉ Evêque de Bayonne.

II. LETTRE des Evêques Opposans au Roi.

SIRE,

Quelques raisons que nous eussions de ne pas assister l'Assemblée, aussi-tôt que nous avons connu les ordres de V. M. nous n'avons pas hésité un moment à nous trouver à toutes les séances, pour vous donner des marques de notre respect & de notre obéissance, auxquelles nous ne mettrons jamais d'autres bornes que les règles de notre ministère & de notre conscience.

Ce sont ces mêmes règles, Sire, qui nous ont empêché d'adopter les actes proposés de l'Assemblée, par lesquels nous croirions abandonner la vérité, les droits de l'Episcopat, les maximes du Royaume, & ne donner à l'Eglise qu'une paix fautive & dangereuse.

La charité de J. C. nous presse, Sire, & ne nous permet pas de dissimuler à V. M. la disposition présente des ames qui sont confiées à nos soins, & dont nous devons rendre compte à Dieu au jour de ses jugemens.

Comme la Constitution contient 101 propositions qu'elle condamne d'une manière indéterminée, chacun s'est donné la liberté de l'interpréter selon ses sentimens particuliers.

Les Theologiens se servent déjà de cette censure pour ériger, contre l'intention de S. S. leurs opinions en dogmes de foi, & pour combattre des sentimens autorisés dans l'Eglise. D'autres repandent tous les jours des écrits pour faire voir que plusieurs propositions condamnées ne contiennent que la doctrine de l'Ecriture & des SS. Peres.

Les nouveaux Catholiques, qui sont en grand nombre, & dont le salut est si cher à V. M. plusieurs même des anciens Catholiques ont été alarmés de la censure de quelques propositions sur l'Ecriture sainte. Les

Pasteurs & les Confesseurs nous proposent tous les jours de nouveaux doutes sur les propositions qui regardent l'administration de la penitence. Les Magistrats veulent que nous expliquions celles qui concernent l'excommunication, & nous savons que V. M. n'a pas ignoré les reproches & les declamations outrées que les ennemis de l'Eglise ont fait à l'occasion de cette Constitution.

Ces circonstances, Sire, ont engagé presque tous les Prélats de l'Assemblée à demander que la Constitution ne fût point publiée, qu'en même tems on n'expliquât au peuple les vérités qu'ils doivent croire, & les erreurs qu'ils sont obligés de rejeter. On s'est proposé de le faire dans une Instruction Pastorale. Mais sans entrer dans le détail de ces explications, qui nous ont paru insuffisantes dans le peu de tems que nous avons eu pour les examiner, nous croyons, Sire, que s'agissant de pénétrer les intentions que S. S. ont eues dans la condamnation de ce grand nombre de propositions, il est & plus convenable & plus respectueux pour le S. Siege de s'adresser au Pape, & de le supplier d'en déterminer le sens, que de contester plus long-tems entre nous pour le fixer d'une manière qui seroit peut-être opposée aux intentions du Pape, & à celle des Evêques absens.

Nous ajouterons encore à V. M. que la simplicité & la candeur, sur tout lorsqu'il est question de la foi, devant être le propre caractère des Evêques, nous n'avons pu entrer dans des ménagemens d'une prudence trop humaine, avec laquelle nous avons vu que l'on vouloit accepter la Constitution.

Dans le même tems que les Prélats déclarent d'un côté, qu'ils ne reçoivent la Constitution que dans le sens des explications contenues dans l'Instruction Pastorale, ils dressent un acte qui fait paroître au Pape qu'elle est acceptée purement & simplement.

Nous ne croyons pas pouvoir tenir dans une assemblée d'Evêques, où l'on décide les matières les plus importantes de la religion, un langage différent de:

celui que nous devons tenir au Pere commun des fideles. Nous avoions à V. M. que nous ne pouvons approuver leur deliberation, ni souscrire à ce qu'ils ont arrêté.

Ce pendant comme il est important de remedier aux troubles presens, nous commençons par nous unir au Chef de l'Eglise en proscrivant le livre des Reflexions; & pour le surplus, nous le supplions de nous declarer ses intentions; suivant en cela l'exemple des 85. Evêques nos Predecesseurs, à la priere de qui vint la Bulle d'innocent X. contre les cinq propositions de Jansenius.

Nous esperons que le Vicaire de la charité & de l'autorité de J. C. voudra bien nous marquer les moyens les plus convenables pour confondre les ennemis de la verité, pour soutenir les foibles, pour assurer la liberte des Ecoles, & pour établir dans toute l'Eglise une tranquillité, qui ne puisse être troublée par les ennemis de la paix.

Dieu nous est temoin que nous voudrions pouvoir éteindre de notre sang le feu de la division, & que nous n'avons en vûe que le bien de l'Eglise, l'honneur du S. Siege, la gloire & le repos de V. M. de qui nous serons toujours avec un très-profond respect, un attachement inviolable & une reconnoissance très-parfaite.

SIRE,

De V. M.

Les très-humbles, très-obéissans
& très-fideles Sujets & serviteurs

- † LOUIS-ANTOINE Cardinal de Noailles, Archevêque de Paris.
- † MATTHIEU Archevêque de Tours.
- † HIPPOLITE Evêque de Verdun.
- † L. Evêque Duc de Laon.
- † GASTON J. B. Evêque Comte de Châlons.
- † JEAN Evêque de Senes.
- † PIERRE Evêque de Boulogne.
- † VINCENT-FRANÇOIS Evêque de Sr. Malo.
- † ANDRÉ Evêque de Bayonne.

Pour reprendre la suite de nôtre narration, voici ce que nos Memoires ajoutent à la relation succincte des Evêques opposans.

Ils marquent sur le Rapport que M. le Cardinal de Rohan fit en qualité de President du Bureau, & qui occupa toutes les séances de l'Assemblée depuis le lundi 15 janvier jusqu'au lundi suivant; qu'il parut à presque tous les Evêques, moins le rapport d'un juge neutre que le plaidoyé d'un Avocat passionné. Les accusations d'heresies, les injures, & les invectives contre les propositions & contre le livre y étoient entassées les unes sur les autres. Il n'y eut pas une seule des 101 propositions qui ne fût traitée d'erreur, quoique le Pape par sa censure eût donné lieu de croire que S. S. n'en avoit condamnée plusieurs que comme malsonantes, temeraires ou captieuses. On y favorisa par tout le Molinisme & les Attritionnaires; & on ne mit nulle part à couvert la doctrine de la grace efficace, ni celle de l'amour de Dieu. On y accusa le P. Q. de corrompre la pureté de la loi divine; & l'on n'y dit rien pour reprimier les corrupteurs de la morale. En recompense les éloges de la Constitution n'y furent point épargnés; & on jeta en divers endroits les semences d'un nouveau formulaire, en y agitant des questions de fait aussi odieuses qu'inutiles.

On a sçu que quelques amis des deux Cardinaux avoient voulu engager M. de Rohan à menager un peu davantage son Confrere, & à ne le pas faire passer publiquement & en sa presence, pour l'approbateur de tant d'heresies & de tant d'erreurs; mais il leur dit qu'il avoit ses ordres. En effet, il n'y avoit aucune feuille de son rapport, qui n'eût été concertée avec M. de Bissy & avec le P. Tellier; & le style aigre & emporté du P. Doucin s'y faisoit beaucoup plus sentir, que les tours delicats & gracieux qui étoient naturels au Cardinal.

Cependant le Secretaire de l'Assemblée ne laisse pas de le combler de loüanges. „ MM. „ les Commissaires, est-il dit dans le Procès „ verbal de la séance du lundi 22 janvier, „ ont pris le Bureau. M. le Cardinal de Ro- „ han a fini le rapport, dont la solidité aus- „ si bien que la netteté & la précision ont

„ decouvert & mis en évidence les erreurs
 „ & le venin des propositions condamnées &
 „ d'un livre qui sous les apparences de la
 „ pieté & de la vérité est capable de corrom-
 „ pre les mœurs : & par le même rapport il
 „ est prouvé clairement, qu'il n'y avoit au-
 „ cune des propositions condamnées qui ne
 „ méritât au moins quelques-unes des qua-
 „ lifications portées dans la Constitution, &
 „ qu'il n'y avoit aussi aucune des qualifica-
 „ tions qui ne dût être appliquée à quelques-
 „ unes des propositions.

Il est fâcheux que le silence de l'Assemblée qui ne requit point qu'un rapport si excellent fut inséré dans son Procès verbal, & les mesures que M. le Card. de Rohan lui-même avoit prises pour l'empêcher, démentent un peu ce jugement de M. l'Abbé de Broglie ; ou plutôt, que la crainte qu'avoient les Jésuites qu'en l'insérant, on ne mit trop clairement des modifications à l'acceptation de la Constitution, ait privé le public de la satisfaction de juger par lui-même du mérite de cet ouvrage.

Car nos memoires ajoutent à ce que nous venons de dire, que M. le Cardinal de Rohan finit son rapport par proposer le projet d'acceptation qui avoit été arrêté par les Commissaires, & qu'il employa la dernière séance entière à faire remarquer les précautions qu'ils avoient prises pour mettre à couvert les droits de l'Episcopat.

Il dit 1, Qu'ayant expliqué dans son rapport les erreurs condamnées, & ce rapport contenant la substance de l'Instruction pastorale, & précédant la deliberation & l'acceptation des Evêques, il n'y avoit nulle apparence qu'on pût dire qu'en recevant la Constitution selon ce projet, ils la recevoient purement & simplement, & comme de simples exécuteurs des decrets du S. Siege, à qui la seule notification de ces decrets suffisoit pour porter leur acceptation.

2, Que c'étoit réellement faire fonction de juges avec le Pape, que d'examiner pendant plus de trois mois le livre & les propositions condamnées ; conférer la décision du Pape avec la Tradition ; & déclarer enfin dans l'acte même d'acceptation, qu'on reçoit

la Constitution, parce qu'on reconnoît qu'elle est conforme à la foi de l'Eglise.

3, Que l'Assemblée arrêtant qu'il seroit fait avant sa separation, une Instruction pastorale, & cette clause étant insérée dans l'acte d'acceptation, & en faisant une condition, elle devenoit nécessaire & inséparable de l'acceptation de la Bulle.

4, Que l'on ne pouvoit mieux lier l'acceptation & l'Instruction, & en faire un seul & même acte, qu'en les renfermant sous une seule signature, & en ordonnant qu'elles seroient enregistrées ensemble dans les Officialités, & publiées ensemble aux Prônes.

Ce fut principalement par ces observations que nous allons voir que quelques Evêques repeterent dans leurs avis, que M. le Cardinal de Rohan en engagea plusieurs à adopter le projet d'acceptation, sans attendre l'Instruction pastorale.

Les Evêques opposans dans leur relation & les 40 autres Prelats dans leur Procès verbal, se contentent de marquer que ces derniers en delibérant sur l'acceptation de la Constitution, furent de l'avis des Commissaires. Nos Memoires entrent dans le detail de la maniere dont quelques-uns de ces Prelats opinerent. Voici les avis qui nous ont paru les plus remarquables.

Monsi. l'Archevêque de Bourges s'étendit beaucoup à prouver non seulement que les 101 propositions étoient justement condamnées & meritoient les qualifications dont on les avoit flecties ; mais encore qu'elles étoient contraires à la doctrine de S. Thomas : ce qu'il fit en prêtant quelquefois au saint Docteur des sentimens aussi éloignés de sa doctrine, que ceux qu'il decouvrit dans les propositions, parurent éloignés de leur véritable sens. Mais ce qui méritoit davantage d'être observé, c'est qu'il ne s'attacha pas moins à prouver que la relation entre l'acceptation & l'Instruction pastorale étoit suffisamment marquée dans le projet des Commissaires ; & ce ne fut que sur ce motif qu'il conclut pour leur avis.

Feu M. l'Archevêque de Rouen, digne chef de la troupe Sulpicienne, après avoir declamé vivement contre le livre des Refle-

xions, qu'il avoit autrefois fort approuvé, fit un éloge magnifique de la Constitution. Il poussa ensuite son zele contre nos Libertés, jusqu'à dire que tous les troubles de l'Eglise venoient de ce qu'en France on avoit voulu faire les *valeureux* contre le S. Pere, & qu'il falloit reparer l'outrage qu'on lui avoit fait dans les Assemblées de 1682 & de 1705. Enfin il conclut pour l'acceptation de la Constitution; & ce ne fut qu'avec repugnance que lui & les autres Prelats Sulpiciens le firent dans les termes arrêtés par les Commissaires, qui ne leur paroissent pas assez conformes à l'obéissance aveugle qui étoit due, suivant leurs préjugés, à l'autorité infaillible du souverain Pontife.

M. l'Evêque de Langres opina dans des sentimens tout opposés. Il établit parfaitement bien que les Evêques étoient juges en matiere de foi, avant le Pape, avec le Pape, & après le Pape: ce qu'il prouva par trois exemples de l'antiquité propres à chacun des membres de la proposition. Il montra ensuite que l'on avoit suivi ces principes dans le projet dressé par les Commissaires, en observant, comme avoit fait M. le Cardinal de Rohan, qu'on y acceptoit la Constitution par forme de jugement, en prononçant *qu'on y avoit reconnu la doctrine de l'Eglise*: & que d'ailleurs l'Instruction pastorale seroit liée suffisamment avec l'acceptation, puis qu'elle se trouveroit dans le Procès verbal sous la même signature, & que la Constitution ne seroit publiée que conjointement avec l'Instruction. D'où il conclut sans hesiter pour l'avis des Commissaires.

M. l'Evêque d'Auxerre trouva aussi dans le modele dressé par les Commissaires, la relation qu'il avoit désirée entre l'acceptation & les explications de l'Instruction, & se rangea par cette raison de leur parti.

M. l'Evêque de Chartres opina du même ton que M. de Rouen. Il parla avec la même vivacité contre le P. Q. Il trouva que le Pape n'avoit pas fait la moitié de la belogne. Il dit qu'il avoit en main des extraits du livre des Reflexions, qui renfermoient un plus grand nombre de propositions aussi mauvaises, & même plus dangereuses que celles insérées dans la Constitution. Il convint néan-

moins qu'elle portoit le dernier coup au Jansenisme, qui faisoit de jour en jour des progrès tout à fait déplorables. Il finit en appliquant à ces Novateurs ces paroles de S. Augustin contre Julien: *Mirafunt que dicitis, nova sunt que dicitis, falsa sunt que dicitis: mira stupemus, nova cavemus, falsa convincimus.* Et il conclut pour le sentiment de la Commission.

Enfin M. l'Evêque du Mans proposa un avis si singulier, qu'il merite d'être rapporté ici dans son entier. " Je n'ai jamais lu, dit-il, le livre des Reflexions, mais j'en ai ouï dire beaucoup de bien. Il a été pendant long-tems le sujet de l'édification publique, & nous savons qu'il a été approuvé par plusieurs saints Evêques. Cependant le Pape le condamne; cette contrariété forme un grand embarras. D'un côté des Saints qui approuvent, & de l'autre un Pape qui condamne. Il faut bien néanmoins obéir au S. Pere. Quelques-uns de Messieurs les Evêques qui ont opiné avant moi, ont dit qu'il falloit défendre la lecture de l'Ecriture sainte à cause de son obscurité. La Bulle n'est pas moins obscure; & par cette raison il faudroit en interdire la lecture. Mais enfin, ajouta-t-il en concluant, on convient de la nécessité de donner des explications; mon avis est donc qu'on en donne, & qu'on défende de lire la Constitution sans ces explications, afin qu'elles lui servent de CONTRE-POISON.

Ce Prelat s'est applaudi d'avoir trouvé le secret, en opinant de cette maniere, de concilier les lumieres de sa conscience avec la parole qu'il avoit donnée au P. Martineau Jésuite de recevoir la Constitution; & il a entendu avec plaisir ceux qui relevoient en sa présence l'expression énergique & peu honorable à la Bulle dont il s'étoit servi, en parlant des explications, jusqu'au tems où blessé de l'appel de son Chapitre au Concile, il s'est porté, comme nous le dirons dans la suite, à des extremités tout-à-fait contraires à la douceur naturelle & à la conduite pacifique qu'il avoit tenue jusqu'alors à l'égard de ses Ecclesiastiques.

Nous passons à la dernière séance de l'Assemblée qui se tint le lundi 5 fevrier. Après

le discours de M. le Cardinal de Rohan, que les Evêques oppoſans rapportent en abrégé ; on fit la lecture de la lettre latine écrite au Pape par les 40 Evêques. On la trouve dans le Procès verbal de l'Assemblée, & en voici le précis. Les Evêques après y avoir marqué à S. S. " qu'ils avoient reçu avec toute sorte de déférence & de vénération *son excellence* & *ſolemnelle Conſtitution*, ajoutoient qu'ils ne ſeroient pas moins fidèles à l'obligation que leur impoſoit leur miniſtère de la faire recevoir dans le même eſprit & avec la même ſincérité par tous ceux que la providence divine avoit confiés à leurs ſoins : Que pour parvenir plus ſûrement à cette fin, ils avoient arrêté un modèle uniforme d'Inſtruction paſtorale, qui ſeroit comme une eſpece de rempart & de digue oppoſée aux interprétations fauſſes & contraires au véritable ſens de la Conſtitution, par leſquelles des hommes pervers s'eſſorçoient en vain de frustrer l'Egliſe des grands & heureux fruits qu'elle eſpéroit avec confiance, & qu'elle commençoit déjà à recueillir de ce Decret Apoſtolique.

Enfin après avoir félicité le S. Pere ſur ce qu'il avoit terraiſſé ſans reſſource & avec éclat la doctrine des Novateurs de ce tems, ils finiſſoient par ces paroles qu'ils avoient empruntées de la lettre ſynodale des Evêques de France à S. Leon Pape : *Pour nous, Très S. Pere, quoique notre mérite devant Dieu ſoit inférieur au vôtre, remplis cependant de la même foi qui vous anime, nous ſommes prêts, moyennant le ſecours du Seigneur, à ſacrifier nos vies avec votre Beatitude pour la diſſeuſe de la vérité.*

M. le Cardinal de Noailles ne jugea point à propos de s'expliquer ſur cette lettre, il ſe contenta d'en louer la belle latinité. On lut enſuite la lettre qu'on devoit écrire aux Evêques abſens. On leur rendoit compte de tout ce que l'on avoit fait pour l'acceptation de la Conſtitution, & on les prioit de vouloir bien faire la même choſe, en proteſtant néanmoins, qu'on ſavoit bien qu'on n'avoit point ſur cela d'obligation à leur impoſer, & qu'on ne pouvoit que leur remonſtrer le deſir qu'on avoit de les trouver unis avec eux.

On termina enfin la ſéance par la lecture

que fit M. l'Abbé de Broglie du Procès verbal dans lequel étoient inſérées l'Inſtruction paſtorale approuvée dans la ſéance du jeudi précédent, & les lettres écrites tant au Pape qu'aux Evêques : & le tout, comme le remarquent les Evêques oppoſans, fut renfermé ſous une ſeule & même ſignature des XL. Prelats qui lui étoient unis, ils ſignerent ſeulement la déclaration que S. E. avoit faite le jeudi tant en ſon nom qu'au leur.

C'eſt ainſi que finit cette grande Aſſemblée, ſur laquelle tout le monde chrétien, hérétique & catholique, avoit les yeux attachés, quoi qu'elle n'eût rien par ſa convocation, ni par la maniere dont les matières y étoient traitées, qui la pût faire régarder comme une aſſemblée canonique & régulière. On peut dire que perſonne n'eût ſujet d'être content du ſuccès ; puifque d'un côté il n'y eut que neuf Prelats dans cette nombreuſe Aſſemblée qui ne ſe laiſſèrent point ébranler par la crainte des Puiſſances, ni ſeduire par les artifices de Jeſuites, & qui réclamèrent hautement pour la vérité, pour les droits de l'Episcopat & pour les maximes du Royaume ; & que de l'autre, ce nombre, quoique peu conſidérable, ſuffiſoit pour jeter les Jeſuites & leurs partiſans dans un grand embarras, & pour déconcerter leurs projets.

Quand tout fut terminé M. le Cardinal de Rohan ſortant de la ſalle, joignit M. le Cardinal de Noailles, & lui dit, qu'il ne s'étoit conduit comme il avoit fait, qu'après avoir conſulté les Theologiens les plus rigoriſtes. Et moi, lui répondit ſon Confrère, je n'ai pris mon parti qu'après avoir conſulté les plus relâchés, qui m'ont aſſuré que je ne pouvois en conſcience me conduire d'une autre maniere.

Plusieurs Evêques d'entre les XL. n'eurent pas la même delicateſſe que M. le Cardinal de Rohan. Comme ils n'avoient point d'autre part à ce qui venoit d'être arrêté dans leur aſſemblée, que de n'avoir pas eu la force de ſ'y opoſer, ils ne craignirent point d'avouer que dans le fond ils penſoient tout autrement. M. l'Evêque de Soillons par tout où on lui faiſoit des reproches de l'avis de la Commiſſion, diſoit nettement que cet avis n'étoit pas le ſien, qu'il avoit toujours voulu

qu'on s'adressât au Pape; que tout ce qu'on avoit fait ne valoit rien; que l'Instruction pastorale n'étoit pas suffisante; que *toute cette intrigue*, depuis la lettre de MM. de Luçon & de la Rochelle, *n'étoit qu'un mystère d'iniquité*; qu'il n'y avoit que du personnel contre M. le Cardinal de Noailles; & qu'on auroit été fort fâché de prendre un parti qu'il eût adopté, à moins qu'il n'en eût été deshonoré dans le monde.

Monf. l'Evêque du Mans dit encore sur le même sujet un bon mot, qui ne fut pas moins remarqué que celui qu'il avoit dit dans l'Assemblée. On louoit en sa présence le parti qu'avoient pris les XL en donnant une Instruction pastorale qui mettoit en sûreté toutes les vérités de la foi, qui paroissent attaquées par la Constitution. *Si le parti, dit-il, que les XL Evêques ont pris met la foi à couvert, il est au moins certain qu'il n'y met pas la bonne foi.*

M. l'Archevêque de Vienne, alors Evêque de Vence, dinant un jour à Ste. Geneviève, où il ne cessoit de dire que la Constitution ne valoit rien; on lui demanda pourquoi donc il l'avoit acceptée. "C'est, répondit-il, qu'il n'étoit pas possible de faire autrement sans s'arracher le blanc des yeux, ou se battre les uns contre les autres.

Enfin la plupart des autres Evêques, lors qu'on leur faisoit la même question qu'à M. de Vence, disoient naïvement, *C'est que le Roi l'a voulu*; faisant entendre que s'ils avoient été libres, ils auroient agi tout autrement.

On a vu dans la relation des Evêques opposans ce qui se passa de leur part les trois jours qui suivirent la clôture de l'Assemblée, c'est-à-dire depuis le 5 jusqu'au 8 février, & que M. le Cardinal de Noailles s'étoit chargé à leur prière d'aller à Versailles pour faire au Roi le même jour 8 février, les remontrances dont ils étoient convenus sur le refus qu'on faisoit de leur permettre d'écrire au Pape en commun. Ces Prelats n'ont pas jugé à propos de faire mention de l'ordre contraire que M. le Cardinal reçut le 7 au soir, dans le tems qu'il se préparoit à partir pour Versailles, ni d'ajouter à leur Procès verbal celui qu'ils reçurent eux-mêmes le lendemain

de retourner dans leurs diocèses. L'ordre pour M. le Cardinal étoit contenu dans la lettre suivante.

LETTRE de M. le Comte de Pontchartrain à M. le Cardinal de Noailles, du 7 février 1714.

„ MONSIEUR,

„ Le Roi vient de m'envoyer chercher & m'a commandé de marquer de sa part à V. „ E. qu'ayant appris que vous deviez arriver „ ici aujourd'hui, pour le voir demain, S. „ M. ne desiré pas que vous y veniez dans la „ conjoncture présente, parce qu'elle ne „ pourroit vous voir. Je me flatte que V. „ Eminence me rend assez de justice pour „ être bien persuadée du chagrin que j'ai „ d'avoir été chargé d'un pareil ordre; & je „ me remets, Monseigneur, à ce que M. le „ Due de Noailles pourra vous dire de mes „ sentimens à votre égard. Je suis toujours & „ pour toute ma vie, Monseigneur, de V. „ E. le très-humble & très-obéissant serviteur

PONTCHARTRAIN.

Le lendemain jeudi 8 février il vint sur les dix heures du soir un nouveau courier de M. le Comte de Pontchartrain, qui apporta pour chacun des huit autres Prelats opposans une lettre de cachet en forme, par laquelle S. M. leur ordonnoit de partir dans trois jours pour leurs diocèses, & d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre.

M. le Cardinal de Rohan avoit été le matin du jour précédent à Versailles avec les cinq Commissaires, porter au Roi la délibération des XL Prelats, & lui rendre compte de ce qui s'étoit fait dans les dernières séances de l'Assemblée. On n'a point sçu ce qui se passa dans l'audience particulière qu'il eut du Roi. Mais son Eminence eut le dessein de voir le public obstiné à croire, que le résultat en avoit été l'ordre qui fut envoyé le jour même à M. le Cardinal de Noailles, & le lendemain aux Evêques qui lui étoient unis.

Cet ordre renversa la confiance de M. l'Evêque de Laon : il avoit eu la fermeté de résister à toutes les instances qu'on lui avoit faites quelques jours auparavant, pour le détacher, comme M. l'Evêque d'Auxerre, du parti des Evêques opposans. On sait que M. l'Evêque de Langres avoit eu sur ce sujet une longue conversation avec lui, où il lui avoit remontré en termes fort vifs, qu'il lui convenoit moins qu'à un autre de s'opposer dans ces circonstances aux volontés de la Cour de France & de celle de Rome. Pouvoit-il se passer de 25000 livres, que lui rapportoit l'Abbaye de S. Martin de Laon, dont il n'avoit encore qu'un Brevet qui étoit revocable ? Et comment espérer la réunion de cette même Abbaye à son Evêché, s'il ne la meritoit par quelque condescendance ? Ces raisons avoient été rejetées avec autant de force qu'on avoit marqué de vivacité en les lui proposant ; & M. de Langres pénétré de douleur à la vue des maux que M. de Laon son cousin alloit s'attirer par son obtination, l'avoit quitté avec ces paroles, *Adieu Biron* ; faisant allusion à celles qu'Henri IV dit au Maréchal de ce nom, en le quittant pour la dernière fois.

Mais à la vue de la lettre de cachet qui le renvoyoit dans son diocèse, il se détermina à abandonner un parti qu'il n'avoit pris, que parce qu'il n'avoit pas cru déplaire au Roi jusqu'à ce point-là, en usant de la liberté que S. M. avoit donnée à tous les Evêques d'opiner suivant leurs lumières & leurs consciences. Il alla trouver sur le champ M. Voisin, pour le prier d'assurer le Roi de sa parfaite soumission à ses volontés ; & le lendemain il signa entre les mains de M. l'Abbé de Broglie son adhésion aux XL, fondée sur ce qu'il avoit, dit-il, toujours remarqué dans l'Assemblée, que tous ceux qui la composoient, étoient de même doctrine & n'avoient aucune dispute sur le fond, & que la différence des avis n'étoit que sur la forme.

M. le Cardinal de Rohan ayant été informé de cet heureux changement, se chargea d'en porter lui-même la nouvelle à Sa Majesté. Cependant ce changement n'alla point jusqu'à désapprouver la conduite des Evêques dont il s'étoit séparé.

Il leur rendit toujours la justice d'avouer qu'elle étoit la plus simple & la plus régulière, & il répondit plus d'une fois à des personnes de la Cour qui vouloient lui faire compliment sur ce qu'il avoit quitté les Opposans, que son cœur étoit toujours pour eux.

Les sept autres Prelats exécuterent l'ordre du Roi avec une fermeté & une modestie qui leur fit autant d'honneur qu'elle édifia tous ceux qui s'intéressoient par religion à cette dispute. Il ne sortit de leur bouche ni plaintes indécentes contre les Jésuites, qui étoient les premiers auteurs de leur disgrâce & de tous ces troubles ; ni paroles d'ostentation de leur zèle, & de la bonté de la cause pour laquelle ils souffroient. Mais ils firent voir par la manière dont ils soutinrent cette première épreuve, que véritablement ils n'étoient conduits que par les motifs exprimés dans leurs actes, c'est-à-dire par le desir de conserver la vérité & de procurer à l'Eglise une paix solide.

On pretend qu'après leur depart Monsi. le Cardinal de Noailles informa M. le Nonce du refus qu'on leur avoit fait de leur permettre d'écrire en commun au Pape, & qu'il lui fit même signifier l'opposition qu'ils avoient formée à la resolution prise par l'Assemblée, & donner copie de la lettre qu'ils avoient préparée pour S. S. Ce qui est au moins certain, c'est que dans de *Nouvelles lettres* qui viennent de paroître sous le nom de M. l'Evêque de N. au sujet de la première Instruction pastorale de M. le Cardinal de Noailles, & qui, suivant le bruit public, sont composées sur les memoires de M. le Cardinal de Rohan, & publiées par son ordre, on reproche à M. le Cardinal de Noailles qu'au lieu de profiter de la permission que le Roi lui laissoit & à ses Collegues d'écrire au Pape chacun en particulier, ils n'avoient pas hésité un moment à écrire à M. le Cardinal Paslucci Ministre de S. S. qu'ils attendoient avec impatience qu'il leur fut permis de s'adresser au S. Pere, pour lui demander des éclaircissements ; & d'avoir envoyé au même Cardinal son Mandement du 25 février, dont nous parlerons bientôt : Piece, ajoute-t-on, injurieuse au S. Siege, s'il en fut jamais ; & qu'il lui envoyoit néanmoins en démonstration de respect & d'obéissance.

9. XX.

La Constitution est revêtue de Lettres patentes, & enregistrée au Parlement. On envoie à Rome l'aile d'acceptation des XL Evêques. Bref du Pape à ces Evêlats. Ecrits sur ce Bref.

A Prés l'exil des huit Evêques, on travailla à dresser les Lettres patentes pour la publication de la Constitution. M. le premier Président & les Gens du Roi furent mandés pour ce sujet plusieurs fois à Versailles. Ces MM. & sur tout M. Joly de Fleury, aujourd'hui Procureur general, prirent la liberté de faire de fortes remontrances à S.M. sur les inconveniens de l'enregistrement d'une Bulle qui attaquoit violemment les droits de la couronne, & les maximes du Royaume: mais ils ne furent point écoutés. Ils en firent aussi sur les termes d'*Enjoignons aux Evêques*, qu'on avoit insérés dans les Lettres patentes. Le Roi convint d'abord que ce terme étoit trop fort, & que celui d'*Exhortons* suffiroit; mais on le fit ensuite changer de sentiment, en lui faisant entendre que sans cela les Evêques qui refuseroient d'accepter, ne seroient point censés coupables de désobéissance.

Après quelques autres difficultés, qui furent enfin levées par les ordres absolus de Sa Majesté, la Constitution & les Lettres patentes furent portées au Parlement le jeudi matin 15 fevrier. Les Grand'Chambre & Tournelle furent convoquées, suivant la coutume. Plusieurs Présidens & Conseillers prirent le parti de s'absenter d'une Assemblée dont ils ne croyoient pas pouvoir empêcher la conclusion, & à laquelle ils ne vouloient pas prendre de part. D'autres se retirèrent, lorsque l'on commença à traiter de cette affaire. Quelques-uns même eurent assez de fermeté pour déclarer que leur opinion étoit de faire des remontrances au Roi sur le terme d'*Enjoindre*, inséré dans les Lettres patentes, dont ils ne croyoient pas qu'on pût se servir à l'égard des Evêques dans des matieres de foi. On en compta neuf ou dix pour cet avis. Ces Lettres & la Constitution ne laisserent pas d'être enregistrées à la pluralité des

voix; mais celle-ci ne le fut qu'avec diverses modifications qui paroissent la détruire, si elles étoient prises à la rigueur. " Car, suivant la remarque d'un Auteur judicieux, comme ce seroit détruire un symbole de foi, que d'en rejeter un seul article; c'est aussi détruire une Constitution qu'on propose comme une regle de foi, que de ne la recevoir qu'avec des modifications ou des restrictions; puis que c'est supposer que l'autorité d'où elle est émanée, non seulement peut tomber dans l'erreur, mais même qu'elle y est tombée; & qu'ainsi son jugement ne peut servir de regle infaillible. D'ailleurs, ajoute le même Auteur, la Constitution en son entier est telle, qu'elle ne peut subsister avec les modifications sous lesquelles on la reçoit: car comment accorder avec les libertés de l'Eglise Gallicane, avec le pouvoir & la juridiction des Evêques du Royaume, une Constitution qui par la forme dans laquelle elle a été portée, & par toutes les clauses qu'elle renferme, semble en être le renversement ?

Voici quelles sont ces modifications: *La Cour a arrêté que lesdites Lettres patentes, & ladite Constitution seront enregistrées au Greffe d'icelle, pour être exécutées selon leur forme & teneur, sans approbation des decrets non reçus dans le Royaume énoncés dans ladite Constitution; comme aussi sans préjudice des libertés de l'Eglise Gallicane, droits, & prééminences de la Couronne, pouvoir & juridiction des Evêques du Royaume; & sans que la condamnation des propositions qui regardent la matiere de l'excommunication, puisse donner atteinte aux maximes & usages du Royaume; ni que sous prétexte de ladite condamnation, on puisse jamais prétendre, que lorsqu'il s'agit de la fidélité & de l'obéissance due au Roi, de l'observation des loix de l'Etat, & autres devoirs réels & véritables, la crainte d'une excommunication injugle puisse empêcher les sujets du Roi de les accomplir.*

On debita quelques jours après dans Paris les lettres patentes avec la Constitution en latin seulement, & l'Arrêt d'enregistrement où étoit inséré le discours de M. Joly de Fleury Avocat general; mais on ne les cria point

publiquement , sans doute par considération pour M. le Cardinal de Noailles , à qui seul, suivant les Lettres patentes mêmes , il auroit dû appartenir de publier la Constitution dans le diocèse de Paris. Le bruit avoit couru que ce Cardinal formeroit opposition à l'exécution de cet Arrêt le lendemain qu'il seroit rendu : mais on ne vit rien paroître de sa part , que le Mandement dont nous parlerons bientôt.

Avant cela & aussitôt après la clôture de l'Assemblée , on avoit dépêché un courier extraordinaire à Rome , pour y porter l'acte d'acceptation des XL Evêques ; & MM. de Rohan & de Bisly l'avoient fait précéder par un autre d'une espece singulière , qu'ils avoient fait partir dès le 30 janvier , afin qu'il pût arriver à Rome en même tems que le courier de la Cour. C'étoit le P. Timothée de la Fleche Capucin , qu'ils avoient choisi comme un homme capable d'instruire le Pape de l'attention qu'ils avoient eue dans tout le cours de cette affaire à ne laisser blesser en rien les pretentions de la Cour Romaine. Ce Religieux intrigant étant entré fort avant dans la confidence du P. Tellier , eut aussi ordre sans doute de faire valoir auprès de S. S. les services importans que les Jésuites lui avoient rendu dans cette occasion. Ce Député s'acquitta de sa commission avec tant d'habileté , qu'il en fut recompensé quelque tems après par l'Evêché de Berythe *in partibus* , & par la Coadjutorerie de Babylone , à laquelle il a renoncé depuis par l'ordre du Pape même , parce que content de recevoir les honneurs de l'Episcopat , & de mener une vie assez douce , il refusoit de partir pour la Perse. Il fut aussi gratifié d'une pension considérable que M. le Cardinal de Rohan & les Jésuites lui firent donner par le Roi.

Les Italiens , dont nous avons représenté plus haut l'impatience & l'inquiétude sur l'évenement de l'Assemblée , & qui n'osoient s'attendre qu'il fût si favorable , furent transportés de joie à l'arrivée de ces deux courriers. Une lettre écrite de Rome du 17 fevrier porte que l'Abbé Albissini Pensionnaire de France en cette Cour , étant allé voir le Cardinal Ministre , lui avoit dit entre autres choses , que le Pape devoit être bien content de la

soumission des Evêques de France , & que celui-ci en l'interrompant lui avoit répondu , *La sua Santità è archicontentissima. Vescovi di Francia hanno fatto la mezza di più di quello che si sperava.* (a) Aussi l'audience où M. le Cardinal de la Tremouille lui rendit le paquet des Evêques , fut-elle des plus gracieuses , & dura fort long-tems. Celle qu'il eut ensuite du Ministre , ne fut pas moins longue , ni moins remplie de temoignages de satisfaction.

Après ces premiers transports , le Pape prit quelques jours pour faire à la lettre des XL Evêques une réponse , où il tira de la forme ambigue de leur acceptation & des complimens de leur lettre , tout l'avantage qu'ils lui donnoient lieu d'en tirer. Cette réponse est contenue dans un Bref datté du 17 de mars 1714 , & adressé à M. le Cardinal de Rohan & aux Archevêques & Evêques assemblés à Paris. Le Pape commençoit par leur temoigner " la satisfaction qu'il avoit d'ap-
" prendre par leur lettre qu'ils avoient reçu
" la Constitution avec toute la veneration &
" toute l'obéissance due au S. Siege. Il ne
" leur dissimuloit pas néanmoins qu'il n'eût
" eu d'abord quelque peine des retardemens
" qu'ils avoient apportés à donner cette
" preuve éclatante de leur juste soumission
" pour un jugement Apostolique , qui sem-
" bloit demander une plus prompte execu-
" tion : mais que sa peine avoit cessé , lorsqu'il avoit appris que ce délai , ainsi qu'ils
" l'avoient déclaré plusieurs fois publique-
" ment , n'étoit venu d'aucun dessein qu'ils
" eussent de soumettre ses decrets à leur exa-
" men ou à leur jugement ; mais uniquement
" du desir qu'ils avoient de ménager la paix
" de l'Eglise , & de gagner , s'ils avoient pu ,
" quelques-uns de leurs Freres. Il donnoit
" ensuite de grands éloges à leur zele & à
" l'application qu'ils apportoient à travailler
" avec lui à l'entière & parfaite exécution de
" la Constitution. Il en donnoit encore de
" plus grands à cette Constitution , qui ex-
" pliquoit & annonçoit à tous les fidèles la

(a) C'est-à-dire : S. S. est plus que content. Les Evêques de France ont fait la moitié plus qu'on s'espéroit.

„ foi de l'Eglise Romaine , & condamnoit
„ très clairement les erreurs qui y étoient op-
„ posées. Il finissoit par marquer qu'il s'at-
„ tendoit que ceux de leurs Freres qui s'é-
„ toient séparés d'eux, reviendroient à un
„ parti plus sage ; & par faire des vœux pour
„ qu'ils n'eussent tous que les mêmes senti-
„ mens.

Quand ce Bref fut devenu public à Paris ,
il parut si injurieux pour l'Episcopat, si con-
traire à ce que les XL Evêques vouloient fai-
re croire en France, si propre à mettre dans
le plus grand jour les raisons que les Evêques
opposans avoient eues de déclarer l'accepta-
tion de XL insuffisante, qu'on eut de la peine
à comprendre que M. le Cardinal de Ro-
han & les autres Commissaires eussent pu
penser à s'en faire honneur ; comme ils fi-
rent, en le faisant imprimer & traduire en
Français , pour le mettre entre les mains du
peuple, & en le faisant envoyer avec une let-
tre des Agens du Clergé à tous les Evêques
du Royaume.

Il est vrai que ces Messieurs eurent soin
d'en adoucir les expressions les plus fortes.
Au lieu que l'original portoit que *S. S. avoit
appris avec satisfaction par leur lettre, que
conformement à l'obligation que leur imposoit
leur ministère, ils travailleroient avec zèle &
avec application à mettre la Constitution en exé-
cution : EXECUTIONI MANDETUR ; ils mi-
rent, qu'ils travailleroient à la faire observer
inviolablement : INVOLATE SERVETUR.*

Mais ce changement n'empêchoit point
que ce Bref dans toute sa teneur n'appuyât
les prétentions les plus outrées de la Cour
Romaine. C'est ce que l'on fit voir dans un
écrit qui parut quelque tems après, sous le
titre de *Remarques sur le Bref du Pape &c.* on
y montrait que l'esprit de ce Bref se redui-
soit ; 1. A persuader que l'acceptation de la
Constitution faite par l'Assemblée étoit pure
& simple ; 2. A déclarer que les Evêques
n'avoient point le droit de recevoir les Con-
stitutions par voie de jugement ; & que si le
Pape avoit affecté de donner des loiianges aux
XL Evêques, il ne l'avoit fait qu'afin d'être
plus en droit de les depouiller de leur quali-
té de juges, & d'accabler leurs confreres

d'injures, qui leur étoient plus glorieuses que
de pareilles loiianges.

On publia encore un autre écrit sur le mê-
me sujet en forme de *Lettre* adressée à *M.
le Cardinal de Rohan*. L'Auteur, qui fait pro-
fession de parler, non en Theologien, mais
en Jurisconsulte, attentif à ce qui peut blef-
fer les droits de la Monarchie, y représente à
cette Eminence avec autant de respect que de
force, qu'il n'avoit encore rien paru de la
part de la Cour de Rome qui y fût plus con-
traire. Il entre sur cela dans un détail très
interessant, mais où il n'est pas de nôtre des-
sein de le suivre. Nous ferons seulement ici
après lui une remarque importante ; c'est que
l'Instruction pastorale que M. le Cardinal de
Rohan avec les autres Commissaires & la
plupart des Evêques avoient cru absolument
nécessaire & indispensable pour finir les dis-
putes, en deviendroit une source nouvelle ;
puis que n'étant point approuvée par le Pape,
qui loin d'en faire aucune mention, affectoit
au contraire de relever la clarté de son de-
cret, elle ne pourroit plus servir de règle ; &
que la Constitution seule seroit la règle infail-
lible par laquelle on jugeroit de cette Instruc-
tion comme de tout autre écrit.

En effet, le bruit courut quelque tems après
que le Pape indigné de ce que les XL Evê-
ques s'étoient donné la liberté d'expliquer sa
Constitution, ne s'étoit pas contenté de me-
priser leur Instruction par son silence, mais
qu'il l'avoit faite condamner par la Congre-
gation de l'*Indice*, comme contraire au ve-
ritable sens de sa Constitution. Quelque ré-
pandu qu'ait été ce bruit, on n'a eu jusqu'i-
ci aucune preuve qu'il fût fondé. Les par-
tisans de l'Instruction pastorale ont soutenu
au contraire, que le Pape en ne la condam-
nant point, l'avoit approuvée d'une maniere
negative : ce qui étoit la seule maniere d'ap-
prouver qui fût aujourd'hui en usage à Ro-
me, à l'égard de tout ce qu'on portoit au ju-
gement des différentes Congregations qui y
sont établies. Ils ont même ajouté, qu'ils sa-
voient par plusieurs lettres de Rome, que S.
S. étoit très contente de l'Instruction, & que
sans le terme d'*immédiatement*, qu'on y avoit
mis en parlant du pouvoir que les Evêques

avoient reçu de J. C. elle l'auroit approuvée d'une manière positive.

Il courut encore un autre bruit, dont on n'a point vu non plus de suites. C'est qu'immédiatement après la nouvelle de l'acceptation de la Constitution par les XL Evêques, le Nonce du Pape avoit reçu une dépêche très vive, par laquelle S. S. lui enjoignoit d'aller trouver le Roi, pour l'engager, suivant sa parole, à faire recevoir la Bulle par tous les autres Evêques, & pour supplier S. M. au cas qu'il y en eût quelques-uns qui le refusassent, de la faire publier dans leurs diocèses par l'Evêque le plus proche.

Ce qui est certain, c'est que le Pape peu de tems après fit éclater en plusieurs manières son mécontentement contre les Evêques opposans, par différents Brefs écrits au Roi, & par la condamnation des Mandemens de ces Prelats. Mais comme tout cela est postérieur à d'autres événemens, qui contribuèrent à irriter encore davantage la Cour de Rome, l'ordre des tems demande que nous rapportions auparavant les suites qu'eut en France l'enregistrement de la Constitution fait par les Parlemens.

§. XXI.

Le Roi envoie la Constitution à la Faculté de Theologie de Paris, pour l'enregistrer. Relation des trois assemblées qui se tinrent sur ce sujet. Le Syndic substitue une fausse conclusion à celle qui avoit été arrêtée par la Faculté.

Monsieur le Cardinal de Noailles se montrant toujours inflexible, on prit le parti de faire recevoir la Constitution par la Faculté de Theologie de Paris dans son Assemblée ordinaire du 1 mars. On ne put point arrêter par la clause des Lettres patentes, [La] qui reservoit aux Evêques tout

(a) *Es attendu que tous ce qui regarde les Jugemens de l'Eglise en matiere de doctrine, est principalement réservé aux Evêques, & ne peut leur être ôté par aucun privilège, nous voulons que le contenu en nos presentes Lettres soit executé, non-obstant toutes exemptions, privilèges, droits de Jurisdictions Episcopales ou quasi Episcopales, qui pourroient être prétendus*

ce qui en regardoit l'exécution, & faisoit cesser à cet égard toutes fortes d'exemptions & de privileges; ni par celle qui ordonnoit qu'elle seroit reçue d'une manière uniforme, suivant les résolutions qui avoient été prises à ce sujet dans l'Assemblée des Evêques: ce qui étoit alors impraticable, puis qu'on n'avoit point encore rendu publique l'Instruction pastorale, qui expliquoit les sens que les Evêques avoient attribués aux propositions condamnées, & suivant lesquels ils avoient sans doute eu intention que tous les fidelles les condamnaient. Mais cette dernière circonstance entroir dans les vues du P. Tellier, qui avoit fait différer exprès la publication de l'Instruction pastorale, afin que la Constitution fût reçue par les Docteurs, comme elle l'avoit été par les Evêques indépendamment de cette Instruction. On envoya donc en Sorbonne la Constitution toute nue, dans le dessein qu'elle y fût reçue & enregistrée purement & simplement.

L'attention du public se tourna aussitôt de ce côté-là; & l'on crut que le tems étoit venu, où cette savante & illustre Compagnie alloit se montrer fidelle au serment que font dans l'Eglise cathédrale de Paris sur l'autel des Martyrs, tous ceux qui y sont admis, de défendre la vérité jusqu'à l'effusion de leur sang. Comme on a fait deux Relations fort exactes de ce qui se passa dans cette occasion, lesquelles ont été imprimées, nous pourrions nous contenter d'y renvoyer, & sur tout à celle qui a paru sous le titre de *Relation des deliberations de la Faculté de Theologie de Paris au sujet de l'acceptation de la Constitution UNIGENITUS*. Nous le ferions d'autant plus sûrement, que nous savons que cette dernière Relation a été composée par le celebre M. Vitalle Docteur & Professeur de Sorbonne, dont tout le monde a connu la candeur & la droiture. Mais afin qu'on trouve ici la suite de toute cette histoire, nous allons en extraire les principaux faits, en consultant en même tems des memoires particuliers que

par aucuns Chapitres, Abbayes Communautés seculieres ou regulieres, ou par aucuns particuliers auxquels nous avons défendu & défendons d'exercer aucunes fonctions ni actes de Jurisdiction en cette matiere en vertu desdits privilèges.

nous avons de quelques Docteurs, afin de rapporter ces faits avec une plus grande exactitude.

Après que toutes les mesures eurent été prises entre ceux qui étoient sous le P. Tellier à la tête de cette affaire, M. le Cardinal de Rohan vint de Versailles à Paris le dernier jour de février, veille de l'Assemblée. Il manda sur les 4 heures M. le Rouge Syndic & quelques autres Docteurs, à qui il remit la lettre de cachet du Roi pour l'Assemblée du lendemain, recommandant instamment au Syndic de donner tous ses soins & toute son application pour en procurer l'exécution, que S. M. avoir extrêmement à cœur.

Ce même jour sur le soir, il parut un Mandement & Instruction pastorale de M. le Cardinal de Noailles, daté du 25 du même mois. S. E. après y avoir rendu compte aux fidèles de son diocèse de la conduite qu'il avoit tenue à l'égard de la Constitution, y déclaroit : *Qu'un grand nombre de propositions condamnées dans la Constitution étoient, de l'aveu de tous le monde, obscures & ambiguës : Que le sens que le Pape y avoit condamné, ne se présentoit pas d'abord à l'esprit : Qu'ainsi les Prelats de l'Assemblée avoient jugé qu'il falloit en donner des explications : Que les uns avoient cru entendre assez bien la Constitution, pour donner eux-mêmes ces explications ; mais que les autres, du nombre desquels il étoit, n'avoient pas trouvé que celles qu'on avoit dressées, fussent suffisantes : Qu'il avoit cru que le parti le plus sage, le plus modéré, & le plus respectueux pour le S. Siège, étoit de recourir au Pape, qu'il attendoit des explications ; & jusqu'à ce qu'elles fussent venues, il défendoit conformément aux saints décrets, à la discipline de l'Eglise en general, & à celle de l'Eglise Gallicane en particulier, à toutes Communautés & à toutes personnes ecclésiastiques de son diocèse, de quelque qualité & condition qu'elles fussent, se dispenser & non exemptes, sous peines de suspension encourue par le seul fait, d'exercer aucune fonction ni acte de juridiction à l'égard de ladite Constitution, ou de la recevoir indépendamment de l'autorité qu'il avoit plu à Dieu d'attacher à son caractère, & contre la subordination établie par l'Ordre hiérarchique.*

Ce Mandement surprit agréablement le

public, & fit un sensible plaisir aux Docteurs opposés à la bulle, dont il releva le courage abattu par les difficultés qu'ils prévoyaient qu'ils auroient à surmonter. Ils se flatterent d'abord, qu'on pourroit respecter la censure qui y étoit portée, afin de ne pas tomber dans la contradiction qu'il y auroit à la mépriser, pendant qu'on condamnoit le P. Q. pour avoir avancé ; *Que la crainte d'une excommunication injuste ne doit point nous empêcher de faire notre devoir.* Mais un pareil obstacle n'étoit pas capable d'arrêter les auteurs de l'entreprise qui avoit été projetée. Il ne fit que les irriter davantage. Ils rassurèrent les Docteurs de leur parti, sur qui cette censure ne laissoit pas de faire impression, par le prétexte que la Faculté de Théologie n'étoit pas soumise à la juridiction de l'Archevêque de Paris, & que le Mandement ne leur avoit pas été signifié ; & ils prirent de nouvelles mesures pour renverser les autres par la crainte de toutes sortes de disgrâces.

Le 1 mars les Docteurs s'étant assemblés à l'heure ordinaire dans la salle de Sorbonne, l'Assemblée ne se trouva composée que d'environ 200 au lieu de 250 & plus qu'on auroit dû y voir pour une affaire si importante. Mais plusieurs prirent le parti de s'absenter par la crainte des suites fâcheuses dont ils étoient menacés ; & nous verrons dans la suite que de ces 200 il n'y en eut par la même raison que 128 qui purent se résoudre à opiner. Le Syndic qui étoit allé consulter M. le Cardinal de Rohan sur ce qu'il avoit à faire par rapport au Mandement, se fit attendre près d'une heure. Lorsqu'il prenoit sa place, un Docteur lui ayant dit, *qu'il alloit proposer une affaire qui pourroit en envoyer plusieurs en campagne ;* il lui répondit froidement en regardant vers les fenêtres, *qu'en venant il lui faisoit beaucoup.* Il ouvrit ensuite l'Assemblée par la lecture qu'il fit de la lettre de Cachet. Elle étoit semblable à celle qui avoit été donnée pour la réception de la Bulle *Vincam Domini Sabarini*. Cette lecture fut suivie d'un discours véhément, où il releva avec toute son éloquence "cette abondance de lumières, avec laquelle le S. Père dispoit dans cette Constitution, les nuances qu'on tâchoit de repandre sur la véritable doctrine de

„ l'Eglise ; la sagesse & la force avec laquelle
 „ il y rompoit tous les rejets qui renaîs-
 „ soient de cette damnable souche de l'here-
 „ sie , arrachant jusqu'aux moindres racines ,
 „ & étouffant toute semence d'erreur.

Après ce discours il requit ; 1, Que la Faculté reçût la Constitution du Pape avec le respect & la soumission qui lui étoit due ; 2, Qu'elle ordonnât qu'elle seroit enregistrée , & qu'on n'enseignât rien qui y fût contraire ; 3, Qu'on observât de point en point ce qui avoit été pratiqué en 1705 dans la réception de la Bulle *Ineam Domini* ; 4, Qu'on ordonnât une députation pour remercier le Roi.

Ces quatre chefs ayant été mis en délibération , il n'y eut que 29 Docteurs qui opinèrent dans cette première séance. Quinze furent pour l'acceptation pure & simple ; & quatorze , qui étoient ce qu'il y avoit de plus distingué en mérite parmi les anciens , furent d'avis , pour donner au Roi une marque extérieure de leur soumission , d'inscrire la „ Constitution dans les registres ; mais à „ deux conditions. La 1, que cet enregistrement ne lui donneroit point force de loi , „ & qu'elle ne serviroit point de règle ni pour „ la doctrine ni pour les mœurs ni pour la „ discipline , jusqu'à ce que les éclaircissements que M. le Cardinal de Noailles avoit „ demandés à Rome fussent venus , & qu'en „ conséquence il eût lui-même publié la Constitution. La 2, qu'il seroit fait mention „ que cet enregistrement se faisoit par l'ordre „ exprès du Roi : *Inscribatur Constitutio , ita „ ut 1, vim legis non obtineat , donec venerint „ à Sede Apostolica explanationes , & fuerit ab „ Eminentissimo Archiepiscopo promulgata* : 2, „ *Ut dicatur jussu regio inscripta*. C'est le précis de l'avis de ces 14 Docteurs , & l'expédient qu'ils trouverent pour mettre la vérité à couvert , & concilier les deux Puissances en obéissant au Roi , sans désobéir à leur Archevêque. Et comme cette première Assemblée fut celle où on leur laissa plus de liberté , c'est par là qu'on doit juger de l'esprit dans lequel nous verrons que plusieurs autres dans les Assemblées suivantes conclurent aussi à l'enregistrement , sans parler d'acceptation , quoique la crainte les ait empê-

chés de s'expliquer aussi nettement que ces premiers opinans.

Les partisans de la Constitution ne furent pas satisfaits de cette première délibération. Ils voyoient avec chagrin que si parmi les anciens , sur lesquels ils comptoient le plus , comme ayant été reçus dans les tems de la plus grande chaleur du Janсенизм , où l'on excluait tous les sujets qui étoient suspects aux Molinistes , ils avoient à peine obtenu la pluralité ; il n'y avoit pas lieu d'espérer que lorsque la jeunesse élevée dans de meilleurs principes opineroit , ils pussent avoir l'avantage. Ils délibérèrent ensemble sur les moyens de s'assurer le succès. Ils s'arrêtèrent à ces deux-ci. Le 1 fut de faire déclarer par le Parlement le Mandement de M. le Cardinal de Noailles abusif ; & M. l'Evêque d'Evreux , ci-devant Official de S. E. fournit un Memoire qui en contenoit les motifs. Le 2 fut de faire donner par le Roi une Lettre de jussion plus forte que la première , avec des expressions de mettre aucune restriction à la réception de la Bulle.

Il leur fut aisé d'obtenir la Lettre de jussion. Ils trouverent plus de difficulté de la part du Parlement. M. le Cardinal de Rohan alla de la part du Roi rendre visite à M. le Premier-Président , & lui représenta vivement l'indignation de S. M. contre M. le Cardinal de Noailles , & combien Elle desiroit qu'il pût faire rendre un arrêt contre son Mandement. M. le Premier-Président répondit , que tout le monde connoissoit sa reconnoissance & son zèle pour S. M. mais qu'il ne savoit pas s'il y avoit quelques moyens d'abus qu'on pût proposer contre ce Mandement , & qu'il en conférerait avec MM. du Parquet. Il les consulta en effet ; & ils répondirent unanimement , qu'il n'y avoit aucun abus dans ce Mandement , qui étoit très mesuré , & tout fondé sur les Lettres patentes du Roi.

Les partisans de la Constitution pour se consoler de ce que ce moyen leur manquoit , firent courir le bruit , qu'on avoit porté au Roi les Noms des Docteurs qui avoient opiné contre l'acceptation , & que S. M. avoit ordonné contre tous des lettres de cachet. Ce bruit , quoi qu'absolument faux , ne laissa pas d'être cru pendant un jour : on lui en substi-

tua aussi-tôt un autre qui quoi qu'également faux, commença néanmoins à intimider les plus courageux, c'est que le Syndic avoit un ordre verbal de rompre l'Assemblée au premier opinant qui auroit la hardiesse de mettre quelque restriction à la reception ou à l'enregistrement demandé par le Roi, & d'envoyer son nom en Cour, afin qu'on en fit une punition exemplaire.

Les Docteurs se rassemblèrent le samedi 3 mars. Le Syndic après s'être plaint de la dernière Assemblée, où plusieurs, dit-il, avoient manqué au respect & à la soumission qui étoit due au Roi; & avoir fait entendre que ceux qui suivroient désormais leur exemple, seroient traités en toute rigueur, fit lecture de la lettre de jussion dont nous venons de parler. Elle étoit conçue en ces termes.

DE PAR LE ROI,

„ Chers & bien amés, Ayant été infor-
„ més que notre Cousin le Cardinal de No-
„ ailles, Archevêque de Paris, a fait un
„ Mandement, qui a paru le même jour que
„ nous vous avons adressé la Constitution
„ de N. S. P. le Pape; & ayant appris que
„ ce Mandement pouvoit apporter quelque
„ trouble dans vos délibérations par l'usage
„ que quelques esprits brouillons en pourro-
„ ient faire, nous vous ordonnons que vous
„ ayez à vous conformer entièrement à notre
„ Lettre du 28 du mois passé; & vous en-
„ joignons de nouveau en tant que besoin
„ sera, que vous ayez à enregistrer la susdi-
„ te Constitution, sans aucun retardement ni
„ aucune modification, & ordonnons aux
„ Doyen & Syndic de la Faculté de tenir la
„ main à l'exécution de notre volonté. Si n'y
„ faites faute: car tel est notre plaisir. Don-
„ né à Versailles le 2 mars 1714. Signé LOUIS,
„ & plus bas,

PHILIPPEAUX.

Cette Lettre jeta la consternation dans les esprits des Docteurs les mieux intentionnés, qui avoient déjà été ébranlés par les bruits qu'on avoit fait courir la veille. Les menaces & les clameurs tumultueuses du Sieur Tournely & des autres de la faction du Syndic, qui interrompoient ceux qui n'entroient

pas d'abord dans leurs sentimens, acheverent de les étourdir & de les renverser: *C'étoient des séditieux, des rebelles, des criminels de lèse Majesté, qu'il falloit chasser.* Avec quelque timidité, modération ou réserve qu'ils pussent s'exprimer, le Syndic ordonnoit au Greffier d'écrire que leur avis étoit contraire aux ordres du Roi, qu'ils étoient rebelles au Roi: *Scribe, Adversarius Regi.* Par là ils repandirent le trouble & une frayeur generale dans toute l'Assemblée. Il ne resta de voix ni de liberté à ceux qui y avoient apporté les résolutions les plus courageuses, que pour dire avec M. l'Abbé Lambert: Il faut obéir au Roi, & non délibérer: *Obtemperandum Regi, non deliberandum;* ou pour consentir avec M^{rs}. l'Abbé Leger, qu'on enregistrait la Constitution par pure obéissance aux ordres du Roi.

Comme ce dernier avis fut celui qui suivit le plus grand nombre des Docteurs, qui crurent pouvoir l'accorder avec la disposition où ils étoient de ne point accepter la Constitution, il est bon de le rapporter en entier. "Je ne sçai, dit cet Abbé d'un ton grave, comme la Faculté de Theologie de Paris qui étoit autrefois si honorée de toutes les Puissances, se trouve maintenant si avilie, qu'au lieu de lui demander son avis doctrinal, on exige d'elle une simple obéissance aux ordres du Roi: *Eò tandem despectus devenimus, ut non amplius judicium doctrinale, sed mera obedientia à nobis postuletur.* Ce n'est pas, continua-t-il, qu'elle ne soit autant en état de répondre aux difficultés que du tems de François I, quand elle donna ce jugement doctrinal, qu'on nous lut il y a un mois, & qui nous ravit en admiration. Il faut espérer que s'il s'élève encore quelque difficulté sur la Religion, ce qu'à Dieu ne plaise, le Roi lui fera l'honneur de la consulter, comme les Rois ses Predecesseurs. Mais puis qu'on ne nous demande aujourd'hui que d'obéir, je suis d'avis qu'on enregistre au Greffe de la Faculté la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI avec les deux lettres de cachet, & qu'on députte au Roi six Docteurs des plus anciens, pour rendre compte à sa Majesté de ce qui s'est passé, & lui témoigner qu'on a exécuté ses ordres.

Enfin de 48 Docteurs qui opinerent dans cette séance, y compris trois des anciens qui avoient déjà dit leur sentiment dans la premiere, & qui l'adoucirent dans celle-ci, il n'y en eut que deux, savoir M. Blanchard & M. Vitasse, qui furent d'avis de deputer au Roi, afin de différer l'examen de l'affaire, jusqu'à ce qu'on eût reçu les explications que M. le Cardinal de Noailles avoit demandées à Rome. A quoi M. Vitasse ajouta, que quant à present il ne pouvoit recevoir la Constitution, ni la regarder comme la regle de la doctrine, de la morale & de la discipline de l'Eglise: *Certe his stantibus non possum suscipere Pontificiam Constitutionem, nec eam habere ut regulam doctrina nostra, morum, ac disciplina.*

Des 46 autres Docteurs, quinze furent clairement pour le Syrdic, & trois d'une maniere ambigue: vingt deux pour inscrire la Bulle avec les Lettres de jussion, sans dire un mot de l'acceptation, ou en l'excluant même assez ouvertement; ce dernier avis étoit celui de M. l'Abbé Leger & de M. Courcier Theologal de Paris, qui l'expliqua avec plus de netteté. Trois conclurent pour ne point délibérer, & deux se renfermerent entierement dans le silence.

La confirmation des Docteurs ne finit pas avec l'Assemblée. Ceux de l'Archevêché qui se croyoient encore plus en butte que les autres, desesperant de mettre la verité à couvert, crurent que l'unique parti qu'ils avoient à prendre, étoit de se conserver eux-mêmes, & d'empêcher les autres de prendre part à cette iniquité, en les engageant à s'abstenir de l'Assemblée. Ils parlerent & écrivirent en ce sens aux Docteurs qui étoient attachés à M. le Cardinal, qui ne crut pas devoir s'y opposer, quoiqu'il desaprouvât cette démarche, comme il le témoigna depuis à des personnes qui lui en parlerent, & à qui il dit, qu'il auroit fort désiré que tous ces Docteurs n'eussent écouté que leur conscience, mais qu'il ne lui convenoit point de les obliger à se sacrifier pour lui, & que cela devoit venir d'eux-mêmes. Ils éloignerent par là un grand nombre de Docteurs de l'Assemblée, & furent cause que le parti mitoyen embrassé par M. Leger, l'emporta. Car on ne dou-

te point que si ces Docteurs s'étoient joints à ceux qui dans l'Assemblée suivante furent d'avis de ne point recevoir ni enregistrer la Constitution, ils n'eussent ramené à ce sentiment beaucoup de ceux qui pour concilier leur conscience avec leur crainte, avoient pris le parti mitoyen; & que par cette réunion le parti des Opposans ne fût devenu le plus fort.

La retraite de ces Docteurs trop prudents, n'empêcha point néanmoins que quelques-uns de ceux qui avoient pris le parti mitoyen, ne retournassent au combat. MM. Habert, Bigres, Pinsonnat, & de la Coste, honteux d'avoir rougi de la verité, & de l'avoir laissée en peril, en se mettant eux-mêmes à couvert, resolurent d'aller à la premiere Assemblée & de s'y expliquer si nettement, qu'il ne restât pas le moindre lieu de douter de leur veritable sentiment. M. l'Abbé Bidal fit plus. Il s'abstint de dire la Messe jusqu'à ce qu'il eût été relevé de la censure qu'il croyoit avoir encourue, & qu'il eût réparé sa faute. M. l'Abbé Lambert en tomba malade de douleur, & fut plus de six semaines dans une telle langueur de corps, & dans de si grandes agitations d'esprit, que ses amis ne le reconnoissoient plus. Comme il craignoit aussi d'avoir encouru la suspension, il alla avouer sa faute à M. le Cardinal de Noailles, & lui en demanda l'absolution. On voulut lui persuader qu'il étoit obligé de retourner à l'Assemblée, pour se mieux expliquer, comme les cinq Docteurs que nous venons de nommer, étoient resolus de le faire; mais il ne fut pas possible de l'y déterminer: tant il étoit saisi du sentiment de sa foiblesse, & de la crainte de faire encore pis. Nous verrons dans la suite que ce qu'il n'osa faire pour lors, il le fit depuis avec une humilité qui édifia tous ses Confreres.

La Faculté se rassembla pour la 3 fois le lundi 5 mars, le Syndic n'ayant point de nouvelles Lettres de cachet pour entretenir les esprits dans la crainte, tâcha d'y suppléer par un discours imposant, qu'il avoit préparé pour l'ouverture de cette séance. Il dit que les intentions du Roi étant qu'on reçut cette dernière Bulle comme on avoit reçu la premiere en 1705, & le decret qui fut fait alors par la Faculté portant la peine de l'exclusion contre

contre les opposans, on traiteroit de même ceux qui opineroient contre la reception de celle-ci; qu'ils seroient *ipso facto* exclus & chassés de la Faculté, sans aucune esperance de retour. Pour appuyer cette menace, il fit faire par le Greffier la lecture de ce decret; mais elle ne servit qu'à faire connoître sa méprise, & à rassurer les Docteurs: car tous remarquerent que la Faculté n'y imposoit la peine de l'exclusion qu'à ceux qui feroient ou qui diroient quelque chose contre sa conclusion, & qu'elle n'en avoit imposé aucune à ceux qui avant la conclusion pouvoient, en opinant, avoir été d'un avis contraire; & qu'ainsi on n'avoit pour le present rien à craindre de ce decret, & qu'il laissoit à chacun la liberté de dire son avis comme il le jugeroit à propos.

Mais le Syndic avoit inventé, pour repandre la frayeur dans les esprits, un autre stratagème, dont nous avons déjà dit un mot, & qu'il est nécessaire d'expliquer ici; parce que ce fut dans cette séance qu'il en fit principalement usage. Il avoit ordonné au Greffier de ne faire lire le Plumitif que deux listes des avis des Docteurs: l'une de ceux qui acceptoient la Bulle, *Acceptantium*; l'autre de ceux qui étoient rebelles au Roi, *Adversantium Regi*: de sorte que lorsque quelqu'un ouvroit un sentiment qui n'étoit pas de son goût, il se tournoit vers le Greffier: Ecrivez, lui crioit-il en colere, *Adversatur Regi*, il est rebelle au Roi, il résiste à ses ordres. "C'étoit, dit l'Auteur de nôtre Relation, une invention d'une malice consommée; & rien n'étoit plus propre à repandre l'épouvante. Un Docteur ne pouvoit se résoudre à opiner selon Dieu & sa conscience, qu'il ne se vit traité de rebelle à S. M. & qu'en cette qualité on ne mît son nom sur une feuille qu'on s'attendoit qui seroit montée au Roi. Auparavant on pouvoit se flatter d'être épargné, ou oublié dans la foule; mais alors le mal paroissoit absolument inévitable.

D'ailleurs les partisans de la Bulle s'étoient placés, comme à l'Assemblée précédente, en differents endroits de la salle, pour être à portée de harceler, de fatiguer, de deconcerter par leurs cris ceux qui n'opineroient pas à leur gré.

Tels étoient les préparatifs de la délibération, lorsque M. l'Abbé Bidal se leva le premier, & dit avec gravité, qu'il avoit parlé à la dernière Assemblée; mais que dans la crainte qu'il avoit qu'on n'eût mal pris son sentiment, il demandoit à la Faculté la permission de s'expliquer plus clairement, & qu'il l'avoit écrit afin de n'en rien changer. Il lut en même tems le papier qu'il tenoit à la main, où il déclaroit, "Que son avis étoit qu'on supplîât très humblement le Roi d'agréer qu'on fursît à cette affaire jusqu'à ce qu'on eût reçu de Rome les explications que M. le Cardinal de Noailles avoit demandées au Pape; & qu'en les attendant, il ne pensoit pas qu'on dût inserer la Constitution dans les registres de la Faculté, parce que S. E. le défendoit dans son Mandement sous peine de suspension. D'ailleurs, ajouta-t-il, les Constitutions des Papes, selon la doctrine de la Faculté, n'ont force de loi, qu'après le consentement de l'Eglise universelle. Or non seulement l'Eglise universelle n'a pas donné son consentement à la dernière Bulle, mais elle n'est pas même reçue de tout le Clergé de France. Il y a dans le Royaume plus de six vingts Evêques; & il n'y en a que 40 qui l'aient acceptée; & encore ne l'ont-ils reçue qu'avec explications." Comme ce vieillard vénérable à une voix très foible, & qu'on ne l'entendoit point, il fut obligé de donner son papier au Greffier pour le lire d'un ton plus haut.

M. Tournely après cette lecture cria qu'il falloit retenir le papier, & le porter en Cour, comme une preuve authentique de rebellion, *Tanquam monumentum rebellionis*. La Faculté applaudit à cet avis, & le Syndic ordonna qu'on le mît sur la colonne de ceux qui étoient rebelles à S. M.

M. Pinsonnat, M. Bigres, & M. de la Coste se leverent ensuite, & se joignirent à M. l'Abbé Bidal; & après eux le reste des Docteurs opinâ chacun dans son rang, de sorte qu'il y eut 64 Docteurs qui parlerent dans cette séance, savoir 56 nouveaux, & 8 des anciens, qui revinrent à quelques-uns des sentimens qui avoient été proposés par leurs confreres.

De ces 64 il n'y en eut que 21 qui se déclarèrent nettement pour le Syndic, c'est-à-dire pour l'acceptation & pour l'enregistrement, & un qui le fit d'une manière obscure, son avis ayant été d'obéir sans porter de jugement. Les 42 autres ne furent point pour l'acceptation, du moins telle que le Syndic la demandoit actuelle & absolue: 19 ayant été formellement contre l'acceptation & l'enregistrement; 7 pour l'enregistrement & contre l'acceptation; 14 pour l'enregistrement sans parler de l'acceptation qu'ils croyoient exclure suffisamment, en n'y concluant pas; & deux pour une acceptation en l'air ou conditionnelle.

La délibération étant finie; le Syndic qui avoit eu l'attention de compter les voix, sentant bien qu'il n'avoit pas la pluralité pour lui, proposa, sans doute pour avoir le tems de ramener quelques Docteurs à son avis, de remettre à une autre Assemblée à supputer les voix, & à faire la Conclusion, sous prétexte qu'il étoit tard: mais on s'y opposa, & il fut obligé d'aller au bureau du Greffier. Il compta donc les suffrages, & après les avoir distribués comme il lui plut, il dit tout haut que l'avis de M. Leger prévaloit, & il appela en même tems M. Leger au bureau pour dresser la Conclusion sur son avis. Pour cela il le pria de le repeter: ce qu'il fit avec sa gravité ordinaire, & d'une voix intelligible, en disant que son avis étoit d'inscrire la Constitution dans les registres de la Faculté avec les deux lettres de cachet du Roi, & de deputer à S. M. pour lui rendre compte de la manière dont on avoit exécuté ses ordres: *Inscribendam esse Constitutionem in commentariis sacrae Facultatis, una cum duabus Litteris Regiis mittendisque &c.*

On peut dire que ce moment est le moment décisif par lequel on doit juger du véritable sentiment de la Faculté sur la Constitution *Unigenitus*. Son Syndic après avoir employé toutes sortes de moyens pour la contraindre à recevoir cette Bulle, eût obligé de déclarer publiquement, que tout ce qu'il a pu obtenir de ce Corps, a été de le porter à consentir qu'elle fût inscrite dans les registres par pure obéissance aux ordres du Roi, sans approbation ni acceptation. Si les Docteurs

avoient seu profiter de ce moment, toute l'Europe, à qui on a long-tems fait croire le contraire, auroit été instruite dès lors & d'une manière qui n'auroit été sujette à aucun doute, que tel étoit le sentiment de la celebre Faculté de Theologie de Paris; qu'elle n'approuvoit point, qu'elle n'acceptoit point la nouvelle Constitution. Mais ce fait dans ce moment si évident, si incontestable, si facile à constater pour toujours, fut obscurci dès le moment suivant, & dans peu de jours enveloppé de si épaisses tenebres, que quelques preuves que ceux qui en ont été les témoins, aient pu depuis accumuler pour en assurer la vérité, les partisans de la Bulle se croient encore aujourd'hui bien fondés à le contester. Nous allons expliquer comment cela se fit.

Après que M. l'Abbé Leger eût répété publiquement au Bureau du Greffier l'avis qu'il avoit proposé en opinant, les Docteurs non acceptans, qui étoient fatigués du tumulte qu'on avoit fait dans cette longue séance, ne songerent qu'à s'en aller, se reposant du reste sur la bonne foi du Syndic. Celui-ci profitant habilement de l'occasion, pria M. Leger de prendre la plume, & d'écrire lui-même la Conclusion, mais qu'il lui dicta non telle qu'elle devoit être, mais telle qu'elle étoit dans sa tête. Elle portoit que la Faculté étoit d'avis, 1, de recevoir avec un très grand respect la Bulle du Pape Clement XI commençant par ces mots *Unigenitus &c.* 2, De l'inscrire dans les registres avec les Lettres du Roi. 3, De deputer au Roi six Docteurs des plus anciens pour lui rendre de très humbles actions de grâces: *Sacra Facultas censuit; 1, Constitutionem Clementis XI summi Pontificis quae incipit Unigenitus, esse suscipiendam cum summa reverentia; 2, Eam una cum Litteris Regiis inscribendam esse in Commentariis nostris; 3, Mittendos esse sex seniores Magistratos qui Christianissimo Regi gratias agant amplissimas.*

M. l'Abbé Leger, soit par complaisance, ou par timidité l'écrivit ainsi sous le Syndic, sans lui faire la moindre remontrance sur ce que ce n'étoit pas là son avis: & quand on lui en fit dans la suite des reproches, il se contenta de répondre, qu'il s'étoit considéré au bureau, comme un simple scribe qui ne faisoit

que prêter sa main : mais quand le tems de liberté est venu , il a réparé publiquement sa faute , comme nous le verrons dans la suite de cette Histoire.

On donna par écrit à M. le Doyen la Conclusion telle qu'on vient de la rapporter ; il la prononça publiquement , & la signa sur le Plumitif. Les Docteurs qui étoient restés , se leverent ; & on indiqua une autre assemblée au samedi suivant , afin de relire la Conclusion & de la confirmer. Le Syndic se saisit en même tems du Plumitif , comme il avoit déjà fait aux deux premières Assemblées : ce qui est contre l'ordre & contre l'usage. Comme il parut très content de ce qu'il venoit de faire , le Greffier , homme d'ailleurs servilement dévoué aux partisans de la Constitution , profita de ce moment de bonne humeur , pour lui représenter que la note de *Rebelles au Roi* , qu'il avoit fait mettre aux noms de ceux qui avoient été contre l'enregistrement de la Bulle , étoit trop forte , & qu'elle pourroit leur attirer la colère de la Cour. Le Syndic eut égard à sa remontrance , & consentit qu'il effaçât cette note odieuse.

§. XXII.

Le Syndic fabrique une seconde Conclusion qu'il fait lire dans la quatrième assemblée. Relation de cette assemblée. Approbation du livre du P. Q. revuquée par M. Hideux. Pré-tendue rétractation du P. Alexandre. Mur-mures des Docteurs contre la fausse Conclusion. Députation au Roi. Impression de la Conclusion. Comparaisons des différentes formes sous lesquelles elle a paru.

Quoique la Conclusion que le Syndic avoit eu l'adresse de substituer à celle qu'il avoit lui-même annoncée , parût remplir les vues de M. le Cardinal de Rohan ; cependant cette Eminence n'en fut pas encore contente. Lorsque le Syndic la lui communiqua , & sans doute à M. de Billy , au P. Teller , & aux Theologiens de leur Conseil , ils la trouverent trop nuë & trop simple ; ils engagèrent le Syndic à l'embellir , & à y ajouter ce qu'ils croyoient que les Docteurs auroient dû dire.

Comme selon les regles de la Faculté , il est nécessaire qu'une Conclusion , avant que d'être lue publiquement , ait été approuvée par le Doyen & par les trois Conscripteurs , qui sont des Docteurs qu'on nomme exprès pour avoir soin avec le Doyen & le Syndic , que les Conclusions soient fidèlement redigées , le Syndic fit avertir le Doyen & les Conscripteurs , qui étoient alors MM. du Quesne , Hideux & de la Rue , de se trouver le vendredi 9 mars dans la maison de la Faculté , où se tiennent les assemblées des Députés. Ils s'y rendirent tous à l'exception de M. Hideux , qui s'excusa sur une indisposition qui lui étoit survenue , & qui étoit peut-être l'effet d'une visite que lui avoit rendu M. l'Abbé de Broglia. On fut extrêmement surpris d'y trouver à sa place cet Abbé , qui pretendoit assister à leur deliberation. On lui représenta inutilement qu'il n'avoit pas ce droit ; il s'opiniâtra à vouloir demeurer ; ils'ingéra même de donner son avis sur tout ce qui fut proposé , sans qu'on le lui demandât. On lut donc en sa présence la Conclusion dans le nouvel état où le Syndic l'avoit mise ; & tous l'approuverent , excepté M. du Quesne , qui se recria de toute sa force contre le peu de fidélité avec laquelle elle étoit redigée , & protesta qu'elle ne passeroit point à l'Assemblée de la Faculté , où il seroit le premier à s'y opposer. Ses Collegues non seulement ne se rendirent point à ses raisons , mais ils l'exhorterent à ne point assister à cette Assemblée , parceque tout ce qu'il y pourroit dire , ne serviroit à rien , qu'à mettre le feu de la division dans la Compagnie. La crainte qu'ils eurent qu'il ne suivit pas leur conseil , leur fit encore prendre la précaution de lui faire écrire de la Cour par un Commis de Monf. de Torcy , que s'il se trouvoit à l'Assemblée , il s'attireroit des affaires facheuses ; ce qui acheva de le déterminer à s'en absenter : en quoi il fit une faute considerable , il a aussi temoigné depuis son repentir. Car son opposition seule auroit suffi pour rendre tous les autres Docteurs attentifs , & auroit rompu toutes les mesures du Syndic.

La quatrième Assemblée se tint le lendemain samedi 10 mars ; & elle fut peu nombreuse , ne s'y étant pas trouvé 30 Docteurs.

Le Syndic l'ouvrit par la lecture qu'il fit faire par le Greffier, d'une espee de Procès verbal, qui contenoit le recit de ce qui s'étoit passé dans les trois premières séances, & un abrégé de ses trois discours; ce qui fut suivi de la lecture de la Conclusion, telle qu'on l'avoit fabriquée & reformée le jour précédent.

Les Docteurs présents qui auroient pu reclamer, ignorant non seulement ce qui s'étoit fait la veille dans la maison de la Faculté, mais encore ce qui s'étoit passé à la fin de la troisième Assemblée, d'où, comme nous l'avons dit, la plupart s'étoient retirés; & prévenus d'ailleurs que la Conclusion ne contenoit que l'avis de M. Leger, ou ne s'expliquèrent point à la lecture qu'en fit le Greffier qui lisoit très mal, ou n'y comprirent rien; de sorte que dans la frayeur où ils étoient encore, aucun n'osa le premier demander qu'on lui expliquât ce qu'il entendoit de contraire à l'idée qu'il avoit de ce quidevoit être uniquement dans la Conclusion.

Aussitôt que le Greffier eût achevé la lecture de ce que le Syndic lui avoit donné, qui fut très longue & très ennuyeuse, celui-ci dit, qu'il avoit encore deux choses importantes à communiquer à la Faculté; la première, que M. Hideux n'ayant pu venir à l'Assemblée, lui avoit remis la revocation qu'il faisoit de l'approbation qu'il avoit donnée en 1687 au livre du P. Q. La seconde; qu'il étoit aussi chargé de la part du P. Alexandre Jacobin, de témoigner à la Faculté, qu'il retractoit les modifications qu'il avoit mises en opinant dans la première Assemblée, à l'enregistrement de la Bulle, & qu'il revenoit au sentiment de l'acceptation pure & simple. (Cette retractation étoit supposée; & on en verra la preuve dans la suite.) Après cette proposition le Syndic requit, qu'on délibérât sur l'acte qu'on devoit donner à M. Hideux de sa revocation, & au P. Alexandre de sa retractation. Cela ne dura qu'un moment; car après qu'il eût entendu les avis de quatre ou cinq des anciens, il se leva, rompit l'Assemblée, & les partisans de la Bulle s'en allerent brusquement.

Alors les Docteurs d'un sentiment contraire se rapprochant les uns des autres, & se ren-

daunt compte en particulier de ce que chacun avoit pu retenir de la lecture qu'on venoit de faire, commencent à decouvrir la supercherie, & à prendre des mesures pour reclamer contre dans l'Assemblée suivante. Quelques-uns même prévoyant qu'on pourroit leur faire quelque chicane sur ce délai, proposerent de le faire avant que de sortir de la salle, & d'obliger le Syndic à y revenir: mais les autres dirent que cette deliberation particuliere dont chacun d'eux rendroit témoignage, pouvoit tenir lieu d'une protestation faite le jour même, & qu'ils seroient assez à tem. de la renouveler dans l'Assemblée suivante; fondés sur ces maximes du droit & de la raison: Qu'une erreur de fait ne se couvre jamais, & qu'on peut toujours revenir contre; qu'il n'y a point de prescription là-dessus; & qu'ainsi, s'il étoit faux, comme ils étoient certains qu'il l'étoit, que la pluralité des suffrages eût été pour l'acceptation, cela ne pouvoit devenir vrai, quelque Conclusion qu'on fit paroître; la forme, dans les affaires qui regardoient la Religion, ne pouvant jamais l'emporter sur le fond.

Pendant les auteurs de la supercherie se preparerent à faire exécuter l'article de la Conclusion touchant la deputation au Roi. Le jour marqué par M. le Cardinal de Rohan, qui fut le mercredi 14 mars, les Députés de la Faculté ayant à leur tête M. Humbelot, qui prit la place du Doyen, allerent à Versailles, & furent présentés à S. M. par M. le Comte de Ponchartrain. M. Humbelot, comme l'ancien, eut l'honneur de porter la parole, & fit un compliment des plus extraordinaires.

Le Roi y répondit avec bonté, & leur marqua qu'il souhaitoit qu'ils fissent imprimer au plutôt leur Conclusion. Alors M. le Cardinal de Rohan présentant au Roi M. le Rouge: Sire, dit-il, voilà M. le Syndic dont j'ai déjà eu l'honneur de parler à V. M. & j'espère qu'elle aura la bonté de s'en souvenir dans l'occasion. Le Roi le regardant d'une maniere gracieuse. J'ai été informé, lui dit-il, de la conduite que vous avez tenue dans cette affaire. Je suis content de vous, & vous le serez de moi. Il lui tint parole, car peu de jems après il lui donna une pension de

1500 livres, pour ses bons & agréables services.

A la sortie de chez le Roi, tous les Députés allèrent dîner chez M. le Cardinal de Rohan, où ils furent régalez magnifiquement. Il n'y eût que M. du Quesne qui s'en excusa, parce qu'il étoit invité ailleurs.

Le Syndic à son retour à Paris, se trouva embarassé sur l'ordre que le Roi lui avoit donné de faire imprimer la Conclusion; ses Collegues lui ayant représenté qu'il étoit contre l'usage de le faire, sans le consentement de la Faculté, & y ayant encore quinze jours jusqu'à la premiere Assemblée. Il en écrivit à M. de Pontchartrain, qui leva cette difficulté, en lui mandant de la part du Roi, qu'il pouvoit toujours faire imprimer la Conclusion, mais qu'il ne falloit la rendre publique que de l'agrément de la Faculté. Le Syndic la fit donc mettre sous la Presse; & ceux qui le faisoient agir, n'ayant pas encore été entièrement satisfaits de celle qui avoit été lue à la quatrième Assemblée, il ne craignit point d'y faire les changemens qu'ils voulurent. Elle fut imprimée en cet état, & à la fin on marqua, par avance, que c'étoit par ordre de la Faculté. On en donna dès lors un grand nombre d'exemplaires au P. Tellier, qui en envoya à Rome & à plusieurs Evêques qui n'avoient pas assisté à l'Assemblée, pour les porter par l'autorité de la Faculté à accepter la Constitution.

Dans la suite le Syndic ayant vu que la Faculté n'approuvoit point cette Conclusion, qui paroissoit néanmoins avoir été imprimée par son ordre, il en fit faire une seconde édition, d'où il ôta cet ordre, & où il fit encore quelques legers changemens, s'il y en a de tels dans un acte public de cette nature, où la moindre alteration passeroit dans les tribunaux laïques pour criminelle. Ainsi on peut dire qu'il y a eu sur cette affaire jusqu'à quatre Conclusions différentes: savoir celle qui fut écrite par M. Leger, celle qui fut lue dans l'Assemblée du 10 mars, & les deux qui furent imprimées; & qu'aucune des quatre n'étoit conforme à la seule Conclusion véritable, qui devoit être formée sur l'avis de M. Leger, & mise sur le registre.

Pour en faire voir d'un coup d'œil les dif-

ferences, nous mettons ici sur trois colonnes paralleles la Conclusion telle qu'elle auroit dû être redigée avec les deux premieres qu'on lui a substituées; & nous marquerons au bas de la seconde Conclusion les changemens qu'on y a encore faits en l'imprimant.

CONCLUSION	I. CONCLUSION	II. CONCLUSION
Tout ce qu'elle	Ecrit sur le	Lue à l'Assemblée du 10
avoit dû être	plumé par	mars 1714.
religieusement	M. Leger.	
conformément	à l'avis de M. Le-	
ger.		

La Faculté a été d'avis.	La Faculté a été d'avis.	La Faculté a fait le decret suivant.
--------------------------	--------------------------	--------------------------------------

I. De recevoir avec un très grand respect la Constitution du Pape Clement XI. commençant par ce mot UNIGENITUS.

I. Elle a reçu & accepté avec un grand respect & une parfaite obéissance la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. qui commence par ces paroles UNIGENITUS DEI FILIUS.

II. De l'insérer dans la Constitution du Pape Clem. XI. commençant par ce mot UNIGENITUS, dans les registres de la Faculté, avec les deux Lettres de cachet du Roi.

II. Elle a ordonné que cette Constitution & les Lettres du Roi soient insérées & transcrites dans les registres.

III. Elle a ordonné à tous & à chacun des Maîtres, Docteurs, Bacheliers & Candidats, d'avoir le même respect pour cette Constitution, leur défendant de parler & de faire rien qui puisse être contraire aux choses qui y sont définies, sous peine d'exclusion de tout degré, ou d'espérance d'en avoir aucun, laquelle peine sera encourue par le seul fait.

IV. (a) Elle a nommé les six anciens Docteurs & M. le Syndic, pour aller trouver son Altesse Emisenissime M. le Cardinal de Rohan, le remercier de la bienveillance particulière & dont il honore la Faculté & les Docteurs, & lui rendre compte de ce que la Faculté a conclu aujour-

(a) Il y a dans les deux imprimés: Elle a chargé M. le Docteur les Jures.

d'hui & (b) le prier d'employer son crédit auprès du Roi pour obtenir de S. M. une audience dans laquelle la Faculté, par son Docteur, les six Anciens & son Syndic, ait l'honneur de le féliciter sur la zèle constant qu'elle témoigne en toute occasion pour l'intérêt de la Religion & pour (c) l'honneur de l'Eglise, & sur la bonté [d] & clémence singulière qu'elle a marquée en cette occasion pour la Faculté. [e]

(b) Il y a dans la 1^{re} Edition, & afin qu'il emploie. Dans la 2^e on a écrit, & le prier d'employer.

(c) Il y a dans la 2^e Edition, pour le bien de l'Eglise.

(d) Et sur la bonté &c. Au lieu de ces mots il y a dans les deux imprimés: Et lui rendre de très humble & très amplex actions de grâces, de la faveur qu'elle lui a fait, en lui envoyant la Constitution.

(e) A l'in de la 1^{re} Edition il y a: Par le Mandement de Mesmes les Vrois & Colloques de l'adite Faculté de Théologie de Paris. PIERRE DU BOIS Secrétaire & grand Bedeau. A la fin de la 2^e Edition il y a seulement: DU BOIS, Greffier.

L'auteur de notre Relation ne se contente pas d'avoir opposé, comme nous venons de le faire, ces formes différentes d'une même Conclusion les unes aux autres. Pour en faire voir encore plus invinciblement la fausseté, il fait une recapitulation des calculs particuliers que nous avons mis après lui à la fin de chacune des trois premières séances, & donne des listes exactes, d'abord de tous les Docteurs qui opinèrent sur cette affaire; & ensuite de tous les partis dans lesquels ils se divisèrent par les différens avis qu'ils embrassèrent sur les quatre chefs exprimés dans les deux dernières Conclusions. Il paroît par ces listes:

1, Que des 128 Docteurs qui opinèrent, il n'y en eût que 49 pour l'enregistrement & l'acceptation de la Bulle, & deux dont on doute: ce qui fait au plus 51. D'où il s'ensuit que les 77 ou 79 autres, qui font plus de la moitié de la totalité, furent contre l'acceptation, soit en la refusant expressément, soit en n'en faisant aucune mention.

2, Que de ces 79, 22 [4] se déclarèrent

[*] MM Habert, Bourret Curé de S. Paul, ancien Professeur de Sorbonne. Bigès, Bidal, Pinthonnat Professeur Royal. Bonnet Curé de S. Nicolas des champs. De la Colle Curé de S. Pierre des Arcis, au-

formellement, non seulement contre l'acceptation, mais encore contre l'enregistrement.

3, Que 46 furent pour l'enregistrement seulement; 15 en excluant expressément l'acceptation, & les 31 autres en n'en parlant point, & ne faisant mention que de l'enregistrement de la Bulle avec les Lettres de justification.

4, Que les neuf autres prirent des partis singuliers, savoir cinq d'obéir sans délibérer, ou sans porter de jugement, deux de faire des acceptations vagues & conditionnelles, & deux de se renfermer dans le silence.

5, Que le 3 article de la Conclusion imprimée, qui regarde la peine d'exclusion portée contre ceux qui feroient ou diroient quelque chose contre la Constitution, loin d'être le sentiment de la Faculté, ne fut tout au plus que le souhait de quelques particuliers: le Syndic ne s'étant avisé de proposer cet article, qu'à la troisième Assemblée; & très peu de Docteurs, même de ceux de son parti, y ayant fait attention en opinant.

6, Que le 4 article de la même Conclusion, qui concerne la députation au Roy & à M. le Cardinal de Rohan, n'est point encore conforme à l'avis non seulement de la Faculté, mais même d'un nombre considérable de Docteurs. Tous ceux qui embrassèrent le sentiment de M. Leger, sur lequel la Conclusion devoit être formée, dirent simplement par rapport au Roy, qu'on devroit à S. M. six des plus anciens Docteurs pour lui rendre compte de l'exécution de ses ordres. Ainsi le surplus est de l'invention du Syndic; aussi bien que la députation à M. le Cardinal de Rohan, qui ne fut point proposée parmi les articles de la délibération, & que cinq Docteurs seulement insinuèrent dans leurs avis, sans avoir été suivis par aucun autre.

aujourd'hui Chanoine de N. D. de Paris. Blanchard, Ménédiere, Vitale. Ourfel aujourd'hui Penitencier de N. D. de Paris. De Eynce, d'Asfeld Salmon Curé de la Chapelle. De la Vigerie, le Tonnelier Prieur de l'Abbaye de S. Victor. Begon Chanoine de S. Jacques de l'Hôpital, Le Page Chanoine du S. Sepulchre. Boivin Curé de S. Martial, Boucher Docteur de son M. l'Abbé de la Rocheforcauld, Boussier, Camet Curé de Montgeron.

Tous ces détails pourroient paroître ennuyeux ; mais ils ne peuvent être regardés comme superflus , dès qu'ils contribuent à l'éclaircissement de la vérité d'un fait aussi considérable & aussi important qu'est celui de savoir si la Sorbonne reçut alors ou non, la Constitution , & qu'ils preparent à la relation que nous allons faire des contestations que cette question fit naître entre les Docteurs.

§. XXIII.

Plusieurs Docteurs se preparent à reclamer contre la fausse Conclusion. Assemblée du 4 Avril. Déclaration du P. Alexandre sur sa prétendue retraction. Vérification de la Conclusion demandée par M. Bidal, & plusieurs autres. Lettres de cachet pour exiler M. Habert & M. Vissac. Lettres de M. de Pontchartrain à M. de Bragelongne & à M. Bidal.

Quelques murmures que la fausse Conclusion qui avoit été lue dans l'Assemblée du 10 mars , eût excité entre les Docteurs qui avoient de l'amour pour la vérité , & de la délicatesse sur la sincérité & la bonne foi , qui doit regner parmi les gens d'honneur , & à plus forte raison entre des Chrétiens & des Prêtres sur des matieres de Religion, ils eurent la sagesse de ne point faire éclater leur mécontentement. Ils laisserent le Syndic goûter paisiblement les fruits de sa victoire , au milieu tant des repas & des honneurs qu'il recevoit à la Cour , que des loiauges & des applaudissemens que lui donnoient les Jesuites & les Puissances qui l'avoient mis en oeuvre. Mais pendant qu'il étoit dans une pleine securité , & qu'il regardoit l'affaire commecôsummée par une Conclusion qui paroissoit faite & confirmée par la Faculté , qui avoit été portée au Roi & approuvée par S. M. ils lui preparent pour la prochaine Assemblée une scene bien triste , & qui devoit être d'autant plus accablante pour lui , qu'il ne l'avoit pas prévue.

Sur les plaintes particulieres que firent quelques Docteurs , que la Conclusion étoit falsifiée , on examina avec soin les preuves

qu'ils en apportoiert , & auxquelles le trouble & le tumulte extraordinaire qui avoit toujours régné dans les Assemblées , n'avoit pas permis de faire attention. Chacun se rappella quel avoit été précisément l'avis de de M. Leger , qui devoit servir de regle à la Conclusion , puisque de l'aveu du Syndic , c'étoit celui qui avoit prévalu. Par cet examen on demeura convaincu : 1. Que dans l'avis de M. Leger il n'avoit été fait nulle mention d'acceptation. 2. Qu'on n'y avoit rien dit de la peine d'exclusion portée contre les Docteurs & les bacheliers qui ne recevraient pas la Constitution. D'où on conclut qu'il falloit nécessairement que la Conclusion qui avoit été lue dans la dernière Assemblée & portée au Roy, eût été fabriquée par le Syndic ; puisqu'on assuroit qu'il y étoit parlé & d'acceptation de la Constitution, & d'exclusion de degrés.

D'un autre côté, le celebre P. Alexandre aiant été informé de la retraction que le Syndic lui avoit attribuée , résolut de s'en plaindre à la Faculté , & lui adressa un écrit pour lui faire connoître quels étoient ses vrais sentimens. Il crut devoir le remettre non entre les mains du Syndic, qui étant accusé de mauvaise foi , devoit être regardé comme partie ; mais en celles de M. d'Estouilly , président à la place du Doyen , que le chagrin d'avoir signé malgré lui une Conclusion qu'il savoit n'être pas exacte , avoit obligé de s'absenter.

Les choses étoient en cet état, lorsque se tint l'assemblée ordinaire du premier Avril , qui fut différée jusqu'au quatre à cause des fêtes de Paques. Après que l'on y eût relu, suivant la coutume , la Conclusion de l'Assemblée précédente, où il étoit parlé de la retraction du P. Alexandre, le Syndic fit le recit de la maniere obligeante dont les Députés avoient été reçus par S. M. & requit ensuite ,

1. Que la Conclusion qu'il avoit déjà eu soin de faire imprimer , fût rendue publique , suivant les intentions de S. M.

2. Que l'on fit une deputation à M. le Cardinal de Rohan , pour le remercier de la reception gracieuse qu'il avoit faite aux députés de la faculté , & du repas magnifique qu'il leur avoit donné.

Cette seconde proposition ayant fait rire les Docteurs, dont quelques-uns s'écrierent, qu'il falloit députer ceux qui avoient été régalez, le Syndic brisa là-dessus, & passa à un nombre considerable d'autres petites affaires, par lesquelles il parut qu'il avoit dessein de confondre tout le tems de l'Assemblée, & de n'en point laisser pour délibérer sur la Conclusion imprimée, afin de la publier ensuite, comme si la Faculté y avoit consenti, sous prétexte qu'elle ne s'y seroit pas opposée.

M. d'Estouilly avant que de mettre en deliberation les articles proposés par le Syndic, mit sur le Bureau le paquet cacheté adressé à la Faculté, qui lui avoit été envoyé par le P. Alexandre, & demanda que l'on en fit l'ouverture & la lecture: ce qui fut enfin exécuté, après bien du tumulte, & malgré les oppositions reiterées du Syndic. Voici ce que contenoit l'écrit qui y étoit renfermé.

„ Je soussigné Noël Alexandre de l'Ordre
„ des Freres Prêcheurs, Docteur en Theolo-
„ gie de la Faculté de Paris, fais savoir à tous
„ les gens d'honneur, & à tous ceux qui ai-
„ ment la verité & la justice, qu'on répand
„ dans le public un certain écrit signé de ma
„ main, auquel on donne faussement le nom
„ de retractation, & dont voici la teneur: *Mon*
„ *avis a été qu'on inserât dans les registres de*
„ *la Faculté la Constitution du Pape qui com-*
„ *mence par ce mot UNIGENITUS, pour te-*
„ *moigner a sa Sainteté le respect qui lui est dû,*
„ *& a cause des ordres du Roi. Voilà mon sen-*
„ *timent.*

„ Je déclare que j'avois donné cet écrit à
„ un illustre Abbé qui m'étoit venu trouver
„ de la part du Roi, afin qu'il assurât S. M.
„ que dans l'Assemblée de Sorbonne, je n'a-
„ vois rien dit contre l'obéissance que je lui
„ dois, ni contre le respect du S. Siege: ce
„ que certaines personnes, qui sont mes en-
„ nemis & les ennemis de mon ordre, avo-
„ ient fait entendre au Roi. Mais je n'avois
„ point donné cet écrit à cet Abbé, afin qu'il
„ le mit entre les mains de M. le Syndic, ou
„ qu'on le lui envoyât pour le publier faus-
„ sement sous le nom de retractation. Puis-
„ que c'est donc une chose fautive & injurieu-
„ se à ma reputation, que j'aye fait une re-
„ tractation du sentiment que j'ai dit en Sor-

„ bonne dans la vue de la verité, & selon ma
„ conscience, dans la premiere des Assem-
„ blées touchant la Constitution du Pape, je
„ declare & proteste devant Dieu & devant
„ les hommes, que je persiste fermement
„ dans l'avis que je dis alors à peu près en
„ ces termes: *Mon avis est qu'on insere dans*
„ *les registres de la Faculté la Constitution. . .*
„ *Enfin je crois qu'on doit avoir égard au Man-*
„ *dement que Monseigneur le Cardinal de Noailles,*
„ *Archeveque de Paris vient de publier, dans*
„ *lequel il decerne la peine de suspension encourue*
„ *par le seul fait, contre tous ceux qui y con-*
„ *treviendront. Cette censure n'est point injus-*
„ *te, mais très équitable & très prudente.*

„ Voilà mon sentiment dans lequel je
„ persevererai, & auquel je ne veux rien ajou-
„ ter ni diminuer, sans rien perdre du res-
„ pect que je dois à N. S. P. le Pape &
„ & au Roi, que rien ne pourra jamais al-
„ terer, & que je conserverai jusqu'au der-
„ nier soupir.

„ Je confirmas & ratifias par ma signatu-
„ re, en présence des temoins soussignés,
„ le present acte, que je n'ai pu écrire
„ moi-même à cause des taies que j'ai sur les
„ yeux; mais qui a été écrit par une main
„ fidelle & amie, à qui je l'ai dicté, & qui
„ a bien voulu me rendre ce service. Fait ce
„ 3 jour d'Avril de l'an de grace 1714. signé
„ F. NOEL ALEXANDRE. Et plus bas est écrit:
„ Nous soussignés certifions que cette signa-
„ ture est la vraie signature du très R. P. F.
„ Noel Alexandre, & que cet écrit qu'il a di-
„ cté lui même, lui a été relu avant qu'il le
„ signât. Fait le même jour 3. Avril. signé F.
„ ETIENNE MAISON-NEUVF Docteur &
„ Professeur en Theologie, Temoin. F. AN-
„ TOINE-DENIS-SIMON d'ALBIZZY de
„ l'Ordre des FF. Precheurs, Docteur en
„ Theologie, Temoin.

Il n'est pas possible de dépeindre ce que
le Syndic confus & déconcerté paroissoit
souffrir pendant qu'on faisoit cette lecture.
Ce n'étoit-là cependant que le commencement
de ce qu'il devoit essuyer.

Cette lecture finie, M. l'Abbé Bidal se leva,
& dit avec la moderation ordinaire, " Que
le P. Alexandre n'étoit pas le seul qui eût
droit de se plaindre qu'on avoit mal pris
& mal

„ & mal rapporté son sentiment : Que plu-
 „ sieurs autres Docteurs faisoient les mêmes
 „ plaintes, & soutenoient avec raison que la
 „ Conclusion imprimée ne representoit pas
 „ le sentiment de la Faculté : Qu'il étoit de
 „ l'honneur & de l'intérêt de la Compagnie
 „ d'examiner & de vérifier le fait sur le Plu-
 „ mitif, en appelant les noms des Docteurs,
 „ & en répétant leurs avis, afin que chacun
 „ reconnût le sien. Et il en fit la requisition.

Le Syndic répondit que c'étoit une affaire
 consommée, & qu'on ne pouvoit revenir contre
 une Conclusion faite & confirmée. Il fut
 appuyé avec chaleur par M. Tournely & par
 tous les Docteurs de leur cabale, qui traitte-
 rent cette demande de séditieuse. Mais les
 autres Docteurs aiant aussi élevé leur voix,
 les réduisirent bientôt au silence. Alors M.
 l'Abbé de Bragelongne qui avoit à la main
 une copie de la Conclusion du 5 mars jectée
 sur le Plumitif, & un exemplaire de la Con-
 clusion imprimée, fit voir la difference de l'u-
 ne & de l'autre, & se joignit à la requisition
 de M. l'Abbé Bidal. Il ajouta „ que dans les
 „ Assemblées precedentes, il avoit été d'avis
 „ d'enregistrer la Constitution avec les deux
 „ Lettres du Roi, aiant seulement eu inten-
 „ tion par là, que la Bulle demeurât dans les
 „ registres, comme un temoignage du res-
 „ pect de la Faculté pour le Pape, & de sa
 „ soumission pour les ordres du Roi, jus-
 „ qu'à ce qu'on en eût des explications suffi-
 „ santes, & non qu'elle servit de regle de doc-
 „ trine; mais que puisqu'on abusoit de cet
 „ avis, & que l'on confondoit l'acceptation a-
 „ vec l'enregistrement, il protestoit hautement
 „ qu'il ne consentoit ni à l'enregistrement,
 „ ni à l'acceptation de la Bulle, ni à la pre-
 „ tendue Conclusion de la Faculté. Et il de-
 „ manda acte de sa declaration.

La requisition faite par M. Bidal & par les
 autres Docteurs qui s'unissoient à lui, parut
 si juste à M. d'Estouilly President de l'Assem-
 blée, qui étoit homme droit & équitable,
 qu'il proposa de son propre mouvement à la
 Compagnie de mettre la verification de la
 Conclusion entre les articles sur lesquels on
 devoit délibérer. Mais comme c'est l'usage
 que celui qui preside à l'Assemblée, reçoive
 par écrit ces articles de la main du Syndic,

celui-ci ne mit sur le papier qu'il donna à M.
 d'Estouilly, que les affaires courantes, sans y
 parler ni de la déclaration du P. Alexandre,
 ni de la verification de la Conclusion. Il en
 retrancha aussi les deux principaux articles
 qu'il avoit proposés, savoir la publication de
 la Conclusion imprimée, & la deputation à
 M. le Cardinal de Rohan, voyant bien qu'il
 ne réussiroit pas à les faire agréer; & M. de
 d'Estouilly se contenta de lire ce papier, sans
 y rien ajouter.

M. Humbelot & M. Chartron, qui étoient
 les deux premiers opinans, s'en tinrent aux
 articles donnés par le Syndic. Mais MM.
 Chaudiere, Habert & Navarre, qui opinèrent
 ensuite, releverent les deux articles touchant
 le P. Alexandre & la Conclusion, qu'il avoit
 omis; & ils conclurent sur le second article à
 la verification de la Conclusion : ce qui exci-
 ta des cris incroyables du Syndic & de tous
 ses partisans. Durant ces altercations onze
 heures sonnerent, & le Syndic ne les eût pas
 plutôt entendues, qu'il rompit l'Assemblée,
 malgré l'opposition de la plupart des Doc-
 teurs, qui lui représenterent en vain, que se-
 lon les statuts qu'ils lui montrèrent, l'Assem-
 blée en tout temps ne devoit finir qu'à onze
 heures & demi.

Les Partisans de la Constitution se trou-
 verent étrangement intrigués de cet incident,
 ne doutant point qu'à la premiere Assemblée
 le plus grand nombre des Docteurs n'entrât
 dans le sentiment de M. Bidal, & ne déclara-
 rât qu'on ne devoit avoir aucun égard à la
 Conclusion qui paroissoit sous le nom de la
 Faculté, jusqu'à ce qu'elle eût été examinée
 & approuvée par la Compagnie.

La voie naturelle d'en justifier la fidelité,
 étoit de consentir à cet examen. Mais celle
 des Lettres de cachet leur parut un moyen
 plus sûr pour sauver leur honneur. Ils eu-
 rent donc recours à M. le Cardinal de Ro-
 han, & aussitôt M. Habert & M. Vitasse fu-
 rent exilés : le premier à Blois sa patrie; &
 le second, à Noyon, qui étoit son diocèse;
 mais comme celui-ci étoit absent, il évita la
 signification de l'ordre du Roi, & demeura
 caché jusqu'après la mort du Roi. M. l'Ab-
 bé de Bragelongne & M. l'Abbé Bidal furent
 admonêtés par des lettres que leur écrivit M.

de Pontchartrain. Le premier de ces Abbés, & cinq autres Docteurs furent exclus des Assemblées de la Faculté. Enfin, le Syndic eut ordre de convoquer une Assemblée extraordinaire de la Faculté le 17 Avril, pour lui notifier solennellement la punition que le Roi avoit décernée contre six de ces Docteurs, & les intentions de S. Majesté par rapport aux deux affaires qu'on s'étoit donné la liberté d'agiter.

Avant que de commencer le recit de ce qui se passa dans cette Assemblée extraordinaire, nous croyons devoir insérer ici les deux lettres dont nous venons de parler.

LETTRE à M. l'Abbé de Bragelogne.

A Versailles le 9 Avril 1714.

„ Le Roi a été informé, Monsieur, de la
„ conduite que vous avez tenue dans la der-
„ niere Assemblée de la Faculté de Theologie
„ de Paris. Cette conduite tres éloignée du
„ respect que vous devez à S. Majesté, aussi
„ bien que des sentimens de sagesse & de
„ moderation, qui conviennent à un hom-
„ me de condition, à un Prêtre, & à un
„ Docteur, vous auroient attiré de la part
„ de S. M. un traitement plus rude que celui
„ qu'elle vous fait, en vous privant du droit
„ d'assister aux deliberations de la Faculté, si
„ elle n'avoit plus écouté sa bonté & sa cle-
„ mence que sa justice. C'est ce qu'elle m'a
„ ordonné de vous écrire. Je suis, Monsieur,
„ entièrement à vous,

DE PONTCHARTRAIN.

LETTRE à M. l'Abbé Bidal.

A Versailles le 10 Avril 1714.

„ Sa Majesté a été surprise, Monsieur,
„ d'apprendre la conduite que vous avez te-
„ nue dans la dernière Assemblée de la Fa-
„ culté de Theologie de Paris. Elle n'a pu y
„ reconnoître ce zele que vous avez toujours
„ eu pour elle, & ce caractère de sagesse &
„ de moderation qu'elle estimoit en vous. Si
„ elle ne s'étoit pas ressouvenue de vos an-
„ ciens services, elle n'oublieroit pas, com-

„ me elle veut bien le faire, que vous avez
„ donné lieu de croire que l'esprit de parti
„ vous anime aujourd'hui, au préjudice de
„ la Religion & des intentions de S. M. Vous
„ devez regarder comme une marque de sa
„ bonté, l'avis qu'elle m'ordonne de vous
„ donner; & je vous conseille de le faire pas-
„ ser jusqu'à M. votre frere, auquel il ne se-
„ ra pas inutile. Je suis, Monsieur, entière-
„ ment à vous,

DE PONTCHARTRAIN.

Ces deux Abbés firent des réponses respec-
tueuses à ces lettres. Voici celle de M. l'Ab-
bé Bidal qui nous paroît trop importante
pour l'omettre.

MONSIEUR,

„ J'ai reçu avec d'autant plus de mortifi-
„ cation & de douleur la lettre que vous m'a-
„ vez fait l'honneur de m'écrire du 10 du
„ courant, que les témoignages que le Roi a
„ eu la bonté de me rendre de mon zele &
„ de mon affection pour son service me de-
„ voient faire esperer que l'on n'auroit pas a-
„ jouté plus de foi à des rapports calomnieux,
„ qu'au compte que j'aurois pu moi-même
„ rendre de ma conduite, si on me l'avoit de-
„ mandé; & qu'on ne m'auroit pas ensui-
„ vement condamné, avant que de m'entendre. Car
„ je connois trop, par les emplois dont S. M.
„ a bien voulu m'honorer pendant 21 ans,
„ & ses intentions & son équité, pour ne m'y
„ être pas entièrement conformé dans tout
„ ce que j'ai fait jusqu'ici en Sorbonne. Et
„ c'est par ce même zele pour son service que
„ je n'ai pu voir sans un très sensible déplai-
„ sir, que l'on y employât des moyens si op-
„ posés, & que très certainement S. M. n'au-
„ roit jamais pu manquer de desaprouver en-
„ tièrement, si elle en avoit été fidèlement
„ informée. Car si j'ai parlé dans la dernière
„ Assemblée, ce n'a été uniquement que
„ pour empêcher que de certaines personnes
„ qui se croyent tout permis, & qui ne pré-
„ valent sur les autres qu'en clameurs, qu'en
„ invectives & en menaces, ne trompassent
„ le Roi, & aussi dans la vue de satisfaire en
„ même tems aux devoirs de ma conscience.
„ Ce sont uniquement ces deux motifs qui

m'ont engagé dans la dernière Aſſemblée , de ſupplier qu'on eût égard aux plaintes que faiſoient pluſieurs des plus celebres Docteurs, qu'on n'avoit pas expliqué leurs ſuſſrages dans la Concluſion, & qu'on y avoit même ajouté pluſieurs choſes qui n'avoient point été miſes en délibération. Je fis encore inſtance pour qu'on nommât des Doyens, qui examinaſſent les Regiſtres & le Plumitif, & que l'on appellât, ſelon la coutume, tous les Docteurs qui avoient opiné, afin qu'ils rendiſſent temoignage ſi on avoit bien pris leurs ſentimens; de manière que j'ai cru qu'une telle conduite étoit très éloignée de l'eſprit de cabale, dont vous m'accuſez, & dont je devrois ſans doute être plus à l'abri que perſonne; puis que je ne vois perſonne, & que je n'ai pas même été voir un ſeul Docteur, depuis que la Conſtitution a paru.

Je ne puis au reſte vous diſſimuler que je ſuis extrêmement touché de ce que vous avez préféré le rapport du Syndic & de Tournely, gens connus, à un ancien ſerviteur du Roi, & qui a donné tant de marques de ſon zèle ſincere. Car il n'y auroit eu enſin rien de plus facile que de ſ'inſtruire de la vérité d'une choſe qui s'eſt paſſée à la vue de deux cent temoins, entre leſquels il y a des gens d'une vertu & d'un merite diſtingué, ſi on l'eût voulu. Cependant je vous ſupplie très inſtamment d'aſſurer S. M. que mon zèle pour ſon ſervice eſt toujours le même; que mon frere a tenu la même conduite de retraite, & que lui & moi ſommes dans les mêmes ſentimens. Je ſuis avec beaucoup de reſpect &c.

A Paris ce 14 Avril 1714.

§. XXIV.

Aſſemblée extraordinaire du 17 avril. Excluſion de ſix Docteurs des Aſſemblées. Publication de la Concluſion. Aſſemblée du 2 mai. Requiſition de M. Hnlot. Son exil, & celui de M. Bidal & de M. de Bragelongne.

LE 17 avril l'Aſſemblée indiquée pour ce jour-là ſe tint à l'heure ordinaire. Le Syndic la commença par un petit diſcours,

où il déclara, qu'il ne l'avoit convoquée, qu'afin d'y faire lire deux lettres, l'une du Roi, & l'autre de M. de Pontchartrain. On commença par celle-ci qui n'étoit adreſſée qu'au Syndic. Elle portoit que le Roi ſouhaitoit qu'il convoquât une Aſſemblée extraordinaire, pour ſignifier à la Faculté les ordres de S. M. contenus dans la Lettre qu'il lui envoyoit, & qu'il rendit publique la Concluſion qu'il avoit fait imprimer. On lut enſuite la Lettre de cachet du Roi. Elle entroit dans un ſi grand detail de choſes inconnues à la Cour, que cela parut une preuve ſenſible qu'elle n'étoit qu'une copie du projet qu'on ſavoit en avoir été dreſſé à Paris, chez M. le Cardinal de Rohan, ſur les memoires du Syndic & de M. Targni. Elle étoit conçue en ces termes :

DE PAR LE ROI.

Chers & bien amés. Nous avons appris avec étonnement que quelques-uns d'entre vous oubliant le reſpect qu'ils doivent au Corps dont ils ont l'honneur d'être, & mépriſant les loix & les uſages ſelon leſquels ils auroient dû ſe conduire, ſe ſont laiſſé emporter à des excès d'autant plus dangereux, qu'il y a lieu de ſoupçonner que le motif de leur entrepriſe les rend encore plus criminels. Ils ont oſé de leur autorité lire en pleine Aſſemblée un certain écrit, ſans l'avoir auparavant communiqué à votre Syndic, malgré ſes remontrances & au préjudice de ſon oppoſition. Ils ont murmuré contre l'impreſſion de votre decret du 5 mars dernier, par Nous ordonnée, & conforme à vos uſages. Ils n'ont pas craint d'attaquer votre Concluſion, quoiqu'elle ait été prononcée dans les formes, quoiqu'elle ſoit inſérée dans vos Regiſtres, ſignée de votre Doyen, approuvée par vos Conſcripteurs, & confirmée par vous-mêmes dans la lecture qui vous en fut faite le dixième du même mois. S'ils avoient eu le moindre fondement, ils n'avoient qu'à ſ'inscrire en faux; cette voye leur étoit ouverte, & c'étoit la ſeule permife, ſelon vos loix, dans leſcirconſtances préſentes; mais ils ont préféré la cabale & le tumulte, qui leur faiſoit concevoir la vaine eſperance de

„ faire reussir leurs projets. Protecteur de
 „ vos loix & de vos usages, Nous ne devons
 „ pas laisser un tel procedé impuni; c'est
 „ pourquoi Nous faisons cette Lettre pour
 „ vous dire que nôtre intention est que les
 „ Sieurs [a] Garson, [b] Desmoulins, [c]
 „ Courcier, [d] Navarre, [e] de Bragelon-
 „ gne & [f] Begon, ne soient plus admis
 „ dans vos délibérations, & ce jusqu'à nou-
 „ vel ordre. Car tel est nôtre plaisir. Donné
 „ à Versailles le 10 avril 1714. Signé, LOUIS.
 „ Et plus bas, PHELIPPEAUX.

Cette lecture faite, le Syndic se leva brusquement, & laissa les Docteurs faire leurs reflexions sur la punition de leurs Confreres, & sur la voie que le Roi leur marquoit qu'ils auroient dû prendre pour se pourvoir contre la Conclusion. M. l'Abbé Bidal crut devoir faire part des siennes le jour même à M. de Pontchartrain par la lettre suivante.

MONSIEUR,

„ J'ai cru de mon devoir de vous rendre
 „ compte de ce qui s'est passé ce matin en
 „ Sorbonne au sujet de la Lettre du Roi à la
 „ Faculté. Et comme il y est marqué qu'on
 „ auroit pu s'inscrire en faux contre la Con-
 „ clusion, par respect & pour ne pas donner
 „ lieu à des rapports calomnieux, je n'ai pas
 „ voulu me lever, & déclarer publiquement
 „ que je prenois cette voie, qui nous étoit
 „ présentée; j'ai cru plus sage de vous reite-
 „ rer l'assurance que je vous ai déjà donnée,
 „ qu'il y avoit plusieurs choses fausses dans
 „ ladite Conclusion imprimée, & nommé-
 „ ment l'exclusion *ipso facto* de tous les Doc-
 „ teurs & Bacheliers qui agiroient contre la
 „ Bulle de bouche ou par écrit: ce que je ne
 „ sache pas avoir été mis en délibération; du
 „ moins je ne sai aucun Docteur qui eut opi-
 „ né sur ce point. Quoique la Sorbonne par
 „ respect ou par crainte n'ait osé réclamer, le
 „ public ne pourra ignorer qu'on a trompé

[a] Curé de S. Landry & dern'ier Syndic de la Faculté.

[b] Curé de S. Jacques du Haut pas.

[c] Theologal de Paris.

[d] Ancien Theologal d'Arras

[e] Chanoine de Notre-Dame de Paris.

[f] Chanoine de S. Jacques de l'Hôpital.

„ le Roi & l'Eglise; & c'est pourquoi j'au-
 „ rois souhaité que la chose eût été exami-
 „ née dans les formes & avec liberté: mais
 „ si on ne le fait pas, j'aurai déchargé ma
 „ conscience, & témoigné ma fidélité au ser-
 „ vice du Roi, dont je ne me départirai ja-
 „ mais. Je suis avec beaucoup de respect &c.

Ce 17 avril 1714.

On vit en même tems paroître la Conclusion selon la seconde édition que le Syndic en avoit fait faire, & qui étoit entièrement conforme à la premiere, aux differences près que nous avons marquées plus haut. Cette publication irrégulière d'un decret qu'on attribuoit à la Faculté faite sans son consentement, & contre la réclamation de plusieurs de ses membres, engagea un grand nombre de Docteurs à se réunir pour protester en particulier contre cette prétendue Conclusion, & déclarer qu'elle ne pouvoit avoir aucune force ni autorité. Mais ils n'ont point rendu cette protestation publique, parce que quelques-uns d'eux se résolurent d'en faire une solennelle dans l'Assemblée ordinaire du 1 mai, qui se tient le 2 à cause de la fête de S. Jacques & de S. Philippe.

Le Syndic commença cette Assemblée par dire qu'il n'avoit rien de nouveau à proposer; & il repéta les articles qui avoient été mis en délibération. Avant que le Doyen les lût, M. Boivin Curé de S. Martial dit, que M. le Syndic oublioit un article de la délibération, qui étoit celui de l'impression de la Conclusion, quoique selon les termes d'une lettre de M. de Pontchartrain dont il avoit lui-même fait le rapport le 4 avril, l'intention de S. M. fût que cette Conclusion ne fût rendue publique, que du consentement de la Faculté.

M. Hulot prit occasion de cette observation de M. Boivin, pour faire une requi- sition en forme sur le même sujet. Il l'avoit écrite & signée, & il en fit publiquement la lecture après laquelle il la laissa sur le Bureau. Elle étoit conçue en ces termes:

„ Permettez-moi, Messieurs, de vous dé-
 „ clarer que ma santé ne m'ayant pas permis
 „ de me trouver à l'Assemblée de la Faculté
 „ du 10 mars, je n'ai pu ce jour-là réclamer
 „ contre la Conclusion dont on y fit la lec-

„ture. Je n'ai pu le faire non plus dans l'Assemblée extraordinaire du 17 avril, où je ne me suis point trouvé, parce qu'on ne m'a point fait avertir de m'y trouver, non plus que plusieurs autres Docteurs, comme on auroit dû le faire selon l'usage.

„Cependant il m'est tombé entre les mains un imprimé qui porte pour titre, *Decret de la Faculté de Théologie de Paris touchant la Constitution*, & à la fin duquel il n'est point marqué que ce soit par ordre du Doyen & des Docteurs de ladite Faculté. On trouve dans ce prétendu Decret un grand nombre de points très importants fort opposés aux vrais sentimens de la Faculté: sur tout on y déclare que la Faculté accepte la Constitution du Pape, quoi qu'il soit certain par la déclaration que M. le Syndic même en a faite dans l'Assemblée, que l'avis qui a prévalu par le nombre des suffrages, c'est l'avis de M. Leger qui opina le 3 de mars, pour enregistrer seulement la Bulle avec les deux lettres de cachet du Roi; & rien autre chose.

„Puis que c'est donc la volonté du Roi, que le Decret de la Faculté soit rendu public, & qu'on doit ce respect à toute l'Eglise de lui donner un Decret conforme à la vérité, & non un Decret faux & supposé, je requiers qu'on compte de nouveau les suffrages sur le Plumitif, en marquant en particulier les noms de chacun des Docteurs qui ont opiné, afin que chacun reconnoisse son suffrage. Et pour procéder en cela plus régulièrement, je supplie la Faculté de vouloir bien nommer des Délégués qui veillent sur cette affaire, pour la conduire selon les usages & les loix de la Faculté. Sur quoi, Messieurs je demande à la Faculté acte de ma présente requi-

„sition.
„Fait dans l'Assemblée de la Faculté, le 22 mai 1714. *Signé, HULOT.*

Cette lecture qui fut faite d'une voix forte & intelligible, fut écoutée jusqu'au bout avec beaucoup de silence & d'attention; si ce n'est que le Syndic se recria à l'endroit où M. Hulot marque que M. le Syndic avoit déclaré que l'avis de M. Leger avoit prévalu, & vouloir soutenir que M. Hulot lui en imposoit;

mais M. l'Abbé Leger l'arrêta, en lui disant tout haut par deux ou trois fois, *Monsieur, Monsieur, laissez tomber cela.*

Le Doyen mit ensuite en délibération les chefs proposés par le Syndic, sans faire aucune mention de cette requiſition. L'Assemblée étoit peu nombreuse; il n'y eut que 50 ou 60 Docteurs qui opinèrent, parmi lesquels il s'en trouva douze, sans compter M. Boivin, qui appuyèrent la requiſition de M. Hulot, & s'attachèrent à prouver qu'on devoit y avoir égard. Mais à chaque preuve qu'ils en apportèrent, les partisans du Syndic ne se laissoient point de répéter avec des cris & des menaces capables d'intimider les plus intrepides, qu'il n'étoit plus tems de parler de la Conclusion, qu'elle avoit été lue & confirmée, que c'étoit une affaire finie: réponse que M. l'Abbé d'Asfeld refuta par cette parole remarquable: *Il seroit bien honteux à la Faculté de se servir de la fin de non recevoir contre la vérité.*

L'indignation de la Cour tomba sur M. Hulot & sur M. l'Abbé Bidal qui avoient rompu les premiers le silence qu'elle avoit imposé sur cette contestation. Ils furent exilés tous les deux, l'un à S. Brieu, & l'autre à Noyon. Il sembloit que l'âge, le caractère & les longs services que M. l'Abbé Bidal avoit rendus au Roi dans les Cours du Nord, devoient le mettre à couvert d'une pareille disgrâce; mais on fut bien aise de faire voir par cet exemple, qu'aucun de ceux qui oseroient l'imiter, ne seroit épargné.

M. l'Abbé de Bragelongne qui exclus des Assemblées, n'avoit pu assister à cette délibération, aiant pris la liberté d'écrire au Roi sur cette même affaire, fut aussi exilé à S. Flour.

„Telle fut, conclut l'auteur de notre Relation, la fin des délibérations de la Sorbonne sur l'acceptation de la Constitution. Tout ce que la raison, la vérité, & la religion purent faire, fut alors inutile; & l'autorité l'emporta toujours. Mais nous verrons dans la suite de cette Histoire, que cela ne dura qu'un tems, & que lors que la liberté fut rendue, la vérité, (pour nous servir des termes d'un célèbre Docteur) reprit ses droits avec une supériorité qui étonna également les ennemis & les amis de la Sorbonne, qui ne croyoient pas qu'il fût resté tant de force dans un

Corps affoibli par tant de pertes, ni qu'il pensât si unanimement sur la Constitution.

§. XXV.

Lettres de plusieurs Docteurs à M. le Cardinal de Noailles sur les assemblées de Sorboie. Relation de ce qui se passa au sujet de la chaire de M. Vitasse. Particularités touchant les quatre autres Docteurs exilés.

Cependant plusieurs des Docteurs qui avoient improuvé la Conclusion, voulant laisser un témoignage public de leur sentiment, crurent ne pouvoir le déposer en des mains plus sûres & plus respectables, que celles de M. le Cardinal de Noailles. Ils lui écrivirent donc des lettres : les uns dans le cours, & les autres à la fin des Assemblées, soit pour lui rendre compte de ce qui s'y étoit passé, & de la conduite particulière qu'ils y avoient tenue, soit pour lui faire connoître la fausseté du Decret qu'on avoit imprimé sous le nom de la Faculté, & protester entre ses mains qu'ils ne le reconnoissoient point pour l'ouvrage de la Compagnie, & qu'ils ne vouloient y prendre aucune part. Plusieurs autres Docteurs qui n'avoient pu assister aux Assemblées, ou qui y ayant assisté, n'y avoient point opiné, par les raisons que nous avons marquées ci-dessus, écrivirent aussi à S. E. pour lui expliquer ce qu'ils pensoient sur la Constitution, & combien ils étoient éloignés de la recevoir.

Comme on a imprimé un grand nombre de ces Lettres dans le Recueil qui a pour titre, *Le témoignage de l'Université de Paris au sujet de la Constitution UNIGENITUS*, nous n'en infererons ici qu'une seule, par laquelle on pourra juger de toutes les autres.

Nous choisissons celle de M. l'Abbé d'Asfeld, qui nous a paru rassembler en abrégé tous les motifs qui sont répandus dans les autres, pour ne point accepter la Constitution. On y verra que si dans les Assemblées ils s'étoient presque tous retranchés sur la forme, qui suffisoit pour justifier leur refus, ils ne l'avoient fait que par sagesse & par moderation; & que s'ils avoient eu la liberté d'expliquer les motifs pris du fond, dont ils étoient infiniment plus touchés, ils les auroient dès lors développés avec la même force qu'ils l'ont fait depuis dans les actes des différens Appels

qu'ils ont interjetés au futur Concile general de la même Constitution.

LETTRE de M. l'Abbé d'Asfeld à M. le Cardinal de Noailles.

A Paris le 26 mars 1714.

“ MONSIEUR,

„ Le respect que j'ai pour les importantes
„ occupations de V. E. & mon inclination
„ pour le silence & l'obscurité, m'ont empê-
„ ché jusqu'ici de lui rendre compte de ce
„ que je dis dans l'Assemblée de Sorbonne
„ tenue le lundi 5 de mars au sujet de la Con-
„ stitution. Mais l'intérêt de la vérité qui m'a
„ fait parler, m'oblige à laisser entre les mains
„ de V. E. un témoignage public de la ma-
„ nière dont je l'ai fait. Mon avis, que j'avois
„ écrit pour plus grande précaution, fut con-
„ çu en ces termes : * *Les Evêques qui se sont*
„ *assemblés, ne sont point d'un sentiment unani-*
„ *me : les Evêques absens n'ont encore rien dit :*
„ *on attend ce que fera le S. Siege : le Mandement de M. le Cardinal de Noailles nous fer-*
„ *me la bouche : les lettres patentes du Roi ven-*
„ *lent que ce soit de sa main que nous recevions*
„ *la Constitution. Ces raisons & beaucoup d'au-*
„ *tres m'obligent à conclure que la Bulle ne soit*
„ *pas enregistrée par la Faculté.*

„ Je n'ai pas besoin de supplier V. E. d'ob-
„ server, qu'outre les raisons qui regardoient
„ la forme, & qui suffisoient seules pour jus-
„ tifier le refus absolu que je faisois de con-
„ sentir à l'enregistrement de la Constitution;
„ j'en avois d'autres qui regardoient le fond :

„ *Hic, aliisque de causis &c.*

„ J'aurois expliqué ces raisons avec éten-
„ due & avec force, si j'avois pu espérer qu'on
„ m'eût écouté avec tranquillité, ou s'il eût
„ été possible de surmonter par nia faible voix
„ les cris tumultueux de ceux qui avoient con-
„ spiré contre la vérité & contre la liberté de

* Qui in hanc urbem convenerunt Episcopi,
non couitient inter se : ceteri Gallia Antisti-
tes suam nondum sententiam protulerunt : ex-
pectatur quid præstitura sit sancta Sedes : Emin-
entissimus Archiepiscopus noster ultra progredi
non sinit ; & de ejus manu & autoritate accipien-
dam esse Constitutionem ipsæ litteræ patentes Re-
gix jubent. Hic, aliisque de causis causæ de-
cretum summi Pontificis in acta sacre Facultatis
non esse referendum.

„ leurs confreres ; qui traitoient de seditieux
 „ les avis les plus moderés, & qui par les plus
 „ effrayantes menaces tâchoient de fermer la
 „ bouche à tous ceux qui n'entroient pas dans
 „ leurs préjugés.

„ Je m'étois absenté depuis plus de dix ans
 „ des Assemblées ordinaires de la Faculté,
 „ parce que j'y avois remarqué beaucoup de
 „ confusion, & peu d'égard pour la justice ;
 „ mais ce que j'ai vu dans les dernieres, dont
 „ j'ai été témoin depuis le commencement
 „ jusqu'à la fin, est au-dessus de tout ce qu'on
 „ peut s'imaginer : & ce seroit un grand pro-
 „ dige si par des moyens si dignes de l'erreur,
 „ on avoit pu former une Conclusion con-
 „ forme à la verité.

„ Comme vous l'aimez, Monseigneur, &
 „ que vous employez vos lumieres, vôte au-
 „ torité & vôte zele à la défendre, vous me
 „ permettez sans doute de la confesser de-
 „ vant vous sans rougir, & d'expliquer en
 „ détail, mais en peu de mots, ce que j'ai été
 „ contraint de renfermer en opinant sous cet-
 „ te expression generale : *aliquo de causis*.
 „ [ces raisons & beaucoup d'autres &c.]

„ Je regarde le Decret de Rome comme
 „ absolument insoutenable, comme incapa-
 „ ble d'aucune raisonnable explication, com-
 „ me établissant un langage nouveau, & par
 „ conséquent profane en matiere de Reli-
 „ gion ; comme contraire ouvertement aux
 „ textes formels de l'Ecriture, aux expres-
 „ sions des Papes consacrées par la Tradition,
 „ & aux décisions des Conciles.

„ Ce Decret ruine le fondement de la foi
 „ & du Symbole, en niant la toute-puissance
 „ de Dieu. Il confond la loi avec l'Evangile,
 „ en abolissant la difference de l'ancienne al-
 „ liance & de la nouvelle, & en égalant le
 „ ministère de Moysé avec la redemption de
 „ Jesus-Christ.

„ Il anéantit le grand precepte de l'amour
 „ de Dieu, & avec lui tous les autres, qui n'en
 „ sont que des dépendances. Il substitue la
 „ crainte servile, & qui n'a même pour objet
 „ que des peines temporelles, à la charité ;
 „ prétendant que cette crainte seule conver-
 „ tit le cœur, & le fait rentrer dans l'ordre
 „ & dans la justice.

„ Il paroit plein de haine contre la grace

„ de Jesus-Christ, dont il ne peut souffrir le
 „ nom dans aucune proposition, & dont l'ef-
 „ ficace lui est aussi odieuse qu'aux Pelagiens.
 „ Il abolit toute la sainteté des sacrements
 „ de Penitence & d'Eucharistie, en les livrant
 „ aux pécheurs impénitents. Il ôte aux Evê-
 „ ques & aux Prêtres la moitié du pouvoir
 „ que Jesus-Christ leur a confié, en ne leur
 „ laissant que celui d'absoudre ; & par une
 „ erreur opposée, il leur en donne une supe-
 „ rieur à Dieu même, en voulant que la crain-
 „ te d'une excommunication injuste fasse
 „ abandonner un devoir reconnu pour tel,
 „ de quelque nature qu'il puisse être.

„ Il arrache des mains des fidelles les Ecri-
 „ tures, & leur en interdit l'intelligence, les
 „ plongeant ainsi dans l'ignorance, & dans
 „ les vices qui en sont la suite. Il décrie les
 „ pieux exercices qui sont une partie de la
 „ sanctification des Dimanches & des Fêtes,
 „ comme de dangereuses occupations.

„ Il reduit le Christianisme, autant qu'il est
 „ possible, à l'état des Juifs chameis, qui met-
 „ toient leur confiance dans les observances
 „ exterieures, sans connoître ni leur impuis-
 „ sance pour le bien, ni la necessité d'être
 „ delivrés de la servitude de leur mauvaise
 „ volonté par la grace du Libérateur, ni le
 „ besoin de croire en lui pour commencer à
 „ devenir juste.

„ Selon ce Decret, tout le fruit de la ve-
 „ nue de Jesus-Christ consiste à nous remet-
 „ tre les pechés, sans nous convertir sincere-
 „ ment ; à nous dispenser d'aimer Dieu, &
 „ à nous meriter l'impunité, en nous laissant
 „ pécheurs.

„ Enfin, ce Decret monstrueux ne respire
 „ que le relâchement & l'infidelité ; & JE NE
 „ FAIS AUCUNE DIFFERENCE ENTRE LE
 „ RECEVOIR, ET TOMBER DANS L'APOSTA-
 „ SIE.

„ Voilà, Monseigneur, ce que je pense, &
 „ ce que presque tout le monde pense avec
 „ moi. Car excepté ceux qui ont été conduits
 „ à l'erreur par des passions qui les ont aveu-
 „ glés, tous les autres, & ceux-mêmes qui ac-
 „ ceptent le Decret avec explication, en par-
 „ lent en secret avec horreur ; & le souleve-
 „ ment general qu'il a excité dans les person-
 „ nes de toute condition & de tout état, est

„ une preuve d'une entiere évidence de son
 „ opposition à la foi, qui vit dans le cœur
 „ des fideles, & à la tradition publique con-
 „ servée depuis les Apôtres jusqu'à nous.

„ Il est du devoir indispensable de tout fi-
 „ delle de transmettre ce précieux dépôt à
 „ ceux qui viendront après nous, avec la mê-
 „ me fidelité qu'il nous a été conservé par
 „ nos predecesseurs. Plus la tentation est gran-
 „ de, plus elle nous avertit de redoubler nos
 „ soins; & il n'est pas necessaire deormais de
 „ faire souvenir un Docteur, qu'il a fait ser-
 „ ment de repandre son sang pour la verité,
 „ si elle exige de lui ce temoignage. Tout
 „ chrétien, dans une occasion comme celle-
 „ ci, a le même engagement; & quand il s'a-
 „ git de tout, jusqu'aux femmes & jusqu'aux
 „ enfans, tous peuvent être temoins, & tous
 „ sont dans l'obligation de l'être.

„ Excusez, Monseigneur, ce mouvement
 „ de zele, necessaire à ma consolation & à la
 „ liberté de ma conscience, & souffrez qu'a-
 „ vant que de fuir, je vous temoigne ma
 „ douleur de ce qu'aucun de nous ne fit re-
 „ marquer qu'on avoit surpris la religion du
 „ Roi, en portant Sa Majesté à défendre par
 „ la seconde Lettre de cacher aux Docteurs
 „ assemblés, de mettre aucune modification
 „ à l'acceptation du Decret de Rome, & d'a-
 „ voir aucun égard au Mandement de V. E.
 „ Ces deux points renferment necessairement
 „ l'attribution du jugement de la doctrine &
 „ d'une autorité Ecclesiastique superieure à
 „ la vôtre, que la pieté du Roi est très éloi-
 „ gnée d'usurper; & comme les suites d'une
 „ entreprisse contre laquelle personne n'a re-
 „ clamé dans le moment, peuvent être d'u-
 „ ne dangereuse conséquence contre la veri-
 „ té & contre la liberté des décisions de l'E-
 „ glise, je crois qu'il est de mon devoir
 „ d'empêcher qu'on n'abuse de mon silence
 „ & de celui de mes confreres sur ces points
 „ importants; & de supplier V. E. d'employer
 „ les moyens qui dépendent d'elle pour la
 „ même fin. J'ai l'honneur d'être avec un
 „ profond respect & un sincere attachement,
 „ Monseigneur, de V. E. &c. D'ASFELD.

Pour achever le recit de ce qui regarde la
 Sorbonne, il ne nous reste plus qu'à rendre
 compte de ce qui se passa par rapport à la

chaire de Professeur en Theologie qu'avoit
 M. Vitasse, & de ce qui arriva aux quatre au-
 tres Docteurs exilés.

M. Vitasse a fait lui-même une Relation
 des Assemblées de la maison de Sorbonne qui
 se tinrent sur son sujet. On la trouve à la fin
 de celle des Assemblées de la Faculté sur l'ac-
 ceptation de la Confiturion. Elle nous a pa-
 ru si exacte que nous ne ferons que la suivre
 d'as ce que nous allons dire de cet evenement.

Les Jesuites voyant M. Vitasse exilé, eurent
 tant d'empressement de remplir la chaire d'un
 sujet qui leur fut dévoué, qu'ils attendirent à
 peine quinze jours, pour faire adresser à la
 maison de Sorbonne un ordre du Roi de lui
 donner un successeur. Cet ordre ne portoit
 point expressement qu'on élût un autre Pro-
 fesseur; & la lettre de M. de Pontchartrain
 qui accompagnoit celle de S. M. & qui sem-
 bloit expliquer plus particulièrement ses in-
 tentions, portoit seulement qu'on *substituerait*
 une autre personne à sa place. Cependapt on
 supposa que par cet ordre M. Vitasse étoit dé-
 pouillé de son titre, & que sa place étoit dé-
 clarée vacante. On indiqua une Assemblée au
 30 avril, comme pour commencer à procé-
 der à l'élection d'un nouveau Professeur.

Il en fut de cette Assemblée, comme de
 celles de la Faculté. Un grand nombre s'en
 éloigna par le défaut de liberté, & elle fut
 réduite à environ trente personnes. Plusieurs de
 ceux qui y assisterent, retenus par la crainte,
 ne voulurent point opiner; les autres par foi-
 blesse se contenterent de dire qu'il falloit ob-
 béir. Il n'y en eut que sept qui osèrent éle-
 ver leur voix pour s'opposer au torrent de
 l'injustice qui prévaloit. Ils représenterent
 que l'ordre du Roi étant équivoque, l'équité
 vouloit que, suivant la maxime du droit, on
 lui donnât une interpretation favorable: Que
 la coutume étoit que lors qu'un Professeur é-
 toit exilé, on ne faisoit que substituer une per-
 sonne à sa place jusqu'à ce qu'il fût rapellé:
 Que les emplois des Professeurs étoient de ve-
 ritables titres qu'on ne pouvoit ôter à ceux
 qui en étoient pourvus, qu'en procedant contre
 eux dans les formes ordinaires; & qu'en-
 fin les Edits du Roi & les Arrêts du Conseil
 étoient formels, pour ne point priver de leurs
 titres ceux qui se retiroient, qu'il n'y eût quel-

ques mois écoulés. On ne fit aucune attention à des raisons si pressantes ; & à la pluralité il fut conclu que la présente Assemblée servirait d'Assemblée préliminaire, & on indiqua celle de l'élection au jour qui seroit marqué par M. le Cardinal de Noailles, qui en qualité d'Archevêque de Paris devoit, suivant la fondation, y présider. On députa en même tems les quatre anciens, pour aller prier S. E. de la part de la Maison, de vouloir bien lui faire cet honneur.

M. le Cardinal qui devoit ressentir plus que personne l'injustice qu'on faisoit à M. Vasse, reçut les Députés avec politesse, mais avec une froideur dont ils s'aperçurent. Il se contenta de leur répondre qu'ils pouvoient prendre pour cette Assemblée le lundi suivant, 7 de mai, & les laissa aller sans leur dire s'il y iroit ou non. Mais il se déclara là-dessus à M. Vivant l'un de ses grands Vicaires, & Chancelier de l'Eglise de Paris, qui par cette qualité avoit aussi droit d'assister à cette élection, & lui dit qu'il pouvoit y aller présider à sa place.

M. Vivant se trouva embarrassé de cette commission. Il voyoit d'un côté la honte qu'il y auroit pour lui de coopérer à la destitution d'un Professeur exilé pour la défense de la vérité & du Mandement de M. le Cardinal, & considéroit de l'autre qu'il ne pouvoit se dispenser de cette présidence sans se noter, & se faire des affaires : il prit un temperament, qui fut d'aller présider, & de ne point donner sa voix.

Il ne se trouva que 37 Docteurs à cette seconde Assemblée. M. de l'Estocq Chanoine d'Amiens y fut élu unanimement, par le soin que M. le Cardinal de Rohan s'étoit donné d'écrire la veille en sa faveur, & à son défaut en faveur de M. le Sparfel Theologal en Basse Bretagne, ou de M. Robbes Professeur de Philosophie au College Mazarin. Et jusqu'à ce qu'il fût venu, la Maison pria M. de Montclus de faire la leçon à sa place. M. de l'Estocq, après avoir délibéré quelque tems, préféra son établissement à l'emploi auquel on l'avoit nommé. Et dans une nouvelle Assemblée, qu'on tint encore par ordre du Roi, M. Robbes fut choisi pour le remplacer.

Voici ce que nous trouvons dans nos Mémoires touchant les quatre autres Docteurs exilés. M. l'Abbé Bidal arriva à Noïon, lieu

de son exil, le 17 ou le 18 de mai 1714. Il y demeura tranquille jusqu'à la fin de juin, que l'Evêque, qui faisoit des visites de son diocèse, fut absent de la ville. Lorsqu'il y fût revenu, M. l'Abbé Bidal alla le saluer à son arrivée. Le Prelat le reçut d'abord avec politesse, & lui rendit même la visite. Mais le jour même il lui envoya l'après-dîné un de ses Chanoines nommé Lucas, pour lui communiquer les statuts du diocèse qui portoient, qu'aucun Prêtre étranger ne pourroit y célébrer la messe plus de trois jours, après lesquels il devoit s'adresser à l'Evêque pour en obtenir la permission, que ce Chanoine lui conseilla en même tems de ne point demander, parce que M. l'Evêque ne l'accorderoit qu'à ceux qui recevoient la Constitution. A la sortie de là le même Chanoine alla à la Paroisse où M. l'Abbé Bidal disoit la Messe, y faire des défenses en forme de lui donner des ornemens. Il se trouva ainsi interdit, & réduit à la communion laïque, qu'il reçut toujours depuis publiquement avec une humilité édifiante, & un sentiment si tendre du bonheur qu'il avoit d'être dégradé pour la défense de la vérité, que des personnes qui l'observèrent, lui virent souvent repandre des larmes. Il ne laissa pas de représenter avec une fermeté respectueuse au Prelat, combien cette conduite étoit irregulière, & de se plaindre amèrement à lui-même. Mais cet Evêque fut moins touché de ces plaintes, que de l'applaudissement que le P. Tellier donna à son zèle par la lettre suivante, dont il se repandit dès lors des copies.

LETTRE du P. Tellier à M. l'Evêque de Noyon.
Ce 13 juillet 1714.

" MONSEIGNEUR,

" J'ai rendu compte au Roi de la lettre que
" vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 9
" de ce mois, ou plutôt je lui en ai fait la lecture. Non seulement S. M. a fort approuvé
" ce que vous avez fait, en n'accordant point
" au Sr. Bidal la permission de dire la Messe ;
" mais elle auroit été surprise que vous en
" eussiez usé autrement ; puisque le lui permettre, c'eût été reconnoître qu'il avoit droit
" & qu'il pouvoit en bonne conscience refuser de recevoir une Constitution dogmatique au jourd'hui reçue non seulement dans
" votre diocèse, non seulement par tous les

" Evêques de tout le Royaume , à fort peu
 " près ; mais dans tout le reste de l'Eglise ca-
 " tholique. A quoi je dois ajouter , comme
 " l'a observé S. M. elle-même , que par cette
 " raison il ne devoit pas être admis aux sacre-
 " mens de l'Eglise, qu'il ne se soit soumis. Car
 " puisque vous croiriez ne lui pouvoir pas
 " donner l'absolution sans cela, vous ne pouvez
 " pas aussi le juger capable de communier
 " non plus que de dire la Messe. Qu'il croye
 " le contraire : puis que c'est par une consci-
 " ence que vous-même croyez erronée , lui
 " permettre la communion, ce seroit approu-
 " ver en pratique ce que vous condamnez en
 " speculation , & le scandale ne seroit guères
 " moindre de voir un homme notoirement
 " rebelle à l'Eglise , approcher de la sainte ta-
 " ble avec votre permission, que si on lui vo-
 " yoit dire la Messe. Mais ce sont-là des re-
 " flexions qu'apparemment vous aurez faites
 " de votre côté , & je n'aurai fait que vous y
 " confirmer. J'ai l'honneur d'être &c.

M. l'Abbé de Bragelogne éprouva le même traitement à S. Flour. La première fois qu'il voulut dire la Messe , il choisit l'Eglise des Religieuses de la Visitation, où il envoya prier qu'on voulût bien lui préparer des ornemens. La Supérieure un moment après lui envoya dire , qu'elle le prioit d'en faire demander auparavant la permission à l'Evêché. Il ne crut pas qu'étant connu comme il étoit , & aiant de plus ses titres & des lettres de recommandation de M. le Cardinal de Noailles son Archevêque, cette permission pût souffrir la moindre difficulté. Ainsi il se contenta d'envoyer son valet de chambre à l'Evêché. M. de S. Flour lui fit faire réponse qu'il étoit bien fâché de le refuser , mais qu'il avoit des ordres pour ne lui point permettre de dire la Messe dans son Diocèse. Depuis ce refus M. l'Abbé de Bragelogne ne fut pas long-tems à S. Flour, sans y tomber malade, l'air y étant très mauvais pour les personnes qui n'y sont pas accoutumées. Son incommodité qui augmentoit, l'obligea à se retirer auprès de son neveu Chanoine de Brioude, pour y rétablir sa santé. Il écrivit en même tems en Cour , pour y rendre compte de la nécessité où il s'étoit trouvé de quitter le lieu de son exil , & demander qu'on le transférât dans un autre qui fut plus supportable que S. Flour. Mais

on lui ordonna d'y retourner aussitôt qu'il seroit en état de se mettre en chemin : à quoi il obéit exactement. A peine eût-il encore passé un mois à S. Flour, que sentant sa santé s'altérer de jour en jour, il écrivit de nouveau en Cour. Il obtint permission d'aller à Clermont où il prit du lait d'ânesse. Mais au bout de douze ou quinze jours il reçut un nouvel ordre qui le releguoit au Puy en Velay dans les plus rudes montagnes d'Auvergne.

Nos Memoires ne nous apprennent point de quelle maniere il y fut traité par l'Evêque, ni si on tint à Blois & à S. Brieu la même conduite à l'égard de Mons. Habert & de M. Hulot , qu'on avoit tenue à l'égard de leurs confreres à Noyon & à S. Flour. Tout ce qu'ils marquent de ces deux derniers , c'est que le premier malgré son âge de 80 ans , & le second malgré la douleur de se separer d'une mere qui l'aimoit tendrement & qui avoit besoin de lui , partirent l'un & l'autre avec une joie modeste du bouheur qu'ils avoient de souffrir pour la verité , & uniquement occupés du desir que leur disgrâce pût contribuer à faire cesser la tempête & à ramener le calme dans l'Eglise & dans la Sorbonne.

§. XXVI.

Relation de ce qui se passa dans la Faculté de Reims & dans celle de Nantes.

LA Faculté de Theologie de Paris ne fut pas la seule où la Constitution causa du trouble : la reception ne souffrit pas de moindres difficultés dans celles de Reims & de Nantes , qui sont les seules dont nous ayons des Memoires. Nous ignorons ce qui se fit dans les autres Universités du Royaume. Il est pourtant certain que la Constitution n'a pas été envoyée ni reçue dans la plupart des Universités : ce qu'il est bon de ne pas oublier. Mais nous trouvons dans des lettres écrites dans ce tems-là , ce qui se passa sur ce sujet dans celle de Nantes ; & on a imprimé une *Relation des délibérations de la Faculté de Reims sur l'acceptation de la Constitution*, dont feu M. Virasse est aussi l'auteur. Nous commencerons par donner un extrait de cette Relation, semblable à celui que nous avons donné des Assemblées de Sorbonne.

M. l'Archevêque de Reims, comme fondateur & supérieur de l'Université , donna

ordre à cette Faculté par une lettre écrite de Paris le 6 mai 1714, de recevoir la Constitution, & de la faire enregistrer. Il se tint sur cela une Assemblée le 12 du même mois. Il ne s'y trouva que 16 Docteurs : les autres qui étoient avertis de ce qui s'y devoit traiter, n'ayant pas jugé à propos d'y assister. Quatre opinèrent pour la recevoir & l'enregistrer conformément à l'ordre de M. l'Archevêque : trois parlèrent seulement de l'enregistrer ; & huit, après avoir protesté de leur attachement inviolable aux décisions & à la doctrine de l'Eglise, & de leur profond respect pour le Pape, pour le Roi & pour M. l'Archevêque, représentèrent que les decret des Papes n'étant regardés comme regle de foi, que lorsqu'ils sont autorisés par le consentement de l'Eglise universelle & par l'acceptation unanime du corps des Pasteurs, la Constitution ne pouvoit avoir force de loi, n'étant reçue que par une partie des Evêques, & plusieurs autres refusant de la recevoir ; & ils conclurent à ce qu'il leur fût permis de surseoir à dire leur avis sur cette Constitution, jusqu'à ce que par la réunion de tous ou de presque tous les Evêques, dans un Concile ou sans Concile, il parût clairement quel seroit sur cette même Constitution, le jugement de l'Eglise, auquel ils déclaroient qu'ils se soumettoient par avance sans aucune restriction ni modification. Le Doyen conclut conformément à l'avis de ces huit Docteurs qui étoit aussi le sien : & la Faculté rendit compte de ce résultat à M. l'Archevêque par une lettre respectueuse qu'elle lui écrivit.

Les Officiers de ce Prelat & les Jesuites chagrins de ce mauvais succès, engagerent trois Docteurs, du nombre desquels étoit le Sr. le Roux [a], à faire signifier au Doyen des protestations contre cette Assemblée, à laquelle ils prétendoient n'avoir pas été invités dans la forme requise. M. l'Archevêque donna ordre en même tems à quelques Docteurs de requérir qu'on en convoquât une nouvelle, qui fut indiquée au 20 de mai.

[a] Il est devenu fameux par la censure que la Faculté de Reims & celle de Paris ont faite de ses erreurs sur l'amour de Dieu.

[b] On appelle ainsi la seconde lecture qui se fit d'une Conclusion pour la confirmer.

Il s'y trouva 26 Docteurs. On y délibéra d'abord sur les protestations des trois Docteurs ; & la Faculté déclara : 1, Qu'on leur en donneroit acte. 2, Que l'Assemblée du 12 mai étoit légitime. 3, Qu'à la relute [b] de la Conclusion de cette même Assemblée, on auroit tel égard que de raison aux plaintes qu'ils en faisoient, & qu'on pourroit alors opiner de nouveau sur l'affaire de la Bulle.

Les trois Docteurs étant rentrés dans la salle, on leur fit cette réponse. Ils profitèrent du 3 article, pour demander que la Conclusion touchant la Constitution fût relue sur le champ. Il y eut là-dessus quelque dispute, parce que selon l'usage la relute des Conclusions ne se fait qu'aux Assemblées du premier jour du mois. Mais ils firent tant d'instances, qu'on leur accorda leur demande. Après que la Conclusion eût été relue, ils demandèrent de plus qu'on opinât de nouveau sur la matiere. On fit sur cela un troisieme deliberation, & il fut conclu à la pluralité, & sans opposition, qu'on opineroit.

Le Doyen mit donc de nouveau en deliberation la reception & l'enregistrement de la Constitution. Dix sept Docteurs furent d'avis de la recevoir relativement à l'Instruction Pastorale, aux actes & deliberations des Evêques, & aux modifications portées par l'Arrêt d'enregistrement : les huit qui dans la premiere Assemblée avoient été pour surseoir, opinèrent encore de même dans celle-ci.

Le Doyen qui étoit du même sentiment, se trouva embarrassé pour conclure. Il demanda auparavant deux choses à la Compagnie : la premiere qu'elle s'expliquât si elle recevoit la Constitution comme regle de foi ; & il déclara qu'en ce cas il ne pouvoit absolument conclure, parce qu'il n'y avoit pas une autorité suffisante pour établir une regle de foi : la seconde, qu'il lui fût permis de ne pas conclure, ou d'ajouter à la Conclusion que c'étoit contre son sentiment particulier. Les Docteurs acceptans, qui ne s'étoient point attendus à ces propositions, ne s'accorderent point entre eux, quand il fallut y répondre. Sur la premiere, le plus grand nombre déclara nettement qu'il ne s'agissoit point de recevoir la Constitution comme regle de foi : les autres plus réservés se contenterent

de dire qu'il suffisoit qu'on la reçut, sans déterminer précisément de quelle manière on la recevoit. Sur la seconde, les uns lui représenterent qu'il pouvoit se retirer, & qu'un autre concluroit à sa place : les autres lui soutinrent qu'il étoit obligé de conclure & de conclure à la pluralité sans aucune clause. Alors le Doyen se leva, & mettant sur le bureau les sceaux de la Faculté qu'il avoit apportés, il dit qu'il étoit prêt de les remettre, & d'abdiquer le decanat, si on ne lui permettoit pas de conclure en la seule manière qu'il croyoit le pouvoir faire. A la fin tout le monde y ayant consenti, il prononça la Conclusion qu'il termina par ces paroles : *Et je conclus ainsi avec vous contre mon propre sentiment, dont je vous demande acte.* Le jour même le Doyen & le Syndic rendirent compte à M. l'Archevêque de Reims de ce qui s'étoit passé dans cette Assemblée par une seconde lettre qu'ils lui écrivoient au nom de la Faculté.

Les partisans de la Constitution furent presque aussi mécontents de cette seconde Conclusion, qu'ils l'avoient été de la première. Les Jésuites en firent des plaintes amères. Un de leurs Ecrivains en rend la raison dans une lettre datée de Reims du 2 juin, qui fut imprimée vers ce tems-là. *C'est, dit-il, qu'ils ont reçu la Constitution avec des restrictions & des modifications qui la rendent inutile.* Ainsi recevoir la Constitution avec les restrictions & les modifications les plus autorisées, c'est au sentiment des Jésuites, ne la point recevoir en effet, ou au moins la rendre inutile aux desseins que la Société s'étoit proposés en la demandant. M. l'Archevêque de Reims entra dans leur ressentiment, & il le marqua en ne faisant point de réponse à la lettre qu'on lui avoit écrite.

Le Syndic de la Faculté ne put s'empêcher d'en témoigner sa surprise à l'un de ses grands Vicaires, en lui demandant, s'il y avoit quelque apparence qu'un Prelat qui avoit été de l'Assemblée des Evêques, & qui en qualité de premier Pair du Royaume, étoit un des principaux membres du Parlement, pût être offensé qu'on eût reçu la Constitution dans le sens de l'Instruction de l'Assemblée, & de l'Airé du Parlement.

Quelques jours après on envoya de la Cour ordre à M. l'Éscalopier, Intendant de Cham-

pagne, de se rendre à Reims le 31 mai, afin d'assister le lendemain à l'Assemblée de la Faculté en qualité de Commissaire spécialement député pour y faire recevoir purement & simplement la Constitution, comme la Sorbonne l'avoit reçue, *sans aucune modification, ni respect, ou relation.*

En conséquence de cet ordre on tint le 1 juin une troisième Assemblée, qui auroit dû, suivant l'usage, être différée de quelques jours à cause de l'octave du S. Sacrement. La forme en fut aussi extraordinaire que la convocation. Les Docteurs au nombre de 29, y compris le Doyen, y dirent leur avis en français. Le Syndic, le Greffier, & le Doyen de la Faculté n'y firent de fonctions, qu'autant qu'il plut à M. l'Intendant. Il exposa les ordres du Roi, dont il étoit chargé, & engagea par la politesse & son affabilité le plus grand nombre des Docteurs à s'y conformer. D'abord il n'y en eut que 15 qui prirent ce parti, pendant que sept persistoient à n'accepter que relativement, & six à surseoir. Mais enfin les sept parurent se réunir aux quinze premiers. [a] Car quoi qu'ils ne pussent gagner sur eux-mêmes de dire, comme les quinze, qu'ils recevoient la Bulle purement & simplement, ils eurent la complaisance de ne plus dire qu'ils ne la recevoient que relativement, & consentirent qu'on dit qu'ils la recevoient ; ce qu'ils ne firent que sur l'assurance que leur donna M. l'Intendant, qu'ils auroient la liberté après avoir reçu la Bulle dans la présente Assemblée, d'enregistrer l'Instruction Pastorale dans l'Assemblée suivante, où elle le fut effectivement. Ainsi il n'eut que six refusans contre 23 acceptans, ou plutôt contre 22, car ce fut par inadvertence que dans la lettre qu'on écrivit à M. l'Archevêque, le Doyen fut compris au nombre des acceptans, quoique dans l'Assemblée il ait évité de donner aucune marque d'approbation à ce qui s'y faisoit, & qu'il n'eût ni donné son suffrage ni même prononcé la Conclusion, comme il l'auroit dû faire. M. l'Intendant ne fit point attention à cette formalité essentielle. Il se contenta de faire dresser la Conclusion en latin & en français, de

[a] On a recité la Relation sur ces deux faits par des Memoires plus exacts qu'on a eus de Reims.

la faire lire par le Greffier, & de la joindre à son procès verbal. Les six refusans étoient MM. le Gros & Baudouin Chanoines de la Cathédrale, M. Maillefer Chanoine de S. Symphorien, M. de Beyne Curé de S. Jean, M. Hiller Curé de S. Martin, & M. Geoffroy Curé de S. Symphorien. On y pourroit joindre M. Cabrisseau Curé de S. Etienne, qui à la sortie de l'Assemblée se repentit du parti qu'il avoit pris, & alla chez M. l'Intendant le prier d'effacer son nom de la liste des acceptans, & de le mettre parmi les refusans; mais ce Magistrat ne voulut rien changer au procès verbal qu'il avoit dressé dans l'Assemblée.

Les Officiers de la Faculté rendirent encore compte à M. l'Archevêque de Reims de ce qui s'étoit passé, par une troisième lettre qu'ils lui écrivirent le jour même. Nous croyons devoir l'insérer ici, afin de faire honneur à ces Messieurs de la conduite qu'ils tinrent à l'égard de ceux de leurs Confrères qui n'avoient pas suivi le sentiment commun : conduite bien différente de celle du Syndic & de quelques Docteurs de Paris.

LETTRE à M. l'Archevêque de Reims. Du 1
Juin 1714.

" MONSIEUR,

" Il est de notre devoir de rendre compte
" à Votre Excellence de ce qui s'est passé dans
" notre Assemblée de ce jour, convoquée par
" ordre du Roi, & à laquelle Monseigneur
" l'Intendant en la Généralité de Champagne
" a assisté comme Commissaire à ce député
" par Sa Majesté. Mon dit Seigneur a ouvert
" l'Assemblée par un discours qui répondoit
" à la dignité de sa Commission. Il nous a
" fait ensuite connoître les intentions du
" Roi, qui étoient que la Faculté reçut pu-
" tement & simplement la Constitution *Uni-*
" *genitus* de N. S. P. le Pape, en la manière
" qu'elle a été reçue ep Sorbonne. On a été
" au moment même aux suffrages. De 29
" que nous étions, 23 se sont réunis pour
" recevoir purement & simplement ladite
" Constitution *Unigenitus*. Les six autres ont
" été de sentiment de prier Sa Majesté de
" leur permettre de surseoir, jusqu'à ce que
" par le jugement unanime de tous ou pres-
" que tous Messieurs les Evêques, ils puis-

" sent connoître plus clairement les senti-
" mens de l'Eglise, avec protestation de s'y
" soumettre sans modification ni réserve.
" Monseigneur l'Intendant a manié cette af-
" faire avec une dextérité infinie, accompa-
" gnée d'une douceur mille fois plus persua-
" sive que les raisonnemens les plus forts.
" Comme nous ne doutons pas, Monsei-
" gneur, que ces voies de douceur ne nous
" aient été ménagées par cette bonté qui vous
" est si ordinaire, nous espérons qu'en ren-
" dant compte au Roi de ce qui s'est passé
" dans notre Assemblée, Votre Excellence
" voudra bien lui faire connoître la manière
" paisible & respectueuse avec laquelle s'est
" faite cette délibération, dont nous avons
" l'honneur de vous envoyer le résultat; &
" nous croyons, Monseigneur, que vous
" voudrez bien présenter à Sa Majesté nos
" très humbles remerciemens, & l'assurer de
" la parfaite soumission de notre Faculté à
" tous ses ordres. Nous osons même espérer
" que ces six Messieurs qui n'ont pas été de
" notre sentiment, éprouveront encore les
" effets de votre bonté, & que vous voudrez
" bien travailler à prévenir les suites facheu-
" ses qu'ils pourroient craindre. Nous vous
" en supplions, Monseigneur, & ce sera
" pour nous & pour toute la ville un sujet de
" nouvelle reconnaissance & de nouvel atta-
" chement à votre illustre personne, qui tous
" les jours devient plus nécessaire & plus
" chère à tout son Diocèse. Nous sommes
" avec le respect le plus profond, Monsei-
" gneur, de votre Excellence les très hum-
" bles, très obéissans & très obligés servi-
" teurs. *Signé*, ROGIER Doyen, GONDI-
" not Syndic de la Faculté de Théologie de
" Reims.

Voilà de quelle manière se termina alors l'affaire de la Constitution dans la Faculté de Théologie de Reims. Quand on la laissa libre, elle ne la reçut point : quand on commença à la contraindre, elle la reçut, mais avec plusieurs modifications; & quand le Roi employa son autorité pour la faire obéir, elle succomba. Mais nous verrons dans la suite que dès que la liberté lui fut rendue, elle reclama unanimement contre tout ce qui s'étoit fait dans le tems de violence.

M. l'Archevêque de Reims qui avoit gar-

dé un profond silence sur les deux premières lettres de la Faculté, fit réponse en ces termes.

„ J'ai eu un extrême chagrin, Messieurs,
 „ de voir que la Faculté de Theologie de
 „ Reims ne se soit point conduite avec ses
 „ lumieres & sa sagesse ordinaire, dans une
 „ affaire aussi importante que celle qu'elle
 „ avoit à traiter. Elle ne devoit pas s'expo-
 „ ser temerairement à la mortification écla-
 „ tante qu'elle vient d'essuyer. Convenoit-il à
 „ des Docteurs de ne pas recevoir une Consti-
 „ tution du Pape qui avoit été reçue par une
 „ nombreuse Assemblée d'Evêques, à laquel-
 „ le leur Archevêque même avoit assisté ?
 „ Convenoit-il dans une seconde convoca-
 „ tion de la Faculté de mettre à la reception
 „ de cette Constitution des restrictions & des
 „ modifications qui n'avoient point été ap-
 „ posées par les Prelats ? Il a donc fallu une
 „ troisième Assemblée de la Faculté, pour
 „ rectifier le passé ; & encore les suffrages
 „ n'ont pas été unanimes. Si j'avois été sur
 „ les lieux, j'aurois peut-être concilié les es-
 „ prits, en faisant comprendre à ceux qui se
 „ sont séparés, que les heretiques les plus
 „ opiniâtres & leurs plus zelés défenseurs
 „ n'ont point demandé le consentement uni-
 „ versel de toute l'Eglise, pour se soumettre ; &
 „ que plusieurs heresies ont été condamnées
 „ & détruites par des Conciles convoqués par
 „ des Primats ou des Patriarches, sans que
 „ le consentement de toute l'Eglise fut inter-
 „ venu, & sans qu'on en ait eu connoissan-
 „ ce dans la plupart des autres Eglises, que
 „ par la succession des tems. Je tâcherai de
 „ les ramener par les voies canoniques ; &
 „ je souhaite que leur procedé n'ait point des
 „ suites facheuses d'ailleurs. On ne peut,
 „ Messieurs, vous être plus acquis, avec une
 „ plus parfaite consideration, que je suis.
 Signé, DE MAILLY Archevêque de Reims.

A Paris le 4 juin 1714.

Les Docteurs refusans ne furent pas fort touchés des principes qui étoient insinués dans cette lettre : les acceptans mêmes n'en furent pas extrêmement satisfaits. Ils pensoient presque tous de la même maniere sur le fond : ils avoient été élevés dans les mêmes maxi- mes, & elles étoient tout-à-fait opposées à

celles dont leur Archevêque paroissoit pré- venu.

Ainsi, ce qu'il leur representoit sur les in- conveniens qu'il y avoit que des Docteurs ne reçussent point une Constitution acceptée par une Assemblée d'Evêques, ou qu'ils missent à leur acceptation des restrictions que ces Prelats n'avoient point apposées, ne leur pa- rut qu'un de ces raisonnemens vagues qui n'ont rien de concluant. Ils savoient que si l'autorité d'une Assemblée d'Evêques est ordinairement un préjugé avantageux pour les décisions qu'ils ont faites ou acceptées, il y a aussi des occasions où ces décisions peuvent & doivent être rejetées par des Docteurs plus fidelles ou plus instruits que ces Evêques.

Mais rien ne revolta plus les esprits que les maximes par lesquelles M. de Reims se flattoit qu'il auroit pu les concilier, s'il avoit été sur les lieux. L'Auteur de la Relation a cru qu'il devoit les refuser, & il l'a fait par de courtes observations qu'il a insérées en cet endroit. Quelques solides qu'elles soient, nous croyons qu'on aimera encore mieux trouver ici celles que firent les Docteurs de Reims. En voici quelques-unes qu'ils nous avons recueillies des lettres qu'ils écrivirent en ce tems-là à leurs amis.

M. de Reims avançoit que les heretiques les plus opiniâtres & leurs plus zelés défenseurs n'avoient point demandé le consentement universel de toute l'Eglise pour se soumettre. D'où il vouloit qu'on inferât, que ceux des Docteurs de Reims qui demandoient ce consentement, étoient plus indociles que les heretiques les plus opiniâtres.

Or c'étoit-là, selon eux, la supposition du monde la plus étrange. Car, disoient-ils, les heretiques n'ont jamais été reconnus pour tels ni regardés comme opiniâtres, que parce qu'ils ont refusé de se rendre au consentement de l'Eglise universelle ; & il est même impossible que des chrétiens soient heretiques, lorsqu'ils ne demandent que ce consentement pour se soumettre ; puis qu'alors ils écoutent l'Eglise : ce qui est le propre caractère de l'homme soumis & orthodoxe. Aussi S. Cyprien n'a t-il jamais été regardé comme heretique, quoiqu'il errât sur un point important, sur lequel il rejettoit un decret du Pape reçu par plusieurs assemblées

d'Evêques : & S. Augustin n'a point cru qu'il fallût d'autre raison pour faire l'apologie de ce saint Evêque, que de dire qu'il étoit prêt de se rendre au jugement de l'Eglise universelle. Ce n'est pas là, ajoutent-ils, la disposition des heretiques les plus opiniâtres. Ils comptent pour peu de chose le consentement de l'Eglise, & ne veulent se rendre qu'aux fausses lumières de leur propre esprit, ou à l'autorité des guides faillibles & aveugles qu'ils se sont choisis. Mais c'est la conduite des vrais catholiques, telle qu'elle est représentée dans le Catechisme même de M. de la Chetardie approuvé & adopté par M. l'Archevêque de Reims, où il est dit : " Qu'un bon Catholique est celui „ qui ne se sépare jamais en aucun point de „ foi de l'Eglise universelle sa bonne mere ; „ qui abhorre toute erreur, nouveauté, „ secte, partialité ; & qui ne croit pas qu'il „ lui soit permis de se déterminer à aucun „ sentiment comme de foi, qu'avec tout le „ corps auquel il est uni.

Ils observoient que ce qui faisoit illusion sur ce sujet à M. l'Archevêque de Reims, c'étoit ce qu'il ajoute dans la lettre, & qui est vrai en un sens, mais très faux dans celui qui pouvoit seul appuyer ses prétentions : *Plusieurs heresies, dit-il, ont été condamnées & dévotées par des Conciles convoqués par des Primats ou des Patriarches, sans que le consentement de toute l'Eglise fut intervenu, & sans qu'on en ait en connoissance dans la plupart des autres Eglises que par la succession des tems.*

Ce fait, remarquoient-ils, a été posé par d'autres auteurs, qui en ont tiré de très-mauvaises conséquences ; & celle de M. l'Archevêque de Reims n'est pas plus juste, & elle paroît même plus dangereuse & tout-à-fait inouïe dans l'Eglise. Quelques Théologiens n'ont fait cette remarque qu'au sujet de certains Conciles particuliers tenus ou confirmés à Rome ; & voyant que ces Conciles avoient condamné des heresies, & obligé les fidèles à les anathématiser, ils en ont conclu que les Conciles particuliers appuyés du consentement des Papes étoient infaillibles.

Il a été aisé d'apercevoir le faux de ce raisonnement, & de répondre à ceux qui le faisoient, que la plupart des Conciles particuliers que Rome n'avoit point connus ou

aprouvés, en ayant usé de même, il faudroit conclure que tous les Conciles sont infaillibles, ou chercher quelque autre raison qui ait mis tous ces Conciles, tant ceux qui avoient été confirmés à Rome, que les autres, en droit de prononcer des anathêmes contre les erreurs qu'ils condamnoient.

On a donc inventé un autre système, & on a supposé que les décisions de ces Conciles acquiescoient une autorité infaillible par le silence ou la non réclamation des autres Eglises. Nous aurons peut-être occasion de rapporter ailleurs que c'est sur ce principe que M. l'Archevêque de Reims s'est appuyé dans la suite de ces contestations, & qu'il le fait extrêmement valoir en faveur de la Constitution. Mais alors il n'avoit pas encore pris cette idée ; & il refut ici lui-même par avance l'application qu'il en fait depuis à la Constitution. Car pour continuer à rendre compte des réflexions que les Docteurs de Reims firent sur la lettre, quelque chose, ajoutent-ils, qu'il faille penser du silence ou de la non réclamation, il est clair que ce silence des Eglises ne peut passer pour consentement qu'à l'égard des décrets qu'elles connoissent. Or M. l'Archevêque de Reims remarque fort bien que des Conciles particuliers ont condamné & même détruit certaines heresies, sans qu'on ait en connoissance de la décision dans la plupart des autres Eglises que par la succession des tems. Ce n'est donc pas le consentement tacite des autres Eglises prouvé par leur silence, qui a donné la force à cette décision, & qui a engagé les fidèles à s'y soumettre.

Mais on ne se tromperoit pas moins, si on supposoit que ces Conciles eussent fondé la conduite qu'ils ont tenue sur une autorité qui leur eût été propre, sans aucun rapport à celle de l'Eglise universelle ; & ce seroit une véritable erreur que de prétendre avec M. l'Archevêque de Reims, qu'il ne falloit pas demander, pour ériger des dogmes en articles de foi, le consentement de l'Eglise universelle. Nous appellons, disoient-ils, cette prétention une erreur ; parce que s'il est constant d'une part que tout article de foi catholique doit être proposé par une autorité infaillible, il ne l'est pas moins de l'autre que l'infaillibilité n'a été accordée

par Jesus-Christ, qu'à l'Eglise universelle ; & qu'ainsi on n'a jamais condamné sans Concile ; ou dans les Conciles aucuns dogmes comme heretiques, que relativement à la foi ou au consentement de l'Eglise universelle suffisamment constaté.

Ce qui a mis des Conciles particuliers en droit de prononcer anathème contre certaines erreurs ; & les Novateurs, dans l'obligation d'acquiescer à la décision ; c'est que dans ces occasions la foi de l'Eglise universelle étoit si notoire, qu'on n'avoit pas besoin d'interroger de nouveau les Eglises répandues dans tout le monde, ni d'attendre que la décision eût été connue & reçue par tout sans contradiction.

Les Novateurs mêmes qu'on condamnoit, favoient quelle étoit sur ces points la foi des Eglises du monde chrétien. C'est pourquoi ils ne pensoient ordinairement ni à appeler du jugement prononcé contre eux, ni à chercher des Eglises dans la communion desquelles ils pussent vivre : & il ne leur restoit que de faire bande à part & de former de nouvelles sectes, ou de se soumettre à la décision que quelques Eglises avoient prononcée conformément à la foi commune de toutes les autres. Lors donc qu'ils se rendoient au jugement porté contre eux, c'étoit véritablement au consentement de l'Eglise universelle qu'ils se soumettoient ; & s'ils ne s'y soumettoient pas, c'étoit l'effet & la preuve de leur opiniâtreté qui les rendoient hérétiques.

Ainsi pour concilier les esprits, il auroit fallu que M. l'Archevêque de Reims eût fait comprendre aux Docteurs refusans, non qu'ils ne devoient pas demander le consentement universel de toute l'Eglise ; mais que les dogmes contenus dans les 101. propositions étoient des erreurs si évidentes, qu'ils devoient supposer comme un fait notoire, que l'Eglise universelle consentoit à les condamner.

Or ils concluoient tout le contraire de sa Lettre & des autres écrits qui se faisoient en ce tems-là. Il faut bien, disoient-ils, que les propositions ne soient pas notoirement erronées, puisque pour recevoir la Constitution on n'insiste que sur l'autorité du Pape qui l'a donnée, & d'une partie des Evêques qui l'ont reçue, sans jamais dire que les

dogmes des 101. propositions ayent été des heresies avant la Bulle : ce qui devoit engager à nous presenter, pour soumettre nos esprits, une autorité infaillible qui eût décidé de nouveau. Et il faut, ajoutoient-ils, qu'on n'ait point à nous opposer l'autorité de l'Eglise universelle qui est la seule infaillible, puis qu'on veut nous persuader que cette autorité n'est point nécessaire pour nous obliger à recevoir la Bulle, & qu'on ose même avancer que ce seroit une opiniâtreté plus grande que celle des heretiques, que de demander le consentement de toute l'Eglise.

Les Docteurs refusans persisterent donc dans leur sentiment sans se rendre à l'instruction contenue dans la lettre de leur Prelat ; & la voie canonique qu'il prit pour les ramener, fut de donner ordre deux jours après à M. Lopié de la Farre, un de ses grands Vicaires, de faire assigner les trois Curés à son Officialité, & de faire proceder contre eux au criminel. Il eut ensuite recours au Roi à qui il demanda des Lettres de cachet pour les faire enfermer dans le Seminaire du Reims. Et pour canoniser aussi cette seconde voie, il leur fit signifier cet ordre par le P. du Vau Abbé de Landeve, l'un de ses grands Vicaires. Les Curés le reçurent avec respect, & y obéirent dès le lendemain qui étoit le dimanche de la Passion 7 d'avril 1715. Ils trouverent en entrant au Seminaire des défenses expresses de les laisser parler à aucune personne du dehors, & de souffrir qu'ils eussent communication avec les Seminaristes.

M. l'Archevêque de Reims publia alors un second Mandement, où il ordonnoit à tous ceux qui n'avoient point encore reçu la Constitution, de la recevoir, d'y acquiescer, & même d'y souscrire lorsqu'ils en seroient requis sous peine d'excommunication qui seroit encourue par le seul fait. En vertu de ce Mandement on commença une nouvelle procédure tant contre les trois Curés prisonniers, que contre les trois Chanoines qui avoient eu la précaution de s'absenter. Elle fut poussée avec tant de vivacité, que leur procès fut achevé en cinq semaines ; & par deux sentences semblables l'une à l'autre, & rendues le même jour 17 juin 1715, ils furent tous déclarés interdits de toutes fonctions Ecclesiastiques, suspendus de leurs ordres & benefices, privés & séparés.

separés de la communion des fidèles. On fit imprimer ces deux sentences, & par un Mandement du 28 du même mois, le P. du Vau en ordonna la publication dans toutes les paroisses de la Ville & du Diocèse. Cette publication ne se fit pas sans exciter un grand scandale parmi les peuples. Ils donnerent dans toutes les paroisses, & sur tout dans celles des trois Curés, des marques publiques du mépris qu'ils faisoient de cette excommunication prétendue. La présence de cinq ou six Sergens de Police, envoyés dans la Paroisse de S. Martin, ne put contenir les paroissiens qui sonnerent les cloches pour empêcher qu'on ne pût en entendre la publication. Dans celle de S. Jean, lorsque le Prêtre desservant monta en chaire, tous à l'exception de deux, dont l'un étoit sourd, sortirent de l'Eglise; & dans les autres paroisses il y eut très peu de monde qui voulut assister ce jour-là à la grande Messe.

Depuis cette publication la captivité des trois Curés devint beaucoup plus dure. Ils furent exclus des exercices & des prières communes du Seminaire; privés des Sacramens & de l'assistance à la messe; obligés pour l'entendre de monter dans un grenier qui est au-dessus de la Chapelle; d'où par les fentes ils essayoient d'entendre le Prêtre; interdits du réfectoire commun, & contraints pendant quatre mois de faire venir avec beaucoup de peine & d'embarras leur nourriture de dehors. Mais ils eurent aussi la consolation dans ce triste état, de voir toujours redoubler l'attachement & l'amour de leurs peuples, qui faisoient des prières particulières, & souvent de publiques, pour leur liberté: & sur la fin de leur prison, ils eurent encore celle de recevoir des marques publiques de communion & d'estime des célèbres Abbayes de S. Remi & de S. Nicaise de Reims, & des personnes les plus considérables de la ville, qui pourvurent souvent à leurs besoins.

Enfin, Monseigneur le Regent, sur le placet qu'ils lui firent présenter, eut la bonté de leur accorder leur élargissement dès le 23 septembre 1715, mais ils ne purent obtenir l'effet entier de cette grace que le 1 janvier suivant, par les obstacles qu'y forma Mons. l'Archevêque de Reims.

Le premier usage qu'ils firent de leur liberté, fut de se joindre aux trois Chanoines, pour

se pourvoir tous ensemble au Parlement, où ils obtinrent le 28 mai 1716, comme nous le dirons dans la suite, un arrêt célèbre qui déclara abusif tout ce qui avoit été fait contre eux.

A l'égard de la Faculté de Theologie de Nantes, la Constitution ne lui fut point d'abord présentée, quoique l'Evêque l'eût fait publier dans son diocèse. Ce Prelat avoit même assuré quelques Docteurs qu'il ne la leur enverroient point. Mais il changea de sentiment dans un voyage qu'il fit quelques semaines après à Paris, pour y faire juger le procès qu'il avoit intenté contre les Prêtres de la Communauté de S. Clement, à qui il vouloit ôter la direction du Seminaire qui étoit uni à leur maison. On croit que le P. Tellier lui fit entendre que le meilleur moyen de réussir dans son dessein, étoit de proposer à la Faculté la reception de la Constitution, afin que si ceux de cette Communauté qui étoient Docteurs, venoient à s'y opposer, on eût lieu de les rendre suspects, & de faire entrer le Roi dans les raisons qu'il avoit de rompre cette union, pour mettre le Seminaire en de meilleures mains, qui ont été à la fin celles de M. de S. Sulpice.

Ce Prelat écrivit donc de Paris à M. l'Abbe de la Vieuville, Doyen de son Chapitre & l'un de ses grands Vicaires, une lettre où il lui mandoit de présenter la Constitution à la Faculté, & de l'y faire recevoir; & une autre à M. Clenet Doyen de la Faculté, & aussi son grand Vicaire, où il le chargeoit de lui rendre compte de la maniere dont les choses se passeroient, & de lui envoyer les noms des Docteurs qui feroient quelque resistance. Cette dernière lettre que M. Clenet communiqua à plusieurs Docteurs, jointe aux menaces de lettres de cachet qu'on affecta de repandre, commença à jeter l'épouvante dans les esprits; mais ce qui fit encore plus d'impression sur les plus pieux & les plus éclairés, fut la vue des maux que leur refus attireroit sur tout le diocèse. Les Peres de l'Oratoire reclamoient pour leur College, les Prêtres de la Communauté de S. Clement pour leur maison, les Directeurs du Seminaire pour ce nouvel établissement, où les Jesuites prendroient occasion de s'introduire, & avec eux l'ignorance dans le Clergé de Nantes, comme il é-

toit arrivé dans celui de Luçon, & où ils enseigneroient une Theologie opposée à celle de la Faculté, qui avoit toujours été très attachée à la doctrine de l'Eglise de France & aux maximes du Royaume : ce qui ruineroit bientôt la Faculté même, en détournant les meilleurs sujets d'y entrer.

C'est ce qui porta les Docteurs à chercher des temperamens pour ne point recevoir réellement la Constitution, qu'ils regardoient comme non recevable, & pour prevenir en même tems les inconveniens qui suivroient d'un refus absolu. On eut beaucoup de peine à faire entrer plusieurs Docteurs dans ces menagemens. Il y en eut même un de ceux qui étoient au Seminaire, qui voulut en forcer, plutôt que de prendre part à une conduite qui ne lui paroissoit pas assez conforme à la simplicité & à la verité de l'Evangile. La plupart des autres n'en auroient pas eu moins d'éloignement dans un tems de liberté ; mais ils crurent que la difficulté des conjonctures demandoit qu'on usât de toute la condescendance qui ne seroit pas entierement incompatible avec la verité.

Ce fut dans une Assemblée extraordinaire tenue le 14 mai 1714, au Couvent des Cordeliers, que M. l'Abbé de la Vieuville presenta à la Faculté la Constitution & le Mandement de M. l'Evêque de Nantes, & lui expliqua les intentions de ce Prelat. Il l'exhorta en même tems de s'y conformer, en lui proposant pour exemple la Conclusion de Sorbonne, dont la fausseté n'étoit point encore éclaircie. Il ajouta qu'il prioit la Faculté de se determiner au plutôt sur le parti qu'elle auroit à prendre, parce que M. l'Evêque le preseroit de lui faire savoir au plutôt la resolution qu'elle auroit prise. Ces dernieres paroles rappellerent dans l'esprit de tous les Docteurs la commission qu'il avoit donnée à leur Doyen, de lui en dire un compte exact de tout ce qui se passeroit, & leur fit comprendre qu'on les assembloit moins pour savoir leur sentiment, que pour leur rendre un piège. Cependant le Doyen pour sauver les apparences d'une liberté qu'on n'avoit point, répondit à M. l'Abbé de la Vieuville, qu'on delibereroit sur les ordres de M. l'Evêque, & qu'après une mûre & mûre deliberation la Faculté nommeroit des députés qui lui feroient savoir chez

lui sa resolution ; sur quoi cet Abbé se retira.

Le Doyen mit ensuite la chose en deliberation, en disant qu'il ne doutoit point que la Faculté ne se portât à suivre de point en point les ordres de M. l'Evêque de Nantes, & à recevoir avec respect la Constitution & le Mandement, d'autant plus qu'elle ne feroit en cela qu'imiter la Sorbonne, qui pouvoit être regardée avec justice comme la plus éclairée & la mere de toutes les autres Facultés de Theologie. Il montra en même tems la Conclusion ou le Decret imprimé sous le nom de cette Faculté, & en fit faire la lecture.

L'assemblée étoit composée de vingt-un Docteurs, savoir MM. Clenet Doyen Directeur du Seminaire & grand Vicaire, Fouré Syndic Chanoine de la Cathedrale & Supérieur du petit Seminaire, Rubion Curé de Notre Dame & grand Vicaire, Cassard Curé de S. Laurent, Du Moulin-Henriet Archidiaque & grand Vicaire, De Sesmaisons Chanoine de la Cathedrale, De la Basse aussi Chanoine & grand Vicaire, Galliot Directeur du Seminaire, Arnollet Vicair de S. Nicolas, Le Jeune, Drouet Directeur du Seminaire & Greffier de la Faculté, Nezan, Melinet, la Porte & Flanneri, le P. le Fevre Supérieur & les PP. de la Marque & le Vassor Professeurs en Theologie, de l'Oratoire, & les PP. Corvasier, la Faou, & Ruellan Cordeliers. Il n'y fut rien conclu autre chose, sinon qu'on feroit lecture de la Constitution & du Mandement : ce qui fut executé en deux autres assemblées qui se tinrent les jours suivans, & où se trouverent les mêmes Docteurs qui avoient assisté à la premiere, à l'exception de M. de Sesmaisons, qui se contenta d'envoyer un billet par lequel il declaroit qu'il recevoit la Constitution ; mais on n'y eut aucun égard, & il ne fut pas même lu en Faculté.

A la fin de la dernière assemblée on opina sur l'acceptation. M. Fouré Syndic parla le premier : il remontra que l'affaire dont il s'agissoit, auroit demandé par son importance un plus long & un plus sérieux examen ; mais que puisqu'il étoit obligé de dire presentement son sentiment sur la Constitution & le Mandement qu'on presentoit à la Faculté, son avis, après les reflexions que le peu de tems qu'on leur avoit accordé, lui avoit permis de faire, étoit que la Faculté marquant en cette

Monf.
Brouet.

occasion qu'elle s'attachoit à la doctrine expliquée dans le Mandement, & qu'elle ordonnât que la Constitution avec ledit Mandement seroient mis dans ses archives.

M. Rubion qui opina ensuite, ne trouva aucune difficulté à recevoir la Constitution & le Mandement; & il fut suivi par M. de la Basse & par les trois Cordeliers. Les treize autres Docteurs se joignirent par un *Idem* à M. le Syndic, n'ayant rien voulu ajouter à son avis, dans la crainte que s'ils en disoient davantage, on n'en prit occasion d'incidenter comme s'ils avoient pensé différemment. Il n'y eut que M. Melinet qui singularisa un peu son avis, en disant qu'il falloit enregistrer la Constitution avec & selon le Mandement ou Instruction pastorale: ce qui ne faisoit dans le fond qu'expliquer un peu plus clairement le sentiment commun de tous les autres, qui étoit de ne point recevoir la Constitution & de ne lui donner de l'autorité par l'enregistrement auquel ils consentoient, qu'autant qu'elle se trouveroit conforme à la doctrine expliquée dans le Mandement.

Cette union du plus grand nombre des Docteurs n'empêcha point M. Clenet Doyen, qui vouloit absolument qu'il fut parlé d'acceptation dans la Conclusion, de l'énoncer d'une manière conforme à sa prévention: car quoique M. Fouré n'en eût pas dit un seul mot dans son avis, il forma ainsi la Conclusion: *La Faculté voulant faire connoître qu'elle s'attache à la doctrine contenue dans le Mandement, reçoit la Constitution avec le Mandement, & ordonne qu: l'un & l'autre soient mis dans ses archives.*

Cependant aucun des Docteurs ne jugea à propos de réclamer contre cette addition. Ils crurent pouvoir la dissimuler, parce que n'étant parlé dans le premier membre de la Conclusion que de la doctrine du Mandement, à laquelle ils protestoient de vouloir s'attacher, ils se persuaderent que c'étoit rejeter suffisamment celle de la Constitution que de n'en faire aucune mention.

Le premier jour de juin on relut la Conclusion telle qu'elle avoit été énoncée par le Doyen. L'assemblée fut tranquille jusqu'au moment qu'on fut près de se séparer. Les Docteurs Cordeliers demâlerent alors qu'on relût une seconde fois la Conclusion, & qu'on

leur en donnât communication; M. de la Basse, qui trouvoit auparavant que la Constitution condamnoit plus de trente propositions de foi, eut la complaisance de se joindre à eux dans cette demande: elle ne laissa pas d'être rejetée par la Faculté comme contraires à l'usage. Ces Peres n'en demeurèrent pas là. L'après midi ils allèrent avec M. de la Basse au Séminaire, où demeuroient M. Clenet Doyen & M. Drouet Greffier de la Faculté. Ils demandèrent à celui-ci la lecture de la Conclusion. Il la leur donna sans aucune difficulté, parce qu'il croyoit l'affaire terminée: mais il fut bien surpris lors qu'après l'avoir lue, ils commencèrent à en faire des plaintes amères, à demander qu'on la reformât, & à menacer, si on refusoit de le faire, de s'en plaindre à M. l'Evêque de Nantes, & d'en écrire en Cour. M. Clenet entra dans leurs vues, & ayant déjà changé une fois la Conclusion de sa propre autorité, il crut être en droit de la changer encore une seconde fois, en mettant, comme le desiroient les Cordeliers, ces mots: *La Faculté s'attachant à la doctrine de la Constitution expliquée par le Mandement, & Instruction pastorale, reçoit la Constitution avec le susdit Mandement &c.* au lieu de ceux-ci: *La Faculté voulant faire connoître qu'elle s'attache à la doctrine contenue dans le Mandement & Instruction pastorale, reçoit la Constitution avec le susdit Mandement &c.* M. Drouet refusa avec fermeté d'inscrire sur le Registre cette Conclusion ainsi retouchée, sans une nouvelle convocation & le consentement de la Faculté. M. Clenet, M. de la Basse & les Cordeliers y consentirent. Mais quelques autres Docteurs qui se trouverent par hasard au Séminaire, dirent qu'ils ne vouloient absolument consentir ni à une nouvelle convocation, ni à aucun changement. Cela excita entre eux une dispute qui dura plusieurs heures. A la fin on crut qu'on pouvoit encore accorder quelque chose, pour ne pas exposer le Séminaire, la Communauté, le Collège, & tout le Diocèse à une ruine certaine. Ainsi les Docteurs présents approuverent le changement: les inconveniens qu'ils virent qu'il y auroit à s'y opposer, leur ayant fait croire qu'après tout ils ne recevoient la doctrine de la Constitution qu'en tant qu'elle étoit expliquée par le Mandement, & qu'au-

tant qu'elle étoit conforme à celle de l'Instruction pastorale des XL Evêques, dont ils n'avoient pas encore fait un examen exact, & qu'ils supposoient être au moins exemte d'erreur.

Le lendemain le Greffier fit voir à tous les Docteurs en particulier la Constitution telle qu'on l'avoit reformée, & leur rendit compte des raisons qu'on avoit eues de la changer, sans convoquer pour cela une nouvelle assemblée. Peu d'entr'eux approuverent ce changement : quelques-uns mêmes s'élevèrent contre, & dirent qu'ils ne pouvoient reconnaître pour Conclusion véritable de la Faculté une Conclusion fabriquée d'une manière si irrégulière. Cependant pour ne point se charger des suites fâcheuses qu'on leur fit entendre qu'auroit leurs résistances, ils promirent de ne point s'opposer à ce qui avoit été fait, & de réserver pour un tems plus favorable les justes plaintes qu'une pareille conduite leur paroissoit mériter.

Ils ne s'attendoient point, lorsqu'ils prirent cet engagement, qu'on dût parler davantage en Faculté de cette Conclusion. Ainsi ils se trouverent embarrassés, lorsqu'on proposa de la relire & de la confirmer à l'assemblée ordinaire du premier juillet. Comme ils ne vouloient point consentir au changement qu'on y avoit fait, ils tacherent d'é luder cette proposition en représentant qu'il suffisoit que cette Conclusion eût été relue à l'assemblée précédente, que la Faculté n'en avoit point fait de nouvelle, & qu'il étoit contre l'usage qu'on relût deux fois la même Conclusion. Les Promoteurs de la Conclusion altérée comprirent bien la raison que ces Docteurs avoient de s'opposer à cette lecture. Ils leur demandèrent s'ils vouloient mettre leur opposition en forme ; & sur le refus qu'ils en firent, la Conclusion corrigée fut lue & autorisée par le silence général que gardèrent tous les Docteurs.

Il y avoit deux changemens considérables dans cette Conclusion : l'addition de ces mots, *reçoit la Constitution & le Mandement*, dont on n'avoit fait nulle mention dans les avis, & que le Doyen avoit ajouté, de la seule autorité ; & la substitution de ces autres mots, *la doctrine de la Constitution*, à ceux-ci, *la doctrine expliquée dans le Mandement*. C'est ce que l'on remarquera plus aisément dans les colonnes suivantes.

*Actis de M. Fouré Syn- Conclusion énoncée par
dicésvi du plus grand M. Clenet Doyen.
nombre des Docteurs.*

„ Je suis d'avis, „ La sacrée Faculté
„ qu'afin qu'il paroisse, „ voulant faire voir
„ se à tout le monde, „ qu'elle s'attache à la
„ que la sacrée Faculté „ doctrine contenue
„ té s'attache à la doc- „ dans l'Instruction
„ trine expliquée dans „ pastorale, reçoit la
„ le Mandement, elle „ Constitution avec l'In-
„ ordonne que la Con- „ struction, & ordon-
„ stitution & le Man- „ ne que l'une & l'autre
„ dement soient mis „ soient mises dans
„ dans ses archives. „ ses archives.

Conclusion telle qu'elle fut enregistrée.

*Lecti integræ Con- Lecture faite en
stitutionis SS. D. N. Cle- tier de la Constitution
mentis P. XI qua incipit de N. S. P. le P. Cle-
Unigenitas datâ Rome ment XI commençant
die 8 septembris anno par ce mot, Unigeni-
1713 ; lecto item inte- tus, donnée à Rome
gro Mandato pastorali le 8 de sept. 1713, &
Illustr. ac Rev. Egidii du Mandement & In-
de Beauveau Episcopi struction pastorale de
Nantesensis, dato Nan- Monseigneur Gilles de
netis die 28 martii an- Beauveau Evêque de
no 1714. Nantes, donné à Nan-
tes le 28 mars 1714.*

*Sacra Facultas inha- La sacrée Faculté
rens doctrine Constit- s'attachant à la doc-
utionis supradictæ Man- trine de la Constitu-
dato & Documento pa- trine expliquée par le
storalis explicata, Con- Mâdement & Instruc-
stitutionem, eâ quâ par tion pastorale, reçoit
est reverentia, recipit avec le respect qu'elle
nâ cum supradictæ le doit, la Constitu-
Mandato & Document- tion conjointement a-
to pastoralis ; statuens ea vec le susdit Mande-
in tabulas publicas re- ment & Instruction
ferri: omnibus ac singu- pastorale ; ordonnant
lis Magistris, Licen- que l'une & l'autre
tibus, Baccalaureis di- soient mises dans les
strictè inhibet sub pœnâ archives. Elle défend
exclusionis, ne errores étroitement à tous &
ibidem damnatos pro- chacun des Docteurs,
pugnent. Datum Nan- Licentiers, & Bache-
netis die 15 maii 1714. liers, sous peine d'ex-
clusion, de soutenir les
erreurs qui y sont condamnées. Donné à
Nantes le 15 mai 1714.*

Les Docteurs qui auroient voulu rejeter absolument la Constitution, virent avec peine cette Conclusion passer sans aucune marque d'opposition. La lecture des ouvrages qui developpoient chaque jour les abus intolerables non seulement de la Constitution, mais même de l'Instruction pastorale des XL, augmenta encore les remords de conscience qu'ils avoient sur leur peu de fermeté & sur leurs trop grands menagemens. Quelques-uns, à l'exemple de M. Hulot & des autres Docteurs de Sorbonne dont nous avons parlé, voulurent protester publiquement contre la Conclusion, du vivant même du feu Roi; & leurs confreres eurent beaucoup de peine à leur persuader d'attendre que la Providence fit naître une occasion où ils pourroient tous se réunir pour reparer leur faute. Nous verrons dans la suite de cette Histoire, que cela arriva un an & demi après, & qu'ils suivirent en tout l'exemple de la Sorbonne avec un zele & une fidélité qui leur a mérité l'honneur d'être associés à cette Faculté, la premiere & la plus illustre du Royaume & de toute l'Europe.

§. XXVII.

Publication de l'Instruction pastorale. Portrait de M. Targui qui eut soin de son impression. Réflexions du public sur cette piece. Ecrits publiés pour en relever les défauts. Elle est reçue par la plupart des Evêques, & d'autres ne s'en servent point.

Les Promoteurs de la Constitution croyant l'affaire de sa reception en Sorbonne entièrement terminée, par la Conclusion qui avoit été lue & confirmée dans l'Assemblée du 10 mars, & par l'impression qu'ils avoient déjà fait faire de cette Conclusion, pensèrent enfin à faire paroître l'Instruction pastorale des XL Evêques. Nous avons remarqué qu'ils avoient différé exprès de la publier, afin qu'on ne pût pas dire que l'acceptation qu'ils vouloient exiger de la Sorbonne, y fut relative, & en fut dépendante. La moindre apparence de relation blessait le P. Tellier & les Jesuites, non seulement parce qu'elle offensoit Rome mais encore plus parce qu'elle les frustrait d'une partie des avantages qu'ils pretendoient retirer de la Bulle pour l'établissement de leur doctrine. Ce délai étoit encore nécessaire pour mettre l'Instruction pastorale dans l'état où

ils vouloient qu'elle parût. Car il ne faut pas croire qu'ils nous l'aient donnée telle qu'elle fut d'abord composée par M. l'Evêque de Langres & de ses adjoints, ni telle qu'elle fut lue & approuvée par les Evêques. Pendant les deux mois qui s'écoulerent depuis l'Assemblée jusqu'à la publication, on ne cessa de la retoucher & de la reformer, pour la mettre au goût du P. Tellier. Des personnes qui en virent pour lors l'original, l'ayant trouvé plein de ratures & de gloses, ne purent s'empêcher de témoigner à un des Prelats Commissaires, Ventonnet où elles étoient qu'on eût abandonné un ouvrage de cette importance au caprice des Jesuites, & lui demanderont quelle foi on pourroit ajouter à un pareil original, si jamais les Evêques opposans s'avissoient de le faire compiler. Mais peut-être aura-t-on eu soin depuis de faire transcrire de la même main les feuilles trop défigurées qui pouvoient se détacher, & de faire parapher par le President les corrections de celles où le trouvoient les signatures des Evêques.

C'étoit M. Targui entre les mains de qui M. l'Evêque de Meaux avoit fait mettre cet original, qui présidoit à ces corrections, ou plutôt qui exécutoit les ordres que lui donnoit sur cela le P. Tellier. Ce fut aussi lui qui fut chargé de l'impression de cette Instruction & de celle du Procès verbal de l'Assemblée; & il s'acquitta de cette commission avec tant de zele, qu'il passoit les jours & les nuits chez l'Imprimeur, afin que tout se fit avec l'exactitude & la diligence qu'on lui avoit prescrite. Nous avons déjà parlé plus d'une fois en passant de ce Docteur, mais sans le faire connoître. Le personnage qu'il a fait dans toute cette affaire, & l'éclat avec lequel il doit bientôt paroître sur la scène, nous obligent à faire ici en peu de mots son histoire.

M. Louis Targui est natif de Noyon: il fut envoyé de bonne heure à Paris, où avec un esprit qui n'avoit rien de brillant, mais qui étoit aidé par une memoire heureuse, & un travail assidu, il se distingua dans tout le cours de ses études. Pendant celles de Theologie, il s'attacha au celebre Mfr. Faure Grand Vicaire de M. le Tellier Archevêque de Reims & Prevôt de son Chapitre. Dirigé par cet habile maître, il fut avec methode non seulement les Auteurs ecclesiastiques, mais encore

les plus considerables d'entre les profanes, & acquit une vaste érudition. Il n'en devint pas toutefois un meilleur ni un plus profond Theologien, ne s'étant pas également appliqué à perfectionner son raisonnement, & à se faire une suite de principes liés les uns aux autres, pour se former des idées justes sur les différentes matieres qu'embrassé la Theologie. Ses sentimens néanmoins furent toujours très éloignés de ceux des Molinistes, sur tout en ce qui a rapport aux Libertés de l'Eglise Gallicane, pour lesquelles M. Faure lui avoit inspiré un grand amour. Par le privilege de sa patrie, il fut fait Procureur, & ensuite Principal du College de Dainville, qui est fondé pour les étudiants du diocese de Noyon, & de celui d'Arras.

Il étoit dans ce College, lorsqu'il fut choisi en 1691 pour conduire, en qualité de Docteur, les études de Theologie de feu M. l'Abbé de Louvois. Cette place lui procura la bienveillance & la confiance de M. l'Archevêque de Reims, oncle de cet Abbé, qui lui donna dans la suite la Tresorerie de son Eglise, outre les benefices qu'il avoit déjà reçus de son élève. Il sur le Theologien de l'un & de l'autre à l'Assemblée generale du Clergé de l'année 1700, dont l'Archevêque étoit President, & l'Abbé depuis du second Ordre, & il eut beaucoup de part à la celebre Censure qui y fut faite. A la fin de l'Assemblée, M. de Reims fit recompenser les services qu'il lui avoit rendus, par une pension de mille livres, qu'il lui fit donner par le Clergé, & dont il jouit encore aujourd'hui. Le Clergé le chargea en même tems de travailler d'abord à une nouvelle Collection de ses Memoires, & ensuite à une nouvelle édition des Conciles de France. Mais jusqu'à present, il n'a encore rien paru de son travail; & il est difficile que depuis six ans il ait pu l'allier avec l'occupation que lui a donné la Constitution. Il continua jusqu'à la mort de M. de Reims, arrivée au commencement de 1710, à être attaché à ce Prelat, & à l'aider de ses conseils & de ses lumieres dans les différentes Ordonnances ou Mandemens qu'il publia contre les theses de Jesuites, & sur d'autres sujets qui n'intressoient pas moins ces Peres, & en particulier dans la denonciation qu'il fit avec quatre autres Prelats au Pape In-

nocent XII, des erreurs du Cardinal Sfondrate.

Après la mort de M. de Reims, la reconnaissance qu'il devoit à Monf. le Cardinal de Noailles, qui lui avoit fait continuer la pension dans les Assemblées de 1705 & de 1710, l'engagea à offrir ses services à cette Eminence. On ne fait pas jusqu'à quel point ils furent agréés. Mais on l'a vu conserver jusqu'à l'arrivée de la Constitution une relation particuliere avec ce Cardinal, pour lequel il fit divers Memoires sur des matieres Theologiques dans des sentimens directement opposés à cette Bulle (a).

Il se lia dans le même tems à M. l'Evêque de Meaux. La faveur où ce Prelat commençoit à entrer à la Cour, & la disgrâce où il voyoit que les Jesuites y avoient mis M. l'Abbé de Louvois, auprès duquel il demeurait toujours, purent lui inspirer la pensée de s'avancer par ce canal, ou du moins de s'acquiescer une protection qui le mit à couvert de la mauvaise volonté des Jesuites, qui l'avoient souvent menacé.

M. Targni en changeant de patron, changea aussi de sentimens, ou du moins de conduite. Ceux qui l'ont suivi de près, pretendent que tel est son caractère, de se livrer servilement aux Grands auxquels il s'attache, de n'avoir point d'autres sentimens que les leurs, de se prêter à toutes leurs volontés, & de les exécuter aveuglement, sans consulter sa propre conscience, & sans même avoir égard aux bienséances. C'est ainsi qu'il se devoit à M. de Billy. La premiere demarche publique qu'il fit dans l'affaire présente, fut d'aller à Fontainebleau trouver ce Prelat qui le manda quelques jours après que la Constitution y fut arrivée. Là on lui expliqua l'intérêt qu'on avoit qu'elle fût reçue à quelque prix que ce fut.

Depuis cette entrevue, il ne fut plus occupé que de chercher les moyens de faire réussir ce dessein. Il oublia tout ce qui pouvoit l'en détourner; le respect qu'il devoit à la memoire de M. l'Archevêque de Reims; les obli-

(a) C'est sur cet attachement à M. de Reims & à M. le Cardinal de Noailles, qu'on fonde la justesse de l'anagramme de son nom, qui étant lu à rebours rend le mot d'Ingrat.

gations qu'il avoit à M. le Cardinal de Noailles les égards de bienfaisance & de reconnaissance qui l'engageoient à ne point entrer dans cette querelle sans consulter M. l'Abbé de Louvois son bienfaiteur ; la douleur qu'il alloit causer à une infinité de Docteurs, de Savans & d'honnêtes gens, à qui il étoit lié par l'amitié la plus étroite ; l'incendie qu'il allumoit dans l'Eglise ; son propre honneur, & les vérités qu'il avoit aimées, qu'il avoit soutenues jusqu'alors, qu'il sacrifioit à la passion des Jésuites ses ennemis, & les ennemis de tous ses amis. Il étudia la Constitution & les 101. propositions pour y trouver des mauvais sens. Il se herissa de toutes les chicanes que lui purent fournir la Bulle contre Baius, celles contre Jansénius, & les équivoques qu'on a répandues dans ces derniers tems sur les expressions des Peres, par rapport aux matieres de la grace & de la justification. Il devint en peu de jours le plus habile à penetrer dans les mystères de la Constitution, à en pallier les défauts à aplanir les difficultés qui s'oposoient à sa reception.

On fit connoître son mérite au P. Tellier, qui lui communiqua ses projets de vive voix dans les entrevues qu'il avoit souvent avec lui, & par écrit dans les lettres frequentes qu'il lui écrivoit. Il fut admis dans les Conseils les plus secrets de M. le Cardinal de Rohan, de M. l'Evêque de Meaux & des autres Protecteurs de la Constitution, qu'il voyoit à Paris & à Versailles, où il étoit conduit dans une chaise de poste de M. le Cardinal de Rohan. M. l'Abbé de Broglie se reposoit sur lui du détail de l'exécution des ordres qu'il recevoit des Commissaires & de l'Assemblée. Nous avons vu qu'il fut chargé de l'impression de l'Instruction Pastorale & du Procès verbal de l'Assemblée. Il le fut aussi de la distribution de ces pièces à Paris, & de l'envoi qu'on en fit dans les Provinces.

Enfin, il mérita par ses services l'honneur d'être choisi par le Prince sur la fin de 1714. pour accompagner M. Amelot à Rome, où il demeura jusqu'à la mort du Roi. Il fut gratifié pour ce voyage d'une somme considerable qu'on lui paya comptant. Ce ne fut pas là la seule récompense qu'il reçut. Quelques mois auparavant M. le Cardinal de Rohan & le P. Tellier lui avoient fait rom-

ber la premiere place de Garde de la Bibliothèque du Roi, vacante par la mort de M. Clement, contre la volonté de M. l'Abbé de Louvois, à la nomination duquel elle étoit due comme Intendant de cette Bibliothèque. Cet Abbé ne lui avoit destiné que la seconde place, qui a quinze cent livres d'appointement ; & il avoit mis par avance en possession de la premiere, qui en a trois mille, M. Boivin Professeur Royal qui remplissoit depuis 18. ans la seconde. Mais pour récompenser M. Targni, on fit donner ordre par le Prince à M. l'Abbé de Louvois, de remettre M. Boivin dans son ancienne place, & d'établir le Docteur dans la premiere.

On crut que le changement qui se fit après la mort du Roi, & l'alliance que la famille de M. l'Abbé de Louvois contracta quelque tems après avec celle de M. le Cardinal de Noailles par le mariage de M. le Marquis de Louvois avec une des nièces de S. E. pourroient engager M. Targni à changer de conduite, ou du moins à garder plus de mesures. Mais les engagements qu'il avoit pris, étoient trop forts pour les rompre ; & il a toujours continué depuis à entrer avec le même éclat & le même zele dans toutes les entreprises de M. le Cardinal de Rohan & de M. le Cardinal de Bissy, à assister à leurs conférences, à agir & à écrire pour eux ; & on a lieu de croire qu'il n'a guères paru d'écrits en faveur de la Constitution, où il n'ait eu part, si même quelques-uns ne sont pas entierement de lui. Aussi feu M. l'Abbé de Louvois, malgré sa douceur naturelle, a-t-il témoigné plusieurs fois à ses amis, les dernieres années de sa vie, qu'il ne le souffroit qu'avec peine ; & il en a laissé une dernière marque dans son testament, où il n'a fait aucune mention de lui, quoiqu'il s'y soit souvenu d'une maniere honorable de tous ceux qui avoient contribué à son éducation, & en particulier de M. Boivin, qu'il a dédommagé par une pension viagere de mille livres, de l'injustice qu'on lui avoit faite.

Pour revenir à l'Instruction Pastorale, l'impression en étant achevée par les soins de M. Targni, elle fut enfin donnée au public le 21. Mars avec les pièces qui y avoient rapport ; & on en envoya des exemplaires à tous les Evêques du Royaume. Ceux dont

elle portoit le nom, n'eurent pas lieu d'être contents de la maniere dont elle fut reçue du public.

Le jugement qu'en porta presque tout le monde, fut qu'au lieu de justifier l'acceptation qu'ils avoient faite de la Constitution, elle faisoit voir que cette acceptation n'étoit qu'apparente & illusoire, & qu'à l'égard de plusieurs propositions qu'elle déclaroit d'une verité notoire & incontestable, elle étoit moins une acceptation qu'une condamnation réelle de la Constitution: Qu'au lieu d'éclaircir les doutes, elle ne faisoit que les multiplier, en ne trouvant la condamnation de la plupart des propositions juste & soutenable, que parce qu'elle les détournait à des sens forcés, étrangers, inouis, par une methode qui auroit justifié la condamnation même de l'Evangile & du Symbole, ou parce qu'elle avoit recours à des intentions imaginaires qu'elle prêtoit à l'Auteur des Reflexions par une injustice aussi nouvelle dans un jugement Ecclesiastique, que contraire aux termes formels de la Bulle, qui condamnait toutes & chacune des propositions, quel que part qu'elles se trouvaient: Qu'elle omettoit d'en expliquer plusieurs, dont elle supposoit gratuitement que le venin étoit si visible, qu'il se faisoit apercevoir même du commun des fidèles: Qu'elle ne donnoit aucune preuve, que les sens qu'elle condamnait dans les propositions, fussent les mêmes sens & les seuls sens que le Pape y avoit condamnés: Qu'elle ne lupléoit point à ce qui manquoit d'exactitude aux extraits dénoncés au Pape, & de fidélité à la traduction latine qu'on lui en avoit présentée: infidélité qui, soit qu'elle fut l'effet de la mauvaise foi, ou de la negligence, se découvroit d'elle-même, par la seule comparaison des propositions avec le livre, & du texte latin avec le françois: Qu'elle favorisoit par tout les nouvelles opinions des Jésuites, & leurs imputations calomnieuses d'erreurs à des herétiques prétendus qu'on ne connoissoit point: Qu'on y rencontroit même des erreurs grossieres & inexculables; nous en specifierons quelques-unes, en parlant des écrits qu'on publia quel que tems après contre cette Instruction. Qu'enfin tout l'avantage qu'on en pouvoit retirer, c'étoit que contre l'intention de ceux

qui l'avoient dressée, il en resuiloit: 1. Que l'acceptation que les Evêques avoient faite de la Constitution, loin d'être pure & simple, étoit relative, & même restreinte aux sens expliqués dans l'Instruction; n'étant pas possible de condamner tout-à-la fois une même proposition dans deux sens contradictoires, tels que pouvoient être le sens marqué dans l'Instruction, & le sens conçu par le Pape; & tels souvent qu'étoient bien certainement le sens expliqué dans l'Instruction, & le sens naturel exprimé dans la Constitution: 2. Que le refus que les autres Evêques faisoient d'accepter, étoit très-juste & très-raisonnable; puisque le sens dans lequel ils défendoient les propositions étoit, selon la doctrine établie dans l'Instruction, très-innocent, & qu'il étoit, selon l'évidence, le plus simple & le plus naturel: 3. Qu'en un mot cette Instruction étoit une preuve complète, qu'on ne pouvoit recevoir purement & simplement la Bulle, sans détruire l'Evangile; & qu'on ne pouvoit la recevoir avec des explications, sans renverser le bon sens & la raison.

Telles furent les premieres reflexions du public sur l'Instruction Pastorale. Ainsi, au lieu de contredire le jugement que les Evêques opposans en avoient porté, il trouva qu'ils en avoient parlé avec beaucoup de ménagement, en se contentant de dire que les explications qu'elle renfermoit, *ne leur paroissent pas suffisantes pour conserver la verité, la paix de l'Eglise & les maximes du Royaume.*

On ne fut pas long-tems sans relever tous ces défauts par des écrits publics. Il en parut successivement jusqu'à trois. Quoique les deux premiers aient été comme effacés par le dernier, nous ne laisserons pas de donner ici un précis de ces trois ouvrages, suivant la methode que nous avons suivie plus haut.

I. REFLEXIONS sur l'Instruction Pastorale proposée à tous les Prelats du Royaume sous le nom de l'Assemblée tenue à Paris. 12. Avril 1714.

L'Auteur commence par faire diverses remarques generales & très-judicieuses sur le peu d'ordre & le défaut d'érudition qu'on remarque dans l'Instruction Pastorale; sur les changemens qu'on assuroit y avoir été faits depuis la dissolution de l'Assemblée; sur

sur la hauteur & la confiance avec laquelle elle est écrite ; sur les traits d'aigreur & de passion qui y sont semés par tout ; sur les éloges outrés & indecens que les Prelats y donnent à la Constitution, après les discours tout opposés que la plupart d'entr'eux en avoient tenu dans des conversations particulières, après l'embaras qu'ils avoient eu à convenir de la maniere de l'accepter, après une dispute de plus de trois mois sur le sens raisonnable qu'on pouvoit lui donner ; sur la dureté avec laquelle ils condamnent les propositions censurées : dureté sans comparaison plus grande que celle de la Constitution même, qui n'applique point ses qualifications à aucune proposition particulière, au lieu que dans l'Instruction il n'y a presque point de propositions qui ne soient traitées d'erreurs ou d'heresies ; sur l'indifférence avec laquelle ces Evêques parlent de la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas sur la grace, à laquelle ils ne daignent pas donner plus d'autorité qu'à celle de Molina & de ses disciples ; & enfin sur la mauvaïse foi, l'injustice & la malignité dont toute cette pièce lui paroît remplie.

Ces remarques sont suivies de plusieurs observations particulières sur le sens que l'Instruction donne aux propositions condamnées dans la Constitution ; ce qu'il réduit à quinze erreurs, vraies ou fausses, qu'il fait voir qu'on n'a pu reprocher à l'auteur des Réflexions morales, sans renverser toutes les regles de l'équité & de la bonne foi, ou sans s'éloigner des principes de doctrine les plus constants & les plus communs. Nous ne rapporterons que deux exemples des erreurs de la seconde espèce, par où l'on pourra juger des autres, & de l'exactitude de cette prétendue Instruction pastorale.

La première est celle qu'on reproche au P. Q. d'avoir avancé sur la crainte des peines. „ Voici, dit notre Auteur, l'extrait que l'on „ fait de la doctrine de son livre : *On y lit sur „ la crainte surnaturelle des peines de l'enfer, „ qu'elle laisse le cœur livré au péché, & compa- „ ble devant Dieu, qu'elle appartient à la loi „ ancienne, qu'elle rend l'homme esclave, qu'elle „ n'exclut pas la volonté actuelle de péché, lors „ même qu'elle empêche de commettre entière-*

ment le crime. Propositions, dit-on, *que les „ fidèles ne peuvent entendre sans indignation. „ Que l'on dise, ajoute-t-il, que la crainte „ des peines est utile & salutaire, qu'elle est „ un don de Dieu & un mouvement du saint „ Esprit, qu'elle porte les pécheurs à confide- „ rer la miséricorde de Dieu, qu'elle ne rend „ point l'homme plus pécheur & plus hypo- „ crite ; on parlera comme le Concile de „ Trente. Mais de dire qu'elle exclut la vo- „ lonté de pécher, c'est proposer aux fidèles „ comme un dogme de foi une fausseté & dan- „ gereuse doctrine. . . . C'est prétendre que „ la crainte seule est une disposition suffisante „ pour la justification dans le sacrement ; & „ par conséquent qu'on peut-être reconcilié, „ sans aimer Dieu d'un amour commencé, „ contre la doctrine de l'Ecriture sainte & de „ toute la Tradition, & celle du Concile de „ Trente, & contre la déclaration de l'Assem- „ blée du Clergé de France de 1700.*

Une autre erreur prétendue que l'on impute encore au P. Q. c'est celle sur la différence des deux alliances. L'auteur fait voir que ce reproche n'est pas mieux fondé que le premier, & qu'il n'est appuyé que sur des opinions très incertaines, qu'on érige en articles de foi : „ La doctrine, dit-il, qu'on propose „ dans l'Instruction pastorale, se réduit aux „ points suivans. 1. Que la grace de l'ancien- „ ne alliance n'étoit pas donnée, *vi faderit, „ vi legis*. Ce premier article est exact & vrai. „ 2. Que ceux qui vivoient sous la loi, n'é- „ toient pas dans l'impuissance de l'accom- „ plir, parce qu'ils avoient les grâces qui pou- „ voient les conduire au salut éternel. 3. Que „ tous les enfans des Juifs étoient justifiés par „ le remède institué pour effacer le péché ori- „ ginel, soit que ce fût la circoncision ou la „ foi des parens ; qu'étant justes lorsqu'ils „ parvenoient à l'âge de raison la grace ne „ pouvoit leur être refusée. Est-il permis dans „ une Instruction pastorale de fonder des „ dogmes que l'on propose à la croyance des „ peuples, sur des opinions d'Ecole, sur les- „ quelles les Theologiens sont partagés, & „ qu'ils n'enseignent eux-mêmes que comme „ des sentimens douteux ?

II. CONSIDERATIONS sur l'Instruction pastorale de la dernière Assemblée du Clergé, où l'on en examine 1, La mauvaise foi ; 2. Les erreurs grossières ; 3, Le préjugé de l'autorité ecclésiastique dans les circonstances de cette affaire. 25 juin 1714.

On voit assez dans le titre de cet écrit quel en est le dessein. Ainsi pour éviter les redites, nous nous contenterons d'en extraire deux observations qui sont singulières à cet auteur. Elles sont tirées l'une & l'autre de la seconde partie, qui est toute destinée à relever les erreurs qu'il attribue à l'Instruction pastorale. La première est, que l'Instruction dans ses principes de doctrine sur la matière des deux alliances, paroît faire dépendre absolument la possibilité des commandemens du secours de la grace donnée pour les accomplir : d'où elle conclut que les Juifs devoient avoir la grace pour pouvoir observer les préceptes qui leur étoient faits. Comme si outre le pouvoir que donne la grace, il n'y avoit pas encore dans tout homme un pouvoir naturel & très réel, dont l'Instruction ne dit pas un seul mot. La seconde observation regarde la foi que le P. Q. avoit dit être la première grace & la source de toutes les autres. L'Instruction propose au contraire comme un dogme certain, qu'il y a des graces accordées aux Infidèles avant que l'Évangile leur soit prêché. Et pour le prouver, elle abuse d'un passage de S. Augustin, à qui elle fait dire que Corneille le Centenier n'a eu la foi en J. C. qu'après que S. Pierre fut venu le lui annoncer ; qu'il avoit cependant des graces & qu'il faisoit de bonnes œuvres ; qu'à la vérité ces bonnes œuvres, selon la parole de S. Augustin, n'étoient pas faites sans quelque foi, *Non sine aliqua fide donabat & orabat* ; mais que cela peu exprimer la foi en Dieu créateur, ou une foi implicite & obscure dans le Messie. Cet endroit, reprend l'auteur, est plein d'équivoques, de mauvaise foi & d'erreur. Tout ce que veut dire S. Augustin, c'est que jusqu'à la predication de S. Pierre, Corneille qui avoit, comme les justes de l'ancien Testament, la foi au Messie à venir, & qui vivoit de cette foi, ne connoissoit pas encore distinctement Jesus de Nazareth comme le Messie ; & c'est

une pure supposition faite à ce Pere, & contraire à tous les principes, que de s'appuyer de son autorité, pour prétendre que Corneille ait fait de bonnes œuvres avant la foi au Messie. L'équivoque roule donc sur le terme de *foi en J. C.* qui peut se prendre, ou pour la foi au Messie en general, sans application à tel individu, ou pour la foi en Jesus reconnu pour le vrai Messie ; & c'est uniquement dans ce dernier sens que S. Augustin a dit que Corneille avoit fait de bonnes œuvres avant la foi en J. C. Mais ce qui n'est point équivoque, & ce qui porte évidemment le caractère d'erreur, c'est ce qu'ajoutent les auteurs de l'Instruction après ces paroles de S. Augustin, *Non sine aliqua fide donabat & orabat* : Ce qui peut exprimer, disent-ils, la foi en Dieu créateur, ou une foi implicite & obscure dans le Messie. Cette alternative & cet ou disjonctif marque visiblement, que selon l'Instruction pastorale la foi en Dieu créateur toute seule, peut être le principe d'œuvres véritablement bonnes : ce qui est entièrement opposé à S. Paul, à toute la Tradition, & au Concile de Trente, qui attribuent le premier commencement du bien & de la justice à la foi dans le Mediateur, à l'exclusion de tout autre moyen.

III. EXAMEN THEOLOGIQUE de l'Instruction pastorale approuvée dans une Assemblée de plusieurs Cardinaux, Archevêques & Evêques de France, & proposée à tous les Prelats du Royaume &c. 1715.

L'Auteur de cet ouvrage ne s'étoit d'abord proposé, comme il le dit lui-même dans l'Avertissement, que de bien démêler les tours artificieux & pleins de malignité, que les auteurs de l'Instruction sembloient avoir pris exprès pour défigurer la vérité, même aux yeux des Prelats dont ils vouloient ou surprendre ou extorquer l'approbation. Il croyoit pouvoir en peu de mots rendre aussi sensible au public qu'il le sentoit lui-même, l'injustice qui regnoit dans cette piece, & la mauvaise foi qui y sautoit aux yeux. Mais en considérant de plus près l'Instruction, il reconnut qu'il étoit encore plus nécessaire de l'examiner selon les principes d'une théologie exacte,

que selon les regles de l'équité, du bon sens & de la bonne foi. C'est ce qu'on peut dire qu'il a commencé d'exécuter dans les deux premieres parties qu'il nous a déjà données, avec une solidité, une lumiere, une précision, & une netteté, qui indépendamment de la Bulle & de l'Instruction pastorale qu'il ont produit, feront regarder cet ouvrage dans la posterité, comme un des plus excellens traités de Theologie qu'on puisse desirer sur ces matieres.

Il fait remarquer trois défauts principaux par rapport au dogme dans l'explication de l'Instruction pastorale. Le premier c'est que ces explications ne sont point exactes par tout, que quelquefois elles énervent la doctrine, & qu'en quelques endroits elles donnent même atteinte à la pureté du dogme. Le second c'est que très souvent, lors même que les auteurs de l'Instruction proposent la verité, ils la mettent dans un faux jour, & dans une certaine lueur sombre où elle est à peine reconnoissable. Leurs explications sont vraies sur le fond du dogme qu'on doit croire & sur le fond des erreurs qu'on doit condamner; mais elles sont si imparfaites, si defectueuses, si ambiguës, si peu lumineuses, qu'il vaudroit presque autant laisser la verité dans les tenebres, que de la proposer avec tant de désavantage. Le troisieme c'est que dans bien des endroits, même où les auteurs de l'Instruction paroissent s'expliquer sur le dogme avec quelque exactitude, ils ne laissent pas indirectement & par contrecoup de porter au dogme une atteinte mortelle, pour n'avoir pas fait assez de réflexion sur les consequences de la pernicieuse methode qu'ils ont suivie; c'est-à-dire qu'en condamnant des erreurs très condamnables, ils attachent souvent par une suite de l'engagement qu'ils ont pris, l'idée de ces mêmes erreurs à des propositions très orthodoxes, à des expressions très correctes, à des comparaisons autorisées par l'usage commun des SS. Peres, d'où il arrive que tout le langage de la pieté & de la rhéologie chérienne se trouvant confondu, le dogme s'obscurcit & court risque d'être condamné pour l'erreur même par une infinité de personnes prévenues, ou peu éclairées.

Nous nous étendrons trop, si nous vou-

lions rapporter des exemples de tous ces défauts. Ainsi nous ajouterons seulement, que dans la premiere partie l'Auteur examine particulièrement les propositions qui regardent la toute-puissance, l'efficacité, la nécessité de la grace, en un mot toutes celles où les auteurs de l'Instruction ont prétendu faire trouver aux Prelats la grace necessitante, la non-resistance à la grace, l'impossibilité des commandemens de Dieu, & les autres erreurs semblables par où debute l'Instruction pastorale. Que dans la seconde partie, qui comprend deux volumes, il examine, en suivant toujours l'ordre de l'Instruction, ce qu'on y dit de la volonté de Dieu & de la mort de J. C. par rapport au salut des hommes, du merite des bonnes œuvres & de la grace de l'homme innocent.

Enfin, l'Auteur nous donne à la fin de son Avertissement, le plan de quatre autres parties qui acheveront l'examen de l'Instruction entiere. "Mais je dois, dit-il, connoître ma mesure, & ne point m'engager ni au delà de mes forces, ni au delà du tems que je puis avoir pour achever une si grande entreprise, quoique je sois disposé à faire tout ce que je croirai que Dieu demandera de moi pour la défense de la justice, de la rité & de la doctrine de l'Eglise.

Tant de défauts répandus dans toute l'Instruction pastorale, dont plusieurs se sont sentir à la simple lecture, ne purent échapper aux Evêques à qui elle fut adressée. Cependant nous allons voir que la plupart ne laisserent pas de la publier avec la Constitution, soit par les engagemens qu'ils avoient déjà pris, soit par les sollicitations pressantes que les Jesuites leur firent par eux-mêmes, ou par les Prelats qu'ils faisoient agir. Il y en eut aussi plusieurs qui par differents motifs ne crurent pas devoir s'en servir, en faisant publier la Constitution, & lui substituerent des Mandemens particuliers. Et ce qui merite d'être remarqué, c'est que parmi ces derniers se trouvent six des Prelats qui l'avoient adoptée dans l'Assemblée tenue à Paris, savoir M. l'Archevêque de Reims, qui ne la publia qu'après coup, & sur les remontrances de quelques-uns de ses Curés, M. l'Archevêque

d'Auch, & MM. les Evêques d'Avranches, d'Angers, d'Amiens & de Beauvais. Ils avoient déclaré dans l'Assemblée avec les 40, qu'ils l'adoptoient & qu'ils s'en serviroient dans leurs diocèses, en y faisant publier & recevoir la Constitution. Ils s'y étoient engagés encore plus fortement dans leur Lettre circulaire aux Evêques absens. Cette Instruction uniforme dont nous devons tous nous servir, avoient-ils dit, fera pour nous un monument éternel de notre amour pour l'unité & pour la conservation de la vérité. Nous l'annoncerons ainsi à nos peuples, chacun dans notre diocèse, en y publiant la Constitution, comme n'ayant tous qu'un même esprit, qu'un même cœur, & une même bouche; & nous espérons que Dieu en sera glorifié. Mais arrivés dans leurs diocèses, ils oublièrent cette promesse solennelle, avec cette différence que les uns l'oublièrent si absolument qu'ils n'en firent pas même mention dans leurs Mandemens; & que les autres ne s'en souvinrent que pour rapporter historiquement que l'Assemblée avoit jugé à propos de dresser une Instruction, & pour exhorter leurs peuples à la lire, sans en ordonner eux-mêmes la publication.

§. XXVIII.

La Constitution est acceptée & publiée dans 112 diocèses de France. Différences qui se trouvent sur ce sujet dans les Mandemens des Evêques.

AUSSI-tôt que les Evêques eurent reçu l'Instruction pastorale & les autres actes que l'Assemblée avoit réglé qu'on leur enverroit, ceux qui prirent le parti de suivre l'exemple de l'Assemblée, se hâtèrent de faire leurs Mandemens pour la publication & l'acceptation de la Constitution. Le plus diligent de tous fut M. l'Evêque de Rennes, dont le Mandement daté de Paris est du 23 mars 1714. En moins de quatre mois, 104 autres Evêques ou grand-Vicaires des Chapitres des Eglises dont le Siège Episcopal étoit vacant, firent des Mandemens semblables; le dernier de ceux-ci étant daté du 10 juillet 1714. Sept autres furent moins empressés, savoir

MM. de Montauban, de Toul & de Périgueux, dont les Mandemens sont du 16 août, 23 septembre & 1 octobre de la même année; & MM. de Nîmes, de S. Paul-trois-châteaux, d'Auch & de Vence, dont les Mandemens sont seulement du 20 janvier, 8 mars, 15 avril & 10 juin de l'année suivante 1715. Ainsi de 126 diocèses qui dépendent de la France, sans y comprendre Québec & Bethléem, la Constitution fut publiée dans 112, & il n'y en eut que 14 où l'on garda le silence.

Tous ces Mandemens, à la réserve de ceux de Metz & de Sisteron, furent recueillis par l'ordre des Prelats de l'Assemblée de 1715, dans un seul volume in 4^{to}, qu'ils firent imprimer à Paris. Quelques personnes ont voulu douter de la fidélité de ce recueil, & ont soupçonné ceux qui en furent chargés, d'avoir fait des changemens à quelques-uns de ces Mandemens. Mais comme elles n'en ont produit aucun exemple, nous n'avons pas cru que les différences légères qui pourroient s'y rencontrer, méritoient la peine de vérifier la chose sur les exemplaires originaux de ces mêmes Mandemens, qu'il auroit d'ailleurs été très difficile de ramasser.

Les auteurs de cette collection n'ont point expliqué les raisons qu'ils eurent de n'y point comprendre les Mandemens de Metz & de Sisteron. Mais il est aisé de juger que celui de Metz fut exclus à cause de la condamnation que le Conseil d'Etat & l'Inquisition Romaine en avoient faite, & que d'ailleurs il ne s'accordoit point assez avec les autres pour la forme & pour le fond; & que ce fut par cette dernière raison qu'ils rejetterent aussi celui de Sisteron. Comme le premier de ces Mandemens a fait beaucoup de bruit, & que le second est très rare, nous insérerons plus bas l'un & l'autre, afin que ceux qui auront le Recueil imprimé à Paris, ayent tous les Mandemens qui se sont faits en France pour l'acceptation de la Constitution.

L'Assemblée des XL auroit désiré que tous ces Mandemens eussent été uniformes. C'étoit dans ce dessein qu'elle en avoit dressé un modèle, & que par une lettre circulaire elle avoit invité tous les Evêques à l'adopter. Mais il y en eut plusieurs qui ne jugerent pas à pro-

pos de s'astreindre à ce modèle; & ceux-mêmes qui le suivirent, ne furent point uniformes dans la maniere de faire exécuter ce qui y étoit ordonné.

Pour nous borner presentement à ce qui regarde la publication & l'acceptation de la Constitution, qui étoient l'objet commun exprimé dans le titre de tous ces Mandemens, & sur quoi il devoit y avoir moins de diversité, voici les principales différences que nous avons observées par rapport à ces deux points en parcourant les Mandemens.

Quant à la publication, il semble que tous devoient se réunir à ordonner que la Constitution seroit lue & publiée aux prônes des Messes paroissiales, cette publication étant la forme usitée, & qui paroît nécessaire pour une loi qui doit obliger tous les fidèles. Cependant il n'y a que 14 Mandemens qui ordonnent bien nettement cette publication: tous les autres ou ne l'ordonnent point, ou ne l'ordonnent que d'une maniere équivoque.

Quatre-vingt-deux se sont conformés à la formule ambiguë du modèle, qui est conçue en ces termes: *Ordonnons que ladite Constitution, l'acte d'acceptation de Nosseigneurs de l'Assemblée & notre présente Ordonnance soient lus aux prônes des Messes paroissiales, & affichés par tout où besoin sera: Et que l'on fasse, ajoutet-elle tout de suite, la lecture de la Constitution en son entier dans toutes les Communautés seculieres & regulieres de notre diocese, soit disant exemptes ou non exemptes.* Ordonner la lecture de la Constitution en son entier dans les Communautés, n'est-ce pas ne point ordonner qu'elle soit lue en son entier aux prônes des messes paroissiales? Ou du moins n'est-ce pas faire une ordonnance équivoque & ambiguë? Et cela ne suffit-il pas pour donner droit de dire, que les Evêques qui se sont servis de cette formule, n'ont point fait une loi expresse de la publication de la Constitution en son entier, à l'égard des paroisses; & que par conséquent il n'est pas constant que la Constitution fasse loi pour les paroisses de 82 diocèses, où il est incertain si elle a été publiée en son entier?

Les autres Mandemens varient & se divisent en differens partis. Trois, qui sont ceux

de Condom, de Troyes & de S. Flour, ordonnent seulement pour les paroisses la lecture *du dispositif de la Constitution*, & la lecture *en entier* n'est prescrite qu'aux Communautés. Trois autres Mandemens, qui sont ceux d'Amiens, de Montauban & de Lombez, ne font aucune mention des paroisses, & ordonnent seulement la lecture de la Constitution dans les Communautés, ou tout au plus dans les Conférences ecclésiastiques; & quelques-uns même se contentent d'en ordonner l'enregistrement aux Greffes de leurs Oficialités: deux autres, qui sont ceux de Vence & d'Agde, laissent la chose incertaine; le premier ordonnant seulement que la Constitution *sera lue, publiée & affichée par tout où besoin sera*, sans spécifier les paroisses; & le second marquant seulement qu'il a d'abord envoyé la Constitution à ses Diocésains, sans dire ni qu'il leur eût ordonné de la publier, ni qu'il le leur ordonne.

Quant à l'acceptation, l'intention de l'Assemblée à cet égard avoit été, que chaque Evêque, conformément au modèle, mit son nom à la tête de l'instruction pastorale qui formeroit le corps de son Mandement; & à la fin, l'acceptation de la Constitution qui seroit conçue dans les termes portés par le modèle, suivant lesquels chaque Evêque devoit déclarer " 1, qu'il reconnoissoit avec une extrême joye dans la Constitution la doctrine de l'Eglise: 2, qu'il l'acceptoit avec soumission & respect: 3, qu'il condamnoit le livre des Réflexions morales & les 101 propositions qui en ont été extraites, de la maniere & avec les mêmes qualifications que le Pape les avoit condamnées: 4, qu'il défendoit d'enseigner, d'écrire ou de parler, sur lesdites propositions autrement qu'il n'étoit marqué dans ladite Constitution, de lire ou de garder tant le livre condamné, que les écrits faits pour sa défense, & d'en consigner ou autoriser la lecture: le tout sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, dont l'absolution seroit réservée à lui ou à ses grands Vicaires.

Cette intention de l'Assemblée paroît 1, par le Procès verbal, où le modèle d'acceptation se trouve immédiatement à la suite de

l'Instruction pastorale, & où il n'est nullement parlé de séparer l'un & l'autre ; 2, par la lettre circulaire des XL Evêques aux absens, où ils marquent qu'ils doivent tous se servir pour leur Mandement de l'Instruction pastorale, & prient leurs confreres de vouloir bien faire la même chose ; 3, par les Mandemens de plusieurs Evêques d'entre les XL & en particulier de Monf. de Bourdeaux, aujourd'hui Archevêque de Rouen, l'un des Commissaires, qui instruits des intentions de l'Assemblée, les ont exactement suivies.

Or quelque ambiguë que la complaisance des XL Evêques eût pu laisser dans cette forme d'acceptation, il paroît certain qu'en elle-même, aussi bien que dans leur intention, elle étoit véritablement restreinte & relative aux explications de l'Instruction pastorale, qui en étoient le motif & le fondement. C'est ce qu'exprimoient naturellement les termes d'*Aces causes*, mis immédiatement après l'Instruction pastorale. C'étoit *A ces causes*, c'est-à-dire autant que les 101 propositions renfermoient les sens erronés expliqués dans l'Instruction pastorale, qu'ils reconnoissoient la doctrine de l'Eglise dans la censure qu'ils acceptoient. Ainsi, si cette formule avoit été adoptée par tous les Evêques suivant l'intention de l'Assemblée, on n'auroit pu s'empêcher de reconnoître que tous auroient reçu la Constitution relativement aux explications de l'Instruction pastorale, & par voie de jugement.

Mais dans l'intervalle des deux mois qui se passèrent depuis l'Assemblée jusqu'à la publication de l'Instruction pastorale, le P. Tellier s'étant aperçu que cette forme de Mandement ruinoit le fruit de tous les mouvemens qu'il s'étoit donnés, pour faire tourner l'acte d'acceptation de maniere qu'on pût soutenir que l'acceptation ne seroit pas faite par voie de jugement, & qu'elle seroit pure & simple, il engagea MM. de Rohan & de Bissy d'envoyer à tous les Evêques un autre modele de Mandement, qui tendoit à détruire la relation que les premiers mettoient entre l'Instruction pastorale & l'acceptation. Ce modele consistoit dans un court préluce, où après avoir fait rappeler à chaque Evê-

que en termes généraux, ce qui s'étoit fait au sujet de la Constitution par l'Assemblée tenue à Paris, on lui faisoit ajouter, qu'il croyoit ne pouvoir dans cette occasion s'acquiescer plus fidèlement de son ministère, qu'en suivant les traces de cette Assemblée, & en se conformant à tout ce qu'elle avoit fait & arrêté dans ses deliberations. Cela devoit être suivi du dispositif contenu dans le premier modele, & l'Instruction pastorale devoit être imprimée séparément & à la suite de la Constitution & du Mandement.

On prétend que ce qui détermina M. le Cardinal de Rohan à consentir à ce changement, c'est qu'ayant envoyé au Pape l'Instruction pastorale avec le projet d'acceptation, il apprit que S. S. avoit été très offensée qu'on eût lié ces deux actes par les mots d'*A ces causes*, qui lui paroisoient mettre une relation trop formelle entre l'un & l'autre, & restreindre la censure aux seules erreurs exposées dans l'Instruction.

Ce nouveau modele a été suivi par 20. ou 30. Evêques : quinze autres n'y ont eu aucun égard, & se sont attachés au premier ; & le reste des Evêques a usé de la liberté que l'Assemblée n'avoit pu leur ôter, de donner eux mêmes à leurs peuples des Instructions particulieres, où néanmoins la plupart louent & adoptent celles des XL.

Ces differens partis produisent dans tous ces Mandemens, par rapport à l'acceptation de la Bulle, une variété bien éloignée de l'uniformité. On apperçoit néanmoins parmi toutes ces differences, que le plus grand nombre des Evêques n'a voulu recevoir la Constitution que relativement à ces explications, qu'ils ont tous données ou indiquées, & en jugeant avec le Pape. C'est ce que nous croions devoir montrer par quelques observations particulieres.

1. Quoique quelques-uns de ces Mandemens insinuent sur l'autorité du Pape des principes très contraires aux maximes de France, & que par là ils paroissent porter à rendre à la Bulle une soumission absolue, il n'y en a aucun qu'on puisse comparer aux Mandemens qu'on nous a donnés dans le Recueil des Temoignages des Eglises étran-

geres. Il n'y en a aucun qui enſeigne que ce ſoit une entrepriſe contraire au reſpect dû au S. Siege, d'examiner les Conſtitutions des Papes, & qu'on leur doive une obéiſſance aveugle & ſans réſerve, fondée ſur l'infaillibilité du ſouverain Pontife. Aucun de nos Evêques n'a abandonné ſi honteuſement les droits ſacrés de l'Épiſcopat. Tous ſont entendre, les uns plus, les autres moins clairement, qu'ils acceptent la Conſtitution en juges, & non en ſimples exécuteurs du decret du Pape; & que leur acceptation eſt relative & limitée, ſoit aux explications de l'Inſtruction paſtorale, qu'ils propoſent à leurs diocéſains, ſoit à celles qu'ils leur donnent eux-mêmes. Il n'y a que M. l'Archevêque de Beſançon qui dans ſon Mandement paroît d'abord ne ſe reſerver d'autre fonction que celle de publier & d'exercer la Conſtitution. Mais aiant vu l'Inſtruction paſtorale des XL Evêques, il la propoſe auſſi à ſes diocéſains, comme expliquant le ſens de ladite Conſtitution, & ſaillant connoître la mauvaiſe doctrine renfermée dans le livre des Réflexions; & il les invite à en faire la lecture, pour ſe prémunir parfaitement contre les artifiſes de l'erreur.

2. Les Evêques qui ont ſuivi le ſecond modele, ont, à la vérité, ſeparé l'Inſtruction paſtorale de leur acceptation: ce qui pourroit donner lieu de prétendre que celle-ci eſt indépendante des explications contenues dans l'Inſtruction; mais comme dans leur acceptation ils rappellent ce qui s'étoit fait à l'Assemblée, & déclarent qu'ils s'y conforment, ils retablifſent par cette clauſe la relation qu'on vouloit faire diſparoître entre l'acceptation, & les explications de l'Inſtruction paſtorale. Ainſi on peut dire que ces Prelats mêmes n'ont pas accepté purement & ſimplement; d'autant plus qu'il y en a pluſieurs qui ont pu ſuivre l'exemple de MM. de Rohan & de Biſſi, ſans pénétrer leurs raiſons, & ſans entrer dans leur eſprit.

3. A l'égard des quinze Prelats qui ſ'en ſont tenus au premier modele, (ce ſont MM. de Bourges, de Bourdeaux, de Rouen, de Cambrai, de Laon, de Langres, d'Au-

xerre, de Nantes, de Limoges, de la Rochelle, de Poitiers, d'Evreux, de Rennes, de Chartres & de Condom) on ne peut nier, comme nous l'avons déjà remarqué, que la forme ſeule de leurs Mandemens n'emporte par elle-même une relation entre l'acceptation & l'Inſtruction paſtorale; puisſque l'une ſ'y trouve liée avec l'autre par les mots d'*A ces cauſes*. Il n'y a que M. de Langres, qui pour ne point le compromettre avec le Pape, que ces mots avoient choqué, leur a ſubſtitué ceux-ci, *C'eſt pour la conſerver* (la foi) *dans toute ſa pureté, que conformément à l'aſſe d'acceptation qui a été faite par Nosſeigneurs de l'Assemblée, Nous déclarons*, &c. Mais cette formule particuliere n'eſt qu'une paraphraſe de celle d'*A ces cauſes*, & elle ne lie pas moins l'acceptation à l'Inſtruction. D'ailleurs on ne peut douter que telle n'ait été l'intention de ce Prelat, & celle de M. d'Auxerre & de M. de Laon, après la maniere dont nous avons vu que les deux premiers opinent dans l'Assemblée, & la conduite que le dernier garda même après avoir quitté le parti des Oppoſans.

Nous trouvons dans nos Memoires que M. l'Archevêque de Reims, lſrſqu'il vit le Mandement de M. de Laon ſon ſuffragant, applaudit fort à la forme dans laquelle il étoit conçu, & témoigna qu'il avoit eu deſſein d'en donner un ſemblable: mais qu'il n'avoit pu y faire conſentir le P. du Vau ſon grand Vicair, qui avoit voulu abſolument en compoſer un de ſa façon. Depuis ſur les plaintes que quelques Curés firent à cet Archevêque de ce qu'on n'avoit point publié l'Inſtruction paſtorale, il fit un ſecond Mandement, où il déclare que l'intention de l'Assemblée, à laquelle il avoit aſſiſté, étoit qu'on publiât cette Inſtruction avec la Conſtitution, & que l'on en fit lecture au Prône. Ainſi il s'eſt réuni par ce ſecond Mandement aux quinze Prelats que nous venons de nommer.

4. Les Prelats qui ne ſe ſont point aſtreints aux deux modeles, & qui ont donné des Inſtructions particulieres, où ils ont loué celle des XL, ont preſque tous parlé de cel-

le-ci d'une maniere qui ne permet pas non plus de douter qu'ils n'en aient voulu faire dependre leur acceptation.

Recueil. M. l'Evêque d'Agde l'adresse à ses Diocésains, jugeant qu'elle pourra être fort utile pour entendre le sens dans lequel quelques-unes des propositions ont été condamnées.

Pag. 404. M. l'Evêque de S. Omer y trouve les éclaircissements & les instructions qu'il s'étoit réservé de donner à ses diocésains par son Mandement précédent.

Pag. 87. M. l'Archevêque de Narbonne la donne comme un commentaire perpétuel de la Constitution, qui explique aux fidèles les intentions du Pape, & le sens dans lequel il a condamné les propositions.

Pag. 191. Elle examine en détail, dit M. l'Evêque d'Uzès, les 101. Reflexions condamnables. Elle en fait reconnoître le vice & les défauts par l'Ecriture sainte, par la décision des Conciles, par les anathèmes de l'Eglise, par l'autorité des SS. Peres, par leur conformité avec les livres généralement condamnés. Elle découvre la différence de quelques-unes de ces réflexions qui paroissent tolerables par elles-mêmes, mais cependant dangereuses par rapport à celles qui sont absolument mauvaises.

Pag. 119. M. l'Evêque d'Orange dit, que les Evêques de l'Assemblée l'ont cru nécessaire pour pouvoir faciliter aux fidèles, auxquels ils se sont reconnus redevables par le dépôt de la foi qui leur est confié, l'intelligence de la Bulle.

Pag. 194. M. l'Archevêque d'Arles dit de même que les Evêques y apportent les explications nécessaires pour empêcher l'abus que l'on pourroit faire de certaines propositions mal entendues.

Pag. 142. L'Instruction pastorale, selon M. l'Evêque d'Agde, éclaircit certains endroits de la Bulle, & découvre leur véritable sens. Cependant il ne laisse pas de croire devoir encore faciliter l'obéissance de ses diocésains, par quelques réflexions qui ne leur seront peut-être pas inutiles, & acheveront de leur ôter le regret que l'habitude pourroit encore leur laisser à un livre qu'ils avoient cru long-tems pouvoir lire, non seulement sans danger, mais même avec édification. Il ajoute plus bas qu'ils avoient été éblouis par la réputation de ce livre pendant

près de 40. ans.

Les autres Evêques de cette classe s'expriment à peu près de la même maniere sur les explications qu'ils proposent avec la Constitution.

Or ils ne peuvent parler ainsi sans contredire d'un côté la Bulle, où, selon le témoignage qu'en rendoit le Pape, tout étoit clair, dévoilé, mis au grand jour, & expliqué avec une évidence qui forçoit tout le monde à se rendre à sa lumière; & sans faire entendre de l'autre, que par les explications qui fixent & déterminent le sens tant de la Bulle que des propositions, ils font cesser la juste répugnance qu'on auroit eue sans cela à recevoir une bulle qui paroïssoit contraire à ce qu'on avoit cru jusqu'alors, & à condamner des propositions qui y paroïssent conformes. Leur acceptation ne peut donc passer pour absolue; mais elle est véritablement relative aux explications qu'ils donnent.

5. D'autres Prelats ne se contentent pas de faire entendre que l'acceptation qu'ils font de la Bulle est relative, & même restreinte aux explications qu'ils y joignent; ils le marquent en termes formels & positifs. C'est ce que font sur tout M. l'Evêque de Sisteron & M. l'Evêque de Metz, comme on le verra dans leurs Mandemens que nous insérerons plus bas en entier. „ Prononçant par voie de „ jugement, dit M. de Sisteron, Nous a- „ vons condamné & condamnons le livre „ des Réflexions & les 101. propositions.... „ en tant qu'elles contiennent & favorisent „ les erreurs qui sont expliquées dans l'In- „ struction de notre présent Mandement. Défendons en conséquence à tous les fi- „ dèles de notre diocèse, d'enseigner, d'é- „ crire ou de parler sur ladite Constitu- „ tion, & les 101. propositions, autrement „ qu'il est marqué dans notre Instruction, „ &c.

„ Nous recevons, dit M. l'Evêque de „ Metz, & acceptons ladite Constitution „ avec le respect & la soumission que les SS. „ Canons prescrivent. Vous ordonnons de „ vous y conformer suivant les explications „ contenues dans notre présente Instruction Pastorale

„pastorale.....Défendons à toutes personnes
„de donner à ladite Constitution des inter-
„pretations contraires. . . . Déclarons que
„nous procederons par les voyes de droit
„contre ceux qui oseront mal parler de la-
„dite Constitution, ou soutenir la doctrine
„qui y est condamnée, ainsi que nous l'a-
„vons expliquée dans notre presente Instru-
„ction pastorale, &c.

On peut mettre au même rang feu M.
l'Archevêque d'Ambrun & MM. les Evê-
ques de Tarbes & de Carcassonne. Le Man-
dement du premier, auquel seul on doit avoir
égard, (car nous verrons dans la suite que
la déclaration qui y est jointe, n'est qu'une
pure supercherie des Jesuites) met une res-
triction expresse à l'acceptation de la Consti-
tution, qui n'y est reçue qu'autant qu'elle ne
donne point d'atteinte à la doctrine de la
grace efficace par elle-même, aux droits de
l'Eglise Gallicane & aux verités que les Evê-
ques de l'Assemblée avoient eu dessein de
mettre à couvert par leur Instruction pasto-
rale. „Souhaitant avec empressement, dit
„cet Archevêque, de correspondre au zele
„de S. S. & aux pieuses intentions de notre
„grand Monarque; persuadés que nous
„sommes que N. T. S. P. le Pape n'a pas
„prétendu donner aucune atteinte à la gra-
„ce efficace par elle-même, laquelle confer-
„vant la liberté d'indifférence, fait accom-
„plir la loi de Dieu, & que nous soutenons
„être autorisée par l'Ecriture sainte, par la
„Tradition & les Peres de l'Eglise: le tout
„sans préjudicier en aucune maniere que ce
„soit aux droits de l'Eglise Gallicane :
„Nous. . . . acceptons ladite Bulle. . . . Dé-
„fendons à tous les fidèles de notre diocèse
„d'enseigner, d'écrire & s'expliquer sur la-
„dite Bulle autrement qu'il n'est marqué
„dans l'Instruction pastorale desdits Sei-
„gneurs Prelats.

M. l'Evêque de Tarbes modifie à peu
près de la même maniere son acceptation.
Après avoir exposé dans le corps de son
Mandement, „Que l'Assemblée pour prof-
„crire l'erreur sans troubler les conscien-
„ces, avoit donné dans son Instruction
„pastorale aux propositions condamnées

„des éclaircissements conformes au sens &
„à l'esprit de la Bulle, qui étoient de sages
„précautions contre les mauvaises consé-
„quences que des personnes pieuses crai-
„gnoient que les mal-intentionnés ne ti-
„rassent de la condamnation de quelques-
„unes de ces propositions, principalement
„par rapport à la liberté des Ecoles catho-
„liques, & à la pratique des justes délais
„de l'absolution, conformément aux re-
„gles de S. Charles adoptées par le Clergé
„de France : Nous, ajoute-t-il, voulant
„entrer dans le même esprit, pour main-
„tenir la paix & l'uniformité dans l'Eglise,
„& pour empêcher les nouveautés & l'
„erreur de se répandre dans l'esprit des
„fidèles que la providence a confiés à nos
„soins ; A ces causes acceptons avec sou-
„mission & respect la Constitution..... &
„pour nous conformer à l'esprit de l'As-
„semblée de Nosseigneurs les Cardinaux,
„Archevêques & Evêques, notre inten-
„tion est de conserver la liberté des senti-
„mens enseignés dans les différentes Ecoles
„catholiques, & la pratique de différer
„l'absolution dans les cas susdits. Nous
„condamnons la temerité de ceux qui
„oseroient donner à la presente Consti-
„tution des interpretations contraires à
„son véritable sens, à la discipline pre-
„sente de l'Eglise, & aux libertés de
„l'Eglise Gallicane.

Le Mandement de M. l'Evêque de Car-
cassonne est d'une espece si singuliere, que
plusieurs ont douté s'il n'étoit pas plutôt
une satire qu'un éloge de la Constitution &
de l'Instruction pastorale. Mais il ne laisse
aucun doute que l'acceptation qu'il fait de
la Bulle ne soit relative & limitée, non seu-
lement aux explications de l'Instruction de
l'Assemblée, mais encore aux modifica-
tions de l'arrêt d'enregistrement des Parle-
mens. On en peut juger par un seul trait, &
par la conclusion que nous en allons rap-
porter.

„Ces grands personnages au nombre de
„plus de 40 (dit-il en parlant des Evê-
„ques de l'Assemblée) d'un savoir émi-
„nent, d'une vertu distinguée, d'une

„ application & d'un zele infatigable , se
 „ sont occupés pendant quatre mois à la
 „ lecture & à l'admiration de ladite Consti-
 „ tution. En effet , plus ils l'ont appro-
 „ fondie & méditée , plus ils en ont pe-
 „ netré les beautés ; plus ils ont eu la solide
 „ satisfaction d'y trouver par tout la ve-
 „ ritable doctrine de l'Eglise. Aussi ont-
 „ ils jugé comme S. S. & comme s'ils
 „ avoient eu l'honneur de l'avoir à leur
 „ tête & de prononcer un même jugement
 „ avec Elle , que rien n'étoit plus neces-
 „ saire que la condamnation dudit livre
 „ des Reflexions & desdites 101 proposi-
 „ tions qui en ont été extraites. Ils ont
 „ poussé plus loin leur attention & leur
 „ zele ; & pour entrer plus avant dans
 „ l'esprit de S. S. pour mettre la Bulle
 „ incomparable , à la portée de ceux que
 „ le Pasteur des Pasteurs a confiés à leurs
 „ soins , pour leur en faciliter l'intelligence ,
 „ pour les garantir des mauvaises inter-
 „ pretations dont les personnes mal intention-
 „ nées pourroient se servir dans le dessein
 „ d'en obscurcir le vrai sens , pour calmer
 „ les consciences , & apaiser en elles les
 „ troubles excités par les contestations ;
 „ pour faire cesser enfin les disputes & en
 „ deraciner les sujets ; ils y ont joint une
 „ Instruction pastorale , qui remplit par-
 „ faitement l'acquiesce de leur intention ,
 „ & sans doute celle de S. S. Cette excellente
 „ Lettre immortalisera les noms de ses
 „ pénétrants & judicieux auteurs : elle ser-
 „ vira , comme il faut l'espérer avec eux ,
 „ d'une espece de digue & de rempart
 „ opposé aux interpretations contraires au
 „ véritable sens de la Constitution , &
 „ méritera à juste titre la qualité de com-
 „ mentaire perpétuel de la Bulle , que lui
 „ donne ingénieusement notre savant &
 „ respectable Métropolitain (M. de Nar-
 „ bone) . . . La posterité admirera avec
 „ autant de raison que nous , ladite Instru-
 „ ction pastorale , si étroitement & si heu-
 „ reusement liée avec ladite Constitution
 „ &c.
 „ A ces causes . . . Nous recevons avec
 „ simplicité , respect & déférence la sus-

„ dite Constitution. Nous condamnons
 „ pareillement le susdit livre & les susdites
 „ 101 propositions . . . Nous en défendons
 „ la lecture à tous les fidèles de notre
 „ diocèse . . . Le tout [non sous peine
 „ d'excommunication *ipso facto* , comme le
 „ portoit la Bulle & le modele de l'Assemblée ,
 „ mais] sous les peines de droit . . . Nous
 „ recevons avec une pleine & respectueuse
 „ confiance l'acceptation de la Constitu-
 „ tion & Instruction ou Lettre pastorale
 „ dressées par Nosdits Seigneurs Cardi-
 „ naux , Archevêques & Evêques. Nous
 „ adoptons de même la doctrine conte-
 „ nue dans ladite Instruction & tous les
 „ éclaircissemens qu'elle donne à des pro-
 „ positions dont l'intelligence eût été peut-
 „ être pénible aux personnes grossières ,
 „ peu éclairées ou prevenues par de faux
 „ préjugés , & qui fixe enfin d'une ma-
 „ niere si juste & si élevée le sens ortho-
 „ doxe dans lequel ladite Constitution
 „ doit être lue & entendue. Declérons de
 „ plus , que notre diocèse aiant le bon-
 „ heur d'être dans le ressort du Parlement
 „ de Toulouse , & nous conformant en
 „ tout aux clauses & conditions de son
 „ Arrêt de registre de ladite Bulle & des-
 „ dites Lettres parentes , nous procederons
 „ par les voies de droit contre ceux qui
 „ oseront parler , enseigner , prêcher , ou
 „ écrire contre ladite Constitution & les-
 „ dites cent & une propositions , soute-
 „ nir ou insinuer la doctrine qui est con-
 „ damnée. A CET EFFET nous ordon-
 „ nons que ladite Constitution , l'accep-
 „ tation & Instruction pastorale , Lettres
 „ parentes & Arrêts ci-dessus seront impru-
 „ més , enregistrés . . . lus aux prônes
 „ &c.
 „ Enfin , la plupart des Evêques qui
 „ ont fait des Mandemens particuliers , ont
 „ eu soin d'y établir le droit qu'ils avoient
 „ par leur caractère , & qu'ils exerçoient ,
 „ en acceptant la Constitution , non en sim-
 „ ples executeurs de ce decret , mais en ju-
 „ geant avec le Pape. C'est ce que nous ve-
 „ nons de voir dans les Mandemens de MM.
 „ de Sisteron , de Metz , d'Ambrun , de

Tarbes & de Carcassonne. Ce dernier ne fait que repeter les paroles de la lettre circulaire des XL Evêques, lorsqu'il dit, qu'ils ont jugé comme S. S. & comme s'ils avoient en l'honneur de l'avoir à leur tête. Il loue quelques lignes plus bas la piete du Roi, qui est persuadé que le plus puissant & le plus efficace moyen pour affermir la sainte doctrine, est que S. M. regarde & fasse regarder les Evêques comme depositaires de la foi & de la doctrine [ce qu'ils sont en effet], & de les maintenir dans le libre exercice de leur jurisdiction.

224. 134. M. l'Evêque d'Uzès loue aussi le Roi de ce qu'il a soutenu les Evêques dans leurs droits par son autorité, de ce qu'il a donné la force à leurs deliberations par ses Lettres patentes.

M. de Cominges ordonne comme MM. d'Ambrun, de Sisteron, & de Carcassonne, qu'en publiant la Constitution on fasse aussi lecture des mêmes Lettres patentes; & il approuve ainsi cette clause que le Roi y a mise : Que s'il vous appert que dans ladite Constitution en forme de Bulle, il n'y ait rien de contraire aux saints decrets & préeminences de notre couronne, & aux libertés de l'Eglise Gallicane, vous ayez à faire lire, publier & enregistrer nos présentes Lettres & ensemble ladite Constitution.

224. 13. Feu M. l'Evêque de Perigueux adresse aussi à ses diocésains avec la Constitution les Lettres patentes du Roi & l'Instruction pastorale de l'Assemblée, afin qu'ils connoissent les sages precautions que l'on a apposées pour juger & pour finir avec l'assistance du S. Esprit une affaire si importante.

224. 140. Feu M. l'Archevêque de Lyon dit, qu'il est important que tous les Archevêques & Evêques à qui Dieu a confié le sacré dépôt de la foi, concourent à la maintenir dans toute sa pureté, qu'ayant été établis par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise, ils s'unissent tous avec le souverain Pontife, qui en est le Chef visible, pour en bannir l'esprit d'erreur.

224. 148. Le Grand Vicairé de M. l'Archevêque de Reims exhorte les fidelles à lire l'In-

struction pastorale, où ils verront les erreurs du livre exposées avec une parfaite netteté... & condamnées par cette divine autorité qui est attachée au sacré caractère des Evêques.

Feu M. de S. Papoul dit, que l'Assemblée aiant examiné avec tout le soin & l'application possible pendant un long-tems la Constitution, l'a acceptée avec tout le respect dû au S. Siege & au Pape.

M. l'Evêque de Lodeve dit aussi, que les Evêques de l'Assemblée, après avoir reçu la Constitution, ont bien voulu après un long examen, faire part à leurs confreres de leurs lumieres & de leur instruction pastorale.

On trouve les mêmes choses dans la plupart des autres Mandemens. Il est vrai que dans quelques-uns elles sont mêlées avec des éloges de la Constitution qui y paroissent contraires; mais ce sont tout au plus des contradictions où les auteurs de ces Mandemens seront tombés, & qui n'empêchent point qu'il ne soit vrai de dire, comme nous l'avons observé plus haut, que le plus grand nombre des Evêques n'a accepté la Constitution que par voie de jugement, & qu'aucun ne s'est cru obligé, comme les Evêques étrangers, à la recevoir sans examen, & par voie d'un acquiescement necessaire au jugement infallible du souverain Pontife.

§. XXIX.

Mandemens de MM. les Evêques de Sisteron & de Metz au sujet de la Constitution Unigenitus.

I. MANDEMENT de M. l'Evêque de SISTERON.

LOUIS THOMASSIN par la grace de Dieu & de l'autorité du Saint Siege Apostolique Evêque de Sisteron, Prince de Lurs, Conseiller du Roi en ses Conseils; au Clergé & aux Fidelles de notre diocèse salut & benediction.

Nous avons reçu, Nos très chiers Freres A a ij

res, par l'ordre du Roi, une Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. en forme de Bulle, en date du 8 septembre dernier, contre un livre qui a pour titre ; *Le nouveau Testament en françois avec des Reflexions morales sur chaque verset*, imprimé à Paris en 1699. ou *Abregé de la morale de l'Evangile &c.* en 1693, & 1694.

Par la lecture que nous avons faite de cette Constitution, nous y avons vu que que la Sainteté condamne ce livre, & cent-une propositions qui en ont été extraites, lesquelles renferment presque autant de matieres sur le dogme, sur la morale & sur la discipline, que le Concile de Trente en a décidé après plusieurs années d'examen.

Plus-même nous lisons quelques-unes de ces propositions, plus elles nous paroissent obscures & ambiguës ; en sorte que le sens erroné ne se présentant pas d'abord à l'esprit, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir avant que de publier cette Constitution & de vous la donner pour la regle de votre foi & de votre conduite, de prendre le tems necessaire pour en penetrer l'esprit, y reconnoître la doctrine de notre Eglise, & ensuite vous expliquer nettement les erreurs que vous devez rejeter.

Comme nous apprenons que quelques-uns de nos Confreres ont eu recours à la Sainteté pour lui proposer leurs peines & leurs difficultés, & pour la supplier de leur donner les moyens de calmer sûrement les consciences alarmées, & de conserver la paix dans leurs Eglises, nous espérons être parfaitement en état par les éclaircissemens que le S. Siege voudra bien leur envoyer, de vous marquer les sens erronés des propositions condamnées.

Cependant, Nos très chers Freres, comme notre intention est de retrancher tout mélange d'erreurs d'avec les verités saintes de notre religion, & tous les sujets de division entre les fidelles qui pourroient être troublés au sujet des contestations auxquelles le livre des Reflexions morales pourroit donner lieu dans ce diocese, dont

par la misericorde de Dieu nous l'avons garanti jusqu'à present, Nous ne differons point de vous ôter ce livre d'entre les mains.

A ces Causes nous défendons au Clergé & aux fidelles de notre diocese sous les peines de droit, de lire & de garder le livre intitulé, *Le nouveau Testament en françois avec des Reflexions morales sur chaque verset*, imprimé à Paris en 1699. ou *Abregé de la morale de l'Evangile, des Actes des Apôtres &c.* à Paris en 1693 & 1694. Leur ordonnons d'en apporter les exemplaires au Greffe de notre Officialité, où nôtre presente Ordonnance sera registrée pour y avoir recours en cas de besoin, laquelle sera lue, publiée, & affichée aux lieux accoutumés.

Fait à Lurs dans nôtre Palais Episcopal le 8 mai 1714. Signé, LOUIS Evêque de de Sisteron. Et plus bas, Par mondit Seigneur MAUREL Prêtre.

II. MANDEMENT & Instruction pastorale de M. l'Evêque de SISTERON pour la publication de la Constitution.

LOUIS par la grace de Dieu & par autorité apostolique, Evêque de Sisteron Prince de Lurs, Conseiller du Roi en ses Conseils, au Clergé & aux fidelles de nôtre diocese, salut & benediction.

Dès que nous eumes reçu, Nos très chers Freres, la Constitution *Unigenitus* contre le livre des Reflexions morales sur le nouveau Testament, avec la censure de cent-une propositions qui en ont été extraites, pour ne pas laisser plus longtems entre vos mains un livre qui devenoit une occasion de trouble & de division dans le Royaume, nous en défendîmes la lecture dans notre diocese, par nôtre Mandement du 8 du mois de mai dernier avec ordre d'en porter les exemplaires au Greffe de nôtre Officialité.

Nous vous déclarâmes en même tems que plusieurs des propositions condamnées par cette Constitution paroissant obscures & ambiguës, & quelques grands Prelats

en aiant demandé des éclaircissemens à Nôtre Saint Pere le Pape , nous esperions, avant que de vous la donner pour regle de vôtre foi & de vôtre conduite , d'être en état de calmer sûrement les consciences alarmées , par les éclaircissemens qu'il plairoit à sa Sainteté d'en donner. Cependant comme ils n'ont point encore été donnés , que nous ne devons pas vous laisser plus long-tems dans vos peines , & que nous sommes obligés d'empêcher la liberté que plusieurs esprits inquiets pourroient se donner d'expliquer à leur gré cette Bulle , en lui attribuant un sens tout différent de celui de Nôtre Saint Pere le Pape ; la dignité que Dieu nous a confiée , qui nous rend le dispensateur de sa parole, & le conducteur de son peuple, exigeant de nous de contribuer par tout ce qui est en nôtre pouvoir , à procurer la paix de l'Eglise , nous avons cru être de nôtre devoir de vous expliquer l'esprit de cette Constitution , & de vous donner les éclaircissemens suivans , pour vous prémunir contre les mauvaises interprétations que les ennemis de l'ancienne doctrine de l'Eglise , & les corrupteurs de la morale de l'Evangile pourroient donner aux propositions condamnées ; en attendant de nous conformer aux explications qu'il plaira au Saint Siege de nous donner ; voici ce que nous avons compris de l'esprit de la Constitution , & que pour soulager vôtre memoire nous reduisons à certains chefs, auxquels les propositions condamnées peuvent se rapporter.

Sur la Grace.

Les souverains pontifes , & en particulier Clement XI. très digne successeur de Clement VIII , qui fit l'ouverture (a) des Congregations de *Auxiliis* , & qui y présida,

(a) *Bulla Clementis VIII ad Congregationem de auxiliis. Secunda ratio est quod sanctus Augustinus nihil videtur pratermississe eorum que ad presentes controversias pertinent. Quandoquidem si agitur de necessitate*

y présida , ont fait paroître tant de zele pour la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas sur la predestination gratuite , & sur la grace efficace qui donne le vouloir & le faire , laquelle les disciples de ces deux grands Saints soutiennent necessaire pour toutes les œuvres de pieté , que ce seroit faire injure au S. Siege de faire tomber la censure sur une doctrine si autorisée dans l'Eglise.

Vous devez donc croire , nos très chers Freres , que le Pape en censurant les propositions, extraites du livre des Réflexions morales , qui traitent de la grace & de la volonté de Dieu pour le salut de tous les hommes, condamne seulement ceux qui enseigneroient que la grace qui donne ce que Dieu commande , & qui fait obéir aux préceptes, est la seule grace de J.C: qu'il n'y en a point d'autre qui soit le fruit de sa mort & de la nouvelle alliance : que les graces exterieures séparées de cette grace , ne sont données de Dieu que pour endurecir: que les commandemens de Dieu sont inutiles , & même impossibles à accomplir par ceux à qui la grace toute-puissante , qui fait faire le bien, est refusée, & que ceux au contraire à qui elle est donnée , n'ont pas un véritable pouvoir d'y résister. Que la Sainteté condamne encore ceux qui sous prétexte de donner tout à la grace dans l'ouvrage du salut ,

gratia , eam describit dicens esse necesse ut nos preveniat , comisetur & sequatur : si de vi, asserti vires efficacissimas prabere voluntati, si de effectu , testatur facere de nolente volentem ; si de modo , asserti Deum id facere omnipotentissimâ facilitate : denique sic dissolvit objectiones , ut doceat liberum arbitrium non tantum bene cum illa gratia quam defendit coherere , sed etiam fieri liberius quando ab illa fuit liberatum. Tertia tandem ratio est quod cum multi Pontifices predecessores nostri doctrina S. Augustini de gratia tam acres fuerint assertores & vindices , ut quasi hereditario jure eam in Ecclesia relinqui voluerint , equum non est , ut patior illam hæc quasi hereditate privari.

salut, nieroient la cooperation du libre arbitre : qui confondroient dans l'état d'innocence la grace avec la nature , & dans l'état present anéantiroient la liberté en niant le merite des bonnes œuvres : qui croiroient que nous ne sommes justes , que par l'imputation de la justice de JESUS-CHRIST sans qu'elle devienne nôtre propre justice : qui voudroient reduire la volonté de Dieu pour le salut des hommes à la seule volonté absolue : qui oseroient soutenir que Jesus-Christ n'est mort que pour le salut des élus ; & ceux qui ne reconnoissent pas avant la loi & du tems de la loi , des justes & des enfans de Dieu , qui ont obtenu des graces de Jesus-Christ & qui ont été sanctifiés par la foy dans le Mediateur.

Mais vous devez être persuadés que sa Sainteté n'a point voulu en condamnant ces erreurs , établir que la loy ancienne , dont le ministère étoit un ministère de condamnation & de mort , & qui a été rejetée à cause de sa foiblesse , comme parle l'Apôtre S. Paul , operoit par elle-même la grace & qu'elle donnoit par elle-même des enfans à Dieu.

Nous devons aussi vous faire remarquer que le Pape condamne ceux qui voudroient renouveler des erreurs déjà censurées par le Saint Siege , savoir que sans la grace il n'y a aucune action moralement bonne , même quant à la substance de l'œuvre , comme parlent les Théologiens : qui exigeroient de ceux qui sont baptisés , les dispositions qui ne conviennent qu'à ceux qui sont parfaits , & qui renouvelleroient l'erreur condamnée par le Concile de Vienne , & par le Concile de Trente , *Seff. 5.* que la concupiscence est éteinte en ceux qui sont regenerés en Jesus-Christ par le Baptême.

Sur les vertus Théologiques.

Nôtre S. Pere le Pape condamne par sa censure ceux qui enseigneroient que la foi habituelle est la premiere grace , & qui excludroient du nombre des graces

celles-mêmes qui préparent les fidelles à la foi , & celles que Dieu accorde à ces heretiques pour les rappeler à la verité.

Mais ce seroit abuser de sa censure , de croire , qu'elle contredit la doctrine du Concile de Trente qui enseigne , après l'Ecriture & les SS. Peres , que la foi est le commencement du salut & la racine de toute justification. *Seff. 6. de justif. cap. 8.*

Vous devez donc apprendre que le Pape par sa censure contre le livre des Reflexions morales , condamne ceux qui confondroient les vertus Théologiques , & qui ôteroient toutes les differences qui distinguent la charité proprement dite des autres vertus ; qui enseigneroient contre la décision formelle du Concile de Trente , que le pécheur qui a perdu la grace & la charité habituelle , perd en même tems la foi : que celle qui reste en lui , n'est plus une véritable foy , parce qu'elle n'est plus animée par cette charité : qu'il n'y a plus de vertus ni d'acte d'esperance , ni de culte , ni de religion pour le pécheur qui a perdu la charité ; qu'il est dans une impuissance generale de faire aucun bien , & que la priere de l'impie , de quelle maniere qu'elle soit faite , est un nouveau péché ; parce qu'elle est corrompue par son état & par sa mauvaise disposition : qu'il n'y a point d'autre principe de nos actions que la charité habituelle : que dès que la cupidité domine dans le cœur du pécheur , elle corrompt toutes ses actions , & que par cette raison la justification est la premiere grace parce que toutes les œuvres qui la précèdent , sont autant de péchés.

Mais à Dieu ne plaise que vous puissiez prétendre par cette condamnation que le pape ait donné atteinte au premier & au plus grand des commandemens , & qu'il ait voulu contredire l'Apôtre qui nous enseigne que celui qui n'a point de charité , n'est que comme un airain sonnante & une timbale retentissante , qu'il n'est rien , & que tout le reste ne lui sert de rien : ou que sa censure

puisse faire douter de la nécessité de l'amour divin pour obéir à la loi, pour faire des actions chrétiennes, & qu'elle déroge à la condamnation que le Clergé de France assemblé en 1700. fit (a) de différentes erreurs contre l'amour de Dieu.

Sur la crainte des peines.

Nous sommes obligés, nos très chers Freres, de vous apprendre par cette Instruction, que le Pape dans sa censure anathématisa avec le Saint Concile de Trente, *Seff. 6. de justifie. cap. 8.* ceux qui diroient que la douleur de nos péchés fondée sur la crainte des peines de l'enfer, par laquelle nous avons recouru à la miséricorde de Dieu, en nous abstenant de pécher, est un nouveau péché, & qu'elle rend les pécheurs coupables & hypocrites : Comme aussi ceux qui renouvelant les erreurs de Luther, feroient regarder comme mauvaise cette crainte salutaire que le Concile déclare être un don de Dieu, & un mouvement du S. Esprit qui prepare les voies à la justice.

Mais nous sommes persuadés que ce seroit faire injure à la Constitution de s'en servir pour combattre la censure du Clergé de France faite en 1700, sur l'amour de Dieu nécessaire dans le sacrement de penitence.

Sur l'Eglise.

Il faut que nous vous apprenions que la Sainteté, conformément aux décisions des anciens Conciles, anathématisa quiconque refuseroit de reconnaître que l'Eglise n'est pas composée des seuls élus ni des seuls justes ; que les reprouvés sont mêlés parmi les élus ; les justes avec les pécheurs, les foibles & les imparfaits avec les parfaits & les forts : en un mot, qu'elle comprend tous ceux qui sont baptisés, excepté ceux

qui se sont séparés d'elle, ou qui en ont été retranchés.

Sur l'Ecriture sainte.

Pour l'intelligence de la censure de N. S. P. le Pape au sujet des propositions profrites & condamnées dans le livre des Réflexions morales touchant la lecture de l'Ecriture sainte, on ne doit pas penser que le Saint Siege, depositaire & interprete des Ecritures, veuille interdire aux fidèles la lecture des Livres saints, qui ont été écrits pour nous instruire & pour nous consoler, & que le successeur de l'esprit & des maximes de Saint Gregoire & de plusieurs autres grands Papes, ait eu vue de détourner les chrétiens d'une lecture à laquelle les Predecesseurs les ont exhortés. C'est ce que nous croions devoir vous declarer d'abord pour dissiper les peines & les inquiétudes des nouveaux réunis au sujet de la Constitution.

En censurant donc les propositions sur l'Ecriture, le Pape condamne ceux qui prescriroient la lecture de l'Ecriture sainte, comme un moyen absolument nécessaire pour le salut : qui feroient de la sainte & utile pratique de lire les Livres saints les jours de Dimanches, un précepte de rigueur pour sanctifier ces saints jours : qui enseigneroient qu'il est permis d'expliquer l'Ecriture selon son propre esprit, & de la lire sans soumission à l'Eglise, & sans subordination aux Pasteurs, & qui voudroient ôter à l'Eglise le droit de mettre quelques exceptions à la regle generale de lire les Livres saints, dans des cas particuliers, & par rapport à la disposition de certains esprits.

Comme aussi vous devez être persuadés que le Pape n'a point voulu empêcher les simples fidèles de chanter les louanges de Dieu, mais seulement condamner ceux qui blâmeroient l'usage de faire le service divin dans une langue qui n'est point entendue des peuples.

(a) *Censura & declaratio Cleri Gallicani, Pro. p. 16. 17. 18. 19. 20. & 21.*

Sur la Penitence.

Ce seroit, nos très chers Freres, peu connoître l'amour & le zele de notre S. Pere pour la bonne discipline de l'Eglise, d'ôler insérer de sa censure, que dans le cas des péchés griefs, d'ignorance des choses nécessaires au salut, d'habitude, de rechûte & d'occasion prochaine par rapport à des péchés mortels, de défaut de contrition, de restitution, de réparation, de reconciliation, il n'est pas utile & même nécessaire de différer le bienfait de l'absolution, & d'éprouver le pécheur avant que de le reconcilier : la Sainteté aiant toujours fait paroître tant d'attachement pour les regles proposées dans les avis de S. Charles, & prescrites par le Rituel Romain. Vous savez avec combien de fruit & de benediction elles ont toujours été mises en pratique dans nôtre diocèse,

Ainsi vous devez croire que dans les propositions censurées touchant la penitence, la Sainteté condamne ceux qui prétendroient, que pour quelque péché que ce fût, une partie de la satisfaction devoit toujours preceder l'absolution, & que dans aucun cas, il ne pourroit être permis de reconcilier un pécheur sans délai.

Le Pape condamne pareillement ceux qui voudroient exclure de l'assistance au sacrifice les pécheurs, qui ne sont pas encore reconciliés. Ce sont là des erreurs qui doivent être proscrites.

Sur l'Excommunication.

Pour l'intelligence des propositions censurées concernant l'excommunication, il est nécessaire, que vous soyez instruits que le Pape condamne ceux qui enseigneroient que les Evêques n'ont pas reçu immédiatement de Jesus-Christ même le pouvoir des Clefs dont l'autorité d'excommunier fait partie, mais qu'ils la tiennent de la société des fidèles : qu'ils

ne s'en servent que comme délégués du corps de l'Eglise, & que le consentement du moins présumé des simples fidèles, est nécessaire pour la validité des censures.

Ce seroit faire injure au Pape de penser qu'il voudrait par sa censure inspirer aux fidèles, que la crainte d'une excommunication injuste doit faire trahir la vérité, & faire manquer à des devoirs certains, que l'on ne peut abandonner sans offenser Dieu ; & qu'il dépend de la mauvaise volonté des hommes de retrancher absolument les justes de l'Eglise, & de les mettre par là hors de la voie du salut.

Le Pape condamne donc seulement ceux qui abuseroient de ces vérités, pour faire mépriser les censures & les excommunications de l'Eglise, & pour porter les fidèles à n'y point déférer, sous prétexte de remplir des devoirs imaginaires, ou d'exécuter des fonctions dont on doit s'abstenir selon les regles du droit canonique, lorsqu'elles sont juridiquement interdites par les superieurs legitimes.

Sur les Persecutions.

Il suffit de lire ce que le Pape a mis à la fin de sa Constitution, pour voir que sa Sainteté condamne seulement ceux qui se serviroient des propositions qui s'y trouvent censurées, pour faire des applications odieuses aux questions du Janénisme, & qui voudroient faire regarder les premiers Pasteurs de l'Eglise & les Puissances temporelles qui nous gouvernent, comme des persecuteurs de la vérité & de la justice, comme on le peut induire des termes & du langage de certaines propositions du livre des Reflexions morales.

Enfin nous devons croire que la Sainteté condamne la proposition 101, en tant que l'on prétendrait en induire, que l'obligation imposée par les Constitutions Apostoliques de signer le Formulaire, est contraire à l'esprit de Dieu, & à la doctrine de Jesus-Christ.

Sur

Sur les Arrêts de Registres des Parlemens de Provence & de Dauphiné.

Comme nôtre Diocèse est situé dans les ressorts des Parlemens de Provence & de Dauphiné, & que nos Officiaux sont obligés dans l'un & l'autre ressort de se conformer dans leurs jugemens à la jurisprudence de leurs arrêts de Registres des Lettres patentes de sa Majesté & de la Constitution *Unigenitus*; il est nécessaire de vous en faire sçavoir les termes.

La Cour a arrêté & ordonné que lesdites Lettres patentes & la Constitution seroient enregistrées au Greffe d'icelle, sans approbation des decrets non r'us dans le Royaume, énoncés dans ladite Constitution, comme aussi sans préjudice aux libertés de l'Eglise Gallicane, droits & prééminences de la couronne, pouvoir & juridiction des Evêques du Royaume, & sans que la condamnation des propositions qui regardent la matiere de l'excommunication, puisse donner atteinte aux maxims & usages dudit Royaume, ni que sous prétexte de ladite condamnation, ni puisse jamais pretendre que lorsqu'il s'agit de la fidelité & de l'obéissance due au Roi de l'observation des loix de l'Etat & autres devoirs réels & véritables, la crainte d'une excommunication injuste, puisse empêcher les sujets du Roy de les accomplir. Fait en Parlement &c.

Tous les Parlemens du Royaume ont été uniformes dans cette prononciation sur les réserves & les restrictions qu'ils ont faites par leurs arrêts de Registre. Le Roi a jugé à propos & même nécessaire, que les Cours de Parlement en aient usé de même. Pourquoy contesterait-on cette liberté aux Evêques qui y sont plus particulièrement intéressés pour la conservation des droits essentiellement attachés à leur sacré caractère, & par l'obligation où ils sont, eux & leurs Officiaux, de se conformer dans leur jugement à la jurisprudence des tribunaux du Royaume?

Comme, nos très chers Freres, l'intention de N. S. P. le Pape & la nôtre sont de retrancher toute sorte de mélange d'erreurs d'avec les vérités saintes de notre religion,

& tous les sujets de division entre les fidèles qui sont troublés par les contestations auxquelles le livre des Reflexions peut donner occasion, nous desirons que vous nous aidiez en ce bon dessein par votre zele & par votre prudence; & qu'ainsi que vous avez sous nôtre autorité le gouvernement des âmes qui nous sont commises, vous agissiez aussi avec la même charité & la même discrétion, que nous nous efforçons de garder dans toute nôtre conduite.

Nous sommes persuadés qu'après la lecture de l'Instruction que nous venons de vous donner pour vous expliquer l'esprit de la Constitution *Unigenitus*, vous reviendrez de la fausse alarme que les ennemis de la religion ont tâché de répandre dans les esprits contre cette Bulle, laquelle loin de troubler la tranquillité parfaite dont nous avons la consolation de voir jouir par nos soins ce diocèse depuis long-tems, nous espérons qu'elle contribuera à l'y maintenir davantage. Pour cet effet, nos très chers Freres, vous devez éviter, comme vous avez toujours fait, ces deux partis également dangereux; l'un desquels, pour rendre odieuse cette Constitution, voudroit vous faire entendre qu'elle condamne la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas sur la prédestination gratuite & la grace efficace par elle-même: opposez à ceux-là les grands éloges que le S. Siege à donnés depuis tant de siècles à la doctrine de ces deux colonnes de l'Eglise, & dont le souverain Pontife qui le remplit si dignement aujourd'hui, a été un des plus zelés défenseurs.

Faites voir: à l'autre parti, qui voudroit s'en servir pour établir les principes d'une morale pernicieuse, que cette Constitution n'a point dérogé à la censure d'Alexandre VII. d'Innocent XI. ni à celle de l'Assemblée générale du Clergé de France de l'année 1700. contre les Casuistes relâchés, non plus qu'à la pratique pour la bonne administration du Sacrement de penitence; que les avis du grand S. Charles aux Confesseurs nous ont enseignée.

En vain voudriez-vous sçavoir, si l'auteur des Reflexions morales a emendé dans le

mauvais sens les 101. propositions condamnées & proscrites ; il suffit que vous sachiez que le chef de l'Eglise a prononcé sur la condamnation de son livre : il ne nous reste pas d'autre parti ; que celui d'une vraie obéissance de cœur , dans un esprit véritablement soumis à ses décisions.

Que si quelques Predicateurs s'oubloient si fort que de manquer au respect , à la soumission & à l'obéissance que doit pratiquer un vrai disciple de J. C. envers ceux qui tiennent la place dans son Eglise , & qu'il ôsât prêcher en vos paroisses la doctrine précisément condamnée par cette Constitution , que nous venons de vous expliquer , en faisant tomber cette condamnation sur les dogmes auxquels notre S. Pere n'a pas entendu toucher ; nous vous enjoignons de nous en avertir incontinent , afin que nous puissions aussi-tôt y apporter le remede nécessaire pour conserver d'une part le dépôt sacré de la foi des Peres , dont les souverains Pontifes & les Evêques sont les gardiens & les protecteurs , & pour maintenir de l'autre l'union divine de la charité fraternelle , selon le devoir des pasteurs évangéliques.

Agissez donc , Nos très chers freres , pour l'accomplissement d'un ouvrage si important , avec autant de zele & de prudence , que Dieu par notre bouche demande de vous. Empêchez que la simplicité des brebis soit surprise par les artifices de ceux qui voudroient abuser de leur ignorance & de leur credulité. Nourrissez-les de la parole toute pure de notre Sauveur & des celestes enseignemens de l'Eglise. Ne faites entendre parmi elles que la voix toute simple des Ecritures & des Peres , & cooperez de toutes vos forces avec la grace de Dieu pour les faire marcher dans la voie étroite de la vérité évangélique , qui seule est capable de les sanctifier & de les sauver. Cependant nous vous conjurons de tout notre cœur de prier notre Seigneur J. C. qui est la vérité éternelle , & qui dans l'Ecriture est appelé le Prince de la paix & le Dieu des vertus , qu'il lui plaise de vous donner la lumière & la docilité , sans lesquelles vous ne pouvez connoître cette vérité , ni trouver cette paix ,

& à nous la vigueur & la force qui doivent accompagner l'autorité épiscopale , & dont nous avons besoin pour satisfaire dignement à la grandeur des obligations , qui sont inseparables du ministère des successeurs des Apôtres.

A CES CAUSES , lecture faite de notre présente Instruction , qui explique l'esprit de la Constitution de N. S. P. le Pape du 8. Septembre 1713. dont copie est ici jointe. Vu les Lettres patentes de sa Majesté du 14. Fevrier dernier , les Arrêts de Registre des Parlemens de Provence & de Dauphiné : Après avoir fait les reflexions que l'importance de la matiere demandoit , & après en avoir aussi conféré avec de sçavans Théologiens : Tout considéré , nous vous ordonnons de faire la publication de ladite Constitution , de notre Instruction & présent Mandement à votre Prône le Dimanche , après que vous les aurez reçus de notre part pour être observés selon leur forme & teneur ; & prononçant par voie de Jugement , nous avons condamné & condamnons le livre intitulé. *Le nouveau Testament en François avec des Reflexions morales sur chaque verset* , imprimé à Paris en 1694. & les 101. propositions qui en ont été extraites avec les mêmes qualifications prononcées respectivement par le Pape , & ENTANT qu'elles contiennent & favorisent les erreurs qui sont expliquées dans l'Instruction de notre présent Mandement.

Défendons en conséquence à tous les fideles de l'un & de l'autre sexe de notre Diocèse , d'enseigner , d'écrire , ou de parler sur ladite Constitution , & les 101. propositions AUTREMENT qu'il est marqué dans notre Instruction , comme aussi de conseiller ou d'autoriser la lecture du dit livre , en quelque édition ou langue qu'on l'ait imprimé , ou de le garder.

Leur ordonnons d'en porter ou envoyer incessamment tous les exemplaires à notre Secretariat , le tout sous les peines de droit. Voulons qu'à la diligence de nos Promoteurs , ladite Constitution , les Lettres patentes du Roi , & les Arrêts de Registre des Parlemens de Provence & de Dauphiné , notre présent Mandement & Instruction

soient registrés dans le Greffe de nos Officiâtes, afin qu'on s'y conforme dans les Jugemens Ecclesiastiques; qu'il en soit fait lecture dans les conferences Ecclesiastiques, dans toutes les Communautés seculieres & regulieres de nôtre Diocèse, foi disant exemptes ou non exemptes: leur enjoignons de veiller à l'exécution du present Mandement, & de nous avertir des contraventions qui s'y feront, & qu'à leur diligence il soit affiché à la maniere ordinaire. Donné à Lurs dans nôtre Palais Episcopal le neuf Juillet 1714. Signé Louis Evêque de Sisteron.

MANDEMENT & Instruction Pastorale de M. l'Evêque de Metz pour la publication de la Constitution de N. S. P. le Pape du 8. Septembre 1713.

HENRY CHARLES DU CAMBOUT, Evêque de Metz, Prince du Saint Empire, Duc de Coislin, Pair de France, Baron des anciennes Baronnies de Pont-château & de la Rochebernard, Pair & President né des Etats de Bretagne, Premier Baron de Champagne, Comte de Crecy & autres lieux, l'ermier Aumônier du Roi, Commandeur de l'Ordre du Saint Esprit. Aux Fideles de nôtre Diocèse, Salut & Benediction en Nôtre Seigneur.

L'obligation que l'Ecriture impose aux Evêques, & le droit qu'elle leur attribue, de garder le dépôt de la Foi (a), exigeant de leur sollicitude Pastorale, qu'ils veillent non seulement à conserver dans le cœur des fideles les verités revelées, & à préserver leur esprit de la contagion des erreurs condamnées; mais encore à écarter de leur troupeau tout ce qui peut altérer l'intégrité du dogme Catholique, corrompre la pureté de la morale Chrétienne, ou affaiblir la force de la discipline Ecclesiastique. Depuis que par la miséricorde de Dieu nous avons été appelés à une portion de l'Episcopat, que le corps des Evêques possède en son entier indivisi-

blement (b). Nous avons donné nôtre principale attention à ces différens devoirs. Mais Nous nous sentons obligés d'animer de nouveau nôtre zele, au sujet de la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. du 8. Septembre 1713. contre un livre intitulé. *Le Nouveau Testament en François, avec des Reflexions Morales, &c.*

En effet, nous n'avons pu voir, sans une extrême douleur, l'abus que des esprits mal intentionnez ou prevenus ont fait de cette Constitution, depuis qu'on l'a repandue dans nôtre Diocèse. Les uns, ennemis secrets ou déclarés de la Religion, ont osé blasphemer contre le Chef de l'Eglise, & avancer temerairement qu'il avoit condamné des verités fondamentales de la Foi, & s'étoit déclaré en faveur des sentimens les plus relâchés. Les autres, sous les apparences d'un devotement sans bornes aux decisions du S. Pere, se sont donné la liberté d'interpreter à leur gré sa censure, dont ils se font fait comme un bouclier pour soutenir la nouveauté de leurs systèmes sur l'economie de la grace, & pour autoriser la corruption de leur Morale, qui a toujours pour eux un attrait invincible, nonobstant le decret universel où elle est tombée, & les foudres de l'Eglise dont elle a été si souvent & si solennellement frappée. D'autres enfin, allarmez au premier coup d'œil des propositions censurées, ont crû y trouver la verité mise à la place de l'erreur, & l'erreur élevée sur les ruines de la verité. A peine se font-ils rassurés à la vûe de l'accord de tous les premiers Pasteurs, à ne publier la Bulle qu'après avoir mis le sacré dépôt en seureté, par une ample exposition des mauvais sens dans lesquels seuls les propositions ont été censurées.

Pour remedier à tant d'abus; arrêter le progrès des preventions & des mauvaises intentions qui en sont la source; & entrer dans les vûes des Prelats du Clergé de France: Après avoir souvent imploré les lumieres de l'Esprit Saint, & recommandé cette

(a) O Timothee, depositum custodi, devirans profanas vocum novitates, & oppositiones falsi nominis scientiz. 1. Tim. 6. v. 20. Bonum depositum custodi per Spiritum Sanctum. 1. Tim. 1. v. 14.

(b) Episcopatus unus est, cujus à singulis in solidum pars tenetur. 5. Cyr. L. de unit. Ecclis.

affaire si importante aux prières des personnes de la plus éminente piété ; Nous avons jugé nécessaire de vous donner les instructions suivantes, qui doivent vous servir de guide pour entrer dans l'intelligence & l'esprit de la Constitution ; comme elles sont les garants de la pureté de notre Foi, dans l'acceptation que nous en voulons faire.

I. En censurant les propositions qui concernent la grace, la prédestination, & la faiblesse de l'homme depuis sa chute, notre saint Pere n'a condamné que les sens hérétiques de Luther ; de Calvin, & des cinq fameuses propositions de Jansenius, comme il est aisé de l'inférer du texte même de la Bulle ; & à Dieu ne plaise que vous puissiez jamais penser que ce Saint Pontife ait voulu proscrire le système de la grace efficace par elle même, & de la prédestination gratuite, que ses Prédecesseurs ont toujours approuvé dans les ouvrages de S. Augustin & de S. Thomas, qui ne cesseront jamais d'être regardés comme les Oracles des Théologiens Catholiques sur les matières de la grace. Concevons donc, M. T. C. F. une juste horreur de toute doctrine qui détruit la liberté de l'homme, & lui ôte le pouvoir de faire le mal, quand il vit sous l'impression de la grace, même la plus efficace (a) : on lui refuse la puissance de fuir le péché quand il est asservi sous le joug de la concupiscence dominante (b). Gardons-nous de diminuer la force de la grace de J. C. en voulant établir l'indifférence du libre arbitre ; & ne réduisons jamais le libre arbitre à une faiblesse privée d'une vraie indifférence d'action, sous prétexte de vouloir défendre la force de la grace medicinale du Sauveur. En

(a) Qui potuit transgredi & non est transgressus, facere mala & non fecit. *Ecc. 31. v. 14.* Si tibi proponam questionem, quomodo Deus Patet attrahat ad filium homines, quos in libero dimisit arbitrio, fortassis eam diffinitio soluturus es. Quomodo enim attrahit, si dimittit ut quis quod voluerit eligat ? Et tamen utrumque verum est. *S. Aug. l. 1. contra litt. Petri. c. 84. n. 186.* Idem docet S. Aug. l. integro de gratia & libero arbitrio.

(b) Quis enim peccat in eo quod cavere non potest ? Peccatur autem : cavere igitur poterit. *S. Aug. lib. 3. de lib. arb. cap. 18. n. 50.*

soutenant, avec l'Ecriture & les Peres, une grace à laquelle on peut toujours résister, mais à laquelle on ne résiste jamais (c) ; parce qu'elle ne donne pas seulement le pouvoir & la volonté d'agir, mais encore l'action (d) ; reconnaissons un autre ordre de grâces intérieures, que les Ecoles Catholiques appellent suffisantes, auxquelles on résiste, quoiqu'elles donnent à la volonté un véritable pouvoir de faire le bien & de fuir le mal (e). Distinguons bien la liberté du volontaire, & disons que pour mériter & demeurer, il faut être exempt de la nécessité, & que l'exemption de la contrainte ne suffit ni pour l'un ni pour l'autre (f). Admirez avec respect les desseins impenetrables de Dieu dans la volonté spéciale qu'il a pour le salut des Elus (g) : mais tenons pour une vérité révélée, que Dieu veut sincèrement le salut de tous les hommes, & que c'est une impiété de dire que J. C. soit mort pour le salut des prédestinés seulement (h). Enfin écoutons

(c) Omnis qui audit à Patre & didicit, venit ad me. *Joan. 6. 45.* Hæc itaque gratia, quæ occidit humanis cordibus Divina largitate tributor, à nullo duro corde resistitur, adeo quippe tribuitur, ut cordis duritia primitus auferatur. *S. Aug. l. de Præd. sancti, c. 8. n. 53.*

(d) Deus est enim qui operatur in vobis & velle & perficere, pro bona voluntate. *Philip. 2. 3. 13.*

(e) Vos semper Spiritui Sancto resistitis. *Act. 7. v. 51.* Non tibi deputatur ad culpam quod invitus ignoras, sed quod negligis querere quod ignoras, neque illud quod vulnere membra non colligis, sed quod volentem sanare contemnis. *S. Aug. l. 3. de lib. arb. c. 19. n. 51.*

(f) Liberi arbitrii nos condidit Deus, nec ad vitium, nec ad vitia necessitate trahimur ; alioquin ubi necessitas, ubi corona est. *S. Hieron. l. 1. contra Jovin.*

(g) Venite benedicti Patris mei, possidere patrum vobis regnum à constitutione mundi. *Matth. 25. v. 34.* Nolite timere populus gentium, quia complacenti Patri vestro dare vobis regnum. *Luc. 21. v. 31.* Hæc est autem voluntas ejus qui misit me, Patris, ut omne quod dedit mihi, non perdam ex eo. *Joan. 6. v. 39.*

(h) Omnes homines vult salvos fieri, & ad agnitionem veritatis venire. Unus enim Deus, unus & Mediator Dei & hominum, homo Christus Jesus, qui dedit redemptionem semetipsum pro omnibus. *1. Tim. 4. v. 4. 5. c. 6. si unus*

avec soumission la voix de toute l'Eglise, qui appuyée de l'Ecriture & de la Tradition, s'est unie à son Chef, pour établir le dogme Catholique & terrasser l'hérésie, sur ces grandes questions (*). La simplicité de la Foi captive l'entendement de tous les vrais Chrétiens à cette autorité infaillible, & regarde l'accord de la grâce & de la prédestination avec la liberté, comme un mystère qu'elle adore humblement dans la profondeur des trésors de la sagesse & de la science de Dieu, sans se permettre jamais la témérité de sonder les jugemens du Seigneur, qui sont incompréhensibles, ni de pénétrer ses voyes, qui sont au dessus de toutes les recherches de l'esprit humain (a).

II. Dans les propositions qui regardent la crainte des peines dues au péché, le S. Pere n'a condamné que le sens des derniers hérétiques, qui envisagent cette crainte, non seulement comme inutile & incapable de rien influer dans l'œuvre de notre salut; mais encore comme une mauvaise disposition, qui rend l'homme plus hypocrite & plus coupable, quand même elle est accompagnée du desir de fuir le péché, & de l'espérance d'en obtenir le pardon (*). Erreur également opposée à la parole de Dieu & à la doctrine des Peres, qui nous apprennent que Dieu commence la conversion du pecheur, en lui inspirant les mouvemens d'une crainte salutaire (b). Mais l'intention de Sa Sainteté n'a nullement été de nous

faire trouver dans la crainte déstituée de l'amour de Dieu, une préparation qui suffise au pecheur, pour être justifié dans le Sacrement de pénitence (c), ni de nous empêcher de trouver tout le vice de l'affection au péché, dans l'aine servile, qui ne s'abstient de le commettre, que par le motif d'une crainte, laquelle ne renferme aucun amour de la souveraine justice, & n'exclut pas une secrète enyie de satisfaire les passions, si la vue des peines n'en arrêtoit la violence.. (d).

irez? Facite ergo fructum dignum penitentia: jam enim secutis ad radicem arborum posita est. Omnis ergo arbor, quæ non facit fructum bonum, excidetur & in ignem mittetur. *Matth. 3. v. 7. & 8 & Luc. 3. v. 7. & 8.*

Nisi contritionem habueritis, omnes similiter peribitis. *Luc. 13. v. 3.*
Pietas timore inchoatur, charitate perficitur. *S. Aug. l. de vera Relig. c. 17. n. 33.*
Time vel panam, ut pervenias ad amandam justitiam. *S. Aug. Tract. 9 in Epist. Joan. n. 10.*

Opus est ergo ut inter timor primò, per quem veniat charitas. Timor medietatem, charitas sanitas. *S. Aug. Tract. 9 in Epist. Joan. n. 4.*
(c) Convertimini ad me, ait Dominus exercituum, & convertar ad vos. *Zachar. 1. v. 3.*

Si quis non diligit Dominum nostrum Jesum Christum, sit anathema. *1. Cor. 16. v. 22.*

Cum peccaveritis, ingemiscite, non quod penas daturus sit, nihil enim hoc est, sed quod Dominum Deum, quem offenderis, tam benignum, tam te amantem, tam denique saluti tue appeasum, ut Filium quoque suum tuâ causâ readiderit. *S. Chrys. Hom. 4. in 2. Epist. ad Cor. sub fin.*
Pœnitentiam certam non facit, nisi odium peccati & amor Dei. *Antiq. author, serm. dim 7. de tempore apud S. Aug. Sancta electorum Ecclesia simplicitatis suæ & rectitudinis vias timore inchoat, sed charitate consummat. Cui tunc est funditus à malo recedere, cum ex amore Dei cœperit jam nolle peccare. Cum, verè adhuc timore bona agit, à malo penitus non recedit.*

S. Greg. M. l. 1. Moral. in Job. c. 26. n. 17.
Vid. Censuram Cleti Galliepi an. 1700. latam; art. 19. in censura Prop. 80. & 81.
(d) Qui sub lege sunt & timore pœnæ justitiam suam facere conantur, & ideo non faciunt Dei justitiam; quia charitas eam facit, qua non libet nisi quod licet: non timor, qui cogit in opere habere quod licet, cum aliud habeat in voluntate, qua mallet, si fieri posset, licere quod non licet. *S. Aug. l. de spir. & lit. c. 32. n. 56.*

Et ipso peccat, quo peccare vellet, si iniret permissum. *S. Greg. Moral. l. 1. c. 24. n. 37.*

pro omnibus mortuus est, ergo omnes mortui sunt: & pro omnibus mortuus est Christus. *2. Cor. 5. v. 14. & 15.* Vult autem Deus omnes homines salvos fieri, & ad agnitionem veritatis venire; non sic tamen ut eis adimat liberum arbitrium, quo vel bonè vel malè utentes, justissime judicentur. Quod enim sit, infideles quidem contra voluntatem Dei faciunt cum ejus Evangelio non credant; nec ideo tamen eam vincunt, verum se ipsos fraudant magno & summo bono, malisque penalibus implicant, experturi supplicia potentiam ejus, cujus in donis misericordiarum contempeverunt. *S. Aug. l. de spir. & lit. c. 3. n. 38.*

(a) O altitudo divitiarum sapientiæ & scientiæ Dei! Quam incomprehensibilia sunt judicia ejus, & investigabiles viæ ejus! *Rom. 11. v. 33.*

(b) Quis demonstravit vobis fugere à ventura

permissum. *S. Greg. Moral. l. 1. c. 24. n. 37.*

III. Nous avons enseigné dans un de nos Mandemens, que l'Ecriture sainte est l'héritage des fideles, qui sont tous regus a la lire, sans distinction d'âge, de sexe, ni de condition; pourvu qu'il apportent un cœur droit & un esprit docile à la voix des Pasteurs legitimes. Nous n'avons qu'à insister sur ce principe, pour vous mettre devant les yeux le vrai sens dans lequel les propositions qui regardent la lecture de l'Ecriture Sainte, ont été condamnées. L'Ecriture est le Testament du Pere celeste, qui ne peut être fermé à ces enfans. C'est l'instrument authentique de l'alliance de Dieu avec les hommes: tous ceux qui ont part à cette alliance, on droit de s'instruire de ce qu'elle contient, & ils ne peuvent le faire plus naturellement, qu'en lisant, en meditant, ce Livre Divin. Le S. Esprit dans l'Ecriture même en recommande & en loue la lecture (a); & les Peres exhortent sans cesse les fideles à se la rendre familiere (b). Le Pape n'a donc voulu condamner que certains senti-

mens outrés touchant cette sainte pratique, sentimens directement opposés à des regles très sages, que les principes de la Religion ont prescrites, ou que l'experience a confirmées.

La premiere de ces regles est, *Que la lecture de l'Ecriture sainte, quoiqu'elle soit très utile & même nécessaire, à parler en general, n'est pourtant pas d'une nécessité si indispensable aux fideles les plus simples & les plus foibles; que sans elle ils ne puissent faire leur salut, quand ils sont attentifs à remplir les devoirs du Christianisme, & assidus à apprendre la doctrine Chrétienne, dans les Instructions des Pasteurs & des Predicateurs Catholiques.* Combattre cette regle, c'est reduire une infinité de bons Chrétiens à une espece d'impossibilité de se sauver.

La seconde, *Que les Confesseurs & les autres Directeurs de consciences peuvent & doivent même détourner de la lecture des Livres Saints, les personnes qui par le mauvais caractère de leur esprit changent cette celeste nourriture en un poison, qui les met en danger de faire naufrage dans la Foi.* Quoi de plus conforme à l'esprit de l'Evangile & à la conduite de l'Eglise? Tous les fidelles ne sont pas plus appelés à la lecture de l'Ecriture, qu'à la participation de la divine Eucharistie. Ainzi, comme la parole de Dieu & les Loix Ecclesiastiques éloignent de la Sainte Table, tous ceux qui n'ont point des dispositions assés saintes pour y participer dignement, & qui dans l'état où ils sont, n'y feroient que boire & manger leur condamnation (c): comment oseroit on nier que ce ne soit une precaution sage & même nécessaire de suspendre l'usage de la lecture des Livres saints, à ceux qui par la mauvaise situation de leur ame ne sauroient la lire sans se perdre? Tels sont ceux dont parle S. Pierre dans sa II. Epître (d). Mais en exerçant sur eux cette rigueur charitable,

(c) Qui enim manducat & bibit indignè, iudicium sibi manducat & bibit. 1. Cor. 11. v. 29.

(d) In quibus (Pauli Epistolis) sunt quædam difficulta intellectus, quæ indocti & instabiles depravant, sicut & cætera Scripturas, ad suam ipsorum perditionem. 2. Pet. 3. v. 16.

Mandement du
c. Jan
17-0.

Propo.
70. 80.
81. 82.
83. 84.
85.

(a) Non recedat volumen legis hujus ab ore tuo, sed meditaberis in eo diebus ac noctibus Jof. 1. v. 8.

Scrutamini Scripturas. Joan. 5. v. 39.

Qui (Beroenſes) ſuſceperunt verbum cum omni aviditate, quotidie ſcrutantes Scripturas, ſi hæc ita ſe haberent. Act. 17. 11.

Ab infantia ſacras litteras noſtri. 2. Tim. 3. v. 15
(b) Diligenter inſpicite Scripturas, Spiritus Sancti vera oracula. S. Clem. Rom. Epist. 1. ad Corinth. n. 45.

Oportet tamen, ut, vel his auditis, operam detis non ſolum in Eccleſia audire verba Dei; ſed & in domibus veſtris exerceri & meditari in lege Domini die ac nocte. Orig. Homil. 9. in Levit.

Obſecro ut ſubinde huc veniat, & divinæ ſcripturæ lectionem diligenter auſcultetis: non ſolum cum huc veneritis, ſed & domi divinos libros in manus ſumite, & utilitatem in illis poſitam magno ſtudio ſuſcipite. S. Chryſ. Homil. 23. in Genef.

Pro gemmis & ſericis divinos eodices amemus... diſcat primò Pſalterium... ad Evangelia tranſeat, nunquam ea poſitura de manibus, &c. S. Hier. Epist. 7. ad Lazarum de inſtituenda Paula. Illem docet locis innumeris.

Hortor, ut vſato, ut litterarum vetè (ſanctarum) ſtudio te eorum non ſpigeat impendere. S. Aug. Epist. 131. ad Voluſ.

Vid. Greg. M. l. 4. Epist. 40. Cunft. Apoſt. l. 4. c. 11. &c.

il faut travailler à les faire sortir du mauvais état où ils se trouvent, afin qu'ils puissent être rétablis dans la possession des Livres saints.

La troisième, *Qu'entre les Livres de l'Ecriture, il y en a qui dans tous leur entier ou dans quelques-uns de leurs parties, doivent être soustraits à certaines ames peu fermes dans les maximes de la Religion.* Ceux qui savent quelles impressions est capable de faire sur la jeunesse & sur les personnes mondaines, la lecture du Cantique des Cantiques, de quelques recits du Pentateuque & d'un petit nombre d'autres endroits de la S. Bible, conviendront aisément de la sagesse de cette règle, qui a été dictée par les Peres les plus zelés pour la lecture des Livres saint. (a)

La quatrième enfin, *Que dans certains tems, dans certains lieux, dans certaines circonstances d'obscurcissement, d'illusion, de séduction des faux Docteurs, & de soulèvement des peuples; joignons y l'ignorance & le dereglement du Clergé, dont l'Eglise n'a que trop gemi dans certains siècles; cette sage Mere peut ordonner, pour un tems, qu'aucun laïque ne lise l'Ecriture qu'avec une permission expresse des Superieurs Ecclesiastiques.* Si cette règle eût été observée dans les malheureuses conjonctures de la revolte de Luther & de Calvin, leurs heresies n'auroient pas fait les funestes progrès qui ont perdu tant de peuples.

IV. Comme l'union du peuple au sacerdoce est un des caracteres de la vraie Egli-

se (b); ce lien sacré doit joindre ensemble ces deux parties du corps mystique de Jesus-Christ, autant par la communion des prières que par l'uniformité de la Foi; puisque suivant un grand principe proposé au Clergé de France par un des plus respectables & des plus anciens Papes, la règle de la Foi est établie par la règle de la prière: *Ut legem credendi lex statuat supplicandi.* Aussi l'usage universel des Eglises, tant de l'Orient que de l'Occident, a toujours permis, & même ordonné aux peuples de joindre sa voix à celle du Clergé dans la celebration la plus solennelle du service Divin (c). Nous ne pourrions donc, sans une injustice très-criminelle, penser que le Saint Pere ait voulu condamner ou abolir une pratique si ancienne, si sainte, si édifiante, en censurant la 86. Proposition: Nous devons au contraire être pleinement persuadés que cette Proposition, dans le livre d'où on l'a extraite, étant appliquée à un passage de S. Paul, dont les Protestans ont abusé pour condamner l'usage de l'Eglise Latine, de faire le service public en Latin, Sa Sainteté n'a censuré la proposition qu'en ce sens: Qu'elle semble regarder comme nécessaire, ou plus convenable, la celebration de l'Office Divin & de la Sainte Liturgie, en Langue vulgaire.

(b) *Ecclesia plebs sacerdoti adunata.* S. Cyr. *epist. 64 post. edit.*

(c) *Alius Davidis hymnos psallar, & populus extrema versuum succinar.* *Author. Confess. Apost. l. 2. c. 57.*

Religiosus io sede præcepi ut Diaconus Psalmum legeret, populi responderent. *Quoniam in æternam misericordia ejus.* S. Athan. *Apol. pro fuga sua.*

Postea sacerdos clamar: sursum corda; & responderis: Habemus ad Dominum. S. Cyr. *Hieros. Catech. Mystag. 5.*

Vid. S. Cæsar. *hom. 16. Anath. Sinai. sermone de sinaxi &c.*

Is qui psallit, solus psallit, etiam si omnes respondendo resonent, tamquam ex uno ore vox profertur. S. Chrys. *hom. 35. in epist. 1. ad Cor.*

Kyrie elisoo aures nos neque diximus, neque dicimus, sicut à Græcis dicitur: quia in Græcis simul omnes dicunt; apud nos autem à Clericis dicitur, à populo responderetur, & totidem vicibus Christus elisoo dicitur. S. Greg. *M. l. 9. epist. 11. uvv. edit.*

(a) *Moneo & consilium do omni qui nondum carnis & sanguinis molestiis caret, neque ab effectu naturæ materialis abscedit, ut à seditione libelli hujus (Cantici Canticorum) eorumque quæ in eo dicuntur, penitus temperet; & tunc enim apud Hebræos etiam observari, quod ois quis ad ætatem perfectam maturamque pervenerit, libellum hunc nequidem in manibus habere permittatur.* *Orig. prol. in Cant. Cant.* Nisi qui apud eos (Hebræos) ætatem sacerdotalis ministerii, id est tricesimum annum impleverit, nec principia Geneseos, nec Canticum Canticorum, nec hujus voluminis (Ezechielis) exordium & finem legere permittitur. S. Hier. *prologo in Ezechielem ad Euseb.* Idem tradunt *Orig. prol. tis & S. Gieg. Naz. Orat. 1.*

Capit.
Cæsar.
1 post.
Epist. ad
Epic.
Gall.
Cap. 17.
Tom. 2.
Concil.

Prop. 16.
2 Cor. 6.
14. v. 11.

V. La puissance de lier que Jesus-Christ a donnée aux Apôtres, & en leur personne, aux Evêques & aux Prêtres, aussi bien que celle de delier (a) : les Canons de l'ancienne Eglise, dont l'esprit subsistera toujours (b) : les sentimens des Peres sur l'administration de la Penitence (c) : ce qui s'est passé aux Assemblées du Clergé de France aux années 1655. 1656. 1657. & 1700 (d) : les statuts Synodaux de presque tous les Diocèses, & la pratique de tous les Confesseurs, qui se rendent attentifs à s'éloigner du relâchement de quelques nouveaux Casuistes, ne permettent pas de soupçonner que le S. Pere, dans la censure des Propositions qui concernent le Sacrement de Penitence, ait voulu donner la moindre atteinte à la conduite des Ministres de ce Sacrement, qui diffèrent l'absolution aux Penitens, engagés dans l'habitude ou dans l'occasion prochaine du péché mortel ; à ceux qui, negligent de ressembler, ou de se reconcilier ; à ceux qui font dans une ignorance criminelle des vérités de la Foi ou de leurs devoirs ; à tous ceux enfin qui sont si exactement marqués dans les Instructions de S. Charles aux Confesseurs de son Diocèse, aussi bien que dans le Rituel que nous venons de vous donner. Cette conduite si autorisée dans l'Eglise, est non seulement pleine de sagesse de lumiere & de charité ; mais encore absolument indispensable, dans le cours ordinaire du ministère, pour procurer la conversion du pecheur, & préserver le Sacrement d'une profanation manifeste. Le Pape

n'a donc prétendu, en censurant ces propositions, que reprimer la dureté immodérée de ces Confesseurs, qui pour les plus legeres fautes rebuten les Penitens, par un delai également imprudent & injuste, ou qui usent de la severité de ce remede envers des personnes coupables à la verité de péchés mortels d'habitude, ou compris en quelque maniere que ce soit dans quelqu'un des cas ci-dessus énoncés ; mais qui étant en danger de mort, doivent être reconciliés sans différer, dès qu'ils donnent des marques d'un sincere repentir, ou d'un desir efficace de changer de vie (e). Sa Sainteté a encore voulu par cette censure condamner l'erreur de ceux qui osent avancer ; que le Penitent ayant d'ailleurs toutes les dispositions necessaires ; on ne peut lui donner qu'une absolution nulle & sans effet, s'il n'a préalablement fait une penitence satisfactoire (f). Trois excès inexcusables ; mais qui n'ont rien de commun avec l'usage salutaire du delai de l'absolution dans les cas que nous avons cy-dessus exposé.

VI. Comme il n'y a aucune Puissance sur la terre, qui puisse degager l'homme des obligations que le droit naturel ou la loi de Dieu lui imposent, une excommunication ne sauroit nous autoriser à y manquer (g),

par

(e) *Strueramus...* ut qui in persecutionis infestatione supplicanti ab adversario & laici fuissent, & sacrificiis se illicitis maculassent, agerent diu poenitentiam plenam ; & si periculum infirmitatis urgeret, poenem sub ictu mortis acciperent. *1. Cyp. 17. nov. edit. Vol. ejusd. epist. 51.*

Sane si quis in ageritudinem incidit, atque usque ad desperationem devenit, ei est ante tempus Paschæ relaxandum, ne de theatro adque communionem discedat. *§. Innoc. 1. epist. 1. ad Decret. Eugenb.*

(f) *Vid. Synod. Compl. contra Petrum Oxoniensem.*

(g) *Illud sanè non temerè dixerim, quod si quicumque fidelium fuerit agathematizatus iniquitè, ei potius oberit qui facies, quam ei, qui hanc patietur injuriam ; Spiritus enim Sanctus habitans in Sanctis, per quem quique ligatur, aut solgatur, immeritum nulli peccatum ingerit ; per eum quippe diffunditur charitas in cordibus nostris, quæ non agit peccatum ; August. in fragm. epist. ad Clistian super 150. & 161. nov. edit. & relat. can. Illud planè 11. q. 3.*

(a) *Quæcumque alligaveritis super terram erunt ligata & in cælo ; & quæcumque solveritis super terram, erunt soluta & in cælo. Matth. 18. v. 18.*

Quorum remiseritis peccata, remittuntur eis ; quorum retinueritis, retenta sunt. Joann. 1. v. 23.

(b) *Concil. Nicen. 1. can. 11. & 13. Ancy. can. 4. §. 6. 8. 9. 10. 16. & Neocæs. can. 1. Laodic. can. 2. &c.*

(c) *S. Cyp. serm. de lapsis, & epist. 59. post. edit. & S. Greg. Thaum. epist. canon. S. Basil. epist. can. ad Amphileth. S. Amb. l. 1. de Penitentia, c. 9. Innoc. 1. epist. 1. ad Decret. Eugenb. S. Aug. Enchir. c. 65. n. 17 & alii passim.*

(d) *V. Procès verbaux des Assemblées générales du Clergé de France.*

par exemple, à trahir la vérité, à violer le serment de fidélité qui nous lie au Souverain, sous les Loix duquel la Providence nous fait vivre. Ces vérités sont si sensibles, & si évidemment renfermées dans les principes de l'Evangile, qu'on ne peut penser, sans une temerité très criminelle, que Sa Sainteté ait voulu les flétrir, en censurant les deux principales propositions qui regardent l'excommunication. Son intention n'a donc été que de condamner l'insolence de ceux qui en abusent en faveur du Jansénisme, & qui fourissent avec une hardiesse aussi impie que temeraire, que l'excommunication portée par l'Eglise contre les défenseurs de cette hérésie, est une excommunication injuste, & que ceux qui attaquent ou abjurent leur doctrine, trahissent la vérité. C'est là fausseté & le scandale de ces sortes d'applications des principes les plus incontestables aux erreurs les plus dangereuses, que nous devons condamner avec le Saint Pere, sans néanmoins nous départir jamais des principes mêmes, puisqu'ils ont été enseignés par Innocent III. l'un de ses plus illustres Predecesseurs (a).

prop. 10.
& 3.

VII. Il ne faut pas croire non plus que Sa Sainteté, en condamnant les deux autres propositions qui regardent la même matière de l'excommunication, ait voulu censurer la Doctrine de Saint Augustin, qui enseigne dans un de ses plus beaux ouvrages, que c'est l'Eglise qui excommunie & qui reconcilie : d'où il conclut que S. Pierre représentoit le corps de l'Eglise, lorsque Jésus-Christ lui dit, *Je vous donnerai les clefs du Royaume des Cieux; tout ce que vous lierez sur la terre, sera aussi lié dans le Ciel; & tout ce que vous délierez sur la terre, sera délié aussi dans le Ciel.* (b). Et en un autre

Matth.
18. v. 1.

(a) Cap. Inquisitioni, extra de sent. excommun. & cap. Litteras, de rebus, spoliatis.

(b) Nam si in Petro non esset Ecclesie Sacramentum, non ei diceret Dominus: Tibi dabo claves regni caelorum: quaecumque solveris in terra, soluta erunt & in caelo: & quaecumque ligaveris in terra, ligata erunt & in caelo. Si hoc Petro tantum dictum est, non facit hoc Ecclesia. Si autem & in Ecclesia sit, ut quae in terra ligantur, in caelo ligentur; & quae solvantur in terra, solvantur in caelo: quia cum excommunicat Ecclesia,

ce saint Docteur, après avoir remontré sa douleur au sujet d'une excommunication, qui paroît injuste & dictée par la passion, il remet devant les yeux à celui qui l'avoit portée, le danger des tentations qui exposent l'infirmité humaine aux pièges de la surpense; & il l'exhorte de révoquer un jugement Ecclesiastique, rendu peut-être dans le trouble de la colère (c). Le Pape n'a donc eu intention, en censurant les deux fausses propositions, que de condamner l'abus qui en est fait, 1. par ceux qui prétendent que les Prelats, lorsqu'ils lancent la foudre de l'excommunication, ont besoin du consentement de leurs Diocésains, ou au moins d'examiner, de pressentir s'ils approuvent leur conduite: au lieu que saint Augustin n'a voulu enseigner autre chose, sinon que l'Eveque qui excommunie, agit au nom & de l'autorité de tout le corps de l'Eglise, qui étoit figurée par S. Pierre le Chef de tous les Pasteurs de l'Eglise: 2. par ceux, qui se donnent la liberté d'avancer temerairement qu'un Eveque agit par passion toutes les fois qu'il prononce quelque excommunication contre eux ou leurs fauteurs; au lieu que saint Augustin montre par son exemple avec quelle discrétion il faut suspendre son jugement dans ces occasions, où l'amour propre & l'entêtement sont capables de faire tomber les préjugés les plus teméraires.

Thaët.
10. 18
Joan.

VIII. Les saints Peres, fondés sur l'Ecriture, comparent l'Eglise à l'Arche de Noë, qui contenoit des animaux mondes & immondes; à un champ où l'yraie croit avec le froment; à une aire où se trouvent

in caelo ligatur excommunicatus: cum reconciliatur ab Ecclesia, in caelo solvitur reconciliatus. Si hoc ergo in Ecclesia sit, Petrus quando claves accepit, Ecclesiam sanctam significavit. S. Aug. 17. 18. 30. in Joann. n. 12. relatus. Quodcumque 24. q. 1.

(c) Nec arbitreris ideo nobis non posse subterpere injustam commotionem, quia Episcopi sumus. Sed potius cogitemus inter laqueos tentationum nos periculosissimè vivere, quia homines sumus. Aufer itaque gesta Ecclesiastica quae perturbatio fortasse fecisti, & redeat inter vos charitas &c. S. Aug. Epist. nov. edit. 250. n. 3.

également le grain & la paille ; à un filet où sont renfermés de bons & de mauvais poissons ; & à la troupe des dix vierges dont cinq étoient folles & cinq sages (a). D'où ces saints Docteurs infèrent , que les pecheurs & les reprouvez sont dans l'Eglise mêlez avec les élus ; mais en même tems ils établissent une grande difference dans la maniere dont les uns & les autres sont dans l'Eglise. *Les uns*, dit saint Augustin, *sont dans la maison de Dieu, en sorte qu'ils sont eux mêmes cette maison de Dieu, qui est bâtie sur la pierre, qui est appelée l'unique colombe. . . . Les autres sont dans la maison de maniere qu'ils n'appartiennent pas à l'assemblage des parties solides de la maison &c (b). Ils sont*, dit-il ailleurs, *dans le corps mystique de Jesus-Christ, comme les mauvaises humeurs sont dans le corps humain (c). Ils font profession de connoître Dieu, mais interieurement ce sont des Ansechists, &c (d). On ne peut donc nier sans blesser la Foi, que le corps de l'Eglise visible ne soit composé de Justes & de Pecheurs, d'Elus & de Reprouvez ; mais on ne peut non plus nier qu'il n'y ait dans l'Eglise un corps invisible, qui n'est composé que de Justes. A l'égard de ceux des Elus qui sont retranchés de l'Eglise par l'heresie ou par le schisme, ou qui ne sont pas encore unis à son corps visible par le Baptême, on ne peut avancer qu'ils soient actuellement membres de l'Eglise, sans contredire tout ce que l'Ecriture & la Tradition nous en-*

seigne, touchant la nature & les qualitez essentielles de cette Epouse de Jesus-Christ. C'est sur ces principes, & nullement dans la vûe de leur donner atteinte, que nôtre saint Pere le Pape a censuré les propositions qui regardent l'Eglise.

« IX. Saint Paul dans la plupart des ses Epîtres, & tous les Peres qui ont expliqué la celeste doctrine, mettent une grande difference entre l'ancienne & la nouvelle Alliance. (e) L'ancienne figurée par Agar, faisoit des esclaves ; la nouvelle représentée par Sara, produit des enfans libres de cette liberté que Jesus-Christ nous a acquise. La premiere proposoit la lettre qui tue : la seconde donne l'esprit qui vivifie ; l'une communiquoit la connoissance de la loi, l'autre contient la grace d'en accomplir les preceptes. De ces verités aussi certaines que profondes, gardons-nous bien d'inférer, que tous ceux qui ont vécu dans l'ancienne alliance, n'ont été que des esclaves & des prevaricateurs ; & que la justice, la grace de l'esprit vivifiant, la liberté des enfans de Dieu, ne se sont trouvées dans le mon-

(e) Abraham duos filios habuit, unum de ancilla & unum de liberâ : sed qui de ancilla, secundum carnem natus est ; qui autem de liberâ, per repromissionem, quæ sunt per allegoriam dicta. Hæc enim sunt duo Testamenta : unum quidem in monte Sina in servitorem generans, quæ est Agar.... Nos autem, fratres, secundum sære promissionis filii sumus.... non sumus ancillæ filii, sed liberæ, quæ liberare Christus nos liberavit. Gal. 4 v. 21. 22. 23. 28 & 31. Idoneos nos fecit ministros novi Testamenti, non literæ sed spiritus : littera enim occidit, spiritus autem vivificat : quod si ministratio mortis litteris deformata in lapidibus fuit in gloriâ... quomodo non magis ministratio spiritus erit in gloriâ. Nam si ministratio damnationis gloria est, multo magis abundat ministerium justitiæ in gloriâ. 2 Cor. 3. v. 6. 7. 8. & 9. Lex per Moysen data est, gratia & veritas per Jesum Christum facta est. Joan. 1. v. 17. Dixerit forsæ aliquis. An non lex quoque spiritualis erat : quomodo ergo ait, Scimus quod lex spiritualis est ? Spiritualis quidem erat, sed tamen spiritum minime præbebat. Non enim Moyses spiritum, sed litteras attulit. At contra hoc nostræ fidei commissum est, ut spiritum demus. S. Chrys. hom. 6 in epist. ad Cor. Vid. ejusd. pref. in epist. ad Heb. & Comment. in 1. 4. epist. ad Gal. S. Aug. 1. 12. contra Faust. 3. & alios passim.

(a) S. Cyp. Epist. 54. post. Edit. S. Hier. Dial. contra Lucif. S. Augustin, l. 3. contra litteras Petri, c. 1. & 3. n. 3. & 4. lib. ad Donat. post. Cellar. n. 6. Tract. 1. 2. in Joannem. S. Fulg. l. de fide ad Petrum c. 40. S. Greg. M. hom. 12. in Evang. & alii passim.

(b) Puto me non temetè dicere alios ira esse in domo Dei, ut ipsi etiam sint eadem domus Dei, quæ dicitur ædificati super petram, quæ unica columba appellatur, quæ sponsa pulchra sine maculâ & rugâ... alios autem ira dici esse in domo, ut non pertineant ad compagem domus, &c. S. Aug. l. 7. de Bapt. contra Donat. c. 51. n. 99.

(c) Sic sunt in corpore Christi, quomodo humores mali. S. Aug. tract. 3. in Epist. Joan. n. 4.

(d) Constituentur enim se nosse Deum, factis autem negant. Invenimus & ipsos Antichristos. Quisquis factis negat Christum, Antichristus est. Ibid. n. 8.

de que depuis que Jesus-Christ a scellé de son sang une alliance plus excellente. Ce seroit combattre le temoignage de l'Ecriture & des Peres. (a). C'est que nous devons donc conclure de la diversité de ces deux alliances, & de la préminence de la nouvelle; c'est que l'ancienne étoit par elle-même & par la nature de ses promesses, sterile, foible & incapable de conduire à la perfection & au salut (b) : & que tous ceux qui ont été sanctifiés, qui ont été sauvés pendant sa durée, ne l'ont été que par la vertu anticipée de la nouvelle, par la grâce de Jesus-Christ, & par la Foi en ce divin Rédempteur (c). C'est dans le sens opposé à ces principes, que les propositions concernant les deux alliances, ont été condamnées.

X. L'Apôtre S. Paul nous enseigne cette grande vérité : Que quand nôtre Foy seroit aisée pleine pour nous inspirer une confiance capable de transporter les montagnes, nous ne serions rien, si nous n'avions la charité (d). D'où les saints Peres concluent : 1. que la Foi peut subsister dans nôtre ame, sans la charité (e). 2. Que sans la charité la foi

ne nous sert de rien pour le salut, non plus que l'aumône & le martyre même (f). *Adde charitatem, presunt omnia : detrahite charitatem, nihil profunt cetera.* Mais en enseignant ces deux vérités opposées à deux anciennes heresies, renouvelées dans ces derniers siècles, les Peres ont eu soin d'éviter les erreurs & les sentimens outrés, qui peuvent avoir quelque opposition à ces mêmes vérités.

Ils n'ont pas crû que sans la charité qui justifie, l'homme ne pût rien faire d'agréable à Dieu, ni d'utile pour le salut : puisque les préparations par lesquelles ils ont déclaré dans tous les tems que les Catécumènes & les Penitens doivent se disposer à la justification, & dont l'esprit a été précieusement recueilli par le Concile de Trente *, sont très certainement agréables à Dieu, utiles & même nécessaires au salut éternel.

S'il y en a qui aient dit que celui qui n'a point d'espérance doit passer pour mort. (g), il ne s'en trouve aucun qui ait crû que tout manque, en sorte qu'il ne reste rien de sur-naturel, rien d'utile dans l'ordre de la grâce, à celui qui est dénué du don de l'Espérance : puisqu'ils ont enseigné que la foi, (qui reste sans doute à la plupart des pecheurs, après la perte de l'espérance & des autres vertus) est un grand don de Dieu (h), & le fondement de toutes les vertus (i).

(f) Sine charitate quippe potest quidem esse, sed non & prodere. S. Aug. *ibid.* Vide eund. *Serm. 1. de Jacob & Esau.* n. 20. S. Chryl. S. Thom. & alios loc. cit. Apollolus autem dicit : Sine charitate omnem fidem exteriusque bona opera cuiquam prodesse non posse ; dicit enim : Si habuero omnem fidem &c. si ergo opera cum fide sine charitate prodesse non possunt, quomodo proderunt opera quæ in fide non sunt ? S. Fulg. *l. de Incarn.* & *Grat. c. 16.*

(g) In quo enim spes non est, pro mortuo habendus est. *Ambrosiust in v. 3. cap. 5. Epist. 1. ad Cor.*

(h) Non enim fides nihil est, sed magnum aliquid. S. Aug. *Serm. 43. de verb. Isai. n. 2.*

(i) Operatur omnia in omnibus, bona profectò, non mala ; & si omnia bona, utrique & fidem, sine qua nemo potest placere, & quæ est virtutum omnium fundamentum. S. Prop. *ad Excerpt. Gemmæ. ad Dub. 2.*

(a) *Ecd. 47. Hebr. 11. & 11. S. Aug. l. 4. contra duas epist. Pelag. c. 5. n. 10. S. Chryl. *ad Rom. 6. in epist. ad Gal.**

(b) Reprobatio quidem sic præcedentis mandati, propter infirmitatem ejus & inutilitatem : nihil enim ad perfectum adduxit lex : introductio verò melioris spei, per quam proximamus ad Deum. *Hebr. 7. v. 18. & 9.*

(c) Et ideo novi Testamenti Mediator est, ut morte intercedente, in redemptionem eorum prævaricationum, quæ erant sub priori Testamento, remissionem accipiant qui vocati sunt æternæ hereditatis. *Hebr. 9. v. 15.* Antiqui iusti ante incarnationem Verbi in hac fide Christi, & in hac vera iustitia, quod est nobis Christus, iustificati sunt, hoc credentes futurum, quod nos credimus factum, & ipsi gratia salvi facti per fidem... sine cujus (Christi) fide quicumque mortalium nec fuit, nec est, nec esse aliquando poterit iustus. S. Aug. *l. de patient. c. 22. n. 18. Vid. eund. l. 4. contra duas epist. Pelag. c. 5. n. 10.*

(d) Et si habuero omnem fidem, ita ut montes transferam, charitatem autem non habuero, nihil sum. *1. Cor. 13. v. 2.*

(e) Sine charitate quippe fides potest quidem esse. S. Aug. *de Trin. c. 18. n. 31. vide S. Chryl. S. Thom. &c. in caput 1. epist. 1. ad Cor.*

* Conc. Trid. Sess. 6. c. 6. & Sess. 14. c. 2. & 11.

Ils n'ont jamais crû, que nos prières soient sans effet auprès du Pere celeste, si elles ne partent du fond de la charité justifiante, puisqu'ils ont toujours invité les pecheurs à prier, pour obtenir de Dieu la grace de la justification (a) ; & que suivant leur doctrine, le Centenier Corneille merita par ses prières & ses aumônes, de recevoir la Foi, qui precede toujours l'amour justifiant (b) ; & il n'auroit pu la meriter, si ses prières & ses aumônes n'avoient été l'ouvrage de la grace de Dieu (c).

Ils ont à la verité enseigné, qu'il y a deux amours d'où naissent les volentés de l'homme : l'amour de Dieu & l'amour du monde (d). Mais ils n'ont jamais pretendu que tout mouvement de la volenté, qui ne part pas de l'amour dominant du souverain Etre, doive partir nécessairement de l'amour du monde : puisqu'ils ont reconnu que les pieux mouvemens d'un pecheur qui commence de se convertir, (& en qui certainement l'amour de Dieu, dans le cours ordinaire, ne domine pas encore) sont un véritable don de Dieu, qui veut le guérir (e).

(a) Corne vult Deus ignoscere, dar gratiam & benedictum deprecanti. S. Aug. Enarr. 7 n. 13. Qui orat, nos pro d. suis & peccatis docuit, paternam misericordiam provoluit & veniam secuturum. S. Cyr. de Op. Domini.

(b) Corne us ante pro bonis operibus meruit veniam, eam fideli existeret. Quia ex te colligitur, quia bona opera pro : de percipienda faciebant. Nam cor ab Angelo dicitur : Gratias tua & alacritas ascendunt in mercedem in conspectu Domini. constat quia hoc petisti, unde meruit exaudiri. S. rep. Tim. 9 in Eccl. n. 6.

(c) Quicquid igitur & antequam in Christum crederet, & eum crederet, & eum credidisset, bene operatus est Corneilius, totum Deo dandum. S. Aug. de Prad. sanct. 7 n. 11.

(d) Amores duo in hac vita secum in omni tentatione instantur : amor seculi, & amor Dei : & horum duorum qui vicerit, illic amantem cum pendere habet. S. Aug. Serm. 344. n. 1 de amore Dei & amore seculi. Duo namque amores sunt, ex quibus omne procedunt voluntates, in diversis quadratibus, sicut dividuntur autotibus. Rationis enim animus, qui sine dilectione esse non potest, aut Dei amator est aut mundi. In dilectione Dei nulla nimia, in dilectione autem mundi omnia sunt noxia. S. Leo, Serm. 28 cap. 3.

(e) Amas ergo (peccator) languores suos &

Enfin ils ont bien enseigné que la première grace que Dieu accorde à l'infidèle, est celle qui l'excite & le conduit à la Foi ; comme la première faveur qu'il fait au pecheur, est celle qui le presse de se convertir. Mais ils n'ont jamais dit que la Foi actuellement reçue, fût la première grace donnée à l'infidèle ; ni que le don de la conversion effective, fût le premier des secours divins accordez au pecheur : puisqu'ils ont dit expressement que la grace previent la Foi (f) ; & que dans l'ordre qu'ils nous apprennent que tient la miséricorde de Dieu pour convertir le pecheur, la correction precede le repentir, & le repentir est suivi du pardon (g).

C'est dans cet esprit, & suivant cette doctrine des Peres, que la Saineté a censuré les propositions qui concernent la Foi, l'esperance & la charité. Et on ne peut douter que ces propositions ne soient très-condamnables étant prises dans le sens qui combat les verités que les saints Docteurs établissent, ou qui établit les erreurs & les excès qu'ils combattent.

XI. Dire qu'il y aura toujours dans l'Eglise des persecuteurs & des persecutés, ce n'est que se conformer au langage de l'Evangile & de S. Paul. (h) *Celui qui ne porte pas sa croix & ne suit pas Jesus-Christ, n'est pas digne de lui. Et, tous ceux qui veulent vivre avec piété selon Jesus-Christ, souffriront persecution* (i). En effet il y aura

pro caritate habet, quod aggrare se nescit : donec prima har medela conferatur agrotis, ut incipiat nosse quod langueat, & possit opem medicis desiderare qua surgat... accipit donum, qua medio acquirit & munus. S. rep. Resp. ad cap. 62 Gal. Quod à Deo nos avertimus. nullum est ; & hæc est voluntas mala : quod verò ad Deum nos convertimus, nisi ipso excitante atque adjuvante non possumus ; & hæc est voluntas bona. S. Aug. l. 1 de Pecc. mer. c. 1. n. 31.

(f) Prævenit etiam fidem ex qua bona opera omnia incipiunt. S. Aug. l. de Patient. c. 10 n. 17.

(g) Excellum puipe corrodere, correctionem penitentia, penitentiam venia, veniam verò munera subsequuntur. S. Greg. M. l. 33 Mor. c. 12 n. 21.

(h) Qui non accipit crucem suam & sequitur me, non est me dignus. Math. 10. v. 8.

(i) Omnes qui pie volunt vivere in Christo Jesu, persecutionem patientur. 2. Tim. 3. v. 12.

dans l'Eglise, jusqu'à la confirmation des siècles, de ces hommes choisis qui vivent selon l'esprit, & d'autres en plus grand nombre qui se conduisent selon la chair. Or, dit S. Augustin, *les hommes spirituels sont persécutés par les hommes charnels (a)*. Et il en donne ailleurs la raison fondée sur la parole de Dieu. *Tout méchant, dit-il, persécute l'homme de bien, parce que l'homme de bien n'est pas d'accord avec le méchant dans sa malice (b)*. Il ne faut pourtant pas, suivant ce Pere, que tous ceux qui souffrent, s'imaginent que leurs souffrances doivent leur tenir lieu de preuve que la justice est de leur côté : la souffrance tombe également sur les bons & sur les mauvais ; plusieurs qui soutiennent une bonne cause, sont les auteurs de la persécution ; d'autres qui défendent un mauvais parti, sont les objets de la persécution : ce n'est pas même la peine, mais la cause pour laquelle on l'endure, qui fait les martyrs : il faut donc faire le discernement du sujet pour lequel on souffre (c). Et c'est en faisant ce juste discernement, que le S. Pere a condamné les propositions qui regardent la persécution, dans le sens de leur application à une mauvaise cause, & de l'assécution qui y paroît assez sensiblement, de vouloir blâmer la sage severité que le Sacerdote & l'Empire, la vigilance des Papes & des Evêques, & le pieux zèle du Roy, se sont accordés d'em-

ployer pour détruire le Janfénisme depuis la racine jusqu'à ses branches.

C'est aussi sur le même principe, que la proposition touchant l'usage fréquent des sermens, a été censurée, dans le sens de son application au serment ajouté à la signature du formulaire d'Alexandre VII. Ces applications finistres ont toujours été odieuses & condamnées dans l'Eglise. Et S. Augustin nous avertit de nous tenir en garde contre cette ruse des heretiques, qui osent appliquer aux égaremens de leurs erreurs, les paroles de Dieu qui n'ont été dites que pour le soutien de la vérité (d).

XII. La rigueur salutaire dont l'Eglise des premiers siècles usoit envers les grands pecheurs, qu'elle tenoit dans les travaux de la penitence publique, alloit jusqu'à les priver de l'assistance au S. Sacrifice de l'Eucharistie, pendant plusieurs années (e). D'où l'on ne peut s'empêcher de conclure, que ces pecheurs n'avoient pas droit d'assister au divin sacrifice : autrement l'Eglise auroit commis une injustice tyrannique, de les en dépouiller. S'ils y assistent presentement, suivant l'usage universellement reçu, ce n'est pas en vertu d'aucun droit qu'ils ayent à cet égard ; mais par une pure indulgence de l'Eglise, qui, comme une bonne mere, s'est portée à moderer la premiere severité de sa discipline. Sage condescendance, dont nous trouvons un beau monument dès le quatrième siècle, dans la lettre de Sirice à Himerius Evêque de Terracene, qui l'avoit consulté sur la conduite qu'il devoit tenir à l'égard de certains grands pecheurs, qui à cause de leurs rechutes ne pouvoient être admis une seconde fois à la penitence publique. Ce S. Pape decide qu'il faut les admettre à assister à la celebration des mysteres,

(a) Namque secundum Apostolum ita dicitur : Secundum carnem natus erat, persequabatur eum, qui secundum spiritum : ita & nunc. Spirituales ergo persecutionem patiuntur à carnalibus. S. Aug. Enarr. in Psal. 112. n. 7.

(b) Omnis quippe malus persequitur bonum, quia non illi consentit bonus ad malum. S. Aug. Enarr. in Psal. 118. n. 4.

(c) Facta similis est bonis & malis. Itaque Martyres non facit poena, sed causa. Nam si poena Martyres faceret, omnia metalla Martyribus plena essent, omnes carceres Martyres traherent, omnes qui gladio feriuntur, coronarentur. Ergo discernatur causa. Nemo dicat : Quia pater, justus sum. Quia ipse qui primò passus est, pro iustitia passus est ; ideo magnam exceptionem addidit : *Beati qui persecutionem patiuntur propter iustitiam*. Nam multi habentes bonam causam faciunt persecutionem. S. Augustin. Sermon. 1. in Psal. 136. n. 13.

(d) Nonne ista est haereticorum cavenda calliditas, volentium convertere verba Dei, à veritate propter quam dicta sunt, ad perversitatem in qua ipsi sunt ? (S. Aug. l. de civ. deo. 17. n. 37)

(e) Vid. S. Greg. Thaumaturg. Epist. Canon. can. 1. S. Basil. Epist. Canonic. ad Anphiloch. S. Greg. Nyl. Epist. ad Lucian. Concil. Nic. l. can. 1. & 2. Concil. Ancyran. can. 4. 5. 6. &c. Concil. Neocæs. can. 2. Concil. Laod. can. 2. Concil. Carth. IV. can. 84. &c.

quoiqu'ils ne le méritent pas, & par conséquent qu'ils n'en aient pas le droit (a). Ainsi il ne faut pas croire, que par la censure de la proposition qui regarde le droit du pecheur d'assister au sacrifice, la Sainteté ait voulu attribuer aux grands pecheurs un véritable droit d'être presens à nos redoutables mystères. Cette proposition a donc été condamnée : 1. dans le sens qu'elle semble établir, que les pecheurs ne peuvent ni ne doivent aujourd'hui assister à ce S. Sacrifice. 2. En ce qu'elle les soumet à cette privation jusqu'à ce qu'ils aient été reconciliés; ce qui va à un excès contraire à la pratique qui étoit en usage dans l'Eglise, dès le tems même de sa plus rigoureuse discipline: car le quatrième ordre des pénitens publics appellés, *Confiscentes*, après avoir rempli la carrière des trois autres classes (b), assistoient au sacrifice adorable, jusqu'à la fin de la liturgie, & étoient seulement privés de la communion. Ils n'étoient pourtant pas encore reconciliés, car l'absolution étoit pour lors immédiatement suivie de la communion (c). Bien loin donc de détourner les pecheurs de l'assistance à la S. Messe, quelque coupables qu'ils soient, nous devons les exhorter puissamment de s'y rendre assidus, comme au plus grand, au plus utile & au plus saint exercice de la piété Chrétienne. Mais nous devons en même tems leur représenter les dispositions que le saint Concile de Trente prescrit à ceux qui y assistent: *Un cœur sincère, une Foy droite, une crainte accompagnée de respect, avec des sentimens de contrition & de pénitence* (d). En effet, s'ils n'étoient

touchés de ces mouvemens de Religion & de pénitence au moins commencée, par le desir & le dessein de quitter le péché, comment pourroient-ils communier spirituellement, unir leur intention à celle du Prêtre, & offrir avec lui, & avec toute l'Eglise, la victime éternelle, pour les fins toutes saintes qui la font descendre sur nos Autels?

XIII. C'est dans le même esprit que la proposition touchant la priere des impies a été condamnée. Les impies & tous les pecheurs qui prient par un principe d'orgueil & d'hypocrisie; qui joignent à leurs prières un dessein formé de croupir dans leur iniquité; qui dans le tems qu'ils louent Dieu des levres, détournent l'oreille, pour ne point écouter sa Loi; qui enfin ne prient pas par Jesus-Christ, mais comme Judas dans la résolution de trahir Jesus-Christ; leur priere est elle-même un péché (a). Elle est execrable (b). Mais si le pecheur, quelque chargé qu'il soit des plus grands crimes, s'adresse à Dieu avec sincérité, avec confiance, & avec quelque conformité aux sentimens du publicain de l'Evangile (c); non seulement sa priere n'est pas un nouveau péché, mais elle est exaucée, elle conduit à la justification, elle attire sur le pecheur les secours nécessaires pour sortir de l'état du péché (d).

sericordiam consequamur & gratiam inveniamus in auxilio opportuno. Conc. Trid. sess. 21. cap. 2.

(a) Oratio autem quæ non fit per Christum, non solum non potest delere peccatum, sed etiam ipsa fit in peccatum. Quando autem Judas ira orare potuerit, ut oratio ejus fieret in peccatum, quæri potest. Credo, antequam Dominum traderet, & de illo tradendo jam cogitaret. Non enim jam poterat orare per Christum, &c. S. Aug. *enar. in Psal.* 108. n. 9.

(b) Qui declinat aures suas, ne audiat legem, oratio ejus erit execrabilis. *Prov.* 28. v. 9.

(c) Publicanus autem à longè stans, volebat nec oculos ad cælum levare, sed percutiebat pectus suum, dicens: Deus propitius esto mihi peccatori. *Luc.* 18. 13.

(d) Nam & peccatores exaudit Deus. Si enim peccatores Deus non exaudiret, frustra ille Publicanus oculos in terram demittens, & pectus suum percutiens, diceret: Domine, propitius esto mihi peccatori. Et ista confessio meruit justificationem. S. Aug. *Tract.* 44. in *Joan.* n. 13.

Vid.
Cont. &
Parric.
c. 1. pag.
241.

(a) Id duximus decernendum, ut solâ, intra Ecclesiam, fidelibus oratione junguntur, sacræ mysteriorum celebrati, quamvis non mercantur, interfieri; à Dominicæ autem mensæ convivio segregentur. *Siric. Epist.* 1. ad *Him.* can. 5.

(b) Flenes, Audientes, Sabstati.

(c) Quotiescumque peccata donantur, corporis ejus Sacramentum sumimus. S. Ambr. l. 2. de *Pœnit.*

6. n. 18.

(d) Docet sancta Synodus Sacrificium illud verè propitiatorium esse, per ipsumque fieri, ut, si cum vero corde & recta fide, cum metu & reverentia, contriti ac penitentes ad Deum accedamus, mi-

Voilà, mes très-chers freres, des explications si précises, si conformes à la sainte doctrine & à l'esprit de nôtre S. Pere le Pape, qu'elles nous font esperer qu'en les lisant avec une intention droite & une humble docilité aux oracles de l'Ecriture & de la Tradition, qui sont les sources où nous les avons puisées, vous tirerez de la publication de la Bulle tout le fruit dont nous conjurons le Pere des lumieres de l'accompagner.

A CES CAUSES, après avoir lû avec toute l'application qui convient, ladite Constitution en forme de Bulle de Nôtre S. Pere le Pape Clement XI. en date du 8. Septembre 1713. qui commence, *Unigenitus Dei Filius*: Et après avoir fait sur le contenu en icelle les Reflexions que l'importance de l'affaire & les besoins de l'Eglise demandoient, & en avoir conféré avec plusieurs Theologiens, dont la science & les sentimens orthodoxes nous sont parfaitement connus. Tout considéré, & le saint nom de Dieu invoqué, nous avons condamné & condamnons avec N. S. Pere le Pape le livre intitulé: *Le Nouveau Testament en François, avec des Reflexions sur chaque verset &c.* à Paris 1699. autrement: *Abregé de la morale de l'Evangile, des Actes des Apôtres, des Epîtres de S. Paul, des Epîtres Canoniques & de l'Apocalypse: ou Pensées Chrétiennes sur le Texte des Livres sacrez &c.* à Paris 1693. & 1694. comme contenant des propositions très-dangereuses, & sur tout tendantes à renouveler l'heresie des cinq fameuses propositions du livre de Janfenius. Nous recevons & acceptons ladite Constitution avec respect, & avec la soumission que les saints Canons prescrivent: Vous ORDONNONS de vous y conformer, SUIVANT les explications contenues dans nôtre presente Instruction Pastorale, lesquelles vous devez regarder comme un fidele temoignage des veritables intentions du Saint Pere, puisqu'elles sont prises dans la parole de Dieu, dans les decisions des Conciles, & dans les enseignemens

des Docteurs de l'Eglise. Défendons à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, de donner à ladite Constitution des interpretations contraires, soit pour condamner des sentimens enseignés dans les Ecoles Catholiques, soit pour autoriser les monstrueuses subtilitez de la morale corrompue, qui n'a que trop de partisans; soit enfin pour calomnier l'Eglise Romaine, la mere de toutes les Eglises.

Condamnons pareillement le 101. propositions qui sont extraites dudit livre, avec les mêmes qualifications dont elles ont été respectivement frappées par le Pape. Défendons sous peine d'excommunication, qui sera encourue par le seul fait, de le lire ou le retenir. Ordonnons à tous ceux qui en ont un ou plusieurs exemplaires, de les rapporter à nôtre Secretariat, pour y être supprimez. Voulons que ladite Constitution, ensemble nôtre present Mandement & Instruction Pastorale, soient enregistrees au Greffe de nôtre Cour Ecclesiastique, afin que l'on s'y conforme dans les Jugemens canoniques, lûs & publiees aux Prônes des Paroisses, de même que dans toutes les Communautés seculieres & regulieres soisdans exemptes & non exemptes, au premier Chapitre qui se tiendra après la signification des presentes. Declaronz que nous procederons par les voyes de droit contre ceux qui oseront mal parler de ladite Constitution, ou soutenir la doctrine qui y est condamnée, ainsi que nous l'avons expliqué dans nôtre presente Instruction Pastorale. Nous nous eleverons sur tout avec toute la force & toute l'autorité que Dieu nous a mise en main, pour éloigner tout ce qui pourroit tendre à renouveler l'heresie du Janfenisme, dont nôtre Diocèse a été heureusement preservé jusqu'aujourd'hui, & pour étouffer des contestations qui auroient dû être terminées par les Constitutions des souverains Pontifes, reçûes & acceptées de toute l'Eglise. Donnez à Metz en nôtre Palais Episcopal, le vingtième jour de Juin mil sept cens quatorze.

1710.
cent. X.
ALEX.
VII. &
Clement,
XI.

HENRI CHARLES DU CAMBOUT,
EVÊQUE DE METZ, DUC DE
COULIN.

Par Mandement de Monseigneur

C. H. DUZE.

S. XXX.

Différences dans la conduite des Evêques par rapport à la publication & à l'acceptation de la Constitution Examen de l'obéissance que leur rendent les inférieurs. Exemples de plusieurs Corps & de plusieurs particuliers qui refusent de déferer à leurs Mandemens.

SI après avoir examiné ce qui regarde la publication & l'acceptation de la Constitution sur les Mandemens qui l'ordonnoient, nous passons à l'examen de la conduite que les Evêques tiennent pour faire exécuter cette double ordonnance, & de la soumission que leurs Diocésains leur rendirent, nous trouverons encore moins d'uniformité. Il n'est pas possible d'entrer dans le détail de ce qui se passa dans chaque Diocèse. Mais voici ce qui résulte en général de ce que l'on apprend alors des différentes Provinces du Royaume,

Tous les Evêques n'eurent pas un zèle égal ni pour faire publier la Constitution, ni pour la faire recevoir par leur Clergé & par leur peuple. Quelque injonction qu'ils eussent faite par leurs Mandemens de la lire & de la publier, plusieurs se contentèrent d'envoyer leurs Mandemens à leurs Curés & aux Communautés, sans se mettre en peine de l'usage qu'ils en feroient : d'autres de les envoyer seulement aux Doyens ruraux pour les faire lire aux conférences Ecclesiastiques ; & quelques-uns de les faire simplement enregistrer aux Greffes de leurs Officialités. Il y en eut aussi plusieurs qui non seulement firent envoyer très exactement leurs Mandemens & la Constitution à tous les Curés de leur Diocèse, & à toutes les Communautés séculières & régulières de l'un &

de l'autre sexe ; mais qui veillèrent à ce que tout fut reçu & publié, ainsi qu'ils l'avoient ordonné. Quelques-uns rassemblèrent leurs Ecclesiastiques pour les exhorter, par des discours pathétiques à l'obéissance & à la soumission ; d'autres poussèrent leur attention jusqu'à exiger des certificats de publication ; jusqu'à défendre aux Confesseurs d'absoudre ceux qui lisoient ou retiendroient le livre du P. Q. ou quelques-uns des écrits faits pour la défense, jusqu'à n'admettre personne aux Ordres sacrés ou aux fonctions du ministère, sans exiger d'eux la signature de la Constitution, ou une déclaration qu'ils l'acceptoient purement & simplement ; & ils poursuivirent très rigoureusement ceux qu'ils surent avoir parlé ou agi contre la soumission qu'ils leur avoient prescrite.

Les Prelats qui se distinguèrent le plus entre ces derniers, & qui ont continué depuis à tenir la même conduite, furent MM. de Reims, de Roien, d'Aix, d'Arles, de Beauvais, d'Amiens, d'Angers, de Marseille, de Toulon, d'Orléans, de Nevers & de Châlons sur Saône. Les auteurs du Recueil des Mandemens ont cru devoir y conserver quelques-uns des monumens du zèle particulier de ces Prelats. Nous y trouvons les discours prononcés par MM. d'Angers & de Beauvais dans leurs Synodes ; le second Mandement de M. l'Archevêque de Reims pour ordonner à tous ceux de ses Ecclesiastiques qui n'avoient pas acquiescé à la Constitution, d'y acquiescer, de s'y soumettre, d'y adhérer, même d'y souscrire, lorsqu'ils en seroient requis ; le tout sous peine d'excommunication *ipso facto* : la lettre circulaire de feu M. l'Evêque de Nevers à tous ses Curés, où est inséré le modèle d'acte d'acceptation qu'il exigeoit de chacun d'eux : l'addition faite par M. l'Evêque de Marseille à son Mandement, pour défendre aux Confesseurs, sous peine de suspension encourue par le seul fait, d'absoudre ceux qui repandroient des écrits contre la Constitution, & de déclarer dechus de leurs pouvoirs les Confesseurs qui auroient seroit eux-mêmes la lecture du livre du

P. Q.

P. Q. M. l'Archevêque d'Aix & M. l'Evêque de Toulon avoient eu la precaution, en ajoutant au modèle de l'Assemblée, d'en joindre par leurs Mandemens mêmes à tous Vicaires & Confesseurs, tant séculiers que réguliers, de s'informer de ceux qui s'adresseroient à eux, s'ils avoient satisfait à ce qui leur avoit été ordonné par rapport à la Constitution, & de leur défendre sous peine de suspension encourue par le seul fait, d'absoudre ceux qui y auroient contrevenu. M. l'Evêque de Châlons sur Saône avoit aussi enjoint expressément par son Mandement à tous les fidèles de son Diocèse, de lui apporter ou envoyer au plus tard dans le mois, les exemplaires qu'ils auroient du livre du P. Q. on de ceux faits pour sa défense, sous peine d'excommunication encourue *ipso facto*, par le seul délai, & d'ordonner à son Promoteur de retirer de certificats de la lecture qui auroit été faite de la Constitution & de son Mandement, pour être mis dans le Greffe de son Officialité.

Le discours que M. l'Archevêque de Rouen avoit fait dans la Calende ou assemblée d'une partie des Curés de son Diocèse tenuë à Rouen, auroit pu avoir aussi place parmi les pieces dont nous venons de parler, si sa singularité ne lui avoit attiré les railleries du public. Nous ne laisserons pas, pour suivre l'auteur de la premiere édition de cet ouvrage, d'insérer ici le fragment qu'il en a rapporté. Ce Prelat après avoir rendu compte à ses Curés de la conduite qu'il avoit tenuë dans la reception de la Constitution, *Constitution*, dit-il, *si sage, si juste, si équitable, si nécessaire, si essentielle*. entra ainsi dans le detail des propositions qu'elle condamnoit.

FRAGMENT du discours de M. l'Archevêque de Rouen dans sa Calende du 20. Mars 1714.

«Est-il vrai qu'il n'y ait que des grâces efficaces, comme le veut l'auteur des Reflexions? Est-il vrai qu'il n'y ait pas des grâces suffisantes? Est-il vrai que l'E-

glise n'est composée que des seuls élus? Est-il vrai que J. C. n'est mort que pour les seuls élus? Est-il vrai qu'il n'est pas mort pour tous les hommes? Est-il vrai que les commandemens de Dieu sont impossibles aux justes? C'est cependant ce que l'auteur des Reflexions soutient par tout dans son mauvais livre. Est-il vrai que l'Ecriture doit être pour tout le monde? Est-il vrai que les paroles les plus saintes de nos mystères doivent être prononcées par la bouche du peuple & des profanes? Ces paroles qu'on avoit tant de soin de cacher, & qu'on ne permettoit de prononcer qu'aux seuls ministres, & une fois seulement dans le tems de la consecration. Est-il vrai que cette Ecriture doit être pour le simple, comme pour les ignorans? Est-il vrai, comme cet Auteur a l'insolence de dire dans un autre de ses ouvrages, qu'une Eglise qui ne permet pas la lecture de l'Ecriture sainte aux simples, aux ignorens, est une Eglise de Satan? Ah! mes chers Confreres, je ne puis taire ce qui est arrivé dans mon Evêché de Noyon. Voyez les consequences de cette mauvaise doctrine. J'y trouvé cent soixante familles qui se sont perduës, & sur tout un Magistrat, par la lecture du N. T. Est-il vrai que l'on doit sanctifier le Dimanche par la lecture de l'Ecriture sainte? Eh! si cela étoit, que feroient tous nos bons gens de campagne qui ne savent pas lire? Est-il vrai que le peuple doit chanter avec nous dans l'Eglise? Quelle confusion n'arriveroit-il pas? N'a-t-on pas vu dans de grandes assemblées le peuple chanter & avoir avancé trois vers avant le Clergé? Est-il vrai que dans l'administration des Sacramens on doit inter-preter les avis de S. Charles dans une rigueur mal entendue? Saint Charles a-t-il jamais voulu qu'on ait refusé les Sacramens, comme font certains Curés, hélas! qui dans leurs Paroisses n'ont pas donné les Sacramens à la moitié ou aux trois quarts même de leurs Paroisses depuis dix à douze ans? Est-il vrai qu'on ne doit pas avoir de respect & de la créance pour

de simples certificats de la publication ou de son enregistrement, ne trouveront point encore de résistance. Les Chanoines, les Communautés, & les Curés, à la réserve d'un très petit nombre, s'étant tous laissés prévenir de la fausse maxime, *Que la Constitution ne regardoit que les Evêques*, & que cette lecture ou cet enregistrement, par rapport aux inférieurs, étoient absolument indifférens, & ne les engageoit à rien. Sur ce principe commun de tous, ou presque tous, lurent, publièrent, enregistrèrent la Constitution, & en donnerent même des certificats, sans croire pour cela avoir accepté, & sans changer en aucune manière de sentiment.

Il n'y eût que les Evêques qui poussèrent leur zèle jusqu'à exiger de tous ceux qui s'adressèrent à eux pour les Ordes, pour des pouvoirs ou des provisions, la transcription de la Bulle, ou une déclaration expresse qu'ils la recevoient de cœur & d'espérance, qui trouverent quelque résistance de la part de ceux-mêmes qui n'avoient point fait de difficulté de la publier. Mais comme cette résistance de la part du plus grand nombre ne consista qu'à renoncer volontairement aux grâces qu'ils ne pouvoient obtenir qu'à une pareille condition, elle ne fit pas beaucoup d'éclat, & ne troubla point la tranquillité & l'inaction où, à ce petit nombre près, tout le monde demeura dans ces Diocèses comme dans les autres.

C'est sur ce silence des uns, & sur cette obéissance extérieure des autres, qu'on a depuis prétendu que la Constitution avoit été reçue dans les 112. Diocèses, où les Evêques en avoient ordonné la publication. Mais si on examine quelle étoit la disposition intérieure de ces prétendus acceptans, & ce que chacun pensoit en secret sur la Constitution, on sera obligé d'avouer, qu'aucun d'eux ne l'avoit véritablement acceptée. Car pour accepter ainsi une Bulle, il faut l'aimer, il faut l'estimer, avoir de la joie que le Pape l'ait donnée, se faire honneur de l'embrasser dans son sens naturel, prêcher avec confiance le contraire des

propositions qu'elle condamne, être ardent & zélé à faire résister la Doctrine opposée à ces propositions. C'est l'idée que les Evêques nous donnent eux-mêmes de l'acceptation, lorsqu'ils demandent *qu'on n'y fasse rien de voir & d'après*. Or il paroît certain, qu'excepté les Jésuites & leurs adhérens, dont plusieurs mêmes n'étoient pas contents qu'on eût inféré certaines propositions dans la Constitution, il n'y avoit alors personne qui fut entré dans toutes ces dispositions.

C'est ce qu'il nous seroit aisé de prouver par les extraits de plusieurs lettres écrites dans ce tems-là par des Chanoines, des Curés & des Religieux de différens Diocèses, qui après avoir publié la Constitution, ou assisté, sans réclamer, à la publication, qui s'en étoit faite, en leur présence, témoignent d'un cœur n'y être pas moins opposé, que ceux qui avoient refusé hautement d'y rendre aucune part, & de l'autre, n'avoient nulle inquiétude sur ce qu'ils avoient fait, parce que seduits par la maxime dont nous venons de parler, ils s'imaginèrent que le respect dû aux Evêques & le bien de la paix demandoient d'eux cette marque extérieure d'obéissance. Mais cette preuve est devenue inutile depuis ce grand nombre de déclarations & de lettres de rétractation que ceux qui étoient dans ce sens, adressèrent de toutes parts à leurs Evêques, lorsque l'abus qu'on fit de leur acceptation apparut, leur fit connoître qu'ils s'étoient trompés, en mettant de la dissimulation entre publier ou entendre sans réclamer, la publication d'une Ordonnance de son Evêque, & l'accepter, & qu'ils furent instruits, que la sincérité Chrétienne condamne cette dissimulation, qui ne prête que la langue & la main aux ordres des supérieurs, pendant qu'on leur résiste dans le cœur.

On a recueilli un grand nombre de ces lettres, sous le titre du *Cri de la Foy*, & elles composent trois gros volumes in 12, de plus de six cents pages chacun. Or ce que l'on y trouve le plus souvent répété, c'est, comme on le remarque dans l'Avant-vertissement, l'aveu qu'y font ceux qui les

Avant.
du Cri de
la Foy.
tom. I.
pag. vii.

« sont écrites, d'avoir publié la Bulle dans
« cette pensée où ils étoient entrés, que par
« cette publication on ne s'engageoit point
« à en recevoir la doctrine, & qu'ils re-
« connoissent être une très fautive pensée. Et
« ils le font la plupart en des termes humi-
« les & si édifiants, qu'il est bien aisé de
« juger, qu'il n'y a que des motifs de con-
« science & de religion, qui les ont pu por-
« ter à écrire ces lettres. Nous en rappor-
« terons ici quelques extraits, & nous choi-
« sirons presqu'indifféremment les mêmes que l'Au-
« teur du Recueil a ramassés.

« Pressés par les vifs mouvemens de no-
« tre conscience, disent MM. les Curés
« d'Orléans, nous sommes obligés de de-
« clarer, qu'en publiant la Constitution
« *Unigenitus*, notre intention n'a jamais été
« de l'accepter, & que nous n'avons regardé
« la publication que nous en avons faite,
« que comme une simple lecture, que l'o-
« béissance exigeoit de nous.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de la
p. VIII. même ville par une conclusion Capitulaire
du 27. Janvier 1714. déclare, que son in-
tention n'avoit point été lors de la lecture
« (faite en Chapitre de la Constitution) &
« par le certificat qui en a été donné, d'ac-
« cepter la Constitution.

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale de
Laon déclare la même chose, c'est ce qu'on
voit par une conclusion de ce Chapitre,
insérée dans une lettre du Doyen de cette
Eglise, qui se trouve dans *Le Cri de la Foy*.
Voici le contenu de notre dernière delibe-
ration, écrite le Doyen à un de ses amis,

« retenu du dernier Chapitre : A été remontré
« par M. le Doyen, qu'il étoit de l'honneur
« & de la Religion de la Compagnie, de
« ne point tarder plus long-temps à s'expli-
« quer sur les intentions qu'elle a eues
« dans sa délibération Capitulaire du 18.
« Juillet 1714. où l'est donné acte au Doyen
« d'en faire la notification par lui faite de la
« Constitution *Unigenitus*, afin qu'on ne
« puisse pas inférer contre vérité, que la
« dite Constitution avoit été acceptée par
« le Chapitre. Messieurs, ayant sur ce deli-
« béré, ont déclaré & déclaré que leur

intention n'a jamais été d'accepter ladite
« Constitution, par ledit acte du 18. Juillet;
« & qu'ils persistent & persisteront à ne la
« point accepter, jusqu'à ce que l'Eglise se
« soit expliquée par un jugement solennel.
« La lettre du Doyen est du 21. Mars
1717. *1717. 1717. 1717. 1717. 1717.*

« On répète la même déclaration dans les
lettres des Curés du Diocèse de Reims, &
dans la Protestation de la Faculté de Theo-
logie de cette ville contre une Ordonnance
de l'Archevêque. Quant aux Eglises du
« Diocèse de Reims, dit cette Faculté, ce
« n'est qu'à la faveur d'une équivoque
« qu'on a pu dire que la Constitution avoit
« été reçue par le plus grand nombre de ces
« Eglises. Recevoir une Bulle, c'est la regar-
« der comme bonne & utile à l'Eglise, c'est la
« embrasser d'esprit & de cœur, c'est la
« louer avec sincérité, & la prendre avec
« plaisir pour règle de la conduite & de la
« croyance. Or on ne craint point d'avan-
« cer, qu'il n'y a presque personne dans le
« Diocèse de Reims, qui ait cette idée de la
« Constitution *Unigenitus*, & qui en veuille
« faire cet usage. Ceux qui l'ont publiée,
« ne l'ont fait que par crainte, ou par
« l'effet d'un éblouissement passager, ou
« parce qu'on a cru, comme on le disoit
« alors sans considération, que cette publi-
« cation n'étoit qu'un ministère nécessaire
« & une obéissance extérieure qui n'en-
« gageoit à rien, & non un témoignage de
« leurs sentimens; dont on ne s'embarassoit
« pas.

« Il est vrai, disent les Curés de Beau-
vais à leur Prélat, que la plupart de nous
« ont publié la Constitution *Unigenitus*,
« & les pièces y jointes, par soumission à
« votre autorité, & croyant que cette pu-
« blication n'étoit point un signe d'accepta-
« tion. Mais ayant à présent tout sujet d'ap-
« prehender que nous ne nous soyons trou-
« vés en cela, nous croyons être obligés,
« pour la décharge de nos consciences, de
« vous déclarer, que nous prions Dieu de
« toute l'Eglise de nous pardonner la faute
« que nous avons faite en publiant la Con-
« stitution, & les pièces y jointes, & de nous

que cette publication soit regardée comme nulle.

Quelque éloigné, écrivent les Cures de Roisch à leur Archevêque, que nous fussions de proposer la Constitution à nos peuples comme une règle de foi, nous avons cru que, pour ne pas rompre l'unité, nous pouvions, sans l'accepter, en faire la publication, & vous donner par des certificats une preuve authentique de notre obéissance. Nous nous y sommes portés d'autant plus volontiers, que la Sorbonne ayant trouvé à propos de l'enregistrer, sans cependant avoir prétendu la recevoir, nous nous sommes flattés que la publication faite par des Pasteurs pasteurs, n'auroit pas plus de force qu'un enregistrement solennel fait dans une Assemblée de Sorbonne.

Plusieurs Cures de la campagne, au même Diocèse, déclarent la même chose. Nous ne chercherons point, Monseigneur, écrivent-ils aussi à leur Archevêque, à justifier la faute que nous avons faite (en publiant la Constitution.) Elle nous paroît irréparable devant Dieu. Il est cependant vrai que nous ne nous sommes déterminés à faire cette publication, que dans l'idée, alors aussi commune qu'elle est fautive, qu'on ne prendroit pas cet acte de notre obéissance, comme une marque de l'acceptation qu'on nous a depuis supposée, & que nous desavouons comme contraire à notre intention. Mais nous devons prévoir l'abus que l'on a fait du certificat que nous avons donné.

Nous nous laissons éblouir, disent les Cures de Guerne y de Follainville, & de S. Martin s du même Diocèse, aux raisons nemens de certaines personnes qui prétendent que la publication n'étoit point une approbation, mais une pure soumission extérieure, pour satisfaire à l'ordre de la discipline, comme ce sentiment favorisoit notre peu d'ouvrage, il l'emporta sur nos lumières.

Preslés d'un côté disent de même à leur Archevêque, nous autres Cures du Vicaricat de Nonville, par lesquels nous

quer notre parfaite soumission, & inquiétés de l'autre, par les cris de notre conscience, nous avons cru pouvoir nous acquiescer de ce que nous devions à l'un & à l'autre, en supposant que l'exécution de vos ordres en ce point, n'étoit de notre part, & selon l'intention même, de V. G. qu'un acte de soumission extérieure & de discipline, & non une acceptation, qui doit nous faire regarder la Constitution comme la règle de notre Foy & de celle de nos peuples. C'est dans cet esprit que nous avons publié la Constitution, dans nos Prôches, & que nous avons délivré des certificats qu'on nous demandoit de vous.

Mais rien n'est plus humble, ni plus touchant que la manière dont s'expriment trois autres Cures du même Canton. En vain disent-ils, nous nous sommes efforcés de nous persuader qu'en cette occasion il y avoit de la différence entre publier & accepter; ce sentiment nous a toujours paru un subterfuge de l'amour propre, & non le raisonnement de la vérité. Car nous avons toujours cru, que de la publication, ou même de la notification de la Bulle, on en concluroit justement pour l'acceptation. C'est pourquoi, vivement touchés d'avoir eu la faiblesse & le malheur de donner occasion à une conséquence si fautive, nous sommes très éloignés de vouloir nous justifier. Nous croyons ne pouvoir aller faire pour réparer une faute qui nous paroît énorme. Nous conjurons le

Père des miséricordes de nous faire sentir de plus en plus la grandeur de notre péché, de nous faire part du don de ces larmes amères qui couvrent si parfaitement le crime du Prince des Apôtres, & de nous inspirer la force & le courage d'être par notre faute par des prières plus longues & plus ferventes y par la mortification de notre corps par une vigilance plus attentive sur les peuples confiés à nos soins, & par une séparation des SS. Mystères, sinon totale, du moins convenable à la situation des Pasteurs que l'Eglise met dans la nécessité de célébrer, sept ou huit

pour satisfaire aux besoins des troupeaux.

Dix Curés du Diocèse de Séz parurent ainsi dans la lettre commune qu'ils adressèrent à leur Evêque : " C'est avec une extrême douleur que nous avons appris que la publication que nous avons faite (de la Constitution) dans nos Paroisses , donne lieu à plusieurs personnes de croire que nous en avons reçu & adopté la Doctrine.

Ces extraits sont plus que suffisans pour prouver le fait que nous avons avancé. Nous ajouterons seulement que ce faux principe , que la publication n'étoit point une acceptation , avoit pénétré jusque dans les Provinces les plus éloignées du Royaume.

Page XIII. " Quand j'ai publié , dit le Curé de l'Eglise Cathédrale de S. Sauveur d'Aix en Provence , j'ai cru que ce n'étoit qu'un acte de soumission à l'ordre de la discipline. On trouve la même chose dans la lettre du Supérieur de l'Oratoire de Toulon , où il rend témoignage que sa Communauté , en attestant qu'elle avoit entendu la lecture de la Constitution , n'avoit point prétendu marquer par là qu'elle l'eût acceptée. Les PP. de l'Oratoire de Condom déclarent de

Page XIV même , " qu'ils n'avoient pas cru que la lecture qui fut faite (de la Constitution) dans leur Communauté , engageât les particuliers , & qu'ils dussent passer pour l'avoir reçue.

Nous avons observé que parmi cette foule de faux acceptans il y eût des particuliers qui ne craignirent point de faire connoître en public ce qu'ils pensoient en secret de la Constitution qu'on leur présentait , & de déclarer qu'ils ne la recevoient point. Quelques-uns même le firent dans des circonstances très-délicates , & où ils pouvoient prévoir que leur résistance leur attireroit les traitemens les plus rigoureux de la part de leurs Evêques , & peut-être des ordres fâcheux de la part de la Cour. Nous en avons recueilli plusieurs exemples tirés de différens Diocèses , que nous ne pouvons mieux placer qu'en cet endroit.

Nous avons déjà vu qu'à REIMS la Faculté de Theologie refusa d'abord d'accepter

la Constitution ; & que lorsque par autorité elle fut depuis obligée de la faire , trois Chanoines & trois Curés de la ville eurent la fermeté de persister dans leur sentiment , & que les premiers aimèrent mieux s'exiler volontairement eux-mêmes , & les autres souffrir la prison pendant huit mois , & toutes les suites de l'excommunication qu'on prononça contre eux , que de trahir la vérité & leur conscience en le soumettant à la Constitution. M. Millet Curé de Douzy au même Diocèse , essaya pour le même sujet l'interdit & un long & pénible procès qui fut enfin terminé en la faveur par un Arrêt du Parlement de Metz du 2. Mais 1719. Et quoiqu'il n'y ait eu alors que ces quatre Curés d'inquiétés , nous ne pouvons douter que plusieurs autres n'aient imité leur conduite , & qu'ils n'aient aussi fait connoître en diverses manières qu'ils n'avoient pas des sentimens différens sur la Constitution , après la preuve que nous en trouvons dans la requête que le Promoteur présenta le 12. Juin 1714. à l'officier de la Cour spirituelle de Reims : *Vous remontre le Promoteur , y est-il dit , qu'étant émané de N.S.P. le Pape Clement XI. une Constitution. .. M. le Vicaire général de Monsigneur l'Archevêque , Duc de Reims , auroit donné son Mandement en date du 27. Avril dernier , pour la faire recevoir , publier & exécuter dans son Diocèse , duquel Mandement le remontrant a distribué copies à tous les Curés tant de ce diocèse que du Diocèse. Mais il a été surpris d'apprendre que certains Curés , tant de ce diocèse que du Diocèse , avoient négligé d'en faire la lecture en leurs Paroisses , lesquels pressés par lui d'y satisfaire , ils ne l'avoient fait ensuite qu'après des sommations à eux signifiées , & que même alors ils ne l'avoient lu à leurs Paroisses que d'une manière peu respectueuse & peu édifiante.*

Au Diocèse de Rouen , M. Bigot Curé de Linay , & M. Roussel Curé d'Aneri ; l'un Bachelier & l'autre Licentié de Sorbonne , ayant refusé de publier la Constitution , furent aussi exposés à des monitions & à des condamnations de la part de leur

Archevêque, ils se pourvurent de même au Parlement de Paris, où ils furent reçus ap-
pellans comme d'abus. Mais avant que leurs
causes y eussent été jugées, ils rentrent
dans leurs fonctions par la mort de M. l'Ar-
chevêque de Rouen, en conséquence de la
déclaration que firent les Grands Vicaires
du Chapitre le Siege vacant, qu'ils n'en-
tendoient point poursuivre ces deux affaires.
Cependant le Curé de Limay est encore
troublé par le Prêtre que le feu Archevêque
avoit d'abord établi pour desservir à sa pla-
ce, & qu'il pourvut ensuite de la Cure,
comme vacante par le refus que ce Curé
avoit fait de signer purement & simplement
le Formulaire, dont il lui avoit demandé la
souscription en même tems que celle de la
Bulle.

M. Alexandre Cité de Gadancourt, &
un autre Curé du Vexin François, qui étoient
dans les mêmes sentimens que ceux de Li-
may & d'Aneſi, pour éviter de publier la
Bulle contre leur conscience, & se mettre
en même tems à couvert des poursuites de
leur Archevêque, prirent le parti de quitter
leur Cure; & de se réfugier à Paris, où le
Curé de Gadancourt demeura caché jusqu'au
mois de Septembre 1715. Un de leurs con-
frères qui s'étoit mis en chemin avec eux,
étant resté à S. Germain en Laye, où son
cheval lui manqua, & de là étant retourné
chez lui, se laissa persuader, lorsqu'il ne fut
plus soutenu par le conseil de ceux dont il
s'étoit séparé, qu'il pouvoit publier la Bulle
& le Mandement de son Archevêque par
simple deference pour son supérieur, & en
conservant tous les sentimens qu'il avoit de
la Constitution.

A MEAUX, le Chapitre de l'Eglise Ca-
thédrale ne reclama point expressement con-
tre la Constitution, mais il se contenta
aussi d'en faire faire une simple lecture,
sans délibérer sur son acceptation, & sans
rien en faire inscrire du tout sur ses Regis-
tres. C'est ce que M. Jourdain, Chanoine
de cette Eglise, marque dans une lettre
écrite à M. le Cardinal de Bissi; qui est
insérée dans *Le Cri de la Foy*. On a lu à
la vérité, dit-il, dans le Chapitre la Con-

stitution avec le Mandement de V. E. daté
du 15. Avril 1714: mais on peut assurer
que bien loin d'avoir conclu l'acceptation
de la Constitution, il n'y a pas une Con-
clusion qui dise qu'on en ait même fait la
lecture. Ce que V. E. aura de la peine à
croire, est cependant très véritable; &
M. le Doyen, pour lors Président du
Chapitre, quand on fit cette lecture, a eu
trop de prudence pour dicter aucune Con-
clusion, sentant bien qu'il se seroit exposé
à prévariquer dans son ministère, parce
qu'il auroit prononcé une Conclusion sans
délibération.

Voici ce que nous trouvons dans des let-
tres particulières par rapport à la publica-
tion de la Constitution dans les Paroisses &
dans les Communautés de ce Diocèse. A
l'égard de la ville, y est-il dit, M. l'Abbé
de S. André Grand Vicair de Meaux, re-
çut ordre du Cardinal, qui étoit alors à Pa-
ris, d'assembler les Curés & les Supérieurs
des Communautés, de leur faire la lecture
de son Mandement, puis de la Constitution
& de l'Instruction Pastorale des XL, &
d'avoir soin en cette occasion de detromper
ceux à qui la justification que son prede-
cesseur avoit faite du livre des Reflexions,
pourroit faire de la peine, en les assurant
que cet illustre Evêque s'étoit repenti d'a-
voir composé cet ouvrage, ainsi que lui
(M. de S. André) qui étoit son ami, & qui
avoit été témoin de ses derniers sentimens,
le sçavoit mieux que personne. M. de S.
André, qui est fortement persuadé qu'un
Grand Vicair doit toujours obéir à son
Evêque, assembla les Curés & les Superi-
eurs des Communautés: mais comme
alors il ne laissoit pas d'avoir de grandes
difficultés sur la Constitution, comme il le
declaroit à ses meilleurs amis, voiet le repé-
raiment qu'il trouva, pour accorder sa
conscience avec la soumission qu'il croyoit
devoir rendre à son supérieur. Il se contenta
de lire le Mandement de M. le Cardinal de
Bissi. Pour ce qui est de la Constitution &
de l'Instruction Pastorale, il n'est pas be-
soin, Messieurs, dit-il, de vous en faire la
lecture: vous avez déjà lu sans doute ces

deux pièces, & vous sçavez ce qu'il en faut penser. A l'égard de la justification de feu M. Bossuet, il n'en dit pas un seul mot, parce qu'apparemment il ne sçavoit point ce que, de l'aveu de M. de Bissi, il devoit néanmoins sçavoir mieux que personne. Ce Grand Vicaire crût s'être tiré en habile homme de ce pas délicat, & il vint quelque tems après à Paris pour en faire sa Cour à M. le Cardinal de Noailles, à qui il étoit autrefois fort dévoué : mais une personne à qui il s'ouvrit là-dessus, lui en dit nettement sa pensée, & lui conseilla de ne point se vanter de ce qui s'étoit passé.

Dans le reste du Diocèse la liberté que M. le Cardinal de Bissi laissa sur la publication de la Constitution, dans la crainte de rencontrer de la résistance, fit que le plus grand nombre des Curés ne la publièrent point, & qu'elle ne fut lûe que dans très-peu de Communautés, soit d'hommes ou de filles.

Le P. le Sueur de sainte Maure Curé de Juilly, qui est Prêtre de l'Oratoire, fut un de ceux qui s'abstinrent de la publier, & on ne lui fit alors aucune plainte. Mais trois ans après ce vertueux Curé ayant crû ne pouvoir se dispenser de joindre son témoignage à celui de ce grand nombre d'Ecclesiastiques qui adhétoient dans les autres Diocèses à l'appel des IV. Evêques, & en ayant fait signifier l'Acte au Greffe de l'Officialité le 14. Mai 1717. attira sur lui l'indignation du Cardinal son Evêque, qui obtint un ordre pour le faire sortir de son Diocèse, en conséquence duquel il est encore retenu aujourd'hui à Paris.

A CHARTRES, la Constitution ne fut point lûe dans la Collegiale de Mantre, quoique l'Evêque l'eût fort recommandé par lettres au Doyen.

A SENLIS, six des meilleurs Curés de ce Diocèse, rendent témoignage dans la lettre qu'ils écrivirent à leur Evêque le 18. Novembre 1716. & qui est rapportée dans *Le Cri de la Foy*, que plusieurs Curés, du nombre desquels étoient quelques-uns d'eux, ne publièrent point non plus la Constitution, lorsqu'elle leur fut envoyée : " Nous

avons crû, disent-ils, pour rendre témoignage à la vérité, & pour la décharge de nos consciences, devoir déclarer à V. G. qu'il y en a parmi nous qui n'ont point publié la Constitution ni les pièces y jointes : d'autres en ont annoncé le titre ; & que ceux enfin qui l'ont publiée, ne l'ont fait qu'à regret & par respect à la jurisdiction Ecclesiastique, étant tous persuadés qu'elle a été obtenue subreptivement... Nous sommes, ajoutent-ils, d'autant plus portés à faire cette déclaration à V. G. que nous sçavons que... la plupart de nos confreres sont dans les mêmes sentimens que nous.

AU MANS, lorsqu'on apporta au Chapitre de la Cathédrale la Constitution avec le Mandement de l'Evêque, & qu'on proposa d'en faire la lecture, plusieurs Chanoines refuserent de l'entendre, & ils permirent seulement qu'on laissât ces pièces sur le bureau. Cependant un des principaux membres du Chapitre ayant fait insérer de son autorité privée sur les Registres, qu'elles y avoient été lûes, la crainte d'attirer quelque affaire fâcheuse à la Compagnie, empêcha alors ceux qui eurent connoissance de cette fausseté, de la relever ; & ils gardèrent le silence jusqu'en 1717. que l'un des deux s'en plaignit au Chapitre general tenu le 6. Avril, & demanda que la Conclusion qui contenoit cette fausseté fut bâtonnée : ce qui fut ordonné par une Conclusion, laquelle fut suivie quelques jours après de l'Appel que le Chapitre, en adhérant à celui des IV. Evêques, interjeta au Concile general par un acte solennel qui fut rendu public.

A SENS, un grand nombre de Curés de ce Diocèse ne crurent pas pouvoir publier la Constitution, & ils ne craignirent point d'en avertir les Supérieurs. Nous en avons une preuve, qu'on ne peut contredire, dans la lettre que les Doyens, Chanoines, Curés & autres Ecclesiastiques de la ville d'Etampes & du diocèse, au nombre de vingt-trois, adressèrent le 14. Février 1717. à M. le Cardinal de Noailles, pendant la vacance du Siège Archiepiscopal de

de Sens. " Lors, disent-ils, que la Constitution nous fut envoyée par feu Monseigneur notre Archevêque sur la fin de ses Jours, plusieurs d'entre nous ne firent aucune publication de cette intéressante pièce, & qu'il demandoit de tous les fidèles des larmes, & qu'il ne cessait qu'à la supplication. Il y eut un seul thème qui ne craignoit pas d'en écrire leurs sentimens à Messieurs les Vicaires Généraux, & de les porter vivement à solliciter la revocation du Mandement quiordonnoit l'acceptation & la publication de cette Constitution. Pour la porterent dans la chaire de vérité; & par ce qu'ils en dirent aux peuples, ils donnerent plusieurs des marques d'éloignement & d'improbation, que d'approbation & de consentement: tous de crainte d'ailleurs qu'il n'y eût de la divine providence nous donner l'abandon des ouvertures favorables; point nous elever contre ce decret sans exemple avec éclat & avantage.

A Trois, nous trouvons dans le même Recueil une preuve semblable que tous les Curés de ce Diocèse n'exécuterent pas ce qui leur avoit été ordonné par leur Evêque, aujourd'hui Archevêque de Sens. C'est la lettre que M. Bourgeois Curé de Jouanville écrivit à M. le Jeune Docteur en Theologie, Directeur du petit seminaire; & Curé de St. Nizier de Troyes, au sujet de la retractation publique qu'il avoit faite le 15. Novembre 1716. de la publication de la Constitution: " J'aurois suivi, dit-il, ou je suivrois aujourd'hui l'exemple édifiant que vous me donnez, si je me trouvois dans de pareilles circonstances. Mais grâces à la miséricorde de J. C. je n'ai jamais publié la Constitution, & je l'ai encore moins regardée comme la règle de ma Foi. J'ai toujours pensé comme vous mon très-généreux Confrère, que cette Constitution déchiroit cruellement la réputation d'un des plus S. & des plus sçavans Prêtres de l'Eglise; qu'elle condamnoit un livre rempli des vérités du salut, & proscrivoit des Reflexions dignes de l'Evangile. J'ai parlé par tout sur ce même ton, & je m'estimerois infiniment heureux, si le Sauveur me faisoit

la grâce de verser mon sang pour la défense des maximes qui sont si nécessairement établies dans cette pièce; & le respect de la bonté de J. C. que votre exemple aura des imitateurs; car parmi les publicateurs de la Constitution, il y en a peut-être un qui ne cessera qu'à la supplication de leur faiblesse.

Nous apprenons d'une lettre particulière, qu'un autre Curé du même Diocèse qui avoit pour voisin un Confrère très-attentif, & attentif à la conduite qu'il tiendrait en cette occasion, porta à l'Eglise le jour qu'il devoit publier la Constitution, le livre même des Reflexions; & après avoir dit à son peuple qu'il ne leur seroit point de Prône ce jour-là, parce qu'il avoit nû lecture à leur faire qui leur seroit plus utile que son Instruction, & leur lut en Chapitre entier des Reflexions. Son voisin qui interrogea quelques païsans de ses Paroissiens, s'ayant pu être éclairci par leurs réponses de ce qu'il avoit fait, n'osa l'accuser de n'avoir point publié la Constitution; & notre Curé se fut bon gré d'être sorti de ce danger par un moyen qu'il avoit lui-même ne marquer pas en lui beaucoup de générosité, & dont il ne se feroit jamais servi, s'il n'avoit trouvé la tentation plus forte que sa faiblesse.

A POITIERS, si on s'en rapporte au témoignage que le Curé de Roiffé & un Vicaire de Loudun en rendent à leur Evêque dans des lettres qui sont aussi insérées dans *Le Cri de la Foi*, une partie considérable des Curés de ce Diocèse ne firent point la publication de la Bulle. Lorsque V. G. dit le Curé de Roiffé, envoya la Constitution à tous les Curés de son Diocèse, j'en annonçai le titre en chaire, & l'acceptation qu'on fait V. G. à la fin. Une fausse prudence du siècle, & une faiblesse indigne d'un Pasteur, qui doit sacrifier sa vie plutôt que de trahir & d'abandonner la vérité, m'y firent ajouter que j'en regardois la lecture inutile, parce que personne dans ma Paroisse n'avoit le livre qu'elle condamnoit. Je ne croyois pas par là accepter la Constitution. Mais Dieu m'a ouvert les

„yeux... L'exemple des Curés de differens „Dioceses qui ont reclamé & reclament en- „core tous les jours contre la publication „qu'ils ont faite de la Constitution, & ce- „lui de plusieurs de ce Diocèse en particulier, „qui ne l'ont ni publiée ni acceptée, sont „autant de puissans motifs qui m'obligent „de recourir à V. G. & de lui declarer avec „le respect le plus sincere du monde, & sans „être induit ni sollicité par personne, mais „uniquement pour satisfaire à ce qu'exige „de moi ma conscience : 1. Qu'en publiant „le titre de la Constitution, & l'acceptation „que V. G. en avoit faite, je n'ay jamais „crû la recevoir, & que je retracte la pu- „blication que j'en ai faite, & vous prie de „la regarder comme nulle... 2. Que je de- „mande pardon à Dieu de l'avoir publiée de „la manière que je viens de le marquer, & „d'avoir si long-temps résisté aux remords de „ma conscience.

„Si vos Prêtres, dit le Vicaire de Lon- „dun, étoient canoniquement assemblés, „& qu'on leur de mandât leur sentimens se- „lon l'ancienne & loisible pratique de l'E- „glise, on verroit la majeure partie se de- „clarer contre la Constitution... Car, Mon- „seigneur, il y a près de la moitié des Cu- „rés qui ne l'ont jamais publiée. Parmi „ceux qui l'ont fait, un grand nombre ne „la reçoit point : quelques-uns m'ont dit „qu'ils étoient tentés de rompre le silence, „mais qu'ils étoient retenus par respect hu- „main.

A LA ROCHELLE, la conduite des Curés „ne fut pas différente de celle que nous ve- „nons de voir dans plusieurs Dioceses : car „voici ce qu'une personne bien informée & „digne de foi de ce Diocèse en écrivoit au „mois de Février 1717. dans une lettre qui „est citée dans l'Avertissement du *Ci de la* „Foy. „Il est certain que dans le Diocèse il y „a plusieurs Curés qui n'ont point publié la „Constitution, ou qui l'ont fait d'une ma- „nière qu'on n'y a rien compris : qu'aucun „Curé ni de la ville ni du Diocèse n'a cer- „tifié l'avoir publié ; & que quoique depuis „que les RR. PP. ont le seminaire, il se „passe qu'il y ait plusieurs Curés, sur tout

des nouveaux, qui se laissent aller à leurs „criaileries contre le P. Q. il est pourtant „encore plus certain que tous les anciens „Curés, ou au moins le plus grand nombre, „s'en moquent, & n'en lisent pas moins le „livre des Reflexions. Il est vrai qu'aucun „ne dit mot, parce qu'ils s'imaginent qu'il „n'est pas necessaire.

A SIEZ, presque tout le Chapitre de la „Cathedrale se declara contre l'acceptation „de la Constitution, lorsqu'elle lui fut pre- „sentée ; & particulièrement sept Chanoines, „qui refuserent constamment de donner mê- „me aucun acte de la lecture qui en avoit été „faite. Voici comme M. de Bellaunay Atchi- „diacre, & M. Martin Theologal, qui étoient „du nombre de ces sept, rapportent que la „chose se passa, dans la lettre qu'ils écrivirent en 1716. à leur Evêque, & qui a été „imprimée. „Nous sçavons, disent ils, que „Messieurs les Curés qui ont publié cette „Constitution, ont toujours prétendu, & „soutiennent encore aujourd'hui plus que „jamais, ne l'avoir point reçue, à l'excepti- „on d'un petit nombre malheureusement „prevu & imbu des principes ultramon- „tains. Elle a encore été moins reçue par le „Chapitre de votre Eglise Cathedrale. Vous „sçavez, Monseigneur, que nous sommes „sept, qui ne pouvant trahir nôtre con- „science, avons mieux aimé nous exposer „aux disgrâces, & même à l'indignation de „la Cour, dont on nous a tant & si long- „temps menacés, que de paroître en aucune „manière avoir reçu la Constitution, quel- „que fâcheux & contraire à nos inclinations „qu'eût été ce parti. Nos confreres qui se sont „séparés de nous, ont de même toujours „prétendu n'avoir point reçu la Bulle, si „ce n'est peut-être trois ou quatre au plus, „par pure prevention pour les principes „Ultramontains, dans lesquels ils ont été „élevés.

„Pour demeurer convaincu, continuent- „ils, que ces Messieurs sont fondés à me- „connoître la prétendue acceptation de la „Bulle il suffit de sçavoir le fait comme il „s'est passé. Nous étions avertis qu'on pre- „noit des mesures pour faire enregistrer &

recevoir la Constitution en Chapitre le
 Vend-edi 8. Juin 1714. Nous sommes
 obligés de l'avouer, M. nous nous rendi-
 mes en Chapitre, pour l'empêcher, s'il se
 pouvoit. Nous y entendîmes la lecture de
 cette Constitution & des pieces y jointes ;
 parce que c'étoit un préalable nécessaire,
 & que nous n'étions pas en droit de l'em-
 pêcher. Cette lecture faite il fut mis en de-
 liberation d'en faire l'enregistrement, ou
 du moins d'écrire sur le registre un acte
 de simple lecture desdites pieces ; & il fut
 conclu à la pluralité, qu'on n'en feroit
 point d'enregistrement, ni aucun acte sur
 le registre, pas même de simple lecture,
 rejetant loin & formellement le terme
 d'acceptation. Sur quoi un de nos confrè-
 res, quoique bien intentionné d'ailleurs,
 ouvrit l'avis d'écrire un acte de simple
 lecture, non sur le registre, mais au pied
 du cahier contenant la Constitution & les
 pieces y jointes, persuadé qu'il étoit, avec
 ceux qui le suivirent, qu'un tel acte seroit
 sans conséquence, & ne tendoit en aucune
 manière à l'acceptation qu'il rejettoit for-
 mellement. La chose mise de nouveau en
 deliberation sur ce pied-là, il se trouva onze
 voix pour l'affirmative contre sept. Voyant
 donc que nous ne pouvions empêcher cet
 acte, nous fortîmes tous sept du Chapitre,
 en protestant contre. L'acte ayant été
 dressé après notre sortie, un de la Com-
 pagnie y voulut glisser les termes de sou-
 mission & d'acceptation : mais celui qui
 avoit ouvert l'avis d'un tel acte, s'y op-
 posa fortement, avec declaration que si
 on le faisoit, il alloit aussi se retirer. De
 sorte qu'on se reduisit à un acte de simple
 lecture signé des presens, dont l'un de vos
 Grands Vicaires se faisoit, & qui n'a point
 paru depuis.

Nous ne rappellerons point ici, ajoû-
 tent-ils, ce qui s'est fait pour nous obli-
 ger à signer cet acte. Nous ne l'avons
 point voulu faire, parce que nous pen-
 sions que scauroit été recevoir la Consti-
 tution : ce qui repugnoit entièrement à
 notre conscience.

Au Diocèse de LYON, une partie des

Peres de l'Oratoire du Collège de Mont-
 bisson refusa d'assister à la lecture que leur
 Supérieur voulut leur faire de la Consti-
 tution, & tous refuserent de signer le certi-
 ficat qu'on leur demanda, poitant qu'elle
 avoit été publiée dans leur maison, & que
 tous & un chacun d'eux l'acceptoient.

Au Diocèse de LANGRES, nous voyons
 par une lettre d'un Chanoine de l'Eglise
 Collegiale d'Epoules, que la Constitution
 n'a jamais été lûe ni publiée dans ce Chapi-
 tre. C'est le temoignage qu'en rend un pieux
 Chanoine de cette Collegiale dans une lettre
 écrite à M. l'Evêque de Langres, qui se
 trouve dans le tom. 2. du *Cri de la Foy*,
 pag. 191. " Cette Bulle, dit-il, qui n'a
 pas même été envoyée au petit Chapitre
 dont j'ay l'honneur d'être membre, &
 sur lequel je n'ay jamais ni publiée, ni entendu
 publier.

Au Diocèse d'AUTUN, le Chapitre de
 Beaune, suivant une lettre écrite de cette
 ville-là le 21. Juiller 1614. ne voulut lire
 ni la Bulle ni le Mandement de leur Prelat.
 Le President du Chapitre, après en avoir
 fait lire quelques mots, dit que ceux qui
 avoient envie de lire ces pieces-là, pour-
 roient le faire en particulier, & que pour
 lui il se retireroit. Il sortit à l'instant, & tous
 le suivirent.

Au même Diocèse il se passa à peu près la
 même chose dans le Chapitre d'Avalon.
 C'est ce que nous apprenons d'une lettre
 d'un chanoine de cette Eglise Collegiale,
 écrite à M. l'Evêque d'Autun le 23. Fevrier
 1717. qui se trouve dans *Le Cri de la Foy*,
 tom. 2. pag. 214. " Il faut donc, dit-il en
 parlant à son Evêque, vous écrire, Mon-
 seigneur, avec simplicité, ce que nous
 avons pensé dans notre Chapitre, de la
 Constitution & de l'Instruction Pastorale.
 Avant que V. G. nous les eût envoyées
 avec son Mandement, nous les avions
 déjà lûes, & notre parti étoit déjà pris
 sur un sujet si important. On se contenta
 de lire votre Mandement, Monseigneur,
 & l'on donna le reste à qui le voudroit lire
 chacun en son particulier. Personne ne par-
 la ni d'acceptation ni d'enregistrement,

Au Diocèse d'AMTENS, un sçavant Benedictin nommé D. François Louvard, Religieux alors de l'Abbaye de Corbie, refusa aussi de prendre aucune part à la lecture de la Constitution, que son Prieur fit faire à la Communauté assemblée conformément au Mandement de M. l'Evêque d'Amiens. Lorsque le Prieur eût ordonné au secretaire du Chapitre de commencer cette lecture, D. Louvard se leva & demanda permission de se retirer. Le Prieur l'ayant pressé d'en dire la raison, il declara que c'étoit parce que n'approuvant point la Constitution il ne croyoit pas pouvoir assister à la lecture solennelle qu'on en alloit faire, sans protester contre, ou sans se rendre coupable de dissimulation s'il se faisoit, & que le parti de la retraite lui avoit paru plus respectueux que celui de la protestation. Alors le Prieur lui demanda, s'il avoit eu une revelation ? D. Louvard repondit qu'il ne lui en falloit point d'autre que celle de l'Evangile ; & ayant fait une profonde inclination au Prieur, il sortit du Chapitre. Il fut suivi de quatre ou cinq jeunes Religieux, qui étant dans les mêmes sentimens, furent touchés de son exemple. La chose s'étant répandue, les Protecteurs de la Constitution en porterent leurs plaintes à la Cour & aux Supérieurs majeurs de la Congregation, qui furent obligés pour les appaiser, ou pour prevenir la lettre de cachet dont ils menaçoient D. Louvard, de lui donner une obediencce pour l'Abbaye de Landevenec en basse Bretagne, où il demeura jusqu'au commencement de 1716. qu'il fut rappellé & envoyé à S. Denis en France, qui étoit sa premiere maison.

Au Diocèse de LUÇON, d'autres jeunes Benedictins avec leur Pere Maître & quelques Ecclesiastiques seculiers ne rendirent pas un temoignage moins éclatant de leur foinement sur la Constitution; mais ce ne fut qu'un peu après le tems dont nous parlons. C'est ce que nous apprenons de la Lettre d'un Magistrat servant de reponse au Memoire présenté à M. le Duc d'Orléans au sujet des explications. " L'éloignement,

"De la ville il penetra dans les Provinces.
 "Un Evêque des plus zelés pour la propagation de la Constitution propose en vain à ceux qui se presentent aux Ordres, d'en faire une acceptation pure & simple, & la veut exiger comme une preparation à l'Ordination. On refuse de recevoir les Ordres sous une telle condition, & on ne veut point acheter à ce prix les dons du saint Esprit.

On trouve dans le 2. tom. du *Cri de la Foy*, pag. 481. une lettre à M. le Cardinal de Noailles, de M. Pichaud Doyen du Doyenné rural & de l'Eglise Collegiale de Montaigu, dans le même Diocèse de Luçon, qui rend temoignage de la maniere dont la Constitution fut reçue dans son Chapitre & par la plupart des Curés de ce Diocèse. "On fut d'avis, dit-il, dans notre Chapitre, qu'on la liroit, que l'on rapporteroit acte de cette lecture sur le registre, mais sans y rien inserer qui en marquât la reception. MM. les Curés la publierent à leur Prône; très-peu y ajoûterent des instructions qui portassent à s'y soumettre; quelques-uns même la lûrent d'une maniere à n'être pas entendus de leurs peuples. Presque tout ce que nous sommes de Chanoines & Curés, nous n'avons point fait difficulté de dire librement, quand on nous en a parlé, que nous ne regardions point ce que nous avions fait en cette occasion, comme une acceptation veritable.

Au Diocèse de NEVERS, M. le Merle Curé de S. Germain aux bois, conduit par la seule droiture de son cœur, refusa de publier la Constitution, & il n'évita les poursuites de son Evêque, qu'en se retirant à Paris, où il accepta une école de charité qu'on lui presenta, & y demeura jusqu'à la fin de 1715. Voici comme il raconte lui-même tout ce qui lui arriva, dans une lettre qu'il écrivit à un de ses amis quelque tems après son arrivée à Paris. " A la premiere lecture, dit-il, que je fis de la Constitution, qu'on envoya de Paris dans notre Province, ma surprise fut extrême, d'y voir un grand nombre de propositions qui

„me paroïssent non seulement catholiques;
„mais même édifians, & condamnées com-
„me les heresies les plus detestables. Je mon-
„trois la Constitution à tous ceux qui
„avoient quelque lumiere, pour voir si elle
„feroit sur eux la même impression qu'elle
„faisoit sur moi, & je trouvois que l'éton-
„nement de presque tous ceux qui étoient
„capables de l'entendre n'étoit pas moindre
„que le mien. Je ne pouvois m'imaginer
„que les Evêques pussent jamais recevoir
„une piece semblable, & j'en parlois assez
„librement à tout le monde sur ce pied-là.
„Cependant une partie des Evêques la reçût;
„& M. l'Evêque de Nevers fut de ce nom-
„bre. Je commençai alors à avoir quelque
„inquiétude sur les sujets que cette reception
„auroit dans le Diocèse. Je résolus nean-
„moins de ne la point accepter, si elle venoit
„jusqu'à moi.

„Elle me fut envoyée au commencement
„de Juin (1714) avec le Mandement de
„M. l'Evêque, auquel étoit joint un mo-
„delle du certificat de publication, qu'il
„exigeoit qu'on lui envoyât, dans lequel
„on déclaroit, qu'on avoit publié au Prône
„la Constitution, & qu'on avoit lu attenti-
„vement l'Instruction Pastorale dressée par
„l'Assemblée generale : qu'on acceptoit avec
„soumission & respect la Constitution, &
„qu'on adoptoit sans aucun changement pour
„regle de ses sentimens l'Instruction Pasto-
„rale. Quand je reçus cet ordre, je balançai si
„l'obéissance ne m'obligeoit point à publier
„au moins la Constitution; & dans ce
„doute je consultai quelques personnes pieu-
„ses & éclairées, qui me dirent sans hésiter
„que dans le sentiment où j'étois que cette
„Constitution étoit très-mauvaise, je ne
„pouvois la publier sans me rendre coupable.
„Je n'eus point de peine à entrer dans
„leur sentiment, & leur réponse me fit
„regarder la pensée que j'avois eüe comme
„une illusion & un effet de la crainte du
„credit des Jesuites & de la puissance du
„Roi. Ainsi je ne fis rien de tout ce qu'or-
„donnoit M. l'Evêque de Nevers, qui ne
„m'en fit pas faire la moindre plainte pen-
„dant près de trois mois.

„A la fin du mois d'Août le P. Brassin
„Jesuite Supérieur du nouveau Séminaire,
„& qui gouverne le Diocèse, étant venu
„avec d'autres Jesuites faire une mission à
„Tannay, ville dont je suis voisin, & ayant
„appris que je ne voulois pas recevoir la
„Constitution, me fit écrire une lettre sou-
„droyante, par laquelle il me mandoit de
„l'aller trouver. J'y allay, & sur le refus
„que je fis de lui donner le certificat de pu-
„blication & d'acceptation qu'il me deman-
„da, il s'emporta contre moi d'une manie-
„re furieuse, & me traita avec toute la
„hauteur, le mepris & les menaces que la
„colere purent lui suggerer, me disant en-
„te autres choses, que je voulois donc me
„perdre, & qu'il m'apprendroit à leur re-
„sister de front. L'étonnement où j'étois de
„voir un pareil emportement, ne me laissa
„pas la liberté de lui répondre autre chose,
„sinon que ma conscience ne me permettoit
„pas de faire ce qu'il demandoit de moi.
„Je n'en dis gueres davantage à plusieurs
„personnes qui touchées de la durée avec
„laquelle il m'avoit traité, & apprehen-
„dant pour moi quelque chose encore de
„plus triste, me pressoient de donner le cer-
„tificat.

„Le P. Brassin ne se contenta pas des
„menaces qu'il m'avoit fait lui-même, il
„m'en fit faire encore par plusieurs person-
„nes, à qui il circonscia les mesures
„qu'il devoit prendre pour me pousser à
„bout, d'une manière si propre à m'inti-
„mider, que je m'attendois à tous momens
„à voir éclater sa colere contre moi, &
„qu'il n'y avoit pas de jour que je ne me
„disposasse à m'enfuir pour me dérober à
„ses poursuites. On me laissa néanmoins
„en repos jusqu'à la fin de Novembre, que
„M. le Curé de Tannay, Archevêque du
„canton, me fit part d'une lettre que M.
„l'Evêque de Nevers lui écrivoit à moi
„sur ce sujet, où il lui marquoit qu'il étoit me-
„content de mes sentimens, & qu'il vouloit
„que je lui rendisse compte de ma doctrine,
„& que je lui envoyasse le certificat qu'il
„m'avoit fait demander. Je priai M. l'Ar-
„chevêque de lui faire réponse pour moi ;

« que mes sentimens étoient conformes à
 « ceux de l'Eglise , que je renfermois ma
 « doctrine dans la profession de foi qui est
 « à la fin du Concile de Trente ; & que
 « quant aux affaires du tems , je condam-
 « nais très-sincèrement les cinq propositions ;
 « mais que pour le certificat , je ne pouvois
 « l'envoyer. M. l'Archiprêtre me conseilla
 « d'aller voir ce Prelat , pour m'expliquer
 « moi-même avec lui ; & le persuader que
 « ma résistance ne venoit que des peines de
 « conscience que j'avois. Mais d'autres per-
 « sonnes m'en détournèrent , & me dirent
 « que je n'avancerois rien , & qu'au contrai-
 « re je l'irriterois encore davantage , puis-
 « que j'étois résolu de lui refuser à lui-même
 « le certificat en question. Je suivis ce der-
 « nier avis , & demeurai tranquille jusqu'au
 « commencement de cette année (1715)
 « que M. l'Evêque m'écrivit directement une
 « lettre datée du 6. de Janvier , où sa co-
 « lère contre moi étoit marquée d'une ma-
 « nière qui me fit comprendre que le seul
 « parti que j'avois à prendre , étoit de me
 « retirer jusqu'à ce que l'orage fût passé :
 « c'est ce que je fis , après avoir pris les
 « précautions nécessaires pour ne pas perdre
 « mon bénéfice & pour le faire desservir
 « pendant mon absence ; & je me refugiai à
 « Paris.

Au Diocèse de Metz , M. Jollain Curé
 de Burdicourt , & chargé alors du soin de
 deux autres paroisses voisines , y ayant lu à
 ses Prônes une partie du Mandement de son
 Evêque , sans avoir rien lu de la Constitu-
 tion , en eût néanmoins du scrupule ; parce
 que la publication du Mandement lui pa-
 roissoit renfermer celle de la Constitution.
 Il prit occasion de l'instruction qu'il fit
 l'année suivante à son peuple le jour de S.
 Jacques 25. Juillet (1715) pour réparer la
 faute qu'il craignoit d'avoir faite. Après
 avoir expliqué de quelle manière l'Eglise
 est établie sur le fondement des Apôtres , &
 l'étroite obligation que ses Pasteurs & ses en-
 fans ont de ne point recevoir d'autre Doctri-
 ne que celle qu'ils ont annoncée , il dit que
 c'étoit par cette raison qu'il s'étoit abstenu
 l'année précédente de leur faire la lecture

d'une Bulle qu'on lui avoit envoyée , parce
 que plusieurs personnes éclairées la regar-
 doient comme contraire à cette Doctrine
 Apostolique. Il écrivit en même tems à M.
 de Metz une lettre respectueuse qui a été
 imprimée , pour lui rendre compte de ses
 sentimens & de sa conduite par rapport à la
 Constitution. Il lui demandoit pardon de
 l'espece de dissimulation dont il avoit usé ,
 & lui avouoit , qu'il n'avoit osé publier la
Constitution dans aucune des Eglises qu'il lui
avoit confiées , & même qu'en publiant son
 Mandement , *il n'en avoit point lu ce qui*
*concernoit la condamnation du livre en gene-
 ral & des propositions en particulier.*

Nous trouvons dans *Le Cri de la Fy* un Tom II.
Pag. 601.
 acte signé par le Prevôt de l'Eglise Cathé-
 drale de Toulon , qui certifie que la
 Constitution n'a jamais été ni lue ni enre-
 gistrée dans ce Chapitre : le voici : " Je
 « soussigné certifie que M. l'Evêque de Tou-
 « lon ne prit point l'avis de son Chapitre
 « sur son Mandement du 2. Mai 1714.
 « pour la publication de la Constitution
 « *Unigenitus* ; que ladite Constitution & le
 « Mandement de M. l'Evêque furent envoyés
 « au Chapitre , mais qu'on n'en fit aucune
 « lecture , aucun enregistrement ; ni aucun
 acte d'acceptation &c.

Si on avoit pris la peine de faire des en-
 quêtes dans les différens Diocèses du Royau-
 me , sur tout dans les cantons les plus re-
 culés , on verroit que la Constitution n'a
 été ni lue , ni enregistrée , ni même envoyée
 par les Evêques dans la plupart des Chapi-
 tres des Eglises Cathedrales & Collegiales
 des Provinces éloignées. Nous voyons , par
 exemple , dans le Languedoc plusieurs Cha-
 pitres auxquels les Evêques n'ont pas même
 communiqué la Bulle , bien loin de vouloir
 les obliger de la recevoir. Voici ce que
 marquoit un Chanoine de l'Eglise Cathé-
 drale d'Agde , à un de ses amis dans une
 lettre qu'il lui écrivoit le 23. Fevrier 1719.
 & dont on a l'original entre les mains : on
 verra par là , qu'on ne faisoit pas plus de cas
 de la Bulle dans ces pais éloignés , que dans
 les Diocèses voisins de Paris. " Notre Cha-
 pitre , dit-il , ni celui de Pefenas (dans le

„même Diocèse) n'ont pas fait leurs regi-
 „stres d'un seul mot concernant la Bulle ;
 „elle ne leur a pas été même envoyée. Je
 „sçai certainement qu'il en est de même des
 „Chapitres de Beauvais.

Enfin nous voyons par plusieurs lettres
 touchant les Religieuses du Diocèse de
 BEAUVAIS, qu'on a imprimées dans le 1.
 volume du *Cri de la Foy*, que la Consti-
 tution ne fut pas reçue autrement dans les
 Communautés de filles, où elle fut envoyée,
 que nous avons remarqué qu'elle le fut par
 la plupart des Curés & des Chapitres ; c'est-
 à-dire qu'elles en firent la lecture, *ne croyant*
pas que cette lecture fût une acceptation ; que
 plusieurs Religieuses ne laissèrent pas d'en
 ressentir de grandes peines de conscience, &
 que quelques-unes ne purent s'empêcher de
 les faire connoître à leurs Supérieurs. Voici
 en particulier ce qui se passa dans le Cou-
 vent des Religieuses Benedictines de S. Mar-
 tin lez-Boran, suivant une de ces lettres qui
 est parfaitement belle, & qu'on peut regar-
 der comme une juste refutation de la pre-
 tention de ceux qui soutenoient que la
 Constitution avoit été acceptée par toute
 l'Eglise. C'est la lettre que Messieurs Des-
 essartz Ecclesiastiques de Paris, freres d'une
 de ces Religieuses, écrivirent à M. l'Evê-
 que de Beauvais, qui les avoit accusés par
 une lettre publique de leur avoir inspiré ces
 sentimens.

„Lors, disent-ils, que deux de nous al-
 „lèrent à S. Martin lez-Boran, au mois
 „d'Octobre dernier (1715) il y avoit deux
 „ans que nôtre Sœur n'avoit reçu de nous
 „ni lettre ni visite : ce qui prouve mani-
 „festement, que ce n'est point nous qui
 „avons formé ses sentimens sur la Consti-
 „tution. En effet nous trouvâmes non seu-
 „lement nôtre Sœur, mais toutes les Re-
 „ligieuses, avec la Supérieure & le Confes-
 „seur, très persuadées que les propositions
 „condamnées par la Constitution *Unige-*
 „*ni* *us*, renfermoient les verités les plus
 „importantes de la Religion. Ce ne fut
 „donc point sur cela, Monseigneur, qu'el-
 „les nous consulterent : il n'en fut nul-
 „lement question ; elles alloient sur ce

„point aussi loin que nous. Mais voici quel
 „fut le doute unique qu'elles nous propo-
 „sèrent.

„Elles avoient assisté à la lecture de la
 „Bulle qui s'étoit faite par vos ordres à
 „leur Chapitre, dans la pensée que cette
 „lecture faite ou entendue sans réclamer,
 „étoit absolument indifférente, & ne les
 „engageoit à rien ; ou plutôt la crainte des
 „suites & l'amour du repos leur avoit four-
 „ni des raisons pour se le persuader. Mais
 „comme plusieurs d'entre elles ont de la
 „droiture & des lumières, il leur restoit du
 „trouble & de l'agitation sur le consente-
 „ment qu'elles avoient paru donner par
 „leur silence à un decret qu'elles n'approu-
 „voient point. Il étoit même arrivé un fait
 „qui les frappoit beaucoup : une de leurs
 „sœurs, nommée la sœur de S. Joseph,
 „avoit déjà témoigné publiquement son
 „repentir d'avoir entendu cette lecture, &
 „étant ensuite tombée malade, elle s'étoit
 „déterminée, plutôt que de se retracter, à
 „mourir sans Sacramens, dont elle auroit été
 „effectivement privée, s'ils ne lui avoient
 „été administrés par un Confesseur étran-
 „ger, qui ne lui fit aucune peine sur ses
 „dispositions.

„Nous fumes donc uniquement consultés
 „sur cette question de morale, si lorsque
 „les Evêques ordonnent la lecture ou la
 „publication de leurs Ordonnances & de
 „leurs Mandemens, ils exigent cette lecture
 „ou publication des inférieurs comme un
 „acte de soumission de cœur & d'esprit à
 „ce qui y est contenu, & comme une preu-
 „ve par laquelle ils s'assurent que tout leur
 „Diocèse embrasse les mêmes sentimens &
 „la même conduite. Nous ne craignons
 „point de vous avouer, Monseigneur, que
 „nous nous déclarâmes pour l'affirmative...
 „Nos raisons firent impression sur nôtre
 „Sœur. Pour apaiser les troubles de sa
 „conscience, & réparer la faute qu'elle
 „croyoit avoir faite, elle alla après cet en-
 „tretien trouver la Supérieure, elle se jeta
 „à ses pieds, & lui demanda pardon d'a-
 „voir témoigné par le silence qu'elle avoit
 „gardé en entendant la lecture de la Bulle,

„qu'elle l'acceptoit , quoiqu'elle ne l'ac-
„ceptât point : elle eût ensuite la franchise
„de dire dans la maison ce qu'elle avoit fait,
„& par là V. G. eut connoissance de ce qui
„s'étoit passé.

„Voilà, Monseigneur, tout son crime ;
„voilà ce qui lui a attiré la separation des
„Sacremens dont elle est privée depuis six
„mois, la défense de faire les Pâques, &
„toutes les mortifications humiliantes, aux-
„quelles une Religieuse condamnée par son
„Evêque ne peut manquer d'être exposée.
„Mais dans le fond quel est ce crime ? Ce
„n'est pas de ne point accepter la Bulle,
„toute sa Communauté seroit coupable
„comme elle ; c'est d'avoir craint plus que
„les autres de pecher contre la sincerité,
„d'avoir temoigné seule par une action
„d'humilité ce que toutes les autres pensoient
„avec elle en secret : c'est en cela qu'elle
„s'est distinguée du reste de sa Commu-
„nauté ; c'est à cela seul que nous l'avons
„poutée par nos conseils : c'est donc en
„cela seul que consiste son crime & le nôtre.
Revenons maintenant à la suite de nôtre
Histoire.

§. XXXI.

Arrêt du Conseil, & Decret de l'Inquisition de Rome contre le Mandement de M. de Metz. Eclaircissement sur la pretendue revocation du Mandement d'Ambrun.

LE zele des Evêques qui vouloient qu'on regardât la Constitution comme une regle de Foy, ne se borna pas à troubler leurs Diocèses pour l'y faire recevoir comme telle, il s'étendit jusqu'aux Diocèses de ceux mêmes de leurs Confreres qui avoient accepté la Constitution, mais qui l'avoient fait par des Mandemens qui restraignoient trop à leur gré cette acceptation. Ils s'élèverent principalement contre le Mandement de M. l'Evêque de Metz, qu'ils firent condamner à Rome & en France, & contre celui de feu M. l'Archevêque d'Ambrun, qu'ils tâchèrent d'aneantir par une Decla-

ration qu'ils supposèrent que ce Prelat avoit faite avant sa mort. Et si le Mandement de feu M. l'Evêque de Sisteron, semblable à celui de Metz, fut épargné, c'est apparemment qu'il ne vint pas alors à leur connoissance, ou qu'ils voulurent bien le negliger. Ainsi ils se sont contentés de l'exclure de leur Recueil. Voyons d'abord de qu'elle maniere le Mandement de M. de Metz fut reçu dans le public.

Lorsque ce Mandement parut à Paris, où il s'en distribua un grand nombre d'exemplaires, les deux partis en furent également surpris. On y réunissoit deux choses qui paroissent incompatibles, la condamnation & l'acceptation de la Bulle, c'est-à-dire, que le Corps du Mandement presentoit un exposé de Doctrine aussi opposé à celle de la Bulle, qu'il étoit conforme à celle du livre & des propositions censurées ; & on ne laissoit pas dans la conclusion d'accepter la Bulle & de condamner le livre & les propositions. Ce temperement employé sans doute pour concilier les partisans & les adversaires de ce Decret, ne plut ni aux uns ni aux autres ; mais les premiers furent les plus mecontents, ils ne purent se persuader que l'acceptation qu'on y paroissoit faire de la Constitution, fut serieuse, lorsqu'on en rejettoit en même tems la Doctrine ; ni que la condamnation du livre & des propositions qu'on paroissoit adopter, fut sincere, lorsqu'on enseignoit la même chose que ce qui étoit enseigné dans le livre & exprimé dans les propositions. Un de leurs principaux Docteurs prononça dans une grande compagnie, *que le Mandement de Metz étoit la satire la plus violente qui eût encore paru contre la Constitution*. Tous les Jesuites qui étoient personnellement choqués des traits avec lesquels on les depeignoit au commencement du Mandement, n'en avoient pas une autre idée ; & rien n'est plus juste que l'observation de l'Auteur qui le fit reimprimer en Hollande avec un Avertissement qu'il mit à la tête. "C'est en vain, dit-il, que M. de Metz s'est flatté, ou d'appaier les Jesuites, ou de leur donner le change, en leur sacrifiant injustement

„ment l'Auteur & le livre des Reflexions
 „morales, que ce Prelat condamne avec
 „les 101. propositions, quoique tout le
 „corps de son Mandement le dût conduire
 „à une conclusion contraire. C'est en vain
 „que ce même Prelat, pour menager ces
 „Peres ou pour les leurrer, leur presente un
 „phantôme du Jansenisme qu'il accable des
 „plus rigoureuses censures. C'est en vain
 „que, pour faire passer la liberté qu'il
 „prend de donner à la Bulle un bon sens
 „qu'elle n'a point, il suppose au livre des
 „Reflexions de très mauvais sens qu'il
 „n'a point non plus, & dont l'Auteur a
 „toujours été très éloigné. Enfin, c'est
 „inutilement qu'il accepte la Bulle, & qu'il
 „en ordonne la publication dans tout son
 „Diocèse. Ce n'est plus cette Constitution
 „que les Jesuites ont tant sollicitée; ce n'est
 „plus cet objet de leurs vœux & de leur
 „complaisance: ils n'en reconnoissent aucun
 „trait qui ne soit défiguré; ils ne voyent
 „plus la Doctrine de leur Molina élevée sur
 „les débris de l'école de S. Thomas; ils ne
 „trouvent plus les relâchemens de leurs Ca
 „nons autorisés; la discipline de la peni
 „tence affoiblie; le droit des Evêques ou
 „vertement violé; les libertés de l'Eglise de
 „France foulées aux pieds. Ils redeman
 „dent leur Bulle dans son état naturel, &
 „veulent qu'on ancantisse ce commentaire
 „inutile qui la représente toute autre qu'elle
 „n'est.

C'est ce qu'ils obtinrent bientôt après, &
 ce qu'ils firent ordonner par le Roi même,
 en l'engageant à rendre dans son Conseil
 d'Etat un Arrêt du 5, Juillet 1714. où S. M.
 ordonne, que le Mandement & Instru^{ct}o
Rassort de l'audit sieur Evêque de *Isle* de
 meurent supprimés, révoqués & annulés;
 comme faits au préjudice des Lettres patentes
 de S. M. contraires à l'acceptation de la
 Bulle faite par l'Assemblée du Clergé de
 France, & tendans à s'opposer ou à rendre
 inutile la condamnation des erreurs con
 tenues dans les 101. propositions, que du li
 vre qui les reforme.

Cet Arrêt qui fut affiché & publié
 tout, ne surprit pas moins par la nouveauté

de la demarche qu'on y faisoit faire au Roy
 contre les droits les plus inviolables de la
 puissance Ecclesiastique, que par le peu de
 solidité des motifs dont on tâchoit de la co
 lorer. On en marquoit quatre ou cinq qui
 avoient porté S. M. à ordonner la suppression
 de ce Mandement: *Qu'il étoit injurieux à
 sa Sainteté & aux Prelats de la dernière
 Assemblée du Clergé: qu'il introduisoit une
 forme nouvelle d'accepter les Constitutions
 des Papes, & qu'il avoit formellement con
 trevenu aux Lettres patentes du 14. Février
 1714. par lesquelles il étoit porté que la Bul
 le seroit reçue d'une manière uniforme dans
 toute l'étendue du Royaume, suivant les ré
 solutions qui avoient été prises à ce sujet dans
 l'Assemblée.*

Or aucun de ces motifs ne paroissoit
 fondé, comme l'auteur de l'Avertissement
 que nous avons cité, le fait voir en détail,
 il y montre que loin qu'on pût dire que ce
 Mandement fut injurieux à S. S. on pouvoit
 lire au contraire que M. de Metz avoit
 poussé jusqu'à l'excès le respect pour le Pa
 pe, par le parti qu'il avoit pris de cacher
 tous les défauts de sa Bulle, & d'y donner
 en l'acceptant le tour le plus specieux & le
 plus capable de la faire respecter: Qu'il avoit
 eu la même attention à menager les Prelats
 dont il ne disoit pas un seul mot qui pût les
 choquer, & à ne point s'éloigner des réso
 lutions de l'Assemblée. " Il a jugé comme
 elle, dit nôtre auteur, que la Bulle avoit
 „un très-grand besoin d'être expliquée. Il
 „a usé du droit que l'Assemblée lui laisse, &
 „qu'elle ne pouvoit lui ôter, de faire un
 „Mandement explicatif de la Bulle, comme
 „les Prelats de l'Assemblée en ont fait un.
 „Il est vrai qu'il a fait mieux qu'eux; mais
 „il ne se declare point contre eux; & on
 „ne peut pas dire qu'il leur soit contraire.
 „On ne peut pas dire non plus qu'il ait
 „contrevenu aux résolutions de l'Assemblée,
 „ni par conséquent aux Lettres patentes qui
 „sont relatives à ces résolutions. Ainsi il ne
 pouvoit y avoir d'autre motif véritable du
 traitement ignominieux fait à un Evêque de
 la distinction de M. de Metz, sinon qu'il
 avoit usé des droits de l'Episcopat d'une ma

niere qui humilioit les Jesuites , & qu'il avoir pris des mesures plus justes que celles des X^{es} Prelats , pour maintenir les libertés de l'Eglise Gallicane.

Ce ne fut pas assez pour les Promoteurs de la Constitution d'avoir fait supprimer en France ce Mandement , ils le denoncerent en même tems à Rome , où ils obtinrent de l'Inquisition un decret semblable à ceux qu'ils avoient déjà fait rendre contre les Mandemens des Evêques opposans. Il est daté du 22. Août 1714. & il fut affiché à Rome le 27. du même mois. Le Mandement y est condamné , *comme étant au moins scandaleux , presomptueux , temeraire , injurieux au S. Siege Apostolique, & induisant au schisme & à l'erreur.*

Il semble que M. de Metz auroit dû se plaindre d'un decret si abusif à tous égards ; les Evêques sur qui retomboit l'injure qu'on lui faisoit , se réunir pour en demander la réparation ; & les deux Puissances concourir à repousser l'atteinte mortelle qu'on y donnoit à nos libertés. Mais on garda de toutes parts un profond silence ; & l'auteur du *Revenement des libertés de l'Eglise Gallicane* , fut le premier qui développa deux ans après tous les abus de ce decret , & qui prit soin de reparer en quelque sorte la negligence qu'on avoit eüe à s'y opposer. Nous renvoyons aux reflexions judicieuses qu'il a faites sur ce sujet , pour passer au Mandement d'Ambrun.

Nous trouvons tout ce qui regarde ce Mandement , rapporté avec le detail le plus exact dans un Memoire qu'on nous a communiqué. Quoique nous n'en connoissions pas l'auteur , il a tant de caracteres de verité , qu'on ne peut douter qu'il ne vienne d'une personne particulièrement attachée à feu M. d'Ambrun , & peut-être de sa maison. Elle paroît également instruite de toutes les circonstances de cette affaire , & scrupuleuse à les rapporter avec fidelité. C'est ce qui nous porte à insérer ici ce Memoire en entier. Mais auparavant il est bon de faire connoître les pieces dont il y est parlé , à ceux qui ne les auroient point vûes. Il y en a trois qu'on a imprimées

dans le Recueil des Mandemens en cet ordre.

La premiere est une Ordonnance de M. de la Perusse Prevôt de l'Eglise d'Ambrun , Vicaire general & Official le Siege vacant , datée du 9. Decembre 1714. où il assure , comme depositaire des dernieres volontés de feu M. l'Archevêque , " que ce Prelat craignant que le Mandement qu'il avoit fait pour l'acceptation de la Bulle , ne fût pris dans un autre sens que celui qu'il s'étoit proposé , avoit crû qu'il étoit de son devoir de declarer plus expressement les véritables intentions , & qu'il avoit souhaité qu'on rendit sa Declaration publique en la faisant imprimer avec son Mandement. Et il ordonne en consequence à tous les Curés & ecclesiastiques du Diocèse , de recevoir le susdit mandement , suivant & dans l'esprit de cette Declaration.

La seconde piece est le Mandement daté du 6. Mai 1714. qui est très court & dont nous avons rapporté plus haut ce qu'il y a d'essentiel.

Et la troisième est la Declaration qui est conçue en ces termes : " Cejourd'hui 29. Octobre 1714. à Ambrun dans le Palais Archiepiscopal en présence de Messieurs André Remusat Prêtre , Docteur en Theologie , Curé de S. Vincent en cette ville ; Pierre Pons , & Jacques Danel Bachelier en droit , aussi Prêtres Beneficiers en l'Eglise Metropolitaine de Notre Dame de cette ville soussignés , Monseigneur l'Ill. & Rev. Messire Charles Brulart Marquis de Genlis , Archevêque & Prince d'Ambrun , a fait declaration de la teneur qui suit , & m'a ordonné comme son secretaire , de la mettre par écrit : *Pour empêcher qu'on ne donne de mauvais sens à notre Mandement du 6. Mai 1714. nous declérons que notre intention a été & est encore d'accepter & faire publier dans tout notre Diocèse sans aucune condition , purement & simplement , la Bulle de N. S. P. le Pape Clement XI. datée du 8. Septembre 1713. comme les autres propositions & le livre des Reflexions Morales de Quesnel sur le N. Testament. Nous avons adopté , comme nous adoptons*

„encore , l'excellente Instruction Pastorale
 „de l'Assemblée des Evêques tenue à Paris
 „à cette occasion : de quoi nous voulons qu'on
 „prenne aïte. N'ayant mondit Seigneur l'Ar-
 „chevêque pu signer , attendu son grand
 „âge & sa foiblesse corporelle , jouissant
 „néanmoins par la grace de Dieu d'une par-
 „faite & entière connoissance. Signé RAMU-
 „SAT Curé de S. Vincent , PONS , DANIEL
 „Prêtres. Et plus bas , Par Monseigneur
 „l'Archevêque , F. VINATIER secretaire
 „Archiepiscopal.

ECLAIRCISSEMENT sur la Declaration
 presendue de M. l'Archevêque d'Ambrun du
 29. Octobre 1714.

La Bulle *Unigenitus*, l'instruction Pasto-
 rale des XL. & les lettres patentes de sa Ma-
 jesté ayant été envoyées par les Agens gene-
 raux du Clergé de France à feu M. l'Arche-
 vêque d'Ambrun , ce prelat fut long-tems à
 penser à ce qu'il avoit à faire.

Les Jesuites de la ville Episcopale , ne s'ac-
 commodant pas d'un si long retardement ,
 alloient tous les jours à son Palais pour le
 sollicitier à faire son Mandement conformé-
 ment au modèle envoyé par l'ordre de l'As-
 semblée à tous les Evêques du Royaume.
 Caresses , promesses , menfonges , & jus-
 qu'aux menaces ; ils mirent tout en usage
 pour le gagner.

Le Pere Jouve Supérieur de son Semina-
 ire , pour qui le Prelat avoit quelque prédilec-
 tion , étoit le Jesuite respectueux , sou-
 mis , adulateur. Le Pere Recteur venoit à
 l'appui de son confrere par prières , suppli-
 cations , raisons d'Etat & de conscience. Le
 Pere Prost Jesuite du College contrefaisant
 l'Augustinien & le Thomiste , feignoit d'en-
 trer dans les sentimens du Prelat ; mais il
 ajoutoit que les tems n'étoient pas favora-
 bles pour le Thomisme , & qu'il craignoit
 tout pour M. l'Archevêque & du côté du
 Pape & du côté du Roi , gemissant en ap-
 parence sur les tristes suites , qui infaillible-
 ment arriveroient , s'il s'éloignoit du sen-
 timent des XL. Le Pere Quers Professeur
 dans le Seminaire , étoit le Brulot , qui ton-

noit , menaçoit & même insultoit le Prelat ,
 & avec tant de hauteur & de fierté que le
 Sr. Thierry Secrétaire de M. l'Arch. vèque ,
 fut obligé une fois de le faire sortir de la
 chambre du Prelat , craignant avec raison
 que la santé de son maître , qui étoit déjà
 incommodé & languissant , ne souffrit de se
 voir si maltraité par un inferieur qui lui
 manquoit de respect.

Enfin le projet du Mandement tel que
 nous l'avons imprimé , parut ; & avant
 que de le mettre sous la presse , le Prelat
 par boneté voulut bien le communiquer aux
 Jesuites.

Ces Peres convoqués chez lui le lurent
 avec attention. Le P. Jouve dit qu'il n'y
 avoit rien à ajouter , & que le Mandement
 étoit beau , bon & Catholique. Et vous ,
 Pere Recteur , dit le Prelat , qu'en pensez-
 vous ? Ah , Monseigneur , j'en suis charmé ,
 c'est catholiquissime.

Sur ces deux témoignages le Prelat , avant
 que de le faire imprimer , en fit faire quel-
 ques copies manuscrites pour les faire pu-
 blier aux Prônes des trois Paroisses d'Am-
 brun , & en afficher une copie à la porte de
 la Metropole.

Cette copie ne fut pas plutôt affichée
 que les Jesuites envoyerent la transcrire sans
 perdre de tems , & en firent plusieurs autres
 copies qu'ils envoyerent incessamment en
 Cour.

Qui fut surpris ? Ce fut M. l'Archevêque
 de recevoir deux lettres , l'une de M. le Car-
 dinal de Rohan , l'autre de M. le Chancel-
 lier , qui lui marquoient tous deux que le
 Roi étoit très mecontent de son Mandement ,
 que le Pape le feroit encore davantage , &
 que le plus sûr parti pour lui étoit de le ran-
 ger à l'avis des XL. sans autre explication
 que celle de l'instruction Pastorale.

M. l'Archevêque ferme dans ses senti-
 mens sur la grace , sur les libertés de l'Eglise
 Gallicane & sur le droit des Evêques , leur
 répondit en grand Evêque , toutefois avec
 un respect infini pour sa Majesté , & leur fit
 connoître qu'il ne changeroit jamais de
 doctrine , & que ce qu'il avoit écrit , étoit
 écrit. Le Sr. Thierry l'un des Secretaires du

deffant Prelat, & son homme de confiance, est fait des minutes de ces deux lettres.

Ces deux reponses envoyées en Cour, M. l'Archevêque n'a jamais vû ni Prêtre, ni laïque un peu au fait des affaires de l'Eglise, qu'il ne leur ait dit, & jusqu'à ses domestiques, qu'on lui couperoit plutôt le cou, que de le faire changer sur la grace efficace, qu'il croyoit de foi être la doctrine de l'Eglise, non plus que sur le droit des Evêques & des libertés de l'Eglise de France. Et s'il avoit eû plus de santé & moins d'âge, ou qu'on ne l'eût pas prié du côté de la Cour de garder le silence, on auroit eû de lui un sçavant écrit sur l'efficacité de la grace & contre la morale relâchée, ainsi qu'il en avoit menacé M. l'Evêque de Gap par une lettre qui a été dans les mains de tout le monde.

Ce que cet illustre Prelat n'a pas fait, pour se conformer aux volontés de la Cour, il l'a fait en un sens dans son testament du 18. Avril 1714. dans lequel n'ayant laissé à sa famille que ses biens de patrimoine, il a institué pour ses heritiers & legataires universels la fabrique de son Eglise Metropolitaine, Nôtre Dame d'Ambrun, & l'hôpital de la même ville par égales parts & portions, ses legs pieux, ses fondations, & les gages, legs & pensions à ses domestiques payées.

Or parmi ses fondations il donne une pension annuelle & perpetuelle de trois cens livres pour entretenir un Theologien prêtre seculier, pour faire pendant neuf mois de l'année trois fois chaque semaine l'explication de l'Ecriture sainte, en se conformant (ce sont les termes du testament) au sentiment du Docteur Angelique S. Thomas, ou l'explication du Catechisme composé par l'ordre du Concile de Trente. Il donne encore pour le logement de ce Lecteur une maison par lui acquise à Ambrun; meuble cette maison; veut que toute la Bibliothèque y soit mise à l'usage du Lecteur, & des Ecclesiastiques du Diocèse; donne la somme de deux mille livres une fois payée pour les reparations de ladite maison, & de plus une

pension annuelle & perpetuelle de deux cens livres, tant pour les reparations à venir & charges de la même maison, que pour l'augmentation de sa Bibliothèque, ordonnant que ce qui restera de cette somme, soit annuellement employé à acheter des livres, qu'il veut être préferablement à tous autres, les SS. PP. de l'Eglise imprimés par les soins de la sçavante Congregation de S. Maur, & les plus beaux ouvrages composés sur le dogme & la morale par MM. de Port-Royal, lesquels toutefois n'auront encouru aucune censure selon les formes prescrites dans ce Royaume: donnant sur le tout une exclusion absolue à tous les livres tant dogmatiques que moraux, où il se trouvera veritablement quelques propositions condamnées comme dessus. Par où il exclut tacitement presque toutes les Theologies scholastiques & morales des Jesuites, dans lesquelles on trouve un nombre infini de propositions condamnées par les Papes, les Evêques, & le Clergé de France.

Jamais Prelat ne fut plus ennemi des nouveautés dans la doctrine de la grace & de la morale de J. C. que le fut toujours M. l'Archevêque d'Ambrun. L'un de ses plus grands soins, depuis qu'il eût donné son seminaire aux Jesuites, fut de veiller à ce qu'ils n'enseignassent rien de contraire à S. Augustin & à S. Thomas, tant sur la grace que sur la morale; & sur toutes choses il leur deffendit d'enseigner leur opinion probable, & les obligea à la condamner dans des theses publiques qu'il leur fit soutenir. Il a vecu, & il est mort sans changer de sentiment.

Ainsi on ne peut exprimer la surprise où fut tout Ambrun, & tous ceux qui ont eu l'honneur de connoître ce grand Prelat, lorsque les Jesuites firent courir soudainement le bruit, trois jours avant sa mort, qu'il avoit retracté son Mandement pour la publication de la Bulle *Unigenitus*, & qu'il avoit accepté purement & simplement cette Constitution, sans restriction ni explication; ce qui donna lieu à ses amis de s'informer de la vérité du fait.

Par cette information on apprit de plu-

seurs temoins dignes de foi, que les quatre Jesuites nommes cy-dessus, furent trouver le 21. Octobre 1714. le Sr. Vinatier Curé de S. Donat, Confesseur du Prelat & l'un de ses Secretaires, pour l'engager à avoir de M. l'Archevêque une retractation de son Mandement, & une acceptation pure & simple de la Constitution du Pape.

Ce Curé leur repondit, " (a) Que la chose étoit difficile, & qu'il ne voyoit aucun moyen d'y réussir. J'ay confessé le Prelat, ajouta-t-il, le 21. de ce mois, dans toutes les apparences pour la dernière fois de sa vie. M. le Prevôt, tout le Chapitre present, lui a donné le saint Viatique le 23. Il a reçu aujourd'hui de mes mains l'extrême onction. Et vous sçavez par vous-mêmes, mes Peres, qu'il n'est pas en état de raisonner beaucoup, & qu'on le peut dire agonisant & mourant à chaque moment, par l'épuisement & la grande foiblesse où il est. D'ailleurs les domestiques qui sçavent comme moi ses sentimens sur son Mandement, & la peine qu'il nous a marquée à tous que vous lui faisez, quand vous lui proposez d'en faire un autre, ne l'abandonnent point, & sont tour à tour au chevet de son lit, se relevant les uns les autres. Ainsi je ne puis rien dire qu'ils ne l'entendent, & si M. l'Archevêque revenoit en santé, ils me perdroient dans son esprit, & je dois le menager par reconnaissance de ses bontés & de la confiance dont il m'a honoré.

"Vous devez encore plus nous menager nous-mêmes, repliqua un des Jesuites: nous pouvons également vous faire reconvenir ou vous faire punir. Vous n'ignorez pas que le Mandement déplait au Pape, au Roi & à Nous. Si le Prelat meurt sans se retracter, on s'en prendra à vous qui êtes son Confesseur & son Secrétaire; &

"nous tremblons de ce qu'il vous en arrivera. Nous avons mis dans nos intérêts trois temoins, qui sont les sieurs Remusat Curé de S. Vincent, Pons Cloitrier de la Metropole, & Daniel Promoteur du Diocèse. Vous les menerez avec vous: vous proposerez avec adresse au Prelat une acceptation pure & simple de la Bulle: nous n'avons besoin que d'un oui, ou de quelque signe de sa part, & cela suffira, sans entrer dans une plus grande discussion.

Le sieur Vinatier trembleur & tremblant prit l'heure & le tems que le petit Boiron, le plus jeune des domestiques du Prelat, étoit de garde: il entra dans la chambre du mourant, avec ces trois temoins gagnés par les Jesuites: il dit au jeune enfant de se retirer à l'écart, & qu'il avoit à parler à M. l'Archevêque pour une affaire de conscience & d'importance. Le jeune homme obéit, & aussitôt le S. Vinatier s'approchant du lit: *Monseigneur*, dit-il au Prelat alors assoupi & dans une espece de lethargie (car depuis l'extrême-onction il parla très-peu.) *Monseigneur*, repeta-t-il une seconde fois pour le reveiller, *ne voulez-vous pas bien mourir dans la Foy de l'Eglise Romaine, & dans l'acceptation pure & simple de la Bulle du Pape que vous avez déjà fait publier. Ouy.* *Monsieur*, repondit le Prelat, sans rien ajouter d'avantage: & alors le sieur Vinatier dit aux trois temoins: *Vous vous souviendrez, Messieurs, que Monseigneur a dit ouï; & tous quatre se retirerent au plus vite. Cela se passa le 29. Octobre, & tous les domestiques du Prelat sont en état de depescher que ce jour-là il fut plus mal qu'à l'ordinaire, & hors d'état de comprendre ce qu'on lui disoit.*

Cette scene ne fut pas si secrette qu'elle ne fût sçûe de plusieurs de la ville. Le soir du même jour le sieur Vinatier étant à table avec les autres domestiques du Prelat & le sieur Ciraud son Medecin, ledit sieur Thierry adressant la parole au sieur Vinatier lui dit: "Je viens d'apprendre, Monsieur, que vous avez fait tantôt une manœuvre bien indigne de votre caractère. Vous ne pouvez la soutenir en conscience, puisque

(a) Tout ce detail est exactement vrai: on l'a sçu de quatre différentes personnes qu'on a lancés au sieur Vinatier, qui ne se se desiant point d'elles leur a rapporté ces particularités de sa conversation avec les Jesuites, quoique ces Peres lui eussent recommandé de la tenir fort secrette.

«vous sçavez plus que personne, les sentimens de Monseigneur, & que vous n'osiez assurer avec serment qu'il ait compris ce que vous lui avez dit.

Le sieur Vinatier pour excuser sa faute, commença par dire, que ce qu'il avoit fait n'étoit que pour prévenir les fletiffures dont on menaçoit M. l'Archevêque après sa mort, & qu'en un mot les Jesuites lui avoient fait entendre, que s'il mourait sans changer son Mandement, on traiteroit son corps comme celui de Janfenius, qu'on l'exhumeroit du lieu saint de sa sepulture pour enterrer ses os dans une terre profane.

Cela est bon, Monsieur, repartit le sieur «Thierry, pour faire peur aux enfans. Je sçai que les Jesuites ont dit eux-mêmes, que le Mandement étoit orthodoxe & Catholique. Je sçai encore que M. l'Archevêque n'y a rien voulu changer, quelque pressantes sollicitations qu'il en ait eues de la part de M. le Chancelier & de M. le Cardinal de Rohan; & vous ne l'ignorez pas. Si la conscience de notre commun Maître avoit été engagée par son Mandement, vous deviez lui en parler avant que de le confesser, & ne pas attendre à l'extrémité de sa vie. Je prie Dieu qu'il lui donne quelques bons momens où il soit en état de m'entendre. Comptez que j'en profiterai pour l'instruire de tout ce que vous avez fait contre son honneur & sa réputation.

A ces derniers mots le feu montant à la tête du sieur Vinatier, il s'emporta contre le sieur Thierry, le traita d'heretique, d'ignorant, de tartuffe, & le menaça des Jesuites. Le Medecin Giraud, grand ami de ces Peres, mit le hola, imposa silence à tous deux, pendant que les autres qui étoient à table, n'étoient pas moins indignés contre le sieur Vinatier que l'étoit le sieur Thierry.

Après le souper on fut dans la chambre du Prelat, que l'on trouva si épuisé & si mal, que le Medecin lui-même ne crût pas qu'il pût passer la nuit.

Le lendemain 30. du même mois d'Octobre M. l'Archevêque eût un intervalle

favorable d'environ une demie heure: la parole lui revint, & son esprit fut présent à tout ce qu'on lui dit. Le sieur Thierry seul dans la chambre avec Jean Allier sous-aide de somnellerie, lui dit, le cœur percé de douleur: *Monseigneur, sçavez-vous ce qu'on veut lui faire hier? Non, mon enfant, dit le Prelat, je ne le sçai pas, & je vous ordonne de me le dire. On vous a fait,* reprit le sieur Thierry, *retrasser votre Mandement, & on a couché votre retratation sur les Registres de votre Greffe. RETRACTER MON MANDEMENT,* répondit le Prelat, *cela ne se peut, je ne veux rien y changer: faites apporter les Registres pour examiner ce qu'en y a écrit.* Comme le sieur Thierry parloit pour les aller prendre au greffe, le Prelat le rappella, & lui dit d'attendre qu'il eût un peu réfléchi sur ce qu'il auroit à faire; mais quelques momens après il retomba dans sa lethargie qui dura jusqu'au trois de Novembre, qu'il mourut à une heure après minuit, sans pouvoir faire autre chose que quelques actes de devotion, & prononcer quelques passages de l'Ecriture, en embrassant le Crucifix, qu'il baisoit souvent avec une tendresse & une pitié qui tiroit les larmes des yeux à tous les assistants.

Sept ou huit jours après la mort de ce grand Prelat, le Pere Prost Jesuite ayant rencontré dans les rues le sieur Beaulieu, autre domestique du defunt, lequel étoit avec un Officier Protestant de la garnison d'Ambrun, lui dit, qu'il pouvoit présentement en toute sûreté prier Dieu pour le repos de l'ame de M. l'Archevêque, mais qu'il n'auroit pu ni dû le faire, s'il ne s'étoit retracté de son Mandement. L'Officier Protestant scandalisé de ce discours, s'en plaignit en ces termes: *Qui vous a établi le juge de votre Supérieur? Ne jugés pas, si vous ne voulez pas être jugé.* Et le sieur Beaulieu lui dit avec feu, que son maître avoit été toute sa vie bon Catholique, & que toute la ville sçavoit leur manœuvre d'iniquité.

En effet, il paroît à Ambrun une relation de la mort de ce Prelat, écrite d'Ambrun par un homme qui certainement n'étoit pas

de ses amis, puisque c'est une satire insolente contre la memoire, qu'on auroit attribuée à un Jesuite, si on n'y avoit pas trouvé ce qui suit sur le fait de la pretendue retraction. " Les Jesuites n'ont rien oublié pour faire retracter ce Prelat de son opinion qui leur étoit contraire, mais ils n'y ont pas mieux réussi que s'ils lui avoient demandé la clef de son coffre fort : toutes leurs prières, toutes leurs demarches, toutes leurs sollicitations ont été inutiles. " Mais comme les Jesuites sont de ces sortes de gens qui ne desesperent de rien, & qui veulent venir à bout de leurs entreprises à quelque prix que ce soit, sans se mettre en peine si les voyes dont ils se servent pour y parvenir, sont legitimes ou non ; un certain jour que le Prelat étoit agonisant, tems auquel on n'est gueres en état de raisonner, ils lui relancerent le sieur Vinatier son Confesseur, avec deux temoins par eux appostés & gagnés, pour lui demander s'il ne vouloit pas se retracter de son opinion touchant la grace efficace par elle-même, opinion qui approchoit si fort du Jansenisme qu'on ne pouvoit la soutenir en sûreté de conscience, & qu'enfin il lui seroit toujours plus glorieux de s'en être tenu aux decisions de notre commun Chef, qui est le Pape, que de s'en être séparé. M. l'Archevêque, qui n'avoit pas alors l'usage de la parole, leur fit signe qu'il n'en vouloit pas entendre parler ; mais les Jesuites voulant tirer profit de tout, ont fait interpreter ce signe en leur faveur, & en ont fait faire un acte qui court le monde pour fortifier leur parti. Je n'en dirai pas davantage.

Sans doute que cette relation a été écrite avant le Mandement du Prevôt de l'Eglise d'Ambrun, nommé par le Chapitre General du Diocèse le Siege vacant : car l'Auteur n'auroit pas manqué d'apprendre au public, qu'il faut que cet Abbé se soit étrangement oublié de ce qu'il doit à Dieu, à l'Eglise, & à son defunt Archevêque, pour avoir osé imposer à la verité contre sa propre conscience, & par là par un Mandement capté & concerté, son honneur & son ame.

Il avoit acquis par sa probité & sa pieté la confiance de son Prelat, l'estime de sa ville & même de la Province. Son Prelat pendant sa vie l'avoit nommé son Vicaire & son Official General : il l'a fait son executeur testamentaire après sa mort ; tous les gens de bien d'Ambrun lui donnerent mille éloges, quand ils eurent appris qu'il avoit refusé noblement aux Jesuites d'entrer dans leur complot pour la pretendue retraction d'un Mandement qui leur paroissoit être dans les Regles ; & ils se flattoient que ce Mandement seroit soutenu par un Grand Vicaire parfaitement instruit des sentimens, des volontés & de la Doctrine de son Archevêque.

Ils se sont trompés, ces gens de bien, parce qu'ils ne pouvoient se persuader qu'un l'êtré de cette reputation fût capable d'être ébranlé par la flatteuse esperance d'un Evêché, ni qu'il pût se résoudre à prêter son nom pour un Mandement, dont certainement les Jesuites sont auteurs, aussi-bien que de l'acte de la pretendue Declaration du Prelat.

Le Prevôt en autorisant par son Mandement cet acte fabriqué à plaisir, n'a pas pris garde qu'il s'est déclaré par sa signature calomniateur de son Archevêque, ennemi de l'Eglise de France, des droits de la Couronne, & des Evêques du Royaume, & fauteur du Molinisme. Il a calomnié son Archevêque en osant avancer que ce Prelat a souhaité de lui qu'il rendit sa Declaration publique, & qu'il la fit imprimer avec son Mandement ; puisque le Prelat n'a eu connoissance de cette Declaration pretendue, que pour la desavouer & la revoquer dans les formes, si sa santé le lui eût permis ; & le Prevôt n'oseroit assurer le contraire avec serment. Il s'est déclaré ennemi des droits de l'Eglise Gallicane, de la Couronne & des Evêques, en soutenant que son Prelat par sa Declaration, a reçu la Bulle purement, simplement & sans aucune exception : car par-là il juge que son Archevêque a reconnu avant sa mort, & qu'il a dû reconnoître, qu'il avoit eu tort d'excepter dans son Mandement les droits de l'Eglise Gallicane, dans lesquels sont

renfermés ceux de la Couronne & des Evêques. Enfin, il s'est déclaré fauteur du Molinisme, en désapprouvant l'exception que son Archevêque avoit faite en faveur de la *grace efficace par elle-même*. Au moins devoit il parler comme les XL. ont parlé sur la grace, puisqu'il a fait adopter à son Prelat leur Instruction Pastorale, & ne pas donner à la grace efficace par elle-même une exclusion absolue, comme si l'opinion contraire étoit celle de toute l'Eglise.

Dans ces jours tristes & tenebreux, le Seigneur, dit S. Bernard, voit clairement l'iniquité de l'homme ennemi, il la souffre & il se tait; mais le jour viendra qu'il la découvrira à la face de toute la terre, & que le mensonge ne prevaudra pas toujours contre la vérité.

Nous trouvons encore dans un autre Memoire, qui est daté du mois de Janvier 1715, un fait touchant cette Declaration que nous ne pouvons omettre. Après la mort de M. d'Ambrun, M. l'Evêque de Senes, un de ses Suffragans, eût devoir publier dans son Diocèse un Mandement par lequel il ordonnoit des prières pour le repos de son ame & pour le choix d'un bon successeur. Dans l'éloge qu'il y faisoit du défunt: "Sa jeunesse, disoit-il entre autres merites, a été employée à puiser dans les SS. Peres la sincerité de la Doctrine; son Episcopat, à maintenir la pureté de la morale; sa vieillesse, comme celle de S. Augustin, à combattre pour la grace de Dieu; & sa prevoyance au delà de la vie, à fonder une école de S. Thomas chez les PP. Jesuites, en les attachant étroitement à la Theologie de ce grand Docteur, conformément aux Constitutions de S. Ignace, pour inspirer à tous les Evêques la plus parfaite marque d'affection envers ses enfans, & pour ouvrir aux Papes pour l'Eglise le plus sûr moyen d'une solide paix.

Ce Mandement déplût aux Jesuites. Pour le tourner en raillerie, ils le firent entrer dans une espece d'Oraison funebre qu'ils firent prononcer le premier jour de Janvier

par un de leurs écoliers, à l'honneur de l'Archevêque défunt, & qu'ils dédièrent sous le nom de ce même écolier à M. de Senes, par une Epître dedicatoire, ou plutôt par une satire des plus fadaes. Le Mandement de ce Prelat traduit de mot à mot en latin, faisoit la premiere partie de cette Oraison. On exposoit dans la seconde, *ce qui avoit été, disoit-on, omis par l'Evêque de Senes, mal informé & prevenu contre la vérité; c'est-à-dire, qu'on y faisoit l'histoire & l'éloge de la Declaration publique, authentique, & au dessus de toutes les louanges, que ce pieux Metropolitain prêt à paroître au tribunal de Dieu, avoit dilatée à quatre Prêtres*. On l'exaltoit comme la plus belle action de la vie de l'illustre Défunt, & comme un monument éclatant de son attachement à la saine Doctrine, qui, ajoutoit-on, ne pouvoit jamais être autre que celle qui nous étoit annoncée par celui qui étoit assis & qui avoit parlé de la Chaire de S. Pierre. On vouloit que ce fût par l'acceptation pure & simple qu'il avoit faite de la Constitution, qu'on jugeât de tout ce qu'il avoit pu faire, dire, ou écrire auparavant qui n'y seroit pas conforme. En un mot, cette Declaration admirable avoit effacé tout le passé: *si quid prius a te dictum, factum, scriptum-ve resertui ab a quàm purè & simpliciter acceptasti Constitutionis doct. in a. ali. num, id omne p r illam Declarationem publicam tua fidei... eluisti*. On assuroit néanmoins qu'on avoit d'ailleurs des preuves convaincantes qu'il n'avoit jamais eu que des sentimens Catholiques, quoiqu'il ne se fût pas toujours exprimé d'une maniere assez exacte sur la grace & sur l'autorité du souverain Pontife; & on offroit de les communiquer en particulier à ceux qui le desireroient. Toute cette seconde partie étoit parsemée de differents traits contre les Janséistes & contre les Quésnelistes, dont l'intention des auteurs de la piece étoit sans doute qu'on fit l'application à M. de Senes même, quoiqu'on feignît de lui deférer tout l'honneur de cet Eloge funebre.

§. XXXII.

Mandemens des Evêques opposans, & de M. l'Evêque de Mirrepeix, qui se joint à eux. Lettre de M. l'Evêque de Montpellier à M. de la Vrilliere. Decrets de l'Inquisition de Rome contre des Mandemens; Brefs du Pape à leur occasion. Etrus publiés pour les combattre.

Pendant que les Evêques acceptans publioient des Mandemens pour l'acceptation de la Constitution, les Evêques opposans en publièrent de leur côté, pour faire part à leurs Diocésains du parti qu'ils avoient pris de recourir au Pape. Nous avons vu dans la Relation qu'ils dressèrent, avant que de se séparer, qu'ils s'étoient promis d'en user ainsi, & qu'ils étoient même convenus d'un projet de Mandement, où ils devoient défendre sous les peines de droit de lire, retenir ou débiter le livre des Reflexions, & ordonner que les exemplaires en seroient portés aux greffes de leurs Officialités. Ils executerent tous cette résolution, à la réserve de M. l'Evêque de Senes. On sçait qu'il avoit témoigné beaucoup de peine, à son arrivée à l'Assemblée, de l'engagement que M. le Cardinal de Noailles, avec sept autres Evêques, avoit déjà pris dans l'acte du 12. Janvier 1714. de condamner ce livre; & qu'il fit tout ce qu'il put, pour faire changer ce terme dans celui de *prohiber*, qui lui paroissoit être la seule chose qu'on put concilier avec l'idée qu'ils avoient tous du livre, & accorder à la difficulté des tems & au desir de la paix. Apparemment que cette même raison l'empêcha, lorsqu'il fut retourné dans son Diocèse, de suivre l'exemple de ses Confreres.

Le Mandement de M. le Cardinal de Noailles est du 15. Fevrier 1714. nous avons déjà eu occasion d'en parler plus haut, * & nous en avons rapporté le disposif. Nous ajoûterons ici qu'on y trouve le caractère de son Eminence peint au naturel; sa tendresse pour son peuple, son inclination pour la paix, son respect pour le Pape, son mena-

gement pour ses Confreres, son amour pour l'Eglise. Il commença par marquer, qu'il croyoit manquer à l'édification dont un Pasteur est redevable à son troupeau, s'il gardoit le silence sur ce qui venoit de se passer au sujet de la Constitution. Il expose ensuite les motifs de la conduite qu'il avoit tenue dans cette affaire: il rassure ses Diocésains sur les apparences de division qu'ils voyoient entre les Evêques, en leur disant que la diversité de leurs sentimens ne touchoit point la substance de la Foi, & ne rompoit point les nœuds de la charité; nul d'entre eux n'ayant pris dans l'Assemblée le parti de l'erreux, nul ne s'étoit déclaré contre la vérité; & s'étant seulement partagés sur le choix des expédiens qui leur avoient paru propres à terminer cette grande affaire. Après quoi il explique dans les termes que nous avons rapportés, quels étoient ces expédiens différens, qui étoient, l'un de recevoir la Constitution avec des explications qu'ils s'étoient cru en état de donner eux-mêmes; & l'autre, qu'il avoit embrassé, de recourir au Pape pour lui en demander. Il finit par renouveler la condamnation qu'il avoit faite du livre des Reflexions morales, dont il interdit la lecture à tous ses Diocésains sous les peines de droit, & par défendre à tous Corps & particuliers Ecclesiastiques, sous peine de suspension encourue par le seul fait, d'exercer aucunes fonctions ni actes de juridiction à l'égard de ladite Constitution, & de la recevoir indépendamment de l'autorité qu'il avoit plu à Dieu d'attacher à son caractère, & contre la subordination établie par l'ordre hierarchique.

M. l'Archevêque de Tours avoit prevenu de quelques jours M. le Cardinal de Noailles par un Mandement assez court, qui est daté du 19. Fevrier 1714. Après avoir rapporté en peu de mots le résultat de l'Assemblée tenue à Paris, il instruit avec une égale brièveté ses Diocésains de trois choses, qu'on pourroit désirer qu'il eût davantage expliquées. La 1. Que quoique la Bulle ne fût pas acceptée dans l'Eglise de Tours, ils devoient néanmoins la regarder avec le res-

peût qui est dû en tout tems & en toutes circonstances au souverain Pontife ; de même qu'on étoit obligé de respecter les reglemens de discipline faits par le Concile de Trente dans les lieux où ce Concile n'a voit pas encore été publié, & où l'on avoit retenu les anciens usages. La 2.^e Que son recours au Pape ne l'empêchoit point de condamner le livre des Reflexions, & d'en défendre la lecture, sans cependant apposer aucune peine à cette défense. La 3.^e Que personne ne devoit prendre occasion de cette difference de sentimens entre les Prelats, de presumer que sa conduite en pût être devenue plus foible ou plus molle contre l'heresie du jansenisme.

MM. les Evêques de Verdun, de Châlons, de Boulogne, de S. Malo & de Bayonne firent aussi dans les cours du mois de Mars des Mandemens semblables. Celui de Payonne, qui parut le dernier, est du 22. de ce mois.

Celui de M. l'Evêque de Châlons est remarquable par l'espece d'apologie qu'il y fait de la rigueur avec laquelle la nécessité des conjonctures l'obligeoit de traiter un livre dont il avoit autrefois recommandé la lecture. " Nous ne serions point, dit-il, surpris, nos très-chers freres, si vous aviez plus de peine que d'autres à renoncer à l'usage & à la lecture d'un livre, qui en quelque façon a pris naissance dans ce Diocèse. Vous l'avez reçu des mains de Prelats dont la memoire vous est chere, & dont vous respecterez toujours la doctrine & la pieté. Vous l'avez lu jusqu'ici dans la suppliance de l'Evangile. Vous n'y avez rien trouvé dont vous ne soyez edifiés, parce que vous ne le lisez qu'avec un esprit & un cœur éloignés du goût & même du soupçon de toute nouveauté. Mais le sentiment particulier de votre conscience ne doit pas être dans les circonstances presentes la regle de votre conduite. Le livre des Reflexions morales étant regardé comme un ouvrage qui peut favoriser des erreurs déjà condamnées, le Chef de l'Eglise ayant même prononcé, vous ne pourriez manquer de l'attachement pour ce livre, sans

scandaliser vos freres. Vous devez en faire un sacrifice à la paix de l'Eglise, & au respect que vous devez au Pere commun des fideiles, & attendre sans trouble les éclaircissmens que nous esperons que S. S. voudra bien nous donner. Vous trouverez dans votre obéissance de quoi suppléer au secours que vous tirez de la lecture de ce livre. Il adopte à la fin de son Mandement celui de M. le Cardinal son frere, qu'il insère tout entier dans le sien ; & il ordonne à ses Diocésains de s'y conformer.

Le Mandement de M. l'Evêque de Boulogne n'est aussi qu'une paraphrase de celui de Paris. Ce Prelat y peint au naturel la sincerité & la candeur avec laquelle il s'étoit conduit dans cette affaire, & il n'oublie rien pour prevenir le trouble que cette division pouvoit exciter parmi ses peuples. Il est aisé de voir que ce n'est que par ce motif & par le respect infini qu'il avoit pour le Pape, comme il le dit lui-même, qu'il ôte aussi le livre des Reflexions des mains de ses Diocésains. Aussi verrons-nous dans la suite qu'il le leur a rendu, lorsqu'il a vu que cette défense faite par provision seulement & pour le bien de la paix, n'avoit point produit cet effet.

Nous pouvions ajouter à ces Mandemens celui que M. l'Evêque de Mirepoix avoit préparé pour se joindre aux huit Evêques. Quoiqu'il n'ait point été publié dans les formes, il n'en est gueres moins autentique. Quelques-uns de ses amis de Paris, à qui il en envoya une copie d'abord qu'il l'eût composée, eurent la facilité de la communiquer à d'autres amis. Par là le bruit s'en étoit répandu jusqu'à la Cour, ce Prelat reçut par M. le Marquis de la Vrilliere secretaire d'Etat, un ordre de ne le point faire imprimer, & même de n'en donner aucune copie manuscrite. Mais cet ordre n'ayant point empêché qu'il ne s'en fût fait deux ou trois éditions sur la premiere copie ; & l'Auteur ne les ayant point desavouées, elles peuvent en quelque sorte suppléer à la publication qu'il en auroit faite lui-même, si on lui en avoit laissé la liberté.

M. l'Evêque de Mirepoix y fait d'abord

Ordon.
nancer du
22. Juin
1717.

« sans partialité un exposé simple & fidèle de
 « l'importance & de la difficulté de l'affaire,
 « qu'il termine par ces paroles : Les Prelats,
 « dit-il, qui ont accepté la Bulle, nous sol-
 « licitent de suivre leur exemple, & d'adop-
 « ter l'Instruction Pastorale qu'ils ont tous
 « signée avant que de se séparer. D'un autre
 « côté le Roi, qui à la prière des Prelats de
 « l'Assemblée a fait expédier les Lettres pa-
 « steurales pour faire publier & exécuter la
 « Constitution dans son Royaume, nous
 « exhorte d'en faire incessamment la publi-
 « cation dans ce Diocèse. On voit à la ve-
 « rité de côté & d'autre des Cardinaux, des
 « Archevêques & des Evêques; mais on ne
 « peut pas disconvenir que toute l'autorité de
 « l'Assemblée ayant passé au plus grand nom-
 « bre, il ne faille avoir des raisons indispen-
 « sables pour se séparer du sentiment d'une
 « Assemblée si vénérable, non seulement par
 « le nombre, mais encore par la dignité &
 « par le mérite des Prelats qui la composent.
 « C'est ce que je me propose d'examiner
 « aujourd'hui, mes chers freres, sous les yeux
 « de Dieu, à qui je ne sçaurois tarder long-
 « tems d'aller rendre compte de toutes les
 « actions de ma vie, & particulièrement du
 « choix que je vais faire, qui ne sçauroit être
 « plus important.

Après ce préambule il entre dans l'examen
 de l'acte d'acceptation des XL. & du com-
 mencement de l'Instruction Pastorale qui
 regarde les matieres de la grace. Il n'est pas
 de notre dessein de le suivre dans cette dis-
 cussion, qui merite d'ailleurs d'être lue en
 entier. Nous nous contenterons de dire que
 l'illustre Auteur y fait voir avec cette supe-
 riorité de lumieres & d'érudition qu'on re-
 connoit en lui, que l'acte d'acceptation est
 plein de contradictions, & que, contre
 l'intention de la plupart des Prelats, il ren-
 ferme véritablement une acceptation pure &
 simple de la Constitution; & que l'Instruc-
 tion Pastorale dans la partie à laquelle il s'est
 borné, " pour montrer plus facilement les
 « erreurs des cinq Propositions dans le livre
 « condamné, érige par tout en dogme le
 « Molinisme, & profecit par conséquent la
 « doctrine de S. Augustin sur la predestina-

« tion & sur la grace, comme s'il n'y avoit
 « point de milieu entre ces erreurs & la doc-
 « trine de l'école de Mol. na.

« C'est-là, dit-il en finissant, peut-être le
 « plus grand mal qu'il y ait à craindre d'une
 « acceptation pure & simple de la Bulle dans
 « les circonstances où l'Eglise se trouve au-
 « jourd'hui; & c'est à quoi certainement,
 « nous sommes forcés de le dire, l'Instruction
 « Pastorale ne remédie point. C'est aussi ce
 « qui m'a fait attacher principalement à cet
 « article; non qu'il n'y en ait d'autres aussi
 « importants; mais le danger que le dogme en
 « demeure altéré, n'est pas à beaucoup près
 « si grand, outre qu'ils ne sont pas attaqués
 « avec les mêmes efforts, il y a d'ailleurs
 « dans le zele des Pasteurs & dans la piété
 « des fidèles beaucoup plus de ressource
 « contre les suites qu'on en pourroit crain-
 « dre.

Dans la conclusion du Mandement il em-
 bealle le parti des Evêques opposans, & s'a-
 dresse à eux pour demander au Pape les mêmes
 éclaircissements. " Quant au livre des Re-
 flexions morales, comme sa condamna-
 tion nous paroît, dit-il, dependre en-
 tièrement de l'acceptation de la Bulle, nous
 croyons que les mêmes raisons qui nous
 obligent de différer l'acceptation de la Bulle,
 doivent aussi nous faire différer la condam-
 nation du livre.

Nous ne pouvons mieux placer qu'à la
 suite de ce Mandement, la lettre que M.
 l'Evêque de Montpellier écrivit dans le mê-
 me tems à M. de la Vrillière, puisqu'elle
 tend au même dessein. Elle n'est aussi deve-
 nue publique, que par la même voye que le
 Mandement de Mirepoix. Mais l'avou que ce
 l'etat en a fait, & la constance avec laquelle
 il a soutenu ce premier temoignage, rendent
 cette lettre également authentique & précieuse.
 Comme elle est courte, nous l'insérerons ici
 en entier.

Monsieur

Ce 5. Juin 1714.

« J'ai reçu par le dernier ordinaire la lettre
 « que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire
 « du 28. Mai dernier, par laquelle vous me
 « mandez que le Roi vous a paru surpris de
 « n'avoir rien appris de moi au sujet de la

« dernière Constitution du Pape, *Unigenitus*,
 « quoique presque tous les Evêques du Royaume
 « l'aient acceptée, & que vous m'avez
 « fait l'honneur de m'en écrire par ordre de
 « S. M. il y a trois-mois.

« Si vous ne m'aviez pas pressé, Monsieur;
 « par votre seconde lettre de répondre, j'au-
 « rois peut-être été encore plus long-tems
 « sans le faire, croyant avoir besoin d'un
 « tems bien plus considérable pour examiner
 « cette Constitution; que sa Sainteté elle-
 « même n'a donnée qu'après plusieurs années
 « de travail; & pour prendre mon parti
 « dans une conjoncture si délicate & si im-
 « portante.

« Je voudrois donc de tout mon cœur,
 « Monsieur, qu'il m'eût été permis de me
 « faire plus long-tems, ou plutôt de garder
 « un silence perpétuel dans une occasion où
 « je voi la paix & la tranquillité de l'Eglise
 « troublée; & où il semble qu'on ait si fort
 « surpris la religion du Roi, que nonobstant
 « l'amour qu'il a pour la vérité, il ne soit
 « pas possible dans la circonstance présente
 « de la lui dire, sans s'exposer au malheur
 « d'encourir son indignation. Ce sont pour-
 « tant les intérêts de cette vérité, qu'un
 « Evêque ne peut jamais abandonner pour
 « quelque considération que ce puisse être,
 « qui me mettent dans la nécessité de vous
 « dire, que je ne puis en aucune manière re-
 « cevoir la Constitution du Pape dont il s'a-
 « git, jusqu'à ce qu'il ait plu à sa Sainteté de
 « donner des explications, qui puissent re-
 « médier aux peines & aux troubles qu'elle
 « cause à plusieurs Evêques, & à une infinité
 « d'autres Theologiens; & faire voir qu'elle
 « n'est point contraire, comme il le paroît,
 « à l'ancienne doctrine de l'Eglise & des Pe-
 « res; qu'elle ne détruise point les écoles res-
 « pectables de S. Augustin & de S. Thomas;
 « qu'elle ne donne point pour dogme de
 « soi les opinions des nouveaux Theologiens;
 « & qu'elle ne renverse point la morale & la
 « discipline de l'Eglise.

« Outre cela, Monsieur, cette Constitu-
 « tion, & le Bref que le Pape a écrit aux
 « quarante Prelats de l'Assemblée qui l'ont
 « acceptée, ne paroissent pas moins opposés

« aux intérêts & aux droits les plus incontes-
 « tables de l'Episcopat, que les Evêques de
 « France ont mieux conservés jusqu'à présent,
 « que ceux de toutes les autres Eglises du
 « monde Chrétien.

« Le Pape par l'un & l'autre veut, en nous
 « ôtant la prerogative de juger des matières
 « de foi, nous établir ses Vicaires, & les
 « simples exécuteurs de ses décisions; comme
 « si ce n'étoit pas nous que le S. Esprit a éta-
 « bli aussi pour gouverner l'Eglise que Jesus-
 « Christ s'est acquise par son sang. Si nous
 « acquiesçons à une prétention si peu con-
 « nue de nos Predecesseurs, que devien-
 « droient les libertés de l'Eglise Gallicane?
 « Et en trahissant ainsi notre ministère, ne
 « trahirions-nous pas les droits du Roi? Ce
 « n'est pas à moi, me direz-vous, à les sou-
 « tenir & à les défendre. Je sçai, Monsieur,
 « qu'ils auront toujours de meilleurs & de
 « plus puissans défenseurs que moi; mais je
 « ne dois pas les trahir en rien, & je dois,
 « autant qu'il est en moi, soutenir les nôtres,
 « qui ont une si grande relation avec ceux de
 « Sa Majesté par rapport aux entreprises de
 « la Cour de Rome, qu'on ne peut aban-
 « donner les uns sans porter un grand préju-
 « dice aux autres.

« Je ne puis vous marquer en détail dans
 « une lettre tous les endroits de cette Con-
 « stitution qui me font de la peine; mais je
 « vous dirai que je ne croi pas pouvoir la re-
 « cevoir sans trahir ma conscience.

« Si j'ai le malheur, ce qu'à Dieu ne
 « plaise, de déplaire présentement au Roy,
 « en vous exposant ainsi une partie des rai-
 « sons de ma conduite, la confiance que j'ai
 « en sa bonté, en sa pitié & en sa justice,
 « me fait espérer qu'avant qu'il soit peu de
 « tems, il me pardonnera, & me sçaura
 « gré d'avoir parlé dans une occasion si im-
 « portante, avec toute la liberté qui con-
 « vient à un Evêque plein de zèle pour le
 « service de Sa Majesté; & qui après ce qu'il
 « doit à Dieu & à sa conscience, ne desiré
 « rien avec une plus forte passion, & de sa
 « bienveillance. Il ne m'en jugeroit certai-
 « nement pas indigne, s'il connoissoit les

«sentimens de mon cœur, & mon fidelle
«attachement plein de respect pour sa per-
«sonne sacrée; mais il jugeroit que je le se-
«rois fort de mon caractère, & de l'état où
«il m'a élevé, si ma parfaite soumission à ses
«volontés en toute autre chose, s'étendoit
«aussi à celles qui regardent la religion. Il
«en a trop pour vouloir que nous recevions
«la loi de lui sur ces matieres; il sçait que
«nous sommes, pour me servir des ter-
«mes de l'Ecriture, *les Anges du Seigneur*
«*des armées, que nos lèvres so- et les disposi-*
«*taires de la science*, & que c'est de nôtre
«bouche qu'il doit apprendre & recevoir
«sa loi.

«Je vous supplie, Monsieur, de lui lire
«cette lettre, quand vous serez obligé de lui
«rendre compte de la reponse que j'ai l'hon-
«neur de vous faire; j'espère qu'il sera tou-
«ché de mes raisons, & qu'il me jugera
«moins digne de son indignation que de sa
«compassion, de ne point suivre en cette oc-
«casion la plus forte inclination que j'ai au
«monde, qui est non seulement d'exécuter
«ses volontés en toutes choses, mais même
«de les prévenir, si je pouvois les connoître.
«Après avoir été assez heureux pour n'avoir
«jamais rien fait jusqu'à présent de contraire,
«à tout ce que j'ai crû qu'il pouvoit souhai-
«ter de moi, jugez de l'affliction où je suis,
«de me trouver entre mon devoir, & le desir
«que j'aurai toute ma vie de lui plaire. Je
«vous supplie, Monsieur, de vouloir bien
«le lui faire connoître; vous ne sçauriez le
«faire dans des termes trop forts, & vous le
«ferez beaucoup mieux que je ne sçaurois
«l'exprimer; ce sera la plus grande obligation
«que je puisse jamais vous avoir. Je vous
«demande cette grace avec toute l'instance
«possible, & la justice de me croire avec
«respect, &c.

Quelque mesurés que fussent tous ces
Mandemens, ils ne laisserent pas d'exciter
la colere des Protecteurs de la Constitution.
Ils commencerent par les faire condamner à
Rome presqu'aussi-tôt qu'ils parurent. Le
decret de l'Inquisition Romaine contre ceux
de Paris & de Tours est du 26. Mars 1714.
un mois après leur datte. Le premier y est

condamné comme étant au moins capiteux,
scandaleux, temeraire, injurieux au S. Sieg
Apostolique, sentant le schisme, & y indui-
sant. Le second est seulement qualifié de
capiteux, scandaleux, temeraire, & injurieux
au S. Siege. Le decret contre les Mandemens
de Boulogne, de Châlons & de Bayonne est
du 2. Mai 1714. aussi un mois ou six se-
maines après leur datte. Le premier & le se-
cond y sont proscrits avec les mêmes quali-
fications que le Mandement de Paris, & on
y ajoute celles d'erroné & de ressentant l'he-
resie; & le troisieme y est traité comme
celui de Tours. Enfin, le decret contre le
projet de Mandement de M. l'Evêque de
Mirepoix est du 12. Decembre de la même
année, & il y est censuré comme contenant des
propositions & d's assertions au moins fausses,
seditieuses, scandaleuses, injurieuses au S.
Siege Apostolique, aux Evêques principale-
ment à ceux de France, & aux écoles même
Catholiques, presomptueuses, temeraïres,
erronées, schismatiques, & approchantes de
l'heresie. Nous n'avons point trouvé de de-
cret contre le Mandement de S. Malo, soit
qu'il n'y en ait point eu, soit qu'il n'ait pas
été aussi repandu que les autres. Mais comme
ce Mandement n'est pas different de ceux
qu'on a sctris, on peut dire qu'il a été con-
damné par les mêmes decrets.

Toutes ces condamnations irregulieres
d'un tribunal odieux en France, & qui n'y a
aucune autorité, n'y pouvoient être d'autre
usage, que de decrier les Evêques opposans
dans l'esprit de ceux qui recevoient sans dis-
cernement comme insaisissable tout ce qui
porte le nom du Pape. Cela ne suffisoit pas
pour les desseins de ceux qui étoient à la tête
de l'affaire: ils surprisent en même tems de
S. S. un Bref composé avec art, & tout-à-
fait propre à inspirer au Roi la resolution
qu'ils vouloient lui faire prendre contre les
huit Prelats & contre tous ceux qui s'oppo-
soient à la reception de la Constitution. On
faisoit entendre dans ce Bref, que la Bulle
étoit claire comme le soleil en plein midi:
que par consequent les delais qu'on appor-
toit à la recevoir, & la demande d'explica-
tions, ne pouvoient venir que de gens qui

étoient au defefpoir de voir qu'elle condam-
nât les erreurs qu'ils favorifoient & qu'ils
repandoient dans le Royaume : que ces er-
reurs auffi pernicieufes que celles de l'Aria-
nifme ou du Calvinifme, pouvoient canfer
les mêmes delordres, fi on ne s'oppofoit
efficacement à leur progrès; & qu'ainfi le Roi
étoit également intéreffé pour la tranquillité
de fon Etat, & pour la confervation de la
Religion, à reduire à l'obéiffance tous ces
rebelles. Le Pape remercioit S. M. des mar-
ques d'indignation qu'elle leur avoit déjà
données par l'exil des Evêques, & par la
punition de plusieurs Docteurs : il infinuoit
que la grandeur du mal demandoit qu'on
allât beaucoup plus loin ; il l'exhortoit à

achever un ouvrage fi falutaire & fi néceffai-
re, en appuyant de toute la force de fon bras
Royal les cenfures rigoureufes que S. S. fe
preparoit à prononcer contre eux ; il tâchoit
enfin d'engager S. M. à ne point faire atten-
tion à ce que ces procédures pourroient avoir
de contraire aux maximes du Royaume, par
les louanges feduifantes dont il la combloit,
& par l'idée qu'il lui donnoit dans tout fon
Bref du pouvoir fans bornes de celui qui te-
noit fur la terre la place de Dieu même. Mais
on jugera beaucoup mieux des intentions de
ceux qui faifoient agir S. S. & des defcins
qu'ils avoient formé contre leurs adverfaires,
par la lecture même de ce Bref que nous infe-
rerons ici entier.

BREF du Pape au Roy.

A notre très-cher Fils en J. C. Louis Roy
très-Chrétien de France.

Clement XI. Pape.

Notre très-cher Fils en J. C. Salut. La
follicitude pastorale que l'autorité que nous
avons reçue de J. C. même, nous oblige
d'avoir de tous les fideles, ne nous permet
pas d'être tranquilles fur les longs delais, ou
plutôt fur le refus que font en France, inalg-
gré même l'indignation de V. M. quelques
perfonnes qui veulent être plus fages qu'il ne
convient, & qui aiment davantage à enseigner
qu'à apprendre, de rendre l'obéiffance qu'ils
doivent à la Conftitution que nous avons
publiée depuis peu. Pendant que nous tra-
vaillons, comme notre miniftre Apoftol-
que nous y engagé, à les amener à cette
obéiffance entière, avec une application,
dont avec la grace de Dieu nous ne nous
relâcherons point jufqu'au dernier foupir de
notre vie, nous trouvons un grand foulage-
ment à notre douleur dans le zele ardent &
véritablement Chrétien, avec lequel V. M.
s'applique à éloigner de tous les Etats les
doctrines perverses que nous avons proferi-
tes, & à déjà commencé, fuivant l'efprit de
notre Conftitution, à punir les hommes
inquiets & audacieux qui la contrediffent, &

Cariffimo in Christo filio nostro Ludovico
Francorum Regi Christianiffimo.

Clemens PP. XI.

Cariffime in Christo Fili noster, salutem.
Pastoralem follicitudinem quam univerfis
Christi fidelibus, ipfemet Domino demandan-
te, debemus impendere, satis admodum
gravi protracta nimis, vel potius denegata
hellenus, Majestate quaque tua indignante,
à nonnullis in Galliâ volentibus plus sapere
quam oportet, & amantibus magis docere
quam discere, Apostolica Conftitutioni quam
nuper edidimus, OBEDIENTIA; cui quifem-
pernitius obtinenda dum pro Apostolico munere
nostro constanter infistimus, atque autore Deo,
ad extremum usque spiritum infistere non
cessabimus, maximum profecto dolori nostro
levamen a teffe experimur, ex ardeni ac verè
Christianiffimo Majestatis tue zelo, quo pro-
scripta à nobis perverse doctrine capita, ex
universa diuione tua eliminari satagis, jam-
que contradictores ac renitentes, inquietos
& audaciffimos homines, juxta mentem
Conftitutionis ejusdem animadvertere aggreffus es. Quâ de re debitas primum Deo opti-
mo maximo gratias egimus, quod cum flo-
rentiffimo Regno Galliarum Regem dederit,
qui Religionis studio, errorum odio, hereti-

Rom.
12. 1.

qui y résistent. Après avoir prudemment rendu grâces à Dieu d'avoir donné au florissant Royaume de France un Roy qui par son amour pour la Religion, sa haine contre les erreurs, sa fermeté à poursuivre les hérétiques; son attachement inviolable aux définitions Apostoliques, peut servir de modèle aux Pasteurs des Eglises les plus zélés, d'aiguillon à tous, & être à quelques-uns, ce que nous n'avions nous-mêmes qu'en rougissant, un sujet de confusion, nous avons crû devoir donner à V. M. toutes les louanges qu'elle mérite, & vous laisser dans ces lettres un témoignage de la reconnaissance que nous avons de ce que la même ardeur pour la Religion que vous avez fait paroître par l'empressement & la persévérance avec laquelle vous nous avez demandé jusqu'à la fin cette Constitution, vous la faites aujourd'hui éclater par le desir & la promptitude que vous avez à en procurer l'exécution; en quoi plût à Dieu que tous vous eussent secondé! Nous prions en même temps Votre Majesté avec toute l'affection d'un Pere, & nous la conjurons dans le Seigneur, de vouloir continuer avec courage à travailler avec nous à la perfection d'un ouvrage si salutaire & si nécessaire. Car il ne s'agit point ici de notre propre cause, mais de la cause de Dieu, de la cause de la foi & de l'unité Catholique des Eglises, qui ne peut jamais subsister qu'en se réunissant sous un seul Chef sur la terre: ou plutôt nous le disons avec confiance, l'affaire présente est votre propre affaire, notre très cher Fils, & celle de votre vaste Royaume, sur lequel vous attirez la protection toute-puissante de Dieu, le salut, la paix & la tranquillité en vous employant à y conserver l'unité de la Religion. Nous avons usé de patience, nous nous sommes tu, nous avons attendu, nous avons pleuré devant le Seigneur: mais comme nous savons que ce seroit peu pour nous de deplorer les maux de l'Eglise, si nous ne travaillions de toutes nos forces à y remédier, afin de n'être point accusés de negligence dans notre ministère au tribunal du souverain Juge, nous ne pouvons & ne devons pas souffrir plus long-

corum perpetuâ infestatione, inviolatâ definitionum Apostolicarum custodia, ipsi etiam Pastoribus Ecclesiarum ferventioribus quidem exemplo, omnibus incitante, nonnullis etiam, quod & nos ipsi dicendo erubescimus, putari esse possit. Deinde Majestati tue meritis uberrimas laudes rependendis, nostræque etiam grati animi significationes hisce literis exhibendas auximus: quod quæamodum pro exitio illo quo flagras Religionis ardore, prædictæ Apostolicæ Constitutioni expectande studiis, totisque tuis apud nos agentibus non destitisti, ita nunc eidem debita exultationi mandamina prompto libentique animo, cui: tinam omnes aqua mente obsecundassent, adesse velis, simulque Majestatem tuam paternè rogamus & obsecramus in Domino, ut suscepto salutaris ad id ac necessario operis prorsus implendo nobiscum strenue ac fortiter adlaborare non graveris. Non enim nostra, sed Dei, sed fidei causa agitur, & Catholica Ecclesiarum unitas, quæ non nisi sub uno in terris Capite, poterit unquam indivisa consistere: quin imò & tuum, charissime Fili noster, & amplissimum Regni tui, si dixerit a cimus, negotium geritur, cui dum pro tuendâ Religionis unitate consulitur, supernum divina poterit præsidium quaritur, omnique salus, pax, acque tranquillitas comparatur. Satis diu patientes fuimus, siluimus, expectavimus,ploravimus coram Domino: sed cum parum nobis esse sciamus mala Ecclesiæ deplorare, nisi & pro viribus emendare studeamus; ne aliquando neglecti muneris nostri in distractione superni Judicii arguemur; Religionis dissidia, contentionum incrementa, Episcoporum scissuras, scripturum periculantiam, Ecclesiarum scandala, quodquo deferens est, interius disseminati errores, habitam Apostolicæ Sedis reverentiam & obedientiam sub emisso inanibus obsequii nomine decerari, oves à Pastoribus turpi er decipi, & ab ovili Christi in devia sensum abduci, interius patere possumus nec debemus. Charitas Christi urget nos. Oves enim nostra sunt, quas in Gal-lus sicut & in aliis quibuslibet mundi partibus pascendas suscepimus, quarum proprietatem saltem, non sua nostra etiam pericula

S. ROME.
ad LUG.Cor.
1. 14

rems les divisions en matiere de Religion , le progrès des contestations , les schismes entre les Evêques , l'insolence des libelles , les scandales des Eglises ; & ce qui est encore pire , qu'on repande cependant des erreurs ; que sous le faux pretexte d'un respect apparent pour le Siege apostolique , on refuse d'avoir pour lui la reverence & l'obéissance qui lui est due ; que les brebis soient honteusement trompées par leurs Pasteurs & qu'on les détourne du bercail , pour les conduire insensiblement dans des routes égarées. *La charité de J. C. nous presse* ; car ce sont nos brebis , nous nous sommes chargés de les paître dans la France , comme dans toutes les autres parties du monde ; & par cette raison leur salut ne peut être en peril , sans que le nôtre soit aussi en danger. *Les autres ont reçu des troupeaux particuliers , chacun d'eux a le sien distinct ; mais quant à nous , ils nous ont tous été confiés* ; de sorte que quelque essaye de se soustraire à notre conduite , se sépare du troupeau de J. C. C'est pourquoi les maux qui augmentent & qui s'aggravent de jour en jour , nous faisant voir que nous ne pouvons plus différer à y apporter les remèdes puissans , que l'espérance d'un changement favorable que nous avons inutilement attendu , nous a fait suspendre trop long-tems ; & étant absolument déterminés à procéder , selon le pouvoir que le Seigneur a mis entre nos mains , contre les delobéissans & les coummaces , tels qu'ils puissent être , ainsi que V. M. l'apprendra plus particulièrement de notre venerable Frere Corneille Archevêque de Carthage , nôtre Nonce auprès de vous , nous vous demandons au nom du Seigneur , dont quoiqu'indignes nous tenons la place sur la terre , & nous implorons avec instance le secours de votre bras royal ; à l'aide duquel nous avons une pleine confiance que les Amateurs des contestations & des nouveautés seront enfin réduits au silence , que les leures trompeuses de ceux qui n'acquiescent pas à la verité suffisamment manifeste , & qui satonnent en plein midi , comme s'ils étoient dans une profonde nuit . ou plutôt , qui ne veulent pas entendre pour faire le bien , deviendront muets-

periclitantur. Acceperunt alii sibi assignatos S. Bern. de cons. 3. l. 2. c. 11. *greges , singuli singulos ; nobis universi crediti sunt ; ita ut a grege Christi se alienum faciat , quisquis cura nostra subtrahere se tentat. Cum itaque ingruenti crescentique in dies morbo validiora quoque remedia , que huc usque , meliora frustra spirantes , disulimus , diutius protelari non posse videamus , jamque contra inobedientes & coummaces , quicumque parò illi fuerint , secundum traditam nobis à Domino potestatem , omnino procedere parati sumus , quematmodum à venerabili fratre Cornelio Archiepiscopo Carthaginiensi. Nuncio apud te nostro , Majestati tue uberius intelliges. Ideò in nomine Domini , ejus vices in terris , licet immeriti , sustinemus , Regalis brachii tui auxilium instanter petimus , & impensius imploramus , ejus ope futurum planè confidimus , ut taceant aliquando rixarum amatores , & muta fiant labia dolosa veritati satis aperta non acquiescentium , & p. 10. quasi in nocte sic in metidie palpitantium , seu 1. 1. potius , nolentium intelligere ut bene agant. 17. Atque ita relictis demum gravibus novum semper doctrinarum adinventioibus , Christianæque pacis unitate composita , quod unice in votis habuimus , ac tantò labore edita Constitutione procuravimus , Dei primùm opitulante gratia , ac Regale postmodum assistente patrocinio , consequemur. Nosque insuper , ut olim sanctissimus celeberrimò Imperatori Predecessor noster aiebat , Majestati tue libentius gratulabimur , quod amplius pro fidei catholice defensione atque Ecclesiarum pace , quam pro ipsa terrarum tibi subditarum securitate sollicitus , integram immaculatamque eam , pravorum dogmatum depulso errore , custodiens , Regnum tuum sanctæ Religionis observantiæ communitum , tantâ hâcenus gloriâ ac felicitate administraveris , ut in posterum a Deo , per quem Reges regnant , polliceri tibi merito possis firmius atque diutius duraturum. Quod quidem dum tibi totis paternæ nostræ charitatis visceribus , in ejusdem orthodoxæ Religionis bonum , enixius aprecamur , Apostolicam Majestati tuæ benedictionem amantissimè impetrimus. Datum Romæ , die octava Maij 1714.*

S. Celest. Ep. ad Theod.

tes ; & que par là les nouveautés , toujours fâcheuses en matiere de doctrine , étant rejetées , & l'unité de la paix Chrétienne étant retablie , nous obtiendrons par le secours de la grace de Dieu & par votre protection Royale ; ce qui a fait l'unique objet de nos vœux , & c'est que nous'avons procuré avec tant de travail par notre Constitution. Alors nous pourrons , en nous servant des paroles qu'un de nos saints Predecesseurs adressoit à un celebre Empereur , congratuler V. M. de ce que plus zélé pour le maintien de la Foy Catholique & de la paix des Eglises , que pour la sureté de votre Domaine temporel , vous avez jusqu'à present gouverné avec tant de gloire & de bonheur votre Royaume , en y conservant la pureté de la Foy par l'expulsion des erreurs , & en y affermissant la pratique sainte de la Religion , que vous avez sujet de vous promettre de Dieu , par qui les Rois regnent , que dans la suite il le rendra encore plus ferme & plus durable. Ce sont les vœux que nous formons pour le bien de la même Religion orthodoxe avec toute l'ardeur que la charité paternelle nous inspire , & nous donnons en même tems très-affectueusement à V. M. notre benediction Apostolique. Donné à Rome le 8. jour de Mai 1714.

Les bruits qui commencerent dès-lors à se répandre , & dont nous parlerons plus au long dans la suite , que M. le Cardinal de Noailles seroit depouillé du Cardinalat , qu'il seroit cité à Rome , ou déposé en France par des Commissaires du Pape , ou par un Concile national , & qu'on traiteroit de même les Evêques qui lui étoient unis , ne permettent pas de regarder les punitions qu'on leur annonçoit par ce Bref , comme de simples menaces hazardées pour les intimider. Il parut au contraire par tout ce qui suivit cette premiere démarche , que la Cour Romaine & les Protecteurs de la Constitution en France avoient très-serieusement formé la resolution de les accabler promptement & par un coup d'éclat , quoiqu'ils ne fussent peut-être pas encore convenus

du moyen qu'ils prendroient pour cela. Comme ils n'en pouvoient proposer aucun qui ne fût impraticable , ou qui ne blessât les usages du Royaume , la grande difficulté étoit d'y faire consentir le Roy ; & c'est ce qui donna lieu aux différentes negociations que nous rapporterons dans la suite , & qui ne cessèrent que par la mort du Roy.

Ce premier Bref fut suivi trois mois après d'un autre adressé à M. le Cardinal de Rohan. Quoiqu'il celui-cy ne parût avoir été écrit qu'à l'occasion d'une affaire particuliere , on ne douta point qu'il n'eût été concerté , aussi bien que le premier , avec M. de Bissi , le P. Tellier & les autres défenseurs de la Constitution , & envoyé dans le dessein de traverser les negociations d'accommodement

que les Cardinaux d'Etrées & de Polignac avoient commencées, & dont le Roy te-
moignoît alors une satisfaction qui en faisoit
craindre le succès aux adversaires du Cardi-
nal de Noailles. Nous croyons devoir aussi
insérer ici ce Bref en entier.

BREF du Pape à M. le Cardinal de Rohan.

A nôtre cher fils Armand de ROHAN Cardi-
nal Prêtre de la sainte Eglise Romaine.

CLEMENT XI. PAPE.

Nôtre cher fils, Salut. La bienveillance
paternelle que nous vous portons dans le
Seigneur, nous fait embrasser avec joye tou-
tes les occasions qui se présentent de vous
faire plaisir. Ainsi nous avons profité avec
empressement de celle que vous nous avez
offerte par vôtre lettre du 8. de ce mois, en
accordant sans délai la dispense Apostolique
que vous nous avez demandée pour nôtre
cher fils François votre neveu, comme vous
le connoîtrez plus particulièrement par le
rescrit qui est déjà expédié, & qui doit vous
être incessamment adressé. Mais pendant
que nous nous rejoüissons d'avoir satisfait à
ce que vous desiriez, & que nous prions la
bonté divine de repandre avec profusion les
bénédictions célestes sur le mariage de vôtre
neveu, nous ne pouvons laisser passer cette
occasion favorable, sans vous faire connoi-
tre la douleur & l'anertume que nôtre cœur
paternel ressent de ce que nous apprenons,
que dans quelques Diocèses de France, &
principalement dans celui de Paris, qui de-
voit donner l'exemple aux autres, on dis-
fère, au grand étonnement de tous les gens
de bien, de rendre à nôtre dernière Consti-
tution DOGMATIQUE L'OBEISSANCE qui lui
est dûë. Nous sommes à la vérité bien in-
formés, que vous n'oubliez rien de tout ce
que vous eroiez pouvoir contribuer à en-
gager & à ramener à la soumission ceux qui
résistent. Le zele singulier que vous mon-
trez publiquement pour y parvenir, nous
est non seulement très-agréable, mais il me-
rite encore que nous lui donnions les plus
grandes louanges dans le Seigneur. Cepen-
dant nous voyons avec douleur que le desir
trop ardent que vous avez de gagner vos

*Dilecto filio nostro Armando S. R. E. Pres-
bytero Cardinali de ROHAN.*

CLEMENS PP. XI.

*Dilecte fili noster, saltem. Facis paterna
quâ te in Domino prosequimur benevolentia,
ut occasiones omnes tibi gratificandi perliben-
ter amplectamur. Alacri itaque promptoque
animo excepimus illam quâ tuâ hic octavâ
presentis mensis d. 8. litteris nobis obtulisti,
annuendo incunctanter Apostolica dispensa-
tione quam pro dilecto filio Francisco nepote
tuo à nobis postulasti, quâ modum ex di-
plomate jam expedito, tibi quæ proxime trans-
mittendo, fusius cognosces. Porro dum votis
tuis satiscesse gaudemus, ubi erumque cæ-
lestium benedictionum copiam à divina lar-
gitate ejusdem nepotis tui nuptiis appreca-
mur, præterire nequaquam possumus, quin
hâc opportunitate tibi declinemus quam mo-
lestum & quàm acerbum paterno cordi nostro
accidas intelligere quòd in aliquibus Gallia
diocæsis, ac potissimum in Parisiensi, cu-
jus profecto erat cæteris exemplo præcedere,
DEBITA novissima nostra DOGMATICÆ Con-
stitutioni OBEIENTIA, non absque ingenti
bonorum omnium offensione, differatur. Con-
fessis equidem probè sumus nihil à te præter-
missi enim, quibus reuentes ad obsequium
FLECTI ET REVOCARI posse arbitrarî, ac
eximium, quem ea in re palam ostendis Ze-
lum, non modò gratum acceptumque summi-
perè habemus; verum etiam effusus in Domino
laudibus commendamus. Dolemus tamen ni-
miùm lucri-faciendi fratres desiderium, cau-
sam fieri eos amittendi, quando-quid in im-
moderata lenitate ac indulgentia pertinentiam
confirmari, imò etiam augeri potius quàm
minui experientia testis comprobavit. Cum
igitur palam toties fecerimus fixam delibe-
rationem nostram, quàm assidui conscientia
stimuli in dies magis roborant, non amplius*

freres, est la cause même qui vous les fait perdre ; l'expérience ayant appris que leur obstination augmente plutôt qu'elle ne diminue par la douceur & l'indulgence excessive qu'on a pour eux. Ainsi après avoir déclaré publiquement, comme nous avons fait tant de fois, la résolution fixe que nous avons prise, & où le devoir de notre conscience nous affermit de jour en jour, de ne pas souffrir davantage ni plus long-tems une desobéissance si opiniâtre & si énorme ; & puisque la divine providence a fait à la France la faveur singulière de lui donner & de lui conserver un Roi, qui dans les occasions qui intéressent l'intégrité de la Religion ou l'unité de l'Eglise, non content d'interposer avec zèle son autorité Royale pour les maintenir, y engage même son honneur & sa parole Royale, ce qui rendra la gloire de son nom immortelle : nous croyons absolument convenable de terminer enfin cette importante affaire, par les remèdes canoniques que le devoir de notre ministère Apostolique ne nous permet pas de négliger ou de différer plus long-tems ; & nous ne devons point craindre qu'ils soient mépris impunément, lorsqu'ils seront soutenus par le bras Royal, dont les Déclarations réitérées de S. M. nous font espérer avec une pleine confiance le secours & la protection. Nous vous exhortons donc, notre cher Fils, à agir avec courage, à poursuivre avec fermeté ce que vous avez commencé, & à avancer, comme vous faites, de toutes vos forces l'accomplissement de nos justes vœux ; & prenez garde de vous unir à ceux, qui avec des intentions droites, comme nous le présumons, mais dont les suites sont tout-à-fait pernicieuses, s'appliquent, contre notre volonté expresse, & malgré notre improbation, à prolonger l'affaire & à en éloigner de jour en jour la conclusion par une complaisance excessive pour les vûes de certaines personnes qu'ils ne devroient point du tout écouter. Il seroit inutile de vous dire que par cette conduite vous vous concilierez davantage notre affection : vous sçavez combien elle est déjà grande pour vous ; mais vous mettez le

neque divitiis ENORMEM HANC CONTUMACIAM ferendi ; cumque divina providentia beneficio, is Gallia concessus sit ac conservetur Rex optimus, qui, non si e immutabilis nominis sui gloria, ubi de Religionis integritate vel unitate Ecclesie tuenda agitur, non tam regiam auctoritatem quam regium etiam honorem liberrissime interponit ; consentaneum omnino ducimus, ut gravissimo hinc negotio finis aliquando imponatur, iis adhibitis canonicis reme iis, quæ à nobis negligi vel longius protrahi, Ap. stolici ministerii raris nequaquam patitur ; quodque impune contemtum iri non credimus, ubi regali braci ope atque presidio, quod iterata Majestatis sue declarationes omnino sperare nos jubet, communiuntur. Age itaque, dilecte Fili noster, captis constanter insiste, aq. uissimè voti nostri implementum, ut facis, strenuè promove, LLORUMQUE CONSORTIO TE ADJUNGERE OMNINO CAVE, qui rectè, ut op. imur, mente, sed noxio nimium effectu, non s. que RORSUS INVITIS AC IMPROBANTIBUS, aliorum, quos sequi minime deberent, sensibus præter modum obsecundando rem procrastinare, ac de die in diem ducere student. Quà ratione nedum voluntatem nostram, cæterum ut nosti, vehementer in te p. pensam, arctius quoque tibi conciliabis ; verum etiam & tuis in Ecclesiam sanctamque hanc Sedem meritis ingentem plane cumul. um adjicies, & uberes bonorum omnium laudes promereberis. Tibique, dilecte Fili noster, felici eventus auspiciis Apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ die vig. sima prima Augusti, anno Domini 1714.

comble aux services que vous avez rendus à l'Eglise & au saint Siège, & vous mériterez les loüanges de tous les gens de bien. Nous vous donnons très affectueusement, nôtre cher Fils, nôtre bénédiction Apostolique, comme une augure favorable du succès que nous attendons. Donné à Rome le 21. Août 1714.

Ce ne fut pas seulement par ces différentes condamnations que les Mandemens des Prelats opposans furent attaqués: ils le furent aussi par des écrits anonymes, qu'on repandit de toutes parts.

Le premier qui parut, fut une *Lettre* adressée à M. l'Archevêque de Tours, qui est encore plus maligne qu'elle n'est bien écrite. L'Auteur y suit pied à pied le Mandement; & supposant par tout comme un principe certain, qu'une décision dogmatique, telle qu'étoit la Constitution, reçue par le grand nombre des Pasteurs unis au Chef de l'Eglise, devoit être acceptée purement & simplement comme une règle de Foy, il lui est aisé de faire voir que le Mandement est plein d'erreurs. Voici quelques endroits de cette lettre qui nous ont paru mériter davantage d'être remarqués: "Vous avez jugé, dit-il en rapportant les paroles du Mandement, nécessaire de recourir respectueusement à sa Sainteté pour quelques éclaircissements. Cela signifie, Monseigneur, que vous avez jugé nécessaire de faire respectueusement une insulte au Pape, en lui faisant entendre, qu'après avoir lu & relu plusieurs fois la Constitution, vous la trouvez toujours obscure & équivoque, & qu'au lieu d'y voir l'erreur nettement proposée, on ne peut s'empêcher d'y entrevoir la vérité confonduë avec l'erreur.... Vous vous abstenez de marquer en détail les 101. propositions du livre; & c'est, dites-vous, par respect pour le saint Siège que vous vous en abstenez: c'est-à-dire, que vous ne croyez pas pouvoir le faire, ce détail, sans couvrir de confusion le Chef de l'Eglise qui les a condamnées. Voilà une étrange sorte de respect que vous marquez

pour le Vicaire de J. C. N'est-ce pas aussi par respect pour le S. Siège, que vous & les Prelats qui vous sont associés, avez offert d'accepter la Constitution, pourvu qu'on mît un rapport essentiel entre l'acceptation & l'Instruction Pastorale: en sorte que l'Instruction, qui n'a été faite que pour munir les peuples contre les mauvaises impressions que l'erreur essayoit de leur donner de la Bulle, devoit, selon vos vûes, la limiter & ne lui laisser de force que dans le sens où il vous auroit plu de la restreindre? N'est-ce pas aussi par respect pour le S. Siège, que fut présentée à la Commission cette forme d'acceptation, qui ne pouvoit que nous brouiller avec Rome, & nous mener au schisme, si on l'eût adoptée.... Vous flatiez-vous, Monseigneur, de donner vous-même ces éclaircissements à la Bulle au défaut de ceux que Rome vous doit refuser? A vous permis de l'expliquer à votre peuple, ainsi que le Clergé de France va le faire par l'Instruction dressée dans l'Assemblée pour ce sujet. Le Pape vous l'a fait dire par son Nonce: On explique bien les Ecritures. Mais pour être reçu à expliquer la Bulle, il faudra vous rejoindre au corps des Pasteurs, & la recevoir comme eux purement & simplement: ce que vous êtes déterminé à ne pas faire, si on en juge par le nouvel engagement que vous venez de prendre.

On publia deux lettres semblables contre le Mandement de M. l'Evêque de Châlons. La première étoit remplie de traits si outrageants contre la personne de ce Prelat, que lorsqu'elle parut à Reims où elle avoit été imprimée, & où elle fut d'abord repandue,

on ne la regarda point autrement que comme un libelle diffamatoire. Le Procureur de police de cette ville crut que le devoir de sa charge demandoit qu'il en portât ses plaintes au Bailly de l'Archevêché, qui est aussi Lieutenant general de police. Il y eût à sa requête une procédure extraordinaire commencée contre les auteurs, imprimeurs, & distributeurs de cette piece; un procès verbal de saisie de plusieurs exemplaires du libelle, trouvés chez Barthelemi Multeau Imprimeur de M. l'Archevêque de Reims; un decret de prise de corps decerné contre lui, & des monitoires obtenus. Mais après la premiere publication de ces monitoires, ceux qui étoient interessés que la verité ne fût pas decouverte, ayant appris qu'on commençoit à trouver des revelations lussifantes pour prouver que le libelle venoit de chez les Jesuites de Reims qui l'avoient reçu de Paris, que le Sieur Pepin un des grands Vicaires de l'Archevêque l'avoit remis à Multeau pour l'imprimer, & que le Bailly de l'Archevêché en avoit accordé la permission par écrit, firent naître divers incidens pour traverser cette procedure. Enfin, M. le Chancelier Voisin, à la sollicitation du P. Daniel & du P. Perrin Jesuites, qui étoient accusés, l'un d'avoir composé cette satire, & l'autre de l'avoir envoyée à Reims, fit évoquer par un Arrêt du 23. d'Octobre 1714. l'affaire au Conseil, d'où elle fut renvoyée aux Requêtes de l'Hôtel pour y être instruite. On y proceda d'abord avec une rigueur concertée. Multeau fut decreté d'ajournement personnel; mais il en fut quitte pour l'interrogatoire qu'il subit, & l'affaire en demeura-là. On assure même que les complices du libelle, lui payerent son voyage à Paris, & le dedommagerent de ses autres frais.

M. l'Evêque de Boulogne fut aussi exposé au même traitement. Un Anonyme, qui ne s'est fait connoître que par la qualité de *Laique Zelé*, mais qu'on croit être le Sieur Gené marchand de Calais, devoit à la Constitution jusqu'au fanatisme, prit soin de faire imprimer le Mandement de ce Prelat avec une lettre où on le refutoit, & le

decret de l'Inquisition qui le condamnoit. L'Auteur dans le titre de ce Recueil se vante que la lettre en decouvrant à M. l'Evêque de Boulogne le poison de son Mandement, pourra servir de preservatif à ses ouailles & à celles des Evêques ses voisins. Il a essayé d'imiter la lettre adressée à M. l'Archevêque de Tours: mais il n'en a pris que les injures & la methode; & son style est bien éloigné du style & du tour de cette premiere lettre. Il pretend aussi (& c'est le fondement sur lequel il s'appuie dans toute sa lettre) que la Constitution devoit dès-lors être regardée comme un jugement final de l'Eglise. D'où il conclut que les fidelles de Boulogne n'avoient point d'autre parti à prendre que de *laisser à leur Evêque*, pour s'attacher au Pape & à l'Eglise.

Pour donner un échantillon de cette piece, le Prelat avoit parlé ainsi dans son Mandement: *Que vous convient-il donc, mes très chers freres, de faire de votre part dans une telle rencontre qui interesse si fort tous les vrais fidelles? Rien autre chose, sinon de faire en sorte de posséder vos ames dans la paix... de marcher tous ensemble dans la voye de l'Evangile qui seule conduit à la vie; de ne vous écarter jamais des maximes saintes & salutaires de la morale de J. C. que nous vous avons enseignées, & enfin de vous tenir fidellement unis de cœur & de sentiment au Pasteur que Dieu vous a donné &c.* Voici la reflexion que l'Auteur de la lettre fait sur ces paroles. *Fausse paix, s'écrie-t-il, malheureuse paix! lorsqu'on ne l'obtient qu'en desobéissant à l'Eglise. Ce qu'il convient à vos Diocésains de faire en cette rencontre, le voici, Monseigneur: C'est de déplorer votre chute, de prier Dieu que vous puissiez vous en relever, de n'avoir nul égard à votre Mandement scandaleux & schismatique, & d'obéir sans délai à la voix de l'Eglise, qui est celle du corps des Pasteurs... Vous exhortez vos Diocésains à unir leurs vœux & leurs prieres auprès de celui qui est appelé le Pasteur & l'Evêque de nos ames, pour lui demander de protéger son Eglise & de lui accorder une paix prompte & solide; ce ne sera pas sans doute*

„par l'expedient que vous & vos Confreres
„ont imaginé, que viendra cette paix ; ex-
„pedient absurde, inouï après un jugement
„final ; expedient qui va à tout renverser,
„& qui est une malheureuse, mais une sûre
„ressource toujours prête aux Novateurs
„pour ne se soumettre jamais à aucune de-
„cision.

Enfin on fit imprimer à Paris avec l'ap-
probation du Docteur Tournely & le privi-
lege du Roy, une *Refutation du Mandement de M. l'Evêque de Mirepoix*, qui est
contenu dans une lettre d'un Docteur en
Theologie à un Prelat. L'Auteur debute par
un long parallele de la maniere dont Luther
s'étoit expliqué sur la Bulle de Leon X. &
de celle dont M. de Mirepoix s'expliquoit
sur la Constitution de Clement XI. & il
conclut de la conformité qu'il trouve entre
l'une & l'autre, que le dernier n'est pas
moins rebelle à l'Eglise que l'Heretique,
puisque'il s'élève contre une decision du
Corps pastoral. Car le principe qu'il sup-
pose par tout, de même que les Ecrivains
dont nous venons de parler, c'est que la
Constitution étoit dès-lors insuffisamment ac-
ceptée pour faire regle de foi ; & il assure
avec encore plus de confiance qu'eux, que
cette acception s'étoit faite en France pu-
rement & simplement, aussi-bien que dans
les autres Royaumes. Sur ce que M. de
Mirepoix remarquoit, *que les deux Ecoles*
les plus autorisées dans l'Eglise redoutoient
également les suites de la Bulle ; il repond
que le Prelat designe sans doute par là les
Thomistes & les Augustiniens ; & il con-
vient qu'à la verité les Thomistes font une
école particuliere ; mais à l'égard des Au-
gustiniens, nous connoissons, dit-il, une
„secte de ce nom qui trouble l'Eglise depuis
„70. ans, & nous ne connoissons point
„dans l'Eglise d'école Augustinienne : il n'est
„point de Theologien Catholique qui ne se
„dise Augustinien, & qui veuille ceder
„ce glorieux titre à aucune école particu-
liere. Ceux qui voudront se donner la peine
de lire cet ouvrage, pourront juger si l'Au-
teur, qui est si jaloux du titre d'Augusti-
nien, en conserve en même tems la verita-

ble doctrine ; car ce seroit nous écarter que
d'entrer dans l'examen du reste de cet écrit,
qui roule entierement sur la matiere de la
grace, & tend à refuter ce que M. de Mi-
repoix établit sur ce sujet dans son Mandement. Nous ajouterons seulement, que
l'Auteur lui reproche de manquer de sin-
cerité, d'abuser visiblement des textes de
l'Ecriture & des Peres, & même de les fa-
lifier. En voici un exemple : M. de Mi-
repoix traduit ces paroles que S. Augustin
adresse à S. Paul : *PROPRIA tua non novi,*
nisi mala. De merites qui vous soie t propres,
nous n'en connoissons que de mauvais : au lieu
que pour rendre exactement la pensée du
S. Docteur il falloit, selon l'Auteur, tradui-
re : *De merites qui ne soient que de vains,* nous
n'en connoissons que de mauvais. Nous ren-
voyons au livre même pour juger si les rai-
sons qu'il allegue en faveur de cette traduc-
tion, doivent faire rejeter celle du Prelat.

§. XXXIII.

*Publication & acception de la Constitution
dans les Eglises étrangères à la France.
Inutilité de ces acceptations. Dissertation
sur ce sujet.*

L ne reste plus pour achever la Relation
de ce qui regarde la publication & la re-
ception de la Constitution, que d'ajouter à
ce que nous venons de dire de la France, le
recit de ce qui se passa en même tems à cet
égard dans les autres Etats. A peine la bulle
eut-elle été reçue par les Evêques assemblés
à Paris, & par une trentaine d'autres qui
s'empresèrent de se conformer à leur exem-
ple, que les Partisans commencerent à sou-
tenir qu'elle étoit acceptée par tout le Corps
Pastoral, c'est-à-dire par tous les Evêques du
monde Catholique : que la cause étoit par
conséquent finie, & que hester sur la re-
ception, c'étoit refuser de se soumettre au
jugement de l'Eglise universelle. Quelques-
uns à la verité n'entendoient parler que
d'une acception tacite, qui dans leurs
principes étoit équivalente à l'acceptation la
plus positive & la plus solennelle : parce

Mandement de
M. de
Furion,
Archev.
de Cam-
brail.

que, selon eux, tout jugement dogmatique où l'autorité du S. Siege se trouve accompagnée de l'acquiescement positif d'une partie notable des Eglises de sa communion, avec l'acquiescement tacite des autres, est censé le jugement de l'Eglise entière. Mais d'autres alloient jusqu'à pretendre que cette acceptation étoit expresse & positive : qu'il n'y avoit aucun Etat catholique, où le Pape n'eût envoyé sa Bulle ; & qu'il n'y en avoit aucun, où elle n'eût été publiée sans contradiction, selon les formes usitées dans chaque pais, soit par les Evêques, soit par les Inquisiteurs du consentement des Evêques.

Ce fait important dont on ne produisoit aucune preuve, & de la fausseté duquel on avoit au contraire des preuves positives, étoit avancé avec tant de confiance, que plusieurs le crurent sur leur parole ; & il ne servit pas peu à engager un grand nombre de particuliers, malgré leurs lumieres & leurs repugnances, à se soumettre à la Constitution. Des Evêques même y furent trompés, & ne craignirent point d'annoncer dans leurs Mandemens cette nouvelle à leurs peuples. On la trouve dans celui de feu M. de Matignon, Evêque de Lisieux, daté du 5. Juin 1714. " Nous avons encore eu, „dit-il, depuis l'Assemblée la consolation „d'apprendre, & nous ne devons pas, mes „chers Freres, vous le laisser ignorer, qu'il „y a déjà plus de cent Evêques de l'Eglise de „France qui ont accepté cette Bulle, & qu'elle „est pareillement reçue dans toutes les Eglises „des autres Nations.

Cependant la verité est qu'alors la Constitution n'avoit point été, & que même jusqu'à la fin de 1714. elle ne fut point acceptée positivement ailleurs qu'en Allemagne & en Flandres ; car on ne doit compter pour rien les affiches qui purent s'en faire dans quelques villes d'Italie par les ordres du Pape ou des Inquisiteurs. Elle fut acceptée en Allemagne par les Electeurs de Treves & de Cologne, par les Evêques de Paderborn, de Spire & de Wurtzbourg, & par les Abbés de Corbie & de Fulde, qui ont une juridiction comme épiscopale ; &

en Flandres, par les Vicaires generaux de l'Archevêché de Malines, par les Evêques de Namur, de Ruremonde, de Gand, d'Anvers & de Tournay, par les Vicaires generaux d'Ypres & de Bruges, les sièges vacants, par le Vicaire Apostolique de Boisselud, & par la Faculté de Theologie de Douai. Tous ces Prelats prevenus pour l'infaillibilité du Pape, & sollicités par le Nonce de Cologne & par l'Internonce de Bruxelles, à la seule reception de la Constitution, l'accepterent sans delai, sans examen, sans deliberation, sans connoissance de cause ; & ils firent publier dans leurs Diocèses, sans apporter d'autre motif de l'obéissance qu'ils lui rendoient, que l'autorité du S. Siege d'où elle étoit émanée.

Ce ne fut que les trois années suivantes que le Pape & les Protecteurs de la Constitution, pour soutenir ce qu'ils avoient avancé de son acceptation par tous les Evêques du monde Chrétien, sollicitèrent de toutes parts des actes d'acceptation. Quoique ce qui se passa à cet égard, soit postérieur au tems dont nous parlons, nous croyons devoir le rapporter ici, par avance, parce que nous n'aurons peut-être plus d'occasion d'y revenir.

Rome donna ordre à tous ses Nonces & à tous ses Envoyés dans les Cours de l'Europe, de ne rien omettre pour engager les Souverains & les Evêques à publier la Bulle ; les Universités & les Corps Ecclesiastiques seculiers & reguliers à se declarer en sa faveur. Ceux qui demandoient des graces au Pape, ne pouvoient les obtenir qu'à ce prix ; & elles leur étoient prodiguées, dès qu'ils se soumettoient à la Constitution. Le Duc de Lorraine, qui forma le dessein de faire ériger un nouvel Evêché dans ses Etats, & qui en avoit déjà designé le territoire & fixé le siege dans la ville de S. Diez, ne put être écouté, qu'après qu'il eût fait enregistrer la Bulle dans son Parlement de Nancy, où elle ne fut néanmoins enregistrée qu'avec la plupart des modifications qu'y avoient approuvées tous les Parlemens de France. La Congregation des Chanoines reguliers à la bandouliere, qui sollicitoient la canonization :

du venerable Pierre de Muttaincourt leur fondateur, requrent pour reponse qu'ils se donneroient des mouvemens inutiles jusqu'à ce que leur Congregation eût reçu la Bulle. M. l'Abbé d'Auvergne, Abbé de Cluni, qui l'avoit fait recevoir dans cette celebre Abbaye, en fut recompensé par un Bref honorable & par des presents magnifiques que S. S. lui envoya. On n'accorda une seconde Abbaye en Italie aux Religieux de la reforme de la Trappe, & on n'ajouta à cette premiere grace des Indulgences abondantes, & la confirmation de leurs statuts, qu'à condition que la Constitution seroit requë à la Trappe : à quoi l'Abbé engagea sa Communauté par des voyes bien éloignées de l'esprit qui avoit regné jusqu'alors dans cette maison, & contre lesquelles quelques Religieux se font crus obligés de reclaimer. M. l'Abbé de la Rochefoucauld n'obtint qu'à la même condition, la permission qu'il demanda de conserver ses benefices, en quittant l'état Ecclesiastique pour aller servir contre les Turcs. Il y a une infinité d'autres exemples semblables de graces accordées ou refusées par la Cour Romaine, suivant qu'on étoit favorable ou opposé à la Constitution. Mais nous avons crû qu'il seroit inutile de les recueillir. Tout le monde sçait que la Datterie étoit comme fermée, & qu'elle l'est même encore aujourd'hui, aux sujets des Diocèses de France dont les Evêques avoient appelé de la Bulle au Concile general, à moins qu'on n'eût des preuves certaines qu'ils ne suivoient pas le sentiment de leurs Evêques ; & que par la même raison les Bulles mêmes de ceux qui furent nommés après la mort du Roy aux Evêchés vacans, furent long-tems suspendus ; S. S. exigeant qu'ils requissent auparavant la Constitution, ou du moins qu'on lui donnât des assurances qu'ils ne se joindroient point aux Opposans : ce qui donna lieu à une longue negociation dont nous pourrions avoir lieu de parler dans le tems.

M. le Cardinal de Bissi & M. l'Evêque de Nîmes seconderent en France les intentions du Pape, par le soin qu'ils prirent d'adresser des lettres circulaires à plusieurs

Archevêques hors du Royaume, pour les engager à leur envoyer des preuves que la Constitution avoit été reçue dans leurs Diocèses & dans leurs Provinces. Ils leur representoient dans ces lettres, qu'elle avoit été solennellement acceptée par presque tous les Evêques de France : Que les Novateurs irrités de ce concert des Evêques unis à leur Chef, n'avoient plus d'autre ressource pour soutenir leur cause déplorée, que de publier impudemment, qu'elle n'avoit pas été également acceptée dans les autres Eglises : *Hors nôtre Clergé de France, leur faisoient ils dire, les Evêques des autres Eglises ne l'ont peut-être pas même lue. L'Inquisition l'a fait publier en quelques endroits, mais à l'insû des Evêques, ou du moins sans leur consentement. Si quelques-uns l'ont lue, ils n'en ont pas examiné le sens avec l'attention convenable ; car la plupart tenant le Pape pour infallible, ne se mettent pas même en peine de voir ses décisions.* Ils ajoutoient que ces calomnies, tout insensées qu'elles étoient, trouvoient des oreilles credules, & seduisoient une infinité de personnes : Que quelques-uns même de leurs Confreres prenoient occasion du silence des Eglises étrangères pour différer de s'unir à eux : Que n'y ayant toutefois personne en France qui ne convint, qu'il faudroit se soumettre à cette Constitution, lorsqu'il seroit constant que les Evêques des autres Etats y adheroient, il étoit important qu'ils en eussent en main des preuves convaincantes ; Dont l'effet seroit de dissiper les tenebres que l'esprit de mensonge repandoit dans ce Royaume, de dessiller les yeux des plus simples, & de les ramener du chemin de l'erreur dans celui de la verité : Que par-là la France leur seroit en partie redevable de l'avantage de demeurer unie à l'Eglise Catholique. Ils les prioient par tous ces motifs de vouloir bien les assurer par des lettres, qu'eux Archevêques & les Evêques leurs Comprovinciaux, avoient reconnu, comme les Prelats de France, dans la Constitution, la doctrine & la tradition de l'Eglise, & de leur confirmer au plutôt la verité de ce fait, dont ils ne doutoient point,

afin

afin que la contagion des faux bruits qu'on repandoit, ne gagnât pas comme la gangrene.

Les deux Prelats s'attirerent par là plusieurs reponses de differents pais, favorables à leurs vûës. On les joignit aux acceptions que les Ministres du Pape avoient déjà obtenues, & M. l'Archevêque de Malines fit imprimer tous ces actes à Bruxelles en 1718. dans un recueil, auquel on donna pour titre : *Temoignage de l'Eglise universelle en faveur de la Constitution Unigenitus*. Quelques mois après M. l'Evêque de Soissons en donna un extrait dans un second Avertissement qu'il publia, & où il s'efforçoit de prouver que tous ces temoignages formoient un jugement clair & décisif de toute l'Eglise, qui assuroit les fidelles que tous les Evêques étoient parfaitement unis avec le Pape, & que la Bulle étoit conforme à la Doctrine & la Tradition de toutes les Eglises.

Ces temoignages consistoient pour l'ITALIE dans la lettre que les Cardinaux avoient écrite en corps à M. le Cardinal de Noailles le 16. Novembre 1716. pour l'exhorter à recevoir la Constitution : Dans une lettre du Cardinal Buonecompagno Archevêque de Boulogne à M. l'Evêque de Nîmes, où il assuroit que lui & les Evêques de sa Province étoient soumis à la Constitution, & qu'ils condamnoient les 101. propositions : Dans une lettre semblable du Cardinal Fiesco Archevêque de Genes, du 25. Septembre 1717. où il attestoit que la Constitution ayant été publiée dans tout l'Etat de la Republique, y avoit été universellement reçuë avec la veneration & l'obéissance due aux decisions du souverain Pontife : Dans une lettre du Patriarche de Venise à M. le Cardinal de Bissi, où il attestoit de même, que nul des Evêques de cette Republique n'ignoroit qu'il n'y eût en France quelques Novateurs partisans du livre de Quesnel ; que tout ce qu'il y avoit d'Evêques dans la Republique, adheroient constamment à la Constitution, & qu'il n'y avoit aucune Universitè où on la combatit, & où l'on pensât ou enseignât autrement que ce qui y

étoit défini : Dans deux lettres des Archevêques de Palerme & de Messine, au même Cardinal, où ils declaroient la même chose pour la Sicile : Dans le temoignage du P. Dominique Viva Jesuite & Professeur en Theologie au College de Naples, qui ayant fait imprimer un ouvrage pour la défense de la Constitution, dédié au Cardinal Cornaro Evêque de Padouë, assuroit dans l'avertissement, qu'il l'avoit entrepris à la sollicitation du Cardinal des Ursins Archevêque de Benevent, & par les ordres du Cardinal Iguatielli Archevêque de Naples : Dans une lettre de l'Evêque de Mondovi en Savoye du 18. Fevrier 1718. où ce Prelat disoit que la Bulle avoit été publiée & reçue dans son Diocèse sans la moindre contradiction, & qu'il étoit informé qu'elle avoit été reçue de même dans tous les Diocèses du pais ; & dans une Ordonnance du Vicaire general du S. Office de Turin du 29. Avril 1714. pour notifier la Bulle à tous les fidelles, soutenue d'une attestation de plusieurs Abbés, Superieurs & Docteurs de la même ville, qui certifioient qu'elle y avoit été publiée sans opposition ou contravention de la part de qui que ce soit.

On produisoit pour l'ALLEMAGNE, outre les temoignages dont nous avons déjà parlé, une lettre de l'Electeur de Mayence du 14. Mars 1718. à M. le Cardinal de Bissi, où il assuroit que la Bulle avoit été reçue en tous ses points de tout le monde dans son Archevêché & dans son Evêché de Bamberg, & qu'il ne connoissoit point d'autres sentimens aux Evêques suffragans de sa Metropole : Une lettre pareille de l'Archevêque de Saltsbourg du 21. Octobre 1717. au même Cardinal, où il attestoit que les Evêques ses Comprovinciaux tenoient la Constitution pour très-équitable, qu'ils y adheroient avec la plus profonde veneration, & que les Universités de Saltsbourg & de Gratz avoient déclaré par acclamation unanime, qu'ils travailleroient de toutes leurs forces à en soutenir la verité : Un certificat datté du 15. Octobre 1717. du Recteur de la premiere de ces Universités, où il declaroit qu'elle se croyoit obligée de défendre & de respecter

la très-sainte Constitution *Unigenitus* : Un Mandement de l'Evêque de Bâle du 7 Février 1715, par lequel il ordonnoit à tous les Recteurs & Supérieurs de lire publiquement la Constitution, & défendoit de lire, garder ou soutenir les livres contre elle ; & une Declaration de la Faculté de Theologie de Cologne du 11 Janvier 1715, soucrite par 25 Docteurs, 40 Licentiés, 38 Bacheliers, & par un plus grand nombre d'Etudiens, par laquelle il paroissoit que la Constitution y avoit été reçue unanimement & par acclamation.

Pour la BOHEME, un Mandement de l'Archevêque de Prague, Primat de ce Royaume, du 11 Mars 1715, pour condamner le livre des Reflexions morales en consequence de la Bulle, & intimor les censures y portées à tous & chacun des fidèles ; & une lettre du même Archevêque du 18. Decembre 1717, à M. le Cardinal de Bissi, où il disoit avoir donné connoissance de ce Mandement aux Evêques de Boheme, qu'ils tenoient la Constitution pour Loi Dogmatique, & que les Docteurs & Theologiens de leurs Universités y adheroient avec respect.

Pour la HONGRIE une lettre du Cardinal de Saxe Archevêque de Strigonie & Primat d'Hongrie, du 1. Juin 1717, où il marquoit à S. S. qu'il avoit appris avec douleur que dans les libelles repandus en France, on l'accusoit lui & le Royaume d'Hongrie de refuser de se soumettre à la Constitution, & protestoit que ni lui ni le Royaume n'étoient pas capables de ces sentimens : & une autre lettre du même Prelat à M. de Bissi, où en lui envoyant copie de sa lettre au Pape, il lui reperoit que le Clergé d'Hongrie n'étoit point complice de la revolte excitée par un petit nombre du Clergé de France contre la Constitution ; & il ajoutoit en parlant du Janfenisme, que si eux Evêques d'Hongrie sçavoient qu'il y eût un seul Docteur qui fût attaché dans le moindre point à cette secte diabolique, il seroit enfermé sans égard dans une prison perpétuelle ; tout ce qu'ils étoient d'Archevêques & d'Evêques ne voulant point rompre ou

violer les sermens faits à leur sacre, qui les engageoient à une obéissance très-étroite à Sa Sainteté.

Pour la POLOGNE, une lettre de l'Archevêque de Gnesne, Primat de Pologne & de Lithuanie, du 27 Juillet 1717, à M. de Bissi, où il declaroit qu'il y avoit long-tems qu'ils avoient une pleine connoissance de la Constitution : que les Evêques de ses Provinces y adheroient fermement, & la tenoient pour une Loy definitive & irrevocable, & que les Docteurs & les Theologiens de leurs Universités, jugeoient qu'on seroit criminel d'avoir & d'enseigner d'autres sentimens que ce qui y étoit défini.

On rapportoit pour l'ESPAGNE le Mandement du Cardinal del Judice, Grand Inquisiteur, du 7 Juin 1715, & celui des Inquisiteurs Apostoliques de la ville de Tolède du 15 Juillet de la même année pour la publication de la Constitution : des lettres des Archevêques de Tolède, de Saragosse, de Burgos, de Grenade, & des Evêques de Terrassone & de Badajox au Pape, à M. de Bissi, ou à M. de Nîmes ; où ces Prelats protestoient tous en différentes manieres, qu'ils recevoient cette Constitution & toutes les autres émanées du souverain Pontife, comme des oracles infallibles qui n'avoient pas besoin de leurs suffrages ni de leur acceptation pour avoir force de Loy & obliger tous les fidèles : des lettres semblables de l'Université de Salamanque : & une autre d'un Docteur nommé Castel Abbé d'Alcala, adressée à feu M. Ravechet, alors Syndic de la Faculté de Theologie de Paris, qu'il pretendoit lui avoir écrit, & à plusieurs Evêques & Docteurs Espagnols, en leur envoyant les actes de sa Faculté depuis le 1. Octobre 1715, jusqu'au 1. May 1716. Mais M. Ravechet lorsqu'il vit sa lettre prétendue, & la réponse de l'Espagnol imprimées, declavoia publiquement la premiere comme supposée, & protesta ne l'avoir jamais écrite. Au reste le Docteur Castel marquoit dans sa réponse l'étonnement où il étoit que la Sorbonne eût pu se résoudre à se separer du S. Siege, & lui refuser l'obéissance qu'elle lui devoit, & qui

faisoit sa principale gloire, & soutenoit que la cause étoit finie par le decret du Pape, & qu'on ne pouvoit plus demander de Concile.

On representoit pour le PORTUGAL, le Mandement du Cardinal d'Acunha, Grand Inquisiteur, du 21 Janvier 1715. pour la notification de la Bulle : deux lettres du Patriarche Occidental de Lisbonne à M. de Bissi & à M. de Nîmes : une autre du Chapitre de l'Eglise Archiepiscopale d'Evora à M. de Nîmes ; & une deliberation avec plusieurs actes de l'Université de Coimbra du mois de Fevrier 1718, où cette Université, de même que le Patriarche de Lisbonne & le Chapitre d'Evora encore plus prevenus que les Espagnols de l'insaisissabilité du Pape, poussaient jusqu'à l'adoration l'obéissance qu'ils rendoient, & qu'ils soutenoient que tout le monde devoit rendre à la Constitution.

Enfin on ajoutoit aux temoignages des PAÏS-BAS, que nous avons cités plus haut, la Declaration de la Faculté de Theologie de Louvain du 8 Juillet 1715. & celle de la Faculté de Pont-à-mousson du 30. Juillet 1716. aussi fondées l'une & l'autre sur l'insaisissabilité du souverain Pontife.

Cette unanimité apparente de ce grand nombre d'Evêques, & le triomphe qu'en faisoient les partisans de la Constitution, éblouirent pendant quelque tems ceux qui n'approfondissoient pas la nature de ces temoignages. Mais on en fit bientôt voir la foiblesse par plusieurs écrits. Personne ne le fit avec plus d'évidence & de solidité que M. le Cardinal de Noailles dans la savante Instruction Pastorale qu'il donna au commencement de l'année 1719. C'est ce qu'il traite admirablement bien dans tout le troisième chapitre de cette Instruction. "Soutenir, dit-il, comme les Auteurs des nouveaux Mandemens, que les Evêques des Eglises étrangères ont accepté la Constitution, & qu'elle doit par conséquent être regardée comme le jugement de l'Eglise universelle, c'est la proposition la plus dénuée de preuves que l'on puisse avancer. En effet, ajoute-t-il, que produit-on

pour justifier un fait si important dans la cause présente ? De plus de six cens Evêques dont l'Europe Catholique est composée, sans compter la France, on ne rapporte que les temoignages informes d'environ trente Evêques qui déclarent qu'ils se soumettent aveuglement à la Bulle. C'est tout ce qu'on a pu obtenir des Pasteurs de ces Eglises, quelques sollicitations que l'on ait employées, quelques mouvemens que l'on se soit donné pour faire expliquer ces Evêques. Quand ce petit nombre de temoignages seroit produit dans une forme autentique & capable de faire foi, quand ils seroient revêtus de tous les caractères que doit avoir une acceptation canonique d'une décision en matière de Foy, on ne pourroit en conclure autre chose, sinon qu'environ près de 600. Evêques, il s'en est trouvé environ 30. qui ont reçu la Bulle *Unigenitus*. Oferoit-on dire que c'en seroit assez pour soutenir que cette Bulle est acceptée par le Corps des Pasteurs, & qu'elle est devenu le jugement de l'Eglise universelle ?

Après cette reflexion generale il entre dans un examen exact de ces acceptations prétendues, dont il considere la forme & le fond.

Il fait voir en les considerant quant à la forme, que les temoignages qu'on produisoit, loin de prouver que la Constitution fût reçue d'un consentement unanime ou presque unanime des Pasteurs, ne prouvoient pas même qu'elle fut acceptée par la pluralité des Evêques étrangers : Qu'il y avoit des Etats entiers & des Eglises considerables dont on n'apportoient aucun temoignage : Que les consequences que l'on vouloit tirer des certificats des Metropolitains qui attestoient que leurs suffragans adheroient comme eux à la Bulle étoient mal fondées : Que celles qu'on tiroit du silence des autres Evêques, étoient également frivoles ; & qu'enfin ces temoignages n'étoient ni produits d'une maniere autentique, ni rendus dans une forme canonique.

Il fait voir en considerant ces mêmes acceptations quant au fond, qu'elles renfer-

moient toutes une nullité essentielle, qui est que tous ces Evêques s'étoient soumis à la Bulle sans examen & sans discussion des propositions condamnées, sans agir en Evêques & en juges de la Foi, qui jugent & qui décident avec S. S. Que la plupart déclaraient positivement, que persuadés de l'infailibilité du Pape, ils n'avoient eu garde d'examiner une matière sur laquelle S. S. avoit prononcé; & qu'ils ne se regardoient ainsi que comme de simples exécuteurs des ordres du Pape, qui ne devoient point être comptés au nombre des Juges: Que d'autres, sans dire clairement qu'ils n'avoient point examiné, fendoient uniquement leur soumission à la Bulle sur une entière persuasion de l'infailibilité du Pape, ce qui n'excluoit pas moins tout examen de ce jugement; & que par conséquent il falloit ou renoncer aux principes de la France, tels qu'ils étoient expliqués par les Prelats mêmes qui avoient reçu la Constitution, ou avouer que tout Evêque qui l'avoit acceptée sur le seul motif de l'infailibilité du Pape, ne pouvoit être mis au rang des Prelats qui avoient reçu la Constitution d'une manière capable de faire Loi dans l'Eglise: Que quelques autres, sans s'expliquer de l'infailibilité du Pape, déclaroient seulement qu'ils se soumettoient à la Bulle, sans faire aucune mention ni d'examen ni de jugement, défaut essentiel, qui rendoit encore leur témoignage d'autant plus inutile, que vivants dans des pays où l'opinion de l'infailibilité du Pape n'est que trop établie, on étoit en droit de croire que c'étoit par le même principe de l'infailibilité, qu'ils avoient reçu la Constitution: Que dans les pays enfin où l'Inquisition est établie, la publication de la Bulle ne s'étoit faite que par l'ordre des Inquisiteurs, sans que les Evêques y eussent eu part, & que la terreur du tribunal de l'Inquisition ne leur avoit pas laissé la liberté d'examiner & de juger ce que le Pape avoit décidé.

M. le Cardinal de Noailles examine avec le même soin les témoignages qu'on produisoit en même tems de différentes Universités d'Espagne, de Portugal, de Flandres

& d'Allemagne; & il montre qu'ils étoient également inutiles pour prouver la conformité de la Bulle, avec l'ancienne Doctrine de ces Universités; parce qu'étant toutes prévenues de l'opinion de l'infailibilité du Pape, elles s'étoient cru obligées de se soumettre aveuglément à la décision du souverain Pontife, sans entrer dans aucun examen; sauf aux différens Theologiens à concilier ensuite par des interprétations arbitraires, la condamnation des 101. propositions, soit avec les dogmes de la Foi, soit avec les opinions de leurs Ecoles.

Le plan que nous venons de donner des réflexions de M. le Cardinal de Noailles sur ces acceptations, pourroit suffire, pour mettre ceux qui voudront en examiner le Recueil, en état d'en bien juger. Mais comme un des points les plus importants de cette dispute, c'est de savoir si en effet la Constitution a été acceptée par l'Eglise universelle, nous croyons devoir insérer ici en entier la Dissertation que l'Auteur du livre intitulé, *Le faux schisme des Appellans*, a faite sur ce sujet; d'autant plus qu'elle est moins theologique qu'historique, & que l'Auteur ne fait qu'y suivre M. le Cardinal de Noailles. Après avoir fait voir dans le corps de son ouvrage, par les principes que la lumière naturelle & la Doctrine de l'Eglise fournissent sur cette matière, que cette acceptation est tout à fait chimérique quant au droit, il s'est proposé de montrer dans cette Dissertation, en entrant dans le détail des preuves sur lesquelles on l'appuyé, qu'elle se réduit presque à rien quant au fait. Cette Dissertation se trouve à la fin du livre, en forme d'Addition depuis la page 499. jusqu'à la page 546.

A D D I T I O N

Sur la prétendue acceptation de la Constitution par l'Eglise universelle.

Ce que j'ai dit dans cet Ecrit touchant cette prétendue acceptation, est plus que suffisant pour la ruiner sans ressource. Mais il ne sera pas inutile de montrer encore par

le detail qu'elle se réduit à rien quant au fait. C'est ce que M. le Cardinal de Noailles prouve clairement dans son Instruction Pastorale; & ce que je vais remarquer sur ce sujet reviendra à ce qui en est dit dans cette savante Instruction. Je suivrai les Tables Geographiques de l'Abbé de Comanville que l'on a suivies dans l'Instruction, quoiqu'il puisse s'y rencontrer des fautes; ce qui est inévitable, surtout dans un ouvrage de ce genre. J'en ay remarqué quelques-unes en les parcourant, comme à la page 80. où l'Auteur met Malaga sous Grenade, & Guadix sous Seville, au lieu que c'est Guadix qui est suffragant de Grenade, & Malaga qui l'est de Seville. Il omet aussi page 81. de marquer Badajox entre les Evêchez dependans de Compostelle.

I. Etats entiers & Eglises considerables dont on ne produit aucun temoignage.

1. On n'en produit aucun du Royaume de Naples, où l'on compte aujourd'hui 21. Archevêchez & 109. Evêchez, ce qui forme une très-grande Eglise. Tout ce que l'on allegue, c'est le temoignage d'un Pere Viva Jesuite, qui a écrit pour la défense de la Constitution, & qui l'avoit fait par les ordres de M. le Cardinal Pignatelli Archevêque de Naples. N'est-ce pas là un temoignage bien authentique du consentement de 130. Diocèses?

2. On n'en produit aucun du Royaume de Sardaigne, où il y a trois Metropoles, & quelques Evêchez. Il y en avoit autrefois vingt-trois, & c'étoit une Eglise considerable du tems de S. Gregoire Pape, comme il paroît par ses lettres.

3. On n'en produit aucun des Etats du Grand Duc, où il y a trois Archevêchez & seize Evêchez.

4. On n'en produit point de la Province Ecclesiastique de MILAN, si respectable par son antiquité, & par les grands & saints Evêques qui l'ont gouvernée, & qui a 16. Evêchez dans sa dependance.

5. On n'en produit aucun de la Dalmatie, où il y a deux Metropoles, SPALATRO

d'où dependent 9. Evêchez, & RAGUSA d'où il en depend cinq: aucun de la Sclavonie, où il y a un Archevêque à ZARA, qui a 3. Suffragans: aucun de l'Albanie, où il y a aussi un Archevêque à ANTIVARI, qui a 6. Suffragans: aucun des Isles de la Mer Adriatique & de l'Archipel, où il y a encore aujourd'hui deux Archevêques du rit Latin, l'un à CORFOU qui a 2. suffragans, & l'autre à NAXIA qui en a six. Ce qui fait six Metropoles & 31. Evêchez.

6. On n'en produit aucun de l'Archevêché de LEOPOLD en Pologne, qui comprend quatre Evêchez, & les Provinces de la petite Russie, de la Podolie, de la Volhinie & de l'Ukraine.

II. Etats ou Eglises dont on produit quelques temoignages, mais en petit nombre.

1. La haute Italie comprend sept Metropoles ou Provinces Ecclesiastiques, TURIN qui a 4. suffragans, MILAN qui en a 16. GENES qui en a cinq, outre deux autres dans l'Isle de Corse, RAVENNE qui en a onze, BOULOGNE qui en a six, VENISE qui en a trois, & AQUILEE qui en a 18. Ce qui fait 72. tant Archevêques qu'Evêques. On ne produit les temoignages que de quatre, sçavoir du Cardinal Bon-compagno Archevêque de Boulogne, du Cardinal Fiesco Archevêque de Genes, du Patriarche de Venise, & de M. l'Evêque de Mondovi suffragant de Turin.

2. Le reste de l'Italie comprend 1. Les Etats du Grand Duc où il y a trois Metropoles, FLORENCE qui a neuf suffragans, SIENNE qui en a six, PISE qui en a un, outre trois autres qui sont dans l'Isle de Corse. 2. Les Etats du Pape où il y a de même trois Metropoles, ROME qui a sous elle 38. Evêchez, FERMO dans la Marche qui en a quatre, URBIN qui en a huit. 3. Le Royaume de Naples où il y a 130. Archevêchez & Evêchez. Ce qui fait en tout, en y comprenant les trois Evêques de Corse qui dependent de Pise, 205. Archevêchez & Evêchez. De tous ces Diocèses on ne produit aucun temoignage d'Evêque ou d'Archevê-

que. Il est vrai que l'on doit compter Rome d'où la Constitution est fortie.

3. Des Isles de la Mer Méditerranée qui relevent de l'Italie, c'est-à-dire de la Sicile où il y a trois Provinces Ecclesiastiques, PALERME qui a trois suffragans, MONREAL qui en a deux, MASSINE qui en a trois : de la Sardaigne où il y a aussi trois Métropoles, CAGLIARI qui avoit autrefois six suffragans, ORISTANI qui en avoit cinq, réduits aujourd'hui à un, & TORRE où il y en avoit douze, qui sont réduits à trois ; & de l'Isle de Corse où il y a cinq Evêques, on ne produit que les lettres de deux Archevêques de Sicile, celui de *Messine*, & celui de *Palerme*. Ainsi voila 6. témoignages seulement pour toute l'Italie & les Isles qui en dépendent, où l'on compte environ 295. Archevêques & Evêques.

4. L'Espagne renferme huit grandes Métropoles, TOLEDE qui a 8. suffragans, VALENCE qui en a deux, BURGOS qui en a trois, TARAGONE qui en a sept, SARAGOSSA qui en a aussi sept, SEVILLE qui en a deux, GRENADE qui en a deux, COMPOSTELLE qui en a 14. ce qui fait 53. Archevêchez & Evêchez, qui étoient autrefois en plus grand nombre. De toutes ces Eglises on ne produit que sept témoignages, sçavoir des Archevêques de *Toledo*, de *Saragossa*, de *Burgos*, de *Grenade*, & de *Seville*, & des Evêques de *Terrassone* & de *Badajoz*.

5. Il y a trois Métropoles dans le Portugal, LISBONE qui a deux suffragans, BRAGUE qui en a cinq, & EVORA qui en a trois, en tout 13. Prelats ; on ne produit que le témoignage du Patriarche occidental de *Lisbone*, Prelat de nouvelle création, & une Lettre du Chapitre d'*Evora*.

6. Dans l'Allemagne on compte présentement cinq grandes Métropoles, celles de Magdebourg & de Breme dans la haute & basse Saxe ne subsistant plus ; COLOGNE qui a trois suffragans, TREVES qui en a trois, mais qui sont sous la France ; MAYENCE qui en a onze ; SALTSBOURG qui en a dix répandus dans la Baviere, le Tirol, & les Pais hereditaires, & PRAGUE dans le Royaume de Boheme, qui en a trois : en tout 35.

Archevêques & Evêques. On ne produit des lettres que de quatre ou cinq, sçavoir de MM. les Archevêques de *Mayence*, de *Trevés*, de *Saltsbourg* & de *Prague*, & de M. l'Evêque de *Paderborn* & de *Münster*. On allegue aussi une attestation du Vicaire general de *Cologne*. C'est six témoignages pour toute l'Allemagne. A quoi il faut ajouter M. le Cardinal de Rohan, Evêque de *Strasbourg*, qui depend de *Mayence*. Mais comme cette Eminence n'a reçu certainement la Constitution que relativement aux explications de l'Instruction Pastorale, ayant été très-persuadé dès le commencement, que l'acceptation de la Constitution ne pouvoit se conclure sans un *precis de Doctrine*, & s'en étant expliqué nettement de la sorte, lorsqu'il étoit à la tête des Commissaires de l'Assemblée de 1713. son acceptation doit être mise hors de compte : le Pape voulant une obéissance pure & sans reserve, *omni-modam obedientiam*. De sorte qu'il est assés étonnant que ce Cardinal temoigne tant de zele pour les lettres du 8. de Septembre dernier, par lesquelles il ne se trouve pas moins réellement condamné que M. le Cardinal de Noailles.

7. Pour le Royaume entier de Hongrie où il y a deux Métropoles, GRAN qui a 6. Evêchez, & COLOCZA qui en a aussi six, qui autrefois en faisoient douze, on ne produit que le seul temoignage du Cardinal de Saxe Archevêque de *Gran* ou *Strigonie*.

8. Pour toute la Pologne qui contient deux grandes Métropoles, GNESENE qui a douze suffragans, & LEOPOL ou LUVON qui en comprend quatre d'une grande étendue, on ne produit que le temoignage du seul Archevêque de *Gnesne*.

Voila à quoi se reduisent les temoignages que l'on a ramassés avec tant de soin, & dont on fait tant de bruit. Pour l'Italie où il y a près de 300. Sieges Episcopaux, on cite six temoignages. Pour l'Espagne & le Portugal où il y en a 66, on en cite huit ou neuf. Pour l'Allemagne, la Hongrie & la Pologne où il y en a 67, on en allegue sept ou huit, C'est 22. ou 23. temoignages pour 466.

Archevêchez ou Evêchez, qui sont compris dans toutes ces Eglises Nationales, en y ajoutant ceux de la Dalmatie & des autres Provinces qui dependent des Venitiens. Si pour grossir ces temoignages on y ajoute le Mandement de M. l'Evêque de Bâle qui relève de BEZANÇON, & les Billers de simple compliment de MM. les Evêques de Spire & de Wirzburg, & de l'Administrateur de Hildesheim, & ceux des Abbez de Fulda & de Corbie, que l'on apporte aussi au défaut des Evêques, qui, lorsque la Bulle parut, en ayant reçu des exemplaires imprimez de l'Abbé Borgia, qui exerçoit la Nonciature à Cologne, répondirent sur le champ, qu'ils auroient soin de la faire observer, ce qui ne prouve rien, & ne peut être d'aucun poids, comme on le voit; ce ne fera encore tout au plus qu'environ 30. temoignages ou certificats pour toute l'Eglise hors la France & le Pais-bas. En verité on devoit rougir de nous donner pour preuve du consentement de tout le corps des Evêques dans l'acceptation de la Bulle, un si petit nombre de temoignages, quand d'ailleurs ils ne seroient pas aussi inutiles & aussi frivoles en eux-mêmes qu'ils le sont, comme on le montrera dans la suite.

On pretendroit en vain que plusieurs de ces temoignages étant rendus par des Metropolitains ou Archevêques, ils sont aussi des preuves de l'adhésion de leurs suffragans à la Bulle.

1. C'est ce que l'on pourroit pretendre, si, comme on le pratiquoit dans l'antiquité, ces Metropolitains, avant que de recevoir la Bulle, eussent assemblé leurs comp provinciaux pour examiner la Bulle, la comparer avec la tradition de leurs Eglises, & en porter ainsi un jugement canonique, & que les lettres que l'on produit, fussent des resultats de ces assemblées provinciales, & écrites par leur ordre. Mais il est notoire qu'ils n'ont pas même pensé à tenir ces sortes d'assemblées, comme l'ordre le demandoit.

2. Il y en a qui ne font aucune mention de leurs suffragans. M. le Cardinal Fiesco n'en parle point. Il dit seulement que la

Constitution a été publiée dans tout l'état de Genes : & l'on sçait qu'en Italie, c'est par l'ordre des Inquisiteurs que se font ces publications, & que les Evêques ne s'en mêlent point. M. l'Archevêque de Treves ne parle point aussi de ses suffragans; & il ne pouvoit pas attester qu'ils eussent accepté la Constitution. Car des trois qu'il a, M. l'Evêque de Verdun en a appelé, & M. l'Evêque de Metz a accepté d'une maniere qui n'a gueres moins déplu à Rome que l'appel.

3. Ceux qui parlent du consentement de leurs suffragans, comme l'Archevêque de Bologne, qui dit que les Evêques de sa Province assurent sincerement la même chose que lui; *Hoc ipsum Provincia mea Episcopi sancte* Tom. 2. pag. 422
profitentur, ne produisent ni Mandemens, ni Actes autentiques de leur part pour prouver un fait si important, où chaque Evêque devoit parler lui-même, puisqu'il s'agit de rendre temoignage de la foi & de la tradition de son Eglise. M. l'Archevêque de Saragosse paroît avoir reconnu la nécessité de ces temoignages donnez par chaque Evêque, & il promet d'employer ses soins pour en tirer de ses suffragans; mais on n'a rien produit jusqu'ici.

4. Plusieurs ne parlent de leurs suffragans par rapport à la Constitution, que d'une maniere incertaine, comme M. l'Archevêque de Mayence qui dit : *Je ne connois pas* Tom. 1. pag. 139
d'autres sentimens aux Evêques sujets à la jurisdiction de mon Eglise Metropolitaine. Ce n'est pas assurer, comme on le voit, qu'ils reçoivent tous la Bulle comme une regle de Foy. D'autres l'assurent sur des conjectures qui detruisent le fondement d'une acceptation veritable, comme M. l'Archevêque de Messine, qui est persuadé que *les Evêques de Sicile pensent comme lui* sur la Constitution; parce que *s'écrivant souvent entretenu avec ces Prelats, il a trouvé qu'ils tenoient sans hesiter l'insuillibilite du souverain Pontife.* Si M. l'Archevêque de Grenade Tom. 2. pag. 57.
rend un temoignage positif de la conformité du sentiment de ses deux suffragans avec le sien, c'est en nous apprenant qu'ils *approuvent le contenu de sa lettre*, où il est dit, que

Tom. 2. pag. 41.

Tom. 2. pag. 422

Tom. 2. pag. 139

Tom. 1. pag. 139

Tom. 2. pag. 57.

Tom. 2. pag. 111.

l'infailibilité du Pape, lorsqu'il décide ex cathedra, est le sentiment constant & general de l'Eglise: FIRMA ET UNIVERSALIS ECCLESIAE SENTENTIA. Ce qui en même tems n'est pas leur faire beaucoup d'honneur.

5. Il y en a dont le temoignage est si visiblement exagéré, que l'équité ne permet pas de s'y arrêter absolument. J'en donnerai pour exemple ce que dit M. l'Archevêque de Saragosse dans une lettre que M. l'Evêque de Nîmes, à qui elle est écrite, auroit dû supprimer pour l'honneur de ce Prelat & pour le sien. "Quant à ce qui regarde nôtre Espagne, dit cet Archevêque, nous engageons nôtre foi, que dans ce Royaume d'Aragon & dans les autres Provinces d'Espagne, Tous les Evêques sans exception, toutes les Eglises, toutes les Universitez, tous les Ordres Religieux, toutes personnes de quelque condition qu'elles soient, nous accepté avec une souveraine veneration purement & simplement la Constitution comme écrite du doigt du Dieu vivant, & comme l'Oracle de l'Esprit Saint, de manière que personne n'y a temoigné la moindre opposition en tout ou en partie, n'en a retranché un seul iota ou un seul point, & n'a cru qu'aucun Catholique le pût retrancher. On n'ignore pas le progrès que la chimere de l'infailibilité Papale a fait dans l'Espagne. Mais pour croire que tous les Evêques de ce grand Royaume sans exception, & tout ce qu'il y a de Theologiens sont dans une si prodigieuse ignorance, qu'ils mettent au même niveau les Bulles des Papes, & l'Ecriture sainte, & qu'ils égalent les souverains Pontifes aux Ecrivains canoniques, qui ont parlé par l'inspiration du S. Esprit, *Spiritu Sancto inspirati locuti sunt sancti Dei homines*; il faut attendre que l'on nous en produise de leur part des preuves claires & sans réplique.

III. Inutilité des temoignages des Evêques étrangers, qui sont produits en faveur de la Constitution.

Si l'on considère maintenant les 30. te-

moignages ou environ que l'on produit en faveur de la Constitution, on reconnoitra sans peine que rien n'est plus inutile ni plus frivole, pourvu que l'on se souvienne de ce que nous avons montré ailleurs, que toute acceptation faite par les Evêques sans examen, & sans avoir exercé la fonction de juges de la doctrine, comme le caractère Episcopal le demande, est absolument nulle.

1. L'inutilité de ces temoignages est manifeste par rapport à ceux qui déclarent en termes formels, qu'ils n'ont ni examiné, ni jugé avant que d'accepter, & qu'ils sont fort éloignés d'en user de la sorte.

1. Cela est clair du Patriarche de Venise, qui dit que dans l'Etat de Venise, il n'y a jamais d'assemblée d'Evêques pour examiner une Constitution du souverain Pontife, ou pour en discuter la validité. Il n'a donc point examiné.

2. M. l'Archevêque de Palerme va plus loin. Car il assure que c'est un crime parmi les Evêques de Sicile de JUGER les Decrets du Pasteur de l'Eglise universelle. Il ajoute, ce qui est encore plus étonnant: Des que l'on est informé qu'une Constitution... a été prononcée à Rome par le chef souverain de la Chrétienté, des-là elle est regardée de tout le monde sans difficulté, comme une Loi sur laquelle, il n'y a plus à recevoir. Il en rend la raison dans une autre lettre, c'est que le maître de l'Eglise universelle ne peut enseigner que ce qui est véritable, & ne peut ordonner que ce qui est sain. Ainsi écrivoit ce Prelat, de Rome où il s'étoit retiré au sujet des brouilleries de la Sicile touchant le tribunal de l. Monarchie.

3. M. l'Archevêque de Messine dit: Nous regardons tous comme un crime de ne pas rendre (au Pape) une entière soumission d'esprit.

4. M. l'Evêque de Bâle: Le Pape a par son oracle infailible de sa suprême puissance & de son autorité Apostolique, condamné le livre des Reflexions avec tous ses oppositions qui en sont extraites. A ces causes, nous pleins de la plus profonde veneration pour ce très sainte Constitution de nôtre très saint Pere

Tom. 1.
pag. 155

2. Petr.
1. 22.

Nombre
XXL

Rec.
1 tom. 1.
pag. 155

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

1b. pag.

le Pape Clement XI. & la recevant pleinement avec la soumission, l'humble respect & l'obéissance aveugle, COECA OBEDIENTIA, que nous croyons fermement devoir, & que nous déclarons être dû par tous les vrais fideles aux Decrets, Constitutions, & décisions des Souverains Pontifes, comme souverains & infaillibles juges & législateurs dans les matieres de Foi, avons ordonné &c.

Rec. des
Tem.
Tom. 3.
pag. 117.

5. M. le Cardinal de Saxe : Le Clergé de Hongrie ne présume pas de soumettre à sa DISCUSSION ET A SON EXAMEN les jugemens, Constitutions & décisions de sa Sainteté en matiere de Foi, avant que de les accepter.

Rec.
Tom. 1.
pag. 215.

6. M. l'Archevêque de Grenade témoigne que les Evêques d'Espagne n'eussent-ils lu seulement au titre des Constitutions Apostoliques, QUE LE NOM DU VICAIRE DE J. C. OU CELUI DES INQUISITEURS qui parlent en son nom, c'en est assez pour juger que ce seroit une honte abominable à la Foi Catholique, que de former des doutes sur le contenu. Le S. Esprit, ajoute-t-il, s'explique par le Vicaire de J. C. que les membres l'écoutent : c'est-à-dire que les fideles se saisissent, & qu'ils se gardent bien de parler.

7. M. l'Archevêque de Burgos dit que l'usage des Evêques d'Espagne est de recevoir DANS UN PROFOND ET RESPECTUEUX SILENCE les oracles emanés du Siege de Pierre.

8. M. l'Archevêque de Tolède écrivant au Pape lui dit : Nous jugeons qu'une décision Apostolique n'a PAS BESOIN DE NOTRE acception pour être revêtue du caractère de l'infaillibilité qu'elle reçoit du Seigneur même.

Tom. 1.
p. 210.

9. M. le Patriarche Occidental de Lisbonne declare, que lui & les Evêques de Portugal sont dans le sentiment que L'ACCEPTION OU le consentement de toute l'Eglise ou des Evêques, n'est NULLMENT NECESSAIRE, pour que les décisions des souverains Pontifes soient infaillibles. Et dans une autre lettre il témoigne qu'il recevroit la Constitution SUR LA SIMPLE

la p. 10.

LETTRE D'UN AMI digne de foi, qui attesterait serieusement qu'elle a été publiée à Rome.

Voilà déjà 9. témoignages qu'il faut retrancher du nombre des trente que l'on produit en faveur de la Constitution pour toutes les Eglises Nationales hors la France & le Pais-Bas. Car il n'y a point d'acceptation veritable de la part des Evêques juges de la Doctrine par le caractère essentiel de l'Episcopat, sans examen, ni jugement. Or tous ces Prelats témoignent clairement qu'ils n'ont ni examiné, ni exercé leur fonction de juges de la Doctrine avant que d'accepter la Bulle. Ainsi leurs témoignages d'acceptation prouvent bien qu'ils croient le Pape infaillible : mais ils n'ajoutent aucun degré de force ni d'autorité à sa Constitution. Si cette Constitution est une regle infaillible par elle-même elle n'a pas besoin de ces acceptations ; & si elle ne l'est pas, dix mille acceptations de ce genre, qui la laisseroient précisément telle qu'elle est émanée du Pape, ne lui feroient pas changer de nature.

II. Les témoignages des Evêques, qui sans exclure en termes formels l'examen, sont clairement profession de croire & de tenir l'infaillibilité Papale dans la décision des choses de la Foi, ne sont pas moins inutiles que les precedens par la même raison. Or tels sont presque tous les autres témoignages que l'on allégué.

1. M. le Cardinal Boncompagno Archevêque de Boulogne declare, qu'il fait profession d'une souveraine veneration & d'une PARFAITE OBEISSANCE à l'égard du Vicaire de J. C. en terre : l'écoutant comme le maître de toute l'Eglise, quand il parle de son siege pour enseigner les fideles. Il ajoute : On ne sauroit nous faire un crime, pour peu qu'on n'ait pas perdu toute pudeur, de cette veneration pour l'AUTORITE' INFALLIBLE du souverain Pontife, quand il parle. Tom. 1.
pag. 41.

2. M. l'Evêque de Mondovi dit que c'est la coutume des Etats de Piémont, de recevoir avec une humble & filiale obéissance les decrets dogmatiques des Papes, quand ils decident ex cathedra. Tom. 3.
p. 211.

Tom. 2.
P. 55.

3. M. l'Archevêque de Treves dit que *l'Infaillibilité des souverains Pontifes a été regardée de tout tms comme le FONDAMENT DE LA RELIGION ORTHODOXE*. On remarquera en passant ces affreuses propositions, qui ne pourroient éviter les censures de l'Eglise, si elles étoient examinées juridiquement. Car quoi de plus horrible que de donner pour le fondement de la Religion orthodoxe une opinion, qui de l'aveu même de Bellarmin, le plus outré de ses défenseurs, n'appartient point à la Foy Catholique ?

Tom. 2.
P. 107.

4. M. l'Archevêque de Saragosse : *Nous croyons le souverain Pontife INFAILLIBLE dans les décisions qui émanent de son siége*. Il ajoute, qu'il ne s'en suit pas néanmoins pour cela que nous néglignons, ou que nous ne prenions pas la peine de regarder ses décisions, de les discuter, de les examiner, comme les NOVATEURS le débitent. (Ainsi traitoit-il tous ceux qui en France ne recevoient pas la Constitution, sur les portraits que lui en avoit fait M. de Nîmes.) Mais voici à quoi il réduit cet examen. Il arrive bien plutôt, dit-il, que parce que nous les croyons infaillibles, nous nous appliquons soigneusement à en prendre connoissance... afin de corriger ce que nous aurions pu peut-être jusques-là de sentimens opposés, afin de nous precautionner pour ne rien penser & ne rien enseigner dans la suite qui n'y soit conforme, & afin, quand il sera nécessaire, de repandre cette salutaire Doctrine, comme une nourriture celeste. Ainsi cet examen n'est rien moins qu'un vrai examen : c'est uniquement une étude sérieuse de la Constitution, qui tend à en bien pénétrer la doctrine pour y conformer ses sentimens & pour en nourrir sa foi. Et cela ne doit pas surprendre après ce que nous avons déjà rapporté de cet Archevêque, qu'il regarde la Constitution comme écrite du doigt du Dieu vivant, & comme l'oracle de l'Esprit saint, d'où aucun CATHOLIQUE ne peut retrancher un seul iota. Il va même jusqu'à dire nettement, que la Constitution est une Ecriture inspirée de Dieu : SCRIPTURA DIVINITUS INSPIRATA. C'est un excès qui ne trouveroit pas

même des approbateurs dans les Sieurs Dament & Parnientier Docteurs de Louvain, & les plus ardens défenseurs que la Constitution y ait.

5. M. le Cardinal d'Arias Archevêque de Seville dans sa lettre au Pape relève par les expressions les plus pompeuses l'Infaillibilité du Pape, comme nous l'avons déjà vu ailleurs, & il va aussi jusqu'à dire : *Si dans le texte du decret definitif porté par V. S. quel-^{10. pag. 2. 6.} qu'un avoit contesté un seul iota, & s'il ne l'avoit pas reçu avec veneration en tout ce qu'il contient, il est anathème*. Ce qui est en parler précisément comme de l'Ecriture sainte.

Le Chapitre de Seville dans sa lettre écrite aussi au Pape, qui est nommé dans l'adresse l'Eveque des Eveques, LA PIERRE IMMOBILE DE LA FOI, le souverain & l'universel Pasteur du troupeau du Seigneur ; ce Chapitre, dis-je, n'est pas moins outré sur l'Infaillibilité Papale. Parlant des Constitutions *Vineam Domini & Unguentis* : ^{Tom. 2. pag. 2. 7.} Nous avons, dit-il, embrassé l'une & l'autre Constitution avec L'OBEISSANCE AVEUGLE DE LA FOI, *cocca fidei obedientia*, comme LES ORACLES DE DIEU, qui ne sont sujets à l'examen de personne, & qui n'ont besoin d'être acceptés de personne. Ils attribuent aussi l'Infaillibilité au Pape seul, ce qui est heretique. Pour nous, T. S. P. nous n'avons reconnu ^{1b. pag. 91.} d'autre regle de nôtre Foi que les oracles émanés par l'organe des souverains Pontifes, & par conséquent par celui de V. S.

6. M. l'Eveque de Terrasone dit, que dans sa Province, qui est l'Aragon, nous ont reçu la Constitution, ainsi qu'il étoit juste, ^{Tom. 2. pag. 2. 9.} comme UN ORACLE DE L'ESPRIT SAINT, avec un souverain respect & une profonde veneration.

7. M. l'Eveque de Badajox rencherit encore sur les autres. Car, il donne l'Infaillibilité au Pape seul : *Ce ne fut, dit-il, que pour la Foi de Pierre que J. C. pria qu'elle ne manquât point jusqu'à la consommation des siècles, au moins dans ses successeurs*. 2. il prétend que cette Infaillibilité n'est contestée que par les heretiques. *Nous faisons profession de croire que le jugement des-^{1b. pag. 2. 11.}*

nif appartient au siège de Rome, en quoi nous ne sommes contredits que par les Luthériens, les Calvinistes & les Jansenistes. C'est une ignorance inconcevable.

ib pag.
224.

M. l'Archevêque de Grenade ne s'éloigne pas d'une prétention si censurable. Il n'y a point, dit-il, DE CATHOLIQUE SENSÉ, & qui pense conformément à la vérité, qui ne dût défendre (l'infaillibilité du Vicaire de J. C.) au prix même de son sang. Sur ce pied il n'y a pas un seul Evêque de France, sensé; & M. de Nîmes même, à qui cet Archevêque écrit, ne l'est pas; car certainement il est bien éloigné de défendre l'infaillibilité du Pape au prix de son sang.

Voilà encore 7 témoignages que l'on trouvera bon de retrancher comme les 9 précédens. Car ces témoignages étant uniquement fondez sur la Doctrine de l'infaillibilité du Pape, ils n'excluent pas moins tout examen que les autres. On n'examine point ce que l'on prend pour des oracles infaillibles du S. Esprit; & par conséquent les Evêques, de qui sont ces témoignages, n'ayant point examiné la Constitution avant que de l'accepter, ils ne l'ont point acceptée véritablement ni canoniquement.

III. Les 10 ou 12 témoignages qui restent tombent par la même raison; car quoiqu'il n'y soit pas parlé expressément de l'infaillibilité Papale, il est clair qu'ils la supposent tous.

Tom. 3.
229.

1. M. l'Archevêque de Mayence le marque assez, lorsqu'il dit que la Constitution a été publiée dans son Archevêché, & qu'elle y a été reçue en tous ses points de tout le monde, AVEC L'OBEISSANCE QUI EST DUE AU S. SIÈGE, comme la doctrine de l'Eglise qui ne peut errer, & comme un dogme de la foi nécessaire au salut.

Tom. 2.
229. 47.

2. M. le Cardinal Fiesco fait entendre la même chose, lorsqu'il dit que dans l'Etat de Genes, la Constitution a été reçue avec la veneration & l'OBEISSANCE DUE AUX DECISIONS DU SOUVERAIN PONTIFE en matière de foi. C'est-à-dire sans doute, avec une obéissance exclusive de tout examen & de toute discussion, telle qu'on la veut à Rome.

3. Que ce soit sur le même principe que la Bulle a été reçue par tout dans le Diocèse de Cologne, avec le respect qui convenoit, comme le porte l'attestation du Grand Vicaire de ce Diocèse, on le voit par la Déclaration de la Faculté de Théologie de Cologne qui pour accepter la Constitution pose les trois points suivans. 1. Que le jugement solennel du Pape prononcé ex cathedra en matière de foi & de mœurs, est par lui-même infaillible & doit être irrefragable à toute l'Eglise. 2. Que le consentement & l'acceptation des fidèles ne donne aucune autorité, n'ajoute aucun poids, ni aucune force aux Constitutions dogmatiques du Pape. Il n'y a que le jugement du souverain Pontife, ajoute-t-on, qui ait été, & qui doive être regardé comme un jugement infaillible, & qu'on ne peut reformer. Pour le remarquer en passant il seroit difficile de justifier d'hérésie ces dernières paroles; car c'est attribuer au Pape l'infaillibilité active, avec exclusion de l'Eglise universelle, à qui il est de foi qu'elle appartient. 3. Que pour qu'une Bulle dogmatique du Pape soit censée acceptée par l'Eglise, il n'est pas nécessaire qu'il s'en fasse une acceptation solennelle & expresse par des Eglises particulières, MAIS QU'IL SUFFISE QUE LE PAPE PARLE, ET QUE L'EGLISE SE TAISE. Ce qui est une prétention pernicieuse: mais la preuve qu'en apportent ces Docteurs est digne d'eux & de leur Déclaration, c'est qu'il est dit dans les Actes des Apôtres, que Pierre ayant parlé, toute l'assemblée se tait. Où en est-on réduit, si pour soutenir l'infaillibilité du Pape, une Faculté entière de Théologie n'en connoît pas de preuves plus décisives! Au reste on voit par ce que j'ai rapporté, pag. 170, que cette Faculté avoit d'autres sentimens dans le tems de sa plus grande splendeur, & qu'elle n'a pas moins dégénéré que celle de Louvain.

4. M. l'Archevêque de Saltsbourg ne laisse pas à deviner le fondement de la profonde veneration avec laquelle il adhère à la Constitution, en ajoutant que l'Université de Saltsbourg, aussi bien que celle de Gratz, ont reconnu par une acclamation unanime la

dice *Constitution pour INFLEXIBLE & dogmatique*. En effet l'Université de Saltsbourg déclare bien positivement qu'elle la regarde comme un ORACLE DE LA VÉRITÉ DIVINE :

5. M. l'Archevêque de Prague ne s'explique pas si clairement sur l'infailibilité du Pape, & au lieu de répondre que lui & les Evêques de Bohême tiennent la Constitution pour une loi irrévocablement établie, comme le demandoit M. le Cardinal de Bissi, il répond simplement, qu'ils la tiennent pour une loi dogmatique. Mais comme il ne parle ni d'examen, ni de jugement, c'est sans doute sur le motif de l'infailibilité Papale qu'il a accepté, outre qu'il dit que c'est pour déferer à l'autorité inviolable du souverain Pontife, qu'il a proscrit par un Mandement le livre de P. Squier Quésret, dont apparemment il n'y avoit pas un seul exemplaire dans tout le Royaume de Bohême.

6. On doit conclure la même chose de ce que feu M. l'Evêque de Paderborn dit, que selon que l'y élige le RESPECT dû au Vicaire de J. C. en terre, il a ordonné très expressément à tous & à chacun de tenir les 101 propositions pour justes, & franchises des censures Apostoliques.

7. Ce ne pouvoit être aussi que par une prévention singulière pour l'autorité du Pape, que l'on supposoit ne pouvoir errer dans ses jugemens, que M. l'Evêque de Spire ayant reçu un exemplaire de la Constitution de l'Abbé Borgia, lui repondoit sur le champ en ces termes : *Le respect que nous devons au S. Siège Apostolique m'engage à apporter tous mes soins, afin que les pernicious dogmes de ce livre (Ce Prelat ne le designe point autrement que par ces mots : Un certain Livre qui porte le titre de Nouveau Testament) ne se glissent point parmi le troupeau dont je suis chargé.* D'ailleurs M. l'Evêque de Spire ne pouvoit se fonder, lorsqu'il écrivoit ainsi, sur l'acceptation de la Constitution par le corps des Evêques ; car il n'y avoit pas encore deux mois qu'elle avoit été affichée à Rome, puisque son billet est daté du 4 Nov. 1713, & que la Constitution est du 8 Septembre de la même année.

8. On doit appliquer la même réflexion au billet de M. l'Evêque du Wirtsbourg, qui est de même genre & de même date, comme aussi à celui de M. l'Administrateur de Hildesheim, qui écrit à l'Abbé Borgia, qu'il a reçu dans les sentimens d'un TRES-HUMBLE DEVOUEMENT la Constitution Apostolique qu'il lui avoit adressée. Il ajoute : *Comme il est de mon devoir d'OBEIR AUSSI-TÔT aux ordres du S. Siège Apostolique, je m'emploierai de tout mon pouvoir &c.* Sa lettre est du 30 Octobre 1713.

9. M. l'Archevêque de Gnesne dit que les Evêques de Pologne tiennent la Constitution pour une loi définitivement & irrévocablement établie. C'est dire en d'autres termes, qu'ils la tiennent pour une loi émanée d'une autorité infailible.

Il est clair par ce détail, que tous les Prelats de qui sont ces temoignages, n'ont point accepté la Constitution par voie de jugement, non plus que ceux qui marquent plus particulièrement qu'ils l'ont acceptée en vertu de l'infailibilité du Pape. Ces temoignages sont donc tous également inutiles. Je ne répète point ce que j'en ai dit dans cet Ecrit : mais je croi devoir rapporter ici ce que M. le Cardinal de Noailles remarque sur ce sujet dans son excellente Instruction Pastorale. "La décision du Pape, dit ce grand Cardinal, ne devient le jugement de l'Eglise que par le concours des temoignages & des jugemens libres & éclairés des Evêques de tous les Païs, qui, après avoir comparé la décision du S. Père, avec la doctrine de leur Eglise & de l'Eglise universelle, attestent qu'elle y est conforme ; & c'est par cette union des membres avec leur chef, que ce qui n'étoit d'abord que le jugement du chef des Pasteurs, devient la décision irréformable du corps des Pasteurs. Tous les Pasteurs doivent concourir avec le même examen & la même connoissance à former une décision qui doit être la règle de tous les fideles. Tous doivent le faire ainsi, quand ils sont assemblez dans un Concile ; & c'est ce qui en fait toute la force. Tous doivent en user de la même manière, lorsqu'ils

1b. pag.
115.
2b. pag.
117.

2b. pag.
121.

Tom 2.
Pag. 117.

Tom. 2.
Pag. 107.

1. Indit.
p. 169.

«decident séparément : & c'est par là seulement que les décisions de l'Eglise dispersée, peuvent avoir autant d'autorité que les décisions de l'Eglise assemblée.

Ces Principes sont incontestables en France ; & si on ne les tient pas en Espagne, en Portugal &c. c'est que l'ignorance de l'antiquité Ecclesiastique est extrême dans ces Royaumes. Or les acceptations des Eglises étrangères que l'on produit en faveur de la Constitution, ne sont point des jugemens rendus avec connoissance de cause par les Evêques. Elles sont toutes fondées sur l'infailibilité du Pape, & sur la maxime de l'obéissance aveugle. On vient de le voir par le détail de ces acceptations. Ce sont donc des acceptations essentiellement nulles, & incapables d'imprimer à la Bulle le caractère d'une loi de l'Eglise.

IV. Acceptations de la Bulle faites par les Evêques du Pais-bas.

Nous avons réservé à parler en particulier des acceptations faites par les Evêques du Pais-bas. Elles ne sont pas moins inutiles que les précédentes. Car ce seroit faire tort à ces Prelats, que de croire qu'ils n'ayent accepté qu'après avoir examiné & jugé, comme il convient à des Evêques. Ils en étoient bien éloignez, mettant, comme ils font, leur gloire dans une obéissance entière & sans réserve, & étant fort prévenus pour l'infailibilité du Pape, qui est une opinion qui a ses commoditez. La maniere dont ils s'expliquent, & ce que quelques-uns ont fait connoître plus particulièrement de leurs sentimens, ne permet pas de douter, que comme d'humbles disciples ils n'ont pensé qu'à obéir, & non pas à juger, lorsqu'ils ont fait publier ou afficher aux portes de leurs Cathedrales la Constitution.

1. M. l'Evêque de Ruremonde, qui est Capucin, marque clairement que c'est le sentiment où il est de l'infailibilité du Pape, qui est le principe de son obéissance à la Constitution ; & de la maniere dont il s'ex-

prime, on jugeroit qu'il regarde cette infailibilité comme un article de foi. *Le S. Esprit...* dit-il, *nous ordonne de demeurer dans la subordination que nous devons aux successeurs de S. Pierre, lorsque J. C. dit au même Apôtre : "J'ai prié pour vous afin que votre Foi ne vienne point à manquer. Et vous aussi, quand une fois vous serez revenu à vous, affermissez vos freres. Et comme par sa grace nous croyons de Foi vivante que cette subordination & cette véritable obéissance est due au Vicaire de Jesus-Christ..."* (Il est visible par les paroles de l'Evangile qu'il cite, qu'il entend une obéissance fondée sur le privilège de l'infailibilité.) *Nous ne balançons point comme fils obéissans de N. T. S. P. à nous soumettre aux ordres du souverain Pontife. MANDATIS summi Pontificis, ne filius obediens Sanctissimi Patris INDILATE parere non dubitamus.*

2. M. l'Evêque de Namur ne rend pas un témoignage moins précis de la prompte obéissance. *Pour ne pas manquer, dit-il, au respect, à la soumission & à l'obéissance que nous devons au S. Siège, nous n'avons pas plutôt reçu la prédite Constitution, que nous en avons fait imprimer un grand nombre d'exemplaires, & les avons fait distribuer par tout notre Diocèse pour y être publiés incessamment.*

3. M. l'Evêque d'Anvers dans un Mandement de quelques lignes, par lequel il donne connoissance de la Constitution au Clergé laïc séculier que regulier, & à tous les fidèles qui lui sont soumis, dit, que c'est afin qu'ils s'y conforment avec la même obéissance que lui, & une entière soumission.

4. M. l'Evêque de Gand a ordonné la publication de la Constitution en Latin par tout son diocèse. Mais sa lettre Pastorale du 3. Decembre 1718. nous apprend ce qu'il pense du Pape & de l'autorité suprême de ses décisions. Il n'est pas besoin de répéter les excès étonnans de ce Prelat sur ce point, que nous avons rapportez ailleurs.

5. La Lettre Pastorale de M. de Bruges montre aussi combien il est devoué à l'infailibilité. "C'est le bienheureux Pierre, dit-il,

qui parlant dans la Constitution par la bouche du S. Père, instruit toute l'Eglise, *B. Petrus per os Sanctissimi Domini nostri in Constitutione loquens, totam docuit Ecclesiam.*

pag. 7. Il appelle même cette Constitution un oracle divin, *Divinum oraculum.*

6. Le devoiement de M. l'Archevêque de Malines aux imaginations ultramontaines les plus outrées, paroît par tout ce que nous avons rapporté de lui dans cet Ecrit.

7. M. l'Evêque de Tournai, qui est de la Province de Cambrai aussi bien que M. l'Evêque de Namur, marque aussi fort clairement, que s'appuyant sur l'infailibilité du Pape il n'a fait qu'obéir sans entrer dans

Tem. 3. un examen qui l'auroit embarrassé.... *Quelle ne doit pas être noire soumission, s'écrit-il, à l'autorité du Vicaire de J. C. sur la terre ? N'est-ce pas à lui à fixer les esprits inquiets sur ce qu'il faut croire ? Il est clair qu'il n'y a qu'une autorité infail-
pag. 133. lible qui puisse fixer les esprits sur la croi-
& 239. stance. Il continue : Après donc que N. S. Père le Pape a voulu examiner lui-même dans plusieurs congrégations le livre intitulé, Le nouveau Testament &c. qu'il a seu par sa profonde sagesse en démêler les erreurs, & qu'il les a condamnées, nous ne saurions mieux faire que de souscrire, selon notre devoir, à cette condamnation.* Ce n'est point certainement là le langage d'un juge de la foi : c'est celui d'un simple exécutant mandataire, qui ne croit pas avoir autre chose à faire que d'obéir.

Ainsi il est vrai que dans le Pais-Bas la Constitution a été reçue, qu'elle y a été publiée, ou affichée aux portes des Eglises cathédrales. Mais il est vrai aussi que cette acceptation s'est faite sans examen, ni discussion, que l'infailibilité du Pape, ou l'obéissance aveugle en a été tout le fondement, & que ces Prélats n'ont pas même pensé à procéder à l'acceptation par voie de jugement. C'est pourquoi le Pape dans un Bref imprimé du 15. janvier 1719. * qui leur est adressé, les comble de louanges, pour avoir rendu avec promptitude, *alacri promptoque animo*, à sa Constitution l'obéissance due, *debitam obedientiam*, com-

me ils venoient de lui en donner de nouvelles assurances par leur lettre datée du jour de la feste de S. Clement. Et il leur fait d'autant plus de gré d'une si belle action, *Hoc illustre, & remiue vestro maximè dignum factum, èo gratus nobis accidit*, qu'il est plus certainement informé, que ce petit nombre de gens qui ne peuvent supporter la sainte doctrine, *paucos illos qui sanam doctrinam non sustinent*, découvrent en ce tems ici l'endurcissement de leur cœur, & se revoltent ouvertement contre le Siege Apostolique, *Hoc potissimum tempore obdurata mentis indicia prodere, apertissime ab Apostolica sede desectiorem revelata facie profiteri*. On devine sans peine qui sont ceux que le Pape a en vue, & qu'il lui plaît de ne prendre que pour une poignée de révoltez, *paucos illos*. Ce sont vingt Evêques de France, qui ont à leur teste un grand Cardinal, & qui sont suivis par une multitude infinie du second ordre, tant du clergé seculier, que du clergé regulier. De tels jugemens sont affreux en eux-mêmes. Ils sont de plus démentis par la notoriété publique de l'attachement inviolable au S. Siege de ceux que l'on traite si outrageusement, aussi bien que de leur profonde vénération pour la personne de sa Sainteté. Mais c'est le style de Rome, & on ne le changera pas.

Par tout le detail que l'on vient de voir il est donc démontré, que les témoignages & certificats d'acceptation de la Bulle que l'on produit, & qui ne se montent pas à 40. pour toutes les Eglises nationales, hors la France, ne prouvent absolument rien. Il n'y a point d'acceptation véritable & canonique sans jugement & examen. Aucun de ces acceptans n'a examiné, ni jugé. Ils ont tous obéi simplement sur le préjugé de l'infailibilité Papale. Donc toutes leurs acceptations sont de nulle valeur : & vouloir trouver dans ces acceptations si serviles la voix de l'Eglise, c'est ne pas connoître l'épouse de J. C. ou compter pour rien de lui faire injure.

Mais il est important de bien faire remarquer à tous ces Prélats si obéissans, que s'ils veulent raisonner par principes, & non par de vains préjugés qu'ils n'ont jamais exa-

* Le Bref est adressé à M. l'Archevêque de Malines, à M. les Evêques de Gand, de Namur, de Remy, de Tournai, de Bruges, & à M. le Gouverneur, Vicaire Apostolique de Brabant.

minez à fond, ils ne peuvent éviter qu'ils ne se condamnent eux-mêmes, de recevoir & de proposer comme ils font la Bulle pour une regle de foi. C'est de quoi j'ai déjà parlé dans cet Ecrit par rapport à M. de Malines, & à MM. de Louvain. Mais écoutez M. le Cardinal de Noailles dans son Instruction : ce que son Eminence remarque sur ce point est si lumineux & si convaincant, que cela seul devoit suffire pour desfilier les yeux de tous ces Prelats, s'ils sont de bonne foi. Pour montrer donc que la Bulle, en consequence de l'opinion de l'infailibilité du Pape, ne peut être proposée comme une regle de foi, M. le Cardinal de Noailles pose d'abord ce principe qu'il appelle de droit, & qui est d'une pleine évidence.

« Tout ce qu'un Evêque presente à ses peuples comme de foi, doit être fondé sur une regle qui soit certaine & incontestable. En effet, nulle consequence ne peut jamais être plus certaine que le principe sur lequel elle est appuyée : si le principe est douteux & contesté, la consequence qui en est tirée, doit aussi nécessairement être douteuse & incertaine. Or comme la foi doit être d'une certitude qui exclut tout doute, le principe en vertu duquel on l'exige, doit être si certain qu'il ne soit pas permis d'en douter.

« A ce premier principe de droit, continue son Eminence, il en faut ajouter un second de fait qui n'est pas moins certain. C'est que les défenseurs les plus zélés de l'infailibilité du Pape, ne soutiennent pas cette opinion comme un dogme de la foi Catholique.

« Le Docteur Duval, qui n'a écrit que pour défendre les pretentions de la Cour de Rome, dans le traité même où il tâche d'établir le sentiment de l'infailibilité du Pape, dit expressément que ce sentiment n'est point de foi. M. le Cardinal de Noailles cite ensuite pour l'Allemagne MM. de Walemburg qui soutiennent contre Conringius Lutherien, que l'infailibilité du Pape, lorsqu'il prononce *ex cathedra*, n'est point une doctrine qui appartienne à la foi,

& que tous les Catholiques soient obligés de tenir : *Ad fastigium fidei catholica, ab omnibus & necessario tenenda, non assurgit* : ce que ces sçavans hommes dans les controverses montrent par les temoignages de Tannerus, de Gretser, qui suit Bellarmin, & d'autres Jesuites. Pour l'Espagne son Eminence allegue Tostar, qui a enseigné expressément que le Pape pouvoit errer dans la foi, & qu'il étoit soumis au Concile, & Alphonse à Castro, Antoine Cordoue, Dominique Soto, & Victoria, tous Theologiens Espagnols du seizieme siecle, qui ont été fort éloignés de regarder l'opinion de l'infailibilité du Pape comme de foi. On peut ajouter Jacques de Payva Theologien Portugais qui a assisté au Concile de Trente. Ce qui fait voir que l'idée que l'on a aujourd'hui dans ces Royaumes de l'infailibilité Papale, est fort nouvelle. Enfin M. le Cardinal de Noailles rapporte les temoignages du Cardinal du Perron, & de feu M. Bossuet Evêque de Meaux, que nous avons aussi rapportez.

De l'union de ces deux principes établis par M. le Cardinal de Noailles, & qui sont l'un & l'autre d'une entiere certitude, naît ce raisonnement, qui est une demonstration complete à laquelle il n'est pas possible de rien opposer de sensé. Une regle de foi doit avoir un principe si certain, qu'il ne soit pas permis d'en douter. Or l'infailibilité du Pape, qui est tout le fondement de la Constitution, selon tous ces Prelats des Eglises étrangères, n'est point un principe certain, & tel qu'il ne soit pas permis d'en douter. Donc la Constitution ne peut être regardée ni proposée par tous ces Prelats comme une regle de foi. Donc ils ne peuvent regarder comme heretiques ceux qui ne la reçoivent pas. Donc toute separation de communion de leur part, qui n'a point d'autre motif que la non-acceptation de la Constitution, est une separation criminelle & manifestement schismatique. C'est à quoi M. l'Archevêque de Malines, & MM. les Evêques de Gand & de Bruges, que j'ai eu principalement en vuë dans cet écrit, souriez de faire une attention serieuse, &

telle que le demande l'importance de la chose, où il ne s'agit pas moins pour eux que de l'éternité.

V. De l'acceptation de la Bulle faite en France.

Après tout ce que l'on vient de voir il est inutile de parler en particulier de l'acceptation de la Bulle qui s'est faite en France. Quand il seroit vrai, ce qui n'est pas, qu'elle y auroit été reçue unanimement & canoniquement, le défaut d'acceptation légitime & vraiment Episcopale, de la part des autres Eglises nationales, ne permettroit pas de la donner comme une règle de foi. Car il n'y a qu'un jugement réel & véritable de tout le corps de l'Eglise qui puisse passer pour tel. Mais M. le Cardinal de Noailles vient de mettre dans une si pleine évidence les nullitez de cette prétenduë acceptation de l'Eglise Gallicane, qu'il n'en faut plus parler. Je me borne à remarquer ce qui suit.

1. Que vingt à vingt-cinq Evêques de France recommandables par leur science & par leur vertu, ou appellent de la Constitution au futur Concile, ou refusent de l'accepter, comme MM. les Evêques d'Arras & de Treguier, qui s'étant opposés à la reception de la Constitution dès le commencement, persistent encore dans leur opposition, quoiqu'ils n'ayent point appelé jusqu'ici.

2. Que plus de trente Evêques, dont quelques-uns se sont rendus depuis appel-lans, ont déclaré au Prince Regent, qu'en acceptant ils ne l'avoient fait que relativement aux explications contenues dans l'Instruction Pastorale, ce qui, selon M. de Soissons, n'est point avoir accepté véritablement.

3. Que, comme M. l'Evêque d'Auxerre l'a sûre avec confiance dans son Mandement, presque tous les Evêques de France ont rejeté l'acceptation pure & simple.

4. Que parmi les Prelats qui paroissent aujourd'hui si ardens pour l'acceptation de la Bulle, il n'y en a peut-être pas un seul

qui lui rende l'obéissance sans réserve, *omnimodam obedientiam*, que le Pape demande, au moins par rapport aux propositions qui concernent l'excommunication. Car une adhésion exclusive de certains sens, n'est point une obéissance sans réserve à la censure de ces propositions. M. de Soissons remarque lui-même que, pour ôter les plus légers soupçons (il lui plaît de les regarder de la sorte, les premiers Magistrats en ont jugé autrement) les Evêques acceptans ont apporté un remède aux conséquences qu'on tiroit de la censure des propositions touchant l'excommunication, & les Parlemens les ont copiées. Ce remède consiste dans les explications modificatives & restrictives que les Evêques & les Parlemens ont données par rapport à ces propositions. Les Evêques, non plus que les Parlemens, n'en ont donc accepté la censure que dans le sens de ces explications restrictives & exclusives des sens dangereux. Or ce n'est point là obéir sans réserve, comme le Pape l'exige.

5. Que c'est une chose notoire que beaucoup des Evêques acceptans, qui paroissent persister encore dans leur acceptation, sont fort éloignés de regarder la Bulle comme une loi dogmatique de l'Eglise, & qu'ils désapprouvent hautement le procédé schismatique d'une vingtaine de Prelats entrez ou piquez, qui aiment mieux mettre tout en combustion, que de paroître reculer. M. de Castres vient de s'expliquer d'une manière admirable sur cela dans une lettre vraiment Episcopale qu'il adresse à son Clergé & aux fideles de son Diocèse, datée du 8. Février 1719. Voilà où l'on en est en France touchant la Constitution.

Il est tems de conclurre cette Addition dans laquelle je me suis proposé de montrer, que l'acceptation de la Bulle par l'Eglise universelle étoit une chimere. Je croi la chose démontrée par le détail que l'on a vu. Soit que l'on s'arrête à la France, soit que l'on regarde les autres Eglises nationales, par tout la Constitution se trouve un simple jugement du Pape. Par tout on la voit depouillée de ce consentement unanime & canonique; qui seul peut imprimer aux juge-

Lettre
sur le
Mandement
Chap. de
Paris
p. 116.

1 Insist.
depuis la
pag. 103.
jusqu'à la
pag. 111.

mens des souverains Pontifes les degrez d'autorité & de force qui font requis pour les rendre des loix de l'Eglise.

J'admire l'auteur de la Preface du Recueil de M. de Malines, qui trouve l'équivalent d'un Concile general dans ces prétendues acceptations. Le Concile que l'on demande, le voilà, s'écrie cet écrivain, équivalement tenu & publié par l'évidence avec laquelle il paroît que tous les Evêques du monde reconnoissent dans la Constitution *Unigenitus*, la doctrine & la tradition de l'Eglise. On en peut juger maintenant. Mais suivons l'idée de ce fauteur de preface, & voyons ce que seroit un Concile composé des Evêques dont on produit les témoignages, & s'il représenteroit l'Eglise universelle. Le grand nombre d'abord seroit des Evêques de France. Mettons les tous, c'est-à-dire environ 100 plus ou moins, partagez en deux classes, des acceptans relativement, qui sont le plus grand nombre, & des acceptans absolument. Il est juste de ne pas compter ceux qui ayant accepté, ont retracté depuis leur acceptation, & appelé, comme MM. les Evêques d'Auxerre, d'Agén, de Condom, de Lectoure, d'Acs, de Lion, de Mâcon &c. Pour toute l'Italie il y en auroit six, y compris le Royaume de Sicile. Pour l'Espagne & le Portugal 8. Pour toute l'Allemagne 7 ou 8. Pour la Hongrie un. Pour la Pologne un. Pour les Pais-bas 6 ou 7. C'est en tout environ 130 Prelats dont 100 seroient d'une seule nation. Le Concile ne seroit pas nombreux, comme on le voit, pour un Concile de l'Eglise universelle; & il ne paroît pas qu'un si petit nombre d'Evêques des Eglises étrangères puisse suffire pour les représenter. L'illustre M. Bossuet Evêque de Meaux veut pour l'œcuménicité d'un Concile, *Qu'il y ait tant d'Evêques & de tant d'endroits, & que les autres consentent si évidemment à leur assemblée, qu'il sera clair qu'on y a porté le sentiment de toute la terre.* C'est ce qui ne se trouveroit pas dans ce nouveau Concile dont nous parlons. Dailleurs si tant d'Eglises nationales pouvoient être représentées par si peu d'Evêques, la France

le pouvant être, de même que l'Espagne, par sept ou huit, il s'ensuivroit qu'environ trente à quarante Evêques dans l'état où est aujourd'hui l'Eglise, pourroient former un Concile œcuménique, qui la représenteroit & en posséderoit toute l'autorité; ce qui est fort absurde. Mais contentons-nous de ce petit nombre, puisque l'on n'a pu en ramasser davantage.

Du moins ces Prelats étrangers doivent paroître dans le Concile comme depurez des Eglises de leurs nations, & être munis d'instructions & de procurations suffisantes. L'ordre des Conciles le demande. Mais c'est à quoi ils n'ont pas pensé. C'est d'eux-mêmes, & en leur propre nom qu'ils viennent au Concile, sans avoir conféré avec leurs confreres, & avoir pris leurs avis. S'ils rendent témoignage de leurs sentimens, ce sera comme au hazard, & sur de simples présomptions. Mais passons encore par là, & voyons comment on entrera en matière.

La question est, si la Bulle *Unigenitus*, qui condamne 101 propositions sur différentes matieres importantes de la Religion, est conforme à la Doctrine & à la tradition de l'Eglise. La voie naturelle pour s'en assurer, c'est de fixer d'abord le sens populaire de chacune des propositions, & ensuite de le comparer avec l'Ecriture & la Tradition, qui sont les deux regles de l'Eglise en matiere de doctrine. C'est ainsi qu'en ont usé dans tous les tems les Conciles, & nous avons vu ce qu'en dit le V. Concile. Mais ^{pag. 64.} non, nous dit l'auteur de la preface, les Italiens, Espagnols, Portugais &c. n'entreront point dans cette discussion inutile. Persuadez, comme ils sont, de l'infailibilité de l'auteur de la Constitution, ils s'écarteront de nouveau dans le Concile, comme ils ont fait chacun dans leurs Eglises: *Pierre a parlé par Clement XI. Anathème à qui ne pense pas & ne parle pas comme lui sur le livre & les propositions qu'il a condamnées.* Mais comme les Evêques François seroient avec raison la plus grande figure dans ce Concile, l'auteur de la Preface nous permettra de présumer, qu'ils pourroient faire entendre à ces Prelats, que l'infailibilité du

Pape, pour laquelle ils sont prévenus, est de l'aveu de tous les Théologiens habiles, une opinion qui n'appartient point à la foi, qu'ainsi elle ne peut servir de règle, ni être le fondement d'une adhésion à un jugement dogmatique, comme celui dont il s'agit; qu'il faut donc la mettre à l'écart, & examiner si toutes ces propositions, qui sont condamnées par la Bulle, sont censurables, comme s'il n'étoit encore intervenu aucun jugement: que Leon X. avoit condamné par une Bulle solennelle plusieurs erreurs de Luther; mais que cela n'empêcha pas que dans le Concile de Trente les Evêques même prévenus pour l'Infaillibilité du Pape, n'entraissent dans l'examen de ces mêmes erreurs pour en porter leur jugement. Nos Evêques pourroient aussi être assés heureux, pour convaincre ces Prelats, que le droit de juger après le Pape, comme avant le Pape & avec le Pape, est essentiel à l'Episcopat; que toute la tradition est formelle pour ce droit sacré des Evêques; que les Conciles auroient été fort inutiles si la seule fonction des Evêques étoit d'obéir servilement aux loix des souverains Pontifes; que si par des préventions peu éclairées ils s'étoient rabaissez à obéir à l'aveugle à la Constitution du Pape, ils devoient prendre un caractère plus digne d'eux, l'examiner, & en juger canoniquement; que bien loin que le jugement soit déjà fait & consommé de leur part, il n'est pas même commencé; qu'ils peuvent le faire avec toute liberté, n'ayant rien à craindre, comme dans leurs Pais, des redoutables Tribunaux de l'Inquisition; qu'il est d'autant plus nécessaire d'entrer dans l'examen de la Constitution, qu'il n'y a point de consentement uniforme à cet égard, quoique ce ne soit que par le consentement uniforme des Evêques qu'elle puisse devenir un jugement de l'Eglise; que s'ils avoient accepté la Bulle sans réserve, eux François ne l'avoient reçuë la plupart que relativement à certains sens qu'ils avoient fixez & determinez; que par conséquent il falloit tout de nouveau discuter en détail chaque proposition, & en examiner la censure, pour pouvoir décider ensuite unanimement, si la Constitution qui

condamne ces propositions, devoit être approuvée ou rejetée.

On doit croire que des Evêques ne seroient pas assés deraisonnables pour ne pas entrer dans des propositions si glorieuses à l'Episcopat, & si conformes à l'esprit perpétuel de l'Eglise dans ses Conciles. Il ne seroit pas question pour ces Prelats d'abjurer leur sentiment touchant l'Infaillibilité du Pape, comme le dit l'auteur de la Préface, peu attentif à raisonner juste. Il s'agiroit seulement de laisser à cette Infaillibilité, qui n'appartenant point à la foi, ne peut être une règle de foi, & de proceder à l'examen de la Constitution, par voie de comparaison avec l'Ecriture & la Tradition, comme le Pape Vigile nous apprend qu'on le pratiqua dans le Concile de Calcedoine à l'égard de la lettre de S. Leon à Flavien.

Je n'ai pas besoin de deviner quel seroit le resultat d'un examen si nécessaire, s'il se faisoit sous les yeux de J. C. & dans la seule vue de decouvrir la verité. Il ne seroit pas certainement avantageux à la Constitution. Les propositions qu'elle condamne sont trop exactement semblables aux passages des SS. Peres qu'on cite en grand nombre pour les justifier. Il arriveroit donc ce qui arriva dans le Concile XV. de Toléde, & l'on pourroit repeter encore par rapport au Pape Clement XI, ce que ce Concile disoit par rapport à Benoît II, après avoir justifié par quelques passages des Peres certaines propositions que ce Pape reprenoit, qu'il falloit succomber sous l'autorité de ces SS. Docteurs dont l'Eglise honoroit la memoire par des festes publiques. *Illis succumbendum, quia omne quod contra illos sapient, à rella fidei regula abhorrere sentitur.* On pourroit même aller plus loin, & en user comme on fit dans le VI. Concile general. Enfin un exemple si palpable de la faillibilité d'un Pape dans une Constitution dogmatique leveroit le charme, qui empêche les Evêques d'Italie, d'Espagne, de Portugal, du Paisbas &c. de reconnoître l'illusion d'une opinion qu'ils n'ont jamais examinée avec soin, & qui ne peut être dans l'Eglise qu'une source de seduction. Voilà ce que j'ai cru devoir

encore remarquer par rapport à la préface, qui est à la tête du Recueil des prétendus témoignages de l'Eglise universelle, qui ayant été recueillis & mis en ordre en France, où l'on n'auroit osé les publier, à cause des maximes étrangères & pernicieuses qui y sont répandues, ont été, par les ordres de M. l'Archevêque de Malines, imprimés à Bruxelles, où l'autorité publique laisse plus de liberté.

§. XXXIV.

Conduite du Clergé inférieur dans les Eglises étrangères par rapport à l'acceptation de la Constitution. Des Eglises entières s'abstiennent de la publier. Des Curés s'y opposent formellement en Flandres. Scandale qu'elle cause parmi les Heretiques, qui la combattent par des écrits publics.

Après avoir parlé de ce qui se fit de la part des Evêques dans les Etats étrangers en faveur de la Constitution, nous souhaiterions pouvoir rendre compte de quelle manière la publication qu'ils en firent, fut reçue par le Clergé, par les Curés, par les Chapitres & par les autres corps ecclesiastiques séculiers & réguliers de leurs diocèses. Le Recueil imprimé à Bruxelles ne nous fournit aucun acte de la part du second Ordre que des acceptations vagues de trois ou quatre Chapitres d'Eglises Cathedrales, & de sept ou huit Universités, toutes fondées, comme celles des Evêques, sur le préjugé de l'Infaillibilité du Pape. Il est vrai qu'il ne paroît point non plus que personne du Clergé inférieur ait réclamé nulle part contre la publication de la Bulle. Mais que doit-on conclure de ce silence ? Doit-on le regarder comme une preuve certaine du consentement que tout le second Ordre ait donné dans ces Eglises avec pleine connoissance de cause, à ce qui leur étoit proposé par leurs Evêques ou par les Inquisiteurs ? Ce silence n'a-t-il point été au contraire dans la plupart un silence d'ignorance ? On sait combien elle est profonde dans ces pays-là sur les vérités les plus communes, & encore plus sur le

sujet de nos disputes, auxquelles ils ne prennent aucun intérêt. N'a-t-il point été dans d'autres un silence de crainte ? Personne n'ignore dans quelle gêne la terreur de l'Inquisition retient les esprits dans les Etats où elle est établie ; & nous apprenons de la lettre de l'Archevêque de Strigonie, à quoi un Ecclesiastique qui se seroit rendu suspect, en n'approuvant pas la Bulle, se seroit exposé dans quelques-uns même des Etats où l'Inquisition n'est point reçue. Ce silence n'a-t-il point été dans plusieurs autres un silence d'indifférence & d'inapplication à cette affaire ? Nous avons vu combien en France même, où la dispute étoit née, il y eut d'abord peu de personnes du second Ordre qui se crurent obligés d'y prendre part, & qui se persuaderent qu'elle ne regardoit que les évêques. N'a-t-il point été enfin dans quelques autres plus instruits un silence de prudence & de ménagement ? Nous voyons encore en France combien d'Ecclesiastiques de mérite qui condamnent la Bulle en secret, prennent par ce même motif, le parti de ne point se déclarer en public. Dans tous ces cas il est visible que le silence que tout le second Ordre garda dans ces Eglises, lorsque les Evêques publioient la Constitution, ne pourroit être pris pour une vraie acceptation. Mais quand même on supposeroit que ce silence auroit été dans tous une marque d'acquiescement, on n'en pourroit encore rien conclure en faveur de la Bulle, si cet acquiescement n'avoit point d'autre motif que l'infailibilité du Pape. Or on voit par tous les témoignages qu'on produit, que c'est cette opinion, dont presque tout le monde est imbu dans ces Eglises, qui a été l'unique cause de la soumission qu'on y a rendue à la Bulle.

Voilà ce que nous pouvons dire en general des dispositions du second Ordre à l'égard de la Constitution dans les Eglises étrangères, à ne consulter que les témoignages qu'en rapportent ses Partisans. Mais il paroît par d'autres mémoires, que la vénération soit du premier soit du second Ordre dans ces Eglises, ne fut pas aussi universelle ni aussi profonde que ces témoi-

gnages l'insinuent. Nous avons déjà remarqué qu'il y a des Etats entiers & des Eglises considerables dont on ne produit aucune acceptation : & nous apprenons par des lettres particulieres que la raison de la conduite que ces Eglises embrassent, lorsqu'on leur proposa la Constitution, & dont nous ne savons point qu'elles se soient départies jusqu'à present, ne fut point, comme on le voudroit faire croire, que le consentement tacite qu'elles y donnoient, leur parût suffisant ; mais que ce fut une opposition veritable qu'elles marquerent pour ce decret, fondée sur le jugement peu avantageux qu'elles en portoient, & sur la crainte qu'elles avoient qu'il n'excitât au milieu d'elles les mêmes troubles qu'il caufoit en France.

On a imprimé des extraits de quelques-unes de ces lettres qui n'ont point été contredits. Il y en a trois dans la préface du Recueil qui a pour titre, *Les Tocsins*, que nous croyons devoir inserer ici.

Le 1. est l'extrait d'une lettre écrite de Varsovie le 30. Juillet 1716. par un Ministre public ; & voici ce qu'il contient.

« Ma réponse est un peu tardive, mais il n'a fallu quelques jours pour m'informer de ce que vous desirez de savoir au sujet de la Constitution. *Unigenitus*. Elle a fait peu de bruit dans le pays où je me trouve, parce que les esprits y ont été & sont encore remplis de troubles. La dite Constitution a été envoyée ici de Rome à la Congregation de la Mission de S. Lazare, par un des Messieurs de la dite Congregation du vivant de M. Terlo Evêque de Polnanie, lequel la fit imprimer. Il en a été peu parlé depuis. La Nation regarde ces choses comme éloignées, & avec assez d'indifférence ; & *MM. les Evêques* demeurant la plupart dans leurs diocèses, ne se sont pas mis en peine de la recevoir, ni de la faire recevoir. Il ne paroît pas que le Nouvel ait fait aucun pas à dessus, dont je ne sache pas la raison. J'ai chargé un de mes amis de mettre plusieurs principaux Religieux de différents Ordres sur ce Chapitre : & il les a trouvés peu instruits de la chose. Il n'y

« a donc que les maisons de la Nonciature, des Theatins & des Capucins qui en parlent, & qui aient dit, du vivant du feu Roi, qu'il falloit prier Dieu pour la conservation de S. M. puisqu'il étoit à craindre que, venant à manquer, toute la France ne devienne Janseniste. Ils disent seulement qu'elle est tombée dans cette erreur. Je ne doute pas que les Jesuites ne tiennent le même langage, sur tout ceux qui sont à Varsovie. Il n'est point parlé de cette affaire à la Cour autrement que dans des conversations particulieres ; & il se trouve des Gentilshommes & des Seigneurs, qui n'approuvent pas, trouvent étrange que la France soit contraire au S. Siege. On peut dire que les sciences ne sont pas fort en vogue dans le Clergé de Pologne. Les Evêques & les Prelats s'occupant plus de leur avancement, & de leur dignité Seignioriale & des affaires du pays, que des matieres de la Religion, ils suivent simplement leurs usages ordinaires. Voilà ce que je puis vous mander sur la Constitution.

Le 2. extrait est d'une lettre écrite d'Allemagne le 10. août 1716. par une personne très-distinguée par sa science & par son mérite, qui avoit écrit à Vienne à un gentilhomme très-instruit, pour savoir ce qui s'étoit fait dans les Etats de l'Empire au sujet de la Constitution.

« Quoique j'aie eu l'honneur, y est-il dit, de vous écrire vendredi passé, je n'ai pas voulu rarder plus long-tems de vous rapporter ce qu'on m'a mandé de Vienne touchant la Constitution *Unigenitus*. Ce que je vous en dirai est très-sûr : car la personne dont je le tiens, m'est connu si fort que je me repose autant sur sa parole, que si j'en avois les meilleures preuves du monde. Voici donc, Monsieur, ce que cet ami vient de me découvrir : Que le Nonce a fort insisté du commencement à faire publier la Bulle dont il s'agit, dans les Pais hereditaires de l'Empereur ; mais qu'il n'a jamais pu parvenir à son but, & qu'on lui a dit que dans ce pais-là il n'y avoit rien à craindre du Jansenisme, que les ef-

«pris du Clergé n'y étoient point inquiets,
 «& que ce seroit le moins d'y introdui-
 «re ces nouveautés, si l'on publioit cette
 «Bulle, puisque la publication ne pouvoit
 «se faire sans causer des troubles; qu'il val-
 «loit donc mieux n'en rien faire & ne pou-
 «sser point l'affaire à bout. De sorte que jus-
 «qu'ici la Constitution n'a eu aucun lieu dans
 «ces Pais hereditaires de l'Empereur.

«Les Jésuites, continue mon ami, se
 «donnent pourtant des mouvemens pour la
 «faire recevoir, & ils veulent faire accroire
 «ici que la plupart des Evêques de France
 «l'ont reçue; de sorte que selon les princi-
 «pes de l'Eglise Gallicane elle doit y avoir
 «lieu. Pour cette fin on a fait un Recueil
 «de tous les Mandemens favorables, ou mê-
 «me restrictifs des Evêques de France. On a
 «eu soin de le distribuer ici; mais nonob-
 «stant tout ceci, je doute qu'ils viennent à
 «bout de leur entreprise: car je croi qu'on
 «est tout-à-fait résolu ici de ne se point mê-
 «ler de cette affaire. Aussi les Jésuites ne
 «sont pas en grand crédit ici. Les autres
 «Ordres de Moines le haïssent, & les Pre-
 «lats Benedictins sont puissans, & ne sont
 «pas de leurs amis, comme vous le savez.
 «Aussi tous les efforts qu'ils ont faits pour
 «faire proscrire le livre que le P. Vetz a pu-
 «blié contre un de leur nombre, & dans le-
 «quel la Société n'a pas été épargnée, ont
 «été en vain. Voici la chose comme elle est,
 «& vous pouvez compter sur tout ce que je
 «vous ai mandé.

«Outre ce que dessus la même personne
 «mande, que s'étant informée exactement
 «de tout ce qui s'étoit fait par toute l'Alle-
 «magne au sujet de la Constitution *Unige-
 «nitur*, il avoit appris qu'elle n'avoit été
 «reçue que par deux ou trois Evêques le long
 «du Rhin.

Ces deux premiers extraits furent lus pu-
 bliquement dans l'Assemblée générale de la
 Faculté de Théologie de Paris le 9, Septem-
 bre 1716. & reçus avec applaudissement par
 toute la Compagnie: ce qui leur donne en-
 core une authenticité qui ne permet pas d'en
 révoquer la vérité en doute.

Le 3, extrait est d'une lettre écrite de Pa-

is le 24. août 1716. par un Abbé d'un me-
 rite très-distingué. Un de nos Prelats m'a
 assuré qu'il avoit établi une bonne corres-
 pondance dans les Etats de la Republique
 de Venise, d'où il avoit su que le Nonce
 avoit fait des instances réitérées pour y fai-
 re recevoir la Bulle, & qu'enfin on lui avoit
 répondu qu'il étoit inutile qu'il se donnât
 davantage des mouvemens sur ce point,
 puisque la Republique étoit résolue de ne
 la pas recevoir. Il passe pour constant
 qu'elle n'a point été reçue dans les Etats
 du Duc de Savoie. Si on y comprend la
 Sicile, ce sera une moitié de l'Italie où la
 Bulle n'a point été reçue.

Ce dernier extrait est conforme à ce que
 M. le Cardinal de Noailles rapporte dans son
 Instruction Pastorale, chap. 111. §. 3.
 «Nous avons, dit-il, entre nos mains une
 «lettre du 25. Septembre 1717. écrite par
 «une personne qui s'est exactement informée
 «de ce qui s'étoit passé à Venise à l'occasion
 «de la Constitution, & qui marque expres-
 «sément, *Que le Senat n'a point envoyé la
 «Constitution au Patriarche & au Clergé
 «avec le Placet nécessaire selon les loix du
 «pais; & que tous ceux auxquels il s'est in-
 «formé, ont répondu unanimement, qu'elle n'a-
 «voit été acceptée, soit à Venise, soit dans le
 «reste de l'Etat, ni formellement, ni tacite-
 «ment; que l'on ne sçavoit point ce que le Pa-
 «triarche avoit écrit; mais que s'il avoit par-
 «lé ou écrit en faveur de la Constitution, cela
 «ne regardoit que sa personne, & n'avoit au-
 «cune autorité pour le reste du Clergé.*

«M. le Cardinal de Bissy, ajoute tout de
 suite M. le Cardinal de Noailles, n'a rien
 négligé pour obtenir des témoignages des
 Eglises de Savoie & de Piémont. en faveur
 de la Bulle: il écrit l'année dernière à
 M. Tarini, Vicaire général du Chapitre
 de Turin, le Siege vacant; la réponse
 qu'il en reçut le 21. juin 1717. est trop im-
 portante pour ne pas l'insérer ici toute
 entière.

«J'ai reçu la lettre de V. E. par laquelle
 elle me fait l'honneur de me demander, 1.
 «Si la Constitution de N. T. S. P. le Pape
 «Clement XI. qui commence par ce mot Uni-

«*genitus, est connue parmi nous. 2. Si les*
 «*Evêques de nos Etats adherent constamment*
 «*à la dite Constitution, comme à une loi sainte*
 «*& reçue parmi nous. 3. Si les Docteurs &*
 «*les Theologiens de nos écoles ne regardent*
 «*pas comme un crime de penser ou d'enseigner*
 «*des choses contraires à ce qui est défini par*
 «*cette Constitution.*

«*Pour obéir sincerement à vos ordres, avec*
 «*le respect & la droiture que je dois, j'avoue*
 «*que la Constitution est ici connue de très-peu*
 «*de personnes, & qu'en mon particulier je ne*
 «*n'ai jamais vu; car la seconde année de mon*
 «*exercice dans cet emploi de Vicaire general*
 «*du Chapitre, n'est pas encore accomplie.*
 «*J'attribue le silence respectueux que l'on*
 «*garde sur cette matiere, aux troubles que la*
 «*Constitution causeroit parmi nous, où la pro-*
 «*priété de la France. V. E. convoiera par là*
 «*que je n'ai rien à lui répondre sur le second*
 «*& le troisieme chef de ses demandes. Cepen-*
 «*dant je suis, aussi bien que les Suffragans &*
 «*les Docteurs de cette M. V. p. e. très-atta-*
 «*ché à l'Eglise Romaine, & aux decrets des*
 «*souverains Pontifes. J'assure V. E. de mon*
 «*très-profond respect pour sa personne & pour*
 «*sa dignité.*

Tom. 1.
pag. 10.

«*Il paroît par cette lettre, qui est rap-*
 «*portée dans ce Recueil des temoignages,*
 «*que la Constitution, bien loin d'être re-*
 «*çue en Piémont, n'y est pas seulement con-*
 «*nuë, & qu'il est même défendu d'en parler,*
 «*de peur qu'elle n'y excite les mêmes trou-*
 «*bles qu'elle cause en France.*

Cette resistance pourra paroître peu considerable à ceux qui ne feront pas attention à la maniere dont la plupart de ces Eglises étrangères se gouvernent aujourd'hui: mais ceux qui en seront instruits, en jugeront tout autrement. En effet, il faut que la Constitution *Unigenitus* ait paru bien extraordinaire, pour avoir trouvé quelque obstacle dans des pays où l'on reçoit aveuglément tout ce qui vient de Rome, & où l'on est tellement disposé, qu'après avoir reçu une Bulle avec encore plus de soumission que celle-ci n'a été reçue, on en recevrait avec une soumission égale une autre toute opposée, s'il plaisoit au Pape d'en faire

une qui revoquât, par exemple, la premiere, ou qui la déclarât subreptice.

Mais dans la Flandre & les Pais-bas où le voisinage de la France fait que les vrais principes sur l'obéissance qui est due au Pape, sont moins inconnus, la Bulle trouva dans le second Ordre une contradiction plus marquée. Ce fut sur tout dans le Diocèse de Tournai qu'elle éclata. On a recueilli dans le 3. tome du *Cri de la foi*, les principaux temoignages qu'on rendit dans ce Diocèse contre la Constitution. Nous y renvoyons ceux qui seront curieux d'être instruits du detail de ce qui s'y passa, & nous n'en donnerons ici qu'un extrait.

Le Chapitre de Tournai reçut la Bulle, mais ce ne fut pas sans que quelques-uns donnaient des marques de l'improbation qu'ils en faisoient. M. Farvacques Chanoine, & autrefois President du Seminaire épiscopal sous M. de Choiseul, n'ayant pu se trouver au Chapitre le jour que la Constitution y fut envoyée, & acceptée, ne craignit point de déclarer à l'Evêque, que s'il s'y fut trouvé, il n'auroit pas été de l'avis de ses confreres, ajoutant qu'il avoit toujours regardé la Constitution comme très-mauvaise. Aussi s'est-il cru obligé dans la suite d'en appeler au futur Concile. M. Hachin Supput du même Chapitre en sa qualité de Chapelain de l'Eglise de S. Piat, ne voulut point se trouver à l'assemblée des Suppôts de ce Chapitre qu'on convoqua pour leur lire la Constitution Il en dit librement la raison à ses amis, & il a aussi appelé au Concile. Le Chapitre de S. Pierre de Lille composé de plus de 36 Chanoines residens, dont plusieurs sont Docteurs en Theologie ou de la Faculté de Paris, ou d'autres Facultés, n'accepta point la Constitution, & n'en fit pas même la lecture, quoiqu'elle lui eût été adressée; & lorsque la voie de l'appel au Concile fut ouverte, plusieurs Dignités & Chanoines de cette Eglise crurent aussi devoir l'embrasser.

Entre les Curés il n'y eut proprement que les jeunes, élevés sous la discipline des Jesuites, & quelques ignorans prévenus de l'infaillibilité du Pape, qui reçurent la

Constitution avec un véritable acquiescement à sa Doctrine, la même que celle qu'on leur avoit enseignée ; ou avec une obéissance aveugle & stupide à la décision du Pape. Tous les autres qui avoient été formés dans le Séminaire épiscopal de MM. de Choiseul & de la Salle, avant que les Jésuites s'y fussent introduits, la regarderent comme rendante à établir un nouveau système de religion. Tous néanmoins ne tinrent pas une conduite conforme au jugement qu'ils en portoient. Le Diocèse est divisé en deux parties, par rapport aux deux langues qu'on y parle. Dans la partie où les peuples ne parlent que la langue Flamande, plusieurs Curés supprimèrent absolument le Mandement & la Constitution, & d'autres se contenterent d'avertir leurs peuples qu'on leur avoit envoyé de la part de leur Evêque un Mandement François, avec une Bulle latine du Pape qui condamnoit un livre François ; & que comme ce livre ne les regardoit point, ils s'abstenoient de leur faire la lecture de cette condamnation. Ainsi la Constitution ne fut publiée par aucun Curé Flamand ; & entre ceux qui l'avoient annoncée à leurs peuples, M. van Biesbrouck Curé de Wevelghem, & M. de Bade Curé de Moen se crurent obligés dans la suite de reparer cette démarche, en signant avec M. de Santis Curé de Lezennes, & M. de Looze Curé d'Anappes, une lettre de retractation qu'ils adresserent à leur Evêque, & en appelant au Concile general, tant du Mandement que de la Constitution.

Le plus grand nombre des Curés de la Flandre Vallone, qui compose l'autre partie du Diocèse, marqua la même répugnance à publier la Constitution. Il n'y en eut néanmoins que trois qui refusèrent ouvertement de le faire. Voici comme deux de ces derniers Curés expliquent à leur Evêque ce qui se passa à cet égard, dans la lettre commune qu'ils lui écrivirent pour leur justification. Après avoir dit que la plupart des Curés qui avoient publié, ne l'avoient fait que sur le principe que l'obéissance étant leur partage, s'il y avoit du mal dans cette publication, il étoit uniquement imputé au

Pape & à leur Evêque : " Il y en a d'autres, qui ont paru plus scrupuleux, ils n'ont pas cru pouvoir publier nettement votre Mandement ni la Constitution, jugeant que c'eût été approuver la condamnation de propositions qu'ils regardoient comme orthodoxes ; mais voyant que l'on ne pouvoit entreprendre la défense de la vérité & de la justice, sans s'exposer à perdre son bien, son honneur, & peut-être même sa liberté, le trouble s'est emparé de leur cœur, & a jeté un si grand nuage dans leur esprit, qu'ils se sont imaginés pouvoir mettre à couvert la vérité & leur conscience, en faisant semblant d'exécuter vos ordres sur la publication de la Constitution. Les uns ont fait entendre à leurs paroissiens que c'étoit un sermon ou un discours en latin sans leur en marquer le sujet. Les autres, que la Bulle du S. Pere étoit une confirmation de la défense d'aller au cabaret. Quelques-uns ont dit simplement que c'étoit une affaire qui ne regardoit pas les peuples, & qu'ils pouvoient agir à l'ordinaire. Il s'en est trouvé d'autres qui se sont mis en tête qu'ils pouvoient lire la Bulle comme une histoire, sans y prendre aucune part. D'autres se sont contentés de dire qu'il s'agissoit d'un point de discipline, & qu'on pouvoit s'abstenir de la lecture d'un certain livre : & un de ces Pasteurs tacha de faire croire que le livre d'un Moine, en general, étoit condamné. Un autre dit à ses paroissiens qu'ils pouvoient dormir ou dire leur chappeller pendant qu'il liroit ce qu'il avoit entre les mains ; faisant assez entendre par là avec combien de répugnance il faisoit cette lecture : & ce Curé déclara que s'il avoit eu de quoi subsister, il n'auroit pas reçu la Constitution, & qu'il étoit bien dur de se voir obligé d'agir contre les lumières de sa conscience. Un autre Curé, qui a de l'érudition, déclara qu'il ne seroit pas difficile de lire la Constitution, parce qu'il étoit bien persuadé que ses paroissiens n'y entendoient rien : & sur ce que nous lui disions, que sous ce pretexte il pourroit aussi publier l'Alcoran, si on le lui en-

«voyoit à publier ; il répondit qu'il en feroit
 «de même. Un autre avoua la même con-
 «séquence , ajoutant qu'il diroit à son peuple
 «que son Evêque lui auroit envoyé l'Alcoran
 «pour leur en faire la lecture. Un autre ayant
 «commencé à lire votre Mandement , Mon-
 «seigneur , s'arrêta , & dit que le cœur lui
 «manquoit , & qu'il n'en pouvoit lire d'a-
 «vantage. Un autre assura qu'il avoit lu la
 «Bulle , comme on lit des billets d'indul-
 «gence , sans s'informer s'ils sont vrais ou
 «faux. Un autre de nos confreres , & qui
 «nous étoit uni par une amitié particuliere ,
 «nous exhorta fort à publier la Bulle , nous
 «disant que cette Bulle étant envoyée en
 «latin , & sans avoir été reçue par un Sy-
 «node du Diocèse , la publication en feroit
 «essentiellement nulle : il ajoutoit que par
 «notre refus nous serions cause qu'on reme-
 «diroir à ces défauts ; & il pretendoit être
 «en état de soutenir son opinion devant les
 «plus habiles jurisconsultes. Enfin , d'autres
 «n'ont fait aucune publication ni de votre
 «Mandement , Monseigneur , ni de la Con-
 «stitution : d'autres se sont contentés de
 «seindre d'en faire la publication , ou ont
 «fait si peu de chose qu'ils n'ont eu en vue
 «que de se tirer d'affaires , & de se mettre
 «hors d'atteinte aux mauvais traitemens.
 «Ils sont si éloignés de conformer leur ju-
 «gement à la Constitution , & de la prendre
 «pour regle de leur conduite , qu'entre leurs
 «amis ils temoignent du chagrin , lorsqu'on
 «leur dit qu'ils l'ont reçue & publiée sur ce
 «piéd-là. De sorte , Monseigneur , que de
 «plus de deux cens Curés qui se trouvent
 «dans votre Diocèse , nous pouvons dire
 «sans crainte qu'il n'y en a pas cinquante
 «qui l'ayent reçue sincèrement & conformé-
 «ment à l'intention du Pape & de votre
 «Excellence. Toute la difference qu'il y a
 «entre ces Curés & nous , c'est que nous
 «avons cru que pour être sinceres & verita-
 «bles , nous devions nettement declarer
 «les pensées de notre cœur , & paroître tels
 «à l'exterieur que nous étions aux yeux de
 «Dieu : que c'étoit une très grande faute de
 «seindre en matiere de religion , sur tout
 «dans une affaire aussi importante que celle

«dont il s'agit presentement ; & de faire la
 «moindre demarche qui pût donner lieu de
 «croire que nous recevions ou approuvions
 «une Bulle que nous sommes très éloignés
 «de recevoir ni d'approuver. Nous sommes
 «persuadés , Monseigneur , que dans une
 «occasion comme celle-ci , où il s'agit des
 «plus importantes verités de la religion , des
 «Pasteurs , dans les circonstances où nous
 «nous sommes trouvés , ne peuvent se dis-
 «puter de rendre temoignage à la verité ,
 «sans en rougir devant les hommes , & par
 «conséquent sans meriter que J. C. rougisse
 «d'eux devant son Pere.

Les trois Curés qui eurent le courage de
 faire connoître leurs sentimens , sont M.
 Waterloo Curé de Carvin , M. du Haut
 Curé de Peronne , & M. Bahdechon Curé
 de Turnignies , tous trois sujets du Roi de
 France ; ce qui fit qu'on les poursuivit plus
 vivement que s'ils eussent été sous la domi-
 nation de l'Empereur , comme l'est une gran-
 de partie du Diocèse. Comme l'affaire du
 premier a fait beaucoup de bruit , & qu'elle a
 donné lieu à plusieurs écrits imprimés , qui
 forment seuls un recueil assez considerable ,
 nous croyons faire plaisir aux lecteurs de
 donner ici un abrégé de son Histoire.

M. Waterloo se distingua dès sa jeunesse
 par la pieté , par l'innocence de ses mœurs
 & par son application à l'étude. Après qu'il
 eût achevé sa Theologie dans l'Université
 de Douay , où il prit le degré de Bachelier ,
 & qu'il eût été quelque tems Sous-Regent
 au College du Roi , il fut appelé par M. de
 Choiseul son Evêque , qui le fit Professeur
 de Theologie dans son Seminaire , quoiqu'il
 ne fût pas encore Prêtre. Il s'acquitta pen-
 dant trois ou quatre ans de cet emploi avec
 tant de succès , que M. de Choiseul crut
 devoir le charger de la Cure de Carvin-Epi-
 noy , qui avoit besoin d'un Pasteur égale-
 ment vigilant & charitable. Il y fit voir
 qu'il avoit éminemment ces deux qualités :
 rien n'est plus édifiant que le detail qu'un des
 Memoires que nous abregeons , fait de la
 maniere dont il gouvernoit cette Paroisse , &
 du bon ordre qu'il y avoit établi. Aussi son
 peuple lui a-t-il donné de grandes marques
 d'atta

d'attachement pour la personne dans l'affaire qui les a privés d'un si digne Pasteur. On peut voir ce qui en est rapporté dans les différentes pieces qu'on a recueillies dans le *Cri de la Foi*.

Il ne pensoit qu'à continuer ses pieux exercices, lorsque son Doïen rural, qui est celui de Sedin, lui envoya le jour de S. Jacques 25. Juillet 1714. par l'Appariteur du doïenné, le Mandement de M. de Tournai pour la publication de la Constitution *Unigenitus*, avec un exemplaire de cette Constitution en latin. Ayant vu ce que c'étoit, il rendit l'un & l'autre à l'Appariteur, & lui dit que la conscience ne lui permettoit pas de les recevoir ni de les publier. Il écrivit ensuite une lettre à son Doïen, & une autre à M. de Tournai, pour leur faire agréer le parti qu'il prenoit. Il marquoit entre autres choses dans la dernière, qu'il ne pouvoit publier à son peuple le Mandement qu'on lui avoit envoyé avec la Bulle, parce que cette Bulle lui paroissoit contraire à la doctrine catholique crue, prêchée & enseignée dans l'Eglise sans interruption depuis les Apôtres jusqu'à nous.

En conséquence de ce refus, il fut cité pour comparoître personnellement le 31. août suivant à l'Officialité de Tournai. Il s'y rendit au jour marqué, & il y subit un Interrogatoire, où il donna également des preuves de sa sagesse & de son habileté. On en peut juger par les articles suivans.

„ Interrogé s'il n'a rien dit à son peuple au sujet desdites Bulle & Mandement depuis le dit jour de S. Jacques :

„ A répondu, que le deuxième ou le troisième dimanche après, il a dit dans son prône, qu'il avoit donné dans toute sa vie des marques de son obéissance entière à ses Supérieurs, & que s'il ne le faisoit point au sujet de la publication desdites Bulle & Mandement, ils devoient croire que ce n'étoit point par esprit de desobéissance, mais par un principe de conscience & pour un bien; ne se souvenant point d'en avoir parlé davantage, sauf que parlant depuis dans son prône d'un point de morale ou de discipline, dont il ne se souvient point

„ précisément, il ajouta que c'étoit l'un des points pour lesquels il n'avoit point fait ladite publication: ce qu'il a dit alors par occasion, & non par dessein prémédité.

„ Interrogé pour quelle raison il a refusé de faire ladite publication :

„ A répondu, qu'il se fonde dans ce refus sur ce que d'un côté ce n'est pas être hérétique ni se separer de l'Eglise Romaine, que de croire avec l'Eglise Gallicane que le Pape seul n'est point infallible: ladite Eglise de France ayant plusieurs fois refusé de recevoir semblables Constitutions en matière de dogme, & quelquefois de discipline, comme à l'égard de celles de Boniface VIII. au sujet du droit du S. Siege pour le temporel des Rois, & de leur institution, & destitution, & de quelques autres propositions assez connues: de celle de Jean XXII. sur la vuë de Dieu dans les Bienheureux, & en quel tems ils commencent d'en jouir: de celle de Gregoire II. sur la dissolution du mariage par impuissance survenante après la celebration & consommation; & plusieurs autres que les Papes ont voulu faire recevoir avec toute leur autorité, que néanmoins ladite Eglise de France n'a pas reçues, sans pour cela avoir été separée de l'Eglise Romaine; mais ayant soutenu le contraire, aussi bien que les mêmes Papes ou leurs successeurs, qui se sont respectivement retractés, ou ont condamné lesdites Constitutions. D'un autre côté il se fonde sur ce que quand bien l'Eglise de Rome indépendamment de l'Eglise universelle, seroit infallible dans les décisions qu'elle feroit étant dûement & pleinement en elle-même assemblée, la Constitution en question n'est point ainsi émanée de ladite Eglise de Rome, qui n'a point été pour cela suffisamment assemblée: elle n'a été faite que dans une assemblée particulière de quelques Cardinaux & autres personnes en petit nombre, sans qu'il y ait eu convocation generale, ni liberté suffisante d'y entrer & d'en sortir, de quoi il offre preuve. De plus, quantité considérable d'Evêques des plus savans, & des plus vertueux & des plus élevés en dignité refu-

„sent de recevoir ladite Constitution. Par-
tant il n'est pas juste de forcer la *seconde hie-
rarchie* * à en faire la publication avant
„que le différent soit terminé dans la premie-
„re, & qu'elle y soit unanimement reçue ;
„Qu'il se fonde encore sur ce que ladite
„Constitution n'a point été reçue par l'Egli-
„se de Tournay, comme il est de droit & de
„discipline, dans un Synode general de ce
„diocèse. Que ladite Constitution a trop de
„contrariété avec la parole de Dieu, le sen-
„timent unanime des Peres & des saints Pa-
„pes, pour être reçue aveuglément, ou
„avant qu'un Concile general ou acquiesce-
„ment libre de la *premiere hierarchie* oblige
„à la recevoir.

„ Interrogé s'il se croit juge de la doctri-
„ne, & devoir préférer son jugement à ce-
„lui du S. Siege & de son Evêque.

„ A répondu qu'il n'en est point juge en
„premier ordre, comme les Evêques ; mais
„qu'il est juge subalterne, comme Docteur &
„Pasteur du peuple qui lui est confié, & à
„qui il doit prêcher la religion qu'il croit
„être la véritable, & non celle qu'il pren-
„droit par emprunt : qu'il ne préfère pas son
„jugement en la présente occasion à celui du
„Pape & de Monseigneur l'Evêque ; mais
„qu'il leur préfère des autorités superieu-
„res, savoir la catholicité des tems depuis
„les Apôtres jusqu'an Concile de Trente &
„depuis, laquelle il suit dans le refus qu'il
„fait.

„ Interrogé s'il croit que les 101. propo-
„sitions condamnées par ladite Constitution,
„sont dans les livres du P. Quesnel :

„ A répondu qu'elles y sont ; mais quel-
„ques-unes en sont tirées imparfaitement &
„avec quelque omission, qui empêche d'en
„voir clairement & incontestablement la ca-
„tholicité ; sur quoi il offre preuve.

„ Interrogé, si plusieurs ou quelques-unes
„(des 101. propositions) sont de foi,
„& ont été décidées en Conciles gene-
„raux, ou du moins universellement reçues
„de l'Eglise.

* C'est à-dire les Curés ou Pasteurs du second
Ordre, selon le langage moins propre de ce Curé,
qui appelle les Evêques la premiere hierarchie.

„ A répondu que plusieurs desdites propo-
„sitions proscrites en ladite Constitution
„*Unigenitus*, sont des vérités de foi.

„ Interrogé, si le Cardinal de Noailles &
„ses adhérens, condamnant, comme ils
„ont fait, les livres du P. Quesnel, ont
„condamné la bonne doctrine.

„ A répondu qu'il ne répond point de la
„conduite des autres : qu'en son particulier
„il croit le P. Quesnel bon Catholique Ro-
„main, & injustement flétri & calomnié par
„ladite Constitution.

Après cette Interrogatoire, le Vicege-
rent rendit plusieurs Ordonnances, par les-
quelles il enjoignoit à M. Waterloop de
publier incessamment le Mandement avec
la Constitution, & de retracter tout ce qu'il
avoit avancé de contraire dans ses réponses :
ce que le Curé aiant constamment refusé, il
fut, nonobstant divers appels qu'il interjet-
ta, déclaré *suspens à divinis*, par une antre
Ordonnance du 2. Octobre, qui lui enjoig-
noit aussi de comparoître derechef à l'Of-
ficialité le 6 du même mois ; mais le Curé qui
étoit alors à Cabrai pour poursuivre ses appels
devant le juge Metropolitain, de qui il ne
put obtenir aucune justice, fut arrêté à son
retour à Lille, par ordre de M. le Comte
de Lille, Commandant de cette place, &
sur la caution qu'il fournit, on lui donna
la ville pour prison.

Un mois après sa détention, il fut cité
en vertu d'une nouvelle Ordonnance pour
comparoître le 13. Novembre devant le Vi-
cegerent au Couvent des Bonfils à Lille. Il
y comparut après avoir fait signifier à son
Juge un appel au prochain Concile nation-
nal, qu'on disoit alors devoir se tenir en
France, à cause des défauts essentiels qui se
trouvoient dans les procédures qu'on avoit
faites contre lui. On a effectivement fait voir
dans un écrit exprès, que dans tout le cours
de ce procès, on n'avoit observé aucune
des regles prescrites par les Canons & par
les Ordonnances. Le Vicegerent lui de-
manda, si depuis les sommations qui lui
avoient été faites, il avoit publié le Man-
dement de M. l'Evêque touchant la Consti-
tution. A quoi il répondit que non, à rai-

fon des appels qui lui avoient fait changer de juge. On lui demanda encore s'il étoit disposé à retracter ce qu'il avoit dit contre la Constitution au premier Interrogatoire. Le Curé répondit que cela devoit être suspendu jusqu'au prochain Concile, qui traiteroit & décideroit de cette affaire. Ainsi finit cette dernière comparution.

Deux mois après, c'est-à-dire le 12. Janvier 1715. ce Juge rendit une sentence définitive, qui déclaroit le Curé *avoir encouru toutes les peines & censures portées par la Constitution &c. & lui enjoignoit de se retirer dans un Seminaire de la domination de S. M. T. C. pour, durant le cours de deux ans consecutifs sans en sortir, travailler à obtenir de Dieu les sentimens d'une soumission humble & sincere : pourquoi il y reciteroit tous les jours durant lesdits deux ans les sept Pseaumes de la penitence par dessus l'Office de son Breviaire, y jeuneroit tous les Mercredis & Vendredis durant ledit tems, & y confeseroit au moins deux fois la semaine avec la personne Ecclesiastique qui lui seroit designée par le supérieur dudit Seminaire.* Cette sentence fut imprimée & rendue publique dès le 27. ou le 28. du même mois de Janvier, & ne fut signifiée au Curé que le 1. de Fevrier : ce qui lui donna occasion d'écrire le 29. Janvier une très-belle lettre au Vicegerent, pour se plaindre de ce traitement, & se justifier des heresies & des erreurs qu'on lui imputoit fausement par cette sentence.

Le 1. Mars à neuf heures du matin le Lieutenant du Prevôt de la Marechaussée de Flandres alla montrer à M. Waterloo un ordre de la Cour, qui lui ordonnoit de le transporter avec des archers à Cambrai, où on lui devoit lire une seconde lettre de cachet, sans lui marquer ce que cette lettre contenoit. Le Curé ne fut point ému de cette nouvelle; il eut au contraire de la joie de se voir jugé digne de souffrir quelque chose pour une cause qu'il regardoit comme celle de la verité. Il reçut ce jour-là les visites de ses amis avec une presence d'esprit & une tranquillité qui surprit tous ceux qui le virent; & le lendemain l'Officier qui lui

avoit communiqué l'ordre de la Cour, assisté de quatre archers armés, le vint enlever pour le conduire à Douai, & de là à Cambrai, où il fut mis au Seminaire, qui est dirigé par des Prêtres seculiers de la Communauté de S. Sulpice. Il y demeura jusques vers la fin de la vie du feu Roi, qu'il fut transféré dans la Citadelle, & ensuite élargi six semaines après la mort de ce Prince. Pendant tout ce tems les Directeurs du Seminaire ne lui permirent point de parler à ceux qui le demandoient; quoique cela ne fût ordonné ni par la sentence du Vicegerent, ni par la lettre de cachet, & ils le fatiguèrent inutilement par des conférences, où il les reduisit souvent à l'impossibilité de lui rien répondre.

On avoit établi dès après la sentence du 2. Octobre 1714, qui déclaroit le Curé suspens, un Desserviteur à Carvin, pour y faire les fonctions curiales; & on avoit chassé les deux Vicaires qu'il avoit à Epinoi & à Libercourt, dependances de Carvin, pour leur substituer de jeunes Prêtres élèves les Jesuites. Il seroit trop long de rapporter les excès auxquels ces Desserviteurs se porteroient dans le commencement contre ceux qui étoient attachés à leur Curé. Les paroissiens s'en plaignirent inutilement aux supérieurs. Le Curé ni eux n'ont pu jusques à present obtenir aucune justice, & cette paroisse est encore aujourd'hui dans le même trouble.

Les Curés de Peronne & de Turmignies furent traités à peu près de la même maniere que celui de Carvin. La lettre respectueuse & pleine de raisons solides qu'ils écrivirent à leur Evêque pour justifier le refus qu'ils avoient fait de publier son Mandement & la Constitution, ne servit qu'à irriter contre eux les partisans de la Bulle. Le Vicegerent de l'Officialité, quoique reculé dans toutes les formes, prononça contre eux une sentence d'excommunication, qui preceda même celle qu'il rendit contre le Curé de Carvin. Elle leur donna lieu d'écrire une seconde lettre à leur Evêque, où après avoir fait voir par les preuves les plus évidentes que le refus de publier ou de recevoir la

Constitution ne pouvoit être le fondement d'une excommunication : " Nous espérons donc, Monseigneur, concluent-ils, qu'en faisant reflexion à l'état où se trouve cette affaire, & qu'en toute l'Eglise il n'y a personne qu'on ait traité avec la rigueur qu'on nous traite, Vôte Excellence aura la bonté d'ordonner à son Vicegerent de suspendre les sentences injustes dont il nous a flétris, sans aucune forme de justice & contre toute apparence d'équité. Nous l'avions refusé dans toutes les formes pour deux raisons également solides, selon les avis qui nous avoient été donnés par les plus habiles jurisconsultes de France & des Pais-bas. La premiere, parce que selon les loix du Royaume de France, les sujets de sa Majesté très-Chrétienne ne peuvent être jugés par ceux qui ne sont pas Regnicoles ; & la seconde, parce que M. le Vicegerent agissoit plutôt comme nôtre partie déclarée dans toutes les poursuites qu'on faisoit contre nous, que comme un juge équitable & désintéressé : & sans avoir aucun égard à nôtre recufation juridique, & à l'appel en toutes les formes que nous avions interjeté de toutes les procédures qu'il pouvoit faire contre nous, il a passé outre en foulant aux pieds toutes les regles de la justice & de la bienfaisance qu'il nous devoit en qualité de confrere, & a prononcé contre nous une sentence d'excommunication, qui sera toujours regardée par toutes les personnes tant soit peu équitables, comme un violement énorme des loix de l'Eglise. Il n'a pas péché par ignorance : il sait qu'un juge juridiquement refusé, ne peut prononcer, qu'au préalable un autre juge competent n'ait jugé si la recufation est bien ou mal fondée. Nous croyons pourtant que M. le Vicegerent n'a point agi contre nous de son mouvement propre, qu'il eût été bien aisé de ne point s'embarrasser dans cette affaire, & qu'il n'a pris ce parti de nous condamner, qu'à l'instigation de certains gens auxquels il s'est livré, & qui n'ont cessé de lui rebattre les oreilles par ces funestes paroles : *Si hos dimittis, non es amicus Cæsaris.*

Mais cette justification ni les recours que ces Curés ont eu à differens tribunaux, n'ont pu encore faire cesser l'oppression où ils demeurent toujours aussi bien que le Curé de Carvin. Ils ont eu même depuis peu & quelques autres Curés appellants, de nouvelles persecutions à essuyer, dont nous pourrions avoir occasion de parler dans la suite.

Nous n'avons point de Memoires imprimés de ce qui se passa dans les autres Dioceses de Flandres & des Pais-bas : mais nous savons par divers Memoires particuliers, que la Bulle n'y fut pas regardée d'un autre œil que dans celui de Tournai. Tout ce qu'il y a de plus éclairé dans le second Ordre, & qui joint la pieté à la lumiere, évita de prendre part à sa publication ; & entre ceux qui eurent la facilité de la publier ou de l'accepter exterieurement, la plupart ne le firent, comme dans le Diocèse de Tournai, que par une suite du principe, que par là ils ne s'engageoient à rien ; ou de l'opinion de l'infaillibilité du Pape, que les vexations de la Cour Romaine les ont obligés d'embrasser, & en vertu de laquelle ils se persuadent, comme nous l'avons dit ailleurs, qu'ils doivent commencer par recevoir tous les decrets de Rome qu'on leur presente. Chacun d'eux les ajuste ensuite comme il peut aux sentimens dont il est prévenu : & quelque contraires que les nouveaux decrets y puissent être, aucun ne se croit pour cela obligé d'en changer ; mais il regarde la decision qui y est contenue comme une simple objection qu'il a de plus à résoudre, & à laquelle il cherche la réponse la plus plausible qu'il peut imaginer. Nous verrons dans la suite de cette Histoire, que lorsque certains Evêques des Pais-bas ont voulu forcer leur Clergé à se declarer nettement en faveur de la Bulle, ils ont trouvé de la resistance plus qu'ils ne pensoient. Les Dioceses de Malines & de Gand nous en fourniront des exemples : & il a même été nécessaire que la Cour de Vienne interposât son autorité pour arrêter les troubles qui auroient pu suivre des procédures violentes que ces Prelats se preparent à faire contre ceux de leur

Clergé qui refusoient d'acquiescer à la Constitution.

APRES avoir rendu compte de l'impression que la Bulle fit sur les Catholiques dans les Etats étrangers, il ne sera pas inutile de dire un mot de celle qu'elle fit sur ceux que l'herésie & le schisme ont malheureusement séparés de l'Eglise. Les Evêques opposans ont remarqué avec raison dans presque tous leurs actes, que la Bulle fut pour eux un sujet de triomphe & de scandale, & qu'ils en tirent sujet d'insulter aux catholiques & de se confondre dans leurs erreurs. En effet, on ne peut exprimer l'avantage qu'ils en tirent d'abord, sur tout contre le Pape & la Cour Romaine, qu'ils tâchent de confondre avec l'Eglise Catholique. Leurs Ministres en firent le sujet de leurs prêches; leurs Theologiens en releverent les excès dans des écrits publics, avec toute l'animosité & toute la malignité que l'esprit d'erreur & de schisme peut inspirer. Mais la résistance qu'ils ont vu dans la suite que la Bulle a trouvée parmi les Catholiques mêmes & de la part d'un grand nombre d'Evêques, a dû leur ouvrir les yeux. Si tout ce qui s'est passé à l'occasion de la Bulle, leur a donné lieu de dire que la vérité est persécutée dans le sein même de l'Eglise & par ses premiers Pasteurs, ils ont dû reconnoître en même tems qu'elle y est défendue dans toute sa pureté & avec une force & une persévérance, qui est d'autant plus édifiante qu'elle est fondée sur la charité & animée par l'esprit de paix & d'unité.

Entre les Ecrits que les Protestans publient au commencement contre la Constitution, celui qui a eu plus de cours est un livre latin in 4^o d'un Luthérien d'Allemagne imprimé à Ulm en 1714. Il a pour titre : *In Clementia Clementis examinata, hoc est Bulla Clementis Papa XI, nuper adversus Patria Quæsnelli Observationes & Meditationes in novum Testamentum protrusa cum fulmine, nunc recusa : locis Scriptura sacra & SS Patrum ad laus appositis breviter illustrata ; tum geminâ dissertatione discussa a Joanne Bickio S. T. P.*

L'Auteur le divise en deux parties. La

première contient la Constitution avec des passages de l'Ecriture & des SS. Peres pour justifier les propositions condamnées. La seconde consiste dans une preface & deux dissertations. Il donne dans la preface une idée de la nouvelle Bulle, qui à peu de choses près est assez conforme à celle que les Catholiques instruits s'en sont formée : mais il y reproche au P. Q. son attachement inviolable à l'Eglise ; & ce reproche de la part des ennemis de l'unité fait son éloge & leur condamnation.

La 1^{re} Dissertation renferme quatre Chapitres. Le 1^{er} est un parallèle du jugement du Pape Zozime dans l'affaire des Pelagiens avec celui de Clement XI. Le 2^e est une histoire des libertés de l'Eglise Gallicane & de leur affaiblissement. Dans le 3^e, l'Auteur développe les motifs de l'animosité du Pape & des Jesuites contre le P. Q. & dans le 4^e il montre l'irregularité de la Cour de Rome dans la forme de faire les Constitutions.

La 2^e Dissertation est divisée en trois chapitres. Le 1^{er} est employé à déplorer le inoprius que l'Auteur prétend que l'on fait dans l'Eglise Romaine de la Tradition : le 2^e renferme un traité de la grace & du libre arbitre ; & le 3^e roule sur les propositions de la Bulle qui regardent la foi, la charité, la pénitence & quelques autres matieres importantes.

Nous ne nous arrêterons point à separer ce qu'il peut y avoir de bon dans cet ouvrage d'avec ce qu'il y a de mauvais. Ce qu'il y a de bon se trouvant beaucoup mieux expliqué dans un grand nombre d'autres écrits de Theologiens catholiques ; & ce qu'il y a de mauvais ne devant faire illusion à personne. Il suffit d'avoir averti que ce livre vient d'une main ennemie dont il faut se défier : & comment ne s'en défieroit-on pas dans un tems, où l'on est obligé de n'écouter qu'avec beaucoup de précaution ceux mêmes qui sont unis avec nous par les liens de la même communion ? Nous aurons peut-être lieu dans la suite de parler de quelques autres écrits que les Protestans ont fait à l'occasion des troubles que la Bulle a exci-

tés en France , ou de quelques ouvrages qu'on y avoit publiés , & dont ils ont cru fausement pouvoir se servir contre l'Eglise Romaine. Mais , comme nous avons dit , tous ces écrits ne doivent être lus , comme celui dont nous venons de parler , qu'avec beaucoup de circonspection , & une continuelle défiance de la main qui nous les presente.

§. XXXV.

Accommodement negotié par MM. les Cardinaux d'Etres & de Polignac entre les Evêques acceptans & les opposans.

Pour ne point embarrasser le recit que nous venons de faire de ce qui se passa au dedans & au dehors du Royaume par rapport à la publication de la Constitution jusqu'au mois de Septembre ou d'Octobre 1714 , nous n'avons point voulu y mêler celui des negociations qui se faisoient pendant ce tems-là à la Cour pour terminer ce différent par la voie de la conciliation. Comme cet événement est un des plus considerables de cette histoire , & qu'il influe dans toute la suite de l'affaire , nous allons tâcher de le rapporter , s'il nous est possible , avec plus de soin & plus d'exactitude.

Ces negociations commencerent peu de tems après les Assemblées de Sorbonne. L'acceptation violente qu'on avoit extorquée de cette savante Compagnie , & l'apparence qu'il y avoit , qu'on en exigeroit de semblables dans tous les Diocèses , firent craindre à plusieurs personnes bien intentionnées , que bientôt le mal ne devint sans remede ; que la Constitution ne parût reçue par tout purement & simplement , & que par là elle ne fût à la fin regardée dans toute l'Eglise comme une regle de foi. Elles crurent donc que , puis qu'on ne pouvoit pas empêcher absolument qu'elle ne fût reçue , il falloit au moins faire en sorte qu'elle ne le fût qu'avec des modifications qui laissent des ressources à la verité & à l'innocence. Le moyen qui leur parut le plus propre

pour faire réussir ce dessein , fut que M. le Cardinal de Noailles , de concert avec les Prelats qui lui étoient unis , donnât lui même les explications qu'il avoit demandées au Pape , en faisant promptement une Instruction pastorale exemte des défauts de celle des XL : relativement à laquelle il accepteroit la Constitution. Quoique ces personnes ne pussent se dissimuler qu'une acceptation semblable ne fût sujette aux inconveniens qu'on avoit représentés dans plusieurs des écrits publiés pendant la tenue de l'Assemblée des Evêques , elles se persuaderent que la conjoncture presente la rendoit non seulement permise & legitime , mais même nécessaire & indispensable. Elles se flatoient que si M. le Cardinal de Noailles se hâtoit d'accepter en cette maniere , son exemple seroit suivi par le plus grand nombre des Evêques qui n'avoient point encore pris leur parti , & qu'ils prefereroient une Instruction exacte , comme seroit la sienne , à celle des XL , où plusieurs verités importantes , les droits de l'Episcopat , les maximes du Royaume , la liberté des Ecoles , la bonne foi & la justice étoient sacrifiées aux interêts de la Cour de Rome & à ceux des Jesuites ; & que lorsque le parti des Evêques opposans seroit ainsi fortifié par la réunion d'un grand nombre d'autres Evêques , il n'étoit point à craindre ni que Rome osât condamner leur Instruction , ni que le Roi voulût continuer à protéger , contre une si grande autorité , le dessein ambitieux que les Jesuites avoient formé d'établir leur Molinisme sur les ruines de nos Libertés & de l'ancienne doctrine.

Ces raisons toucherent M. le Cardinal de Noailles ; & si elles ne le persuaderent pas entierement , elles l'engagerent au moins à se mettre en état de suivre les vœux qu'on lui propoisoit , en travaillant à faire un Mandement sur le plan que nous venons d'expliquer. Cela lui fut d'autant plus facile , que nous avons vu que les Evêques opposans avoient dressé avec lui après l'Assemblée , & avant que de se separer , un Precis de doctrine qu'ils avoient tous signé , comme renfermant en abrégé les sentimens qu'ils

avoient sur les différentes matieres contenues dans la Constitution. Mais on le pressa inutilement de commencer par publier le premier ce Mandement, & de l'envoyer ensuite à ses Collegues. Il declara toujours qu'il ne feroit jamais rien dans cette affaire que de concert avec eux. Il vouloit aussi s'assurer si le Roi favoriseroit un projet, où son respect seul pour le S. Siege, & l'amour de la paix le faisoient entrer. Plusieurs personnes de la Cour, qui voyoient avec peine qu'on l'en eût éloigné, avoient déjà fait des tentatives pour ménager quelque accommodement. M. le Cardinal de Polignac, à qui on en avoit parlé, avoit offert de la meilleure grace du monde sa mediation; & pour y réussir encore mieux, il s'étoit joint à M. le Cardinal d'Etrées, qui s'interessoit très vivement à la situation où se trouvoit son Confrere.

Ces deux Mediateurs, avant que de faire aucunes demarches auprès du Roy, crurent devoir agir du côté de Rome, dont ils connoissoient les mysteres, & où ils avoient leurs relations, pour voir s'il ne seroit pas possible de determiner le Pape à donner les éclaircissemens qu'on desiroit. Mais les Jesuites appuyés par M. le Cardinal de Rohan & par M. l'Evêque de Meaux, avoient déjà prevenu cette Cour, portée d'elle-même à ne rien relâcher de ses pretentions. Ils l'avoient irritée irreconciliablement contre M. le Cardinal de Noailles, dont ils lui avoient envoyé le Mandement du 25. Fevrier avec des observations pour le faire censurer; & lui avoient fait esperer que par sa constance & par les secours qu'ils lui promettoient, elle viendrait à bout de faire rendre à la Constitution une obéissance entiere & parfaite, & d'écraser tous ceux qui refuseroient de s'y soumettre. Les deux Cardinaux reconnurent donc bien-tôt qu'il n'y avoit nulle explication à attendre du Pape. Le parti que M. le Cardinal de Noailles en donnoit lui-même, leur parut ainsi le seul qu'il y eût à prendre, & ils promirent de le faire agréer du Roi. M. le Cardinal de Noailles y consentit; mais à condition qu'ils seroient seuls les juges de son ouvrage avec MM. les Evê-

ques d'Arras & de Montauban, qui n'ayant point été de l'Assemblée, étoient plus propres à en porter un jugement équitable. Il stipula aussi que des trois parties que contiendrait son Mandement ou Instruction pastorale, il ne leur feroit voir d'abord que la partie dogmatique, parce que la principale & même l'unique chose dont il s'agissoit, étoit de juger si ses sentimens étoient orthodoxes, & de convenir tous d'une même doctrine: & que lorsque cela seroit fait, il seroit plus facile de s'accorder sur le reste. Avant que de rapporter les incidens que ces deux conditions firent naître, nous croyons devoir insérer ici les autres parties de ce prétendu Mandement, qui y donnerent occasion, & qui firent enfin échoier cette négociation. Les voici selon le dernier état où elles furent mises.

PROJET DE MANDEMENT & Instruction
Pastorale de M. le Cardinal de Noailles.

I. P A R T I E.

Vous êtes depuis long-tems dans l'attente. Mes très-chers Freres, du parti que nous prendrons par rapport à la Constitution de N. S. P. le Pape; & quelque effort que l'esprit de discorde & de dissension ait pu faire pendant ce tems-là, pour vous rendre nos sentimens suspects, nous avons vu avec une grande consolation que vous nous avez toujours rendu justice sur la pureté de notre doctrine, & sur la droiture de nos intentions. Nous sommes donc bien éloignés de vous faire les reproches que S. Basile faisoit aux fideles de Neocesarie, d'avoir reçu avec trop de facilité les calomnies que l'on repandoit contre lui: nous pouvons dire au contraire, pour nous servir des termes de l'Apôtre, que l'attachement que vous faites paroître pour nous, est comme une lettre vivante écrite en notre faveur, qui est lue & connue de toute l'Eglise, & qui sera éternellement gravée dans notre cœur.

Cependant, comme quelques-uns d'entre vous pourroient enfin se laisser ébranler par tant de faux bruits que l'on repand de toutes

parts, il nous a paru nécessaire, pour diffuser tous les nuages & pour affermir de plus en plus l'union intime & la confiance parfaite qui doivent être entre le pasteur & le troupeau, de vous exposer avec une entière simplicité, l'esprit qui nous a animés dans toutes les démarches que nous avons faites dans la suite de cette importante affaire.

Plein des sentimens de veneration que la religion inspire pour l'autorité du souverain Pontife, nous avons cru devoir nous distinguer des autres Prelats de ce Royaume que la pieté du Roi alloit assembler pour l'acceptation de la Constitution par laquelle le Pape a condamné le livre des Réflexions. Prevenant leur suffrage, nous nous sommes hâtés de révoquer l'approbation que nous avions autrefois donnée à cet ouvrage; & sans craindre ni la prévention de ceux qui pourroient nous accuser de legereté & de précipitation dans le tems présent, ni la malignité de ceux qui voudroient abuser de ce changement, pour repandre des soupçons contre nous sur le passé, nous avons cru qu'un Evêque se devoit tout entier au bien de l'Eglise, & qu'oubliant ses intérêts personnels, il étoit obligé de la servir à l'exemple de S. Paul, par la bonne & par la mauvaise reputation.

Les autres Evêques ont joint leur suffrage au nôtre contre le livre des Réflexions; ou plutôt, nous nous sommes tous unis sans partage à N. S. P. le Pape pour condamner cet ouvrage avec S. S. & pour en interdire la lecture dans nos diocèses: & nous nous promettons, Mes chers Freres, de votre déference & de votre soumission, que ce jugement prononcé par les pasteurs avec tant d'unanimité, terminera sans reserve toutes les disputes sur ce livre, qui vous avoient agités depuis quelques années.

Mais nous avons vu avec une extrême douleur ces troubles qui se sont excités à l'occasion des 101. propositions condamnées par la Constitution du Pape. Comme le sens dans lequel elles sont condamnées, n'a pas été déterminé par S. S. chaque particulier s'est donné la liberté d'y attacher des sens arbitraires, & souvent contraires aux in-

tentions du Pape. Les Prelats assemblés à Paris sont convenus que pour prévenir les nouvelles disputes, & pour prémunir les fidèles contre les interprétations des personnes mal intentionnées, il falloit, en publiant la Constitution, expliquer le sens dans lequel les propositions étoient censurées, & l'on a choisi deux voyes différentes pour executer ce dessein. Le plus grand nombre des Evêques de l'Assemblée ont pris le parti d'expliquer eux-mêmes la Constitution dans l'Instruction pastorale qu'ils ont publiée. Pour nous, Mes chers Freres, sans vouloir ni blâmer la conduite de nos confreres, ni nous flatter d'avoir pris un meilleur parti, nous avons cru qu'il étoit plus respectueux pour le S. Siege, plus avantageux pour l'Eglise, plus sûr pour la vérité, de proposer au Pape nos peines & nos difficultés, & de supplier S. S. de déterminer elle-même le sens des propositions qu'elle a condamnées. Mais puisque des obstacles sur lesquels nous ne pouvons qu'adorer l'ordre de la providence, nous ont mis hors d'état d'obtenir des éclaircissements que tant de raisons nous faisoient desirer, la nécessité de terminer dans nôtre Diocèse des contestations que l'incertitude où l'on est sur le parti que nous prendrons, rend de jour en jour plus vives & plus animées, le desir de donner au souverain Pontife des marques de nôtre soumission & de nôtre respect, les besoins pressés de l'Eglise, l'amour de la paix & de l'unité ne nous permettent pas de différer plus long tems d'accepter & de publier la Constitution de S. S.

Mais nous remplissons mal tant de devoirs également importans, si à l'exemple du plus grand nombre des Evêques de ce Royaume nous ne vous aprenions quelles sont les erreurs que le Pape a condamnées dans les 101. propositions extraites du livre des Réflexions, & que nous condamnons avec S. S. en acceptant la Constitution.

Nous ne le faisons, Mes chers Freres, qu'après avoir demandé à Dieu par de frequentes prieres les secours & les lumieres dont nous avons besoin dans une occasion si importante: nous avons profité de toute la science

Science & de toute l'érudition que nous avons eu le bonheur de trouver dans le Clergé de ce diocèse, pour consulter les Théologiens les plus sçavans & les plus éloignés de tout esprit de parti. Nous nous sommes adressés à des personnes encore plus distinguées par la supériorité de leurs lumières & de leurs talens , que par l'élevation de leurs dignités : nous avons pris le conseil d'un grand nombre de Prelats dont nous respectons également le zèle , la science & la doctrine ; & nous ne vous proposons rien qu'ils n'aient approuvé.

Nôtre unique vuë a été , (& Dieu veuille que nous y ayons réussi autant que nous sommes surs de l'avoir désiré) nôtre unique vuë a été d'ôter tous les pretexts dont on pourroit se servir pour confondre l'erreur avec la vérité ; de maintenir l'union & la concorde dans les Ecoles Catholiques ; de proposer aux Théologiens les sentimens que nous croïons les mieux fondés dans l'Ecriture & la Tradition , de telle maniere néanmoins que leur laissant , comme l'esprit de nôtre ministère nous y engage , la liberté que l'Eglise leur laisse , nous tolerions toutes les opinions que l'Eglise tolere. Nous voulons calmer les consciences , instruire & consoler ceux qui sont encore foibles dans la foi , travailler pour la gloire du S. Siege , confondre ses ennemis , & procurer à l'Eglise , autant qu'il dépend de nous , dans la portion du troupeau de Jesus-Christ qui nous est confiée , une paix solide & durable , & qui ait pour fondement la censure de l'erreur & l'éclaircissement de la vérité

Les vérités sur lesquelles nous avons principalement à vous instruire , ont pour objet la difference des deux alliances , la grace de J. C. les caracteres de la foi , la nature de l'Eglise , l'amour de Dieu , la crainte des peines , les regles de l'administration de la penitence , l'excommunication , la lecture de l'Ecriture sainte , les persecutions & les souffrances ; c'est-à-dire les principaux points de la doctrine , de la discipline & de la morale chrétienne.

II. PARTIE.

[*Ceci étoit l'explication des 101. propositions : après laquelle étoit la conclusion ou troisième partie qui suit.]*

III. PARTIE.

Tel est , Mes chers Freres , le véritable esprit de la Constitution de N. S. P. le Pape. Nous venons de vous exposer les erreurs que vous devez rejeter , & les vérités auxquelles vous devez demeurer attachés. Le souverain Pontife a parlé , nous nous sommes unis pour prononcer avec lui la condamnation des mêmes erreurs , pour enseigner les mêmes vérités : vous savez que cette union si sainte & si respectable des Pasteurs avec leur Chef , a été regardée dans tous les tems comme le moyen le plus assuré de reprimer l'erreur , d'en empêcher le progrès par une condamnation uniforme ; soit que les Evêques l'aient prononcée par un premier jugement , comme nous en avons le droit par nôtre sacré caractère , & qu'ils se soient ensuite adressés au S. Siege pour le confirmer & le fortifier de son autorité ; soit que le Pape le prononçant le premier , ait envoyé ses Decrets aux Evêques pour se joindre au saint Siege , en les acceptant & prononçant avec leur Chef la condamnation des erreurs qu'il a condamnées.

N'écoutez donc point des particuliers , peut-être sans lumieres , & certainement sans autorité , qui vous enseigneroient une autre doctrine que celle que nous vous avons expliquée , & qui chercheroient ou à affoiblir dans vôtre esprit l'autorité des décisions de l'Eglise , ou à les alterer par de fausses interpretations.

Souvenez-vous que Jesus-Christ , comme parle S. Paul , a donné à son Eglise des Pasteurs & des Docteurs , afin que vous ne soyez pas comme des enfans flottans , incertains & emportés par tout vent de doctrine. Ce divin Sauveur a envoyé les Apôtres pour instruire toutes les nations : il leur a déclaré

que quiconque les écoute, l'écoute lui-même; & que quiconque les méprise, le méprise lui-même. Nous espérons donc que toutes les contestations finiroient, si vous étiez aussi soumis que vous devez l'être, à la voix de Jésus-Christ qui vous parle par celle de vos Pasteurs. Ainsi il ne nous reste plus que de publier, & faire exécuter la Constitution de N. S. P. le Pape CONFORMEMENT aux principes que nous avons établis dans notre Instruction pastorale.

A CES CAUSES, le saint nom de Dieu invoqué &c... NOUS ACCEPTONS avec le respect & la soumission dûe au Chef de l'Eglise, ladite Constitution DANS LE SENS QUE NOUS VENONS DE VOUS EXPLIQUER. NOUS CONDAMNONS AVEC S. S. LE LIVRE intitulé, *Réflexions &c.* ET CENT - UNE PROPOSITIONS rapportées dans ladite Constitution, ENTANT QU'ELLES CONTIENNENT OU QU'ELLES FAVORISENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LES ERREURS EXPLIQUÉES DANS NOTRE INSTRUCTION. DEFENDONS sous les peines de droit à tous les fidèles de l'un & l'autre sexe de notre diocèse, d'enseigner, d'écrire ou de parler sur les dites propositions AUTREMENT QU'IL N'EST PORTE' dans ladite Constitution & DANS NOTRE PRÉCÉDENTE INSTRUCTION; comme aussi de lire ou de garder tant ledit livre, que les libelles, mémoires, soit manuscrits soit imprimés qui ont paru ou qui pourroient paroître dans la suite pour la défense dudit livre: leur ordonnons d'en remettre incessamment les exemplaires au greffe de notre Officialité; déclarant que nous procéderons par les voies de droit contre les contrevenans. Ordonnons que ladite Constitution, ensemble notre présent Mandement & Instruction pastorale soient enregistrés &c. & que l'un & l'autre soient lus au prône &c..

Quand M. le Cardinal de Noailles eût achevé la partie dogmatique de son Mandement, il la communiqua aux deux Mediateurs, qui avoient déjà fait agréer au Roi le projet qu'ils avoient formé d'engager M. le Cardinal de Noailles & les autres Evê-

ques opposans à se désister des explications qu'ils avoient demandées au Pape, & à en donner eux-mêmes, qui fussent telles que les autres Prelats ne pussent refuser de les approuver comme orthodoxes. Ces Eminences après avoir examiné avec soin cette partie de l'Instruction, la trouverent excellente. Elle ne fut pas moins approuvée par MM. d'Arras & de Montauban, à qui M. le Cardinal de Noailles en fit faire la lecture par M. le Tonnelier Prieur de S. Victor. Les deux premiers rendirent compte au Roi du jugement qu'ils en portoient. Sa Majesté en parut satisfaite. Elle promit même de l'envoyer à Rome pour la faire agréer au Pape. Mais elle témoigna qu'elle desiroit qu'elle fût vuë auparavant par les six Prelats qui avoient été Commissaires dans l'Assemblée.

Dès que M. le Cardinal de Noailles eût reçu les intentions du Roi, il pria d'abord M. l'Archevêque de Bourdeaux, aujourd'hui Archevêque de Roüen, & feu M. l'Evêque de Soissons, & ensuite M. l'Archevêque d'Auch, & feu M. l'Evêque de Blois, de venir chez lui pour en entendre la lecture, qu'il leur fit réitérer chez eux par un de ses Secretaires. Il y eut plus de cérémonie pour la communiquer à MM. de Rohan & de Bissi. On prit le tempérament de les prier de se rendre chez M. le Cardinal d'Etrées, où se trouva aussi M. le Cardinal de Polignac; & là un Secrétaire de M. le Cardinal de Noailles leur en fit une première lecture, & les jours suivans le même Secrétaire la leur porta au même endroit, & la leur donna cahier à cahier, afin qu'ils pussent l'examiner avec plus d'attention. Les quatre premiers Commissaires, qui en avoient eu communication, ne hésiterent point à témoigner unanimement qu'ils n'y trouvoient rien à reprendre. MM. de Rohan & de Bissi s'expliquèrent avec plus de réserve, & ajoutèrent à l'approbation qu'ils parurent aussi y donner, qu'ils avoient à proposer quelques observations, qu'ils firent entendre être peu importantes. Mais ils exigèrent qu'auparavant on leur communiquât la tête & la conclusion de l'Instruction, pour juger si l'on imputoit suffisamment les sens

erronés au livre & aux 101. propositions, & si l'acceptation qu'on y faisoit de la Constitution, n'étoit pas trop relative.

C'étoit-là, comme nous l'avons déjà observé plus d'une fois, les deux points que ces Prelats, inspirés par le P. Tellier, avoient principalement à cœur, & d'où dépendoit la catholicité de l'Instruction. Ils l'auroient trouvée catholique, nonobstant les explications qu'elle contenoit peu favorables à la doctrine des Jesuites & aux prétentions de la Cour de Rome, pourvu qu'on eût obscurci ou plutôt anéanti ces mêmes explications par une condamnation vague du livre & des 101. propositions, & par une acceptation équivoque de la Constitution. Mais ils étoient bien résolus de la rejeter comme heretique, si par de sages précautions, elle restraignoit tellement la censure du Pape à la condamnation des erreurs réelles, qu'on ne pût la faire tomber sur aucune des vérités qui déplaissent aux Jesuites & aux Romains. En un mot, ils vouloient à quelque prix que ce fût, que la Constitution parût avoir été acceptée purement & simplement, afin de l'ériger en regle de foi, & de s'en servir pour faire regarder leurs opinions comme des dogmes décidés; & les sentimens opposés comme des erreurs prosrites par toute l'Eglise.

M. Le Cardinal de Noailles eut d'abord beaucoup de peine à laisser voir à des examinateurs si mal disposés le commencement & la fin de son Instruction. Il vouloit que l'aient toujours traité d'heretique, ils prononçassent avant toutes choses sur la doctrine, & declarassent précisément en quoi ses sentimens étoient différens des leurs. A la fin ces Messieurs ayant déclaré qu'ils ne trouvoient rien à reformer dans la partie de l'Instruction qu'ils avoient vuë, en la considérant séparément des deux autres; & ayant remis par écrit aux deux Mediateurs les remarques qu'ils avoient dit avoir à proposer, mais *generales seulement*, comme nous l'apprend l'Auteur des nouvelles

qu'ils auroient vu le reste de l'Instruction, M. le Cardinal de Noailles confia de son côté aux mêmes Mediateurs les deux autres parties de son Instruction, pour les leur communiquer. Cela se fit le 13. juillet. Nous verrons plus bas, dans la premiere lettre de M. le Cardinal de Noailles aux Evêques ses associés, en quoi consistoient ces remarques, & qu'elles ne tendoient qu'à détruire toute relation entre les explications & l'acceptation, & à exiger qu'on attribuat au livre & aux 101. propositions les erreurs que l'Instruction se contenoit de condamner dans *ceux qui les soutiendroient*, sans les imputer à personne.

Cette petite altercation ayant causé quelque interruption dans les conférences, le bruit courut qu'elles étoient rompues; mais elles ne l'étoient point en effet, & nous verrons bientôt qu'elles recommencerent quelques jours après avec le concours même d'un plus grand nombre de personnes.

Pendant cet intervalle M. le Cardinal de Rohan, pour faire entrer dans la négociation un homme, disoit-il, fort au goût de M. le Cardinal de Noailles, ou plutôt qu'il croioit pouvoir engager à entrer dans le sien, & faire par la impression sur l'esprit du Roi, fit écrire par Madame de Ventadour à M. l'ancien Evêque de Troyes, de se rendre incessamment à Paris. Ce Prélat quitta sans peine pour un sujet si important la retraite où il vivoit depuis plusieurs années, & se mêla avec beaucoup de vivacité dans l'affaire. Mais comme ses intentions étoient droites, il ne fut pas long-tems sans s'appercevoir que les vuës de ceux qui l'avoient mandé, étoient bien différentes. Il ne put s'empêcher de le témoigner un jour à un de ses amis en termes si énergiques, que nous n'osons les rapporter de peur de blesser ce Prélat, & de commettre son ami.

Les conférences pour l'examen du commencement & de la fin de l'Instruction continuoient alors à se tenir chez M. le Cardinal d'Etrees. M. le Cardinal de Noailles trouva très-agreable que ce Prélat y as-

N n 2

LETTRE 6.
125-27. Lettres, & reduites à cinq ou six chefs auxquels se rapportoient les remarques particulières qu'ils se réservoient de donner après

sistât, & il fut présent à quelques-unes, avant que de retourner dans sa retraite. MM. de Rohan & de Bissi avoient aussi invité à celles-ci les quatre autres Commissaires qui s'y trouvoient tous ensemble. On leur avoit même permis d'y appeler M. Targni, & le P. de la Mer Minime, Theologien de M. le Nonce; & contre tous ces censeurs, M. le Cardinal de Noailles n'avoit pour lui que la bonté de sa cause avec l'habileté & l'équité de ses Mediateurs.

Nous trouvons dans des lettres écrites dans ce tems-là de Paris quelques particularités touchant ces Conférences; des réparties vives faites par M. le Cardinal d'Entrées à M. de Bissi, qui ne cachoit point assez l'envie qu'il avoit d'humilier M. le Cardinal de Noailles, & une correction encore plus forte faite à M. Targni, qui avoit eu l'imprudence de l'accuser d'avoir manqué de sincérité & de bonne foi à l'égard des Prelats de l'Assemblée. Mais comme nous n'osons compter sur l'exactitude entière de ces faits particuliers, qu'on embellit toujours, nous nous contentons d'en rappeler le souvenir.

Le 7 ou le 8 du mois d'Août l'examen des deux parties de l'Instruction, qui faisoient le principal objet des ces Conférences, étant achevé, les Mediateurs demandèrent aux examinateurs ce qu'ils pensoient de tout l'ouvrage. MM. de Rohan & de Bissi ne jugerent pas à propos de s'expliquer sur le champ, mais ils promirent de rédiger leurs observations, & de donner incessamment leur sentiment par écrit. En effet, ils le remirent deux jours après entre les mains des Cardinaux Mediateurs. Il n'étoit pas différent de ce qu'ils avoient établi dans leur premier memoire. Ils continuoient à y soutenir, qu'on devoit condamner le livre des Reflexions comme heretique; attribuer aux propositions & à l'Auteur, les sens erronés qu'on condamnoit; ne point borner à ces mêmes sens la condamnation que le Pape avoit faite des propositions; accepter la Constitution en elle-même & avec une relation moins marquée & qui ne fut point si expressément restrictive aux explications de

l'Instruction; & declarer enfin qu'on adheroit à la deliberation de l'Assemblée des Evêques. A la faveur de ces corrections, on consentoit que la partie dogmatique de l'Instruction demeurât dans l'état où elle étoit, & on paroissoit disposé à donner les mains à l'accommodement.

L'Auteur des nouvelles Lettres s'accorde parfaitement sur ce point avec nos memoires. Car voici ce qu'il dit en parlant du résultat de ces Conférences: "MM. les Commissaires donnerent deux jours après leurs remarques sur le commencement & sur la fin de l'Instruction, & de plus leurs remarques particulieres sur le corps de cette même Instruction, ainsi qu'ils avoient promis de le faire, lorsqu'ils donnerent leurs remarques generales. Il n'explique point encore dans cet endroit en quoi consistoient ces deux sortes de remarques, mais il le fait deux pages plus bas. "Le corps de l'Instruction, dit-il, ce qui l'amenoit, ce qui en faisoit la conclusion, tout ne presentoit que restrictions & modifications propres à detruire toute attribution réelle d'erreur ou aux propositions ou au livre de Quesnel. On n'acceptoit la Bulle, qu'après avoir établi les principes NECESSAIRES pour la faire entendre. On ne l'acceptoit que conformément à l'Instruction. On parloit de la Constitution comme venant d'être éclaircie. On ne condamnoit les propositions qu'ENTANT qu'elles favorisoient directement ou indirectement les erreurs qu'on avoit exposées. Presque à chaque page se rencontroient ces expressions, éclaircir la Bulle, en fixer, ou determiner le sens, mettre la verité à couvert, empêcher que l'erreur ne soit confondue avec la verité. On condamnoit dans la fin de l'Instruction, les 101 propositions avec les mêmes qualifications que la Bulle les avoit respectivement condamnées; & l'Instruction ne disoit jamais que les erreurs flétries par la Constitution fussent contenues dans les 101 propositions condamnées. On affectoit même de combattre les erreurs opposées à celles du Livre, comme pour faire entendre que la Bulle les favorisoit, & à

Lettre.
pag. 100.
col. 101.

peine touchoit-on à celles que la Constitution condamnoit dans Quelnel.... Il s'agissoit toujours du commencement & de la fin de l'Instruction, (ajoute-t-on ensuite en parlant des contestations que ces remarques exciterent) " n'étant plus question du corps de l'ouvrage, auquel on n'avoit pas la même raison de s'intéresser, & que l'on auroit pu absolument laisser en l'état où il étoit, si l'on eût été bien content du commencement & de la fin, qui devoient ou rectifier ou achever de corrompre le reste.

Les Cardinaux Mediateurs ne furent pas fort touchés de ces remarques : ils ne les regarderent que comme des chicanes méprisables sur la forme, qui n'avoient pour objet que d'obscurcir le fond sur lequel on ne pouvoit former aucune difficulté raisonnable. Ainsi, lorsque M. le Cardinal de Polignac fit le rapport au Roi du résultat de ces Conférences, il n'y eut aucun égard ; & il dit à S. M. que les deux examinateurs ne trouvoient rien à redire à la doctrine de M. le Cardinal de Noailles, & qu'ils avoient seulement fait sur le préluce & sur la conclusion de son Instruction quelques observations, qui avoient paru à M. le Cardinal d'être & à lui, n'être qu'une critique injuste & maligne d'expressions indifférentes, & qui ne concernoient point le fond de la doctrine. Le Prince répondit, qu'il ne falloit point s'arrêter à des formalités & à des chicanes ; que puisqu'on ne trouvoit rien à reprendre à la partie dogmatique de l'Instruction, il en falloit envoyer le projet à Rome, & que si le Pape en étoit content, il le seroit aussi. Il chargea en même tems ce Cardinal de dresser un mémoire pour accompagner l'Instruction. Quelques lettres de Paris ajoutent, que ce rapport de M. le Cardinal de Polignac fut confirmé par les Commissaires, qui assurèrent aussi S. M. que la doctrine de l'Instruction étoit orthodoxe, & que M. l'Evêque de Meaux y mit seulement une restriction, en disant qu'elle étoit orthodoxe en France, mais que peut-être ne le seroit-elle pas à Rome ; & que sur cela S. M. leur dit, qu'ils ne devoient plus

s'assembler, & qu'ils pouvoient voir M. le Cardinal de Noailles, puisqu'ils étoient satisfaits de sa Doctrine.

Cette disposition du Roy procura une espèce de trêve à M. le Cardinal de Noailles. M. le Cardinal de Polignac, qui n'avoit rien tant à cœur que de plaire au public en lui montrant des présages d'un heureux succès de sa négociation, saisit cet événement pour faire courir le bruit que le Roi s'adoucissoit à l'égard de son Archevêque. Tout le monde le crut aisément, parce que tout le monde le desiroit : & comme les nouvelles grossissent toujours à mesure qu'elles se repandent, on alla jusqu'à dire que le Roi lui rendoit son amitié. Les Prelats Commissaires, & MM. de Rohan & de Bissi mêmes, prevenus comme les autres, furent, en bons Courtisans, les premiers à lui rendre visite. La Cour & la ville s'épuiserent en félicitations : les Princes du sang lui envoyèrent faire compliment, & le peuple fit paroître une joye univérsele. Cela se passa les derniers jours d'Août ; & l'erreur dura jusqu'au commencement du mois d'Octobre. Un effet avantageux qu'elle eut pour les Peres de l'Oratoire, fut que ces Peres qui tinrent leur Assemblée generale pendant le mois de Septembre, firent tranquillement leurs élections, & ne furent point inquiétés comme les Feuillans l'avoient été quelques mois auparavant dans leur Chapitre general, où l'Abbé Henriaux, zélé Constitutionnaire, avoit été envoyé en qualité de Commissaire avec plusieurs lettres de cachet, pour leur faire recevoir la Constitution, & se rendre maître de leurs élections.

Ce fut dans ce tems-là que M. le Cardinal de Noailles crut devoir rendre compte aux Evêques ses associés de l'état où étoit l'affaire. Il le fit par les deux lettres suivantes, où l'on trouvera la confirmation de la plupart des faits que nous venons de rapporter, & beaucoup de nouvelles circonstances que nous avons omises, parce que ne les ayant apprises que par ces lettres, nous n'avions rien à y ajouter.

I. LETTRE de M. le Cardinal de Noailles aux Evêques opposans. Du 5, Septembre 1714.

Il y a long-tems, Monsieur, que je cherche l'occasion de vous rendre compte avec quelque detail de nôtre affaire, que nous regardons avec raison comme une des plus importantes que l'Eglise ait eue depuis long-tems ; mais quelque impatience que j'en eusse, il m'a fallu attendre un événement qui lui donnât un état plus stable quellen'en a eu jusqu'à présent.

J'ai vu souvent les nouvelles du soir si différentes de celles du matin, que les lettres que j'avois commencées devenoient inutiles. Il s'est tenu des séances dans lesquelles les esprits paroissoient convenir de tout, & desirer la paix. Ils avoient que nos explications étoient très-saines & très-orthodoxes, & que le plus grand nombre des Evêques de l'Assemblée avoit prétendu mettre une relation, au moins virtuelle, entre l'Instruction Pastorale & l'acceptation. Ainsi j'espérois qu'on ne trouveroit plus de moyens de s'opposer à ce qui étoit proposé de nôtre part. Mais à peine avoient-ils eu le tems de conférer avec des personnes que je ne nomme point, que l'on voyoit paroître les memoires les plus aigres & les plus opposés à la paix.

On devoit me sommer d'accepter la Constitution purement & simplement, nommer des Commissaires pour faire mon procès, m'envoyer à Rome pour y être jugé ; & même m'enlever pieds & mains liés, si je refusois d'y aller ; mais, grâces au Seigneur, tous ces orages sont dissipés : il n'y a aucun Evêque qui ne désavoue ces procédés outrés, qui ne veuille avoir la gloire de les avoir combattus, & qui ne les rejette aujourd'hui sur les ennemis de la paix.

Vous avez sçu que dans les Conférences qui se sont tenues chez M. le Cardinal d'Etrées, on avoit commencé par examiner la doctrine de l'Instruction Pastorale que je vous ai envoyée, & dont il m'a paru que vous approuviez tous les principes. MM. les

Cardinaux d'Etrées & de Polignac, MM. les Evêques d'Arras & de Montauban, & plus de trente Docteurs ou Theologiens de différentes écoles, qui l'ont lue avec une très-grande attention, y ont donné une approbation si autentique, qu'ils vouloient qu'on la rendit publique, sans prendre d'autres precautions que celles que la vérité porte toujours avec elle, & qui la mettent à couvert de toutes censures. Mais comme le Roi souhaitoit savoir ce que M. le Cardinal de Rohan & les autres Commissaires nommés dans la dernière Assemblée du Clergé, en pensoient, je l'ai communiquée à quelques-uns d'entre eux, dès les derniers jours du mois de Mai.

MM. de Bourdeaux, d'Auch, de Soissons & de Blois, qui l'ont vue avant les deux autres, n'ont pas balancé long-tems à l'approuver : vous verrez par la suite que j'ai eu plus de peine à faire expliquer M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux. Ils ont dit d'abord qu'ils ne pouvoient parler sur la doctrine sans avoir vu la forme de l'acceptation ; comme si des vérités que tout le monde reconnoît pour orthodoxes, & qui sont expliquées dans les termes les plus clairs & les plus conformes à la Tradition, n'étoient pas des vérités éternelles & immuables, absolument indépendantes d'une formule d'acceptation. Il me semble qu'ils auroient dû plutôt soutenir que l'acceptation devoit dépendre des explications, comme nous l'avions dit dans l'Assemblée ; puisque c'est dans le sens des explications que la Constitution est acceptée.

Cependant, Monsieur, j'ai bien voulu condescendre au désir de ces Messieurs. Ma conduite étoit si droite & si simple, qu'il ne convenoit pas de leur laisser aucun lieu de dire que je cherchois à les surprendre. Je consentis donc qu'on leur lût le projet de préface & de conclusion que j'avois fait pour nôtre Instruction Pastorale, à condition néanmoins qu'avant que de la lire ils remettraient entre les mains de MM. les Cardinaux d'Etrées & de Polignac leurs observations sur la partie dogmatique.

Le 13 Juillet j'exécutai de ma part ce que j'avois promis; je portay aux deux Cardinaux Mediateurs la préface & la conclusion tant désirées; mais je fus fort surpris, au lieu de trouver entre leurs mains les notes doctrinales que l'on m'avoit promises, de n'y voir qu'un paquet cacheté qui contenoit un grand mémoire conçu en termes si durs, que nos Mediateurs n'en furent pas moins mécontents que moi.

Ce mémoire finissoit par quatre articles, dont on declaroit qu'un ne se departiroit jamais :

1. Que nous reconnoîtrions le livre de Quesnel herétique.

2. Que nous condamnerions les 101 propositions comme justement censurées, & comme méritant plusieurs ou au moins quelques-unes des qualifications portées par la Bulle.

3. Que nous recevriions la Constitution comme l'Assemblée & quatre vingt Evêques ensuite l'ont reçue, c'est-à-dire précédemment à notre Instruction Pastorale, & sans mettre aucune relation entre l'acceptation & l'Instruction.

4. Que les explications que nous donnerions, ne seroient point pour fixer le sens des propositions condamnées, comme si elles n'en avoient aucun déterminé; mais pour apprendre aux fidèles qu'il n'y a aucune des 101 propositions qui ne mérite quelques-unes des qualifications portées par la Bulle.

Je vous avoué, Monsieur, qu'après avoir lu ce mémoire, je voulois prier nos deux Mediateurs de rompre toute négociation; mais ils m'assurèrent si positivement qu'ils rameneroient ceux qui étoient les plus opposés à la paix, que je voulus bien l'espérer.

A la première séance ces deux Messieurs ayant parlé comme il convenoit, ils reconnurent que des six Commissaires il n'y en avoit que deux qui fussent dans les sentimens exprimés par le mémoire, & que les quatre autres n'y avoient point d'autre part, que de n'oser le contredire: c'est ce qui a paru dans toute la suite de la négociation.

Ce premier mémoire fut remplacé par un second, mais à peu près du même style, & apparemment de la même main. Il contenoit uniquement des notes sur la préface & la conclusion, & pas un mot sur la partie dogmatique. Les principes qu'on y établissoit comme des vérités de foi, étoient si contraires aux droits de l'Episcopat & aux maximes du Royaume, que sur le récit que nos deux Cardinaux m'en firent, je crus qu'il n'avoit point été composé par des Evêques. Vous en devinerez si vous voulez les auteurs.

Le cœur droit & noble de M. le Cardinal d'Etrées ne put tenir contre une conduite si injuste & si pleine de tergiversation: il voulut rompre toutes négociations; il voyoit bien que l'on ne vouloit point de paix. Mais M. le Cardinal de Polignac crut qu'il valoit mieux s'armer encore de patience, afin de contraindre celui des Commissaires qui étoit le plus opposé à la paix, de dire nettement qu'il ne consentiroit jamais à aucun accommodement: vous verrez par la suite qu'il a réussi.

Ces deux Messieurs cherchoient à m'épargner l'amertume de ce second mémoire: ils firent seulement un extrait de ce que l'on reprenoit dans le préambule & la conclusion de l'Instruction. J'y répondis aussitôt, espérant qu'enfin j'aurois les observations sur la doctrine. Il me paroissoit important que toute la terre sût que nous ne pensions rien que d'orthodoxe, au sentiment même des adversaires, & que notre unique crime étoit de ne vouloir recevoir la Constitution qu'avec une relation bien marquée à des sens reconnus pour censurables, & de mettre à couvert le dogme catholique.

Enfin, on confia à MM. les Cardinaux d'Etrées & de Polignac les observations que l'on avoit faites sur la partie dogmatique de notre Instruction. Ces observations étoient écrites de la même encre que les mémoires précédens, & l'acreté qui y paroissoit par tout, fit croire à nos Cardinaux qu'on avoit envie de me sâcher, afin d'avoir lieu de dire au Roi que je cherchois à rompre, quand on avoit envie de finir.

M. le Cardinal de Polignac adoucit, autant qu'il put, ces observations, dont le fond étoit si peu de chose que je ne puis mieux vous les peindre qu'avec le terme dont usa M. le Cardinal d'Etrées, en disant que *c'étoit cinquante veilles*.

Cependant tout veilles qu'elles étoient, je n'ai point voulu peindre les trop mépriser : poussant la condescendance jusqu'au scrupule, j'ai changé, ajouté, retranché tout ce qu'on a désiré, autant que je l'ai pu faire sans donner d'atteinte à la vérité.

Mais ces Messieurs ont eux-mêmes laissé leurs propres remarques comme inutiles : uniquement attentifs aux intérêts de la Cour de Rome, ils n'ont plus voulu s'attacher qu'à la forme de l'acceptation : ils ont donné nouveaux mémoires sur nouveaux mémoires, pour m'obliger à admettre les quatre articles dont j'ai parlé. Il y en a un entre autres, où ils prétendent être en droit de tirer contre moi les plus horribles conséquences, parce que je refuse de souscrire à ces quatre articles.

Ils ont porté ce mémoire au Roi ; & comme il a passé par les mains de M. le Chancelier, avant que d'être donné au Roi, ce Ministre le trouvant plus propre à échauffer les esprits qu'à donner la paix, le renvoia à M. le Cardinal de Polignac ; afin qu'il en supprimât, avant que de me le donner, tout ce qui pourroit me faire de la peine : mais me trouvant depuis longtemps dans la triste nécessité de me nourrir de fiel & d'absinte, je priai ce Cardinal Médiateur de ne me rien épargner, & de me communiquer le mémoire entier.

Je n'y vis après tout rien d'essentiel que les quatre articles ; & je laissai les déclamations, que je n'eus garde d'attribuer à M. le Cardinal de Rohan, qui l'avoit porté à Marly.

M. le Chancelier rebuté de tous ces mémoires a tanté de dresser avec MM. les Cardinaux de Rohan & de Polignac un projet de préface & de conclusion qui convînt à toutes les parties : mais comme M. de Meaux ne l'avoit point ratifié, il vint deux jours après accompagné des autres Commissaires

chez M. le Chancelier, & apporta avec lui des lettres de Rome qui exigeoient une acceptation pure & simple, & qui établissoient cette demande sur les maximes de la Cour Romaine. M. de Meaux pria donc qu'on ôtât du projet toute relation entre l'acceptation & les explications, & tout ce qui pouvoit donner lieu de croire que les 101. propositions n'étoient pas condamnées dans leur sens propre & naturel, sans quoi le Pape ne seroit pas content, & que cependant on favoit que l'intention du Roi étoit de le contenter.

M. le Chancelier demanda à ces Messieurs, s'ils vouloient signer les maximes établies dans les lettres de Rome qu'ils apportoient, & auxquelles ils vouloient qu'on se conformât : il les pria de lui dire encore, s'il n'étoit pas vrai que la plupart des Evêques de l'Assemblée avoient prétendu mettre une relation suffisante entre l'Instruction Pastorale & l'acceptation.

Il leur fit remarquer qu'on n'étoit pas obligé de satisfaire le Pape en tout, & que le Pape lui-même avoit manqué à la parole qu'il avoit donnée de communiquer la Constitution avant que de la publier, & conclut en disant, qu'il falloit enfin donner la paix à l'Eglise, & que s'ils s'opposoient à l'accommodement projeté, ils se rendroient garants envers le Roi des suites que cette rupture pourroit avoir.

M. le Cardinal de Rohan ni M. de Meaux ne répondirent rien à la garantie : ils se gardèrent bien de signer les maximes ultramontaines, dont ils avoient paru vouloir faire en cette occasion une règle de conduite. Ils demandèrent que sur le projet dressé avec M. le Chancelier, il leur fût permis de donner un nouveau mémoire au Roi pour faire voir que cette affaire ne pouvoit finir que dans un Concile national, où le Pape enverroit des Legats. Cependant ce mémoire s'est réduit à quelques changemens qu'ils ont souhaité qu'on fit au projet concerté avec M. le Chancelier. Je ne vous envoie point ce projet changé par ces Messieurs, parce qu'il ne contient autre chose qu'une exécution claire & précise de leurs quatre articles.

Comme

Comme M. le Chancelier avoit cru que ces Messieurs au moins s'en tiendroient-la, & ne feroient plus de nouvelles propositions, il fut fort surpris lorsque M. de Meaux lui dit peu de jours après, que quand j'accepterois le projet de la manière qu'il l'avoit changé : (ce que j'étois fort éloigné de faire) il ne pourroit pas consentir à l'accocommodement, ne sachant pas si le Pape en seroit content, & ne voulant rien faire qui pût déplaire à sa Sainteté.

Ce dernier trait acheva de convaincre M. le Chancelier qu'il n'y avoit point de paix véritable à espérer, tant que le Roi rendroit M. le Cardinal de Rohan & M. de Meaux les seuls arbitres de cette grande affaire : que d'ailleurs il ne paroïssoit pas raisonnable d'exiger de nous, que nous adoptassions un projet d'acceptation entièrement opposé à nos principes, & à la conduite que nous avlons tenuë jusqu'à présent, & qui n'étoit proprement l'ouvrage que de deux des Commissaires.

M. le Chancelier se détermina donc à représenter à S. M. que nôtre Instruction Pastorale étoit, de l'aven même de M. le Cardinal de Rohan, très-saine & très-orthodoxe : que nous ne refusions point d'accepter la Constitution, mais relativement à nos explications : qu'en cela il n'y avoit rien de condamnable, puisque le plus grand nombre des Evêques de l'Assemblée avoit pensé comme nous, & qu'il ne s'agissoit que d'une relation un peu plus ou un peu moins marquée : qu'ainsi il croyoit qu'il falloit que le projet de nôtre Instruction Pastorale en son entier fût envoyé au Pape de la part du Roi, pour savoir s'il en approuvera le fond & la forme, en faisant néanmoins faire attention à S. S. que c'étoit-là tout ce que nous croyons pouvoir faire, en sorte que si sa Sainteté n'en étoit pas satisfaite, elle ne devoit pas se plaindre que la Constitution ne fût pas reçue dans nos diocèses.

Le Roi a chargé M. le Cardinal de Polignac de dresser les memoires pour Rome. On doit y représenter.

1°. Que ce seroit renverser tous les usages du Royaume, & soulever les Evêques & les

Magistrats, que de prétendre m'envoyer à Rome.

2°. Que l'expedient proposé de nommer des Commissaires pour faire nôtre procès, supposoit un corps de délit : que l'on n'en trouve point dans des Evêques qui ne refusent pas d'accepter la Constitution avec des explications orthodoxes : que quand même il y auroit lieu de nous donner des Commissaires, il seroit fort difficile de convenir qui auroit le droit de les nommer, quels seroient leurs pouvoirs, leur nombre & leur caractère; sa Majesté n'ayant pas oublié les difficultés qui se trouverent dans l'affaire des IV. Evêques, où le Clergé & les Parlements parurent si fort opposés aux prétentions de la Cour de Rome.

Qu'enfin le Concile national n'étoit pas un expédient à proposer, outre que sa Majesté y a une très-grande opposition, qu'elle sacrifieroit pourtant, s'il étoit nécessaire, pour le bien de la Religion.

Il est très-certain que la convocation de ce Concile, la manière de le tenir, les matieres qu'on y traiteroit, les pouvoirs des Legats que sa Sainteté voudroit y envoyer, l'autorité particuliere des Evêques qui y assisteroient, la dissolution & la confirmation du Concile, formeroient des difficultés insurmontables, qui commettraient infailliblement l'autorité du Pape d'une manière & plus vive & plus éclatante qu'elle ne peut l'être aujourd'hui.

Il faut espérer de la protection de Dieu que cette déclaration faite de la part du Roi pourra servir de contrepoids au penchant que l'on auroit à Rome à ne pas bien traiter nôtre Instruction Pastorale; & que MM. les Cardinaux de la Tremouille & de Polignac feront connoître au Pape, que dans les circonstances presentes il seroit utile pour l'Eglise, & glorieux pour le S. Siege, que des Evêques donnassent, comme en son nom, une Instruction Pastorale qui expliquât d'une manière claire & précise toutes les questions qui troublent aujourd'hui l'Eglise.

Si le plan que le Roi veut faire proposer au Pape, réussit, nôtre Instruction

aura un grand avantage au dessus de celle qui a été faite dans l'Assemblée : bien loin que le Pape l'ait approuvée, comme on l'en a pressé, & comme on l'a dit, les lettres de Rome assurent qu'il l'a fait mettre au S. Office : c'est une nouvelle dont je ne prétens pas être garant.

Ne donnant nos explications qu'après qu'elles auront été concertées avec la Sainteté, & après que le Roi les aura mises sous la protection, la crainte de les voir un jour condamnées tombe absolument. On ne pourra plus nous objecter que nous donnons à la Constitution des sens contraires aux intentions du Pape. Nous accepterons la Constitution avec autant de fureur pour les vérités de la foi, & pour la paix de l'Eglise, que si nous l'acceptions avec les explications données par le Pape même. C'est pour lors que nous pourrions dire à pleine bouche, que le souverain Pontife n'a voulu donner aucune atteinte à la grace efficace, aux regles de S. Charles sur la penitence &c.

Tout Paris nous regarde aujourd'hui comme entrés dans le plan que nous avions proposé dans l'Assemblée, qui étoit de ne publier la Constitution dans nos diocèses, qu'avec des explications dans lesquelles les fidèles trouveroient le véritable esprit de la Bulle, & qui ne leur seroient point données comme de simples conjectures des intentions du Pape.

Comme les grandes affaires dont la Sainteté est chargée, & ses fréquentes maladies ne lui permettent pas de se livrer au travail que de telles explications exigent, il étoit juste de lui en épargner la fatigue en lui en envoyant un projet ; & nous ne pouvons trop louer la pitié du Roi qui veut bien se charger de le lui faire présenter.

Ainsi ce n'est plus à nous à écrire au Pape pour solliciter auprès de sa Sainteté ce que nous avons proposé dans l'Assemblée ; c'est M. le Cardinal de Polignac qui l'écrira au nom du Roi, & ses lettres passeront par le canal des Ministres. Que ne devons-nous pas attendre de la médiation d'un Prince dont le Pape connoît & honore le zèle pour la Religion, sur tout après que le Roi a

chargé de cette négociation M. le Cardinal de Polignac, qui est estimé à Rome, & qui s'est conduit dans toute cette affaire avec tant de droiture & de lumière, que nous ne pouvons trop lui en marquer notre reconnaissance.

Je vous envoie incessamment notre projet d'Instruction Pastorale en entier, pour recevoir vos derniers avis : je vais travailler à le mettre en état.

I. L. LETTRE de M. le Cardinal de Noailles aux Evêques opposans. Du 12. Septembre. 1714.

Je vous ai rendu compte, Monsieur, par une longue lettre de l'état présent de notre affaire. Depuis j'ai été fortement pressé d'envoyer à Rome notre projet d'Instruction Pastorale ; mais comme j'y ai fait des changemens que vous n'avez point vus, & qu'il n'y a point encore de forme d'acceptation réglée entre nous, je n'ai point voulu laisser rien partir, que je n'eusse reçu vos derniers avis sur cette seconde édition de notre Instruction Pastorale, & sur l'acte d'acceptation. Le Roi a eu quelque peine à m'accorder pour cela le délai d'un mois : j'espère, Monsieur, que je recevrai, avant qu'il finisse, votre réponse, c'est-à-dire avant le 12. Octobre, je vous en conjure, afin que sa Majesté n'ait point lieu de se plaindre de nous.

Pour vous mettre plus en état de prendre sur tout ceci une dernière résolution, je vous envoie une copie du projet d'acceptation, tel que je desirois qu'on nous le passât ; & vous verrez à côté celui que l'on exige de nous, M. le Cardinal de Polignac a voulu l'accompagner d'un mémoire pour vous prouver qu'il est suffisant pour mettre à couvert les vérités de la foi & les droits de l'Episcopat. Je vous prie de me mander ce que vous en jugerez.

Nous avons toujours dit que nous ne croyons pas devoir accepter la Constitution sans une relation formelle & expresse. La relation virtuelle de l'Assemblée, qui nous avoit paru insuffisante, est reconnue telle :

par tout le monde depuis le Bref du Pape. Nous avons écrit au Roy que nous ne voulions point donner au S. Siege un juste sujet de croire que nous acceptions ses Constitutions comme simples exécuteurs de ses decrets : trois raisons qui m'ont engagé à demander que l'on nous accordât au moins la liberté de dire , *Il ne nous reste plus que d'accepter & de publier la Constitution avec notre présente Instruction , et que nous ne condamnons les 101 propositions QUE DE LA MANIERE que nous avons expliqué que sa Sainteté les a condamnées.*

Je conviens avec M. le Cardinal de Polignac , qu'il ne faut ni blesser le Pape , ni se servir de termes durs qui pourroient avec raison offenser celui que nous regardons tous comme notre Pere ; mais aussi il ne faut pas le tromper. Il ne convient point à des Evêques , sur tout dans les matieres de Religion , d'user d'équivoque , de parler autrement qu'ils ne pensent , & de se servir de termes ambigus dans la vue qu'ils seront entendus d'une maniere à Rome , & d'une autre maniere en France. M. le Cardinal de Polignac pretend que la forme d'acceptation que l'on exige de nous , n'est contraire ni à la verité ni à la sincerité.

La seconde difficulté que j'ai eue sur le projet proposé , est que l'on y fait mention dans l'acte d'acceptation , de celui de l'Assemblée : n'est ce point donner lieu de dire que nous acceptions la Constitution comme eux & avec eux ?

On répond à cela , que ce n'est point s'unir à l'acceptation de l'Assemblée , mais seulement joindre la nôtre , bien differente , à la leur ; & on le prouve en disant , que nous nous unissons par là aux Evêques qui n'ont pas été de l'Assemblée , aussi bien qu'à ceux qui en ont été ; par con-

séquent à M. de Metz , & à tous ceux qui ont mis des reserves dans leur acceptation.

J'avois cru qu'un mot avant l'acte d'acceptation tireroit moins à conséquence : croyez-vous que nous devions demeurer fermes à n'en rien dire du tout ?

Je vous prie de peser devant Dieu tout ce que vous croirez absolument essentiel pour mettre à couvert la verité & les droits de l'Episcopat , & jusqu'où vous croyez que nous devions porter la condescendance , pour donner à l'Eglise une paix que tous les gens de bien desireront.

J'avois proposé d'abord une longue Preface , dans laquelle j'expliquois ma conduite à l'égard du livre des Reflexions , & ensuite celle que nous avons tenue dans l'Assemblée , & depuis l'Assemblée ; mais il étoit si difficile d'entrer dans ce détail sans faire voir les défauts de la Constitution , le peu de zele de l'Assemblée à maintenir les droits de l'Episcopat , & à mettre la verité à couvert , & combien il étoit juste de répondre aux difficultés que nous voulions proposer au Pape , que l'on n'a pu convenir de la maniere de s'exprimer : outre qu'il y avoit plusieurs choses dans cette Preface qui m'étoient personnelles. Il est plus convenable qu'elle soit entièrement uniforme pour tous les Evêques , & qu'elle ne contienne que dix ou douze lignes , dans lesquelles on éviteroit tout ce qui pourroit aigrir les esprits. Si vous l'approuvez , je vous prie de me le marquer nettement & fortement dans votre réponse. Peut-être vous en enverrai-je un projet par le premier ordinaire.

Nous allons voir comment ces lieux de paix s'évanouissent , & comment la division devint plus irréconciliable que jamais.

§. XXXVI.

Rupture de l'accommodement. Sentiment du public & des Prelats interessés sur cette rupture. Lettre de M. l'Evêque de Châlons sur le projet d'accepter avec des explications. Lettre de M. l'Evêque de Montpellier à M. le Cardinal de Noailles sur le même sujet.

Les ennemis de M. le Cardinal de Noailles, qui avoient vu par le mouvement qui s'étoit fait à Paris, quelles étoient les dispositions du public à son égard, & à l'égard de la cause qu'il soutenoit, comprirent bien que s'ils le laissoient rapprocher de la Cour, sa présence seule acheveroit de dissiper dans l'esprit du Prince les vains soupçons qu'ils lui avoient donnés de ses sentimens, & que tout le monde ayant alors la liberté de faire paroître les siens, ils se trouveroient réduits à la nécessité d'applaudir eux-mêmes à leur propre confusion. Ils résolurent donc de ne rien oublier pour mettre des obstacles invincibles à son retour. Nous venons de voir dans les lettres de M. le Cardinal de Noailles les differens moyens qu'ils avoient employés, pour traverser le rapport favorable que M. le Cardinal de Polignac & les autres Commissaires étoient disposés de faire au Roy de son Instruction pastorale. Voici ce que nous trouvons dans les lettres écrites dans ce tems-là de Paris touchant la suite de leurs démarches.

Pendant que M. le Cardinal de Polignac travailloit au mémoire que le Roy l'avoit chargé de dresser pour envoyer à Rome avec l'Instruction, ils travaillèrent de leur côté à le rendre inutile; ils cherchèrent de nouvelles raisons pour appuyer les remarques de MM. de Rohan & de Bissi, qu'on avoit méprisées. Ils représentèrent avec adresse au Roi, que ces Messieurs ne les proposoient que pour rendre l'acceptation de M. le Cardinal de Noailles plus régulière & moins éloignée de celle de l'Assemblée, qui depuis les Lettres patentes données pour la publication de la Constitution, devenoient

un modèle nécessaire, & qu'ils étoient prêts à se relâcher pour le bien de la paix de tout ce qui seroit jugé n'être pas absolument indispensable. Ils surprirent par cette condescendance & par cette inclination apparente pour la paix le Prince, qui trouva bon que M. Voilin examinât encore les difficultés qui leur restoient. Quoique ce Magistrat les eût d'abord rebutés, comme nous l'avons vu dans les lettres de M. le Cardinal de Noailles, ils surent aussi le mettre dans leurs intérêts. Il venoit d'être fait Chancelier de France. Il étoit redevable en partie de son élévation aux services qu'il leur avoit déjà rendus dans cette affaire & dans celle des Religieuses de Port-Royal. La continuation de la querelle devoit lui fournir de nouvelles occasions de se rendre nécessaire, & de croître en faveur & en crédit. Il se joignit donc à eux, pour faire entendre au Roy, qu'il étoit d'une extrême conséquence que les formes fussent observées dans un acte de cette importance; ils persuaderent ainsi S. M. que le nouveau projet d'acceptation, que M. le Chancelier avoit dressé sur leurs remarques, & qu'ils savoient bien que M. le Cardinal de Noailles ne signeroit jamais, sans changer de conduite & sans le deshonoré, étoit le seul qui pût être admis; & ils lui firent agréer qu'il fût envoyé à M. le Cardinal de Noailles & aux sept Evêques qui lui étoient unis. Par là tout ce qu'on avoit fait jusqu'alors devenoit inutile: M. le Cardinal de Noailles étoit replongé dans de nouvelles discussions, dont M. le Chancelier, intéressé à soutenir son ouvrage, devenoit l'arbitre avec MM. de Rohan & de Bissi; & l'approbation donnée à son Instruction, après un si rigoureux examen, étoit comptée pour rien.

M. le Cardinal de Polignac vit aussi-tôt, sans se déconcerter, ces nouvelles difficultés, & l'on ne peut rien ajouter au courage & à la dextérité avec laquelle il entra d'abord dans cette négociation particulière. Mais à la fin le désir de réussir lui fit oublier plus d'une fois, que la première qualité d'un Médiateur, c'est de ne rien avancer qui puisse compromettre les parties sans leur

aveu. Il avoit déjà semé trop legerement le bruit de ces favorables dispositions du Prince, dont nous venons de parler, & qui n'étoient que des apparences de changement fort équivoques. Pour entretenir ces mêmes dispositions, il fit esperer plus que n'avoit promis M. le Cardinal de Noailles, qui se trouvoit fort étonné, lorsqu'on exigeoit de lui qu'il exécutât des promesses qu'il n'avoit jamais faites. Il alla encore plus loin, il fit entendre au Roy, que M. le Cardinal de Noailles adoptoit le projet d'acceptation que M. le Chancelier avoit envoyé, corrigé de sa main, aux huit Evêques. C'est principalement cette dernière supposition désavouée par la conduite de M. le Cardinal de Noailles, qui fut la cause, comme nous le dirons bien-tôt, de la rupture entière de l'accommodement projeté, & qui rendit la situation à la Cour encore plus mauvaise qu'elle n'étoit.

Le Roy partit dans ces circonstances pour Fontainebleau. Il ordonna à M. le Cardinal de Polignac de demeurer à Paris, pour mettre la dernière main à l'affaire de l'instruction, & de la lui apporter, lorsqu'on y auroit fait les changemens dont on étoit convenu, & auxquels S. M. supposoit que M. le Cardinal de Noailles consentoit. M. de Polignac pressa vivement son Confrere d'accorder quelque chose aux preventions du Roi, & de mettre au plutôt son Instruction en état qu'il pût la présenter à Sa Majesté. M. le Cardinal de Noailles, qui avoit toujours déclaré qu'il ne pouvoit rien conclure que de concert avec ses Collegues, à qui il avoit écrit & envoyé un Memoire sur cette affaire dressé par M. de Polignac même, auroit fort souhaité de recevoir auparavant leurs reponses. Mais ce Mediateur, qui étoit pressé lui même par le Roy, lui ayant fait de nouvelles instances de Fontainebleau, où il avoit été obligé de se rendre, il lui envoya enfin le 17 Octobre son Mandement dans l'état où nous l'avons rapporté plus haut.

Il y joignit une longue lettre où il justifioit tous les endroits du Mandement qu'on pourroit critiquer, & repandoit à la der-

nier que son Confrere lui avoit écrite, où il vouloit le persuader de ses pretendus engagements à des paroles qu'il n'avoit jamais données, & l'avertissoit que les lettres qu'on devoit envoyer à Rome au nom du Roy, porteroient expressément, qu'il n'y avoit point de clause relative dans son Mandement. M. le Cardinal de Noailles lui rappelloit ses lettres précédentes, où l'on trouvoit tout le contraire de ce qu'il avançoit, & où il acquiesçoit positivement à toutes les clauses insérées dans le Mandement. *Quoi, disoit-il ensuite, après avoir non seulement reconnu la nécessité d'une relation, & m'avoir assuré qu'il n'étoit question que de ne la pas faire trop dure; mais après que V. E. a déclaré dans son memoire que j'ay envoyé de sa part à tous nos Evêques, qu'il y en a une REILLE ET SENSIBLE, on fait dire au Roy qu'il n'y en a point. Et à qui ? au Pape. Comment accorder ce'a avec la vérité, la justice & la bonne foy ? Je ne puis en venir à bout. Que diront ces Prelats ? N'auront-ils pas droit de dire que je les ai trompés, & de se plaindre de V. E. comme de moi ? Elle ne peut ni ne doit souffrir un tel procédé. Si elle ne veut plus me défendre, qu'elle se défende elle-même, & qu'elle empêche qu'on ne lui donne un démenti aussi public & aussi éclatant.* Il finissoit par prier M. le Cardinal de Polignac, au cas que Sa Majesté ne voulût plus rien envoyer à Rome, de lui renvoyer son Instruction, dont il avoit un grand intérêt que ses parties n'eussent point de copie.

M. le Cardinal de Polignac, après avoir reçu le Mandement, fut sur le champ le porter au Roy, qui l'attendoit avec la dernière impatience. S. M. le renvoya à M. le Chancelier pour l'examiner, & voir s'il étoit conforme à son projet. Le Ministre s'aperçut tout d'un coup qu'on ne l'avoit point lu; & regardant ce manquement comme une insulte faite au Roy, il entra dans une colere qu'on ne peut exprimer contre M. le Cardinal de Noailles, & en inspira une semblable au Prince, en lui rendant compte de son examen. Mais le Roi plus retenu de contenta de répondre,

qu'il n'étoit point surpris de cette conduite, qu'il avoit toujours dit que le Cardinal de Noailles les tromperoit, & n'en avoit point été la dupe : que son parti étoit pris, qu'il n'exigeoit plus rien d'eux sur cette affaire, & que sans différer il dépêcherait un courrier à Rome.

M. le Cardinal de Polignac fut si consterné de cette triste catastrophe, qu'il ne fit plus que se précipiter de faute en faute. Il vint à Paris le 21 Octobre. M. le Cardinal de Noailles l'alla voir. Ils s'expliquèrent ensemble. Mais il étoit encore si frappé de tout ce qu'on lui avoit dit à Fontainebleau, qu'il n'écoutoit plus. M. le Chancelier lui avoit représenté, qu'on alloit les regarder lui & M. le Cardinal de Noailles, comme les deux chefs d'un parti opposé à tout le Clergé de France qui avoit à la tête le Roy & le Pape. Cette seule idée le faisoit trembler ; & pour s'en mettre à couvert il prit le parti quelques jours après, de se reconcilier avec M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux. Cependant aucune considération ne put l'empêcher de rendre justice en différentes occasions à M. le Cardinal de Noailles. M. le Cardinal d'Entrées vit les variations & les faiblesses de son Confreire, & le plaignit. Il regretta les louanges qu'il lui avoit données tant de fois, & lui appliqua ce qui avoit été dit d'Origenes : (*) *Ubi bene, nemo melius ; ubi male, nemo prius.*

Telle fut la fin de ces negociations ; elle fut sans doute bien agréable aux ennemis de M. le Cardinal de Noailles : mais ce qui paroitra surprenant, c'est qu'elle leur donna moins de joye qu'elle n'en donna à un grand nombre de ses amis, c'est-à-dire à tous ceux qui étoient persuadés que la Constitution ne pouvoit être reçue avec des explications non plus que sans explications. Ils avoient tremblé pendant tout le cours des conférences, dans la crainte qu'on n'acceptât les offres de S. E. Ils s'étoient plains en secret

de ce qu'elle ne les avoit pas rompus avec eclat aux premières difficultés injustes qu'on lui avoit faites. Lorsqu'ils les virent finies si heureusement, selon leurs idées, ils en benirent Dieu, qui, pour sauver la vérité du danger qu'elle avoit couru, s'étoit servi des passions particulieres de ceux qui ne cherchoient qu'à l'opprimer. Ils se rejouirent comme d'un grand avantage qu'elle avoit remporté, de ce que les Défenseurs de la Constitution, s'étoient mis hors d'état, par le refus qu'ils avoient fait des explications de M. le Cardinal, de jamais la faire accepter en cette maniere, & avoient fait cesser par là l'espece d'enchantement qui avoit seduit plusieurs personnes éclairées en faveur de cette forme d'acceptation. Ils regretterent seulement le sort de M. le Cardinal de Polignac, qui par le zele qu'il avoit témoigné, & par ses grands talens auroit mérité de finir comme il avoit commencé, & de partager la gloire du Confreire qu'il avoit abandonné.

Nous ne nous tromperions peut-être pas, quand nous dirions que les Evêques même unis à M. le Cardinal de Noailles, n'étoient pas éloignés de ces dispositions. Nous avons remarqué que S. E. qui ne vouloit rien faire sans eux, leur avoit fait part du dessein de ces conférences. Il leur avoit envoyé à tous une copie de son Mandement, un Memoire de M. le Cardinal de Polignac, qui tendoit à prouver que ce Mandement remédioit à tous les griefs qui les avoient obligé de se séparer des XL, & que par conséquent ils ne pouvoient refuser de l'adopter, & un autre Memoire dressé par des Théologiens où l'on examinoit ces deux questions : si l'on pouvoit recevoir la Constitution avec des explications relatives à l'acceptation : 2. Si la relation exprimée dans le projet d'acceptation dressé par M. le Cardinal de Noailles, étoit suffisante pour mettre à couvert la vérité & les droits de l'Episcopat ; & où l'on se déterminoit sur l'un & sur l'autre pour l'affirmative. Or à juger du sentiment de tous par les réponses de quelques-uns d'eux, dont il est tombé des extraits entre nos mains, ils regardoient aussi la Constitution non seule-

(*) Lorsqu'il fait bien, personne ne fait mieux : lorsqu'il fait mal, personne ne fait pis.

ment comme obscure, mais comme essentiellement mauvaise, & par conséquent comme ne pouvant être rectifiée par des explications dont les plus exactes auroient toujours le défaut d'être celles qui seroient les plus éloignées de son véritable sens, & ne remedieroient jamais à tout ce qu'elle contenoit de reprehensible. Ils ne pouvoient en particulier, à l'ombre de quelque explication ou modification, telle qu'elle pût être, passer la condamnation generale qu'on exigeoit des 101 propositions, se croyant obligés en conscience d'en excepter 1, Toutes celles qui étoient fausement extraites ou tronquées malicieusement : 2, Toutes celles qui dans le livre n'avoient qu'un sens évidemment catholique & déterminé par cent autres endroits où elles se trouvoient répétées dans les mêmes termes, ou en termes équivalens : 3, Toutes celles qui étoient, quant aux termes essentiels, des anciens Papes & des autres Peres de l'Eglise. D'où ils concluoient que dans l'impossibilité qu'il y avoit d'obtenir tant de conditions nécessaires, le parti qui leur paroïsoit le meilleur étoit de ne point abandonner leur premier retranchement, de demander au Pape, selon leur droit & selon l'usage de tous les tems, une explication qu'il ne pouvoit leur refuser sans violer toutes les regles. Ils n'étoient pas néanmoins opposés au dessein qu'on avoit de faire une Instruction exacte sur les matieres de doctrine qui avoient rapport à la Constitution, pourvu que tous les Evêques voulussent bien y concourir, & qu'on ne la proposât pas pour être reçue avec la Constitution, mais au lieu de la Constitution. Enfin il sembleroit par ces réponses, qui ne sont datées que des premiers jours d'Octobre, qu'ils auroient eu communication des reflexions contenues dans une Lettre circulaire que M. l'Evêque de Châlons leur avoit écrite trois mois auparavant, & qu'on assure pourtant ne leur avoir point été envoyée. Cette lettre est si belle, & elle fait tant d'honneur à ce Prelat, que pour la conserver nous croyons devoir l'insérer icy.

LETTRE circulaire de M. l'Evêque de Châlons aux Evêques opposans.

A Châlons le 17 Juillet 1714.

Monsieur,

Depuis qu'il a plu à Dieu de nous unir ensemble dans la résolution de remplir, au sujet de la Constitution de N. S. P. le Pape du 8 Septembre dernier, tous les devoirs auxquels nôtre caractère nous engage, je n'ai cessé de lui demander avec toute l'instance possible, que nôtre union devint tous les jours plus étroite & plus sainte. Je suis convaincu que nous n'aurons jamais plus de force, que lorsque nos sentimens seront unanimes, & que nous agirons de concert & dans le même esprit. La distance des lieux nous empêche de nous communiquer réciproquement nos pensées & nos vues autrement que par lettres : c'est pourquoi je me donne l'honneur de vous proposer dans celle-ci mes pensées & mes difficultés sur le parti de recevoir la Constitution avec des explications. Je vous avoue que j'y sens une extrême répugnance, qui me paroît appuyée sur des raisons si solides, que je ne croi pas pouvoir en conscience y entrer.

Je suis cependant persuadé que dans une affaire qui regarde toute l'Eglise, & à laquelle nous avons tous un même intérêt, je ne dois pas me conduire par mes lumières particulières : c'est ce qui me détermine à vous exposer simplement ce que je pense, & à vous supplier en même tems d'avoir la charité de me redresser, s'il m'étoit arrivé de me tromper dans mes idées.

En acceptant la Constitution, nous nous engageons à la faire publier dans nos Diocèses, & à la donner pour une regle de foi. Une regle de foi doit être claire & sans aucune équivoque : les explications que nous sommes obligés d'apporter à la Constitution, prouvent visiblement qu'elle est obscure.

Accepter la Constitution, c'est joindre nôtre jugement à celui du Pape ; c'est reconnaître que toutes les propositions que nous

n'expliquerons pas, sont justement condamnées ; c'est enfin adopter non seulement les qualifications portées respectivement contre les 101. propositions, & la condamnation du livre, mais encore tout ce qui est porté dans le préambule & dans la conclusion de la Constitution.

Nous ferons censés adopter tout ce que nous n'aurons ni expliqué ni modifié, d'autant plus que nous aurons apporté des explications & des modifications par rapport aux sens différens que les propositions peuvent recevoir. C'est une maxime de droit (a) qu'*Inclusio unius, est exclusio alterius*. On conclura avec raison que nous avons cru qu'il n'y a que la condamnation des 101. propositions, qui ait besoin de modification, & que le reste de la Constitution n'en a pas besoin. Cependant, si nous en voulons suivre les différentes parties, nous y verrons beaucoup de choses desquelles nous ne sommes pas persuadés ; nous croyons même tout le contraire. Le respect que nous devons au Chef de l'Eglise, nous oblige-t-il à parler contre ce que nous pensons ; & le pouvons-nous faire sans blesser notre conscience ?

Nous nous sommes recréés, d'abord que nous avons vu la Constitution, contre les invectives dont on charge le livre des Réflexions & l'auteur. Pouvons-nous, sans blesser la justice, dire que le P. Q. est un de ces faux prophètes, de ces maîtres de mensonge, (b) qui *splendidi pietatis specie, prava dogmata latenter insinuant, introducunt sceleris perditionis sub imagine sanctitatis... qui novi Testamenti verbis... requiter abutuntur* ? Que dans cet ouvrage (c) catholici, veritatis pravatum doctrinarum mendacia multifariam permiscet ? Que la traduction latine des Réflexions a été faite,

(a) Que faire mention expresse d'une chose, c'est exclure celle qui lui est opposée.

(b) Qui ne font éclater dans leurs discours les apparences de la plus solide piété, que pour insinuer impérieusement leurs dogmes dangereux, & que pour introduire sous les dehors de la sainteté, des sectes qui conduisent les hommes à leur perte... qui abusent malicieusement... des paroles du N. Testament.

(d) *ut perniciose institutionis contagium, si fieri possit, pertranscat de gente in gentem, & de regno ad populum alterum* ?

Il est évident que les mauvais sens que nous condamnons dans nôtre Instruction, ne sont pas ceux que les propositions présentent d'abord ; que quelques-uns même sont éloignés & forcés ; qu'on ne les a trouvés qu'après-coup ; que personne n'en a été frappé à la première lecture de la Constitution ; que le public n'a vu dans les propositions que le bon sens, qui par conséquent est le plus naturel. Il paroît même par nôtre Instruction, qu'il y a quelques-uns de ces sens que l'on a rapportés uniquement, afin de faire voir que les XL. Prelats n'ont condamné aucune erreur que nous ne condamnassions comme eux, quoiqu'on ne puisse les trouver dans les propositions, que par une subtilité qu'on peut regarder comme une véritable chicane : par exemple, les mauvais sens des propositions 82. & 86. Cependant le Pape dit à la fin de la page 4. & au commencement de la 5. qu'il a mis les erreurs à découvert & en évidence, & que tout le monde sera forcé de céder à la vérité manifeste, & mise à découvert. Nos explications prouvent le contraire. Il ne nous est donc pas permis de le dire. C'est cependant à quoi nous souscrirons, si nous acceptons la Constitution.

Avons-nous jamais cru que la Constitution fût une chose très - utile & très - nécessaire pour l'intérêt de la foi catholique, pour le repos des consciences, & pour mettre fin aux diverses contestations élevées dans le Royaume. Le trouble & le soulèvement général que la Constitution a causé, & qui est plus vif que jamais, prouve tout le contraire. Nous l'avons représenté au Roi dans les lettres que nous avons eu l'honneur de lui écrire : nous l'avons exposé au Pape dans celle que nous avons signée pour

(c) Il confond en différentes manières les vérités catholiques avec les mensonges des doctrines perverses.

(d) Afin que la contagion de ses maximes pernicieuses passât, s'il étoit possible, de nation en nation, & de Royaume en Royaume.

pour former nôtre recours. Quelles nouvelles lumieres avons-nous eûes depuis, qui nous engagent à reconnoître que la Constitution est un ouvrage qui portera la paix dans les consciences, & entre les Théologiens du Royaume?

Il ne nous convient pas, ce me semble, d'approuver la conduite de ceux de nos Confreres qui ont demandé au Pape la condamnation du livre des Reflexions; ils n'ont osé se faire connoître, & nous savons qu'il y en a dans nôtre corps qui poussent la docilité jusqu'à signer aveuglément tout ce que certaines gens leur envoient.

Il me paroît contraire aux maximes de l'Etat de reconnoître la condamnation de la version de Mons, & celle des Reflexions morales par le Bref de 1708: ni l'une ni l'autre de ces condamnations n'ont été requies suivant nos usages: c'est s'en écarter que de leur donner en quelque façon force de loi par l'acceptation d'un acte qui les rappelle.

Comment pouvons-nous prononcer que la version françoise inserée dans le livre des Reflexions altere & corrompt malicieusement le texte du nouveau Testament: Qu'il y a encore dans ce livre grand nombre d'autres propositions qui renferment une doctrine semblable à celle des propositions qualifiées, & attribuer à l'Auteur l'intention pernicieuse d'entretenir la desobéissance & l'obstination, sous le faux nom de la patience chrétienne? Nous ne pouvons recevoir la Constitution qu'en reconnoissant la verité de ces trois accusations. Le livre ni son auteur ne sont point convaincus de ces crimes. L'Auteur defavoie tous les mauvais sens, & toutes les mauvaises intentions qu'on lui a imputées. Le livre même fournit de quoi le justifier clairement de ces imputations. Convient-il après cela à des Evêques, de dire que ces imputations sont justes? La charité, & même la justice les engage à rendre témoignage à la pureté de la doctrine de l'un & de l'autre. Le simple soupçon qu'ils favorisent une condamnation injuste, ne suffit-il pas pour les deshonorer devant Dieu & devant les hommes?

Le S. Pere dans la page 22. ne permet que de s'élever contre la doctrine des 101. propositions; il ne paroît pas même vouloir souffrir qu'on ajoute rien à la Constitution: les instructions envoyées à M le Nonce, & les Brefs ne permettent pas de douter de ses intentions. En l'acceptant nous nous soumettons à cette défense, & par conséquent nous condamnons les explications que nous avons données.

Cet endroit me fournit une Reflexion qui me paroît d'une bien plus grande conséquence. Presque toutes les propositions condamnées se trouvent en mêmes termes ou équivalens dans les SS. Ecritures, dans les écrits les plus venerables, & dans les monumens les plus autentiques de la Tradition: nous en trouvons quelques-unes dans les prieres que l'on fait encore aujourd'hui dans tout le monde chrétien. Si l'on passe cet article de la Constitution, il ne sera plus permis de prier comme on a toujours fait, & de suivre sur la grace, la charité &c. la chaîne de la tradition. Je ne parle ici que des propositions dont les Peres ont enseigné la doctrine de dessein formé, & des maximes qu'ils ont répétées cent & cent fois dans leurs ouvrages. Doit-on juger de la Tradition par la Constitution du Pape, ou de la Constitution par la Tradition? C'est un dogme de la foi, que l'autorité de la Tradition est infailible, & toute l'antiquité nous a appris à reconnoître, que les Papes peuvent se tromper dans leurs décisions. L'Eglise de France a conservé jusqu'à présent cette maxime; nous y avons été élevés, nous y devons demeurer inviolablement attachés, & plus dans les circonstances présentes, que dans toute autre.

Nos Prédecesseurs n'ont cru ni manquer au respect que tous les Evêques doivent au premier Siege, ni blesser la prééminence que le souverain Pontife a de droit divin au dessus d'eux, en se conduisant par ces maximes. Pourquoi donc croirions-nous manquer à ce que nous devons au Chef visible de l'Eglise & au S. Siège, si nous ne faisons pas l'apologie d'une des plus mauvaises décisions que la Cour Romaine nous ait en-

voyés depuis l'établissement de la Religion.

Il ne faut point nous le dissimuler, le public même ne le dit que trop ouvertement. La Constitution favorise les opinions Pelagiennes du Cardinal Sfondrate, donne lieu aux disciples de Molina de présenter pour règle de foi le système de leur Maître, suspect par sa nouveauté, & déferé à l'Eglise sans en avoir été absous. Les Casuistes relâchés s'en servent déjà pour autoriser leurs maximes corrompues; & elle nous contraindrait de changer tout le langage de la piété. Nos explications quelque bonnes qu'elles soient, ne pareront jamais à tous ces inconveniens. Un seul auroit suffi à nos saints Prédecesseurs pour les déterminer à s'y opposer avec tout le zèle & le courage Episcopal. Que hésitions-nous de suivre l'exemple de S. Paul dans l'occasion présente? Il ne s'agissoit pas alors d'une question d'une si grande importance qu'est la matière de la Constitution, puisque celle-ci renferme presque toute la religion; & nous regarderions peut-être aujourd'hui la conduite de S. Pierre comme une conduite d'une grande prudence, si l'autorité de S. Paul ne nous arrêtoit.

En examinant en détail les propositions condamnées dans la Constitution, l'on en trouve plusieurs extraites de mauvaise foi par les denonciateurs; & il paroît que le soin & l'attention que le Pape pretend avoir apportés dans l'examen du livre des Reflexions & des 101 propositions, n'ont pas été aussi loin qu'il le falloit, puisque ni lui, ni les Censeurs Romains n'ont point découvert cette infidélité, & qu'ils ne se sont pas aperçus que l'on trouve les erreurs & les mauvais sens attribués aux propositions, rejettes & souvent refusées en termes formels, quelque-fois dans la reflexion même d'où la proposition est tirée, quelquefois dans la reflexion qui précède & qui suit, ou dans les autres endroits du livre où le texte en fournit l'occasion.

Peut-on voir sans douleur l'affectation qu'on a eue de choisir des éditions qui ont été corrigées par plusieurs autres plus récentes?

Y a-t-il quelqu'un entre nous qui pût se résoudre à signer la condamnation de l'Ecrit que feu M. de Meaux a composé, pour justifier le livre des Reflexions contre les accusations du Probleme? Le Pape ne l'a point excepté dans la condamnation qu'il fait de tous les livres ou libelles manuscrits ou imprimés jusqu'à présent, ou qui le seront dans la suite pour la défense de ce livre. Par conséquent, en recevant la Bulle quant à cet article, nous nous attirons le reproche d'avoir condamné un ouvrage bon en lui-même, & d'avoir flétri la mémoire & la doctrine d'un Prelat, que nous honorons tous comme un des plus grands Théologiens que l'Eglise de France ait donné depuis plusieurs siècles.

Le P. Quesnel étant vivant, le Pape peut-il lui défendre d'exposer sa foi & ses sentimens, & de justifier par ses propres paroles, ou par celles des saints qu'il a suivis, qu'il ne s'écarte point de la saine doctrine; qu'il a toujours rejeté, & qu'il rejette les mauvais sens & les mauvaises intentions que l'on juge condamnables? Il semble par ce qui est dit, page 24, qu'on le menace d'excommunication s'il ôse l'entreprendre. Ce seroit une injustice visible, à laquelle il n'est pas permis à des Evêques de souscrire.

Nous avons regardé cette multitude de qualifications portées contre les 101 propositions sans aucune application particulière, & la condamnation des propositions dont le Pape ne parle qu'en general, comme une sentence de disputes & de contentions éternelles entre les Théologiens. Nous avons cru que la question de fait, que la Constitution fera naître infailliblement, troubleroit l'Eglise infiniment plus que celle du fait des propositions de Jansenius. Nous avons même représenté au Pape dans notre lettre, que non seulement chaque Evêque, mais même chaque Théologien donneroit à la Bulle telle interpretation qu'il lui plairoit, & que cette diversité étoit capable de causer dans l'Eglise des maux qu'on auroit bien de la peine à arrêter. Est-il arrivé quelque chose, depuis le mois de Février, qui

ait dissipé nos justes craintes ? Nous ne pouvons , à ce que je crois , accepter la Constitution , même avec de bonnes explications , sans nous exposer à ces funestes suites : d'autant plus que le projet qui nous a été envoyé , laisse une pleine & entière liberté aux Théologiens , de regarder indifféremment les mêmes propositions , ou comme herétiques , ou simplement comme malsonantes ; parce qu'il n'y a rien qui fixe l'application des qualifications. Quand même nous l'aurions fixée , nous ne les pouvons tous obliger à se conformer à notre décision , & par conséquent nous ne pouvons rendre la paix à l'Eglise en acceptant la Constitution.

Toutes ces difficultés troublent ma conscience , & me persuadent que nous ne pouvons accepter la Constitution , même de la manière dont on nous la propose.

Quand nos explications suffiroient pleinement pour mettre à couvert la vérité , sauverions-nous la justice & la bonne foi , en adoptant & souscrivant à tous les endroits de la Constitution , qui me font de la peine , & que j'ai eu l'honneur de vous rapporter ? On ne souffrira certainement jamais , que nous apportions sur tous ces chefs les modifications & les explications qui seroient nécessaires : & quand même on nous le permettroit , que ferions-nous autre chose que montrer au public que nous connoissons parfaitement les défauts essentiels de la Constitution , & que nous avons cependant la foiblesse de l'appuyer de notre suffrage , & de la faire regarder comme une Bulle reçue dans toute l'Eglise de France , dans le tems que nous la détruirions par toutes les modifications que nous y apporterions ?

Je ne vois pas , Monseigneur , quel bien nous procurons à l'Eglise , & quel mal nous prevenons , en acceptant la Constitution. L'on ne nous saura aucun gré de ce que nous abandonnerons : l'on s'opposera avec la même vivacité qui a paru jusqu'à présent , à ce que nous nous croirions indispensablement obligés de conserver. Nous nous mettrons hors d'état , & nos successeurs , de re-

venir contre les démarches irregulieres qu'on a faites dans toute la suite de cette affaire ; & nous pouvons compter que presque tout ce qu'il y a de gens de bien & véritablement éclairés , changeront en mépris & en indignation les sentimens d'estime & de confiance que nous a attiré la fermeté que nous avons fait paroître.

Mais , dira-t-on , nous mettons la division dans l'Episcopat , & nous résistons au plus grand nombre. S. Athanasie , S. Hilaire , S. Ambroise , S. Sophrone de Jerusalem , & tant d'autres n'ont point été frappés de cette raison , & nous devons au courage du petit nombre qui s'étoit joint à eux , la conservation de la pureté de la Foy.

Nous nous séparons du Chef de l'Eglise ? A Dieu ne plaise que nous rompons jamais l'unité avec le Chef visible de l'Eglise ; mais si le Pape se trompe en s'écartant de la Tradition de son Siège , c'est lui qui se separe , non seulement de nous , mais de ses Predecesseurs & de toute l'Eglise ; & nous demeurons toujours unis au centre de l'unité. S. Melece d'Antioche excommunié & déposé par S. Damasce , n'en a pas été moins membre de l'Eglise catholique ; & l'Eglise Romaine ne l'en honore pas moins comme un des plus grands saints de son siecle.

Nous nous attirerons l'indignation du Pape & du Roy , si nous n'acceptons point la Constitution. Mais ne devons-nous pas craindre davantage celle de J. C. ? Rien ne peut nous en garantir , si nous agissons contre nos consciences & contre les regles que son Esprit Saint nous prescrit. Il est le maître d'arrêter celle des hommes , si puissans qu'ils soient ; s'il ne juge pas à propos de le faire , ce doit être pour nous un grand sujet de joye d'avoir été trouvés dignes de souffrir quelque chose pour son nom. Dieu s'est souvent servi de la fermeté & du courage des Evêques , pour changer le cœur des Puissances qui leur étoient contraires. Nous devons prier pour elles , souffrir avec patience leur indignation , & en regarder les effets comme la fournaise où la vertu se purifie.

L'on nous regardera comme des Jansenistes. Mais J. C. a été traité de séducteur & de blasphémateur. S. Athanasé & les autres Evêques catholiques n'ont-ils pas été accusés par les Ariens d'être Sabelliens? S. Basile en étoit accusé en Orient; & en Occident on le regardoit comme un Semi-Arien. Ces reproches mal fondés n'ont point fait entrer ces saints dans des ménagemens contraires ou à la pureté de la foi ou à la justice. L'on a vu plusieurs Evêques préférer l'exil à la condamnation de S. Athanasé. Il ne nous est pas permis, pour éviter le reproche de Jansenisme, de condamner un livre & un Prêtre qui en est l'auteur, pour des erreurs dont nous le croirons innocent.

De plus, nous avons beau faire, on nous fera toujours passer pour Jansenistes: l'on y a trop d'intérêt. Nous ne sommes pas d'humeur les uns ni les autres à embrasser le système de Molina, ou à favoriser la mauvaise morale... Nous ne sommes pas non plus disposés à regarder comme Jansenistes tous ceux qu'il plaît aux Jésuites d'accuser. Nous ferons au contraire tous nos efforts pour arrêter leur licence sur ce point. C'en est trop pour que nous ne soions pas Jansenistes aussi nous mêmes. Nous ne devons pas plus nous attacher à répondre à ce reproche, que J. C. répondit devant Pilate aux accusations des Juifs.

On dira encore que nous sommes convenus d'accepter la Constitution moyennant de bonnes explications, qui eussent avec l'acceptation une relation essentielle & précise. Mais, nous avons toujours supposé que les explications mettroient à couvert la vérité, la justice, la bonne foi, la liberté des Ecoles, les droits de l'Episcopat, les maximes de l'Etat, & les intérêts du Roy. Nous voyons par l'Instruction des XL. Prelats, par le Mandement de M. l'Evêque de Metz, & par notre projet même, qu'il est moralement impossible d'en venir à bout.

2. Nous avons compté sur des explications examinées dans l'Assemblée, & reçues unanimement; & nous nous sommes con-

duits selon les règles d'une sage & charitable condescendance. Les autres Prelats de l'Assemblée n'ayant pas goûté le parti qu'on leur proposa d'abord d'exposer au Pape nos difficultés, & de ne point recevoir la Constitution que nous n'eussions reçu les réponses; il ne convenoit pas que nous nous opposassions au travail que les Commissaires vouloient entreprendre. Il étoit question de convenir si les propositions étoient susceptibles d'un bon ou d'un mauvais sens; ensuite d'examiner si les mauvais sens qu'on pourroit y attribuer, étoient dans le livre. L'on auroit vu ensuite de cet examen ce que l'on auroit dû faire par rapport à la Constitution. C'étoit la manière de procéder régulièrement dans cette affaire. Il ne nous étoit pas permis de juger d'abord qu'on troubleroit absolument cet ordre. Si on l'eût suivi, nous eussions été en état de représenter les difficultés que nous eussions eues sur l'acceptation. La Providence ne l'ayant pas permis, nous nous sommes séparés de nos Confreres; & quand il a fallu expliquer nôtre sentiment, nous avons déclaré par la bouche de M. le Cardinal de Noailles, que nous ne pouvions, quant à présent, recevoir la Constitution, & que nous avions pris le parti de proposer au Pape les difficultés qui nous en empêchoient. Nous n'avons donc contracté aucun engagement dans l'Assemblée pour recevoir la Bulle avec des explications. Nous avons, à la vérité, écrit au Roy que nous n'avions pas trouvé dans l'Instruction pastorale de M. le Cardinal de Rohan adoptée par les XL. Prelats, ce qu'on nous avoit fait espérer; mais nous n'avons point promis à Sa Majesté que nous ferions d'autres explications; au contraire, nous lui avons demandé la permission de nous adresser au Pape.

Nous sommes convenus entre nous d'en faire dresser à tout événement; mais en même tems on est convenu que les explications resteroient dans le porte-feuille, s'il y avoit quelque inconvenient à les publier.

Les Conférences dans lesquelles M. le

Cardinal de Noailles a communiqué le projet que nous avons vu , à Messieurs les Cardinaux d'Entrées & de Polignac , à plusieurs Prelats & à differens Theologiens , ne doivent point être regardées comme un engagement. M. le Cardinal de Noailles a toujours déclaré de vive voix & par écrit , qu'il ne vouloit prendre aucun engagement que de concert avec nous , ni rien conclure que sur une resolution unanime prise entre nous.

Comme il est à présent necessaire de prendre une resolution , je prends la liberté , Monseigneur , de vous proposer les raisons qui me persuadent , que je ne puis en conscience recevoir la Constitution , & que le meilleur parti que l'on puisse prendre , est de nous en tenir à la declaration que nous avons faite dans l'Assemblée , sauf à rendre compte de nôtre foi & de nôtre doctrine à nos Dioceses & à toute l'Eglise par un écrit public , si on le juge à propos. Mais je ne puis passer par dessus ces raisons , à moins qu'on ne me fasse connoître par des raisons plus puissantes & plus convaincantes , que ce sont de vains scrupules d'une conscience trop foible qui s'alarme mal à propos. J'espere de la bonté dont vous m'honorez , que vous voudrez bien m'aider de vos lumieres dans une occasion si importante & si delicate. J'ai cru devoir à la cause commune qui nous unit , de vous decouvrir avec simplicité , & une entiere confiance tout ce que je pense de cette affaire. Il m'a paru en même tems plus convenable de faire passer cette lettre par les mains de M. le Cardinal de Noailles , & de vous supplier de lui adresser de même la reponse que vous voudrez bien me faire , afin qu'il sache si nous sommes tous de même avis , & qu'il prenne les mesures qu'il jugera les meilleures pour la gloire de Dieu , pour le bien de l'Eglise , la decharge de nôtre conscience , & nôtre honneur.

Je puis vous protester , M. avec une parfaite sincerité , que pour écrire cette lettre , je me suis représenté prêt à rendre compte de ma conduite au tribunal redoutable de J. C. le souverain Pasteur , & l'Evêque de nos ames ; & il me semble que si j'étois prêt

à paroître devant lui , je n'aurois pas d'autres sentimens. Je vous conjure de lui demander pour moi dans vos prieres & vos saints sacrifices les lumieres & les graces dont j'ai besoin , & d'être persuadé du tendre & respectueux attachement avec lequel je suis à la mort & à la vie.

Monseigneur

Vôtre très humble & très obéissant serviteur

† GASTON J. B. Evêque
C. de Châlons.

QUOIQUE les Evêques opposans , autres que ceux qui avoient assisté à l'Assemblée , n'entraissent pas directement dans la negociation dont on vient de parler , on ne laissa pas que de les y interesser. M. le Cardinal de Noailles , par des lettres particulieres en disposa quelques uns à entrer dans le projet d'accepter la Constitution relativement à des explications qui mettroient la bonne doctrine à couvert. Le bruit courut alors qu'il avoit persuadé M. l'Evêque d'Arras , M. l'Evêque d'Angoulême , & même M. l'Evêque de Mirepoix , que cette voye étoit propre à pacifier les troubles & à réunir l'Episcopat. Mais il paroît encore plus certain , que si quelques uns d'entre les Prelats qui refusoient de recevoir la Constitution , furent ébranlés par ces propositions d'accommodement , les autres persistèrent dans la croyance où étoient , que toute acceptation , même illecebrative , ne pouvoit être que très-funeste à l'Eglise , & contraire à la bonne foi & à la justice. Nous avons vu plus haut que c'étoit le sentiment de plusieurs de ces Evêques , qu'ils exprimerent dans les reponses qu'ils firent au commencement d'Octobre aux lettres de M. le Cardinal de Noailles. On ne peut douter de ce que pensoit là-dessus M. l'Evêque de Châlons après la belle & longue lettre que nous venons d'insérer. M. l'Evêque de Montpellier s'étoit expliqué presque en même tems avec autant de pré-

sion dans une lettre qu'il écrivit à M. le Cardinal de Noailles le 20 Août 1714, au sujet des bruits qui se repandoient par tout, que S. E. alloit recevoir la Bulle avec des explications. C'étoient les negociations concertées entre MM. les Cardinaux d'Étrées & de Polignac qui avoient donné lieu à tous ces bruits. M. l'Evêque de Montpellier parut alarmé de toutes ces negociations ; & c'est ce qui l'engagea à écrire à M. le Cardinal de Noailles, pour le détourner d'entrer dans ce projet d'acceptation relative. Cette lettre, avec quelques autres de ce Prelat, a été imprimée à la fin du 2. tom. du *Renversement des Libertés* ; & comme elle est très précisée contre le système des explications, & qu'elle n'est pas longue, nous l'insérerons ici.

LETTRE de M. l'Evêque de Montpellier
à M. le Cardinal de Noailles.

Du 20 Août 1714.

Il ne tient pas aux nouvelles publiques, Monseigneur, qu'on ne nous alarme tous les jours à votre occasion : on ne parle plus que d'une paix qui me feroit trembler, si vous n'aviez eu la bonté de me rassurer vous-même, par la dernière lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, contre tous les mauvais bruits qui couroient pour lors, & qui pourroient se repandre dans la suite ; & si la fermeté que vous avez eue jusqu'à présent, & qu'on ne peut assez admirer, ne nous donnoit une ferme confiance que Dieu ne vous abandonnera pas, & qu'il ne vous donnera pas moins de courage pour défendre la vérité, que vous en avez eu jusqu'ici.

Les personnes mal-intentionnées pour la vérité & pour vous, & celles qui sont peu éclairées, souhaiteroient que V. E. voulût accepter la Constitution, en lui donnant vous-même des explications. Pour moi, Monseigneur, je prendrai la liberté de vous dire, que je crois que ce parti seroit très fâcheux ; & je ne crois pas me tromper en cette occasion ; car je sai que je pense com-

me une infinité de gens de bien beaucoup plus éclairés que moi. Seriez-vous le maître de donner des explications telles que vous les jugeriez convenables ? Quand on vous donneroit sur cela toute la liberté que vous pourriez souhaiter, peut-on vous donner des assurances que ces explications fussent bien reçues à Rome ? Le Pape n'en donnera jamais par écrit : & si on ne vous en donne que verbalement, il est sûr que la Cour de Rome n'y aura d'égard qu'autant qu'on y sera content de ce que vous aurez fait ; qu'autant que cela conviendra aux intérêts & aux préjugés de cette Cour. Ainsi, il est certain, que si ces explications sont bonnes, elles y seront condamnées ; que bien loin de procurer la paix, elles exciteront un bien plus grand trouble ; & que votre cause en sera infiniment moins bonne qu'elle ne l'est à présent. La vérité & les Evêques qui sont unis à V. E. & qui n'accepteront point ces explications, perdront un appui aussi fort que le vôtre : après cette démarche, la Cour de Rome, qui ne sera pas contente, vous obligera d'en faire d'autres ; vos ennemis, qui sont ceux de l'Eglise, en triompheront, & vous réduiront peut-être au but qu'ils se sont toujours proposé : vous, tout le Clergé, & la vérité, qui plus est, deviendront leurs victimes.

Mais outre toutes ces fâcheuses conséquences, Monseigneur, est-il possible par ces explications, c'est-à-dire par des subtilités & des tours d'imagination, ou plutôt par des raisonnemens qui seront toujours grossiers, & qui scandaliseront l'Eglise, de rendre bon ce qui est mauvais en soi ? Si cela est, il n'y a rien de si saint qu'on ne puisse expliquer en mal, & il n'y a point de si abominable hérésie à qui on ne puisse, par de semblables équivoques, donner un sens catholique & très orthodoxe. Vous savez mieux que moi, Monseigneur, si l'Eglise s'est jamais servie de pareils expédiens, pour excuser & paroître approuver ce qu'elle a cru condamnable : la vérité est simple, & ne peut être soutenue par des tours artificieux, qui ne sont jamais bons que pour autoriser l'erreur & le mensonge.

Il feroit inutile de vous fatiguer par une
longue lettre sur cela : car je ſai que
V. E. a vu ſur cette matiere tous les memo-
ires qui m'ont été envoyés , & peut-être
beaucoup d'autres , dont je ne ſuis qu'un
mauvais copifte. Mais je puis vous affurer
qu'ils n'ont fait aucune impreſſion ni aucun
changement ſur mon eſprit : car avant que
de les avoir reçus , j'étois dans les mêmes
ſentimens que ceux qui les ont faits , & ſans
être capable de les expliquer auſſi bien
qu'eux, je penſois tout comme eux.

Je prens donc la liberté, Monſieur, de
vous ſupplier très-humblement par toutes
les bonnes raiſons qui ſont dans ces écrits,
& par toutes les autres que les auteurs peu-
vent avoir oubliées, & que vous êtes plus ca-
pable que perſonne de ſupplier & de vous
dire à vous-même, de ne point accepter la
Bulle en lui donnant des explications, qui
ne peuvent être que forcées ; mais de per-
ſiſter à en demander au Pape. S'il en donne
de bonnes, & qui ſoient capables de nous
édifier ; à la bonne heure, ce ſera le plus
grand ſervice que vous puiſſiez rendre à l'E-
gliſe : ſ'il le reſuſe, lui ſeul ſera reſponſable
devant Dieu de tous les maux que la Conſti-
tution a faits à l'Egliſe, & de ceux qu'elle
y fera dans la ſuite.

Le reſte de la lettre ne conſiſte preſque
qu'en compliments.

On a imprimé à la ſuite de cete lettre de
M. de Montpellier, un fragment d'une Re-
ponſe de ce Prelat à M. l'Evêque de Mire-
poix, qui paroît avoir été écrite vers le mê-
me tems, & ſur le même ſujet. Nous l'in-
ſererons auſſi ; car tout ce qui nous vient de
ce Prelat, merite une attention particu-
liere. Nous y trouverons une preuve de ce que
nous avons avancé, que quelques-uns des Evê-
ques oppoſans regardoient la Conſtitution
comme eſſentiellement mauvaiſe, & com-
me ne pouvant être rectifiée par les expli-
cations les plus exactes.

„ Vous dites, écrit M. de Montpellier à
„ M. de Mirepoix, qu'en cas d'accommo-
„ dement il faudroit d'abord convenir que

„ nous n'accepterions que par voye de juge-
„ ment. Il n'y a pas de difficulté que ſi nous
„ avions à accepter, il ne fallût le faire de
„ cette maniere, & jamais autrement : mais
„ je crois qu'à cauſe que nous ne devons
„ rien accepter que par voye de jugement,
„ nous devons abſolument ne point accepter
„ cette Bulle. Ne voulez-vous conſerver aux
„ Evêques que le nom de ce qui leur ap-
„ partient de droit divin, & en abandon-
„ ner la réalité ? Leur ſuffit-il, en recevant
„ du Pape une définition de foi, de dire
„ qu'ils la reçoivent en la jugeant bonne,
„ quand dans leur conſcience ils la jugent
„ mauvaiſe ? S'ils ont le droit de juger, ils
„ n'ont pas celui de ſ'en dépouiller, & de ne
„ le point exercer. Il faut qu'ils jugent, &
„ qu'ils jugent en juſtice & en verité, qu'ils
„ n'appellent pas bon ce qui eſt mauvaiſ, &
„ mauvaiſ ce qui eſt bon. Le droit de juger
„ n'eſt pas un vain titre, qui leur ait été
„ donné ſeulement pour en faire parade. Ils
„ ne l'ont reçu qu'afin de l'exercer réelle-
„ ment, ſelon leur conſcience, pour la
„ conſervation du dépôt qui leur a été con-
„ ſié, pour défendre la verité, & non pas
„ pour la retenir captive. Il faut donc, ſelon
„ mon avis, non ſeulement recevoir en ju-
„ geant, mais il faut outre cela bien juger,
„ & ne recevoir que ce qui eſt bon ; c'eſt-
„ à dire qu'on ne peut recevoir la Bulle, qui
„ eſt mauvaiſe, qu'après que le Pape lui-
„ même l'aura rendue bonne par des expli-
„ cations dont nous puiſſions nous conten-
„ ter. Après quoi, ſ'il le faiſoit, il me
„ reſteroit encore une grande difficulté. Car
„ il ne ſuffit pas, pour bien juger, d'appel-
„ ler bon ce qui eſt bon : il faut auſſi n'ap-
„ peller mauvaiſ que ce qui eſt mauvaiſ.
„ Vous m'entendez, Monſieur. Au ſur-
„ plus je crois que pour la conſervation de
„ la verité & des droits de l'Epiſcopat, nous
„ devons reſiſter non ſeulement juſqu'à la
„ depoſition, comme vous dites, mais en-
„ core juſqu'à la mort incluſivement.

PENDANT que M. le Cardinal de Noailles
rêchoit de diſpoſer les Prelats qui lui étoient
unis à entrer dans le projet d'une accepta-
tion relative, M. de Biſſi, Evêque de Meaux,

sollicitoit de son côté quelques-uns de ces Evêques de se réunir à leurs Confreres, non par une acception relative, mais par une acception pure & simple. Dès le 26. Mars 1714. il écrivit une lettre à M. l'Evêque de Montpellier pour l'engager dans son parti. Cette lettre, aussi bien que la réponse qu'y fit M. de Montpellier, se trouvent imprimées au même endroit que les précédentes dont nous venons de parler. Quoique les raisonnemens qu'employe M. de Bissi pour persuader son Confrere, soient des plus communs, & des moins convainquans; ils sont pourtant accompagnés de certains aveus qui ne sont pas de peu d'importance, en particulier par rapport au système d'acception relative à des explications; ce qu'il regarde comme un projet insoutenable, & qui devoit plutôt porter à rejeter absolument la Bulle, qu'à la recevoir de la sorte. En quoi M. de Bissi s'accorde parfaitement avec le Prelat à qui il écrit, & avec tous ceux qui sont persuadés que la voye de l'acception relative est dangereuse pour la foi, & contraire à la droiture & à la bonne foi qui doivent toujours accompagner les jugemens ecclesiastiques. L'Auteur qui a fait imprimer ces lettres, a mis à la tête un petit Avertissement, où il fait remarquer judicieusement l'avantage que l'on peut tirer des aveus que fait M. de Meaux dans cette lettre. Nous transcrirons ce qu'il en dit: " Si l'on en croit M. le Cardinal de Bissi, les Bulles des Papes ne seroient pas plus mal reçues à Geneve, que la Constitution l'a été à Paris. On le veut; mais il y a une difference essentielle. A Geneve on est heretique; & l'on est catholique à Paris. Il faut donc que la Constitution s'accorde aussi mal avec la foi catholique, que les Bulles catholiques s'accordent mal avec la foi de Geneve. 2. On avoüera volontiers à S. E. que s'il est vrai que les sens attribués par l'Instruction des Quarante aux propositions condamnées, ne leur conviennent point, il s'ensuit naturellement qu'elles n'ont aucun mauvais sens propre & naturel. Mais le public, soutenu par l'exemple de M. l'Evêque de Montpellier,

ne lui passera pas sans examen toutes les conséquences qu'il en tire. Le public recevra une partie de ses conséquences, & rejettera celle qui tend à recevoir l'Instruction des Quarante. 3. Il est aisé de remarquer, par la comparaison de la lettre de S. E. avec celle de M. de Montpellier, les points sur lesquels ces deux Evêques ne sont pas d'accord: & l'on ne sera que plus frappé de les voir réunis dans le parti de rejeter les explications. Si les propositions sont bonnes en elles-mêmes, dit M. le Cardinal de Bissi, si leur sens propre & naturel est orthodoxe, on ne peut leur donner des explications condamnables, à moins qu'elles ne soient forcées & étrangères. Or des explications forcées ne peuvent pas faire condamner des propositions bonnes en elles-mêmes. Il ne faut donc pas demander d'explications de la Bulle qu'on suppose avoir un bon sens. EST-IL POSSIBLE (Voici M. de Montpellier qui parle à son tour) par ces explications, c'est-à-dire par des subtilités & des tours d'imagination, ou plutôt par des raisonnemens qui seroient toujours grossiers & qui se malaisoient l'Eglise, de rendre bon ce qui est mauvais en soi? Si cela est, il n'y a rien de si saint que l'on ne puisse expliquer en mal, & il n'y a point de si abominable heresie, à qui on ne puisse par de semblables équivoques donner un sens catholique & orthodoxe. Voilà un accord merveilleux entre M. le Cardinal de Bissi, & M. l'Evêque de Montpellier. On ne sentira point tenté de l'attribuer à une fausse complaisance que ces deux Prelats auroient eue l'un pour l'autre. M. de Bissi est bien fort lorsqu'il a pour lui M. de Montpellier. Chacun fera sur cela ses réflexions.

Nous ne dirons rien de la réponse que fit M. l'Evêque de Montpellier à la lettre de M. de Meaux. On y voit regner par tout ce caractère de droiture & de fermeté que ce Prelat a si bien soutenu dans tout le cours de cette affaire. En un mot, il y parle, pour user de ses termes, dans les principes & avec toute la liberté d'un Evêque François qui n'attend rien de la Cour de Rome. Du reste, nous renvoyons, pour connoître les

ses sentimens , aux lettres que ce Prelat a écrit à M. de la Vrilliere , à M. le Cardinal de Noailles , & à M. l'Evêque de Mirepoix , & que nous avons insérées ci-dessus.

§. XXXVII.

M. Amelot envoie à Rome pour convenir de la convocation d'un Concile national. Plan de ce Concile, selon M. le Cardinal de Bissi. Memoire à M. Amelot sur le sujet de son voyage. Remarques sur ce Memoire. Disposition du Roi de Sicile touchant la Constitution.

AU dessein de faire recevoir la Constitution par les Evêques opposans avec des explications qu'ils donneroient eux-mêmes, succéda celui de les y contraindre par l'autorité d'un Concile national qu'on assembleroit. La réponse que le Roi fit à Fontainebleau à M. le Cardinal de Polignac & à M. le Chancelier, lorsqu'on abandonna le premier dessein ; que son parti étoit pris, & que l'on n'avoit à différer il dépêcherait un courrier à Rome, ne permet pas de douter qu'on n'eût dès-lors résolu d'avoir recours à l'expédient du Concile. Le bruit s'en répandit même peu de jours après, avec cette constance, qu'on enverroient à Rome une personne de considération, qui seroit ou M. le President de Maisons, ou M. Amelot Conseiller d'Etat, pour traiter cette affaire, & prendre des mesures avec le Pape, pour agir contre les Evêques opposans, sans blesser les libertés de l'Eglise Gallicane. Mais ce ne fut que le 29. Octobre, que cette résolution fut rendue publique.

On fut en même tems que c'étoit M. Amelot qui avoit été choisi pour cette commission. On prétend que M. l'Evêque de Meaux l'avoit d'abord offerte de la part du Roi à M. de Maisons, & que ce Magistrat l'avoit refusée avec beaucoup de mépris & de hauteur. Quoi qu'il en soit, le public applaudit assez à ce choix, & il le trouva tel que, ni l'un ni l'autre parti ne pouvoit gueres avec fondement s'en rejouir ni s'en

allarmer. Sa capacité étoit reconnue par plusieurs negociations qu'il avoit conduites avec succès : & si d'un côté l'inclination qu'il paroïsoit avoir pour les Jésuites, pouvoit le rendre suspect aux partisans de M. le Cardinal de Noailles ; de l'autre la réputation de droiture & de probité qu'il avoit, devoit encore plus inquieter ses adversaires.

On crut que sa negociation devant rouler sur des affaires de doctrine, il convenoit de lui donner un Théologien. On ne lui laissa pas la liberté d'en choisir un : le Docteur Targui fut désigné pour cet emploi. Nous avons marqué plus haut par quelles voies il avoit mérité cet honneur. M. Amelot auroit fort souhaité ne point avoir auprès de lui un pareil inspecteur ; mais il ne put se dispenser de l'accepter. Il obtint seulement qu'il n'écrirait à personne en France à son insçu ; & qu'au cas qu'il le fit, il auroit droit de le faire sortir de Rome sur le champ. Mais M. Targui fut fidèle à cette condition, & ne donna au Ministre aucun sujet de plainte qui ait éclaté.

Après que le Roi eût donné ses ordres sur cette affaire à Versailles, il en partit le 2. Novembre, pour aller passer le reste du mois à Marli. Au commencement de ce voyage M. le Cardinal de Rohan vint à Paris, pour concerter avec M. l'Evêque de Meaux, M. l'Archevêque d'Auch & M. l'Evêque de Blois les instructions qu'on devoit donner à M. Amelot. Mais elles ne furent entièrement réglées qu'à Marli, où étoit le P. Tellier, & où S. M. fit venir M. de Meaux pour assister aux conférences qui s'y tinrent sur ce sujet. On n'a rien sçu de ce qui s'y passa, sinon qu'elles roulerent sur l'examen des moïens les plus propres à accabler M. le Cardinal de Noailles.

On les reduisoit à quatre : 1. De le faire sommer par le Pape de recevoir la Constitution, & après trois sommations, s'il refusoit, de l'excommunier : 2. De le sommer d'aller à Rome, pour y rendre compte des raisons qui l'empêchoient de recevoir la Constitution : 3. De demander au Pape des Commissaires pour lui faire son procès : 4.

De convoquer un Concile national. Quoique de ces quatre moïens, on convint assez qu'il n'y avoit que le dernier qui fût regulier, on ne laissa pas de les discuter tous en particulier : mais on insista principalement sur celui du Concile. Lorsqu'on entroit dans le détail des formes qu'on observeroit pour sa convocation & dans la celebration, & des précautions qu'on prendroit, pour s'assurer que la décision en seroit telle qu'on la desiroit, on y appercevoit une source inépuisable de difficultés ; chaque expedient qu'on proposoit pour lever les premieres qui se présentoient, en faisant naître de nouvelles.

On pretend cependant qu'à la fin on s'arrêta au plan suivant : 1. Que pour concilier les prétentions de Rome avec nos Libertés, le Concile seroit convoqué par le pape & par le Roi ; c'est-à-dire que le Roi le demanderoit au Pape, qui ne le seroit tenir qu'à sa priere : 2. Que le Pape y présideroit par ses Legats, qui seroient M. le Cardinal de Rohan, & M. l'Evêque de Meaux, dont on esperoit que S. S. par cette consideration, accellereroit la promotion au Cardinalat : 3. Qu'il se tiendroit uniquement pour juger les Evêques, sans qu'on pût y mettre de nouveau en deliberation la matiere de la Constitution, qu'on suposoit avoir été suffisamment acceptée par l'Eglise de France : de sorte que si M. le Cardinal de Noailles ou les Evêques ses associés vouloient demander qu'on examinât leur Instruction Pastorale, comme contenant leur profession de foi, on rejetteroit cette demande comme étrangere au Concile, & on les obligeroit à se soumettre à la loi que le Concile leur imposeroit de recevoir la Constitution : 4. Que les Legats romproient le Concile, aussitôt qu'il auroit prononcé la peine de la deposition contre les Evêques qui persisteroient dans leur refus ; & que le Roi en consequence de cette sentence nommeroit d'autres Evêques pour remplir leurs places.

Ce plan étoit si extraordinaire, que personne ne put croire qu'il fût sérieux. Le projet même du Concile, quelque apparence de réalité qu'on affectât de lui donner, ne pa-

rut à plusieurs personnes sensées qu'une belle chimere inventée par ceux qui étoient à la tête de cette affaire, pour occuper le Roi pendant quelque tems, & disposer cependant de son autorité pour affermir leur regne & celui de la Constitution, en abbatant ceux qui resistoient encore, & sur tout plusieurs Evêques, qui outre les huit premiers opposans n'avoient point encore publié la Bulle. Ces personnes étoient persuadées que le Pape, à qui l'Assemblée irreguliere des XL. avoit donné tant d'inquietude, ne consentiroit jamais qu'on assemblât un Concile dans les formes, & que les Jesuites le craignoient aïtant que lui.

D'autres, sans revoquer absolument en doute la tenuë du Concile, se consoloient par d'autres considerations des maux dont on menaçoit ceux qui ne se soumettroient pas à la Constitution. Ils regardoient la demande seule du Concile national, comme très-avantageuse à leur cause ; parce qu'elle étoit une réponse sensible à ce que publioient déjà un grand nombre de partisans de la Constitution, *que la cause étoit finie*, & que l'Eglise avoit jugé son dernier ressort. Or rien ne prouvoit mieux, selon eux, que cela ne pouvoit être, que la proposition d'assembler un tribunal qui n'étoit pas même le dernier, pour prendre connoissance du jugement qui avoit été porté par l'Assemblée des XL. Il est vrai que ce n'étoit pas dans cet esprit que M. de Bissy vouloit qu'il fût assemblé. Mais ses idées, disoient-ils, ne devoient pas regler le pouvoir ni les conditions du Concile, qui seroit lui-même le juge, lorsqu'il seroit assemblé, des matieres dont il devoit connoître ; & qui sans doute ne rejetteroit pas la demande que les Evêques unis à M. le Cardinal de Noailles lui feroient, que l'affaire fût de nouveau examinée. Cela leur rappelloit le souvenir du Concile, ou plutôt de l'Assemblée generale du Clergé tenuë à Tours sous Louis XII. où l'on avoit décidé diverses questions proposées par ce Prince d'une maniere favorable aux Libertés de l'Eglise Gallicane, & en particulier que les censures injustes ne lioient point ceux con-

tre qui elles étoient portées : Assemblée, qui avoit été comme le prélude du Concile général que l'on commença d'assembler à Pise pour déposer Jules II.

M. Amelot après avoir assisté aux conférences de Marli, voulut en avoir une avec M. le Cardinal de Noailles. Il en demanda la permission au Roy ; & elle lui fut accordée. La conversation fut de près de deux heures. On dit qu'il y parla peu, & qu'il écouta beaucoup ; & que M. le Cardinal lui déclara entre autres choses, qu'il souhaitoit très ardemment qu'on assemblât un Concile sur l'affaire présente, pourvu que ce fût un vrai Concile. S. E. lui rendit quelques jours après sa visite, & lui remit entre les mains trois Memoires. Le premier contenoit le récit de ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée : le second étoit un abrégé des faits qui étoient arrivés depuis ; & le troisième expliquoit l'état présent de l'affaire.

Le départ de M. Amelot fut retardé de quelques semaines par une incommodité qui lui survint. Le public prétendit qu'il y eût encore une autre raison secrète : c'est que les derniers jours avant son départ la Cour changea de dessein sur l'objet de sa négociation. Elle résolut, dit-on, au lieu de la demande d'un Concile national, qui n'avoit été inspirée que par M. l'Evêque de Meaux seul, & qu'on prévoyoit bien ne devoit jamais réussir, d'appuyer jusqu'à un certain point celle des Evêques opposans qui avoient demandé des explications, en portant le Pape à en donner de suffisantes, non pour lever toutes leurs difficultés, mais pour les mettre dans leur tort. La demande d'un Concile ne devoit servir, ajoutoit-on, que de moyen pour faire entrer le Pape dans cet expédient ; & on dressa sur ce plan-là de nouvelles instructions pour le Député du Roy, dont on ne donna point de connoissance à M. le Cardinal de Rohan, ni à M. de Meaux.

Cependant un homme encore plus distingué par son esprit & par son mérite que par la place qu'il occupe, mais qui ne voulut se faire connoître que par la simple qualité d'Avocat qu'il prit, adressa un assez long

Memoire à M. Amelot sur le sujet de son voyage. Il est daté du 28 Novembre 1714. Il fut d'abord imprimé à Paris, & on en fit quelque tems après une seconde édition en Hollande accompagnée de remarques savantes & judicieuses. Nous en donnerons ici, suivant notre methode, un extrait, qui fera connoître le dessein tant du Memoire que des Remarques.

Le but que se propose l'Auteur du Memoire est *de faire sentir avec exactitude & précision au Député du Roy, ce qui causoit la malheureuse division qui affligeoit l'Episcopat*. Il represente d'abord tous les Evêques, à la réserve de quelques-uns, élevés dans des Séminaires où les maximes ultramontaines prévalent aux loix du Royaume, comme ayant été au commencement parfaitement d'accord sur tous les principes conformes à l'ancienne doctrine ; comme étant tous convenus que la Constitution ne pouvoit être présentée au peuple qu'avec une instruction Pastorale qui l'expliquât ; comme ayant tous consenti que les Commissaires en dressassent une qui fût suffisante pour mettre à couvert le dépôt de la foi, & pour autoriser les Pasteurs à confondre les Novateurs, le libertinage & la morale relâchée. Mais voici, selon lui, le point unique sur lequel ils s'étoient partagés, & qui faisoit le sujet de leur division. Le plus grand nombre, dit-il, s'est persuadé non seulement que l'Instruction proposée par les Commissaires est suffisante pour remédier à tous les inconveniens qu'on peut craindre de la Constitution, mais encore qu'il doit suffire que cette Instruction & l'acceptation de la Constitution soient renfermées sous une même signature, & qu'on ne puisse jamais les separer, pour rendre leur acceptation relative aux explications de l'Instruction. Ils croient que par là ils ont satisfait suffisamment à ce qu'ils devoient à leurs peuples, puisqu'ils les ont instruits ; à eux-mêmes & à leur dignité, puisqu'ils ont conservé leur juridiction ; & au Roi, puisqu'ils se sont expliqués dans les mêmes principes que les Officiers du Parlement sur ce qui regarde les droits de la Couronne ; & ils soutiennent

que d'aller plus loin, c'est troubler la paix de l'Eglise, choquer la délicatesse de la Cour de Rome, & traverser cette intelligence qui doit être entre les Evêques & leur Chef. Le Cardinal de Noailles, ajoute-t-il, & quelques Evêques auxquels d'autres encore qui n'étoient pas dans l'Assemblée, se sont unis, croient au contraire ne pouvoir s'en tenir là sans être infidèles à tous leurs devoirs; & que pour satisfaire à ce qu'ils doivent à leurs peuples, au Pape, au Roi & à eux-mêmes, ils sont obligés de suivre une autre route. L'Instruction approuvée par l'Assemblée ne leur paroissant pas suffisante, ils demandent ou que le Pape donne lui-même les éclaircissemens nécessaires, ou qu'il leur soit permis de donner eux-mêmes des explications plus exactes que celles de l'Instruction des XL. Et avertis que les Ultramontains prétendent détacher l'acceptation de cette Instruction, & qu'une relation réelle, occulte, abstraite & métaphysique, comme est celle des XL, ne suffit pas, ils demandent en second lieu qu'il leur soit permis d'en employer une plus marquée, plus explicite & plus énergique, afin que personne ne puisse s'y méprendre.

L'Auteur après avoir ainsi posé l'état de la contestation, se déclare pour les derniers Prelats. Il fait voir que rien n'étoit plus juste, plus nécessaire & plus généreux que le parti qu'ils avoient pris dans des circonstances où abandonnés par leurs Collegues mêmes, dont ils défendoient l'honneur & les droits, & se trouvant en butte aux Puissances prévenues & animées par les Jésuites, ils s'exposaient à des traverses infinies & aux plus rigoureux traitemens; & que rien au contraire n'étoit plus indigne & plus lâche que le procédé des Commissaires & des XL. Prelats de l'Assemblée, qui par une duplicité très-odieuse, supprimant leur qualité de juges, avoient fait extérieurement tout ce qu'auroient fait des Evêques qui auroient voulu sacrifier à la Cour de Rome les droits attachés à leur dignité, quoique dans le fond ils fussent très-éloignés d'y renoncer; & qui voulant d'une part que leur accepta-

tion fût relative à leur Instruction Pastorale, s'étoient appliqués de l'autre à ne mettre la relation que dans la chose, & non dans les termes, & à la rendre imperceptible. Il se promet à la fin du Memoire que le Concile dont M. Amelot alloit demander la convocation, porteroit le même jugement de la conduite des uns & des autres, & qu'il rendroit à l'Eglise une paix qui réuniroit tous les Evêques. Si vous réussissez, dit-il à ce Magistrat, dans une si grande & si utile entreprise, il n'y a personne qui ne dise de vous: *Malo virum sacerdotalem quam sacerdotem.*

Le dessein des Remarques est de faire voir, que l'Auteur du Memoire, en se bornant à justifier M. le Cardinal de Noailles & les Prelats qui lui étoient unis, sur la demande qu'ils faisoient qu'on leur permît de mettre une relation bien sensible & bien marquée entre les explications qu'ils donneroient à la Bulle comme juges de la doctrine, & l'acceptation qu'ils en feroient, avoit négligé le point capital qu'il auroit dû traiter le premier, & qui consistoit à examiner, si on pouvoit en effet expliquer la Bulle, de maniere que mettant à couvert la vérité, on ne blessât ni la justice ni la bonne foi, ni la droite raison; étant évident que si on ne pouvoit raisonnablement se promettre de donner des explications qui eussent toutes ces conditions, il étoit inutile de s'épuiser en preuves & en raisonnemens, comme faisoit cet Auteur, pour montrer que les explications devoient être relatives à l'acceptation de la Bulle, & que cette relation devoit être si sensible & si marquée qu'on ne pût la méconnoître.

«Avant, dit-il, que de parler du rapport essentiel que l'acceptation de la Bulle doit avoir aux explications, il falloit voir s'il est possible de donner des explications raisonnables; & pour en juger il n'y avoit qu'à jeter les yeux tant sur l'Instruction des XL Prelats de l'Assemblée, que sur le Mandement de M. l'Evêque de Metz. On n'y trouve des explications de la Bulle assez équivoques. On doit même à M. l'Evêque de Metz la justice de reconnoître qu'il

ma mis à couvrir les verités les plus importantes de la religion ; ce qu'on ne peut dire generalement de l'Instruction des XL Prelats, qui est une piece très-mal composée, très-defectueuse, & où, comme M. l'Evêque de Mirepoix l'a fort bien remarqué, le Molinisme est érigé en dogme. Mais on voit en même tems qu'il n'y a dans ces explications ni droiture, ni bonne foi ; qu'on y viole toutes les regles du bon sens & de l'équité naturelle, & qu'il faut avoir renoncé à tous les sentimens d'honneur & de probité pour attribuer, comme on fait, tant d'erreurs, tant d'extravagances, tant d'impietés, soit aux propositions qu'on veut censurer à quelque prix que ce soit, soit au livre & à l'auteur du livre d'où elles sont tirées.

Or, continue-t-il, dès qu'on n'a point d'autres explications à donner que des explications visiblement contraires à la raison, à l'équité, au bon sens, on doit se garder cette voye comme impraticable & comme impossible. C'est le grand principe de S. Augustin, dont un vraiment homme de bien ne doit jamais s'écarter sous quelque pretexte que ce soit : *Il ne faut jamais commettre un mal, vraiment mal, quelque petit qu'il paroisse, dans l'esperance d'aucun bien, quelque grand qu'il soit.* Des explications visiblement contraires à la droite raison, à l'équité, au bon sens, sont visiblement mauvaises & contraires à la loi de Dieu. Il ne peut donc jamais être permis d'en donner de telles, ni dans la vue de mettre par ce moyen la verité du dogme entierement à couvert, ni dans l'esperance de rendre la paix à l'Eglise, & de mieux conserver l'unité.... Toutes ces explications qu'on trouve, soit dans l'Instruction des XL Prelats, soit dans le Mandement de M. l'Evêque de Metz, jointes à l'application qu'on en fait au livre des Reflexions, sont de vrais mensonges dont Dieu n'a pas besoin pour conserver dans son Eglise la verité & l'unité, nonobstant la Bulle. Et quand même la verité paroîtroit obscurcie, & l'unité troublée,

ce ne seroit point encore une raison de faire le moindre mal pour remédier à ces plus grands maux. Dans un cas semblable, dit S. Augustin, un homme de bien doit faire tout ce qu'il peut ; mais quand il se trouve réduit à de telles circonstances, qu'il ne peut se tirer de l'extrémité où il est, que par un peché, il doit être persuadé qu'il ne lui reste rien à faire, puisque l'unique moyen qui paroît rester, ne s'accorde pas avec la loi de Dieu.

Toutes les remarques particulieres que l'Auteur fait sur differents endroits du Memoire, reviennent à cette observation generale, & n'en sont que l'application. Elles tendent toutes à prouver, que la destinee de la Constitution étoit de ne pouvoir être acceptée, même avec explication : Car si, dit-il, l'accepter sans l'expliquer, c'est renverser la religion ; l'expliquer pour l'accepter, c'est renverser la raison. Ces remarques furent encore mieux reçues du public que n'avoit été le Memoire : mais nous verrons bientôt qu'elles ne firent point encore abandonner à M. le Cardinal de Noailles, ni à ceux qui se mêloient de le reconcilier avec les Freres, le dessein de terminer ce differend par la voye des explications. Il a été nécessaire pour faire renoncer à ce moyen, que le Pape l'ait condamné lui-même par les Lettres qui commencent *Passtoralis officii*, & qu'il ait menacé de separer de la communion ceux qui ne rendroient pas à sa Bulle une obéissance pleine, entiere, sans reserve & sans exception, *omnimodam obedientiam*.

Enfin M. Amelot partit de Paris le 10 Decembre, avec M. Amelot de Chaillou son neveu. Il avoit été chargé par le Roy de faire, en passant à Turin, tous ses efforts auprès de M. le Duc de Savoye, aujourd'hui le Roi de Sicile, pour l'engager à recevoir la Constitution. Mais ce Prince lui apporta de si fortes raisons, non seulement pour s'en dispenser, mais encore pour lui prouver qu'aucun Souverain ne la devoit recevoir, que l'Ambassadeur n'eut rien à y répondre. Il continua de la sa route vers

Rome, où il arriva le 4. de Janvier 1715. M. le Cardinal de la Tremoille lui avoit préparé un appartement dans son Palais, qu'il accepta, & il y resta avec M. de Chaillou jusqu'à ce qu'il louât un Palais particulier. Nous rapporterons ce que nous avons pu savoir de les negociations à la Cour Romaine, après que nous aurons rendu compte de celles qui se firent encore en France immédiatement après son départ, pour parvenir à un accommodement entre les Evêques acceptans & les Evêques opposans.

§. XXXVIII.

Nouveaux projets d'accommodement proposés à M. le Cardinal de Noailles, qui ne réussissent point.

M. Onseigneur le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux s'étant aperçus qu'on les écartoit de la negociation de Rome, & que le secret en étoit uniquement confié à M. le Chancelier, commencerent aussitôt après le départ de M. Amelot, à en renouer d'autres en France, afin de continuer à être comme auparavant les modérateurs de l'affaire. Ils se servirent pour cela de differens negociateurs, qui parurent successivement sur la scene. Il nous est heureusement tombé entre les mains un Memoire qui paroît avoir été dressé par une personne très instruite. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de l'insérer ici, n'ayant rien à ajouter au detail qu'on y fait de ces negociations.

MEMOIRE sur les projets d'accommodement proposés à M. le Cardinal de Noailles après le départ de M. Amelot pour Rome.

I.

Le premier de ces projets fut celui du P. Massillon (aujourd'hui Evêque de Clermont.) M. le Cardinal de Rohan qui l'honoroit depuis long-temps de son amitié, le chargea de savoir de M. le Cardinal de

Noailles, s'il seroit satisfait d'un Bref, par lequel le Pape declareroit qu'il n'avoit point prétendu par la Constitution donner atteinte à la grace efficace par elle-même, à la predestination gratuite, à la nécessité & à l'étendue du grand précepte d'aimer Dieu, à la doctrine du Concile de Trente sur les dispositions nécessaires au Sacrement de penitence, aux regles de S. Charles &c. M. le Cardinal de Noailles repondit qu'il avoit demandé au Pape des explications, & que si S. S. en donnoit de suffisantes, il étoit très disposé à les accepter; qu'ainsi tout se reduisoit à savoir de quelle maniere seroit conçu le Bref dont on lui parloit.

Le P. Massillon porta cette réponse à l'hôtel de Soubise. On y jugea que comme il seroit nécessaire, si on obtenoit ce Bref, que M. le Cardinal de Noailles fit un Mandement en conformité, c'étoit par ce Mandement qu'on devoit commencer. On en dressa deux projets differents, dont l'un fut donné sous le nom de M. le Cardinal de Rohan, & l'autre sous celui du P. Massillon, qui les apporta le 20. Decembre (1714.) à l'Archevêché.

M. le Cardinal de Noailles n'ayant pas le tems de lire ce jour-là ces deux projets, prit deux jours pour les examiner. Celui qu'on donnoit sous le nom de M. le Cardinal de Rohan, étoit si entré & si peu convenable à être proposé par cette Eminence, qu'on ne peut croire qu'elle en eût seulement fait la lecture. On y vouloit que M. de Paris convint qu'il avoit approuvé comme bon un livre qui étoit mauvais, & rejeté comme mauvaise une Constitution qui étoit bonne; qu'il revoquât son Mandement du 25 Fevrier; qu'il adhérait aux deliberations de l'Assemblée, & qu'il qualifiât le livre comme renouvelant les erreurs de Jansenius, & en contenant plusieurs autres. Le projet du P. Massillon n'étoit gueres plus supportable; car à la sollicitation de ceux qui l'employoient, il avoit eu la foiblesse d'y mettre aussi la revocation du Mandement du 25 Fevrier.

Lorsque ce Pere retourna à l'Archevêché, M. le Cardinal lui dit, qu'il n'avoit pas eu

besoin de conseil pour decouvrir l'injustice de ces deux projets, sur tout de celui qu'on attribuoit à M. le Cardinal de Rohan. Il lui fit des reproches honnêtes de s'être chargé de pareilles pieces; & lui dit encore que le principal de cette affaire étoit le P. explicatif, & qu'avant que de commencer à l'accepter, il falloit savoir comment il seroit conçu.

Le P. Massillon touché de la justice de cette reponse, en fit un rapport à M. le Cardinal de Rohan propre à l'en persuader aussi. Il lui exposa ensuite combien M. le Cardinal de Noailles avoit été mécontent des essais de Mandement qu'il lui avoit présentés, & qu'ils avoient donné occasion à cette Eminence de lui marquer, qu'on ne cherchoit pas apparemment à fuir cette grande affaire, puisqu'on ne proposoit que des choses impossibles: qu'il y avoit longtemps qu'elle prévoyoit qu'on ne lui ouvreroit jamais pour en sortir, que la porte du deshonneur, afin de la mettre dans la nécessité, ou de se deshonorer elle-même, ou de ne rien terminer: qu'elle n'étoit pas surprise de voir jouer ce manège aux Jésuites; mais qu'elle n'avoit pas cru le devoir trouver dans M. le Cardinal de Rohan, qui disoit tous les jours qu'il vouloit lui donner des marques de sa parfaite reconnaissance.

M. le Cardinal de Rohan parut sensible à ces justes reproches. Il avoua de bonne foi que le projet de Mandement n'étoit pas de lui, mais de M. l'Evêque de Meaux. Et pour mettre le P. Massillon plus au fait de la negociation, il lui dit qu'elle se faisoit avec la participation du Roy, qui ne vouloit pas néanmoins qu'on sçût qu'il y entrât: que Madame de Maintenon & M. le Chancelier l'avoient engagé à la suivre; & que leur ayant rendu compte du projet de Mandement qu'il vouloit proposer, S. M. avoit désiré qu'il fût communiqué à M. de Meaux, dont le credit étoit fort augmenté depuis qu'il dirigeoit la conscience de Madame de Maintenon, & que c'étoit lui qui y avoit mis tout ce que M. le Cardinal de Noailles y trouvoit de plus offensant pour sa per-

ne: que le remède à tout cela étoit de regarder ce projet comme non avenu: qu'à l'égard du Bref on en proposeroit un modèle au Pape, & que M. le Cardinal de Noailles n'avoit qu'à en dresser lui-même un projet qu'en envoyeroit à Rome par un courier extraordinaire.

Le P. Massillon retourna le lendemain rendre compte de tout ce détail à l'Archevêché. Comme le parti que M. le Cardinal de Noailles avoit à prendre sur tout cela, ne laissoit pas d'être delicat, il remit le P. Massillon à quelques jours pour lui faire savoir sa reponse. Il paroissoit qu'il y avoit un égal danger pour lui de donner un projet, & de ne pas donner. Le donner, c'étoit s'exposer à la censure de ses ennemis, & prendre des engagements sans les Evêques les associés. Ne le pas donner, c'étoit s'attirer le reproche qu'il ne vouloit pas finir, & mettre ses adversaires dans le droit d'en faire un qui seroit si inauvais, qu'il seroit absolument obligé de le rejeter. Cependant comme son intention étoit de lier l'affaire à Rome, il envoya à M. le Cardinal de la Tremoille & à M. Amelot un projet de Bref avec un Memoire explicatif. Enfin il crut que puisque le Roy entroit dans la proposition qu'on lui faisoit, il devoit approfondir la chose, & que pour cela il étoit à propos que M. le Duc de Noailles y entrât, afin d'en parler à M. le Chancelier. Lors donc que le P. Massillon retourna à l'Archevêché pour recevoir la reponse de S. E. elle lui declara ce qu'elle avoit dessein de faire. Ce Pere lui temoigna une grande envie de voir M. le Duc de Noailles, & d'être chargé de l'instruire lui-même de l'état de la negociation. M. le Cardinal de Noailles y consentit, & lui donna un billet pour le voir. Ce Duc instruit par lui des intentions de son oncle, lia avec M. le Cardinal de Rohan & avec M. le Chancelier séparément une entrevue, dont on verra dans la suite quel fut le succès.

Le P. Massillon ne crut pas devoir l'attendre pour solliciter le projet d'explications. Il retourna pour cela à l'Archevêché dès le 3. de Janvier (1715.) M. le Card-

nal de Noailles lui dit qu'un tel projet n'étoit pas aisé à faire : que tout ce qui devoit y entrer, étoit tout renfermé dans son Instruction Pastorale, qui étoit trop étendue pour la lui faire voir : qu'il lui en communiqueroit seulement un précis, que M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux avoient fort approuvé ; & que, plus il le leroit, plus il remarqueroit qu'il remplissoit tous les vuides de la Constitution. Le P. Massillon sortit très-content de cette lecture ; & six jours après il rapporta à M. le Cardinal de Noailles un projet d'explications, qu'il dit n'être qu'un abrégé du précis qu'il avoit lu, & que par cette raison il l'avoit envoyé à M. le Cardinal de Rohan, comme lui ayant été dicté par M. le Cardinal de Noailles. Mais il y a lieu de croire que cet extrait du précis avoit été dressé le 6 Janvier jour des Rois à l'hôtel de Souffles, où ce Pere avoit passé l'après-dînée avec le P. Daniel. Il est certain du moins qu'il avoit été tous deux enfermés très-long-tems ce jour-là avec M. le Cardinal de Rohan, sans qu'il fut permis à personne d'entrer. M. le Cardinal de Noailles, qui avoit été averti de cette entrevue, & à qui il étoit revenu bien des discours indiscrets qui étoient échappés au négociateur, jugea qu'il feroit bien de ne le plus écouter ; il prit l'extrait qu'il lui presentoit, sans dire s'il en étoit content ou non, & sans fixer de jour pour une nouvelle conférence. C'est ainsi que finit la commission du P. Massillon, plus excellent prédicateur qu'habile négociateur.

I I.

Pendant le cours de cette négociation M. l'Evêque de Meaux rendit un jour visite à M. le Cardinal de Noailles, à Conflans. Il ouvrit la conversation par de grandes protestations de respect & d'attachement, que son Métropolitain étoit accoutumé d'entendre depuis long-tems ; & après s'être justifié sur plusieurs choses qu'il avoit apprises, dit-il, qu'on lui imputoit, il ajouta qu'il étoit vrai qu'il avoit toujours souhaité beau-

coup un Concile national pour finir cette grande affaire, mais qu'il falloit chercher quelque autre expédient qui fût plus doux & plus facile. N'en pensez-vous aucun, dit-il à M. le Cardinal de Noailles ? Tout ce que je pense, répondit-il, c'est que vous avez demandé un Concile, & que c'est une voie canonique pour finir les affaires de l'Eglise ; & comme il y a longtemps qu'on m'accuse d'être herétique, & qu'on me menace même de me déposer, je me trouverai trop heureux de voir un Concile national, où je puisse rendre compte de mes sentimens & de ma conduite, & espérer un jugement selon les règles. Je l'attends patiemment : c'est là la seule chose que je pense.

Mais, non, repliqua M. l'Evêque de Meaux, il s'agit d'autre chose. Ne vous a-t-on rien dit ? Que m'auroit-on dit, répondit M. le Cardinal, sinon que nous aurons incessamment un Concile, & que M. Amelot est parti pour le demander ; Y auroit-il quelque chose de changé ? Depuis plus de quatre mois vous proposez le Concile national, y a-t-il apparence que vous l'avez proposé, sans être sûr que le Pape l'agréât ? Comment s'imaginer que dans ces circonstances vous vouliez faire des propositions qu'il désapprouve ? Voilà l'injustice, dit le Prelat. On croit que je n'ai d'autre dessein que de sacrifier pour le Pape, & que je n'ai en tête qu'un Chapeau. Puisqu'il faut parler ici à cœur ouvert, je dirai à V. E. que toutes les lettres que j'ai reçues de Rome condamnent la proposition d'un Concile, & qu'on m'assure que par là je m'attirerai la disgrâce du Pape. N'importe, je l'ai cru nécessaire pour donner la paix à l'Eglise : c'est pour cela que je l'ai proposé. Mais je commence à reconnoître qu'il n'y en aura point : les Jésuites le craignent, & n'en veulent pas : ce sont des politiques, qui ne cherchent que leurs intérêts : ils en appréhendent les décisions, s'il est libre ; & le croient inutile, s'il ne l'est pas. Mais il ne s'agit point de cela, ne vous a-t-on rien dit ? Parlons avec ouverture. Le P. Massillon ne vous a-t-il

„pas vu , & ne vous a-t-il rien dit de la part
de M. le Cardinal de Rohan ?

Comme M. le Cardinal de Noailles vit
que le Prelat étoit au fait de cette negocia-
tion , il convint des propositions qui lui
avoient été faites ; mais il ajouta qu'il les
croyoit alors tombées , parce qu'il n'avoit
point entendu parler de ce Pere depuis plu-
sieurs jours.

On raisonna sur l'expedient proposé par
le P. Massillon , M. le Cardinal de Noail-
les ne s'en expliqua qu'avec reserve , & évi-
ta de prendre aucun engagement , en disant
qu'on avoit voulu jusques-là , lui faire ac-
croire qu'il avoit promis bien des choses à
quoi il n'avoit jamais pensé : ce qui devoit
le rendre attentif à promettre encore moins
que par le passé ; & que d'ailleurs il ne pou-
voit rien faire seul & sans ses Confreres , à
qui il s'étoit engagé de tout communiquer.

M. l'Evêque de Meaux en convint , & dit :
„que quand ceux à qui l'on avoit donné sa
„parole , seroient des diables , il la leur fau-
„droit tenir. Mais il ajouta que la longueur
des negociations l'effrayoit. Envoyez à sei-
„ze Evêques , dit-il , & attendre leur re-
„ponse , cela est bien long. Pourquoi , re-
„prit le Cardinal , ne les pas laisser venir à
„Paris , ou du moins quelques-uns d'en-
„tre'eux , & laisser approcher les autres , afin
„qu'on ait plus facilement de leurs nouvel-
„les ? La chose parut à l'Evêque difficile à
faire agréer au Roi , & il proposa de se con-
tenter de demander cette permission pour
M. l'Archevêque de Tours , qui avoit be-
soin de venir à Paris pour sa santé.

En parlant du Bref qu'on devoit , suivant
ce projet , demander au Pape , M. l'Evêque
de Meaux osa avancer , qu'il ne croyoit pas
que S. S. voulut en donner un , si S. E. ne
commençoit par recevoir son Mandement
du 25. Février 1714. C'est à quoi , repar-
tit sur le champ M. le Cardinal , il ne faut
seulement pas penser. Quoi ! dit M. de
„Meaux , vouloir que le Pape ait toute la
„confusion ? Vous voulez donc humilier le
„souverain Pontife ? Non , dit M. de Paris ,
„mais je ne veux pas humilier la verité. On
tint encore plusieurs autres propos sur ce

sujet , & on se sépara sans pouvoir s'accor-
der sur rien , & sans rien conclure.

Ce fut dans ce même temps que M. le
Duc de Noailles s'aboucha avec M. le Car-
dinal de Rohan & avec M. le Chancelier.
Les deux conférences se passèrent avec toute
sorte d'honnêteté de part & d'autre. Le Car-
dinal témoigna un grand zele pour les interêts
de M. le Cardinal de Noailles. Il dit que
sans lui le Pape l'auroit déjà excommunié :
& après diverses réflexions sur les expedients
proposés pour éteindre la division , il expli-
qua son plan , qui étoit que le Pape inserât
les explications qu'il donneroit , dans la
Bulle de convocation du Concile : il montra
à M. le Duc de Noailles un projet de cette
Bulle auquel il travailloit ; & finit par insis-
ter sur la nécessité qu'il y avoit qu'avant
toutes choses M. le Cardinal de Noailles
donnât une réponse positive sur la maniere
dont il accepteroit ces explications.

M. le Chancelier goûta les raisons que
M. le Duc de Noailles lui exposa pour trai-
ter l'affaire à Rome plutôt qu'en France , où
elle ne finiroit jamais , par la passion qui
paroissoit dans les adversaires de son oncle.
Il offrit , si M. le Cardinal de Noailles vou-
loit charger M. Amelot de quelques memoires
pour negotier auprès du Pape , de les
envoyer à ce Magistrat sans en donner con-
noissance ni à M. le Cardinal de Rohan
ni à aucun autre : que de la maniere dont il
en demanderoit la permission au Roi , il
étoit sur que S. M. garderoit de son côté le
secret : que ces Messieurs n'en sauroient rien
que quand tout seroit fini , & qu'ils seroient
les premiers à qui le Roi diroit que le Pape
étant content , il le seroit aussi. Pour suivre
cette voie ouverte par M. le Chancelier , M.
le Cardinal de Noailles envoya deux jours
après au Duc son neveu un memoire : mais
M. le Chancelier le trouva trop pressant ,
& il ne voulut point s'engager à l'envoyer à
Rome tel qu'il étoit.

I I I.

Lorsque tous ces mouvemens se faisoient ,
M. de Valincourt Secrétaire general de la

R r

marine, à la sollicitation de M. le Cardinal de Polignac fit proposer à M. l'Abbé Mengui, Chanoine de Paris & Conseiller au Parlement, une conférence sur l'état présent de l'affaire, & sur les moïens de la finir. L'un & l'autre étoient très-propres à conduire une pareille négociation. La sagacité du génie dans M. l'Abbé Mengui, le talent de la parole, une vaste connoissance des loix & du droit des Princes, la précision, la doctrine, tout concouroit à le rendre un très-excellent acteur. Le mérite de M. de Valincourt n'étoit pas moins connu, la justesse de son esprit, ses idées nobles, sa prudence consommée, son expérience dans les grands emplois, & sa capacité particulière pour concilier habilement les intérêts des Souverains. Leur première conférence se tint le vendredi 14. Decemb. chez M. de Benoît, Conseiller honoraire au Parlement. D'abord M. de Valincourt convint qu'il n'y auroit point, & qu'il ne pouvoit y avoir de Concile national, mais que les ennemis de M. le Cardinal de Noailles ne pouvant l'appuyer par les règles, emploieroient d'autres voies d'autorité pour le perdre. Il convint encore que de leur côté il n'y avoit qu'emportement, que fureur, que raison : d'où il conclut qu'il étoit de la sagesse de S. E. de sortir de cet embarras avec toute la condescendance qui seroit possible.

M. l'Abbé Mengui répondit 1.^o qu'il ne venoit point négocier sur l'affaire présente, non seulement parce qu'il ne lui convenoit point d'entrer dans une affaire de cette importance, lorsque des Cardinaux y avoient échoué ; mais encore parce qu'il étoit absolument sans pouvoir de la part de M. le Cardinal de Noailles. 2.^o Qu'il craindroit pour S. E. s'il étoit possible qu'il y eût un Concile dans lequel il pût être condamné ; mais qu'il ne craindroit rien pour lui, tant qu'on ne le menaceroit que de coups d'autorité : que la vertu d'un Evêque n'étoit jamais plus grande que dans la persécution. 3.^o Qu'il avoit que M. le Cardinal de Noailles devoit user de toute la condescendance imaginable ; mais qu'il falloit bien distinguer la condescendance d'avec la faiblesse & la lâcheté.

Ensuite il exigea trois conditions, si l'on vouloit continuer à conférer. 1.^o Que M. de Valincourt fût muni de pouvoirs : ce qui seroit assez difficile, parce que ce n'étoit point assez qu'il en eût de M. le Cardinal de Rohan, de M. l'Evêque Meaux & de M. le Chancelier ; mais qu'il lui en falloit encore du P. Tellier ; & que comme le Pape & le Roi étoient chefs de tout ceci, il croyoit qu'il devoit être aussi revêtu de ces pouvoirs supérieurs. 2.^o Que si M. de Valincourt avoit quelque proposition à lui faire, il falloit qu'elle fût toute neuve & substantiellement neuve, ne convenant pas de rebattre des propositions déjà faites & rejetées. 3.^o Qu'il falloit que ces propositions fussent par écrit, de peur qu'en les rapportant il n'y eût quelque mot essentiel de changé.

M. de Valincourt trouva les conditions justes. Il promit d'en faire son rapport à M. le Cardinal de Polignac, qui l'avoit envoyé, & qu'au plus tard le dimanche 16. Decembre on auroit de ces nouvelles.

C'est ainsi que ces deux personnes bien intentionnées & très-capables entrèrent de bonne foi dans leur négociation, qu'ils suivirent, & qu'ils s'attendoient de finir après quelques entretiens. Mais ils ne savoient pas que M. le Cardinal de Polignac étoit sans pouvoirs ; & que M. le Cardinal de Rohan n'avoit consenti à ces entretiens que pour occuper l'activer de son Confesseur. Cependant M. le Cardinal de Polignac expliqua ses vues à M. de Valincourt, qui tendoient à finir par la même voie qui avoit été proposée chez M. le Cardinal d'Étrées, c'est-à-dire par l'Instruction Pastorale où l'on ne seroit que de légers changemens. On a vu plus haut comment M. le Cardinal de Rohan & les siens y étoient opposés, & l'opposition égale qu'avoit M. le Cardinal de Noailles à abandonner aucune des clauses qu'il jugeoit nécessaires pour conserver le droit des Evêques, & marquer la relation de son acceptation aux explications contenues dans l'Instruction. M. l'Abbé Mengui, à qui M. le Cardinal de Noailles communiqua les mémoires de ce qui s'étoit passé dans

la premiere negociation qu'on avoit fait échouer à Fontainebleau, ayant reconnu que tout ce que M. de Valincourt proposoit de meilleur, n'étoit point nouveau, fut fort froid dans les derniers entretiens qu'il eut avec lui. M. de Valincourt voulut néanmoins poursuivre ce qu'il avoit commencé. Mais ayant rendu compte à M. le Chancelier de ses diligences, ce Ministre lui conseilla de ne pas aller plus loin. M. le Cardinal de Rohan déclara aussi plus d'une fois, qu'il n'avoit aucune part à cette négociation, & M. le Cardinal de Polignac même se défendit d'en avoir chargé M. de Valincourt comme d'une négociation sérieuse.

I V.

Le Mardi 18. Decembre (1714.) M. Daguesseau (alors Procureur general ; & aujourd'hui Chancelier) ayant été dîner à l'hôtel de Soubise, à l'occasion de la reception de MM. les Princes de Soubise & d'Epinoi au Parlement, M. le Cardinal de Rohan profita de cette rencontre pour lui parler de l'affaire presente ; mais le lieu ni la conjoncture n'étant pas propres pour la traiter, il se contenta de lui dire qu'il s'étoit passé bien des choses depuis qu'il ne l'avoit vu. Il ajouta que son attachement pour M. le Cardinal de Noailles l'avoit engagé à lui réserver une porte pour sortir du mauvais pas où il s'étoit jeté, & qu'il vouloit entretenir sur cela plus au long un Magistrat aussi distingué que lui. On convint que ce seroit pour le jeudi suivant.

M. l'Evêque de Meaux, qui étoit attentif à se produire de lui-même dans toutes les liaisons qu'on pouvoit former, fut le précurseur de M. le Cardinal de Rohan. Il alla dès le lendemain chez M. le Procureur general. Dans l'entretien qu'il eut avec lui, il convint entre autres choses, que les dernieres lettres de Rome étoient sans esperance d'un Concile national, & que le Pape n'en vouloit point. Mais il n'en plaignit pas moins M. le Cardinal de Noailles, dont il estimoit, disoit-il, la douceur, la piété, la modestie & les autres vertus tran-

quilles. Il dit que cette Eminence ne faisoit rien pour sortir de l'embaras où elle étoit, cette affaire tôt ou tard finiroit très mal pour elle ; que le Pape prendroit sans doute le parti de dire que la Constitution étoit acceptée par toutes les Eglises étrangères, & presque par toutes celles de France : que par conséquent le petit nombre d'Evêques qui refusoient de l'accepter, devoient être regardés comme desobéissans, & que comme tels il les sépareroit de sa communion.

M. le Cardinal de Rohan commença par prier dans les termes les plus pressants M. le Procureur general d'entrer dans cette affaire. Il lui fit valoir l'estime que tout le public faisoit de lui, la confiance que M. le Cardinal de Noailles auroit dans ses avis, le poids que le parti qu'il auroit pris, auroit sur tout le public ; qu'il n'y avoit que lui qui fût capable de concilier tous les esprits aliénés. Enfin il lui demanda ce qu'il pensoit sur toute cette affaire.

M. le Procureur general lui répondit qu'il ne pensoit rien, & qu'il ne vouloit rien penser ; qu'on avoit voulu le rendre suspect au Roy sur tout ceci ; qu'il n'en savoit pas la raison ; mais que ce seroit assez qu'il eût proposé ou approuvé quelque expedient, pour le faire échouer.

Le Cardinal repliqua fort bien sur l'injustice de ces soupçons, & il ajouta que Doremieux (celebre Avocat) étoit venu chez lui la veille, pour le conjurer d'imaginer quelque moyen pour tout accommoder : qu'il avoit répondu qu'il étoit las d'imaginer ; que cependant à force de discourir il lui étoit venu soudainement une pensée qui seroit que le Pape donnât un Bref explicatif de la Constitution ; pour être communiqué à M. le Cardinal de Noailles, & dans lequel le S. Pere rejetteroit, comme une injustice, le sentiment de ceux qui avoient prétendu que la Bulle donnoit atteinte à telle & telle vérité : Que M. le Cardinal de Noailles ayant ce Bref dans sa poche, accepteroit purement & simplement la Constitution, & ne feroit paroître ce Bref, que dans le tems qui seroit nécessaire pour observer la regle de *verifimili*

notitia de son acceptation; ce qui seroit absolument nécessaire, puisque le Pape le loueroit dans ce Bref d'avoir accepté la Bulle. Il prétendit que tout homme qui voudroit ouvrir les yeux, verroit très bien que M. le Cardinal de Noailles n'auroit accepté dans le fond que relativement à ce Bref; que s'il ne l'avoit pas eu dans sa poche, il n'auroit pas accepté; & que tout cela n'auroit été conduit de la sorte, que pour ménager l'honneur du Chef de l'Eglise, pour lequel il étoit juste d'en faire plus que pour M. le Cardinal de Noailles, qui n'étoit qu'un Evêque particulier.

M. le Cardinal de Rohan pressa fort M. le Procureur general de lui dire ce qu'il pensoit de cet expédient. Il s'en excusa long-tems: mais enfin cédant à ses instances, il lui dit que cet expédient lui paroissoit fort bizarre: qu'en le suivant on verroit finir M. le Cardinal de Noailles par en faire moins que les XL. Evêques n'en avoient fait: qu'il y avoit au moins une relation réelle entre leur acceptation & leur Instruction, qui étoient liées ensemble; mais que dans celle de M. le Cardinal de Noailles il n'y en auroit pas même l'ombre, & qu'elle seroit pure & simple.

M. le Cardinal de Rohan proposa alors un autre moyen, qui fut un très explicatif, que M. le Cardinal de Noailles recevoit avec la Constitution: qu'il ne répondoit pas que le Pape voulût le donner; mais qu'il espéroit qu'on en viendrait à bout, en se mettant tous après lui.

Le Magistrat ne desaprouva pas cette ouverture: mais il dit qu'avant que de l'approuver absolument, il falloit savoir comment ce Bref seroit conçu: qu'il n'étoit pas Theologien, & ne pouvoit parler sur cela; mais qu'il croyoit qu'avant que de le publier, il seroit nécessaire de le communiquer à M. le Cardinal de Noailles, afin qu'il vît s'il satisferoit à toutes les difficultés qu'il avoit formées sur la Bulle.

M. le Cardinal de Rohan, second en expédiens, en proposa un troisième, qu'il croyoit plus convenable au Pape, savoir qu'il donnât ses explications dans la Bulle de

convocation du Concile: que M. le Cardinal de Noailles trouvant les explications suffisantes, accepteroit la Constitution; & qu'alors la tenue du Concile deviendrait inutile.

Cela donna lieu de parler de ce Concile. Le Cardinal dit que les dernières lettres de Rome assuroient que le Pape y consentoit; qu'ils en étoient sûrs; & qu'on l'obtiendrait du Pape sans donner la moindre atteinte aux libertés de l'Eglise Gallicane. On juge bien que le Magistrat eut quelque peine à concilier ce que le Cardinal lui disoit, avec ce que M. de Meaux lui avoit dit la veille, & qu'il en dut conclure que l'un des deux ne disoit pas la vérité. Mais il laissa continuer le Cardinal, qui ajouta que le Concile seroit convoqué par le Pape & par le Roy: qu'on prétendoit qu'on les arrêteroit d'abord, en proposant la doctrine de l'Assemblée de 1682, comme contraire à l'acceptation de la dernière Assemblée: mais que cette objection ne les embarrassoit nullement: qu'outre qu'il ne s'agissoit pas de cela, c'est qu'on commenceroit, s'il étoit nécessaire, par convenir des quatre articles de 1682: À reconnoître le Pape faillible, & tout le reste; & qu'ensuite tout se réduiroit à une seule question, si dix Evêques ne devoient pas accepter comme étant douz.

M. le Procureur general dit, que s'il étoit à la place de M. le Cardinal de Noailles, il éviteroit aisément que la question fut réduite à ces termes généraux: qu'il reconnoîtroit le Concile comme ayant une autorité canonique, à laquelle il se soumettroit, après que tout y auroit été examiné & décidé dans les formes; & que l'avantage qu'il y trouveroit, c'est que plusieurs Evêques, qui apparemment ne voudroient pas se contredire, avoient déclaré qu'ils n'avoient pas accepté purement & simplement.

Il ne prendra point le parti de la soumission au Concile, repartit M. le Cardinal de Rohan. Je croi qu'il le seroit s'il étoit seul. Je connois la droiture, son amour pour l'Eglise, sa piété. Mais il y a de petites gens qui le soufflent & qui la

«détournent du parti de la soumission. On
 «dit que pour embarrasser le Concile, il
 «dira que depuis long-tems on veut rendre
 «la foi suspecte : qu'avant toutes choses il
 «desire faire sa profession de foi ; qu'elle est
 «convenue dans son projet d'Instruction ;
 «qu'il demande qu'on l'examine. On re-
 «jettera, continua-t-il, cette proposition,
 «comme entièrement étrangère au Concile.
 «On lui donnera, s'il le veut, acte que sa
 «foi est pure & orthodoxe ; qu'il ne s'agit
 «que d'accepter la Constitution ; & que s'il
 «ne veut pas se soumettre à la loi que le
 «Concile lui imposera, on procedera à la
 «déposition, & à celle des Evêques qui lui
 «sont unis. Enfin, M. le Cardinal de Rohan
 soutint qu'il n'y avoit nulle apparence de
 finir l'affaire de la Bulle par la voye de l'In-
 struction de M. le Cardinal de Noailles ;
 qu'ils étoient trop éveillés sur cela ; qu'à la
 verité les principes en étoient bons ; mais
 que cela ne s'appelloit pas accepter la Con-
 stitution, puis qu'après une heure & demi
 de lecture, où l'on a entendu les différens
 sens des 101 propositions, on ne fait s'il y
 en a une seule condamnée *in sensu obvio*.
 Il répéta en finissant, qu'il y avoit des
 subalternes qui se méloient dans cette af-
 faire ; mais que c'étoit à lui, Procureur
 general, à y entrer serieusement & à la
 finir.

Le Magistrat reçut la proposition sans la
 relever, & sans prendre de mesure pour lier
 une négociation avec M. le Cardinal de
 Noailles, qu'il se contenta d'informer de ce
 qui s'étoit passé.

Au milieu de ces agitations cette Emi-
 nence se trouvoit sans doute dans une si-
 tuation assez difficile à soutenir. Pendant
 qu'on l'attaquoit à Rome, on lui livroit
 à Paris toutes sortes d'assauts. Car on ne
 peut appeller autrement les tentatives du P.
 Massillon, celles de M. l'Evêque de Meaux,
 de M. de Valincourt, de M. le Cardinal de
 Rohan, de M. le Procureur general. Il se
 voyoit, de quelque côté qu'il se tournât,
 comme une ville assiégée & battue par dif-
 férentes attaques. Quelque sensibilité qu'on
 lui fit paroître pour les intérêts, il ne pou-

voit regarder ces diverses négociations que
 comme autant de pieges qu'on lui tendoit.
 Ainsi, malgré les propositions qu'on lui
 faisoit, il ne crut pas devoir prendre le
 change, & il se confirma dans la pensée qu'il
 avoit eue dès le commencement que qu'il
 n'y avoit rien de meilleur pour lui que de
 négocier à Rome par M. Amelot & par
 M. le Cardinal de la Tremoille ; & cepen-
 dant d'amuser les autres négociateurs pour
 ne les pas trouver sur son chemin. Trois
 raisons le déterminèrent à prendre ce parti.
 1. Contenter les Prélats les Partis, n'étoit
 pas contenter le Pape, qui seroit encore
 quelque nouvelle demande : il valoit donc
 mieux s'adresser directement à lui. 2. Nul
 accommodement à espérer de M. le Cardinal
 de Rohan, qu'il n'eût passé par les mains des
 Jésuites, & sur tout du P. Tellier, qui em-
 poisonnoit tout dans l'esprit du Roi, & lui
 inspiroit telles idées qu'il lui plaisoit. 3. La
 négociation suivie à Rome donnoit du tems
 pour peser les expédiens proposés ; & l'affaire
 étoit de nature à ne pouvoir déperir en la
 prolongeant.

V.

Le peu de succès des tentatives qu'on
 vient de rapporter, ne decouragea point les
 modérateurs de l'affaire, qui ne la perdoient
 pas de vue, & qui ne vouloient pas la laisser
 en France sans action, dans la crainte que
 leur autorité ne vint peu à peu à s'évanouir.
 Ils jetterent donc les yeux sur un nouveau
 négociateur. Ils crurent avec raison que M.
 le Président de Maisons seroit plus propre
 qu'un autre à bien conduire cette entreprise.
 Il étoit ami de M. le Cardinal de Rohan &
 M. l'Evêque de Meaux, & assez bien avec
 M. le Cardinal de Noailles. Il savoit les ma-
 ximes du Royaume, & il n'ignoroit pas en-
 tièrement les matières de Theologie, puis-
 qu'il avoit été reçu Bachelier de Sorbonne
 dans le tems qu'on le destinoit à l'état Ecce-
 siastique.

Dans les entretiens que ce Président eut
 avec MM. de Rohan & de Bissi pour se
 mettre au fait de la situation présente de
 l'affaire, l'expédient qui fut le plus de son-

goût, fut celui des explications. Mais avant que d'entrer dans la manière de les faire, il voulut voir le P. Tellier, comme celui qui étoit le premier mobile de cette grande affaire, comptant bien que ce seroit inutilement qu'il travailleroit, s'il ne le faisoit pas de concert avec lui. D'ailleurs M. l'Evêque de Meaux avoit été le premier à l'engager à cette visite, il la fit le Dimanche 10. Janvier. (1715.)

A peine eut-il exposé le sujet de sa visite, & la vue qu'il avoit de travailler à finir l'affaire de la Bulle, que le P. Tellier prenant à peu près le même ton qu'il avoit pris en pareil cas avec M. l'ancien Evêque de Troyes, lui dit, que c'étoit une discussion dont il ne se méloit point, qu'il n'y prenoit point d'autre intérêt que celui que tous les fideles y devoient prendre, & qu'il le prioit de ne l'y point faire entrer. Quelque chose que put faire le President, le Jésuite insista toujours pour ne rien écouter & ne rien dire. Enfin, par condescendance pour le Magistrat, il voulut bien en entendre parler historiquement, & se prêter à une manière de conversation.

Alors le President lui dit, qu'il ne voyoit que deux voyes pour finir, ou que le Pape donnât des explications, ou qu'on permit aux Evêques d'en donner de relatives à leur acception. Après qu'il eût étendu ces deux expédiens, le Pere lui demanda froidement & d'un ton grave : *Si l'on veut, Monsieur, que le Pape donne des explications, qui est-ce qui lui fera son thème, & qui est-ce qui le corrigera ?* Comme le President ne répondit rien à cette question, il continua à dire qu'il ne lui paroïsoit guères convenir qu'on envoyât de France des projets d'explications au Pape : que si on y marquoit, comme on le proposoit, que S. S. n'avoit point prétendu donner par sa Bulle atteinte à la doctrine de Saint Augustin & de Saint Thomas, c'étoit mettre dans l'Eglise une nouvelle source de division, puisque les Jésuites, de même que les Religieux de S. Dominique, prétendoient être les disciples de ces deux saints Docteurs ; & donner en même tems de nouvelles forces aux Janse-

nistes, qui se vantoient aussi de les avoir pour maîtres. Il ne rejetta pas avec moins de vivacité les explications relatives des Evêques. Il dit qu'accepter les décisions de l'Eglise relativement à des explications particulières, c'étoit rendre nul tout ce que l'Eglise décideroit : qu'il n'y avoit point d'Evêque Lutherien qui ne reçût les décisions du Concile de Trente, si on lui permettoit de les expliquer à sa manière ; à quoi il ajouta beaucoup d'autres choses qu'on supprime, parce qu'elles ne sont qu'une répétition fidèle de ce qu'on lit dans le *Catechisme ou Ecrit theologique par demandes & par réponses*, (dont il est parlé à la fin du §. 15.

M. le President de Maisons voyant ce Pere opposé à ces deux moyens, lui demanda comment donc il croyoit qu'on pût terminer cette grande affaire ? Il ne hésita point à répondre qu'il n'y avoit qu'un seul moyen, savoir que M. le Cardinal de Noailles & les Evêques se y adhérents souscrivissent aux deliberations de l'Assemblée. Le President lui fit voir que cet expédient n'étoit pas à proposer : qu'il faudroit donc en venir à un Concile national ; que ce Concile pourroit avoir de grands inconveniens pour l'Eglise & pour l'Etat ; qu'on ne savoit pas quel seroit le sentiment des Evêques ; que plusieurs pourroient se réunir à ceux qui n'avoient pas accepté, si l'on exigeoit d'eux une acception pure & simple. Tous les inconveniens du Concile n'étonnerent point le Pere Confesseur. Il répondit seulement que ce seroit l'affaire des Evêques ; qu'ils étoient prudents & sages, & qu'il falloit espérer qu'étant assemblés ils prendroient le parti le plus raisonnable.

Le President ne gagnant rien sur ce Pere, il lui représenta que la Société jouoit gros jeu dans tout ceci : qu'il pourroit venir un tems où ils n'auroient pas la protection qu'ils avoient actuellement ; qu'alors tout seroit à craindre pour eux. A la vue de l'orage dont on menaçoit la Société, le Jésuite demeura ferme sans s'émouvoir : il dit que plusieurs d'entr'eux allant chercher la mort en Angleterre & dans d'autres pays

bien plus éloignés, ils devoient être prêts à la souffrir dans leur patrie, si c'étoit l'ordre de Dieu.

Le Président comprit par ce dernier trait, qu'il ne falloit pas attendre qu'un tel homme se prêtât jamais à aucun accommodement. Il alla rendre compte de sa visite à M. l'Evêque de Meaux; & il le trouva si bien disposé pour s'accommoder, & prêt à tout faire pour y réussir, qu'il consentit à ne se point démettre de sa commission, & à voir M. le Cardinal de Rohan, pour lui proposer de faire venir à Paris ou aux environs M. l'Archevêque de Tours, & M. l'Evêque de Mirepoix, afin que l'on dressât avec eux un plan d'explications, puisque M. le Cardinal de Noailles ne vouloit rien faire seul.

M. le Président de Maisons prit le parti d'aller à Versailles dès lendemain 28. Janvier (1715.) pour y voir M. le Cardinal de Rohan. La proposition qu'il lui fit, fut trouvée très-difficile à exécuter. On convint qu'il seroit mal aisé d'engager le Roi à permettre à l'Evêque de Mirepoix de venir même à Tours conférer avec l'Archevêque, parce que S. M. se feroit plus piquée contre ce Prelat que contre tout autre, à cause de son projet de Mandement qui traitoit si mal l'Assemblée, & qu'on avoit imprimé sans qu'il l'eût désavoué. On avoit dit d'ailleurs au Roi que cet Evêque alloit souvent à Toulouse, qu'il y passoit plusieurs jours, & que dans ces voyages il voioit un nombre de dévotés qui lui étoient attachés, & qu'il animoit contre la Constitution. Cette conduite avoit fort déplu à S. M. qui lui avoit fait défendre d'aller si fréquemment à Toulouse, & d'y rester plus de trois jours. Cependant M. le Cardinal de Rohan promit de travailler à surmonter cette difficulté, & à applanir les voies de l'accommodement.

Le Président qui négocioit avec chaleur & avec de bonnes intentions, fut encore à Versailles le Dimanche suivant. Il y trouva M. le Cardinal de Rohan dans un empressement extrême de tout finir à l'amiable. Cette Eminence l'exhorta à prendre sa négociation à cœur, & l'assura que ses démarches

étoient agréables au Roi: qu'il l'en avoit informé; & que même il avoit dans son bureau une lettre de Madame de Maintenon, où elle lui marquoit qu'une affaire de cette importance ne pouvoit être en de meilleures mains que celles d'un si grand Magistrat. Qu'au reste, s'il pressoit si fort un accommodement, ce n'étoit pas qu'ils n'eussent bien des moïens pour réduire les non-acceptans, mais que son attachement & son respect pour M. le Cardinal de Noailles lui faisoient chercher toutes les voies de douceur; & qu'il sentoît bien qu'au fond il ne lui convenoit pas d'être à la tête de ceux qui vouloient persécuter ce Cardinal, & plusieurs autres Evêques avec lui. A ce discours le Président répondit avec franchise, qu'il ne le persuaderoit pas qu'ils eussent des voies pour réduire le Cardinal de Noailles: qu'il connoissoit la disposition où tout Paris étoit à son égard & à l'égard de ses adversaires; & que pour lui, lorsqu'il donnoit son entrevue à cet accommodement, quoiqu'il le fit bien volontiers pour les deux Cardinaux qu'il estimoit, il le faisoit principalement pour les intérêts du Cardinal de Rohan, & pour ses plaisirs, qui seroient fort dérangés, si les choses venoient à s'aigrir, & qu'elles fussent poussées jusqu'à un certain point.

On entra ensuite dans l'examen des propositions qui seroient à faire à M. le Cardinal de Noailles: & on convint qu'il falloit que cette Eminence proposât les explications que le Pape auroit à donner: qu'on communiqueroit ce projet à M. le Cardinal de Rohan; & que lorsqu'il auroit été agréé par toutes les parties intéressées, on l'enverroit à M. Ancelot au nom des Evêques de France: qu'il falloit que M. le Cardinal de Noailles y joignît un modèle de Mandement pour accepter la Constitution: que si après qu'il l'auroit publiée avec le Bref explicatif, il vouloit faire un Mandement doctrinal, qu'il en auroit toute la liberté, & qu'on n'exigeroit point qu'il le communiquât avant que de le publier; & que l'on prieroit le Pape de ne rien dire dans la préface de son Bref qui fût injurieux aux Evêques non-acceptans.

Le Cardinal ajouta qu'on auroit besoin de quelque Theologien qui fût comme le courrier de la negociation , & qui portât les paroles de part & d'autre. Il assura le President que qui que ce fût que choisit M. le Cardinal de Noailles, il auroit un saufconduit, fût-ce un *Arche-Janseniste*. Il dit encore qu'il ne falloit pas que M. le Cardinal de Noailles parlât d'avantage de communiquer ses projets aux Evêques absens ses associés : que le Roi regardoit cette union d'Evêques comme une cabale , & que ces communications ne faisoient que l'irriter d'avantage ; & que s'il vouloit leur communiquer quelque chose, il n'avoit qu'à le faire sans en parler , & dans le tems même qu'on négocieroit.

M. le President de Maisons rendit compte de cet entretien à M. l'Abbé Mengui, qui lui dit qu'apparemment les nouvelles de Rome n'étoient pas bien favorables aux intentions de la Cour , puisqu'en France on se radoucissoit si fort : en quoi, sans le savoir , il rencontroit très-juste , (comme on le verra dans la suite.) Lorsqu'on parla du Theologien sur qui on jetteroit la vue pour porter les paroles des uns aux autres , le President proposa le P. de la Rue , qui s'élevoit par tout , dit-il , contre la conduite du P. Tellier. Mais M. l'Abbé Mengui n'eut pas de peine à lui faire sentir le ridicule d'un mediateur revêtu d'une robe de Jesuite , quelque talent , & quelque sentiment qu'il pût avoir dans son particulier ; & que le Cardinal paroîtroit avoir cherché leur protection. On convint qu'on en chercheroit un autre , & que le President verroit aussi M. l'Evêque de Meaux.

Comme ce Prelat lui parut encore plus porté à la paix que M. le Cardinal de Rohan , il vint voir le 21. Fevrier M. le Cardinal de Noailles pour conférer avec lui sur toutes ces dispositions. Le resultat de leur entretien fut 1. Que les Evêques proposeroient au Pape leurs difficultés , sur lesquelles il donneroit ses éclaircissemens dans une forme convenable à S. S. sans être injurieuse aux Evêques. 2. Que les Evêques accepteroient la Constitution , sans explica-

tions ni modifications , avec le Bref du Pape. 3. Que pour cela M. le Cardinal de Noailles donneroit à M. le Cardinal de Rohan & à M. l'Evêque de Meaux ses objections , qui leur seroient portées par un Theologien qu'il choisiroit , & qu'il donneroit ce memoire de difficultés le mardi suivant, 16. Fevrier.

M. l'Abbé Tiberge , l'un des Directeurs du Seminaire des Missions étrangères , fut le Theologien qui fut choisi pour porter les paroles respectives des deux Cardinaux. Cet Abbé n'accepta qu'avec peine une commission si hazardeuse. Il souhaita que Madame de Mainenon fût informée de ce qu'on l'engageoit d'entreprendre. M. l'Evêque de Meaux se chargea de lui rendre compte de ses craintes ; & elle écrivit à cet Abbé , que MM. de Rohan & de Bissi étoient bien éloignés de lui tendre un piege , qu'ils avoient toujours désiré que l'affaire se terminât à la satisfaction de M. le Cardinal de Noailles , & qu'elle en particulier seroit ravie de voir cette Eminence en état de se rapprocher du Roi. Mais dans ce tems-là même M. l'Evêque de Meaux ne laissa que trop entrevoir qu'en lui ces sentimens n'étoient pas bien sinceres. Car le jour qu'il devoit prendre solennellement possession de son Abbaie de S. Germain des prez , qui étoit le mercredi 6. de Mars , il alla le matin rendre visite à M. le Cardinal de Noailles pour lui annoncer cette nouvelle. Il voulut d'abord s'excuser de ce que ses Bulles n'avoient pas été adressées à l'Official de Paris , & il en rejeta la faute sur les Officiers du Pape ; & étant ensuite tombé sur la commission de M. l'Abbé Tiberge , il dit qu'on auroit bien de la peine à persuader au Pape de donner des explications , & de ne pas faire des objurcations aux Evêques non-acceptans : discours qui marquoit assez qu'il n'avoit pas plus d'envie que cette dernière negociation réussît que toutes les autres ; ce qui déplut fort à M. le Cardinal de Noailles.

Le jour suivant M. l'Abbé Tiberge alla à l'Archevêché pour y prendre ses ordres sur la conference qui avoit été indiquée pour le lendemain. M. le Cardinal de Noailles lui

lui recommanda sur toutes choses de faire écrire d'abord, & de bien établir les cinq articles qui étoient déjà arrêtés. 1. Que M. le Cardinal de Rohan & M. l'Evêque de Meaux feroient tous leurs efforts pour engager le Pape à donner des explications. 2. Que ces explications seroient suffisantes. 3. Que M. le Cardinal de Noailles ne recevrait la Constitution qu'avec le Bref qui contiendrait ces explications. 4. Qu'il n'y auroit dans ce Bref ni oburgations ni injures contre les Evêques non-acceptans. 5. Que M. le Cardinal de Noailles auroit la liberté de faire tel Mandement qu'il jugeroit à propos pour instruire les fideles de son diocèse sur tous les points contestés.

Cet Abbé se rendit le lendemain 8. Mars à l'hôtel de Soubise. La premiere chose qu'il fit à l'ouverture de la séance, fut de proposer les cinq articles. Ces Messieurs demanderent d'abord qu'on vint à la tête, qu'ils n'étoient proposés que *sous le bon-plaisir du Roi*. Après quelques contestations sur les termes dans lesquels ils seroient exprimés, on en convint enfin, mais on ne signa & on n'arrêta rien; M. le Cardinal de Rohan aiant dit qu'il en vouloit parler auparavant au Roi. Au reste, il avoua dans cette conference que la Constitution n'étoit pas un fort bon ouvrage, & que s'il avoit été chargé de la faire, il ne l'auroit pas faite ainsi; mais il ajouta qu'elle étoit envoyée par le Chef de l'Eglise, & que le respect qu'on lui devoit, obligeoit à la recevoir telle qu'elle étoit.

Ce n'étoit pas seulement au Roi que M. le Cardinal de Rohan vouloit communiquer les articles proposés; il vouloit aussi les soumettre au jugement du P. Tellier: ce qui étoit vouloir les faire échouer, par l'effet incomprehensible que les conseils de ce Pere manquoient jamais de produire sur son esprit. Car on avoit toujours remarqué avec surprise que ce Cardinal, que les lumieres de sa raison rappelloient naturellement à la justice, s'en éloignoit aussitôt qu'il avoit conféré avec ce Jésuite, qui lui fascinoit les yeux, & savoit reduire un homme si distingué par ses titres & par sa

naissance, à devenir l'instrument de ses passions.

En effet, ces Messieurs voiant qu'ils étoient parvenus à ce qu'ils desiroient, qui étoit d'entrer dans la negociation de Rome, commencerent à user de moins de menagemens: ils tinrent encore un langage plus ferme, lorsqu'ils eurent appris que M. Amelot avoit accepté pour mediateur le Cardinal Fabroni, promoteur de la Constitution, ennemi personnel de M. le Cardinal de Noailles, aussi lié aux Jésuites que s'il en eût porté l'habit, & que tout l'aris regardoit comme un autre P. Tellier, qui faisoit à Rome auprès du Pape ce que celui-ci faisoit en France auprès du Roi. Dès-lors la negociation de M. l'Abbé Tiberge devint de jour en jour plus indifferente, & elle fut à la fin étouffée par les vues differentes que donnerent les divers incidens de celle de M. Amelot.

§. XXXIX.

Particularités de ce qui se passa à Rome & en France par rapport à la negociation de M. Amelot jusqu'au mois de Juillet 1715. Predicateurs celebres de Paris emprisonnés ou exilés avec éclat. M. de Bissi fait Cardinal. Ecriis sur le dessein d'assembler un Concile national.

Pour reprendre la relation de cette derniere negociation, nous avons dit que ce Magistrat arriva à Rome le 4. de Janvier (1715.) Dès le samedi 12. il eut audience du Pape. M. le Cardinal de la Tremoille ne jugea pas à propos de s'y trouver, pour laisser ce Ministre seul avec S. S. Quoique l'audience fut un tête-à-tête, M. Amelot ne laissa pas de l'ouvrir par une belle harangue, où il exposa noblement au Pape le sujet & l'importance de sa commission, & fit sentir les égards que S. S. devoit avoir pour les usages & les libertés de l'Eglise Gallicane. Après des complimens reciproques, M. Amelot demanda au Pape de traiter immediatement avec S. S. Mais le Pape s'en excusa sur les autres affaires dont il étoit

accablé, qui ne lui permettoient pas de donner toute l'application qu'elle méritoit, & l'obligeoient de nommer quelqu'un pour conférer avec lui. Il ajouta que cela n'empêcheroit point qu'ils ne se vissent souvent, & ne traitassent ensemble: que pour cet effet il pourroit venir une fois chaque semaine, & même plus, s'il étoit besoin. Il finit par lui recommander d'agir de concert avec M. le Cardinal de la Tremoille; dont il lui fit de grands éloges.

Deux jours après, M. le Cardinal de la Tremoille prévoyant que le Cardinal Paulucci, avec lequel il devoit se trouver à la Congregation de la *Propagande*, pourroit lui proposer quelqu'un de la part du Pape, & lui nommer Fabroni, consulta avec M. Amelot, s'ils devoient recuser ou accepter ce Cardinal. Après avoir bien balancé les raisons pour & contre, ils conclurent unanimement à l'accepter, s'il étoit proposé par S. S. La principale raison qui les déterminait à ce parti, fut que quand même on ne traiteroit pas avec lui, il auroit la même part à la négociation, parce que le Pape ne feroit rien sans le consulter; & qu'aigri par le refus qu'on auroit fait de lui, il s'attacheroit à traverser en secret tout ce qu'on proposeroit; au lieu qu'étant las de cette affaire, & sachant qu'on l'accusoit à Rome & en France d'être l'auteur de tout le trouble, il pourroit embrasser l'occasion qu'on lui présenteroit d'effacer les impressions odieuses qu'on avoit de lui.

Fabroni fut choisi par le Pape, comme l'avoit prévu M. le Cardinal de la Tremoille, qui le joignit aussitôt pour lui en faire compliment. Il allegua quantité de raisons pour ne point accepter cet emploi; il se rendit à la fin: & dès ce moment les deux Cardinaux arrêterent ensemble qu'on traiteroit par écrit, c'est-à-dire que de part & d'autre on écrirait tous les points dont on conviendrait. Cet article préliminaire fut encore confirmé dans la visite que M. Amelot rendit ce soir-là même à Fabroni. Ce Cardinal fit dire de son côté au Pape, aussitôt qu'il eut accepté ce ministère, qu'il ne s'en chargeoit qu'à condition que S. S. n'écou-

teroit que M. Amelot & lui, & que nominément elle n'entendrait sur cela ni le P. d'Aubenton, ni le P. Timothée.

Cet heureux début flatta les Ministres de France, qui commencèrent à concerter ensemble la manière dont ils conduiroient leur négociation. Sur la connoissance que M. le Cardinal de la Tremoille avoit de l'éloignement de la Cour de Rome pour le Concile national, il crut que M. Amelot, pour se conformer à ses instructions, & pour amener plus aisément le Pape à son but, qui étoit de le déterminer à donner de solides explications, devoit appuyer fortement sur la demande du Concile. Nous avons vu plus haut que dès le 17. Decembre M. le Cardinal de Noailles en avoit envoyé un projet à M. de la Tremoille, avec un Mémoire qui en faisoit voir la nécessité. Ce Cardinal avoit communiqué l'un & l'autre à M. Amelot. Ces deux Ministres en étoient très-satisfaits; & c'étoit sur ce plan qu'ils se proposoient de travailler. Ils esperoient que le Pape, pour se débarrasser du Concile, ou donneroit lui-même les éclaircissements nécessaires, ou approuveroit ceux de M. le Cardinal de Noailles. Ceux qui le voioient de plus près, lui trouvoient de grandes dispositions à entrer dans ce temperamment. Il n'ignoroit pas le scandale que la Constitution faisoit chez les Hérétiques & dans l'esprit de plusieurs Catholiques fervents qui n'étoient nullement Jansenistes. La proposition qui lui faisoit le plus de peine, c'étoit la 48. *Que pouvons-nous dire autre chose que tenebres, qu'également & que p.ché, sans la lumière de la foi, sans J.C. sans la charité?* Il étoit touché des voies violentes dont on avoit usé en France à l'égard des Evêques qui n'avoient pas reçu la Constitution, parce que cela soulevoit les peuples contre le respect dû au S. Siege; il auroit voulu qu'on leur eût laissé la liberté de la recevoir de quelque manière que ce fût, même avec des explications relatives. On apprit même positivement par le Seigneur Aldobrandi, qu'il n'y auroit point de Concile, que le Pape avoit fait connoître qu'il n'en vouloit point, ni qu'on déposât ou qu'on punît aucun Evê-

que ; mais qu'il souhaitoit tout finir par les voies de douceur. Enfin S. S. avoit donné elle-même à M. Amelot lieu de croire que la voie de douceur qu'elle prendroit, seroit celle des éclaircissements, lorsqu'elle lui dit dans sa première audience, que si on le vouloit en France ce seroit une affaire à terminer en quinze jours.

Voilà quelles furent les premières nouvelles qui vinrent en France touchant la négociation de M. Amelot ; & ce fut l'espérance qu'elles donnoient que le Pape écouterait les expédiens que ce Ministre lui fournirait pour pacifier ce différend à l'honneur du S. Siège, & sans user de violence, qui rendit au commencement les négociateurs de France si traitables & si faciles. Cependant le Pape fit d'abord semblant de consentir au Concile. Il nomma même le Seigneur Allemanui pour Auditeur de la Légation. Mais ceux qui suivoient cette affaire, ne prirent point sur cela le change, & ils démêlerent fort bien que ni le Pape, ni Fabroni, ni M. Amelot, n'en vouloient point, & qu'ils tendoient tous à trouver d'autres moyens de se concilier.

Les choses ne demeurèrent en cet état que jusqu'à la fin du mois de Janvier, ou vers le milieu de Février. On vit dès-lors disparoître tout à coup les dispositions que la Cour de Rome avoit marquées pour la paix ; & on n'en peut apporter d'autre raison, sinon que les modérateurs de l'affaire en France lui firent sans doute de nouvelles instances de tenir bon, en l'assurant qu'ils feroient bien-tôt changer les résolutions de celle de France. Les lettres de Rome arrivées à Paris le 3. de Mars portoient, que dans deux conférences que M. Amelot avoit eues avec le Cardinal Fabroni, les difficultés paroissoient plutôt croître que diminuer ; & quelques jours après il arriva deux courriers extraordinaires à un jour l'un de l'autre. Ils apportèrent deux Brefs ; l'un, qu'on appella de rigueur ; & l'autre de douceur. Le Pape proposoit au Roi dans le premier, de citer M. le Cardinal de Noailles à Rome, & de le priver de sa dignité ; & afin que cette citation ne tirât pas à conséquence

pour les maximes du Royaume, il exigeoit que S. M. commençât par dénaturiser cette Eminence. La proposition étoit si extraordinaire, que le P. Tellier même la trouva absurde. Dans le second Bref qui étoit adressé à M. le Cardinal de Noailles, le Pape après l'avoir exhorté tendrement à publier sa Constitution, déclaroit que les sens pernicieux qu'on lui attribuoit, étoient entièrement contraires à sa propre pensée & à l'esprit de la Bulle ; & il trouvoit bon que ce Cardinal mit ce Bref à la tête d'une instruction qu'il donneroit en acceptant la Bulle.

M. le Chancelier eut une entrevue avec M. le Cardinal de Noailles sur ce dernier Bref, qu'il lui laissa, en le priant de le lui renvoyer dans quatre jours avec sa réponse. Mais M. le Cardinal le renvoya dès le lendemain 15. Mars avec la lettre suivante.

„ Il ne me faut pas, Monsieur, plus de tems pour vous répondre sur la pièce que vous me communiquâtes hier, & pour vous la renvoyer. J'ai fait ce que j'ai pu pour ne la pas trouver telle que je la sentis d'abord ; mais plus je la lis, & plus je me persuade qu'il n'y a rien de mieux à faire que de la supprimer. L'obéissance aveugle, la soumission pure & simple, la dégradation de l'Épiscopat y sont nettement établies. On n'y a épargné ni les menaces, ni les objurgations. Je suis un enfant prodigue qu'on veut bien recevoir, un criminel à qui l'on offre le pardon, pourvu qu'il se reconnoisse. Si j'en conviens, il ne doit plus être question pour moi de publier la Bulle, mais de faire amende honorable à toute l'Église, de quitter ma place, dont je me serai rendu indigne, & d'aller dans la retraite faire pénitence. Je puis l'avoir mérité pour autre chose ; mais le témoignage de ma conscience m'assure que dans l'affaire présente je n'ai rien fait que ce que je devois à la pureté de la foi, aux droits de l'Épiscopat, au service du Roi, & aux maximes de l'État. Si c'est un crime à Rome, il ne le doit pas être pour vous, Monsieur, puisque votre char-

«ge vous établit le défenseur de nos libertés
«& des droits de la Couronne. Je ne puis
«douter que vous ne sentiez l'obligation que
«vous avez de les défendre. Je me flatte aussi
«toujours de vos bontés. Je vous en deman-
«de la continuation &c.

Le refus de ce Bref fit rompre à M. le Cardinal de Rohan & à M. de Meaux les négociations qu'ils avoient entretenues jusques-là avec M. l'Abbé Tiberge, quoique sur la fin d'une manière fort languissante. Ils dirent à cet Abbé, que cette dernière démarche de M. le Cardinal de Noailles rendoit tout accommodement impraticable, & que sans doute le Pape ne penseroit plus qu'à proceder contre lui par la voye des monitions canoniques. En effet, on apprit par les lettres qu'on reçut le 30 Mars, qu'on traitoit à Rome de la manière de lui faire son procès; sur quoi le Cardinal Fabroni & M. Amelot ne s'accordoient point. Le premier vouloit qu'on se servît de la voye des Commissaires & des citations à Rome; & le second demandoit qu'on convoquât le Concile national.

L'animosité s'augmentant de jour en jour, on en voulut donner des marques publiques, en pouissant avec éclat quelques-uns de ceux qui passaient pour être le plus opposés à la Constitution, & qu'on savoit être chers à M. le Cardinal de Noailles. Le P. d'Albizzi, celebre Jacobin, qui prêchoit le Carême à S. Benoît, fut arrêté le Mardi de la semaine de la Passion à l'entrée de l'Eglise, afin que tout son auditoire qui l'entendoit, fût instruit de cet événement; & il fut conduit à la Bastille. Les deux plus fameux predicateurs des Feuillants, Dom Jérôme âgé de 77 ans, & qui prêchoit depuis plus de 40 ans à Paris avec un applaudissement universel, & Dom Turquois furent exilés le même jour, un à Poitiers, & l'autre à l'Abbaye de Belle-fontaine au Diocèse d'Angers. On inquieta encore vers le même tems plusieurs personnes de merite, dont nous parlerons dans l'article suivant.

Un traitement si peu attendu fait à des Religieux de reputation & d'une piété connue, à qui on ne pouvoit faire d'autre se-

proche que d'être constamment attachés à la doctrine & à la morale exacte qu'ils avoient toujours prêchée, donna occasion à divers bruits qui se repandirent, qu'on n'auroit pas plus de ménagement pour M. le Cardinal de Noailles. Les uns prétendoient qu'il devoit être incessamment enlevé, que les premières nouvelles de Rome porteroient un *veniat* ou citation à Rome, qui seroit autorisée par le Roi; & que s'il refusoit d'y obéir, il seroit conduit sous bonne garde jusques sur les terres du Pape. D'autres assuroient qu'il y auroit un Bref d'excommunication, & qu'ensuite on procederoit à la *decardinalisation* & à sa déposition, qu'on lui ôteroit le Cordon-bleu, qu'on feroit tous les papiers & qu'on l'enfermeroit à Pierre-encise. Tous ces bruits, qui n'étoient pas sans vraisemblance, ne donnoient pas peu d'inquietude aux personnes qui étoient attachées à ce Cardinal; & quoiqu'elles n'ajoutassent foi à aucun en particulier, elles craignoient en general qu'on ne se portât à la fin à quelque extrémité contre lui; & plusieurs le presserent de prendre des mesures pour mettre sinon sa personne, du moins son Eglise à couvert contre les violences qu'on ne manqueroit pas d'y exercer, lorsqu'il en seroit absent par l'exil ou par la prison. M. le Cardinal de Noailles, seul tranquille au milieu des maux dont on le menaçoit, ne changea point de conduite, & ne parut nullement allarmé de ce qui effrayoit tous les autres.

Les nouvelles qu'on avoit annoncé devoir venir de Rome, ne tarderent pas longtemps. M. le Nonce reçut le jour de Pâques, * un courrier qui lui apporta un Bref pour M. le Cardinal de Noailles, par lequel le Pape lui ordonnoit de recevoir la Constitution dans quinze jours, en lui marquant qu'un si long retardement à l'accepter de sa part, & à l'y contraindre de la part de S. S. étoient un scandale dans l'Eglise, qui ne pouvoit plus se souffrir. Le Pape lui déclaroit ensuite, que s'il n'obéissoit pas à cet ordre, après trois monitions qui lui seraient faites de cinq jours en cinq jours, S. S. le priveroit de la dignité de Cardinal, & qu'elle

23-A772

1724

agiroit contre lui dans toute la rigueur des voyes canoniques. Ce Bref foudroyant étoit accompagné d'un billet écrit au Roy de la propre main du Pape, pour le prier d'agréer que son Nonce remit ce Bref au Cardinal de Noailles, & que S. M. le laissât agir.

Le Mardi suivant M. le Nonce se presenta à l'audience du Roy. S. M. qui avoit goûté un nouveau projet d'accommodement dont nous parlerons tout à l'heure, le reçut fort froidement, & tejeta le Bref, en lui disant que la matiere étoit importante & méritoit une grande attention.

Le projet d'accommodement, qui avoit plu au Roi, avoit été suggeré par M. Philopal, aujourd'hui Supérieur du Séminaire des Bons-Enfants à Paris, & alors Procureur general de la Congregation de la Mission à Rome. Son habileté dans les affaires, & sa droiture lui avoient attiré la confiance de M. le Cardinal de la Tremoille; & les relations mediatres ou immediates que son emploi lui donnoit avec plusieurs autres Cardinaux & avec le Pape même, le rendoient très-propre à rendre des services utiles dans l'affaire importante de la Constitution. Il s'étoit ainsi mêlé dans la negociation de M. Amelot. Comme il n'y étoit entré que dans le dessein de faire réussir les vues que M. le Cardinal de Noailles & M. Amelot même, avoient de rendre la paix à l'Eglise par l'éclaircissement de la verité, il devint bientôt suspect à ceux qui avoient des vues toutes contraires. Ils voulurent le faire passer pour un brouillon & un émissaire secret des ennemis de la Constitution, qui traversoit par ses intrigues les sages mesures que le Roy prenoit pour en procurer l'acceptation uniforme & universelle. S. M. en parla au Curé de Versailles * qui commença à détruire ces faux soupçons, & le General de la Congregation acheva de le justifier auprès de Madame de Maintenon par des lettres qu'il lui fit voir du P. d'Aubenton même, qui parloit de lui très-avantageusement. Ce Mis-

* La Cure de Versailles est unie à la Congregation de la Mission.

sionnaire ayant eu ainsi la liberté de continuer à s'entremettre dans la negociation, avoit dressé un Memoire, où il donnoit le plan d'une acceptation qui n'avoit rien de contraire aux principes de M. le Cardinal de Noailles, & dont néanmoins Rome se contenteroit : les Romains ne demandant point d'attribution des erreurs au livre ni à l'auteur, & n'exigeant même que l'acceptation precedât l'instruction, que parce qu'on l'avoit exigé en France; sans qu'on cela leur autoit paru indifférent, parce qu'il n'y avoit point, disoient-ils, de raison de distinguer dans un même acte ce qui est devant & ce qui est après : *In eodem actu non datur prius ac posterius.*

C'est ce Memoire qui avoit été envoyé au Roy dès le mois de Mars, & S. M. avoit si fort goûté l'expedient qu'on y proposoit, qu'elle paroissoit résolue, s'il venoit encore à manquer, de n'entendre plus à aucun autre qu'à celui du Concile national, qu'elle convoqueroit de son autorité. C'est la principale raison qui lui fit rejeter si séchement le Bref qui lui fut présenté la dernière fête de Pâques.

Le lendemain de l'audience de M. le Nonce, M. le Cardinal de Noailles eut une conférence avec M. le Chancelier. Il lui représenta qu'on n'avoit point fini au mois d'Octobre, parce qu'on avoit voulu des attributions au livre; qu'on avoit tout rompu sur cet article; qu'on s'étoit servi de ce pretexte pour le noircir dans l'esprit du Roy; que cependant Rome n'exigeoit point cela, & qu'elle ne s'étoit montrée difficile sur le reste, que parce qu'on l'avoit été en France, & qu'on y relevoit des choses qu'elle n'auroit point aperçues. M. le Chancelier le pressa de dresser encore un projet, où il mit au moins son acceptation avant l'instruction. M. le Cardinal consentit à en faire un où il n'y auroit rien qu'on pût rejeter, si on avoit véritablement envie de finir; & il promit de le lui envoyer pour y faire les observations. Il s'attacha à y suivre, autant qu'il put, le Memoire envoyé par M. Philopal, qui étoit approuvé par la Cour.

Il y avoit lieu d'espérer qu'à cause de cette

conformité le projet seroit également approuvé. M. le Cardinal de Rohan le crut lui-même : car on sçut qu'il dit à un Seigneur de la Cour de ses amis, que l'affaire étoit prête à se terminer ; & que sur cette nouvelle ce Seigneur le traita de dupe & d'homme qui n'entendoit pas ses intérêts. Ce reproche étoit fondé sur l'idée qu'on avoit donnée à ce Cardinal, & dont ses amis étoient aussi prevenus, que c'étoit par la conciliation sur la Bulle qu'il faisoit pleuvoir toutes les grâces sur sa maison, qu'il obtenoit du Roy tout ce qu'il desiroit & pour lui & pour les siens, & qu'aussi-tôt que ces divisions seroient finies, M. le Cardinal de Noailles prendroit sa place auprès du Roy, qui avoit pour lui un fond d'estime & de confiance. M. le Chancelier espéroit aussi que ce dernier projet ouvrirait une voye de conciliation, quoique les observations qu'il avoit faites dessus, y fussent fort contraires.

Mais les choses changerent bien-tôt de face. M. l'Evêque de Meaux & le P. Tellier étant allés le vendredi 10 Mai à Mailly, où étoit le Roy, M. le Chancelier eut ordre d'écrire à M. le Cardinal de Noailles, qu'on ne consentiroit point qu'il mit son acceptation après son Instruction ; & que si on l'avoit souffert dans les conférences tenues chez M. le Cardinal d'Etrées, c'étoit que l'on comptoit sur une attribution des erreurs au livre, & sur une adhésion aux délibérations de l'Assemblée, qu'on regardoit comme équivalente à une acceptation pure & simple. M. le Cardinal de Noailles se plaignit en vain, que rien n'étoit plus injuste & plus bizarre que cette prétention : que c'étoit un fait public qu'un grand nombre d'Evêques avoient mis l'acceptation après l'Instruction Pastorale des XL, & avoient fait dépendre l'une de l'autre : que l'intention même de l'Assemblée avoit été, que tous les Evêques suivissent cet ordre dans leurs Mandemens : qu'il n'y avoit aucune raison de condamner en lui ce qu'on ne blâmoit point dans tant d'autres Prelats ; & qu'il n'y en avoit pas davantage de paroître encore exiger de lui une attribution d'erreurs au

livre, pendant qu'il étoit certain que Rome ne la demandoit point. Toutes ces raisons ne firent que rendre plus inflexibles ceux qui s'étoient rendus maîtres de l'affaire, & qui trouvoient leur intérêt à ne la point finir par la voye de la conciliation.

M. le Cardinal de Rohan, M. l'Evêque de Meaux & le P. Tellier s'assemblerent la nuit du 16 au 17 Mai, & ils convinrent qu'il falloit s'en tenir à demander le Concile on des Commissaires ; que si le Pape le refusoit, le Roy le convoqueroit de la propre autorité ; & que cependant on determineroit le Pape à ôter la pourpre à M. le Cardinal de Noailles, afin qu'il fût justiciable du Concile. M. l'Evêque de Meaux annonçoit déjà l'ordre qu'on tiendrait dans ce Concile. Il disoit qu'il seroit libre, que les Jésuites n'y domineroient point, & qu'on n'y feroit valoir de la part du Roy ni menaces ni promesses. Mais il disoit en même tems à ses bons amis, qu'on avoit eu la précaution de s'assurer des suffrages de chaque Evêque en particulier ; qu'on ne souffrirait point qu'il y fût traité d'autres matieres que de la nécessité d'adhérer au jugement de l'Assemblée, dont on commenceroit par confirmer tous les actes ; & que si on vouloit proposer d'autres matieres, le Roy, à qui seul il appartenait de fixer les matieres dont on devoit traiter dans les Conciles, en défendrait l'examen.

On avoit en soin dès avant cette conférence de s'en faire à M. Amelot, par le dernier courrier qu'on lui avoit dépêché, des défenses expressees de parler à l'avenir d'expediens & de voyes de conciliation, & de lui donner ordre de déclarer au Pape, que toutes les négociations étoient finies, & que le Roy ne vouloit plus désormais qu'on procédât par d'autres voyes que par celles de rigueur. On le chargea par un second courrier de solliciter tout à la fois un Bref d'infonction au Cardinal de Noailles de recevoir la Constitution, & une Bulle pour convoquer le Concile, sans quoi le Roy useroit du droit qu'il avoit de le convoquer lui-même.

On étoit dans l'attente de la réponse que

Rome feroit à ces dépêches, lorsqu'il en arriva le 8 Juin un courier parti le 30 May, qui apportoit à M. l'Evêque de Meaux la calotte de Cardinal. On fut d'abord étonné de cette promotion subite. On croyoit que le Pape la différerait jusqu'à une promotion generale, & après que l'affaire de la Constitution seroit terminée. Mais on sçut que le Roy dans une lettre secrete au Pape, où il convenoit d'ôter le Chapeau à M. le Cardinal de Noailles, lui avoit représenté le mauvais effet que ce double événement seroit dans le public, si en même tems qu'on priveroit M. de Noailles de son Chapeau, M. de Biffi recevoit le sien; & que pour éviter ce contraste, S. M. le prioit de faire incessamment cette grace à M. l'Evêque de Meaux.

Le ceremonial demandoit que le nouveau Cardinal rendit visite à M. le Cardinal de Noailles pour lui faire part de sa promotion. Il s'acquitta de ce devoir le jeudi 13 Juin, & il fit à son Confrere toutes les protestations accoutumées de dévouement. Cependant, suivant les lettres écrites dans ce tems-là de Paris, il demandoit le Concile avec une espece de fureur, jusqu'à se rendre caution auprès du Roy, que dans 15 jours ou trois semaines M. le Cardinal de Noailles y seroit déposé. Sa confiance avoit fait une telle impression sur l'esprit du Prince, qu'il comptoit déjà que le Concile étant convoqué pour le premier Septemb. M. de Noailles ne seroit plus ni Cardinal ni Archevêque de Paris au mois d'Octobre. Les mêmes lettres marquent, que dans cette attente S. M. avoit choisi pour son predicateur pendant l'Avent, le P. Cottonet Jesuite, qui étoit actuellement sans pouvoirs; & qu'un Seigneur lui ayant demandé la permission de parler de quelque affaire à ce Cardinal, elle lui avoit fait cette réponse remarquable: *Vous le pouvez, car il est encore en place.*

On apprit par les lettres de Rome, qui vinrent les deux Ordinaires suivans, que M. Amelot avoit présenté un Memoire sur le Concile, que le Pape avoit promis de communiquer à la Congregation des Car-

dinaux nouvellement établie pour l'affaire de la Constitution: Que ce Ministre conféroit immédiatement avec S. S. depuis que le Cardinal Fabroni s'étoit absenté sous le prétexte; & qu'il continuoit à solliciter fortement le Concile quoiqu'il ne l'esperât point, malgré tout ce que les conditions qu'on propoisoit, avoient d'agréable pour la Cour de Rome; le Pape s'excusant toujours sur l'absence des Cardinaux Fabroni & Spada, de donner sur cet article une réponse positive, qu'il n'avoit point encore donnée le 25 de Juin, & qu'il y avoit apparence qu'après le retour de ces Cardinaux il éluderoit encore de donner par d'autres pre-
textes,

Ces nouvelles ne rebuttoient point MM. les Cardinaux de Rohan & de l'Isle. Ils continuoient à tenir à Paris des assemblées réglées avec les Commissaires de 1713. pour traiter des préliminaires du Concile; M. l'Archevêque de Narbonne y remplissoit la place de feu M. l'Evêque de Soissons. Les Memoires que nous avons de ce tems-là, ne marquent point ce qui y fut résolu. Ils ne parlent que des repas & des fêtes, dont ces Messieurs égayaient leur travail. M. le Cardinal de Biffi, depuis sa nouvelle dignité, donnoit volontiers dans les divertissemens d'éclair. Il avoit presque tous les jours chez lui des concerts, exécutés par d'excellents musiciens, & même des musiciennes. Après la conference du Dimanche 14 Juillet ils se joignirent à plusieurs autres Prelats de l'Assemblée du Clergé qui se tenoit alors, pour aller souper à Berci, où le Sieur Ogier Receveur general du Clergé, leur fit une fête magnifique, qui fut poussée jusqu'à deux heures après minuit. Il y a apparence qu'on avoit achevé dans cette même conference de regler tout ce qui regardoit la tenue du Concile. Car quelques-uns des Prelats qui avoient été du souper de Berci, assurèrent que quelques nouvelles que le Courier de Rome pût apporter le Vendredi suivant, on auroit la semaine d'après les lettres pour la convocation du Concile.

En effet, M. le premier President étant allé à Marli le 16 Juillet, le Roy lui dit.

qu'il y auroit un Concile , à moins qu'on ne trouvât quelque autre moyen de finir l'affaire ; & il ajouta , en parlant de M. le Procureur general & de M. Joly de Fleury Avocat general , qu'il ne falloit pas que ces Messieurs fissent sur cela des difficultés , non plus que le Parlement , parce qu'elles seroient inutiles , & qu'il vouloit tout finir par là. A quoi M. le premier President ne répondit que par une profonde révérence.

On attendoit cependant M. Masséi Camerrier & homme de confiance du Pape , qui devoit apporter la barette à M. le Cardinal de Bissy ; & on ne doutoit point que S. S. ne l'eût chargé de quelques ordres particuliers , qui seroient conformes aux résolutions qu'on avoit prises. Il arriva à Paris le 19. Juillet , avec le P. Timothée , Coadjuteur de Babylône. Mais on ne fut pas peu surpris de ce qu'il dit , qu'il n'étoit chargé de rien ; & encore plus de ce que le P. Timothée déclara nettement , que le Pape ne vouloit point de Concile , ni se livrer à une centaine d'ous qui le dévoreroient tout vivant.

Une assurance si positive de la disposition du Pape à l'égard du Concile , embarrassoit sans doute les deux Cardinaux , qui s'étoient déclarés si publiquement pour ce moyen de terminer la contestation. Quelque démonstration qu'ils eussent faite que le refus de S. S. ne les arrêteroit point , ils sentoient bien qu'ils avoient besoin de l'autorité du souverain Pontife , pour faire réussir leurs desseins. Mais ils n'étoient pas moins embarrassés des difficultés qu'ils rencontraient dans l'exécution des mesures qu'ils avoient prises pour la tenue du Concile , soit qu'il fût assemblé de l'autorité du Pape & du Roi , ou seulement de celle du Roi. Ils étoient éclairés sur ces difficultés par divers Memoires que le bruit que faisoit la convocation prochaine d'un Concile national , avoit excité plusieurs Théologiens & Canonistes habiles à dresser sur cette matiere. Il n'y en a que deux qui aient été rendus publics. Ils ont été insérés à la fin du *Renversement des libertés de l'Eglise Gallicane* , & ils passoient pour avoir

été composés , l'un par le celebre M. Nouet Avocat au Parlement de Paris , & l'autre par M. Du Pin Docteur de Sorbonne , qui les avoient faits par l'ordre même de M. le Chancelier.

Le premier a pour titre : *Memoire de M. N. Avocat au Parlement de Paris , sur la proposition d'assembler un Concile national pour l'acceptation de la Bulle*. L'Auteur convient d'abord que la convocation d'un Concile national étoit une des voies canoniques qu'on pouvoit prendre pour terminer dans l'Eglise de France les différends excités à l'occasion de la Constitution. Mais il fait observer qu'afin que cette voie fût reguliere & utile , deux conditions étoient absolument nécessaires. 1. Que le Concile se tint avec une entiere liberté. 2. Que soit dans sa convocation , soit dans sa celebration , & dans toutes ses suites , on ne s'écartât point des loix & des maximes de l'Eglise Gallicane. Que sans la premiere condition le Concile seroit nul , & personne ne seroit obligé d'y déférer : & que sans la seconde on seroit une plaie mortelle à nos libertés , & l'on mettroit ceux qui ne voudroient pas se soumettre , en état d'attaquer l'autorité du Concile.

Il explique & il prouve en détail ces deux conditions. Il demande pour la premiere , qu'aucun Evêque de France ne fût exclus du Concile ; & que les Evêques eussent la liberté de traiter & de décider la matiere qui seroit l'objet de sa convocation. Il marque par rapport à la seconde , ce qu'il seroit nécessaire d'observer pour la convocation & la présidence du Concile , la fixation des matieres qui y seroient traitées , la dissolution , la confirmation , & l'exécution de ses décisions.

Le second Memoire est intitulé : *Difficultés &c.* & comme il est très-court , nous croyons devoir l'insérer ici en entier.

DIFFICULTÉZ sur la convocation & tenue d'un Concile national en France dans les circonstances présentes.

Sur la convocation. Les Rois de France

T. LIT.
FICUL
TE.

ce ont été de tout tems en droit de convoquer des Conciles nationaux des Evêques de leur Roiaume. Ce sont eux seuls qui les ont convoqués sous les regnes des Rois de la premiere & de la seconde race. Dans le derniers tems les Rois Henri II. Charles IX. & Henri IV. se sont proposés d'en convoquer, & ont écrit aux Papes qu'ils les convoqueroient. Le Clergé de France en 1681. s'est adressé au Roi pour demander la convocation du Concile national. Sa Majesté ne peut permettre que le Concile national de Evêques de France soit convoqué & indiqué par le Pape, sans renoncer au droit attaché à sa souveraineté. Rome ne souffrira pas que le Roi le convoque & l'indique. Il faut se broiiller avec le Pape, ou que le Roi abandonne un des plus beaux droits de sa couronne.

II. Dif. *Sur la Présidence.* On propose que le Pape y envoie un ou deux Légats pour y présider. Ce n'est point l'usage ancien ni moderne de l'Eglise de France. Les Légats ont été admis aux Conciles de France en quelques occasions : mais outre que cela est rare, il y a peu d'exemples qu'ils aient été envoyés pour y présider.

III. Dif. *Sur la qualité des Légats.* Le Pape y enverra-t-il des Cardinaux étrangers ; y nommera-t-il des Cardinaux de France ? Les étrangers ne doivent pas être agréables à la Cour de France : ceux de France ont déjà pris parti.

IV. Dif. *Sur les pouvoirs de ces Légats.* Il faut suivre les loix établies, qu'ils soient vérifiés en Parlement, qui y appose ordinairement des modifications. Le Pape voudra-t-il se soumettre à cet usage ? N'est-il pas à craindre que les modifications du Parlement ne soient pas acceptées par les Légats ?

V. Dif. *Sur l'usage que les Légats feront de leur pouvoir dans le Concile.* Si le Pape prétend, comme on le dit, que les Légats présidant au Concile soient les arbitres souverains de tout ce qui s'y fera, & qu'on ne puisse rien proposer sans leur consentement, suivant ce qui s'est pratiqué au Concile de Trente, où la clause, *proponantibus Legatis*, exclusive de tous autres, a été reçue contre

l'ancien usage ; il est à craindre que les Evêques de France ne se soulevent, & n'aient lieu de se plaindre qu'on leur ôte une liberté, qui est de droit & d'usage, de tout tems & de toutes les compagnies, de proposer au Concile ce qu'ils jugeront à propos, au moins en communiquant ce qu'ils ont à proposer, au Président de l'assemblée.

Sur ceux qui assisteront au Concile. DÉS- VI. Dif. que le Concile est national, il faut que tous les Evêques du Roiaume, du Dauphiné & du Pais conquis, y soient appelés. S'ils y viennent tous, ou pour la plus grande partie, comme il y a lieu de l'espérer, une assemblée aussi considérable que celle-là sera le grand frais, dont le Clergé sera surchargé. C'est-là néanmoins le moindre inconvenient. Il y en a un bien plus grand pour la maniere de porter leurs suffrages. Sera-ce par Province, suivant l'usage ordinaire des Assemblées du Clergé ? Sera-ce par teste ? Comptera-t-on les sentimens des Provinces, ou les avis des Evêques assistans ? Le second Ordre y aura-t-il voix délibérative, ou seulement consultative ? Les Abbés & Chefs d'Ordre y seront-ils mandés, & y auront-ils voix délibérative ? La Faculté de Theologie de Paris & les autres Facultés de Theologie y enverront-elles des députés, comme elles ont fait aux Conciles de Constance & de Bâle ?

On ne parle point des differends qu'il peut y avoir au sujet de la préférence entre les Archevêques & Evêques de France. L'Archevêque de Lion prétendra y avoir le premier rang, à cause de la primatie. Il lui sera contesté ; source de division & de procès.

Sur ceux qui composeront le Concile. VII. Dif. n'y a pas de doute que tous les Evêques de France ne soient en droit d'assister à ce Concile ; mais il y aura bien de la difficulté sur ceux qui seront juges. On ne voudra peut-être pas y recevoir comme juges, ceux qui ont refusé d'accepter la Constitution. Ceux-ci auront droit de recuser par la même raison, ceux qui l'ont acceptée. Toute l'Eglise de France est partagée entre les acceptans & non-acceptans. Où trouvera-t-on des Evêques neutres ? Si on les admet les uns &

les autres pour juges, quel trouble & quelle division ?

VIII. Dif. *Sur la maniere de proceder.* Comment procedera-t-on contre les Evêques refusans d'accepter la Constitution? Les citera-t-on au Concile comme accusés? ils auront droit de declarer qu'ils ne le sont point dans les formes. Ont-ils une partie? Le Pape ne s'est point déclaré leur partie. Il ne se déclarera pas apparemment leur accusateur. Il peut se plaindre de ce qu'ils ne veulent point recevoir la Bulle sans restriction: alors il faudra examiner s'ils ont raison ou non; c'est ce qu'on ne veut pas à Rome.

IX. Dif. *Sur la matiere qui sera agitée dans le Concile.* Il s'y agit de savoir s'il faut recevoir la Bulle purement & simplement, si on peut la recevoir avec des modifications ou explications, ou s'il faut la rejeter. On ne peut parler de jugement sur ce sujet, qu'en examinant le fond de la question, en jugeant si les propositions sont bien ou mal condamnées, & en quel sens elles sont condamnables. Le Pape souffrira-t-il cet examen? Si on impose une necessité de la recevoir sans explication, à quoi bon le Concile?

X. Dif. *De quoi s'agit-il?* Tous les Evêques conviennent que le Cardinal de Noailles est catholique, que le projet de son Mandement est orthodoxe. On ne peut donc plus lui faire son procès sur la foi, ni le condamner comme heretique. On peut dire la même chose des autres Evêques qui sont dans la même cause, & en particulier de M. de Metz & de M. de Mirepoix, qui ont expliqué leurs sentimens. Il ne s'agit donc plus que d'une formalité, savoir de la maniere de la reception de la Bulle. Cela peut-il faire un fondement légitime de condamnation? Chaque Evêque, juge de la doctrine dans son diocèse, n'est-il pas en droit de l'expliquer? Sur quoi lui fera-t-on son procès?

XI. Dif. *Sur l'autorité que le Concile pourra avoir sur les personnes des Evêques.* Suivant l'ancien & constant usage de l'Orient & de l'Occident, que nos Evêques de France ont toujours soutenu, les Evêques ne peuvent être jugés en premiere instance que par les Evêques de la Province. Le Concile national

pourra decider sur ce qui regarde la doctrine, à la bonne heure: mais pourra-t-il condamner les Evêques de diverses Provinces? Dans quel canon, par quelle regle, par quel usage ce droit lui est-il attribué? Les Légats du Pape n'ont pas ce droit, quand même ils seroient Commissaires à cet effet. C'est ce que nous avons soutenu en France, & ce que l'Assemblée du Clergé de France de 1650. a fait signifier au Nonce; ce que tous les Evêques de France ont regardé comme un des droits des plus inviolables de leur liberté; & ce qui est porté nommément dans un des articles des libertés de l'Eglise Gallicane. Le Concordat y est formel pour le premier jugement.

XII. Dif. *Sur le Jugement des Evêques qui sont en cause.* On suppose qu'ils se sont cités au Concile. Y comparoîtront-ils comme accusés? Ils ne le sont point, comme il a été dit. Ils pourront recuser les autres comme leurs parties. Peut-être seront-ils comme S. Chrysostome, qui cité au Concile du Chêne à Calcedoine assemblé par l'Empereur, où Theophile d'Alexandrie presidoit, répondit avec plusieurs Evêques de diverses Provinces, qu'ils ne reconnoissoient ni l'autorité de ce Concile, ni pour juges, leurs ennemis. En agira-t-on avec la même violence contre le Cardinal de Noailles après un jugement qui pourroit être porté contre lui au préjudice de cette protestation, comme l'Empereur en agit alors contre S. Chrysostome? Il n'est pas à presumer que la pitié du Roi se porte à ces extrémités, que l'Eglise à blâmées dans la conduite de l'Empereur Arcadius; & nonobstant lesquelles, S. Chrysostome a été déclaré saint, & les procédures faites contre lui, injustes & violentes.

XIII. Dif. *Sur la force qu'aura la decision de ce Concile.* Il est certain qu'il n'y a que les Conciles generaux qui soient infaillibles, & que l'on peut toujours appeler, en matiere de foi, du jugement d'un Concile national à un Concile general. Cela s'est pratiqué dans l'Eglise de toute antiquité; & dans les derniers tems les appels au futur Concile general interjetés par les Evêques en des matieres bien moins importantes, ont été re-

cus. Il n'y a pas lieu de douter que quand il s'agit de doctrine, cet appel ne soit suspensif. Où en sera-t-on quand le Concile national aura prononcé un jugement, si les Evêques condamnés en appellent au Concile general, comme ils le feront sans doute ?

XIV.
Dif.

Sur la dénonciation que les Evêques qui refusent d'accepter la Constitution du Pape, peuvent en faire à l'Eglise & au Concile general qui la représente. C'est une maxime constante & de tous les Canonistes, même des Ultramontains, & que les Papes ont reconnue eux-mêmes, que les souverains Pontifes sont soumis à l'Eglise universelle & au Concile general, quand il s'agit de la foi. Nous prétendons qu'ils y sont soumis en d'autres cas ; mais les Ultramontains les plus attachés aux prétentions du Pape, nous accordent le cas de la foi, & conviennent que quand le Pape est accusé d'herésie, il est justiciable du Concile general, & que la cause y doit être portée. Si les Evêques refusant d'accepter la Constitution, l'accusent de favoriser & d'établir des erreurs dangereuses dans la foi, & des heresies, qu'ils les relevent, qu'ils dénoncent la Bulle, qu'ils s'attaquent même à des Homelies du Pape, où il lui est échappé des erreurs grossières sur nos mystères ; où en sera-t-on ? Quel scandale dans l'Eglise, quel affront pour le Pape ! Il faudra qu'il se justifie : & on ne peut pas refuser aux Evêques de leur rendre justice, & de provoquer au tribunal du Concile œcuménique.

XV.
Dif.

Sur les suites que peut avoir le jugement du Concile national. Dans la disposition où sont les esprits des Prelats, bien loin de mettre la paix dans l'Eglise de France, il ne peut qu'y exciter des troubles, y causer des divisions, & peut-être un schisme ouvert. Une partie de ceux qui ont accepté la Bulle purement & simplement, ne voudront pas reculer : ceux qui ont refusé ou différé de l'accepter purement & simplement, croyant ne le pouvoir faire en honneur & en conscience, ne manqueront pas de persister dans leur refus. Ils s'excommunieront mu-

tuellement ; voilà un schisme. Mais la confusion sera encore bien plus grande, si on vient à déposer les Evêques réusants, & à en mettre d'autres sur leurs sièges. Les Curés, les Ecclesiastiques, le peuple, déjà assez animés, demeureront attachés à leurs premiers Pasteurs, & regarderont les autres comme des intrus : quel désordre, quelle confusion ! N'est-il pas à craindre que cela ne cause de la division, non seulement dans l'Eglise, mais encore dans l'Etat ? Cela n'est-il pas capable d'exciter une sédition dans la ville de Paris, qui aime singulièrement son Pasteur ?

Sur ce qui peut arriver pendant la tenue du Concile. Qui peut répondre que pendant que le Concile se tiendra, il n'arrive des accidens qui puissent en interrompre le cours ; que l'on n'y propose d'autres matières, même contre la Cour de Rome ; que les Evêques assemblés ne prennent des résolutions qui pourroient ne pas plaire au Pape ; qu'il ne soit tiré en longueur, & qu'il n'aboutisse enfin à rien ? Toutes ces choses & bien d'autres peuvent arriver ; & on risque beaucoup en hazardant cette assemblée.

XVI.
Dif.

Sur la reception de ce Concile dans les Eglises des autres nations. Quand ce Concile seroit venu à une bonne fin pour la France, que fait-on si les autres nations le recevront ? Elles ont le même droit que la France, de demander & d'assembler un Concile national. La proposition qu'on a faite d'un Concile national en France pour recevoir la Constitution, a déjà attiré l'attention des autres nations. L'Allemagne en demandera peut-être un. Si les Conciles de différentes nations se trouvoient d'avis contraire, où en seroit-on ? Ce seroit un schisme déclaré dans l'Eglise, qui ne seroit pas facilement éteint.

XVII.
Dif.

Toutes ces raisons & plusieurs autres qu'on peut suppléer, font voir combien la convocation & la tenue d'un Concile national dans les circonstances présentes est inutile, difficile, dangereuse & préjudiciable à l'Eglise & à l'Etat.

Pour lever une partie de ces difficultés les modérateurs de l'affaire imaginèrent l'expédient d'une Déclaration par laquelle le Roy supposant l'obligation d'accepter la Bulle, & d'y adhérer comme à une règle de foi, reconnue & irréfornable, enjoindroit de nouveau aux Evêques opposans de la publier de la même manière que les XL Prelats. Après quoi ils seroient d'abord privés de leur temporel, de l'autorité du Roy : puis cités au Concile, comme parties & comme infrafactaires manifestes d'une loi de l'Eglise, pour y être dépouillés de leur dignité sacrée; au lieu d'y être invités comme juges pour examiner & pour décider avec leurs Confreres, si la Bulle étoit effectivement reçue par l'Eglise universelle, & si l'Eglise de France devoit la recevoir. Nous rapportons en détail ce qui se passa au sujet de cette Déclaration, & quelle fut la fin de la négociation de M. Amelot, après que nous aurons rendu compte de quelques faits particuliers qui précéderent ces deux événemens.

§. XL.

On pense à livrer le P. d'Albizzî à l'Inquisition d'Avignon. Prison de D. Trudon Feuillant. Disperson des Filles de sainte Agathe. Nouveau formulaire proposé aux Religieuses de Marseille. Benedictins inquiétés : histoire de Dom Chopplet & de Dom Varoquean.

Nous avons déjà rapporté que les protecteurs de la Constitution, pour donner des preuves de leur credit & de la résolution où ils étoient de pousser à bout ceux qui ne se soumettroient pas, firent emprisonner ou exiler avec éclat à la fin du carême de 1715, trois des plus celebres Prédicateurs de Paris. Il y a un fait singulier touchant le P. d'Albizzî l'un d'eux, que nous avons omis, & que nous croyons devoir ajouter ici.

Quelque tems après son emprisonnement à la Bastille le bruit se répandit qu'il seroit chargé & remis entre les mains de ses supé-

rieurs, qu'on obligeroit à rendre contre lui une sentence qui le dépouilleroit de sa qualité de Convenuel du grand couvent de S. Jacques de Paris, & qu'on l'envoyeroit ensuite à Avignon, où il seroit livré à l'Inquisition. Mais l'exécution de ce dessein fut arrêté par un Memoire que quelques amis de ce Religieux présenterent à M. le Chancelier. Ils y faisoient voir que de souffrir qu'on fit un pareil traitement à un sujet du Roy, c'étoit admettre l'Inquisition en France : « C'est, disoit-on dans ce Memoire, le privilège des François, de ne dépendre que de Dieu & de leur Roi ; & on ne peut attaquer ce privilège, sans donner atteinte à la souveraineté de nos Rois, & renverser la constitution essentielle de notre monarchie. C'est sur ce principe qu'est fondée l'opposition constante qu'on a toujours formée dans ce Royaume à la réception de l'Inquisition, sous quelque forme qu'elle ait été proposée : ce tribunal qui tient son autorité d'une Puissance étrangère, étant absolument incomparable avec le caractère essentiel de la souveraineté de nos Rois, qui consiste à ne partager avec aucune autre Puissance l'autorité sur leurs sujets, qu'ils ne tiennent que de Dieu seul. Or il est évident qu'il n'y a aucune différence entre recevoir l'Inquisition en France, & lui livrer les sujets du Roy pour les juger hors du Royaume. Ce n'est point ailleurs où ce tribunal exerce sa juridiction, qu'on doit avoir égard, mais aux sujets sur lesquels il l'exerce, & à l'autorité en vertu de laquelle il l'exerce, qui seroit encore plus indépendante de celle du Roi hors du royaume que dans le royaume. Les sujets du Roi, suivant nos maximes, sont inviolablement attachés à la France, qui est leur patrie ; & la souveraineté que le Roi ne peut jamais perdre sur eux, se rend par tout & en toutes sortes de conditions également dépendans de leur Prince, & les met par tout également à couvert sous son autorité &c.

Un Feuillant nommé Dom Trudon, frere d'un autre Feuillant, du même nom, dont nous parlerons dans la suite, fut aussi arrêté :

vers ce même tems. Il revenoit de Florence où il y a une maison de cet Ordre affectée aux François. Il lui échappa étant en chemin de parler contre la Constitution devant quelques personnes qui en écrivirent au P. Tellier. Cela suffit pour faire prendre la résolution de l'arrêter à son arrivée à Paris. L'exempt qui en eut la commission, le suivit chez un ami, où il alla d'abord descendre, se saisit de sa valise, & le mena chez M. d'Argenson. On ouvrit la valise : on y trouva un écrit de sa main pour la justification du P. Q. On lui demanda s'il étoit de son écriture ; il répondit qu'oui : s'il en étoit l'auteur ; il dit encore qu'oui, & qu'en cela il avoit suivi les lumières de sa conscience. M. d'Argenson après cet interrogatoire l'envoya dans le couvent de la rue S. Honoré, avec ordre aux Supérieurs de l'enfermer, de le punir eux mêmes, & de le représenter toutes fois & quantes qu'ils en seroient requis. Sur cet ordre il fut mis dans la prison qui est destinée aux Religieux qui ont fait quelque faute considérable. Cette prison est une cage faite avec des solives & des barreaux de bois qui est placée dans un grenier, & n'a d'espace que celui qui est nécessaire pour un lit, une table & un siege. Les Supérieurs qui ne l'avoient choisie que pour ôter aux denonciateurs de ce Religieux tout pretexte d'inquieter davantage leur Congregation, & non pour punir celui qu'ils y renfermoient, adoucirent autant qu'ils purent sa captivité, en permettant à ses Confreres de l'aller visiter & de lui donner toutes les consolations qui étoient compatibles avec la rigueur apparente qu'ils étoient obligés d'avoir pour lui.

On doit encore rapporter à la Constitution l'arrêt qu'on fit rendre au mois de Mars par le Parlement sur la requisiion de M. le Procureur general, pour supprimer toutes les Communautés qui s'étoient établies sans Lettres patentes. Quoique cet Arrêt fut conforme aux loix & à la police du Royaume, on fut persuadé que le principal motif qui l'inspira, fut le dessein de chagriner M. le Cardinal de Noailles, qui avoit contribué à former quelques-unes de ces Communau-

tés, & qui les protegeoit d'une maniere particuliere, sur tout celle des Filles de sainte Agathe, établie au Faubourg S. Marceau. Ce fut aussi celle-là que M. le Procureur general reçut ordre de détruire la premiere, & avec une promptitude qui jetta ces pauvres filles dans la dernière desolation. Il y avoit environ 40 filles de communauté, & autant de petites pensionnaires y étoient parfaitement bien instruites. On commença la dispersion par ces enfans, qu'on les obligea de renvoyer chez leurs parents. On mura ensuite la porte de leur Chapelle : on ôta la croix qu'elles avoient mise sur celle de leur maison : on fit cesser tous les exercices de regularité ; & on signifia enfin à toutes les sœurs de se faire faire des habits du monde, & de se separer incessamment. Il y en avoit plusieurs vieilles, d'autres infirmes, & toutes pauvres, & la plupart sans parents, sans connoissances à Paris, & hors d'état de gagner leur vie. On peut juger par là de l'exces de leur affliction & de ce qu'elles eurent à souffrir.

On donna un pareil ordre pour la Communauté des Filles de sainte Thecle établie sur la paroisse de S. Sulpice, mais il ne fut point executé. Le Curé y vouloit faire quelques changemens, & il n'y trouvoit pas toute la docilité qu'il souhaitoit. La peur ayant pris à ces filles elles se soumirent, elles allerent même au P. Tellier, pour savoir ce qui pouvoit lui déplaire parmi elles. Il leur nomma quelques-unes d'entre elles qu'il falloit envoyer, & quelques pensionnaires qui lui étoient suspects qu'il falloit congédier. Cela fut executé, & le reste demeura en paix.

On tourmentoit en même tems, mais d'une maniere differente & encore plus triste aux yeux des personnes éclairées, les Religieuses dans quelques Dioceses, par la proposition d'un formulaire ; où on leur faisoit recevoir sans aucune restriction ni explication la nouvelle Bulle avec les Bulles données contre Jansénius. C'est ce qui se fit principalement dans le Diocèse de Marseille, où l'on fit signer dans tous les Monasteres de filles le formulaire :

suivant, qui a été tiré du greffe de l'Evêché.

Nous Supérieure, Religieuses, professes, novices & sœurs converses du monastère de N. nous soumettons à la Constitution apostolique d'Innocent X. souverain Pontife du 31 Mai 1653, & à celle d'Alexandre VII son successeur du 31 Decembre 1656, & nous rejettons & condamnons sincèrement la doctrine des cinq propositions tirées du livre de Cornelius Jansenius intitulé Augustinus, dans le propre sens du même auteur, ainsi que le S. Siège apostolique les a condamnées par lesdites Constitutions. Nous nous soumettons encore à la Constitution de Clement XI. souverain Pontife du 16 Juillet 1703, reconnoissant que nous sommes obligées en conscience de rejeter non seulement de bouche, mais aussi de cœur, le sens du livre de Jansenius condamné dans les susdites propositions, & que par le seul silence respectueux on ne satisfait point à l'obéissance que l'on doit auxdites Constitutions. Nous nous soumettons aussi à la dernière Constitution du souverain Pontife du 8. Septembre 1713, & rejettons sincèrement la doctrine des 101 propositions qui y sont condamnées, & le livre des Reflexions morales dont elles ont été tirées, le tout sans aucune restriction ni explication. Et finalement nous promettons de ne contrevenir jamais directement ni indirectement aux susdites Constitutions apostoliques, & de ne point souffrir qu'on y contreviene dans notre Communauté; promettant, si nous y remarquons quelque contravention, & si nous trouvons quelqu'un soit au confessional ou ailleurs qui nous inspire des sentiments contraires aux décisions de l'Eglise, qui veut diminuer la crainte que nous devons avoir des excommunications & censures de l'Eglise, nous conseiller de lire ou de garder des livres défendus, & sur tout celui des Reflexions morales, & même nous éloigner de la fréquentation des sacrements, d'en avertir d'abord Mgr. nôtre Evêque, ou en son absence M. le Vicaires généraux. Et ainsi nous le jurons par les saints Evangiles que nous touchons réellement. A Marseille dans notre Communauté le 3 Avril 1715.

On peut juger combien l'exaction d'une signature pareille a été capable de jeter de troubles & de scrupules dans l'esprit de ces filles, si elles ont connu ce qu'elles faisoient: & si elles ne l'ont pas connu, combien étoient-elles à plaindre d'avoir des Pasteurs qui les engageaient à faire un serment si terrible & si solennel sans la première des conditions qui étoit nécessaire pour le rendre juste & légitime.

LA Diette des Benedicins de la Congregation de S. Maur, qui se tint au commencement de Juin dans l'Abbaye de S. Germain-des-près, eut ordre de la Court d'examiner les plaintes qu'on avoit reçues touchant plusieurs Religieux de différentes maisons qui s'étoient déclarés contre la Constitution. On lui en renvoya même deux, dont M. d'Argenson instruisoit actuellement le procès, afin qu'elle les jugeât elle-même suivant les Constitutions de la Congregation. On lui fit regarder ce renvoi comme une marque singulière de la confiance dont le Roi honoroit leur Congregation; & on lui fit entendre que la reconnoissance qu'elle en devoit avoir, devoit l'engager non seulement à prononcer contre ces deux Religieux des peines proportionnées à leur faute, mais aussi à envoyer dans tous les monastères de la Congregation des copies de leurs sentences, afin que cet exemple retint tous les autres Religieux dans le devoir. La Diette, ou plutôt le General, les Assistants & les Visiteurs se conformerent exactement à ces ordres. Ils deposerent plusieurs Prieurs d'entre ceux qu'il avoit plu aux partisans de la Constitution de faire passer pour suspects; ils instruisirent selon les regles qui sont en usage dans la Congregation, les procès des deux Religieux qui leur avoient été renvoyés; & ils rendirent contre eux des sentences, dans chacune desquelles il étoit ordonné qu'à la diligence du Promoteur general il en seroit envoyé des exemplaires dans tous les monastères de la Congregation pour y être lus par le Supérieur en plein Chapitre. Mais il y a dans l'histoire de ces deux Religieux des circonstances si singulieres, qu'elles méritent d'être rapportées dans un plus grand détail.

Le premier, nommé Dom Nicolas Chopplet, étoit Soudrier de l'Abbaye de S. Vincent de Laon. Il fut accusé auprès du P. Tellier, de faire venir & de repandre secrètement dans ce pais-là les écrits qu'on publioit contre la Constitution, & même d'en avoir voulu faire imprimer un de sa composition, dont il avoit donné le manuscrit à un vieil Ermite pour le porter en Flandres. On se trompoit sur ce dernier fait qui ne regardoit pas Dom Chopplet, mais un de ses Confreres nommé D. Poulet Religieux de l'Abbaye de Ribemont, dont nous insérerons ici en passant l'aveu.

Ce jeune Religieux ayant composé un petit écrit sur la Constitution, qui n'étoit qu'un précis de plusieurs autres écrits qui avoient paru, le confia à un Ermite pour le faire voir apparemment à quelqu'un de ses amis d'une autre Abbaye; car nous ne savons pas quelle en étoit la destination. Cet Ermite eut l'imprudence de le donner à un Carme déchaussé d'Arras, qui en fit un si grand bruit que l'Ermite, quoiqu'agé de 80 ans, fut arrêté & amené à la Bastille. Il ne decela point D. Poulet; mais il dit qu'il avoit trouvé ce manuscrit au pied de la montagne de Laon: ce qui fit tomber le soupçon sur D. Chopplet. Cependant Dom Ponlet craignant qu'il ne parlât de lui, & qu'il ne fut aussi arrêté, se retira dans les Pais-bas, d'où se croyant appelé de Dieu à aller établir la regle & l'esprit de S. Benoît dans l'Amerique, il revint à la Rochelle, où il s'embarqua en 1715 pour passer en Canada, malgré tout ce que ceux qu'il consulta purent lui dire pour l'en détourner. Son voyage ne fut pas heureux; car sur le refus qu'il fit de recevoir la Constitution, les Grands-Vicaires de M. l'Evêque de Quebec lui refusèrent non seulement les pouvoirs nécessaires pour faire ses fonctions, mais même les sacrements: ce qui l'obligea de revenir, & les superieurs lui donnerent une obédience pour une de leurs Abbayes.

D. Chopplet qui ignoroit les soupçons qu'on avoit contre lui, étoit tranquille, &

cela dura jusqu'au commencement de 1714, qu'il commença à s'apercevoir que toutes les lettres qu'il recevoit par la poste à son adresse, étoient decachetées. Il comprit alors qu'il étoit observé, & il prit quelques précautions, afin que les lettres qu'on ouvreroit, ne continssent rien qui pût donner occasion de lui faire de la peine. Quelque tems après un Bourgeois de la ville de ses amis lui en apporta une du P. Tellier, qui le chargeoit de lui envoyer les noms des Religieux de l'Abbaye de S. Vincent, & de s'informer à quoi s'occupaient ces Religieux, & nommément le Soudrier; & s'il n'y en avoit point quelqu'un qui écrivit ou qui parlât contre la Constitution. D. Chopplet ne fut pas peu surpris de voir que ce Bourgeois fût en relation avec le P. Tellier; & il jugea par là, que l'avis qu'on lui avoit donné que ce Pere avoit des espions ou des correspondants dans presque toutes les villes, étoit bien fondé. Mais dissimulant sa surprise il profita de la confiance que ce Bourgeois avoit en lui, & de l'ignorance où il étoit de ce qui regardoit sa maison, pour lui faire faire au P. Tellier une réponse propre à dissiper les soupçons qu'on pouvoit lui avoir donnés contre la Communauté & contre lui en particulier. Une aventure des plus extraordinaires qui lui arriva le 5 Octobre, fête de S. Placide, lui fit voir qu'il n'y avoit pas réussi, & ne lui laissa plus lieu de douter qu'on n'eût contre lui de mauvais desseins. Pendant qu'il étoit à vêpres il vit passer devant le chœur deux hommes inconnus habillés en Benedictins, qui entretenant par l'Eglise dans la maison, & qui en sortirent après y avoir passé quelque tems, sans parler à personne. Lorsque Dom Chopplet rentra dans sa cellule, il s'aperçut qu'on y étoit venu, qu'on avoit voulu forcer la serrure d'une petite armoire qu'il avoit, & qu'on avoit emporté quelques brochures touchant la Constitution, & quelques autres papiers qui étoient sur sa table. Il demeura persuadé par les recherches qu'il fit, que c'étoient les deux Benedictins, vrais ou faux, qui avoient fait ce vol, & il en eut quelque inquietude. Mais comme il se passa

plusieurs semaines, sans qu'il eût entendu parler de rien, il commençoit à se calmer, lorsqu'il apprit que M. l'Intendant étoit arrivé à Laon, quoique ce ne fût pas le tems qu'il avoit coutume d'y venir. Il n'y venoit en effet que pour exécuter l'ordre de la Cour d'arrêter D. Chopplet.

Deux jours après, c'est-à-dire le samedi matin 10. Novembre, on avertit dans la sacristie D. Chopplet, qui venoit de dire la grand-messe, que deux Messieurs, qui paroissent pressés, le demandoient au défaut du Prieur qui étoit sorti. Il alla pour leur parler, mais il apprit en chemin que le P. Prieur étoit revenu, & que l'un de ces deux Messieurs étoit le Subdélégué de M. l'Intendant : ce qui le fit retourner sur ses pas. Peu de tems après le Prieur vint le trouver, & lui dit qu'il avoit un mot à lui dire dans sa cellule, où il y avoit une personne qui l'attendoit. Ne seroit-ce point M. le Subdélégué ? demanda D. Chopplet. Le Prieur le lui ayant avoué : Vous trouverez donc bon reprit-il, que je n'y aille pas. Le Prieur qui craignoit que ce refus ne lui attirât quelque mauvaise affaire, voulut le forcer d'y aller, & l'arrêta par la robe. Mais D. Chopplet, qui est un jeune homme agile, se débarrassa de lui, & alla chercher un endroit pour se cacher. Après quelques tours il aperçut en descendant un escalier, un Archer, qui l'obligea, pour ne pas tomber entre ses mains, de remonter l'escalier & de passer par le dorsoir. Il y rencontra le Subdélégué avec un exempt, qui ne le connoissant point lui demandèrent, s'il ne savoit pas où étoit le P. Supérieur. Il leur répondit, sans se déconcerter : Messieurs, on le cherche de tous côtés, & on fera tout ce qu'on pourra pour vous l'amener. Il continua son chemin, & alla aux diverses portes du monastère pour voir s'il ne pourroit pas sortir. Il les trouva toutes fermées, & même une porte détournée qui est dans une petite cour qui communique à l'Abbatiale. Il trouva auprès de cette porte un autre Archer qui conjecturant à son air empressé qu'il pouvoit être celui qu'on cherchoit, le saisit par le derrière de son scapulaire. Le Pe-

re en fuyant & tirant l'Archer après lui, voulut défaire son scapulaire, en le faisant passer par dessus sa tête; mais il n'en put venir à bout. Tout ce qu'il put faire, fut de se traîner vers une porte qui entroit dans la maison, où il se jeta; & poussant avec impetuositè la porte contre l'Archer, qui ne quitta point prise, il engagea son scapulaire entre la porte & le mur; mais D. Chopplet, au lieu de rouvrir la porte pour le dégager, le déchira & laissa le morceau qui étoit en dehors, entre les mains de son persécuteur. Celui-ci croiant toujours tenir sa proie appella du secours : mais lorsqu'on eût ouvert la porte, que D. Chopplet avoit fermée aux verroux, il vit qu'il ne tenoit qu'un morceau d'étoffe.

Cependant le fugitif étoit monté à la tour, & étoit allé se cacher sous la grosse cloche. Mais ayant fait réflexion qu'on pourroit bien venir le chercher là, il monta sur les voutes de l'Eglise, & grimpa jusqu'à la charpente, pour parvenir à un trou qui devoit le conduire au haut du clocher. Il pensa lui en coûter la vie : le pied lui glissa enjambant d'une poutre à l'autre, & il tomba la tête en bas; mais ayant été retenu par le genou, il se reprit avec les mains & se releva. N'étant pas encore content de cette cache, il en sortit, & en descendant l'escalier il aperçut une petite porte qui n'étoit fermée qu'avec un gros verrou sans serrure. Il y entra & il eut l'adresse étant en dedans, de remettre dans sa place le verrou qui étoit en dehors. C'étoit un grenier où il y avoit un tas de foin sous lequel il se cacha, & il y demeura jusqu'à 8. heures du soir. Il entendit de là les Archers aller & revenir plusieurs fois, & ils ne pensèrent jamais à entrer dans ce grenier, apparemment parce qu'ils en virent la porte fermée, ou plutôt parce que Dieu exauça les prières ardentes que le fugitif lui adressoit pour lui demander de le couvrir de l'ombre de sa protection.

Enfin lorsqu'il jugea que les Archers seroient retirés, il sortit de sa cache, fort épuisé par la fatigue & le long jeûne qu'il avoit soutenu, n'ayant ni bu ni mangé pendant tout le jour, & n'ayant fait la veille qu'un

ne legere collation. Il trouva un bon souper qu'on avoit préparé pour des Religieux étrangers qui étoient arrivés ce soir-là pour faire leur provision de vin. Pendant qu'il soupoit avec eux en s'entretenant de son aventure, & qu'il se croioit hors de danger, une personne de la maison eut la lâcheté d'aller avertir secrètement M. l'Intendant, que D. Chopplet étoit retrouvé, & qu'il soupoit actuellement avec d'autres Religieux. M. l'Intendant, qui étoit au desespoir d'avoir manqué son coup, par la crainte qu'il avoit que la colere de la Cour ne retombrât sur lui, envoya sur le champ des Archers pour se saisir de lui. Mais D. Chopplet étant monté par hazard dans sa chambre pour y chercher quelque chose, aperçut deux lanternes qui venoient vers le monastere. Il descendit avec précipitation, & alla se cacher sous une grande table couverte d'un tapis qui étoit dans une sale proche de la porte, afin de voir ce que c'étoit. La porte s'ouvrit un moment après ; il vit les Archers entrer, & il entendit les mesures qu'ils prirent ensemble pour le surprendre. Lorsqu'ils furent passés, D. Chopplet les suivit de loin, & entra dans le jardin, où il prit la corde du puits. Il l'attacha par un bout à un gros morceau de bois qui étoit scellé dans le mur, & il jeta l'autre par dessus. Ce mur n'est qu'à hauteur d'appui du côté du jardin, mais il a environ 30. pieds de hauteur en dehors. Le Pere montant ensuite sur le mur, se suspendit en dehors à la corde, de maniere que sa tête passoit au dessus du mur, & qu'il voioit le mouvement des lanternes qui traversoient de côté & d'autre pour le chercher. Il étoit resolu au cas qu'on fût venu à lui de se laisser couler en bas. Mais pendant près d'une heure & demie qu'il fut dans cette situation, on ne s'approcha point de l'endroit où il étoit.

Lorsqu'il vit que tout le monde s'étoit retiré, il remonta sur le mur, & revint trouver les Religieux étrangers qui l'attendoient avec quelques-uns de ses Confreres, pour delibérer avec eux sur ce qu'il avoit à faire. Mais il vint un avis du dehors qui le détermina à partir sans différer. Une personne affec-

tionnée lui envoya dire que le lendemain dès les cinq heures du matin il y auroit 40. Archers qui environneroient la maison. Les Religieux étrangers, lui donnerent de l'argent, & deux de ses Confreres voulurent absolument le suivre. L'un d'eux ceda aux instances qu'il leur fit pour les obliger à rester, & l'autre descendit après lui par la corde dont nous avons parlé. Elle se trouva trop courte, & le compagnon de D. Chopplet n'ayant pas eu l'agilité de sauter comme lui, lorsqu'il fut au bout, se laissa tomber assez rudement. Il se releva pourtant sans être blessé. Ils marcherent ensemble au milieu des tenebres jusqu'à une ferme dépendante de l'Abbaïe qui est à deux lieues de Laon. D. Chopplet persuada à son compagnon, qui n'en pouvoit plus de lassitude, de s'en retourner. Pour lui, il prit dans la ferme un cheval & un guide, par lequel il se fit conduire à l'Abbaïe de S. Nicolas aux bois, qui n'est qu'à 4. lieues de Laon. Le P. Prieur, qui étoit un homme habile, aiant compris à l'embarras avec lequel D. Chopplet l'aborda, qu'il étoit bon qu'il ne sût point le sujet de son voyage, ne lui fit aucune question : il se contenta de le bien faire déjeuner, & de lui faire donner le meilleur cheval de l'Abbaïe avec un guide. D. Chopplet de son côté pour donner le change demanda à tous ceux qui le vinrent saluer, leurs commissions pour S. Quentin. Il prit en effet à la sortie de l'Abbaïe le chemin de S. Quentin. Mais quand il fut à une certaine distance, il renvoia son guide, & retourna sur ses pas par des chemins détournés il alla à Compiègne, d'où après avoir parcouru diverses Abbaïes, changé de chevaux, couru quelque-fois la poste, & évité les routes sur lesquelles il y avoit des ordres donnés pour l'arrêter, il arriva à Bruxelles sans aucun accident. Il y changea d'habit, & revint en France voir ses parents. Mais il fut bien-tôt obligé de les quitter sur une allarme qu'on lui donna. Il passa à Maubeuge, où il esluia plusieurs interrogatoires du Gouverneur, qui avoit reçu ordre depuis trois jours d'examiner avec soin tous ceux qui passeroient. Enfin étant sorti de France une se-

conde fois il se retira en Hollande, où sous un habit séculier, tel que les Ecclesiastiques le portent dans ce pais-là, il vécut en véritable Religieux, jusqu'au changement de regne, qu'il vint se jeter entre les bras de ses Supérieurs, qui le reçurent avec joie & le rétablirent dans tous ses droits, comme nous le dirons ci-après.

Son compagnon qui l'avoit quitté à deux lieues de Laon, ne fut pas si heureux. Il s'étoit flatté qu'il pourroit rentrer le lendemain matin dans l'Abbaïe de S. Vincent, sans être apperçu, en entrant par l'Eglise dans le rems qu'on diroit Prime; mais il fut découvert. On le mit en prison, & les menaces qu'on lui fit, l'obligèrent à avouer que D. Chopplet étoit allé à S. Nicolas aux bois. Les Archers qui étoient revenus prirent aussitôt des chevaux pour le suivre. Le Prieur de S. Nicolas, après avoir vu leur ordre, fit fort l'étonné: il écouta tout ce qu'ils voulurent lui conter, les fit déjeuner le plus long-tems qu'il put, & ne leur dit point autre chose, sinon que D. Chopplet étoit arrivé à telle heure & parti à telle autre. Il les renvoya à ceux qui l'avoient entretenu pendant le déjeuner, pour savoir de quel côté il étoit allé, n'ayant eu pour lui le tems que de lui dire quelques paroles. Les Archers apprit d'eux qu'il y avoit apparence qu'il étoit allé du côté de S. Quentin, parce qu'il leur avoit demandé leurs commissions pour cette ville-là. Mais le Prieur leur ayant fait comprendre que ce n'étoit pas là une preuve bien sûre que le fugitif sût allé de ce côté-là, & qu'il étoit impossible d'ailleurs de deviner de quel côté il auroit effectivement tourné, ils crurent qu'il étoit plus à propos de s'en retourner à Laon, comme ils en étoient venus.

On se vangea de la perte de D. Chopplet sur tous ceux qu'on crut avoir eu part à son évasion. Le Prieur de S. Vincent entre autres sur du nombre de ceux qu'on fit déposer par la Diette, quoiqu'il n'eût nullement favorisé la retraite du fugitif. Pour le Prieur de S. Nicolas, il rendit un si bon compte de sa conduite, qu'on ne pût trouver sujet de le condamner.

A l'égard de D. Chopplet, nous avons déjà dit que M. d'Argenson commença à lui faire son procès sur les procès verbaux de son évasion qui lui furent envoyés par M. l'Intendant de Soissons, avec toutes les lettres, papiers & memoires, qui s'étoient trouvés dans sa chambre; & que l'instruction de ce procès ayant été renvoyée par l'ordre du Roi aux Supérieurs majeurs de la Congregation, elle fut continuée jusqu'à sentence définitive. Voici le dispositif de cette sentence, que nous nous contentons d'insérer ici, parce qu'on en peut suppléer l'énoncé, qui est assez long, sur les faits dont nous venons de faire le récit.

« Nous avons déclaré la contumace bien instruite contre ledit D. Nicolas Chopplet accusé: adjugeant le profit d'icelle le déclarons atteint & convaincu de s'être évadé du monastere de S. Vincent de Laon par une suite nocturne par dessus les murailles de clôture d'icelui, par desobéissance aux ordres du Roi & de ses Supérieurs; avoir entretenu commerce & relation avec divers particuliers, & s'être trouvé saisi d'écrits contre la Constitution de N. S. P. le Pape concernant le livre du P. Q. & d'autres écrits suspects d'une doctrine condamnée, à l'injure & contre les défenses expressées faites à ce sujet par les Supérieurs majeurs à tous les Religieux de la Congregation, même par les reglemens des Chapitres generaux. Et pour réparation, avons ledit D. Chopplet privé de voix active & passive, & déclaré inhabile à toutes sortes de charges & d'emplois de la Religion. Et en cas que l'on puisse le prendre au corps, ordonnons qu'il sera conduit au monastere du Mont S. Michel, où il tiendra prison close l'espace d'un an, & jeûnera au pain & à l'eau tous les vendredis de l'année, & prendra la discipline en présence du Religieux qui aura soin de lui; & de plus il aura le monastere pour prison pendant cinq années; & ayant aucunement égard aux conclusions dudit Promoteur general, ordonnons qu'à sa diligence le présent jugement sera envoyé dans tous les monasteres de nôtre Congregation, pour

„y être lu par le Supérieur en plein Chapitre. Fait & arrêté en l'Abbaye de S. Germain des prés, le 16. Mai 1715. Signé,
„FR. CLAUDE DUPRE, Secrétaire.

Le second des Bénédictins qui furent renvoyés à leurs Supérieurs, s'appelle D. Jean Varoqueaux. Il étoit Religieux du couvent des Blan-manteaux à Paris. On intercepta quelques lettres qui lui étoient écrites, sur lesquelles il fut accusé d'être le correspondant de D. Chopplet, de lui avoir envoyé & à quelques autres de ses amis divers écrits contre la Constitution. Il fut arrêté & retenu pendant six mois chez un exempt, où il fut interrogé plusieurs fois par M. d'Argenson, & enfin conduit à la Bastille, où ce Magistrat lui continuoit son procès, lorsqu'il fut remis entre les mains de ses Supérieurs. Voici la sentence qu'ils rendirent contre lui quelques jours après qu'ils eurent condamné D. Chopplet.

„Vu par nous Supérieur general, Assistants & Visiteurs de la Congregation de S. Maur assemblés pour la Diette en l'Abbaye de S. Germain des prés à Paris, le procès criminel extraordinairement fait & instruit de l'ordre du Roi à la requête du Promoteur general de notre Congregation demandeur & accusateur contre Dom Varoqueaux Prêtre Religieux de notre Congregation accusé & défendeur : la requête contenant plainte dudit Promoteur, & qu'il soit ordonné que ledit Dom Varoqueaux sera interrogé pour dire vérité sur les relations, commerce & distribution de livres contre la Constitution de N. S. P. le Pape, & tenu de reconnoître les lettres, pieces & memoires dont il s'est trouvé saisi, & qui nous ont été remis de l'ordre du Roi, dont seroit fait procès verbal par devant deux Supérieurs qu'il nous plairoit commettre, pour le tout fait & rapporté être communiqué audit Promoteur, prendre par lui telles conclusions qu'il verra bon être, & par nous statué ce qu'il appartiendra : Notre ordonnance étant au bas de ladite requête, portant que ledit D. Varoqueaux sera interrogé aux fins d'icelle par D. Charles d'Isart Assistent,

& Etienne Badier Visiteur de la Province de France, du 1 du present mois de Juin : Interrogatoire dudit D. Varoqueaux, Vu aussi lesdites lettres, écrits & memoires, ensemble l'interrogatoire fait audit Varoqueaux par Monseigneur d'Argenson Conseiller d'Etat ordinaire, Lieutenant general de Police, au château de la Bastille le 13 Mai dernier : Conclusions définitives dudit Promoteur general ; & tout considéré : Après avoir entendu ledit D. Varoqueaux par sa bouche, étant venu à cet effet en l'assemblée de la Diette, le saint nom de Dieu invoqué, Nous declérons ledit D. Jean Varoqueaux atteint & convaincu d'avoir à l'insçu & contre les défenses expressées faites à tous les Religieux de la Congregation par les Supérieurs majeurs, entretenu commerce & relation de lettres avec différentes personnes Religieuses & autres, leur avoir distribué des écrits & memoires au préjudice de l'obéissance qui est due à N. S. P. le Pape, aux ordres du Roi, arrêts & reglemens du Parlement : Et pour reparation avons ordonné & ordonnons qu'il sera conduit incessamment sous bonne & sure garde, au monastere de Brantôme en Perigord, dans lequel il gardera prison close pendant six mois, & aura le monastere pour prison pendant un an, jeûnera au pain & à l'eau les Vendredis pendant sa prison close : L'avons privé de voix active & passive pendant ledit tems, déclaré inhabile à posséder aucune dignité, charges & emplois de ladite Congregation : Lni faisons défenses de retomber dans les mêmes fautes, sous des peines plus grièves. Et ayant égard aux conclusions dudit Promoteur, ordonnons que le present jugement sera lu au Chapitre par le Supérieur de chaque monastere de notre Congregation ; & à cet effet sera envoyé à la diligence dudit Promoteur. Fait & arrêté, la Diette tenant, en l'Abbaye de S. Germain des prez à Paris le 7 jour de Juin 1715. Signé, FR. CLAUDE DUPRE, Secrétaire.

Dom Chopplet demeura dans sa retraite,

& D. Varoqueaux dans la prison à laquelle il avoit été condamné, jusqu'à l'avènement du Roi à la couronne. Une des premières attentions de Monseigneur le Regent, comme nous le dirons dans la suite, fut de rendre la liberté à tous ceux qui avoient été inquiétés à l'occasion de la contestation sur la Constitution ou des disputes précédentes. S. A. R. fit déclarer en particulier aux Supérieurs majeurs de la Congrégation de S. Maur, que son intention étoit que ceux de leurs Religieux qui étoient dans ce cas-là fussent rétablis dans leur premier état. En conséquence de cet ordre on annulla la sentence rendue contre D. Varoqueaux, qui fut élargi & rappelé à Paris : Et D. Chopplet y étant venu de lui-même se présenter à ses Supérieurs, il en fut reçu non comme un criminel, mais comme un digne Confrère qu'ils avoient de la joie de recouvrer. Ils jugèrent néanmoins à propos de ne le rétablir dans ses droits, qu'après une procédure nécessaire pour purger la coutume & la condamnation qu'on avoit portée contre lui. Nous insérerons ici cette procédure, afin qu'il ne manque rien à l'histoire de ce Religieux. Elle servira d'ailleurs de preuve de la plûpart des faits que nous avons rapportés, & fera honneur aux Supérieurs de la Congrégation de S. Maur auprès de ceux qui applaudirent à la manière dont ils réparèrent, dès qu'ils en eurent la liberté, ce que la crainte avoit arraché d'eux.

INTERROGATOIRE de Dom Chopplet..

L'AN 1715 le 9 Novembre, Nous freres Charles d'Isart & Maur Audren Religieux Prêtres de la Congrégation de S. Maur Ordre de S. Benoît, humbles Senieurs Assis-tants du R. P. General de ladite Congrégation, nous étant transportés dans une des Chambres de l'Abbaye de S. Germain des prez, avons fait venir en icelle D. Nicolas Chopplet décreté de prise de corps decernée contre lui par D. Pierre Louet. Commissaire député par le R. P. General le 9 Mai 1715, à la enquête de D. Denis Cauchon substitut du Trésorier general de l'Ordre demandeur &

accusateur. Lequel D. Chopplet, après avoir promis de dire vérité, a été par nous interrogé en vertu d'ordonnance dudit R. P. General du 9 Novembre, portant nôtre commission : En quoi avons été assistés de D. Claude Dupré Secrétaire dudit R. P. General, ainsi qu'il ensuit.

INTERROGÉ de son nom, surnom, âge, qualité & demeure ?

A dit qu'il se nomme Frere Nicolas Chopplet, âgé de 31 ans, qu'il est Religieux Prêtre de l'Ordre de S. Benoît Congrégation de S. Maur : qu'il n'a présentement aucune demeure fixe, attendant l'ordre de ses Supérieurs pour lui en donner une.

INT. S'il sait de quoi il est accusé ?

A dit qu'il n'en sait rien, sinon qu'il a appris que c'étoit à cause de sa fuite nocturne de l'Abbaye de S. Vincent de Laon.

INT. S'il ne sait pas que c'est transgresser nos regles que de sortir ainsi de nuit du monastere ?

A répondu qu'il sait très-bien qu'une telle évacion est en soi une transgression des Regles; mais qu'il a été forcé de le faire par une nécessité qui d'elle-même dispense des Regles, & après avoir déclaré de vive voix & en termes formels à D. Charles Vigreux son Supérieur, le dessein qu'il avoit formé de sortir la nuit même du monastere..

INT. Du motif qui l'a engagé de sortir ainsi nuitamment de son monastere ?

A dit qu'ayant été averti que des Exempts & Archers chargés des ordres du Roi donnés sur de faux pretextes, étoient venus pour l'arrêter, il avoit pris sur le champ le parti de s'évader : ce qui lui a heureusement réussi.

INT. S'il sait la cause pour laquelle le feu Roi avoit donné ordre de l'arrêter ?

A répondu que non.

INT. Où il fut après sa sortie de S. Vincent ?

A dit à Bruxelles & plusieurs autres villes des Pais-bas, où il a toujours fait ses fonctions de Prêtre & de Religieux, autant que

le lieu le lui a pu permettre.

INT. En quelle ville il a fait sa residence ordinaire ?

A dit que la reconnaissance & la charité ne lui permettoient pas de désigner plus particulièrement les lieux où il s'est retiré, ni les personnes qui l'ont reçu avec bonté, sans en avoir leur agrément.

INT. S'il n'avoit point de commerce au sujet des affaires du tems ?

A répondu qu'il n'en avoit eu que de legitime & avec la permission de son Supérieur.

INT. S'il n'a pas envoyé differens paquets à l'insçu de son Supérieur à plusieurs personnes seculieres & regulietes, & même à des Religieuses ?

A dit qu'il n'en a envoyé aucun à l'insçu de ses Supérieurs ou contre les Regles.

INT. Si on lui a pris des écrits & papiers dans sa chambre le jour de S. Placide 1714 ?

A dit qu'oui.

INT. Quels étoient ces écrits & papiers ?

A dit que ces écrits étoient trois imprimés concernant la Bulle *Unigenitus*, & quelques collections manuscrites sur des matieres de Theologie.

INT. Pourquoi il étoit si triste, quand il s'apperçut qu'on les lui avoit pris ?

A répondu que quant aux manuscrits, comme c'étoit le fruit de son travail, il avoit eu beaucoup de peine de s'en voir frustré ; & qu'à l'égard des Imprimés, il craignoit qu'on n'en prit occasion de l'inquieter, quoiqu'il n'y en eût aucun fondement.

INT. S'il n'a pas reçu plusieurs fois un Ermite que l'on disoit être de son pais ?

A dit qu'il l'avoit reçu seulement deux fois.

INT. D'où il connoissoit cet Ermite ?

A dit que lorsqu'il étoit au Collège, cet Ermite étoit maître du jeu de paume, & que s'entretenant souvent ce lieu, c'étoit-là qu'il l'avoit connu.

INT. Pourquoi quand l'Ermite l'est venu voir, il l'a reçu secrettement & sans en avertir son Supérieur ?

A dit qu'il ne l'a jamais reçu qu'avec la permission de son Supérieur.

INT. S'il n'a pas mis quelques écrits entre les mains de cet Ermite ?

A dit qu'il ne lui en a jamais donné aucun ni directement ni indirectement.

INT. S'il ne fait pas que cet Ermite a été mis à la Bastille par ordre du Roi ?

A répondu qu'oui.

INT. S'il fait le sujet pourquoi on l'a mis à la Bastille ?

A dit que sur le bruit qui s'en est repandu, il croyoit, comme plusieurs autres, que c'étoit pour s'être trouvé saisi à Atlas d'un certain écrit.

INT. Si ce n'est pas lui qui lui a mis cet écrit entre les mains ?

A dit que non.

INT. Quelle connoissance il avoit dans l'Abbaye du Sauvoir ?

A dit qu'il y connoissoit quelques Religieuses, qu'il les voyoit rarement, & avec une permission expresse & par écrit de son Visiteur.

INT. S'il ne s'est pas servi souvent du petit garçon de la sacristie pour envoyer des paquets à ces Religieuses ?

A dit qu'il n'a rien fait en cela contre son devoir ni à l'insçu de son Supérieur.

INT. A quoi il s'occupoit étant Souprieur à S. Vincent de Laon ?

A dit qu'il s'occupoit à l'étude & à se perfectionner dans son état.

INT. S'il n'a jamais eu de differend avec D. Vigreux son Supérieur ?

A dit que lui D. Chopplet ne lui en a jamais donné le moindre sujet.

INT. Si dans les conversations, soit dans le monastere, soit dans le dehors, il ne parloit pas avec beaucoup de chaleur des affaires du tems ?

A répondu qu'il n'en avoit jamais parlé qu'avec le zele réglé qu'il convient que des Religieux mêmes aient pour les affaires importantes de l'Eglise : mais qu'il avoit toujours été très-éloigné de tout esprit de cabale & de parti : & que quant à la Constitution, il avoit toujours été très-éloigné de l'accepter même avec explications ; parce-

qu'il la trouve & qu'elle est en effet contraire à l'Ecriture sainte, aux Percs, aux Conciles, aux libertés de l'Eglise Gallicane, au langage & aux pratiques les plus autorisées dans l'Eglise; parce qu'elle renverse les vérités les plus essentielles de la Religion; parce qu'enfin elle calomnie & flétrit injustement un auteur encore plus recommandable par la sainteté & l'innocence de ses mœurs, que par sa vaste & profonde érudition.

INT. S'il veut se rapporter aux dépositions des témoins entendus en l'information faite contre lui?

A dit qu'il s'y rapporte volontiers entant qu'elles se trouveront conformes à la vérité & à ses réponses, & non autrement.

Lecture à lui faite de ses réponses, y a persisté & a signé avec nous & notre Secrétaire le jour & au que dessus,

SENTENCE d'absolution en faveur de Dom Chopplet.

AU nom de Dieu. Vu par nous humble Supérieur general & Assistants de la Congregation de S. Maur, Ordre de S. Benoît, la requête à nous présentée par D. Nicolas Chopplet Religieux Prêtre & Profes de la dite Congregation & dit Ordre, à ce qu'il soit reçu à ester à droit, de se mettre en état, subir l'interrogatoire, & en conséquence mettre la sentence de défaut & la contumace à néant, le décharger de l'accusation, & le rétablir dans tous ses droits & sa bonne réputation: Notre ordonnance de soit communiqué au Promoteur de l'Ordre du 6 de Novembre 1715. Conclusions du Promoteur du 9 du même mois: Notre ordonnance de soit reçu à ester à droit, & être entendu sur faits & articles: Interrogatoire prêté par devant nous par ledit D. Nicolas Chopplet. Conclusions définitives du Promoteur de l'Ordre, le tout du 9 de Novembre 1715, Dieu préalablement invoqué: Avons déclaré & déclarons ledit D. Nicolas Chopplet pleinement déchargé de l'accusation, absous & entièrement purgé tant du défaut que de la contumace, & de toute condam-

nation portée par la sentence du 26 de Mai 1715. Mettons le tout à néant; réintégrons ledit Chopplet en toutes ses fonctions, droits & prerogatives de Prêtre Religieux profes de la Congregation de S. Maur; & generalement le rétablissons en sa bonne renommée & réputation. Fait & arrêté dans l'Abbaye de S. Germain des prez lez-Paris ce 12 jour de Novembre 1715. Signé, FR. CLAUDE DUPRE' Secrétaire.

§. XL I.

On veut engager plusieurs savans, qu'on connoissoit opposés à la Constitution, à écrire en sa faveur, & à refuser le Traité de l'Allion de Dieu, les Hexaples & le Temoignage de la vérité. Idée de ces livres. Recit de ce qui arriva à cette occasion à M. Du Guet, à M. Conet, aux Benedictins, & aux Chanoines de sainte Genevieve. M. le Cardinal de Polignac se charge d'écrire contre le Temoignage de la vérité, & en est recompensé.

UN genre de vexation, dont il n'y avoit peut-être point encore eu d'exemple, fut celui qu'on imagina dans ce même tems, pour inquieter des hommes de mérite, qui par leur sagesse, la retraite dans laquelle ils vivoient, & le silence qu'ils gardoient dans ces conjonctures difficiles, sembloient mériter au moins qu'on les oubliât. Les Jesuites s'étoient contentés jusqu'alors d'empêcher qu'on écrivit contre leur doctrine & contre leurs entreprises, par les persécutions qu'ils suscitoient à ceux qui avoient la hardiesse de le faire. Ils avoient laïssé en repos ceux qui se taisoient, & n'avoient point exigé d'eux qu'ils écrivissent pour leur défense contre leurs propres sentimens. Ce fut ce qu'ils s'aviserent pour la première fois de demander, à la faveur de la Constitution, à divers savans qui avoient la réputation de bien écrire, afin de les deshonorér, s'ils l'acceptoient; ou de les perdre, s'ils le refusoient.

Ces Peres voyoient avec chagrin que leur doctrine & leur politique étoient attaquées

de toutes parts dans les écrits folides qu'on publioit tous les jours contre la Constitution, & que les reponses foibles qu'ils avoient voulu d'abord y opposer, ne servoient qu'à décrier davantage leur cause. Ils eurent qu'en les faisant refuter par des Auteurs en faveur de qui le Public étoit prevenu, ils feroient au moins illusion à ceux qui n'examinent pas les choses de si près; & ils ne s'attendoient pas de trouver la même résistance dans tous ceux à qui ils vouloient s'adresser.

Les écrits qui leur faisoient le plus de peine, par l'applaudissement singulier avec lequel ils étoient reçus du Public, étoient le *Traité de l'Action de Dieu sur les creatures*, les *Hexaples*, & le livre du *Temoignage de la vérité dans l'Eglise*. Le premier de ces ouvrages, quoique composé long-tems avant la Constitution & sans aucun rapport à la Constitution, que l'auteur ne pouvoit pas prévoir, n'avoit néanmoins paru que quelques mois auparavant, & il ruinoit sans ressource le système Moliniste que les Jésuites cherchoient à établir par cette Bulle. Les *Hexaples* faisoient voir d'une manière sensible & palpable l'entière conformité qu'il y avoit entre les propositions condamnées par la Constitution, & les propositions de l'Ecriture sainte & des SS. Peres. Et le *Temoignage de la vérité* dépeignoit d'une manière si naturelle, si vive & si frappante l'irrégularité de la conduite qu'on avoit tenue pour faire accepter la Constitution par l'Assemblée des Evêques & par la Sorbonne, que ceux-mêmes qui n'étoient pas capables d'entrer dans le fond de la dispute, étoient persuadés par les circonstances extérieures de la forme, qu'on leur remettoit sous les yeux, que la vérité & la justice étoient du côté des opposans.

Ce fut donc principalement contre ces trois livres que les Jésuites chercherent des Ecrivains, non parmi ceux qui s'étoient déclarés pour la Constitution, comme il étoit naturel qu'ils le fissent; mais parmi ceux qu'ils avoient accusés plus d'une fois d'être des partisans ou des fauteurs secrets des nouvelles heresies. Ceux à qui ils s'adresserent

furent M. Du Guet, dont le nom & le mérite étoient connus long-tems avant qu'il nous eût donné le traité de la Priere publique & les autres ouvrages, dont la délicatesse jointe à la solidité excita, dès qu'ils parurent, la jalousie des Jésuites: M. Conet, qui passoit pour avoir eu la principale part aux Memoires faits pour la Metropole de Roüen, contre la Primatie de Lion; les Benedictins de la Congregation de S. Maur, & les Chanoines Reguliers de la Congregation de sainte Genevieve, parmi lesquels c'étoit une chose notoire qu'il y avoit un grand nombre de sujets capables par leur érudition d'écrire sur les matieres de Theologie. Mais avant que de rapporter ce qui se passa à cet égard, nous croyons, suivant nôtre methode, devoir donner du *Traité de l'Action de Dieu* & de celui du *Temoignage de la vérité*, quelque connus que ces deux ouvrages soient par eux mêmes, une idée semblable à celle que nous avons déjà donné des *Hexaples*.

DE L'ACTION DE DIEU sur les creatures, traité dans lequel on prouve la promotion physique par le raisonnement, & où l'on examine plusieurs questions qui ont rapport à la nature des esprits & à la grace. A Paris 1713, in 4^{to} deux volumes.

LE titre de cet ouvrage annonce quel en est le dessein. L'Auteur s'y est proposé de démontrer, que Dieu est auteur en premier de toutes les actions des creatures, & qu'elles n'agissent qu'en second & par l'impression qu'elles reçoivent du createur: & il n'y a personne qui ait traité ces matieres avec une connoissance plus sublime de la metaphysique; en quoi il a marché sur les traces de S. Augustin, de S. Anselme & de Thomas Bradwardin, tous deux Archevêques de Cantorbery. Quoiqu'il se serve du raisonnement pour prouver la grande vérité qui fait l'objet de son traité, & que ce soit ce qui y domine le plus, il est cependant vrai qu'elle y est principalement prouvée par l'Ecriture & par la Tradition; puisque l'Au-

teur n'employe le raisonnement que pour faire valoir & étendre les principes qu'il a puisés dans ces sources sacrées, & decouvrir l'union & les rapports que cette verité a avec plusieurs points importans & capitaux de la Religion. La raison conserve la place qu'elle doit toujours garder en matiere de doctrine, qui est de se prêter à l'autorité, sans pretendre en disposer, de se former sur cette regle, de faire servir en sa faveur tout ce qu'elle a de forces & d'instrumens, & de ne point dominer sur l'autorité même. L'Auteur suit par tout la methode des geometres : il commence par établir des principes; il en tire des consequences, & il forme ensuite des uns & des autres sa demonstration. Son style est simple & sans affectation, proportionné à la matiere qu'il traite. On ne laisse pas de trouver de la noblesse & de l'elevation en plusieurs endroits, sur tout dans la seconde section, où il examine les actions selon leur être moral. Ces ornemens qui sont repandus dans tout l'ouvrage, contribuent infiniment à en rendre la lecture agreable, & à soutenir & ranimer l'attention du lecteur, que la multitude & la subtilité des verités qu'on approfondit, ne pourroit manquer d'abatre.

L'ouvrage est divisé en deux parties principales, selon les deux differentes manieres dont on peut considerer les actions humaines, qu'on peut envisager ou par rapport à ce qu'elles sont dans l'homme, ou par rapport à ce qu'elles sont à l'égard de Dieu. La premiere partie est subdivisée en cinq sections, & la seconde en deux, qui font la sixieme & la septieme, & composent le second volume de l'ouvrage. Il ne nous est pas possible d'entrer dans le detail des questions qui sont traitées dans chacune de ces sections. Nous nous contenterons de remarquer ce qui a paru frapper davantage le public dans cet ouvrage.

On peut le reduire à trois chefs : Le 1, que toutes les modifications de l'esprit sont des êtres : Le 2, que de ce qui paroît de plus fort dans S. Augustin sur la distinction

des deux états, on ne peut rien conclure de precis & de formel contre la prémotion : Le 3. que l'équilibre & le Congruisme sont les deux points qui divisent & qui réunissent les differens sentimens sur la grace.

L'Auteur prouve le premier de ces articles par la comparaison des modifications de l'esprit avec celles du corps. On ne conçoit que deux sortes de modifications dont les êtres soient capables : l'une qui se fait par le simple arrangement different des parties réellement distinctes qui sont dans un être ; l'autre par une augmentation ou diminution d'être. La notion naturelle que nous avons de l'esprit nous fait reconnoître qu'il n'y a que cette seconde espece de modification qui puisse convenir à l'esprit, puis qu'il n'a point de parties ; la premiere est du ressort des corps. De ces differentes modifications dont les êtres sont capables, suivent naturellement les differentes manieres dont on doit raisonner sur les uns & sur les autres. Quoiqu'il se trouve des corps qui nous paroissent plus parfaits les uns que les autres, ils ne le sont point en eux-mêmes & aux yeux de leur Auteur, qui voit & qui pourroit nous faire appercevoir dans les corps les plus irreguliers la même beauré & la même proportion que nous appercevons dans les plus parfaits. Il suffiroit qu'il les representât à notre imagination avec les retranchemens qu'un habile sculpteur y pourroit faire, ou avec un arrangement different des mêmes parties qui les composent. Au lieu qu'il n'y a rien qui choque plus le bon sens que de raisonner de la même maniere des esprits, que de dire, par exemple, que l'homme le plus stupide & le plus ignorant a les mêmes perfections que l'homme le plus savant; il n'y a rien qui choque plus le bon sens, & qui soit en même-tems plus opposé aux bonnes mœurs, que de dire que l'homme le plus deregulé a les mêmes perfections que les plus grands saints qui sont dans le ciel, & que Dieu les appercevoit en son ame.

Il faut observer par rapport à ce point de la doctrine de notre Auteur, qu'on peut l'entendre generalement à toutes les modifications de l'esprit, de quelque nature qu'elles puissent

puissent être, ou l'appliquer seulement aux modifications actuelles ou habituelles qui rendent les esprits bons ou mauvais dans l'ordre moral. Ce principe pris dans sa généralité est beaucoup moins commun, & peut être regardé comme une opinion metaphysique particuliere à notre Auteur; mais pris dans le sens restreint, qui regarde le bien & le mal, c'est une verité de Tradition, que S. Augustin a particulièrement développée, & dont il a tiré des conséquences de la dernière importance, soit contre les Manichéens, en traitant du principe du mal, soit contre les Pélagiens, en traitant des merites de la grace: conséquences sur lesquelles nous ne nous étendons point ici, mais dont on verra que nous faisons un grand usage dans la 1^v. colonne de cet ouvrage.

Du principe que les modifications des esprits sont des êtres, notre Auteur tire des conséquences pour établir la prémotion. On les penetre suffisamment, tout le monde convenant que Dieu seul est Auteur de l'être. Mais il y a une objection importante qui se présente naturellement à l'esprit, que nous ne devons pas omettre: c'est que par ce principe d'augmentation d'être, on confond l'esprit avec le corps, & on retombe dans l'inconvenient qu'on avoit voulu éviter, en donnant des parties à l'esprit, & le rendant aussi divisible que le corps. Notre Auteur répond parfaitement bien à cette difficulté. Il distingue deux manieres dont se peut faire cette augmentation d'être: l'une parce que l'être qui est ajouté à un autre devient un même être avec lui: l'autre, parce que l'être ajouté est simplement mis auprès de celui auquel il est ajouté. Il n'y a que cette dernière espece d'augmentation qui rendent l'être divisible: elle ne convient qu'aux corps; & pour en avoir une idée juste, il faut avouer qu'elle n'est qu'une augmentation appareute, & n'est point en effet une véritable augmentation. Ajoutez à un pied cube de matiere un autre pied cube, l'être du premier pied ne reçoit rien de l'être du second, & il reste tel qu'il étoit: il forme à la verité avec le second pied une masse de deux pieds; mais il n'est par lui-

même, comme il étoit auparavant, que la moitié de cette masse, c'est-à-dire un pied cube. D'où l'on doit conclure qu'il n'y a que la première espece d'augmentation, (& c'est celle-là que notre Auteur attribue aux esprits) qui soit une vraie augmentation, & qu'on ne peut augmenter véritablement en être, sans augmenter en unité. Dieu n'est infiniment simple, que parce qu'il est infiniment être.

Nous ne nous étendrons point sur les deux autres articles, parce que nous en parlons suffisamment dans la 1^v. colonne de cet ouvrage. Nous dirons seulement par rapport au premier, que ce qui a principalement porté à croire que S. Augustin rejettoit la prémotion physique pour l'état d'innocence, c'est l'idée qu'on s'est formée de l'*adjutorium sine quo*, qu'on prend communément dans le sens d'une grace versatile. Or notre Auteur fait voir que ce secours est véritablement efficace dans tout ce qu'il produit, & qu'ainsi on n'en peut tirer aucune preuve contre son sentiment. Il démontre d'ailleurs par un grand nombre de principes qu'il tire de divers endroits de S. Augustin & de S. Fulgence, qui est celui de ses disciples qui a le mieux penetré sa doctrine, que ce Pere a reconnu la nécessité de la prémotion physique en general ou d'un secours déterminant pour toutes sortes d'actions & toutes sortes d'états. Nous ne dirons rien du tout du troisième article, parce que nous le discutons fort au long dans le corps de cet ouvrage; & nous ne pouvons mieux faire que d'y renvoyer.

Dès que ce livre parut, les Jésuites comptèrent bien qu'il leur étoit important de ne pas laisser sans réponse un ouvrage qui renversoit par les principes tout le système de leur doctrine, & qui le developpoit avec tant de netteté, que le seul exposé qu'il en faisoit, en inspiroit de l'horreur à ceux qui n'en aiant auparavant qu'une idée confuse, regardoient ces disputes comme très-indifferentes à la religion. Ils commencerent par en faire une refutation abrégée dans le Journal de Trevoux du mois de Mars 1744. Elle comprend le livre entier, à l'exception

de la 2. partie de la 7. section, dont ils donnerent aussi une refutation semblable dans le Journal du mois de Janvier 1715. Ils representoient dans l'une & dans l'autre le traité de l'*Action de Dieu*, comme le livre le plus pernicieux que les Janfenistes eussent encore produit. Ils y trouvoient non seulement toutes les erreurs qu'ils ont coutume d'attribuer à tout livre qui attaque le Molinisme, c'est-à-dire le Predestinarianisme, le Calvinisme, le Baïanisme, & le Janfenisme : mais l'Auteur admettoit encore, selon eux, le destin, comme les Stoïciens : il étoit comme les Nestoriens, à la volonté humaine de J. C. toute operation propre, & faisoit l'homme dans J. C. l'énergumene de Dieu : il avançoit des principes conformes à ceux des Spinozistes ; & conduisoit enfin directement à l'athéisme. Mais comme ces refutations outrées, & qui n'étoient fondées que sur des inductions formellement défavouées par l'Auteur, & que personne d'ailleurs n'apportoit dans ses principes, ne firent aucune impression sur le public, les Jésuites crurent que pour donner quelque vraisemblance à ces accusations il falloit les faire repeter par des Ecrivains qui ne parussent pas s'être concertés avec eux. Ils choisirent pour cela M. l'Abbé de Margon, qui se prêta d'abord à cette intrigue, mais qui s'étant ensuite broüillé avec eux en a decouvert tout le mystere dans sa premiere lettre au P.ournemine, Auteur du Journal de Trevoux. Voici comme il rapporte lui-même le fait.

„J'étois, dit-il, en Languedoc : j'y vivois heureux & tranquille, lorsque vos Peres vinrent m'enchanter par les plus seduisantes promesses. Ils m'engagerent à venir à Paris pour traiter des affaires de la religion auprès du P. le Tellier : mais avant que de partir pour Paris, ils me dirent d'aller trouver le P. Perrin à Toulouse, qui étoit instruit des affaires, & de qui je devois recevoir ma mission.

Après avoir rapporté les leçons que lui fit le P. Tellier, & son arrivée à Paris, & l'ouverture que l'Abbé lui fit & d'autres Jésuites des reflexions qu'il avoit faites sur le livre de l'*Action de Dieu*, le P. Riviere, qui

étoit un de ceux à qui il avoit été recommandé, „me dit, continue-t-il, qu'il vouloit me lier avec un Pere de ses amis, grand „Metaphysicien & très-agreable au P. le Tellier : c'étoit le P. Hoignant Professeur de „Theologie au College des Jésuites. Je le „vis, je lui étalai mon projet & mes des- „seins contre le livre de l'*Action de Dieu*. „Tout mon dessein se renfermoit à faire voir „que la doctrine de cet Auteur pouvoit con- „duire au Spinosisme & à l'Athéisme. Le „P. Hoignant, après m'avoir loué & encouragé, me dit qu'il avoit lu ce livre. Il me „fit remarquer que cet Auteur étoit non seu- „lement Spinosiste, mais qu'il étoit encore „Janfeniste, & qu'il falloit le refuter en mé- „me-temps sur les deux systemes, si je vou- „lois servir la Religion & les Jésuites. Car „enfin, me dit-il, si vous vous attachez „seulement à convaincre cet Auteur de Spi- „nosisme, vos coups sont des coups en l'air, „vous refusez un systeme particulier, un „Auteur inconnu ; vous attaquez un livre, „au lieu qu'il faut attaquer un parti. Les Jan- „fenistes qui ne sont point préterminans, „seront ravis de n'être pas compris dans vô- „tre refutation, & d'y trouver des argumens „contre la prémotion physique. Les Jésuites „ne se trouveront pas vengés des insultes de „l'Auteur. Les Thomistes dont vous atta- „quez indirectement le systeme, crieront „contre votre refutation : vous elevez dans „l'Eglise un nouveau sujet de discorde, & „vous fatiguez le public par une dispute ab- „straite entre deux Auteurs particuliers, dont „la querelle ne sauroit l'interessér. Mais „vous évitez ces inconveniens, en attaquant „directement les Janfenistes dans le livre de „l'*Action de Dieu*. Marquez bien comment „le Janfenisme & le Spinosisme s'allient en- „semble. Je lui repondis que ce seroit avan- „cer que les Janfenistes sont Athées, & que „quand même cette proposition seroit vraie, „elle ne seroit pas vraisemblable. Nulle- „ment, repliqua le P. Hoignant, vous di- „rez seulement que l'Auteur du livre de l'*A- „ction de Dieu* est Spinosiste & Janfeniste „tout ensemble. Vous montrerez la confor- „mité de ces deux systemes : & sans avancer,

„comme nôtre Pere Hardouin , que les Jan-
„nistes font Athées, vos lecteurs formeront
„eux-mêmes cette conclusion.

„Que vous importe après tout de dire ou
„de ne pas dire que les Jansenistes sont
„Athées ? Pourquoi les épargner ? Le pu-
„blic verra avec plaisir que vous leur don-
„nez tous les principes & tout le ridicule
„de l'Achéisme sans leur en attribuer le
„dessein : posez bien vos premisses , &
„laissez tirer aux autres la consequence ,
„sans vous en rendre garant.... Telles
„sont les instructions que je recevois du
„P. Hoignant..... Je consultois encore
„vos Theologiens de Province , & sur tout
„le P. Perrin de Toulouse , qui étoit mon
„grand directeur & mon patron. Voici
„ce qu'il m'écrivit au sujet de mon ou-
„vrage.

„A Toulouse le 4 Juin 1714. J'ay
„reçu votre dernière lettre qui m'a donné
„bien de la joie , & j'écrivis ce jour-là
„même au R. P. sur votre sujet... Le tra-
„vail que vous avez entrepris , est digne de
„vous. Je n'ay pas lu ce livre ; mais j'ay
„vu dire qu'on pouvoit le refuter dans un
„ouvrage fort court.... Cet Auteur a voulu
„ligner les Thomistes pour fortifier le parti
„qui se couvre de ce manteau.... Le silence
„des Thomistes est honteux , il faut pour-
„tant les menager , & ne pas les irriter ,
„& faire connoître & bien sentir que leur
„opinion est catholique , & leur système fon-
„dé en raison & en autorité. Il ne faut pas
„procurer un parti catholique aux Jan-
„enistes &c.

„Enfin , j'envoyai le plan de mon ouvra-
„ge au P. Perrin : il fut bien-tôt repandu
„dans la Société ; on le regarda comme un
„ouvrage très-important & un coup de parti :
„c'est dans ces termes qu'on en parloit chez
„vous.

Quelques pages après M. l'Abbé de Mar-
gon pourfuit ainsi. „La seconde édition du
„livre de l'Action de Dieu alloit paroître :
„la Société en fut alarmée , elle voulut en
„arrêter le cours ; & il fut résolu que je fe-
„rois imprimer en forme de lettre le plan
„& le projet de ma refutation. Le P. Perrin

„de Toulouse fut le premier qui me donna
„ce conseil , parce qu'il vouloit que je fusse
„caractérisé dans le public par quelque occa-
„sion d'office , qui devoit servir de voile
„à mes secrettes intrigues : on pourra mê-
„me le connoître aux termes de la lettre sui-
„vante.

„A Toulouse ce 17 Juin 1714. Je suis
„bien aise que vous travailliez à vous faire
„connoître par le bon endroit ; c'est-à-dire
„par quelque ouvrage qui donne un témoigna-
„ge incontestable du parti que vous prenez
„pour la bonne doctrine. Vous ne seriez pas
„mal d'imprimer auparavant une lettre à un
„de vos amis qui fit le caractère du livre de
„Dugues (car c'est lui qu'on nous a dit être
„l'Auteur de l'Action de Dieu.) Cette let-
„tre donneroit idée de vous , & feroit atten-
„dre & desirer votre ouvrage &c.... Je fis
„donc imprimer cette lettre : elle produisit
„l'effet que les Jesuites en attendoient. Ils
„s'en servirent pour faire condamner le li-
„vre de l'Action de Dieu par un Arrêt du
„Conseil du Roi qui en revoke le privilege.
„Dès-que le P. le Tellier eut lu ce petit
„écrit , il en parut enchanté , il le témoigna
„publiquement , & m'envoya le Pere Ar-
„naud , Procureur general de la Province
„de Toulouse , pour m'en faire compliment
„de sa part. J'allai le voir , & il m'entreint
„plus d'une heure dans son cabinet au sujet
„de mon ouvrage.... Ce qui m'a fait plaisir
„dans votre lettre , me dit-il , c'est de voir
„que vous joignez la doctrine des Jansenistes
„avec leur politique. C'est à quoi je me suis
„toujours attaché dans mes écrits , & je suis
„persuadé qu'on n'en triomphera jamais que
„par ce moyen. Il faut là-dessus faire un
„magnifique préliminaire à la tête de votre
„livre , dans lequel prenant en racourci tous
„leurs dogmes & leurs pratiques , vous ferez
„connoître à chaque article la raison politique
„qui les conduit , & vous ferez conclure enfin
„qu'ils n'ont d'autre dessein que la destruction
„de l'Eglise & de l'Etat. Si Pascal , ajou-
„ta-t-il , ne s'étoit attaché qu'à rapporter
„simplement les passages de nos auteurs , il
„n'aurois pas fait grand mal aux Jesuites.
„Mais il commence par attribuer un esprit

«de domination, un dessein politique, & un concert unanime dans toute la Compagnie. Cela une fois posé, tout ce qu'il dit ensuite, paroît plausible; & son livre ne nous a blessé que par là. Faites contre les Jansenistes ce qu'ils ont fait contre nous. Retorquez tous les arguments de Pascal contre le péché; n'ambitionnez qu'il nous attribue le dessein de dominer, la politique, la morale relâchée; vous trouverez tout cela chez les Jansenistes. Il faut traiter ce sujet avec beaucoup de délicatesse & d'esprit, sans paroître partial, sans dire du bien des Jésuites: dites au même du mal d'une certaine façon: je vous le permets. Et pour ne pas choquer les préventions du public, feignez toujours de ne le pas en dire; même de lui applaudir, s'il le faut. C'est le seul moyen de gagner les opinions... Vous allez, dit-il encore, vous acquérir une gloire immortelle: la postérité vous appellera le Pascal catholique. Et me frappant sur la tête il me dit ces paroles remarquables: Il faut que votre livre porte un coup certain, & que je vous rende aussi heureux que vous vous rendez illustre.

M. de Margon rapporte ensuite les félicitations qu'il reçut de plusieurs autres Jésuites, & entre autres du P. Lejean, qu'il nous apprend être l'auteur de la lettre qui avoit été imprimée avec éloge dans le Journal de Trevoux du mois de Janvier 1715, sous le titre de *Lettre d'un Théologien de Province sur l'athéisme caché du livre de l'Action de Dieu*. Puis il continue ainsi: Trois jours après que cette lettre eût paru, M. de la Rocheport se transporta chez le libraire, & conséquemment par ordre du Roy tous les exemplaires du livre que je refusois.... Mais quel fut, ajoute-t-il, le témoignage du public à l'égard de cette lettre? Il n'y eut qu'un sentiment: on regarda l'ouvrage qui y étoit annoncé, comme un ouvrage bien plus utile aux Jésuites qu'à la Religion, & on l'attribua les uns au P. Hardouin, d'autres au P. Daniel, & d'autres à vous, M. R. P. par la conformité qu'elle avoit avec vos Journaux.

«Quand mon livre, poursuivit-il, fut en état de paroître, & que les Jésuites l'eurent assez examiné & corrigé, ils y trouverent leur dessein si bien exécuté qu'ils résolurent de procurer à cet ouvrage tout le succès possible. Or la prévention que ce livre venoit des Jésuites, étoit le plus grand obstacle à sa réputation: il falloit donc en bonne politique ôter cette opinion au public. Pour cela, que devoient faire les Jésuites? Desapprouver ce livre, écrire contre, le traiter de vision, obliger l'auteur à repliquer; & agir d'intelligence avec lui dans cette dispute. On auroit raisonné ainsi: Cet Auteur parle mal des Jésuites, les Jésuites le desapprouvent généralement, ils écrivent contre lui, ils le refutent. L'Auteur de son côté replique vivement, & n'épargne pas son adversaire: donc l'Auteur & les Jésuites ne sont pas d'accord. Quelle prévention pouvoit teuir contre un artifice si bien conduit? Les Jésuites avoient intérêt de me communiquer ce projet de politique pour le faire mieux réussir, en agissant de concert avec moi: ils ne doutèrent point que cette ruse ne fût de mon goût, puisqu'elle contribuoit au succès de mon ouvrage. Mais ils se tromperent: ce trait de politique ne me plut pas; tout ce qu'ils purent gagner sur moi, fut de consentir qu'ils parleroient contre mon livre, mais qu'ils n'écriront pas, & je leur déclarai que si aucun Jésuite écrivoit contre moi, je m'en prendrois à toute la Société.

Cependant le P. Tournemine, pour suivre le projet de ses Confrères, ne put s'empêcher de faire dans son Journal du mois de Septembre 1715, une critique du *Jansenisme démasqué*, qui parut trop sèrieuse à M. l'Abbé de Margon pour n'être qu'un jeu. Il s'en fâcha, & c'est le sentiment qu'il en eut, & le peu de soin que les Jésuites eurent de lui tenir les autres promesses qu'ils lui avoient faites, qui nous ont procuré la découverte de cette manœuvre. Voici comme il se plaint au P. Tournemine de l'injure qu'il lui avoit fait. Vous blamez d'abord, dit-il, ma méthode d'avoir par-

«tagé l'ouvrage en plusieurs discours....
 «Dès le commencement on reconnoît, dites-
 «vous, l'impuissance où l'on est de me sui-
 «vre... J'ay trop d'esprit, & s'enasse trop
 «de pensées avec un stile perpeluel de pre-
 «face... Vous trouvez que je degoutte mes
 «lecteurs par des propositions generales &
 «vagues : je les rebute par des paradoxes
 «dont il n'y a pas à esperer de preuves soli-
 «des.... Il y a dans ce que je dis je ne
 «sai quoi d'esprit éblouissant.... Mon stile
 «est ennuyeux, & mes raisons frivoles...
 «Je me contredis par tous... Les Catholi-
 «ques & les Heretiques se moqueront de ce
 «que je dis... Je presere les choses singu-
 «lières & de pure imagination aux choses
 «déjà dites & démontrées... Je ne fais
 «que repeter sans cesse des propositions que
 «je ne prouverai jamais... Enfin j'accuse
 «le livre de l'Action de Dieu de Spinossisme
 «& d'Athéisme, & s'envelope tous le parti
 «Janseniste dans la même accusation. C'est
 «là-dessus que vous vous écriez : Il a fait
 «illusion & donné le change : c'est une vision.
 «Vous avez raison, M. R. P. mon livre est
 «l'effet d'un enchantement, j'étois vision-
 «naire quand je le fis : ce sont les Enchan-
 «teurs qui me l'ont fait faire. J'étois en-
 «dormi. Maintenant je m'éveille, le char-
 «me finit; je connois l'illusion... Vous pou-
 «vez deormais écrire tant qu'il vous plaira
 «contre le livre du Jansenisme démasqué :
 «je le livre à votre sainte colere. Continuez à
 «traiter ce livre de vision : traitez-le d'here-
 «tique & d'Athée; dites par tout que l'Auteur
 «du Jansenisme démasqué est singulier & ori-
 «ginal dans son opinion : on ne vous croira
 «pas ; le pinceau des Jesuites est connu :
 «nous voyons tant d'originaux de leur façon
 «qu'on ne confondra jamais l'original avec
 «la copie. Je vous ay assez prouvé que cet
 «ouvrage est copié d'après la Société, &
 «que c'est l'ouvrage des Jesuites. Ainsi ne
 «vous en prenez pas plus à moi de mon li-
 «vre, que je m'en prends à vous de votre
 «critique, puis qu'en cela vous & moi n'a-
 «vons rien fait que ce qu'on nous a fait
 «faire. Qu'on ne dise donc pas que je
 «chante la palinodie, en désavouant le li-

«vre du Jansenisme démasqué. Ce livre ne
 «m'appartient pas, il est aux Jesuites : mais
 «les Jesuites le désavouent ; ce sont donc les
 «Jesuites qui chantent la palinodie & qui
 «désavouent ce qu'ils ont fait ; & non pas
 «moi. Je suis prêt à représenter, s'il le
 «faut, toutes les lettres que je vous cite :
 «je les montrerai écrites & signées de la
 «main de leurs auteurs.... Vos Peres
 «croyoient bien que j'entendrois raillerie :
 «mais le moyen de l'entendre avec eux ? Ils
 «veulent me forcer à me battre avec vous ;
 «& quand ils me le proposent, ils me disent
 «que ce ne sera qu'un jeu. Comme vous y
 «allez, M. R. P. quand on fait semblant de se
 «battre, on ne frappe pas si fort. Vous com-
 «mencez d'abord par le souverain mépris :
 «est-il rien de plus méprisable que la ma-
 «niere dont vous me traitez ? Appelez-moi
 «heretique, ou Athée, le reproche sera
 «plus fort, mais l'insulte sera moindre ; &
 «il y en a beaucoup qui supportent plus
 «patiemment l'anathème que le mépris...
 «Quoi ? après m'avoir seduit par vos flate-
 «ries, enchanté par vos promesses, aveu-
 «glé par vos opinions... vous me sacrifiez
 «au public : vous m'y rendez responsable
 «d'un ouvrage qui ne m'appartient pas ; &
 «par un extrait plus insultant pour l'au-
 «teur que pour le livre, vous voulez que
 «je devienne le mépris & la risée des deux
 «partis.

Nous finirons par là nôtre extrait. Nous
 l'avons peut-être fait trop long : mais il au-
 roit été moins agréable, si nous n'avions
 pas rapporté les propres paroles de l'Auteur.
 Et nous n'avons pu passer legerement sur
 une anecdote si interessante. Nous avons
 même omis diverses particularités égale-
 ment curieuses : mais il auroit fallu copier
 en entier la lettre de l'Auteur. Nous en
 avons encore de lui deux autres ; l'une ad-
 dressée au même P. de Tourne mine, & l'autre
 au P. Lallemand, dont nous pourrions
 parler, lorsque nous en serons au tems où
 elles parurent.

Le P. Malebranche publia aussi une re-
 ponde au traité de l'Action de Dieu. Mais il
 n'y a rien qui merite que nous nous y arrê-

tions. Ce Pere ne fait que repeter sans ordre des lambeaux de ses autres ouvrages ; & il y a exprimé ses sentimens d'une maniere si dure , qu'il y a lieu de s'étonner qu'on les lui ait laissés passer. Il dit, par exemple , que l'ame est l'unique cause de ses actes , c'est-à-dire de ses determinations libres , ou de ses consentemens bons ou mauvais moralement. Il est vrai qu'il ajoute ce foible correctif , quoique toujours dependamment des modalités ou moifs physiques dont Dieu l'affecte.

DU TEMOIGNAGE DE LA VERITE' dans l'Eglise , Dissertation Theologique où l'on examine quel est ce temoignage tant en general , qu'en particulier au regard de la derniere Constitution : pour servir de précaution aux fideles & d'apologie à l'Eglise Catholique contre les reproches des Protestans. 1714 in 12.

Pour donner une idée de ce livre à ceux qui ne l'ont pas lu , nous nous contenterons d'en choisir quelques traits parmi une infinité d'autres également beaux. Nous croyons que cet échantillon leur fera plus de plaisir , & piquera davantage leur curiosité , qu'un extrait abrégé qui le depouilleroit de ses ornemens.

Voici comme l'Auteur s'explique sur la voye de demander des explications au Pape ; à quoi les Evêques opposans s'étoient retranchés : " L'honneur & la sûreté de l'Eglise (dit-il , & il faut se souvenir qu'il écrivoit en 714) vouloient qu'on d  monstr  t le Pape au Concile   cumenique , & qu'on l'y poursuiv  t dans les formes. Mais le Pape ne l'a si bien mérité ; & peut-être si l'on e  t pris ce parti , Rome e  t-elle été beaucoup moins fière... Quoiqu'il en soit , on a cru que par la voye de la douceur , Rome enfin rentrée en elle-même fourniroit quelque moyen de la tirer du mauvais pas où les Jesuites l'ont engagée. On le souhaitoit de tout son cœur : la voye des explications parut naturelle. (Dieu le pardonne cependant à qui l'imagina , car elle est évidemment impraticable par rap-

port à la Constitution.) N'importe on l'a prise : & bien loin de savoir bon gré à des Evêques qui par condescendance ont porté les menagemens à l'excès , Rome pour toute reconnaissance nous renvoie des injures pour eux , & s'épuise en éloges pour elle-même. Mais des injures ne prouvent rien , & ces éloges nous scandalisent , parce qu'ils laissent après tout la Constitution telle qu'elle est. Elle nous effraye à force de nous dire que la Bulle est claire. Nous voulons pour son honneur qu'elle ne le soit pas.

Un Auteur qui parle ainsi sur le parti des Explications ne peut manquer de condamner les partis encore plus éloignés de la sincerité , qu'il voyoit que le plus grand nombre prenoit dans cette grande affaire. L'illusion , dit-il , ne sauroit aller jusqu'à croire qu'en l'acceptant on fit une œuvre agreable    Dieu & meritoire du salut   ternel. On ne cherche qu'un detour pour se persuader qu'on ne fait pas un crime. Et parce qu'on cherche ce detour , on le trouve. En manque-t-on quand on veut se tromper ? Les doutes qui ne sauroient tomber sur le fond , se repandent sur les circonstances extérieures. On convient de l'injustice de la Constitution , & l'injustice de l'acceptation qu'en ont fait les Evêques , n'est pas moins sensible. Mais l'injustice de la Constitution est l'affaire du Pape , disent les Evêques ; & l'injustice de l'acceptation est l'affaire des Evêques , dit le second Ordre. Chacun demeure très-convaincu de l'injustice d'autrui , & par je ne sais quel enchantement croit pouvoir y participer sans être complice.... Ce qui décide pour nous est justement ce qui ne devroit point décider ; & ce qui devroit décider n'entre pas même en ligne de compte. A quoi bon , dir-on , s'exposer nial-à-propos ? Dans nos demarches consultons d'abord l'utilité qui peut en revenir. J'y serai sacrifié , l'affaire n'en ira pas moins son train. La paix , eh mon Dieu , la paix ! Ne faut-il rien faire pour la conserver ? Je ne suis pas en place : si j'y étois , je verrois peut-être ce que j'allois à faire. Sans doute il seroit à souhaiter

„que la Constitution n'eût point été donnée;
 „mais ce n'est pas ma faute : est-ce à moi de
 „la reparer ? De bonnes explications bien
 „liées sauvent la vérité ; c'en est assez. Et
 „quand même il faudroit rabattre de la
 „netteté de la liaison , avec les hommes il
 „ne faut pas tout voir , & trop de fermeté
 „gâte tout. Abandonnons quelque chose
 „pour sauver le principal. Rome ne recule
 „point , le Roi lui même est engagé dans
 „cette affaire. Distinguons le meilleur en
 „soi du meilleur faisable. Soutiendra-t-on
 „l'effort de ces deux Puissances ? On se rend
 „inutile à force de se roidir ; & pliant à
 „propos on se met en état de reprendre
 „d'une main ce qu'on a donné de l'autre.
 „Dans le fond ne fait-on pas plus d'honneur
 „à la vérité , de supposer que le Pape n'a pu
 „la condamner , que de supposer que le Pa-
 „pe en effet l'a condamnée ? Comme si
 „l'honneur de la vérité dépendoit du Pape
 „& de qui que ce soit au monde ? Grands
 „discours ! Qu'est-ce que tout cela , sinon
 „un aveu forcé de l'injustice de la Consti-
 „tution , & comme une espece d'hommage
 „que la dissimulation de la prudence huma-
 „ine ne peut elle-même s'empêcher de ren-
 „dre à la vérité , qui la saisit & qui la
 „frappe ?

Les Jésuites ne seroient pas contents , si
 nous remettions ici sous les yeux la vigou-
 reuse sortie que l'Auteur fait sur leur Com-
 pagnie. Nous n'en rapporterons que les
 dernières paroles. Après une peinture qu'il
 fait du caractère & de l'esprit de ces Peres ,
 qui occupe plus de 20 pages , " Je reviens ,
 „dit-il ; tels sont de notoriété publique ceux
 „qu'on voit à la tête de cette affaire ; & c'en
 „est assez pour en conclure en rigueur , qu'il
 „est impossible que la religion & la vérité
 „se trouvent de ce côté-là. Quelle alliance
 „peut-il y avoir entre J. C. & Belial , entre
 „la lumière & les tenebres ? Et depuis
 „quand l'aimable & l'ingenue vérité auroit-
 „elle abandonné ses compagnes fidèles , la
 „douceur , la simplicité , la candeur & la
 „droiture , pour faire un pacte monstrueux
 „avec l'emportement , la dissimulation , la
 „duplicité , l'artifice & l'iniquité la plus
 „noire ?

Enfin , voici comme l'Auteur à la fin
 de son livre depeint les tristes suites que
 cette contestation & les contestations pré-
 cedentes excitées par les Jésuites avoient
 pour l'Eglise. " Depuis 70 ans , dit-il , qu'on
 „ne parle que de zèle pour la saine doctrine,
 „à quoi ce beau pretexte est-il employé ?
 „En quel état a-t-il réduit nos Eglises ?
 „L'Episcopat est avili , & la plupart des
 „Pasteurs sans forces & sans lumières laissent
 „les gens de bien exposés sans défense à la
 „merci de quiconque veut les perdre. Trop
 „heureux encore , s'ils ne se prêtoient pas
 „lâchement aux conseils les plus injustes.
 „Qu'un Ecclesiastique ait du mérite & de
 „la piété , dès-là même il est suspect. La
 „vertu n'ose plus se montrer : le Jansenisme
 „est le crime general de tous ceux qui , gra-
 „ces à Dieu , n'en ont aucun. Mais ce crime
 „est en même tems d'une espece si singu-
 „liere , qu'il suffit d'en être accusé pour être
 „coupable. Comme on ne peut entrepren-
 „dre le bien qu'avec mille précautions qui
 „le rendent impraticable , on n'oseroit pro-
 „poser la vérité qu'avec mille ménagemens
 „qui la rendent inintelligible. Cependant le
 „libertinage triomphe , le relâchement des
 „mœurs augmente tous les jours , la disci-
 „pline s'énerve , les études s'affoiblissent ,
 „l'ignorance nous gagne à vue d'œil , les
 „dignités Ecclesiastiques ne sont plus la re-
 „compense du mérite & de la vertu,... Les
 „peuples témoins de ce qui se passe... n'é-
 „coutent plus leurs Pasteurs avec confian-
 „ce.... La foi s'éteint , la piété s'affaiblit
 „dans tous les cœurs , la regle des mœurs
 „n'est pas elle-même hors d'atteinte. En
 „un mot notre Eglise autrefois si distinguée
 „par sa science & par ses lumières , si respec-
 „table aux nations voisines , si formidable
 „aux ennemis de la Religion , devenue au-
 „jourd'hui le jouet du manège Italien & de
 „l'intrigue Jésuitique , divisée au dedans , &
 „méprisée au dehors , se donne en spectacle
 „à l'univers , & ne se reconnoît presque plus
 „elle-même.

Le livre est rempli non seulement de
 traits semblables , mais de preuves & de rai-
 sonnemens solides , qui mettent dans la plus

grande évidence l'irrégularité & l'injustice de tout ce qui se faisoit en faveur de la Constitution. C'est ce qui le fit recevoir avec un applaudissement singulier : il fut lu à la Cour & à la ville, par les Theologiens & par les gens du monde, avec une avidité & un plaisir extraordinaire ; & de tous les écrits qui ont paru sur cette dispute, il n'y en a peut-être point qui ait eu un plus grand succès, ni qui ait plus mortifié & plus déconcerté les partisans de la Constitution.

Un tel livre ne pouvoit manquer d'avoir des contradicteurs. Aussi en eut-il de toutes les especes. Les plus violens & les plus emportés furent les partisans de la Constitution. Pour se venger du tort qu'il faisoit à leur cause, ils commencèrent par le déchirer dans le Journal de Trevoux par un extrait infidèle, & par la critique la plus outrée. Ils en firent faire une refutation, qu'on attribua dans le tems au P. Daniel, & qui fut imprimée à Paris. Enfin ils en sollicitèrent la condamnation au Parlement & à l'Assemblée du Clergé de 1715 ; & ils eurent le credit de l'obtenir. L'Arrêt du Parlement qui le supprime comme un Libelle sans aveu, est du 21 Fevrier 1715, & la censure du Clergé, dont nous aurons occasion de parler dans la suite, est du 29 Octobre suivant. Le Sieur Basnage Ministre Protestant à la Haye, l'attaqua aussi dans un livre qu'il publia la même année sous ce titre : *L'unité, la visibilité, l'autorité de l'Eglise, & la vérité renversée par la Constitution de Clement XI, & par la maniere dont elle est reçue*. Et il l'attaqua non en le combattant, mais en le comblant d'éloges bien plus offensants pour un auteur Catholique comme le nôtre, que tous les outrages des Jesuites, puisqu'ils n'étoient fondés que sur ce qu'il prétendoit, après ces Peres qui avoient avancé les premiers ce paradoxe, qu'on trouvoit dans le livre du *Temoignage* des principes qui favorisoient le schisme & la revolte des Protestans contre l'Eglise Romaine. Mais ce n'est pas seulement sur le système de nôtre Auteur que tomboit la prescription du Ministre, puisque selon lui la

vérité, l'unité, l'autorité & la visibilité de l'Eglise étoient peries par la Constitution & par la maniere dont elle avoit été reçue, quelque système qu'on put prendre, excepté celui des Molinistes qui rejetoient la grace & la vérité.

Nôtre Auteur eut encore des contradicteurs bien differens de ceux-là. Des Theologiens des plus opposés à la Constitution, sans lui attribuer aucun mauvais sentiment, pretendirent que sur la matiere de l'Eglise, il lui étoit échappé diverses expressions, qui sembloient s'éloigner du grand principe que M. le Cardinal de Noailles a depuis éclairci dans son instruction Pastorale, que ce n'est que par l'unanimité ou la presque unanimité des suffrages libres du Corps des Pasteurs que l'Eglise rend aux vérités contestées ce témoignage souverain qui doit soumettre tout entendement : Qu'il paroisoit égaler à ce témoignage décisif & qui n'a lieu que lorsque l'Eglise parle par tout le Corps des Pasteurs, le témoignage du petit nombre des Pasteurs qui demeurent fidèles à la vérité dans les tems de troubles, & qui réclament pour elle, lorsqu'elle est combattue ou abandonnée par tous les autres : Qu'on pouvoit inferer de ses paroles, en les prenant à la rigueur, que l'autorité de la Chaire passoit alors toute entiere à ce petit nombre de Pasteurs fidèles, les autres perdant celle dont ils étoient revêtus, par leur opposition à la vérité qui seule suffisoit pour les en dépouiller ; & que c'étoit-là le sens dans lequel il sembloit entendre le fameux passage de S. Cyprien, *Episcopatus unus est &c.* Et qu'enfin il paroisoit donner trop d'étendue à la maxime sur la réclamation des fidèles, lorsqu'on introduit quelque erreur dans l'Eglise, ou qu'on y attaque quelque vérité : maxime qui, quoique juste dans la circonstance dont il s'agissoit, doit être néanmoins resserrée dans de certaines bornes.

C'est à ces points que se reduisent les principales difficultés que ces Theologiens propoient contre ce livre. On les trouve en abrégé dans une lettre du 15 Decembre 1714, qui fut imprimée sous le titre de

Lettre

*Lettre à un Evêque sur le livre intitulé, Du temoignage de la verité, & avec plus d'étendue dans une autre lettre imprimée en 1717 sous le titre de Lettre à M. * servant de reponse à M. Basnage sur son livre de L'unité, & d'éclaircissement au Temoignage de la verité.*

Le livre eut contre tous ces adversaires, & en particulier contre les derniers, de zelés défenseurs; & quoique nous n'ayons pas suivi cette dispute, ce que nous savons très-certainement, c'est que les apologistes & l'Auteur même, à ce que l'on assure, ne l'ont défendu, qu'en désavouant tous les mauvais sens que nous venons d'exposer.

Ce fut contre ces deux livres, & contre celui des *Hexaples*, que les Jésuites voulurent obliger les savans que nous avons nommés de prendre la plume. Ils se joignirent, par le P. Teller, aux autres défenseurs de la Constitution, pour suggerer au Roy qu'il seroit important que des personnes capables de bien écrire prissent la défense de l'Eglise contre les libelles dont on inondoit le public, & en particulier contre ces trois livres, qui étoient plus dangereux que tous les autres. Ils indiquèrent M. Du Guet, M. Couet, les Bénédictins, & Messieurs de sainte Geneviève, comme des personnes qui avoient donné des preuves qu'ils avoient plus que les autres le talent d'écrire, & dont le seul nom, en faveur duquel bien des gens étoient prevenus, donneroit du credit aux ouvrages qu'ils feroient, & les rendroit plus utiles à ceux qui avoient principalement besoin d'être instruits. Ils ajoutèrent qu'il y avoit une raison particuliere d'y engager M. Du Guet, qui étoit soupçonné d'être lui-même l'auteur de ces trois livres: que si ce soupçon étoit mal fondé, & que les Jésuites ne les lui attribuaient qu'afin de leur donner plus d'autorité, M. Du Guet devroit se sentir obligé à S. M. de l'occasion qu'elle lui feroit de se laver de ce soupçon par la refutation de ces mêmes livres; & que si au contraire il étoit bien fondé, il étoit

juste de l'obliger à les retracter. Ils dirent aussi sur M. Couet, qu'il étoit accusé d'avoir eu part à ces écrits, ou du moins à celui du *Temoignage de la verité*, & qu'ainsi il y avoit la même raison de lui proposer d'en entreprendre la refutation.

Le Roy surpris par cette remontrance artificieuse donna des ordres conformes aux desirs des Jésuites. On commença par M. Du Guet à les exécuter. Le Dimanche 26 de Mai (1715) M. d'Argenson lui écrivit qu'il avoit ordre de l'entretenir, & il le prioit que ce fût le Mardi suivant; & cette lettre lui fut envoyée par un homme à cheval, qui eut soin de dire à la porte de la part de qui il venoit; afin de faire plus d'éclat. M. Du Guet se rendit chez M. d'Argenson le jour marqué. Ce Magistrat après l'avoir sondé par quelques questions generales qu'il lui fit avec beaucoup d'honnêteté, lui déclara que l'ordre qu'il avoit reçu du Roi sur son sujet par une lettre de M. le Comte de Pontchartrain, étoit de savoir de lui, s'il étoit véritablement l'auteur des trois livres en question, que's étoient ses sentimens sur ces livres, & s'il seroit disposé à écrire contre: "Car le Roy", ajouta-t-il, que vous écrivez bien, & il souhaite que vous me marquiez quand vous pourrez commencer, & quand vous croirez pouvoir finir: S. M. voulant voir elle-même votre ouvrage, avant qu'il paroisse.

M. Du Guet aperçut le piège qu'on lui tendoit. Il comprit que quoiqu'on affectât de ne lui rien demander expressément touchant la Constitution, c'étoit néanmoins sur la Constitution qu'on vouloit qu'il s'expliquât, afin de lui faire un procès de ce qu'il en diroit, qu'il ne pourroit imputer qu'à l'indiscrétion qu'il auroit eue de parler de lui-même sur une chose sur laquelle il n'étoit point interrogé. Il crut que la prudence demandoit de lui qu'il évitât ce piège, en se bornant à répondre aux trois questions qui lui étoient faites de la part de son Souverain, & en se taisant sur ce que des gens mal intentionnés qui n'a-

voient point de droit de l'interroger, vouloient lui faire ajouter ; & que cette conduite étoit d'autant plus sage, que la retraite qu'il médita dès ce moment, suppléeroit à ce qui pourroit paroître manquer à ce premier témoignage. Il répondit donc simplement, & il donna par écrit, qu'il n'étoit point auteur de ces trois livres ni d'aucun d'eux : Qu'ayant lu il y avoit long-tems le *Traité de l'Allion de Dieu*, & ne l'ayant lu qu'en partie, & n'ayant point lu du tout les *Hexaples*, qu'il ne connoissoit que par leur nom, il n'étoit pas en état d'en dire son sentiment ; & que pour le livre du *Témoignage de la vérité*, qu'il n'avoit lu qu'une seule fois, il y avoit trouvé des expressions qui ne lui avoient pas paru exactes : & qu'enfin, il n'étoit point disposé à écrire contre aucun de ces livres.

Quelques jours après cet entretien, M. Du Guet partit pour Neuville près de Pontoise, qui étoit la maison de campagne de M. le Président de Menars, chez qui il demeuroit depuis plus de 25 ans. On l'y laissa tranquille jusqu'au 6 de Juin que M. d'Argenson lui écrivit une seconde lettre pour lui marquer qu'il avoit encore ordre de l'entretenir. Elle ne lui fut rendue que quelques jours après. Il y fit réponse le 12, qu'il étoit à la campagne pour sa santé, qu'il étoit effectivement mauvaise, qu'il devoit y rester jusqu'à un certain tems : mais que s'il y avoit quelque chose de pressé, il attendroit ses ordres pour partir. Il les attendit jusqu'au 19, qu'ayant eu apparemment des avis, qu'on formoit des desseins plus violens contre lui, il partit de Neuville, pour aller secrètement à Paris, d'où il se retira dans un lieu sûr, qu'il cacha à tous ses amis, & même à M. le Président de Menars ; & il n'en sortit qu'au mois d'Octobre suivant, qu'il retourna à Paris.

La suite fit voir que sa crainte étoit bien fondée : car dès qu'on sut qu'il avoit disparu, on fit toutes sortes de recherches pour le trouver. M. de Pontchartrain Secrétaire d'Etat écrivit de la part du Roi à

M. le Président de Menars, pour s'informer où il étoit allé. Ce Magistrat répondit précisément qu'il ne savoit où il étoit, Mais sans aucun égard à cette réponse, ni à ce qui étoit dû à sa dignité, on envoya avec éclat, dans ses maisons de Neuville, & de Menars proche de Blois, des Archers qui y firent, & même sur toute la route de Paris à Blois, les mêmes perquisitions, que s'il s'étoit agi de découvrir un criminel d'Etat. Ce qui fut trouvé si indécent, que M. de Pontchartrain qui avoit donné cet ordre, se crut obligé après la mort du Roi d'en aller faire des excuses à M. le Président de Menars.

M. Couet, à qui M. d'Argenson fit la même proposition qu'il avoit faite à M. Du Guet, n'eut pas la même délicatesse ou la même fermeté que lui. Pour se mettre à couvert des suites auxquelles il vir bien qu'un refus absolu l'exposeroit, il accepta la commission d'écrire contre le livre du *Témoignage de la vérité*. Il crut trouver dans la partie de ce livre qui contient des principes généraux sur l'Eglise, des endroits qui n'étant pas assez développés, & qui pouvant, selon lui, être pris dans un mauvais sens, lui fourniroient la matière d'une critique utile à l'éclaircissement de la vérité, & qui suffiroit pour satisfaire à l'engagement qu'il avoit pris ; sans qu'il fût obligé d'entrer dans ce que l'Auteur disoit par rapport à la Constitution, à quoi il faisoit entendre qu'il étoit très-éloigné de vouloir donner la moindre atteinte. C'est du moins ainsi qu'il tâcha de se justifier auprès de quelques-uns de ses amis, qui lui firent des reproches assez vifs sur l'imprudence d'une promesse, dont il ne leur venoit pas en pensée qu'il pût jamais s'acquitter, sans trahir ses propres sentimens, s'il approuvoit la Bulle ; ou sans retomber, s'il ne l'approuvoit pas, dans l'inconvenient qu'il avoit voulu éviter, & déplaire à ceux qui le mettoient en besogne. Mais cette démarche rappella à tout le public le souvenir de celle qu'il avoit faite en 1703. Le fait est rapporté fort au long dans le 1. tome de l'Histoire du 6. 23. Cas de Conscience. Le voici en abrégé.

Les Jésuites mécontents de ce que M. l'Archevêque de Roüen venoit de le faire son Grand-Vicaire à la place de M. de Serracourt, l'accuserent auprès du Roy de Jansenisme & d'être l'Auteur du Cas de Conscience, qui faisoit alors beaucoup de bruit. Il étoit vrai que M. Bourlet, qui avoit porté ce Cas à signer à plusieurs Docteurs, l'avoit fait voir à M. Couet, & qu'il l'avoit approuvé ; mais il n'y avoit point d'autre part. On ne lui demanda d'abord pour preuve de son innocence que la signature pure & simple du Formulaire. Mais ayant voulu éviter cette signature, qu'il ne croyoit pas pouvoir faire dans la persuasion où il étoit que Jansenius n'enseignoit point les erreurs qui lui étoient attribuées dans le Formulaire, il donna à M. l'Archevêque de Roüen une Declaration de ses sentimens sur les cinq Propositions, qu'il crut suffisante pour justifier sa doctrine. Cette Declaration n'ayant pas paru telle à M. des Marais Evêque de Chartres, ni aux autres Prelats, par qui le Roy la fit examiner, M. Couet en donna une seconde & une troisième, qui furent aussi rejetées. Enfin intimidé par ces Prelats, il poussa la complaisance jusqu'à leur donner une espee de blanc-signé sur ce qu'il devoit croire ou ne pas croire sur la matiere en question, en leur disant, qu'ils fissent donc eux-mêmes une Declaration telle qu'ils la jugeroient necessaire, & qu'il la signeroit. Ils en dressèrent une, ou après lui avoir fait abandonner les Declarations precedentes qu'il avoit faites, & où il faisoit une profession de foi de ce qu'il croyoit, sans sur le dessein que sur le fait, on lui faisoit renvoyer que l'Eglise étoit en droit d'obliger tous les fidelles de souscrire avec une approbation & une soumission entiere de jugement, à la condamnation non seulement des erreurs, mais encore des auteurs & de leurs ecrits : qu'elle avoit usé justement de ce droit dans tous les siecles, & nommément dans le dernier, en obligeant les fidelles à condamner d'un cœur sincere & sans reserve les cinq Propositions dans le sens du livre de Jansenius d'où elles étoient tirées. M. Couet

signa sans balancer cette Declaration, comme s'il n'avoit jamais eu d'autres sentimens.

Quelque tort qu'une pareille foiblesse eût fait à sa reputation, il ne laissoit pas d'en avoir conservé une très-grande auprès de plusieurs personnes de consideration, lorsqu'il y donna cette nouvelle atteinte. Mais il a fait oublier aujourd'hui ces deux fautes par l'attachement marqué qu'il a depuis quelques années pour M. le Cardinal de Noailles, qui l'a fait Chanoine de son Eglise, & qui vient de le faire l'un de ses Grands-Vicaires ; & par le double appel qu'il a interjeté avec le Chapitre de Paris de la Constitution & des lettres *Pastoralis officii*.

Quant aux Benedictins, ce ne fut que par voye d'insinuation & d'exhortation qu'on voulut les engager à écrire contre les trois livres en question, ou en general en faveur de la Constitution. Lorsque le P. de l'Hospitalier leur General alla rendre compte au Roy des deux sentences que leur Diète avoit portées contre Dom Chopplet & Dom Varoqueaux, & de la rigueur avec laquelle elle avoit depôsé tous les Superieurs qui s'étoient rendus suspects, S. M. après lui avoir marqué sa satisfaction du rapport qu'il lui faisoit, ajouta qu'elle étoit surprise de ce qu'aucun de ses Religieux n'avoit encore écrit en faveur de la Constitution. Le General repondit que la plupart se contentoient de chanter les louanges de Dieu, & que pour les autres qui avoient quelque talent, on les employoit à déchiffrer les anciens manuscrits pour donner à l'Eglise des éditions plus correctes des Peres, & l'enrichir des monumens de l'antiquité qui étoient demeurés ensevelis dans les Bibliothèques. N'importe, dit le Roy, vous ne ferez plaisir d'en engager quelques-uns à travailler sur la Constitution ; & voyez sur cela Pontchartrain. M. de Pontchartrain lui parla sur le même ton, & de la maniere la plus pressante. Il lui dit que le Roy le souhaitoit ardemment, que la chose lui seroit infiniment agreable, & que c'étoit un moyen d'augmenter l'estime que S. M.

avoit déjà pour la Congregation, & de meriter de plus en plus sa protection & sa bienveillance.

Le General fut touché de ces motifs : il pressa plusieurs Religieux de ne pas refuser au Roy cette satisfaction. Quelques-uns s'en excusèrent par les mêmes raisons que lui-même avoit dites au Roy : qu'ils avoient tourné toutes leurs études à la recherche & à l'examen des anciens manuscrits, qu'ils n'étoient point au fait des disputes présentes, & qu'ils n'avoient point le talent d'écrire en François. D'autres, & en particulier Dom René Massuet, auteur de la nouvelle édition de S. Irenée, & qui avoit été nommé pour continuer l'Histoire de l'Ordre de S. Benoît commencée par Dom Mabillon, lui déclarerent nettement que rien n'étoit capable de les obliger à faire une chose qui étoit contre leur conscience, & à prendre la défense d'une Constitution qu'ils trouvoient contraire à plusieurs des points les plus importants de la doctrine de l'Eglise. M. le Cardinal de Bissi entreprit de gagner le P. Roussel & le P. Martinay. Le premier s'excusa sur l'histoire de Bourgogne à laquelle il travailloit ; & le second répondit que ne s'étant jamais appliqué aux matieres de Theologie contenues dans la Constitution ; mais seulement à l'Ecriture sainte, tout ce qu'il pourroit faire, ce seroit d'examiner, si on le vouloit, la version du N. Testament du P. Q. que la Bulle accusoit de corrompre le texte sacré, & de faire sur cela ses remarques ; mais ce n'étoit pas là ce qu'on demandoit. On vouloit pouvoir dire que la savante Congregation de S. Maur s'étoit déclarée pour la Constitution, & qu'elle avoit chargé ceux de ses Ecrivains en qui elle avoit trouvé plus de capacité pour se bien acquiter de cette commission, de prendre sa défense contre les écrits les plus pernicioeux des Novateurs qui l'attaquoient. Lors qu'on vit que cette tentative n'avoit pas réussi, on eut recours à une autre, qui ne fut pas entièrement inutile, mais qui ne produisit pas tout l'effet qu'on en esperoit. Nous avons vu qu'on avoit fait inserer dans les

Sentences rendues contre Dom Chopplet & Dom Varoqueaux, qu'il en seroit envoyé des copies dans tous les monasteres de la Congregation, qui y seroient lues par le Superieur en plein Chapitre. On engagea le General à accompagner cet envoi d'une lettre circulaire, dont voici la teneur.

Mon Reverend Pere. *Pax Christi,*

Le Roy a eu la bonté de nous renvoyer l'instruction & le jugement du procès de D. Chopplet & de D. Varoqueaux, & de nous faire remettre les lettres, papiers & memoires qui s'étoient trouvés dans les chambres de ces deux Religieux, même de faire sortir le dernier du château de la Bastille, pour nous le remettre entre les mains. C'est une marque singuliere de confiance dont S. M. a honoré la Congregation, & dont les Religieux qui la composent, doivent, à nôtre exemple, être pénétrés de la plus parfaite & de la plus sincere reconnoissance, afin de meriter la protection royale de S. M. Vous connoîtrez par les deux jugemens que nous vous envoyons, les peines que nous avons prononcées contre ces deux Religieux, & la conduite que nous avons tenue contre les autres qui se sont trouvés avoir quelque relation avec eux. Ne manquez pas, aussitôt la presente reçue, d'assembler vos Religieux capitulairement, & de faire lire les deux Sentences & la presente lettre, & de faire des défenses tres-exactes à tous vos Religieux, tant en general qu'en particulier, d'avoir aucune relation ni aucun commerce avec toutes personnes suspectes au sujet de la Constitution, & d'avoir au contraire toute soumission & obéissance à N. S. P. le Pape, & toute fidelité à exécuter les ordres du Roy. Vous aurez une attention particuliere sur la conduite de chacun de vos Religieux, & nous manderez exactement ce qui se passera à ce sujet dans votre Communauté, afin que par votre vigilance vous empêchiez qu'aucun de vos Religieux ne tombe en pareille faute, & ne s'expose aux

peines les plus griesves portées par nos Constitutions. Il ne me reste qu'à vous exhorter & vos Religieux à faire des prières singulieres pour la santé & prolongation des jours de S. M. qui nous donne des marques si publiques & si éclatantes de la consideration & de l'estime dont il plaît à sa bonté royale d'honorer la Congregation. Nous ne pouvons y mieux repondre que par une fidelité inviolable à l'exécution de ses ordres. Nous attendrons vôtre réponse incessamment sur l'exécution de la presente lettre. Je me recommande à vos prières &c.

Les partisans de la Constitution s'applaudissoient déjà du succès de leur artifice, & ils se prepaioient, après que la lecture de ces trois pieces auroit été faite dans toutes les maisons de la Congregation, à la faire passer pour une approbation de leur conduite, & à se vanter d'avoir pour eux les suffrages de toute la Congregation. Mais ils furent trompés dans leurs esperances. La lettre circulaire & les deux sentences ayant été envoyées d'abord aux Prieurs de S. Germain des prés, de S. Denis en France, & des Blancs-manteaux, les deux premiers, qui sont Grand-Vicaires nés de l'Archevêque de Paris, refuserent d'assembler leur Chapitre & d'en faire la lecture. Outre qu'ils ne pensoient point autrement sur la Constitution que les deux Religieux à qui on avoit fait le procès, la défense generale portée par la lettre circulaire *n'avoir aucun commerce ni aucune relation avec toutes personnes suspectes au sujet de la Constitution* on, sans en excepter même M. le Cardinal de Noailles, leur parut contraire au respect qu'ils lui devoient, & à l'union qu'ils étoient obligés plus particulièrement que les autres de conserver avec lui, en qualité de ses Grands-Vicaires. Le Prieur des Blancs-manteaux moins circonspect assembla son Chapitre, quoique quelques-uns de ses Religieux lui eussent représenté qu'il ne convenoit pas qu'il prévint les maisons de S. Germain & de S. Denis. De huit Religieux qui composoient la Communau-

té, un s'absenta du Chapitre, en disant positivement qu'il le faisoit pour ne prendre point de part à la lecture qui s'y devoit faire. Des sept autres, deux, savoir Dom Grisel & Dom Suleau, protesterent en plein Chapitre contre la même lecture: un troisieme le fit après le Chapitre, en allant declarer au Prieur dans sa chambre qu'il se joignoit à ses deux Confreres; & les quatre autres écoutèrent la lecture sans dire mot. Le General ayant appris ce qui s'étoit passé; envoya sur le champ deux obediences pour Dom Grisel & pour Dom Suleau, qui releguoient l'un dans l'Abbaye de Preaux, & l'autre dans l'Abbaye de Treport en Normandie, avec ordre de partir le lendemain de grand matin, sans passer à S. Germain des prez.

M. le Cardinal de Noailles qui faisoit alors ses visites, les interrompit sur l'avis qu'il reçut de cette entreprise, & il se rendit à Paris pour y mettre ordre. En passant à S. Denis il y declara nettement que le General & le Prieur des Blancs-manteaux avoient encouru la suspension portée par son Mandement du 25 Fevrier 1714. Et à son arrivée à Paris il fit citer à son audience par un *veniat* en forme signé de son Secrétaire, le General avec ordre de se faire accompagner par un de ses Assistans. Le P. de sainte Marthe Prieur de S. Germain des prez eut aussi ordre de s'y trouver, S. E. voulant qu'il fut témoin de ce qu'elle diroit au General. Voici ce qu'une lettre de Paris datée du 18 Juillet 1715 rapporte de cette audience. "Hier à sept heures du matin le General des Benedictins se rendit à l'Archevêché, accompagné d'un de ses Assistans & du Prieur de S. Germain des prez. M. le Cardinal commença par lui demander s'il devoit s'attendre d'être obligé d'interrompre ses fondations & le cours de ses visites, pour venir le faire rentrer dans son devoir, dont il s'étoit si fort écarté par la lettre circulaire qu'il avoit adressée aux maisons de la Congregation. Qui sont, ajouta-t-il, ces personnes suspectes au sujet de la Constitution? Ce ne peut-être que moi & les Evêques

unis avec moi. Je vous suis donc suspect ;
 & vous défendez à tous vos Religieux
 d'avoir aucune relation ni aucun commerce
 avec moi. Par cette défense vous vous
 excommuniez vous-même ; & je vous
 déclare que vous avez encouru la suspension.
 Je pourrois vous la faire signifier ; mais il
 vous doit suffire que je vous le dise. Le
 P. Prieur des Blancs-manteaux l'a aussi
 encourue , & je lui ferai favoir de mes
 nouvelles. Une entreprise pareille contre
 ma juridiction & contre l'autorité que
 Dieu m'a donnée dans mon Diocèse , in-
 riteroit que je poussasse encore les choses
 plus loin , & que je retirasse mes pouvoirs
 à tous vos Religieux , jusqu'à ce que vous
 m'aiez fait une réparation convenable ;
 mais je ne veux pas punir les innocens
 avec les coupables. A cela le General ne
 sachant que répondre , & humilié jusqu'à
 terre , fit toutes sortes d'excuses , demanda
 pardon , & promit que quelque ordre
 qu'il pût recevoir de la Cour , il répon-
 droit que S. E. lui avoit lié les mains.
 M. le Cardinal apaisé par ces marques
 de repentir , leur dit ensuite quelques
 paroles d'amitié & de reconciliation , &
 les congédia. Cependant il envoya dire
 au Prieur des Blancs-manteaux qu'il lui
 ôtoit les pouvoirs ; & on assure qu'il
 avoit même dessein de lui faire signifier
 une sentence de suspension , & qu'il n'y a
 eu que la crainte d'exposer son Promo-
 teur & son Officiel qui l'en ait empê-
 ché.

La crainte de choquer la Cour empêcha
 aussi le General de révoquer sa lettre circu-
 laire qui étoit déjà envoyée. Elle fut lue
 dans plusieurs maisons , & rejetée en d'au-
 tres ; & dans quelques-unes de celles où el-
 le fut lue , il y eut encore des Religieux qui
 imiterent l'exemple de D. Grisel & de D.
 Sulcau. Mais les Supérieurs eurent soin
 d'étouffer tout ce qui arriva hors de Paris ,
 dans le silence des monastères , afin de ne
 point s'attirer de nouvelles inquiétudes.

A L'EGARD de Messieurs de Sainte Gene-
 viève , tout ce que nous en savons , c'est
 qu'on leur proposa aussi d'écrire pour la

Constitution , & qu'ils le refusèrent. Nous
 ne savons point de quelle manière la chose
 leur fut proposée , ni comment elle fut refu-
 sée , les Supérieurs , à qui sans doute on s'adres-
 sa , aiant gardé sur cela un silence prudent ,
 dans lequel leurs amis mêmes n'ont pu pé-
 netrer.

Tous ces refus donnerent occasion à M.
 le Cardinal de Polignac d'offrir sa plume
 pour refuter le livre du *Tennoignage de la vé-
 rité* : elle fut acceptée. Il ne fit que deux ou
 trois cayers , après quoi il abandonna l'ou-
 vrage. Cela ne laissa pas de contribuer
 beaucoup à lui faire donner la belle & riche
 Abbaie d'Anchin , où il est retiré aujour-
 d'hui.

§. XLII.

*Autres personnes inquiétées à l'occasion de la
 Constitution , M. Du Guet le jeune , M.
 Bellanger , trois Ecclesiastiques de Pro-
 vence , Des Chanoines & Curés de Reims ,
 une Communauté de Prêtres à l'Isle-Adam ,
 deux Docteurs de Poitiers , M. Fourgon ,
 & même des Evêques.*

Il y eut encore dans le tems dont nous
 parlons , plusieurs autres personnes in-
 quietées , sous différens prétextes , mais qui
 avoient tous rapport à la Constitution. Nous
 n'avons connoissance en particulier que de
 quelques-uns , dont la disgrâce fit plus d'é-
 clat : nous allons rapporter ce que nous en
 trouvons dans nos mémoires.

M. Du Guet , jeune Ecclesiastique , ne-
 veu de celui dont nous avons parlé plus
 haut , qui travailloit dans la paroisse de S.
 Etienne du mont , fut obligé de se retirer
 dans la juste crainte qu'il eut d'être envelo-
 pé dans l'affaire de son Oncle. Aiant reçu
 comme lui une lettre de M. d'Argenson qui
 lui mandoit de lui venir parler , il crut de-
 voir prévenir par une prompte fuite les sui-
 tes auxquelles un pareil ordre pouvoit l'ex-
 poser , & il chercha comme son Oncle un
 azile , où il demeura jusqu'à la fin de cette
 tempête.

M. Bellanger Licentié de Sorbonne &
 Soumaître au College Mazarin , aiant mis

dans une de ses thèses quelques propositions sur l'autorité du Pape, qui déplurent aux partisans de la Constitution, quoique conformes à la doctrine de l'Eglise de France, en fut puni par une lettre de cachet qui l'exila à Angers. Il en évita heureusement la signification, & se retira dans un lieu sûr, où il resta jusqu'après la mort du Roi, qu'il eut la liberté de revenir à Paris & de continuer sa Licence. La Faculté de Theologie entrant dans les raisons qu'il avoit eues de s'éloigner, ne voulut point que son absence lui portât aucun préjudice, & le traita comme s'il avoit suivi sans interruption les exercices de la licence.

En mois
de Juil-
let.

On arrêta dans le même tems trois Ecclesiastiques de Provence qui s'étoient retirés depuis quelque tems à Paris, pour se soustraire à la persecution de leurs Evêques. Le premier, M. Leget, étoit un des Directeurs du Seminaire d'Aix, où il avoit professé plusieurs années la Theologie. Les Jesuites aiant engagé M. l'Archevêque d'Aix à censurer un nombre de propositions très-innocentes qu'ils avoient extraites de ses cayers, & même à attaquer au Conseil d'Etat du Roi la forme de gouvernement que M. le Cardinal Grimaldi, fondateur de ce Seminaire, y avoit établie & qui avoit été confirmée par Lettres patentes, ce Professeur avoit cru qu'il ne lui restoit plus d'autre parti à prendre que de sortir d'un diocèse où l'on ne pouvoit plus le souffrir. Les deux autres qui portoient le même nom d'Arnauld, quoiqu'ils ne fussent pas parents, avoient été l'un Curé des Accoules, qui est la plus grande paroisse de la Ville de Marseille, & l'autre d'Olliourgues au diocèse de Toulon. Ils étoient aussi sortis de leur pays par des raisons semblables à celles qui en avoient chassé M. Leget, c'est-à-dire parce que leur mérite & la reputation qu'ils s'étoient acquises, les rendoit odieux aux Jesuites & à leurs Evêques. Nous ne savons point en particulier sous quels pretextes on les fit arrêter; mais ils vivoient tous trois dans une si grande retraite à Paris, qu'on ne put les accuser d'autre chose que d'avoir écrit quelques lettres ou d'avoir tenu quelques discours

à leurs amis sur la Constitution. On ne les mit pas à la Bastille: on se contenta de les retenir enfermés dans des chambres chez des exempts de M. d'Argenson, où ils demurerent jusqu'à l'élargissement general que Monseigneur le Regent accorda à tous les prisonniers détenus pour pareille cause.

Ces executions ne se terminerent pas à Paris: elles s'étendirent jusque dans les Provinces. Nous avons rapporté par avance de quelle manière on traita dans ce même tems trois Curés de la Ville de Reims, qui furent renfermés par des lettres de cachet dans le Seminaire, & ensuite excommuniés avec trois Chanoines de la même Ville, qui n'évitèrent que par la fuite l'exil ou la prison dont on les avoit aussi menacés.

Nous trouvons dans une lettre écrite de Paris au mois de Juillet, qu'on signifia à des Prêtres d'une petite Congregation établie sous le titre de S. Joseph à l'Isle Adam Diocèse de Beauvais, qu'ils eussent à renvoyer une vingtaine de pensionnaires qu'ils avoient: que ces Prêtres allerent aussi-tôt trouver l'Evêque pour lui en demander la raison, & que toute la réponse qu'ils en eurent fut, qu'il leur conseilloit de ne point approfondir cette affaire. Cette lettre ajoute que M. le Prince de Conti, à qui appartient cette terre, avoit fait des plaintes à M. de Ponchartrain d'un pareil ordre donné sans qu'on en voulût dire la raison, & qu'il avoit envoyé un de ses Officiers à M. l'Evêque de Beauvais pour lui en marquer son mécontentement, & que les autres Princes trouvoient aussi très-mauvais que l'on portât le manque d'égards pour eux jusqu'à faire une chose semblable dans la terre d'un Prince du sang, sans lui en parler. Cette même lettre ne nous apprend point si une protection si puissante mit ces Ecclesiastiques à couvert de cette vexation; mais elle insinue qu'elle n'avoit point d'autre cause que l'accusation qu'on avoit formée contre eux, qu'ils étoient opposés à la Constitution.

On exila vers le même tems deux Docteurs de la Faculté de Theologie de Poitiers. L'un d'eux nommé M. Albert, aujourd'hui

Curé de la Resurrection, & alors Vicaire de S. Porchaire, mit dans son acte des principes, qui dans cette Faculté est la these qui donne droit d'entrer dans les assemblées, quelques propositions que les Jesuites ne trouverent pas assez respectueuses pour la Constitution. Ils en firent un crime non seulement au jeune Docteur, mais encore à M. Johanne Curé de sainte Opportune, alors Syndic de la Faculté, qui avoit laissé passer cette these & sur les plaintes qu'ils en porterent à la Cour, M. Albert fut relegué à Sarlar, & le Syndic à Tullus.

Mais le traitement le plus criant & qui fit le plus de bruit, fut celui qu'éprouva M. Fourgon jeune Ecclesiastique de la Ville de Lyon, & Bachelier de Sorbonne. Il étoit revenu depuis peu de Paris, où il avoit demeuré au Seminaire des Peres de l'Oratoire pendant le cours de ses études. Cette demeure, & les relations qu'il continuoît d'avoir avec ces Peres à Lyon, le rendirent suspect aux Jesuites. Mais la sagesse de sa conduite, & la retraite dans laquelle il vivoit, leur ôtant tout pretexte de l'accuser, ils s'en procurerent eux mêmes une occasion par une intrigue que nous rapporterons en détail à cause de sa singularité & de sa noirceur.

Le P. Quesnel avoit un frere Prêtre de l'Oratoire comme lui, & presque aussi âgé que lui. Ce bon vieillard craignant qu'on ne lui fit un crime de son nom, quoiqu'il ne se mêlât nullement des disputes presentes, & qu'il n'eût presque aucun commerce avec son frere, s'étoit retiré sous un nom emprunté chez les Trinitaires de Lyon. Les Jesuites découvrirent qu'il étoit dans ce Diocèse : mais ne sachant ni le lieu où il demouroit, ni le nom qu'il avoit pris, ils firent donner ordre à M. l'Abbé de Rochebonne Grand-Vicaire de l'Archevêque, de faire comparoître devant lui tous les Prêtres étrangers qui étoient dans le Diocèse, sous pretexte de renouveler leurs pouvoirs, & de les interroger exactement sur leur nom, leur famille & le lieu de leur naissance. On en examina ainsi plus de trois cens, sans trouver celui qu'on cherchoit. A la fin le

frere du P. Q. qui ne s'étoit point présenté, fut mandé le 7. Fevrier (1715.) chez M. l'Abbé de Rochebonne. Pressé par cet Abbé il lui declara son veritable nom. Sur cet aven l'Official le fit arrêter deux ou trois jours après, & le fit garder dans sa chambre par deux huissiers, jusqu'au 15. du même mois, que sur un ordre qui vint de la Cour il fut transféré à l'ierre-Eucife.

Les Jesuites ne l'y laisserent pas longtemps en repos. Il firent venir de nouveaux ordres de la Cour, pour lui faire subir differens interrogatoires, afin de découvrir toutes ses relations, & d'envelopper dans sa disgrâce ceux qui leur déplairoient. Ces interrogatoires ne produisant pas l'effet qu'ils en attendoient, ils eurent recours à un autre moien, dont le succès leur parut d'autant plus sûr, qu'ils savoiient que le prisonnier étoit un homme fort simple & sans défiance. Il y avoit dans la même prison un miserable Religieux, qui y étoit retenu depuis quelques années pour plusieurs crimes, dont l'un étoit d'avoir dit la messe pendant deux ans sans être Prêtre. Ils lui firent proposer par le Confesseur des prisonniers, qui leur étoit dévoué, de parler à Monsieur Quesnel ; & ils lui promirent sa liberté s'il venoit à bout de decouvrir ses liaisons & ses connoissances. Ce malheureux reçut avec joie la proposition, & se mit en devoir de l'executer. Il ne lui fut pas difficile de joindre M. Quesnel, parce qu'ils n'étoient pas alors fort resserrés ni l'un ni l'autre. Il fit d'abord grande connoissance avec lui, & feignant d'être aussi bien que lui le prisonnier des Jesuites, il gagna tellement sa confiance, que M. Quesnel lui ouvrit son cœur & lui fit toutes les confidences qu'il voulut. Quand il eut tiré de lui tout ce qu'il en pouvoit apprendre, il fit avertir les Jesuites qu'il étoit en état d'en rendre bon compte. Ces Peres voulant ajuster toutes choses avec lui, lui conseillerent de faire le malade, & de demander à se confesser à l'un d'entr'eux. Mais le Commandant n'ayant point voulu permettre qu'ils entraissent dans le Château, dont il leur avoit interdit l'entree depuis qu'ils

avoient

avoient favorisé l'évasion d'un prisonnier dans le tems qu'ils en étoient les Confesseurs ordinaires, il fut résolu que le Religieux gueriroit promptement, & demanderoit à parler à M. l'Archevêque pour lui communiquer des choses de la dernière importance. Ce Prelat répondit qu'il iroit le voir : mais comme il différoit d'une semaine à l'autre à y aller, ne faisant pas beaucoup de cas de ce qu'un homme de ce caractère avoit à lui dire, les Jésuites firent venir un ordre de la Cour, qui lui enjoignoit de se transporter au Chateau de Pierre-Encise, & d'y entendre le Religieux. M. l'Archevêque fut obligé d'obéir. Entre plusieurs choses vraies, mais très-innocentes, que le misérable Religieux lui revela de ses conversations avec M. Quesnel, il eut l'impudence de l'accuser d'une conspiration contre le Roi, qui étoit toute entière de son invention. Il assura que s'entretenant un jour avec lui de la manière dont le Roi traitoit les Jansenistes, M. Quesnel lui avoit dit, qu'il y avoit une prophétie qui menaçoit ce Prince de ne pas vivre encore long-tems ; mais qu'indépendamment de cette prophétie il étoit tems de se défaire de ce tyran : Que le parti avoit envoyé M. Fourgon à Lyon pour lui servir de correspondant, & y faire une recrue : Qu'il devoit ensuite passer en Hollande, pour y aller chercher le P. Q. & l'amener auprès de Lyon, où se devoit donner le premier signal de la revolte ; & que dans cette vue il avoit un logement hors de la maison de son pere & à son insçu, où il tenoit tous ses papiers & ceux du parti. Il ajouta à ce plan general diverses circonstances pour y faire entrer les personnes que M. Quesnel lui avoit nommées, & qui étoient desagréables aux Jésuites.

Quelque extravagantes que fussent ces calomnies, M. l'Archevêque ne put se dispenser d'en informer la Cour, qui ne les regarda pas du même œil. Elle envoya des ordres rigoureux de suivre cette affaire. On commença par s'assurer de M. Fourgon. Le Prevôt des marchands, qui étoit aussi Lieutenant de Roi de la ville, le manda chez lui le 11 Juillet. Il lui montra un

memoire qui contenoit, dit-il, des choses affreuses contre lui ; il les lui dit en abrégé : c'étoient les accusations que nous venons de rapporter. M. Fourgon lui dit qu'il n'étoit point vrai qu'il eût un logement hors de la maison de ses parents ; qu'il ne savoit ce que c'étoit que le voyage qu'on prétendoit qu'il devoit faire en Hollande : qu'il vivoit tranquillement à Lyon, sans se mêler de quoique ce soit : qu'à l'égard de M. Quesnel, il l'avoit connu comme un bon Prêtre, en qui il n'avoit rien vu de mal, & qu'il étoit surpris qu'on s'adressât à ce bon vieillard pour les affaires du tems, n'y ayant personne qui s'en occupât moins & qui en fût moins instruit. La peine qu'on avoit eue à le déterrer étoit seule une preuve qu'il n'avoit pas beaucoup de relations, & qu'il ne causoit pas de grands mouvemens dans la ville. Le Prevôt des marchands parut satisfait de cette réponse ; mais il ne laissa pas de prier M. Fourgon de rester chez lui jusqu'au soir, parce qu'il avoit ordre de le faire conduire à M. l'Archevêque qui étoit à sa maison de campagne de Neufville à deux lieues de Lyon.

Quelque tems après l'Official arriva assisté de son greffier. Il fit subir à M. Fourgon un interrogatoire en forme qui roula sur tous les chefs d'accusation contenus dans les dépositions du Religieux. M. Fourgon y fit les mêmes réponses qu'il avoit faites au Prevôt des marchands. A la fin l'Official lui demanda ce qu'il pensoit du livre du P. Q. M. Fourgon répondit sans hésiter, qu'il en croioit la doctrine conforme à celle de l'Eglise. Vous ne pourriez donc pas, reprit l'Official, vous soumettre à la Constitution de N. S. P. le Pape qui le condamne ? Non, Monsieur, répondit simplement M. Fourgon. A cette réponse l'Official fit une espee d'exclamation, qui marquoit qu'il avoit ce qu'il souhaitoit. Il ne laissa pas de faire une longue exhortation à M. Fourgon pour le faire changer de sentiment, en lui faisant entendre que de là dependoit son absolution. M. Fourgon, sans entrer en dispute avec lui, se contenta de lui marquer modestement &

dans les termes les plus forts, la résolution ferme où il étoit de ne point faire ce qu'on lui demandoit.

L'Official alla de là chez les parents de M. Fourgon pour y faire la visite de ses livres & de ses papiers. On peut juger de l'alarme que cette visite répandit dans sa famille. Son pere hors de lui-même courut chez le Prevôt des marchands pour le prier de ne point arrêter son fils, mais de le lui remettre entre les mains, sur la promesse qu'il lui fit de le représenter toutes les fois qu'il seroit nécessaire. Le Prevôt des marchands lui dit qu'il ne pouvoit lui accorder cela, à cause de l'ordre qu'il avoit de faire conduire son fils à M. l'Archevêque; mais il lui conseilla d'aller avec lui demander cette grace au Prelat, qui ne la lui refuseroit pas. Le pere & le fils partirent ainsi sur les cinq heures du soir avec l'Official & un exempt, à qui le Prevôt des marchands contigna le prisonnier. Arrivés à la maison de M. l'Archevêque, ils monterent à une grande sale où le Prelat soupoit avec une grande compagnie. L'Official y entra le premier, & ensuite M. Fourgon le pere, laissant son fils seul à la porte. Celui-ci ne se voyant observé ni par son exempt qui s'étoit retiré, ni par les domestiques qui étoient occupés à servir à table, crut devoir se mettre en sûreté, & ne point s'exposer au combat qu'il auroit à soutenir tout-à-la-fois contre son Archevêque & contre son pere. La nuit favorisant sa fuite, il descendit l'escalier, traversa les cours de la maison, & sortant dans la campagne il alla se cacher au bout d'un champ de cheneviere qu'il rencontra, dans le dessein de continuer son chemin, lorsque le feu des courriers qu'il ne douta point qu'on ne dépêchât après lui, seroit passé, & de se retirer dans le premier village qu'il trouveroit sur sa route. On s'aperçut bientôt de sa fuite; tout le château en fut dans l'alarme; on fit monter à cheval plusieurs domestiques pour courir après lui, pendant que d'autres le cherchoient à pied. Il fut à la fin trouvé par l'Aumônier de M. l'Archevêque & par un palefrenier qui entrèrent dans la

cheneviere où il étoit caché. Le fugitif ramené au château eussent tous les reproches qu'on peut s'imaginer de la part de M. l'Archevêque & de celle de son pere, & on remit au lendemain à l'interroger. On le fit seulement fouiller par l'Aumônier, qui se contenta de compter l'argent qu'il avoit dans sa poche, sans rien emporter qu'un petit morceau d'étoffe enveloppée dans un papier qu'il trouva dans son gousset.

Le lendemain matin sur les dix heures, on appella le fugitif pour comparoître devant M. l'Archevêque. Il le trouva assis à un bureau entre son Official & son Aumônier, qui faisoit la fonction de Secrétaire. L'interrogatoire dura plus de trois heures. On n'y proposa rien de nouveau; on ne fit qu'insister sur les mêmes questions qu'avoit faites l'Official, & M. Fourgon y fit les mêmes réponses. Ce qu'il y eut de particulier, c'est qu'on voulut savoir ce que c'étoit que le petit morceau d'étoffe qu'on avoit trouvé en le fouillant. M. Fourgon voulut d'abord éluder la demande, en répondant que c'étoit une relique. Mais on lui demanda aussitôt de qui étoit cette relique, si ce n'étoit pas de la robe du P. Q? Il répondit que non. De qui est-elle donc? lui dit-on en le pressant. Il avoua alors franchement que c'étoit un morceau de la ceinture de M. Arnauld, qu'il portoit sur lui par le respect qu'il avoit pour ce Docteur. On ne fut pas peu surpris de cet aven, & de la naïveté avec laquelle il l'avoit fait. Lorsqu'on l'écrivait, l'Official dit au Secrétaire qu'il falloit mettre, qu'il avoit dit d'abord que c'étoit une relique. M. Fourgon voulut expliquer ce terme en disant qu'il ne l'avoit pas pris dans un sens rigoureux, & qu'il ne s'en étoit servi que pour se débarrasser de cette question. Mais l'Official ayant persisté à vouloir qu'il fût mis sans modification, M. Fourgon le laissa faire.

On ramena après le dîner M. Fourgon à Lyon, & comme si on avoit craint qu'il ne s'échappât une seconde fois, on ajouta deux gardes à l'exempt qui l'avoit amené. L'Official qui étoit dans le même bateau,

le fit conduire directement à la prison de l'Officialité, & ayant fait appeler le géolier, il lui dit, qu'il lui remettait ce prisonnier, & lui défendoit expressément de la part de M. l'Archevêque de le laisser voir ni parler à personne. M. Fourgon demeura dans cette prison jusqu'au 28 de Juillet que M. de Valorges Major de la ville le vint prendre à dix heures du soir pour le conduire à Pierre-Enfise. Il y fut mis dans un cachot vouté, dont l'humidité étoit si grande, que les murailles étoient couvertes par tout d'une mousse grise assez longue, qui se formoit dans l'espace d'une nuit ou deux, quand on l'avoit foulée. Il y avoit pour tout meuble une pailleasse & un matelas étendus par terre dans la poussière avec des draps & une couverture, une méchanche chaise de paille, & un grand vase de terre pour les besoins de la nature, qui devint dans la suite une des plus grandes peines qu'il eut à supporter.

On le laissa dans cette espèce de tombeau jusqu'au 3 d'Août, qu'on l'en fit sortir, pour subir un troisième interrogatoire devant M. l'Archevêque qui vint au château, accompagné du Prevôt des marchands, du Major de la ville, de l'Official & de deux Secretaires. Comme cet interrogatoire roula presque tout entier sur la Constitution, nous en rapporterons les principaux articles.

M. l'Archevêque après avoir tâché d'ébranler le prisonnier par une forte remontrance qu'il lui fit avec de grands témoignages de bonté sur le tort qu'il avoit de vouloir se perdre lui-même par son entêtement, & causer une douleur mortelle à son pere & à toute sa famille, lui demanda juridiquement, " Pourquoi il refusoit de se soumettre à la Bulle & à son Mandement ; s'il ne le reconnoissoit pas pour son Supérieur, qui avoit droit de lui commander, ou s'il n'en reconnoissoit aucun ? Le prisonnier répondit, " qu'il reconnoissoit le Pape & S. G. pour ses Supérieurs légitimes ; mais que dans le cas présent où il s'agissoit de plusieurs articles de foi très-importans, il ne pou-

voit se soumettre qu'au jugement de l'Eglise. M. l'Archevêque reprit, " qu'il falloit au moins qu'il eût de grandes raisons pour recuser le jugement du Pape & du plus grand nombre des Evêques ? Le prisonnier dit, " qu'il en avoit en effet, & que ces raisons étoient l'Ecriture sainte, les Conciles, les SS. Peres & toute la Tradition, à quoi la Bulle étoit visiblement contraire. M. l'Archevêque lui objecta, " qu'il se conduisoit par un esprit particulier, & qu'il s'érigeoit en juge de la Bulle & de la Tradition, en jugeant ainsi que l'une étoit contraire à l'autre. Le prisonnier repartit, " qu'il avoit pour lui de grands Evêques, un très-grand nombre de Théologiens ; & plusieurs Diocèses qui ne recevoient point la Bulle. M. l'Archevêque lui demanda, " pour quoi il s'arrêtoit plutôt au jugement de neuf Evêques opposans qu'à celui de tous les autres qui recevoient la Constitution ? Le prisonnier répondit, " que ce qu'il faisoit étoit plutôt attendre un jugement, que se soumettre à celui de neuf Evêques. M. l'Archevêque insista pour savoir ce qu'il feroit si ces Evêques, & en particulier M. le Cardinal de Noailles venoient à recevoir la Constitution ? Le prisonnier dit, qu'il avoit beaucoup de respect pour M. le Cardinal de Noailles, mais qu'il n'étoit pas sa règle. M. l'Archevêque lui dit, " que de la manière dont il parloit, il y avoit bien de l'apparence qu'il ne se soumettroit pas à un Concile national, s'il s'en tenoit un ? Le prisonnier repartit, " qu'à la vérité le Concile national n'étoit pas encore sa règle, mais le Concile général ; que néanmoins si ce Concile étoit tenu selon les loix de l'Eglise, il espéroit qu'il pourroit s'y soumettre, parce qu'il jugeroit selon la vérité. Et quelles sont ces loix de l'Eglise ? demanda M. l'Archevêque. C'est, M. répondit le prisonnier, que ce Concile soit assemblé dans les formes & par une autorité légitime, & qu'il y ait une entière liberté. Quelle est, reprit M. l'Archevêque, cette liberté que vous demandez ? Et s'adressant à la com-

pagnie : " A entendre ces Messieurs , ajouta-t-il , nous ne sommes pas libres , tout se passe par brigues & par violence : on dit qu'il étoit que nous sommes sous le regne d'un tyran. Et qui est-ce donc qui ôte la liberté aux Evêques , qui les intimide par des menaces , ou qui les gagne par des récompenses ? Ce n'est point moi , M. répondit le prisonnier , qui juge ainsi des Evêques : c'est l'Eglise elle-même qui ayant établi pour règle qu'il y auroit toujours dans les assemblées une pleine liberté , a sans doute supposé qu'il pouvoit arriver qu'il n'y en eût point , & que les plus grands Evêques fussent susceptibles , sinon d'espérance , du moins de crainte.

Après ces questions M. l'Archevêque pressa vivement le prisonnier pour lui faire déclarer quels étoient ceux qui lui avoient donné la connoissance de M. Quesnel , quels étoient les amis qu'il avoit à Paris & à Lyon , qui étoit son Confesseur , & ce qu'il savoit des différentes personnes que M. Quesnel avoit nommées. Mais toutes ces instances furent inutiles : le prisonnier ayant toujours dit , que n'ayant rien à déclarer de ces personnes qui intéressent l'Etat ou la Religion , il ne pouvoit ni les nommer ni en parler , dans la résolution ferme où il étoit de ne mêler personne dans son affaire. On le confronta ensuite avec M. Quesnel , & il répondit aux questions qu'on lui fit en sa présence avec la même fermeté qu'il avoit eue dans son interrogatoire particulier. Enfin , M. l'Archevêque le congédia avec beaucoup de douceur après lui avoir fait signer son procès verbal , & ne put s'empêcher de paroître touché de le voir retourner dans son cachot.

On l'y laissa encore tout le reste du mois d'Août sans livres , & sans aucune autre consolation que celle que Dieu lui faisoit trouver dans la prière & dans le chant des psaumes & des hymnes , dont il s'occupoit pendant toute la journée. Ce ne fut que le Dimanche 1. Septembre , jour de la mort du Roy , qu'on lui apporta une Bible & quelques autres livres qu'il avoit demandés.

Il ne soupçonna rien du véritable motif qui lui faisoit accorder cette consolation ; il crut au contraire que son sort étoit fixé , qu'il étoit condamné à passer le reste de ses jours dans cette caverne , & que ce n'étoit que pour en diminuer un peu l'ennui qu'on lui envoyoit ces livres. Et bien loin que cette pensée l'affligeât , il ressentit ce jour-là une joye extraordinaire , dans l'espérance que l'Ecriture sainte qu'on lui apportoit , lui fourniroit des armes pour le défendre contre l'impatience & tous les autres ennemis de son salut. Mail il eut une étrange allarme le lendemain , lorsqu'il vit entrer dans son cachot un homme suivi d'un matelas & de tout l'équipage d'un prisonnier. Il soupçonna d'abord que c'étoit un espion qu'on lui envoyoit ; mais il reconnut bientôt que c'étoit un simple camarade d'infortune. Il n'en éprouva pas même beaucoup d'incommodité , car cet homme , pour lui laisser le tems de méditer & de dire son breviaire , dormoit ordinairement depuis sept heures & demie du soir jusqu'à dix heures du matin , sans compter une couple d'heures de l'après midi , qu'il passoit encore au lit. M. Fourgon fut seulement obligé de pendre sa harpe & son chalumeau ; car il n'osa plus chanter ni son office ni ses cantiques. Cet homme étoit quelque-fois étonné de le voir prier si souvent & si long-tems. M. Fourgon lui disoit simplement , que c'étoit toute sa consolation ; que Dieu étant son unique ressource , il n'étoit pas surprenant qu'il s'adressât à lui le plus souvent qu'il lui étoit possible. Il parut sur la fin touché de ces sentimens , & il commençoit à vouloir imiter M. Fourgon. Mais une parole que M. Fourgon lui dit le dernier jour , dut lui en donner encore plus d'envie. Comme il plaisantoit sur la couronne que M. Fourgon avoit de se placer auprès de la porte pour prier , comme à l'endroit le plus sec & où l'air étoit plus supportable , M. Fourgon lui dit en riant , mais d'un ton assuré : *Je prierai sans Dieu contre cette porte , qu'elle s'ouvrira pour moi : ce qui arriva dès le lendemain 77 de Septembre.*

On vint l'avertir dès les cinq heures du matin de se lever pour passer dans une chambre. Le Commandant qui vint l'y visiter peu de tems après qu'il y fut entré, lui apprit le changement qui étoit arrivé dans le gouvernement, & il continua depuis à lui faire part de toutes les nouvelles, & à l'assurer de la part de Madame de Villeroi Religieuse Carmélite, sœur de M. l'Archevêque, qui avoit de la bonté pour lui, qu'elle pressoit continuellement M. son frere d'écrire en Cour pour obtenir sa liberté. Cependant sa sortie fut encore différée de cinq semaines par divers incidens où les esuites eurent beaucoup de part, & il ne fut élargi que le 9 d'Octobre jour de S. Denis.

Un des premiers usages que M. Fourgon fit de sa liberté, fut d'aller avec son pere rendre ses respects à M. l'Archevêque. Ce Prelat qui, comme il le dit lui-même, n'avoit fait qu'obéir malgré lui aux ordres du Roi, les embrassa tous deux avec amitié; il leur dit qu'il ne falloit plus songer au passé, & combla le fils de témoignages d'estime. Une personne qui cherchoit à le fortifier dans ces sentimens, lui ayant demandé, si après l'épreuve qu'il avoit faite de M. Fourgon, il ne lui donneroit pas volontiers les Ordres ou du moins un dimissoire, il répondit qu'il lui donneroit non seulement les Ordres, mais tout ce qu'il voudroit, excepté un dimissoire; car, dit-il, je ne veux pas le perdre. Il trouva bon néanmoins qu'il retournât à Paris, qu'il continuât à demeurer au même Séminaire de S. Magloire, & qu'il y prît l'Ordre de Prêtrise qu'il reçut le 6. de Juin de l'année suivante.

Les Evêques mêmes ne furent pas exemts de cette agitation generale. Nous apprenons d'une lettre écrite au mois de Juin, que l'Intendant d'Amiens fut chargé de savoir de M. l'Evêque d'Arras, qui se préparoit à aller aux Etats d'Artois, quelle étoit

sa resolution au sujet de la Bulle; & que ce Prelat aiant répondu qu'il ne pouvoit pas la publier, reçut défense de se trouver aux Etats.

Ceux de Languedoc devoient se tenir à Montpellier; mais parce que l'Evêque de cette Ville s'étoit déclaré contre la Constitution, on les assembla à Nîmes; & cet Evêque, aussi bien que celui de Mirepoix, reçurent par des lettres de cachet défense de sortir de leurs Diocèses. M. l'Evêque de Pamiers qui devoit presider aux Etats de Foix dont il est le Président né, aiant aussi refusé de publier la Constitution, reçut une pareille défense d'y assister.

M. l'Evêque de Nîmes ne l'avoit pas publiée non plus, mais il ne s'étoit point déclaré comme ces autres Prelats. Les Etats de Languedoc s'étant tenus dans la Ville Episcopale, il fut choisi pour porter le cahier au Roi. Comme cet honneur est toujours accompagné d'un present considerable que la Province fait au Prelat qui est chargé de cette commission, on fit de fortes instances à M. de Nîmes, de ne s'en pas priver lui-même en refusant de publier la Constitution. Il eut d'abord le courage de résister. Mais une lettre que M. le Duc du Maine Gouverneur de la Province lui écrivit, où il lui marquoit que le Roi étoit fort irrité contre lui, & qu'il avoit fait expédier un ordre pour lui défendre de sortir de son Diocèse, le fit changer de sentiment. Le timide Prelat, sans deliberer d'avantage, monta en chaire & publia lui-même la Constitution dans son Eglise. Il fit ensuite un Mandement pour en ordonner la publication dans son Diocèse; & il en est devenu depuis un des plus ardens défenseurs. Les lettres que nous avons vu qu'il écrivit avec M. le Cardinal de Bissi pour lui procurer des témoignages des Eglises étrangères, en sont une preuve; & ce n'est pas la seule qui ait donnée de son zele pour le parti où il étoit entré avec tant de repugnance.

§. XLIII.

Détail de ce qui se passa au sujet de la Declaration du Roi contre les Evêques opposans jusqu'au 20. Août 1715. Fin de la negociation de M. Amelot. Lettre de ce Ministre au Roi.

Pour venir à la negociation de M. Amelot, nous avons dit que pour lever une partie des difficultés du Concile, on projeta que le Roi feroit une Declaration pour en exclure les Evêques opposans, qui ne pourroient plus y être admis comme juges, mais seulement punis comme coupables. M. le Cardinal de Bissi annonça obscurément cette résolution à M. le Cardinal de Noailles le Dimanche 18. Juillet (1715.) Il alla le voir comme exécuteur testamentaire de M. le Cardinal d'Étrées, sous prétexte de quelques reparations qui étoient à faire à l'Abbaïe de S. Germain des prés : & ayant fait tomber la conversation sur la Constitution, il avoua (a) qu'il étoit vrai & qu'il falloit en convenir, que le projet de Mandement que M. le Cardinal de Noailles avoit envoyé à Rome, y avoit été bien reçu, que le Pape en avoit été content, qu'il étoit surpris & même fâché qu'on ne s'en fût pas contenté en France, parce que cela terminoit l'affaire à la satisfaction du S. Siege ; & que cette nouvelle étoit venue par M. Amelot & par M. Philopal. On parla ensuite de l'expédient du Concile ; & comme M. le Cardinal de Noailles ne s'en éloigna point, il ajouta qu'il pourroit y avoir un préliminaire qui seroit triste. A quoi son Confreere répondit froidement : *Paratus sum, & non sum turbatus.* (b)

Ce préliminaire étoit la Declaration qui devoit condamner par avance M. le Cardinal de Noailles & ses associés. La nouvelle en devint bien-tôt publique. Car ce même jour

M. le Premier-Président & M. le Procureur général furent mandés à Marli où étoit le Roi. M. le Chancelier leur communiqua le projet de la Declaration qu'on avoit dressé, & leur donna les deux articles suivans auxquels elle se reduisoit, & sur lesquels S. M. desiroit avoir leur avis. 1. *Si plusieurs Evêques d'une nation aiant condamné après le Pape une erreur cha:un separément & dans un nombre fort supérieur à celui des Evêques qui y trouvent de la difficulté, la pluralité des Prelats, quoique séparés, aiant le Pape à leur tête, impose nécessité au petit nombre de suivre l'avis du plus grand, parce que l'on dit que l'Eglise separée a le même pouvoir que l'Eglise assemblée.* 2. *Si sans qu'il y ait aucun Concile qui le décide ainsi, le Roi peut supposer cette regle comme certaine, & ordonner au petit nombre de se joindre aux autres à peine d'être poursuivis par les voies canoniques.*

Les deux Magistrats s'étant ensuite rendus à l'appartement du Roi, S. M. leur dit d'examiner la chose avec attention, & d'y faire le moins de difficultés qu'ils pourroient, leur marquant qu'elle souhaitoit fort que cela pût finir promptement. M. le Premier-Président ne dit que ces paroles : *Sire, nous craignons que V. M. n'empiette un peu sur l'autorité de l'Eglise.* Le Roi lui reparut, qu'il ne faisoit que ce qu'on lui avoit dit qu'il étoit en droit de faire, & qu'il avoit déjà fait par la Declaration de 1665. au sujet du Formulaire. Il leur permit néanmoins de prendre du tems pour y faire leurs réflexions, pourvu que ce tems fût court.

Cet empressement du Roi lui étoit inspiré par MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissi. Ils savoient que tous les amis de M. le Cardinal de Noailles lui conseilloyent de donner incessamment son Mandement, afin de rompre les mesures de ses adversaires ; que les lettres mêmes de Rome l'exhortoient à faire la même chose. Ils vouloyent que la Declaration précédât, ou du moins qu'elle parût en même tems que le Mandement, afin que s'il étoit donné avant la Declaration, il se trouvât en même tems cassé & annullé par la clause qui enjoindroit aux

(a) Ces paroles sont extraites d'un Memoire que M. le Cardinal de Noailles fit remettre le lendemain à M. le Premier-Président.

(b) Je suis tout prêt, & je ne suis point troublé Pl. 1. 2. 65.

Prelats qui n'en auroient pas fait de conformes aux deliberations de l'Assemblée, d'en faire de nouveaux, & que s'il étoit postérieur à la Declaration, il y eût contre M. le Cardinal de Noailles un corps de délit, comme ayant transgressé une Loi enregistrée dans tous les Parlemens. M. le Cardinal de Rohan, pour engager davantage M. le Procureur general à entrer dans ces vues, lui envoya un ami commun, pour lui dire que le Roi étoit absolument résolu de donner cette Declaration, & qu'ainsi toutes les difficultés qu'il y pourroit apporter, n'auroient point d'autre effet que de le perdre dans l'esprit du Roi. Ce Magistrat avertit M. le Premier-Président de cette démarche de M. le Cardinal de Rohan, & il l'engagea d'aller à Sceaux rendre compte à M. le Duc du Maine de leur embarras & de leur disposition. Ce Prince s'offrit de les seconder, & il promit de faire demander par Madame de Maintenon au Cardinal de Bissi, s'il étoit vrai qu'il eût avancé au Cardinal de Noailles le fait important dont nous avons parlé touchant l'approbation que son Mandement avoit reçu à Rome. Cette Dame le lui demanda, & le Cardinal le lui nia. M. le Duc du Maine alla à Paris le Vendredi suivant 2 Août, pour y prendre communication du Memoire que M. le Procureur general s'étoit chargé de dresser; mais on ne put le lui lire, parce qu'il n'étoit pas encore fini.

Dans ce même tems M. Chauvelin Avocat general fut saisi d'une petite verole si maligne, qu'elle l'emporta dans cinq ou six jours. Il mourut le 2 Août âgé de 34 ans. Il avoit dans un degré éminent le talent de la parole, une grande facilité dans les affaires, & beaucoup d'intégrité; mais il étoit dans une étroite liaison avec M. le Cardinal de Bissi, dont le neveu avoit épousé sa sœur. & fort attentif au progrès de sa fortune; & par ces deux endroits très-disposé, selon les apparences, à favoriser les desseins des Projecteurs de la Constitution. Le bruit courut après sa mort, qu'on l'avoit engagé à parler sur la

Declaration, au cas que ses Confreres en fissent quelque difficulté, & que si le Concile se fut tenu, il devoit y comparoitre pour accuser au nom du Roy M. le Cardinal de Noailles & ses adherans, & requérir leur déposition. On ajouta même qu'on avoit trouvé parmi ses papiers un projet du plaidoyé qu'il devoit faire au Parlement pour demander l'enregistrement de la Declaration, & une lettre que le P. Tellier lui avoit adressée sur ce sujet le jour même de sa mort, dont il se repandit des copies dans le public. *Tout est bien disposé, portoit cette lettre, pour faire réussir le grand Edit. Le Roi ira au Parlement le 10, cassera le Procureur general, & vous commandera d'exercer cette charge & de faire la requisition; ensuite de quoi il prononcera l'Arrêt d'enregistrement, sans que personne ose s'y opposer. Les lettres de cachet pour faire arrêter le Cardinal de Noailles sont toutes prêtes: on le fera conduire sous bonne garde à Pierre-Encise; & d'abord que cette idole sera renversée, nous n'aurons plus rien à craindre.* Mais la famille de M. Chauvelin désavoua, par une protestation publique, cette lettre comme supposée: ce qui jeta de l'incertitude sur les autres bruits qui avoient couru. Il demeura néanmoins pour constant, que les adversaires de M. le Cardinal de Noailles avoient fondé de grandes esperances sur ce jeune Magistrat; & sa mort précipitée fut regardée par les amis de ce Cardinal comme un effet de la providence de Dieu qui protegeoit sa cause.

Le Dimanche 4 Août, M. le Premier-Président envoya à M. le Chancelier le Memoire de MM. les Gens du Roi sur le projet de Declaration qu'on leur avoit communiqué; & il lui manda en même tems qu'il feroit le lendemain Mademoiselle sa fille, & la marioit le jour suivant; que cependant il se rendroit aux ordres du Roi dans le moment qui lui seroit marqué. M. le Chancelier lui fit reponse que S. M. ne vouloit rien interrompre, & qu'elle lui feroit savoir quand elle souhaiteroit qu'il allât à Marli.

Dans ce Mémoire, qui étoit fort étendu, MM. les Gens du Roi examinoient d'abord si la voye que l'on se propoisoit de prendre par la Declaration, n'avoit rien d'irregulier & de dangereux ; & ensuite s'il n'étoit pas possible de parvenir à la même fin par une voye plus simple, plus reguliere & sujette à moins d'inconveniens.

Ils representoient sur la premiere question, qu'on ne trouvoit aucun Concile ni aucun decret de l'Eglise qui eût établi la maxime qui seroit de fondement à la Declaration, sçavoir, *Que lorsqu'un très-grand nombre d'Evêques d'une nation ont condamné une erreur par des censures separées, & sans avoir été assemblés dans un Concile anonique, leurs suffrages, quoique donnés separément, imposent néanmoins une veritable necessité au petit nombre des Prelats de la même nation, qui sans avoir enseigné au même erreur ne se sont pas encore expliqués sur celle que le plus grand nombre a condamnée; en sorte que leur silence seul les doit faire regarder comme dignes d'être poursuivis suivant les formes canoniques, & comme ayant perdu le caractère de juges, n'ayant plus que celui d'arcses.* Bien loin, disoient-ils, que l'Eglise ait jamais fait une telle loi, son esprit y paroît directement opposé ; & il seroit aisé de rapporter une foule d'autorités, pour faire voir qu'elle a toujours cru que dans les divisions qui naissent entre les juges mêmes de la foi de l'Eglise, il falloit recourir à l'autorité du Concile pour assurer la saine Doctrine & pour rétablir la paix. C'est ce que le V. Concile general, entre plusieurs autres, a marqué très-clairement, quand il a attesté par l'exemple des Apôtres & par la Tradition constante des Peres : *Quoique chacun des Apôtres, dit ce Concile, fût tellement rempli de la grace du S. Esprit qu'ils n'avoient pas besoin d'aucun conseil étranger, ils ne voulurent pourtant rien décider sur le point de la circoncision des Gentils, avant que de s'être assemblés en commun, & que chacun d'eux eût pu*

confirmer son sentiment par le témoignage des divines Ecritures. Les SS. Peres qui sont venus après eux, ont traité aussi en commun des heresies & des controverses qui sont nées de leur temps; ayant établi ce principe certain, que c'est dans les conférences communes, qu'après avoir proposé les questions qui doivent être discutées de part & d'autre, la lumière de la vérité dissipe les tenebres du mensonge. Et c'est de toutes ces réflexions que les Peres du Concile tirent cette conséquence generale. *Que dans les disputes sur la foi, la vérité ne peut pas se manifester d'une autre maniere, parce que chacun a besoin du secours de son prochain.*

Ils prouvoient ensuite par plusieurs exemples éclatans de l'histoire Ecclesiastique, que la pratique de l'Eglise étoit conforme à cette regle. " Que si après cela il étoit nécessaire, ajoutoient-ils, de chercher la raison de cet usage constant de l'Eglise, il n'y a personne qui ne sente d'abord : Que la promesse de l'infailibilité n'étant faite qu'à l'Eglise, la pluralité des suffrages des Evêques separés peut bien être regardée comme un grand préjugé, mais non pas comme une décision infailible & capable d'entraîner seul le reste des suffrages : Que comme chaque Evêque séparé des autres est sujet à l'erreur, il ne résulte point une vérité absolument certaine de plusieurs décisions qui peuvent être erronées, à moins qu'il n'y ait une parfaite unanimité ; Que dans les Conciles même œcuméniques on a toujours aspiré non seulement à la pluralité, mais à l'unanimité ou quasi-unanimité ; & que c'est ce qui a fait que selon un des Historiens des moins suspects du Concile de Trente, on n'y a pas voulu décider plusieurs points, parce que les sentimens des Evêques n'étoient pas unanimes : Et qu'enfin les Theologiens conviennent que dans les matieres de foi il n'y a rien que l'Eglise ne fasse pour parvenir à l'unanimité. Ils repondoient ici à l'objection qu'on

qu'on tiroit de la maxime, *Que l'Eglise séparée n'a pas moins d'autorité que l'Eglise assemblée*, en la reduisant à sa juste application, qui n'avoit lieu, selon eux, que dans les cas où il n'y avoit point de partage entre les Evêques, & où il s'agissoit de questions claires & déjà décidées. A quoi ils ajoutoient qu'il n'étoit pas certain, comme on le supposoit, que tous les autres Evêques catholiques hors de la France, eussent reçu la Constitution. „Il est même de notoriété publique, disoient-ils, qu'il y a des Royaumes & des Etats entiers où elle n'a pas encore été acceptée, & il ne paroît pas convenable de mettre dans une Declaration un fait qui sera d'abord contredit par la voix publique.

Ils entroient enfin dans l'examen des inconveniens qui leur paroissent suivre de la Declaration. Celui sur lequel ils insistoient davantage, c'est que le Roi s'y constitueroit véritablement juge de la doctrine, en déclarant que l'acceptation que quelques Evêques avoient faites de la Bulle n'en avoit que l'apparence, qu'elle dérogeoit en effet à la Constitution, & qu'il falloit nécessairement qu'ils se conformassent à l'acte d'acceptation qui avoit été dressé & approuvé par l'Assemblée de 1714; puisque non seulement aucun Concile n'avoit parlé sur ce sujet, que le Pape ne s'en étoit point encore expliqué par les voyes que nous recevons en France, mais qu'aucun Evêque n'avoit déclaré ces acceptations condamnables, & que l'Assemblée même avoit reconnu qu'elle n'avoit point droit d'imposer sur cela aucune obligation aux Evêques. Que le Roi s'y rendroit encore très-évidemment juge de la doctrine sans aucun préjugé de l'autorité Ecclesiastique, en ordonnant aux Evêques qui n'avoient point accepté, d'accepter quinze jours après la signification qui leur seroit faite; puisque nulle puissance Ecclesiastique n'avoit encore prononcé sur ce point, & n'avoit déclaré que ces Evêques ne fussent pas en droit de demander

des explications au Pape. Que ce qui paroït encore plus contraire aux regles, c'est que S. M. feroit toutes ces injonctions à ces Evêques sans les avoir entendus, & leur feroit perdre par la seule autorité seculiere, & sans qu'il fût intervenu aucun jugement Ecclesiastique, le droit & le caractère de juges de la doctrine, en sorte qu'ils ne seroient plus regardés que comme des accusés, contre lesquels il ne resteroit plus que la rigueur des formes canoniques, & que le pouvoir du Concile seroit réduit au seul droit de les punir suivant les saints canons. „Ainsi, disoient-ils, au lieu qu'en matière purement spirituelle la décision est réservée à l'Eglise seule, & que le Prince ne peut que procurer l'exécution de son jugement, ce sera ici au contraire le Roi seul qui jugera toutes les questions que cette affaire fait naître, qui décidera par lui-même sur l'autorité des suffrages des Evêques séparés, sur la nullité de l'acceptation faite par quelques-uns des Prelats, sur la nécessité de suivre l'acceptation de l'Assemblée; & qui ne laissera à l'Eglise que l'exécution de ce jugement par le procès qu'elle fera à des Evêques déjà condamnés par la Declaration du Roi.

Ils finissoient ce premier article par plusieurs observations qu'ils faisoient sur l'exemple qu'on vouloit tirer des Lettres patentes du mois d'Avril 1665 sur la signature du Formulaire. Ils faisoient voir l'extrême différence qu'il y avoit entre l'affaire du Formulaire & l'affaire présente. Il ne s'agissoit dans la première que de l'exécution d'un jugement rendu par le Pape & accepté par tous les Evêques, sur le fond duquel il n'y avoit aucune division entre les Evêques: au lieu que dans la seconde il s'agissoit du fond même de la doctrine. Il s'agissoit non pas de faire souscrire des Evêques à une condamnation qu'ils eussent déjà prononcée ou acceptée, mais de les obliger à prononcer ou à accepter cette condamna-

tion : il s'agissoit de décider, si quelques-uns d'entr'eux l'avoient mal acceptée : il s'agissoit enfin de leur prescrire une forme certaine d'acceptation sur le fond même de la décision, à peine d'être poursuivis suivant la rigueur des formes canoniques.

Les réflexions que les Magistrats faisoient sur la seconde question, se reduisoient à montrer, que bien loin que le parti qu'on prenoit d'éloigner les Evêques du Concile, fut propre à faire cesser leur résistance, à réunir les esprits & à retablir la paix, ils estimoient au contraire qu'il auroit été de la sagesse & de la bonté du Roi de leur en applanir toutes les voies, & de leur en ouvrir toutes les portes : Qu'il y avoit lieu d'espérer que les Evêques en y traitant ensemble dans un esprit de douceur cette importante affaire, trouveroient des moïens de se concilier : Que le public, qu'il ne faut pas compter pour rien dans les affaires de Religion, applaudiroit à ce qui se feroit dans les formes canoniques, & s'éleveroit au contraire contre tout ce qui ne seroit pas conforme à l'ordre : Qu'il n'y avoit rien de solide & de stable que ce qui se fait dans les regles les plus exactes, sur tout en matière de Religion, où l'on ne faisoit rien, si l'on ne persuadoit les esprits, & si l'on ne gaignoit les cœurs.

Le Jendi 8. Août M. le Premier-President & M. le Procureur General furent mandés à Marli pour recevoir la reponse du Roi sur leur Memoire. Ils se rendirent d'abord chez M. le Chancelier avec qui ils travaillerent jusqu'au diner, & la conference qu'ils eurent avec lui fut des plus vives. Ils eurent l'honneur de voir le Roi après son diner. Ils le trouverent assis sur un pliant, abbattu, & ayant la voix si anéantie, qu'à peine pouvoit-il se faire entendre. Il leur demanda ce qu'ils pensoient de la Declaration. M. le Procureur General fit un précis des principales choses qui étoient expliquées dans son Memoire. Le Roi l'écouta fort patiemment; mais à la fin il leur témoigna sa surprise de ce que le Parlement doutoit de son autorité dans les tems que les Evêques l'autorisoient

pour agir. M. le Premier President lui dit, qu'il ne savoit pas ce que le Parlement pensoit, & qu'il suplioit S. M. de lui marquer si elle souhaitoit que l'on assemblât toutes les Chambres. Le Roi dit, qu'il croioit plus à propos de ne les point assembler, qu'il suffisoit de fonder les avis de la Grand' Chambre; & il ordonna à M. le Procureur General de revenir le Dimanche suivant avec M. l'Avocat General : ajoutant, que si l'on ne pouvoit pas absolument donner la Declaration projetée, il falloit chercher les moyens de faire quelque chose d'équivalent : qu'il ne vouloit point que le Cardinal de Noailles eut dans le Concile la qualité de juge : qu'il ne le souffriroit jamais : & il s'échauffa fort contre ce Cardinal, jusqu'à dire qu'il le regardoit presque comme un heretique.

M. le Procureur General vit encore en particulier M. le Chancelier. Il le pria de les tirer de ce pas difficile, & lui proposa, s'il le trouvoit bon, qu'il verroit M. le Cardinal de Noailles pour en obtenir quelque chose : à quoi M. le Chancelier consentit. M. le Procureur General le vit le lendemain. Ils convinrent ensemble que si le Roi vouloit bien l'agréer, M. le Cardinal donneroit son Mandement tel qu'il l'avoit envoyé à M. le Chancelier : que ce Ministre feroit voir au Roi la lettre que M. Amelot lui avoit écrite, où il marquoit que le Pape l'avoit asuré plusieurs fois que ce Mandement ne seroit point censuré par le S. Office; & que si apres qu'il auroit paru, S. S. entreprenoit de le flétrir, on permettroit au Cardinal de se pourvoir suivant les maximes du Roiaume.

Le Dimanche 11. Août M. le Procureur General, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu le jeudi, alla à Versailles, où le Roi étoit revenu ; mais il y alla seul, parce que M. Joly de Fleury se trouva incommodé. On a sçu qu'avant que de partir, il dit adieu à Madame la Procureuse Generale, & lui fit sentir qu'il ne savoit pas, s'il n'auroit point coucher à la Bastille; & que cette Dame, sans être étonnée de ce discours, & sans

s'attendrir sur le sort d'un époux qui lui est si cher, lui répondit avec courage : *All z, Monsieur, & agissez comme si vous n'aviez ni femme ni enfans. J'aime infiniment mieux vous voir conduire avec honneur à la Bastille, que de vous voir revenir ici déshonoré.* Il vit le Roi, M. le Chancelier présent, & lui dit d'abord la raison de l'absence de M. l'Avocat General. Le Roi marqua qu'il étoit fâché de son accident, & dit que puisqu'il n'avoit pu venir à Versailles, & que le Premier-Président n'avoit point encore écrit les sentimens de ses Confreres, il falloit attendre pour prendre un parti. Cependant il fit connoître qu'il étoit absolument déterminé à donner la Declaration.

M. le Procureur General après avoir encore conféré avec M. le Chancelier, alla chez M. le Cardinal de Rohan. Ils furent deux heures ensemble ; & ce Cardinal ne répondit autre chose à tout ce que le Magistrat lui représenta de plus fort, sinon : " *Mais, Monsieur, si le Roi pense comme cela, pourquoi voulez-vous l'empêcher de le dire ? C'est-à-dire, Monsieur, reprit le Magistrat, que si le Roi pense qu'il faut établir un nouvel article de foi, il lui sera permis de le dire, & d'enjoindre aux Evêques de le croire, & à ses Magistrats de donner à ses peuples force de loi pour tout le Roiaume. Après bien des disputes M. le Procureur General lui dit à la fin " *Qu'il étoit heureux pour eux qu'il n'y eût personne de témoin à leur entretien, parce qu'ils devoient être bien honnêtes l'un & l'autre ; lui Procureur General, de ce qu'il se méloit de parler en Evêque ; & lui Cardinal, de ce qu'il prenoit le parti contraire aux intérêts de l'Episcopat.**

Cependant M. le Cardinal de Noailles aiant lieu de craindre qu'on n'exécût subitement ce qu'on meditoit, crut devoir dresser un projet de sommation pour être signifiée au Parlement, au cas que la Declaration y fût envoyée. Voici ce que contenoit ce projet, dont il nous est tombé une copie entre les mains.

„ Le Cardinal de Noailles Archevêque

de Paris. . . . somme, interpelle & prie M. le Procureur General de faire observer à la Cour, que les Rois Chrétiens se sont toujours fait une religion de ne rien statuer sur les matieres de la foi : ce pouvoir n'ayant été donné de Dieu qu'aux Evêques successeurs des Apôtres pour l'exercer lorsqu'ils sont assemblés au nom de J. C. Après avoir exposé tant de fois les raisons qui ont empêché que ledit Cardinal & les Evêques ses adherans n'aient accepté ladite Constitution ; il somme encore & interpelle M. le Procureur General de déclarer si l'acceptation des Prelats de l'Assemblée de 1714. est pure & simple, ou relative aux explications portées dans leur Instruction pastorale ; puisque ni lui ni les sept Evêques ses associés ne peuvent se conformer à un acte qui est interprété différemment à Rome & en France. Et en conséquence il espere de la justice & de l'équité de la Cour, qu'elle voudra bien exprimer dans son arrêt d'enregistrement, que c'est à satisfaire & au desir de la Declaration de S. M. & à ses intentions, que d'accepter ladite Constitution avec de bonnes explications & dans le sens d'icelles, y joignant les modifications que le Parlement a jugées si nécessaires pour conserver les droits de l'Episcopat & les maximes du Roiaume, qu'il les a insérées dans son arrêt du 15. Février 1714. Ledit Cardinal en son nom & au nom de ses adherans demande acte à la Cour desdites remontrances, sommations, interpellations & declarations, & prie M. les Gens du Roi de se joindre à lui pour demander très-humblement à S. M. la permission de faire imprimer & publier l'Instruction pastorale, qui est depuis si long tems entre les mains de M. le Chancelier, ou de lui dire si elle contient quelque chose qui soit contraire aux maximes de l'Etat, & aux libertés de l'Eglise Gallicane ; ledit Cardinal Archevêque de Paris n'ayant d'autres desirs que de donner à S. M. des marques de la plus parfaite obéissance, en satisfaisant, comme il doit, aux devoirs que sa charge pastorale lui impose. Noti-

«fit par moi Secrétaire de M. l'Archevê-
«que de Paris à M. le Procureur General
«le... à sept heures du matin, à ce qu'il
«n'en ignore.

Le lundi 12. Août M. le Premier-Président assembla chez lui les Présidens à Mortier de Novion, de Menars, de Lamoignon, Portail, Amelot, le Pelletier, & de Bailleul. Les quatre plus anciens arrivèrent les premiers. M. le Premier-Président leur montra la Declaration; & leur fit un récit succinct de tout ce qui s'étoit passé à cet égard. M. de Novion se contenta de dire, qu'il trouvoit la matiere difficile, & ne jugea pas à propos de s'ouvrir davanrage. Les trois autres dirent nettement qu'ils ne feroient point pour l'enregistrement. Mais pour ne former tous ensemble qu'un même avis, ils convinrent que la reponse que rendroit M. le Premier-Président, seroit qu'ils trouvoient de la difficulté dans la Declaration: à quoi M. de Novion consentit comme les autres. Les trois derniers Présidens étant ensuite entrés, M. le Premier-Président leur proposa la même chose qu'aux premiers, & leur dit quel étoit le sentiment de ceux-ci. Ils repondirent unanimement, qu'étant aussi jeunes qu'ils étoient, ils ne pouvoient mieux faire que de suivre l'avis de leurs anciens, & qu'ils trouvoient aussi de la difficulté dans l'affaire. M. le Président de Maisons ne s'y trouva point, parce qu'il étoit malade d'une maladie dangereuse qui l'emporta le 22. du même mois à l'âge de 41. ans. Les Conseillers de la Grand' Chambre furent assemblés par différentes troupes, & ils furent presque tous du même avis que les Présidens. M. le Premier-Président écrivit le soir même à M. le Chancelier, pour lui rendre compte de ce qu'il avoit fait, & lui marqua avec beaucoup de fermeté, que, suivant les dispositions où il avoit trouvé toute la Grand' Chambre, la Declaration ne passeroit point au Parlement.

Le Mercredi 14. Août M. le Premier-Président reçut la reponse de M. le Chancelier, qui lui marquoit que le Roi étoit résolu sur pris de la résistance du Parlement :

qu'il n'avoit fait dresser la Declaration, qu'après avoir pris conseil de quelques Evêques & des plus habiles Theologiens: que le Parlement s'exposoit à s'attirer quelque chagrin de la part de S. M. & qu'elle étoit si fort déterminée à ce qu'elle vouloit, que s'il étoit nécessaire, elle iroit elle-même au Parlement tenir son Lit de justice, pour y faire enregistrer sa Declaration. En effet, M. Dongois Greffier en chef reçut ordre le même jour mercredi de se trouver le lendemain au soir chez M. le Chancelier qui devoit venir à Paris: & c'étoit pour l'instruire de toutes les ceremonies qui s'observoient dans un Lit de justice, & en ordonner les préparatifs. Mais la santé du Roi qui depuis le 11 de ce mois alla toujours en s'affoiblissant d'une maniere sensible, ne permit pas à ceux qui obsédoient l'esprit de ce Prince, de lui faire exécuter cette resolution.

M. le Chancelier resta à Paris jusqu'au Vendredi au soir 16. Août. Cependant M. le Premier-Président lui écrivit encore d'une maniere très-forte, jusqu'à lui marquer qu'ils étoient tous prêts à remettre leurs robes au Roi, plutôt que de contribuer à deshonorer S. M. par l'enregistrement d'une Declaration si contraire à toutes les loix. Il fut appuyé par M. Daguesseau & par M. Joly de Fleury qui alierent voir ce Ministre. Ils lui parlerent avec la même fermeté, & lui dirent entr'autres choses, que c'étoit servir le Roi que de ne lui pas rendre en cette occasion une obéissance aveugle.

PENDANT tout ce tems on n'agissoit pas à Rome avec moins de vivacité qu'à Paris. M. Amelot recevoit chaque ordinaire de nouveaux ordres de redoubler ses sollicitations. On menaçoit que si le Pape ne consentoit pas au Concile, on le tiendrait sans sa participation. On prétendoit y déposer les Evêques opposans, & y faire autoriser l'Instruction pastorale des XL. comme la vraie glose de la Constitution. Le Pape „ pour paroître répondre à ces.

empressement, faisoit souvent assembler la Congregation qu'il avoit établie pour cette affaire. Elle étoit composée de sept Cardinaux : le Cardinal Spada en étoit le chef, & M. Allemanni Secrétaire. Mais il sembloit par les réponses ambiguës que le Pape faisoit porter par ce Secrétaire à M. Amelot, que les délibérations de cette Congregation tendoient plutôt à chercher des moyens de traîner l'affaire en longueur, que de la terminer. Les lettres du 19 Juillet apprennoient que Sa Sainteté soit pour faire diversion, soit qu'elle trouvât effectivement dans le Mandement de Monsieur le Cardinal de Noailles tout ce qu'elle pouvoit exiger, avoit, comme nous l'avons déjà rapporté, témoigné d'une manière beaucoup plus positive à M. Amelot, qu'elle étoit contente de ce Mandement ; qu'elle étoit seulement sensible à l'injure qu'elle croyoit avoir reçu dans celui du 25 Février 1714, par la prohibition d'accepter sa Bulle sous peine de suspension *ipso facto* ; sur quoi elle auroit voulu qu'on lui eût fait quelque satisfaction : mais qu'indépendamment de cela elle paroïssoit souhaiter qu'on publiât l'autre Mandement tel qu'il étoit ; & qu'elle promettoit, en ne le censurant point, de l'approuver par son silence. Les lettres du 16 Juillet parloient encore plus fortement sur cet article, & elles contenoient des instances les plus pressantes pour M. le Cardinal de Noailles de donner sans délai ce Mandement, qui feroit cesser toutes les poursuites qu'on faisoit contre lui.

Mais on apprit par les lettres suivantes, qu'on avoit envoyé à M. Amelot un ordre absolu d'avoir du Pape une réponse décisive tant sur le Concile, que sur trois Brefs en forme de Bulles qu'on demandoit. L'un devoit contenir un précis de la Constitution pour lui servir d'explication & lever les principales difficultés qu'on alleguoit contre son acception : l'autre devoit être un Bref préceptif à M. le Cardinal de Noailles & aux autres Evêques

opposans d'accepter la Constitution ; & le troisième un Bref de *décardinalisation* de cette Eminence. Ce Ministre se mit en devoir d'exécuter cet ordre avec toute la vivacité & la dextérité dont il étoit capable. Le Pape fit assembler plusieurs fois les sept Cardinaux pour délibérer sur ses propositions. On lui donna enfin une réponse, qui lui fut remise par le Cardinal Fabroni. Mais comme il ne la trouva ni plus précise ni plus nette que toutes celles qu'on lui avoit données dans le cours de sa négociation, il crut qu'il devoit avoir un éclaircissement avec Sa Sainteté même. Il lui fit demander une audience particulière, qu'il obtint le 7 d'Août : ensuite de laquelle il jugea à propos, de concert avec M. le Cardinal de la Tremoille, de dépêcher au Roi M. Amelot de Chailloy son neveu, ou plutôt son proche parent, qu'il chargea d'une longue lettre, où il rendoit un compte exact à S. M. de la situation de l'affaire. Nous insérerons ici cette lettre, qu'on peut regarder comme la conclusion de sa négociation.

LETTRE de M. Amelot au Roi.

De Rome le 11 Août 1715.

SIRE,

Etant persuadé que je ne devois pas différer de m'expliquer avec le Pape sur la réponse qui m'a été remise en son nom par M. le Cardinal Fabroni, j'eus audience de S. S. Mercredi matin. Je commençai par lui dire, qu'avant que d'envoyer à V. M. cette réponse, j'avois estimé de mon devoir de venir aux pieds de Sa Sainteté pour la supplier de me faire savoir plus distinctement ses intentions sur une résolution qui ne me paroïssoit ni précise, ni décisive, ni telle que j'avois lieu de

l'espérer; que j'aurois eu plusieurs choses à lui représenter sur ce sujet ; mais qu'au paravant je suppliois S. S. de m'apprendre si elle vouloit que j'envoyasse cette réponse à V. M. telle qu'elle est , au hazard du mauvais effet qu'elle pouvoit produire ; ou si elle me permettoit d'entrer en matière en lui rendant compte de mes observations.

Le Pape répondit qu'il croyoit avoir rempli tout ce que l'on pouvoit attendre de lui dans cette occasion : Que je sçavois mieux que personne la repugnance invincible que S. S. tout le sacré Collège, les Prelats & les Docteurs de tous les Ordres avoient toujours eu d'entrer dans la proposition du Concile national : Que S. S. avoit cependant surmonté tous les obstacles & ses propres sentimens ; ce qu'elle n'auroit jamais cru il y a trois mois pouvoir ni devoir faire : Que dans la maniere dont l'affaire se traitoit, il y avoit un grand désavantage de son côté ; que tout ce qu'elle disoit , & ce qu'elle avançoit , étoit regardé comme une résolution qu'elle étoit obligée de tenir ; au lieu que ce que je proposois ou ce dont je convenois , ne portoit avec lui aucune assurance , & pouvoit être approuvé ou désapprouvé de V. M. Qu'on en avoit l'expérience dans la négociation qui s'étoit traitée avec le Cardinal Fabroni ; que tout ce qui avoit été concerté par son canal, avoit été ensuite rejeté en France : Que S. S. estimoit donc plus à propos que je fisse passer sa réponse telle qu'elle étoit à V. M. afin de savoir ce qu'elle en penseroit : Que si je desirois cependant lui communiquer mes réflexions & mes doutes , qu'elle ne refuseroit pas de les écouter ; mais que je n'attendisse pas qu'elle répondit elle-même sur le champ ; & que s'il falloit entrer en discussion, ce devoit être avec le Cardinal Fabroni , qui avoit nourri l'affaire dès son commencement , & qui avoit négocié long-tems avec moi sur les expédiens dont il s'agissoit.

Je pris la liberté, Sire , de repliquer

au Pape , que je ne pouvois convenir des avantages que Sa Sainteté supposoit qu'il y avoit dans la maniere dont l'affaire se traitoit ici. 1. Que j'avoüois que l'inégalité étoit infinie entre ce qui sortoit immédiatement de la bouche du Pape Vicaire de Jesus-Christ en terre , & Prince souverain d'un grand Etat , & ce qui partoît d'un particulier comme moi , quoique chargé des ordres de Votre Majesté ; mais que j'avançois hardiment , que ce qui avoit été une fois concerté & convenu avec moi , seroit toujours immuablement approuvé par Votre Majesté , puisque je ne promettois rien & n'assurois rien que je ne le fîsse sur de bons pouvoirs de Votre Majesté. Que si j'étois assez malheureux pour que cela fût autrement , ma tête en répondoit : Que je soutenois avec la même assurance , que tout ce qui avoit été proposé par Monsieur le Cardinal Fabroni, n'étoit nullement dans le cas , puisque j'avois toujours réclamé contre , & que je ne m'étois engagé d'envoyer les copies des deux Brefs , que par respect pour Sa Sainteté , en disant toujours qu'ils ne refuseroient jamais , si on n'y faisoit les échanges que je demandois , soit dans les termes , ou les conditions de la remise de ces deux Brefs : Que je n'en voulois point d'autre témoin que Sa Sainteté même , qui étoit le plus respectable de tous les témoins , & qu'elle se souvenoit bien qu'elle avoit eu la bonté sur mes représentations , de retrancher quelque chose de la dureté des conditions , lorsque je fis partir mon second courier deux jours après le départ du premier. Le Pape en cet endroit ne put s'empêcher de convenir pleinement de ce que je disois ; & Votre M. remarquera , s'il lui plaît , en passant , que Sa Sainteté par là se retraçoit directement de ce qu'elle venoit de me reprocher.

Je continuai en disant que j'étois prêt d'envoyer à Votre Majesté la réponse de Sa Sainteté telle qu'elle étoit , puisque Sa Sainteté le desiroit ; mais que je profiterois

en même tems de la liberté qu'elle me donnoit de lui rendre compte de mes observations sur cette reponse : Qu'il me paroissoit, par rapport à la convocation du Concile, que les termes de *lasciera indurarsi*, donnoient plutôt une esperance de consentement, qu'ils ne contenoient un consentement present & positif, tel qu'on avoit dû l'attendre, après tant de tems & de sollicitations, & tel que l'état de l'affaire & les conjonctures sembloient l'exiger : Qu'il étoit marqué ensuite, qu'il falloit préalablement concerter, établir & assurer les mesures à prendre pour la tenue du Concile, & le reste : Que j'en étois d'accord, mais que toutes ces formes & routes ces mesures étoient expliquées dans mes precedens memoires, & que j'étois prêt & en pouvoir d'en convenir même par écrit, s'il le falloit : Que les mots, *pendant que l'on traitera*, font connoître assez clairement que l'on cherche encore à trainer en longueur, & qu'il se consomme des mois entiers à regler chaque point, comme il est arrivé jusqu'à present : Qu'il n'est point parlé dans la reponse de la Bulle d'injonction, qui est pourtant l'article le plus essentiel, mais seulement du Bref préceptif : Qu'il est vrai que M. le Cardinal Fabroni m'avoit dit que le Bref tiendroit lieu de Bulle, & n'étoit proprement que la même chose : Que cependant on vouloit que ce Bref fût conçu dans les mêmes termes que celui de la *decardinalisation* de Monsieur le Cardinal de Noailles ; ce qui ne ressembloit point au précis de la Bulle que j'avois proposé : Que d'ailleurs le refus que l'on faisoit de retrancher les mots de *purè & de simplicitér, sine explicacione & relatione*, de ce Bref de *decardinalisation*, & la resolution d'insérer ces mêmes mots dans les quinze Brefs particuliers qu'on vouloit adresser aux autres quinze Evêques, quoique selon nous on y laissât des termes équivalens, rendoit tous ces Brefs inadmissibles en France : rien n'étant plus opposé à nos manieres, & plus propre à

attirer des procedures de la part du Parlement, & des appels comme d'abus du Procureur General, qui choqueroient Sa Sainteté & empêcheroient l'exécution de ces Brefs ; à quoi Votre Majesté ne pourroit ni ne devoit s'opposer, pour ne pas soulever tous les Ogdres du Royaume, en détruisant les libertés de l'Eglise Gallicane : Qu'enfin tout ce qui resuoltoit de cette reponse, étoit uniquement la multiplication du Bref préceptif proposé & dressé par Monsieur le Cardinal Fabroni : Que cela ne repondoit guères à l'attente d'une resolution décisive propre à finir cette grande & malheureuse affaire ; & que Votre Majesté ne pourroit croire certainement qu'avec peine, qu'on se trouvât aussi peu avancé après tant de tems.

Que j'étois prêt au reste à donner par écrit à Sa Sainteté toutes les observations ci-dessus, si elle le vouloit, & que j'y joindrois tous les differens points touchant les termes à observer & les mesures à prendre, dont on avoit dû convenir en formant la reponse : mais que pour traiter avec Monsieur le Cardinal Fabroni, je ne pouvois croire que Sa Sainteté voulut m'y obliger, après ce qui s'étoit passé : Que ce Cardinal, sans faire tort à ses bonnes qualités, étoit un homme intraitable, entêté de ses idées au point d'être incapable d'entendre les raisons contraires, & ne parlant qu'avec mépris du Clergé de France : Qu'il avoit manqué plusieurs fois de respect à Votre Majesté dans nos conferences, & que si j'avois été aussi peu mesuré que lui, je ne savois pas ce qui en seroit arrivé : Que Sa Sainteté n'ignoroit pas qu'il étoit connu pour tel des autres Cardinaux ses Confreres, avec lesquels il avoit tous les jours des prises très violentes dans les Congregations : Que lorsque la negociation lui avoit été confiée, tout le monde avoit dit, que c'étoit une affaire perdue, puisqu'on la mettoit en de telles mains ; & que si elle y retournoit aujourd'hui ce seroit une preuve évidente, au sentiment même de tout le sacré College,

que Sa Sainteté vouloit de nouveau ôter toute espérance d'une heureuse conclusion.

Le Pape ne put s'empêcher de convenir que j'avois raison , & que tout ce que je disois étoit vrai : que cependant il avoit cru que ce Cardinal ayant plus de connoissance qu'aucun autre de l'affaire qu'il avoit commencée , & plus d'intérêt qu'elle se terminât bien , il étoit convenable & de la bienfaisance de le charger aujourd'hui de la finir.

Je repris que Sa Sainteté savoit bien que le Cardinal Fabroni s'étoit plaint d'elle très-aigrement , & qu'il avoit dit publiquement , que Sa Sainteté avoit tout gâté par ses relâchemens ; & que si elle l'avoit laissé faire , il en seroit sorti glorieusement : Qu'on s'étoit étonné que Sa Sainteté souffrit tranquillement ce manque de respect , & que bien loin de le reprimer , elle se donnât elle-même des sujettions pour un homme qui en usoit aussi mal : Que je la suppliois de me pardonner , si par zèle pour son service , je lui disois que cela étoit de mauvais exemple , & que cela apprendroit aux autres le chemin qu'ils doivent prendre pour faire venir Sa Sainteté à leur point.

Le Pape parut n'avoir rien à répondre , & fit seulement une mine comme avoiant qu'il avoit tort. Il passa sur le champ à un autre chapitre , & voulut répondre à mes observations , quoiqu'il eût assuré d'abord qu'il n'en feroit rien , Il me dit donc que je n'interprétois pas bien sa réponse sur la détermination à concourir au Concile ; Qu'il le vouloit véritablement , quoiqu'il le crût bien dangereux ; mais qu'il falloit bien concerter tous les préliminaires , comme je l'avois moi-même : Que quand on parloit du Bref préceptif , on entendoit le précis de la Bulle que je demandois , c'est-à-dire que ce Bref en tiendrait lieu ; & que le Bref de *decardinalisation* étoit autre chose , quoique les termes des uns & des autres pour l'acceptation dussent être les mêmes.

Je lui montrai en cet endroit sa réponse , que j'avois dans ma poche , pour justifier qu'elle ne donnoit point à entendre ce que le Pape me faisoit l'honneur de me dire. Il la parcourut lui-même , & demeura d'accord que cela étoit mal expliqué. Si c'est par inadvertance ou autrement , je m'en rapporte. On ne croira pas aisément le premier , de gens comme ceux-ci qui savent écrire clairement quand il leur convient.

Sa Sainteté entra ensuite dans ce qui regarde les mots *puré & simplicité* , *sine explicatione & relatione* , en disant que le Bref de *decardinalisation* étant déjà connu & divulgué , il n'y avoit plus moyen d'y rien changer : que ce feroit donner lieu à se départir de l'obéissance qui étoit due à la Constitution : que les gens mal intentionnés & que les Evêques refractaires en abuseroient , comme si Sa Sainteté n'étoit pas en droit d'exiger cette obéissance : qu'elle m'avoit cependant de bonne foi que les autres mots , *sine restrictione* , *limitatione & modificatione* , qui restoient , étoient équivalens , comme je le prétendois , & qu'elle ne feroit point difficulté de s'en contenter , *se il negotio fosse vergina* , c'est-à-dire si l'affaire étoit toute neuve ; mais qu'à l'heure qu'il est , cela n'étoit plus praticable , sans faire un grand préjudice à son autorité.

Je repliquai que je n'étois pas surpris que S. S. par sa droiture naturelle voulût bien se rendre à l'évidence de la vérité , mais qu'elle me permettroit de lui dire , que comme il étoit évident qu'elle faisoit la vérité , & voulant le bien , il semble qu'il ne convenoit pas de prendre pour motif de se dispenser de le procurer , un fondement qui ne subsisteroit point : Qu'il étoit porté par la réponse que j'avois entre les mains , que le Bref de *decardinalisation* , où se trouvoient les termes en question , étoit trop connu & trop divulgué pour qu'on y pût faire aucun changement ; mais que ce prétexte étoit contraire aux faits , puisque certainement il n'étoit sorti de

mes

mes mains qu'une seule copie de ce Bref naturel & plus prompt de choisir des Legats François, tels qu'étoient MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissi, qui possédoient si parfaitement l'affaire, & dont le zèle pour la religion & l'attachement pour le S. Siege étoient si connus de S. S. Que je savois bien qu'elle étoit maîtresse de faire tel choix qu'il lui plairoit; mais que certainement les Legats François convenoient mieux par toutes les raisons que j'expliquai, & que Sa Sainteté pouvoit, si elle vouloit, y joindre un Italien. Le Pape ne s'ouvrit pas davantage sur ce point, non plus que sur la réserve du Chapeau, en cas que M. le Cardinal de Noailles, en fût privé. Le résultat de cette longue audience fut que je devois envoyer à V. M. la réponse du Pape telle qu'elle est, & que cependant Sa Sainteté trouveroit bon que je lui remisse par écrit tout ce que j'avois à lui représenter sur la matière.

Le Pape reprit que le Cardinal de Noailles l'avoit pourtant vu, & qu'on disoit même qu'il avoit été imprimé. Je répondis, que le Bref paternel & de douceur, avoit été, à la vérité, communiqué à M. le Cardinal de Noailles, mais non certainement celui de rigueur, appelé préceptif. Le Pape après un moment de réflexion convint que j'avois raison, & que sûrement son Nonce n'avoit pas fait voir le Bref pour la *decardinalisation*. Je répondis que cela étoit ainsi : & le motif de la difficulté que l'on faisoit de supprimer quelques termes, toinbant absolument, S. S. ne pouvoit plus refuser le changement qu'on lui demandoit, qui étoit absolument nécessaire. Le Pape persista à dire qu'il ne le pouvoit, & qu'il ne falloit pas compter là-dessus.

Je lui remontrai que quinze de ses Brefs ne pouvoient être revêtus de Lettres patentes & registrés au Parlement : qu'une Bulle auroit été plus autentique & plus efficace, ou au moins un seul Bref d'injonction convenoit pour M. le Cardinal de Noailles & les autres Evêques, sauf à le faire suivre par ledit Bref de *decardinalisation* ; mais cette représentation ne toucha pas le Pape, comme s'il eût ignoré absolument nos usages de France.

Il fut ensuite question d'un Legat, S. S. me dit que ce seroit une affaire difficile, qu'on parloit dans Rome de quel *Barbone*, c'est-à-dire du Cardinal Cassini, qui conserve la longue barbe de Capucin. Je répondis que j'en avois oui parler, & qu'on nommoit aussi M. le Cardinal Albani. Sur quoi S. S. repliqua nettement, que pour ce dernier il n'en étoit point question, & que cela ne convenoit en aucune manière. Je lui dis qu'il étoit plus aisé, plus

naturel & plus prompt de choisir des Legats François, tels qu'étoient MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissi, qui possédoient si parfaitement l'affaire, & dont le zèle pour la religion & l'attachement pour le S. Siege étoient si connus de S. S. Que je savois bien qu'elle étoit maîtresse de faire tel choix qu'il lui plairoit; mais que certainement les Legats François convenoient mieux par toutes les raisons que j'expliquai, & que Sa Sainteté pouvoit, si elle vouloit, y joindre un Italien. Le Pape ne s'ouvrit pas davantage sur ce point, non plus que sur la réserve du Chapeau, en cas que M. le Cardinal de Noailles, en fût privé. Le résultat de cette longue audience fut que je devois envoyer à V. M. la réponse du Pape telle qu'elle est, & que cependant Sa Sainteté trouveroit bon que je lui remisse par écrit tout ce que j'avois à lui représenter sur la matière.

Votre Majesté, Sire, jugera sans doute par la réponse du Pape qui m'a été remise, que cette Cour sentant bien qu'il n'y a plus d'autre expédient pour finir cette affaire que celui du Concile, & voyant l'unanimité qu'il y a en France sur ce sujet, veut faire croire qu'elle s'y rendra enfin, & qu'elle concourra à l'exécution de ce projet proposé depuis si long-tems; mais que dans le fond elle ne cherche qu'à gagner du tems, & qu'à faire naître successivement des difficultés sur toutes les circonstances de la convocation, sur les matières à traiter, sur la qualité, le nombre & le pouvoir des Legats, & que sur chaque article on voudra tenir des Congrégations : ce qui consumera des mois & des années. Il est évident par conséquent, qu'on n'est pas touché ni de l'état violent où se trouve l'Eglise de France par la division des Prelats, non plus que des maux plus grands qui en peuvent arriver par rapport au Royaume, si on n'y apporte un prompt remède. En effet, si on vouloit tout de bon mettre la main à l'œuvre, il est sûr que sans s'en tenir à une réponse

Bbb

sèche, comme l'on fait, on m'auroit pressé de convenir sur le champ, comme je l'ai toujours offert, de toutes les conditions dont il s'agit; & après avoir dressé des Brefs, on en auroit communiqué des copies. Au lieu de cela on remet à traiter une autre fois de ces conditions, & on affecte de faire une confusion du précis de Bulle & du Bref préceptif, qui ne répond nullement aux propositions que j'ai faites si distinctement, suivant qu'elles m'ont été envoyées. On montre gratuitement de la mauvaise foi, en marquant, contre la vérité, que le Bref de la *decardinalisation* a été concerté avec moi, & que l'on n'y a point fait de difficulté en France hors l'article du Nonce. Le Pape rejette cruellement la réserve du Chapeau, qui, à la vérité, est étrangère à l'affaire. Il finit enfin par refuser absolument d'ôter les mots *pure & simplicité, sine explicatione & relatione*, du Bref de *decardinalisation*, & par vouloir les insérer dans les quinze autres Brefs aux Evêques: & cela quant au premier, sur le fondement qu'il est connu & divulgué, ce qui est faux; & quant aux autres, sans aucune nécessité que de mettre un obstacle invincible à l'approbation de la réponse en France.

Il est vrai que, par les discours que le Pape m'a tenus, il sembleroit qu'il est touché des raisons que je lui ai alléguées, & qu'il veut entrer, sans dire quand, dans tous les tempéramens qu'il y a à prendre pour conduire l'ouvrage à bien. Mais quand on connoît le génie du Pape, sa facilité & son habitude à donner de bonnes paroles, & à ne les point tenir, ses variations perpétuelles, sa passion pour étendre la juridiction du S. Siège, & la crainte de s'exposer à recevoir quelque atteinte, on doit être convaincu que Sa Sainteté n'a nulle volonté de finir par un Concile, & que sa réponse par écrit & ses discours ne tendent qu'à faire matcher ses Brefs en France: tout cela sous l'apparence d'un consentement futur à la tenue d'un Concile, &c. d.ms la vue d'en éluder l'effet

par les difficultés qu'il sera trop aisé de faire naître, s'il faut entrer en discussion sur chaque point des formes à observer & des mesures à prendre, soit par la voye de la Congregation, soit par le canal du Cardinal Fabioni, ce qui seroit encore pis.

Les lumieres de Vôte Majesté lui feront prendre dans ces circonstances le meilleur parti; mais s'il m'est permis d'exposer ce que je pense, je prendrai la liberté de dire à Vôte Majesté que si on suivoit la voye que le Pape semble laisser ouverte, de commencer ici à discuter toutes les conditions du Concile, qui seroient réglées il y a long-tems si l'on l'avoit voulu, & qui encore aujourd'hui le seroient dans deux jours si on le veut, il est sûr qu'on ne finira rien, que le mal augmentera de plus en plus par des negociations infructueuses & peu convenables à la dignité de Vôte Majesté, & par des amusemens colorés, dont l'artifice n'est à l'heure qu'il est que trop évident, & l'on peut dire trop grossier. Il semble donc que la disposition où je vois par les dernieres depêches de Monseigneur le Chancelier que Vôte Majesté étoit le convoquer le Concile de sa seule autorité, en cas que le Pape n'envoyât pas par ses premieres lettres la Bulle d'injonction ou le Bref préceptif, tel que Vôte Majesté le demandoit, est tout ce qu'il y a de mieux & l'unique moyen d'en sortir. Quelque desagrément qu'il y eût pour moi de rester ici dans des nouvelles & indecentes sollicitations, je proteste dans la pure vérité à Vôte Majesté que je recommanderois de nouveau avec resignation le triste métier que je fais depuis sept mois, si je voyois jour d'en bientot sortir: mais comme j'espère que Vôte Majesté ne me condamnera pas à une si dure mortification dans la situation où l'on voit clairement que sont les choses, je la supplie très-instamment de me permettre de retourner en France, après que j'aurai fait au Pape les expositions dont Vôte Majesté jugera à propos de me charger pour Sa Sainteté.

avant mon départ. Nonobstant tout cela , Site , pour n'avoir rien à me reprocher dans une affaire qui tient si fort à cœur à Votre Majesté , je vais travailler à remettre incessamment au Papé le Memoire dont j'ai parlé ci-dessus , qui contiendra mes observations sur la reponse par écrit , & les moyens de regler promptement tous les articles qui seroient à regler , si l'on vouloit finir tout de bon.

Comme malgré mes longues écritures il pourroit y avoir encore plusieurs particularités qu'on desireroit de savoir , & qu'il n'est pas possible de détailler dans une lettre , j'ai pensé qu'il étoit à propos que M. Amelot de Chaillon Maître des Requêtes , mon proche parent , qui est ici avec moi , allât porter lui-même ce paquet à Votre Majesté , & rendre compte de ce qui pourroit m'avoir échappé , & de ce qui pourroit être nécessaire à l'éclaircir. M. le Chancelier fait qu'il est capable de se bien acquiter d'une pareille commission ; & je croi , quoiqu'intéressé à ce qui le regarde , ne pouvoir m'empêcher de lui rendre ce temoignage , qu'il a tenu ici une conduite qui fait honneur à la Nation.

On voit par la fin de cette lettre que M. Amelot étoit entièrement rebuté de sa negociation , & qu'il ne pensoit plus qu'à s'en faire décharger , & à retourner au plutôt en France. En effet il commença dès-lors à se préparer à son départ , & la nouvelle qu'il reçut peu de jours après de la maladie & de l'extrémité du Roy , le détermina à ne plus différer : jugeant bien que sous un nouveau regne cette affaire changeroit absolument de face , & que tout ce qu'il pourroit faire ne seroit d'aucun usage.

S. XLIV.

Suite des mouvemens qui se firent au sujet de la Declaration. Mort du Roi , & ses principales circonstances.

Ceux qui conduisoient la même affaire en France , continuoient cependant à presser l'enregistrement de la Declaration. Depuis le 16 Août que nous avons dit que M. le Chancelier retourna de Paris à Versailles jusqu'aux derniers jours de la vie du Roi , ils ne cessèrent point de faire presque chaque jour de nouvelles tentatives pour vaincre la résistance du Parlement.

Le Mardi 20 Août M. le Chancelier envoya à M. le Premier-Président un second projet de Declaration tout semblable pour le fond au premier , mais adouci pour la forme par le retranchement ou le changement des termes qui avoient été principalement relevés par MM. les Gens du Roi. On en pourra juger par la copie de ces deux projets que nous insererons ici à côté l'un de l'autre.

I & II PROJET de Declaration contre les Evêques opposans,

I PROJET.

II PROJET.

Nous avons toujours regardé comme le plus essentiel de nos devoirs , de maintenir la pureté de la foi dans nos Etats ; & Nous n'avons point de plus grande consolation , que lorsqu'il plaît à la divine providence de donner quelques succès à notre zele , & à nos bonnes intentions.

Nous avons toujours regardé comme le plus essentiel de nos devoirs , de maintenir la pureté de la foi dans nos Etats ; & Nous n'avons point de plus grande consolation , que lorsqu'il plaît à la divine providence de donner quelques succès à notre zele , & à nos bonnes intentions.

Le jugement que Nous avions demandé au S. Siege, pour arrêter les disputes qui s'élevoient à l'occasion du livre des *Reflexions morales*, & que S. S. a accordé par sa Bulle *Unigenitus*, aux besoins pressans de notre Royaume, fut accepté dans le mois de Fevrier 1714, par une nombreuse Assemblée de Cardinaux, Archevêques & Evêques, qui se trouvoient à notre suite pour les affaires de leurs Diocèses, & qui avoient été convoqués à cet effet par nos ordres, dès le mois d'Octobre précédent. En conséquence de leur acceptation, & conformément à ce qui a été pratiqué dans des cas semblables, Nous donnâmes nos Lettres patentes, pour faire enregistrer ladite Bulle, & pour la faire exécuter selon sa forme & teneur, dans tous les pais & terres de notre obéissance.

Les suffrages d'une Assemblée dont les décisions sont si respectables, ont été suivis, non seulement de ceux de presque tous les Evê-

Le jugement que Nous avions demandé au S. Siege, pour arrêter les disputes qui s'élevoient à l'occasion du livre des *Reflexions morales*, & que S. S. a accordé par sa Bulle *Unigenitus*, aux besoins pressans de notre Royaume, fut accepté dans le mois de Fevrier 1714, par une nombreuse Assemblée de Cardinaux, Archevêques & Evêques, qui se trouvoient à notre suite pour les affaires de leurs Diocèses, & qui avoient été convoqués à cet effet par nos ordres, dès le mois d'Octobre précédent. En conséquence de leur acceptation, & conformément à ce qui a été pratiqué dans des cas semblables, Nous donnâmes nos Lettres patentes, pour faire enregistrer ladite Bulle, & pour la faire exécuter selon sa forme & teneur, dans tous les pais & terres de notre obéissance.

Les suffrages d'une Assemblée si respectable ont été confirmés par ceux de presque tous les Evêques de notre Royaume, qui soit en a-

vèques de France, mais encore du consentement de tous les Evêques catholiques; & il semble que Dieu ait voulu donner un éclat tout particulier à la décision Apostolique, en inspirant à plusieurs Evêques dans toutes les parties de l'Europe, d'accepter la Constitution, non pas simplement, par un acquiescement tacite, comme on a fait à l'égard des Bulles contre *Bains & Molinos*, mais par des actes autentiques & solennels.

Dans ce concours general des Pasteurs, unis à leur chef, notre joye seroit parfaite, si quelques Prelats de notre Royaume, ne s'écartoient malheureusement écartés de la route commune; les uns en publiant des Mandemens injurieux aux S. Siege, & au Clergé de France; les autres en refusant de se conformer à l'acceptation faite par ladite Assemblée; & cela par des détours captieux, & sur des scrupules feints ou frivoles, qui ne tendent qu'à sauver le livre & les proposi-

tionnant les actes de cette Assemblée, soit en déclarant qu'ils y adheroient, ont établi entre eux l'unanimité si desirable pour l'acceptation des decrets des souverains Pontifes.

Dans ce concours du grand nombre des Pasteurs unis au chef de l'Eglise, notre joye seroit parfaite, si quelques Prelats en refusant de suivre l'exemple de leurs Confreres, n'avoient fait naître une division qui pourroit avoir des suites funestes.

nions censurées , à rendre inutile la Bulle même , à faire regarder comme abusive l'acceptation qui en a été faite , & à condamner ainsi la conduite de tout le corps des Pasteurs.

Obligés que nous sommes , d'empêcher le schisme & la division , de procurer la paix de l'Eglise , & de protéger les SS. Decrets , nous aurions dû peut-être , dès le commencement , prévenir les suites d'une conduite aussi préjudiciable à la Religion , que favorable aux Novateurs : mais jusques à présent , nous ne nous sommes armés que de patience ; nous avons toujours espéré que les remontrances paternelles du Vicaire de Jésus-Christ , nos exhortations pleines de bonté , l'exemple de tous les Pasteurs , l'autorité de l'Eglise & du S. Siege , & l'espace de près de deux années accordées à la réflexion , rappelleroient enfin à leur devoir ceux qui s'en étoient éloignés ; & que s'ils n'étoient pas convaincus par leurs propres lumières , ils

les feroient céder au moins à celles de l'Eglise.

Quoique l'effet n'ait pas répondu à nos esperances , nous ne saurions nous repentir de la douceur & des menagemens dont nous avons usé : mais il est tems de mettre des bornes à notre condescendance ; elle ne doit pas être portée plus loin , & nous nous croirions coupables nous-mêmes des playes faites à l'Eglise , si nous négligions d'employer pour les guerir , les remèdes prescrits en pareil cas par les SS. Canons .

Cependant , pour suivre encore les mouvemens que notre clemence nous inspire , & pour faire un dernier effort sur le cœur des Prelats , à qui nous ne demandons que de se conformer au corps des Pasteurs , nous avons résolu , avant que de les abandonner à la rigueur des loix canoniques , de leur enjoindre expressément , qu'ils aient à suivre , dans l'acceptation de la Bulle *Unigenitus* , l'exemple qui leur a été tracé par près de

les feroient céder au moins à celles de l'Eglise.

Quoique l'effet n'ait pas répondu à nos esperances , nous ne saurions nous repentir de la douceur & des menagemens dont nous avons usé ; mais il est tems de mettre des bornes à notre condescendance ; elle ne doit pas être portée plus loin , & nous nous croirions coupables nous-mêmes des playes faites à l'Eglise ; si nous négligions d'employer pour les guerir , les remèdes prescrits en pareil cas par les SS. Canons .

Cependant , pour suivre encore les mouvemens que notre clemence nous inspire , & pour faire un dernier effort sur le cœur des Prelats , à qui nous ne demandons que de se conformer au corps des Pasteurs , nous avons résolu , avant que de les abandonner à la rigueur des loix canoniques , de leur enjoindre expressément , qu'ils aient à suivre , dans l'acceptation de la Bulle *Unigenitus* , l'exemple qui leur a été tracé par près de

six vingt Evêques de nôtre Royaume, en leur declarant en même tems, que s'ils persistent dans leur resistance, nous aurons recours, sans aucun délai, aux voyes marquées par l'usage & par les loix de l'Eglise.

A CES CAUSES, Nous exhortons, & néanmoins enjoignons par ces presentes, à ceux des Cardinaux, Archevêques & Evêques de France, qui n'ont point accepté, ni fait publier dans leurs Diocèses la Constitution *Unigenitus*, ou qui ne l'ont reçue que par une pretendue acceptation, qui, n'en ayant que l'apparence, déroge en effet à la Constitution, & qui est si opposée à l'acceptation du corps des Pasteurs, que si elle étoit tolérée, elle seroit la source inévitable d'un schisme & d'une division dans l'Episcopat; de recevoir ladite Constitution, conformément à l'acte d'acceptation qui a été dressé & approuvé dans l'Assemblée des Cardinaux, Archevêques & Evêques

six vingt Evêques de nôtre Royaume, en leur declarant en même tems, que s'ils persistent dans leur resistance, nous aurons recours, sans aucun délai, aux voyes marquées par l'usage & par les loix de l'Eglise.

A ces causes, Nous avons dit & déclaré, disons & déclarons par ces presentes signées de nôtre main, voulons & nous plaît, que la Constitution Unigenitus acceptée par les Cardinaux, Archevêques & Evêques de nôtre Royaume, assemblés à Paris suivant nos ordres, revêue en consequence de nos Lettres patentes du 14 Février 1714, reçue depuis d'une maniere uniforme par près de 80 Prelats qui n'avoient point assisté à ladite Assemblée, soit reçue & publiée dans les Diocèses où elle ne l'a point encore été, pour y être exécutée, gardée & observée selon sa forme & teneur. Exhortons à cette fin & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques de nos Etats, qui n'ont pas accepté encore ladite Constitution, de la recevoir,

de nôtre Royaume, & qui a été suivi par presque tous les autres Archevêques & Evêques, qui n'avoient pas assisté à ladite Assemblée; de faire lire & publier ladite Constitution dans toutes les Eglises de leurs Diocèses, & enregistrer au Greffe de leurs Officialités, quinzaine après la signification qui leur aura été faite des presentes, à la requête de nos Procureurs generaux en nos Cours de Parlement, auxquels nous donnons tous les ordres nécessaires pour faire ladite signification, & les sommations requises, à peine d'être procédé suivant la forme prescrite par les SS. Canons, contre ceux des Cardinaux, Archevêques & Evêques, qui refuseront d'accepter, faire lire & publier ladite Bulle, dans le tems & dans la forme ci-dessus marquées, &c.

faire lire & publier dans toutes les Eglises de leurs Diocèses, d'une maniere uniforme, suivant les résolutions qui ont été prises à ce sujet dans l'Assemblée convoquée par nous pour l'acceptation de ladite Bulle.

Monsieur le Premier-Président, quatre jours après avoir reçu le second projet de Declaration, alla avec Monsieur le Procureur General à Versailles pour rendre compte de qu'ils en pensoient. Il eut d'abord l'honneur de voir le Roi. Sa Majesté, quoiqu'affoiblie, lui dit des

choses obligantes pendant son dîner : que c'étoit pour faire plaisir à sa Compagnie qu'elle avoit accordé au fils du Président de Maisons la charge de son pere qui venoit de mourir. Elle lui demanda ensuite si l'affaire de la Declaration ne finiroit pas bien-tôt. Monsieur le Premier-Président eut la sagesse de se contenter de répondre, qu'il n'étoit venu que pour s'informer de la santé de Sa Majesté : que l'état où il la voioit, ne lui permettoit pas de penser à autre chose : qu'il seroit son possible pour que tout finît bien, & qu'il alloit travailler pour cela avec Monsieur le Chancelier. Il parla autrement à ce Ministre, & on a sçu que le Chancelier pour l'ébranler s'étant servi de termes un peu hauts, Monsieur le Premier-Président, lui dit : *Quoi ? Monsieur, croiez-vous donc être un Chancelier Sequier, & avoir pour vous un Roi de 35. ans ?*

Le jour d'auaravant Monsieur le Chancelier s'entretenant avec Monsieur le Président Portail, lui avoit encore parlé avec plus d'emportement : " C'est, lui dit-il, le Procureur General qui forme toutes ces difficultés : c'est un seditieux. Dans quatre jours le Roi sera en santé : il tombera sur lui comme il doit : c'est un homme bien important, pour oser résister à un homme comme moi. Votre Parlement néanmoins suit les impressions qu'il lui donne : nous lui ferons bien connoître aussi qu'on peut se passer de lui.

Ce ne fut que le 25. que Monsieur le Procureur General eut aussi une conférence avec ce Ministre. Sur les difficultés qu'il lui fit sur le nouveau projet, Monsieur le Chancelier lui proposa d'y changer encore quelques termes. Monsieur le Procureur General lui répondit, que le fond en seroit toujours également mauvais : que tous les Magistrats pensoient comme lui ; que Monsieur Joli de Fleury n'étoit point d'un autre avis. Monsieur le Chancelier crut l'embarasser en lui disant, qu'il alloit donc rendre compte au Roi de leur resis-

tance : *Vous le pouvez*, répartit Monsieur le Procureur General ; *mais je vous croi trop sage pour le faire en de pareilles circonstances.* Le Chancelier lui reprocha ensuite sa prévention pour le Cardinal de Noailles ; ce qui obligea Monsieur le Procureur General d'entrer de nouveau dans le fond ; & il conclut qu'il ne vouloit ni blesser sa conscience, ni se des-honorer pour faire plaisir à deux Cardinaux qui ne cherchoient que leur intérêt particulier ; & que si l'on vouloit finir cette affaire d'une manière utile à l'Eglise & à l'Etat, il étoit aisé de le faire par d'autres moïens. Monsieur le Chancelier leur repliqua, qu'il ne s'agissoit plus de negociations : que le Parlement abusoit de la confiance dont le Roi l'honoroit : qu'on n'en avoit jamais usé de la sorte à l'égard d'un Chancelier : qu'il voioit bien qu'il falloit se passer du Parlement ; & que s'il n'avoit point eu peur de l'offenser, il auroit pris une autre voie, savoir celle d'un arrêt du Conseil. *Point du tout*, Monsieur, reprit Monsieur le Procureur General, *le Parlement ne sera jamais offensé de vous voir faire une faute qu'il n'aura point voulu faire : mais il sera fâché de vous voir ainsi commettre l'autorité du Roi ; & moi, comme votre ami, j'en serai affligé. Croiez-moi, il viendra un jour que vous remercierez le Parlement du service qu'il vous aura rendu.* Je penserai dans dix ans, dit Monsieur le Chancelier, ce que je pense aujourd'hui ; & continuant de reprocher au Procureur General qu'il étoit prévenu, celui-ci l'exhorta à se défendre lui-même de toute prévention. Ce fut par là que finirent tous les préparatifs de la Declaration ; le Roi n'ayant plus été en état d'en entendre parler.

Il y avoit plus de deux mois que la santé avoit commencé à s'affoiblir, & qu'on s'en apercevoit ; mais comme il agissoit à son ordinaire, qu'il se promenoit, alloit à la chasse, & faisoit la revue de ses troupes, on n'en étoit pas fort alarmé. Ce ne fut que le 11. d'Août que parurent les premiers indices de sa maladie, après

une medecine qu'il avoit prise. Il ne laissa pas de donner des audiences à differens Ministres étrangers jusqu'au 17. & depuis ce jour-là il mangea encore en public, quoique sur son lit, & fit tenir Conseil plusieurs fois dans la chambre. Il se trouva même assez de force le 15. Fête de S. Louis, pour faire entrez les Courtisans à son dîner, pour recevoir les complimens que les Princes & plusieurs Seigneurs de la Cour lui vinrent faire sur le meilleur état de sa santé, & pour entendre les aubades que les tambours, les 14. violons & les hautbois avoient coutume de lui donner ce jour-là. Mais s'étant endormi sur les 7. heures du soir, il se reveilla avec un poulx fort mauvais, & une absence d'esprit qui effraya les Medecins: ce qui fit résoudre de lui donner sur le champ le S. Viatique, au lieu qu'il avoit déterminé la veille en se confessant, d'entendre la messe à minuit, & d'y communier. Revenu de l'embaras qu'il avoit dans l'esprit un quart d'heure après son reveil, & craignant de retomber dans un pareil état, il pensa lui-même qu'il devoit recevoir les derniers sacrements, sans attendre plus longtemps; & comptant dès ce moment qu'il ne lui restoit plus que peu d'heures à vivre, il agit & donna ordre à tout, comme un homme prêt à mourir, mais avec une presence d'esprit & une fermeté dont il y a peu d'exemples. Monsieur le Cardinal de Rohan Grand-Aumônier de France, accompagné des deux Aumôniers de quartier, du Curé de Versailles & du P. Tellier, lui apporta sans beaucoup de ceremonie le Viatique & les saintes huiles un peu après huit heures, & les lui administra. Mais auparavant le Pere Confesseur mit entre les mains de Sa Majesté un papier qu'elle lut, & qui étoit le dernier ou le quatrième van des Jesuites. C'est au moins ce qu'en ont pensé plusieurs personnes de la Cour qui en pouvoient être instruites; & cela est d'autant plus vraisemblable, qu'on a d'ailleurs des preuves que trois ou quatre ans auparavant le P. Tellier avoit engagé le

Roi à sa Compagnie par les premiers vœux de la Societé, qu'il lui donna de même dans un papier, & qu'il lui fit prononcer tout bas au pied de l'autel avant qu'il reçût la communion. Quand la ceremonie fut finie, le Roi fit apporter sur son lit une petite tablette, & écrivit de sa main quatre ou cinq lignes à son codicille, qu'il remit à Monsieur le Chancelier. Il appella ensuite les Princes, les uns après les autres, Monsieur le Maréchal de Villeroi, & Monsieur Desmaretz, & leur parla à tous en particulier. Puis les Medecins & les Chirurgiens visiterent sa jambe, où il ressentoit depuis quelques jours de la douleur; & y ayant trouvé des marques de cangraine, ils preparerent les remedes necessaires pour la panser. Après quoi Sa Majesté fit tirer le rideau de son lit sur les 11. heures du soir, & dit qu'elle vouloit reposer.

Dès le Lundi 19. Août, Monsieur le Cardinal de Noailles informé que la santé du Roi s'affoiblissoit de jour en jour, chargea le Duc son neveu de demander à Madame de Maintenon, s'il ne devoit pas écrire à Sa Majesté pour lui demander la permission de paroître devant Elle, & de lui rendre les devoirs de Pasteur. Cette Dame repondit qu'il n'avoit rien à faire qu'à prier Dieu pour le Roi. Peu de jours après il fit de nouvelles instances, sur tout pour avoir l'agrément qu'il ordonnât des prieres publiques. On lui fit reponse qu'il y avoit plusieurs bonnes ames qui prioient en secret pour la santé du Roi, & que cela suffisoit. Il ne laissa pas d'écrire encore le Dimanche 25. à Madanie de Maintenon, pour lui marquer combien il étoit sensible à l'état du Roi: qu'il sentoit ce que son devoir de Pasteur & sa qualité de sujet exigeoient de lui; mais qu'il ne savoit si dans les circonstances presentes il devoit faire autre chose que de demander à Dieu la sanctification & la conservation du Roi. Le lendemain à 7. heures du matin, il reçut reponse qu'on le prioit d'ordonner des prieres publiques. Il

les

les fit commencer dès huit heures par une messe solennelle qui se celebra dans l'Eglise Cathedrale , & le S. Sacrement fut exposé la matinée dans toutes les autres Eglises de Paris.

Cependant tout le monde se plaignoit hautement à Paris & à la Cour , que ceux qui avoient la confiance du Roi , ne l'engageassent point à voir son Archevêque. Monsieur Doremieux celebre Avocat écrivit à Monsieur le Cardinal de Rohan , que s'interessant sur un fait comme celui-là , qui soulevoit le public , il ne pouvoit comprendre qu'on laissât mourir le Roi dans une espece de separation de communion d'avec son propre Pasteur. Monsieur le Cardinal de Rohan dit que Monsieur le Cardinal de Noailles ne pouvoit venir voir le Roi , à moins que ce ne fût de sa part pour reparer le passé ; & que sans cela , si le Roi le recevoit , ce seroit de la part de Sa Majesté une abjuration de tout ce qu'elle avoit fait. Le murmure sur une pareille conduite fut si grand , qu'il pénétra jusqu'à Mademoiselle d'Aumale , qui le dit à Madame de Maintenon , & lui en fit voir les conséquences. Cette Dame en parla au Roi l'après-dinée du Lundi 26. Août. *Vraiment* , répondit le Roi , *je serois bien aise de le voir , & je serois fâché de mourir broüillé avec lui.* Sur cela Monsieur le Cardinal de Rohan & le P. Tellier furent appellés. Celui-ci dit au Roi , que s'il voioit Monsieur le Cardinal de Noailles , on ne manqueroit pas de dire que Sa Majesté se seroit repentie à la mort , & que ce seroit avouer son tort : mais que si ce Cardinal vouloit accepter la Constitution , Sa Majesté pourroit le voir. Le Roi repliqua : *Mais je n'ai rien dans le cœur de personnel contre lui , je l'ai toujours estimé & aimé : que Monsieur le Chancelier lui écrive , & qu'on mette au moins dans la lettre quelque chose d'obligeant de ma part.* Ces Messieurs se retirèrent pour composer une lettre qui ne fut finie qu'à huit heures du soir : ils la firent signer à Monsieur le Chancelier , qui n'avoit point quitté la chambre du Roi , & dépêchèrent un Cou-

rier à Paris pour la rendre à Monsieur le Cardinal de Noailles. Cette lettre portoit , " Que lui Chancelier avoit été témoin que Madame de Maintenon avoit rendu compte au Roi de la peine que S. E. souffroit de ne pouvoir lui rendre ses devoirs , & même d'avoir lieu d'appréhender qu'il ne restât à S. M. quelque ressentiment contre elle : Que le Roi lui avoit commandé sur le champ de lui écrire , qu'il ne restoit dans son cœur ni dans son esprit rien de personnel contre elle ; S. M. ayant fait un sacrifice sincère à Dieu de tout ce qui pouvoit interesser son autorité dans la resistance que S. E. avoit apportée à l'exécution de ses ordres pour la reception & la publication de la Constitution , depuis même qu'elle avoit été acceptée par plus de 115. Evêques de France : Que S. M. le recevroit avec plaisir , & qu'elle auroit même une consolation particuliere de mourir entre les bras de son Archevêque : mais que la condition qu'elle lui imposoit étoit de faire sincèrement son acceptation suivant le projet qu'on lui avoit proposé au mois de Mai dernier , & de donner son Instruction pastorale séparée de l'acceptation : Que si S. E. étoit prête à souscrire à ces articles , elle pouvoit venir sur le champ ; qu'elle seroit reçue à bras ouverts ; & que rien ne pouvoit faire un plaisir plus sensible au Roi : mais que tant qu'elle demeureroit dans le sentiment de se séparer du Corps des Pasteurs , ne voulant déferer ni à l'autorité du S. Siege , ni à l'exemple de presque tous les Evêques du Roiaume , ni à l'autorité du Roi , que S. M. n'emploioit en cette occasion que pour appuyer la décision de l'Eglise , S. M. ne croiroit pas devoir consentir que S. E. vînt la trouver : Qu'il sembleroit par cette dernière action , que S. M. autoriseroit la conduite qu'avoit tenu S. E. Que la religion s'y trouvant interessée , le motif qui arrêtoit S. M. paroïssoit insurmontable , & que l'on ne pouvoit même lui proposer de se relâcher de cette fermeté , fondée sur un principe de zele pour la re-

«ligion & pour la bonne cause. La lettre finissoit par une exhortation pressante à M. le Cardinal de Noailles de se conformer à ce qu'on lui proposoit.

La réponse que M. le Cardinal de Noailles fit à cette lettre fut tendre & ferme : «Dieu seul connoît, y disoit-il, jusqu'où va ma douleur de ne pouvoir rendre mes derniers devoirs au Roi. Je n'ai pu refuser à mon attachement inviolable & tendre pour S. M. d'en demander la permission : mais je regarde votre lettre, Monsieur, moins comme une permission, que comme une défense. La triste conjoncture où je me trouve, ne change rien à l'affaire qui m'a attiré la disgrâce du Roi, & ne me permet pas de faire pressentement ce que j'ai cru ne pouvoir faire en conscience, lorsque S. M. étoit en pleine santé. Ce seroit une grande joie pour moi de donner au Roi quelque consolation, & de lui faire connoître le fond de mon cœur, qui est pénétré de la plus vive reconnaissance, & prêt à tout sacrifier, à la réserve de ma conscience. Je conserverai jusqu'au dernier soupir de ma vie tous les sentimens que je dois au Roi, qui ne cèdent qu'à ceux que je dois à Dieu. Il ajoutoit, qu'il avoit mis en prières, aussitôt qu'il en avoit eu la liberté, tout Paris pour la conservation & la sanctification du Roi : qu'en son particulier il faisoit sur cela son devoir avec tout le zèle possible ; & que le Courier l'avoit trouvé aux pieds du S. Sacrement &c.

Cette lettre, lorsqu'elle fut venue à la connoissance du public, n'augmenta pas peu les murmures. M. le Cardinal de Noailles fut contraint de la montrer à quelques personnes, pour arrêter l'abus qu'en faisoient ses adversaires, en repandant le bruit qu'il avoit séchement refusé au Roi la consolation de le voir avant sa mort. Ces discours furent portés jusques dans l'Assemblée du Clergé qui se tenoit alors ; & au récit qui en fut fait par M. l'Abbé de Broglie, un Evêque s'écria : *Pu-que ce Cardinal n'a*

devrions nous former aujourd'hui la résolution de ne le voir jamais. Mais lors que le fait fut éclairci, toute la haine de ce prétendu refus-retomba sur ceux qui réduisoient l'Archevêque de Paris à la douloureuse situation de ne pouvoir voir dans les derniers momens son Roi & la première brebis de son troupeau, qu'en se deshonorant & en trahissant sa conscience.

Cela regardoit principalement le P. Teller, qui depuis la maladie du Roi s'étoit tellement emparé de son esprit pour tout ce qui avoit rapport à la conscience, que personne n'osoit le contredire. Cependant il ne put obtenir du Roi qu'il donnât aucuns ordres au sujet de la Constitution. Il lui présenta jusqu'à quatre fois le 22. Août un papier à signer, pour obliger M. le Duc d'Orléans à suivre à Rome & en France ce que S. M. avoit commencé ; & elle le refusa. Mais il se fit le lendemain désigner Confesseur du jeune Roi par le même codicile où M. Fleuri ancien Evêque de Frejus fut nommé son precepteur. Trois jours après ce Pere retourna encore à la charge ; & lorsqu'il recommandoit au Roi la Constitution, & qu'il le prioit, en présence des deux Cardinaux de Rohan & de Bissi, de donner sur cela des ordres qui assurassent l'exécution de ses intentions à cet égard, le Roi leur dit, *qu'ils savoient bien que jamais il n'avoit entendu cette affaire, qu'il s'étoit conduit par leur avis, qu'il s'en remettait à leur conscience, & qu'ils en répondroient devant Dieu.* Tous trois lui répondirent avec une confiance & une hardiesse qui fit fremir quelques-uns de ceux qui étoient présens, & qui n'étoient pas entièrement convaincus de la justice de leur cause : *Qu'ils se rendoient volontiers les cautions de S. M. Qu'elle ne devoit avoir aucune peine d'avoir suivi le Pape & les Evêques ; & que pour eux ils n'avoient eu égard qu'à la gloire de Dieu, au service de l'Eglise, & à l'acquit de leur conscience.* Le Roi leur dit encore dans une autre occasion : *Je suis de la meilleure foi du monde, si vous m'avez trompé, vous êtes bien capables ; car je ne cherche que le bien de l'Eglise.*

Voilà les principales circonstances que nous trouvons dans nos Memoires touchant ce qui se passa à la Cour par raport à la Constitution jusqu'au Dimanche 1. Septembre, que le Roi mourut à huit heures & un quart du matin. Il conserva jusqu'à l'extremité une presence d'esprit admirable. La fermeté avec laquelle il soutint pendant plusieurs jours la vuë de la mort, toutes ses paroles, tous ses sentimens furent dignes d'un grand Roi, & feront toujours regretter qu'un Prince si religieux n'ait pas eu sur les affaires ecclesiastiques des conseillers aussi desintéressés, que ses intentions étoient droites.

§. XLV.

Changement favorable aux Evêques opposans au commencement du regne de Louis XV. On rappelle les exilés & on élargit les prisonniers pour les affaires de l'Eglise. Liste des uns & des autres.

LE commencement du regne de Louis XV. & de la regence de Monseigneur le Duc d'Orléans fut comme une espece de triomphe pour la cause des Evêques opposans. Pour en bien juger, il faut se représenter la situation où cette affaire étoit peu de jours auparavant. Voici comme l'Auteur de la suite de la Relation des Assemblées de Sorbonne la décrit au commencement de son ouvrage. "Le P. Tellier, dit-il, qui réunissoit si parfaitement en lui les deux caracteres de l'artifice & de la violence, étoit devenu le mobile des deux Cours, & concertoit en même tems routes choses à Rome & à Paris. Ce qu'il vouloit obtenir de la Cour de Rome, il le faisoit demander par celle de France; & la Cour de Rome venoit à son tour solliciter le succès des desseins du Pere Confesseur auprès de la Cour de France. Aussi l'une & l'autre n'avoient-elles plus d'autre affaire que celle de la Constitution, parce que c'étoit la seule que ce Pere eût uniquement à cœur.... Il avoit empêché le Roi d'é-

couter les remontrances genereuses & conformes à sa veritable gloire, que le Parlement lui avoir faites sur la nouvelle Declaration. Il avoit engagé S. M. qui n'avoit point été au Parlement depuis plus de 30. ans, à y aller faire enregistrer elle-même cette Declaration; persuadé que par sa présence elle renverferoit les plus fermes, ou que du moins elle l'emporteroit par autorité malgré tous les obstacles. A cette nouvelle, la consternation fut generale; & il ne parut jamais davantage combien le Cardinal de Noailles étoit cher à son peuple. Chaque jour augmentoit la crainte & la crainte; & il faur reconnoître que jamais crainte n'eut de plus legitimes fondemens. La terreur repandue parmi les Magistrats, devant lesquels la Declaration alloit être portée: des recompenses promises au plus traitables d'entr'eux: des menaces faites aux autres: un President à Mortier traité exprès indignement, pour faire sentir le poids de l'autorité des Jesuites: le projet formé d'établir pour cet effet un Procureur general à la place de M. Daguesseau, dont on redoutoit l'équité & la droiture: l'ordre du Roi déjà expédié pour faire tendre dans la Grand-Chambre du Parlement le Lit de justice de S. M. le jour marqué pour faire écrire en son nom dans les registres publics, l'Édit funeste; une Assemblée du Clergé formée de la main du P. Tellier, & toute composée des Prelats les plus déclarés contre le Cardinal de Noailles, qui n'attendoit plus, disoit-on alors, que ce moment pour se convertir en Concile, où en trois séances ce Cardinal & les Evêques qui lui étoient unis, seroient déposés: le Cardinal de Bissi donné en spectacle aux ambitieux, comme un exemple de ce que pouvoit la Société pour élever ceux qui s'avoient sacrifiés pour elle leur honneur & leur conscience: un nombre considérable d'Evêchés & d'autres Benefices, mis depuis long-tems en reserve, & proposés pour récompense à quiconque tremperoit ses mains dans le sang des Evêques innocens: toutes ces circonstances réunies

M. le
President
de Me-
nars
dans
l'affaire
de M. Du
Gues-
seau.

ne permettoient plus d'espérer de ressource de la part des hommes, & ne laissoient appercevoir que les plus affreuses extremités &c.

A peine la couronne eût-elle passé sur la tête du jeune Dauphin par la mort de son Bisayeul, que tout cet appareil dressé contre les Evêques opposans disparut comme un songe. Il s'éleva tout-à-coup un cri universel en leur faveur : l'indignation éclata de toutes parts contre leurs adversaires, & particulièrement contre les Jésuites, qui avoient fait un abus si énorme du credit qu'ils s'étoient acquis sous le regne précédent : le Prince Regent, instruit par lui-même de la cause & du fond de ces contestations, se declara contre les voyes violentes qu'on avoit suivies ; & cette declaration repandit la joye & l'esperance parmi ceux qui avoient été jusqu'alors opprimés, & jeta la consternation & l'humiliation parmi leurs oppresseurs. M. le Cardinal de Noailles, qui étoit regardé comme le chef de ceux-là, fut rappelé à la Cour le jour même de la mort du Roi. M. le Regent ordonna dès le matin à M. le Duc de Noailles de le faire venir. Il arriva au commencement de l'après-dinée. Il alla d'abord à la Chapel. le prier Dieu, & ensuite devant le corps du Prince défunt. De là il passa à l'appartement de M. le Duc d'Orleans. Il s'éleva, lorsque le Cardinal parut, un murmure qui alla jusqu'au cabinet du Prince, qui demanda ce que c'étoit : on le lui dit : il repondit : *C'est moi qui le fais venir : qu'on le fasse entrer* : & s'avancant au devant de lui jusqu'au milieu de sa chambre, il l'embrassa devant tout le monde, & le fit entrer dans son cabinet, où il l'entretint pendant une heure. Cette audience fut interrompue un moment par Madame la Princesse & Madame la Duchesse de Vendome sa fille, qui survinrent & ne s'assirent point. La premiere dit au Cardinal : *On ne sait, Monsieur, si on doit vous embrasser, ou se jeter à vos pieds pour vous demander votre benediction : je voudrois bien faire l'un & l'autre, si c'en étoit possible.* Après cette longue conversation il eut l'honneur de saluer le nouveau Roi, qui lui de-

manda sa benediction ; & tous les Princes & Princesses lui firent une reception & un accueil si distingué, qu'il fut aisé de voir que c'étoit une espece d'hommage rendu à la cause dont il étoit le principal défenseur. Quand il traversa les Galleries, on ne peut exprimer la joye que tout le monde remontra de le voir reparoitre dans un lieu d'où il étoit exclus depuis dix huit mois. Mais il repondit aux complimens qu'on s'empressoit de lui faire sur son retour, *qu'il lui contoit trop cher pour y être aussi sensible qu'il l'auroit été en toute autre conjoncture.* Quelques jours après M. le Duc d'Orleans lui rendit visite dans son palais archiepiscopal : & lorsque S. A. R. établit des Conseils pour les différentes affaires du Royaume, elle le mit à la tête de celui de Conscience. M. l'Evêque de Châlons, frere de cette Eminence, fut aussi mandé à Paris, & on revoqua les défenses qui avoient été faites aux autres Evêques les associés de sortir de leurs Dioceses.

Le 12 de Septembre que le Roi alla au Parlement, pour y tenir son Lit de Justice, & que S. M. retournant à Vincennes passa devant la Bastille, on en délivra tous les prisonniers qui y étoient au sujet de la Constitution. Nous trouvons dans une lettre écrite de Paris, que la veille, lorsque M. de Pontchartrain Secrétaire d'Etat en lut la liste à M. le Regent, & qu'il insistoit sur certains articles, on entendit ce Prince repeter souvent, *Veritas, basile.*

Les jours suivans on revoqua les lettres de cachet de ceux qui avoient été exilés pour le même sujet, & en faveur de qui il avoit été présenté des plaets à S. A. R. Et afin de n'exclure personne de la même grace, on permit à tous les autres qui se trouveroient dans le même cas, de venir à Paris, pour se faire rétablir dans leurs emplois, sur les Memoires qu'ils presenteroient à M. le Regent. On donna de même un ordre general aux Superieurs majeurs des Benedictins & des autres Congregations, de rappeler ceux de leurs Religieux qui avoient été relegués ou par des lettres de cachet, ou par des obediences forcées, & de les pla-

«et chacun selon leur merite, sans aucun égard aux ordres qu'ils avoient reçus précédemment. Ainsi en moins de deux ou trois mois les Jesuites eurent le déplaisir de voir leurs travaux de plusieurs années renversés, & la liberté rendue à ceux qui étoient les principaux objets de leur haine." Les lettres «de cacher, dit l'Auteur que nous venons «de citer, furent publiquement revoquées, «& les prisons ouvertes par l'ordre du «tripe dont Dieu avoit tourné le cœur à la «douceur en faveur des défenseurs de sa cause. On vit revenir à Paris des endroits les «plus éloignés du Royaume, & sortir des «cachots les plus sombres, une multitude «de Confesseurs de J. C. que leurs liens & «tout ce qu'ils avoient souffert pour la justice, «ce & pour la vérité, rendirent encore «plus recommandables auprès de toutes «les personnes qui avoient de la foi & de la «piété.

Cet événement donna lieu à une estampe assez curieuse qui se distribua à Paris. On y voyoit au milieu le jeune Roi assis sur son trône, ayant à sa droite M. le Regent, & à sa gauche M. le Cardinal de Noailles qui lui présentoit une troupe de Docteurs, d'Ecclesiastiques, de Religieux & de Laïques, dont la posture marquoit qu'ils étoient pénétrés de reconnaissance & d'admiration. Au haut de l'image étoient ces paroles qui en expliquoient le sujet : *L'an 1 du regne de Louis XV & de la regence de Philippe Duc d'Orleans, la liberté a été rendue à ceux qui restoiens disgraciés, fugitifs, exilés ou prisonniers pour les affaires de l'Eglise.* Au bas étoient leurs noms divisés en cinq classes. La 1. comprenoit les Evêques qui avoient reçu des défenses de sortir de leurs Diocèses : la 2. les Docteurs exclus de Sorbonne : la 3. les fugitifs : la 4. les exilés : & la 5. les prisonniers. Quoique nous ayons parlé dans cette histoire de la plupart de ces illustres disgraciés, nous ne laisserons pas d'en donner ici la liste, afin qu'on les vöye tous d'un coup d'œil ; & nous tâcherons de la faire encore plus exacte que celle qui est au pied de cette estampe.

PRELATS disgraciés au sujet de la Constitution avec défenses de sortir de leurs Diocèses.

M. Louis-Antoine Cardinal de Noailles Archevêque de Paris.

M. Matthieu-Ysore d'Hervaux Archevêque de Tours.

M. Hippolyte de Bethune Evêque Comte de Verdun.

M. Jean-Baptiste-Louis-Gaston de Noailles Evêque Comte de Châlons Pair de France.

M. Jean Soanen Evêque de Senez.

M. Pierre de Langle Evêque de Bonlogne.

M. Vincent-François Desmaretz Evêque de S. Malo.

M. André Dreuillet Evêque de Bayonne. Relegués dans leurs Diocèses après l'Assemblée de 1714. Voyez §. XIX.

M. Gui de Seve de Rochechouart Evêque d'Arras.

M. Pierre de la Broue Evêque de Mirepoix.

M. Cyprien-Gabriel Benard de Rezaï Evêque d'Angoulême.

M. Charles-Joachim Colbert de Croissy Evêque de Montpellier.

M. Louis Thomassin Evêque de Sisteron.

M. Jean-Baptiste de Verthamon Evêque de Pamiers.

M. Henri-Charles du Cambout Evêque de Metz Duc de Coislin Pair de France.

M. Olivier Jegou de Quervillio Evêque de Treguier. Traités comme les précédens dont ils avoient suivi l'exemple. Voyez §. XLII.

DOCTEURS exclus des assemblées de leur Faculté.

M. Boileau Chanoine de la S. Chapelle de Paris, exclus depuis quelques années des assemblées de Sorbonne, pour avoir dit au sujet des lettres d'exclusion de la place de Bibliothécaire de la Maison de Sorbonne, données de la part du Roi à M. Bourcier & de Vence, que les

lettres de cachet étoient des *sires de noblesse*.

M. Garçon Curé de S. Landry.

M. des Moulins Curé de S. Jacques du haut pas.

M. Courcier Theologal de l'Eglise de Paris.

M. Navarre ci-devant Theologal d'Arras.

M. Begon Chanoine de S. Jacques de l'hôpital. Exclut des assemblées de Sorbonne le 10 Avril 1714, pour s'être opposés aux intrigues du Syndic le Rouge. Voyez §. XXIV.

M. Fauvel Professeur de Philosophie à Coutances, & Bachelier en Theologie à Caen, exclus en 1705 de cette Faculté pour avoir mis les propositions du Clergé de France dans une thèse qu'il étoit près de soutenir.

FUGITIFS.

M. Petit-pied Docteur & Professeur de Sorbonne, exilé à Beaune en 1703 à l'occasion du Cas de Conscience, & obligé depuis de se retirer en Hollande pour éviter la prison dont il étoit menacé.

M. Fouillou Licentié de Sorbonne, fugitif depuis 1703, & privé des revenus de son Benefice, à cause du Cas de Conscience.

M. Eustace Confesseur des Religieuses de Port-Royal, fugitif depuis 1705 pour la même cause.

M. Ruffin Curé de Manneville au Diocèse de Rouen, interdit par son Archevêque, & fugitif depuis 1709 à cause de la Bulle *Vineam Domini*.

M. de Crez Chapelain de S. Jacques de l'Hôpital à Paris, fugitif depuis 1710, accusé d'avoir assisté les Religieuses de Port-Royal.

M. du Saussay Licentié de Sorbonne, & Penitencier d'Orléans, interdit par son Evêque, & fugitif depuis 1712 à cause de la signature du Formulaire.

M. de la Croix Ecclesiastique de Beauvais, éloigné de son Diocèse pour la même cause en 1713.

M. Bellanger Licentié de Sorbonne, fugitif pour éviter une lettre de cachet qui l'exiloit à Angers. Voyez §. XLII.

M. Bigot Bachelier de Sorbonne & Curé de Limai au Diocèse de Rouen, fugitif pour prévenir les suites du refus qu'il avoit fait en 1714 de publier la Constitution. Voyez §. XXX.

M. Roussel Licentié de Sorbonne, & Curé d'Aneri au même Diocèse de Rouen, fugitif pour la même cause en 1714. *ibid.*

M. le Merle Curé de S. Germain aux bois Diocèse de Nevers, fugitif pour la même cause en 1714. *ibid.*

M. Longé Chapelain de l'Eglise de Rouen interdit par son Archevêque, fugitif en 1714 à l'occasion de la Constitution, de même que les suivans.

D. Nicolas Chopplet Benedictin Souprieur de S. Vincent de Laon, en 1714. Voyez §. XL.

D. Poulet Benedictin Religieux de l'Abbaie de Ribemont, en 1714. *ibid.*

M. Millet Curé de Douzi au Diocèse de Reims, en 1715. Voyez §. XXX.

M. le Gros Chanoine & Docteur de Reims. Voyez §. XXVI.

M. Baudouin Chanoine & Docteur de Reims. *ibid.*

M. Maillefer Chanoine de S. Symphorien & Docteur de Reims. *ibid.*

M. du Haut Curé de Peronne au Diocèse de Tournai. Voyez §. XXX.

M. Baudechon Curé de Turmignies au même Diocèse, excommunié l'un & l'autre en 1714 par le Vicegerent de l'Officialité, à cause du refus qu'ils avoient fait de publier la Constitution, & obligés de se retirer pour éviter un decret de prise de corps dont ils étoient menacés. *ibid.*

M. du Guet Prêtre. Voyez §. XLI.

M. du Guet son neveu. Voyez §. XLII.

M. Merri Bachelier de Sorbonne. Voyez ci-après §. XLVII.

Et plusieurs autres qui s'étoient retirés de leurs Diocèses, pour prévenir la demande qu'ils prévoyaient qu'on leur feroit d'accepter la Constitution.

E X I L É S.

- M. Bourlet Licentié de Sorbonne, exilé à l'occasion du Cas de Conscience à Quimper en 1703, & depuis à Blois, à Angers, à Saintes & à l'Isle de Rhé.
- M. de la Fosse Licentié de Sorbonne, exilé sous prétexte de Janfénisme à Aumale en 1705.
- M. Gillot Chanoine & Professeur de Theologie à Reims, exilé sous le même prétexte à Conserans en 1712.
- M. Avoine Curé du Château de Bayeux, exilé encore sous le même prétexte à Angers en 1712.
- M. Fontaine Chanoine & depuis Doyen de S. Amé de Douai, exilé en 1713 sur de fausses accusations des Jésuites de ce pays-là, à S. Flour, où il n'alla point, ayant eu permission de rester dans le Diocèse de Meaux, où il s'étoit arrêté à cause d'un asthme dont il étoit attaqué.
- M. de Ligni Chanoine de S. Amé de Douai, depuis long-tems exilé hors de cette ville, & obligé de sortir du Royaume en 1714.
- M. Moreau Docteur de Nantes, exilé hors de ce Diocèse en 1714 à l'occasion du procès intenté par l'Evêque pour faire rompre l'union de la Communauté de S. Clement, dont ce Docteur étoit membre, au Séminaire.
- M. Habert Docteur de la maison & société de Sorbonne âgé de 81 ans, exilé le 9 Avril 1714 à Blois. Voyez §. XXXIII.
- M. Wirasse Professeur de Sorbonne, exilé le même jour à Noyon. *ibid.*
- M. l'Abbé de Bragelongne Chanoine de Paris & Docteur de Sorbonne, exilé le 12 du même mois à S. Flour, transféré ensuite à Clermont, & en dernier lieu au Pui-en-Velay. *ibid.*
- M. l'Abbé Bidal Docteur de Sorbonne, ci-devant Resident pour le Roi à Hamboourg pendant près de 20 ans, âgé de 74 ans, exilé le 13 du même mois à Noyon. *ibid.*
- M. Hullot Docteur de Sorbonne, exilé quel-

ques jours après à S. Brieu. *ibid.*

- M. Johanne Docteur de Poitiers & Curé de S. Opportune, exilé à Tullés en 1715. Voyez §. XLII.
- M. Albert Docteur de Poitiers, Vicaire de S. Porchaire, exilé à Sarlat en 1715. *ibid.*

B E N E D I C T I N S.

- D. Louvart Religieux de S. Denis en France, exilé à Corbie, puis à Landevenec en 1714. Voyez §. XXX.
- D. Grisel Religieux des Blancs-manteaux à Paris, exilé à Preaux en 1715. Voyez §. XLI.
- D. Suleau du même Couvent, exilé à Treport. *ibid.*

F E U I L L A N S.

- D. Jérôme Predicateur, exilé à Poitiers en 1715. Voyez §. XXXIX.
- D. Turquois Predicateur, exilé à Bellefontaine. *ibid.*
- D. Joseph de Bouchi exilé à Tullés, de même que les sept suivans à leur Chapitre general, à la sollicitation du sieur Henriaux. Voyez §. XXXV.
- D. Nicolas de Launoi, à Ouveille Diocèse de Rouen.
- D. Trudon, à Blerancourt Diocèse de Soissons.
- D. Denis Berthault au même Couvent.
- D. Jacques de S. Robert, à Soissons.
- D. Gayot, à Châlon sur Saône.
- D. Miramont, à Amiens.
- D. le Roi, à Limoges.

P R I S O N N I E R S.

- D. Thierry de Vialixne Benedictin de S. Vannes, Prisonnier à Vincennes, sous prétexte de Janfénisme en 1703. Rele-gué à S. Florent lez Saumur en 1710. Ranié à Vincennes à cause de la Con-stitution en 1713, & transféré à la Bas-tille le 1 Septembre 1715. Voyez §. XII. & XIII.

- D. Jean Thiroux Benedictin de S. Maur , Prisonnier à la Bastille en 1703 ; d'où relégué à Bonneval en 1710.
- M. Willart Homme de lettres , laïque & ami du P. Quesnel , mis à la Bastille lors de la prise de ce Pere en 1703.
- M. d'Aremberg Gentilhomme Flamand , Prisonnier à la Bastille pour avoir contribué à la delivrance du même P. Q. des prisons de l'Archevêque de Malines.
- M. le Noir de S. Claude Avocat au Parlement , Agent des affaires de Port-Royal , & par cette raison mis à la Bastille en 1707.
- M. Parquet Bachelier de Sorbonne , Prisonnier à Vincennes en 1714. Voyez §. XIII.
- D. Jean Varoqueaux Benedictin des Blancs-manteaux , Prisonnier à la Bastille à l'occasion de la Constitution en 1714. Puis transféré à l'Abbaye de Brantôme en 1715. Voyez §. XL.
- M. Waterloop Curé de Carvin-Epinoi Diocese de Tournai, Prisonnier à la Citadelle de Cambrai à cause du refus qu'il avoit fait de publier la Constitution en 1714. Voyez §. XXXIV.
- M. de Beine Docteur de Reims & Curé de S. Jean, Prisonnier avec les deux suivans pour la même cause au Seminaire de Reims en 1715. Voyez §. XXVI.
- M. Hiller Docteur de Reims & Curé de S. Martin.
- M. Geoffroi Docteur de Reims & Curé de S. Symphorien.
- Le P. d'Albizzi Jacobin , Prisonnier à la Bastille en 1715. Voyez §. XXXIX.
- D. Trudon Feuillant , Prisonnier au Couvent de la rue S. Honoré à Paris en 1715. Voyez §. XL.
- M. Quesnel frere du P. Quesnel , Prisonnier à Pierre-Encise au mois de Fevrier 1715. Voyez §. XLII.
- M. Fourgon Bachelier de Sorbonne , mis dans la prison de l'Officialité de Lion , d'où transféré à Pierre-Encise le 18 Juillet 1715. *ibid.*
- M. Leget Directeur du Seminaire d'Aix , mis, comme les deux suivans , en des prisons inconnues en 1715. Voyez *ibid.*
- M. Arnauld Curé des Accoules à Marfeille.
- M. Arnauld Curé d'Olliourgues au Diocese de Toulon.
- M. Havart Prêtre, enfermé à la Bastille pour avoir distribué ou fait entrer à Paris des livres contre la Constitution.
- Plusieurs Libraires, Imprimeurs & Colporteurs arrêtés en diverses prisons pour le même sujet.

Cette liste, quoique nombreuse , ne comprend que les plus distingués d'entre ceux dont les contestations de l'Eglise avoient attiré la disgrâce. Car on a sçu d'un Magistrat , qui en étoit très-instruit , que le nombre de ceux qui eurent part à la delivrance accordée par le Prince, & qui étoient ou exilés , ou detenus prisonniers en differens lieux pour le même sujet , fut beaucoup plus grand ; mais leurs noms nous sont inconnus.

§. XLVI.

Marques que le Prince Regent donne de ses dispositions favorables pour la cause des Evêques Opposans. Liberté rendue aux Parlemens & aux Universitez. Usage qu'en fait l'Université de Paris dans l'élection de son Recteur.

Nous ne ferons que rappeler le souvenir d'autres faits moins considerables, arrivez dans ce même tems, qui ne laisseront pas de marquer encore dans le Prince Regent une disposition favorable pour la cause des Evêques Opposans. Tels sont 1. La reception sèche qu'il fit au P. Tellicr, aux Supérieurs & aux principaux Jesuites des trois Maisons de Paris, qui allèrent ensemble le saluer le 5. de Septembre, & à qui il ne dit rien autre chose, sinon qu'il se recommandoit à leurs prieres. 2. La reception toute differente qu'il fit le lendemain au General & aux Assistans de l'Oratoire, qu'il écouta avec bonté, & à qui il dit, qu'il avoit toujours aimé & estimé leur Congregation, & qu'il seroit bien-aise de trouver l'occasion de leur faire plaisir à tous en general, & en particulier à celui qui étoit à leur tête. 3. La réponse qu'il fit dans le même tems à M. le Cardinal de Bissi, qui lui offroit ses services, comme étant plus instruit que personne des affaires presentes, auxquelles il avoit beaucoup travaillé : *Le feu Roi vous a, Monsieur, comblé de biens, lui dit le Prince, je ne pourrais y rien ajouter, & je serois fâché de ne pouvoir vous marquer ma reconnaissance ; je vous remercie.* 4. Le choix des sujets pour composer les Conseils, & sur tout celui de Conscience, où Mr. le Cardinal de Rohan ne put obtenir d'avoir entrée, & où les Jesuites ne purent aussi réussir à faire marquer une place pour le futur Confesseur du Roi, quand même il ne seroit pas encore designé. 5. la disgrâce de M. le Comte de Pontchartrain Secrétaire d'Etat, qui avoit eû un dévouement si déclaré pour les Jesuites, & à qui on ne conserva que le titre de sa charge pour Monsieur son fils, dont M. de la

Vrilliere seroit les fonctions jusqu'à ce qu'il eût l'âge nécessaire pour l'exercer par lui-même. 6. L'ordre donné au P. Doucin & au P. Tellier de sortir de Paris, & le décret où ce dernier Pere étoit tombé, qui étoit tel que Mr. l'Archevêque de Bourges, si affectionné auparavant à la Société, ne voulut jamais permettre qu'il allât dans sa Ville, où il avoit dessein de se retirer ; & menaça, s'il y alloit, d'ôter ses pouvoirs à tous les Confreres.

Nous passons à la marque la plus essentielle que le Prince dépositaire de l'autorité souveraine donna du désir qu'il avoit de rétablir solidement la paix dans l'Eglise. Ce fut la liberté qu'il rendit aux Corps qui pouvoient davantage y contribuer, c'est-à-dire aux Parlemens qu'il rétablit dans le droit de faire des remontrances, & aux Universitez dont il déclara vouloir protéger les Loix & les Privilèges. C'est cette liberté qui a procuré ce grand nombre de témoignages contre la Constitution, dont nous parlerons dans la suite de cette Histoire : Arrêts de tous les Parlemens du Royaume, qui ont condamné la prétention de ceux qui vouloient ériger la Constitution en regle de foi : Decrets des Universitez & des Facultez de Théologie, qui ont annulé tout ce qu'on avoit extorqué d'elles en sa faveur dans le tems de la violence : Lettres & actes des Curez & des Corps Ecclesiastiques de la plupart des Diocèses, qui ont réclamé contre son acceptation ; & enfin l'Appel que plusieurs Evêques, suivis de ce qu'il y a de plus pieux & de plus éclairé dans le second Ordre, en ont interjeté au Concile general.

Nous verrons bien-tôt l'usage que la Faculté de Théologie de Paris commença à faire de cette même liberté dans son Assemblée du 2. Septembre, & dans les suivantes. Mais pour n'être point obligé d'interrompre la Relation de ces Assemblées, nous rapporterons d'abord celui qu'en fit la Faculté des Arts dans la première Assemblée qu'elle tint le 10. Octobre pour l'élection du Recteur de l'Université, dont elle a le choix. Nous en avons un recit fort exact dans une Lettre imprimée qui a pour

titre : *Lettre d'un Bachelier de Sorbonne de la Tribu de Bourges dans la nation de France, à un Chanoine de Toulouse, sur ce qui s'est passé dans l'Université de Paris le 10. d'Octobre 1715, au sujet de la déposition du Sieur Poirier Recteur de l'Université de Paris.* Nous nous contenterons d'en donner un extrait, qui renfermera les circonstances les plus intéressantes de cette Assemblée.

Dès le 19. Septembre M. le Premier Président avoit mandé chez lui vingt des anciens & principaux Suppôts de l'Université, pour leur faire savoir de la part de M. le Regent, que leur ancienne liberté leur étoit rendue. Il leur avoit fait cette déclaration en présence de M. le Procureur general ; & il avoit ajouté, que le tems d'élire un Recteur étant proche, ils devoient nommer des *Immans* (c'est ainsi qu'on appelle les quatre Electeurs qui sont choisis par chacune des Nations) qui pussent remplir cette place d'un sujet capable de maintenir leurs loix en vigueur, & que s'ils avoient besoin pour cela de l'autorité du Parlement, elle ne leur manqueroit point. On n'avoit point douté dès ce moment, que l'Université, en se conformant à cet ordre, ne dégradât en même tems avec honte celui qui occupoit le Rectorat depuis un an. C'étoit le sieur Poirier, Professeur de Philosophie au College de la Marche, qui n'y étoit parvenu & ne s'y étoit maintenu que par les intrigues des Jésuites. En effet, la chose arriva comme on l'avoit prévu. Mais avant que de rapporter comment elle s'exécuta, il est nécessaire de marquer quels étoient les principaux sujets de mécontentement de l'Université contre ce Professeur. En voici l'histoire en peu de mots.

M. Godeau, son prédécesseur dans le Rectorat, pronançant, comme c'étoit la coutume que les Recteurs le fissent chaque année, le Panegyrique du Roi au College de Navarre le 15. Mai 1714. où assistoit M. le Cardinal de Noailles, fit un compliment à cette Eminence, où il dit que l'Eglise de France regarderoit toujours ses sentimens comme la règle la plus sûre de ses décisions.

Ceux qui étoient alors en crédit, s'offensèrent de cet éloge, & prirent la résolution

de profiter de cette occasion pour mettre dans sa place un sujet qui leur fût attaché, & ils ne jetterent point les yeux sur d'autre que sur M. Poirier. Il leur étoit cher par lui-même, parce qu'étant Précepteur chez M. le Brun gros Marchand, il avoit si bien fait son devoir auprès de ses enfans, qu'il en avoit fait entrer quatre dans la Société. Il leur étoit encore plus cher par son union avec M. de la Pierre Principal de son College, qui leur étoit entièrement dévoué. Ils surprirent donc une Lettre de cachet, portant défense à l'Université de continuer M. Godeau dans sa charge, & ordre de lui substituer M. Poirier. En exécution de cet ordre l'Université assemblée le 23. Juin 1714, déclara au sieur Poirier, sans faite d'élection, qu'elle consentoit qu'il prit la place de Recteur. Il y monta avec une ardeur dont lui seul étoit capable, & il s'y maintint par des ordres semblables qu'il sollicita aux élections suivantes, qui se renouvellent tous les trois mois.

Cette entrée dans le Rectorat ne pouvoit déjà qu'être très-odieuse à un Corps libre comme l'Université. Mais il n'y avoit que quelques mois que ce Recteur avoit fait une chose qui n'avoit pas moins revolté tous les esprits contre lui. En faisant le 14. Juin 1715, le Panegyrique du Roi au nom de l'Université assemblée en Corps dans les Ecoles de Sorbonne, il y avoit mêlé celui des Jésuites d'une manière qui ne convenoit ni au tems ni au lieu où il parloit. Il avoit représenté la Société comme l'unique appui de l'Eglise, & comme la seule cause de tout le bien que le Roi avoit fait à la Religion, sans que le Clergé ni l'Université y fussent entrez pour rien. Le Roi devoit, selon lui, la pureté de ses mœurs, & tout son zèle pour la foi, au bonheur qu'il avoit eû de s'abandonner à la conduite des Jésuites, qui étoient des guides sûrs, dans la compagnie desquels on ne pouvoit pas périr.

Voilà quel étoit l'homme sur lequel il s'agissoit de délibérer sur l'Assemblée du 10. Octobre. Il l'ouvrit selon l'usage par un discours assez long, où il exposa qu'enfin le tems étoit venu qu'il devoit remettre

entre les malns de la Compagnie la Pourpre Rectorale, & qu'il la rendoit pure & sans tâche, après avoir rempli tous les devoirs avec toute l'exactitude, la probité & l'honneur possibles. Il devoit ensuite demander à la Compagnie des Lettres testimoniales, comme font tous les autres Recteurs qui sortent de charge. Mais ayant remarqué un mécontentement general sur le visage de ses Auditeurs, pendant qu'il se donnoit lui-même des louanges, il finit tout court, en faisant approcher ceux qui avoient des suppliques à faire. Lorsque cela fut fini, M. Pourchot Syndic prit la parole, & commença son discours par ce mot *Libertas*, faisant allusion à ce qui avoit été dit par M. le Premier Président : & comme il étoit fort enrhumé, il se mit à tousser, après avoir prononcé ce premier mot ; ou plutôt il le fit exprès ; afin de donner lieu à un petit murmure joyeux qui s'éleva dans toute l'Assemblée : après quoi il repeta le même mot *Libertas*, & continua son discours, où après avoir dit que la liberté venoit d'être rendue aux belles Lettres, & qu'ils n'avoient plus rien à craindre de la part de ces ennemis cachez dont les intrigues ne tendoient qu'à surprendre des Lettres de cachet, il exhorta tous les Supôts de l'Université en general à bien user de cette liberté, & en particuliers les *Intrans* qu'on venoit d'élire, à s'aquiter dignement de leur commission dans un tems où le Public étoit contentif au choix qu'ils alloient faire. Il proposa ensuite les sujets de plaintes qu'il ne pouvoit, dit il, se dispenser de former contre M. le Recteur, & il les reduisit aux louanges qu'il avoit données aux ennemis irreconciliables de l'Université dans les Ecoles mêmes de Sorbonne, sans necessité, hors de propos, contre les maximes de leurs Pères, & aux deshonneur de l'Université : sur quoi il requit l'Assemblée d'empêcher qu'il n'arrivât rien de semblable à l'avenir.

Le Recteur repliqua, qu'il avoit crû faire plaisir au Roi de louer les Jésuites, & que s'il avoit fait en cela une faute, il estimoit qu'ayant fait son devoir d'ailleurs, on devoit la lui pardonner. Mais les quatre Nations s'étant partagées pour délibérer sur le

requisitoire du Syndic, elles déclarèrent unanimement, „ qu'elles désavoueroient l'éloge „ que le sieur Poirier avoit fait des advcr- „ faires de l'Université dans la sale de Sor- „ bonne ; qu'elles avoient en horreur les „ louanges qu'il leur avoit prodiguées „ sans aucune retenue ; & qu'elles défen- „ doient au sieur Poirier de prendre jamais „ le titre d'Ex-Recteur, & de se placer se- „ lon la coutume des Ex-Recteurs à côté „ de Monsieur le Recteur. Toute fonction de Recteur lui fut interdite dès ce moment-là ; & ce fut le Recteur précédent qui reçut le serment de M. de Montempois, qui venoit d'être élu à cette charge : ce qui causa tant de honte au sieur Poirier, qu'il descendit de sa place, gagna un coin du Chapitre, où il quitta les habits & ornemens Rectoraux, & se retira à petit bruit.

Ses protecteurs ressentirent très-vivement l'affront qu'ils avoient reçu en sa personne. Ils s'en prirent au Syndic de l'Université, à qui ils voulurent faire un crime du terme dont il s'étoit servi dans son discours, pour exprimer les Lettres de cachet : *Nulla metuenda sunt, avoit-il dit, occultorum hostium molitiones, eo tendentes ut verbosa & grandis Epistola veniat à Capres* : c'est-à-dire de mot à mot : *Vous n'avez plus rien à craindre de la part de ces ennemis cachez, dont les intrigues ne tendoient qu'à faire venir contre vous de Caprée de grandes & longues Lettres.*

Ils prétendirent que par-là il avoit comparé le feu Roi à l'Empereur Tibère, & Versailles ou Marly à l'Isle de Caprée. Mais il fut aisé à M. Pourchot de justifier cette expression qu'il avoit empruntée de la 10. Satire de Juvenal, & par laquelle il avoit voulu simplement marquer les Lettres de cachet adressées à l'Université, sans y ajouter aucune autre idée, sinon que ces Lettres avoient été surprises par les Jésuites : ce qui n'étoit point injurieux à la mémoire du feu Roi. Tout le Public applaudit à cette justification & à la conduite de l'Université, qui avoit eu la sagesse, par respect pour les ordres de S. M. de ne faire aucune plainte de la manière dont le sieur Poirier avoit été intrus dans le Rectorat, & de le punir néanmoins de son usurpation.

§. XLVII.

Relation des Assemblées de Sorbonne depuis le 2. Septembre 1715. jusqu'au 4. Janvier 1716. M. le Rouge est accusé d'avoir prévariqué dans son Syndicat. M. Ravechet est élu à sa place. Portrait de ce Docteur. Affaires de M. le Moine & de M. Humbelos. Le decret du 5. Mars 1714. portant acceptation de la Constitution par la Faculté, est déclaré faux, & biffé des Registres.

LA Faculté de Théologie n'usa pas avec moins de prudence & de moderation de sa liberté. Nous avons aussi une Relation imprimée de ses Assemblées depuis le 2. Septembre 1715. jusqu'au 26. Septembre 1718. qui comprend quatre Volume in 12. assez épais. Elle est écrite avec une fidelité & une exactitude à laquelle les Docteurs mêmes interessés à la contredire, n'ont pu s'empêcher de rendre témoignage. Nous tâcherons de n'être pas moins exacts dans le précis que nous allons donner de quelques-unes de ces Assemblées, & nous ne nous attacherons qu'à ce qui aura quelque rapport au sujet de cette Histoire.

La première Assemblée, qui se tint le 2. Septembre, le lendemain de la mort du Roi, commença par la lecture que M. le Rouge Syndic y fit faire de la conclusion de l'Assemblée précédente, qu'il avoit encore altérée. Elle regardoit M. Mery Bachelier. Il avoit été refusé dans son premier examen de licence, & ses Examinateurs, tous Molinistes déclarez, l'avoient accité eux-mêmes dans la dernière Assemblée, quoiqu'il y ait une loi dans la Faculté qui défend aux Examinateurs de rapporter publiquement les raisons pour lesquelles ils refusent les Candidats qui leur sont presentez. Le crime de ce jeune Bachelier étoit d'avoir expliqué la mort de J. C. pour tous les hommes, conformément au Concile de Trente & aux explications de S. Augustin & de S. Thomas. Le Syndic n'avoit rien oublié pour le faire condamner sans l'entendre, mais il n'avoit pas réussi. On avoit

nommé à la pluralité des voix quatre Deputez, pour entendre ce qu'il auroit à dire pour la défense; & c'est ce que devoit porter la conclusion. Au lieu de cela le Syndic y avoit mis simplement, qu'on avoit accusé M. Mery d'avoir nié que J. C. fût mort pour tous les hommes, & qu'il avoit été conclu qu'il en seroit délibéré dans la prochaine Assemblée. Plusieurs Docteurs se récrierent contre l'infidelité de cette conclusion. Ils représenterent que M. Mery n'avoit pas été accusé d'avoir nié que J. C. fût mort pour tous les hommes, mais seulement d'avoir donné aux paroles de l'Apôtre sur la mort de J. C. une explication d'où l'on tiroit cette conséquence; & que d'ailleurs on avoit nommé quatre Deputez pour examiner cette affaire, sur laquelle la Faculté n'avoit point à délibérer, jusqu'à ce qu'elle eût entendu leur rapport. Le Syndic fut obligé de convenir qu'il s'étoit trompé, & il consentit que la conclusion fut censée comme n'ayant été ni lue ni confirmée. Cette affaire demura ainsi indécidée jusqu'au 1. Septembre de l'année suivante, que sur le rapport qui en fut fait par M. Habert l'ancien des 4. Deputez, il fut arrêté selon l'avis de 133. Docteurs, *Que M. Mery seroit admis à subir le second examen de licence, comme étant d'une doctrine très-saine & très-Catholique.*

Le Syndic, pour empêcher que la fraude dont on venoit de le convaincre ne donnât lieu à d'autres plaintes, représenta promptement à la Faculté, que la douleur que lui devoit causer la mort du Prince dont tout le Royaume pleuroit la perte, ne lui permettoit pas de s'occuper d'aucune autre affaire: & il commença aussi-tôt un éloge succinct du feu Roi, dont il loia beaucoup l'amour pour la Religion, & le zèle contre les hérésies, entre lesquelles il ne compta plus comme autrefois, celle du Jansénisme. Ce fut par-là que finit cette Assemblée, & la mortification legere qu'on y donna au Syndic, ne fut que le prélude de celles qu'il reçut dans les Assemblées suivantes.

Cependant il arriva dans la Société de Sorbonne un fait que nous ne devons pas

omettre par la liaison qu'il a avec la suite. Cette Compagnie voulant faire célébrer un service solennel pour le repos de l'ame du feu Roi, le premier opinant proposa de prier M. le Cardinal de Noailles d'y officier. Tous les Docteurs trouverent la proposition très-convenable. Il n'y eut que M. le Moine Chanoine de S. Benoît qui s'y opposa, disant que ce seroit faire injure à la foi & à la religion; & que ce Cardinal n'ayant pas reçu la Constitution que le feu Roi a voit ordonné de recevoir, il ne convenoit nullement qu'il présidât à cette cérémonie. On se contenta pour lors de mépriser l'avis de ce Docteur. Mais quelques jours après, lorsqu'on mit en délibération de remercier S. E. de l'honneur qu'elle avoit fait à la Société, M. le Moine s'y étant encore opposé avec la même indécence, on crut qu'il étoit du bon ordre de punir de tels excès. On indiqua pour cela une assemblée extraordinaire, & M. le Moine en eut si peur, qu'il alla sur le champ à l'Archevêché pour demander pardon de sa faute. S. E. ne voulut pas le voir, pour lui épargner la confusion qu'il auroit eue de paroître devant elle. Elle lui fit dire par M. Vivant l'un de ses grands Vicaires, qu'elle étoit satisfaite, & qu'elle prieroit Messieurs de Sorbonne de ne point tenir leur assemblée. Elle se tint néanmoins, & M. le Moine y comparut avec un extérieur tout-à-fait humble & pénitent. L'affaire fut inscrite dans les registres; mais comme S. E. avoit demandé grace pour le coupable, on ne decerna aucune peine contre lui, & on se contenta de deputer 12. Docteurs à M. le Cardinal, pour lui rendre compte de ce qui s'étoit passé, & lui témoigner la douleur que la Société avoit ressentie des excès de M. le Moine. On verra dans la suite si le repentir de ce Docteur étoit sincere.

La 2. Assemblée de la Faculté, qui se tint le 1. Octobre, fut proprement la première où la joie de la liberté commença à se faire sentir. On y vit reparoître les Docteurs exilés, & ceux qui avoient été exclus des Assemblées. La serenité qui éclatoit sur leurs visages sembloit se repandre sur tous

les autres. Chacun s'empressoit de les voir & de les congratuler; & leur sort fut envié ce jour-là. Le Syndic lui-même s'efforça de témoigner de la joie. Il avoit à la main la lettre du Prince qui rendoit aux Docteurs qui avoient été exclus des délibérations de la Compagnie, la liberté d'y assister. Il en fit part à l'Assemblée en applaudissant à la justice qu'on leur avoit rendue, & il proposa de faire une députation au Roi, à M. le Regent, & à M. le Cardinal de Noailles, qui venoit d'être mis à la tête du Conseil de conscience. Puis venant à l'affaire principale qui devoit occuper la Faculté, savoir à l'élection d'un nouveau Syndic, il exagéra les travaux dont il avoit été accablé pendant son Syndicat: qu'il avoit eu plus de 1600. Theses à signer; que d'ailleurs il s'étoit trouvé en place dans des tems très-difficiles: que sa conscience ne lui reprochoit rien, mais que si sans le savoir il avoit offensé quelqu'un, il étoit prêt à lui faire une réparation convenable, & qu'en general il demandoit pardon à la Faculté de toutes les fautes qui lui avoient pu échapper dans son administration. On fut surpris de ce qu'étoit si innocent, il oubloit de demander, selon la coutume, des lettres testimoniales à la Faculté. Après ce discours il requit qu'on procédât à l'élection d'un nouveau Syndic, & qu'on statuat sur les députations qu'il avoit proposées, & il sortit de l'assemblée, comme c'est l'usage, pour ne point être présent à une délibération, où il devoit être question de l'approbation de sa conduite.

M. l'Abbé Boileau, l'un de ceux qui avoient été exclus, & qui présidoit ce jour-là, mit en délibération les deux points que M. le Rouge avoit proposés, & il ajouta qu'on délibéreroit encore s'il falloit faire des remerciemens à M. le Rouge, qui sortoit du Syndicat. Quelques Docteurs étoient d'avis qu'on n'agitât point ce dernier article, & qu'on se contentât de choisir un bon Syndic, dans la crainte que les ennemis de la vérité n'éludassent ce que seroit l'Assemblée, sous prétexte du défaut de formalité, parce que le Syndic devant proposer les articles de la délibération, & M. le Rouge

n'y ayant point mis celui-là , on pourroit reprocher à la Faculté d'avoir agi contre les regles. On n'eut aucun égard à leur sentiment : car outre que l'article des remerciemens pour le Syndic qui se démet , est de style & de droit ordinaire , & que de plus le Président tient lieu de Syndic pendant cet intervalle , il s'ensuivroit , si de pareilles difficultez avoient lieu , que la Faculté seroit menée à la fantaisie d'un seul homme , & qu'elle ne pourroit jamais punir un Syndic infidele.

L'Assemblée étoit composée de 250. Docteurs. Il n'y eut aucune division sur les deputations qui avoient été requises par M. le Rouge , & on y ajouta que la lettre de M. le Regent seroit inscrite dans les registres , pour y être un monument éternel de sa bonté & de sa bienveillance pour la Faculté. On élut presque avec la même unanimité M. Ravechet pour Syndic , car il eut toutes les voix à la reserve de 12. qui furent pour M. Leullier Curé de S. Louis en l'Isle. Quant à l'article qui regardoit M. le Rouge , on uomma à la pluralité de 231. voix contre 19. douze Commissaires pour examiner avec soin ce qui s'étoit passé pendant son Syndicat , & en faire incessamment un rapport fidele à la Faculté , qui put la mettre en état de statuer avec justice si on lui donneroit des lettres d'approbation , comme c'étoit l'usage d'en accorder aux Syndics qui fortoient de charge.

C'est ici le lieu de dire un mot du nouveau Syndic M. Ravechet , que nous verrons deormais paroître à la tête des affaires de la Faculté. Ce Docteur étoit du Diocèse de Laon , & il fut élevé à Paris dans les Communautés de feu M. Gillot. La reputation qu'il s'acquît dans ses études de Sorbonne , le fit choisir pour être auprès de M. l'Abbé de Pomponne , dont il fut moins le Docteur que le conseil & l'ami. Il l'accompagna dans ses voyages de Rome & de Venise. Pendant son séjour à Rome , son mérite ayant fait desirer au Cardinal Albani , qui est aujourd'hui Pape , de le connoître , il lia avec lui une amitié assez étroite : il lui rendoit de frequentes visites ; & il se trouvoit souvent avec lui à des exercices

publics qui se faisoient chez les Dominicains sur la discipline de la penitence , dans lesquels ces Peres soutenoient fortement les principes de MM. de Port-Royal. Le Cardinal Albani sembloit applaudir alors à la solidité de ces principes , & il temoigna plusieurs fois à M. Ravechet l'estime qu'il en faisoit , & l'approbation qu'il leur donnoit.

M. Ravechet de retour à Paris scût mener au milieu du monde une vie extrêmement cachée & peniteute , uniquement occupé de l'étude , de la prière , & d'œuvres secretes de charité. Lorsque la Constitution fut portée en Sorbonne , il voulut y aller rendre à la verité le temoignage qu'il lui devoit : mais M. l'Abbé de Pomponne , qui connoissoit son zele & sa sincerité , & qui craignoit de le perdre , défendit qu'on lui ouvrît la porte de sa maison. Son élection au Syndicat le tira malgré lui de sa retraite. Jamais choix ne tomba sur personne qui réunît plus parfaitement les qualitez nécessaires pour cet emploi , la probité , l'érudition , la facilité de s'énoncer noblement en latin & en françois , la douceur , la sagesse , des vûes justes & étendues , une habileté consommée dans les affaires , & une reputation qui lui donnoit un accès libre auprès des personnes les plus distinguées de la Cour & de la Magistrature. Nous verrons dans la suite de cette histoire une partie de ce qu'il fit pendant les 18. mois que dura son Syndicat. Sa dernière action fut l'appel au Concile general , qu'il interjeta avec la Faculté , en adherant à celui des IV. Evêques. Cet appel jeta la consternation parmi les Acceptans. Le Prince , à leur sollicitation , donna ordre d'expedier une lettre de cachet qui exiloit M. Ravechet à Collioure , puis à Lyon ; & sur les remontrances que lui fit faire M. Ravechet , qui craignoit que ses ennemis n'eussent dessein de le livrer à l'Inquisition d'Avignon , la ville de Lyon fut encore changée en celle de S. Brieu. Il partit , quoiqu'incommodé , pour s'y rendre. Son incommodité l'arrêta à Rennes , où il mourut le 24. Avril 1717. dans des sentimens dignes d'un veritable Confesseur de Jesus-Christ , & après avoir

confirmé par une excellente profession de foi tout ce qu'il avoit fait au sujet de la Constitution.

ASSEMBLÉE du 4. Novembre.

L'espérance qu'avoit excitée dans tous les cœurs l'Assemblée du 1. Octobre, fit attendre avec impatience l'Assemblée suivante qui devoit se tenir le 4. de Novembre. On croyoit que ce seroit celle qui dévoilerait tout le mystère du dernier Syndicat. Mais l'affaire ne se trouva pas en état d'être rapportée, ni le Procès-verbal des douze Commissaires achevé, quoiqu'ils se fussent assemblés huit ou dix fois à ce sujet.

Après la lecture de la dernière conclusion, qui fut confirmée par tous les Docteurs, le nouveau Syndic fit un très-beau discours pour remercier la Faculté. Il marqua combien il étoit indigne de la charge dont on venoit de l'honorer : il fit sentir la grandeur de cette charge en elle-même, & la difficulté de la bien remplir dans des circonstances si délicates : il fit l'éloge de plusieurs de ses prédécesseurs, parmi lesquels il ne nomma point M. le Rouge. De cet éloge il passa à celui de la Faculté, puis à celui du feu Roi, & du Prince Regent : ce qui le conduisit à faire aussi celui des Docteurs qu'il avoit rendus à la Faculté. Il les appella des hommes fermes & courageux, *Vires fortes & strenuas*, qui avoient tout sacrifié pour la vérité qu'ils connoissoient. Enfin il représenta à la Faculté qu'il étoit de son devoir & de sa reconnaissance d'ordonner une nouvelle députation à M. le Regent, pour le remercier de la liberté qu'il venoit de rendre à leurs illustres Confrères. Ce discours plut extrêmement à l'Assemblée, & les Molinistes mêmes n'osèrent ce jour-là témoigner le chagrin qu'ils avoient de voir les Docteurs qu'ils avoient fait chasser des Assemblées, comblez de louange.

Enfin M. Hulot l'un des Docteurs exilés se leva, & se plaignit à la Faculté de ce que dans un examen de licence auquel il avoit assisté le mois précédent, un des examinateurs avoit soutenu comme de foi plusieurs

propositions sur les disputes présentes, qui étoient entièrement contraires à la doctrine de la Faculté, & injurieuses à M. le Cardinal de Noailles & aux Evêques qui lui étoient unis. M. le Moine qui étoit cet Examineur, le même dont nous avons parlé un peu plus haut, se leva tout en colère, s'emporta contre M. Hulot, & dit qu'il falloit le chasser de la Faculté comme ayant contrevenu au décret par lequel elle avoit reçu la Constitution. Le Syndic voulut l'arrêter, en l'exhortant de ne point remuer des questions odieuses qui n'étoient propres qu'à troubler la paix. Mais comme il continuoît toujours, le Syndic lui parla d'un ton plus ferme, & pria la Faculté d'imposer elle-même silence à ce Docteur & de lui défendre de parler dans la suite quand il seroit question de pareilles affaires; M. le Moine fut obligé d'obéir.

Alors on fit entrer trois Bacheliers qui venoient demander à la Faculté la permission de continuer leur licence, que l'exil qu'ils avoient souffert leur avoit fait interrompre. C'étoient M. Bellanger, dont nous avons parlé plus haut, M. Marueil & M. le Quin. Celui-ci avoit été exilé dès 1705. à l'occasion du discours qu'il prononça étant Prieur de Sorbonne pour l'ouverture des Sorboniques; & M. Mareuil l'avoit été vers le même tems, parce qu'il s'éloignoit des Jésuites qu'il avoit écouté dans sa première enfance, & qu'il avoit refusé le P. Doucin pour Reviseur de ses thèses. Quand ils eurent parlé & qu'ils se furent retirés, M. Râvechet reprit en détail la demande de chacun d'eux, qu'il appuya en des termes honorables pour eux. Il rapporta en faveur de M. Mareuil, aujourd'hui Professeur de Sorbonne, une lettre de M. l'Evêque d'Agen dans le Diocèse duquel il avoit été d'abord exilé. Il dit en faveur de M. le Quin, aujourd'hui Curé d'Argenteuil, qu'il travailloit avec édification au milieu de Paris, dans la Paroisse de S. Jacques de la boucherie, dont il étoit alors Vicaire. Il ne parla pas moins avantageusement de M. Bellanger, dont la disgrâce étoit toute récente. Enfin il fit connoître assez clairement, qu'il jugeoit ces trois supplians très-dignes

des graces qu'ils demandoient à la Faculté. Il réduisit ensuite les differents chefs sur lesquels on avoit à délibérer. Et il fut arrêté presque unanimement : 1°. Qu'on deputeroit les douze plus anciens Docteurs au Prince Regent, pour le remercier de la liberté qu'il avoit accordée aux Docteurs exilés & exclus des Assemblées. 2°. Que MM. Marenil & le Quin auroient sur le champ la grace qu'ils avoient demandée, & que l'on renvoyeroit M. Bellanger & quelques autres Bacheliers qui avoient demandé de semblables graces, à des Commissaires qu'on nomma, parce que leur affaire demandoit quelque discussion ; 3°. Et qu'enfin le différend de M. Hullot avec M. le Moine seroit examiné par les Commissaires de M. le Rouge.

Le regret qu'on avoit témoigné de ce que l'affaire de M. le Rouge n'avoit pas pu être rapportée dans cette Assemblée, engagea les Commissaires à y travailler avec un soin infatigable pendant le mois de Novembre. Nous avons oublié de marquer que sur un avis qu'ils avoient eû, que l'intention de M. le Regent étoit qu'ils trainassent cette affaire en longueur, de manière qu'elle tombât d'elle-même, & ne fut point portée en Faculté, ils avoient fait demander une Audiance à S. A. R. & l'avoient obtenuë les derniers jours du mois d'Octobre. M. Ravechet & M. du Pin, au nom des 12. Commissaires, lui avoient présenté un mémoire sur les Assemblées de 1714. & l'avoient assuré qu'ils auroient l'honneur de lui rendre compte de tout. Le Prince leur avoit répondu d'abord qu'il y avoit deux partis dans la Faculté & que désirant faire cesser toute division, il ne falloit rien faire qui pût l'entretenir. Mais M. Ravechet l'ayant supplié de faire attention à l'unanimité & à la tranquillité de la dernière Assemblée, où 150. Docteurs avoient opiné en moins de deux heures, & avoient conclu à la pluralité de 233. suffrages contre 19 ; & ayant fait sentir qu'une si grande inégalité ne pouvoit pas faire deux partis, S. A. R. avoit été touchée de cette remarque, & avoit trouvé bon que les Commissaires continuassent leur travail.

Ils l'acheverent & conclurent leur Procès-verbal le 21. de Novembre. Le Syndic & M. du Pin retournerent le 29. au Palais Royal pour le communiquer à S. A. R. Ils lui représentèrent que selon les regles le rapport en devoit être fait à la prochaine Assemblée du 2. Decembre ; & le Syndic ajouta, qu'ils voyoit de grands mouvemens dans la Faculté ; qu'il ne pouvoit pas douter qu'à la première occasion les Docteurs n'éclatassent contre la Bulle ; & que le rapport du Procès-verbal pourroit peut-être les arrêter. M. le Regent leur ordonna de revenir le lendemain. Ils obéirent, & le Syndic joignit à la Copie du Procès-verbal un mémoire, où il parloit de nouveau à S. A. R. des mouvemens qui étoient dans la Faculté, & dont il l'avoit entrete-nu la veille ; la suppliant très-humblement de ne le pas rendre responsable de l'éclat qu'il prévoyoit devoir arriver contre la Constitution. M. le Regent répondit qu'il liroit le Procès-verbal, & que selon les apparences on ne parleroit point de l'affaire de M. le Rouge avant l'Assemblée du 2. Janvier : c'étoit la première qui devoit naturellement se tenir après celle du 2. Decembre ; n'y ayant alors aucune apparence qu'on dût s'assembler avant ce tems-là.

Le silence prudent que M. Ravechet & M. du Pin garderent sur ce qui s'étoit passé dans cette Audiance, fit conjecturer que le Prince leur avoit donné un ordre précis d'empêcher les Commissaires de M. le Rouge de faire le rapport de leur Procès-verbal à l'Assemblée du 2. Decembre ; & bien-tôt le bruit s'en répandit comme d'une chose constante. Cette nouvelle jeta l'alarme parmi les Docteurs. Ils craignirent que le même ordre ne fût renouvelé à la fin de chaque mois ; & ne pouvant comprendre quelles pouvoient être les raisons de ce délai, à moins que M. le Regent ne voulût bien tôt ravir à la Faculté la liberté qu'il venoit de lui rendre, plusieurs, ainsi que M. Ravechet l'avoit prédit, prirent des mesures pour agir contre la Constitution dans la première Assemblée. Les uns vouloient qu'on se contentât de suspendre la conclusion du 5. Mars 1714. afin de ne point

point choquer les Puissances. D'autres soutenoient qu'il falloit s'élever de toutes ses forces contre ce faux decret, & l'anéantir. Mais tous étoient embarrassés sur la manière dont ils pourroient engager l'affaire. Les Molinistes vinrent fort à propos à leurs secours. Comme ils étoient encore moins instruits que leurs adversaires de ce qui s'étoit passé au Palais Royal, ils crurent devoir prendre de leur côté des mesures pour empêcher ce qu'ils prévoyoiént devoir arriver à la prochaine Assemblée, & qui n'arriva néanmoins que par leur trop grande prévoyance. Ils résolurent donc de faire diversion en formant une plainte contre le dernier discours du Syndic. M. Leullier Curé de S. Louis concerta toute cette intrigue, & il se vanta à cette occasion d'être un profond politique. Nous allons voir que par le succès il ne mérita pas qu'on lui confirmât ce titre.

ASSEMBLÉE du 2. Decembre.

L'Assemblée du 2. Decembre commença, selon la coutume, par la lecture de la conclusion de l'Assemblée précédente; & comme c'est l'usage de faire à la tête de chaque conclusion une relation abrégée de ce qui a donné lieu aux délibérations, on n'avoit pu se dispenser de faire mention dans celle-ci du discours de M. Ravechet, & de l'applaudissement avec lequel il avoit été entendu. M. Humbelot, zélé Ultramontain, qui étoit du complot arrêté entre les Molinistes, saisit ce moment pour exécuter la résolution dont ils étoient convenus; il interrompit la lecture de la conclusion pour se plaindre du discours dont elle parloit avec éloge; & dit, *qu'il y avoit remarqué plusieurs choses injurieuses au Pape.* A ces mots toute l'Assemblée se mit à rire, & M. Humbelot continua gravement: *injurieuses à la mémoire du feu Roi & au Clergé de France: injurieuses enfin au Prince Regent & à la Faculté.* A ces dernières paroles le ris se changea en indignation, & la plupart des Docteurs se recrièrent contre une parolle accusation. Il n'y eut que le Syndic qui demeura tranquille, & qui se contenta

alors de donner pour toute réponse à M. Humbelot ces paroles de l'Ecclésiastique: *Ne blâmez personne avant que de vous être bien informé; & quand vous l'aurez fait, prenez avec équité & avec justice.* Il fit ensuite continuer la lecture de la conclusion. Et lorsqu'elle fut achevée, il commença le rapport de ce qui avoit été fait sur les affaires qui avoient été traitées dans les deux Assemblées précédentes, & il prit la précaution de donner une Copie par écrit de ce rapport à un Docteur qui étoit à ses côtés, afin de l'avoir pour témoin de ce qu'il alloit dire. La première affaire dont il rendit compte, & de laquelle seule nous parlerons ici, fut celle de M. le Rouge. Il rapporta l'état où elle étoit, & ce qui s'étoit passé à cette occasion dans l'Audience qu'il avoit eue avec M. du Pin de M. le Regent. Il passa ensuite aux plaintes que M. Humbelot venoit de former contre lui. Mais avant que d'y répondre, il pria la Faculté d'obliger le Docteur à s'expliquer plus en détail & à proposer article par article ses chefs d'accusation.

M. Humbelot le fit avec beaucoup de peine, & dit que les loüanges que le Syndic avoit données aux Docteurs exilés étoient *injurieuses au Pape*, puisqu'ils n'avoient été exilés que parce qu'ils étoient rebelles au S. Siège, & qu'ils refusoient de recevoir la Constitution; & que de traiter comme il avoit fait ces Docteurs de *généreux Défenseurs de la foi & de la vérité*, c'étoit supposer que la Constitution étoit contraire à la foi & à la vérité. 2. Que la comparaison qu'il avoit faite du feu Roi avec l'Empereur Constantin, donnoit à entendre que de même que celui-ci s'étoit laissé surprendre par les artifices des Ariens, & avoit exilé S. Athanase, Louis XIV. n'avoit aussi exilé les Défenseurs prétendus de la vérité que parce qu'il avoit été séduit par les Evêques acceptans: ce qui étoit en même tems *injurieux à la mémoire du feu Roi & au Clergé de France.* 3. Qu'enfin ce discours n'étoit pas moins *injurieux à la Faculté de Theologie de Paris*, qui avoit reçu tout d'une voix la Constitution.

On peut juger si M. Humbelot ne pre-

senoit pas ici une belle occasion à la Faculté de s'expliquer, sur tout dans un tems où elle étoit si empressée de le faire. Mais on voulut écouter M. le Syndic qui se leva pour répondre à ces reproches. Il se justifia sur le premier, en rapportant les propres paroles de son discours, très-différentes de celles que M. Humbelot lui imputoit, & qui n'exprimoient rien que de très-juste & très-véritable. Il dit sur le second, qu'il n'avoit comparé Louis XIV. avec Constantin, qu'en ce que de même que les enfans de cet Empereur avoient rappelé S. Athanasie de l'exil, en suivant, selon la remarque des Auteurs Ecclesiastiques, les dernières intentions de leur pere, on pouvoit aussi dire en quelque sorte que S. A. R. avoit interpreté favorablement les intentions du Roi, en rappelant les Docteurs de l'exil; & il interpella sur cet article tous les Docteurs qui avoient entendu son discours. Il s'abstint de rien dire sur le dernier reproche, dont il laissa ainsi le jugement à la Faculté. Mais il demanda avant toutes choses, que M. Humbelot écrivit & signât les chefs d'accusations qu'il venoit de proposer contre lui. Après quoi il requit qu'on délibérât sur ces mêmes accusations, en écartant avec soin tout ce qui pourroit être odieux.

Le premier qui opina fut M. Charton, qui prit le parti de M. Humbelot. M. Chaudiere, qui le suivoit, ouvrit un avis bien différent. Il dit que l'accusation de M. Humbelot étoit une calomnie des plus noires & des plus indignes, & qu'il falloit l'exclure sur le champ des Assemblées; & qu'à l'égard de ce qu'il avoit avancé touchant l'acceptation de la Constitution par la Faculté, il étoit faux qu'elle l'eût accepté. Il se préparoit à en donner des preuves; mais le Syndic le pria de ne point s'expliquer sur cet article, & il se rendit à ses desirs. La plupart des anciens qui opinèrent ensuite, eurent la même retenue par considération pour M. Ravechet. Mais M. l'Abbé Bidal, l'un des Docteurs exilés, crut que c'étoit aller contre les véritables intentions du Syndic, que de s'attacher si scrupuleusement à ses paroles. Il dit avec fermeté, que la

Constitution n'avoit point été reçue par la Faculté, comme M. Humbelot osoit l'avancer: que le decret publié sous son nom étoit faux & supposé; que c'étoit parce qu'il avoit toujours soutenu cette vérité qu'on l'avoit envoyé en exil; & qu'ainsi il falloit obliger M. Humbelot à se retracter sur ce point comme sur tous les autres.

Soit que M. l'Abbé Bidal, qui a la voix foible, ne se fut pas assez fait entendre, ou qu'une cause supérieure suspendit l'attention qu'on devoit naturellement faire à cet avis, le plus grand nombre de ceux qui opinèrent après lui, continuèrent à se conformer à la prière que le Syndic leur avoit faite; & on étoit au rang de M. Vivant Curé de S. Merry, lorsque la demie d'après onze heures sonna. Comme c'est le terme ordinaire des Assemblées, ce Docteur s'excusa de dire son sentiment: mais on conclut, à la pluralité des suffrages, que l'Assemblée seroit prolongée jusqu'à ce que tous les Docteurs eussent opiné.

Alors M. Vivant prit la parole, & dit, qu'il ne pouvoit approuver la manière dont on s'étoit élevé contre un ancien aussi vénérable que M. Humbelot: qu'il étoit obligé d'avouer, qu'il y avoit eu des choses dans la Harangue de M. le Syndic dont il avoit été choqué; mais que puisqu'il s'étoit expliqué, il conseilloit à M. Humbelot de se desister de son accusation pour le bien de la paix. M. Tourneli, qui opina après M. Vivant, donna encore un tour plus fin à cet avis, en disant que puisque M. le Syndic nioit avoir dit dans sa Harangue ce que M. Humbelot lui avoit reproché, il croyoit qu'il en falloit demeurer là.

M. Humbelot sentit tout d'un coup de quelle importance il étoit pour sa cause de la tourner ainsi. Il s'approcha du Bureau dans une contenance fort humble pour se desister, & il dit qu'il le faisoit *pour le bien de la paix*. Ce mot ne parut pas suffisant à l'Assemblée: on lui ordonna d'ajouter, & *pour l'amour de la vérité & de la justice*; & comme il refusa de le faire, on continua la délibération.

Enfin le rang d'opiner de M. l'Abbé d'Asfeld arriva. Il embrassa l'avis de M.

l'Abbé Bidal son frere, & il le proposa avec tant de force & de netteté, que tous les autres Docteurs qui n'avoient point encore parlé, le suivirent unanimement. Ceux qui avoient déjà opiné, y revinrent aussi, & plusieurs même appréhendant qu'on ne les oubliât, quittèrent leur place pour aller au Bureau se faire inscrire.

Le Syndic qui étoit sorti pour quelques momens, rentra dans la salle où il trouva toutes choses faites. Il pria M. l'Abbé Bidal de venir au Bureau, suivant la coutume, pour y dresser la conclusion, puisque l'Assemblée s'étoit réunie à son avis. Voici les propres termes dans lesquels elle fut conclue.

Sacra Facultas declarat calumniosam esse & injuriosam expositionem latam adversus D. Syndicum, & judicat D. Humbelot excludendum à Comitibus, & abstinere jubet ab omnibus muniis, donec palam & publice coram sacra Facultate revocaverit supradictam quarelam, & veniam petierit humillime à sacro Ordine & D. Syndico.

Insuper declarat S. Facultas falsum esse quod dixit D. predictus Humbelot, Constitutionem que incipit Unigenitus à sacro Ordine fuisse acceptam.

Il s'en fallut peu qu'un petit incident n'ôtât toute la force à cette conclusion. En l'écrivant on y inséra imprudemment ces deux mots *una voce* (D'UNE VOIX UNAN-

IMIE) afin de rapporter les propres termes de M. Humbelot, qui avoit dit que la Faculté avoit accepté la Constitution d'une voix unanime, sans faire attention que ces deux mots dans la conclusion la rendoient équivoque, & par conséquent inutile. Mais M. l'Abbé Bidal soutint hautement qu'il n'avoit point dit ces paroles en opinant, & même qu'il ne les avoit pu dire, puisqu'il étoit notoire que ce qui l'avoit fait exiler n'étoit pas d'avoir soutenu que la Constitution n'avoit pas été reçue d'une voix unanime, mais qu'elle ne l'avoit point été du tout. Ainsi ces deux mots furent rayés : après quoi on lut publiquement la conclusion dans l'Assemblée.

Les Docteurs partisans de la Constitution reconnurent alors, mais trop tard, la faute qu'ils avoient faite. Ils portèrent M. Humbelot à se retracter promptement à quelque prix que ce pût être, afin de demander ensuite la suppression de la conclusion. Il s'approcha du Bureau dans ce dessein : mais on refusa de l'écouter, & on remit à l'entendre dans la prochaine Assemblée qu'on indiqua au Jeudi suivant 5. Décembre. Nous verrons tout-à-l'heure que la conversion de ce Docteur ne dura pas jusques-là.

La nouvelle de ce qui s'étoit passé dans cette Assemblée, fit beaucoup de bruit à Paris. Monsieur le Nonce alla sur le champ en porter ses plaintes au Palais Royal. Monsieur le Regent qui en étoit déjà instruit par des Docteurs qui l'avoient prévenu, lui répondit : „ Qu'il ne devoit „ se plaindre que de ses propres troupes „ qu'il n'avoit pas sçu contenir, & qui l'a- „ voient mal servi : que pour lui il avoit „ contenu les siennes, qu'il leur avoit re- „ commandé le silence, & qu'elles lui „ avoient obéi, n'ayant parlé que parce „ que les autres les avoient obligées à par- „ ler. M. Ravecher alla aussi au Palais Royal, où il fut mandé le 4. au soir. S. A. R. lui fit expliquer en détail ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée, & voulut savoir ce que l'on feroit dans celle qui étoit indiquée pour le lendemain 5. M. Ravecher lui dit, que selon l'usage de la Faculté la dernière

conclusion y feroit relûe & approuvée, si l'on n'y faisoit aucune opposition. Il ajouta qu'il étoit à souhaiter que les Molinistes n'en fissent point, parce que l'on ne manquoit pas d'attaquer la Constitution de front, pour peu qu'ils remuassent : au lieu que jusqu'ici on ne l'avoit fait que d'une manière indirecte. M. le Regent lui fit beaucoup d'amitié, & ne lui donna aucun ordre pour l'Assemblée du lendemain.

ASSEMBLÉE du 5. Decembre.

Elle se tint à l'heure ordinaire. On y relût la conclusion de la dernière Assemblée, dont le prélude contenoit un détail fort exact de tout ce qui avoit été agité & arrêté dans cette Assemblée, & le Syndic n'y avoit rien omis de tout ce qui pouvoit contribuer à l'avantage de la bonne cause. Après cette lecture M. Humbelot se leva, & dit que de l'avis de ses amis il protestoit contre cette conclusion, & demanda acte de son opposition. M. Clavel ancien Theologal d'Angers, celebre pour avoir été du Bureau établi sous le feu Roi pour chercher les moyens de reduire M. le Cardinal de Noailles & les Evêques ses associés, se joignit à M. Humbelot, en s'opposant aussi à la partie de la conclusion qui déclaroit que la Bulle n'avoit pas été acceptée par la Faculté. Pour donner plus de poids à cette opposition, il en exposa les motifs. Il la fonda 1, sur ce que la dernière Assemblée avoit été continuée après l'heure marquée par les Statuts : 2, Sur ce que la Faculté avoit déclaré d'elle-même, qu'elle n'avoit pas reçu la Constitution, & sans que le Syndic eût requis qu'on délibérât sur cet article : 3, Sur ce que la conclusion contenoit une fausseté, M. Humbelot n'ayant pas dit simplement que la Constitution avoit été acceptée, mais qu'elle l'avoit été d'une voix unanime : 4. Sur ce que la Faculté avoit embrassé tumultuairement le sentiment de M. l'Abbé Bidal sans le bien connoître.

M. l'Abbé Boileau Président ayant mis, à la requisition du Syndic, l'affaire en délibération, ces motifs parurent frivoles à l'Assemblée, à l'exception néanmoins de 19.

Docteurs, entre lesquels MM. Vivant & Tournely se distinguèrent par leur vivacité & la hardiesse avec laquelle ils firent valoir les plus mauvaises raisons. Ce dernier allegua entr'autres choses pour preuve que la Faculté avoit reçu la Constitution, les ordres du feu Roi. „ Car ils vous ont été si-
„ gnifiés, dit-il, & il faut que vous re-
„ connoissiez ou que vous avez reçu la
„ Constitution conformément à ses ordres,
„ ou que vous avez été rebelles, & par
„ conséquent coupables de lèse-Majesté.
„ Comment auriez-vous pu, ajouta-t-il,
„ ne la pas recevoir, vous à qui il ne re-
„ stoit plus que le parti de l'obéissance
„ après la décision du S. Siège ? Ce Docteur ne se contenta pas d'apporter des raisons pour appuyer son sentiment : il eut encore recours à l'artifice & à la violence. Lorsqu'il vit qu'on vouloit terminer cette affaire dans une seule séance, & pour cela prolonger encore l'Assemblée, il fit un bruit continuel, redoublant ses cris à chaque nouveau Docteur qu'on appelloit pour opiner, afin d'empêcher qu'on ne pût finir. Les anciens firent remarquer à cette occasion aux jeunes qui n'avoient pas assisté aux assemblées de 1714, quelle avoit dû être la confusion de ces assemblées, où ce Docteur dominoit, & où il ne paroissoit presque jamais qu'armé de Lettres de cachet.

Plusieurs Docteurs refusèrent en opinant les motifs d'opposition proposez par M. Clavel, & les raisons dont les partisans les avoient appuyez. M. l'Abbé d'Asfeld sur tout parla fortement contre l'injustice & la mauvaise foi de ces fauteurs d'une cause désespérée, qui ne pouvant plus l'emporter par leurs clameurs & par leurs menaces, cherchoient un dernier retranchement dans de vaines & fausses subtilitez. Ce sont ses termes. Il prouva que M. Humbelot en disant que la Constitution avoit été reçue d'une voix unanime, avoit prétendu soustraire deux choses : l'une, que la Constitution avoit été reçue par la Faculté, ce qui étoit faux : l'autre qu'elle avoit été reçue unanimement, ce qui ne se pouvoit dire sans une extrême impudence. Nous avons déclaré, dit-il, que la première de ces propositions

étoit fautive, & nous avons ri de l'impudence de la seconde, qui tombe d'elle-même, dès que la première est détruite : *Nos falsitatem acriter confutavimus, impudentiam risimus & contempnimus.*

M. Habert dit dans son avis, qu'on avoit eù raison de passer par dessus des formalitez qui n'étoient pas essentielles dans une occasion aussi importante que celle-ci ; & qu'il n'étoit pas nécessaire que les Docteurs attendissent la requisiion de M. le Syndic, pour declarer un fait dont ils étoient tous témoins, sur tout lorsqu'on osoit leur soutenir en face le contraire.

M. le Meur Chanoine de S. Honoré, & M. Witasse ajoutèrent, que l'accusation formée par M. Humbelot faisoit une mention expresse de l'acceptation de la Bulle, & que par conséquent cette acceptation entroit nécessairement dans la requisiion de M. le Syndic.

M. l'Abbé Gilbert, l'un des grands Vicaires de M. le Cardinal de Noailles, ajouta encore que M. Humbelot avoit mis la Faculté dans la nécessité de s'expliquer. Car, dit-il, ou il falloit soutenir que la Faculté n'avoit point du tout reçu la Bulle, & c'est le parti que nous avons pris : ou il falloit dire qu'elle ne l'avoit pas reçue d'un consentement unanime, comme l'avançoit M. Humbelot. Or suivre ce dernier parti, c'étoit mettre nos adversaires en droit de conclure, que la Bulle avoit donc été reçue : ce qui n'étoit pas véritable.

Le P. Latenai Carme, qui en 1714. avoit été pour l'enregistrement, ne put s'empêcher de rendre témoignage à la vérité de fait dont il s'agissoit ici, & il s'attacha à refuter la preuve que M. Tourneli avoit tirée des ordres du feu Roi adressés à la Faculté. Il les avoit en main, & il offrit de les lire, pour montrer que le Roi n'avoit pas exigé l'acceptation de la Bulle, mais seulement l'enregistrement, & qu'ainsi il n'y avoit nul fondement d'accuser du crime de lèse-Majesté, les Docteurs qui declaroient, comme il le faisoit lui-même, que la Constitution n'avoit pas été reçue par la Faculté.

Enfin il fut conclu à la pluralité de 140.

suffrages contre 19, qu'on ne devoit avoir nul égard aux oppositions formées par MM. Humbelot & Clavel, & la conclusion du 2. Decembre fut confirmée & ratifiée, & on ordonna à M. Humbelot de la signer dans l'espace d'un mois sous peine d'être rayé du Catalogue des Docteurs.

Ce fut dans cette Assemblée que M. l'Abbé Lambert fit sa celebre retractation. Penetré de douleur d'avoir dit dans les Assemblées de 1714, ainsi que nous l'avons rapporté, qu'il falloit obéir aux ordres du Roi, & ne point deliberer, *obtemperandum, non deliberandum*, il parla en ces termes : „ J'ai honte & je suis couvert de confusion, de ce qu'épouvanté par les menaces, & troublé par les clameurs de certaines personnes qui repandoient la terreur dans nos Assemblées, je n'ai pas expliqué mes sentimens avec toute la netteté & la fermeté que je devois, & de ce que j'ai tremblé où je ne devois avoir nulle crainte. Ma conscience m'a jusqu'à ce jour reproché ma prévarication, & j'en demande maintenant pardon à Dieu, & à la Faculté.

M. Feu Curé de S. Gervais, qui avoit gardé le silence dans les Assemblées de 1714. M. Penet qui s'en étoit absenté, & M. Rousselot qui étant malade n'avoit pû y assister, mais qui n'y avoit pas paru depuis, & avoit manqué par-là de rendre à la vérité le témoignage qu'il lui devoit, ne crurent pas qu'il fût honteux pour eux de suivre l'exemple de M. l'Abbé Lambert, & ils demanderent aussi pardon à Dieu & à la Faculté de n'avoir pas fait leur devoir dans l'affaire de la Constitution. On s'attendoit que M. l'Abbé Leger profiteroit d'une si belle occasion pour reparer la faute bien moins excusable qu'il avoit faite dans ces mêmes Assemblées : mais nous verrons bien tôt qu'il en manqua encore une plus belle, qui se presenta dans l'Assemblée suivante ; & ce ne fut que dans celle du 1. Mars qu'il satisfit enfin à ce que sa conscience & les desirs de tous ses Confreres demandent de lui.

ASSEMBLÉE DU 16. Decembre.

La Faculté s'assembla encore le 16. Decembre. Mais on n'y traita d'aucune affaire qui ait rapport à nôtre sujet, sinon qu'on y confirma la conclusion de l'Assemblée précédente, & qu'on y prit des mesures contre quelques Docteurs qui avoient fait tous leurs efforts pour mettre le trouble & la confusion dans les Assemblées précédentes; contre d'autres qui n'ayant point encore droit d'assister aux Assemblées se glissoient dans les écouttes pour observer ce qui s'y passoit; & contre d'autres enfin qui s'assembloient en secret, & couroient par la ville le jour & la nuit pour solliciter des signatures contre les deux dernieres conclusions. Ces deux derniers reproches regardoient principalement le sieur Gaillande, dont nous avons parlé ailleurs. „ Quel sujet, dit „ le Syndic, ces Messieurs peuvent-ils avoir „ de se plaindre de vos dernieres deliberations ? Quelqu'un y a-t'il été gagné par „ or ou par argent ? S'est-on servi de ruses „ & de tromperies pour séduire personne ? „ Les menaces & les promesses ont-elles été „ employées pour faire sur les esprits ces „ impressions vives auxquelles on se rend „ presque toujours ? La fraude & la violence se sont-elles réunies pour renverser les „ foibles, & intimider les plus forts ? Chacun n'a-t'il pas dit son sentiment avec „ une entière liberté ? N'a-t'on pas écouté „ tout le monde avec toute la tranquillité „ possible ? Enfin, a-t'on vu personne sortir de ces Assemblées les mains pleines, „ ou avec le danger de quelque disgrâce, „ pour avoir opiné suivant la conscience ? „ Leur but, ajouta-t'il, n'est pas d'en imposer dans ce Royaume, où l'on sait „ comment toutes les affaires se sont traitées ; mais de faire illusion aux Nations „ étrangères, auxquelles ils voudroient „ persuader que la Faculté n'a agi dans tout „ ce qu'elle vient de faire, que par violence „ & par cabale. On renvoya l'examen de tous ces incidens aux Commissaires nommez pour l'affaire de M. le Rouge : & comme il n'y avoit point de meilleur reme-

de pour prevenir ou pour arrêter ces bruits calomnieux, que de faire imprimer les conclusions, on ordonna qu'elles le seroient, & que pour faire voir l'unanimité avec laquelle elles avoient été formées, on y seroit désormais mention du nombre des Docteurs qui auroient opiné, & du nombre des suffrages selon lesquels elles auroient été prononcées.

M. Leullier Curé de S. Louis, qui ne s'étoit pas trouvé à la dernière Assemblée, repeta dans celle-ci tout ce que ceux de son parti avoient déjà dit pour infirmer la conclusion du 2. Decembre. Il ajouta pour nouvelle preuve que la Faculté avoit reçu la Constitution, que l'avis qui l'avoit emporté dans les Assemblées de 1714, avoit été celui de M. Leger, qui avoit écrit lui-même que la Faculté avoit reçu la Constitution avec beaucoup de respect. Le Syndic l'interrompit pour lui dire que cette difficulté seroit pleinement levée par le Procès-verbal des Commissaires de M. le Rouge. Eu effet, on y voit que la chose se passa, comme nous l'avons marqué dans la Relation que nous avons faite plus haut de ces Assemblées. Mais M. Leger qui étoit présent, & que ceux qui étoient à portée de le voir, sollicitoient des yeux de rompre le silence pour l'imposer à M. Leullier, ne jugea pas encore à propos de le faire.

M. Leullier tira encore de la retraction de M. l'Abbé Lambert une seconde preuve de l'acceptation de la Constitution par la Faculté. „ Pourquoi, dit-il, ce Docteur a-t'il demandé pardon à Dieu & à „ la Faculté, si lui & tous les autres qui „ suivirent son avis, n'ont pas reçu la „ Constitution ? M. l'Abbé Lambert lui répondit, lorsqu'il fut en rang d'opiner, que dans les Assemblées de 1714. il avoit consenti d'obéir au Roi en enregistrant, mais non pas en recevant la Bulle : qu'à la vérité il avoit fait une faute en obéissant en cela même aux hommes plutôt qu'à Dieu, & que c'étoit de cette faute dont il avoit demandé pardon : mais qu'il ne s'enfuiroit nullement de là, que ni lui ni ses Confreres eussent prétendu accepter la Constitution, puis qu'ils avoient dit qu'il falloit

obéir sans délibérer, & qu'on n'accepte point véritablement une décision sur laquelle on proteste qu'on ne veut ni délibérer ni porter aucun jugement.

ASSEMBLÉE du 2. Janvier 1716.

L'Assemblée ordinaire du 2. Janvier 1716. n'eut rien non plus de bien considérable. On y renouvela seulement l'ordre d'imprimer les conclusions précédentes, qui ne l'étoient point encore ; parce que le Syndic avoit reçu des ordres de la Cour, qui en avoient suspendu l'impression.

M. Navarre denonça aussi dans cette Assemblée M. Humbelot comme entièrement opposé à la doctrine de la Faculté & du Concile general de Constance. Il fonda cette dénonciation sur des faits anciens, mais qui étoient demeurez impunis jusquelà. Ces faits étoient 1. Le livre qu'il avoit écrit contre les propositions de l'Assemblée du Clergé de 1682. & qu'il avoit dédié au Pape, pour le mettre à l'abri des justes censures dont il étoit digne : 2. Un autre Livre qu'il avoit donné au public sous ce titre : *Sacrorum Bibliorum notio*, dont la Faculté l'avoit obligé de faire une retractation publique, mais retractation qui n'avoit été nullement sincère, comme M. Navarre le prouva par une lettre que ce Docteur avoit écrite dans le tems même à M. Jollain alors Syndic : 3. Son opposition perpetuelle aux intentions de la Faculté, dont M. Navarre rapporta plusieurs exemples. Mais le peu de tems qui restoit ne permit pas de délibérer sur cette affaire, non plus que sur une autre que proposa M. le Syndic, & dont nous allons parler dans l'Assemblée suivante du 4. du même mois.

ASSEMBLÉE du 4. Janvier.

M. le Syndic ouvrit celle-ci par un discours fort important, qui est rapporté tout entier dans l'Ouvrage que nous abrégeons. Il s'y proposa de détruire l'impression que pouvoient faire un écrit plein de malignité qu'on avoit jeté dans le public, & qu'on attribuoit à M. Tourneli, & plusieurs faux

bruits que quelques autres Docteurs affectoient de repandre, pour décrier la Faculté & diminuer le poids de ses dernières conclusions, en la faisant passer pour une Compagnie composée d'hommes prêts à changer à chaque instant de dispositions & de sentimens, au gré de ceux qui avoient trouvé le secret de dominer sur la liberté. „ Il faut, „ dit-il, entr'autres choses, que ces Docteurs soient d'une extrême impudence, „ pour prétendre en imposer au genre humain sur des faits aussi publics que ceux „ qui se sont passés parmi nous ? Diront-ils „ que la Faculté n'a pas été libre dans ses „ dernières décisions ? J'ose ici appeller vôtre propre conscience en temoignage. A „ t'on retracé dans nos Assemblées l'image „ de celles des Ariens, dont S. Athanasé, „ S. Hilaire, S. Basile & les Historiens Ecclésiastiques nous ont fait de si tristes „ peintures ? Y a-t'on entendu ces effrayantes paroles capables d'intimider les plus „ forts, *le Prince le veut, le Prince l'a ordonné* ? Y avoit-il un Comte armé de toute „ l'autorité souveraine pour prévenir & régler toutes nos démarches ? Nous faisoit-on tenir à chaque instant des ordres nouveaux, auxquels il ne fût pas permis de „ résister sans s'exposer à toute l'indignation „ de la Cour ? Quelqu'un est-il venu braver publiquement nos suffrages, ou les „ acheter à deniers comptans ? . . . Mais „ non, ce n'est point de violence qu'on „ nous accuse ; les reproches qu'on fait à la „ Faculté, c'est d'avoir décidé une affaire „ si importante, sans que je l'eusse requis. „ Il est vrai que je ne l'ai point fait distinctement, parce que je croyois alors qu'il „ étoit plus avantageux de remettre à un „ autre tems à traiter de cette affaire, mais „ elle étoit essentiellement renfermée dans „ mon requiatoire, puisqu'elle faisoit le „ point capital de la plainte de M. Humbelot. Je le fis même remarquer, en recommandant la retenue sur cette question ; „ quoique mon sentiment fût qu'on ne la „ remuât pas sitôt, l'Assemblée étoit entièrement en droit de le faire. Je n'avois „ garde de préférer mon sentiment au sien. „ Je ne prendrai jamais pour mes modèles

„ certaines personnes qui croient pouvoir
 „ commander à la Compagnie ; & je ne
 „ penserai jamais comme eux, que la sages-
 „ se & la prudence de la Faculté résident
 „ dans la tête d'un Doyen & d'un Syndic.
 „ On objecte encore qu'il eût fallu un tems
 „ plus considerable, pour deliberer mure-
 „ ment sur une affaire de cette importance.
 „ Mais cette objection n'est qu'une pure
 „ chicane, quand on fait réflexion sur la
 „ nature de l'affaire qu'il s'agissoit de déci-
 „ der. C'étoit un simple fait, dont la déci-
 „ sion dépendoit du seul temoignage de
 „ nôtre conscience, & de ce que nous avions
 „ vu & entendu, & sur lequel il n'y avoit
 „ qu'à dire oui ou non. Eussions-nous mê-
 „ me été obligez de prolonger l'Assemblée,
 „ si quelques personnes qui n'étoient pas
 „ de l'avis de la multitude en ce point,
 „ n'eussent affecté de perdre un tems con-
 „ siderable en opinant, afin d'empêcher
 „ qu'on ne terminât cette affaire en une
 „ séance ? Vit-on jamais des juges embar-
 „ ralez, & avoir besoin de deliberer, pour
 „ répondre à un homme qui ne leur de-
 „ manderoit autre chose, sinon, Avez-
 „ vous prononcé un tel arrêt ? Mais de
 „ plus, n'avons-nous pas eu le tems de
 „ réfléchir sur ce fait depuis qu'il s'est
 „ passé ? On n'a parlé d'autre chose depuis
 „ ce tems, & toute l'Europe en a retenti.
 „ Il a été attesté dans les Assemblées mêmes
 „ de 1714. par les Docteurs exilés, & par
 „ plusieurs autres qui ont fait des protesta-
 „ tions secrettes contre ce prétendu Decret.
 „ Est-il surprenant après cela que la Facul-
 „ té se soit trouvée prête à décider un fait
 „ de cette nature au premier rayon de li-
 „ berté qui lui a été rendu ?

Ce discours fut applaudi de toute l'As-
 semblée, à l'exception néanmoins de deux
 ou trois Docteurs qui ne firent que repeter
 les mêmes objections que le Syndic venoit
 de refuter. On ne laissa pas de les écouter
 avec patience. Le Syndic reprit ensuite l'af-
 faire qu'il avoit déjà proposée dans l'As-
 semblée precedente, & dont nous avons
 remis à parler dans celle-ci. Il exposa à la
 Compagnie qu'en examinant avec les au-
 tres Commissaires de la Faculté, les comptes

du dernier syndicat, il avoit trouvé qu'on
 y employoit en dépense une somme consi-
 derable pour deux différentes éditions du
 decret prétendu du 5. Mars 1714. & que
 s'étant opposé, suivant le devoir de sa char-
 ge, à ce qu'on allouât cette somme, parce
 qu'il ne lui avoit pas paru juste de faire
 tomber sur la Faculté les frais d'une double
 édition d'un decret qu'elle défavoit,
 MM. Chenu & Leullier s'étoient saisis des
 registres & avoient jugé sur le champ son
 opposition, en écrivant sur les registres
 qu'on n'y auroit aucun égard, & en al-
 louant de leur seule autorité l'article en
 question. Il requit que la Faculté déclarât
 quelles étoient là dessus ses intentions ; &
 voici quelle fut la conclusion.

„ La Faculté, de l'avis de 81. Doc-
 „ teurs (Il y en avoit environ 100. à l'As-
 „ semblée) approuve l'opposition formée
 „ par M. le Syndic à l'article des comptes
 „ qui garde l'impression du decret du 5.
 „ Mars 1714. Elle ordonne que cette dé-
 „ pense retombe sur les Auteurs des édi-
 „ tions qui en ont été faites. Elle declare
 „ que ce même decret est une pièce fausse,
 „ supposée, qui n'a jamais été son ouvrage,
 „ & qu'elle sera rayée de ses registres. Elle
 „ prie enfin M. le Syndic de donner le dis-
 „ cours qu'il a prononcé dans la presente
 „ Assemblée, afin qu'il soit inscrit dans ses
 „ registres.

C'est ainsi que les Auteurs du prétendu
 decret eurent encore la mortification de se
 voir condamnez par leur propre impruden-
 ce, & que le Syndic sçut profiter habilement
 d'une occasion qui paroissoit petite en
 elle-même, pour mettre la Faculté en état
 de supprimer entièrement ce faux decret.

Il y eut plusieurs Docteurs dans cette
 Assemblée qui opinèrent sur le fond même
 de la Constitution. M. de Bordeaux Curé
 de Soisy, vénéral par son âge, sa piété
 & son savoir, & plus de quinze Docteurs
 qui le suivirent, auroient voulu que la Fa-
 culté eût non seulement déclaré qu'elle ne
 l'avoit point reçu, mais encore qu'elle
 n'étoit pas recevable, comme étant contra-
 ire à la vérité & à la justice, à la pureté
 de la morale Chrétienne, aux loix saintes &
 salutaires

salutaires de la penitence, & aux droits sa-
 crez de l'Episcopat. MM. d'Asfeld, Bouch-
 er & Boursier de Sorbonne releverent
 aussi l'injustice de cette Bulle par raport à
 l'Auteur des *Reflexions Morales*. Tous les
 autres Docteurs bien intentionnez ne pen-
 soient pas differemment : mais ils croyoient
 qu'on devoit attendre à s'expliquer sur cet
 article, dans l'esperance qu'ils avoient qu'on
 le feroit dans la suite avec plus de succez &
 d'une maniere plus reguliere. Quelques-
 uns même s'étoient persuadez que les Puiss-
 sances, pour éteindre la division que la
 Constitution avoit mise entre les Evêques,
 consulteroient solennellement la Faculté
 qui n'avoit point encore pris de parti : & ils
 jugeoient que par cette raison on devoit
 laisser le fond de l'affaire en entier.

Mais le resultat de cette Assemblée, qui
 fit beaucoup d'éclat dans le monde, ne
 laissa dès-lors aucun doute sur ce que la
 Sorbonne pensoit du fond même de la Con-
 stitution ; & ses défenseurs comprirent bien
 qu'ils y avoient perdu leur cause, de même
 que dans les Facultez de Reims & de
 Nantes, qui firent la même chose que la
 Sorbonne, ainsi que nous le dirons bientôt.
 Les lecteurs ne seront pas fâchez de voir ici
 ce que le P. Stephani Jésuite & Professeur
 de theologie dans le Seminaire de Liege,
 jugea à propos d'insérer à ce sujet dans ses
 cayers par forme de digression. Mais afin
 d'entrer dans sa pensée, il est nécessaire
 d'avertir que ce Pere confond la Declara-
 tion de la Faculté de Nantes, avec celle de
 la Faculté de Paris : car c'étoient les Doc-
 teurs de Nantes qui s'étoient expliquez,
 comme il le marque, sur le Livre du P. Q.
 & les Docteurs de Paris n'en avoient point
 parlé, non plus que de l'ambiguïté du faux
 decret du 5. Mars 1714. Le bruit se re-
 pand, dit ce Jésuite, que les Docteurs
 de Sorbonne renvoient leur ancien de-
 cret par lequel ils avoient reçu la Consti-
 tution du Pape contre les erreurs de
 Quesnel ; & comme ils n'apportent pour
 raison de ce changement, ni aucunes
 nouvelles lumieres qui leur soient surve-
 nues, ni un plus grand examen qu'ils

ayent fait de ces matieres, on peut regar-
 der ce silence comme un aveu tacite qu'ils
 font, que ce n'avoit été que pour flatter
 le Roi & pour gagner ses bonnes grâces,
 qu'ils avoient auparavant rejeté comme
 des erreurs, des propositions qui étoient,
 selon eux, des veritez immuables. Or y
 a-t'il rien qui soit plus honteux, plus lâ-
 che, & plus indigne que cet aveu ? Il est
 vrai qu'ils déclarent qu'ils n'avoient point
 cy-devant reçu la Constitution, quoi-
 qu'ils ayent passé jusqu'à ce jour pour
 l'avoir reçue. Mais n'y a-t'il pas lieu de
 s'étonner que pendant un si long-tems,
 c'est-à-dire pendant près de deux ans ils
 soient demeurez dans le silence, & qu'ils
 ayent souffert de passer pour avoir con-
 damné des veritez catholiques ? Ils n'ont
 pas plus de raison de s'excuser sur l'am-
 biguïté de leur premier decret. Comme il
 ne devoit point y en avoir dans une pro-
 fession de foi, aussi n'y en avoit-il aucu-
 ne dans leur decret ; & c'est un peu tard
 que ces sages maîtres s'avisent d'en trou-
 ver, lorsqu'ils n'ont plus les mêmes rai-
 sons de flater les Puissances. Au reste, il
 est difficile de comprendre ce que ces
 Docteurs qui se disent très-sages & qui
 sont en effet très-legers, esperent gagner
 en se contre-disant ainsi eux-mêmes. Il est
 inutile d'examiner ici quelle est l'autorité
 de la Sorbonne, lorsqu'elle entreprend
 de décider des questions controversées
 entre les Theologiens Catholiques. Ces
 Docteurs savent bien eux mêmes le peu
 de cas que les autres écoles ont fait des
 censures de leurs ancêtres. Ces hommes
 vains ont néanmoins aujourd'hui la pre-
 somption de s'imaginer que leur autorité
 sera de quelque poids, pendant qu'en
 contradiction avec eux-mêmes ils s'oppo-
 sent au souverain Pontife & au reste des
 enfans de l'Eglise. Mais j'ai tort de dire
 le reste des enfans de l'Eglise, car ils n'en
 sont plus de veritables & de legitimes. Ils
 protestent qu'ils ne veulent flétrir Quesnel
 d'aucune note. Ils ne condamnent donc
 aucune de ses propositions, quoiqu'ils
 sachent qu'il y en a plusieurs que l'Eglise

„ croit & declare non seulement erronées ,
 „ mais même herétiques , & manifeste-
 „ ment herétiques. Nous ne croyons pas
 „ que la revolte de gens de cette sorte puisse
 „ tenter v^{re} foi : la tentation seroit trop
 „ ridicule. Nous croyons au contraire que
 „ devenez plus forts par ce scandale , vous
 „ n'avez pas besoin qu'on vous fournisse
 „ des armes pour vous défendre , & qu'il
 „ suffit de vous faire connoître à quels tems
 „ nous sommes parvenus , & la nécessité
 „ qu'il y a de ne rien omettre de ce qui
 „ peut contribuer à la conservation de la
 „ saine doctrine.

Les Docteurs se seroient trouvez bien
 traittez , si les défenseurs de la Constitu-
 tion ne s'étoient vangez que par de sembla-
 bles declamations , du tort que leur faisoit
 la revocation de leur faux decret. Mais ils
 employèrent des moyens plus efficaces pour
 s'opposer au dessein qu'ils sentirent bien
 qu'avoit la Faculté. Ils engagèrent M. le
 Nonce , aussitôt après l'Assemblée , d'en
 aller porter ses plaintes à M. le Regent ; &
 elles furent si puissantes , que ce Prince en-
 voya ordre à la Faculté de ne plus faire au-
 cune mention de la Constitution dans les
 assemblées suivantes.

ASSEMBLÉE du 8. Janvier.

On en avoit indiqué une pour le 8. de
 Janvier , où il s'agissoit de confirmer ce
 qui avoit été fait dans la dernière. Les Doc-
 teurs attachez à la Constitution esperant
 d'empêcher cette confirmation , en vertu
 des ordres que le Prince avoit donnez , se
 rallierent & vinrent à cette Assemblée en
 plus grand nombre qu'à toutes les précédentes.
 Mais ils furent bien étonnez de voir
 qu'on la commença par la lecture de la der-
 nière conclusion , & du discours important
 que le Syndic avoit prononcé , & qui avoit
 été mis sur les registres. Ils demeurèrent
 interdits pendant toute cette lecture ; & à
 peine fut-elle achevée qu'ils se leverent en
 tumulte , & protesterent tous ensemble qu'ils
 s'y opposoient. Mais que pouvoit servir une
 opposition ? l'affaire étoit consommée , &

selon toutes les regles : le Syndic les laissa
 crier ; comme ils ne finissoient point , il
 prit la parole , & declara qu'il avoit des
 ordres positifs de M. le Regent qui enjo-
 gnoient à la Faculté de ne plus parler de
 l'affaire de la Constitution.

M. Tournelli voyant qu'on tournoit contre
 lui ses propres armes , s'écria au nom
 des Docteurs de son parti , & dit au Syndic
 qu'ils ne l'en croyoient pas sur sa parole.
 Alors M. Ravechet tira de son porte-feuille
 la lettre que S. A. R. lui avoit adressée , &
 qui étoit conçue en ces termes.

„ Monsieur Ravechet , Je vous ai fait
 „ mander il y a déjà quelques jours que je
 „ ne voulois pas qu'on fit imprimer vos
 „ conclusions. Je vous réitere aujourd'hui
 „ la même défense. Je ne veux point que
 „ dans vos Assemblées il se fasse dorénavant
 „ aucune mention directe ni indirecte de la
 „ Constitution. S'il arrive quelque chose de
 „ contraire à mes ordres , je m'en prendrai
 „ à vous. Si quelques esprits échauffez s'avi-
 „ soient de parler encore de ces matières ,
 „ vous pouvez faire usage de cette lettre
 „ pour notifier mes intentions. Ce 7. Jan-
 „ vier 1716.

La lecture de cette lettre , au lieu d'apa-
 ier le trouble , ne fit que l'augmenter.
 M. Tournelli en prit occasion d'accuser le
 Syndic d'avoir manqué de respect pour les
 ordres de M. le Regent. Il soutint qu'il eût
 été du devoir de lire avant toutes choses la
 Lettre du Prince , & il finit par demander
 acte de ce manquement de respect , au nom
 de tous les Docteurs qui lui étoient unis :
 à quoi tous ses partisans adhererent avec de
 grands cris.

Le Syndic , qui sentoit son avantage ,
 conserva une tranquillité parfaite au milieu
 du tumulte qu'ils excitoient dans l'Assem-
 blée ; & lorsqu'il put se faire entendre , il
 se contenta de leur demander ce qu'ils pré-
 tendoient faire par leurs clameurs : *Quor-
 sum ista clamores?* Comme ils ne répondirent
 rien , il requit en forme , que pour se con-
 former aux ordres de M. le Regent on n'é-
 coûtât plus personne au sujet de la Consti-
 tution , & proposa quelques autres affaires ,

sur lesquelles on commença à délibérer. Les Molinistes honteux d'avoir si mal réussi se retirèrent pour la plupart, & n'assistèrent point à la délibération. M. Leullier qui y resta, & qui avoit été un des plus ardens à soutenir l'opposition qu'ils avoient déjà formé, parut lui-même frappé des ordres du Prince. Car après avoir repeté après M. Tourneli, que le respect dû à S. A. R. demandoit qu'on fit lire la Lettre ayant que de confirmer la dernière conclusion, & qu'il ne voyoit pas comment on pouvoit excuser M. le Syndic d'avoir tenu une conduite toute opposée, il déclara que pour lui il se donneroit bien de garde de suivre un pareil exemple de desobéissance aux ordres de M. le Regent, & que quelque dessein qu'il eût pris de s'opposer à l'enregistrement des dernières conclusions, & même d'en appeler au Parlement, il ne le feroit que sous le bon plaisir de S. A. R. Et il alla au Bureau à la fin de l'Assemblée réitérer son opposition en ces termes : *Je persiste dans mon opposition sous le bon plaisir de M. le Regent.*

M. Ravecher qui n'avoit encore rien répondu à leurs plaintes, justifia sa conduite, lorsqu'il fut à son tour d'opiner. Il fit remarquer que la Lettre de M. le Regent lui étoit personnellement adressée, & non à la Compagnie; que le Prince le laissoit absolument le maître de la communiquer, ou de n'en faire aucune mention, comme le marquoient naturellement ces paroles, *Vous pouvez faire usage de cette Lettre, &c.*; que les ordres qui y étoient contenus, ne tomboient nullement sur ce qui s'étoit fait jusqu'à ce jour, mais sur ce qui pourroit arriver dans la suite, & qu'enfin aux termes mêmes de cette lettre, il ne devoit s'en servir que pour empêcher les bruits que des esprits échauffez pourroient exciter au sujet de la Constitution. D'où il conclut que bien loin qu'on pût l'accuser d'avoir manqué de soumission & d'obéissance aux ordres de S. A. R. il ne pouvoit s'y conformer davantage que par la conduite qu'il avoit tenue.

Le resultat de cette assemblée fut qu'on

feroit une députation à son S. A. R. de 12. anciens Docteurs qu'on nomma, pour lui témoigner le profond respect de la Compagnie, & lui demander la liberté de poursuivre l'affaire de la Constitution; ce qui fut exécuté le 14. du même mois de Janvier.

§. XLVIII.

Suite des Assemblées de Sorbonne jusqu'au 1. Mars 1716. La Cour persiste dans la résolution d'empêcher la Faculté de parler de la Bulle. Affaire de M. le Roux. Appel interjeté par les Docteurs opposans. Acte donné au Syndic par lequel la Faculté approuve tout ce qu'il avoit fait pour la défense & l'exécution des dernières Conclusions. Retraitement de M. d'Ivry.

ON tint le lendemain 15. une nouvelle Assemblée : M. Ravecher l'ouvrit par un fort beau discours qu'il fit aux Bacheliers de la dernière licence, qu'on congédioit ce jour-là, pour les exhorter à l'amour de la vérité, à laquelle ils alloient se lier par un serment solennel. Il leur marqua les caracteres de cette vérité, qui est, dit-il, sincère, active & courageuse : *Veritas est sincera, activa, & fortis.* Il leur apprit les sources où ils devoient la puiser, & la manière dont ils devoient la chercher pour la trouver. Il leur fit enfin un portrait fidèle de ceux qui la défendent, & de ceux qui la combattent, où tout le monde reconnut dans les intrigues & les violences qu'il attribua aux derniers, les moyens dont les partisans de la Bulle s'étoient servi pour la faire recevoir en Sorbonne & dans les autres corps du Royaume.

Les Docteurs qui avoient été deputez à M. le Regent, firent ensuite le rapport de la manière pleine de bonté avec laquelle ce Prince les avoit reçus : mais que S. A. R. leur avoit marqué qu'elle desiroit que l'on s'abstînt de parler davantage de la Constitution; son dessein étant de rétablir bientôt la paix que cette affaire avoit troublée, & qu'elle prenoit pour cela les mesures les plus convenables.

Le Syndic ajouta, que le Prince s'étoit plaint du trouble que certaines personnes excitoient dans les assemblées ; & il pria la Compagnie de remettre en vigueur les anciens statuts faits sur ce sujet, & de soumettre aux peines qui y étoient portées, ceux qui tomberoient à l'avenir dans une pareille faute.

Il n'y eut qu'un petit nombre de Docteurs qui pût opiner dans cette Assemblée, & l'avis de M. de Bordeaux fut le plus remarquable. Il dit qu'il seroit tout-à-fait honnête à des Docteurs de paroître indifférens sur une affaire d'une aussi grande importance que celle de la Constitution ; & que pour ôter à leurs ennemis tout prétexte de les accuser de négligence sur ce point, il estimoit que la Faculté devoit ordonner dès ce moment, que si dans l'espace d'un mois & demi l'affaire se trouvoit encore dans le même état, les Deputés qu'elle avoit nommez iroient de nouveau supplier très-humblement S. A. R. de vouloir révoquer la défense portée par la dernière lettre.

ASSEMBLÉE du 1. Février 1716.

On continua la délibération dans l'Assemblée suivante du 1. Février, & on y ajouta quelques autres affaires, & entre autres une très-importante au sujet de M. le Roux Docteur de la Faculté de Paris, & Professeur de Theologie à Reims. Le Syndic avertit l'Assemblée que M. Oudinet Syndic de la Faculté de Reims lui avoit adressé une censure de neuf propositions extraites du traité de la penitence que ce Professeur avoit dicté cette année ; & qu'il lui mandoit que par respect pour la Faculté de Paris, dont M. le Roux étoit membre, ils ne lui avoient donné dans leur censure que la qualité de Docteur en Theologie. On renvoya cette affaire aux Commissaires nommez pour celle de M. le Rouge, en y ajoutant MM. Hideux & Witalle ; elle occupa presque seule plusieurs des Assemblées suivantes, & ne fut entièrement terminée que dans celle du 4. Novembre & du 9. Decembre 1716. où l'on ordonna que l'on

imprimeroit en latin & en françois un Recueil de tous les actes & pièces qui y avoient rapport : ce qui fut exécuté.

Pour décharger la relation que nous devons donner de ces Assemblées, des incidents qu'y causa cette affaire, nous en allons par avance rapporter ici sommairement toute la suite, & nous renvoyons ceux qui en voudront savoir le détail, au Recueil dont nous venons de parler.

M. le Roux fut choisi en 1711. par M. l'Archevêque de Reims pour remplir l'une des deux chaires de Theologie de cette Université, lorsqu'à peine il avoit achevé sa licence à Paris. Après avoir fait paroître en diverses occasions un grand panchant pour introduire dans cette Université des doctrines nouvelles & étrangères, il se vanta en 1714. qu'il dicteroit dans le traité de la penitence qu'il devoit donner, une dissertation fort étendue en faveur de la suffisance de la crainte servile, qu'il appuyeroit sur la nouvelle Constitution. Il exécuta ce dessein avec peu de ménagement, qu'il embrassa les opinions les plus honteuses des Casuistes relâchez sur cette matière. Ces sentimens, jusqu'alors inconnus dans le Diocèse, y causant un grand scandale, M. Godinot, alors Syndic de la Faculté de Theologie, crut en devoir porter les plaintes à l'Assemblée du 5. Novembre 1715. Sur sa remoutrance, la Faculté nomma, selon la coutume, des Deputés pour examiner le traité de M. le Roux, & lui rapporter ce qu'ils y auroient trouvé de reprehensible. Ces Deputés suivant l'ordre de la Faculté commencerent le jour même par faire part de leur commission à M. l'Archevêque, qui leur dit que bien loin qu'il eût engagé ce Professeur à enseigner la suffisance de la crainte, il étoit lui-même très-persuadé de la nécessité de l'amour de Dieu pour être justifié dans le Sacrement de Penitence. En effet, lorsque ce Prelat eut connoissance des propositions scandaleuses qui lui étoient échappées, il lui en fit plus d'une fois des reproches très-vifs, dont M. le Roux ne se défendit d'abord qu'en disant, qu'il ne croyoit pas que le Roi dût mourir

fit & ce qui fit dire à M. de Reims cette parole remarquable : *Belle réponse pour un Theologien !*

Les Deputez en examinant le traité de M. le Roux y trouverent un grand nombre de propositions condamnables. Mais dans la vue de menager ce jeune Docteur, ils se bornèrent à neuf, qui leur parurent mériter plus d'attention. Ils en firent leur rapport à la Faculté dans l'Assemblée du 2. Decembre, & lui présenterent ces propositions, avec les qualifications dont ils estimoient qu'on devoit les flétrir. La Faculté ordonna qu'on en imprimeroit un *indicate* qui seroit distribué à tous les Docteurs, afin qu'ils y fissent en particulier leurs réflexions. On vit paroître quelques jours après un imprimé de huit pages, où M. le Roux tâchoit de justifier ces propositions; & le 31. Decembre il fit signifier au Syndic un acte où il protestoit contre tout ce qu'on pourroit entreprendre à son préjudice, & contesloit même à la Faculté le pouvoir de faire des censures. Il fut appelé & entendu dans l'Assemblée du 2. Janvier 1716. & l'espérance qu'il y donna, qu'il retracteroit les propositions, fit différer de douze jours le jugement qu'on devoit prononcer. Enfin la Faculté voyant avec douleur que tous les menagemens dont elle avoit usé étoient inutiles, & que M. le Roux venoit de lui faire signifier une nouvelle opposition, elle s'assembla le 14. Janvier, & condamna les neuf propositions qui lui avoient été dénoncées. Cette censure fut confirmée le 17. du même mois, & imprimée aussi-tôt en latin & en françois. M. le Roux en interjeta appel au Parlement, sur lequel la Faculté sure de ne s'être point écartée des regles les plus exactes, le fit anticiper : mais il n'osa poursuivre sur l'assignation qu'elle lui fit donner.

La Faculté de Theologie de Paris avertie par le bruit public & par le Syndic de Reims de tout ce qui s'étoit passé, n'eut pas moins de zele que celle de Reims, pour proscrire la mauvaise doctrine d'un de ses Docteurs. Cette affaire fit presque l'unique matiere de ses Assemblées pendant huit ou

neuf mois. Elle nomma pour l'examiner les mêmes Docteurs qui avoient été députés pour l'affaire de M. le Roinge. Elle entendit M. le Roux qui vint à l'Assemblée du 2. Mars; & reçut un écrit qu'il lui présenta pour la justification, où il se disculpoit sur la Bulle & sur l'Instruction pastorale des X L, de ce qu'on trouvoit de plus reprehensible dans son traité.

Les Deputez ayant remarqué dans l'examen qu'ils firent de ce traité, dont on leur avoit donné une copie, qu'il y avoit beaucoup d'autres choses dignes de censure, représenterent dans l'Assemblée du 2. Avril, qu'il seroit nécessaire d'ajouter quelques propositions à celles qui avoient été censurées par les Docteurs de Reims. La Faculté y ayant consenti, ils en ajoutèrent jusqu'à huit, ce qui fit avec les neuf anciennes le nombre de 17. propositions. Elles furent discutées dans plusieurs Assemblées, où opinèrent 131. Docteurs; & enfin condamnées dans celle du 16. Juillet suivant par les suffrages de 127; les quatre autres ayant été d'avis différens sur les qualifications, sans néanmoins approuver aucune des propositions. On ordonna en même tems qu'on mettroit à la tête de la censure une préface, & à la fin une Declaration de la Doctrine de la Faculté contraire à ces propositions; & les Deputez furent chargés de dresser l'une & l'autre.

La censure fut luë en cet état dans l'Assemblée du 23. Juillet, confirmée dans celle du 1. Août 1716. & signifiée à M. le Roux, qui fut en même tems sommé de se présenter à l'Assemblée ordinaire du 1. Septembre, ensuite à l'Assemblée extraordinaire indiquée au 9. du même mois, & pour la 3. fois à celle du 19. du même mois, pour y déclarer s'il vouloit acquiescer au jugement que la Faculté avoit porté de ses propositions. M. le Roux comparut à cette dernière Assemblée, où il prononça un discours peu convenable, dont il laissa sur le bureau une copie signée de sa main. Il le finissoit par prier la Faculté de lui accorder un délai d'un mois pour expliquer ses propositions, promettant que cette ex-

plication seroit telle que la Faculté en seroit satisfaite. On lui accorda ce délai ; mais à condition que dès ce jour-là même il seroit censé déchu & indigne des fonctions du Doctorat , au cas qu'il ne vint pas à résipiscence , & ne demandât pas pardon à la Faculté & du scandale qu'il avoit causé à l'Eglise par sa honteuse doctrine , & du discours nullement conforme à la modestie & au respect , qu'il venoit de prononcer.

La Faculté se rassembla le 22. Octobre pour entendre le rapport des Deputés qui avoient été chargés de recevoir les explications qu'il presenteroit , & d'en conférer avec lui pendant le mois qui lui avoit été accordé. Le rapport ne fut pas favorable à M. le Roux , qui n'avoit donné aux Deputés aucune marque de repentir. Et ce qu'il dit lui-même , lorsqu'il fut introduit dans l'Assemblée , convainquit tous les Docteurs de son attachement obstiné à tous ses sentimens ; car malgré la refutation que le Synode fit , & à laquelle toute l'Assemblée applaudit , de tout ce qu'il avoit allegué pour excuser ses propositions , & les exhortations tendres & pressantes par lesquelles il essaya de le gagner , il ne voulut jamais souscrire la censure qu'avec des additions qui en éluoient toute la force. Ainsi il fut conclu que dès ce jour-là son nom seroit effacé du catalogue des Docteurs ; & qu'il seroit déchu de tous les degrés de la Faculté. Dans la première assemblée générale de la Faculté des Arts qui se tint le 16. Decembre suivant , il fut aussi privé du degré de Maître ès Arts , au cas qu'il persistât jusqu'au mois de Février dans son opiniâtreté , & qu'il ne se soumit pas au jugement si juste & si solennel de la Faculté de Theologie. „ Mais „ il se consola (ce sont les termes d'une lettre écrite dans ce tems-là de Paris) il se „ consola de cette double exclusion par la „ Cure de Triel au Diocèse de Rouen , à „ laquelle M. Tourneli , Comme Grand- „ Vicaire de M. l'Archevêque de Lyon , „ Abbé de Fecan , le nomma , contre les „ intentions de ce Prelat , qui lui retira ses „ lettres de Grand-Vicaire pour en avoir „ fait un usage si contraire à toutes les re-

gles , mais très-conforme aux desirs des „ Jesuites , de la doctrine desquels M. le „ Roux avoit bien voulu être le martyr aux „ dépens de son honneur & de sa conscience.

Pour donner une idée de la censure de la Faculté de Theologie de Paris , dont nous venons de parler , nous en insérerons ici quelques articles , avec la declaration en entier.

I. PROP. DE M. LE ROUX. Nous nous attacherons principalement à prouver que selon la tradition de tous les siècles , la vraie penitence a pour motif la seule crainte ; que par la crainte la volonté est détournée de la creature , & tournée vers Dieu ; & qu'enfin la vraie justice est produite par la crainte , comme elle l'est par la charité.

CENSURE. Cette proposition est fautive , scandaleuse , temeraire , erronée ; & tant que par les dernières paroles il est porté que la crainte & la charité ont la même vertu pour obtenir la justice , elle est heretique.

IV. PROP. J. C. n'auroit pas donné plus de facilité pour le salut , si la charité prédominante étoit nécessaire.... On nous auroit imposé le joug (d'un amour prédominant) nécessaire aux Juifs , & un autre très onereux , auquel ils n'étoient pas sujets , savoir la Confession.

CENSURE. Ces propositions sont fausses , scandaleuses , offensives des oreilles pieuses , erronées , injurieuses à l'esprit de la Loi nouvelle & au mérite de la Passion de J. C.

XII. PROP. Par le precepte de l'amour de Dieu l'homme est tenu dans quelques circonstances de faire un acte de cet amour ; & ces circonstances sont le premier usage de la raison & le peril imminent de la mort.

CENSURE. Cette proposition qui restreint l'obligation de faire des actes d'amour à deux circonstances de la vie , est scandaleuse , pernicieuse , erronée & contraire au precepte d'aimer Dieu.

XIII. PROP. Juénin fait une instance , savoir , il s'ensuivroit de cet argument qu'un homme qui auroit vécu 40. ans dans l'impiété , & qui auroit reçu l'absolution sacramentelle , n'ayant qu'une simple ac-

trition, étant tout d'un coup surpris par une maladie mortelle, & ayant perdu l'usage de la raison, sera sauvé, quoiqu'il n'ait jamais aimé Dieu, pas même à la fin de sa vie; car il est justifié suivant notre sentiment, & il a droit à la béatitude éternelle. Nous avoions cela sans peine. . . Il n'y a aucun inconvenient qu'il soit sauvé, parce qu'il n'est obligé au precepte d'une dilection de Dieu formelle & explicite, que quand il a le pouvoir d'y satisfaire: or on suppose qu'il ne l'a pas: donc on ne peut lui imputer comme un péché de ce qu'il n'a pas fait un acte d'amour; autrement Dieu ordonneroit des choses impossibles.

CENSURE. Cette proposition est scandaleuse, offensive des oreilles pieuses, erronée & contraire au commandement de l'amour de Dieu.

DECLARATION de la doctrine de la Faculté.

Après avoir dissipé les tenebres de l'erreur, afin que les vérités chrétiennes soient exposées & conservées dans leur pureté, la sacrée Faculté a jugé à propos de déclarer quelle est sa doctrine sur la matière dont il s'agit; doctrine qu'elle a reçue de ses Peres, & qu'elle est fortement persuadée qu'elle doit défendre & enseigner à ceux qui sont de son corps.

I. Elle enseigne, qu'il faut continuellement inculquer aux Chrétiens, comme parle S. Augustin, cette regle de l'amour, „ qui est établie par l'autorité divine: *Vous aimerez votre prochain comme vous-même; & vous aimerez Dieu de tout votre cœur, de toute votre ame, de tout votre esprit*; afin que nous rapportions toutes nos affections, toutes nos actions, & toutes nos pensées à celui de qui nous tenons tout, ce que nous lui rapportons. Car quand il nous commande de l'aimer de tout notre cœur, de toute notre ame, de tout notre esprit, il ne laisse aucune partie de notre vie où il nous soit permis de ne le pas aimer, & qui puisse être vuide de cet amour, comme pour faire place à un au-

tre objet dont il nous soit permis de vouloir jouir. Mais il veut que si notre ame est touchée de l'amour de quelque autre objet, cet amour soit comme emporté vers Dieu par le torrent impetueux de notre amour, qui doit se porter tout entier vers cette source de toute bonté.

II. Que la crainte même surnaturelle de l'Enfer, quoiqu'elle soit bonne & utile, n'exclut pas néanmoins l'affection au péché, & ne suffit pas dans les adultes pour être justifiée, même dans les Sacrements de Baptême & de Penitence; mais qu'ouïe cette crainte, & les actes de foi & d'espérance, il faut un amour de Dieu, par lequel nous commençons, ainsi que l'enseigne le Concile de Trente, à aimer Dieu comme source de toute justice.

III. Que cet amour se porte vers Dieu, tant comme souverainement bon en lui-même, que comme notre souverain bien: deux regards que renferme la charité, troisième vertu theologale; ainsi qu'on le voit clairement par l'Ecriture, & que les SS. Peres l'ont enseigné.

IV. Qu'il n'y a que ce seul amour qui convertisse le cœur, en le tournant vers Dieu, & qui le détache de la créature.

V. Que les adultes ne peuvent recevoir la remission de leurs pechez dans les Sacrements de Baptême & de Penitence, sans un amour de Dieu par dessus toutes choses, qui soit un acte de charité au moins commencée.

VI. Enfin, la Faculté enseigne après le Concile de Trente, qu'encore qu'il arrive quelquefois que la contrition soit rendue parfaite par la charité, & qu'elle reconcille l'homme avec Dieu avant la réception actuelle du Sacrement de Penitence, la reconciliation néanmoins ne doit pas être attribuée à la contrition sans le vœu ou le desir du sacrement qui y est renfermé.

Cette Censure & cette Declaration furent adoptées par la Faculté de Theologie de Reims le 1. Octobre, par celle de Nantes le 9. Decembre 1716. & par l'Université de Caen le 9. Janvier 1717; & leurs

decrets se trouvent aussi dans le Recueil que nous avons cité.

Après cette longue digression, nous revenons à la suite de ce qui se passa dans l'Assemblée de Sorbonne du 1. Fevrier. Lorsque le Syndic eût rendu compte à la Faculté de l'affaire de M. le Roux, on continua la deliberation qui avoit été commencée dans l'Assemblée précédente. Plusieurs Docteurs qui avoient réfléchi serieusement sur l'état present des affaires & sur les grands maux que ne manqueroit pas de causer à la vérité le silence qui leur avoit été imposé, crurent devoir suivre l'ouverture que M. de Bordeaux avoit donnée dans son avis. Ils étoient retenus d'une part par l'assurance qu'ils avoient des bonnes intentions de M. le Regent; mais ils sentoient de l'autre la nécessité qu'il y avoit de représenter aux Puissances qu'elles ne sont pas en droit de fermer la bouche sur des matieres de Religion à ceux que leur état & leur profession obligent de rendre temoignage à la vérité. On leur faisoit esperer la paix; & ils ne pouvoient se persuader que cette paix fût solide & veritable, si on ne mettoit la vérité hors d'atteinte. La voie des explications étoit encore au goût de plusieurs personnes; & cette voie leur paroissoit également dangereuse & impraticable. Ainsi ils croyoient qu'il étoit d'une conséquence extrême que la Faculté ne différât point à s'expliquer sur le fond de la Constitution, afin d'affermir ses sujets dans le seul parti conforme à la vérité & à la justice qu'ils devoient prendre dans cette affaire. Ils se fortifioient encore dans cette pensée par les exemples anciens de l'histoire de l'Eglise: „ Que ferez-vous, disoient les Deputez de l'Empereur Constant à l'Abbé S. Maxime dans le tems du Monothélisme: „ Que ferez-vous, si les „ Romains prennent le parti des Byzantins, „ & se declarent avec eux pour le Type? „ Le S. Esprit, répondit Maxime, a anathématisé par la bouche de S. Paul les „ Anges mêmes, s'ils enseignent autre chose que ce qui a été prêché. Nous savons bien, lui dirent encore les mêmes Deputez, que ce que vous dites est veritable:

„ mais vous ne devez pas irriter mal à propos l'Empereur qui n'a fait le Type que pour le bien de la paix, ni chagriner un Prince qui bien éloigné de vouloir rien ôter à J. C. de ce qui lui appartient, a seulement voulu imposer silence sur des termes qui ne servoient qu'à troubler les esprits. A ces paroles Maxime se prosterna en terre en pleurant, & dit: Le pieux & religieux Empereur ne doit pas se fâcher contre moi, puisque je ne parle que parce que je ne puis contrister Dieu-même en taisant ce qu'il a ordonné de dire & de confesser. Ce S. Abbé répondant dans une autre conference à Theodose Evêque de Bithinie, qui lui avoit été envoyé par le Patriarche de Constantinople: Quel est le fidèle, dit-il, qui puisse recevoir un accommodement qui supprime les paroles des Apôtres, des Prophetes & des SS. Docteurs? ... Prenez garde que sous pretexte de paix nous ne tombions dans l'apostasie, qui selon l'Apôtre doit preceder l'Antechrist.

M. l'Abbé d'Asfeld fut un de ceux qui firent valoir ces raisons avec plus de force; & qui se déclara des premiers pour l'avis de M. de Bordeaux, c'est-à-dire pour députer à M. le Regent, & lui représenter combien il étoit fâcheux & difficile à des personnes qui s'étoient engagées par un serment solennel à défendre la vérité, de garder le silence dans une cause qui étoit toute de Religion. Il fut suivi par plusieurs autres Docteurs: mais on ne pût encore achever ce jour-là la deliberation; & l'Assemblée étoit près de se separer, lorsque les Docteurs Molinistes lui firent signifier un acte d'appel, dont il est nécessaire, pour la suite, de marquer ici le contenu.

Il étoit intitulé, *A la requête de MM. Charon, Du Mas, Lenllier Curé de S. Louis, Chenu, Retart, Townely, Pille, Lenllier Grand-maitre du College du Cardinal le Moine, Le Moine I, Le Seigneur, Clavet, Boudoux, Smith, & Bonnedame Chanoine de Reims.* Ils y signifioient à M. Ravechet tant pour lui que pour les Docteurs assemblez en Sorbonne, *Que le 4. Janvier 1716. il*
avoit

avoit été fait une conclusion contre les regles, par laquelle on avoit déclaré faux, supposé, & comme tel biffé le Decret fait en 1714. sur l'acceptation de la Bulle UNIGENITUS, qui avoit été adressée à la Faculté par S. M. en conséquence de ses Lettres patentes enregistrees au Parlement : Que le 8. Janvier M. Ravechet ayant eu ordre de M. le Regent de ne laisser faire aucune mention ni directe ni indirecte de la Constitution, avoit dissimulé cet ordre, & avoit fait lire avant toutes choses la Conclusion du 4. Janvier & le discours qu'il avoit prononcé tendant à soutenir les conclusions des 2. & 3. Decembre 1715. A quoi plusieurs Docteurs s'étoient opposés, & que M. Ravechet n'avoit point fait mention de leur opposition dans la conclusion du même jour 8. Janvier : Que surpris de la conduite dudit Sieur Ravechet, qu'ils regardoient comme la cause principale de toutes ces perjurifications, ils s'étoient crus obligés de se pourvoir : Qu'ainsi après avoir déjà déclaré qu'ils s'opposoient à la conclusion du 4. Janvier, & à celles du 2. & du 3. Decembre, comme étant contraires aux ordres de S. A. R. aux Lettres patentes de S. M. aux statuts de la Faculté, & injurieuses à la memoire du feu Roi, ils se pourvoient pour Appellants à Nosseigneurs de Parlement, des susdites Conclusions, & entendoient poursuivre cet appel sous le bon-plaisir de S. A. R.

La signification de cet acte determina la Faculté à indiquer une Assemblée extraordinaire pour le 5. du mois, où l'on traiteroit de cette affaire, & où l'on continueroit la deliberation commencée dans les deux Assemblées precedentes.

ASSEMBLÉE du 5. Fevrier 1716.

Le Syndic ouvrit l'Assemblée du 5. Fevrier par un discours fort long, mais necessaire pour se justifier lui-même, aussi bien que la Faculté, des griefs contenus dans l'acte d'appel dont nous venons de parler. Il répondit exactement à tous ces griefs. Nous nous contenterons de remarquer ce qu'il dit sur les deux principaux. Les Docteurs oppoans l'accusoient d'avoir manqué de respect pour les ordres de M. le Regent.

Il ne craignoit point de dire ; qu'il n'avoit rien fait sans consulter ce Prince, & il en rapporta des preuves sans repliche. Ils lui reprochoient en second lieu d'être la cause de tout ce qui s'étoit fait dans les dernieres Assemblées. Il fit voir que c'étoit eux-mêmes qui y avoient donné occasion par les plaintes & les oppositions qu'ils avoient formées, & par les pièges qu'ils avoient tendus à la Faculté. „ J'étois moi-même, dit-il, „ opposé à vos démarches, & j'attends de „ votre bonté le pardon de tout ce que me „ firent faire alors un amour inconsidéré de „ la paix, & une crainte frivole du partage „ que ces questions pourroient exciter en- „ tre vous. Je croyois que dans les circon- „ stances où l'on se trouvoit, il eût été plus „ utile de differer à deliberer sur ces matie- „ res : mais tout ce que je dis alors, je le „ dis de moi-même, & comme proposant „ mon avis particulier ; car j'étois bien „ éloigné de mettre aucun obstacle aux me- „ sures que votre sagesse vous faisoit juger „ être plus convenables que le silence que „ je proposois, & qui étoient effectivo- „ ment plus proportionnées à l'utilité pu- „ blique, plus conformes à votre veritable „ gloire, & plus avantageuses à la verité. „ C'est pour cela qu'on ne m'a point vu „ abuser du pouvoir de ma charge, pour „ refuser de compter vos suffrages, ou pour „ les interpreter dans un sens contraire à „ vos intentions. Tout s'est passé dans nos „ Assemblées suivant les loix de la Faculté ; „ & il m'eût été bien difficile de vous en „ imposer, puisqu'on y a toujours vu regner „ l'unanimité. Enfin, ajoutez-il en finis- „ sant, j'ai toujours eu en horreur les arti- „ fices d'une politique fourbe & trompeuse ; la droiture & la simplicité ont accom- „ pagné tous mes pas. J'ai appris dès mon „ enfance de Salomon, que qui marche avec „ simplicité, marche avec confiance.

Après ce discours le Syndic forma son requisitoire ; & il le fit en ces termes : „ Je „ demande qu'il plaise à la Compagnie de „ remettre à une autre assemblée qui sera „ incessamment convoquée, l'examen de tou- „ tes les affaires particulieres, & celles-

„ mêmes sur lesquelles elle a déjà commen-
 „ cé à deliberer dans les Assemblées prece-
 „ dentes , afin de ne s'occuper dans celle-
 „ ci que de l'acte d'appel qui nous a été
 „ signifié. Et par rapport à cette affaire , je
 „ demande qu'on pardonne aux Docteurs
 „ opposans toutes les calomnies qu'ils ont
 „ pu avancer contre moi , comme les leur
 „ ayant déjà pardonnées moi-même dans
 „ toute la sincerité de mon cœur ; & je su-
 „ plie qu'on me donne acte de ce pardon
 „ que je leur accorde. 2. Je demande que
 „ la Faculté delibere sur leur acte d'appel
 „ pour prendre à ce sujet les mesures qu'elle
 „ jugera les plus convenables ; & que dans
 „ cette deliberation on évite avec soin de
 „ toucher à la question de l'acceptation pré-
 „ tendue de la Bulle.

Avant que de commencer la delibera-
 tion , quelques Docteurs avertirent que
 ceux qui avoient signé l'acte d'appel , ne
 pouvoient , selon les regles , y assister. Ils
 en conviurent eux-mêmes après quelques
 difficultés que fit M. Chartron , & ils sor-
 tirent tous à l'exception de M. Smith , qui
 avoit donné quelques jours auparavant un
 desistement de son appel. On fit sortir de
 même pendant le cours de la deliberation
 dix autres Docteurs , de la part desquels on
 apporta au Syndic un nouvel acte d'appel ,
 par lequel ils se joignoient aux treize pre-
 miers. C'étoient MM. Lochon , Mariou ,
 Le Sage , Du Mont , qui se retracta quel-
 ques jours après , De la Pierre , Principal
 du College de la Marche , Ludron Curé de
 S. Nicolas du Chardonnet , Le Moine II ,
 D'Argenté Aumônier du Roi , Henciau &
 le P. Du Fresne Augustin. Quand les pre-
 miers furent dehors , le Syndic avant qu'on
 commençât à opiner , representa qu'il fal-
 loit faire connoître par la maniere dont se
 feroit cette deliberation quels étoient les
Esprits échauffez qui avoient jusqu'alors mis
 le trouble dans les assemblées. On le connut
 en effet ; car il n'y eut jamais de delibera-
 tion plus tranquille & plus paisible que celle
 de ce jour-là , où 130. D^{ct}eurs opinerent.
 La conclusion fut dressée conformément à
 l'avis de M. Hudeux , & conçue en ces termes.

„ La Faculté , de l'avis de 108. Doc-
 „ teurs , declare qu'il ne faut avoir nul
 „ égard à l'opposition formée par plusieurs
 „ Docteurs à ses dernieres conclusions. Elle
 „ declare de plus , que l'acte de leur oppo-
 „ sition contieut plusieurs choses fausses ,
 „ calomnieuses , injurieuses à tout le Corps ,
 „ & en particulier à M. le Syndic. Elle a ap-
 „ prouvé & approuve tout ce que M. le
 „ Syndic a dit & fait jusqu'à present , & veut
 „ qu'il lui soit remis entre les mains un
 „ acte de la presente declaration. Enfin , de
 „ l'avis de 70. Docteurs , elle a , à cause
 „ des outrages susdits , interdit l'entrée de
 „ ses Assemblées , tant publiques que parti-
 „ culieres , aux Docteurs opposans , jusqu'à
 „ ce qu'ils aient fait satisfaction à la Com-
 „ pagnie & à M. le Syndic , ou qu'il en
 „ ait été autrement ordonné par le Par-
 „ lement.

On voit par cette conclusion , qu'il n'y
 eut que 70. Docteurs qui furent du senti-
 ment de la seconde partie. Le sentiment des
 autres fut , qu'on ne prononçât aucune peine
 contre les Docteurs opposans , & qu'on se
 contentât d'informer M. le Regent de ce
 qui s'étoit passé. Et on remarqua que ceux
 qui embrassèrent cet avis modéré , furent
 ceux qui avoient opiné avec le plus de force
 & de zèle contre le faux Decret de 1714.

ASSEMBLÉE du 10. Fevrier. 1716.

La Faculté s'assembla encore extraordi-
 nairement le 10. Fevrier , afin de terminer
 les affaires qui avoient été commencées. Il
 n'y en a que deux qui aient rapport à nôtre
 sujet. La 1^{re} fut l'acte qui fut delivré au
 Syndic par lequel la Faculté approuvoit tout
 ce qu'il avoit fait en faveur des conclusions
 de ses dernieres Assemblées. Les *Conscripteurs*
 en avoient dressé un projet , où ils rappor-
 toient en abrégé tout ce que M. Ravechet
 avoit fait dans les différentes Assemblées
 tenues depuis son élection. Ce projet fut lu
 & approuvé par la Faculté , qui ordonna
 qu'il seroit remis au Syndic dans une forme
 authentique.

La 2^e affaire fut la retractation d'un Sul-

picien , Bachelier de la dernière Licence , nommé d'Ivry. Il avoit été exclus de la Licence à cause d'une thèse qu'il avoit soutenue en 1715, précisément dans le tems qu'on menaçoit de déposer M. le Cardinal de Noailles , & où il avoit mis sans aucune modification : *Que les causes majeures, telles que sont les questions de foi & de discipline, sont devolues au jugement du souverain Pontife.* Il parut à l'Assemblée avec un air modeste & humilié , & lui présenta une Déclaration signée de sa main , par laquelle il retraçoit la proposition de sa thèse , & reconnoissoit , que la juridiction des Evêques tire immédiatement son origine de J. C. Qu'ils sont aussi de droit divin juges dans les matières de foi & de discipline , soit qu'ils les décident avec le Pape , soit qu'ils les examinent après qu'il en a porté son jugement ; & que les causes où il s'agit de leur déposition , doivent être premierement traitées & décidées dans les Conciles provinciaux , & n'être portées au Pape qu'en observant auparavant l'ordre des jugemens , & conformément aux loix du Royaume. On lui fit grâce à cause de sa retraction , à condition néanmoins que dans sa dernière thèse il soutiendrait les propositions de l'Assemblée du Clergé de 1682 : & on ordonna que cette retraction seroit imprimée & insérée dans les registres de la Faculté. Un Docteur avoit dit en opinant qu'il auroit fallu obliger toute l'Ecole Sulpicienne à la signer , puisque c'étoit dans son sein que ce jeune Bachelier avoit puisé des sentimens si pernicieux à l'Eglise & à l'Etat.

Nous interrompons ici la relation des assemblées de Sorbonne , afin de rendre compte de ce qui se passa sur le même sujet , à Nantes , à Reims & à Caen , & afin de rapporter quelques autres événemens antérieurs au tems jusqu'où nous venons de conduire les affaires de Sorbonne , qui se trouveront désormais mêlées avec les démarches des Evêques & des Parlemens.

* MM. Cassard , du Moulin , Galliot , Arnollet , Le Jeune , Drouet , Nezan , Melinet , De la

§. XLIX.

La Faculté de Theologie de Nantes casse le Decret par lequel elle paroissoit avoir accepté la Constitution. Suites qu'a cette démarche. Mandement de M. l'Evêque de Vannes , qui défend à ses diocésains d'étudier dans cette Université. M. l'Evêque de Nantes fait la même chose : ses Docteurs demeurent fermes , & ont recours à la Sorbonne.

LA Faculté de Theologie de Nantes fut la première à suivre l'exemple de celle de Paris. Dans l'Assemblée ordinaire du 2. Janvier 1716 , M. Fouré Syndic représenta qu'il lui étoit souvent revenu , que le decret du 15. Mai 1714. étoit un sujet de scandale pour plusieurs personnes qui le trouvoient trop obscur , & peu conforme aux regles de l'équité & de la vérité , & qui pensoient qu'il donnoit lieu de croire que la Faculté avoit reçu la Constitution, quoiqu'elle n'eût eu intention de recevoir que la doctrine de l'Instruction pastorale des Evêques ; & que d'ailleurs cette Instruction ne paroissant pas elle-même suffisante , il requeroit , aux instances de plusieurs de ses confreres , que ce Decret fût relu , afin d'être corrigé , ou même abrogé , si la Faculté le jugeoit à propos.

De 15. Docteurs qui composoient l'Assemblée , deux seulement , savoir M. Rubion & le P. Ruelland Cordelier , furent d'avis , le premier qu'on députât à M. l'Evêque avant que de prendre aucune résolution sur cette affaire , & le second , qu'on convoquât une Assemblée expresse pour cette affaire où tous les Docteurs fussent invités. * Les treize autres se trouverent de sentiment que le Decret fût cassé , & déclarerent d'une voix unanime , qu'ils n'avoient point eu intention de recevoir la Constitution , ni d'attribuer aucune erreur à l'Auteur des *Reflexions Morales*. Quelques-uns mêmes firent des excuses de la faute qu'ils reconnoissoient avoir commises , en ne s'opposant pas aux alterations qu'on avoit faites

Porte , Flaneri , les PP. Le Fevre & de la Marque del'Oratoire , & le Syndic.

à ce Decret. On forma sur leurs avis la conclusion suivante,

„ La Faculté declare que par le Decret
„ fait le 15 May 1714 & confirmé le 1
„ Juin de la même année, au sujet de l'ac-
„ ceptation de la Bulle *Unigenitus*, & en-
„ semble de l'Instruction pastorale, son in-
„ tention n'a point été suffisamment expri-
„ mée, & qu'il n'a point été assez pourvu
„ à la verité & à l'équité. C'est pourquoi,
„ afin de retrancher toute occasion de scan-
„ dale, elle supprime, abroge & casse le
„ susdit Decret.

M. l'Evêque de Nantes averti de ce qui s'étoit passé, manda M. Drouet Grefrier de la Faculté, & deux autres Docteurs qui demeuroient comme lui au Seminaire. Il leur fit des reproches de ce qu'ils avoient entrepris de faire une pareille chose sans le consulter, & les menaça de les interdire & de les chasser du Seminaire. Il se contenta néanmoins, jusqu'à ce qu'il eût réponse de M. le Regent, de leur ôter les pouvoirs de prêcher & de confesser. Mais les Jesuites & leurs adherans qui étoient du conseil de ce Prelat, trouverent cette conduite trop modérée, & l'engagerent à envoyer trois jours après ordre à ces trois Docteurs de sortir du Seminaire. Les jours suivans, jusqu'à la fin du mois, furent presque tous marquez par l'interdit de quelqu'un des autres Docteurs. Chanoines de la Cathedrale, Curez, Vicaires de la plus grande Paroisse de la ville, Superieur de l'Oratoire, Professeurs en Theologie, tout fut interdit. On n'épargna pas même M. Du Moulin-Henriet, homme de condition, Archidiaque & Chanoine de la Cathedrale, & l'un des grands-Vicaires du Prelat. Tout le ménagement qu'on eut pour lui, fut de lui donner 15. jours pour se reconnoître, ou plutôt pour garder un reste de bienfaisance; car M. de Nantes n'ignoroit pas qu'il n'y avoit point à espérer qu'il changeât, M. du Moulin ne lui avoit dissimulé dans aucun tems ce qu'il pensoit de la Bulle & du decret qu'on avoit extorqué de la Faculté. C'est pourquoi ce Prelat lui ayant dit au bout des 15. jours qu'il étoit excommunié, il lui demanda avec fer-

meté, en vertu dequoi il pouvoit l'être ? C'est, lui repondit l'Evêque, que vous ne recevez pas la Constitution. Et pourquoi, lui repliqua M. du Moulin, le suis-je plus à présent, que je ne l'étois toutes les fois que je vous ai déclaré que je ne la recevois pas ? C'est, repartit M. de Nantes, que vous ne le disiez qu'à moi, & aujourd'hui vous le dites publiquement. M. du Moulin quitta là dessus l'Evêque, qui lui retira ses lettres de grand-Vicaire & tous ses pouvoirs, & ne lui laissa, comme aux autres Docteurs, que la seule fonction de dire la Messe, qu'il ne pouvoit pas leur ôter sans leur faire leur procez. Et encore l'un d'entr'eux, qui étoit aumônier des Religieuses de la Visitation, fut-il obligé de cesser de la dire chez elles; la Superieure & plusieurs Religieuses de cette maison, dont les Jesuites étoient absolument les maîtres, le regardant comme un heretique & un excommunié, & n'assitant à sa Messe qu'avec la repugnance que leur inspiroit cette prévention. Peu de jours après il y eut une défense generale à toutes les Religieuses de donner des ornemens à aucun des Docteurs refractaires. M. Flaneri l'un deux, Irlandois de nation, qui demouroit à la Communauté des Prêtres Irlandois, reçut ordre d'en sortir; & on obligea son propre oncle, Superieur de cette Communauté, de le lui signifier.

On étendit le ressentiment jusqu'à ceux qui leur étoient favorables. M. des Joncheres vicillard venerable âgé de plus de 86. ans, ancien Archidiaque & Chanoine de Nantes, qui gouvernoit depuis plus de 40. ans le Seminaire, au bâtiment duquel il avoit consacré une partie de son bien, & qui avoit rendu à cette Eglise des services presque infinis, fut remercié, quoiqu'il n'eût point eu de part au decret. On fit le même traitement à un autre Ecclesiastique également respectable qui n'avoit point non plus contribué au decret, c'est M. de la Noc-Menard le plus saint Prêtre du diocèse, connu par l'excellent Catechisme qu'il a donné au Diocèse. Il étoit chargé du soin des catechismes de la ville, dont il s'acquittoit depuis plus de 25. ans avec un fruit

merveilleux : il fut aussi depouillé de cet emploi , & chassé du Seminaire , dont il avoit le soin sous M. des Joncheres , & qu'il conduisoit depuis plusieurs années avec une application & un succès extraordinaire. Il se retira à la Communauté de S. Clement , où il mourut 18. mois après dans une reputation generale de sainteté , & l'on assure que Dieu illustra son tombeau par des miracles si éclatans , que ses ennemis ne trouverent point d'autre moyen d'empêcher l'impression qu'ils faisoient sur le public , que de deterrer son corps pour le jeter dans la riviere : ce qu'ils auroient exécuté , s'ils n'avoient été decouverts au milieu de leur travail.

Pour rendre toutes ces punitions plus irrevocables , on engagea M. l'Evêque de Nantes à les publier dans tout son Diocèse par une lettre circulaire imprimée & datée du 8. Fevrier , qu'il adressa à tous ses Curez , pour les avertir des changemens que le procede injurieux au Pape , aux Evêques de France , à lui en particulier , & par conséquent à la Religion , qu'avait tenu sa Faculté de Theologie (c'étoient ses termes) l'avoit obligé de faire dans le gouvernement de son Eglise. Il y marquoit entr'autres choses : 1. Qu'il avoit ôté tous ses pouvoirs à M. l'Abbé du Moulin son Grand-Vicaire : 2. Qu'il avoit fait M. Clenet , Doyen de la Faculté , & l'un des opposans , Supérieur de son Seminaire (à la place de M. des Joncheres) 3. Qu'il avoit chargé M. de la Biotiere Bignet Chanoine de la Cathedrale (homme notoirement devoué aux Jesuites , & inepte pour cet emploi) de la conduite du petit Seminaire (à la place de M. Fouré Chanoine & Syndic de la Faculté , qui le gouvernoit depuis près de 30. ans , & qui avoit fait pour cette œuvre des dépenses considerables) 4. Et qu'enfin il avoit donné la direction des Cathedristes de la ville (qu'avait auparavant M. de la Noc-Menard) à M. Daniel , qu'il avoit aussi fait l'un des directeurs de son Seminaire.

M. de Nantes ne fut pas le seul Evêque de Bretagne qui marqua son chagrin du decret du 2. Janvier , M. d'Angoules Evêque

de Vannes montra le sien par un Mandement du 31. du même mois , que tout le monde attribua au fameux P. Timothée Coadjuteur de Babylone , qui s'étoit retiré auprès de lui. Il le commençoit par une autorité tirée , non de l'Ecriture sainte ou des SS. Peres , mais du poëte Virgile. „ C'est , „ disoit-il , le proverbe de tous les tems & „ le plus averé , que nous ne devons jamais „ plus craindre pour nôtre maison , que „ quand celle de nôtre voisin brule : Cum „ proximus ardet Eucalegon ; & il n'y a point „ à hesiter pour lors à tailler & à couper „ pour empêcher le feu de se communiquer. „ Dans cette vûë , ajoûtoit-il , nous croyons „ du devoir de nôtre ministère de prendre , „ comme nous faisons , la resolution de ne „ plus admettre dorénavant à l'état Ecclesiastique & aux saints Ordres tous ceux „ de nôtre Diocèse qui étudieront dans l'Université de Nantes , où ils ne peuvent „ succer qu'un lait cangrené , & se repaître „ d'une doctrine pestiferée &c.

M. l'Evêque de Nantes eut une grande joie de voir la conduite justifiée par ce Mandement , & il disoit hautement qu'on en verroit bien-tôt de semblables des autres Evêques de la province. Mais ils furent arrêtés par une lettre circulaire que M. l'Intendant leur écrivit en consequence des ordres qu'il reçut de M. le Regent. Il leur marquoit , que Son Altesse Royale , qui travailloit à retablir la paix & l'union dans l'Eglise , desiroit qu'ils ne fissent paroître aucun Mandement public de la nature de celui-là , & qu'elle se promettoit de leur sagesse & de leur prudence qu'ils se conformeroient sur cela à ses intentions.

Cet ordre n'empêcha point M. de Nantes de suivre la route qui lui avoit été indiquée par son Collegue. Au défaut d'un Mandement qui défendit à ses diocésains d'étudier dans l'Université , il s'eût trouver d'autres moyens d'en desferter les écoles. Il n'admira six ou sept jeunes gens qui se présenterent les premiers à la tonsure , qu'en leur faisant promettre qu'ils n'étudioient point en Theologie sous les Professeurs de l'Université , & en leur faisant signer qu'ils

se soumettoient aux Constitutions d'Innocent X, d'Alexandre VII, & à la Constitution *Unigenitus*. Il exigea la même signature de tous ceux qui demandèrent quelque grâce. Ce ne fut qu'à ce prix qu'il accorda les emplois, les stations pour le Carême, les *viva* pour les bénéfices, & les permissions aux étrangers de dire la Messe dans le diocèse ; & l'exclusion étoit marquée pour tous ceux qui le refusoient. Mais ce Prelat ne découvrit bien clairement le dessein qu'il avoit de ruiner les écoles de Theologie de la Faculté, dont les chaires sont affectées aux Prêtres de l'Oratoire, que lorsqu'il fit venir à son Séminaire quatre Sulpiciens pour y remplacer les quatre Directeurs qu'il en venoit de chasser, & qu'il y fit ouvrir par l'un d'eux & par M. Daniel une école publique de Theologie. Il voulut la preconiser lui-même, en assistant à la première conférence publique. En entrant au Séminaire, il dit qu'il falloit commencer par aller à la Chapelle rendre grâces à Dieu de ce qu'il avoit purgé cette maison de l'erreur. Puis il passa à la salle de la conférence, où il déclara publiquement aux jeunes gens qui s'y trouverent en foule, qu'il ne donneroit ni ordres ni bénéfices à ceux qui étudioient en Theologie à l'Oratoire, qu'on la professeroit au Séminaire soir & matin, & qu'ils en avertisseient tous leurs amis. Cette menace produisit son effet : la nouvelle école du Séminaire se peupla des débris de celle de l'Oratoire ; & plus de six vingts écoliers qui étudioient dans celle-ci, se trouverent en peu de jours réduits à quinze ou seize.

Pendant que M. l'Evêque de Nantes donnoit aux Docteurs ces dernières marques de son indignation, ils travailloient à s'en rendre encore plus dignes, en soutenant la guerre intestine que leur déclarerent aussi quelques uns de leurs propres Confreres. La Faculté s'assembla à l'ordinaire le 1. jour de Février, & outre les 15. Docteurs qui avoient assisté à l'Assemblée du 2. Janvier, M. Clenet Doyen, M. de la Bête, le P. Corvasier & le P. Faon Cordeliers, se joignirent à celle-ci. Elle commença, selon

l'usage, par la lecture du decret fait dans la précédente : après quoi on delibera sur la confirmation de ce même decret.

M. Clenet commença la délibération par une remontrance qu'il fit à la Faculté sur ce qui s'étoit passé à la dernière Assemblée, à laquelle il ne s'étoit point trouvé. Il se plaignit qu'on eût entrepris de casser le decret de 1714. dans une Assemblée dont il étoit absent, & sans lui en avoir rien communiqué. Sur quoi M. de la Porte lui soutint en pleine Faculté, qu'il lui en avoit parlé le matin du 2. Janvier ; & M. Clenet ne put le nier. (Cela ne l'empêcha pas, comme nous le verrons bien-tôt, de faire la même plainte quatre jours après dans un écrit imprimé qu'il signifia à la Faculté.) Il allegua ensuite plusieurs raisons qui tendoient à la cassation du decret du 2. Janvier : il fit beaucoup valoir l'obéissance due au Pape & aux Evêques ; & il ajouta qu'au moins étoit-on inexcusable de n'avoir pas eû égard au sentiment de M. Rubion, qui vouloit qu'on consultât M. l'Evêque de Nantes.

Il fut suivi dans le cours de la délibération par les trois autres nouveaux Docteurs que nous venons de nommer, & par M. Rubion & le P. Ruelland, qui ne firent que repeter les mêmes raisons qu'il avoit dites. Mais les treize autres furent pour la confirmation du decret, & quelques-uns d'entre eux refuterent avec beaucoup de solidité les raisons de M. Clenet. Ils établirent sur tout le droit qu'avoient les Facultez de Theologie de faire des censures, sans être obligées de consulter les Evêques des lieux où elles étoient établies : ils prouverent par divers exemples que la Faculté de Nantes étoit en possession de ce droit ; & ils se plaignirent à leur tour de l'injure que lui faisoient M. Clenet & ses adhérens, qui cherchoient à l'en dépouiller.

On recueillit les voix, & à la pluralité de treize contre cinq, ou contre six, si on y comprend M. Clenet Doyen, le decret se trouva confirmé. Mais M. Clenet, contre la disposition expresse des statuts de la Faculté, refusa de prononcer la conclusion.

Sur son refus M. Fouré Syndic & Soudoyen le fit, selon que l'ordonnent les mêmes statuts. Alors le Doyen & ses cinq adhérens declarerent qu'ils s'opposoient au decret & à la confirmation, & ils demanderent acte de leur protestation & opposition.

Sur cette demande M. Fouré requit que la Faculté délibérât préalablement sur ces deux questions. La 1, si la délibération devoit se faire en présence des opposans qui étoient parties; ou s'ils ne seroient pas tenus de sortir pendant la délibération. La 2, si M. Cleten étant du nombre des opposans pouvoit néanmoins à cause de sa qualité de Doyen présider à l'Assemblée, recueillir les voix, & prononcer la conclusion. La 1. question fut d'abord décidée par l'exemple des opposans de Sorbonne, qui étoient sortis à la premiere sommation qu'on leur en avoit faite. On entamoit la 2. question, lorsque le P. Ruelland sortit brusquement de l'Assemblée, & y fit entrer deux Notaires qui étoient à la porte, pour lire une protestation qu'ils avoient toute dressée. La Faculté n'ayant pas voulu le permettre, jusqu'à ce qu'elle eût auparavant délibéré sur la demande des opposans, elle se sépara après avoir dressé un Procès-verbal de tout ce qui s'étoit passé. Les opposans de leur côté firent leur protestation au Syndic par un Huissier, & ils la firent ensuite imprimer.

La Faculté dissimula l'affront qui lui étoit fait par cette protestation, jusqu'à l'Assemblée ordinaire du 2. Mars, que M. Fouré Syndic lui en représenta la signification, & requit qu'on délibérât sur cette affaire. Les six opposans, qui étoient présens, furent sommés trois fois de sortir, pour laisser la liberté des suffrages, & trois fois ils le refuserent. Tous les Docteurs avoient eu des imprimez de la protestation, & ils en connoissoient les défauts. Cependant, pour ne rien faire avec précipitation, la Faculté nomma deux Commissaires, savoir MM. Cassard & Galliot, pour en cotter les griefs, & en faire leur rapport le Lundi suivant 9. de Mars, auquel jour on indiqua une Assemblée extraordinaire. Mais les six oppo-

sans firent aussitôt signifier à la Faculté qu'ils ne la reconnoissoient point pour juge, quoiqu'elle ait par ses statuts la juridiction correctionnelle sur ses membres, confirmée par des arrêts du Parlement de Bretagne.

Cette chicane n'empêcha point la Faculté de s'assembler au jour marqué. Les Commissaires y firent leur rapport, & présenterent 18. griefs contre la protestation, sur lesquels leur avis étoit que la Faculté devoit demander satisfaction. Les principaux de ces griefs étoient.

1, Le procédé du P. Ruelland qui avoit fait entrer de sa seule autorité deux Notaires dans l'Assemblée du 1. Fevrier; & celui des six opposans qui y avoient voulu faire lire leur protestation avant que la Faculté eût délibéré si elle la recevroit ou non, & qui l'avoient ensuite renduë publique par l'impression.

2, Une falsification faite dans le decret de 1714. imprimé, que les opposans distribuoient, où au lieu du mot *EA*, ils avoient mis *EAM*; c'est-à-dire en françois, qu'au lieu de ces mots, *La Constitution & le Mandement seront enregistrés*, qui étoient dans ce decret, ils y avoient mis seulement, *La Constitution sera enregistrée.*

3, Les plaintes injustes contre la Faculté, à qui ils faisoient un crime de n'avoir pas appelé les Docteurs qu'elle devoit appeller à l'Assemblée du 2. Janvier, comme s'ils n'étoient pas tous appelez de droit aux Assemblées ordinaires, telle qu'étoit celle-là: de n'avoir pas lu les pieces nécessaires pour former son decret, quoiqu'il n'y en eût point d'autre à lire que le decret de 1714. qui avoit été lu: d'avoir agi avec précipitation & contre les regles, quoique tout se fût fait avec une pleine liberté & avec un mur examen dans une Assemblée du *prima mensis*, où suivant les statuts *toutes les affaires de la Faculté doivent se traiter*, & où par cette raison l'on mulcté d'une amande pécuniaire les Docteurs qui s'en absentent.

4, La plainte particuliere du P. Corvazier, qui se plaignoit comme d'une *fausseté évidente*, de ce qu'à la tête du decret on avoit mis son nom avec ceux des Docteurs

qui y étoient présens , quoiqu'il eût alors la goutte & qu'il fût absent : ce qui étoit une véritable insulte ; l'usage de la Faculté étant de reputer présens ceux qui sont avertir qu'ils sont malades ou retenus par quelque empêchement légitime, pour n'être pas mulctés comme absens ; & le Scribe n'ayant employé le nom du P. Corvasier comme présent, qu'à l'instance du P. Ruelland son Confreze, qui l'avoit excusé par son incommodité, & avoit prié qu'on l'établît présent.

5, La plainte semblable du P. Ruelland & de M. Rubion qui se plaignoient aussi comme d'une *fausseté évidente* de ce qu'on les avoit établis présens avec tous les autres *comme ayant été du même avis* : ce qui étoit une calomnie ; n'étant point rapporté sur le registre que ces deux Docteurs eussent été de l'avis des treize autres ; & la règle n'étant pas de marquer dans un decret les différens avis des opinans , mais seulement de le rediger suivant l'avis du plus grand nombre.

6, La plainte également déraisonnable répétée par M. Clener, qui prétendoit qu'on avoit affecté de lui cacher le dessein de ce decret ; puisqu'il n'y en avoit encore aucun de formé par la Faculté, & qu'on lui avoit communiqué la seule résolution où étoient quelques Docteurs d'annuler le decret de 1714, comme M. de la Porte le lui avoit soutenu.

7, Les termes injurieux dans lesquels les opposans parloient du decret du 2. Janvier qu'ils traitoient de *subreptice*, d'*entreprise clandestinement concertée & temerairement exécutée*.

8, La hardiesse avec laquelle ils osoient prononcer que ce decret étoit *injurieux au S. Siege & à Nosseigneurs les Evêques*, & qu'il contenoit des faits *contraires à la vérité & à l'équité* : ce qui causoit, ajoutoient-ils, *un grand scandale dans le Royaume*. Au lieu que c'étoit eux-mêmes qui faisoient une injure atroce & très-calomnieuse à la Faculté, qu'ils avoient juré d'honorer & de respecter : puisqu'elle n'avoit rien fait par son decret, que de déclarer simplement qu'elle n'avoit point eu intention de recevoir la Constitution, ni les attributions des erreurs qu'on imputoit

au livre des *Réflexions Morales*, & qu'elle supprimoit le decret obscur & ambigu du 15. May 1714. qui donnoit lieu de le croire : puisqu'elle n'avoit fait que suivre l'exemple de la Sorbonne, qui avoit fait rayer de ses registres un decret semblable, & déclaré qu'il étoit faux qu'elle eût reçu la Constitution : puisqu'elle n'avoit fait enfin que suivre la conduite de M. l'Archevêque de Tours son Métropolitain, de deux autres Evêques de la province, de M. le Cardinal de Noailles & de tous les Prelats qui lui étoient unis ; qu'elle n'avoit point d'autre doctrine ni d'autres sentimens qu'eux ; & qu'on ne pouvoit lui faire de reproches qui ne retombaient directement sur ce qu'il y avoit de plus respectable dans l'Eglise de France.

9, La fausseté notoire de plusieurs faits rapportez dans la protestation, tels qu'étoient „ 1, Que les Opposans avoient sollicité la Faculté d'insérer cet acte sur le registre, & qu'on l'avoit refusé ; 2, Que les Notaires l'avoient lû à haute & intelligible voix ; 3, Qu'on leur avoit fait violence jusqu'à vouloir déchirer leur papier.

Les Commissaires ajoutèrent qu'ils avoient encore deux griefs contre la seconde protestation signifiée à M. Fouré le 6. Mars de la part des Opposans. Le 1, Que M. Fouré Syndic y étoit traité de *soi-disant Syndic* ; & M. Drouet Scribe, de *soi-disant Scribe* : Le 2, qu'on y assurait qu'il y avoit plusieurs faits faux dans le Procès-verbal de la Faculté, quoique dressé dans toute la sincérité.

Lorsque les Commissaires eurent fini leur rapport, le Syndic pria les Opposans de se retirer, afin que la Faculté pût délibérer sur les griefs qu'on venoit de proposer contre leurs deux actes de protestation. Ils le refuserent encore ; & après qu'on les en eût sommé inutilement par trois fois, on prit le parti de délibérer en leur présence. Les griefs furent unanimement jugés légitimes, & il fut arrêté qu'ils seroient inscrits sur le registre. Les Opposans embarrassés demanderent communication des griefs, & promirent d'y répondre. La Faculté continuant d'opposer la sagesse & la moderation à la passion

M. de
S. Malo
& de
Tre-
guer.

passion & à la violence, permit au Scribe de leur en delivrer une copie, lorsqu'ils la demanderoient, & assigna une Assemblée au 16 du mois pour entendre leurs raisons, & en porter son jugement. Mais le jour de l'Assemblée arriva avant que les Opposans eussent même pensé à prendre la copie qu'ils avoient demandée. Une troisième protestation du même style que les deux premières, qu'ils firent signifier le 13 Mars au Syndic, fut la seule défense qu'ils fournirent contre les griefs.

L'Assemblée se tint au jour qu'on l'avoit indiquée. Le Syndic la commença par leur demander pourquoi ils avoient négligé de prendre la copie des griefs que le Scribe auroit avoir tenu prête. Ils ne rendirent point d'autre réponse, sinon qu'ils ne l'avoient pas jugé à propos, & qu'ils ne reconnoissoient point la Faculté pour juge. Alors le Syndic fit lire leur nouvelle protestation, & il les somma par trois fois de donner à la Faculté la satisfaction qu'ils lui devoient, en retractant les injures & les faussetez qu'ils avoient avancées contre elle dans leurs trois actes. Sur le refus qu'ils en firent, il les somma encore par trois fois de se retirer; & ces dernières sommations ayant encore été rejetées avec la même obstination, il reprit en abrégé tout ce qui s'étoit passé, & il requit qu'on en délibérât en leur présence. La délibération ne fut pas longue, tous les Docteurs s'étant réunis à déclarer qu'on ne devoit avoir aucun égard à leurs trois protestations, à exclure les auteurs de ces pieces des Assemblées publiques & particulières de la Faculté, & à ordonner que le present decret seroit signifié à chacun d'eux, & imprimé quand la Faculté le jugeroit à propos.

Les Opposans n'obéirent point encore à la signification qui leur en fut faite : ils en porterent au contraire leurs plaintes au corps de l'Université; car c'est un usage dans l'Université de Nantes, qu'on peut appeller des Facultez particulières au corps de l'Université. Elle nomma deux Commissaires de chaque Faculté pour examiner l'affaire; mais diverses considerations leur

ayant fait eluder pendant long-tems d'en faire leur rapport, elle est demeurée jusqu'à present indécidée. Cependant la Faculté, notwithstanding cet appel, regarda toujours ces Docteurs comme retranchez de son corps particulier : & l'Université elle même qui souffrit qu'ils continuassent d'assister à ses Assemblées, jusqu'à ce qu'elle eût instruit leur affaire, ne laissa pas de declarer par son decret du 21 Mars, qu'elle ne vouloit toucher en aucune maniere à celui de la Faculté. Ce dernier decret eut ainsi toute son exécution par rapport aux Assemblées de la Faculté & aux autres fonctions du Doctorat.

Les Docteurs exclus ne manquerent pas à s'en vanger par diverses traverses qu'ils suscitèrent à des Bacheliers qui étoient près de soutenir des thèses : mais il seroit trop long d'entrer dans ce détail. Ils furent appuyez par M. l'Evêque de Nantes, qui chercha de son côté à donner de nouvelles marques de son ressentiment aux Docteurs qui avoient contribué à cette exclusion, & à leurs amis. Quelques-uns d'eux avoient la direction des Compagnies de Dames de charité établies dans quelques Paroisses : il leur ôta cette supériorité, pour la donner à des Chanoines, & particulièrement à M. de la Bâte, l'un des Opposans ; mais ces Dames refuserent de le reconnoître, & declarerent au Prelat qu'elles s'assembleroient avec sa permission sous la conduite de leurs Curez qui connoissoient mieux que personne les besoins de leurs Paroisses, ou qu'elles ne s'assembleroient point du tout. Il défendit à ceux qui étoient Curez de confesser hors de leurs Paroisses, jusqu'à refuser à une Dame de distinction mourante la permission qu'elle lui fit demander par sa famille de se confesser à M. Cassard Curé de S. Laurent. Il défendit à des Prêtres qui étoient precepteurs sur la paroisse de ce même Curé, & qui l'aidoient les Dimanches & les Fêtes à faire l'Office, de porter davantage le surpelis dans son Eglise. Il retira enfin, sous les pretextes les plus frivoles, ses pouvoirs à l'un des Professeurs de Philosophie, & à un autre Prêtre de l'Oratoire. Il est vrai

qu'il reçut dans ce même tems une lettre de M. le Nonce qui lui écrivit au nom du Pape pour le féliciter sur toutes ces violences : ce qui donna encore une nouvelle activité à son zèle.

Au milieu de ces agitations la Faculté attaquée au dehors & déchirée au dedans, crut devoir repandre ses peines dans le sein de la mere commune des Facultez de theologie. Elle chargea son Syndic d'écrire en son nom à la Faculté de Paris, pour l'informer de l'état où elle se trouvoit, & lui demander dans ces tristes conjonctures le secours de ses lumieres & sa protection. La Sorbonne dans son Assemblée du 11 May 1716, ordonna qu'on feroit à cette lettre une reponse dont la Faculté de Nantes eût lieu d'être contente : ce qui fut executé le mois suivant. Ces deux lettres ayant presque aussitôt été imprimées à Paris, on en envoya des exemplaires à Nantes, où un Imprimeur obtint du Lieutenant particulier de police la permission de les rimprimer pour satisfaire l'empressement que le public avoit de les voir. Cette impression blessa M. de Nantes qui engagea le Lieutenant de police à revoquer cette permission, & à ordonner par une sentence du 30 Juin la confiscation des exemplaires qui pourroient rester de ces lettres. Mais les Magistrats de police, que le Lieutenant n'avoit pas consultez pour rendre cette sentence, la casserent par une autre du 2 Juillet.

La Faculté de Nantes écrivit encore à celle de Paris au mois de Novembre suivant, à l'occasion de la censure des propositions de M. le Roux qu'elle adopta, comme nous l'avons marqué plus haut ; & elle en reçut une réponse des plus honorables. Enfin l'appel qu'elle interjeta l'année suivante de la Constitution en adherant à celui de IV. Evêques, & les autres marques qu'elle donna de son zèle pour la bonne doctrine, engagerent la Sorbonne à lui decerner dans la suite des lettres d'association.

§. L.

La Faculté de theologie de Reims casse le decret par lequel elle passoit pour avoir reçu la Constitution. L'Université de Caen declare qu'elle ne l'a point regardée comme regle de foi.

LA Faculté de theologie de Reims profita aussi de la premiere occasion qu'elle eut de s'expliquer sur la conclusion informée que l'autorité & la violence avoient extorquée d'elle en faveur de la Constitution : & elle le fit de la maniere la plus précise & la plus solennelle. Pour en bien juger, il faut se rappeler ici ce qui se passa dans cette Faculté en 1714, au sujet de l'acceptation de la Bulle, dont nous avons donné une relation exacte dans le §. XXVI.

Dans une des Assemblées au sujet de l'affaire de M. le Roux, tenuë le 26. Juin 1716, M. Oudinet alors Syndic rapporta qu'il avoit lû, selon l'ordre qu'il en avoit reçu de la Faculté, le *Memoire justificatif* que ce Docteur avoit fait imprimer pour défendre ses propositions, & qu'il y avoit trouvé plusieurs choses injurieuses au Corps de la Faculté, divers sophismes & des principes très pernicieux : mais qu'en tout cela ce qui interessoit plus particulièrement la Faculté, & dont plusieurs Docteurs l'avoient prié de faire raport, c'étoit que M. le Roux supposoit & avançoit hardiment (pages 32 & 33 de ce *Memoire*) que la Faculté avoit reçu comme regle de foi la Constitution *Unigenitus*, par une acceptation publique, éclatante & solennelle. Ce qu'il n'avoit dit sans doute qu'à l'occasion de la conclusion du 1. Juin 1714, faite & inscrite dans les registres de la Faculté sur les instances de M. l'Intendant de Champagne : Que c'étoit ce qui l'engageoit à requérir que la Faculté s'expliquât tant sur la proposition de M. le Roux qu'il venoit de rapporter, que sur la conclusion dont il vouloit se prevaloir.

Le Syndic ajouta que ce que les Docteurs avoient à examiner se reduisoit à savoir, si on devoit regarder comme vraie

ou comme supposée, comme libre ou comme extorquée, comme valide ou comme nulle de plein droit, une conclusion qui portoit que la Constitution avoit été acceptée par la Faculté, sans que cette même Constitution eût même été lue dans aucune de ses Assemblées: Une conclusion qui avoit été faite, sans que le Syndic eût fait de requisiion, sans que le Doyen eût proposé aux Docteurs d'en délibérer ni qu'il eût conclu, sans que le Greffier eût recueilli & marqué les suffrages des Docteurs, quoique ces trois Officiers de la Faculté fussent présents, sans que les Docteurs eussent discuté la matiere & délibéré selon la coutume; un Magistrat laïque faisant dans l'Assemblée la fonction de Président, lui déclarant la volonté du Roi, proposant seul le sujet de la délibération, avertissant que la Cour ne seroit point satisfaite, si l'on n'acceptoit purement & simplement la Constitution; demandant en même tems à chaque Docteur son nom & son avis, & dressant son Procès-verbal du tout pour en faire son rapport au Roi: Une conclusion qui s'étoit faite, sans qu'aucun des Docteurs eût rendu raison du sentiment qu'il embrassoit, six persistant dans le sentiment contraire, & tous étant frappés d'étonnement à la vue d'une manière d'agir si extraordinaire: Une conclusion qui n'avoit été obtenue qu'en proposant pour modèle un Decret qu'on debitoit sous le nom de la Faculté de Paris, & que cette Faculté avoit depuis désavoué & déclaré faux & supposé: Une conclusion qui contenoit plusieurs chefs dont aucun des Docteur n'avoit parlé en opinant, & qui avoit été copiée sur le prétendu Decret de Sorbonne, quoique ce decret n'eût été ni lu dans l'Assemblée, ni approuvé ou adopté dans tout le cours de la délibération par aucun Docteurs, mais seulement mis es mains du Greffier par M. l'Intendant, afin qu'il le suivit de mot à mot en rédigeant celui qu'on exigeoit de la Faculté: Une conclusion enfin qui par l'ordre de M. l'Intendant avoit été enregistrée le même jour qu'elle avoit été faite, & qui n'avoit été ni relue ni confirmée dans aucune Assemblée

suivante, quoiqu'il soit d'usage que nulle conclusion ne passe pour valide, si elle n'a été relue & confirmée dans une autre Assemblée. Que c'étoit dans cette forme que la conclusion dont il s'agissoit s'étoit faite; & qu'il n'y avoit personne qui en doutât: de quoi il prit à témoin tous les Docteurs qui avoient assisté à l'Assemblée du 1. Juin 1714, lesquels en convinrent tous.

Après cet exposé le Syndic requit en forme, que la Faculté portât son jugement sur la proposition de M. le Roux, & sur la conclusion en question; de maniere néanmoins, que personne en delibérant sur ces deux points, ne s'écartât du respect qui étoit dû aux Supérieurs, & s'étendit à contre-tems sur les matieres contenues dans la Constitution. La chose ayant été mise en deliberation par le Doyen, on lut la conclusion du 1. Juin 1714, & de l'avis unanime de tous les Docteurs, parmi lesquels il n'y en eut qu'un seul qui fut de sentiment de remettre au 1. Juillet l'examen du second article, on forma la conclusion suivante. „ 1,
„ La Faculté a jugé & déclaré de l'avis
„ unanime de 28 Docteurs, qu'il est faux
„ qu'elle ait reçu la Constitution *Unigenitus*
„ comme regle de foi, ainsi que l'a avancé
„ M. le Roux. 2, Elle a jugé & déclaré de
„ l'avis de 27 Docteurs que la conclusion
„ faite le 1. Juin 1714 en la maniere qui a
„ été exposée par M. le Syndic, par laquelle
„ le il pourroit paroître que la Constitution
„ auroit été acceptée, est nulle de plein
„ droit, & qu'entant que besoin seroit, elle
„ doit être cassée & abrogée, comme de
„ fait la Faculté la casse & l'abroge, ne la
„ regardant point comme son ouvrage; &
„ elle ordonne qu'elle sera biffée de ses registres avec toutes ses dépendances, en
„ mettant à la marge une apostille où il soit
„ fait mention de la conclusion de ce jour.
„ Ce qui a été ainsi conclu par M. le Doyen,
„ qui l'a signifié à M. le Roux, qu'on avoit
„ fait rentrer pour cet effet dans la salle, &
„ qui s'est opposé de vive voix à la présente conclusion, sans en alleguer aucune
„ raison.

La Faculté se rassembla le 1. Juillet. On

lacommença selon la coutume par la lecture de la conclusion de la dernière assemblée. M. le Roux présent demanda qu'il y fût fait mention de l'opposition qu'il y avoit formée de vive voix ; & ayant été prié d'en dire les raisons , il répondit qu'il n'en avoit point à donner pour le présent : *Reposuit se nullas habere quas proferret*. L'affaire mise en délibération , la conclusion fut confirmée du consentement unanime de tous les Docteurs qui étoient présens au nombre de trente , & qui dirent de nouveau leur avis , sans avoir égard à l'opposition de M. le Roux , dont il seroit cependant fait mention dans la conclusion.

Nous ne dirons rien ici du chagrin que cette conclusion causa à M. l'Achevêque de Reims ; ni des différentes tentatives qu'il fit pour soutenir ses premières démarches en faveur de la Constitution , parce que nous en donnerons plus bas une relation particulière. Mais la connexité des matières nous oblige à rapporter ici par anticipation ce qui se passa dans l'Université de Caën.

DANS une Assemblée générale de cette Université convoquée extraordinairement le 9. de Janvier 1717, M. Regnaud Docteur en theologie & Recteur de l'Université , représenta qu'il lui étoit revenu de divers endroits, qu'on avoit distribué & qu'on distribuoit actuellement dans Paris sous le nom de l'Ecole de theologie de l'Université de Caën des thèses soutenues en 1714, où il étoit marqué au bas : *In theologicâ Societatis Jesu scholâ celeberrima Academia Cadomensis*, dans lesquelles il se trouvoit plusieurs propositions contraires aux maximes & aux libertés de l'Eglise de France , contraires même à la saine doctrine , & en particulier à l'obligation de se convertir à Dieu par un acte de charité , du moins commencé , pour en recevoir la grace de la justification : desquelles thèses l'Université de Paris avoit été scandalisée jusqu'à vouloir rompre l'ancienne liaison que l'Université de Caën a toujours eue avec ce celebre Corps. Qu'il lui étoit pareillement revenu , qu'on publioit une lettre sous le nom de l'Université de Caën , dans laquelle ou lui faisoit déclarer

qu'elle avoit accepté comme regle de foi la Constitution *Unigenitus* , sans explication , ni modification , uniquement par soumission à l'autorité de N. S. P. le Pape.

L'affaire mise en délibération , l'Université déclara 1, Que ces thèses n'étoient point thèses de l'Université ; attendu que les Jesuites n'avoient aucun droit dans l'Université pour les Ecoles de Theologie , de Droit & de Medecine , mais jouissoient seulement d'un College de la Faculté des Arts , avec laquelle ils ne faisoient point Corps : Et que la clause , *In theologicâ &c.* inserée au bas de ces thèses , étoit une nouveauté , & une usurpation de la part des Jesuites , à qui elle défendoit de l'insérer à l'avenir , à peine d'être déchus de tout privilege dans l'Université ; à l'effet de quoi la présente declaration leur seroit signifiée.

2, Que la doctrine n'étoit point de reconnoître l'Infaillibilité du Pape , telle qu'elle étoit énoncée dans ces thèses , ne reconnoissant aucune doctrine véritable sur cette matière que celle contenuë dans la Declaration de l'Assemblée du Clergé de France de 1682, dont elle enjoignoit d'enseigner & de faire soutenir les articles.

3, Que quant à la proposition d'une de ces thèses contraire au grand precepte de l'amour de Dieu , l'Université suivoit & vouloit toujours suivre exactement ce qui avoit été décidé sur ce sujet dans les Assemblées générales du Clergé de 1700 & de 1710 ; se conformant aussi à la declaration faite par la Faculté de theologie de Paris au mois de Juillet 1716, à l'occasion de la censure des propositions du sieur le Roux, lesquelles censure & declaration elle adoptoit , & ordonnoit être inserées dans ses registres.

4, Qu'enfin les lettres publiées sous son nom étoient fausses , ny ayant eue aucune Assemblée ny decret de ladite Université à ce sujet ; se réservant à faire une plus ample poursuite contre les auteurs de ces lettres , quand elle pourroit en avoir connoissance , & declarant cependant qu'elle n'avoit point regardé jusqu'à présent la Constitution *Unigenitus* comme regle de foi , mais qu'elle attendoit à ce sujet la décision de l'Egli-

se, à laquelle elle seroit toujours soumise.

On ordonna par le même decret qu'il en seroit envoyé des exemplaires au Conseil de conscience ; & à M. le Procureur general du Parlement de Rouën, au Recteur & aux Syndics de l'Université & de la Faculté de Theologie de Paris. Cela fut exécuté, & chacun de ces envois fut accompagné d'une lettre du Recteur. Le Syndic de la Faculté de Paris rendit compte de celle qu'il avoit reçûe à l'Assemblée du 16. Fevrier 1717, qui ordonna que ce decret seroit imprimé dans le Recueil des pieces concernant l'affaire de M. le Roux.

Plusieurs autres Corps & un grand nombre de Curez en différens dioceses retractèrent aussi dans le même tems l'acceptation apparente qu'ils avoient faite de la Constitution, soit en la lisant, soit en l'enregistrant, dans le faux principe, dont la plupart, comme nous l'avons remarqué ailleurs, s'étoient laissé prévenir, Que lire ou enregistrer simplement la Constitution par déférence aux ordres du Roi & des Evêques, n'étoit point l'approuver ni l'accepter. Plusieurs Evêques mêmes d'entre les acceptans s'ébranlerent, & parurent vouloir revokeur leur acceptation & se réunir à M. le Cardinal de Noailles. Mais avant que de rapporter ce qui se passa à cet égard, il est nécessaire de rendre compte de plusieurs faits antérieurs à ces retractations, & de quelques écrits qui parurent sur la fin de 1715. & au commencement de 1716.

§. L I.

Ecrits publiez à la fin de 1715 & au commencement de 1716. au sujet des disputes présentes.

NOUS commencerons par les écrits, parce qu'il y en a quelques-uns qui ont une liaison nécessaire avec les faits que nous rapporterons ensuite.

I PLAINTES & Protestation du P. Q. contre la condamnation des 101 propositions, avec un ample Exposé de ses vrais sentimens opposez aux sens erronés qui lui sont faussement imputez dans l'Instruction pastorale des XL. Evêques. 1715.

On voit par ce titre que cet ouvrage en comprend deux, dont le second n'est qu'une explication & une exposition plus étendue de ce qui est renfermé dans le premier. Celui-ci est proprement un acte judiciaire que le P. Q. crut devoir publier pour sa défense, & qu'il revêtit de toutes les formes qui étoient dans son pouvoir, en ayant déposé l'original entre les mains de personnes sages & prudentes, pour en faire, lorsqu'il en seroit tems, l'usage qui conviendrait, en ayant de plus signé de sa main presque tous les exemplaires imprimez, & en ayant envoyé à la plupart de ses juges. Le dessein qu'il s'y proposoit est de montrer qu'il est injustement condamné, & de réclamer & protester contre cette condamnation, c'est-à-dire contre la Constitution, contre l'écrit intitulé, *Délibérations de l'Assemblée des Cardinaux, Archevêques & Evêques tenue à Paris* ; contre les qualifications avec lesquelles les 101 propositions & son livre avoient été condamnez ; contre les falsifications, alterations, & retranchemens faits dans ces mêmes propositions ; contre les faux sens qu'on leur donnoit dans l'*Instruction pastorale* ; contre les intentions criminelles qui lui étoient attribuées ; contre les mauvais desseins qui lui étoient imputez ; & generalement contre toutes les injustices, injures, outrages, calomnies, contenues tant dans la Constitution que dans l'*Instruction pastorale* des XL ; & contre tout ce qui en conséquence s'étoit fait & publié dans les Provinces, soit par des Mandemens d'Evêques, soit par des libelles particuliers, contre sa foi & sa réputation ; se reservant de se pourvoir juridiquement contre tous ces griefs devant les tribunaux & les juges compétans & entierement libres, aussi-tôt qu'il auroit

les moyens nécessaires pour l'exécuter.

Cette Protestation est précédée d'une prière des plus affectueuses, adressée à *Dieu le Pere, à J. C. son Fils, nôtre Sauveur, & au S. Esprit, par qui la grace est répandue dans nos cœurs*, où il repand dans le sein de Dieu même les sentimens de sa juste douleur, il expose les intentions droites qu'il a eûes en travaillant à son livre, & implore sa toute-puissance contre les artifices & tous les efforts qu'on employoit auprès de ceux qui étoient depositaires de son autorité pour accabler en sa personne la vérité & l'innocent. Il la finit par ces paroles : Vous voyez, mon Dieu, quel bruit ont excité ceux qui la combattent cette vérité, & qu'ils ont insolemment levé la tête, ne voulant pas qu'elle regne sur eux. . . . Couvrez-les d'une confusion salutaire, en faisant retomber sur eux leur folle entreprise, afin qu'ils commencent à connoître que vôtre nom est LE SEIGNEUR, & qu'ils ne cherchent plus que la gloire de ce nom adorable. Dissipez par la lumière de vôtre grace, les fausses lueurs par lesquelles des Docteurs, ou lâches, ou ambitieux, veulent faire illusion aux grands de la terre, & tromper les simples & les ignorans. Confondez la fausse sagesse des sages du siècle, rompez les brigues & les cabales des enfans de tenebres, par les ressorts de vôtre sagesse divine, & faites leur sentir que vraiment VÔTRE NOM, C'EST LE SEIGNEUR.

Cette prière est suivie d'une espece de preface, où il répond aux accusations générales de Jansenisme, de mauvaïse foi & de duplicité qu'on formoit contre lui. Il remarque ici qu'il seroit bien plus juste de faire ce dernier reproche à ceux qui avoient été chargés du soin de faire recevoir la Constitution à quelque prix que ce fût : Combien d'intrigues, dit-il, combien de faussetés, de séductions, de promesses, de menaces & d'autres voies injustes leur a-t'il fallu mettre en usage, pour engager des Evêques à un phantôme d'approbation & d'acceptation ! Oûi, un phantôme : car est-ce-la recevoir réellement ?

Est-ce condamner avec le Pape les 101 propositions, que d'être réduits à changer le sens naturel dans lequel le Pape les a condamnées, en des sens étrangers, souvent contradictoires, visiblement supposés, & frauduleusement couverts du nom d'explications ? Dès-que l'on a substitué un faux sens au sens véritable des propositions condamnées, la Constitution n'est plus la même : ce qu'on condamne en France, n'est plus ce qu'on condamne à Rome. C'est une nouvelle Constitution que l'on reçoit au lieu de celle du Pape. Ainsi les XL Evêques, en paroissant recevoir celle-ci, ne font autre chose que publier à la face de toute l'Eglise qu'ils ne l'ont pas jugée recevable. . . . Trouver-t-on d'avantage, ajoute-t'il, la simplicité & la sincérité Episcopale dans la conduite que les Prelats ont tenue soit dans l'Assemblée, soit après ? Dans le même tems qu'ils déclarent qu'ils ne reçoivent la Constitution que dans le sens des explications contenues dans l'Instruction Pastorale, ils dressent un acte qui fait paroître au Pape qu'elle est acceptée purement & simplement. . . . Est-ce encore sérieusement & de bonne foi qu'ils ont dit, que chacun d'eux avoit reconnu dans la Constitution la tradition de son Eglise sur la doctrine des 101 Propositions ; pendant que de notoriété publique six ou sept d'entr'eux n'avoient pas encore mis le pied dans leurs Diocèses, que quelques-uns n'y avoient pas été assez de tems pour s'en instruire, & que quelques autres mêmes savoient certainement que la doctrine condamnée par la Constitution est celle de leur Eglise, & de l'Eglise universelle.

Le P. Q. applique particulièrement cette observation à M. de Fenelon Archevêque de Cambrai, qui le même jour, dit-il, qu'il accepta purement & simplement la Constitution par son Mandement fait pour la partie de son Diocèse soumise à l'Empereur, ce même jour se retracta en adressant à la partie de son Diocèse qui est sous la domination du Roi, l'Instruction

„ Pastorale des XL, qu'il regarde comme
 „ un solide ouvrage, fait avec une précision
 „ qui ne laisse rien à désirer. Ou, si on l'aime
 mieux ainsi, dans le même jour il embrasse
 les deux contradictoires, le pour & le contre ;
 l'acceptation absolue, pure & simple, & l'acceptation conditionnelle &
 & restreinte par des explications vraiment
 relatives à l'acceptation, de quelque artifice
 qu'on se serve pour en dérober au lecteur
 la liaison & le rapport.

Après ce préambule suit l'acte de protestation
 dont nous avons déjà marqué le dessein. La
 manière dont il l'exécute, c'est de rapporter
 d'abord sur chaque point l'erreur que l'Instruc-
 tion Pastorale lui impute. Puis il fait voir en
 peu de mots par les termes mêmes dans
 lesquels il s'est exprimé, qu'il est faux qu'il ait
 enseigné cette erreur ; & enfin il fait la
 profession de foi contraire à cette même
 erreur, empruntant ordinairement du Mandement
 de M. l'Evêque de Metz ou même de l'Instruc-
 tion Pastorale des XL, les expressions dont
 il se sert pour expliquer ce qu'il croit, afin
 d'ôter toute équivoque & tout prétexte de
 chicane.

Dans l'*Exposé plus ample*, il ne fait qu'é-
 tendre ce qu'il a dit dans la *Protestation*, &
 l'appuyer de raisonnemens & de preuves tirées
 d'autres endroits de son livre, & de passages
 des Peres entièrement semblables à ses
 propositions.

Pour rendre cet ouvrage plus authentique,
 & le faire passer dans les différentes parties
 de l'Europe, le P. Q. le fit traduire en latin,
 & le fit imprimer dans les deux langues. La
Protestation est datée du 1 Janvier 1715,
 mais l'ouvrage entier ne parut à Paris que
 dans le mois de Juillet ou d'Août ; & il fut
 regardé par toutes les personnes qui le
 lurent avec des yeux neutres, comme une
 justification également simple & démonstrative
 de la pureté de ses sentimens & de la droiture
 de ses intentions.

II. REPONSE du P. Lallemand Jésuite à la
 lettre qu'il a reçue de l'Auteur des *Hexaples*,
 à Paris, chez Montalant, avec permission,
 & approbation de M. Tournelli. Elle est
 datée du 24 Août 1714, & elle parut le
 mois suivant.

III. REPONSE de l'Auteur des *Hexaples* à la
 lettre du P. Lallemand de la Compagnie de
 Jésus. 1715.

Nous nous étendrons un peu sur l'extrait
 de ces deux écrits, parce qu'ils nous intéressent
 personnellement : nous prions les lecteurs
 de nous le pardonner. Cette occasion nous
 oblige en même tems d'avertir que les
Hexaples, tant dans cette édition que dans
 la précédente, ne sont pas, comme nous
 l'avons assez insinué par tout, le travail
 d'un seul Auteur, & que celui qui y a la
 principale part, s'est déchargé sur quelques-uns
 de ses amis de différentes parties de cet
 ouvrage, & en particulier de cette Préface.
 Ainsi ce que nous allons dire ici de la
 contestation entre le P. Lallemand & l'Auteur
 qui lui a répondu, sera encore plus sincère
 & plus exempt de partialité. Voici le fait
 qui donna lieu à la lettre du P. Lallemand.

En imprimant la 1^{re} édition des *Hexaples*,
 on inséra dans la 6^{colonne}, comme on le
 fait dans cette édition, quatre ou cinq
 passages tirés des *Réflexions* de ce Pere
 sur les *Évangiles*, dans le dessein de montrer
 par un livre aussi récent & aussi autorisé
 qu'étoit celui-là, quelle étoit la doctrine
 des Jésuites sur les points de religion qui
 avoient rapport à la Constitution. Entre
 ces passages, il s'en trouva un à la page
 263 de la 1^{re} édition des *Hexaples*, qui étoit
 rapporté autrement qu'il ne se lit dans les
 exemplaires du livre de ce Pere qui avoient
 été distribués au public ; & la différence
 en sautoit tellement aux yeux, qu'il étoit aisé
 de voir que c'étoit une pure faute de surprise
 & d'inadvertance. La contradiction se
 présentoit d'abord dans les termes mêmes
 de la proposition du P. Lallemand, & de celle

qu'on lui substituoit ; la negation se trouvant d'un côté , & l'affirmation de l'autre. C'étoit la note sur ces paroles du vers. 15. du ch. 25. de S. Mar. *A chacun selon son habileté.* Le P. Lallemand avoit dit : *Ces paroles ne marquent pas qu'il y ait en nous des dispositions naturelles , qui nous fassent meriter les dons de Dieu ; elles ne signifient pas même que Dieu ait toujours égard à nos talens naturels dans les emplois qu'il nous destine , & dans la distribution des graces qu'il nous donne pour les remplir &c.* Et l'on avoit mis : *Ces paroles nous marquent qu'il y a en nous des dispositions naturelles qui nous font meriter les dons de Dieu ; elles ne signifient pas que Dieu ait toujours égard à nos talens naturels.*

Dès qu'on s'appercût de cette faute , on ne crut point qu'il y eût autre chose à faire que de la réparer le plus promptement qu'il seroit possible. On fit faire un carton qui devint public dès le mois de Juillet ou d'Août 1714 , & depuis il ne le distribua aucun exemplaire des Hexaples où il ne fût. On y retablit le texte du P. Lallemand , tel qu'il est avoué par ce Pere , & qu'il se trouve effectivement dans son livre.

Ce passage ainsi retabli auroit pu donner lieu à la même réflexion qu'on avoit faite , & on auroit pu s'en servir pour faire voir que le P. Lallemand ne s'écartoit point de l'erreur dont il étoit question. Car il insinue manifestement que quoique nos dispositions naturelles ne nous fassent pas meriter les dons de Dieu , & que Dieu n'ait pas toujours égard à nos talens naturels dans la distribution des graces qu'il nous donne , il y a néanmoins souvent égard : ce qui fait dépendre au moins jusqu'à un certain point la grace de la nature ; ce qui est la doctrine commune de Molina & des Molinistes. Mais on épargna au P. Lallemand cette réflexion , quoiqu'on l'eût dès-lors très-présente à l'esprit. Ainsi , sans renouveler l'accusation qu'on avoit formée par rapport à des termes qui en fournissoient un legitime fondement , on se contenta de mettre en marge du carton ces paroles que tout le monde y peut lire : „ Ce „ passage , par la faute du copiste , fut d'a- „ bord envoyé en ces termes que l'on lit

„ dans plusieurs exemplaires de la 1. édi- „ tion : *Ces paroles nous marquent qu'il y a en „ nous des dispositions naturelles qui nous font „ meriter les dons de Dieu.* Sur quoi on ne „ put s'empêcher de faire cette courte ré- „ flexion , *Pelage s'expliqueroit-il autrement ?* „ Mais , comme on s'est appercû depuis „ que la note du P. Lallemand est entière- „ ment différente , on s'est crû dans l'obliga- „ tion de retablir son texte , tel qu'on le „ voit ici ; & on reconnoît avec joye que ce „ Pere n'a point avancé cette erreur ; on „ lui en a fait satisfaction à lui-même par „ une lettre ; & on prendra toutes les me- „ sures possibles pour dérompre sur ce „ point ceux à qui ces premiers exemplaires „ ont été distribués.

La lettre dont on parle , & à laquelle le P. Lallemand répond , étoit datée d'Amsterdam du 31. Juillet 1714 , jour de la fête de S. Ignace. Elle étoit conçue en peu de mots : on y exprimoit simplement la chose conformément à ce que l'on vient de voir , & on la finissoit ainsi : „ J'ai déjà pris les mesures nécessaires pour en avertir au plutôt le „ public , & lui apprendre en même tems „ la satisfaction que je vous en ai faite. Cette lettre ne méritoit en aucune façon d'être relevée : mais le P. Lallemand jugea à propos de la faire imprimer à la tête de sa *Reponse* dont nous donnons l'extrait.

Il la commence par une discussion aussi temeraire que superflue de procedez personnels contre les Auteurs des Hexaples , dont il fait une seule personne : ce que nous remarquons sans vouloir lui en faire un reproche : car il avoit un fondement legitime de le supposer ainsi ; la lettre qu'il avoit reçûe étant écrite au nom d'un seul , & nous-mêmes ayant souvent parlé de la même manière , en disant l'*Auteur des Hexaples* , comme s'il étoit seul , quoique la vérité soit , comme nous l'avons observé , qu'il y en ait plus d'un qui concourt à cet ouvrage. Le P. Lallemand fait donc tous les efforts pour convaincre l'*Auteur des Hexaples* de mauvaise foi. Il insiste sur tous les termes de la petite lettre de cet Auteur , qui ne l'avoit faite que pour lui seul , & non pour le public.

public. Il se plaint de ce qu'il ne l'a pas fait imprimer, comme si le carton imprimé & distribué n'eût pas fait au-delà de tout ce que l'impression de cette lettre auroit pu faire. Il n'y a pas jusqu'à l'adresse de la lettre qu'il ne critique : „ Vous me qualifiez, „ dit-il, dans l'adresse, de *Religieux de la „ Société du nom de Jesus*. Le Concile de „ Trente nous donne la qualité de *Clerg* „ *Reguliers de la Compagnie de Jesus*. Mais „ vous m'écrivez, ajoute-t'il, d'Amsterdam, „ où ce Concile n'est pas reçu ; & on sçait „ d'ailleurs que ses déclarations ne reglent pas „ vos sentimens. C'est ainsi que le P. Lalle- „ mant ne craint pas en passant de nous calomnier sans aucune preuve. „ Vous dat- „ tez, continue-t'il, votre lettre *du jour de „ la fête de S. Ignace* : c'est un reste de ca- „ tholécité dont je dois vous féliciter.

Après cette espee d'escarmouche ce Pere entre dans une dispute dogmatique par rapport aux passages de son livre qui étoient cités dans les Hexaples. Nous en parlerons tout-à-l'heure en rendant compte de la *Re- „ pons*e qu'on lui fit. En attendant il chante victoire. Quel préjugé, s'écrie-t'il, & c'est „ la conclusion qu'il tire de sa lettre, quel „ préjugé contre vos Hexaples de vous voir „ confondu généralement sur tous les en- „ droits où vous m'y attaquez ! Seroit-il „ possible que vous ne fussiez foible & fan- „ tif que contre moi ? Estes-vous plus sin- „ cere, raisonnez-vous plus juste, en com- „ battant la Constitution, qu'en combat- „ tant mon livre ? C'est ce qui n'est nulle- „ ment vrai-semblable ; & personne ne „ croira pouvoir douter raisonnablement „ que l'on ne puisse détruire tout le reste de „ votre ouvrage avec bien plus de facilité „ encore que je n'en ai détruit une partie. „ A vous dire vrai, Monsieur, vos Hexa- „ ples ne peuvent effrayer personne que de „ loin & que par leur masse. Au moment „ qu'on en approche & qu'on y touche, „ ce n'est plus qu'un de ces phanômes po- „ sez pour faire peur, & qu'on peut renver- „ ser du bout du doigt. Votre Preface est „ pleine de faussetez, que vous ne sauriez „ assurément mettre sur le compte des Co-

„ pistes. De ce prodigieux amas de textes „ de l'Ecriture & des Peres que vous avez „ accumulez dans le corps de l'ouvrage „ pour justifier les Propositions condam- „ nées, les trois quarts au moins ne prou- „ vent quoi que ce soit ; & vous les auriez „ apparemment supprimez, si vous n'aviez „ cru par-là faire illusion à la multitude. „ Parmi le petit nombre de ces textes qui „ semble venir au sujet & prouver quelque „ chose, j'en ai apperçu plusieurs de falsi- „ fiez, & le reste ne renferme que des dif- „ ficultez bien legeres & cent fois resolues. „ Tout ce que vous dites dans votre co- „ lonne des Casuistes, n'est qu'une redite „ nouvelle d'anciennes calomnies contre „ les Jesuites, & qui sont ici absolument „ hors d'œuvre. Ce que quelques Jesuites „ peuvent avoir enseigné de mauvais, prou- „ ve-t'il que le P. Quelnel n'a rien enseigné „ que de bon, & que le S. Siège l'a con- „ damné mal à propos ?

Les lecteurs qui prendront la peine de lire cette nouvelle édition des Hexaples, & en particulier la 111 & VI colonne, juge- „ ront de ce qu'on doit penser de ce discours du P. Lallemant.

Il finit en nous proposant pour modelle la docilité des Jesuites : „ Mais quand les „ Jesuites, dit-il immédiatement après les „ paroles que nous venons de rapporter, „ se sont égarez dans leurs sentimens, les „ a-t-on vû tenir tête aux souverains Ponti- „ fes qui les ont condamnez ? Les a-t-on „ vûs soulever comme vous les peuples con- „ tre l'autorité du S. Siège ? Ainsi les fautes „ des Jesuites ne sauroient vous excuser, & „ leur obéissance vous condamne.

LA REPONSE de l'*Auteur des Hexaples* à cette lettre ne put être imprimée que plusieurs mois après avoir été composée : c'est pourquoi elle est datée du 24 Juillet 1715. Ce seroit ennuyer le public de transcrire ici ce qui regard la discussion des faits personnels, où l'on suit pas à pas le P. Lallemant. Voici comme on termine cet endroit : „ Permettez-moi, mon Pere, de vous di- „ re que vous nous connoissez bien mal,

„ lorsque vous nous croyez capables de re-
 „ courir au mensonge, soit pour inspirer
 „ de l'éloignement de votre doctrine, soit
 „ pour défendre la cause dont nous nous som-
 „ mes chargés. Le public nous rend assez
 „ de justice sur cela. On comprend aisé-
 „ ment que nous n'y avons d'autre intérêt,
 „ que celui de la religion & de la vérité.
 „ Nous ne sommes point, comme vous,
 „ d'aucun Ordre dont nous épousions les
 „ intérêts; nous ne sommes ni Religieux,
 „ ni Clercs réguliers, ni membres d'aucu-
 „ ne Communauté. Nous n'avons pas non
 „ plus d'intérêt personnel à ces disputes.
 „ Nous pourrions, comme tant d'autres,
 „ les regarder d'un œil d'indifférence, &
 „ demeurer en repos. Si nous ne le faisons
 „ pas, cela vient uniquement de la grace
 „ que Dieu nous a faite de compter la Re-
 „ ligion pour quelque chose; de nous sou-
 „ venir que nous sommes baptisés, que
 „ nous sommes membres de l'Eglise catho-
 „ lique; & en cette qualité de ressentir les
 „ maux que vous lui faites, & d'être tou-
 „ chés du peril où vous mettez la vérité.
 „ Ce sont les seuls motifs qui nous ont por-
 „ tés à entreprendre l'ouvrage qui a donné
 „ lieu à vos plaintes. C'est pourquoi on ne
 „ pourroit être plus éloigné que nous le
 „ sommes, d'y employer la supercherie &
 „ le mensonge. Personne ne peut s'assûter
 „ dans un ouvrage de quelque étendue,
 „ qu'il ne lui ait point échappé de fantes:
 „ mais on peut assûrer le public par rapport
 „ à celui-ci, que jamais ouvrage ne fut en-
 „ trepris avec une intention plus sincère de
 „ ne dire que la vérité.

On se justifie quelques pages plus bas sur
 la qualité de *Religieux* donnée aux Jésuites
 dans l'adresse de la lettre, dont on a vu que
 le P. Lallemand se plaignoit comme d'une
 injure faite non seulement à sa Compagnie,
 mais même au Concile de Trente. „ Je regar-
 „ dois, dit l'Auteur de la Réponse, la qualité
 „ de *Religieux*, comme un titre honorable,
 „ & j'avois toujours crû que les vœux que
 „ que font ceux qui sont Profès parmi vous,
 „ leur y donnoient droit. Je m'étois con-
 „ firmé dans cette pensée, parce que je

„ voyois que ceux qui, après avoir fait ce
 „ qu'on appelle chez vous le quatrième
 „ vœu, quittaient votre Compagnie, étoient
 „ obligés, comme tous les Religieux, de
 „ passer dans un autre Ordre. Enfin j'avois
 „ remarqué que l'usage de vous regarder
 „ comme des Religieux étoit si bien établi,
 „ que dans la dispute que MM. des Mis-
 „ sions étrangères ont eue avec tout votre
 „ Corps, ils n'ont pas fait difficulté de vous
 „ définir par cette qualité. Car dans la
 „ Protestation qu'ils publièrent en 1711
 „ contre trois libelles que les Jésuites re-
 „ pandoient contre eux, voici comme ils
 „ parlent ? *Si l'on vouloit bien pour un mo-*
 „ *ment, dans le monde, se débarrasser de l'i-*
 „ *dée qu'on s'est faite d'un crédit puissant &*
 „ *redoutable, & mettre ceux qui en sont revê-*
 „ *tus au niveau des autres Ordres de Religion,*
 „ *l'on seroit dans le dernier étonnement de voir*
 „ *que de SIMPLIS RELIGIOUX osassent trait-*
 „ *ter avec tant d'indignité un Legat, un Pre-*
 „ *mier-Ministre du S. Siège.* Vous voyez, M.
 „ P. que ces MM. traioient vos Peres de
 „ *simples Religieux.* Cependant, quoique
 „ celui d'entre vous qui leur a répondu, &
 „ que tout le monde croit être le P. Tellier,
 „ ait relevé avec beaucoup d'hauteur cet
 „ endroit.... il ne lui est pourtant point ve-
 „ nu dans l'esprit de se plaindre de ce qu'on
 „ vous avoit traitez de Religieux.

„ Ne trouvez-vous pas M. P. continue-
 „ r'il, qu'il y en ait assez pour me justifier
 „ sur ce que j'ai fait ? Je vous avoue que je
 „ n'en savois pas davantage. Mais l'on m'a
 „ appris depuis, que vous avez été decla-
 „ rez Religieux par diverses Bulles des sou-
 „ verains Pontifes, émanées depuis le Con-
 „ cile de Trente. Celle de Gregoire XIII
 „ du mois de Mai 1584 étend cette qualité
 „ jusque sur ceux de votre Société qui n'ont
 „ encore fait que les vœux simples, & à
 „ qui vous n'accordez par cette raison que
 „ titre de Coadjuteurs spirituels : *Nous or-*
 „ *donnons & déclarons,* dit ce Pape, qu'ils
 „ ont été, qu'ils sont, & qu'ils seront par
 „ tout & toujours VRAIMENT ET PROPRE-
 „ MENT RELIGIOUX, & qu'ils doivent être
 „ *reputés & nommez tels par tout le monde,*

„aussi bien que les autres Profex de ladite So-
 „cieté & de tous les autres Ordres. Pie V.
 „nouvellement canonisé, avoit encore fait
 „davantage : car il avoit déclaré par sa
 „Bulle du 7. Juillet 1571, que tous ceux
 „qui composent vôtre Societé étoient non
 „seulement Religieux, mais Mendians :
 „*Illam (Societatem) & illius Prapositum ac*
 „*singulas personas Societatis hujusmodi VERE*
 „*ET NON FICTE MENDICANTES fuisse, esse*
 „*& fore, & inter aliorum fratrum & Reli-*
 „*gioforum mendicantium Ordines, aliosque*
 „*fratres & Religiosos mendicantes, prout illos*
 „*nos consumueramus, connumerari debere &c.*
 „Voilà, M. P. les Bulles des Papes. Je
 „vous déclare que je m'y soumets : c'est à
 „vous à voir si vous voulez les contester,
 „afin de vous décharger du titre de *Reli-*
 „*gieux & de Mendians....* Mais si vous re-
 „fûsez de passer pour Religieux, n'oubliez
 „pas au moins que vous êtes Chrétien.

„Or, poursuit nôtre Auteur, vous êtes-
 „vous souvenu que vous fussiez Chrétien,
 „lorsque vous avez pris occasion d'un sujet
 „si frivole de m'accuser de ne pas recevoir
 „le Concile de Trente, de ne pas faire de
 „ses décisions la regle de mes sentimens, &
 „de n'avoir qu'un *reste de catholicité* ? Sur
 „quel fondement avez-vous eu l'assurance
 „de former contre moi une accusation si
 „injurieuse & si fausse ? Vous ne me con-
 „noissez que par l'ouvrage des Hexaples.
 „Or y a-t'il dans tout cet écrit la moindre
 „preuve que je ne reçoive pas le Concile
 „de Trente ? N'y en a-t'il pas au contraire
 „d'évidentes de ma soumission pour ce
 „Concile ? N'ai-je pas employé son auto-
 „rité, ainsi que celle des Papes, des saints
 „Docteurs, & des autres Conciles reçus
 „par l'Eglise ? D'où avez-vous donc pris le
 „droit de me distinguer de tous les autres
 „catholiques avec qui je suis uni ?

Nôtre Auteur vient ensuite aux quatre
 extraits du livre du P. Lallouant rapportez
 dans les Hexaples, sur lesquels ce Pere,
 comme nous le venons de voir, chantoit
 victoire dans la lettre. Le premier endroit
 qu'il examine est la suite du passage retabli
 par le carton dont nous avons parlé, & la

continuation de la note du P. Lallemand sur
 la parabole des talens. Le voici : *Il faut en-
 „lement conclure de cette expression (A chacun
 selon son habileté) que Dieu ne donna pas à
 tous les mêmes graces, n'exige pas non plus la
 même perfection ; quoiqu'il donne à tous des
 moyens plus que suffisans.* (ou plutôt : selon que
 le P. Lallemand l'a corrigé dans son *Errata*)
des moyens de salut suffisans.

On avoit observé dans la 1. édition des
 Hexaples, qu'il s'ensuivroit de ces paroles,
 que tous les pécheurs, en quelque endur-
 cissement & en quelque état qu'ils fussent,
 avoient des moyens de salut suffisans, &
 que dans le système du P. Lallemand Dieu
 ne pouvoit les refuser sans injustice. On
 avoit ajouté que ce système, s'il étoit veri-
 table, imposeroit à Dieu des obligations en-
 vers les hommes pécheurs, donneroit des
 bornes à sa liberté, anéantiroit la gratuité
 de sa grace, & donneroit lieu de deman-
 der, ainsi qu'on le faisoit dans les Hexaples :
Où est cette énorme différence que Dieu a mise
par sa misericorde entre nous & les Payens, &
dont l'Eglise ne cesse de le remercier ?

A ces difficultez assez pressantes le P. Lal-
 lemand dans sa lettre n'opposoit d'abord
 que des défaites peu satisfaisantes : il ap-
 portoit ensuite des modifications à sa doctri-
 ne des secours suffisans donnez à tous les
 hommes sans exception, mais modifications
 qui ne changeoient rien dans le fond à cette
 doctrine. Enfin il en venoit à un aveu qui
 pouvoit paroître extraordinaire dans la bou-
 che d'un Jésuite à ceux qui ignorent les sub-
 tilitez de leur doctrine. *Dieu, disoit-il,*
doit-il à aucun ces moyens de salut qu'il donne à
tous les hommes ? Vous m'attribuez, conti-
nuoit-il en parlant à l'Auteur des Hexaples,
de le penser ainsi ; & c'est encore un point sur
lequel vous m'imposez. Non, Dieu ne doit à
aucun homme de vouloir le sauver. Cet aveu
 étoit d'autant plus surprenant que dans le
 reste de la lettre le P. Lallemand faisoit en-
 tendre plus nettement que jamais, que s'il
 y avoit un seul homme qui ne reçût pas de
 la main de Dieu des moyens de salut, & des
 moyens pleinement suffisans, il ne pour-
 roit s'imputer à lui-même sa perte : Dica

seroit injuste de le punir ; & cet homme ne seroit pas véritablement coupable. Par quel moyen peut-on donc accorder cette doctrine avec l'aveu si précis du P. Lallemand ; que Dieu ne doit à aucun homme de vouloir le sauver ?

Nôtre Auteur après avoir mis cette difficulté dans toute sa force en explique l'artifice, & fait voir que deux choses en apparence si contraires s'accordent parfaitement dans les principes des Jésuites. Nous l'expliquons aussi dans la V^e partie de cet Ouvrage : Colonne IV. Nous y parlons en particulier (Tom. II. pag. 329.) de cet endroit du P. Lallemand. Cela nous dispense de suivre ici nôtre Auteur dans la discussion qu'il fait de ce même endroit. Nous rapporterons seulement les termes par lesquels il la conclut : „ Non ; M. P. dit-il, „ ne prétendez point déguiser votre doctrine. Selon vous la grace versatile est aussi „ présente chez les nations les plus abandonnées, que dans les sociétés du christianisme les plus favorisées. Et quelque „ bonne opinion que vous ayez des Clercs „ Réguliers de la Compagnie de Jésus, vous „ êtes bien persuadé d'une part, que la „ grace efficace par elle-même leur est aussi „ si peu donnée qu'aux Talapoins ; & vous „ n'êtes pas moins persuadé de l'autre, que „ la grace versatile est aussi ponctuelle à se „ rendre au besoin du plus aveuglé des Talapoins, qu'à celui du plus saint d'entre „ les Jésuites. Si Dieu en faisoit moins „ pour le Talapoin, le Talapoin seroit „ excusable, & ne pécheroit plus ; & s'il en „ faisoit davantage pour le Jésuite, le Jésuite cesseroit d'être louable, & ne mériteroit plus. C'est ainsi que vous confondez tout dans la Religion, & que vous mettez de niveau le Turc & le Chrétien, „ l'hérétique & l'orthodoxe, le schismatique & le catholique, l'élû & le reprouvé. Des grâces versatiles accordées à tous ; „ c'est de quoi vos premières réflexions „ m'ont donné lieu de parler. Les suivantes, dont je dois maintenant vous entretenir, ôtent à tous l'espérance d'aucune „ grace efficace par elle-même.

Le passage du P. Lallemand que nôtre Auteur examine immédiatement après, contient une élevation à J. Q. conçue en ces termes : *En vain me montrez-vous ; ô mon Sauveur, le vrai chemin de la justice ; si par votre grace vous ne m'y faites entrer.* On avoit rapporté ce passage dans la 1^{re} édition des Hexaples, comme on le fait encore dans celle-ci, Tom. III. pag. 410. pour justifier la 3^e proposition du P. Q. condamnée par la Constitution ; & on avoit eu soin d'avertir que le P. Lallemand, depuis la venue de la Constitution, avoit corrigé son texte, en mettant à la place de ces paroles, *si par votre grace vous ne m'y faites entrer ; ces autres-ci, si par votre grace vous ne m'aidez pour y entrer.* Sur quoi ce Père dans sa lettre prétendoit en premier lieu, que sa proposition, même dans le premier état, étoit très-différente de celle du P. Q. & qu'afin qu'elle eût renfermé l'erreur du P. Q. il auroit fallu qu'à la place de ces derniers mots, *Vous ne m'y faites entrer*, il eût dit, *Vous ne me donnez la justice ;* ou du moins, *Vous ne m'y faites marcher ;* auquel cas il convenoit que la proposition eût été erronée.

Nôtre Auteur le relève sur ce premier chef, & lui fait voir par des textes formels de l'Ecriture & de S. Augustin, qu'il n'y a que des Pélagiens à qui il convienne de regarder comme une doctrine erronée, de dire que Dieu donne la justice, & qu'il fait marcher dans le vrai chemin de la justice.

En second lieu, le P. Lallemand soutenoit que la connoissance qu'on avoit d'ailleurs de ses sentimens personnels, étoit une raison suffisante pour mettre sa proposition à couvert de la censure, quand il l'auroit laissée dans son premier état. „ Mais mon „ livre, ajoutoit-il, étant encore entre mes „ mains, je n'ai point balancé à en retrancher une expression qui pouvoit être prise „ en mauvaise part. C'est sur quoi vous „ vous êtes cru en droit de m'insulter en „ disant, *La Constitution a ouvert les yeux à „ ce bon Père, & il a ajouté un correctif à sa „ proposition.* Cette insulte est un éloge pour moi, & je ne rougirai jamais de me voir „ insulté de la sorte. Ouf, je vous remercie

de bon cœur d'avoir appris au public, combien je suis soumis aux décisions de l'Eglise, & que je fais gloire non seulement de penser, mais de parler en tout comme elle.

Notre Auteur a négligé dans sa Réponse ce reproche du P. Lallemand. Aussi n'y avoit-il point d'autre réflexion à faire sur la docilité dont ce Pere se vante ici pour la Constitution, sinon qu'elle doit faire attendre un grand nombre de corrections dans les ouvrages des Jésuites, lorsqu'ils en donneront au public de nouvelles éditions. Car s'ils prennent la peine de les examiner, ils ne manqueront pas d'y trouver une infinité d'expressions semblables à celles qui sont condamnées par la Bulle. On peut en juger par plusieurs extraits de quelques-uns de leurs plus fameux Auteurs, que nous citons de tems en tems dans cet Ouvrage. Mais il seroit beaucoup plus heureux pour eux, de conclure de ces mêmes expressions que les sentimens communs de la pieté chrétienne ont fait couler de leur plume, que la Bulle renversant véritablement le langage consacré par la Tradition & par l'usage des fidèles, il est très permis de ne s'y point conformer.

Nous ne dirons rien du troisième passage que notre Auteur discute ensuite, parce que nous ne ferions que repeter ce qu'on trouvera dans le corps de l'Ouvrage, Tome III, page 203, où ce passage est rapporté : c'est la réflexion que le P. Lallemand fait sur le verset 20 du ch. 17 de S. Jean, *J. C. dit-il, prie pour tous les Fidèles, & demande pour eux QU'ILS PUISSENT SE FAIRE DES SAINTS.*

Le dernier passage de ce Pere qu'on avoit relevé dans la 1^e édition des Hexaples, c'étoit sa note sur les v. 9 & 10 du même chapitre 17 de S. Jean : *Anathème avec l'Eglise, y est-il dit, à qui croit que J. C. n'a jamais demandé à son Pere le salut éternel que des seuls Elus.* Après avoir rapporté le fameux passage de S. Thomas, p. 3. q. 21. a. 4 ad 2, où il établit que J. C. n'a pas demandé à son Pere le salut éternel pour tous ceux qui le crucifioient, non plus que pour tous ceux

qui devoient croire en lui, mais seulement pour les prédestinés, on parloit ainsi de la note : Voilà assurément un anathème bien formel prononcé contre S. Thomas ; mais ce seroit peu à un Jésuite de ne condamner que ce S. Docteur. Tout ce qui est opposé aux sentimens de la Société, doit porter la peine de l'anathème. Ainsi S. Augustin, S. Prosper & S. Bernard, que l'on vient de citer, les saints Evêques exilés en Sardaigne, les venerables Eglises de Lyon, de Vienne & d'Arles, S. Fulgence, & les autres qui disent la même chose, & qu'on verra citer dans la suite, se suivent sur la proposition 32 : Tous ces Peres, dis-je, sont enveloppez dans la malédiction commune. Et ce qui est le plus horrible à penser, c'est que cet anathème impie n'épargne pas même la personne de J. C. qui nous assure en termes formels qu'il ne prie point pour le monde : *Non pro mundo rogo.* Ce qui signifie du moins, qu'il n'a point prié pour le salut du monde reproché, puisqu'il nous apprend ailleurs qu'il est toujours exaucé : *Ego autem scio quia semper me audis.*

Le P. Lallemand dans sa lettre après avoir transcrit ces paroles, se repandoit en discours pour y répondre : mais ne pouvant disconvenir de ce qu'on citoit de S. Thomas, il ne disoit rien qui touchât le nœud de la difficulté. Il entreprenoit ensuite d'expliquer S. Thomas ; mais pourquoi ne pas expliquer de même la proposition du P. Q. 2 Enfin il alleguoit l'autorité du Concile de Trente & celle de la Bulle d'Innocent X. contre les V. Propositions.

Notre Auteur discute toutes ces réponses, & en fait voir le peu de solidité. Mais nous craindrions de rendre notre extrait ennuyeux, si nous entreprenions d'en faire l'analyse. Nous aimons mieux finir par la réponse qu'il fait à un autre reproche du P. Lallemand, & qui a trop de rapport avec la dernière édition des Hexaples pour l'omettre. Vous dites que j'ai accumulé un prodigieux amas de textes de l'Ecriture & des Peres pour justifier les propositions condamnées. On voit bien, M. P. que vous n'é-

„ ses pas accoutumé à enrichir vos écrits de
 „ si amples citations de l'Ecriture & des
 „ Peres : mais vous vous tromperiez fort ,
 „ si vous croyez qu'on a épuisé la Tradi-
 „ tion. La 3. colonne des Hexaples , qui
 „ contient les passages des Peres, n'est qu'un
 „ essai fait à la hâte , & si l'occasion se pre-
 „ sente de la perfectionner, vous aurez lieu
 „ de redoubler votre étonnement. (On en
 „ peut juger par cette nouvelle édition,)
 „ Mais en attendant il y en a plus qu'il n'en
 „ faut pour vous confondre. Ce n'est point
 „ par une fanfaronade qu'on se défait d'un
 „ ouvrage de cette nature. Il faudroit une
 „ réponse précise à chaque passage ; mais
 „ cela ne suffiroit pas : car pour contenter
 „ les Catholiques attachez à la Tradition ,
 „ il faudroit alleguer d'autres passages au
 „ moins en aussi grand nombre , qui com-
 „ battissent les propositions du P. Q. que
 „ nos passages favorisent , pour ne pas dire,
 „ qu'ils les contiennent. Il faudroit donc
 „ opposer recueil à recueil ; en un mot dres-
 „ ser des Hexaples en faveur de la Bulle ,
 „ mettre les Peres aux mains les uns contre
 „ les autres , & faire combattre chacun
 „ d'eux contre lui-même. . . . Ne croyez
 „ pas que par des écrits de quelques pages
 „ on puisse détruire un Ouvrage où la veri-
 „ té se montre toute simple , & où les Peres
 „ parlent sans commentaire. Il faudroit
 „ avoir renversé jusqu'au dernier de leurs
 „ passages pour se vanter avec fondement
 „ d'être demeuré victorieux. Mais que vous
 „ en êtes éloigné , M. P. vous qui n'avez
 „ encore osé *y toucher du bout du doigt* ! Lors-
 „ que vous lisez dans les Hexaples la chaîne
 „ de la Tradition , vous vous trouvez
 „ comme au milieu d'une armée formida-
 „ ble qui combat contre vous. Les saints
 „ Evêques de l'antiquité , ayant à leur tête
 „ les Leons, les Gregoires & les autres sou-
 „ verains Pontifes, joints à la multitude des
 „ Docteurs de l'Eglise , forment comme un
 „ Concile de tous les tems & de tous les
 „ lieux , où vous & vos Peres comparoissiez
 „ comme des coupables. L'arrêt de votre
 „ condamnation est exprimé par les propres
 „ termes qui sont sortis de leur bouche ,

„ que ni vous , ni moi , ne pouvons chan-
 „ ger. Les discours en l'air , les déclama-
 „ tions vagues, les termes méprisans & in-
 „ jurieux que vous employez contre vos
 „ accusateurs, ne peuvent vous delivrer des
 „ mains de ces juges éclairés & non suf-
 „ fectés. Tous vos efforts & tout le credit de
 „ votre Societé ne viendra pas à bout ni de
 „ faire revoquer , ni d'obscurcir un juge-
 „ ment prononcé il y a déjà tant de siècles.
 „ La verité qui a parlé par leur bouche ,
 „ demeurera victorieuse & de vos artifices
 „ & de vos emportemens.

Il y a à la fin de cette Réponse une addition assez importante , mais sur laquelle nous ne nous étendrons pas , parce qu'elle est étrangère à notre sujet. On y examine contre les Journalistes de Trevoux, la question , si les Calvinistes d'aujourd'hui sont catholiques sur la predestination & sur la grace. On y parle aussi d'une lettre de M. Racine écrite en 1666. en faveur du Théâtre , que ces mêmes Journalistes ne laissoient pas de faire valoir , parce qu'ils croyoient en tirer quelque avantage contre MM. de Port-Royal , & d'un plan d'un nouveau Recueil qu'ils proposoient , de pieces que l'on pourroit ajouter à la lettre de M. Racine , comme propres à découvrir le véritable esprit du parti. Parmi ces pieces ils nommoient la *Lettre* du P. Bouhours à un *Seigneur de la Cour* contre la traduction du N. Testament de Mons , les *Lettres* de l'Evêque de Toulon à M. l'Evêque de S. Pons sur le *Rituel d'Alais*, & d'autres écrits également décriés , & foudroyez dans le tems qu'ils avoient paru par des refutations dont il auroit été de la prudence de ne pas rappeler le souvenir.

IV. MEMOIRE où l'on examine s'il est permis à ceux qui croient la Constitution Unigenitus erronée, de la lire ou de la faire lire publiquement par soumission pour les Supérieurs. 1714. & 1715.

Ce Memoire est datté du 15 Novembre 1714, & il parut dans une petite brochure à la fin de cette même année. Il fut rimprimé

mé l'année suivante avec les pieces concernant l'affaire de M. le Curé de Carvin, & c'est par cette seconde édition qu'il s'est principalement repandu. L'Auteur y supposant que les personnes pour qui il écrit, étoient instruites sur le fond de la Constitution, se contente de rappeler succinctement au commencement de son écrit, les principales veritez soit par rapport au dogme, soit par rapport à la morale & à la discipline. Il fait ensuite quelques reflexions generales sur cette condamnation. Nous ne rapportons que la premiere : „ Il semble, dit-il, „ que Dieu ait fait consister une des res- „ sources qu'il a menagées à son Eglise au „ milieu d'un si grand malheur, dans la „ nature & dans la multitude des veritez „ qui ont été condamnées. Il a voulu qu'el- „ les fussent si claires, que les ames les plus „ simples en fussent frappées ; & si interes- „ santes, que les plus indifferens en fussent „ remuez, afin que leur condamnation rap- „ pellât dans l'esprit de tous ces importans „ paroles de S. Paul : *Quand nous vous an- „ noncerions nous-mêmes, ou quand un Ange „ du Ciel vous annoncerait un Evangile diffé- „ rent de celui que nous vous avons annoncé, „ qu'il soit anathème.* Puis il vient aux ques- „ tions, que faisoient naître la persuasion où l'on étoit d'un côté, que la Constitution étoit mauvaise, & de l'autre le respect & la soumission qui étoit dûe aux superieurs qui ordonnoient de la publier. Il en propose quatre.

La 1, Si un Curé pouvoit la lire à son prône, pour obéir à son Evêque ; si un Supérieur de Communauté pouvoit faire la même chose, & si des particuliers éclairés pouvoient entendre cette lecture avec tranquillité. Il répond que non, & les principales raisons sont, 1, qu'il n'est pas permis de contribuer à donner le moindre degré de force ou d'autorité à un decret erroné, tel qu'on croyoit qu'étoit la Constitution ; & que c'est lui en donner que de la publier, ou d'en entendre tranquillement la publication, suivant cette maxime de droit, que *les loix sont portées, lorsqu'elles sont promulguées.* 2, Que c'est à l'Eglise que la verité est

confiée, c'est-à-dire l'assemblée des Fideles, qui en sont ainsi tous dépositaires & témoins à leur maniere ; que c'est l'Evêque comme le témoin universel de la foi de son diocèse, qui est proposé pour recueillir leur témoignage, & le déclarer avec autorité : que par cette raison tous ses jugemens ou les mandemens portent toujours ou sont censés porter, que telle est la foi & la tradition de son Eglise. D'où il s'ensuit que le témoignage de chaque Curé & même de chaque fidelle éclairé, se trouve renfermé dans celui de l'Evêque. Or qui peut douter, conclut-il de ce principe, que lire solennellement & dans la chaire de verité une piece dans laquelle on est cité comme témoin, sans faire de protestation contraire, ce ne soit l'autoriser & marquer qu'on y adhère : que d'en entendre de même la lecture sans témoigner dans la maniere qu'on le peut, qu'on n'y prend point de part, ce ne soit l'approuver & y consentir ? Notre Auteur applique ce raisonnement à la Constitution, & répond aux principales objections que les Curés qui l'avoient publiée, & les Chanoines & les Religieux qui l'avoient entendu lire dans leurs Chapitres sans réclamer, alleguoient contre ce sentiment.

La 2 question que l'Auteur examine, c'est quelle conduite devoient tenir les Curés qui avoient déjà publié la Constitution, & ceux qui y avoient pris part de quelque autre maniere. Il répond qu'ils étoient tous obligés de reparer le scandale qu'ils avoient donné à l'Eglise, & de retracter le témoignage qu'ils avoient rendu contre la verité, chacun dans la maniere que son état & sa situation permettoient de le faire, en suivant les regles de la prudence : mais qu'ils devoient tous se souvenir que la faute étant publique & du genre de celles qui attaquent la foi, la reparation n'en pouvoit être entièrement secrette, & que les regles de la prudence qu'ils devoient suivre, ne devoient pas être celles d'une prudence molle & humaine, mais d'une prudence soutenue de la force qui vient de l'Esprit de Dieu.

La 3 question regarde la conduire que

devoient tenir les simples particuliers, qui connoissant que la Constitution étoit mauvaise, pouvoient être exposez à en entendre la publication. L'Auteur répond qu'ils n'y devoient prendre aucune part, & qu'ils étoient même obligez de faire sentir leur opposition à proportion du degré de lumière qu'ils avoient, & à mesure qu'ils avoient lieu de craindre que leur silence ne fut pris pour un acquiescement. Il le prouve par la réponse que J. C. fit aux Pharisiens qui lui disoient de faire taire ses disciples : *Je vous declare*, leur dit-il, *que si ceux-là se taisent, les pierres mêmes crieront*, & par les éloges que S. Gregoire de Nazianze donne à S. Aphraate, qui n'étant que laïque ne laissa pas de quitter sa solitude pour rendre témoignage à la foi du Concile de Nicée contre les entreprises des Ariens.

La 4 question par où finit le Memoire, c'est quel égard on devoit avoir à la condamnation du livre du P. Q. & à la défense qui étoit faite de le lire ? L'Auteur répond, que si les motifs pour lesquels on l'avoit condamné fussent demeurez cachez, on auroit pu supposer que les Pasteurs en auroient eu de legitimes : mais que maintenant qu'ils declaroient eux-mêmes qu'ils ne l'avoient condamné qu'à cause des 101 Propositions, qu'on regardoit comme autant de veritez, ce seroit faire injure à ces mêmes veritez que d'avoir quelque égard à l'arrêt qui les condamnoit ; la verité ne pouvant jamais servir de fondement à la condamnation d'un livre, comme l'innocence, par raport à un homme, ne pouvoit jamais servir de fondement à sa condamnation, quelque puissans que fussent les ennemis que sa probité lui auroit attirez.

V. DEUX questions sur la Constitution : 1, si on doit & on peut y obéir ; 2, si en n'y obéissant pas, on encourt l'excommunication, examinées dans une lettre d'un Docteur en theologie à un Curé du diocèse de N. 1715.

La 1 question qu'on examine dans cette lettre ne regarde que la défense generale

qui étoit portée tant par la Constitution que par les Mandemens des Evêques, de lire & de garder le livre du P. Q. sous peine d'excommunication *ipso facto*. Le Curé à qui elle est écrite, craignoit que depuis que son Evêque avoit accepté la Constitution & l'avoit fait publier dans son diocèse, il ne fût obligé de se soumettre à cette défense, quelque certain qu'il fût par les lumières que Dieu lui avoit données, que ce livre étoit excellent, & qu'on n'avoit eû aucune bonne raison de le condamner.

L'Auteur après un long exposé de tout ce qui s'étoit passé dans cette affaire, & plusieurs raisonnemens generaux sur le droit que les Evêques ont de défendre certains livres, répond nettement à la question, qu'on ne pouvoit regarder autrement la défense generale de lire & de garder le livre des Réflexions Morales, que comme une injustice criante : & que bien loin que ceux qui, comme le Curé, en étoient convaincus fussent obligez d'y deférer, ils faisoient au contraire une action de pieté, en continuant de lire en leur particulier un livre qu'ils avoient toujours lu avec édification, & dont personne n'avoit fait un mauvais usage. Il fonde cette décision sur ces trois raisonnemens.

1, Le respect qui est dû aux superieurs, ne peut jamais être contraire à la charité que chacun se doit à soi-même ; or cette charité nous oblige à ne nous point priver de ce qui contribue à notre avancement spirituel, sans une juste raison & sans l'esperance d'un plus grand bien. Donc si par experience certaine nous sommes assurés que le livre des Réflexions nous aide à faire du progresz dans les vertus chrétiennes, il est absurde de prétendre que par respect pour les ordres injustes des superieurs, nous devons nous en interdire la lecture.

2, Quand on est certain qu'une loi est injuste, & que ceux qui l'ont faite, ou à qui on l'a fait faire, ont abusé de leur autorité, le respect dû à l'autorité ne peut pas nous obliger à la garder. Or nous sommes assurés par des raisons qui sont pour nous des démonstrations, que le Pape & les Evêques

ques ont abusé de leur autorité en nous ôtant le livre des Reflexions sous le faux prétexte qu'il nous est pernicieux. Donc par respect pour leur autorité nous ne devons point rendre ce livre, ni nous priver de le lire en particulier.

3. La charité que tous les enfans de l'Eglise doivent avoir pour elle, les doit empêcher de rien faire qui puisse contribuer à y établir la domination absolue, ni à entretenir les Prelats dans la faulle & pernicieuse pensée, que quoi qu'ils ordonnent, juste-ment ou injustement, les inferieurs doivent toujours s'en rapporter à ce qu'ils leur commandent: Or c'est contribuer à autoriser dans l'Eglise ces deux fausses maximes, que de ne plus lire un livre aussi excellent & aussi utile que celui des Reflexions, par la seule raison que le Pape & les Evêques nous le défendent. Donc nous ne devons pas avoir égard à ces défenses, & nous devons au contraire continuer à lire ce livre, avec la précaution de le faire sans bruit & en particulier, pour ne pas scandaliser les foibles.

L'Auteur appuie ces raisonnemens de l'autorité de Gerçon, & de plusieurs autres preuves, dans lesquelles nous n'entrerons point; non plus que dans celles qu'il rapporte pour établir qu'en n'obéissant pas à la défense de lire & de garder le livre des Reflexions, on n'encourt point l'excommunication: parce que cette matiere est suffisamment traitée dans le corps de cet Ouvrage.

VI. REPONSE à diverses questions touchant la Constitution Unigenitus, qui ont été proposées pour sujet des Conférences Ecclesiastiques du diocèse de Luçon en la presente année 1715.

M. l'Evêque de Luçon proposa en 1715 à ses Ecclesiastiques des sujets de conférences tout-à-fait dignes du premier Promoteur de la Constitution. Ils furent imprimez sur une feuille volante, & repandus non seulement dans son diocèse, mais dans tout le Royaume. Les voici.

Sujets des Conférences Ecclesiastiques du Diocèse de Luçon pour l'année 1715.

Pour le mois de May. I. La Constitution du Pape Clement XI. contre les Reflexions morales du P. Q. doit-elle être regardée comme contenant la doctrine de l'Eglise Catholique? II. Cette Constitution a-t-elle été suffisamment publiée & acceptée, pour obliger tous les fidelles à s'y soumettre? III. Comment faut-il se comporter dans le tribunal de la penitence à l'égard de ceux ou de celles qui refusent avec opiniâtreté cette belle & prudente Constitution?

Pour le mois de Juin. I. Comment faut-il répondre aux objections de ceux qui osent avancer que cette savante Constitution est contraire à l'ancienne doctrine de l'Eglise? II. Cette Constitution renverse-t-elle les principes de S. Augustin écrivant contre les heretiques? III. Propose-t-elle comme dogme de foi ce qui n'est qu'une simple opinion des écoles?

Pour le mois de Juillet. I. Est-il vrai que les Propositions condamnées par cette Constitution aient été tirées mot pour mot de S. Augustin? II. La savante école des Thomistes a-t-elle changé le système de sa doctrine depuis la publication de cette Constitution? III. Croyez-vous qu'il faille préférer l'explication des passages de S. Augustin sur la grace donnée par le P. Q. à l'explication qu'en donne l'Eglise?

Pour le mois d'Août. I. L'Eglise a-t-elle le pouvoir de condamner des propositions qu'on prétend que l'ancienne Eglise a approuvées? II. Comment faut-il qu'un Curé se comporte à l'égard d'une personne opiniâtre qui seroit décedée sans vouloir remettre les livres du P. Q. à l'Ordinaire? III. Les Curez sont-ils en droit de demander des explications à leur Evêque avant que de publier les Mandemens qui leur sont envoyez de sa part?

Pour le mois de Septembre. I. L'Assemblée des Evêques de France a-t-elle jugé nécessaire de faire une Instruction & une explication des 101. Propositions condamnées,

avant que d'accepter la Constitution qui les condamne ? II. N'y a-t'il aucune des propositions condamnées qui ne mérite quelque une des qualifications portées dans la Constitution ? III. Toutes les qualifications doivent-elles être appliquées à quelques-unes des Propositions condamnées ?

Pour le mois d'Octobre. I. Feu M. l'Evêque de Méaux a-t'il fait un ouvrage pour soutenir les Réflexions du P. Q. & d'où vient qu'il n'a pas voulu faire paroître cette Justification pendant sa vie ? II. D'où vient qu'on l'a publiée après sa mort ? III. Est-ce avec juste raison que ce grand & illustre Prelat a reconnu que les livres du P. Q. étoient remplis de Janfénisme ?

Nous ne savons point comment ces questions furent traitées dans les conférences de Luçon, ni quelles furent les réponses qu'y firent les Curez de ce diocèse. Mais un savant Theologien crut devoir les prévenir par l'écrit dont nous donnons l'extrait. Il y donne à chacune de ces questions une réponse nette & précise ; à la vérité bien éloignée des intentions du Prelat qui proposoit ces questions ; mais qui n'en est pas moins solide ni moins exacte : de sorte que cet écrit peut être regardé comme un excellent abrégé des meilleurs Ouvrages qui ont paru sur la Constitution. Afin d'en donner quelque idée à ceux qui ne l'ont pas lu, nous allons reprendre cinq ou six de ces questions, & marquer de quelle manière il y répond.

„ II. *Question du mois de May.* Cette Constitution a-t'elle été suffisamment publiée & acceptée pour obliger tous les fidèles à s'y soumettre ?

„ *Réponse.* La Constitution étant contraire à la doctrine de l'Eglise, il est impossible qu'elle soit acceptée de manière que les fidèles soient obligés à s'y soumettre. Dieu ne peut permettre un tel renversement. Aussi ne l'a-t'il point permis ; & pour nous en convaincre, il ne faut que remarquer quelles sont les conditions nécessaires pour que l'acceptation d'une Bulle oblige tous les fidèles. On verra aisément que la prétendue accepta-

tion de celle-ci n'a aucune de ces conditions. L'Auteur rapporte ces conditions. Il en marque jusqu'à dix. Il faut 1, que l'acceptation soit réelle, & non seulement présumée ou apparente. 2, Qu'elle soit générale. 3, Qu'elle soit uniforme. 4, Qu'elle soit faite par les Evêques. 5, Qu'elle soit faite par voie de jugement. 6, Qu'elle soit précédée d'un examen canonique. 7, Qu'elle ne soit point démentie par un témoignage opposé à celui des Evêques qui acceptent, & plus digne de foi que le leur. 8, Qu'elle renferme un consentement des Evêques qui tombe non seulement sur la probabilité ou sur la vérité des choses décidées par le Pape, mais encore sur la nécessité qu'il prétend imposer de croire ce qu'il décide. 9, Qu'elle soit libre. 10, Qu'elle soit évidemment revêtue de toutes ces conditions, de manière qu'on ne puisse en douter de bonne foi. L'Auteur explique chacune de ces conditions, & il fait voir qu'il n'y en avoit aucune qu'on pût véritablement appliquer à l'acceptation prétendue de la Constitution. Il s'étend principalement sur la preuve qu'on tiroit du silence des Eglises étrangères, & il développe avec beaucoup de lumière la nature de cette preuve, ce qu'on peut & ce qu'on ne peut pas conclure du silence. Enfin il va jusqu'à dire que non seulement les Evêques de France qui paroisoient avoir accepté la Constitution, ne l'avoient pas véritablement acceptée ; mais qu'en effet ils l'avoient rejetée ; & il en apporte deux preuves. La 1 est prise des explications sans lesquelles les XL. avoient reconnu qu'on ne pouvoit pas l'accepter. La 2, du témoignage qu'ils avoient rendu à la vérité de plusieurs Propositions condamnées, & cela dans les actes mêmes où ils avoient voulu paroître accepter la Bulle qui les condamnoit.

„ I. *Question du mois d'Août.* L'Eglise a-t'elle le pouvoir de condamner des Propositions qu'on prétend que l'ancienne Eglise a approuvées ?

„ *Réponse.* Le dessein de ceux qui proposent cette question est apparemment de faire entendre, que les Propositions du P. Q.

„ quoique tirées des SS. Peres ; peuvent
 „ être condamnées aujourd'hui ; soit parce
 „ qu'il n'est pas vrai que l'Eglise les ait ap-
 „ prouvées ; soit parce qu'elle peut , à ce
 „ qu'on prétend , condamner des Propo-
 „ sitions qu'elle auroit autrefois approu-
 „ vées ? Ainsi , pour bien répondre sur cela
 „ il est à propos d'établir quelques maxi-
 „ mes dont il me paroît qu'on ne pourra
 „ contester la vérité , & qu'il suffira d'ap-
 „ pliquer aux Propositions du P. Q. pour
 „ reconnoître de plus en plus l'injustice de
 „ la Constitution.

L'Auteur pose jusqu'à 14 maximes sur
 cette matiere , qui l'éclaircissent parfaite-
 ment ; & voici la conclusion qu'il en tire ,
 & où toutes ces maximes sont renfermées.
 „ L'Eglise , dit-il , ne peut condamner ni
 „ la doctrine qu'elle a une fois approuvée ,
 „ ni les Propositions qu'elle a une fois con-
 „ sacrées pour signifier cette doctrine ; ni
 „ celles qu'elle n'a peut-être pas con-
 „ crées , mais qui sont déterminées par la
 „ valeur unique des termes ou par l'usage
 „ commun à n'exprimer que la vérité. Elle
 „ ne peut condamner par rapport à un cer-
 „ tain livre & à l'auteur , des Propositions
 „ qui dans le livre & par les précautions
 „ que l'auteur a prises , sont orthodoxes &
 „ irrépréhensibles. Elle ne peut proscrire
 „ des Propositions qui n'exposent que des
 „ faits véritables avec des réflexions édi-
 „ fiantes , & qui loin de blâmer la discipline
 „ présente , avertissent les pécheurs d'aimer
 „ l'indulgence de l'Eglise , d'en profiter par
 „ l'humilité même , qui fait qu'ils s'en
 „ croient indignes , & de faire , non ce
 „ qu'on pratiquoit autre-fois , mais ce qui
 „ est nécessaire pour se disposer aux Sacre-
 „ mens. Or en condamnant les 101. Pro-
 „ positions , en adoptant la Bulle , l'Eglise
 „ feroit tout cela. Il est donc impossible que
 „ l'Eglise accepte jamais cette Constitution ,
 „ & nul fidèle ne doit s'y soumettre.

„ I. *Question du mois d'Octobre.* Fcu M.
 „ l'Evêque de Meaux a-t'il fait un Ouvrage
 „ pour soutenir les Reflexions du P. Q. &
 „ d'où vient qu'il n'a pas voulu faire paroî-
 „ tre cette Justification pendant sa vie ?

„ R. MM. les Evêques de Luçon & de
 „ la Rochelle nous disent positivement que
 „ cet ouvrage est de lui. Il ne l'a pas donné au
 „ public , parce qu'il ne l'avoit point com-
 „ posé afin qu'il parût sous son nom. Il de-
 „ voit paroître sous le titre d'Avertissement
 „ à la tête d'une nouvelle édition des Ré-
 „ flexions morales , & sous le nom des
 „ Theologiens qui étoient chargez de la
 „ revoir. Par différentes raisons on aima
 „ mieux en prendre l'essentiel , & en com-
 „ poser quatre lettres qui furent imprimées
 „ avec approbation en 1700.

„ II. *Question.* D'où vient qu'on l'a pu-
 „ bliée après sa mort ?

„ R. Il y auroit plus de sujet de s'éton-
 „ ner qu'elle n'ait pas été publiée plutôt ,
 „ & que de grands Prelats qui avoient ce
 „ riche trésor , n'ayent pas jugé à propos
 „ de le communiquer ; mais on ne fait
 „ point de question là-dessus , parce qu'on
 „ respecte leurs raisons & leur conduite , &c.

„ III. *Question.* Est-ce avec raison que
 „ ce grand & illustre Prelat a reconnu que
 „ les Livres du P. Q. étoient remplis de
 „ Jansenisme ?

„ R. Cette question suppose faux. On
 „ n'a nulle preuve que M. Bossuet ait re-
 „ connu que les livres du P. Q. étoient
 „ remplis de Jansenisme. Qu'allegue-t-on
 „ pour le faire voir ? Une lettre de M.
 „ Willart écrite au mois de Mars 1699 ,
 „ où il dit qu'il croit *entrevoir* que M. de
 „ Meaux parloit mal des Reflexions Mora-
 „ les : une autre lettre du mois de Janvier
 „ 1700 , où désignant , à ce qu'on croit ,
 „ ce Prelat , il dit : *M. du Perron en parle*
 „ *mal aussi ; mais je ne le sçai que d'hier.* Il
 „ ne pouvoit donc pas avoir eu beaucoup
 „ de loisir pour approfondir ce qu'on lui
 „ avoit rapporté : enfin une lettre anonyme
 „ & non imprimée , où l'on faisoit là-des-
 „ sus des reproches à M. de Meaux. On
 „ voit que tout cela se réduit à des oui-dires
 „ incertains , & qui pouvoient n'avoir ab-
 „ solument aucun fondement. Bien plus ,
 „ ces oui-dires n'ont nulle apparence. Qui
 „ croira en effet que M. de Meaux par-
 „ lât mal en 1699. & au commencement

Julif.
p. 90.

P45-94

de 1700. d'un ouvrage, pour la justification duquel il écrivoit actuellement?... De plus M. Willart ne marque pas précisément ce qu'on prétendoit qu'il avoit dit contre cet ouvrage. Quand il auroit accordé à la complaisance pour M. de Chartres, qu'il menageoit beaucoup, & au desir de témoigner qu'il eût été à propos d'éviter de donner lieu aux applications à certaines choses du tems, qu'il étoit meilleur d'oublier : Quand il auroit avoué, ce qu'il insinue dans sa justification, qu'il se rencontroit quelque part de l'obscurité, ou même quelques défauts, le plus souvent dans l'expression, comme une suite inséparable de l'humanité, qui avoit échappé dans les éditions précédentes, il y a bien loin de là à ce qu'on veut aujourd'hui qu'il ait reconnu, que ce livre étoit plein de Jansenisme.... Hélas peut-être si Dieu nous eût conservé cet illustre Prelat, aussi-bien que quelques autres Evêques qui lui étoient unis de sentimens & d'amitié, la cabale des Jésuites auroit-elle été plus timide, & la Cour de Rome plus mesurée !... Mais il ne s'agit pas tant de deviner ce qui seroit arrivé, que de reconnoître ce que nous devons faire.

C'est pour avoir lieu de l'expliquer que l'Auteur ajoute quelques nouvelles questions à celles qui étoient proposées par M. de Luçon ; & il y répond de la même manière. Il y examine quelle étoit l'idée juste qu'on devoit se former de la Constitution : ce que devoient faire en conséquence les Pasteurs, les Magistrats, & tous les Fidèles : comment ceux qui l'avoient acceptée, publiée, ou reçue en quelque manière que ce fût, pouvoient & devoient réparer le tort qu'ils avoient fait à l'Eglise : & enfin combien il étoit utile de connoître les défauts de cette Bulle, & l'utilité qu'on en pouvoit retirer, tant par rapport au présent que par rapport au passé & à l'avenir.

VII LETTRE à M. l'Evêque D***. où l'on montre que l'on ne peut recevoir la Constitution ; même avec explication. 25. Octobre 1715.

Cette lettre n'est que de 30 pages, & ne contient rien qui ne soit expliqué avec beaucoup plus de force dans plusieurs des écrits dont nous avons déjà donné l'extrait. L'Auteur marque dès la première ligne quelle en fut l'occasion. C'est le bruit que certaines gens répandirent dès-lors, que M. le Cardinal de Noailles pensoit de nouveau à accepter la Bulle avec explication. Il auroit, dit-il, peut-être, pu au commencement de l'affaire de la Constitution, donner dans ce projet sans sortir de son caractère : les choses alors n'étoient pas si éclaircies, & la foule de ceux qui y donnoient, pouvoit l'entraîner ; mais à présent que chacun voit l'injustice de cette conduite, on ne peut pas croire que des personnes qui aiment la vérité & qui ont de la droiture, se portent à l'embrasser. Aussi je ne crains point de dire à tous ceux qui attribuent ce projet à M. le Cardinal de Noailles, qu'ils sont mal informez, & qu'il n'y a que des gens aussi enmis de S. E. que les Jésuites qui puissent répandre une pareille fausseté. Vous savez mieux que personne, ajoute-t-il, combien j'ai raison de parler ainsi ; mais peut-être qu'en faveur de ceux qui ne sont pas au fait des matières avant que vous l'étes, vous seriez bien aise que l'on recueillît ce que l'on a de plus fort pour montrer l'injustice qu'il y auroit à prendre le parti du Mandement explicatif. C'est ce que l'Auteur exécute en peu de mots, mais d'une manière assez nette. Tout ce qu'il dit se réduit à cette preuve unique qui renferme en effet toutes les autres : Que les sens erronnez sur lesquels seuls on prétendoit par le Mandement explicatif faire tomber la condamnation prononcée par le Pape, n'étant ni les sens des propositions du P. Q. ni le sens de la Bulle, ne pouvoient jamais être un moyen pour condamner les

propositions & pour accepter la Bulle. C'est ce qu'il montre par l'exemple de six d'entre les Propositions qu'il fait voir n'être susceptibles d'aucun sens erronné : & il conclut que le seul parti qu'il y avoit à prendre étoit de s'en tenir à celui qu'on avoit embrassé, c'est à dire, de poursuivre la demande qu'on avoit faite au Pape de donner des explications. „Que faire donc, dit-il, dans la conjoncture présente ? Faut-il condamner hautement la Bulle, & dire net au Pape, comme fit autre-fois saint Paul au Prince des Apôtres : *J'ous ne marchez pas dans la droiture de l'Evangile*. C'est la consequence naturelle, ajoute-t'il, que suggeroit la simplicité des siècles Apostoliques, & c'est peut-être à considérer la chose en elle-même, ce qui conviendrait le plus aux intérêts de l'Eglise, au zèle que l'on doit avoir pour la véritable gloire du S. Siège & pour le salut de celui qui y est assis, enfin à cette generosité-sainte qui est la perfection propre de l'Episcopat. Mais comme cela ne lui paroît pas praticable dans la situation présente de l'Eglise, il juge que l'unique parti qui restoit, c'étoit de suivre le projet qu'on avoit formé de demander des éclaircissemens au Pape, & de le faire incessamment & par un écrit public, qui fit connoître à toute l'Eglise que les difficultés qui arrêtoient les Evêques opposans, n'étoient pas, comme le Pape le disoit, de vaines questions inventées à plaisir pour troubler l'union de tous les membres avec leur Chef.

VIII. CONSULTATION touchant la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. 1715.

IX LETTRE d'un Evêque à un Evêque touchant ce qu'il pense d'un écrit intitulé Consultation &c. 4. Fevrier 1716.

Nous plaçons ces deux Ecrits à la suite du precedent, parce qu'ils traitent du même sujet. Ils sont écrits l'un & l'autre d'un style beaucoup plus léger, & ils nous pa-

roissent aussi mériter plus d'attention. Nous ne pouvons donner un extrait plus juste du premier qu'en copiant ce qui en est dit dans le second. Voici comme parle l'Evêque Auteur de la lettre.

„Premièrement, dit-il, à l'égard de l'Auteur du livre, je ne vous dirai rien de certain. Il paroît seulement par le titre, que ce pourroit être un avocat. Le jugement même qu'il porte sur les propositions de la Bulle, & la manière dont il en explique quelques-unes, portent assez à croire que ce n'est pas un homme de notre profession, ou du moins qui y soit fort habile. D'ailleurs j'apprens que d'autres ont le même soupçon que moi ; & plusieurs même, au stile de l'ouvrage, & à la complaisance avec laquelle on le distribue d'un certain côté, (c'est-à-dire du côté des personnes attachées à M. le Cardinal de Noailles, & à son sentiment sur les explications) croient pouvoir deviner au juste à qui précisément on doit l'attribuer. Pour moi qui ne veux vous rien dire que de certain, je laisse l'Auteur, & je viens à son ouvrage. Cette Consultation, dit l'avertissement, a été faite par un homme de bien également attentif aux devoirs de sa conscience & aux intérêts de l'Eglise. Elle est adressée à un sçavant & vertueux Prelat, à qui il parle avec toute sorte de confiance, & il paroît qu'en exposant ainsi ses difficultés & ses peines, il n'a d'autres vûes que de mettre son salut en sûreté. Il a partagé sa Consultation en deux parties. Dans la 1, il consulte sur la qualité de la Constitution. Dans la 2, sur le poids de l'autorité qui la présente. Nous n'avons encore, continue l'Auteur de la lettre, que la 1. Partie ; & en voici la division. D'abord il parcourt & touche légèrement les préjugés qu'on apporte contre la Constitution. Il entre ensuite dans le fond de la Constitution, & il examine les divers genres de propositions qu'elle renferme. Enfin il considère quelles peuvent être les suites de l'acceptation qui seroit faite de la Constitution. Le tout aboutit à faire voir qu'il ne croit pas que

„ la Constitution puisse être reçue sans ex-
„ plications.

„ Il ne s'agit plus, poursuit nôtre Evêque,
„ que de sçavoir par qui l'Auteur de la
„ Consultation croit que les explications
„ devroient être données. Est-ce par le Pa-
„ pe ? Est-ce par les Evêques ? C'est sur
„ quoi il ne le declare point assez. Il dit
„ bien, pag. 39. *Qu'il y a beaucoup à dou-*
„ *ter si pour l'honneur même du S. Siège, aussi*
„ *bien que pour l'intérêt de la religion, il ne*
„ *seroit pas mieux que toutes les voix se réu-*
„ *nissent pour demander la révision de la Con-*
„ *stitution.* Mais au reste ce n'est qu'un dou-
„ te : & le point que ce doute regarde, n'est
„ pas de sçavoir, *s'il ne faudroit point* que
„ les voix se réunissent pour demander la
„ révision de la Constitution ; mais seule-
„ ment *si cela ne seroit pas mieux.* Ainsi
„ l'Auteur paroît supposer que les Evêques
„ peuvent donner des explications, & qu'en
„ conséquence de ces explications on peut
„ de leurs mains recevoir la Constitution,
„ quoique peut-être il fut mieux que l'on
„ demandât la révision de la Constitution.
„ Il ne s'explique pas plus ouvertement,
„ pag. 53. Car quoiqu'il y dise, par maniè-
„ re de conclusion, *que ce seroit donc man-*
„ *quer à ce que l'on doit à Dieu & à l'Eglise,*
„ *si par une soumission timide & précipitée on*
„ *cessoit de demander des explications,* il ne
„ dit point encore ni qui doit les demander,
„ ni qui doit les donner : & il insinue que
„ qui doit les demander, c'est tout fidelle,
„ tout homme de bien, tel que l'Auteur de la
„ Consultation : ce qui laisse à entendre que
„ ce sont les Evêques qui doivent les donner.
„ Quoi qu'il en soit (c'est toujours l'Evê-
„ que qui parle) du dessein de la Consul-
„ tation sur le parti qu'il veut favoriser, il est
„ du moins constant par plusieurs endroits
„ de son écrit, qu'il est possible, selon lui
„ de donner à la Bulle de bonnes explica-
„ tions : lui-même en donne à la censure de
„ plusieurs propositions ; & il finit son ou-
„ vrage en disant, pag. 53, *que par ces ex-*
„ *plications si sages & si précises l'Eglise fer-*
„ *meroit la bouche à tous les adversaires de la*
„ *Constitution.*

C'EST cette prétention que l'Evêque
Auteur de la lettre entreprend de refuter,
en faisant voir le peu de solidité de toutes
les raisons que le Consultant alleguoit en
faveur de ce sentiment. Le Consultant dis-
tinguoit trois sortes de propositions con-
damnées : les unes étoient infidèlement ex-
traites ; les autres ambiguës, & les autres
bonnes dans leur sens naturel : & il trou-
voit des raisons pour faire recevoir à l'om-
bre des explications la condamnation de ces
trois especes de propositions. Il disoit à l'é-
gard des premières, qu'à la vérité il ne
voyoit pas qu'on pût en conscience en ad-
mettre une condamnation *pure & simple* ;
mais il ne trouvoit point d'inconvenient à
l'admettre en l'expliquant.

Sur cela l'Auteur de la lettre demande au
Prelat à qui il l'adresse, si c'étoit-là raison-
ner, & si ce n'étoit pas plutôt vouloir prou-
ver qu'on pouvoit recevoir la Bulle par les
arguments mêmes qui démontroient invin-
ciblement que les explications étoient im-
possibles. „ En effet, dit-il, quelle expli-
„ cation donner à la condamnation de pro-
„ positions infidèlement extraites, & par
„ lesquelles on prétend que leur Auteur a
„ voulu insinuer une mauvaise doctrine ?
„ Voyez-vous, Monseigneur, autre chose
„ à dire, sinon que ces propositions sont in-
„ fidèlement extraites ? Mais 1. ce n'est
„ point-là une explication : c'est l'aveu d'une
„ injustice. 2. Cet aveu met dans l'impuif-
„ sance de recevoir une Bulle, où l'on met
„ sur le compte d'un Auteur des intentions
„ criminelles, qui n'ont de fondement que
„ dans l'injustice que l'on commet à son
„ égard, faisant des extraits infidèles de
„ son livre. Et enfin, dès que par-là on a
„ montré que le venin dont on fait tant de
„ bruit, n'est qu'un venin imaginaire, on
„ voit combien il est inutile de mettre
„ en trouble la maison de Dieu pour des
„ maux qui n'ont rien de réel ; & combien
„ il est ridicule à des Evêques d'affecter les
„ mouvemens d'une compassion paternel-
„ le, pour faire valoir les remèdes dont il
„ n'ont pas besoin.

Le Consultant hésitoit un peu sur les

propositions de la troisième espèce, c'est-à-dire sur celles dont le sens naturel étoit orthodoxe. Il disoit même dans un endroit, qu'il dontoit qu'on pût les condamner sous prétexte qu'elles étoient susceptibles d'un mauvais sens qu'on leur donnoit par une explication : & il en apportoit trois bonnes raisons. La 1, que l'esprit se portoit d'abord au sens propre & naturel d'une proposition, & ne pouvoit s'empêcher de l'approuver, lorsqu'il étoit bon ; de manière qu'une condamnation qu'on l'obligeoit d'en faire par réflexion, & pour ainsi dire après coup, l'embarassoit & le revoltait. La 2, que cette proposition elle-même avoit droit, s'il est permis de parler ainsi, de se faire recevoir par tout selon le sens légitime qui lui appartenoit & qu'elle présentait d'abord, & qu'il y avoit une espèce de violence & d'injustice à la transporter à un sens étranger & mauvais. La 3, enfin, que par la condamnation qu'on en faisoit on suprimoit à jamais une vérité quelque-fois très-importante qu'elle renfermoit & qu'elle offroit d'abord à tous les esprits. Cependant cet Auteur après des réflexions si sages ne laissoit pas de conclure qu'on pouvoit avec des explications admettre aussi la condamnation de ces propositions ; & il se contentoit d'avertir quiconque l'auroit admise, qu'il ne pourroit plus employer simplement ces propositions : qu'après avoir admis, par exemple, la condamnation de la 48 & de la 91 proposition, il ne lui seroit plus permis de dire purement & simplement, *Que sans J. C. on ne peut être autre chose que tenebres, qu'égaré on est & que péché. Que la crainte d'une excommunication injuste ne doit jamais nous empêcher de faire notre devoir.*

Nôtre Evêque fait voir que cette condamnation n'est pas moins déraisonnable que celle des propositions infidèlement extraites : Car, dit-il, s'il est vrai que le sens naturel de ces propositions soit orthodoxe, il faudra donc les condamner dans un sens qui sera contre nature, dans un sens par conséquent qu'on ne pourra leur attribuer que par une calomnie aussi visible qu'elle est ridicule, & qui couvrira

les Auteurs de confusion. Après avoir appuyé cette raison par la définition de l'explication, qui n'est établie que pour développer le sens naturel d'une proposition, & non pour lui ôter ce sens naturel & la rendre par-là différente de ce qu'elle est véritablement & de sa nature ; il insiste sur la raison que le Consultant avoit indiquée : Une parcellle conduite, ajoute-t-il, est inouïe dans l'Eglise : & si haut que l'on remonte dans l'antiquité, on n'en trouvera pas un seul exemple. Comment en effet l'Eglise eût-elle pu conserver les sources précieuses de sa doctrine, si elle eût pratiqué ou permis rien de semblable ? Chaque hérésie nous auroit enlevé du dépôt des saintes Ecritures & de la Tradition, tout ce qu'elle en eût pu corrompre par les fausses explications : peu-à-peu dans la crainte d'éloigner de l'Eglise plusieurs de ses enfans, (motif qui est bien aussi apparent que celui du respect dû au Pape) on auroit dépoüillé la Religion de toutes ses preuves ; & pour ménager des enfans apostats, l'Eglise eût apostasié elle-même, en interdisant l'usage de propositions orthodoxes & innocentes, dont les novateurs se feroient mal à propos scandaliser.

Enfin l'Auteur de la lettre vient aux propositions ambiguës. Ce devoit être le sort du Consultant, car il paroît suffire que des propositions soient ambiguës, pour qu'il y ait lieu de les condamner ou de les approuver en distinguant les différens sens qu'elles peuvent présenter à l'esprit. Mais nôtre Evêque fait voir que toutes les propositions que le Consultant donnoit pour ambiguës, & qu'il vouloit qu'on condamnat en les expliquant, étoient si clairement irrépréhensibles, que les Evêques se feroient infailliblement exposer au mépris de toutes les personnes éclairées, s'ils avoient dressé des explications de la Bulle sur le modèle que le Consultant leur suggéroit. Les propositions qu'il apportoit pour exemples de propositions ambiguës, étoient la 3, la 6, la 49, la 63, & la 69. Rien n'est plus juste ni plus lumineux que ce que nôtre Evêque

dit pour montrer que ces cinq propositions étoient très-exactes, & que les explications au contraire que le Consultant entreprenoit de leur donner pour les rendre condamnables, étoient très-défectueuses, & favorisoient diverses erreurs. Mais il n'est pas de nôtre dessein de le suivre dans cette discussion.

Il finit par résoudre une objection qui venoit naturellement à l'esprit : C'est que sa lettre montrant évidemment que les explications étoient impossibles, les Evêques ne pouvoient donc pas en demander au Pape, comme on disoit néanmoins qu'ils vouloient le faire. Il répond qu'il étoit vrai que quelques Evêques pouvoient porter leurs vûes de ce côté-là ; mais que ce n'étoit pas certainement le sentiment de tous ni le sien en particulier : qu'il ne lui paroissoit pas qu'il fût de la droiture avec laquelle des Evêques devoient agir, ni du respect qui étoit dû au Pape, de lui demander des explications qu'ils ne jugeoient pas qu'il pût donner, & encore moins d'appuyer cette demande sur des raisons qui faisoient manifestement sentir cette impossibilité : Qu'ainsi son avis étoit, qu'ils devoient simplement exposer au Pape les peines qu'ils avoient au sujet de sa Constitution, & le presser de les honorer d'une réponse sur une matière si importante à la Religion : que ce parti étoit foible, à la vérité ; mais qu'il étoit humble, prudent, & respectueux envers le Siege apostolique, & qu'un tems plus heureux pourroit venir où Dieu par sa grace les feroit parler & agir avec toute la générosité Episcopale.

X. LETTRES de M. l'Abbé de Margon, & Réponses à ces lettres. 1715. & 1716.

NOUS avons trois lettres de M. l'Abbé de Margon qui ont été imprimées séparément à la fin de 1715. & au commencement de 1716. Nous ne dirons rien de la première adressée au P. Tournemine au sujet de sa critique du Livre intitulé, *Le jansénisme démasqué* ; parce que les longs extraits que nous en avons donné, en parlant du Livre

de l'*Allion de Dieu*, sont plus que suffisants pour la faire connoître à ceux qui ne l'auroient pas lûe.

Une faussée édition qui parut de cette lettre, où il y avoit des fautes & des changemens considérables, avec un avertissement à la tête, & des vers à la fin qui étoient également pitoyables, donna lieu à la 2. lettre, qui est encore adressée au P. Tournemine. M. de Margon y désavoué cette faussée édition, & commence à y donner une idée de la politique & des intrigues des Jésuites. Le mystère qu'il y développe en particulier, & qui occupe presque toute la lettre, c'est celui de la Gazette des menfonges des Jansénistes. La première de ces gazettes avoit paru vers la fin de 1714. avec ce titre, *Nouvelle gazette contenant les menfonges des jansénistes. Août & Septembre 1714.* On y ramassoit les fausses nouvelles qu'on prétendoit que les Jansénistes repandoient dans le monde touchant la Constitution & touchant les Jésuites. La plupart étoient de l'invention des Jésuites mêmes ; & si on en mêloit quelques-unes de véritables, ce n'étoit que pour donner le change au public, & les faire passer pour des faussetez. On avoit promis dans l'avertissement, qu'on en donneroit une semblable de deux mois en deux mois, à moins que les Jansénistes ne cessassent de mentir : ce qui, disoit-on, n'étoit nullement à présumer. Mais on n'avoit pas tenu parole, & on s'étoit arrêté après la troisième gazette : les deux dernières n'avoient même suivi que d'assez loin la première. Le public n'avoit point été la dupe de ces ridicules gazettes, & il avoit aisément reconnu que les nouvelles qu'on y lisoit, aussi bien que le recueil, étoient l'ouvrage des Jésuites. Mais il ignoroit de quelle main précisément partoient ces nouveaux libelles, & quel en étoit le dessein. C'est ce que M. de Margon explique dans un grand détail. Il nous apprend que les premiers auteurs de ces gazettes étoient le P. Lallemand & le P. Germont, qui se servoient pour les faire imprimer & pour les distribuer, d'un Docteur leur élève, nommé Richard, qu'ils avoient placé auprès d'un

d'un jeune Abbé de condition ; que le P. Tellier entroit dans cette manœuvre ; quelles étoient en cela ses vûes , & avec quelle dissimulation profonde il se conduisoit dans ces petites choses comme dans les grandes. Il revele à cette occasion une inuité de faits également curieux & importans pour faire connoître le caractère des Jesuites. Il les narre avec la même legereté & le même agrément qu'on a pû remarquer dans les extraits de sa 1^{re} lettre ; & il les appuie de tant de circonstances & de tant de preuves , qu'il est impossible de ne pas se rendre à l'évidence , à laquelle il porte ceux qui paroissent d'abord les plus incroyables. Le portrait sur tout qu'il fait du P. Tellier est des plus singuliers. Ceux qui voudront le lire & être instruits du détail de ces faits , dans lequel il ne nous est pas possible d'entrer , seront dedommagés de leur peine par le plaisir que leur donnera cette lecture. Nous copierons seulement ici les dernières paroles de cette lettre. „ Je finis , dit M. l'Abbé de Margon , cette longue lettre en vous priant , M. R. P. de dire aux Jesuites que je me suis heureusement delivré du ressentiment personnel que j'avois contre'eux. Je leur pardonne de bon cœur tout ce qu'ils m'ont fait : & si je rends compte au public de leur procédé à mon égard , & si je parle de ma chute & du précipice où j'étois malheureusement tombé , je crois y être obligé pour la sûreté de ceux qui s'engagent dans les mêmes voies. Il importe peu au public de savoir quel est le mal qu'on m'a fait : mais il lui importe de connoître la politique de ceux qui lui en peuvent faire ; aussi je ne parle jamais du procédé des Jesuites à mon égard , qu'autant qu'il le faut pour manifester leur politique : & ceux qui s'y laissent prendre n'en seront plus la victime , quand je leur aurai fait connoître de quelle maniere je l'ai été. Ce n'est pas ici une dispute sur la grace ou sur la Constitution. Ce que je dis n'est pas du ressort de la Theologie scholastique. C'est en vain , MM. RR. PP. que vous attendez à relever dans mes écrits quelque proposi-

tion heretique : vous n'y trouverez rien sur la doctrine qui merite d'être deféré au Pape & aux Evêques. C'est moi qui vous defere à tous les tribunaux de l'univers. Si ce que je dis contre vous est vrai , il n'y a pas d'homme raisonnable qui puisse me desapprouver , & qui ne vous condamne : & si je vous accuse fausement , écrivez contre moi ; venez me confondre ; justifiez vous au tribunal du public où je vous appelle. Car on va conclure de votre silence , que vous êtes coupables , que j'ai eu raison de parler , & que je ne pouvois me taire sans crime. Si quel qu'un de vos partisans me refuse aujourd'hui ce témoignage , un jour il sera forcé de me le rendre du moins au fond de son cœur. Je suis &c.

Les Jesuites furent sensibles à ce défi , & à l'impression que ces deux lettres firent sur le public. Pour ne pas demeurer entièrement dans le silence , ils firent paroître presque en même tems trois lettres , qu'ils donnerent pour des refutations complètes de celles de M. de Margon. La 1^{re} datée du 1 Mars 1716. avoit pour titre : *Lettre d'un Abbé de Province à l'Abbé de Margon*. Ce n'étoit qu'une satire , où on le turlopinoit sur l'aveu qu'il faisoit lui-même dans quelques endroits de ses lettres , qu'il ne s'étoit attaché aux Jesuites , & ne s'étoit brouillé avec eux , que par des motifs d'ambition & d'intérêt : d'où l'on concluoit , qu'il ne meritoit aucune créance sur tout ce qu'il rapportoit à leur desavantage , sans contredire aucun des faits qu'il citoit , ni aucun des extraits des lettres des Jesuites sur lesquels il les appuyoit. On avertissoit seulement par un *Postscriptum* , qu'il couroit des pieces originales qui démontreroient évidemment que ce qu'il avoit avancé dans sa 2^{de} lettre sur le P. Lallemand, Germon & quelques Jesuites étoient autant d'impostures.

La 2^{de} Lettre datée du 5 Fevrier étoit encore d'un anonyme , qui prenant un ton tout different du premier y remontoit devotement à M. l'Abbé de Margon , que sa premiere lettre au P. de Tourne mine l'avoit fort scandalisé ; qu'il n'y trouvoit que

deux motifs qui l'avoient porté à l'écrire, & à se déclarer contre les Jésuites ; la critique que le P. de Tournemine avoit faite de son livre du *Janfénisme démaqué*, & l'ingratitude des Jésuites qui n'avoient pas récompensé ses travaux en lui faisant donner un bénéfice ; & que l'un & l'autre étoient également déraisonnables. „ Certainement, „ dit-il, le P. de Tournemine n'a point „ tort, & il ne pouvoit approuver votre „ livre sans se décrier. Bien des gens qui ne „ sont pas Jésuites, ont jugé de votre livre „ comme lui. Pouvoit-il approuver l'ouvrage „ d'un visionnaire & d'un homme endormi. „ C'est ainsi que vous en parlez vous-même. . . . Dailleurs si votre livre est l'ouvrage des Jésuites, comme vous l'assurez, „ quel tort vous font-ils de le critiquer ? „ Chacun n'est-il pas maître de son bien ? . . . „ Vous êtes aussi injuste de vous plaindre „ de ce que les Jésuites n'ont pas récompensé vos travaux par un bénéfice. Vous „ savez que les Saints n'ont jamais recherché les bénéfices : que c'est une simonie „ de les donner à ceux qui les achètent : que „ rien n'arrive que par la volonté & les „ ordres de Dieu, & que par conséquent „ n'ayant point eu de bénéfice, Dieu ne „ vouloit pas que vous en eussiez un. Pour „ quoi donc voulez-vous vous opposer aux „ ordres de celui qui est Tout-puissant, & „ vous en prendre aux Jésuites, de ce qu'ils „ n'ont pas fait changer la volonté divine „ sur votre compte : cela étoit-il dans leur „ pouvoir ? . . . Mais comment vous défendrez-vous dans l'esprit des honnêtes „ gens de la mauvaise réputation de calomniateur ? Vous confessez que vous avez „ calomnié les Janfénistes, & j'espère que „ vous ne mourrez pas sans déclarer que „ vous avez calomnié les Jésuites : si cela „ étoit autrement, votre salut seroit bien „ en danger. . . . Vous qui faites tout passer „ en charité ce que vous dites des Jésuites, „ qu'ils voulaient sapper tous les systèmes catholiques & tous les arguments des Pères sur „ la Religion, pour ne point laisser d'autres „ sentimens dans l'Eglise, que celui de Moli-

„ na. Où sont les preuves d'une telle impu- „ tation & d'une entreprise si criminelle ? „ Est-ce là le langage de la charité qui ne „ juge mal de personne ? . . . Croyez-moi, „ Monsieur, ajoutez-il en finissant, vous „ n'aurez assurément pas de la consolation „ à la mort d'avoir écrit cette lettre qui „ vous fait tant de tort, sur tout puisqu'elle „ en fait aussi à votre prochain. Pour moi „ j'aurai toujours l'honneur de vous mar- „ quer que je suis &c.

Enfin la 3. Lettre, qui seule meritoit de l'attention, étoit une lettre très-courte du P. Lallemand à M. l'Abbé de Saillant, où il donnoit, disoit-il, un *dementi total & absolu* à M. de Margon sur tout ce qu'il avançoit dans sa seconde lettre sur son compte & sur celui du P. Germont, par rapport à la gazette des mensonges des Janfénistes ; & il faisoit à tirer de ce desaveu les conséquences sur ce qu'il convenoit de penser des autres recits dont M. de Margon étoit seul garant.

Ces réponses attirèrent la 3. Lettre de M. de Margon, qui est adressée au P. Lallemand. Il la commence par répondre au *dementi* grossier que ce Père lui donnoit. Il fait voir que ce *dementi* que le P. Lallemand disoit d'abord être *total & absolu*, étoit habilement retraint par le détail qu'il faisoit ensuite des choses qu'on lui reprochoit, & réduit à de certaines circonstances particulières que M. de Margon n'avoit rapportées que sur la foi du *Docteur Gazetteur*, & dont la négation n'empêchoit point que les faits principaux ne subsistassent en leur entier. Il marque la formule dont le P. Lallemand auroit dû se servir pour lui donner véritablement un *dementi total & absolu*. Il auroit dû dire : *J'atteste & je jure que je ne me suis mêlé en aucune façon de la gazette des mensonges : je regarde cet écrit comme un infâme libelle que l'esprit de discorde a inspiré : je le désavoue, & je le deteste, comme je l'ai toujours detesté. J'ignore qu'aucun Jésuite en soit l'auteur, & c'est deshonnorer notre Compagnie de lui attribuer un tel écrit.* Or M. de Margon demontre par l'analyse qu'il fait de sa lettre, qu'il n'a rien dit de tout cela ; & il apporte de nouvelles preuves qu'il ne

l'auroit pû dire sans s'exposer lui-même à un démenti desagréable. „ Car, dit-il, la „ gazette des mensonges est un écrit public, „ un libelle diffamatoire qui favorise les „ Jésuites : il suffit de le lire pour en con- „ noître le dessein.... Or les intrigues com- „ mises au public ne sont jamais parfaite- „ ment secrètes. Un Imprimeur qui rece- „ voit le manuscrit de vos mains ; ceux qui „ ont concouru avec lui, ceux qui ont „ vû l'empressement des Jésuites pour cet „ indigne libelle, seroient scandalisés de „ vous entendre attester contre la vérité. „ Chacun rappellerait alors quelque circon- „ stance à laquelle on ne pense plus ; une „ infinité de temoins se reveilleroient ; en „ moins de rien le mystère seroit décou- „ vert : & l'on sauroit en même tems que „ vous avez fait ce libelle, & que vous l'a- „ vez nié.

M. de Margon passe ensuite aux deux autres lettres par lesquelles on pretendoit répondre à la première, & il fait voir de meine qu'elles n'y donnent aucune atteinte. Nous ne rapporterons de l'examen qu'il en fait qu'un seul endroit : „ Vous voulez, „ dit-il, excuser le P. de Tournemine sur „ sa critique, & vous me parlez ainsi : *Di- „ tes-moi, Monsieur, le savant & judicieux „ critique, si ce livre est l'ouvrage des Jésuites, „ quel sort vous font-ils de le critiquer ? Cha- „ cun n'est-il pas maitre de son bien ?* Qu'ils „ le critiquent, tant qu'il leur plaira ; mais „ qu'ils ne me l'attribuent pas. Si le P. „ de Tournemine avoit mis à la tête de son „ extrait, *Le livre que je critique est des Je- „ suites, & il n'appartient en aucune sorte à „ celui qu'on en croit l'auteur ;* en ce cas-là je „ n'aurois rien à dire.

Enfin M. de Margon rapporte plusieurs nouveaux faits touchant diverses intrigues où le P. Tellier, le P. Perrin, & d'autres Jésuites l'avoient fait entrer, & il les appuie tous d'extraits de lettres & de reflexions qui ne permettent pas de les revoquer en doute. Il ne pouvoit apporter de meilleure preuve de la vérité des faits qu'on lisoit dans ses premières lettres, ni mieux convaincre le public qu'il avoit été initié

dans les mystères des Jésuites. Nous passerions les bornes d'un extrait, si nous entreprenions de le suivre dans ces détails. Nous nous contenterons de copier ici l'endroit par où il entre dans ces recits, & où il nous donne une idée generale de la politique des Jésuites : „ Nous croyons, dit-il, que les „ Jésuites de France sont François comme „ nous : en Espagne on les regarde comme „ Espagnols ; Italiens en Italie ; on les croit „ Allemands en Allemagne : on se trompe. „ Ils ne sont ni Italiens, ni Espagnols, ni „ François. Que sont-ils donc ? Ils sont „ Jésuites ; c'est une Nation particulière „ qui ne se confond point avec les autres „ nations. Un Jésuite n'est compatriote „ d'aucun peuple de la terre. On leur sup- „ pose des sentimens ; on croit qu'ils ont „ de l'aversion personnelle pour ceux qu'ils „ persécutent & de l'amour pour ceux qu'ils „ recompenent ; illusion, tout ce qui n'est „ pas Jésuite leur est indifférent. Ils n'ai- „ ment les hommes que dans leur Société „ & pour leur Société ; ils ont fait pacte „ avec elle : mais la Société ne fait pacte „ avec personne ; & ils ne sont assujettis „ aux loix de la société civile, qu'autant „ que la force majeure & leur propre inté- „ rêt les retiennent. En un mot un Jésuite „ n'est membre d'aucune autre Société que „ de la sienne.

„ Pour se faire, continue-t'il, une idée „ juste de leur politique, il faut avoir re- „ cours à ce que l'histoire nous apprend de „ l'ancienne république des Romains : c'est „ le seul parallèle qui leur convient, mais il „ est parfait. Les Romains n'avoient que „ deux passions ; le desir de dominer sur „ toutes les Nations, & l'amour effrené „ de la Patrie. Les sentimens naturels, „ les attraites de la volupté, du repos, des „ commoditez, l'amour même de la vie, „ tout cedeoit chez les Romains à ces deux „ passions dominantes ; & il n'est pas sur- „ prenant qu'une poignée de gens de ce ca- „ ractere se soient à la fin rendus maitres „ de tous les hommes, qui n'avoient d'au- „ tre passion que celle de vivre en repos. „ Chez les Jésuites il en est de même, ils

„ n'ont que ces deux passions ; le desir de
 „ la domination universelle dans le monde
 „ chrétien, l'amour fanatique de leur So-
 „ cieté : ils reçoivent ces impressions dès
 „ leur tendre jeunesse : cela leur suffit pour
 „ se rendre puissans. Je ne m'engage pas
 „ dans ce parallèle : je vous dirai seulement,
 „ M. R. P. que tout ce que j'ai lû de plus
 „ merveilleux dans les vies des illustres Ro-
 „ mains, n'est pas comparable à ce que
 „ j'ai vû chez vous : les Horaces, Brutus,
 „ Regulus, Cincinnatus, Caton, ne va-
 „ loient pas un P. le Tellier, un Doucin,
 „ un Perrin, & autres grands personnages
 „ de votre Compagnie. Enfin il n'y a que
 „ ces deux exemples dans le monde, la Re-
 „ publique Romaine & la Societé du Nom
 „ de Jesus.

„ Vous voyez, poursuit-il, Mes RR. PP.
 „ que je vous rends justice : vous avez beau
 „ me traiter avec mépris, je m'obstine à
 „ vous admirer. Si l'on pense autrement
 „ de la Societé, on s'abuse. Les Romains
 „ étoient un peuple belliqueux autant que
 „ politique. La force des Jesuites consiste
 „ entièrement dans la politique : la ruse, les
 „ detours, & l'exacte discipline sont leurs
 „ armes : en voici quelques traits particu-
 „ liers.

„ Les Provinciaux, les Recteurs, les
 „ Jesuites en charge, en un mot ce qui repre-
 „ sente la Societé n'entreprend jamais en
 „ son nom aucune affaire dont le succes
 „ est douteux : les affaires équivoques sont
 „ commises aux particuliers. En cas de
 „ mauvais succes, on les desavoie, l'ini-
 „ quité retombe sur eux : mais la gloire &
 „ le succès en reviennent à la Societé, &
 „ il n'en reste rien pour le Jesuite. Par ce
 „ moyen la Societé demeure toujours in-
 „ faillible & sans tache, au milieu des fau-
 „ tes des particuliers : on n'a jamais de pri-
 „ se sur elle, & les Jesuites sont toujours
 „ prêts à se deshonorer pour la gloire de la
 „ Societé.

„ La Compagnie établit un Agent secret
 „ dans chaque Province c'est-à-dire un
 „ Jesuite de confiance, consommé dans
 „ l'intrigue, qui a le secret des affaires, &

„ qui les dirige dans son canton. Celui-là
 „ n'est jamais en charge, & ne se mêle en
 „ aucune sorte des affaires domestiques ;
 „ les Jesuites de la Maison qu'il habite af-
 „ fectent de l'indifférence & du mépris pour
 „ lui. Il se choisit un Jesuite dans chaque
 „ ville de la Province comme son correc-
 „ pondant : ce Pere doit être aussi un simple
 „ Religieux, propre à être désavoué dans
 „ l'occasion. Le premier Agent ne reçoit
 „ la mission & les ordres que des princi-
 „ paux Chefs & du Confesseur du Roi : il
 „ ne traite qu'avec eux : ceux qu'il se choisit
 „ ne traitent qu'avec lui, quoiqu'ils aient
 „ la liberté de rendre compte aux Princi-
 „ paux. L'un a le secret & connoit le nœud
 „ des affaires ; les autres n'en connoissent
 „ qu'autant qu'il est nécessaire de leur en
 „ communiquer pour les faire agir en ce
 „ qui leur est commis : le reste leur est in-
 „ connu.

„ Une maxime des mieux observées dans
 „ la Societé est celle-ci : *Ne faire jamais par
 „ soi-même ce que l'on peut faire par le secours
 „ des étrangers* : & quand on se sert des
 „ étrangers, un Jesuite (sur tout s'il est en
 „ place) ne doit jamais traiter avec eux que
 „ de parole, & obliger toujours l'étranger
 „ à traiter avec lui par écrit. Le P. Doucin
 „ a fait quelque fois des voyages de 200.
 „ lieues pour éviter d'écrire à certains Pre-
 „ lats ; & lorsqu'il avoit conféré, il parloit,
 „ en priant le Prelat de lui écrire à Paris.
 „ sur cette affaire, & de lui en parler com-
 „ me d'une chose qui le touchoit personnel-
 „ lement, sans faire mention des Jesuites.
 „ Par-là ils ne se commettent jamais &
 „ commettent toute la terre &c.

Nous ajouterons encore que M. de Mar-
 gon remarque & prouve par differens ex-
 traits de lettres du P. Perrin, que les des-
 seins que les Jesuites avoient alors en vuë,
 & qu'ils esperoient faire réussir par leur po-
 litique, se reduisoient à ces quatre chefs :
 1, La reception pure & simple de la Consti-
 tution *Unigenitus* dans tout le royaume : 2,
 La destruction totale de Port-Royal, c'est-
 à-dire la condamnation de tous les ouvra-
 ges de ces Me^{ssieurs}, & la ruine de tous les

établiffemens faits dans leur efprit ou par quelqu'un des Ecclesiastiques qui leur étoient attachez : 3, La destruction des Peres de l'Oratoire : 4, L'établiffement d'une Academie qu'ils vouloient faire ériger par le Concile qu'on projettoit de tenir au sujet de la Constitution, & qu'on auroit appelée *Academie de Religion, Academie du Clergé ou du Concile*, comme depositaire de la discipline & des nouveaux reglemens du Synode François. Son inspection devoit s'étendre sur tous les livres & sur toutes les matières de religion, & sa juridiction auroit embrassé tout le Royaume.

XI. LETTRES instructives sur les erreurs du tems, imprimées par ordre de M. l'Evêque de Grasse. A Lion, & se vend à Paris chez Etienne Ganeau. 1715.

Ce recueil comprend quatre lettres. Les trois premières avoient paru des 1713. sous le nom de Liege, & avec ce titre, *Lettres d'un Predicateur &c.* Elles sont fort augmentées dans cette édition. Il y a à la tête un Mandement de M. de Megrigni Capucin Evêque de Grasse, daté du 24 Juillet 1714, par lequel il les adopte & les adresse au Clergé seculier & regulier de son Diocese, à qui il recommande fortement de les lire avec attention, & encore plus d'apprendre aux peuples par leurs exemples & par leurs paroles le profond respect & LA SOUMISSION AVEUGLE avec laquelle les fideles doivent recevoir les decrets des souverains Pontifes en matière de foi. C'est aussi ce qui est particulièrement inculqué dans ces trois lettres, comme nous le dirons bien-tôt.

La 1^{re}. Lettre ne parut que quelque tems après les trois premières, & l'on trouve au commencement une Epître dedicatoire à M. l'Evêque de Grasse, qui nous apprend que c'est le P. Paul de Lyon qui est auteur de ces lettres, & que le dessein lui en avoit été inspiré par ce Prelat, qui lui avoit fourni les memoires necessaires pour y travailler. Mais il y a beaucoup d'apparence que ces memoires venoient de plus loin, & qu'ils sortoient du Bureau où M. de Margon dans fa

3 lettre au P. Lallemand nous assure que se fabriquoient tous ces sortes d'écrits. „ Sous „ le regne, dit-il, du P. le Tellier les Je- „ suites avoient au College de Louis le „ Grand deux fameux Bureaux d'adresse, ou „ pour mieux dire deux partis : c'étoit le „ vôtre, M. R. P. & celui du P. Doncin.... „ Celui-ci est dispersé, mais le vôtre subsi- „ ste, & c'est maintenant ce qu'il y a de „ mieux concerté & de plus fort chez les „ Jesuites. On peut l'appeller une *Acade- „ mie de controverse Jansenienne* fondée de- „ puis long-tems : elle est composée de vous, „ M. R. P. qui en êtes le chef, du P. Ger- „ mon, Hardouin, Fontenai, Languedoc, „ du Tarte, Artuis & plusieurs autres „ dont j'ai oublié les noms. S'il y a quel- „ que bon sujet & quelque excellent esprit „ dans les Provinces, incontinent vous l'at- „ tirez à Paris pour le former, afin de l'af- „ focier ensuite dans votre corps.... De „ cette source sont venus presque tous les „ livres de votre Societé contre les Jansé- „ nistes, soit avec privilege ou sans permis- „ sion, anonymes, libelles, manuscrits : en un „ mot, tout ce qu'on a vu & tout ce qu'on „ voit aujourd'hui en faveur de votre cause, „ émane de cette *Academie*. Prenez garde, „ ajoute-t'il, à ce que j'avance, M. R. P. „ Je ne dis pas que vous écriviez vous seuls „ tout ce qui a paru & tout ce qui paroît : „ mais ce que je dis & que je soutiens, c'est „ qu'il n'y a pas de livre dans ce genre qui „ n'ait été ou fait, ou revu, ou dirigé par vô- „ tre *Academie* : au premier dementi je suis „ prêt à répondre. Je dirai seulement que „ les *Antibexaples* du P. Paul de Lyon Capu- „ cin est un ouvrage pseudonyme de votre „ *Academie*; car vous trouvez des gens qui „ vous prêtent leurs noms, & que vous „ conduisez comme il vous plaît &c.

Or l'auteur des *Antibexaples* dont nous parlerons dans l'article suivant, paroît au style & à plusieurs autres marques non équivoques, être le même que celui de ces *Lettres instructives*, & sur tout de la quatrième, qui n'est qu'un abrégé des *Antibexaples*. Quoi qu'il en soit ces *Lettres instructives*, tout autorisées qu'elles étoient par

un Evêque, furent d'abord si décriées, comme remplies d'erreurs & de principes contraires aux maximes du Royaume, que lorsqu'elles parurent à Paris M. d'Argenson Lieutenant de Police alla chez le Libraire, saisir tout ce qu'il en trouva d'exemplaires, & les fit porter à la Chambre du Syndic des Libraires à Paris, où ils furent mis en pièces.

Nous avouerons ingenuement que nous n'avons fait que parcourir ces quatre lettres, qui composent ensemble un billot de 900. pages, & qui n'ont été que quelques jours entre nos mains. Ainsi nous nous contenterons de marquer le sujet qui est traité dans chacune, tel qu'il est indiqué par les tables qui sont très-exactes. On prétend expliquer dans la 1. les veritez que l'Eglise nous oblige de croire contre les erreurs du tems. On fait dans la 2. un parallèle sur trois colonnes de la doctrine de Janſenius avec celle de S. Augustin & de Calvin. On explique dans la 3. les passages de S. Augustin qui paroissent oppoſez à ce que l'on a donné pour des décisions de l'Eglise sur les matières du Janſenisme. On répond enfin dans la 4. aux questions & aux difficultés qu'on propoſoit communément touchant la Constitution *Unigenitus*.

Nous ajouterons seulement à ce plan general l'extrait que nous avons fait du premier article de la 1. lettre qui concerne l'autorité du Pape. Entre les points que le P. Paul veut qu'on croie fermement sur l'autorité du souverain Pontife, & qu'on regarde comme des veritez décidées, il pose celui-ci : „ Que le Pape pour ne point se „ tromper dans les jugemens & dans les décisions, est toujours assisté d'une grace „ particulière du Dieu de verité, qui ne „ permettra jamais que l'esprit d'erreur & „ de mensonge domine dans l'Eglise dont il „ lui a confié le gouvernement.... C'est „ ainsi, selon lui, qu'en ont jugé tous les „ Peres de l'Eglise.... S'ils avoient cru le „ Pape aussi infallible que l'Evangile même, on ne voit pas qu'ils eussent pu s'expliquer sur ce sujet en termes plus forts & „ plus précis.... Mais que dirons nous enco-

„ re, ajoute-t'il, de l'autorité des souverains „ Pontifes, lorsque leurs Constitutions sont „ reçues de toute l'Eglise, ou du moins de „ la plus grande partie des Evêques, qui „ unis à leur chef par la foi, prononcent „ avec lui sur les matières en question. Il „ n'est aucun Docteur catholique qui ne „ tombe d'accord qu'en ce cas-là le jugement du Pape est non seulement certain, „ mais absolument infallible & tout-à-fait „ irréformable; parce qu'alors l'Eglise universelle est censée parler elle-même par „ l'organe de son chef.... Ne vous laissez „ donc point surprendre aux artifices des „ Janſenistes, qui veulent vous persuader „ qu'on peut soutenir les opinions du „ tems malgré les décisions des souverains „ Pontifes, prétendant qu'il n'appartient „ qu'aux Conciles generaux de décider en „ dernier ressort des matières de foi. Rien „ de plus faux que cette maxime des heretiques &c;

Ces principes à en juger par quelques endroits auxquels nous nous sommes arrêtés, regnent dans tout l'ouvrage & sur tout dans la quatrième lettre. L'auteur y établit dogmatiquement, qu'il étoit d'une nécessité absolue que les Evêques reçussent la Constitution purement & simplement, & que si les Prelats qui composoient l'Assemblée tenue à Paris avoient entrepris, avant que de la recevoir, de fixer & de limiter le sens auquel ils croioient qu'elle devoit être reçue, une conduire jusqu'alors si inouïe dans l'Eglise auroit été sujette aux inconveniens les plus affreux, puisque par là ils auroient mis à la place de la regle de la foi, c'est-à-dire de la Constitution du Pape, le jugement & l'explication des Evêques d'un Royaume particulier, qui, quelque nombreux qu'ils soient, ne peuvent jamais être la regle de notre foi. Il y établit de même qu'il n'étoit pas permis aux Evêques, quand même on supposeroit que le sens des propositions condamnées dans la Constitution seroit obscur & équivoque, d'en demander des explications au Pape, avant que de s'y être soumis purement & simplement, & que c'est renverser la religion & détruire entie-

rement la foi, que de vouloir obliger l'Eglise de s'expliquer avant que de se soumettre à son jugement.

XII ANTI-HEXAPLES, ou Analyse des 101

Propositions condamnées par N. S. P. le Pape Clement XI. pour servir de réponse aux Hexaples. Par le R. P. Paul de Lion Capucin, ancien lecteur en theologie. A Lion, & se vend à Paris chez N. Colas le Clerc avec approbation & privilege. 2. vol. in 12. 1715.

L'interêt que nous devons prendre à cet ouvrage est encore un engagement pour en donner un extrait plus étendu, mais ce qu'il y aura d'historique le rendra moins ennuyeux. Le privilege du Roi en vertu duquel il a été imprimé est du 23 Août 1715, & la cession qui en a été faite par le P. Paul aux Libraires de Lyon, est du 30 Septembre. L'approbation sur laquelle ce privilege a été accordé est de M. Leuillier Docteur de Sorbonne, qui certifie que le livre lui a paru solide, & ne rien contenir qui fut contraire à la foi, usage & discipline de l'Eglise catholique, apostolique & Romaine. Outre cette approbation, il y en a une autre de deux Theologiens Capucins, dont le nom n'est marqué que par des étoiles, en suite de laquelle est la permission du General donné à Madrid le 24 Août 1715. Cet ouvrage devoit être débité publiquement à Paris, comme on le voit par le titre. Mais le changement arrivé dans ce tems-là en fit arrêter la distribution, & il n'en échappa que quelques exemplaires. Ceux qui le lûrent crurent dès-lors decouvrir dans l'auteur un Jesuite sous le manteau d'un Capucin. Diverses observations appuyoient cette conjecture. L'ouvrage étoit tout rempli de fautes contre la bonne Theologie, contre la bonne foi, contre le bon sens. On y rencontroit par tout de certaines subtilitez, en fait de principes theologiques, qui ne convenoient qu'aux Jesuites : & d'ailleurs il étoit écrit en assez bon François. On croyoit même y appercevoir le genie & le style du P. Lallemand. La 3. lecture de M.

de Margon, dont nous avons donné l'extrait dans l'article precedent, apprit bientôt après, qu'on ne s'étoit pas trompé ; & les meilleurs connoisseurs sont depuis demeurés persuadés, qu'en effet cet écrit étoit sorti de la plume de ce Pere.

Cependant le Jesuite n'a pas laissé de prendre en divers endroits du livre, des mesures pour le transformer en Prédicateur Capucin. On en peut juger par la manière dont il débute dans sa préface : „ De tous „ les ouvrages, dit-il, qui se sont faits contre le Jansenisme depuis la naissance de „ cette heresie, il en est peu qui soit plus „ intéressant que celui-ci ; puisqu'il s'agit „ de répondre à un Auteur temeraire, qui „ ose attaquer publiquement la Constitution la plus autentique qui ait paru dans „ l'Eglise depuis plusieurs siècles, & qui „ l'attaque par le livre le plus pernicieux „ que l'erreur ait jamais enfanté. Ce n'est „ pas ici quelqu'un de ces petits libelles, „ dont le public est inondé, & où l'on declame vainement contre les prétendus ennemis de la verité & les corrupteurs de la „ morale. C'est un recueil entier de tout ce „ qu'un parti rebelle à l'Eglise a jamais „ écrit de plus seduisant pour soutenir des „ erreurs cent fois condamnées. Là on met „ tout en œuvre à la defense du heros du „ Parti : étalage imposant d'érudition, raisonnemens specieux, recriminations artificieuses, aigres invectives, declamations vives & touchantes. Là on voit un „ Auteur presomptueux, qui couvert d'un „ grand nombre de passages de l'Ecriture „ & des Peres, comme d'un rampart inaccessible, brave hardiment l'autorité de „ l'Eglise, insulte au souverain Pontife & à „ tout le corps des Pasteurs, les accuse hautement de partialité & d'injustice, de lâcheté & de prevention ; & cela avec une hardiesse capable d'étonner les plus assurés. A la voix de ce superbe Goliath, qui „ insulte aux bataillons d'Israël, avec tant „ de fierté, quel est le fidelle Israélite, qui „ n'ait ressenti les pointes de cette emulation de Dieu, dont parle le grand Apôtre ; & qui n'ait fait des vœux au Ciel,

„ pour voir humilier la fierté de cet enne-
 „ mi de l'Eglise par quelque solide répon-
 „ se ? &c.

On trouvera sans doute que ces epithetes entassées, & sur tout cette figure d'éloquence par laquelle on nous transforme tout d'un coup en des Goliaths, pour relever le prix de la victoire qu'on se promet de remporter sur nous, sont tout-à-fait dans le caractère d'un Predicateur Capucin. Mais nous ne nous serions jamais imaginé que nous eussions aucune ressemblance avec ce Geant, si le P. Lallemand, sous le masque du P. Paul de Lyon, ne nous en avoit avertis. Il faut qu'il ait pris pour l'armure de ce Philistin ce grand nombre de passages de l'Ecriture & des Peres dont il nous a vus couverts, & qui sont en effet nos seules armes. Quoi qu'il en soit, il falloit un David pour opposer à ce Goliath : & ce David que tous les fidèles Israélites attendoient, c'est le P. Paul de Lyon ; à moins que par humilité il n'en cede la gloire à M. l'Evêque de Grasse. Car c'est de lui dont il parle immédiatement après, en ces termes. „ On „ l'attendoit avec impatience cette réponse „ solide. On en traçoit même le plan dans „ son esprit, sans avoir dessein de l'exécu- „ ter, lorsque la pitié & le zèle d'un saint „ Evêque a fait éclore des pensées qu'on „ n'avoit ni la force ni le courage de pro- „ duire.

L'Auteur rapporte ensuite le plan des Hexaples, & il relève d'une manière très-injurieuse pour nous un endroit de notre Preface historique, d'où le lecteur, dit-il, pourra juger ce qu'il doit penser de tout le reste. Cet endroit est celui qui regarde le Cardinal Cassini, dont nous avons parlé ainsi : *Le Cardinal Cassini alla même, à ce qu'on prétend, jusqu'à se jeter aux pieds du Pape pour le conjurer de ne point faire paroître cette Constitution.* L'Auteur soutient que ce fait est faux, & il le prouve par les extraits de deux lettres écrites par ce Cardinal à M. l'Evêque de Grasse, & au General de l'Ordre des Capucins. Le 1. extrait porte, qu'avant la publication de la Constitution, il ne s'en est mêlé en aucune manière ; l'examen du

livre du P. Q. ayant été commis à des personnes distinguées par leur probité & par leur science, du nombre desquels il ne pouvoit être : & qu'après sa publication il s'y est attaché avec sincérité comme à un dogme de foi ; de sorte qu'il étoit prêt de repandre son sang & de donner sa vie pour sa défense. Le 2. extrait est plus positif, il y declare, *Que loin de se jeter aux pieds de S. S. pour la détourner de publier cette Bulle, il s'y seroit jeté pour l'y engager.* L'Auteur après avoir rapporté ces deux extraits, Voilà, dit-il, qui est décisif : & l'on ne croit pas après cela, que personne puisse douter de la mauvaise foi de l'Auteur des Hexaples, qui ose avancer sans fondement, & même sans aucune apparence de vérité, les faussetez les plus insignes.

Nôtre réponse à ce reproche sera fort simple ; c'est que si nous nous sommes trompez dans ce fait particulier il n'y a eû en cela ni mauvaise foi, ni dessein de deshonorer le Cardinal Cassini, ni même d'imprudencement fort criminel. Ce fait s'étoit répandu dans le public sans notre participation, lorsque nous eûmes occasion d'en parler. Nous ne l'insérâmes dans notre Preface, que parce qu'il nous parut avoir des preuves suffisantes de vérité. Nous l'avions lu dans des lettres écrites de Rome, qui ne pouvoient être ni plus expresse ni plus circonstanciées. Le Pape, portoit l'une de ces lettres, ayant fait sa Bulle alla visiter le Cardinal Carpegna dans la maladie dont il étoit mort, & lui demanda son avis sur cette pièce. Ce Cardinal de l'Ordre des Evêques, & grand Vicaire du Pape à Rome depuis plusieurs années, dit à S. S. avec la sincérité & la liberté d'un homme prêt à paroître au jugement de Dieu, qu'elle ne pouvoit rien faire de mieux que de la supprimer. Le Pape répondit que l'engagement qu'il avoit pris avec le Roi de France qui la demandoit avec les plus vives instances le mettoit dans la nécessité de la publier. Le Cardinal insista ; mais ce fut inutilement. Après cette visite le Cardinal Cassini alla voir le Pape, S. S. qui étoit encore frappée de la réponse que le Cardinal Carpegna venoit de lui faire, en fit part à ce Cardinal ci-devant son Predicateur, & lui fit lire sa

Bulle

Bulle : le Cardinal Cassini après cette lecture se jeta aux pieds de S. S. & la pressa de suivre l'avis du Cardinal Carpegna. Nous l'avions lu dans des lettres écrites de Paris, qui marquoient que ce même fait avoit été répété & confirmé par le P. Terroni Barnabite, l'un des Consultants, dans un voyage qu'il avoit fait dans cette ville-là. Il avoit été inséré comme tel dans les Gazettes & les nouvelles publiques : la réputation du Cardinal Cassini qui passoit pour avoir de l'habileté & de la droiture, & s'être élevé au Cardinalat par son seul mérite, le rendoit par lui-même très-vraisemblable : enfin il n'étoit alors contredit ni par les Capucins ni par personne. Nous crûmes que c'en étoit la plus qu'il n'en falloit, pour nous autoriser à en faire mention dans notre Histoire. Cependant nous eûmes la réserve de n'en parler que comme d'un bruit qui pouvoit absolument être faux : Le Cardinal Cassini, dites-nous, alla même, A CE QUE L'ON PRETEND, jusqu'à se jeter aux pieds du Pape &c. Où trouvera-t-on dans des paroles si mesurées de la mauvaise foi ? Où y trouvera-t-on l'envie, dont on nous accuse, de calomnier le Cardinal Cassini, & en sa personne tout l'Ordre des Capucins. Au reste lorsque nous avons vu que les Capucins s'inscrivoient en faux contre ce fait, nous n'avons point hésité à le retrancher de cette nouvelle édition, quoique des personnes très-judicieuses & plus instruites que nous des affaires de Rome, voulussent nous persuader de le laisser : la profonde soumission que le bon Cardinal Cassini témoignoit dans ses lettres avoir pour la Bulle, depuis que la publication qui en avoit été faite par le Pape y avoit appliqué, suivant ses principes, le sceau de l'infailibilité, n'étant point, disoient-ils, une preuve qu'il n'en eût pas eu avant sa publication un sentiment tout différent, & qu'il ne se fût pas opposé à ce que le Pape la donnât, à cause des troubles qu'il prévoyoit bien qu'elle exciteroit dans l'Eglise.

L'Auteur, après avoir rapporté le plan des Hexaples ; propose celui de sa refutation, & il se vante de l'avoir exécuté. „ Au

„ reste, conclut-il, si dans le cours de cet „ ouvrage, le Lecteur trouve quelques „ traits de vivacité, qui ne soient pas „ de son goût, ou le prie de considérer que „ pour peu qu'on ait de religion, il est difficile de modérer son indignation, lorsqu'on voit combattre les décisions de l'Eglise avec tant de hauteur, par les artifices, ces les plus indignes, les détours les plus captieux, les équivoques les plus basses, & même par les faussetés les plus criantes.

C'est ainsi que l'Auteur donne sur le champ quelques échantillons de ces *petits traits de vivacité*, dont son livre est semé. „ Il sera aisé, poursuit-il, de se convaincre d'abord de ce dernier point (*des faussetés les plus criantes*) par le petit recueil qu'on a fait des passages des Peres de l'Eglise falsifiés par l'Auteur des Hexaples, & qu'on a cru devoir mettre à la tête de cet ouvrage. On le trouve en effet sous ce titre, *Recueil des passages des Peres de l'Eglise corrompus par l'Auteur des Hexaples*. La 1^e édition des Hexaples contenoit plus de mille passages. Ce recueil n'en attaque que douze. Les cinq premiers sont de S. Thomas, les cinq suivants de S. Augustin, & les deux derniers de S. Grégoire. Le 1^{er} passage de S. Thomas & le premier de S. Grégoire sont aussi attaqués dans le Projet de la censure de M. l'Evêque de Langres. Nous en parlerons dans la suite, ainsi que de la Réponse qu'on y fit, & où ces passages sont discutés. Voici ce que l'on disoit dans cette Réponse à M. de Langres au commencement de 1716. *L'Auteur des Hexaples n'a pas mis en œuvre qu'une partie de ses forces. Il a dans la Tradition & dans les écrits des Peres un arsenal inépuisable. Si quelque occasion favorable lui procuroit la facilité de donner une nouvelle édition des Hexaples, le R. P. Paul de Lyon auroit lieu de redoubler son étonnement.*

C'est ce qui se trouve exécuté aujourd'hui ; & cette nouvelle édition dont le public peut juger, nous dispense d'entrer dans la discussion des autres passages que cet Auteur nous reproche d'avoir corrompus, & de le suivre dans le reste de son ouvrage.

D'ailleurs nous avouerons que nous avons toujours regardé ce livre, comme un écrit qui ne meritoit point de réponse, & qui se refutoit de lui-même par les excès & les défauts essentiels dont il est rempli. Nous en produirons deux endroits, afin d'en donner une idée.

Le premier est tiré du 1. volume, page 17. Voici le sens qu'il donne à la 1. proposition du P. Q. *Que reste-t'il à une ame qui a perdu Dieu & sa grace, sinon le péché & ses suites, une orgueilleuse pauvreté & une indigence paresseuse; c'est-à-dire une impuissance generale au travail, à la priere & à tout bien?*

„ Si l'homme, dit-il, qui a perdu Dieu & sa grace sanctifiante est dans une impuissance generale à tout bien, & s'il ne peut faire „ autre chose que pécher; dès qu'on aura „ perdu la grace, il ne sera donc plus permis de se déterminer à aucune action de „ quelque nature qu'elle puisse être; parce „ qu'enfin cette action étant alors nécessairement un péché, on ne peut sans péché „ se déterminer volontairement à un péché. „ Ainsi un fils dans cet état ne pourra plus „ obéir à son pere, un pere ne pourra plus „ faire la correction à son fils. Il ne sera „ plus permis à un débiteur de payer ses „ dettes, ni à un homme qui est poursuivi „ de ses ennemis, de se mettre à couvert de „ leur poursuite: il faudra qu'il se laisse „ égorger. Quelle folie! Ajoutons: dans ce „ système il ne sera plus permis à un Chrétien qui se sent la conscience chargée de „ quelque péché mortel, de prier Dieu le „ soir & le matin, d'assister aux divins Offices, ni même de demander la conversion à Dieu; puis qu'enfin tout cela & „ plusieurs autres bonnes œuvres sont en „ lui, selon le P. Q. de véritables péchez. „ Vit-on jamais une Theologie plus insensée & plus impie?

Est-il nécessaire de refuter de pareilles imputations? Seroit-il même permis de le faire? Et ne seroit-ce pas abuser de la patience du public?

Le 1. endroit est tiré du 1. volume, p. 158. & il regarde la 68 Proposition du P. Q. *Quelle bonté de Dieu d'avoir ainsi abré-*

gée la voie du salut, en renfermant tout dans la foi & dans la priere. Nous allons voir que l'Auteur en prend occasion de former une accusation qui n'est ni moins maligne ni moins déraisonnable. Mais ce qui montre avec combien peu de jugement il écrit, c'est qu'il détruit lui-même sa propre accusation, en voulant l'appuyer. Il accuse le P. Q. & l'Auteur des Hexaples en particulier, d'avoir crû & d'avoir enseigné que Dieu ne demande, pour nous accorder le salut éternel, que la foi & la priere, à l'exclusion des bonnes œuvres; en sorte que Dieu n'exige de nous ni de jeûner, ni de nous mortifier, ni de faire des aumônes & autres bonnes œuvres pénibles & laborieuses. Ce sont les exemples dont il se sert. Et après s'être recréé sur le relâchement d'une telle doctrine, il poursuit ainsi: „ L'Auteur des Hexaples lui-même n'auroit-il point adopté „ cette maxime, lui qui n'entreprend point „ de l'expliquer ou de la défendre? Il n'appartient qu'à Dieu de juger des cœurs: „ mais on peut dire que cette maxime est „ une suite comme nécessaire des principes „ établis dans plusieurs autres propositions „ du P. Q. (*Il cite à la marge les Prop. 58, 54. &c.*) En effet, si la foi est toujours „ accompagnée de la véritable charité, de „ sorte qu'il n'y a ni Dieu, ni Religion, où „ il n'y a point de charité: s'il est vrai encore que la charité est l'entier accomplissement de la loi: de sorte qu'il n'y a point „ d'autres bonnes œuvres ni d'autres vertus „ que celle-là: n'est-il pas évident qu'il „ suffit d'avoir la foi pour être sauvé, & „ que nous n'avons à faire autre chose qu'à „ bien croire, & tout au plus à prier Dieu „ qu'il nous conserve cette foi; laquelle, „ selon le P. Q. est la voie abrégée du salut, „ & dans laquelle tous les devoirs du Chrétien sont renfermez?

Ne faut-il pas avoir renoncé au sens commun, pour raisonner de la sorte, & pour conclure que des Theologiens enseignent que les hommes sont dispensés de joindre à la foi, les bonnes œuvres; lorsqu'ils insistent sur la charité & l'accomplissement de la loi dans les termes que l'Auteur

des Antithexaples rapporte lui-même ?

Après ces exemples du peu de jugement de notre adversaire, nous ne ferons plus qu'une seule observation : c'est que c'est une chose assez remarquable que l'aveu que fait ce Jésuite déguisé en Capucin touchant la lecture de l'Ecriture Sainte. „ Il faut, dit-il, „ vol. 2. pag. 215, commencer d'abord „ à expliquer quel est le sentiment de l'E- „ glise sur la lecture de l'Ecriture sainte. „ Tous les Catholiques sont persuadés, que „ l'Ecriture sainte est le livre des livres ; „ qu'on ne peut faire une lecture plus sainte „ & plus utile en elle-même ; que tous les „ fidèles sont admis à la lire sans distinc- „ tion d'âge, de sexe, ni de condition ; „ qu'on doit non seulement leur permettre „ cette lecture, mais la leur conseiller & les „ y exhorter, autant qu'on le peut ; parce „ qu'il n'est point de lecture dont ils puis- „ sent, régulièrement parlant, tirer de „ plus grands avantages pour leur avance- „ ment spirituel. Ainsi, c'est un mensonge „ grossier des heretiques d'accuser comme „ ils font, l'Eglise Romaine de défendre „ aux fidèles la lecture de l'Ecriture sainte.

Il seroit à désirer que les Jésuites & les Capucins fussent bien persuadés de cette doctrine, & qu'ils ne la perdissent jamais de vûë. Ils auroient plus de soin d'inspirer l'amour de cette sainte lecture & d'en conseiller la pratique ; au lieu qu'il arrive très souvent que les uns & les autres en détournent les fidèles. Nous savons néanmoins que tous les Capucins ne ressemblent pas au P. Paul de Lyon & à M. l'Evêque de Grasse. Il y a dans cet Ordre nombreux d'habiles gens qui sont attachés à la Tradition, qui connoissent la doctrine de l'Eglise & qui l'aiment, & qui sont par conséquent très opposés à la Constitution & à la doctrine, dont quelques-uns mêmes ont appelé, à l'exemple de plusieurs Evêques, au Concile general. C'est un témoignage que nous devons à cet Ordre, & que nous lui rendons ici avec plaisir.

in quo 1. expenduntur ac refelluntur prava Baiarorum ; Jansenianorum & aliorum Nov-Augustinianorum dogmata. 2. Vindicatur Constitutio S. P. N. Clementis XI. Unigenitus. 3. Confutatur libellus Expositionum Paschassi Querselli adversus præfatam Constitutionem episcopi explicationem à Præsulibus Gallicanis traditam. Auctore F. Francisco-Maria Assermet, Ordinis Minorum Regularis observantia, sacra Fac. Parisiensis Doctore. Paris, cum approbatione & privilegio. 1715. c'est-à-dire, Traité de theologie scholastique & positive sur la grace suivant les sentimens de la sainte Eglise Romaine, dans lequel 1. On refute les erreurs des Bayanistes, Jansenistes & autres nouveaux Augustiniens. 2. On défend la Constitution Unigenitus. 3. On répond à la Plainte & Protestation du P. Q. contre la Constitution & l'Instruction Pastorale des Evêques de France. Par le P. Assermet Cordelier Docteur de Sorbonne, à Paris, avec approbation & privilege. 1715.

Le long titre de cet Ouvrage en explique suffisamment le dessein. Nous n'entre-rons point dans le détail de la maniere dont l'Auteur l'a exécuté. Nous renvoyons ceux qui voudront être instruits des excès dans lesquels il est tombé, à l'excellent Memoire que les IV. premiers Evêques Appellans viennent de publier, où ils se servent utilement de ces excès mêmes, pour prouver contre M. l'Evêque de Soissons, qu'en effet la Bulle prise dans son sens naturel favorise les nouveautez les plus pernicieuses. Ce livre ne fut pas plutôt repandu dans le public qu'il excita le zèle des Docteurs de Paris qui furent justement indignés de voir deux de leurs Confreres, savoir le P. Assermet & M. Regery son approbateur, se declarer sous les yeux de la Faculté les défenseurs des opinions les plus opposées à ses sentimens. Dans l'assemblée du 1 Août 1716, M. Navarre denonça ce livre à la Faculté. Il en parla avec justice, comme d'un misérable réchauffé des mensonges & des calomnies qui avoient été inventées depuis 60

XIII. TRACTATUS scholastico-positivus de divina gratia ad mentem S. R. Ecclesie,

ans contre les vrais amis de la vérité, & il lut quelques propositions qu'il en avoit extraites, entr'autres celles-ci : 1. *Les endureis ne pécheroient pas, s'ils n'avoient la grace.* 2. *Si nous n'étions pas portez au péché, nous ne meriterions pas quand nous l'évitions.* 3. *Le système de la délectation victorieuse est pernicieux pour les mœurs.* 4. *La crainte de l'enfer exclut l'affection du péché.* 5. *Le pécheur par le moyen de la crainte sert à le cœur aussi pur que la main.* 6. *La Constitution Unigenitus est reçue par toute l'Eglise.* Il avertit en même tems que ces propositions n'étoient qu'un échantillon de plusieurs autres encore plus mauvaises qui étoient répandues dans tout l'Ouvrage. En effet, il n'y a qu'à le parcourir pour trouver dans la Preface & dans toute la suite du Traité, des propositions qui revolent par leur absurdité. L'Auteur, comme un frenétique, se croit toujours environné d'heretiques; il traite les Catholiques les plus attachez à l'Eglise, comme des fanatiques qui ont été frappez de tous ses anathèmes : & quand il parle de la Bulle Clementine *Unigenitus*, qu'il prétend que toute l'Eglise a reçue avec soumission & avec une joie inexprimable, *quam universa Ecclesia cum submissione gratulabunda excepit*, il semble que c'est un nouvel Evangile descendu du Ciel, devant lequel tout l'univers a d'abord flechi le genou. Rien n'est encore plus éloigné du sens commun, que ce qu'il imagine pour faire l'apologie de la censure des 101 propositions, & de leur Auteur. M. Navarre requit à la fin qu'on nommât des Commissaires pour examiner les propositions qu'il avoit dénoncées, & en faire leur rapport à la Faculté. Le P. Affermet qui étoit présent, essaya de se justifier; mais il avança tant de propositions si peu exactes & si extraordinaires, & il répéta tant de fois de faux principes sur l'autorité prétendue de la Constitution, que M. Ravechet s'appercévant de l'indignation qu'excitoit son discours, le pria de différer à s'expliquer devant les Commissaires que la Faculté alloit nommer pour l'examen tant de son Ouvrage que des theses d'un Recollet de Douay, que M. Du Pin avoit

aussi dénoncées. Alors le Syndic ayant repris & appuyé ces deux denonciations par diverses réflexions très judicieuses, requit en forme qu'on nommât des Commissaires, comme M. Navarre & M. Du Pin l'avoient demandé; & on en nomma quatorze des plus distingués par leur savoir & par leur zèle pour la saine doctrine. Mais des ordres de la Cour procurez par des protecteurs que le P. Affermet sçût se menager, ont empêché jusqu'à présent que cette affaire n'ait été suivie. M. le Cardinal de Noailles près d'un an auparavant avoit déjà donné à ce Pere des marques publiques du mécontentement qu'il avoit de sa conduite, par le refus qu'il avoit fait dès le mois de Septembre de l'année précédente, de lui renouveler ses pouvoirs de prêcher & de confesser, & à quatre autres Cordeliers qui étoient liez avec lui par les mêmes sentimens & les mêmes intrigues.

XIV. *VERITAS IN MEDIÒ*, seu D. Thomas Doctör Angelicus *propositiones omnes circa theoriã & praxim, rigorem ac laxitatem versantes, à Bayanis usque ad Quæstellianos 101 inclusivè, per tuitissimã & inconcussã arque ab omni extremo remota dogmata prædemonstrans: Inserta est vita Bati, Jansenii, aliæque gesta historica. Auctore F. Francisco van Ranst S. Ordinis FF. Predicatorum in alina Universitate Lovaniensi S. T. Licentiatò, & Professore. Antverpiæ 1715.* c'est-à-dire. *LA VÉRITÉ* dans le milieu, ou S. Thomas condamnant par avance toutes les propositions concernant la théorie & la pratique, le rigorisme & le relachement, depuis celles de Bayus jusqu'aux 101 du P. Q. par des décisions éloignées des deux extrémités: avec la vie de Bayus & de Jansenius & autres piéces historiques. Par le P. van Ranst Dominiquain. A Anvers 1715.

XV. *THESES sacra & polemica in Epistolas B. Pauli Apostoli D. Gentium ad Galatas, Ephesios, Philippenses & Colossenses, cum appendice digressiva in Quæstellianos novissimã Constitutionis SS. D. N. Clementis*

XI. Unigenitus, gravissimè sacrilègimèque obtreuantes, ad mentem Doctoris subtilis Joannis Duns Scoti, quas Præfide F. Francisco Coghlan Ordinis FF. Minorum Recollect. S. Scriptura Lettore defendent F. Josephus Sorviny & F. Franciscus Shee ejusdem Ordinis. Lovanii in Collegio S. Antonii de Padua FF. Minorum Recollectorum hibernorum die 5 aprilis 1715. c'est-à-dire. **THÈSES** polemiques suivies les sentimens de Scot, qui seront soutenues à Louvain sur les Epîtres de S. Paul aux Galates, aux Ephésiens, aux Philippiens & aux Colossiens, avec une addition contre les Quesnelliens qui outragent la Constitution Unigenitus, Le P. François Coghlan Recollect Præsident &c. 1715.

XVIII. LETTRE à M. l'Evêque d'Arras sur le refus qu'il a fait de se soumettre à la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. 1715.

XIX. MENSONGE au sujet de M. le Cardinal Cassini que le Parti n'a point rougi de repandre dans le monde, qu'il a fait passer jusques dans les Gazettes & dans les Mercuries, & que pour rendre éternel on a inséré dans la Préface historique des Hexaples, que le Clergé de France vient de condamner comme hérétiques. Jointe la copie imprimée à Lyon en 1715. par les soins des RR. PP. Capucins. Avec un avis aux Catholiques de Lille. A Lille 1716.

XVI. GLADIUS Domini & Gedeonis (Augustini) contra Madianitas (Molinistas) elucens in epistola Petri Gratiani Liberii minimi in domo Patris sui, humiliter petentis à Decano reliquisque Doctoribus Facultatem Lovaniensem constituentibus, nec non ab eorum discipulis: An suscipientes Bullam Unigenitus non deserant doctrinam sanam SS. Augustini & Thomæ, ac proinde majorum & parvorum suorum, transcurrentes ad partes Molinistarum. Mensé auguste 1715. c'est-à-dire **LE GLAIVE** du Seigneur & de Gedeon contre les Madianites, dans une lettre de Pierre Gratien Liberius, le plus petit dans la maison de son pere, qui consulte humblement le Doyen & les autres Docteurs de la Faculté de Louvain & leurs disciples sur cette question: Si ceux qui reçoivent la Bulle Unigenitus n'abandonnent pas la saine doctrine de S. Augustin & de S. Thomas, & par conséquent celle de leurs predecesseurs & de leurs peres, & s'ils ne passent pas dans le camp des Molinistes. En Août 1715.

XVII. POSITIO faciens satis insolita oppositionem contra Constitutionem Sedis apostolice Unigenitus. Autore F. F. G. A. S. T. D. Gandavi 1715. c'est-à-dire. **REPONSE** à la Protestation insérée contre la Constitution Unigenitus, à Gand 1715.

Nous trouvons dans le V. Memoire du P. Quesnel deux endroits où il est parlé du 1 des six écrits dont nous venons de donner les titres. „ Je trouve, dit le P. Q. un faux Avertissement. „ Thomiste nommé P. François van Ranst ^{P. 22. x.} „ Dominicain d'Anvers, à qui les Jesuites „ ont prêté leur Imprimerie, pour faire „ publier un livre de trois cents pages contre les propositions attribuées au Docteur „ Baius & à l'illustissime Janſenius, Evêque d'Ypres, & contre les 101. propositions de la Bulle Unigenitus. Dieu me „ garde de perdre une partie du peu de „ tems qui me reste, à lire de tels écrits. „ J'ai seulement coupé de cette rare pièce un „ échantillon pour en faire la montre, & „ pour pouvoir moi-même juger de tout le „ reste. J'en demeurerai-là, assuré que cet „ écrit ne me fera pas grand mal. „

Cet endroit du P. van Ranst, que le P. Q. releve, concerne la LII proposition. „ Tout ce que cet Ecrivain, (c'est le P. Q. ^{v. m. m.} „ qui parle) nous fournit pour nous de- ^{P. 2. 18.} „ couvrir la pretendue erreur de cette proposition, consiste en deux lambeaux de S. Thomas, tous deux tronquez, comme „ on le verra dans la suite. Voici la censure „ entière: D. Thomas 1. 2. q. 65. a. 4, „ in corp. Fides potest esse sine charitate. „ Unde fides inclinatur hominem ad credendum, etiam si sit informis, id est, etiam si

„*tate destituta*. L'er eir de cette proposi-
 „tion est donc, selon ce censeur, en ce que
 „j'y enseigne ou j'y insinue & y suppose,
 „que la foi ne peut être sans la charité, &
 „par conséquent que je nie que la foi in-
 „forme, c'est-à-dire, *destituée de la charité*,
 „inclîne l'homme à croire. „L'Auteur du
 Memoire employe ensuite 15 pages à refu-

pag. 14 Rant à abusé visiblement de l'autorité de
 S. Thomas en retranchant de ce passage
 plusieurs termes essentiels, & qu'enfin il a
 allegué l'autorité de ce S. Docteur de mau-
 vaise foi. Le P. Q. ajoute : „Je me suis
 „étendu plus que je n'en avois d'abord en-
 „vic : mais j'ai cru devoir faire voir par un
 „échantillon combien sont foibles les preu-
 „ves dont on se sert pour trouver des er-
 „reurs dans les propositions condamnées à
 „Rome. Il étoit de l'intérêt de l'école des
 „Dominicains, aussi-bien que de la veri-
 „té, de ne se pas engager dans un dessein
 „si impraticable, où se laissent entraîner
 „ceux qui ont une complaisance trop char-
 „nelle pour des supérieurs, de peur d'en-
 „courir leur disgrâce & de s'exposer à leur

Gal 6
 v. 12. „persecution : *Qui volunt placere in car-*
 „*netibus tantum in crucis persecutionem non*
 „*patiantur* : au lieu de dire avec S. Paul ce
 „qui suit trois lignes après : *Mihi absit glo-*
 „*riari, nisi in cruce Domini nostri Jesu Chri-*
 „*sti, per quem mihi mundus crucifixus est, &*
 „*ego mundo*. Mais que faire, dira un sim-
 „ple Religieux, qui ne regarde pas le mon-
 „de comme un crucifié, & qui ne veut pas
 „non plus être crucifié pour le monde ?
 „Que voulez-vous que je fasse ? J'ai à repon-
 „dre à mon Prieur ; mon Prieur au Provin-
 „cial ; le Provincial au General ; & le Gene-
 „ral est à Rome, exposé, avec tout l'Ordre,
 „aux vexations des Puissances. J'en'ai rien
 „à répliquer : car je ne le pourrois faire
 „qu'en faisant parler l'Evangile, & dans
 „le tems où nous sommes, les paroles de
 „l'Evangile sont trop dures pour la plupart
 „des enfans d'Adam, il y en a peu qui
 „ayent des oreilles pour les entendre :
 „*Diurnus est hic sermo, & quis potest eum au-*
 „*dire ?*

Nous ne connoissons les autres ouvrages
 dont nous avons marqué les titres, que par
 des lettres écrites de Flandres qui en appor-
 tent simplement les titres sans en porter
 aucun jugement, sinon sur les *Theses pole-*
miques des Recollets de Louvain, que l'on
 dit être remplies d'erreurs, & qu'on y sou-
 tient entr'autres choses, qu'il n'y a aucun
 précepte de rapporter toutes nos actions de-
 libérées à Dieu, & que tel est le sentiment
 de S. Thomas & de Scot : *Nullum est prace-*
ptum referendi omnes nostras actiones delibe-
ratas in Deum, juxta D. Thomam & Sco-
tum. C'est une réflexion que fait l'auteur
 de ces Theses sur le 17. v. du chap. 3, de
 l'Ep. aux Col. Il promet dans l'*Appendix*
 de soutenir d'autres Theses où il refutera
 toutes & chacune des 101 propositions,
 n'ayant eu occasion que d'en refuter quel-
 ques-unes dans celles-ci. Au reste il ne laisse
 pas à deviner le motif de sa deference pour
 la Constitution ; c'est quel'opinion de l'in-
 faillibilité du Pape enseignant *ex Cathedra*
 est, selon le plus grand nombre des Theo-
 logiens catholiques répandus dans l'univers,
 une vérité révélée : *Romanum Pontificem.....*
dum e Cathedra docet universos fideles, errare
non posse, revelata veritas est apud p̄sque
toto orbe Theologos orthodoxos.

A l'égard du dernier écrit intitulé, *Men-*
songe &c. comme nous ne l'avons point vu,
 nous ne savons point sur quoi les Capucins
 de Lyon peuvent fonder une accusation
 aussi injurieuse que celle de mensonge &
 de mauvaise foi. Mais après ce que nous
 avons dit plus haut touchant le fait en
 question, nous ne croyons pas qu'ils puis-
 sent alleguer aucune preuve contre nous
 que nous n'ayons détruite. Car quand mê-
 me ce fait seroit aussi faux qu'ils le preten-
 dent, il ne suffit pas, pour accuser des per-
 sonnes de mensonge, de prouver qu'elles
 ont avancé un fait faux, il faut de plus les
 convaincre qu'elles savoient, lorsqu'elles
 l'ont avancé, qu'il étoit faux, ou du moins
 qu'elles avoient des raisons de douter qu'il
 fut véritable. Or nous sommes bien assu-
 rez qu'on ne peut nous convaincre de rien
 de semblable par rapport au fait du Cardi-
 12418

nal Caffini, ni par rapport à aucun autre. Nous protestons encore ici que nous n'avons rien rapporté que nous n'ayons crû vrai, & que nous n'ayons eû des raisons suffisantes pour le croire, quoique nous ne puissions nous flatter dans une Histoire aussi chargée de faits singuliers que l'est celle-ci, que nous ayons évité toute sorte de méprise. Reprenons la suite de nôtre narration.

§. LII.

Censures des Hexaples & du Témoignage de la Verité par l'Assemblée du Clergé. Méprise de M. l'Evêque de Langres dans le projet de la première de ces Censures. Publication de ces mêmes censures. Les Parlemens de Dijon, de Rennes & de Paris s'opposent aux Evêques qui donnent la Constitution pour regle de foi.

Les partisans de la Constitution ne virent pas tranquillement le renversement de leurs vastes projets & les avantages que leurs adversaires prirent sur eux pendant les six premiers mois qui suivirent la mort du Roi. Après avoir cabalé en secret, ils éclatèrent d'abord par des libelles anonymes, & ensuite par différentes tentatives qu'ils firent, pour exciter le Pape & les Evêques qui avoient accepté la Constitution, à soutenir l'engagement qu'ils avoient pris de la faire recevoir dans tout le monde chrétien. Ces premiers efforts, qui ne furent reprimés que foiblement, ayant eû plus de succès qu'ils n'en devoient attendre eux mêmes, ils se portèrent à de nouvelles entreprises, qui degenererent bien-tôt dans une division ouverte. Il vint de Rome des Brefs menaçans pour appuyer les acceptans. On vit les Evêques & le second Ordre se partager en deux partis irreconciliables, & tout le Royaume retomber, par rapport à ces disputes, dans la même confusion qu'auparavant. Ce qui obligea enfin les Evêques les plus zelez à recourir au dernier remède de l'Appel au Concile general. C'est en abrégé ce qui nous reste à décrire jusqu'à cet événement celebre.

Les premiers mouvemens qui se firent, vinrent de la part des Evêques de l'Assemblée generale du Clergé, qui n'étoit qu'au milieu de ses séances lorsque le Roi mourut. Nous avons remarqué que le P. Tellier avoit pris des mesures pour la faire composer de Deputés propres à favoriser ses dessein. M. le Cardinal de Noailles qui étoit comme en possession depuis 15 ans d'y presider, en avoit été exclus avec tous les autres Prelats qui s'étoient déclarés contre la Constitution, & on y avoit appelé ceux qui s'étoient le plus distingués par leur attention à la faire recevoir dans leurs diocèses. De ce nombre étoient entr'autres MM. les Evêques de Langres, d'Angers, de Viviers, de S. Flour, d'Orleans, de Châlons sur Saone, de Nevers, de Noyon, de Beauvais, de Marseille, de Grasse & de Toulon. Dès le commencement de l'Assemblée on y avoit fait dénoncer par M. l'Abbé du Cambour, qui y faisoit la fonction de Promoteur, deux des livres qui étoient le plus odieux aux Jésuites, les *Hexaples* & le *Témoignage de la Verité*. On y avoit même joint la *Plainte & Protestation du P. Q.* mais on la retrancha ensuite sur la réflexion qu'on fit, que ce seroit fournir un nouveau sujet de plainte au P. Q. de le censurer sans le citer & sans l'entendre, & sur la difficulté qu'on trouva à découvrir des erreurs dans un ouvrage où il ne fait autre chose que désavouer toutes celles qu'on lui avoit faussement imputées.

On crut que la nouvelle face que l'affaire de la Constitution prit après la mort du Roi, seroit aussi abandonner le dessein de censurer les deux autres livres; que les Evêques seconderoient les intentions du Prince Regent pour le rétablissement de la paix, & qu'ils ne se feroient pas un faux point d'honneur de confirmer dans le tems de liberté ce qu'ils avoient témoigné tant de fois en particulier improuver eux mêmes, & n'avoir laissé passer que par la nécessité où ils s'étoient trouvez de céder aux volontés absolues du feu Roi. Mais comme on n'eut pas l'attention de rompre par des défenses expressees & publiques, les caba-

les secrettes des défonseurs de la Constitution, ils profiterent de l'inaction où demeura M. le Cardinal de Noailles avec tous les autres Evêques oppolans, pour inspirer des vûes toutes contraires aux Prelats de l'Assemblée. Ils leur firent envisager qu'ils se couvriroient de honte s'ils n'achevoient pas ce qu'ils avoient commencé, & s'ils varioient dans leur conduite; qu'ils étoient toujours les plus forts, ayant le Pape à leur tête, qui ne se relâcheroit jamais; qu'avec cette protection ils viendroient à bout de dissiper peu à peu tous les obstacles qu'on pourroit leur opposer; & que le Prince lui-même, qui ne voudroit jamais se broüiller avec Rome, leur deviendroit favorable, lorsqu'il auroit vû que le Pape demeureroit inflexible sur la reception de la Constitution. Ces raisons, & les autres ressorts que les constitutionnaires firent agir, & dont le détail ne nous est pas connu, firent impression sur les Prelats mêmes les plus moderez. Ils n'eurent pas la force de s'opposer à la resolution qu'on prit de continuer à travailler aux censures projetées, & de faire du moins indirectement confirmer par-là dans une Assemblée libre, ce qui s'étoit fait dans celle de 1714. Quelques-uns néanmoins se plainrent qu'on les avoit trompez, & que leur intention n'avoit jamais été de recevoir la Constitution purement & simplement, mais seulement relativement à leur Instruction Pastorale.

Les commissions qui avoient été établies pour l'examen des deux livres dénoncez, ayant fini leur travail, M. l'Evêque de Langres, qui étoit le Chef de celle des *Hexaples*, prit le bureau les premiers jours d'Octobre pour en commencer le rapport au nom de la commission. Il avoit dressé un projet de censure fort étendu qu'il espéroit faire adopter par l'Assemblée. Quoiqu'il y fit dire aux Prelats qu'ils avoient examiné les *Hexaples* avec des soins infinis, il n'en donnoit néanmoins dans ce Projet qu'une idée très-impairfaite: 1. Il n'y disoit que deux mots vagues sur la *Préface historique*, qui fait néanmoins une partie considérable du livre des *Hexaples*, & sur laquelle

il avoit un intérêt particulier d'opposer. Il y est cité en plusieurs endroits: il y paroît d'abord ennemi, & ensuite défenseur zélé de la Constitution. On l'y fait parler & agir suivant ces deux dispositions. On y rapporte de lui des faits singuliers & intéressans. Tout cela ne demandoit-il pas d'être contredit nommément? Et ne devoit-on pas prendre le silence qu'il gardoit là-dessus & sur tout le reste, pour un aveu de la sincérité de nôtre Histoire?

2. Des différentes matières qui sont comprises dans les *Hexaples*, il s'attachoit uniquement à celle de la *Grace*, & il ne disoit pas un mot sur la lecture de l'Ecriture sainte, sur l'amour de Dieu, sur la crainte, sur la pénitence, sur l'excommunication, ni sur les autres matières qui y sont également traitées comme celle de la grace. Cependant, si l'Auteur des *Hexaples* avoit raison sur un seul de ces points, M. de Langres, toute l'Assemblée, & tous ceux qui avoient reçu la Constitution, étoient inexcusables.

Enfin il ne discutoit même que très-legerement la seule matière qu'il avoit choisie; car d'une infinité de passages, pour nous servir de ses propres termes, que l'Auteur des *Hexaples* a entassés, il n'en critiquoit que huit, qu'il prétendoit être cités infidèlement. Il vrai qu'en recompense il presentoit à la fin de son Projet un abrégé des *Écritures* qu'on devoit suivre sur la grace opposées aux erreurs prétendues du P. Q; abrégé, qu'il empruntoit, disoit-il, de saint Prosper, ce grand défenseur de S. Augustin.

Ce Prelat eut la mortification que l'Assemblée se contenta de le complimenter sur son travail, & elle refusa d'adopter son Projet; non qu'elle y trouvât rien de reprehensible, mais uniquement par des raisons de prudence. Le prétexte qu'elle apporta de son refus fut, qu'une censure raisonnée, comme celle qu'il propoisoit, donneroit lieu aux défenseurs des *Hexaples* de faire de nouveaux livres, & qu'il y en avoit déjà assez sur ces matières. Mais la véritable raison fut la crainte qu'elle eut, que dans la discussion des passages des Peres de l'Eglise, où M. de Langres s'étoit engagé,

Il ne fut tombé dans quelque méprise, qui attirât des réponses embarrassantes pour l'Assemblée. Elle refusa donc de se rendre garante des passages citez par M. de Langres, & elle prit seulement la tête & quelques lignes de la fin du Projet, pour former la censure que nous rapporterons ci-après.

L'évenement justifia que la crainte de l'Assemblée n'étoit que trop bien fondée. Car cet abrégé de veritez sur la grace, que M. de Langres donnoit pour la vraie doctrine de S. Prosper & de S. Augustin, & qu'il finissoit par ces paroles remarquables : *Il seroit à souhaiter que l'Auteur des Hexaples profitât de ces instructions salutaires, & qu'il édifiât l'Eglise par une retractation sincere*, étoit de mot à mot l'exposé que S. Prosper fait au commencement du 10. chap. de la 1. partie de son Poème, des erreurs des Demipelagiens qu'il refuse ensuite. Le passage lui avoit été fourni, dit-on, par M. l'Abbé de la Vieuville Doyen de Nantes, l'un des Commissaires, qui l'avoit reçu d'un Jésuite. La méprise ne pouvoit être plus énorme. Cependant elle avoit échappé à tous les Commissaires qui avoient concerté le *Projet de censure* avec M. de Langres : & elle ne fut de même aperçue par aucun des Prelats ni des Abbez de l'Assemblée : aucun ne la remarqua, aucun n'en fut choqué, aucun ne la releva, aucun ne se recria, qu'on proposoit les erreurs des Semipelagiens pour la doctrine de l'Eglise. Tous approuverent cet endroit comme le reste du Projet, ou par des éloges formels, ou du moins par leur silence ; & il fut le fondement de la censure qu'on prononça. Une pareille approbation de la part d'une assemblée si nombreuse n'est-elle pas encore plus étonnante que la méprise même ? Cette étrange bevue fut relevée quelques mois après par un Anonyme, qui publia le Projet de M. de Langres avec un Avertissement & des notes, dont nous parlerons dans l'article suivant.

M. l'Evêque d'Angers, qui étoit le Président du Bureau pour le livre du *Temoignage de la verité*, en fit aussi le rapport, im-

mediatement après celui des Hexaples ; & l'Assemblée dressa en consequence la censure dont nous insérerons plus bas le dispositif.

Nous ne savons point d'autres particularitez touchant ces deux censures. Nous trouvons seulement dans une lettre écrite de Paris le 28 Octobre 1715, qu'elles exciterent plusieurs contestations dans l'Assemblée. Lorsqu'on voulut y proceder, les Deputez du second ordre qui avoient eu part à l'examen des deux livres, prétendoient qu'ils devoient aussi avoir voix deliberative dans le jugement qu'on étoit près d'en porter. M. l'Abbé de Broglio Secrétaire & l'un des Agens, se mit à leur tête, & soutint le droit du second Ordre avec la même vivacité qu'il avoit eüe pour les intérêts du Pape & des Jésuites dans l'Assemblée des XL. M. l'Abbé de Meaupeou, l'autre Agent representa aux Prelats, que n'ayant point de territoire dans le Diocèse de Paris, ils ne pouvoient y faire de censures qui paroissent appartenir à la juridiction contentieuse, sans le consentement de M. l'Archevêque, ou sans le prier de venir prendre séance avec eux, suivant l'usage des Assemblées précédentes, qui avoit toujours été d'inviter non seulement l'Evêque diocésain, mais même les autres Evêques qui s'étoient trouvez dans la ville où se tenoient les Assemblées, de prendre part aux deliberations qui regardoient les matières de doctrine. Cette remontrance souleva les Prelats, qui delibererent entr'eux de le dépouiller le lendemain de son Agence & de le chasser de l'Assemblée. Cet Abbé intimidé vit M. l'Archevêque de Narbonne Président, avant qu'il entrât à l'Assemblée, & lui fit des excuses, qui se reduisirent néanmoins à lui marquer qu'il n'avoit eü aucun dessein de rien dire qui pût déplaire à Messieurs les Prelats. M. de Narbonne rapporta à l'Assemblée, & amplifia ce que lui avoit dit M. l'Abbé de Meaupeou, de manière qu'on voulut bien oublier ce qui s'étoit passé, & on fit entrer cet Abbé sans rien exiger de lui. On prétend même que les Prelats eurent quelque égard à sa remontrance ; & qu'elle fut cause qu'ils se servirent dans les

deux censures du terre. *Prononçons, &c s'ab-*
stinrent de ceux de juger & de condamner.
 Lorque M. L'Abbé de Meaupeou apprit ce
 que M. de Narbonne lui avoit fait dire, il
 en témoigna beaucoup de mécontentement;
 mais il crut qu'il étoit de la prudence & de
 la politesse de ne point éclater contre le Pre-
 sident de l'Assemblée. M. l'Evêque d'Au-
 xerre proposa que l'on marquât dans la
 censure des *Hexaples*, que l'Assemblée des
 XL avoit agi par voie de jugement, &
 qu'elle n'avoit reçu la Constitution que re-
 lativement à son Instruction Pastorale. Cet-
 te proposition excita de grandes alterca-
 tions entre les Prelats; & le plus grand
 nombre, sans nier absolument la vérité du
 fait, s'opposa vivement à ce que la chose
 fût exprimée dans un acte où il ne s'agissoit
 point d'en faire mention. Enfin M. l'Evê-
 que de Castres *eut aussi de grosses paroles* (ce
 sont les termes de la lettre) *avec M. de*
Langres: mais la lettre ne marque point à
 quel sujet. Il y a cependant apparence que
 ce fut à l'occasion du sentiment que ce Pre-
 lat prit sur le Projet de Censure, qui n'é-
 toit pas favorable au dessein que M. de Lan-
 gres avoit de le faire adopter par l'Assem-
 blée.

Nous trouvons encore dans l'Avertisse-
 ment qui est à la fin de l'Ecrit anonyme sur
 le Projet de M. de Langres, *que la censure*
des Hexaples fut prononcée à la pluralité de
quelques voix seulement, & après de grandes
altercations. Cependant cette censure, de
 même que celle du *Témoignage de la vérité*,
 fut souscrite par tous les Deputés tant du
 premier que du second Ordre. Il est certain
 au moins que dans les copies qu'on donna
 en latin de ces deux censures, les souscrip-
 tions de tous les Deputés se trouvoient à la
 fin de la seconde, & se rapportoient sans
 doute à l'une & à l'autre.

Voici la première censure que nous insè-
 rerons ici en entier, parce qu'elle est fort
 courte, & nous marquerons en *italique* ce
 qui a été emprunté du Projet de M. de Lan-
 gres.

CENSURE DES HEXAPLES.

La fidélité que nous devons à notre sacré
ministère, nous engage à donner nos soins &
nos jours pour conserver la foi dans sa pureté.
C'est ce précieux dépôt dont le S. Esprit nous
a chargés, en nous établissant pour conserver
l'Eglise de Dieu, qui nous oblige à veiller
sans cesse sur Israël, afin d'empêcher que des
personnes avides de nouveauté, faciles à se
laisser séduire, & peu fidèles au précepte de
l'Apoître, qui nous défend de croire à toutes
sortes d'esprits, ne tombent insensiblement,
peut-être même sans s'en apercevoir, dans
les funestes pièges que leur rendent les ennemis
de la Religion. C'est dans cet esprit, qui sera
toujours celui de l'Eglise, qu'ayant appris
avec douleur qu'il se répandoit dans le public
un livre qui a pour titre, les Hexaples, ou
les six Colonnes sur la Constitution Unige-
nitus, nous avons cru qu'il étoit de notre de-
voir, après l'avoir examiné avec beaucoup
de soin, de faire tous nos efforts pour ôter
des mains des fidèles un livre si dangereux.
L'Auteur y renouvelle les erreurs du livre
des Réflexions Morales si justement con-
damnées par N. S. P. le Pape Clement XI.
dans sa Constitution Unigenitus & par les
Evêques: Et loin de justifier le livre des
Réflexions Morales par l'Ecriture sainte,
par les Conciles & les Peres, comme il l'a-
voit osé avancer pour séduire le lecteur sim-
ple & credule, il a la temerité de falsifier en
plusieurs endroits & sur plusieurs matières,
un grand nombre de passages tirés de ces
sources de lumière & de vérité. Etablis que
nous sommes par J. C. depositaires de la foi &
juges de la doctrine, nous manquerions à nos
devoirs les plus indispensables, si fidèles ini-
ciateurs de tous les grands Evêques qui nous
ont précédés, toujours occupés à conserver la
foi dans toute sa pureté, nous ne portions pas
une juste censure contre un livre si pernicieux.

A CES CAUSES après avoir entendu le
 rapport de Nosseigneurs les Commissaires,
 & avoir fait les réflexions que l'importance
 de la matière exige de nous, le livre des
 Hexaples mis sur le bureau, le saint nom de

Dieu invoqué, & après avoir demandé les lumières du S. Esprit, Nous Archevêques & Evêques & autres Deputez en la présente Assemblée generale du Clergé de France, Prononçons que le livre qui a pour titre ; *Les Hexaples ou les six Colonnes sur la Constitution Unigenitus*, à Amsterdam chez Gerard Kuiper, près l'Hôtel de Ville 1714, renouvelle des erreurs plusieurs fois condamnées par le S. Siège, & notamment par la Constitution *Unigenitus*, & par les Evêques, & qu'il contient une doctrine injurieuse au S. Siège & aux Evêques, scandaleuse, erronée, heretique, & plusieurs falsifications de passages de l'Ecriture sainte, des Conciles & des Peres. Donné à l'Assemblée generale du Clergé de France tenue à Paris dans la sale du grand Couvent des Augustins, le 25. Octobre 1715.

La censure du *Témoignage de la verité* est beaucoup plus étendue, & elle finit ainsi : „ A CES CAUSES Nous Archevêques, Evêques & autres Ecclesiastiques assemblez à Paris après avoir entendu le rapport de Nosseigneurs les Evêques que nous avions chargé de l'examen de ce livre, & après avoir invoqué le saint nom de J. C. & imploré le secours du ciel, Prononçons que cette doctrine qui est contenue & répandue presque generally dans tout le livre intitulé, *Du témoignage de la verité dans l'Eglise*, imprimé sans nom d'Auteur ni d'Imprimeur en l'année 1714. est seditionnaire, temeraire, scandaleuse ; qu'elle renverse l'ordre établi par N. S. J. C. pour le gouvernement de l'Eglise ; qu'elle est injurieuse au S. Siège Apostolique, & aux Evêques, fautive, erronée, schismatique & heretique ; & qu'elle doit être rejetée par tous les fideles. Donné à l'Assemblée generale du Clergé de France tenue à Paris dans la Sale du grand Couvent des Augustins le 29 Octobre 1715.

Ces censures étant achevées l'Assemblée fit travailler à une lettre circulaire, pour les adresser à tous les Evêques de France, & les exhorter à s'unir avec elle pour la

condamnation des deux livres qu'elle avoit pros crit ; & elle avoit dessein de faire imprimer ces mêmes censures en latin & en François pour les repandre dans toute l'Europe. Mais elle fut arrêtée par la défense que M. le Regent lui fit de faire ni l'un ni l'autre. Lorsque M. l'Abbé de Broglie, premier Agent, que S. A. R. avoit mandé le 31. Octobre jour de la clôture de l'Assemblée, pour le charger de lui signifier cette double défense, en rendit compte dans la dernière séance, les Prelats attachés à la Constitution ne purent dissimuler le chagrin que cet ordre leur causa ; & n'osant pas néanmoins y résister ouvertement, ils cherchèrent à l'éluider : ils proposerent de faire faire seize copies authentiques des deux censures qui seroient remises à l'ancien des Deputez de chacune des seize Provinces Ecclesiastiques qui composent le Clergé de France, pour en faire dans la suite l'usage qui seroit jugé à propos. Cette resolution passa à la pluralité des voix, mais après des contestations si opiniâtres, que la séance fut prolongée jusqu'à dix heures & demi du soir.

Le bruit se répandit le lendemain que M. le Regent avoit fait une nouvelle défense d'exécuter cette resolution. Mais on sut ensuite qu'il en avoit seulement marqué son mécontentement aux trois premiers Presidents de l'Assemblée, savoir MM. les Archevêques de Narbonne, de Bourges & de Bourdeaux, qui l'avoient été saluer après l'Assemblée. Il leur dit qu'il auroit souhaité qu'on eût abandonné le dessein de ces censures dans un tems où il songeoit à retablir la paix, & qu'il étoit très-obligé à M. de Narbonne & à M. de Bourdeaux de la manière dont ils s'étoient conduits ; sans rien dire de M. de Bourges, qui avoit été de l'avis des seize copies, au lieu que les deux autres s'y étoient opposés. Muguet Imprimeur du Clergé reçut aussi une défense expresse d'imprimer quoi que ce soit qui eût rapport à ces deux censures.

Mais ces défenses ne subsisterent pas long-tems, & M. le Regent permit au plus tard dès le commencement du mois de Mars

1716. aux Evêques qui le voudroient , de publier les deux censures dans leurs Diocèses : car le Mandement de M. l'Archevêque de Rouën , qui fut des premiers à profiter de cette permission , est du 12. de Mars. Ce délai ne laissa pas de paroître long aux Prelats qui craignoient qu'il n'affoiblit dans l'esprit de leurs peuples la soumission qu'ils leur avoient inspirée pour la Constitution. Voici comme M. l'Archevêque d'Arles s'en explique dans son Mandement datté du 1 de Mai 1716. „ Ne soyez pas surpris, dit-il, de m'entendre vous parler si souvent & à tout propos sur ce sujet important (*l'attachement à la Constitution.*) Une nouvelle occasion bien naturelle m'y oblige encore aujourd'hui, tant pour vous prémunir contre les efforts opiniâtres des Novateurs, devenus plus audacieux que jamais, que pour rassurer en quelque sorte vôtre foi un peu allarimée du long intervalle qu'il y a eu entre les condamnations des pernicious livres des *Hexaples* & du *Témoignage de la vérité*, faites dans la dernière Assemblée du Clergé de France, & entre leur publication. Graces à Dieu & à la religieuse équité de l'auguste Regent du Royaume, nous pouvons maintenant manifester ces deux Censures, qu'un sage ménagement avoit fait tenir secrètes jusqu'ici, parce que l'on s'étoit flâté que cette condescendance parleroit efficacement les voies à une totale réunion dans l'Episcopat.... Mais si par un secret jugement de Dieu, toujours adorable dans ses desseins sur les enfans des hommes, les soins & la médiation de Monseigneur le Regent, lui-même, quelque respect-ble qu'elle soit, & quelque puissante qu'elle dût être, n'ont pu encore procurer la paix si desirable & si désirée; au moins nôtre facilité justifie elle de plus en plus aux yeux du public la droiture des intentions du Corps des Prelats de France, toujours prêts à concourir par tous les moyens possibles au grand bien de la réunion & de la concorde. Il l'a reconnu, le sage Prince qui nous gouverne, & sensible à

la juste crainte que si les Censures tardoisent plus long-tems à paroître, les Novateurs n'en prissent occasion d'insulter à la bonne cause, comme s'il n'étoit plus permis de la défendre, ou que l'on eût négligé sous le gouvernement présent une décision dogmatique embrassée par l'Eglise entière sous le regne passé; S. A. R. vient de consentir que nous fissions publier dans nos Diocèses les deux condamnations que je vous presente.

Que ne puis-je ici, Mes très-chers freres, ajoute-t'il, vous rendre à tous le témoignage consolant; que ces livres impies & seditieux ne sont connus de vous que par le seul titre ou par les doctes refutations qui en ont été faites; Je ne l'ignore pas, & je vous le dis les larmes aux yeux, *Nunc autem & sens dico.* Je sais qu'une temeraire curiosité a porté quelques-uns d'entré-vous à rechercher ces ouvrages & plusieurs autres peut-être aussi dangereux; je sais qu'ils ont été lus avec avidité. Mais il n'est pas moins certain qu'une telle lecture ou des discommodités tenus contre la Constitution par legereté, si vous voulez, plutôt que par malice, ont été funestes à vos âmes; puisque vous n'avez pas pu ni du ignorer la loi qui vous obligeoit tous, en vertu du Mandement de votre Evêque, qui défendoit expressément sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, tous les ouvrages, faits ou à faire contre cette Bulle. Vous n'avez donc pas pu impunément garder, prêter, ou vendre ces sortes d'écrits; ni en faire ou conseiller la lecture. C'est-à-dire, Mes très-chers freres, que cette terrible excommunication a frappé & separe de la communion de l'Eglise les désobéissans aussi promptement que le premier de tous les anathêmes frappa de la mort spirituelle nos premiers parents, dès qu'ils eurent mangé le fruit qui leur avoit été défendu.

MM. de Rouën & d'Arles ne furent pas les seuls Prelats qui publièrent ces Censures. M. de Langres fut aussi de ce nombre. On fit d'autant plus d'attention à son Man-

de ment qu'il n'y ait pas un seul mot de l'Écrit par lequel on avoit publié la bevue. C'étoit avouer, que le Projet de Censure qu'on avoit fait imprimer étoit véritablement de lui, & qu'on n'y avoit rien changé, car s'il n'avoit pas été de lui, ou qu'il n'eût pas été donné fidèlement au public, il n'auroit pas manqué de s'en plaindre & de le désavouer.

MM. d'Angers, de Toulon & d'autres publièrent aussi les Censures contre les *Hérétiques* & contre le *Témoignage de la vérité*, soit par des Mandemens qui enjoignoient simplement la publication, ou par des Mandemens qui encherissant encore sur les condamnations faites par l'assemblée, exigeoient la Constitution en règle de foi. Comme on n'a point fait de Recueil de ces Mandemens, & qu'on y fit peu d'attention, nous ne pouvons dire quel en fut le nombre. Nous n'en connoissons la plupart que par le refus que les Ecclesiastiques à qui ils furent adressés, firent de les publier, ou par la condamnation qu'en firent les Parlemens. Le Chapitre d'Orléans, à qui l'Evêque adressa le sien, refusa de l'enregistrer. M. l'Evêque de La vaur à qui les fondons de Precepteur des enfans de M. le Duc du Maine n'avoient point encore permis d'aller dans son diocèse, n'ayant pas laissé d'y envoyer un Mandement semblable, son Chapitre refusa aussi de le recevoir, en déclarant nettement que la Constitution ne contenoit point la foi de leur Eglise, que M. l'Evêque, qui n'y avoit point encore résidé, pouvoit ignorer; mais que s'il vouloit bien y venir, il reconnoitroit que la foi du diocèse, étoit bien différente de la doctrine de cette Bulle. Le Mandement de M. l'Evêque de Grasse fut supprimé par un Arrêt du Parlement d'Aix du 15 Juin 1716. Mais les trois Mandemens qui eurent de plus grandes suites furent ceux de Chalon sur Saone, de Nantes & de Reims; & c'est aussi à ces trois là que nous nous bornerons.

Le Mandement de M. l'Evêque de Chalon est du 3. May 1716 & il est un de ceux qui s'expriment le plus fortement sur l'autorité de la Constitution. Elle est, selon lui,

une règle de foi, ou il n'y en eût jamais dans l'Eglise, puisqu'elle est un jugement doctrinal du Corps des Pasteurs qui ont à leur tête les chefs. Enfin elle est égale aux Canons des Conciles œcumeniques & à l'Evangile même. Une pareille prétension parut à M. le Procureur general du Parlement de Dijon annoncer le schisme, rompre l'unité & troubler la paix de l'Eglise & de l'Etat. Il crut qu'il étoit de son devoir d'en porter les plaintes au Parlement; & sur ses conclusions il fut rendu le 13 Juin 1716, un arrêt célèbre qui ordonna la suppression du Mandement, défend à M. l'Evêque de Chalon & à tous les Archevêques & Evêques dont les Diocèses sont en tout ou partie dans le ressort de ce Parlement, d'insérer dans leurs Mandemens aucune chose qui pût tendre à division; & d'introduire dans leurs diocèses l'usage des souscriptions & signatures sans délibération des Evêques, revêtu de Lettres patentes du Roy registrées en la Cour. M. l'Evêque de Chalon tâcha de justifier la proposition de son Mandement par deux lettres qu'il écrivit à M. de Crugé Avocat general au Parlement de Dijon, & qui sont insérées dans le Recueil intitulé *Les Tocsins*. Mais il ne faisoit presque qu'y copier les raisonnemens de M. de Fenelon Archevêque de Cambrai, suivant lesquels il suffit qu'une décision soit émanée du Siège apostolique, & qu'elle ait été acceptée, soit expressément, soit tacitement par le plus grand nombre des Evêques, pour devenir une loi de l'Eglise & une règle infaillible de foi. Ces fausses maximes furent aussitôt refusées par M. Ravechet Syndic de la Faculté de theologie de Paris dans l'Assemblée du 22 May, & par le P. Q. dans l'Avertissement qui est à la tête de son VII. Mémoire.

Nous crûmes aussi devoir nous justifier auprès du même M. de Crugé & de M. Carré Procureur general, qui en parlant de notre Ouvrage dans leur plaidoyé avoient dit, que c'étoit un tissu de passages de saints Peres dont on avoit altéré quelques expressions à dessein de dénigrer leurs sentimens. Nous le fîmes par deux lettres que nous eûmes l'hon-

neur de leur adresser sous le nom de l'auteur des Hexaples, & qui se trouvent, mais avec des fautes considérables d'impressions, dans le recueil intitulé *Le Temoignage de l'Université de Paris*. * Comme l'idée que ces Magistrats avoient des Hexaples ne pouvoit venir que de l'impression qu'avoit faite sur leur esprit le nom du Clergé de France, qui paroïssoit à la tête de la censure publiée contre nous, nous joignîmes à chacune de nos lettres un exemplaire du *Projet de censure de M. l'Evêque de Langres avec des notes*, pour leur faire connoître quel égard on devoit avoir à cette censure.

Le Mandement de M. l'Evêque de Nantes pour la publication des deux censures, est dans les premières éditions datté du 18 & dans les dernières du 17 May 1716. Car ayant été envoyé de Paris tout dressé à ce Prelat, ceux à qui il donna le soin de le faire imprimer, s'en acquitterent avec tant de negligence, qu'on fut obligé d'en faire en moins de 15 jours trois autres éditions, qui n'épuisèrent pas encore les fautes grossières qui s'étoient glissées dans la première. Le mot de *vérité* mis à la place de celui de *nouveauté*, ne fut corrigé que dans la 3^e édition. Le Mandement commence par une declamation violente contre les Jansenistes, qu'on suppose être les auteurs des deux livres condamnés. On n'épargne pas même les Cours des Princes qu'on ose accuser de donner elles-mêmes dans leur cabale; ce qui retomber sans doute sur le Prince Regent, dont la moderation & l'équité leur paroïssent des crimes contre la Religion.

„ Combien de détours, y est-il dit, combien de déguisemens, de fourberies & de supercheries ont-ils employées pour élever les anathèmes réitérés de l'Eglise, pour fe cacher, pour se masquer? Combien de cabales, d'intrigues secrètes, d'intelligences menagées & entretenues, dans les Universitez, parmi les Ecclesiastiques, dans les Ordres Religieux, jusques dans les Cours des Princes, & parmi le peuple, pour empêcher la chute en-

„ tière d'un parti tant de fois foudroyé!

Le Chapitre de l'Eglise Cathédrale fut presque le seul qui reçut ce Mandement, à la faveur de la clause que M. de Nantes eût la complaisance de faire ajoûter dans les deux dernières éditions, où l'on mit ces mots qui n'étoient pas dans les premières: *Après en avoir conféré avec nos venerables freres les Doyen, Chanoines & Chapitre de notre Eglise Cathédrale*. Cependant M. du Moulin & M. Fouré deux des plus illustres membres de cette compagnie, ne voulurent point prendre de part à la reception d'une piece qui leur parut indigne d'être conservée dans les registres du Chapitre.

Tous les Curez de la ville refuserent avec fermeté de la publier à l'exception de M. Rubion Curé de Notre-Dame, & du Vicair de S. Similien, à qui le Curé, qui étoit absent, en fit de grandes plaintes. Sur leur premier refus M. de Nantes leur ayant fait faire par son Promoteur de nouvelles injonctions, ils prirent le parti de dénoncer le Mandement à M. le Procureur general du Parlement de Bretagne par une lettre commune qu'ils lui écrivirent. Ce Magistrat leur fit réponse le 28 May, que l'affaire demandoit beaucoup de réflexion, & leur fit néanmoins esperer qu'il auroit égard à leur dénonciation. En effet il leur écrivit une seconde lettre le 10 Juin, où il leur marquoit, qu'il avoit consulté Monseigneur le Regent sur l'affaire du Mandement: Que S. A. R. lui avoit fait l'honneur de lui mander qu'elle en étoit déjà instruite, mais que ne songeant qu'à procurer la paix à l'Eglise, elle prenoit le parti de la laisser tomber; le silence lui paroissant le moyen le plus sûr pour y parvenir. Il ajoûtoit, qu'il seroit à souhaiter que M. de Nantes de son côté marquât un peu moins de chaleur & plus de moderation, étant certain que les termes durs & aigres dont il s'étoit servi dans son Mandement, certaines propositions avancées, des expressions fort équivoques pouvoient lui attirer du dégoût. Cette lettre arrêta les poursuites de M. de Nantes qui place d'autres pieces qui avoient plus de rapport au titre du livre.

* Dans l'édition faite en France. On les a ôtées dans celle de Hollande: on y a mis à la

n'inquiéta plus les Curez au sujet de la publication de son Mandement.

M. l'Archevêque de Reims attendit jusqu'au 15 Octobre 1716 à donner le sien, qui ne devint même public & ne fût distribué que le 7 de Novembre suivant. On y érigeoit aussi la Constitution en regle de foi. On y décrivoit tous ceux qui ne la recevoient pas comme herétiques & rebelles à l'Eglise, & on faisoit principalement tomber ces reproches sur la Faculté de Theologie, sur tout le Clergé, & même sur le peuple du diocèse : de sorte que les Curez & les Corps Ecclesiastiques ne pouvoient publier ce Mandement, sans publier leur propre diffamation, & sans retracter les sentimens qu'ils avoient témoigné en différentes manieres avoir sur la Constitution. Cependant on enjoignoit aux Curez & à tous les Chapitres, Corps & Communaites Ecclesiastiques du Diocèse, d'en faire la lecture & la publication, & d'en apporter certificat dans un mois, sous peine de suspension encouruë par le seul fait.

M. Lapis de la Fare, l'un des Grands-Vicaires de ce Prelat, en presenta un exemplaire au Chapitre de la Cathedrale, dans la premiere assemblée capitulaire qui se tint le Lundy 9 Novembre, & déclara que c'étoit afin qu'on en fit la lecture dans cette même assemblée. On en lut le dispositif; & le Chapitre surpris des clauses qu'il contenoit, députa sur le champ ses principaux Officiers, que l'on nomme *Seneschaux*, pour faire à M. l'Archevêque de très humbles remontrances sur la nouveauté de l'injonction qu'il faisoit au Chapitre. Ils employèrent les instances les plus fortes & les plus respectueuses : elles furent inutiles. Ce Prelat répondit qu'il vouloit que son Mandement fût lu dans le Chapitre, & qu'il exigeoit cette lecture, parce qu'un tiers des Chanoines étoit *entiché* de mauvaise doctrine : ce furent ses propres termes. Dès le lendemain le Vicepromoteur de l'Officialité signifia au Chapitre un acte, par lequel il le sommoit de faire incessamment la lecture du Mandement; & étendant aux particuliers la peine qui n'étoit decernée par le

Mandement que contre le Corps, il protestoit de se pourvoir en cas de retard ou de refus, tant contre le Chapitre en général, que contre les membres du Chapitre qui seroient refusans, pour faire declarer contre eux la suspension encouruë.

Le Chapitre appella comme d'abus par acte signifié le 14 Novembre, tant de cette sommation que du Mandement du 5 Octobre, & de tout ce qui pourroit être fait en conséquence : mais avant cette signification le Chapitre députa encore ses *Seneschaux* à M. de Reims, pour lui faire de nouvelles remontrances qui furent rejetées comme les premieres. Le Chapitre crut ensuite devoir laisser aux particuliers le reste du mois accordé par le Mandement, pour examiner à loisir si, pour se mettre à couvert de la suspension, on ne pourroit pas faire la lecture que M. l'Archevêque demandoit, sans préjudice à l'appel, & sans approbation du Mandement; ou s'il étoit plus à propos de ne le point lire du tout. Enfin, dans le Chapitre ordinaire du vendredi 4 Decembre 1716. on en indiqua un extraordinaire pour le lendemain, afin d'y délibérer sur cette importante matiere. Il fut d'abord résolu unanimement, qu'on y procederoit par voie de scrutin, pour assurer la liberté des suffrages, témoigner plus de respect à M. l'Archevêque, & éviter toute occasion de blesser la charité. Le scrutin fut ouvert par les Doyens des trois Ordres, c'est-à-dire par les trois plus anciens Prêtre, Diacre & Soudiacre. La pluralité se trouva pour ne point lire le Mandement.

Dès le 9. Decembre, qui étoit le jour qu'expiroit le terme porté par le Mandement, M. de Reims rendit une Ordonnance qui fut imprimée en plusieurs formes, affichée & envoyée par tout, par laquelle il declaroit que *faut* par le Chapitre d'avoir lu son Ordonnance du 5 Octobre, douze Chanoines qu'il nommoit, avoient encouru la suspension portée par icelle; & il abjuroit & relevoit tous les autres.

Le Chapitre obtint le 10 Decembre un arrêt qui le recevoit appellant comme d'abus du Mandement du 5 Octobre, & ordon-

noit que toutes choses demeureroient en état. Il en obtint le 16 un second qui le recevoit pareillement appellant de l'Ordonnance du même mois, toutes choses demeurant aussi en état; & un troisième le 30 Decembre qui renvoyoit les Parties au mois avec pareille clause.

Comme la suspension *ipso facto* portée par le Mandement du 5 Octobre contre le Chapitre entier, & restrainée par l'Ordonnance du 9 Decembre aux douze Chanoines que M. de Reims avoit choisis au hazard, étoit encourue avant le premier de ces arrêts, & avant qu'il eût pu être signifié, ces Chanoines par un respect édhiant pour l'autorité Episcopale, mais qui paroît peut-être excessif, crurent devoir se soumettre à la suspension qu'on avoit prononcée contre eux. Ils s'abstinrent dès le 10 Decembre de faire aucunes fonctions de leurs Ordres, & d'assister aux Offices dans leurs stables & en habit de Chanoines. Mais ils n'en furent que plus assidus à ces mêmes Offices. Placez six d'un côté & six de l'autre proche du grand Autel, en manteau long & avec un port humble & modeste sans affectation, qui toucha plusieurs fois jusqu'aux larmes ceux qui en furent témoins. Ils continuèrent dans cette posture pendant six mois que dura cette suspension, de joindre leurs voix à celles de leur Confreres, qui chantoient dans le Chœur ou celebrent à l'Autel les saints Mysteres. Ce spectacle attira pendant tout ce tems-là un nombre beaucoup plus grand de Bourgeois de la Ville aux Offices de la Cathedrale; & on vint même de la campagne & des paroisses les plus éloignées du diocèse, s'édifier de l'humiliation & de la fermeté de ces pieux Chanoines. Lorsqu'ils s'étoient retirez, plusieurs alloient se prosterner dans l'endroit même où ils avoient prié, & baiser la place où ils s'étoient mis à genoux. Ainsi leur suspension fit sur les peuples un effet tout contraire à l'attente de ceux qui l'avoient procurée. Elle tourna à leur gloire & à l'avantage de leur cause. Les peuples ne purent croire que des Ecclesiastiques qui avoient reçu avec tant de soumission la peine que leur Archevêque

avoit decernée contre eux, & qui étoient d'ailleurs si irréprouchables dans leur conduite, voulussent se revolter contre l'Eglise. Ils comprirent qu'il falloit que la Bulle ne pût absolument être reçue, puisque des gens de ce caractère aimoient mieux s'exposer à toutes ces persecutions, que de la recevoir. Enfin la comparaison de la sagesse, de la patience, de la modestie, de la douceur qu'ils voyoient d'un côté, & de la précipitation, de la hauteur, de l'emportement & des violences qu'ils voyoient de l'autre, formoit un préjugé qui décidoit dans leur esprit, que les premiers avoient pour eux la verité & la justice.

Dans le tems que tout cela se passoit dans le Chapitre de Reims, M. l'Archevêque ne faisoit pas presser avec moins de vivacité les autres Chapitres, la Faculté de theologie, quelques Communautés regulieres, & les Curez sur la publication de ce Mandement. Le Vicepromoteur, contre l'usage, le porta lui-même au Syndic de la Faculté, pour être lu dans la première Assemblée, & en être delivré certificat dans le mois. Le Syndic en donna avis à la Faculté, qui nomma des Docteurs pour examiner ce qu'elle devoit faire en cette occasion. Sur leur rapport, & sur la connoissance que la Faculté prit par elle-même du Mandement, l'avis unanime fut, qu'on feroit à M. l'Archevêque de très-humbles remontrances, pour lui représenter combien la publication qu'il enjoignoit d'en faire dans le Diocèse, feroit de tort à la verité & à la paix, & en particulier à la reputation de la Faculté. En effet, les Docteurs y étoient par tout representez comme des Maîtres orgueilleux, hypocrites, inconstans, amateurs des nouveautez, & ennemis de toute subordination.

Ces remontrances ayant été inutiles, la Faculté prit le même parti que le Chapitre, d'appeler comme d'abus de ce Mandement. Le Chapitre de S. Symphorien qui est la première Collegiale de la Ville de Reims, quelques Chanoines d'une autre Collegiale, le Prieur & les Religieux de l'Abbaye de Mouzon, Ordre de S. Benoit, Congrega-

ation de S. Vannes, & quatre-vingt dix-huit Curez de la Ville ou du Diocèse interjetterent un semblable appel.

Entre ces Curez il y en eut six de la Ville qui se crurent obligés de garder la suspension, de même que les douze Chanoines de la Cathédrale ; parce que le Mandement leur ayant été présenté dès le 7. Novembre, le mois qui leur étoit accordé pour le publier, se trouva aussi expiré pour eux, avant l'arrêt du 10. Decembre qui ordonnoit que toutes choses demeureroient en état.

Dans la suite M. de Reims ayant donné un second Mandement le 20 Mats 1717, par lequel il ordonnoit à tous Curez, Docteurs en Théologie & Chanoines de son Diocèse, qui n'avoient pas encore reçu la Constitution, ou qui après l'avoir reçue, l'avoient rejetée ou désavouée, de la recevoir dans huit jours pour tous ceux qui étoient dans la Ville de Reims, & dans trois semaines pour ceux qui étoient dans les autres Villes ou à la campagne, sous peine d'excommunication qui seroit encourue par le seul fait, les mêmes Corps & particuliers qui avoient appelé du premier Mandement, appelèrent encore de celui-ci, en adhérant & confirmant leur premier appel ; & plus de cent nouveaux Curez se joignirent aux 98 premiers dans ce second appel. Tous ces Appellans poursuivirent ensemble ce double procès au Parlement, où il fut jugé en leur faveur le 28 Mai 1717 par un même & seul arrêt, dont nous remettons à parler plus bas, à l'occasion de celui qui fut rendu le même jour 28 Mai de l'année précédente 1716 en faveur des six Docteurs qui avoient été excommuniés à cause du refus constant qu'ils avoient fait en 1714. de recevoir la Bulle dans les trois Assemblées de la Faculté dont nous avons donné plus haut la relation.

§. LIII.

Ecrits publiés contre la censure des Hexaples.

POUR achever le récit de ce qui regarde les deux Censures du Clergé, il ne nous reste plus qu'à rendre compte de quel-

ques écrits qui furent faits contre celle des Hexaples. Le premier & le plus considérable fut celui dont nous avons déjà parlé, & qui est intitulé, *Projet de censure raisonnée dressé par M. l'Evêque de Langres, qui a servi de fondement à la censure prononcée par l'Assemblée du Clergé de 1715. contre le livre des Hexaples : Avec un Avertissement & des notes pour en rendre l'usage utile aux fideles.* 1716.

On voit par ce titre qu'il y a deux choses à distinguer dans cet Ecrit, le Projet même de la Censure, & un Avertissement, & des notes sur ce Projet. Le titre n'annonce point de quelle nature sont ces Notes, ni quel en est le but particulier. Mais on trouve en les lisant qu'elles renferment une réponse ou refutation complete du Projet de Censure. Ainsi on peut dire que par cette reticence le titre même cache une espece d'ironie qui continue dans une partie de l'Avertissement. C'est pourquoi lorsque le P. Q. vit cet Ecrit imprimé, il trouva que le titre & le debut n'en étoient pas assez sérieux pour une dispute aussi grave que celle dont il s'agissoit.

L'Avertissement explique ce que c'est que que le Projet, le dessein que M. de Langres avoit de le faire adopter par l'Assemblée ; l'approbation que les Evêques & les Abbez de la Commission dont ce Prelat étoit le chef, lui avoient déjà donnée, & celle qu'il reçut ensuite de l'Assemblée même, qui ne refusa de le publier sous son nom, que par des raisons étrangères, qui n'empêcherent point qu'elle ne le fit servir de fondement à la censure. Mais comme nous avons nous-mêmes expliqué tout cela plus haut, il seroit inutile de le répéter ici.

L'Auteur vient ensuite à l'endroit du Projet qui contient la méprise de M. de Langres. Il rapporte ses propres paroles, que voici : *Après tant d'erreurs, d'artifices & d'infidélitez que nous venons d'exposer à vos yeux (ce Prelat parle aux fideles) les justes bornes d'une Censure ne nous permettent pas de vous rapporter les autres erreurs & toutes les infidélitez, qui sont répandues en grand*

nombre & sur plusieurs autres matières dans le livre des Hexaples. Nous nous bârons de consoler votre piété, en vous faisant voir les vérités que S. Prosper, ce grand défenseur de S. Augustin, enseigne. M. de Langres place ici le passage de S. Prosper : puis il conclut ainsi : *Il seroit à souhaiter que l'Auteur des Hexaples profitât de ces instructions salutaires, & qu'il édifiât l'Eglise par une retrac-tation sincère.*

L'Auteur de l'Avertissement après avoir remarqué, comme nous l'avons fait, que loin que ce passage renferme les vrais sentimens de S. Prosper, c'est au contraire un exposé que ce S. Docteur fait de la doctrine des Semipelagiens, & qu'il traite lui-même un peu après la doctrine contenue dans les paroles citées par M. de Langres de doctrine

* Si c'est
de l'ami
Bulle au
Pis.

insensée *. Voilà, poursuit-il, le poison que l'on présente aux fidèles sous ces grands noms de saine doctrine, de dépôt de la foi. Après avoir condamné les sentimens & les paroles des Peres, & en particulier celles de S. Prosper, « en acceptant la Constitution, que présenteroit-on aux fidèles, sous prétexte de les instruire, si non les objections des herétiques ? Ceux qui ont lâchement abandonné la vérité, lorsqu'ils étoient d'autant plus obligés de la défendre, qu'elle étoit attaquée par de plus puissans ennemis, ne meritoient-ils pas d'être ainsi abandonnés à un esprit de vertige ?

L'Auteur continue, & fait peser de plus en plus l'impottance de la méprise : « Ce seroit, ajoute-t'il, peu de chose de s'être mépris sur un passage : mais lorsque ce passage est décisif du dogme que l'on veut adopter, lorsqu'on le choisit exprès comme l'unique passage où l'on veut renfermer sa doctrine ; lorsqu'on y prétend trouver non seulement la lumière qui éclaire, mais l'unction qui console : prendre en ce cas l'objection des Peres pour leur vrai sentiment, c'est faire voir, ou que l'on n'entend gueres le dogme dont il

s'agit, ou que l'on a sur ce dogme des idées bien fausses & bien trompeuses. Les fidèles reconnoîtront-ils là ces sentimens, celles qui veulent sans cesse sur Israël pour empêcher qu'il ne soit trompé ? C'est le caractère que s'attribuent les Censeurs des Hexaples. Mais les fidèles pourroient-ils encore s'y laisser surprendre après une telle expérience ? S. Prosper renvoyoit autrefois les Semipelagiens, dont on veut aujourd'hui nous faire recevoir les sentimens, à la place des propositions condamnées par la Bulle, il les renvoyoit, dis-je, aux Pelagiens comme à leur tronc :

*Superbes sectateurs d'un plus superbe maître,
Couronnez ces orgueil que vous faites paraître ;
Joignez à ces erreurs l'erreur qui les produit,
La cause à ses effets, & le tronc à son fruit.*

Voilà où la nouvelle Bulle dictée par les disciples de Molina nous conduiroit : d'essai en est fait. Une Assemblée contraincée à grands frais dans le tems que le Clergé est accablé de dettes, a employé un tems précieux à examiner des livres répandus dans les mains des fideles. Cette Assemblée n'étoit pas destinée d'hommes sages, qui conseilloyent d'abandonner ce dessein. Mille raisons qui sont assez connues, l'y portoiient. Plusieurs ont tâché de ne point prendre de part à cette iniquité : mais un certain nombre engagé par un faux point d'honneur, trompés par les artifices du noir enchanteur qui n'étoit pas encore éloigné, & qui contenoit à faire entendre sourdement sa voix, prenant pour règle de leur foi la Bulle *Unigenitus*, forment une censure. Ils se renferment dans le point de la grace, & prennent pour base de tout leur édifice la doctrine des Semipelagiens. Ils se vantent après cela de conserver la foi pure ; afin que tous les Peres disent à chacun d'eux par la bouche de S. Prosper,

Le P.
relieur.

* La 11 proposition condamnée dans la Bulle est de mot à mot de ce Pere, & elle est citée par

le P. Q. comme l'extrait de S. Prosper.

„ Est-ce ainsi que tu crois tout ce que nous croyons ?
 „ Est-ce ainsi que tu fais tout ce que nous faisons ?
 „ Et que tu reconnais cette grace ineffable,
 „ Du Sauveur Humain-Dieu l'ouvrage incomparable.

„ Que l'on le remarque donc, conclut
 „ l'Auteur, & que ceux qui veulent sur Is-
 „ rael reconnoissent le danger où la Consti-
 „ tution expose les personnes faciles à se lais-
 „ ser séduire, à tomber insensiblement, pen-
 „ être même sans s'en appercevoir, dans les su-
 „ nestes pièges que leur tendent les ennemis de
 „ la Religion. C'est dans cet esprit, qui sera
 „ toujours celui de l'Eglise, & non dans l'es-
 „ prit qui fait prendre la doctrine des Here-
 „ tiques pour celle des Peres, que nous
 „ examinerons les difficultez que M. de
 „ Langres forme contre les huit passages
 „ qu'il critique. Nous espérons que le sou-
 „ venant de la méprise dont il vient d'être
 „ convaincu, & qui n'est pas seule, il aura
 „ à l'avenir plus d'indulgence pour un Au-
 „ teur, qui, comme il le dit lui-même, a
 „ eu une infinité de passages à manier. C'est
 „ ce que l'équité exige de lui, pour ne pas
 „ ressembler à un de ses predecesseurs (c'é-
 „ toit Hugues Evêque de Langres dans le xi
 „ siècle) qui ayant fait condamner un de ses
 „ diocésains dans un Concile, se trouva
 „ lui même plus coupable que celui qu'il
 „ avoit fait condamner, & merita d'être
 „ condamné à son tour dans le même Con-
 „ cile.

Après l'Avertissement vient le Projet & les
 Notes. L'Auteur y suit pas à pas M. de Lan-
 gres. Le Projet commence par de vaines
 declamations : elles sont relevées dans les
 Notes. En voici un exemple. *L'Auteur des*
Hexaples, ce sont les termes du Projet,
s'oublie assez lui-même, pour ne pas sentir
que l'on ne peut passer pour catholique, en
manquant au respect qu'il dû au Chef de
l'Eglise. Voici la note sur ces paroles :
 „ Vaine declamation ! L'Auteur des Hexa-
 „ ples ne manque point au respect dû au
 „ Chef de l'Eglise. Le Chef de l'Eglise
 „ peut se tromper, M. de Langres en con-
 „ vient, car il ne croit pas le Pape infailli-

„ ble. Or s'il se trompe effectivement, je
 „ prends la liberté de demander à M. de
 „ Langres ce qu'il faut faire en ce cas : res-
 „ pecter la personne du Pape, & abhorrer
 „ l'erreur ; c'est ce que fait l'Auteur des
 „ Hexaples. Lorsque S. Hilaire disoit ana-
 „ thème à Libere, ne pouvoit-il passer pour
 „ catholique ? L'Auteur des Hexaples fait
 „ profession de respecter, non seulement
 „ le Pape, qui de droit divin est le premier
 „ des Evêques, mais encore tous les Evê-
 „ ques qui tiennent de J. C. leur autorité.
 „ Mais chaque Evêque en particulier n'est
 „ ni infaillible ni impeccable, & l'erreur &
 „ le péché ne sont respectables nulle part.
 „ Il y a même des occasions où l'on doit les
 „ attaquer jusques dans les Evêques ; & on
 „ le fait alors avec d'autant plus de zele,
 „ que l'on conserve une plus profonde ve-
 „ nération pour le caractère dont ils sont
 „ revêtus. Comment ne seroit on pas saisi
 „ d'indignation, en voyant un si saint cara-
 „ ctère qui n'est donné de Dieu que pour
 „ la défense de la justice & de la verité,
 „ employé pour détruire l'une & l'autre ?
 „ C'est en suivant un principe si simple que
 „ nous avons distingué de la personne & du
 „ caractère de M. l'Evêque de Langres, la
 „ doctrine Semipelagienne qu'il propose
 „ aux fideles pour la foi de l'Eglise. Nous
 „ nous mocquons de cette doctrine, nous
 „ la traitons avec les Peres de folie & de
 „ poison ; & nous continuons à respecter
 „ M. de Langres & le caractère dont il est
 „ revêtu. Qu'il nous dise si les heretiques &
 „ les schismatiques en font autant.

M. de Langres vient aussi-tôt après à la
 Preface historique des Hexaples, dont il se
 contente de dire en general, que l'Auteur
 conduit par l'esprit de mensonge n'épargne rien
 quand il s'agit de parler contre le Pape, contre
 la Constitution & contre les Evêques qui
 l'ont acceptée ; & que les faits les plus faux,
 les traits les plus envenimez sont ses phrases
 les plus ordinaires ; sans marquer en parti-
 culier aucun de ces faits faux, ni aucun de
 ces traits envenimez. Mais pour autoriser
 son silence, il allègue une maxime qu'il at-
 tribue à un ancien Patriarche d'Alexandrie,

qui nous apprend, dit-il, qu'il ne faut pas relever toutes les extravagances des hérétiques. Voici la note sur cet endroit : nous la transcrirons parce qu'elle renferme quelque chose d'historique : „ La maxime de S. Alexandre d'Alexandrie qu'il ne faut pas relever toutes les extravagances des hérétiques, „ est ici d'un merveilleux secours à M. de Langres pour se débarrasser de la Preface historique des Hexaples. On en fit la lecture au Bureau en présence de MM. les Commissaires. Ces graves Deputés ne purent s'empêcher de rire à la lecture de la page 63. * Que la maxime de S. Alexandre fût venue à propos dans ce moment, „ pour faire rentrer tout le monde dans son sérieux ! Mais M. de Langres qui étoit le Président du Bureau, ne cite pas les Peres de l'Eglise en toute rencontre. On en voit un exemple dans l'entretien qu'il eut avec M. de Laon, & qui est raconté dans cette page des Hexaples. C'est une conversation familière entre deux Evêques, où l'un vouloit persuader „ à l'autre de changer de parti sur une des plus importantes affaires de l'Eglise & des plus intéressantes pour la Foi. Cependant on n'y voit alléguer ni sentence de l'Ecriture, ni exemple des Saints, ni sentiment des Peres. Toutes les grandes maximes sur le zèle que doivent avoir les Evêques pour la conservation du dépôt „ de la foi, M. de Langres les mettoit alors en réserve, pour en faire usage 18 mois „ après contre l'Auteur des Hexaples : le malheur du Marechal de Biron lui parut „ plus propre à faire une impression présente. Au reste je ne sais pourquoi M. de Langres parle si mal de cette Preface historique. Est-ce qu'il ne sait pas combien „ il y a été épargné ? A-t-il oublié les commencemens de l'Assemblée de 1713, lorsqu'il étoit si zélé contre la Bulle, qu'il „ met aujourd'hui si hardiment au rang des décisions de l'Eglise ? Il disoit alors que „ sa folie étoit le martyre. Il y a tems pour „ tout : cette folie lui a passé. Etoit-ce pour

„ faire place à la sagesse ? Son Projet de censurer que nous donnons ici peut aider à en juger.

Dans les notes suivantes on justifie les huit passages attaquez par M. de Langres, & sur tout un passage important de S. Chrysostome, où il compare la conversion des âmes à la résurrection des corps, & la puissance que Dieu met en œuvre pour l'une de ces merveilles, à celle qu'il emploie pour l'autre. On convainc l'Auteur du Projet lui-même d'infidélité ou de défaut d'exactitude dans la traduction de plusieurs passages qu'il oppose à son adversaire. Enfin on s'élève avec beaucoup de forces contre la facilité avec laquelle il impute diverses erreurs tant au P. Q. qu'à l'Auteur des Hexaples, quoique l'un & l'autre eussent expressément désavoué ces erreurs. Il les accuse par exemple, de soutenir que le livre arbitraire est entièrement détruit, qu'il n'opère rien, qu'il agit seulement d'une manière passive. Sur quoi l'Auteur dans la note de la page 38 se recrie. „ De bonne foi, M. de Langres le „ croit-il lui-même ? Mais quand il auroit „ pu se le persuader, croit-il qu'il le persuadera de même aux autres ? Qu'il leur „ bouche donc les yeux pour les empêcher „ de lire la V. Colonne des Hexaples, pages 185 & suivantes. Toutes les Apologies „ du P. Q. tous ses Ecrits anciens & nouveaux réclament contre une accusation si „ calomnieuse. Elle est détruite par toutes „ les pages des Hexaples, elle l'est encore „ d'une manière plus éclatante par la notoriété publique. Y avoit-il un seul Deputé dans l'Assemblée qui ne fût pleinement „ instruit du contraire ? Il faudroit donc „ qu'il n'eût pas eu la moindre notion de „ l'état des disputes &c. „ Nous renvoyons „ ceux qui en voudront voir d'autres exemples aux notes des pages 35, 36, 85, 86 & 91.

Nous finirons cet extrait par la dernière note de l'Auteur sur ces paroles du Projet : Il seroit à souhaiter que l'Auteur des Hexaples profitât de ces instructions salutaires, & qu'il

* Le fait dont il s'y agit se trouve dans cette édition à la page 136 de ce volume.

édifiait l'Eglise par une retractation sincere. „ M. de Langres trace ici, dit-il, la leçon „ qui lui doit être faite. Ce n'est point nous „ qui la lui faisons : ce sont les SS. Peres „ dont il a alteré la doctrine : c'est S. Prof- „ per qui se plaint de ce qu'il a proposé „ comme la seule doctrine veritable & ca- „ tholique, celle qu'il a combattue comme „ la doctrine des heretiques Scimpelagiens. „ C'est donc ce Pere qui parle & qui dit : „ Il seroit à souhaiter que ce Prelat profitât de „ mes instructions salutaires, & qu'il édifiât „ l'Eglise par une retractation sincere. J'ajou- „ terai qu'il seroit à souhaiter que cette re- „ tractation s'étendit jusques sur la calom- „ nie avancée dans cette piece contre le P. „ Q. contre l'Auteur des Hexaples, & con- „ tre tous ceux qui leur sont unis dans la „ même cause.

L'AVERTISSEMENT qui est à la tête du „ VII. Memoire du P. Q. peut être regardé „ comme un second Ecrit contre la censure „ des Hexaples. Quoique cette matière n'y „ soit traitée que par occasion, elle y est pour- „ tant traitée avec une juste étendue ; la di- „ gression occupe près de 20 pages. Le P. Q. „ s'y applique sur tout à faire sentir l'import- „ tance de la méprise de M. de Langres, qui „ retomboit non seulement sur ses adjoints „ dans la commission établie pour l'Examen „ des Hexaples, mais même sur toute l'As- „ semblée. Nous allons en transcrire les en- „ droits qui nous ont le plus frappés. „ M. „ l'Evêque de Langres, dit-il, étoit à la „ tête de la commission ; & ce fut par sa „ bouche que MM. les Commissaires decla- „ rerent leur sentiment ; la censure est un „ abrégé du Projet plus étendu que ce Pre- „ lat avoit fait à dessein de le faire adopter „ par l'Assemblée. La lecture de ce Projet „ fut faite dans une de ses séances en pre- „ sence de tous les Deputés, & ils ne pro- „ noncerent leur censure qu'après avoir en- „ tendu le rapport de Messieurs les Com- „ missaires, & avoir fait les reflexions que l'im- „ portance de la matière exigeoit. Dans une „ telle occasion, le Projet des Commissai- „ res lui & écouté avec attention, sans au- „ cune contradiction de l'Assemblée, est

„ censé en avoir eû l'aveu & l'approbation... „ Après donc que M. de Langres a employé „ presque tout son discours à examiner seu- „ lement huit passages du livre des Hexa- „ ples, qui en contient plus de mille, & „ qu'il s'est efforcé en vain de prouver „ qu'ils étoient falsifiés & employez de „ mauvaise foi par l'Auteur, enfin pour lais- „ ser aux fideles une instruction solide sur „ la grace, il se hâte de les conduire à l'é- „ cole de S. Prosper, pour y apprendre de „ la bouche de ce grand Maître la doc- „ trine celeste de S. Augustin : *Nous nous „ bâtons, dit-il, de consoler votre pieté, en vous „ faisant voir les veritez que S. Prosper, ce „ grand défenseur de S. Augustin, enseigne.* „ Laissons M. de Langres se hâter de nous „ consoler ; mais ne nous l'atens pas de „ goûter sa consolation, & de recevoir les „ prétendues veritez qu'il met dans la bou- „ che de S. Prosper.

Après avoir rapporté les vers de ce S. „ Docteur, qui sont citez par M. de Lan- „ gres, avec l'exposition qu'il en fait, & „ avoir montré par les vers qui les précédent „ & qui les suivent, combien il étoit aisé d'é- „ viter la méprise, le P. Q. continue ainsi : „ Il faut donc que le Molinisme & le De- „ mpclagianisme ressemblent bien l'un à „ l'autre, pour que des personnes qui ont „ de si bons yeux s'y méprennent. Il sem- „ ble que ce soient deux jumeaux qui ayent „ les traits du visage si parfaitement sem- „ blables, qu'on ne puisse pas aisément les „ distinguer, puisque l'on prend si aisé- „ ment l'un pour l'autre. Il faut avouer que „ M. de Langres n'est pas le premier qui y „ ait été pris. Il y a plus de 60 ans qu'un „ des plus fameux Jesuites donna la même „ scene aux Theologiens de Louvain, cem- „ me nous l'apprenons d'un livre composé „ par ces Theologiens à l'instance de plu- „ sieurs grands Evêques, & imprimé de „ l'ordre de cette Faculté sous ce titre, *Joan- „ nis Martinez de R. galda e Societate nomi- „ nis Jesu, VULPES CAPTA. Per „ Theologos sacra Facultatis Lovanienfis. Lo- „ vanii apud Georgium Lijssum sacra Facul- „ tatis Beati 1645. De mandato ejusdem*

„*secr. Facultatis...* D'où peut venir un
 „tel égarement, une méprise si grossière,
 „que l'on prenne la doctrine qu'un Auteur
 „refute pour celle qu'il soutient, l'erreur
 „pour la vérité, le système entier des here-
 „tiques sur la grace pour la doctrine consti-
 „tamment enseignée par l'Eglise Catholi-
 „que sur le point capital de la science du
 „salut ? ... Après tout, un homme seul se
 „peut tromper dans le cours d'un grand
 „ouvrage... Mais que dire quand on voit
 „plusieurs Evêques choisis par une nom-
 „breuse Assemblée de leurs Collegues &
 „de députez du second Ordre, pour exa-
 „miner un écrit celebre, & la doctrine
 „qu'il contient sur la matiere de la grace,
 „prendre les tenebres pour la lumiere, le
 „dogme heretique pour la vérité orthodo-
 „xe, le langage du demon pour la parole
 „du Seigneur ? Est-ce donc là le fruit de
 „ces soins infinis, de ces travaux, de ces
 „veilles qu'on se vante d'avoir employez
 „pour la conservation du sacré dépôt ? Est-
 „ce-là une partie de ce precieux trésor que
 „J. C. a confié à ses Apôtres, que ses Apô-
 „tres ont transmis à leurs successeurs, que
 „S. Augustin a défendu durant 20 ans
 „contre ses ennemis avec tant de lumieres
 „& tant de force ? Et pour S. Prosper, son
 „fidele défenseur, pour recompense de son
 „zele à conserver le fruit des victoires de
 „son maître à l'Epouse du Sauveur, fal-
 „loit-il qu'après douze cens ans il se vît
 „changé & metamorphosé en Demipela-
 „glen, & que l'autorité de ses écrits servît
 „à établir, si on l'avoit pu, le Molinisme
 „dans l'Eglise de France, & à faire sucer
 „ce poison aux fideles, sous prétexte de
 „donner à leur pieté une solide consolati-
 „on ?

„Il est vrai, poursuit-il, que Dieu qui
 „a permis que ce poison fut préparé pour
 „son peuple, n'a pas permis que la coupe
 „lui en ait été présentée. C'est une suite
 „de la protection particuliere par laquelle
 „il l'a preservé dès le commencement de
 „cette affaire, de prendre part à l'erreur,
 „pendant qu'il sembloit permettre une con-
 „duite peu digne de leur caractère à quel-

„ques-uns de ceux qui devoient en garen-
 „tir le troupeau. Comment donc les Com-
 „missaires qui ont concerté ensemble cet-
 „te instruction empoisonnée, & qui ont
 „dû l'examiner avec soin, & syllabe à syl-
 „labe, ont-ils pu ne pas appercevoir des
 „erreurs qui sautoient aux yeux ? Comment
 „tous les Deputez tant du premier que du
 „second Ordre, qui comme ils nous en as-
 „surent eux-mêmes, ont entendu le rapport de
 „Messieurs les Commissaires, & qui ont
 „fait les reflexions que l'importance de la ma-
 „tiere exigeoit, n'ont-ils point été frappez
 „de ces heresies si palpables ? Comment
 „est-il possible qu'entre tant de personnes
 „pleines d'esprit & de lumiere, il ne s'en
 „soit pas trouvé un seul qui se soit récrié
 „contre l'erreur ? Etoient-ils endormis, ou
 „enchantez ? Etoient-ils frappez d'aveu-
 „glement ? Je n'en fais rien. C'est ce qu'on
 „demandera dans le tems à venir où ce
 „Projet sera lu, & où l'on saura qu'après
 „un long débat, il n'a tenu qu'à peu de
 „voix, qu'il n'ait été reçu par l'Assem-
 „blée, & employé tout entier pour la cen-
 „sure des Hexaples. Si on s'étoit aperçu
 „de l'erreur, on auroit ordonné à MM. les
 „Commissaires de faire en sorte qu'il ne
 „restât aucune copie du Projet, ou l'on
 „auroit laissé un témoignage du désaveu
 „de l'Assemblée. Mais Dieu vouloit qu'il
 „restât plutôt un témoignage du jugement
 „qu'il exerce sur ceux, qui par des enga-
 „gemens politiques ou par d'autres vûes
 „qui ne sont pas de l'esprit de Dieu, com-
 „battent ou abandonnent la vérité ; em-
 „ploient les calomnies contre leurs adver-
 „saires, comme ont fait Ripalda & ses
 „confreres ; ou prennent part à celles des
 „autres par leur consentement & leur apro-
 „bation, comme les Prelats dont je viens
 „de parler.

CETTE méprise a encore été relevée en
 passant, dans plusieurs autres Ecrits : mais
 les deux extraits que nous venons de don-
 ner nous paroissent épuiser tout ce qu'on
 en peut dire. Nous n'y ajouterons qu'un
 seul trait qui fut fort remarqué dans le

tems. Il est tiré de la *Lettre d'un Magistrat à un Evêque, servant de réponse au Memoire présenté à M. le Duc d'Orléans au sujet des explications* : „ Ce qu'il y a encore, dit cet illustre Aucteur, de plus facheux & qui est „ plus sensible aux vingt-quatre Evêques „ touchez de la gloire de l'Episcopat, c'est „ que les Evêques sortent de leur caractère „ & se rendent méprisables. La dispute est „ une espece d'yvresse qui entête, qui aveu- „ gle, & qui éblouit. On s'égare, ou ne se „ connoît plus, on s'oublie; & comme dans „ un combat opiniâtre le General quelque- „ fois saisi d'un esprit de vertige, tire sur „ ses propres troupes, & épargne les enne- „ mis, on voit des Evêques dans une Cen- „ sure, confondre l'Heretique qui attaque „ l'Eglise, avec le Docteur qui la défend, „ & par une bévue inouïe prendre l'objec- „ tion du disciple de Pelage pour la réponse „ de S. Prosper.

§. LIV.

*Taciturne publiez en faveur de la Constitution.
Ecrits faits pour les refuter. Arrêts rendus
pour les supprimer.*

LEs deux Censures des *Hexaples* & du *Temoignage de la verité*, que les protecteurs de la Constitution obtinrent par leurs intrigues, de l'Assemblée du Clergé, furent comme le signal de la nouvelle guerre qu'ils se preparent à allumer dans toute la France, pour soutenir leurs premieres démarches. Ils s'en servirent pour rassurer les Evêques, que le changement arrivé dans le gouvernement rendoit incertains sur le parti qu'ils devoient suivre. Ils en déterminerent plusieurs, qui par leurs propres préventions étoient déjà portez à ces résolutions violentes, à se déclarer & à tout entreprendre pour faire triompher la Constitution. Ils en engagerent d'autres plus moderez à demeurer comme neutres, & à se réserver pour appuyer ces premiers; & ils inspirerent à ceux qu'ils ne purent empêcher de se rapprocher de M. le Cardinal de Noailles, de ne le faire que d'une manière imparfai-

te, & en persistant dans leur acceptation.

Les trois ou quatre premiers mois qui suivirent la mort du Roi, furent employez à ces negociations secretes. Il se tenoit pour cela des Assemblées frequentes chez M. le Nonce & à la Maison professe des Jésuites, où les Evêques se rendoient le jour & la nuit, avec les Docteurs qui servoient d'Agens au P. Tellier. Nous trouvons dans une lettre écrite dans ce tems-là de Paris, que M. le Regent en fit un jour des plaintes très vives à M. le Nonce. Il lui dit qu'il n'approuvoit point que les Evêques s'assemblaient chez lui, & il alla jusqu'à le menacer, s'il continuoit, de le renvoyer en Italie. Il parla d'une manière encore plus mortifiante au P. du Treux Jésuite, son Confesseur, qui avoit assisté à une de ces Assemblées nocturnes. L'ayant aperçu à son lever : „ Mon Pere, lui dit-il, c'est trop „ matin pour un homme qui a passé la nuit „ sans dormir, allez vous coucher.

Ce ne fut qu'à la fin de l'année 1715 & au commencement de l'année suivante, que les résolutions prises dans ces Assemblées secretes commencerent à éclater. Les conclusions de la Sorbonne, dont nous avons donné la relation, & la lettre, dont nous parlerons bientôt, que dix-huit Evêques d'entre les acceptans écrivirent à M. le Regent, pour le solliciter de demander des explications au Pape, leur firent juger qu'il étoit tems d'agir. On vit paroître, dans l'espace de deux ou trois mois, jusqu'à cinq Ecrits violens & seditieux, auxquels le public donna le nom de *Taciturne*, pour exciter le Pape & tous les Evêques à prendre la défense de la Constitution contre la Sorbonne, qui revoquoit l'acceptation qu'elle en avoit faite, contre les Prelats qui persistoient dans le refus de la recevoir, contre ceux qui après l'avoir reçue se joignoient aux premiers pour en demander des explications au Pape, & contre le Prince même qui autorisoit ces entreprises.

On a recueilli ces cinq Ecrits & d'autres du même genre qui parurent quelque tems après dans un volume de 6 à 700 pages imprimé en 1716, qui a pour titre *Les*

Tocsins &c. On y trouve aussi les réponses faites à ces libelles, les arrêts rendus contre par les Parlemens, les Mandemens des Evêques, & les autres pieces qui y ont rapport. Nous allons donner un précis de ces cinq premiers écrits, & des réponses qu'on y fit, & rapporter en abrégé ce qui se passa à leur occasion.

I. *Tocsin. Mémoire sur les explications que M. le Cardinal de Noailles & les autres Prelats unis à S. E. demandent au Pape sur la Constitution Unigenitus.*

Ce Memoire dans les copies manuscrites qu'on en répandit d'abord, portoit le nom de M. Maboul Evêque d'Aler, & on marquoit dans le titre qu'il avoit été présenté à M. le Duc d'Orleans. Mais dans l'imprimé on retrancha le nom de M. d'Aler, & on ne fit plus mention qu'il eût été présenté à M. le Duc d'Orleans, qui en effet ne l'avoit point vu, lorsqu'il commença à se répandre. Le dessein de l'Auteur est d'y faire voir que le seul moyen que les Evêques qui n'avoient pas encore reçu la Constitution, proposoient pour procurer la paix de l'Eglise, savoir que les Evêques qui l'avoient acceptée se joignissent à eux pour demander des explications au Pape, étoit impraticable & inutile à tenter. Ses preuves sont 1, Qu'on ne pouvoit esperer que le Pape voulût accorder à personne des explications qu'il avoit refusées aux prières d'un grand Roi qu'il aimoit & estimoit. 2, Que tant que ces explications lui seroient demandées comme un préalable à l'acceptation, il ne pouvoit les donner, sans se commettre, & sans trahir l'autorité du S. Siege, en ce que ce seroit reconnoître qu'il n'étoit pas infallible, ou du moins que l'affaire n'étoit pas consommée, comme elle l'étoit, & jugée en dernier ressort par l'acceptation formelle ou tacite de tous les Evêques du monde chrétien, sans qu'aucun d'eux, hors quinze en France, eût réclamé. 3, Qu'au cas que le Pape eût la condescendance de donner des explications, il les donneroit à sa maniere, & non à celle des Evêques, c'est-à-dire en

maître & en supérieur, & conformément à l'esprit & aux expressions de la Bulle : au lieu que de la maniere, dit-il, que ces Prelats s'en sont expliqués, il leur en faut qui changent entièrement la Bulle, ou du moins qui la corrigent & la relâchent de telle maniere, que ce soit à proprement parler une autre Bulle qui déroge à la premiere.

De-là il conclut que le seul parti que les Evêques acceptans qui s'intéressoient aux refusans, auroient pu prendre, c'eût été tout au plus de supplier S. S. de leur accorder des explications, non comme necessaires pour l'acceptation de la Bulle, mais comme un effet de sa bonté envers des Evêques, qui, dignes d'ailleurs de son estime par leurs vertus, étoient arrêtés par des difficultés & des scrupules qu'ils avoient peine à vaincre. Ce n'est, dit-il, que dans ce sens qu'ils pourroient demander des explications : car par rapport à l'Eglise, tout est fini, la loi est faite ; ils y ont mis le dernier sceau par l'acceptation & la publication qu'ils en ont faite.

Mais comme une pareille supplication n'auroit été propre, selon lui, qu'à irriter le Pape, il se retranche ensuite à dire que le seul moyen qui restoit, étoit que les Evêques refusans acceptassent la Bulle comme les autres l'avoient acceptée, sauf à eux de s'expliquer de la maniere qu'ils jugeroient la plus propre pour mettre en sûreté la doctrine & les maximes qu'ils croioient être en peril par sa prétendue ambiguïté. „ Le „ Mandement, ajoute-t-il, que M. le Car- „ dinal de Noailles avoit dressé, y auroit „ pourvu avec beaucoup de précision & d'ex- „ actitude. Il a paru très-orthodoxe à tous „ ceux qui l'ont vu. Que tous les Evêques „ l'adoptent, ou en fassent un semblable : „ le Pape les en avouera, & tout le Clergé „ de France en seroit réjoui. La seule dif- „ ficulté qui reste, continue-t-il, est de sa- „ voir s'ils accepteront relativement à leurs „ propres explications & non autrement. „ C'est ce qui a toujours arrêté M. le Car- „ dinal de Noailles ; & c'est aussi ce qui en „ a pu arrêter plusieurs. S'ils veulent bien „ faire attention à la forme & à la maniere dont

„ dont les Jugemens dogmatiques ont été
 „ reçus par l'Eglise de France, ils ne pour-
 „ ront disconvenir qu'une relation mar-
 „ quée & formellement exprimée, sur tout
 „ dans l'état present de l'affaire, est non
 „ seulement contraire au respect qui est dû
 „ au Pape, mais qu'elle passe les bornes de
 „ leur pouvoir ; car en ce cas c'est juger le
 „ jugement du Pape.

Il finit par représenter à M. le Regent
 l'intérêt qu'il avoit de terminer cette affaire
 de la manière qu'il venoit de le marquer :
 „ L'affaire presente, dit-il, est telle qu'el-
 „ le peut avoir de fâcheuses suites. De
 „ moindres étincelles ont causé de grands
 „ embrasemens. Quel malheur ! si pour de
 „ simples formalitez on faisoit cesser la bon-
 „ ne intelligence de la Cour de Rome avec
 „ celle de France ! Quels troubles, quels
 „ scandales n'en pourroient-ils point arri-
 „ ver ! N'y auroit-il point lieu de craindre
 „ que des gens mal intentionnez, ennemis
 „ de la Religion & de l'Etat, n'en abusas-
 „ sent pour souffler un feu dangereux ?

II. Tocsin. Memoire pour le Corps des Evêques qui ont reçu la Constitution Unigenitus.

Le public attribua ce Memoire aux Je-
 suites, & en particulier au P. Tellier, ou
 au P. Doucin, dont on crut reconnoître le
 style furieux & emporté. On ne peut dou-
 ter que ce dernier, qui étoit relegué à Or-
 leans, ne se fût au moins chargé de le dis-
 tribuer & de l'envoyer de toutes parts par
 la poste. Sur les avis qu'on en donna au
 Lieutenant general d'Orleans il commença
 une information contre lui, & obligea l'Of-
 ficial à lui accorder des Monitoires : ils fu-
 rent publiez dans les Paroisses, & ils com-
 mençoient à produire des revelations qui au-
 roient sans doute fait découvrir la source de
 ces libelles, si une personne puissante à la
 Cour n'avoit pas, par des considerations
 particulières, arrêté cette procedure.

L'Auteur debute ainsi : „ Il est évident
 „ que tout tend aujourd'hui au schisme
 „ dans le Royaume, malgré les bonnes in-

„ tentions de M. le Regent qui ne veut
 „ nullement se separer du S. Siège. On a
 „ jusqu'ici flatté ce Prince que pour éviter
 „ de rompre avec Rome, il faut intimid-
 „ cette Cour par des coups de vigueur, &
 „ que c'est-là un moyen sûr de l'obliger à
 „ plier ou à dissimuler au moins la résistan-
 „ ce de quinze Prelats. Mais Rome ne sa-
 „ roit plier dans l'affaire dont il s'agit ; & les
 „ coups qu'on lui porte, ne peuvent que la
 „ mettre dans la plus indispensable nécessi-
 „ té d'éclatter.

Il continue sur le même ton, & suppo-
 sant par tout que la Constitution étoit de-
 venue, par l'union des Evêques au Pape,
 une loi irrefragable, à laquelle il n'étoit
 plus permis ni à lui ni à eux de rien chan-
 ger, mais dont ils étoient obligez égale-
 ment, comme le Pape, de procurer l'exé-
 cution, il les excite, il les presse de secon-
 der les soins que se donnoit M. le Nonce.
 „ On voit, dit-il, le Nonce solliciter au
 „ nom du Pape l'autorité du Prince Regent
 „ pour faire obéir les Evêques opposans.
 „ On le voit lui porter des plaintes sur les
 „ attentats de la Sorbonne au sujet de la
 „ Constitution. Qui voit-on parler, agir,
 „ solliciter au nom du Corps des Evê-
 „ ques ? . . . Qui empêche les Evêques qui
 „ sont à Paris, de se voir, de deliberer en-
 „ tre'eux, d'écrire aux absents, & de s'en
 „ faire plus particulièrement avoier pour
 „ agir auprès du Prince Regent ? Qui les
 „ empêche de s'unir même au Nonce, &
 „ d'agir de concert avec lui, puisque la
 „ cause leur est commune avec lui ?

Il lance divers traits contre la Sorbonne,
 qu'il represente comme coupable d'un hor-
 rible scandale : contre les Evêques opposans
 qu'il dépeint comme des gens de la religion
 desquels il n'y avoit rien à attendre : contre le
 Clergé de France, à qui il reproche un
 assoupissement ou une lâcheté inexcusables.
 Il n'épargne pas même le Prince Regent :
 il insinue qu'il ne pénètre pas assez ce
 qui se passe, ou qu'il n'est pas trop bien
 disposé pour la bonne cause. Mais suppo-
 sons, dit-il, pour un moment, que la multi-
 tude & la qualité des affaires dont le Prince est

chargé, ne lui ayant pas encore laissé bien pénétrer les véritables dispositions des Prelats opposans, & les suites de la désunion dans laquelle ils s'obstinent de perséverer; conviendrait-il au Corps des Evêques de garder un plus long silence?.... Eût-il même des préventions contraires, comme il arrive aux Princes les plus sages & les plus éclairés; ne faudrait-il pas les combattre, & risquer même de lui causer quelque importunité pour le servir fidèlement?

III. TOCSIN. *Lettre circulaire d'un Evêque adressée à tous les Evêques de la Province de Bretagne qui ont reçu la Constitution Unigenitus.*

Le but de cette Lettre est de soulever les Evêques de Bretagne contre les défenses que M. le Regent leur avoit fait faire de publier des Mandemens semblables à ceux de MM. les Evêques de Vannes & de Nantes dont nous avons parlé plus haut. L'auteur après avoir représenté cette défense comme une violence & une oppression injuste, qu'il n'étoit pas permis à des Evêques de dissimuler, sans trahir leur ministère, examine quelles voyes ils pouvoient prendre pour faire revoquer cet ordre; & il décide pour celle des remontrances. „ M. le Cardinal „ de Rohan en a déjà, dit-il, porté au „ Prince pour M. l'Evêque de Marseille & „ pour M. l'Evêque de Grasse; & elles ont „ été bien reçues. Ce Cardinal est le plus „ en état de se charger de pareilles commi- „ sions, & le Prince ne sauroit trouver „ mauvais qu'il s'en charge, à moins qu'il „ ne voulût absolument fermer toute avenue aux plaintes; ce qu'on ne peut penser de lui avec justice. Je prierois donc „ M. le Cardinal de Rohan, ou à son défaut „ M. le Cardinal de Bissy, de représenter à S. A. R. que M. l'Evêque de Vannes n'a rien fait qu'il ne fût en droit „ de faire, & peut-être même obligé de „ faire: qu'un Evêque prevariqueroit, s'il „ voyoit les sujets de son diocèse qui se destituent à l'Eglise, frequenter des écoles „ dangereuses, sans les avertir & sans pren-

„ dre des mesures pour les en écarter: que „ ce n'étoit point sur de simples soupçons „ sur des oui-dires que M. l'Evêque de Vanness'est expliqué au sujet de la Faculté de Nantes, mais sur un decret passé „ par elle, où elle rejette nettement une „ décision de l'Eglise.... Il n'y a aucun lieu „ de douter, ajoute-t'il, qu'une telle remontrance ne fit toute l'impression qu'on „ peut desirer. Mais quand le succès en seroit le plus incertain, il faudroit toujours „ le faire, pour se mettre en droit de passer „ outre, & pour rendre à Dieu ce qui est à „ Dieu, après avoir rendu à Cesar ce qui „ est à Cesar.

IV. TOCSIN. *Memoire sur ce qu'on doit faire pour reduire M. le Card. de Noailles & les autres Prelats qui sont unis à S. E. au sujet de la Constitution Unigenitus.*

Il faudroit copier ce Memoire entier, pour bien représenter l'insolence & le mépris avec lequel M. le Cardinal de Noailles y est traité. L'Auteur ayant posé pour principe que ce qu'on devoit exiger de lui c'étoit qu'il reçût *sans détour & sans limitation* la Constitution du Pape, rappelle sa conduite passée, à laquelle il donne un tour odieux, pour prouver qu'on ne pouvoit jamais espérer qu'il en vînt à ce point-là, à moins qu'il n'y fût contraint par la crainte. De là il conclut que pour conserver une partie de la France, que le Cardinal & ses adherans atheroient de perdre, il n'y avoit point d'autre ressource, sinon que le Pape les *decreditât au plus tôt parmi les Catholiques en les excommuniant*, & que les Evêques, sans se mettre en peine de ce que pourroient faire les Parlemens, soutins- sent & appuyassent cette excommunication. Les Jansenistes, dit-il pour confirmer „ son sentiment, sont comme gens de parti, agissans, hardis, violens; ils parlent, „ ils rénnent beaucoup. Cela leur donne „ un air de force qu'ils n'ont pas, & les „ fait paroître en plus grand nombre qu'ils „ ne sont: le reste du Royaume ne fait pas „ encore de parti: on ne dit mot, ou ne

remue point encore. Mais au moment qu'on verroit le Pape & les Evêques se separer de la communion de M. le Cardinal, les choses changeroient tout-à-fait de face : le grand nombre s'attacheroit, comme on dit, auprès de l'arbre ; & mille gens qui sont aujourd'hui pour M. le Cardinal, parce qu'ils ne comprennent pas qu'il s'agit de la foi, tiendroient un autre langage, s'ils le voyoient separé de la communion du gros des Evêques & de Rome.

V. TOCSIN. *Lettre de M. l'Evêque de ** à M. l'Evêque de ** sur ce qui s'est passé dans les Assemblées de la Faculté de Theologie de Paris au sujet de la Constitution.*

L'Auteur y dépeint d'abord avec les plus noires couleurs le procédé de la Sorbonne. Declarer, comme elle avoit fait, qu'elle n'avoit point reçu en 1714. la Constitution, c'étoit, selon lui, un mensonge grossier : & faire entendre, comme sans doute elle le vouloit, que malgré l'acceptation du Corps Pastoral elle ne regardoit point la Constitution comme une décision qui fit loi pour les Docteurs ; c'étoit une revolte scandaleuse contre l'Episcopat & contre l'Eglise. Il exhorte les Evêques à s'y opposer, & pour cela à suivre le chemin que M. l'Evêque de Vannes, l'un de leurs plus anciens, de leurs plus éclairés, de leurs plus zélés confreres, leur avoit ouvert par le Mandement qu'il avoit publié au sujet de la Faculté de Nantes. Et afin de leur épargner la peine d'en dresser un semblable, il leur en adresse un modèle, qu'il les invite d'adopter. Il y faisoit déclarer par les Evêques, que désormais ils n'admettroient à l'état Ecclesiastique & aux Saints Ordres aucuns de ceux qui se trouvoient avoir étudié depuis la date des présentes dans quelque Ecole qui auroit donné un juste sujet de croire qu'elle n'étoit pas soumise à la Constitution Unigenitus.

Nous verrons dans la suite que ce modèle fut suivi de mot à mot par M. l'Evêque de Toulon dans sa Declaration du 14. Mai 1716. qui fut supprimée par le Par-

lement de Paris & par celui d'Aix.

L'INDIGNATION que le public témoigna contre ces libelles, où, pour nous servir des termes d'un célèbre Auteur, l'audace, la fureur & l'esprit de schisme & de sédition se monroient à découvert, auroit pu dispenser d'y faire aucune réponse. Cependant des Theologiens & même des Magistrats éclairés en jugerent autrement. Ils craignirent que si on ne repliquoit rien à des faits avancés d'un ton d'assurance très capable d'imposer, beaucoup de consciences foibles n'en fussent troublées. On publia donc successivement jusqu'à cinq refutations de ces libelles.

Le point qui y est traité avec le plus de soin, & qu'il étoit aussi important de bien éclaircir, c'est la fausseté du principe qu'on suppose dans tous ces libelles, que la Constitution étoit reçue par tout le Corps Episcopat, & qu'elle faisoit par conséquent une loi souveraine dans l'Eglise. Comme nous avons déjà traité ce même point, * en parlant de l'acceptation & de la publication de la Bulle tant en France que dans les Pais étrangers, nous ne nous étendrons point sur cet article dans l'extrait que nous allons donner de ces Réponses.

I. NOTES marginales sur le Memoire d'un Evêque présenté à M. le Duc d'Orléans.

Ces Notes furent mises d'abord à la marge du Memoire manuscrit ; mais dans l'impression on les a séparées du Memoire, dont on rapporte seulement les endroits auxquels elles ont rapport. On y relève d'une manière vive & précise les faits faux, les principes erronnez, & les sophismes repandus dans le premier Tocsin. Nous ne rapporterons que deux de ces Notes, par où l'on pourra juger de toutes les autres.

Le Memoire s'exprimoit ainsi : *Le Pape vaudra, comme il a toujours voulu, qu'on accepte la Constitution avant que de lui en demander l'explication. Il vaudra que la soumission précède l'intelligence.* - Voici la Note sur

cet endroit. „ Peut-on traiter plus mal des
 „ Evêques, & peut-on en même tems, si
 „ on l'ose dire, heurter plus grossièrement
 „ le bon sens, que de prononcer que la sou-
 „ mission en eux doit précéder l'intelligence ?
 „ La digne acceptation pour ceux que le S.
 „ Esprit a établis pour gouverner l'Eglise,
 „ qu'une acceptation de choses qu'ils n'en-
 „ tendroient pas, & qui précéderoit leur
 „ intelligence ! Et c'est dans la bouche d'un
 „ Evêque qu'on met une telle proposition !

Le Memoire disoit : *Ce n'est point un moyen praticable & qui puisse réussir, que de demander au Pape des explications de sa Bulle, pour la pouvoir accepter.* N O T E.
 „ Peut-être le S. Pere y pensera-t'il à deux
 „ fois, avant que de refuser sous les yeux
 „ de toute la terre un éclaircissement si ju-
 „ ste & si nécessaire. Mais, quoi qu'il en
 „ soit, on ne parviendra pas à faire mettre
 „ à des Evêques qui connoissent leur cara-
 „ ctère & le pouvoir que J. C. leur a don-
 „ né, la soumission avant l'intelligence. Si on
 „ l'avoit obtenu, il ne resteroit plus qu'à en-
 „ treprendre de faire accepter les Bulles
 „ sans les lire, & sans les ouvrir. Car aussi
 „ bien, de quoi sert qu'on les ouvre &
 „ qu'on les lise, si on ne les entend pas, &
 „ si on veut que les Evêques mêmes les ac-
 „ ceptent sans les entendre ?

II. REFUTATION de deux Memoires seditieux qui ont paru à la fin de Février 1716. touchant l'acceptation de la Consti- tution.

Ces deux Memoires sont le 1. & le 2.
 Tocsin. L'Auteur de la Refutation en por-
 te d'abord ce jugement général. „ On re-
 „ connoît, dit-il, dans tous les deux l'es-
 „ prit, le style & le caractère des Jesuites,
 „ que nulle humiliation ne peut rendre
 „ humbles, & qui pour être aujourd'hui
 „ décriés dans le public, n'en sont pas
 „ moins remuans ni moins entreprenans
 „ dans le souterrain, résolus de vaincre ou
 „ de consommer à quelque prix que ce soit
 „ se être le schisme qu'ils ont commencé.
 „ La fin de ces deux Memoires est d'allumer

„ hautement le flambeau de la discorde &
 „ & de mettre le feu, s'il se peut, aux qua-
 „ tre coins du Royaume, en soulevant tous
 „ les Evêques les uns contre les autres, l'E-
 „ glise contre l'Etat, & Rome contre la
 „ France.

L'Auteur remarque ensuite que ces Me-
 moires d'un bout à l'autre n'étant appuyez
 que sur la supposition que la Constitution
 étoit reçue dans toute l'Eglise, il suffisoit,
 pour fermer la bouche à ces Ecrivains se-
 meraires, de détruire ce faux principe.
 C'est à quoi il employe tout le reste de son
 écrit. Après avoir distingué deux sortes
 d'acceptations, l'acceptation solennelle &
 l'acceptation tacite, il fait voir par des
 preuves démonstratives, que ni l'une ni
 l'autre ne se trouvoit dans le Corps pastoral
 par rapport à la Constitution, & qu'on ne
 pouvoit même prétendre que le Clergé de
 France l'eût véritablement acceptée, puis-
 que ne l'ayant acceptée que relativement à
 des explications, (relation que quelques
 Prelats avoient assez marquée, & que la
 plupart avoient notoirement eue intention
 qu'on sous-entendît) il avoit moins accep-
 té la Bulle, que les sens bizarres & étran-
 gers auxquels il l'avoit réduite, & sous les-
 quels on ne pouvoit la reconnoître, ni à
 Rome, ni dans les autres Eglises.

III. LETTRE d'un Magistrat adressée à M.** Evêque d** (M. Maboul Evêque d'A- lex) servant de réponse à un Memoire pre- senté à M. le Duc d'Orléans au sujet des explications que les Evêques demandent au Pape sur la Constitution.

Avril 1716.

Le public a crû reconnoître dans cette
 lettre, qui est de près de cent pages, le sty-
 le d'un illustre Magistrat du Parlement de
 Paris. Il suit pas à pas l'Auteur du Memoi-
 re qu'il refute. Il fait voir en Jurisconsulte
 habile & zélé pour les maximes du Royau-
 me, que tous les principes que cet Auteur
 avance pour prouver que le Pape ne devoit
 point donner d'explications préalables à l'ac-
 ceptation de sa Bulle, sont des principes erro-

nez, contraires aux droits des Evêques, condamnez par les Arrêts des Parlemens, & injurieux même au Souverain Pontife, dont il ne donnoit point d'autre idée, sinon celle d'un tyran foudroyé à toutes les remontrances, uniquement jaloux de son autorité, qui s'embarraffe peu d'un embrasement universel, & qui mettoit avec plaisir ses sujets les plus fideles sous le joug & dans les fers, s'il croyoit que ces violences pussent étendre sa domination & son autorité. Il établit & explique avec une force & une netteté singulière, les vraies maximes opposées à ces *sabes ultramontaines*. Il rappelle ce qui s'étoit passé avant la mort du Roi au sujet de la Déclaration qu'on lui suggéra de faire publier pour contraindre les Evêques à accepter la Constitution, & les preuves heroïques que tout le Parlement donna en cette occasion, de son courage & de son attachement aux loix du Royaume. Il justifie la conduite des 24. Evêques acceptans qui avoient signé une lettre pour demander des explications. Enfin il fait sentir à l'Auteur, que si une main ennemie denonçoit son Memoire à M. le Procureur General, il ne pouvoit éviter le sort du *Memoire pour le Corps des Pasteurs*, qui venoit d'être arrêté par un Arrêt.

IV. LETTRE AU P. Tellier touchant un *Libelle seditioneux intitulé, Memoire pour le Corps des Evêques &c.* Avec une addition où l'on refuse trois autres Ecrits, dont le premier est contre la Sorbonne, le second contre M. le Cardinal de Noailles (c'est le V. & le IV. Tocsin) & le troisième est une Lettre circulaire de M. le Cardinal de Bissy à ceux de M.M. les Evêques qui ont reçu la Constitution.

2. Mai 1716.

L'Auteur commence par apporter la raison qui l'engage à adresser sa lettre au P. Tellier. C'est que le Memoire auquel il répond, passoit pour être de ce Pere, ou que s'il n'étoit pas de lui, il en étoit digne & répondoit aux entreprises par lesquelles il avoit signalé le tems de sa grande puissance.

Il prend de là occasion de lui faire sentir combien il convenoit peu à un homme qui avoit allumé le feu dans l'Eglise, d'affecter un faux zèle pour l'éteindre. Il lui rappelle les principaux traits de sa vie, la fourberie du faux Arnauld, la destruction de Port-Royal & de sainte Agathe; la fureur exercée contre le temple même de ce premier Monastere qu'il avoit fait raser, & contre les Corps qui y repositoient dans l'attente du Seigneur, qu'il avoit fait exhumer; les persecutions suscitées à un grand nombre de saints Prêtres & à un Cardinal son Archevêque, l'intrigue de la lettre de M. l'Abbé de Saron, l'aviilissement de l'Episcopat, l'aneantissement des libertez de l'Eglise Gallicane, les artifices & les falsifications employées pour défendre les superstitions Chinoises. Il entre ensuite en matière, & il s'attache principalement à justifier les Evêques acceptans qui avoient signé la lettre pour demander des explications, & la Sorbonne qui avoit annullé le faux decret fabriqué par M. le Rouge.

Entre les raisons qu'il apporte en faveur des Evêques, il y en a une prise de la propre conduite des Jesuites, que nous ne devons pas omettre. „ Que diroient vos Peres „ dans le Portugal, demande-t'il au P. Tellier, si le Pape ne répondoit que par des „ foudres à la demande qu'ils lui font d'expliquer la Bulle par laquelle il a condamné les idolatries de votre Société ? Car „ vous demandez aussi des explications, „ vous autres, quoique condamnez par un „ jugement contradictoire, Vous même, „ Mon Pere, digne avocat d'une si misérable cause, qu'en diriez-vous ? Vous pourriez bien avoir la conscience assez double, „ pour traiter cette conduite d'injustice à „ votre égard, pendant que vous en inspirez une toute semblable à Clement XI, „ contre des Evêques de France. Mais le „ public est sur ce point un juge trop équitable pour se livrer à cette injustice. Cho- „ se étonnante ! Ici le Pape ne sauroit plier : „ c'est même être schismatique que de lui „ demander des explications d'une Bulle ; „ & il ne lui reste que les censures eccle-

„ statiques pour toute réponse à des Evê-
 „ ques ses confreres , qu'il n'a pas même
 „ encore écouté une seule fois. En Portu-
 „ gal , c'est autre chose : c'est la Société qui
 „ demande des explications ; le Pape ne
 „ peut en refuser. Quoique l'on ait été en-
 „ tendu autant de fois qu'on l'a voulu , &
 „ plus qu'il n'étoit nécessaire , on ne veut
 „ point se soumettre au jugement , à moins
 „ que celui qui l'a rendu , ne le retouche
 „ d'une manière qui donne lieu d'en éluder
 „ la force : & en s'obstinant dans cette de-
 „ sobéissance , on ne croit aucunement être
 „ schismatique.

Voici comme il justifie ensuite la Sor-
 „ bonne. „ Qu'a fait , dit-il , la Sorbonne ,
 „ dont vous traitez la conduite d'attentat
 „ contre le jugement de l'Eglise ? A-r-elle
 „ seulement eu le courage de donner une
 „ conclusion qui attaquerait la Constitution ?
 „ Nullement. Elle a seulement déclaré une
 „ chose qui étoit vraie , connue de tout le
 „ monde , & dont la publication n'étoit
 „ empêchée que par vos violences ; savoir
 „ que jamais elle n'a reçu la Constitution ,
 „ & que le decret qui avoit paru sous son
 „ nom , étoit faux & supposé. Et encore ,
 „ comment a-t-elle fait cette déclaration ?
 „ C'est la chose du monde la plus étonnan-
 „ te. Les Puissances supérieures , par des
 „ vûes que nous respectons sans les appro-
 „ fondir , empêchent que l'on ne fasse le ra-
 „ port de la cause du sieur le Rouge , qui
 „ auroit donné lieu à cette déclaration. Le
 „ Syndic convient de ne parler de rien. On
 „ impose même silence à ceux qui veulent
 „ demander compte aux Deputés de leur
 „ commission. Par conséquent il semble
 „ que la déclaration de la Sorbonne au su-
 „ jet de la fausseté du decret sur la Consti-
 „ tution soit manquée. Point du tout. Il
 „ faut que M. Humbelot , ami des Jesuites ,
 „ & partisan des plus outrés de la Consti-
 „ tution , force par son indiscretion la Fa-
 „ culté à se déclarer , & qu'il rende inutiles
 „ des précautions que les premières Puif-
 „ sances sembloient n'avoir prises que pour
 „ épargner son parti. Vos gens en demeu-
 „ rent-ils là ? Non. Ils vont encore rendre

„ service contr'eux-mêmes à la Faculté par
 „ une nouvelle imprudence. C'étoit une
 „ chose à souhaiter que des personnes aussi
 „ portées à la division fussent exclues des
 „ Assemblées. Mais comment se delivrer
 „ d'eux ? La chose n'étoit pas aisée : eux-
 „ mêmes aident à procurer ce bien à leurs
 „ dépens. Plus de vingt d'entr'eux forment
 „ une opposition à la nouvelle conclusion
 „ de Sorbonne. Ils accompagnent leur op-
 „ position de plusieurs injures , & se font
 „ exclure par là des Assemblées où ils
 „ avoient coutume de porter le trouble.
 „ Qu'est-il arrivé depuis ? Le Procès-verbal
 „ contre le sieur le Rouge a été lu en Facul-
 „ té , il est vrai. Mais d'où vient cela ? C'est
 „ que les opposans ont obligé le Prince
 „ Regent à le rendre. Ils sollicitent le juge-
 „ ment de l'appel qu'ils ont interjeté au
 „ Parlement. Il faut bien rendre à la Facul-
 „ té , contre laquelle ils plaident , les pièces
 „ qui servent à l'instruction de sa cause , &
 „ que les Docteurs soient informés des mo-
 „ yens que l'on emploie pour la soutenir.
 „ Où sont donc , M. P. ce que vous appel-
 „ lez avec tant d'emphase *les attentats de la*
 „ *Sorbonne* ? Sont-ce donc des attentats que
 „ de decouvrir la vérité de ce qui s'est passé
 „ dans des Assemblées , de suivre les statuts
 „ d'une Compagnie qui ordonnent que ceux
 „ qui insultent leurs Confreres , seront
 „ exclus , s'ils ne font satisfaction , & de re-
 „ veler les violences & les fourberies de
 „ votre parti ?

DANS L'ADDITION qui suit cette
 lettre , l'Auteur continuë à défendre la Sor-
 „ bonne contre le V. Tocin. Il fait voir qu'il
 „ n'y avoit rien que de simple & de regulier
 „ dans le procedé qu'elle avoit tenu ; que les
 „ conclusions dont on se plaignoit , s'étoient
 „ faites avec une liberté entière , & presque
 „ d'un consentement unanime ; & que les
 „ Docteurs avoient pu , sans déroger aux ser-
 „ mens qu'ils ont fait de se soumettre aux de-
 „ crets des Papes reçus par l'Eglise , ne point
 „ recevoir une Constitution aussi étonnante
 „ que celle de Clement XI. & qui dans le
 „ tems qu'elle leur fut envoyée , n'avoit en-
 „ core été acceptée que par 40. Evêques ,

avec l'opposition de neuf autres, du nombre desquels étoit l'Archevêque de la Capitale.

L'Auteur passe ensuite au IV. Toefin; & pour le refuter il ne fait que rapprocher les uns des autres les traits pleins de violence & de fureur qui y sont répandus contre M. le Cardinal de Noailles, contre M. le Regent, & contre le Parlement: & il laisse à la prudence des Magistrats à juger du traitement que meritoit un libelle si seditieux.

„ Au reste, ajoute-t'il, quand le tribunal „ de la justice épargneroit l'auteur & son „ ouvrage, le crime ne sera pas pour cela „ impuni. L'impuissance de l'exécuter sera „ vira de bourreau à ceux qui l'ont conçu, „ & vengera l'Eglise & l'Etat avec bien plus „ d'étendue... L'union ébranlée dans l'E- „ glise continuera à se rétablir, comme elle „ a déjà commencé.... Voilà ce que nous „ avons tout lieu d'espérer; & c'est en mê- „ me tems la vengeance la plus complète „ que nous puissions attendre.

Il finit par la lettre circulaire de M. le Cardinal de Bissy au sujet du choix que M. le Regent avoit fait de M. Chevalier son Grand-Vicaire, pour l'envoyer à Rome solliciter des explications. Mais nous croyons devoir réserver les réflexions qu'il fait sur cette lettre au tems où nous parlerons de cet événement.

V. DENONCIATION à Monseigneur le Procureur general d'un libelle seditieux, injurieux aux Evêques de France & à S. A. R. Monseigneur le Duc d'Orléans Regent du Royaume, intitulé : Mémoire pour le Corps des Evêques, &c.

Le public a attribué cette dénonciation au célèbre M. du Pin Docteur de Sorbonne. On y expose en peu de mots les divers motifs qui devoient exciter le ministère public à demander au Parlement qu'il portât contre ce libelle & contre son auteur, s'il étoit decouvert, les peines qu'ils meritoient. Ces motifs sont les mêmes que ceux qui sont expliqués dans les Ecrits dont nous venons de donner l'extrait. On en ajoute seulement

deux. Le 1. que l'auteur sans être autorisé & sans se déclarer, parloit au nom du Corps des Evêques de France qui avoient reçu la Constitution, pendant que ces Evêques se taisoient, & marquoient par leur silence vouloir entretenir la paix que cet Ecrivain turbulent cherchoit à troubler. Le 2. Que quand il auroit été avoué par les Evêques, il n'auroit pas pu parler au nom du Corps des Evêques, qui ne font Corps que lors qu'ils sont assembles.

CETTE dénouciation fut bientôt suivie d'un arrêt du Parlement de Paris du 4. Avril 1716. qui ordonna que le dit libelle seroit & demeureroit supprimé. Voici quelques traits du portrait que M. Joly de Fleury, alors Avocat General, en fait dans le discours qui est à la tête de cet arrêt. Il dit „ qu'il est rempli de faits faux & suppo- „ sez, de principes contraires aux loix de „ l'Eglise & de l'Etat, qu'il semble ne res- „ pirer à chaque page, & presque à chaque „ ligne, que la discorde, le schisme & la di- „ vision : Que cet écrit injurieux à tous les „ Evêques attaque la conduite & la reli- „ gion des uns, qu'il représente comme „ rebelles à l'Eglise,.... reproche à quel- „ ques-uns une complaisance aveugle qui „ les a seduits,.... & excite les autres à se „ remuer, à s'assembler, à délibérer, à se „ concerter dans les Provinces, à détacher „ quelques-uns d'entr'eux de chacune d'el- „ les, pour représenter les autres, à écrire „ aux absens, à se faire avoüer pour agir.... „ Qu'ainsi cet esprit factieux ne cherche „ qu'à troubler la paix & à allumer le feu „ de la dissension; qu'en voulant faire ap- „ préhender un schisme dans le Royaume „ tout son écrit ne tend qu'à l'exciter; qu'en „ marquant le danger où est la Religion „ & en annonçant qu'elle ne subsistera „ bientôt plus en France, il emploie les „ moyens les plus propres pour l'affaiblir; „ qu'il ébranle les regles de la foi, en se „ flattant d'en affermir les principes; qu'il „ crie au scandale, pendant que tout son „ libelle n'est qu'un ouvrage de scandale; „ qu'il entretient la division, sous prétexte „ de vouloir tout réunir : Que la modéra-

„ tion . . . ne produit , si on l'en croit , que
 „ des délais dangereux ; & la conduite de
 „ M. le Duc d'Orleans n'est pas assez vive à
 „ son gré Que cet auteur seditieux se
 „ porte enfin jusqu'à fournir à la Cour de
 „ Rome des armes contre nous , la flate
 „ d'une soumission sans bornes ; l'irrite
 „ contre la résistance qu'on pourroit y ap-
 „ porter ; marque ce qu'elle doit ou ne doit
 „ pas faire en cette occasion ; & , pour met-
 „ tre le comble à sa temerité , exhorte nos
 „ Evêques à s'unir au Nonce du Pape , & à
 „ agir de concert avec lui Que cette
 „ dernière circonstance suffiroit seule pour
 „ les obliger à s'élever contre cet Ecrit ,
 „ quand tout ce qui y est répandu ne por-
 „ teroit pas un caractère qui n'annonce que
 „ le schisme & la sedition.

Cet arrêt mortifia extrêmement M. le Nonce. Il en porta ses plaintes à M. le Regent. Ce Prince lui fit une réponse peu favorable , & le renvoya à M. le Maréchal d'Huxelles , qui étoit alors Président du Conseil des affaires étrangères. Celui-ci, au lieu d'écouter ses plaintes , lui en fit à lui-même de ce qu'il caballoit avec les Evêques & autres sujets du Roi ; & ne le traitant que comme le Ministre d'un Prince étranger, il le pria de se renfermer dans les fonctions qui convenoient à ce caractère.

Le même Parlement de Paris supprima aussi par un autre arrêt du 11. May 1716. le V. Tocsin ; & son zele fut imité par d'autres Parlemens. Mais , avant que de parler de ces derniers arrêts , il est nécessaire de rapporter d'autres faits qui arrivèrent dans cet entretems.

§. L V.

*Sermons seditieux en faveur de la Constitution.
 Associations de soldats formées par les Jésuites.
 Pouvoirs de ces Pères renvoquez à Paris,
 & ailleurs. Ecrits faits à cette occasion.
 Rescrit du Cardinal Paulucci.*

PENDANT que les défenseurs de la Constitution faisoient ainsi sonner le Tocsin dans des libelles que leurs émissaires

faisoient par tout , qu'ils envoioient par la poste , qu'ils débitoient dans les maisons , & que le Libraire des Jésuites à Arras eût même la hardiesse de vendre publiquement, ils firent faire la même chose par divers Prédicateurs dans leurs Sermons. Celui qui le fit avec plus d'éclat , fut le P. de la Motte Jésuite. Ce Pere prêchant dans la Cathédrale de Rouën le Dimanche 20. Octobre 1715. & ayant choisi pour sujet de son Sermon la soumission que demandoit la Foi chrétienne, prit de là occasion d'établir d'abord , quoi qu'indirectement , qu'on en devoit une aveugle & absolue à toutes les décisions du Pape, qu'il confondit avec celles de l'Eglise. Puis il se récria d'une manière véhémement sur le mépris scandaleux qu'on faisoit de ces décisions depuis la mort du feu Roi , sur la décadence & sur la ruine presque entière de la Religion. Les prisonniers tout récemment élargis , les Exilez rappelez avec honneur, M. le Card. de N. mis à la tête du Conseil de conscience , furent les principales preuves qu'il rapporta de ce mépris.

„ Helas , dit-il , Mes chers Freres ! ce
 „ pieux Monarque est mort dans un tems
 „ où nous avions plus besoin de lui pour la
 „ destruction entière de l'herésie. Il n'est
 „ pas plutôt expiré que quinze jours après
 „ on a vu avec surprise des gens que la sa-
 „ gesse du Roi avoit fait mettre dans les
 „ fers pour y souffrir la peine due à leur re-
 „ bellion au Saint Siege & à l'autorité de
 „ tant de Prelats , en sortir avec éclat ; &
 „ ceux qui les protegeoient & qui alloient
 „ subir la même peine , élevez à des digni-
 „ tez , dont quelque tems auparavant ils
 „ n'auroient pas seulement osé regarder les
 „ titres On a l'insolence de justifier
 „ par cent libelles un livre condamné & son
 „ Auteur. Celui qui est à la tête des affaires
 „ le fait , & ne le reprime pas Ces gens
 „ que l'on connoît par l'affectation de leur
 „ voix & de leurs manieres étudiées , vont
 „ de maison en maison distribuer leur dan-
 „ nable doctrine Ecoutez-les , ils vous
 „ parlent d'un ton doux , ils déplorent l'é-
 „ tat present de l'Eglise , ils en comparent la
 „ doctrine

doctrine ancienne avec la nouvelle ; ils ne parlent que de reforme, que de severité dans la morale ; mais ils feroient bien fâchez de pratiquer eux-mêmes ce qu'ils veulent faire pratiquer aux autres..... Ils contrefont les gens de bien en public, & dans le secret ils vivent comme les plus perdus. Par la vie relâchée qu'ils mènent & par leurs erreurs, ce sont des démons anticipez, des Loups ravissans, des Tygres qu'il faut fuir..... Ceux qui les protegent sont les Protecteurs d'un reste de Calvinisme..... Que ma langue se desseche dans ma bouche.... Que Dieu rue confonde, si je ne dis pas la verité.... N'est-il pas surprenant de voir que ceux qui sont à la tête des affaires renversent aujourd'hui ce que la sagesse du feu Roi avoit si bien établi ; ... N'est-il pas surprenant de voir un petit homme bouffi d'orgueil, sans science, sans merite gouverner la Religion & l'Etat ?

Tels furent les principaux traits de ce sermon seditieux suivant les dépositions unanimes des temoins qui furent entendus dans les informations dont nous parlerons bientôt. Le P. de la Motte fit à la verité disparaître, ou adoucit les plus violents de ces traits dans la copie qu'il donna, & qu'il fit ensuite imprimer de son sermon. Il soutint dans son interrogatoire qu'il n'avoit parlé ni de la mort du feu Roi, ni du renversement qu'on faisoit de ce que la sagesse avoit établi, ni du rappel des exiliez ; qu'il n'avoit pas pu même en parler, son sermon étant composé depuis près d'un an, sans qu'il y eût rien changé ni ajouté : qu'ainsi le bruit qu'il avoit causé, ne pouvoit venir que de ce que les Novateurs, dont il avoit fait le caractère, quoiqu'en general, irritez de s'y voir dépeints au naturel, lui avoient supposé des choses qu'il n'avoit point dites, & avoient fait de celles qu'il avoit dites très-innocemment, une application odieuse & injuste au gouvernement present. Mais tant d'oreilles se feroient-elles trompées. & le discours du predicateur auroit-il revolté au point qu'il fit

tout son auditoire, s'il n'avoit rien dit d'extraordinaire ? Car c'est un fait certain que tous ceux qui y assisterent, excepté quelques Jesuites, qui prevenoient ce qu'il devoit dire, en furent scandalisez ; & chacun en marqua son indignation, les uns par des cris redoublez, & les autres par des murmures, qui se repandirent le jour même dans toute la Ville.

Pour les appaiser, on fit esperer que le Dimanche suivant le Predicateur repareroit par une retractation publique le scandale qu'il avoit causé. Toute la Ville accourut dans l'Eglise Cathedrale pour en être témoin. Mais on fut fort surpris qu'au moment que le sermon devoit commencer, un Bedeau vint enlever le tapis de la Chaire, & avertir qu'il n'y auroit point de sermon. Il s'éleva tout à coup un bruit confus de plaintes & de murmures dans toute l'assemblée ; & on ne peut exprimer le desordre qu'y causa un événement si peu attendu.

Cette nouvelle scene ayant achevé de soulever toute la Ville contre le P. de la Motte & contre les Jesuites, M. l'Archevêque de Rouen pour se justifier du soupçon de connivence, fit signifier au Predicateur une revocation de ses pouvoirs, & informer contre lui à son Officialité. Avant cela M. le Comte de Beuvron Lieutenant de Roi de la Province, avoit déjà fait informer au sujet de son sermon, & avoit envoyé à la Cour un extrait des dépositions des temoins qu'il avoit fait entendre. Elles attirerent un ordre au Parlement de suivre cette affaire. On y commença, à la requête de M. le Procureur general, une procedure qui fut d'abord poussée avec beaucoup de vivacité. M. de Douxmefnil Conseiller fut nommé Commissaire Rapporteur du Procès. On entendit par devant lui un grand nombre de temoins, & le P. de la Motte decreté d'ajournement personnel subit lui-même le 4. Novembre un long interrogatoire. On s'attendoit que ce procès, qui avoit excité l'attention de tout le Royaume, ne se termineroit que par la punition exemplaire du coupable. Mais les Jesuites, en le faisant traîner en longueur, prouverent à la fin le

moyen de l'étouffer, & au bout de quelques mois il fut entièrement oublié.

Vers le même tems un autre Jésuite à Dijon, & d'autres à Besançon & à Poitiers, un à Nantes, un autre à Quimperlai, & un Ecclesiastique, frere de trois Jésuites à Bourges, prêcherent à peu près dans le même style que le P. de la Motte, & parlerent d'une maniere également hardie contre M. le Regent, M. le Cardinal de Noailles, les Parlemens & la Sorbonne. Mais nous ne pouvons entrer dans le détail de ces differens sermons. Nous passons à une autre tentative des Jésuites, qui éclatta quelque tems après Pâques 1716. & qui attira encore plus l'attention de la Cour & du public que leurs declamations seditieuses.

Ces Peres commencerent à s'appliquer d'une maniere particulière dans les differentes Provinces du Royaume, à l'instruction des soldats. Quand ils en eurent gagné un certain nombre dans chaque Régiment, pour les entretenir dans les résolutions qu'ils leur avoient inspirées, & se les attacher d'avantage, ils leur prescrivirent diverses pratiques de pieté, & entr'autres de reciter tous les jours de certaines oraisons, dont ils leur distribuoient des formules, où ils les faisoient prier pour la conservation de la Religion & de l'Etat, qu'ils leur faisoient entendre être dans un grand danger. Ils formèrent ensuite des soldats les plus dociles & les plus zelez, de certaines confreries ou associations sous le nom du *sacré Cœur de Marie*, où ils n'étoient admis qu'en prenant de certains engagements par des promesses ou des vœux qu'ils leur faisoient faire. Ces vœux s'il est permis de s'en rapporter à la rumeur publique, consistoient à leur faire promettre de descendre jusqu'à la mort la Consolation, le parti du Pape, & le testament du feu Roi. Mais si c'étoit là le but secret que les Jésuites se proposoient dans ces associations, il n'est pas vrai-semblable qu'ils fussent assez imprudens pour le declarer si ouvertement. Ce qui paroit plus certain, c'est que tous ces associez s'astreignoient seulement à de certains exercices extérieurs de pieté :

que pour les pratiquer ils devoient dans toutes les villes où ils se trouvoient, & même dans leurs marches, s'assembler dans un même lieu, avoir même leurs chapelles particulières, & se regarder les uns les autres comme confreres, & comme composant tous un même corps de soldats chrétiens unis par des liens communs sous la direction des Jésuites, pour combattre par leur exemple les ennemis de la Religion & de la vertu, comme ils l'étoient par leur profession sous leurs Officiers pour combattre par leur épée les ennemis de l'Etat. C'est l'idée que donne de ces associations le Placet que quarante soldats associez du Régiment de Bretagne présenterent à leur Colonel. En voici la copie telle qu'elle se repandit alors dans le public.

PLACET.

*Présenté au Colonel du Régiment de Bretagne,
& signé par 40. soldats.*

Monsieur

„ Depuis que la France est en paix, nous
„ avons compris mieux que jamais que les
„ Princes, & les Etats voisins réunis contre
„ nous, n'étoient pas les ennemis les plus
„ redoutables contre qui nous avions à nous
„ défendre. Nous avons compris que les
„ puissances des tenebres, le vice & le li-
„ bertinage sont des ennemis beaucoup plus
„ terribles, que nous devons vaincre &
„ terrasser pour faire la conquête du Ciel.
„ Dans cette vûe nous avons établi une as-
„ sociation de pieté; & cette association,
„ nous venons aujourd'hui avec autant de
„ respect que de confiance la mettre sous
„ votre protection; nous venons vous prier
„ de l'autoriser par vos libéralitez, d'en
„ prendre les intérêts à cœur, & d'ordon-
„ ner que les membres de notre petite Cha-
„ pelle soient désormais transportez à la
„ suite du Régiment dans les endroits où
„ l'on trouvera bon de nous envoyer. Nous
„ vous supplions aussi de recommander nô-

„tre association à Messieurs vos Officiers ,
 „ afin qu'ils ayent la bonté d'en être les
 „ protecteurs pendant vôtre absence. Nous
 „ vous supplions de les engager par vos
 „ discours & par vôtre exemple à four-
 „ nir dès maintenant à l'avancement de
 „ l'œuvre de Dieu. C'est ce que nous
 „ nous flattons d'obtenir de leur zele pour
 „ le salut de ceux que le Ciel a com-
 „ mis à leurs soins ; & nous nous en flat-
 „ tons d'autant plus qu'ils uous ont donné
 „ tout sujet de bien espérer , quand nous
 „ eûmes l'honneur d'implorer leur secours
 „ dans un tems où malheureusement pour
 „ nous ils ne se trouvoient point en état de
 „ secourir les nobles inclinations de leurs
 „ cœurs bien-faisans , toujours genereux.
 „ Nous recevrons cette preuve de vôtre
 „ bonté avec toute la reconnoissance possi-
 „ ble , & nous continuerons d'être avec un
 „ très-profond respect , Monsieur, vos très-
 „ humbles & très-obéissans serviteurs.

Ce Placet ne fut d'abord regardé que comme l'effet de la devotion particulière d'un seul Regiment. Mais le mouvement qui se fit pendant l'été dans les troupes , fit bien-tôt connoître qu'elle s'étendoit à tous les autres , par les exercices qu'on leur vit pratiquer dans leurs marches , & par l'accueil que leur firent par tout les Jesuites. Le Regiment de M. de Louville passant à Blois au mois de Juillet, les Associez au nombre de vingt à trente allerent faire leurs devotions dans l'Eglise de ces Peres , qui leur donnerent ensuite largement à déjeuner. Ce qui arriva à trois autres Regimens qui passoient à Mâcon n'est pas moins remarquable. Les Jesuites prevenus de leur arrivée allerent au devant d'eux , & furent reçus au son des tambours. Ils conduisirent ensuite les Associez & presque tous les autres soldats qui se joignirent à eux , dans leur Eglise où ils leur donnerent la benediction du saint Sacrement. L'empressement reciproque de ces Peres pour leurs Associez & des Associez pour eux fut égal dans les autres villes ; & dans les lieux où il n'y avoit point de Jesuites , on ne vit pas avec moins de surprise les Associez s'assem-

bler d'eux-mêmes dans une Eglise au son de la cloche, pour y faire des exercices dont il n'y avoit point encore d'exemples.

Un pareil établissement dans les circonstances où étoient alors les affaires de l'Eglise & de l'Etat , ne pouvoit manquer d'être très-suspect. Aussi la Cour ne fut pas plus-tôt informée des particularitez que nous venons de rapporter , qu'elle envoya dès le mois d'Août à toutes les troupes des défenses rigoureuses d'entrer dans ces associations , & de tenir aucune assemblée. Nous trouvons dans une lettre écrite de Poitiers , que l'Evêque de cette ville-là , qui avoit témoigné un grand zele pour cette nouvelle devotion , reçut en même tems un ordre particulier de se conformer à ces défenses.

Les Jesuites virent ainsi renverser tout d'un coup les projets qu'ils avoient pû former sur cette direction militaire. S'ils furent touchés de cette perte , ils furent encore plus sensibles à celle qu'ils firent dans le même tems du reste de direction qu'ils s'étoient conservé à Paris. Nous avons vu au commencement de cette Histoire que M. le Cardinal de Noailles avoit fait un retranchement considerable en 1711. & 1712. dans les Confesseurs de leurs trois maisons de Paris. Il ne laissoit pas de leur en rester encore un très-grand nombre, & la plupart étoient approuvés pour les Religieuses. S. E. étant instruite que plusieurs de ceux-ci , au lieu d'user avec sagesse des pouvoirs qu'elle avoit eû la condescendance de leur continuer , ne s'en servoient que pour revolter contre elle ses propres brebis, & pour semer la division sur tout dans les Couvents de Filles , y avoit fait un nouveau retranchement au mois de Novembre 1715. Elle n'en avoit réservé que dix-sept , savoir six de la Maison Professe , quatre du College , deux du Noviciat , & les cinq Confesseurs de la Cour , qui étoient le P. Martineau Confesseur de feu M. le Dauphin, & qui en avoit encore la pension ; le P. de Linieres Confesseur de Madame ; le P. du Treux Confesseur de M. le Regent ; le P. de la Rue Confesseur de Madame la Duchesse de Berry ; & le P. Gaillard Confesseur de la

Reine d'Angleterre. Ces pouvoirs même ne leur ~~avoient~~ été accordez que jusqu'au mois d'Août suivant, & aucun n'en avoit eü pour les Religieuses ni pour les cas réservés.

Enfin M. le Cardinal ayant compris que par tous ces retranchemens il n'avoit remedié qu'à une partie du mal, crut, à l'expiration de ces derniers pouvoirs, devoir faire un retranchement entier. Dès le 16. Août 1716. il envoya le sieur Chevallier Secrétaire déclarer aux Supérieurs des trois Maisons, que tous ceux dont les pouvoirs étoient expiréz n'en auroient point de nouveaux, & qu'il les prioit à leur expiration de s'abstenir de confesser, de prêcher & même de faire des Catechismes. Il n'excepta que les cinq Jésuites attachez à la Cour que nous venons de nommer.

Cette revocation secrète fut confirmée trois mois après par une ordonnance publique, dont voici l'occasion. Le P. de la Ferté fut nommé par M. le Cardinal de Rohan, Grand Aumônier de France, pour prêcher devant le Roi, avant que ses pouvoirs fussent expiréz. Ils cessèrent au mois d'Août comme nous venons de le voir, & ce Pere, sans en avoir obtenu, & sans même en avoir demandé le renouvellement, ne laissa pas de commencer, selon la coutume, à prêcher le jour de la Toussaint. Une entreprise si éclatante sur la juridiction Episcopale, souleva tous ceux qui n'étoient pas absolument dévouez aux Jésuites. Le Chapitre de Paris intéressé d'une manière particulière à conserver celle de son Archevêque, qu'il exerce pendant la vacance du Siege, fit sur cela une députation solennelle à M. le Cardinal. Les Curez de la ville, la Faculté de Theologie, la Maison de Sorbonne, plusieurs Evêques même, jaloux des droits de leur caractère, lui en portèrent aussi leurs plaintes. S. B. les reçût avec de grands témoignages de l'approbation qu'elle donnoit à leur zèle, & les assura qu'elle ne demeureroit pas dans l'inaction.

En effet le 12. Novembre suivant M. le Cardinal fit signifier par un Huissier aux

trois Supérieurs des Jésuites une Ordonnance imprimée, datée du même jour, portant une revocation générale de tous les pouvoirs ci-devant donnez par lui ou de son autorité à tous les Religieux de leur Compagnie, soit pour un tems, soit à sa volonté, par écrit ou de vive voix, pour administrer le sacrement de pénitence & annoncer la parole de Dieu dans toute l'étendue de son Diocèse : avec injonction de faire connoître cette revocation à tous & chacun des Religieux de leur Compagnie actuellement résidens dans son Diocèse, & nommément au Frere Louis de la Ferté, & à tous ceux qui y viendroient dans la suite. Les Confesseurs de la Cour ne furent pas même exceptez. M. le Cardinal leur permet seulement de continuer à confesser les personnes des Princes & Princesses qui voudroient s'adresser à eux.

Au reste, M. le Cardinal de Noailles ne donna cette mortification éclatante aux Jésuites, qu'après avoir pris les précautions nécessaires pour se mettre à couvert des reproches de précipitation & de ressentiment qu'ils auroient pu former contre sa conduite. Le jour même de la Toussaint il écrivit à M. le Regent une lettre respectueuse pour lui porter les plaintes de l'entreprise du P. de la Ferté, & le supplier de trouver bon qu'il fit dans un cas si singulier ce que les regles de l'Eglise demandoient de lui. Le lendemain il en écrivit une d'amitié à M. le Cardinal de Rohan, qui étoit alors à Strasbourg, pour le prier de ne point autoriser les ennemis de la paix, qui vouloient jeter entr'eux une pomme de discorde, & pour lui marquer qu'il suspendroit les procédures qu'il ne pouvoit pas se dispenser de faire contre son Predicateur, jusqu'à ce qu'il eût reçu sa réponse. Mais il l'attendit inutilement jusqu'au 12. du mois, & cependant les Jésuites ne se mirent pas davantage en peine de lui faire la moindre satisfaction. Nous insérerons ici ces deux lettres, moins par rapport à ce qui regarde cette querelle particulière que par rapport à ce que l'on y trouve touchant la disposition de M. le Cardinal de N. sur l'accommodement qui se traitoit alors, & dont nous devons bien-tôt parler.

L E T T R E

De M. le Cardinal de Noailles à S. A. R.
M. le Duc d'Orléans.

MONSEIGNEUR,

Le Sermon que le P. de la Ferté vient de faire sans pouvoirs & avec tant d'éclat, est si contraire aux regles de l'Eglise, & si préjudiciable aux droits de mon caractère, que je ne puis me dispenser de procéder contre lui. Mon respect pour V. A. R. m'empêche de le faire, sans lui en rendre compte. Je la supplie donc de trouver bon que je fasse mon devoir dans un cas si singulier, & dont les conséquences peuvent être si fâcheuses. S'il ne s'agissoit que de l'Insulte publique qui retombe sur moi, je pourrois la souffrir; mais il ne m'est pas permis de souffrir de même l'Injure faite à la juridiction de ma place avec les circonstances les plus dures. Ce qui augmente encore ma douleur dans cet événement, c'est que l'*accommodement* que V. A. R. desire tant, en deviendra plus difficile. M. le Card. de Rohan soutiendra son Predicateur: nous ferons de nouveau aux mains: je ne pourrai par conséquent avoir aucune confiance en lui; & les Jésuites, relevés par cet avantage, & toujours opposés à l'*accommodement*, le traverseront plus fortement. Mais il n'en est pas question aujourd'hui; je me retranche présentement à supplier V. A. R. de ne pas trouver mauvais que je fasse ce que je dois dans cette fâcheuse occasion. Il n'y en aura point, de quelque espèce qu'elle soit, où je ne fasse connoître autant qu'il me sera possible le respect profond & l'attachement fidèle avec lequel je suis plus que bien d'autres &c.

L E T T R E

De M. le Cardinal de Noailles à M. le
Cardinal de Rohan.

J'avois espéré, M. que rien ne troubleroit la bonne intelligence entre nous: nous l'avons promis réciproquement à M. le Duc d'Orléans, je l'ai toujours désiré très sincèrement, & je me réjouissois des heureux commencemens qui me donnoient lieu de croire que nous vivrions dans la même union qu'avant les malheureuses affaires qui troublent l'Eglise. Cependant les ennemis de la paix qui ont excité ces troubles, veulent jeter entre nous une pomme de discorde. Le P. de la Ferté prêcha hier devant le Roi sans pouvoirs. D'abord que je sus aveti, qu'il s'y préparoit tout de bon, je crus en devoir donner avis au Prince qui est le dépositaire de nos paroles de réconciliation. S. A. R. voulut bien se charger d'en écrire à V. E. & quoiqu'il y eût beaucoup plus de tems qu'il n'en falloit pour avoir la réponse, j'ai vu avec douleur que mes précautions avoient été inutiles, & que le P. de la Ferté a prêché sans mission contre toutes nos regles. Je ne puis dissimuler un pareil attentat: mais comme je suis bien aise de marquer à V. E. que je veux véritablement faire de mon côté tout ce qui sera capable de faire revivre notre ancienne amitié, j'ai suspendu la procédure que je suis en droit & en obligation de faire pour punir ce Religieux: j'ai pris le parti d'en informer auparavant V. E. Les Jésuites ont beau se vanter de sa protection, je ne puis me persuader que vous vouliez, M. oublier que vous êtes Evêque, pour soutenir des prétentions de votre charge, qui ne sont autorisées par aucun usage, & sur lesquelles V. E. fait parfaitement les dispositions du feu Roi. Il est bien certain que pendant 72. ans de regne, il n'a fait prêcher devant lui aucun Predicateur qui ne fût approuvé par l'Ordinaire. V. E. voudroit-elle s'engager dans une affaire sérieuse pour favoriser l'ambition de ceux qui ne cherchent

qu'à diviser l'Episcopat & mettre le trouble dans l'Eglise & dans le Royaume ? J'attendrai la réponse que V. E. voudra bien me faire ; je jugerai par là de ses sentimens pour moi, & de ce que je puis espérer d'elle : je la prie de me faire une réponse prompte & précise. Le public indigné demande justice du P. de la Ferré, & il ne sait peut-être pas encore que lui ni ses Supérieurs n'ont pas fait la moindre démarche pour avoir mon approbation. Ainsi je ne puis garder long-tems le silence. Vous n'avez, M. qu'à consulter votre bon esprit & votre bon cœur, pour sentir tout d'un coup les suites fâcheuses de cette affaire. Je ne trouverai dans le mien que le desir sincère de faire connoître en cette occasion le respect & l'attachement, avec lequel je suis, M. De V. E. &c. *Le 2. Novembre 1716.*

L'exemple de M. le Cardinal de Noailles fut suivi par plusieurs autres Prelats. Dès le mois de Novembre 1715. M. l'Evêque de Metz ôta tout d'un coup les pouvoirs de prêcher & de confesser à tous les Jesuites de son diocèse, excepté à quatre Jesuites Allemands à qui il les conserva pour la partie de son diocèse où l'on parle cette langue. M. l'Evêque de Verdun fit la même chose par un Mandement, où il marquoit son regret de ne l'avoir pas fait plutôt. Au mois de Janvier suivant M. l'Evêque de Montpellier leur retira aussi tous ses pouvoirs, & il obligea par là le P. Eon Jesuite de Paris, qui devoit prêcher dans la Cathedrale, de lui remettre cette station, qu'il n'avoit accordée qu'à des sollicitations auxquelles il n'avoit pu résister. M. l'Evêque de Chaalons, M. l'Evêque de S. Paul de Leon, & quelques autres Evêques, qui depuis long-tems ne souffroient que par condescendance les Jesuites dans les fonctions du ministère, crurent pareillement devoir les en éloigner, dans une occasion, où ils pouvoient le faire, sans que leur conduite parût singulière.

Les amis les plus équitables des Jesuites furent affligés de ces interdicts, mais ils n'en furent point étonnés. Ils s'étoient attendus à ce qu'ils voyoient ou à quelque chose de plus. Les plus judicieux des Peres de la

Maison professe de Paris avoient eux-mêmes prévu & prédit ce qui leur arrivoit, lorsque dans leurs entretiens particuliers ils disoient que le Conducateur qui les menoit si beau train couvroit grand risque de les verser. Ils en avoient été avertis par des personnes d'un rang distingué, qui leur avoient fait sentir que par le peu de mesures que gardoit le P. Tellier il s'exposoit à perdre absolument leur Compagnie en France. Mais quelque juste que fut de leur propre aveu la conduite de M. le Cardinal de Noailles & des autres Prelats à leur égard, ces Peres & leurs partisans ne laisserent pas de s'en plaindre, comme de l'injustice la plus criante. Les motifs dont on affectoit de la couvrir, les entreprises qu'on leur reprochoit, l'abus qu'on les accusoit de faire de leur ministère, le zele qu'on disoit avoir pour les regles de la penitence, pour la pureté de la morale, pour le salut des ames, n'étoient, selon eux, que de vains pretextes. La vengeance seule, le ressentiment, l'attachement au Jansénisme, & le desespoir de ce que les Jesuites, malgré le changement, arrivé dans le gouvernement, persisteroient à soutenir ce qu'ils avoient toujours soutenu, & à s'opposer constamment au progrès des nouvelles erreurs, étoient la véritable cause du traitement qu'ils éprouvoient. Ces raisons, que les défenseurs des Jesuites appuyoient de faits controveus, & qu'ils repandoient de toutes parts de vive voix & par des libelles imprimez, pouvant faire impression sur les personnes peu instruites, firent juger à des Theologiens éclairés qu'il ne seroit pas inutile de justifier par quelque écrit public la conduite de M. le Cardinal de Noailles & des Prelats qui l'avoient imité. C'est le sujet de trois écrits en forme de lettres, dont le premier parut dès 1715. & les deux autres à la fin de 1716.

Le premier qui n'a que 35. pages in 12. a pour titre, *Réponse à un Prelat sur le refus que M. le Cardinal de Noailles a fait de continuer ses pouvoirs aux Jesuites.* L'auteur, qui paroît fort instruit de ce différend, & des maneges les plus secrets qui s'étoient jouez à la Cour, s'y propose de faire voir qu'on

ne pouvoit sans injustice blâmer ce refus, ni l'accuser de trop de rigueur. Il emploie pour cela trois sortes de preuves. Les unes regardent tout le Royaume, les autres tous les Evêques, & les troisièmes ont un rapport singulier à M. le Cardinal de Noailles. Chacune de ces preuves est soutenue par une quantité de faits curieux & d'anecdotes intéressantes, dont il ne fait que tirer les conséquences : ce qui rend la lecture de ce petit écrit très agréable.

Le second & le troisième sont plus Theologiques, & beaucoup plus étendus. Ils sont une suite l'un de l'autre ; & composent ensemble un petit in 12. de 202. pages. Ils ont pour titre : *Lettres d'un Theologien à un Evêque sur cette question importante : S'il est permis d'approuver les Jésuites pour prêcher & pour confesser.* L'auteur y traite cette question à fond. Il fait voir dans la 1. Lettre que la morale corrompue que l'on a reprochée aux Jésuites n'a pas seulement été enseignée par quelques particuliers de cette Compagnie, mais que c'est la doctrine de tout le Corps : d'où il conclut qu'un Evêque qui veut sincèrement s'acquiescer des devoirs de son ministère, doit refuser ses pouvoirs à tous les Jésuites : que c'est le seul moyen de les faire rentrer en eux-mêmes ; & que s'ils sont assez malheureux pour ne pas profiter de ce dernier remède, l'Evêque n'aura point du moins à se reprocher devant Dieu, d'avoir donné de mauvais conducteurs à ses peuples, & d'avoir confié la dispensation des sacrez mystères à des Ministres infidèles. Il répond dans la 2. Lettre à toutes les raisons que l'on apportoit pour persuader que l'on devoit du moins conserver des pouvoirs à quelques Jésuites ; & il le fait avec une netteté & une précision qui dissipent tout ce qu'elles avoient de spécieux.

Nous supprimons plusieurs autres circonstances de cette affaire, pour ne nous point trop écarter de notre sujet ; mais nous croyons ne pouvoir mieux placer un *Rescrit* fort extraordinaire de la Penitencerie de Rome, qui en fut regardé comme une suite, quoique donné plus d'un an après l'interdit des Jésuites.

RESCRIPTUM
Eminentissimi Cardinalis Paolucci.

Eminentissime ac Reverendissime Domine.

Dioecesi plurimi Episcoporum contra Constitutionem Unigenitus D. D. N. insurgentium humiliter exponunt Eminentia vestra, quatenus Sacerdotes sive saculares sive regulares dicte Constitutioni debitam reverentiam & obedientiam exhibentes, ab administratione Sacramentorum & praesentim poenitentiae removeantur, solique non adherentibus, imò rebellantibus & ad futurum Concilium appellantibus, consequenterque excommunicatis & omni autoritate & jurisdictione spoliatis permittitur dicta administratio. Unde praesatis Dioecesi propter Tridentinum decretum non valentes non approbati confiteri, nec debentes etiam ad excommunicatos, licet approbatos accedere, emixè rogant Eminentiam vestram ut in tanto periculo constitutis de remedio opportuno Eminentia vestra providere dignetur.

RESCRIT de l'Eminentissime Cardinal Paolucci.

Eminentissime & Reverendissime Seigneur.

Plusieurs Diocésains des Evêques qui s'élèvent contre la Constitution *Unigenitus* représentent très humblement à V. E. que les Prêtres soit séculiers soit réguliers qui rendent à ladite Constitution le respect & l'obéissance qui lui est due, sont éloignés de l'administration des Sacramens, & principalement de la Penitence, & qu'elle n'est accordée qu'à ceux qui ne reçoivent point ladite Constitution, ou plutôt qui se revoltent contre & en appellent au futur Concile, lesquels sont par conséquent excommuniés & privés de toute autorité & juridiction. C'est pourquoi les susdits Diocésains qui ne peuvent confesser à des Prêtres non approuvés, à cause du décret du Concile de Trente qui le défend, & qui ne doivent point non plus s'adresser à des excommuniés,

quoi qu'approuvez, supplient instamment V. E. de vouloir se courir de la manière la plus convenable ceux qui se trouvent dans un si grand peril.

§. LVI.

Lettres de plusieurs Evêques acceptans, qui se rapprochent des Evêques opposans, en déclarant qu'ils n'ont reçu la Constitution que relativement aux explications contenues dans leurs Mandemens.

CONCEDI-
TUR facultas Sa-
cerdotibus tam sae-
cularibus quam regula-
ribus ab Ordinario ad
audiendas confessiones
approbatis, & ob so-
lam causam quod de-
bitam obedientiam &
reverentiam Constitu-
tionis quae incipit Uni-
genitus exhibuerint,
facultate privatis, ut
possint ut antea fide-
lium confessiones exci-
pere ad beneplacitum
Sedis Apostolicae. Ro-
mae die 6. Janua-
rii 1718. Signatum
SEB. CARDI-
NALIS PAU-
LUCCIUS Ma-
jor Penitentiarius. Et
infra, DOMINI-
CUS POGIA Sa-
cre Penitentiariae Se-
cretarius.

NOUS AC-
CORDONS aux
Prêtres tant séculiers
que réguliers qui ont
été ci-devant approu-
vez par l'Ordinaire
pour les confessions,
& qui ont été privés
de ce pouvoir par la
raison seule qu'ils ont
rendu à la Constitu-
tion Unigenitus l'o-
béissance & le respect
qui lui est dû; la fa-
culté de recevoir
comme auparavant
les Confessions des
fidèles; & ce à la vo-
lonté du Siège Apo-
stolique. Donné à
Rome le 6. Janvier
1718. Signé SEB.
CARDINAL PAU-
LUCCI grand Peni-
tencier. *Et plus bas,*
DOMINIQUE PO-
GIA Secrétaire de la
Penitencerie.

Lorsque ce Rescrit parut, on soupçon-
na les Jésuites de l'avoir sollicité. On pré-
tendit même que lassés de se voir inutiles
depuis plus d'un an, ils l'avoient fait venir
pour pouvoir-absoudre eux-mêmes quelques
personnes attachées à leur direction, dont
ils continuoient d'entendre les confessions,
& qu'ils envoyoiient ensuite à des Confes-
seurs de leur confiance pour recevoir l'ab-
solution. Mais nous laissons tous ces faits
étrangers à notre dessein, & nous repre-
nons la suite de notre relation.

LEs différens mouvemens que nous ve-
nons de voir que les Protecteurs de la
Constitution se donnerent après la mort du
Roi, pour engager les Evêques qui l'a-
voient acceptée à persister dans leur acce-
ptation, ne purent en empêcher plusieurs
de faire bien-tôt après des démarches pu-
bliques, pour se rapprocher des Evêques
opposans. Ils ne pouvoient se cacher à eux-
mêmes que le parti, que la seule complai-
sance pour le feu Roi leur avoit fait pren-
dre, étoit insoutenable. Ils savoient d'ai-
leurs que l'intention de M. le Duc d'Or-
leans étoit de pacifier ce différent. Il s'étoit
expliqué plus d'une fois dès les premiers
jours de la Regence, qu'il vouloit finir l'a-
faire de la Constitution; & il en avoit par-
lé comme d'une chose prochaine & dont il
étoit assuré. On ignora pendant quelque
tems les moyens qu'il employeroit pour ce-
la. La faveur où M. le Card. de N. étoit
alors, & le décri où ses adversaires étoient
tombez, firent juger à plusieurs que le
moyen dont S. A. R. se serviroit, seroit
d'appuyer la demande que les Evêques op-
posans avoient faite au Pape, d'éclaircir les
difficultez qu'ils avoient sur la Constitution,
& de révoquer cependant les Lettres paten-
tes données par le feu Roi, qui demeure-
roient sans effet, & tout ce qui s'en étoit
ensuivi, jusques à ce que S. S. par une nou-
velle Bulle eût levé les difficultez qui se ren-
controient dans la première. Les premiè-
res démarches qui vinrent à la connoissance
du public, parurent même confirmer ce sen-
timent, car elles se terminèrent à regarder
les explications données par les Evêques
comme insuffisantes, & à en demander des
nouvelles au Pape.

Mais les plus clairs voyans en jugerent
autrement

autrement dès le commencement. Le caractère des personnes que le Prince consultoit sur cette affaire, leur fit comprendre qu'on n'avoit point formé d'autre projet, que de faire réussir celui que M. le Card. de N. avoit proposé inutilement sous le regne précédent, c'est-à-dire de réunir le plus grand nombre d'Evêques qu'il seroit possible, dans une acceptation relative à des explications plus exactes que celles de l'Instruction des XL. & de regarder après cela l'affaire comme terminée. Il y a lieu de croire, que M. le Card. de N. qui avoit toujours eû de l'inclination pour ce tempérament, s'y prêta volontiers, & qu'il prit même dès-lors sur cela des engagements avec S. A. R. Car c'étoit une chose toute publique à Paris dès le mois d'Octobre, comme on l'a vu par les extraits que nous avons donné plus haut des écrits publiés à la fin de 1715. que ce Cardinal pensoit à accepter la Constitution avec des explications, ainsi qu'il l'avoit offert sous le feu Roi.

En effet on apprit bien-tôt que c'étoit-là le parti auquel le Prince s'étoit déterminé; qu'il lui avoit été principalement inspiré par M. le Procureur general d'Aguesseau, sur les avances que M. le Cardinal de Noailles en avoit faites à ce Magistrat; & qu'il s'y étoit confirmé par l'approbation que M. le Marechal d'Uxelles y avoit donnée, & par les conseils de M. Amelot, qu'on l'avoit aussi porté à consulter, comme celui qui devoit être le plus instruit des dispositions de la Cour de Rome, & de la manière dont il convenoit de traiter avec elle. S. A. R. forma de ces trois Messieurs une espèce de petit Conseil qu'il chargea de cette négociation, & d'arranger les moyens qui seroient les plus propres à la faire réussir. M. l'ancien Evêque de Troyes, qui, depuis son retour à la Cour, ne cherchoit qu'à s'y rendre nécessaire, se donna tant de mouvement pour avoir part à cette affaire, qu'il fut aussi admis dans ce Conseil: & l'on prétend que les vûes particulières qu'il y apporta, & le désir de rendre la fortune de son Neveu plus brillante, l'empêcherent

souvent de s'y conduire avec la droiture & la fermeté qu'on avoit lieu d'attendre d'un Prelat de son âge & de son mérite.

La première résolution qu'on prit dans ce Conseil fut qu'on proposeroit à ceux d'entre les Evêques acceptans qui ne faisoient aucune difficulté de déclarer en toute occasion qu'ils n'avoient reçu la Constitution que relativement aux explications qu'ils y avoient données, de faire la même déclaration dans une lettre à M. le Regent, & de lui représenter que ces explications publiées par la seule autorité des Evêques n'ayant point donné la paix à l'Eglise, il étoit nécessaire d'en demander au Pape pour faire cesser toutes les divisions. M. l'Evêque d'Auxerre se chargea sous la direction de M. le Card. de N. de dresser cette lettre & d'en solliciter la signature.

Les premiers Evêques à qui on s'adressa, eurent sans peine dans cette proposition. Il y en eut même deux qui offrirent à M. le Card. de N., au lieu de signer cette lettre, de lui donner leur blanc-signé, pour en faire encore un meilleur usage, c'est-à-dire pour revoquer leur acceptation & se joindre entièrement aux Prelats opposans. Mais son S. E. sans consulter ses Confreres, le refusa par des raisons de prudence dont elle se laissa éblouir, & les obligea à signer la lettre. Ce refus fit beaucoup de peine à ceux des Evêques unis à S. E. qui en eurent connoissance, & ils le regarderent comme une des plus grandes fautes qu'on eût faite à l'Archevêché depuis le commencement de l'affaire. Ce sont les termes dans lesquels l'un de ces Prelats s'en expliqua dans le tems avec un Theologien de ses amis. Enfin la lettre avant la fin du mois de Decembre se trouva signée par 18. Evêques acceptans. Elle est trop importante pour ne la pas insérer ici en entier.

L E T T R E

De plusieurs Evêques de France à M. le Duc
d'Orléans Regent.

M O N S I E U R

Le zele singulier & l'application continuelle que Votre Altesse Royale fait paroître pour rendre la Religion & l'Etat florissans, nous inspirent la confiance de vous exposer les maux de l'Eglise, comme à celui que la Providence a destiné pour y apporter les remèdes convenables par la protection qu'il lui doit.

Nous nous étions flatz que la précaution que nous avions prise, en acceptant la Constitution *Unigenitus*, d'expliquer le sens dans lequel nous condamnions avec le Pape les 101. propositions, étoit suffisante pour mettre la vérité à couvert, & pour conserver la paix de l'Eglise : Mais nous avons vu avec douleur, que le succès n'a pas répondu à nos vœux, & que la division qui avoit pris naissance dans l'Assemblée même où nous esperions d'en voir bien-tôt la fin, n'a fait depuis que s'accroître & se fortifier. En effet, *Monsieur*, non seulement la Constitution n'a point été acceptée dans plusieurs Diocèses pendant qu'elle a été reçue dans les autres ; mais dans ceux même où elle a été publiée, on remarque une si grande variété dans la manière de la recevoir, qu'il ne paroît point encore de règle fixe & certaine qui puisse réunir les esprits & calmer les consciences.

Dans quelques Eglises la Constitution paroît reçue purement & simplement, sans l'Instruction Pastorale dressée dans l'Assemblée, & sans aucune modification, qui previennent les conséquences que l'on pourroit tirer de la condamnation de certaines propositions. A la vérité, l'on a pris plus de précautions dans un grand nombre de Diocèses, où la Bulle n'a été publiée qu'avec l'Instruction de l'Assemblée ; mais les Evêques mêmes qui ont adopté cette Instruction, ne

l'ont point proposée à leurs peuples d'une manière uniforme.

Les uns semblent avoir voulu faire entendre, que la Bulle n'avoit point besoin d'explication, & qu'ils ne donnoient l'Instruction que comme une explication, dont leur acceptation étoit indépendante, & qu'ils donnoient plus par précaution que par nécessité.

Les autres ont fait connoître, que leur intention étoit de lier leur acceptation avec les explications contenues dans l'Instruction Pastorale, & de n'en faire que comme un seul corps, avec les Explications qu'ils avoient jugé nécessaires, pour marquer le sens des propositions condamnées, sans vouloir cependant exclure d'autres sens orthodoxes & conformes à la saine Théologie, que l'on pourroit proposer. Plusieurs d'entre nous pourroient vous assurer, que ce fut l'esprit de l'Assemblée de 1714.

Quelques-uns de nos Confrères ont été plus loin, & ne croyant pas que les Explications dressées dans l'Assemblée, fussent pleinement suffisantes pour mettre la Vérité à couvert, ils y ont suppléé par de nouvelles Explications qu'ils ont ajoutées à l'Instruction Pastorale. Enfin d'autres Prélats, sans adopter & sans modifier cette Instruction, ont présenté à leurs peuples des Instructions différentes.

Nous éprouvons tous les jours les malheureux effets de cette diversité de conduite. Les Hérétiques en prennent occasion d'insulter à l'Eglise, comme si cette espèce de division que l'on remarque entre les Pasteurs ; renversoit les argumens si solides que Nous leur avons proposé tant de fois, pour les convaincre de la nécessité d'une Autorité visible & infallible qui serve de règle de foi. Cette différence d'expressions & de conduite entre les Pasteurs, diminue la confiance des peuples à notre égard, scandalise les Nouveaux Convertis encore foibles dans la foi, entretient le trouble & la division dans les Facultez de Théologie, & favorise enfin la licence des Interpretations arbitraires, que des esprits téméraires donnent tous les jours à la Constitution par des

vûes tout opposées ; les uns pour éluder , & les autres pour en abuser.

Mais , *Monseigneur* , quelque considérable que ce mal soit en lui-même , il n'est pas néanmoins aussi grand , ni aussi difficile à guérir , que les Ennemis de l'Eglise voudroient le faire croire.

S'il y a eu entre les Evêques quelque division sur la nécessité des Explications , & sur la manière de les donner ; si cette division n'a pu s'éteindre jusqu'ici , parce que n'étant point assembles dans un Concile , nous n'avons pas le droit d'obliger nos Confreres , quoiqu'en plus petit nombre , d'adopter nos sentimens , & de se conformer à notre conduite : Au milieu de cette diversité apparente , nous avons néanmoins la consolation de pouvoir dire , que Nous avons tous la même Foi , le même zèle contre l'erreur , le même amour de la paix & de l'unité , & que nous sommes tous pénétrés du même esprit de respect pour le S. Siège.

C'est ce respect même qui nous persuade , après avoir fait depuis long-tems de grandes & serieuses réflexions sur une matière si importante , que le moyen le plus propre à établir une entière uniformité entre les Pasteurs , est de recourir au Pape pour lui demander des explications de sa *Constitution* , qui mettent en évidence son véritable sens , & qui puissent réunir tous les Evêques. Nous avions espéré d'abord que les Explications dressées dans l'Assemblée , qui nous ont paru & qui nous paroissent encore suffisantes pour les besoins de nos Diocèses , produiroient un si grand bien , comme elles l'auroient produit en effet , si tous les Evêques les avoient crûes suffisantes , & s'ils les eussent tous adoptées de la même manière.

Mais , puisque nos esperances ont été trompées , & que les Prélatz se sont partagez sur ces deux points , le désir de voir l'unité rétablie entre les Evêques de France , nous engage à proposer à V. A. R. le recours au S. Siège , comme un moyen très-Canonique & très-proportionné aux besoins pressans de l'Eglise.

Nous esperons , *Monseigneur* , du zèle , des lumières & de la Charité du Pere Commun , qu'il ne refusera point de nous donner la paix par une voye si régulière , si honorable pour le S. Siège , & si autorisée dans la Tradition , par des exemples celebres que nous pourrions expliquer à V. A. R. si elle le jugeoit à propos.

Nous ne croyons point que Sa Sainteté puisse soupçonner que cette demande soit faite dans la vûe d'é luder sa *Constitution* , ou de chercher des prétextes pour soutenir les erreurs condamnées. Nous nous flacons que les marques éclatantes de soumission pour le S. Siège que nous avons déjà données par l'*Acceptation de la Constitution* , & dans laquelle *Nous persistons toujours* , seront propres à convaincre le Pape que nous ne désirons aujourd'hui de voir la Constitution expliquée par la même Autorité d'où elle est émanée , que pour être plus en état de réunir tous les esprits par une acceptation inécrite & uniforme du Decret Apostolique , & de bannir à jamais toutes les mauvaises interpretations que les differens Ennemis de l'Eglise affectent de donner à la *Constitution*. Mais , *Monseigneur* , notre principale confiance pour le succès de cette affaire , est fondée sur la protection que nous vous supplions de nous accorder. Hé ! que ne devons-nous point esperer , si Vôtre Altesse Royale veut bien appuyer auprès du Pape nos justes demandes , du poids de cette Autorité toujours réglée par la Sagesse & par la Justice , qui vous a déjà concilié la vénération des Etrangers , aussi-bien que l'amour de tous les Sujets du Roi.

Que si , contre nos esperances , Sa Sainteté ne jugeoit pas à propos d'entrer dans une voye si propre à donner la paix à l'Eglise , il semble qu'il ne resteroit plus d'autre moyen pour y parvenir , que la *Convocation du Concile de l'Eglise Gallicane* , où la matière seroit examinée à fond. Nous sommes persuadés que pendant que l'autorité du Roi est entre les mains de V. A. R. Elle ne pourroit en faire un meilleur usage , que de l'employer , en suivant les anciennes formes du Royaume , à réunir tous les Pa-

steurs par un moyen si conforme au véritable esprit de l'Eglise, & qui a eu un si grand succès dans les conjonctures les plus difficiles. Mais nous espérons qu'il ne sera pas même nécessaire d'avoir recours à ce moyen, & que par des Explications convenables à l'état présent de l'Eglise & à la dignité du S. Siège, le Pape nous mettra en état de n'avoir plus que le même langage, comme nous n'avons que les mêmes sentimens. Mais en attendant qu'il ait plu à Dieu de nous faire une si grande grâce, nous Vous conjurons, Monseigneur, de continuer à faire usage de ces lumières supérieures que le Ciel vous a données, pour calmer les esprits, pour prévenir les troubles, & pour assurer la paix & la tranquillité de l'Eglise. Nous prenons la liberté de faire ces très-humbles prières à V. A. R., avec d'autant plus de confiance, que nous savons que nous parlions à un Prince, qui plus occupé de faire un usage légitime de son pouvoir; qu'à de l'étendre, ne tentera jamais rien qui puisse les bornes de sa puissance temporelle, & qui saura toujours protéger l'Eglise, sans rien entreprendre sur son Autorité. Nous sommes avec un respect très-profond & une soumission parfaite, &c.

Signé.

Les Evêques d'Auxerre, de Laon, d'Angen, de Séz, d'Avranches, d'Agde, de Montauban, de Saint Omer, d'Orange, d'Aqs, de Glandèves, de Carassonne, de Mâcon, du Mans, de Noyon, de Cahors, de Lombez.

Cette lettre fut présentée à M. le Regent au mois de Janvier 1716. par M. l'Evêque d'Auxerre, à qui S. A. R. ordonna de la remettre entre les mains de M. le Cardinal de Noailles; ce qu'il exécuta. Lorsqu'elle fut devenue publique par les copies qui s'en repandirent, elle fut reçue très-différemment. Nous avons déjà remarqué qu'elle morrista extrêmement les défenseurs de la Constitution; & qu'elle fut un des principaux motifs qui les déterminèrent à éclater par

les Toesins dont nous avons donné l'extrait. Ceux qui étoient opposez à la Constitution, n'en furent pas non plus entièrement contents: Ils y virent à la vérité avec plaisir le témoignage que ces Evêques y rendoient, que la Constitution n'avoit point été acceptée dans plusieurs diocèses: Que dans ceux mêmes où elle avoit été publiée on remarquoit une si grande variété dans la manière de la recevoir, qu'il n'y paroît point encore de regle fixe & certaine qui pût réunir les esprits & calmer les consciences: Que l'esprit de l'Assemblée de 1714. avoit été de lier l'acceptation avec les explications contenues dans l'Instruction Pastorale, & de n'en faire qu'un seul Corps: Que d'autres Prelats ne croyant pas ces explications pleinement suffisantes pour mettre la vérité à couvert; y avoient suppléé par de nouvelles explications: Que cette diversité de conduite donnoit occasion à de très-grands maux: Que les Evêques acceptans n'avoient point droit sans Concile d'obliger leurs confreres, quoiqu'en petit nombre, d'adopter leurs sentimens & de se conformer à leur conduite: Et que si le Pape ne jugeoit pas à propos de donner par la voye des explications la paix à l'Eglise, il ne resteroit pour y parvenir que la convocation du Concile de l'Eglise Gallienne. Tous ces avis donnés par des Evêques qui ne pouvoient être suspects, ruinoient la vaine prétension des Constitutionnaires touchant l'acceptation de la Constitution par l'Eglise universelle, & l'obligation de s'y soumettre comme à une regle de foi.

Mais ces mêmes personnes y virent avec peine que ces Prelats y supposent par tout que la Constitution étoit susceptible d'explications: qu'après avoir reconnu l'insuffisance & les inconveniens de celles de l'Assemblée de 1714. ils ne laissoient pas de déclarer qu'elles leur paroissent encore suffisantes pour les besoins de leurs diocèses; & qu'enfin ils persistoient toujours dans l'acceptation qu'ils avoient faite de la Constitution: Cette dernière clause étoit celle qui les blestoit davantage, & ils apprirent avec joye qu'elle n'avoit été insérée, qu'à la suggestion de M. l'Archevêque d'Auch, qui avoit approuvé la lettre, & promis de la signer avec cette addi-

tion ; ce qu'il ne fit pas néanmoins dans la suite.

Les difficultez que ce Prelat avoit faites sur cet endroit de la lettre, & celles qu'on craignoit que de nouveaux Evêques, qui dans les Provinces desiroient entrer dans la negociation, ne fassent aussi, ou sur ce même endroit ou sur d'autres, fissent naître la pensée à M. l'Evêque d'Auxerre & à M. le Chancelier, que le meilleur expedient, pour les prevenir, seroit de composer une autre lettre plus courte & plus pressée. Ils la dressèrent ensemble dans les termes qui suivent.

II. LETTRE

De plusieurs Evêques de France à M. le Duc d'Orléans.

MONSIEUR,

Il suffit d'être Evêque pour être touché de la triste situation où se trouve l'Eglise de France par rapport à la dernière Constitution du Pape. Nous avons cru avoir pris, en la recevant, toutes les precautions nécessaires pour prevenir la division dont l'Eglise Gallicane étoit menacée ; mais nous voyons avec douleur que nos bonnes intentions n'ont pas eu tout le succès que nous en attendions ; & puisque le mal est assez grand pour meriter des remèdes plus forts que ceux qu'on a mis en usage jusques à présent, nous croyons, après y avoir fait de serieuses reflexions, qu'il n'y a point de voye plus convenable à l'honneur du S. Siège, ni plus capable de réunir tous les esprits, que celle des explications que le Pape voudroit bien donner lui-même à sa Constitution. Souffrez donc, Monseigneur, que les Evêques qui ont témoigné publiquement leur respect & leur soumission pour le S. Siège, & qui ne respirent que la paix & l'union entre les Pasteurs, s'adressent à V. A. R. pour la supplier d'employer sa médiation auprès du Pape pour l'engager à finir cette grande affaire par un moyen si digne de l'autorité & de la charité du Pere com-

mun, qui doit se prêter au besoin de tous, & à qui il fera même honorable de faire par condescendance ce que d'autres Pasteurs n'ont pas cru être obligés de lui demander. Une prière si pleine de respect & de déférence pour le S. Siège, ne sçauroit y être mal reçue ; sur tout quand elle y sera faite au nom de V. A. R. ; & quoiqu'il vous reste toujours la voye du Concile national pour réunir tous les Evêques de ce Royaume, nous espérons que le Pape vous mettra en état de n'avoir pas besoin de ce remède, par des explications qui rendront la paix à l'Eglise de France. Elle attend ce grand bien de votre protection ; & nous osons vous dire que rien ne sera plus capable d'immortaliser votre Regence, que l'établissement d'une paix qui a un si grand rapport avec la tranquillité d'un Royaume, dont le sort est entre vos mains. Nous nous estimons heureux, Monseigneur, d'avoir pu y contribuer en quelque manière par la prière que nous avons l'honneur de vous faire, & que nous vous supplions de recevoir au moins comme une preuve de notre zèle pour le bien de l'Eglise, pour la paix de ce Royaume, & pour la gloire de V. A. R. Nous sommes &c.

Cette seconde lettre, beaucoup plus exacte que la première, fut signée par plusieurs nouveaux Evêques, qui joints à ceux qui avoient déjà signé la première, & à quelques autres qui écrivirent des lettres particulières, composèrent en tout le nombre de 32 Prelats qui se réunirent aux 14 Opposans pour demander au Pape des explications de sa Bulle. Nous ne pouvons marquer quels furent les nouveaux Evêques qui signèrent cette seconde lettre, parce que dans les copies qu'on en répandit d'abord, on ne donna point leurs noms. Mais le nombre total de 32 Evêques d'entre les Acceptans, qui se réunirent en cette occasion pour le même dessein, est constant par les Mandemens d'appel de MM. les Evêques de Châlons & d'Auxerre, qui marquent positivement que les Evêques qui écrivirent à M. le Duc d'Orléans, étoient au nombre de 32.

Cependant M. le Card. de N., apparemment pour s'exprimer par un nombre rond, n'en compte que trente dans son Acte d'Appel des Lettres *Pastoralis Officii* du 30 Octobre 1718. „ Personne, dit-il, n'ignore „ que trente des Evêques Acceptans ont déclaré dans des lettres écrites à S. A. R. „ qu'ils n'avoient reçu la Bulle que dans le sens de leur Instruction Pastorale, & que „ ces explications publiées par la seule autorité des Evêques, sans que le Pape eût voulu les confirmer, n'ayant point donné la paix à l'Eglise, il falloit s'adresser „ à l'Auteur même de la Constitution, „ pour le supplier d'interpréter son Decret.

Il répète la même chose dans sa 1. Instruction Pastorale du 14. Janvier 1719. Après avoir observé, que presque tous les Evêques Acceptans s'étoient appliqué dans leurs Mandemens à lire leurs explications avec l'acceptation de la Bulle : „ Comme, „ nonobstant toutes ces précautions, ajoute-t'il, l'on mettoit encore en question si „ l'acceptation de ces Evêques étoit relative ou non, & que l'on imaginoit tous les „ jours de nouvelles subtilitez pour faire croire que leur acceptation étoit pure & simple, trente de ces Prelats ont déclaré „ positivement dans des lettres remises à Monseigneur le Regent au mois de Janvier 1716. qu'ils n'avoient accepté la Bulle que dans le sens des explications renfermées dans l'Instruction de l'Assemblée. Ils supplient en même tems S. A. R. d'obtenir du Pape des explications capables de donner à l'Eglise une paix que celles des Evêques n'avoient pu procurer. Ces mêmes Prelats, continue-t'il, ayant appris que S. S. sur de faux avis qui lui avoient été donnez de France, se flattoit que la Constitution avoit été reçue „ d'une manière pure & simple, déclarent de nouveau au Prince Regent, que la Bulle n'avoit été reçue que relativement à l'Instruction Pastorale. Cette déclaration est du 8. Septembre 1716.

Ces dernières paroles ont rapport à une Déclaration encore plus importante que les deux Lettres, que six d'entre les Prelats qui

les avoient écrites, se crurent obligez de présenter à M. le Regent, à l'occasion des efforts que les Evêques devoient aux Jésuites ne cessant point de faire, pour soutenir que l'acceptation faite par l'Assemblée de 1714. étoit pure & simple, & sur tout M. l'Evêque de Châlons sur Saône, qui venoit de traiter dans une lettre publique * le sentiment contraire de *pure invention des Novateurs*. Ces Evêques non seulement y déclarent de nouveau qu'ils n'ont accepté la Constitution que relativement à l'Instruction pastorale, mais ils y prouvent par le détail de ce qui s'étoit passé dans l'Assemblée, qu'elle n'avoit point accepté autrement. Nous insérerons encore ici cette Déclaration sur une copie beaucoup plus exacte que celle qui se trouve dans le *Témoignage de l'Université de Paris*; en y ajoutant les noms des Evêques qui la souscrivirent.

* Lettre à M. de Crugé Avocat general du Parlement de Dijon.

DECLARATION

De plusieurs Evêques de France sur la manière dont ils ont accepté la Constitution Unigenitus.

LE respect que nous devons à la vérité, soit comme chrétiens, soit comme Evêques, & le témoignage que nous sommes obligez de lui rendre en toute occasion, & principalement lors qu'il s'agit de soutenir l'honneur de l'Episcopat, & d'assurer la paix de l'Eglise, nous presse de faire une déclaration précise de nos sentimens & de la vérité des faits sur ce qui s'est passé en France dans l'acceptation de la Constitution *Unigenitus*.

Tant que nous n'avons vu la vérité de ces faits obscurcie & altérée que par des libelles anonymes & séditieux, qui se sont repandus dans le public, nous sommes demeurés dans le silence.

Mais, depuis que nous avons vu avec douleur, qu'il étoit échappé à quelques-uns de nos Freres dans leurs écrits, des propositions qui sembloient favoriser une partie des principes contenus dans ces libelles, & tendre à changer la nature de l'accepta-

sion que nous avons faite de la dernière Constitution du Pape ; nous avons crû être indispensablement obligés de déclarer une vérité déjà suffisamment marquée par toute notre conduite précédente, mais dont l'exposition devient nécessaire aujourd'hui pour faire cesser les abus que l'on fait des ménagemens que le respect pour le S. Siege nous a inspirés.

Nous ne pouvons donc nous empêcher de dire publiquement, que nous avons été extrêmement surpris de voir un Evêque de France avancer comme un fait certain & indubitable *prouvé clairement*, dit-il, *par les actes & par le Procès-verbal de l'Assemblée de 1713. & 1714. que la Constitution a été reçue purement & simplement, & qu'une acception relative & dépendante des explications est une pure invention des Novateurs, qui ne peut en imposer qu'à ceux qui veulent être trompez.*

C'est contre cette proposition que les mêmes intérêts que nous avons toujours eus en vûe dans l'affaire de la Constitution, nous forcent de réclamer aujourd'hui.

Intérêt de la vérité en elle même & de la doctrine de l'Eglise ; parce que nous avons crû qu'il importoit au sacré dépôt qui nous a été confié, qu'en acceptant la Constitution, plusieurs vérités essentielles fussent tellement mises à couvert, qu'elles ne se trouvassent pas exposées au danger d'être confondues & condamnées avec l'erreur.

Intérêt de conscience, par rapport à l'instruction des peuples dont le salut est commis à nos soins ; parce qu'ayant trouvé par la lecture & par l'examen des propositions censurées, qu'il y en avoit plusieurs que leur obscurité & leur ambigüité tant en elles mêmes que par rapport à nous, rendoient susceptibles de plusieurs sens, & capables par conséquent de troubler les consciences, & de faire naître de nouvelles disputes, il étoit de notre devoir de les éclaircir, & de faire connoître à tous les fidèles, comment nous les entendions ; en sorte que la doctrine des Pasteurs expliquée & développée par des expressions claires & précises, devint aussi la doctrine de tout le troupeau.

Intérêt d'honneur, non pas d'un honneur profane, que les Evêques ne doivent pas connoître, mais d'un honneur Chrétien, dont S. Paul lui même se monroit jaloux ; parce que le caractère sacré dont il a plu à Dieu de nous honorer, exigeoit d'un côté, que nous soutinssions les fonctions & les droits des Surveillans dans la maison d'Israël, & de Juges dans ce qui a rapport à la doctrine du salut ; & de l'autre, qu'en ne recevant rien qui ne fût conforme à la tradition de nos Eglises, nous ne craignissions point de nous expliquer avec la sincérité & la droiture qui convient non seulement à des Evêques, mais à tout Chrétien.

Intérêt d'état ; parce que d'accepter la censure de toutes les propositions sans aucune modification, c'eût été oublier ce que nous devons aux libertés de notre Eglise, & aux maximes fondamentales du Royaume.

Nous sommes donc attachés inviolablement à ces différens devoirs ; nous avons voulu satisfaire à ce que la vérité, la conscience, l'honneur Episcopal, & le bien de l'Etat exigeoient de nous ; & comme nous n'avons prétendu en acceptant la Constitution tromper personne, nous ne devons pas non plus souffrir aujourd'hui, que personne soit trompé par la nature de notre acceptation.

Pourrons-nous voir tranquillement après cela, qu'on s'efforce de persuader au public, & s'il étoit possible, de nous faire accroire à nous-mêmes, que nous n'avons fait qu'une *acceptation pure & simple & indépendante de toute explication* ?

Nous déclarons au contraire premièrement, que nous avons examiné juridiquement, ainsi que nous avions droit de le faire, les mêmes propositions que le Pape a examinées, & dont il a porté la censure ; & que ce n'est qu'en suite de cet examen, qui a duré plus de trois mois, que nous avons prononcé, après le Pape & conjointement avec lui, la condamnation des erreurs que nous avons crû qu'il a voulu censurer par sa Constitution.

Nous déclarons en second lieu, que nous

avons accepté la Bulle, non pas purement & simplement, mais relativement à l'Instruction Pastorale, qui non seulement fut résoluë par l'Assemblée dans la même séance & dans la même délibération où l'acceptation a été faite ; mais qui avoit été lue & approuvée avant cette même séance par chacun des Evêques qui acceptèrent alors la Constitution, & que l'Assemblée a renfermée à dessein & avec réflexion, sous une seule & même signature, comme n'étant qu'un seul & même acte avec son acceptation.

Indépendamment même de l'Instruction pastorale, dont chaque Evêque de l'Assemblée avoit connoissance avant d'accepter la Constitution, tous ceux qui y ont assisté savent que l'acceptation ne fut faite qu'en conséquence du Rapport fait par les Commissaires dont l'Instruction Pastorale n'est véritablement que le précis.

Que si par des raisons particulières ce Rapport n'a pas été inséré dans les actes de l'Assemblée, & si on a crû qu'il suffisoit d'y mettre l'Instruction pastorale, qui en contenoit tout l'esprit, il n'en est pas moins vrai, que c'est ce même Rapport qui a fondé l'avis de l'acceptation. Ainsi cette acceptation précédée par un Rapport qui expliquoit le sens dans lequel la Constitution devoit être entendue, & suivie d'une Instruction qui développe ce même sens aux yeux de tous les Pasteurs, aussi bien que des Théologiens & des simples fidèles, ne peut jamais passer que pour une acceptation relative : rien n'était plus opposé à une acceptation pure, simple & absolue, qu'une acceptation accompagnée d'explications, qui la déterminent à un certain sens, que nous avons présumé être celui du Pape même, sans néanmoins en avoir une entière assurance, S. S. ne s'étant pas expliquée là dessus.

Nous savons encore, & toute la France a su comme nous, que l'avis commun de l'Assemblée a toujours été, qu'il falloit nécessairement mettre une relation entre l'acceptation & l'Instruction ; que toute la difficulté se réduisit à trouver une expression qui fût en même tems & respectueuse pour

le Pape, & suffisante pour faire sentir la liaison de l'acceptation avec les explications portées par l'Instruction Pastorale ; & que si après avoir employé bien du tems à chercher ce temperament, tous les Evêques acceptans se sont réunis dans la forme qui a été suivie par l'Assemblée, c'est parce qu'ils ont été convaincus qu'une Instruction dont les principes avoient été examinés & arrêtés par les Evêques avant l'acceptation ; une Instruction annoncée par l'acte même d'acceptation ; une Instruction renfermée sous la même signature que cet acte ; une Instruction que l'Assemblée a crû devoir être enregistrée avec la Constitution dans les greffes des Officialitez, pour servir de règle dans les Jugemens Ecclesiastiques ; une Instruction que l'Assemblée a adressée aux Evêques absens pour être un monument éternel de son amour pour la conservation de la vérité, ne pouvoit jamais être séparée de l'acceptation ; & que cette liaison réelle qui se trouvoit dans la chose même, étoit au moins aussi forte que celle qu'on auroit pu exprimer par les paroles.

C'est par une suite du même principe qu'on a suspendu la signature de l'acte d'acceptation, jusqu'à ce que l'Instruction qui avoit déjà été lue par chaque Evêque, comme nous l'avons déjà dit, eût été relue publiquement dans l'Assemblée, afin qu'on lui donnât la dernière forme, & qu'on la remît avec l'acceptation sous une seule & même signature.

C'est enfin dans la même vûe que l'Assemblée ayant fait dresser un modèle d'acceptation pour inviter les Evêques absens à s'y conformer, elle y a placé l'Instruction Pastorale avant l'acceptation, qui se trouve non seulement précédée par l'Instruction dans ce modèle, mais qui y est liée par ces mots *Actes causes*, qui expriment suffisamment la relation de l'une à l'autre, & qui font voir que l'acceptation est une suite & une conséquence des explications portées par l'Instruction.

Nous ne croyons pas qu'il y ait personne qui puisse penser, que l'Assemblée ait voulu proposer aux Evêques absens d'ac-

cepter

cepter la Constitution dans un autre esprit que celui de l'Assemblée même : & comme dans le modèle qu'elle a envoyé, c'est le sens marqué dans l'Instruction qui sert de fondement à l'acceptation, on ne peut pas douter que ce même sens n'ait été le fondement de l'acceptation de l'Assemblée. Ainsi, quand plusieurs d'entre nous n'auront pas été instruits par eux mêmes de ces dispositions, les actes seuls seroient plus que suffisans pour faire connoître son véritable esprit.

Tel est le temoignage que ceux d'entre nous qui ont assisté à l'Assemblée, & ceux qui n'y ont pas assisté rendent, chacun selon sa connoissance, à la vérité des faits cy dessus rapportez. Ayant agi dans le même esprit, nous nous réunissons tous, pour attester que nous avons toujours regardé & proposé au peuple les explications renfermées dans l'Instruction Pastorale de l'Assemblée, ou celles que nous avons faites nous mêmes, comme inseparables de notre acceptation.

Nous ne pouvons pas douter que tel n'ait été aussi l'esprit de tous les Evêques qui ont joint une Instruction à leur acceptation.

Ce qui est plus remarquable, & qui fait encore mieux connoître leurs véritables intentions, c'est que le Clergé n'a jamais pris une précaution semblable dans l'acceptation & dans la publication des autres Constitutions qui ont été reçues dans le Royaume.

Signé Louis Ev. de Condom, César Ev. de Glandevé, Fr. Ev. d'Agén, Ch. Ev. d'Auxerre, D. B. Ev. de Séez, P. Ev. du Mans.

ON VOIT par cette Déclaration, que le temoignage de ces 30. ou 31. Evêques, temoignage que quelques-uns d'eux ont néanmoins démenti depuis par leur conduite, ne fut pas accordé à la complaisance & à la seule conjoncture des tems ; mais qu'ils ne purent le refuser à la vérité & à l'évidence : qu'ils y persisterent au moins pendant huit ou neuf mois, malgré la contradiction de leurs Confreres, & qu'après l'avoir rendu au Prince par des Lettres, six d'entre

eux, sans être desavouez par les autres, le confirmèrent par un Acte solennel, qui est entre les mains de M. le Cardinal de Noailles, aussi bien que les originaux des Lettres, dont on a parlé ci-devant.

Ainsi, en joignant ces 31. Evêques aux 14. qui n'avoient point accepté, & à MM. de Sisteron & de Metz, qui étoient aussi regardés comme Opposés, il y avoit près de 50. Evêques de France qui ne croyoient pas que l'affaire de la Constitution fut finie, ni que la Constitution fût reçue par l'Eglise Gallicane, & encore moins par l'Eglise universelle, comme les Constitutionnaires le soutenoient depuis plus de deux ans.

§. LVII.

Declarations d'un grand nombre d'Ecclesiastiques de differens Diocèses de France, qui attestent qu'ils n'ont point reçu la Constitution, ou qui renvoient l'acceptation apparente qu'ils en avoient faite.

PENDANT que le premier Ordre conduisoit ainsi l'acceptation qu'il avoit faite de la Constitution à une simple acceptation de ses propres explications, le second Ordre étoit en mouvement pour renvoyer celle que la crainte ou une obéissance mal entendue lui avoient arrachée. Outre ce que nous avons déjà rapporté de la Faculté de Paris & de celles de Nantes & de Reims, qui déclarerent dans ce même tems, avec une unanimité presque entière, qu'elles n'avoient point reçu la Constitution, & que les conclusions par lesquelles elles paroissent l'avoir reçue, étoient l'ouvrage de la violence & de la fourberie ; on vit paroître des differens diocèses du Royaume où la Constitution avoit été publiée, un très grand nombre de lettres & de déclarations de Curez, de Chanoines, de Religieux & d'autres Ecclesiastiques, qui retrachoient aussi l'acceptation qu'ils en avoient paru faire. Il faut se rappeler ici ce que nous avons dit plus haut de ces retractions, en parlant de la manière dont la Constitution fut acceptée par le second

R r r

§. xxx.

Ordre. Nous avons remarqué que pref- que tous ceux qui la publièrent, en consé- quence des Mandemens de leurs Evêques, ne le firent que sur la fausse maxime dont ils étoient prevenus, *Que publier n'étoit point accepter*. Les retractations dont nous allons rendre compte, ne furent donc que des aveus que ceux qui avoient publié, ou en- tendu sans réclamer la lecture de la Consti- tution, faisoient qu'ils s'étoient trompez, en mettant de la différence entre publier ou consentir à la publication & accepter, & des protestations qu'en publiant ou entendant publier la Constitution, ils n'avoient point eû intention de l'accepter ou d'en recevoir la doctrine.

On a réuni, comme nous l'avons remar- s. xxxvqué au même endroit, ce qu'on a pu ramas- ser de ces témoignages dans un Recueil de trois gros volumes in 12. auquel on a don- né pour titre : *Le cri de la Foi, ou Recueil des differens témoignages rendus par plusieurs Facultez, Chapitres, Curez, Communantez Ecclesiastiques & Reguliers au sujet de la Constitution UNGENITUS 1719*. Tous ces té- moignages y sont rangez par Métropoles & par Diocèses. Nous suivons le même or- dre dans le précis que nous en allons don- ner, quoiqu'il fut peut-être plus naturel de suivre celui des temps, afin qu'on pût dis- tinguer ceux qui parurent dans le tems dont nous parlons, c'est à dire sur la fin de 1715, & au commencement de 1716, d'a- vec ceux qui ne vinrent que depuis.

Le recueil commence par la metropole de Paris. Après les témoignages du diocè- se particulier de Paris, dont nous nous re- servons à parler dans l'article suivant, on passe à celui d'ORLEANS. Le premier té- moignage qui se presente de ce diocèse, est celui du Chapitre de l'Eglise Cathedrale. Il declara par une conclusion capitulaire, que l'on intention en faisant lire la Constitution & en donnant un certificat de cette lecture, n'avoit point été de l'accepter. Le Chapi- tre Royal de S. Aignan, ou il y a 36. Cha- noines, & celui de S. Pierre en Pont, où il y en a 12. firent la même declaration.

Onzé Curez de la ville & plusieurs de la

campagne avec quelques Chanoines & Ecclesiastiques particuliers suivirent leur exemple, & declarerent aussi par des lettres qu'ils adresserent à leur Evêque, que leur intention en publiant la Constitution n'a- voit point été de l'accepter, & qu'ils avoient regardé cette publication comme une simple lecture que l'obéissance exigeoit d'eux.

Ce qu'il est important d'observer dans ces lettres & dans la plupart de celles que nous citerons dans la suite, c'est que les Cu- rez qui les écrivent, y rendent temoignage non seulement pour eux, mais pour le plus grand nombre des autres Curez & Ecclesia- stiques de leurs diocèses; *Nous sommes assu- rez, Monseigneur, disent dix Curez de la ville d'Orleans dans leur lettre commune, que LA PLUPART des Curez & des Ecclesia- stiques de votre diocèse, qui ne se sont point en- core declarez, sont en cela de notre sentiment, & que si on leur donnoit à tous la liberté de s'expliquer ouvertement & sans rien craindre, on ne tarderoit pas à en être convaincu.*

„ Si j'étois le seul, dit de même un Curé
„ d'une paroisse voisine d'Orléans, * dans * M.
„ les principes que j'ai exposez dans ma ^{Sanfon}
„ Declaration, je serois peut-être le pre- ^{Caré}
„ mier à me condamner de temerité d'avoir ^{d'Oli-}
„ parlé; mais quaud IL EST NOTOIRE QUE ^{ver. T.}
„ LA PLUS GRANDE PARTIE des Curez de ^{me 1 p.}
„ votre diocèse & les Chanoines de votre
„ Eglise Cathedrale & des Eglises Colle-
„ giales de la ville d'Orléans, avoient ces
„ principes; qu'ils s'en expliquent dans
„ toutes les occasions, que les laïques sont
„ témoins de leurs discours, & que si les
„ pierres parloient, il y auroit autant d'é-
„ chos de leurs sentimens, qu'il y a de mai-
„ sons dans la ville, puis-je craindre que
„ V. G. condamne ma conduite ?

Une seconde chose à observer dans ces lettres, c'est que ceux qui les écrivent, ne se contentent pas de declarer à leurs Evê- ques, qu'en publiant la Constitution ils n'a- voient point eû intention de la recevoir; mais plusieurs entrent dans les raisons qui ne leur avoient pas permis & qui ne leur permettoient jamais de la recevoir: raisons qu'ils tirent non seulement de la forme,

mais du fond même de la Constitution, qui donnoit atteinte au dogme, à la discipline & à la morale de l'Eglise. Ils rapportent divers exemples des veritez & des regles qu'elle ébranloit, & des erreurs & des abus qu'elle insinuoit, ou qu'elle favorisoit. Ils citent les propositions de l'Ecriture & des SS. Peres qui étoient équivalentes & même identiques aux propositions censurées par la Constitution. Les propositions tant de l'Ecriture que des Peres sont les mêmes que l'on trouvera avec un grand nombre d'autres dans le corps de cet ouvrage.

On rapporte quelques témoignages, mais aucune retractation du Diocèse de
 45. 30 MEAUX, & nous en avons vu plus haut * la raison. comme la plupart des Curez & des Corps Ecclesiastiques de ce diocèse avoient profité de la liberté que M. le Cardinal de Billy avoit laissée sur la publication de la Constitution & ne l'avoient point publiée, ils ne se crurent pas obligés d'éclaircir dans cette occasion; ou plutôt ils furent retenus par les promesses que cette Eminence ne cessa point de leur faire, qu'elle ne leur demanderoit rien s'ils demouroient en repos, & par le traitement rigoureux qu'elle exerça sur M. Jourdain Docteur de Sorbonne & Chanoine de son Eglise, & sur le P. le Sueur de Sainte Maure Prêtre de l'Oratoire & Curé de Juilly, qui se declarerent dans la suite.

On ne rapporte non plus du diocèse de CHARTRES qu'une seule retractation qui est celle de M. Manger Curé de Soignières. Elle est contenue dans une lettre qu'il écrivit à son Evêque, où il faisoit un recit humble & naïf de la manière dont il s'étoit porté à publier la Constitution, & à en retracter la publication. „ Quoique je n'aye été, „ disoit-il, que des derniers de votre diocèse à publier la Constitution *Unigenitus*, je „ n'en suis pas moins coupable, & je reconnois l'être d'autant plus qu'ayant été „ des premiers à reconnoître ma faute, je „ ne l'ai pas plutôt réparée. Ce qui fut „ cause que je diffèrai assez long-tems à „ faire la publication de ladite Constitution, c'est que l'ayant trouvée contraire

„ à l'Ecriture sainte, à la Tradition, aux „ Saints Peres & aux décisions des Conciles, „ j'avois résolu de ne la point faire. Incontinent cependant du parti que j'avois à prendre, je consultai avant que de me déterminer absolument, plusieurs personnes, „ qui tâchèrent de me persuader que je ne „ devois pas hésiter à la publier, puisqu'il „ je n'avois pas dessein de l'accepter; que „ la publier & l'accepter étoient deux choses différentes, & que je ne pouvois m'en dispenser, sans manquer à l'obéissance „ qui est dûë aux Superieurs. L'exemple „ de presque tous mes Confreres qui l'avoient publiée, dont je savois que LA „ PLUPART étoient dans les mêmes sentimens que moi sur la Constitution, ne fit „ pas peu d'impression sur mon esprit; „ mais ce qui m'y determina entièrement „ ce fut l'exemple d'un Ecclesiastique de ce „ diocèse &c.

Le diocèse de REIMS, qu'on a placé dans le Recueil après la Metropole de Paris, fournit un grand nombre de protestations contre la fausse acceptation de la Constitution. Outre le Decret de la Faculté de Theologie dont nous avons déjà parlé, par lequel elle cassa le decret irregulier que M. l'Intendant de Champagne avoit fait inscrire dans ses Registres, on y trouve la Conclusion du Chapitre de l'Eglise Metropolitaine, qui ordonna que celle faite en 1714. au sujet de la Bulle seroit regardée comme nulle, & qu'elle seroit rayée dans le Registre, comme contenant beaucoup de choses peu conformes à la verité & à l'intention de la Compagnie; on y trouve les Declarations ou lettres des Curez de la Ville & des differens Doyennés du diocèse, qui au nombre de plus de deux cents desavouerent la publication qu'ils avoient faite, ou qu'ils étoient censés avoir faite de la Constitution.

Les témoignages les plus considerables qu'on a recueillis du diocèse de BEAUVAIS, sont 1. ceux de M. Tristan de Juvigny & de M. le Cat Chanoines de la Cathedrale, dont l'un écrivit à l'Evêque, & l'autre déclara au Chapitre, que lorsqu'ils avoient

consenti à la simple lecture & enregistrement de la Constitution *sans glose & sans aucune marque d'approbation*, ils n'avoient pas crû que ce consentement pût être pris pour un véritable acquiescement à la doctrine de cette Bulle. 2. Celui de M. de Cambronne Chanoine de Clermont qui écrivit à M. de Beauvais pour le détromper de l'opinion où il étoit, que la Constitution avoit été reçue unanimement dans tout son diocèse, qu'elle n'avoit été ni lûe ni inscrite dans son Chapitre. 3. Celui de six Curez de la Ville, de huit autres assemblez dans la Conférence de Creil, & de deux autres qui par des lettres adressées à leur Evêque ténacèrent la publication que le respect pour ses ordres leur avoit fait faire de la Constitution. 4. Celui de M. Drapier Curé de S. Sauveur dans la Ville de Beauvais, alors âgé de près de 90. ans, qui n'ayant point publié la Constitution comme ses Confreres, écrivit en particulier au Prelat pour justifier la démarche qu'ils venoient de faire; 5. Celui de M. le Fèvre Chapelain de Notre-Dame de Clermont, qui voyant que le silence dans ceux mêmes qui étoient membres des Eglises ou Chapitres où la Constitution n'avoit été ni lûe ni enregistrée, (*ce qu'on fait, dit-il, si certainement du nôtre*) ne lui faisoit pas de passer pour une véritable acceptation, se crut obligé de déclarer aussi par une lettre à M. de Beauvais, que jusqu'à ce qu'elle eût été reçue unanimement dans l'Eglise, ou du Corps de tous les Evêques, il ne pouvoit la regarder comme une regle de foi, de mœurs & de discipline. A ces témoignages on a joint ceux des deux Communautés des Ursulines de Beauvais & de Clermont, & de quelques Religieuses Benedictines du Couvent de S. Martin lez-Boran, dont nous

§. 10. avons parlé ailleurs; lesquelles ne purent aussi s'empêcher de faire connoître à leurs Supérieurs les peines de conscience qu'elles avoient sur la lecture qu'elles avoient faite de la Constitution, *sans croire que cette lecture fût une acceptation.*

On rapporte du diocèse de LAON 1. Une lettre de M. Dagneau Docteur de Sorbonne, & Doyen de l'Eglise Cathedrale, où il

rend compte à un de ses amis de ce qui s'étoit passé dans la Compagnie au sujet de la Constitution. Le Chapitre, qui est composé de 86. Chanoines, ayant fait relire la conclusion faite en 1714. déclara que son intention n'avoit jamais été d'accepter la Constitution; qu'il persistoit, & qu'il persisteroit toujours à ne la point accepter, jusqu'à ce que l'Eglise se fût expliquée par un jugement solennel. 2. Une très-belle lettre de dix Chanoines de la même Eglise, & une particulière de M. de la Tour Docteur de Sorbonne, l'un des deux, à M. l'Evêque de Laon, où ils lui exposèrent les motifs de cette déclaration. 3. Une déclaration semblable du Chapitre de S. Jean de la même Ville. 4. Une Protestation du P. Maillet de l'Oratoire Curé de Notre-Dame au marché de Laon, & cy-devant Supérieur du Seminaire, contre la publication qu'il avoit faite en ces deux qualitez de la Constitution & de l'Instruction Pastorale des XL. 5. Une lettre de 31. Curez du diocèse, qui se réunirent pour exposer aussi à leur Evêque les motifs qui les empêchoient de pouvoir regarder la Constitution comme une regle de foi. Ces motifs étoient fondez sur l'opposition qu'elle avoit avec la doctrine & la tradition de Laon contenue dans le Catechisme, le Rituel, le Breviaire & le Missel du diocèse, & dans les propres Instructions Pastorales de M. de Laon & de ses predecesseurs. Pour rendre cette opposition plus palpable, ils mettoient dans leurs lettres sur deux colonnes, d'un côté les propositions du P. Q. condamnées par la Bulle, & de l'autre des propositions identiques ou équivalentes tirées des monuments que nous venons de marquer.

On ne nous donne du diocèse de Soissons qu'une lettre de M. Courtois Curé de Verberie à son Evêque, & elle est même du mois de . . . & postérieure à l'appel que ce Curé avec six de ses Confreres avoit interjeté de la Constitution, en adhérant à celui des IV. Evêques. Mais elle est considerable en ce qu'elle rend témoignage que presque tout le Clergé de ce diocèse ne pensoit point autrement qu'eux, & que la Com-

stitution n'y avoit point été reçue autrement que par la lecture rapide qui s'en étoit faite dans les Conférences des Curez, & par le certificat qu'on avoit obligé le Doyen & le Secrétaire d'en donner suivant une formule toute dressée qu'on leur en avoit envoyée. „ Un Synode, y est-il dit, „ que vous assembleriez avec pleine liberté, „ convaincroit V. G. que nous n'avons „ point d'autres principes que *la plus grande „ partie de nos Confreres*. Vous entendriez „ sortir de presque toutes les bouches du Cler- „ gé, les oracles de la vérité d'une voix „ haute & unanime, qui rendroit témoi- „ gnage à la tradition que nous avons re- „ çue de nos Peres..... & dont vôtre seul „ Rituel est un garant. Vous nous rendriez „ justice en la rendant à la vérité... Il „ vous fera glorieux d'user de cette voie „ canonique pour vous assurer des senti- „ mens de tout vôtre diocèse. (M. L. E. de Soissons n'a pas jugé à propos de le faire) „ Vous reconnoîtriez vous-même, pour- „ suit la lettre, qu'à proprement parler la „ Constitution n'y a point été reçue: Qu'une „ formule envoyée toute dressée & signée à „ l'aveugle par les Doyens & les Secrétai- „ res de nos Conférences, sans qu'il ait été „ permis de penser contre ni de dire son „ sentiment, ne peut passer pour une ac- „ ceptation libre & canonique. C'est un „ témoignage que nous sommes obligés de „ rendre à la vérité, que *la lecture qu'on fit „ de cette Bulle rebuta d'abord les esprits* &c.

Au diocèse de SENLIS six Curez reclama-
rent dès le mois de Novembre 1716.
par une lettre commune à leur Evêque, où
ils rendoient aussi témoignage que *la plu-
part de leurs Confreres étoient dans les mêmes
sentimens qu'eux*; & un septième fit la mê-
me chose par une lettre particuliere qui
termine le premier volume du Recueil.

Le second volume commence par la Me-
tropole de ROUEN. Ce diocèse fut un des
premiers à défavouer l'acceptation preten-
due qui s'y étoit faite de la Constitution.
Sept Curez de la ville, & trente cinq de la
campagne, la plupart du grand Vicariat de
Pontoise, le firent, les uns dès la fin de

1715. & les autres au commencement de
1716. par des lettres qu'ils adressent à leur
Archevêque. Rien n'est plus humble, plus
touchant & plus solide que plusieurs de ces
lettres. „ Si quelque chose, dit l'un de ces
„ Curez, * pouvoit arrêter les justes re-
„ mords que me cause le certificat que j'ai
„ eu la foiblesse de donner de la publica-
„ tion de la Constitution *Unigenitus*, &
„ m'empêcher de le retracter, ce seroit le
„ respect sincere que j'ai pour V. G. & la
„ crainte de lui faire la moindre peine. Une
„ preuve trop sensible de l'impression que
„ fait sur moi la seule apprehension de vous
„ déplaire, c'est le long, & je l'ose dire,
„ Monseigneur, l'injuste silence que je gar-
„ de depuis si long-tems, & que je garde-
„ rois peut-être encore par cette seule con-
„ sideration, si j'avois pu venir à bout de
„ me persuader que la publication, & le
„ certificat que j'en ai donné, n'est point
„ une acceptation veritable, mais seule-
„ ment une soumission de respect & de dis-
„ cipline. Je me suis tenu dans ce mauvais
„ retranchement tant que j'ai pu; mais les
„ réponses nettes & précises que ma con-
„ science n'a cessé de faire aux subtilitez
„ par lesquelles je tâchois de m'étourdir,
„ me forcent enfin de l'abandonner. Un
„ inferieur qui ne reclame point contre une
„ loi dans l'unique occasion où il est re-
„ quis de prêter son ministère à une pro-
„ mulgation qui l'affermir & qui l'autori-
„ se, & qui non seulement ne reclame pas,
„ mais qui fait tout ce qu'il seroit s'il l'ac-
„ ceptoit interieurement, est censé l'ac-
„ cepter & l'accepte en effet. Les pre-
„ miers Pasteurs ne consultant plus leur
„ Clergé, & ne se servant de nôtre minis-
„ tere dans les décisions de la foi, que lors
„ qu'il est question de les publier, ne
„ nous laissant d'autre voie de réclamation
„ que le refus de la publication; car par
„ quel endroit pourrions-nous rectifier cet-
„ te publication n'étant jamais interrogés ni
„ consultés. La publication que fait donc
„ un Pasteur subalterne d'un Mandement
„ de doctrine, renferme un consentement au
„ moins exterieur à la vérité du Mandement,

„lequel consentement, quand il n'est qu'ex-
„terieur suffit pour le rendre coupable,
„parce qu'en mairie de foi la bouche &
„le cœur doivent être entièrement d'ac-
„cord, &c.

Nous avons déjà vu ailleurs que le dio-
cese de Rouen étoit un des diocèses où l'on
avoit demandé aux Curez de la part de
l'Archevêque, un certificat par lequel ils
déclaraient avoir publié la Constitution.

(a) Cri
de la
foi, T.
II, pag.
96.

On l'exigeoit, disent les Curez, (a) avec
autorité & menaces. La plupart voulurent
se persuader que la publication ni le certifi-
cat n'étoient point une acceptation. Mais on
voit par leurs lettres de retractation qu'ils
regardèrent depuis cette pensée comme une
méprise. Le Curé de Roséy en particulier
la refusa avec force dans une lettre adres-
sée à un de ses Confreres. Après avoir rap-
porté la maniere dont cette publication s'é-
toit faite : „ J'avoué, lui dit-il, que je n'ai
„ aucune peine à croire que des Curez qui
„ publient ainsi une Constitution ne l'ac-
„ ceptent nullement ; mais vous me per-
„ mettez de vous dire, que cet acte de leur
„ obéissance est parfaitement illusoire. Point
„ du tout, me direz-vous, le Pape & les
„ Evêques ne demandent qu'une publica-
„ tion. Je vous répons encore une fois,
„ Monsieur, qu'ils n'en demeureront ja-
„ mais d'accord, & que c'est leur faire in-
„ jure de le penser. Il est vrai qu'ils n'ont
„ pas prévu que des Curez auroient l'esprit
„ assez fin pour trouver un milieu entre pu-
„ blier une Constitution, & l'accepter. Ils
„ n'ont en effet demandé qu'un simple acte
„ de lecture & de publication sans parler
„ d'acceptation, dans le modele du certifi-
„ cat qu'ils ont envoyé. Vous l'avez signé
„ sans peine, vous croyez vous être tiré
„ d'affaire. Le Pape & les Evêques croiront,
„ s'ils veulent, que vous avez accepté la
„ Constitution. Vous ne doutiez pourtant
„ pas que c'étoit leur intention ; vous vous
„ souciez peu de les tirer de cette illusion ;
„ il demeure toujours constant qu'ils sont
„ trompez, que vôtre acte les a trompez,
„ & que vous n'êtes pas d'humeur de les
„ détromper. Si c'est-là leur obeir, je le

„ laisse à penser à tout homme de bon sens.
„ S. Pierre traiteroit cela de meufonge au
„ S. Esprit.

Ce même Curé avoit publié lui-même la
Constitution, mais dans des dispositions
toutes différentes. „ J'ai publié, dit-il, la
„ dernière Constitution & le Mandement
„ je l'avoué, comme la plupart des Curez,
„ sans aucune lecture. Mais je m'en serois
„ bien gardé, si mon acceptation n'avoit
„ été sincère, quoique j'y ressentisse de
„ grandes difficultés, & plus qu'il n'en fal-
„ loit pour me dispenser de faire cette pu-
„ blication. J'ai donné dans le système d'une
„ obéissance aveugle, mais droite & sincère.
„ re. J'étois d'ailleurs fort prévenu par les
„ calomnies qu'on repandoit sans mesure
„ contre la foi de l'auteur des Réflexions,
„ & contre celle de tous ceux qu'on appel-
„ loit Jansenistes. J'ai reconnu mon erreur
„ & ma faute. J'ai crû devoir la réparer.
C'est ce qu'il avoit déjà fait par une lettre
à M. l'Archevêque de Rouen.

Un autre Curé du même diocèse raconte
ingénument ce qui s'étoit passé à son égard.
C'est M. Martin Curé de S. Pierre de Man-
neville, Doyenné de S. Georges. Il exprime
d'abord les grandes difficultés qu'il avoit
trouvées, soit dans la Constitution, soit
dans l'Instruction Pastorale des XL. „ J'é-
„ tois, dit-il, dans ces pensées, lorsqu'un
„ de mes Confreres, qui m'honoroit de
„ son amitié, & que Dieu a retiré de ce
„ monde environ deux mois après, me té-
„ moigna par une lettre que je garde enco-
„ re, qu'il auroit été bien aisé d'avoir un
„ entretien avec moi. (Cette lettre est de la
„ mi-Fevrier 1715.) Je jugeai aussitôt sur
„ quel sujet rouleroit notre entretien ; je
„ fus au lieu marqué, bien resolu de souf-
„ frir plutôt l'exil, la suspension ou la priva-
„ tion de mon Benefice, que de consentir à
„ la lecture ni à l'acceptation de la Consti-
„ tution ou du Mandement. Après qu'il
„ m'eut déclaré le sujet qui le faisoit venir,
„ je lui exposai les raisons que j'avois de ne
„ point faire une telle lecture ou publica-
„ tion : il me passa avec de tout ce que je
„ lui disois, & me témoigna être entière-

ment dans les mêmes sentimens ; & il
ajouta qu'on ne demandoit de moi ni pu-
blication ni lecture ; que je n'avois qu'à
mettre à quartier le modèle de certificat
qu'on nous avoit envoyé dès le mois
d'Octobre précédent , & qu'on seroit
content de moi, pourvu que je portasse le
Mandement & les pieces y jointes avec
moi au Prône ; & que sans ouvrir aucu-
nes pieces , ni lire aucun titre , je disse
que c'étoit un Mandement de Monseigneur
l'Archevêque qui défendoit la lecture d'un
livre que j'étois assuré qu'aucun de mes pa-
roissiens n'avoit , & qu'il y avoit d'autres
pieces attachées à ce Mandement , dont la
lecture étoit inutile ; que je n'avois après
cela qu'à remettre le tout dans mon Rituel &
parler d'autre chose. Il ajouta encore , que
si je ne faisois au moins cette démarche , j'au-
rois le déplaisir que cette lecture se feroit en
son entier dans mon Eglise , & que tous l'or-
dre que j'avois taché d'établir depuis plus
de 30. ans dans ma Paroisse , seroit entière-
ment renversé.

Je vous avoue , Monseigneur , que je
fus effrayé par la menace de cette lectu-
re ; & comme je voyois que ce n'étoit pas
en vain qu'il parloit de la sorte , je me
laissai vaincre croyant que ce n'étoit pas
là accepter ni la Bulle ni le Mandement.
Je voulus seulement savoir comment on
appelleroit un tel acte, qu'on ne pouvoit
appeler ni lecture ni publication : (ter-
mes portés par le modèle de Certificat qui
nous avoit été delivré) Il convint de
l'appeler *notification* ; & il me donna lui-
même un modèle d'attestation en ces ter-
mes. Je..... certifie avoir notifié un Man-
dement de Monseigneur l'Archevêque &c.
& comme le terme d'accepter n'y étoit
point , je m'imaginai avoir tout sauvé ,
& la lecture & l'acceptation , que je
croyois différente de la lecture. Il rap-
porte tout de suite les raisons qui l'avoient
ébloui ; puis il ajoute. Il a fallu enfin cé-
der aux remords de ma conscience , qui
ont augmenté considérablement depuis
que j'ai entendu parler de l'Ecrit d'un
Ministre de la R. P. R. qui a pour titre :

*L'Unité , la Visibilité , l'Autorité de l'E-
glise & la vérité renversées par la Consti-
tution de Clement XI. UNIGENITUS , & par
la manière dont elle est reçue.* Je ne doute
point, Monseigneur , que ce livre , qui
a cours dans votre diocèse , ne vienne à
votre connoissance , & que vous n'em-
ployiez quelque bonne plume pour le re-
futer ; & comme l'unique moyen d'y
réussir est de faire voir que la Consti-
tution *Unigenitus* n'a point été reçue par
ceux-là mêmes qui l'ont publiée , j'ai crû
que je ne déplairois pas à votre Grandeur
en lui expliquant mes sentimens. Il re-
voque ensuite l'attestation qu'il avoit don-
née , & prie son Archevêque de le mettre au
nombre des non *Acceptans*.

M. le Mâchois Curé de Gueures , rap-
porte ce qu'il se disoit à lui-même , & ce
que ses Confreres lui disoient pour le rassu-
rer sur le certificat qu'il avoit donné , qu'il
n'y étoit point parlé d'acceptation, & que ce
que l'on exigeoit n'étoit autre chose , sinon
une soumission extérieure au Supérieur.
Ce discours, poursuit-il, rendu plus plau-
sible par le specieux pretexte de la paix ,
a enfin attaché de moi un certificat, mais
il n'a pu étouffer la voix intérieure qui me
fait connoître qu'il ne faut rien hasarder
lorsqu'il s'agit du dépôt sacré de la foi.
Elle s'élève aujourd'hui , cette voix plus
fortement que par le passé , & soutenue de
la conduite même de V. G. (qui a long-
temps gardé le silence pendant qu'on lui
adressoit de plusieurs côtés des retracta-
tions contre ledit certificat , & qui ne
vient enfin de le rompre que pour faire
citer à son Officialité un de ses Curez , à
cause de pareille retractation) elle me
montre clairement que ce que je crai-
gnois est arrivé , que j'ai été trompé , &
que j'ai trompé aussi V. G. & le public.

Trois Curez du Vicariat de Pontoise
expriment aussi les remords qu'ils avoient
éprouvés. Il n'y a , Monseigneur , que
celui qui sonde les cœurs qui connoisse
le trouble dont nous avons été déchirés ,
depuis que nous avons exécuté les ordres
de V. G. pour la publication de la Conf-

„ citation. Il est dit d'un grand Roi qui a
 „ été donné d'une manière particulière pour
 „ modèle aux pécheurs, que Satan le por-
 „ ta à commettre une action qui déplaisoit
 „ à Dieu. A peiue fut-elle exécutée que son
 „ cœur s'éleva contre lui-même, *percussit*
 „ *cor David eum*. Voilà ce que nous n'a-
 „ vons cessé d'éprouver. C'est pourquoi il
 „ ne reste à chacun de nous que d'unir sa
 „ voix à celle de ce saint pénitent, pour fle-
 „ chir, s'il est possible, la colere de Dieu
 „ que nous avons attirée sur nous, & peut-
 „ être sur nos peuples : *Peccavi valde in hoc*
 „ *facto ; sed precor, Domine, ut transferas*
 „ *iniquitatem servi tui, quia stultus egi nimis*.

Au diocèse d'EUREUX deux Curez
 réclamerent par une lettre commune à leur
 Evêque datée du 24. Novembre 1716. Un
 mois après un troisième Curé (M. Moulin
 Curé des Barils) suivit leur exemple. Il se
 retracta premierement dans son Prône, &
 ensuite par une lettre à M. d'Evreux, qu'il
 rendit publique. On y voit qu'il avoit été
 de abusé par le même principe qui avoit
 ouvert les yeux au Curé du Diocèse de
 Rouen, dont nous venons de parler : „ De-
 „ puis enfin, disoit-il dans sa lettre, qu'il
 „ est venu à ma connoissance, que des per-
 „ sonnes très éclairées & d'une piété exem-
 „ plaire soutenoient hautement, que pu-
 „ blier & accepter étoient la même chose,
 „ fondez sur cette maxime, *Leges instituun-*
 „ *tur, cum promulgantur* ; & que j'étois pres-
 „ que le seul dans mon canton qui l'eût pu-
 „ bliée, persuadé d'ailleurs du risque que
 „ courroient & la foi & la Religion par l'ac-
 „ ceptation d'une pareille Bulle, j'ai bien
 „ reconnu par les troubles dont ma cons-
 „ cience a été agitée depuis ce tems-là, que
 „ je n'avois joui que d'une fausse paix au
 „ milieu du precipice où je m'étois inconsi-
 „ dérément jeté par la publication que j'en
 „ avois faite. Toutes ces raisons, Monsei-
 „ gneur, m'ont porté à chercher un moyen
 „ capable de faire cesser tous mes re-
 „ mords... & je n'en ai point trouvé de
 „ plus propre, & qui répondit mieux à la
 „ grandeur de ma faute, que de me retrac-
 „ ter publiquement. C'est, M. ce que je fis

„ hier au Prône de ma Messe paroissiale ;
 „ où je déclarai hautement que je revoquois
 „ & retractois la publication que j'avois fai-
 „ te de la Constitution *Unigenitus*, que je
 „ n'y avois jamais adhérent, ni à l'Instruc-
 „ tion pastorale, ni à la condamnation du
 „ Livre des Reflexions Morales sur le N.
 „ T. qui en est l'innocent objet ; que je de-
 „ mandois pardon à Dieu, à l'Eglise Ca-
 „ tholique & à la Religion, de l'injure que
 „ je leur avois faite en la publiant, &c.

Au Diocèse de SEZ, deux des prin-
 cipaux membres du Chapitre de la Cathé-
 drale (M. de Bellaunay Archidiacre, & M.
 Martin Theologal) adressèrent une lettre
 à leur Evêque, pour le conjurer de rendre
 la paix à son Eglise, en cessant de poursui-
 vre la reception de la Constitution. Ils y
 rendoient temoignage que si elle avoit été
 publiée dans quelques endroits de son Dio-
 cèse, elle n'avoit été reçue nulle part,
 parce qu'on ne la jugeoit nulle part receva-
 ble ; & qu'en particulier elle n'avoit point
 été reçue par le Chapitre ni par la plupart
 de ses Curez, qui ne l'avoient publiée que
 pour ne se point attirer l'indignation des Pais-
 sances, & dans la pensée que la lecture n'en
 emportoit point l'acceptation. On peut voir
 l'extrait que nous avons donné plus haut de
 cette lettre. * Dix Curez du même diocèse

* 530 :

se, à la tête desquels étoit M. de Cefne de
 la Cretiniere Docteur de Sorbonne & Curé
 de Barville, rendirent quelque tems après
 le même temoignage par une lettre qu'ils
 écrivirent aussi à M. de Séz.

Au diocèse de SENS le Doyen du Cha-
 pitre Royal de Sainte Croix d'Étampes avec
 ceux de ses Chanoines & plusieurs Curez &
 Ecclesiastiques de la même Ville & de son
 district au nombre de vingt-un, rendirent
 le même temoignage par une lettre qu'ils
 adressèrent à M. le Cardinal de Noailles.
 M. de Presdesiegle Docteur de Sorbonne
 Curé de S. Aspais & Doyen rural au district
 de Melun, fit la même chose par une lettre
 à M. Mouffe Vicaire General & Official
 de Sens, où il l'assuroit que les sentimens
 qu'il lui exposoit étoient ceux de la plus
 grande partie des Curez de son Doyenné. En
 effet

effet huit Curez & un Vicaire de ce canton-
là souscrivirent la lettre, M. Perthuis Curé
de S. Cyr adressa dans le même tems une
lettre semblable à M. l'Evêque d'Arras qui
se trouve Seigneur de cette paroisse, laquel-
le est néanmoins du diocèse de Sens. Le
Curé s'attache à montrer que la tradition
de l'Eglise de Sens contenue dans les monu-
mens qui y reglent la doctrine du Clergé,
est conforme à la doctrine condamnée par
la Constitution. Enfin M. Mariotte Curé
de Ferray se joignit à tous ces témoignages
par une lettre à son Doyen rural, où il fai-
soit voir par plusieurs exemples que la Con-
stitution condamne des propositions identi-
ques avec celles de l'Ecriture sainte & des
Saints Peres.

Au diocèse de TROYES M. le Jeune Cu-
ré de S. Nizier & Supérieur du petit Semi-
naire de la Ville de Troyes, retraça la pu-
blication qu'il avoit faite de la Bulle par
un acte en forme qu'il rendit public : & un
de ses Confreres * à qui il l'avoit envoyé,
l'en felicita par une lettre, qui devint aussi
publique. Ce Curé y marquoit qu'il n'au-
roit pas balancé à suivre son exemple s'ils s'é-
toit trouvé dans le même cas, & qu'il eût eu le
malheur de publier la Constitution ; mais
qu'il eseroit qu'il auroit des imitateurs
dans ceux à qui Dieu n'avoit pas fait la mê-
me miséricorde qu'à lui : *car parmi les publi-
cateurs de la Constitution, ajoutoit-il, il y en
a peu qui ne gemissent de leur faiblesse.*

Au diocèse de NANCY, le Chapitre de
la Cathédrale, par une délibération capitul-
laire du 13. Novembre 1716. annulla la
conclusion irrégulière faite en 1714. par
laquelle il paroisoit avoir reçu la Constitu-
tion ; & six Curez de la Ville, deux Archi-
prêtres & cinq Curez de la campagne, re-
tractèrent la publication qu'ils en avoient
faite par des lettres qu'ils écrivirent à leur
Evêque & à M. le Cardinal de Noailles,
comme Chef du Conseil de Conscience.

Au diocèse de LANGRES, le P. Richard
de l'Oratoire Curé de S. Amâtre de la ville
de Langres, fit la même chose par deux let-
tres semblables, M. Regnault & M. Gagne
Chanoines de S. Etienne de Dijon, & M.

Pottier Chanoine de l'Eglise Collegiale de
S. Symphorien d'Epoisses, allerent encore
plus loin. Quoiqu'ils n'eussent fait aucun
acte pour l'acceptation de la Constitution,
ils crurent que la prétension qu'avoient
quelques Evêques, que tous ceux qui ne
reclamoient point dans les diocèses où la
Constitution avoit été publiée, étoient cen-
sés l'avoir reçue, suffisoit pour les mettre
dans la nécessité de rompre le silence. M.
l'Abbé de Guitaud aujourd'hui Doyen de
Tours, qui se trouvoit alors au Château
d'Epoisses, qui appartient à sa famille,
joignit son témoignage à celui de ce dernier
Chanoine, par une lettre raisonnée qu'il
écrivit à M. de Langres : „ Les partisans de
„ la Constitution, dit-il, font sonner si
„ haut le témoignage des Eglises où elle a
„ été reçue, qu'il est tems enfin de le com-
„ battre par celui de la vérité, & de s'oppo-
„ ser d'ailleurs à l'abus qu'on fait de ce té-
„ moignage, en faisant connoître combien
„ il a réellement peu de force, puisqu'il
„ n'est point l'effet de la persuasion, mais
„ de la crainte qui l'a extorqué, ou tout au
„ plus de l'ignorance, de la grossièreté,
„ & du peu de religion des ministres infe-
„ rieurs, qui l'ont rendu, les uns sans con-
„ noissance de cause, les autres contre leurs
„ propres lumières. Je puis vous assurer,
„ Monseigneur, que de tous les Ecclesiasti-
„ ques de ce diocèse que je connois, il n'y
„ en a aucun qui ne soit dans l'une ou dans
„ l'autre de ces situations. Ceux qui ont
„ quelque lumière ont fait malgré eux ce
„ que vous avez exigé : ceux qui ne se re-
„ prochent rien sont gens qui auroient si-
„ gné & publié à l'aveugle une profession
„ de foi manifestement heretique, avec la
„ même tranquillité qu'ils ont apportée à
„ l'exécution de ce qui leur a été prescrit
„ par rapport à la Bulle. De tels témoigna-
„ ges peuvent-ils être d'aucune considéra-
„ tion ? &c.

Au diocèse d'AVRAN M. Bocquillot
Chanoine d'Avallon, Ecclesiastique distin-
gué par sa piété, par ses lumières & par son
érudition, & connu par les Homelies & par
l'excellent traité de la Liturgie sacrée qu'il

a donné au public, sous le nom emprunté de M. de S. Lazare, écrivit une lettre pleine de liberté à son Evêque, où après lui avoir rendu compte de ce qui s'étoit passé au sujet de la Constitution dans son Chapitre, où l'on s'étoit contenté de faire lire le Mandement du Prelat, & d'abandonner le reste à qui le voudroit lire dans son particulier, sans que personne eût parlé d'acceptation ni d'enregistrement, il ajoutoit ce qui suit : „ Dans les divers entretiens que nous eûmes les uns avec les autres, je n'en ai vu qu'un seul qui ait approuvé la Bulle, mais il ne l'a jamais lue; & il est de ceux qui se piquent d'une obéissance si aveugle envers le Pape, que s'il décidoit que nos habits noirs sont blancs, il jureroit hardiment qu'ils sont blancs, tout noirs qu'ils sont. Pour ce qui est des autres Chanoines, Monseigneur, j'ose assurer, V. G. que la seule lecture de la Constitution nous causa de l'étonnement & de la douleur, malgré la profonde vénération que nous avons tous pour le souverain Pontife, dont elle porte le nom; & à l'égard de l'Instruction, nous crûmes tous que les explications qu'elle donnoit de la Bulle étoient insuffisantes & ne seroient jamais approuvées à Rome; qu'elles feroient une semence de disputes, bien loin de les apaiser, & qu'au lieu d'inspirer l'union & la paix, elles fomenteroient les divisions. &c.

Au diocèse d'AUXERRE, M. le Roi Chanoine de la Cathédrale, interrogé par son propre Evêque sur ce qui s'étoit passé dans sa Compagnie au sujet de la Constitution, lui fit cette réponse par une lettre insérée dans le *Cri de la Foi*: „ Je me suis trouvé, dit-il, à un Chapitre au mois de Mai 1714. Monsieur le Doyen y presenta la Constitution dès le commencement du Chapitre: on remit à la fin du dit Chapitre à en délibérer. Après toutes les autres affaires on lut quelque chose tout haut de cette Constitution. La plus grande partie des Capitulans sortirent, & je restai, comme ayant les clefs, avec cinq ou six. Après qu'on eût lu, on ne

„ délibéra plus. On ne dit point si on l'acceptoit, ou si on ne l'acceptoit pas, ni si on l'enregistreroit, comme en effet elle ne l'a pas été: ce qui se fait néanmoins aux Lettres de Sa Majesté & aux autres actes antiques par une entière délibération, afin qu'ils aient tout l'effet qu'ils peuvent avoir. On n'opina point sur les égards qu'on y auroit, & elle ne fut point mise dans le Tresor, ni jamais elle n'y est entrée. A ce défaut de délibération, d'acceptation, d'enregistrement, de mise au Tresor, j'ai beaucoup de part, comme étant depuis long-tems le dépositaire des Statuts, Conclusions générales, & Titres, ou sont autorisés les plus saints usages & les privilèges de notre Eglise, & en cette qualité ne devant rien souffrir qui y soit contraire &c. Or rien n'y étoit plus contraire que la Constitution, comme on le fit voir par une longue Tradition de cette Eglise qu'on publia dans le même tems, & qui est aussi insérée dans notre Recueil. Dans la suite M. l'Evêque d'Auxerre s'étant réuni aux Evêques Appellans, plusieurs de ses Chanoines & de ses Curez adhererent avec empressement à son Appel.

Au diocèse de NANTES, outre le decret de la Faculté de Théologie par lequel elle désavoua celui qui avoit été publié sous son nom en 1714. & les autres preuves que nous avons vu qu'elle donna de ses sentimens conformes à ceux de la Faculté de Paris, les Peres de l'Oratoire en Corps & des Docteurs particuliers reclamèrent contre la prétendue acceptation de la Bulle par des lettres à M. l'Evêque de Nantes ou à M. le Cardinal de Noailles.

On ne rapporte aucune protestation particulière du diocèse de RENNES; mais la réception qu'on fit dans cette ville au commencement de 1717. à M. Ravechet Syndic de Sorbonne, qu'une maladie dange-reuse y arrêta lorsqu'il alloit à son exil de S. Brieux, & les honneurs qu'on lui rendit après sa mort, peuvent être regardez comme un témoignage public de ce que les Ecclesiastiques les plus éclairés de ce diocèse pensoient sur la Constitution. Aussi l'Au-

teur du *Cri de la Foi* a-t'il inferé dans son Recueil la Relation qu'on donna au public de la maladie & de la mort de ce celebre Docteur. „ Rien, y est-il dit, n'étoit plus „ majestueux que tout cet appareil (de son „ enterrement) qui ressembloit plus à un „ triomphe qu'à une pompe funebre. Outre „ plusieurs Religieux revêtus de chap- „ pes, deux Diacres & deux Soudiacres „ avec un nombre considerable d'Officiers „ étoient revêtus de tuniques : quatre Prê- „ tres en surplis portoient le Corps, & quatre „ Docteurs de Sorbonne en manteau- „ long portoient les quatre coins du drap „ mortuaire. Les Dignitaires & Chanoines „ de l'Eglise Cathedrale, Messieurs les Cu- „ rez de la ville à l'exception d'un seul, „ plus de cent cinquante Ecclesiastiques y „ assisterent en manteau-long & un cierge „ à la main. La Noblesse d'une autre part „ & le peuple même concoururent égale- „ ment à honorer la pompe funebre. M. le „ Marechal de Montesquiou... y envoya „ de sa part ses deux principaux Officiers : „ Madame l'Intendante fut presente à toute „ la ceremonie : près de trente, tant Prési- „ dens que Conseillers du Parlement, tout „ le Présidial à la reserve de deux Conseil- „ lers absens, ne crurent pas pouvoir s'en „ dispenser : enfin tout le peuple y accourut „ en foule ; & generalement tout le monde „ a donné des marques de son respect & de „ sa veneration pour le Confesseur de J. C. „ en desirant avec ardeur quelque chose ou „ qui eût touché à son Corps, ou qui lui eût „ appartenu pendant sa vie.

Au diocèse d'ANGERS malgré la frayeur qu'inspirerent les menaces de l'Evêque contre ceux qui oseroient se declarer contre la Constitution, trois Curez eurent le courage de delivrer leur ame, par des lettres qu'ils adresserent à ce Prelat, & qu'ils rendirent ensuite publiques.

Nous renvoyons pour le diocèse du M A N S à ce que nous en avons dit au §. 30.

Au diocèse de CLERMONT, M. Girard Curé de la Cathedrale, M. Frehel Curé de N. D. du Port dans la ville de Clermont,

le Doyen & le Theologal du Chapitre d'Enchaf, & plusieurs Prêtres de l'Oratoire ; excitez par les reclamations qui se multiplioient chaque jour, éclaterent aussi au commencement de 1717. par des lettres à M. le Cardinal de Noailles, à M. l'Abbé d'Entragues, nommé à l'Evêché de Clermont, ou aux grands Vicaires du Diocèse.

Au diocèse de POITIERS, le zele de l'Evêque pour la Constitution fournit à plusieurs Ecclesiastiques des occasions de marquer de bonne heure leur attachement à l'ancienne doctrine. On trouve dans le *Cri de la Foi* les témoignages de M. Gaultier Curé de N. D. l'ancienne & Doyen des Curez de la ville, de M. Johanne Curé de sainte Opportune, de M. Albert Curé de la Resurrection, de cinq autres Curez du diocèse, & de M. de Boismalet Vicair de Loudun.

Au diocèse de LUÇON M. Pichaud Doyen du Doyenné rural & de l'Eglise Collegiale de Montreuil que nous avons déjà cité plus haut, rendit un témoignage remarquable, qu'il est necessaire de rapporter ici au long. Pressé depuis long-tems par les troubles de sa conscience, & alarmé du bruit qui se repandoit que M. le Cardinal de Noailles étoit sur le point de recevoir la Bulle, quoiqu'à de bonnes conditions, il crut ne pouvoir plus se dispenser de rendre dans une occasion si pressante témoignage à la verité ; & il le fit non seulement pour lui, mais en quelque sorte pour tout le diocèse. „ Je n'ai jamais, di- „ soit-il dans la lettre qu'il adressa à cetre „ Eminence, pretendu adherer à ce Decret „ comme à une regle de foi ; & je puis as- „ surer sans crainte d'être defavoué, que „ presque tous les Ecclesiastiques, sur tout de „ ce Doyenné, sont dans les mêmes senti- „ mens, quoique je ne leur aye rien com- „ munié de ce que j'écris ici. Il est vrai „ que M. nôtre Prelat, nous ayant envoyé „ cette Constitution sans autre Mandement „ que la copie manuscrite d'une lettre cir- „ culaire par laquelle il nous mandoit que „ l'Assemblée du Clergé l'ayant reçue, le „ Roi en ordonnoit la publication, on fut „ d'avis dans nôtre Chapitre qu'on la liroit,

„ que l'on rapporteroit acte de cette lecture sur le registre , mais sans y rien insérer
 „ qui en marquât la réception. MM. les
 „ Curez la publièrent à leurs Prônes : très-peu y ajoutèrent des instructions qui portassent à s'y soumettre : quelques-uns même la lûrent d'une manière à n'être pas entendus de leurs peuples. Presque tout ce
 „ que nous sommes de Chanoines & Curez, nous n'avons point fait difficulté de dire librement, quand on nous en a parlé, que nous ne regardions pas ce que nous avions fait en cette occasion comme une acceptation véritable , ou que du moins nous n'avions eû intention d'accepter qu'avec les explications que nous prevoiyons bien qu'on donneroit. Il paroîtroit par ces dernières paroles que ce Doyen & ses Confreres n'auroient point été éloignés de recevoir la Bulle relativement à de bonnes explications. Mais en parlant ensuite des mauvais effets qu'elle avoit déjà produits dans ce pais-là, voici ce qu'il ajoutoit :
 „ Outre les railleries des libertins & les murmures des mauvais convertis, dont j'ai eu la douleur d'être témoin, je sçai qu'un Prêtre, d'ailleurs pieux & zélé, a avoué qu'il ne croyoit plus devoir suivre les mêmes regles dans l'administration de la penitence pour le délai de l'absolution en cas d'habitude &c. le Pape ne les jugeant pas nécessaires. Il a même voulu le persuader à quelques autres. Ce qui donne lieu de juger que quand on voudroit sauver ces veritez ou d'autres semblables par des explications, on n'y réussiroit pas à l'égard de plusieurs qui croiront toujours devoir preferer le texte, & les paroles même du Législateur aux commentaires que d'autres en auroient faits, &c.

Ce même Ecclesiastique avertit son Evêque de la demarche qu'il avoit faite auprès de M. le Card. de N., par une autre lettre, où il s'étendoit sur les raisons qui ne lui permettoient pas d'accepter jamais la Constitution. Il finissoit par celle-ci. „ Quand il n'y auroit, disoit il, aucune de ces propositions qui ne méritât d'être notée comme mauvaise, on ne pourroit les attribuer à

„ l'Auteur dans le mauvais sens, (ce qui se fait pourtant par l'acceptation de la Bulle)
 „ si l'on n'est bien sûr que c'est celui de son livre ; ne pouvant jamais être permis de faire la moindre injustice à qui que ce soit, fût-ce le plus criminel de tous les hommes, quelque bien qu'on en pût tirer, & quelque malheur qu'on voulût éviter par ce moyen. Or je ne croi pas qu'on puisse s'assurer de bonne foi que le mauvais sens dans lequel on dit que les 101. propositions ont été condamnées, est véritablement celui des Reflexions, & qu'on osât en jurer, si le serment en étoit requis.... Pour moi, Monseigneur, j'ose vous assurer, & à Dieu ne plaise que je mente au S. Esprit, qu'absolument je n'ai pû me le persuader ; & les écrits qu'on a publié pour le prouver, n'ont servi qu'à me confirmer la fausseté de cette attribution. Les antres Ecclesiastiques du diocèse, qui se souviennent que feu M. de Barrillon votre predecessor leur recommandoit expressément d'acheter & de lire cet ouvrage, ne se le persuaderont pas non plus. Je ne vois pas même qu'on puisse jamais en convaincre aucun homme, pour peu qu'il sçache prendre le sens d'un livre, & qu'il soit exempt de prévention &c.

Au diocèse d'Agde les trois Curez de la Ville, celui de Pezenas avec son Vicaire qui avoit prêté son ministère pour la publication de la Bulle, & quatre autres Curez du diocèse, adressèrent des retractations à leur Evêque. Le P. d'Aletz Supérieur du Seminaire de l'Oratoire d'Agde fit la sienne en présence de la Communauté dans le même rectoraire où il avoit fait lire la Constitution. Et M. Martelli Chanoine de la Cathédrale prit la défense de tous ces retractans par deux lettres très-belles qu'il écrivit l'une à un Curé qui condamnoit la conduite d'un de ses Confreres, & l'autre à M. l'Abbé de Vacconneveu & grand Vicaire de M. l'Evêque d'Apt.

Enfin au diocèse d'Arles on publia dès 1714. une Tradition de la doctrine de cette Eglise contraire à celle de la Constitution, semblable aux deux Traditions des Eglises de Laon & d'Auxerre, dont nous avons

1. Tom.
du Cri
e la foi
1205
l'addi-
on.

arlé ci-dessus, & qui est aussi insérée dans notre Recueil. Elle a pour titre : *Sentimens des anciens Evêques de l'Eglise d'Arles par rapport à la doctrine de la Constitution*. Elle commence par Heros Evêque de cette Eglise en 412. qui fut le premier accusateur juridique des premiers ennemis de la grace de J. C. Pelage & Celeste. Elle continue par Patrocle, S. Honorat, S. Hilaire, Leontius & S. Césaire, qui fournit seul des témoignages précis & décisifs sur presque tous les articles du dogme & de la discipline attaqués dans la Constitution, sur la lecture de l'Ecriture sainte, le chant des laïques dans l'Eglise, la difference de la loi ancienne & nouvelle, les afflictions temporelles suites nécessaires du péché, la foi première grace, la charité principe de tout bien, & la grace efficace par elle-même nécessaire pour toute action de piété.

Voilà en abrégé les principales réclamations qu'on a recueillies dans le *Cri de la foi*, des differens diocèses de France où la Bulle avoit été publiée. Elles formoient toutes ensemble un témoignage qui détruisoit pleinement la prétendue acceptation universelle & unanime dont se vantoient les Constitutionnaires. Mais la résistance que tout ce qu'il y avoit de plus éclairé dans les diocèses où elle n'avoit point été publiée ne cessoit point dans le même tems d'apporter à sa reception, étoit une autre espece de témoignage encore plus éclatant. Ce qui se passa à cet égard dans la seule Eglise de Paris mérite sur tout une attention particulière, cette Eglise réunissant tout ce qui peut donner de l'autorité & du poids à un témoignage concernant le dogme ou la discipline. C'est l'observation que fait M. le Cardinal de Noailles dans son Instruction Pastorale du 14. Janvier 1719. „ Dans ce partage, „ dit-il, ne considérez point notre person- „ ne : faites seulement attention à l'avanta- „ ge que nous avons de gouverner le Clergé „ le plus distingué par sa science & par sa sagesse qui soit dans tout l'Univers ; d'être „ Evêque de la Capitale du Royaume, où „ l'on s'adresse de toute la France pour „ demander des conseils sur les doutes qui

„ s'élevent dans les autres diocèses touchant „ le dogme & la discipline ; d'avoir dans „ notre diocèse la plus fameuse Université „ & la plus savante Faculté de Theologie „ qui soit dans l'Eglise. *Il est de notoriété „ publique*, continue-t'il, que le Corps du „ Clergé de Paris, la Faculté de Theologie, „ les plus savantes Congregations qui reu- „ nissent à Paris les sujets les plus éclairés, „ ont été très-oppo- „ sés à la Bulle d'abord qu'elle „ le parut. Nous ne portions donc pas seu- „ lement à l'Assemblée notre propre avis, „ mais les vœux des Docteurs & des Pasteurs „ de notre Eglise ; & nous ne craignons „ point de dire que notre suffrage soutenu „ de tant de voix & d'un si grand poids, „ pouvoit balancer l'autorité de plusieurs „ autres Evêques.

Nous croyons devoir encore rendre compte des témoignages de cette illustre Eglise avec le même détail que nous venons de rapporter ceux des autres diocèses, en suivant toujours l'Auteur du *Cri de la foi*, qui les a recueillis avec beaucoup d'exactitude.

§. LVIII.

Lettres & déclarations de presque tout le Clergé séculier de Paris contre l'acceptation de la Constitution, même relative à des explications. Deputation solennelle de la Sorbonne à M. le Cardinal de Noailles sur ce sujet.

LE Clergé de Paris avoit commencé à se déclarer sur la Constitution par la manière dont nous avons vu qu'il la reçut, aussi-tôt qu'elle parut. Le soulèvement fut si tel que M. le Cardinal de Bissy, dans une lettre à M. l'Evêque de Montpellier du 26. Mars 1714. ne pût l'exprimer autrement que par ces paroles remarquables, que nous avons rapportées : *Si vous aviez entendu & lu tout ce qui s'est passé dans Paris cet hiver contre la Bulle, vous auriez jugé qu'on ne pouvoit pas la traiter plus indignement à Geneve même*. Quand elle eût été acceptée par l'Assemblée des Evêques, & que la violence l'eût fait enregistrer par la Sorbonne, le même Clergé avoit réclamé d'une manière

§. 25. plus juridique. Les lettres qu'un grand nombre de Docteurs écrivirent à M. le Cardinal de Noailles, étoient autant de Protestations contre l'acceptation irreguliere qui venoit de se faire, & contre toutes celles qui se pourroient faire dans la suite, de quelque espece qu'elles fussent. Ce qui se passa dans l'Université & dans la Faculté de Theologie immédiatement après la mort du Roi, étoit un renouvellement de ces protestations. Mais, lorsque les bruits se furent universellement répandus, que malgré toutes ces marques que le second ordre avoit données de son opposition à toute acceptation de la Bulle, M. le Cardinal de Noailles étoit près de la recevoir relativement à des explications, le Clergé entier, le regulier comme le seculier, se crut obligé de faire de nouveaux efforts pour détourner son Archevêque d'un dessein si contraire aux sentimens de son Eglise.

Les Curez, les Clergez des différentes Eglises, & les Communautz les plus savantes se réunirent pour représenter à S. E. que la Constitution ne pouvoit jamais être reçue à l'ombre de quelques explications, & de quelques correctifs que ce pût être, & pour lui déclarer qu'ils ne pourroient jamais la suivre dans une pareille démarche. C'est le sujet d'une foule de lettres qu'ils lui adresserent en corps, ou leurs superieurs en leur nom.

De 450. Curez qu'il y a dans le Diocèse de Paris, y compris ceux de la ville; plus de 45. de la ville, des Faubourgs ou de la banlieue; & plus de 340. de la campagne entreurent par doyennez dans cette éditante conspiration. Plus de 50. Vicaires ou Ecclesiastiques de diverses Eglises du diocèse; & plus de 460. Ecclesiastiques des Paroisses de Paris imiterent le zele des Curez. C'est ce que firent en particulier les Ecclesiastiques de la Paroisse de S. Etienne du Mont au nombre de 56; ceux de S. Hilaire au nombre de six; ceux de St. Jacques du haut-pas au nombre de 37; ceux de S. Laurent au nombre de 8. ceux de Sainte Marguerite au nombre de 18; Prêtres; ceux de S. Roch au nombre de 33. Prêtres; ceux de

S. Benoît au nombre de 24. ceux de S. Germain l'Auxerrois au nombre de 29. Prêtres & d'un Diacre; ceux de S. Germain le vieil au nombre de 8. Prêtres; ceux de S. Paul au nombre de 21. Prêtres; ceux de S. Cosme au nombre de 8; ceux de S. Eustache au nombre de 25; ceux de S. Bartheleni au nombre de six; ceux de S. Pierre des Arcis au nombre de 4. Prêtres; ceux de S. André des Arcs assemblez par leur Curé au nombre de 30. Prêtres & d'un Diacre; ceux de S. Severin assemblez de même, au nombre de 38. Prêtres & 3. Diacres; ceux de l'Hôpital de S. Sauveur des petites maisons au nombre de cinq Prêtres, ayant M. l'insolent Docteur de Sorbonne & Professeur royal leur Curé à leur tête; ceux de S. Jacques de la Boucherie & ceux de S. Gervais au nombre de 43. Prêtres; & ceux de S. Leu par une lettre que M. Charpentier Docteur de Sorbonne leur Curé écrivit en leur nom.

Les Communautz les plus celebres de Paris, & du diocèse suivirent à l'envi ces exemples. Celles des Peres de l'Oratoire de S. Honoré, de S. Magloire, de l'Institution, de Notre-Dame des Vertus, & de Montmorency; le Provincial & les Recteurs des trois Maisons de la Doctrine Chrétienne; le P. Polinier Prieur de l'Abbaie de Sainte Genevieve au nom de sa Communauté; les Chanoines reguliers de l'Abbaie de S. Victor assemblez capitulairement; le P. Marclant Prieur de l'Abbaie de S. Germain des prés, le P. de Sainte Marthe Prieur de celle de S. Denis en France, & le P. De la Vie Prieur du Couvent des Blancs-manteaux de la Congregation de S. Maur, au nom de leurs Communautz; le Visiteur general & les Peres Feuillans de la rue S. Honoré au nombre de 22. Prêtres; & les Dominiquains du grand Couvent de S. Jacques à la tête desquels étoient le P. Alexandre & six autres Docteurs de Sorbonne, adresserent à S. E. des lettres semblables qui lui furent présentées ou par ceux mêmes qui écrivoient, ou par des Deputez fideles.

Celle des Ecclesiastiques de la Paroisse de S. Eustache, dont le Curé qui adhera

dans la fuite à l'appel de M. le Cardinal de Noailles n'avoir pas jugé à propos de se joindre dans cette circonstance à la plupart des Confreres, fut présentée à S. E. par M. l'Abbé Renaudot, si connu par les *Liturgies Orientales*, & par la continuation de la *Perpetuité de la foi*, qu'il nous a données, monumens éternels de sa profonde érudition & de son zele infatigable pour la doctrine de l'Eglise. Ce savant Abbé qu'une humilité sincere a toujours éloigné des saints Ordres, s'excusa à S. E. de ce qu'étant du Clergé de S. Eustache il n'avoit pas signé cette lettre, sur ce qu'il avoit appris par l'étude qu'il avoit faite de l'antiquité, que la fonction des Clercs étoit seulement de porter les lettres des Evêques & des Prêtres. Il ajouta ensuite que cette lettre contenoit tous ses sentimens, & qu'il étoit prêt de faire voir, si S. E. le lui ordonnoit, que la Constitution étoit aussi contraire à la doctrine de l'Eglise d'Orient qu'à celle de l'Eglise d'Occident; qu'à la vérité les disputes sur la grace n'avoient pas été agitées dans les Communions Orientales, mais que leurs seules Liturgies fournisoient plus de preuves qu'il n'en falloit pour montrer que les Orientaux n'étoient pas Molinistes. En effet on trouvera ces preuves en grand nombre dans le Corps de cet Ouvrage, où nous nous sommes servi utilement de ces Liturgies. S. E. reçut ce compliment avec toute sorte de politesse, & lui dit néanmoins en souriant, qu'il étoit bien mal que des Prêtres & un Clerc se séparassent de leur Curé. A quoi l'Abbé répondit que cette séparation étoit édifiante lorsqu'elle ne se faisoit que pour demeurer plus étroitement unis à son Evêque.

Il est important de remarquer sur toutes ces lettres qu'elles furent résolues, dressées & signées avec un consentement & un concert parfait. Les Curez de la campagne avoient tous, à l'exception d'un seul Doyenné, les Doyens & les Promoteurs ruraux à leur tête, suivis de presque tous les Presidents des Conférences. Tous se porterent à cette démarche de leur propre mouvement, & sans y être excités par aucun

ordre ni impression des Supérieurs. Leur amour pour la vérité & pour la just'ce les convainquit de la nécessité de parler pour elles, & fut le seul motif qui les déterminâ à agir. C'est ce qu'ils marquent eux-mêmes dans plusieurs de ces lettres; & c'est le témoignage qu'en rend un des Doyens ruraux en écrivant sur ce sujet à un de ses amis: „ J'ai assemblé, lui dit-il, tout le Doyenné par Conférences. La premiere a été lundi, „ la 2. mardi, la 3. mercredi &c. J'ai été „ édifié du zele de ces Messieurs: j'ai lu la „ lettre dans chaque Conférence, je l'ai „ relue, j'ai fait connoître qu'on prenoit „ des engagements par la signature, j'ai „ annoncé pleine liberté *formidolosi*, & tous „ ont signé de bon cœur & m'ont témoigné „ toute la reconnaissance possible.

M. Gueret Docteur de Sorbonne, Curé de Brie-Comte-Robert & Doyen rural du Vieux-Corbeil, * rendant compte à M. le Cardinal de Noailles par une lettre particulière de la maniere dont la lettre commune des 55. Curez de ce Doyenné avoit été signée: „ Je dois, dit-il, rendre compte à „ V. E. de la sincerité & du zele avec lequel „ chacun a signé cette lettre. Messieurs „ nos Confreres se sont assemblés dans „ leurs Conférences: presque tous s'y sont „ trouvés, malgré le temps le plus fâcheux, „ les chemins impraticables, & l'infirmité „ même de quelques-uns. Ils m'ont témoigné la joie où ils étoient de trouver „ occasion de satisfaire à leur conscience, „ en donnant à V. E. un témoignage public „ de ce qu'ils ont toujours pensé sur la „ Constitution *Unigenitus*. Si l'on ne s'est „ pas étendu plus au long, ce n'a été que „ dans la crainte de dérober à V. E. des „ momens précieux. Dans le peu que nous „ avons écrit, V. E. verra la juste apprehension où elle fait qu'est tout son diocèse, „ de voir publier jamais la Constitution de quelque maniere que ce puisse „ être: ce sont les termes dont nous nous „ sommes servis, & par lesquels nous marquons à V. E. qu'une regle de foi, qui, „ dans le fond, ne tend qu'à anéantir les „ grandes maximes de la Religion, ne

* Il est
aujourd'hui
Professeur
de
Sorbonne
et l'un
des Vicaires
généraux
de M. le
Card. de
Noailles.

„ Jeut être reçûe malgré tous les correctifs
 „ & les précautions qu'on pourroit appor-
 „ ter. Messieurs nos Confreres les Curez de
 „ Montgeron , de Creteil & de Maisons ,
 „ disputez par les Conférences pour presen-
 „ ter nôtre lettre à V. E. lui marqueront de
 „ vive voix ce que j'ai l'honneur de lui écri-
 „ re. Je lui en rendrai compte moi-même
 „ le plutôt qu'il me sera possible.

Ces lettres sont si remplies de lumière ,
 de piété , de foi , de fermeté & d'une élo-
 quence vraiment chrétienne, que nous cro-
 yons faire plaisir aux lecteurs d'en copier ici
 quelques traits des plus éminens : „ Nôtre
 „ conscience, disent Messieurs les Curez de
 „ Paris, nous rend ce témoignage que nous
 „ agissons dans la simplicité du cœur , &
 „ dans la sincérité de Dieu, & que nous par-
 „ lons de la part de Dieu, & dans l'esprit de
 „ J. C. Nous prenons donc la liberté de re-
 „ présenter à V. E. que si elle accepte la
 „ Constitution pour être la règle de la foi ,
 „ de la morale & de la discipline, il faudra
 „ que nous renoncions au langage du saint
 „ Esprit, à la doctrine de nos Peres, aux sain-
 „ tes Instructions de S. Charles que V. E.
 „ nous a données de vive voix & par écrit ,
 „ & qui ont été approuvées par une Assem-
 „ blée generale du Clergé de France & par
 „ le Pape Innocent XII. & distribuées dans
 „ tous les diocèses du Royaume. Nous ne
 „ doutons pas, Monseigneur, qu'on ne pro-
 „ pose à V. E. cette acceptation comme le
 „ seul moyen de mettre la paix dans l'Egli-
 „ se ; mais quelle paix, M., que celle dont
 „ tout le fruit se terminera à allumer plus
 „ fortement la guerre contre les meilleurs
 „ ouvriers qui sous vos ordres travaillent à
 „ cultiver le champ du Seigneur : les expo-
 „ sitions les plus simples & les plus ortho-
 „ doxes ne tiendront pas contre la maligni-
 „ té & les artifices de ceux dont la force ne
 „ consiste que dans la division qu'ils tra-
 „ vaillent à établir par tout : l'autorité ex-
 „ terieure de la Constitution servira de titre
 „ pour éluder les plus droites intentions.....
 „ Nous croirions trahir ce que nous savons
 „ que nous devons à Dieu , à V. E. à nos
 „ Eglises , si nous faisions aucune démar-

„ che qui pût marquer que nous acceptons
 „ la Constitution.

Loin, disent deux cents soixante-douze
 Curez du diocèse dans la lettre qu'ils
 „ avoient signée par Doyennetz, Loin de
 „ reconnoître dans cette Constitution la do-
 „ ctrine de nos Eglises, nous avons la dou-
 „ leur d'y voir cette sainte doctrine proscrire,
 „ la saine morale décreditée, les règles de
 „ la Penitence abolies, la lampe des divi-
 „ nes Ecritures éteinte pour le commun des
 „ fideles, les principes de la Hierarchie
 „ renversés, nos libertez attaquées, le lan-
 „ gage des Livres Saints & de la tradition
 „ banni, la justice & l'innocence oppri-
 „ mées, de saints & illustres Approba-
 „ teurs ou Apologistes du livre flétri, flé-
 „ tris eux-mêmes sans ménagement, l'E-
 „ glise de France privée d'un trésor qu'elle
 „ a possédé long-tems avec fruit ; enfin les
 „ plus durs anathêmes lancez indistincte-
 „ ment contre tant de propositions, qui ne
 „ contiennent que ce que nous avons ap-
 „ pris de nos Peres, ce que nous enseignons
 „ à nos peuples, & ce qui forme l'esprit de
 „ religion, c'est-à-dire, le grand prece-
 „ pte de la charité, & la grace toute puis-
 „ sante de J. C. qui repand la charité dans
 „ nos cœurs Nous ne cessons de su-
 „ plier celui qui est le Pere des miséricor-
 „ des & le Dieu de toute consolation de
 „ ne point permettre que jamais cette
 „ Constitution soit reçûe, puisqu'elle ne
 „ le peut être en aucune manière, sans
 „ s'écarter de la simplicité de la foi, sans
 „ faire un mélange indigne de la verité &
 „ de l'erreur, sans jeter dans l'Eglise
 „ une semence de troubles & de divisions
 „ éternelles, & sans s'éloigner de l'exem-
 „ ple des anciens Défenseurs de la foi,
 „ qui ont appelé bon ce qui est bon, &
 „ mauvais ce qui est mauvais Ce
 „ n'est pas, ajoutent-ils, de la seule fide-
 „ lité des Pasteurs qui vous sont soumis,
 „ que nous osons vous assurer : la multitude
 „ presque universelle des Curez du Royaume
 „ n'a qu'à suivre son propre cœur, consul-
 „ ter la foi commune, se rappeler l'exem-
 „ ple de ces anciens Curez qui ont confor-

„ du les ennemis de la morale Evangelique,
 „ & considerer celui que viennent de nous
 „ donner depuis peu ces illustres Curez de
 „ Reims, de Nantes, de Roüen, de Beau-
 „ vais, & tant d'autres qui s'expliquent com-
 „ me nous, puis qu'enfin la cause est com-
 „ mune à tous, y ayant une si étroite union
 „ entre toutes les parties de l'Eglise. En
 „ soutenant une telle cause, Monseigneur,
 „ V. E. sera invincible. J. C. toujours pré-
 „ sent au milieu de son Eglise fera triom-
 „ pher entre vos mains la verité & la justi-
 „ ce ; & nous savons que vôtre Eminence
 „ ne desire point d'autre triomphe.

„ Nous ne pouvons croire, dit le Cler-
 „ gé de S. Etienne du Mont, que V. E.
 „ soit dans la disposition de recevoir une
 „ Bulle contre laquelle le Cri de la foi est si
 „ general & si persévérant ; & qu'elle veuil-
 „ le pour la rendre supportable, employer
 „ une methode inconnue à nos Peres, &
 „ sans exemple dans l'Histoire de l'Eglise ;
 „ une methode selon laquelle on pourroit
 „ tout approuver, & tout condamner, &
 „ qui en donnant à la verité une apparence
 „ d'erreur, & à l'erreur une couleur de veri-
 „ té, rendroit tout problematique & in-
 „ certain, & introduiroit dans l'Eglise la
 „ perniciose liberté de condamner au-
 „ jourd'hui ce que nous aurions canonisé
 „ hier, & d'envelopper dans de sacrilèges
 „ censures les canons des Conciles, les
 „ Symboles de la foi, & les paroles mêmes
 „ de la Verité éternelle ; une methode enfin
 „ contre laquelle reclameroient toujours
 „ la simplicité de la foi, la sincerité Chrê-
 „ tienne, & la justice due à un Auteur qui
 „ par des protestations tant de fois réitérées,
 „ donne des marques si éclatantes de la pu-
 „ reté de ses sentimens. Souffrez, Mon-
 „ seigneur, continuent-ils, que nous nous
 „ jetions à vos pieds, & que nous vous
 „ representations humblement dans la con-
 „ fiance que vôtre bonté nous inspire, que
 „ la Bulle est aujourd'hui ce qu'elle étoit
 „ lorsqu'elle a paru, & que l'étonnement
 „ dont elle faisoit d'abord tous les esprits, est
 „ encore le même : que les subtilitez de
 „ l'esprit humain ne peuvent corriger les dé-

„ fauts essentiels qu'elle renferme ; qu'il n'est
 „ au pouvoir de personne de lui faire signi-
 „ fier autre chose que ce qu'elle signifie par
 „ elle-même ; & que les explications les
 „ plus catholiques ne peuvent justifier un
 „ Decret, qui sera toujours ce qu'il est in-
 „ dépendamment de toute explication, & qui
 „ ruinera infailliblement toutes les précau-
 „ tions qu'on prendroit en le recevant. Nous
 „ espérons encore, M., de vôtre tendresse
 „ paternelle, qu'elle ne s'offensera point de
 „ la liberté que nous osons prendre de lui
 „ dire, que nous ne croirions pas que nôtre
 „ conscience nous permît d'adhérer à l'acce-
 „ ptation de la Constitution, avec quelques
 „ explications qu'elle nous pût être proposée.

„ Si la lumière & l'onction dont l'ou-
 „ vrage, du P. Q. est rempli, dit le Clergé
 „ de la paroisse de S. Jacques du haut-pas,
 „ si l'approbation des plus illustres Prelats,
 „ si la benediction que Dieu a repandue sur
 „ son livre, nous l'ont rendu cher dans tous
 „ les tems, il l'est encore devenu davanta-
 „ ge, depuis que la Constitution nous a
 „ fait voir qu'on n'a entrepris de l'attaquer,
 „ qu'en attaquant les veritez les plus sain-
 „ tes. Ces sentimens, M. ne nous sont
 „ point particuliers : nous ne faisons qu'a-
 „ nimer nôtre voix à celle de la plus celebre
 „ de toutes les Facultez, des Pasteurs les
 „ plus fideles, des Communautés les plus
 „ éclairées, & du Clergé le plus florissant qui
 „ soit dans le monde Chrétien. Nous osons
 „ même le dire, M., ce sont moins ces
 „ differens Ordres de vôtre diocèse qui s'a-
 „ dressent à V. E. que la Religion elle-
 „ même qui parle pour ses plus saintes ve-
 „ ritez ; la Morale de J. C. pour ses ma-
 „ ximes ; la grace du Dieu Tout-puissant
 „ pour son efficacité & son pouvoir ; la
 „ Justice pour ses droits les plus sacrez,
 „ & la Patrie pour ses libertez précieu-
 „ ses qui font sa gloire & sa sûreté. Il est
 „ vrai, Monseigneur, poursuivent-ils, (&
 „ c'est un des plus grands maux de l'Egli-
 „ se) qu'on croit aujourd'hui par des
 „ subtilitez inouïes dans les siècles préce-
 „ dens, pouvoir tout condamner, tout
 „ recevoir, tout publier, tout souscrire.

„ Mais à Dieu ne plaise , que nous don-
 „ nions jamais dans des pensées si indignes
 „ de la simplicité & de la générosité chré-
 „ tiennes. On essayeroit en vain de ratifier
 „ la condamnation de la vérité , de trouver
 „ un milieu ou un accord entre le oui & le
 „ non , de concilier la lumière avec les te-
 „ nebres , le langage consacré par l'Écritu-
 „ re & la Tradition avec une décision qui
 „ le proferoit. L'Eglise n'a jamais eû re-
 „ cours à de tels moyens , avec lesquels on
 „ pourroit également condamner les veri-
 „ tez les plus claires , & souscrire aux er-
 „ reurs les plus manifestes , & ils n'ont paru
 „ dans le Concile de Rimini , que pour
 „ être condamnés par toute la postérité.
 „ Nous osons même dire à V. E. avec tout
 „ le respect que nous lui devons , & dont
 „ nous ne nous écarterons jamais ; que si
 „ Dieu permettoit que la Constitution pa-
 „ rût dans le diocèse revêtue des formalitez
 „ ordinaires , les exemples des anciens dé-
 „ fenfeurs de la foi , les saintes regles qu'ils
 „ nous ont enseignées , celles que vous nous
 „ rappelez vous-même , M. , dans une de
 „ vos lettres à un Prelat * de ce Royaume ,
 „ nous obligeroient à tout sacrifier pour
 „ l'Evangile de S. Paul , & à réclamer contre
 „ tous les actes qui pourroient autoriser
 „ une semblable Bulle , &c.

„ Agréez , Monseigneur , dit le Clergé
 „ de la Paroisse de S. Benoit , les vœux ar-
 „ dens que nous offrons sans cesse à Dieu ,
 „ afin que V. E. continue à nous conserver
 „ sans mélange ces grandes veritez qui for-
 „ ment le précieux dépôt qu'elle a reçu.
 „ Nous espérons avec une confiance qui ne
 „ peut être ébranlée , & qui nous remplit
 „ de consolation , que nous ne verrons
 „ point revivre sous votre Pontificat , les
 „ tristes tems de Rimini , où les plus
 „ grands Evêques , après la chute du Pape
 „ Libère , séduits par de vaines apparen-
 „ ces de mettre la vérité à couvert par des
 „ explications , & de donner la paix à l'E-
 „ glise & à l'Etat , succomberent sous les
 „ artifices de leurs ennemis , dans le tems
 „ même où ils pensoient soutenir la foi.
 „ Nous espérons , M. , de la bonté de Dieu ,

„ qui vous a donné des gages si abondants
 „ de sa miséricorde , que votre force ne
 „ fera que s'accroître , qu'à l'ombre de vô-
 „ tre fermeté , il nous sera permis de ne
 „ point accepter la Bulle , à laquelle notre
 „ conscience ne pourroit nous permettre
 „ d'adhérer , de quelques explications qu'elle
 „ le fût accompagnée. Les explications ,
 „ M. , ne serviroient qu'à rendre incertaines
 „ & suspectes les expressions de l'E-
 „ criture & des Peres ; à repandre plus
 „ aisément les nouveautez qu'on s'efforce
 „ aujourd'hui d'ériger en dogmes , à éter-
 „ niser la guerre que l'on fait à la Reli-
 „ gion depuis si long-tems , ou à procurer
 „ une paix plus dangereuse que la guerre
 „ même.

La Lettre des Ecclesiastiques de S. Roch ,
 qui est signée entr'autres par M. l'Abbé
 d'Asfeld , & par M. Duguet est si sage &
 si précise , qu'elle mérite d'être insérée ici
 en entier.

MONSEIGNEUR ,

Le Clergé de la Paroisse de S. Roch ne
 peut dissimuler à V. E. qu'il a été alarmé
 des bruits universellement répandus , qu'elle
 étoit sur le point de recevoir la Constitu-
 tion *Unigenitus*. La juste crainte d'attirer
 sur nous la malediction dont Dieu menace
 par le Prophete ceux qui gardent le silence
 lorsqu'il est tems de parler , & le desir que
 nous avons de ne nous point séparer de
 celui que V. E. a mis à notre tête , * nous
 obligent d'unir notre voix à celle de tant
 d'Ordres & de Communautés de votre
 diocèse , pour déclarer à V. E. avec sim-
 plicité & sans aucune ambiguïté , I. Qu'au-
 cune explication , de quelque nature qu'elle
 soit , ne peut mettre la vérité à couvert ,
 ni servir à faire accepter la Constitution ;
 que plus les explications seront conformes
 à la vérité , plus elles seront contraires à
 la Bulle , & qu'elles deviendront des preu-
 ves convaincantes qu'elle doit être absolu-
 ment rejetée. II. Que toute acception
 conditionnelle trouvera autant de résistance

* M. l'E-
 vêque
 d'Agen.

* M.
 Benoit
 Dodeur
 de Sor-
 benne ,
 qui avoit
 signé la
 lettre
 des Cu-
 rez de
 Paris.

& d'opposition, qu'une acceptation pure & simple ; & qu'au lieu de contribuer au retablisement de la paix, elle sera une source éternelle de division, les uns rejetant les explications, & les autres la Bulle. III. Que l'Auteur des Reflexions morales a si clairement justifié la pureté de ses sentimens dans sa Protestation, & dans ses autres écrits, qu'on ne peut sans injustice lui faire une application de la censure de la Bulle, & qu'on doit au contraire un temoignage public à son innocence. IV. Nous sommes obligez de declarer à V. E. avec un tres profond respect, que nous ne pourrions suivre son exemple, si par malheur (ce qu'à Dieu ne plaîse) elle se declaroit pour une acceptation avec des explications. Nous sommes &c.

„ Nous n'outrons rien, dit le Clergé
„ de S. Germain l'Auxerrois, si nous di-
„ sons à V. E. que la plus grande partie de
„ nos Paroissiens publie hautement qu'on
„ ne sçauroit jamais recevoir, même avec
„ des explications qui ne pourroient être
„ que forcées, une Bulle qui combat l'E-
„ criture & la Tradition; qui renverse éga-
„ lement le dogme, la morale & la discipli-
„ ne ; & dont les Auteurs, semblables aux
„ Scribes qui tronquerent la prophetie de
„ Michée, ont tronqué plusieurs proposi-
„ tions d'un livre qui a été lu pendant 40.
„ ans avec édification ; une Bulle qui contre
„ la bonne foi a cherché dans les édi-
„ tions non corrigées, de quoi condamner
„ un pieux Auteur, Prêtre de votre diocèse,
„ qu'elle traite de faux Prophete, de mai-
„ tre de mensonge, d'enfant du diable ;
„ une Bulle enfin qui condamne tous les
„ Ecrits faits ou à faire pour la justification
„ du livre des Reflexions, condamnant par
„ conséquent celui de M. Bossuet, que
„ V. E. a cité pour sa défense, le Mandement
„ qui porte le nom de M. de Mirepoix, que ce Prelat avoué, & toutes les
„ Apologies de l'Auteur encore vivant, si
„ orthodoxes & si bien reçues du public,
„ sans avoir pu néanmoins obtenir la justi-
„ ce d'être écouté. Ce n'est là encore, M.,
„ que le commencement des douleurs & des

plaintes dont nous sommes temoins cha-
„ que jour. Nous voyons &c.

„ Par quel prodige, dit le Clergé de S.
„ Germain le vieil, l'Epouse de J. C. pour-
„ roit-elle condamner aujourd'hui dans
„ l'Auteur des Reflexions, des propositions
„ que nous avons jusqu'ici regardées com-
„ me des articles de notre foi & des veritez
„ reconnues, & proposées aux peuples com-
„ me le plus pur froment de la parole de
„ Dieu ? C'est aussi, M., la gran-
„ deur du mal qui soutient elle-même nô-
„ tre esperance dans cette conjoncture, &
„ qui nous persuade que V. E. n'écouterà
„ jamais aucun accommodement qui tende
„ à recevoir, de quelque manière que ce
„ soit, une Bulle qui ne craint rien tant
„ que d'être approfondie &c.

„ Nous unissons, dit le Clergé de saint
„ Paul, nôtre voix à celle de tant de pieux
„ & de sçavans Pasteurs, & nous vous con-
„ jurons avec eux par tout ce qu'il y a dans
„ la Religion de plus cher & de plus sacré,
„ de ne jamais permettre qu'une Bulle, que
„ toutes les personnes non prevenues trou-
„ vent également contraire à la verité, à
„ la justice & à la charité, acquiere le
„ moindre degré d'autorité dans votre dio-
„ cèse, & y soit reçûe en quelque manière
„ que ce puisse être ; puisqu'on ne conçoit
„ pas effectivement aucune bonne manière
„ de la recevoir. Nous ne pouvons jeter
„ les yeux, Monseigneur, sur les suites
„ qu'auroit dans votre diocèse, & dans
„ toute l'Eglise l'acceptation de la Consti-
„ tution, quelques explications qu'on pût
„ lui donner, & quelques précautions
„ qu'on pût prendre, sans nous sentir pe-
„ nêtrés de la plus vive douleur. Ce qu'on
„ auroit crû pouvoir accorder au desir de
„ la paix, ne serviroit qu'à entretenir la
„ guerre, troupeau contre troupeau, Pa-
„ steurs contre Pasteurs, de très vertueux
„ Ecclesiastiques & des plus attachez à V.
„ E. reduits à la triste necessité de lui de-
„ plaire, &c.

„ Souffrez, Monseigneur, dit le Cler-
„ gé de saint Cosme, que le peril où nous
„ voyons le precieux dépôt de la foi nous

„fasse recourir à Vous. Car à qui ferons-
 „ nous part de nos peines & de nos allar-
 „ mes, sinon à celui qui peut les calmer ?
 „ Nous ne vous dissimulerons point l'in-
 „ quiétude où nous ont mis les bruits qui
 „ ont couru, que la Bulle alloit être reçue
 „ avec des explications, & qu'on eseroit
 „ par-là mettre la paix dans l'Eglise. Nous
 „ ne pouvons comprendre comment on peut
 „ donner le nom de paix à ce qui allumeroit
 „ plus que jamais la guerre. Et comment
 „ pourroit-on se flatter de remédier au mal
 „ par un tel accommodement ? Il ne peut y
 „ avoir d'accord entre la vérité & l'erreur :
 „ ce qui est mauvais en soi, ne peut jamais
 „ devenir bon par tous les efforts des hom-
 „ mes ; & les tenebres seront toujours tene-
 „ bres, comme la lumière est toujours lu-
 „ mière. Il n'en est pas des affaires de la
 „ Religion, comme des affaires de l'Etat ;
 „ la vérité ne souffre point qu'on la mette
 „ en négociation, & elle ne relâche aucun
 „ des droits qu'elle possède. La voye des ex-
 „ plications est une voye, & une methode
 „ inusitée à nos Peres : ils ont appelé bon
 „ ce qui étoit bon ; & ils ne se sont jamais
 „ avisés de vouloir faire un mélange de
 „ l'un & de l'autre. Que deviendrait le
 „ langage sacré de la Tradition des SS. Pe-
 „ res, & celui même de l'Ecriture sainte,
 „ s'il ne falloit plus s'exprimer comme l'Au-
 „ teur des Reflexions Morales ? On ne par-
 „ leroit donc plus aux fideles qu'une langue
 „ étrangere qu'ils n'entendroient pas, & il
 „ n'y auroit plus de fruit à esperer de la pre-
 „ dication de la parole de Dieu.

„ Pourquoi, disent les Ecclesiastiques des
 „ paroisses de S. Barthelemi & de S. Pierre
 „ des Arcis, nous expliquer la Bulle ? Nous
 „ ne nous plaignons point de son obscuri-
 „ té, elle n'est malheureusement que trop
 „ claire ; & plutôt à Dieu que l'on n'y vit pas
 „ évidemment le langage & les veritez de
 „ la Religion indignement flétries. 2. Ce
 „ qu'on appelle explications merite-r'il vé-
 „ ritablement ce nom ? On n'explique une
 „ chose que quand on en developpe le sens
 „ naturel ; & de la manière dont les expli-
 „ cations en question seront necessairement

„ conquies, les sens qu'on attribuera aux
 „ propositions seront des sens étrangers. Il
 „ est donc bien plus vrai de dire qu'on
 „ noircira ces propositions, que de dire
 „ qu'on en donnera des explications. 3.
 „ Comment en vertu de pareilles explica-
 „ tions accepter la Constitution ? Car l'ac-
 „ cepter en cette manière, ce n'est pas, com-
 „ me quelques-uns se l'imaginent, ne con-
 „ damner que des erreurs inventées à plai-
 „ sir ; c'est condamner avec le Pape les pro-
 „ positions même comme infectées de ces
 „ erreurs : car c'est aux propositions que le
 „ Pape en veut dans la Bulle à laquelle on
 „ souscritra, *Omnès & singulas propositiones*
 „ *damnamus*. Or comment des erreurs
 „ qu'elles ne contiennent point, pourroient-
 „ elles être un motif pour les condamner ? Et
 „ comment au contraire les veritez qu'elles
 „ énoncent, n'en seroient-elles pas un pour
 „ les soutenir, puisque d'ailleurs on est
 „ obligé de professer ces veritez dans le
 „ Corps de doctrine &c. Enfin,
 „ M., ce qui rend moins supportables ceux
 „ qui débitent ce projet, ce n'est pas seule-
 „ ment de ce qu'ils osent l'attribuer à V.
 „ E., mais de ce qu'ils prétendent qu'en le
 „ suivant elle donneroit la paix à l'Eglise ;
 „ comme si on pouvoit procurer un bien si
 „ précieux, en se rendant l'ennemi com-
 „ mun des deux partis, dont l'un trouve les
 „ explications injurieuses, & l'autre les
 „ trouve contraires à la vérité &c.

„ J'ai assemblé, dit M. le Curé de S.
 „ André des arcs, les Ecclesiastiques de ma
 „ paroisse..... Ils ont dit que leur avis étoit
 „ que cette Constitution ne pouvoit être
 „ acceptée en sûreté de conscience de quel-
 „ que manière que ce soit, même relative-
 „ ment aux meilleures explications. Ils ont
 „ ajouté qu'on ne pouvoit faire, selon leur
 „ sentiment, aucune acception qui ne
 „ fût très-préjudiciable à l'Eglise, à la Ve-
 „ rité & à l'Etat, & qu'ils demandoient
 „ à Dieu la force & le courage de soute-
 „ nir la presente declaration qu'ils me fai-
 „ soient, jusqu'à l'effusion de leur sang,
 „ que tout Ecclesiastique doit toujours
 „ être prêt de repandre pour la défense

de la verité. Leur raison a été &c.

„ Nous ofons le dire à V. E. avec autant
„ de confiance que de respect, écrivent
„ quelques Ecclesiastiques de la paroisse de
„ S. Jacques de la Boucherie. La voye des
„ explications ne fait qu'augmenter nos al-
„ larmes : car outre qu'elle nous paroît une
„ methode nouvelle, inconnue à la simpli-
„ cité de nos Peres, également propre à au-
„ toriser le oui & le non dans les matieres
„ de la Religion, & à bannir le langage
„ consacré de l'Ecriture sainte & des saints
„ Peres, c'est d'ailleurs un moyen absolu-
„ ment inutile pour mettre à couvert le fond
„ des veritez, parce qu'en eludant par com-
„ plaisance, comme dit S. Hilaire, la signi-
„ fication naturelle des termes, on anean-
„ tit tous les sens des professions de foi &
„ des symboles : *Facilias quorundam... in*
„ *confessione veritatem significationis naturalis*
„ *eludis, nec maneret in sensu... quod*
„ *confitendum est.* Moyen inutile même
„ pour réunir les esprits & pour accorder
„ des les sentimens, parce que les uns re-
„ jettant toute explication, & persistant tou-
„ jours à garder les expressions & les phra-
„ ses de la tradition, les autres s'autorise-
„ ront de la Constitution une fois reçue,
„ pour continuer à rendre suspecte la doc-
„ trine & le langage des premiers, & même
„ pour faire tomber insensiblement les ex-
„ plications elles-mêmes, comme contraires
„ au vrai sens de la Constitution. Moyen en-
„ fin d'autant plus dangereux que sous le
„ pretexte specieux de la paix & de l'unité,
„ on court risque de s'unir à l'erreur sans le
„ vouloir, *Per speciosum nomen pacis, unitatem*
„ *perfidia subrepsimus*, dit encore S. Hilaire.

„ Nous unissant, disent un grand nom-
„ bre de Vicaires & d'Ecclesiastiques du
„ diocese de Paris, aux Pasteurs avec les-
„ quels nous partageons les fonctions du
„ ministere sacré sous l'autorité de V. E.
„ & souscrivant à tout ce qu'ils ont eu
„ l'honneur de lui écrire sur cette Bulle,
„ nous prenons la liberté de lui dire, 1.
„ Que cette Bulle nous paroît donner at-
„ teinte aux veritez les plus essentielles de
„ la Religion, ébranler les fondemens les

„ plus assurez de la Morale chrétienne, tou-
„ te fondée sur le grand precepte de la cha-
„ rité que cette Bulle attaque ; renverser
„ les regles les plus importantes de la disci-
„ pline de l'Eglise ; rompre le canal sacré
„ de la Tradition divine, en condamnant
„ les expressions des livres qui la contien-
„ nent & qui la conservent, & en défen-
„ dant de s'en servir autrement que pour
„ les condamner. 2. Que nulles explica-
„ tions, quelques exactes qu'elles soient,
„ ne peuvent rendre cette Bulle recevable,
„ parce qu'elles ne peuvent lui faire signi-
„ fier autre chose que ce qu'elle signifie par
„ elle-même, ni rendre mauvaises les pro-
„ positions vraies & catholiques qu'elle con-
„ damne. 3. Elle flétrit de la maniere la
„ plus dure un Prêtre de J. C. qui n'a point
„ été entendu, quoiqu'il eût demandé de
„ l'être : elle lui attribue les intentions les
„ plus noires & les desseins les plus criminels,
„ quoiqu'il ait toujours été très attaché à
„ l'Eglise, & qu'il ait rejeté avec horreur
„ toutes les erreurs qu'on lui impute. Tou-
„ tes ces raisons, M., nous font croire que
„ cette Bulle ne peut être reçue en aucune
„ maniere &c.

„ Quelle douleur pour nous, disent les
„ Feuillans du Couvent de la rue S. Honoré,
„ si ce bruit avoit quelque fondement, de
„ nous voir forcez d'être separez de senti-
„ mens de V. E. à qui nous avons toujours
„ fait gloire d'être unis. Car nous ne le diffi-
„ mulerons pas à V. E. notre conscience ne
„ nous permet de recevoir la Constitution
„ en aucune maniere, la trouvant contrai-
„ re à ce que nous avons cru jusqu'ici
„ &c.

„ Nous le sentons, Monseigneur, disent
„ les Dominiquains du grand Couvent de
„ S. Jacques, en ouvrant la fosse que l'on
„ creuse sous les pieds de V. E. ce n'est
„ point elle toute seule que ces sortes de gens
„ espèrent d'y faire tomber ; c'est le Royau-
„ me, c'est l'Eglise, c'est la foi de J. C.
„ sa morale & la doctrine qui a réglé jus-
„ qu'à present la conduite de son Epouse ;
„ c'est le Corps entier de la Religion avec
„ l'esprit qui l'anime ; ce sont les saintes

„ Ecritures , c'est le torrent de la Tradi-
 „ tion , ce sont tous les vrais Docteurs &
 „ les vrais Evangelistes ; c'est tout bien en
 „ un mot qu'ils ont en vû d'engloutir dans
 „ le même précipice. Les grands noms d'u-
 „ nion, d'unité, de tranquillité de l'Erat, de
 „ paix de l'Eglise , & les autres ; la crainte
 „ des horreurs d'un schisme & des malheu-
 „ reuses suites d'une éternelle division , ne
 „ sont que des voiles trompeurs qu'ils vou-
 „ droient jeter sur les yeux des premiers
 „ Pasteurs & des Princes , pour leur ôter ,
 „ s'ils pouvoient , jusques à la vûe du plus
 „ affreux des malheurs. Les lumières de
 „ l'esprit de V. E. sont trop vives & trop
 „ pures , pour nous laisser craindre
 „ qu'elle n'aperçoive pas qu'entre ces
 „ deux grands maux , d'abandonner la
 „ vérité, ou de permettre le schisme (quand
 „ l'alternative seroit aussi réelle quelle est
 „ feinte) il n'y auroit pas à balancer dans
 „ la préférence que l'un devoit avoir sur
 „ l'autre.

„ Nous sommes bien persuadés, disent le
 „ Provincial & les Recteurs des Doctrina-
 „ res , que cette Définition , source de tant
 „ de gémissemens & de tant d'inquietudes ,
 „ ne vous paroît pas différente aujourd'hui
 „ de ce que vous la jugâtes alors. Comme
 „ la vérité ne s'altère point avec le tems ,
 „ ce qui lui est opposé ne sçauroit devenir
 „ bon par la succession des années : c'est ce
 „ qui nous rassure dans les bruits qu'on a
 „ affecté de repandre depuis quelques se-
 „ maines. Votre amour pour la paix , qui
 „ est l'objet continuel de vos vœux , de vos
 „ prières & de vos larmes , est trop spiri-
 „ tuel , pour ne vous pas laisser voir encore
 „ présentement tous les perils dont votre
 „ religion fut alarmée lorsque la Constitu-
 „ tion parut. Vous sentez , M. , aussi vive-
 „ ment que jamais , que votre foi ni la nô-
 „ tre ne sont point du ressort des hommes ;
 „ qu'autre est le langage que peut parler
 „ ici la Politique , & autre est celui que
 „ doit parler la Religion ; que la paix est
 „ inséparable de la justice & de la vérité ;
 „ que la vérité elle-même , étant une & in-
 „ divisible , on ne peut la mettre en négocia-

„ tion sans la partager , ni la partager
 „ sans la corrompre ; qu'une Bulle dont le
 „ premier mouvement de la foi a toujours
 „ craint l'acceptation , & que le tems & les
 „ reflexions n'ont pas rendu plus digne
 „ de notre obéissance , peut bien faire des
 „ prévaricateurs , mais qu'elle ne sauroit
 „ édifier des fideles : que cette Définition ,
 „ qu'on voudroit faire passer pour règle de
 „ foi , ne serviroit qu'à jeter la confusion
 „ dans les sentimens & le langage de l'Egli-
 „ se ; & qu'avec quelque adoucissement &
 „ sous quelque forme qu'on nous la donne ,
 „ elle augmenteroit le trouble & la divi-
 „ sion , au lieu de l'étouffer & de l'étein-
 „ dre. &c.

„ Le tems , disent les PP. de l'Oratoire
 „ de N. D. des vertus , loin de faire aucun
 „ changement dans les esprits a fait com-
 „ prendre plus clairement qu'elle (la Con-
 „ stitution) ne seroit jamais recevable , que
 „ toutes les explications imaginables se-
 „ roient un foible rempart pour mettre à
 „ couvert la vérité , & ne serviroient qu'à
 „ mettre l'erreur dans un plus grand jour.
 „ La simplicité de la colombe n'a jamais
 „ connu ni employé cet artifice. Incapable
 „ de dire le oui & le non , elle a toujours
 „ simplement proposé la vérité , & rejeté
 „ simplement l'erreur. La Constitution n'est
 „ que trop claire , elle montre à découvert
 „ le système monstrueux de ceux qui en sont
 „ les vrais auteurs. Dieu défend de semer
 „ dans le même champ différent grain. Ver-
 „ ra t'il sans indignation dans celui de l'E-
 „ glise l'ivraie mêlée avec le bon grain , la
 „ vérité avec le mensonge ? Ne seroit ce pas
 „ ouvrir la porte à la temerité , de condam-
 „ ner les vérités les plus respectables , mé-
 „ me du texte sacré ? &c.

Enfin la Sorbonne couronna tous ces té-
 moignages par la protestation solennelle
 que toute la Faculté en Corps , jugea devoir
 faire à M. le Cardinal de N. qu'elle entroit
 dans les sentimens où les autres Ordres de
 son Clergé lui avoient marqué être sur l'ac-
 ceptation prochaine de la Constitution ,
 dont on étoit menacé. Voici comme la
 chose se passa. Dans l'Assemblée extraordi-

naire du 12. Janvier 1717. M. Ravechet Syndic interrompit la deliberation qu'on y continuoient de faire sur les articles de doctrine, & dit que MM. les Curez de la ville & du diocese de Paris venoient de marquer avec autant de zele que de courage à S. E. M. le Card. de N., quels étoient leurs sentimens sur la situation presente des affaires de l'Eglise: Qu'ils avoient été suivis de plusieurs Communautéz seculières & regulières du diocese, qui à leur exemple avoient témoigné à S. E. quelles étoient leurs inquietudes & leur disposition à ce sujet: Que la Faculté ayant eu tant de part dans l'affaire dont il étoit question, elle ne pouvoit s'empêcher de faire de semblables demarches: Qu'il ne lui proposoit pas tant en cela de suivre des exemples étrangers, que de marcher sur ses propres traces, ayant déjà donné tant de preuves de son zele dans la contestation qui agitoit l'Eglise: Qu'il n'ignoroit pas qu'on ne devoit faire aucune acceptation des personnes lorsqu'il étoit question de la Verité, de la Religion & de la Justice; mais que lorsque le bien de la Patrie, l'intérêt de l'Eglise & de la Verité se trouvoient joints à l'attachement que nous devons avoir pour certaines personnes, des Theologiens qui ont fait serment sur l'autel des Martirs, de défendre la verité jusqu'à l'effusion de leur sang, devoient être dans la disposition de tout sacrifier pour elle; mais que l'affaire qui interessoit aujourd'hui l'Eglise & la Religion, se trouvant heureusement réunie avec la personne de M. le C. de N., il croyoit que la Faculté ne pouvoit différer plus long-tems à lui marquer la part qu'elle prenoit à tout ce qui le regardoit: Que l'approbation generale avec laquelle avoit été reçue l'adeputation qu'on avoit fait à S. E. au sujet des personnes * qui avoient osé attenter à son autorité & aux droits de l'Episcopat, étoit un nouveau motif pour en ordonner une semblable dans l'affaire presente: Qu'ainsi il requeroit qu'il plût à la Compagnie de nommer des Deputez qui allassent dès ce moment témoigner à S. E. que la Faculté lui seroit toujours inséparablement unie, tant qu'il persévérerait à dé-

fendre les intérêts de la Verité, de la Religion & de la Patrie, & qu'elle ne cesseroit de demander à Dieu par des prières très-ferventes qu'il soit à S. E. jusqu'à la fin dans la défense d'une si juste cause.

L'affaire mise en deliberation, la plus grande partie des Docteurs fut d'avis qu'on portât dans cette circonstance son jugement sur la Bulle, & qu'on ajourât aux chefs marquez dans le requisitoire de M. le Syndic, qu'on declareroit de plus à S. E. que la Faculté étoit convaincue que la Bulle n'étoit pas recevable; qu'elle ne l'a pas acceptée, & qu'elle ne l'accepteroit jamais. Mais sur ce que M. le Syndic, qui savoit que d'illustres Prelats se dispoisoient à former un appel de la Constitution au Concile general, representa que cela n'étoit pas renfermé dans son requisitoire, ces paroles ne furent pas mises expressement dans la Conclusion. On se contenta de les faire entendre d'une manière plus délicate, par la demarche qu'on prit la resolution de faire en cette conjoncture. Car au lieu de la deputation que M. le Syndic avoit demandée, l'Assemblée jugea plus à propos que tous les Docteurs allassent sur le champ au Palais de S. E. afin de rendre la demarche plus solennelle, & marquer plus de zele dans une occasion, où la Patrie, l'Eglise & l'Etat se trouvoient si intéressés par le decret dont on sollicitoit la reception. La conclusion fut conçue dans les termes qui suivent,

SACRA Facultas censet à Magistris sacri Ordinis adendum esse ex tempore Eminentissimum Cardinalem de Noailles Archiepiscopum Parisiensem, cui testificentur & polliceantur sacrum Ordinem ei nunquam defuturum esse, quando ipse Patria, Veritati; Ecclesie perget non desse; quod certo confidit ab ipso semper

LA Faculté est d'avis que les Docteurs iront sur le champ au Palais de S. E. Monseigneur le Card. de N. Archevêque de Paris, pour lui declarer & l'assurer que la Faculté lui sera toujours inviolablement attachée, tant qu'il continuera à l'être lui-même aux intérêts de la Patrie, de l'Eglise & de la

* L'Ac.
faire de
P. de la
Bent.

præstandum. Præsentis conclusionis exemplar, manu Scribæ sui subscriptum deferatur ad ipsum Eminentiſſimum D. Cardinalem. Datum in Comitibus generalibus sacre Facultatis die 12. Januarii anno 1717.

Verité : Ce qu'elle espere de lui avec une entiere confiance. Elle ordonne de plus que l'on presentera à S. E. un exemplaire de la presente Conclusion signée du Scribe de la Faculté. Donné dans l'Assemblée generale de la Faculté le 12. Janvier 1717.

Aussi-tôt que cette conclusion eût été prononcée, les Docteurs, au nombre de plus de cent s'acheminèrent vers l'Archevêché ; & plusieurs qui n'avoient point assisté à la deliberation, se joignirent encore à eux. M. le Maire, ancien Curé de Vernars. & Doyen rural de Montmorénci, alors Doyen de la Faculté, presenta à M. le Cardinal de Noailles la conclusion signée du Greffier, & fit à Son Eminence le compliment suivant :

„ M O N S E I G N E U R ,

„ J'avois ci-devant l'honneur d'être le
„ Doyen des Curez de votre diocese, mais
„ mon grand âge & mes infirmités continuelles m'ont mis dans la nécessité de quitter un fardeau que je ne me voyois pas en état de pouvoir porter davantage. Aujourd'hui j'ai l'honneur d'être le Doyen de la Faculté, qui se fait gloire de vous avoir pour membre. Elle s'est assemblée ce matin, & j'ai l'honneur de mettre entre les mains de V. E. la Conclusion qu'elle vient de faire, par laquelle elle proteste à V. E. qu'elle lui sera toujours unie, persuadée qu'elle n'abandonnera jamais les droits de la Patrie, le dogme de la Foi & la verité de l'Eglise.

M. le Cardinal après avoir fait la lecture de la Conclusion, répondit à M. le Doyen, qu'il étoit bien aise de cette nouvelle preuve

que la Faculté lui donnoit de son attachement & de son zèle pour la verité ; que cette deputacion lui étoit fort agreable, quoiqu'elle ne fût pas necessaire ; qu'il falloit prier Dieu de le rendre fidele à ses devoirs, & qu'il eseroit avec sa grace de n'y point manquer. Quand les Docteurs se retirerent, S. E. se mit à leur tête, & reconduisit la Faculté jusqu'au grand escalier, répondant à ce que lui disoient ceux qui étoient à portée de lui parler. On en entendit plusieurs qui lui répéterent plus d'une fois ; *Fermé, Monseigneur, fermé.* D'autres lui firent remarquer le P. Le Fée, Jacobin, âgé de 92. ans, qui avoit dit en opinant : *Allons, & montrons avec lui.*

Comme l'Audiance étoit ce jour-là fort nombreuse, la nouvelle de la deputacion & du sujet pour lequel elle s'étoit faite, se repandit bien-tôt dans tout Paris. On y publia sans détour que la Faculté en Corps avoit été prier M. le Cardinal de ne point recevoir la Constitution avec quelque explication que ce pût être. Il seroit difficile d'exprimer la joie que cette nouvelle causa parmi ceux qui étoient dans les mêmes sentimens. M. l'Evêque de Chaalons sur Marne, que plusieurs Docteurs allerent saluer à la sortie de l'Audiance, leur temoigna en avoir une particuliere de ce qu'ils venoient de faire ; & le nouvel Evêque de Clermont, aujourd'hui Evêque de Lectoure, qui survint dans le moment même, en felicita aussi ceux de sa connoissance qu'il rencontra.

§. LIX.

Efforts de la Cour de Rome pour arrêter en France le cours des réclamations contre la Constitution. Plaintes des Evêques en divers diocèses : poursuivies qu'ils employent pour punir les rétractans, & empêcher les progrès des retractations.

Les protecteurs de la Constitution, qui comprirent que ces demarches du premier & du second Ordre, tendoient à détruire absolument tout ce qui s'étoit fait en sa faveur sous le regne precedent, n'oublierent rien pour s'y opposer. Ils agirent d'un côté

été auprès du Pape, pour l'engager à s'élever contre ces entreprises, & à faire connaître qu'il ne se départiroit jamais de sa Constitution, par des marques si publiques & si éclatantes, qu'il empêchât la Cour de France d'appuyer des démarches de cette nature. Ils sollicitèrent d'un autre côté les Evêques qui leur étoient attachez, à punir ceux de leurs diocésains qui avoient osé se déclarer contre leurs Mandemens, avec une rigueur qui les obligeât de retracter leur retractation, ou qui détournât du moins les autres de suivre leur exemple. Les intrigues qu'ils firent pour cela ne furent pas sans succès.

Premièrement, ils porterent le Pape à faire paroître une résolution constante & inébranlable de poursuivre l'acceptation de sa Constitution, à se plaindre amèrement des premieres dispositions favorables que le Prince Regent montra pour les Opposans, à réitérer ses plaintes à chaque événement qui portoit quelque atteinte à ses prétentions, & à soutenir ces mêmes plaintes par toutes les preuves qu'il pût donner de son mécontentement. Dans toutes les dépêches qui venoient de Rome, on chargeoit M. le Nonce de presser l'acceptation entiere de la Constitution, de demander la punition de ceux qui refusoient encore de s'y soumettre, de menacer que le Pape useroit enfin de toute son autorité pour faire rendre à son Decret l'obéissance qui lui étoit due. Toutes les lettres écrites dans ce tems-là & de Rome & de Paris, sont remplies d'ordres donnez à ce sujet par sa Sainteté & executez par son Ministre. Mais celles que nous avons ne nous instruisent point assez des particularitez des negotiations qui se firent entre les Constitutionnaires & le S. Pere, pour pouvoir en développer les intrigues, & en marquer toute la suite. Ainsi nous nous bornerons à rapporter quelques faits plus considerables.

Nous apprenons d'une de ces lettres que quelque tems après que M. le Card. de N. eût été nommé Chef du Conseil de conscience, le Pape fit presenter à M. le Regent par son Nonce un Bref des plus violens, où il se plaignoit de ce que ce Cardinal avoit

été élevé à cette place, & en exerceoit les fonctions avant que de s'être soumis au S. Siege; & de ce que la Sorbonne en declarant dans ses dernieres Assemblées que le decret par lequel elle avoit accepté la Constitution, n'étoit pas revêtu de toutes les formes necessaires, paroissoit vouloir se revolter contre la Constitution même: que ces deux démarches répondoient mal à la modération que S. S. avoit eue jusqu'alors, & que sans la patience & la condescendance excessive dont elle avoit usé, il y auroit eu déjà un schisme formé en France. Cette lettre ajouta que lorsque M. le Nonce presenta ce Bref à M. le Duc d'Orleans, S. A. R. lui répondit, qu'elle étoit surprise qu'il vint toujours de pareils Brefs, & que si Elle laissoit agir les divers Corps du Royaume, Rome verroit bientôt des choses beaucoup plus désagréables.

Environ six mois après un Courier extraordinaire apporta tout à la fois trois autres Brefs. Le premier adressé à M. le Regent, où le Pape le supplioit d'employer son autorité pour soumettre les Prélats qui persistoient dans leur desobéissance. Le second à M. le Card. de N. où S. S. lui fixoit un tems pour recevoir la Constitution purement & simplement, faute de quoi il seroit privé de sa dignité de Cardinal. Le troisième aux Evêques opposans à qui S. S. fixoit pareillement un tems pour se soumettre, après lequel il seroit procédé à leur déposition. Et on marquoit dans ces deux derniers Brefs, qu'ils serviroient de monitions canoniques. Ces Brefs eurent encore moins d'effet que les premiers. M. le Nonce, suivant l'ordre qu'il en avoit reçu, les presenta cachetez à M. le Regent. Mais S. A. R. qui avoit été informée par un Courier dépêché par M. le Card. de la Tremoille, de ce qu'ils contenoient, le renvoya à M. le Marechal d'Huxelles, comme Président du Conseil des affaires étrangères. Ce Ministre demanda au Nonce un double de ce qui étoit porté dans le paquet. Le Nonce surpris dit que c'étoit la premiere fois qu'on lui faisoit une pareille demande. Le Marechal répondit qu'il n'avoit qu'à choisir, ou de lui donner un du-

plicata signé de ce qui étoit contenu dans le paquet, ou de souffrir qu'il fût envoyé au Parlement pour l'ouvrir & examiner si ce qui étoit dedans, convenoit aux intérêts de la France. Le Nonce se fâcha, & dit qu'on forçoit le Pape à user de reprefailles, & à ne rien recevoir désormais de la main du Cardinal de la Tremoille. Mais M. d'Huxelles ayant tenu bon, le Nonce se retira & remporta son paquet.

Dans ce même tems le Pape eût recours à un autre moyen, qu'il crut plus efficace pour obliger la Cour de France à se conformer à ses intentions. Il donna à la Datterie des défenses rigoureuses, qui subsistent encore aujourd'hui, d'y rien expédier pour les diocèses ni sur les certificats des Evêques Opposans; & il refusa des Bulles à ceux que M. le Regent avoit nommez aux Evêchez vacans, qui étoient en grand nombre, à moins qu'ils ne s'engageassent à faire recevoir la Constitution dans leurs diocèses. Ce refus donna en effet occasion à différentes negotiations qui durèrent près de trois ans, & ne se terminèrent qu'en 1718. par la résolution que M. le Regent parut prendre de faire ordonner les Evêques sans provisions de Rome. Il nomma dans ce dessein des Commissaires du Conseil pour examiner les obligations reciproques que le Concordat imposoit à cet égard au Pape & au Roi. Ce furent MM. les Maréchaux de Villeroi & d'Huxelles, les Ducs de S. Simon & d'Antin, & M. le Marquis de Torci. M. le Duc de S. Simon, qui étoit à la tête de cette Commission, fit travailler de savans Theologiens & des Canonistes habiles sur ce point important de discipline. Du nombre des premiers furent MM. du Pin & Petit-pied Docteurs de Sorbonne, & M. le Gros Docteur de Reims. Ces Messieurs dressèrent des Memoires où la matiere étoit sagement éclaircie, & dont il est fâcheux qu'on ait envié la connoissance au public. Ils y démontroient que sans même donner atteinte au Concordat, le Roi pouvoit, sur le refus abusif du Pape, présenter au Metropolitain ou à l'ancien Evêque de chaque province, les sujets qu'il avoit nommez aux Evêchez

& Archevêchez, & les faire ordonner indépendamment des Bulles du Pape.

Cependant les Evêques attachez à la Constitution, suivant l'impression de ceux qui étoient à la tête de leur parti, n'omettoient rien pour augmenter le trouble dans l'intérieur du Royaume. Irritez de la bonne foi & de l'humilité avec laquelle ce grand nombre d'Ecclesiastiques qui leur adressoient des lettres, s'y expliquoient sur l'acceptation qu'ils avoient paru faire de la Bulle, ils s'appliquèrent à les chagriner par toutes sortes de voies, à arrêter par des menaces terribles ceux qui étoient disposés à les imiter, & à inculquer avec plus de force que jamais à leur Clergé & à leurs peuples, par de nouveaux Mandemens, la nécessité indispensable où ils étoient de se soumettre à la Constitution, comme à une définition de l'Eglise universelle. Nous ne pouvons entrer dans le détail des excès auxquels ils se portèrent. Nous donnerons seulement dans la suite une relation exacte de ce qui se passa dans le diocèse de Reims, & nous nous contenterons de rapporter ici quelques exemples de ce qui arriva dans les autres diocèses.

Dans celui d'ORLEANS, l'Evêque qui étoit à Paris, informé de ce qui s'étoit passé dans son Chapitre, tenta d'abord d'y intéresser la Cour, par les plaintes qu'il porta au Prince Regent, du procédé de ses Chanoines. Mais n'ayant pu obtenir, au lieu des lettres de cachet qu'il demandoit, qu'un simple ordre à l'Intendant de faire des reproches à deux Chanoines de ce qu'ils avoient agi avec trop de précipitation, il se rendit lui-même justice. Il revoqua les pouvoirs de prêcher & de confesser à tous les Chanoines de la Cathédrale & du Chapitre de S. Aignan; & il refraignit ceux des Curez à leurs Paroisses. Il n'avoit excepté que le seul M. Poullain Chanoine de S. Aignan, habile Prédicateur, & encore plus homme de bien. Mais ce pieux Chanoine voyant qu'on lui laissoit les pouvoirs, pendant qu'on les ôtoit à tous ses Confreres, s'en démit lui-même en plein Chapitre, dans la crainte qu'on ne le soupçonnât d'avoir d'autres sentimens qu'eux.

Le zele de cet Evêque n'en demeura pas là. Il fit défendre aux Curez & aux autres Ecclesiastiques séculiers & reguliers qui n'avoient point retracté, de confesser ceux qui l'avoient fait ; & tous les Confesseurs d'entre les Religieux eurent ordre d'interroger leurs Penitens sur la Constitution, & de ne point absoudre ceux qui n'y seroient pas soumis.

Il poussa la rigueur de ces défenses, jusqu'à refuser à deux Dames nouvelles Catholiques d'une conduite très édifiante, &

* Mad. des premieres familles de la ville, * la permission qu'elles lui demanderent par des lettres respectueuses, d'achever la confession générale qu'elles avoient commencé de faire au Curé dont Dieu s'étoit servi pour les conduire depuis long-tems, & qui se

Voy. le trouvoit à leur égard du nombre des interdits. „ Je ne puis, dit-il, dans les réponses „ qu'il fit à une de ces Dames, vous accor- „ der en aucune maniere le soulagement „ que vous me demandez, puisque ce Curé „ est tombé dans les censures de l'Eglise, „ dont il ne peut être relevé que par la sou- „ mission que j'exige de lui. Je gemis mê- „ me de le voir faire ses fonctions dans sa „ Paroisse, qu'il ne peut faire en sûreté de „ conscience ; & je ne le pourrai souffrir „ plus long-tems, s'il ne rentre dans l'o- „ béissance dont il s'est écarté.

Enfin ce Prelat fit procéder extraordinairement à son Officialité contre quelques-uns des Retractans. M. Sanson Curé d'Olivet fut décrété d'ajournement personnel, & on ôta les pouvoirs à son frere qui lui servoit de Vicaire. M. le Roi Chefcier & Chanoine de S. Pierre en pont, & M. Boulai Chanoine de la même Eglise furent interdits de leurs fonctions. Le premier s'étant pourvu, en conséquence de son appel au Concile general, à l'Officialité metropolitaine de Paris, y obtint le 9. Avril 1717. une sentence qui fit défense de mettre à exécution le decret prononcé contre lui, & le renvoya à ses fonctions. M. le Roi & M. Boulai en obtinrent une semblable le 17. du même mois, & ayant poursuivi en même tems l'appel comme d'abus qu'ils avoient interjeté

au Parlement de toute la procedure de l'Official d'Orleans, elle fut déclarée abusive par un arrêt solennel rendu à la Tournelle sur le plaidoyé & les conclusions de M. le Procureur General, qui parla en cette occasion à la place de MM. les Avocats generaux.

Nous avons rapporté ailleurs le traitement qui fut fait dans le diocèse de MEAUX à M. Jourdain Docteur de Sorbonne & Chanoine de la Cathedrale & au P. de Sainte Maure Prêtre de l'Oratoire & Curé de Juilly, qui avoit osé se declarer contre l'acceptation apparente de la Constitution ; & nous avons vu en general les moyens que leur Evêque employa, pour étouffer les témoignages qu'un grand nombre d'autres Ecclesiastiques vouloient rendre à leur exemple.

Au diocèse de BEAUVAIS, l'Evêque qui étoit à Paris, commença par écrire des lettres pressantes à presque tous les Retractans, pour les exhorter à réparer le scandale qu'ils avoient causé ; les menacer, s'ils ne le faisoient pas, d'employer contre eux l'autorité que Dieu lui avoit donnée, & même d'avoir recours à celle du Roi, & retirer cependant tous les pouvoirs qu'il pouvoit leur ôter.

„ Je ne pouvois me persuader, dit-il dans „ celle à M. Trifan Chanoine de la Cathedrale, qu'un homme qui faisoit profession comme vous d'une piété singulière, „ voulût se mettre du nombre des schismatiques.... Jugez si après cela je vous laisse- „ rai quelque pouvoir entre les mains : ce „ seroit me rendre moi-même prévaricateur „ du ministère qui m'est confié.

„ En attendant, dit-il à M. Daugy Curé „ de S. Martin de Beauvais, qu'on m'ait „ mandé si les sages remontrances de mon „ grand Vicaire auront fait impression sur „ vous, ce que je souhaite ardemment, je „ revoke par cette lettre tous les pouvoirs „ qui vous auroient été ci-devant accordez „ par moi, mes predecesseurs, ou quelqu'un „ de mes grands Vicaires, d'absoudre des „ cas réservés dans mon diocèse, & de con- „ fesser les Moniales. Je vous défens aussi „ de prêcher hors de votre paroisse & de „ confesser d'autres que vos Paroissiens. Je

„ demande instamment au Pere des lumières de vous ouvrir les yeux , & que vous apperceviez le danger où vous êtes. Pour moi , j'usurai de toute l'autorité que le Seigneur m'a confiée ; & je suis assuré d'être secondé de celle de M. le Regent, qui désapprouve extrêmement l'esprit de rebellion qui vous entraîne , & qui m'a promis de m'appuyer de son autorité en cas de résistance de votre part.

„ Si je ne suis pas assez heureux , dir-il aux six autres Curez de la même ville qui lui avoient écrit en commun , pour me faire écouter , & que l'esprit d'erreur & de schisme mette en vous un obstacle qui vous empêche d'acquiescer à mes remontrances , j'employerai avec force & courage l'autorité que Dieu m'a donnée..... & je dois vous avertir que la protection de M. le Regent ne me manquera pas &c.

„ Je regarde votre lettre , écrit-il aux huit Curez retraissans de la Conference de Creil , comme la démarche la plus temeraire & la plus scandaleuse que des Curez puissent faire , à l'égard d'un Evêque qui n'a eu jusqu'à présent pour vous que de la douceur & de l'honnêteté. Vous me forcez à changer de conduite , & à vous faire ressentir qu'on ne s'élève pas impunément contre l'autorité que le Seigneur m'a confiée , & contre le respect qui est dû au S. Siège. Je dois vous avertir que vous n'êtes pas en sûreté de conscience , & que vous ne pouvez célébrer ni administrer les Sacramens , sans vous exposer à les profaner. M. le Doyen rural de Clermont , que j'envoje exprès à Creil , vous apprendra ce que j'ai décidé par rapport à votre Conference & à vous ; jusqu'à ce que vous vous soyez retrahés. Faites-le tout au plutôt , sans quoi vous pouvez vous attendre que je vous poursuivrai. L'exemple de ce qui vient d'arriver au Sieur Claude de la Croix , que le Roi vient d'exiler pour s'être écarté de son devoir , aussi-bien que vous , doit vous rendre sages.

La décision qu'il avoit chargé le Doyen rural de Clermont de leur notifier , étoit une

Ordonnance du 13. Novembre 1716. dont voici le dispositif. „ Nous après avoir blâmé ladite lettre déposée en notre Greffe , comme temeraire , scandaleuse , tendante au schisme & à la rebellion , nous réservant de proceder contre icelle & contre les auteurs en tems & lieu , & ainsi qu'il appartiendra , nous défendons sous les peines de droit auxdits sieurs de Cambronne Curé de Creil , Beauveins Curé de Montataire &c. de prêcher chacun hors de leurs paroisses , & de confesser d'autres que leurs Paroissiens ; revoquant par ces presentes tous les autres pouvoirs & facultez qu'ils avoient obtenu de nous , denos Predecesseurs & de nos Vicaires generaux ; & à l'égard des sieurs de Cambronne President de la dite conference, de Roberville Assistan , & de Nully Secrétaire d'icelle , nous leur avons revoqué & revoquons par les presentes les commissions que nous leur en avions ci-devant données , & transferons par provision ladite Conference à Tyverny & à S. Maximin , où elle se tiendra alternativement chaque mois , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ; & pour y presider avons nommé le sieur Curé de Tyverny , le sieur Curé de S. Maximin Assistan , & le sieur Curé d'Apremont Secrétaire : Défendons aux six autres ci-dessus nommez , qui ont signé la lettre , de s'y trouver. Et sera notre presente Ordonnance intimée & notifiée &c.

L'effet de cette Ordonnance fut de confirmer dans leurs sentimens , les Curez qui s'y voyoient condamnez. Dans le procès verbal de lecture qui en fut dressé , ils protestèrent qu'ils n'avoient fait la declaration qu'ils avoient adressée à leur Evêque , que par principe de conscience : ils s'étendirent sur les motifs qui les y avoient portez , & supplièrent sa Grandeur de vouloir bien leur marquer par sa charité paternelle ce qu'il y avoit dans ladite Declaration de temeraire de scandaleux , & de tendant au schisme & à la rebellion.

Dans la suite ce Prelat condamna par une Ordonnance generale les lettres de tous ces Curez , & il fit proceder extraordinairement

ment à son Officialité contre celui de S. Martin de Beauvais. Mais ce Curé s'étant pourvu au Parlement par appel comme d'abus, le Prelat prevint l'arrêt que ce tribunal étoit sur le point de rendre contre lui, en retabliſſant de lui-même ce Curé dans ſes fonctions, ſans exiger de lui aucune retractation. Il parut même ſe reconcilier avec tous les autres Oppoſans. Mais cette paix ne dura qu'un tems, & il continua ſous divers pretextes à les vexer en différentes manières.

Ses ſoins ne furent pas moins viſ, pour faire rentrer dans le devoir les Religieuſes qu'il traitoit de rebelles. Nous avons vu ce qu'il fit à l'égard de la Religieuſe Benedictine de S. Martin de Boran, qui s'étoit repentie d'avoir entendu la publication de la Conſtitution, ſans marquer qu'elle ne l'acceptoit point. Il envoya un de ſes grands Vicaires aux Urſulines de Clermont, petite ville de ſon diocèſe. Celui-ci leur lut d'abord, pour les intimider, une lettre de M. le Card. de Rohan au Prelat, où cette Eminence lui mandoit qu'elle avoit rendu compte à M. le Regent de la lettre qu'il lui avoit écrit au ſujet de ſes Religieuſes, & l'aſſuroit de ſa protection pour les reduire. Il leur lut enſuite un Memoire en forme de jugement écrit de la main de M. de Beauvais, où il marquoit qu'il leur étoit leur Conſeſſeur, qui étoit un ſaint Prêtre du Diocèſe, nommé de Monchy, & qu'il vouloit leur en donner un autre dont il fut entièrement ſûr. Il leur donna en eſſet un avarturier, nommé Dupuiſneuf, qu'il avoit fait venir dans la paroiſſe de Clermont, depuis la retraite du P. Tellier, qui s'en ſervoit pour divers meſſages. Il les menaçoit de plus de faire ſortir leurs grandes pensionnaires, & même les petites, ſi elles continuoient dans leur revolte; de les reduire à ſoixante Religieuſes; de ne laiſſer paſſer à la profeſſion aucunes Novices que celles qui étoient requêtes; de ne leur point permettre d'en recevoir ſans dot; de depoſer de charge les ſept Diſcrettes; & les priver de voix active & paſſive; d'en faire enlever trois ou quatre d'entre elles; de mettre à la tête de la

Communauté pluſieurs Religieuſes étrangères, qu'on feroit venir de Paris; de donner ordre au Conſeſſeur établi d'ouvrir toutes les lettres qui leur ſeroient adreſſées; & enfin de les priver des Sacremens, parce qu'elles étoient des rebelles, des temeraires, des entêtées, des ſchiſmatiques, & le ſcandale de toute l'Egliſe. Il finiſſoit par les rendre reſponſables du renverſement de leur Maiſon, qu'elles ne pourroient impu- ter qu'à leur obſtination, & peut-être du malheur d'autres Maiſons qui pourroient ſuivre leur exemple.

Il ne traita avec guères moins de dureté les Urſulines de la ville de Beauvais, qui furent obligées, pour ſe mettre à couvert des cenſures dont elles étoient menacées, d'imiter leurs Sœurs de Clermont, en appelant au Concile general: & les unes & les autres ſont encore aujourd'hui dans l'oppreſſion.

Le zele de M. l'Evêque de Soiſſons contre les Oppoſans de ſon diocèſe ne fut pas moins ardent, que celui de M. de Beauvais: mais il n'eut pas les mêmes occaſions de le faire éclater; parce que ceux mêmes qui ſe déclarerent dans la ſuite le plus fortement contre la Conſtitution, ne ſe crurent pas alors obligés de rompre le ſilence. Comme ils avoient profité de la facilité que M. de Sillery ſon prédéceſſeur avoit eüe, ainſi que nous l'avons remarqué ailleurs, de ne rien exiger dans ſon diocèſe, ſinon la ſimple lecture de la Conſtitution dans les Conférences Eccleſiaſtiques des Doyennes; ſans aucune autre publication, & qu'ils n'avoient donné aucune marque particulière, qu'ils l'euffent acceptée, ils ſe perſuaderent qu'ils étoient auſſi diſpenſés de toute ſorte de réclamation ou retractation. Ainſi les ſoins de M. de Soiſſons ſe terminerent à les contenir dans cette diſpoſition, & il n'épargna pour cela aucun des moyens que ſon eſprit actif put lui ſuggerer. Il intimida les uns par des menaces, ou par des traverses & de petites querelles, qu'il leur ſuſcita à deſſein; & il ſéduiſit les autres par des careſſes & des promeſſes flatteuſes de lever tous leurs doutes, & de leur donner tous les éclairciſſemens qu'ils pourroient deſirer. C'eſt ce que

nous trouvons décrit au naturel, & confirmé par plusieurs faits, dans une lettre d'un des principaux Curez de ce diocèse, que nous inferions ici, si nous ne craignons de le commettre.

L'absence de M. l'Evêque de NEVERS n'empêcha point que les six Curez de la Ville qui avoient retracté entre les mains de M. le Card. de Noail. les signatures que ce Prelat avoit exigées d'eux, ne fussent exposées à diverses traverses, dont ils crurent devoir lui porter leurs plaintes par une lettre datée du mois d'Octobre 1716. „ A qui, „ y disent-ils, nous adresser dans votre „ diocèse, Monseigneur, en votre absence; „ & comment pourrions-nous nous confier „ à ceux que vous avez revêtus de votre autorité, puisqu'ils se sont ouvertement déclarés contre nous; usant même de menaces, & de termes injurieux & très-malhonnêtes envers des Prêtres comme nous, „ & tâchant de flétrir notre réputation, „ & voulant nous faire passer pour des hérétiques, quoiquetout le monde soit bien persuadé de l'intégrité de notre catholicité, „ & nous fasse la grace de nous rendre sur cela toute la justice qui nous est due. „ Les mêmes personnes, M., si nous osons vous le dire, poussent leurs injustes ressentimens jusqu'aux pieds des tribunaux de la Confession & des Autels, en faisant des défenses aux Religieux, auxquels „ quelques uns de nous se confessent, de nous écouter en confession, „ & en défendant de même aux jeunes Clercs qui demeurent dans nos paroisses, de venir en surplus en nos Eglises à l'Office qui s'y fait, „ & d'y chanter avec nous les louanges du Seigneur, comme le Rituel le leur ordonne, „ & qu'ils avoient accoutumé de le faire. M. l'Ev. de Nevers n'étoit pas disposé à écouter favorablement ses Curez dans une pareille cause. Au contraire il sollicita & obtint pendant son séjour de Paris une lettre de cachet pour reloger le Tresorier de sa Cathédrale, en l'accusant d'avoir été l'instigateur de la Déclaration que le Chapitre avoit fait le 13. Nov. 1716, Que la Conclusion du mois de Mai 1714. en faveur de

la Constitution étoit nulle de plein droit. Il le chargeoit d'avoir laceré la Constitution, & déchiré les pages qui contenoient l'enregistrement. Mais la fausseté de ces derniers faits ayant été vérifiée juridiquement, la lettre de cachet fut révoquée.

Au diocèse d'AUTUN M. Bocquillot Chanoine d'Avallon dans une lettre à son Evêque, que nous avons déjà citée, après avoir représenté le soulèvement des Ecclesiastiques & des laïques de ce canton contre la Constitution, ajoute tout de suite. „ Il est vrai „ Monseigneur, que depuis les menaces „ que l'on répandit ici de votre part, & les „ procédures que V. G. fit faire contre un „ Chanoine Régulier de sainte Geneviève „ Prieur de Montreal, la frayeur saisit les „ Chanoines & les Prêtres : moi-même, „ Monseigneur, quoique moins prudent „ que mes Confreres, je mis alors une *porte de circonspection à mes leures*, „ & je ne „ parlai plus que dans les occasions, où je „ ne pouvois me taire sans blesser la vérité, „ la charité & la justice. Etoit-il permis de „ me taire; Monseigneur, quand j'apprenois tous les jours que les *** traitoient „ insolamment & fausement M le Card. de „ Noailles & les Evêques qui lui étoient „ unis, d'heretiques, de schismatiques, „ & d'excommuniez. Il remarque ensuite que depuis le changement du regne chacun avoit repris l'usage de s'exprimer comme il pensoit.

On trouve dans un Arrêt du Parlement de Rennes rendu le 13. Novembre 1716. un requisiroire du Procureur General qui parle en ces termes de ce qui se passoit à NANTES : „ La Faculté de Theologie de „ l'Université de Nantes ayant jugé à propos de supprimer le 2. Janvier dernier son „ decret du 15. Mai 1714. au sujet de la „ Constitution *Unigenitus*, s'est attirée la „ disgrâce de son Evêque; non content d'avoir interdit les Docteurs qui avoient été „ d'avis de la suppression, il a chassé les „ uns de son Seminaire, dépouillé les autres „ de leurs emplois, & forcé quelques-uns „ de sortir de son Diocèse.

M. l'Evêq. de Nantes s'inscrivit en faux

contre ce dernier article du Requisitoire, dans des moyens qu'il fournit pour se pourvoir contre l'Arrêt qui étoit intervenu en conséquence. M. de la Porte Docteur de Nantes, sachant que ce qui étoit dit dans le Requisitoire le regardoit plus qu'aucun autre, crut en devoir soutenir la vérité. Il le fit dans une lettre adressée à ce Prelat du 5. Mars 1717. où il lui parle en ces termes : „ Si je disois, M. que vous avez chassé tous „ mes Confreres de votre Diocese, autant „ qu'il a été en vous, je ne dirois que ce „ qu'il me seroit aisé de prouver ; mais je „ me retranche à ce qui me touche seul, & „ je dis que je ne suis sorti de votre diocèse „ se, que parce que vous m'avez forcé d'en „ sortir. Il est vrai que vous n'avez point „ obtenu contre moi de lettre de cachet : „ je suis persuadé même que vous n'y avez „ pas songé.... Que V. G. daigne se souvenir que depuis l'âge de dix-huit ans, élevé „ dans le Seminaire, où vous me destiniez „ un emploi de Directeur, j'y trouvois des „ secours qui me faisoient vivre honnêtement. Vous me les avez ôtés, ces secours, „ en me chassant du Seminaire avec deux „ de mes Confreres le 7. Janvier 1716. Il „ me restoit une petite ressource dans une „ fondation que je desservois aux Ursulines ; elle échappa à votre vigilance jusqu'au 19. Fevrier, que M. de la Bastie leur „ Supérieur & l'un de vos grands Vicaires, „ y alla défendre de me donner des ornemens pour dire la Messe. Les Religieuses „ eurent l'honnêteté de m'en avertir, & je „ leur remis la fondation de bonne grace. „ Dans cette extremité, Monseigneur, réduit à la merci de mes amis, je vous avoué „ qu'il me souvint de cette parole de J. C. „ *Celui qui ne renonce pas à tout ce qu'il possède, ne peut être mon Disciple.* Je m'estimois heureux de pouvoir suivre dans la pauvreté J. C. pauvre. Peut-être direz-vous qu'en cela vous ne m'avez point forcé à sortir de votre diocèse, que vous avez traité tous les autres comme moi, & qu'aucun n'a été forcé d'en sortir. Il est vrai, Monseigneur, vous nous avez tous traités également. Vous avez ôté à tous

„ mes Confreres les emplois qui dépendoient de vous, ou de ceux auprès desquels „ vous avez quelque credit, mais ils avoient „ tous des ressources, qui n'en dépendoient „ aucunement.

M. de la Porte en excepte un bon Pretre Irlandois, qui fut obligé de sortir de la Communauté où il trouvoit sa subsistance, & qui étoit dans le même cas que lui. Il le nomme M. Flaneri. Nous en avons parlé §. XLIX. en faisant la relation de la revocation du premier decret de la Faculté de Nantes pour l'acceptation de la Constitution. Nous avons vu en gros les maux qui suivirent de près cette révocation. M. de la porte, qui écrivoit quatorze mois après, y ajoute diverses circonstances. Après avoir représenté la perte qu'avoit fait le Seminaire par l'expulsion de ceux qui le conduisoient avec le plus d'édification, il poursuit ainsi : „ La Faculté de Theologie subsiste encore ; mais elle ne fait aucun progrès, les Bacheliers craignent d'encourir votre disgrâce. Ceux qui sont Prêtres n'osent prendre le bonnet, parce qu'ils ont des Freres ou des parens qui aspirent aux Ordres : en sorte que si l'Arrêt du Parlement, à l'occasion duquel j'ai l'honneur de vous écrire, n'eût fermé la nouvelle Ecole érigée au Seminaire, & enseignée par un Sulpicien, l'Ecole de la Faculté de plus de six-vingts Ecoliers, réduite dans trois mois à quinze ou seize, eût été bientôt réduite à rien ; mais elle ne se relevera jamais pendant que durera votre indignation, & que vous en détournerez secrètement les étudiants, comme on mandoit encore hier que vous le faisiez. Les jeunes gens qui n'aiment gueres l'étude, auront un beau pretexte de s'en dispenser dans la crainte de vous choquer. Les Prêtres de basse Bretagne n'y viendront point, si vous continuez à leur refuser la permission de dire la Messe. Les demoiselles que vous accordez, je ne dis pas avec une liberalité, mais avec une facilité inouïe, donnant lieu à vos Ecclesiastiques d'aller au Seminaire de Luçon, suppléeront à l'ignorance que nous apprehen-

„dions ; & j'ai ouï dire à plusieurs Curez,
 „qu'il fandroit 40. ans de travail pour ré-
 „parer le tort qu'a fait au Clergé de Nan-
 „tes la ceflation des exercices du Semina-
 „re durant deux ans , parce qu'une foule
 „de gens ont profité , pour entrer dans les
 „Ordres , du tems où la *porte d'ignorance*
 „étoit ouverte, comme on le difoit en plai-
 „fantant.

„MM. de la Communauté de S. Cle-
 „ment , continue-t'il , font tranquilles dans
 „leur maifon. Celui-là même que vous
 „aviez fait exiler y eft rentré , quoique
 „vous n'ayez jamais voulu consentir à fon
 „rappel : mais leurs exercices font abolis.
 „Ces retraites que vous enjoigniez aux Ec-
 „clefiftiques dans vos Ordonnances Syno-
 „dales de faire chez eux , fe font mainte-
 „nant chez les Jefuites. Ces Miffions dont
 „ils font chargez par des fondations que
 „vous avez agréées , ne fe font point. Les
 „Curez des lieux où elles doivent être fai-
 „tes , vous follicitent ; les plaintes des peu-
 „ples qui font privez de ce fecours , éclatent
 „de toutes parts. Vôte Grandeur , ferme les
 „oreilles à leurs cris , & fon cœur à leurs
 „prières. Vous continuez d'interdire de
 „bons Ecclefiftiques. Au premier jour de
 „l'an vous avez interdit les deux feuls Prê-
 „tres de l'Oratoire qui reffoient approu-
 „vez ; en forte que je ne fai pas s'il reffe fix
 „Ecclefiftiques pour confefler dans la vil-
 „le, où il y en avoit un très grand nombre.
 „Sur qui vous vengez-vous, Monfeigneur,
 „de l'injure que vous prétendez avoir reçûe
 „de la Faculté ? Ces Ecclefiftiques font-ils
 „coupables ? Les avons-nous confultez
 „pour faire nos Decrets ?

L'introduction des Sulpiciens dans le se-
 minaire à la place des anciens Directeurs ,
 donna lieu au fait que nous allons raconter.
 Ces nouveaux venus n'avoient garde de
 manquer d'être attachez à la Conftitution.
 Un des Prêtres qui étoient anciennement
 dans le feminaire , fe rangea de leur parti.
 Cela n'empêcha pas qu'il ne s'élevât entre
 lui & eux une conteftation. Ceux-ci ne vou-
 loient point que l'amour de Dieu fut neces-
 faire pour obtenir le pardon des pechez

dans le Sacrement de penitence ; celui-là
 accoutumé à la doctrine qui s'enfeignoit
 dans le diocèfe avant la Conftitution , sou-
 tenoit la neceffité de l'amour de Dieu. On
 lui objectoit la Conftitution qu'il recevoit ;
 il prétendoit l'éluder par des explications.
 On lui oppofoit les termes des propofitions
 condannées : il y reconnoiffoit fes senti-
 mens , & ne pouvoit avouer qu'ils fuflent
 condannez. Se fentant preffé il prend l'E-
 vêque pour juge. On lui raporte de part &
 d'autre l'état de la difpute ; mais ce Prelat
 jugea à propos de ne rien décider. Ainfi ce
 bon Prêtre demeura dans fon embarras entre
 l'ancienne doctrine du Diocèfe d'une
 part & la Conftitution de l'autre ; entre les
 nouveaux affociés qui le preffoient de se
 rendre à leur opinion , & l'E vêque qui ne
 vouloit rien prononcer.

Au Diocèfe de POITIERS M. Boul-
 lard Curé de Roiffé , dont nous avons parlé
 plus haut , avoit expliqué dans une lettre à
 fon Evêque, fes sentimens touchant la Con-
 ftitution. Il en avoit feulement annoncé le
 titre en chaire , & l'acceptation qu'en fai-
 soit l'Evêque. Il s'étoit flatté alors que ce
 n'étoit pas l'accepter ; mais ayant depuis
 ouvert les yeux , comme il le dit lui même,
 il crût devoir à l'exemple de tant d'autres
 reclamer contre la démarche qu'il avoit
 faite. Sa lettre eft du 23. Janvier 1717. M.
 l'Evêque de Poitiers , lui fit huit jours après
 une réponfe, où il s'efforçoit de lui prouver
 qu'il devoit recevoir la Conftitution. „ Une
 „ bonne confcience , lui difoit-il , doit fui-
 „ vre l'opinion la plus probable & la plus
 „ sûre. Or, mon cher Monfieur , vous sen-
 „ tirez dans le fond du cœur , fi vous con-
 „ fultez les regles fans prévention , qu'il eft
 „ beaucoup plus probable & plus fur de se
 „ foumettre entierement à la Conftitution ,
 „ que de la rejeter & de se retracter.

Le Curé ne put fe perfuader de cette pro-
 babilité. Il repliqua quinze jours après par
 une feconde lettre. Il entreprenoit d'y faire
 voir que la Conftitution n'étoit point ac-
 ceptée par l'Eglife ; & par conféquent qu'elle
 ne l'étoit par aucune autorité infaillible.
 Puis prenant occafion des reproches que lui
 avoit

avoit fait l'Evêque, de ne l'avoir point consulté sur les peines qu'il avoit eues touchant la Constitution, il lui proposoit ses difficultés sur quelques-unes des propositions condamnées, choisies, dit-il, au hasard, dont il n'appercevoit pas la différence d'avec les propositions des SS. Peres. Il répondoit enfin respectueusement à ce que lui avoit dit l'Evêque, que ce n'étoit point à lui non plus qu'aux autres Curez à juger des matières de foi. „ Il est vrai, disoit-il, que nous n'en sommes pas juges dans le premier ordre ; „ mais comme Pasteurs nous sommes Docteurs de nos peuples. Nous ne devons „ dire à nos paroissiens que ce que nous „ avons appris des SS. Ecritures, des Apôtres, „ des Peres, des Conciles & de la „ Tradition & instruction que je n'ai pu „ trouver dans la Constitution.

M. l'Evêque répondit de nouveau par une lettre courte. Il s'y plaignoit amèrement de ce que le Curé avoit rendu sa lettre de retractation publique, *en même tems*, disoit-il, *que vous m'en faites confiance, m'assurant que vous l'écriviez, sans être induit & sollicité par personne. ... C'est là manquer de respect & de bonne foi.* „ Vous encourez par là, „ ajoutoit-il, les peines & censures portées „ dans la Bulle, & dans mon Mandement. „ Mais vous méprisez apparemment, en „ bon disciple de Quesnel, & en esprit fort, „ ces censures du Pape & de votre Evêque, „ Cependant vous n'en êtes pas moins coupable & devant Dieu & devant les hommes ; & cette désobéissance que vous publiez par tout, mérite que je prenne „ des mesures pour vous faire citer à „ mon Officialité. Au reste, je ne prétends „ pas ici refuser toutes les propositions „ fausses & pernicieuses dont votre réponse est remplie, ni entrer en lice avec „ vous.

Nonobstant ces menaces, M. l'Evêque de Poitiers n'entreprit point de poursuite à son Officialité contre le Curé de Roiffé, ni contre les autres Curez ou Ecclesiastiques de son diocèse, qui se déclarerent contre la Constitution. Il se contenta de restreindre les pouvoirs des Curez à l'étendue de leurs

paroisses, & de revokeur ceux de plusieurs Ecclesiastiques.

Il fit aussi de vifs reproches à M. Jeanne Curé de Ste. Opportune dans la ville de Poitiers, au sujet de sa retractation. *Percat illa dies*, avoit dit ce bon Curé dans sa lettre du 26. Fevrier 1717. *in qua scriptum est à me, CONSTITUTIONEM ACCEPTAVI.* „ Periss le jour où j'ai écrit de ma main, „ j'accepte la Constitution.

M. l'Evêque lui répondit sur le champ par une autre lettre. „ Je vous avoue de „ bonne foi, lui disoit-il, que je n'ai pu „ voir sans étonnement que vous vous „ terminiez à faire ce pas (de vous retracter) si dangereux pour votre salut, sur „ trois ou quatre raisons que vous en apportez, lesquelles ont été inventées par les „ Novateurs, faiseurs de libelles &c. „ Pouvez-vous dire que c'est renier J. C. „ que d'accepter avec tout l'Univers Catholique, les décisions que l'on a demandées au premier Pasteur de l'Eglise „ con- „ tre un livre qui contient des hérésies & „ des expressions tant de fois condamnées ? „ Vous ne sauriez soutenir cette comparaison odieuse. M. de Poitiers ne spécifioit point ces expressions contenues dans le livre du P. Q. qu'il disoit avoir été tant de fois condamnées. Dans la suite de la lettre, ce Prélat ne vouloit pas que l'on confondit avec ceux qui rejetoient absolument la Constitution, les 14. Evêques qui différoient de l'accepter : car c'est ainsi qu'il s'exprimoit. „ Ils ont toujours été d'avis, disoit-il, de le faire relativement à leurs explications orthodoxes, comme le sont les „ nôtres de l'Instruction des X. L. & ils ont „ voulu que ces explications précédassent „ l'acceptation. Ils conviennent tous de „ condamner le livre de Quesnel.

On voit par ces paroles, que M. de Poitiers étoit peu instruit de l'état des choses & de la disposition des 14. Evêques dont il parle, au moins de la plupart d'entre eux. Car sa lettre est du dernier Fevrier, & quatre de ces Prelats qui furent bien-tôt suivis de plusieurs autres, signèrent le lendemain à Paris l'acte d'Appel au futur Concile. Il

ne se trompoit pas moins dans l'imputation qu'il faisoit au P. Q. de divers dogmes erronnés, qu'il n'avoit jamais songé à enseigner; comme ce Pere l'a fait voir dans une Réponse qu'il a publiée cette presente année 1719. sous le titre de *II. Lettre à M. l'Evêque de Poitiers*. Il y dément aussi quelques points de doctrine qui se trouvent traittez avec beaucoup de confusion dans la lettre de ce Prelat.

Nous ne devons pas omettre de rapporter ici en passant un fait singulier qui concerne M. l'Evêque de Poitiers. Il fut un de ceux qui ne purent se persuader d'abord, que la Constitution du Pape fût telle qu'on la produisoit: il crut au contraire que c'étoit un stratagème des Jansenistes, qui avoient fabriqué un modèle de Bulle à leur fantaisie, dans le dessein de tourner en dérision la Cour de Rome. C'est ainsi qu'il s'en expliqua dans les commencemens à M. Monier Prêtre de la Congregation de la Mission, Supérieur du seminaire de Poitiers, en qui il avoit une particuliere confiance. Mais en changeant d'idée sur la Constitution, il changea aussi de sentimens pour ce bon Prêtre. Quelque tems après il ne s'en accommoda plus, & il obtint des Supérieurs qu'ils le retirassent de son diocèse.

Celui de MONTPELLIER, quoique l'Evêque fût aussi opposé qu'on le fait à la Constitution, ne fût pas exempt des troubles qu'éprouvoient les autres. Les Ecclesiastiques qui voulurent se joindre à leur Evêque par des témoignages publics, furent aussi exposez à diverses allarmes. Ce qui arriva au P. Perrin de l'Oratoire, Prieur Curé de S. Just & Archiprêtre, qui avoit signé avec plusieurs de ses Confreres une lettre où il se declaroit pour le sentiment de M. de Montpellier, jeta l'effroi dans l'esprit de beaucoup de Curez. Ce Pere fut mandé avec éclat par M. de Basville Intendant de la Province, qui lui fit de fortes reprimandes sur la lettre qu'il avoit signée; & quelques jours après ce même Intendant affecta de montrer une lettre de cachet qu'il avoit reçue pour ce Pere, & qui l'exiloit à Collioure, lettre de cachet qui ne devoit

avoir d'exécution qu'en cas de récidive, c'est-à-dire, selon le commentaire de M. l'Intendant, en cas que d'autres Curez, à l'exemple du P. Perrin, écrivissent encore à leur Evêque. On ne peut s'empêcher de croire, que M. de Basville n'ait donné ici aux intentions de la Cour plus d'étendue qu'elles n'avoient. Le dessein de M. le Regent étoit de reprimer ce qui pouvoit avoir un air de revolte, mais non pas de gêner les consciences, ni d'empêcher des Curez & des Prêtres de rendre à la verité le témoignage qu'ils lui doivent. Pourquoi n'auroit-il pas été permis à Montpellier de faire ce que le Clergé séculier & regulier faisoit à Paris, sans qu'il parût que la Cour le désapprouvât? Une lettre de cachet qui avoit été surprise contre un des Curez retractans du diocèse d'Agde, voisin de celui de Montpellier, quoique supprimée depuis, n'avoit pas déjà peu contribué à rallentir le zèle des Curez qui se trouvoient disposez à donner des témoignages de leur opposition à la Bulle, & de leur attachement à leur Evêque. Cela ne pût néanmoins empêcher un grand nombre de Curez & d'Ecclesiastiques de merite de suivre le mouvement de leur conscience, comme on le peut voir par les témoignages qu'on a recueillis de ce diocèse dans le *Cri de la Foi*, d'où nous avons tiré ce que nous venons de rapporter.

On vient d'entendre parler d'une lettre de cachet obtenue contre un Curé du diocèse d'Agde, mais qui n'eut point d'exécution. Cependant elle ne laissa pas d'avoir son usage pour l'intimider, lui & les autres. Ce Curé avec sept de ses confreres & un Vicaire avoit adressé à M. l'Evêque d'Agde une lettre de retractation. L'Evêque étoit à l'Assemblée des Etats, lorsqu'elle lui fut rendue. Ces Curez étoient les plus considerables de son diocèse qui a peu d'étendue. Il craignoit que leur exemple ne fût suivi par d'autres, & qu'eux-mêmes n'ajoutassent à leur lettre une retractation publique prononcée au prône. Il n'y eut donc point d'efforts qu'il ne fit, soit pour les arrêter, soit pour les porter à quelque demarche qui détruisit ou affoiblit leur lettre. Il leur écrivit

premierement à tous , il leur fit parler par son Grand-Vicaire , & après son retour , il n'y en eut aucun qu'il n'entretint. Il s'appliqua sur tout à les engager à lui écrire , & quelques-uns se laissèrent aller à écrire de ces sortes de lettres ambiguës , qui obscurcissent le temoignage qu'on a rendu , sans le détruire entièrement. On tenta le Chapitre pour voir si l'on ne pourroit point l'engager à écrire à l'Evêque , une lettre contraire à celle des neuf. On proposa même à l'un des principaux membres du Chapitre , que l'on savoit avoir le plus d'opposition à la Constitution , de s'absenter de l'Assemblée capitulaire où l'on traiteroit de cette affaire ; mais il rejeta avec indignation cette proposition , & déclara qu'il croyoit qu'il étoit de son devoir de s'y trouver , & d'y parler conformément à sa conscience. On abandonna donc cette entreprise , où l'on comprit que l'on trouveroit trop de difficulté.

Le Clergé d'Agde qui se ressent encore du gouvernement de feu M. Fouquet , connu par son attachement à la doctrine des SS. Peres , & par son opposition à la morale des nouveaux Caluistes , pense communément d'une manière très-oppoëe à la Constitution. Sur ce fondement on demandoit à un Ecclesiastique de ce diocèse , pourquoi donc le nombre des temoignages contraires à la Constitution qui en étoient sortis , n'étoit pas plus grand ? *C'est* , répondit-il , *qu'un certain courage qui se trouve rarement dans les diocèses écartez , tel qu'est le diocèse d'Agde , leur a manqué ; car on y pense sur la Bulle , comme à Paris.*

Plusieurs Curez du Diocèse de BESIERS avoient formé la resolution de suivre l'exemple des Curez d'Agde , qui avoient revoqué la publication de la Bulle. L'Evêque en fut informé ; il chargea l'Abbé Gayet son grand Vicaire d'aller voir tous ceux qu'il soupçonnoit d'entrer dans ce projet. Le grand Vicaire ne negligea rien de ce qui pouvoit faire impression sur leur esprit , jusqu'à mettre en œuvre la consideration qu'ils s'avoient que leur Evêque avoit pour M. le Card. de Noailles. Il leur fit enten-

dre que M. de Besiers ne feroit jamais rien qui pût déplaire à cette Eminence. On avoit ouï dire à ce Prélat , racontoit le grand Vicaire , *qu'en lui couperoit plutôt la main , que de lui faire signer quoique ce fût de contraire à la reconnaissance qu'il devoit à ce Cardinal.*

C'étoit feu M. le Commandeur de Grammont de l'Ordre de Malthe , dont la Commanderie se trouvoit située à Besiers , qui avoit procuré des instructions sur l'affaire de la Constitution aux Ecclesiastiques de ce diocèse. Il leur communiquoit les écrits qu'il recevoit sur cette grande affaire. Il étoit lui-même très-instruit ; & un jour M. de Besiers lui demandant , pourquoi lui qui étoit homme d'épée , se mêloit de ces choses , il répondit aussitôt : *Est-ce donc, Monseigneur , que je n'ai pas de part à la foi ?*

Nous trouvons dans le même Memoire , d'où nous tirons ces choses , qu'il y avoit dans le diocèse de NARBONNE plusieurs Curez très oppoëz à la Constitution , & disposez à faire éclater ce qu'ils en pensoient en secret. Mais M. de la Berchere Archevêque de Narbonne leur ferma la bouche par la crainte qu'il leur inspira.

L'affaire du Curé de Nuillé , au diocèse d'ANGERS , a trop de liaison avec l'appel au futur Concile , auquel ce Curé eut recours , après que les Evêques en eurent ouvert la voye , pour en rapporter dans cet endroit toute la suite. Nous allons donc raconter simplement ce qui se passa jusqu'à l'appel. Ce Curé , nommé M. Compagnon , est un Prêtre d'une conduite irréprochable , & d'une piété reconnue. Il porte la modestie peinte sur son visage , & la seule vûë est capable d'édifier. Il gouvernoit depuis vingt-deux ans sa paroisse , & s'appliquoit sans relâche à la conduite des ames & à l'instruction des fidèles ; en sorte que l'on venoit en foule des paroisses du voisinage , soit pour assister à ses discours , soit pour prendre ses conseils. Il étoit au milieu de ces saintes occupations , lorsque la Constitution survint. Il nous apprend lui-même , qu'à la seule lecture des propositions condamnées , avant que d'avoir vu ni la Bulle ni les explications , il se prosterna devant

Dieu, & protesta en sa presence qu'il souffriroit plutôt la mort que de souscrire à cette condamnation. Mais les explications lui ayant fait illusion, il se résolut, quoiqu'avec peine, de publier l'Ordonnance de l'Evêque. Depuis ce tems, ayant vu & considéré attentivement ce qui se passoit dans l'Eglise, il se déterminà à écrire une lettre de retractation à M. l'Evêque d'Angers, ce qu'il executa le 29. Decembre 1716. & trois jours après il envoya copie de sa lettre à M. le Card. de Noailles. „ Le remors de „ ma conscience s'est tellement augmenté, „ dit-il en parlant à son Evêque, elle me „ reproche si vivement que je me suis rendu „ participant de l'injustice qu'on fait à l'Au- „ teur, du scandale qu'on donne aux fide- „ les, de l'alteration qu'en peuvent souffrir „ la foi, la religion, & la pieté; de l'avan- „ tage qu'en peuvent tirer les hérétiques, & „ généralement de tous les maux qui en „ peuvent arriver à l'Eglise & à l'Erat; & „ je me sens si troublé, & si agité de ces „ reproches, que je ne puis plus me dispen- „ ser de réparer la faute que je croi avoir „ faite. C'est pour cela, M. que prosterné „ réellement devant Dieu & en esprit de- „ vement pardon de tout ce que je puis être „ coupable en cette occasion, & déclare à „ V. G. que je retracte & désavoue la pu- „ blication que j'ai faite de la Constitution „ *Unigenitus*, même avec les explications „ données par les Evêques, telles qu'elles „ sont ou telles qu'on les pourroit faire „ dans la suite; parce que ladite Constitu- „ tion subsistant toujours, on en pourra tou- „ jours tirer les conséquences ci-devant „ marquées, dans les lieux où les dites ex- „ plications ne seroient pas connues.

Le Curé de Nuillé envoya des copies de ses lettres à diverses personnes, & elles se trouverent bien-tôt imprimées. Pour mieux entendre ce que nous allons dire de l'effet que ces lettres produisirent, il est bon de donner en peu de mots une idée du diocèse d'Angers. Il a été gouverné pendant une longue suite d'années par M. Arnauld, fré- re du célèbre Docteur de ce nom: à M. Ar-

nauld succéda en 1692. M. le Pelletier, & à M. le Pelletier a succédé M. Poncet, qui le gouverne aujourd'hui. M. le Pelletier y introduisit les Sulpiciens. On fait en general les preventions de ces Messieurs en fa- veur des opinions ultramontaines. Mais il semble que ceux d'Angers s'efforcent de surpasser tous les autres, & ne negligent rien pour inspirer leurs sentimens à ceux qui sont de bonne foi leurs disciples. Le zele pour la Constitution suit d'un pas égal l'attachement à la doctrine Ultramontaine. Cependant l'ancien Clergé du Diocèse & le plus grand nombre des Curez, ainsi que les Benedictins & les PP. de l'Oratoire, sont très-oppo- sés à la Constitution. Ces Communautez en ont donné postérieurement des marques éclatantes. Et puisque l'oc- casion s'en présente, nous dirons qu'il n'y a pas jusqu'au fameux P. le Porcq de l'Oratoi- re, qui a professé si long-tems la Theologie dans la Maison des PP. de l'Oratoire de Saumur, qui n'ait été effrayé de la Consti- tution. Personne n'ignore son attachement à un système particulier qu'il s'est fait, ou qu'il a hérité du P. Thomassin sur la grace, son aversion pour le Jansenisme, son res- pect & sa confiance pour tout ce qui vient de Rome. Nonobstant ces dispositions, au premier extrait qu'il vit en 1713. des pro- positions condamnées par la Bulle, il fut saisi d'étonnement; & ne pouvant com- prendre comment on avoit pu condamner de telles propositions, il écrivit à Paris au P. de Ste. Palaye, l'un de ses principaux Confreres, pour s'assurer de la verité du fait qu'il n'avoit pu croire jusques-là. Le fait de la Constitution devenu constant, le jeta dans d'étranges perplexitez, & voici ce qu'il écrivoit le 15. Decembre 1713. à une personne dont il ne pouvoit ignorer l'éloi- gnement pour cette Bulle: nous transcri- vons ces termes sur la lettre originale qui est entre nos mains. *Je croi que vous êtes dans les mêmes tranfes que nous au sujet de la Constitution: jamais chose ne fut d'une consé- quence plus à craindre.*

Revenons aux Curez du diocèse d'Angers. Ceux d'entre eux qui pensent le mieux, à la

reserve des trois dont les lettres ont paru , & dont le Curé de Nuillé est un, n'ont point eu la force de se déclarer ; mais l'on craignoit extrêmement à l'Evêché qu'ils ne le fissent. Et il n'y a rien que M. d'Angers n'ait fait pour persuader que tous acceptoient la Constitution ; non pas à la vérité en les interrogeant & leur laissant la liberté de parler selon leur conscience , mais en prenant , disoit-il dans des actes publics, leur inaction pour une preuve de leur acquiescement. L'exemple du Curé de Nuillé auroit pu porter ses Confreres à sortir de leur inaction ; c'est pourquoi on s'empressa de faire contre lui des poursuites , dès que l'on eût nouvelle que les lettres paroissoient.

Il n'y avoit qu'un mois ou environ qu'elles étoient écrites, lorsque le Promoteur de l'Officialité d'Angers rendit plainte le 3. Février 1717. de ce que le Curé de Nuillé avoit écrit à son Evêque, & même fait imprimer sa lettre : *« qui, dit la plainte, est contraire à la soumission due à une Bulle émanée du Chf de l'Eglise, autorité de Lettres Patentes enregistrées au Parlement, acceptée par les Evêques ; & va à revolter les fideles du diocèse contre leurs Superieurs legitimes, à faire mépriser les Censures, qui sont la nerf de la discipline, à rompre l'union dans laquelle tous les autres Curez du diocèse font gloire de se maintenir. »*

On fit une espece d'information ; & le Curé fut décrété & assigné pour être ouï. Il fut donc obligé de se transporter à Angers, dont la paroisse de Nuillé est éloignée de douze lieues, & il y subit le Dimanche 28. Février un Interrogatoire, qui dura depuis neuf heures du matin jusqu'à midi, & fut continué l'après midi depuis deux heures jusqu'à 7. heures du soir. Après avoir reconnu sa lettre en presence de l'Official, (c'est M. de Gouvello, qui est aussi grand Vicair, Tresorier & Chanoine de la Cathedrale) il déclara qu'il n'avoit pas contribué à son impression, qu'il n'avoit eu aucun dessein de rendre sa lettre publique, mais seulement de rendre publique sa retractation de la publication du Mandement de l'Evêque.

Interrogé : S'il n'avoit pas crû contrevenir

au Mandement, s'il ne l'avoit pas publié ; y ayant ces paroles sur la fin, *« Quo nostra Ordinance soit lue au prône des Messes paroissiales. »*

Rep. Que suivant les lumières qu'il avoit alors, il auroit crû y contrevenir en ne la publiant pas ; & que c'est pour cela qu'il a dès lors passé sur les reproches de sa conscience.

A quoi il ajoute dans les deux Réponses suivantes : Qu'il avoit marqué dans sa lettre les raisons qui l'avoient obligé de changer, & que cette lettre portant retractation il avoit crû en devoir mettre & appuyer les raisons.

L'Interrogatoire, qui s'étoit fait le matin, fut aussi-tôt communiqué au Promoteur, qui requit le recolement & la confrontation, & le fit assigner pour cet effet avant qu'il fût interrogé pour la seconde fois. Ce fut, comme nous l'avons déjà dit, dès l'après midi : & voici les principales questions qu'on lui fit.

Inter. S'il n'étoit pas vrai que dans la retractation qu'il avoit faite, il avoit parlé de cent-une propositions autrement que dans la Constitution *Unigenitus*.

R. Qu'ouy.

Inter. S'il avoit executé le dessein qu'il avoit marqué à M. d'Angers, de faire publiquement & de bouche sa retractation.

R. Que non.

Inter. Quelles raisons il avoit eû de ne le pas faire ?

R. Que quand sa lettre avoit été rendue publique sans sa participation, il avoit crû que cela suffisoit.

Inter. S'il n'étoit pas vrai qu'il avoit omis cette retractation de bouche, de peur de causer du trouble ; comme on savoit qu'il l'avoit dit ?

R. Qu'il étoit vrai qu'il avoit dit, qu'il ne l'avoit pas faite de crainte de causer du scandale, non par la retractation, mais par la lecture des propositions condamnées par la Bulle, qu'il se feroit crû obligé de faire ; & qui, comme il l'avoit marqué dans sa lettre, auroit pu troubler les consciences.

Inter. Comment il entendoit ce qu'il

avoir dit le matin, qu'il n'avait pas voulu rendre la lettre publique, mais seulement la retractation, l'un étant mêlé avec l'autre ?

R. Qu'il avait déjà marqué auparavant, qu'il n'avait eû aucun dessein qu'elle fut imprimée.

Inter. S'il n'étoit pas fâché du trouble que causoit ladite lettre dans le diocèse & autres lieux ?

R. Qu'il étoit fâché qu'on s'en scandalisât contre son intention.

Inter. S'il étoit disposé à arrêter le scandale par une revocation publique de sa retractation ?

R. Qu'il ne croyoit pas le pouvoir faire, sans blesser sa conscience.

Inter. Si en envoyant la lettre à une autre personne qu'à Monsieur l'Evêque d'Angers, comme au Syndic du Clergé d'Anjou, ou au Syndic de Sorbonne, il n'avait pas eû intention que la lettre ou retractation fût un acte par écrit permanent contre la Constitution *Unigenitus*.

R. Qu'ayant eû dessein d'envoyer la lettre à d'autres personnes qu'à M. l'Evêque d'Angers, il n'avait point eû d'autre intention, que de marquer par écrit les dispositions de son cœur.

Inter. Qui l'avait aidé à faire cette lettre ?

R. Qu'il l'avait composée seul.

Inter. A qui il avait lu le brouillard après l'avoir écrit ?

R. Qu'il ne croit pas être obligé d'en rendre compte ; mais qu'il étoit pourtant vrai qu'il l'avait montré à quelques personnes.

Le Curé voyant avec quelle vivacité on pouvoit les poursuites que l'on faisoit contre lui, fit signifier le lendemain un appel, tant simple que comme d'abus, & ne comparut pas. Sur ce défaut de comparoître, l'Official convertit le decret d'assigné pour être oui en ajournement personnel, qui fut signifié le 3. Mars, avec expresse interdiction des fonctions de ses ordres. Mais le même jour 3. Mars le Curé obtint à Tours un jugement de l'Official Metropolitain qui le reçut appellant, & ordonna que les procédures seroient portées en son Greffe ; ce

qui fut signifié le 5. à l'Official, Promoteur, & Greffier. Ce dernier obéit incessamment, & envoya les procédures.

Le Curé ne pouvant s'imaginer que le procès étant porté à Tours, on voulût le juger à Angers, ne crut pas devoir comparoître au jour porté par l'ajournement personnel. Cependant le 14. on rendit à Angers une sentence, qui convertit l'ajournement personnel en decret de prise de Corps, & ordonne que les biens de l'accusé seroient saisis & annotés. Ce qui fut fait le 19. Deux Huissiers & leurs assistans vinrent assaillir le Presbytere, saisir les meubles du Curé, & établirent pour Commissaire un Marchand de Saumur, Ville distante de deux lieues.

Le même jour 19. Mars, l'Official de Tours rendit une sentence, qui sur le vu des pieces, reçut le Curé appellant de l'ajournement personnel, même du Decret de prise de corps, en cas qu'il y eût été converti, & le renvoya en état d'assigné pour être oui.

Le Curé fit signifier cette sentence le 22. Mars, & étant instruit de la voye de l'appel au futur Concile, il forma son adhesion à l'appel des 14. Evêques, & fit signifier son Acte le 23. Mars. Cela n'empêcha pas que l'Official d'Angers ne déclarât par Sentence du 8. Avril suivant, que le Curé de Nuillé avait encouru l'excommunication. Il en fut relevé deux jours après par sentence de la Metropole de Tours. Mais nous n'entrerons pas maintenant dans un plus grand détail de cette affaire.

M. Begue Curé de S. Louis de Toulon fut un de ceux qui se determinerent des premiers à retracter la publication de la Constitution. Avant que d'en venir à ce dernier fait, nous en rapporterons un autre qui concerne le même Curé, dont la date precede de quelques mois la venue de la Constitution. Le dernier Dimanche d'Avril 1713. M. Begue faisant son prône, avança qu'il étoit très-utile de lire la parole de Dieu, & de s'en nourrir, & le prouva par un passage du 4. L. de l'Imitation de J. C. Cette proposition avait été précédée d'une

observation que le Curé avoit fait faire sur un point de discipline, qui choqua un Prêtre, nommé Audifret. C'étoit un des trois nouveaux Vicaires que l'Evêque avoit donnez au Curé, à la place des trois autres qu'il avoit interdits tout à la fois.

Le Sieur Audifret celebrait la Messe où se faisoit le prône : il se leva revêtu des habits sacerdotaux, forma des plaintes sur le point de discipline dont le Curé venoit de parler. Il s'agissoit de savoir si dans l'usage ordinaire il n'étoit pas plus à propos de communier à la Messe que hors de la Messe. De-là le Sr. Audifret passa à l'autre article, & dit qu'il sembloit parce que le Sr. Curé venoit de dire, qu'il étoit permis à tout le monde de lire l'Ecriture Sainte, *ce qui neanmoins étoit défendu*, ajoutoit-il, *par le Concile de Trente*. Le Curé tâcha de calmer la dispute, & se contenta de répondre, que *lors qu'il disoit qu'il étoit utile de lire la parole de Dieu, il supposoit qu'on la lût avec respect, humilité & soumission à l'Eglise*. Le Sr. Audifret insista, & pressa le Curé de s'expliquer, savoir s'il croyoit permis à toutes sortes de personnes de lire les versions de l'Ecriture Sainte, & cela sans la permission des Confesseurs, & aux Confesseurs sans la permission de l'Evêque. Le Curé a protesté depuis qu'il n'avoit point entendu cette dernière question. Cela vint apparemment du tumulte qui étoit grand dans l'Eglise. Les gens sages interposant leurs prières auprès du Vicaire pour l'engager à mettre fin à cette dispute ; mais voyant qu'ils ne gagnaient rien sur lui, ils proposèrent au Curé de descendre, ce qu'il fit sur le champ pour faire cesser le scandale.

L'affaire fut bien-tôt portée à l'Officialité, où il intervint sentence le 23. Juin, dont voici les termes :

„ EXTRAIT du Greffe de l'Officialité de
„ Toulon en la cause criminelle de M. Pierre Moret Prêtre Promoteur de l'Evêché
„ de Toulon, querellant en scandale public
„ & perverse doctrine d'une part, contre
„ M. Hiacinthe Begue, & Pierre Audifret;
„ le premier Curé, & l'autre Secondaire
„ (ou Vicaire) de la Paroisse de S. Louis

„ de cette ville, querellez d'autre. Vu &c.
„ Nous Vicaire general & Official en Con-
„ seil des Gradués soussignez, pour la faute
„ commise par le dit M. Begue, l'avons
„ condamné à être & demeuré suspens &c.
„ interdit des fonctions des saints Ordres
„ pendant l'espace de huit jours, & inter-
„ dit de faire des prônes, predications &
„ autres Instructions publiques pendant
„ deux mois : après lequel tems & le Di-
„ manche suivant le dit M. Begue sera obli-
„ gé de faire le prône, & avant que de
„ commencer il donnera l'explication qu'il
„ avoit dû donner à la demande du Sr. Au-
„ difret, & dira : *Qu'il n'est pas permis à tou-
„ te sorte de personnes de lire les versions de
„ l'Ecriture Sainte sans la permission du Con-
„ fesseur ; & aux Confesseurs & autres Prêtres
„ sans la permission du Seigneur Evêque*. Et
„ en outre l'avons condamné à une aumô-
„ ne de 3. livres applicables à la Confrerie
„ du S. Sacrement de la Paroisse. Lui fai-
„ sons inhibition & défenses de commettre
„ à l'avenir semblable faute, sous plus gran-
„ des peines : Et à l'égard de M. Audifret
„ l'avons mis hors de procès & d'instance.
„ Delibéré à Toulon dans le Palais Episcopal
„ le 23. Juin 1713. Signé IMBERT Chan-
„ & Official, VALLE-VILLE Sacrilaïn,
„ TOURNIER Chan. BRUN & MONNIER
„ Assesseurs.

Les témoins sur la déposition desquels cette sentence fut rendue étoient quatre étudiants chez les PP. Jésuites, un Aumônier de vaisseau logé & nourri chez eux, & un des trois Secondaires que M. l'Evêque a donnez à ce Curé, & deux Devotes des mêmes Peres.

Cet événement servira à faire voir en quel état en étoient les choses en certains diocèses, lorsque la Constitution survint ; & en particulier par rapport à la lecture de l'Ecriture Sainte ; de quel côté étoit le danger à craindre : si c'étoit que l'on étendit trop loin l'obligation de la lire, ou bien au contraire que l'on ne fermât la bouche à ceux qui en recommandoient l'utilité.

M. Begue eut la facilité de publier la Constitution, & l'Evêque n'étant pas satisfait

fait de la maniere dont il l'avoit publiée une premiere fois, il la publia une seconde. Cela se passa en 1714. Il prit le parti en 1716. de faire sa retractation au prône de la Messe paroissiale; c'est ce qu'il executa le Dimanche 4. Octobre en ces termes. „ Mes „ freres, vous sçavez qu'il y a deux ans & „ demi que je publiai de cette chaire la fa- „ meuse Constitution de N. S. P. le Pape „ *Unigenitus Dei filius*, avec le Mandement „ de M. l'Evêque, portant l'acceptation de „ cette Bulle & la condamnation du Livre „ du Nouveau Testament avec des Réflexions „ morales, & nommément des 101. „ propositions qu'on en a extraites. Tous „ ceux qui furent presens lors de cette publication, comprirent assez, par la maniere dont je la fis, que je n'étois proprement en cela qu'un organe involontaire „ & forcé, & que je ne regardois pas cette „ piece comme une regle de foi, de morale, „ & de discipline: Aussi je n'ai jamais cessé „ depuis de vous annoncer fort clairement „ la doctrine de l'Eglise dans toute sa pureté, soit en ce qui regarde la foi & la vraie „ grace de J. C. la nécessité de l'amour de „ Dieu, la difference des deux alliances, „ soit en ce qui regarde la discipline, le chant le Sacrement de Penitence, la lecture de l'Ecriture sainte, & les Excommunications injustes; en sorte que ceux „ qui sont au fait de ces matieres, ont reconnu dans nos instructions la doctrine „ & la tradition apostolique que S. Cyrien Evêque & Patron de ce Diocèse „ avoit reçue des Docteurs ses predecesseurs, qu'il a doctement soutenue dans „ les Conciles d'Orange II. & de Valence, „ & fidelement consignée à l'Eglise de Toulouse. Or, mes Freres, comme la „ publication que je fis de cette piece & du Mandement de M. l'Evêque, pourroit „ donner à l'un & à l'autre quelque degré „ d'autorité, & être regardée comme une „ marque d'acceptation, (*Leges enim insistentur, cum promulgantur*) je me sens „ obligé en honneur & en conscience de la „ désavouer, revoquer, & retracter à „ present. Je demande pardon à Dieu,

„ d'avoir eu la foiblesse de le faire.

Dès le même jour le Promoteur presenta requête à l'Officialité, disant, „ Qu'il étoit „ venu à sa connoissance que M. Hyacinthe „ Begue Curé de la Paroisse de S. Louis, „ dont le mépris pour la hierarchie se manifestoit tous les jours, en avoit donné ce „ matin même à son prône une preuve si „ sensible, qu'elle avoit revolté tous les „ fides, déles qui étoient presens. Il rapportoit ensuite à peu près les termes de sa retractation, faisant remarquer qu'il les avoit prononcez en langue vulgaire, & demandoit qu'il fût informé. C'est ce qui fut ordonné sur le champ. Et le 16. du même mois le Curé fut interrogé juridiquement. Il avoua simplement tout ce qui s'étoit passé; ce qui donna lieu aux trois ou quatre questions suivantes:

Enquis, S'il n'a pas été porté & sollicité à faire cette retractation?

A répondu, Qu'il y a été sollicité par son honneur & par la conscience.

Enquis, S'il n'est pas vrai qu'il avoit eu une conférence avec d'autres Ecclesiastiques dans laquelle ladite retractation fut résolue?

A répondu, Que non.

Enquis, Pourquoi il a resté deux ans sans faire cette retractation, & pourquoi il ne l'a pas faite plutôt?

A répondu, Que, quoiqu'il ne soit pas obligé de répondre sur son interieur, dont l'Eglise même ne juge jamais, néanmoins, qu'il n'a pas fait plutôt cette retractation, parce qu'il n'a pas fait plutôt des réflexions assez profondes sur son devoir.

Quinze jours après M. Begue subit un second interrogatoire, que l'on trouve au long, ainsi que le precedent, dans le *Cri de la Foi*. Il eut d'abord occasion de remarquer que les Jesuites & leurs Congreganistes condamnoient eux-mêmes la Constitution dans la pratique. Un des exemples qu'il en allegua, „ C'est, dit-il, que ces Congreganistes de „ tout âge, de tout sexe, de toute condition, de different genie, & de differentes „ mœurs, lisent l'Ecriture sainte dans les se- „ maines saintes latines & françoises, les „ Heures du P. le Bossu & d'autres, les „ Psaumes,

„Pseaumes, & le Nouveau Testament du
„P. Lallemand, & celui du P. Amelotte :
„pratique qui paroît condamnée dans les
„80. 81. 82. & 83. propositions de la Bulle.

Enquis, S'il n'est pas vrai qu'avant de faire cette retractation publique, il étoit prevenu du murmure & du scandale qu'elle a causé dans sa paroisse & dans tout le diocèse ?

A Répondu, Qu'il étoit prevenu que des esprits d'un certain caractère s'en scandaliseroient & en murmureroient, sans pourtant aucun fondement : mais que cependant il n'avoit pas crû devoir abandonner la vérité, selon cette règle du droit Canonique tirée de S. Gregoire le Grand, de S. Bernard, & fondée dans l'Evangile : *Mellius est ut scandalum oriatur, quam ut veritas relinquatur.*

Enquis, S'il n'est pas vrai que depuis qu'il a fait ladite retractation, il n'a pas prié & sollicité d'autres Vicaires du diocèse de faire comme lui ?

A Répondu, qu'en parlant à deux, qui sont dans le même sentiment que lui à l'égard de ladite Constitution, il leur avoit effectivement parlé de cette retractation.

Enquis, S'il n'est pas vrai qu'il leur avoit dit qu'ils feroient bien de se retracter comme lui ?

A Répondu, Que les voyant dans le même sentiment que lui, il leur avoit dit qu'effectivement ils feroient bien de faire quelque retractation.

Enquis, De nous dire quels sont ces Vicaires ?

A Répondu, Qu'il n'est pas difficile de s'en informer.

Enquis, S'il refuse de nous les nommer ?

A Répondu, Que quand il croira être obligé de les nommer, il le fera.

Enquis, S'il ne croit pas être obligé de répondre en justice, & de rendre témoignage à la vérité ?

A Répondu, Qu'il ne croit pas devoir répondre sur toutes les choses sur lesquelles nous pourrions l'interroger, comme, par exemple à l'égard de ses intentions, ainsi que nous avons déjà fait, & à l'égard de certains faits étrangers, ou qu'il lui paroît n'être pas obligé de dire.

Sommé, une seconde fois de dire les noms de ces deux Vicaires.

A Répondu, que cela s'étant passé entr'eux & lui, il ne croyoit pas devoir les nommer.

Enquis, S'il n'a pas sollicité d'autres personnes qui avoient accepté la Constitution, de se retracter ?

A Répondu, Qu'il en avoit parlé à M. le Prevôt de Cuers.

Enquis, S'il l'avoit conseillé à d'autres ?

A Répondu, Qu'il en avoit parlé aussi à deux Curez, & que si Messire Desparra, Prevôt de la Cathédrale, a fait comme l'on dit, quelque sorte de retractation, c'est de son propre mouvement.

L'affaire ayant été poursuivie, il intervint le 11. Decembre une sentence de l'Officialité, qui condamnoit M. Begue à révoquer sa retractation, & à trois mois de Seminaire ; & jusqu'à ce qu'il eût exécuté ladite sentence, le déclaroit suspens de ses fonctions Ecclesiastiques. Il se pourvut contre cette sentence par appel comme d'abus au Parlement d'Aix. Il tomba dans celui des deux semestres le moins favorable à la cause pour laquelle il étoit poursuivi. On voulut mettre une grande différence entre la conduite qu'il avoit tenue en prononçant à son prône la retractation, & celle de tant d'autres Curez & Ecclesiastiques qui se retractoient par des Lettres rendues publiques. Ainsi il fut débouté de son Appel comme d'abus, par Arrêt du 10 Mai 1717. Cela l'obligea d'aller à Paris pour demander au Conseil du Roi, la cassation de l'Arrêt d'Aix. M. l'Abbé Crozat Maître des Requêtes se chargea de sa Requête. Mais la Déclaration du Roi du 7. Oct. 1717, étant survenue, toutes les affaires de cette nature se trouvoient suspendues. Les choses en étoient demeurées là, jusqu'à ce que le Promoteur de l'Officialité de Toulon ait recommencé ses poursuites. Sur une ordonnance de l'Official qu'il obtint le 5. Oct. de l'année passée, il a fait faire au Curé au mois de Mai, Juin, & Juillet de cette année 1719. trois monitions d'exécuter la Sentence de 1716. sous peine de voir sa Cure déclarée vacante. Le Curé a eu recours au Roi ; & ayant représenté qu'il étoit le seul contre qui on

poursuivit l'exécution d'une Sentence rendue en pareil cas, il a obtenu le 5. d'Août au Conseil d'Etat, Sa Majesté y étant, un Arrêt qui ordonne la surseance de toutes poursuites, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par Sa Majesté. Cependant le Sr. Begue demeure éloigné de sa Cure. Il avoit adhéré à l'appel au futur Concile dès le 28. Avril 1717. & en avoit fait signifier l'Acte à l'Officialité de Toulon le 4. Mai suivant. Dès le tems des premières procédures qui se firent contre M. Begue en 1716. on trouva le secret d'y impliquer M. Desparra Prévôt du Chapitre de Toulon, en le faisant assigner pour répondre en qualité de témoin sur certaines circonstances, ce qui lui donna lieu de défavouer une prétendue acceptation de la Constitution qu'on lui attribuoit. Mais nous pourrions y revenir dans un autre endroit.

§. LX.

Relation des Assemblées de Sorbonne depuis le 2. Mars 1716. jusqu'au 5. Mars 1717. Suite de l'affaire de M. le Rouge ancien Syndic, & de celle de M. le Roux. Déclaration de M. l'Abbé Leger. M. le Syndic prouve que la Constitution n'est pas reçue par l'Eglise. Défenses que la Faculté oppose aux entreprises de MM. les Evêques de Toulon, Chalon sur Saône, Marseille, Apt, Orleans, & de M. l'Arch. de Reims. La Faculté commence à travailler à un Corps de doctrine. Divers Tocsins où la Faculté est attaquée, refutés. Propositions des Recollets de Douay, & du P. Affermet dénoncées. Prétendues lettres de Salamanque & d'Alcala. On lit un Decret de l'Université de Caen. Ordre de la Cour de rayer la Conclusion du 12. Janvier.

Avant que de parler des remèdes que les Evêques pacifiques, en suivant les intentions du Prince Regent, tâcherent d'apporter à tous ces troubles, il est nécessaire de reprendre la relation de ce qui se passa pendant cet entre-tems, en Sorbonne par rapport à la Constitution. On y verra que les délibérations de cette Faculté, donnerent occasion à de nouvelles entreprises

de quelques Evêques Constitutionnaires, qui continueront l'histoire des tentatives que les protecteurs de la Constitution firent pour soutenir l'acceptation qu'ils en avoient fait faire en France sous le regne precedent. Nous avons poussé la relation des Assemblées de Sorbonne jusqu'à celle du 10. Fevrier 1716.

ASSEMBLÉE du 2. Mars. 1716.

La première qui se tint ensuite, fut celle du 2. Mars; M. Rayechet Syndic la commença par rendre compte à la Faculté de ce qui s'étoit passé en Parlement au sujet de la Requête que les Docteurs y avoient présentée pour avoir la liberté, par provision, d'entrer dans les Assemblées, dont la Conclusion du 16. Fevrier les avoit exclus. Il dit que les Juges n'avoient point voulu prononcer sur cette Requête, avant que d'avoir entendu la Faculté: quela cause avoit été plaidée de part & d'autre le 18. du même mois de Février; & que sur les plaidoyers des Avocats, & sur les Conclusions de M. l'Avocat General, Joly de Fleury, qui avoit porté la parole avec autant d'esprit que d'éloquence, il étoit intervenu un Arrêt, qui avoit remis à faire droit sur la Requête en jugeant le fond, pourquoi les Parties auroient audience le 24. du même mois; mais que l'audience de ce jour-là ayant été demandée par Madame la Princesse, la cause n'avoit point été plaidée.

M. le Syndic ajouta deux choses, 1. Que ce délai, auquel la Faculté n'avoit aucune part, donneroit lieu aux Docteurs opposans de répandre dans le public, que la Faculté ne vouloit point que l'affaire fût plaidée & jugée dans une audience publique, mais la faire appointer; que pour détruire ces faux bruits, il croyoit que la Faculté devoit ordonner une députation à M. le Premier Président, pour demander une prompt audience sur l'affaire présente, afin de faire connoître par-là qu'elle étoit très-éloignée d'en vouloir retarder la décision. Cependant nous dirons ici qu'il n'est point intervenu d'autre jugement sur cette contestation, que l'Arrêt dont nous venons de parler, qui laissa provisionnellement les vingt-

deux Docteurs exclus des Assemblées.

La seconde chose que représenta M. le Syndic, c'est qu'en conséquence d'un *compulsatoire* que les Opposans avoient obtenu, ils faisoient copier un très grand nombre d'actes & de pieces des Registres de la Faculté; & qu'ayant vu dans la Conclusion du 2. Decembre la rature de ces deux mots, *unâ voce*, ils s'étoient récriez comme si c'eût été une falsification: Que la Faculté se souvenant bien de ce qu'elle avoit ordonné elle-même au sujet de ces deux mots, il estimoit qu'il étoit important qu'elle s'expliquât de nouveau là-dessus, afin d'ôter tout pretexte à ses ennemis de la calomnier.

Il dit ensuite, que le bruit étoit répandu dans toute la ville, qu'à l'occasion des dernières conclusions de la Faculté, un Evêque avoit fait un Mandement par lequel il défendoit sous de grièves peines à ses Diocésains, d'étudier dans les Ecoles de Sorbonne: qu'un tel Mandement, s'il étoit véritable, donneroit atteinte, non seulement à l'honneur de la Faculté, mais encore à l'autorité des loix faites pour l'établissement & la sûreté de ses Ecoles, à la tranquillité du Royaume & même à l'unité de l'Eglise; & qu'ainsi il étoit à propos que la Faculté nommât des Députez pour vérifier si ces bruits étoient fondez, afin que sur leur rapport elle pût prendre les mesures que la justice & la prudence exigeroient d'elle.

Lorsque le Syndic eût cessé de parler, M. Leger se leva tout d'un coup, & parla en ces termes: „J'avois pris une résolution ferme & sincere de garder un silence éternel sur la question odieuse qui s'agit depuis quelque tems parmi nous; mais les Docteurs opposans, qui expliquent à leur gré mes propres sentimens, & qui s'en servent contre les intérêts de la Faculté & de la vérité, ne permettent plus de me taire. Quel est donc le secret que M. l'Abbé Leger va nous dire, & sur lequel il avoit résolu de garder un silence éternel? Nous l'allons voir. „On m'oblige à vous découvrir aujourd'hui avec la dernière sincérité, quels ont été mes véritables sentimens sur la Bulle *Unigenitus* dans les Assemblées de 1714. Je dis alors en opi-

„nant à ce sujet, que je ne pouvois com-
„prendre par quelle fatalité malheureuse
„la Faculté de Theologie de Paris, qui
„étoit autrefois si honorée de toutes les
„Puissances, se trouvoit dans ce moment
„si avilie, qu'au lieu de lui demander son
„avis doctrinal, on exigeoit d'elle une sim-
„ple obéissance. Je fus alors d'autant plus
„touché d'une si triste situation, qu'il n'y
„avoit nul lieu de douter, que cette cele-
„bre Faculté ne se fût expliquée clairement
„& d'une maniere capable d'ôter tout su-
„jet de scandale aux Héretiques & aux en-
„nemis de l'Eglise, si on lui avoit laissé la
„liberté de parler. On l'eût vu alors assa-
„rer par son jugement la pureté de la mo-
„rale & l'intégrité de la foi, comme elle
„l'a fait autrefois en mille rencontres, mais
„principalement sous le Regne de François
„I. en défendant la doctrine de l'Eglise
„contre les entreprises de Luther, dont
„elle a si bien caractérisé l'herésie, dans la
„Censure qu'elle a prononcée contre lui.
„Mais nous étions dans des circonstances
„bien différentes, quand la Bulle *Unigeni-*
„*tus* nous fut envoyée de la part de Sa Ma-
„jesté. On ne nous demandoit que d'obéir;
„& ayant appris de l'Apôtre à craindre
„Dieu, & à honorer les Rois, je me déclai-
„rai pour l'obéissance à ses ordres, en opi-
„nant pour l'entregitement; mais dans le
„desir sincere de ne porter par-là aucun
„préjudice à l'entier attachement que nous
„devions avoir à la vérité. Ainsî voici
„quelle eût dû être la Conclusion de l'As-
„semblée formée sur mon avis: *Que la*
„*Constitution de N. S. Pere Clement XI. soit*
„*écrite dans les Registres de la Faculté avec les*
„*deux lettres de cachet; & que l'on envoie les*
„*12. Anciens en qualité de Députez, pour as-*
„*surer Sa Majesté de l'obéissance de la Facul-*
„*té, & lui demander une nouvelle protection*
„*pour le maintien de la discipline.* C'est tout
„ce que je prononçai dans l'Assemblée,
„sans faire aucune mention ni de l'accepta-
„tion de la Bulle, ni de peines contre ceux
„qui refuseroient de s'y soumettre, ni de
„députation au Card. de Rohan. Au reste
„je ne puis rien contre la vérité, & je suis
„obligé d'avouer qu'ayant été appelé au

Bureau à la fin de l'Assemblée pour y dresser la Conclusion, je crus que pour le bien de la paix, troublé d'ailleurs par le tumulte & les mouvemens qu'excitoient alors certaines personnes, je pouvois ajouter à mon avis, que la Constitution avoit été acceptée par la Faculté; ce que j'entendois dans le sens du celebre Gerfon, qui dit qu'on ne doit point s'élever contre les Decrets des souverains Pontifes : *Obligant ad non dogmatizandum contra* (Gerfon ajoute ces mots, que M. Leger omet, à moins que la sentence du Pape ne contienne une erreur intolérable.) Mais je ne voulus jamais ajouter à la Conclusion les autres articles qui y sont aujourd'hui compris. Et quand je vis paroître le Decret de la Faculté, tel qu'il fut alors imprimé, je ne puis exprimer quelle fut ma surprise, & mon étonnement au sujet de la hardiesse & de l'effronterie de M. le Rouge, qui au lieu d'une Conclusion fort courte & très-simple, telle qu'auroit dû être celle de la Faculté sur la Bulle *Unigenitus*, en avoit fait paroître une fort étendue, & contenant des articles entiers dont il n'avoit pas seulement été question. Ainsi pour décider maintenant sur le point qui nous divise, & qui ne consiste pas à savoir si la Bulle est recevable, (On voit ici de nouveau, que ce Docteur ne se porte pas facilement à découvrir ses pensées.) Mais seulement, continua-t'il, si elle a été reçue, je déclare que j'ai toujours été convaincu qu'elle ne l'a point été. Car il est constant d'une part, que nous n'avons jamais formé à ce sujet aucune délibération; & il est visible de l'autre, qu'une pièce de cette nature ne peut être censée légitimement reçue, à moins qu'il n'y ait une délibération.

On ne pouvoit desirer une déclaration plus précise que celle qu'on vient d'entendre. Le Syndic en remercia M. l'Abbé Leger & le pria de donner cette déclaration par écrit pour être insérée dans les Registres. Ce Docteur se rendit à ses desirs dans l'Assemblée suivante, qui se tint dès le lendemain. Celle-ci finit par le rapport que M. Bourret, le plus ancien des Deputés pour

l'affaire de M. le Rouge, fit enfin de cette commission. Il presenta à l'Assemblée le procès verbal qu'ils avoient dressé; & il assura qu'ils n'y avoit rien mis, qui ne se trouvât soutenu par des preuves convaincantes, & attesté par des temoins dignes de foi. On doit se souvenir ici des instances inutiles que la Faculté avoit fait en différentes occasions auprès du Prince Regent pour se faire rendre ce procès verbal, que S. A. R. avoit retenu. Les Partisans de la Constitution avoient toujours eû le credit de l'empêcher; & il arriva, par une disposition singulière de la Providence, dont nous avons déjà vu d'autres exemples, que ce fût eux-mêmes qui en procurerent le rapport, par le procès que les Docteurs opposans avoient intenté à la Faculté. Le Prince ne put refuser plus long-tems à la Faculté une pièce, qui lui étoit devenue absolument nécessaire pour sa défense, & qu'elle devoit produire au Parlement. On en commença la lecture dans cette Assemblée; le tems n'ayant pas permis de l'achever, on indiqua une nouvelle Assemblée pour le lendemain.

ASSEMBLÉE du 3. Mars 1716.

On continua & on acheva dans l'Assemblée du 3. Mars la lecture du Procès verbal qui avoit été commencée dans l'Assemblée du jour precedent. M. Ravechet proposa ensuite les differens sujets sur lesquels on avoit à délibérer, & on forma la Conclusion suivante.

I. La Faculté, conformément au sentiment de 131. Docteurs de 138. qui ont opiné sur cet article, les sept autres s'étant partagés en differens avis, a approuvé le Procès verbal, que les Deputés ont dressé sur ce qui s'est passé durant le Synode dicar de M. le Rouge, & l'a authentiqué pour faire foi en justice. Elle a aussi ordonné qu'il seroit imprimé, quand il seroit jugé à propos, & que M. le Rouge seroit cité, lui faisant cependant dessein de se faire aucune fonction d'Exsyndic.

II. Ladite Faculté, conformément à l'avis de 129. des opinans, deux s'étant excusé de dire leurs avis sur ce qu'ils n'avoient pas assisté à l'Assemblée du 2. Decembre, a approuvé la raturation de ces deux

„ mots, *una voce*, faite dans le pluriel de
 „ la conclusion du 2. Decembre 1715.
 „ comme ayant dès-lors été reconnue &
 „ approuvée par M. Boileau President de
 „ cette Assemblée, lorsqu'il prononça la
 „ Conclusion sans ces mots ; & elle a de
 „ nouveau reconnu & approuvé ladite Con-
 „ clusion comme son ouvrage.

III. „ La Faculté a ordonné que les De-
 „ putez qu'elle a nommez le 1. Octob. der-
 „ nier s'informeront avec exactitude du
 „ bruit répandu touchant les Mandemens de
 „ quelques Evêques, par lesquels ils défen-
 „ dent à leurs diocésains, de prendre des le-
 „ çons de Theologie dans la Faculté de Paris.

IV. „ Elle a député douze Docteurs pour
 „ aller en son nom supplier M. le Premier
 „ President de donner audience pour son
 „ procès. On voit par cette Conclusion
 „ qu'elle fut presque unanime.

Le fameux P. St. phani Jesuite, Profes-
 seur au Seminaire de Liège, crut devoir
 porter son jugement sur ce qui se passoit en
 Sorbonne ; il interrompit le traite de l'Ex-
 treme-onction qu'il dictoit à ses disciples,
 pour y inserer une digression, dont nous
 trouvons des extraits dans la Relation des
 Assemblées de Sorbonne de ce tems-là, Par-
 tie I. §. 12. „ Les Docteurs de Sorbonne
 „ nous declarent, dit ce Pere, qu'ils n'ont
 „ pas reçu la Constitution *Unigenitus*, quoi-
 „ que cependant ils aient passé jusqu'à ce
 „ jour pour l'avoir acceptée. Mais n'y a-
 „ t'il pas lieu de s'étonner de leur patience
 „ & de leur silence ? Et peut-on être assez
 „ surpris, de ce que des Docteurs Catho-
 „ liques ont souffert pendant près de deux
 „ années, qu'ils passassent par tout pour
 „ avoir condamné des veritez très-ortho-
 „ doxes. Je ne vois pas qu'ils puissent al-
 „ leguer pour excuse l'ambiguité de leur
 „ Decret ; car il n'y en doit avoir aucune
 „ dans une profession de foi : & en effet ce
 „ Decret étoit tout-à-fait clair & précis.
 „ Mais ce que je ne puis comprendre, c'est
 „ le dessein que peuvent avoir ces Docteurs,
 „ que l'on qualifie de très-sages, mais qui
 „ sont en effet très-legers, en tenant une
 „ conduite si opposée à celle qu'ils ont te-
 „ nue les années precedentes. Pretendent

„ ils en imposer au reste de la terre par l'au-
 „ torité que s'est acquise la Faculté de Pa-
 „ ris ? Mais peuvent-ils ignorer le peu de
 „ cas qu'ont fait des censures de leurs An-
 „ cêtres plusieurs Ecoles celebres ? Cependât
 „ ces hommes vains s'imaginent pouvoir
 „ faire quelque impression sur les fideles,
 „ tandis qu'opposez d'une part à l'Eglise &
 „ au souverain Pontife, & en contradiction
 „ de l'autre avec eux-mêmes, ils ne veulent
 „ ni flétrir l'Auteur des Reflexions Mora-
 „ les, ni condamner aucune de ses propo-
 „ sitions, quoiqu'ils ne puissent ignorer que
 „ l'Eglise les condamne. Je ne crains pas
 „ (poursuivit ce Pere en adressant la paro-
 „ le aux Ecclesiastiques qu'il instruit,) que
 „ le naufrage de ces Docteurs dans la foi
 „ ébranle la vôtre. Je me flatte au contrai-
 „ re qu'il vous rendra plus sincerement at-
 „ tachez aux décisions de l'Eglise, & plus
 „ fermes à les défendre.

Peu de jours avant ces deux Assemblées
 generales de la Faculté dont nous venons
 de faire le recit, il s'en tint une particulié-
 re le 27. Fevrier, de la Maison & Société
 de Sorbonne, au sujet d'une Chaire de
 Theologie vacante par la démission de M.
 Quinot. C'étoit la même Chaire qui avoit
 été autrefois occupée par M. Petit-pied, &
 qui ne lui avoit été ôtée que par une suite
 des troubles excitez à l'occasion du fameux
Cas de conscience signé par XL. Docteurs,
 du nombre desquels il étoit. Il fut exilé pour
 ce sujet à Beaune en 1703. & se vit un an
 après dans la necessité de chercher une re-
 traite hors du Royaume. Il y étoit encore
 lorsque se tint l'Assemblée de la Maison de
 Sorbonne, dont nous parlons. Sa Chaire,
 qu'il s'agissoit de remplir, fit souvenir de
 lui. La plupart des Docteurs ou autres qui
 composoient l'Assemblée, temoignerent le
 desir qu'ils avoient, qu'on leur rendit un
 homme pour qui ils avoient une estime sin-
 guliere : *Quem amant omnes boni & veneran-*
tur, dit l'un d'entre'eux. Les uns furent d'a-
 vis que l'on fit une Deputation à M. le Re-
 gent pour demander M. Petit-pied ; les au-
 tres, que l'on s'adressât d'abord à M. le C.
 de Noailles. Cet avis prévaloit, mais un
 défaut de formalité qui se rencontroit dans

la maniere dont l'Assemblée avoit été convoquée, & qui fut relevé par un particulier, la fit rompre, & l'affaire n'eut point alors de suite.

Revenons aux Assemblées générales de la Faculté. Nous ne parlons point de celle du 10. Mars où l'on ne fit autre chose sinon de relire & de confirmer la Conclusion de l'Assemblée précédente : toutes les autres affaires ayant été renvoyées à la premiere Assemblée ordinaire.

ASSEMBLÉE du 1. Avril 1716.

Elle se tint selon la coutume le 1. Jour du mois d'Avril. M. Ravechet l'ouvrit par un long discours dans lequel il demonstra d'une part avec autant de force que d'éloquence, qu'il n'étoit pas possible de soutenir avec quelque vraisemblance que la Constitution eût été acceptée de l'Eglise, & s'éleva de l'autre avec zele contre la Déclaration de M. l'Evêque de Toulon, qui supposoit ce fait comme une verité constante & reconnuë. Il proposa ensuite des moyens sages & moderez pour détruire les impressions que des Mandemens semblables pourroient faire sur les esprits des simples, & pour mettre la Faculté à l'abri des entreprises des Evêques, qui, à l'exemple de M. de Toulon, voudroient empêcher dans la suite leurs Diocésains de venir étudier soit dans la Faculté de Theologie de Paris, soit dans quelques autres Facultez du Royaume. Son discours est si important, que nous croyons en devoir ici inserer les principaux endroits.

„ Nos craintes, dit-il, n'ont point été vaines. Messieurs, ni nos précautions „ inutiles, lorsque dans l'Assemblée tenue „ le 1. du mois passé, nous avons délibéré „ sur les mesures qu'il y avoit à prendre, à „ l'occasion des bruits qui se répandoient „ d'un Mandement fait par un Evêque de „ France, pour interdire à ses diocésains „ l'entrée de nos Ecoles. Vous esperiez qu'en „ faisant connoître ce que vous étiez dispo- „ sez de faire contre des entreprises si peu „ équitables & si peu mesurées, vous seriez „ non seulement tomber le dessein d'un pa- „ reil Mandement, mais que vous empê- „ cheriez encore qu'on n'entreprît rien de

„ semblable contre la réputation d'une Fa- „ culté si irrépréhensible à tous égards, si „ célèbre & si recommandable par tout l'u- „ nivers par la pureté de sa doctrine.

„ Mais avant que la nouvelle de votre „ délibération ait pu arriver aux extremités „ du Royaume, des gens mal-intentionez „ ont engagé M. l'Evêque de Toulon, de „ signer un Mandement, par lequel il en- „ joint à ses diocésains sous peine de n'être „ point admis aux saints Ordres ni aux „ benefices, de s'éloigner des Facultez de „ Theologie, qui n'auroient pas reçu la „ Constitution *Unigenitus*, ou qui vou- „ droient revenir contre l'acceptation qu'ils „ en avoient faite.

„ Quoique la Faculté de Paris ne soit „ point nommée expressement dans ce Man- „ dement, auquel on a donné le titre extra- „ ordinaire de *Déclaration*, elle y est indi- „ quée par des traits si marquez, qu'il fau- „ droit s'aveugler soi-même pour ne la pas „ reconnoître.

Après quelques reflexions generales que M. le Syndic fit sur cette picce, il en fit la lecture en entier, sur un exemplaire authentique qu'on lui avoit envoyé, afin que tous les Docteurs fussent en état d'en mieux juger. La voici :

LOUIS DE LA TOUR DU PIN DE MONTAUBAN, par la miséricorde de Dieu, & la grace du S. Siege Apostolique, Evêque de Toulon, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, au Clergé seculier & regulier de nôtre Diocese, salut & benediction. Mes très chers Freres, c'est un veritable scandale pour l'Eglise de voir des Facultez de Theologie, qui se croient en droit de rejeter les décisions des souverains Pontifes, reçues du Corps des Evêques, & revêtues de l'autorité du Prince par Lettres Patentés, enregistrées en Parlement. Des Ecoles où de tels Principes ne sont pas universellement rejettes, ne peuvent être que très dangereuses. Ce sont des sources de doctrine dont il convient de s'éloigner, jusqu'à ce qu'elles soient bien purifiées, pour ne pas s'empoisonner, en voulant s'instruire. C'est ce qui nous oblige de déclarer à nos diocésains, que désormais nous n'admet-

trons à l'état Ecclesiastique , ni aux saints Ordres , aucun de ceux qui se trouveront avoir étudié depuis la publication des Presentes , dans quelques Ecoles qui n'auroient pas reçu la Constitution *Unigenitus* , ou qui voudroient revenir contre l'acceptation qu'elles en auroient faite. La présente Déclaration sera lue dans toutes les Communautés séculières & régulières , au prône dans toutes les Paroisses de notre diocèse , & enregistrée au Greffe de notre Officialité. Fait à Toulon dans notre Palais Episcopal le 14. Mars 1716. signé LOUIS Evêque de Toulon, Par mon dit Seigneur , signé, GANTHEAUME.

M. Ravechet , après cette lecture , entreprit de faire deux choses , 1. de montrer l'abus & l'injustice de cette Déclaration : 2. de suggerer les moyens qu'on pouvoit prendre pour remedier à la playe profonde qu'elle faisoit , soit à la verité , soit à l'honneur de la Faculté ; & il executa l'une & l'autre d'une maniere qui lui attira l'applaudissement de toute l'Assemblée. Il fit voir sur le premier point , & il prouva fort au long , que la Déclaration meritoit les qualifications de fautive , d'injurieuse & calomnieuse , de scandaleuse , de contraire aux loix faites pour l'établissement & la sûreté des Universitez ; qu'elle mettoit le trouble dans l'Eglise & dans l'Etat ; & qu'enfin elle induisoit au schisme & à l'erreur. Il s'étendit principalement sur la dernière qualification , en demontrant la fausseté du fait , qui servoit de fondement à la Déclaration , savoir que la Constitution avoit été reçue par le corps des Evêques.

Il est vrai , dit-il , & ce n'est pas ce que je conteste ici , que la Constitution *Unigenitus* a été reçue par les Evêques assembles à Paris en 1713. & 1714. mais il ne s'ensuit nullement de là , qu'elle ait été acceptée par tout le Corps Episcopal , comme le pretend M. de Toulon. Il faudroit , pour être en droit de le conclure , que non seulement les XL. Evêques de l'Assemblée , mais que tous les Evêques de France , & même que tous les Prelats orthodoxes du monde entier , l'eussent reçue comme une regle de foi. Or c'est ce que je ne vois pas qu'on puisse soutenir.

On ne peut distinguer que deux sortes d'acceptations d'une décision émanée du souverain Pontife , ou d'un Concile ; une acceptation solennelle ; & une acceptation tacite. Examinons , je vous prie , si une de ces deux sortes d'acceptation peut convenir à la Constitution *Unigenitus*.

L'acceptation solennelle (si nous voulons en parler selon les loix de l'Eglise , selon son esprit , & selon l'usage des siecles , qui doivent servir de modèle pour établir les regles de la discipline Ecclesiastique.) L'acceptation solennelle , dis-je , est celle qui se fait par les Evêques assembles dans un Concile , après avoir murement examiné la matiere dont il est question , & porté un jugement , non sur l'autorité du juge qui a formé la décision , sur les prérogatives de son jugement , mais sur la chose même , sur laquelle il a fait sa décision.

C'est ainsi que les Patriarches , les Exarques , les Metropolitains , & des Nations entieres approuvoient solennellement autrefois , & publioient les décisions des Conciles & des souverains Pontifes. Et après en avoir apporté une foule d'exemples , il continue. En un mot , tel a été l'usage perpetuel de l'Eglise dans tous les tems , dans tous les lieux , & dans toutes les rencontres , tant que celui de terminer dans les Conciles les causes Ecclesiastiques , celles sur tout qui avoient un rapport direct à la doctrine , a été en vigueur. Et toutes les personnes un peu versées dans l'histoire de l'Eglise , savent que cet usage a été celui des XIII. premiers siecles ; usage qui fait une loi , dont nous ne devons pas nous départir , comme S. Augustin le disoit avec tant de force & de lumiere , en se servant d'un pareil argument contre les erreurs des Donatistes.

Mais ce qui est tout à fait digne de notre attention , c'est que ces Conciles , dans lesquels il s'agissoit de décider des points de foi , n'étoient pas seulement composez des Evêques d'une ou de deux provinces , au jugement desquels les Evêques des autres sièges souscrivoient par un simple consentement , sans sortir de leur ville &

de leur diocèse. Mais, comme la foi est un bien commun à tous, selon la remarque des Canons de l'Eglise d'Afrique & d'Espagne, on voyoit, quand il en étoit question, les Evêques de tout un Exarchat, & de tout un Royaume, quelquefois même d'un autre Empire, s'assembler en commun pour en délibérer, à moins qu'ils ne fussent arrêtés par des obstacles invincibles. Il passa ensuite à des exemples plus recens. Ce fut dans une Assemblée générale du Clergé, convoquée à Bourges, que furent approuvées, & ensuite publiées les décisions du S. Concile de Basle, si dignes de notre vénération & de notre sincère attachement. On fait aussi que les Papes Pie V. Sixte V. Clement VIII. & Gregoire XIII. pressèrent avec instance les Rois Charles IX. Henry III. & Henry IV. de faire recevoir dans de pareilles Assemblées les décisions du Concile de Trente, le dernier des Conciles œcumeniques. Le Cardinal Palavicin nous apprend que l'on tint à cet effet deux Synodes en Allemagne. On se préparoit à en convoquer pour le même sujet des Nationaux en France & en Pologne; mais des vûes de la Cour de Rome, qui prend ombrage de ces sortes de Conciles, & les guerres civiles dont on étoit alors affligé, traversèrent ce dessein. On en tint plusieurs pour la même affaire en Espagne, dans l'Amerique, en Flandres, en Sicile & en Lombardie, sous les auspices de Philippe II. & suivant l'avis des Evêques qu'il avoit antérieurement consultés sur cette affaire. Ce Prince eut en cela la gloire de suivre les Canons du Concile de Tolède, & les exemples des Rois Recarde & Ervige, ses illustres prédécesseurs.

Nous avons même vu de nos jours un reste de cette discipline dans l'acceptation du Decret d'Innocent XII. contre le Quictisme, qui se fit par voie de Jugement, & après un mûr examen dans les Conciles de toutes les Provinces du Royaume; & dont les actes célèbres ont été recueillis par l'Assemblée générale du Clergé en 1700. pour servir de monument à toute la postérité....

Or je demande maintenant dans quels Conciles ont été discutées les matières importantes qui sont renfermées dans la Constitution *Unigenitus*? Quels ont été ensuite ceux qui ont accepté & fait publier la Constitution? Il ne s'est point tenu d'autre Assemblée d'Evêques à ce sujet, que celle qui fut convoquée en cette ville sur la fin de l'année 1713. Je n'examinerai point si les choses s'y sont passées d'une manière juridique, qui fasse autorité, & qui soit telle que le demandent les saintes regles, aussi-bien que l'importance de la matière. Mais, quand j'accorderois, ce qui n'est établi ni par l'usage ni par les Canons, qu'on peut suppléer à cette solennité par des Mandemens particuliers donnez par des Evêques indépendamment d'aucun Concile; qui osera soutenir que tous ou presque tous les Evêques du monde Chrétien aient publié de semblables Mandemens portant acceptation de la Bulle? Le plus grand nombre des Evêques de France ont fait, je l'avoue, des Mandemens de cette nature: on y peut même ajouter, si l'on veut, plusieurs Evêques de Flandre; un d'Allemagne, qui l'a fait pour trois Evêchés qu'il possède; un autre qui en possède deux, deux autres enfin qui ont chacun le leur: mais qu'on nous dise, s'il y en a aucun en Espagne qui ait fait de pareils Mandemens; aucun en Portugal; aucun en Sardaigne, en Dalmatie, en Hongrie, en Pologne, en Pologne, en Lombardie, en Sicile, en Italie, dans l'Amerique, dans le Tonquin, dans la Chine, dans les Manilles. On nous cite une publication de la Bulle faite par l'Inquisition d'Espagne, & on se prévaut beaucoup d'une semblable réception, comme s'il y avoit quelque Theologien qui ne fût, combien un tel tribunal a peu d'autorité en matière de doctrine, combien le nom seul en est odieux, & combien ce seroit s'écarter des premières notions de la Theologie, que de penser que l'autorité de jugement dont il s'agit ici, peut abandonner ceux qui la possèdent, qui sont les Evêques, qui la tiennent de droit divin, pour être transportée à d'autres,

„ Que

„ Que si nous examinons l'acceptation
 „ qu'un grand nombre des Evêques de ce
 „ Royaume fait profession d'avoir faite de
 „ cette Constitution ; est-elle une accepta-
 „ tion qui soit proportionnée, soit à une sou-
 „ mission raisonnable, & telle que la deman-
 „ de le souverain Pontife, soit à ce que doi-
 „ vent les Evêques au troupeau qui leur est
 „ confié ? Pour remplir ce double devoir,
 „ il faudroit que tous ces Evêques fussent
 „ d'accord entr'eux sur les sens qu'ils con-
 „ damnent dans ces propositions, & qu'ils
 „ les expliquassent à leurs diocésains. Mais
 „ qui peut ignorer leur incertitude, & leur
 „ division sur ce point, qui est pourtant ca-
 „ pital & décisif ?

„ Plusieurs d'entr'eux ne cessent de pu-
 „ blier qu'ils ont accepté cette Constitu-
 „ tion, & que leur diocèse l'a acceptée ;
 „ mais peu définissent dans quel sens ils
 „ l'ont acceptée & dans quels sens ils
 „ croyent qu'on doive l'accepter : tant ils
 „ sont encore éloignez d'avoir sur ce point
 „ un sentiment unanime. C'est là accepter
 „ le nom de la Constitution, mais non pas
 „ la chose, ni les points qu'elle a décidés ;
 „ puisque une telle acceptation n'établit
 „ rien de fixe sur ce qu'elle décide.

„ La conduite des XL. Evêques est une
 „ preuve plus que suffisante de la vérité de
 „ ce que j'avance. Car nous les avons vû
 „ se diviser au sujet de la Bulle en trois
 „ partis differens. Les uns ont déclaré qu'ils
 „ recevoient la Constitution conformément
 „ à l'Instruction Pastorale de l'Assemblée ;
 „ les autres, qu'ils l'acceptoient purement
 „ & simplement ; d'autres enfin ont pris un
 „ milieu qui est de ne point expliquer de
 „ quelle manière ils la recevoient. Quelques-
 „ uns dans les Mandemens qu'ils ont fait
 „ dans leurs diocèses, ont encore suivi de
 „ nouvelles routes & de nouvelles explica-
 „ tions, qui sont encore différentes les unes
 „ des autres, & différentes de l'Instruction
 „ des XL. quoiqu'ils conviennent entre eux
 „ sur le nom d'acceptation.

„ Mais, outre le consentement unanime
 „ des Evêques sur le fond de la doctrine,
 „ qui seroit nécessaire pour former une ac-
 „ ceptation véritable, il paroît qu'il y a en-

„ core deux choses, qu'à peine ont-ils tenté
 „ de faire, loin de les exprimer précisément
 „ & nettement. Car 1. supposant que les
 „ 101. propositions sont condamnables en
 „ un sens, ils n'ont point exprimé que c'est
 „ le seul qu'on puisse leur attribuer, & selon
 „ l'intention du Pape, & selon le texte du
 „ livre qu'il condamne à cause de ces pro-
 „ positions. En second lieu, ils n'ont point
 „ attendu que le S. Pere, auteur de cette
 „ Constitution, déclarât qui sont les Evê-
 „ ques qui dans ce partage de sentimens
 „ ont bien pris sa pensée, & qui sont ceux
 „ qui s'en écartent.

„ Enfin, par quel droit M. de Toulon pré-
 „ tend-il trouver un nouvel appui pour la
 „ Constitution dans l'autorité des Lettres
 „ Patentes de Sa Majesté, enregistrees dans
 „ les differens Parlemens du Royaume,
 „ puisque d'une part cette Constitution n'a
 „ été reçue par aucun des Evêques de Fran-
 „ ce conformément aux modifications du
 „ Parlement, & que de l'autre les Evêques
 „ des Royaumes étrangers, qui composent
 „ également le Corps Episcopal, & qui
 „ sont même le plus grand nombre, ne sont
 „ soumis en aucune manière à l'autorité de
 „ nos Parlemens ? A moins que par une
 „ prétention aussi vaine que ridicule, M.
 „ de Toulon ne veuille soutenir qu'une af-
 „ faire de l'importance de celle de la Bulle,
 „ doit être terminée dans l'enceinte de nos
 „ Provinces.

„ De l'acceptation solennelle, passons
 „ à l'acceptation tacite, & considérons
 „ maintenant si cette Bulle n'a pas au moins
 „ en sa faveur une acceptation de cette na-
 „ ture, qui soit capable d'assujettir tout
 „ esprit, & qui demande le sacrifice de nô-
 „ tre foi.

„ Une acceptation de ce genre se peut fai-
 „ re en plusieurs manières. La 1. est, lors-
 „ que, sans aucune solennité, sans assen-
 „ blée, sans confirmation faite avec éclat,
 „ un decret ou une décision de morale ou
 „ de foi se trouve insensiblement reçue de
 „ tous les Catholiques, & devient partie de
 „ la doctrine publique de l'Eglise & de la
 „ foi dont elle fait une profession autentique.

„ Une autre espece d'acceptation tacite,

„ c'est lorsqu'un tribunal , dont les déci-
 „ sions ne regardent point toute l'Eglise ,
 „ ayant porté condamnation sur quelques
 „ erreurs , son jugement est suivi de toutes
 „ les autres Eglises qui y souscrivent aussitôt
 „ qu'elles le connoissent. C'est ainsi que
 „ suivant la remarque de l'Assemblée du
 „ Clergé de 1700. on a reçu en France quel-
 „ ques Decrets de l'Inquisition & du S. Office.

„ Enfin une 3^e. & dernière espee d'ac-
 „ ceptation tacite , c'est lorsque des Eglises
 „ particulières forment une décision de do-
 „ ctrine , & que cette décision vient ensuite
 „ à être confirmée par le jugement d'un tri-
 „ bunal Supérieur. On voit plusieurs exem-
 „ ples de cette 3^e. sorte d'acceptation dans
 „ l'histoire de l'Eglise de France sur diffé-
 „ rens points de doctrine ; sur la formule de
 „ foi dressée dans le Concile de Chalce-
 „ doine ; sur les articles décidés dans le
 „ Concile general de Constance ; sur le
 „ dogme des deux volontés en J. C. défini
 „ par le VI. Concile Œcumenique. Ce sont
 „ autant de points qui avoient été décidés
 „ dans différens Conciles de ce Royaume
 „ avant que de l'être dans les Conciles
 „ Œcumeniques ; au lieu que l'Eglise d'Es-
 „ pagne ne s'étant pas déclarée comme celle
 „ de France avant la tenue de ce Concile ,
 „ le Pape Leon II. la pria dans la suite ,
 „ d'appuyer les définitions de ce Concile
 „ Œcumenique par l'autorité de son suffra-
 „ ge. Ce sont les termes du 14. Concile de
 „ Toléde.

„ Mais avant que d'aller plus loin , il est
 „ à propos de faire une remarque importan-
 „ te. C'est que ces sortes d'acceptations ne
 „ sont point appellées tacites parce qu'elles
 „ se font dans l'obscurité & dans le silence ;
 „ car il est nécessaire que les Pasteurs y con-
 „ courent par le ministère de la parole , &
 „ les fideles par le consentement qu'ils y
 „ donnent : ce qui ne se peut faire sans beau-
 „ coup d'éclat & de publicité. On ne leur
 „ donne ce nom , que parce que les veritez
 „ que l'on reçoit par une acceptation tacite ,
 „ se trouvent insensiblement reçûes de toute
 „ l'Eglise , comme des veritez orthodoxes
 „ & catholiques , sans que leur décision ait
 „ été d'abord confirmée par l'autorité de

„ quelque jugement nouveau.

„ Ce qui fait la 1^e. & la 3^e. espee d'ac-
 „ ceptation tacite , ce sont les temoignages
 „ publics qui sont rendus de toutes parts ,
 „ soit pour approuver la doctrine établie
 „ contre les hérétiques , comme on voit à
 „ l'égard de la doctrine du Concile de
 „ Trente , soit pour rejeter les erreurs con-
 „ damnées immédiatement après la tenue
 „ des Conciles , comme il est arrivé à l'é-
 „ gard des cinq fameuses propositions ; à
 „ l'égard de la mauvaise spiritualité , & des
 „ honteuses maximes du Quietisme , du pe-
 „ ché Philosophique , & autres erreurs
 „ monstrueuses de même genre.

„ Mais il n'en est pas de même de l'ac-
 „ ceptation tacite de la première espee ,
 „ dont il est principalement question dans
 „ l'affaire présente. Il faut , pour l'établir ,
 „ un tems considérable , & un usage con-
 „ stant & uniforme d'un grand nombre , &
 „ presque de toutes les Eglises particulié-
 „ res. Il faut qu'il n'y ait personne entre
 „ ceux qui sont regardés comme Catholi-
 „ ques , qui reclame ; mais que le point dé-
 „ fini soit regardé de tout le monde comme
 „ faisant partie de la foi que J. C. nous a
 „ enseignée , & qui nous a été transmise par
 „ les Apôtres. Et il est d'une extrême impor-
 „ tance de remarquer ici , qu'une accepta-
 „ tion tacite de ce genre ne peut être éta-
 „ blie par le silence seul des Pasteurs & des
 „ autres fideles : qu'un petit nombre d'an-
 „ nées ne suffit pas toujours ; loin de pren-
 „ dre pour une acceptation de ce genre , l'in-
 „ différence où l'on vit pour tout ce qui re-
 „ garde l'Eglise , & l'ignorance honteuse
 „ de ce qui s'y passe ; (vices qui ne sont
 „ que trop communs dans le siècle où nous
 „ vivons) bien moins encore certains dé-
 „ lais , qui viennent de la patience , & de
 „ l'attente où l'on pourroit être , de tems
 „ plus heureux. Mais quelles bornes faut-
 „ il prescrire à ce silence ? Elles dépendent
 „ de la multitude , de la difficulté , de l'ob-
 „ scurité , & de la profondeur des matières
 „ dont il est question , & des circonstances
 „ différentes des tems où l'on se trouve. On
 „ vit presque tous les Evêques d'Orient gar-
 „ der le silence sous le regne des Empe-

„ reurs qui se déclarerent contre les déci-
 „ sions si respectables du Concile de Calce-
 „ doice. On vit presque tous les Evêques
 „ garder le silence pendant le cours de près
 „ de dix années que les Ariens & les Demi-
 „ Ariens employèrent à combattre la foi de
 „ Nicée. S. Hilaire, le défenseur si zélé de
 „ la Confubstantialité du Verbe, garda la
 „ même conduite pendant cinq années,
 „ dans le dessein de parler dans la suite
 „ avec plus de force & de gravité. On vit
 „ ce même Saint rompre de communion
 „ avec Ursace & Valens, & communiquer
 „ encore avec les autres ennemis declarez
 „ de la foi, pour leur montrer, dit ce Pere,
 „ combien il souhaitoit sincerement la paix, &
 „ afin de ne pas rompre tous les moyens de
 „ la conclure.

„ Voici comme il rend lui-même raison
 „ de sa conduite, dans le livre qu'il a écrit
 „ contre l'Empereur Constance. Pendant
 „ les premiers tems de mon exil, je ne voulois
 „ rien dire contre le siècle où nous vivons, ni
 „ contre cette Synagogue de l'Antechrist qui se
 „ pare vainement du titre de la véritable Eglise
 „ se, parce qu'il y avoit alors quelque appa-
 „ rence de paix, & qu'on pouvoit se flater de
 „ ramener à J. C. les personnes que l'erreur
 „ avoit séduites..... Mais maintenant, c'est le
 „ tems de parler, parce que celui de garder le
 „ silence est passé..... Ce ne seroit point une
 „ prudence ni un ménagement, mais un défaut
 „ de courage & de foi, que de se taire plus long-
 „ tems. Il n'est pas moins dangereux de gar-
 „ der toujours le silence, que de ne le garder ja-
 „ mais. On ne peut au reste blâmer ni la li-
 „ berté avec laquelle je parle maintenant, puis-
 „ que j'ai si long-tems attendu à le faire; ni
 „ mon silence passé, puisque je parle mainte-
 „ nant.... La cause de J. C. dont il est que-
 „ stion, me force de parler. J'ai dû attendre à
 „ le faire jusqu'à ce tems, pour ne lui porter
 „ aucun dommage; mais je comprends parfaite-
 „ ment qu'elle exige à présent de moi que j' cesse
 „ de garder le silence. S. Athanasie, S. Gre-
 „ goire de Nisse, S. Gregoire de Nazianze
 „ crurent qu'il étoit de la prudence de dissi-
 „ muler quelque tems l'erreur des Mace-
 „ doniens, afin de ne point partager les
 „ forces de l'Eglise, qui étoient alors tou-

„ tes réunies contre les Ariens, & dans
 „ l'esperance de faire revenir paisiblement
 „ à l'Eglise les premiers, qui avoient dans
 „ leur commencement quelque apparence
 „ de vertu & de piété. Or, qui oseroit pré-
 „ tendre que tous les exemples de silence
 „ ont été ou pernicieux à la cause de l'Egli-
 „ se, ou favorables à celle des hérétiques?
 „ Le silence profond que garderent pen-
 „ dant cinq années les Eglises de France,
 „ de la Grande Bretagne, de Lombardie,
 „ d'Allemagne sur la décision du 2. Conci-
 „ le de Nicée touchant le culte des Images,
 „ empêcha-t'il les Peres assemblez à Franc-
 „ fort, lorsqu'ils examinerent de nouveau
 „ cette matière, de rejeter ce Concile dont
 „ ils avoient mal pris les décisions? L'Em-
 „ pereur Constantin crut-il de même ne
 „ pouvoir assembler les Synodes à Rome,
 „ & dans les autres Provinces soumises à la
 „ Jurisdiction du Pape; & le Pape Aga-
 „ thon s'imagina-t'il d'être dispensé de se
 „ rendre à ses desirs, parce que toutes les
 „ Eglises d'Occident affligées par la guer-
 „ re, comme l'apprend ce Pape, gardoient
 „ depuis un tems considerable un silence
 „ profond sur le jugement qu'avoit porté
 „ le Pape Martin I. contre les Monothéli-
 „ tes, dont cet Empereur vouloit que l'on
 „ examinât de nouveau les erreurs? Et ce
 „ silence empêcha-t'il un moment le 3.
 „ Concile de Constantinople, de porter sur
 „ cette hérésie un nouveau jugement, qui
 „ confirmât toutes les condamnations qui
 „ en avoient été faites jusqu'alors? Et pour
 „ apporter des exemples plus recens, n'y
 „ avoit-il pas déjà un tems considerable
 „ qu'on gardoit le silence sur le Concile de
 „ Trente, lorsque les Papes Sixte V. Cle-
 „ ment VIII. & Gregoire XIII. en sollici-
 „ terent l'acceptation solennelle auprès des
 „ Puissances de l'Europe, soit par le canal
 „ des Ambassadeurs que les Princes avoient
 „ à la Cour de Rome, soit par des Legats
 „ que le Pape envoyoit dans les autres
 „ Cours? Je ne croi pas qu'il y ait eû aucun
 „ Evêque qui ait réclamé contre la Confi-
 „ tution d'Alexandre VII. par laquelle ce
 „ Pape a prétendu casser & annuller la cen-
 „ sure si juste & si nécessaire que cette Fa-

„culté avoit faite des erreurs honteuses &
 „abominables d'Amadæus Guimeneus, &
 „de Jacques Vernant. A qui cependant
 „viendrait-il jamais dans l'esprit, que ce
 „Decret ait acquis quelque autorité par ce
 „silence ? Les Evêques prétendent-ils ap-
 „prouver en aucune manière la Bulle cele-
 „bre *in Cæna Domini*, qui se publie cha-
 „que année à Rome avec grand appareil ;
 „parce qu'ils n'y font nulle attention, &
 „qu'ils demeurent dans le silence ?

„J'ajoute à tous ces faits, que l'autorité
 „que l'on prétend tirer du silence pour ap-
 „puyer une décision de doctrine, est une
 „autorité vaine & de nul poids, soit lors-
 „que le silence est un silence de contrainte,
 „qui prend sa source dans le commande-
 „ment des Puissances; car la liberté est une
 „condition essentiellement requise dans les
 „jugemens Ecclesiastiques ; & un tel com-
 „mencement la détruit : soit lorsque le si-
 „lence a pour principe le malheur des tems,
 „& qu'on ne le garde que parce qu'on es-
 „pere travailler avec plus de succès pour la
 „cause de la vérité dans des conjonctures
 „plus favorables : soit lorsqu'on ne s'y
 „condamne que par des vœux d'union & de
 „paix, dans l'espérance de pouvoir dans la
 „suite concilier plus aisément les esprits, en
 „leur faisant faire une attention sérieuse
 „aux veritez qu'ils refusent de reconnoître
 „& aux differens motifs qui les appuyent ;
 „soit enfin lorsqu'on ne le garde que par
 „amour pour l'unité, dans la crainte de
 „donner occasion à un schisme.

„Mon dessein n'est point ici de m'éten-
 „dre sur ces circonstances différentes, ni
 „d'en faire l'application aux questions qui
 „partagent l'Eglise. Je veux ôter tout pre-
 „texte à certains esprits ombrageux de fai-
 „re des interpretations malignes de ce dis-
 „cours : & d'ailleurs j'ai l'honneur de par-
 „ler devant des personnes auxquelles une
 „science consommée de l'histoire de l'Egli-
 „se, fournit sans peine un nombre infini
 „de semblables autoritez. C'est pourquoi
 „je me contente de vous avoir donné lieu
 „par ce discours de vous en rappeler le
 „souvenir.

„Toute la force des preuves que nous

„venons de proposer, se termine à faire
 „voir qu'il s'en faut beaucoup, qu'on ne
 „doive regarder comme la doctrine publi-
 „que & la foi constante de l'Eglise, tant
 „d'articles si embarrassés, sur lesquels il
 „n'y a rien de fixe & d'unanimement ar-
 „rêté touchant ce qui est condamné & con-
 „damnable. La foi des Evêques ne consiste
 „pas dans le son, mais dans le sens des pa-
 „roles ; & quand on ne le détermine pas à
 „ceux à qui l'on parle, on leur parle une
 „langue étrangère, bien loin de les instruire.

„Que si dans les siècles passés, il a fallu
 „tant de tems pour que des Articles très-
 „simples, très-clairs, & en très-petit nom-
 „bre aient été censés reçus par une acce-
 „ptation tacite de l'Eglise : qui ne voit
 „qu'il faudroit qu'il se fût écoulé un tems
 „beaucoup plus considérable pour avancer
 „avec quelque vrai-semblance, que tant de
 „matières importantes & d'une discussion
 „si longue, si embarrassée, si profonde,
 „si éloignée de la portée du commun des
 „fideles, ayant été reçus par une accepta-
 „tion tacite de la première espèce ?

M. Ravechet fut plus court sur les autres
 „qualifications ; mais il fit voir avec la même
 „évidence, qu'il n'y en avoit aucune qui ne
 „convint à la Declaration de M. de Toulon.
 „On leve, dit-il, le signal du combat en-
 „tre un nombre d'Evêques, & un Corps de
 „Theologiens, qui a rendu de si grands
 „services à l'Eglise & à l'Etat. On les met
 „aux prises les uns contre les autres : mais
 „avec combien peu de justice ? Ce sont des
 „Evêques d'une part, qui ne disent pas
 „même en termes précis ce qu'ils condam-
 „nent & ce qu'ils approuvent, & qui n'ont
 „point d'autorité sur la Faculté ; & ce sont
 „des Theologiens de l'autre, qu'on n'aver-
 „tit pas même de ce qu'on trouve de re-
 „prehensible dans leur doctrine.... L'Au-
 „teur de cette Declaration fait une profes-
 „sion solennelle d'avoir une doctrine dif-
 „ferente de la nôtre ; & si la nôtre est or-
 „thodoxe, quelle peut donc être celle qui
 „lui est opposée ?

„Je ne vous dirai pas, Messieurs, que
 „notre doctrine est saine & orthodoxe ;
 „mais je vous dirai que le monde entier le

„ soutient & le publie. La doctrine dont
 „ nous faisons profession, est celle dans la-
 „ quelle nous avons été baptisés, celle que
 „ nous avons puisée dès notre enfance dans
 „ le sein de l'Eglise Catholique, Apostoli-
 „ que & Romaine; celle que nous appren-
 „ nons à défendre par l'Ecriture & par la
 „ Tradition. Je laisse à M. de Toulon le
 „ soin de caractériser la sienne, si elle est
 „ différente de la nôtre. Mais pourroit-il
 „ s'imaginer, que relegué dans une des ex-
 „ tremitez du Royaume, il ait lui seul plus
 „ de lumières que tout l'Univers? Cela
 „ posé, le parti n'est nullement embaras-
 „ sant sur cette affaire. Si M. l'Evêque de
 „ Toulon a la même doctrine que nous, il
 „ ne peut se dispenser de revoquer une Dé-
 „ claration, où il fait profession d'en avoir
 „ une différente. S'il en a une contraire, il
 „ faut qu'il se prepare à r. pondre à l'accu-
 „ sation de doctrine erronée que nous in-
 „ tentons contre lui. Mais s'il a avec nous
 „ un même sentiment & une même doctri-
 „ ne, faisons ensemble une paix éternelle,
 „ & qu'il se donne bien de garde de donner
 „ la moindre atteinte à notre union dans le
 „ sein de l'Eglise.

M. le Syndic passa ensuite aux moyens de
 pourvoir contre une piece si reprehensi-
 ble, & il en proposa jusqu'à quatre. Le pre-
 mier fut de porter cette affaire aux premiers
 Magistrats par un appel comme d'abus. Le
 2^e d'en appeler aux Juges Ecclesiastiques,
 à qui il appartenait de prononcer sur la ma-
 tière du schisme & de l'hérésie; & s'il en
 étoit besoin, au siège Apostolique assemblé
 dans un Concile, & même au premier
 Concile general, dont plusieurs autres cau-
 ses très-pressantes rendoient depuis long-
 tems la celebration nécessaire: *Quin & ubi
 opus erit, sedis Apostolica in Concilio con-
 greganda, atque etiam Concilio œcumeni-
 co, jam pridem urgentissimas ob causas cele-
 brando.* Le 3. de dresser en attendant au
 nom de la Faculté une dénonciation de la
 Déclaration, qu'on adresseroit au Pape,
 au S. Siège, à tous les Evêques, à tous les
 Rois & Princes Souverains Catholiques,
 aux Parlemens, & à tous ceux qui, en quel-
 que lieu que ce fut, invoquoient le nom

de J. C. notre Seigneur. Et le 4. enfin étoit
 de composer un Corps de doctrine exact,
 sur toutes les matières qui causoient depuis
 long-tems du trouble dans l'Eglise & dans
 l'Etat, qu'on joindroit à cette dénonciation.
 „ La Faculté, dont la science & les lumié-
 „ res sont connues de tout le monde, ren-
 „ dra par un tel ouvrage, dit-il en parlant
 „ de ce dernier moyen, un service conside-
 „ rable à l'Etat & à l'Eglise, comme elle fit
 „ autrefois par celui qu'elle composa en
 „ 1542. contre les erreurs de Luther, par
 „ lequel elle arrêta le cours de l'hérésie, ré-
 „ pandit la lumière dans le Royaume & les
 „ Pais circonvoisins, combla les Catholi-
 „ ques de joye, ramena grand nombre
 „ d'hérétiques au sein de l'Eglise, & décon-
 „ certa les autres. Les grands effets que
 „ produisit ce premier ouvrage, forment un
 „ heureux préjugé pour celui que nous mé-
 „ ditons, & en tracent le modèle.

„ Le Clergé de France attentif à répri-
 „ mer la licence effrénée des Casuistes, sou-
 „ haita en 1641. un ouvrage semblable,
 „ & demanda que douze Docteurs s'appli-
 „ quassent à recueillir les regles les plus pu-
 „ res de la morale, pour apporter remède
 „ aux relâchemens introduits, ou qui pour-
 „ roient s'introduire dans la suite.

„ Enfin, nous voyons dans l'histoire,
 „ que d'illustres Prelats ont souvent deman-
 „ dé à la Faculté de parcelles détermina-
 „ tions sur différentes matières, auxquelles
 „ on donnoit le nom de Conclusions. On
 „ en trouve un exemple memorable à la fin
 „ des ouvrages de Pierre de Blois de la nou-
 „ velle édition....

„ Il faut donc aujourd'hui sur ces modè-
 „ les & suivant la methode observée par
 „ nos Peres, dresser de nouveaux Articles
 „ de la doctrine qu'enseigne la Faculté, &
 „ qu'elle approuve; & il est à propos qu'on
 „ s'y explique nettement sur les matières
 „ qui torment les contestations présentes,
 „ qui troublent & qui déchirent depuis
 „ long-tems l'Eglise de France. Ce travail
 „ ne peut manquer d'avoir des suites très-
 „ avantageuses.

„ Par là nous fermerons la bouche à
 „ toutes les personnes injustes & mal inten-

„tionées, qui par des bruits secrets & des
„accusations mal fondées s'efforcent de-
„puis quelques années de ternir la reputa-
„tion que cette Compagnie celebre s'est
„justement acquise.

„Par là nous rendrons un service impor-
„tant à ce Royaume, & même aux Royau-
„mes étrangers. Un ouvrage conçu & exé-
„cuté dans le plan que je vous trace, sera ca-
„pable d'empêcher qu'on ne se laisse empor-
„ter à tous les vents des opinions humaines
„par la tremperie des hommes; & on y trou-
„vera des regles sûres pour distinguer les
„véritables sentimens de l'Eglise, des vai-
„nes conjectures de l'esprit humain; la loi
„immuable de Dieu, des visions passagé-
„res des hommes; les veritez de foi, des
„opinions de l'Ecole; les maximes certai-
„nes, des pratiques douteuses; la voye sû-
„re de la verité, des routes perdues de l'i-
„niquité & du menfonge.

„Enfin par là les heretiques ne pourroient
„plus se dissimuler la foi véritable de l'E-
„glise Catholique. Ils la trouveront dans
„la doctrine de cette Faculté si capable de
„faire impression sur leur esprit, en leur
„faisant connoître quelles sont d'une part
„les veritez essentielles de la foi, & quel-
„les sont de l'autre celles qui n'y ont qu'un
„rapport. Nous leur fournirons une occa-
„sion de quitter enfin leurs mauvais préju-
„gez, & de se détromper efficacement de
„toutes les impostures que leur debiteint
„sans cesse leurs Ministres, contre l'Eglise
„Catholique. Y eut-il jamais un ouvrage
„plus digne de vos soins? En suivant les
„lumières de vos Ancêtres, on verra bril-
„ler les vôtres.

„Ainsi nous ferons usage des calomnies
„inténuées contre nous; calomnies, qui ne
„détruiront jamais l'estime que tout l'uni-
„vers a conçüe pour cette Compagnie.
„Nous en ferons, dis-je, un usage tel qu'il
„convient à des ministres du Seigneur; &
„nous nous servirons en même tems des
„sentimens avantageux pour nous, qui
„sont gravez dans tous les cœurs, pour
„détruire jusqu'à la racine, les semences
„de dispute, d'heresie, & de schisme, que
„certaines personnes s'efforcent de repau-

„dre. Et afin qu'on reconnoisse le caractère
„de ceux, qui, pour obéir à M. l'Evêque
„de Toulon, nous regarderont comme des
„corrupteurs & des séducteurs, donnons
„un échantillon de la saine doctrine dont
„nous faisons profession, découvrons nos
„sentimens à l'Eglise nôtre mere; que la
„charité fraternelle ouvre & dilate nôtre
„cœur. Et n'employons pour nôtre recom-
„mandation envers tous les hommes qui
„jugeront de nous selon le sentiment de
„leur conscience, que la sincerité avec la-
„quelle nous prêchons devant Dieu la ve-
„rité de son Evangile.

„Mais, pour agir avec plus de maturité
„dans une affaire de cette importance, je
„croi qu'il faut charger du soin de dresser
„le Corps de doctrine, plusieurs personnes
„de cette illustre assemblée, qui s'appli-
„quent à cet ouvrage avec toute l'attention
„& toute la sagesse dont elles sont capables.
„Enfin, ajouta-t'il, en finissant, je crois
„qu'avant toutes choses il est à propos de
„délèguer à M. le Regent, pour l'informer
„de nos résolutions, & lui porter nos plain-
„tes de la Déclaration de M. l'Evêque de
„Toulon.

Après ce discours, M. le Syndic instrui-
sit l'Assemblée de l'état où étoit l'affaire de
M. le Rouge: il lui apprit qu'il n'avoit
voulu entrer dans aucune composition; mais
qu'il lui avoit fait signifier le jour préce-
dent, un appel qu'il avoit relevé au Parle-
ment, de tout ce qui pouvoit avoir été fait
contre lui, avec assignation à la Faculté de
comparoitre au premier jour sur le dit ap-
pel: que, quoiqu'il prétendit que par-là la
Faculté avoit absolument les mains liées à
son égard, il ne paroïssoit point que cet
appel dût l'empêcher d'achever l'enquête
qu'elle avoit commencée contre ce Doc-
teur, & de le citer de nouveau à comparoitre
devant elle.

Ces deux affaires ayant été mises en dé-
libération par M. Boileau Président, il fut
décidé sur l'avis presque unanime de 144.
Docteurs qui opinerent dans cette Assem-
blée,

1. Que la Faculté se pourvoiroit contre
M. l'Evêque de Toulon, en la maniere &

par les moyens proposez par M. le Syndic : ce qui fut regardé dès-lors comme un prélude de l'appel qu'elle a interjeté depuis, de la Constitution & de toutes ses suites, au Concile ecumenique ; puisque cet appel étoit un des principaux moyens suggerez par M. Ravechet.

2. Qu'il seroit incessamment dressé un Corps de doctrine sur les matieres contestées, à l'exemple de celui qui avoit été fait au tems des troubles de Luther ; & que la Faculté nommoit pour y travailler MM. Habert, Hideux, Lambert, Leger, Jollain, Du-Pin, le P. de Latenai Carme, Favart, Berthe, Brüssé, Premontré, Witrassé, d'Asfeld, de la Vigerie, Le Tonnelier Chanoine de S. Victor, Pastel, Cottin & le P. Torombar Jacobin.

3. Qu'elle approuvoit le discours de M. le Syndic, & ordonnoit qu'il seroit inscrit dans les Registres.

4. Enfin, que M. le Ronge seroit cité à l'Assemblée extraordinaire qui se tiendrait le 23. du Courant ; & qu'on s'assembleroit encore extraordinairement le lendemain 21. Avril pour traiter des affaires qui n'avoient pu être terminées jusques là.

ASSEMBLÉE du 2. Avril 1716.

On devoit naturellement commencer l'Assemblée extraordinaire du 2. Avril par la lecture & la confirmation de la conclusion du jour precedent ; mais cela ne se pût faire, parce que M. le Syndic n'avoit pu trouver le tems nécessaire pour la rédiger avec les Conscripteurs, suivant l'usage de la Faculté. Ainsi elle ne fut confirmée que dans l'Assemblée du 23. Avril avec la Conclusion de la presente Assemblée. Voici ce qui le passa de plus considerable dans celle-ci par rapport à notre sujet. M. Hideux le plus ancien des Commissaires dans l'affaire de M. le Roux ; dont nous avons donné par avancée une relation abrégée, prit le Bureau ; & apres avoir rendu compte de l'état où étoit cette affaire, il passa à un article qui concernoit l'affaire du Syndic le Rouge, dans laquelle il étoit aussi Commissaire, ayant été ajouté à ceux qui avoient été nom-

mez d'abord. Il dit qu'il étoit obligé d'avertir la Faculté d'un fait important. Ce fait étoit que lorsque M. Ravechet en execution de la Conclusion du 4. Janvier avoit biffé au nom de la Faculté, le Decret prétendu de 1714. qu'elle avoit déclaré faux & supposé, il avoit mis d'abord à la marge cette simple apostille, *que lui en qualité de Syndic, a rayé ce prétendu Decret suivant la conclusion du 4. Janvier de la presente année, confirmée le 8. du même mois & lu encore une fois dans l'Assemblée du 1. Fevrier.* Mais quelques jours après, par des motifs que lui M. Hideux ignotoit, & que M. le Syndic ne refuseroit point d'expliquer avec la candeur ordinaire, M. le Syndic y avoit fait cette addition : *qu'à cause de l'Appel interjeté par quelques Docteurs opposans (qu'il croit néanmoins injuste) il auroit jugé à propos, suivant son avis particulier, que l'on n'eût pas encore rayé ce prétendu Decret.* M. Hideux ajouta, que les Docteurs opposans pretendoient tirer avantage de cette seconde apostille, mais qu'il étoit persuadé que M. le Syndic seroit le premier à reparer ce qu'il y auroit eu en cela d'irregulier.

En effet M. le Syndic avoua la faute, & remercia M. Hideux de l'occasion qu'il lui avoit donnée de la reconnoître. Il dit, qu'il avoit fait la premiere addition par ordre de la Faculté ; mais pour la seconde, il convint que c'étoit de son propre mouvement, & par un sentiment de foiblesse, causé par les differentes accusations dont on le chargeoit mal à propos : *Forſitan aliquid humani paſſus ſum propter illas criminationes quibus impetebam.* Il ajouta, qu'il étoit bien étrange que les ennemis de la Faculté voulussent tirer avantage d'une chose qui ne prouvoit rien que contre lui même, puisqu'il avoit agi sans ordre & en son propre & privé nom, comme l'apostille même le marquoit. Qu'ainsi il requeroit 1. qu'on desaprouvât cette seconde apostille, & qu'on défendît aux Syndics de rien écrire à l'avenir sur les Registres sans l'ordre de la Faculté. 2. Que pour fermer la bouche aux Docteurs opposans & leur ôter tout pretexte même frivole d'infirmier les Conclusions faites contre la Constitution & le prétendu Decret, on les

confirmât de nouveau. Cet incident peut faire penser aux embarras & aux perplexités où M. Ravechet se trouvoit exposé tous les jours dans des conjonctures si difficiles.

Il lut ensuite un Ecrit où il avoit rédigé les moyens qu'il avoit proposés dans son discours de la veille, pour agir contre la Déclaration de M. l'Evêque de Toulon ; & il dit qu'ayant été informé que d'autres Evêques étoient résolus de suivre son exemple, & de défendre à leurs diocésains, soit par des Mandemens, soit de vive voix, d'étudier dans les Ecoles de la Faculté, ou d'y prendre des degrez, il requeroit que la Faculté déclarât déchu de leurs degrez tous les Docteurs, Licenciés & Bacheliers qui seroient convaincus d'avoir obéi à de semblables ordres ou Mandemens. Enfin, il proposa de flétrir par un désaveu un libelle plein d'aigreur & de fausseté qu'on avoit publié depuis peu sous ce titre : *Nouvelle Relation des Assemblées de Sorbonne &c.*

Sur ce requiéroit, auquel M. le Syndic ajouta encore d'autres articles qui ne regardent point notre sujet, la Faculté déclara presque unanimement :

1. Qu'elle désapprouvoit la *Relation* dont nous venons de parler.

2. Qu'elle approuvoit la première apostille que M. le Syndic avoit mise le 1. Février à la marge du prétendu Decret, qu'elle avoit jugé à propos d'étendre à tout ce qui avoit rapport à ce Decret & à sa confirmation : Ordonnoit que la seconde apostille ajoutée par M. le Syndic le 18. Février, seroit rayée, & confirme toutes les Conclusions faites sur ce sujet depuis le 2. Decembre 1715.

3. Que ces conclusions seroient imprimées, avec le proces verbal dressé par MM. les Commissaires touchant le Syndicat de M. le Rouge.

4. Qu'elle défendoit à tous Docteurs & autres de rien insérer dans les Registres sans en avoir demandé avis.

5. Qu'elle entendoit priver de tous degrez les Docteurs, Licenciés & Bacheliers qui seroient reconnus avoir exécuté ou fait exécuter les Mandemens des Evêques qui défendroient à leurs Diocésains d'étu-

dier dans les Ecoles de la Faculté.

6. Que les moyens proposés par M. le Syndic dans l'Assemblée précédente contre le Mandement de Toulon, seroient insérés expressément dans les Registres avec la Conclusion qui a été faite à cette occasion.

ASSEMBLÉE du 23. Avril 1716.

L'Assemblée extraordinaire du 23. Avril ne fut pas fort nombreuse. M. le Syndic mit d'abord en délibération l'affaire de M. le Rouge, qui avoit fait une réponse peu décente à la signification qu'il avoit reçue de la part de la Faculté, & qui persistoit toujours à se roidir contre une si bonne mère, qui avoit fait toutes les démarches possibles, pour ramener ce Docteur, malgré son infidélité & les prevarications qu'il avoit commises dans l'exercice du Syndicat. M. le Syndic proposa aussi d'ajouter à ce qui avoit déjà été réglé au sujet du Mandement de M. l'Evêque de Toulon une députation à M. le Regent, pour lui en porter de justes plaintes, lui représenter l'énormité de l'entreprise de l'Evêque, & pour supplier S. A. R. d'employer son autorité pour obtenir du Prelat une satisfaction convenable, faute de quoi, sous le bon plaisir de S. A. R. la Faculté agiroit contre son Mandement, en la manière qu'il avoit été projeté dans les dernières délibérations.

Ces deux affaires furent conclues d'abord ; car il y eut ce jour là deux délibérations, & ce ne fut que vers le milieu de l'Assemblée, & lorsqu'elle fut devenue beaucoup plus nombreuse, que M. le Syndic fit un discours, qui n'étoit pas moins important que celui qu'il avoit fait le premier du mois, & dont nous ne rapporterons ici que quelques traits.

Il le commença par avertir la Faculté, qu'on répandoit dans le public un libelle diffamatoire sous le titre de *Lettre de M. l'Evêque de ***. à M. l'Evêque de ***.* qui, si l'on en croyoit la date, étoit écrite de Paris le 10. Mars 1716. Qu'on y proposoit à tous les Evêques un modèle de Mandement, qui étoit conçu dans les mêmes termes que la Déclaration de Toulon, qui ne pouvoit pas néanmoins être une suite de cet-

re lettre, n'étant pas possible que ce Prelat eût pu signer cette Declaration dans la ville Episcopale dès le 14. Mars, c'est-à-dire quatre jours seulement après la date de la Lettre ; mais que cette conformité faisoit connoître de quelle part venoit la Declaration, & que l'Evêque n'en étoit pas l'auteur.

Le libelle dénoncé par M. le Syndic, est le même dont nous avons donné plus haut l'extrait sous le titre de *III. Tocsin*. M. le Syndic en fit un précis, par lequel il fit voir, que la Faculté pouvoit en tirer de grands avantages, malgré toutes les injures dont il étoit rempli. Il refuta solidement ce qui y étoit dit, que la Faculté avoit jugé le Jugement des Evêques : & qu'elle s'étoit élevée un tribunal au dessus d'eux, & attribuée une juridiction supérieure à la leur. Mais il établit fortement, sur l'Ecriture & sur la tradition, confirmée par toute l'histoire de l'Eglise, le droit que les Docteurs ont, comme Chrétiens, de défendre la vérité ; & comme Prêtres & Docteurs, de rendre des avis & des jugemens doctrinaux, même dans les Conciles. Il cita les traités que les Cardinaux de Cambrai & de S. Marc avoient fait lire publiquement au Concile de Constance. Après quoi, ce dernier Cardinal s'étoit écrit : *O Evêques, admettez les Docteurs au Concile, & à cause d'eux & à cause de vous, afin qu'ils vous apprennent ce que vous ignorez, & qu'ils vous dirigent dans vos décisions. Ne rejetez pas les hommes sçavans, afin de ne paroître pas rejeter la science, & que Dieu se serve de leurs lumières pour vous instruire, & pour vous conduire dans la voie de salut.*

Ce discours fini, M. Hideux fit, à la prière de M. le Syndic, le rapport d'une des Commissions dont il avoit été chargé avec les Députés ses Collegues. C'étoit de s'informer des Docteurs qui alloient par la ville, pour mandier des signatures contre les dernières conclusions. Il dit qu'il avoit appris par des voies certaines, que M. Gaillande, (c'est le jeune Docteur dont nous avons parlé au commencement de cette Histoire) étoit coupable de cette infidélité ; qu'il étoit de plus convaincu d'avoir distribué le fameux libelle intitulé : *Memoire pour*

le Corps des Evêques qui ont reçu la Constitution ; (c'est le *II. Tocsin*) & qu'enfin tout le monde savoit, que ce Docteur pallioit pour être l'auteur d'un autre ouvrage qui avoit pour titre : *Eclaircissements Toclosiques &c.* ouvrage qui contenoit plusieurs choses contraires à la doctrine de l'Eglise, & à celle de l'Eglise de France en particulier.

On verra par la conclusion qui suit, ce qui fut résolu sur ces différens points par les suffrages de 103. Docteurs.

- „ La Faculté ordonne 1. Qu'on fera une
- „ députation à M. le Duc Regent pour lui
- „ porter des plaintes contre le Mandement
- „ de M. l'Evêque de Toulon, & pour prier
- „ S. A. R. d'approuver les moyens que la
- „ Faculté a en vue de suivre pour la réparation de l'injure qu'elle a reçue, & scandale que ce Mandement a causé. 2. Qu'on
- „ citera pour une seconde fois M. le Rouge
- „ à comparoître à l'Assemblée du 2. Mai....
- „ 5. Que les Docteurs nommez pour l'affaire de M. le Rouge, auront la permission de citer M. Gaillande.
- „ 6. Que M. Leger fera ajouté au nombre de ces Docteurs.
- „ 7. Que le libelle intitulé, *Lettre de M. l'Evêque . . . à M. l'Evêque . . .* sera
- „ refusé & déferé aux premiers Magistrats,
- „ au nom de la Faculté.

ASSEMBLÉE du 2. May 1716.

L'Assemblée ordinaire du 2. May commença par le rapport que M. Hideux, à la prière de M. le Syndic, fit de la députation à M. le Regent, dans laquelle il avoit porté la parole, comme le plus ancien des Députés. Il repeta en entier le discours qu'il avoit prononcé, dans lequel, après avoir fait un éloge convenable de la Faculté, & donné une idée juste de l'attentat de M. l'Evêque de Toulon, il avoit supplié S. A. R. de permettre à la Faculté, si ce Prelat refusoit de lui faire une réparation suffisante, de se pourvoir, soit devant les Magistrats, soit devant les Juges Ecclesiastiques, comme le S. Siège, ou même devant le souverain Tri-

bunal de l'Eglise par un appel au Concile general. La Faculté écouta avec un extrême plaisir la réponse obligeante que M. le Regent avoit eu la bonté de faire à ce discours, les marques de considération qu'il avoit données pour la Faculté, l'improbation qu'il avoit faite hautement du Mandement de M. l'Evêque de Toulon, la promesse de lui faire écrire pour l'engager à réparer cette injure, & la permission qu'il leur avoit cependant donnée de se pourvoir au Parlement, qui avoit déjà fletti quelques-uns de ses Ecrits.

M. le Syndic rendit compte ensuite de la 2. signification qui avoit été faite à M. le Rouge, & de la réponse qu'il avoit faite, aussi frivole que la première. Il rapporta comment le Sr. Gaillande s'étoit fait donner une Lettre de cachet, qui l'exiloit à Blois, pour éviter la suite des Informations qu'on avoit commencées contre lui; que lui Syndic avoit employé le credit d'une personne de grande considération auprès de M. le Regent, pour faire révoquer cette Lettre de cachet, ou du moins en suspendre l'exécution; mais que le jeune Docteur étoit déjà parti; tant il aimoit son exil: que son absence ne devoit point empêcher qu'on ne continuât les informations, & qu'on ne mît son affaire au moins en état d'être jugée; que les preuves qu'on auroit du mauvais procédé de ce Docteur, seroient peut-être de nature, que, nonobstant son absence, on pourroit faire le rapport à la Faculté, & la Faculté en décider; en réservant néanmoins le jugement définitif jusqu'à ce que la partie intéressée eût été entendue.

L'Assemblée prononça sur ces deux points, & sur quelques autres, de la manière qu'on le verra par la Conclusion qui fut si unanime, que de 135. opinans, il n'y en eut qu'un seul qui s'éloigna de l'avis commun.

1. La Faculté, après avoir remercié M. Hideux de son éloquent discours à M. le Duc d'Orleans Regent, prie ce Docteur de le communiquer avec le rapport qu'il a fait à la Compagnie de la députation à S. A. R. afin d'inse-

rer l'un & l'autre dans les Registres.
2. Elle ordonne que M. le Rouge sera cité une troisième fois à la prochaine Assemblée extraordinaire, qui doit se tenir le 11. May; & qu'on joindra à l'Acte qui lui sera signifié, le Procès-Verbal dressé contre lui, afin qu'il puisse se préparer à y répondre.

3. Que l'on continuera de prendre les mesures nécessaires pour la poursuite du procès contre les Docteurs opposans.

4. Que l'on continuera les informations nécessaires pour mettre l'affaire du Sr. Gaillande en état d'être jugée.

En même tems que le Sr. Gaillande fut relegué à Blois, M. Eudes autre Docteur, qui étoit dans des sentimens entièrement opposés, & en avoit donné des preuves authentiques, fut exilé à Laon. La Cour affectant alors une espèce de neutralité, & ne voulant pas exiler un Docteur d'un parti, sans en exiler aussi quelqu'un de l'autre.

ASSEMBLÉE du 11. May. 1716.

Au commencement de l'Assemblée du 11. May M. Navarre denonça à la Faculté un nouveau Mandement de M. l'Evêque de Toulon, par lequel ce Prelat, ayant eu avis du discours que M. Ravechet avoit fait contre le premier en Sorbonne, & en ayant reçu un extrait, le condamnoit en ces termes: *Nous condamnons le dit extrait du Discours, comme faux, scdaleux, injurieux à l'Eglise; outrageant, non seulement les Evêques de ce Royaume en particulier, mais encore tout le corps de l'Episcopat, & les Puissances seculieres les plus legitimes, ennemi de la paix de l'Eglise, schismatique, sentant l'heresie, & même hérétique, si on l'entend en ce sens, que les fidèles ne soient pas obligés, même à présent, de se soumettre à la Constitution Unigenitus, quant à la condamnation des 101. propositions qui y sont insérées.*

Ce fut à cette proposition que M. Navarre s'attacha, & dont il demanda la censure. Il mit en même tems le Mandement sur le bureau, & on en fit la lecture en entier. M. le Syndic rendit compte ensuite de

la troisième citation qui avoit été faite à M. le Rouge, & qui n'avoit pas eû plus d'effet que les deux premières. Et comme on apprit sur la fin de l'Assemblée, que le Parlement de Paris avoit rendu ce matin là même un Arrêt contre la Déclaration & le Mandement de M. de Toulon, & contre la Lettre d'un Evêque à un Evêque, dont nous avons parlé plus haut, par lequel ces trois Ecrits avoient été supprimés; & que M. l'Avocat General Joly de Fleury dans son discours avoit parlé de la Faculté d'une manière très-honorable, M. le Syndic requit qu'on fit une députation pour remercier les premiers Magistrats, ce qui fut ordonné comme on le va voir par la Conclusion qui fut formée en ces termes.

„ 1. La Faculté nomme pour examiner „ la proposition du Mandement de Toulon „ dénoncée par M. Navarre, huit Doc- „ teurs, savoir MM. Habert, Anquetil, le „ Meur, Courcier, Berthe, Goulard, & „ les PP. Broullé Prémontré, & Torombat „ Jacobin.

„ 2. Elle ordonne une Députation des „ six plus anciens Docteurs à M. le Premier „ Président & à MM. les Gens du Roi.

„ 3. Elle déclare que M. le Rouge, no- „ nobstant son Appel, sera regardé comme „ atteint & convaincu des accusations in- „ rentées contre lui, & qu'il a encouru les „ peines portées par les Statuts, c'est-à-dire „ l'exclusion du Corps de la Faculté.

ASSEMBLÉE du 22. Mai 1716.

Cette Conclusion fut confirmée dans une Assemblée extraordinaire qui se tint le 22. Mai, & on y fit aussi la lecture de l'important Discours, que M. le Syndic avoit prononcé dans l'Assemblée du 1. Avril, pour l'inscrire dans les Registres. Ensuite M. le Syndic rendit compte de la Députation ordonnée dans la dernière Assemblée, & il rapporta la réponse remarquable que M. le Premier Président avoit faite aux Deputés de la Faculté: *Que la Cour seroit toujours attentive à protéger la Faculté, dont les intérêts & les sentimens leur paroissent communs avec*

ceux de l'Eglise & de l'Etat. Il avertit en même tems la Faculté, qu'il paroïssoit deux autres nouveaux Mandemens, l'un de M. l'Evêque de Toulon, & l'autre de M. l'Evêque de Chalon sur Saonne, pour publier la Censure dressée par la dernière Assemblée du Clergé contre les *Hexaples* & le *Temoignage de la Vérité*. Il dit que ces deux Mandemens péchoient par le même principe, en supposant faussement l'un & l'autre, *Que la Constitution étoit dès à présent une règle de Foi, ou qu'il n'y en eût jamais; Puisqu'elle étoit*, ajoutoit M. l'Evêque de Chalon, *un Jugement doctrinal des Pasteurs ayant à leur tête le souverain Pontife.* Il refusa en peu de mots cette prétention; & il n'oublia pas de relever le terme impropre dont se servoit M. de Chalon, en parlant du jugement du Corps des Pasteurs, qu'il appelloit *jugement doctrinal*: nom qui ne convient, dit-il, qu'aux jugemens des Facultés de Theologie; au lieu que ceux des Evêques sont des *Jugemens juridiques, d'autorité*.

Il ajouta que quelques Docteurs avoient eu dessein de dénoncer en forme ces Mandemens; mais qu'il les avoit priés de ne le pas faire, parce que la proposition qu'ils y vouloient reprendre, étoit la même que celle du Mandement de Toulon, qui avoit déjà été dénoncée; & dont les Docteurs nommez pour l'examiner, se dispoient à faire incontinent leur rapport à la Faculté. L'Assemblée ne s'étant occupée pendant le reste du tems, que des affaires étrangères à nôtre sujet, nous passons aux Assemblées suivantes,

ASSEMBLÉES du 3. du 8. du 13. du 17.
& du 26. Juin 1716.

Il s'en tint jusqu'à cinq pendant le mois de Juin. Dans la 1. M. le Syndic fit part à la Faculté d'une lettre qu'il avoit reçue de Provence, par laquelle on lui mandoit que le Parlement d'Aix avoit aussi rendu le 22. du mois precedent, un Arrêt qui supprimoit, comme avoit fait quelques jours auparavant le Parlement de Paris, la Déclaration & le Mandement de Toulon, & la

Aaaa ij

lettre d'un Evêque à un Evêque, avec un nouveau Mandement de M. l'Evêque de Marseille du 2. Mai, qui en ordonnant des Prières publiques pour obtenir la pluye, rejettoit le fléau de la sécheresse sur les enfans rebelles à l'Eglise qui refusoient de recevoir la Constitution.

Mais il ajouta qu'il avoit encore à faire le rapport d'un Mandement de M. de Foresta de Colonges Evêque d'Apt, incomparablement plus injurieux que tous les autres à la Faculté, qui avoit été ataquée expressément, & traitée de la manière la plus indigne. Il en rapporta quelques traits délicats & pleins de sel. Nous n'en donnerons qu'un seul exemple en attendant que nous rendions compte de ce Mandement en particulier. Le Prelat disoit en parlant des Docteurs : *L'opiniâtreté dans l'erreur est souvent le fruit d'un orgueil outré, qui naît d'une grande érudition. La science enfle si fort l'esprit, qu'elle le jette dans la folie & dans l'oubli de son néant, & des bien-faits qu'il a reçus du Ciel &c.* Et vis à-vis de ces dernières paroles, il citoit à la marge ce passage de la 1. Epître de S. Paul aux Cor. c. 8. *scientia inflat* : & cet autre du 26. ch. des Actes *Multa te littera ad insaniam convertunt.* Ces paroles des Actes, que Mr. d'Apt applique aux Docteurs qui se sont declarez contre la Constitution, sont, dit M. Ravechet, celles que Festus appliquoit à S. Paul dans le tems qu'il se détendoit devant ce Gouverneur. Il est vrai qu'il leur applique aussi, si celles de l'Apôtre même par lesquelles il marque, que la science seule sans la charité ne sert qu'à enfler. Mais sur quoi ce Prelat fonde-t'il l'orgueil & la folie des Docteurs qui ne pensent pas comme lui ? Ce n'est pas sur la pensée de l'Apôtre ; car on sait qu'il n'a pas un respect aveugle pour ses sentimens, qu'il est quelquefois tenté de s'en éloigner. C'est plutôt sur la reflexion de Porcius Festus ; & il nous dit, comme ce Romain le disoit à S. Paul : *Vous êtes insensé : votre grand savoir vous a renversé l'esprit.* Sur quoi S. Paul lui répondit : *Je ne suis point insensé, très-excellens Festus ; mais les paroles que je viens*

de dire, sont des paroles de vérité & de bon sens. C'est donc, ajouta-t'il, comme si le Prelat nous disoit aujourd'hui, comme il le disoit autrefois : N'en déplaît à l'Apôtre, il faut plutôt s'en tenir au jugement de Festus, qu'à ce que S. Paul soutient, & vous êtes tous avec votre érudition de véritables insensés.

M. Ravechet faisoit ici allusion à un ancien Mandement que ce Prelat, étant Grand Vicairé de Marseille, avoit fait pour exhorter les fideles du Diocèse à secourir les Nouveaux Convertis ; où après avoir rapporté ces paroles de S. Paul : *Pendant que nous en avons le tems, faisons du bien à tous, mais principalement à ceux qu'une même foi a rendus comme nous domestiques du Seigneur,* Gal. 6. 10. il ajoutoit cette reflexion : *Quoi que nous ayons toujours pour les sentimens de S. Paul tout le respect que nous devons, il faut avouer que nous sommes tentés de nous en éloigner aujourd'hui en faveur des Nouveaux Convertis.*

M. Ravechet étendit l'application de cette même pensée à un autre endroit du Mandement, où le Prelat, voulant montrer que les Docteurs n'étoient pas en droit de parler des décisions du Pape & des Evêques, disoit : *Nous avons vu les Docteurs de deux fameuses Universitez du Royaume sortir du rang que l'Apôtre leur a donné dans la Hierarchy Ecclesiastique, pour se rendre, aux dépens du souverain Pontife & des Evêques, auxquels seuls le droit en appartient, les infaillibles oracles de la Religion.* Sur quoi M. le Synodic, voulant montrer au contraire que les Docteurs & les Prêtres versés dans la science de l'Ecriture sainte & de la Tradition, étoient en droit de donner leur avis touchant les matières sur lesquelles les Evêques devoient porter leur jugement, ou même l'avoient déjà porté, remarqua que les Apôtres & les Prêtres s'assemblerent dans le Concile de Jerusalem sur la question apportée d'Antioche par S. Paul & par S. Barnabé ; qu'ils examinerent ensemble cette question avec beaucoup de soin & de maturité ; & que la décision formée par ce qui semble bon au S. Esprit & à eux, fut adressée

lée au nom des uns & des autres aux Eglises d'Antioche, de Syrie, & de Cilicie. D'où il conclut, que ce Prelat pour contredire S. Paul, nioit que les Prêtres pussent donner avec les Evêques leur avis sur les matières contestées; que sur cela il sembloit dire encore une fois : *N'en déplaise à S. Paul, les choses ne se sont pas passées, comme S. Luc son Disciple nous le rapporte.*

Au reste, les Docteurs remarquerent, que ces excès n'étoient pas surprenans, dans un Evêque qui, étant encore Grand-Vicaire de Marseille, avoit été l'approbateur de la traduction que le P. Crolet Recollet y fit imprimer du 1. Livre de la Cité Mystique de Marie d'Acreda, qui fut depuis censuré par la Faculté de Paris.

Après le Discours de M. le Syndic, on fit la lecture en entier de ce Mandement, & de l'Arrêt d'Aix où étoit inséré le plaidoyer de M. de Gauffridy premier Avocat General de ce Parlement, qui fut entendu avec un singulier plaisir par l'Assemblée. Elle conclut, Qu'on écrirait des lettres de remerciement à M. le Premier Président, à M. l'Avocat General qui avoit porté la parole, & dit tant de belles choses à l'honneur de la Faculté, & en faveur de la saine Doctrine dont elle fait profession, & à tout le Parlement d'Aix en Corps.

La 2. Assemblée, qui se tint le 8. Juin, fut toute occupée de l'affaire de M. le Roux. M. Navarre se plaignit seulement, en opinant dans son rang, de ce que les Docteurs qui avoient été commis pour examiner la proposition du Mandement de Toulon, qu'il avoit dénoncée, différoient de faire leur rapport, dans un tems où il étoit nécessaire d'élever la voix pour défendre la vérité, & arrêter les maux qui croissoient de jour en jour; & il lut en même tems quelques endroits d'un nouveau Mandement de M. l'Archevêque d'Arles, qui attaquoit aussi très-indignement la Faculté, quoique d'une manière indirecte; car, après avoir cité un passage de Gerson; Chancelier & Docteur de Paris, il ajoutoit : *Telle étoit pour lors la saine doctrine de cette savante Faculté* &c. M. le Syndic prit la parole, & lui

répondit qu'on n'avoit différé le rapport de la proposition de M. de Toulon, que pour terminer plus promptement l'affaire de M. le Roux; qu'il n'avoit pu encore avoir le Mandement d'Arles, & qu'aussi-tôt qu'il en auroit un exemplaire, il en rendroit compte à la Faculté.

Dans la 3. Assemblée, qui se tint le 13. Juin, M. le Syndic apporta encore un nouveau Mandement de M. l'Evêque d'Orléans, qui contenoit plusieurs choses qui paroissent tomber sur la Faculté, & qui lui étoient très-injurieuses. Il en lut ces paroles : *Ainsi, mes freres, persuadez de votre amour pour l'Eglise du Sauveur, il ne nous reste plus, que de vous exhorter à vous mettre en garde contre les faux Prophètes, & à vous éloigner de ces mauvais Docteurs* &c. Et pour couper racine à ces productions amères du faux zèle, & non de la charité des Evêques, il proposa de nommer des Docteurs pour examiner ce Mandement; & cet avis fut suivi par la pluralité.

On lut dans l'Assemblée suivante, qui se tint le 21. Juin, une lettre de l'Evêque d'Orléans à M. l'Abbé Leger, où ce Prelat se plaignoit, de ce que la Faculté croyoit toujours se voir dans les Mandemens des Evêques, & de ce qu'elle s'appliquoit en particulier ce qui étoit dit dans le sien, quoiqu'il ne regardât que son propre Diocèse. M. Habert, l'ancien des Docteurs qui avoient été nommez pour examiner ce Mandement, rendit compte à l'Assemblée, d'un nouvel imprimé qui contenoit des Reflexions & remarques sur la Déclaration de Toulon très-piquantes & très-injurieuses à la Faculté. Après que l'on en eut lu quelques endroits, M. Habert proposa les moyens propres pour arrêter le cours de tous ces Ecrits. L'Assemblée les adopta presque tous par sa Conclusion qui ordonna,

1. Qu'il seroit fait un statut par lequel il seroit réglé, qu'on bifferoit du Catalogue tout Docteur, Licencié ou Bachelier, qui auroit fait, écrit ou répandu, ou avancé en quelque manière que ce fut, choses contraires à l'honneur de la Faculté.

2. Que M. le Syndic écrirait au plutôt

de la part de la Faculté à M. l'Archevêque d'Arles, & à M. l'Evêque d'Orléans (qui étoient membres de la Faculté) pour les engager à déclarer par un Ecrit authentique & public, qu'ils n'avoient point eu intention d'offenser la Faculté.

3. Qu'on imprimerait toutes les Conclusions qui pouvoient servir à justifier la conduite de la Faculté, pour être envoyées par toute l'Europe, & qu'on feroit au plutôt le rapport de la proposition dénoncée par M. Navarre dans l'Assemblée du 11. Mai. L'imprimé dont M. Habert avoit parlé, étoit différent d'un autre Ecrit qui se trouve dans le *Recueil des Tocsins* sous le nom de VI. Tocsin & qui porte pour titre, *LETRE d'un Evêque au sujet des dernières Assemblées &c. tenues en Sorbonne le 1. & le 2. Avril, à l'occasion d'une Declaration de M. l'Evêque de Toulon*. Nous allons rapporter quelques traits de ce dernier Tocsin.

„Voici, dit le prétendu Evêque, un „dernier excès où la Sorbonne vient de se „livrer, à l'occasion d'un Mandement, ou „Déclaration de M. de Toulon. Il rapporte ensuite ce qui s'étoit passé, puis venant au projet du Corps de doctrine. „Ces Messieurs, dir-il, ont pris jour au 23. de ce „mois (d'Avril) pour examiner ce Corps „de doctrine, ce qui donne lieu de croire, „que la besogne est déjà faite, & que la „Sorbonne adoptera le Corps de doctrine „dressé par les Evêques opposans. On voit qu'il étoit mal informé, puisque le Corps de doctrine, auquel la Sorbonne a travaillé, est entièrement distingué de celui des Evêques opposans, dont nous parlerons dans la suite.

„Quelque échauffée que soit la Sorbonne, „ne, dit-il plus bas, il faut pourtant supposer, qu'elle se sent appuyée des Evêques Opposans. Ces Prelats sauroient bien l'arrêter, s'ils le jugeoient à propos. „Il est donc évident, qu'ils ne veulent „point de paix, si ce n'est aux dépens de „la Constitution..... Que conclure de tout „cela, M. sinon qu'il n'y a plus un moment à perdre pour agir avec la plus „grande force? On ne met point de bor-

„nes à la violence; opposons-y tout ce que „nous avons d'autorité légitime. Nous risquerions trop en ménageant des gens qui „ne ménagent plus rien. Ces Facultés, „qu'on livre contre nous, c'est le Presbiterianisme qu'on élève. Dans l'état où „sont les choses, il nous faut tout oublier „pour nous souvenir uniquement que nous „sommes Evêques; à la vue d'un prochain „nauffrage, on oublie tout pour sauver la „vie: ne songons plus aujourd'hui qu'à „sauver la foi. Le sort de la France, par „rapport à la Religion, est entre nos mains; „mais il peut bien-tôt n'y être plus. Hélas! „où nous mène-t-on, en nous séparant de „Rome!

„Je sai que le Pape devoit déjà s'être „mis à notre tête; mais parce que le Pape „ne se hâte pas d'agir, devons-nous laisser „tout périr pour l'attendre?

Il sera bon de se souvenir d'un tel discours, lorsqu'on verra ce qui se passa à Rome un mois ou deux après la date de ce Tocsin. On voit, en attendant, que les Auteurs de ces Tocsins faisoient leurs efforts pour animer les Evêques, & trouvoient le Pape trop lent à leur gré. Peut-être cela se feroit-il trouvé véritable, si les suppositions sur lesquelles ils raisoignoient, avoient eu lieu, c'est-à-dire, si quelque pernicieuse hérésie avoit entraîné la Sorbonne & tous ceux qui lui étoient unis de sentiment. Mais il auroit été à propos d'exprimer nettement les dogmes dans lesquels consistoit cette hérésie; & il auroit fallu que ces dogmes portassent deux caractères; l'un d'être clairement hérétiques; l'autre, d'être nettement avoués par la Sorbonne. C'est ainsi que l'on en agissoit avec les Luthériens & les Calvinistes & avec tous les autres hérétiques, lorsqu'on avoit à les combattre; & cela manquoit toujours dans ces Ecrits, où l'on se repandoit en déclamation contre la Sorbonne. On parloit sans cesse de décision de l'Eglise qu'il falloit recevoir, & jamais on ne parloit nettement des dogmes décidés. On peut remarquer que la Sorbonne suivait une méthode toute contraire. C'étoit des erreurs précises qu'elle reprenoit dans

ceux qu'elle attaquoit, comme dans le Sr. le Roux, le P. Allèrmer, & autres; & elle n'entreprendoit de dresser des Articles de doctrine, que pour marquer clairement quels étoient les dogmes auxquels il falloit s'attacher.

Le bruit courut peu de jours après l'Assemblée du 21. Juin, que M. le Premier Président avoit chargé M. le Syndic de représenter aux Docteurs, qu'ils ne devoient pas se faire justice à eux-mêmes d'une manière si forte, & que la Faculté devoit garder beaucoup de mesures avec ceux mêmes des Evêques dont elle avoit de plus grands sujets de se plaindre; & ce fut apparemment pour cette raison qu'on n'exécuta point dans la suite la Conclusion précédente. Il est bon d'avertir que nous sommes au tems de l'arrivée de M. l'Abbé Chevalier à Rome, où le Prince Regent l'avoit envoyé pour chercher des moyens de pacification.

La 5. Assemblée, qui se tint le 28. Juin, fut presque toute entièrement employée à l'examen de M. le Roux. M. le Syndic en opinant en son rang parla seulement par occasion, d'une lettre de M. l'Evêque de Chalon sur Saône à M. de Crugé Avocat General du Parlement de Dijon, & il refusa succinctement ce que ce Prelat y disoit pour établir la notoriété de la Constitution dans toutes les Eglises étrangères, & de son acceptation par tous les Evêques Catholiques.

ASSEMBLÉES du 1. & du 14. Juillet.
1716.

Il se tint encore plusieurs Assemblées au mois de Juillet; mais dans toutes il ne fut question que de l'affaire de M. le Roux, excepté dans celle du 1. & du 14. Dans la 1. M. le Syndic fit part à la Faculté, d'un nouvel Arrêt que le Parlement d'Aix avoit rendu le 15. Juin contre le Mandement de M. l'Evêque d'Apt, & contre un autre semblable de M. l'Evêque de Grasse du 14. Mai; sur quoi on decerna de nouveaux remerciemens à ce Parlement. Il requit aussi qu'on chargeât quelques Docteurs de remercier M. le

Recteur de l'excellent Discours qu'il avoit prononcé le 22. Juin devant l'Université assemblée, contre la lettre de M. l'Evêque de ***. à M. l'Evêque de **. & qui fut depuis imprimé par ordre de l'Université. Dans l'assemblée du 14. il informa la Faculté, que depuis les lettres écrites par son ordre au Parlement d'Aix, cette Cour, qui ne fait jamais de réponse par elle-même qu'aux Rois & aux Reines, en avoit fait faire une en son nom par un Avocat de ce même Parlement. C'étoit M. l'Abbé Gastaud, qui outre la lettre qu'il écrivit au nom du Parlement, en joignit une particulière pour M. le Syndic. Ces deux lettres avec une troisième de M. de Gauffridi Avocat General à M. le Syndic, ayant été lûes, la Faculté ordonna, qu'on mir dans les Archives la lettre écrite au nom du Parlement d'Aix & qu'on fit à cette Cour de nouveaux remerciemens.

ASSEMBLÉE du 1. Août 1716.

L'Assemblée du 1. Août fut remarquable par deux dénonciations. La première se fit par M. Navarre d'un livre composé par le P. Allèrmer Cordelier, & approuvé par M. Rogery Vicaire de S. Benoît, Docteurs, l'un & l'autre, de la Faculté, & connus par leur ancien attachement aux Molinistes. Nous avons parlé ci-dessus §. L. I. de ce Livre, & des propositions que M. Navarre en rapporta; il remarqua qu'il étoit bien triste pour la Faculté, de voir un de ses membres enseigner à Paris & sous ses yeux des propositions si monstrueuses, qu'on pourroit dire que le Maître, en les soutenant, faisoit autant d'hérétiques qu'il formoit de disciples; & il requit qu'on nommât, selon la coutume, des Commissaires pour les examiner.

La 2. dénonciation fut faite par Mr. Du-Pin d'une Thèse soutenue à Douai le 16. de Juillet par le P. Bonaventure Hurchinon Recollet Anglois, ayant pour Président le P. Bernard Glifton. Le dénonciateur fit une analyse exacte de ces Thèses. Il entra dans le détail des propositions qui lui

paroissoient les plus dangereuses ; & il fit remarquer qu'elles tendoient toutes à faire regarder la Constitution *Unigenitus* comme reçûe par l'Eglise , à soulever les peuples contre les Evêques qui ne l'avoient point reçûe , qu'ils y traitoient d'ennemis de J. C. & de l'Eglise , & à établir des maximes directement opposées à celles qui étoient les plus chères à l'Eglise de France. En effet , des VIII. propositions auxquelles il se fixa , les VII. premières attribuoient au Pape avec une puissance pleinement monarchique pour gouverner l'Eglise , l'infaillibilité dans les décisions indépendamment des Conciles , & étendoient cette infaillibilité d'une part à la Constitution *Unigenitus* , & de l'autre jusqu'aux faits qu'on appelle *dogmatiques* , c'est-à-dire lorsqu'il est question de juger quel est le véritable sens de quelque texte particulier. La VIII. proposition étoit conçûe en ces termes : *On doit désapprouver la pratique de quelques-uns qui donnent l'Ecriture Sainte à des enfans qui bégayent , qui la font apprendre par cœur par de petites filles , qui à peine savent parler.* Voici les qualifications que les Commissaires que l'on chargea d'examiner ces propositions , mirent à celle-ci. *Cette proposition est scandaleuse , contraire à la doctrine des SS. Peres , & à la pratique salutaire de l'Eglise.* M. Du-Pin conclut sa dénonciation en disant , qu'il s'étoit crû d'autant plus obligé de dénoncer ces theses à la Faculté , que MM. les Commissaires nommez depuis peu par le Roi pour la visite & réforme de l'Université de Douai , desiroient ardemment de savoir le sentiment de la Faculté sur les propositions qu'il en avoit extraites. Il ajouta qu'il en avoit déjà remarqué de semblables dans la Déclaration que la Faculté de Theologie de Douai fit en 1714. pour recevoir la Constitution. Mais par ménagement pour cette Faculté il ne voulut point la dénoncer.

M. le Syndic reprenant la requisition de M. Navarre & de M. Du-Pin , loua leur zèle , & exhorta la Faculté à faire sur les deux Ecrits qu'ils lui dénonçoient , ce qu'elle venoit d'achever si heureusement sur ceux de M. le Roux. Il en prit occasion de faire

remarquer l'utilité , tant de la censure des propositions avancées par ce Docteur , que de la Déclaration de doctrine que la Faculté y avoit jointe , sur le sujet de l'attrition & de l'amour de Dieu. „ En effet , dit-il , tan-
dis que l'on ne s'expliqueroit point sur
une matiere si importante , comme tous
les Ordres du Royaume desirerent qu'on le
fasse , une infinité d'ames courroient un
très grand danger. Leur salut demeuroit
comme en suspens entre les deux opi-
nions : *Inter vestrum istud Sufficit* , pour le
servir des termes de S. Augustin , & *non-
num non sufficit*. On entendoit dire d'une
part , comme une chose très constante ,
que la crainte des peines éternelles suffisoit
pour être justifié dans le Sacrement de
Penitence ; & d'un autre côté on soutient
avec raison , que cette crainte ne suffisoit
pas. Que feroient les penitens , & les Mi-
nistres de l'Eglise à qui ils ont recours , li-
on laissoit également subsister ces deux
opinions ? Tandis que ce point est regardé
comme incertain , quelle imprudence
n'est-ce pas dès lors à un penitent , de ne
s'approcher du Sacrement qu'avec la
crainte ? Quel abus de son côté le Minis-
tre de la reconciliation ne fait-il pas de
son ministère , & à quelle profanation
n'expose-t'il pas le Sacrement , s'il donne
l'absolution à un pécheur qui n'aura pas
l'amour de Dieu ! Mais la temerité de
l'un , & l'abus de la part de l'autre , de-
viennent encore plus évidens , lorsque
l'incertitude est levée , & la vérité claire-
ment proposée , comme elle l'est par la
Déclaration de la Faculté.

M. le Syndic étendant les conséquences de ce qu'il venoit de représenter , ajouta qu'on devoit savoir bon gré aux Docteurs qui avoient assisté aux Assemblées qui s'étoient tenues à ce sujet. Il remarqua qu'on ne pouvoit trop admirer l'unanimité dans les suffrages , & l'érudition que les opinans avoient fait paroître dans les deliberations. Il temoigna qu'il auroit été à souhaiter , que quelques autres qui ne l'avoient pas fait , eussent bien voulu y assister , afin de donner aussi des preuves de leur zèle pour la vé-
rité ,

ré, sans néanmoins, dit-il, que je veuille leur appliquer le passage de l'Ecriture. *Malheur à la terre de Meroz, malheur à ceux qui l'habitent, parce qu'ils ne sont point venus au secours du Seigneur, au secours des plus vaillans d'entre les guerriers.*

M. le Syndic avertit ensuite la Faculté, qu'il paroîssoit depuis quelques jours un Memoire pour M. le Rouge, auquel il étoit nécessaire de faire une reponse. La Faculté se porta avec unanimité à suivre ce qu'il lui suggeroit. Elle nomma 13. Docteurs pour examiner les deux Ecrits, & ordonna qu'on consulteroit M. Macé Avocat, pour répondre au Memoire de M. le Rouge. Les Docteurs qu'elle choisit, furent MM. Anquetil, Blanchard, de la Coste, d'Asfeld, Courcier, de Beine, Bourfier de Sorbonne, Duquesne, Favart, Goulard, Fouquet Prémontré, d'Herouval, & le Brun de S. Victor.

ASSEMBLÉE du 1. & du 9. Septembre 1716.

Il se tint trois Assemblées durant le mois de Septembre ; il ne se passa rien dans la dernière qui ait raport à nôtre sujet. Dans la 1. qui se tint le 1. du mois, M. Habert fit le raport de l'affaire de M. Mery, dont nous avons parlé ailleurs ; & ce Bachelier fut admis avec éloge à se presenter au second examen de licence, comme étant d'une doctrine très saine, & d'une capacité peu commune. Dans la 2. qui se tint le 9. M. le Syndic tâcha de consoler la Faculté de ce qu'on étoit encore obligé, par des raisons de prudence, de différer le raport des Theses de Douai, qui devoit se faire dès le 1. du Mois ; & de remettre de même d'autres affaires qui interessoit la vérité ; & il exhorta les Docteurs à ne point perdre courage par la crainte qu'ils avoient de voir échouer leurs bons desseins, leur représentant que le sort de la vérité ici bas étoit d'éprouver quelques fois des retardemens & des obstacles, & que le propre d'une ame forte, élevée & courageuse, étoit, dans ces occasions, d'attendre avec patience & avec une ferme confiance, que Dieu feroit ser-

vir ces obstacles même à l'avantage de la vérité. Ces délais venoient de l'attention que la Cour de France avoit à ménager la Cour de Rome.

M. le Syndic denonça ensuite un nouveau libelle intitulé, *Réponse à la lettre de M. de Châlon sur Saonne à M. de Crugé Avocat general au Parlement de Dijon*, comme contenant plusieurs choses qui interessoit l'honneur du Parlement d'Aix, de M. de Gauffridi Avocat Général de ce Parlement, & de la Faculté, que ce Prelat accusoit de sedition & de revolte contre l'Eglise. Il refuta les principales preuves que l'Auteur alleguoit, pour appuyer cette calomnie. Et pour faire connoître à tout le monde combien la Faculté étoit éloignée de l'esprit de revolte contre le S. Siege & contre le Pape, il se borna à dénoncer deux propositions de ce libelle, où l'Auteur étoit tombé dans l'excès qu'il reprochoit aux autres. La 1. paroîssoit mettre une entiere égalité entre les Apôtres, & donnoit ainsi atteinte à la primauté de S. Pierre & de ses successeurs ; elle étoit conçue en ces termes. *Que lui devez-vous (au Pontife Romain) ... Les Apôtres étoient tous égaux entre eux.* La 2. *Une infinité de Papes sont tombez.* Mais il avertit en même tems qu'en faisant cette dénonciation, il ne pretendoit donner aucune atteinte aux dernières Conclusions de la Faculté au sujet de la Constitution, ni favoriser en aucune maniere la lettre de M. l'Evêque de Châlon sur Saonne. Il requit que l'examen de ces deux propositions fut renvoyé aux mêmes Docteurs, qui avoient été chargés de l'examen du livre du P. Affermet & des Theses de Douai : & l'Assemblée le conclut ainsi, mais à condition que cette dernière affaire ne seroit point rapportée à la Faculté, que celle des propositions de Douai ne fût finie.

M. le Syndic fit lire ensuite les Lettres dont nous avons parlé ailleurs par anticipation, & qui avoient été écrites depuis peu d'Allemagne & de Pologne à M. l'Abbé Bidal, par lesquelles des personnes de consideration l'assuroient, que la Constitution n'étoit point reçue dans ces pais-là.

ASSEMBLÉE du 1. Octobre 1716.

Dans l'Assemblée du 1. Octobre M. le Syndic rendit compte à la Faculté, de ce qui avoit retardé le rapport de la Thèse de Douai. Il rapporta que le 31. d'Août il avoit été mandé par M. le Maréchal d'Huxelles, qui lui avoit communiqué un ordre de M. le Regent de suspendre cette affaire, que dans l'esperance que les choses pourroient changer il avoit laissé passer tout le mois de Septembre sans informer la Faculté de ce détail, mais qu'il ne croyoit pas devoir différer davantage de lui en faire part. Il lut l'ordre de M. le Regent qui étoit conçu en ces termes.

A Paris le 31. Aoust 1716.

M. Ravechet. Ayant appris qu'on doit examiner demain dans votre Assemblée des propositions extraites de la Thèse de Douai, & que vous les avez fait imprimer... mon intention est que vous en suspendiez toute délibération, jusqu'à ce que vous ayez reçu de nouveaux ordres de ma part. PHILIPPE D'ORLEANS.

Après cette lecture, M. le Syndic ajouta, qu'il étoit d'avis qu'on mit dans les Registres de la Faculté, la lettre de S. A. R. & qu'on gardât dans les Archives une cinquantaine d'exemplaires de l'Indiculus des propositions de la Thèse, pour les distribuer de nouveau, quand on auroit la permission d'en faire le rapport.

M. le Syndic, que son activité rendoit attentif à tout, informa ensuite la Faculté d'un imprimé qui paroissoit depuis peu, & où il ne pouvoit s'empêcher de soupçonner quelque mauvaise manœuvre. C'étoit un Recueil qu'on supposoit imprimé en Espagne de cinq lettres écrites au nom de la Faculté de Theologie de Salamanque, & adressées, la 1. au Pape, la 2. au Cardinal de Rohan, la 3. à M. Benigne Bossuet Cardinal de l'Eglise Romaine & Evêque de Meaux; la 4. à M. l'Archevêque d'Arles; la 5. au très illustre Collège de Sorbonne de l'Université de Paris: Que toutes avoient pour objet, de défavouer comme faux le bruit qu'on avoit répandu à Paris pendant les mois de Juin & de Juillet derniers, que

cette Université avoit rejeté la Constitution; & qu'il n'y avoit rien au reste qui concernât ou qui intéressât la Faculté, si ce n'étoit de découvrir la fourberie de ces lettres qui avoient tous les caractères de lettres supposées & fabriquées ailleurs qu'en Espagne. C'est ce qu'il prouva par plusieurs observations.

Il remarqua 1. que la dernière adressée au Collège de Sorbonne auroit dû lui être remise en qualité de Syndic, revêtu des marques d'authenticité que la bien-séance exigeoit, & qu'il n'en avoit point reçu de telle; mais que le nom seul qu'on affectoit contre l'usage connu, de donner dans l'inscription à la Faculté de Theologie de Paris, étoit une marque suffisante de supposition.

2. Que celle adressée au Pape étoit à la vérité soucrite par neuf personages, soi disans Docteurs de Salamanque; mais qu'elle n'étoit point scellée du sceau de cette Université, & que ceux qui l'avoient signée & soucrite, ne disoient point qu'ils l'eussent fait en vertu d'une Assemblée, ou d'une délibération qui leur en eût donné le pouvoir.

3. Qu'entre ces Docteurs & les autres dont on lisoit les noms au bas des autres lettres, il ne se trouvoit aucun Carme ni aucun Dominicain, & qu'il n'étoit pas vraisemblable qu'entre tous les Docteurs choisis pour soucrire solennellement ces lettres, le choix ne fût tombé sur quelques Religieux de ces deux Ordres, qui avoient toujours fait la plus grande & la plus considérable partie de cette Université.

4. Qu'il n'étoit pas plus vraisemblable que des hommes aussi prudents que les Docteurs de Salamanque eussent écrit le 17. du mois d'Août dernier à l'Eminentissime Card. de Bossuet Evêque de Meaux, comme à un zélé défenseur de la Constitution, & qu'ils aient ignoré que ce Prelat étoit mort plus de 12. ans auparavant, qu'il n'avoit point été orné de la pourpre Romaine, & qu'il avoit fait la justification du livre d'où sont extraites les propositions censurées par cette Bulle.

5. Que les Auteurs de ces lettres étoient d'une négligence & d'une ignorance si gros-

fiere sur les usages de l'Eglise d'Espagne, que quiconque connoissoit le genie heureux & pénétrant des Espagnols, ne pourroit jamais se persuader qu'elles eussent été écrites par des hommes de cette nation, & encore moins par des Docteurs d'une des plus celebres Universitez d'Espagne. Il releva particulièrement en cet endroit ce que portoient ces lettres, que c'étoit un usage établi & autorisé en Espagne, que, dès que l'Inquisiteur General a proposé quelque Constitution que ce soit, pourvu qu'elle ait été publiée à Rome, elle est reçue par tout le monde avec une prompte obéissance.

Il fit voir par plusieurs preuves anciennes & modernes, que rien n'étoit moins constant que ce prétendu usage. Il cita le 3. le 4. le 14. & le 15. Concile de Tolède, par lesquels on voyoit que l'ancienne pratique de l'Espagne étoit de n'accepter les Decrets des Papes qu'après les avoir examinés dans de nombreuses Assemblées. Il rapporta ce qui s'étoit passé dans les derniers siècles, soit au sujet de la Bulle de Sixte I V. contre les erreurs de Pierre d'Osma, soit au sujet du Concile de Trente; que le Pape Sixte I V. adressa sa Bulle aux Archevêques & Evêques d'Espagne; Bulle qu'il n'avoit donnée qu'après avoir fait auparavant discuter l'affaire dans le diocèse de Tolède, & qu'il n'avoit pas donnée seul, mais dans un nombreux Consistoire, & avec l'assistance, comme il le dit lui-même, de son Clergé domestique. Qu'il en étoit de même des Decrets du Concile de Trente: que Philippe II. ne s'étoit point servi de l'Inquisiteur General, pour les modifier en quelques points concernans la discipline, mais des Conciles assemblez par ses soins, & de l'avis des Evêques, en Espagne, en Amerique, en Sicile, en Lombardie & dans les Pais-bas, pendant qu'on tenoit pareillement des Conciles en Allemagne, & qu'on se dispoisoit à en assembler de même en France & en Pologne, suivant les Canons & l'usage reçu dans tous les siècles, & approuvé même par le V. Concile general. Que la Bulle *In Cæna Domini*, pour être publiée & affichée à Rome, n'étoit point pour cela acceptée en Espagne; & que le Roi trouva

fort mauvais qu'un Nonce l'eût fait afficher dans une place publique. Qu'enfin, c'étoit là le sentiment & la doctrine commune des Canonistes Espagnols.

6. Que rien n'étoit plus contraire à la modération & à la politesse qui fait le caractère de la Nation Espagnole, que de dire en face à des personnes de considération, des choses qui doivent exciter leur indignation: que c'étoit néanmoins ce que faisoient ces lettres, en établissant par tout l'obéissance aveugle pour tous les Decrets des Papes tels qu'ils puissent être; & qu'il étoit contre toute apparence, que des Docteurs habiles & modestes eussent écrit de pareilles choses à des Prelats François, & particulièrement au celebre Evêque de Meaux, M. Bossuet, dont la memoire ne perira jamais, & qu'on savoit avoir été un des plus zélés défenseurs des droits de l'Eglise; & qu'ils les eussent écrites de même à cette partie de l'Université de Paris, qui depuis son établissement avoit toujours soutenu ces mêmes droits avec tant de constance & de succès.

M. Ravechet ajouta en dernier lieu, que comme ces Lettres marquoient que la Constitution n'avoit point été lue dans l'Université de Salamanque, c'étoit une preuve qu'elle n'y avoit point été acceptée, & que c'étoit sans raison que les Auteurs de ces Lettres disoient, qu'ils avoient porté leur jugement d'une pièce qu'ils n'avoient pas même vûe. Ainsi parla M. Ravechet sur le sujet de ces Lettres. En voici le mystere, dont on est très-certain: Elles avoient été fabriquées à Rome. Le Cardinal Fabroni les remit à M. Aldobrandi Nonce d'Espagne. Celui-ci les envoya de Rome en Espagne au P. d'Aubanton Jesuite Confesseur du Roi d'Espagne: le P. d'Aubanton les fit signer à Salamanque, & les renvoya à Rome. Des neufs signatures il y en avoit deux de Jesuite. L'Erreur de l'Inscription de la 3. Lettre à *Mr. Benigne Bossuet* &c. est venue de ce que ceux qui signerent la Lettre à Salamanque jugerent à propos, d'ajouter quelque chose de leur Chef au modèle qu'on leur avoit envoyé de Rome.

Revenons à notre Assemblée: le resultat

fut, 1. Qu'on infereroit dans les Registres de la Faculté la Lettre de M. le Regent, avec un recit de ce qui s'étoit passé à ce sujet, savoir de la dénonciation de la Thèse de Doüy, de la nomination des Députez ou Commissaires pour l'examiner, & de l'Indicule ou liste des propositions qui en avoient été extraites, avec la censure des Députez, imprimée & distribuée à tous les Docteurs,

2. Qu'on déposeroit dans les Archives les exemplaires de l'Indicule qui restoit, & un en particulier qui seroit signé & paraphé par le Doyen de la Faculté, le Doyen des Députez & le Syndic, pour faire foi, & y recourir lorsqu'on auroit la liberté de reprendre cette affaire.

Il y eut encore dans ce mois deux Assemblées le 10. & le 12. mais elles furent entièrement occupées à délibérer sur la manière dont on devoit traiter M. le Roux.

ASSEMBLÉE du 4. & du 18. Novembre 1716.

L'Assemblée ordinaire du mois de Novembre ne se tint que le 4. à cause des fêtes. M. le Syndic s'y inferivit en faux contre un libelle intitulé, *Relation fidele de ce qui s'est passé dans les Assemblées de Sorbonne &c.* qui ne répondoit rien moins qu'à son titre, & qui étoit un ouvrage également plein de fausseté & d'injures contre la Faculté. Il rendit compte ensuite de l'état où étoit l'affaire du livre du P. Assermet; après quoi il prit occasion de la grace que demandoit un Suppliant qui avoit étudié dans l'Université de Caen, pour se plaindre de quelques Professeurs en Théologie & en Philosophie de cette Université, qui n'enseignoient pas une doctrine conforme aux usages du Royaume, & propre à former de bons sujets à l'Etat. La Conclusion de cette Assemblée fut,

1. Que sur l'avis qu'avoit donné M. le Syndic des sujets de plaintes qu'on faisoit de l'Université de Caen, on chargeoit les Docteurs de la Faculté, qui étoient en ces quartiers-là, de s'en informer, & d'en informer ensuite M. le Syndic.

Qu'on imprimeroit en Latin & en

François tous les Actes & toutes les pièces concernant l'affaire de M. le Roux, avec la Relation des observations que M. le Syndic avoit faites dans une des Assemblées précédentes sur les lettres écrites sous le nom de l'Université de Salamanque.

On lut dans cette Assemblée une lettre de la Faculté de Théologie de Reims à celle de Paris, écrite à l'occasion de la Censure des propositions de M. le Roux: Elle renferme des traits si remarquables, que nous ne devons pas les omettre. Après avoir observé que les Docteurs de Paris ne s'étoient pas contentés de dissiper les ténèbres de l'erreur par une Censure, mais que de plus ils avoient expliqué, par une Déclaration exacte, la saine doctrine touchant la douleur & la pénitence qui est selon Dieu: Nous admirons, disent les Docteurs de Reims, ce premier essai des explications & des Censures que nous attendons de vous. Et cet essai nous fait désirer encore avec plus d'ardeur, que vous soyez en état d'achever & de donner au plûtôt, non seulement de semblables censures contre d'autres erreurs semblables, mais principalement ces Articles, où vous avez fait espérer, que vous exposerez toute la doctrine de l'Eglise d'une manière qui en feroit sentir la force & l'enchaînement.

C'est, Messieurs, ce que tous les gens de bien attendent de vous avec empressement, & ce qui est devenu presque nécessaire pour reprimer la temerité aveugle de certains gens que l'Assemblée du Clergé de 1700. ne vouloit pas qu'on souffrît, & qu'elle dépeint comme des esprits remuans & mal intentionez, qui forment des accusations vagues & odieuses de Jansenisme, contre des personnes recommandables par leur probité, par leur science, & par leur amour pour l'Eglise, & à qui il suffit, pour les décrier ainsi, qu'ils combattent avec force les relâchemens de leur morale.

En effet, verra-t-on tranquillement des Théologiens particuliers, sans autorité, sans charité, sans lumière, ou dont la science, s'ils en ont, est pire que l'ignorance même la plus grossière, qui donnent dans

„ l'erreur, parce qu'ils ne comprennent ni les
 „ Ecritures, ni la puissance de Dieu : qui obli-
 „ curcissent la foi Catholique par de nou-
 „ velles opinions, qui renversent la disci-
 „ pline de l'Eglise, qui n'ont que de l'aver-
 „ sion pour les libertez de l'Eglise Gallicane
 „ & pour les droits du Royaume, qui ôtant
 „ à la Religion même sa nature & les cara-
 „ ctères, font tantôt degenerer le Christia-
 „ nisme en un culte Judaïque, où l'esprit
 „ de l'Evangile est éteint, & la vertu pres-
 „ que reduite à une vaine apparence, &
 „ tantôt le rabaisent au dessous de la Phi-
 „ losophie même des Payens, par l'horri-
 „ ble licence qu'ils autorisent ? Souffrira-
 „ t-on que non contents de commettre ces
 „ excès avec impunité, ils s'imaginent être
 „ les seuls qui pensent bien, & même, si
 „ on les en veut croire, les seuls orthodo-
 „ xes ; qu'ils rejettent les décisions des Pe-
 „ res, & les expressions consacrées par l'E-
 „ glise, & par la parole de Dieu même, &
 „ qu'ils ne comptent point au nombre des fide-
 „ les ceux qui ne refusent d'embrasser leurs sen-
 „ timens, que parce qu'ils s'attachent invariable-
 „ ment à l'ancienne Tradition ? Les Facul-
 „ tez de Theologie pourront-elles voir ce
 „ scandale & demeurer dans le silence ?
 „ Heureux, si au milieu de tant de sujets
 „ d'affliction que nous éprouvons ou que
 „ nous craignons, & que ce n'est point ici
 „ le lieu de vous expliquer, aucun événe-
 „ ment, ni aucune crainte ne nous empê-
 „ che de confesser & de défendre la vérité.

Dans une Assemblée extraordinaire qui
 se tint le 18. Novembre, il fut résolu qu'on
 feroit à M. le Cardinal de Noailles, une
 députation de douze des plus anciens Doc-
 teurs au sujet de l'attentat commis contre
 son autorité par le P. de la Ferté Jésuite,
 qui avoit prêché devant le Roi sans son ap-
 probation, comme nous l'avons rapporté
 plus haut.

ASSEMBLÉES du 1. du 9. du 16. & du
 24. Decembre 1716.

Il y avoit long-tems qu'on n'avoit vu une
 Assemblée plus nombreuse, que la fut celle
 du 1. Decembre, à cause de la lecture qu'on
 y devoit faire de la 1. partie des Articles du

Corps de doctrine, qui avoit été projeté
 parla Faculté dans l'Assemblée du 1. Avril.
 M. Habert le plus ancien des Commissai-
 res, fit le rapport au nom de tous les au-
 tres, de la manière dont le travail d'une
 Commission si importante, avoit été con-
 duit & distribué, de l'application qu'on y
 avoit apportée, & de l'unanimité qui s'é-
 toit trouvée parmi les Commissaires. Après
 son rapport & la lecture de la 1. Partie du
 Corps de doctrine, M. le Tonnellier Prieur
 de S. Victor prit la parole pour se plaindre
 d'un Mandement de M. l'Archevêque de
 Reims du 5. Octobre 1716. portant con-
 damnation d'un livre intitulé, *Témoignage
 de la vérité &c. & des Hexaples*. Il repre-
 senta que ce Mandement troubloit la paix
 de l'Eglise, attaquoit la vérité, & étoit ex-
 trêmement injurieux à la Faculté de Theo-
 logie de Reims, à celle de Paris, & qu'on
 y faisoit insulte en particulier à M. de Mon-
 tempuis Recteur de l'Université de Paris,
 au sujet du discours qu'il avoit prononcé
 pour défendre l'honneur & la foi de la Fa-
 culté.

M. le Syndic se joignit à M. le Tonne-
 lier, & dit que ce Mandement n'étoit pas
 de nature à pouvoir être supporté en silence;
 & que l'honneur de plusieurs Parlemens de
 France y étoit aussi attaqué.

On conclut donc une députation de huit
 des plus anciens Docteurs, pour en porter
 des plaintes à MM. les gens du Roi ; & on
 nomma quatre Docteurs pour prendre une
 connoissance particulière de la cause de la
 Faculté de Reims, l'aider en tout ce qu'ils
 pourroient, consulter des personnes habiles,
 & faire à la Faculté un rapport exact de toute
 cette affaire.

On continua dans trois Assemblées extra-
 ordinaires, qui se tinrent dans le cours du
 mois de Decembre, ce qu'on avoit com-
 mencé dans celle-ci, c'est-à-dire qu'on y
 délibéra sur les Articles de la première par-
 tie du Corps de doctrine qui avoit été dis-
 tribuée aux Docteurs, & qu'on y prit dif-
 férentes mesures par rapport à la Faculté de
 Reims & à celle de Nantes.

ASSEMBLÉES du 2. & du 12. Janvier
1717.

L'Assemblée du 2. Janvier 1717. s'ouvrit par la supplique d'un Bachelier, nommé M. Philippe, à qui les Molinistes avoient suscitè différentes traverses, & dont ils avoient taché de rendre la dernière These inutile, par les mauvais billets qu'ils avoient engagé quelques Censeurs à lui donner. M. le Syndic, informé de ce détail, se plaignit à la Faculté, & en prit occasion de lui représenter, qu'il s'appercevoir que le zèle des Bacheliers de Licence pour la saine doctrine se ralentissoit depuis quelque temps; & que la crainte des suites facheuses les empêchoit de soutenir dans leurs Theses les sentimens opposez aux nouveautés qu'on vouloit introduire dans la Theologie. Il montra le préjudice que causoit cet inconvenient, combien il étoit nuisible à la solemnité des Actes, & de quelle importance il étoit de nommer des Docteurs, qui après s'être informez plus particulièrement du progrès que faisoit le mal, cherchassent les moyens les plus efficaces pour y remedier.

Il informa encore l'Assemblée, qu'il y avoit lieu de croire que les plaintes qu'il avoit faites contre l'Université de Caen, n'avoient point été inutiles, puisqu'il avoit été ordonné qu'on y enregistreroit les propositions du Clergé de 1682. & qu'on les soutiendrait dans les Theses.

Il pressa ensuite la Faculté, qu'en continuant l'information contre l'Auteur du Libelle intitulé, *Relation fidelle &c.* dont il a été parlé ci dessus, elle se mit en état de le punir selon les Statuts, par les peines portées contre les médifans & les calomniateurs.

Il ajouta, qu'on pourroit mettre de ce nombre à juste titre l'Auteur d'une Lettre adressée à MM. les Cardinaux, Archevêques & Evêques assemblée à Paris, qui paroissoit imprimée sous le nom de M. l'Archevêque de Reims, & qu'il venoit à la main. Quoique cette Lettre contint une infinité de choses reprehensibles, il ne s'attacha qu'à l'endroit qui regardoit plus par-

ticulièrement la Faculté, & où l'Auteur, en critiquant tacitement la Déclaration qu'elle avoit donné sur l'attrition, contre les propositions de M. le Roux, paroissoit vouloir lui contester le pouvoir qu'elle avoit toujours eû, de porter son jugement doctrinal sur les matières qui étoient de son ressort; pouvoir, dit-il, dont elle a usé dans tous les tems, qu'on n'a jamais disputé à aucune Ecole Catholique, & dans lequel la Faculté a toujours été maintenue par les Papes & par les Rois, qui ont regardé ce droit & cet usage comme nécessaires à la conservation de la Religion, & de la tranquillité de l'Etat.

Il lut l'endroit en question, dont voici les termes: *On veut assurer la liberté des Ecoles, & on suppose que la Bulle y donne atteinte. Mais qui est-ce qui gêne cette liberté? On plûs, qui est-ce qui la détruit, que les Facultez de Theologie? Elles défendent de leur propre autorité aux Candidats, de soutenir des questions que l'Eglise abandonne à la dispute. Elles les assujettissent au système qu'elles favorisent, & par une audace qui merite d'être reprimée, elles proscrivent des opinions directement opposees à la Bulle. Ne ferons-nous pas connoître aux Maîtres des études, qu'ils sont disciples à notre égard, & que les Evêques sont les véritables Docteurs que J. C. a établis pour enseigner son Eglise?*

Pourquoi M. de Reims n'ajoute-t'il pas tout de suite, *Et lui apprendre* (à l'Eglise), *qu'il s'en faut beaucoup qu'il ne soit certain, qu'il faille aimer Dieu pour être reconcilié avec lui?* Par l'addition de ces mots, il n'auroit fait que développer ce qu'il venoit de dire, en se plaignant du système que les Facultez de Theologie adoptoient, & des opinions directement opposees à la Bulle qu'elles proscrivoient. M. le Roux n'avoit pas manqué de se servir de la Bulle, qui établit ces propositions contre la nécessité de l'amour de Dieu, que la Faculté de Paris, de Reims & de Narres venoient de condamner.

M. le Syndic décela ce que le discours de M. de Reims contenoit de vrai & de faux. Il convint; que les Evêques étoient en effet les vrais Docteurs que J. C. avoit établis; mais il fit voir que ce droit supérieur

qu'ils avoient d'enseigner, n'excluoit point celui que les Theologiens avoient aussi, quoique dans un degre inferieur, d'instruire les peuples, & de rendre les temoignages qu'ils devoient à la verité; & que même les Evêques ne pouvoient s'acquitter, comme il falloit, de la fonction éminente dont ils étoient chargez, sans consulter les Théologiens, sous lequel nom on devoit comprendre non seulement les Docteurs, mais même les Curez, qui étoient les Prelats inferieurs, & qui avoient un droit particulier, quoique toujours inferieur à celui des Evêques, de rendre temoignage de la doctrine de leurs Eglises. D'où il conclut, que quand un Evêque s'avoit de décider quelle étoit la doctrine de son diocèse, sans avoir examiné quelle elle étoit en effet, & sans avoir consulté ceux qui étoient chargez d'instruire, comme les Theologiens & les Curez de son diocèse, c'étoit une preuve évidente, que le temoignage de l'Evêque n'étoit point celui de son Eglise, sur tout si ces Theologiens & ces Curez reclamoient contre sa décision. Ainsi il requit que les Docteurs nommez pour l'affaire du dernier Mandement de Reims, fussent encore chargez d'examiner ce qu'il y auroit à faire touchant cette Lettre.

A ces plaintes M. Navarre en ajouta une nouvelle, sur ce qu'un Docteur de la Faculté venoit de procurer une Cure à M. le Roux dans l'Archevêché de Rouen, depuis que la Faculté l'avoit chassé de son Corps; & il representa qu'il étoit de l'honneur de la Faculté, de délibérer sur la peine que meritoit une pareille entreprise. Sur ces différentes remontrances intervint la Conclusion qui suit.

„ La Faculté ordonne 1. Que MM. Heux, le Meur, Habert, Lambert, Fa-
 „ deux, Cottin, le Tonnelier, & le Brun,
 „ feront les informations nécessaires pour
 „ decouvrir l'auteur du libelle intitulé, *Re-*
 „ *lation fidelle des Assemblées de Sorbonne.*

„ 2. Que les mêmes docteurs se donne-
 „ ront un égal soin par rapport au Docteur

† C'étoit M. Tournelli, qui en qualité de Grand Vicaire de M. l'Abbé de Fécan, l'avoit nommé à la Cure de Trielle près de Poissy.

„ qui a fait conférer une Cure au Sr. le
 „ Roux, si connu par sa mauvaise doctrine,
 „ & qui a été pour cet effet chassé du Corps
 „ de la Faculté.

„ 3. Qu'ils seront encore chargez d'exa-
 „ miner ce qui est arrivé dans les Theses,
 „ où des Docteurs ont donné sans raison de
 „ mauvais billets à des Bacheliers de Licen-
 „ ce, & chercheront les moyens d'arrêter à
 „ l'avenir de semblables inconveniens.

„ 4. Que pour ce qui regarde la lettre de
 „ M. l'Archevêque de Reims, si injurieuse
 „ à la Faculté, les Docteurs nommez pour
 „ l'affaire du Mandement du même Arche-
 „ vêque, seront chargez de consulter & de
 „ voir ce qu'il faudra faire en cette occa-
 „ sion, & de le rapporter à la Faculté.

„ 5. Qu'on imprimera en François & en
 „ Latin, les Censures faites en faveur des
 „ droits des Evêques & des Curez.

On ne s'attendoit à autre chose dans l'Assemblée extraordinaire qui avoit été indiquée pour le 12. de Janvier, qu'à continuer la délibération sur la 1. Partie du Corps de doctrine; mais comme les bruits qui s'étoient repandus dans Paris d'un prochain accommodement, par lequel M. le Cardinal de Noailles accepteroit la Constitution avec des explications, avoient porté les Curez de la ville & de la campagne, à lui écrire avec leurs Clergez, des lettres les plus pressantes pour l'en détourner, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut §. LVIII. M. le Syndic ne crut pas que la Faculté pût dans une occasion pareille, demeurer dans le silence. L'affaire parut si importante, que sur sa requésition on conclut sur le champ qu'on feroit dans le moment même à S. E. la députation célèbre dont nous ne repèterons point ici les circonstances, que nous avons aussi rapportées au même endroit.

ASSEMBLÉE du 2. du 16. & du 19.
 Fevrier 1717.

Il se tint cinq Assemblées dans le cours du mois de Fevrier, mais il n'y eut que dans celle du 2. du 16. & du 19. où il se passa quelque chose qui ait rapport à notre dessein; toutes ces Assemblées n'ayant été occupées que du Corps de doctrine.

M. le Syndic ouvrit la première par un discours qu'il prononça, pour refuter une lettre qui lui étoit nommément adressée sous le nom supposé d'un Docteur de Sorbonne, & qui avoit été envoyée à plusieurs personnes de Paris, & repandue en différentes provinces du Royaume, & particulièrement en Bourgogne & en Normandie. L'Auteur y reprochoit à la Faculté les faux Decrets qui furent imprimés sous son nom du tems d'Henry III. & d'Henry IV. pendant les fureurs de la Ligue; & il en prenoit occasion de diminuer l'autorité des derniers Decrets qu'elle avoit fait par rapport à la Constitution. M. Ravechet fit voir, par plusieurs reflexions touchantes & judicieuses, toute l'injustice de ce reproche, & il procura cette conclusion remarquable, qui fut entièrement unanime, les Docteurs qui favorisoient la Constitution y ayant concouru comme les autres.

La Faculté ordonne qu'on imprimera les Censures & les Conclusions que la Faculté a fait en differens tems, concernant l'autorité des Rois, & la sureté de leurs personnes, avec une préface qui contiendra le sommaire du discours de M. le Syndic, & une déclaration précise que la Faculté ne reconnoît point & n'a jamais reconnu pour son ouvrage, les prétendus Decrets publiez sous son nom pendant les regnes d'Henry III. & d'Henry IV. Qu'elle n'a jamais embrassé & n'embrassera jamais l'erreur pernicieuse qui est inculquée par ces Decrets, & qu'elle s'opposera toujours, comme elle a fait jusques à présent, à ceux qui voudroient la soutenir, de quelle maniere que ce fut.

On lut dans la 2. Assemblée le Decret de l'Université de Caen du 9. Janvier, dont nous avons parlé plus haut, par lequel cette Université adoptoit la censure & la Déclaration de la Faculté touchant les propositions de M. le Roux, déclaroit qu'elle n'avoit point regardé jusqu'alors la Constitution *Unigenitus* comme une regle de foi, mais qu'elle attendoit sur ce sujet la décision de l'Eglise; & on ordonna que ce Decret seroit imprimé avec les autres pièces concernant l'affaire du Sr. le Roux.

Dans la 3. Assemblée M. le Syndic demanda la permission de faire quelques re-

marques sur un petit imprimé qu'on repandoit dans le public, & qui contenoit une Lettre prétendue de lui Syndic à l'Université d'Alcala, & une réponse à cette même lettre signée par l'Abbé de Castel, soi-disant Docteur de cette Université, avec un Avertissement à la tête de ces deux pièces, où l'Auteur tâchoit de faire croire qu'il avoit entretenu commerce de lettres avec quelques membres de cette même Université, pour soulever l'Espagne & le Portugal contre la Bulle du Pape. M. le Syndic s'appliquant ces paroles d'Isaïe, Ch. 8. *Tout ce que dit ce peuple n'est qu'une conjuration contre moi : ne craignez point leurs menaces, & ne vous épouvantez point*, protesta qu'il ne connoissoit la lettre qu'on lui imputoit, que par l'exemplaire de l'imprimé qu'un Docteur lui avoit donné la veille : qu'il ne seroit point cependant fâché d'être l'Auteur de ce qu'elle contenoit sur les affaires presentes, parce qu'il n'y avoit rien que de conforme à la verité, & qui ne respirât la paix : deux choses pour lesquelles un Docteur de Paris devoit avoir beaucoup d'amour; qu'il ne connoissoit pas davantage l'Abbé de Castel ni sa réponse, qu'il n'avoit vu non plus que dans l'imprimé. Il réfuta ensuite ce que cet Abbé, vrai ou faux, avançoit en faveur de l'infaillibilité du Pape, & il conclut en requérant, qu'il lui fût permis de faire mention sur les Registres de ce qu'il venoit d'observer touchant cet écrit : à quoi la Faculté consentit sur le champ.

ASSEMBLÉE du 1. Mars 1717.

Il ne nous reste plus jusqu'à la celebre Assemblée du 5. Mars, où se fit l'Appel au Concile general, qu'à rendre compte de ce qui se passa dans celle du premier de ce mois. M. le Syndic commença par y faire lire deux lettres qu'il avoit reçues ce matin-là même, l'une de M. de la Vrilliere, & l'autre du Roi, dont voici les Extraits.

A Paris ce 28. Fevrier 1717.

M. le Duc d'Orleans m'ordonne, Monsieur, de vous adresser la lettre du Roi, & de vous dire que S. M. desire que vous la lisiez.

fixez à votre Assemblée de demain, & que vous m'informiez de ce qui s'y sera passé &c.

DE PAR LE ROY.

Chers & amez les Doyen. . . Nous avons été informez que nonobstant que M. le Premier Président & M. le Procureur Général vous eussent expliqué de nôtre part, jusqu'à quel point la démarche que vous avez faite, . . . (La députation du 12. Janvier à M. le Cardinal de Noailles) Nous avoit paru indiscrete ; . . . au lieu d'avoir rapporté ce que ces Messieurs avoient dit, . . . Vous avez confirmé la Conclusion du 11. Janvier. . . Une pareille conduite m'oblige de vous écrire cette lettre pour vous dire que vous n'avez à expliquer à la Faculté que mon intention est que votre conclusion du 12. Janvier soit rayée. . . . A quoi nous vous mandons. . . Car tel est nôtre plaisir.

Après cette lecture M. le Syndic requit qu'on executât l'ordre de S. M. Mais comme la lettre de cachet parloit d'une défense qu'il ne pas confirmer ni enregistrer la Conclusion du 12. Janvier, qu'elle supposoit lui avoir été faite, qui ne l'avoit point été, il représenta qu'il étoit à propos de nommer des Docteurs, pour aller de la part de la Faculté expliquer à M. de la Vrillière le fait avec ses circonstances ; & que M. le Regent connût que la Faculté n'avoit rien fait de contraire aux intentions de S. M.

L'affaire ayant été mise en délibération, il sembloit qu'elle seroit bien-tôt décidée, lorsqu'on entendit les premiers opinans, qui suivoient mot à mot la requisiion de M. le Syndic. Mais M. Hideux s'étant expliqué d'une manière qui fut interprétée différemment, & son avis ayant été suivi par le plus grand nombre, il fallut revenir aux opinions, pour savoir au juste quel étoit le véritable sentiment de la pluralité. Des deux avis qui formoient le partage, l'un suivoit entièrement le sentiment de M. le Syndic ; l'autre concluoit pour la députation & la remontrance, de telle sorte qu'il ne faisoit point une mention plus expresse de l'ordre du Roi. Cet incident fit une extrême peine à M. le Syndic, qui avoit en vûe ce qui se préparoit pour l'Assemblée suivante,

& qui craignoit que le refus qu'on feroit d'executer provisionnellement l'ordre de la Cour, n'attirât à la Faculté une défense de tenir cette Assemblée, où l'on regagneroit avec usure, ce que l'on sembloit perdre dans celle-ci. Cependant il n'est pas sûr qu'il eût fait revenir à son avis tous ceux qui y étoient oppoiez, quand il auroit pu leur dire ce qui étoit encore enveloppé sous le secret le plus inviolable, savoir que quatre Evêque signoient ce jour-là même l'Appel au futur Concile, & qu'ils devoient l'apporter à la première Assemblée. Plusieurs d'entre les Docteurs qui furent les plus zélés pour cet Appel, & qui étoient remplis d'ailleurs de veneration pour M. Ravechet, admirant son zèle & sa constance, demeurèrent persuadés que dans cette occasion il s'étoit servi, pour arriver à un excellent terme, d'un moyen plus conforme à la prudence humaine, qu'à la simplicité de l'Evangile : & ils rappellerent le souvenir de ce qui étoit dit de lui dans la Relation des Assemblées, au milieu des justes loüanges qui lui sont données dans cet ouvrage. Après avoir parlé, Part. I. §. 5. de sa probité, de son érudition, de sa douceur, on ajoute à ces premières qualitez l'habileté consermée dans les affaires, une grande reputation, & même, dit-on, quelque impression de politique, plus goûtée du grand nombre des personnes qui s'accoutument à la faiblesse de ces derniers tems, que du petit nombre de celles qui suivent plus fidèlement la simplicité des siècles Apostoliques.

Lorsqu'on revint aux opinions, M. Hideux, & quelques autres eurent la facilité de passer à l'autre avis, sur lequel la Conclusion fut formée. Il fut ordonné qu'on obéiroit aux ordres du Roi ; mais que l'on seroit une députation & des remontrances, où l'on devoit expliquer les véritables sentimens de la Faculté, & combien elle desiroit qu'il lui fût permis de conserver la Conclusion du 12. Janvier dont le Roi ordonnoit la radiation.

M. le Syndic écrivit à M. de la Vrillière, pour lui rendre compte de ce qui venoit de se passer ; & il rapporta cette Lettre à l'Assemblée suivante, où il en fit la lecture.

Nous croyons devoir ajouter ici par anticipation ce qu'elle contenoit. Il y marquoit à M. de la Vrilliere, qu'il n'avoit reçu que sur les 8. heures le 1. Mars la lettre du Roi pour la Faculté, avec le billet pour lui, qui l'accompagnoit : qu'il avoit fait lire l'un & l'autre à l'Assemblée aussi-tôt qu'elle avoit été formée : que la Faculté avoit été pénétrée d'une vive douleur, de se voir obligée de rayer une Conclusion qu'elle avoit faite avec tant d'unanimité, dans le tems que tous les Corps seculiers & reguliers avoient la liberté d'aller expliquer à M. le Card. de Noailles ce qu'ils pensoient sur l'affaire presente; qu'il n'y avoit point d'exemple qu'aucun Roi eût exigé une pareille chose; que la Faculté n'avoit reçu aucun ordre de ne pas lire ou inscrire dans ses Registres la Conclusion en question; qu'il esperoit que M. de la Vrilliere voudroit bien continuer ses bons offices à la Faculté auprès de M. le Regent, afin qu'un Corps, qui n'avoit point de plus grand attachement qu'à tout ce qui regardoit S. A. R. pût obtenir une Audience dans laquelle S. A. R. reçût ses remontrances, comme elle avoit bien voulu le promettre à toutes les Compagnies au commencement de sa Regence. Il finissoit par dire, qu'il auroit l'honneur d'aller demander la réponse; mais l'Appel qui se fit dans cette conjoncture fit abandonner cette affaire.

§. L X I.

Mandemens de Marseille, Grasse, Apt &c. Arrêts des Parlemens contre ces Mandemens. Nouveaux Toesins contre les Arrêts. Défenses faites par les Parlemens d'introduire de nouvelles signatures. Arrêt de Duillay contre les Theses des Recollets. Brefs du Pape à l'Université de Cologne, à M. de Marseille &c à M. d'Angers.

IL a déjà été dit un mot du Mandement que fit M. l'Evêque de Marseille le 2. de Mai 1716. par lequel il ordonnoit des Processions accompagnées de prières publiques, pour demander à Dieu de la pluie. Il attribuoit la cause de la sécheresse au dé-

faut de soumission à la Constitution. „S'il „se trouve parmi vous, disoit-il, de ces „temeraires qui, passant toutes les bornes „de leur pouvoir, osent attaquer avec impiété le sanctuaire & l'autorité de l'Eglise „le, & soumettre à leur foible jugement „les sacrées décisions des premiers Pasteurs, seuls & uniques depositaires du „dogme & de la foi : C'est peut-être, ajoute „il, ces enfans rebelles à l'Eglise qui étoient de nous les grâces & les benedictions que le Seigneur seroit près de répandre; & c'est peut-être aussi pour les punir & ramener à lui, qu'il a commandé aux Cieux de ne point verser leur rosée. Enfin il promettoit à son peuple que Dieu répandroit les eaux du Ciel sur leurs terres arides à condition qu'ils fussent dociles à sa voix, c'est-à-dire qu'ils reconnussent la Constitution pour regle de foi.

M. de Gaufridi, Avocat General, porta ses plaintes au Parlement d'Aix de l'endroit du Mandement qu'on vient de lire : „eût été, dit ce Magistrat, de la charité „de M. l'Evêque de Marseille, de supprimer un tel discours; & il est de l'autorité „de la Cour & de son application pour la „tranquillité publique, d'en empêcher le „cours. Il demanda en même tems la suppression de la Déclaration & du Mandement de M. de Toulon, & du Toesin intitulé : *Lettre de M. l'Ev. de ... à M. l'Ev. de ...* L'Arrêt qui intervint le 22. Mai, & dont nous avons parlé par rapport aux Assemblées de Sorbonne, supprime avec ces divers Ecrits le Mandement de Marseille, & déclare les termes qui y sont inserez, *séditieux & teméraires*. De plus on y fait défense tant audit Evêque de Marseille qu'aux autres Archevêques & Evêques de la Province, d'insérer à l'avenir dans leurs Mandemens, aucune chose de part & d'autre, qui puissent entretenir, ou tendre à aucune division, à peine de saisie de leur temporel. Ce même Parlement renouvella trois semaines après les mêmes défenses, par son Arrêt du 15. Juin donné contre une Lettre Pastorale de l'Evêque de Grasse du 15. du même mois, pour la publication de la Censure des *Hexaples* & du *Témoignage de la Vé-*

rié. Ce dernier Prelat (M. de Megrigui, tiré de l'Ordre des Capucins) s'exprimoit en ces termes : „ A ces causes, acceptant „ de nouveau sans aucune restriction ni ex- „ terieure ni interieure la Constitution Uni- „ verselle.

La Lettre Pastorale d'Apt ne marquoit pas moins de zèle en faveur de la Constitution. Quoique nous en ayons déjà vu quelque chose à l'occasion des Assemblées de Sorbonne, nous ne laisserons pas d'en rapporter encore des extraits. „ Nous avons „ vu, est-il dit, des Docteurs de deux fa- „ meuses Universitez du Royaume, sortir „ du rang que l'Apôtre leur a donné dans „ la hierarchie Ecclesiastique, pour se ren- „ dre aux dépens du souverain Pontife & „ des Evêques, à qui seul le droit en appar- „ tient, les infaillibles oracles de la Reli- „ gion. L'orgueil qui les a fait agir, ne „ reconnoit point de bornes. . . Ces pré- „ tendus maîtres en Israël ont désobéi aux „ ordres respectables (du Prince Regent) „ qui leur défendoient de rien innover au „ sujet de la Constitution. Que dis-je, ils „ ont encore eu l'audace de s'élever sur un „ des Sièges Metropolitains de cette Pro- „ vince, en condamnant le Mandement „ d'un de ses Suffragans, qui par un esprit „ de sagesse & de charité, avoit employé „ le Bâton Pastoral pour empêcher que les „ diocésains n'allassent à l'avenir étudier „ dans ces Ecoles devenues schismatiques. „ Comme toutes ces entreprises faites par „ des gens qui ont un nom dans le monde, „ pourroient, mes chers Freres, faire quel- „ ques impressions sur les esprits foibles, „ nous avons crû qu'il étoit de nôtre de- „ voir de vous en démontrer la temerité & „ le ridicule &c.

M. d'Apt étoit si rempli de zèle pour la Constitution & d'indignation contre les entreprises des Docteurs, qu'il regardoit le tems où il vivoit alors comme des *jours nebuloux, qui, disoit-il, ne different presque en rien du tems que J. C. appelloit le regne du Prince des tenebres*. „ Un esprit de vertige, poursuit-il, s'étoit alors emparé de la plupart des „ Juifs. Les Prêtres, les Docteurs, les Inter- „ prètes de la loi, que leur lumière & leur

„ piété devoit avoir mis à couvert de cette „ corruption generale, prenoient eux-mê- „ mes soin de l'entretenir & de la fomentier „ par leurs discours calomnieux contre ce „ divin & souverain Pontife. Ils rejettoient „ la doctrine celeste qu'il leur enseignoit. „ Ils déclamoient à toute heure contre lui, „ & ils ne pouvoient souffrir que ses Apô- „ tres & ses Disciples marchassent sur ses „ traces & lui fussent invinciblement atta- „ chez. La même pierre de scandale se pre- „ sente aujourd'hui, & vient blesser nos „ yeux Chrétiens. &c. M. d'Apt, en écri- „ vant ces dernières paroles, ne faisoit pas „ d'attention que cette *pierre de scandale*, dont il est parlé dans l'Ecriture, est J. C. même; & qu'ainsi, en prenant à la lettre ses paro- „ les, il se trouvoit qu'il disoit tout le con- „ traire de ce qu'il vouloit dire. Cependant, „ quelque ressemblance qu'il eût appercevoir „ entre l'opposition des Juifs pour J. C. & „ celle des Docteurs de Sorbonne contre la „ Bulle, il a l'équité d'ajouter : „ Il est vrai „ qu'on ne s'en prend pas directement à J. „ C. on ne fait pas une guerre ouverte à „ son Evangile; mais on n'oublie rien pour „ décrier les décisions de son Vicaire sur la „ terre, & des Evêques qu'il a établis juges „ de la foi. On tâche de détruire ce qu'ils „ ont si sagement édifié; & par une con- „ duite tout-à-fait bizarre, on désapprouve „ & on méprise leurs jugemens après mê- „ me les avoir acceptez & reçus avec les so- „ lemnitez requises, & avec toute la sou- „ mission qui leur est dûë. Enfin M. d'Apt „ termine son Instruction Pastorale par une „ exhortation vive : „ Faisons, dit-il, nôtre „ profit de la chute (de ces Docteurs dé- „ voyez); conjurons ardemment le Ciel de „ nous conserver dans une foi vive aux dé- „ pens même des droits de nôtre esprit, & „ de l'estime que nous pourrions nous être „ acquise dans le monde. Telle étoit l'In- „ struction d'Apt que le Parlement supprima „ avec le Mandement de Grasse.

M. de Gaufridy eut encore occasion de porter ses plaintes deux jours après au même Parlement d'Aix. Voici de quoi il s'agissoit. On a vu ci-dessus que l'Ecrit que nous avons nommé le 11. Toclu, intitulé 5.(54.)

Memoire pour le Corps des Evêques &c. avoit été flêtri par un Arrêt du Parlement de Paris ; & l'on a pû lire en cet endroit quelques extraits du Discours de M. Joly de Fleury. Cela donna lieu à deux autres Tocfins, qui furent adressez à cet Avocat General ; l'un appellé le VIII. Tocfin dans le Recueil de 1716. a pour titre, *Lettre d'un Evêque*, & est datée du 10. Juin. L'autre datté du 30. Mai est intitulé, *Lettre d'un Magistrat*. On y pose pour principe, comme il est ordinaire à ces sortes d'Ecrits, que, „ la „ Constitution est devenue la loi de l'Eglise „ par l'acceptation du Corps des Pasteurs ; „ d'où l'on conclut : Il faut donc que tous „ la reçoivent. Sur ce principe, il n'étoit plus question que de forcer les quinze Evêques non acceptans à se réunir, en employant contre eux toute l'autorité de l'Eglise & de l'Etat. C'est ce que pensoit le prétendu Magistrat, Auteur de la Lettre. Et après s'en être expliqué, il ajoutoit, adressant toujours la parole à M. l'Avocat General, „ A vous parler ingénuement, s'il „ y a lieu de craindre pour les regles de la „ foi, ce n'est pas le Memoire qui me feroit craindre, mais l'exposé que vous „ avez fait.

Et plus haut : „ Vous accusez (le Memoire) de fournir à la Cour de Rome des armes contre nous. Quoi, M. sommes-nous donc en guerre contre Rome ? Enfin il exhortoit M. l'Avocat General à s'attacher au gros de l'arbre pour conserver la foi. „ N'eussions-nous, dit-il, à cœur „ que l'intérêt temporel du Royaume, nous „ devons mettre tout en œuvre, pour y maintenir l'ancienne religion. Il en coûte trop „ aux Etats pour changer.

Ce fut ce Tocfin compté pour le VII. qui mit de nouveau en mouvement M. de Gausfridy. Il le refusa par un savant plaidoyé. L'Auteur, selon lui, donnoit de nouveaux aiguillons au schisme & à la sédition, sans respecter l'Arrêt du Parlement de Paris, qui avoit supprimé le Memoire, dont il prenoit la défense : „ Si, dit-il, cet Auteur „ parle des quinze Evêques, il les regarde „ comme séparés du Corps de l'Eglise ; s'il „ cite des exemples pour montrer quelle

„ voye on doit suivre pour les porter à se „ réunir, il allegue ce qui se fit en France „ pour agir contre les Calvinistes, se faisant un jeu malin de mettre ainsi un parallèle injurieux entre les quinze Evêques, & les Sectateurs de Calvin.

„ Enfin son aigreur & sa passion lui „ échappant de tous côtez, comme malgré „ lui-même, il veut que l'autorité du Prince Regent s'unisse à celle de l'Eglise pour „ obliger efficacement les quinze Evêques „ à se réunir, & que les deux Puissances joignent la force à l'habileté pour réduire à l'obéissance un petit nombre d'Evêques qui se soustraient à la loi : Ce sont „ les paroles... Non, Messieurs, ajoutez „ t'il, à l'aspect des detestables maximes de cet Autheur, nous ne saurions contenir le „ zèle que nous devons à notre ministère ; „ & ne doit-il pas nous être permis de nous „ indigner avec la Republique, en voyant „ répandre avec tant de licence ces Ecrits „ menaçans ?

Il requit ensuite que ce libelle seroit lacéré & brûlé ; mais le Parlement d'Aix se contenta de le supprimer par son Arrêt du 17. Juin.

Les Auteurs des Tocfins se vangerent & du Parlement & de l'Avocat General, par une petite piece de vers qui se trouve dans un autre Recueil des Tocfins en deux volumes. Ces vers commencent par ces mots. *Le Diable un jour méditant sur la Bulle* ; & portent pour titre : *Le Concile d'Aix*. Ce Concile n'est autre chose que le Parlement d'Aix, qui se transforme subitement en Sorciers. Le Diable se trouve aux côtez de l'Avocat General pour le souffler pendant qu'il prononçoit son plaidoyer. En même tems cet esprit de tenebre

*Fit un Sabbat de toute l'Audiance „
Et des Sorciers de toute la séance..*

En poursuivant la fiction, le Diable impose les mains aux Présidens & Conseillers du Parlement ; & après en avoir fait des Evêques, il les exhorte par un discours pathétique à attaquer les erreurs de la Bulle. A peine ce discours est-il fini, que

*L'Esprit malin s'empare du Concile ,
On y profcrit les sacrez documents ,
On y censure Ecrits & Mandemens ,
Le Pape même & sa Bulle fuile .
Ainsy s'accrit le nombre des Pasteurs ,
Qui de Quetsnel soutiennent l'Evangile .
Qui ne rivoit de ces vains Senateurs ,
Par art magique érigez en Docteurs ,
Traitant la foi comme affaire civile ,
Et condamnant par arrêt de Satan ,
Toute l'Eglise avec le Vatican .*

Nous avons passé deux vers par l'horreur qu'ils nous causent. Cependant comme il est nécessaire que les Lecteurs voient de quel esprit sont animez ceux qui font ces sortes de pièces, les voici. Ils suivent immédiatement le discours du Diable.

*A ce discours la cohorte docile
(C'est le Parlement d'Aix)
Se donne au diable avec mille Sermens .*

Cette pièce de vers se trouve imprimée au revers d'un Mandement de M. l'Evêque d'Apt, à la fin du I. Volume du Recueil de nos voies le titre au long : *Les Tocsins Catholiques , ou Recueil des pièces les plus fortes , que les Catholiques ont fait paroître contre les ennemis du S. Siège au sujet de la Constitution Unigenitus. A Avignon , Chez Joseph Chastel , Imprimeur du saint Office 1718. avec permission des Superieurs .*

L'Arrêt du Parlement de Paris dans l'affaire de Reims dont nous parlerons bientôt, avoit défendu aux Evêques d'exiger de nouvelles signatures.

Le Parlement de Dijon suivit cet exemple dans son Arrêt du 13. Juin. C'est l'Arrêt qui supprima le Mandement de Châlon sur Saône pour la publication des Censures du Temoignage de la vérité & des Hexaples. Il renferme une défense faite aux Archevêques & Evêques du ressort de ce Parlement, d'insérer dans leurs Mandemens aucune chose qui puisse tendre à division, & d'introduire dans leurs Diocèses l'usage des souscriptions & signatures, sans délibération des Evêques, revins des Lettres Patentes du Roi registrées &c.

Le 12. Juillet M. Waymel du Pareq, Avocat General porta ses plaintes au Parlement de Flandres étant à Douay, des Theses des Recollets de Douay, qui furent déferées huit jours après en Sorbonne, comme nous l'avons vu. M. du Pareq en combattant ces Theses, établit ainsi que les Avocats Generaux des autres Parlemens, que l'on ne pouvoit point regarder la Constitution comme étant reçue par l'Eglise. Examinant ensuite sur ce principe la conduite de l'Auteur de la These, „ De simples Religieux, dit-il, prenant le flambeau de la discorde à la main, allument le feu de la division; & oubliant la modestie qui devoit être inséparable de l'humilité dont ils sont publiquement professon, ils en viennent jusqu'à cet excès, que de condamner une conduite que l'Eglise elle-même n'a point censurée. . . . Convient-il donc à l'Auteur de la These d'appliquer à ceux qui n'ont point accepté la Constitution, ce que S. Augustin attribue aux Pelagiens ? De les traiter d'impies & de superbes, dire qu'il faut les écraser comme des loups ravissans, & dire enfin qu'ils sement des dogmes execrables ?

„ L'indignation qu'on doit avoir contre ces traits emportez augmente encore, quand on fait attention que l'Auteur a en vû son propre Evêque, qui gouverne son diocèse depuis plus de 40. ans avec tant d'édification; qu'il a en vû & qu'il designe même l'illustre Cardinal de Noailles Archevêque de Paris, & les Prelats qui n'ont point accepté la Constitution. „ Il ose les condamner d'hérésie, supposant que la Constitution a été reçue par toute l'Eglise, qu'elle fait loi dès à présent, & qu'il ne faut plus d'autre approbation. Vous savez, Messieurs, que plusieurs Parlemens, & sur tout le Parlement de Paris, se sont élevez contre cette proposition.

M. l'Avocat General reproche ensuite à l'Auteur les maximes par l'autorité du Pape. „ La these, dit-il, n'est pas moins blâmable dans les maximes énoncées, qu'on affecte d'y répandre sur la discipline de l'E-

glise , & sur les mœurs. L'Auteur ne se contente pas d'établir l'infailibilité du Pape ; il l'égale à celle de l'Eglise , non seulement dans la doctrine , mais encore dans les faits. Il soutient que le gouvernement de l'Eglise est pur monarchique , quoiqu'il soit certain que l'Etat Monarchique de l'Eglise est temperé par un gouvernement Aristocratique. Il donne au Pape une puissance Royale *quodammodo Regalem*, terme nouveau, & qui peut avoir des suites dangereuses dans l'Etat.

Ces paroles sont d'autant plus remarquables , que l'on sait que l'opinion de l'infailibilité du Pape a fait plus de progrès en Flandres , & en particulier dans l'Université de Douai. Le Parlement ne rendit son Arrêt , qui supprima la Thèse des Recollets , que le 6. Août suivant , c'est-à-dire 15. jours après le plaidoié de l'Avocat General.

Ce Magistrat se vit assailli bientôt après par divers Ecrits. On en trouve un dans le 1. Vol. des *Tocsins Catholiques* sous le titre suivant , LETTRE d'un Docteur François à M. Du Parcq , Avocat Général du Parlement de Douai.

On y relève d'abord la distance de tems qui se trouve entre le plaidoié & l'Arrêt. L'Auteur de la Lettre prend cette distance pour une marque , que l'Avocat Général avoit été emporté par un mouvement qui lui étoit propre , & que le Parlement au contraire avoit suivi une impression étrangère. Le Parlement , dit-il , veut même qu'on s'aperçoive , qu'il croit faire plus qu'on ne devoit exiger de lui. L'Auteur soutient vivement l'acceptation pure & simple. Puis se sentant animé de zèle , il adresse la parole à M. l'Avocat Général : „ Non , lui dit-il , „ ce ne sont point ces Religieux qui ont pris „ en main le flambeau de la discorde ; c'est „ vous , qui jettant la balance de la justice , „ avez pris en main la torche que l'herésie „ vous presentoit pour allumer le feu de la „ division. L'Auteur prend sur tous les points la défense de la Thèse des Recollets. Il s'élève même contre ce que M. l'Avocat Général avoit dit pour infirmer l'autorité du Decret de l'Index , concernant la lecture de

l'Ecriture sainte. Il fait l'énumération des Royaumes où ce Decret est reçu , & où il s'observe ; & rapporte une suite de reglemens faits pour la Flandre , à commencer depuis 1586. par lesquels , si l'on s'en tient à ce qu'il en dit , il est défendu de lire l'Ecriture sainte en langue vulgaire. Il cite même une ordonnance du 12. Janvier 1685. de Humbert Guillaume Evêque de Bruges , où la pratique contraire est représentée comme *très préjudiciable au salut des âmes*. C'est aux XL. Prelats & à ceux qui ont adopté leur Instruction Pastorale , où la pratique de lire l'Ecriture sainte est fortement recommandée , à porter leur jugement de cet endroit de la Lettre à M. du Parcq.

Le Parlement de Rennes rendit le 13. Novembre un Arrêt qui faisoit trois choses. Il maintenoit la Faculté de Theologie de Nantes dans ses droits & privilèges , & pour cet effet faisoit defenses à l'Evêque de Nantes de tenir dans son seminaire aucunes Ecoles publiques. 2. Il défendoit à tous les Evêques du ressort du Parlement, l'introduction des nouvelles signatures , sans délibération du Clergé autorisée par Lettres &c. 3. Il supprime deux libelles.

À l'égard du 1. Article , voici en quels termes M. de la Bedoerre Procureur General en parla dans son plaidoié , sur lequel l'Arrêt fut rendu. „ Si M. de Nantes se renfermant dans les justes bornes de sa juridiction , s'étoit contenté de nommer des „ Professeurs pour enseigner les Clercs de „ son seminaire , instruit comme je le suis „ du pouvoir des Evêques , dont je connois „ toute l'étendue , je serois le premier à lui „ applaudir , & à faire l'éloge de sa vigilance „ pastorale : mais quand je le vois s'attacher à détruire l'Ecole de Theologie d'une „ ne Université fondée sur des Lettres Patentes , en interdire l'entrée à ceux que le „ Ciel appelle à l'état Ecclesiastique , ouvrir „ de lui-même une autre Ecole publique au „ mépris des anciennes Ordonnances , & „ principalement de celle de 1629. je ne „ puis , Messieurs , dans cet attentat sur les „ droits du Roi , reconnoître l'usage d'un „ pouvoir réglé par la science & par la prudence , & je crains bien que le public n'ail-

le chercher le principe de ce procédé extraordinaire, dans quelque ressentiment particulier d'une prétendue injure que ce Prelat s'est plaint dans ses Lettres circulaires d'avoir reçue de la Faculté, par la suppression de son Decret. C'est le Decret par lequel la Faculté de Nantes avoit enregistré la Constitution en 1714. & qu'elle avoit révoqué depuis.

Voici ce que dit M. le Procureur General au sujet du 2. Article. „ Mi de Nantes „ attaché à regarder dès à présent la Constitution *Unigenitus* comme une regle de „ foi, s'est fait un faux devoir de la proposer comme telle à tous ceux qui lui demandent les Ordres, ou des *Vissu*. Il a établi une espece de Formulaire, dont il exige la souscription, & auquel les Ecclesiastiques n'oseroient manquer de se soumettre sans se livrer au refus des expéditions dont ils ont besoin. M. de la Bédouère détruit ensuite la prétendue acceptation de la Constitution par l'Eglise.

3. Les deux libelles que l'Arrêt supprima, portoient pour titre, l'un : *Reponse à une lettre d'un nouveau Catholique touchant la dernière Constitution* ; l'autre : *L'Histoire de Coré, de Dathan & d'Abiron*. Voici la peinture que fait M. le Procureur General de l'un & de l'autre. „ L'esprit de trouble & de sedition, dont ces ouvrages pernicieux sont infectez, saisit d'abord, pour ainsi dire, le Lecteur. Une infinité de maximes fausses & erronnées se présentent pres- que à chaque ligne.

Après un plaidoyer de cette nature, M. de la Bédouère ne fut pas plus épargné que l'avoient été MM. les Procureurs & Avocats Generaux de Paris, Aix, Dijon & Douai. Nous trouvons dans les *Tocsins Catholiques* trois Lettres qui lui sont adressées. La 1. sans titre qui en qualifie l'Auteur. La 2. porte pour titre, *Lettre d'un ancien Avocat Général* ; & la 3. *Lettre d'un ancien Conseiller Clerc*. Dans toutes les trois la Constitution est aussi bien traitée que M. de la Bédouère l'est mal. Les Opposans à Constitution y sont comparez aux Calvinistes & aux Lutheriens. L'infailibilité du Pape est traitée dans la dernière de ces Lettres, comme

une opinion respectable, & qui est le sentiment de la plupart des Peres & des Docteurs de l'Eglise, même de France.

La 1. Lettre est mêlée d'exhortations à M. le Procureur General : „ Qu'il vous eût „ été bien plus glorieux, M. lui dit-on, de „ ne point rompre le silence que vous avez „ gardé du vivant de M. vôtre pere, dont „ la Religion vous tenoit dans le respect „ que vous devez à l'Eglise &c. Enfin voiez de quelle sorte cette Lettre se termine. C'est par le discours d'un Marquis que l'on y avoit introduit. „ Le Parlement de Bretagne, se recric ce Marquis imaginaire, „ veut devenir le Concile d'Aix, tel qu'un „ Poëte vient de le dépeindre en style de „ Marot. Je suis charmé, continue-t'il, en m'imaginant nos Conseillers faits Evêques par la grace de Beelzebuth qui se constitue Pape.

La 2. Lettre ne se plaint pas seulement du Discours du 13. Novembre, mais encore de celui que fit M. de la Bédouère le 24. Decembre, à l'occasion de deux Brefs dont nous parlerons dans la suite.

Nous rappellerons ici quelques Mandemens donnez avant la mort du Roy, dont nous n'avons pas parlé, & qui font voit l'usage que l'on se preparoit à faire de la Constitution, pour envelopper dans la condamnation du Livre du P. Q. tous les livres qui renfermoient des propositions semblables. La condamnation du Livre de M. Huré n'avoit pas d'autre fondement.

Mandement de M. l'Evêque de S. Paul trois chateaux du 8. Mars 1715. pour la publication de la Bulle *Unigenitus* avec une Addition pour la condamnation du Nouveau Testament en François publié par M. Charles Huré.

Mandement de M. l'Archevêque d'Arles du 1. Juillet 1715. portant pareillement condamnation du N. T. de M. Huré. Ce Prelat y condamnoit de plus, d'autres Livres déjà condamnés par la Lettre pastorale de M. l'Evêque de Marseille du 10. Aoust 1714.

Cependant à Rome on avoit soin d'exhorter & d'encourager ceux qui temoignoient leur soumission entiere à la Consti-

5. 32. tution. Nous avons déjà parlé du Bref de remerciement que le Pape écrivit aux Evêques des Pais-bas. Il en adressa un autre le 27. d'Avril 1715. à l'Université de Cologne. La Faculté de Theologie de cette Université avoit reçu la Constitution avec les protestations les plus précises en faveur de l'infailibilité du Pape parlant *ex Cathedra*. Le Pape leur déclare qu'il a reçu avec une grande consolation, *magna cum animi nostri solatio*, les marques de leur sincère obéissance & de leur soumission à la Constitution.

M. l'Evêque de Marseille reçut aussi un Bref daté du 3. Mars 1716. Après des protestations d'un amour tendre, le Pape lui marquoit être instruit, que lui Evêque de Marseille ne cedoit à aucun Evêque de France, soit dans la soumission au S. Siège, soit dans le zèle pour la défense de la pureté de la doctrine Catholique, soit ensui dans la fermeté avec laquelle il s'opposoit aux efforts des personnes qui ne cessent d'attaquer le S. Siège & la doctrine Catholique. A cause de cela le Pape lui accordoit, comme il le lui avoit demandé, le pouvoir de donner la Benediction Apostolique avec indulgence plénier à l'article de la mort, aux agonizans de sa Ville & de son Diocèse. Le Pape y ajoutoit encore d'autres indulgences. Suivoit aussi-tôt après une exhortation en ces termes : „ Il ne me reste qu'à vous „ exhorter, nôtre venerable frere, à conti- „ nuer d'être toujours ferme & constant „ dans la louable resolution que vous avez „ prise, sans que l'envie de plaire, ou la „ crainte de vous attirer la haine de qui que „ ce soit, puisse faire changer dans vous les „ grands sentimens dont vôtre lettre nous „ donne de nouvelles assurances. Armez- „ vous de force & de courage ; Dieu, qui „ est le témoin de vos combats, fera lui mê- „ me vôtre secours & vôtre appui ; de telle „ sorte que dans le trouble présent il n'y ait „ rien qui puisse en quelque façon porter „ quelque préjudice ou à vôtre personne ou „ à vôtre Eglise. Ainsi parloit le Pape. On peut se souvenir que M. l'Evêque de Marseille a été Jésuite.

M. l'Evêque d'Angers reçut un autre Bref

en date du 1. Mai de la même année. Le Pape y exprime d'abord la douleur qu'il avoit ressentie, en apprenant ce que les Facultez de Paris & de Nantes avoient fait de contraire à la Constitution. Il qualifie en cela leur conduite d'impudente, *impudentissimè abrogaverint* ; & dit que leur réputation en a reçu une étrange atteinte. Mais il ajoute aussi-tôt, que Dieu lui avoit préparé une consolation dans sa douleur, par l'empressement avec lequel la Faculté d'Angers s'étoit portée à faire de son côté une déclaration publique de sa soumission à la Constitution ; qu'il est suffisamment instruit, que lui Evêque d'Angers avoit beaucoup contribué par son zèle à cette démarche de la Faculté. Le reste du Bref contient des complimens pour l'Evêque & pour la Faculté d'Angers. Les loix du Royaume de France défendent de recevoir des Brefs de Rome sans que le Roi en soit informé. C'est pourquoi M. l'Evêque d'Angers fut interrogé à la requête de M. le Procureur General sur ces trois points, 1. S'il avoit reçu, & si c'étoit lui qui avoit repandu le Bref du Pape à lui adressé. 2. S'il l'avoit fait enregistrer dans la Faculté de Theologie de sa Ville. 3. S'il avoit donné la Benediction Apostolique à quelques Docteurs qui la lui avoient demandé en vertu de la commission que le Pape lui en donnoit par le dit Bref.

§. LXII.

Vexations faites aux Non-acceptans dans le Diocèse de Reims. Ils en appellent au Parlement de Paris, qui rend en leur faveur deux Arrêts. Autre Arrêt du Parlement de Metz, en faveur du Curé de Monzon. Procès du Curé de Donzi.

EN rapportant quelques-unes des vexations que les Evêques attachent à la Constitution exercèrent en differens diocèses, contre les Ecclesiastiques qui osèrent réclamer contre leurs entreprises, nous avons réservé le diocèse de Reims, parce que nous avons crû que ce Diocèse méritoit une attention particulière par les suites qu'eut sa résistance constante à tous les efforts que put faire

Faire son Archevêque pour le soumettre à la Constitution. Nous avons eu occasion d'en parler en plusieurs endroits de cette Histoire ; il faut sur tout se rappeler ici ce que nous avons dit au §. 26. & au §. 52. On a vu dans le premier qu'en 1714. trois Chanoines & trois Curez Docteurs de la Faculté de Reims, ayant refusé en trois Assemblées de leur Faculté, de recevoir en aucune manière la Constitution, furent poursuivis extraordinairement & excommuniés par l'Officiel de Reims ; & qu'aussi-tôt qu'ils en eurent la liberté, ils le pourvurent par appel comme d'abus au Parlement contre ces excommunications. Et dans le second, Qu'en 1716. le Chapitre de Reims, la Faculté de Theologie, quelques Communautés, & près de deux cens Curez eurent recours à la même voye, contre les Censures portées par deux nouveaux Mandemens que M. l'Archevêque de Reims publia le 5. Novembre 1716. & le 20. Mars 1717. C'est la relation de ces deux causes importantes que nous allons donner, & en même tems celle des excès auxquels M. de Reims, ou plutôt les Jésuites, à qui il s'étoit livré, le porterent contre les Ecclesiastiques les plus distinguez de son Diocèse par leur savoir, par leur vertu, & par leurs emplois.

La première cause fut portée au Parlement par un relief d'appel que les trois Curez, qui étoient alors prisonniers au Séminaire de Reims, obtinrent le 8. Juiller 1715. Ils le firent signifier à M. de Reims en la personne de son Promoteur, le 29. du même mois. Les Officiers de ce Prelat craignirent d'exposer tous les abus qu'ils avoient commis aux lumières & à l'équité du Parlement. Ils l'engagerent à faire évoquer la cause au Conseil privé, où ils esperoient que la multitude des affaires, la difficulté & les frais de la procédure, & plus que tout cela le crédit de M. de Reims & des Jésuites, empêcheroit qu'elle fut jamais jugée.

Mais le Roi étant mort un mois après la signification de l'Arrêt d'évocation, les choses changerent de face. Les trois Chanoines, Collegues des Curez, qui avoient pris la fuite, & à qui on avoit fait le procès par

contumace, revinrent à Paris d'où ils écrivirent le 11. d'Octobre une lettre respectueuse à M. de Reims ; & sur le refus qu'il fit de lever la sentence, portée contre eux, ils eurent aussi recours au Parlement. Ils y obtinrent le 19. du même mois d'Octobre un relief d'appel de cette sentence, du Mandement qui en avoit ordonné la publication, & de celui qui y avoit servi de fondement *. Et le 29. ils firent donner assignation à M. l'Archevêque. Cependant les Curez, quoique toujours détenus au Séminaire de Reims, ayant fait solliciter au Conseil Privé le renvoi de leur cause au Parlement, l'obtinrent les derniers jours de Décembre ; & en même tems leur élargissement du Séminaire, à condition, pour empêcher qu'ils ne s'échassent dans Reims de mauvais bruits, comme le Prelat se plaignoit très-injustement qu'ils le faisoient, qu'ils seroient tenus de partir de Reims sur le champ au sortir du Séminaire ; & qu'il leur seroit défendu d'y retourner sans une permission expresse du Roi.

Les six Docteurs excommuniés, étant ainsi réunis à Paris, y poursuivirent de concert le jugement de leur cause. Elle commença à se plaider à la Grand-Chambre le Jeudi 23. Avril 1716. & elle ne finit que le Jeudi 28. Mai suivant, après neuf plaidoyers, qui consommèrent neuf Audiences : M. Chevalier plaida pour les Chanoines, M. Prevôt pour les Curez, & M. Fessart pour M. l'Archev. de Reims.

Dès que la cause fut entamée, les Chanoines & les Curez crurent devoir instruire leurs juges & le public par deux Memoires qu'ils firent imprimer. Ils faisoient d'abord un exposé simple des faits & de la procédure, ils expliquoient ensuite les principaux moyens d'abus qu'ils propoisoient contre les deux Mandemens, & la Sentence dont ils

* Ce dernier est du 18. Avril 1715. & il ordonnoit sous peine d'excommunication qui seroit encourue par le seul fait à tous les Ecclesiastiques qui n'avoient pas acquiescé à la Constitution, de s'y soumettre, d'y adhérer, d'y souscrire, lorsqu'ils en seroient requis, d'abord après la publication du Mandement.

étoient Appellans; & ils répondoient à ceux que l'Avocat de M. de Reims avoit alleguez dans ses premiers plaidoyez pour la défense de la partie. Nous ne pouvons pas entrer dans le détail de ces Memoires, qui nous meneroit trop loin. Nous nous contenterons, pour en donner une idée, de rappeler un seul de leurs moyens. Voici le troisième contre le Mandement du 18. Avril 1715. „ La soumission & la soucri-
„ prion que demande M. l'Archevêque,
„ est pure & simple, indépendante des Let-
„ tres Patentes de S. M. de l'Arrêt de la
„ Cour, de ces modifications essentielles por-
„ tées par cet Arrêt, & même de toute ex-
„ plication. Rien de tout cela n'est rappel-
„ lé dans le Mandement du 18. Avril 1715.
„ Rien n'insinue que l'acceptation doive
„ être relative à ces Actes.

„ Mais ce n'est pas par la reticence seule
„ de ces modifications si nécessaires, que M.
„ l'Archevêque en a séparé l'acceptation
„ qu'il prescrit. Il les a rejetées très clai-
„ rement, par un abus qui attaque direc-
„ tement l'autorité de la Cour, & qui in-
„ flue, tant dans le Mandement du 18.
„ Avril, que dans toute la procedure.

„ Car dans la Lettre qu'il adressa à la
„ Faculté de Theologie de Reims, le 4.
„ Juin 1714. & qui est rappelée dans la
„ première Requête du Promoteur contre
„ les Appellans, il parle en ces termes de la
„ seconde Assemblée de la Faculté, où la
„ Constitution avoit été reçue relativement
„ aux explications des Evêques & aux mo-
„ difications du Parlement. *Convenoit-il
„ dans une seconde convocation de la Faculté,
„ de mettre à la reception de cette Constitution
„ des restrictions & des modifications qui n'a-
„ voient point été apposées par les Prelats?*

„ Les restrictions que M. l'Archevêque
„ condamne, ne peuvent être les explica-
„ tions des Evêques. Le Memoire le prou-
„ ve, & en conclut, que les restrictions que
„ M. de Reims rejettoit ne pouvoient être
„ que les modifications du Parlement, aux-
„ quelles ni lui ni aucun Evêque, si on en ex-
„ cepte M. de Carcassonne, n'avoient jugé à pro-
„ pos de se conformer dans leurs Mandemens.

„ Ce qui prouve encore, continue le
„ Memoire, que M. l'Archevêque de Reims
„ n'a rien vu dans la Constitution qui eût
„ besoin de restrictions ou modifications,
„ c'est la défense qu'il fait, sous peine d'ex-
„ communication qui sera encourue par le
„ seul fait, *de rien dire, écrire, ni faire con-
„ tre ce qui est porté par la Constitution.* Ainsi,
„ on est excommunié *ipso facto* dans le dio-
„ cèse de Reims, si l'on parle contre les
„ clauses de la Constitution, contre lesquel-
„ les la Cour a cru devoir prendre de justes
„ & nécessaires précautions. Si on trouve
„ étrange, par exemple, ce commande-
„ ment absolu qui y est fait sans distinction:
„ aux Patriarches, Archevêques, Evêques,
„ Inquisiteurs: *Præcipimus Patriarchis, Ar-
„ chiepiscopis, Episcopis... nec non heretica-
„ prævatis Inquisitoribus.* Ou bien si on re-
„ fuse de se soumettre à ces Decrets non re-
„ çus en France, énoncez dans la Bulle,
„ sans l'approbation desquels elle a été en-
„ registrée. Cette défense generale sous une
„ peine si terrible, est une nouvelle preuve
„ que M. l'Archevêque a exigé la soumis-
„ sion la plus pure & la plus simple, qui est
„ non seulement indépendante des modifi-
„ cations du Parlement, mais absolument
„ contraire à ces modifications. Est-il une
„ entreprise plus irregulière & plus abusive?
„ M. Fessart en répondant à ce moyen,
„ étant convenu que la Constitution n'é-
„ toit point reçue par toute l'Eglise, lors du
„ Mandement du 18. Avril, & ayant avoué
„ qu'elle ne l'étoit point même dans le tems
„ qu'il parloit, mais ayant prétendu que
„ M. l'Archevêque étoit en droit d'exiger
„ qu'on y souscrivît en témoignage d'une
„ soumission de discipline, d'un acquiesce-
„ ment provisionel, d'une déference respec-
„ tueuse qui consistoit à ne point s'élever
„ contre. C'est ainsi, avoit-il ajouté, que
„ tous les Conciles non Œcumeniques,
„ ceux d'Alexandrie contre Arius, de Con-
„ stantinople contre Eutiches, de Saragosse
„ contre les Priscillianistes, de Diospolis &
„ d'Afrique contre l'erreur Pelagienne, les
„ Assemblées du Clergé de France de 1653,
„ 1656, & 1699. ont fait exécuter ou soul-

„ erire leurs décisions. N'étant point in-
 „ faillibles, ils ne demandoient pas une
 „ soumission de foi & de croyance interien-
 „ re, mais le respect & le silence. M. l'Arch.
 „ de Reims n'en a jamais demandé davan-
 „ tage aux Appellans.

Voici la réponse que ceux-ci faisoient à
 cette objection : „ Qui auroit jamais crû,
 „ qu'on pût ainsi parler au nom de M. l'Ar-
 „ chevêque ? La Cour l'aura sans doute re-
 „ marqué, & il est bon que le public le sa-
 „ che. On avoué que la Constitution n'est
 „ point une loi irrévocable & irréformable.
 „ On permet aux Appellans & à tous au-
 „ tres, de n'y point conformer leur croyan-
 „ ce ; mais on veut qu'ils y souscrivent par
 „ provision, quand même, comme on le
 „ leur permet, ils la croiroient erronée ;
 „ & c'est parce qu'ils n'ont point souscrit
 „ dans cet esprit qu'on les a excommunié.

„ Les Appellans soutiennent que cette
 „ Déclaration faite au nom de M. l'Arche-
 „ vêque, contient leur justification, & prou-
 „ ve les abus dont ils se plaignent. On
 „ avoué aujourd'hui que M. l'Archevêque
 „ & ses Officiers ne pouvoient, sans abus,
 „ exiger d'eux une soumission absolue & ir-
 „ revocable, une soumission de foi & de
 „ croyance interieure. Il n'est donc que-
 „ stion que de prouver que c'est - là ce
 „ qu'on leur a demandé, & c'est ce qui est
 „ très-facile.

„ 1. L'état de l'affaire le démontre. S'il
 „ n'avoit été question que d'une soumis-
 „ sion de discipline & de silence, pourquoi
 „ auroit-on inquiété les six Docteurs ? Les
 „ Cures avoient même publié. On n'avoit
 „ rien à cet égard à demander aux Chanoi-
 „ nes. Interrogez dans la Faculté, ils
 „ étoient en droit, & peut-être en obliga-
 „ tion d'opiner sur le fond. Ils s'en étoient
 „ abstenus par respect pour les Supérieurs,
 „ s'étoient réduits à demander qu'il leur fût
 „ permis de surseoir à s'expliquer. Ce n'est
 „ donc pas pour les réduire au silence qu'on
 „ les a attaqués. On leur en a fait un cri-
 „ me ; on les a voulu forcer à le rompre, &
 „ les obliger à une soumission de croyance,
 „ qu'on est contrainct d'avouer depuis l'Ar-

„ rêt du 11. de ce mois, qu'on ne pouvoit
 „ légitimement leur demander.

On rapportoit diverses autres preuves ti-
 rées du fonds même de l'affaire, par lesquel-
 les on monstroît, avec la dernière évidence,
 que ce n'étoit pas seulement une déférence
 respectueuse, mais la croyance que l'on
 avoit exigé de la part de l'Archevêque de
 Reims. „ Enfin, ajoutoit-on, dans le
 „ même Plaidoyé où l'on a voulu établir
 „ que la souscription n'étoit point deman-
 „ dée comme marque de croyance, n'a-t-on
 „ point dit que les Appellans ne devoient
 „ pas la refuser, parce qu'ils devoient être
 „ toujours prêts à rendre compte de leur foi ?
 „ C'est ainsi qu'on se contredit, quand on
 „ ne s'attache pas à la vérité.

„ Pourquoi varier de cette sorte ? Si on
 „ pouvoit demander la croyance interieure,
 „ que ne la demande-t-on encore ? Et si on
 „ ne le pouvoit pas, il est clair que les Man-
 „ demens & Sentence d'excommunication
 „ sont abusifs.

„ Mais un objet plus important mérite
 „ ici toute l'attention de la Cour. C'est ce
 „ principe affreux qu'on établit, que quand
 „ les Conciles non-œcumeniques ont exigé
 „ des souscriptions, même sous peine d'a-
 „ nathême, ils ne les demandoient qu'en
 „ témoignage d'une déférence respectueuse.
 „ les Appellans soutiennent, que ce prin-
 „ cipe est inouï dans l'Eglise, absolument
 „ faux, destitué de tout fondement, infini-
 „ ment pernicieux dans ses suites ; & ils ne
 „ peuvent être assez surpris qu'on ait osé
 „ l'avancer en présence d'un Corps aussi
 „ auguste & aussi éclairé que l'est le pre-
 „ mier Parlement du Royaume.

„ Ce principe est si inouï, que les Ap-
 „ pellans défient ceux qui ont fourni les
 „ Memoires sur lesquels il a été avancé, de
 „ citer un seul Auteur, Catholique ou Hé-
 „ retique, hors les Priscillianistes qui auto-
 „ risoient le parjure, qui ait jamais soutenu
 „ qu'on pouvoit souscrire des décisions
 „ dogmatiques, sans les croire justes & or-
 „ thodoxes ; un seul Auteur qui ait prétendu
 „ du que tous les Conciles non-œcumeni-
 „ ques ayent obligé à souscrire leurs dé-

„cisions sans obliger à les croire.

„Quand les Conciles particuliers ont
„fait souscrire leurs décisions sur le dogme,
„ç'a été parce qu'il étoit certain qu'ils ne
„proposoient que la foi reçue dans toute
„l'Eglise, & qu'ainsi on étoit obligé d'em-
„brasser les dogmes qu'ils enseignoient.
„C'est par cette raison, que les Conciles
„citez dans l'objection, disoient anathème
„à ceux qui ne se soumettoient pas à leurs
„décisions. Et c'est un excès horrible,
„qu'on n'ait point rougi de faire entendre
„qu'Arius, Pelage, Eutychez, & les Pris-
„cillianistes n'étoient obligés qu'à garder
„le silence avant les Conciles généraux qui
„les ont nommément condamnez.

„Qu'on suive cet affreux principe sur les
„souscriptions, on se jettera après certains
„Juges de la foi dans le précipice, où on a re-
„connu, en commençant le plaidey du
„20. qu'ils donnoient quelquesfois. On sou-
„cra par provision à des hérésies. En
„changeant dix fois de diocèse, on souscri-
„ra dix fois le oui & le non. Des gens ar-
„tificieux, & d'une profonde malice seront
„recevoir les décisions les plus monstrueu-
„ses, sous prétexte qu'on ne demande que
„le respect : & ils les feront valoir ensuite
„comme des regles consacrées par le con-
„sentement de tout l'univers.

„En vertu de ce principe, les plus grands
„ennemis de nos libertez signeront les Ar-
„ticles de la Sorbonne dressés en 1663,
„ceux du Clergé arrêtés en 1681, & tou-
„tes les Formules qu'il plaira à la Cour de
„leur présenter sur l'indépendance de la
„Couronne. Mais ils n'en feront pas moins
„mauvais sujets, & conserveront tous leurs
„sentimens, en attendant l'occasion de les
„faire éclater.

„Les Appellans aimeroient mieux être
„mille fois excommuniés, que d'avoir re-
„cours à des équivoques si criminelles. Ils
„sont persuadés qu'on doit prendre pour
„regle, de croire tout ce qu'on souscrit, &
„de ne souscrire que ce qu'on doit croire.
„Et comment auroient-ils pu souscrire,
„sans la croire, à une décision où le sieur
„Abbé Du-Vau avance, ce qui est très-vrai,

„l'on l'entend bien, qu'il s'agit de tout ce
„qu'il y a de plus important dans la Religion,
„& d'un système entier de doctrine, de morale
„& de discipline ?

Pendant que dura cette cause, il y eut
„toujours à la Grand-Chambre une foule
„d'Auditeurs prodigieuse, & telle qu'on n'en
„avoit encore vu de semblable à aucune cau-
„se de particuliers. Lorsque M. Chevalier
„ouvrit la scène le 29. Avril, il débuta par
„une profession de foi qui fut l'exorde de son
„1. plaidey : comme elle fut imprimée dans
„le tems, nous l'insérons ici.

„Messeurs, l'Appel comme d'abus
„sur lequel il s'agit de prononcer, combat
„une Ordonnance de M. l'Archevêque de
„Reims, une Sentence rendue par son Of-
„ficial, & un Mandement de son Grand-
„Vicaire.

„L'Ordonnance introduit une nouveau-
„té dangereuse, impose un joug arbitraire
„sur les Ecclesiastiques que l'on aura des-
„sein de persécuter ; ceux qui seront re-
„quis de signer l'acceptation de la Consti-
„tution doivent obéir sur peine d'excom-
„munication *ipso facto* par le seul fait.

„La Sentence est irregulière & insoute-
„nable dans sa forme & dans ses disposi-
„tions. Elle déclare par défaut contre des
„Prêtres absens, qui n'ont point été enten-
„dus, qu'ils ont encouru l'excommunica-
„tion, s'ils ne souscrivent dans deux mois.

„Le Mandement du Grand-Vicaire est
„un tissu d'erreurs & d'irregularitez. Il or-
„donne entre autre chose la publication de
„la Sentence d'excommunication dans l'in-
„stant même qu'elle a été rendue ; quoique
„l'excommunication en fût suspendue pen-
„dant deux mois : ainsi il a produit une dé-
„nonciation & une diffamation publique
„contre mes Parties.

„Vous concevez MM. par cette expres-
„sion que je parle pour trois Prêtres, pour
„trois Docteurs excommuniés, frappez
„d'anathème.

„Ne dois-je pas trembler, en communi-
„quant avec eux ? Ne dois-je pas crain-
„dre, en prenant leur défense, d'être en-
„veloppé dans cette redoutable censure ?

„ Non, Messieurs, voici mon preservatif.
 „ Je vais avoir l'honneur de vous faire ma
 „ profession de foi.

„ Je suis né, j'ai vécu, & j'espère mourir dans le sein & dans la Communion de
 „ l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Je reconnois & respecte le Pape
 „ comme Successeur de S. Pierre, & comme Chef visible de l'Eglise militante.
 „ Mais je suis en même tems persuadé
 „ que les Evêques sont les Successeurs des
 „ Apôtres, que leur Jurisdiction est divine, & que c'est de cette source que leur
 „ ministère & leur Jurisdiction sont émanées; en sorte qu'ils blessent les loix de
 „ l'Esopcar, & qu'ils avilissent leur dignité lorsqu'ils se contentent d'obéir & d'exécuter, au lieu de se constituer Juges en
 „ matière de foi & de dogme.

„ Je suis convaincu que c'est au Corps
 „ de l'Eglise universelle qu'est attaché le véritable caractère d'infailibilité. C'est
 „ la colonne inébranlable, la pierre angulaire contre laquelle toutes les forces de
 „ l'Enfer ne prévauront jamais.

„ Comme la puissance Ecclesiastique n'a
 „ été établie que pour édifier, & non pour détruire, je croi que les censures qu'elle
 „ prononce, sont injustes, nulles & abusives, lorsqu'elles tendent à troubler la police publique, & empêchent l'exécution
 „ des loix, à donner atteinte à l'autorité des Magistrats, & plus encore, lorsqu'elles suspendent la subordination & l'obéissance des sujets envers leur Souverain : &
 „ c'est dans cette occasion qu'on ne doit ni les respecter, ni les craindre.

„ Je pense différemment de l'excommunication lancée sur un particulier : il doit
 „ supporter avec patience cette humiliation, ne point se séparer de l'uniré, & attendre la récompense de celui qui juge
 „ les justices, si cette censure est imposée dans un tems où il n'auroit pas la liberté
 „ de se défendre, ou si sa plainte pouvoit causer du scandale. Mais si l'accusé est libre aux Tribunaux supérieurs, il peut & doit même réclamer contre l'injustice de
 „ l'excommunication.

„ Enfin, le Roi, comme protecteur de l'Eglise, & exécutateur de ses Canons ; & vous, MM. qui exercez toute l'autorité du Roi, vous êtes en droit de prononcer sur la violence, la nullité & l'abus des
 „ excommunications pour en empêcher l'effet.

Il déclara dans cet Exorde, qu'il croyait que les décisions du Pape, quelque poids qu'elles eussent en elles-mêmes, n'avoient de suprême pouvoir qu'après le consentement de l'Eglise universelle : que les Evêques, jugeant des Constitutions des Papes, ne jugent pas pour cela le Pape, mais jugent seulement avec le Pape les matières controversées ; que les jugemens des Evêques n'avoient force de loi coactive jusqu'aux censures dans leurs Diocèses, qu'après la décision de l'Eglise, s'ils regardoient le dogme ; & qu'après l'approbation de leur Clergé, s'ils regardoient la discipline.

„ Voilà, dit-il, ma foi & mes principes. C'est avec le secours de ces mêmes principes que je vais établir les moyens de ma cause. Honorez-moi de votre attention.

Cet Exorde extraordinaire excita l'attention du nombreux Auditoire qui environoit l'Orateur. Le reste de son Plaidoyé répondit au commencement, & il fut écouté avec un silence qui ne fut interrompu que par de légers murmures d'applaudissement, qu'on ne pût s'empêcher de lui donner dans les intervalles où il prenoit un peu de repos. Il n'eut pas moins de succès dans les autres plaidoyez. On fut également satisfait de M. Prevôt, qui ne répandit peut-être pas tant d'agréments dans ses plaidoyez, mais qui récompensa ce défaut par la solidité des raisons savamment détaillées, dont il appuya la demande de ses Parties, & par l'exactitude qu'il eut toujours à suivre son sujet, sans jamais le perdre de vûe. L'Avocat de M. de Reims reçut aussi sa louange du public ; & tout le monde convint qu'il plaïda sa cause, toute mauvaise qu'elle étoit, avec tout l'art, l'éloquence, l'arrangement & la précision possibles. Nous rapporterons ici à ce sujet une particularité que nous trouvons dans une lettre écrite dans ce tems-là de

Paris par un Chanoine d'une Eglise celebre qui en avoit été temoin. Un Docteur qui avoit suivi toutes les audiences, s'étant joint à la fin de la dernière à d'autres Ecclesiastiques qui faisoient compliment à l'Avocat de M. de Reims, & qui lui disoient que la Constitution n'avoit point encore eû de défenseur si judicieux & si seduisant; & l'Avocat ayant répondu, que l'honneur en étoit dû à gens de leur robe qui lui avoient fourni des Memoires, & que pour lui, il n'avoit pas même lu la Constitution, & ne la vouloit pas même lire; le Docteur lui dit: *C'est ainsi, M. qu'il faut faire pour la défendre; si vous l'aviez lue, avec le bon esprit que vous avez, vos Memoires vous seroient devenus inutiles.*

Quand les Avocats des parties eurent fini leurs plaidoyez, M. Joly de Fleury Avocat General fit le sien le 28. Mai. Il parla pendant près de trois heures avec cette supériorité d'esprit, de lumiere, de sagesse & d'éloquence qu'on lui connoit, & qu'il ne fit jamais plus paroître qu'en ce jour là. La Cour alla ensuite aux opinions. La multitude des voix se porta d'abord à suivre de point en point les Conclusions de M. l'Avocat General, qui étoient favorables aux six Apellans. M. le President de Menars, allant au delà, fut d'avis que l'on accordât aux Apellans les dommages & intérêts, & que l'on prévint par les défenses que l'on feroit à M. l'Archevêque de Reims, les poursuites qu'il pourroit entreprendre de nouveau contre ces mêmes Apellans au sujet de la Constitution. M. le Premier President, ayant représenté à M. de Menars, que s'il s'en tenoit à cet avis, il demeureroit en ce point seul de son sentiment, M. le President de Menars répondit, qu'il ne pouvoit changer d'avis. Ceci nous donne lieu de rappeler une particularité qui se passa en 1714. lorsque le Parlement enregistra les Lettres Patentes données en faveur de la Constitution. M. le President de Menars fut un de ceux qui, au nombre de neuf ou dix, furent d'avis de faire des Remontrances au Roi. M. le Premier President lui ayant représenté que les difficultez tirées du

fond de la Constitution ne regardoient pas les Parlemens, mais les Evêques, M. le President de Menars lui fit cette réponse remarquable: *Monsieur, ne sommes-nous pas chrétiens?* Voulangt marquer par là que la Constitution touchoit des points assez clairs pour que les simples fidèles, & à plus forte raison des Magistrats éprouvaient de la repugnance, lorsqu'il étoit question de contribuer à lui donner de l'autorité.

Revenons au jugement du proces: il fut entièrement conforme aux Conclusions de M. l'Avocat General. M. le Premier President prononça l'Arrêt d'une voix assez haute pour être entendu de ce grand nombre d'Auditeurs qui remplissoient la grand-chambre.

„ La Cour, ayant aucunement égard
„ aux Requetes des parties de Prevost, les
„ reçoit parties intervenantes dans l'Appel
„ comme d'abus interjeté par les parties de
„ Chevalier, &, entant que besoin seroit,
„ appellantes comme d'abus, en adhérant à
„ leurs premieres appellations du Mandement de la partie de Fessart du 18. Avril
„ 1715. Faisant droit sur l'Appel comme
„ d'abus interjeté par les parties de Prevost
„ de la destitution de Louis Neveu de la
„ qualité d'Official Metropolitain de Reims,
„ & de premier Vicegerent en l'Officialité
„ ordinaire, de l'institution de Godefroy
„ Maurice de Conflans, & Louis François
„ de Lopis la Fare, dit qu'il n'y a abus. Sur
„ le surplus des Appellations comme d'abus
„ interjetées tant par les parties de Prevost,
„ que par celles de Chevalier, dit qu'il y a
„ abus: Et que faisant droit sur les Conclusions du Procureur General du Roi, fait
„ défenses à tous Archevêques & Evêques
„ d'introduire dans leurs Dioceses, l'usage
„ des souscriptions & signatures, sans délibérations des Evêques, revêtues de Lettres patentes du Roi, registrées en la
„ Cour; sauf à eux ou à leurs Officiaux de
„ proceder par les voyes canoniques, contre ceux qui seroient accusés d'avoir
„ par-lé, écrit ou agi contre les décisions &
„ Mandemens de leurs superieurs Ecclesiastiques, Sur le surplus des Requetes des

parties les a mis hors de Cour ; Condam-
né la partie de Fessart à tous les dépens.

On ne sauroit dire combien cet Arrêt fut applaudi dans le public. Cette foule de monde, qui en fut témoin, ne put s'empêcher de battre des mains. La nouvelle en fut aussi-tôt repandue dans Paris, & y causa une joie incroyable. Ce qu'il y avoit de personnes éclairées dans les Provinces voulut avoir avec les Memoires des six Docteurs prétendus excommuniés, l'Arrêt rendu en leur faveur. Les Memoires faisoient d'autant plus de plaisir, que c'étoient les premières pieces produites à visage découvert, où l'on parloit nettement contre la Constitution & contre ce qui s'étoit fait pour la faire recevoir. L'Arrêt donnoit un nouveau poids à des raisons qui avoient été victorieuses ; & on esperoit qu'une décision d'un Corps aussi respectable que le Parlement, serviroit également de modèle aux autres Parlemens du Royaume, & de barriere contre les entreprises des Prelats du caractère de M. de Mailly.

Il étoit naturel qu'on s'intéressât particulièrement dans le Diocèse de Reims, au succès d'une affaire qui y étoit née, & qui y avoit causé tant de trouble. Aussi le Clergé & le peuple en marquerent-ils une joie extrême & generale. A peine l'Arrêt étoit-il rendu, que le Chapitre de la Cathedrale ordonna, qu'il en feroit fait mention dans ses Registres. La Faculté de Theologie fit effacer des siens, comme nous l'avons rapporté ailleurs, la Conclusion que M. l'Intendant y avoit fait insérer en faveur de la Constitution. Plusieurs Curez de la campagne, touchés de regret de l'avoir publiée, commencerent à écrire au Prelat des lettres respectueuses, mais fortes & précises, dans lesquelles ils reconnoissoient & reparoient leur faute. Ceux de la ville parlerent hautement en faveur des six Docteurs que les Jesuites continuoient de traiter d'excommuniés ; & le Theologal de l'Eglise Cathedrale, qui est Doyen de la Faculté, donna dans un de ses sermons, les mêmes avis que ces Curez donnoient à leurs prônes.

Cependant les trois Curez, qui avoient

été absous par le Parlement, ayant aussi obtenu de M. le Regent la revocation de la défense qui leur avoit été faite de retourner à Reims, se disposerent à y aller reprendre leurs fonctions ; mais ils ne crurent pas, non plus que les Chanoines leurs Collegues, devoir partir qu'ils n'en eussent demandé la permission à leur Archevêque, à qui ils écrivirent tous ensemble une lettre très soumise. Voici la réponse qu'il leur fit de sa propre main, d'un Prieuré de son Diocèse uni à son seminaire, où il étoit alors.

A Thin le Moutier, le 5. Juin.

J'ai reçu aujourd'hui, Messieurs, dans le Cours de mes visites, la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire. Après le Jugement que vous avez obtenu, vous êtes déliés *jure fori* ; & avec la mission du Parlement, il vous est permis de retourner dans vos benefices. Je verrai des Prêtres disciples & desobéissans qui n'écoutent plus la voix de leur Pasteur, qui se sont soustraits de l'autorité Ecclesiastique, à la faveur de la Puissance seculiere ; mais je les verrai avec toute la patience que la religion demande. Tous les coups que vous m'avez portés, n'ont point diminué mon affection pour vous. Calomnies, écrits injurieux, discours plus injurieux encore, rien ne peut alterer la charité dans le cœur d'un Evêque. J'attaquerai votre doctrine, mais j'aimerai toujours vos personnes. Je tacherai de vous préserver du schisme, que les Petes ont regardé comme un mal plus dangereux que l'idolatrie. *Sancti à vulnere idolatriæ, dicit S. Augustin, sed gravius feriunt vulnere schismatis.* Si S. Cyprien se receloit sur la hardiesse que des personnes avoient de se transporter vers la chaire de Pierre, dans l'esperance de pouvoir obtenir, malgré leur condamnation canonique, un jugement plus favorable, quel reproche ce Pere n'auroit-il pas fait à ceux qui se seroient écartés de ce centre d'unité, bien loin d'y avoir recours ? L'Eglise de Rome a parlé, cette Eglise à laquelle S. Irenée declare que *neccessè est omnium convenire ecclesiam propter potentiorum princi-*

palatium. Toutes les autres Eglises ont acquiescé à sa décision par une acceptation formelle ou tacite. La résistance de quatorze Prelats est bien foible, contre ce nombre innombrable d'Evêques repandus dans l'Univers, qui sont unis à leur Chef; & cependant vous ne vous soumettez point. Vous n'êtes point juges de la doctrine, vous qui n'avez en partage que la représentation & l'obéissance. Revenez, Messieurs, avec les dispositions que vous devez avoir; & vous retrouverez en moi tous les sentimens que vous pouvez attendre d'un Pasteur qui vous est acquis avec une parfaite consideration. MAILLY, Archevêque de Reims. Au dos: *A Messieurs les Gros, Bandonin, Maillefer Chausines, & de Bcyne, Hillet & Geoffroy Cures de Reims. A Reims.*

Les six Docteurs, après cette réponse, retournèrent à Reims, & ils furent reçus avec les honneurs qu'on crut pouvoir leur rendre, sans trop blesser l'Archevêque. Les Jésuites ne laissèrent pas de tâcher d'en envahir auprès de lui quelques circonstances. Quand il fut de retour à Reims, ces Peres, indignes de voir que leurs calomnies ne tournoient qu'à leur propre confusion, & que les procédures qu'ils avoient fait entreprendre contre ceux qui leur déplaisoient le plus, ne servoient qu'à faire éclater l'opposition d'un grand diocèse contre la Constitution, continuèrent à l'irriter de plus en plus, & à lui dire sans cesse qu'étant insulté par des inférieurs, il ne pouvoit se dispenser d'écraser ces rebelles. Le Prelat, qui fait profession de ne pardonner & de ne reculer jamais, & qui suit encore plus fidèlement la première de ces maximes que la seconde, écouta des suggestions qui y étoient si conformes; & il y a lieu de croire que l'espérance du Cardinalat, que les Jésuites lui montrent tous les jours comme la récompense de son zèle, & qu'ils lui annoncent depuis quatre ans comme prochaine, dans les vers & les autres compositions qui se font à sa louange dans leur Collège, aida beaucoup à le déterminer; car il n'a pu dissimuler qu'il y a long-tems qu'il aspire ferveusement à cet honneur. Le P. Tellier le

lui avoit fait espérer dès le commencement de cette affaire; & M. de Bissi son ancien ami l'ayant obtenu à son préjudice, il fut le seul des Prelats du Royaume qui ne lui en fit point de compliment. Il traita même de fripon le P. Confesseur, dont il disoit quelque tems auparavant, *c'est notre maître à nous*. Il retira son neveu de chez les Jésuites de Reims où il étoit pensionnaire. Peu s'en fallut depuis, disoit-on, qu'il ne devint Janseniste; & on prétend qu'il le seroit effectivement devenu, si ceux qu'on appelle ainsi, avoient pu le faire Cardinal.

Mais ils n'y pouvoient travailler qu'indirectement, & en lui donnant de nouvelles occasions de faire éclater son zèle pour la Constitution. Il ne se contenta pas de ne vouloir ni parler à aucun de ceux qui ne l'acceptoient point, ni recevoir leurs lettres; de les molester & avec eux leurs parens, amis & paroissiens; de leur refuser tout pouvoir, toute grace, toute justice; de confier aux Jésuites l'éducation & l'instruction des Ordinaires; d'ériger chez ces Peres un nouveau séminaire, malgré les remontrances de l'Université, de la Ville & du Chapitre; & de s'abstenir complètement depuis le 28. Mai 1716, jusqu'à aujourd'hui, d'entrer dans son Eglise, où il n'a paru depuis ce tems-là, que pour y introduire, hors le tems de l'Office, le Czar, & leurs Altesse de Lorraine à leur passage à Reims.

Il résolut de plus de donner un Mandement, & d'y tendre à ceux qu'il appelloit *disciples & heterodoxes*, des pièges si subtils, qu'ils ne pouvoient s'empêcher d'y être pris. Il s'enferma, se fit apporter de gros livres, & reçut certains Memoires. Enfin le 7. Novembre 1716. parut un Mandement datté du 5. Octobre precedent. C'est celui dont nous avons parlé au §. LX. & qui donna occasion au 2. procez dont il nous reste à faire l'histoire.

Le Prelat par ce Mandement n'avoit d'abord condamné que le Livre seul du *Témoignage de la vérité*. Mais sur diverses réflexions qu'on lui fit faire, dont l'une étoit qu'en ne condamnant point les *Hexaples* avec le *Témoignage*, il sembleroit de s'approu-

ver la moitié de ce qu'avoit fait l'Assemblée de 1715. Il fit ajouter par un carton & sans aucun examen, qu'il condamnoit aussi les Hexaples.

Le Mandement étoit long, rempli de principes & de faits tendans à faire regarder la Constitution comme une règle de foi, & d'invectives contre tous ceux qui ne la recevoient pas, mais sur tout contre les Ecclesiastiques de son Diocèse. „ Il les repré-
„ sentoient comme des Prêtres discoles, opi-
„ niâtres, schismatiques, des Novateurs,
„ des Sectaires, des Jansenistes, pires que
„ les anciens hérétiques & les Idolâtres mé-
„ mes; comme des loups déguisez sous la
„ peau de brebis, des ministres d'iniquité,
„ qui manifestotent leur hérésie au grand
„ scandale de plusieurs & au renversement
„ de la foi, mais qui étoient encore plus
„ dangereux, lorsque retenus par la crainte
„ de ils répandoient secrètement le venin de
„ leur pernicieuse doctrine. Il insultoit à
tous ceux qui se repentoient d'avoir publié ou accepté la Constitution, comme à des gens qui publioient sans honte leur ignominie, & qui se deshonorant par leur legereté. Il s'y plaignoit des Puissances, qui se mêloient des affaires de l'Eglise; du second Ordre, qui ne devoit pas, disoit-il, assister aux Conciles; des Evêques, dont la dissention faisoit toujours le schisme & l'hérésie; du Recteur de l'Université de Paris, dont il traitoit le discours imprimé de déclamation scandaleuse; du Parlement, sous les yeux duquel ce discours avoit été prononcé, & qui laissoit une telle audace impunie; de l'autorité séculière, qui l'empêchoit d'écraser les loups, & qui ne se faisoit sentir que contre ceux qui disoient que la Bulle étoit reçue; du sacerdoce enfin & de l'Empire qui ne concouroient point à réprimer les mouvemens des esprits séditieux. Enfin, ce qui parut plus extraordinaire, c'est qu'en même tems qu'il chargeoit de reproches ceux qui avoient retracté ou désavoué la publication de la Constitution, & qu'il prétendoit que par le scandaleux aveu d'une acception forcée, ils se couvroient de l'éternel opprobre d'un lâche déguise-

ment, il faisoit l'apologie du Concile de Rimini, & même (sans s'en appercevoir sans doute) l'éloge du brigandage d'Éphèse.

Au reste, ce Mandement finissoit par une injonction faite à tous Curez & à tous les Corps, Chapitres & Communautés séculières & régulières, de l'un & de l'autre sexe, exemptes ou non exemptes, d'en faire la lecture ou publication, & d'en apporter des certificats dans le mois, sous peine de suspension qui seroit encourue par le seul fait. Par-là le Prelat se flatoit de contraindre les Corps & les particuliers à prendre part à tout ce que son Mandement contenoit en faveur de la Bulle, par la publication qu'ils en feroient de peur d'encourir la suspension, ou de priver de leurs fonctions ceux qui oseroient lui défobéir, sans qu'ils pussent, ni se garantir de cette peine par un appel qui ne pouvoit être jugé dans le mois, ni même s'en faire relever, parce qu'il n'exigeoit plus de souscription, mais seulement une publication qui ne lui paroissoit pas qu'on pût jamais refuser aux Supérieurs.

Mais cette Ordonnance produisit un effet tout contraire. Nous ne repeterons point ici ce que nous avons déjà rapporté, que le Chapitre de l'Eglise Cathédrale, au lieu de la publier, prit le parti d'en appeler comme d'abus, & que son exemple fut suivi par le Chapitre de la Collegiale de S. Symphorien, par quelques Chanoines de celle de S. Timothée, par la Faculté de Théologie, par le Pricur & les Religieux de Mouzon, Ordre de S. Benoît, Congregation de S. Vannes, & par 98. Curez de la ville & de la campagne. Nous ajouterons seulement ici quelques circonstances que nous avons omises. Plusieurs autres Curez & Communautés, sans en appeler, s'abstinrent de la lire. Les Benedictins de l'Abbaye de S. Nicaise entr'autres, ayant délibéré en Chapitre sur cette lecture, conclurent unanimement à ne la point faire; & le Vice-Promoteur ayant été en demander les raisons au Prieur, ce Pere lui répondit, qu'ils en avoient d'abord cent une tirées de la Constitution, sans celles qui étoient particulières au Mandement.

De 17. Religieux Prêtres qui étoient dans celle de S. Remi de Reims 14. protestèrent contre la lecture que le Prieur fit faire, & deux ne la tolérèrent que sur l'assurance que leur donna le Prieur, qui s'autorisait en cela du sentiment de M. l'Archevêque même, dont il leur dit qu'il étoit bien informé, que cette lecture n'emportoit de leur part, non plus que de la sienne, aucune approbation de la Bulle ni du Mandement. Il ne fut lu ni à Hautvillers, ni à S. Bâle, autres Abbayes de Benedictins, ni même en celle de saint Thierri, qui est unie à l'Archevêché, & où le Prelat réside plus qu'à Reims. Car en donnant son Mandement aux Religieux de cette Maison, il leur dit, que voulant bien vivre avec eux, il ne les obligeoit pas à le lire. Cette parole, qui ne demeura pas secrète, confirma les moins éclairés d'entre ceux qui prenoient quelque intérêt à cette dispute, dans la pensée où ils étoient déjà, que le but de ces sortes de Mandemens, étoit bien moins d'instruire ceux à qui ils étoient adressés, que de leur tendre des pièges; & que c'étoient plutôt des instrumens de persécution, que des moyens d'éducation, & des gages de la charité Pastorale.

On avoit déjà à Reims une autre preuve de l'usage auquel ces Mandemens étoient destinés. Lorsque ce Prelat avoit donné celui du 18. Avril 1715. qui obligeoit sous peine d'excommunication *ipso facto* à soufcrire la Constitution, quand on en seroit requis, & qu'il avoit vu qu'on en prenoit l'allarme, il avoit rassuré de même les principaux Chanoines de son Chapitre, en leur disant que ce n'étoit pas pour eux qu'il faisoit ce Mandement; qu'il se trouvoit engagé dans l'affaire des six Docteurs, qui avoit éclaté, & qu'il n'en pourroit sortir que par là; mais qu'au reste, il n'étoit ni Inquisiteur ni porté à persécuter, & qu'il ne se serviroit de ce Mandement contre aucun autre Ecclesiastique de son Diocèse. Il y avoit plus; le Mandement ayant été porté au Chapitre par le fait de M. Bachelier Doyen, qui ne prenoit les ordres d'ailleurs que de l'Archevêque; & le Doyen ayant proposé

de convoquer pour ce sujet un Chapitre extraordinaire, afin que chacun fut obligé de déclarer s'il se soumettoit à ce Mandement & par conséquent à la Constitution, quelques-uns des premiers délibérans, & des plus opposés à la Bulle, avoient été trouver le Prelat, à qui ils avoient témoigné la peine qu'ils avoient la dessus; & il leur avoit protesté qu'il n'avoit aucune part à cette vexation: il avoit parlé en termes assez durs du Doyen, & leur avoit dit que pour se mettre à couvert de sa mauvaise volonté, ils pouvoient dire qu'ils avoient rendu compte à lui Archevêque de leur doctrine, & qu'il en étoit content. C'est ce que firent en effet ces Messieurs qui avoient été le consulter.

M. de Reims n'étoit pas le seul des Prelats Constitutionnaires, qui ne se mettoit pas en peine de cacher les motifs particuliers qui le faisoient agir, très-opposés aux motifs publics qu'il expliquoit dans ses Mandemens. Nous en rapporterons ici, en passant, un exemple remarquable, qui arriva quelques mois après le tems dont nous parlons, & qui ne fut point connu à Reims. On avoit nommé à une Cure au diocèse de Meaux un Ecclesiastique Appellant: M. le Card. de Bissi insista à ce qu'on lui en proposât un autre qui fut, si on le vouloit, dans les mêmes sentimens, mais qui n'eût point appelé, & il promit en ce cas de ne point demander à celui qu'on choisiroit la signature du Formulaire contre Jansenius, signature sur laquelle il menaçoit au contraire de pousser le premier, & de ne point envoyer non plus à celui qui seroit choisi aucun des Mandemens qu'il pourroit faire sur les matières contestées: parole dont M. le Président Chauvelin fut prié d'être le porteur & le garant, & en conséquence de laquelle, & sur la démission volontaire du premier nommé, on presenta un autre sujet non appellant, qui fut en effet reçu avec toute sorte d'agrément.

Le Chapitre de Reims en prenant le parti de ne point lire le Mandement du 5. Octobre 1716. & d'en appeler comme d'abus, auroit bien voulu ne point s'enga-

get dans un procès. Dans cette vûë, il fit solliciter MM. les Gens du Roi de requérir d'office la suppression du Mandement : mais ils ne le jugerent pas à propos, & Dieu vouloit que l'affaire prit un autre tour plus favorable à la cause des Opposans à la Constitution. On sollicita ensuite un Arrêt de défenses, & le Parlement, comme nous l'avons déjà rapporté, l'accorda le 10. Decembre, en recevant les Parties Appellantes comme d'abus, toutes choses demeurant en état : ce qui fut confirmé par deux Arrêts contradictoires, l'un du 16. & l'autre du 30. du même mois.

M. l'Archev. de Reims, qui apprehendoit qu'on ne lui liât les mains, & qui craignoit aussi les suites de la resolution où le Chapitre paroïssoit être, d'observer la suspension & de faire fermer les portes de leur Eglise, se hâta de faire le 9. Decembre, veille de l'échéance du terme qu'il avoit prescrite, l'Ordonnance par laquelle il testraignoit cette suspension à douze Chanoines, qu'il lui plut de supposer être plus coupables que les autres.

Cette Ordonnance ne donna pas une fort grande idée de l'habileté de M. de Reims dans le droit Canon, qu'il s'étoit piqué jusque là de savoir à fonds. On avoit déjà trouvé étrange, que dans celle du 5. Octobre il menacât des Communautés de Filles de suspension, qui est une peine qui ne peut tomber que sur des Clercs. Mais dans celle-ci on remarquoit des défauts sans nombre. Il supposoit que tous les particuliers du Chapitre avoient encouru une suspension dont il n'avoit menacé que le Corps, & qui pouvoit tout au plus empêcher les fonctions que le Chapitre fait en Corps, comme de pourvoir aux Benefices &c. Il supposoit cette suspension encourue même par les absens, & par ceux qu'il disoit avoir été d'un avis opposé à la Conclusion capitulaire. Il lui plaisoit décimer à son gré la compagnie, & de choisir douze sujets pour victimes de sa colere, quoiqu'il ne pût convaincre aucun de la désobéissance dont il se plaignoit, puisqu'on avoit opiné par scrutin, que le secret avoit été inviolablement gar-

dé, & qu'en effet on prétend que quelques-uns des douze avoient été d'avis que le Mandement fût lu en Chapitre. Il entreprenoit sur la Jurisdiction Royale, en se réservant à faire l'application des fruits de leurs Prébendes. Il déclaroit la suspension encourue avant l'expiration des délais qu'il avoit accordez. Il n'avoit enfin aucun égard à l'Appel interjeté de son Mandement, lequel en suspensoit l'obligation, & qui empêche toujours qu'une censure conditionnelle ne soit encourue.

On regarda donc uniquement cette Ordonnance comme l'effet du desir qu'avoit l'Archevêque de mortifier son Chapitre, contre lequel il sévissoit, en même tems qu'il ne faisoit rien contre les Religieux qui n'avoient point lu son Mandement. Il affectoit même de ne plus appeler les Chanoines *ses venerables freres*, mais simplement *ses freres*, & de ne les pas nommer selon l'usage *les sieurs du Chapitre*, mais *lesdits du Chapitre*. Enfin on ne pouvoit s'empêcher de faire bien des reflexions sur le choix qu'il avoit fait des douze chanoines, qu'il lui plaisoit de déclarer suspens. Onze étoient Docteurs en Theologie de la Faculté de Paris, où de celle de Reims; & tous n'avoient mérité cette marque de son indignation que par leurs talens, par le rang qu'ils tenoient dans le Chapitre, dans l'Université, ou dans le Conseil de la Ville, & sur tout par l'honneur qu'ils avoient eû d'avoir part à la confiance de M. le Tellier, & au gouvernement de l'Eglise de Reims.

Ces douze Chanoines étoient MM. Antoine l'Empereur Chantre de cette Eglise, ci-devant Promoteur, & ensuite Vicair General de M. le Tellier; Jean Baptiste Dey de Séraucourt Grand Archidiaque, qui avoit été Grand-Vicaire; Remi Favart, Professeur en droit, Sénéchal du Chapitre; Jean Gillot, qui étoit sous M. le Tellier Professeur en Theologie, Supérieur du Séminaire, & Grand-Maitre du College, & qui avoit été exilé à Conserans aussi-tôt après la nomination de M. de Mailly à l'Archevêché de Reims, pour faire place à un très-indigne sujet; Jean Godinot l'aîné, qui

étoit Grand-Vicaire de Messieurs de la Sainte Chapelle de Paris, comme Abbez de S. Nicaise; Jean Baptiste Louïs de la Salle, Sénéchal; Nicolas Rogier, ancien Théologal, qui avoit été Supérieur du Séminaire avec Mrs. Gillot, Godinot & de la Salle; Guillaume Rogier, Théologal & Doyen de la Faculté; Jean Bourgoïn, qui avoit été Aumônier de M. le Tellier; Charles Godbillot, ci-devant Supérieur d'un petit Séminaire, qui avoit fait de grands biens dans le Diocèse; Jean la Cour, qui avoit dédié une Thèse à M. le Tellier, & qui de plus étoit soupçonné d'avoir eû part à la composition d'une espece de Satyre contre le Sr. Maurel Ex-Capucin, Aumônier, Secrétaire & Intendant de M. de Reims d'aujourd'hui, dans laquelle on parloit trop avantageusement de feu M. le Tellier; & Jean de Lossé, Principal du College que M. de Reims avoit tenté inutilement de déposséder, & que tous les Corps de la Ville avoient soutenus par le zèle du bien public.

Tels étoient ceux que M. de Reims, aidé des lumières du Sieur de Ligny son Officiel, qui fut chargé de faire la liste, jugea à propos de décimer, disant que son Ordonnance seroit cassée, mais qu'elle les flétriroit toujours. L'Ordonnance leur ayant été signifiée, ils la regarderent comme entièrement nulle, & ne doutoient point qu'ils ne fussent en droit de continuer leurs fonctions. Ils prirent néanmoins le parti de se conduire comme suspens, & quelques Curez firent la même chose, soit pour éviter les decrets de prise de corps, & les voyes de fait, qu'ils avoient sujet d'apprehender, soit pour se conformer aux maximes du Royaume, qui veulent qu'on fasse déclarer par les Juges la nullité des censures, lorsque cela est possible, soit enfin pour mettre les Juges dans la nécessité de prononcer sur l'Appel interjeté du Mandement du 5. Octobre. On vit donc les douze Chanoines quitter leurs habits ordinaires de Chœur, & assister aux Offices de la Cathédrale en chapeau & en manteau-long.

Cependant le Prelat signaloit toujours

son zèle : mécontent des conférences qu'on faisoit à Paris, pour parvenir à un accommodement, & auxquelles on ne l'appelloit point, il écrivit une lettre aux Cardinaux, Archevêques & Evêques assembles à Paris en date du 4. Decembre 1716. C'est celle dont il a été parlé dans la Relation des Assemblées de Sorbonne. Le style en étoit plus pur & plus coulant que celui des autres ouvrages qui portoient son nom; & tout ce qu'un Jésuite ennemi de la paix pouvoit employer de traits artificieux pour la traverser, s'y trouvoit réuni. Il y avoit même des réflexions, qu'on pouvoit regarder comme des démonstrations, contre la solidité de tout accommodement qui se traiteroit sans la participation du Pape, ou qui dépendroit d'un Corps de doctrine. Mais en même tems par l'usage qu'on faisoit de ces réflexions, & par la manière dont elles étoient mises en œuvre, elles rendoient toutes à laisser éternellement la vérité captive sous l'autorité prétendue de la Constitution, & à faire triompher sur les ruines de l'ancienne doctrine, toutes les nouveautez du Molinisme, qu'elle favorisoit.

Un mois après cette lettre, parut encore sous le nom du Prelat, un Ecrit violent, digne d'un déclamateur de College, sous le titre d'*Instruction Pastorale & d'Ordonnance* contre les Lettres des Curez de Paris & du Diocèse à M. le Card. de Noailles, (C'est la Lettre des Curez du Diocèse. Le nom des Curez de la Ville de Paris y étoit joint par erreur dans l'exemplaire qui étoit tombé entre les mains de M. de Reims), & contre le discours de M. le Recteur que le Tribunal de l'Université de Paris-avoit fait imprimer avec la Réquisition de M. Pourchot Syndic, qui justifioit ce discours contre les reproches de M. de Reims. Dans l'Instruction Pastorale, qui étoit datée du 4. Janvier 1717. le Prelat apostrophoit ainsi M. Pourchot. „ Syndic, ces matières „ sont trop élevées pour vous; laissez-les „ traiter à des gens plus savans, & renfermez-vous modestement dans les bornes „ de votre superficielle Philosophie. Et plus „ haut : Le Syndic de l'Université, Auteur

„ d'un médiocre traité de Philosophie, que
 „ nous défendons d'enseigner dans nôtre
 „ Diocèse &c. . . Ne devoit-on pas plutôt
 „ déposer de leurs emplois, des gens qui
 „ ont osé s'élever si audacieusement contre
 „ le S. Siège & contre l'Épiscopat ? Et de
 „ pareils excès peuvent-ils être punis trop
 „ sévèrement ? „ Le Recteur n'y étoit pas
 mieux traité.

Dans l'Ordonnance du même jour, on-
 tre ce qui regardoit les discours du Rec-
 teur, M. de Reims condamnoit plusieurs
 propositions extraites de la Lettre des Cu-
 rez respectivement, comme temeraires, scandaleu-
 ses, fausses, erronnées, schismatiques, inju-
 rieuses au S. Siège & à l'Épiscopat ; défendoit
 de la lire sous peine de suspension qui devoit
 être encourue par le fait, par les Ecclesiasti-
 ques, & sous les peines de droit à l'égard
 des fideles.

Mais il ne faut pas se plaindre de cette
 Ordonnance quelque injuste qu'elle fût,
 puisqu'elle procura un des plus excellens
 écrits qu'on ait fait contre la Bulle, intitulé,
Apologie des Curez &c. dont nous don-
 nerons l'extrait dans la 2. Partie de cette
 Histoire.

Dès la fin du même mois de Janvier,
 nouveau Decret du Prelat. L'Université de
 Reims a été fondée par le Cardinal Char-
 les de Lorraine, Archevêque ; & ses Succes-
 seurs ont entre autres droits celui d'instituer
 le Recteur, sur la présentation que l'Uni-
 versité fait de trois sujets, entre lesquels ils
 sont obligés d'en choisir un. En cas de re-
 fus de leur part, l'Université institue de
 plein droit, selon les statuts anciens & nou-
 veaux, celui des trois qui a le plus de suf-
 frages : le choix des sujets se fait le 30. Jan-
 vier. L'Université en présenta trois à M.
 l'Archevêque, & tous trois étoient opposés
 à la Constitution. Le Prelat fit un Decret
 du 1. Février, pour enjoindre à l'Universi-
 té de lui en présenter trois autres. Elle insti-
 tua de plein droit, selon l'usage, M. Fil-
 lion, jeune Docteur & Chanoine de la Ca-
 thedrale sur qui tous les suffrages s'étoient
 réunis. Autre Decret du 4. Février qui im-
 putoit au Sr. Fillion d'avoir temerairement

retracé l'acception frauduleuse qu'il
 avoit faite de la Bulle en Faculté ; mais on
 ne s'étoit pas souvenu qu'il n'avoit pu faire
 cette acception puisqu'il n'étoit pas enco-
 re Docteur lors de la prétendue conclusion
 faite sur ce sujet par l'autorité de M. l'In-
 tendant ; le même Decret lui faisoit défen-
 ses d'exercer le Rectorat sous peine de sus-
 pense, qui seroit encourue par le seul fait.
 L'Université prit son fait & cause, déclara
 qu'il n'étoit pas coupable pour ne pas rece-
 voir la Bulle, & se pourvut au Parlement,
 qui rendit un Arrêt conforme aux statuts,
 & portant défenses d'exécuter les deux De-
 crets. Ils étoient l'un & l'autre d'un beau
 latin. Le P. Du-Vau Abbé de Landeve &
 Grand-Vicaire, qui parle mieux Latin que
 François, & dont la doctrine est aussi toute
 Ultramontaine, les avoit composez. Ils fu-
 rent imprimés & repandus de toutes parts,
 sur tout en Flandre, pour y décrier l'Uni-
 versité, & à Rome pour y relever le mérite
 du Prelat.

Nouvelle scene au mois de Mars. Les 4.
 Evêques ayant interjeté leur appel au fu-
 tur Concile le 1. de ce mois, & la Faculté
 de Theologie de Paris y ayant adhéré le 5.
 celle de Reims y adhéra aussi par délibéra-
 tion. unanime & conclusion du 8. M. l'Ar-
 chevêque attendit, pour éclater, que les
 séances du Parlement fussent interrompues
 par le tems Paschal. Le 20. Mars veille du
 Dimanche des Rameaux il donna le Man-
 dement dont nous avons rapporté le dispo-
 sitif, qui enjoignoit sous peine d'excommu-
 nication *ipso facto*, à tous Curez, Doc-
 teurs en Theologie & Chanoines de son
 Diocèse qui n'avoient pas encore reçu la
 Constitution, ou qui après l'avoir reçue,
 l'avoient rejetée ou désavouée, de la rece-
 voir conformément à l'acception qui en
 avoit été faite, disoit-il, par l'Assemblée
 du Clergé de France tenue à Paris en 1713.
 & 1714. & ce dans huit jours pour tous
 ceux qui étoient dans la Ville de Reims, &
 dans trois semaines pour les autres. Le
 Chapitre en ayant connoissance, s'assembla
 extraordinairement l'après-dinée du Lundy
 Saint 22. du mois, & appella au Concile

tant de la Bulle que des Mandemens ou Decrets faits & à faire en conséquence. L'Université, le Chapitre de S. Symphorien, plus de cent Curez, plusieurs Monastères, & quelques particuliers firent la même chose. Ils appellèrent de plus de ce Mandement pour la forme au Parlement, en adhéran & confirmant leur 1. Appel. Et le tout fut signifié au Prélat. De son côté, il fit signifier son Ordonnance à un grand nombre de Chanoines, dont aucun n'obéit, & fit faire à plusieurs durant la semaine Sainte des monitions canoniques, auxquelles le Chapitre, qui prit leur fait & cause, répondit par une protestation de nullité des censures, déclarant qu'on ne les observeroit point. La Faculté de Théologie fit aussi signifier une protestation pleine de force & de dignité, elle a été imprimée. On sollicita en Chancellerie un relief d'Appel de l'Ordonnance, qui y fut expédié le jour même de Pâques, & aussi-tôt signifié. On présenta au Parlement dès le lendemain des Fêtes, au nom de l'Université, de la Faculté de Théologie, des Chapitres & des Curez, une Requête assez étendue, où l'on mettoit en évidence les défauts du nouveau Mandement, & ceux de l'acceptation de l'Assemblée, à laquelle le Prélat enjoignoit de se conformer. Elle fut lue à la Grand-Chambre. M. le Procureur General donna ses Conclusions sur le vu des pièces, & entr'autres des Actes d'Appel au Concile dont il cortoit les dattes; & le Parlement rendit le 10. Avril un Arrêt portant défenses par provision d'exécuter l'Ordonnance du 20. Mars. Ce qui arrêta l'impetuosité des Officiers du Prélat.

Il restoit à prononcer définitivement sur cette Ordonnance, sur le Mandement du 5. Octobre 1716. & sur ce qui avoit suivi. L'affaire mise au Rôle ne fut appelée qu'au mois de Mai. MM. de Blaru & Chevalier y parlerent pour les Appellans, & M. Fessart pour M. l'Archevêque. Les Appellans distribuèrent en même tems trois excellens Mémoires. Ils contiennent tant de choses importantes & singulières, que l'on doit plutôt les regarder comme des Traitez de Théologie ou de droit Canon, que com-

me de simples pièces d'un Procès.

L'Appel au Concile fut justifié dans les Plaidoyez, aussi-bien que dans ces Mémoires; & on en soutint également la justice & l'effet, qui étoit de suspendre toutes les censures déjà portées, de rendre nulles celles qui seroient portées à son préjudice, & de saisir le Concile général de toute l'affaire. On releva les abus des Mandemens & des procédures de M. l'Archevêque. On expliqua avec netteté les vrais principes sur les droits du Pape, des Evêques, & du second Ordre. On fit voir que la Bulle ne pouvoit être une regle de foi: mais il fut principalement question de la lecture & publication des Mandemens ou decrets dogmatiques, savoir si c'étoit une soumission provisionnelle, qui fut toujours due aux Supérieurs, ou une marque d'acquiescement qu'on fut en droit de refuser aux Decrets auxquels on ne pourroit adhérer. Les Curez dans leur Mémoire s'étoient expliqués là dessus avec autant de force que de dignité; & M. Chevalier, qui parloit pour eux, triompha sur ce sujet, & mit la matière dans un si grand jour, que tous les juges & les Auditeurs demeurèrent persuadés, que des Mandemens semblables à ceux de M. de Reims, ne pouvoient ni ne devoient être publiés. Mais il n'y eut que les parties ou un petit nombre de personnes privilégiées qui eurent ces curieux plaidoyez; l'affluence du monde qui étoit accouru au premier, & avec cela d'autres considérations ayant porté M. le Premier Président à ordonner que les autres plaidoyez se feroient à huis clos.

Dans la dernière audience M. de La Moignon Avocat Général reprit avec beaucoup d'exactitude & de noblesse tous les moyens qui avoient été plaidez par les Avocats. Il s'entendit ensuite avec autant de force que d'éloquence contre les Censures portées par les Mandemens, dont il fit voir l'abus, en leur appliquant les maximes enseignées par S. Augustin; & il conclut en faveur des Appellans. L'Arrêt fut conforme à ses conclusions, & fut rendu le 28. Mai 1717. qui étoit le même jour auquel le Parlement avoit l'année précédente, jugé le 1.

procez en faveur des six Docteurs , prétendus excommuniés : ce qui fit dire à l'un de MM. les Avocats Généraux , que désormais ce jour là seroit une fête double dans le Diocèse de Reims.

Nous ne devons pas omettre qu'après que M. de Lamoignon eut cessé de parler , M. le Premier Président donna ordre aux Huissiers de faire sortir de la Grand-Chambre tous ceux qu'on y avoit admis. Les Juges furent près de trois quart d'heure aux opinions les portes fermées , elles se rouvrirent enfin pour la prononciation de l'Arrêt , qui ne fut pas moins applaudi que le premier. On a su que la plupart des Juges étoient d'avis que l'Arrêt contint des défenses particulieres à M. l'Archevêque de Reims , d'inquiéter les Appellans , & de faire valoir la Constitution comme une regle de foi , & même des défenses generales à tous les Archevêques & Evêques du ressort du Parlement , d'inquiéter leurs diocésains au sujet de la Constitution au prejudice de l'Appel qu'ils en auroient interjeté au Concile General : que d'autres proposèrent même que le Parlement au nom de la nation appellât de la Bulle au Concile , & que presque tous les opinans , après s'être partagez pour l'un & pour l'autre de ces expédiens , se réunirent tous à prier M. le Premier Président de représenter à M. le Regent , combien une pareille démarche étoit nécessaire pour le bien de l'Eglise & de l'état , & de lui faire agréer que le Parlement l'exécût. S. A. R. convint de la nécessité ; mais il demanda quelques délais , qui ont rendu jusqu'à présent cette sage résolution inutile.

Au reste , l'Arrêt , tel qu'il fut rendu , nous paroît si important que nous croyons devoir l'insérer ici , retranchant seulement la multitude des noms propres qui rempliroient plusieurs pages d'impression.

LOUIS , par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre &c. Entre les Prevost, Doyen , Chantre , Chanoines , & Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Reims , Appellans comme d'abus du Mandement de M. l'Archevêque Duc de Reims du 5. Octobre 1716. de l'injonction y portée sous peine

de suspension , qui sera encommé par le seul fait , d'en faire lecture dans tous les Chapitres , Corps & Communautés Seculieres & Regulieres de l'un & de l'autre sexe , soi-disans excommuniés ou non excommuniés , & donner certificat dans le mois ; de la signification faite au dit Chapitre à la requête du Vice-Promoteur le 10. Novembre 1716. & de tout ce qui s'en est ensuivi : ledit Appel relevé par Arrêt de la Cour du 10. Decembre 1716. d'une part , & Messire François de Mailli , Archevêque Duc de Reims , premier Pair de France intimé d'autre.

Et entre les Doyen & Docteurs de la Faculté de Theologie de l'Université de Reims , Appellans comme d'abus du dit Mandement du 5. jour d'Octobre 1716. & de l'injonction y portée , le dit Appel relevé par Arrêt du 10. jour de Decembre 1716. d'une part. Et le dit sieur Archevêque Duc de Reims , intimé d'autre.

Et entre M. Jean François de Beyne, Prêtre Curé de S. Jean & S. Sixte de la ville de Reims , &c. ... tous Curez de la ville & du Diocèse de Reims , au nombre de quarante deux Appellans comme d'abus du dit Mandement du 5. Octobre 1716. & de l'injonction y portée , le dit Appel relevé par Arrêt de la Cour du 10. jour de Decembre 1716. d'une part , & le dit sieur Archevêque de Reims intimé d'autre.

Et entre M. Nicolas Jouvant , Prêtre Curé d'Ay, Doyen Rural d'Espemay &c. tous Curez du dit Diocèse de Reims , au nombre de trente , Appellans comme d'abus du dit Mandement du 5. Octobre 1716. & de l'injonction y portée , & demandeurs en Requête du 29. Decembre 1716. contenant leur dit Appel , & tendant à ce qu'ils fussent reçus parties intervenantes &c.

Et entre les dits Prevost, Doyen , Chantre , Chanoines & Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Reims prenant le fait & cause desdits Chanoines & Appellans comme d'abus de l'Ordonnance du dit sieur Archevêque de Reims du 9. Dec. 1716. portant que faite par les dits du Chapitre d'avoir in le Mandement du 5. Oct. 1716. les dits douze

Chanoines desnommez dans la dite Ordonnance du 9. Dec. 1716. ont encouru la suspension portée par le dit Mandement, se réservant le dit sieur Arch. de faire l'application des fruits, quand & ainsi qu'il appartiendra. Le dit Appel relevé par Arrêt du 16. Dec. 1716. d'une part, & le dit Sieur Archevêque de Reims intimé d'autre.

Et entre les dits Doyen & Docteurs de l'Université de Reims, les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise S. Symphorien de la dite Ville de Reims, les Prieur, Couvent & Communauté des Religieux Benedictins de l'Abbaye de Nôtre Dame de Mouzon de la Congregation de S. Vannes, Diocèse de Reims, & Nicolas Tauxigr Prêtre licentié ès droits Chanoine de Ste. Balzanie de la dite Ville de Reims, Jean le Sure Prêtre Bachelier de Sorbonne, aussi Chanoine de Ste. Balzanie, & vingt cinq Curez du Diocèse de Reims, sçavoir &c.... Appellans comme d'abus du dit Mandement du 5. Oct. 1716. & de l'injonction y portée, & Demandeurs en Requête du 23. Avril 1717. contenant leur dit Appel, & tendante à ce qu'il plût à la Cour les recevoir parties intervenantes &c. & condamner le dit sieur Archevêque de Reims en tous les dépens, d'une part; & le dit sieur Archevêque, Intimé & défendeur, & les dits sieurs de Chapitre & autres aussi Défendeurs d'autre.

Et entre divers Corps & particuliers déjà nommez Appellans comme d'abus. de l'Ordonnance du dit sieur Archevêque du 20. Mars 1717. portant injonction à tous Chanoines, Curez, Docteurs qui n'ont point encore reçu la Constitution Unigenitus, ou qui après l'avoir reçue en ont désavoué ou retraité l'acceptation par des actes contraires à la dite acceptation, de faire dans le tems y porté leur déclaration comme ils reçoivent la dite Constitution conformément à l'acceptation qui en a été faite par quarante Prelats de l'Assemblée tenue en 1713. & 1714. sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, &c.

Et entre les dits Prevost, Doyen, Chantre, Chanoines, & Chapitre de l'Eglise

Metropolitaine de Reims, Demandeurs en Requête du 14. Avril 1717. tendante à ce qu'il plût à la Cour faisant droit sur leurs appellations précédemment interjetées, dire qu'il y a abus ès ordonnances dudit sieur Archevêque de Reims des 5. Oct. & 9. Dec. 1716. & 20. Mars 1717. Ordonner que l'enregistrement fait en l'Officialité de Reims de l'Ordonnance du 9. Dec. 1716. sera rayée en vertu de l'Ariét qui interviendra, & qu'il en sera fait mention dans le Registre de l'Officialité à côté dudit enregistrement, enjoint au Greffier de faire la dite mention, sous telles peines qu'il plaira à la Cour, & que de la dite radiation sera délivré certificat aux Demandeurs; fauf aux Gens du Roi de prendre telles conclusions qu'il appartiendra pour empêcher led. sieur Arch. de Reims de faire à l'avenir Ordonnances semblables à celles du 5. Oct. & 9. Dec. 1716. & du 20. Mars 1717. ou d'en enjoindre la lecture, la publication, ou enregistrement, sous peine de suspension, ou autres Censures encourues par le seul fait, condamner le sieur Archevêque en tous les dépens d'une part, & le sieur Arch. de Reims Défendeur d'autre.

Et entre M. Antoine L'Empereur P. D. en Theologie &c. Tous Chanoines de l'Eglise de Reims déclarez suspens par l'Ordonnance du 9. Decembre 1716. &c. demandans la même chose que ce qui étoit exprimé dans la Requête du Chapitre du 14. Avril, & demandant en outre qu'il plût à la Cour condamner ledit sieur Archevêque en 6000. liv. de dommages & intérêts & en tous les dépens d'une part, & ledit sieur Archev. de Reims Intimé & Défendeur, & lesdits sieurs du Chapitre aussi Défendeurs d'autre.

Et entre lesdits sieurs de Beyne, Hillet, Geoffroi, Cabrisseau, Lemery, & Jouvant Demandeurs en Requête du 5. du présent mois de Mai, en ce que.... il plût à la Cour condamner ledit Sr. Archev. de Reims aux dommages & intérêts par eux soufferts à cause de ladite Ordonnance du 5. Oct. 1716. pour lesquels ils se restraintent à la somme de 6000. liv. & aux dépens d'une part : & ledit

ledit sieur Archev. Défendeur d'autre part.

Et entre ledit sieur Dey de Seraucourt, Grand Archidiacre & Chanoine de l'Eglise de Reims, Appellant comme d'abus &c..... des prétendues institutions des sieurs Mahault & Poncellet pour Doyens Ruraux des Doyennetz de Maizieres & de Mouzon des 10. & 12. Dec. 1716, faites sans la présentation & au préjudice dudit sieur Dey de Seraucourt, sous prétexte de sa prétendue suspension; & demandeur en Requête du 10. du présent mois de Mai contenant ledit Appel, & rendante à ce qu'il plût à la Cour, dire qu'il y a abus es dites institutions, les déclarer nulles & condamner ledit Sr. Arch. de Reims en tous les dépens d'une part, & ledit St. Arch. de Reims Intimé & Défendeur d'autre.

Après que Quillet de Blaru, Avocat des Chapitres de l'Eglise Metropolitaine & l'Eglise Collegiale de S. Symphorien de Reims, des 12. Chanoines déclarez suspens & de Dey de Seraucourt; Chevalier Avocat de l'Université de Reims, de la Faculté de Theologie; des Prieur, Couvent & Communauté de Notre-Dame de Mouzon; des cent douze Curez, & autres Appellans; & Fessart Avocat de l'Archev. de Reims ont été ouïs pendant sept Audiances, ensemble de Lamoignon pour le Procureur General du Roi: NÔTRE-DITE COUR a reçu & reçoit les Intervenans parties intervenantes, Appellans comme d'abus: faisant droit sur lesdites Interventions, ensemble sur toutes les Appellations comme d'abus, dit qu'il a été mal, nullement & abusivement procédé, statué & ordonné & condamne la partie de Fessart à payer à Jean François de Beyne, à Claude Remy Hillier, à Louis Geoffroi, à Nicolas Carbrisseau, à Jean Baptiste Lemery, à Nicolas Jouvant, Curez suspens, chacun la somme de 400. liv. pour dommages & intérêts, & à Jean Baptiste Dey de Seraucourt, à Antoine Lempereur, à Remy Favart, à Jean Gillot, à Jean Godinot l'ainé, à Jean Baptiste de la Salle, à Nicolas Rogier, à Jean Bourgoin, à Charles Godbillot, à Jean le Court, à Jean de Lossé, Chanoines suspens, chacun la somme de 300. liv. aussi pour dommages & intérêts; Condamne la

partie de Fessart en tous les dépens, même en ceux réservés; ordonne que le présent Arrêt sera écrit sur les Registres de l'Officialité à côté de l'Ordonnance du 9. Decembre dernier: à ce faire le Greffier contraint par toutes voyes dûes & raisonnables. DONNÉ EN PARLEMENT le 28. Mai, l'an de grace 1717. & de nôtre Regne le 2.

Un mois tout juste après cet Arrêt M. Drouillet Curé & Doyen Rural de Mouzon en obtint un semblable au Parlement de Metz, d'où ressortit Mouzon. Ce Curé est un des plus vertueux Ecclesiastiques du Diocèse de Reims, également respecté par ses Confreres à cause de sa pieté & de sa sagesse singulière, & par ses Paroissiens à cause de son désintéressement & de sa charité sans bornes. Au mois de Septembre 1716. il adressa à M. de Reims un Acte par lequel lui & treize autres Curez de son Doyenné déclaroient;

1. Qu'ils ne reconnoissoient point dans la Constitution *Unigenitus* la doctrine & la tradition de l'Eglise, & particulièrement de celle de Reims,

2. Qu'ils ne regardoient point ladite Constitution comme regle de foi, de mœurs & de discipline.

3. Que ceux d'entre eux qui l'avoient publiée, tant la Constitution que ce qui avoit suivi, auroient souhaité ne l'avoir pas fait, & désavouoient ces lectures.

4. Qu'ils se soumettoient par avance & sans restriction sur la Constitution & sur les propositions qui y sont condamnées, au jugement que l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine en porteroit.

5. Qu'animez par l'exemple des Evêques refusans qui observoient dans cette affaire les plus respectueux égards pour N. S. P. le Pape Clement XI. ils ne manqueroient jamais au profond respect ni à l'obéissance canonique qu'ils devoient au S. Siège, à N. S. P. le Pape & à M. leur Archevêque.

6. Qu'enfin ils contribueroient de leur part à entretenir la paix & l'union dans le Diocèse, tant par leur conduite, que par celle qu'ils tâcheroient d'inspirer aux fidèles.

M. Drouillet fut accusé d'avoir soulevé

FFF

ces treize Curez ; & d'avoir sollicité leurs signatures ; & sous ce pretexte il fut poursuivi criminellement , décreté de prise de Corps , & obligé de prendre la fuite , pour ne pas tomber entre les mains des Archers , qui avoient été envoyez pour l'arrêter , & qu'il n'évita que par une providence particulière , qui leur fit prendre son Vicaire pour lui. Il fut en même tems destitué de son Doyenné , & un autre établi à sa place par M. l'Arch. sans la présentation du Grand Archidiacre , qui a le droit de nommer à ces emplois , fondé sur un usage qui s'observoit dès le tems d'Hincmar.

Il y a sur cette nomination au Doyenné une instance au Parlement de Paris qui devoit être jugée par l'Arrêt du 28. Mai , & qui ne l'est point encore. Enfin l'affaire de M. Drouillet ayant été portée par appel comme d'abus au Parlement de Metz , elle y fut décidée en sa faveur le 28. Juin 1716. par un Arrêt conforme à celui de Paris , qui fut rendu sur les Conclusions de M. le Febvre , Substitut de M. le Procureur General , dont on a inséré dans l'Arrêt le Plaidoyé entier. Ce Plaidoyé est un précis également solide & judicieux , des maximes que les Appellans de Paris avoient établies dans leurs Memoires , & que M. Drouillet avoit fait répéter par son Avocat. M. l'Archev. de Reims fut condamné aux dépens & à 400. liv. de dommages & intérêts envers le Curé.

Nous devons encore dire un mot d'un autre procès qui fut commencé des 1715. contre un bon Curé du voisinage de Mouzon , & qui est demeuré jusqu'à présent indéci , par les obstacles qu'y a apporté M. de Reims. C'est le procès de M. Augustin Millet Curé de Douzy , l'un des meilleurs sujets du diocèse de Reims , dont nous avons déjà parlé ailleurs. Il devint suspect dès 1714. à son Archevêque , par les rapports des Capucins & des Jesuites de Sedan ; & ce qui acheva de le perdre , fut qu'un Curé rapporta , qu'il lui avoit dit dans une conversation particulière , que c'étoit pour leurs péchez que Dieu leur avoit ôté M. le Teulier , & leur avoit donné M. de Mailly. On lui chercha querelle au sujet de la Constitution , dont il avoit parlé peu avantagen-

sement à quelques Officiers , qui se trouvoient au Camp qu'on avoit formé dans sa Paroisse , & dont il avoit marqué faire peu de cas , lorsqu'on la distribuait comme furtivement aux Curez de son Doyenné : le Doyen , qui étoit M. Drouillet , n'ayant point voulu la distribuer à l'ordinaire. Un Jesuite de ses parens rapporta de plus qu'il avoit mal parlé du Roi , parce qu'il lui avoit dit , il y avoit dix ans , que les Jesuites abusoient de sa confiance. Sur ces différens rapports , M. de Reims , après s'être assuré de ce que déposeroient ceux qui seroient assignez , ordonna au Promoteur de rendre sa plainte contre ce Curé , & à l'Official d'informer & de le décréter de prise de corps , & on pretendoit , des prisons de l'Archevêché , le faire transférer à la Bastille comme criminel d'Etat. Le Curé fut averti à tems , & s'évada : il se retira dans un Monastere très-regulier où il demeura caché jusqu'après la mort du Roi. Il fit faire alors , comme il avoit déjà fait , à M. l'Archevêque des offres de la soumission la plus respectueuse , & de toute sorte de satisfaction , qui n'intéresseroit point sa conscience : mais elles furent toujours rejetées ; & le Prélat ne répondit autre chose sinon qu'il vouloit l'avoir dans sa prison. Ses Paroissiens vinrent de vingt lieues à Reims , pour se jeter aux pieds de l'Archevêque , & lui demander leur Curé ; ils allerent encore le trouver à Donchery , où il donnoit la Confirmation ; ils furent toujours rebuttez : & depuis le mois d'avril 1715. que leur Curé avoit pris la fuite , jusqu'au mois de Decembre suivant , on ne leur donna pas même de Desserviteur ; de sorte qu'ils n'avoient qu'un Moine , qui ne venoit que les Dimanches & les Fêtes pour dire la Messe. Ils prirent la liberté d'en écrire à M. de Torcy , alors Secrétaire d'Etat de la Province. Ce Ministre en rendit compte sans doute à M. le Regent , & en écrivit à M. de Reims. Cette démarche ne servit qu'à l'irriter davantage contre le Curé & contre ses Paroissiens. A la fin M. le Regent lui ayant rendu la liberté , il se pourvut au Parlement de Paris , qui le reçut Appellant comme d'abus , & lui accorda un Arrêt de défenses. M. de Reims dé-

clina la juridiction du Parlement de Paris, & fit déclarer que la cause devoit être renvoyée à Metz, Douzy étant du ressort de ce dernier Parlement. Le Curé obtint à Metz un semblable Arrêt de défenses. Sa cause fut mise au Rôle, & elle devoit, après bien des délais, être appelée au commencement du Carême 1718. L'Avocat & le Procureur de M. l'Archevêque lui écrivirent que sa cause n'étoit pas soutenable, & que le Curé étant toujours disposé à lui donner toutes les marques possibles de soumission, il valoit mieux qu'il les reçût, & que l'affaire finit par là. Le Prelat au lieu de suivre cet avis, s'adressa à M. le Regent, & surprit une défense au Parlement de Metz de faire appeller cette cause, sous prétexte de la Déclaration qui imposoit silence sur la Constitution, quoiqu'il n'ignorât pas que M. le Premier Président de Metz avoit ordonné aux Avocats de ne point parler de la Constitution en plaidant cette affaire. Tel est l'usage que M. de Reims fait de cette Déclaration, qu'il a attaqué avec tant de vivacité, comme nous le verrons dans la 2. Partie de cette Histoire. Cependant, le Curé est depuis plus de trois ans errant, interdit de ses fonctions, hors d'état de maintenir dans sa Paroisse le bon ordre qui y reugnoit, & obligé de payer un Desserviteur peu capable de la gouverner.

6. LXIII.

Evenemens qui concernent l'Eglise de Tours.

Mort de M. l'Arch. de Tours. Lettre de cet Archev. à M. l'Evêque de Pamiers. Retraite du P. d'Hervieux Jésuite. Lettre du Chapitre à M. le Card. de Noailles.

Pendant que l'Eglise de Paris, les Curez & autres Ecclesiastiques de tous les Ordres de differens diocèses, des Chapitres, des Facultez de Theologie & des Universitez celebres s'empresserent d'exposer aux yeux de toute l'Eglise leur opposition à la Constitution, le Chapitre de l'Eglise Metropolitaine de S. Gatien de Tours crut aussi devoir déclarer ses sentimens d'une manière authentique. C'est ce qu'il fit par la

Lettre qu'il adressa à M. le Card. de Noailles. Mais avant d'entrer dans le détail de ce qu'elle contient, il est à propos de rapporter quelques particularitez qui concernent cette Eglise, dont le nom est devenu si celebre dans l'affaire de la Constitution.

M. Iloré d'Hervault Archevêq. de Tours fut un des VIII. Prelats Opposans de l'Assemblée de 1714. Respectable par l'intégrité de ses mœurs, par son âge, par sa longue experience, le public lui rendoit la justice de le regarder comme un des Evêques du Royaume des plus distinguez par sa capacité & par la solidité de son jugement. Il avoit appris à connoître la Cour de Rome par le séjour qu'il y avoit fait en qualité d'Auditeur de Rote. Ce fut dans ce tems-là que lui arriva l'aventure, dont le public a vû rappeler le souvenir avec plaisir. Il se rencontra avec Clement XI. qui étoit alors le Cardinal, ou le Seigneur Albano. La conversation tomba sur la matière des libertez de l'Eglise Gallicane. Le Seigneur Albano demanda avec mépris à l'Abbé d'Hervault ce que c'étoient donc que ces Libertez, & quel en étoit le fondement, & ajouta que si jamais il étoit Pape, il en feroit bien voir le foible. *Et moi*, repliqua l'Abbé d'Hervault, *si Dieu permettoit que je fusse alors Evêque, je me promets que je vous en ferois voir l'importance & la solidité.*

Peu de personnes ont été plus frappées que M. l'Arch. de Tours de l'affaire de la Constitution, & en ont entrevû de plus longues suites. C'est, disoit-il aux personnes à qui il parloit confidemment, la plus grande affaire que Rome ait eu sur les bras depuis le tems des Apôtres : & d'autre fois il appliquoit à Rome d'aujourd'hui une parole rapportée par Saluste, qui avoit été dite de Rome de son tems : *Cette Ville est à vendre, elle ne cherche qu'un acheteur.* Mais en même tems il voyoit mieux qu'un autre, les difficultez qu'auroient à surmonter ceux qui resisteroient à la Constitution. Il fut un des premiers qui envisagea le remede de l'Appel au futur Concile, & cela dès le tems de l'Assemblée de 1713. & 1714. mais il ne l'a pas vû mettre en œuvre. Il méditoit, non sans une grande inquiétude,

F f f f ij

sur la conservation du dépôt de la doctrine, qui lui paroissoit dans un extrême danger par la Constitution. *Il faut*, disoit-il, *pour-voir à l'état de nos Eglises pour les tems qui viendront après nous.* C'est ce qui lui faisoit jeter les yeux sur la voye des explications, n'apercevant pas, tant qu'il a vécu, des circonstances propres pour l'Appel au futur Concile, ou plutôt ne voyant pas assez de force dans les hommes pour former cet Appel dans les circonstances où l'on étoit.

„ Nous nous souviendrons toujours, dit „ le Chapitre de Tours dans sa Lettre au „ Card. de Noailles, de ce jour heureux „ où nous apprîmes le parti qu'avoit pris „ M. Isoré d'Hervault au sujet de la Consti- „ tution *Unigenitus*. Son Eglise, pleine „ d'espérance, mais exposée jusques-là à „ beaucoup d'inquiétudes, prit alors une „ nouvelle face : elle ressentit la gloire & les „ avantages qu'elle avoit de combattre sous „ un chef si éclairé & si intrepide ; & au „ lieu des troubles que nous avions à crain- „ dre, ce jour fut pour nous un jour de paix „ & d'union. Tous les Corps du Clergé se „ sentirent animés d'une nouvelle force, & „ s'attachèrent par de nouveaux liens à leur „ Evêque. Les Magistrats & le peuple par- „ tagerent la joye des Pasteurs : tout re- „ tentissoit d'acclamations & d'éloges ; & „ ceux mêmes que certaines préventions „ sembloient avoir éloignés, se réunirent „ pour admirer la piété solide, la grandeur „ d'ame, & la sainteté des vûes du chef que „ Dieu leur avoit donné.

Nous avons parlé en son lieu de l'ordre donné en 1714. à cet Archevêque, ainsi qu'aux autres Prélats qui étoient dans la même cause, de se retirer dans leurs Diocèses. Il revint comme eux à Paris après la mort du Roi, & s'occupa à chercher les moyens de remédier aux maux de l'Eglise. Attaqué d'une maladie longue & dangereuse, il étoit accablé de douleurs & d'infirmités ; & la mort l'eleva le 9. Juillet 1716. Nous insérerons ici l'extrait d'une Lettre que cet Archevêque écrivit dès le 10. Decemb. 1714. à M. l'Evêque de Pamiers. Le voici.

„ Je ne savois point du tout, M. que „ vous n'eussiez point accepté l'Instruction

„ & le Mandement de l'Assemblée, & je ne „ vous ai rien conseillé sur cela, parce que „ chacun y est en effet pour soi, & selon le „ peu de lumières qu'il a reçues, & qu'il „ ne doit point se déterminer par l'impres- „ sion d'autrui, mais doit suivre sa conscien- „ ce par l'amour de la vérité. Mais puis- „ que vous vous êtes déterminé, je puis „ vous dire, qu'étant dans le sentiment où „ je suis, qui est connu, vous ne devez pas „ douter, que je ne sois bien aisé de me „ voir fortifié par le vôtre. Je ne croi pas „ qu'il soit fort utile de faire des Mande- „ mens, quand on s'en peut passer. M. l'E- „ vêque de Mirepoix en a fait un très-beau „ dans son genre ; & dans ce beau Mande- „ ment, il n'a pas crû devoir garder cer- „ tains ménagemens que quelques-uns „ croient propres à faire languir la vérité ; „ mais il n'en a, dit-on, pas publié. Il est „ traité, par la défense de se trouver aux „ Etats, comme s'il l'avoit publié & imprimé. D'autres Prelats, qui ont crû ne de- „ voir pas entrer en matières, ou devoit „ garder des égards & prendre des adoucis- „ mens, n'ont rien gagné à tout cela, & „ peut-être ceux qui ne font pas des Man- „ demens, n'y gagnent-ils rien ; mais ils „ gagneront une sorte de moderation, sans „ faire souffrir la vérité, lorsqu'il est enco- „ re tenu de se taire. C'est autre chose „ quand il est *tempus loquendi*. Si vous avez „ le Mandement de Mirepoix, envoyez-le „ moi, & apprenez-moi autant que vous le „ pourrez, le sentiment des Evêques de vô- „ tre Province.

„ J'ai reçu pour la nôtre un ordre exclu- „ sif de la députation de l'Assemblée pro- „ chaine en des termes honnêtes, qui com- „ prend tout à la fois les EE. de S. Malo & „ de Treguier, & l'Arch. Métropolitain.... „ Vous avez raison de dire qu'on envoie à „ Rome un homme sage ; (M. Amelot de „ Gournai) mais par-là je le tiens emba- „ rassé, sauf son Instruction, que je ne dou- „ te pas qu'il ne suive. Je ne sai pas quelle „ liberté de négociation on lui laisse ; on ne „ la croit pas fort étendue, & le public n'en- „ tend pas bien ce qu'on répand du Concile „ national, s'il étoit libre, ce qu'on appel-

„le un Concile libre. S'il est libre, pour
 „qui est-il bon, ou du Pape ou du Roi ?
 „(Je ne compte pas les Evêques, parce
 „qu'on n'en compte pas.) S'il n'est pas
 „libre est-il Concile ? Peut-être prendra-
 „t'on une autre voye : en tout cela, les
 „prières sont plus utiles que le bruit, que
 „l'intrigue, que la science même : car on
 „voit la doctrine à tous vents, jusqu'à sur-
 „prendre. Adieu, mon cher Prelat, de-
 „possum custodi, croyez-moi mille fois à
 „vous. Les complimens ne sont pas dignes
 „de nous.

Le gouvernement de l'Eglise de Tours
 tomba par la mort de son Archevêque, en-
 tre les mains du Chapitre qui le conserve
 encore aujourd'hui, n'y ayant point eû jus-
 qu'ici de nouvel Arch. qui en ait pris posses-
 sion. Ce Chapitre, prevoyant les suites
 qu'auroit la Constitution si elle étoit une
 fois acceptée, & si l'on n'arrêtoit pas le pro-
 grès du système nouveau que l'on tentoit
 d'introduire dans l'Eglise, résolu de veiller
 avec une attention particulière au maintien
 de la foi & de la discipline dont le dépôt lui
 étoit confié pendant la vacance du Siège. Il
 eut bien-tôt occasion d'exercer son zèle. Il
 ne s'étoit pas passé un mois depuis la mort
 de l'Archevêque, lorsqu'un Jésuite, nom-
 mé le P. d'Hervieux, faisant, le Dimanche
 quatrième Août, le Panegyrique de S. Do-
 minique dans l'Eglise des Jacobins, se ré-
 pandit en discours conformes à ses préven-
 tions. Il fit une application de l'Histoire
 des Albigeois au tems où il parloit. „ Alors,
 „ dit-il, les femmes faisoient les Theolo-
 „ giens, les Prêtres vivoient en laïques, le
 „ fœculier s'érigeoit en souverain Pontife,
 „ comme nous le voyons encore aujour-
 „ d'hui. A cela il joignit des déclamations
 contre les Prédicateurs. Elles étoient tour-
 nées de manière à faire juger qu'il vouloit
 rendre suspects quelques uns de MM. du
 Chapitre, dont les Sermons remplis des
 principes de S. Augustin, étoient par consé-
 quent une censure de ceux de l'Ecole de
 Molina.

Les Grands Vicaires nommés par le Cha-
 pitre, avertis de ce qui s'étoit passé, man-
 dèrent le P. d'Hervieux. Après l'avoir en-

tendu, ils rendirent une Ordonnance datée
 du 8. Août, par laquelle ils lui enjoigni-
 rent de faire au premier Sermon qu'il prê-
 cheroit une réparation publique en ces ter-
 mes. *MM. Je suis fâché d'avoir mal édifié
 dans le Sermon que j'ai prononcé en l'Eglise des
 RR. PP. Jacobins, faisant le panegyrique de S.
 Dominique : je ferai à l'avenir plus mesuré, &
 ne dirai rien contre la charité.* Le P. d'Her-
 vieux exécuta ce qui lui avoit été prescrit,
 dès le Dimanche suivant 9. Août.

Vers le même tems le Sr. Rodier Curé
 de Ste. Croix dans la ville de Tours, en fai-
 sant l'éloge de S. Ignace chez les Jésuites,
 avança plusieurs propositions dont on fit des
 plaintes ; & les Grands Vicaires exigèrent
 de lui la signature d'un Acte contraire.

Mais la démarche la plus importante que
 fit le Chapitre, ce fut la lettre que cet illu-
 stre Corps adressa à M. le Cardinal de
 Noailles, dans la crainte dont il fut frappé
 avec tout le public, que ce Cardinal ne se
 laissât surprendre par l'apparence d'une fauf-
 se paix, & des avantages prétendus qu'on
 lui faisoit espérer du remède des explica-
 tions. Cette Lettre datée dans le *Cry de la foi*
 du 4. Janvier 1717. n'est réellement que
 du 31. de ce mois. Elle a été le prélude de
 la fermeté & de l'unanimité qui s'est con-
 servée jusqu'aujourd'hui dans cette nom-
 breuse Compagnie. Elle commence ainsi :
 „ Monseigneur, la situation où nous nous
 „ trouvons, l'importance des matières qui
 „ agitent aujourd'hui l'Eglise, ne nous per-
 „ mettent pas de garder le silence. Ensuite,
 „ après s'être repandus en éloges en faveur
 du feu Archevêque :

„ Nous osons nous vanter, disent-ils,
 „ que quoiqu'inférieurs à lui en toutes cho-
 „ ses, nous sommes cependant les héritiers
 „ de son zèle ; que nôtre veneration pour
 „ sa mémoire ne se borne pas à des loian-
 „ ges stériles : le même esprit qui le soute-
 „ noit, est celui qui nous soutient encore.
 „ Nous sommes attachés comme lui à l'an-
 „ cienne doctrine, & résolu de ne nous
 „ point montrer indignes disciples d'un si
 „ grand maître. Chargez de la conduite
 „ d'un Diocèse nombreux, dépositaires de
 „ l'autorité Episcopale, obligez à veiller à

la conservation de la foi dans une des pre-
mieres & des plus augustes Eglises des
Gaules , nous nous trouvons dans des
tems & des circonstances décisives , dans
ces jours difficiles que J. C. a prédit , &
que la providence ménage pour éprouver
l'homme juste. Nous ne craignons point
pour la foi : elle est appuyée sur le fonde-
ment inébranlable , qui est J. C. & sur
l'infailibilité de l'Eglise ; mais nous croi-
sons manquer à notre devoir , si dans
des conjonctures si importantes nous n'ex-
posons pas à V. E. le sujet de nos crain-
tes & l'état de ce Diocèse.

Nous avons la consolation de voir le
Clergé & le peuple conspirer dans les
mêmes sentimens. Ce concert des fidèles
avec leur chef fait notre force & notre
esperance ; mais il se trouve dans cette
ville des personnes qui y apportent une
doctrinè étrangere , & qui se glorifiant
d'être maîtres dans Israël , s'efforcent de
faire recevoir les maximes les plus outrées
& les plus odieuses des Ultramontains.
Ils ont voulu anéantir le précepte de l'a-
mour de Dieu , les regles de S. Charles
sur la penitence ; rendre suspecte la doc-
trine de S. Augustin , ôter aux défenseurs
de la grace de J. C. les moyens de la sou-
tenir & de l'expliquer. Feu M. l'Archevê-
que , & nous en marchant sur ses traces ,
avons employé , pour les reprimer , tous
les remedes que la prudence & le zele
nous ont suggerés ; mais ils se sont déjà
prévalu de la Constitution *Unigenitus* ,
quoiqu'elle ne soit pas reçue dans le Diocè-
se. Ils n'ont aucune attention aux explica-
tions , quelque justes , quelque essentiè-
les qu'elles soient ; ils en appellent au tex-
te , qu'ils proposent comme la seule &
unique loi. Ainsi , la verité se trouve af-
foiblie , les principes les plus clairs & les
plus incontestables sont soumis à un dan-
gereux examen.

Le Chapitre parle ensuite plus ouverte-
ment , de ces Theologiens qui ne connois-
sant qu'eux mêmes , & les opinions de
leurs Ecoles , agissent comme s'ils étoient
les ennemis des maximes de leur patrie ,
& de tous ceux qui ne veulent suivre

d'autre regle que celle qu'ils trouvent
dans les saints Decrets. Enfin , ces Mes-
sieurs concluent en ces termes : „ Nous
nous unissons donc , à vôtre Clergé & à
tous ceux qui attendent de V. E. des Evê-
ques , & du grand Prince qui nous gou-
verne , une paix solide , qui conserve dans
toute son étendue le droit de juger que
J. C. a donné aux premiers Pasteurs ; qui
nous attache au S. Siège comme au cen-
tre de l'unité ecclesiastique ; mais qui en
éloigne cette domination que S. Pierre a
expressément descendu ; une paix qui assu-
re la souveraine puissance de nos Rois ,
qui maintienne nos usages & nos maxi-
mes , qui donne une nouvelle force aux de-
cisions du Clergé de France sur l'admi-
nistration des Sacremens , qui laisse aux
Ecoles la liberté chrétienne dont elles ont
joui jusqu'à present , & à celles de S. Au-
gustin & de S. Thomas les titres d'hon-
neur & de préférence qui leur ont été
donnez par tant de souverains Pontifes.
Ainsi parloit l'Eglise de Tours par la bou-
che du Chapitre Metropolitain.

§. LXIV.

*Affaires arrivées dans le Diocèse de Poitiers ,
& dans la Ville de Douai en Flandres , à
l'occasion de la doctrine qui autorise la pra-
tique de la lecture de l'Ecriture Sainte. Let-
tre du P. Q. à M. l'Evêque de Poitiers.
Reclamation d'un Catechiste à Louviers.*

LE Diocèse de Poitiers en général , & en
particulier la Ville de Loudun qui dé-
pend de ce Diocèse , & dont nous allons
avoir lieu de parler , sont remplis de Nou-
veaux Convertis , à qui on a distribué au-
trefois par ordre du feu Roi des traductions
du Nouveau Testament. Les Evêques & les
Missionnaires ont eu soin d'assurer les pro-
testans qui rentroient dans l'Eglise , qu'ils y
trouveroient une pleine liberté de lire l'E-
criture Sainte. Nous en donnerons ici une
preuve tirée du livre intitulé : *La véritable
croyance de l'Eglise Catholique* &c. M. Goul-
de Abbé de S. Laon de Thouars Diocèse de
Poitiers en est Auteur. Cet Abbé est em-
ployé depuis long-tems par ordre de la Cour

à l'instruction des nouveaux convertis de ce Diocèse : Son livre est le fruit de ses travaux , & le précis des Instructions qu'il donnoit. Il s'en est fait plusieurs éditions, & quelques-unes même aux frais du feu Roi. On voit à la tête une approbation de feu M. Girard Evêque de Poitiers , une autre du 7. Mai 1717. de l'Archevêque de Lion d'aujourd'hui , qui , ayant été ci-devant Grand Vicaire de Poitiers , déclare qu'il a été témoin de l'utilité de cet ouvrage auprès des Protestans. Enfin M. de Poitiers d'aujourd'hui l'a approuvé avec éloge , & en a recommandé la lecture aux nouveaux Convertis par un Mandement du 18. Dec. 1710. Voici donc ce qu'on y lit entre autres choses , pour servir de réponse au reproche des Protestans , qui disent que dans l'Eglise Romaine on cache aux enfans le Testament de leur Pere &c.

„ L'Eglise Catholique , est-il dit , pag. 204. * est si éloignée de défendre la lecture de l'Ecriture Sainte à ses enfans , qu'au contraire elle exhorte ceux qui sont capables d'instruction de la lire souvent ; & son intention a toujours été de les entretenir dans un si saint exercice , étant persuadée que ce livre est un excellent moyen pour se sanctifier , & pour s'affermir de plus en plus dans la véritable Religion.... Chacun pour lors lisoit l'Ecriture Sainte ; les peres & les meres y accoutumoient leurs enfans , qui l'apprennoient par cœur comme à l'envi ; & c'est encore dans ce même esprit que l'Eglise Catholique exhorte aujourd'hui ses enfans par tant de traductions qu'elle approuve de la Sainte Ecriture , & qui se trouvent entre les mains de tous les fidèles , de lire cette divine parole avec foi , reverence & docilité , suivant l'avis que le Seigneur lui même nous en donne au ch. 11. v. 18. & 19. du Deuteronomie.... C'est pourquoi dès les premiers siècles les saints Evangiles étoient entre les mains de tous les fidèles pour être lus , non seulement publiquement dans les Assemblées , mais encore en particulier , personne n'é-

* On cite ici l'Edition de 1710. qu'on a reçue , lorsqu'on imprimoit cet ouvrage.

tant privé de cette consolation , & chacun lisant avec joye ce divin Testament , conformément à l'intention de nôtre adorable Législateur : Lisez avec soin les Ecritures &c.

Il prouve la même chose par S. Paul : il dit que les lettres de cet Apôtre étoient les armes des premiers chrétiens. „ Cela supposé comme une vérité très constante , continué-t'il , quelle apparence y a-t'il , que cette même Eglise défende aujourd'hui , ou qu'elle ait jamais défendu à ceux de sa communion de lire la Sainte Ecriture , en la regardant comme un livre pernicieux , comme on a voulu vous le persuader ? Bien loin de cela elle a toujours déclaré que ses enfans en devoient faire leur principale occupation , & qu'il est nécessaire qu'ils se rendent la lecture de ce divin livre familière , en le lisant souvent. L'Auteur a soin d'avertir que l'on ne doit pas avoir la présomption d'expliquer l'Ecriture sainte chacun à sa fantaisie.

Nonobstant ces sortes d'invitations à la lecture de l'Ecriture sainte, il est arrivé dans ce Diocèse ce qui arrive en beaucoup d'autres endroits , qu'un très grand nombre d'anciens Catholiques ne lisent jamais ni l'ancien ni le Nouveau Testament. Les uns ne se mettent guères en peine de s'instruire de leur religion : les autres sont détournés d'aller chercher dans la lecture de l'Ecriture sainte l'instruction dont ils auroient besoin , par des Religieux qu'ils consultent , & dont plusieurs leur rendent cette pratique suspecte. D'autres enfin , prenant des conseils de ceux qui sont dans d'autres principes , lisent l'Ecriture sainte & sur tout le Nouveau Testament. Les choses en étoient à peu près en cet état dans la ville de Loudun au commencement de 1716. lorsque M. le Clerc , qui en étoit Vicaire depuis huit ou neuf années , crut devoir dans le cours de ses prêches , exhorter à la lecture de l'Ecriture sainte les fidèles qui l'écoutaient : il fit deux prêches sur cette matière. On en porta des plaintes à l'Evêque. Il fut mandé. L'Evêque lui proposa d'accepter la Constitution. Le Vicaire ne put s'y résoudre. Ses pouvoirs lui furent révoqués. M. de

Poitiers le notifia à M. Drouin Curé de Loudun par une lettre datée du 20 Janvier 1716.

„ Mais, ajoutoit-il, comme il faut éta-
 „ blir & conserver dans l'esprit des fidèles
 „ le respect & l'amour pour la lecture sainte,
 „ te, quoique l'on corrige un Predicateur
 „ qui a parlé de cette importante matière
 „ sans les précautions nécessaires, & d'une
 „ maniere qui favorise les Religioneux, &
 „ renouvelle des propositions du P. Q.
 „ que l'Eglise a condamnées, je vous envoie
 „ un Mandement que je vous charge de pu-
 „ blier & de lire au prône Dimanche pro-
 „ chain. Et par apostille : Je fais signifier
 „ au sieur le Clerc sa revocation : Il peut
 „ dire la Messe, mais non point faire aucu-
 „ ne fonction de Vicairé, ni prêcher, ni
 „ confesser, ni administrer les Sacrements.

Le Mandement est à peu près dans le sens de la Lettre. On y fait trois choses ; on y exhorte les fidèles à la lecture de l'Ecriture sainte, & on y emprunte à cet effet les termes de l'Instruction pastorale des X L. Heureux, dit le Prélat, si nous pouvions augmenter dans les fidèles le goût de cette sainte lecture ! 2. On attribue au Vicairé de renouveler les propositions du P. Q. & 3. on attribue tout à la fois au Vicairé & au P. Q. d'oublier les précautions que l'Eglise veut qu'on prenne sur cette matière, d'enseigner des propositions qui tendent à détruire la soumission que les fidèles doivent avoir en ce point à l'autorité des Pasteurs légitimes, & qui favorisent même l'abus que les hérétiques font de cette lecture, par la confiance en leur esprit particulier &c. Ce Mandement, qui n'étoit que manuscrit, se trouve imprimé à la fin de la lettre du P. Q. dont nous allons parler incessamment.

Le Vicairé ne convenoit nullement des imputations qu'on lui faisoit dans ce Mandement, & tous ceux qui le connoissent savent qu'il est dans des sentimens tout opposés, n'en ayant point d'autres que ceux qui sont ordinaires aux Catholiques. Il lui étoit arrivé souvent de refuser dans ses instructions les opinions des Protestans, que l'on vient de lui voir attribuer. Comme cela étoit notoire dans la Ville où se fit publi-

quement la lecture du Mandement, cela produisit deux effets. Le premier sur des gens peu attentifs, qui voyant que l'on condamnoit avec éclat un Prêtre, qui dans le fond n'étoit coupable d'autre chose que d'avoir exhorté à la lecture de l'Ecriture sainte, en conclurent qu'il étoit plus à propos de ne la pas lire. Aussi entendit-on un des Magistrats de cette Ville, qui s'applaudit en sortant de l'Eglise après la lecture du Mandement, d'être parvenu jusqu'à l'âge de soixante & tant d'années, sans avoir jamais lu le N. Testament ; ce qu'il regardoit comme une grace de Dieu.

Ceux qui raisonnaient de la sorte avoient tort, puisque le Mandement exhortoit fortement à la lecture de l'Ecriture sainte ; & c'est ce qui fit conclure à d'autres, que l'on traitoit injustement le Vicairé, puisqu'on le condamnoit pour un crime qui étoit renfermé dans le Mandement même qui le condamnoit. Le Confesseur du Curé se trouva être du nombre de ces derniers ; & craignant que le Curé n'eût pris trop de part à cette affaire, il lui refusa l'absolution. Cela arriva justement dans le moment que le Curé croyoit aller dire la Messe. Il ne put s'empêcher de dire à ceux qui se presentoient pour y assister, ce qui venoit de lui arriver. Il en écrivit à l'Evêque pour en tirer un témoignage, qui pût calmer son Confesseur. L'Evêque voulut bien déclarer, que ce n'étoit point le Curé qui lui avoit écrit contre le sieur le Clerc ; mais il ajoutoit que le Confesseur auroit dû au contraire lui faire un scrupule de n'avoir pas écrit. Il renvoya en même tems son Mandement au Curé. „ Et vous en pouvez, lui dit-il, donner des copies à ceux qui vous en demandent. On y apprendra à aimer & à pratiquer la lecture de l'Ecriture sainte, mais avec les véritables dispositions qui la rendent utile, & que l'Eglise prescrit.

Le sieur le Clerc n'ayant plus d'emploi dans son Diocèse se trouva obligé de le quitter ; il en trouva dans le Diocèse de Paris. Cependant cette affaire étant venue à la connoissance du P. Q. il crut devoir porter ses plaintes à M. l'Evêque de Poitiers sur ce qu'il le regardoit. C'est ce qu'il fit par une lecture

lettre du douze Mats de la même année.

Après avoir rapporté diverses imputations que ce Prelat lui faisoit dans son Mandement, il fait voir, par des textes formels & en grand nombre, tirez de son livre, qu'il a enseigné des choses tout opposées. C'est ce qu'il avoit fait dès la Preface : „ Que „ si j'avois eu dessein d'inspirer dans mes „ Reflexions, ou cet esprit particulier & „ présomptueux, ou l'indépendance de l'autorité des Pasteurs & du jugement de l'Eglise, il faudroit que j'eusse perdu l'esprit, „ quand j'ai fait une Preface où je les foudroye de toute ma force. Aussi ne trouverez-vous aucune de ces reflexions qui „ favorise, ni près ni loin, ces malheureuses dispositions : vous y rouverez tout le contraire ; non le plus souvent, que le „ texte sacré m'y ait forcé, mais parce que „ j'en faisois moi-même naître l'occasion, „ pour peu d'ouverture que m'en donnât la „ parole divine.

Il prouve ensuite en détail par des passages de la dernière clarté, ce qu'il venoit d'avancer ; & de-là il conclut en ces termes : „ J'ose dire que ceux qui ont reçu la Constitution & l'Instruction Pastorale des XL, „ sans l'examiner, & à l'aveugle, n'ont pas „ agi avec la maturité que demande une „ affaire de cette importance. La trop „ grande confiance qu'ils ont eue en leurs „ Confreres, les a engagés à adopter, sans „ y penser, un grand nombre de faussetés, „ de calomnies, & d'accusations atroces „ contre ma foi & mon honneur, lesquelles y ont été insérées. Je ne dis pas, par „ Messieurs les Prelats, mais par les Auteurs de cette miserable pièce, qui l'ont „ fait de la plus mauvaise foi du monde.

Quelques pages après il presse terriblement M. l'Evêque de Poitiers, en mettant l'une auprès de l'autre sur une double colonne une proposition que ce Prelat lui avoit imputée, & la véritable proposition ; & après avoir démontré qu'elles ne se ressembloient ni quant au sens, ni quant aux termes : „ Vous voyez, dit-il, M. combien „ vous vous êtes écarté du vrai sens de mes „ paroles, aussi-bien que ceux que vous „ suivez, lorsque vous avez entendu ma

„ reflexion entière de la lecture de l'Ecriture „ sainte. Vous avez fait plus encore : „ car à ces paroles, à toutes sortes de personnes, vous ajoutez, dans quelque état qu'elles soient. Où avez-vous trouvé ces paroles ? Elles sont purement de votre invention : les Auteurs même de l'Instruction Pastorale ne s'en étoient pas avisés. Est-ce donc en entendant ma reflexion de la „ lecture de l'Ecriture sainte, que j'aurois „ voulu y obliger les insensés, les enfans, les „ malades, les phrénétiques, les aveugles, les „ prisonniers des cachots les plus tenebreux ? Vous ajoutez en second lieu ces paroles, „ indistinctement toute l'Ecriture. On vous a „ trompé, M. il n'y a rien de cela dans mes „ Reflexions, ni en propres, ni en termes „ équivalens. Je n'ai dit ni toute, ni indistinctement. J'ai dit le contraire. C'est „ aux Pasteurs à voir de quoi chacun est capable ; & le Prédicateur que vous condamnez, n'a ni dû ni pû descendre dans ce „ détail en faisant son Prône.

Le P. Q. éclaircit ensuite des termes dont l'Evêque s'étoit servi, à l'exemple des XL. Prelats, & fait voir qu'il y a des ignorans de plus d'une espece, à qui il n'est pas vrai que la lecture de l'Ecriture sainte doive être interdite.

Enfin, revenant aux accusations que l'Ev. avoit avancées contre lui : „ Comme „ mes propositions, dit-il, ne paroissent „ outrées & condamnables, que par les additions que vous y avez faites, & d'où résultent les mauvais sens que vous y trouvez, permettez-moi de vous demander „ justice ; & votre pitié me fait espérer que „ vous ne me la refuserez pas.... C'est sur „ ces accusations que roule votre Mandement. Vous y condamnez, comme une „ entreprise punissable, l'omission qu'en a „ fait, selon vous, un Ecclesiastique de votre Diocèse. Vous l'artachez scandaleusement à une Eglise où l'on dit qu'il seroit les fideles avec édification & avec „ fruit ; & vous lui interdisez la Chaire & le Confessional. Je n'ai point l'honneur „ de le connoître, & je ne sai ni ce qu'il a „ dit ni ce qu'il n'a point dit dans des deux „ Prônes : mais s'il n'est coupable que d'a-

„ voir imité mes expressions , comme porte
 „ votre Mandement , il est aussi innocent
 „ que moi , & je le suis sur cela autant que
 „ le plus Catholique enfant de l'Eglise.

Voici une seconde histoire arrivée à l'occasion des mêmes questions , avec cette différence entre les deux histoires , qu'ici la doctrine qui favorise la lecture de l'Ecriture sainte sera ouvertement attaquée. Il y a dans la Ville de Douai une Paroisse qui porte le nom de S. Jacques , laquelle est gouvernée par les PP. de l'Oratoire. Ces Peres ont soin d'exhorter leurs Paroissiens à lire l'Ecriture. Le P. Besson , qui étoit chargé des Catechismes , instruisoit les enfans de l'utilité de cette sainte pratique , & leur faisoit reciter par cœur quelques endroits du N. Testament. Les Ecoliers des Jesuites venoient l'observer ; & le Dimanche 7. Février 1717 , ils y vinrent au nombre de huit ou dix , dont la plus part étoient déjà assez âgés pour étudier en Theologie. Il arriva que les enfans du Catechisme , en repétant les réponses qu'on leur avoit apprises , dirent qu'il étoit permis de lire l'Ecriture sainte , & que cela n'étoit pas défendu par le Concile de Trente. Sur cette réponse l'un des écoliers entra en contestation avec le P. Besson , les autres s'y mêlerent , accusèrent ce Pere d'enseigner au peuple des erreurs , se mirent à crier à l'hérésie. Le Catechiste fit ce qu'il put pour les apaiser , les priant d'attendre après le Catechisme , & leur promettant qu'alors il satisferoit à leurs difficultés ; mais ces remontrances n'eurent point d'effet : les écoliers voulurent même arracher à quelques filles le Nouveau Testament qu'elles avoient à la main ; & l'un d'eux dit tout haut , *que c'étoit un livre à brûler , & qu'il le jetteroit au feu s'il l'avoit.* Cependant , comme beaucoup de soldats de la garnison étoient assidus aux instructions de la Paroisse , & qu'il y en avoit ce jour-là plusieurs , lorsqu'ils virent que ces écoliers , & autres gens apostez s'approchoient du Catechiste , ils s'ébranlerent & se mirent en devoir de le écarter. Le Catechiste recommandoit aux soldats de ne frapper personne , mais il ne put empêcher qu'ils ne donnassent quelques coups aux plus emportez ,

qui croient qu'il auroit fallu assommer le Catechiste. Le bruit de ce qui se passoit étant répandu , attira à l'Eglise une multitude extraordinaire de peuple , qui se dispersa ensuite d'elle-même.

Le lendemain l'Avocat Fiscal de l'Université presenta au Recteur une Requête , où il énonçoit la plus part des faits qui viennent d'être rapportés. Le Recteur nommé Briffault rendit en conséquence une ordonnance , par laquelle il défendoit à tous Docteurs , &c. Religieux , Regens de College , Ecoliers &c. de s'accuser d'erreur & d'en accuser d'autres , d'aller aux Sermons & Catechismes par un esprit de présomption & de critique , & sur tout d'y contredire ceux qui seroient préposés pour faire ces fonctions ; de s'attrouper , ni de rien dire , ni faire , qui pût contribuer à fomentier les troubles & divisions , dont l'Eglise est agitée , sous peine d'être arrêtés sur le champ & constitués en prison , sans autre formalité ni figure de proces. On envoya aussi à la Cour des informations de ce tumulte. Ces contestations donnerent lieu à trois Ecrits , qui furent composez sur la lecture de l'Ecriture sainte. L'un est du P. Q. & a été ajouté à son livre des Prières Chrétiennes sous le titre suivant : *Prière à N. S. J. C. au nom des jeunes gens , & de ceux qui désirent de lire la parole de Dieu & sur tout l'Evangile.*

Le 2. Ecrit qui est d'un P. de l'Oratoire , est également pieux & solide , il a pour titre : *Exhortation à la lecture de l'Ecriture sainte , sur tout à celle du N. Testament daté du 1. Février 1717. il n'a paru qu'en 1718.*

Le 3. Ecrit est en forme de dialogue , il est intitulé : *Entretien de Christine & de Pelagie &c.*

Cet Ecrit est à la portée des personnes simples , il établit les preuves qui autorisent la pratique de lire l'Ecriture , & répond aux objections populaires. Ce premier Dialogue donna lieu à un second , qui a paru cette année 1719. sous les mêmes noms de Christine & Pelagie. Il y est traité de la Constitution , & de l'Appel au futur Concile : l'Auteur a conservé dans l'un & dans l'autre la même attention à se proportionner à la portée des simples.

L'effet qui rezultoit de ces disputes & des Ecrits, étoit semblable à celui qui rezultoit ordinairement des disputes excitées dans l'Eglise. Les uns étoient détournés de lire l'Ecriture sainte; ils craignoient de donner la mort à leur ame en faisant cette lecture, & regardoient les saints livres comme trop au dessus d'eux pour oser s'en approcher. Les autres au contraire encouragez & animez entroient dans cette sainte lecture, s'ils l'avoient négligée jusque-là, ou bien ils s'y portoient avec une nouvelle ardeur, supposé qu'ils en eussent déjà l'usage.

Un mois ou deux avant l'histoire du Catechiste de Douai, il en arriva une autre toute contraire dans la Ville de Louviers, au Diocèse d'Evreux. M. Gaultier, Ecclesiastique de mérite de cette Paroisse, qui n'étoit encore que Diacre, en rendit compte au Grand Vicairé du Diocèse par une Lettre du 28. D-cembre 1716. qui se trouve dans le *cri de la foi*. Voici comme il raconte le fait. „ Depuis que M. Prevost a com-
„ mencé ses Catechismes, je ne sai si on en
„ peut compter un seul qu'il n'ait signalé
„ par quelques excès scandaleux; mais ce-
„ lui de Samedi dernier est sur tout recom-
„ mandable par cet endroit. Après un long
„ & odieux parallele de Calvin avec les
„ Janfenistes, & avoir imputé à ceux-ci de
„ soutenir que J. C. n'est mort que pour le
„ salut des Elus, il a ajouté que cette doctri-
„ ne venoit d'être condamnée dans la 32.
„ proposition extraite d'un livre intitulé :
„ *Les Reflexions Morales sur le Nouveau Te-
„ stament*... Il eut la hardiesse d'avancer
„ que la Constitution, qui la condamnoit,
„ étoit reçue de toute l'Eglise. Jusques là
„ j'étois demeuré en repos comme dans les
„ précédens Catechismes; mais je n'eus pas
„ plutôt entendu ces dernières paroles, que
„ je me crus en droit de faire dans une Pa-
„ roisse où j'ai catechisé durant sept ans,
„ ce que l'Avocat Eusebe fit dans une Egli-
„ se de Constantinople, à l'occasion des er-
„ reurs qui s'y débitoiént. Je crus, dis-je,
„ qu'il étoit permis à un Diacre de faire à
„ l'égard de son inférieur, ce qu'un simple
„ laïque, depuis Evêque de Dorylée, fit à
„ l'égard de l'Evêque de la seconde Rome.

„ Je me levai donc, & soutins hardiment
„ que ce qu'avançoit Monsieur Prevost
„ étoit une fausseté; qu'il n'est point vrai
„ que la Constitution soit reçue de toute
„ l'Eglise, & que cette proposition est si
„ pernicieuse dans les conséquences, que
„ nos Parlemens ne la respectent pas même
„ dans le Mandement d'un Evêque...
„ Chacun fait dans notre Paroisse que je ne
„ reçois point la Constitution; mais si tou-
„ te l'Eglise la reçoit, me voilà aussi héré-
„ tique, & il ne tiendra pas à M. Prevost
„ qu'on ne le croie. Le peuple imbu de
„ cette pensée ne manquera pas d'en con-
„ clure que c'est pour cette raison que les Ca-
„ techismes m'ont été interdits. Les préven-
„ tions contre la saine doctrine que j'ai en-
„ seignée, se fortifieront de plus en plus.
„ Ceux à qui mes instructions ne déplai-
„ soient que parce que l'Evangile leur est
„ un joug trop pesant, ceux-là même se-
„ ront charmez d'avoir un pretexte si plau-
„ sible de calmer les remords de leur con-
„ science. Enfin, je verrai détruire pres-
„ qu'en un seul jour un ouvrage qui n'avoit
„ pu s'établir que par des peines & des tra-
„ vaux de plusieurs années. Tant de raisons
„ me mettant donc dans la nécessité de par-
„ ler, jugez, M. si j'ai dû garder le silence.
„ Ceux qui reçoivent ici la Constitution,
„ n'ont pas manqué de me donner le tort :
„ mais ceux qui la rejettent, conviennent
„ que j'ai dû faire ce que j'ai fait, & quel-
„ ques laïques des plus distinguez de la Pa-
„ roisse ne purent pas même alors s'empê-
„ cher de donner des marques de leur indi-
„ gnation contre le Catechiste, qui faisoit
„ un abus aussi visible de ses pouvoirs.

§. L X V.

Perplexitez où la Constitution jette diverses sortes de personnes. Lettres de M. l'Evêque de Montpellier. Décision de M. l'Evêque de Senes. Réponse du P. Quesnel à une consultation sur le devoir d'une Religieuse. Lettre de M. l'Abbé Lambert.

Pour mieux comprendre les différens effets que produisit la Constitution, il

ne faut pas perdre de vûe la surprise qu'elle causa à son arrivée. On n'étoit pas dans l'usage de voir des décisions qui d'une part embrassaient tant de questions, & de questions concernant le dogme, & de l'autre qui fussent aussi exposées à être contestées; encore moins de les voir publier d'une manière aussi prompte & aussi solennelle. De là vinrent les perplexitez où tombèrent tous ceux, qui d'une part ayant quelque amour pour la religion, de l'autre n'avoient jamais pensé à se prémunir, en cas que quelque chose de semblable eût à s'accomplir. En supposant même la Constitution prise à la lettre, aussi mauvaise qu'on pouvoit le penser, les uns ne savoient s'il n'étoit point permis de la recevoir moyennant des explications; si ce n'étoit pas même un devoir fondé sur le respect dû à la personne du Pape de qui venoit la Constitution. D'autres, déterminés sur ce premier point, ne savoient s'ils ne pouvoient, ou ne devoient pas la publier, lorsque l'Evêque la leur envoyoit; ceux-ci s'ils devoient assister à la lecture qui s'en feroit; ceux-là s'ils pouvoient donner des certificats que cette lecture avoit été faite; d'autres s'il étoit permis de l'inscrire dans des Registres; d'autres sans recevoir la Constitution en aucune sorte, demandoient si l'on ne devoit pas au moins la respecter, quelque mauvaise qu'elle fut, parce qu'il étoit certain qu'on devoit respecter son Auteur: les intérêts humains s'y mêloient, & empêchoient souvent que la vérité ne se présentât dans sa simplicité. On attendoit ce que feroient les autres, & on les suivoit. Quelques fois on consultoit; & rarement trouvoit-on dans les commencens, des hommes préparés à donner conseil. La Constitution survint donc comme un filet jetté, & enveloppa tous ceux qui étoient dans la situation que nous venons de dépeindre. Il y en eut des milliers qui publièrent la Constitution, & qui assistèrent à la publication qui s'en faisoit, ou qui donnerent des certificats, avant que d'avoir examiné ce qu'ils auroient dû faire, & sans avoir prévu les suites facheuses de ce qu'ils faisoient.

Quelques-uns pleinement décidés sur

tous ces points & bien résolus de ne jamais donner à la Constitution aucune marque de consentement, ne savoient s'ils devoient parler ou se taire, prévenir ou attendre le tems où on les forceroit de se déclarer. Des personnes dans des places considérables & revêtues de dignitez de tout genre, ignoroient si la place qu'ils occupoient, soit dans l'Eglise soit dans l'Etat, exigeoit d'eux, ou même leur donnoit droit de parler: joint à cela l'incertitude, savoir si l'on seroit écouté.

M. l'Evêque de Montpellier se vit sur cela dans une situation qui lui étoit très-particulière. Il s'étoit trouvé dans l'engagement de faire un voyage à Paris avant la venue de la Constitution; & des personnes dont les conseils n'étoient pas d'un poids médiocre, l'avoient obligé de prolonger son séjour à Paris, au de-là des bornes qu'il s'étoit prescrites, afin qu'il fut présent, lorsque la Constitution viendrait, & qu'il eût part aux délibérations communes qui se feroient entre les Evêques à ce sujet: mais la Constitution ne venoit point, & M. de Montpellier partit pour son diocèse. Il y étoit lorsqu'elle arriva. Il la vit & n'hésita pas un moment sur le jugement qu'il en devoit porter. Jamais il n'a formé sur ce sujet d'autre raisonnement que cet entimême: La religion de J. C. est vraie; donc la Constitution ne passera pas. Ce n'est pas qu'il n'envisageât d'ailleurs la véritable situation des choses. Il connoissoit les Jésuites, la Cour de Rome, les forces de cette Cour, son habileté, sa persévérance. Il savoit l'ascendant que le P. Tellier avoit pris sur l'esprit du Roi. Tout cela ne lui faisoit point envisager de ressources humaines; mais il avoit devant les yeux, comme des points fixes, ces deux propositions: La religion de J. C. est vraie: La Constitution est incompatible avec la religion de J. C. Le premier Memoire qui parut dès 1713. contre la voye des explications, le frappa aussi dans le moment qu'il le vit. Ce Prélat étoit donc pleinement décidé sur des questions qui tenoient bien des gens en suspens. Mais il demandoit, dans les circonstances où l'on étoit alors, ce qu'il avoit à faire pour la défense de la vérité. Il y avoit sans doute

alors dans l'Eglise bien des personnes pleines de droiture, mais incapables de se débarrasser des nuages dont elles étoient environnées : elles cherchoient quelqu'un qui leur montrât une route qu'elles ne pouvoient trouver, & dont elles n'osoient s'assurer d'elles mêmes. Les personnes de ce caractère auroient acheté au poids de l'or des décisions aussi précises que celles qu'un Evêque tel que M. de Montpellier étoit en état de leur donner. Mais M. de Montpellier lui même, qui n'avoit nulle hésitation sur le fond des choses, recherchoit avec empressement la manière dont il proposeroit à l'Eglise l'instruction qu'il lui devoit. Afin de représenter plus au naturel les dispositions où il étoit alors, nous inserons une de ses lettres. Nous croyons qu'elle fera d'autant plus de plaisir au Lecteur qu'elle est d'un style plus familier & moins étudié. Elle est du 9. Mai 1714. & on apperçoit aisément combien les dattes méritent d'attention par rapport à des pièces de cette nature.

LETTRE de M. l'Evêque de Montpellier à M.***, Docteur de Sorbonne &c.

Comme je vous écris aujourd'hui par une voye sûre, je le fais avec toute liberté & sans changer ni déguiser les noms, mais j'apprehende qu'elle ne soit beaucoup plus lente que je ne voudrois : elle a fort l'air de l'ancien usage de l'Eglise, car c'est par un Soudiacre de la même, qui vous rendra ce paquet, mais qui ne peut le faire qu'après un long voyage.

Jusqu'ici par la grace de Dieu je n'ai eu aucune pensée lâche, ni timide sur ce qui peut regarder la défense de l'Eglise & de la vérité, mais la seule peur que j'ai eüe a été de faire quelque chose qui n'y convint pas, & de mal à propos ; car je n'ai peur que d'une seule chose au monde, qui est d'avoir tort ; & je suis si rassuré sur tous les autres évènements de la vie de quelque nature qu'ils puissent être, qu'à force de ne point craindre, je crains qu'il n'y ait en moi trop de présomption ; & avoir de la présomption, c'est avoir tort ; mais ce n'est pas avoir de la

présomption que de se confier en Dieu, de mettre toute son espérance en la grace & en la miséricorde ; & de dire : *Omnia possum in eo qui me confortat*. Cela suffit, dites-vous, pour un homme qui attend que la main du bourreau lui fasse souffrir le martyre, mais non pas pour un Evêque qui voit la vérité opprimée, & qui doit la défendre. J'en conviens puisque vous le voulez ; mais vous devez vous souvenir que je vous écrivis il y a quelque temps, pour vous prier de me mander ce que vous me conseilliez de faire, si vous me conseilliez de continuer à me taire ou bien de faire quelque chose ; & quoique dans la réponse que vous me fîtes, vous me conseillassiez de faire quelque chose, vous aviez bien de la peine à dire quoi. Vous me conseilliez de faire un Mandement, vous me conseilliez de n'en point faire. Souvenez-vous que vous me parliez comme un oracle ; & en vérité, je ne compte pas trop bien à quoi se terminoient vos conseils. Sept ou huit jours après, je reçus une autre de vos lettres, qui est la dernière, où vous me chantiez pouille de n'avoir encore rien fait. Vous m'y conseilliez de ne point faire de Mandement, mais d'écrire, aux Agens du Clergé. Je vous avoué que j'ay trouvé ce conseil si burlesque que je n'ai jamais pû me résoudre à le suivre. Je me trouvois pourtant un peu blessé des reproches que vous me faisiez, & que je ne croyois pas mériter. Je voulois (& je croyois que c'étoit le mieux) je voulois travailler à un Mandement, & peut-être vous en verrez bien-tôt le projet. Je voulois, pour vous contenter, faire encore quelque chose en attendant, & je ne fai pas quoi. Dans ce doute la providence a permis, ou fait naître une occasion, qui m'a tiré de cette indétermination.

M. de la Vrillière m'a écrit une lettre, qui m'a donné occasion de lui répondre, nonpas en oracle, ce me semble, mais en termes assez clairs. Vous en jugerez, par la copie que je vous envoie de la réponse que je lui ai faite. (*C'est la Lettre qui doit être publiée dans ce tems-là & que nous avons donnée.*) Pourquoi donc, s'il vous plaît, m'accusez de timidité, quand je découvre si franche-

ment & si clairement mes sentimens aux Ministres qui en doivent rendre compte au Roi ? Ne l'ai-je pas fait dans cette lettre que j'écris à M. de la Vrillière ? Ne l'ai-je pas fait dans la réponse que je fis , il y a trois mois à la lettre que mon frere m'écrivit par ordre du Roi ? Ne l'ai-je pas fait dans celle que j'ai faite à M. De M. Vous me mandates il y a quelque tems que vous sçavez bien aisé de la voir & ma réponse. Les voilà que je vous envoie , mais je vous prie que cela demeure secret.

Je ne sçais que penser de M. le C. de N. Sur tout ce qu'on entend dire , il paroît qu'il est prêt de mollir. Cependant M. de Mirepoix m'a mandé tous les courtiers , qu'il avoit vu le projet du Mandement qu'il vouloit faire faire , qu'il en étoit très content , & qu'il lui avoit écrit à lui-même, M. de Mirepoix , pour le prier de ne point faire paroître encore son Mandement. Je l'ai vu , & je croi que vous l'avez vu aussi ; pour moi j'en ai été fort content.

M. de Narbonne a passé par ici allant à Paris : il en reparait jeudi. Dans un entretien secret qu'il voulut avoir avec moi , il me dit : Quand je serai à Paris on ne manquera pas de me demander dans quelle disposition vous êtes à l'égard de la Constitution ? Que répondrai-je ? Vous pouvez , lui dis-je , assurer ceux qui vous feront cette question , que je ne veux pas la recevoir , & je vous promets de ne vous en pas dédire. Ho ! dit-il , je me garderai bien de dire cela. Vous le pouvez pourtant , lui dis-je , car c'est la vérité ; & vous ne la diriez pas , si vous disiez toute autre chose. Il fut fort scandalisé du sérieux avec lequel je lui parlai , & après deux ou trois entretiens sur cette matiere , & fort longs , nous nous séparâmes , chacun persistant dans son sentiment. Il convient que la Bulle est impertinente , mais que l'Instruction Pastorale rationnable tout. C'est là le discours que tiennent presque tous les Evêques de ce païs-ci. Pour moi je n'en saurois plus tenir aucun d'aujourd'hui , car je suis si las que je n'en puis plus. *Pale.*

Il se trouva en 1715. dans un Diocèse où l'Evêque avoit publié la Constitution ,

une Communauté Ecclesiastique , dont tous les membres avoient une grande opposition pour cette Bulle. Cependant on les pressa de la part de l'Evêque de donner un certificat en faveur de la Constitution. Il n'y eut point d'extrémités qu'on ne leur fit envisager , s'ils le refusoient. Sur cela les principaux membres de la Communauté dressèrent le certificat suivant , dont ils avoient mesuré toutes les paroles , afin d'engager leur conscience le moins qu'il leur seroit possible.

„ Nous soussignez Supérieur , Prêtres & „ autres ecclésiastiques de la maison de ***. suivant l'ordre de Monseigneur nôtre Archevêque que lecture soit faite dans toutes les Communautés de son Diocèse de son Mandement en date du 16. Mars 1715. concernant la Constitution de N. S. P. le Pape qui commence par ces mots *Unigenitus* &c. déclarons & certifions en exécution du dit ordre , avoir en Communauté tous & chacun en particulier fait lecture du dit Mandement : en foi de quoi nous avons tous signés le présent Certificat. Fait &c.

Nous dirons par avance que lorsqu'on presenta ce certificat au Prelat il n'en fut point content ; il vouloit des termes qui marquassent expressément l'acceptation. Cependant les personnes de la Communauté qui avoient dressé ce certificat , le signerent. Mais quelques autres d'un âge moins avancé que ceux qui avoient signé les premiers , eurent d'autant plus de peine à s'y résoudre que dès l'année précédente , ils avoient refusé inflexiblement d'assister à la lecture d'un pareil Mandement , & avoient porté la fermeté jusqu'à se retirer au nombre de quatre , lorsqu'ils virent que l'on commençoit cette lecture malgré tout ce qu'ils avoient pu représenter. Cependant on n'omettoit rien de tout ce qu'on croyoit propre à les porter , non pas à croire la Constitution bonne , mais à donner à l'Archevêque les marques extérieures de soumission qu'il voudroit exiger. Ils avoient de plus sous les yeux l'exemple de leurs anciens qui avoient déjà signé. Dans cette perplexité , ils prirent le parti qui leur fut suggéré par l'un d'entre eux ; ce fut de signer comme les autres l

certificat ; d'écrire ensuite à M. l'Evêque de Senes, en conservant une ferme résolution de révoquer leur signature, en cas que ce Prelat leur déclarât qu'ils y étoient obligés. L'un d'entre eux écrivit en effet ; & M. de Senes lui fit la réponse que voici. Elle fut imprimée dès les premiers mois de 1716 ; & a été inserée depuis dans le *Traité du Renvolement des libéraux*, &c.

LETTRE de M. l'Evêque de Senes, du 14.
Juin 1715.

C'est uniquement pour vous ménager, mon très cher Pere, & pour ne pas exposer au courroux public la connoissance de votre cœur & du mien, que je ne vous ai point répondu jusqu'à présent. Je le fais aujourd'hui avec confiance par un cher compatriote, qui en prenant le même chemin que vous, & pour le même sujet, a eu la douleur de ne vous pas trouver dans le lieu où il vous a cherché, & me dit presentement qu'il doit repasser par la même ville.

Celui qui est le chef a eu un peu de tort de ne pas faire absenter habilement les deux Peres qui avoient un peu de scrupule, quoique tous eussent dû en avoir ; & vous même, voyant qu'il ne vous le conseilloit pas, vous auriez dû le faire pour éviter le coup. J'en ai été & suis encore affligé pour vous. Dans le moment que je lus le triste narré (*c'est le certificat de lecture*) : je compris ce que je devois en dire comme maintenant ; mais ma tendresse pour vous, Tres cher Pere, & l'attention que Dieu me donne, par sa misericorde, à ne vouloir pas outrer le moins du monde la verité, furent les deux motifs qui me porterent à demander le conseil d'un homme des plus éclairés, des plus pieux & des plus sages de là haut. Je ne puis mettre tout son sentiment dans cette lettre. Il n'en est pas encore tems ; le jour propre viendra. En attendant, vous devez vous humilier devant Dieu : la faute n'est pas petite, quoiqu'il y ait bien des gens beaucoup plus coupables. Ne faites connoître à personne ce que je vous dis. Mon ami de là haut croit comme moi, qu'il n'est pas tems encore de rien reparer : le remede pourroit

devenir pire que le mal. Quand je croirai que le tems de la réparation sera venu, je vous le dirai : ayez-en seulement la volonté bien sincerement. Quand je serai en sûreté, tout vous sera ouvert. Adieu, tout à vous.

POUR entendre ces dernières paroles il faut savoir que le particulier à qui étoit adressé cette réponse avoit demandé à M. de Senes qu'il voulût le recevoir & l'employer dans son Diocese. Car après que l'Evêque Diocésain eût rejeté le certificat comme insuffisant & demandé la sousscription de son Mandement, tous les Ecclesiastiques de la Communauté songeoient à se retirer, en cas qu'on continuât de vouloir exiger d'eux cette signature.

Voici la conclusion que tiroit de cette Lettre, l'Auteur du *renvolement des Libéraux* &c. „ Ceux qui se tirent d'affaire par „ une publication vague de la Bulle, & par „ des certificats qui selon eux ne disent rien, „ continueroient par cette lettre, quoique „ fort courte & fort modérée, de quelle „ manière ce Prelat regarde de telles démarches, qui paroissent à tant d'autres „ innocentes ou excusables.

On imprima vers la fin de 1716. une Réponse du P. Q. pour une Religieuse, au nom de qui on l'avoit consulté, pour savoir si elle pouvoit signer une Formule par laquelle on lui proposoit de recevoir non pas la Constitution expressément, mais l'Instruction Pastorale des XL. Il s'étoit même trouvé une personne qui avoit voulu faire croire à cette Religieuse, que le P. Q. le lui conseilleroit. Voici de quelle manière le P. Q. commence sa réponse. „ Vous vous „ adressez, M. au Juge qui vous doit être „ le plus suspect & le plus recusable pour la „ décision de votre différent. Je tâcherai „ cependant de renoncer à moi-même, & „ d'oublier qui je suis pour répondre sans „ prévention à votre question. Avant toutes choses, je prie celui qui a avancé „ que je conseillerois moi-même ce qu'il „ propose, de se persuader que je suis infiniment éloigné de signer la condamnation des 101. Propositions, dans tous les „ sens que leur ont donné les quarante Evêques dans leur Instruction. Ce que je ne

„voudrais pas faire moi-même, je n'ai
„garde d'approuver que d'autres le fassent,
„encore moins de le conseiller.

Il entre ensuite dans le détail des preuves. Voici la 3. preuve: „La souscription qu'exigeront les Supérieurs de ces „Religieuses, est une manière de recevoir „la Constitution; la Formule que l'on substitue est une autre manière de la recevoir; „& la Constitution est telle, qu'il ne peut „y avoir aucune bonne manière de la recevoir. La lettre est terminée par des avis pour ceux qui sont chargés du soin des âmes dans le tems de nuages & de tentation. „On „n'en voit que trop parmi eux, dit-il, qui „cherchent des voyes obliques & des sentiers détournés qu'ils montrent aux âmes, „pour leur donner moyen de s'échapper & „d'éviter de prendre part à la croix du Sauveur; & il y a sujet de craindre qu'en les détournant du chemin de la croix, ils ne „contribuent à leur faire manquer à la grace de Dieu. Tout ce mal qui n'est pas petit pour une âme appelée à la perfection, „prive la vérité d'un témoignage que Dieu „lui avoit préparé, prive ces bonnes âmes du mérite d'un tel témoignage. On leur „arrache des mains une voie de sanctification, qui les auroit menés peut-être bien „loin. On prive l'Eglise d'un des exemples „qui leur sont le plus nécessaire dans ce tems de lâcheté & de desertion. On prive „ceux qui se sont déclarés pour la vérité „& qui combattent pour elle contre la chair & le sang, de la consolation de voir „de saints amis, se joindre à eux, & prendre part à leurs combats. Pour moi, je „suis plus consolé de me voir uni avec une „âme qui est toute à Dieu & qui a beau- „coup de part à la grace, que d'être uni „avec trente Docteurs du commun. Il faut „done laisser à ces saintes Religieuses la liberté de suivre Dieu, & de faire pour sa „cause ce que son Esprit leur inspire, & „prendre garde de ne pas étouffer la semence du Seigneur par l'yvraie des vûes humaines, & des conseils peu dignes de la foi.

Un autre exemple des peines que la Constitution causoit aux personnes qui

avoient la conscience timorée, sera tiré de la lettre que nous allons donner. Elle fut écrite par M. l'Abbé Lambert, après qu'il eut fait sa rétractation en Sorbonne, de l'avis qu'il avoit prononcé en 1714. au sujet de la Constitution. Il l'adressa à un Curé du Diocèse de Paris, de ses intimes amis.

LETTRE de M. l'Abbé Lambert du 12.
Decembre 1715.

L'interêt M. que vous prenez à ce qui me regarde, m'engage à vous faire part de la grace que le Seigneur m'a faite, de demander pardon publiquement dans l'Assemblée de la Faculté de toutes les fautes qui peuvent m'être échappées faute de fermeté. Il y avoit long-tems que je me faisois des reproches sur ce sujet, & que je priois le Seigneur de me fournir l'occasion de faire une réparation publique d'une faute publique. Elle s'est présentée dans nos dernières Assemblées; & de peur qu'elle ne se présentât plus, je me suis hâté d'en profiter. J'ai demandé pardon à Dieu & à mes frères, du meilleur de mon cœur, d'avoir tremblé dans le péril. J'aurois été bien fâché de paroître devant Dieu sans avoir fait cette réparation, & je ne puis assez le remercier d'une grace si précieuse. J'invoque mes amis à y prendre part; & pour le faire d'une manière chrétienne & sacerdotale, je vous prie, quand vous aurez reçu ma Lettre, la première fois que vous vous trouverez assembles après le dîner, ou le souper, lorsque l'action de grace sera faite, de dire tous ensemble le *Te Deum laudamus* à mon intention avec l'oraison pour rendre grâces à Dieu; cela me fera un vrai plaisir. M. Feu, Curé de S. Gervais, & deux autres Docteurs dont je ne sais pas le nom, ont fait la même chose que moi.

Je erois que vous savez tout le détail de nos Assemblées & que vous en avez bien le Seigneur. Cependant ces victoires sont tristes, & il est toujours fâcheux d'être obligé de s'élever contre son Chef. Il me semble qu'elles nous obligent à prier le Seigneur avec plus d'ardeur que jamais, pour le supplier très-humblement de réunir les cœurs;

& il est toujours très-fâcheux, & très à craindre de voir une si grande division dans l'Eglise. On tient qu'une déclaration si solennelle de la Faculté portera coup, & fera un bon effet. Je le souhaite de tout mon cœur.

§. LXVI.

Divers evenemens particuliers. Sermons séditieux à Grasse & à Nantes. Emotion populaire à Grasse. Affaire du Prevôt du Chapitre de Toulon avec l'Evêque de cette Ville. Religieuses qui prennent part pour ou contre aux disputes. Procédé de M. l'Evêque de Nevers à l'égard des PP. de l'Oratoire, Chanoine de Beauvais qui renonce à son Canonat. Histoires de deux Gentilshommes & d'un Conseiller au Parlement de Toulouse. Particularitez touchant le Pere d'Albizzi. Dom Choppelet interrogé au lit de la mort sur la Constitution. Chapitre General des Feuillans. Edition des Conciles du P. Hardouin déferée & soumise à un examen. Mort du Curé de Ste. Catherine de Bruxelles. Mort de la Mere de Ste. Anastase Prieure de Port-Royal des champs. Exil de M. de la Croix, de Beauvais.

Lorsque l'on considere le mouvement où étoient les Evêques, la Faculté de Theologie, & tant d'autres Corps par rapport à la Constitution, on conçoit aisément que l'agitation devoit s'étendre sur un grand nombre de personnes particulières. Les uns étant informez des dogmes qui faisoient le fonds des contestations, y prenoient part avec plus de fondement. Les autres, sans savoir de quoi il s'agissoit, se laissoient emporter par l'impression de ceux qui faisoient le plus de bruit autour d'eux. Les Constitutionnaires, sans trop expliquer d'ordinaire les dogmes que la Constitution touchoit, s'efforçoient de soulever les esprits, en leur parlant de Jansenisme, de Novateurs, d'attachement à un esprit particulier, d'orgueil, de revolte contre l'Eglise; & ils appliquoient ces caractères à tous ceux qui faisoient difficulté de recevoir la Constitution. C'est ce qu'ils répandoient, soit par une multitude de petits Ecrits, dont ils inon-

doient les Provinces; soit dans les conversations particulières, au confessional, & dans leurs Sermons. Nous en allons rapporter quelques exemples.

A GRASSE M. l'Evêque, qui comme on le sait, a été tiré de l'Ordre des Capucins, prêchoit avec une extrême vivacité contre ceux qui refusoient de se soumettre à la Constitution. C'est ce qu'on apprend par des lettres écrites dès le commencement de 1716. Il arriva au mois de Mai une espede de sédition en cette Ville, dont voici l'occasion. Les PP. de l'Oratoire avoient été nommez par une délibération faite à la Maison de Ville, pour enseigner dans le College de Grasse. L'Evêque craignant que le Parlement d'Aix ne confirmât la délibération, obtint un ordre du Maréchal de Villars Gouverneur de la Province, pour convoquer une nouvelle Assemblée. Les PP. de l'Oratoire voyant les difficultez qu'on leur suscitoit, se désistèrent de la délibération faite en leur faveur, & donnerent Acte de leur désistement. La nouvelle Assemblée devenoit par-là inutile. Cependant l'Evêque voulut qu'elle se tint: ce qui se fit en effet le propre jour de la Pentecôte. Les esprits de la populace avoient été remuez de longue main. Lorsqu'ils se virent assembler, ils se mutinerent, commencerent à jeter de grands cris, & demanderent qu'on leur remit un des plus riches Marchands de la Ville pour le jeter par les fenêtres, ou le trainer par les rues. Son crime étoit d'avoir prêté de l'argent aux PP. de l'Oratoire, pour soutenir contre l'Evêque un procès, où ce Prelat avoit été condamné aux dépens par Arrêt du Parlement d'Aix. On eut beaucoup de peine à sauver ce Marchand. L'Evêque survint & ne parla pas d'une manière propre à apaiser le peuple. Malgré la garde que l'on posa devant la maison du Marchand, une troupe de femmes ne laissa pas de casser les vitres, & une d'entre-elles armée d'une hache voulut fendre la porte. Cette espede de sédition se perpetua pendant les deux jours suivans, qui étoient les deux Fêtes de la Pentecôte. Le Dimanche de la Trinité & le jour du S. Sacrement, l'Evêque prêcha avec vehemen-

ce, & répéta plusieurs fois, que les Evêques du parti du Card. de Noailles étoient des schismatiques & des rebelles ; & les PP. de l'Oratoire des Novateurs & des hérétiques. Cette affaire ayant été portée au Parlement d'Aix, de treize juges qui opinèrent, sept furent d'abord d'avis de décréter le Prelat d'ajournement personnel ; mais ils revinrent ensuite à l'avis des autres, qui étoit, que l'on fit des informations sur les lieux, & c'est ce qui fut ordonné par l'Arrêt qui intervint.

A Toulon M. Desparra, Prevôt de l'Eglise Cathédrale, (La Prevôté est la première dignité du Chapitre) fit signifier le 7. Novembre 1716. à M. l'Evêque de Toulon un Acte, que l'on appelle en termes de procédure un *Comparant*, où il spécifioit divers termes injurieux, dont il soutenoit que l'Evêque s'étoit servi contre lui & d'autres membres du Chapitre, & qui retomboient même sur tout le Chapitre, tant par la manière, que par les circonstances des tems & des lieux où ils avoient été prononcez. Il soutenoit dans le même Acte, que c'étoit à tort que M. l'Evêque lui avoit imputé d'avoir défavoué l'acceptation de la Constitution, lorsqu'il avoit été interrogé à l'Officialité en qualité de témoin, dans l'affaire que l'on faisoit alors à M. Begue Curé de S. Louis, puisque ce Prelat avoit été très-bien informé, qu'il n'avoit jamais fait cette prétendue acceptation. Il convenoit à la vérité d'avoir signé un certain certificat, par lequel il paroissoit qu'il avoit assisté à la lecture de la Constitution ; mais il soutenoit en même tems, que l'Evêque avoit fait ajouter à son infçu des termes qui marquoient une acceptation qu'il n'avoit jamais prétendu faire. Il rapportoit en détail des reproches & des menaces que l'Evêque avoit faites en présence du Chapitre, qui, quoique prononcez d'une manière vague, le regardoient plus que tout autre, comme on l'avoit reconnu par diverses preuves qu'il rapportoit. Le jour de la Toussaint, par exemple, le Chapitre étant allé en Corps pour prendre M. l'Evêque, & le conduire à l'Eglise, il leur avoit adressé ces paroles de J. C. aux Apôtres : *Non mun-*

dâ estis, sed non omnes, paroles qui désignoient le traître Judas ; & avoit ajouté qu'il y avoit dans le Chapitre des personnes qui n'étoient plus soumises au S. Siège, & que tous ceux qui n'étoient pas soumis au S. Siège, étoient des fripons &c.

Quoique le Prevôt ne reçût pas la Constitution, il trouvoit très-mauvais qu'on l'accusât, ou même qu'on le rendit suspect de manquer de soumission au S. Siège. Le Chapitre & le Prevôt qui avoit écouté toutes ces choses & d'autres semblables sans repliquer, députèrent le lendemain trois Chanoines à l'Evêque, qui, sans s'expliquer nettement, fit entendre que ce qu'il avoit dit regardoit particulièrement le Prevôt. C'est ce qui déterminâ ce dernier à faire signifier l'Acte dont nous venons de parler, où tous ces faits sont déduits au long, afin d'obtenir ou un désaveu ou une réparation. Mais l'Evêque ne répondit que d'une manière vague, & qui ne détournait, en aucune sorte de dessus la personne du Prevôt, les invectives qu'il avoit paru lui appliquer. Il imputoit ensuite au Prevôt d'avoir inféré dans son *Comparant* une infinité de faits éloignez de la vérité, & défavouoit en general les termes indignes, dont on soutenoit qu'il s'étoit servi.

Nous avons vu au §. 30. un certificat donné le 14. Février 1717. c'est-à-dire environ trois mois après l'acte dont nous venons de donner l'extrait, par lequel il paroît qu'on n'avoit fait dans le Chapitre de Toulon, ni lecture ni enregistrement de la Constitution, quoiqu'elle y eût été envoyée par l'Evêque. Ce certificat fut signé par M. Desparra, ancien Prevôt, Oncle de celui que nous venons d'entendre parler. Celui-ci est Pere de l'Oratoire ; & le certificat dont il parle dans son *Comparant*, est celui que les PP. de l'Oratoire avoient donné de la lecture qu'ils avoient faite de la Constitution. Aucun de ces Peres ne croyoit alors que cette lecture ni ce certificat fussent une marque d'acceptation ; & l'Evêque même, qui vouloit depuis se prévaloir de cet Acte, avoit dit en ce tems-là au Supérieur, qu'on pourroit attester de la même sorte qu'on auroit lu l'Alcoran. Mais ces Peres se con-

vainquirent depuis qu'ils avoient fait une faute. Et le Pere Laugier, leur Supérieur, revoqua ce certificat tant pour lui que pour les autres, par une lettre du 3. Février, pleine de générosité & de zèle, qui est imprimée dans le *Cri de la foi*.

Nous insérerons ici l'extrait d'une lettre de NANTES, qui donnera une idée de ce qui s'y passoit. „ Dimanche jour de la Pen-
„ tecôte, dit cette lettre, on afficha aux
„ portes de nos Eglises & de la Ville, & aux
„ carrefours le Mandement de nôtre Evê-
„ que de la quatrième édition (c'est le
„ Mandement contre le livre du *Témoignage*
„ de la vérité, & les *Hexaples*.) Le même
„ jour les Moines qui remplissoient les chai-
„ res publièrent le Mandement avec éloge,
„ & déclamerent contre les Opposans, qu'ils
„ dépeignirent avec les couleurs les plus
„ noires. Le déchainement fut étrange, &
„ toute la Ville en est scandalisée. Le P.
„ Vincent de Rennes Capucin, qui prêcha
„ à la Cathédrale en présence de l'Evêque,
„ compara ce Prelat à S. Athanase; & après
„ avoir traité de rebelles & de débœtéfiâns
„ ceux qui ne vouloient pas publier son
„ Mandement, dit ces termes : *On ne con-*
„ *noît plus le monde. Il n'y a ni religion ni*
„ *Christianisme, l'erreur s'est presque emparée*
„ *du sanctuaire, & a gagné le Senat. En un*
„ *mot, le dirai-je ? L'abomination de la désol-*
„ *ation est dans le lieu saint. L'erreur, l'im-*
„ *piété & l'herésie sont aujourd'hui sur le thro-*
„ *ne.... L'Evêque de Paris a rendu le zèle*
„ *& la piété des fideles froids comme de la gla-*
„ *ce au milieu des flammes du S. Esprit.*

„ Le même jour, à la Visitation, un Cor-
„ delier alla encore plus loin, & dit des
„ choses qui obligèrent des Dames de sortir
„ de l'Eglise, entre autres Mde. du Plessis-
„ Guerry. Aux Carmes, le Prédicateur
„ dit que ceux qui ne recevoient pas la Com-
„ munion, étoient en état de péché mortel,
„ & hors d'état de recevoir l'absolution.
„ Cette publication des Mandemens dans
„ l'Eglise des Moines est affectée & contrai-
„ re à l'usage. Le reste de la lettre contient
„ le récit des menaces que l'on faisoit aux
„ Curez qui refusoient de publier ce même
„ Mandement.

M. du Moulin Archidiacre de Nantes est, comme nous avons vu plus haut, du nombre des Docteurs qui ont revoqué le Decret de la Faculté pour l'enregistrement de la Constitution. C'est un homme respectable par sa piété, par sa douceur, & par la sagesse avec laquelle il a gouverné pendant une longue suite d'années, le Diocèse de Nantes en qualité de Grand Vicairé. M. l'Evêque de Nantes lui en retira les pouvoirs. Il se voyoit souvent accablé d'injures : on le traitoit d'hérétique, de schismatique, d'impie. Cela arrivoit en divers endroits, & il fut traité plusieurs fois de la sorte en plein Chapitre par un Chanoine nommé de la Blotière ; à la fin il en demanda justice au Chapitre, qui se contenta de lui donner Acte de sa demande ; & pour s'empêcher de lui rendre justice, se déporta de la qualité de juge, sous prétexte qu'il s'agissoit de cause trop grave.

Le trouble passoit jusques dans les Cloîtres des Religieuses. On vouloit forcer les unes de recevoir la Constitution, on persuadoit aux autres que ceux qui ne la recevoient pas, étoient en état de damnation & devoient être regardés comme des gens hors de l'Eglise : & l'on jettoit les fondemens d'une division qui ne s'éteindra de long-tems. Une Religieuse d'AMIENS ayant dit dans une récréation qu'elle ne croyoit pas le Pape infallible, les Capucins qui gouvernoient la Communauté, voulurent l'obliger à se retracter en plein Chapitre : & sur le refus qu'elle en fit, elle fut mise en prison, condamnée à jeûner au pain & à l'eau, séparée des Sacramens & privée d'entendre la Messe, même les Dimanches & les jours de Fête. On mandoit ce fait de Paris à la fin d'Août 1716.

Peu de tems après au Diocèse d'AGEN une Religieuse animée d'un esprit directement contraire, étant malade à l'extrémité, protesta en présence de sa Communauté dont elle étoit Supérieure, qu'elle tenoit pour hérétiques tous ceux qui n'obéissoient pas à la Constitution, & notamment M. le Card. de Noailles.

VERS le même tems les Officiers de Ville de CHALON SUR SAONE, ayant mis au

nombre des livres qui devoient se distribuer en forme de prix aux Ecoliers, le Catechisme de Montpellier, dont on sait que le P. Pouget de l'Oratoire est Auteur, les Jesuites declarerent qu'ils ne le souffriroient pas, accusant ce livre d'être rempli d'heresies. Mais les Officiers ayant consulté M. Garnot Curé de la Cathedrale, & quelques autres qui répondirent que le livre étoit bon, ils en firent faire la distribution nonobstant l'opposition des Jesuites.

Cependant en plusieurs Dioceses les Evêques retiroient les pouvoirs de prêcher & de confesser qu'ils avoient autrefois accordés aux Jesuites, comme nous l'avons rapporté au §. 54. Et en d'autres Dioceses on les ôtoit aux PP. de l'Oratoire, & autres Opposans à la Constitution.

A NEVERS les PP. de l'Oratoire étant allés vers le mois de Novembre (1715) rendre une visite d'honnêteté à M. de Bagedé, qui en étoit Evêque, ils le trouvèrent de si mauvaise humeur, qu'au lieu de les recevoir, il les renvoya avec des paroles rudes, & donna un coup de poing dans l'estomach à l'un d'entre eux. Le General de l'Oratoire en porta ses plaintes au Prince Regent, par une Requête où il exposoit simplement le fait, & demandoit qu'il fût défendu à l'Evêque de maltraiter les sujets de l'Oratoire. La Requête fut renvoyée au Conseil du dedans du Royaume, & de là portée au Conseil de Regence. M. le Duc d'Antin fut chargé d'écrire au Prelat une lettre de reprimande, & il en écrivit en même tems une autre au General de l'Oratoire, où il lui marquoit que le Conseil avoit autant blâmé la conduite de l'Evêque, qu'il avoit estimé la moderation de la Requête de ce General.

M. BUCQUET, Chanoine de l'Eglise Cathedrale de Beauvais, âgé de vingt & un ou vingt-deux ans, après une délibération de plusieurs mois, faite avec toute la maturité qu'on auroit pu attendre d'un âge plus avancé, & après avoir essuyé les sollicitations les plus pressantes de la part de ses parents, qui vouloient le détourner de son dessein, envoya vers le mois d'Avril 1716. la démission de son Canonicaat à M. l'Evê-

que de Beauvais, en lui marquant qu'il le faisoit pour des raisons très-importantes qui regardoient les affaires presentes de l'Eglise, & entre autres de peur de prendre part à la Constitution *Unigenitus*, reçu, disoit-il, dans le Chapitre. „ Il n'a pu, disoit peu de tems „ après le P. Quesnel, parlant de M. Buc- „ quet dans la lettre qu'il adressa à ce même Prelat, il n'a pu appaiser les remors „ de sa conscience, tant sur la signature du „ Formulaire, qu'il avoit signé pour prendre possession de la Chanoinie, que sur „ la peine qu'il avoit de se voir par-là „ membre d'un Corps qu'il croyoit avoit „ accepté la Constitution. Il écrivit au Chapitre les mêmes choses qu'il avoit écrites à l'Evêque. Pendant que l'on faisoit la lecture de la lettre dans le Chapitre, plusieurs Chanoines se récrierent qu'ils ne prétendoient nullement avoir reçu la Constitution. Et cette espece de réclamation fut le prélude de tant d'autres qui ont suivi dans le Diocese de Beauvais, & dont nous avons parlé ailleurs.

VOICI deux histoires de Gentils-hommes qui eurent part aux agitations que la Constitution causoit de toutes parts, C'est d'ordinaire un Gentil-homme de bonne maison qui remplit la place de premier Consul dans la Ville d'ARLES. M. Giraud qui l'étoit en 1716. alla rendre visite à M. l'Archevêque d'Arles. Ce Prelat, qui venoit de recevoir par la poste le Tocfin intitulé, *Memoire pour le Corps des Evêques &c.* le lui donna à lire. Le Consul trouva cet écrit très-séditieux. L'Archevêque en prit la défense, passa du Tocfin à la Constitution, & le Consul lui ayant avoué qu'il n'en faisoit pas grand cas, le Prelat s'échauffa jusqu'au point de lui dire qu'il étoit excommunié, & que lui Archevêque l'excommunioit. Sur cela grande brouillerie, qui vint aux oreilles de M. le Marechal de Villars, lequel arrivoit dans la Province dont il est Gouverneur. M. d'Arles, qui avoit fait prévenir ce Marechal par des plaintes contre M. Giraud, qui n'étoient point détaillées, l'alla voir dès qu'il fut arrivé à Arles. Le premier Consul étoit déjà chez M. le Marechal, qui lui avoit demandé s'il ne consentoit pas

qu'il dit pour lui à M. d'Arles, qu'il étoit fâché des termes injurieux dont il s'étoit servi à son égard. Moi, dit M. Giraud, je n'ai dit aucune injure à M. l'Arch. d'Arles. M. le Marechal avoir peine à le croire ; mais l'Archevêque confirma lui-même le témoignage du premier Consul. *Hé ! de quoi vous plaignez-vous donc, Monsieur*, dit M. de Villars ! *De ce que le Consul*, répondit M. d'Arles, *refuse de se soumettre à la Constitution. Quoi ! c'est là tout le différent ?* reprit M. de Villars. *Hé ! Monsieur, on ne traite pas la chose si sérieusement à Paris. Allez, croyez-moi, vivez bien avec M. le Consul.*

Cela n'empêcha pas le Prelat de lui faire faire par M. Cotel Theologal d'Arles son Grand-Vicaire une sommation par Acte du 26. Juin, où ce Grand-Vicaire expose, qu'il est venu à sa connoissance par bruit, & voix publique, que le sieur Giraud a tenu en divers tems & en plusieurs endroits des discours injurieux & temeraires tant contre la Constitution de N. S. P. le Pape Clement XI. *Unigenitus*, que contre le Mandement de mon dit Seigneur Archevêque, qui l'a acceptée & fait publier dans son Diocèse, avec défenses à tous les fideles de l'un & de l'autre sexe d'enseigner, d'écrire & de parler autrement, qu'il est porté dans ladite Constitution, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait ; & comme lesdits discours dudit sieur Giraud sont devenus de notoriété publique, & que la foi & la religion, à quoi ils sont également opposés & pernicioeux, pourroient en souffrir, si le mauvais exemple qu'il a donné en les proferant, venoit à être suivi par d'autres personnes, ledit sieur Vicaire General voulant user envers ledit sieur Giraud de toute la douceur & charité qu'exige son ministère, l'exhorte & admoneste par le present Acte, de venir dans cinq jours se presenter par devant lui dans sa maison, d'habitation, pour retracter lesdits discours, qu'il a tenus contre ladite Constitution & le Mandement, & s'y soumettre, lui remontrant dès maintenant avec la même bonté paternelle, qu'il ne sauroit trop se hâter de sortir de l'état déplorable où

il est par les censures qu'il a encourues, & lui déclarant que faute de ce faire, ledit tems passé, il fera procédé contre lui en forme de droit, de quoi il a requis Acte, &c. Sur la signification qui fut faite de cet Acte à M. Giraud, il répondit, qu'il n'avoit point manqué au respect qu'il devoit au Seigneur Archevêque ni à ses Mandemens ; qu'il croit au contraire lui avoir parlé comme un homme véritablement attaché à ses intérêts, lui ayant dit le 23. Fevrier dernier, qu'il ne devoit pas produire dans le public, ni envoyer, comme il faisoit, aux autres Evêques, le *Memoire pour le Corps des Pasteurs qui ont accepté la Constitution Unigenitus*, en disant hautement qu'il agiroit selon que ce libelle seditioneux parloit : Que la suite ayant fait voir que le sieur Répondant lui donnoit un avis bien fondé, il n'y auroit pas de plus grand abus, que de vouloir prouceder par censures pour obliger le répondant à soumettre sa foi à une Bulle qu'il n'est pas unanimement reçue par l'Eglise. Qu'il ne s'élevoit cependant contre icelle en aucune manière, & attendoit fort paisiblement pour s'y soumettre, que les Prelats du Royaume fussent d'accord entre eux. (Nous allons voir tour à l'heure dans la personne du sieur le Blanc, un autre Gentil-homme qui ne se seroit pas tour-à-fait accommodé de ce langage.) Que tout ce qu'on avançoit dans cette sommation, continuoit M. Giraud, n'étoit qu'un pretexte pour l'obliger à une profession de foi ; ce qu'on ne pouvoit exiger : Qu'il y avoit quatre mois que le Seigneur Archevêque consultoit pour faire cette sommation, & que le sieur Répondant consulteroit à son tour pour savoir comme il doit se conduire, & déclarer, qu'il appellera comme d'abus s'il étoit nécessaire.

Le Notaire donna Acte de la réponse de M. Giraud au Grand-Vicaire. M. Giraud consulta des Avocats d'Aix, qui lui ayant répondu qu'ils étoient d'avis que l'Appel seroit recevable, il appella en effet comme d'abus au Parlement d'Aix. D'un autre côté, il porta ses plaintes à M. le Regent du

procédé que M. l'Archevêque d'Arles tenoit contre lui.

M. LE BLANC, qui avoit été autrefois Capitaine de Cavalerie, & avoit mené une vie toute mondaine, fut touché très vivement de Dieu un peu avant l'année 1709. Il tâcha depuis ce tems là de se servir de tout son cœur, & le fit avec la vivacité que sa patrie & son tempérament particulier avoient pû lui donner. Il se retira au village de la Murette dans le Diocèse de VIENNE, dont il est Seigneur. Pendant la famine dont toute la France fut affligée en 1709. il distribua tout ce qu'il avoit aux pauvres, jusqu'à que sa femme fut obligée de cacher quelques flambeaux d'argent, de peur qu'il ne les donnât. Lorsque la Constitution parut il en fut si fort blessé, qu'il en écrivit une grande lettre à son Archevêque d'un stile vif, que le Prelat eut la retenue de ne pas montrer. En 1716. cet Archevêque ayant jugé à propos de faire un Mandement contre les livres des *Hexaples & du Temoignage de la verité*, le Curé de la Murette en fit la lecture à son prône le Dimanche de la *Quasimodo*. M. le Blanc dit qu'il s'y opposoit & déclara qu'il se fendoit pour tenir une telle conduite sur la célèbre maxime de Tertulien, que *quand il s'agit de la Foi, tout homme est soldat*. Il dressa ensuite un Acte de son opposition, dont il courut des copies manuscrites. On reconnoissoit au style qu'il ne s'étoit point fait aider pour le dresser. La franchise d'un homme de guerre y paroissoit au naturel.

Cet Acte pénétra jusqu'à l'Archevêché de Vienne; & l'Archevêque prenant la chose très sérieusement l'envoya à M. l'Abbé de Maupeou Agent du Clergé, pour en solliciter la réparation au nom du Clergé. M. le Blanc posséde aussi quelque terre dans le Diocèse de Grenoble, c'est ce qui nous fait croire qu'il n'est pas distingué d'un Gentilhomme du territoire de GRENOBLE, qui écrivit dans ce tems là à M. le Prince de Conti, pour se plaindre du peu de justice que lui avoit rendu son Evêque, à qui il avoit porté ses plaintes contre le Vicairé de sa paroisse, qui lui avoit refusé l'absolution à Pâques, sur ce qu'il ne

vouloit pas recevoir la Constitution.

A TOULOUSE, M. d'Hauterive Conseiller au Parlement s'étant présenté le Dimanche de la Trinité au Pere du Mas Jesuite, à qui il se confessoit depuis vingt années, ce Pere jugea à propos de lui demander s'il recevoit la Constitution. Mais le penitent ayant répondu, qu'il ne croyoit pas que l'Eglise l'eût reçû, ni par conséquent être obligé à la recevoir, le P. du Mas lui déclara qu'il ne pouvoit lui donner l'absolution. Il se retira, & s'adressa au Prieur des Carmes deschaussés, qui ne lui fit pas la même difficulté. M. d'Hauterive rendit compte de ce fait à M. l'Evêque de Mirepoix par une lettre qu'il lui en écrivit. Quoique M. d'Hauterive se confessât aux Jesuites, & fût même associé à la Congregation qu'ils ont établie à Toulouse, comme ils ont coutume de faire dans les autres villes, cela n'empêcha pas que le public n'eût de lui cette même année, une lettre très courte, mais remarquable par le jugement qu'il y portoit d'un nouvel ouvrage de M. le Card. de Bissi. C'étoit un Mandement avec une Instruction Pastorale contre les *XIV. Lettres Théologiques*. Ces Lettres contenoient la refutation d'une autre Instruction Pastorale plus ancienne, par laquelle M. de Bissi avoit condamné en 1710. les Institutions Théologiques du P. Juénin. Le nouveau Mandement avec l'Instruction faite pour la défense de l'ancienne, étoient datés du 10. Novembre 1715. Or si l'on en eroit M. d'Hauterive, la cause de M. le Card. de Bissi n'en étoit pas devenue meilleure par cette nouvelle apologie.

Le Pere d'ALBIZI célèbre Dominicain, qui avoit été emprisonné, comme nous l'avons vu, au mois d'Avril à l'occasion de la Constitution, & mis en liberté comme les autres par la bonté de M. le Regent, eut encore diverses attaques à soutenir; ses ennemis, qui n'étoient autres que les amis de la Constitution, reprirent le dessein qu'ils n'avoient pû faire réussir du vivant du feu Roi, de le faire sortir du Royaume, & l'attirer sur les terres du Pape. Pour cet effet ils sollicitèrent auprès du Général une Obedience, que l'on assure qu'ils obtinrent; mais

voyant qu'elle n'étoit pas venue aussi promptement qu'il leur étoit nécessaire, ils tâchèrent d'y suppléer par une supercherie qui vint à la connoissance de M. le Regent. Ce Prince en témoigna son indignation, & interposa l'autorité du Roi pour empêcher l'effet de l'Obéissance. Cela se passa au mois d'Octobre & de Novembre 1715. Et afin de prévenir de pareilles surprises pour l'avenir, on lui delivra vers le mois d'Avril suivant une Lettre de cachet par laquelle le Roi lui faisoit défense de sortir du Royaume. Ce Religieux aimé de tout le monde, pour sa pitié, son esprit, sa douceur & sa candeur, a repris ses fonctions, & continue encore aujourd'hui de prêcher avec applaudissement dans les diverses Eglises de Paris où il est appelé.

Nous avons parlé assez au long au §. XL. de DOM NICOLAS CHOPPELET Benedictin, & de la maniere dont il évita la prison. Nous desirerions que les bornes de cette Histoire nous permissent de rapporter dans le même détail ce qui lui arriva au mois d'Octobre 1716. à l'occasion d'une maladie qu'il eut à CHARLEVILLE Diocèse de Reims, où il étoit allé voir sa famille, & dont il fut guéri d'une maniere si prompte & si inespérée, qu'il ne put s'empêcher de croire qu'elle tenoit du miracle. La fièvre, qui avoit déjà été pendant vingt-deux jours double tierce & très violente, devint continue avec des redoublemens & d'autres accidens qui firent juger aux Medecins qu'il ne pourroit en revenir. Il fit prier le 26. Octobre M. Ducl Curé de la Paroisse & Doyen rural du canton, de venir lui administrer les Sacremens. Ce Curé étoit un Elève de M. le Tellier, pour qui il a paru conserver beaucoup d'attachement jusques à ce que la politique, qui a toujours fait son caractère, l'ait obligé de changer de sentiment pour plaire à M. de Mailly. Il crut devoir interroger Dom Choppelet sur la Constitution. La conversation fut longue. C'est avec peine que nous nous restraignons à n'en rapporter que quelques traits.

Le Curé avant que d'absoudre le pénitent : N'avez vous point de peine, M. R. P. lui dit-il, au sujet de la Bulle *Unigenitus*.

Oui, Monsieur, répondit Dom Choppelet, malade à l'extrémité ; je ressens une très vive douleur de voir la grace de Jesus-Christ & plusieurs veritez de la foi combattues avec une temerité si outrée par les partisans de la Bulle.

Le Curé : Fût-elle encore plus mauvaise qu'elle n'est, M. le Siegé d'où elle est émanée, devoit du moins vous inspirer pour elle quelque respect.

D. Choppelet fit voir par les caractères de la Bulle que le respect dû au Pape, ne devoit pas s'étendre jusqu'à cette piece.

Le Curé : Aussi ne vous propose-t-on pas de la recevoir purement & simplement. Mais si on y donnoit de bonnes explications ?

D. Choppelet. Ces explications, M. seront ou bonnes ou mauvaises : si elles sont mauvaises, pourroit-elles être un motif d'accepter ? Si elles sont bonnes, ne seroient-elles pas contraires à la Bulle ?

Le Curé en interrompant le malade : Elle souffre, je l'avoué, des difficultez insurmontables.

D. Choppelet. Parlons naturellement, M. & disons qu'elle s'appuie tous les fondemens de la religion.

Le Curé. Il seroit à souhaiter que le Pape ne l'eût jamais donnée ; mais enfin il l'a donnée : un très grand nombre d'Evêques l'ont reçûe, & l'ont fait publier dans leurs Diocèses. Voudriez-vous, mon cher Pere, donner entrée au schisme par votre résistance ?

D. Choppelet fit voir par sa réponse qu'on ne donnoit nulle entrée au schisme en refusant de recevoir la Constitution. Et sur la comparaison qu'il fit, de la conduite des Evêques Acceptans avec celle des Evêques opposans,

Le Curé repliqua : Pour moi, M. P. sans entrer dans tout ce detail, je croi qu'un Prêtre particulier, comme vous & moi, doit obéir aveuglément à ses Superieurs.

D. Choppelet : L'obéissance chrétienne & religieuse, M. n'est point une obéissance aveugle & sans bornes. Un Chrétien doit obéir, mais avec discernement. Il doit aimer la verité qu'on lui propose ; mais il doit la connoître auparavant sans aucune ambigui-

té. En un mot , l'obéissance chrétienne en matière de doctrine doit toujours être fondée ou sur le motif d'une autorité infaillible, ou sur l'évidence & une conviction intérieure.

Le Curé. Vous direz, M. P. tout ce qu'il vous plaira, mon sentiment est qu'on doit obéir à l'aveugle : & si en obéissant nous tombons dans l'erreur ou dans l'hérésie, ce sera à nos Supérieurs, & non pas à nous, d'en rendre compte à Dieu.

D. Choppetlet : Un Pasteur pourra donc sans crime, s'il agit par obéissance, conduire le troupeau que le Ciel a confié à ses soins, dans des pasturages qu'il fait être empoisonnés ? Il pourra en sûreté de conscience proposer comme règle de foi une doctrine qu'il croit hérétique ? Quoi : si M. de Mailli votre Archevêque étoit assez malheureux pour abjurer la Religion Chrétienne, faire profession ouverte du Mahométisme, & ordonner la publication de l'Alcoran dans tout son Diocèse ; vous croiriez M. pouvoir le faire après lui sans apostasie.

Le Curé ne fit pas de difficulté d'appliquer son principe de l'obéissance aveugle à ces exemples.

D. Choppetlet. Ho ! M. quelle maxime ! Qui peut l'entendre sans être saisi d'horreur ? Puis revenant à la Bulle, dont il représenta de nouveau les défauts avec force, il ajouta qu'il avoit une ferme confiance que les Prelats Opposans auroient assez de courage & de force pour la renvoyer à Rome, ou pour la dénoncer au futur Concile œcuménique.

Le Curé. Vous comptez sans votre hôte, Mon cher Père, M. de Paris que vous vantez tant, a ordre d'accepter dans 15. jours, faute de quoi le Prince Regent agira de concert avec le Pape, pour l'y contraindre par les voies canoniques.

D. Choppetlet demanda permission de n'en rien croire, déclara néanmoins que sa foi ne dépendoit d'aucun homme en particulier, surtout ensuite que l'Eglise universelle ne pouvant errer dans la foi en vertu des promesses, il étoit impossible qu'elle acceptât jamais une Bulle contraire à des ve-

rites révélées, à la morale de l'Evangile & à la discipline de l'Eglise. Il protesta au surplus de sa soumission parfaite aux décisions de l'Eglise faites ou à faire. Enfin le Curé se détermina à lui donner l'absolution.

Le lendemain D. Choppetlet eut une conversation encore plus vive avec le P. de Flammanville Jésuite, qui le traita d'hérétique à diverses reprises. Le malade termina la conversation en prononçant les paroles de S. Etienne. *Domine Jesu &c.* Seigneur Jesus, recevez mon esprit, & ne leur imputez pas ce péché. A peine le P. de Flammanville fut-il sorti, que le malade tomba dans une foiblesse qui fit croire qu'il alloit rendre l'esprit. Alors une personne qui étoit présente, & dont nous ignorons le nom, s'étant approché demanda à D. Choppetlet, s'il n'avoit rien de particulier à lui dire. Rien autre chose, Mon très cher frere, répondit Dom Choppetlet, sinon de vous exhorter à soutenir courageusement le parti que vous avez embrassé, qui est celui de la vérité.

Une heure après la sortie du P. de Flammanville, le Doyen, qui avoit confessé la veille le malade, lui apporta le S. Viatique, suivi d'un grand nombre de personnes qui étoient venues accompagner le S. Sacrement. Dom Choppetlet fit sa profession de foi, & protesta de sa soumission à l'Eglise, & notwithstanding la repugnance de M. Duell, il déclara publiquement, qu'il ne recevoit point la Constitution, & qu'il espéroit que Dieu lui feroit la grace de mourir sans l'avoir reçue. Il reçut ensuite le S. Viatique avec de grandes marques de respect, & qui surpassèrent ce que l'on pouvoit attendre de ses forces : Il survint aussi-tôt après une crise qui le délivra de sa maladie. Le P. de Flammanville tâcha de susciter des affaires auprès de M. l'Archevêque de Reims au Doyen qui avoit administré les Sacramens à D. Choppetlet ; mais un homme qui s'étoit jeté dans des principes semblables à ceux dont nous avons vu l'échantillon, avoit de grandes ressources pour arrêter la colere de M. de Reims. Aussi est-il devenu dans la suite un de ses favoris, & un de ses ministres pour persécuter les Curés opposans

opposans de cette partie de son Diocèse. *

Dès l'année 1714. il y eut des Religieux de différens Ordres, outre ceux dont nous avons parlé, inquitez & maltraitez au sujet de la Constitution. Divers Chartreux refuserent d'assister à la lecture qui s'en faisoit dans leurs maisons. Il y eut un Augustin qui tint la même conduite. Quelques-uns de ces Religieux furent enfermez dans de rudes prisons, où ils souffrirent beaucoup. Nous savons aussi qu'il y en eut de délivrez après la mort du Roi. Mais il n'y a point d'ordre sur qui les Jesuites semblent avoir porté plus loin leur attention que celui des Feuillans. Si l'on vouloit rapporter tout ce qui s'est passé à ce sujet soit du tems du P. de la Chaize, soit de celui du P. Tellier, on en formeroit une longue histoire. Nous avons déjà vu ailleurs l'exil de Dom Jérôme, & de Dom Turquois, & au §. XL. l'emprisonnement de Dom Trudon. Dom Jaques de S. Robert aujourd'hui Prieur des Feuillans de Paris, qui après différens exils se trouvoit dans la maison du Plessis-Piquet près de Paris, fut envoyé à Soissons au mois de Février 1714. par l'Abbé Henriau. Cet Abbé avoit été nommé par le Roi, à l'Intigation du P. Tellier, pour veiller en qualité de Commissaire sur la Congregation des Feuillans. En cette qualité il présida à leur Chapitre General, éloigna ceux qu'il voulut, fit exclure des charges tous ceux qui déplaisoient au P. Tellier, & les fit donner à ceux que ce Pere avoit indiqués. Vers les commencemens de la Régence, les Feuillans obtinrent un Arrêt du Conseil, qui revoquoit tous les ordres donnez sous le dernier regne par rapport à leur Congregation. Ils assembléeient extraordinairement un Chapitre Général, qui s'ouvrit à Paris le 1. Juillet. Ils y eurent pour

* Depuis l'impression de cette histoire, on a été averti qu'il étoit arrivé un étrange changement dans les sentimens & dans la conduite de Dom Choppelet; & l'on a crû que la sincerité ne permettoit pas de le dissimuler. Tout ce qu'on a rapporté de lui au §. LX. & dans celui-ci, est vrai pour le fond. Le Lecteur sent bien qu'il y a plusieurs circonstances qu'on n'a pu tenir que de lui, & auxquelles il ajoutera telle foi qu'il jugera à propos.

Commissaires de la part du Roi, le Curé de S. Eustache & Dom Maur Andren Benedictin de la Congregation de S. Maur. Ils cesserent avant toutes choses tout ce qui s'étoit fait dans le Chapitre precedent, où l'Abbé Henriau avoit présidé, comme ayant été illegitimement fait, conservant seulement le General dont l'élection fut trouvée canonique. On nomma après cela pour Définites & pour Visiteurs, des Religieux qui avoient été maltraitez. Dom Turquois fut un des trois Visiteurs. A peu près dans le même tems Dom Jaques de S. Robert fut choisi par les Supérieurs, pour avoir la direction du service de la Chapelle du Louvre. Il est demeuré dans cet emploi jusqu'au tems que le soin de la Chapelle a été ôté aux Feuillans: changement qui est arrivé au jour de S. Martin 1717. M. le C. de Rohan, en qualité de Grand-Aumônier de France, ayant voulu les punir par-là de leur opposition à la Constitution. Cette commission étoit accompagnée d'un revenu de mille écus que ces Religieux ont mieux aimé perdre, que de se reconcilier avec la Constitution.

Sur la fin de 1715. il s'éleva une affaire au sujet de l'Édition des Conciles par le P. Hardouin Jesuite qui étoit près de paroître en XII. Volumes *in folio*. M. Du Pin presenta à M. le premier Président du Parlement de Paris, un Memoire touchant ce livre qui va nous apprendre de quoi il s'agissoit: le voici:

MEMOIRE sur la nouvelle édition des Conciles.

Cette édition des Conciles est faite à l'Imprimerie Royale du Louvre, & par le P. Hardouin Jesuite, autorisé à cet effet par les Assemblées du Clergé de France: c'est ce qui paroît par l'inscription de cette Edition des Conciles, & par les Actes publics. Si elle est débitée en France & dans les autres Royaumes de la Chrétienté, elle passera pour un monument authentique de la doctrine de l'Eglise de France, autorisée par Sa Majesté & par le Clergé.

Cependant il n'y a rien de vrai à ce qui paroît exterieurement à l'égard de cette édi-

tion. Le P. Hardouin l'a entreprise de son chef ; le Clergé n'a donné son consentement qu'à condition qu'elle seroit revûe par M. le Merre Avocat au Parlement , & par M. Witalfe Prêtre Docteur & Professeur de Sorbonne. On leur a communiqué les premières feuilles, mais on a ensuite négligé de le faire, & on ne leur en a plus montré. En sorte que cette édition commencée en 1700. continuée & achevée en 1715. a été faite sans approbation. Elle est présentement sur le point de paroître, & on en a des exemplaires même reliés. On dit que malgré la défense qui a été faite de la débiter, on en a distribué en France, comme on n'en peut pas douter, & qu'on en a envoyé des exemplaires dans les pais étrangers.

Si elle paroïssoit en public librement, ou plutôt si elle n'étoit pas flétrie par un Arrêt du Parlement, rien ne seroit plus préjudiciable aux droits de la Couronne, aux libertés de l'Eglise Gallicane, & à la paix de l'Eglise de France.

Dans l'Epître dedicatoire adressée au Roi, le P. Hardouin fait passer les Evêques de France, qui ont refusé de recevoir la Bulle *Unigenitus*, au moins sans explications, comme des Prélats éloignez de la foi. Après avoir parlé de la reception de cette Bulle, il ajoute que ceux qui jusqu'à présent se sont roidis contre, seront bien-tôt rappelés à l'unité de la foi : *Et brevi fore ut venientes qui supersunt ad unitatem fidei revocentur*. Ces mots *venientes qui supersunt*, ne peuvent s'appliquer qu'au C. de Noailles, & aux autres Evêques qui ont refusé de recevoir la Bulle sans explication. Peut-on dire qu'ils ont été éloignez de l'unité de la foi ; & qu'ils y seront bien-tôt rappelés ? Il n'y a point eu entre les Evêques de France de dispute sur la foi : aucun n'en a été éloigné, aucun n'a besoin d'y revenir.

Cette Préface est faite après l'ouvrage imprimé, qui ne devoit pas naturellement parler de cette affaire. Car ce n'est qu'après toutes les tables des onze volumes que le P. Hardouin a fait imprimer cette Constitution, à laquelle il donne des louanges excessives

dans son Prodomme. (*Il se servoit entre-autres de ces termes : haud satis prædicanda Constitutio illa UNIGENITUS.*) Il l'a fait imprimer sans l'Instruction Pastorale, dont quelques Evêques l'ont accompagnée, sans les Lettres Patentes du Roi, sans les modifications de l'Arrêt du Parlement, avec la Conclusion de la Faculté, alors contestée & accusée, maintenant convaincue de faux, & la Lettre du Pape aux Evêques qui les dégrade du droit qu'ils ont de juger, & qui leur est absolument injurieuse. Est-il permis de faire ainsi imprimer à l'Imprimerie du Louvre avec toutes les marques d'autorité, & même en supposant l'approbation du Clergé, des titres contestez, tronquez, faux & sans autorité, capables de rendre la paix entre les Evêques de France irréconciliable ?

On ne s'arrêtera pas davantage à ces Réflexions. Mais si l'on dit que cette collection des Conciles n'a été entreprise par le P. Hardouin que pour ruiner les maximes du Royaume & du Clergé de France & de la Faculté de Théologie de Paris, on ne dira rien qui ne soit évidemment prouvé par la table des matières, qu'il a mise à la fin du XI. Tome. Ce n'est pas une table des matières contenues dans l'ouvrage. C'est une table dans laquelle il a affecté de donner des maximes dont il promet de prouver la plupart par des dissertations : maximes entièrement opposées à celles de l'Eglise de France, & préjudiciables à l'Eglise & à l'Etat.

Nous tenons en France, que le Roi est souverain dans le temporel : Que la puissance du Pape est bornée dans le spirituel : Que les Conciles généraux sont au dessus du Pape : Que quand ils sont assembles, le Pape ne peut pas les séparer sans le consentement des Evêques : Que les Conciles Généraux ne tirent point leur autorité du Pape, mais de l'Eglise : Qu'il est permis d'appeler du jugement du Pape au futur Concile : Que c'est une maxime de foi, que le Concile Général est infallible, & qu'il tire son autorité de Dieu : Que selon la déclaration de l'Assemblée du Clergé de 1682. il est cer-

tain, suivant le Concile de Constance, que le Concile est au-dessus du Pape, & que tout fidele, même le Pape, est obligé d'obéir à ses Decrets : Que le Pape peut être jugé par le Concile : Que les Decrets des Papes ne sont pas des regles infallibles, s'ils ne sont acceptez par l'Eglise : Que le Pape a la primauté dans l'Eglise, mais qu'il n'est pas au-dessus de l'Eglise : Qu'il n'est pas le seul juge des causes de la foi ; (En effet dire qu'il soit le seul juge est une proposition condamnée par la Faculté de Theologie de Paris, dans la lettre de l'Arch. de Strigomie) Que les Evêques ont reçu leur autorité de J. C. & non du Pape : Qu'il y a à la verité entre les Evêques une subordination ; mais que le Pape ne peut pas disposer de ce qui regarde l'administration du Diocèse d'un Evêque sans son consentement.

Toutes ces maximes, & bien d'autres, sont combattues dans la prétendue table qui commence à la page 918. du XI. tome, & finit à la page 1566. & contient presque la moitié d'un volume, où les maximes ci-dessus sont combattues, & les contraires établies. Voici quelques-uns des endroits que l'on a remarquez ; il y en a beaucoup d'autres.

Sur la souveraineté du Pape sur le temporel des Rois page 1476. Colonne 3. La puissance sur tous les Princes Chrétiens, & sur tous leurs sujets a été donnée au Pape, comme étant le Vicaire de N. S. J. C. établi sur tous les peuples, & sur toute l'Eglise Chrétienne.

Sur la souveraineté du Pape sans bornes, & indépendante du Concile, même general, pag. 1479. C. 3. Le Pape, à raison de l'autorité qu'il a sur tous les Conciles, a le droit & le pouvoir de les indiquer, de les transférer & de les dissoudre. L'autorité des Conciles dépend immédiatement de l'autorité du Siège Apostolique. Les Conciles generaux, pris séparément du Siège Apostolique, ne sont point infallibles. Pag. 1706. C. 3. Il est vrai de dire que tout le pouvoir du Concile est renfermé dans le Pape. Tous les Evêques assemblez avec le Pape semblent n'être rien de plus, quant au pouvoir de jurif-

diction, que le Pape tout seul. Ce n'est pas une verité de foi, que le Concile general & legitime tiennne son pouvoir immédiatement de J. C. Pag. 1003. Le Decret du Concile de Constance touchant la supériorité du Concile au-dessus du Pape, n'a été fait que par cette seule partie des Evêques qui étoient de l'obédience de Jean XXIII. & il n'est pas de foi que cette Assemblée fût un Concile Œcumenique, tant qu'il n'y eut que ces seuls Evêques, & d'autant plus que Gregoire XII. s'y opposa, & que son opposition fut reçue. Ce n'étoit point alors un Concile general ; & il n'a point été regardé comme tel, selon l'opinion commune des fideles. On ne croit point encore aujourd'hui, que les Evêques assemblez alors aient formé un Concile general. C'est une présomption téméraire & scandaleuse que de soutenir que ce Decret appartienne à la foi Catholique.

Sur la Convocation & confirmation des Conciles, pag. 1075. C. 2. Nous ne voyons aucun Concile autorisé, à moins qu'il n'ait été ou assemblé, ou appuyé par l'autorité du Siège Apostolique. On ne doit point célébrer de Concile, sinon de l'avis du Pape. Il appartient au Pape, & non à l'Empereur, de convoquer le Concile general. pag. 1076. C. 3. Les Decrets des Conciles doivent nécessairement être confirmés par le Pape. On ne croit point que l'infailibilité soit un privilège qui convienne généralement à tous les Conciles Œcumeniques, même à ceux qui sont les plus indubitables, sinon après qu'ils ont été approuvez par le Siège Apostolique.

Sur l'infailibilité du Pape, pag. 1393. C. 1. Les Papes ne se sont jamais trompez en faisant des Canons ou des Constitutions. Si on affoiblit l'autorité des Decrets des Papes, les définitions dogmatiques touchant le mystère de la Trinité, qui ont été publiées par les Evêques du Siège Apostolique, en pourrout souffrir quelque atteinte.

Sur la primauté du Pape au-dessus de l'Eglise, pag. 1394. C. 1. Le Pape a un pouvoir monarchique dans toute l'Eglise, comme un Roi dans son Royaume. Pag. 1395. C.

1. Le Pape a en lui-même un plein pouvoir sur toute l'Eglise. Les Evêques de France, dans le Concile de Trente, ont reconnu la primauté du Pape sur toutes les Eglises.

Sur l'Appel du jugement du Pape au futur Concile, Pag. 1076. C. 3. Ceux qui appellent du jugement du Pape au futur Concile, sont condamnés par le Pape Pie II. comme fauteurs d'hérésie. Pag. 1394. C. 1. On appelle de tous les Evêques au Pape; mais on n'appelle à personne du Pape même, qui seul a droit de juger de toute l'Eglise, & qui n'est soumis lui-même au jugement de personne.

Sur la réserve du jugement des causes de foi au Pape, Pag. 1479. C. 1. Il n'appartient qu'au Siège de Rome, c'est-à-dire au Pape avec les Cardinaux, & non aux Evêques, d'examiner & de définir ce qui appartient à la foi Catholique. Pag. 1395. C. 1. Il n'appartient qu'au seul Siège Apostolique, c'est-à-dire au Pape & aux Cardinaux, de déclarer quelles sont les vérités nécessaires ou utiles au salut, ou utiles pour le gouvernement de l'Eglise.

Sur l'autorité des Evêques pour juger les matières de foi. Voyez l'Article ci-dessus, où ce jugement est réservé au Pape seul.

Sur l'autorité des Evêques, pag. 1395. Le Pape est seul Evêque de tous les Evêques.... Toute la puissance de juridiction des autres Evêques dérive du Pape. Pag. 1400. C. 3. Les fideles d'un Diocèse particulier sont plus obligés d'obéir au Pape, qu'à leur propre Evêque. Le Pape peut faire tel règlement qu'il lui plaît dans chaque Eglise particulière, même malgré l'Evêque.

C'en'est qu'un léger extrait de cette grande & longue table des Conciles du P. Hardouin, où il y a bien d'autres choses représentables. On pourra peut-être dire, qu'en supprimant cette table avec l'Epître dedicationnelle, son édition pourra passer; Mais pourra-t-on rétablir les omissions & les infidélités, qu'il a commises sur les Conciles de Constance & de Bâle reçus en France, où ces Conciles font regardés comme Généraux, auxquels néanmoins il n'a

point donné ce nom, & dont il a retranché les principaux actes bien autorisés, pour en rapporter d'autres favorables aux Ultramontains.

Enfin, l'avis qu'on peut donner le plus sagement sur cette édition, est de la renvoyer non seulement aux approbateurs qui lui avoient été nommez, mais encore à d'autres personnes instruites dans ces matières, pour examiner si on la peut corriger, ou s'il n'est pas plus à propos de la refondre toute entière & d'en faire une nouvelle édition.

Il est de l'honneur du Roi & du Clergé de France, que l'on ne donne pas au public une édition des Conciles qui paroîtra autorisée par Sa Majesté & par les Assemblées du Clergé, dans laquelle il y a plusieurs choses qui deshonnorent l'Eglise de France & la Nation. Aussi-tôt que cette édition paroîtra, les ennemis de l'Eglise Gallicane & de ses Libertez en triompheront; la Cour de Rome & les Theologiens Ultramontains ne manqueront pas de s'en prévaloir, & les Theologiens de France en pourront être affoiblis & corrompus. Si on se contente de la supprimer par un simple ordre verbal, cet ordre n'apportera point de remède au mal: il faut nécessairement, que cet ouvrage soit flétri par un Arrêt solennel.

Ce Memoire donna lieu à un Arrêt qui fut rendu le 20. Decembre, à la Requête de M. le Procureur Général: en voici le prononcé. *La Cour faisant droit sur les Conclusions du Procureur General du Roi, ordonne que le livre qui a pour titre: Conciliorum Collectio Regia maxima ad P. Labbei & P. Gabrielis Cossartii à Societate Jesu labores haud modicâ accessione factâ, & emendationibus plurimis additis, præsertim ex codicibus manuscriptis, cum novis & locupletissimis indicibus, studio P. Joannis Harduini ex eadem Societate Jesu Presbyteri, Tomi duodecim 1715. composé par Jean Hardouin Jésuite, sera mis entre les mains de Maitres Denis Leger, Philippe Anquetil, Louis Elie du Pin, & Charles Witaſſe, Docteurs de la Faculté de Theologie, de M. Pierre le Merre Avocat en la Cour, & de M. Nicolas Bertin*

pour être examiné & leur avis donné sur ledit livre & communiqué au Procureur General du Roi, être par lui pris telles Conclusions, & par la Cour ordonné ce que de raison. Cependant fait défense à tous Libraires & Imprimeurs & à toutes personnes de vendre ou débiter aucun exemplaire dudit livre sous telles peines qu'il appartiendra, jusqu'à ce qu'autrement par la Cour en ait été ordonné. Fait en Parlement le 20. Decembre 1715.

Nous nous contenterons de marquer ici en passant la mort de deux personnes de profession très-différente, mais devenues également célèbres par rapport aux affaires du prétendu Jansenisme. L'une est M. Vande Nefse Curé de Sainte Catherine de Bruxelles, qui mourut le 27. Fevrier 1716. après avoir reçu les Sacrements de l'Eglise. Mais il survint une défense de la part de M. Van Sufteren, Vicairé General de l'Archev. de Malines, & nommé dès lors à l'Evêché de Bruges, d'accorder au défunt la sepulture Ecclesiastique. Cette défense étoit fondée sur une ancienne sentence que M. Van Sufteren supposoit valide, & sur la prétendue contumace du Curé. La défense fut enfin levée, mais seulement par forme provisoire, non sans beaucoup de peine, & après que l'on eût porté des plaintes au Conseil de Brabant; & le Curé fut inhumé le 9. Mars avec grande solennité, & avec un concours extraordinaire de peuple. Il avoit souffert une longue & vive persécution sous prétexte du Jansenisme. Ce fut dans la maison que le P. Quesnel fut conduit immédiatement après sa sortie de prison en 1703. sans que ce bon Curé s'y attendit ni sur même alors à Bruxelles. On peut voir ce que nous disons de lui dans les Hexaples, XIII. Partie, Col. VI.

L'AUTRE personne dont nous voulons parler, est la Mere Louïse de sainte Anastasie du Menil, dernière Prieure de Port-Royal des Champs, qui mourut le 18. Mars de la même année dans le Monastere des Ursulines de Blois. Elle étoit renfermée par ordre du Roi dans cette maison comme dans une espèce de prison, depuis la destruction de son Monastere arrivée en 1709. & avoit

toujours persisté dans le refus de signer le Formulaire d'Alexandre VII. contre Jansenius, sans distinguer le droit d'avec le fait; croyant qu'il valoit mieux pour elle être privée des Sacrements par l'ordre des hommes, que de blesser la sincerité par une signature qu'elle y croyoit contraire. Elle fut visitée la veille de sa mort par l'Ev. de Blois, qui la pressa vivement pendant trois heures de signer purement & simplement le Formulaire. Elle répondit qu'elle s'en tenoit aux actes faits dans l'Abbaye de Port-Royal, pendant que les Religieuses étoient en liberté. Les Sacrements lui furent refusés, & l'Evêque ayant défendu de faire des prières solennelles à son enterrement, les Religieuses Ursulines crurent que cela ne devoit pas les empêcher d'en reciter à voix basse, & elles l'enterrent dans un ancien cimetière, dont on ne se servoit plus. Lorsque la mort l'enleva, on venoit d'obtenir un ordre du Conseil de conscience pour la transférer à l'Abbaye de Lettrée au Diocèse d'Evreux.

LA Sœur Gertrude du Valois, autre Religieuse de Port-Royal des Champs, obtint vers le mois de Novembre, la permission de sortir du Couvent de Mante, au Diocèse de Chartres, où elle avoit été extrêmement resserrée; & après avoir passé quelque tems à Paris dans la maison des Religieuses du Calvaire près le Luxembourg, elle partit à la fin de Novembre pour cette même Abbaye de Lettrée, où l'on avoit voulu envoyer la Mere de S. Anastasie.

M. L'EVEQUE DE BEAUVAIS croyant que M. de la Croix Ecclesiastique, frere du Subdelegué de l'Intendant à Beauvais, avoit contribué à la retractation des Curez de son Diocèse, qui avoient révoqué la publication qu'ils avoient faite de la Constitution, obtint une Lettre de cachet pour l'exiler à Orléans. M. de la Croix vint à Paris à la mi-novembre 1716. & par la protection que lui accorda M. le C. de Noailles, qui le traita avec une bonté singulière, il eut la permission d'y demeurer.

§. LXVII.

Ecrits publiez en 1716. & 1717. jusqu'à l'Appel au futur Concile, pour & contre la Constitution. On en rapporte aussi quelques-uns antérieurs qui avoient été omis.

I. **N**OUS avons parlé au §. XV. des **LETTRES D'UN ABBÉ A UN EVÊQUE**, ouvrage que l'on attribuoit au P. Lallemand. On en vit une nouvelle édition à Paris chez Nicolas le Clerc rue S. Jacques. Nous parlerons au §. suivant de la traduction latine de ces Lettres.

II. **ADMIRANDA JANSENIÏ**, *Auteur P. Georgio Gengelli S. Jesu Theologo, Brunsvbergæ. Typis Societatis Jesu. 1715.* Cet Ecrit a paru en Pologne.

III. **RA'PONSE de M. le Premier Président du Parlement de Paris à l'invocation aux Paranympbes**, 21. Février 1716.

C'est un ancien usage dans la Faculté de Theologie de Paris, qu'à la fin de chaque Licence, c'est-à-dire tous les deux ans, les Bacheliers qui ont fini leur licence, aillent inviter les Cours Souveraines à venir aux Discours que l'on nomme *Paranympbes*. Cette invitation se fait avec solennité, & est accompagnée d'une courte harangue. Le Président de chacune des Chambres qui sont invitées, répond à la harangue que l'on adresse à la Chambre. La réponse que M. de Mesmes Premier Président fit en 1716. à la harangue adressée à la Grand-Chambre fut si fort goûtée qu'on la fit imprimer. Elle renfermoit un mot qui est devenu célèbre, & qui au jugement de ceux qui sont attachez aux libtez de l'Eglise Gallicane, vaut seul un gros volume. *Prenez extrêmement garde, dit-il aux Bacheliers, que l'esperance ni la crainte ne vous porte jamais à abandonner la verité des maximes de la France, pour embrasser LES FABLES ULTRAMONTAINES.*

IV. **BULLA NOVITIA Pont. Max. Clementis XI. cum fulmine damnationis vibrata contra doctissimum virum P. Quefnel ejusque N. Testamentum, sub examen vocata à Jo. Volfrango Jagero D. Academia Tubingensis Cancellario. in folio, Tubinge.** Cet ouvrage est

comme on le voit d'un Luthérien.

V. **MANDEMENT de M. l'Evêque de Constance portant condamnation du précédent livre & de tous les livres faits contre la Constitution Unigenitus.**

VI. **RECUEIL DE LETTRES & autres pièces décisives sur la Constitution Unigenitus**, devenue la décision solennelle de toute l'Eglise par l'acceptation la plus expresse & la plus publique, que le Corps Pastoral ait jamais faite, d'aucune définition en matière de Foi, soit du Pape, soit du Concile, pour servir aux Eglises du Pais-bas de preservatif contre le schisme. 1. & 2. Partie, à Liege 1716.

VII. **LETTRE DES CAPUCINS au P. Tellier en vers**, imprimée en 1716. Cette pièce fut trouvée très-ingénieuse. On continuoît dans ce tems-là à faire une infinité de chansons contre la Constitution, & quelques pièces de vers pour & contre. Telle est l'*Epiire de l'Eglise de Geneve à la Sorbonne au sujet de la Constitution*, & les deux *Réponses* que l'on y fit.

VIII. **SIX LETTRES d'un Licencié en Theologie à un Intendant de Province, sur la Constitution Unigenitus, où l'on établit sans aucune partialité l'état de la question.** Ces Lettres sont en faveur de la Constitution.

IX. **DU RENVERSERMENT DES LIBERTÉS DE L'EGLISE GALLICANE, dans l'affaire de la Constitution Unigenitus, en deux Volumes**, divisé en deux parties, dont la première contient les *Abus du jugement porté à Rome par la Constitution*. Ces Abus sont rangés par ordre jusqu'au nombre de 30. La seconde expose les *Abus de la prétendue réception de la Constitution en France*, & en compte jusqu'au nombre de 41. Tout l'ouvrage est daté du 27. Avril 1716.

Cet ouvrage est un de ceux qui se sont acquis une estime plus générale. Nous n'entreprendrons pas d'en donner d'extrait, cela meneroit trop loin. La seconde partie finit par une exhortation aux Evêques Acceptans à ne point croire, que leur honneur demande que la Bulle subsiste avec les Actes par lesquels ils ont paru l'accepter. L'Auteur fait des vœux afin que ces Evêques donnent lieu par le témoignage qu'ils rendront à la justi-

ce & à la verité , „ de faire retomber toute
 „ la honte de cette malheureuse affaire sur
 „ ceux qui ont surpris fa Sainteté , trompé
 „ un grand Roi, intimidé les Evêques ; op-
 „ primé les Facultez, vécé, exilé, emprison-
 „ né les Ecclesiastiques & les Religieux ,
 „ employé les menaces & les commande-
 „ mens absolus qu'ils extorquoient du Prin-
 „ ce, pour obliger les Magistrats les plus sa-
 „ ges à servir à leurs desseins injustes & vio-
 „ lents ; qui par une entreprise si odieuse ne
 „ cherchoient qu'à se mettre en état d'en
 „ executer à l'avenir qui le seroient encore
 „ davantage ; qui meditoient la ruine de
 „ tout le bien qu'ils ne font pas, & des éta-
 „ blissemens les plus saints, afin que rien ne
 „ s'opposât à leur tyrannique domination ;
 „ qui sous pretexte d'uniformité vouloient
 „ regner seuls ; & qui ne s'interessent à faire
 „ valoir la Bulle qu'ils ont obtenue par sur-
 „ prise, qu'afin de renverser sans contradic-
 „ tion avec la doctrine de l'Eglise, qu'ils ne
 „ connoissent point, nos precieuses libertez
 „ qu'ils haïssent.

On trouve à la fin de l'un & de l'autre volume quelques pieces inserées. On y voit entre autres la Bulle de Paul IV. du mois de Fevrier 1558. où ce Pape traite avec tant de hauteur toutes les puissances Ecclesiastiques & seculieres. Cette Bulle est signée du Pape & de 31. Cardinaux.

Le 2. Vol. est terminé par un Memoire, datté de Juin 1716. sur les Libertez de l'Eglise Gallicane , & sur les moyens de les maintenir. Ce Memoire est singulierement recommandable par sa netteté, sa justesse & sa précision. Il renferme des principes lumineux , mais qui sont aussi-tôt rappelés à des maximes de pratiques. Ces maximes, nonobstant leur simplicité, seroient suffisantes pour conserver le Clergé de France dans toute sa splendeur , & arrêter toutes les entreprises de Rome. Le 1. moyen proposé pour maintenir les libertez , c'est de distinguer trois choses , que l'ignorance fait souvent confondre ; le S. Siège , la Cour de Rome , & la personne du Pape. La distinction de ces trois objets est mise dans tout son jour. On entre de là dans le détail des

autres moyens généraux & particuliers.

On peut dire avec fondement que ce Memoire devoit servir d'alphabet à toutes les personnes qui doivent être instruites des Libertez de l'Eglise Gallicane, ou qui doivent se mêler en quelque maniere que ce soit des affaires de l'Eglise. Aussi fit-on alors une édition séparée de ce Memoire , qui fut adressée sans autre avis aux personnes en place , comme aux Intendans , Procureurs généraux & Premiers Presidents.

X. TROIS MEMOIRES pour les Curés, les Chanoines , & les Docteurs de Reims , Appellans comme d'Abus des Ordonnances de M. l'Archevêque de Reims des 5. Oct. & 9. Decembre 1716. & 20. Mars 1717. au sujet de la Constitution.

Nous en avons parlé en faisant l'histoire des demêlez de M. l'Arch. de Reims avec ceux pour la défense de qui furent faites ces Memoires. On y trouve des éclaircissemens sur les droits du second Ordre , par raport au gouvernement des affaires de l'Eglise ; sur la lecture ou publication des Mandemens des Evêques ; & sur plusieurs autres points également importants. Nous ne nous étendrons que sur un seul , qui nous a paru mériter une attention particuliere. Il sera tiré du Memoire fait pour la défense de la Faculté de Théologie. Voici de quelle maniere on y répond au reproche que M. de Reims , avoit fait à cette Faculté de blesser la liberté des Ecoles. On soutient en premier lieu , que nulle Faculté ne merite moins ce reproche que celle de Reims. „ Elle n'est „ dit-on , attachée à aucune Ecole particuliere, quoiqu'elle honore celle des Thomistes, parce qu'elle ne veut l'être qu'à la verité & à l'Eglise. Elle ne gêne ses élèves , ni sur des questions de mots , que quelques-uns érigent même en articles de foi , ni sur des questions purement métaphysiques , que la revelation ne peut décider, ni enfin sur les matieres obscures , & sur lesquelles il ne paroît pas qu'on ait assez de lumieres pour se fixer absolument à un sentiment.

En second lieu , on distingue de ces opinions qui doivent être abandonnées à la li-

berté des Ecoles , les dogmes qui doivent être d'un autre ordre ; & l'on parle sur cet article avec une précision qui merite toute l'attention des Lecteurs. „ Mais il y a , dit-on, des veritez certaines & importantes , „ qu'une Faculté de Theologie ne doit pas „ permettre d'attaquer dans les Ecoles , „ quoiqu'elles soient obscurcies en d'autres , „ & que l'Eglise tolère ceux qui les combattent. Celles qui sont contenues dans la „ Declaration du Clergé de 1682. sont de „ ce genre. La Faculté ne les laisseroit pas „ attaquer , sous pretexte que ce sont des „ questions que l'Eglise abandonne à la dispute. Ce n'est pas seulement parce que les „ opinions ultramontaines sont contraires „ au bien de l'Etat ; c'est parce que ce sont „ des erreurs contraires à la révélation & à „ la nature du gouvernement de l'Eglise ; „ qu'elles ont été condamnées par la pratique de l'antiquité ; & par les décisions des „ Conciles de Constance & de Basle ; que „ la temerité de ceux qui ont obscurci le „ sens , ou contesté l'autorité de ces décisions ne nous ôte pas le droit d'y être fermement attacher ; & qu'enfin comme „ nous aurions dû nous opposer à ces nouvelles opinions le premier jour qu'elles „ furent introduites, nous le pouvons encore „ avec le même zele , & la même assurance de combattre pour la verité.

„ Or ce que nous venons de dire des Facultés ultramontaines , la Faculté le peut dire de même du système qui établit la „ suffisance de la crainte pour la justification du pecheur dans les Sacramens. Le „ sieur le Roux , qui a suivi ce système , l'a „ appuyé sur les principes les plus insoutenables ; il en a tiré les conséquences les „ plus pernicieuses ; il a eû la temerité de „ condamner la vraie doctrine comme contraire aux décisions de l'Eglise : & c'est „ ce que la Faculté a principalement condamné.

„ Mais , quand il se seroit borné à ce „ système pris en lui-même , la Faculté auroit été en droit de le rejeter. C'est une „ opinion nouvelle, que le Concile de Trente a détruite sans ressource , loin qu'il ait

„ voulu la favoriser , ou même l'épargner , „ s'étant seulement abstenu de prononcer „ sur la nécessité d'un amour parfait ; & „ c'est un des plus grands maux de l'Eglise , „ qu'on en soit venu au bout de seize siècles „ à regarder comme un problème , s'il faut „ aimer Dieu pour être reconcilié avec lui. „ L'Eglise est comme forcée de ne pas „ refuser la communion à ceux qui enlèvent ces sortes d'erreurs , à cause du credit qu'ils ont , de leur nombre & des ténèbres qu'ils ont scû répandre sur des veritez claires par elles mêmes. Mais les Facultez ne sont nullement obligées de les „ tolerer dans leurs supposés ; comme on ne „ doit pas tolerer dans les familles & dans „ les Communautés tout ce que la République & l'Eglise même tolerent par nécessité. On peut trouver dans ces Corps „ particuliers plus de facilité pour en bannir le vice & l'erreur ; & il en faut profiter. Qui dira que les Evêques & les Facultez dussent laisser enseigner les propositions de Morale relâchée , avant que les „ Papes les condamnaissent comme scandaleuses & pernicieuses dans la pratique ? Il „ faut , quand on le peut , arracher l'ivraie de la partie du champ où l'on travaille , „ quoiqu'elle ne puisse encore être arrachée ailleurs , sans nuire au bon grain.

„ M. l'Archevêque pourroit en cela „ louer le zele de la Faculté ; & il seroit „ étrange que , défendant dans son Diocèse une Philosophie , où apparemment „ il n'a pas trouvé d'erreur , & n'improuvant ni les Thomistes ni les Jesuites , qui adoptent des opinions particulières , il trouvât mauvais qu'un Corps „ de Theologiens bannît de ses Ecoles „ un sentiment , au moins très-dangereux , qui n'y a jamais été reçu , & que „ le Clergé de France a rejeté, en proposant „ la doctrine opposée comme nécessaire.

„ Oter ce droit aux Facultez , ce seroit , „ non maintenir la liberté des Ecoles, mais la „ détruire, puisqu'elle ne consiste pas moins „ à pouvoir défendre la verité, quand on la „ connoît, qu'à pouvoir la chercher, quand „ on ne la connoît pas avec assez d'assurance.

„ Ce

„Ce seroit même ôter à l'Eglise une de
„ses ressources les plus utiles. Il faut qu'il
„y ait toujours dans son sein des personnes
„qui connoissent les vérités que d'autres at-
„taquent, qui en sachent tout le prix, qui
„en instruisent ceux des fidèles, qui sont
„assez sages pour les aimer toutes, & pour
„vouloir s'en remplir; qui les défendent
„avec force, & qui censurant, selon le
„degré de l'autorité qu'ils ont dans l'Egli-
„se, les erreurs opposées, préparent le che-
„min aux décisions irrévocables du Corps
„des Pasteurs. C'est par ces raisons qu'on
„a applaudi au zèle avec lequel la Faculté
„de Paris a combattu les hérésies par ses
„censures, avant même que l'Eglise les con-
„damnât par ses jugemens.

XI. QUESTION IMPORTANTE. *Les Curés qui ont écrit & publié des lettres con-
traires au Mandement de leur Evêque Diocésain au sujet de la Constitution Unigenitus, ont-ils encouru les censures?*

Cet Ecrit favorable à la Constitution fut fait en 1716, pour le Diocèse de Rouen, & donna lieu, comme on le va voir par les ouvrages suivans, à des Réponses & Repliques redoublées. Voici comme on y pose le fait: „La Constitution *Unigenitus* „condamne des propositions qui concernent „la foi, la discipline & les mœurs. Un Evê- „que l'a reçue, & l'a fait publier en son „Diocèse, en se conformant à l'accepta- „tion qu'en a faite une Assemblée du Cler- „gé, & aux Lettres Patentes du Roi, en- „registrées au Parlement de son ressort. Cet „Evêque a défendu, sous peine de censu- „res encouruës par le seul fait, d'écrire en „faveur des propositions condamnées par „la Constitution, & par son Mandement. „Tous les Curés ont obéi au Mandement „de leur Evêque, en le publiant conjointe- „ment avec la Constitution. Quelques-uns „d'entr'eux, deux ans après la publication „qu'ils en ont faite, s'érigeant en Docteurs „& en réformateurs, écrivent & publient „des lettres, où non contents de révoquer „leur publication, ils portent sur les pro- „positions condamnées un jugement con- „traire à celui de leur Evêque. Voilà le fait.

„Ces Curés ont-ils encouru les Censures?
„C'est la question de droit qu'on examine,
„& dont les propositions suivantes seront la
„décision.

Après avoir établi certaines propositions, on conclut que ces Curés ont véritablement encouru les Censures, & que se revoltant contre les deux puissances, l'une & l'autre doivent concourir ensemble pour punir une pareille révolte.

XII. REPONSE A LA QUESTION IMPORTANTE: *Si les Curés &c.* (comme dans le titre de l'Ecrit précédent) 1716. postérieurement au 13. de Novembre.

Cet écrit est une réfutation du précédent. L'Auteur ajoute au fait proposé diverses circonstances qu'il prétend avoir été omises mal à propos. Au lieu de dire que tous les Curés avoient obéi au Mandement, il dit que presque tous les Curés paroissent avoir obéi en donnant un certificat de publication de ce Mandement, quoiqu'un très grand nombre n'en eût rien fait. Après avoir établi ses preuves il conclut en ces termes, „Il résulte de tout ce qu'on vient de dire, „que l'Ecrit qui prétend prouver que les „Curés, par la publication des Lettres qu'ils „ont écrites à leur Evêque, ont encouru les „Censures, n'est propre qu'à séduire les âmes „foibles, à les faire entrer dans des défiances „criminelles, & d'injustes soupçons sur l'é- „tat de leurs Pasteurs, à leur inspirer l'es- „prit de schisme & de révolte, à troubler „la paix de cette Province par des princi- „pes mal entendus, des raisonnemens faux „& captieux; & qu'il seroit à souhaiter que „les Illustres Magistrats, dans le ressort „desquels il a paru, voulussent se distraire „un moment de leurs occupations impor- „tantes pour en connoître tout le mal.

XIII. REMARQUES sur la Réponse à la Question importante, si les Curés &c. (comme ci-dessus.)

Cet Ecrit est fait pour réfuter le précédent & pour soutenir l'Ecrit intitulé: *Question importante*.

XIV. DE FINSE DE LA REPONSE à la question importante contre l'Avis aux fidèles du Diocèse de R. 24. Janvier. 1717.

K K K K

Cet Ecrit est, comme on le voit, une Replique. Il est contraire à la Constitution. L'Avis aux fidèles du Diocèse de R. est un autre Ecrit en faveur de la Constitution.

XV. CAS DE CONSCIENCE au sujet de la Constitution Unigenitus résolu à (Rouen) le 15. Janvier 1717.

La résolution est entièrement en faveur de la Constitution. " Les fidèles de l'un & de l'autre sexe du Diocèse de Rouen qui enseignent, écrivent ou parlent sur les propositions condamnées dans la Constitution Unigenitus, autrement qu'il n'est marqué dans la dite Constitution; ceux, qui lisent ou gardent tant le livre condamné des *Réflexions morales*, que tous autres livres &c. pour la défense du livre, ou des propositions condamnées encourrent par le seul fait l'excommunication réservée à M. l'Archevêque &c. On tire de là des conséquences fort détaillées, entre autres; " Que les personnes qui ont encouru par le seul fait l'excommunication dans le fort de la conscience, ne peuvent assister à la messe, ni à aucun office divin jusqu'à ce qu'elles aient obtenu l'absolution de leur Censure. En second lieu, on conclut, que ces mêmes personnes, peuvent devenir excommuniés publics, dénoncés, & à éviter, sans qu'il soit besoin de monition canonique. Il suffit ici d'une simple citation à l'effet de convaincre juridiquement l'accusé de la contravention & de sa contumace; après quoi le juge Ecclesiastique peut nommément & personnellement le denoncer. &c.

XVI. RESOLUTION DU CAS DE CONSCIENCE &c. C'est une résolution du même cas contraire à la précédente. Cet Ecrit daté du 2. Février 1717. est de 84. pages in 12.

XVII. Avis des fidèles du Diocèse de R. aux Auteurs anonymes de la Question importante, du Cas de conscience, de l'Avis aux fidèles, des Remarques sur la Réponse à la Question importante, & de l'Anatomie ou Examen, 1717.

On voit assez par le titre de cet Ecrit

qu'il est contraire à la Constitution, & sert de réponse à plusieurs des Ecrits précédens.

XVIII. Il faut se souvenir, qu'il y a quelques ouvrages dont nous avons parlé dès le tems que l'on avoit commencé à en donner les premières parties, & dont les parties suivantes ne parurent qu'en cette année 1716. Tel est l'EXAMEN THEOLOGIQUE de l'Instruction Pastorale des XL. Prélats, dont la II. Partie, divisée en deux Sections, fut publiée cette année. Dans la I. Section, datée du mois de Mars, il est traité de la volonté de Dieu à l'égard du salut des hommes; & dans la II. Section datée du mois de Juin, il est traité de la mort de J. C. pour tous les hommes. Ces deux points y sont expliqués avec tant de netteté, que tous les nuages qui les enveloppoient semblent dissipés; & après la lecture de l'ouvrage, on se transporte dans une région où regne un jour serain: en sorte que cet ouvrage, par sa clarté, devoit faire plaisir à ceux là même qui sont dans des principes diamétralement opposés, puisqu'il leur donne lieu d'entendre mieux la doctrine qu'ils combattent, & peut-être aussi leur propre doctrine.

Cet ouvrage est d'ailleurs extrêmement intéressant pour la piété, puisqu'il démêle les véritables fondemens de l'espérance de notre salut, d'avec ce qui ne porte point ce caractère. C'est ce que l'on peut remarquer par ces mots que nous choisissons au hazard, mais qui ne laissent pas de mettre devant les yeux le résultat de tout l'ouvrage. Ils sont tirés de la II. Partie, I. Sect. ch. 14. N. 20. M. de Bissi ajoute que la doctrine de la volonté générale (en Dieu de sauver tous les hommes sans exception) est la plus propre à nourrir & entretenir la piété chrétienne. Mais c'est une pure illusion. . . . Tout ce qu'on dit dans les Ecoles de la volonté antécédente & générale, est peu propre par soi-même à nourrir & à entretenir la piété & la confiance chrétienne. Si l'on comprend bien ce que les termes signifient, on n'y trouvera rien de fort touchant, ni de consolant,

rien qui nous remplisse d'une solide confiance. C'est uniquement dans ce que la foi nous apprend de la miséricorde spéciale de Dieu à l'égard des élus, que nous trouvons de quoi soutenir nôtre esperance, & enflamer nôtre amour, dans la douce confiance que nous devons avoir, que nous sommes de cet heureux nombre choisi en J. C. avant tous les siècles, pour regner éternellement avec lui.

Cette multiplicité d'Ecrits fait voir à quel point les disputes s'échauffoient. Et l'on a lieu de remarquer en même tems, que ces disputes produisoient des effets bien différens sur les hommes. Les uns s'affermissoient dans leurs préjugés en faveur de la Constitution. Ils s'envelopoient dans l'obéissance aveugle, ne vouloient ni rien lire ni rien entendre qui pût les éclairer. Toute la science de la religion consistoit pour ceux-là à croire que la Constitution étoit devenue regle de foi, sans se mettre d'ailleurs fort en peine de savoir ce qu'elle contenoit. D'autres devenoient flottans & incertains. D'autres enfin s'appliquoient à l'étude de la religion; & les vérités qu'ils connoissoient déjà, acqueroient pour eux de nouveaux degrés de clarté. Ils devenoient eux mêmes plus fermes, plus reconnoissans, plus prêts à se sacrifier pour les vérités connues. La religion leur en paroissoit plus belle, & l'économie des desseins de Dieu sur les hommes plus admirable.

Le P. Qachevoit de son côté ses *Memoires* dont nous avons déjà parlé, §. XVI. Nous avons parlé aussi de la lettre à M. l'Evêque de Poitiers. On voyoit regner également dans tous ses ouvrages l'ondction & la solidité. Nous allons rendre compte de la lettre qu'il écrivit à M. l'Evêque de Beauvais.

XIX. LETTRE APOLOGETIQUE DU P. QUESNEL à M. l'Evêque & Comte de Beauvais, Pair de France, en date du mois de Novembre 1716. au sujet de son Ordonnance du 14. Juin 1714. & du Discours fait aux Curés de son Diocèse, avec un Avertissement de l'Editeur, & un Avis du P. Q. du 18. Mars 1717. par lequel il défavoue une fausse lettre à M. de Beauvais qu'on lui avoit

attribuée; & il déclare qu'il auroit été bien fâché de l'avoir écrite, parce que la personne de M. de Beauvais n'y étoit pas traitée avec assez de respect.

L'Ordonnance & le Discours de M. l'Evêque de Beauvais qui donnerent occasion à cette Lettre du P. Q. renfermoient d'une part les louanges les plus complètes en faveur de la Constitution & de l'Instruction Pastorale des XL. comme si chacune de ces deux pieces eût été parfaite en elle-même, & que d'ailleurs elles eussent mis réciproquement en évidence la perfection l'une de l'autre; & d'autre part M. l'Evêque de Beauvais se repandoit en invectives contre la personne du P. Q. & le chargeoit sans ménagement des accusations les plus atroces.

Ce Prelat encore fort jeune avoit été élevé dans l'école Sulpicienne; c'est pourquoi on étoit moins surpris de le voir dans certaines préventions; mais on le regardoit comme ayant de la douceur, de l'équité & de la candeur; & dans ce tems-là on lui attribuoit sur tout une grande innocence de mœurs. Cela fit que le P. Q. accoutumé d'ailleurs aux déclamations que tant de personnes faisoient contre lui, fut plus sensiblement touché, lorsqu'il vit que M. l'Evêque de Beauvais se mettoit du nombre. C'est un fait dont furent temoins ceux qui étoient presens, lors que le P. Q. reçut ces deux pieces de M. de Beauvais. L'affliction qu'il en conçut ne contribua pas peu à le déterminer à y répondre, quoiqu'il ne l'ait fait que plus de deux années après; & c'est peut-être en partie à cette lettre qu'il faut attribuer la conduite plus modérée que M. l'Evêque de Beauvais tint pendant un certain tems envers les Opposans dans son Diocèse.

Les accusations dont le P. Q. se voyoit chargé l'obligèrent d'entrer dans le détail de plusieurs faits qui regardoient l'histoire de la propre vie. Nous en avons tiré diverses particularités que nous avons insérées dans le 1. §. de cette Histoire. M. de Beauvais avoit dit qu'il y avoit près de XL. ans que le P. Q. s'étoit banni généralement de

tous les Etats Catholiques, & éloigné de la société des fidèles; & le P. Q. fait voir, en rapportant les lieux où il avoit demeuré, que de ces XL. années il en avoit passé environ vingt-neuf en pais entièrement Catholique. A l'égard des douze dernières années, il explique les raisons qui l'avoient obligé de demeurer en Hollande; ce qui lui donne lieu de passer à la description de l'état où est la religion catholique en ce pais-là, que nous rapportons d'autant plus volontiers que l'occasion de parler de cette Eglise, se présentera plus d'une fois dans la suite.

«A quoi pense-t-on, dit le P. Q. de vous faire parler, M. de la Hollande comme d'un pais où il n'y ait point de fidèles avec qui on puisse avoir une sainte société, qui soient dans l'unité catholique, qui vous soient unis de communion?... Vous avez eu sans doute dans l'esprit ce malheureux changement arrivé en ces provinces dans la religion sur la fin du seizième siècle. Mais le grand nombre de Martyrs & de Confesseurs, qui dans la persécution même de ce tems là signalaient leur fidélité & leur patience, fit bien voir que la foi catholique étoit profondément enracinée parmi ces peuples. En effet, elle s'y est toujours conservée jusqu'à présent; l'Eglise y a toujours été visible; jamais la succession des Pasteurs, soit superieurs, soit subalternes, n'y a été interrompue: & l'on assure que l'on peut compter environ trois ou quatre cens mille Catholiques Romains dans l'étendue des Provinces unies. Que si les ennemis du Clergé de Hollande, & de celui qui étoit à la tête, n'y avoient point jeté le trouble & la division, pour y regner seuls, l'Eglise y seroit encore aussi unie & aussi florissante que jamais. Mais, après beaucoup de vexations sourdes & indirectes, dont ils avoient exercé la patience de M. l'Evêque de Castorie & de M. l'Archevêque de Sebaste, deux hommes d'un rare mérite, chacun en son genre, le fameux P. Doucin Jésuite, ce grand faiseur de *Tocsins*, vint en Hollande sous la protection du Comte de Creci (frere du P.

Verjus Jésuite) Plenipotentiaire de sa M. T. C. pour la paix de Ryfwick, & il y sonna la trompette de la division & de la persécution par un detestable Memoire plein de calomnies terribles, qu'il distribua en latin & en françois aux Ambassadeurs, Plenipotentiaires, & Envoyés des Princes. Il l'envoya à Rome; & les Jésuites de ce pais-là l'y firent valoir par leurs moyens ordinaires, sur tout auprès du nouveau Pape Clement XI. appuyés du crédit de M. Fabroni. C'est par ce sinistre Memorial que le P. Doucin jeta les fondemens de la persécution ouverte que feu M. de Sebaste a soufferte, & de la division & de défolation de cette pauvre Eglise, que des Evêques qui la pourroient secourir, regardent de sang froid, & autorisent même par leur aveu.

Le P. Q. désavoue ensuite des sentimens, des expressions & certains Ecrits qui lui avoient été faussement imputés. A l'occasion de ce que M. de Beauvais avoit dit en parlant de Clement XI. & de la Constitution, que Pierre parle encore aujourd'hui par son successeur, le P. Q. discute l'endroit des Actes du Concile de Calcedoine, d'où cette parole est imitée, & il fait sur cela des observations qui meritent d'être pesées. Cela le mene à un exposé de la conduite de S. Leon qu'il laisse à comparer avec celle de Clement XI.

«Je viens maintenant M. dit ensuite le P. Q. à ce que vous dites de vos sentimens touchant le livre des Reflexions. Il seroit à souhaiter que vous les eussiez pris dans un tems plus libre, & par un choix plus volontaire. De bonne foi, votre situation, celle de toute votre illustre famille auprès du feu Roy, les biens-faits anciens & nouveaux dont il l'a comblée, vous laissoient-ils toute entiere la liberté de résister à un Prince qui ne vouloit pas être contredit? Pardonnez-moi, M. si j'ose vous parler si librement: mais on ne peut pas s'aveugler. J'ai vécu assez long-tems pour savoir comment va le monde. Et comme on a pris pour une espèce de miracle de la grace de voir M.

«le C. de Noailles, attaché au feu Roi par
«tant de liens, prendre un parti contraire
«aux inclinations si déclarées de ce Prince :
«au contraire on n'a point été surpris de
«voir d'autres Evêques, qui doivent à la
«Cour ce qu'ils appellent leur fortune, sui-
«vre comme naturellement les sentimens de
«la Cour.

«Vous savez, M. que c'est toujours le
«plus grand nombre ; & en verité c'est pour
«les Evêques qui ont une conscience à sa-
«tisfaire, une pauvre ressource que celle
«d'avoir suivi l'exemple de la multitude des
«Evêques. Les Ordonnances & les Man-
«demens des Prelats acceptans sont tous de
«la même datte, c'est-à-dire antérieurs à
«la mort du Roi ; & ce concours d'Ordon-
«nances, où l'on tient le même langage de
«la Cour, prouve mieux la triste loi de
«l'obéissance aveugle, sous laquelle les
«Jesuites faisoient alors gemir tous les Corps
«Ecclesiastiques, que le choix d'une vo-
«lonté libre, éclairée, & vraiment epif-
«copale. Vous savez bien que dans les af-
«faires Ecclesiastiques, où les Empereurs
«& les Rois se declaroient aussi ouverte-
«ment & aussi vivement pour un parti,
«que le feu Roi l'a fait pour la Constitu-
«tion, la soule des Evêques est toujours
«pour eux. Toute l'antiquité en est témoin ;
«& si leur autorité faisoit plier & entraîner
«des Evêques qui ne leur devoient pas leur
«élévation, mais aux élections libres &
«canoniques, que devoit-on attendre de
«ceux qu'un Roi puissant & accoutumé à
«se voir presque adoré, avoit fait tout ce
«qu'ils font dans l'Eglise, & dans l'Etat,
«eux & leurs familles... Ceux même qui
«sembloient vouloir s'élever au dessus des
«craintes & des esperances humaines, se
«font des principes de pieté & de conduite,
«par où ils se forment, sans y penser, une
«conscience erronée, & se font à eux mê-
«mes illusion. Le motif de l'obéissance due
«à l'autorité des superieurs, est celui qui
«aujourd'hui est plus en vogue parmi cer-
«tains devots peu éclairés, Dieu me garde
«de vouloir affoiblir le respect dû à l'auto-
«rité légitime & canonique ; j'en suis infi-

niment éloigné. Mais on ne peut pas
«s'empêcher de voir qu'il y en a qui en font
«leur idole, & qui ne voudroient pas recu-
«ler d'un pas, quand une fois, par mal-
«heur, ils l'ont laissé engager. On n'ose
«peut-être pas soutenir par principe, que
«l'obéissance doive être aveugle, ni qu'on
«y soit obligé en toute occasion ; mais l'oc-
«casion où l'on devroit ne la pas rendre,
«pour obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes,
«ne vient jamais ; & on trouve toujours
«des prétextes de sacrifier aux volontés des
«Princes & de ceux qui ont leur con-
«fiance.

«Dans ces conjonctures il ne faut pas
«compter les suffrages, mais les peser. Il
«faut peu considérer le grand nombre de
«ceux qui par toute la suite de leur vie &
«de leur conduite ont fait assez connoi-
«tre leur indifférence pour les intérêts de la
«religion & de la verité. Signer pour ou
«signer contre, c'est tout un pour eux, pourvu
«que leur intérêt & leur commodité s'y
«trouvent.

Et sur ce que M. de Beauvais avoit dit,
qu'il avoit la consolation de voir, que ceux
d'entre les Evêques qui avoient d'abord jugé
favorablement du livre du P. Q. faisoient
publiquement profession de l'abandonner comme
indigne de leur protection, le P. Q. parle
ainsi : « Nul de ceux qui avoient jugé fa-
«vorablement du livre des Reflexions, n'a
«dit qu'il l'abandonnoit, pour cette raison
«qu'il étoit indigne de sa protection ; & je suis
«assuré qu'il y en a entre eux qui ont dit
«tout le contraire. Tel l'abandonne au-
«jourd'hui, qui depuis même le Decret de
«Rome de 1708. tenoit à injure qu'on lo
«crût capable de l'abandonner, qui disoit
«ouvertement de ce Decret, que c'étoit
«une affaire de cabale, & qu'on n'y de-
«voit point avoir égard. Je le sai d'ori-
«ginal.

Nous ne remarquerons plus autre chose
que ces paroles du P. Q. Monseigneur, je
vous assure devant Dieu que je n'ai jamais
eu intention d'avancer aucune nouveauté
profane. Si vous en avez decouvert quel-
qu'une dans mes écrits, faites moi la gra-

„ce de me la marquer, afin que je la con-
„noisse. Que si vous ne pouvez m'en mar-
„quer aucune, comment pouvez-vous faire
„contre moi une accusation si atroce, & me
„dechirer devant toute l'Eglise ?

Le P. Q. ajouta à sa Lettre un *Postscriptum* touchant les reponses que M. l'Evêque de Beauvais avoit faites aux Lettres de retrac-
tation qui lui avoient été écrites par un Chanoine & par les Curés de Beauvais. M. Drapier Curé de S. Sauveur s'étoit uni à ses confreres, non pas pour retracer la publication de la Constitution, car il ne l'avoit pas publiée, mais pour rendre temoignage avec eux à la verité. Nous avons déjà parlé de ce Curé, qui étoit alors âgé de quatre vingt dix ans, & qui gouvernoit sa paroisse depuis cinquante neuf ans. M. de Beauvais lui écrivit une lettre particu-
liere, où il se faisoit aller à toute la vivacité de son zele, & lui faisoit une severe correction. Le P. Q. en relève quelques en-
droits.

M. Drapier avoit écrit au P. Q. vers le commencement de 1715, pour renouvel-
ler avec lui une connoissance qui avoit été in-
terrompue pendant près de 60. ans. Le P. Q. le remercia par une Lettre, qu'on trouve à la suite de celle dont nous venons de faire l'extrait. „Puissiez-vous, dit le P. Q.
„âgé de quatre vingt ans, à ce venerable
„vieillard, annoncer jusqu'au dernier sou-
„pir les verités saintes du Sauveur, qui sont
„aujourd'hui en butte à la contradiction des
„hommes charnels, qui veulent introduire
„un nouvel Evangile dans le Royaume de
„Dieu, & changer en tenebres la lumiere
„admirable de l'Evangile éternel. C'est pour
„vous, Monsieur, une grande benediction,
„de ce que le torrent de la flatterie ne vous
„a point entraîné, & de ce que vous n'avez
„point voulu prendre part au mistere d'ini-
„quité, auquel tant de Chrétiens, & tant
„de Peres des Chrétiens ont sacrifié la loi
„de Dieu, & le fruit des misteres du salut,
„c'est-à-dire, la grace de nôtre Seigneur
„J. C. Votre fidelité à la defendre est de
„vienne date, & je n'ai jamais oublié l'oc-
„casion où Dieu vous donna le courage de

„lui sacrifier le vain éclat d'un honneur
„temporel. Ces dernieres paroles ont raport
à l'action de M. Drapier, qui aima mieux
renoncer à la qualité de Licentié de Sor-
bonne, que de souscrire à la condamnation
de M. Arnauld, quoiqu'il eût achevé ses
deux années de Licence, lorsqu'on voulut
l'obliger à la faire. Il eut pour compagnon
de sa resolution & de son refus de souscrire,
un frere du P. Quesnel, comme il l'avoit eu
pour compagnon de ses études de Licence.
Ce frere du P. Quesnel avoit été Chanoine
de Beauvais, & il y avoit déjà long-tems
qu'il étoit mort, lorsque le P. Q. écrivoit à
M. Drapier.

J. LXVIII.

*Ecrits publiés dans les mêmes années 1716.
& 1717. pour & contre la Constitu-
tion, dans les Pais-bas. Formulaire dont
on exigea la signature dans la Nori-Hol-
lande.*

Comme les disputes sur la Constitution
C n'ont commencé à s'échauffer dans les
Pais-bas, que sur la fin de l'année 1718.
C'est-à-dire depuis les *Lettres Apostoliques*
de Clement XI. il ne faut pas s'étonner
qu'il n'y ait paru que très peu d'écrits sur
cette affaire durant les années 1716. &
1717.

I. La Faculté de Theologie de Louvain
ayant publié l'an 1715. sa lettre à la Fa-
culté de Douai, par laquelle elle declaroit
qu'elle acceptoit la Constitution, un an-
cien Licentié de Louvain en prit occa-
sion d'adresser quelques lettres latines sur
ce sujet à la Faculté. C'étoit feu M. Van-
der Schuren Hollandois ; il avoit été em-
ployé en différentes fonctions par M. l'E-
vêque de Castorie, & par M. l'Archevê-
que de Sebaste, son successeur ; & il avoit
merité l'estime de ces deux grands Prelats :
il étoit generalement estimé dans les Pro-
vinces-unies pour sa pieté & son amour
pour la vie retirée. Il avoit été choisi, dans
les dernieres années de sa vie, pour rem-
plir une place dans le Chapitre catholique

de l'Eglise Metropolitaine d'Utrecht, qui fut le lieu ordinaire de sa retraite. Il avoit une érudition étendue, & écrivoit très purement en Latin & en Hollandois. Ses traductions du Nouveau Testament & de quelques livres du vieux Testament, aussi-bien que plusieurs autres de ses ouvrages de piété, ont été très goûtées en Hollande. Les lettres qu'il adressa à la Faculté de Louvain au sujet de la Constitution, sont au nombre de douze; mais elles parurent séparément. En voici le titre :

CHRISTIANI PHILIREMI ad eximios Magistros Facultatis Theologicae in Academia Lovanienſi &c. Epistola. Elles sont imprimées à Utrecht : ce que l'Auteur exprime ainsi : *Metropoli Belgarum.*

Le Recueil de ces Lettres remplit 192. pages in 8^{av.} La première lettre est datée du 30. Septembre 1715. mais la plupart parurent en 1716. La première représente l'ancien sentiment de la Faculté de Louvain sur la faillibilité du Pape, que l'Auteur prouve, par ce qui s'est passé du tems du Concile de Bâle, par l'autorité d'Adrien VI. de Driedo, & de Latomus Docteurs de Louvain, & enfin par les Articles de cette Faculté contre Luther. De là il passe à l'injustice faite au P. Quesnel, qu'il expose en peu de mots. Il accuse enfin d'imprudence les Docteurs de Louvain, de n'avoir pas au moins attendu les explications que M. le Cardinal de Noailles & d'autres Evêques avoient demandées. Toutes les autres lettres regardent le fond de la Bulle, dont il traite les différentes matières dans l'ordre suivant : De la nécessité de la grace, de son efficacité, Des deux alliances, De la volonté de Dieu & de la mort de Jesus-Christ, De la foi, De la charité, De la crainte, De l'Eglise, De la pénitence, De la lecture de l'Ecriture sainte, De l'Excommunication. Il refuse quelques-fois en passant les chercheurs de mauvais sens. On comprend que l'Auteur ne peut pas être fort long sur chaque point; mais aussi il a le style concis, & ses preuves fort bien choisies. La matière qu'il traite plus amplement, est celle de la charité. Au reste on ne peut rien voir de

plus doux & de plus retenu que cet ouvrage. Plusieurs même y ont trouvé un excès de déférence pour une Faculté composée de huit Docteurs, & bien déchuë de ce qu'elle étoit autrefois. Il n'y a pas jusqu'à des partisans outrés de la Bulle, qui n'aient loué la modestie qui regne dans tout cet écrit. On parloit en ce tems-là d'une réponse qu'on preteudoit y faite avec une honnêteté réciproque, mais jusqu'ici personne n'y a répondu.

II. La Declaration de la Faculté de Theologie de Cologne en faveur de la Constitution ayant paru en 1715. personne ne crut qu'une Feuille si pitoyable en tant de sens, méritât une refutation sérieuse. Quelques personnes se souvinrent à cette occasion des Lettres burlesques qui parurent il y a deux cens ans, contre les Docteurs de Cologne dans l'affaire du fameux Reuchlin, sous le titre d'*Epistola obscurorum virorum*, & crurent pouvoir imiter ce modele, en évitant néanmoins soigneusement les abus des paroles de l'Ecriture & tout ce qui pourroit blesser la pudeur, en quoi on avoit horriblement manqué dans cet ancien Recueil. Il parut donc au commencement de 1716. un Ecrit sous ce titre.

EPISTOLÆ DOCTORUM ELOQUENTIORUM & Catholicorum virorum ad varia membra & supposita sacra Facultatis Lovanienſis &c. Aquisgran. Typis Arnoldi Van-Meternich. 1715. Il est de 93. pages in 12.

Ce sont des plaisanteries continuelles sur la précipitation, le style, la flatterie, & la foiblesse des preuves des Docteurs de Cologne, aussi-bien que sur la qualité de ces Docteurs, qui sont cinq Jésuites, trois Franciscains, cinq Dominicains, deux Augustins, un Norbertin, & huit Docteurs-seculiers. Cependant, au milieu de ces plaisanteries, il se trouve des réflexions utiles. Les Auteurs protestans du Journal littéraire ont voulu insinuer que cet Ecrit venoit d'un Ecclesiastique âgé & connu dans les Pais-bas : mais il est certain que c'est l'ouvrage de deux Theologiens fort jeunes. Il y a des personnes qui ont goûté ces les-

res, mais plusieurs autres, qui n'en méprisoient pas moins la Déclaration de Cologne, les ont improuvées; ne croyant pas qu'un Ecrit de cette nature convienne à une affaire aussi déplorable que celle de la Constitution, qui demande plutôt des larmes que des railleries. Il faut pourtant qu'on ait senti à Cologne les traits de cet Ecrit, puisqu'on y a opposé une invective aussi furieuse que celle dont on va dire un mot.

III. BUCEPHALUS IN ONOCENTAURUS DEPEXUS &c. anno 1716.

On ne sait comment traduire un titre si extravagant : L'auteur s'y donne le nom de *Dicans Timoricus* : on ne connoit pas son vrai nom. Il emploie 29. pages à declamer contre ces Lettres burlesques, dont il avoue n'avoir là que peu de chose. Il prouve qu'il y a de l'injustice à tourner en ridicule ceux qui disent de bonnes choses en termes peu élégans. Ce n'est pas de quoi il s'agissoit : Les Auteurs des Lettres ne s'en étoient pas pris au seul style, ils avoient assez bien prouvé, qu'il n'y avoit ni science Theologique, ni sens commun dans la Déclaration. Au reste, l'Auteur de cette prétendue réponse declame en assez beau latin, mais d'un style furieux; on en peut juger par cette période de la pag. 13. *Labore profecto aternitate apud inferos digno, gehennali prelo, quo in Plutonius officinâ sepiâ Cocyringi, dein cudi, excudi, recudi, in furiam torculari premi ac torqueri, mille mille stigmateis impressibus compingi, ferveisque uncinis colligari mereatur.* Tout l'Ecrit est sur ce ton : on dirait qu'il a été fait dans un accès de phrénésie.

Cet Auteur a fait une addition à ce bel Ecrit contre la première lettre de M. Vander Schuren, dont on a parlé ci-dessus, les suivantes n'ayant pas encore paru alors. Il ne répond pas un seul mot aux preuves de M. Vander Schuren; mais, supposant très mal à propos que c'est le même qui est Auteur des Lettres satyriques, & qui joue dans cette autre lettre un personnage plus modeste, il bâtit sur cette imagination absurde, les plus outrageuses declamations

contre ce digne Prêtre. Cette addition est de seize page, le tout en 8.

IV. PROPOSITIONUM in Constitutione Unigenitus DAMNATARUM COLLATIO cum quibusdam sacra Scriptura locis ac SS. Patrum testimoniis. Insulis Flandrorum. 1716.

Une courte preface, qui est à la tête de cet écrit, est datée du 22. Mars 1716. l'Ecrit est de 225. pages in 12. Il est concis & solide, & fut fort recherché dans les Pais-bas par ceux qui ne sachant pas le François, n'avoient encore presque rien lu sur des disputes si importantes. L'Auteur, qu'on dir être un Theologien des Pais-bas Autrichiens, qui est maintenant Pasteur en Hollande, y garde la methode suivante. Il met d'abord le préambule de la Constitution, dans son entier, sans y faire aucune reflexion. Suit la première proposition du P. Q. après elle viennent quelques passages qui la confirment. De là il passe à la seconde, après laquelle il ajoute encore des passages qui l'autorisent; & appuie ainsi chaque proposition suivant l'ordre gardé dans la Bulle. Après cela vient la Conclusion de la Bulle, qui est suivie à son tour d'une autre conclusion bien différente, par laquelle l'Auteur termine son Ecrit. Il y a environ cinq ou six passages sur chaque proposition : les passages sont bien choisis & exactement cités. Après les passages il ajoute quelques fois une courte *Observation*, pour refuter quelques chicanes sur un terme de la proposition, & sur l'intention du P. Quefnel. En un mot, l'Auteur remplit assez bien la promesse d'une *comparaison des propositions condamnées par la Constitution Unigenitus avec quelques passages de l'Ecriture & des Peres*; ce qui est le titre de son ouvrage, qui, comme l'on voit, tient beaucoup de la methode des Hexaples.

V. EPISTOLÆ ABBATIS N. ad Episcopum N. quibus demonstratur aqvitas Constitutionis Unigenitus. Prostant Lovanii apud Franciscum Vanse Velde in foro. On n'y marque pas l'année; mais l'approbation est du 6. Mai 1716.

C'est

C'est la traduction des *Lettres d'un Abbé à un Evêque*, attribuées en France au P. Lallemand. La traduction est assez bonne. Elle étoit, disoit-on, de la main du P. des Bosses Jésuite Docteur de Cologne. Il faut en excepter la dernière *Lettre* qu'on y a ajoutée; c'est celle d'un *Theologien à l'Auteur des Hexaples*. On prétend que le Traducteur de cette dernière piece est M. Vanden Hove, maintenant Docteur de Louvain, & Professeur de la langue Hebraïque, fort honnête homme, mais Moliniste & infallibiliste. Tout ce recueil latin est de 174. pages in 8. On en vit la même année une autre Edition à Cologne.

VI. ERRORES ET SYNOPSIS VITÆ PACHASII QUESNEL &c. *Antverpia, Typis Joannis Pauli Ro-yns in arcâ Domus Professoris Soc. Jesu. 1717.* Les trois approbations, dont il est muni, sont des mois de Mars & d'Avril 1717.

On n'a jamais douté dans les Païs-bas, que cet écrit ne fût du P. Huylenbroucq Jésuite, Confesseur de M. le Card. Archev. de Malines; il est de 200. pages in 12. Jamais livre ne fut plus digne de risée, ni plus propre à faire comprendre combien la Bulle est insoutenable. Comme c'est un ouvrage peu connu & rare en son genre, on nous pardonnera, si nous en rapportons quelques traits.

Il commence par une Préface de 20. pages où il expose le dessein de son écrit; il donne une idée de la Bulle, dont il prend pour des oracles, non seulement les décisions, mais jusqu'aux expressions du préambule: il raconte l'acceptation de l'Assemblée des XL. Evêques & des Evêques des Païs-bas.

Après cela il donne en abrégé la vie du P. Quesnel, selon les idées des Jésuites, tirées du *Causa Quesnelliana*. Ce qu'il y a de singulier dans son récit, c'est qu'il est le premier qui publie en 1717. un Avis doctrinal signé par quelques Docteurs de Louvain en 1704. touchant la personne du P. Quesnel. Dans cet Avis on accuse le P. Q. d'une décision relâchée sur la matière des pensées d'impureté. Le P. Q. n'a jamais eu

connoissance de cette accusation avant cette année 1719. qu'il a vu pour la première fois cet ouvrage, & publié l'Ecrit intitulé *Inscription en faux*, dont on promet une suite. Aussi n'avoit-il jamais été question de cette accusation, ni dans le prétendu procès de ce Père, ni dans ce grand nombre d'Ecrits faits contre lui. Cependant il ne faut pas croire que le P. Huylenbroucq cite faussement cet Avis, qui est en effet de ces Docteurs. Il est vrai qu'on avoit affecté jusque-là de le tenir secret. Le P. Q. a réclamé contre cette accusation, comme contre une calomnie. Et l'on ne produira aucun écrit ou lettre de ce Père qui puisse l'appuyer. Quelques-uns de ces Docteurs rougissent maintenant de cet Avis, comme on le verra par une Lettre de l'un d'entre eux (M. Martin) à M. l'Evêque de Bruges, qui pourra bien-tôt être imprimée.*

Enfin il en vient à la réfutation de chacune des 101. propositions qui occupent environ 100. pages; & c'est ce qu'il y a de plus rare dans l'ouvrage. En effet le P. Huylenbroucq est peut-être le seul qui, sans tronquer les propositions, ait entrepris d'opposer à chacune en particulier au moins un passage de l'Ecriture & un passage de quelques Pères. Mais rien ne fait mieux voir que cette méthode convient peu aux défenseurs de la Constitution. Car on ne vit jamais des citations si ridiculement appliquées. Il ne sera pas mauvais d'en donner quelques échantillons pris au hasard. Nous rapporterons simplement les termes de l'Auteur, sans y mêler des réflexions.

Prop. V. *Quando Deus non emollit cor per interiorem unionem gratia sua; exhortationes & gratia exteriores non intersunt nisi ad illud magis obdurandum.*

Contra est: Introierunt ergo Moïses & Aaron ad Pharaonem, & dixerunt ei: Hæc dicit Dominus Deus Hebræorum: Usquequid non vis subijci mihi? Dimitte populum meum ut sacrificet, sin autem resistis

* Elle l'a été dans la suite de l'*Inscription en faux*, qui a paru depuis la mort du P. Q.

& non vis dimittere eum, ecce ego inducam cras locustam &c. *Exod. 1. v. 3.*

VIII. *Nos non persequemur ad novum factum nisi in quantum participes sumus ipsius nova gratia, quæ operatur in nobis id quod Deus nobis præcipit.*

Contra est: Multi enim sunt vocati, pauci verò electi. *Matth. 22. v. 16.*

XXVII. *Fides est prima gratia, & fons omnium aliarum.*

Contra est: Non dimittam nec derelinquam te. *Josue 1. v. 5.*

XXXIV. *Gratia Adam non producebat nisi merita humana.*

Ici le P. Huylenbroucq ne cite aucun passage de l'Écriture; à la place il en cite un du quatrième livre d'Esdras. De deviner maintenant s'il a cru que ce Livre fût canonique, ou s'il a bien su le contraire, cela n'est pas aisé. L'un & l'autre paroît également embarrassant pour le bon Pere. Mais enfin que dit ce passage? le voici. *Factus est vivens coram te, & induxisti eum in paradiso, quem plantaverat dextera tua, antequam terra adveniret. 4. Esdræ. 3. v. 5. & 6.*

LXXXVI. *Nihil spatiofius Ecclesia Dei, quia omnes electi & iusti omnium seculorum illam componunt.*

Contra est: Dic Ecclesie: si autem Ecclesia non audierit, sit tibi sicut Ethnicus & publicanus. *Matth. 18. v. 17.*

LXXX. *Leslie Scriptura sacra est pro omnibus.*

Contra est: Parvuli petierunt panem, & non erat qui frangeret eis. *Thren. 4. v. 4.*

LXXXII. *Dies dominicus à Christianis debet sanctificari lectionibus pietatis, & super omnia sanctorum Scripturarum. Damnesum est velle christianum ab hac lectione retrahere.*

Contra est: Observa diem Sabbathi, ut sanctifices eum. *Deuter. 5. v. 12.*

XC. *Ecclesia auctoritatem excommunicandi habet, ut eam exerceat per primos Pastores, de consensu saltem præsumptio totius corporis.*

Contra est: Ego quidem absens corpore, præsens autem spiritu, jam judicavi ut præsens eum qui sic operatus est, in nomine

D. N. J. C. congregatis vobis & meo spiritu cum virtute Domini nostri Jesu, tradere hujusmodi satanæ in interitum carnis, ut spiritus salvus sit in die. D. N. J. C. 1. Cor. 5. v. 3.

Sur la proposition CI. qui regarde les sermons, voici le premier passage qu'il oppose: *contra est:* Jura ergo per Deum, ne noceas. *Gen. 11. v. 13.* les trois autres passages qu'il ajoute sont également décisifs.

Il ne faut pas dissimuler que le P. Huylenbroucq cite quelquefois encore un ou deux autres passages. Nous avons rapporté celui qui se trouvoit le premier. Dans les 60. pages restantes de l'ouvrage, ce Pere a recueilli quelques actes d'acceptation de la Bulle, ils ne sont pas en grand nombre, le Recueil de M. l'Archevêque de Malines n'ayant pas encore paru alors.

VII. *ANTIQUÆ FACULTATIS THEOLOGICÆ LOVANIENSIS DISCIPULI ad eos qui hodie Lovanii sunt Theologos, de Declaratione sacra Facultatis Theol. Lovan. 1717.* C'est un nouvel ouvrage fait contre la Déclaration de la Faculté de Théologie de Louvain en faveur de la Constitution; & c'est l'ouvrage le plus considérable qu'on eut fait jusque-là aux Pais-bas sur cette matière. Il est de 374. pages in 12. sans y comprendre une courte préface, où l'Auteur explique le dessein de son Ecrit. Il est partagé en trois grands Chapitres. Le premier traite des propositions condamnées, & est subdivisé en 12. paragraphes, où il est parlé successivement de la faiblesse de l'homme, & de la nécessité de la grace, de la toute puissance de la grace & de la prédestination, de la foi, des deux alliances & des deux amours, de la crainte sans amour, du mérite & de la récompense des bonnes œuvres, de la pénitence, de la lecture de l'Écriture sainte, des abus dans l'Eglise, des persécutions de l'Eglise, de l'excommunication. Le second Chapitre entre dans le détail des calomnies contre le P. Quesnel. Le 3. refuse le sentiment de l'infailibilité du Pape, sur lequel les Docteurs de Louvain s'appuioient principalement. Il fait voir quand & par quels degrés ce senti-

ment s'est introduit à Louvain. La Faculté de Louvain n'a point répondu à ce livre. On est persuadé qu'il est de M. Opstraet ancien Licentié de Louvain, connu par plusieurs autres excellens livres, & dont la capacité & la vertu sont reconnus par ses adversaires mêmes.

VIII. ENTRETIEN entre un Theologien François & le P. Hannot Lecteur en Theologie Recollett.

Cet Ecrit faisoit mention d'un Abbé du Jardinot, & de bien des gens de distinction du Diocèse de Namur, qui étoient, disoit-on, sans les nommer, *Janfenistes & excommuniés, & que le P. Q. considéroit comme de bons défenseurs de sa doctrine.* M. l'Evêque de Namur, Ferdinand Comte de Berloo, aiant eu connoissance de cet Ecrit, fit sonner par un Decret du 3. Août le P. Hannot, pour qu'il eût à dénoncer ces Janfenistes & excommuniés dont il parloit, attendu qu'il n'avoit pu légitimement avancer de pareilles accusations sans en avoir la preuve en main. M. l'Evêque de Namur déclaroit dans son Decret, qu'il agissoit en vertu des Brefs & Constitutions Apostoliques, & nommément en vertu de la Constitution *Unigenitus*. Mais le P. Hannot n'ayant rien produit, l'Evêque condamna par un Mandement du 17. Août 1716. l'Ecrit de ce Pere comme temeraire, injurieux, & calomnieux.

IX. On peut se souvenir de ce que nous avons rapporté dans le §. précédent de la lettre du P. Quefnel à M. l'Evêque de Beauvais, & de ce qui y est dit de l'état des Catholiques dans la Hollande, ou, pour mieux dire, dans les Provinces-unies. Les divisions dont il marque en peu de mots l'origine, ont toujours été en augmentant. Le Clergé Catholique est partagé en deux partis. Les uns demeurent attachés à M. l'Archevêque de Sebasie par estime pour sa personne & pour sa cause, & reconnoissent encore aujourd'hui le gouvernement du Chapitre Metropolitain d'Utrecht. Ceux-ci ont toujours fait difficulté de signer le formulaire d'Alexandre VII. sans distinguer le fait d'avec le droit. Les autres s'étant soumis

sans réserve aux volontés de la Cour de Rome, ne prennent plus leur mission & leurs pouvoirs que des Nonces ou Internonces de Cologne & de Bruxelles. Cela est suivi d'une espece de schisme entre ces deux partis, de maniere néanmoins, qu'il n'y a que ceux qui se sont soustraits au gouvernement du Chapitre, qui refusent de communiquer avec ceux qui y sont soumis. Ces derniers au contraire ne font nulle difficulté de communiquer avec les autres, d'aller dans leurs Eglises, & de recevoir les Sacramens de leurs mains, quoiqu'ils demeurent persuadés que ceux-là ont eu tort de ne pas demeurer unis avec eux dans la défense des droits de leur Eglise.

La Cour de Rome voulant profiter de cette division pour faire recevoir la Constitution dans cette Eglise, on commença par la Nord-Hollande, comme on l'apprend par une lettre écrite d'Amsterdam en date du 10. Juillet 1717. On exigea de tous les Prêtres de cette Province la signature d'un nouveau Formulaire, par lequel tous ceux qui le signèrent reconnoissent qu'ils avoient reçu la Constitution, & qu'ils l'avoient notifiée & notifieroient à l'avenir aux fidèles qui leur étoient confiés. En voici les termes: *Cum SS. D. N. Clementi XI. Pontifici Maximo placuerit per Constitutionem an. 1713. mense Septembris editam, condemnare propositiones 101. excerptas ex libro gallico idiomate impresso, & in plures Tomos distributo, sub titulo, Le Nouveau Testament &c. & eundem librum cum aliis quibuscumque in ejus defensionem, tam hactenus editis quam in posterum edendis, prohibere: Nos infrascripti districtus Hollan.ia Borealis sacerdotes, istam Constitutionem eâ quâ oportet ac tenemur obedientiâ & reverentiâ recipientes, easdem propositiones omnes & singulas, ut damnatae sunt, damnamus ac rejicimus Certificamus insuper quod condemnationem factam commisisse nobis fidelibus notificaverimus ac in posterum notificabimus. In cujus res fidem presentibus manu propria subscripsimus.*

Nous placerons ici un fait, moins pour en assurer la verité, que pour avertir ceux

qui seront à portée de le faire, d'en rechercher l'éclaircissement, Nous trouvons donc dans une lettre du mois d'Octobre, que M. l'Evêque de Toul mangeant à la table de M. le Duc de Lorraine, ce Prince lui dit que le Nonce de Vienne avoit fait afficher la Constitution aux Portes des Eglises, & que l'Empereur l'ayant trouvé mauvais, avoit fait enlever les affiches.

§. LXIX.

Analyse abrégée du Corps des difficultés des Evêques Opposans.

L'Ouvrage dont nous allons parler a de si grands rapports avec nôtre Histoire, & il en fait une portion si considérable, que nous ne pouvons nous dispenser d'en faire une analyse plus étendue que des autres. Le lecteur sera dédommagé de la longueur par l'importance des choses.

RECUEIL DE DIVERSES DIFFICULTÉS proposées par les Theologiens de France sur la Constitution *Unigenitus*, imprimé en 1766. mais il ne passa qu'en 1717. dans les mains du public.

On peut dire que ce titre est trop modeste, puisqu'il attribue simplement aux Theologiens, des difficultés que les Evêques avoient eux-mêmes redigées. C'est ce qui paroît par le debut de l'ouvrage. «La dignité du S. Siege, (ce sont les premières paroles,) l'honneur & la gloire du Souverain Pontife qui le remplit aujourd'hui, le salut des âmes, la tranquillité du Royaume, l'utilité commune de l'Eglise universelle, sont les puissans motifs qui ont engagé plusieurs Archevêques & Evêques de France, à presenter au Siège Apostolique ces différentes observations, que différens Theologiens ont fait sur la Constitution *Unigenitus*... Au reste, est-il dit quelques pages plus bas, les Evêques doivent avertir que ce ne sont pas tant leurs réflexions particulières qu'ils donnent ici, que le précis de celles qu'une infinité de Theologiens, également recommandables par leur savoir &

leur piété, leur ont présentées il y a longtemps. ils ne les exagèrent certainement pas, ils en retranchent beaucoup, ils les resserrent, & en temperent la vivacité pour épargner au S. Pere la douleur amere qu'il en ressentiroit.

On trouve aussi-tôt après trois Reflexions, qui servent de fondement aux Difficultés. La première est, que la Constitution oblige d'attribuer aux 101. propositions & à chacune d'elles en particulier, un venin sensible qui les rend dignes de censure: «Si la Bulle, dit-on, ne condamnoit les propositions qu'à cause du livre, ou de son Auteur, elle ne les condamneroit pas dans tout Auteur qui les enseigneroit ou publieroit, & elle ne défendroît pas à tout fidèle de l'un & de l'autre sexe de les soutenir. Car on ne doit declarer comme condamné par tout où il puisse être, que ce qui n'est bon nulle part. . . . Qui voudra donc se conformer aux intentions de la Sainteté, doit juger que toutes ces propositions, & chacune d'entre elles, renferment leur venin particulier, & un venin si dangereux par lui-même, que, quand il ne se trouveroit dans aucun livre, il n'en seroit pas moins à craindre, & qu'il suffiroit pour gâter le meilleur livre du monde.

Seconde Reflexion: " Pour savoir au juste quelle est la doctrine que le S. Pere anathematise, il ne faut point recourir à des sens obscurs & cachés, étrangers, forcés, & tout à fait éloignés de l'usage commun. Et après avoir rapporté les paroles de la Constitution: " Il faut inferer de là, que le sens des propositions, sur quoi porte la censure, n'est autre que celui qui se presente d'abord, en prenant les termes dans l'usage ordinaire du langage; un sens qui frappe, & à l'évidence duquel on ne peut se refuser, à moins qu'on ne veuille fermer les yeux à la lumière, & ne point voir clair en plein midi.

Troisième Reflexion: " Ce n'est ni au sujet des disputes anciennes, ni contre des erreurs ensevelies dans les tenebres des

« siècles passés , que la Censure a été portée.
 « Le cœur paternel du souverain Pontife a
 « été touché d'autres objets plus importants :
 « la vue d'un danger plus pressant & bien
 « plus à craindre a attiré toute son attention.
 « Il a vu dans l'Eglise , & principalement
 « dans celle de France , les esprits fort ani-
 « més depuis plusieurs années par la cha-
 « leur des disputes ; il a craint que ce parta-
 « ge de sentimens ne fit naître des divi-
 « sions encore plus funestes. Il a voulu pre-
 « venir un si grand mal , en donnant sa
 « Constitution , pour être la règle commune
 « de la foi & de la doctrine , qui pût réu-
 « nir tous les différens sentimens des Theo-
 « logiens , & bannir ainsi tout sujet de di-
 « vision. Voilà le motif & l'objet de la
 « Bulle.

« L'origine de ces disputes malheureuses
 « n'est que trop connue. On sait à qui elles
 « doivent leur naissance , qui sont ceux dont
 « les artifices les ont fait monter au degré
 « de chaleur & d'animosité où nous les
 « voyons , & que depuis long-tems on les
 « fait servir à attaquer un grand nombre de
 « points les plus assurés , & les plus impor-
 « tans de la foi & de la morale.

« Qu'on ne sorte donc point du tems où
 « nous vivons , si on veut être bien au fait
 « de l'affaire présente. Les termes de la
 « Constitution y fixent eux-mêmes , & ne
 « permettent point de lui donner pour ob-
 « jet des questions dont l'origine soit d'une
 « date plus ancienne. Car peut-on s'imagi-
 « ner que le S. Pere ait voulu allarmer ainsi
 « toute l'Eglise , pour des erreurs décriées
 « depuis long-tems , & qui ne trouvent plus
 « aujourd'hui de défenseurs.

Ces reflexions supposées , on vient aux
 difficultés. Presque par tout on rapporte les
 textes de l'Ecriture & des SS. Peres . & on
 demande où est la différence entre ces tex-
 tes & les propositions condamnées ? C'est
 ainsi qu'après avoir rapporté la proposition
 32. qui parle de la mort de J. C. pour les
 élus , on ajoute : *L'Ecriture & les Peres ne*
s'expriment point autrement ; & on le prou-
 ve aussi tôt par des passages précis. Sur la
 3. proposition, *En vain vous commandez ,*

Seigneur , si &c. " Entre la vérité & l'er-
 reur il faut qu'il y ait une différence ; &
 entre une vérité claire & une erreur palpa-
 ble , telles que sont , aux termes de la
 Constitution même , les erreurs que le
 souverain Pontife a eu intention de con-
 damner , il faut qu'il y ait une différen-
 ce palpable. Or on demande de toutes
 parts aux Evêques , quelle est la différen-
 ce sensible entre la 3. proposition , & les
 textes tout semblables de l'Ecriture & de
 S. Augustin. On rapporte ensuite ces tex-
 tes.

En parlant des propositions 12. 13. &
 30. sur le pouvoir qui appartient à Dieu
 de sauver quand il veut , après avoir rap-
 porté deux passages de l'Ecriture : " On
 ne voit pas , dit-on , qu'on puisse blâ-
 mer , sans manquer de respect au texte
 sacré de l'Ecriture , des propositions qui
 expriment le même sens , & dans les mê-
 mes termes. Puis , après avoir comparé
 la proposition 30. avec celle de S. Fulgen-
 ce , qui dit que *tous ceux que Dieu veut*
sauver , le sont indubitablement , on parle
 ainsi : " Ces deux propositions paroissent si
 absolument les mêmes , & pour le sens &
 pour l'expression , qu'on ne voit aucun
 moyen d'y trouver une véritable diffé-
 rence. Cependant ces propositions sont
 condamnées en elles-mêmes , elles le sont
 universellement , & la Bulle les proscri-
 t en quelque endroit qu'elles se rencontrent.
 Il n'est donc pas étonnant que tant de
 Theologiens en France ne croient pas
 pouvoir en conscience souscrire à la con-
 damnation de ce langage orthodoxe , &
 que l'Eglise a conservé sans alteration &
 avec respect depuis les premiers siècles. Le
 commandement de l'Apôtre , & l'autorité
 des SS. Peres les arrêtent.

Sur les 44. & 49. qui regardent les deux
 amours , d'où naissent les actions des hom-
 mes , voici de quelle manière on s'exprime :
 " Les Theologiens & les personnes de piété
 commencent par assurer unanimement
 que le sens qui paroît condamné dans
 l'une & l'autre , est tellement le sens des
 Peres , qu'on ne peut voir en quoi il dif-

„fere de leur doctrine. En effet, qu'a en-
 „seigné autre chose le grand S. Leon,
 „quand il dit : Il y a deux amours d'où
 „naissent tous les mouvemens de la volonté
 „humaine : leurs qualités sont aussi diffé-
 „rentes que le sont leurs principes ? Suit
 „aussi tôt un passage de S. Leon, & après en
 „avoir fait sentir la conformité, " Où est
 „donc, demande le sçavant aussi bien que
 „le lecteur qui ne cherche qu'à s'édifier,
 „où est la différence entre les deux propo-
 „sitions 44. & 49. condamnées & le texte
 „de S. Leon ? Cependant ce dernier ren-
 „ferme une maxime certaine & capitale
 „de la piété chrétienne, & il est dit de cel-
 „le-ci dans la Constitution, que leur poi-
 „son est évident. On ne s'exprime pas avec
 „moins de force, quelques pages plus bas,
 „après avoir rapporté le passage célèbre du
 „Cardinal Hosius.

Mais nous ne prétendons pas recueillir
 tous les endroits semblables ; nous nous
 contentons de donner quelques exemples.
 La prop. 51. qui nous tombe sous la main,
 nous en fournit encore un : " La prop. 51.
 „dit-on franchement, est conçue dans les
 „mêmes termes que ces passages (*de l'E-
 „criture & des Peres qu'on vient de citer*)
 „comment peut-elle donc avoir un mauvais
 „sens ?

On repousse avec force la prétention de
 ceux qui voudroient que l'on condamnât
 des propositions semblables à celles de l'E-
 criture & des SS. Peres sous prétexte de
 l'abus qu'on en pourroit faire, pour au-
 toriser des erreurs par de fausses consé-
 quences. On en peut voir un exemple dans
 l'Article qui concerne les propositions 12.
 13. & 30.

Un autre chef auquel on revient très
 souvent dans le corps de l'ouvrage, c'est
 l'avantage que donne la Constitution aux
 Novateurs. Or ces Novateurs, dans le
 langage de ce livre, *sont les partisans de la*
moralité relâchée, les nouveaux Casuistes,
ceux qui se sont élevés contre la nécessité de
la grace efficace. " Si on vient une fois,
 „dit-on, à bannir de l'usage de l'Eglise,
 „les expressions & la doctrine contenue

„dans les prop. 1. 4. 6. 7. & 9, n'aura-t-on
 „pas un juste sujet de craindre, qu'on ne
 „regarde comme approuvées les nouvelles
 „erreurs de quelques modernes, auxquelles
 „on s'est efforcé de donner cours par
 „des écrits publiés depuis quelque tems.
 La première erreur qu'on allègue, revient
 au péché Philosophique ; la seconde à la
 nécessité de l'équilibre pour mériter & de-
 mériter.

En traitant de la proposition 69. on
 s'exprime en ces termes : " Voici sur quoi
 „il peut y avoir lieu de craindre par ra-
 „port à la censure de cette proposition.
 „Personne n'ignore les desseins de ceux qui
 „ont introduit dans l'Ecole une grace si
 „versatile, que bien loin de prévenir la
 „détermination du libre arbitre pour en
 „être le premier principe, elle ne fait que
 „la seconder, comme marchant à la suite ;
 „& qui attribuent plutôt au choix libre de
 „la volonté, qu'à l'ouvrage de la grace, la
 „coopération du libre arbitre avec la grace ;
 „coopération toux-fois par laquelle nous
 „méritons. On sait qu'ils ont mis tout en
 „usage depuis plusieurs années pour don-
 „ner de l'autorité & du crédit à leurs nou-
 „velles opinions. Or les Theologiens at-
 „tentifs se mesient que les défenseurs de ce
 „nouveau système, ne veuillent faire servir
 „la censure de la proposition 69, pour ren-
 „dre du moins suspect d'erreur la doctrine
 „de S. Augustin & de S. Thomas, quoi-
 „que reconnue dans l'Eglise pour très sûre
 „& hors de toute atteinte. Ce n'est point ici
 „une conjecture hasardée, ni une crainte sans
 „fondement. Depuis la publication de la
 „Constitution on a repandu une infinité
 „d'écrits, qui montrent, à n'en pouvoir
 „douter, que les Molinistes n'ont eu d'au-
 „tre objet, que de bannir de l'Ecole & de
 „l'Eglise même la doctrine de ces saints
 „Docteurs, quelque respectable qu'elle soit
 „par son ancienneté & par l'approbation
 „qu'elle a toujours eue du S. Siege.

Sur la proposition 27. " On ne peut, dit-
 „on, condamner purement & simplement
 „cette proposition, sans que les fondateurs
 „de la religion en paroissent ébranlés ; & si

«le S. Pere ne donne point d'explications, «il est fort à craindre que contre les derniers «Decrets du S. Siege, on ne conclue de la «censure de cette proposition 48. que sans «J. C. certains Philosophes païens, & même «des nations entieres, ont pû, ou peuvent «sortir de leur état d'égarement pour ado- «rer le vrai Dieu, & faire des œuvres utiles «au salut.

Sur la proposition 46. " Il est fort à craindre que . . . ces Theologiens ne se servent de la Constitution pour affoiblir les plus saintes regles de la vie chretienne, & le grand precepte de l'amour de Dieu. On exprime les mêmes alarmes par raport à la discipline de la penitence & à d'autres maximes de la vie chretienne.

Enfin, on represente à diverses reprises, l'impossibilité où l'on sera de se defendre contre les heretiques.

En voici un exemple : " Ils prennent, dit-on, la proposition 15. & la comparent avec les paroles de S. Paul : *Quand j'aurais toute la foi possible &c.* " Après quoi ils demandent quelle difference si enorme on a trouvé entre ces deux textes, pour juger que celui de l'Apôtre soit une verité divine toute lumineuse, & celui de la proposition une erreur qui revolte tout chretien ? Et plus ils voyent les Catholiques embarrassés à trouver cette difference, plus ils en prennent occasion de declamer entre eux, & parmi nous, contre l'Eglise Catholique. Et (ce qui fait horreur) ils vont jusqu'à dire avec insolence, qu'elle n'a plus l'Ecriture sainte pour regle, & qu'elle proscriit sans menagement la doctrine de S. Paul. Toutes ces Difficultés sont fortifiées par les trois Reflexions dont nous avons fait l'extrait, & qui sont rappelées à propos dans le corps du livre.

Après des Difficultés d'un tel poids ce n'est pas sans quelque surprise que l'on voit perpetuellement conclure & demander au Pape des explications. Il est vrai que l'impression qui resulte dans l'esprit du Lecteur de toutes les preuves qu'on lui met sous les

yeux, c'est que cette demande continuelle d'explications est plutôt un tour adroit, (quelques-uns diroient artificieux) pour faire sentir l'impossibilité des explications, qu'une esperance sincere qu'on en pût jamais donner de bonnes.

Ce livre est rempli de raisonnemens, ou même de simples exposés dont l'evidence saisis ; & le Lecteur aperçoit la plû-part du tems, que les Auteurs se relâchent de leur droit, & qu'ils auroient pu tirer de leurs principes des conclusions plus fortes & plus effrayantes pour la Cour de Rome. Mais c'est justement ce que l'on avoit voulu éviter ; & de là viennent quelques affoiblissements répandus en divers endroits du livre. Il est même certain que nous ne l'avons pas entierement tel qu'il avoit été composé d'abord. Quelques verités sont affoiblies en certains endroits, & sont proposées néanmoins en d'autres avec plus de force. En effet, les plus grandes vérités du chritianisme s'y trouvent exprimées avec netteté. Il est bon d'en donner un ou deux exemples : le premier sera tiré du dernier Article où l'on traite des deux alliances : " Ce n'est point, dit-on, appartenir proprement à la nouvelle alliance, qui se contracte avec J. C. que d'être dans l'Eglise & d'avoir simplement l'esprit éclairé par les instructions de la loi, ou touché de quelque légère impression de la grace. Mais celui-là, seul lui appartient veritablement, qui étant interieurement instruit & touché de Dieu, consent & se soumet pleinement à lui par le mouvement de cette grace qui opere en nous le vouloir & l'action.

En traitant de la 4. proposition, on soutient avec force la catholicité de cette expression, *qu'on ne peut faire une bonne œuvre utile au salut sans la grace efficace.*

On n'oublie pas, à mesure que l'occasion se presente, de mettre dans son jour l'infidelité avec laquelle plusieurs propositions ont été extraites du livre.

L'ouvrage est terminé par une longue conclusion, qui renferme de nouvelles reflexions d'une extrême importance. On y traite du respect dû aux expressions de l'Ecriture

re & des Peres, respect qui se trouve violé par la Constitution. De là on prend occasion de faire sentir de quelle conséquence est la cause de la Constitution, qui étend la condamnation des 101. propositions à plusieurs autres, sous pretexte de leur ressemblance & de leur affinité avec les propositions condamnées. "A quoi ne conduit pas cette clause, si elle étoit étendue ? Comment pourra-t-on garantir les plus anciens & les plus célèbres Docteurs de l'Eglise, des soupçons injurieux dont on voudra deshonnorer leur mémoire ? Car, comme nous l'avons déjà fait voir fort au long, on trouve partout dans leurs ouvrages grand nombre de passages, qui n'approchent pas seulement des propositions condamnées, mais qui leur sont même entièrement semblables, souvent pour les termes, & presque toujours pour le sens : en sorte que, quand on y voudra faire trouver quelque différence, pour mettre les Peres à couvert de la censure & de la calomnie, il faudra recourir à de mauvaises chicanes, ou à de vaines subtilités de grammaire, inconnues à la simplicité de la foi des peuples, regardées avec mépris par toutes les personnes graves & sensées, & tout-à-fait indignes de la majesté de l'Eglise.

On traite en second lieu dans la Conclusion, de la liberté des Ecoles, qui se trouve blessée par la Constitution ; & en dernier lieu, on prouve que dans l'affaire présente, on ne doit point toucher à la question de fait qui consiste à attribuer au Livre les erreurs que l'on pourroit d'ailleurs condamner ; c'est-à-dire en bon françois, que l'on ne doit pas faire ce que la Constitution a fait très expressément,

Nous ne pouvons mieux terminer notre extrait du livre des Difficultés que par ces paroles de l'Article 3. de la Conclusion ; on y fait une attention particulière aux décisions & aux Censures qui intéressent toute l'Eglise, & dont l'acceptation pourroit, sur quelque apparence, être regardée comme universelle dans le Corps des Evêques Catholiques. On voit assez, dit-on, combien alors l'autorité de l'Eglise

seroit compromise, s'il se trouvoit de l'erreur ou de l'injustice dans ces sortes de décisions. Car, bien que l'Eglise ne puisse errer, néanmoins l'apparence trompeuse du consentement de tout le corps de ses premiers Pasteurs pourroit porter les moins éclairés à rendre l'Eglise responsable d'une telle décision. Et dans ce cas quelle matière de triomphe seroit-ce pour les hérétiques ? Quel avantage n'en tireroient-ils pas pour attaquer l'autorité des jugemens de l'Eglise les plus respectables ? Mais quel scandale encore pour les foibles d'entre les fidèles ? Que de railleries, & d'insultes de la part des méchans ! Que de contestations sans fin parmi les Théologiens. Et plutôt à Dieu que les gens de bien qui aiment l'honneur & la paix de l'Eglise, ne cessent à craindre ces maux que pour un avenir encore éloigné, & qu'ils n'eussent pas la douleur Ajoutons une autre réflexion sur le malheur qu'il y auroit à appréhender pour la gloire du S. Siège, & pour l'honneur de la dignité Episcopale, si une fois il paroissoit que la vérité & la justice non seulement ne trouvent plus de défenseurs au tribunal public de la Religion, & parmi les Evêques ; mais que même elles y sont opprimées, soit par erreur, soit sous le specieux prétexte du bien public.

Tel est le *Recueil des difficultés*. Plus ces Difficultés étoient pressantes, & plus auroit-on eu de droit d'attendre de la part du Pape & des suppôts de la Cour de Rome, à qui on les présenta, des réponses nettes & précises, appliquées à chaque difficulté, qui les dissipassent, s'il étoit possible ; ou si elles étoient en effet insolubles, on auroit dû rendre gloire à la vérité. Mais on ne fit ni l'un ni l'autre. Ainsi les Difficultés sont encore aujourd'hui ce qu'elles étoient le jour qu'on les présenta ; c'est-à-dire pour les uns, Difficultés auxquelles on n'a nul égard ; & pour les autres, des raisons convaincantes. Aucun livre ne fut plus propre que celui-ci à faire voir, qu'il y a un grand nombre d'hommes répandus par tout qui sont disposés de manière que la multiplicité, la force & l'évidence des raisonnemens

ne les remuent point , & souvent ne font pas même sur eux la moindre impression.

Nous allons incessamment entrer dans les négociations qui se firent soit à Rome, soit en France entre les Evêques, Mais avant que d'entamer cette matière , nous rapporterons quelques particularités qui concernent le P. Tellier & le P. Doucin. Et nous suivrons M. le Cardinal de Rohan dans un voiage qu'il fit au mois de Mars (1716.) pour parler de l'entrevûe qu'il eut avec le Curé de Carvin.

§. L X X.

Le P. Tellier est envoyé à Amiens , & le P. Doucin à Orleans. Le public leur attribue les Tocfins. M. le Cardinal de Rohan va à son Abbaye de S. Vanl d'Arras , voit le P. Tellier en passant. Entrevûe de ce Cardinal & du Curé de Carvin. Epi. vi.

Nous avons parlé ci-dessus ^{2.} XLVI. de l'ordre que reçurent dès les commencemens de la Regence les PP. Tellier & Doucin Jésuites , de partir de Paris. Cet ordre ne fut pas donné si promptement néanmoins , que le P. Tellier n'eut le tems de fortifier par ses exhortations & ses conseils les Evêques qui avoient confiance en lui , tels qu'étoient la plupart de ceux qui composoient l'Assemblée de 1715. Il paroïssoit au dehors uniquement occupé à rendre au feu Roi les derniers devoirs ; & pendant les quarante jours qui suivirent sa mort , il étoit ordinairement à Saint Denis : mais cela n'empêchoit pas qu'il ne vît sans bruit ces Evêques. Un jour l'un d'entre eux lui paroissant découragé à l'occasion du changement de gouvernement, le P. Tellier lui dit d'un air rempli de confiance : " Ne pensez pas, Monseigneur , que nous ayons été assez mal-habiles pour ne pas faire pendant cent années d'abondance , des provisions suffisantes pour nous soutenir pendant sept années de disette.

Cette parole du P. Tellier , si ingénieusement dite , nous rappelle le souvenir d'u-

ne autre parole , que disoit dans ce tems-là l'Abbé Renaudot , Qu'il y avoit alors plus de gens qui croioient à la resurrexion des Jésuites qu'à la resurrexion des morts. Cependant l'ordre vint au Pere Confesseur de se retirer ; & comme il n'étoit que verbal, il différa d'obéir. Il avoit pour pretexte que Louis XIV. l'avoit nommé par son testament pour Confesseur du nouveau Roi ; mais sur cette espee de refus , le Prince Regent parla de manière que le P. Tellier comprit qu'il n'y avoit plus moyen d'éluder. Il demanda seulement la permission d'assister au service du Roi qui se fit à Paris dans l'Eglise Metropolitaine le 28. Novembre 1715. & partit ensuite pour Amiens. C'étoit le lieu que le Prince lui avoit marqué, après que M. l'Archevêque de Bourges eût refusé de le recevoir dans son Diocèse. On lui avoit assigné une pension de quatre cent livres pour fournir à sa subsistance. Le P. Doucin étoit parti peu de tems avant pour Orleans,

Le public s'étoit persuadé qu'ils avoient beaucoup de part l'un & l'autre à tout ce qui se faisoit de plus vif en faveur de la Constitution. On leur attribuoit les Tocfins les mieux écrits , & les Mandemens Episcopaux les plus véhémens. On ne doutoit point que le P. Tellier n'influât beaucoup dans les Conseils de Rome & des Evêques. Il est certain que personne ne l'égaloit , par rapport à son activité , à l'étendue de ses vûes , à son génie propre à concevoir des entreprises , & à la hardiesse pour les mettre à exécution. Vers le mois de Mars 1716. M. le Regent écrivit à M. l'Evêque d'Amiens sur ses liaisons avec ce Pere , & la lettre renfermoit des plaintes par rapport aux intrigues dont ce fameux Jésuite étoit accusé. Le P. Tellier crut se devoir justifier par une lettre remplie de protestations de respect & de soumission : on disoit qu'il y avoit aussi des avis entremêlés , des exhortations , & même des choses équivalentes à des menaces. M. le Marquis de Simiane la présenta à M. le Regent , & l'on disoit alors que ce Prince en avoit marqué ouvertement son mécontentement. Cependant

M m m m

ce Pere obtint peu de tems après la permission d'aller aux eaux d'Aix-la-Chapelle; & l'on mandoit de Paris le 16. Juillet, qu'il y avoit été, & avoit vu quelques Evêques sur la route. Il séjourna aussi pendant ce voyage quelque tems à Liège.

A l'égard du P. Doucin, le bruit public lui attribue le Tocsin intitulé, *Memoire pour le Corps des Evêques &c.* On publia à Orleans vers le commencement de Juin, un Monitoire pour découvrir les Auteurs ou distributeurs de cet Ecrit. Il vint des dépositions en grand nombre. Quelques-uns tendoient à établir que l'Ecrit avoit été imprimé à Meung, maison de campagne de l'Evêque d'Orleans. Ce Prélat reçut ordre de la Cour de venir rendre compte de sa conduite. Mais la part qu'il avoit à cette affaire, contribua à la faire étouffer. Le public demeura persuadé que le Tocsin étoit l'ouvrage du P. Doucin.

M. le Cardinal de Rohan fit au mois de Mars 1716. un voyage à son Abbaye de S. Vaast à Arras. On publia que sur sa route il avoit vu le P. Tellier, qui étoit alors à Amiens, & qu'il avoit eu de longues conversations avec lui. Ce Cardinal en eut une avec un homme bien différent, après qu'il fut arrivé à Arras. Ce fut avec M. Waterloo Curé de Carvin, contre qui nous avons vu que l'on avoit prononcé dès le tems du feu Roi, une Sentence d'excommunication, sur le refus qu'il avoit fait de publier la Constitution. Ce Curé se rendit aux ordres de M. le Cardinal, aussi-tôt qu'il eût été informé qu'il desiroit de le voir. Il se presenta à la porte du Palais Abbatial le 12. Mars à six heures du soir, & fut introduit sans délai. Ceux qui étoient présents s'étant retirés, M. le Cardinal le fit assiéger auprès de lui, & lui demanda, s'il le seroit venu voir sans être appelé. Le Curé répondit qu'il étoit si peu de chose, qu'il n'auroit pas cru que son Eminence dût penser à lui.

La conversation ne fut pas long-tems sans tomber sur la Constitution. Pourquoi, M. lui demanda le Cardinal, refusez-vous de recevoir une Constitution acceptée Mon-

seigneur; répondit le Curé avec la franchise qui lui est naturelle, j'ai plusieurs raisons peremptoires; & il entama d'abord ce qui concernoit l'irrégularité du jugement quant à la forme, disant que le Pape avoit tenu un procédé très éloigné de la justice à l'égard du P. Q. Il paroît, M. lui dit le Cardinal, que contre le bon ordre vous êtes plus attentif à justifier le P. Q. que le Pape. Le Curé convint qu'à circonstances égales, *si cetera essent paria*, il faudroit donner la préférence au Pape; mais que dans l'affaire dont il s'agissoit, ce n'étoit nullement le cas. Le P. Q. poursuivit le Curé, étoit un homme qui ne demandoit rien à personne; & le Pape au contraire a cherché l'iniquité dans la maison du juste. Le Pape a fait le personnage de juge; & le P. Q. celui d'accusé. Or les mêmes regles qui justifient l'accusé, condamnent le juge s'il le trouve qu'il les ait violés. Ces regles, ajouta le Curé, sont, qu'il faut en quelque sorte être contraint pour condamner son prochain. Dans le doute, il faut s'abstenir de prononcer la sentence de condamnation. En fait de livres, les endroits obscurs doivent être expliqués par les autres qui sont plus clairs; autrement aucun Pere ne demeureroit Catholique, ni l'Ecriture sainte même. Mais avant toutes choses, il falloit entendre l'accusé, d'autant plus qu'il le demandoit; c'est ce qui n'a jamais été refusé, non pas même aux hérétiques déclarés. Le Cardinal répondit, qu'on n'avoit pas voulu condamner le P. Quesnel, mais seulement les propositions en elles-mêmes. Le Curé dissimulant, par respect, l'émotion que lui causoit cette réponse, répliqua modestement, que c'étoit précisément le contraire, & rappella son Eminence au préambule de la Constitution, ou le P. Q. est traité comme un des plus dangereux hypocrites qui fut jamais. Il est vrai, dit le Cardinal, que la tête de la Constitution est bien forte. Il faudroit donc, répliqua aussi-tôt le Curé, lui couper la tête avant que de la publier.

M. le Cardinal en revint à dire, que les Evêques étant joints avec le Pape, on leur

devoit une obéissance aveugle. A cela le Curé répliqua, que l'unanimité n'étoit pas dans le Corps des Evêques, & que dans ce qui s'étoit fait en faveur de la Constitution, la liberté avoit manqué. Le nombre des Opposans, repartit le Cardinal, est très-petit, & bien-tôt la plupart reviendront à nous. Monseigneur, dit le Curé, avant que de répondre à cela, accordez moi la liberté de demander à V. E. lequel des deux partis étoit le plus dans la règle, après que l'Assemblée avoit jugé unanimement que la Constitution avoit besoin d'explications, ou que les Evêques en donnaient eux-mêmes, ou qu'ils en demandassent au Pape, qui étoit l'Auteur de la Constitution. Le Cardinal sourit, que personne n'avoit proposé de demander des explications, si ce n'étoit à la fin de l'Assemblée lorsque tout étoit fait. Les Ecrits publics, répliqua le Curé, disent le contraire, & ils n'ont été démentis par personne. M. le Cardinal de Noailles a voulu se séparer de l'Assemblée pour ce sujet; mais l'ordre du Roi l'a obligé de continuer à y présider. Ensuite le Curé avança deux choses; l'une que l'acceptation des XL. étoit irréconciliable avec la Bulle même qu'ils acceptoient; l'autre qu'il n'y avoit point eu de liberté, & qu'ainsi le petit nombre qui étoit seul sans soupçon, devoit être écouté. Il prouva le premier par cette observation générale, que le Pape avoit condamné les 101. propositions conjointement & séparément, c'est-à-dire en elles mêmes; au lieu que les XL. en avoient accepté la condamnation, en usant de differents poids & de différentes mesures; condamnant les unes par rapport aux circonstances du tems, les autres par rapport à l'intention de l'Auteur; d'autres au contraire comme tronquées, & détachées de la suite du texte.

Il en apporta des exemples, & ces exemples donnant lieu à une espèce d'altercation, le Curé en prit occasion de prier respectueusement M. le Cardinal de Rolan d'oublier pour un moment ses qualités d'Evêque & de Cardinal, & de ne retenir que celle de Théologien. M. le Cardinal lui répondit avec la bonté qui lui est naturelle, qu'il

n'avoit pas de peine à lui accorder sa demande, puisqu'il n'avoit pas eu d'autre intention en entamant cette conférence avec lui. Une des propositions prise pour exemple par le Curé étoit la 29. *Hors de l'Eglise point de grace.* Il soutint que dans la suite du texte, le mot de *grace* étoit déterminé à marquer la grace habituelle; mais il ajouta que quand on l'entendrait, comme le prétendoit le Cardinal, de la grace actuelle, elle pouvoit encore avoir un sens catholique; qu'on ne l'avoit réduite aux termes qui la composoient, & fait entrer dans cet état dans le catalogue des propositions condamnées, sinon afin d'établir, contre la Tradition, le dogme d'une grace commune & suffisante donnée intérieurement, & non simplement offerte, à tous les hommes, fidèles & infidèles, & cela dans le tems même qu'un infidèle ne songe pas à se convertir, & demeure paisiblement dans la Synagogue de Satan; qu'un tel dogme étoit une erreur, puisque l'Eglise nous enseigne que la première grace prévenante est celle de la vocation, par laquelle l'infidèle commence à être troublé de son état, & desir de s'en retirer, cherche la vraie religion & la véritable Eglise, où se trouve le salut. Ainsi, dans ce sens, il est vrai de dire qu'il n'y a nulle grace étrangère à l'Eglise, parce qu'elle n'est donnée que pour y aller, ou s'y conserver. Le Cardinal parut approuver cette explication.

Après que le Curé eut répondu à une subtilité que M. le Cardinal proposa touchant la proposition sur l'excommunication injuste, il vint à la seconde chose qu'il avoit avancée; savoir que l'Assemblée avoit manqué de liberté, & allegua pour le prouver que le Pape avoit d'abord commencé par demander & s'assurer de la parole du Roi, & que tout le monde savoit que le Roi avoit promis, & pris parti avant même l'Assemblée des Evêques. Le Cardinal dit qu'il y avoit moins de liberté à présent que du vivant du Roi.

Le Curé répliqua, qu'il n'y avoit aucune apparence de cela; que M. le Duc d'Orléans donnoit une pleine liberté, sans qu'il

parûr jamais donner aucun sujet particulier d'esperance ni de crainte pour l'un ou l'autre des deux partis, & que c'en étoit une preuve assez sensible que la nomination recente que S. A. R. avoit faite aux Benefices, où il y avoit des sujets des deux côtés.

Le Cardinal voulant justifier ce qu'il avoit avancé, apporta pour preuve la violence que faisoit le Curé de S. Cosme à un Docteur Hibernois, qu'il avoit menacé de ne plus lui donner l'honoraire de ses messes; sans quoi, ajouta le Cardinal, ce pauvre homme ne peut pas vivre.

Quoi, Monseigneur, repliqua le Curé, vous comparez les menaces d'un petit Curé de Paris aux promesses & aux menaces de Louis XIV ? Jugez vous-même de la justesse de la comparaison. Il faut remarquer ici qu'un peu de tems après S. E. voulant épouvanter le Curé, lui dit que M. le Regent n'étoit point pour lui, mais qu'il étoit pour le parti de la Constitution, & que S. A. R. lui avoit dit à lui-même, qu'il voudroit que la Constitution fût reçue.

A quoi le Curé répondit : J'aime mieux, M. penser qu'apparemment M. le Regent vouloit vous contenter, & vous persuader qu'il n'avoit point pris parti contre vous, mais que par tout son procédé il ne cherchoit que la paix dans le Royaume, & l'unions des esprits; & que si le véritable moiën de cette paix étoit la reception de cette Bulle, il auroit voulu qu'elle fût déjà reçue pour la posséder : preuve peremptoire de la liberté entière.

Le Cardinal dit ensuite au Curé : Vous voulez donc, M. suivre l'esprit privé, qui a été celui de tous les hérétiques de tous les tems, quoiqu'ils ne chantaient que l'Ecriture sainte, qu'ils ont entendue à leur mode. Le Curé répondit, qu'il étoit infiniment éloigné de cet esprit, & que non seulement il ne résistoit point à la Constitution en philosophie, par des raisons tirées de sa tête, mais qu'il n'interprétoit pas même l'Ecriture sainte selon son propre esprit, mais selon la Tradition constante & uniforme de dix-sept siècles; & cela avec d'autant plus de raison, qu'il n'y avoit point de mati-

re, sur tout doctrinale dans la Constitution, qui n'eût été décidée par les Conciles même généraux, ou reçus comme tels, ou traitée par les SS. Peres, non en passant, mais *ex professo* : Qu'enfin rien n'étoit douteux ni obscur dans les propositions du P. Q. mais que tout étoit clair, catholique & très édifiant.

A ces mots le Cardinal marqua son étonnement : Quoi, M. vous dites, que tout est clair, catholique & très édifiant dans les 107. propositions ? Le Curé réitéra ce qu'il avoit dit, ajoutant seulement, excepté les propositions tronquées de mauvaïse foi; mais que, tout considéré dans son texte & dans son lieu naturel, avec ce qui le devance & ce qui le suit, sur tout relativement aux passages de l'Ecriture sainte dont les propositions condamnées ne sont que des explications; oui, Mgr. tout est clair, tout est catholique, & tout est très édifiant.

Mais, ajouta le Curé, supposons, Monseigneur, pour un moment, que la Tradition sur les propositions de la Constitution soit douteuse, quoique cela ne soit pas; c'en seroit assez pour que le Pape fût indispensablement obligé de s'expliquer, & de faire voir que ses décisions ne repugnent point à la Tradition, à laquelle il doit le même respect que tous les fideles; puisque c'est elle qui est la catholicité essentielle de la véritable religion : autrement, dit encore le Curé, comme les mêmes propositions condamnées dans la Bulle se trouvent décidées par les Conciles généraux, ou enseignées comme catholiques par les SS. Peres, mot pour mot, ou en termes équivalens, sans qu'il paroisse la moindre différence dans le sens, où en sera le fidele en ce cas ? Ou il sera sans idées sur les décisions des Conciles, ou il le sera sur les propositions de la Bulle. Or des mots sans idée ne suffisent pas pour la foi, sur tout pour ceux qui ont part au ministère.

Le Cardinal répondit à cela, que ce n'étoit point aux particuliers à entendre la Tradition, même selon leur sens. Le Curé repliqua que la Tradition étant de sa

nature l'explication de l'Ecriture, naturellement elle devoit être plus claire, sur tout dans les matieres traitées *ex professo*, telles qu'étoient celles de la Constitution : qu'une preuve de cela, c'est que le Concile de Trente nous y renvoye pour l'intelligence de l'Ecriture sainte ; qu'autrement il faudroit aller d'explication en explication jusqu'à l'infini ; qu'enfin s'il n'y avoit rien de clair dans la Tradition ; ou si dans le doute le supérieur n'étoit point obligé de descendre jusqu'à s'expliquer, & s'accorder avec elle comme à la regle supérieure, le S. Esprit n'auroit pas dit par la bouche de S. Paul pour servir de regle à tous les fidèles dans tous les siècles avenir : *Si nos*, (sous quel terme est compris tout le college des Apôtres, Pierre, Paul, André & les autres) *aut Angelus de celo evangelizaverit vobis prater id quod accepistis, anathema sit.*

Après une legere discussion sur la proposition, où il est dit *Que la foi est la premiere grace* &c. que le Curé soutint être conforme au Concile de Trente, M. le Cardinal lui dit : Je ne parlerai donc point pour vous, M. à votre Evêque, car je vois que vous ne vous rendez en rien ; mais cependant je vous promets que je ne parlerai pas non plus contre vous. Le Curé repondit avec une profonde reverence : J'accepte, M. ce que V. E. veut bien me promettre de ne point parler contre moi. Mais j'aurois mieux mourir, que d'abandonner la verité, ou l'innocent, qui est persecuté à son sujet.

On retomba aussitôt après sur l'application des qualifications aux différentes propositions ; & le Curé dit sur cela plusieurs choses, qui donnerent lieu au Cardinal de dire de son côté, qu'il n'auroit pas dressé la Bulle comme elle l'étoit, c'est-à-dire apparemment, avec la clause indistincte du *respectivè* ; mais qu'étant une fois donnée par le Pape, il n'avoit pas cru que ce fut une raison suffisante pour empêcher de la recevoir.

Le Curé passa à l'Instruction pastorale des XL. & dit qu'elle étoit encore plus mau-

vaïse que la Constitution. M. le Cardinal en fut surpris, & en prit la defense, soutenant que les Jésuites n'y avoient point eu de part. Je voudrois, repliqua le Curé que V. E. n'y en eut pas non plus. Pourquoi donc, M. dit le Cardinal ? Le Curé repondit : C'est cette Instruction, M. qui ne blâse point à détruire la difference des deux alliances, ne mettant personne sous la lettre qui tue, & par conséquent qui n'exécute point de péché. C'est cette même Instruction qui ôte la necessité de l'amour de Dieu pour parvenir à la justification, & qui établit au contraire la suffisance de la crainte, decidant avec la Constitution que la crainte peut corriger le cœur par elle-même, & y ajoutant de plus qu'elle peut nous rendre plus sensibles au péché qu'à la peine ; c'est elle encore, M. qui détruit la grace efficace par elle-même.

Le Cardinal dit sur cela, qu'il n'étoit pas Moliniste ; qu'on n'ignoroit pas qu'il avoit été élevé sous de bons maîtres, & dans de bons principes ; qu'il croyoit la grace efficace par elle-même. C'est, ajouta-t-il, qu'on ne l'entend point. La Constitution ne condamne que la même grace qui a été condamnée dans les cinq propositions ; & c'est les soutenir que de ne pas recevoir la Constitution sur les propositions de la grace.

Le Curé repondit à cela : Je sai, M. que V. E. a été très bien élevée à S. Magloire ; mais permettez-moi, M. de vous dire que selon ce que vous venez de dire, vous pensez autrement que la Constitution ne parle ; & que si V. E. n'est pas Moliniste, elle ne peut être non plus du parti de la Constitution. Car l'on a voulu certainement par la Bulle *Unigenitus* nous donner Molina pour l'objet de notre foi & de notre religion. Le Curé distingua ensuite les cinq propositions condamnées par Innocent X. de celles du P. Q. Je condamne, dit-il, la doctrine des 5. propositions, & j'honore les verités contenues dans les propositions du P. Q.

M. le Cardinal ayant dit, qu'il n'étoit point contraire à S. Paul, puisqu'il avoit

M m m m 3

reconnu dans l'Instruction Pastorale qu'il y avoit moins de grace dans l'ancien que dans le nouveau Testament. Ce n'est point allés, Monseigneur, repliqua le Curé. Vous n'avez pas mis le commun des Juifs, sous la lettre avant J. C. C'est pourtant ce qu'a fait nettement S. Paul. Au contraire, vous avez mis en tout tems, une grace commune intérieurement donnée à tous les hommes, plus ou moins abondamment, peu importe : vous l'avez mise par tout, Monseigneur, comme suffisante ; & voilà l'erreur. Il soutint ensuite, comme une chose indubitable, qu'il y avoit des endurcis privés de toute grace, à qui les pechés qu'ils commettoient, ne laissoient pas d'être imputés.

Après quelques discours sur la crainte. M. le Cardinal dit, qu'il admettoit la nécessité de l'amour de Dieu pour le sacrement de pénitence. Quoi, Monseigneur, répondit avec quelque étonnement le Curé, vous soutenez la nécessité de l'amour de Dieu énoncée dans la sess. 6. du Concile de Trente ? Vous pensez donc encore un coup autrement que la Constitution ne parle. Il est donc vrai, malgré la condamnation qu'elle prononce, contre les propositions concernant cette matière, que la crainte ne peut pas corriger le cœur par elle même ? Oui, Monseigneur, cela est vrai, & un million de degrés de crainte sans amour, ne sauroient faire partie de la véritable pénitence qui reconcilie avec Dieu.

Le Curé voulut se lever en disant ces dernières paroles ; mais voyant que M. le Cardinal demeurait assis, & parloit en lui-même, comme un homme qui est occupé de quelque pensée qui le frappe, il s'assit de nouveau, & entendit le Cardinal qui lui adressant la parole disoit : Il faut avouer, M. que vous avez dans votre parti bien des gens qui vivent saintement & d'une manière irréprochable. Puis s'étant levé, il dit en conduisant le Curé jusqu'à la porte de sa chambre ; c'est dommage, M. qu'un homme comme vous rende inutile ce qu'il a de bon, en se livrant ainsi à un esprit particulier.

§. LXXI.

Situation des esprits. Deux ou même quatre partis différens. Arrivée des Evêques Opposans à Paris. On travaille de leur côté à un Corps de Difficultés, & à un Corps de doctrine. Disposition de M. le C. de Noailles. Ce que l'on entendoit par accepter avec explication. Contestations à l'occasion du Corps des Difficultés. Conférences chez M. l'Archevêque de Bordeaux. Relation de M. l'Evêque de Mirepoix. Commencement de cette Relation, jusqu'à l'arrivée de M. l'Abbé Chevalier à Rome. Disposition de M. l'Evêque de Pamiers. M. l'Evêque du Bellai écrit à M. le Regent. Plaintes du Pape contre les Evêques Opposans.

Les troubles dont on a parlé, les disputes qui s'aigriroient de jour en jour, les actes d'hostilité qui se multiplioient, sur tout de la part des Prelats défenseurs de la Constitution, avoient fait desirer dès les commencemens de la Regence, comme nous l'avons vu, qu'on pût trouver quelque moyen de pacifier ces divisions. On y travailla longtems & avec une grande application. Nous allons tâcher de développer les différentes negociations qui se firent pour y parvenir ; & afin de donner plus de netteté à notre narration, nous croyons devoir faire d'abord deux choses ; distinguer différentes époques, & en second lieu représenter les différentes dispositions des esprits en les rapportant à diverses classes.

A l'égard du dernier, c'est-à-dire de la situation des esprits, ce qui s'étoit passé jusqu'à la mort du Roi avoit déjà mis en évidence le partage dont nous allons parler ; mais ce partage devenoit de jour en jour plus marqué & plus sensible. Ce n'étoit pas seulement les partisans & les adversaires de la Constitution qui étoient divisés les uns des autres : il y avoit encore dans l'intérieur de chacun de ces deux partis une distinction

à observer. Parmi les partisans de la Constitution, les uns vouloient qu'on la reçût purement & simplement, les autres consentoient qu'on la reçût relativement à des explications, & la recevoient eux-mêmes de la sorte. Parmi les adversaires de la Constitution, ou pour parler encore plus juste, parmi ceux qui ne l'avoient point encore reçue, les uns croyoient, que par économie on pourroit en venir à la recevoir, à condition que l'on en fixât, ou, pour mieux dire, que l'on en changeât le sens par des bonnes explications qui retabliissent les dogmes attaqués & ébranlés par cette Bulle. Les autres étoient convaincus qu'on ne pouvoit jamais la recevoir en quelque maniere que ce pût être. Cela formé, comme l'on voit, quatre classes, qui avoient chacune leur nom. 1. Les rigides Acceptans. 2. Acceptans mitigés. 3. Les Opposans mitigés. 4. Les Opposans irréconciliables avec la Constitution, que l'on appelloit aussi quelques-fois Opposans rigides.

Tous ceux qui prenoient part, de près ou de loin, aux affaires de l'Eglise, se rapportoient nécessairement à l'une des quatre classes; mais l'on conçoit aisément que tous ne tenoient ni aussi pleinement ni avec même constance à la classe qu'ils avoient choisie. Les diverses classes se rapprochoient les unes des autres comme par des nuances; le dernier des rigides Acceptans étoit bien près des Acceptans mitigés; & le dernier de ceux-ci n'étoit gueres loin des Opposans mitigés. Il y avoit même souvent des transfuges qui passaient d'une classe à l'autre. Ce qu'il faut pourtant entendre avec certaines restrictions. Car c'étoit une espece de merveille, & dont nous aurions peut être peine à rapporter des exemples publics, qu'un Constitutionnaire rigide, qu'un Jésuite, par exemple, passât de sa classe à l'une des trois autres, & que ce passage fût sincère. Tout le monde sait que ces Peres étoient à la tête des Acceptans rigides. Le P. Tellier, depuis même la mort du Roi, étoit encore le chef secret, & l'âme de ce parti; & c'étoit le

seul parti que la Cour de Rome aimoit & faisoit. Il étoit aussi très rare de voir un Anticonstitutionnaire rigide passer dans le camp des Constitutionnaires, ou même parmi ceux qui croyoient que l'on pouvoit recevoir relativement à des explications. Au contraire, on voyoit souvent ceux qui avoient donné d'abord dans la methode des explications, en reconnoître l'impossibilité, & l'on voyoit encore plus souvent des gens qui avoient fait antérieurement des démarches ou même des actes en faveur de la Constitution, se declarer enfin ouvertement contre elle.

Il faut encore observer, que dans cette espece de guerre chacun n'occupoit pas toujours une place conforme aux secrets mouvemens de sa conscience. Les uns la méprisoient entièrement; mais plusieurs vouloient en accorder la voix avec leurs intérêts; & c'étoient ces derniers qui se jetoient dans les partis nistoiens. Ils couvroient souvent de pretextes de religion leur condescendance; soit condescendance pour des sentimens contraires à ce qu'ils prenoient pour la verité, soit condescendance pour des pieces contraires à leurs sentimens. C'étoit le bien de la paix, l'amour de l'Eglise & de son unité, l'impossibilité de réussir autrement ou de pouvoir rendre à l'Eglise quelque service; c'étoient, disoient-ils, toutes ces vues qui les guidoient dans leurs démarches. Cependant c'est un fait dont on peut se convaincre, à mesure que l'on avance dans cette Histoire, que les Constitutionnaires, soit rigides, soit mitigés, ne font d'ordinaire paroître de zèle que pour la Constitution. On les a vu souvent convenir des verités auxquelles la Constitution paroît le moins favorable. Il est arrivé, par exemple, qu'ils ont avoué la necessité de l'amour de Dieu, le dogme de la grace efficace & de la predestination gratuite. les regles qui doivent s'observer dans la dispensation des sacremens, l'excellence de la pratique de lire l'Ecriture &c. Mais on ne leur a point vu de zèle sincere pour établir la croyance de ces verités, pour porter les hommes à les mettre en pratique.

pour réprimer ceux qui les attaquoient. Au contraire, ceux qui attaquoient ces vérités, & ce qui est encore plus suprenant, ceux qui donnoient atteinte aux principes des libertés de l'Eglise Gallicane, ont presque toujours trouvé, lorsqu'ils ont été inquiétés, un asyle certain dans le crédit des Constitutionnaires, & de ceux même d'entre les Constitutionnaires qui faisoient profession de croire les dogmes que ceux-ci vouloient anéantir. On voioit procès sur procès de la part des Constitutionnaires, contre ceux qui ne vouloient pas recevoir la Constitution; ceux là disant que c'étoit un scandale qui ne se pouvoit pas tolérer: mais on ne voioit jamais de procès de la part de ces mêmes Constitutionnaires contre ceux qui soutenoient hautement que le Pape étoit infailible, ou que l'amour de Dieu étoit peu nécessaire, ou que la lecture de l'Ecriture sainte en langue vulgaire devoit être interdite; & ainsi des autres dogmes.

Toutes ces choses sont des faits qui appartiennent à l'Histoire, & qui répandront de la lumière sur ce que nous avons à dire. Il ne nous reste plus qu'à fixer quelques époques qui serviront à nous diriger. La première sera le départ de M. l'Abbé Chevalier & du P. de la Borde pour Rome, à la mi-Mai 1716. Nous représenterons d'abord ce qui se fit jusques-là, soit par les Evêques entre eux, soit entre les Evêques & la Cour. Nous parlerons ensuite, tant des négociations de M. l'Abbé Chevalier, que de ce qui se fit en France depuis son départ jusqu'au 18. Decembre. Enfin nous poursuivrons depuis le 18. de Decembre jusqu'à l'Appel de IV. Evêques, qui se fit au mois de Mars de l'année suivante: entremêlant dans notre narration certains événemens arrivés dans le même tems & qui y ont un raport intime.

Les Evêques qui n'avoient pas accepté la Constitution, ayant été mandés après la mort du Roi, se rendirent à Paris dans le mois de Septembre & d'Octobre de 1715. On y compta l'Archevêque de Tours, l'Evêque de Chalons & celui de Senes, qui n'arriva que le 7. de Decembre; ceux de

S. Malo, de Metz, de Tréguier, de Pamiers, de Verdun, de Boulogne, de Bayonne, de Mirepoix, de Montpellier, d'Arras, & d'Angoulême. Ils commencèrent à la fin d'Octobre à s'assembler chez M. le Cardinal de Noailles, qui faisoit le quinzième. On employa les premières assemblées à examiner ce que l'on devoit traiter. On proposa d'abord de dresser de concert deux Ecrits. On devoit exposer dans le premier les Difficultés qui empêchoient qu'on ne pût recevoir la Constitution, & on l'appelloit par cette raison *le Corps de Difficultés*. On devoit exposer dans le second les vérités & les erreurs qui avoient rapport aux différentes matières comprises dans la Constitution; & on l'appelloit pour cette raison *le Corps de Doctrine*.

Cette première proposition souffrit de la difficulté entre les Prelats. M. de Senes & M. de Montpellier auroient voulu qu'on s'en fût tenu au Corps de difficultés. M. de Verdun & M. de Boulogne entroient aussi dans ce sentiment, & M. l'Evêque de Chalons ne s'en éloignoit point. Leurs raisons étoient, 1. Que dans la diversité d'opinions, qui regnoit entre les Evêques de France, & les Theologiens qu'ils consultoient, il étoit impraticable de faire un Corps de Doctrine qui fût exact & au goût de tous. 2. Que, quand même il n'y auroit rien que d'exact, certaines vérités n'y pourroient être exposées avec la netteté & la force nécessaires; & que c'étoit les affoiblir que de n'en pas représenter l'importance.

Cependant les uns par déférence pour les autres, tous donnerent les mains pour que M. le Cardinal de Noailles fit dresser un Corps de doctrine en même tems qu'un Corps de difficultés; & on convint qu'on examineroit l'un & l'autre, sans déterminer encore l'usage qu'on en feroit.

Afin de travailler avec plus d'ordre & de facilité, ils se partagerent en trois bureaux de cinq chacun, qui se tenoient trois ou quatre fois la semaine. Le premier chez M. le Cardinal de Noailles, le second chez M. l'Archevêque de Tours, & le troisième chez M.

M. de Mirepoix, ou chez M. l'Evêque de Boulogne, qui étant incommodé n'auroit pu que difficilement sortir de chez lui. Les Evêques qui entroient dans ces differens bureaux, avoient la liberté d'y appeller des Théologiens; & en effet ils en appelloient souvent pour digérer les matieres. Ces trois bureaux, ou du moins quelques-uns des Prelats qui les composoient, ne laissoient pas de se réunir de tems en tems à l'Archevêché, & sur la fin M. le Maréchal d'Huxelles & M. Daguesseau Procureur Général se rendoient quelquefois à ces Assemblées.

Le travail qui se faisoit, soit aux bureaux, soit à l'Archevêché, n'étoit pas sans épines. La Cour desiroit un accommodement; & on lui avoit fait envisager cet accommodement comme possible par le moyen des explications, dont les Evêques des differens partis conviendroient. On trouvoit bon, à la vérité, que ces explications fussent autres que celles des XL. qui n'avoient pas paru suffisantes, qui étoient mêlées d'erreurs, & trop sensiblement contraires à la bonne foi & à la justice due à l'Auteur du Livre condamné; mais aussi on s'attendoit qu'à la faveur de ces nouvelles explications la Bulle seroit reçue,

Plusieurs Evêques du nombre des quinze entroient dans ce projet. Quelques autres au contraire étoient déjà convaincus, que nulle explication ne pouvoit rectifier une pièce qu'ils regardoient comme essentiellement mauvaise; & d'autres, à mesure que l'on avançoit, entroient dans le sentiment de ces derniers. En un mot, parmi les quinze Evêques il se trouva des Opposans rigides & des Opposans mitigés. Cela formoit souvent une diversité d'avis; & c'est ce qui ne manquoit pas d'arriver toutes les fois qu'il étoit question de précautions, qui ne paroissent tendre à autre but, si ce n'est à mettre la Bulle en état d'être reçue, ou plutôt à mettre ceux qui n'y étoient pas invinciblement opposés, en état de la recevoir. Quoique l'on gardât un assez grand secret sur ce qui se traitoit dans ces Conférences, cela n'empêchoit pas qu'il ne transpirât de tems en tems quelque chose de cette diver-

sité d'avis. On voit par les lettres du mois de Janvier 1716. qu'on se plaignoit déjà du peu de complaisance de MM. de Montpellier, Senez, Boulogne & Verdun.

Cependant on continuoît le travail aux trois bureaux. Les Prelats de chaque bureau, à mesure qu'ils avoient discuté ensemble les Articles, remettoient à M. le Cardinal de Noailles les observations qu'ils y avoient faites, laissant à cette Eminence le soin d'employer ces observations, & de faire les changemens nécessaires aux differens articles des deux Corps que l'on devoit ensuite relire, lorsqu'ils seroient par-faits.

Cette révision fournit aux Prelats opposés au dessein du Corps de doctrine, de nouvelles raisons pour le supprimer, & fortifia celles qu'ils avoient déjà proposées. Ce qui les choqua le plus fut l'affectation de marquer, par rapport à chaque proposition de la Bulle, des erreurs que l'on condamnoit, & dont il n'étoit nullement question. On n'attribuoit pas à la vérité ces erreurs à l'Auteur des Reflexions morales, mais cela ne paroissoit tendre à autre chose, si ce n'est à dire quand on le voudroit, qu'on recevroit la Bulle, autant qu'elle ne condamnoit que ces erreurs, c'est-à-dire à la recevoir relativement à des explications; & c'est ce que ne vouloient point ces Prelats. «Voilà, dit une lettre du 12. Mars, M. de Montpellier aussi-bien que M. de Senez entièrement déclarés contre le dessein de donner en leur nom un Corps de doctrine, dut-il être aussi bon, dit M. de Montpellier, que le Concile de Trente; parce que ce n'est pas à eux à rendre compte de leur foi, ni à se justifier, comme s'ils avoient avancé quelque doctrine douteuse; & que d'ailleurs un Corps de difficultés suffit pour le but qu'ils se proposent, puisqu'ils sont maîtres d'y insérer tout ce qu'il leur plaira, avec beaucoup plus de liberté que dans un Corps de doctrine. La grande affaire aujourd'hui, dit une autre Lettre du 20. du même mois, c'est le Corps de doctrine, 1. savoir s'il est bon. 2. en cas qu'il le soit, s'il est à propos de

„le donner. MM. de Montpellier & de Se-
„nez ne veulent point le donner. M. de Bou-
„logne assure que s'il l'adopte, il est très
„éloigné de penser à s'en servir pour une
„acceptation de la Constitution qu'il ne fe-
„ra jamais.

Ce fut ce même jour 10. Mars ou le len-
demain que M. le Cardinal de Noailles
s'expliqua clairement en présence des Evê-
ques les plus opposés à la Constitution. Les
objections que lui fit l'un de ces Evêques
contre certains articles glissés dans ces Ecrits
auxquels on travailloit en commun, en
donnerent l'occasion. Ce Cardinal déclara
donc, que son sentiment étoit qu'on devoit
accepter la Constitution, pourvu que les
explications fussent bonnes, & l'accepta-
tion bien clairement relative aux explica-
tions. Cependant l'Evêque lui-même, qui
avoit donné lieu à cette déclaration, non
plus qu'une infinité d'autres personnes des
plus clair-voiantes, ne pouvoient se laisser
convaincre que M. le Cardinal de Noailles
fut véritablement dans la pensée de recevoir.
M. le Cardinal de Rohan disoit de son côté,
qu'il tenoit de la bouche même de M. le Re-
gent, que M. le Cardinal de Noailles lui
avoit dit qu'il accepteroit, & qu'il le feroit,
quand même les Evêques ses confreres ne le
voudroient pas.

Au milieu des conjectures que chacun
formoit selon ses préjugés, touchant les dis-
positions secrètes de M. le Cardinal de N.
ce Cardinal ne perdoit point de vuë la rou-
te qu'il s'étoit tracée dès le commencement.
Il marchoit toujours sur deux desseins, l'un
s'il étoit forcé d'accepter, de le faire aux
conditions les plus avantageuses. L'autre de
ne point accepter, s'il étoit possible d'évi-
ter l'acceptation. Il avoit une piece prepa-
rée par rapport à chacun de ces desseins. Le
Corps des difficultés devoit servir à rejeter
la Constitution, si on pouvoit y réussir.
Et en cas que l'on ne le pût point, le Corps
de doctrine devoit servir à temperer l'accep-
tation.

C'est pourquoi il ne faut regarder ni le
Corps des difficultés, ni le Corps de doc-
trine comme des pieces neuves, & auxquelles

on n'ait travaillé que depuis la mort de Louis
XIV. Le Recueil des difficultés étoit déjà
dressé avant la mort de ce Prince; & M. le
Cardinal de Noailles en fit remettre les ca-
hiers aux Evêques pour les examiner, de la
manière que nous venons d'expliquer. A
l'égard du Corps de doctrine, c'étoit origi-
nairement la partie dogmatique de l'In-
struction Pastorale de ce même Cardinal,
dressée pareillement avant la mort du Roi :
on l'amplifia, on y donna une nouvelle for-
me, & on en fit ainsi le Corps de doctrine.
Sous quelque forme qu'il fût, il conservoit
toujours la premiere destination, qui étoit
de servir en cas de nécessité à l'acceptation
relative.

Il est bon de donner ici une idée de ce
qu'on entendoit par recevoir la Bulle avec
explication. C'est ce que va nous appren-
dre M. l'Evêque de Bayonne, que l'on
peut regarder comme l'un des chefs des Op-
posans mitigés, & peut-être celui de tous
qui étoit & est encore aujourd'hui le plus
porté à l'accommodement. Voici donc com-
me il interprète la démarche que les XL.
avoient faite en recevant avec explication.
„Rien, dit ce Prélat, * n'étoit plus cir-
„conspect & plus adroitement ménagé, que
„cette manière de couvrir les défauts de la
„Bulle, sous le voile des mauvais sens que
„lui donnoient des hommes pervers. Mais
„le Pape avoit trop de pénétration pour ne
„pas déceler la dextérité de ce ménage-
„ment, & pour prendre à la lettre des pa-
„roles, qui dans le fonds n'étoient qu'un
„compliment. Les superieurs qui ajoutent
„à l'expérience la finesse du discernement,
„ne sentent pas moins la force des termes,
„quoique les inférieurs prennent soin de la
„cacher sous des adoucissements respectueux.
Si M. de Bayonne attribuoit cette manière
de penser aux XL. à combien plus forte
raison la mettoit-il en usage, lui & ses
Confreres, lorsqu'ils parloient de recevoir
avec explications ? Ils ne se proposoient
donc autre chose, c'est M. de Bayonne qui
nous le déclare, si ce n'est d'user avec dex-

* Mémorandum & Instruct. Past. pour la publica-
tion de s. pp. 166. du 1. Janvier, 1791. art. 1.

terité d'un ménagement honnête pour le Pape. Ils offroient de dire : Nous recevons ; mais en cela ils n'offroient autre chose si ce n'est de faire un compliment, dont il ne falloit pas prendre les termes à la lettre. Il faut convenir que M. de Bayonne a raison dans le fonds. Non seulement les Opposans irrités, mais encore un grand nombre d'entre les Evêques qui avoient reçu, l'avoient fait de telle sorte, qu'ils pretendoient n'avoir accordé à la Bulle & au Pape autre chose que des paroles vuides de sens. Mais, si ce fait est très véritable, il y en a un autre qui ne l'est pas moins, c'est que depuis la fondation du Christianisme jusqu'à l'année 1713. on n'avoit jamais ouï parler de tels complimens. M. de Bayonne remarque fort bien que le Pape avoit trop de pénétration pour ne pas démêler la dextérité de ce ménagement ; mais tous les simples fidèles à qui la Constitution auroit été proposée comme la règle qu'ils devoient suivre, auroient-ils eu cette finesse de discernement, qui se trouve dit M. de Bayonne, dans les superieurs ? C'est ce que ne pensoient pas ceux d'entre les Evêques qui ne vouloient point d'acceptation, à quelque prix que ce fût, & qui vouloient parler dans une affaire de cette importance sans compliment.

Quand le Pape n'auroit pas eu de lui-même la pénétration que lui attribue M. de Bayonne, il auroit trouvé dans sa propre Cour un homme qui lui auroit fait entendre ce que l'on vouloit cacher sous ces adouciffemens respectueux dont on usoit en France à son égard. C'est du Seigneur Lambertini, jeune Prélat Italien, dont nous voulons parler. Il est d'une humeur gaie, & le Pape prenoit plaisir à s'entretenir avec lui. Un jour que le Pape se trouvoit très-incommodé d'une multitude d'élevures qui paroissoient sur sa peau, & qui provenoient des mêmes principes qui lui causoient ses longues infortunes, il arriva que Lambertini le vint voir ; & après avoir parlé de la santé du Pape, le S. Père passa à la Constitution, & lui demanda ce que vouloient donc dire les François avec ces explications dont ils ne cessent de parler. Avant

que de rendre sa réponse, Lambertini fit observer à sa Sainteté, que jamais on ne disoit aux Princes les choses telles qu'elles étoient : par exemple, ajouta-t-il, en regardant la main du Pape, on dira en parlant à V. S. que ce qui paroît sur sa main sont des marques d'un long échauffé ; mais si l'on parloit à un autre, on lui diroit crûment, *Questo è regna potentissima* ; que c'est là une main treille galle. Il en est ainsi, T. S. P. de l'affaire de la Constitution. Selon le langage que l'on tient aux Princes, ce sont seulement de petits éclairciffemens dont cette Constitution a besoin ; mais dans la vérité, c'est *Regna potentissima*. Ainsi parla Lambertini, d'où l'on voit l'idée qu'il avoit de la méthode des explications que l'on employoit alors. C'est ce que les loix de l'histoire nous obligent de remarquer : nous en passerions peut-être les bornes, si nous ajoutions à la comparaison du Seigneur Lambertini une réflexion : c'est qu'un Prince pourroit se plaindre de son medecin, qui dans une maladie dangereuse lui parleroit avec tous ces ménagemens, & lui dissimuleroit le véritable état de son mal, puisque rien ne seroit plus propre à empêcher qu'il n'en cherchât les véritables remèdes.

Des le mois de Fevrier on pressoit les quinze Evêques de la part de la Cour de donner les Ecrits que l'on attendoit d'eux pour les envoyer à Rome. On redoubla les instances au mois de Mars ; & voici ce que nous apprennâmes une Lettre en date du 12. Mai écrite par une personne instruite d'original. « M. Chevalier & le P. de la Borde sont partis ce matin pour Rome. (Nous reviendrons dans la suite à cet Article : on voit en effet qu'ils se mettoient en chemin ce jour là ; mais dans la vérité ils ne partirent que le 14.) La lettre continue, « Ils n'emportent ni le Corps de doctrine, ni le cahier des difficultés. On doit leur envoyer leurs dépêches en chemin. La raison pour laquelle ils n'emportent point les Difficultés, c'est qu'on n'est pas encore d'accord ; & voici sur quoi. Les quinze Evêques, après avoir travaillé à leurs trois bureaux, s'étant réunis se communiquent

rent leurs remarques, & en composèrent un cahier de 14. Difficultés, qui furent approuvées de tous. Dans la suite M. le Cardinal de Noailles, ayant remis au jour sous le nom de Corps de doctrine ses explications faites du vivant du Roi, & quelques Evêques s'y étant opposés au nombre de trois d'abord, savoir MM. les Evêques de Senz, de Verdun & de Montpellier, auxquels s'est joint dans la suite M. de Mirepoix; & M. le Cardinal sentant bien que si ces quatre Evêques se feroient de lui, ils entraîneroient avec eux tout ce qu'il y avoit de bon dans le second Ordre du Royaume, il a mis tout en usage pour les gagner sans y avoir recouru. Et ces dissentimens causant tous les retardemens que nous avons eu, M. le Duc Regent a pris le parti d'envoyer à Rome M. Chevalier au nom du Roy, pour y porter le cahier des Difficultés, sur lequel tout le monde étoit d'accord. Sur cela les Evêques s'étant assemblés pour le signer, ils furent surpris de trouver quatre des Difficultés les plus importantes, de retranchées. M. de Montpellier parla là-dessus avec feu; & M. le Cardinal ayant dit que c'étoit lui qui les avoit retranchées, M. de Senz lui parla avec bien de la vigueur. Mais M. le Cardinal ne supportant pas si patiemment le discours de M. de Senz qu'il avoit fait celui de M. de Montpellier, lui dit: Il semble M. que vous soyez le premier des Evêques. M. de Senz répondit: Non M. Je sais que je suis le dernier, & très indigne d'être d'un tel Corps; mais quand il s'agira de soutenir la vérité, j'espère que Dieu me fera la grace d'être des premiers. On se sépara alors froidement, & depuis ce tems M. le Cardinal a tenu plusieurs Conférences où ces quatre Evêques, & sur tout les deux qui ont parlé n'ont point été appelés. Ces IV. Evêques ayant toujours insisté pour que les Difficultés supprimées fussent rétablies, M. le Cardinal de son côté ayant proposé plusieurs moyens de les rétablir, mais adoucies & défigurées, & les autres n'ayant

pas voulu qu'on y retranchât rien, on a pris le parti de faire partir ces Messieurs pour Rome sans leur rien donner, ni Corps de doctrine, ni Difficultés, & l'on est dans une grande attente de quelle manière cela se terminera. Cependant on vient d'établir un nouveau bureau chez M. l'Archevêque de Bordeaux, pour examiner si le Corps de doctrine conviendra aux Evêques Acceptans. Ce bureau est composé de cinq, savoir MM. les Archevêques de Bordeaux & d'Auch, & les Evêques de Toul, de Condom & d'Agen; & pour lecteurs, deux Docteurs, MM. Leger & Pastel.

Deux jours après la datte de la Lettre que nous venons d'entendre, c'est-à-dire le 14. Mai, il se tint chez M. l'Archevêque de Bordeaux une de ces nouvelles assemblées, où se passa le fait que nous allons raconter. Pour l'entendre il faut savoir que dans l'Assemblée précédente, M. l'Evêque de Toul avoit trouvé à redire au cahier que l'on avoit lu, où il étoit parlé de la nécessité de l'amour de Dieu dans le Sacrement de pénitence: ce que l'on y disoit lui paroissoit trop fort. On en rendit compte à M. le Cardinal de Noailles. Le Cardinal avoit entre les mains une Lettre que M. de Toul avoit écrite en 1712. au supérieur d'une communauté, où il recommandoit de faire des conférences sur cette matière, & il marquoit cette nécessité de l'amour de Dieu, non moins fortement qu'elle étoit exprimée dans le Corps de doctrine: il appuyoit ce sentiment de différentes autorités, & disoit qu'il ne souffriroit pas qu'on enseignât une autre doctrine dans son Diocèse. M. le Cardinal de Noailles donna cette Lettre au sieur Borzon son secrétaire, & il chargea de la porter à l'Assemblée qui devoit se tenir. Lorsque M. l'Evêque de Toul y entra, le sieur Borzon lui demanda la permission de la lire, sans dire autre chose sinon qu'elle étoit très belle. On en fit la lecture, & M. l'Evêque de Toul ne forma plus de difficultés sur cette matière. M. l'Evêque de Bazas qui étoit présent, lorsque le fait se passa, ne put

s'empêcher de demander d'un stile familier au sieur Borzon, où il avoit pris ce pistolet de poche.

Ces conferences commenees chez M. l'Archevêque de Bordeaux se continuerent chez d'autres Evêques, du nombre de ceux qui, comme nous l'avons dit dans le §. LXI. avoient écrits à M. le Regent pour demander des explications. C'étoit par ces Evêques principalement que l'on vouloit faire approuver le Corps de doctrine. Nous avons vu qu'ils étoient au nombre de trente-deux. On les regardoit déjà comme réunis à M. le Cardinal de Noailles & aux Evêques Opposans; & c'est ce qui fait que l'on trouve souvent repeté dans les Lettres de ce tems-là, qu'il y avoit 50. Evêques declarés en faveur de M. le Card. de Noailles. Cependant ces trente deux ne se separoient point de M. le Cardinal de Rohan. Aussi se flattoit-on quelques fois que M. le Cardinal de Rohan alloit aussi se réunir au Cardinal de Noailles. Car il est bon de savoir que toute cette année se passa en conjectures de la part du public, sur le parti que chacun prendroit.

Après avoir raporté, ainsi que nous venons de le faire, les particularités de cette negociation, qui sont venues à notre connoissance, nous allons entendre parler un Evêque, qui a eu lui-même une tres grande part à tout ce qui s'est passé. Il en a dressé une Relation qui nous est tombée entre les mains, que nous donnerons toute entiere, mais en la partageant conformément au plan que nous nous sommes proposé. On va donc voir en premier lieu la portion de cette Relation qui va jusqu'à l'arrivée de M. Chevalier à Rome.

L E T T R E

De M. l'Evêque de Mirepoix à M. l'Evêque de Valence, où il lui fait la relation de tout ce qui l'a conduit à l'appel de la Constitution au futur Concile.

Vous savez, M. quels furent mes premiers sentimens au sujet de la Constitution *Unigenitus*: je m'en expliquai dans le Projet de Mandement que je dressai dès le mois de May 1714. & qui devint public sans ma participation. " Qu'ils me pardon-
nent, disois je aux Prelats de l'Assemblée,
par l'amour de l'unité qui doit regner
dans le cœur de tous les Evêques, si je
n'adopte point l'Instruction Pastorale, &
si je me crois être obligé de me joindre
aux huit Cardinaux, Archevêques & Evê-
ques, qui n'ont point été de leur senti-
ment. Ils ont cru, ajoutois-je tout de
suite, ainsi que le declare M. le Cardinal
de Noailles qui est à leur tête, que le parti
le plus sage, le plus moderé, & le plus
respectueux pour le S. Siege, le plus sûr
pour la verité, le plus canonique, & le
plus conforme à la pratique soit des Evê-
ques particuliers, soit des Conciles,
quand ils se font trouves en pareil cas,
étoit de recourir au Pape, de lui propo-
ser leurs peines & leurs difficultés, & de
le supplier de leur donner le moyen de
calmer sûrement les consciences alarmées,
de soutenir la liberté des Ecoles Catho-
liques, & de conserver la paix dans leurs
Eglises.

Dès le mois de Septembre de la même année, on fit de grands efforts pour réunir M. le Cardinal de Noailles & les Prelats qui lui étoient unis, avec ceux de l'Assemblée; & c'étoit principalement M. le Cardinal de Polignae qui y travailloit. M. le Cardinal de Noailles nous instruisoit de tout, resolu de ne rien faire que de concert avec les Prelats qui s'étoient joints à lui. Ce projet ne réussit point; & je me souviens que m'étant trouvé depuis avec M. le Car-

pas contents de la nomination de M. l'Evêque de Troyes, qui s'étoit trop montré dans le tems de la négociation de M. le Cardinal de Polignac; d'un autre côté M. Amelot désespérant peut-être du succès d'une négociation dont il avoit connu les difficultés dans son voyage de Rome, s'étant retiré, il ne resta que M. le Maréchal d'Huxelles & M. le Procureur General, avec qui nous eumes à traiter.

Quoique nous eussions été d'avis de recourir au Pape pour lui demander des explications sur les endroits de la Bulle qui alloient les fidèles, & qui faisoient beaucoup de peine aux Theologiens, aucun de nous n'avoit eu la liberté de lui écrire; ainsi nous crûmes que c'étoit par là que nous devions commencer. Ce n'est pas que nous espéissions que le Pape nous accorderoit ce que nous avions à lui demander: il l'avoit refusé au feu Roi, qui le lui avoit fait demander par M. Amelot. Mais avant d'en venir nous-mêmes à donner des explications, autres que celles des XL. qui nous ne jugions pas suffisantes, il nous paroissoit nécessaire, que le Pape nous eût refusé d'en donner lui-même; c'est la réponse que nous fîmes à nos Commissaires. Mais comme ces Messieurs étoient encore plus persuadés que nous, que le Pape refuseroit d'expliquer une Bulle, qu'il pretendoit très-claire, & qui étoit déjà acceptée par le plus grand nombre des Prelats du Royaume, ils crurent qu'il étoit nécessaire de faire en sorte que tous les Prelats du Royaume convinssent des explications que nous donnerions, afin que si l'on ne pouvoit rien obtenir du Pape, on pût au moins faire convenir toute l'Eglise de France d'une explication uniforme de la Bulle, qui, autorisée ensuite par des Lettres patentes, & enregistrée dans tous les Parlemens, pût servir à l'avenir de loi pour tous les François. Ce projet étoit proposé par M. le Procureur General, & inspiré à ce qu'on a cru, par le P. de la Tour & par l'Abbé Couet, tous deux amis de M. le Procureur General.

Pour satisfaire à ces deux différentes

vûes, nous résolûmes de travailler à deux ouvrages importants. Le premier est un Recueil des difficultés que les Theologiens faisoient, ou pouvoient faire sur la Bulle, afin qu'étant envoyé au Pape, il pût voir que ce n'étoit pas sans raison que nous refusions d'accepter purement & simplement la Constitution; & que les explications que les XL. avoient données, quand même le Pape les autoriseroit, ce qu'il n'avoit pas encore fait, ne pourroient pas suffire pour remédier à toutes les conséquences pernicieuses qu'on pourroit justement tirer de la condamnation des propositions énoncées dans la Bulle. Le second étoit un Corps de Doctrine, qui pût être approuvé par toutes les Eglises de France, & par rapport auquel les Evêques de France pussent accepter unanimement la Constitution.

Il fallut bien du tems pour travailler à ces deux ouvrages. Mais dès le tems qu'on commençoit à y travailler, quelques traits de ceux qui avoient accepté la Constitution, eurent qu'ils devoient supplier M. le Regent de demander lui-même au Pape les explications nécessaires pour lever toutes les difficultés que la Bulle causoit dans tous les esprits, & qui augmentoient de jour en jour. Ils lui adressèrent pour cela une lettre qui fut signée d'un certain nombre de Prelats, & que M. le Regent reçut favorablement. Il ne fut plus question que du choix de la personne que M. le Regent enverroient à Rome pour cette négociation. M. l'Archevêque de Tours qui vivoit alors, proposa M. l'Abbé Chevalier Archidiacre & Vicaire General de Meaux. On eut de la peine à obtenir le consentement de M. le Cardinal de Bissi, auquel il étoit attaché & ce Cardinal crut devoir instruire le public, qu'il avoit été forcé d'y donner le mains. D'un autre côté la Sorbonne déclaroit tous les jours plus ouvertement contre la Constitution, le tems du synode du Sr. le Rouge étant fini, on avoit élu M. Ravecher, & l'on avoit nommé des Commissaires pour examiner la conduite de M. le Rouge pendant son synode & sur la conclusion du 5. Mars 1714. 1

Commissaires s'étant assemblés firent enfin le rapport à la Faculté ; & il fut décidé que la Conclusion du 5. Mars, qui portoit que la Constitution avoit été acceptée à la pluralité des suffrages, pour servir à l'avenir de loi à laquelle on seroit obligé de se soumettre, étoit fautive, contraire à l'avis qui avoit prévalu, & fautive ment fabriquée par le sieur le Rouge, qui pour cette raison fut exclu à l'avenir des assemblées de la Faculté. Plusieurs des plus habiles & des plus gens de bien, en disant que la Bulle n'avoit pas été reçue, ainsi que le portoit la fautive Conclusion du 5. de Mars 1714. ajoutaient qu'elle n'étoit pas recevable, & qu'ils ne la recevoient jamais. On fut sur tout extrêmement touché d'entendre M. l'Abbé Lambert, dont la piété édifie depuis longtemps tout Paris, s'accuser humblement d'avoir opiné contre la conscience dans l'affaire de la Constitution ; qu'il avoit avec une extrême douleur, que n'entendant que menaces de toutes parts, la terreur l'avoit tellement frappé, qu'il avoit prévariqué dans son avis par lâcheté ; qu'il en avoit eu tant de regret qu'il étoit tombé malade ; & qu'il embrassoit avec joye l'occasion qui se présentait de réparer une faute que sa conscience lui avoit toujours reprochée depuis. Son avis avoit été, *Oblemp. randu, non deliberandum.*

Ces démonstrations des Docteurs de la Faculté firent que M. le Regent leur fit défenses de délibérer à l'avenir sur le sujet de la Constitution. Mais on connut par la quelle étoit la disposition des Docteurs à l'égard de la Bulle. Il n'en fallut pas davantage à la Faculté de Théologie de Nantes pour révoquer le Décret par lequel elle avoit accepté la Constitution. Elle déclara nettement qu'elle le révoquoit *eo quod parum veritati & aqurati consultum fuisset.*

La Faculté de Théologie de Reims prétendit qu'elle n'avoit pas été libre, quand elle l'avoit acceptée à cause de la présence de M. l'Intendant de Champagne, & souscrivit au récit que fit son Syndic de tout ce qui s'étoit passé en cette occasion, par

lequel la Conclusion prise en présence de M. l'Intendant demeurait révoquée.

Tout cela fortifioit extrêmement l'espérance que j'avois conçue sur la fin du règne du feu Roi, que la Bulle pourroit bien n'être pas reçue. Mais rien ne contribua davantage à me confirmer dans cette pensée, que ce qui se passa dans le mois de Mai de cette année au Parlement de Paris. M. l'Archevêque de Reims avoit entrepris de contraindre par des censures les Ecclesiastiques à accepter la Constitution : ils en appelèrent comme d'abus au Parlement : la cause y fut plaidée fort solennellement, & M. l'Avocat General de Fleury y établit invinciblement, que la Bulle n'étant pas acceptée par toute l'Eglise, ne pouvoit pas donner droit aux Prelats de contraindre par des censures les Ecclesiastiques à l'accepter. Il fut déclaré y avoir abus dans le Mandement des Grands Vicaires de Reims ; & le Prelat fut condamné aux dépens.

Il demeurait constant par les Arrêts des Parlements d'Aix, de Dijon, & de Rennes, que la Constitution n'étoit pas acceptée ; & c'étoit, selon que j'en jugeois des-lors, un grand préjugé qu'elle ne le seroit pas.

Il parut alors un écrit adressé à M. le Regent, qu'on attribuoit à M. l'Evêque d'Alet, pour prouver que la Constitution étoit acceptée par le Corps des Pasteurs ; & que par là elle étoit devenue une règle de foi, ainsi que M. l'Evêque de Chalon sur Saône & M. l'Evêque de Toulon l'avoient prétendu dans leurs Mandemens. Mais cet écrit fut si solidement réfuté par un écrit imprimé, qu'on attribuoit à M. l'abbé Mengui, Conseiller au Parlement de Paris, que M. l'Evêque d'Alet désavoua l'écrit, & il n'a plus voulu se mêler dans la dispute.

Nous travaillions cependant toujours à nos deux ouvrages. Il est vrai que M. l'Evêque de Montpellier ne goûtoit nullement que l'on travaillât à un Corps de doctrine ; il craignoit, aussi bien que M. l'Evêque de Senez, qu'on ne voulût s'en servir pour accepter

accepter quelque jour la Constitution ; & il ne croioit pas qu'elle pût jamais être acceptée.

Nous travaillâmes d'abord tous ensemble ; mais le travail n'avançant point , & quelques-uns de nos Prélats aiant voulu se retirer dans leurs Diocèses , nous ne fûmes que cinq ou six , & nous travaillions à l'Archevêché sous les yeux de M. le Cardinal de Noailles qui assistoit souvent à nos conférences , dans l'appartement de M. de Châlons. Ce fut là qu'en examinant avec plus d'attention que nous n'avions encore fait , les conséquences que l'on pouvoit tirer de la Constitution , nous remarquâmes qu'il étoit sensible que les Jésuites , qu'on en doit regarder comme les véritables auteurs , avoient voulu se relever , par l'autorité du Pape , de toutes les condamnations qu'ils avoient essuï en France depuis 80. ans , touchant la doctrine , la morale & la discipline. Sur la fin du ministère du Cardinal de Richelieu , il fit retracter au P. Cellor Provincial des Jésuites , ce qu'il avoit avancé d'une grace attachée intrinsèquement à l'ancienne loi , sur quoi on peut voir les propositions condamnées dans la Bulle qui regardent la différence des deux alliances ; condamnation que les Jésuites employent aujourd'hui dans leurs Thèses du College de Clermont soutenues au commencement de cette année 1717. pour établir l'erreur que l'ent P. Cellor fut obligé de retracter. Il n'y a personne qui ne sache ce qui fut fait dans l'Assemblée du Clergé de l'an 1655. contre le relâchement de la discipline du sacrement de pénitence , où les Avis de saint Charles furent autorisés & envoyés dans tous les diocèses pour y servir de règle : sur quoi on peut voir la condamnation des propositions 87. & 88.

Plusieurs Evêques de France avoient en divers tems condamné divers relâchemens de la morale des Jésuites , particulièrement sur la nécessité de l'amour de Dieu , soit dans le sacrement de pénitence , soit hors du sacrement. On se souvient encore de la condamnation que fit la Faculté de Théologie de Paris de la doctrine du P. le Comte

touchant les cultes Chinois. Mais n'est-ce pas cette doctrine que la Bulle autorise en condamnant ce que le P. Quesnel a avancé , après S. Augustin , & après le Concile de Trente , que la *loi est la première Grace* ?

L'Assemblée de 1700. rassembla toutes ces différentes erreurs & tous les différens relâchemens qui avoient été déjà condamnés , pour les condamner de nouveau. On condamna même le Molinisme dans son principe , en condamnant le prétendu pacte entre le Pere éternel & Jésus-Christ son Fils , inventé par Molina pour rétablir le Semi-pélagianisme sous d'autres expressions. C'est ainsi que l'Assemblée s'en explique. On fait ce que firent les Jésuites par leur celebre P. Perrin , pour empêcher toutes ces condamnations. Cependant il est évident , & je croi l'avoir fait voir dans le Projet de mon Mandement , que la Constitution érige en dogme le Molinisme. Ainsi , que fait le Pape , ou plutôt la Constitution ? Elle rétablit tout ce que le Clergé de France a condamné depuis 80. ans. Le Pape ne s'en cache pas : il dit qu'il donne sa Constitution pour terminer tous les différens qu'il y avoit dans l'Eglise , & particulièrement dans le Royaume de France. Mais , comment termine-t-il par la Constitution tous ces différends ? Qu'on l'examine attentivement ; on verra que c'est toujours en faveur du parti condamné dans l'Eglise de France. De sorte qu'on peut dire que les Jésuites ont fait demander par le Roi & par quelques Evêques du Royaume , une Bulle qui détruit tout ce que la Faculté de Théologie de Paris , les Evêques particuliers , & les Assemblées du Clergé ont edifié depuis 80. ans.

Je vous avouë , M. que nous fûmes tous frappés de cette considération , & nous jugeâmes qu'il n'étoit pas possible de remédier par des explications aux maux que les Jésuites avoient eu dessein de faire à l'Eglise par cette Constitution. Nous résolûmes même un jour que nous nous trouvâmes seuls M. l'Evêque de Châlons , M. l'Evêque de Montpellier , M. l'Evêque de Senes , M. l'Evêque de Boulogne , & moi , que nous de-

vions nous en expliquer avec M. le Cardinal de Noailles qui nous paroïssoit résolu à recevoir la Bulle avec des explications, qui nous disoit qu'il l'avoit toujours offert, & qu'en cela c'étoit nous qui changions de sentiment plutôt que lui. M. le Cardinal de Noailles ne parut pas faire beaucoup d'attention à ce que je lui dis moi même sur cela; mais il nous parut depuis ce tems-là, que M. de Chalons n'agissoit plus avec nous avec la même confiance. Le Recueil de nos difficultés, après avoir été achevé, fut ensuite mis en latin, & envoyé à M. Chevalier, qui étoit déjà arrivé à Rome.

Nous placerons en son lieu la suite de cette Relation. Les personnes qui à la première vuë de la Constitution demeurèrent convaincus, que jamais on ne pouvoit la recevoir à l'ombre de quelques explications que ce pût être, pourront être surpris qu'il ait fallu tant de tems & d'application à un homme aussi éclairé que l'étoit M. de Mirepoix, pour s'en convaincre. Mais l'étonnement diminuera peut-être, s'ils prennent la peine de considérer toutes les circonstances des lieux, des tems, & des liaisons qu'avoit cet Evêque. Nous rapporterons ici ce que M. le Cardinal de Noailles lui disoit dans une lettre qu'il lui écrivit le 26. Avril 1715. " Je ne suis pas en peine de la fermeté de M. de Montpellier: je crains au contraire qu'elle ne soit trop grande. Car il paroît dans le fonds ne vouloir aucune acceptation. Il est tems qu'il se détermine, & qu'il entre dans vos sentimens plus modérés. M. de Mirepoix, comme nous venons de le voir, crut au contraire devoir entrer dans les sentimens de M. de Montpellier & des autres Evêques qui se trouverent penser comme lui. On verra dans la suite avec quelle constance il a persisté dans le parti qu'il n'avoit embrassé qu'après une si mûre délibération. Ce fut en particulier le Memoire qui depuis a servi d'*Apologie* aux Curés du Diocèse de Paris, qui n'étoit alors que Manuscrit, qui le fit changer de sentiment.

Avant que de parler de ce que faisoit à

Rome M. Chevalier, nous rapporterons encore quelques particularités sur ce qui se passoit en France. Les Evêques Opposans s'assemblerent souvent à l'Archevêché sur la fin du mois de Juin. Ils le firent aussi au mois d'Août. Le Corps de doctrine étoit le sujet de ces Conférences. On le communiquoit cependant aux Curés de Paris. La plupart d'entre eux le virent, mais sans qu'on en laissât prendre de copie; & il y en eut qui donnerent des remarques par écrit sur ce qu'ils avoient entendu.

Ce fut dans ce tems là que M. de Mirepoix alla trouver M. le Cardinal de Noailles à Conflans, & lui déclara, tant en son nom qu'en celui de quelques autres Evêques, qu'ils ne pouvoient recevoir la Bulle avec explication. Cela ne fit pas perdre pour toujours l'espérance de ramener M. de Mirepoix à la voye des explications, comme nous le verrons dans la suite. M. l'Evêque de Pamiers, qui partit de Paris vers ce tems-ci, déclara la même chose à ses amis. Cela étoit conforme à ses premiers sentimens. On avoit même vu une lettre de lui qui parut quelque tems après dans la Gazette d'Hollande. Elle étoit écrite de Pamiers du 2. Septembre 1715. plusieurs jours avant que l'on pût savoir la mort du Roi, dans une ville si éloignée: la voici.

EXTRAIT d'une lettre de M. l'Evêque de Pamiers à M. l'Abbé de ***.

J'ai lu, M. la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avec toute l'attention qu'elle demandoit. Il y a long tems que toutes les difficultés dont vous me parlez me frappent, & je conviens qu'il n'y a pas de voye plus courte, plus sûre, plus capable de donner le calme que celle d'*attaquer la Constitution*.

Je rends grâces à Dieu d'avoir rendu la santé à notre Roi, qui nous est si chère.

On fait bien gronder des tonnerres contre nous; mais il y en a un supérieur qui saura les dissiper, quand l'heure sera venue. M. l'Archevêque de Tours me mande, qu'il

y a un bruit que M. de Treguier recevra la Constitution sous des explications, c'est son affaire.

Vers le mois de Juillet M. du Doucet Evêque de Bellai écrivit à M. le Regent, pour lui représenter la nécessité d'obtenir des explications de la Constitution, à cause du scandale qu'elle causoit parmi les Protestans : ce qu'il appercevoit mieux qu'un autre, son Diocèse étant voisin de pais Protestans.

Nous insererons ici ce que nous trouvons dans une lettre écrite de Rome en date du 21. Avril. » Le Visiteur des An-
» tons est venu ici avec des lettres de re-
» commendation du Cardinal de Bissi. A la
» premiere audience qu'il eut du Pape, sa
» Sainteté se plaignit de la conduite des
» Evêques Opposans, disant qu'ils étoient
» un grand sujet de scandale aux hérétiques,
» qui ne manqueroient pas de se confirmer
» dans leurs sentimens sur le sujet de Rome,
» en voyant des Evêques qui passent pour
» les plus pieux, résister aux décisions du
» Pape. Le Visiteur voulant faire la Cour,
» témoigna, à S. S. que dans son Ordre
» ils avoient tous reçu avec un très profond
» respect la Constitution. J'en suis très aise,
» repliqua le Pape ; mais je voudrois bien
» avoir votre acceptation par écrit. Le Visi-
» teur promit au S. Pere de faire venir de
» France cette acceptation.

S. LXXII.

Choix de M. l'Abbé Chevalier & du P. de la Borde pour les envoyer à Rome. Lettre circulaire de M. le Cardinal de Bissi à ce sujet. Instructions dont M. Chevalier est chargé. Situation des esprits à Rome. Audience du Cardinal Panincci. Consistoire solennel que le Pape tint la vigile de la fête de saint Pierre. M. Chevalier voit les Cardinaux l'un après l'autre.

Dès le commencement de la Regence, lorsqu'on forma les differens Conseils,

M. le Maréchal d'Huxelles fut mis à la tête de celui des affaires étrangères. Cela donnoit lieu à M. le Nonce de lui parler de la Constitution. Un jour que ce Ministre du Pape insistoit sur l'acceptation pure & simple, M. le Maréchal d'Huxelles lui répondit nettement : » De faubusez-vous, » M. de cette pensée, elle est chimerique ; » l'acceptation pure & simple ne passera ja- » mais en France. Mais on avoit fait enten- » dre à la Cour de France, qu'il n'étoit nul- » lement impraticable de faire recevoir la Constitution avec des explications qui remédieroient à tout ; que l'on réuniroit par cette voye les Evêques du Royaume ; que les obstacles qui pourroient empêcher Rome d'entrer dans cette vue, n'étoient pas invincibles, & qu'ainsi on pouvoit espérer de parvenir à une paix qui réuniroit tous les esprits. C'étoit afin d'avancer vers ce terme, que les Evêques s'étoient portés d'eux-mêmes, & s'étoient laissés porter à se donner les mouvemens que nous avons déjà vus.

Enfin on crut que le tems étoit venu d'agir efficacement à Rome. On chercha quelqu'un que l'on pût y envoyer, & l'on vouloit qu'il y fit trois choses : 1. Qu'il portât les Difficultés des Evêques Opposans, afin de rendre Rome plus traitable. 2. Qu'il fit connoître clairement à Rome, que l'acceptation en France avoit été seulement relative, & nullement pure & simple. 3. Qu'il fit goûter au Pape les moyens de conciliation, que l'on proposeroit de la part de la France, ou bien qu'il portât les Romains à en trouver eux-mêmes que l'on pût goûter en France.

M. l'Abbé Chevalier fut celui sur qui on jeta les yeux, pour le charger de cette importante commission. La Cour auroit eu de la peine à trouver un homme qui sentit mieux la force des difficultés qui combattoient la Constitution. Cependant il n'avoit pas d'opposition invincible à la methode des explications, pourvu qu'elles fussent autorisées par le Pape. C'étoit un homme d'un esprit solide, d'un sens droit, fortifié par une longue experience, d'une

probité reconnue , d'une humeur douce & insinuante. Il étoit depuis très longtems attaché à la personne de M. le Cardinal de Bissi, dont il étoit actuellement Grand Vicair pour son Diocèse de Meaux ; & il avoit été autrefois député à Rome de la part de M. de Bissi, alors Evêque de Toul, pour l'affaire que ce Prelat avoit avec M. le Duc de Lorraine. On l'avoit même employé dès le vivant du feu Roi pour faire la fonction de Mediateur auprès de M. le Cardinal de Noailles, dans le tems que l'on tentoit toutes sortes de voyes, & que l'on mettoit en œuvre tant de personnes differentes, pour trouver le secret de faire un accommodement. Cela avoit donné lieu à M. le Cardinal de Noailles de le connoître & de l'estimer.

Sur la proposition que l'on fit à M. Chevalier du voyage de Rome, il y trouva de grandes difficultés, tant du côté de l'objet de la commission, que du côté de sa santé, qui étoit extrêmement foible. Dans son premier voyage de Rome il avoit été empoisonné par la malhabileté d'un cuisinier, & il lui en étoit demeuré un tremblement qui lui ôtoit la facilité de se servir de sa main pour écrire. Il declara donc, qu'il lui étoit impossible d'accepter la commission dont on vouloit le charger, à moins qu'on ne voulût bien lui accorder pour collègue un ami, en qui il auroit une pleine confiance. Cet ami étoit le P. de la Borde de l'Oratoire, homme de beaucoup d'esprit & qui réunist de talens rares. On lui accorda sa demande ; & ces deux Theologiens ne songerent plus qu'à se preparer à leur voyage, & à prendre les instructions qui leur seroient nécessaires.

Cependant M. le Regent apprit lui-même à M. le Cardinal de Bissi le choix qu'il avoit fait de son Grand Vicair pour l'envoyer à Rome. On seroit porté d'abord à penser que cette nouvelle lui devoit faire beaucoup de plaisir ; mais comme elle n'avoit point été concertée avec lui de la part du Prince, elle ne lui causa que de la surprise. Il tacha de cacher cette surprise, & offrit à M. le Regent, d'écrire à Rome en

faveur du nouvel Envoyé, & de l'appuyer de tout son credit. Mais le Prince repondit que cela seroit superflu, & qu'il vouloit bien se charger lui-même, de l'autoriser autant qu'il seroit necessaire. Aussitôt qu'il fut de retour chez lui, il se laissa aller aux mouvemens naturels que lui causa un événement si imprévu. C'étoit son Grand Vicair que le Roi envoyoit à Rome, & on l'y envoyoit pour y porter les Difficultés du Cardinal de Noailles. Sur cela mille choses se presenterent à son imagination ; & on assure qu'en s'entretenant avec lui-même, comme il est ordinaire de le faire lorsqu'on est frappé vivement de quelque objet, il lui échapa de dire : *Non, il n'y a que le diable qui ait pu inventer un tel stratagème.* Après s'être remis de son premier étonnement, il songea au parti qu'il avoit à prendre ; & après avoir vu une seconde fois M. le Regent, & lui avoir fait ses representations, il se determina à écrire la lettre que nous allons voir, & en demanda la permission à S. A. R. qui lui repondit, qu'il étoit le maître de faire ce qu'il lui plairoit.

LETTRE circulaire de M. le Cardinal de Bissi, à ceux de MM. les Evêques qui ont reçu la Constitution Unigenitus.

Je crois, M. devoir vous donner avis que c'est le sieur Chevalier, l'un de mes Grands Vicaires, qui est chargé par ordre de M. le Duc d'Orleans de porter à Rome tout ce que M. le Cardinal de Noailles a arrêté de faire avec MM. les Evêques qui lui sont joints. S. A. R. m'ayant déclaré son dessein, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour l'en détourner ; mais n'ayant pas eu le bonheur d'y réussir, je l'ai supplié de me donner deux permissions : l'une de dire publiquement que je n'ai eu aucune connoissance de ce que ce Grand Vicair va porter à Rome, que j'ai fait tout ce que j'ai pu pour empêcher qu'il n'en fut chargé, & que c'est M. le Regent qui l'a absolument voulu ; l'autre est, de mander tout cela au Pape. S. A. R. remplie de justice &

d'équité m'a accordé cette double permission. Je m'en fers donc, M. pour vous apprendre par moi-même, comme les choses se sont passées à l'égard du voyage de ce Grand Vicaire. Car sans ces précautions, on auroit pu croire que j'ai eu quelque part à tout ce que les Evêques Opposans ont fait, pour concilier leur paix avec le S. Siege. Je souhaite de tout mon cœur qu'ils y réussissent ; mais je suis toujours plus persuadé que jamais, que nous avons fait nôtre devoir, & que nous ne pouvions pas faire autrement que ce que nous avons fait. Je ne me détacherai jamais de mes Confreres MM. les Evêques, mettant toute la sûreté de ma croyance, non dans le peu de lumières que j'ai pu acquérir, mais dans la conformité de mes sentimens avec ceux du Chef de l'Eglise & du Corps des Evêques &c.

CEPENDANT M. Chevalier alla voir M. le Cardinal de Bissi pour prendre congé de lui avant son départ. Il partit avec le P. de la Borde le 14. Mai, comme nous l'avons dit ; & ils arrivèrent à Rome le 15. ou 16. Juin. C'étoit auprès de Clement XI. que l'Abbé Chevalier avoit autrefois traité l'affaire, dont il étoit chargé alors de la part de M. de Bissi ; & le parti qu'il avoit soutenu dans cette affaire, étoit conforme aux intérêts de la Cour de Rome. Ainsi le Pape le connoissoit, & étoit dans des dispositions favorables pour sa personne. Lorsque M. le Cardinal de la Tremoille lui annonça que le choix du Prince étoit tombé sur lui, il en témoigna sa joye. On peut croire qu'elle étoit d'autant plus sincere que le Pape ne desespéroit pas de le gagner, & de le faire entrer dans ses vues. Il n'étoit pas encore informé de ce que renfermoit sa commission. C'est ce que nous devons maintenant exposer.

Voici donc en abrégé, ce que portoient les dépêches dont M. Chevalier & le P. de la Borde furent chargés au nom du Roi par le Prince Regent.

Première chose qu'ils devoient proposer : Des explications données par le Pape, & concertées avec les Evêques de France.

I. Ils devoient représenter, & mettre dans tout le jour possible les troubles que causoit la Contitution parmi les Evêques, rappeler la conduite des huit premiers Evêques Opposans, qui avoient voulu faire leur remontrance à ce sujet à S. S. & qui en avoient été empêchés par le Roi ; remontrer que S. A. R. leur permettoit aujourd'hui, & à ceux qui s'étoient unis à eux, de faire à S. S. les représentations qu'ils jugeroient à propos.

Pour autoriser cette démarche de la part des Evêques Opposans, les Envoyés du Roi devoient remontrer, que les Evêques de France n'avoient point reçu purement & simplement ; le prouver par l'Instruction des XL. & montrer ensuite l'insuffisance de cette Instruction.

1. Elle n'expliquoit pas le dogme avec assez de netteté & de précision ; elle fautorisoit en quelques endroits l'erreur, pour ne rien dire de plus, sur tout lorsqu'elle condamnoit cette proposition : *La crainte en general n'arrête que la main, & laisse le cœur livré au péché.* Prop. 61.

2. Elle donnoit à la Bulle un sens si éloigné de son véritable sens, qu'elle renversoit tout le langage.

3. Elle multiplioit les contestations sur les faits, attribuant des sens à l'Auteur qu'il désavouoit, & faisant regarder comme pernicieux, un livre qui n'avoit été que trop approuvé pendant 40. années, & que le Pape Innocent XII. n'avoit point condamné, quoique dénoncé.

Après avoir fait connoître au Pape les motifs qui empêchoient les 16. Evêques d'adopter l'Instruction des XL. le grand objet de la négociation devoit être d'obtenir des explications du Pape, qui misent ces Prelats, les Universités & les Pasteurs en état de recevoir la Bulle, & rendissent la paix à l'Eglise.

On devoit pour cela détruire les préventions du Pape contre les Evêques, faire sentir les avantages du moyen qu'on proposoit, assurer qu'on les demandoit sincèrement pour accepter, appuyer la démarche des Evêques, par l'exemple de plusieurs de leurs Prédecesseurs qui en avoient ainsi usés avec les Papes.

II. Les Envoyés devoient faire sentir que jamais les Evêques de France ne recevoient purement & simplement, & qu'il falloit renoncer à espérer qu'ils commençassent par recevoir d'abord, pour faire ensuite leur commentaire.

Ils devoient fortifier cette déclaration des Evêques par l'exemple de 110. Prelats, qui avoient reçu avec leur Instruction Pastorale : par celui des Parlemens, qui avoient approuvé leurs modifications & leurs clauses : par celui des 30. Evêques, qui avoient écrit à S. A. R. & qui offroient de se joindre aux 16. Prelats, pour demander des explications au Pape; & autoriser tout cela par la demande du Prince Regent.

Ils devoient ajouter, qu'il étoit nécessaire que les Explications fussent données par le Pape. 1. Cela étoit plus décent pour lui. 2. Il pouvoit y avoir de la division entre les Evêques, s'ils les donnoient. 3. Rome seroit blessée du *relativement* que les Evêques ne pouvoient se dispenser de mettre à leurs explications. 4. Les explications données sans l'approbation du Pape, ne remedieroient point au mal : son silence seroit pris pour un désaveu : on combatroit ces explications par les textes de la Bulle : les Evêques étrangers ne s'y touneraient point.

III. Ils devoient faire sentir les inconveniens d'un refus, par les moyens suivans.

1. Les difficultés proposées deviendroient publiques; & alors quel jugement porteroit-on de la conduite du S. Pere, quand on verroit que des Difficultés si folides n'avoient point été écoutées ?

2. Quel parallèle auroit-on lieu de faire, de la Sainteté avec ses Prédecesseurs, qui n'avoient point refusé d'écouter les

Evêques leurs freres en pareilles conjonctures.

3. La Sorbonne étoit en ce cas disposée à denoncer à toute l'Eglise la Constitution, lui attribuant tous les mauvais sens que le Pape n'auroit pas voulu déclarer n'être pas les siens, & à en appeler au Concile. Son exemple seroit suivi par les Curés &c.

IV. Ils devoient démontrer qu'on se flattoit en vain que la Constitution étoit reçue par toute l'Eglise : parce qu'en France, mille variétés entre la manière de recevoir de 110. Evêques : hors de la France, silence des Prelats qui ne pouvoit être pris pour une acceptation tacite.

V. Ils devoient proposer les moyens & les voyes de parvenir à ces explications. 1. Offrir d'en fournir un projet pour chaque proposition, ou de les réduire à certains chefs qui les renferméroient toutes. 2. Demander que le Pape déclarât qu'il n'avoit pas voulu donner atteinte à la doctrine de la grace efficace. 3. Insister pour que ces explications fussent concertées avec les Evêques; sans cela, même inconvenient qu'à l'égard de la Bulle, qui n'avoit pas été montrée avant sa publication, au feu Roi, comme on en étoit convenu. 4. Marquer que ce concert consistoit à en laisser échapper un projet qui tomberoit entre les mains de Son Altesse Royale qui le communiqueroit aux Evêques.

Toute autre voye ne devoit être proposée, qu'on n'eût fait les derniers efforts pour obtenir ces explications; & on ne devoit rien oublier de ce qui seroit nécessaire pour instruire la posterité que S. A. R. avoit demandé des explications, & que S. S. les avoit refusées.

SECONDE chose que les Deputés devoient proposer : Le Corps de doctrine envoyé de France à Rome.

Si on refusoit les susdites Explications, les Envoyés devoient tenter une autre voye; c'étoit celle d'un Corps de doc-

trine, qui seroit envoyé à Rome, & mis entre les mains du Cardinal de la Tremoille, & dont ils donneroient l'idée suivante.

Ce Corps de doctrine sera peu different du Mandement explicatif composé du vivant du feu Roi. Les preuves de la doctrine y seront plus étendues, mais ce sera la même doctrine trouvée alors orthodoxe par les Evêques. Ce Corps de doctrine a été trouvé exact par des Docteurs & par des Prelats qui ont accepté la Bulle.

On y a eu en vue de traiter toutes les questions de la Bulle, sans la nommer; de déterminer toutes les erreurs que S. S. a voulu proscrire, & d'exposer les dogmes certains, & les opinions Catholiques auxquelles le Pape n'a pas voulu donner atteinte.

Ils devoient représenter qu'un Corps de doctrine ainsi proposé, menageoit davantage la dignité du S. Siege, & étoit plus propre à établir l'uniformité parmi les Evêques, que les Mandemens explicatifs proposés du vivant du feu Roi. Car 1. les seize Evêques ne vouloient point du Mandement explicatif, & étoient pour le Corps de doctrine. 2. On ne pouvoit espérer que les 110. Evêques acceptassent ces Mandemens explicatifs; & ils étoient bien portés à recevoir le Corps de doctrine, qu'on soumettroit à leur censure, & dans lequel on reformeroit ce qu'ils voudroient changer. 3. Les Facultés de Theologie ne pouvoient entrer dans des Mandemens explicatifs, au lieu qu'elles dresseroient elles-mêmes des Articles conformes au Corps de doctrine.

Ils devoient ajouter, que le Pape, pour sceller la paix, devoit approuver le Corps de doctrine. On offriroit, en envoyant le Corps de doctrine, d'y joindre un précis de chaque article, où l'on se contenteroit d'exposer les erreurs condamnées, les vérités opposées, & les opinions des Ecoles: tout cela détaché des preuves. Que si le Pape vouloit quelque changement, on promettrait que l'on y auroit égard.

Ils ne pouvoient trop insister, ni dire

trop précisément, que les Evêques ne se refoudroient jamais à publier leur Corps de doctrine, à moins qu'ils n'eussent des marques si certaines de l'approbation de S. S. qu'elles ne pussent être revoquées en doute dans la suite.

Ils devoient proposer pour moyen de le faire, que S. S. écrirait à M. le Regent, qu'elle étoit surprise que des Evêques, qui entendoient si bien sa Bulle, qui rejetoient toutes les erreurs qu'elle avoit voulu proscrire, qui soutenoient des vérités & des opinions qu'elle n'avoit jamais voulu condamner, refusassent d'accepter & de publier sa Bulle: Que cette approbation indirecte suffiroit pour le public: Que le Pape par là agiroit toujours en supérieur. Tout cela devoit être dit dans un Bref: Que ce Bref donné, les Evêques donneroient ensuite un Mandement fort court, où ils diroient que le Pape n'avoit voulu condamner dans la Constitution que les erreurs énoncées dans le Corps de doctrine, & que S. S. n'avoit jamais voulu donner atteinte aux vérités qui y étoient opposées, ni aux opinions qui y étoient établies; Et qu'à ces causes ils acceptoient la Constitution.

Tel étoit le précis des Instructions les plus importantes qui devoient diriger M. Chevalier & son Collegue dans leur négociation à Rome. S'il y eut quelque chose au delà on le verra dans la suite de notre narration.

Nous ajouterons seulement ici, qu'ils avoient encore reçu commission, en cas que la Cour de Rome ne voulût rien écouter, ni se prêter à rien, de lui faire sentir qu'on pourroit absolument se passer en France de son secours, en laissant agir les Parlemens & les Universités, & en donnant une Declaration de la part du Roi, qui, après avoir exposé l'état des contestations, les démarches faites auprès du Pape, pour lui demander l'éclaircissement des difficultés, & le refus que le Pape auroit fait d'y répondre, imposeroit des bornes aux disputes, & renverroit toute l'affaire

au jugement de l'Eglise universelle. Il ne paroît pas jusqu'à l'Appel des IV. Evêques, que les circonstances se soient trouvées propres, pour que M. Chevalier pût faire usage de cette dernière partie de ses Instructions.

IL EST nécessaire de donner en peu de mots une idée de la situation où ils trouverent à Rome les esprits. En général on est très attaché dans ce pais-là à la doctrine qui élève le Pape au dessus de tout. On y regarde comme des vérités certaines, & en un sens comme des articles de foi, les opinions opposées aux IV. Articles arrêtés en France dans l'Assemblée du Clergé de 1682. On s'y applique peu à l'étude de la Théologie; beaucoup moins à la lecture des SS. Peres & de la Tradition. Peu de personnes y étudient la religion. On se contente de croire que le Pape fait tout, ou du moins que, quand il lui plaît, il peut prononcer la vérité sur tout; & l'on ne se met pas en peine d'en savoir davantage. Lorsqu'il paroît une Bulle dogmatique, on est très disposé à la recevoir, & à croire en général qu'elle contient la vérité, sans avoir la curiosité de savoir au juste quelle est cette vérité qu'elle contient.

Il ne faut pas néanmoins étendre jusqu'aux Jésuites ce que nous disons de cette dernière disposition. Ils ont à Rome, comme par tout ailleurs, leur doctrine, tant sur le dogme que sur la morale. Il savent fort bien distinguer ce qui s'en écarte d'avec ce qui y est conforme; & ils n'y sont pas indifférens. A l'égard de cet assemblage d'hommes que l'on appelle la Cour de Rome, ce qui les touche après leur intérêt propre & personnel, c'est l'aggrandissement de cette même Cour; c'est qu'elle croisse en richesses, en puissance, en autorité. S'ils prennent ensuite quelque intérêt à une autre, cet intérêt ne marche qu'au second rang, & est ordinairement soumis dans leur cœur à l'intérêt de la Cour de Rome, comme il l'est toujours, ou presque toujours, dans leur esprit à la doctrine de l'infaillibilité du Pape.

Le peuple est peu instruit, & n'a guères

de moyens de s'instruire; rarement entend-il des prédicateurs qui lui expliquent le fond de la religion. Il n'est point exhorté à la lecture, & ne trouve pas communément, comme en France, de bons livres qui puissent l'éclairer. Les traductions de l'Ecriture sainte en langue vulgaire sont défendues: on ne voudroit pas les lire malgré la défense, & on ne songe guères à demander des permissions. Il ne faut donc pas s'imaginer que la Constitution ait causé à Rome la même surprise qu'à Paris. Le peuple n'y prend aucune part, & ne s'informe point de ce qu'elle contient. Parmi les divers points de dogme & de morale renfermés dans les 101. propositions condamnées, il y en a plusieurs, par exemple de ceux que l'Instruction des XL. Prélatz a appuyés & autorisés malgré la Constitution, qu'une infinité de simples fidèles à Paris sont capables d'entendre: il n'en est pas de même à Rome & en Italie; le peuple n'entendra rien à ces mêmes points; ou plutôt souvent il sera rempli de préjugés contraires. Les Italiens se formeront sur l'attrition, sur l'obligation de rapporter ses actions à Dieu, sur le délai de l'absolution, sur la lecture de l'Ecriture sainte; des idées que la plupart des Evêques mêmes qui reçoivent la Constitution en France, ne pourroient s'empêcher de trouver très opposées à la vérité. Parmi les personnes qui ne sont pas livrées à cette ignorance grossière, il y en a beaucoup qui n'ont d'autres connoissances de la Religion que celles qu'elles ont empruntées des Jésuites. Ces Peres ont leur College Romain, où ils élèvent toute la jeunesse de Rome. Ils sont consultés par une infinité de gens, & ils ne négligent pas d'insinuer leurs principes, à mesure que l'occasion s'en présente, & qu'ils trouvent des esprits qui en sont susceptibles.

Pour venir maintenant à quelque chose de plus particulier, il n'y a personne qui ignore que le Pape Clement XI. a été élevé chez les Jésuites, qu'il a même été reçu Novice parmi eux, qu'il a entretenu avec eux des liaisons très étroites, tant avant que depuis son Pontificat. Sans nous étendre ici sur les préjugés qu'il y a puisés, nous passons

sons tout d'un coup à la situation où étoit son esprit par rapport à la Constitution. Il croioit le Pape infaillible; il étoit Pape. Sa Constitution étoit donc, selon sa pensée, une production du S. Esprit. Les deux Députés de France le trouverent plein de vénération pour sa propre Bulle. Il étoit d'ailleurs tout plein de l'acceptation qu'on en avoit déjà faite. Il exaltoit les éloges que les Evêques de France avoient donnés à cette pièce. Le lecteur sera averti ici, que ce ne sont pas des conjectures, mais des faits que nous prétendons lui donner. Les préjugés où étoit le Pape, ou du moins dans lesquels il vouloit être par taport à l'acceptation faite en France, le flautoient agréablement. Lorsque les difficultés que proposoit M. Chevalier lui revenoient, cette acceptation faisoit sa principale défense; & bien loin de faire paroître de la disposition à écouter ces difficultés, il s'en servoit pour justifier, disoit-il, la résolution qu'il avoit prise de se porter aux dernières extrémités, & dont il ne croioit pas pouvoir se départir sans péché mortel. Par là il est aisé de comprendre que M. Chevalier trouva, dès le commencement, une grande opposition dans l'esprit du Pape à se prêter à de bonnes explications; & d'apprendre, dès ce moment, ce que M. Chevalier n'a reconnu qu'après bien des fatigues, que cette opposition étoit invincible.

D'un autre côté, c'étoit ce même Pape qui avoit ehoisi la plus grande partie des Cardinaux. Il gouvernoit le Cardinal Paulucci, son Ministre; & il étoit dominé par le Cardinal Fabroni, devné à la Constitution & connu pour tel. La Cour de France en députant M. Chevalier & son Collegue, les avoit adressés au Cardinal de la Tremoille. Ce Cardinal avec des qualités d'ailleurs estimables, avoit pris les impressions de Rome par le long séjour qu'il y avoit fait. Quoiqu'il eût accepté un Evêché, & ensuite un Archevêché en France, cela n'empêchoit pas qu'il n'eût formé son plan de finir ses jours en Italie: sans être né Ultramontain, son esprit en avoit pris la tournure. Il étoit attaché personnellement à

Clement XI. qui étoit son bien-faiteur. Il étoit dans une liaison si familière avec lui, qu'il lui étoit actuellement redevable de six mille écus Romains, que ce l'ape lui avoit prêtés: marque singulière de considération de la part du Pape, dans un tems où l'argent étoit extrêmement rare au Sacré Palais, comme on pourta en être instruit par la suite de cette Histoire.

Tel étoit le Cardinal de la Tremoille, avec qui les deux Députés de France avoient reçu ordre d'agir de concert. Ce Cardinal fut la première personne qu'ils virent en arrivant à Rome. Il fit part au Cardinal Paulucci de ce que lui marquoit à leur sujet la Lettre qu'il avoit reçue du Roi, & demanda pour eux une audience au Pape, mais il le fit foiblement. Le Pape n'accorda point d'audience; mais le Cardinal Paulucci aiant été proposé pour traiter avec M. Chevalier, il lui donna jour pour l'entendre. M. Chevalier eut deux conférences le 25. Juin, c'est-à-dire huit ou dix jours après son arrivée, avec ce Cardinal Ministre. Dans la première, qui se tint le matin il ne sedit rien de fort précis. Voici ce que les nouvelles publiques en marquerent dès ce tems-là; nous le rapportons parce que cela se trouve assez conforme à la vérité. Le 25. Juin l'Abbé Chevalier eut audience du Cardinal Paulucci: on s'échauffa beaucoup de part & d'autre: le Cardinal supposant toujours que la Bulle devoit être acceptée, ne parloit que de la manière dont on pourroit convenir qu'elle le seroit par le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui sont unis. Mais l'Abbé Chevalier s'expliquant nettement, lui dit qu'il n'étoit pas seulement question de la manière de recevoir cette Bulle, mais qu'il s'agissoit du fond même, & de la difficulté de la recevoir dans l'état où le Pape l'a envoyée; qu'un grand nombre d'Evêques ont toujours prétendu qu'elle ne pouvoit être reçue qu'avec des explications données par eux ou par le Pape; que les Parlemens y ayant mis des modifications, ils entendoient qu'on en fit une mention expresse; que les Facultés de Theologie la

«croioient contraire à la doctrine de la Foi ; que tout le Royaume étoit soulevé ; que c'est sur cela qu'il étoit important que le Pape fit réflexion , & prit de nouvelles résolutions. L'Abbé Chevalier s'étant retiré, le Cardinal Paulucci l'envoia prier de revenir l'après-midi chez lui. Cet Abbé s'y étant rendu, le Cardinal lui dit, qu'il avoit prié de venir, non pour rien dire de nouveau sur l'affaire en question, mais pour savoir précisément ce qu'on prétendoit en France, afin d'en faire au Pape un rapport exact. Les nouvelles publiques n'alloient pas plus loin. Voici la suite de cette seconde conférence.

L'Abbé Chevalier répondit d'abord d'une manière générale, qu'il étoit chargé de proposer les moyens d'appaier les troubles de l'Eglise de France. Et sur la demande que fit le Cardinal, qu'on lui dit quelque chose de plus particulier, M. Chevalier répondit, que la Sainteté en avoit été instruite par la lettre du Roi à M. le Cardinal de la Tremoille ; qu'il avoit à représenter l'état de l'Eglise de France, les troubles qui l'agitoient, les maux que causoit la division des Evêques ; que le tout venoit des difficultés qu'on avoit contre la Bulle ; que sa commission étoit de les exposer ; que de l'examen de ces difficultés dépendoit le choix des moyens que la Sainteté trouveroit les plus propres, & qu'elle devoit cela à sa charité & à son honneur.

Le Cardinal Paulucci écoutant avec bonté, M. Chevalier ajouta que sa Sainteté ne s'engageroit point par cet examen ; qu'il étoit facile de mépriser les moyens qu'il offroit, s'ils étoient frivoles ; & qu'il étoit nécessaire d'y répondre, s'ils étoient jugés solides. Mais il représenta qu'on ne pouvoit y satisfaire, si l'on refusoit de l'entendre ; qu'ainsi il étoit question d'entrer dans l'examen de cinq moyens de pacification qu'il étoit chargé de proposer, les uns après les autres, sans prétendre s'y restreindre, supposé que S. S. en eût quelqu'autre à proposer. Il conclut que telle étoit sa commission, mais que ce n'étoit pas l'affaire d'une audience unique.

Le 1. moien de pacification que devoit proposer M. Chevalier, étoit les Explications de la Bulle, qui seroient données par le Pape.

Le 2. le Corps de doctrine, qui seroit approuvé par S. S.

Le 3. les Difficultés proposées, auxquelles le Pape satisferoit.

Le 4. une acceptation par des Mandemens particuliers, où les Evêques donneroient eux-mêmes leurs explications. Mais ce moien avoit été détruit par avance par M. Chevalier.

Le 5. le Concile National.

Le Cardinal Paulucci objecta qu'en écoutant les difficultés, avant que d'obliger les Evêques à recevoir, on tenveroit l'ordre ; & qu'en revenant ainsi sur les pas on donnoit lieu aux Jansenistes de revenir sur les précédentes Bulles d'Innocent X. & d'Alexandre VII. M. Chevalier n'eut pas de peine à faire voir la différence qu'il y avoit entre ces Bulles & l'affaire présente ; qu'il n'y avoit point eu de contestation sur le dogme par rapport à ces anciennes Bulles ; qu'il n'étoit pas venu pour faire l'apologie des Evêques Opposans ; mais qu'il ne faisoit rien, en demandant l'éclaircissement de leurs difficultés par rapport à la Bulle *Unigenitus*, qui ne fût conforme aux règles Canoniques : & cita en'autres le fait du VII. Concile œcumenique & du Pape Adrien.

DEPUIS cette Audience les deux Dignités ne virent plus le Cardinal Paulucci. Et dès le lendemain les Cardinaux furent convoqués pour le Consistoire dont nous allons parler. Il étoit venu des Lettres de France de la part du Nonce, par lesquelles il faisoit savoir au Pape, que les personnes attachées à S. S. voioient avec douleur que ce qui devoit l'irriter, ne faisoit que l'apaiser ; & que ce qui auroit dû lui donner du courage, n'abourissoit qu'à lui persuader qu'il falloit laisser au tems à remédier au désordre. Ces Lettres remuèrent le Pape. Il se détermina à tenir un grand Consistoire. Les Cardinaux furent convoqués extraordinairement pour le samedi 27. de Juin jour de

la vigile de S. Pierre. Une grande partie des Cardinaux étoient allés à des maisons de plaisir autour de Rome, d'où ils eurent ordre de revenir. Ils s'y rendirent tous à l'exception des quatre que nous allons nommer, & à qui leur santé ne permettoit pas de s'y trouver. C'étoient les Cardinaux Marcotti, Panciatichi, Altieri & Martelli. Les autres au nombre de 38. revêtus d'habits violets se trouverent au Palais Quirinal, qui étoit le lieu indiqué. On remarqua qu'il ne s'étoit point tenu de Consistoire semblable depuis le Pontificat d'Urbain VIII.

Le Pape l'ouvrit par un discours d'une heure & demie, qu'il accompagna, en le prononçant, de tous les mouvemens les plus propres à faire voir l'impression que faisoient sur lui les objets dont il parloit. Après avoir élevé fort haut l'autorité du S. Siège & le mérite de la pourpre Romaine, il représenta aux Cardinaux assemblés, qu'à l'exemple de ses Prédecesseurs, il n'avoit voulu en venir à aucune résolution par rapport à des affaires qui concernoient la foi, sans les communiquer auparavant au sacré College. C'est pourquoi il les avoir appelés pour leur notifier, qu'il avoit exhorté diverses fois le Cardinal de Noailles à accepter sa Constitution *Unigenitus*, mais que ce Prelat, ainsi que quelques Evêques, méprisant ses exhortations, avoit toujours refusé de le faire. Alors le Pape invectiva avec une grande vehemence contre ce qu'il appelloit *l'execrable obstination des François*. Il y mêla des expressions figurées, mais qui s'entendoient très clairement. Il dit qu'il falloit chasser de la Synagogue & du Sanhedrin celui qui n'écouloit pas le Grand Prétre. *Le maître a parlé*, dit-il en suivant le fil de son discours, & *le serviteur n'obéit pas* ! Pour venir enfin à des remèdes proportionnés au mal, il proposa trois ou quatre points 1. S'il devoit écouter l'Abbé Chevalier. 2. De quelle maniere on devoit procéder, pour ôter le Chapeau au Cardinal de Noailles. 3. S'il devoit accorder des Bulles aux Evêques nouvellement nommés par le Roi de France, avant qu'ils se fussent ex-

pliqués sur l'acceptation de la Bulle. Enfin on dit que le 4. point fut ce qu'on devoit faire à l'égard des Parlemens, & des Universités de France, qui ne regardoient pas la Bulle comme loi de l'Eglise.

Après que le discours du Pape fut fini, les Cardinaux parlerent, & il s'en trouva au moins 30. ou 32. qui n'entrèrent point dans le dessein de *decardinaliser* M. le Cardinal de Noailles. Quelques-uns dirent, après la sortie du Consistoire, que le Pape ne les consultant point sur le fond de l'affaire, mais seulement sur la maniere de proceder à la *decardinalisation*, il étoit assez superflus de leur demander leur avis. Le Cardinal de Schrotembach, Allemand de nation, fut un de ceux qui parla avec le plus de force contre la violence dont on menaçoit d'user contre le Cardinal de Noailles; il alla même jusqu'à marquer que cette affaire interessoit tous les Princes chrétiens, qui se verroient dans la nécessité de prendre des mesures sur une affaire de cette nature. Cependant le Pape enjoignoit à tous les Cardinaux d'apporter chacun leur suffrage par écrit dans le terme de quinze jours: il leur imposa le secret du S. Office avec permission néanmoins à chacun d'eux de prendre conseil de deux personnes. Ce fut ou dans ce Consistoire, ou plus vrai-semblablement quelques jours après, que le Pape fixa au Cardinal de Noailles le terme de cinquante jours pour que ce Cardinal eût à accepter la Constitution.

Dès le lendemain, Dimanche 28. le Cardinal de la Tremoille assembla chez lui les Cardinaux attachés à la France, à savoir les Cardinaux Ottoboni, Aquaviva & Gualterio. L'Abbé Chevalier s'y trouva aussi, & il fut résolu de dépêcher un exprès à la Cour de France, pour l'informer de ce qui venoit de se passer, & que le Cardinal de la Tremoille iroit cependant prier le Pape de vouloir suspendre l'exécution de sa résolution jusqu'au retour du Courrier. Ce Cardinal fit demander audience au Pape dès le jour de la fête de S. Pierre, & n'ayant pu l'obtenir, il alla à une

maison de campagne dans le voisinage de Rome.

Cependant le Pape consentit dès le commencement de Juillet que M. Chevalier vît les Cardinaux, & les entretint de l'affaire de la Constitution. Le Cardinal de la Tremoille en avoit déjà fait la proposition aux Cardinaux le jour du Consistoire extraordinaire, dont nous venons de parler. Le Pape accordoit cette permission à l'Abbé Chevalier, à la place de l'audience du Pape même, qu'il avoit ordre de demander. Cet incident n'ayant pas été prévu en France, ses instructions ne lui prescrivoient point ce qu'il avoit à faire. Il fut donc obligé de se déterminer de lui-même ; & il usa de la permission qu'on lui accordoit. Il commença ses visites avec le P. de la Borde dès le 22. Juillet ; & ils virent tous les Cardinaux, l'un après l'autre, avec assez de célérité.

Dans ces visites M. Chevalier déclara qu'il agissoit hors de sa commission, parce qu'on n'avoit pas cru que le Pape refusât d'écouter, & se porta à un éclat pareil à celui du Consistoire du 17. Que par là sa commission étoit finie ; qu'il n'étoit pas chargé d'excuser les Evêques de France, mais de chercher les moyens de pacifier les troubles ; de demander la paix, & non pas de plaider pour les parties. Ensuite, en avançant à mesure que chacun des Cardinaux à qui il parloit, lui permettoit de le faire, il détruisoit la prétention du Pape, que sa Bulle étoit devenue règle de Foi. Il prouvoit que l'acceptation des Evêques de France étoit relative, nonobstant les tempéramens dont ils avoient usé pour envelopper leur relation, dans la vue de ménager le Pape : Que si leur acceptation étoit pure & simple, elle seroit nulle de droit, & déclarée telle en France par les Parlemens ; que si elle étoit relative aux explications, elle tomboit d'elle-même, devenoit inutile au Pape, & lui faisoit affront ; puisque, sans attendre son consentement, elle restreignoit sa Bulle à des sens qu'il n'avoit peut-être pas en vue.

Presque tous les Cardinaux recevoient

l'Abbé Chevalier avec toute sorte d'honnêteté, & l'écoutoient volontiers. Ils donnoient même lieu de croire par la liberté qu'ils lui faisoient de parler, qu'ils sentoient la force de ses raisons. Il s'étendoit avec ceux qui le trouvoient bon, & leur faisoit peser quelques-unes des grandes difficultés que souffroit la Constitution, & il lui sembloit quelquefois qu'il les avoit convaincus, quoiqu'ils ne l'avouassent pas. Il y eut seulement trois Cardinaux qui ne lui donnerent pas même en apparence une semblable entrée. C'étoient Fabroni, Vallemanni & Cassini. Ceux-ci s'en tenoient toujours invinciblement à l'infailibilité du Pape, sans permettre que l'on entamât rien autre chose. On sait que le Cardinal Cassini, tiré de l'Ordre des Capucins, a été long-tems Predicateur du Pape. Ce Cardinal, dans la conversation que les Députés eurent avec lui, les prêcha, au lieu de les écouter. Vallemanni s'attendrit, pleura, embrassa, & ne conclut rien.

Il se tint dans ce tems là une conférence chez le Cardinal de la Tremoille, où, de l'avis des Cardinaux Ottoboni, Aquaviva, & Gualterio, il fut arrêté que M. Chevalier se mettoit en état de présenter aux Cardinaux un Mémoire instructif. C'est apparemment du résultat de cette Conférence, dont le Cardinal Altieri fit le rapport au Pape le 15. Juillet, si nous en croyons les nouvelles publiques. Cependant les Cardinaux donnoient au Pape leurs avis cachetés, pour exécuter l'ordre qu'ils en avoient reçu dans le Consistoire du 17. Juin.

A peu près dans le même tems on apprit de M. Masséi, dans une conversation particulière, qu'on étoit mécontent au sacré Palais de la manière dont M. Chevalier parloit aux Cardinaux. On se plaignoit sur tout de ce qu'il disoit, pour appuyer le fait, que l'acceptation des Evêques de France n'avoit été que relative. M. Masséi alla même jusqu'à insinuer, qu'il pouvoit y avoir du danger pour M. Chevalier à parler de la sorte. Cela faisoit sentir combien ce fait mis dans son jour faisoit d'impression. Le

Memoire signé de la main de M. le Regent, que M. Chevalier avoit entre les mains, l'autorisoit à parler sur cela avec une grande assurance ; mais afin de confirmer de plus en plus un fait de cette importance , on fit venir à Rome la Declaration des 30. Evêques qui disoient n'avoir reçu que relative-ment.

Vers le 15. ou 20. Juillet, le Pape nomma les Cardinaux Tolomei & Ferrari, pour traiter avec M. Chevalier de l'affaire de la Constitution ; mais comme les Conférences qu'il eut avec ces deux Cardinaux, ne commencerent pas si promptement , nous allons auparavant parler de ce qui se passoit à Paris.

§. LXXIII.

Precautions contre le refus des expéditions de Rome pour les Diocèses où la Constitution n'étoit pas reçue. Conférences de M. Chevalier avec les Cardinaux Ferrari & Tolomei, Impression que font les difficultés sur le Cardinal Ferrari, sa mort. Le Cardinal Tolomei avance que la Constitution n'étoit pas règle de foi, mais de discipline. Le Pape suspend toute négociation. Suite de la Relation de M. de Mureaux.

LE Courrier de Rome qui arriva à Paris le Vendredi 24. Juillet, apporta d'amples dépêches à M. le Cardinal de Noailles & d'autres encore plus amples à M. le Regent. Ce Cardinal partit sur le champ pour se rendre au Palais Royal, & y demeura jusqu'à neuf heures du soir, & y retourna dès le lendemain matin. Il s'y tint un Conseil extraordinaire, où furent appelés le Maréchal d'Huxelles, l'Archevêque de Bordeaux, l'ancien Evêque de Troye, & quelques autres. On garda le secret sur le contenu des dépêches. Elles renfermoient de grandes menaces contre la Sorbonne, contre le Parlement, & contre le Cardinal de Noailles, à qui le Pape fixoit, comme nous l'avons dit, le terme de 30. jours après lesquels il lui ôteroit le Chapeau, s'il ne se soumettoit.

On ne negligea pas dans ce même tems de donner à la Cour des avis sur le parti que le Pape prenoit, de faire dependre la delivrance des Bulles de l'acceptation de la Constitution. On avertissoit la Cour qu'en conséquence du Concordat le Pape n'étoit nullement en droit de refuser des Bulles aux sujets que le Roi avoit nommés, à moins que S. S. n'expliquât les causes de son refus, par rapport à chacun des sujets qu'il ne voudroit pas admettre ; & l'on representoit d'une autre part, qu'il n'y avoit rien de plus préjudiciable à l'Etat, & de plus contraire à l'autorité Royale, que de permettre que la Cour de Rome s'accoutumât à refuser les Bulles, toutes les fois qu'elle voudroit obtenir de la France quelque chose que la France ne voudroit pas lui accorder. On prit le parti d'accorder aux Ecclesiastiques nommés, soit aux Evêchés, soit aux autres Benefices sujets aux Bulles, des Arrêts du Grand Conseil qui les mettoient provisionnellement en possession des revenus de leurs Benefices.

Ce n'étoient pas seulement les Bulles qui étoient arrêtées à Rome, mais encore, comme nous l'avons dit plus haut, toutes les expéditions pour les Diocèses où la Constitution n'étoit pas reçue. Peu à peu on s'accoutuma dans ces Diocèses à suppléer par diverses voyes à ces refus de la part de Rome. Il arriva à Paris que M. Garçon Curé de S. Landri resigna sa Cure au Curé de Conflans. On envoya à Rome pour faire admettre la resignation. Après bien des mouvemens, on fut obligé de s'en tenir au certificat que le Banquier donna du refus fait par les Officiers de la Daterie, d'expedier les provisions sur la resignation en faveur du Curé de Conflans. Avec ce certificat il se pourvut au Parlement, qui le reçut appellant comme d'abus du refus des Officiers de la Cour de Rome, & le renvoya à l'Ordinaire pour en recevoir des provisions. Cet Ordinaire étoit M. le Cardinal de Noailles, qui accorda les provisions, en vertu desquelles le Curé de Conflans prit possession de sa nouvelle Cure. Cet exemple, arrivé au mois de Juillet,

excita les murmures des Constitutionnaires, mais il y en eut depuis un si grand nombre d'autres, qu'ils furent obligés de se taire sur une procédure qui n'avoit rien que de conforme à nos libertés.

Les nouvelles qui vinrent de France au commencement d'Août, firent entendre au Pape, que l'on étoit résolu en France à repousser ouvertement tous les coups d'autorité qui viendroient de sa part. Cela produisit à Rome un changement subit. Nous avons dit, que le Pape avoit nommé dès la mi-Juillet les Cardinaux Ferrari & Tolomei pour conférer avec M. Chevalier. Mais ce Député avoit beau se présenter, le Cardinal Tolomei ne lui faisoit d'autre réponse, si ce n'est que le Pape ne leur avoit pas encore fait connoître ses intentions. Il ne faisoit pas même difficulté de lui dire tout rondement, parlant de lui & de son Collègue, que le Pape se moquoit d'eux. Enfin, sur les réponses venues de France, le Pape fit dire aux deux Cardinaux qu'ils pouvoient écouter M. Chevalier.

De ces deux Cardinaux l'un avoit été Jésuite, & l'autre Dominicain. Le Jésuite étoit Tolomei, à qui le Pape avoit donné le chapeau du Cardinal de Tournon, mort sur la frontière de la Chine de la manière que le monde sait. Ce fut avec lui que se tint le 9. Août la première Conférence. On y fit valoir pour 1. difficulté le triomphe des Protestans, qui prenoient occasion de la Bulle de calomnier la Religion : difficulté, disoit-on, qu'on ne sentoit pas à Rome, mais beaucoup en France environnée de Protestans, & ayant dans son sein un grand nombre de nouveaux réunis ; sur quoi l'on fit deux réflexions.

La 1. Il étoit de la charité du Pape de fournir aux Catholiques le moyen de fermer la bouche aux hérétiques ; & d'ôter aux hérétiques celui de s'opiniâtrer dans leurs oppositions pour l'Eglise : que jusqu'ici leurs declamations avoient été sans fondement, au lieu qu'on ne pouvoit nier que le prétexte aujourd'hui ne fût devenu plausible : Qu'il seroit bien fâcheux de leur donner lieu de retortir contre l'Eglise

l'accusation de variation dans les décisions sur la foi, qui étoit un argument dont ils avoient été comme accablés : Qu'on ne pouvoit les convaincre, qu'on ne montrât la différence entre les propositions condamnées, & celles des Pères, qui leur ressembloit, qu'on n'avoit pas eu intention de proscrire ; & qu'on ne leur fit voir comment en condamnant certaines propositions, on n'avoit pas condamné la vérité qu'elles renfermoient.

La 2. Réflexion fut, que les raisons d'Etat se réunissoient avec la Religion, & que le Prince Regent devoit empêcher que ces hérétiques ne vinsent à reprendre leur crédit dans l'esprit des peuples, & ne se vissent de nouveau en état de causer des divisions dans le Royaume. Les Députés avoient d'autant plus de facilité à mettre ces raisons dans leur jour, qu'ils avoient entre les mains un Mémoire où elles étoient deduites au long.

Le Cardinal Tolomei, embarrassé de ces raisons, repliqua 1. qu'il n'étoit pas nécessaire de dire que toutes les propositions fussent fausses & hérétiques : qu'il y en avoit de capiteuses, & qu'on avoit attribué cette qualification à plusieurs. 2. Qu'on n'ôroit pas la liberté aux Evêques d'expliquer les propositions. Or par ces explications, disoit-il, ils peuvent remédier aux inconveniens. M. Chevalier repliqua, quant à la première réponse, que par là on déchargeoit la proposition de la note d'hérésie ; mais que toutes les autres qualifications avoient leur embarras ; qu'on insisteroit à dire : Telle & telle proposition n'est pas hérétique, à la bonne heure ; mais elle est impie, blasphématoire, &c.

Quant à la 2. réponse, il fit remarquer 1. qu'on convenoit donc de la nécessité des explications, sur quoi il demanda, 2. en quelle qualité les Evêques les donneroient ; comme Docteurs, ou comme juges ? Comme Docteurs, alors elles n'auroient pas d'autorité ; comme juges, alors les explications seroient relatives ; chose qu'on ne vouloit pas à Rome. 3. Ces explications ne serviroient de rien à toute l'Eglise, ni

au Saint Siege, le Pape disant qu'il faut prendre sa Bulle selon sa teneur; mais qu'elles servoient seulement aux Evêques de France.

Tolomei ne repliqua rien, & se contenta d'exaggerer la difficulté des explications données par le Pape. On lui promit de lui communiquer le Corps des difficultés dressé par les Evêques.

Le dimanche, 16. Août les Deputés virent le Cardinal Ferrari. Il étoit de la creation d'Innocent XII. & avoit plus de 20. années de Cardinalat. Il avoit été autrefois Professeur en Théologie parmi les Dominicains, & savoit de la scholastique, comme on la sçait en Italie; très attaché à S. Thomas, mais néanmoins ne sachant pas encore que S. Thomas fût pour la doctrine de la nécessité de l'amour de Dieu dans le Sacrement de penitence; d'où il paroît que ce bon Cardinal n'étoit pas trop instruit des droits de Dieu sur le cœur des hommes. Mais, en récompense, il avoit une très haute idée, ainsi que les autres Italiens, des droits du Pape sur l'esprit de ces mêmes hommes.

On commença la conférence par la lecture du préambule du Concile de Trente, dont on n'avoit pas manqué de faire usage en d'autres occasions, afin de détruire la maxime ultramontaine, que lorsque le Pape a parlé, tout est fini. On y joignit la lecture du saut conduit accordé par ce Concile aux hérétiques. Sur quoi on fit remarquer 4. choses. 1. Une invitation faite à des hérétiques condamnés. 2. On leur donne toute liberté de répliquer & de se défendre. 3. On les presse avec charité. 4. On juge &c. On fit ensuite remarquer, qu'on n'en demandoit pas tant, & que cependant il ne s'agissoit pas d'Evêques condamnés ni coupables d'hérésie; qu'ainsi on ne pouvoit se dispenser d'entendre ces Prélats, & que la justice le demandoit. On proposa ensuite au Cardinal Ferrari d'examiner les Difficultés.

Le Cardinal surpris de ce qu'il venoit d'entendre, dit: Ne pourroit-on pas soutenir qu'il ne s'agit que de discipline, &

non de la foi? Cela fut refusé. Mais pour-quoi, repliqua-t-il, le Cardinal de Noailles ne fait-il pas comme les autres? Les Difficultés, repoudit-on, mettront au fait, & feront voir les raisons de sa conduite. On y verra l'embaras où l'on est pour se mettre à couvert des insultes des Protestans. M. Chevalier dit alors à ce Cardinal, qu'il avoit une chose importante à ajouter, dont il n'avoit pas voulu parler au Cardinal Tolomei par égard pour sa personne. C'est qu'on s'avoit, qu'il y avoit des Communautés & des Corps qui se servoient de la Bulle, pour autoriser leurs relâchemens, & leurs méchantes opinions. Par là on fit connoître, que le mal étoit au dedans & au dehors. On ajouta que le Cardinal de Noailles n'étoit pas seul, & que le soulèvement étoit général. Enfin M. l'Abbé Chevalier, étant tombé sur le fait de l'acceptation relative, il dit que dans les dépêches du Maréchal d'Huxelles au Cardinal de la Tremoille, il avoit vu tout ce qu'il avoit dit, confirmé par des faits certains.

A la fin de la Conférence il remit le r. Cahier des Difficultés au Cardinal Ferrari. D'abord ce Cardinal refusa de le recevoir, parce que le Pape ne l'en avoit pas chargé: il se rendit néanmoins, & prit le cahier, sur ce qu'on lui dit qu'on étoit convenu de cela avec Tolomei.

Les Deputés s'étant retirés, le Cardinal Ferrari se renferma dans son cabinet, & après avoir employé six ou sept heures à la lecture du cahier des Difficultés, il écrivit à un de ses confidens, qu'il desiroit de mourir, pour ne pas voir l'opprobre du S. Siège. Au sortir de cette séance, il fut attaqué de la maladie dont il mourut le jeudi suivant, 20. Août.

Le Lundi, on vit le Cardinal Tolomei. Je ne sai si ce fut ce jour là, ou un autre, qu'il fit aux Deputés une leçon d'une heure entière sur l'insaisissabilité du Pape. Quoi qu'il en soit, il avoit lu le r. Cahier des difficultés, & convint qu'il n'y avoit rien à dire dans ce qu'il avoit lu, sur le fond de la doctrine, mais seulement qu'on auroit dû

traiter certains endroits avec plus de ménagement. Cela étoit d'autant plus surprenant, que le Cardinal Tolomei est Jésuite, & que tous les points de la grace étoient traités dans ce premier cahier.

Il ajouta, qu'il ne s'ensuivroit pas de là cependant qu'on ne pût condamner ces propositions, quoi que semblables à celles des saints Peres, ce qu'il s'efforça de prouver par des distinctions scholastiques.

Il dit enfin, qu'à bien prendre les choses, il ne s'agissoit pas de règle de foi, mais de discipline; ce qu'il repeta, non pas une ou deux fois, mais plus de dix. M. Chevalier demanda sur cela une explication nette & précise, parce qu'il étoit dangereux dans une chose de cette importance de prendre l'un pour l'autre: il fit observer, que cependant les Evêques avoient proposé la Constitution comme règle de foi, & qu'elle étoit proposée de même dans les Ecrits faits pour la défendre.

Le Cardinal ne fit d'autre réponse, sinon que ceux qui parloient ainsi n'étoient que des ignorans, & qu'ainsi ne s'agissant pas de la foi, les Difficultés devenoient inutiles. Il refusa sur cela de prendre le second cahier. Néanmoins il se détermina ensuite à le recevoir.

M. l'Abbé Chevalier se préparoit à voir le Cardinal Ferrari sur cette déclaration de son confrere; mais il étoit à l'extrémité, & sa mort fit tout surseoir. Il laissa les Députés persuadés de la droiture de ses intentions, & de son amour pour la religion. On disoit, qu'il n'y avoit à craindre de sa part que sa douceur & son humilité. La vénération profonde qu'il avoit d'une part pour tout ce qui étoit émané du Pape; & de l'autre, la force des difficultés qu'il avoit apperçue, l'avoient jeté dans une étrange perplexité. Il marqua, avant que de mourir, qu'il auroit été extrêmement à désirer que la Constitution n'eût jamais paru. Mais, ajouta-t-il, la chose est faite. Ce qui fut interprété diversement. Car on lui faisoit encore ajourer ces mots: il faut la soutenir. Mais les Dominicains de Paris prétendoient, que par cette parole, *la chose est faite*, ce

Cardinal avoit seulement voulu exprimer le fait comme il étoit, & non pas donner à entendre qu'il fallût s'en tenir à ce qui étoit fait.

Dans le tems de la mort du Cardinal Ferrari, il vint des nouvelles de la part du Nonce en France, favorables aux vues du Pape. C'en fut assez pour suspendre toute négociation. En vain le Cardinal de la Tremoille demanda-t-il, que le Pape nommât quelqu'un à la place du Cardinal Ferrari. Non seulement le Pape ne le fit pas, il ne voulut pas même que l'Abbé Chevalier continuât à instruire le Cardinal Tolomei. Le sieur Alemanni en fit la déclaration de la part du Pape au Cardinal de la Tremoille, le 30. Août. Le Pape faisoit en même tems des plaintes amères de l'Abbé Chevalier. Il attaquoit, disoit-on, directement la Bulle. C'étoit un crime inexcusable à Rome; & du côté de France on supportoit patiemment que cela fut ainsi supposé à Rome. On disoit encore contre l'Abbé Chevalier, qu'il ne faisoit valoir que les Difficultés des hérétiques. Cela étoit fondé sur le tour que l'on avoit donné aux Difficultés, où l'on représentoit la force des objections que les hérétiques tiroient de la Constitution. Enfin l'Abbé Chevalier à Rome étoit comme un fardeau imposé sur les épaules du Pape. Cet Abbé étoit toujours plein de difficultés, qu'on ne vouloir ni entendre ni éclaircir. Le Pape regardoit la Constitution comme une pièce admirable, également solide & lumineuse: c'est ce qui se verifie par tout ce qu'il en a dit dans ses Brefs; & M. Chevalier l'envoyé pour autre chose, sinon pour demander au Pape en personne, un moyen de remédier à tout le mal qu'avoit fait, & que pourroit faire dans la suite cette même Constitution. De là il arrivoit, qu'il ne pouvoit ouvrir la bouche, ni faire un pas, qu'il n'augmentât la mauvaise humeur du S. Pere.

COMME nous sommes dans le dessein de donner en entier la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix, nous infererons ici ce qui regarde les faits que nous venons de raconter.

SUITE

SUITE de la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix.

§. LXXIV.

M. Chevalier étoit déjà arrivé à Rome. Le Pape nomma deux Cardinaux pour l'entendre. Le Cardinal Ferrari, Dominicain, & le Cardinal Tolomei Jésuite, qui tous deux avoient été consultés, quand la Bulle avoit été donnée. Cette nomination n'étoit pas propre à donner des grandes espérances du succès de la négociation de M. l'Abbé Chevalier; & elles s'évanouirent entièrement dès la première Conférence qu'il eut avec le Cardinal Ferrari. Elle dura six heures; le Cardinal en tomba malade, & mourut bien-tôt après. On prétendit que le regret qu'il conçut de ne s'être pas opposé plus fortement qu'il n'avoit fait, à la Constitution, avoit eu beaucoup de part à sa mort. Quoi qu'il en soit, le Pape ne voulut point nommer d'autre Cardinal à sa place; & il défendit même au Cardinal Tolomei de conférer avec M. Chevalier.

Il fit plus; il assembla extraordinairement tous les Cardinaux qui se trouvoient à Rome & aux environs, parla avec beaucoup de feu contre nous pendant plus de trois heures, & ordonna aux Cardinaux de lui envoyer leur sentiment par écrit sur la conduite qu'il y avoit à tenir contre nous. Quelque tems après il fit écrire le College des Cardinaux à M. le Cardinal de Noailles. (Ainsi parle M. de Mirepoix: nous donnons la suite en son lieu.)

Proposition rejetée par M. le Cardinal de Noailles. Disposition des esprits en France. Lettre anonyme aux Evêques Accepians. Voyage du P. Laffieu en France. Particularités touchant ce Jésuite. Conférences de M. Chevalier avec Aldoubrandi: le Pape, après y avoir consenti, les interrompit. Sa Sainteté prend le parti de faire écrire au nom du Sacré Collège une lettre au Cardinal de Noailles, qu'il devoit accompagner de divers Brefs.

Les nouvelles agréables au Pape, que le Nonce lui mandoit par intervalles, étoient fondées sur les efforts que l'on faisoit en France pour faire un accommodement. On voyoit que du côté de Rome, le Pape ne vouloit en aucune sorte entendre à donner lui-même des explications. On cherchoit une autre voie. Nous avons déjà entendu parler des Commissaires nommés par M. le Regent pour travailler à cette affaire, savoir MM. l'Archevêque de Bordeaux, l'ancien Evêque de Troies, le Maréchal d'Huxelles, le Marquis d'Effiat, le Procureur Général, & M. Amelot, s'il ne s'étoit pas encore retiré. Ces Messieurs, après avoir tenu diverses assemblées secrètes, où l'on assuroit que M. l'Abbé Coïet servoit d'entremetteur auprès de M. le Cardinal de Noailles, formerent un plan d'accommodement, dont l'essentiel étoit, que ce Cardinal reçût la Constitution relativement aux explications qu'il donneroit lui-même. On lui en fit la proposition dans les formes vers la mi-août, & il répondit nettement, que ce projet ne l'accommodoit pas. Cela fut sçu, & causa de la joie à ceux qui craignoient que ce Cardinal ne reçût enfin l'ombre des explications, c'est-à-dire à une multitude innombrable de personnes. Car il faut savoir que chaque parti passa route cette année dans un flux & reflux d'espérances & de craintes, chacun selon ses préventions & son inclination. Tantôt on s'imaginait que la puissance tempo-

relle alloit se déclarer entièrement contre la Constitution. D'autrefois on repandoit le bruit que M. le Cardinal de Noailles & les Evêques qu'il entraînoit avec lui, alloient la recevoir. Les adversaires de la Constitution, étant tous en général persuadés qu'il s'agissoit de la cause de Dieu, se tenoient bien assurés que la Constitution ne prévaudroit pas; mais les uns envisageoient un triomphe prochain de la vérité, & les autres ne croioient pas que ce triomphe, au moins avec un éclat sensible, fût si prompt. Les premiers pensoient que le moi en Dieu se serviroit pour faire triompher sa cause, c'est que du côté de France l'autorité temporelle obligeroit la Cour de Rome à abandonner la Constitution. Ils ne pouvoient croire que M. le Cardinal de Noailles en vint jamais à une acceptation; & comme ils pensoient que la résistance seroit un des moïens dont Dieu se serviroit pour accomplir ses desseins, ils se rassuroient aisément contre tous les bruits que l'on faisoit courir de la Conclusion d'un accommodement. Les autres au contraire pensoient que les temps étoient trop mal-heureux, & les hommes trop indifférens pour la vérité, pour espérer que Dieu la fit triompher subitement. Ils considéroient même qu'un tel triomphe n'auroit pas tous les avantages que l'on y pourroit rechercher. En effet, disoient-ils, à quoi serviroit-il que la vérité, qui ne seroit sincèrement aimée que par un très petit nombre d'hommes, fût solennellement reconnue par tous les autres? La vérité auroit-elle pour agréables les hommages qui lui seroient rendus pas les hommes, dans le cœur de qui elle decouvriroit une disposition toute formée de rendre les mêmes hommages à son ennemie, si ceux qui ont la force en main le desiroient? Ces derniers étoient donc tellement disposés, que chaque coup d'éclat qui se faisoit en faveur de la vérité, alloit au de là de ce qu'ils attendoient pour le tems présent. Les autres au contraire attendoient de moment en moment, ou une déclaration générale de la Nation de France contre la Constitution, ou un desistement de la part de Rome, qui ne venoit point.

A la Cour de France on étoit las de cette affaire, & on desiroit avec empressement d'en être débarrassé, de quelque manière que ce pût être. La Cour de Rome desiroit avec encore plus d'ardeur d'être défaits des Difficultés & de la demande des explications. Ce fut dans cette vue que le Pape jeta les yeux sur le P. Laffiteau, pour l'envoyer en France; & M. le Regent de son côté manda M. le Cardinal de Rohan qui étoit à Strasbourg. A peine les Auteurs des Tocfins le surent-ils, qu'ils crurent devoir animer leurs troupes. C'est ce qu'ils firent par la lettre que nous allons rapporter, où ils mettoient tout en œuvre, & n'oublioient pas sur tout de se servir du Consistoire de la Vigile de S. Pierre.

LETTRE anonyme envoyée aux Evêques Acceptans.

MONSIEUR,

Vous serez bien aise d'apprendre que M. le Cardinal de Rohan est mandé par M. le Duc d'Orléans. C'est l'effet de la disposition certaine où l'on voit le Pape d'aller en avant, & aussi celle de S. A. R. de n'avancer pas davantage vers le schisme. Ce Prince sent qu'on le mène trop loin, & qu'on l'a trompé, en lui faisant entendre que l'on viendrait à bout de Rome & de l'Episcopat par des coups d'autorité: il s'agit de reculer & de couvrir les démarches qu'on est obligé de faire en arrière, par la négociation pour laquelle on croit avoir besoin de M. le Cardinal de Rohan. Sur ce pied là les Evêques commencent à avoir le dessus du vent, il faut en savoir user. Que peuvent-ils risquer à parler selon leurs vrais sentimens, & à trancher le mot décisif, *La cause est finie*, il faut obéir à l'Eglise. Il n'y a point d'apparence que les Parlemens s'échappent désormais; ils comprennent trop bien, & le ridicule & le mauvais succès de leurs Arrêts; & quand ils seroient encore d'humeur à s'échapper, dans la nécessité où l'on se voit de se concilier Rome, il n'est pas à craindre qu'on les laissât fuir. Un

seul Confistoire du Pape a mis les choses dans l'état qu'on vient de dire. Que ne devoit-on point attendre d'un engagement public & bien marqué que prendroient les Evêques, de ne se séparer jamais de lui : ce seroit là un moien infallible d'assurer le succès de la nouvelle négociation.

ON AVOIT entendu parler du P. Laffiteau dès l'année précédente. C'étoit un jeune Jésuite de Bordeaux, que l'on avoit mené à Rome. Les Jésuites l'introduisirent auprès du Pape ; & il avoit eu à Castelgondolfe diverses audiences de sa Sainteté. Dès le mois de Novembre il étoit goûté du Pape, & il trouva moien aussi de se mettre en liaison avec M. l'Archevêque de Bordeaux, à qui il mandoit des nouvelles. Ce Prélat en parla à M. le Regent ; & M. le Regent eut pour agréable le dessein que prit le Pape de l'envoyer en France, sous prétexte de faire des propositions tendantes à un accommodement. Le dessein de la Cour de Rome étoit de faire une diversion à la négociation importune de l'Abbé Chevalier, en lui en substituant une nouvelle. C'est la methode qui a été ordinairement suivie devant & après l'époque où nous sommes. On faisoit en quelque façon voyager la Constitution de Rome à Paris, & de Paris à Rome, selon que l'on étoit pressé d'un côté ou d'autre.

Le P. Laffiteau partit de Rome à peu près dans le tems de la mort du Cardinal Ferrari, ou peu de jours après. Il vint en poste, vit M. le Maréchal d'Huxelles, & le Prince Regent. Une lettre écrite dans ce tems là marque, que le P. Tellier étoit venu *incognito* à Paris, & y avoit couché une nuit, pendant que le P. Laffiteau y étoit. Quoi qu'il en soit, ce dernier fut promptement dépêché. On lui compta par ordre du Prince la somme de 4000. livres pour les frais de sa courûe : & il partit dès le 15. ou le 16. Septembre, pour s'en retourner à Rome, après avoir jetté à Paris les semences d'une négociation, qui a eu de longues suites.

Après son retour à Rome, le P. Laffiteau

continua d'avoir la confiance du Pape. Le Cardinal de la Tremoille en disoit bien des choses, qu'il appuioit sur le témoignage du P. Laffiteau lui-même. C'étoit un Jésuite qui n'étoit pas Jésuite. Il disoit au Pape ce que nul autre n'auroit osé lui dire. Il lui faisoit toucher au doigt les défauts de sa Constitution, le ménaçoit d'une dénonciation au futur Concile. Ainsi parloit un vieux Cardinal de ce jeune Jésuite. Le P. Laffiteau étoit dans ce tems-là même en liaison avec le P. Desirant Augustin, accusé d'avoir tramé la fourberie de Louvain, & banni pour cette cause de tous les Etats du Roi d'Espagne par sentence du 18. Mai 1708. Cette fourberie tendoit à établir par la supposition de diverses pièces forgées à plaisir, que M. Van Espen, & quantité d'autres prétendus Janсениstes, avoient formé des complots, & tenu des Assemblées perniciosus à la religion. On en peut voir l'histoire dans un volume imprimé en 1710. sous ce titre : *Le P. Desirant ou Histoire de la fourberie de Louvain*. On y trouvera quantité d'autres particularités importantes de la vie du P. Desirant. Le Pape l'avoit appelé à Rome, où il a travaillé, de concert avec le P. de la Fontaine, au grand ouvrage de ce dernier pour la défense de la Constitution. Tel est le P. Desirant avec qui étoit lié le P. Laffiteau.

Pendant le voyage du P. Laffiteau, le Pape consentit à renouer une nouvelle négociation, & se servit pour cela de M. Aldovrandi, qui revenoit d'Espagne. M. Chevalier l'avoit déjà entretenu, & ne l'avoit pas trouvé éloigné de la pensée que le Pape donnât des explications, ou du moins qu'il approuvât celles qui seroient données. Aussitôt que le Pape l'eût proposé pour traiter avec M. Chevalier, celui-ci, qui étoit depuis un mois dans l'inaction, eut avec lui le 15. Septembre une première conférence en présence du Cardinal de la Tremoille. Il fut convenu 1. que M. Aldovrandi porteroit le Pape à l'approbation du Corps de Doctrine par un Bref ; que si le Pape en faisoit difficulté, il combattoit tous les autres expédiens, 2. que si le Pape avoit des

propositions à faire, Aldovrandi les son-
deroit.

Dans une seconde conference, l'Abbé Chevalier s'ouvrit, par manière de confidence, sur les differens moiens proposés dans son Instruction. Cela donna lieu à Aldovrandi de réfléchir sur le moi en qui seroit le plus propre à réussir. On lui dit que ce moi en devoit être certain, non équivoque, fort, parce que l'opposition étoit certaine, forte, générale; & l'on parut également prêt à entrer dans tel moi en que l'on voudroit, pourvu qu'il eût ces caractères.

On combatit ensuite l'idée que l'on avoit à Rome, que tout seroit accommodé, si l'on s'accommodoit une fois avec le Cardinal de Noailles; parceque l'opposition à la Constitution étoit fondée sur des raisons indépendantes de l'autorité de ce Cardinal. On prit sur cela Aldovrandi à témoin de ce qu'il avoit vu lui même, lorsqu'il étoit à Paris; & l'on crut le laisser dans la résolution de le représenter au Pape.

On remit aussi à M. Aldovrandi le Précis du Corps de doctrine. Mais tout cela fut très inutile. Il arriva justement, dans ce tems là, des nouvelles de France relatives à la proposition que les Commissaires nommés par le Prince avoient faites à la fin du mois d'Août au Cardinal de Noailles. Le Pape se laissa persuader que M. le Regent avoit promis à son Nonce de lui donner toute satisfaction. L'effet qui en résulta, fut que le Pape d'une part rejetta toute composition sur l'article des Bulles demandées pour les Evêques nommés; & de l'autre fit déclarer par M. Aldovrandi, qu'il ne s'agissoit d'autre chose que d'accepter la Constitution, & qu'à l'égard du Précis, ou du Corps de doctrine, il ne l'approuveroit jamais.

Ainsi reconnoissoit-on de plus en plus, ce qu'il auroit été aisé de prévoir dès le commencement, que l'on n'obtiendrait rien du Pape par voie de douceur & de persuasion, mais uniquement à proportion de la vigueur & de la fermeté que l'on seroit

paroitre. Tous les ministres qui ont eu à traiter avec la Cour de Rome, ont remarqué depuis long-tems, que tel étoit son caractère; & cela paroissoit doublement vrai dans les conjonctures où l'on étoit alors. Ce que l'on y pût donner, disoit nettement que la Constitution n'étoit pas supportable; & le Pape la regardoit comme un ouvrage divin. Il est d'ailleurs par son caractère personnel très irresolu & très lent à se déterminer, lorsqu'il faut agir; en sorte que les Italiens le définissent: *Un éternel composé de oui & de non*. Mais ce que nous disons là de la difficulté à se déterminer en general, est tout autrement vrai, lorsqu'il est question de démarches contraires à son inclination, & à ce qu'il prend pour son intérêt. C'étoit donc avec tout le fondement imaginable, que l'on représentoit à la Cour de France, que l'on n'obtiendrait rien de Rome, si l'on ne faisoit entendre au Pape qu'on le trompoit, lorsqu'on lui disoit qu'il obtiendrait tout ce qu'il voudroit en laissant les personnes qui étoient à la tête des affaires. En effet, les choses en étoient à un point, comme on pourra le reconnoître par la suite, que bien l'oin d'avoir à craindre que le Pape se portât à certaines extrémités, si on usoit de vigueur; c'étoit au contraire le seul moyen d'éviter de ce côté là toute extrémité.

PARMI les Cardinaux qui étoient spectateurs de ce qui se passoit, il y en avoit, & entre autres un des plus remarquables, ^{Concil.} qui ne faisoient pas difficulté de dire que la Constitution étoit l'affaire de Clement XI. & que le sacré College pourroit bien ne la pas soutenir. Mais ce qui pourroit paroître surprenant, c'est que le Cardinal de la Tremoille étoit un de ceux qui paroissoit le plus dévoué au Pape dans l'affaire de la Constitution. Sans faire attention à la doctrine que la Constitution établissoit ou renversoit, il ne voyoit en tout cela qu'une affaire personnelle entre le Pape & le Cardinal de Noailles; & situé dans ce point de vue, la nécessité de satisfaire le Pape étoit la seule chose dont il fut occupé.

On peut juger par là de la situation où se trouvoit M. l'Abbé Chevalier à Rome, entre le Pape & la Cour, le Cardinal de la Tremoille, & l'on peut encore ajoûter, le P. Lafitteau & les Jésuites. Parler de recevoir un Bulle dogmatique, ou toute autre semblable décision, par la voie des explications, c'étoit un langage inconnu en tout pais avant l'année 1713. Il est vrai que depuis cette année, les oreilles, particulièrement celles des Politiques, s'étoient familiarisées en France à ce langage; mais à Rome c'étoit parler Arabe. Par dessus tout cela il y avoit certains Evêques en France qui ne cessoient d'écrire à Rome pour encourager le Pape & le porter à tenir ferme.

Cependant les difficultés contre la Bulle étoient pressantes: elles étoient si palpables, qu'on ne pouvoit éviter de les sentir pour peu qu'on y prêtât d'attention. La proposition du Cardinal Tolomei, que la Bulle étoit regle, non pas de foi, mais de discipline, devint publique dans Rome sur la fin de Septembre. Le Pape ne dit mot sur cela. Les Theologiens faisoient ce moyen, & disoient que le Pape avoit donné la Bulle sur un abus qu'on lui avoit représenté que l'on faisoit des 101. propositions; d'où il auroit été facile de conclure, après avoir justifié que le fait de ce prétendu abus étoit faux, que la Bulle étoit inutile. M. l'Abbé Chevalier ne manquoit pas de rendre compte de toutes ces choses à la Cour de France, dans les dépêches qu'il adressoit à M. le Maréchal d'Huxelles, en qualité de Chef du Conseil des affaires étrangères. M. Chevalier croyoit de bonne foi que le Cardinal Tolomei étoit persuadé tout de bon de cette proposition; mais il reconnoissoit en même tems, qu'il seroit étrangement difficile de tirer de lui un pareil aveu par écrit. Il n'y avoit que des ignorans qui en pussent douter, disoit ce Cardinal; mais en même tems il n'étoit pas bien aise d'en être garant auprès des sçavans.

Il avoit appuyé cette même proposition d'une raison specieuse; c'est que la Bulle ne prononçant les qualifications que respecti-

vement, il n'y avoit que le Pape qui fût quelles étoient en particulier celles des 101. propositions qui étoient fausses, celles qui étoient herétiques, celles qui étoient impies &c. & les particuliers ne pouvoient dire d'aucune proposition, C'est celle-ci qui nous est donnée pour fausse, celle-là pour herétique &c. Ainsi ils ne pouvoient former d'acte de foi sur la fausseté & l'hereticité des propositions.

Ce raisonnement, lorsqu'il eut pénétré en France, fit impression sur plusieurs personnes. D'autres soutinrent au contraire, qu'il y avoit beaucoup d'illusion dans le discours du Cardinal Tolomei. Son raisonnement, disoient-ils, prouve fort bien que la Constitution n'a pas le degré de précision qu'une regle de foi pourroit avoir; mais il n'empêche pas qu'elle ne soit assez claire pour que l'on reconnoisse avec évidence quelle est la doctrine qu'elle proscrire. Les 101. propositions roulent presque toutes sur des points de dogme. Et ces points de dogme sont controversés depuis bien des années. Les uns assurent qu'ils sont véritables; les autres qu'ils sont faux. De plus, ces points de dogme ont de la liaison les uns avec les autres; en sorte que plus on raisonne avec justesse, & plus on est porté à les admettre tous, ou à les rejeter tous. Or la dispute étant en cet état, il faudroit s'aveugler soi-même pour ne pas voir quels sont les dogmes que la Constitution donne pour faux, & par conséquent quels sont les dogmes opposés qu'elle donne pour véritables. Il reste donc à déterminer, si ce que la Constitution elle même dit touchant ces dogmes est vrai ou faux. Car s'il étoit une fois décidé que la Constitution prononce conformément à la vérité, si l'on pouvoit une fois persuader qu'elle est l'ouvrage du S. Esprit, pour peu que l'on eût de bonne foi, on discerneroit avec la dernière évidence, par la seule lecture de cette pièce, la doctrine qu'elle rejette, d'avec celle qu'elle autorise.

Ces mêmes personnes poussant plus loin leur raisonnement, disoient que le dessein des Jésuites étoit de donner une ouverture

à ceux à qui la Constitution faisoit de la peine, afin qu'ils la reçussent d'abord comme règle de discipline ; mais que lorsqu'elle seroit une fois reçue, ils s'éleveroient avec hauteur contre tous ceux qui prétendroient conserver la doctrine que la Constitution condamne, & les accableroient par le poids des raisons qui prouvent qu'elle est plus que règle de discipline. D'où l'on voit, en suivant toujours la manière de raisonner de ces personnes, que la proposition du Cardinal Tolomei étoit un panneau qu'il tendoit. Or si cela étoit ainsi, on comprend la raison qui devoit l'empêcher de donner par écrit, ce qu'il disoit de bouche.

Les cinquante jours donnés au Cardinal de Noailles étoient écoulés ; & il n'étoit pas aisé de lui faire son procès dans les formes. Les avis des Cardinaux, qui dès le mois de Juillet avoient été remis cachetés entre les mains du Pape, ne répondoient pas à la vivacité avec laquelle il avoit parlé dans le Consistoire de la vigile de S. Pierre. D'une autre part, il paroissoit de l'inconvénient à demeurer dans l'inaction après tant de menaces si souvent réitérées. Il y avoit déjà plus de deux ans, que le Pape avoit dit dans un Bref au feu Roi, que le mal étoit venu à un point qu'il ne pouvoit plus différer, & qu'il étoit absolument déterminé à procéder contre les desobéissans & les contumaces, quels qu'ils pussent être. Il vint donc dans l'esprit du Pape un expédient ; c'étoit de faire écrire au Cardinal de Noailles une Lettre d'exhortation, par le Collège des Cardinaux. La proposition en fut faite au commencement d'Octobre. Et Sa Sainteté devoit accompagner cette Lettre, de Brefs au Prince & aux Evêques de France. Pendant que l'on travailloit à la Lettre, qui n'a été datée que du 16. Novembre, tout examen fut suspendu à Rome, où l'on étoit d'ailleurs dans l'attente du succès qu'auroient les négociations que faisoient dans le même tems les Evêques de France. Ils examinoient alors l'Ecrit à trois colonnes, dont nous parlerons bientôt.

M. l'Abbé Chevalier conçut quelque espérance de faire insérer dans la lettre du sacré Collège, une clause, qui seroit dans les vues de ceux qui travailloient à l'accommodement. Il s'agissoit de faire dire par les Cardinaux, que ce seroit faire injure à Sa Sainteté, de croire qu'elle eût voulu condamner la doctrine de S. Augustin & de S. Thomas, les dogmes de la predestination gratuite, & de la grace efficace ; qu'elle eût voulu confondre les deux alliances, & autres choses semblables sur les différens points de la Bulle. Mais, lorsque la Lettre parut, cette clause n'y étoit point. Nous laissons ici au Lecteur à en chercher la raison. Nous nous contenterons de faire observer que toutes les fois que l'on a traité avec les défenseurs de la Constitution, soit à Rome, soit même en France, on a trouvé en eux une certaine repugnance à s'expliquer en faveur de ces vérités ; ils l'ont toujours fait le plus tard & le plus faiblement qu'ils ont pu, comme s'ils ne devoient pas prendre le même intérêt à ces vérités, que ceux qu'ils regardent comme leurs adversaires. Que si l'on dit qu'ils prennent ces vérités pour des erreurs, ils devroient donc le dire hautement chaque fois qu'on les presse d'en parler.

C'est l'usage, & cet usage est fondé sur le droit naturel, que les Lettres que le sacré Collège écrit, soient vues & agréées par tous les Cardinaux. Ensuite, comme les Cardinaux sont partagés en trois Ordres, les trois Chefs d'Ordre signent au nom de tous les autres. Cette fois-ci la Lettre du sacré Collège fut signée, avant que les Cardinaux l'eussent vue. Elle fut signée par les Cardinaux Acciaoli comme Chef des Cardinaux Evêques ; Paulucci, comme Chef des Prêtres ; & Pamphile, comme Chef des Diacres. Il est vrai qu'après que cette Lettre parut, les Cardinaux ne réclamèrent point ; & cette réclamation n'auroit pas été une chose aisée à faire.

M. le Cardinal de la Tremoille ne voulut pas faire un pas pour empêcher que

cette Lettre ne fût expédiée & envoyée. Plusieurs Cardinaux à qui cette démarche ne plaifoit pas, & qui n'avoient pas les mêmes pretextes de s'y opposer que le Cardinal de la Tremoille, étoient fâchés de son indolence. On remarqua que le P. Laffiteau eut audience du Pape, le jour même que l'on dépêcha le courier extraordinaire qui porta la Lettre en France. Nous dirons ce qu'elle contenoit, lorsqu'on nous parlera de son arrivée en France.

Pour achever de représenter la véritable situation où en étoient les choses à Rome, nous dirons encore que depuis le retour du P. Laffiteau, il y eut deux negociations sur l'affaire de la Constitution : une plus secrète & plus vive, dont ce Jesuite avoit l'intrigue ; & cette negociation étoit la véritable ; c'est ce que bien des gens ignoroient alors : l'autre publique, mais languissante qui seroit comme de voile à la première ; c'étoit celle de l'Abbé Chevalier, contre qui la Cour de Rome ne cessoit de faire des plaintes.

§. LXXV.

Suite de la Relation de M. de Mirepoix.

M. le Cardinal de Rohan passe environ un mois à Paris. Il examine dans des Conférences le Corps ou Précis de doctrine de M. le Cardinal de Noailles. Il propose de dresser VIII. Articles de doctrine, & de faire écrire à M. le Regent une Lettre signée de 33. Evêques. Après le départ de M. le Cardinal de Rohan pour Strasbourg, on examine un Ecrit à trois Colonnes, Mandement de M. Madot Evêque de Châlon. M. Fleuri choisi pour Confesseur du Roi. Nouveau voyage de M. le Cardinal de Rohan à Paris. Conférences entre les Evêques. La Lettre des Cardinaux & les Brefs arrivent à Paris. On fait défense de les recevoir. On presse l'Accommodement. On regardoit alors les Evêques comme divisés en trois parties. Sentimens des differens partis sur ce qui se passoit. Lettre du P. Quissel à

M. le Cardinal de Rohan. Lettre de M. l'Archevêque de Reims aux Evêques assemblés à Paris.

Pour reprendre le fil des negociations qui se faisoient en France, nous allons rapporter un morcean de la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix, qui nous conduira jusqu'au 18. Decembre. On y trouvera néanmoins quelques faits anticipés, entremelés avec les autres.

Suite de la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix.

Le Pape fit écrire le College des Cardinaux à M. le Cardinal de Noailles pour l'exhorter à accepter la Constitution ; il revoqua les privileges accordés à la Faculté de Theologie de Paris, & il écrivit aux Evêques Acceptans un Bref fulminant contre nous.

M. le Duc d'Orleans fit défendre par tous les Parlemens du Royaume la reception de tous les Brefs qui pourroient venir de Rome, à la reserve des expéditions ordinaires pour les particuliers. Ainsi la lettre des Cardinaux ne fut point rendue, & tous les exemplaires des Brefs qui parurent dans le Royaume, furent renvoyés à M. le Duc d'Orleans, ce qui n'empêcha pas qu'il ne crût devoir continuer à réunir dans un même sentiment tous les Prelats de l'Eglise de France ; & pour cela il appella à Paris M. le Cardinal de Rohan qui étoit à Strasbourg, & les principaux des Prelats acceptans. On proposa d'abord de leur faire voir le Corps de Doctrine, que nous avions dressé, afin qu'ils y fissent leurs remarques, & qu'on pût ensuite convenir au moins sur la doctrine. Il fut lu en effet tantôt chez M. le Cardinal de Rohan, où étoit M. le Cardinal de Bissy & quelques autres Prelats, & tantôt chez le nouvel Archevêque de Sens, avec le reste des Prelats Acceptans qui étoient à Paris.

Le Pape même eut envie de le voir, & on vit arriver en poste un Jesuite de Bourdeaux, appelé Laffiteau, qu'on dit être

fort avant dans les bonnes grâces du Pape : il s'étoit fait de fête pour venir chercher ce Corps de Doctrine, & M. le Regent voulut bien payer largement son voiage. [On voit par là ce que l'on disoit à Paris du sujet du voiage du P. Laffiteau, qui dans le fond étoit plus mystérieux que l'on ne pensoit. Nous avons des observations à faire sur diverses choses que dit M. de Mirepoix soit dans ce que nous venons d'entendre, soit dans ce qu'il va ajouter.]

Cependant, c'est la Relation qui continue, le projet de réunion, qui avoit d'abord paru pouvoir réussir, & sur lequel il avoit été fait quelques remarques peu importantes dans les deux bureaux des Prelats acceptans, fut entièrement rejeté.

On en proposa un autre, qui étoit d'attribuer à chacune des propositions condamnées, un bon & un mauvais sens, afin de les condamner dans le mauvais, sans donner d'atteinte au bon. C'étoient MM. des Missions étrangères qui avoient proposé cet expédient. M. le Cardinal de Bissy l'avoit goûté, & il en avoit fait un projet, qui nous fut communiqué, que l'on appelloit *l'Ecrit à trois colonnes*.

Nous travaillâmes près de deux ou trois mois sur ce sujet, & nous avions trouvé avec assez de peine à chaque proposition de la Bulle un sens qui pouvoit être censuré ; mais ce sens se trouvoit à l'égard du plus grand nombre des propositions si différent de celui que M. le Cardinal de Bissy y avoit donné, qu'il ne voulut plus lui même entrer dans cet expédient. Il fallut donc revenir à l'autre projet, que M. le Cardinal de Rohan avoit proposé, avant que d'aller à Strasbourg, & qu'il perfectionna dès qu'il fut revenu. Ce projet avoit été communiqué à M. le Cardinal de Noailles, qui l'avoit trouvé si peu propre au dessein qu'il avoit de nous réunir avec les Prelats Acceptans, qu'il ne jugea pas à propos de nous le communiquer, qu'on n'y eût fait de grands changements, qu'on lui faisoit espérer qu'on y feroit, & qui firent ensuite la matière des conférences, qui se tinrent quelque tems après au Palais Royal.

(Elles se tinrent au mois de Janvier & Fevrier.)

Alors (vers la fin de Décembre) l'allarme fut grande à Paris. On crut que M. le Cardinal de Noailles alloit accepter la Constitution, & les Prelats qui l'avoient déjà acceptée, s'étoient assurés de l'y obliger : ils proposoient qu'il l'acceptât conformément à un écrit qui avoit été arrêté à la hâte par les huit Prelats qui s'étoient séparés des 40. & signé par eux, avant qu'ils partissent pour leurs diocèses. C'étoit M. le Chancelier Voisin qui avoit fourni cet écrit. Ils disoient à M. le Duc d'Orleans, Voilà ce que M. le Cardinal de Noailles & les Prelats qui lui sont unis, ont voulu faire du vivant du feu Roi, peuvent-ils refuser de le faire pour vous ?

Le piège étoit bien tendu : & il ne faut pas s'étonner si l'on craignoit à Paris, que M. le Cardinal, engagé par tant de raisons a ne pas mécontenter M. le Regent, qui l'avoit comblé & le combloit tous les jours de ses faveurs, ne s'y laissât surprendre.

Les Curés de la campagne furent les premiers qui écrivirent à leur Archevêque pour le prier de ne pas accepter la Constitution. Les Curés de la ville écrivirent ensuite ; quelques-uns se joignirent ensemble, les autres écrivirent en particulier. La plupart des Communautés séculières & régulières écrivirent de même. Les Prêtres des Paroisses signalèrent leur zèle en cette occasion. Les lettres les plus remarquables furent celle des Prêtres de S. Etienne du mont, & celle des Prêtres de S. Roch, qui fut signée par le célèbre M. du Guet, & par M. l'Abbé d'Asfeld. Mais ce qui fit plus d'éclat, ce fut la résolution que prit la Faculté de Theologie, un jour qu'elle étoit assemblée pour délibérer sur les articles de doctrine, qu'elle avoit cru devoir dresser pour se mettre à couvert de ce que M. l'Evêque de Toulon avoit publié contre elle dans son Mandement. Le Syndic représenta, qu'il ne convenoit pas que dans le mouvement où étoit tout Paris, par la crainte, que M. le Cardinal de Noailles n'acceptât la Constitution,

situation, la Faculté de Theologie fût la seule qui ne lui donna pas dans cette occasion des marques de son zele & de son attachement. Il fut ensuite delibéré unanimement, qu'on lui feroit la même priere que lui faisoient tous les Corps Ecclesiastiques de la Ville & du Diocèse; & pour ne pas retarder le temoignage de leur affection, que la Conclusion seroit dressée & signée sur l'heure, & portée tout de suite par tous les Docteurs en Corps à M. le Cardinal, qui donnoit alors son audience.

La Conclusion portoit, que la Faculté ne manqueroit jamais à l'attachement qu'elle lui devoit, tandis qu'il continueroit lui-même à ne pas manquer à ce qu'il devoit à la verité, à la Religion, & à la patrie; à quoi la Faculté étoit bien persuadée qu'il ne manqueroit jamais. M. le Cardinal, surpris d'une demarche à laquelle il ne s'attendoit pas, reçut pourtant très favorablement la Faculté, & reconduisit les Docteurs jusqu'au haut de l'escalier.

On travailloit toujours cependant sur le nouveau projet de réunion entre les Prelats. De nôtre côté on fit deux Bureaux, dont l'un s'assembloit chez M. d'Arras, & l'autre chez moi, M. l'Evêque de Châlons alloit & venoit tantôt à l'un, tantôt à l'autre, de la part de M. le Cardinal, pour distribuer & pour hâter le travail.

Ce fut d'abord sur le Precis de doctrine qu'on travailloit; il avoit paru fort defectueux: M. le Cardinal de Noailles avoit proposé d'y faire non seulement de grands changemens, mais encore diverses additions, qu'on communiqueroit ensuite aux Prelats acceptans.

Le Bureau auquel je presidois, étoit composé de M. de MontPELLIER, de M. de Senz, de M. de Boulogne & de M. de Bayonne. Il est vrai que M. l'Evêque de Bayonne, qui n'étoit presque jamais de même avis que nous, vint d'abord assez rarement, & enfin cessa entierement d'y venir.

Tout ce qui revenoit de nôtre Bureau à M. le Cardinal de Noailles lui fit croire, qu'il ne pouvoit guères compter sur les Prelats qui le composoient, dans le dessein où il paroissoit être d'accepter la Constitution avec des explications; mais comme je lui avois paru plus docile que les autres, son ancienne amitié pour moi l'engagea à faire une tentative pour me détacher des trois Prelats que je viens de nommer, & pour m'engager à suivre le sentiment du Bureau de M. d'Arras, qui étoit tout porté pour l'acceptation.

Nous reservons pour un autre article la suite de cette Relation; afin de faire quelques observations sur le morceau que nous venons de voir. M. de Mirepoix y distingue trois choses. 1. Un premier voyage de M. le Cardinal de Rohan à Paris, où le Corps de doctrine de M. le Cardinal de Noailles lui fut communiqué, & aux autres Prelats Acceptans qui étoient à Paris. Dès ce premier voyage, M. le Cardinal de Rohan avoit mis sur le tapis un projet qui fut rejeté pour lors. 2. Après le départ de M. le Cardinal de Rohan l'Ecrit à trois Colonnes fut proposé & examiné. 3. Après le retour de M. le Cardinal de Rohan on rappella ce premier projet, qui avoit été mis à l'écart, & on y travailla de part & d'autre. Ce travail fut continué jusqu'au mois de Mars, c'est-à-dire jusqu'à l'Appel. Mais pour nous tenir attachés à l'ordre que nous nous sommes prescrit, nous ne rapporterons d'abord que ce qui se passa jusqu'au 18. du mois de Decembre, ou en général jusque vers la fin du même mois.

CE QUI SE PASSA DANS LE PREMIER VOIAGE DE M. le Cardinal de Rohan à Paris, depuis les premiers jours de Septembre jusqu'aux premiers jours d'Octobre.

M. le Cardinal de Rohan ayant été mandé par une lettre de la propre main du Prince Regent, arriva à Paris vers le commencement de Septembre. Il y eut diverses entrevues entre ce Cardinal & M. le

Cardinal de Noailles, soit tête à tête, soit en présence de M. le Maréchal d'Huxelles. Le 16. Septembre ils conférèrent ensemble au Palais Royal en présence de M. le Regent. On auroit voulu obtenir deux choses des Evêques acceptans : l'une qu'ils déclarassent nettement qu'ils avoient accepté relativement, & non pas purement & simplement ; l'autre, qu'ils approuvassent le Corps de doctrine, ou Précis de doctrine de M. le Cardinal de Noailles. A considérer les choses en elles mêmes, il ne sembleroit pas que ces deux points pussent devenir l'objet de négociations difficiles. A l'égard du premier, ou bien ces Evêques avoient prétendu recevoir relativement, ou non : il n'y avoit donc qu'à dire oui ou non ; & ce oui ou ce non étoient dus à l'Eglise, qu'il ne falloit pas laisser en suspens sur une chose de cette nature : & à l'égard du Précis de doctrine, ou il étoit conforme à l'idée que ces mêmes Evêques avoient de la doctrine de l'Eglise, ou il y étoit contraire. S'il y étoit contraire, ils devoient s'en plaindre hautement : s'il y étoit conforme, il sembleroit qu'ils devoient le dire, le publier, & faire l'un & l'autre avec empressement. Il sembleroit encore qu'ils ne devoient faire dépendre une pareille déclaration d'aucune condition. En effet si la vraie doctrine étoit dans ce Précis, on lui devoit l'hommage qui est dû à la vérité en quelque endroit qu'elle se trouve, qui est de la reconnoître. Que M. le Cardinal de Noailles reçut ou ne reçut pas la Constitution, qu'il fût ou ne fût pas de son devoir de la recevoir, la doctrine exprimée dans son Précis ne changeoit pas de nature. Il sembleroit donc que les Evêques ne devoient se faire aucune peine de s'expliquer sur ce Précis, indépendamment de tout ce que M. le Cardinal de Noailles faisoit d'ailleurs, ou ne faisoit pas.

Voilà ce qui paroît de la première vue. Cependant, nous allons voir tenir une conduite toute opposée. On s'enfoncera dans un labyrinthe de négociations, qui durera des années entières, & dont nous ne voyons pas la fin aujourd'hui, 1. Decembre

1719. datte de cette premiere Partie de nôtre Histoire. Les Evêques ne diront à proprement parler ni oui, ni non sur la nature de leur acceptation. Le Précis ne sera ni ouvertement condamné, ni pleinement approuvé ; & l'on fera toujours dépendre, autant qu'on le pourra, le sort de ce Précis de l'acceptation du Cardinal de Noailles, ou de son refus d'accepter. En un mot, on va voir les Evêques acceptans perpetuellement en garde. Et ce qui est encore plus extraordinaire, lorsque le grand nombre d'entre eux fera quelque pas en avant, on verra un corps de reserve qui ne sera ni brouillé ni pleinement d'accord avec ceux qui auront fait ces avances : prêts à les désavouer ou à le faire selon les occurrences.

Voici ce que nous trouvons dans une lettre de Paris du 9. Octobre. " Nos Evêques ont fait, depuis le retour du Cardinal de Rohan, de frequentes assemblées chez ce Prelat, pour examiner en commun le Corps de doctrine de M. le Cardinal de Noailles. Ils conviennent presque tous, & sur tout M. le Cardinal de Rohan, que la doctrine en est saine. Mais ce Prelat ajoute, qu'elle n'est pas exprimée dans les termes convenables, & que si M. le Cardinal de Noailles veut bien lui confier cette piece, il lui donnera un tour, qui, sans rien changer à la substance des choses, la mettra en état d'être goûtée par tout le monde.

En effet, après quelques conférences, M. le Cardinal de Rohan proposa aux Evêques de son parti de dresser de leur côté une Lettre, qui seroit adressée au Prince Regent, & où ils exposeroient en un certain nombre d'articles leurs sentimens sur les points de doctrine touchés dans la Constitution, ainsi que M. le Cardinal de Noailles avoit renfermé dans son Précis la doctrine qu'il croioit véritable. Mais nous allons entendre M. le Cardinal de Rohan raconter lui-même ce qui se passa, de la manière dont il a voulu que le public en fût instruit. Nous tirons cette narration du Manifeste qu'il publia en 1718. après la rupture des nouvelles négociations qui se firent alors. C'est l'E-

crit datté du 2. Août, intitulé : *Avis du Cardinal de Rohan sur le projet de Mandement de M. le Cardinal de Noailles pour l'acceptation &c.*

« On repandoit dans le public, (c'est
« M. le Cardinal de Rohan qui parle,) que
« M. le Cardinal de Noailles ne demandoit
« pour se soumettre à la Bulle, que des ex-
« plications suffisantes qui fussent autorisées
« par quelques Evêques de France. Les de-
« sirs de paix, qui n'ont jamais cessé de nous
« animer, joints aux vues de notre devoir,
« qui nous pressoit chaque jour d'instruire
« M. le Regent, & le mettre en état d'ef-
« fectuer ses bonnes intentions, nous firent
« imaginer d'écrire à S. A. R. une lettre qui
« répondit à ces deux fins, c'est-à-dire, qui
« instruisit le Prince, & qui donnât à M. le
« Cardinal de Noailles le moyen de se réu-
« nir. La proposition ayant été goûtée de M.
« le Cardinal de Noailles même, on se mit
« en état de l'exécuter. Les Evêques s'assem-
« blèrent au nombre de trente trois ; la
« lettre fut dressée, on eut l'attention d'é-
« viter, dans l'exposé des motifs qui avoient
« engagé à écrire, tout ce qui pouvoit faire
« de la peine à M. le Cardinal de Noailles.
« Ce qui avoit échappé fut corrigé sur ses
« propres avis. L'on se servit, pour dresser
« les huit articles de doctrine, d'un Précis
« qui étoit l'ouvrage de M. le Cardinal de
« Noailles & des Prelats qui s'étoient séparés
« de l'Assemblée de 1714.

De ce premier exposé M. le Cardinal de Rohan tire deux inductions : la première, que les VIII. Articles de doctrine inserés dans son Projet de lettre, étoient bien plus l'ouvrage de M. le Cardinal de Noailles que celui des Evêques acceptans. La seconde, que ces mêmes Articles n'avoient pas été faits précisément tels qu'ils paroissent au tems que M. le Cardinal de Rohan parloit, c'est-à-dire, l'été de l'année 1718, mais qu'ils étoient accompagnés d'un préambule & d'une conclusion qui faisoient un tout ensemble, bien différent, dit M. le Cardinal de Rohan, de ce que sont ces Articles séparés de ce qui les précédait, & de ce qui les suivait. Et voici la

raison qu'il rend de la différence ; C'est, dit ce Cardinal, que dans cet état, ils ne renferment plus rien qui fasse connoître notre respect pour le S. Siege, & pour la décision qui en est émanée, c'est-à-dire pour la Constitution ; & rien qui prévienne les traits par lesquels on pourroit donner de mauvaise couleur à notre conduite, & à des intentions pleines de droiture.

Nous apprenons par tout ceci, qu'il y a plusieurs Ecrits à distinguer : 1. le Corps de doctrine de M. le Cardinal de Noailles : 2. le Précis de ce Corps : 3. Les VIII. Articles de M. le Cardinal de Rohan, qui ne sont autre chose dans le fond que le Précis, qui parut l'été de 1718. Toutes ces pieces comparées les unes avec les autres, avoient leurs ressemblances & leurs différences ; & elles avoient encore, prises à part, leurs changemens & leurs variations particulières. C'est ce qui a donné lieu de dire, que le Corps de doctrine étoit un *Proteo* qui prenoit perpétuellement de nouvelles formes.

Il est vrai néanmoins que sous toutes ces diverses formes, l'ouvrage conservoit assez de vérités importantes pour terminer les disputes, si l'on avoit été de bonne foi. On y regardoit comme des vérités auxquelles on ne pouvoit donner atteinte, les dogmes de la grace efficace, de la predestination gratuite, de l'utilité de la lecture de l'Ecriture sainte, de la nécessité de l'amour de Dieu &c. Or ce que l'on disoit de clair en faveur de ces dogmes auroit suffi, si l'on n'eût chetché que la vérité, pour faire sentir l'importance de ces mêmes dogmes, & faire effacer ce qu'on y mêloit souvent d'équivoque, d'obscur, ou d'affoiblissant ; comme aussi cela auroit suffi pour faire rejeter la Constitution. Mais bien loin de cela, l'usage que l'on vouloit faire de ces Articles & de ces Precis, étoit de la faire recevoir.

C'est pourquoi il y avoit un préambule & une conclusion à la Lettre de M. le Cardinal de Rohan. Il y en avoit autant pour l'Instruction pastorale que l'on vouloit faire publier par M. le Cardinal de Noailles.

Et ce préambule avec la conclusion qui y repondoit, n'étoit pas moins sujet à prendre des formes différentes que le Précis de doctrine : souvent même le travail des Evêques qui s'assembloient, ne tendoit qu'à faire dans ces diverses pièces des changemens qui pussent concilier les esprits.

Nous remettons à donner le modèle d'un de ces préambules avec sa conclusion, lorsque nous parlerons des negociations des mois de Janvier & Fevrier. A l'égard du Projet de la lettre de M. le Cardinal de Rohan, ce Cardinal nous apprend au même endroit, que M. le Cardinal de Noailles communiqua ses remarques sur le commencement & la fin. » Après cela, » poursuit M. le Cardinal de Rohan, on » jugea à propos, sur ce qui regardoit les » Articles de doctrine, de travailler par » Memoires que l'on se communiquoit de » part & d'autre. Ici M. le Cardinal de Rohan pretend que l'on eut de son côté pour M. le Cardinal de Noailles de grands égards & de grandes complaisances. Il y a de l'apparence que ce travail & cette communication respective de Memoires, dont M. le Cardinal de Rohan vient de parler, regarde pour le moins autant ce qui suivit son second voyage à Paris, que ce qui se fit dans le premier. Pour représenter de plus en plus l'état des choses au naturel, nous insererons ici ce que dit M. le Cardinal de Rohan dans son *Avis*, que nous venons de citer, sur l'approbation des VIII. Articles par les Evêques acceptans. » On dit » que les VIII. Articles de doctrine sont le » sentiment de l'Eglise de France. Si l'on » pretend avoir l'approbation de tous les » Evêques du Royaume avant que d'accepter » la Bulle, l'acceptation de M. le Cardinal » de Noailles se fera encore long-tems attendre. Si l'on se contente de l'approbation de quelques Evêques seulement, on » ne doit pas assurer que les explications, » ou les huit articles de doctrine soient le » sentiment de l'Eglise de France. Ainsi parloit M. le Cardinal de Rohan deux ans après le tems où nous sommes,

M. LE CARDINAL DE ROHAN *part pour Strasbourg. On traite de l'Ecrit à trois Colonnes entre les Evêques qui étoient à Paris,*

M. le Cardinal de Rohan partit de Paris le 7. d'Octobre pour aller faire un voyage de cinq ou six semaines à Strasbourg. Il rencontra sur sa route à Bric-Comte-Robert M. Petitpied Docteur de Sorbonne, qui alloit à Troyes par ordre du Roy. Nous avons eu occasion au §. LX. de parler de la retraite de ce Docteur hors du Royaume. Avant que de le retablir dans sa liberté, on avoit jugé à propos de l'envoyer pour quelque tems en exil, & l'on avoit choisi Troyes, comme une ville où l'exil seroit supportable. M. l'Abbé d'Auvergne, qui vient d'être nommé à l'Archevêché de Tours, accompagnoit M. le Cardinal de Rohan : il aperçut M. Petitpied, l'aborda & parmi bien des honnêtetés il lui fit des reproches obligeans, de ce qu'il ne l'étoit point allé voir, pendant le séjour que lui Abbé d'Auvergne avoit fait à la Haye, avec le Prince Frederic son frere, pour les affaires de leur maison. Il le presenta ensuite à M. le Cardinal de Rohan, qui se souvenant de l'amitié qu'il avoit eue autrefois pour ce Docteur, lui en renouvela les marques de la maniere la plus honnête & la plus affectueuse. S. E. ne fut pas long tems sans mettre M. Petitpied sur le chapitre de la Constitution. Ce Docteur lui en parla avec la franchise d'un homme qui a le cœur sur les levres, & qui y est aussi opposé que l'on fait qu'il l'est. Il ne fit pas difficulté de lui représenter, que l'on ne pouvoit jamais accepter cette Bulle, & mettre en même tems à couvert la verité, la bonne foi & la justice. A quoi le Cardinal repliqua : Puisque vous êtes dans cette pensée, M. vous serez donc bien surpris de ce que vous verrez bien-tôt ; & il ne voulut pas s'expliquer davantage. On vint avertir M. Petitpied, qu'il étoit tems de partir. Cela l'obligea de quitter son Eminence, qui voulut l'embrasser encore une fois avant qu'il se retirât.

Aussi-tôt après le depart de M. le Cardinal de Rohan, la nouvelle se repandit à Paris, qu'il avoit laissé entre les mains du Prince Regent, un Memoire qui contenoit des observations sur le Corps de doctrine & un projet d'accommodement, & que ce projet étoit fort goûté à la Cour. Cela se rapporte, comme on le voit, à ce que nous avons deduit plus au long.

Nous avons entendu parler dans la relation de M. de Mirepoix de l'Ecrit à trois colonnes proposé par MM. des Missions étrangères, c'est-à-dire par MM. Tiberge & Brisacier. Ce fut dans ce tems ci qu'il fut mis sur le bureau. Les 101. propositions condamnées dans la Bulle étoient au milieu. Aux deux côtés on plaçoit des sens differens & totalement opposés l'un à l'autre; sens auxquels l'on supposoit que l'on pouvoit entendre les 101. propositions: ou si l'on veut, c'étoient d'autres propositions que l'on forgeoit par rapport à chacune des 101. propositions. Les 101. propositions formoient une colonne; & ces doubles sens opposés formoient les deux autres. On devoit approuver comme orthodoxes, les propositions contenues dans une de ces colonnes, & condamner les propositions de l'autre colonne. C'est ainsi que l'on devoit fixer le sens de la Bulle, en distinguant la doctrine qu'elle avoit condamnée, d'avec la doctrine à laquelle elle n'avoit pas donné atteinte. Au moins devoit-on, selon le projet, le dire ainsi, après que l'on seroit convenu des propositions qui devoient occuper la droite & la gauche. On entendra mieux ceci en voyant l'échantillon que nous allons donner de cet Ecrit à trois Colonnes. Il seroit superflu d'y mettre la Colonne du milieu, qu'il est aisé de compléter, puisqu'elle ne consistoit que dans les propositions mêmes, telles qu'elles sont dans la Bulle, chacune selon son chef:

I. COLOMNE.

LES propositions entendues au sens marqué sous cette colonne sont censurables.

I.

IL ne reste à une ame qui a perdu Dieu & la grace habituelle par quelque péché mortel que de puisse être, ni foi, ni esperance, ni pouvoir de retourner à Dieu par la grace actuelle; & elle est dans une impuissance generale & absolue pour toute sorte de bien.

II.

Il n'y a point d'autre grace de J. C. qui nous rende le bien possible, que celle qui nous le fait faire actuellement. Sans cette grace, non seulement on ne fait rien, mais on n'a aucun pouvoir surnaturel, ni même naturel de faire le bien.

III.

Envain vous commandez, Seigneur, si vous ne donnez vous même ce que vous commandez: car alors vos commandemens ne sont

3. COLOMNE.

LES propositions prises au sens de cette colonne ne méritent point de censure.

I.

UNE ame qui a perdu Dieu, en perdant la grace, mérite d'être privée de la grace actuelle, sans laquelle elle ne peut ni travailler, ni prier, ni faire aucun bien utile pour le salut; & c'est en cela que consiste son impuissance & son indigence.

II.

La grace efficace de J. C. est le principe efficace de toute sorte de bien surnaturel: elle est nécessaire pour toute bonne action surnaturelle. Sans elle non seulement on ne fait rien, mais on ne peut rien faire d'un pouvoir joint à l'acte, que S. Aug. appelle *possibilitas cum effectu*.

III.

Envain vous commandez, Seigneur, si vous ne donnez ce que vous commandez; car alors vos commandemens demeurent sans ex-

Rrrr j.

ni possibles ni utiles. cution.

V.

Quand Dieu n'amolît pas le cœur par l'onction intérieure de sa grace, les exhortations, & les grâces extérieures ne servent directement, & par elles-mêmes, qu'à l'endurcir davantage.

IX.

Toute grace actuelle & intérieure de J. C. est une grâce souveraine, sans laquelle on ne peut absolument confesser J. C. & avec laquelle on ne le renie jamais.

X.

Il n'y a dans l'état présent aucune grace actuelle & intérieure dont on puisse absolument empêcher ni retarder l'effet.

XI.

Toute grâce actuelle & intérieure, de quelque espèce qu'elle soit, n'est autre chose que la volonté toute-puissante de Dieu, qui commande & qui fait tout ce qu'il commande sans aucune coopération du libre arbitre.

V.

Quand Dieu n'amolît pas le cœur d'un endurci par l'onction intérieure de sa grace, les exhortations & les grâces extérieures ne servent par occasion, & à cause de l'abus qu'il en fait, qu'à l'endurcir davantage.

IX.

La grace de J. C. par excellence qui porte davantage le caractère d'un Dieu Sauveur, est une grâce souveraine, sans laquelle on ne peut jamais, d'un pouvoir joint à l'effet, confesser J. C. & avec laquelle on ne le renie jamais.

X.

La grâce efficace est une opération de la main toute-puissante de Dieu; & rien ne peut, d'une possibilité jointe à l'acte, ni empêcher ni retarder l'effet de cette grâce.

XI.

La grâce considérée dans son principe n'est autre chose que la volonté toute-puissante de Dieu. Il commande, & c'est par la grâce efficace, qui est l'effet de cette volonté, qu'il fait en nous & avec nous, sans blesser notre liberté, ce

XII.

Quand Dieu veut de quelque manière que ce soit, sauver une âme, & qu'il la touche de la main intérieure de sa grâce, telle que soit cette grâce, nulle volonté humaine ne lui résiste.

LXXXII.

Le Dimanche doit par une obligation de précepte, être sanctifié par des lectures de piété, & sur tout des saintes Ecritures. Il est dangereux de vouloir lever de cette lecture les chrétiens qui en abusent.

LXXXVII.

C'est en toute occasion, & à l'égard de toute sorte de péchés, une conduite pleine de sagesse, de lumière & de charité, de différer toujours l'absolution, pour donner aux âmes le tems de porter avec humilité, & de sentir l'état du péché, de demander l'esprit de pénitence & de contrition, & de commencer toujours à satisfaire à la justice de Dieu, avant que de les reconcilier.

qu'il commande.

XIII.

Quand Dieu veut d'une volonté absolue sauver une âme, & qu'il la touche de la main intérieure de sa grâce efficace, nulle volonté humaine ne résiste à cette grâce, quoi qu'elle puisse toujours y résister.

LXXXII.

On doit exhorter les fidèles à sanctifier le Dimanche par des lectures de piété, & sur tout des saintes Ecritures. Il est dangereux de vouloir lever tous les chrétiens de cette lecture.

LXXXVII.

C'est en certaines occasions & en certains cas, particulièrement en ceux qui sont marqués dans les règles de S. Charles, une conduite pleine de sagesse, de lumière & de charité, de différer l'absolution, pour donner aux âmes le tems de porter avec humilité & de sentir l'état du péché, de demander l'esprit de pénitence & de contrition, & de commencer au moins à satisfaire à la justice de Dieu avant que de les reconcilier.

LXXXVIII.

On ne fait ce que c'est que le peché & la vraie penitence, quand on demande humblement & sans s'écarter des regles de l'Eglise, d'être retabli d'abord dans la possession des biens dont le peché nous a depouillés, & qu'en évitant une plus longue séparation on ne cherche pas par orgueil, mais par amour, à ne pas porter toute la confusion qu'on a meritée.

XCI.

La crainte d'une excommunication, quoique l'injustice n'en soit pas évidente, ne nous doit jamais empêcher de faire nôtre devoir, de quelque nature qu'il puisse être. L'on ne sort jamais de la communion extérieure de l'Eglise, & l'on ne doit jamais se comporter à l'extérieur comme excommunié, lors même qu'il semble qu'on en soit banni par la méchanceté des hommes, quand on est attaché à Dieu, à Jésus-Christ, & à l'Eglise par la charité.

Il y en avoit ou devoit avoir tant sur les 101. propositions. Un homme d'esprit dit, à la vue de ce projet, que l'on pouvoit y appliquer avec justesse une parole de Ter-tulien : *Inter bonum & malum latronem*

LXXXVIII.

On ne fait ce que c'est que l'état du peché & la vraie penitence, quand on veut temerairement & contre les regles de l'Eglise être retabli d'abord dans la possession des biens dont le peché nous a depouillés, & quand par orgueil on ne veut pas porter la juste confusion de cette séparation.

XCI.

La crainte d'une excommunication injuste ne nous doit jamais empêcher de satisfaire à un devoir réel & véritable. On ne sort jamais réellement de l'Eglise, quant à la communion intérieure, lors même qu'il semble qu'on en soit banni par la méchanceté des hommes, quand on est attaché à Dieu, à J. C. & à l'Eglise même par la charité.

veritas crucifixa ; La vérité crucifiée entre le bon & le mauvais larron. Plus on l'examinait, & plus on reconnoissoit qu'un tel plan n'étoit pas propre à réussir. En effet, il n'étoit propre qu'à mettre dans un trop grand jour, ce que tous ceux qui desiroient un accommodement, devoient plutôt chercher à envelopper & à embrouiller.

Cependant nous avons appris de M. de Mirepoix, que les Evêques travaillerent deux ou trois mois sur ce projet. M. l'Evêque de Senes fut appelé uniquement à la seconde conférence de celles qui se tenoient entre les Evêques Opposans. Il dit qu'il appercevoit dans ce projet des injustices, & qu'il en prévoyoit de dangereuses conséquences. Il parla sur cela avec force. Cela fit qu'on ne l'avertit plus des jours que les conférences devoient se tenir. Au reste on avoit soin de tenir l'Ecrit très secret. On le lisoit aux Evêques ; mais on ne leur en laissoit pas prendre de copie. C'est ce qui s'est presque toujours pratiqué par rapport aux pièces dont on a voulu faire usage dans l'affaire de la Constitution.

Il en étoit ainsi du Corps ou Précis de Doctrine de M. le Cardinal de Noailles. Une lettre de Paris du 8. Novembre nous apprend, qu'on le communiquoit alors aux Reguliers de divers Ordres, qui en alloient prendre la lecture, mais sans qu'il fût permis à personne d'en tirer de copie, chez M. l'Abbé Gilbert grand Vicaire de Paris, & en deux autres bureaux.

On tenoit alors les esprits en suspens par l'attente d'une Assemblée nombreuse qui devoit s'ouvrir le 20. Novembre. Elle se seroit tenue dans les formes, selon toutes les apparences, si l'on avoit pu réunir les Evêques & faire un accommodement, comme on l'espéroit. Mais plus on avançoit vers le terme, & plus cette Assemblée devenoit chimerique. Cependant les Evêques arrivoient à Paris de toutes parts. Les nouvelles publiques disent qu'on en comptait jusqu'au nombre de 69. y compris les Evêques nommés, à une thèse qui se soutint

en Sorbonne le 12. Decembre, à laquelle présidoit M. de Bayonne; & ce fait est remarquable, parce que dans ces tems là les Evêques Constitutionnaires marquoient quelques fois de la repugnance à se trouver en Sorbonne.

On mandoit de Paris le 4. Novembre, que M. Madot Evêque de Châlon sur Saône, avoir fait un Mandement, où il s'élevoit contre les Arrêts du Parlement de Dijon, dont nous avons parlé; & se doutant que son nouveau Mandement auroit le sort du premier, il condamnoit par avance l'Arrêt qui le devoit flétrir. Supposant ensuite que le Parlement saisiroit son temporel, il déclaroit qu'il se menageoit une retraite dans le couvent des PP. Capucins, où il espéroit des secours de la charité des fidèles de son Diocèse.

SECOND voyage de M. le Cardinal de Rohan à Paris, vers la Fin de Novembre 1716.

Nous avons raconté ailleurs la maniere éclatante dont M. le Cardinal de Noailles interdit les Jésuites, à l'occasion du sermon que le P. de la Ferté prêcha sans son approbation devant le Roi le jour de la Toussaint. Il reçut le 19. Novembre, huit jours après la signification de l'interdit, une réponse telle qu'il la pouvoir désirer, à la lettre qu'il avoit écrite à M. le Cardinal de Rohan. Ce Cardinal arriva presque aussi-tôt à Paris & peu de jours après rendit visite à M. le Cardinal de Noailles. Il lui dit que sa qualité de Grand-Aumônier de France ne lui faisoit pas oublier celle d'Evêque; qu'ainsi il n'avoit garde d'autoriser, en qui que ce pût être, l'entreprise de prêcher devant le Roi, sans approbation de l'Evêque. Il nomma en effet pour prêcher l'Avent le P. Bourfaule Théatin, à qui M. le Cardinal de Noailles accorda des pouvoirs. Il nomma en même tems les PP. Terraïson, Surian & Massillon, tous trois de l'Oratoire, pour prêcher successivement l'Avent & les deux carêmes suivants.

M. le Regent choisit alors pour Con-

fesseur du Roi M. l'Abbé Fleuri, qui avoit été Sous-precepteur des Princes, & qui est si connu par son Histoire de l'Eglise. Les Jésuites vinrent le complimenter sur sa nomination: il leur dit, qu'il croyoit qu'il ne leur seroit pas désagréable, parce qu'il n'étoit pas Janseniste. Les Jacobins vinrent à leur tour: & il leur dit qu'il s'assuroit de ne leur être pas désagréable, parce qu'il n'étoit pas Moliniste. Enfin M. l'Abbé Dorlanne Official de M. le Cardinal de Noailles, étant venu lui faire aussi son compliment, il lui dit qu'il espéroit n'être pas désagréable à S. E. M. le Cardinal de Noailles, parce qu'il n'étoit pas Ultramontain. Un ami qui par hazard s'étoit trouvé présent à ces trois complimens, lui en ayant fait paroître quelque surprise, il lui raconta que M. le Regent lui avoit fait l'honneur de lui dire, qu'il le choisiroit, parce qu'il n'étoit ni Janseniste, ni Moliniste, ni Ultramontain; & que pour lui il disoit à chacun ce qu'il croyoit lui convenir.

Après l'arrivée de M. le Cardinal de Rohan on commença à tenir des conférences avec une nouvelle application, tant de la part de ce Cardinal, que de celle des Evêques unis à M. le Cardinal de Noailles. Les Evêques qui s'assembloient chez M. le Cardinal de Rohan, comprirent bientôt par les remarques des Evêques opposans, qu'il ne falloit pas songer à bâtir un accommodement sur le fondement de l'Ecrit à trois colonnes. Laisant donc cet Ecrit à l'écart, on reprit, comme nous l'a dit M. de Mirepoix, l'autre projet, sur lequel on avoit déjà travaillé avant le départ de M. le Cardinal de Rohan pour Strasbourg. Il paroît constant que dès le commencement de Decembre, on communiqua à M. le Cardinal de Rohan, & aux Evêques qui s'assembloient chez lui, le corps des Difficultés de M. le Cardinal de Noailles. On en montroit les cahiers l'un après l'autre. A mesure que le public en entendoit parler, cela augmentoit le désir qu'il avoit de le voir; mais le tems où ce désir devoit être satisfait n'étoit pas encore venu,

On parloit déjà depuis plus d'un mois des piéces qui devoient venir de Rome. Elles arrivèrent enfin vers les premiers jours de Decembre. C'étoient des Brefs, & une Lettre du Sacré Collége à M. le Cardinal de Noailles. L'un de ces Brefs étoit contre la Sorbonne, un autre étoit adressé aux Archevêques & Evêques de France : ce qui avoit un rapport assez naturel avec l'idée que l'on avoit eue de cette nombreuse Assemblée d'Evêques, qui se devoit tenir dans ce tems-là. Nous rendrons compte dans le §. suivant de ce que ces piéces contenoient. Il y avoit aussi un Bref adressé à M. le Regent ; & on assure que M. le Cardinal de Rohan ayant voulu le lui présenter, S. A. R. ne le trouva pas bon, & lui fit des reproches, de ce qu'il s'étoit chargé d'une pareille commission. En même tems M. le Regent fit donner par les Agens du Clergé des ordres réitérés aux Evêques pour les empêcher de recevoir ces Brefs. Nous rapporterons dans la suite les deux Lettres des Agens, qui furent écrites coup sur coup le 9. & le 12. de Decembre. M. le Cardinal de Bissi trouva à propos de faire sur cela à M. le Regent une espee de remontrance, qui n'eut point d'autre effet que de lui attirer des reproches de la part du Prince. S. A. R. se plaignit à lui de ce qu'il étoit à la tête d'une douzaine d'Evêques, qu'il lui nomma, qui écrivoient de semaine en semaine au Pape, pour rompre toutes les mesures qu'il prenoit pour procurer la paix.

• Ces dispositions du Prince firent quelque effet sur l'esprit d'un grand nombre d'entre les Evêques Acceptans. Ils firent quelques pas vers l'accommodement. „ Ils font convenus, „ dit une lettre écrite dans ce tems-là, qu'ils avoient reçu la Constitution relativement à leurs explications. Cette même lettre en excepte le Cardinal de Bissi & les Evêques Sulpiciens, „ qui, ajoute-t-elle, „ tiennent toujours qu'ils ont reçu purement „ & simplement. La lettre continue : On les „ fait convenir aussi que leur Lettre Pastorale étoit trop foible & insuffisante pour „ les explications, & ils ont consenti de la „ refondre. On peut se souvenir que M. le

Cardinal de Rohan, dont nous avons rapporté les paroles, a donné un tour différent à tout ceci ; mais cela n'empêche pas que l'on ne voie le rapport de ce que dir ici notre Lettre avec les VIII. articles & le Projet de la Lettre à M. le Regent, dont M. le Cardinal de Rohan nous a parlé, qui devoit ou contenir ou accompagner ces VIII. articles. Notre Lettre nous apprend encore, que ces mêmes Evêques avoient nommé pour travailler à cet ouvrage les Cardinaux de Rohan & de Bissi, les Archevêques de Bordeaux & de Pourges, & les Evêques de Bazas & d'Uzès. Ces six Commissaires se faisoient aider par des Theologiens, & ces Theologiens, que l'on nommoit alors, étoient les deux MM. Leullier, sur tout le Curé de S. Louis, MM. Tournely & Targny.

M. le Regent voyant ces avances de la part des Evêques acceptans, fit venir le 15. ou 16. Decembre au Palais Royal M. le Cardinal de Noailles avec quelques Evêques qui lui étoient unis, entre autres MM. d'Arras & de Chalons, leur demanda à quoi ils s'en tenoient, & les pressa de se déterminer, les exhortant en même tems à donner les mains à un accommodement. Voici de quelle manière on assuroit alors que M. le Cardinal de Noailles, portant la parole tant pour lui que pour les autres, avoit répondu. Il exposa les motifs qu'ils avoient de demander des Explications au Pape, fit valoir toutes les raisons qu'il y avoit de ne point recevoir sans cela. La pureté de la doctrine, la saine morale, les libertés de l'Eglise, l'indépendance de la couronne, tout y étoit intéressé, & toutes ces choses furent alléguées. M. le Regent, proposant de recevoir relativement au corps de doctrine du Cardinal de Noailles, & offrant d'y faire acquiescer les autres Evêques, ce Cardinal représenta fortement les inconveniens d'une telle acceptation, & fit sentir les ruses dont se serviroient les ennemis de la Religion & de l'Erat, pour la faire servir à leurs fins. M. le Regent les congédia, en leur recommandant d'y penser sérieusement. M. le Cardinal de Noailles retourna deux jours après,

c'est-à-dire le vendredi 18. au Palais Royal; & l'on croioit, comme nous le verrons, qu'il étoit convenu de quelques points avec le Prince. Nous remettons ce qui se passa à l'Archevêché l'après-dîné de cette même journée, que nous apprendrons de la bouche de M. de Mirepoix. Mais il nous reste plusieurs choses à dire auparavant.

La lettre que nous venons de citer nous a fait appercevoir un nombre d'Evêques Sulpiciens, à qui se tenoit uni M. le Cardinal de Bissi, qui ne paroissent pas disposés à faire vers l'accommodement les mêmes avances que les autres acceptais. C'est ce qui faisoit dire que les Evêques étoient alors divisés en trois partis. Voici comme on compte ces trois partis dans une autre lettre du même tems. " Le 1. parti est celui de M. le Cardinal de Noailles, qui ne veut point accepter sans explications données ou autorisées par le Pape, & qui est soupçonné de ne vouloir même faire tomber l'acceptation que sur les explications, & non sur la Constitution. Le 2. parti de M. le Cardinal de Bissi, qui veut une acceptation pure & simple, ou jointe à une explication dont l'acceptation soit indépendante. Le 3. de M. le Cardinal de Rohan, qui veut une acceptation relative à l'explication. Nous ne donnons pas cet extrait pour exprimer au juste les choses telles qu'elles étoient en elles-mêmes; mais il représente ce qui se disoit. On voit bien qu'il y auroit encore eu une distinction à faire entre les Evêques opposans, dont les uns croyoient qu'absolument on pouvoit recevoir avec explications, & les autres qu'on ne le pouvoit: mais bien des gens se persuadoient que les Evêques opposans, qui parloient le plus hautement d'explications, ne songeoient dans le fonds qu'à trouver les moyens de faire rejeter la Bulle. Dans tous ces tems là on s'épuisoit en conjectures. Et il faut avouer qu'au milieu de tant de négociations, soit en France, soit à Rome, après tant de conférences & d'écrits, sur lesquels on affectoit le secret, il n'auroit pas fallu moins qu'un Sphinx pour dire au juste ce que tant de différentes têtes pen-

Nous avons déjà cité certaines Lettres adressées à M. le Cardinal de Noailles, attribuées dans le titre à l'Evêque de N. L'Auteur est dans tous les principes des plus rigides Acceptans, & il emploie le style des plus violens Tocsins. Il a rempli ses Lettres, de réflexions sur les projets d'accommodement. Et quoiqu'il n'ait écrit que depuis la rupture des négociations de l'été 1718. cela n'empêche pas que la plupart de ses réflexions ne trouvent leur application au tems où nous sommes. Nous allons donc en remettre quelques unes sous les yeux des Lecteurs. On trouve en premier lieu dans la 1. Lettre, pag. 27. qu'il compare les Corps ou Précis de doctrine, que l'on avoit mis en avant pour servir à un accommodement, aux corps de doctrine ou formulaires de foi que les Ariens avoient si fort multipliés. Et pag. 30. " Quels que puissent être, dit-il, ces divers Précis de doctrine, ils ne sont point un motif de conciliation, mais un moyen de division, puisqu'ils ne tendent qu'à établir une différence, ou dans le sens ou dans les termes, sans quoi un seul suffiroit pour tous; & que l'union ne peut résulter que de la conformité, & des pensées & des paroles. " Voici une vérité établie par la nature même de la chose, & par l'expérience de tous les siècles, c'est que la conciliation des deux partis ne s'est faite & ne peut jamais se faire solidement, que quand l'un des deux embrasse avec sincérité le sentiment & la pratique de l'autre. Et pag. 29. " Pourquoi opposer profession de foi à profession de foi, si ce n'est marchandier avec l'Eglise; & comme le remarque si bien M. Bossuet, pour déterminer la manière dont elle doit prononcer, pour lui faire dire autre chose que ce qu'elle aura dit. " Or comme l'Auteur des Lettres suppose que la Constitution est une profession de foi tracée par l'Eglise, il en conclut, que ces Corps ou Précis de doctrine ne servoient qu'à montrer que M. de Noailles, & ceux qui le suivoient en cela, agissoient comme des Novateurs, qui n'osant s'élever ouvertement contre une décision de l'Eglise

se, tâchoient néanmoins de lui faire perdre sa force par adresse.

Voici comme il représente le jugement que l'on porta du précis du côté de M. le Cardinal de Rohan. " Les Prélats Com-misaires, dit-il, pag. 34. remarquerent dans ce Précis un contraste perpetuel. Ils trouverent que cet Ecrit, offert comme la pierre angulaire de la paix & de la conciliation, touchoit à peine les matières controversées, & en traitoit d'autres dont il n'étoit pas question, & sur lesquelles pouvoient naître de nouveaux differens : que cet acte proposé pour rendre au S. Siège la soumission qu'il merite, & pour rejeter l'hérésie de Quesnel, étoit dressé artificieusement, de manière à justifier les Réflexions morales, des erreurs que la Bulle y condamne, & à rendre la Bulle suspecte des erreurs opposées : qu'enfin ce Projet, imaginé pour éclaircir la prétendue obscurité de la Bulle, loin d'appliquer justement cette Bulle au livre des Réflexions morales, qui en est l'unique objet, sembloit les rendre étrangers l'un à l'autre, considérant en elles mêmes les propositions condamnées par le Pape, sans rapport à l'ouvrage qui les contient, & aux personnes qui les soutiennent. Ce même Ecrivain passe ensuite à un fait que M. le Cardinal de Rohan soutient aussi dans son Avis, & dont il se plaint amèrement. Ce fait est postérieur au tems dont nous écrivons l'histoire, mais il y a un rapport si étroit que nous ne devons pas différer d'en parler. L'Auteur des Lettres, d'accord en cela avec l'Avis de M. le Cardinal de Rohan, nous apprend donc que l'on porta à Rome le Précis. (M. le Cardinal de Rohan dit les VIII. Articles de doctrine; cela n'est pas différent) " On porta à Rome le Précis, dénné de toutes les modifications que les Evêques acceptans y avoient faites, & l'on voulut persuader à sa Sainteté qu'ils l'avoient approuvé en cet état, afin de surprendre sous ce pretexte une approbation du S. Pere, en vertu de laquelle on auroit sommé ces Prelats de renoncer eux-mêmes aux conditions qu'ils avoient éxi-

gées pour rendre ce Précis tolerable, & pour garantir la doctrine catholique, l'autorité de l'Eglise, & l'honneur des Evêques acceptans, des pieges que ce Précis leur avoit dressé.

On voit allés au milieu de tous ces discours, que l'Auteur n'oseroit dire nettement, que les Evêques acceptans n'eussent pas trouvé les VIII. Articles orthodoxes, ou qu'ils eussent trouvé dans aucun des Ecrits qui leur avoient été présentés de la part de M. le Cardinal de Noailles une doctrine hérétique.

S'il est mécontent de ce que l'on avoit recours à des Précis de doctrine; si c'est là, selon lui, opposer profession de foi à profession de foi, il ne regarde pas plus favorablement l'acceptation relative dont il étoit alors question. " L'acceptation restrictive, dit-il, tendoit au même but, & produisoit le même effet que le Précis de doctrine, qui étoit d'introduire dans l'Eglise deux manières d'accepter la Constitution, ou plutôt d'y établir la tolérance des erreurs & l'impunité à la professer. Etoit-ce à une paix solide ? ... Accepter restrictivement, c'est ne point accepter du tout, ou c'est n'accepter que ce que l'on veut. Ce n'est point se soumettre à l'Eglise & obéir à ses décisions, mais lui donner la loi & lui faire dire autre chose que ce qu'elle a décidé.

C'est au nom des rigides Acceptans, & comme pénétré de leurs sentimens que parle cet Ecrivain, lorsqu'il fait paroître tant d'indignation contre l'accommodement que l'on proposoit. Mais il remarque qu'il y avoit un grand nombre de personnes opposées à la Constitution, qui n'avoient pas moins d'éloignement que lui de cet accommodement. Les partisans de Quesnel dit-il, ne se seroient donc pas contentés de ce Précis ils en étoient même très allarmés. Et un peu après : " La desolation étoit répandue parmi les zélés de la cabale ; (c'est le nom qu'il donne aux Anti-Constitutionnaires) & l'on voit assez que le Précis n'étoit pas capable de les changer. Nous devons la justice à l'Auteur des Lettres, d'avouer qu'il parle ici

en Historien exact. Nous en dirions autant des traits que nous allons rapporter, s'il n'af-
fectoit de confondre ce qui est très distin-
gué, & de faire une espèce de corps uni-
que, de personnes réellement différentes."
«Les uns, dit-il, Let. 5. p. 32. criaient que
«la Bulle étoit hérétique, les autres qu'elle
«n'étoit qu'obscure; ceux-ci qu'il falloit
«l'expliquer, ceux-là qu'il falloit la rejeter
«absolument: & tous ceux là étoient,
«selon lui, *des Jansenistes qui voioient le
«sup mortel que la Constitution portoit à leurs
«doctrines*. Il continue: " Ils s'en prenoient
«tantôt au Pape, tantôt à ses Officiers; au-
«jourd'hui ils prétendoient différer sur le
«dogme, le lendemain il ne s'agissoit plus
«que des expressions. . . Les uns veulent
«un accommodement, & consentent de
«transiger sur la foi comme sur un héritage
«temporel: les autres n'en veulent point,
«& se roidissent à avoir tout ou rien: tous
«les deux faisant profession d'être Catho-
«liques Romains, & d'anathématiser les
«Protestans &c. Quoique l'Auteur rappor-
te la plupart de ces traits aux négociations
de l'été 1718. il est certain qu'ils ne con-
viennent pas moins aux négociations de
1716. & du commencement de 1717.

C'ÉTOIT vers le tems dont nous parlons
que les rétractations commençoient à se
multiplier dans les différens diocèses. Ceux
qui les faisoient, ne se déclaroient ordi-
nairement pas moins contre l'acceptation
avec explication, que contre l'acceptation
pure & simple. La lettre des Curés du Dio-
cèse de Paris qui commença à paroître, re-
jettoit nettement toute manière d'accepter
la Constitution, quelle qu'elle pût être.

La multitude des Evêques réunis à Paris
attira deux Lettres de la part de deux per-
sonnes d'un rang & d'un caractère très-
différens. L'une est M. l'Archevêque de
Reims, l'autre le P. Quesnel. Parlons d'a-
bord de la Lettre de ce dernier. Elle est
datée du lieu de sa retraite, du 10. De-
cembre 1716. Il l'adressa à M. le Cardinal
de Rohan. Après avoir dit que c'est à l'oc-
casion des nouvelles Conférences ou Assem-
blées qui alloient se tenir, qu'il se deter-

mine à écrire, il rappelle le souvenir de la
Lettre qu'il avoit écrite à l'Assemblée de
1714. " J'eus, dit-il, la douleur d'ap-
prendre que par je ne sais quelle infortune.
«ma Lettre n'avoit point été lue à l'Assem-
blée. Il représente en peu de mots quel fut
le resultat de cette Assemblée, & se plaint
vivement de ce qu'on ne l'avoit pas daigné
entendre. Il demande de nouveau avec
la même ardeur d'être entendu, & offre
de venir se présenter lui-même, si les Evê-
ques le veulent, & qu'on lui en donne
la liberté, nonobstant l'éloignement
son âge de 83. ans, & la violence de l'hy-
ver.

A l'égard du fond de sa cause, il deman-
de que l'on ne se contente pas de couvrir
son innocence par le silence, en ne la con-
damnant pas de nouveau positivement..
«Un tel silence, dit-il, ne serviroit qu'à:
«confirmer tous les jugemens dont elle a
«été flétrie solennellement, & à Rome &
«en France; & elle demeureroit accablée
«sous le poids de l'autorité des Puissances
«d'ailleurs si vénérables, dont on a surpris
«contre elle la religion. S'appuyant ensuite
sur tous les écrits & les témoignages qui
avoient été rendus depuis trois ans, tant en
faveur de son livre que des 101. proposi-
tions, il s'approprie les paroles de Susanne
& s'en sert pour protester de son innocence..
«Si vous me demandez, M. dit-il. immé-
diatement après, quel est mon Daniel, je
«puis dire que c'est toute la France. La voix
«publique en tout état, en toute condi-
«tion, est pour moi la voix de Daniel.
«qui demande la révision de ma cause, &
«qui s'écrie: *Revertimini ad judicium*. Si
«je pouvois obtenir de V. A. Em., qu'elle
«voulût joindre sa voix à celle du public,
«je serois trop fort, & je me tiendrois
«assuré d'un nouveau jugement, aussi
«avantageux que les précédens m'ont été
«contraires. Vous feriez, M. une action
«de justice qui seroit généralement ap-
plaudie. Il finit par des vœux & des prieres
pour M. le Cardinal de Rohan, à qui
il adressoit cette lettre. Elle fut rendue:
à cette Eminence, qui ne put s'empê-

cher de la louer. Le P. Quesnel écrivit aussi en même tems à M. le Cardinal de Noailles, mais la lettre n'est pas devenue publique.

On a déjà vu quelques traits de la Lettre de M. l'Archevêque de Reims, dans la relation que nous avons faite des Assemblées de Sorbonne. Cette Lettre, en date du 4. Decembre parut imprimée avec le nom de l'Imprimeur. Elle étoit adressée aux Cardinaux, Archevêques & Evêques assemblés à Paris. Les mêmes raisons, « (c'est le debut de la Lettre) qui m'ont empêché d'avoir l'honneur de me trouver à vos conférences, me retiennent encore aujourd'hui, & ne me permettent pas de me rendre à votre illustre Assemblée. Le feu de la division, que les Novateurs ont allumé depuis quelques mois dans mon Diocèse, augmente tous les jours, & m'oblige de rester pour prévenir un plus grand embrasement. Le Concile d'Ephèse reçut avec bonté la Lettre de Capreolus Archevêque de Carthage, qui se justifioit de ne pas pouvoir assister à ce Synode œcuménique, à cause de l'incursion des Barbares, & les Peres agrérent une excuse aussi légitime. Je me flate, Messieurs, que vous voudrez bien avoir pour moi la même indulgence, dans une conjoncture encore plus affreuse. Cet Archevêque ne n'avoit à craindre que des peuples ennemis, qui ravageoient les provinces; & j'ai à soutenir une guerre intestine, & à combattre contre des Prêtres qui attaquent ouvertement la Religion, & qui conspirent contre l'autorité Episcopale, veulent se soustraire à l'obéissance qu'ils nous doivent.

On voit que M. l'Archevêque de Reims parloit comme s'il avoit eu au milieu de son Eglise une secte d'hérétiques déclarés; comme s'il y avoit eu par exemple, des Ariens ou des Sabelliens, des Lutheriens, des Anabaptistes &c.. Il eût été à souhaiter, pour servir d'éclaircissement, & pour fournir un objet certain au zèle de ceux qu'il vouloit remuer, qu'il eût expliqué nettement & précisément les dogmes hé-

rétiques, que ces Prêtres qu'il combattoit avec tant de vivacité, enseignoient. Il devoit dire par exemple: Ils sont hérétiques en ce qu'ils soutiennent que la prédestination est gratuite, ou bien en ce qu'ils soutiennent qu'elle ne l'est pas; que l'amour de Dieu est nécessaire en tel & tel cas, ou qu'il ne l'est pas; que la lecture de l'Ecriture sainte doit être conseillée au peuple, ou ne doit pas l'être. S'il avoit bien voulu entrer dans ce détail, il est certain que cela auroit extrêmement éclairci la dispute. Et cela lui devoit être aisé, en cas qu'il y eût une véritable hérésie.

Mais il supposoit l'hérésie, & ne parloit que de se précautionner contre. C'est dans cet esprit qu'il continue d'employer l'exemple de l'Archevêque de Carthage. Ce Prelat, dit-il, crut pouvoir remonter à un Concile général, qu'il devoit avoir l'attention, en condamnant de nouvelles hérésies, de ne pas souffrir que sous prétexte d'une seconde dispute on donnât atteinte à ce qui avoit été jugé par le Saint Siège & par les Evêques unanimement.

M. de Reims, par un excès de modération, vouloit bien présumer favorablement des Evêques Opposans. Je ne doute point, disoit-il, que les Prelats qui se sont séparés, n'aient un desir sincère de se réunir; mais la mauvaise foi de ceux qui les environnent & les détours artificieux des Sectaires nous allarmant; & l'on ne peut voir sans inquiétude une négociation dans laquelle ils entrent indirectement. Il regardoit comme une chose non douteuse, que si la division venoit à cesser par la réunion des Evêques Opposans aux Acceptans, ces Sectaires abandonneraient les Prelats auxquels ils paroissent attachés; comme ils ont, disoit-il, abandonné l'Eglise.

Oserois-je prendre la liberté, Messieurs, poursuivoit M. de Reims dans l'ardeur de son zèle, de vous représenter avec tout le respect que je dois à mes Peres, qu'il est à craindre que nos novateurs ne se prévalent de la moindre condescendance: N'ont-ils pas abusé de la paix de

„Clement IX ? N'en ont-ils pas inferé fau-
 „sément, que le silence respectueux suffi-
 „soit ? Et n'a-t-il pas fallu que le souverain
 „Pontife , qui remplit aujourd'hui si sain-
 „tement & si glorieusement la chaire de S.
 „Pierre, ait déclaré par une Bulle qui a été
 „universellement reçue, qu'on devoit une
 „adhésion intérieure aux faits dogmatiques
 „décidés par l'Eglise ? M. de Reims parle de
 la Bulle *Vincam Domini Sabaoth*, & sup-
 pose, ce qui est très contesté, que cette
 Bulle a décidé quelque chose touchant la
 soumission due aux décisions de l'Eglise
 sur les faits dogmatiques. Bien des gens
 croiroient à ce trait reconnoître la main des
 Jésuites.

M. de Reims entre ensuite dans le détail
 de quelques faits de l'histoire Ecclesiasti-
 que, pour prouver que l'on ne devoit en-
 trer en aucune composition avec les héré-
 tiques, & il en fait aussitôt l'application à
 l'affaire de la Constitution en ces termes :
 „Ne devons-nous pas regarder présente-
 „ment, Messieurs, la Constitution
 „*Uti visus*, comme une regle de foi & de
 „discipline ? Elle est émanée du S. Siège ;
 „nous l'avons reçue dans le Royaume par
 „une acception formelle, & le silence
 „des Evêques du reste du monde, à qui
 „elle a été notifiée, est un tacite consen-
 „tement. Ne faut-il donc pas que les Pre-
 „lats qui se sont séparés, commencent par
 „accepter la Bulle ; qu'ils condamnent les
 „101. propositions extraites du livre des
 „*Reflexions morales*, avec les qualifications
 „qui sont portées dans la Constitution, &
 „qu'ils fassent l'attribution des propositions
 „pour ne pas retomber dans des disputes
 „sur la question du fait ? Disputes d'autant
 „plus animées que c'est la seule ressource
 „qui reste à ceux qui ont succombé à l'é-
 „gard de la question du droit : nous devons
 „attendre de la piété des Prélats Oppo-
 „sants, cette marque publique de leur obéis-
 „sance : une plus longue résistance seroit
 „criminelle ; on ne devoit plus croire que
 „les personnes fussent innocentes, qui re-
 „sisteroient plus longtems à une condamna-
 „tion portée par la puissance légitime de
 „l'Eglise.

Le public a trouvé cette Lettre de M.
 de Reims extrêmement violente. Cepan-
 dant il faut avouer qu'elle se trouveroit as-
 saisonnée d'une grande moderation, si le
 principe qu'il pose étoit véritable. En effet,
 si la Constitution eût été dès lors une regle
 de foi & une décision de l'Eglise, la résistan-
 ce des Evêques Opposans auroit été déjà cri-
 minelle ; & M. de Reims vouloit bien se
 borner à dire qu'elle le deviendrait si elle
 durerait plus longtems.

Mais s'il étoit indulgent pour le passé,
 il ne vouloit pas être accusé de negligence
 pour l'avenir. Voici donc les précautions
 qu'il inspire aux Evêques. „ Admettre
 „préalablement les explications des Prélats
 „(Opposans), ce seroit, dit-il, compro-
 „mettre l'autorité de l'Eglise. La vérité ne
 „permet pas de menagemens ; l'Eglise ne
 „soutient pas qu'on délibère sur ses décisions ;
 „& il ne convient pas de composer, quand
 „on doit obéir. Je ne craindrai pas de di-
 „re, Messieurs, qu'il y auroit même
 „du danger à autoriser les explications,
 „qu'ils voudroient peut-être donner dans
 „la suite. Elles pourroient être enveloppées
 „de susceptibles de différens sens ; les No-
 „tateurs les interprétent en leur faveur ;
 „les disputes se perperueroient : & cette
 „Bulle qui sappe les fondemens du Janse-
 „nisme, ne seroit plus qu'un vain problè-
 „me. Elles pourroient, ces explications,
 „n'être point agréées par le Pape, par les
 „Evêques du Royaume, & moins encore
 „par les Eglises qui ont reçu simplement la
 „Constitution. Ne seroit-ce pas une nou-
 „velle source de division plus dangereuse
 „que celle que vous tâchiez d'éteindre ?
 „Et l'Instruction pastorale dressée par l'As-
 „semblée ne doit-elle pas suffire ? Elle a été
 „reçue dans le Royaume, & les expressions
 „de la foi doivent être uniformes, comme
 „dit S. Irénée. Et un peu plus loin : „ Per-
 „mettre d'inutiles précautions pour assurer
 „la doctrine de S. Augustin & de S. Tho-
 „mas, ce seroit faire injure au Pape, qui a
 „donné la Constitution, & aux Evêques
 „qui l'ont reçue ; ce seroit fortifier les dou-
 „tes de ceux qui s'imaginent fausement,

„que la Bulle y donne atteinte ; ce seroit
 „autoriser en quelque façon la conduite des
 „Janfenistes , qui , pour séduire les esprits
 „foibles , leur insinuent qu'ils sont les dé-
 „fenfeurs de ces deux grandes lumieres de
 „l'Eglise , & ne se parent de ces noms res-
 „pectables , que pour repandre plus faci-
 „lement le venin de leurs nouveautés pro-
 „fanés , à l'exemple des hérétiques , qui
 „dans tous les tems ont appuyé leurs per-
 „nicieuses opinions de l'autorité des Peres ,
 „& même de l'Ecriture. Il faut avouer
 „que tout cela seroit assés juste , s'il étoit
 „vrai que la Bulle fût irrépréhensible , &
 „justement proportionnée aux besoins de l'E-
 „glise.

„On veut, Messieurs, continue M.
 „de Reims , vous proposer un nouveau
 „Corps de doctrine , & on desire l'honneur
 „de votre approbation. Je croi que les
 „Prélats qui le présentent , n'ont que des
 „intentions droites & pures. Mais outre
 „que la discussion d'un tel écrit seroit lon-
 „gue , & que les maux de l'Eglise ne per-
 „mettent pas le moindre retardement , ne
 „devons-nous pas avoir une juste défiance
 „de ceux qui ont travaillé à cet ouvrage ?
 „Une malheureuse expérience ne nous a-
 „telle trop fait connoître les déguisemens
 „artificieux des Novateurs. Ils se sont ap-
 „pliqués, depuis plus de soixante ans , à
 „couvrir leurs erreurs des apparences de la
 „vérité ; & se renfermant dans un cercle
 „d'opinions tant de fois condamnées , il
 „font tous leurs efforts pour éluder les ju-
 „gemens de l'Eglise , par des ambiguïtés ,
 „par des restrictions , & par de vaines
 „brillantes. Ils tâchent d'accorder les ex-
 „pressions orthodoxes avec leur fausse doc-
 „trine ; ils parlent quelques fois comme les
 „Catholiques , mais ils ne pensent pas
 „comme les Catholiques ; & les Ecrits ano-
 „nimes où ils s'expliquent avec plus de li-
 „berté , ne nous decouvrent que trop la per-
 „versité de leurs sentimens. Il faut encore
 „avouer qu'il n'y a rien là que de véritable , si
 „la doctrine des Jésuites est la vraie doctrine
 „de l'Eglise..

ici vient un parallèle des Pelagiens avec

les Janfenistes , que M. de Reims conclut
 en ces termes : „ Les Janfenistes sont en-
 „core plus artificieux que les Pelagiens ; &
 „ce seroit se jeter dans un dangereux la-
 „byrinthe , que de vouloir les suivre dans
 „leurs voyes obliques & détournées. Le
 „plus sûr est de ne pas s'y exposer. Les
 „malheureux événemens du Concile de
 „Rimini nous effrayent sur les accommo-
 „demens. Ce synode étoit composé d'un
 „grand nombre de pieux & savans Evêques.
 „Leur zele avoit éclaté d'abord dans la con-
 „damnation d'une hérésie appuyée par un
 „puissant Empereur ; mais le desir d'arrêter
 „le cours de la division , & de réunir l'O-
 „rient avec l'Occident , les porta à une mal-
 „heureuse condescendance , & fut la cause
 „funeste de la prévarication qu'on leur re-
 „proche.

„A la vérité l'extrême violence 'que
 „l'Empereur exerça sur eux , entraîna un
 „grand nombre d'Evêques , & les engagea
 „à se relâcher ; mais l'auguste Prince qui
 „est aujourd'hui déposséder de l'autorité
 „Royale , nous laisse une entière liberté ;
 „& personne n'ignore son zele pour la
 „Religion. Instruit par un Roi compara-
 „ble aux Constantin & aux Théodose.
 „C'est à dire par le feu Roi &c. M. de
 „Reims ne peut s'empêcher en finissant , de
 „marquer encore une fois la crainte où il
 „étoit que l'on ne fit un accommodement ,
 „où l'on relâchât la moindre chose aux
 „Opposans : „ Nous avons tous le même
 „desir, Messieurs , de voir la paix ré-
 „tablie dans l'Eglise Gallicane , car , gra-
 „ces à la divine miséricorde , elle n'est
 „point troublée ailleurs ; mais cette paix
 „exige , selon le Concile de Calcedoine ,
 „qu'on soit non seulement d'accord sur le
 „dogme , mais sur la maniere de l'exprimer.
 „Cette unanimité pourroit-elle s'accorder
 „avec un différent genre d'acceptation , &
 „des explications différentes ? Ne pouvons
 „nous pas dire de cette Constitution , ce
 „que les Peres du quatrième Concile œcu-
 „menique disoient de la Lettre de S. Leon ?
 „La définition a plu à tous ; cette définition
 „est celle des orthodoxes , Tout l'accor-

«imodement doit donc consister dans l'obéissance ; & les Prélats qui n'ont point encore accepté la Bulle, doivent céder au jugement de l'Eglise, s'ils ne veulent s'exposer à ressentir les effets de son autorité. Telle étoit la Lettre de M. l'Archevêque de Reims. On en fut à Paris dans l'étonnement ; & M. le Cardinal de Rohan ne put s'empêcher de dire qu'elle alloit trop loin.

§. LXXVI.

On rend compte de la Lettre des Cardinaux au Cardinal de Noailles, du Bref contre la Sorbonne & du Bref adressé aux Evêques de France. Première & seconde Lettre des Agens du Clergé pour notifier la défense de recevoir ces Brefs. Arrêts des Parlemens pour le même sujet. Quelques Evêques demandent la cassation de quelques Arrêts rendus pendant l'été de 1716. Libelle intitulé : Lettre d'un Evêque Anglois à M. le Cardinal de Noailles.

IL est tems de rendre compte des pièces venues de Rome, dont nous avons déjà annoncé l'arrivée à Paris. Elles se trouvent dans le Recueil qui accompagne la suite de la Relation des délibérations de Sorbonne. Nous commencerons par la lettre des Cardinaux à M. le Cardinal de Noailles, qui est datée du 16. Novembre 1716. Les Brefs le sont du 18. & du 20. du même mois. Les Cardinaux rappellent d'abord le Consistoire, où le Pape leur avoit réunis devant les yeux toute la suite de l'affaire de la Constitution. C'est le Consistoire de la Vigile de S. Pierre, dont nous avons si souvent parlé. « Les maux présents, disent-ils, sont très grands ; & nous en envisageons encore de plus grands pour l'avenir. Nous avons entendu de la bouche de sa Sainteté, que pour aller au devant de ces maux, elle étoit résolue de recourir à des remèdes, (*En jam à Sanclitate sue remedia decerni inaudivimus*) qui n'épar- gneraient pas même votre personne, à

« moins que vous ne méprisiez toutes les difficultés qui vous ont arrêté jusqu'au jourd'hui, & que vous ne vous soumettiez sans retardement à la Constitution. Vous étant unis tous & chacun de nous en particulier, aussi étroitement que nous le sommes, & par les liens d'une même dignité, & par ceux de la charité, Nous n'avons pu entendre ces choses sans être consternés ; & rien n'a été capable d'adoucir la douleur dont nous avons été percés. Après avoir considéré la chose avec maturité, nous avons cru devoir supplier avec instance le très clement Pontife, de vouloir bien surseoir à l'exécution de ce qu'il avoit decerné, & de nous donner le tems d'employer auprès de vous les offices de la charité fraternelle. La paix de l'Eglise, ajoutoient-ils, & le salut du Royaume de France y étoient intéressés. Ils avoient une grande espérance que M. le Cardinal de Noailles se rendroit à leurs instances, & ils n'avoient pas eu de peine à obtenir du Pape le délai qu'ils avoient demandé ; au contraire le Pape avoit loué leur dessein. Il avoit aussi lui-même une grande espérance que M. le Cardinal de Noailles, touché par les prières des Cardinaux, alloit recevoir sans un plus long retardement la Constitution, comme eux Cardinaux le faisoient : c'est-à-dire, avec une ferveur & prompt obéissance.

Ils représentoient à M. le Cardinal de Noailles les efforts que faisoient, disoient-ils, des hommes factieux, pour faire croire qu'il avoit rompu le lien qui le tenoit attaché au Pape & au Sacré College. Ces mêmes hommes vouloient se servir de son nom pour faire recevoir par les peuples leur mauvaise doctrine. C'étoit une calomnie intentée contre ce Cardinal, mais cela ne lui en faisoit pas moins de tort, & cela pouvoit bien avoir pour fondement (*forſau*) le parti qu'il avoit pris de suspendre la publication de la Constitution, jusqu'à ce que Sa Sainteté eût apporté les remèdes nécessaires pour pacifier les troubles excités en France, quoique lui Cardinal n'eût eu d'autre vue en tenant cette conduite, sinon de

de fermer la bouche à ces mêmes hommes, & de leur ôter les vains prétextes dont ils se servoient pour éluder la Constitution. De là il étoit arrivé que ces gens-là disoient que leur cause n'étoit pas différente de celle du Cardinal de Noailles, & que les raisons qui les empêchoient de recevoir la Constitution, n'étoient autres que celles qui en empêchoient ce Cardinal. Ils disoient qu'il approuvoit les sens qu'ils appliquoient à la Constitution, application qu'ils faisoient non seulement fausement, mais même avec impudence, puisque ces sens étoient entièrement éloignés du sens que l'on voioit clairement dans la Constitution : *ab aperta Constitutionis hujusmodi tenore alienissimos sensus, quos ei falso non minus quam impudenter conantur affingere.*

Ce dernier trait est remarquable. On suppose qu'il y avoit en France un parti d'hommes factieux & corrompus par une mauvaise doctrine, qui imputoit à la Constitution de condamner non pas leurs erreurs, mais des dogmes qu'elle ne condamnoit point en effet. Mais on a soin de marquer en même tems, que la fausseté de ces imputations étoit aisée à reconnoître, parce que la teneur de la Constitution faisoit voir évidemment, qu'elle ne condamnoit point ce qu'ils disoient qu'elle condamnoit; en sorte qu'il y avoit de l'impudence de leur part à avancer des choses si manifestement fausses. Ainsi il restoit toujours après ce discours, que, pour bien entendre la Constitution, il n'y avoit qu'à l'entendre dans le sens qu'elle presentoit d'elle-même à l'esprit, & qu'il falloit seulement éviter de lui attribuer des sens qui auroient été entièrement éloignés de son texte : *Ab aperta tenore alienissimos sensus.*

Les Cardinaux continuent; „ Comme „ si, disent-ils, la Constitution, qui de „ clare elle-même nettement que ce sont „ des erreurs anciennement condamnées ou „ nouvellement inventées, qui sont contre- „ nues dans les propositions qu'elle con- „ damne, censurerait outre cela ce qui n'est „ ni nouveau, ni du nombre des choses

„ autrefois condamnées. C'est ainsi que les „ enfans de perdition se sont livrés au nien- „ songe, afin de pouvoir dire, par la ca- „ lomnie la plus outrée, que cette Consti- „ tution détruit la force de la discipline Ec- „ clesiastique, dans ce qu'elle a de plus im- „ portant; qu'elle renverse les fondemens les „ plus solides de la morale Chrétienne, & „ par dessus cela, ce que nous avons horreur „ de rapporter, qu'elle donne atteinte aux „ dogmes de la foi.

Suivent, après ce préluce, les exhortations & les prières. Ils rappellent M. le Cardinal de Noailles à lui-même; ils le font souvenir des protestations de dévouement pour le S. Siège qu'on lisoit dans les lettres qu'il avoit autre-fois écrites au Pape. Ils reviennent enfin aux espérances : & voici sur quoi ils les fondeient : „ Lorsque nous „ avons appris que le motif qui vous avoit „ porté à différer la publication de la Consti- „ tution, & à demander que sa Sainteté don- „ ne des explications, étoit la persuasion où „ vous étiez que c'étoit rendre un plus grand „ respect à la Constitution du Pape, nous „ avons conçu une espérance certaine, qu'il „ ne manqueroit pas d'arriver, aussitôt que „ vous sauriez que cette conduite n'étoit pas „ regardée comme un témoignage d'hon- „ neur envers le S. Siège, mais comme un „ mépris; que vous seriez le premier à vous „ soumettre au jugement Apostolique. Ils marquent ensuite qu'ils ne doutent pas qu'en ce cas les Evêques qui lui sont unis, ne suivent son exemple. La lettre est enfin terminée par une exhortation.

Nous avons rendu compte de la manière dont elle avoit été composée & signée. On voit qu'elle ne contenoit rien qui touchât le véritable point de la question; pas un mot pour répondre aux difficultés proposées par les Evêques; pas un mot pour éclaircir le sens de la Constitution. Au contraire on la supposoit très claire: il ne s'agissoit plus que de s'y soumettre; & les Auteurs de la lettre ne laissoient pas envisager d'autre gloire que celle qui reviendrait de cette soumission. On doit se souvenir de ce que nous avons rapporté, que M. l'Abbé

Chevalier avoit fait des efforts pour faire insérer dans cette lettre quelques remontrances en faveur des principales vérités auxquelles la Constitution paroît donner atteinte. Bien loin d'y avoir réussi, la lettre ne parle que de la clarté de la Constitution considérée seule & en elle-même. Voions si nous trouverons dans les Brefs du pape que nous allons rapporter, les éclaircissemens que nous n'avons pas trouvés dans la lettre du Sacré Collège.

LE BREF concernant la Sorbonne étoit revêtu des formalités que l'on regarde à Rome comme les plus solennelles. Il étoit *ad futuram rei memoriam*, & sous l'anneau du Pecheur, daté du 18. Novembre 1716. Voici le titre avec lequel il a été imprimé. *Suspense par le Pape Clement XI. des privileges accordés par le S. Siège à la sacrée Faculté de Theologie de Paris : la dite suspension devant subsister autant qu'il plaira à Sa Sainteté & au S. Siège.*

Le Pape y parle d'abord en général des Universités & Facultés de Theologie, & en attribue l'établissement aux Papes ses prédécesseurs. De là il passe à la Faculté de Theologie de Paris, à quoi il dit que le Siège Apostolique a accordé grand nombre de grâces & d'exemptions. Il fait l'éloge de cette Faculté par rapport aux tems passés, & relève son attachement pour le S. Siège. « C'est pour ces raisons, dit-il, que nous avons été frappés d'un coup d'autant plus douloureux, lorsque nous avons appris, tant par des lettres, que par la renommée, qui s'est répandue par toute la terre avec un scandale incroyable, que plusieurs Docteurs de cette Faculté, qui pourroient peut-être en faire la plus noble & la plus sainte partie, mais qui certainement n'en faisoient pas la plus saine, se sont laissés emporter jusqu'à ce point d'impudence, que de déclarer faux & inventés à plaisir, le Decret de cette même Faculté du 5. Mars 1714. par lequel il devenoit public qu'elle avoit reçu la Constitution *Unigenitus*.

Le Pape rapporte la teneur de ce Decret du 5. Mars sans omettre aucune des clauses

que le Syndic le Rouge y avoit insérées. Il relève toutes les circonstances qui avoient accompagné le défaut de ce même Decret. Ces Docteurs, dit le Pape, avoient oublié l'ancienne gloire de leur Faculté, les bienfaits qu'elle avoit reçus du S. Siège, le rang même de Docteur que chacun d'eux avoit reçu par l'autorité Apostolique. Ils avoient fait voir qu'ils n'étoient touchés ni de la crainte des peines ecclésiastiques, ni du soin de leur réputation, ni du serment qu'ils avoient fait selon l'usage de la Faculté au commencement de tous les Actes. Serment par lequel ils ont promis, qu'ils ne diroient ni n'écriront jamais rien de contraire aux Decrets des Papes. [Nous remarquons en passant que l'on entend en Sorbonne ce serment, des Decrets des Papes reçus par l'Eglise.]

Les Docteurs en déclarant faux le Decret du 5. Mars, avoient ordonné qu'il seroit rayé de leurs Registres : " Faisant voir clairement, dit le Pape, par une telle conduite, qu'ils refusoient opiniâtrément de tendre à notre Constitution l'obéissance qu'ils lui doivent. En effet, ils soutiennent de toutes leurs forces, qu'ils ne la lui ont jamais rendue, ou pour parler plus conformément à la vérité, ils renoncent honteusement à l'obéissance qu'ils lui avoient effectivement rendue, conformément à leur devoir . . . Non contents de cela, ces hommes turbulens, aiant à leur tête le Syndic d'aujourd'hui, qui leur montrait le chemin de l'égarement, n'ont pas craint d'attaquer en toutes sortes de manières notre Constitution, & de la charger d'accusations, soit dans leurs discours particuliers, soit dans leurs Assemblées publiques, & en présence de tous leurs confreres. Le Pape se plaint ensuite amèrement de la maniere dont avoient été traités les Docteurs Opposans, qui avoient pris le parti de la Constitution. Il n'en marque pas le nombre, mais il dit que ce nombre n'étoit pas petit, & que la divine Providence les avoit réservés pour couvrir de confusion les méchans : *Quos non paucos divina Providentia ad reproborum confusio-*

liam servare veluis. [On a vu dans l'histoire que nous avons faite des Assemblées de Sorbonne, à quoi montoit le nombre de ces Docteurs Opposans, en comparaison des autres,]

Le Pape avoit été percé d'une douleur extrême en apprenant ces choses ; & comme un Pere très tendre, qui est touché de compassion pour les enfans qui sont tombés dans le délire, il avoit usé de patience le plus longtems qu'il lui avoit été possible, pour voir si ces enfans desobéissans (*filii isti desertores*) ne seroient point rappelés par les remords de leur conscience, ou du moins par des sentimens de pudeur. Mais voyant que sa douceur ne seroit qu'à augmenter le mal, qui croissoit de jour en jour ; & de peur d'en demeurer responsable auprès du juste juge, il s'est enfin déterminé, continue le Bref, à mettre l'appareil sur la plaie, par quelque peine canonique qui devienne un remède salutaire. C'est pourquoi il suspend tous & chacun des privileges, facultés, grâces, & indulgences accordés par les souverains Pontifes à la Faculté de Theologie de Paris ; & cela par l'avis de quelques-uns des Cardinaux qu'il avoit choisis pour en délibérer. Cette suspension étoit accompagnée de toutes les clauses de style ordinaire, & devoit avoir lieu tant qu'il plairoit à Clement XI. & au S. Siège. Il y avoit néanmoins un privilege qui étoit excepté de la suspension generale, c'est celui par lequel le Bref dit que la Faculté est soumise immédiatement au S. Siège. On ne devoit ni ne pouvoit plus à l'avenir, tant que dureroit cette suspension, conférer à personne les degres de Bachelier, de Licencié ou de Docteur ; & s'il arrivoit que quelqu'un fût promu, malgré la suspension, il ne devoit en aucun endroit être regardé comme véritablement revêtu du degre auquel il auroit été promu, ni être admis en vertu d'une telle promotion, à quelque bénéfice, ou quelque dignité que ce fût.

Le Pape cependant, pour ne pas confondre les innocens avec les coupables, exceptoit de la suspension tous ceux qui avoient rendu ou qui rendroient à l'avenir à la Con-

stitution l'obéissance qu'ils lui devoient. Il promettoit à ceux-ci la recompense de la part de Dieu, & la protection du S. Siège, & les exhortoit à persévérer dans la défense de la saine doctrine, nonobstant ce qu'ils pourroient avoir à souffrir. Enfin, l'exécution de ce Bref étoit ordonnée avec les expressions les plus fortes que l'on ait accoutumé d'employer à Rome. Les termes *d'inviolablement & d'inébranlablement* n'y étoient pas épargnés, & il étoit enjoint à tous juges, tant ordinaires que delegués, de s'y conformer en quelque lieu que ce fût. Tel étoit le Decret qui regardoit la Sorbonne.

Le Bref aux Evêques étoit daté du 20. Novembre, c'est-à-dire deux jours après le précédent, & adressé aux Archevêques & Evêques de France. Le Pape y retraçoit sommairement l'histoire de la Constitution, & y parloit du Livre condamné aussi disadvantageusement que dans la Constitution même. L'Auteur, dit le Bref, y avoit semé de toutes parts des erreurs & des opinions perverfes. Outre les 101. propositions, il y en avoit beaucoup d'autres qui n'avoient pas été recueillies pour éviter un détail qui n'auroit point eu de fin, (*Ne res in immensum cresceret.*) Mais les 101. propositions suffisoient pour faire voir à découvert combien ce livre étoit rempli de venin ; en sorte qu'on pouvoit dire qu'il n'en étoit pas seulement mêlé, mais qu'il en étoit entièrement corrompu, quoique d'ailleurs il fut écrit avec un artifice trompeur. (*Ut una vel ex ipsa errorum coluvie in propatulo posita agnoscerent oves, quanto demum veneno ejusmodi liber, tametsi dulcibus subdolis illius fucis, non modo conspersus, sed plane infectus esset.*) D'où la sainteté concluoit, qu'en vain tenteroit-on à l'avenir de le mettre en état par des corrections, d'être remis entre les mains des fideles. Et afin que le public ne doutât point que l'on avoit en vue dans cet endroit M. le Cardinal de Noailles, le Bref avoit soin d'ajouter, que l'on avoit déjà tenté autrefois de faire ces corrections.

Le Pape parloit ensuite de l'acceptation faite par l'Assemblée des XL. & par tous les Evêques qui en avoient suivi l'exemple. Et cette acceptation, disoit-il, s'étoit faite avec la joie de tous les gens de bien. „En effet, Venerables Freres, qu'avons-nous fait autre chose dans toute cette affaire ? Que nous sommes-nous proposés, par tant de travaux, de veilles & de soins, sinon de déraciner de très grossières erreurs, *gravissimos errores*, qui pouvoient causer la perte d'un grand nombre de brebis de J. C. qui nous sont confiées de Dieu aussi-bien que toutes les autres qui sont dans le monde. On remarquera que ce langage ne s'accorde gueres avec le discours du Cardinal Tolomei, que la Constitution n'est qu'une regle de discipline. Ce qui suit ne s'y accorde pas mieux. Le Pape dit, qu'il n'a fait autre chose que de suivre l'exemple de ses Prédecesseurs, en enseignant de la chaire de S. Pierre la doctrine catholique, que la Ste. Eglise Romaine, mere & maîtresse de toutes les Eglises, a toujours tenue & enseignée.

„Tout cela, continue le Pape, n'a pu obtenir des Novateurs, qui ne sont autres que les perturbateurs perpetuels de l'Eglise & de la tranquillité publique, de rabatre de leur audace, & de se soumettre à nos Decrets. Bien des personnes, sur tout en France, pourront trouver extraordinaire le langage que nous venons d'entendre ; mais il faut avouer que ce langage dans toutes ses parties seroit assez juste, si la doctrine des Jesuites étoit veritable. Ces Novateurs, continue le Bref, ne pouvant supporter avec leurs yeux malades la lumière de la verité, qui se monroit avec une extrême clarté, n'ont oublié aucun moyen pour répandre des tenebres sur la Constitution émanée du Siège Apostolique, & pour l'empoisonner. Ils n'ont pas craint de s'élever contre elle d'une manière inouïe & avec une temerité pleine de fureur. Ils refusent avec la dernière impudence l'obéissance qui lui est due : & ils appuient leur refus par des Ecrits & des li-

„belles innombrables, qu'ils répandent dans le public. Semblables en cela à des phrénétiques qui veulent se jeter sur le Medecin qui vient pour les guerir, ils ont fait voir à tout le monde Chrétien jusqu'où alloit la grandeur du mal, & combien par consequent étoit grande la nécessité du remede que nous avons apporté : remede qui n'a pu être appliqué sans faire jeter de si grands cris, sans causer de si vives douleurs, & sans faire tomber dans des convulsions des malades à qui la force du mal avoit ôté la raison. (*En multis universo Christiano orbi demonstrarunt, quanta verè esset mali gravitas, adeoque & remedi à nobis præstiti summa necessitas, quod sine tanto agrotantium ac morbi vi de mirantium frenum, dolore, & ejulatione adhiberi non posuit.*) On a vu en divers endroits de cette histoire bien des personnes faire un usage du cri que la Constitution avoit excité à sa venue, bien different de celui qu'on en fait ici. Ces personnes en concluoient que la Constitution n'étoit pas telle qu'elle auroit dû être ; & le Bref en conclut que ceux qui avoient crié, étoient si malades qu'ils ne pouvoient supporter les remedes.

Au milieu d'un si grand trouble, le Pape avoit reçu une grande consolation par la conduite des Evêques acceptans, qui étoient au nombre de plus de cent, & avoient reçu avec la soumission qu'ils devoient la doctrine saine & orthodoxe, si clairement expliquée dans la Constitution : (*Sanam & orthodoxam doctrinam in eadem nostra Constitutione luculenter expressam, devotè submissive amplexi fuerunt.*) Mais le petit nombre d'Evêques qui avoient differé jusque-là de se soumettre à la Constitution, empêchoit le bon effet qu'auroit dû avoir l'acceptation des autres. Les enfans d'iniquité, continue le Bref, s'appuient sur l'autorité, la dignité, & le nom de ce petit nombre, publient avec la dernière audace, que ces Evêques leur sont unis de sentimens ; & sur cela croient qu'il n'y a rien qui ne leur soit permis. De là il arrive que les esprits des simples sont in-

„fectés d'erreurs pernicieuses : on introduit
 „de jour en jour des nouveautés : on sème
 „des haines & des dissensions : on inspire
 „aux peuples le mépris de ceux qui sont re-
 „vêtus des dignités ecclésiastiques : les gens
 „de bien sont exposés aux calomnies & aux
 „insultes ; & la religion véritable & catho-
 „lique est mise dans un péril éminent. Vous
 „voyez ces choses & autres semblables de
 „près, & plusieurs d'entre vous se sont éle-
 „vés contre, avec une constance sacerdo-
 „tale, sans qu'aucunes difficultés aient pu
 „les arrêter.

„C'est encore de la même source que
 „ces enfans de la célèbre Faculté de Théo-
 „logie de Paris, qui ont dégénéré, ont
 „puisé l'audace dont ils se font armés. Ils
 „ont mis leur confiance dans leur nombre
 „& leur arrogance, & se sont portés à ces
 „excès qui ne vous sont que trop connus.
 „Après avoir parlé de la révocation qu'ils
 „avoient faite du Decret d'acceptation de
 „la Constitution : „ De là, continue le
 „Bref, est venue la confusion & la hon-
 „teuse inconstance qui a régné dans tout
 „ce qui s'est fait nouvellement sous le nom
 „de cette même Faculté : de là des articles
 „d'une saine doctrine rejetés. (*Hinc rella*
„sanque sententia repudiata) [Seroient-ce
 „les propositions de M. le Roux, ou du P.
 „Aissiermet, ou des Recollets de Douai qu'on
 „auroit voulu désigner dans cet endroit ?]
 „Le Bref poursuit : „ De là des propositions
 „qui établissent des dogmes faux & con-
 „damnés, loués & reçus. (*Hinc falso-*
rum damnatorumque dogmatum assertiones
laudatae.) [Seroient-ce, demandons-nous
 „encore ici, les propositions sur l'amour de
 „Dieu contenues dans la Déclaration que la
 „Faculté venoit d'opposer à celles de M. le
 „Roux ?] Le Pape loue après cela la con-
 „duite de ceux d'entre les Evêques, qui avoient
 „défendu à leurs Diocésains d'aller étudier
 „dans la Faculté de Théologie de Paris ; & il
 „fait part aux Evêques de France, à qui son
 „Bref étoit adressé, du Bref contre cette
 „même Faculté, dont nous venons de rendre
 „compte.

Le Pape vient ensuite aux Evêques qui

n'avoient pas reçu la Constitution. Il dit
 qu'il avoit employé toutes les voies de dou-
 ceur & de patience pour les ramener & les
 porter à rendre à la Constitution l'obéis-
 sance qu'ils lui devoient. (*Omnibus huc*
usque lenitatis ac patientia officiis, cateris-
que quosque Christiana & Pontificia cha-
ritas suggererat, argumentis.) On a vu
 que le Pape n'avoit voulu ni entendre ni
 répondre aux difficultés que ces Evêques
 lui avoient proposées. Ainsi, quoique sa
 Sainteté parle d'une manière si générale des
 moyens qu'il avoit mis en œuvre pour les
 ramener, il faut toujours se souvenir, que
 c'est à l'exception du moyen qui auroit
 consisté à écouter & à résoudre leurs diffi-
 cultés. Ce moyen mis à part, le Pape dit
 donc qu'il n'en avoit omis aucun, de tous
 ceux que la charité Chrétienne & Pontifi-
 cale pouvoient inspirer. Mais ces Evêques
 ne voulant point se rendre, il s'étoit dé-
 terminé à user de la puissance qu'il avoit
 reçue du Seigneur. Il avoit voulu néan-
 moins en communiquer à tous les Cardi-
 naux qui s'étoient trouvés à Rome pour
 prendre leurs avis sur une affaire de si gran-
 de importance. Tous avoient reconnu que
 le dessein qu'il avoit formé étoit entière-
 ment juste. (*Omnes quidem propositum*
nostrum, utpote integrè undequeque iustiti-
subnixum, agnoverunt.) Mais la plupart
 d'entre eux avoient demandé un délai, pour
 avoir le tems d'écrire en Corps au Cardinal
 de Noailles, & pour tâcher ainsi de gagner
 leur frere ; & le Pape s'étoit rendu à leurs
 instances.

Mais, afin que ce délai ne devînt pas
 inutile. „ Nous vous prions, Venerables
 „Freres, continuoît le Pape, & nous vous
 „demandons avec instance au nom du Sei-
 „gneur, à vous tous qui avez reçu nôtre
 „Constitution, qu'étant poussés par l'a-
 „mour dont vous êtes remplis pour vos
 „freres, vous fassiez ce que quelques-uns
 „d'entre vous ont déjà fait plusieurs fois,
 „c'est-à-dire que vous alliez trouver de nô-
 „tre part ceux de vos collègues qui ne sont
 „pas d'accord avec vous. Le Pape desiroit
 qu'ils les exhortassent à recevoir la Consti-

tution; & il leur mettoit une exhortation dans la bouche. Ils devoient leur représenter les horreurs du schisme, combien les hétérodoxes triomphoient de cette division, qu'en attendant, les etreurs pouffoient de profondes racines. « Remettez-leur devant les yeux, disoit-il, (& ceci est remarquable) que la vérité, qui est une & simple, n'admet point de variété, afin qu'après avoir renoncé à toute dissension, ils embrassent enfin avec une sincère charité ce qui convient à l'unité & à la paix. Qu'ils comprennent à la faveur de vos exhortations, qu'ils se donnent une peine superflue, en dressant de nouvelles formules de leur foi, à dessein de prouver qu'ils n'ont sur la religion que les sentimens qu'ils doivent avoir.

On voit par ces dernières paroles en quel sens on prenoit à Rome, le soin que l'on se donnoit en France de dresser des Corps & des *Précis* de doctrine. M. de Montpellier avoit eu de la repugnance, pour que les Evêques Opposans composassent un Corps de doctrine; sa raison étoit que ce n'étoit pas à eux à se justifier, & que cependant ils sembleroient le faire par ce Corps de doctrine. C'étoit justement de la sorte qu'on le prenoit à Rome. Mais on y trouvoit ce soin bien inutile: en voici la raison; elle roule sur une alternative. « Ou bien, disoit le Bref, ces Evêques prétendent renfermer dans leur nouvelle formule, sous les mêmes termes ou en termes équivalens tout ce qui a été défini dans notre Constitution; & en ce cas envain dresseront-ils de nouvelles formules de foi, (*Novas credendi formulas*) ou bien, s'ils veulent user de termes différents, ils se rendront suspects, & ne prouveront jamais que leur langage soit correct & leur foi pure. (*Si diversis*) (*Verbis*) suspitionem movebunt, nec nunquam se satis rectè loqui ac rectè credere comprobabunt.) Par ces paroles le Pape rejettoit une des voyes d'accommodement proposée, qui consistoit dans les explications que les Evêques de France donnoient. Voyons de quelle sorte il va trai-

ter l'autre voie, qui consistoit dans les explications que l'on lui demandoit à lui-même.

« Avertissez sur toutes choses ces mêmes Evêques, qu'ils ne se glorifient point d'un vain respect envers nous, lorsqu'ils nous demandent de nouvelles explications de notre Constitution, & qu'ils veulent que ces explications précèdent, tandis que provisionnellement ils refusent de rendre à cette même Constitution l'obéissance qui lui est due. Si donc ils aiment tout de bon la vérité, s'ils cherchent la paix, s'ils font profession d'humilité, si la charité a sur eux quelque pouvoir, qu'ils se conduisent de sorte que la curiosité cède à la foi, & que l'amour de la gloire cède à celui de leur salut. (*Ita se gerant ut cedat fidei curiositas, cedat gloria salutis*) On pourroit demander ici ce que c'est que cette curiosité qui devoit céder à la foi. Est-ce la curiosité de savoir le sens de la Constitution? Si cela est, il est extraordinaire que l'on trouvât mauvais, que des Evêques demandassent le sens d'une Bulle nouvelle, avant que d'exercer un acte de foi à son égard.

Mais le Bref rend une autre raison de ces dernières paroles. « En effet, dit-il, chercher comme obscures des choses qui sont claires par elles mêmes, & mettre en question ce qui est défini, qu'est-ce faire autre chose, si non manquer de reconnaissance pour les biens que l'on a reçus, & par une convoitise qui ne peut que donner la mort, porter les desirs au fruit de l'arbre défendu? (*Et ad interdicta arboris cibum improbos appetitus mortifera cupiditatis extendere*) Voilà donc de quelle manière on définissoit à Rome toutes ces conférences que les Evêques tenoient entre eux, pour chercher le sens de la Constitution. Ils cherchoient ce qui sautoit aux yeux. (*Qua patetjacta sunt quærere, ac de iis que definita sunt tractatum inire*) C'étoient des ingrats qui manquoient de reconnaissance pour le bienfait de la Constitution. Ils faisoient céder la foi à la curiosité. La Constitution étoit le

fruit de l'arbre de vie ; & au lieu de s'en nourrir avec action de grâces, ils aimoient mieux, comme Adam & Eve, étendre la main au fruit de l'arbre défendu, c'est-à-dire, chercher des explications qui ne s'accordoient pas avec le sens très clair du texte, ou bien s'arrêter à des difficultés qu'il auroit fallu faire céder à la foi.

« C'est pourquoi, continue le Pape, nous leur avons souvent déclaré, & nous leur déclarons de nouveau, que nous ne nous leur conduite pour une véritable désobéissance, (*Vra conumacia loco.*) En effet, que deviendrait l'unité de l'Eglise, s'il étoit permis à chaque Evêque dans toute l'Eglise, de différer sous semblables prétextes à se soumettre aux Constitutions du S. Siège ? Et comment cela ne leur seroit-il pas permis, si ce que font ceux-ci étoit légitime ?

Le Pape exhortoit ensuite les Evêques à s'unir à lui, pour presser M. le Duc d'Orléans de prêter son secours pour ramener ceux qui résistoient. « Et nous ne doutons pas, disoit-il, que ce Prince n'aperçoive, par sa grande prudence, où tendent ces divisions. Ce n'est plus simplement un partage d'opinions, c'est un combat opiniâtre dans les choses de la foi. (*Sed in rebus fidei pertinax pugna.*) Et le Prince peut voir en quel péril une telle dispute jetteroit l'Eglise & l'Erat, si on ne l'écrasait au plutôt. Ici le Pape dit que l'ordre des Evêques étoit impudemment méprisé en France par les Prêtres ; que le respect dû au siège de S. Pierre souffroit tous les jours des diminutions ; & que cela faisoit craindre, que l'hérésie, que le feu Roi avait bannie du Royaume, n'y rentrât, & n'y excitât de nouveaux soulèvements. Le Bref finit par une exhortation & une prière à Dieu. Cette prière est composée des mêmes termes que les disciples de S. Augustin & les défenseurs de la grâce efficace par elle-même emploieroient, s'ils composaient une prière.

Les deux Brefs & la Lettre des Cardinaux étoient, comme l'on voit, remplis du même esprit. On y remarque clairement

trois choses par rapport aux dispositions de Rome. 1. Que l'on ne vouloit point entendre ni à donner des explications, 2. ni à répondre aux difficultés. 3. Que l'on vouloit absolument que la Constitution fût reçue comme règle de foi. On s'appuyoit, pour refuser des explications, sur la clarté de la Constitution. Et il faut avouer qu'il y avoit en cela quelque chose de plausible. Car à quoi bon expliquer, ce qui est clair comme le jour en plein midi ? Il est vrai qu'en France les Opposans mitiges vouloient allier la Constitution avec les dogmes contraires à la doctrine des Jésuites. Or il s'en falloit beaucoup que cela ne fût clair. Ainsi ce qu'ils prétendoient trouver, c'est que la Constitution étoit au moins très obscure. Mais à Rome on ne raisonnoit point sur cette hypothèse. On étoit choqué en premier lieu d'entendre dire que la Constitution fût obscure ; & on avoit raison, supposé qu'elle fût claire. Il étoit peu honorable pour le Pape, qui avoit voulu remédier aux maux de l'Eglise, de l'avoir faite d'une manière que l'on ne pouvoit entendre. Mais l'on étoit encore choqué de la proposition d'expliquer la Constitution dans un sens non seulement étranger, mais même contraire au sens qu'elle avoit manifestement. Cela paroit raisonnable ; & les Opposans rigides étoient en ce point d'accord avec la Cour de Rome.

Mais, supposé que la Constitution fût claire, & que l'on eût tort d'en demander l'explication, on ne voit pas pourquoi le Pape refusoit de répondre aux difficultés. En effet, si outre la clarté, la Constitution avoit encore la vérité, il étoit aisé de résoudre les difficultés ; & rien n'auroit été plus digne de la charité dont le Pape disoit qu'il étoit rempli. Quoi qu'il en soit, ceux qui regarderont les choses du côté d'une politique humaine, trouveront peut-être une très grande habileté, vu l'état de cette affaire, à n'avoir jamais dit un seul mot des difficultés. Et à s'en tenir à ce point de vue, on ne peut disconvenir que la Lettre des Cardinaux & les deux Brefs ne

soient écrits avec tout l'art & toute l'adresse possible.

Le Bref à M. le Regent, qui accompagnait les autres, n'a point paru dans le public. Nous avons promis de donner les Lettres que ce Prince fit écrire aux Evêques pour leur défendre de recevoir ces Brefs. Les voici.

PREMIERE LETTRE CIRCULAIRE des
Agents du Clergé de France aux Evêques.

MONSIEUR,

S. A. R. M. le Duc Regent nous a donné ordre de vous informer, qu'il a reçu avis qu'il est arrivé en France un Bref de N. S. P. le Pape, adressé aux Evêques de France. Il nous a commandé en même tems de vous marquer expressément, que son intention est que vous ayez à ne point recevoir absolument le dit Bref, jusqu'à ce qu'il vous ait donné sur cela les ordres. Nous sommes avec respect &c. Signé, L'ABBE' DE MAUPEOU. A Paris ce 9. Dec. 1716.

Cette premiere Lettre n'ayant pas été trouvée assez précise, & ne parlant que d'un seul Bref, M. le Regent fit écrire la suivante trois jours après la premiere.

AUTRE LETTRE CIRCULAIRE des *Agents*
du Clergé de France aux Evêques.

MONSIEUR,

Monsieur le Duc d'Orléans nous ayant fait avertir d'aller recevoir ses ordres, nous nous sommes rendus aujourd'hui au Palais Royal, & S. A. R. nous a fait l'honneur de nous dire, que, quoiqu'elle vous croie trop instruit des regles de l'ordre public, observé dans ce Royaume, pour avoir besoin d'être averti qu'il n'est permis à aucun Evêque, ni autre sujet du Roi, d'avoir aucun commerce avec les Puissances étrangères ou avec leurs Mini-

stres, & de recevoir aucun Bref du Pape sans l'agrément & la permission de Sa Majesté; cependant S. A. R. étant informée que le bruit s'est répandu depuis quelques jours, qu'il alloit paroître un Bref adressé par le Pape aux Prelats de ce Royaume, Elle nous ordonnoit de vous faire savoir, que son intention est, que les anciennes maximes du Royaume sur une affaire si importante, soient inviolablement observées pendant la Regence, comme elles l'ont été par le passé; qu'ainsi vous ne receviez aucun Bref du Pape sans la permission expresse de S. A. R. & qu'en cas qu'il vous en fût adressé par la poste, ou par une autre voye, que vous n'auriez pu prévoir ni prévenir, vous ayez en ce cas à l'envoyer à S. A. R. aussitôt que vous l'aurez reçu, sans en laisser prendre de copie, & sans le communiquer à personne, pour attendre ensuite les ordres que M. le Duc d'Orléans jugera à propos de vous donner à cet égard. S. A. R. a ajouté, qu'elle ne doutoit pas que vous ne reçussiez cet ordre avec autant de respect pour l'autorité du Roi, que de zèle pour la conservation des maximes de son Royaume. Nous sommes avec respect, &c. Signé, L'ABBE' DE MAUPEOU. A Paris le 12. Dec. 1716.

EN MEME TEMS que l'on faisoit écrire ces Lettres les Parlemens furent mis en mouvement. Celui de Paris rendit son Arrêt dès le 16. Decembre. M. Joli de Fleuri, alors Avocat Général, dit au nom des Gens du Roi, " Qu'ils avoient été avertis qu'on se préparoit à répandre dans le public des Brefs du Pape contraires aux maximes du Royaume, au pouvoir & à l'autorité des Evêques, aux droits & aux prérogatives des Facultés de Theologie. Il ajouta, que, sur le premier avis qu'il leur en avoit été donné, ils avoient fait leurs diligences pour en avoir des exemplaires. Mais qu'en attendant qu'ils en pussent recouvrer, " comme il est encore plus sûr & plus avantageux de prévenir le mal dans son principe que d'en arrêter le progrès, ils avoient cru
ne

„ne devoir pas différer de recourir à l'auto-
 „rité de la Cour, pour renouveler en cer-
 „te occasion les défenses si souvent réité-
 „rées par les Arrêts, de recevoir aucunes
 „Bulles ni Brefs de la Cour de Rome, sans
 „Lettres Patentes, enregistrées en la Cour.
 „Qu'il n'étoit pas nécessaire de rappeler une
 „maxime si certaine, si connue dans tous
 „les Etats, fondée sur un droit aussi ancien
 „que légitime, puis que c'est le droit de la
 „souveraineté même ; maxime soutenue
 „par les autorités les plus respectables, par
 „les exemples les plus authentiques, & sur-
 „tout par ceux que cette Compagnie avoit
 „donnés tant de fois aux autres Tribunaux
 „du Royaume.

On produisit en même tems deux Arrêts
 du Parlement de Paris, l'un du 15. Mai
 1647. & l'autre du 15. Avril 1703 qui
 contenoient des défenses semblables à cel-
 les qu'on demandoit. Et le Parlement ren-
 dit un nouvel Arrêt qui ordonne l'exécution
 des deux Arrêts plus anciens, & en consé-
 quence *sait inhibitions & défenses à tous*
les Archevêques & Evêques, leurs Vicai-
res ou Officiaux, & à tous Religieux & supérieurs
des Universités, Corps ou Communautés Ec-
clesiastiques & à tous autres, de recevoir,
faire lire, ou exécuter aucunes Bulles ou
Brefs, ou autres Expéditions émanées de
Cour de Rome, sans Lettres Patentes du Roi
enregistrées en la Cour, pour en ordonner la pu-
blication, à l'exception néanmoins des Brefs
de Penitencerie, Provisions de Benefices, ou
autres Expéditions ordinaires, concernant
les affaires des particuliers, lesquelles s'ob-
tiennent en Cour de Rome, suivant les or-
donnances & usages du Royaume. Fait dé-
fenses à tous Libraires, ou Imprimeurs,
Colporteurs & autres, d'imprimer ou faire
imprimer, vendre, débiter, ou autrement
distribuer aucunes Bulles, Brefs ou autres
Expéditions de Cour de Rome, à la réserve
des Brefs de Penitencerie, & autres Expé-
ditions cy-dessus marquées, sans Lettres Pa-
teentes du Roy. &c.

Les autres Parlemens suivirent l'exem-
 ple de celui de Paris. L'Arrêt du Parlement

de Roitiers est du 12. Decembre : celui de
 Reunes du 24. celui de Dijon du 28. celui
 de Metz du 29. celui de Besançon du 2.
 Janvier 1717. celui de Perpignan du 4. &
 ceux de Bordeaux & d'Aix du 7. du même
 mois.

Tous ces Arrêts contiennent les mêmes
 défenses que celui du Parlement de Paris.
 Les Procureurs Généraux établissent unani-
 mement la maxime, que les Brefs, ou
 autres Actes émanés de Rome, ne peuvent
 être publiés dans le Royaume sans le con-
 cours de l'autorité Royale ; & ils appuient
 cette maxime de diverses preuves, & entre
 autres de l'Edit de Louis XI. de 1475. &
 de tous les Arrêts des Parlemens ancien-
 nement rendus sur ce sujet. " Quel risque,
 „dit M. le Procureur Général du Parlement
 „de Bretagne, ne courroient point (les li-
 „bertés de l'Eglise Gallicane) ce précieux
 „reste de l'ancien gouvernement de la pri-
 „mitive Eglise, s'il étoit permis à la Cour
 „de Rome indépendamment de l'autorité
 „du Roy, de semer des Brefs dans le Ro-
 „yaume au gré de ses préjugés ou de ses
 „intérêts ? Ignore-t-on avec quelle jalousie,
 „& même avec quel chagrin, Rome
 „regarde ces Libertés que l'Eglise Gallica-
 „ne a toujours opposées à ses projets d'usur-
 „pation ? N'aperçoit-on pas de tems en
 „tems qu'elle hazarde des attentats, pour
 „se ménager une espèce de possession qu'elle
 „médite de faire valoir dans les conjon-
 „ctures qu'elle croira lui être favorables ? Ja-
 „mais, MM. on n'a dû craindre davantage
 „ses entreprises ; & votre zèle est plus
 „que jamais intéressé à maintenir dans son
 „intégrité le dépôt que nos Rois vous ont
 „fait de ces saintes Libertés. La France au-
 „reste n'est pas la seule qui ait appréhendé
 „les nouveautés de la Cour de Rome, & qui
 „ait employé de semblables défenses pour
 „les rendre inutiles : les Royaumes voisins,
 „l'Espagne, le Portugal, les Pays-bas, l'Al-
 „lemagne ont eu recours au même remède ;
 „à Naples même, presque sous les yeux du
 „Pape, les Souverains ont par la même
 „voie maintenu les droits de leur souve-
 „raineté.

M. Le Procureur Général du Parlement de Metz, fit observer, " qu'il s'agissoit de donner des bornes à une puissance étrangère, qui ne manque jamais de prétextes, pour s'agrandir, lesquels paroissent d'autant plus spécieux, qu'ils semblent fondés sur une autorité qui émane de la divinité, & qu'ils sont accompagnés du respect qu'on doit à la religion : Que ce n'est pas d'aujourd'hui que la Cour de Rome a tenté de donner des atteintes à l'autorité des Souverains, & à la liberté des peuples ; que l'histoire nous fournit une infinité d'exemples de ces entreprises.

" Vous n'ignorez pas, Messieurs, dit M. de Ponte d'Albaret Avocat Général du Conseil Souverain de Roussillon, les troubles qu'ont causé dans le Royaume, tant de nouveaux écrits, que des esprits mal-intentionnés ont pris soin de répandre depuis quelque tems, qui ne tendent qu'à entretenir, & même à augmenter la division dans l'Eglise de France, & à détruire la paix & la tranquillité de l'Etat. Il fait ensuite des réflexions particulières à la Province de Roussillon, qui est du nombre de celles que l'on appelle Pais d'Obedience : " Ce n'est pas d'aujourd'hui, ajouta-t-il, que l'on a vu que les Ministres de cette Cour (de Rome) ont cherché d'y étendre leurs droits, & ont profité pour cela des tems de guerres, & d'autres conjonctures critiques, où ce Pais étoit tantôt à la France, & tantôt à l'Espagne.

A cette occasion ce Magistrat posa des maximes communes à toutes les nations, & il représenta en particulier celles que suivent les Espagnols. " On fait, dit-il, que de tout tems & dans tous les Pais les Souverains ont été justement jaloux du pouvoir qu'ils ont sur leurs sujets, pouvoir qu'ils n'ont reçu que de Dieu seul, & qu'ils ne doivent partager avec personne. C'est pour ne conserver qu'ils ont toujours empêché que les ordres des autres Princes ne pussent dans leurs Etats ; & si les Monarques que la religion unit au S. Siege, ont permis la publication des Decrets émanés de la Cour de Rome dans les pais de

leur domination, ce n'a jamais été que pour des affaires purement spirituelles ; encore ont-ils eu soin de prescrire la manière de les recevoir. Et après avoir représenté l'usage de la France ; il est aussi très constant, continue-t-il, qu'en Espagne les Bulles & les Decrets de la Cour de Rome ne sont point exécutés, sans avoir été préalablement examinés par les Conseils, dans le ressort desquels ils sont envoyés ; ainsi qu'on le voit dans Salgado, qui dit dans son traité *De supplicatione ad Sanctissimum*, que *nullum diploma Pontificium debet exequi, etiam si sit pro Nuntio vel Legato Apostolico, in Hispania, nisi prius ostendatur Senatus, & approbetur* ; & rapportant le sentiment de Borellus, le même Salgado ajoute que, *Non admittantur Bullæ, Rescripta, Collationes Sacerdotiorum, Prælatuorum aut Beneficiorum à Sede Apostolica emanata, nisi prius interponatur Regium brachium*.

Le même Salgado dit aussi dans un autre endroit : *Ex quibus omnibus securè asserendum erit, quod Bulla Cana Domini (casu quo intenderet in aliquo detrabere Regalia recursum ad Regem Catholicum) non ligat in his Hispaniarum Regnis, cum recepta non fuerit in his que detrabere potest legitimo recursum, ex eo quod gentium & Provinciarum harum moribus nec congruit, nec conveniens est*. Et il cite un grand nombre d'Autens, qui assurent la même chose. Bovadilla dans sa Politique dit que, *Non est parendum Pontifici in iis, quæ pleno jure mandaret contra regni jura, Patronatus regios, aut contra antiquos mores Provinciarum ; quia absoluta potestas ad æquum & bonum restringitur*.

On voit assez par ces autorités, poursuit M. l'Avocat Général, de quelle manière on recoit en Espagne les Bulles & Brefs venant de Rome ; & qu'on fait en retrancher ce qu'on croit pouvoir préjudicier ou aux droits du Roi, ou au bien du public ; & il paroît clairement que la justice & la prudence qui y est observée à cet égard, est la même que l'on suit en France. Ce recours au Prince, dont il est parlé dans

„ces citations , est aussi la même chose que
„l'Appel comme d'abus que nous prati-
„quons , & il n'y a d'autre différence que
„celle du nom.

RIEN n'incommodoit & n'embarassoit
davantage la Cour de Rome , que ces for-
tes d'Arrêts de la part des Parlemens. Les
Evêques Constitutionnaires n'en étoient gue-
res moins incommodés. Avant la venue des
Brefs de Rome , & par conséquent avant
ces derniers Arrêts , quelques Evêques Ac-
ceptans se réunirent pour demander la cassa-
tion de quelques-uns des Arrêts rendus dès
l'été précédent , & dont nous avons parlé
en leur place. De ce nombre étoient MM.
les Archevêques d'Auch , d'Aix , de Bor-
deaux , & les Evêques de Langres , de Toul
& d'Angers. Ils présenterent leur Requête
au Conseil de Regence , après avoir tenté
inutilement de la faire admettre au Conseil
du dedans du Royaume. Mais cette Requête
ne fut point écoutée. Cela se passa vers
la fin de Novembre.

Nous placerons ici un fait qui fut inséré
dans les nouvelles publiques. On mandoit
de Douai dès le mois de Novembre qu'on y
débitoit un libelle plein de malignité , sous
lettre de *Lettre d'un Evêque Anglois à M.
le Cardinal de Noailles*. Il fut attribué au
P. Souatte : on dit que ce Jésuite fut con-
vaincu d'en être ou l'auteur ou le distribu-
teur , & qu'il reçut ordre pour ce sujet de
sortir de la ville de Lille , qui étoit le lieu
de sa résidence ordinaire. C'est ce même
P. Souatte qui fit imprimer en 1698. le fa-
meux problème dont nous avons parlé au
§. 2. de cette Histoire.

§. LXXVII.

*Congregation du S. Office , où l'on delibere
touchant le Corps des difficultés. Parti-
cularités touchant les Jesuites de Rome ,
& touchant le P. Laffieu en particu-
lier. On oblige M. Maille de se retirer
de Rome. Explications de la Bulle Ex
ILLA DIE desirées par les Jesuites. Le
Roi de Portugal demande au Pape la re-
vision de l'affaire des Ceremonies Chinoi-
ses , sur laquelle cette Bulle avoit pro-
noncé.*

Nous allons rapporter quelques parti-
cularités concernant ce qui se passoit
à Rome. Voici ce que nous trouvons
dans une lettre écrite de Paris en date du
4. Decembre 1716. par un homme aussi
porté qu'il se pouvoit , d'être instruit de
toutes ces affaires : „ On a fait imprimer
„secrettement à Paris le Corps des diffi-
„cultés des Evêques , & on l'a envoyé à
„Rome à l'Abbé Chevalier. Cet Abbé a
„eu ordre d'en repandre plusieurs exem-
„plaires. Quand on en a vu la force , on
„en a été desolé , parce qu'on a senti l'im-
„possibilité d'y repondre. J'ai sçu depuis
„que l'Inquisition s'est assemblée pour y
„repondre à la mode ; c'est-à-dire non par
„des raisons , mais par des foudres. Des
„gens plus sages les ont arrêtés , en leur
„faisant sentir que cet ouvrage venait par
„le canal d'un Prince Regent de France ,
„auroit une puissante protection. Il se re-
„pand un bruit sourd , qu'on vient de les
„communiquer à M. le Cardinal de Rohan
„& à ses amis. Et il y a de l'apparence
„qu'on le rendra public en peu de tems ,
„quoique néanmoins tout soit si mystérieux
„& si impenetrable de la part de M. le Car-
„dinal de Noailles , même à l'égard des Evê-
„ques qui lui sont unis , qu'on ne peut
„rien savoir sûrement de ce qui est fait ,
„ni s'assurer de rien de ce qu'on fera.
L'Assemblée de l'Inquisition ou du S. Offi-
ce , dont parle cette lettre , est sans doute
celle qui se tint le 1. Novembre , fête de

tous les Saints, dont les nouvelles publiques de ce tems-là firent mention. On n'osa donc condamner à Rome l'Ecrit qui contenoit les Difficultés; mais, on ne le mit point en peine de répondre aux difficultés qu'il contenoit. On ne fit pas même semblant de les entendre. » Que craignoit-on, » dit M. le Cardinal de Noailles dans son « Instruction Pastorale du mois de Janvier » de la presente année 1719. Que craignoit-on en écoutant nos Difficultés, sinon l'evidence & la force de ces raisons? . . . » Si nous avions eu la justice & la verité » contre nous, pour le propre interet de nos » parties & pour nôtre confusion, il ne falloit que nous entendre. On traite de vains » pretextes, & de representations frivoles » les raisons qu'on craignoit d'entendre. C'est ainsi que la conduite de Rome a donné lieu à M. le Cardinal de Noailles de parler tant en son nom, qu'en celui de plusieurs Evêques.

Nous trouvons dans des memoires une lettre de Rome écrite dès le 26. Août qui contient deux ou trois faits, qui paroissant d'abord contraires, s'accordent peut-être mieux qu'on ne le croiroit. L'un est, que les Jesuites avoient enseigné publiquement dans leur College Romain sous les yeux du Pape, que la doctrine de la grace efficace par elle-même avoit été condamnée par la Constitution Le second fait c'est qu'un Ecolier de ces Peres avoit dit très récemment, qu'il seroit de ce sentiment comme de celui de la Conception immaculée de la Sainte Vierge; qu'ainsi on défendrait tôt ou tard d'enseigner la grace efficace par elle-même, en laissant néanmoins la liberté d'en croire ce qu'on voudroit. Enfin, le troisième fait étoit, que le Cardinal Tolomei (Jesuite comme on le fait) affectoit de dire hautement, qu'il étoit Thomiste; qu'il avoit toujours tenu la grace efficace par elle-même avec la predestination gratuite avant la prévision des merites; qu'il n'avoit jamais enseigné la science moyenne, & qu'on pouvoit le convaincre de toutes ces choses par les Ecrits qu'il avoit autrefois dictés à ses Ecoliers.

Une autre lettre pareillement écrite de Rome nous fait voir, que le public y étoit assez mal informé de la manière dont le P. Laffiteau étoit dans l'esprit du Pape. Cette lettre, qui nous rappelle du tems où nous sommes, est datée du 10. Novembre, quelques jours seulement avant l'audience que le Pape donna à ce Pere, le jour qu'il fit partir le courrier qui fut chargé de la lettre des Cardinaux à M. le Cardinal de Noailles. On disoit donc alors à Rome, que le Pape en étoit venu à faire aussi peu de cas de ce jeune Jesuite, qu'il avoit marqué d'abord d'estime pour la personne. Nous croyons que le Lecteur ne sera pas fâché de voir la suite de ce que dit cette lettre. Les raisonnemens qui se font dans le tems que se traitent les affaires, sont quelquefois partie de l'histoire. » On con- » jecture, ajoute nôtre lettre, parlant tous- » jours du P. Laffiteau, qu'il faut qu'il ait » fait quelque imprudence dans sa negocia- » tion, ou du moins que n'y ayant pas » réussi, on croit devoir par politique le » désavouer à l'exterieur. Tout mortifié » qu'il est de n'avoir encore pu obtenir une » audience du Pape, il dit pour son hon- » neur, qu'il a été visité de sa part par M. » Massi & par d'autres personnes de consi- » deration. Il convient cependant que Sa » Sainteté a eu la principale part à son voya- » ge. Voici ce qui y a donné lieu, à ce qu'il » dit. Un jour qu'il eut l'honneur de lui » baiser les pieds, le Pape l'entretint sur la » Constitution, & trouva qu'il en étoit très » bien instruit. Cela le détermina à faire » avertir le Cardinal de la Tremoille qu'il » pouvoit se confier à ce Pere, qui lui pa- » roissoit être mieux au fait de l'affaire que » tout autre. Cette Eminence ayant eu en- » suite quelques conférences avec lui, s'en » convainquit par elle-même, & jugea qu'il » étoit à propos qu'il allât à Paris pour par- » ler à M. le Regent. Le P. Laffiteau ajou- » te, que la premiere chose qu'il fit en arri- » vant à Paris, fut d'aller chez le Maréchal » d'Huxelles, à qui il presenta une lettre de » recommandation du Cardinal de la Tre- » moille: Que le lendemain S. A. R. l'en-

„voya chercher, qu'elle lui fit le même
 „honneur 8. jours après : Que dans ces
 „intervalles il avoit eu deux autres confe-
 „rences avec le même Maréchal : Que du-
 „rant son séjour à Paris il n'a pas vu d'au-
 „tres personnes, si ce n'est une fois M. le
 „Nonce, à qui il crût devoir par civilité
 „rendre visite, étant sur son départ pour
 „Rome. Il se loue beaucoup de M. le Re-
 „gent, qu'il dit lui avoir payé son voyage,
 „& se vante de l'avoir instruit sur bien des
 „choses qu'il lui importoit beaucoup de
 „savoir. Il assure que S. A. R. l'a écouté
 „avec beaucoup de bonté, & qu'elle a eu
 „du plaisir à l'entendre ; que ce Prince lui
 „a répondu diverses fois en se rongean-
 „t les ongles : *On ne m'avoit point dit cela.* Ce
 „sont les propres termes. Il rapporte entre
 „autres choses, que S. A. R. lui a dit, que
 „puisque de l'aveu de Rome l'affaire de la
 „Constitution n'est que de discipline, il ne
 „devoit pas y avoir tant de difficulté à la
 „terminer : mais qu'il lui avoit répondu,
 „que personne à Rome ne convenoit de
 „cela ; qu'assurément il s'y agissoit de la
 „foi ; & que c'étoit par cette raison que
 „N. S. Pere y avoit condamné tant de
 „propositions comme hérétiques : Qu'alors
 „S. A. R. avoit paru fort surprise de l'en-
 „tendre parler de la sorte, & lui avoit re-
 „pliqué avec indignation, que M. Che-
 „valier lui avoit pourtant écrit que c'étoit
 „le sentiment du C. Tolomei, qu'on pou-
 „voit en cela regarder comme l'interprète
 „de celui de sa Sainteté. Ce Jésuite ajoute,
 „qu'il n'eût pas beaucoup de peine à justi-
 „fier là dessus ce Cardinal de sa Compagnie,
 „& que cela avoit diminué la confiance que
 „l'on avoit à la Cour de France pour cer-
 „Abbé.

„Je doute fort, continue la lettre, si
 „tout cela est vrai ; ce qu'il y a de sur, c'est
 „qu'il y a longtems que M. Chevalier ne
 „voit plus les Cardinaux. Sa Sainteté a dit
 „à ceux du Palais qu'ils ne lui donnassent
 „point audience. Le Cardinal Tolomei a
 „donné lieu à cet ordre, en niant d'avoir
 „jamais avancé, que l'affaire de la Confi-
 „tution ne fût que de discipline, comme

„cet Abbé soutient le lui avoir entendu
 „dire. Sa Sainteté paroît extrêmement cho-
 „quée de ce qu'il l'a écrit à Paris, & pu-
 „blié dans Rome. Elle lui fait fort mauvais
 „gré d'avoir rendu publique la lettre par
 „laquelle plusieurs Evêques acceptans de-
 „clarent, qu'ils n'ont reçu la Constitution
 „que relativement à l'Instruction pastorale
 „de l'Assemblée, & à leurs Mandemens
 „particuliers. Pour revenir au P. Laffi-
 „tean, il assure que le Corps de doctrine
 „a été rejeté pour trois raisons : 1. parce
 „qu'il n'est pas assez respectueux pour le
 „S. Siege : 2. parce qu'il insulte au Cler-
 „gé de France : 3. parce qu'il rend odieu-
 „se la memoire du feu Roi : Qu'au reste
 „il est très orthodoxe. Il ajoute que si Son
 „Altesse Royale ne travaille tout de bon à
 „un accommodement, on va voir le feu par
 „tout.

La même lettre contient un fait parti-
 culier, qui concerne un Ecclesiastique de
 merite, nommé Maille. Il avoit été autre-
 fois Directeur du séminaire d'Aix sous M.
 le Cardinal de Grimaldi Archevêque d'Aix.
 Il se trouva obligé de se retirer à Rome à
 cause des affaires de la Regale. Là il s'at-
 tacha au Cardinal Howard, dont il devoit
 le Théologien : & on lui donna une chaire
 de professeur à la Sapience. Nonobstant
 les marques particulieres de bonté que lui
 donnoit le Pape Clement XI. il fut arrêté
 sous son Pontificat, en même tems que M.
 de Tourteil. Il fut mis à l'Inquisition, sur
 des accusations de Jansenisme ; son inno-
 cence ayant été reconnue, il sortit après
 quelques années de prison. Il se trouva en
 liberté lorsque M. l'Abbé Chevalier vint à
 Rome, & le voyoit souvent. On le trou-
 va mauvais, & l'on chercha les moyens de
 l'empêcher. Au commencement d'Octo-
 bre, on mit en deliberation dans une Con-
 gregation, si on devoit le bannir, ou le
 faire arrêter par le S. Office, ou par le Car-
 dinal Vicaire. La conclusion fut, que ce
 dernier tribunal auroit ordre de se saisir de
 sa personne, mais qu'en même tems on l'en-
 feroit avertir sous main. Il en reçut les pre-
 miers avis à Spolette, où il étoit allé. Il re-

vint à Rome, se mit en lieu de sûreté, & partit de Rome le 25. Octobre.

La conduite que tiennent les Jésuites par rapport à la Constitution *Unigenitus*, a rendu attentif à celle qu'ils tenoient par rapport aux Decrets de Rome contre les ceremonies Chinoises. Ils ont toujours persisté dans le refus de se soumettre & d'exécuter les Decrets du Pape de 1704. & 1710. & celui du Cardinal de Tournon de 1707. Le Pape confirma ces Decrets en 1715. par la Constitution *Ex illa die*. En 1716. les Jésuites établirent dans une thèse qu'ils firent soutenir à Lisbonne, qu'avant de recevoir cette Constitution, il falloit qu'elle fût expliquée. Et la même année le Roi de Portugal fit demander au Pape par son Ambassadeur, qu'il plût à sa Sainteté de faire examiner l'affaire des ceremonies Chinoises, dans un Concile composé des Evêques & des Vicaires Apostoliques répandus dans les Indes Orientales; & qu'en attendant, la publication de la Constitution *Ex illa die*, fût suspendue. Le Pape n'écoula point cette proposition, & cela n'a pas empêché que les Jésuites n'aient continué de faire leurs efforts pour se débarrasser de cette Bulle.

§. LXXVIII.

Suite de la Relation de M. de Mirepoix. Conférence chez M. le Cardinal de Noailles le 18. Decembre après midi. Lettre de M. de Mirepoix au même Cardinal. Son Eminence va le matin du même jour au Palais Royal. Le lendemain 19. M. le Premier Président va voir son Eminence. Lettre de M. l'Evêque de Montpellier au P. Quesnel. Dispositions des Evêques des differens partis. Propositions faites à M. le Cardinal de Noailles: autres propositions de la part de ce Cardinal. Allarme generale.

IL est tems de reprendre la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix. Il nous a déjà annoncé une tentative de la part de M. le Cardinal de Noailles pour le détacher de

MM. de Montpellier, de Senex & de Bauglogne, & pour l'engager à suivre le sentiment du Bureau de M. d'Arras, qui étoit tout porté pour l'acceptation moyennant des explications relatives.

Suite de la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix.

Je vis donc venir chez moi sur les onze heures du matin, un vendredi du mois de Decembre 1716, (c'étoit le 18. du mois) M. de Chalons & M. de Bayonne, pour me prier d'aller dîner avec eux chez M. le Cardinal de Noailles. Je demandai s'il devoit y avoir quelque conférence; & l'on ne me répondit rien: cependant nous n'eûmes pas plutôt diné que M. le Cardinal nous assembla dans sa chambre, nous dit qu'il étoit tems de prendre nôtre résolution, qu'il devoit venir sur le soir des Commissaires du Roi pour savoir ce que nous aurions résolu, & qu'il attendoit d'en conférer avec M. d'Arras & M. de Tréguier qui alloient venir. Ils entrèrent en effet un moment après. M. le Cardinal demanda d'abord à M. d'Arras quel étoit son avis. Il dit qu'il croyoit qu'il falloit accepter la Constitution avec des explications, qui fussent embrassées par tous les Evêques de France; & pour cela que l'on s'attachât au projet des trois Colonnes, qu'il croyoit le meilleur. Ce fut ensuite à moi à dire mon avis, & je dis que je ne croyois pas qu'il fût possible de convenir avec les Prélats Acceptans, d'explications qui remédiaient à tous les maux que l'acceptation de la Bulle pouvoit causer; qu'il y en avoit parmi eux qui ne vouloient aucune explication, & que ceux qui consentoient à des explications, paroissent n'en vouloir point d'autres, que celles qu'ils avoient déjà données, & qui certainement n'étoient pas suffisantes; que la maniere de lier l'acceptation avec les explications, causeroit une autre sorte de variété dans les sentimens des Prélats: mais que le grand inconvenient, étoit que le Pape n'autoriseroit pas les explications que

nous pourrions donner à la Bulle ; & que ce défaut d'autorisation les rendroit entièrement inutiles ; qu'ainsi je croiois qu'il falloit persévérer à demander au Pape les explications nécessaires ; en même tems écrire une lettre circulaire à tous les Evêques de l'Eglise Catholique, pour leur donner connoissance des difficultés que nous trouvions à accepter la Constitution, & pour les prier d'entrer dans une affaire qui mettoit en danger le dépôt de la foi, la pureté de la morale, & la sainteté de la discipline de l'Eglise sur l'administration des sacremens. J'ajoutai, que ce que je disois n'étoit pas sans exemple ; & je citai quelques faits de l'histoire ecclésiastique, qui pourroient nous servir de modèle. M. l'Evêque de Treguier, qui opina ensuite, fut d'avis d'accepter avec des explications, sans rien particulariser sur la manière de convenir avec les Brélais acceptans. J'attendois avec impatience le tour d'opiner de M. l'Evêque de Chaalons, dont je croyois savoir les sentimens ; mais je fus bien étonné de voir, qu'après avoir dit bien du mal de la Bulle, qu'elle étoit obreptice & subreptice, il conclut à l'acceptation avec les explications. M. de Bayonne opina longuement, pour faire voir qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre que celui des explications, que l'affaire durait depuis longtems, & qu'il falloit la finir. M. le Cardinal parla dans le même sens, & il conclut qu'il falloit accepter, qu'il avoit toujours été de ce sentiment, *pourvu qu'on conservât la vérité & la justice, & que l'on donnât la paix* ; trois conditions que je croiois impraticables, mais auxquelles M. le Cardinal ne desespéroit pas de pouvoir parvenir. M. le Procureur General, qui étoit un des Commissaires du Roi que nous attendions, entra dans le moment ; & après qu'on se fut assis, on se mit à lire le projet d'acceptation qui avoit été dressé chez M. l'Evêque d'Arras, & dont nous n'avions point eu de connoissance. Il parut que M. le Procureur General l'avoit déjà vu, & il s'approcha de la table pour écrire divers changemens qu'il croioit qu'on y pouvoit

faire. M. le Duc de Noailles étoit l'autre Commissaire du Roi qu'on attendoit : il n'avoit plus paru en cette qualité. J'avois que je craignis beaucoup que cette nouvelle batterie par laquelle on attaquoit M. le Cardinal, ne le fit succomber. Le Duc nous dit qu'il falloit finir, que cette affaire durait trop longtems, que M. le Duc d'Orléans souhaitoit qu'elle finît, & que ce fût promptement. Vous croyez donc, M. lui dis-je, que cette affaire se doit traiter comme la descente des Anglois au port de Cette. Vous y accourûtes en grand Capitaine avec une diligence incroyable ; & à peine étoient-ils descendus, qu'ils se virent chassés honteusement, dans le tems qu'ils vous croioient encore en Roussillon ; mais les affaires de l'Eglise ne se mènent pas si vite. Il ne s'arrêta pas à mes louanges, & s'efforça de nous persuader que nous ne pouvions plus reculer, & qu'il falloit accepter promptement. M. le Cardinal lui dit alors, que je n'étois pas d'avis d'accepter : ce qui fit qu'il s'approcha de moi pour m'attaquer en particulier. Mais dans le même tems on vint dire que M. l'Evêque de Montpellier demandait à voir M. le Cardinal. On fut un peu embarrassé de la réponse qu'on lui feroit, & l'on se détermina enfin à lui dire, qu'on étoit sur le point de finir une conférence, dont on lui rendroit compte une autre fois.

M. l'Evêque de Chaalons vint me voir le lendemain ; & je ne pus pas m'empêcher de lui faire des reproches sur le piège qu'il m'avoit tendu, en me menant à une conférence de laquelle je n'étois pas averti, & plus encore sur ce que voiant l'abîme où M. le Cardinal alloit se jeter, il n'avoit pas eu le courage de concourir avec moi pour l'en empêcher, lors même que je lui enourois le chemin par mon avis. M. de Boulogne, qui se trouva présent, apprit par là ce qui se passoit ; & M. l'Evêque de Montpellier ne tarda pas à venir demander des nouvelles.

Nous n'avions rien sçu ni les uns ni les autres de ce qui s'étoit traité au Bureau de M. d'Arras, ce qui augmenta encore

la crainte où nous étions que M. le Cardinal ne se déterminât à accepter sans nous. Pour en être mieux éclairci, j'envoiai prier un Docteur, avec qui nous avions travaillé chez M. l'Evêque de Châlons, & en qui M. le Cardinal a beaucoup de confiance, de me venir voir. Il lui demandai donc ce qu'il pensoit des dispositions de M. le Cardinal; il me répondit que tout étoit à craindre, que de son côté il lui avoit écrit pour l'en dissuader; & il me conseilla de lui écrire, ce que je fis par une longue lettre dont vous trouverez la copie ci jointe, pour ne vous rien cacher des motifs qui nous ont porté à appeler enfin au Concile general.

LETTRE de M. de Mirepoix à M. le Cardinal de Noailles.

MONSIEUR, *

Vous allez donc accepter la Constitution; tout ce qui se passa Vendredi au soir à l'Archevêché, ne me permet pas de douter que V. E. n'aille incessamment faire cette démarche.

Un frere illustre, votre confrere dans l'Episcopat, distingué par son savoir & par sa pieté, est prêt à vous y suivre; & j'ai vu moi-même un grand Magistrat, qui a fait éclatter son zele contre cette Constitution, travailler à rectifier les Mandemens que devoient signer les Evêques qui sont unis à V. E.

Mais oserois-je lui demander, qu'est-ce qui le détermine aujourd'hui, à faire ce que Dieu n'a pas permis que vous aiez fait durant tout le tems de la vie du feu Roi, qui n'avoit rien oublié pour vous y obliger? Ce ne sont pas les menaces de Rome. V. E. y est accoutumée depuis longtems; & elles n'ont jamais été moins à craindre qu'elles le sont aujourd'hui sous le Prince qui nous gouverne. Est-ce la Constitution elle-même? Mais elle tombe tous les jours dans le décri. C'est, dites-vous, Monseigneur, que la division est entre les Prelats du Royaume; c'est que le schisme est

prêt à se former, & qu'il est tems de donner la paix à l'Eglise & au Royaume, qui sous un Roi mineur est plus exposé à la dissension, & aux troubles, qui en font la suite. J'avoue qu'il n'y a rien qui doive être si pretieux aux Evêques, & sur tout à l'Evêque du premier Siège du Royaume, que la conservation de l'union; mais je croi pouvoir assurer V. E. que loin de donner cette paix si désirable, par la démarche que vous allez faire, vous ne ferez que grossir le mauvais parti, attirer sur vous une partie de l'indignation publique, dont il est chargé; prendre part à sa honte, contrister tous les gens de bien, perdre l'estime de votre Clergé & l'affection de votre peuple pour un Evêque qui ne cherche, comme V. E. fait depuis tant d'années, qu'à défendre le Royaume de Dieu sur les ames qui lui sont confiées & soumises. Vous les allez perdre tous ces biens, M. sous la vaine esperance d'une paix que vous n'aurez pas. Je sai certainement que V. E. ne sera pas suivie de tous les Prelats qui lui sont unis; & je croi pouvoir assurer qu'il y en aura au moins trois, qui se separeront d'elle. Et si les trois ou quatre Prelats pressés d'accepter la Constitution contre le temoignage interieur de leur conscience, en appellent au Concile general, j'ai oui dire à V. E. que M. le Duc d'Orleans ne pouvoit pas leur en ôter la liberté. Supposé donc qu'ils le fassent, supposé, comme dit la Faculté de Theologie de Nantes en écrivant à celle de Paris, qu'ils crient aux portes du Camp du Seigneur: *Si quis est Domini, jungatur mihi*, il est très vraisemblable que la Faculté de Theologie de Paris, que les deux Universités de Reims & de Nantes, que plusieurs Congregations regulieres & seculieres, des Chapitres entiers, un nombre infini de Curés dans tous les Dioceses du Royaume, s'écrieront: *Jungimur Illustrissimis Ecclesie Principibus: jungimur*. Et que fera alors V. Eminentie? Il n'y a pas d'apparence qu'elle se contente de publier son Mandement, sans se mettre en peine de le faire exécuter; ce seroit laisser au troupeau la liberté de se separer

séparer de son Pasteur, & renoncer en quel que sorte à l'autorité que Dieu vous a donnée sur lui : elle prendra sans doute le parti d'obliger, en vertu de ses Ordonnances, les Docteurs & les Curés de son diocèse d'accepter la Constitution en la manière que V. E. l'aura acceptée ; mais, s'ils résistent, comme le fera certainement le plus grand nombre, V. E. voudra-t-elle faire comme M. le Cardinal de Rohan, demander contre eux des lettres de cachet pour punir leur désobéissance. Je suis persuadé que cette démarche couteroit trop au cœur paternel de V. E. Ainsi, qu'elle évite au nom de Dieu de s'y voir obligée. Ce n'est pas par l'acceptation de la Bulle, de quelque circonstance qu'elle soit accompagnée, qu'on peut espérer de remettre la paix dans le Royaume : il ne peut y avoir de paix solide en matière de Religion, si elle n'est fondée sur la vérité : il n'est pas possible de gêner les consciences éclairées & fermes sur la tradition de l'Eglise ; & je ne croi pas qu'il fût difficile de la faire comprendre à M. le Duc d'Orléans, qui a tant de pénétration & de lumières.

La Bulle condamne des propositions qu'on ne sauroit rendre susceptibles des moindres qualifications qui y sont marquées, sans les déterminer à un sens étranger, & que l'Auteur du livre des Reflexions défavoue dans des écrits qui sont entre les mains de tout le monde. Quel remède de parer à cet inconvénient ? De bonnes explications, dit-on, avec une bonne relation bien marquée à ces explications, qui détermine le sens condamnable de ces propositions. Mais c'est premièrement condamner des propositions dans un sens qu'elles n'ont point, & des propositions qui sont ou de l'Ecriture ou des Pères. Est-ce une conduite qui convienne à des Evêques, sur lesquels on peut dire que les yeux de toute l'Eglise sont attentifs ? N'est-ce pas appeler mauvais ce qui est bon, & bon ce qui est mauvais ? c'est-à-dire encourir par conséquent la malediction du Prophète ? 2. Est-ce là remplir l'obligation que S. Paul impose aux Evêques, de conserver le dépôt de la foi : obli-

gation d'autant plus grande pour nous dans cette occasion, que nous avons mieux continué, en travaillant au Recueil des Difficultés qui ont été envoyées à Rome, combien les promoteurs de la Bulle peuvent en abuser, pour introduire dans l'Eglise leurs dangereuses nouveautés. Mais en troisième lieu, ces explications feront-elles accepter unanimement, par tous les Evêques du Royaume, avec une relation expresse entre l'acceptation & les explications ? Je suis persuadé que V. E. ne l'espère pas, & qu'il y aura, quoi qu'on fasse, plus de 10. Evêques qui prétendront qu'on doit accepter la Bulle purement & simplement. Mais, si jusqu'ici on a été persuadé dans le Royaume, que la résistance de 15. ou 16. Prélats suffisoit pour empêcher la Constitution de faire loi dans l'Eglise, comment pourra-t-on prétendre que des explications rejetées au moins par 20. Evêques, fassent loi dans l'Eglise ? Il y a même plus que cela ; c'est que selon toutes les apparences, le Pape peut satisfaire d'une acceptation relative à des explications, qui tendront à faire perdre aux promoteurs de la Bulle, dont il est environné, tout le fruit qu'ils ont prétendu en tirer, condamnera vraisemblablement les explications, & continuera de menacer des foudres de l'Eglise, ceux qui n'auront accepté qu'en cette manière. Alors, ainsi que je l'ai oui dire à V. E. alors il faudra appeler au Concile : mais de quoi appeler ? De la Bulle ? Elle sera acceptée. De quoi donc ? De ce que le Pape condamne vos explications ? Mais êtes-vous en droit de l'obliger à les approuver ? Pourquoi donc, si tôt ou tard il en faut venir à un appel au Concile, n'appeler pas plutôt avant que d'avoir accepté la Bulle, & appeler de la Bulle même ? Je sai qu'on dit, & ce sont les amis de M. le P. G. qui parlent ainsi, que s'au-roit été sans difficulté le meilleur parti, si on l'eût pris dès que la Bulle parut ; mais aujourd'hui qu'elle est acceptée par plus de cent Evêques, cela ne convient plus. Mais est-ce parce que le mal a beaucoup gagné qu'il n'y faut plus apporter de remède ? Nous combattons sous un Chef à qui il

n'est pas plus difficile de sauver son Eglise par un petit nombre que par un grand : *Cui non est difficile salvare vel in multis vel in paucis.*

Cependant , si l'on trouve que le refus que le Pape fait des explications , jusqu'à refuser audience à un Envoyé du Roi qui la lui demande , ne donne pas un sujet suffisant d'appeller au Concile , hé bien , continuons de lui en demander , puisqu'il n'y a que des explications qui viennent du Pape qui puissent être reçues dans toute l'Eglise , & par conséquent être un remède capable d'arrêter les mauvais effets que peut faire la Bulle , en quelque manière qu'elle soit acceptée. N'appellons donc pas sitôt au Concile , à la bonne heure ; continuons nos instances auprès du Pape ; tâchons de lui faire une sainte violence ; peut-être que lorsqu'il verra , par ce qui vient de se passer au Parlement , que ses Brefs ne sauroient pénétrer en France , peut-être se rendra-t-il à nous écouter. Attendons , essaions tout , avant que d'en venir au remède extrême. V. E. ne s'est pas mal trouvée jusqu'ici , d'avoir différé de faire ce qu'on la pressoit de faire avec le plus de violence , & dans des tems bien différents de celui où nous nous trouvons ; tout parloit alors en faveur de la Bulle ; & quoique le plus grand nombre la rejetât dans le cœur , nulle bouche ne s'ouvroit pour parler contre elle. Tout ce qu'on osoit dire , c'est qu'elle avoit besoin d'être expliquée ; & ce langage même étoit regardé comme le langage des ennemis de l'Eglise.

Aujourd'hui on entend dire de tous côtés qu'elle ne peut pas être acceptée , non pas même avec des explications. On ose même dire & écrire que plutôt que de l'accepter , il faut appeller au Concile. Tout cela ne semble-t-il pas nous marquer , que Dieu ne veut point que cette Bulle soit acceptée ? Je vous avouerai ingénument , M. que je ne saurois m'empêcher de la regarder comme une de ces portes de l'enfer , que Dieu a promis qui ne prévaudront jamais contre son Eglise , & je ne sai si V. E. ne la regarde pas de même ; car il me semble de vous

avoir oui dire , qu'il falloit empêcher qu'elle ne prevalût dans l'Eglise : sur quoi M. l'Evêque de Chalons ajouta , que de l'accepter ce n'étoit pas un moien bien propre pour l'empêcher de prévaloir. Nous n'avons , ce me semble , M. qu'une chose à craindre , c'est de manquer à la grace que Dieu nous a faite , de nous appeller à la défense de la vérité , préférentiellement à tant d'autres Evêques qui l'ont abandonnée. Par quel motif ? Dieu le fait , & il en fera le juge ; mais il nous jugera aussi nous mêmes , M. si nous manquons à la grace qu'il nous a faite ; & il nous jugera d'autant plus rigoureusement , que la grace a été faite à un plus petit nombre. Nous aurons manqué de confiance en ses promesses , & cela dans le tems même que la protection qu'il a promise à son Eglise , commençoit à se déclarer. Déjà quelques-uns des Evêques acceptans reviennent à nous : les Parlemens , en déclarant que la Bulle n'est pas encore acceptée , semblent nous dire qu'elle ne doit jamais l'être ; & des Universités s'en expliquent clairement : le Clergé inférieur se déclare presque par tout. Ne nous déions donc pas de la providence de Dieu , & ne perdons pas par des craintes mal fondées , ou plutôt par un défaut de foi inexcusable , le fruit de la résistance que nous avons faite jusqu'ici avec l'édification de toute l'Eglise. Dieu saura bien achever ce qu'il a commencé ; il veille sur son Eglise , cela nous doit suffire : attendons en paix les momens qu'il a marqués pour faire cesser l'illusion qu'on s'est efforcé de faire au plus grand nombre des Evêques : *suffineamus suspirationes Dei.*

Mais qui fait , M. qui fait si au moment que vous aurez accepté , le Pape , sans s'arrêter aux explications relatives que vous aurez données , ravi de pouvoir regarder comme finie une affaire qui l'embarassoit , en changeant tout d'un coup de batterie , ne prendra pas le parti de vous écrire un Bref semblable à celui qu'il écrivit à l'Assemblée des 40. par lequel il félicitera V. E. de ce qu'enfin acquiesçant aux sollicitations de vos freres les Cardinaux , vous avez accepté la Consti-

tution purement & simplement, selon que vous y êtes obligé ? & qu'est-ce que fera alors V. E. ? Ecrira-t-elle au Pape, qu'elle l'a reçue avec une relation expresse à des explications qui déterminent le sens dans lequel les propositions sont condamnées ? Le Pape ne fera pas semblant de vous entendre ; & si vos lettres l'importunent, il les fera mettre à l'index. Ainsi ce sera dans la posterité un problème, que la maniere dont V. E. aura accepté la Constitution ; & on se demandera dans la suite des siècles, comment il se peut faire que V. E. s'étant séparée avec éclat des Prélats de l'Assemblée, soit revenue ensuite à faire comme eux, sans qu'il paroisse aucune raison de ce changement. V. E. connoît mieux que personne les manieres artificieuses & hautaines de la Cour de Rome. Ainsi, au nom de Dieu, qu'elle ne s'expose pas à en être le jouet, après avoir été un sujet d'admiration à toute l'Eglise par sa fermeté & par son courage à défendre la vérité.

Si nous sommes fidèles à la soutenir, elle nous delivrera certainement de ses ennemis & des nôtres : *Veritas liberabit vos* ; & quand elle différeroit à le faire, par des raisons qu'il ne nous est pas permis de pénétrer, V. E. le fait mieux qu'un autre, & elle nous en a donné l'exemple, la gloire des Evêques est de souffrir pour la vérité ; mais elle ne couronne que ceux qui persévèrent jusqu'à la fin.

Je finis, M. en vous conjurant par le commun Maître que nous servons, & qui nous a unis non seulement par le caractère Episcopal, mais plus étroitement encore en nous associant à la défense de sa cause, de ne point précipiter une démarche dont vous pourriez avoir sujet de vous repentir par tant d'endroits. L'attachement respectueux que j'ai eu pour elle dès ma jeunesse, & qui s'est toujours accru dans mon cœur par tout ce que je l'ai vu faire pour l'Eglise, me fait espérer qu'elle prendra en bonne part tout ce que je viens d'avoir l'honneur de lui écrire. Je suis &c.

J'étois dans une grande impatience, dit M. de Mirepoix en reprenant sa Relation, de savoir l'impression que ma lettre avoit fait sur l'esprit de M. le Cardinal, lorsque deux jours après M. le Procureur General vint me voir pour me parler de la part de S. E. & me demander deux choses ; la première, que ma lettre ne parût point ; & l'autre, que je ne me séparasse point de lui, dans la négociation que M. le Regent avoit entreprise pour réunir les Evêques. Je promis sans peine l'une & l'autre : après quoi M. le Procureur Général voulut me persuader que le parti des explications n'étoit pas à rejeter. Il me dit que c'étoit le sentiment du P. de la Tour & de M. l'Abbé Couet. Je répartis, que je croiois qu'il n'ignoroit pas ce qu'on disoit dans le monde, que ces deux Messieurs affoiblissoient en lui les sentimens qu'il avoit fait paroître sur la fin de la vie du feu Roi, & qui lui avoient acquis l'estime générale du Royaume. Il répondit à cela par des honnêtetés, qu'il croioit que mon sentiment pouvoit être meilleur que celui de ces Messieurs, qu'il n'entreprenoit point de décider sur ces matières, & qu'il rendroit compte de mes dispositions à S. E.

Quelques jours après M. le Cardinal nous assembla pour nous dire, que M. le Duc d'Orleans vouloit nous entretenir dans son Cabinet &c. (Nous rapporterons la suite de cette Relation en son lieu.)

CE FUT, comme nous l'a dit M. de Mirepoix le 19. Decembre que M. de Montpellier apprit ce qui s'étoit passé la veille à l'Archevêché. Le lendemain il se détermina à écrire au P. Quesnel une lettre, que nous allons donner. Mais auparavant nous insérerons une autre lettre postérieure du même Prélat, qui servira de Préface à la lettre adressée au P. Quesnel.

EXTRAIT D'UNE LETTRE de M. l'Evêque de Montpellier à M. D. *** écrite de Montpellier le 26. Avril 1718.

Je reçois tout presentement, M. votre lettre du 19. Celle doit vous me parlez que j'écrivis l'année passée, (*on plutô à la fin de 1716.*) ne fut écrite que dans le dessein d'être rendue publique, parce qu'en ce tems là l'Appel, que Dieu m'avoit fait la grace de m'inspirer d'interjetter au Concile, & dont j'avois dès lors formé le dessein, n'étoit point encore résolu. Il y avoit quelques uns de mes très respectables Associates & Peres, à qui je n'en avois pas encore parlé, & à qui je n'osois presque en faire la proposition, craignant qu'elle leur fût peu agreable; & ce n'étoit peut-être pas sans raison que je craignois d'avoir beaucoup à combattre, pour les faire entrer dans mes sentimens. Je ne savois d'ailleurs, s'il convenoit à la cause que nous défendions ensemble, que je me séparasse des personnes qui m'étoient si cheres & unies de sentimens.

Je leur reprochois, & à moi-même aussi, que jusques là nous n'avions rien fait pour la défense de la verité; que veritablement nous ne l'avions pas encore trahie lâchement, mais que Dieu nous aiant fait la grace de nous la faire connoître, nous nous rendrions plus coupables en ne faisant rien pour elle.

Je crus donc qu'il falloit faire quelque chose pour cette verité si estimable & si peu aimée, & pour nos Eglises, afin de faire voir à nos Successeurs, que nous avions conservé fidelement la foi qu'elles ont reçue. C'est ce qui me détermina dans le doute où j'étois alors si nous ferions nôtre Appel, d'écrire la lettre en question, & de la rendre publique, pour être un témoignage après moi de mes sentimens, & de la foi de mon Eglise.

Mais Dieu aiant répandu ses benedictions sur l'Appel, j'ai cru que cette lettre, qui par là devenoit inutile, ne meritoit pas de voir le jour.

Cependant la personne à qui elle étoit écrite (le P. Quesnel,) & qui vous écrit, me demanda la permission de la faire imprimer. Je consultai un de ses amis & des miens, qui ne me le conseilla pas, disant qu'il ne croioit pas que cela convint dans le tems que je lui en parlois; mais je crois franchement, que c'est parce qu'il ne jugeoit pas qu'elle méritât de l'être. Comme je ne sentis point de fausse tendresse pour cet enfant assez difforme, que j'avois enfanté, je n'eus point de peine à consentir qu'il demeurât enfermé; d'autant plus que je serois bien fâché de rien faire par aucun motif que par amour pour l'Eglise & pour la verité. Ainsi je croi qu'il faut supprimer, non seulement comme inutile, mais encore comme mauvais tout ce qui ne peut servir ni à l'un ni à l'autre.

Si cependant, contre ma pensée, elle pouvoit servir à quelque chose, je consentirois à tout, desirant de tout mon cœur de sacrifier tout ce que j'ai au monde, mon repos, ma vie, mon amour propre à la défense de la verité.

Voici la Lettre au P. Quesnel.

LETTRE de M. l'Evêque de Montpellier au P. Quesnel écrite de Paris le 20. Decembre 1716.

Mon Reverend Pere.

Un de nos amis communs m'a rendu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire du 7. de ce mois. Quelque plaisir qu'elle m'ait fait, j'ai été très mortifié que vous m'ayez prévenu, & qu'elle soit arrivée avant que vous eussiez reçu le remerciement que je vous devois de votre VII. Memoire que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Vous y parlez de moi, ainsi que dans votre lettre, en des termes conformes à votre charité, qui vous fait croire aisément dans les autres le bien que vous voudriez qui fût en eux. Je vous rends mille grâces d'avoir cru qu'il y en eût en moi, mais la verité, qui connoît tout, me fait

recevoit avec confusion, des louanges que je fai parfaitement ne pas mériter : *Gratulor de charitate, quæ omnia credit; confundor pro veritate, quæ omnia novit.* Il me sembleroit pourtant n'être pas tout à fait indigne de celle que vous me donnez, d'aimer la vérité. On m'accuse même souvent de pousser trop loin le zèle que j'ai pour elle, mais je crains de n'en avoir pas assez, & je réponds à ce reproche avec S. Augustin: *Numquam errari tutius existimo, quam cum in amore nimio veritatis, & rejectione nimis falsitatis erratur. Qui enim severe reprehendunt, hoc nimium dicunt esse: ipsa autem veritas fortasse adhuc dicat: nondum est satis.* J'ai toujours cru que le plus grand & le plus essentiel devoir des Evêques, étoit la conservation de ce précieux dépôt, & que ce seroit sur ce devoir, qu'ils auroient le plus grand & le plus terrible compte à rendre au jugement de Dieu.

Cela sent m'a empêché jusqu'à présent de recevoir la Constitution *Unigenitus*, & de consentir à la condamnation du livre des Reflexions morales. Car je puis protester en présence de Dieu, que jamais esprit de parti & de cabale ne m'a fait agir en aucune occasion. Pour dans celle-ci, vous le savez, M. R. P. & je croi même que le public le fait assez, que ce ne sont point les liaisons que j'avois avec vous; qui m'ont obligé de prendre la défense de votre livre & de votre personne. Nous ne nous sommes jamais ni vus ni connus; nous ne nous sommes jamais écrit l'un à l'autre; nous n'avons eu jusqu'ici aucun commerce ensemble, ni directement ni indirectement. Je ne puis par conséquent être suspect d'avoir agi par aucune affection particulière pour vous, ni d'en avoir eu d'autre, que celle que tous les honnêtes gens se sentent pour les gens de bien qu'ils ne connoissent pas. La plupart de mes anciens amis, & même ceux en qui je pouvois avoir plus de confiance, me pressoient de condamner votre livre, sous le spécieux prétexte qu'il valloit mieux être aux fidèles un livre, quelque bon qu'il

fût, dont l'Eglise s'est passée pendant tant de siècles, que d'entretenir la division & le trouble dont elle est agitée à son occasion: comme si l'Eglise avoit besoin d'une autre paix, que de celle que le monde ne peut donner; & comme si cette paix que nous ne pouvons recevoir que de Dieu, pouvoit être fondée sur les ruines de la vérité & de la justice?

Je comprenois fort bien que l'Eglise auroit pu le passer de ce Livre, & que Dieu pouvoit rompre & distribuer à ses enfans le pain de la parole par d'autres voies. Mais puisqu'il a bien voulu se servir de celle-ci, en répandant sa bénédiction sur le livre, je ne croiois pas qu'il fût permis à un Evêque de l'ôter d'entre les mains des fidèles, après avoir été lu pendant près de 40. ans dans toute l'Eglise avec tant d'édification & tant de fruit, & avec l'approbation de tant de grands Evêques illustres par la sainteté de leur vie & par leur doctrine; & de le condamner uniquement pour satisfaire & pour s'accommoder à la malignité des premiers accusateurs de cet ouvrage, qui ne l'ont attaqué qu'en haine de l'efficacité de la grace de J. C. des saintes maximes de la morale Evangelique, & des vérités les plus essentielles de la Religion.

De plus il me sembleroit qu'on ne pouvoit condamner un livre qui traite de la Religion, sans porter préjudice à son Auteur, & sans flétrir sa réputation. L'Eglise, animée de l'esprit de justice, & pleine de charité & d'une tendresse pour tous ses enfans, qui fait qu'elle ne les condamne qu'à regret, & après avoir tenté toutes sortes de voies pour les ramener, n'a jamais condamné aucun auteur vivant, ni dans sa personne, ni dans ses ouvrages, qu'après lui avoir donné lieu de se justifier, en l'écoutant, ou au moins en lui offrant de l'écouter, lorsqu'il a voulu se faire entendre.

C'est une justice d'écouter les personnes accusées, avant que de les condamner, digne non seulement de la douceur de l'Eglise, mais que les nations les plus barba-

* M. Joli
de Rimini

res ont toujours regardée comme le premier principe d'équité, comme l'a si judicieusement remarqué un Magistrat illustre * dans le celebre Arrêt du Parlement de Paris qu'il fit rendre en 1710. au sujet de feu M. l'Evêque de S. Pons. Ce sont ces règles qui ont été celles de ma conduite à votre égard ; & c'est, ce me semble, dans un esprit exempt de toute prévention, que j'ai examiné la Constitution, & que j'ai commencé dans le même tems à lire avec des yeux critiques un livre, que je n'avois lu pendant 20. ans que pour m'édifier, & y apprendre les devoirs d'un Chrétien & d'un Evêque.

Vous avez appris dans les lettres qui portent mon nom, & que vous avez citées, M. R. P. avec trop d'éloges, quels étoient mes sentimens sur cette Constitution. Mais je croi voir encore plus clairement que dans le tems que je les écrivois, qu'il est impossible, sans blesser la vérité & la sincérité, avec laquelle les Evêques doivent parler en toute occasion, & sur tout en matière de Religion, qu'il est, dis-je, impossible de la recevoir de quelque manière, & avec quelques explications que ce puisse être. Car plus ces explications seroient conformes aux vérités que la Bulle condamne, moins elles seroient conformes à la Bulle. Et n'est-ce pas se moquer ouvertement de la vérité & de la bonne foi, que de recevoir la Bulle, & condamner les propositions dans des sens dont ni la Bulle, ni les propositions ne sont susceptibles ?

Cet expédient, pour accommoder la vérité avec l'erreur, m'a toujours paru indigne de la gravité des Evêques, & entièrement opposé à l'esprit & à la simplicité de l'Eglise. Il est inconnu dans toute la Tradition, & n'a paru dans l'Eglise que pour y être généralement condamné dans la personne des Evêques de Rimini. Jamais on ne s'est servi de pareilles explications pour mettre à couvert l'honneur du Saint Siège.

Lorsqu'un Pape a le malheur de publier un Decret opposé à la tradition de son Sié-

ge, on doit soigneusement distinguer entre l'autorité sainte de ce Siège, qu'il faut toujours respecter, & l'abus de cette autorité, qu'il n'est pas permis de suivre. Car si on doit porter un respect sincère à l'autorité du Siège Apostolique, si on doit avoir un attachement inviolable au centre de l'unité, on doit aussi une entière fidélité aux vérités, dont la conservation est le véritable honneur du S. Siège.

Je croi que plus ceux qui s'éloignent de la doctrine de l'Eglise sont élevés en dignité, & plus les Evêques sont obligés de leur résister ; de crainte que l'autorité dont ces personnes sont revêtues, & l'éminence de la place qu'elles occupent, n'en imposent aux fidèles, & ne les entraîne dans les nouveautés qu'elles veulent introduire. S. Paul ne crut pas deshonorer le chef de l'Eglise, ni manquer au respect qui lui étoit dû, en lui résistant en face, parce qu'il étoit représentable.

Voilà M. R. P. ce que je pense de la grande affaire qui agit si fort l'Eglise aujourd'hui, c'est-à-dire, qu'on ne peut en aucune manière recevoir cette Bulle, ni purement & simplement, ni en lui donnant des explications. Je suis persuadé que telles que soient ces explications, elles ne peuvent jamais mettre la vérité ni la justice entièrement à couvert ; & j'espère avec le secours de Dieu, que tant que je serai chargé de la portion de l'Eglise qu'il m'a confiée, elle ne recevra point une doctrine aussi contraire à celle de mes Prédécesseurs, que l'est celle que renferme cette Bulle.

J'ai si peu déguisé mes sentimens sur cela, que je croi que vous devez me mettre au nombre de vos défenseurs. Mais de quel autre défenseur avez-vous besoin, que de la vérité que vous soutenez, & que vous avez si bien éclaircie dans les Ecrits que vous avez publiés ? Elle crie de toutes parts en votre faveur, & tôt ou tard elle triomphera, malgré ceux qui la combattent à présent. C'est cet esprit de vérité qui en repand & en excite l'amour dans le cœur des habiles gens qui se rendent vos défen-

seurs, & qui les multiplie à tel point, qu'un secours aussi foible que le mien, ne peut vous être que d'une mediocre utilité. Tel qu'il soit néanmoins, il ne vous manqueroit pas (parce que je connois la justice de votre cause) s'il étoit vrai, comme on vous l'a dit, qu'il dût y avoir une Assemblée du Clergé, où cette importante affaire dût être traitée. Mais je ne l'ai pas oui dire, & je croi qu'on a confondu *Assemblée du Clergé* avec les conférences qui se font tenues & qui se tiennent encore chez M. le Cardinal de Rohan, où les Evêques qui n'ont point reçu la Constitution, n'assistent pas; & chez M. le Cardinal de Noailles, dans plusieurs desquelles, je ne me suis point trouvé, n'y ayant point été appelé. Et ainsi on ne me feroit pas justice, si on m'imputoit, comme y ayant eu part, ou y ayant consenti, tout ce qui s'y est fait, ou qui pourroit s'y faire dans la suite.

Je vous rends mille grâces des prières que vous m'assurez que vous & vos amis ont faites pour moi. Je vous prie, & eux aussi, de ne les point discontinuer. *Pro me orari incessanter postulo, quia incessanter pecco.* Vous ne sauriez en offrir à Dieu pour personne qui vous honore plus que je fais, ni qui soit plus parfaitement que je le suis, Mon Reverend Pere, Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Nous allons insérer ce que nous trouvons dans quelques Lettres de personnes très instruites. On pourra comparer ce que ces lettres nous diront avec ce que nous avons déjà entendu de la bouche de M. de Mirepoix. Le Vendredi matin, 18. Decembre, M. le Cardinal de Noailles alla au Palais Royal. C'est le jour de l'audience ordinaire que M. le Regent lui donne toutes les semaines. Je sai d'un endroit très sûr, que ce Cardinal fut vivement pressé par S. A. R. d'accepter la Constitution avec telles explications qu'il voudroit. Et fut ce que ce Prince lui disoit, qu'ayant offert au feu Roi de la recevoir à de certaines conditions, dont on le

laissoit présentement maître, il ne voioit pas qu'il eût lieu de différer davantage; que sa conscience ne pouvoit l'arrêter, parce qu'il n'en avoit pas deux, l'une pour 1715. & l'autre pour 1716. M. le Cardinal répondit, qu'il étoit encore dans les mêmes sentimens où il avoit été alors, mais qu'il s'en falloit bien qu'on ne fût prêt à lui accorder ce qu'il avoit toujours demandé. Le lendemain M. le Premier President alla voir ce Cardinal, & lui aiant dit les mêmes choses que M. le Regent, il en reçut la même réponse. Les Evêques qui sont pour les explications, dont le nombre est grand, & à la tête desquels est aujourd'hui le Cardinal de Rohan, le pressent vivement; mais il leur a répondu, qu'il y avoit bien des chefs sur lesquels il n'est pas d'accord avec eux, & leur a cité pour exemple les imputations que l'on fait au P. Quesnel, les assurant qu'il donneroit plutôt sa vie que de passer cet article, aussi bien que plusieurs autres dont il leur avoit déjà parlé. Je sai ce fait d'une personne qui le tient de son Eminence même. Les Evêques qui sont pour l'acceptation pure & simple, sont toujours au nombre de 30. & il n'y a pas d'apparence qu'ils augmentent ni guères d'apparence qu'ils diminuent; car ils sont plus attachés que jamais au parti qu'ils ont pris.

C'est, comme l'on voit, entre la visite de M. le Premier President & l'audience que M. le Cardinal de Noailles eut le Vendredi matin 18. Decembre de M. le Regent, que fut placée la conférence de l'Archevêché, où l'on pressa M. de Mirepoix de se déterminer pour le parti de l'acceptation relative. Il ne paroît pas que la personne qui écrivoit cette lettre, eût connoissance de cette Conférence. La lettre suivante en faisoit mention. En voici un extrait qui contient d'autres particularités. Vendredi 18. Decembre M. le Cardinal de Noailles alla à l'audience de M. le Regent. Apparemment qu'ils convinrent sur quelques points. C'est après ceci que la lettre parloit de la conférence de l'Ar-

chevêché de l'après midi, dont M. de Mirepoix nous a instruit, & aussi de la lettre que cet Evêque écrivit le lendemain à M. le Cardinal de Noailles. « Cinq Prélats, ajoute-t-elle, du parti de son Eminence, savoir MM. de Mirepoix, de Montpelier, de Senez, de Verdun & de Boulogne, ont protesté contre tout ce que cette Eminence pourroit faire en faveur de l'acceptation, déclarant qu'ils se séparoient dès à présent d'elle, si elle prenoit ce parti. On assure que là-dessus M. le Cardinal de Noailles s'est expliqué plus au long avec M. le Regent, & qu'il lui a dit, qu'il ne pouvoit accepter qu'aux conditions suivantes. I. Qu'il recevrait relativement au Corps de doctrine, qu'il donneroit en forme de Mandement pour servir d'explication aux 101. Propositions. II. Que les Evêques qui ont déjà reçu, adopteroient son Mandement, & qu'il serviroit de règle par rapport à la Constitution. III. Que le Pape approuveroit ce Corps de doctrine. IV. Que le tout se feroit sans attribution au Livre ni à l'Auteur des *Réflexions morales*; & cela à cause de la rête & de la queue de la Constitution. V. Que l'on ne l'obligeroit pas à faire publier son acceptation dans les Paroisses de son Diocèse, non plus que dans les Communautés; & que l'on ne feroit aucune peine à l'occasion de son acceptation aux Evêques de son parti, qui jugeroient en leur conscience ne devoir pas recevoir. Voilà ce qu'on assure que S. E. a fait pour s'empêcher de recevoir. Et l'on ajoute que ce qui l'engage à tenir ferme, c'est ce que M. de Mirepoix lui a dit en présence de M. le Procureur Général, que le desir de la paix lui avoit fait mettre jusqu'ici bien des choses sur son compte, dont il répondroit un jour devant Dieu, & que le public lui reprochoit chaque jour; qu'il devoit craindre qu'on ne l'engageât malgré lui à devenir le persecuteur des défenseurs de la vérité dans son Diocèse. Toutes ces raisons, continué toujours la même lettre, jointes aux lettres des Curés & autres, & au cri pu-

blic, ont affermi ce Cardinal; & l'on croit qu'il ne recevra point.

« Les Evêques Constitutionnaires (ce qui doit s'entendre des *Acceptans mitigés*) ont mis tout en usage de leur côté, pour assurer M. le Regent, qu'ils étoient prêts d'adopter le Corps de doctrine de M. le Cardinal de Noailles, & de le mettre au bas de leurs Mandemens, pourvu qu'il y voulût changer quelques propositions, & énoncer certaines choses en d'autres termes, apparemment plus ambigus & équivoques; & qu'il voulût lui-même mettre leur Mandement au pied du sien. Tous cependant ne convenoient pas de ces propositions. M. le Cardinal de Bissi, & les Evêques Sulpiciens ne disoient mot. M. de Souches Evêque de Dol, qui est du nombre de ces derniers, disoit ces jours-ci à un Abbé, de qui je l'ai appris, qu'ils se tenoient fermes à dire qu'ils avoient reçu purement & simplement, sans vouloir maintenant ajouter rien autre chose, afin que les Evêques du parti de M. le Cardinal de Noailles revinssent plus promptement & plus aisément, & qu'après la réunion de ceux-ci aux Evêques qui leur offroient des explications, ils seroient eux-mêmes, (c'est-à-dire, M. de Dol & ceux du parti de M. le Cardinal de Bissi) bientôt d'accord avec leurs Confreres. Qu'en effet ils étoient prêts de donner les mains à tout, pourvu que la Constitution pût être reçue de tous les Evêques, & faire une bonne fois règle de foi & de discipline, comme M. l'Archevêque de Reims disoit, mais trop tôt, qu'elle le faisoit déjà. Nous laissons au Lecteur à faire le commentaire de ce discours de M. de Dol. Cet Evêque a toujours persisté dans le parti des *Acceptans rigides*.

L'époque du 18. Decembre est si remarquable dans notre histoire, que nous rapporterons encore ce qu'en dit une troisième lettre, où l'on trouvera quelques différences d'avec ce que les deux premières nous ont dit. Une des principales est qu'elle suppose que M. le Cardinal de Noailles n'avoit point stipulé que Rome approuvât le Corps

de

de doctrine, comme il est marqué dans la lettre précédente. L'une & l'autre nouvelle avoit son fondement : on pourra le reconnoître dans la suite, sur tout par le Projet d'acceptation que nous donnerons incessamment. D'ailleurs ces sortes de différences dans le rapport des personnes les mieux instruites, servent au moins à faire voir le mystère & l'obscurité qu'on affectoit de répandre sur toute cette négociation.

Voici donc ce que porte cette dernière lettre au sujet de la Conférence du vendredi 18. Decembre. " Les deux Commissaires du Roi, M. le Duc de Noailles & M. Daguelleau Procureur General, se servirent de tout leur esprit pour obtenir de son Eminence une promesse de recevoir. Ils l'obtinrent à ces conditions. M. le Cardinal fera publier d'abord son Corps de doctrine, qui doit être signé des Evêques. (Nous donnerons bientôt le modèle de cette acceptation.) Il recevra relativement ; ne fera nulle attribution au livre des Reflexions ; & ne fera ni publier ni recevoir son Mandement ; mais on se contentera qu'il le fasse afficher. On compte que Rome ne s'accommodera point de cette sorte d'acceptation ; mais on n'aura aucun égard à ses répugnances. L'accommodement est indépendant de Rome. Cependant il n'y a point d'unanimité entre les Evêques ; M. le Cardinal de Bissi & les Evêques de son parti n'entrent point dans cet accommodement. Ils sont environ dix-huit ou vingt. [Peut-être ne comptoit-on que les Evêques de ce parti qui étoient présents à Paris.] Il y a aussi sept ou huit Evêques du côté de M. le Cardinal de Noailles, qui n'en veulent point, parce qu'ils ne veulent recevoir la Constitution en aucune manière. Ce sont MM. de Mirepoix, de Montpelier, de Boulogne, de Senes, de Verdun & de Treguier. On compte que M. de Châlons se déclarera au dernier jour pour le petit nombre. Lorsque M. le Cardinal de Noailles eût donné sa parole aux Commissaires, il alla le lendemain samedi chez M. le Regent à qui il la réitéra. [Peut-être, consent-on ici la visite de M.

le Premier Président ; avec une nouvelle entrevue de M. le Regent & de M. le Cardinal de Noailles.]

" On assure que les paroles reciproques ne sont pas seulement données de vive voix, mais encore par un Ecrit signé des deux Cardinaux (de Noailles & de Rohan) dont le Prince est dépositaire. Il est vrai que l'on assure en même tems, que l'Ecrit renferme les conditions de l'accommodement ; & que dans ces conditions il y a une queue, par laquelle son Eminence pourroit encore se tirer d'affaire. Pour représenter l'état des choses au naturel, il faut dire que l'on joue au plus fin. De chaque côté on veut que le Prince demeure persuadé, au cas que l'accommodement manque, que ce n'est pas par la faute, mais par celle de son adversaire qu'il aura manqué. M. le Cardinal de Rohan a fait des propositions plus avantageuses à M. le Cardinal de Noailles, qu'il ne voudroit dans le fond les lui accorder, ne comptant pas qu'il les acceptât. Et lorsqu'il a vu que M. le Cardinal de Noailles donnoit, en conséquence de ces propositions, des paroles auxquelles il ne s'étoit point attendu, il a aussitôt mis en avant de nouvelles difficultés touchant la doctrine : de sorte qu'en deux mots, voici l'état de l'affaire. Les deux Cardinaux veulent tous deux paroître vouloir l'accommodement ; & n'en veulent ni l'un ni l'autre : tous deux veulent rompre ; & ne veulent ni l'un ni l'autre paroître le rompre.

Quoi qu'il en soit de ce raisonnement, dont ces deux Cardinaux ne seroient pas apparemment convenus, nous dirons à l'égard du fait de l'Ecrit signé, que ce fait étoit contesté par plusieurs personnes, soit qu'il n'y eût en effet rien de signé, soit que les conditions apposées dans l'Ecrit, donnaient lieu à ceux qui en étoient informés, de s'exprimer comme s'il n'y avoit point eu de signature.

Le samedi 19. Decembre on publia par tout Paris que M. le Cardinal de Noailles avoit enfin donné son consentement pour l'acceptation de la Constitution. C'est ce

qui causa l'allarme dont M. de Mirepoix parle dans sa Relation, à l'endroit que nous avons rapporté dès le §. LXXV. "Alors," dit M. de Mirepoix, l'allarme fut grande à Paris. On crut que M. le Cardinal de Noailles alloit accepter la Constitution; & les Prelats qu'il avoit déjà acceptée, s'étoient assurés de l'y obliger. Ils proposoient qu'il l'acceptât conformément à un Ecrit qui avoit été arrêté à la hâte, par les VIII. Prelats qui s'étoient séparés des XL. & signé par eux avant qu'ils partissent pour leurs Diocèses. Cet Ecrit, dont parle M. de Mirepoix, étoit intitulé: *Precis d'erreurs & de vérités*. Il avoit été fait à la hâte, dit ce Prelat; aussi étoit-il fort imparfait & fort défectueux. On avoit depuis travaillé dessus; & l'on peut dire que ce *Precis* de 1714. n'étoit qu'un Canevas informé du Corps de doctrine de 1716.

Mais enfin on proposoit à M. le Cardinal de Noailles de laisser là son Corps de doctrine, pour en revenir à ce premier Ecrit. C'étoit M. le Chancelier Voisin, dit encore M. de Mirepoix, qui avoit fourni cet Ecrit. Ils disoient à M. le Duc d'Orléans: Voilà ce que M. le Cardinal de Noailles, & les Prelats qui lui sont unis, ont voulu faire du vivant du feu Roi: peuvent-ils refuser de le faire pour vous? Le piège étoit bien tendu; & il ne faut pas s'étonner si l'on craignoit à Paris que M. le Cardinal de Noailles... ne s'y laissât surprendre. On peut lire au §. LXXV. ce que M. de Mirepoix raconte des mouvemens qui se firent à Paris à l'occasion de cette crainte.

Voici les réponses que fit son Eminence à deux personnes qui lui témoignent la part qu'ils prenoient à la crainte publique. Il dit à l'une, *qu'il y avoit bien des politiques qui se mêloient de cette affaire, mais qu'il ne se sépareroit jamais des Evêques ses Confrères*. Il dit à l'autre, *qu'il avoit deux points de vûes; l'un de conserver le dépôt de la foi, qui vient du ciel; & l'autre, de donner la paix aux hommes qui sont sur la terre; mais qu'il préféreroit toujours le premier au second*. Ces réponses, toutes belles qu'el-

les fussent, n'étoient pas assez précises pour faire cesser toute crainte d'une acceptation prochaine. Et pour concevoir combien cette crainte étoit générale, il faut observer qu'il n'y avoit que ceux-là seuls qui aimoient la Constitution, qui souhaitaient de la voir regner; & les personnes de ce caractère étoient en petit nombre à Paris.

Ceux qui pensoient que par nécessité on pouvoit recevoir cette Bulle, aimoient beaucoup mieux qu'elle ne le fût pas. Ils regardoient par conséquent comme un malheur que M. le Cardinal de Noailles la reçût; & ils s'unissoient à ceux qui avoient pour la Constitution une opposition invincible. De là vient ce cri universel qui s'éleva, & qui retentit si loin. Tout le monde s'efforçoit de marquer à M. le Cardinal de Noailles ses alarmes. Ceux qui en étoient à portée, les lui expliquoient de vive voix. Les autres lui témoignent leurs sentimens par écrit: on vit pleuvoir les lettres à l'Archevêché: elles y venoient par centaines. Nous avons donné les extraits de celles qui sont devenues publiques, & on a pu voir avec quelle instance on supplioit son Eminence de ne jamais recevoir la Constitution, & sur quels motifs on appuioit cette prière. Outre les lettres qui devinrent publiques, il y en eut une infinité d'autres des grands & des petits, de gens connus & inconnus, de laïques & d'Ecclesiastiques. Les femmes même se joignirent aux hommes, & les Religieuses aux personnes du siècle. Enfin on n'avoit jamais vu une réclamation semblable. Cela continua les mois de Janvier & de Février suivans.

Les Constitutionnaires ont quelques fois voulu faire croire, que c'étoit M. le Cardinal lui-même qui sous main excitoit ce soulèvement. Mais il n'y a rien de plus contraire à la vérité, que cette prétention. Nous négligerions ce que dit sur ce sujet l'Auteur des lettres, sous le nom de l'Evêque de N. à M. le Cardinal de Noailles, que nous avons déjà citées plusieurs fois, si les faussetés les plus grossières qu'il avance, n'avoient été soutenues avant lui par M. l'Archevêque de Reims dans la lettre qu'il

a adressée en 1718. à M. le Duc d'Orléans. Voici donc de quelle sorte parle cet Auteur dans sa 5. lettre, pag. 31. "Qu'a-t-on oublié depuis que les *Reflexions morales* ont été attaquées ouvertement, pour recroître, auimer, fortifier une faction déjà exister, audacieuse, obstinée? Que de brigues, que d'empruns, que d'argent répandu, que de mouvemens! Vous en savez trop, Monseigneur (c'est à M. le Cardinal de Noailles qu'il parle.) Vous en savez trop pour avoir besoin que j'en dise davantage; ou bien il vous faudroit un plus grand éclaircissement que je n'en puis donner ici. . . . Le cri séditieux qui s'éleva contre la Bulle, étoit un cri concerté, qui avoit été annoncé dans les libelles du parti.

Le tiers dont parle l'Auteur de ces lettres, n'est pas assez éloigné pour que l'on ne puisse plus juger par soi-même de la vérité de ce qu'il dit. A l'égard de M. le Cardinal de Noailles en particulier, il est d'une notoriété incontestable, non seulement qu'il ne s'est pas servi des mauvaises voies qu'on ose lui attribuer; (C'est une chimère que l'on pourroit peut-être faire croire à la Chine; mais non pas à Paris) mais même que ce n'est point lui qui a excité le soulèvement contre la Constitution; & cela non plus à la fin de 1716. qu'en tout autre tems. Au contraire, ceux qui ont vu les choses de près, savent que l'on fit plus à l'Archevêché pour étouffer la réclamation, que pour la fortifier.

§. LXXIX.

Démarches de l'Université de Paris. Discours du Recteur, qui attaque l'acceptation de la Constitution. L'Université insère ce discours dans ses Registres, & ensuite le fait imprimer. Particularités touchant les Universités de Caen & d'Aix, & la Faculté de Théologie de Poitiers. Extraits de la lettre du Doien de la Faculté de Théologie d'Aix au Doien de celle de Caen. Discours de M. Alter, & Decrets de la Faculté de Poitiers en sa faveur.

A vant que de reprendre les négociations qui se traitoient entre les Evêques de France, nous rapporterons ce qui se passa dans quelques Universités du Royaume. Nous remonterons, par rapport à l'Université de Paris, au Discours prononcé par M. de Montempois Recteur, dans l'Assemblée générale de l'Université, qui se tint à l'ordinaire aux Mathurins le 12. Juin 1716. La Déclaration de M. l'Evêque de Toulon, dont il a été ci-devant parlé dans l'histoire que nous avons faite des Assemblées de Sorbonne, lui fournit la matière de son Discours. Il se crut obligé, comme il le dit lui-même, de vanger l'honneur de la Faculté de Théologie, ou plutôt celui de toute l'Université, attaqué par les calomnies contenues dans la Déclaration de Toulon contre la Sorbonne. Pour commencer, dit-il, par ce que j'ai remarqué de capital, l'Auteur assure avec une hardiesse étonnante, que la Constitution *Unigenitus* a été approuvée de tous les Evêques, & reçue par eux d'un consentement unanime. Qui ne croiroit, à l'entendre parler avec tant de confiance, qu'il vient de se tenir un Concile universel, où cette Constitution a été examinée avec toute l'attention, & l'activité possible, comme le fut autrefois dans le Concile de Calcedoine cette célèbre lettre de S. Leon? Que du moins elle a été envoyée dans toutes les parties du monde catholique, & approuvée juridiquement par des Conciles particuliers de chaque nation? Ou qu'enfin, frappant d'une vive lumière les yeux des fidèles, elle a rapidement enlevé leurs suffrages par l'évidence de sa conformité avec la foi; & que l'on peut dire d'elle ce que S. Leon disoit de sa lettre, *Que par le secours de la grace de Dieu non seulement les Prêtres de J. C. mais les Princes mêmes & les Puissances Chrétiennes, le Clergé & le peuple, & tous les Ordres nous unanimement reconnu que la doctrine qu'elle contient, n'est autre que la foi Catholique & Apostolique, n'ayant point d'autre source que Dieu même, & qu'elle est d'une pu-*

Yyyy 2

«*reté qu'aucune erreur n'a jamais alte-*
«*rée.*»

«J'en appelle à votre témoignage, Mes-

«sieurs, & je vous demande s'il est vrai

«que les choses se soient passées de la sorte.

«Vous vous souvenez sans doute (Eh ! qui

«pourroit jamais oublier un tems si de-

«plorables ?) Vous vous souvenez des mou-

«vemens que la Constitution excita dans

«toute la France aussi-tôt qu'elle y parut.

«Quelle fut la surprise, & l'étonnement de

«tous les Ordres du Royaume, & en par-

«ticulier de cette ville capitale ! Quelle

«source de larmes pour tous ceux qui

«marchent d'une manière digne de Dieu !

«Mais quels doutes, quelles perplexités,

«quels troubles ne jeta-t-elle pas dans

«l'esprit de ceux à qui la grace de J. C. a

«fait nouvellement abjurer les erreurs de

«Calvin ? Et pour ceux qu'un fatal aveu-

«glement retient encore dans les tenebres

«de l'hérésie, quel sujet de triomphe ?

«Avec quelle fierté en prirent-ils occasion

«d'insulter à notre croyance. . . . Com-

«ment seroit-il arrivé que les esprits, si

«généralement revoltés d'abord, prissent

«en un moment de nouvelles idées, & que

«la Constitution, source de larmes pour les

«fidèles, lorsqu'elle commença de paroî-

«tre, se trouvât tout d'un coup d'une ma-

«nière pure & simple ratifiée de toute l'E-

«glise, dont elle auroit, comme on ne

«craint point de le dire, emporté tous les

«suffrages ? Non : la fausseté est trop ma-

«nifeste. La Constitution n'est point reçue

«par l'Eglise. Loin qu'il en soit ainsi, nous

«ignorons encore si son nom est connu

«dans les pais éloignés : & pour ceux qui

«nous sont plus voisins, qui ne font quelq-

«a été son sort jusqu'à présent ? Des Etats

«qui nous environnent, la plus part ne

«l'ont point absolument reçue, comme la

«Pologne, le Piémont, la Savoye, la Si-

«cile, la Hongrie, la Republique de Ve-

«nise : En quelques autres (& le nombre

«en est très petit) elle a trouvé deux ou

«trois Evêques pour approbateurs. S'il est

«vrai qu'en quelques pais elle ait été publiée

«par les Chefs des Inquisitions, en est-elle

«plus autorisée pour cela ? Ne fait-on pas

«que ces Tribunaux, à en juger même par

«leur établissement, ne sont institués que

«pour punir des coupables ? Mais le Saint

«Esprit ne les a point établis pour gouver-

«ner l'Eglise de Dieu ; & ils n'ont pas

«l'ombre d'autorité pour prononcer ju-

«ridiquement sur les matières de la

«foi.

«A l'égard de ce qui s'est passé en Fran-

«ce, & en particulier dans cette ville ca-

«pitale, prétendrait-on nous en dérober

«la connoissance ? Avons-nous pu ne le

«pas voir, à moins de nous arracher les

«yeux ? Vous le savez, Messieurs ; il se tint

«une Assemblée où se trouverent tout ce

«que l'on put rassembler d'Evêques les

«plus disposés à recevoir la Bulle. Aucun

«d'eux n'y vint au nom de sa province.

«Sans députation, ils formèrent une As-

«semblée, qui manquoit de toutes les

«conditions nécessaires à un Concile legi-

«time.

«Et ces Prelats, avec toutes ces circon-

«stances, après avoir consumé bien d'a-

«tems en disputes, partagés de vnes, di-

«visés de sentimens aussi bien que de lan-

«gage, convinrent tous néanmoins en ce

«point, que l'on ne pouvoit accepter la

«Constitution sans un nombre considéra-

«ble d'explications, qui n'en seroient ja-

«mais séparées. Ces explications, la plu-

«part des Evêques présens à l'Assemblée,

«les proposèrent dans une Instruction

«pastorale, qui peut-être n'est point

«encore connue de sa Sainteté ; au moins

«personne n'a-t-il dit jusqu'à présent si

«elle l'avoit jamais ni lue, ni approu-

«vée.

M. le Recteur parle ensuite des Evêques.

Opposans, après quoi il passe au refus que

le Parlement avoit fait en 1715. d'entre-

gister la Declaration qui lui fut proposée.

«Nos descendans les plus reculés, dit-il,

«se souviendront avec plaisir, & publieront

«avec éloge la fermeté extraordinaire & la

«constance intrépide avec laquelle cette

«auguste Compagnie s'est généralement

«opposée à cette foudroyante Declaration.

„fabriquée sous le nom du Roi , & l'auto-
 „rité du Pape , par des gens ennemis de la
 „Religion & de l'Etat, qui ne vouloient
 „la faire enregistrer, qu'afin de s'en servir
 „pour perdre les gens de bien, & pour la rui-
 „ne & la destruction entière de toute puis-
 „sance qui vient immédiatement de Jesus-
 „Christ.

„J'en appelle encore une fois à votre re-
 „moignage , Messieurs. Cette voix con-
 „stante & unanime de l'Eglise, que l'on
 „prétend s'être déclarée en faveur de la
 „Constitution ; cette voix respectable &
 „sacrée , à laquelle tout Docteur , tout
 „Pasteur , tout Evêque est tenu d'obéir
 „également comme le simple fidele , la re-
 „connoissez-vous dans cette prodigieuse
 „variété de sentimens entre les Evêques ?
 „La reconnoissez-vous dans cette diversité
 „de Mandemens , qu'ils ont publié sui-
 „vant leurs jugemens particuliers , & sans
 „avoir consulté le Clergé de leurs Eglises ?
 „La reconnoissez-vous au milieu de ces
 „cris publics , & de ces murmures de tous
 „les Ordres du Royaume ? Non sans doute,
 „vous ne la reconnoissez pas.

„Et pourquoi donc ces ennemis de la
 „paix , qui , la trompette à la main , souf-
 „flent par tout la discorde , ces hommes
 „artificieux qui osent prendre la forme
 „d'Apôtres de Jesus Christ , pourquoi
 „s'efforcent-ils par leurs insolens libelles ,
 „& leurs modèles de Mandemens pleins
 „d'erreurs & de calomnies , de rendre
 „odieux les Evêques , les Magistrats , les
 „Théologiens qui n'ont pas reçu la Consti-
 „tution ? Qu'ils cessent maintenant de s'é-
 „lever & d'échauffer les esprits contre ces
 „illusres défenseurs de la vérité : qu'ils
 „cessent de nous décrier (car je ne crains
 „point de dire , nous tous qui avons eu le
 „bonheur d'être élevés dans l'esprit & les
 „vraies maximes de l'Université , nous
 „faisons gloire de n'avoir jamais eu sur ce
 „point d'autres sentimens que la Faculté
 „de Theologie) qu'ils cessent , dis-je , de
 „nous décrier , & d'opposer contre nous
 „ce prétendu consentement de toute l'E-
 „glise , par lequel ils supposent que la

„Constitution a été acceptée d'une com-
 „mune voix , & de la manière la plus cer-
 „taine & la moins équivoque ; & qu'ils
 „ne soient plus allés hardis pour entrepren-
 „dre de flétrir la réputation des Théolo-
 „giens de Paris , en les accusant , comme
 „ils font , de rébellion au S. Siège , & de
 „déobéissance à l'Eglise. Car ils n'accu-
 „sent de rien moins que de cet horrible ar-
 „tentat la Faculté de Théologie , depuis que
 „par ses derniers Decrets , dont le bruit
 „s'est déjà répandu dans tout le monde
 „Chrétien , elle a déclaré , d'un consente-
 „ment également libre & unanime , ce
 „qu'elle pense sur les contestations presen-
 „tes. Et qu'a-t-elle déclaré , Messieurs ?
 „Qu'elle n'a jamais reçu la Constitution
 „comme regle de foi & de mœurs , & qu'elle
 „n'a jamais donné son suffrage pour la re-
 „cevoir.

M. le Recteur raconte en peu de mots
 l'histoire tant du Decret du 5. Mars 1714.
 en faveur de la Constitution, que du désaveu
 que la Faculté de Théologie avoit fait peu
 de mois auparavant de ce Decret. Il obser-
 ve que ce désaveu fait tout son crime. Et
 sur cela , adressant la parole aux Docteurs :
 „Vos anciens ennemis , leur dit-il , qui le-
 „sont de tout le Corps de l'Université ,
 „n'ont pu voir parmi vous sans une extrê-
 „me douleur ce concours unanime de tous
 „les esprits en faveur de la vérité , cet heu-
 „reux accord , qui , par le plus prompt de
 „tous les revers , détruit & renverse en un
 „moment tant de projets concertés , tant
 „d'intrigues , tant de travaux , dont la fin
 „& le succès sembloient ne demander plus
 „que quelques jours d'attente ; & fait eva-
 „nour l'esperance criminelle dont ils s'é-
 „toient flattés d'opprimer la vérité , & d'é-
 „tablir sur ses ruines leurs opinions mon-
 „strueuses.

„C'est à la sollicitation de ces imposteurs
 „que quelques Evêques séduits par leurs
 „artifices , & leurs fourberies , n'ont point
 „craint d'accuser publiquement d'hérésie
 „& de schisme la Faculté de Théologie , de
 „défendre aux Ecclesiastiques de leurs Dio-
 „cèses d'y prendre des degrés , & de leur

interdire entièrement nos Ecoles, comme des sources pernicieuses d'une doctrine corrompue, dans lesquelles au lieu des eaux salutaires de la vérité, ils ne pourroient que puiser le poison mortel de l'erreur & du mensonge. Et bientôt, si l'auteur enporté du Mandement qui a été publié dans le Diocèse de Toulon, en est cru, tous les Evêques de France conspireront à anéantir parmi nous la qualité & le nom de Docteur. Nos Ecoles deviendront desertes. L'Université dénuée de maîtres & d'auditeurs tombera d'elle-même, & sera envahie par ses ennemis.... N'en doutons donc plus, MM. c'est la destruction de notre Université que l'on cherche.

Il relève ensuite les avantages de l'Université, les marques d'honneur qu'elle a reçues des Rois de France. « Quels témoignages d'estime & d'affection, ajoute-t-il, n'a-t-elle pas reçus de la part des Rois & des Princes étrangers, des Evêques, des souverains Pontifes, & pour ajouter encore quelque chose de plus grand, des Conciles œcuméniques ? Depuis près de neuf siècles qu'elle subsiste avec ecclésiastiques, & toutes les fois qu'il s'est élevé quelque contestation épineuse sur la foi, ou sur la doctrine des mœurs ; toutes les fois qu'il a été question de repousser des nouveautés dangereuses, de découvrir, de refuter, & de confondre des erreurs, non seulement nos Rois, mais encore les Souverains Pontifes ont eu recours à ses lumières, & lui ont demandé son avis & ses services. Ajouterai-je encore, qu'elle a eu presque toujours les Députés, soit aux Conciles de la Nation, soit aux Conciles Généraux, comme ceux de Lion & de Constance, qui ont porté dans ces Assemblées le flambeau de la vérité, & donné pour le maintien de la foi, de nos justes droits, & de nos libertés, des exemples d'une fermeté signalée ?

Si dans ces derniers tems l'Eglise a eu besoin de zèles & de généreux défenseurs, de la foi orthodoxe, n'est-ce pas dans le sein de cette célèbre Université qu'elle

les a trouvés ? J'en appelle ici à la foi publique, & je demande qu'elle décide entre les Docteurs de la Faculté, & ceux qui osent les accuser d'hérésie & de schisme. Qui sont ceux qui méritent les justes reproches d'être tombés dans de profanes nouveautés de paroles, & d'enseigner une doctrine qui porte fausement le nom de science ? Qui sont ceux qui allient, J. C. avec Bélial, le fidèle avec l'infidèle, le temple de Dieu avec les idoles ? Qui sont ceux qui ont substitué à la charité, qui contient seule l'esprit de l'adoption des enfans, la crainte servile, par laquelle nous ne pouvons crier, mon Père, mon Père ? Qui sont ceux qui ont tellement exténué la grace de J. C. qu'elle demeure sans force, & s'évanouit entre leurs mains, sans qu'il en reste presque de traces ? Qui sont ceux qui ont renversé de fond en comble la discipline de l'Eglise, altéré & corrompu la morale de l'Evangile ?

Enfin le Recteur fit valoir l'attachement invariable de l'Université pour les maximes du Royaume & les Libertés de l'Eglise Gallicane, & rappela à cette occasion, le discours que fit M. de Harlai, lors qu'en qualité de Procureur Général il vint en 1682. exhorter l'Université à s'unir avec lui pour former un Appel au futur Concile, "moyen, dit M. le Recteur, également efficace & usité, ressource ordinaire du Parlement & de l'Université contre les injustes prétentions de la Cour de Rome.

Ce discours plein d'éloquence fut reçu avec des applaudissemens extraordinaires de la part de tous les membres de l'Université. Les Docteurs en Théologie, qui se trouvoient présents, & qui représentoient la Faculté, en firent sur le champ des remerciemens au Recteur. Cette même Faculté dans son Assemblée ordinaire du 1. de Juillet, lui députa trois Docteurs pour lui donner un plus ample témoignage de sa reconnaissance. Le 23. Juin, lendemain du jour que le Discours avoit été prononcé, la Faculté des Arts sur la requisition de M.

Pourchot syndic, ordonna que ce Discours fut inferé dans les Registres, en donnant en même tems des éloges singuliers au Discours & à l'Auteur. Il en échapa bientôt des copies dans le public. Il fut d'abord traduit en François, & imprimé sans l'aveu ni du Recteur ni de l'Université. Il ne laissa pas en cette forme d'être envoyé, on ne sait par qui, dans la plupart des provinces, où il faisoit voir quelles étoient les dispositions de l'Université de Paris, par rapport à l'affaire de la Constitution.

M. l'Archevêque de Reims attaqua ce discours & en parla d'une manière également vive & méprisante, dans son Mandement du 5. Octobre suivant. M. Pourchot, en qualité de syndic, en porta ses plaintes le 14. Novembre à l'Assemblée des Députés de l'Université, qui fut extraordinairement convoquée pour cette affaire. Il refusa les endroits du Mandement, qui regardoient le Discours. Il remarqua que ce Discours, étant devenu par l'approbation de tous les Ordres de l'Université, un acte public de cet illustre Corps; on le depouilloit dans le Mandement de la grande autorité qu'il avoit acquise par cette approbation, & qu'on le vouloit faire passer pour un Discours d'un simple particulier de l'Université: Qu'on y dégradait aussi indignement & sans pudeur l'Auteur du Discours, en supprimant sa qualité de Recteur, & en attribuant le Discours à un *Ecclesiastique* de nulle autorité. Il releva, comme une maxime très dangereuse, ce que disoit le Mandement touchant les Pais d'Inquisition: „ Malgré la coutume ancienne & générale de l'Eglise, dit M. le Syndic, on nous vient debiter comme une bonne pratique, que les Decrets dogmatiques se publient en Espagne & en Portugal, sans que les Evêques y aient d'autre part que d'en être spectateurs. On ignore avec quelle solemnité, & quelle union il convient que les Evêques fassent leurs Mandemens, après avoir consulté leur clergé. Car que doivent enseigner les Evêques, sinon ce qui a été cru de tout tems dans les Eglises qu'ils gouvernent par l'assistance

du S. Esprit? Or comment peuvent-ils le mieux connoître, qu'en consultant leur Clergé, & en ne proposant que ce qu'il approuve?

M. le Syndic fit observer une note injurieuse qui se trouvoit en marge du Mandement: *Quoniam adversus ipsam Sedem Apostolicam latravit.* Ce qui veut dire: *Parce qu'il a abboyé contre le Siège Apostolique.* Par la manière dont cette note étoit placée, cela ne pouvoit tomber que sur le Recteur & son Discours, ou sur la Faculté de Théologie de Paris & ses Decrets. Il dit que l'un & l'autre étoit également calomnieux. Il parle encore de l'acceptation de la Constitution; & pour répondre à M. l'Archevêque de Reims, qui avoit traité d'*audace criminelle*, ce que le Recteur en avoit dit, il s'exprime en ces termes: „ Il me suffit présentement de remarquer, que tout ce que M. le Recteur a dit de la manière dont la Constitution a été reçue „ jusqu'à présent, & de ce qui s'est passé à ce sujet, est constant par le témoignage „ de plusieurs Evêques, & le consentement „ des fidèles. Premièrement: ce que M. le Recteur a dit, que cette Constitution „ n'étoit point acceptée généralement par „ l'Eglise, c'est un fait, qui se trouve „ pleinement autorisé par plusieurs Arrêts du Parlement de Paris, & par ceux „ des autres Cours souveraines du Royaume.

Enfin, M. le Syndic requit, que ses plaintes & ses remontrances fussent insérées dans les Registres de l'Université, & que le Discours du Recteur fut imprimé & publié au nom de l'Université. L'Assemblée ordonna l'impression du Discours, & l'enregistrement des Remontrances, conformément à la requisiion; & elle ajouta que la requisiion & les remontrances seroient aussi imprimées. On peut dire, sur tout si on laisse à part quelques Mandemens des Evêques opposans, que ce fut là le premier Acte bien formellement contraire à la Constitution qui parut imprimé sous le sceau de l'autorité publique.

M. l'Archevêque de Reims ne manqua

païs de s'élever de nouveau contre les Actes en premier lieu de M. le Roux dont il de l'Université. Il rendit de le Discours expola la doctrine sur l'amour des Sciences du Recteur, & le Decret qui en avoit été donné l'inspiration, avec la lecture des Cures. Il rapporta la manière dont il rendit le Discours, & les encoûpava avoir été retranché de la besogne de Theodorus une même condamnation, qui est l'opinion, & se proposa d'examiner si on en feroit autant par rapport à la Faculté des Arts. Le Recteur proposa après cela quelques questions qui étoient élevées au sein même de Sulpice, sur la négligence avec laquelle ils s'appliquoient aux leçons de Philosophie, que l'on donnoit dans l'Université. On remédia à cet abus par le Decret qui intervint.

Pendant la tenue de l'Assemblée un Ecclésiastique de l'Université de Caen se présenta pour demander que le Cours de Philosophie qui il avoit fait dans cette Université, lui fût compté pour une année d'étude dans celle de Paris. L'Université de Caen est un nombre de celles qui sont associées à l'Université de Paris; ainsi l'Ecclésiastique ne demandoit rien qui ne fût sur l'usage ordinaire; aussi lui accorda-t-on la demande; mais l'on ajouta, qu'on ne faisoit en considération de ce que l'Université de Caen, qui s'étoit rendue suspecte depuis un certain tems, sur ses sentimens par rapport à la morale, à la discipline de l'Eglise & aux Loix du Royaume, avoit commencé depuis peu à faire connaître les abus, qu'elle avoit intention de suivre en travaillant dans ses Registres les IV. Articles du Clergé, à quoi s'étoient portées sur tout la Faculté des Arts, & celles de Droit & de Médecine.

Ce dernier article nous conduira à ce qui concerne l'Université de Caen. Trois semaines après ce que nous venons de voir, qui s'étoit passé dans celle de Paris, l'Université de Caen fit le Decret important, dont nous avons rapporté le contenu au §. L. Elle déclara qu'elle ne reconnoissoit point l'infailibilité du Pape, qu'elle adoptoit la Censure, & la Déclaration de la Faculté de Théologie de Paris dans l'affaire du sieur le Roux touchant l'obligation d'aimer Dieu, & qu'elle ne regardoit point

la Constitution *Unigenitus* comme règle de foi, attendant à ce sujet la décision de l'Eglise.

Ce Decret fut formé le 9. Janvier 1717. & le 15. Janvier suivant, des Docteurs en Théologie firent au nom de leur Faculté un Decret contraire à celui de l'Université, qu'ils signèrent au nombre de neuf. Ils envoient apparemment ce dernier Decret à diverses Facultés de Théologie. M. Viany Doyen & Syndic de la Faculté de Théologie d'Aix, en reçut une copie, qui lui avoit été adressée par M. le Normand Doien de la Faculté de Théologie de Caen. M. le Doien de la Faculté d'Aix, répondit à M. le Doien de la Faculté de Caen, par une lettre en date du 14. Février, que l'on trouve imprimée dans le *cri de la foi*. Il y compare le Decret de l'Université avec celui des neuf Docteurs, & trouve dans le premier de grands avantages sur le second, tant pour le fond que pour la forme. Les neuf Docteurs avoient trouvé mauvais que les Facultés de Droit, de Médecine & des Arts eussent pris part au Decret du 9. Janvier, attendu qu'il s'agissoit dans ce Decret de questions très importantes de Théologie & de Religion. M. le Doien d'Aix oppose à ces Docteurs à eux-mêmes; car ils soutenoient un Decret de 1714. fait en faveur de la Constitution, où il ne pouvoit pas se faire que les membres des Facultés de Droit, de Médecine & des Arts n'eussent donné leurs suffrages. 2. "On voit communement, poursuit la lettre, que la Constitution a été présentée non seulement à des Théologiens, mais encore à des Communautés de Filles, qui ont décerné là dessus pour ce qui les regarde en général & en particulier. 3. "L'Apôtre S. Pierre parlant à tous les Chrétiens indifféremment, leur dit: *Soiez tous jours prêts de répondre pour votre défense à tous ceux qui vous demanderont raison de l'espérance que vous avez; soit-elle avec douceur & avec retenue.* 4. Il y a dans la Constitution des points & des questions qui sont bien plus de la compétence des Docteurs en Droits civil & Canonique, que des simples Théologiens, qui même

les consultent tous les jours sur pareilles matières.

"Mais, continue M. le Doien, j'ai des remarques bien plus importantes à faire sur le Decret de votre Faculté. D'où vient, je vous prie, qu'elle n'a prononcé ni sur l'Infaillibilité du Pape, ni sur la doctrine de l'amour de Dieu, ni sur les Theses qui s'étoient expliquées là dessus? Il s'agissoit de ces deux points de doctrine dans le Decret de votre Université. Il importoit extrêmement de les déterminer à l'occasion de ces Theses & de leurs censures. D'ailleurs chaque Theologien sur tout doit savoir de quelle maniere on doit recevoir les Bulles & les Constitutions des Papes, qui nous viennent de Rome tous les jours. La doctrine de l'amour de Dieu est le premier & le grand commandement, d'où dépend l'intelligence & la pratique de la loi & des Prophetes, comme dit notre divin Législateur. Au reste, un Professeur en Théologie ne peut ignorer ces principes, sans s'égarer; ni les dissimuler, sans engager les autres dans l'égarement. Il doit plus que les simples fidèles, rendre raison de sa foi, selon que le prescrit S. Pierre. Vos Ecoles particulièrement vous la demandent en quelque sorte. Et pour quoi viroient-ils dans vos Ecoles? Je ne crains pas de le dire: votre Faculté a manqué à son devoir, lorsqu'elle a affecté dans son Decret, de ne pas s'expliquer sur ces deux points, qui sont les fondemens de toute la doctrine & de toute la discipline de l'Eglise. Elle a donc prévariqué, quels que puissent être ses sentimens là dessus. Si ses sentimens sont les véritables, pourquoi ne point rendre à la vérité le témoignage que les Professeurs en Théologie sur tout, lui doivent tous les jours, & que votre Faculté lui devoit singulièrement en cette occasion, puisqu'elle ces deux points capitaux étoient contenus dans le Decret de l'Université qu'elle prétend annuler? Que si ces sentimens sont erronés, que ne revient-elle de ses erreurs? Mais enfin, pourquoy donner lieu de croire par son silence, qu'elle est là dessus dans les plus

grands égaremens d'esprit & de cœur. En fait-il davantage pour la convalescence, qu'elle hâie la funéraire sur cela; puis qu'elle s'enveloppe dans les ténèbres d'une silence affecté; & qu'elle sent même que sa doctrine n'est pas celle de l'Eglise, non plus que du Clergé de France sur ce sujet; . . . Je n'ai eu en mon particulier nul intérêt à vous faire très humblement, & charitablement cette remontrance; mais, que je suis bien éloigné de croire, que des sentimens erronés, & souvent condamnés par les Assemblées Ecclesiastiques, puissent jamais prévaloir dans l'Eglise de J. C. Qu'on ne se flatte point, on n'enseignera jamais de telles doctrines qu'à l'oreille des ignorans, & de ceux qui ne savent pas leur catéchisme. Les personnes pieuses & éclairées ne les écouteront jamais; les Docteurs fidèles à leur devoir & bien instruits, en ce qui regarde le Royaume du Ciel, ne cesseront point de les combattre; & les Puissances Ecclesiastiques & Seculières ne permettront pas qu'elles se fassent entendre impunément sur les toits.

Cependant je n'ai garde de croire, non pas même de penser, que tous vos Theologiens aient eu part à ce Décret. Aussi n'y voit-on la souscription que de neuf, qui n'ont prévalu apparemment que parce que ceux qui n'étoient point sur les lieux, n'ont pu assister à votre Assemblée, n'étant pas probable que votre Faculté soit si peu nombreuse. Outre que je remarque que M. Reynaud Recteur de l'Université, & qui est Docteur en Théologie, n'a pas signé votre Décret, où je ne vois le sceing que d'un Professeur. . . . Enfin, je vous dois bien savoir, M. comment est-ce que par votre Décret qui reçoit purement & simplement la Constitution, votre Faculté ne blesse pas le respect qu'elle doit à l'Assemblée des XL. Prelats, & aux Mandemens de presque tous les Evêques de France, qui ont expliqué la Constitution; à tous les Parlemens du Royaume, qui ne l'ont reçue qu'avec des modifications; au Roi, qui ne les a point désapprouvés; aux Commissaires des deux Partis actuel-

lement assemblés pour se rapprocher les uns des autres. De là M. le Docteur prend occasion d'aconsiller les neuf Docteurs d'avoir pris un parti singulier & opposé à celui qui avoit été suivi par ceux qui n'y avoit de plus élevés de plus clairvoyans, & de plus respectables dans l'Eglise & dans l'Ecar.

M. Vianzy, auteur de cette Lettre, est un vieillard respectable, âgé de plus de quatre vingts ans. Il a été autrefois de la Congrégation de l'Oratoire, & est aujourd'hui dans l'Ordre de Malthe. Il est Prieur du Prieuré de S. Jean d'Aix, de ce même Ordre, & Commandeur de Baïonne.

Avant que de quitter ce qui regarde l'Université de Caen, nous dirons qu'il y avoit une affaire commencée dès lors qui a eu de longues suites. Elle regarde M. Fauvel Professeur en Philosophie dans le College de Coutance, & Bachelier en Théologie de l'Université de Caen; à qui son attachement aux IV. Articles du Clergé de France, attira diverses traverses, soit de la part des Docteurs Ultramontains, soit de la part de M. l'Evêque de Coutance.

A l'égard de l'Université d'Aix, outre la lettre de M. Vianzy dont nous venons de parler, voici ce que nous trouvons dans une Lettre écrite de Paris le 3. Août 1716. par une personne très instruite. L'Université d'Aix n'a point reçu la Constitution; l'Archevêque ne la leur ayant envoyée que depuis la mort du Roi, parce qu'il n'avoit presque toujours séjourné à Paris. Ils ont écrit à la Cour; & sur deux lettres on leur a fait défense de parler pour ou contre. Ils ont inscrit dans leurs Registres leur Lettre & la Réponse.

C'est que nous allons rapporter concernant la Faculté de Théologie de Poitiers, arriva au sujet de M. Albert Docteur de cette Faculté, dont nous avons parlé ci-dessus §. XLII. Il avoit prononcé le 19. Novembre 1714. un discours, que les Jésuites trouvèrent peu favorable à la Constitution. Ils firent exiler & le Syndic de la Faculté de Théologie, qui avoit laissé passer le Discours; & M. Albert qui l'avoit prononcé. La Faculté eut elle-même la facilité de cen-

lurer le Discours; ce qu'alloit par un Decret du 16. Decembre de la même année.

M. Albert & le Syndic furent rappelés, en même tems que les autres docteurs. Dans l'Assemblée ordinaire qui se tint le 1. Decembre 1716, la Faculté accorda à M. Albert la permission de s'expliquer sur le sujet de son Discours de 1714: il le fit par un nouveau Discours latin qui commence par ces mots: "La vérité peut être combattue, Messieurs, mais l'erreur n'en triomphera jamais." Certains âges peuvent quelques-fois suspendre l'influence de la lumière, mais lorsqu'ils viennent à se dissiper, elle n'en brille qu'avec plus d'éclat. Il passa ensuite au Decret dont il s'agissoit, & appuyant sur la difficulté des tems, il attribua à cette cause ce qu'il pouvoit y avoir de disadvantageux dans ce Decret, & il attribua à la gentiosité de ses Juges, les ménagemens dont ils avoient usé dans un tems, dit-il, où "reconnoître mon innocence n'eût été se rendre coupable, se conserver pour soi-même, jusqu'à se rompre la mémoire du courageux, pressé que vous êtes de me charger d'une accusation, qui alors ne pouvoit espérer de grace. Aussi dans le public vous m'avez toujours rendu cette justice, de regarder la censure sur la quelle vous allez prononcer, moins comme un jugement émané d'un tribunal, & qui il faut pour moi de s'expliquer avec liberté, que comme l'ouvrage de ces tems devenus si difficiles, que la langue & la bouche ne pouvoient sans témérité se prêter aux sentimens du courage. Je dirai plus, on y a été dans l'étonnement au bruit d'une fermeté si digne de votre zèle; & peut-être, que de toutes les Facultés de ce vaste Royaume, la vôtre est la seule qui ait la gloire d'avoir gardé le silence dans ces conjonctures, où l'on ne pouvoit sans crime se dispenser de parler. La Faculté de Poitiers n'étoit pas la seule qui n'eût pas parlé en faveur de la Constitution; mais ce trait fait voir l'impression que faisoient sur les esprits, les discours des Jésuites, qui ne cessent de publier que la Constitution étoit reçue par tout." Qu'il me soit donc permis, M.M.

continuer, M. Albert, de vous représenter, que si d'un côté ce glorieux silence vous a mérité tant d'éloges & d'admiration, même de plusieurs Universités; de l'autre, il ne vous a pas moins glorifiés d'attribuer à la difficulté des tems, les degrés qu'il y a eu de vous arracher des mains, & que si certain d'ici-jamais, en cela vous ne ferez qu'imiter l'exemple des Corps les plus augustes de ce Royaume; & si vous parlez avec eux l'estime & la vénération de tous les peuples, & de tous les rois.

M. Albert fit voir après cela l'interêt qu'il avoit de se justifier par rapport à la Censure portée contre son discours, parce qu'elle donnoit lieu à ses partisans de rendre la foi suspecte; & il conclut en demandant que si dans l'examen que l'on avoit fait de les propositions, il s'en étoit trouvé quelque une que l'on jugeroit digne de censure, on voulut bien en faire l'extrait, & la qualifier dans les formes, afin qu'il put lui-même souscrire à une si juste condamnation. "Que si au contraire, ajouta-t-il, il n'en est aucune qui attaque la discipline de l'Eglise, les regles des mœurs, ou la foi, vous ne balancerez pas, M.M., à rendre en même tems justice & à la vérité & à l'innocence, sur quoi l'on n'a rien à dire."

Dans la même Assemblée, la Faculté rendit le Decret suivant par lequel M. Albert est entièrement justifié.

Die 1. mensis decembris, Anno 1716. habitum est collegium Magistrorum in scholis Opportunitatis. In eo cum D. Petrus Albert Ecclesie parochialis Resurrectionis, Rector & sacra Theologia Doctor, Magistri congregatis exposuisset, se non potuisse hactenus aperire mentem super his, quae in suis prelectionibus Theologicis die 19. novembris anni Domini 1714. in scholis Opportunitatis habitis dixerat, ex quibus quaedam multis visa fuerant captiosa, & etiam in Facultate improbatia ut incaute & minus sobrie dicta, ut patet ex Decreto die 16. decembris 1714. dato. D. Gilbon Decanus nomine totius Facultatis dictum D. Albert cogavit, ut satisficeret omnibus, quae summi intensisset circa ea, quae multis visa fuerant captiosa.

me, que l'on se pense qu'il ait voulu donner la moindre atteinte à la doctrine de S. Thomas, & au sentiment de la prédestination gratuite & de la grace efficace par elle-même, aux prérogatives & aux préminences qui relèvent la nouvelle Alliance au dessus de l'Ancienne, par rapport à la justification, au mérite de la foi, que le S. Concile de Trente appelle le commencement du salut, & la nécessité de la foi dans le Mediateur, qui a pu être plus ou moins développés selon le caractère des temps, mais qui n'ont jamais été essentielles au salut, au premier & indispensable précepte de l'amour de Dieu, & à la doctrine qui en établit la nécessité pour changer le cœur des pécheurs, aux règles & à la pratique de l'Eglise sur le sacrement du Baptême, & l'Excommuniement présentés dans le Rituel Romain & dans les Auteurs de S. Charles, & l'usage de l'Eglise de France touchant la lecture de l'Ecriture sainte, & la doctrine commune des Théologiens & des Canonistes sur les censures, & aux principes enseignés par le Pape Innocent III, sur cette matière, au devoir indispensable des Rois envers leurs Souverains, & non plus qu'à la liberté des Ecoles, aux expressions des Pères entendues selon leurs véritables sens, qu'ils ont donnés eux-mêmes, & qui leur ont été données par les Docteurs Catholiques, & aux droits que l'E. a attachés à l'Episcopat.

Ainsi par un saint concort du Pape & des Evêques, que Dieu a établis pour instruire les peuples, & pour faire passer jusqu'à la fin des siècles par le canal de la Tradition les vérités qu'il a révélées à son Eglise, le Pape & les Evêques conspirent également à la conservation de la vérité dans les points essentiels, de la liberté dans les opinions encore douteuses, & de la charité dans les uns & dans les autres.

Vous savez, M. T. C. F. que, soit que les Evêques aient porté les premiers leur jugement sur les matières de la foi, soit qu'ils aient jugé avec le Pape ou après le Pape, comme nous l'en avons le droit par

notre sacré caractère, cette union si sainte & si respectable, que produit une condamnation uniforme, a été regardée dans tous les temps, comme le moyen le plus assuré de repousser l'erreur, & d'en empêcher le progrès.

N'écoutez donc point après cela des esprits inquiets & ennemis de la paix, qui voudroient vous troubler par des questions dangereuses sur le sens le plus propre & le plus naturel du livre des Reflexions & des 101. propositions, questions qui seroient d'autant plus téméraires & condamnables que dans le temps présent, elles n'ont plus même de prétexte, & d'excuse, puisque le sens dans lequel les propositions ont été condamnées, étant une fois expliqué, par l'autorité des Auteurs, on ne peut plus alléguer pour justifier ces sortes de disputes, ni l'obscurité, ni l'équivoque des expressions.

C'est dans toutes ces vues & ces dispositions, qu'après vous avoir appris comment vous devez entendre la Constitution *Unigenitus*, & par notre instruction du..., & par l'exposition de la doctrine, que tant d'illustres Prélats ont adressée à son Altesse Royale, il ne nous reste plus que de donner, comme nous l'avons toujours désiré, des marques de notre respect & de notre soumission pour le chef de l'Eglise, en joignant notre jugement à celui de sa Sainteté. J'attache mon nom au bas de la

A ces causes, le saint nom de Dieu invoqué, nous acceptons avec le respect & la soumission due au Chef de l'Eglise la dite Constitution, & renouvellons la condamnation que nous avons déjà faite du livre intitulé, *Reflexions* &c. Et en conséquence, condamnons les 101. propositions censurées par la dite Bulle, dans le sens que nous avons expliqué, qui est contenu dans la lettre écrite à S. A. R. par plusieurs Cardinaux, Archevêques & Evêques de ce Royaume, & que nous devons croire que N. S. P. le Pape a eu en vue dans la Constitution; Renouvellons aussi la condamnation &c. Et en conséquence voulant

prévenir tous les abus que l'on pourroit faire des 101. propositions condamnées par la Bulle, soit pour renouveller, soit pour favoriser directement ou indirectement les erreurs que nous avons expliquées dans notre Instruction du..... & dans l'exposition de doctrine que plusieurs Cardinaux & Prélats ont remise entre les mains de S. A. R. Nous condamnons les 101. propositions censurées par la Constitution *Unigenitus*, avec les mêmes qualifications prononcées respectivement par la Sainteté, de la manière que nous avons expliqué dans notre dite Instruction, & qui est aussi contenue dans la lettre écrite à S. A. R. &c. Renouvellons aussi la condamnation des erreurs expliquées dans notre Instruction du..... & dans l'exposition de doctrine que plusieurs Prélats ont remise entre les mains de S. A. R. Condamnons les 101. propositions selon le sens que nous avons exprimé ci-dessus. Défendons sous les peines de droit, de se servir de la condamnation des dites propositions, pour donner atteinte aux vérités que nous avons expliquées.

Enjoignons à tous les fidèles de notre Diocèse de l'un & de l'autre sexe, par l'autorité que Jésus-Christ nous a confiée; & s'il nous est permis de le dire, nous les conjurons par l'affection singulière qu'ils nous ont témoignée jusqu'ici, & qui demeurera éternellement gravée dans notre cœur, de conserver l'union & la paix qui doit être entre les disciples de J. C.

Renouvellons les défenses que nous avons déjà faites de cette accusation vague & odieuse de Janféisme, s'il n'est constant par voie légale, qu'on ait enseigné de vive voix ou par écrit quelques-unes des cinq propositions condamnées, ainsi qu'il est ordonné par le Bref d'Innocent XII. aux Evêques de Flandres.

Défendons sous les peines de droit de lire & de garder tant le dit livre des *Réflexions* &c. que les libelles qui ont paru ou qui pourroient paroître, soit pour la défense du dit livre, soit pour donner aux propositions des interprétations contraires à celles

qui sont renfermées dans notre précédente instruction; & dans la lettre que les Prélats ont écrite à S. A. R. Leur ordonnons d'en remettre les exemplaires au Greffe de notre Officialité.

Declarons que nous procéderons par les voies de droit contre les Contrevenans; Ordonnons que la dite Constitution *Unigenitus*, ensemble notre Instruction du..... la Lettre des Cardinaux, Archevêques & Evêques écrite à S. A. R. & notre présent Mandement soient enregistrés dans notre Officialité, afin que l'on s'y conforme dans les Jugemens Ecclésiastiques; & que le tout soit lu, publié & affiché par tout où besoin sera.

Dans ce projet, que nous appelons le *Projet de 1717*, on dit que les troubles se sont excités au sujet de la Constitution.

Dans celui de 1714. on dit que c'est à l'occasion des 101. propositions condamnées; & des divers sens qu'on leur attache.

Dans le projet de 1715. que nous ne donnons point, on disoit que les troubles s'étoient élevés à l'occasion du Livre des *Réflexions morales* que le Pape avoit condamné.

Dans le projet de 1715. on parloit de l'abus que l'on pouvoit faire; & que l'on faisoit tous les jours de la Constitution pour soutenir des opinions fausses & dangereuses sous le nom vénérable du S. Siège. Cela ne se trouve pas dans les deux autres projets.

Dans le projet de 1714. M. le Cardinal de Noailles, en donnant ses explications, se contentoit de dire qu'il avoit pris conseil d'un grand nombre de Prélats, qui avoient approuvé ses explications. Il ne disoit point, ni que le Pape en eût eu connaissance, ni qu'il les eût approuvées. Il marquoit au contraire qu'il avoit formé le dessein de recourir au Pape; mais que des obstacles sur lesquels il ne pouvoit qu'adorer l'ordre de la Providence, l'avoient mis hors d'état d'obtenir des éclaircisse-

ment, que tant de raisons lui faisoient désirer. En 1715, on lui faisoit dire ces paroles, après avoir parlé du recours au Pape: «Si nos vœux n'ont pas été exaucés, dans toute leur étendue, & si le Pape n'a pas jugé à propos de déterminer précisément le sens de chaque proposition par des explications détaillées, nous ayons au moins la consolation de pouvoir vous assurer, que la Sainteté a daigné en dire assez pour calmer les troubles des consciences, & pour faire connoître que les fausses interprétations données à la Constitution sont entièrement opposées à sa propre pensée & à l'esprit de la Bulle, & pour conserver la paix des Ecoles Catholiques. Nous pouvons donc vous assurer, M. T. C. F. avec une entière certitude, que le Souverain Pontife n'a condamné par la Constitution, que l'erreur, ou ce qui pouvoit contribuer à l'insinuer, & qu'il a regardé comme un soupçon injurieux au S. Siège & à lui-même, que l'on ait pu penser qu'il ait voulu donner la moindre atteinte à &c.

Les Articles auxquels on disoit que le Pape n'avoit pas voulu donner atteinte, sont mot à mot les mêmes que l'on vint de lire dans le projet de 1717. Il y a seulement deux endroits différens.

Dans le projet de 1715, après avoir dit que le Concile de Trente appelle la foi le commencement du salut, qu'il ajoute, la racine & le fondement de toute justification. Ces derniers mots sont retranchés dans le projet de 1717. Secondement, dans le projet de 1715, en parlant des expressions des Peres on disoit, entendues & expliquées selon leur véritable esprit; ce qui est très vague; au lieu que dans le projet de 1717, on dit, entendues selon leurs véritables sens, qu'ils en ont donné eux-mêmes, & que leur ont été données par les Docteurs Catholiques. Dans le projet de 1717, on soutient que la Bulle n'a condamné que des erreurs, déjà proscrites par l'Eglise. Cela n'est pas dans le projet de 1715, & s'accorde mal avec le texte de la Bulle, qui parle d'erreurs nouvelles & nouvellement

condamnées. La lettre des Cardinaux à M. le Cardinal de Noailles, & le Bref aux Evêques de France du mois de Novembre 1716, établissent la même chose. Dans le projet de 1715, les explications de M. le Cardinal de Noailles venoient après cette déclaration des sentimens du Pape.

Dans le projet de 1717, M. le Cardinal de Noailles cite deux pièces, qui ne subsistoient non plus qu'en projet, savoir la lettre des Cardinaux, Archevêques & Evêques. C'est celle dont nous avons parlé M. le Cardinal de Rohan (ci-dessus §. LXXV.) elle avoit contenu les VIII. Articles de doctrine: la seconde pièce étoit l'Instruction pastorale de M. le Cardinal de Noailles, qui auroit contenu son précis de doctrine. Et ce précis de doctrine, conforme aux VIII. Articles, auroit servi d'explication à la Constitution.

Dans les trois projets, on parle du droit des Evêques de juger des questions de doctrine. Le projet de 1715, en parloit à peu près dans les mêmes termes que celui de 1717.

La relation de l'acceptation aux explications étoit moins fortement marquée dans le prononcé du projet de 1715, qu'elle ne l'est en celui de 1717, & même en celui de 1714. Voici ce prononcé de 1715.

«A CES CAUSES le saint nom de Dieu invoqué, nous acceptons avec le respect & la soumission due au Chef de l'Eglise, la dite Constitution; Nous condamnons avec la Sainteté le livre intitulé, *Reflexions* &c. & les 101. propositions insérées dans la dite Constitution, avec les mêmes qualifications prononcées respectivement & dans le même esprit que la Sainteté les a condamnées. Il y avoit après cela, une défense qui enveloppoit deux membres; l'un, de parler sur les 101. propositions autrement qu'il n'est marqué dans la Constitution; l'autre d'y donner des interprétations contraires aux explications.

On défendoit aussi de dire que la Constitution donnât atteinte à tous ces points de doctrine qu'on avoit spécifiés, & auxquels on avoit dit, que le Pape n'avoit point prétendu donner atteinte. On défendoit la lecture des livres faits ou à faire en faveur du Livre des Réflexions morales; & on ordonnoit que la Constitution & le Mandement seroient lus aux prêtres, & dans les Communautés. Ce dernier Article ne se trouve pas dans le projet de 1717. On y trouve au contraire une défense de former en l'air des accusations de Jansenisme, qui n'étoit pas dans le projet de 1715.

Après avoir mis sous les yeux les traits les plus importants du projet de 1717. nous allons donner les remarques que tirent sur ce projet MM. de Mispœux, de Senez, de Montpellier & de Boulogne.

REMARQUES sur la forme d'acceptation.

La première remarque & la plus nécessaire, est qu'il faut convenir, 1. de la doctrine; & que si l'on entame quelque négociation que ce puisse être, sur l'acceptation, on ne reviendra plus à tâcher de convenir sur la doctrine. Or le fondement de la réunion des Evêques c'est la doctrine. Ainsi il est absolument nécessaire d'avoir entièrement fini ce point là, avant de commencer à traiter de l'autre.

Une 2. raison de commencer par convenir de la doctrine, c'est que le projet d'acceptation qu'on nous a donné à examiner, commence par dire qu'il n'y a point de division entre les Pasteurs sur les matières de la foi. Il faut donc avoir fait cesser auparavant toute apparence de division entre les Prélats.

Une 3. raison, c'est que le projet d'acceptation renferme le précis des vérités & des erreurs, comme un des fondemens de l'acceptation. Il faut donc en être convenu auparavant, aussi bien que de la Lettre à S. A. R.

Une 4. raison, c'est qu'en effet les Prélats ne sont pas d'accord sur la doctrine. M. l'Archevêque de Reims soutient dans sa Lettre, que la Faculté de Théologie de Pa-

ris profcrit des opinions directement opposées à la Bulle; ce qu'il dit à l'occasion de la condamnation du sieur le Roux, qui n'a été condamné que pour soutenir une doctrine que l'Eglise de France a condamnée dans l'Assemblée de 1700. Il faut que le Précis des vérités & des erreurs soit signé par tous les Prélats qui sont à Paris, avant que l'on négocie sur l'acceptation.

On assure sans preuve tout ce que l'on dit du Pape: & il n'y a point de monument qui reste de ses paroles. La plupart de ces généralités ne prouvent rien en matière de doctrine: il faut spécifier en détail: par exemple, quand on dit, *aux devoirs indispensables des Souverains*, parceque les Ultramontains conviennent que les sujets ne peuvent se dispenser de rendre des devoirs à leurs Souverains: par exemple encore, & *aux droits que ? C. a attachés à l'Episcopat*. 1. On ne dit pas si c'est immédiatement ou dépendamment de l'autorité du Pape, 2. Il y a tant de droits attachez à l'Episcopat, qu'on ne fait desquels il est parlé ici.

En général, il paroît qu'il y a une contradiction entre le véritable sens de la Bulle, & les explications qu'on en donne ici.

Par un saint concert. Il semble que ce soit une dérision dans le tems que le Pape envoie des Brefs terribles contre les Evêques; le moins qu'on peut dire, c'est que cet endroit n'est pas sérieux.

Il n'est pas indifférent au droit de juger qu'ont les Evêques, que ce soit avant ou après le Pape. Les Evêques sont proprement les premiers juges; & les causes ne doivent aller au Pape, que par appel; ce qui a été violé en cette occasion.

N'écoutez donc point &c. Tout cet endroit est une attribution formelle au livre des Réflexions, & une injustice contre l'Auteur, qui ferme la bouche à tous ceux qui voudroient le défendre.

On demande comment on peut tellement déterminer le sens d'une proposition de l'Ecriture & des Peres à un mauvais sens, qu'on ne puisse pas lui en donner un autre. C'est pourtant ce que l'on fait ici.

Difin

1. *Je ne puis m'empêcher d'observer que ce projet de déclaration de l'Évêque de Meaux, & de très belles & de très savantes apologies du P. Quesnel.*

Il n'y a point dans tout ce projet de relation expresse; le mot de *relativement* n'est nulle part; & cependant il le faut absolument, autrement c'est accepter purement & simplement ce qui seroit faire pis que les XL. Prélats. Le projet de M. l'Evêque d'Arras * est moins mauvais. Nous déclarons que c'est uniquement en conformité des explications ci-dessus marquées. Cependant ce mot de *relativement* y doit être absolument.

Au surplus, c'est bien inutilement que les Prélats qui se sont assemblés chez M. l'Evêque de Boulogne, ont fait des remarques, puisqu'ils sont relolus de ne point accepter la Constitution. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait pour satisfaire à ce que M. le Cardinal de Noailles a exigé d'eux.

Nous voudrions pouvoir joindre ici les Remarques que firent ces mêmes Evêques sur le Corps ou Précis de doctrine qui devoit servir d'explication à la Constitution, & faire le fond de l'Instruction Pastorale de M. le Cardinal de Noailles. Mais cette pièce est devenue invisible, on ne fait par quel malheur. Nous allons y suppléer en quelque sorte, en donnant la pièce suivante, qui fut pareillement dressée par les IV. Evêques en Décembre, Janvier & Février. Les Reflexions dont ils parlent, sont celles de M. le Cardinal de Noailles, qui leur furent communiquées en même tems que la Lettre de M. le Cardinal de Rohan; & cette Lettre est le projet dont nous avons si souvent parlé, qui contenoit les VIII. articles qui devoient être semblables au Précis de doctrine de M. le Cardinal de Noailles. Si l'on vouloit savoir, quoi se raportoit précisé-

* C'est apparemment le projet qui avoit été dressé au bureau de M. l'Evêque d'Arras, & qui fut produit à la Conférence du vendredi 11. décembre, comme nous l'a raconté M. de Mirepoix.

ment chaque *article*, il faudroit avoir la Lettre de M. le Cardinal de Rohan avec les VIII. articles; mais au défaut de ces pièces, on peut se servir du *Précis de doctrine*, qui a été imprimé avec des notes au mois de Juillet 1718. Il sera aisé de voir, par la comparaison de ce Précis, sur quoi tomboient les remarques.

REMARQUES sur la Lettre de M. le Cardinal de Rohan à M. le Duc d'Orléans.

Si les Messieurs cherchent à le justifier, il faudra que nous les combattons; ce n'est pas le moyen de s'accorder.

On ne fait sur qui tombe le mot de *Novateur*, il ne convient pas de s'en servir.

Vouloir justifier l'Instruction Pastorale, c'est rejeter tout accommodement. On allégué le rapport de M. le Cardinal de Rohan, qu'on ne rapporte pas, & que personne n'a vu.

On prend condamner les propositions, de la manière, & avec les mêmes qualifications que le Pape les a condamnées. Cependant le Pape & le Parlement ne s'apropriaient être d'accord sur la proposition de l'excommunication; il faut que les Evêques choisissent.

On ne connoit point d'heresie qui s'appelle Rigorisme. L'abregé des erreurs est très capricieux & très mal exprimé, pour ne pas dire ridicule. Ce qui est dit dans les Reflexions sur cet abregé, n'est pas capable de faire changer de sentiment, ni il faut ou le changer, ou l'ôter entièrement.

Que les grâces extérieures séparées de cette grace ne servent que pour endurcir. Les grâces extérieures sont connues, la loi, les preceptes, les exhortations, les afflictions &c. dont la loi est la principale. Elles n'endurcissent que par accident, mais il est certain qu'elles rendent plus coupables ceux qui n'en profitent pas. Ils en sont plus ingrats, & ils n'en sauroient profiter que par les grâces intérieures. Cette doctrine est en propres termes de S. Fulgence.

La Copération du libre arbitre exerce

de toute nécessité véritable ou relative. Il est absolument nécessaire de s'en tenir aux termes de la Bulle d'Innocent X. Le mot de *Relative* favorise manifestement l'équilibre; il faut bien se garder de consentir de consacrer de nouveaux mots, qui pourroient servir à introduire de nouveaux dogmes.

Sur la manière de traduire la V. proposition condamnée par Innocent X.

Tout ce qui est dit sur cela dans les *Réflexions*, ne doit point faire changer de sentiment, & retombe dans les mêmes inconvénients. Il faut s'en tenir à la version des Prelats de l'Assemblée de 1656.

Qui voudroient réduire la volonté de Dieu pour le salut des hommes à la volonté absolue. Cette expression est très défectueuse, pour ne pas dire captieuse. M. le Cardinal de Noailles a remarqué, que la volonté, par laquelle Dieu veut le salut de tous les hommes, est une volonté de signe. Les Prelats répondent d'une manière captieuse, en disant qu'ils ne parlent que de la volonté de sauver les fidèles. Tout cela a grand besoin d'être développé. C'est une vérité de foi que Dieu a une volonté intérieure & réelle de donner la justification aux justes temporels; mais c'est une question disputée entre les Théologiens Catholiques, s'il y a en Dieu une volonté intérieure par rapport au salut même des justes qui ne peuvent se lever pas.

La privation de toutes grâces pour certains états. Il n'y a point de grâces d'état pour le Judaïsme, & encore moins pour le Paganisme. Mais il est vrai qu'il y a eu parmi les Juifs & parmi les Gentils de véritables justes justifiés par la grâce de J. C. qui étoient Chrétiens par anticipation. Les Juifs qui ne recevoient pas des grâces de J. C. étoient dans une impuissance volontaire, dont la loi n'avoit pas la force de les délivrer.

Erreurs censurées par le S. Siège; que sans la grâce il n'y a aucune action morale bonne. Il faut ôter cet endroit, parce qu'il faut éviter de parler de la Bulle contre Baius, qui n'a point été reçue en France.

M. le Cardinal de Noailles s'est plaint de ce que l'on a retranché de son Précis ces mots, *quant à la substance de l'œuvre*, & par là on condamne le sentiment de Belarmin & de plusieurs autres Théologiens, qui enseignent que la grâce est nécessaire pour faire des œuvres qui soient pleinement bonnes, & quant à la fin. Les Prelats persistent dans le retranchement, & reconnoissent que la Bulle *Unigenitus* condamne le sentiment de ces Théologiens.

Il faut mettre, selon la remarque de M. le Cardinal de Noailles, *toute la justification*, parce qu'il y a de la différence entre la généralité & la totalité. Or c'est non seulement de la généralité, mais encore de la totalité que parle le Concile de Trente, & qu'il n'y a point de partie de la justification que la foi ne précède.

Pour le pecheur qui a perdu la charité, il faudra mettre *cette charité*.

Toutes nos actions, il faut mettre *toutes ces actions*.

Mérite une grande préférence. Ce n'est pas assés dire. L'Assemblée décide & censure le contraire.

Mais on ne voit pas comment les Prelats Acceptans peuvent dire, que la Bulle ne dit rien de contraire à la doctrine de l'Assemblée de 1700. puisqu'il paroît clairement par la Lettre de M. l'Archevêque de Reims, qu'elle la condamne.

Comme étant membres. Il suffit de marquer que les pecheurs sont dans l'Eglise. La manière dont ils y sont, & si c'est comme membres, ou comme mauvaises humeurs, c'est une dispute entre les Théologiens; & il est important de ne pas condamner Saint Augustin, qui dit qu'ils ne sont pas membres: *Christus non habet membra damnata*.

Au lien du S. Siège. Il faudroit mettre, *le souverain Pontife*.

Retirez l'Ecriture sainte. On ne peut pas retirer toute l'Ecriture. On n'a jamais retiré les Pseaumes.

Et de dire une partie du Canon &c. Cet endroit, jusqu'à l'Article suivant, doit être retranché entièrement.

Sur le Sacrement de pénitence, les Prelats parlent bien, mais la Bulle ne parle pas comme eux.

Donnée à l'Eglise en la personne des premiers Pasteurs. Il sera plus juste & plus exact de mettre, pour être exercée par les premiers Pasteurs.

Mais que le consentement &c. On croit que ces mots, & ceux qui suivent jusqu'à l'alinéa suivant, doivent être ôtés.

Qu'une excommunication qui tendroit &c. Les Prelats parlent bien, mais ils ne pensent pas conformément à la Bulle.

Qu'ils ne doivent pas s'en rapporter à leur propre jugement. La femme dont parle le Pape Innocent III. devoit s'en rapporter à son jugement.

La présomption est toujours pour le supérieur. Il faut mettre, la présomption doit être d'ordinaire pour le supérieur.

Cet Article de l'excommunication souffre beaucoup de difficultés, sur lesquelles on n'a pas le tems de faire assez de réflexions.

Sur les persecutions. L'abus d'une maxime vraie ne suffit pas pour l'abandonner, & il ne paroît pas à propos de toucher cette matière.

On ne dit rien contre les deux prétendues vérités que les Prelats avancent pour leur justification. On s'en rapporte aux écrits qui ont été faits contre eux, & à l'indignation du public, qu'ils ont excité contre eux.

Une remarque générale très importante, c'est que lorsque les Prelats parlent bien, ils interpretent une Bulle qui parle mal; Et y a-t-il en cela de la sincérité & de la bonne foi?

Il est tems de reprendre la Relation de M. de Mirepoix.

SUITE de la Relation de M. de Mirepoix.

Quelques jours après, (Il paroît que ce fut le 3. Janvier) M. le Cardinal nous assembla pour nous dire que M. le Duc d'Orléans vouloit nous entretenir dans son

Cabinet, & qu'il falloit se préparer pour cela. Nous ne devions être que quatre, M. le Cardinal, les deux plus anciens Evêques, & M. de Châlons; cependant M. de Bayonne s'y trouva, prié par son avis par M. le Cardinal, & M. de Boullogne, qui vint par hazard à l'Archêvêché dans le tems que nous partions pour aller au Palais Royal, voulut y venir aussi.

M. le Regent avoit déjà parlé lui-même en particulier à M. de Montpellier, pour lui persuader d'accepter la Constitution; mais il l'avoit trouvé si ferme, qu'il n'espéroit pas de le pouvoir gagner. C'avoit toujours été le sentiment de M. de Montpellier; il s'en étoit expliqué clairement dès le commencement, dans la réponse qu'il fit à M. l'Evêque de Meaux, à présent le Cardinal de Bissy, qui depuis a été rendue publique; & il n'a jamais changé.

Nous allâmes donc au Palais Royal, conduits par M. le Cardinal. Dès l'abord, M. le Duc d'Orléans dit tout haut, qu'il ne s'attendoit pas à voir ni M. de Boulogne, ni moi. M. le Duc de Noailles, qui étoit présent, repartit, que nous y allions pour faire tout ce que M. le Duc d'Orléans souhaiteroit; à quoi nous ne répondîmes rien, ni M. de Boulogne, ni moi.

Mais M. le Duc d'Orléans ne fut pas longtems sans connoître nos véritables sentimens; car après que nous fûmes assis, & que M. le Cardinal se fut étendu sur les difficultés qu'il trouvoit à accepter la Constitution, dont la principale lui paroïssoit être, que loin de donner la paix, il augmenteroit la division, & qu'il pourroit bien arriver qu'au moment qu'il auroit accepté, il se trouveroit dans son Diocèse dans le même état où se trouvoit M. l'Archêvêque de Reims dans le sien, c'est-à-dire abandonné de tout son Clergé, M. le Duc d'Orléans nous demanda ce que nous en pensions. M. d'Arras dit, que l'acceptation pourroit bien donner la paix; pour moi, je dis simplement que je ne le croiois pas. M. de Bayonne, qui étoit assis auprès

de moi dit, qu'il croit qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour procurer la paix. M. de l'oulogne parla, alicz consulement, mais il fit entendre qu'il n'étoit pas porté à l'acceptation. M. de Châlons, qui parla le dernier, laissa la chose en doute : & M. le Duc d'Orléans, reprenant les avis, dit : Je vois bien que vous êtes partagés pour l'acceptation.

On ne laissa pas de s'assembler encore deux ou trois fois, les Prelats à la droite de M. le Duc d'Orléans, & les Commisaires, c'est à dire, M. le Maréchal d'Uxelles, M. le Duc de Noailles, M. d'Effiat, M. Améot, M. le Procureur General Daguesseau à la gauche. Il ne se passa rien de considerable dans ces conferences. M. le Duc d'Orléans crut, qu'on avanceroit davantage en assemblant les Prelats des deux partis en sa presence. Nous demeurâmes à la droite ; MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissy avec les autres Prelats Acceptans, MM. les Archevêques de Bourges & de Bordeaux & M. l'Evêque d'Uzès furent placés à la gauche, & les Commisaires en face de M. le Regent. De notre côté, on choisit les quatre plus anciens pour accompagner M. le Cardinal de Noailles. MM. les Evêques d'Arras, d'Angoulême, de Treguier, & moi. Le principal sujet des conferences étoit le Précis de doctrine, que M. le Cardinal de Noailles avoit trouvé d'abord extrêmement defectueux.

On y avoit joint un préambule, que nous croyions qu'on devoit absolument retrancher ; mais ne l'ayant pu obtenir, nous nous attachâmes à le rectifier par beaucoup de retranchemens.

A l'égard du Précis de doctrine, nous croyions qu'il y manquoit beaucoup de points essentiels ; & nous sachions d'y suppléer par diverses additions ; c'étoit le sujet & la matière des Conferences.

Nous nous assemblâmes d'ordinaire quelques jours avant la Conference chez M. le Cardinal de Noailles : & je me souviens, que deux fois dans les assemblées préliminaires des Conferences, M. le Cardinal me

demanda si j'avois bien pensé à la resolution ou j'étois de ne point accepter la Constitution ; que c'étoit certainement le plus grand plaisir que je pouvois faire aux Jesuites, qui ne demandoient pas mieux que de nous voir divisés. Je lui répondis que je n'ayois pas que ce fût faire plaisir aux Jesuites que de refuser d'accepter une Constitution, pour l'acceptation de laquelle ils avoient fait, & faisoient encore tous les jours tant d'efforts ; qu'au surplus il falloit regarder la chose en elle même, & n'avoir d'attention qu'à la conservation du dépôt. J'ajoutai que j'y penserois encore devant Dieu, que je lui demanderois de me faire connoître ce qu'il desiroit de moi, & que j'espérois que son Eminence voudroit bien m'accorder pour cela le secours de ses prières.

J'y pensois en effet, & la nuit & le jour ; & je sentois une extrême peine d'être obligé de me separer de sentiment de M. le Cardinal. Il est vrai que deux jours après, au sortir de la Messe que j'avois celebrée à cette intention, je me trouvai si fortifié dans cette resolution, quoy qu'il pût arriver, que je m'écriai interieurement : *Nunc cupio esse Discipulus Christi, nihil eorum qua sunt in mundo desiderans.* Et depuis ce moment, j'ai senti une joye interieure, qui semble me répondre que j'ai pris le parti que Dieu demande de moi.

Je me souviens même que touché de la peine que donnoient à M. le Cardinal les agitations où je le vois sur le parti qu'il avoit à prendre, je dis un jour à M. l'Abbé Dorlanne, qui étoit venu retirer quelques papiers, que je plaingnois extrêmement M. le Cardinal ; mais que je croiois que s'il prenoit une bonne fois son parti en lui-même, & sans s'en expliquer que quand il le jugeroit à propos, toutes ses inquiétudes cesseroient : qu'il étoit ridicule que je me donnasse en exemple, mais qu'il étoit pourtant vrai, que depuis le moment que j'avois pris ma resolution, j'étois dans une très-grande paix.

Je n'ai point su ce que M. l'Abbé Dor-

sane avoit dit à M. le Cardinal ; mais je crus m'appercevoir par la conduite qu'il tint depuis, qu'il avoit resolu de mettre tant de conditions à l'acceptation que l'on proposoit, que la rupture de la negociation parût venir du côté des Prelats acceptants. Il me parut que M. l'Abbé Dorfane le servoit utilement en cela, ou par lui même, ou par quelque ami caché, qui fournissoit toujours quelque nouvelle difficulté à faire aux Prelats Acceptants.

M. le Cardinal de Noailles les faisoit parfaitement bien valoir ; & quoi qu'en dît une Lettre anonime, que le public attribue à M. de Nismes, il parut toujours très supérieur à ses adversaires. Pour moi, je me mélois rarement dans la dispute, soit parce qu'il me paroissoit que M. le Cardinal de Noailles disoit tout ce qu'il y avoit à dire, soit par une timidité naturelle, que la presence de M. le Duc d'Orleans augmentoit. Je me souviens pourtant, que sur la fin d'une Conference, M. le Cardinal de Rohan ayant cité un endroit de S. Thomas, par lequel les Jesuites prétendent prouver l'équilibre qu'ils soutiennent aujourd'hui, je lui dis, & il étoit vrai, que ce passage ne s'entendoit nullement de la grace actuelle, mais de la charité habituelle. M. le Cardinal de Rohan, qui n'avoit pas apparemment lu le passage dans S. Thomas, parut surpris, & ne répondit rien ; mais dans les conférences qui se tinrent ensuite chez M. le Cardinal de Noailles, & hors de la presence de M. le Duc d'Orleans, M. le Cardinal de Bissy ayant voulu citer de nouveau ce passage, sur lequel j'étois préparé, je démontrai, que bien loin de prouver l'équilibre prétendu, il prouvoit tout le contraire.

Mais il ne faut pas oublier ce qui se passa dans une de ces Conférences qui se tinrent ensuite au Palais Royal vers le commencement de l'année 1717.

Nous insistions beaucoup sur les consé-

quences pernicieuses qu'on pouvoit tirer de la condamnation de quelques propositions de la Bulle. M. le Cardinal de Rohan répondit que c'étoit une imagination que nous aimions à nous former. A quoy M. le Cardinal de Noailles répliqua, qu'il ne demandoit du tems que jusqu'à la conférence prochaine, qu'il avoit à l'Archevêché, (où il ne couchoit pas alors, parce que M. l'Abbé de Contaut avoit la petite verole) deux theses soutenues chez les Jesuites, par lesquelles il seroit voit, que les Jesuites tiroient actuellement les conséquences pernicieuses que M. le Cardinal de Rohan vouloit faire regarder comme une imagination.

Il se trouva en effet que le même jour que se tint la conférence suivante, qui étoit le 17. Janvier, jour de S. Chrysostome, on soutenoit actuellement au College de Clermont, une these qui y avoit été déjà soutenue dans le mois de Decembre, dans laquelle on citoit les propositions condamnées dans la Bulle, pour autoriser l'erreur que le P. Cellot avoit été obligé de retracter par ordre du Cardinal de Richelieu, & le prétendu équilibre de M. de Cambray.

M. le Cardinal de Noailles porta cette these sur le Bureau ; & j'apportai de mon côté le livre du P. Affermet Cordelier, qui prouvoit la même doctrine par la Constitution. M. le Cardinal de Rohan ne pouvant point défendre la these, tâchoit d'excuser les Jesuites, en disant qu'à la verité l'expression dont ils se servoient étoit dure, mais qu'assurément ils n'avoient point eu intention de soutenir la mauvaise doctrine que nous leur imputions.

Vous jugez bien, M. que nous n'étions pas contents de cette reponse. Pour moi, je le fus si peu que j'en pris occasion d'écrire à ceux de nos Prelats qui avoient été présents à cette Conférence, la lettre dont je vous envoie copie.

LETTRE de M. de Nîmègue, du 30. Janvier 1713, aux Prelats mis à M. le Cardinal de Noailles qui assistent aux Conférences du Palais Royal.

MESSEIGNEURS,

Permettez moi de vous représenter, qu'après ce qui s'est passé dans la Conférence que nous avons eue avec les Prelats Acceptans en présence de M. le Duc d'Orléans le 17. de ce mois, il n'est pas possible que vous acceptiez la Constitution. Vous avez toujours dit avec M. le Cardinal de Noailles, & vous le pensez sans doute aujourd'hui de même, que vous n'accepteriez jamais qu'en conservant la vérité & la justice, & en donnant la paix à l'Eglise. Il est vrai que vous avez cru pouvoir conserver la vérité en prenant des précautions suffisantes pour empêcher qu'on ne se servît de la Constitution pour établir l'erreur; & il vous a paru que des explications embrassées par les Evêques, au moins par le plus grand nombre, pourroient suffire pour arrêter les progrès des erreurs que les auteurs de la Bulle ont prétendu autoriser par la Constitution. Il y a bien des choses à dire contre cette supposition; mais je veux bien en convenir pour un moment. C'est sur cela que vous vous êtes assemblés en présence de M. le Duc d'Orléans, & que vous avez travaillé avec les Prelats Acceptans. Mais à présent que vous avez vu clairement l'usage que les Jésuites font de la Constitution, pour établir leurs erreurs monstrueuses, dont on n'avoit entendu parler que depuis quelques années; la 1. que Dieu doit la grâce à la justice de ses commandemens; & la 2. que cette grâce doit être une grâce de cet équilibre égal en force à la tentation; que cela vous a paru clairement par les thèses qui se soutiennent tous les jours chés les Jésuites, & plus clairement encore par le Livre du P. Affrmet Cordelier ouvrage concerté avec eux; & qu'en même tems les Prelats avec lesquels vous étiez assemblés, vous ont déclaré net-

tement qu'ils ne pouvoient pas condamner ces deux erreurs dans les explications qu'ils croient pouvoir donner à la Constitution; qu'elles s'étoient soutenues par feu M. de Cambray, & qu'elles devoient être regardées comme des opinions d'Ecole, qu'il n'étoit pas permis de condamner. pouvez-vous dire que vous conservez la vérité, si vous acceptez? Vous voyez qu'on enseigne actuellement ces deux erreurs, & qu'on les appuie par la Constitution, à laquelle il ne manque pour devenir règle de foi, que votre acceptation. Vous allez donc, en acceptant la Constitution, faire de ces deux erreurs deux articles de foi. Eh! quelles erreurs! Deux erreurs qui ne vont pas à moins que de détruire la nécessité de la redemption de J. C. Ce ne seroit plus en vertu de la mort de J. C. & de ses mérites, que la grâce seroit donnée à ceux qui sont appelés. *Quoiqu'elle soit un don gratuit & purement gracieux*, dit M. de Cambray, *Dieu la doit à la justice de ses commandemens*: ainsi il la donnoit, quand même J. C. ne se seroit point incarné, & ne seroit pas mort pour nous racheter. Il suffit que Dieu commande, pour être obligé de donner à l'homme à qui il a fait le commandement, une grâce d'équilibre qui rend l'homme absolument le maître d'accomplir, ou de n'accomplir pas les commandemens; le discernement entre les Elus & ceux qui ne le sont pas, ne viendra plus de Dieu; ses dons envers les hommes seront égaux & communs à tous; & ce sera le libre arbitre qui en déterminant cette grâce générale & commune, fera que l'homme se discernera lui-même.

Les suites du péché originel, l'ignorance & la concupiscence, seront anéanties; Dieu sera obligé de donner toujours à l'homme une grâce d'équilibre, c'est-à-dire une lumière égale aux ténèbres, & un mouvement vers le bien, égal au mouvement contraire vers le mal. Ainsi, Dieu sera obligé selon cette nouvelle Théologie, à remettre tous les hommes dans l'heureux équilibre dans lequel il avoit créé Adam;

& par là il devra donner aux épauvés des grâces infiniment plus grandes qu'aux plus grands sâins ; car sans cela elle ne feroit pas l'équilibre ; & sans l'équilibre ils n'auroient plus de liberté : ainsi ils ne pecheroient pas, ou du moins ils ne seroient pas coupables en péchant. Judas auroit dû recevoir plus de grâces que S. Pierre. Et cette doctrine s'enseigne actuellement dans Paris en conséquence de la Constitution ! Et actuellement dans Paris même, on vous refuse de prendre des précautions contre l'usage que ceux qui l'ont sollicitée, en font publiquement pour étaler leurs pernicieuses nouveautés.

Pour moi je vous l'avoue ingénuement ; quand j'aurois été aussi résolu à accepter la Constitution avec des explications, que j'en ai été éloigné depuis quelque tems, ce qui s'est passé dans cette dernière conférence, me feroit entièrement changer de dessein ; & c'est ce qui me fait espérer que vous en changerez aussi. Je suis &c.

M. d'Angoulême, pourfuit M. de Mirepoix, parut plus touché de ma Lettre que M. d'Arras, & que M. de Treguier ; ce qui n'empêcha pas que dans la suite, aiant été chargé de négocier en particulier avec M. le Cardinal de Rohan sur la condamnation de l'équilibre, que je croiois absolument nécessaire, & sur laquelle nous nous étions fort étendus dans notre Corps de Doctrine, il ne consentit à la suppression du mot d'équilibre, sans prendre même assez de précaution contre la chose.

On étoit donc presque entièrement d'accord sur la doctrine, & il ne restoit plus que la forme de l'acceptation, sur laquelle on paroissoit si fort résolu de notre côté à ne se point relâcher, qu'il y avoit tout lieu de croire que la négociation romproit par là.

Nous avions donné notre avis dans le Bureau qui le tenoit chez moi, sur la forme de l'acceptation ; à quoi nous avions ajouté : " Au surplus, c'est bien inutilement que les Prélats qui s'assemblent chez M. de Mirepoix, ont fait des remarques, puisqu'ils sont résolus de ne point accepter la Constitution : ce qu'ils ont fait ils l'ont fait

pour satisfaire à ce que M. le C. de Noailles a exigé d'eux. On n'a pas de peine à reconnaître que M. de Mirepoix parle ici du projet d'acceptation & des Remarques que l'on a vues à la tête de ce §.

M. le Duc d'Orléans avoit toujours paru vouloir qu'on fût d'accord sur la doctrine, avant que l'on proposât de convenir sur la forme de l'acceptation ; mais les Prélats Acceptans qui assistoient aux Conférences, refusoient de communiquer aux autres Prélats acceptans qui étoient à Paris, ce qui avoit été convenu dans les Conférences sur la Doctrine, qu'on ne fût auparavant convenu sur la forme de l'acceptation.

De notre côté, prévoyant que l'on pourroit bien rompre sur la forme de l'acceptation, nous croions que M. le Regent devoit toujours regarder comme un grand avantage pour le dessein qu'il se proposoit, de s'assurer que nous n'avions tous qu'une même doctrine ; & nous insistions pour que nous signalions tous le Précis de doctrine dont on étoit presque convenu, & dont il paroisoit aisé d'achever de convenir, avant que de proposer la forme d'acceptation qui avoit été déterminée dans le Bureau de M. d'Arras.

Je crus même en mon particulier, que M. le Duc d'Orléans étoit d'accord sur cela avec M. le Cardinal de Noailles ; ce qui faisoit que je ne m'alarmois point de lui entendre dire, qu'il avoit entre ses mains le Projet d'acceptation que nous propositions, mais qu'il ne le monstrois pas, parce qu'il le trouvoit trop fort. Il me paroisoit qu'il étoit si intéressé lui-même à conserver les Libertés de l'Eglise Gallicane, & les droits de la Royauté, que je ne pouvois pas croire qu'il trouvât rien de trop fort dans un projet qui n'alloit qu'à leur conservation.

Il parut pourtant bien clairement dans la suite, que je m'étois trompé ; ce fut là ce qui me déterminâ à appeler au Concile général. Il y avoit déjà quelques jours que M. de Montpellier, M. de Senez, & M. de Boulogne n'en pressoient, & ils en avoient fait dresser le projet par un Docteur qui travailloit avec nous. Je m'en défendois sur

ce que je croiois que le plus grand avantage que nous pouvions procurer à la bonne cause, c'étoit de conserver M. le Cardinal de Noailles à nôtre tête. Or c'eût été nous separer de lui que d'appeller au Concile, dans le tems qu'il paroïssoit résolu d'accepter la Bulle avec des modifications qui seroient véritablement rejetées, ce qui par là l'obligeoit de se réunir avec nous.

J'avois donc jusques là constamment différend de me rendre aux instances de ces Prelats, avec qui j'étois d'ailleurs si uni de sentiment. Mais quand je vis que M. le Duc d'Orléans étoit résolu de sacrifier la conservation des Libertez de l'Eglise Gallicane & des droits même de la Royauté, à l'envie qu'il avoit de réunir tellement quellement les Evêques du Royaume; & que par là l'espérance que M. le Cardinal avoit eue, que la rupture de la negociation viendrait du côté des Evêques Acceptans, alloit lui manquer, je commençai de croire qu'il ne seroit pas fâché que nous le tirassions de l'embaras dans lequel il se trouvoit.

Je fus confirmé dans ce sentiment par une démarche que fit alors un de ses grands Vicaires. Il vint voir le Docteur qui avoit travaillé chez moi avec nous, en qui il savoit que je prenois beaucoup de confiance, pour lui demander d'où venoit que je tardois tant à appeller au Concile.

D'un autre côté la dernière conférence (c'est celle du 26. Fevrier) qui avoit été tenue au Palais Royal, avoit très mal réussi, M. le Cardinal de Noailles n'ayant pu s'y trouver à cause d'une petite indisposition; mais comme il croioit que M. le Duc d'Orléans ne vouloit pas encore montrer le projet d'acceptation, il avoit cru devoir proposer pour matière de cette conférence douze propositions d'entre les 101. que la Bulle condamne, qui lui paroïssent ne mériter aucune des différentes qualifications de la Bulle. Et ces propositions, il les avoit envoyées à M. le Cardinal de Rohan, afin qu'il fut en état de les discuter. Mais comme il ne put pas, à cause de sa santé, aller au Palais Royal, il confia son portefeuille à M. l'Evêque de Chalons son frere, à qui

il recommanda de commencer selon que M. le Duc d'Orléans l'ordonneroit, ou par la lecture du Projet d'acceptation, ou par la discussion des 12. propositions envoyées à M. le Cardinal de Rohan.

M. le Duc d'Orléans auprès de qui M. le Cardinal de Rohan avoit passé toute la matinée, voulut qu'on commençât par le projet d'acceptation. Il fut donc lu très distinctement par M. de Chaalon, & écouté avec beaucoup d'attention par toute l'Assemblée; mais on vit bien que M. le Cardinal de Rohan avoit de la peine à se contenir. M. le Duc d'Orléans fut le premier à dire qu'il étoit encore trop fort, & qu'il falloit l'adoncir. M. le Cardinal de Rohan dit, que la seule proposition d'une semblable acceptation, suffiroit pour faire tirer sur nous tous les canons du Vatican. M. d'Angoulême, qui avoit eu la principale part au projet, la défendit vigoureusement, & soutint qu'il étoit même trop foible; de sorte que n'y ayant point d'apparence qu'on en pût convenir sur l'heure & en la présence de M. le Duc d'Orléans, M. le Duc de Noailles proposa qu'on se communiquât de part & d'autre les difficultés, & qu'on tâchât d'en convenir, ou du moins de se rapprocher, pour pouvoir en convenir ensuite en présence de S. A. R.

On étoit sur le point de se lever, quand M. le Cardinal de Rohan ne voulant pas perdre les avantages qu'il croioit pouvoir tirer de la communication des 12. propositions qu'on lui avoit envoyées, dit que c'étoit faire voir clairement qu'on ne vouloit point finir, que de proposer la discussion de 12. propositions de doctrine, après qu'on étoit convenu de tout; & que pour commencer par la première, qu'on prétendoit prise mot à mot de S. Prosper, il étoit allé de faire voir qu'il y avoit plusieurs différences entre la proposition, & le texte de S. Prosper. Il commençoit à montrer ces différences, dont la première étoit que la proposition est à l'actif, & le texte de S. Prosper au passif; mais M. l'Evêque d'Arras, qui étoit à nôtre tête, l'interrompit, & lui dit qu'il étoit si persuadé que cette proposition

tion meritoit d'être condamnée, qu'il étoit prêt à la condamner sur l'heure, si l'on vouloit. Cette déclaration, qui faisoit voir le peu de concert qu'il y aroit entre M. d'Arras & M. le Cardinal de Noailles, nous fit une extrême peine ; & nous nous levâmes tous au plus vite, pour ne pas entendre tous les avantages que M. le Cardinal de Rohan pouvoit tirer de l'aveu que venoit de faire M. l'Evêque d'Arras.

Pour moi, qui étois resolu de ne point accepter, je ne prenois point d'intérêt au Projet d'acception qui avoit été là ; & d'un autre côté je craignois de dire quelque chose qui fit connoître que je pensois d'appeller au Concile : ainli je n'ouvris pas la bouche dans toute cette conférence. M. le Cardinal de Noailles m'en fit faire des reproches, auxquels je ne pus pas répondre, parceque songeant sérieusement à appeller au Concile, & croyant le devoir faire sans le lui communiquer, j'évitai d'aller à l'Archevêché. Je balançai quelque tems si je serois parler à M. le Cardinal de Noailles, du dessein où j'étois d'appeller ; mais je crus lui faire plus de plaisir, & le servir plus utilement, en le faisant sans lui en rien communiquer.

Nous réservons la fin de la Relation de M. de Mirepoix pour le §. LXXXII. où nous parlerons de l'Appel. Nous avons quelques observations à faire sur ce que nous venons d'entendre. M. de Mirepoix nous a parlé d'une conversation de M. le Regent avec M. de Montpellier. C'étoit M. de Montpellier qui avoit demandé audience au Prince, afin de lui représenter le véritable état des choses. Il lui parla avec la sincérité & la franchise qui lui est naturelle ; & quoique cet Evêque n'eût point déclaré à S. A. R. le dessein où il étoit d'appeller au futur Concile, comme une chose qui fût déjà concertée, néanmoins il expliqua ses dispositions en termes si clairs, que lorsque l'Appel fut publié, le Prince dit, parlant en particulier de M. de Montpellier, qu'il n'étoit point surpris qu'il eût fait cette démarche, puisqu'il l'a lui avoit annoncée.

Autre observation. M. de Mirepoix, en parlant du Corps de doctrine de M. le Cardinal de Noailles, l'appelle *notre Corps de doctrine*, & dans un autre endroit qu'il se trouve ci-dessus, §. LXXVI. *Le Corps de doctrine que nous avons dressé*. En ces endroits M. de Mirepoix ne parle pas tant en son nom en particulier, qu'au nom des Evêques Opposans en général. Il en est à peu près de même de ce qu'il dit en parlant de l'Ecrit à trois colonnes : *Nous avons trouvé avec assez de peine à chaque proposition de la Bulle un sens &c.* Il est au moins certain que MM. de Senes, de Montpellier & de Boulogne n'avoient point de part à cette recherche de sens, que M. de Mirepoix regardoit aussi de son côté comme peu solide. Quant au Corps de doctrine, ces IV. Prélats l'examinèrent avec une grande application, particulièrement pendant les mois de Decembre, Janvier & Fevrier. Ils s'assembloient plusieurs fois la semaine, tantôt chez M. de Boulogne, tantôt chez M. de Mirepoix ; & là ils examinoient les divers Ecrits dont il étoit question, comme l'Ecrit à 3. colonnes & autres, mais sur tout le Corps de Doctrine. Ils y firent leurs remarques par Ecrit. Ces Remarques tendoient à y faire changer un grand nombre d'endroits, qu'ils ne trouvoient point exacts, même sur la doctrine, & plusieurs autres sur les imputations que l'on faisoit au livre & à l'Auteur : imputations que ces IV. Evêques trouvoient contraires à la vérité & à la justice. Nous avons déjà dit que ces Remarques ne se rencontroient plus.

C'est pourquoi, (& ceci sera une troisième observation) lorsque M. de Mirepoix s'exprime en ces termes : *On étoit donc presque entièrement d'accord sur la doctrine* ; cela doit s'entendre d'une manière qui ne soit pas contraire aux Remarques dont nous venons de parler, qui n'étoient pas moins celles de M. de Mirepoix que de ses trois Confreres. Dans le fond, on étoit d'accord sur les grandes vérités : la prédestination gratuite, la grace efficace par elle-même, la nécessité de l'amour de Dieu, la

B b b b b

pratique de lire l'Ecriture sainte , & du dé-lai de l'absolution. M. le Cardinal de Rohan lui même , & les Evêques n'osoient dis-convenir de tous ces points ; mais il restoit des difficultez , soit par raport à la maniere d'exprimer ces dogmes , soit dans quelques questions moins principales qui regardoient ces mêmes d. gmes. En un mot , si on veut avoir une idée , & comme un modèle , tant des choses sur lesquelles rouloit l'accord , que de celles sur lesquelles il restoit de la con-testation , on peut lire le Précis de doctrine qui a été publié en 1718 , avec des Notes qui ont été très goûtées , & par le public & par M. l'Evêque de Mirepoix en particu-lier.

OUTRE les conférences dont nous venons de parler , que les IV. Evêques avoient en-tre eux ; & celles qui se tinrent en présence de M. le Regent , il s'en tenoit encore d'au-tres entre les Evêques Opposans , où l'on examinoit aussi le Corps de doctrine. M. de Mirepoix en a fait mention , lorsqu'il a parlé des Assemblées qui se tinrent à l'Arche-vêché , & qu'il a nommé préliminaires , par raport à celles du Palais Royal. M. de Senez , de concert avec M. de Montpellier , s'absenta de presque toutes les Assemblées de cette dernière espèce , qui se tinrent au mois de Janvier & de Février. M. de Mont-pellier y assistoit au contraire ; & dans cette conduite différente ils avoient tous deux le même but. L'un vouloit témoigner d'une maniere éclatante par son absence , qu'il ne prenoit part ni à l'acceptation , ni au Corps de doctrine ; l'autre vouloit rendre le même témoignage par sa présence , par ses paroles , & par les remarques par écrit qu'il fit , ou plutôt qu'il fit faire par M. de Mirepoix & par M. de Boulogne , conformé-ment aux sentimens de M. de Senez.

Quatrième observation. M. de Senez , & sur tout M. de Montpellier , eurent de la peine de ce que M. de Mirepoix s'étoit en-gagé dans les Conférences du Palais Royal. Ils lui représentèrent que cela donneroit lieu à M. le Regent de se plaindre de lui , lorsqu'il verroit qu'il n'entendrait point dans l'accommodement. Nous avons entendu de

la bouche de M. de Mirepoix les raisons qu'il envisageoit. Il s'y étoit laissé aller par condescendance ; & répondoit qu'on ne pourroit l'accuser de duplicité , parce qu'il avoit déclaré qu'il ne recevoit point la Bul-le , & qu'il n'alloit aux Conférences qu'a-sin de tâcher de mettre la doctrine du Corps ou Précis de doctrine dans le meilleur état qu'il seroit possible. Cependant les con-jectures de M. de Montpellier ne furent pas tout à fait vaines ; & la conduite que tint M. de Mirepoix en assistant à ces confere-nces , donna lieu de faire des plaintes contre lui , lorsqu'on le vit à la tête des Appel-lans.

Cinquième observation. On avoit con-damné dès lors dans le Corps de doctrine l'équilibre. M. de Mirepoix en parle. Mais il y avoit une subtilité à laquelle on n'a-voit pas eu soin de parer. Pour entendre ceci , il faut savoir qu'il y a deux manières d'expliquer l'équilibre : l'une enseignée par M. l'Evêque de Gap (de Malissoles) qui consiste à dire , que chaque fois que l'homme se determine au bien ou au mal , il faut qu'il y ait en lui égalité , entre les degrés de la delectation formée par la gra-ce qui le porte au bien , & les degrés de la delectation qui le porte au mal , formée par la concupiscence. L'autre enseignée par Suarez , qui tire l'équilibre de la force même du libre arbitre , lequel par sa nature , peut ou suivre , ou rejeter le mouvement de la grace , en quelque degré qu'elle soit donnée , & en quelque degré que se trou-ve en même tems la concupiscence. Or il est vrai qu'on avoit attaqué l'équilibre de M. de Gap , mais on n'avoit pas eu la même attention de se prémunir contre celui de Suarez.

Après avoir entendu de la bouche de M. de Mirepoix ce qu'il nous a raconté des conférences du Palais Royal , nous rap-porterons ce que M. le Cardinal de Rohan a voulu que le public en sût , & nous y joindrons aussi le peu que M. le Cardinal de Noailles en a dit. Afin d'aider la mé-moire des Lecteurs , nous avertissons qu'il

y a trois Conférences remarquables entre les autres : celles du 14. & 17. Janvier, & celle du 26. Fevrier.

Il faut se souvenir du projet de Lettre qui devoit être signé par 33. Evêques, & des VIII. Articles de doctrine, dont M. le Cardinal de Rohan nous a parlé ci-dessus, §. LXXV. dans un extrait que nous avons rapporté d'un Ecrit qui n'a paru qu'en 1718. Ce projet & ces VIII. Articles ne doivent pas être confondus, ni avec le Précis de M. le Cardinal de Noailles, quoiqu'ils y aient beaucoup de rapport, ni avec son modele de Mandement pour l'acceptation. Cela a été suffisamment expliqué ; & nous avons déjà appris de M. le Card. de Rohan, " qu'après " que M. le Cardinal de Noailles eût communiqué des remarques sur le commencement & la fin du projet de Lettre, on jugea à propos, sur ce qui regardoit les Articles de doctrine, de travailler par Memoires, que l'on se communiquoit de part & d'autre. C'est dans ces Memoires respectifs, que M. le Cardinal de Rohan dit qu'il se trouve des preuves de la grande complaisance que lui & les Evêques de son parti avoient eu pour M. le Cardinal de Noailles. M. le Cardinal de Rohan vient enfin au tems où nous sommes. Cependant, dit-il, "(*) il restoit encore des difficultez entre les Prélats sur la doctrine. S. A. R. qui crut qu'elles se concilioient mieux dans des Conférences qui se tiendroient en sa présence, nous invita cinq d'entre nous, à venir travailler sous ses yeux avec M. le Cardinal de Noailles & quatre Prélats qu'il devoit amener avec lui.

M. de Mirepoix nous les a nommez. C'étoient d'une part les Cardinaux de Rohan & de Bissi, les Archevêques de Bourges & de Bourdeaux, & l'Evêque d'Uzès ; & de l'autre, le Cardinal de Noailles, & les Evêques d'Arras, de Mirepoix, d'Angoulême & de Treguier. Nous ne répétons point le

nom des cinq Commissaires qui assistoient aussi aux Conférences. Ces Conférences des deux partis avoient été précédées par quelques autres qui s'étoient tenues pareillement en présence de M. le Regent, où il ne s'étoit trouvé que des Evêques Opposans, c'est-à-dire, M. le Cardinal de Noailles & ceux qui l'accompagnoient. C'est ce que nous avons vu dans la Relation de M. de Mirepoix. Nous avons placé la premiere de ces Conférences uniquement composées d'Evêques Opposans au 3. Janvier. M. de Mirepoix nous en a fait l'histoire. Une Lettre de ce tems-là ajoute, que l'on y pressa fortement M. le Cardinal de Noailles, & que M. le Maréchal d'Huxelles alla jusqu'à lui reprocher de manquer de parole. Les nouvelles publiques font mention de cette conférence, & disent que M. le Cardinal de Noailles y porta la Lettre qu'il avoit reçue, & qui étoit déjà signée par un bon nombre de Curés de Paris contre la Constitution. Les mêmes nouvelles marquent une autre conférence au jeudi 7. Janvier, qui dura depuis 4. heures du soir jusqu'à dix. En général ces Conférences étoient longues : on auroit lieu de considérer avec étonnement l'assiduité avec laquelle le Prince y assistoit. La pénétration de son esprit le faisoit entrer dans les questions de Théologie les plus difficiles ; & l'on a vu des Evêques avouer sans flaterie, qu'il entendoit mieux ces questions qu'ils ne les entendoient eux-mêmes.

Les nouvelles publiques marquent des Conférences tenues entre les deux partis, le 14. & 18. Janvier. Il fut arrêté, disent ces nouvelles, dans la Conférence du Jeudi 14. qu'avant de traiter du projet d'acceptation, l'on commenceroit par l'examen d'un Corps de doctrine, dont tous les Evêques pussent convenir. Dans celle du lundi 18. au milieu des compliments reciproques que se firent les Cardinaux, M. le Cardinal de Rohan voulut persuader à M. le Cardinal de Noailles, qu'ils étoient tous dans les mêmes sentimens pour le fond de la doctrine, d'où il concluoit que l'examen d'un Corps de doctrine n'étoit point nécessaire, & qu'il étoit

B b b b b 2

(*) même page 13 de l'Avis du Cardinal de Rohan & de Bissi sur le projet de Mandement de M. le Cardinal de Noailles &c. Cet Ecrit daté du 10. Août 1718 n'a paru néanmoins qu'après le 18. Septembre suivant.

bien plus à propos de commencer par convenir d'un projet d'acceptation. C'est ce qui avoit été arrêté dans une Assemblée d'environ 30. Evêques de son parti, à la pluralité de 22. voix. Mais c'étoit vouloir revenir contre ce qui avoit été résolu, du consentement du Prince, dans la Conférence précédente, tenue le jeudi 14. Aussi M. le Cardinal de Noailles & les Evêques qui lui étoient unis, s'opposèrent-ils fortement à cette proposition; & S. A. R. se rangea de leur côté, & dit que *puisqu'on étoit convenu de commencer par l'examen de la doctrine, il falloit s'en tenir à cet ordre.* Sur ce pied là on commença la lecture de la lettre que les Evêques Constitutionnels devoient écrire à M. le Regent; c'est ce qu'on devoit continuer dans la Conférence du vendredi 22. Les mêmes nouvelles ajoutent que ceux du parti de M. le Cardinal de Rohan rapportoient autrement le résultat de cette Conférence. Mais nous allons entendre parler M. le Cardinal de Rohan lui-même.

Ibid.

"Nous aurions bien voulu, dit ce Cardinal, & c'étoit la première instruction que l'Assemblée des trente-trois Prélats nous avoit donnée, que le projet d'acceptation, que les Evêques non acceptans devoient souscrire après que nous serions convenus des Articles de doctrine, nous eût été présenté d'abord. Nous insistâmes sur cela avec force; nous fîmes voir que de là principalement dépendoit la paix; qu'on devoit supposer que nous serions d'accord sur le dogme.... Que nous avions un juste sujet de craindre qu'on ne nous présentât jamais qu'une acceptation équivoque, ambiguë & absolument mauvaise; que dans ce cas non seulement nos travaux devenoient inutiles, mais encore qu'on pouvoit en abuser, & que des personnes mal intentionnées ou peu instruites se serviroient du prétexte d'un prétendu accord sur la doctrine, pour insinuer que l'acceptation n'étoit pas un point essentiel, qu'elle n'intéressoit pas la religion, & que ce n'étoit qu'une pure formalité, quoiqu'en effet elle soit article capital, & qu'elle influe dans le dogme.... parce qu'il

ne peut y avoir réellement d'uniformité dans la foi, entre des Evêques, dont les uns regardent comme un jugement dogmatique de l'Eglise, une Bulle que les autres regardoient comme la destruction de la doctrine de l'Eglise.

"Malgré la justice de ces représentations, il falut céder aux instances de M. le Cardinal de Noailles, appuyées de S. A. R. On nous disoit que les difficultés de l'acceptation s'évanouiroient, dès que nous serions convenus sur le dogme. Nous ne nous rendîmes cependant qu'à ces conditions expresses, qu'on ne sépareroit point les huit Articles de doctrine du reste de notre Lettre, & que le travail en entier seroit regardé comme nul, si l'on ne convenoit pas ensuite avec nous d'une bonne acceptation. Ces deux conditions sont bien remarquables &c. M. le Cardinal de Rohan s'étend ici pour prouver que lui & les Evêques de son parti, avoient un intérêt essentiel à demander ces conditions. Il reprend ensuite sa narration en ces termes." Nous travaillâmes donc sur la doctrine; les Conférences furent longues & fréquentes, (*en Janvier & Février.*) Sur combien d'articles ne fûmes nous pas forcés de représenter qu'on cherchoit à excuser les 101. propositions condamnées; qu'on substituoit d'autres erreurs à la place de celles qui étoient véritablement prosrites; que dans le tems qu'on se déclaroit protecteur de la liberté des différentes opinions des Ecoles, il en étoit que l'on ménageoit peu; que pour cela même on exigeoit que nous parlâssions sur des matières qui n'avoient directement ni indirectement aucun rapport à la Bulle; qu'on évitoit tout ce qui attribuoit l'erreur au livre des Réflexions morales & aux 101. propositions, & que l'on n'excluoit pas nettement les erreurs du Jansenisme? Combien de tems & à combien de reprises n'avons-nous pas disputé sur la liberté & sur la mort de J. C. pour tous les hommes; & combien d'articles que nous avons passés à regret, que nous avons passés cependant, parce que nous avions toujours devant les yeux ces trois points fixes: le premier, qu'en

« nous avoit promis de ne point separer les ar-
 « ticles de doctrine du reste de nôtre Lettre, où
 « la verité trouvoit tant d'éclaircissemens &
 « tant de secours; le second, qu'une bonne ac-
 « ceptation remedioit à une partie des incon-
 « veniens dont nous n'avions pû obtenir le
 « remede dans les explications même; le
 « troisieme enfin, que les Articles de doctrine
 « rappelloient en plusieurs endroits nôtre In-
 « struction Pastorale, que nous regardions
 « comme le supplément de ce qui pouvoit
 « manquer au nouvel ouvrage. Nous allions
 « y mettre la dernière main; nous n'atten-
 « dions que cette bonne acceptation dont on
 « nous flattoit depuis si long-tems, pour
 « la communiquer aux Prelats, quand on
 « nous envoya un Memoire de vingt-six pro-
 « positions &c.

M. le Cardinal de Rohan entame ici ce qui regarde la conférence du 26. Fevrier, où nous reviendrons incessamment. On remarquera cependant ce que dit ce Cardinal des trois points fixes qu'il avoit devant les yeux. Les Articles de doctrine avoient besoin, dit il, des *éclaircissemens & des secours* que la verité trouvoit dans la Lettre. Outre cela ils avoient besoin d'un *supplement*, qu'ils tiroient de l'Instruction Pastorale des XL. & par dessus cela, il étoit encore d'une neces-
 sité absolue, que l'acceptation de la Constitution vint donner le *remede* à des maux que les articles ne guérissent pas. Cepen-
 dant ces Articles n'étoient autre chose, si non une exposition des dogmes qu'il fal-
 loit croire ou condamner. Il falloit donc qu'il y eût quelque chose de bien extraordi-
 naire dans cette affaire, pour que l'on se crût obligé à entasser tant de précautions. On peut assurer que c'est ici la premiere exposition de foi, qui ait eu besoin pour être admise, du *secours*, du *suplement*, & du *remede* de trois autres pièces tout à la fois. Lorsque l'on entend rapporter ces choses, on sent, malgré qu'on en ait, naître la crainte, que tant d'éclaircissemens les uns sur les autres ne fussent plus propres à produire la confusion & l'obscurité que la lumiere.

MM. de Montpellier, de Senes, & de Boulogne ne prenoient point de part à tous

ces embarras. M. de Mirepoix n'y prenoit que sa présence. Il nous a appris une cir-
 constance bien remarquable. C'est que M. le Cardinal de Rohan & les quatre Prelats qui assisoient avec lui aux conférences, re-
 fusoient de communiquer aux autres Prelats Acceptans qui étoient à Paris, les points dont on étoit convenu sur la doctrine, reme-
 tant à le faire après qu'on seroit aussi convenu sur la forme d'acceptation. On ne comprend pas trop cette conduite, à moins qu'on ne dise que l'on craignoit que les Evêques se trouvant d'accord les uns avec les autres sur la doctrine, n'eussent plus le même zele pour la Constitution.

Ce fut à la conférence du 22. & 23. Janvier que s'éleva la contestation dont M. de Mirepoix a parlé. Il s'agissoit de savoir si les Jesuites se servoient de la Constitution pour autoriser des dogmes que M. le Cardinal de Rohan n'entreprendoit pas de justifier, mais qu'il ne vouloit pas convenir que les Jesuites soutinssent. Pour éclaircir ce fait M. le Cardinal de Noailles apporta à la Conférence suivante du mercredi 27. la These qui se soutenoit le même jour au College des Jesuites, & M. de Mirepoix apporta de son côté le livre du P. Assermet. Il s'agissoit dans l'un & dans l'autre de l'équilibre & de la nature des deux alliances. Nous ne répéterons pas ce que nous avons déjà vu dans la Relation de M. de Mirepoix sur le sujet de cette Conférence, où M. le Cardinal de Rohan défendit mal la cause des Jesuites; & il faut ajouter celle de la Constitution; car c'étoit justement de quoi il s'agissoit, savoir jusqu'à quel point la cause des Jesuites, celle de leur doctrine, & celle de la Constitution étoient liées.

Les nouvelles publiques, en parlant de cette Conférence du 27. disent, qu'elle se passa en disputes assez vives, sur tout entre M. le Cardinal de Bissi & M. l'Evêque de Mirepoix. En général M. le Cardinal de Bissi parloit beaucoup dans ces conférences, & le faisoit d'une manière confuse & ennuyeuse, remplissant ses discours de subtilités scholastiques. On peut se former une idée de sa manière de traiter les points de

Theologie dont il s'agissoit, par la manière dont il a traité ces mêmes points dans son Instruction Pastorale de 1710. contre le P. Juénin.

Voici ce que nous trouvons dans une Lettre de Paris en date du 1. Fevrier. «Ou dit les Evêques qui s'assembloient au Palais Royal divisés sur trois points : 1. «Sur l'équilibre, auquel on semble s'intéresser du côté des Cardinaux de Rohan & de Bissi. 2. Sur la question savoir, s'il est «vrai qu'il n'y ait jamais de loi ou de commandement de la part de Dieu sans grace. 3. Si l'on peut condamner dans les 101. «propositions, les expressions mêmes des SS. Peres, lorsqu'elles s'y trouvent renfermées. Tant que la dispute roulera sur ces points, l'accommodement n'est pas à craindre; & il n'y a nulle apparence que M. le Cardinal de Noailles lâche le pied sur de tels articles. Cependant il nous fait «vivre dans des trames continuelles; & «l'on craint à chaque moment qu'il ne s'accommode. Il y aura cette semaine une Assemblée au Palais Royal; mais «quoique l'on dise qu'elle sera la décisive, comme on l'a dit de toutes celles qui se sont tenues jusqu'à ce jour, elle ne terminera certainement pas cette grande affaire.

Cependant M. le Regent pressoit la conclusion. M. le Duc de la Feuillade étoit nommé pour l'Ambassade de Rome. Son départ étoit même fixé au 15. Fevrier, & M. le Regent auroit voulu le charger d'un projet d'acceptation, qu'il pût communiquer au Pape. C'est pourquoi le jour de la Conférence du 27. ce Prince regla, afin d'avancer, qu'il s'en tiendrait d'autres les jours suivans chez M. le Cardinal de Noailles.

Les nouvelles publiques nous apprennent qu'il s'en tint encore une au Palais Royal le Vendredi 5. Fevrier. Ce qu'il y eut de remarquable fut l'introduction de M. Joli de Fleuri. Il venoit d'être revêtu de la charge de Procureur General, & M. Daguesseau de celle de Chancelier de France, vacante par la mort de M. Voisin, arrivée subitement la nuit du 1. au 2. Fevrier.

Le public applaudit au choix que le Prince fit de la personne de ces deux Magistrats, & en conçut de grandes espérances, tant pour le bien de l'Etat, que pour l'heureux succès des affaires de l'Eglise.

On remarquoit de jour en jour à la Cour de France, qu'il y avoit plus de difficultés à réunir les Evêques, & à les faire entrer dans une acceptation de la Constitution où il regnoit de l'uniformité, qu'on ne l'avoit imaginé d'abord. Les Lettres contre la Constitution que M. le Cardinal de Noailles recevoit de toutes parts, faisoient penser à bien des gens qu'il ne pouvoit plus avec honneur donner les mains à une acceptation. C'est ce que disoit alors M. l'Archevêque de Bourges, lorsqu'il s'expliquoit avec ses amis. M. le Marquis d'Eschat étant allé le 14. Fevrier à l'Eglise des Feuillans, dit à ces Religieux, que la Lettre qu'ils avoient écrite au Cardinal de Noailles avoit servi à le rendre plus inflexible, aussi bien que les autres Lettres semblables que cette Eminence recevoit en très grand nombre, tant des Curés & autres Ecclesiastiques de son Diocèse, que des autres Diocèses du Royaume.

Nous apprenons d'une Lettre de Paris en date du 21. Fevrier, que M. le Regent avoit représenté il y avoit quelques jours à ce Cardinal, que son projet d'acceptation étoit trop fort, & que de la manière dont il étoit dressé, jamais il ne seroit agréé ni de la Cour de Rome, ni des Evêques acceptans; que sur cela le Prince en avoit proposé deux autres, plus conformes au desir de cette Cour & de ces Evêques, en disant au Cardinal, que la paix seroit bientôt faite s'il vouloit admettre un de ces projets. On les croyoit de la façon des deux Cardinaux de Rohan & de Bissi. M. le Cardinal de Noailles répondit au Prince, qu'en formant le sien, il avoit tout pesé devant Dieu, qu'il l'avoit mis au dernier degré d'affoiblissement possible. Il fit voir les défauts des deux projets nouveaux, & soutint qu'ils ne mettoient ni les libertés de l'Eglise Gallicane, ni la saine doctrine à couvert.

Depuis le Vendredi 5. Fevrier, il ne s'étoit pas tenu de conference au Palais Royal, les Evêques s'étoient assemblés chacun de leur côté. Ils se réunirent pour la Conference qui se tint le Vendredi 19. Elle roula encore, suivant la Lettre que nous venons de citer, sur les resultats qui regardoient la doctrine. Le Cardinal de Noailles vouloit qu'on y donnât un vernis, en mettant des termes plus forts pour exprimer les verités, & qu'on les detachât un peu plus, c'est-à-dire que l'on fit moins sentir l'attribution des opinions erronnées que l'on condamnoit, soit au livre, soit à l'Auteur, soit même aux 101. propositions. M. le Cardinal de Bissi au contraire demandoit des adoucissements, des termes plus couverts pour exprimer les verités. Ainsi l'on ne conclut encore rien ce jour là. M. le Cardinal de Rohan promit cependant de faire signer ces resultats par 86. Prelats : c'est-à-dire, ajoute la Lettre, que si cela réussit, il ne restera plus que les Prelats Sulpiciens ; encore croit-on qu'ils pourrout à la fin se déterminer à signer. Il y avoit encore deux ou trois conférences, après quoi l'on renverra les Evêques chacun dans leurs Diocèses, & la Cour prendra ses mesures. Ce que notre Lettre appelle *des resultats de doctrine*, n'est autre chose, comme il est aisé de le voir, que les VIII. Articles de doctrine dont nous a parlé M. le Cardinal de Rohan.

M. le Cardinal de Noailles se trouvoit extrêmement pressé ; son embarras augmentoit de jour en jour : il auroit voulu, s'il y avoit des Evêques déterminés à interjeter un Appel au futur Concile, qu'ils se fussent hâtés de le faire, pour le tirer du défilé où il étoit. Il craignoit néanmoins de s'expliquer nettement, & ne vouloit pas que l'on pût dire qu'il avoit porté ces Evêques à l'Appel. M. de Mirepoix nous a déjà fait l'histoire de la conference du Vendredi 26. Fevrier. Une indisposition empêcha le Cardinal de Noailles de s'y trouver. Il y envoya l'Evêque de Châlons son frere à sa place, & le chargea d'un catalogue des propositions, du nombre des 101. qu'il n'apensoit pas que l'on pût condamner en elles-mêmes & dans leur sens naturel. M. de Mirepoix ne parle que de 12. propositions, & M. le Cardinal de Rohan va parler de 26. C'est que M. de Châlons n'étoit pas chargé de proposer tout en une seule fois. Ecoutons M. le Cardinal de Rohan.

« Nous allons mettre la dernière main au nouvel ouvrage ; (*les VIII. Articles de doctrine*) & nous n'attendons que cette bonne acceptation dont on nous flatoit depuis si longtems, pour la communiquer aux Prelats, quand on (*M. le Cardinal de Noailles*) nous envoya un Memoire de 26. propositions, qu'on avoit choisies entre 101. & qu'on alloit n'être susceptibles d'aucune des qualifications portées par la Bulle : Memoire sur lequel on ne nous permit pas d'entrer en discussion, mais que nous eumes la consolation de voir improuver par M. l'Evêque d'Arras, lequel prononça sur la premiere des 26. propositions qu'elle étoit hérétique ; & cela en presence de S. A. R. L'Appel des IV. Evêques fut rendu public dans le même tems (*c'est-à-dire huit jours après*) & l'on nous presenta (*dans la même Conference du 26. Fevrier*) un projet d'acceptation, qui, sur la simple lecture qui en fut faite, fut generalement rejeté, non seulement par nous, mais par S. A. R. même, & par les Ministres qu'elle avoit appelés à nos Conferences. Elles furent rompues ; les Evêques se retirerent dans leurs Diocèses ; & ce ne fut que huit mois après que, interrogés par la Sainteté si les huit Articles de doctrine qui lui avoient été présentés, comme l'ouvrage des Evêques acceptans, étoient véritablement tels, nous apprimes qu'on avoit séparé les Articles de doctrine de tout ce qui les precedoit, & de ce qui les suivait, & que nous reconnûmes de plus qu'on y avoit changé plusieurs choses, & notamment les endroits où il étoit parlé de notre Instruction Pastorale, & où nous

Suite de
l'Avis
pag. 16. 1

attribuions l'erreur au livre des Réflexions morales, & aux 101. propositions.

C'est une chose qui doit être bien remarquée que M. le Cardinal de Rohan ne dit point que les changemens dont il parla, regardassent le dogme. Il ne rapporte non plus que d'une manière générale, la réponse qu'il fit au Pape, de concert sans doute avec M. le Cardinal de Bissi, lorsqu'il fut interrogé huit mois après, savoir si les VIII. Articles étoient l'ouvrage des Evêques acceptans. *Nous répondimes à sa Sainteté, dit-il, comme des Evêques doivent faire en pareille occasion, c'est-à-dire selon la vérité, mais avec modération, & en faisant dans cette conjoncture tout ce qui dépendoit de nous pour la paix.* Ainsi il ne paroît point que les Cardinaux de Rohan & de Bissi aient désavoué en répondant au Pape, que les VIII. Articles eussent été trouvés orthodoxes, tant par eux, que par ceux de leurs Confreres qui en avoient eu communication. Ce sont ces mêmes Articles dont il a été encore question depuis, dans les négociations de l'été 1718. comme M. le Cardinal de Rohan le dit au même endroit de son *Avis*, dont nous avons tiré ce que nous venons de rapporter. Et il emploie indifféremment dans ce même Ecrit le terme de *Précis* & celui d'*Articles*, pour exprimer la même chose; c'est-à-dire qu'il appelle les VIII. Articles, un *Précis de doctrine*. On peut voir dans le même Ecrit quelques changemens qu'il demandoit qu'on y fit en 1718. par rapport à la doctrine. Le plus considérable regarda l'objet de la mort de J. C. Dans les VIII. Articles on condamnoit ceux qui oseroient soutenir que J. C. est mort *pour le salut seulement des prédestinés*; & M. le Cardinal de Rohan demandoit au nom des Prélats qui lui étoient unis, que l'on mît à la place de ces dernières paroles, ces autres-ci : *pour le salut que des seuls prédestinés.*

Revenons à la narration de M. le Cardinal de Rohan. Voici la conclusion qu'il en tire lui-même. « On voit dans ce récit que le Précis de doctrine a pour fonde-

ment l'ouvrage même de M. le Cardinal de Noailles; que dans les Conférences ce Cardinal y a fait faire beaucoup de changemens, en retranchant, en ajoutant; que plusieurs de ces changemens n'ont passé qu'avec une grande répugnance de notre part, parce qu'en effet ils alloient presque tous à excuser le livre des Réflexions morales, & les 101. propositions; à empêcher que la condamnation des erreurs du Jansenisme ne fût aussi nette & aussi précise que nous le desirions, & à traiter des vérités, & des erreurs, en quelque façon étrangères à la Bulle, comme s'il favorisoit les unes, & attaquoit les autres. On y voit que nous avons exigé, comme un préalable nécessaire, de convenir de l'acceptation, avant que de travailler sur la doctrine, pour insinuer que l'acceptation n'étoit qu'une pure formalité; que nous n'avons cédé sur ce point qu'à deux conditions; la première, qu'on ne sépareroit point les Articles de doctrine de ce qui les precedoit & de ce qui les suivait; la seconde, que l'ouvrage en entier seroit regardé comme nul, si nous ne convenions pas sur l'acceptation. . . . On voit enfin que l'acceptation qui nous fut présentée, fut improuvée d'un commun accord.

Les VIII. Articles étoient, comme on le voit, la pierre angulaire qui auroit réuni les Evêques, si l'accommodement que l'on se proposoit alors, avoit réussi. M. le Cardinal de Rohan, & les Evêques qui lui étoient unis, auroient joint ces Articles à leur Lettre à M. le Regent. Et M. le Cardinal de Noailles auroit inséré dans l'Instruction Pastorale qu'il auroit publiée, une exposition sur la doctrine toute semblable. Mais en premier lieu les IV. Evêques n'étoient point d'accord sur ces VIII. Articles. Ils n'avoient point donné leur approbation aux résultats des conférences du Palais Royal sur la doctrine. Ils avoient fait leurs remarques, comme nous l'avons dit, sur ce qu'ils trouvoient de défectueux dans le Précis de doctrine du Cardinal de Noailles; & nous avons donné celles qu'ils avoient

avoient faites sur la Lettre & les articles du Cardinal de Rohan.

Secondement ; les Evêques qui s'assembloient au Palais Royal , ne purent convenir sur la forme de l'acceptation. Nous avons rapporté le modèle d'Acceptation que M. le Cardinal de Noailles proposoit ; & l'on a vu dans la Relation de M. de Mirepoix , & on vient de voir dans le recit de M. le Cardinal de Rohan , comment ce modèle fut reçu à la conférence du 16. Février. M. le Cardinal de Rohan & ses Collegues ne le trouvoient pas supportable , parce qu'il étoit trop contraire à la Bulle. Les IV. Evêques de leur côté n'en vouloient point , parce qu'ils ne vouloient recevoir la Bulle en aucune manière. Tel étoit l'état où les choses se trouverent à la fin de tant de conférences. Mais après avoir entendu M. le Cardinal de Rohan & M. de Mirepoix sur l'historique des Conférences du Palais Royal , il est tems d'écouter M. le Cardinal de Noailles à son tour.

" Nous ne craignons point , dit ce Cardinal Archevêque de Paris , parlant à son peuple au commencement de 1719. (a) de prendre ici à témoin le grand Prince qui nous gouverne. Ces conférences tenues l'année dernière (b) en présence de S. A. R. où elle nous a donné tant de preuves de sa pénétration aussi bien que de son zèle pour la paix de l'Eglise , avoient pour principal but de connoître si les Evêques acceptans , & ceux qui n'ont point accepté , pensoient d'une manière uniforme sur la doctrine. Nous y avons vu ce Prince si éclairé , présent à ces conférences dans le même esprit dans lequel les Empereurs les plus religieux assistoient aux anciens Conciles , c'est-à-dire pour être uniquement le témoin auguste des sentimens des Evêques , déclarer plusieurs fois qu'il avoit eu la consolation de reconnoître , que le Clergé

du Royaume n'étoit point divisé sur les dogmes de la foi. Convaincu de cette vérité , il l'a attestée dans des Lettres circulaires écrites l'année dernière à tous les Evêques de France ; & le Roi même , sur le rapport du Prince Regent , assure ce fait important dans la Déclaration du 7. Octobre 1717.

M. le Cardinal de Noailles revient plus bas à ces mêmes Conférences. " Dans les Conférences tenues , dit-il , en la présence de S. A. R. & dont nous vous avons déjà parlé , nous dressâmes , de concert avec les Prélats qui ont pris des routes opposées aux nôtres , des articles de doctrine , qui expliquoient sur les matières qui font l'objet de la Constitution , les vérités qui ne peuvent souffrir d'atteinte , les erreurs qu'il faut condamner , & les opinions même qu'il est permis d'embrasser. Cet ouvrage de paix parut propre à terminer toutes contestations , & nous entrâmes pleinement dans cette vue.

" L'ouvrage fut présenté au nom du Roi , le Prince Regent fit de vives instances auprès du Pape pour l'engager à l'approuver , l'assurant que les Evêques opposans & les acceptans étoient d'accord sur la foi ; & que si sa Sainteté vouloit bien donner une approbation formelle aux Articles de doctrine , l'affaire seroit consommée à la gloire du S. Siège , & à l'avantage de l'Eglise.

M. le Cardinal de Noailles ajoute un peu après un trait , qui , comme il le dit lui-même , ne convient pas moins aux négociations du commencement de 1717. qu'à celles de 1718. " Les Memoires , dit ce Cardinal , qui ont été le signal de la rupture , ont démontré que dans ces derniers tems , comme dans les premiers , on (c'est-à-dire les Evêques Acceptans avec qui on avoit traité) a toujours voulu une condamnation des propositions dans leur sens propre & naturel , & une acceptation pure & simple de la Bulle : on a prétendu que c'étoit faire injure au Pape que de recevoir la Constitution dans le sens des explications.

Ces paroles rappellent le fait des propositions.
Cecce

(a) Première Instruction Pastorale du 14. Janvier 1719. prélim. §. 1.

(b) Quoique cette Instruction soit datée du 14. Janvier 1719 néanmoins elle a été composée en 1717. C'est pourquoi l'année 1717. y est appelée l'année dernière.

sitions produites par M. l'Evêque de Châlons dans la conférence du 26. Fevrier. M. le Cardinal de Noailles prétendoit qu'elles ne meritoient aucune des qualifications portées par la Bulle, ou, ce qui est la même chose, qu'elles n'étoient pas condamnables dans leur sens propre & naturel; & M. le Cardinal de Rohan ne vouloit point admettre de pareille exception. Il est bon de voir de quelle maniere il s'est exprimé dans son Avis. " Prétendre, dit-il, & dire, que l'on accepte, & cependant soustraire à la condamnation generale que le Pape, & les Evêques ont portée, quelques-unes des 101. propositions, ou éluder quelque autre disposition importante de la Bulle, c'est se contredire soi-même; c'est accepter en apparence, & en effet n'accepter pas, ou n'accepter qu'en partie; c'est faire injure à l'Eglise, & scandaliser les fidèles. Cette verité paroît d'une telle importance à M. le Cardinal de Rohan, qu'il croit devoir employer le serment, pour attester combien il en est convaincu. " Nous osons, dit-il, prendre à témoin Dieu & son Christ, qui est la verité même, que nous regarderions avec horreur, & que nous tiendrions pour une insigne perfidie, & pour un sacrilège, l'acceptation que feroit de la Bulle celui qui ne lui rendroit qu'une déférence extérieure & une fausse obéissance, & qui en condamnant avec nous le livre des Réflexions, & les 101. propositions qui en ont été extraites, croiroit que le livre, les 101. propositions, ou quelques-unes d'entre elles ne seroient pas dignes de censure. Ainsi parle M. le Cardinal de Rohan.

On peut voir ce qu'il ajoute peu après contre tout ce qui iroit à restreindre la Constitution en quelque maniere que ce pût être, soit par rapport au nombre, soit par rapport au sens des propositions condamnées. Il se sert des termes les plus énergiques qu'on puisse imaginer pour rejeter toute acceptation qui auroit ce caractère. Or on vient de voir que M. le Cardinal de Noailles n'en vouloit point d'autre; il n'est donc pas étonnant que l'accommodement

ne pût se conclure, puisque ces deux Cardinaux étoient dans des sentimens diamétralement opposés sur la nature de l'acceptation. Les IV. Evêques de leur côté ne vouloient aucune sorte d'acceptation. Ils étoient d'accord avec M. de Cardinal de Rohan sur la nature de l'acceptation; c'est à-dire qu'ils pensoient que si la Bulle devoit être reçue, il falloit la recevoir telle qu'elle étoit, & condamner, en la recevant, les propositions dans leur sens naturel; mais ils étoient persuadés avec M. le Cardinal de Noailles, que la Bulle étoit trop mauvaise pour pouvoir être reçue purement & simplement. Ainsi réunissant l'idée que M. le Cardinal de Noailles avoit de la Bulle avec le principe de M. le Cardinal de Rohan sur l'acceptation, ils en tiroient cette conséquence nécessaire, qu'il ne falloit absolument point recevoir. Cette conséquence devint un principe qui les conduisit à l'Appel.

Mais, avant que de passer plus loin, il nous reste encore à faire une observation essentielle qui appartient à l'histoire, & qui doit être ajoutée à ce que nous venons de dire des dispositions de M. le Cardinal de Rohan, de M. le Cardinal de Noailles, & des IV. Evêques. Que l'on considère donc premierement, que M. le Cardinal de Rohan, dans les extraits que nous avons rapportés, embrasse deux maximes; l'une que la Bulle est bonne en elle-même, & les 101. propositions mauvaises; l'autre, que ce seroit un sacrilège d'accepter la Bulle en croyant que les 101. propositions, ou quelques-unes d'entre elles, ne sont pas dignes de censure. Il regloit même au moins en partie, sa conduite sur ces deux maximes réunies, dans les négociations de 1717. comme il l'a fait encore depuis dans celles de 1718. M. le Cardinal de Noailles au contraire regloit la sienne sur les deux maximes opposées. Car il croioit d'une part, & il ne fit pas même difficulté d'en faire une profession ouverte dans la conférence du 26. Fevrier, qu'il y avoit des propositions du nombre des 101. qui n'étoient susceptibles d'aucune censure; & nonob-

tant cela, il se montrait toujours d'une autre part comme disposé à recevoir la Constitution, pourvu que ce fût avec de certains tempéramens. Jusque-là il est donc vrai qu'on ne pourroit imaginer une plus grande opposition que celle qui se trouvoit entre ces deux Cardinaux. Et il est vrai de dire (ce qui peut d'abord causer quelque surprise) que chacun d'eux étoit plus proche des IV. Evêques, qu'il ne l'étoit l'un de l'autre, puisque chacun avoit au moins un principe commun avec les IV. Evêques; au lieu qu'ils étoient l'un avec l'autre en contradiction sur les deux principes tout à la fois. Voilà ce qui résulte de ce que nous avons vu; & c'est un premier fait déjà établi.

Mais il faut ajouter, qu'il y avoit cette différence entre M. le Cardinal de Noailles & M. le Cardinal de Rohan, qu'il n'y avoit pas de fondement solide de douter que ce premier Cardinal ne fût persuadé des deux maximes qu'il prenoit pour principes, l'une que la Bulle n'étoit pas bonne dans son sens naturel, l'autre que malgré cela on pouvoit la recevoir d'une certaine sorte; au lieu que nous ne nous sentons point en état de garantir que M. le Cardinal de Rohan fût sincèrement persuadé des deux maximes contraires. Ainsi, nous avertissons ici (& c'est ce que nous étions obligé de faire pour la vérité de l'histoire) que nous n'assurons point que ce Cardinal crût intérieurement la Bulle bonne dans son sens naturel; ce qui est la première maxime: 2. par rapport à la seconde maxime, nous n'assurons pas non plus qu'il n'envisageât aucun moyen d'allier la croyance que la Bulle fût mauvaise en elle-même, avec certaines manières de la recevoir. Nous savons tout ce que l'on pourroit dire pour prouver qu'il n'a point cru la Bulle bonne, quoiqu'il l'ait reçue. On pourroit alleguer entre autres preuves l'Instruction Pastorale des XL. qu'il a adoptée, pour ne pas dire qu'il en a été l'auteur; pièce manifestement contraire à la Bulle en bien des points; & les VI. articles de doctrine, pièce encore plus contraire à la Bulle. Mais, sans approfondir davantage ce dernier point, nous disons qu'il reste deux choses pour

certaines: l'une, que ce Cardinal rompit en Février 1717. sur le fondement que l'on ne pouvoit recevoir en quelque manière que ce fut la Bulle sans la croire bonne en elle-même; l'autre, que cela n'empêche pas qu'il n'ait dit & fait une infinité de choses qui donnent lieu de soutenir, qu'il étoit assez persuadé que la Bulle n'étoit pas bonne; & qu'il n'étoit pas trop persuadé que, nonobstant cela, on ne pût la recevoir.

A l'égard des IV. Evêques, qui ont cru, avec M. le Cardinal de Noailles, que la Bulle n'étoit pas bonne; & avec M. le Cardinal de Rohan dans son *Avis*, qu'étant dans cette première disposition, ils ne pouvoient sans sacrilège la recevoir, ils ont agi conformément à ce double principe, & n'ont laissé aucun fondement de les accuser de suivre dans leur conduite des maximes contradictoires. Avant que de faire l'histoire de leur Appel, il nous reste quelques particularités à rapporter, soit par rapport à Rome, soit par rapport à la France.

§. LXXXI.

Dispositions de M. l'Evêque de Châlons. Le P. Q. écrit à M. le Regent. Lettre de M. l'Evêque de Castres à M. le Regent. Le Chapitre de Lausanne renvoie l'acceptation de la Constitution. Sermon d'un Jésuite à Rome en présence des Cardinaux. Lettre de la part du Pape aux Cardinaux de Rohan & de Bissi. Lettres des Curés & autres Ecclesiastiques condamnées à l'Inquisition. On les fait brûler publiquement à Rome avec des solennités extraordinaires.

RIEN n'égalait l'embarras où se trouvoit M. l'Evêque de Châlons, au milieu des différens partis que prenoient les Evêques. On a vu ses sentimens par la lettre que nous avons rapportée de lui au §. XXXVI. de cette histoire: lettre qui étoit demeurée très secrète. Il étoit d'une autre part rempli de tendresse & de vénération pour M. le Cardinal de Noailles son frere. Il ne pouvoit se résoudre à prendre une rou-

te différente de la sienne, & il auroit voulu cependant marcher de concert avec les IV. Evêques. Il ignoroit la résolution qu'ils avoient formée d'appeller; mais il savoit fort bien qu'ils ne vouloient point d'acceptation. Il se chargea donc bien volontiers de la commission dont nous l'avons vu s'acquitter à la Conférence du 26. Fevrier, lorsqu'il y presenta les propositions que M. le Cardinal de Noailles ne vouloit point condamner dans leur sens naturel. Cependant le Clergé de son diocèse, comme nous l'apprend une lettre du 9. Fevrier, avoit dessein de se déclarer contre la Constitution, à l'exemple du Clergé de Paris. Mais M. de Châlons qui fut consulté, témoigna qu'il souhaitoit qu'on ne fit rien encore, & que l'on attendît quelque tems. Il fut cru; & ce Clergé demeura alors dans l'inaction.

Le P. QUESNEL étant informé de l'assiduité avec laquelle M. le Regent s'appliquoit à l'affaire de la Constitution, crut qu'il étoit de son devoir de lui écrire une lettre respectueuse qui fut rendue le 10. Janvier à S. A. R.

Il se tint à Montpellier vers le commencement de Janvier, par ordre de la Cour, une Assemblée d'Evêques chez M. l'Archevêque de Narbonne. On y parla sans doute de l'affaire de la Constitution, puisque M. l'Evêque de Castres en prit occasion d'écrire à M. le Regent la lettre suivante, où il fait plusieurs réflexions sur le nouveau Bref du Pape aux Evêques, & où il expose ses sentimens sur la Constitution.

LETTRE de M. l'Evêque de Castres à M. le Regent, écrite de Montpellier le 4. Janvier 1717.

MONSIEUR,

J'ai sçu par M. de Basville, que V. A. R. desir d'être informée du sentiment des Evêques sur le Bref qui leur a été nouvellement adressé par N. S. P. le Pape. Je crois qu'il est de mon devoir de m'en expliquer moi-même à V. A. R. J'ai l'honneur de le faire avec

toute la sincerité convenable à un Evêque.

Ce Bref ne m'a point été rendu; si je l'avois reçu, j'aurois fidèlement exécuté les ordres de V. A. R. On m'en a prêté un exemplaire. A peine m'a-t-on laissé le tems de le parcourir. J'y ai pourtant remarqué plusieurs maximes injurieuses à l'Episcopat: on y suppose;

1. Que les Evêques sont obligés de se soumettre aveuglément & sans examen à toutes les Bulles émanées du S. Siège;

2. Qu'ils ne sont que les simples exécuteurs des ordres du Pape, & qu'ils ne sont jamais en droit, ni de donner des explications à ses Decrets, ni de lui en demander avec respect;

3. Qu'il est inutile de donner des explications à la Bulle *Unigenitus*; & qu'entreprendre de lui en donner, & d'exposer notre doctrine, c'est dès lors nous rendre suspects d'erreur.

4. Par cette supposition, qui semble d'abord ne regarder que les Prélats qui n'ont pas encore accepté la Bulle, on condamne adroitement & indirectement la sage conduite, & les justes précautions de ceux qui ne l'ont acceptée qu'en l'expliquant. On ne loue leur obéissance & leur soumission, que pour les dépouiller de leur qualité de Juges, essentiellement attachée à leur caractère, & pour les empêcher de se plaindre de la condamnation tacite de leur propre conduite.

5. On ne fonde la nécessité de se soumettre à la Bulle *Unigenitus*, que sur la seule autorité du Pape, sans faire aucune attention à l'acceptation du corps des Pasteurs, nécessaire pour donner de nouvelles loix à l'Eglise.

Il y auroit bien d'autres réflexions à faire sur ce Bref. Celles-ci sont plus que suffisantes, fort opposées à ces maximes ultramontaines, & conformes à la doctrine de l'Eglise Gallicane: elle a toujours été, & elle sera toujours le fondement de ma conduite.

Dès que la Bulle parut, je jugeai qu'on ne la pouvoit pas recevoir sans explication: je le disois hautement à qui vouloit l'entendre; ajoutant que si les Prelats qui étoient:

pour lors assemblés à Paris, donnoient des explications, apparemment je les adopterois; que s'ils n'en donnoient pas, j'en donneroie moi-même. L'Instruction Pastorale des XL. n'eut pas plutôt été publiée, que j'eus l'honneur d'écrire à M. le Cardinal de Rohan, qu'elle levoit toutes mes difficultés, & j'avouerai à V. A. R. qu'elle ne les auroit pas levées sur les matières de la grace, si je n'étois depuis longtemps dans les principes des deux plus savans hommes du dernier siècle, le Pere MORIN de l'Oratoire, & M. de LAUNOI. Satisfait donc de l'explication des XL. je pris le parti de publier la Bulle, conjointement avec l'Instruction Pastorale, & relativement à cette Instruction. Mon Mandement trop simple, pour avoir attiré l'attention du public, ne laisse aucun pretexte de douter de cette relation, que je croi indispensable.

J'ajouterai encore que si j'ai jugé les explications & la relation nécessaires & suffisantes, je n'ai jamais condamné la conduite de ceux de nos Confreres qui veulent en donner, ou en demander de plus amples ou de plus précises; & si le Pape vouloit agir contre eux, sans m'écarter jamais du profond respect que je dois au successeur de S. Pierre, au chef de l'Eglise, & sans entrer dans la discussion delicate de ses droits & des nôtres, je serois tout disposé à lui parler comme fit S. Irenée au grand Pape S. Victor dans une occasion toute semblable.

Voilà, Monseigneur, un précis bien sincère de ce que je pense sur ces matières. Je croi même qu'il n'y a aucune division essentielle entre les Evêques: Que, comme les Israélites du tems de Josué, nous ne sommes séparés que par un petit fleuve, qui ne change rien à notre dogme ni à notre culte. Je ne laisse pas de craindre les suites de ces contradictions: je ne puis que prier Dieu, dans l'amertume de mon cœur, de vouloir benir les soins & les pieuses intentions de V. A. R. pour procurer la paix de l'Eglise. Je suis avec un très profond respect & avec une entière soumission &c.

Les nouvelles publiques du 12. Janvier dans l'article de Paris du 4. du même mois, disent qu'il paroïsoit une lettre de M. l'Evêque d'Apt à M. le Regent, dans laquelle ce Prélat se declaroit en termes peu ménagés en faveur de la Constitution, & contre les Prélats Opposans.

Les mêmes nouvelles publiées avancoient un fait qui regarde le Chapitre de Lectoure, qui n'est pas exactement vrai, & que nous rectifierons d'autant plus volontiers, que nous ne le trouvons pas dans le *Cri de la foi*.

Le Chapitre de cette Cathedrale, entraîné par l'exemple du plus grand nombre, & croyant d'ailleurs que l'Instruction des XL. mettoit assez la foi à couvert, reçut la Bulle dans le Synode tenu le 17. Juillet 1714. Il demeura dans l'inaction sur cet article jusqu'au commencement de l'année 1717. qu'il revoqua son acceptation, par un Acte Capitulaire daté du 13. Fevrier, & il deputa en même tems Messieurs Charantan & Boubée Chanoines, pour aller notifier à M. l'Evêque la deliberation qu'on avoit prise, mais on ne lui en laissa pas copie: d'où provient sans doute, que cette revocation ne se trouve pas dans le *Cri de la foi*.

Nous rapporterons encore ici un autre fait qui a échappé aux recherches de celui qui a fait imprimer ce livre. Il sera tiré d'une lettre de M. Gontier Curé de Pezenas, qui n'a point été imprimée. Il faut savoir que M. Gontier & M. Milhau son Vicaire, avoient signé la lettre du 26. Janvier 1717. à M. l'Evêque d'Agde contre la Constitution. (Elle est dans le *Cri de la foi*.) „Je dois vous dire, dit M. Gontier à un „de ses amis à qui il écrivoit le 14. Fevrier „suivant, que le prélude de notre négociation est la révocation des pouvoirs de „prêcher & de confesser dans tout le Diocèse, à M. Milhau prêtre, mon Secrétaire (ou Vicaire) depuis le 12. du courant: premiere demarche de mes supérieurs qui comptent de me faire du chagrin. Je m'attens à quelque chose de plus. „Si on m'attaque, je suis résolu avec la

«grâce de J. C. de donner non seulement
«mes soins pour la défense de la vérité & de
«la justice, mais jusqu'à la dernière goutte
«de mon sang. Priez le Seigneur qu'il me
«fortifie, puisqu'il y a lieu de croire que je
«serai le premier attaqué. Je puis tout en
«celui qui me fortifie; & moi soutenant sa
«cause, il défendra ses intérêts, en prenant
«ma défense.

La fragment qu'on vient de lire retracer
l'idée de tant d'autres lettres que l'on écri-
voit de toutes parts, & fait souvenir quel
en étoit le style & la nature. On peut aisé-
ment s'imaginer l'impression que cela fai-
soit en France sur les esprits. Ces lettres in-
sérées dans les nouvelles publiques, ou bien
imprimées dans des feuilles séparées, vo-
loient de tous côtés. La Cour de Rome
ne laissoit pas que d'en être étonnée; &
ceux qui étoient présents à Rome au mois de
Février, croyoient n'y plus remarquer la
même fierté.

Le Dimanche de la quinquagésime, qui
arrivoit cette année le 7. Février, le Colle-
ge des Cardinaux tint Chapelle dans l'E-
glise de la maison Professe des Jésuites à
l'occasion des prières de 40. heures. Le Je-
suite qui prêcha, prit pour texte ces pa-
roles de l'Evangile du jour, *Domine ut vi-
deam*: Seigneur, faites que je voie. Il en
prit occasion de parler de l'affaire de la
Constitution. Il dit que l'aveugle de l'E-
vangile avoit vu, parce qu'il avoit crû;
& que ceux qui n'acceptoient pas la Con-
stitution ne voyoient point, parce qu'ils ne
croyoient point. De là passant à ceux qui
demandoient des explications, par où il
designoit le Cardinal de Noailles & les Evê-
ques de France Opposans, il s'étendit à
prouver qu'ils étoient dans les ténèbres de
l'erreur; & dit que, pour imiter Jesus-
Christ il falloit non écouter leurs demandes,
mais décerner la peine. Les Cardinaux qui
étoient présents furent très mécontents, &
ne le dissimulerent pas. Le Cardinal de Schro-
tembach, entre autres, en fit haurement
ses plaintes. Le Cardinal Vallemani dit,
que s'il avoit été Doyen des Cardinaux,
il auroit imposé silence au Prédicateur.

Le Cardinal de la Tremoille s'en plaignit
aux Jésuites qui le reconduisoient, entre
lesquels étoit, dit-on, le Pere Laffi-
teau.

Ce fait que nous savons par une voie
sûre, fut détaillé dans les nouvelles publi-
ques. Elles ajoutoient que le Pape alla
deux heures après faire les prières à cette
même Eglise des Jésuites, & que cela lui
donna lieu de faire une reprimande au Pré-
dicateur, en lui disant qu'il n'avoit pas
besoin d'un homme comme lui, pour sou-
tenir la Constitution, & qu'il sauroit bien
la soutenir lui-même. Cependant ce Pré-
dicateur Jésuite n'avoit rien dit qui ne fût
conforme & au discours que le Pape avoit
tenu il y avoit sept mois dans le Consistoi-
re de la vigile de S. Pierre, & aux Brefs
qu'il avoit envoyés récemment en Fran-
ce.

Le Pape fit écrire vers le même tems,
deux lettres par le Cardinal Paulucci; l'une
au Cardinal de Rohan, l'autre au Car-
dinal de Bissi, pour se plaindre de ce
qu'ils écoutoient & sembloient donner les
mains aux étranges propositions d'accom-
modement que faisoient les Prelats, éga-
lement ennemis de la paix & de l'Eglise.
Ces deux Cardinaux communiquèrent ces
lettres dans l'Assemblée du Palais Royal
du Vendredi, 19. Février. Celle qui étoit
adressée au Cardinal de Bissi, étoit plus
douce. On lui donnoit même des louanges
de ce qu'en écoutant le Projet d'accepta-
tion, il s'appliquoit à le combattre, & per-
sistoit à demander une acceptation pure &
simple. On faisoit au contraire des repro-
ches au Cardinal de Rohan, de ce qu'il
donnoit trop dans les sentimens & dans la
doctrine du Cardinal de Noailles; & on le
faisoit souvenir de la lettre que lui-même
avoit écrite au Pape en 1714. par laquelle
il assuroit que la Constitution avoit été
reçue purement & simplement. C'est ainsi
que parloit le Cardinal Paulucci; l'on a vu
en son lieu ce que c'étoit que cette lettre de
1714. qui est sans doute celle de l'Assemblée
des XL.

AVANT que de voir ce qui se fit à Rome

contre les lettres des Curés & autres Ecclesiastiques des différens Diocèses de France, nous dirons, par rapport aux lettres des Curés du Diocèse de Paris en particulier, que l'on tenta de les faire condamner par le Parlement. Cela regardoit principalement celle qui avoit été signée par plus de deux cens Curés. Il y avoit un Article qui faisoit naître des doutes à quelques-uns des principaux magistrats, c'est ce que disent ces Curés, que leur ministère est de droit divin. On fit voir que bien loin que cette doctrine fût nouvelle, elle étoit appuyée de fortes preuves, & avoit été anciennement établie par la Sorbonne. D'ailleurs les Curés de la ville de Paris vinrent à l'appui par la lettre qu'ils écrivirent, & le Parlement ne toucha ni aux unes, ni aux autres.

La Cour de Rome, n'étant pas secourue par le Parlement, crut devoir se faire justice à elle-même. Le Tribunal de l'Inquisition rendit donc un Decret le Mercredi 17. Février contre diverses lettres de Curés & autres qui se retrachoient de jour en jour de l'acceptation ou publication de la Constitution. La lettre des Curés du Diocèse de Paris y tenoit aussi son rang. On y parloit de ces Ecrits avec une indignation mêlée d'étonnement. « Chose inouïe, dit le Decret : on a vu des Prêtres demander pardon au Dieu tout puissant dans la chaire de vérité, d'avoir publié une Constitution Apostolique ! Le Decret condamnoit ces pièces, comme scandaleuses, téméraires, injurieuses au S. Siège, & à l'Eglise, schismatiques, hérétiques, impies, pleines de l'esprit d'hérésie : *hæretico spiritibus plenas*, & comme telles on les condamnoit au feu. On peut se rappeler ici le souvenir de ce que contiennent ces lettres, & des dogmes dont elles prennent la défense par rapport à l'amour de Dieu, la grace, la pénitence. Outre la condamnation des Ecrits, le Decret défendoit sous peine d'excommunication à toutes sortes de personnes, même à celles dont il auroit fallu faire mention expresse, de modifier & li-

miter la Bulle, *etiam limitare*, sous quel que prétexte que ce pût être.

Les nouvelles publiques disent que le Pape assista le jeudi de la Semaine suivante au S. Office. Le Mardi d'après, qui étoit le 2. Mars, le Decret fut publié ; & le lendemain on procéda à l'exécution, qui fut accompagnée de circonstances qui n'avoient jamais eu d'exemple. On choisit le Mercredi matin, tems auquel la Congregation du S. Office étoit assemblée dans la Salle du Couvent des Dominicains de la Minerve. On avoit dressé dès le jour précédent dans la place, qui est devant l'Eglise de ce Couvent, un théâtre très élevé & d'une grande largeur. On remarquera que cette Eglise est le titre de Cardinalat de M. le Cardinal de Noailles. C'étoit donc devant cette Eglise que le théâtre étoit dressé ; & au milieu du théâtre étoit un vaste brasier, où l'on entretenoit le feu, en y jetant de la poix ou autres matières propres à former une fumée noire & épaisse. Lorsque l'heure de l'exécution fut venue, tous les Officiers qui doivent y assister étant arrivés, la populace étant accourue en foule, le Cardinal Paulucci livra à diverses reprises les Ecrits condamnés, à un Dominicain du S. Office qui les présenta au Greffier ; celui-ci les portoit au Barigel, qui les donnoit à son Sergent. Le Sergent les remettoit à un Sbirre, des mains de qui le Bourreau les recevoit. Le Bourreau en parcourant le théâtre les montrait aux IV. Parties du monde ; après quoi il les jetoit l'un après l'autre dans le brasier, où le valet du Bourreau avoit soin de mettre de tems en tems de nouvelle poix, pour servir au feu de nourriture. On observa à Rome que lorsqu'on y avoit brûlé les Ecrits de Luther & ensuite ceux de Calvin, on l'avoit fait dans l'intérieur du S. Office, & non pas dans la place publique, & en présence d'une aussi nombreuse multitude, comme on fit ceux-ci. Deux jours après, l'Appel au futur Concile se fit en France avec tout l'éclat que nous allons raconter.

§. LXXXII.

Appel des IV. Evêques. Dernière portion de la Relation de M. de Mirepoix qui contient l'histoire de cet Appel. Aîte d'Appel. Diverfes circonstances touchant l'Assemblée de Sorbonne du 5. Mars. Adhésion de la Faculté de Theologie à l'Appel. Les Ecclesiastiques des Paroisses de Paris, & plusieurs Communautés adhérent pareillement. Retraite & exil de M. Ravechet. Les IV. Evêques reçoivent ordre de sortir de Paris. Ils écrivent à M. le Regent. Ils reçoivent des ordres réitérés de retourner en leurs Diocèses. Leur départ de l'Abbaye de S. Denis. Conclusion de cette partie de notre Histoire.

LA résolution de l'Appel au futur Concile general fut formée dès le mois de Novembre 1716. entre M. l'Evêque de Montpellier & M. l'Evêque de Senz. L'Acte d'Appel fut dressé dès lors, sans que M. de Mirepoix en eût connoissance; & lors même qu'il prit le parti d'appeler, on ne lui expliqua point combien il y avoit de tems que l'Acte en étoit dressé. Il avoit été résolu que les deux Evêques iroient en Sorbonne déclarer leur appel à l'Assemblée du 1. *mensis* de Decembre. Cependant il se trouva des difficultés insurmontables, qui obligèrent de différer.

Nous avons parlé des Assemblées que les IV. Evêques faisoient entre eux plusieurs fois la semaine, pendant les mois de Decembre, Janvier & Fevrier, pour l'examen, soit du Corps de doctrine, soit de quelques autres pièces. On ne cessoit pendant ces Assemblées de remettre devant les yeux de M. l'Evêque de Mirepoix la nécessité d'interjeter l'Appel. Ce Prélat ne pouvoit se résoudre à entrer dans ce dessein; & l'une de ses raisons étoit, que de la manière dont on le lui proposoit, il devoit se trouver par son ancienneté à la tête des Evêques Appellans; & il auroit voulu quelqu'un, di-

soit-il, d'un mérite supérieur au sien pour accepter une telle place. L'Appel étoit une affaire dont la grandeur l'accabloit, lorsqu'il l'envisageoit de loin: il l'a soutenue, il est vrai, avec fermeté & avec joie, lorsqu'il l'a vue de près; mais alors il ne cessoit de dire qu'il falloit que ce fût M. le Cardinal de Noailles qui se trouvât à la tête des Appellans. M. de Boulogne entra dans le dessein de l'Appel avant M. de Mirepoix; & dès le mois de Janvier il témoigna qu'il le feroit volontiers, mais qu'il desiroit que M. de Mirepoix fût à la tête.

MM. de Senz & de Montpellier voient les résistances persévérantes de M. de Mirepoix se déterminèrent enfin à faire eux seuls leur appel: & en effet ils le signèrent au mois de Fevrier, & en obtinrent des Lettres Apostoliques d'une manière que la discrétion ne permet pas d'expliquer. On delibera beaucoup sur la manière de le notifier. On tenta du côté de l'Université: tout y étoit favorable du côté des sentimens, mais les formalités nécessaires pour en venir à l'exécution dans une Assemblée générale de l'Université, parurent trop embarrassantes, & sujettes à trop d'inconveniens dans les conjonctures où l'on se trouvoit.

On se détermina donc à la Faculté de Theologie. M. Ravechet, qui étoit Syndic, desiroit ardemment l'Appel; & c'étoit comme le terme unique qu'il s'étoit proposé de son syndicat. Sur quoi nous rapporterons un fait dont nous avons une connoissance certaine. Dès l'été précédent un ami particulier de M. Ravechet lui représenta, qu'il y avoit bien des personnes opposées à la Constitution, à qui sa conduite étoit suspecte: que toutes les fois qu'on le voioit user de certains ménagemens, on craignoit qu'il ne tendit à faire recevoir la Constitution par la voie des explications; que par cette raison plusieurs Docteurs se tenoient sur leurs gardes, & résistoient quelques fois à ses avis, dans des choses où ils ne l'auroient pas fait, s'ils avoient été assurés de ses intentions: qu'il

le

1^e Supplioit donc de s'ouvrir à lui, & de lui permettre de faire part de son secret à une autre personne qu'il lui nomma, & qui étoit propre à en calmer d'autres; il termina ce discours en promettant le secret tant pour lui que pour cette troisième personne qui y devoit être associée. M. Ravechet ayant entendu ce discours, répondit à son ami, qu'il n'avoit eu d'autre vûe en acceptant le syndicat, que de faire tomber la Constitution, & de soutenir l'ancienne doctrine de l'Eglise qu'elle condamnoit; que c'étoit pour cet effet qu'il avoit déjà proposé à la Faculté, de dresser des articles de doctrine; qu'il desiroit sur toutes choses d'en venir à l'Appel au futur Concile; & qu'il le desiroit tellement, qu'il l'exécuteroit avant que de sortir du syndicat, quand il devoit le faire seul; qu'il savoit bien qu'une pareille démarche lui attireroit l'exil, mais qu'il y étoit disposé, & à la mort même, que l'exil, dans l'état où étoit la fanté, ne manqueroit pas sans doute de lui procurer, & qu'il se trouveroit heureux de souffrir l'un & l'autre pour un sujet de cette importance.

Un syndic qui étoit dans de telles dispositions n'avoit garde de manquer à seconder les Evêques. Tout fut concerté avec lui. On avoit jeté les yeux sur l'Assemblée qui devoit se tenir le 1. Mars. Mais les ordres de la Cour qui survinrent pour ce jour là, obligerent à remettre l'exécution du dessein à un autre jour. Nous avons expliqué ailleurs ce que portoient ces ordres. Le Roi ordonnoit que la délibération du 12. Janvier fut rayée de dessus les Registres. C'étoit la délibération en conséquence de laquelle la Faculté étoit allée en Corps trouver M. le Cardinal de Noailles, pour l'assurer qu'elle lui demeureroit unie, tant qu'il continueroit lui même de l'être à la vérité; c'est-à-dire tant qu'il persisteroit dans le refus de recevoir la Constitution. Nous ne répétons pas ce que nous avons dit ailleurs, de ce qui se passa dans cette Assemblée du 1. Mars au sujet de cet ordre du Roi. Il étoit à craindre si on refusoit ouvertement de le mettre à exécution,

qu'il ne survint des défenses pour l'avenir de tenir des Assemblées. M. Ravechet qui vouloit sur toutes choses éviter un tel inconvénient, fit prendre un tour à la délibération qui déplut à bien des gens. Ces personnes sont demeurées persuadées, que l'intention qu'il avoit d'ôter tout obstacle à la conformation de l'Appel, ne l'excusoit pas pleinement dans la conduite qu'il tint ce jour là. Quoi qu'il en soit, la chose réussit comme il l'avoit désiré. Il y eut une Assemblée indiquée pour le Vendredi suivant 5. de Mars, & il ne survint point d'ordre de la Cour qui en traversât la tenue.

Les Evêques qui avoient été dérangés dans leur projet par cet ordre, qui étoit survenu à la Faculté pour l'Assemblée du 1. Mars, furent consolés, parce que ce fut ce jour là même que M. de Mirepoix prit sa dernière résolution. Celle de M. de Boulogne étoit prise il y avoit déjà du tems, comme nous l'avons dit. On crut qu'il ne falloit plus différer d'un seul moment, & on ne songea qu'à disposer toutes choses pour la prochaine Assemblée. La veille de l'Assemblée les Evêques allèrent chez quelques-uns des principaux Docteurs, mais en très petit nombre. On avoit pressenti en general le sentiment des Docteurs quinze jours ou trois semaines auparavant, sans néanmoins leur découvrir le dessein où l'on étoit. Ils avoient témoigné être extrêmement sensibles au peril que couroit la doctrine, & regardoient l'Appel comme la véritable ressource: en sorte que du côté de l'inclination des Docteurs & de leurs lumières, on ne doutoit en aucune sorte du succès. Tout ce qu'on craignoit, c'est qu'on ne pût consumer l'affaire dans une seule Assemblée, & que la Cour n'y mit obstacle pour une seconde. Mais le concert & le zèle des Docteurs prévint toutes les difficultés. M. de Mirepoix va lui-même nous apprendre les principales circonstances de ce grand événement.

SUITE DE LA RELATION de M. de Mi-
repeix.

[Après avoir dit qu'il n'avoit pas cru devoir avertir M. le Cardinal de Noailles du dessein où il étoit de former l'Appel.] J'envoyai, *poursuit la Relation*, prier M. de Montpellier de me venir voir, & d'apporter ce qu'il avoit fait préparer (*C'est-à-dire l'Acte d'Appel.*) Il vint aussi-tôt. M. l'Evêque de Senez & M. de Boulogne que j'avois fait avertir, y arriverent aussi, le Docteur dont j'ai parlé s'y trouva. Nous lûmes & relûmes l'Acte d'Appel, qui avoit été dressé par les soins de M. l'Evêque de Montpellier & de M. l'Evêque de Senez, qui étoit presque tout pris du Recueil des difficultés, envoyé à Rome. Je demandai qu'on y fit quelque changement, sur tout pour marquer un plus grand respect pour le Pape & un plus grand attachement au S. Siège, comme au centre de l'unité. Les changemens furent faits & approuvés, & nous nous rendîmes tous chez M. de Montpellier, où nous crûmes être plus en liberté, & mieux cachés que chez moi. La difficulté étoit de trouver un Notaire qui voulût bien s'exposer à toutes les suites que pouvoit avoir notre Appel; & nous en trouvâmes un dans le quartier, qui s'estima heureux de pouvoir nous servir dans cette occasion. Ainsi notre Acte fut fait & signé le 1. jour de Mars sur les neuf heures du soir.

Nous ne savions point encore le tems & en quelle occasion nous le manifesterions. Il falloit pour cela nous adresser à quelque Corps que nous pussions prendre à témoin de notre Appel, & qui pût nous accorder les lettres dites *Apostolas*. Nous n'osions pas aller à l'Officialité, qui est le tribunal naturel où se prennent d'ordinaire ces sortes de Lettres, dans la crainte qu'elle ne nous fût fermée. Nous pensâmes à l'Université, où nous espérions d'être reçus favorablement; mais le desir que nous avions d'être suivis dans notre Appel par la Faculté de Théologie de Paris, dont nous connoissions

les dispositions, nous déterminâ à prendre l'occasion de la première Assemblée qu'elle tiendroit. Les Evêques qui sont Docteurs, ont droit d'assister à ces Assemblées; & nous ne doutions pas que nous ne fussions bien reçus; elle avoit sujet de se plaindre du Pape qui avoit fait afficher à Rome la revocation des privileges que ses Predecesseurs lui avoient accordés: elle avoit même reçu depuis peu de jours de la part de M. le Regent une mortification qui lui avoit été très sensible, & dont le contre-coup avoit été senti par M. le Cardinal de Noailles. On lui avoit ordonné par une lettre de cachet d'effacer de ses registres la Conclusion qui avoit été portée en Corps à Son Eminence au sujet de l'acceptation de la Constitution; & on ne lui permettoit point de deliberer sur cette matière. Nous résolûmes donc de nous adresser à la Faculté de Théologie; & heureusement elle avoit la permission de s'assembler pour les articles de doctrine, auxquels elle travailloit depuis quelque tems.

Le Vendredi suivant 5. du mois (Notre dessein ne fut sçu que de M. Ravechet Syndic de la Faculté, & du Docteur dont j'ai parlé plusieurs fois) nous nous rendîmes donc à la maison de Sorbonne par deux chemins differents. Nous passâmes M. de Boulogne & moi par la maison de Navarre, où logeoit le Doyen de la Faculté, pour pouvoir lui dire que nous avions passé chez lui pour lui communiquer le dessein que nous avions d'entrer ce jour là en Faculté. M. l'Evêque de Montpellier, & M. l'Evêque de Senez vinrent par la rue S. Jacques. Nous arrivâmes tous en même tems à la porte de la salle; & les Docteurs ne faisoient que d'entrer: nous fîmes avertir par le Bedeau que nous avions des choses importantes à proposer à la Faculté. On délibéra d'envoyer huit Docteurs pour nous recevoir, & nous fûmes placés immédiatement après le Doien, selon l'usage.

Je fis d'abord un discours fort court pour expliquer le sujet qui nous amenoit. M. l'Evêque de Senez, qui étoit auprès de moi,

lut l'Acte d'Appel, qui fut écouté avec une attention extraordinaire : Après quoi je dis encore deux mots sur les effets de l'Appel, tant à notre égard, qu'à l'égard de tous ceux qui y adhéreroient. Je n'eus pas plutôt fini, qu'il s'éleva un bruit confus de voix, qui crièrent *Adheremus, Adheremus*.

M. le Syndic proposa de mettre la chose en délibération ; & alors M. l'Evêque de Senes, qui n'est pas Docteur de la Faculté de Paris, voulut sortir, mais on cria de toutes parts qu'on le prioit de demeurer. On nous demanda d'abord nos avis ; je dis que j'avois déjà dit mon sentiment par l'Acte qui venoit d'être lu. M. l'Evêque de Montpellier & de M. Boulogne dirent à peu près la même chose.

Ensuite les Docteurs opinèrent. Les premiers jusqu'à M. Leger furent pour adhérer à l'Appel. M. Leger fut d'avis de nous accorder les lettres que nous demandions, & à l'égard de l'Appel de nommer des Commissaires pour l'examiner. Ceux qui suivirent s'efforcèrent d'exprimer chacun en la manière la joie qu'ils avoient de pouvoir adhérer. Il y en eut un qui remarqua, qu'il y avoit précisément ce jour là trois ans, que le decret, que la Faculté avoit été obligée de déclarer faux, avoit été porté ; & fit la comparaison de ces deux jours, l'un de trouble & de terreur, & l'autre de liberté & de joie. Plusieurs louerent la manière dont l'Acte d'Appel avoit été dressé ; & M. du Pin opinant dit qu'il avoit bien lu des Actes en sa vie, mais qu'il n'en avoit pas vu de si sage & de si mesuré, *tam apte concinnatum*. Quelques-uns des Mandians se retirèrent. Un Cordelier opina contre l'Appel. M. Bidet, de S. Sulpice, dit que non seulement il l'improvoit, mais qu'il le detestoit. Il est vrai que conseillé par celui qui étoit auprès de lui, il retraça ce dernier mot, avant qu'on eût achevé d'opiner.

Il y eut 96. voix pour adhérer à l'appel, & une douzaine qui prirent des partis différens : les uns dirent qu'il auroit fallu auparavant obtenir la permission d'appeller de M. le Regent : les autres qu'il auroit fallu le

communiquer à S. E. M. le Cardinal de Noailles, sur quoi M. Jourdain Chanoine de Meaux, dit qu'il y avoit dans l'Assemblée deux Grands Vicaires de S. E. qui venoient d'opiner pour l'Appel, & qu'on pouvoit assez juger par là, que S. E. ne le desaprouvoit pas.

Nous avions amené avec nous les deux Notaires, qui avoient reçu notre Acte d'Appel. Ils reçurent en notre présence l'Acte d'adhésion de la Faculté, & l'Appel de son chef, qu'elle s'engagea de poursuivre en son nom. Nous allâmes au sortir de là chez M. le Procureur General, Joly de Fleury, pour lui donner part de notre Appel, & de ce qui venoit de se passer en Sorbonne ; mais il étoit au Palais Royal, où il avoit été mandé par M. le Regent. Car il faut vous dire ici, M. que je n'eus pas plutôt expliqué en Sorbonne le sujet qui nous amenoit, que M. Vivant Curé de S. Merri, sortit de la salle, & alla avertir M. le Moine qui loge dans la maison, & qui est attaché particulièrement à M. le Cardinal de Rohan. M. le Moine écrivit sur l'heure à ce Cardinal, qui avoit la goutte, & celui-ci à M. le Regent ; de sorte que quand M. le Cardinal de Noailles alla à son audience ordinaire des vendredis, il trouva que M. le Regent avoit été déjà informé de ce qui se passoit en Sorbonne ; & c'étoit sur cela que M. le Procureur General avoit été mandé au Palais Royal. Nous lâissâmes chez M. le Procureur General nos deux Notaires, pour lui faire la signification de notre Appel, quand il retourneroit chez lui ; mais il ne voulut pas la recevoir.

Il ne manquoit plus à notre Appel que de prendre à l'Officialité les lettres testimoniales appellées, *apostolor* : car la Faculté avoit bien adhéré à notre appel, mais elle n'avoit pas cru devoir nous donner les *apostolor*. Ainsi le lendemain matin nous allâmes tous quatre à l'Officialité de Paris, l'audience tenant : nous demandâmes que notre Appel fût enregistré dans le greffe de l'Officialité, & que M. l'Official nous accordât les *apostolor*, ce qui nous fut accordé très gracieusement ; & nous fûmes assurés par là,

que M. le Cardinal de Noailles approuvoit ce que nous avions fait.

Ce qu'il y a de certain, c'est que le soir du même jour que nous allâmes en Sorbonne, plusieurs Paroisses de Paris, les Curés à la tête, adhérèrent à notre appel, & députèrent quelques-uns de leurs Prêtres pour aller faire enregistrer leur acte d'adhésion à l'Officialité. Et deux jours (*) après on compta qu'il y avoit plus de deux mille adhérens, dont les actes d'appel étoient enregistrés à l'Officialité de Paris.

Vous savez, M. ce qui s'est passé depuis : vous avez vu sans doute le Recueil des difficultés envoyées à Rome, & le Mémoire pour justifier notre appel. Il faut ajouter les trois Mémoires sur les affaires de Reims, ils méritent d'être lus. Avec cela vous serez pleinement instruit de tout ce qui peut vous déterminer à vous joindre à notre Appel, ainsi qu'on assure que l'ont déjà fait divers Prelats. On nomme M. d'Auxerre, M. d'Angen, M. de Condom, M. de Lectoure, M. de Montauban, M. de Grenoble, &c.

On vient même de m'écrire que ceux-là seront suivis par d'autres, & qu'enfin M. le Procureur General appellera au nom de la Nation : mais à mon avis ce n'est pas encore chose prête à faire. Il vous seroit glorieux, M. de n'être pas des derniers à faire ce que vous savez bien être le seul remède pour arrêter les maux que peut faire la Constitution, si l'on n'en empêche les progrès. Je suis &c. le 14. Juillet 1717.

TELLE est la Relation de M. l'Evêque de Mirepoix. M. de Catelan Evêque de Valence, à qui elle est adressée, étoit son parent & avoit été son Grand Vicaire ; & la liaison que M. de Mirepoix conservoit avec lui, le porta à lui adresser cette pièce. Il ne nous reste qu'à rapporter avec plus d'étendue certaines circonstances. Nous insérerons avant toutes choses l'Acte d'Appel : il est trop essentiel à cette His-

toire pour l'omettre ; mais il se trouve en tant d'autres endroits, que nous nous contentons de le donner en François.

ACTE D'APPEL interjetté le 1. Mars 1717. par les IV. Evêques, auquel la Faculté de Théologie de Paris a adhéré le 5. du même mois.

Au nom du Seigneur. Amen.

PIERRE Evêque de Mirepoix, JEAN Evêque de Senez, CHARLES-JOACHIM Evêque de Montpellier, PIERRE Evêque de Boulogne, A Tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut en celui qui est le véritable salut de tous les hommes.

La douleur amère dont nos cœurs ont été pénétrés à l'occasion de l'affaire si triste qui agit il y a déjà long-tems toute l'Eglise de France, ne nous est pas particulière : elle nous est commune avec plusieurs, & principalement avec ceux qui ont un amour & une vénération plus sincère pour le S. Siège Apostolique. (a)

Tous les gens de bien n'ont pu voir, sans répandre des larmes, que depuis que la Constitution qui commence par ces mots, *Unigenitus Dei Filius*, a paru, elle est un sujet de joie pour les ennemis de l'Eglise ; que le peuple fidèle est exposé aux insultes continuelles des impies & des hérétiques ; que la foi encore foible des nouveaux Convertis en est ébranlée ; que le salut de plusieurs est en danger ; qu'il s'excite de toutes parts de funestes divisions ; que les fauteurs turbulens d'une morale pernicieuse & corrompue font de ce Décret une matière de triomphe ; que la lumière pure de la doctrine céleste est obscurcie par les nuages des nouveautés profanes ; que tous les Ordres du Royaume, les Magistrats, les Ecclesiastiques, les Facultés de Théologie, & sur tout celle de Paris, si recommandable par son érudition, la première des Universités, les Curés, les Evêques, & enfin tout

(*) Si l'on prenoit le terme de deux jours à la rigueur, l'expression de M. de Mirepoix ne se trouveroit pas exactement vraie.

(a) Saint Bern. Lettre 178. au Pape Innocent. II.

Le Royaume sont dans le trouble & dans l'inquietude.

Dans ces circonstances si facheuses & si pleines de perils, pendant que les plus saints Prêtres demeurent prosternés devant l'Autel de J. C. que la multitude des fidèles élève ses mains vers le ciel, nous n'avons point cessé de prier aussi, & de conjurer celui de qui nous avons reçu le sacré *dépôt de la foi*, & qui nous a chargé de le *garder*, de vouloir lui-même le garder dans son intégrité & dans sa pureté, selon ses immuables promesses. Et nous avons apporté en même tems tout le soin & toute l'application que la sollicitude pastorale exigeoit de nous, pour empêcher, autant qu'il étoit en nous, qu'on ne donnât aucune atteinte au respect dû à l'autorité du souverain Pontife, qui a reçu de J. C. la primauté dans toute l'Eglise; au lien indivisible de l'unité Ecclesiastique; ni aux droits sacrés des vérités chrétiennes.

Tout le monde chrétien sait que depuis trois ans, il n'est point d'efforts, point d'instances, point de supplications que nous n'ayons employées auprès de N. S. P. le Pape Clement XI. pour l'engager à remédier à ces maux. Nous espérons qu'à l'exemple de ses Prédecesseurs (a) il recevrait avec bonté ceux que l'amour seul de la vérité & de la justice portoit à déposer dans son sein les gémissemens publics des fidèles, & les propres sentimens de leur cœur affligé; & qu'il reconnoitroit enfin qu'on lui a caché la vérité, & qu'on l'a surpris par de fausses suggestions.

Mais, puisque nous n'avons pu rien obtenir, parce que des préventions formées

par d'infidèles rapports ne sont point encore dissipées, & que cependant les scandales croissent de jour en jour, que les dissensions s'échauffent de plus en plus, que la paix de l'Eglise est troublée, & que les vérités chrétiennes sont en peril; nous, qui sommes établis par le S. Esprit pour gouverner l'Eglise de Dieu dans la vérité & la charité, selon la portion d'autorité qui nous a été confiée, sommes obligés d'avoir recours au remède que les besoins pressens rendent aussi nécessaire, qu'il est assuré & efficace.

C'est pourquoi, en marchant sur les traces que nos Peres (b) nous ont marquées pour conserver la vérité, & pour rétablir la paix de l'Eglise, nous déférons toute cette affaire au jugement de l'Eglise universelle, qui est le tribunal souverain de l'autorité spirituelle, la colonne inébranlable de la vérité, & le sanctuaire assuré de la paix & de la charité.

Et bien loin que par-là nous ayons intention de faire aucun préjudice, ni de déroger à l'honneur du S. Siège Apostolique, à son autorité, à son unité, nous croyons au contraire, suivant la tradition générale des SS. Peres, que c'est le moyen le plus propre & le plus convenable pour les conserver, & pour les défendre.

Nous donc Evêques soussignés, ayant

(b) Appels de quelques Evêques de France en mil trois cent trois sous le Pape Boniface VIII. & autres Apellations qui se trouvent dans M. Pirhou, Monsieur Dupuis & les autres Auteurs.

Le Procès verbal de l'Assemblée des Archevêques & Evêques, l'an mil six cent quatre-vingt-huit, & l'Arrêt du Parlement de Paris de la même année.

Gerfon, Consider. 8. sur la matiere des excommunications & des irregularités. On a autrefois donné avant le Concile general de Pise & celui de Constance, que cela, (c'est-à-dire, d'appeller du Pape au Concile general) n'étoit permis en aucune manière; mais en convenant aujourd'hui constamment, que cette prétention est une hérésie condamnée par le Concile de Constance, qui en a fait une définition expresse, qu'il a mis lui-même en pratique.

(a) Alexandre III. chap. si quando de rescriptis. S'il arrive que nous adressions à votre Fraternité quelques Rescripts qui vous fassent de la peine, vous ne devez point en être troublé. Après avoir examiné avec attention la qualité de l'affaire dont il s'agit, vous devez ou exécuter avec respect notre Mandement, ou nous représenter par vos lettres les causes raisonnables pour lesquelles vous ne le pouvez faire: parce que nous souffrirons patiemment que vous ne fassiez point ce qui nous aura été suggéré par de faux exposés.

reconsau remede du dit Appel, (*) disons, mettons en avant, & offrons de prouver en tems & lieu ce qui suit.

Premierement; Que la censure de quelques-unes des propositions condamnées par la dite Constitution, donne atteinte aux fondemens de la Hierarchie Ecclesiastique, aux Droits sacrés des Evêques, aux libertés du Royaume, au sentiment unanime des SS. Peres, qui enseignent que c'est l'Eglise qui a reçu les clefs du Royaume des Cieux. *Car ce n'est pas un seul homme*, dit S. Augustin, *mais l'unité de l'Eglise qui a reçu ces clefs*; & à cet oracle de S. Pierre le Prince des Apôtres, & des autres Apôtres, qui disent *qu'il faut plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes*. Ces propositions sont celles qui suivent.

La 90. *C'est l'Eglise, qui en a l'autorité, (de l'excommunication) pour l'exercer par les premiers Pasteurs, du consentement au moins présumé de tous le Corps.*

La 91. *La crainte même d'une excommunication injuste ne nous doit jamais empêcher de faire notre devoir. . . . On ne sort jamais de l'Eglise, lors même qu'il semble qu'on en soit banni par la méchanceté des hommes, quand on est attaché à Dieu, à Jesus-Christ, & à l'Eglise même par la charité.*

La 92. *C'est inviter Saint Paul que de souffrir en paix l'excommunication & l'anathème injuste, plutôt que de trahir la vérité, loin que ce soit s'élever contre l'autorité, ou rompre l'unité. (**)*

Que de plus, dans toute cette affaire, on a violé à plusieurs égards l'autorité légitime de tous les Evêques en général, & les sacrées libertés du Royaume, soit dans la manière dont ce Decret a été formé, soit dans les choses qui y sont comprises, soit après sa publication dans un certain Bref de N. S. P. le Pape, auquel on a

donné ce titre François : *Bref de N. S. P. le Pape Clement XI. du 17. Mars 1716. aux Cardinaux Archevêques & Evêques de France assemblés à Paris en 1713. & 1714. sur l'Acceptation, &c. & qui, contre la dignité des Evêques & toutes les Loix du Royaume, a été rendu public par l'impresion & inséré dans les Actes intitulés: Procès verbal de l'Assemblée des Cardinaux, Archevêques & Evêques, tenue à Paris dans l'Archevêché, en l'année 1713. & 1714.* puisque dans ce Bref on ne patoit laisser aux Evêques que le seul ministère d'exécuter les Decrets du Pape : au lieu qu'ils ont reçu immédiatement de Jesus-Christ le pouvoir de juger des matières concernant la foi, les mœurs & la discipline.

Que la dite Constitution condamne des propositions, qui n'exprimant que le vrai sens, & le pur esprit des saints Canons sur la penitence, contiennent par conséquent les véritables regles de la penitence, confirmées par l'autorité des Papes, du Clergé de France, & des plus saints Evêques; d'où dependent & l'administration legitime de ce sacrement & le salut éternel des fidèles; savoir; qu'on doit différer la reconciliation aux pecheurs qui n'ont point encore l'esprit de penitence & de contrition, & qui ne portent pas avec humilité, & ne sentent pas l'état du péché. Ces propositions sont celles qui suivent.

La 87. *C'est une conduite pleine de sagesse, de lumière & de charité de donner aux ames le tems de porter avec humilité, & de sentir l'état du péché, de demander l'esprit de penitence, & de commencer au moins à satisfaire à la justice de Dieu, avant que de les reconcilier.*

La 88. *On ne fait ce que c'est que le péché & la vraie penitence, quand on veut être véritable d'abord dans la possession des biens dont le pechi nous a deponilles, & qu'on ne veut point porter la confusion de cette separation.*

Que la dite Constitution renverse les plus fermes fondemens de la Morale chre-

(*) On a suivi ici l'Acte d'appel de l'an 1517. touchant le Concordat.

(**) Il y a dans l'Auteur, loin de s'élever contre l'autorité ou de rompre l'unité.

tenne, & même le premier & le plus grand des Commandemens, qui est celui de l'amour de Dieu; en condamnant les expressions (a) qui marquent la nécessité de cet amour, soit pour produire la conversion de la volonté, soit pour faire nos actions de la manière qu'il nous est commandé de les faire, c'est-à-dire en les rapportant actuellement ou virtuellement à Dieu, comme à notre fin dernière. C'est ce qui paroît manifestement par la condamnation de quelques propositions, (b) comme est la 44. qui est conçue en termes semblables à ceux de S. Leon Pape (c), de plusieurs autres Peres (d) & du Cardinal Stanislas Hosius, (e) l'un des Présidens du Concile de Trente.

(a) Prop. 61. La crainte n'attrête que la main, & le cœur est livré au péché, tant que l'amour de la justice ne le conduit pas.

(b) Prop. 44 46. 47. 49 53.

(c) S. Leon, Sermon 5 du jeune du septieme mois. Il y a deux amours d'où naissent toutes nos volontés, qui sont aussi différentes par leurs qualités, qu'elles le sont par les principes d'où elles procedent: car la creature raisonnable ne peut être sans amour, aime en Dieu en le monde: dans l'amour de Dieu il n'y a rien de trop, & dans l'amour du monde tout est mauvais.

(d) S. Aug. Liv. 9. de la Trinité chap. 7. & S. Fulgence, liv. 1. à Monime, chap. 18. S. Greg. le Grand liv. 18. des Morales, chap. 9. ou 8. en d'autres éditions.

(e) Confession de la foi Chrétienne & Catholique dressée au nom du Synode de Peterkavv, par le Catd. Stanislas Hosius Evêque de Warmie. Pierre Lombard enseigne en suivant S. Augustin.... qu'on ne peut accomplir les commandemens que par la charité, & qu'on ne peut les rapporter légitimement à une autre fin, qu'à la charité. C'est pour cette raison que dans l'accomplissement des commandemens de Dieu, qui sont compris dans l'une & l'autre table de la Loi, on ne considère pas tant l'action extérieure, que l'intention avec laquelle elle est faite, & la racine d'où elle procede. Car il y a deux racines dans le cœur de l'homme; l'une, de la charité qui est plantée par S. C. l'autre, de la cupidité qui est plantée par le Demon. La premiere ne produit rien de mauvais, & la seconde ne produit rien de bon. C'est ce qu'a enseigné, ce qu'enseigne, & ce qu'enseignera toujours l'Eglise Catholique.... Aussi avons nous appris des enfances dans l'Eglise, que lorsque nous faisons quelque cho-

Il n'y a que deux amours d'où naissent toutes nos volontés & tous nos actions, l'amour de Dieu, qui fait tout pour Dieu, & que Dieu recompense: l'amour de nous-mêmes & du monde, qui ne rapporte pas à Dieu ce qui doit lui être rapporté, & qui par cette raison même devient mauvais.

Que la Constitution flétrit encore d'autres propositions, que les bornes du présent acte ne nous permettent pas de rapporter en détail; mais qui ne contiennent rien autre chose que des instructions sur la nécessité, sur l'excellence, sur les fruits & sur les effets de la charité, qui est la fin du précepte, & sans laquelle tout le reste ne sert de rien. Dans lesquelles propositions le terme de CHARITÉ est pris dans le même sens dans lequel on le trouve employé communément dans l'Ecriture & dans les

le, Dieu regarde non quelle est la chose que nous faisons, mais pourquoi nous la faisons, de manière que tout ce qui ne part pas de la racine de la charité ne nous est d'aucune utilité. Car c'est la charité qui est cette voie excellente dont parle l'Apôtre, qui conduit à la partie ceux qui marchent par elle; & comme personne ne peut sans voie arriver au terme où il veut aller, de même sans la charité, les hommes ne peuvent marcher, mais s'égarer. C'est elle qui est la source des bonnes actions, le salut des mortels, la fin des preceptes divins, la mort des crimes, la vie des vertus, la force des combats, la palme des vainqueurs, la cause des merites, la récompense des parfaits. Sans elle, personne n'a été agreable à Dieu.... C'est donc cette charité ou amour de Dieu, que nous rapportons tous les autres commandemens; de sorte que nous sommes persuadés, que si en aimant même notre prochain, nous ne l'aimons pas pour Dieu, & en Dieu; non seulement nous ne nous acquitons pas de notre devoir, mais que nous nous rendons coupables d'un péché considerable. C'est là aussi la doctrine de Saint Thomas d'Aquin, qui enseigne que la loi de la charité divine est la règle de toutes les actions humaines. Car, comme les ouvrages de l'art ne sont jugés bons & réguliers que lorsqu'ils sont conformes à la règle, de même toutes les actions humaines ne sont bonnes & vertueuses, que lorsqu'elles sont conformes à la charité divine, qui en est la règle. & toute action qui s'en écarte, n'est ni bonne ni droite.

SS. Peres (a), c'est-à-dire, pour tout amour chaste, même celui qui n'est qu'actuel & commencé.

Que la condamnation de ces différentes propositions tend non seulement à éteindre le feu sacré que J. C. notre Seigneur est venu apporter sur la terre ; mais encore à enlever cette divine lumière que les fidèles de tout âge, de tout sexe & de toute condition peuvent tirer de la lecture faite avec piété de l'Ecriture Sainte, qui est proposée généralement à tous (b).

Que la dite Constitution condamne & impute diverses propositions, dont les unes ne présentent rien autre chose, que ce que les Prophètes, les Apôtres & les SS. Peres nous ont enseigné touchant la différence de l'ancienne & de la nouvelle Alliance. Les autres n'enseignent que ce qui est compris, suivant S. Augustin (c) dans le premier article du Symbole, savoir que l'effet de la volonté du Tout-puissant n'est point empêché par la volonté d'aucune creature. D'autres enfin renferment la même doctrine que les saints Docteurs & les Souverains Pontifes- (d) mêmes nous ont enseignée sur différents points, & en particulier sur ce secours qui est nécessaire pour chaque action, & qui tire son efficacité de la toute-puissance de Dieu, & du domaine souverain que la Majesté divine a

sur les volontés des hommes comme sur toutes les autres créatures qui sont sous le ciel : secours, par lequel suivant le langage même des Conciles généraux (e), Dieu par J. C. nous unit efficacement à lui par le don de sa seule grâce, qui néanmoins nous laisse toujours le pouvoir libre de ne pas donner notre consentement (f).

Que la Constitution flétrit avec les qualifications les plus dures & les plus atroces, qu'elle entasse indistinctement, des propositions dont la plupart sont exprimées dans les propres termes de l'Ecriture, des Conciles, des Papes, & des SS. Peres.

Telle est la proposition 27. *La foi est la première grace & la source de toutes les autres* : Proposition entièrement semblable & conforme à ces paroles de S. Augustin (g) : *Quelle est la grâce que nous avons reçue la première ? La foi*. A ces paroles du Concile de Trente (h) : *La foi est le commencement du salut des hommes, le fondement & la racine de toute la justification*. A ces paroles du Pape Boniface II. (i). *C'est une vérité certaine & catholique, que sans tous les biens, dont la foi est le premier, la miséricorde de Dieu nous prévient, lorsque nous avons une volonté opposée*. Et enfin aux paroles de plusieurs autres Peres, qui ne sont point différentes de tout ce que nous lisons dans l'Ecriture Sainte.

Telle est la 12. proposition : *Quand Dieu veut sauver l'âme en tous tems, en tout lieu, l'indubitable effet suit le vouloir d'un Dieu*. Proposition qui est mort pour mort de S.

(a) S. Aug. Liv. de l'esprit & de la lettre ch. 4. Liv. de la grace de J. C. ch. 21. & ailleurs. Eftius sur la 1. Ep. aux Cor. ch. 13.

Voiez aussi les censures de différents Evêques de France contre l'Apologie des Casuistes.

Les Theologiens de Louvain dans les articles dressés sous le Pape Innocent XI. & autres

(b) S. Thomas 1. p. q. 1. a. 9. " Il convient à l'Ecriture sainte, qui est proposée généralement à tous (suivant cette parole de S. Paul, *Je suis redevable aux sçavans & aux ignorans*) de proposer les choses spirituelles sous l'image des choses sensibles, afin qu'elles soient comprises au moins en cette manière par les esprits grossiers, qui ne sont pas capables de comprendre les choses spirituelles en elles-mêmes.

(c) S. Aug. dans son Manuel à Laurent, ch. 9. pag. 13. & 23.

(d) Le Pape Clement VIII. dans son Esprit.

(e) Tome 11. des Concil. du P. Labbe, col. 183 Ordre pour la tenue des Sessions publiques des Conciles généraux, pratiqué & observé dans celui de Constance, dans les prières qu'on avoit coutume de reciter avant chaque session : prière qui est tirée des Conciles de Tolède suivant le Card. d'Aguirre, & qui est insérée dans le Pontifical Romain dans l'Ordre pour le Synode.

(f) Concile de Trente, sess. 6. Can. 4.

(g) S. Aug. Traité 9. sur S. Jean n. 8. Le même ailleurs.

(h) 1. Concile de Trente, sess. 6. ch. 8.

(i) Le Pape Boniface dans sa Lettre à S. Cesaire d'Arles, dans l'appendice de S. Aug. tom 10. p. 141.

Prosper, (a) selon la traduction qu'on a faite en vers François du poëme latin de ce S. Docteur, qui est citée sous son nom dans le livre même d'où elle a été extraite, & qui est conforme à la Tradition constante, tant de l'Eglise d'Occident, que de celle d'Orient. (b).

Telles sont plusieurs autres propositions, qui ne présentent que le langage usité dans les Livres saints, consacré par la Tradition perpétuelle de tous les siècles, & confirmé par l'usage constant des fidèles.

Que ceux qui ont présenté ces propositions à N. S. P. le Pape pour les condamner, ont détourné à des sens étrangers les paroles de l'Auteur; que ces propositions n'ont pas été traduites en latin avec fidélité, ni extraites du livre avec assez de bonne foi; qu'on a diffamé par des notes les plus atroces l'Auteur qui n'a point été entendu, & qui n'a pu se défendre, quoiqu'il n'ait point cessé de demander qu'on l'entendît; qu'on n'a point eu les égards qui étoient dûs aux Eminentiſſimes & Illustriſſimes Approbateurs de cet ouvrage; & qu'enfin ce Decret a été porté d'une manière & dans une forme telle que, si on l'admettoit une fois, il n'y auroit plus de livre ni d'Auteur qui pût dans la suite demeurer en sûreté & hors d'atteinte.

A CES CAUSES, & plusieurs autres que nous sommes prêts à déduire en tems & lieu: *Elevant nos esprits vers le Seigneur, & mettant nôtre confiance dans la vérité même que nous suivons, ne voulant omettre aucune des choses que nous croions avec le secours de la grace de Dieu pouvoir être utiles* (c) jusqu'à ce que la tempête formée par ce nuage orageux étant apaisée, la vérité repande par tout ses raisons; & assurés par une foi ferme, que la protection de Dieu n'abandonne point & n'abandonnera

jamais son Eglise sainte (a): après avoir fait préalablement des protestations expresses, que nous n'entendons jamais rien dire ou même penser de contraire à l'Eglise une, sainte, Catholique, Apostolique & Romaine, ni à l'autorité du S. Siège Apostolique, auquel nous promettons de demeurer attachés par une communion inviolable jusqu'au dernier soupir de nôtre vie; ni aussi que nous ne nous départirons jamais du respect qui est dû, selon les saintes regles, à nôtre S. P. le Pape: pour la gloire de Dieu tout-puissant, pour la conservation & l'exaltation de la foi catholique, & de l'ancienne doctrine; pour la paix & la tranquillité de l'Eglise & du Royaume; pour la défense des droits de l'Episcopat, & des libertés de l'Eglise Gallicanne: Nous, tant pour nous que pour tous ceux qui à nous adherent, ou adhereront en cette partie, SOMMES APPELLANS ET APPELONS AU FUTUR CONCILE GÉNÉRAL (b) qui sera assemblé légitimement & en lieu sûr, où nos députés puissent aller librement & avec sûreté, & à celui ou ceux auquel ou auxquels il appartient de juger de cette sorte de cause, de la susdite Constitution qui a pour titre: *Condamnation faite par nôtre très saint Père le Pape Clement XI. de plusieurs propositions extraites d'un livre imprimé en François, intitulé: Le Nouveau Testament en François, avec des Reflexions Morales sur chaque verset, &c. à Paris 1611. & autrement: Abrégé de la Morale de l'Evangile, des Actes des Apôtres, des Epîtres de S. Paul, des Epîtres Canoniques & de l'Apocalypse, ou Pensées chrétiennes sur le texte de ces livres sacrés, &c. à Paris 1693. & 1694. avec la prohibition, tant de ce livre, que de tous les autres, qui ont paru ou qui pourront paroître à l'avenir pour le défendre la dite Constitution commençant par*

(a) S. Prosper dans son poëme des ingrats, part. 1. ch. 13. *S'il veut savoir sont hommes, en tout tems, en tout lieu, l'indubitable effet suit le pouvoir d'un Dieu.*

(b) La liturgie de S. Basile.

(c) Le Pape S. Leon, lettre 44. & 30. dans d'autres éditions.

(a) Le même Pape, lettre 45. & 22. dans d'autres éditions.

(b) Ceci est conforme à l'acte d'Appel de l'an 1517. touchant le Concordat, à celui interjeté par le Procureur General l'an 1460. par ordre de Charles VII. de la Bulle Execrabilis, & à d'autres.

ces mots : UNIGENITUS DEI FILIUS, donnée à Rome à sainte Marie Majeure, l'an de l'Incarnation de Notre Seigneur 1713. le 8. de Septembre, l'an 13. du Pontificat de N. T. S. P. le Pape Clement XI. ensemble de tout ce qui est ensuivi & ensuivra.

(a) Et dans la crainte que nôtre dit T. S. P. le Pape Clement XI. à ce poussé par les mauvaises suggestions d'aucunes gens, ne procede ou fasse proceder en quelque maniere que ce soit, de son autorité ou de toute autre autorité telle qu'elle soit, contre nous, nos Eglises, nos Curés, & les fidèles qui nous sont soumis, par excommunication, suspension, interdit, déposition, privation, ou par quelque autre voie que ce puisse être, Et afin que nôtre état & celui de ceux qui à nous adherent ou qui voudront adherer à nous, demeurent sains & saufs en toutes choses; Nous, tant pour nous que pour nos Eglises, nos Curés & fidèles qui nous sont soumis, que pour ceux qui à nous adherent ou voudront adherer, sommes pareillement Appellans & Appellons par Acte au dit futur Concile General, & à celui ou ceux, auquel ou auxquels de droit il faut appeller, de tous & chacun des griefs susdits qui sont ou qui seront portés, & nous demandons avec l'instance qui est due, les lettres dites *Apostoliques*; nous mettant nous, nos Eglises, nos Curés, les fidèles qui nous sont soumis, & ceux qui à nous adherent ou veulent adherer, avec leur état & leurs droits, sous la protection de Dieu & de l'Eglise universelle, & du dit Concile Général: protestans de renouveler le present Appel, où, quand, & devant qui il nous semblera bon être. Fait à Paris en présence des Notaires publics soussignés. L'an

(a) Ceci est conforme à l'Acte d'Appel de quelques Prélats du Royaume l'an 1303. sous le Pontificat du Pape Boniface VIII.

A celui de l'Université de Paris sous le Pontificat du Pape Benoît XIII. tom. du Spicil. p. 145.

A celui du Procureur General l'an 1460. par ordre de Charles VII. & à d'autres.

de l'Incarnation de nôtre Seigneur 1717. le premier jour de Mars.

ON VOIT que les motifs de l'Appel qui sont exprimés dans l'Acte, après avoir été choisis entre les autres, se reduisent à neuf.

1. Que la condamnation de quelques-unes des 101. propositions, comme des 90. 91. & 92. ébranle les fondemens de la Hierarchie, les droits des Evêques, les Libertés du Royaume.

2. Que dans toute cette affaire, l'autorité légitime des Evêques, & les libertés du Royaume ont été violées en plusieurs points, non seulement par la maniere dont la Constitution a été formée, mais encore par le Bref du dix-sept Mars 1714.

3. Qu'on censure des propositions, comme les 87 & 88, qui expriment la doctrine & l'esprit des sacrés canons touchant la penitence, d'où depend la legitime administration du sacrement de penitence, & le salut éternel des fideles.

4. Que la Constitution renverse les fondemens de la morale chrétienne, & le premier & le plus grand commandement, savoir celui de l'*amour de Dieu*, en proscrivant des termes qui expriment la necessité de cet amour, soit pour changer entièrement le cœur, soit pour rapporter toutes nos actions à Dieu. On condamne, par exemple, la proposition 44. *Qu'il n'y a que deux amours* &c. qui est toute de S. Leon le Grand, & de plusieurs SS. Peres, & du Cardinal Hosius President du Concile de Trente.

5. Que l'on condamne plusieurs autres propositions touchant la charité, où ce terme est pris, comme il l'est ordinairement dans l'Ecriture & les Peres même, pour l'amour actuel.

6. Qu'on derobe aux fidèles de tout âge, de tout sexe & de toute condition, la lumiere qu'ils peuvent tirer de la lecture pieuse de l'Ecriture, qui, selon S. Thomas, est communément pour tous.

7. Que l'on condamne diverses propositions, dont les unes ne présentent à l'esprit, que ce que les Prophètes, les Apôtres & les SS. Peres nous ont appris touchant la d'Éternité des deux Alliances : les autres ne proposent que ce qui est contenu, selon S. Aug. dans le 1. article du Symbole, savoir que l'effet de la volonté du Tout-puissant n'est point empêché par la volonté d'aucune creature : les autres enfin renferment la même doctrine que les SS. Docteurs & les souverains Pontifes ont enseignée touchant ce secours nécessaire pour chaque action, qui tire son efficacité de la toute-puissance de Dieu, & du souverain domaine que sa divine Majesté exerce sur les volontés des hommes, comme sur toutes les autres creatures qui sont sous le ciel. On remarquera que c'est ce qui fut nié par les Jésuites en présence du Pape Paul V.

8. Que la Constitution repand sans distinction les censures les plus terribles sur des propositions dont un grand nombre sont exprimées dans les termes mêmes de l'Écriture, des Conciles, des Papes & des SS. Peres. Telle est la proposition 17. & la 12.

9. Que les paroles de l'Auteur des Réflexions ont été détournées à des sens étrangers, & extraites de mauvaise foi ; l'Auteur flétri d'une manière atroce sans avoir été entendu, quoiqu'il l'eût demandé ; que l'honneur des Eminents, & Illustriss. Approbateurs y est fort mal menagé ; enfin que si cette condamnation avoit lieu, il n'y auroit point de livre qui pût échapper à la censure.

Les Evêques soutenoient que la Constitution tomboit dans tous ces défauts. Ils se plaignoient que depuis plus de trois ans qu'elle avoit été donnée, le Pape n'avoit point apporté de remède à un si grand mal, & qu'il n'avoit eu aucun égard aux supplications & aux remontrances qu'on lui avoit faites ; c'est pourquoi ils déferoient cette affaire dans son étendue au jugement de l'Eglise universelle.

Tel étoit l'Acte d'Appel dont les Evêques étoient munis, lorsqu'ils se présentèrent en Sorbonne. Le Syndic avoit fait l'ouverture de l'Assemblée par la lecture de la lettre qu'il avoit écrite à M. de la Vrillière, pour lui rendre compte de ce qui s'étoit passé dans la séance précédente, à l'occasion des ordres du Roi touchant la Conclusion du 12. Janvier, Conclusion qui avoit ordonné la fameuse démarche de la Faculté envers M. le Cardinal de Noailles. Après cette lecture on avoit repris la délibération sur les Articles de doctrine que l'on poursuivoit comme à l'ordinaire, lorsque M. Jollain Curé de S. Hilaire, vint annoncer au Doyen, que quelques Evêques se présentoient, & demandoient à être introduits. Les six plus anciens Docteurs, conformément à l'usage, allèrent au devant d'eux. M. de Mirepoix nous a marqué la place qu'ils occupèrent, après avoir pris séance. Si l'on veut avoir une idée exacte de la manière dont l'Assemblée étoit disposée, on peut jeter les yeux sur la planche qu'on en a fait graver, & qu'il convient de mettre à la tête de cette Histoire, où le lieu & les personnes sont représentés dans leur état naturel.

M. de Mirepoix, comme le plus ancien des Evêques, prit la parole, & parlant au nom des trois autres, il dit que connoissant le zèle de la Faculté pour la défense de la vérité, ils venoient conférer avec elle sur une affaire triste & affligeante, qui agitoit toute l'Eglise, & en particulier l'Eglise de France, depuis plus de trois ans. Il entra dans le détail des raisons qui les obligeoient à faire cette démarche. Il les tira principalement du fond de la Constitution, par laquelle il dit que la vérité étoit renversée, la morale & la discipline de l'Eglise mortellement blessée, l'autorité des souverains violée, & les droits de l'Episcopat attaqués.

Affligés, dit-il, d'un événement si déplorable, & touchés par des maux si pressans, après avoir gemi longtems devant le Seigneur, & lui avoir adressé leurs vœux & leurs pri-

res, ils n'avoient point trouvé d'autre remède à ces maux, que de recourir à celui auquel, selon l'usage de l'Eglise, on avoit recouru dans tous les tems; c'est à-dire au Concile General, auquel ils appelloient de la Constitution. Il ajouta, qu'étant bien aises de prendre des temoins publics de leur demarche, ils n'avoient point cru pouvoir mieux s'adresser qu'à la Faculté de Théologie de Paris, dont la reputation & le zele pour la défense de la verité étoient si connus.

Après avoir prononcé d'un ton ferme ce discours plein d'onction & de gravité, il conclut en priant la Faculté d'entendre la lecture de leur Acte d'Appel, qui fut faite par M. l'Evêque de Senez. La lecture finie, M. le Syndic adressant la parole aux IV. Evêques les loua sur leur amour pour l'Eglise & sur leur zele à défendre ses intérêts, en défendant ceux de la verité. Il exprima la joie que la demarche qu'ils venoient de faire causoit à la Faculté. Il avoua que jusqu'à ce jour elle avoit été dans de grandes inquiétudes sur l'affaire qui troubloit l'Eglise, & sur tout l'Eglise de France; qu'à la verité la Constitution du Pape avoit été présentée à la Faculté; mais qu'il n'étoit pas moins constant, qu'on n'en avoit tiré une espece d'acceptation que par tromperie & par violence, comme il étoit notoire par plusieurs Conclusions faites depuis ce tems-là. La Faculté auroit souhaité, ajouta le Syndic, que le Pape eût voulu se prêter pour rendre la paix à l'Eglise; mais nos souhaits & nôtre attente ont été inutiles. Nous avons la douleur de voir que le mal augmente de jour en jour, & que le Pape attaque nôtre reputation par des Brefs & par des lettres. Il cita entre autres le Bref à M. l'Evêque d'Angers, & le Bref adressé aux Evêques de France, où le Pape traitoit avec la dernière dureté les Docteurs, les faisant passer pour des heretiques & des schismatiques, & qualifioit la conduite de la Faculté du terme de *très impudente*. Et pourquoi cela? ajouta le Syndic. Parceque la Faculté a désavoué

un Decret qu'elle fait mieux que personne qu'elle n'a jamais fait ni approuvé. Le syndic conclut son discours par ces paroles qu'il prononça d'un ton ferme. *A present je declare que j'adhère à l'Appel interjeté par Nosseigneurs les Prelats, & que Dieu aidant j'y adhererai toujours.* Et après un court intervalle, il ajouta qu'il prenoit la Faculté à témoin de son adhesion, & la prioit de lui en donner Acte.

Ce fut alors que l'on entendit de tous côtés s'élever des voix qui repetoient, *Adhæremus, adhæremus*: & après ce premier cri, qui decouvroit le fond de la disposition de la plupart des Docteurs, on demanda que l'affaire fût mise en deliberation dans les formes. Le syndic se borña à dire, qu'il n'empêchoit point que la Faculté ne prit le parti qu'elle jugeroit le plus convenable dans la situation presente. M. le Maire Doyen de la Faculté mit aussitôt l'affaire en deliberation, & proposa qu'on opinât sur la demande des Evêques, qui prioient la Faculté de leur donner acte de leur Appel. Tous les Docteurs opinerent chacun à leur rang, en commençant par MM. les Evêques de Mirepoix, de Montpellier & de Boulogne, qui sont Docteurs de la Faculté. M. de Senez étoit present, comme M. de Mirepoix l'a remarqué dans sa Relation. Les autres Docteurs parlerent ensuite. De plus de cent Opinans, il n'y en eut que huit, selon la Relation des Assemblées de Sorbonne, qui n'approuverent point l'Appel. Trois ou quatre furent d'avis de différer, soit sous pretexte d'examiner plus murement l'affaire, soit afin de consulter le Prince Regent, ou sous quelque autre pretexte semblable. Les autres au nombre de quatre vingt-dix, sans compter les trois Prelats & le Doyen adhererent à l'Appel, & en approuverent les motifs. MM. de l'Etang, Vivant Curé de S. Merri, de Savigny & Bidet furent ceux qui parurent les plus opposés à l'Appel; mais on remarqua qu'ils ne s'attachèrent qu'à des difficultés exterieures, sans rien dire soit pour la justification de la Constitution en-

elle-même, soit pour attaquer la doctrine contenue dans l'Acte d'Appel. Ceux qui furent pour l'Appel resserrent leur avis dans le moins de paroles qu'il fut possible, afin que la deliberation pût être terminée dans la séance. Cela n'empêcha pas qu'ils ne marquassent par des expressions vives la plénitude de cœur avec laquelle ils concouroient à la resolution commune : l'un d'entre eux (M. le Fevre) dit que la Faculté ne pouvoit assez temoigner sa gratitude aux IV. Evêques qui leur avoient donné lieu de prendre part à une si importante démarche, & d'adopter un Acte à qui l'immortalité étoit réservée : *In partem æterni, & numquam morituri Instrumenti.* M. Boucher relevant le discours d'un de ses Confreres, qui avoit avancé dans son avis, que comme Docteur particulier il ne devoit pas se déterminer pour l'Appel, dit que pour lui il se croioit obligé d'y adhérer, non seulement en qualité de Docteur, qui doit avoir la science de la religion ; mais aussi en qualité de chrétien, qui doit l'aimer.

Lorsque la deliberation fut terminée, le Doyen prononça en latin la Conclusion que voici en françois.

„La sacrée Faculté adhère à l'Appel
„interjeté par Nosseigneurs les Illustrissi-
„mes Evêques de Mirepoix, de Senez, de
„Montpellier & de Boulogne au Concile
„General de la Constitution du souverain
„Pontife Clement XI. commençant par ce
„mot, *Unigenitus*, & de ce qui s'en est
„ensuivi & ensuivra ; ensemble des griefs
„qui ont été, ou qui seront portés par
„notre dit S. Pere le Pape Clement XI. de
„son autorité ou de toute autre telle qu'elle
„soit : laquelle Constitution la dite Faculté
„a déclaré par plusieurs Conclusions n'a-
„voir point été acceptée par elle : l'Acte
„duquel Appel a été lu & delivré dans
„l'Assemblée generale de la dite Faculté,
„& toutes les choses contenues en icelui
„ont été par elle approuvées. La sacrée Fa-
„culté accorde Acte auxdits Seigneurs
„Evêques de la presente adhesion, & est

„prête à se joindre par tout & quand il
„sera besoin pour la poursuite du dit Ap-
„pel, & à le poursuivre en son nom de-
„vant le Concile General, qui sera assem-
„blé librement & legitimement, & de-
„vant celui ou ceux qu'il appartiendra,
„Fait dans l'Assemblée generale de la di-
„te Faculté en presence des Seigneurs
„Evêques ci-devant nommés, le 5. Mars
„1717. /

Pendant que le Greffier expedioit une Copie de la Conclusion, & que les deux Notaires, que les Evêques avoient amenés, en recevoient l'expédition, pour l'annexer à la minute de l'Acte d'Appel, les Docteurs renouvelloient chacun en particulier aux Evêques les protestations de devouement & de reconnoissance, qu'ils leur avoient déjà faites pendant le cours de la deliberation. De la part des Docteurs, dit l'Auteur de la Relation des Assemblées, ce n'étoient qu'éloges & applaudissemens ; de la part des Evêques qu'acclamations & actions de grace ; & la joie des deux côtés étoit parfaite.

Ainsi se termina l'Assemblée du 5. Mars, où l'Appel au futur Concile fut rendu public. On vit ce jour là des Evêques suivis par un Corps aussi nombreux & aussi celebre, que l'est la Faculté de Theologie de Paris, proposer la verité sans tergiversation & sans nuage. On les vit aller au fond de la cause, & laisser là tout ce langage emprunté, qui n'imputoit à la Constitution que de l'obscurité, qui l'accusoit seulement de donner atteinte aux locutions sans prescrire d'oser parler des dogmes ; qui se plaignoit de l'abus qu'on en pouvoit faire, comme si d'ailleurs on en pouvoit faire un bon usage & vraiment utile à la verité : langage qui supposoit toujours la paix, où elle n'étoit pas ; & qui donnoit souvent à entendre une uniformité d'opinions & de doctrine plus grande qu'elle n'étoit dans la verité, & quelquefois entre les personnes qui étoient les plus réellement divisées sur la doctrine. Les IV. Evêques, laissant à d'autres les circonlocutions affectées ou la

Eccc 3

diffimulation, propoient dans leur Acte les choses telles qu'elles étoient. Ils expo-
soient nûment les grandes verités de la re-
ligion ; & en très peu de mots ils faisoient
tout à la fois deux choses par rapport à ces
verités. 1. Ils leur attribuoient le degré de
certitude, & leur donnoient le prix & le
rang qui leur convenoit. 2. Ils le faisoient
sans dissimuler qu'elles fussent puissamment
contestées. Au contraire c'étoit par ce der-
nier endroit qu'ils se determinoient à re-
courir à l'autorité de l'Eglise universelle,
qui seule a le pouvoir de remédier à de si
grands maux.

En effet on parle ouvertement dans l'Acte
d'Appel des plus grandes verités contestées
depuis cent ou cent cinquante ans. On y
parle, comme de verités indubitables, de
la nécessité de l'amour de Dieu, de sa tou-
te-puissance sur les cœurs, des regles de la
penitence d'où depend le salut éternel des
pecheurs, de la sainte pratique de lire l'E-
criture sainte &c. On ne s'étudie point à
faire un accord forcé entre ces verités & la
Constitution ; mais on forme autant de
chefs d'accusation contre la Constitution,
de ce qu'elle attaque ces mêmes verités.
Enfin, si la doctrine expliquée dans l'Acte
d'Appel est la véritable, on la propose avec
la clarté & l'intrepidité que les fidèles ont
droit d'attendre des Evêques. Tout y est
appuyé sur les autorités les plus respecta-
bles ; en sorte qu'on peut dire, sans sortir
des bornes de l'histoire, que cet Acte est
la terreur des Constitutionnaires, qui jus-
qu'ici n'ont osé l'attaquer de front. Quel-
que court qu'il soit, ils n'en ont point fait
de réfutation suivie ; au moins n'en est-il
pas venu à nôtre connoissance : & il est cer-
tain qu'ils gagneront toujours plus à le sou-
straire à la vue de ceux à qui ils voudront
faire illusion, qu'ils ne feroient en tachant
d'en obscurcir la vérité par des réponses de-
taillées.

Tel est l'Acte d'Appel exposé aux yeux
de l'Eglise trois ans & demi après la pu-
blication de la Constitution ; trois ans jour
pour jour, après la fabrication du preten-

du Decret d'acceptation de la Faculté ; cent
douze ans depuis que le Jésuite Bastida,
au nom de toute sa Société, refusa de con-
fesser devant le Pape Paul V. (a) que Dieu
ait la même toute-puissance, & le même
domaine sur les volontés des hommes,
que sur les autres creatures qui sont sous
le ciel : cent dix ans depuis que le même
Pape declara, (b) qu'il différoit la deci-
sion de la dispute *De auxiliis*, où cette
question touchant l'étendue de la toute-
puissance de Dieu étoit renfermée, avec
beaucoup d'autres ; cinquante ans enfin
depuis que le Pape Alexandre VII. avoit
mis parmi les opinions problematiques,
celle qui établit la nécessité d'aimer Dieu
pour être reconcilié avec lui. (c)

Ceux qui aiment à observer toutes les
circonstances d'un événement de cette na-
ture, remarquent encore, que ce jour se
rencontra le même vendredi de carême au-
quel étoit arrivé soixante & un an aupara-
vant, la guérison miraculeuse de Made-
moiselle Perrier, niece de M. Pascal. Ce
miracle fut constaté par sentence (d) des
Grands Vicaires du Cardinal de Retz,
alors Archevêque de Paris, & suspendit
les entreprises formées contre le monastere
de Port-Royal. Ce Vendredi est celui où l'on
lit l'Evangile de la Samaritaine ; & l'In-
troite de la Messe commence par ces pa-
roles du Pseaume 85. *Fac mecum, Do-
mine, signum in bonum, ut videant qui
me oderunt, & confundantur, quoniam tu,
Domine, adjuvisti me, & consolatus es me.* (e)

(a) Dans la Congregation qui se tint le 20.
Septembre 160.

(b) Trois jours après la Congregation tenue le
20. Août 1607.

(c) Dans son Decret du 5. Mai 1667.

(d) La sentence est du 2. Octobre 1656 Ma-
demoiselle Perrier sur qui s'est fait le miracle est
encore pleine de vie en l'année 1710. M. Pascal
parle de ce miracle dans sa XVI. Lettre au Pro-
vincial. On peut voir les notes du Wendrock
sur cette lettre.

(e) Faites, Seigneur, éclater quelque signe de
votre bonté en ma faveur, afin que ceux qui me
haïssent, le voient, & soient couverts de con-
fusion, parce qu'on reconnoitra que ce sera vous
qui m'aurez sauvé, & qui m'aurez consolé.

Il étoit près d'une heure après midi, lorsque les Evêques sortirent de Sorbonne. M. de Mirepoix nous a appris la démarche qu'ils firent auprès de M. le Procureur Général. Le même jour ils écrivirent à Messieurs les Evêques de Pamiers & de Verdun, qui s'empresèrent de s'unir à l'Appel dès le moment qu'ils en eurent été instruits. La même nouvelle se répandit avec promptitude dans tout Paris : & la joie y fut proportionnée aux allarmes que l'on avoit éprouvées, toutes les fois que le bruit y avoit couru, que la Constitution alloit être reçue par un accommodement. Ce que disent sur cela les nouvelles publiques est conforme à la vérité. " La joie qui éclata dans cette grande ville, fut semblable à celle qui se fait remarquer le jour que survient la nouvelle d'une grande victoire. Rien n'est égal à l'empressement avec lequel le Clergé de la plupart des paroisses & plusieurs Communautés seculières & regulieres se porterent à signer l'adhésion à l'Appel des IV. Evêques. On commença dès le jour même, & l'on continua les jours suivans.

Le même jour après midi, il y eut une assemblée chez M. le Regent où se trouverent les Cardinaux de Rohan & de Bissi ; & il fut arrêté qu'on donneroit ordre aux IV. Evêques de sortir de Paris dans vingt-quatre heures. L'ordre fut aussitôt signifié. M. de Montpellier se retira à Auteuil, M. de Senz à Notre Dame des Vertus, M. de Mirepoix à l'Abbaye de S. Denis, & M. de Boulogne à Creteil. Mais avant que de partir, & après avoir reçu l'ordre, les IV. Evêques écrivirent une lettre à M. le Regent, pleine d'une fermeté Episcopale. Ce fut M. de Montpellier qui fut chargé du soin de l'écrire au nom de tous.

Le Sieur Touvernot Notaire, qui avoit reçu l'Acte des Evêques, & l'adhésion de la Faculté, fut arrêté le lendemain 6. Mars, & conduit à la Bastille. Il s'y étoit préparé, lors qu'il avoit consenti à prêter son ministère aux Evêques. M. le Syndic disparut aussitôt après l'Assemblée de Sorbon-

ne, jusqu'au jour qu'il se presenta pour recevoir la Lettre de Cachet qui le renvoyoit à S. Brien. C'étoit un changement dans les ordres de la Cour qui le regardoient ; car il y avoit eu deux autres Lettres de cachet projetées ou expédiées qui le renvoyoient, l'une à Collignon & l'autre à Lion. Nous avons raconté ailleurs la suite de son voyage, qui lui coûta la vie. Il fit au lit de la mort sa profession de foi, qui a été imprimée, & où se trouve renfermée une déclaration de persister dans son Appel. Pour ce qui regarde la Faculté de Théologie en Corps, elle reçut ordre de cesser entièrement ses Assemblées. Non obstant ces marques de mécontentement de la part de la Cour, les adhésions à l'Appel ne laissoient pas de se multiplier, soit à Paris, soit dans les Provinces.

Cependant les Evêques étoient visités par plusieurs personnes dans les lieux de leur retraite ; mais il survint bien-tôt un second ordre, qui fut suivi d'un troisième beaucoup plus pressant : en voici laeneur.

LETTRE CIRCULAIRE de M. d'Armenonville aux IV. Evêques, datée de Paris le 19. Mars 1717.

M. J'ai fait voir à M. le Duc d'Orleans la réponse que vous m'avez faite aux derniers ordres que je vous ai envoyés de la part ; je suis fâché d'avoir à vous apprendre que S. A. R. a très mal reçu les excuses dont vous vous servez pour autoriser le délai que vous avez apporté à l'exécution de ses premiers ordres, & celui que vous vous proposez de prendre encore pour obéir aux derniers. Elle m'a commandé de vous écrire, que si elle n'a pas fait expédier des Lettres de cachet pour vous éloigner de Paris, c'a été par un pur effet de sa bonté, dont vous vous rendez moins digne chaque jour que vous differez votre départ. Elle n'entend pas vous forcer à continuer votre route pendant les saints jours de la semaine prochaine, mais elle veut

qu'avant la fin de celle-ci, vous vous éloigniez de Paris de 12, à 15, lieues au moins; & qu'auſſi-tôt après la fête de Pâques, vous ſuiviez votre route, ſans vous en écarter, pour vous rendre dans votre Diocèſe; & elle m'a ajouté que ſi avant deux ou trois jours, elle n'apprenoit pas que vous euſſiez obéi à ſes ordres, elle uſeroit à votre égard des voies ordinaires, dont elle a coutume de ſe ſervir quand elle veut ſe faire obéir. Je ne puis m'empêcher de vous conſeiller, & même de vous prier pour l'amour de vous, d'obéir le plus promptement que vous pourrez, afin de prévenir d'autres ordres encore plus ſâcheux; & qu'un homme de votre caractère doit moins s'attirer que perſonne. Je ſuis toujours plus qu'homme du monde.

M. V. T. H. & T. O. Serviteur, ſigné.

D'ARMENONVILLE.

M. de Montpellier aiant reçu cette Lettre, ainſi que les trois autres Evêques, en donna avis, pour ce qui le regardoit, à M. de Torci ſon frere, qui en parla à M. le Regent, & lui repréſenta qu'il ſembloit que ſon frere eût encouru ſa diſgrace; quoi- qu'il n'eût rien fait qui ne fut conforme aux regles. M. le Regent, qui ſe ſouvenoit que M. de Montpellier lui avoit dit avec franchise, qu'il ne voioit d'autre iſſue dans l'affaire de la Conſtitution que l'Appel, répondit qu'il n'étoit pas mécontent de ce Prélat, que la lettre du Secrétaire d'Etat n'étoit pas de ſon ſtyle; mais qu'il avoit des raiſons pour obliger ces Evêques à ſe retirer de Paris.

Après avoir reçu une pareille Lettre, les Evêques ne crurent pas devoir diſſerter d'un moment. Ils ſe donnerent un rendez-vous à l'Abbaye de S. Denis pour le lendemain ſamedi, veille du Dimanche des Rameaux. On y attendoit M. de Montpellier; mais quelques affaires l'empêchèrent de s'y rendre. Les trois autres Evêques s'y trouverent; ils y mangerent enſemble, avant que de ſe ſéparer. Les Supérieurs des Benedictins, & pluſieurs Ec-

cleſiaſtiques qui étoient venus pour les voir avant leur départ, & recevoir leur benediſtion furent du repas. M. P. . . ſe trouva préſent, & ſit à voix haute pendant le repas, la lecture du Decret de l'Inquiſition, dont nous avons parlé au §. précédent, qui condamnoit au feu les Lettres des Curés. Quelques Dames & pluſieurs autres perſonnes ſurvinrent l'après dinée, & virent les trois Evêques ſe mettre en route chacun de leur côté, pleins de confiance en Dieu: tous ceux qui étoient préſens, faiſant des vœux pour la conſervation de leurs perſonnes, & pour le triomphe de l'Egliſe & de la vérité.

On verra dans la ſuite de cette Hiſtoire les effets de l'Appel, la maniere dont il fut reçu, ſoit en France, ſoit à Rome. On verra une première claſſe d'hommes uniquement touchés des motifs exprimés dans l'Acte des 14. Evêques, ſe hâter d'y adhérer: d'autres plus circonſpectes & craignant les ſuites d'une telle démarche, attendre que M. le Cardinal de Noailles publiât auſſi ſon Appel: d'autres, pouſſant la prudence & les précautions plus loin, ſe reſerver pour le tems où le corps de la Nation ſe ſeroit déclaré en faveur de l'Appel, proteſtant cependant qu'ils verroient cet événement avec joie. On verra d'autres hommes ennemis de l'Appel; & ceux là partagés en autant de claſſes qu'il y aura de vues différentes qui les tiendront attachés à la Conſtitution.

On verra la Cour de Rome épouvantée de l'Appel comme d'un coup de tonnerre, mais diſſimulant le mieux qu'il lui ſera poſſible ſa ſurpriſe & ſes allarmes. On verra la Cour de France dans une eſpece d'héſitation, tantôt tolerer les Appels, tantôt les empêcher; mais jamais les autoriser pleinement; M. le Cardinal de Noailles temporifer; appeler d'abord en ſecret avec un certain nombre d'Evêques, deliberer enſuite plus d'une année entiere avant que de rendre public ſon Appel; toujours prêt à écouter les propoſitions d'accommodement

dement & à rompre les négociations après qu'elles aurent été rompues : insérer dans les Actes les plus contraires à la Constitution qui partiroit de sa main, des piéces d'attente pour revenir, au besoin, à une acceptation relative.

La Cour de France ne perdra aussi jamais de vue l'esperance d'un accommodement : elle mettra tout en usage pour parvenir à en faire un tel qu'il puisse être : Déclarations du Roi dans le Royaume, négociations à Rome, prières, menaces, bienfaits, chatimens ; rien ne sera oublié.

La Cour de Rome au contraire suivra toujours sa pointe, persistant invariablement dans la résolution de faire recevoir la Constitution purement & simplement, & de n'approuver jamais positivement d'autre forme d'acceptation : elle temporisera, lors qu'elle le croira nécessaire : elle parlera avec hauteur chaque fois qu'elle croira qu'il en sera tems. Elle souffrira par nécessité de la part de la France, des démarches, qu'on peut appeler à double face, qui lui déplairont par le côté qu'elles nuiront à la Constitution, & lui seront agréables par le côté qu'elles seront favorables à cette même Constitution. La Cour de Rome considérera de loin ces démarches, & trouvera le secret d'en recueillir l'avantage, & de se mettre couvert du préjudice qu'elle pourroit en ressentir dans l'exécution de son dessein ; ce secret consistera à les désapprouver publiquement, lors qu'elle même les aura peut-être sollicitées sous main avec le plus d'empressement. Les Evêques de France, qui sont dans les intérêts de la Cour de Rome, & qui conservent avec elle d'étroites liaisons, continueront à lui rendre tous les services qui dépendront d'eux, & à lui faciliter l'exécution de ses vues.

On verra au travers de mille intrigues, & de tant d'intérêts différens, les IV. Evêques & ceux qui leur seront unis, marcher, sans faire le moindre écart, sur la même ligne, proposer la doctrine de l'Eglise sans enveloppe, sans équivoque, sans détour.

Ils iront droit au fonds des questions, soit qu'ils proposent la doctrine qu'il faut conserver, soit qu'ils exposent celle qui doit être rejetée ; en faisant l'un & l'autre ils feront sentir la liaison que les divers dogmes ont entre eux, la dépendance qui se trouve entre les principes & les conséquences ; en sorte que chaque portion, soit du bon, soit du mauvais système, s'entre-éclaircisse & contribue réciproquement à se faire entendre. Après avoir donné des idées nettes de toutes ces questions, ils prononceront sur chacune avec netteté, & appuieront leur jugement de preuves convaincantes. Ils appelleront chaque chose par son nom ; bon ce qui est bon, mauvais ce qui est mauvais. Ils tiendront un langage également intelligible aux savans & aux ignorans, aux Théologiens & aux personnes du peuple, aux gens d'esprit & aux simples. Les ouvrages qui sortiront de leur main, & ceux qui seront faits en faveur de leur cause, porteront invariablement ce caractère. On les verra se servir de principes avoués de part ou d'autre. S'ils combattent la Constitution, ils se serviront des vérités avouées par ceux qui seroient pour l'acceptation relative : s'ils combattent l'acceptation relative, ils emploieront pour toutes armes, les principes d'équité & de bon sens, reconnus par la Cour de Rome, par les Jésuites, & en un mot par tout le genre humain, à l'exception uniquement de ceux qui seront déclarez pour l'acceptation relative. Tels sont les objets qui se présentent à traiter dans les autres Parties de cette Histoire. En voici les événemens les plus remarquables comme dans une esquisse de table chronologique.

ANNEE 1717.

Lettre du Pape à M. le Cardinal de Noailles : 3. Avril. Appel de M. le Cardinal de Noailles, auquel plusieurs Evêques adherent.

6. May. Lettre de M. le Cardinal de
FFFFF

Noailles en reponse à celle que le Pape lui avoit écrite.

8. Juillet. La Sorbonne recommence ses Assemblées qui avoient été interrompues depuis l'Appel par ordre de la Cour.

14. Juillet. Lettre circulaire de M. le Cardinal de Rohan aux Evêques.

18. Juillet. Lettre circulaire de M. le Regent aux mêmes.

25. Juillet. Lettre de M. le Cardinal de Bissi aux mêmes, contre l'Appel.

17. Aoust. Lettre de M. le Regent aux mêmes.

7. Octobre. Première Declaration du Roi pour imposer silence.

A la fin de Novembre, l'Appel de M. le Cardinal de Noailles paroît imprimé, sans que l'on sache par quelle voie.

Arrêt du Parlement qui condamne l'impression de l'Acte precedent, comme étant faite sans avenu.

Lettre du Cardinal Paulucci contre la Declaration du Roi du 7. Octobre precedent.

11. Decembre. Lettre des Curés de Paris à M. le Cardinal de Noailles, où ils se plaignent de l'imposition du silence.

ANNE'E 1718.

20. Janvier. Lettre violente de M. l'Archevêque de Reims à M. le Regent.

28. Janvier. Les seaux sont ôtés à M. le Chancelier Daguesseau, & sont donnés à M. d'Argenson.

8. Fevrier. Decret de l'Inquisition qui condamne les Actes d'Appel des IV. Evêques, de la Sorbonne & de M. le Cardinal de Noailles.

Vers le commencement de Juin, on commence à recevoir de Rome des Bulles pour les Evêques nommés, entre autres pour M. l'Archevêque de Sens & M. l'Evêque de Saintes.

8. Septembre. Publication à Rome des Lettres *Pastoralis officii*, par lesquelles le Pape declare, qu'il separe de la Communion de l'Eglise Romaine tous ceux qui refu-

sent de recevoir la Constitution, quand même ils seroient Evêques, Archevêques ou Cardinaux; & exhorte tous les Evêques à faire la même chose, sans néanmoins nommer aucun de ceux sur qui cette peine devoit tomber.

24. Septemb. M. le Cardinal de Noailles publie son Appel.

A la fin de Septembre M. le Cardinal de Rohan publie son *Avis*.

M. le Cardinal de Bissi publie ses *Remarques* sur le Projet de Mandement de M. le Cardinal de Noailles à peu près dans le même tems.

3. Octobre. Appel de M. le Cardinal de Noailles des Lettres *Pastoralis officii*.

Divers Mandemens d'Evêques pour la publication de leur Appel, tant de la Constitution que des Lettres *Pastoralis officii*.

Actes d'adhésion des Chapitres, Communautés & de divers particuliers en grand nombre.

5. Octobre. Appel de l'Université de Paris tant de la Constitution que des Lettres *Pastoralis officii*.

Mandemens de MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissi & de plusieurs autres Evêques pour se separer de la communion des Appellans, sans néanmoins en marquer aucun nommément.

3. Decembre. Exposition des motifs de l'Appel de l'Université de Paris. On y trouve la Liste des Evêques dont les Appels avoient été publiés.

Divers Arrêts des Parlemens qui déclarent abusives les Lettres *Pastoralis officii*.

ANNE'E 1719.

14. Janvier. Première Instruction Pastorale de M. le Cardinal de Noailles sur la Constitution *Unigenitus*. (Elle n'a point été suivie de la seconde.)

M. l'Evêque de Châlons sur Marne & M. l'Evêque d'Auxerre adoptent la precedente Instruction.

Avril. Acte d'Appel des IV. Evêques des Lettres *Pasoralis officii*.

Mandement pour la publication de cet Acte , avec le Memoire où l'on deduit amplement les motifs de l'Appel de la Constitution. Ce Mandement & ce Memoire sont communs aux IV. Evêques.

9. Mai. Appel de l'Eglise Metropolitaine d'Utrecht & d'un grand nombre de Curés & autres Prêtres Catholiques des Provinces-unies.

5. Juin. Declaration du Roi pour imposer silence pendant l'espace d'une année.

7. Juin. Arrêt du Parlement de Paris qui declare abusifs le Mandement de M. l'Evêque de Soissons du 8. Decembre dernier, son Avis du 3. Mars, & qui supprime deux Lettres du même Prelat.

9. Aoust. Arrêt qui condamne la Lettre de M. l'Evêque de Soissons à M. le Regent au sujet du précédent Arrêt, à être brûlée.

Au commencement de Novembre, nomination nombreuse aux Evêchés & Abbayes. Entre autres, le P. Lassieu Jésuite est nommé Evêque de Sisteron. M. l'Archevêque de Tours nommé à Albi, & M. l'Abbé d'Auvergne à l'Archevêché de Tours.

1. Decembre 1719. Date de cette premiere Partie de notre Histoire.

[On a cru qu'il étoit à propos d'ajouter à cette espece de Table chronologique les principaux evenemens qui se sont passés avant que l'impression de l'ouvrage fut achevée.]

2. Decembre 1719. Mort du P. Quésnel. On peut voir les particularités de cette mort, & la profession de foi que le Pere Quésnel renouvela au lit de la mort, dans l'*Avertissement* de son ouvrage posthume, intitulé : *Suite de l'Inscription en faux &c.*

ANNEE 1720.

Lettre de M. l'Evêque de Châlons qui fait sentir les difficultés de tout accommodement, où il s'agiroit de recevoir la Constitution de quelque maniere que ce pût être, qui ayant été tenue secrette jusqu'alors, parut au commencement de Mars 1720. On la trouve au §. XXXVI. de cette Histoire.

13. Mars. Assemblée du Palais Royal où l'Accommodement est déclaré. M. le Cardinal de Noailles, MM. les Cardinaux de Rohan & de Bissi, M. l'Archevêque de Reims, M. l'Evêque de Soissons & beaucoup d'autres entrent dans cet Accommodement.

14. Mars. Lettre de MM. les Evêques de Montpellier & de Boulogne à M. le Cardinal de Noailles au sujet de cet Accommodement, qui ne fut déclaré que le lendemain.

15. Mars. On commença à signer à Paris, à l'occasion de l'Accommodement, un Acte par lequel on declaroit que l'on s'en tenoit à l'Appel, & que l'on y persistoit.

18. Mars. Lettre circulaire de M. le Cardinal de Noailles par laquelle il fait part de l'Accommodement aux Curés de son Diocèse ; elle a parn depuis avec des notes.

5. Avril. Lettre de M. l'Evêque de Mirepoix à M. la Marquise d'Alegré, où il lui exprime ses sentimens touchant l'Accommodement.

5. Avril. Mandement de M. l'Evêque de Nîmes contre l'Accommodement.

6. Avril. Lettre de M. le Cardinal de Rohan à M. l'Evêque de Langres touchant l'Accommodement. Cette lettre fut écrite pour opposer à la precedente lettre circulaire de M. le Cardinal de Noailles.

Memoire sur la paix de l'Eglise, que l'on communiquoit secretement aux Evêques attachés à M. le Cardinal de Noailles, pour les porter à entrer dans l'Accommodement. Il parut subitement imprimé, &

F f f f f 2

fut supprimé par Arrêt du Parlement de Paris.

25. Avril. Lettre de M. l'Evêque d'Acqs à M. le Cardinal de Noailles, avec un Mémoire contenant ses doutes contre l'Accommodement.

On vit paroître alors l'une après l'autre différentes Parties du Corps de doctrine sur lequel étoit fondé l'Accommodement, avec des notes pour en montrer les défauts. Ces notes parurent dans le tems que l'on croioit qu'il ne s'étoit échappé aucune copie du Corps de doctrine.

9. Juin. M. l'Abbé du Bois, depuis Cardinal, est sacré Archevêque de Cambrai.

Juin & Juillet. Remontrances des Curés des différens Doyennés du Diocèse de Paris contre l'accommodement de M. le Cardinal de Noailles.

Lettre de M. l'Evêque de Castres en réponse à une lettre de M. le Cardinal de Noailles du 19. Juillet. M. l'Evêque de Castres y expose ses difficultés contre l'accommodement.

1. Aoust. Acte du Chapitre de l'Eglise Métropolitaine de Tours contre l'Accommodement.

4. Aoust. Declaration du Roi qui autorise l'Accommodement, défend de parler &c. contre la Constitution, contre l'Instruction Pastorale des XL. & contre les nouvelles explications. L'enregistrement de cette Declaration souffrit beaucoup de difficultés.

On tenta une première fois l'enregistrement de la précédente Déclaration au Parlement séant à Pontoise, qui le refusa.

2. Septembre. On présente au Parlement la Declaration. Le même jour on présente deux Requêtes contre l'Enregistrement; l'une de la part de l'Université, l'autre des IV. Evêques.

5. Septembre. Autres Requêtes, l'une des Commissaires de la Faculté de Théologie de Paris. au nom de la Faculté, l'autre des

Curés de la ville de Paris.

10. & 12. Septembre. Acte de renouvellement d'Appel des IV. Evêques.

20. Septembre. Mort de M. l'Evêque de Mirepoix. On en trouve les principales circonstances, dans la lettre imprimée de M. Sabathier son grand Vicairé, à M. l'Evêque de Pamiers; il déclara en mourant qu'il persistoit dans son Appel.

18. Septembre. Le Grand Conseil refuse d'enregistrer la Déclaration.

23. Septembre. M. le Regent vient au Grand Conseil accompagné de M. le Chancelier, des Princes, Ducs & Maréchaux de France &c. La Déclaration est enregistrée.

12. Octobre. Mandement de M. l'Archevêque d'Arles où il rapporte les termes d'un Bref du Pape par lequel la Sainteté désapprouvoit l'Accommodement.

Mandement des trois Evêques pour la publication de leur Acte d'Appel du 10: & 12. Septembre.

10. Novembre. Ordre donné au Parlement d'aller à Blois.

4. Decembre. Enregistrement de la Déclaration au Parlement séant à Pontoise.

Mandement de M. le Cardinal de Noailles pour l'acceptation de la Constitution, suivant les Explications. Il est daté du 2. Aoust; mais il ne fut publié que le 18. Novembre. Il y eut une négociation par rapport à la publication de ce Mandement, entre M. le Cardinal de Noailles & M. le Premier Président, après que l'ordre eût été donné au Parlement, de se transporter à Blois.

31. Decembre. Arrêt du Conseil qui supprime le Mandement d'Arles du 12. Octobre.

Même jour 31. Decembre, autre Arrêt du Conseil qui supprime les Mandemens des trois Evêques pour la publication de leur nouvel Acte d'Appel.

ANNÉE 1721.

Cette année a paru la nouvelle édition:

des Hexaples en VII. volumes. C'est pour tenir lieu de Préface à cette édition que la présente Histoire a été faite.

Janvier. Lettre des trois Evêques au Roi.

Fevrier. Il commence à paroître des listes de ceux qui avoient signé l'Acte d'adhésion au nouvel Acte d'Appel au futur Concile des trois Evêques : il en parut de manuscrites le 1. Fevrier ; & la premiere imprimée parut le 21. Fevrier.

Mars. Interrogatoires de diverses personnes dont les noms étoient sur la liste, devant M. de Baudri Lieutenant General de police, par ordre du Conseil de conscience. L'interrogatoire de M. l'Abbé d'Asfeld est du 5. Mars. Il y eut environ 60. personnes qui comparurent devant M. de Baudri.

19. Mars. Mort du Pape Clement XI.

21. Mars. Arrêt du Parlement de Paris qui ordonne la suppression de la liste & du Memoire sur le devoir de parler en faveur de la verité.

10. Avril. Mandement d'Auxerre sur la mort du Pape.

2. Mai. M. Rollin dénonce en Sorbone plusieurs propositions, extraites des Ecris de M. l'Evêque de Soissons.

Exils de MM. Rollin, d'Asfeld, le Fevre, Begon Docteurs de Sorbone, Maillard Vicair de S. Paul, Tabourin, des PP. Gaffarel & Boier de l'Oratoire, de Dom Jacques de S. Robert Prieur des Feuillans de Paris, de plusieurs autres Religieux du même Ordre, de divers Benedictins, de plusieurs Chanoines, Curés & Docteurs de Reims, &c.

8. Mai. Election du Pape Innocent XIII.

4. Juin. Assemblée de Sorbone. Précautions prises par la Cour pour empêcher que la deliberation commencée au sujet de la denonciation des propositions de M. l'Evêque de Soissons, ne fut continuée. Trois lettres de cachet notifiées à l'Assemblée. Discours de M. Jollain syndic. Ce discours a été imprimé. Il y a

aussi une Relation imprimée de cette Assemblée.

9. Juin. Lettre des VII. Evêques au Pape. Elle n'est devenue publique que vers la fin de Novembre.

1. Juillet. Le S. Romigni nommé par la Cour pour faire les fonctions de syndic à la place de M. Jollain.

24. Aoust. Remontrances de la Faculté de Theologie de Paris au Roi remises entre les mains de M. le Premier President.

9. Septembre. Rescrit de l'Empereur à l'Electeur de Cologne en qualité d'Evêque de Liège, en faveur du Sieur Hoffrumont Curé de Grace, poursuivi pour avoir refusé de recevoir la Constitution.

9. Octobre. Instructions de l'Empereur au Cardinal d'Althan son ministre à Rome.

ANNEE 1711.

8. Janvier. Decret de l'Inquisition qui condamne la lettre des VII. Evêques.

28. Fevrier. Les sceaux sont ôtés à M. le Chancelier Daguesseau, & donnez à M. d'Armenonville.

14. Mars. Ordonnance & Instruction de M. l'Evêque de Rodez, portant condamnation de plusieurs propositions enseignées par le P. Cabrespine Jesuite.

24. Mars. Bref du Pape au Roi & à M. le Regent contre la lettre des VII. Evêques. Le Decret de l'Inquisition du 8. Janvier est publié à Rome le même jour.

15. Avril. M. de Lorraine Evêque de Baieux publie dans son Synode deux Mandemens en date du 23. Janvier : par l'un il porte son jugement sur un grand nombre de propositions qui lui avoient été déferées par le P. de Gennes Jesuite. Dans l'autre il confirme & publie une Censure de la Faculté de Theologie de Caen du 31. Decembre 1710. contre 17. propositions des Jesuites.

19. Avril. Arrêt du Conseil d'Etat contre la lettre des VII. Evêques.

26. Avril. Seconde lettre d'un Theologien contre M. l'Evêque de Soissons. La premiere avoit paru vers la fin de l'année precedente.

Lettre d'un Theologien sur l'accordement. Elle contient environ 160. pages in 4. On y établit la nécessité d'appeler nonobstant les défenses de le faire.

20. Juin. Mandement & Instruction Pastorale du nouvel Evêque de Laon, où la Constitution est reçue sans parler du Corps de doctrine de 1720.

1. Juillet. Assemblée de Sorbonne où l'on parle de la demande que font les Bacheliers exclus par lettre de cachet d'être entendus. Cette exclusion est au sujet de la signature du Formulaire & de la Censure de M. Arnauld. M. Sirey Prieur de Sorbonne, qui s'est trouvé du nombre de ces Bacheliers, avoit offert au Sr. Romigni de signer conformément à ce qui avoit été réglé par la paix de Clement IX.

Aoust. Publication d'une lettre de M. l'Evêque d'Auxerre à M. l'Evêque de Soissons, en date du 13. Novembre de l'année precedente : la matière du schisme y est traitée selon les principes de Saint Augustin.

1. Aoust. Decret de la Faculté de Nantes qui ordonne la signature du Formulaire conformément à la paix de Clement IX.

21. Aoust. Le precedent Decret confirmé, & ensuite rayé par ordre de la Cour. Trois Docteurs exclus par lettre de cachet.

22. Aoust. Decret de la Faculté de Theologie de Montpellier, (M. l'Evêque de Montpellier présent comme Chancelier de l'Université) qui ordonne la signature du formulaire conformément à la paix de Clement IX. M. l'Evêque de Soissons publie sa V. Lettre pastorale en date du 25. Mars. Ce n'est qu'une premiere partie.

M. le Cardinal de Bissi publie deux volumes contre l'Edition des Hexaples de 1714. sous le titre de Traité Theologique sur les 101. propositions. La lettre pastorale qui est à la tête, est du 20. Juillet. Ce même Cardinal publie en même tems une ample Instruction pastorale datée du 7. Juin.

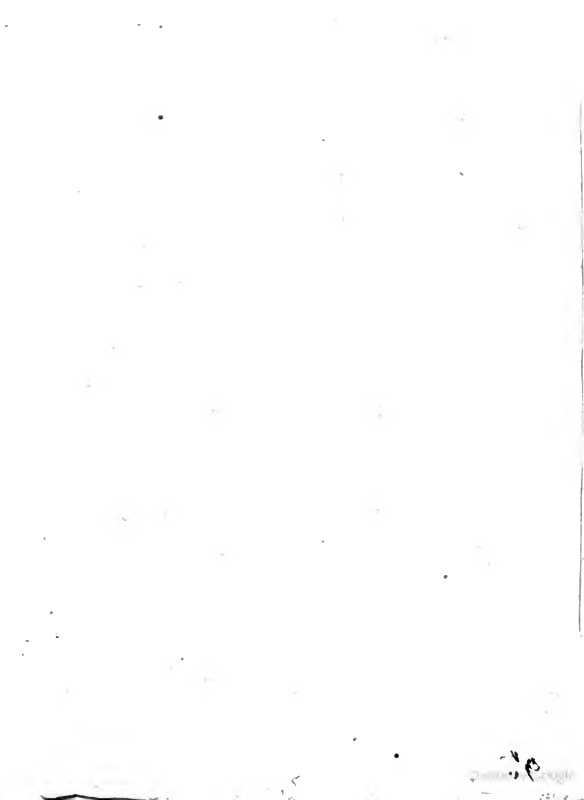
31. Aoust. L'Auteur des Hexaples écrit à M. le Cardinal de Bissi, pour lui porter ses plaintes de deux calomnies qui se trouvent à l'ouverture de l'ouvrage ci-dessus en deux volumes.

1. Septembre. Assemblée de Sorbonne. Exclusion de M. Durieux & de M. l'Abbé de Francieres par lettre de cachet. Autre lettre de cachet pour défendre de continuer la délibération commencée le 1. Juillet & le 1. Aoust à l'occasion des Bacheliers exclus par lettre de cachet au sujet de la signature du formulaire.

Fin de la premiere partie, datée du 1. Decembre 1715.

SECONDE EDITION.

005267385



005262 385-



